



519. 695

59.695
26885 p.

B I

PASICRISIE

OU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

LA JURISPRUDENCE

DES

COURS DE FRANCE ET DE BELGIQUE,

EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE, DE DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF;
CLASSÉ DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE,
DEPUIS LA CRÉATION DE LA COUR DE CASSATION, JUSQU'À CE JOUR;

CONTENANT

TOUS LES ARRÊTS PUBLIÉS DANS LES RECUEILS
DE SIREY, DE DALLOZ, DE TARTE ET FOURNIER, DANS LE JOURNAL DU PALAIS, LE BULLETIN
DE CASSATION, LE JOURNAL DES AVOCÉS, DES NOTAIRES, ETC.,
AVEC DES NOTES DE CONCORDANCE,
PRÉSENTANT SUR CHAQUE QUESTION, UN TABLEAU RÉSUMÉ DE LA DOCTRINE ET DE LA JURISPRUDENCE,
AINSI QUE DES OBSERVATIONS CRITIQUES,

PAR L.-M. DEVILLENEUVE,
ANCIEN DIRECTEUR DU BULLETIN OFFICIEL DE CASSATION, COORDINATEUR SEPTEMBRE 1831 DU RECUEIL-SIREY,
ET PAR A. CABETTE,
AVOCAT AUX CONSEILS DU ROI ET À LA COUR DE CASSATION DE FRANCE.

COMPLÉTÉ POUR LA BELGIQUE
PAR LA REPRODUCTION DES COLLECTIONS BELGES DE ESPÉY ET WYER, DE SARTOURCHES-LAPORTE,
DE LA JURISPRUDENCE DU XIX^e SIÈCLE, DES RECUEILS DES COURS DE LA HAYE, DE LIÈGE ET DE GAND,
ET D'UN TRÈS-GRAND NOMBRE D'ARRÊTS INSÉRÉS;
SUIVI DE TABLES, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE ET MÉTHODIQUE,
PRÉSENTANT TOUTS LES AVANTAGES DES COLLECTIONS ALPHABÉTIQUES.

Bruxelles,
SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE.

ADOLPHE Wahlen ET C^{ie}.
PARTIE DE JURISPRUDENCE. — H. TAILLIER, GÉRANT.

5
0
105
11

PASICRISIE.

PREMIÈRE SÉRIE.

VOLUME DEUXIÈME.

TRIBUNAL DE CASSATION.

2 VENDÉMIARE AN IX. — 29 FLUVIOSE AN XI.

LA PASICRISIE CONTIENT :

PREMIERE SERIE. Jurisprudence des Cours de France (y compris les Cours de Bruxelles et de Liège), depuis la création de la Cour de cassation en 1791 jusqu'à 1814, époque de la séparation de la Belgique d'avec la France.

DEUXIEME SERIE. Jurisprudence des Cours de France et de Belgique de 1814 à 1840, divisée en deux parties, contenant l'une la Jurisprudence des Cours de France, l'autre la Jurisprudence des Cours de Belgique.

TROISIEME SERIE. Abonnement annuel à partir de 1840.

5
0
195
III

PASICRISIE

OU

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

LA JURISPRUDENCE

DES

COURS DE FRANCE ET DE BELGIQUE,

EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE, DE DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF;

CLASSÉ DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE.

DEPUIS L'ORIGINE DE LA COUR DE CASSATION, JUSQU'A CE JOUR;

CONTENANT :

TOUS LES ARRÊTS PUBLIÉS DANS LES RECUEILS

DE SIREY, DE DALLOZ, DE TARTY ET FOURNIER; DANS LE JOURNAL DU PALAIS, LE BULLETIN DE CASSATION,
LE JOURNAL DES AVOCÉS, DES NOTAIRES, ETC.,

AVEC DES NOTES DE CONCORDANCE.

PRÉSENTANT SUR CHAQUE QUESTION, UN TABLEAU RÉSUMÉ DE LA DOCTRINE ET DE LA JURISPRUDENCE,

AINSI QUE DES OBSERVATIONS CRITIQUES,

PAR L.-M. DEVILLENEUVE,

ANCIEN DIRECTEUR DU BULLETIN OFFICIEL DE CASSATION, CONTINUATEUR DEPUIS 1831 DU RECUEIL-SIREY,
AVOCAT A LA COUR ROYALE DE PARIS, MEMBRE DE LA LÉGISLATION-NATIONALE.

ET PAR A. CARETTE,

AVOCAT AUR CONSEILS DU ROI ET A LA COUR DE CASSATION DE FRANCE :

COMPLÉTÉ POUR LA BELGIQUE

PAR LA REPRODUCTION DES COLLECTIONS BELGES DE SPREUT ET WYNS, DE SENEFOURCHE-LAPORTE,
DE LA JURISPRUDENCE DU XIX^e SIÈCLE, DES RECUEILS DES COURS DE LA HAYE, DE LIÈGE ET DE GAND,
ET D'UN TRÈS-GRAND NOMBRE D'ARRÊTS INÉDITS;

SUIVI DE TABLES, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE ET MÉTHODIQUE,

PRÉSENTANT TOUTES LES AVANTAGES DES COLLECTIONS ALPHABÉTIQUES.



Bruxelles,
SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,

ADOLPHE Wahlen et C^{ie}.

PARTIS DE JURISPRUDENCE. — R. TAILLIER, GÉRANT.

1839

Digitized by Google





RECUEIL GÉNÉRAL DE JURISPRUDENCE.

I^{re} PARTIE.

JURISPRUDENCE DE LA COUR DE CASSATION.

(2 VEND. AN 9.)

AN IX.

(7 VEND. AN 9.)

DIVORCE.—OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL.

Sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792, l'officier de l'état civil, comme tous autres officiers municipaux, pouvait concourir aux opérations préliminaires du divorce pour incompatibilité d'humeur, aussi bien qu'à celles du divorce fondé sur toute autre cause. (L. 20 sept. 1792, § 2, art. 9; L. du même jour, sect. 5, art. 3.) (1)

(Huré—C. Huré.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 9, § 2 de la loi du 20 sept. 1792 sur le mode et les effets du divorce;—Et attendu que la convocation prescrite par ces articles avait été faite devant un des officiers municipaux du domicile du mari, aux jour et heure indiqués par le même officier municipal;—Attendu que le jugement attaqué a annulé ce premier acte de convocation, par la seule raison que l'officier municipal qui l'a reçu réunissait à cette qualité celle d'officier public chargé des actes de naissance, mariage et décès;—Attendu que l'art. 9, § 2, de la loi sur le mode et les effets du divorce, en ordonnant que la convocation sera faite devant l'un des officiers municipaux, n'a pas exclu celui d'entr'eux qui était chargé des actes de mariage, naissance et décès;—Attendu que l'art. 5, sect. 5 de la loi sur l'état civil n'a expressément commis, pour ce premier acte préliminaire, l'officier public chargé des actes de mariage, naissance et décès, d'où il suit qu'il y a fautive application de la première de ces deux lois et contravention à la seconde;—Casse, etc.

Du 2 vend. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Audler—Massillon.

(1) D'après cette loi du 20 sept. 1792, les tribunaux restaient (sauf quelques cas exceptionnels) tout à fait étrangers à l'instruction et au jugement du divorce. Toutes les formalités nécessaires avaient lieu devant l'officier municipal. — Au contraire le Code civil avait investi les tribunaux du droit de statuer sur les demandes en divorce, et ce n'était que lorsqu'il avait été admis par eux, que les époux devaient se retirer devant l'officier de l'état civil pour le faire

II.—I^{re} PARTIE.

CONSUL ÉTRANGER.—JURIDICTION.

Du 3 vend. an 9 (aff. *Dania*).—V. ce jugement à la date du 13.

DIRECTEUR DU JURY.—INSTRUCT. CRIM.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le directeur du jury, une fois saisi d'une affaire, ne pouvait plus s'en dessaisir et renvoyer l'instruction devant un juge de paix : il devait régulariser, s'il y avait lieu, et compléter lui-même la procédure. (C. 3 brum. an 4, art. 217 et 225.) (2)

(Jarle et Onasse—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 217 et 225 du Code des délits et des peines;—Considérant qu'il résulte de la disposition de ces deux articles que le directeur du jury étant une fois investi de la connaissance de la procédure, soit par l'ordonnance de renvoi du juge de paix, soit par le visa du mandat d'arrêt, soit par l'interrogatoire du prévenu, il ne lui est plus permis de s'en dessaisir et de la reporter de nouveau dans les mains de l'officier de police : la loi lui impose le devoir de régulariser lui-même la procédure ou de la perfectionner s'il y découvre des irrégularités ou des omissions, et le droit que la loi lui donne, il ne peut le déléguer sans commettre un excès de pouvoir;—Considérant que dans l'espèce soumise à la décision du tribunal, le juge de paix, après avoir décerné mandat d'arrêt contre les prévenus, les avait renvoyés par une ordonnance devant le directeur du jury; qu'ensuite de ce renvoi, le directeur du jury avait visé le mandat d'arrêt, interrogé les prévenus et même rendu une ordonnance de soit communiqué au commissaire du gouvernement, le 3 germ. ; que, dans cette po-

prononcer (art. 264 et 294). — Rappelons ici, au surplus, qu'une loi du 26 germ. an 11 a maintenu tous les divorces antérieurement prononcés, quelles que soient les irrégularités dont ils auraient été accompagnés : *V. Cass.* 14 prair. an 13; 22 mars 1806; 1^{er} mars 1807, et 25 fév. 1835.

(2) Cela résultait, en effet, de l'art. 217 du Code du 3 brum. an 4.—*V. dans le même sens*, 19 brum. (aff. *Lambert*), et 7 fruct. an 8 (aff. *Pélanis*).

sition et le lendemain 4 germ., le directeur du jury rend une ordonnance sans conclusions du commissaire du gouvernement, par laquelle il renvoie la procédure devant un juge de paix autre que celui qui avait fait l'instruction, « pour procéder, y est-il dit, conformément aux art. 506, 508 et 529 du Code des délits et des peines » ; — Considérant que, par cette ordonnance, le directeur du jury a commis un excès de pouvoir et une double contravention aux articles de loi précités, 1° en ce qu'il s'est abstenu de faire un complément d'instruction quel lui seul pouvait et devait faire; 2° en ce qu'il a investi de nouveau le juge de paix de la connaissance d'une affaire dans laquelle il avait épuisé sa juridiction; — Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département de la Seine le 17 mess. an 8.

Du 7 vend. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Viellart. — Rapp., le cit. Genvois. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

DIRECTEUR DU JURY. — MANDAT D'ARRÊT. — MISE EN LIBERTÉ.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le directeur du jury ne pouvait annuler le mandat d'arrêt que dans le cas où l'officier de police judiciaire qui l'avait décerné n'était pas compétent, ou dans celui où les formes voulues n'auraient pas été remplies. Hors ces deux cas, le directeur du jury ne pouvait, sous aucun prétexte, refuser de dresser un acte d'accusation et mettre le prévenu en liberté. (C. 3 brum. an 4, art. 217.) (1)

(Minist. publ. — C. Bogent.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 217, 242 et 456 du Code des délits et des peines; — Vu enfin l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8; — Considérant que, d'après la disposition textuelle de l'art. 217 de la loi précitée, un mandat d'arrêt ne peut être annulé par un directeur du jury que dans le cas où l'officier de police judiciaire qui l'aurait décerné n'aurait pas été compétent, et encore dans celui où les formes n'auraient pas été remplies; que l'un et l'autre de ces deux cas cessant, le directeur du jury, saisi, ne peut, sous aucun prétexte, refuser de dresser un acte d'accusation, et encore moins annuler les mandats d'arrêt ou mettre les prévenus en liberté; — Considérant, dans l'espèce, que les mandats d'arrêt, décernés le 27 flor. dernier par le juge de paix du 6^e arrondissement de Marseille contre Claude Bogent, Alexandre Colange, Benoît Duchamps, prévenus d'être auteurs d'un vol caractérisé, et encore contre Barbe Raphaël, veuve Coste, et Marie Raphaël, veuve Cipriotti, prévenus d'en être les complices, ont été délivrés par un juge compétent; qu'ils sont revêtus des formes prescrites pour leur validité; que le directeur du jury d'accusation de Marseille, en prononçant

la nullité de ces mandats d'arrêt, par son ordonnance du 8 mess. dernier qui énonce la mise en liberté de deux prévenus, a procédé d'une manière illégale; qu'il a fait une fautive application de l'art. 217 du Code des délits et des peines, précité; d'où il résulte une contravention formelle à l'art. 242 de la même loi, qui donne ouverture à cassation pour excès de pouvoir prévu par la 6^e disp. de l'art. 456 du même Code, et par l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8; — Casse, etc.

Du 8 vend. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Liger-Verdigny. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

DOUANES. — MONTRES. — CONFISCATION.

Sous l'empire de la loi du 10 brum. an 5 (art. 13), la confiscation de montres saisies dans le rayon des douanes, sans être accompagnées de certificat d'origine, devait comprendre les boîtes comme les mouvements. En matière de douanes, lorsqu'il y a lieu à confiscation de mouvements de montres, les boîtes de ces montres doivent être également confisquées, d'après la maxime l'accessoire suit le principal (2).

(Donné — C. N. —) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 13 de la loi du 10 brum. an 5, relative à l'importation des marchandises anglaises; — Considérant, dans l'espèce, que le procès-verbal de saisie, décerné par les préposés aux douanes, a été fait dans la distance prohibée du territoire étranger; qu'il n'a été produit par la partie saisie aucun certificat constatant que les boîtes d'argent des dix-huit montres objectives de la saisie avaient été fabriquées dans les pays avec lesquels la république française n'est point en guerre, ainsi que l'exige, sous peine de confiscation, l'art. 13 de la loi du 10 brum. an 5, précité; que l'absence de ce certificat d'origine rendait sujettes à la confiscation les boîtes desdites montres; — Considérant, d'ailleurs, qu'en admettant même que la loi du 10 brum. an 5 ne contient aucune expression directement applicable aux boîtes des dix-huit montres, on ne pourrait pas encore abuser de son silence pour soustraire les boîtes à la confiscation encourue et prononcée des mouvements, d'après cette maxime de droit élémentaire, l'accessoire suit le principal; — Casse, etc.

Du 8 vend. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Liger-Verdigny. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

DOUANES. — PROCÈS-VERBAL. — SERMENT. — AFFIRMATION. — PREUVE TESTIMONIALE.

Sous l'empire de la loi du 14 fruct. an 3 (art. 2), il n'était pas nécessaire que les procès-verbaux de saisie dressés par les préposés des douanes, contiennent la mention du tri-

de montres, contenant des mouvements, avaient été trouvées chez un horloger non revêtu du poinçon de garantie; la régie les saisit, et demanda la confiscation tant des boîtes que des mouvements; mais sa prétention fut rejetée, et la confiscation bornée aux boîtes; F. Cass. 21 fév. 1822. L'analogie de cette décision avec l'espèce actuelle est frappante, et il est difficile d'admettre une solution différente dans les deux hypothèses. Nous devons dire cependant, qu'antérieurement à sa décision de 1822, la Cour de cassation en avait rendu deux contraires, aussi en matière de confiscation d'or et d'argent; (Cass. 15 frim. an 14, et 15 avril 1808), et faire remarquer que l'arrêt de 1822 est motivé particulièrement sur une ordonnance spéciale du 19 sept. 1821 qui aurait, dit la Cour, fait cesser l'indivisibilité légale du mouvement et de la boîte des montres.

(1) F. conf., Cass. 13 et 10 mess. an 7. — Dans le cas même d'irrégularité de la procédure, le directeur du jury ne pouvait se dessaisir et renvoyer l'affaire devant un juge de paix: il devait lui-même régulariser l'instruction; F. 7 fruct. an 8.

(2) Cette solution est remarquable en ce qu'elle considère comme nécessaires les boîtes des montres, bien que, d'après leur valeur intrinsèque, elles puissent en réalité former le principal. Nous concevions sans peine que la confiscation s'étendit aux boîtes comme aux mouvements, si elles faisaient avec eux un tout indivisible, en telle sorte que l'on ne pût les en séparer sans détruire ou détériorer les mouvements; or, c'est ce qui n'est pas. — La Cour de cassation saisie d'une question identique en matière de garantie d'or et d'argent, la résolvait en sens opposé à la doctrine qu'elle a consacrée ici: des boîtes

bunat devant lequel les préposés avaient prêté serment, ainsi que l'exigeait la loi du 29 août 1790. (Tit. 10, art. 1 et 23.) (1)

Un procès-verbal de saisie, en matière de douanes, dressé par plusieurs préposés, est valable quoiqu'il n'ait été signé que par deux d'entre eux. (LL. 14 fruct. an 3, art. 1^{er}; 9 flor. an 7, tit. 4, art. 10.) (2)

Mors la cas d'inscription du faux, aucune preuve testimoniale ne peut être admise contre les procès-verbaux de contravention en matière de douanes. (LL. 22 août 1790, tit. 10, art. 25; 4 germ. an 2, tit. 6, art. 7.) (3)

(Douanes.—C. Gérent.)

Du 9 vend. an 9.—Sect. crim.—Prés., le cit. Viellart.—Rapp., le cit. Oudart.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

RÉVISION (EN MAT. CRIM.)—INCONCILIABILITÉ.

La loi du 15 mai 1793, qui permet la révision des jugemens criminels inconciliables, n'a pas été rapportée par l'art. 594 du Code des délits et des peines du 3 brum. an 4 (4).

Lorsque, par un premier jugement, trois individus ont été déclarés coupables d'un vol, et que, par un jugement postérieur, un autre individu a été condamné pour le même crime, il n'y a point, entre ces deux jugemens, inconciliables donnant lieu à la révision du procès aux termes de la loi du 15 mai 1793 (art. 1^{er}), lorsqu'il n'est pas constaté que le vol n'ait été commis que par trois personnes.

(Minist. pub.—C. Fischer.)

Par jugement du 21 vent. an 7, le tribunal criminel du département du Haut-Rhin condamna à la peine de six années de détention trois individus, parmi lesquels se trouvait le nommé Fischer. Ils étaient accusés et convaincus d'avoir volé une balle d'indiennes. — Postérieurement, et le 17 mess. an 7, le même tribunal condamna à la même peine le nommé Schueblin, comme convaincu d'être ainsi en des auteurs du vol d'indiennes. — Fischer, attendu, dit-il, qu'il n'y a que trois voleurs de ces indiennes, et que cependant quatre sont condamnés, demanda la révision de son jugement.

Le tribunal criminel du département du Haut-Rhin, sans que le jury ait prononcé qu'il n'y avait effectivement que trois auteurs du vol, sans que ce fait résulte nécessairement d'aucune pièce, conséquemment sans que les deux jugemens soient inconciliables entre eux, a ordonné la révision desdits jugemens.

Le tribunal criminel du département du Bas-Rhin, à qui celui du Haut-Rhin avait renvoyé les deux affaires, conformément à l'art. 2 de la loi du 15 mai 1793, pour prononcer, se déclara incompétent, sous le prétexte que cette loi était rapportée par l'art. 594 du Code des délits et des peines.

Pourvoi par le ministère public contre le premier de ces jugemens, pour contravention aux art. 1^{er} et 2 de la loi du 15 mai 1793 et contre le second, pour fausse application du Code du 3 brum. an 4.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 1^{er} et 2 de la loi du 15 mai 1793, et l'art. 594 du Code des délits et des peines; — Considérant que les deux jugemens du tribunal criminel du département

du Haut-Rhin, des 21 vent. an 7, qui condamne Fischer à la peine de six années de détention, et 17 mess. même année, qui condamne Schueblin à la même peine, ne sont point inconciliables, puisque nulle part on ne voit que le vol d'indiennes, commis la nuit du 23 au 24 frim. an 7, ne l'a été que par trois personnes; circonstance qui seule pouvait faire regarder les deux jugemens comme inconciliables entre eux; qu'ainsi le tribunal criminel du département du Haut-Rhin a mal à propos ordonné la révision desdits deux jugemens; — Considérant que la loi du 15 mai 1793 porte sur une matière différente de celle qui régle la forme de procéder et de juger les auteurs de délits, suivant l'institution des jurés, elle n'a ni modifié ni interprété les lois des 16 et 29 sept. 1791; que conséquemment elle n'est point abrogée par l'art. 594 du Code des délits et des peines; que c'est donc par une fausse application dudit art. 594, que le tribunal criminel du département du Haut-Rhin s'est déclaré incompétent pour prononcer; — Casse et annule le jugement du tribunal criminel du département du Haut-Rhin, en date du 17 frim. an 8, par lequel il ordonne la révision des deux jugemens ci-dessus cités; casse pareillement le jugement du tribunal criminel du département du Bas-Rhin, en date du 1^{er} niv. an 8, par lequel il s'est déclaré incompétent pour prononcer la révision des deux jugemens rendus par le tribunal criminel du département du Haut-Rhin.

Du 9 vend. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Vallée.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

RENTES. — ARRÉRAGES. — PRESCRIPTION. — EFFET RÉTROACTIF.

La loi du 29 août 1792, qui fixe à cinq ans le temps nécessaire pour prescrire les arrérages des rentes, n'a pu être appliquée aux arrérages échus avant sa publication (5).

(La régie des dom.—C. Lebizier.)

Le 2 vend. an 7, une contrainte avait été décernée par la régie contre le cit. Lebizier, détenteur d'un domaine à convenant, qui avait apporté un an émigré, aux droits duquel se trouvait la nation. — La régie réclamait sept années d'arrérages, échus au 8 vend. an 6, sauf à augmenter ou diminuer.

Lebizier étant décédé pendant ces poursuites, ses enfans offrirent le paiement des cinq dernières années, et opposèrent la prescription pour les années antérieures. — Alors la régie, usant de la réserve qu'elle avait faite d'augmenter sa demande, conduisit au paiement de trente-quatre années d'arrérages; savoir : vingt-neuf échus avant la loi du 1792, et cinq seulement depuis cette loi.

Le tribunal civil du département des Côtes-du-Nord rejeta cette addition à la demande, et valida les offres des héritiers Lebizier.

Pourvoi pour fausse application de la loi du 29 août 1792.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 1^{er}, tit. 3 de la loi du 29 août 1792; — Vu la loi du 16 j.-ill. 1791; — Attendu, 1^o que la loi du 29 août 1792 ne restreint la prescription que pour l'avenir et les arrérages non échus; qu'elle ne peut avoir d'effet rétroactif sur les droits acquis avant le jour de sa

(1) F. conf., 29 plur., 5 vent. an 7; 6 vend. 14 vent. an 8, et la note.

(2) F. conf., 23 brum. an 8; 1^{er} fév. 1810.

(3) C'est là un point constant; F. Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Douanes, § 8.

(4) L'art. 443, Code inst. crim., reproduit à cet

égard le principe posé dans la loi du 15 mai 1793. — V. sur les cas divers dans lesquels la révision est autorisée, et sur la procédure à suivre pour y parvenir, Levravend, Législ. crim., t. 2, chap. 17.

(5) F. conf., Cass. 24 prair. an 8, et la note.

publication; — Attendu, 2^o qu'à la faveur de la suspension de prescription accordée par la loi du 16 juill. 1791 en faveur de la nation, et depuis étendue à tous les créanciers de rentes par l'art. 2 de la loi du 30 août 1793, la régie a pu exercer l'action en paiement de ce qui était dû à la nation, tant d'après la loi ancienne que la nouvelle; qu'elle ne pouvait donc être déboutée de sa demande en paiement d'un plus grand nombre d'arrérages que celui de cinq offert par les débiteurs; d'où il suit qu'en bornant les droits de la nation à cinq années, le tribunal civil du département des Côtes-du-Nord a fait une fausse application de la loi du 30 août 1793; — Cesse, etc.

Du 11 vend. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Delacoste. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

APPEL EN MATIÈRE CIVILE. — JUGEMENT PAR DÉFAUT.

Les tribunaux qui ont succédé au ci-devant parlement de Rouen n'ont pu, sous peine de cassation de leurs jugemens, juger en conformité de l'ancienne jurisprudence de ce parlement et en contravention aux art. 12 et 17 du tit. 27 de l'ordonnance de 1667, que les jugemens par défaut ne sont pas susceptibles d'appel (1).

(Semillard.)

Il s'agissait de l'appel interjeté par Semillard, d'un jugement par défaut du ci-devant tribunal du district de Verneuil. — Le tribunal civil du département de l'Orne, par le jugement attaqué, avait déclaré ledit Semillard non recevable dans cet appel, sur le fondement qu'il n'avait pu l'émettre avant d'avoir épuisé la ressource de l'opposition, et avait, à cet égard, invoqué la jurisprudence du ci-devant parlement de Normandie, quoique cette jurisprudence n'ait été consacrée par aucune loi.

De la excès de pouvoir et contravention aux art. 12, tit. 2 de la loi des 16-24 août 1790, 3 de celle du 12 octob. même année, 31 de celle du 6 mars 1791 et 12 et 17, tit. 27 de l'ordonnance de 1667.

JUGEMENT (après délib.).

LE TRIBUNAL:—Vu 1^o la loi du 16 août 1790, art. 12, tit. 2; 2^o la loi du 12 octob., même année, art. 3; 3^o la loi du 6 mars 1791, art. 34; et enfin l'ordonnance de 1667, art. 12 et 17, tit. 27; — Attendu que l'application de la loi du 12 oct. 1790, en ce qu'elle autorise à suivre en matière de procédure les formes actuellement existantes, se trouve déterminée par la disposition de la loi du 6 mars 1791, laquelle ne parle que de l'ord. de 1667 et des réglemens postérieurs, ce qui ne doit s'entendre que de ces sortes de réglemens faits par les anciens tribunaux pour avoir force de loi tant que l'autorité législative ne les désapprouvait point, ou de ces usages qui, sans être directement contraires à l'ordonnance de 1667, ne faisaient que suppléer à son silence; — Attendu que l'usage dans lequel était le ci-devant parlement de Rouen de ne point recevoir l'appel d'un jugement de première instance par défaut, sauf l'opposition, ne paraît point avoir été appuyé d'aucun arrêt de

règlement; — Attendu que cet usage ne peut point être regardé comme ayant été une conséquence nécessaire de l'abrogation de l'art. 6, tit. 14 de l'ordonn. de 1667, résultant de l'usage universel qui s'était introduit, d'admettre l'opposition aux jugemens par défaut de première instance, et de l'approbation que l'autorité publique avait donnée à cet usage, et qui est prouvée par la lettre que le chancelier d'Aguesseau avait écrite, le 7 juin 1746, au ci-devant parlement de Bordeaux, et par les lettres-patentes adressées au ci-devant parlement de Normandie, le 18 juin 1769; que tous les tribunaux qui admettaient l'opposition n'en avaient point conclu, comme les tribunaux de la ci-devant Normandie, que la voie de l'appel dût être refusée; en sorte que la partie qui se croyait lésée par un jugement de première instance rendu contre elle par défaut, avait la faculté de choisir entre la voie de l'opposition et celle de l'appel; que l'usage contraire dans lequel était le ci-devant parlement (de Normandie) de n'admettre que l'opposition, contenait une double violation des lois alors existantes, 1^o en ce qu'il interdisait une faculté qui était de droit, par cela seul qu'elle n'était interdite par aucune loi; 2^o en ce qu'il rejetait un appel qui se trouvait autorisé par la disposition générale des art. 12 et 17 de l'ordonn. de 1667; — Attendu que, d'après les lois nouvelles qui ont interdit aux tribunaux actuels de prendre directement ou indirectement aucune part à l'exercice du pouvoir législatif, d'empêcher l'exécution des lois et de faire aucun règlement, les tribunaux qui ont succédé au ci-devant parlement de Rouen n'ont pu se permettre de conserver un usage contraire à l'ordonnance de 1667, et qui n'était fondé sur aucun règlement qui eût l'approbation au moins tacite du pouvoir législatif; qu'en se le permettant, le tribunal civil du département de l'Orne a commis un excès de pouvoir, est contrevenu aux lois précitées, et notamment à celle du 6 mars 1791 (vieux style), laquelle n'autorise les tribunaux qu'à suivre l'ordonnance de 1667 et les réglemens postérieurs; — Casse le jugement du tribunal civil du département de l'Orne.

Du 12 vend. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Tronchet. — Concl., le cit. Dubois, subst. — Pl., le cit. Tharussius.

DOUANES. — DÉCLARATION. — RECTIFICATION.
L'art. 12, tit. 2 de la loi des 6-22 août 1791, qui permet, dans certains cas, de rectifier les déclarations précédemment faites aux bureaux des douanes, ne s'entend que de rectifications relatives au poids, au nombre, à la mesure ou à la valeur des marchandises; la rectification n'est jamais admissible quant à l'espèce (2).

(Douanes—C. Schwargen.)

Le 15 germ. an 7, le cit. Schwargen, capitaine du bateau l'Amour, avait déclaré, à la douane d'Amers, que son chargement consistait en blé, destiné pour la Hollande. Le même jour, et après cette déclaration, les commis de la douane procédèrent à une visite du bateau, et y trouvèrent cachées quarante piéces d'or, monnaie d'empire, et quatre-vingts piastres fortes d'Espagne (3).

(1) F. dans le même sens, Cass. 11 pluv. an 10 (aff. Dutreire). — Merlin, *Quest. de droit*, v^o Appel, § 1^{er}, n^o 9. — Sous l'ordonnance de 1667 la partie condamnée par défaut avait la faculté de se pourvoir soit par voie d'opposition, soit par celle d'appel: V. Jousse, sur l'art. 3, tit. 35 de cette ordonn., et Merlin, *Quest. de droit*, v^o Opposit., au jug., § 1^{er}.

(2) F. dans le même sens, Merlin, *Rép.*, v^o Déclaration au bureau des douanes, n^o 2. — Il a même été jugé que faire une fausse déclaration de la me-

sure des marchandises, c'est faire une fausse déclaration de leur espèce, et se rendre passible de confiscation et d'amende, lorsque d'ailleurs la différence de mesure entraîne une différence dans les droits. F. Cass. 6 juill. 1822 (aff. Tillmann).

(3) L'exportation des matières d'or ou d'argent, monnayées ou non, avait été prohibée par la loi du 15 sept. 1792 (art. 1^{er}), mais elle a été autorisée par l'arrêt des consuls du 17 prair. an 10. — Ansurplus, le principe posé par le jugement que nous rap-

Le capitaine prétendait d'abord avoir pris cet or pour ses besoins, puis ensuite il soutint l'avoir pris à Malines pour le rendre à un marchand d'Anvers, ce qui le dispensait de déclaration, puisqu'il ne le transportait qu'à l'intérieur. Enfin il prétendait avoir conservé la faculté d'ajouter à sa déclaration, jusqu'à ce qu'il prit ses passe-ports.

Un jugement de la justice de paix de la troisième section d'Anvers, déclara la saisie valable; mais sur l'appel, il fut infirmé par jugement du tribunal civil des Deux-Néthes, du 26 therm. an 7.

Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 12, tit. 2 de la loi du 22 août 1791; — Et considérant que le capitaine Schwagen n'a parlé, ni dans sa déclaration ni avant la recherche des commis, du numéraire qu'il avait à bord; que lorsque les commis l'ont trouvé, il a dit que c'était pour ses besoins; et que si ce numéraire n'avait pas été trouvé, rien n'empêchait le capitaine de l'exporter à l'étranger et d'obtenir son passe-port avec la déclaration qu'il avait fournie; — Casse, etc.

Du 12 vend. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Tronchet. — Rapp., le cit. Malleville. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., les cit. Perignon et Ardenne.

CONSULS. — ÉTRANGER. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux français ne peuvent, sans excès de pouvoir, connaître des réclamations formées par des étrangers contre les consuls de leur nation, à raison des actes faits par ceux-ci sur l'ordre de leur gouvernement.

(Intérêt de la loi. — Aff. Danla.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8, qui attribue au tribunal de cassation, section des requêtes, la connaissance de la dénonciation, et, s'il y a lieu, l'annulation des actes par lesquels les juges auraient excédé leurs pouvoirs; — Attendu que le jugement du tribunal de paix du 4^e arrondissement de Marseille, en date du 1^{er} frim. an 8, qui a condamné le cit. Danla, vice-consul de la république ligurienne, à restituer, incontinent et sans délai, au cit. Grillo, Ligurien, les objets mentionnés au verbal d'accès dit du juge de paix du 5^e arrondissement de Marseille, du 1^{er} therm. précédent, et a condamné le cit. Danla aux dépens et aux frais d'exécution de ce jugement, nonobstant la déclaration donnée devant ledit tribunal de paix par ledit cit. Danla en personne, qu'il avait agi par les ordres de son gouvernement, qu'il n'avait fait qu'exécuter les actes émanés du directoire exécutif et des tribunaux liguriens, avec l'approbation et le concours des autorités françaises, et qu'il attendait les ordres de son gouvernement sur la réclamation faite verbalement à lui, citoyen Danla, par le Ligurien Grillo; qu'ainsi, il ne pouvait prendre part à la demande judiciaire formée personnellement contre lui, vice-consul, et que l'objet de la demande excédait les bornes de la compétence du tribunal de paix; que ce jugement du tribunal de paix contient manifestement un excès de pouvoir, une entreprise sur l'indépendance mutuelle des nations, une violation des traités et une atteinte au concours des autorités; — Attendu que les objets saisis sur le Ligurien Grillo, par le procès-verbal du juge de paix du 5^e arrondissement municipal de Marseille, du 1^{er} therm. an 7, et transportés le même jour à la chancellerie du consulat ligu-

rien, ont été saisis à la réquisition des ministres de la puissance ligurienne, comme pouvant servir à la preuve d'un délit commis sur le territoire ligurien, dont la poursuite, appartenant au magistrat ligurien, importe à la société entière; — Casse, etc.

Du 13 vend. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Muraire. — Rapp., le cit. Vasse. — Concl., le cit. Jourde, subst.

SALPÊTRES. — MATÉRIAUX. — RESTITUTION.

Le salpêtrier commissionné par le gouvernement, qui use du droit qui lui est conféré par la loi d'enlever les matériaux salpêtrés provenant de démolitions, n'est pas tenu de rendre au propriétaire des matériaux neufs ou vieux, propres à la construction. Il est obligé seulement de rendre un égal volume de matériaux quelconques. (L. 13 fruct. an 5, art. 3.) (1)

(Ministère public. — C. N....) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 3 de la loi du 13 fruct. an 5; — Et attendu que, loin qu'il résulte de cet article que le salpêtrier soit tenu de faire un remplacement en matériaux utiles, il est porté, au contraire, qu'il ne paiera rien pour raison des matériaux salpêtrés qu'il enlève; que la loi ne l'oblige qu'à en fournir d'un volume égal à ceux salpêtrés par lui enlevés; d'où il suit qu'en le condamnant à rendre une quantité égale de sable ou autres matériaux neufs ou vieux, le juge de paix du canton de Bourguell a fait une fausse application de l'art. 3 de la loi du 13 fruct. an 5, a ajouté à ses dispositions, et, sous ce rapport, a excédé ses pouvoirs; — Faisant droit sur la réquisitoire du commissaire du gouvernement: — Casse le jugement rendu par le juge de paix du canton de Bourguell, le 3 mess. an 8.

Du 13 vend. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JUGE. — PRÉSENCE. — PLAIDOIRIES.

Est nul le jugement auquel a concouru un juge qui n'a point assisté aux plaidoiries. (Const. 5 fruct. an 3, art. 230.) (2)

(Kahne. — C. Bommer et Crellé.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 220 de la const. de l'an 3; — Et attendu que cet article, en exigeant la présence de cinq juges pour la formation d'un jugement, ne peut s'entendre que des juges qui ont entendu les plaidoiries; et qu'ici le cit. Wichl, qui a concouru à la formation du jugement rendu le 24 fruct. an 5, à la suite du délibéré ordonné le 18 du même mois, n'était point présent aux plaidoiries qui avaient eu lieu alors, sans qu'il y en eût eu de nouvelles le jour même de ce jugement; — D'où il suit que ce jugement a contrevenu à l'art. 220 ci-dessus cité; — Casse, etc.

Du 13 vend. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Babbille. — Concl., le cit. Dubois, subst. — Pl., les cit. Lassaudade et Riffé-Caubray.

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — COMPÉTENCE.

C'est à l'administration seule, et non aux tribunaux ordinaires, qu'il appartient de statuer sur une demande formée contre un percepteur, en restitution de sommes payées pour impôts directs qui, depuis, auraient été dégre-

portons est général, et s'applique à toute autre marchandise prohibée à l'exportation, comme aux matières d'or et d'argent.

(1) P. conf., Cass. 29 mess. an 7 et la note; 29 niv. an 8.

(2) P. conf., Cass. 9 brum. an 7, et la note.

vés. (LL. 13 juin 1790, art. 9; 11 sept. 1790, art. 1^{er}.) (1)

(Intérêt de la loi. — Aff. Magnen.)

Les lois de mars et d'avril 1790, en supprimant les droits qui frappaient les sels, les cuirs, les fers, etc., avaient établi un impôt pour remplacer ces droits. — Au mois de prair. an 2 ces lois furent modifiées; il fut décidé que dans le cas où, soit la totalité, soit partie de cet impôt, aurait été acquittée, il en serait fait compte aux contribuables sur leurs contributions foncière et mobilière de 1793 et des années suivantes.

Par deux jugemens du 18 vent. an 7, le juge de paix du canton de Lavencourt, avait condamné le cit. Magnen, percepteur de l'impôt de remplacement, à restituer en numéraire métallique, à deux réclameurs, les sommes par eux payées en 1790 et 1791.

Pourvoi en cassation de la part du commissaire du gouvernement, pour excès de pouvoir et contravention aux lois qui attribuent exclusivement aux administrations la répartition de la contribution et le droit de prononcer sur les demandes en dégrèvement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 2 de la loi du 13 juin 1790, et l'art. 1^{er}, tit. 14 du décret du 11 sept. 1790; — Vu aussi la loi du 3 frim. an 7; — Attendu que la reprise permise par la loi du 16 prair. an 2 était dans la classe des opérations relatives à la contribution; — Attendu qu'en s'attribuant la connaissance des poursuites exercées contre le percepteur des contributions, le juge de paix du canton de Lavencourt, département de la Haute-Saône, a violé les lois qui, en en réservant la connaissance aux autorités administratives, la lui interdisaient; qu'il y a, de sa part, excès de pouvoir dans les deux jugemens dénoncés pour entreprise sur l'administration en matière de contributions; — Casse, etc.

Du 18 vend. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liboret. — Rapp., le cit. Delacoste. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

1^o PRÉTÉRITION. — TESTAMENT. — NULLITÉ. 2^o SUCCESSION. — LOI DE L'EPOQUE. — COUTUME DE DAX.

1^o La nullité résultant de la prétérition peut être invoquée même par d'autres que par le prétérit (2).

2^o L'attribution faite par la coutume de Dax, au profit de l'ainé des enfans, des deux tiers des biens avitins (3), a été maintenue par l'art. 5 de la loi du 8 avr. 1791, lorsque cet aîné était marié ou veuf avec enfans avant la publication de cette loi, et lorsque la succession s'est ouverte avant les lois qui ont ultérieurement aboli cette exception.

(Prenilh — C. Prenilh.)

Un testament, rédigé sous l'empire de la coutume de Dax, où l'institution d'héritier était permise, faisait la matière du procès.

Georges Prenilh, fils aîné, attaqua ce testament par deux moyens :

1^o Parce que Jeanne Prenilh, qui avait droit de légitime sur la succession de la testatrice, sa mère, n'avait été instituée héritière par ce testament, ni de la dot qu'elle avait précédemment reçue, ni d'aucune autre partie des biens maternels;

2^o Parce que la testatrice avait disposé au profit de Pierre Prenilh, son fils puîné, qu'elle avait institué son héritier universel, d'une portion de biens avitins, situés dans le territoire réuni par la coutume de Dax, et cela au préjudice de Georges Prenilh, son fils aîné, à qui cette coutume déférait ces biens, attribution maintenue par l'art. 5 de la loi du 8 avr. 1791, pour les successions ouvertes avant l'abolition du droit d'aînesse, lorsque l'ainé était marié ou veuf avec enfans, avant la publication de cette loi.

17 flor. an 6, jugement du tribunal civil du département des Landes, qui déclare le testament valable, parce que Georges Prenilh, qui l'attaquait, n'avait point été personnellement prétérit, et qu'il n'était pas fondé à se plaindre de la prétérition de Jeanne Prenilh, sa sœur, parce que, d'ailleurs, Georges Prenilh n'avait pas articulé ce moyen en première instance.

Pourvoi en cassation de la part de Georges Prenilh, pour contravention aux art. 50 et 53 de l'ordonn. de 1735, 1 et 2 de la cout. de Dax, et 5 de la loi du 8 av. 1791.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vues art. 50 et 53 de l'ordn. du mois d'août 1735, concernant les testaments; — Vu aussi les art. 1 et 2 de la coutume de Dax; — Vu enfin l'art. 5 de la loi du 8 av. 1791; — Considérant, d'une part, qu'aux termes des art. 50 et 53 de l'ordonn. de 1735, le testament dont il s'agit est nul, en ce que Jeanne Prenilh, qui avait droit de légitime sur la succession de la testatrice, n'a point été instituée héritière par ce testament; que cette nullité étant prononcée par la loi d'une manière absolue, il s'ensuit qu'elle doit être prononcée par les tribunaux, devant qui l'un des héritiers non prétérits demande que le testament qui le constitue, soit déclaré nul, quoique l'héritier prétérit ne se plaigne pas de la prétérition, et quoique l'héritier demandeur en nullité n'articule pas précisément cette prétérition;

Considérant, d'une autre part, que les art. 1 et 2 de la coutume de Dax, prononçant l'indisponibilité, à titre de testament, des deux tiers des biens avitins, et les attribuant exclusivement à l'ainé; — Considérant enfin que cette attribution exclusive au profit de l'ainé, est maintenue par l'art. 5 de la loi du 8 av. 1791, lorsque cet aîné était marié ou veuf avec enfans, avant la publication de la loi du 8 av. 1791, et lorsque la succession dans laquelle l'ainé réclame cette attribution, est ouverte avant les lois qui ont aboli les exceptions portées en faveur de la loi; — Attendu que le jugement, rendu par le tribunal civil du département des Landes, est contraire formellement aux diverses lois précitées, en déclarant valable le testament de Catherine Lavieille, femme Prenilh, et en ordonnant que ce testament serait exécuté dans toutes ses dispositions; — Donne défaut contre Pierre Prenilh; — Et, pour le profit, casse, etc.

Du 14 vend. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Tronchet. — Rapp., le cit. Bazire. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., le cit. Flusin.

TERRES VAINES ET VAGUES. — MARAIS. — COMMUNAUX.

Les marais productifs ne sont pas dans la classe des biens vains et vagues que la loi du 10 juin 1793 réputa appartenir aux com-

(1) F. dans le même sens, Cass. 26 janv. 1793; 27 floréal an 2; 24 vendémiaire, 6 frimaire an 7, et les notes.

(2) F. dans le même sens, arrêts de Riom, 18 juill. 1803; Montpellier, 22 avril 1831, et Merlin, *Quest. de droit*, v^o Prétérition, § 1^{er}, n^o 7, Furgole,

ch. 8, sect. 3, n^o 51, et Henrys, t. 3, liv. 5, quest. 63.

(3) On appelait *biens avitins*, dans certains pays, des biens qui avaient été possédés successivement par trois personnes de la même famille. F. Merlin, *Repert.*, v^o Avitins.

munies si le seigneur ne justifie de sa propriété (1).

(Comm. de Pont et de Querrieux.—C. Gaudéhard.)
Les communes de Pont et de Querrieux avaient, en vertu des lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793, formé contre le citoyen Gaudéhard une demande en revendication de certains marais situés sur le territoire de ces deux communes, et depuis longtemps en état productif.

Ces marais appartenaient-ils de leur nature, suivant l'art. 1^{er} de la sect. 4 de la loi du 10 juin 1793, aux communes sur le territoire desquelles ils sont situés ?

Le tribunal civil de la Somme avait décidé affirmativement cette question, et avait exigé du citoyen Gaudéhard la représentation d'un titre d'acquisition légitime, et avait, à défaut de cette représentation, réintégré les communes de Pont et de Querrieux en la propriété et possession de l'universalité des marais.

Sur l'appel, le tribunal civil de la Seine-Inférieure décida que les marais étant en état productif, puisqu'il y avait des prés à foin et à tourbe plantés pour la plupart de hauts et anciens arbres, ne pouvaient être considérés comme des terres vaines et vagues réputées appartenir aux communes sur le territoire desquelles ils étaient situés, et que les communes de Pont et de Querrieux ne prouvant pas les avoir anciennement possédés à titre de propriété, le citoyen Gaudéhard n'était pas tenu de rapporter un titre d'acquisition légitime.

Pourvoi en cassation de la part des deux communes, pour violation de l'art. 1^{er}, sect. 4 de la loi du 10 juin 1793. Cet article, disait-on, ne distingue pas, et comprend dans sa généralité tous les marais, même ceux qui produisent du foin ou de la tourbe et qui sont plantés d'arbres.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Considérant que si, d'une part, la loi du 10 juin 1793, sect. 4, art. 1^{er}, dit que tous les biens communaux en général appartiennent de leur nature aux habitants des communes dans le territoire desquelles ils sont situés ; d'autre part, si ne faut pas perdre de vue la disposition de l'art. 8 de la loi du 28 août 1792, qui porte que, pour pouvoir se faire réintégrer dans la propriété et possession des biens qu'elles réclameraient, les communes devraient justifier avoir anciennement possédés ledits biens, dont elles ont été dépouillées en tout ou en partie par les ci-devant seigneurs ;—Que, pour concilier ces deux articles, dont l'un semble accorder aux habitants des communes une propriété indéfinie, tandis que l'autre ne les autorise à se faire réintégrer que dans une propriété justifiée, il faut distinguer les biens communaux, proprement dits, tels que les terres vaines et vagues, les biens hermes et vacans auxquels s'applique la disposition de la loi du 10 juin 1793, et les biens en valeur et productifs que la disposition de la loi du 28 août 1792 concerne ;—Que ceux-ci n'étant pas communaux de leur nature, ou ayant cessé de l'être, les communes doivent justifier préalablement qu'elles les avaient anciennement possédés, et qu'elles en ont été dépouillées par les ci-devant seigneurs ; que ce n'est qu'à cette preuve d'ancienne possession et de spoliation que les ci-devant seigneurs sont obligés d'opposer un acte authentique qui con-

state qu'ils ont légitimement acheté lesdits biens ;—Que c'est ainsi que le tribunal de cassation l'a formellement jugé, le 2 vent. an 7, dans la cause de la veuve Chazeron, contre les habitants de la commune d'Offroy ;

Attendu que, dans l'espèce, il est justifié, par la demande même des habitants de Pont et de Querrieux en restitution des fruits, du prix des tourbes extraites, des arbres abattus, demande dont le déni donna lieu de leur part à un appel incident du jugement de première instance, que les marais en litige sont en valeur et productifs ;—Que cependant ces habitants n'ont justifié ni de leur ancienne possession ni de leur spoliation ; qu'au contraire, il est énoncé et reconnu dans le jugement de première instance qu'ils n'ont d'autre titre de propriété que les lois de 1792 et 1793 ;—Qu'en cet état, loin que ces lois aient été violées par le jugement du tribunal de la Seine-Inférieure, qui a maintenu purement et simplement le citoyen Gaudéhard dans son droit de propriété reconnu par les arrêts du ci-devant parlement de Paris, eu le déchargeant de l'obligation que lui avait imposée le jugement de première instance, de justifier d'un titre d'acquisition, ce jugement offre, au contraire, une juste et exacte application de ces lois ;—Rejette, etc.

Du 14 vend. an 9.—Sect. req.—Rapp., le cit. Mureire.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., le cit. Gérardin.

1^{re} RENTE VIAGÈRE.—USURE.

2^{de} CHOSE JUGÉE.—ARRÉRAGES.—RÉDUCTION.

1^{re} Une constitution de rente viagère ne peut être réputée usuraire, quel que soit le rapport entre le capital et la prestation annuelle (2).

2^{de} Le créancier d'une rente viagère, qui n'interjette pas appel du jugement prononçant la réduction des arrérages à échoir de cette rente, ne peut être réputé par cela seul consentir à la réduction des arrérages échus.

(De Gouvillie.—C. Fleuriiau.)

Par acte du 10 juill. 1786, une rente viagère de 2,500 fr., avait été constituée par Sainte-Marie, moyennant un capital de 19,000 fr., au profit de de Gouvillie, de sa femme et de ses deux enfans.

Les enfans Fleuriiau, comme héritiers de leur père qui s'était rendu caution de Sainte-Marie, furent poursuivis pour le paiement des arrérages de plusieurs années. Ils demandèrent alors la nullité du contrat de rente pour cause d'usure, et la restitution des arrérages payés. — De Gouvillie consentit à la réduction de la rente pour l'avenir et pour les arrérages dus, mais il se refusa à la restitution des arrérages payés. — Jugement du tribunal du Calvados qui accueille cette défense.

—Appel par les héritiers Fleuriiau, soutenant que la réduction devait porter aussi bien sur les arrérages payés que sur ceux échus ou à échoir, et qui concluaient à ce que le trop payé leur soit restitué ou soit imputé sur le capital. — 28 mess. an 6, jugement du tribunal de la Manche qui ordonne la restitution ou l'imputation demandée.

Sur le pourvoi dirigé contre ce jugement, intervint un jugement de cassation du 11 prair. an 7, qui renvoya l'affaire devant le tribunal civil du département de l'Eure : ce dernier tribunal décida dans le même sens que celui de la Manche.

(1) V. dans le même sens, Cass. 9, 27 vent., 5 germ. an 5 ; 22 niv., 2 vent. an 7 ; 10 fruct. an 13 ; 8 mars 1806 ; 24 mars 1807 ; 27 avril 1808 ; 14 janv. 1811 ; 12 juill. 1814 ; 8 déc. 1818 ; Douai, 21 décembre 1831. — Et au surplus sur ce qu'il faut entendre par terres vaines et vagues, V. Jurisp. du XIX^e siècle, hoc v^o, § 1^{er}. — V. aussi Merlin, Rép.,

hoc v^o, et v^o Communaux, § 3 ; Questions, eod. v^o § 3, n^o 1. V. encore arrêt de rejet du 29 déc. 1832

(2) V. dans le même sens, un premier jugement rendu, dans cette même affaire, par le tribunal de cassation le 11 prair. an 7, et la note qui l'accompagne.

Nouveau pourvoi.

JUGEMENT (après délib. en la ch. du cons.)

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 10, tit. 2 de la loi du 16 août 1790; — Et attendu 1° qu'aucune loi n'a fixé le taux des rentes viagères entre particuliers, et qu'en prononçant une réduction qui emporte l'annulation partielle d'un acte qui a été le résultat de la volonté libre des parties, le jugement attaqué a suppléé une nullité qu'aucune loi ne prononçait;

Attendu 2° que, quoique Gouville n'eût point interjeté appel du jugement de première instance, on ne pouvait s'en prévaloir pour étendre au passé une réduction que ce jugement n'avait ordonnée que pour l'avenir; qu'il s'ensuivait seulement qu'il avait consenti l'exécution de la condamnation telle qu'elle était, mais non pas qu'il se fût interdit de faire valoir les moyens de droit qu'il croyait propres à empêcher cette extension; — Attendu 3° que quelque avantage que le tribunal d'appel ait voulu tirer de ce que le jugement de première instance n'était pas attaqué par Gouville, pour paraître se dispenser de juger la question de droit, ou se croire autorisé à changer l'état de cette même question, dans le fait, il n'a pas moins fait remonter la réduction de la rente à l'époque du 10 juill. 1789; en sorte que le résultat de son jugement est le même que celui du jugement du tribunal civil du département de la Manche, du 28 messid. an 6; — Casse, etc.

Du 15 vend. an 9. — Sect. réunies. — Rapp., le cit. Coffinhal. — Concl., le cit. Dubois, subst. — Pl., les cit. Balleroy et Godard.

1° RESPONSABILITÉ CIVILE. — AMENDE.

2° TRIBUNAL DE POLICE. — LOI PÉNALE.

La responsabilité civile d'un délit ne s'étend pas à l'amende (1). — Ainsi, le propriétaire d'une maison n'est pas responsable de l'amende encourue par les personnes qui, en jetant des pierres de l'intérieur de sa maison, ont blessé quelqu'un.

2° Les jugemens de simple police doivent, à peine de nullité, contenir le texte de la loi pénale appliquée. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (2)

[Dufresne — C. Min. pub.] — JUGEMENT.]

LE TRIBUNAL. — Considérant 1° que Dufresne n'a pu être condamné, comme civilement responsable des faits dont il s'agit, à une amende qui n'est pas une réparation civile, mais une peine applicable seulement aux auteurs de délits; 2° que

le jugement du tribunal de police du canton de Chevigny, du 4 messid. dernier, ne contient pas le texte des lois qu'il applique, ce qui est une contravention à l'art. 162 du Code des délits et des peines; — Casse, etc.

Du 16 vend. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Target. — Rapp., le cit. Viellart. — Concl., le cit. Dubois, subst.

VOL. — SERVITEUR À GAGES.

Sous la loi du 25 frim. an 8, les vols commis par des serviteurs à gages étaient distincts des vols commis par des domestiques à gages. Les premiers n'étaient punissables que d'une simple peine correctionnelle, aux termes de l'art. 2 de cette loi; on ne pouvait leur appliquer la peine des fers prononcée par l'art. 13, sect. 2 du Code pénal de 1791, réservée aux vols commis par les domestiques à gages (3).

(Lecomte — C. Min. pub.)

Lecomte s'était loué pour deux mois et demi, chez un cultivateur, afin de faire le service de charretier. Il était convaincu du vol de quelques effets chez son maître. La déclaration du jury de jugement établissait en fait qu'il avait commis ce vol étant serviteur à gages. — Par jugement du 15 therm. an 8, le tribunal criminel du département de l'Oise lui appliqua la peine des fers portée par l'art. 13, sect. 2, 2^e part. du Code pénal de 1791, bien que cette peine se trouvait modifiée et restreinte à des peines correctionnelles par l'art. 2 de la loi du 25 frim. an 8, qui n'excepte de cette modification que les vols commis par des domestiques à gages. — Pourvoi par le condamné.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 2 de la loi du 25 frim. an 8; — Considérant que la déclaration du jury de jugement portait que l'accusé Jean-Baptiste Lecomte était serviteur à gages et non pas qu'il fut domestique à gages; que la loi du 25 frim. an 8, art. 2 ci-dessus cité, distingue expressément ces deux genres de services dans l'application des peines; — Considérant, en outre, que la question présentée aux jurés et ainsi répondue sur la nature du service de l'accusé, résultait de tout ce qui était énoncé dans les pièces de la procédure, et notamment dans l'acte d'accusation, qui portait que le prévenu s'était loué à terme chez un cultivateur, pour faire le service de charretier; — Casse, etc.

Du 16 vend. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Sieyès. — Concl., le cit. Dubois, subst.

(1) F. conf., 24 vend. an 3. — C'est là un point également constant sous la législation actuelle. « Un principe général fondé sur la raison, dit Toullier, t. 10, n° 290, c'est qu'en matière criminelle comme en matière civile, les responsabilités légales que peuvent encourir les personnes, sans avoir participé au crime, délit ou contravention qui y donne lieu, ne s'étendent point aux peines prononcées contre les délinquants. Les peines sont toujours personnelles. La responsabilité ne peut porter que sur le dommage causé à autrui. Or, les amendes ont le caractère de peines; elles ne peuvent donc être prononcées contre ceux qui ont encouru la responsabilité des faits d'autrui. » Cette doctrine, également enseignée par Delvincourt, t. 3, p. 454; Merlin, Rép., v° Responsab. civ.; Carnot, Comm. du Code pén., sur l'art. 74; Favard, v° Délit, n° 3; Chauveau et Hélie, Théorie du Code pén., t. 1^{er}, ch. 15, a été consacrée par un grand nombre de décisions: F. Jurisp. du XIX^e siècle, v° Responsabilité, § 1^{er}. — Mais il y a exception pour les amendes en certaines matières spéciales, telles que les domages et les contributifs indirectes, où l'amende est con-

sidérée moins comme une peine que comme une réparation au préjudice causé à l'état par la contravention: F. Jurisp. du XIX^e siècle, v° Douanes, § 13; et arrêt du 11 octobre 1834. F. aussi arrêt du 20 décembre 1834. F. enfin l'énumération que font MM. Chauveau et Hélie, t. 1^{er}, ch. 7, § 1^{er}, des diverses exceptions apportées au principe général rappelé ci-dessus.

(2) Jugemens identiques rendus dans le cours de l'an 9: 17 vend. (aff. Pautrat); 18 vend. (Intérêt de la loi); 6 brum. (aff. Willemin); 7 brum. (aff. Fauchet); 26 brum. (Intérêt de la loi); 8 frim. (aff. May); 19 germ. (aff. Delattre); 27 germ. (aff. Tiffon); 17 flor. (aff. Jennet); 8 prair. (aff. Protat); 29 therm. (aff. Bouchet); 17 fruct. (aff. Poudio). — F. aussi jugemens des 4 brum. an 7 (aff. Granjean), et 13 brum. an 8 (aff. Dommengues).

(3) Cette distinction entre les serviteurs à gages et les domestiques à gages ne saurait être faite aujourd'hui: le Code pén. met sur la même ligne, quant à la punition du vol et de l'abus de confiance, l'homme de service à gages et le domestique (F. les art. 386 et 540).

JURY.—DÉCLARATION.—ERREUR.

Sous le Code de brum. an 4, lorsque la tribunal criminel, pensant qu'une première déclaration du jury était erronée au fond, ordonnait une nouvelle délibération en adjoignant aux premiers jurés les trois jurés adjoints, cette délibération nouvelle devait porter sur toutes les questions posées d'abord : elles ne pouvaient être restreintes à une partie de ces questions. (C. 3 brum. an 4, art. 415.) (1)

(Anglevies—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 373, 396 et 415 du Code des délits et des peines;—Considérant qu'il résulte de la combinaison de ces trois articles que le tableau des questions arrêtées par le tribunal doit être présenté aux jurés pour qu'ils puissent donner leur déclaration, et que, dans aucun cas, il ne doit être permis de la scinder et de circonscire la délibération du jury dans une portion de ce même tableau; que, cependant, le tribunal criminel du département de l'Hérault, en reconnaissant qu'une première déclaration du jury renfermait une erreur sur le fond, a ordonné qu'il serait donné par ce jury une nouvelle déclaration conjointement avec les trois jurés adjoints, mais en limitant leur délibération à la cinquième question du tableau; que, par là, le tribunal criminel du département de l'Hérault a évidemment contrevenu aux dispositions de la loi ci-dessus citée;—Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département de l'Hérault, le 8 messidor an 8.

Du 17 vend. an 9.—Sect. crim.—Prés., le cit. Viellart.—Rapp., le cit. Genevois.—Concl., le cit. Dubois, subst.

JURY (QUESTIONS AU).—COMPLEXITÉ.

Du 17 vend. an 9 (aff. Sarange).—Décision dans le même sens que par les jugemens des 18 brum. an 6; 26 vend., 26 brum. et 12 flor. an 7; 14 vend. et 18 vend. an 8.

DIRECTEUR DU JURY.—EXCÈS DE POUVOIR.—DÉLIT.

L'excès de pouvoir commis, dans l'exercice de ses fonctions, par un directeur du jury ou tout autre officier de police judiciaire, ne saurait, en soi et à moins de disposition expresse, être considéré comme un délit. Des lors, cet excès de pouvoir ne peut donner

(1) *V. en ce sens, 6 brum. an 8 (aff. Thomas).*—Cette indivisibilité des questions ne serait point admise aujourd'hui. D'après l'art. 352 du Code d'inst. crim., lorsque les jurés sont convaincus que les jurés, tout en observant les formes, se sont trompés au fond, la Cour d'assises doit renvoyer l'affaire à la session suivante; mais cette disposition est toute en faveur de l'accusé. De là il suit que le renvoi ne peut être prononcé que relativement aux questions résolues contre lui. Ainsi, par exemple, quand un accusé a été déclaré convaincu de meurtre sans préméditation, s'il la Cour renvoie à une autre session, ce ne peut être que pour prononcer sur le fait même de meurtre, et non plus pour prononcer sur la préméditation : *V. Cass. 8 janv. 1813; 23 juin 1814; F. aussi 2 juill. 1812;—Legraverend, t. 3, p. 231, et Carnot, sur l'art. 352 du Code d'inst.*

(2) Il en serait de même aujourd'hui de tout excès de pouvoir de la part des magistrats ou fonctionnaires publics. Si, cependant, en exerçant leurs pouvoirs, ils avaient commis quelque préjudice au citoyen qui en a été l'objet, ils pourraient, selon les cas, être passibles à cet égard de dommages-intérêts par la voie de prise à partie. Mais une telle hypo-

thèse n'a aucune condamnation contre lui. (C. 3 brum. an 4, art. 285 et 289.) (2)

(Intérêt de la loi—Aff. Pianelli.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 285 et 289 du Code des délits et des peines;—Considérant que, d'après ces deux articles, le directeur du jury ou tout autre officier de police judiciaire ne peut être cité devant le tribunal criminel ni condamné à une peine quelconque que pour un fait réputé délit, et que, dans l'espèce, l'excès de pouvoir reproché au directeur de jury Pianelli n'est qualifié délit par aucune loi; d'où il suit qu'il y a évidemment fautive application des art. 285 et 289 du Code des délits et des peines, et que le tribunal criminel du département de Lianone a commis lui-même un excès de pouvoir répréhensible, en infligeant au directeur de jury Pianelli la peine d'une détention de six mois pour excès de pouvoir commis dans ses fonctions;—Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département de Lianone le 12 thermid. an 7.

Du 18 vend. an 9.—Sect. crim.—Prés., le cit. Viellart.—Rapp., le cit. Genevois.—Concl., le cit. Lecoulour, subst.

1° INJURES.—JUGES.—TRIBUNAL DE POLICE.

2° ET 3° TRIB. DE POLICE.—MINIST. PUBL.—LOI PÉNALE.

1° *Sous le Code du 3 brum. an 4, le tribunal de police était incompétent pour connaître d'injures commises envers des juges à l'audience (art. 357.) (3)*

2° *Le jugement de police rendu sans que le commissaire du gouvernement ait été entendu était nul. (C. 3 brum. an 4, art. 163.) (4)*

3° *Était également nul le jugement de police qui ne contenait pas les termes de la loi appliquée. (C. 3 brum. an 4, art. 163.) (5)*

(Intérêt de la loi.)

Du 18 vend. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Genevois.—Concl., le cit. Lecoulour, subst.

INJURE.—PRÊTRE.—MARIAGE.

L'imputation d'un fait permis par la loi civile, bien que défendu par les lois canoniques, ne peut constituer une injure. Ainsi, sous les lois de 1791 et 1792, le fait de publier qu'un ministre du culte catholique avait contracté mariage, ne pouvait donner lieu à aucune peine. (C. 3 brum. an 4, art. 605.) (6)

thèse ne peut se présenter que très rarement : à moins de mauvaise foi ou de grave impéritie, il est certain que le fonctionnaire doit être à l'abri de toute réclamation de la part de ceux qui ont eu à souffrir de ses actes. *V. au surplus les art. 77, 112, 164, 371, 370 et 593 du Cod. d'inst. crim., qui prévoient des cas où la prise à partie est formellement autorisée, ainsi que l'art. 505 du Code de proc.*

(3) Aux termes des art. 557 et 558, de telles injures étaient punies correctionnellement d'un emprisonnement qui pouvait aller jusqu'à huit jours, et même de peines plus fortes, selon les circonstances. — *V. Cod. inst. crim., art. 504 et suiv.; Cod. proc., art. 89 et suiv.; Cod. pén., art. 222 et suiv.*

(4) *V. conf., 23, 28 frim., 17 niv. an 7; 1911r. an 8.—Jugemens ident. rendus dans le cours de l'an 9: 8 frim. (aff. Moy), 19 niv. (aff. N.), 17 flor. (aff. Jettinet), 28 flor. (aff. Choret), 9 mess. (aff. Peyrounet), 27 mess. (aff. Daniel.)*

(5) *V. supra, 16 vend. an 9 (Dufresne) et lanotte.*

(6) Le principe général sur lequel se fonde cette décision doit être soigneusement restreint au cas où il s'agit de l'imputation d'un fait autorisé par la loi : on ne pourrait évidemment l'étendre à des faits

(Aribaud et autres—C. Lavalette.)

Les nommés Aribaud fils, Cavaye père et la femme Courbières, avaient publié que le sieur Lavalette, ministre du culte catholique, s'était marié.

Celui-ci rendit plainte contre eux pour injures, et les fit citer en conséquence devant le tribunal de police de Sorèze. — Par jugement du 2 flor an 8, ce tribunal condamna les prévenus à 25 fr. de dommages-intérêts, à une amende de trois journées de travail, et à l'affiche du jugement.

Pourvoi de la part des condamnés qui soutiennent que le fait à eux imputé ne constitue point une injure punissable.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 605 du Code des délits et des peines; — Considérant que l'imputation d'un fait qui est autorisé par la loi ne peut être réputée délit ni injure, et que, dans l'espèce, il ne pouvait y avoir ni l'un ni l'autre dans l'assertion du mariage du ministre Lavalette par les réclameurs; qu'il y a eu, conséquemment, fautive application de la 7^e disp. de l'art. 605 précité par le tribunal de police du canton de Sorèze; — Casse, etc.

Du 18 vend. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Siéyes. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

LIBERTÉ PROVISOIRE. — CAUTION.

De ce que le prévenu qui avait obtenu sa liberté sous caution, ne s'est pas présenté au jour indiqué par la citation, il ne s'ensuivait pas que la caution doit être condamnée au paiement du montant du cautionnement, si ce jour là il n'avait été fait aucun acte de procédure, et si d'ailleurs le prévenu se pré-

sentait à l'audience ultérieure où l'affaire avait été renvoyée. (C. 3 brum. an 4, art. 220 et 257.) 1)

(Sirey—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 222 du Code des délits et des peines; — Attendu que, suivant cet article et l'art. 257 du même Code, qui s'expliquent l'un par l'autre, le prévenu est tenu de se présenter à tous les actes de la procédure, et qu'ainsi, lorsqu'il n'y a pas eu d'acte de procédure, le prévenu n'a pas été légalement constitué en défaut de se représenter; — Attendu que le 2 frim. dernier, la cause entre la commissaire du gouvernement et les prévenus ne fut point jugée; que l'instruction ne fut pas commencée; qu'elle fut remise au 13 frim., et que le 13 elle fut remise au 22, et qu'ainsi le directeur du jury en condamnant la caution des prévenus à payer le montant du cautionnement, faute par les prévenus de s'être représentés le 2 frim., jour où il n'y avait point eu d'acte de procédure, a fait une fautive application de l'art. 222 du Code des délits et des peines ci-dessus cité; — Casse, etc.

Du 19 vend. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Oudart. — Concl., le cit. Jourde, subst.

ENREGISTREMENT. — RÉSOLUTION.

La résolution d'un contrat de vente prononcée en justice pour défaut de paiement intégral du prix, donne ouverture au droit proportionnel établi par l'art. 69, § 7, n° 4^e, de la loi du 22 frim. an 7, lorsque l'acquéreur a payé une partie du prix et qu'il est entré en jouissance (2).

à la justice toutes les fois qu'il en serait requis, si l'on ne prenit des moyens pour l'y contraindre, on a exigé de lui, ou de quelqu'un en son nom, un cautionnement à cet effet. Si le prévenu est mis en demeure de se représenter à quelque acte de la procédure que ce soit, il est donc évidemment conforme, et à l'esprit de la loi, et aux termes de l'obligation que contracte la caution, que le cautionnement soit acquis à l'Etat, puisque la caution a manqué à son engagement, et que, s'il en était autrement, il faudrait, en définitive, et en cas de non condamnation, distinguer entre les frais des actes nécessaires et les frais de ceux que l'absence du prévenu aurait nécessités, pour laisser les premiers à la charge de l'Etat, et exiger le remboursement des autres.... » — Carnot, sur l'art. 114 du Code d'inst. crim., est d'une opinion opposée, opinion qui nous paraît plus en harmonie, quoiqu'en dise Legraverend, avec le véritable esprit de la loi. — Ea qui qui touche au surplus la question de frais, Carnot pense qu'il y a lieu de faire la distinction signalée par Legraverend.

(2) La double circonstance du paiement d'une partie du prix et de l'entrée en jouissance de l'acquéreur, est invoquée ici, non comme condition nécessaire pour donner ouverture au droit proportionnel, mais seulement comme démonstration de l'existence et de la perfection de la vente. L'art. 69, § 7, n° 1^{er} de la loi du 22 frim. an 7, soumettait en effet au droit proportionnel « les adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions, et tous autres actes civils » et judiciaires translatifs d'un droit ou de propriété « de biens, à titre onéreux », sans distinction entre le cas où le prix aurait été payé en partie, et celui où il était dû intégralement. Il suffisait donc que le contrat fût constant, pour qu'il y eût ouverture au droit proportionnel. Aussi la principale et même la seule question, dans l'espèce, était de savoir si le principe du droit civil que le défaut de paiement du prix imprimait à la vente un vice de nullité radicale et le réduisait au non être, est applicable en ma-

que la loi ne défend pas; car il est une foule de faits dans ce cas, dont l'imputation, bien que la loi ne les ait pas défendus ou réprimés, n'en constitue pas moins une injure, ou même une diffamation. (F. MM. Paron, *Loi de la presse*, p. 85, et Chassan, *Délits de la parole*, t. 1^{er}, pag. 328.) Ici, à la vérité, on pouvait dire qu'il n'y avait pas de loi qui eût formellement autorisé le mariage des prêtres; mais il y avait des lois qui avaient formellement levé les empêchemens qui existaient auparavant; or cela équivalait à une autorisation formelle. Restait donc l'imputation d'un fait réprouvé par la loi canonique, mais permis par la loi civile. Laquelle de ces deux lois devait être consultée par les tribunaux, pour qualifier la moralité du fait imputé? Evidemment la loi civile du temps.... — Aujourd'hui la solution serait tout autre, la loi civile étant considérée comme ayant rendu toute leur force aux prohibitions canoniques sur le mariage des prêtres. F. arrêt du 21 fév. 1833.

(1) La jurisprudence actuelle est conforme à cette solution. Alors même qu'il s'agit d'une audience indiquée, il interviendrait un jugement par défaut contre le prévenu, le cautionnement fourni ne serait pas pour cela acquis au fisc, si plus tard le prévenu se présentait; Cass. 19 oct. 1821, ou si, malgré son absence, il était acquitté; Cass. 13 mai 1837.

A cet égard, Legraverend, t. 1^{er}, p. 356, soutient une doctrine toute fiscale que nous ne saurions admettre : « A quel prix, dit-il, le législateur a-t-il mis l'obtention de la faveur de la mise en liberté provisoire ? Il a voulu, il a dû vouloir que la liberté qu'il livrerait au prévenu, ne mist pas à la marche de la justice et à l'instruction de la procédure, et il était naturel d'astreindre le prévenu à se représenter à tous les actes de cette procédure, puisque, si ce prévenu restait dans les prisons, on aurait toujours la faculté de l'interroger et d'obtenir de lui les renseignements qu'on en aurait utiles; et comme il n'était pas possible de supposer que le prévenu, laissé au mis en liberté, se présenterait

(Enregistrement.—C. Grandjourn.)

Le 26 germ. an 8, vente par Grandjourn à Bellaguet d'une maison de campagne moyennant une rente viagère, dont six mois furent payés d'avance. L'acquéreur s'était obligé en outre à payer différentes sommes aux créanciers du vendeur.—Le droit proportionnel résultant de cette vente fut acquitté.

26 vent. an 7, jugement qui prononce la résiliation de la vente, à défaut par Bellaguet de justifier, dans la décade, de l'acquit des sommes dues aux créanciers de Grandjourn.—Cette justification ne fut point faite.

Grandjourn ayant été obligé de payer un nouveau droit proportionnel, à raison de cette résiliation, en demanda la restitution.

25 prair. an 7, jugement du tribunal de Seine-et-Oise, qui ordonna cette restitution, attendu que le défaut de paiement du prix de la vente d'un immeuble, imprime à cette vente une nullité radicale, et qu'ainsi il y a lieu à l'application de l'art. 68, § 7, sect. 3, tit. 10 de la loi du 23 frim. an 7, portant « qu'il n'est dû que le droit fixe de 4 fr. pour l'exécution d'un jugement de résiliation de contrat pour cause de nullité radicale. » Pourvoi de la régie.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu le § 7, sect. 3^e de l'art. 68 de la loi du 23 frim. an 7;—Vu aussi le § 1^{er}, sect. 7^e de l'art. 69 de la même loi;—Considérant que le cit. Grandjourn avait reçu de Bellaguet une partie du prix de la vente qu'il lui avait faite de l'immeuble dont il s'agit, et que ledit Bellaguet était entré en possession de cet immeuble;—Et attendu que le défaut de paiement du restant du prix de ladite vente qui en a motivé le jugement de résiliation, n'avait point imprimé à cette vente un vice de nullité radicale; d'où il résulte que le jugement du tribunal civil du département de Seine-et-Oise, du 25 prair. an 7, en ordonnant la restitution du droit proportionnel qui avait été payé à cause de cette résiliation, a fait une fautive application dudit § 7, sect. 3^e de l'art. 68 de la loi du 23 frim. an 7, et qu'il a contrevenu au § 1^{er}, sect. 7^e de l'art. 69 de la même loi.—Casse, etc.

Du 21 vend. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Liborel. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., le cit. Huart-Duparc.

PAPIER-MONNAIE. — REMBOURSEMENT.—

Lettres de ratification.

L'art. 1^{er} de la loi du 25 mess. an 3 ne suspend pas la faculté de faire des remboursements à des créanciers opposants au sceau des lettres de ratification, attendu qu'ils sont en état habituel de provocation de paiement (1).

(Guichard—C. Racle.)

Il s'agissait d'un remboursement fait par Antoine-Joseph Racle, à François-Joseph Guichard,

titre fiscal. C'est cette question que le jugement que nous rapportons décide négativement. V. aussi, dans ce sens, Cass. 13 vend. an 10 et 15 avril 1823. — La loi du 27 vent. an 9 a dû faire cesser toute difficulté sur ce point, en posant toutefois des principes quelque peu différents de ceux qui avaient été admis par interprétation de la loi de l'an 7. Son art. 12 porte : « Les jugements portant résolution de contrats de vente pour défaut de paiement quelconque sur le prix de l'acquisition, lorsque l'acquéreur ne sera point entré en jouissance, ne seront assujétis à aucun droit fixe d'enregistrement, tel qu'il est réglé par l'art. 68 de la loi du 22 frim. an 7, § 3, a n^o 7, pour les jugements portant résolution de contrats pour cause de nullité radicale. »—V. au surplus, sur les différentes questions qui peuvent naître

d'un fonds de 20,000 liv., constitué au profit de l'épouse de ce dernier, et assigné sur une maison acquise par Racle, qui avait charge de payer les intérêts et de rembourser le capital à la majorité des enfants.—Guichard avait formé opposition au sceau des lettres de ratification obtenues par Racle.

Le 24 flor. an 3, ce dernier offrit à Guichard les 20,000 liv. en assignats, et sur son refus, il obtint au tribunal civil de la Seine, un jugement par défaut qui l'autorisa à consigner la somme offerte et refusée.—Survint la loi du 25 messid. an 3, qui suspendit les remboursements de toutes les rentes créées avant le 1^{er} janv. 1792.

Le 20 messid., Guichard reconnut, devant notaire, avoir reçu de Racle les 20,000 liv. en assignats, et 20,000 fr. à titre de supplément et d'indemnité; il n'avait pas été fait mention, dans cette quittance, que Guichard avait connaissance de la loi du 25 messid. an 3.

Au mois de brum. an 7, Guichard forma contre Racle, une demande en nullité de ce remboursement.

25 niv. suivant, jugement du tribunal civil de la Seine qui déclara le remboursement nul, attendu qu'il est postérieur à la loi du 25 messid. : qu'il a été fait par anticipation; et que la quittance n'exprimait pas que le créancier eût connaissance de la suspension portée par cette loi. — Appel par Racle, et le 7 niv. an 8, jugement du tribunal civil de Seine-et-Oise, qui déclare au contraire le remboursement valable, attendu qu'une opposition au sceau des lettres de ratification ayant pour objet de rendre la créance de l'opposant exigible vis-à-vis de l'acquéreur, a toujours été considérée comme une demande en paiement; que Guichard, par son opposition au sceau des lettres de ratification obtenues par Racle, a forcé ce dernier à lui offrir et payer le montant de sa créance; que dès lors, il s'est exclu du bénéfice de l'art. 1^{er} de la loi du 25 messid. an 3, déclaré, par la loi du 18 thermid. suivant, non applicable aux créanciers opposants sur la vente des biens de leurs débiteurs; qu'il ne s'agissait donc pas d'un remboursement simple, valeur nominale et forcée, mais d'un remboursement exigé, et auquel Guichard avait volontairement consenti par un traité particulier.

Pourvoi par Guichard pour violation des art. 1 et 5 de la loi du 25 messid. an 3, et fautive application de la loi du 18 thermid. suivant. Il soutient que son opposition au sceau des lettres de ratification n'avait eu pour objet que la conservation de son hypothèque, et ne pouvait pas être considérée comme une demande de remboursement; et quant au traité qu'on lui opposait, qu'il ne pourrait légitimer le remboursement, qu'autant qu'il serait énoncé dans la quittance qu'il l'avait accepté en connaissance de la loi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que l'opposition

de l'application des lois de frim. an 7 et de vent. an 9, aux résiliations et rétrocessions, notre Jurispr. du XIX^e siècle, v^o Enregistrement, § 9, n^o 243 et suiv.; Championnière et Rigaud, Traité des droits d'enregistrement, t. 1^{er}, n^o 384, 415, 479 et suiv., 482 et 526, et le Dictionnaire de l'enregistrement, v^o Nullité, n^o 3 et suiv.

(1) C'est là une consécration du principe que la loi du 25 mess. an 3 ne s'appliquait qu'aux remboursements purement volontaires de la part du débiteur, et non à ceux qui auraient été provoqués par le créancier, principe que la Cour de cassation a de nouveau proclamé, dans des espèces différentes, par arrêts des 12 mess. an 10, et 20 nov. 1816. V. Jur. du XIX^e siècle, v^o Papier-monnaie, § 2.

formée par le demandeur au sceau des lettres de ratification de Racle, n'étant pas restreinte à la seule conservation de l'hypothèque, équivalait à une demande en paiement et excluait le demandeur du bénéfice de la suspension prononcée par l'art. 1^{er} de la loi du 25 messid. an 3; que cette circonstance et celle prise de l'acceptation d'une indemnité de l'emploi des deniers remboursés, de la livraison à Racle de la quittance dudit emploi, de la main-léevée à lui accordée de l'opposition, concourent à écarter l'idée de la violation de l'art. 5 de ladite loi du 25 messid. an 3; — Rejette, etc.

Du 21 vend. an 9. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Lachèze.

ENREGISTREMENT. — PRESCRIPTION. — CONDAMNÉ. — SUCCESSION.

La prescription de cinq ans pour les droits de mutation dus à raison d'une succession de condamné révolutionnairement et restitués en vertu de la loi du 21 prair. an 3, a commencé du jour de cette loi, et non du jour du décès du condamné (1).

La disposition finale de l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7, qui déclare la prescription des droits d'enregistrement acquise par discontinuation de poursuites pendant un an, ne s'applique qu'aux droits ouverts depuis la publication de cette loi.

(Enregistrement — C. V. Bonneau.)

Cuileau avait été condamné par une commission militaire en prair. an 3. — La règle s'était mise en possession de ses biens en vertu des lois qui en prononçaient la confiscation au profit de la république. — Par suite de la loi du 21 prair. an 3, ces biens furent restitués à la veuve Bonneau, sa sœur.

Le 14 brum. an 8, une contrainte fut décernée contre elle par le directeur de l'enregistrement, faute d'avoir fait les déclarations prescrites en cas de mutation par décès.

Sur l'opposition de la veuve Bonneau, jugement du tribunal civil de la Gironde, du 12 frim. an 8, qui la décharge du paiement des droits demandés, par le motif que son frère étant mort des le mois de prair. an 2, la prescription des droits de mutation était acquise au moment où la contrainte avait été décernée contre elle, soit qu'on appliquât la loi des 5-19 déc. 1790, soit qu'on appliquât celle du 22 frim. an 7; que d'ailleurs, aux termes de l'art. 61 de cette dernière loi, il y aurait encore prescription acquise, à raison de ce que les poursuites commencées par la régie, avaient été interrompues plus d'un an.

Pourvoi en cassation par la régie.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 12 et 18 de la loi du 19 déc. 1790; — Vu aussi l'art. 24 de la loi du 9 vendém. an 6; — Vu enfin les art. 61 et 73 de la loi du 22 frim. an 7; — Attendu que les droits exigés de la veuve Bonneau par la régie de l'enregistrement n'ont été ouverts que le 21 prair. an 3; — Qu'aux termes de l'art. 73 de la loi du 22 frim. an 7, les lois antérieures doivent être exécutées

(1) Ce qui faisait ici la difficulté, c'est que l'art. 1^{er} de la loi du 21 prair. an 3, déclarait que les confiscations des biens des condamnés révolutionnaires, étaient considérées comme non avenues; en sorte que le droit des héritiers pouvait être réputé ouvert du jour même du décès. Il semblerait résulter de là que la prescription aurait dû commencer à courir de cette époque. Mais admettre une pareille conséquence, c'eût été donner à la loi une sorte d'effet rétroactif. En effet, les biens des condam-

nés à l'égard des mutations par décès effectuées avant la publication de ladite loi; que, des lors, la prescription établie dans l'art. 61 de cette même loi, par la discontinuation des poursuites pendant une année, n'a pu recevoir qu'une fausse application à l'espèce, et qu'on ne pouvait admettre de prescription que celle de cinq années, aux termes de l'art. 18 de la loi du 5 déc. 1790; — Que le jugement attaqué est contraire au art. 12 de la loi de 1790 et 24 de la loi du 9 vendém. an 6, en déchargeant la veuve Bonneau des demandes formées contre elle par la régie; — Casse, etc.

Du 22 vend. an 9. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Ljboirel. — *Rapp.*, le cit. Bazire. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst. — *Pl.*, les cit. Huart-Duparc et Grané.

COMMUNAUX. — RÉINTÉGRATION. — POSSESSION.

Pour qu'une commune puisse se faire réintégrer dans la propriété d'une forêt, en vertu de l'art. 8 de la loi du 28 août 1792, il faut qu'elle prouve l'avoir possédée anciennement à titre de propriétaire, et en avoir été dépouillée par abus de la puissance féodale; il ne suffirait pas qu'elle produisît des enquêtes et comptes de communauté portant seulement sur les bois de chauffage, bas bois et arbres en décroissance (2).

(Domaine national — C. commune de Sundoffen.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 8 de la loi du 28 août 1792; — Attendu que cet article ne réintègre les communes que dans les droits qu'elles justifient avoir anciennement possédés, et dont elles auraient été dépouillées par leurs ci-devant seigneurs; — Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que les diverses enquêtes et comptes de communauté dont il y est fait mention ne portent que sur les bois de chauffage, bas bois et arbres de chêne sur le retour; — Que la commune défenderesse n'ayant point prouvé qu'elle eût possédé les parties de forêts en question ni qu'elle en eût été dépouillée par la puissance féodale, le tribunal civil du département du Haut-Rhin n'a pu, sans contrevenir formellement à l'art. 8 de la loi précitée, confirmer le jugement arbitral du 13 brum. an 3 qui en adjoignait la propriété à ladite commune; — Casse, etc.

Du 23 vend. an 9. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Liborel. — *Rapp.*, le cit. Legrain. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst. — *Pl.*, le cit. Guichard.

Le 24 vend. an 9, le tribunal de cassation a rendu un jugement semblable dans l'affaire de la commune de Muntzenheim.

APPEL. — JUG. PAR DÉFAUT. — NORMANDIE.

Du 24 vend. an 9 (aff. Semillard). — V. ce jugement à sa date du 12 vend.

APPEL CORRECT. — DÉLAI.

Sous le Code du 3 brum. an 4 (art. 191), l'appel d'un jugement correctionnel était utilement interjeté dans les dix jours après celui qui

nés étaient tombés dans le domaine national; la régie n'avait donc rien à réclamer de leurs héritiers, avant la loi qui leur restituait ces biens; la prescription n'avait donc pu courir contre elle jusqu'à la publication de cette loi, puisqu'elle s'était trouvée dans l'impossibilité d'agir; c'est le cas d'appliquer la maxime: *contra non valentem agere, non currit prescriptio*.

(2) V. conf., Cass. 21 mess. an 8 et la note. — *V.* aussi *inf.*, 23 brum., an 9.

nécessaire la prononciation du jugement, ou, en d'autres termes, le onzième jour à compter de cette prononciation (1).

(Montanier — C. Min. pub.)

7 messid. an 9, jugement du tribunal correctionnel de Béziers, qui condamne Rose Montanier en 5 fr. d'amende et 40 fr. de dommages-intérêts, à raison d'un délit dont elle était reconnue coupable. — 18 du même mois, déclaration d'appel au greffe de la part de la condamnée.

13 thermid. an 9, jugement du tribunal criminel du département de l'Hérault, qui déclare cet appel non recevable comme interjeté tardivement, aux termes de l'art. 194 du Code du 3 brum. an 4, et lorsque dix jours s'étaient écoulés depuis le jugement attaqué.

Pourvoi en cassation pour fausse application de l'art. 194 du Code de l'an 4.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 195 du Code des délits et des peines; — Attendu que le jugement du tribunal correctionnel de l'arrondissement de Béziers est du 7 messid., et que la déclaration d'appel de Rose Montanier est du 18 du même mois, par conséquent dans les dix jours après celui qui a suivi la prononciation du jugement du tribunal correctionnel de Béziers; que, dès lors, il y eu fausse application de l'art. 194 du Code des délits et des peines, ci-devant cité; — Casse, etc.

Du 26 vend. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Viellart. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

ACTE D'ACCUSATION. — MANDAT D'ARRÊT. — CIRCONSTANCES.

Sous le Code du 3 brum. an 4, il n'était pas nécessaire, pour la régularité de l'acte d'accusation, qu'il concordât avec le mandat d'arrêt, quant à l'énonciation des circonstances du délit. (C. 3 brum. an 4, art. 71 et 229.) (2)

(Min. pub. — C. Leroy.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que le jugement rendu par le tribunal criminel du département de la Seine, le 28 messid. dernier, annule l'acte d'accusation contre Isidore Leroy, par le seul motif que l'acte d'accusation n'est pas entièrement concordant avec le mandat d'arrêt, l'un différait de l'autre, en ce que le mandat d'arrêt, causé pour vol, ne faisait mention d'aucune effraction, tandis que dans l'acte d'accusation le vol était caractérisé par la circonstance d'effraction extérieure; — Et vu les art. 71, 229 et la 6^e disposition de l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Considérant que des dispositions combinées des deux articles ci-devant cités, il ne résulte nullement que l'acte d'accusation doive, pour sa régularité, être entièrement concordant

avec le mandat d'arrêt; qu'une telle jurisprudence serait absurde et même directement opposée à la disposition de la loi, puisque l'art. 229 exige que « l'acte d'accusation expose le fait et toutes les circonstances; que la nature du délit » y soit déterminée avec le plus de précision « qu'il est possible; » — Et cependant il serait impossible au directeur du jury de se conformer à cette disposition de la loi, si, d'un autre côté, il était obligé de subordonner entièrement l'acte d'accusation au mandat d'arrêt, lorsque dans ce mandat on aurait omis une circonstance essentielle du délit, ou que par erreur ou y aurait énoncé une circonstance contradictoire et destructive du fait principal; — Considérant que le tribunal criminel du département de la Seine, en prononçant ainsi une nullité qui n'existe pas dans la loi, a commis un excès de pouvoir; — Casse le jugement rendu le 28 messid. dernier.

Du 26 vend. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Genevois. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

TRIBUNAL CORRECT. — ACTION — MIN. PUB.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le ministère public ne pouvait citer directement le prévenu devant le tribunal correctionnel: ce tribunal ne pouvait être saisi directement que par la partie plaignante; hors de là, la poursuite immédiate des délits correctionnels appartenait au juge de paix qui renvoyait le prévenu devant le directeur du jury, et ce n'était ensuite que sur le renvoi fait par ce magistrat, que le tribunal correctionnel pouvait être saisi. (C. 3 brum. an 4, art. 180, 219.) (3)

(Min. publ. — C. N...) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 48, 70, 100, 137, 138, 180, 216, 217, 218, 219, 220, 221 et 456, du Code des délits et des peines; — Considérant que, d'après les dispositions de l'art. 180 du Code des délits et des peines, ci-dessus cité, le tribunal correctionnel n'est saisi immédiatement de la connaissance des délits qui sont de sa compétence, que dans le cas où la partie plaignante a cité le prévenu directement devant lui; que, hors ce cas et d'après ce qui résulte des autres articles dudit Code ci-dessus également cités, la poursuite immédiate des délits correctionnels appartient au juge de paix comme officier de police judiciaire, et que ce n'est qu'après le renvoi du prévenu, fait par cet officier devant le directeur du jury, que celui-ci peut saisir le tribunal correctionnel de la connaissance du délit par une ordonnance expresse, précédée des conclusions du commissaire du gouvernement; — Considérant que, dans l'espèce présente, l'affaire avait pour objet un délit correctionnel punissable d'amende et d'emprisonnement; et que, quoiqu'il n'y eût point de partie plaignante, la connaissance en a néan-

est sans difficulté. Rien ne s'oppose à ce que la chambre du conseil, dans l'ordonnance de prise de corps qu'elle décerne contre le prévenu, n'énonce le fait et ne qualifie le délit d'une autre manière que le mandat d'arrêt; et à son tour, la chambre d'accusation peut encore, si telle est sa conviction, changer ou modifier la qualification donnée au délit par la chambre du conseil. En ce cas, elle doit annuler l'ordonnance de prise de corps, et en décerner une nouvelle (Cod. inst. crim., art. 231).

(3) Comme on le sait, le Code de inst. crim., art. 182, a dérogé sur ce point au Code du 3 brum. an 4, en disposant que le tribunal correctionnel pourra, dans tous les cas, être saisi par le ministère public, des délits de sa compétence. — Du reste, il n'en était pas de même en matière de police. F. le jugement suiv.

(1) A la différence de l'art. 194 du Code du 3 brum., qui ne faisait courir le délai de dix jours pour appeler des jugements correctionnels, que de celui qui suivait la prononciation du jugement, l'art. 203 du Code de inst. crim. dispose que l'appel du jugement (contradictoire) doit être interjeté dix jours au plus tard après celui où il a été prononcé. De cette disposition qui exclut toute application de la règle dies termini non computatur in terminis, on a induit que l'appel interjeté, comme dans l'espèce, le onzième jour à compter du jugement, serait non recevable. F. Cass. 18 juill. 1817; peu importe même que le dernier jour soit un jour férié: Cass. 28 août 1812, et Douai, 27 fév. 1835 (Volume 1835). F. aussi Bourguignon, sur l'art. 203; Carnot, *ibid.*, et Legraverend, t. 3, p. 380, édit. Tarlier.

(2) Sous le Code d'instruction, la même solution

moins été portée directement devant le tribunal correctionnel de Valenciennes, sans que le même délit eût été poursuivi immédiatement par le juge de paix compétent; qu'ainsi cette connaissance directe qui a pris ledit tribunal correctionnel, est une violation manifeste des règles établies par la loi pour la connaissance des délits, violation qui, par conséquent, a rendu nulle, dès son principe, toute la poursuite faite par le directeur du jury, et devant ledit tribunal correctionnel; — Considérant que le tribunal criminel du département du Nord, devant lequel a été porté l'appel du jugement du 29 frim. an 8, rendu dans l'espèce par le susdit tribunal correctionnel, bien loin de la prononcer, a laissé subsister la nullité résultant de ladite violation des lois, en renvoyant les prévenus et la procédure directement devant un autre tribunal correctionnel; — Casse le jugement rendu sur appel par le tribunal criminel du département du Nord, le 15 therm. de la même année.

Du 26 vend. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Viellart. — Rapp., le cit. Buschop. — Concl., le cit. Lefessier.

TRIB. DE POLICE. — JUGEMENT D'OFFICE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, les tribunaux de police ne pouvaient connaître d'une contravention, notamment pour fait d'injures envers un particulier, que sur la poursuite du ministère public ou de la partie privée; ils ne pouvaient s'en saisir d'office. (C. 3 brum. an 4, art. 153.) (1)

(Min. publ. — C. Buisseret.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 153 du Code des délits et des peines, et la 6^e disposition de l'art. 456 du même Code; — Considérant qu'il résulte des dispositions dudit art. 153 que, les tribunaux de police ne jugent les délits qui sont de leur compétence que sur la poursuite soit de la partie publique, soit de la partie privée; que, néanmoins, par son jugement du 12 thermid. an 8, le tribunal de police du canton d'Anvers a condamné le citoyen Buisseret à un emprisonnement de deux jours, pour injures verbales et vole de fait, sans que ce citoyen eût été poursuivi à raison de ces délits, soit par le ministère public, soit par la partie lésée; qu'ainsi ledit tribunal de police a excédé ses pouvoirs, ce qui donne lieu à casser son jugement, aux termes de la 6^e disposition de l'art. 456, ci-dessus cité; — Casse le jugement du tribunal de police du canton d'Anvers, rendu le 12 thermid. an 8.

Du 26 vend. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Viellart. — Rapp., le cit. Buschop. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

DOUANES. — ACTION. — TRIB. CORRECT.

La régie des douanes a qualité pour poursuivre devant les tribunaux correctionnels, comme devant les tribunaux civils, tant en appel qu'en première instance, la répression

des contraventions constatées par ses agents.

(L. 13 août 1793, art. 3.) (2)

(Douanes. — C. Gérard.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que la régie des douanes est un établissement public, chargé non seulement de constater les contraventions aux lois par lesquelles l'introduction ou la sortie de certaines denrées et marchandises est ou prohibée ou assujétie au paiement des droits; qu'elle exerce des fonctions qui se distinguent à la rigueur pour les poursuites qui se font tant devant les tribunaux civils que devant ceux de police correctionnelle, ce qui résulte de la nécessité évidente de confier à l'intérêt des agents publics l'exercice habituel de ces poursuites, ainsi que la disposition expresse des lois, entre autres de l'art. 1^{er} du tit. 12 de la loi du 22 août 1791; des art. 5 et 6 de la loi du 14 fructid. an 3; de l'art. 16 de la loi du 10 brum. an 5; de l'art. 14 du titre 4 de la loi du 9 flor. an 7; de l'art. 6 de la loi du 28 vent. an 5, et de l'art. 89 de la loi du 27 vent. an 8; desquelles dispositions il résulte non seulement qu'aucune loi n'a interdit à la régie des douanes le droit de poursuivre les contrevenants dont les délits sont attribués aux tribunaux de police correctionnelle, comme ceux dont la connaissance est attribuée aux tribunaux civils; mais encore que le droit de la régie, à cet égard, est fondé sur l'intérêt que la loi lui accorde dans les confiscations, et que ce droit lui étant encore formellement attribué, quant au pourvoi en cassation; puisque le commissaire du gouvernement n'est chargé de défendre les intérêts de la république que sur les mémoires qui lui sont fournis par les agents de l'administration publique, régisseurs et préposés, il faut en conclure que le droit de poursuivre, tant en première instance qu'en tribunal d'appel, ne peut pas être contesté à la régie; — Voyez il suit que le jugement du tribunal criminel du département de la Manche, en déclarant les régisseurs des douanes sans qualité et non recevables, renferme une contravention formelle à la disposition des lois citées, et que par cette contravention il favorise l'impunité des contraventions et des fraudes; — Casse le jugement du tribunal criminel du département de la Manche, en date du 12 thermid. dernier.

Du 26 vend. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Viellart. — Rapp., le cit. Target. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

DOUANES. — GRAINS.

La loi du 19 vend. an 6, qui règle les formalités à remplir pour la circulation des marchandises et denrées dans le rayon des douanes (alors deux lieues de la frontière) n'a pas dérogé à la loi du 26 vent. an 5, qui règle la police des transports des grains dans les distances qui y sont déterminées. En conséquence, des grains trouvés sans passavant dans les vingt-cinq hectomètres (une demi-lieue) des côtes maritimes, sont valablement saisis, qu'ils fussent ou non dirigés vers l'étranger (3).

(1) C'est une règle élémentaire de droit criminel, que les tribunaux de justice répressive ne peuvent se saisir d'office de la connaissance des crimes, délits ou contraventions qui ne leur sont pas dévolus. (F. C. inst. cr., art. 145 et 182), sauf le cas de délit commis à l'audience même. — F. le jugement précité.

(2) Cette question, qui a pu faire difficulté dans l'origine, n'en est plus une aujourd'hui. La régie exerce, sans difficulté, au criminel de même qu'en civil, les actions en répression des fraudes commises à son préjudice; mais le ministère public a également

qualité pour agir devant le tribunal correctionnel. F. Cass. 1^{er} germ. an 9: 16 mess. an 13: 25 juill. et 19 déc. 1806; 19 mars 1807; 21 nov. 1828. — Jugé toutefois que la régie ne peut appeler en ce qui touche le seul refus du tribunal de prononcer l'emprisonnement contre le délinquant. Cass. 23 fév. 1811. — F. Nangin, De l'action publique, t. 1^{er}, n° 44.

(3) F. conf., 9 brum. et 26 germ. an 9; 21 flor. an 12. — La circulation des grains dans le voisinage des frontières, lorsque l'exportation en est défendue, donne lieu à deux sortes de peines. S'ils sont trouvés sans passavant ou de nuit à plus de cinq

(Douanes.—C. Ponpé.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu les art. 1^{er}, 2 et 6 de la loi du 26 vent. an 5, et l'art. 4 de celle du 19 vend. an 6 ;—Considérant qu'il résulte du procès-verbal de saisie dûment affirmé et non argué de faux, que les grains en question ont été saisis à l'écluse de Backer-Polder, sur le bord de la mer ; que le cit. Ponpé, marchand de blés, qui en était le propriétaire et qui accompagnait le transport, a déclaré qu'il n'était porteur d'aucune expédition, ne croyant pas que cela fût nécessaire, ce qui présente une contravention aux art. 2 et 6 ci-dessus cités, et donne lieu à la confiscation et à l'amende y énoncées ;—Considérant que cette loi du 26 vent. an 5 est celle qui régle la police des transports des grains dans les distances qui y sont déterminées, tant que la prohibition des grains et farines à l'étranger subsistait ; que la loi du 19 vend. an 6, qui régle les formalités à remplir pour la circulation des marchandises et denrées en général, dans les deux lieues limitrophes de l'étranger, n'y a point dérogé, et qu'elle en a même nommément excepté le cas des transports des grains et graines, tant que la sortie en sera prohibée ;—Et attendu que les jugemens du tribunal criminel du département de l'Escaut, des 15 mess. et 15 therm. an 8, le premier en admettant le saisi à la preuve que le transport ne faisait pas route vers l'étranger ; et le second, en prononçant la nullité de la saisie, sous le prétexte qu'il résultait de cet art. 4 de la loi ci-dessus du 19 vend. an 6, que les transports des grains ne sont assujettis aux formalités de passavans que lorsqu'ils font route vers l'étranger, ont fait l'un et l'autre une fautive application de cet article précité et ont contrevenu à sa disposition ; que le cas de prohibition des grains et graines à l'étranger y est nominativement excepté ; que ces mots : *et dans tous les cas, ne se rapportent évidemment qu'au transport des bestiaux, poissons, etc.*, et qu'enfin, dans le système même adopté par le tribunal, la route à l'étranger était constatée, puisqu'il était établi par le procès-verbal que ce transport venait d'Oostborsse, et avait été trouvé sur le bord de la mer, à l'écluse de Backer-Polder ;—Casse les jugemens des 15 mess. et 15 therm. an 8, rendus par le tribunal criminel du département de l'Escaut.

Du 27 vend. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Sieyès.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

CASSATION.—CERTIFICAT D'INDIGENCE.

Le certificat d'indigence produit par le demandeur en cassation pour se dispenser de la consignation d'amende, doit être approuvé par le préfet ; il ne suffit pas qu'il ait été légalisé par le sous-préfet. (L. 14 brum. an 5.) (1)

(Pancet.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu que le demandeur

kilomètres, mais dans les deux lieues limitrophes, ils sont confiscables avec amende de 100 francs. C'est ce qui résulte des art. 15, 16 et 17 du titre 3 de la loi du 22 août 1791, et des art. 1, 3 et 4 de la loi du 19 vend. an 6. — Si c'est dans les cinq kilomètres, et par conséquent plus près de la frontière, ou dans les vingt-cinq hectomètres des côtes maritimes, qu'ils sont trouvés sans passavans ou de nuit, alors le législateur, à raison du plus grand danger de l'exportation, inflige des peines plus sévères. La loi du 26 vent. an 5 veut qu'en ce cas, le contrevenant soit puni d'une amende de 10 fr. par cinq myriagrammes de grains, de 12 fr. par cinq myriagrammes de farine, et qu'il encoure de plus, non-seulement la confiscation des grains et farines, comme dans le cas des lois de 1791 et de l'an 6, mais encore celle des voitures, bêtes de somme, bateaux

n'a joint à son pourvoi aucune quittance de consignation d'amende, et que le certificat d'indigence qu'il a produit pour y suppléer, n'étant pas approuvé par le préfet du département, mais simplement légalisé, quant aux signatures, par le sous-préfet, manque des conditions et formalités exigées par la loi du 14 brum. an 5 ;—Déclare le demandeur non-recevable en son pourvoi, etc.

Du 27 vend. an 9.—Sect. crim.—Prés., le cit. Viellart.—Rapp., le cit. Target.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

1^{re} CASSATION.—OMISSION DE PRONONCER.

2^o TÉMOIN.—BEAU-FRÈRE.—ALLIANCE.

1^o Il y avait nullité, sous le Code du 3 brum. an 4, lorsque le tribunal criminel omettait de statuer sur la demande de l'accusé ou du ministère public tendant à ce que l'un des témoins entendus fût tenu de faire une opération dans un but par eux indiqué. (C. 3 brum. an 4, art. 456.) (2)

2^o La mari de la sœur de l'accusé ne peut être entendu comme témoin, bien que, par suite du décès de sa femme, il soit passé à de secondes noces, s'il existe des enfans du premier mariage ; l'alliance, en un tel cas, coïncide avec la consanguinité. (C. 3 brum. an 4, art. 358.) (3)

(Min. pub.—C. Bérère.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu les art. 358 et 456 du Code des délits et des peines ;—Considérant qu'il est constant au procès-verbal des débats qu'après l'addition d'un des témoins, l'accusé et le substitut du commissaire du gouvernement ont requis que ce témoin fût tenu de faire une opération d'arithmétique sur un article quelconque des rôles, pour se convaincre si ce témoin savait ou ne savait pas calculer ; que le tribunal a continué d'entendre les autres témoins sans statuer sur cette réquisition, qu'il n'a ni admise ni rejetée, que cette omission de prononcer donne ouverture à cassation, suivant l'art. 456 précité ;

Considérant que Joseph Mascle, l'un des témoins entendus aux débats, ayant épousé la sœur de l'accusé, dont il a des enfans, est resté son allié, quoique, par suite du décès de cette première femme, il ait passé à un second mariage ; qu'ainsi il ne pouvait être entendu en témoignage dans le procès instruit contre son beau-frère, d'après les dispositions de l'art. 358 ci-dessus cité ;—Casse, etc.

Du 27 vend. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Chasle.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

TRIBUNAL CRIMINEL.—PLAIGNANT.

—ADDITION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, si y avait nullité et, malgré l'opposition du ministère public, le tribunal criminel entendait la partie

ou navires servant au transport. — Ajoutons que, dans ce dernier cas, c'est au tribunal correctionnel à prononcer les peines, tandis que dans le premier, c'est au juge de paix : Cass. 6 fruct. an 8.

(1) C'est un point de jurisprudence constant : *P.* Cass. 25 therm. an 12 ; 11 oct. 1828.—Le visa ou la légalisation apposée par le préfet même, ne remplacerait pas l'approbation que ce magistrat doit donner : Cass. 7 niv. an 13 ; 11 mai 1808 ; 30 nov. et 26 déc. 1811 ; 16 janv. 1821 ; 9 sept. 1825, 14 août 1827. Mais l'irrégularité du certificat peut être rectifiée tant que la Cour de cassation n'a pas prononcé sur le pourvoi : 16 août 1837.

(2) Il en serait de même aujourd'hui d'après l'art. 408, Cod. d'inst. crim.

(3) *P.* en ce sens, 11 vent. an 7 et la note.

plaignante avant la déposition des témoins. (C. 3 brum. an 4, art. 370 et 456;—C. inst. crim., 335.) (1)

(Duverger—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 370 et 456 du Code des délits et des peines;—Considérant qu'il résulte du procès-verbal des débats qui ont eu lieu dans l'affaire de l'accusé Duverger que, malgré la réquisition faite par le commissaire du gouvernement de n'entendre le citoyen Moyeux, partie plaignante, qu'après les dépositions orales des témoins, le tribunal criminel a ordonné que le plaignant fût entendu et l'a entendu; en effet, avant que les témoins eussent déposé; d'où résulte une contravention manifeste à l'art. 370 du Code des délits et des peines, contravention qui, d'après les termes de l'art. 456, opère une nullité radicale;—Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département de Seine-et-Oise le 18 messid. an 8.

Du 27 vend. an 9.—Sect. crim.—Prés., le cit. Viellart.—Rapp., le cit. Generols.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

1^o DÉLIT RURAL.—AGENT DU PROPRIÉTAIRE.
2^o et 3^o TRIB. DE POL.—ASSESSEURS.—ASSISTANCE.

1^o Celui qui est entré dans un champ ensemencé appartenant à autrui, ne peut être condamné à l'amende prononcée pour ce fait par le Code rural, si le propriétaire reconnaît que le prévenu est son agent ou a agi de son aveu. (C. rur. 6 oct. 1791, tit. 2, art. 27.) (2)

2^o Est nul le jugement de police rendu par le juge de paix assisté d'un seul assesseur au lieu de deux. (C. 3 brum. an 4, art. 151.) (3)

3^o Est également nul le jugement de police rendu avec le concours d'un assesseur qui n'a pas assisté à une première audience ou l'instruction de l'affaire a eu lieu (4).

(Intéressé de la loi.)

Du 27 vend. an 9.—Sect. crim.—Prés., le cit. Viellart.—Rapp., le cit. Target.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

1^o TRIBUNAL DE POLICE.—MOTIFS.

2^o GARDE CHAMPÊTRE.—PROCÈS-VERBAL.—FOL.

1^o Est nul le jugement de police qui ne renferme aucun motif. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (5)

2^o Les procès-verbaux réguliers des gardes

champêtres font foi de leur contenu, jusqu'à preuve contraire, alors qu'ils ne donnent lieu qu'à des condamnations pécuniaires. (C. rur., 6 oct. 1791, tit. 1^{er}, sect. 7, art. 6.) (6)

(Min. pub.—C. Gailhard et autres.)

Dans l'espèce, les procès-verbaux constataient que les prévenus avaient, en contravention à l'art. 22, tit. 2 du Code rural des 28 sept.—6 oct. 1791, fait paître leurs bestiaux dans des champs où la récolte n'était point entièrement terminée, d'où résulte une simple amende aux termes de l'art. précité.—Le tribunal les renvoyait des poursuites, sans amende ni dépens.—Poursuivi en cassation par le ministère public.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 162 du Code des délits et des peines;—Vu pareillement l'art. 6, sect. 7, tit. 1^{er}, et l'art. 22, tit. 2 de la loi du 28 sept. 1791, vulgairement appelée *Code rural*;—Attendu, 1^o que trois des jugements dont il s'agit ne sont nullement motivés, ce qui est une violation de l'art. 162 du Code des délits et des peines, précité;

Attendu, 2^o (tant par rapport à ces trois jugements que par rapport aux deux autres) que le tribunal de police du canton de Menotey a renvoyé les prévenus et les a acquittés, sans avoir égard aux procès-verbaux en règle des gardes-champêtres, dont le contenu devait faire foi en justice (aux termes de l'art. 6, tit. 1^{er} du Code rural aussi précité), puisque la preuve du contraire n'a pas été administrée et qu'il s'agit de rapports qui ne donnaient lieu qu'à des condamnations pécuniaires;—Casse, etc.

Du 27 vend. an 9.—Sect. crim.—Prés., le cit. Viellart.—Rapp., le cit. Rupéron.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

ÉVASION.—DÉLIT CORRECTIONNEL.

La loi du 4 vend. an 6 n'a point dérogé aux lois antérieures relatives aux personnes étrangères à la garde des détenus, qui auraient facilité ou procuré leur évasion. Ainsi, ces personnes ne sont, en général, passibles que de peines correctionnelles, même depuis la loi du 4 vend., et ne peuvent être traduites devant les tribunaux criminels, sauf le cas de bris de prison, force, violence et attrouplement (7).

(Min. pub.—C. Danlaux.)

La femme Daniaux, prévenue de complicité d'é

(1) Ici, il ne s'agit pas d'une audition de la partie plaignante comme témoin, car alors il y aurait eu nullité indépendamment de toute opposition (F. Cass. 6 niv. et 7 fruct. an 8); il s'agissait seulement d'une simple déclaration de sa part, déclaration qui, aux termes de l'art. 370 du Code du 3 brum., ne devait avoir lieu qu'après les dépositions des témoins. Cependant l'art. 370 n'était pas au nombre de ceux dont l'art. 380 prescrivait l'observation à peine de nullité. Mais le tribunal de cassation s'est fondé pour la prononcer sur le n^o 3 de l'art. 456, portant : « lorsque l'accusé ou le commissaire du pouvoir exécutif a requis l'exécution d'une formalité quelconque, à laquelle la loi n'attache pas la peine de nullité, il y a lieu à annuler le jugement si cette formalité n'a pas été remplie. » — F. l'art. 408 du Code d'inst. crim., 1^{er} alinéa.

(2) C'était la disposition expresse de l'art. 27 du Code rural, disposition qui se trouve reproduite à peu près dans les mêmes termes par le n^o 13 de l'art. 471 du Code pénal.

(3) F. conf., 7 flor. an 9.

(4) F. conf., 5 vent., 23 germ., 2 prair. an 7; 6 prair. an 8.

(5) F. conf., Cass. 16 vend. an 5; 6 br., 17 niv. an 7.

(6) Telle est en effet la disposition expresse de l'art. 6, sect. 7 du Code rural appliquée par le jugement que nous recueillons.—Aujourd'hui, y aurait-il lieu de restreindre aussi le principe que les procès-verbaux des gardes champêtres font foi jusqu'à preuve contraire, en cas où la contravention qu'ils constatent n'entraîne qu'une peine pécuniaire, sans qu'on puisse l'appliquer au cas où cette contravention est passible d'une peine d'emprisonnement? Nous ne le pensons pas : l'art. 154 du Code d'inst. crim., rapproché de l'art. 16 du même Code, nous semble avoir modifié en cela la législation antérieure, et n'admettre aucune distinction dans le principe qu'il pose sur la foi due aux procès-verbaux de certains agents ou fonctionnaires. C'est ce qui résulte, au reste, de deux arrêts de cassation des 7 nov. 1817 et 30 juill. 1825, rendus dans des espèces où le délit constaté était punissable d'emprisonnement. — F. aussi Legraveand, ch. 5, § 4.

(7) Les art. 237 et suiv. du Code pénal contiennent des dispositions sur l'évasion des détenus, et ne punissent aussi que de peines correctionnelles ceux (autres que les gardiens ou conducteurs) qui ont facilité ou préparé l'évasion.

l'évasion de son mari, lequel était détenu pour vol de blé, avait été renvoyée devant le jury d'accusation, par ordonnance du directeur du jury, malgré l'opposition du commissaire du gouvernement, qui demandait son renvoi devant le tribunal correctionnel. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 219 et 228 du Code des délits et des peines; — Attendu que la loi du 4 vend. an 6, relative aux préposés à la garde des détenus, n'a point dérogé aux règles générales relativement aux personnes étrangères à la garde des détenus; que les treize premiers articles de cette loi, qui prescrivent une forme de procédure plus sévère que celle qui est prescrite par le Code des délits et des peines, ne parlent uniquement que des huissiers, gendarmes, et toutes autres personnes préposées à la garde des détenus, et responsables de leur évasion; que les articles subséquents ne parlent que des personnes étrangères à cette garde, ne prescrivent aucune forme particulière de procéder, et par conséquent laissent subsister la forme ordinaire; qu'ils ne prononcent que des peines correctionnelles, sauf les cas de bris de prison, force, violence et attroupements, lesquels doivent être réprimés par les peines prononcées par le Code pénal; — Que la femme Daniaux n'est prévenue d'aucun de ces cas extraordinaires; qu'étrangère à la garde de son mari, elle est seulement prévenue d'avoir facilité son évasion, délit seulement punissable de peines correctionnelles; — D'après ces motifs, casse l'ordonnance du directeur du jury de Brignolle, du 15 fructidor an 8, etc.

Du 28 vend. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Viellart. — Rapp., le cit. Seignette. — Concl., le cit. Dubois, subst.

POIDS ET MESURES. — FAUSSE MESURE. — DÉLIT CORRECTIONNEL.

Le fait, de la part d'un marchand, de se servir d'une mesure trop courte dans le débit de ses marchandises, constitue un délit correctionnel puni par l'art. 22 de la loi des 19-22 juill. 1791; en conséquence, le tribunal de police est incompétent pour en connaître (1).

(Minist. publ. — C. Vaise). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 22 de la loi du 22 juill. 1791, et 153 du Code des délits et des peines; — Considérant, dans le fait, qu'il est constant, par le procès-verbal dressé par le maire de la commune de Villefranche, le 1^{er} fructid. dernier, que le cit. Vaise, marchand, a été surpris ayant étalé ses marchandises et se servant, pour les vendre, d'une mesure reconnue, d'après le procès-verbal, être trop courte; — Considérant, dans le droit, que tout délit ainsi caractérisé est prévu spécialement par l'art. 22 de la loi du 22 juill. 1791, précité; d'où il résulte que le tribunal

de police municipale de Villefranche, en infligeant audit Vaise, délinquant, les peines prononcées par l'art. 606 du Code des délits et des peines, a fait une fautive application de cet article; — Considérant que la contravention, telle qu'elle avait été légalement constatée, exposait son auteur à des peines qui excédaient la compétence du tribunal de simple police, d'après la disposition textuelle de l'art. 153 du Code des délits et des peines; — Casse le jugement rendu le 2 fruct. dernier par le tribunal de simple police de la commune de Villefranche, département de la Haute-Garonne.

Du 28 vend. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Viellart. — Rapp., le cit. Liger-Verdigny. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

COMPLICITÉ. — JURY (QUESTIONS AD). — AIDE ET ASSISTANCE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, un accusé ne pouvait être condamné comme complice par aide ou assistance, qu'autant que le jury avait été interrogé et avait répondu sur la point de savoir en quoi avait consisté l'aide ou l'assistance. (Cod. pén., 25 sept.-6 oct. 1791, tit. 3, art. 1^{er}.) (2)

Il fallait aussi, pour qu'il y eût lieu à condamnation du complice, qu'une question intentionnelle eût été posée et résolue à l'égard de ce dernier, comme à l'égard de l'auteur principal. (C. 3 brum. an 4, art. 374.) (3) ; (Edin.—C. Min. publ.). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 1^{er}, tit. 3 de la loi du 6 octob. 1791, ainsi que les art. 373, 374 380 et 456 du Code des délits et des peines; — Attendu, 1^o qu'en ce qui concerne le fait de complicité imputé audit Edin, le jury de jugement n'a point été interrogé sur le fait de savoir en quoi ledit Edin aurait aidé ou assisté le coupable, et qu'il n'a été donné aucune réponse à cet égard; 2^o que la loi ne punit que celui qui a, sciemment et dans le dessein du crime, aidé et assisté le coupable, et qu'il n'a été posé aucune question intentionnelle relativement à la moralité du fait de complicité imputé particulièrement audit Edin; que les questions litigieusement posées sur la moralité du fait principal ne sont relatives qu'au fait de l'homicide et à son auteur; — Casse, etc.

Du 28 vend. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Viellart. — Rapp., le cit. Lasaudade. — Concl., le cit. Dubois, subst.

QUESTION PRÉJUDICIELLE. — PÂTURAGE.

Lorsque les prévenus d'un délit de pâturage dans un bois excipient, pour leur défense, de titres ou possession leur donnant droit au pâturage, il y a nécessité pour le tribunal correctionnel de surseoir et de renvoyer devant les juges compétents, pour statuer sur la question préjudicielle. (C. 3 brum. an 4, art. 456, n^o 6.) (4)

(1) L'art. 423 du Code pénal punit également de peines correctionnelles quiconque, par usage de faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues. — Abstraction faite de cette circonstance d'usage des faux poids et des fausses mesures, la simple possession, par les marchands, de tels poids ou mesures, est une contravention réprimée par l'art. 479, n^o 5 du Code pénal.

(2) En serait-il de même aujourd'hui, et par application de l'art. 60 du Code pénal? « Non, répond Legrèy, t. 1^{er}, ch. 5; le loi n'ayant point déterminé en quoi consiste l'aide et l'assistance caractéristiques de la complicité, tout se réduit, à cet égard, à une question de fait. » C'est ainsi l'opinion de M. Hélie et Chauveau, *Théorie du Code pénal*, ch. 11, § 3.

II. — 1^{re} PARTIE.

(3) V. conf., 19 fruct. an 8.

(4) V. conf., 5 brum. an 5; 7 pluv. en 7; 1^{er} frim. en 8 et les notes. — Remarque que l'exception préjudicielle de propriété et de possession, n'oblige et n'autorise même le tribunal à surseoir, qu'autant que, justifiée, elle ferait disparaître le délit (V. art. 182 du Code forestier). Ainsi, par exemple, le délinquant poursuivi pour avoir enlevé paître ses bestiaux dans une forêt, en contravention aux règlements concernant le régime forestier, exciperait vainement de sa qualité d'usager, comme lui donnant droit au pâturage, ce droit n'empêchant pas qu'il ne dût se soumettre aux règles forestières; Cass. 18 fév. 1820; 10 sept. 1824. — V. aussi Mangio, *Traité de l'action publique*, t. 1^{er}, n^{os} 208 et suiv.

(Ledy et autres.—C. Feltin.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu la 4^e disp. de l'art. 458 du Code des délits et des peines;—Considérant que le tribunal de police correctionnelle de l'arrondissement de Belfort aurait dû ou se borner à prononcer seulement sur le délit résultant du pâturage qui a eu lieu dans un taillis de deux ans, en renvoyant les parties à se pourvoir devant un tribunal compétent, par rapport aux exceptions puisées par les défendeurs, tant dans l'acte d'échange du 14 germin, an 4, que dans la possession qui en a été la suite et l'effet, ou surveoir à prononcer sur le délit en question, jusqu'après décision rendue par un tribunal compétent sur lesdites exceptions;—Considérant que ledit tribunal de police correctionnelle, au lieu de procéder de la sorte, a, par un premier jugement, débouté les défendeurs de leur exception déclinatoire, et les a ensuite condamnés solidairement, par un second jugement, à 3,000 fr. de dommages-intérêts au profit du demandeur; que, par là, il a évidemment commis une usurpation de pouvoir, en statuant ainsi sur ce qui résultait de l'acte d'échange du 14 germin, an 4 et de la possession invoquée par les défendeurs;—Considérant, enfin, que cette usurpation de pouvoir est devenue commune au tribunal criminel du département du Haut-Rhin, qui, en condamnant les appelants à des dommages-intérêts, a également prononcé incompétamment sur le mérite de l'acte d'échange et la possession sus-référés;—Casse, etc.

Du 29 vend. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rupérou.—Concl., le cit. Dubois, subst.

TRIBUNAL DE POLICE.—ASSESEURS.—EMPECHEMENT.

Sous le Code de brum. an 4, le jugement d'un tribunal de police composé de trois assesseurs était nul. Dans la cas où le juge de paix se trouvait légitimement empêché, l'affaire devait être renvoyée, sur le réquisitoire du directeur du jury, devant le juge de paix du canton le plus voisin. (L. 3 brum. an 4, art. 181.) (1)

(Poumeyrol.—C. Min. pub.)

Du 29 vend. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Oudart.—Concl., le cit. Dubois, subst.

APPEL CORRECTIONNEL.—DÉLAI.—JUGEM. PAR DÉFAUT.

Le délai de dix jours pour appeler des jugements correctionnels rendus par défaut, ne court, sous le Code du 3 brum. an 4, que du jour de la signification du jugement, et non pas à partir de la prononciation, comme à l'égard des jugements contradictoires. (Art. 194, 195.) (2)

(V^e Grant.—C. Min. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 194 du Code des délits et des peines;—Considérant qu'il est de principe fondé en raison que tout délai de rigueur ne commence à courir que du jour où la partie

intéressée a été légalement et régulièrement interpellée ou prévenue; que l'art. 194 précité dudit Code ne contient aucune dérogation formelle ou implicite à cette règle de droit; que le délai de dix jours, accordé pour interjeter appel, ne commence à courir qu'à dater de celui où le jugement a été prononcé, à la partie fondée à s'en plaindre; que si ce jugement est par défaut, sa prononciation hors la présence de la partie ne lie le défaillant qu'à dater du jour de la signification qui lui en a été faite;—Considérant, dans l'espèce, que le jugement du tribunal de police correctionnelle de l'arrondissement de Bernal, en date du 28 pluv. an 8, a été rendu par défaut contre la demanderesse; que, sous ce rapport, le délai pour en interjeter appel n'a dû légalement courir que du jour de la signification dudit jugement;—Considérant qu'il est constant que ce jugement n'avait point été signifié à la demanderesse à l'époque du jugement rendu, le 27 flor. dernier, par le tribunal criminel du département de l'Eure, qui déclare la demanderesse non recevable dans son appel du jugement du tribunal de police correctionnelle de Bernal, attendu qu'elle ne l'avait pas signifié dans les dix jours de la date dudit jugement; d'où il résulte une fausse application de l'art. 194 précité du Code des délits et des peines;—Casse, etc.

Du 29 vend. an 9.—Sect. crim.—Prés., le cit. Viellart.—Rapp., le cit. Liger Verdigny.—Concl., le cit. Dubois, subst.

1^o AUTORISATION DE COMMUNE.—NUL-LITÉ.

2^o ARBITRES FORCÉS.—REMPLACEMENT.

1^o Une commune ne peut plaider sans y avoir été préalablement autorisée. Le défaut d'autorisation rend nulle la sentence, même rendue en sa faveur. (L. 14 déc. 1789, art. 54 et 56.) (3)

2^o Lorsque des arbitres forcés, ne rendent point leur sentence, il ne peut en être nommé d'office d'autres en leur place, avant que les premiers n'aient été mis en demeure de remplir leur mission. (L. 10 juin 1793, art. 6.) (4)

(De Grammont.—C. communes de Magny et Villiers-le-Ville.)

Les habitants des communes du Grand et du Petit-Magny et de Villiers-le-Ville, avaient formé contre Pierre de Grammont, leur ex-devant seigneur, une action en revendication de biens prétendus communaux.—7 mars 1793, jugement du tribunal du district de Lure, qui accueille leur demande;—Appel.—Durant le litigement, le 10 juin 1793 est promulguée, et la contestation est, conformément à cette loi, renvoyée devant arbitres; mais le jour où la cause devait être jugée, les arbitres nommés par de Grammont ne se présentèrent pas. Le juge de paix en nomma alors d'autres, d'office, pour les remplacer: ils statueront le même jour, et confirmeront la décision du tribunal de Lure.

Pourvoi en cassation de la part de Pierre de

(1) Jugements identiques rendus dans le cours de l'an 9: Cass. 29 brum. (aff. N.); 8 frim. (aff. May); 23 germ. (aff. Savard); 16 mess. (aff. Kaiser); 29 mess. (aff. Newwicks); — F. encore 13 brum., 28 frim., 23 germ., 4 flor., 11 mess. an 7; 22, 28 vend., 27 brum., 1^{er} frim. an 8.

(2) F. conf., 13 fruct. an 7; 7 fruct. an 8; 7 niv. an 9; 29 frim. an 10; 9 mai 1806.—F. aussi Merlin, *Quest. de droit*, v^o Appel, § 6, n^o 6.—Cette jurisprudence est passée en loi dans l'art. 208 du Code d'inst. crim.

(3) F. Cass. 15 niv. an 6, 28 brum. an 6 et

les notes, où sont rappelés les variations de la jurisprudence sur la question de savoir si la nullité résultant du défaut d'autorisation, peut être invoquée pour la première fois devant la Cour de cassation par les adversaires de la commune. — F. au surplus, Merlin, *Rep.*, v^o Comm. d'habitants, § 7; *Quest. de droit*, v^o Commune, § 5, n^o 1; Berriat, p. 668, note 15; Cornevin, v^o Communes, n^o 27 et la note; Magnitot et Huet, *Dict. de droit adm.*, v^o Commune, sect. 3, § 5.

(4) F. dans le même sens, 17 germ. an 8 et 26 niv. an 8.

Grammont, pour violation 1^o des art. 54 et 56 de la loi du 14 déc. 1789, en ce que les communes avaient plaidé sans autorisation; 2^o de l'art. 6 de la loi du 10 juin 1793, en ce que les arbitres nommés par une des parties avaient été remplacés d'office par le juge de paix, sans qu'ils eussent été au préalable mis en demeure de remplir leur mission.

JUGEMENT (après délib. en ch. du cons.)

LE TRIBUNAL:—Attendu, d'une part, que la commune de Villers-la-Ville a été partie en cette cause sans y avoir été autorisée par l'administration centrale du département de la Haute-Saône, et que, par là, le jugement attaqué est contrevenu aux art. 54 et 56 de la loi du 14 déc. 1789, et, d'autre part, à l'art. 6, sect. 5^e de la loi du 10 juin 1793; qu'il résulte de cette disposition que l'intention de la loi a été que les parties fussent jugées par des arbitres de leur choix; que les parties avaient respectivement nommé des arbitres le 9 frim. an 2; qu'il ne conste pas que les arbitres nommés par Pierre de Grammont le 9 frim. aient été mis en demeure de remplir leurs fonctions par quelque sommation faite audit de Grammont; qu'ainsi, il n'y avait pas lieu à les remplacer par des arbitres nommés d'office par le juge de paix, et que cette nomination a été prématurée;—Casse, etc.

Du 1^{er} brum. an 9.—Sect. civ.—Prés. d'âge, le cit. Liborel.—Rapp., le cit. d'Outrepoint.—Concl., le cit. Arnaud, subst.—Pl., les cit. Mathias et Huert-Duparc.

CONVOL.—AVANTAGES ENTRE ÉPOUX.

La loi du 17 niv. an 2 n'a pas aboli les peines prononcées contre les secondes noces par les lois anciennes. (L. 17 niv. an 2, art. 12 et 61.) (1)

(Lafon—C. Robert.)

Antoine Bonnemort avait institué pour son héritière universelle Marie-Anne Lafon, son épouse. Le 3 oct. 1793, décès du testateur; dix mois cinq jours après, sa veuve convoque à des secondes noces. La dame Robert, héritière ab intestat du premier mari, intenta action contre la veuve en déchéance de son institution, par l'effet de son convol dans l'an du denil.

Le 14 fruct. an 6, jugement du tribunal civil du Lot, qui accueille cette demande, et condamne Marie Lafon au délaissement de l'hérédité.

Sur l'appel, le tribunal de Lot-et-Garonne confirma ce jugement, le 7 vent. an 7.—Ses motifs furent: 1^o Qu'aux termes de la loi 2. C. de secundis nuptiis, la femme qui se remarie dans l'espace d'un an après la mort de son mari, est privée de tous les avantages qu'elle a recus de lui; qu'on ne pouvait pas dire que cette loi fût abrogée par les lois relatives au divorce, qui ont fixé à dix mois l'époque où la femme divorcée peut se remarier; que ces lois n'ont pu avoir en vue que l'ordre des familles, et non le devoir des époux l'un envers l'autre;—Qu'on ne pouvait voir l'abrogation de la loi romaine, qui prive la femme des avantages que son mari lui a faits lorsqu'elle convoque dans l'an de deuil, dans les lois des 5 sept. 1791, 3 brum. et 17 niv. an 2, puisque ces lois ne parlent que de clauses prohibitives de se marier ou remarier, ne s'agissant pas ici d'une clause d'un acte, ni même d'une loi qui prohibe de se rema-

rier, mais seulement d'un délai prescrit pour se remarier, délai qui n'a pour base que les bonnes mœurs et l'honnêteté publique;—Que ces lois ne portant point une abrogation expresse des peines des secondes noces dans l'an de deuil, et l'art. 61 de celle du 17 niv. ne parlant que de l'ordre de succession établi par cette loi, on ne pouvait pas dire que l'institution d'héritier faite au profit de l'appelante par son mari devait être maintenue, puisqu'il ne s'agissait pas ici d'un ordre de succession, mais seulement de la qualité de la personne qui succède, et de son aptitude à succéder.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 7 de la loi du 4 flor. an 2, des art. 3 et 4 de la loi du 8 niv. an 2, et des art. 12 et 61 de la loi du 17 niv. an 2.—Ces articles, selon la demanderesse, ont restreint implicitement à dix mois le temps pendant lequel la femme ne peut contracter un second mariage; il est vrai qu'ils ne parlent que des femmes dont le mariage a été dissous par le divorce; mais il y a même raison de décider dans le cas de dissolution par la mort naturelle; car la prohibition n'a pour objet que d'éviter *turbationem sanguinis, incertitudinem filiationis*.—Dans l'espèce, la dame Lafon ne s'est remariée qu'après dix mois; donc elle a satisfait à ce que les mœurs et la loi exigeaient d'elle; donc en la déclarant déchu de son institution, le tribunal a violé l'esprit des lois nouvelles.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que le jugement attaqué, loin de violer la loi 2. an Cod. de secundis nuptiis, en a, au contraire, littéralement appliqué la disposition en annulant l'institution d'héritière universelle faite en faveur de la demanderesse par son premier mari, pour s'être remariée avant l'expiration de l'an de deuil; et que les lois de niv. et de flor. an 2 sur le divorce ne sont pas applicables hors de leur cas;—Attendu qu'en annulant ainsi cette institution universelle d'héritière, le jugement attaqué n'a pas violé l'art. 12 de la loi du 17 niv. an 2, relatif seulement aux dispositions de l'homme, et non à celles de la loi dont il s'agit uniquement dans l'espèce, et qu'il n'y a pas de violation formelle de l'art. 61 de la même loi;—Rejette, etc.

Du 3 brum. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liborel.—Rapp., le cit. Babille.—Concl., le cit. Arnaud, subst.—Pl., les cit. Jolas et Moreau.

PAPIER-MONNAIE.—BILLET A ORDRE.—

RÉDUCTION.

Le débiteur d'un billet à ordre payable à long terme, souscrit pendant l'existence du papier-monnaie, peut, à l'échéance du billet, en demander la réduction suivant l'échelle de dépréciation, encore qu'il n'ait pas déclaré renoncer au bénéfice du long terme, lorsque le créancier n'a pas fait la présentation de son billet suivant les formes voulues par la loi. Ces formes n'ont pu être remplacées par des actes équivalents. (L. 11 frim. an 6, art. 5 et 6; 8 flor. an 6, art. 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8 et 11.) (2)

(Jalliesot—C. Marquet.)

Jalliesot avait souscrit, en l'an 3, au profit de Marquet, un billet à ordre payable à cinq ans de date. Survint la loi du 11 frim. an 6, qui autorisa

(1) F. dans le même sens, Cass. 24 fruct. an 13; 2 mai 1806.—Le Code civ. (art. 228), a abrogé l'ancienne disposition pénale contre les veuves qui se remariaient dans l'an de deuil, même à l'égard de la femme mariée et devenue veuve sous l'empire des lois qui privaient les veuves de leurs gains de survie, au cas de

convol intrà luctus annum: F. Colmar 7 juin 1806.

(2) La même question s'étant présentée sur un nouveau pourvoi dans la même affaire, elle a reçu une solution semblable le 21 germ. an 10.—F. encore en ce sens, Cass. 6 niv. an 12.

les débiteurs de billets souscrits pendant le cours du papier-monnaie, dont le terme avait plus de deux ans à courir, à partir du 29 mess. an 4, à demander la réduction de leur dette en numéraire, à charge par eux de notifier au créancier, dans le délai de deux mois, leur renonciation au bénéfice du terme, avec offre de rembourser le capital réduit dans le délai d'une année (art. 5). Ce délai de deux mois ne courait, à l'égard des billets à long terme, que du jour de leur présentation (art. 6).—D'après l'art. 1^{er} de la loi du 8 flor. an 6, le créancier avait trois mois pour faire cette présentation, qui devait avoir lieu selon certaines formes tracées par les art. 3 et suivans de cette loi.—Après l'expiration de ce délai sans présentation, le débiteur pouvait déclarer, par acte reçu au greffe du tribunal de son domicile, qu'il entendait renoncer au long terme envers le porteur pour profiter de la réduction d'après l'échelle de dépréciation, en conformité de l'art. 5 de la loi du 11 frim. an 6.

L'échéance du billet souscrit en l'an 3 par Jalleat arriva sans que Marquet eût présenté son billet, et sans que, de son côté, Jalleat eût déclaré renoncer au bénéfice du terme.

Dans ces circonstances, Marquet réclama son paiement en numéraire et sans réduction.—Jalleat prétendit au contraire que le montant du billet devait être réduit suivant l'échelle de dépréciation. Il soutint que le délai pour renoncer au terme convenu ne courait contre le débiteur que du jour de la présentation du billet, et Marquet n'ayant fait aucune présentation légale, on ne pouvait se prévaloir contre lui, Jalleat, du défaut de renonciation qu'il n'avait pas été mis en demeure de faire, et qu'il était encore dans le délai pour l'effectuer.

21 flor. au 7, jugement du tribunal civil de l'Indre qui, se fondant sur certains actes et circonstances de la cause, déclare qu'il en résultait que Marquet avait suffisamment satisfait, par la présentation de son billet, aux formalités prescrites aux porteurs par les lois de l'an 6, et condamne en conséquence Jalleat à en payer le montant en numéraire et sans réduction.

Pourvoi en cassation par Jalleat.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 5 et 6 de la loi du 11 frim. an 6;—Vu aussi les art. 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 7, 8 et 11 de la loi du 8 flor. an 6;—Considérant qu'aux termes des lois des 11 frim. et 8 flor. an 6, tout créancier porteur de billets à ordre à longs termes devait présenter lesdits billets dans le délai de trois mois; que le délai pour la renonciation aux longs termes de la part du débiteur ne doit courir que du jour de leur présentation; que le jugement attaqué a reconnu que le défendeur en cassation n'a pas présenté le billet à ordre qui fait l'objet de la contestation dans les formes déterminées par l'art. 5 de la loi du 8 flor. an 6; que les formes prescrites pour cette présentation ne pouvaient être suppléées par des actes supposés équivalens, et qu'en admettant cet équivalent, ledit jugement est contraire formellement à la disposition précise dudit art. 5 de la loi du 8 flor. an 6;—Considérant que le demandeur en cassation était autorisé, comme débiteur de billets négociables, d'après l'art. 6 de la loi du 11 frim. an 6, à faire, dans les deux mois de la présentation légale de son billet, la no-

tification de sa renonciation aux termes à échoir; que le jugement attaqué, en admettant la présomption de la renonciation du débiteur au bénéfice de la loi, lorsqu'il était encore dans les termes qu'elle a déterminés pour faire sa notification légale, a violé les art. 2 et 6 de ladite loi du 11 frim.,—Casse le jugement rendu, le 21 floréal an 7, par le tribunal civil du département de l'Indre, etc.

Du 3 brum. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Arnaud, subst.—Pl., les cit. Chabroud et Raguédon.

FRAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE.—EFFET RÉTROACTIF.

La condamnation aux frais en matière criminelle n'est point une peine, mais seulement un moyen d'assurer le recouvrement des déboursés occasionnés par les poursuites.—En conséquence, la loi du 18 germ. an 7, qui a mis à la charge des condamnés les frais que l'Etat supportait auparavant, a pu être appliquée à la poursuite des délits antérieurs à sa publication (1).

(Min. pub.—C. N....)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 1^{er} de la loi du 18 germ. an 7;—Considérant qu'une condamnation aux frais n'a jamais pu être considérée comme une peine, et que cette distinction résulte des termes mêmes de la loi ci-dessus citée;—Considérant que, suivant l'art. 12 de la loi du 19 vend. an 4, les lois obligent dans l'étude de chaque département du jour auquel le bulletin officiel, ou elles sont contenues, est distribué au chef-lieu du département; et qu'en refusant d'ordonner au profit de la république, sur le réquisitoire du ministère public, le remboursement des frais faits depuis la promulgation de la loi du 18 germ. an 7, le tribunal criminel du département de l'Escaut a formellement contrevenu à l'art. 1^{er} de cette loi:—Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département de l'Escaut, le 14 therm. dernier.

Du 5 brum. an 9.—Sect. réunies.—Rapp., le cit. Oudart.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

DÉTOURNEMENT DE DENIERS PUBLICS.

—COMPÉTENCE.

Un percepteur des contributions doit être considéré comme fonctionnaire public, et poursuivi comme tel à raison des détournemens par lui commis dans sa gestion (3); alors même qu'il se serait chargé de cette perception par obligeance pour l'administration municipale, et sans aucune rétribution. (L. 25 sept.—6 oct. 1791, part. 2, tit. 1^{er}, sect. 5, art. 12 et 14.)

(Minist. pub.—C. Trumeau.)

La perception de la commune de Marsangis, département de l'Yonne, avait été mise en adjudication, pour l'an 6, conformément au tit. 5 de la loi du 23 nov. 1790. Personne ne s'étant présentée, l'administration municipale invita Laurent Trumeau à s'en charger, ce qu'il accepta, sans demander aucun salaire. Accusé plus tard de détournement de deniers publics, et poursuivi en qualité de fonctionnaire public, devant le tribunal criminel, Trumeau soutint qu'aucune adjudication n'ayant été faite en son nom, il n'était

(1) V. le jugement du 4 mess. an 7 (aff. Crechmeur) et nos observations.

(2) V. dans le même sens, un jugement de cassation rendu dans la même affaire le 22 vend. an 8. V. aussi la note qui accompagne ce jugement.—Il en

est été autrement si, au lieu d'un percepteur de deniers nationaux, il se fût agi d'un percepteur de deniers communaux. V. Cass. 15 juin 1793 (aff. Joffrel) et la note.

point l'homme de la nation, mais bien l'homme de l'administration municipale, qui seule était véritablement comptable envers la nation; que percevant d'ailleurs par obligeance et sans rétribution, il ne pouvait être considéré comme fonctionnaire public.

16 therm. an 7, jugement du tribunal criminel de l'Yonne, qui annule l'acte d'accusation. — Pourvoi. — 22 vend. an 8, jugement de cassation qui renvoie la cause devant le tribunal criminel du département du Loiret. — 18 niv. an 8, jugement de ce tribunal, conforme à celui du tribunal criminel de l'Yonne.

Nouveau pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que la nature, tant de l'objet que de l'exercice de la fonction de percepteur des contributions d'une commune, constitue celui qui exerce cette fonction véritablement fonctionnaire public, et, par conséquent, le rend susceptible de l'application de l'art. 11, 5^e sect., tit. 1^{er}, 2^e part. du Code pén.; — Par ces motifs, — Casse et annule le jugement du tribunal criminel du département du Loiret, du 18 niv. de l'an 8, portant cassation de l'acte d'accusation reçu contre Laurent Trumeau par le jury d'accusation de l'arrondissement de Sens, le 3 mess. an 7, etc.

Du 5 brum. an 9. — Sect. réunies. — Rapp., le cit. Goupil-Préfin. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

PEINE. — COMM. — VOL. — DENIERS PUBLICS. La peine de quatre années de fers prononcée par la loi des 25 sept.—6 oct. 1791 contre les auteurs de vols de deniers publics ou effets mobiliers appartenant à l'Etat, d'une valeur de dix livres et au-dessus, ne pouvait pas, lorsque le vol avait été accompagné de circonstances aggravantes, être cumulée avec la peine plus forte qu'auraient entraînée ces circonstances. Cette dernière peine devait seule être appliquée, de même que s'il s'était agi du vol d'une propriété privée. (L. 25 sept.—6 oct. 1791, part. 2, tit. 1^{er}, sect. 6, art. 6, et tit. 2, sect. 2, art. 1^{er} et suiv.) (1)

(Achard—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 6, 6^e sect., tit. 1^{er}, 2^e part. du Code pén., et les art. 6, 7, 9 et 10, 2^e sect., tit. 2 de la même partie du même Code; — Vu aussi les art. 456 et 459 du Code des délits et des peines; — Considérant que, d'après la déclaration

du jury de jugement, l'accusé a été convaincu de vol commis la nuit par plusieurs personnes, à l'aide de fausses clefs et avec effraction intérieure dans une maison habitée, et que ce vol, ainsi circonstancié, ne peut emporter une peine plus forte que celle de quatorze années de fers, soit qu'on y applique les dispositions des art. 6 et 7, soit celles des art. 9 et 10, 2^e sect., tit. 2, 2^e part. du Code pén., ci-dessus cités; — Considérant que, quoique les objets fussent des deniers et effets appartenant à l'Etat, cette circonstance de propriété publique n'a pu, dans l'espèce, aggraver ladite peine de quatorze années de fers, attendu que la peine de quatre années de fers, mentionnée dans l'art. 6, 6^e sect. tit. 1^{er}, 2^e part. dudit Code pén., ci-dessus également cité, n'y est point prononcée comme absolument indépendante de toutes celles attachées aux vols des propriétés particulières, mais comme une peine particulièrement applicable au vol de propriété publique de la valeur de 10 francs ou au-dessus, lorsque ce vol, abstraction faite de la propriété de son objet, n'est, d'ailleurs, pas sujet à une peine plus forte, à raison des circonstances, soit de violence envers les personnes, d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs, dont il serait accompagné, auquel cas il y a seulement lieu à appliquer la peine qui en résulte, comme plus forte que celle de quatre années de fers; — Considérant que le tribunal criminel du département du Rhône, en prononçant contre le condamné la peine de dix-huit années de fers, a accumulé la peine de quatorze années de fers, applicable au délit, d'après les art. 9 et 10, 2^e sect., tit. 1^{er}, 2^e part., même Code, en quoi il a fait une fautive application de la peine, — Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département du Rhône, le 17 thermid. an 8.

Du 6 brum. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Busschop. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

TRIBUNAL CRIMINEL. — MINISTÈRE PUBLIC. — CONCLUSIONS. — COMPOSITION.

Est nul le jugement d'un tribunal criminel rendu sans que le ministère public ait été entendu dans ses conclusions. (C. 3 brum. an 4, art. 370; — C. inst. crim., art. 335, anal.) (2) Sous le Code du 3 brum. an 4, un tribunal criminel, pour être légalement constitué, devait être composé de quatre juges, outre le président. Ses jugemens étaient nuls s'ils n'avaient été rendus que par trois juges. (C. 3 brum. an 4, art. 266.) (3)

¶ (1) L'économie de la loi est facile à saisir : Tout vol commis sans circonstances aggravantes est puni de simples peines correctionnelles. (L. 25 sept.—6 oct. 1791, part. 2, tit. 2, sect. 2, art. 28.) — Si le vol porte sur des deniers publics ou effets appartenant à l'Etat, d'une valeur de dix livres et au-dessus, le délit prend alors un caractère plus grave, et c'est la peine de quatre ans de fers qui est encourue. — Mais si ce vol est accompagné de circonstances aggravantes telles que la peine doit, dans tous les cas, excéder quatre ans de fers, alors on fait abstraction complète du caractère public et de la valeur de la propriété volée; la peine doit être appliquée comme s'il s'agissait d'une propriété privée, sans qu'il puisse jamais y avoir lieu à cumul.

La difficulté, ou plutôt l'erreur dans laquelle est tombé le tribunal criminel du département du Rhône, provient d'une fautive interprétation de l'art. 6, sect. 6, tit. 1^{er}, part. 2 de la loi du 25 sept. 1791. Cet article est ainsi conçu : « Toute personne, autre que le dépositaire comptable, qui sera convaincue d'avoir volé des deniers publics ou effets mobiliers appartenant à l'Etat, d'une valeur de 10 livres ou au-dessus,

a sera puni de la peine de quatre années de fers, a sans préjudice des peines plus graves portées ci-après contre les vols avec violence envers les personnes, effractions, escalades ou fausses clefs; si a ledit vol est commis avec l'une desdites circonstances, dans ces cas les peines portées contre lesdits vols seront encourues, quelle que soit la valeur de l'objet volé. » — Le tribunal criminel a entendu ces mots : « sans préjudice des peines plus graves, » dans le sens de ceux-ci : indépendamment des peines plus graves; tandis qu'il est évident, d'après la disposition finale de l'article lui-même, que la peine plus grave seule est encourue.

Du reste, cette solution ne peut plus avoir d'application : car le Code pénal de 1810 ne punit le vol de deniers publics d'une peine plus grave que le vol ordinaire, que dans le cas où c'est le comptable lui-même qui s'en est rendu coupable.

(2) N. conf., Cass. 19 vent. an 8 (aff. Ribaud) et la note.

(3) Le Code d'inst. crim. (art. 251 et 252) avait également fixé à quatre le nombre des conseillers ou des juges qui devaient, avec le président, composer

(Vermaire.—C. Min. pub.)

Du 6 brum. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Ondart.—*Concl.*, le cit. Lefessier, subst.**QUESTION PRÉJUDICIELLE. — PROPRIÉTÉ. — DÉLIT.***Un tribunal de répression excède ses pouvoirs et contrevient aux règles de sa compétence en considérant comme délits des faits dont la culpabilité est subordonnée à une question de propriété (1).**Spécialement : Lorsqu'une personne prévenue d'avoir comblé un fossé et coupé des jets d'une haie vive, soutient que ce fossé et cette haie lui appartiennent, elle ne peut être condamnée à l'amende et à des dommages-intérêts sans qu'au préalable la question de propriété n'ait été vidée par les tribunaux civils. (C. 3 brum. en 4, art. 456.)*

(Jeen.—C. Dumoutier).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant qu'il est constant au jugement attaqué que sur le premier chef de la demande formée par Pierre Dumoutier, qui avait pour objet de faire rétablir au premier état un fossé qu'il prétendait faire partie de son domaine, Jean-Baptiste Jean, défendeur, a proposé pour exception qu'il était en possession immémoriale, tant par lui que par ses auteurs, du fossé rédemé, qui était sa propriété, et que le demandeur n'en avait jamais joui, ce qui présentait à juger une question de propriété qui sortait des bornes de la compétence du tribunal de police, lequel, par conséquent, n'a pas été autorisé à condamner ledit Jean à faire combler le fossé; — Considérant que sur le second chef de la demande, relatif à la coupe de quelques jets ou jets de la haie vive qui existe entre les héritages des parties, il est constant au procès que les jets coupés étaient hors de l'alignement de ladite haie; qu'ainsi la question de savoir si cette coupe était un délit ou une entreprise faite sur le terrain d'autrui, dépendait de celle de savoir si le terrain sur lequel ces jets existaient ou s'étendaient appartenait au demandeur ou au défendeur, question qui n'était pas de l'attribution du tribunal de police; — Considérant qu'il résulte de ces faits que le tribunal de police a excédé ses pouvoirs, et qu'il est contrevient aux règles de sa compétence en considérant comme délits des faits qui étaient subordonnés à une question de propriété qui devait préalablement être jugée par les tribunaux ordinaires; — Casse, etc.

Du 7 brum. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Chasle.—*Concl.*, le cit. Lefessier, subst.**JUGEMENT. — MOTIFS. — INSERTION DE LOI. — DÉCLINATOIRE.***Un jugement de police ne peut être considéré comme suffisamment motivé lorsqu'il ne contient qu'un exposé de la demande et des exceptions proposées par le défendeur, sans expliquer ce qui a déterminé la décision du tribunal. (C. 3 brum. an 4, art. 162; — C. inst. crim., art. 163, anal.) (2).**Est nul le jugement de simple police qui ne**contient pas les termes de la loi appliquée. (Même art.) (3).**Est nul le jugement qui omet de statuer sur un déclinatoire proposé par le défendeur.*

(Vanquet.—C. Min. pub.)

Du 7 brum. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Ondart.—*Concl.*, le cit. Lefessier, subst.**MANDAT D'ARRÊT. — ÉNONCIATIONS.***Un mandat d'arrêt est valable, encore bien qu'il ne contienne pas l'énonciation de tous les délits à raison desquels celui contre qui il est décerné se trouve poursuivi. Il suffit qu'il énonce un seul délit de nature à motiver l'arrestation. (C. 3 brum. an 4, art. 71; — C. inst. crim., art. 96.)*

(Min. pub.—C. Péronze.)

Un mandat d'arrêt avait été décerné par le juge de paix de la division des Amis de la patrie, contre Jean Pérouze, comme prévenu de faux en lettres de change. Par suite de l'instruction, il se trouva renvoyé devant le jury, comme accusé, en outre, 1° de faux en écritures privées; 2° d'usage de pièces fausses, sachant qu'elles étaient fausses. — 16 therm. an 8, jugement du tribunal criminel de la Seine, qui annule le mandat d'arrêt, par le motif qu'il n'énonce que l'un des délits rapportés dans l'acte d'accusation.

*Pourvoi en cassation par le ministère public.***JUGEMENT.**

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 71, 227 et 229 du Code des délits et des peines; — Attendu, en premier lieu, qu'il résulte des dispositions desdits art. 71 et 229 que, pour autoriser une arrestation et mettre l'officier de police judiciaire à l'abri du reproche de détention arbitraire, il suffit d'énoncer dans le mandat d'arrêt un seul fait qualifié délit par la loi, et que c'est dans l'acte d'accusation seulement que la loi exige l'énonciation de tous les délits (et de leurs circonstances) résultant de l'instruction de la procédure; — Attendu, en second lieu, que, dans l'espèce, le vœu de l'art. 71 a été rempli, puisque le mandat d'arrêt dont il s'agit porte que Jean Pérouze est prévenu de faux en lettres de change, ce qui est un sujet d'arrestation clairement énoncé et d'autant plus constant, que, dans le fait, il existe aux pièces des lettres de change arguées de faux; d'où il suit que le tribunal criminel du département de la Seine, en annulant le mandat d'arrêt du 12 prair. dernier, pour le double motif qu'il ne contient que l'énonciation de l'un des trois délits rapportés dans l'acte d'accusation, et que le directeur du jury aurait dû, au désir de l'art. 217, annuler le mandat d'arrêt et en décerner un nouveau, a évidemment fait une fautive application de cet art. 217 et des art. 71 et 229 précités; — Casse, etc.

Du 8 brum. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Rupérou.—*Concl.*, le cit. Dubois, subst.**APPEL EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE. — DÉLAI.***L'art. 194 du Code des délits et des peines, qui fait courir le délai de l'appel en matière correctionnelle à compter de la prononciation**gent à surseoir, Jurisprudence du XIX^e siècle, v^o Question préjudicielle, § 1^{er}, n^{os} 1 à 20.*

(1) V. dans le même sens, Cass. 5 brum. an 5; 7 pluv. an 7; 1^{re} frim. an 8, et les notes; 29 vend., 26 brum. an 9; 7 pluv. an 10; 20 prair. an 13. P. au surplus sur les arrêts des constitutifs des questions préjudicielles proposées devant les tribunaux de répression, et sur les cas dans lesquels elles obli-

(2) V. sur la nullité résultant du défaut de motifs, Cass. 15 vend. an 5; 6 brum. et 17 niv. an 7; 28 mess. an 8 (aff. Boulé.)

(3) V. conf., Cass. 15 vend. an 5; 4 brum. an 7; 6 brum. an 9, et les notes.

du jugement au condamné, s'applique au cas où le condamné non présent a la prononciation du jugement, s'y est fait représenter par un défenseur. — Le jugement prononcé au défenseur est réputé prononcé à la partie.

(Min. pub. — C. Hemmel)

Le sieur Hemmel s'était fait représenter par un défenseur, sur une citation qui lui fut donnée devant le tribunal correctionnel d'Autun. Il fut condamné; une contrainte fut décernée contre lui, et dans cette contrainte se trouvait énoncé et daté le jugement rendu contre lui. — Quatre ans s'étaient écoulés depuis la prononciation du jugement et la contrainte avait elle-même été signifiée depuis plus de deux ans, lorsque Hemmel interjeta appel devant le tribunal criminel de Saône-et-Loire, qui, par jugement du 12 fruct. an 8, admit l'appel, et déchargea Hemmel des condamnations contre lui prononcées.

Pourvoi en cassation par le ministère public.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 194 et 195 du Code des délits et des peines; — Attendu que la cause a été entendue contradictoirement entre le commissaire du gouvernement, ou nom défendeur forestier, et le défenseur de Hemmel, non désigné par ce dernier, et que Hemmel n'est pas recevable à opposer que le tribunal aurait dû refuser d'entendre son défenseur pendant son absence, et juger la cause par défaut; — Attendu que le jugement du tribunal correctionnel est énoncé et daté dans la contrainte décernée contre Hemmel; et qu'il lui a été signifié copie de cette contrainte; qu'ainsi Hemmel n'a pas ignoré l'existence de ce jugement (1); — Attendu que Hemmel n'a fait sa déclaration d'appel au greffe, et n'y a déposé sa requête qu'en therm. an 8, et que le jugement avait été rendu en fruct. an 4, et que la contrainte dans laquelle il est énoncé et daté, a été signifiée à Hemmel en floréal an 6, et qu'ainsi le tribunal criminel devait le déclarer déchu de son appel; — Casse, etc.

Du 8 brum. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Oudart.

PEINE. — CONTRAVENTION. — DISPENSE.

Lorsque l'existence d'une contravention est constatée par des procès-verbaux réguliers et reconnus par le tribunal de police lui-même, les juges ne peuvent se contenter de condamner le prévenu aux frais et le dispenser de l'amende. (C. 3 brum. an 4, art. 606.) (2)

(Min. pub. — C. Cruchey et autres.)

Du 8 brum. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Dubois subst.

DISCERNEMENT. — JURY (QUESTIONS AU). — ACCUSÉ. — ÂGE.

Lorsque l'accusé est âgé de moins de seize ans,

(1) Il résulterait de ce considérant, que la mention d'un jugement par défaut dans une contrainte signifiée, équivaudrait à la signification du jugement lui-même. Mais nous ne croyons pas devoir poser ce point comme formellement résolu, attendu que la règle nous paraît erronée, et qu'il ne s'agit ici que d'un motif additionnel du jugement.

(2) *V. conf. Cass. 8 vend., 9 frim. et 22 pluv. an 7.*

(3) *V. en ce sens, 9 mess. an 8 (aff. Morcan), et la note.* — Il en serait de même sous le Code d'inst. crim. (art. 340).

(1) Sur un nouveau pourvoi formé dans la même affaire, un jugement conforme a été rendu en sections réunies le 23 germ. an 9. — *V. aussi dans le sens de la solution ci-dessus, 27 vend. an 3 et la note.*

la question de savoir si l'accusé a agi avec discernement doit être posée au jury, à peine de nullité. (C. pén. 25 sept.-6 oct. 1791, 1^{re} part., tit. 5, art. 2 et 3; — C. inst. crim., art. 340, enal.) (3)

(Rosselin — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 1^{er}, tit. 5, 1^{re} part. du Code pénal; — Considérant qu'il est justifié par acte authentique, que Claude-Edme Rosselin, né le 11 nov. 1784, n'a eu seize ans accomplis que le 25 du présent mois de brum.; que, par conséquent, il n'était que dans sa seizième année écuménique lorsqu'il a commis les délits dont il a été déclaré convaincu, desquels procès-verbal a été dressé le 21 mess. dernier; — Considérant que cependant le tribunal criminel du département de la Seine, n'a pas proposé au jury de jugement la question de savoir si Rosselin avait agi avec discernement; — Considérant que du défaut de position de cette question il est résulté une fausse application de peine contre ledit Rosselin, puisque de quelque manière que les jurés y eussent répondu, il eût profité du bénéfice, soit de l'art. 2, soit de l'art. 3, tit. 5, 1^{re} part. du Code pénal, dont le premier veut qu'on acquitte le coupable, âgé de moins de seize ans accomplis, qui a agi sans discernement, sauf des peines correctionnelles, laissées à l'arbitrage des juges, et dont le second indique des commutations de peines; — Casse, etc.

Du 8 brum. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Viellart. — Concl., le cit. Dubois, subst.

DOUANES. — GRAINS. — PASSAVANT.

L'art. 4 de la loi du 19 vend. an 6, qui porte de la dispense de la formalité du passavant les grains et farines circulant dans les deux lieues limitrophes de la frontière, ne doit recevoir son application qu'au cas où la sortie de ces denrées n'est pas prohibée; — En conséquence, et tant que cette prohibition existe, des grains trouvés dans les cinq kilomètres de la frontière sont valablement saisis, encore qu'ils ne fussent pas dirigés vers la frontière. (LL. 26 vend. an 5, art. 2 et 19 vend. an 6, art. 4.) (4)

(Donades — C. Syrens.)

Du 9 brum. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Cochar. — Concl., le cit. Dubois, subst.

JURY (QUEST. AU). — COMPLIÉTÉ. — RECÉLÉ.

Lorsque les jurés ont déclaré un individu convaincu d'avoir commis un vol, mais sans compliété, ils ne sont pas dispensés de répondre à la question de savoir si un autre accusé s'est rendu coupable d'avoir recélé les objets volés, le recélé constituant une compliété distincte de celle qui résulte de la coopération au vol. (C. 3 brum. an 4, art. 37a.) (5)

En conséquence, l'ordonnance d'acquiescement

(5) Pour se convaincre de la vérité de cette proposition, il suffit d'examiner le système de la loi sur la position des questions. La première tend à savoir si le fait qui forme l'objet de l'accusation est constant; la seconde, si l'accusé est convaincu de l'avoir commis. Puis viennent les questions sur la moralité du fait, parmi lesquelles il faut ranger la circonstance de compliété. Il est donc évident que, lorsqu'après les questions sur le vol qui est le fait principal, on demande s'il s'est commis de compliété, on n'entend parler que de cette compliété qui est regardée comme une circonstance aggravante du vol lui-même, et non pas du recélé qui ne change rien à la moralité du fait principal, et qui peut même n'avoir existé que postérieurement à la condamnation de

Intervenu sur une déclaration du jury qui n'aurait pas porté sur les questions de recélé posées à l'égard du complice doit être annulée. (C. 3 brum. an 4, art. 424;—C. inst. crim., art. 358, anal.)

(Intérêt de la loi.—Aff. Nicolas.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 376 et 414 du Code des délits et des peines; — Attendu que les jurés, après avoir répondu négativement sur la question de savoir si le vol avait été commis de complicité, question qui ne pouvait s'appliquer qu'au fait et à l'action même du vol, se sont mal à propos crus dispensés de répondre aux autres questions relatives aux faits de réception gratuite, recélé ou achat des effets volés, quoique ces faits fussent consignés dans l'acte d'accusation et dans celui de position des questions, et qu'ils constituaient une complicité séparée et indépendante de l'action de la coopération au vol; que le président du tribunal criminel du département de la Charente, en partageant l'erreur des jurés, a prononcé le jugement et la mise en liberté de Jean Nicolas, qui était accusé de complicité pour avoir acheté et recélé les effets volés, quoique le jury ne l'eût point déclaré aussi non convaincu sur les faits; que les jurés, le tribunal et le président sont contrevenus à la loi, les jurés, en ne prononçant pas sur un délit compris dans l'acte d'accusation et dans celui de position des questions, le tribunal, en n'annulant pas la déclaration des jurés en cette partie et en ne leur ordonnant pas d'en faire une nouvelle, et le président, en faisant une fautive application de l'art. 424 du Code, qui ne l'autorise à prononcer l'acquiescement et la mise en liberté de l'accusé, que lorsqu'il a été déclaré non convaincu par la déclaration du jury; — Par ces motifs, et sans préjudicier au droit acquis à Jean Nicolas par l'ordonnance du président du tribunal criminel du département de la Charente, du 16 fruct. dernier, laquelle, à son égard, a acquis la force de chose jugée, faute par le commissaire sur les lieux de s'être pourvu dans le délai de la loi; — Casse, etc.

Du 9 brum. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Chasle.—Concl., le cit. Dubois, subst.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE.—JUGEMENT.

—ÉNONCIATIONS.

Est nul le jugement de simple police portant qu'il a été rendu par le juge de paix, officier de police judiciaire, de l'avis de ses assesseurs, au lieu d'énoncer qu'il a été rendu par le tribunal de police. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (1)

(Intérêt de la loi.—Aff. Diot.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 162 du Code des délits et des peines; — Casse pour contravention audit art. 162, le jugement rendu, le 21 therm. an 8, par le tribunal de police du canton de Saint-Germain-du-Plain; — Casse, par suite, les jugements du même tribunal, des 1^{er} et 11 fruct. suivants, pour l'intérêt de la loi seulement, et sans qu'il puisse rien résulter de la cassation en faveur

de la veuve Diot, tous lesdits jugements rendus, est-il dit, par le juge de paix, officier de police judiciaire, de l'avis de ses assesseurs, au lieu d'être articulés jugements du tribunal de police, en rapportant les noms du juge de paix et des assesseurs, les jugements des tribunaux de police appelés tribunaux de simple police, ou de police municipale, n'ayant rien de commun avec la police judiciaire, qui a pour objet la poursuite des crimes et est exercée par le juge de paix, sans assistance de ses assesseurs.

Du 9 brum. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Seignette.—Concl., le cit. Dubois, subst.

LETTRE DE CHANGE. — ASSOCIÉ. — COMPENSATION.

L'associé qui a accepté une lettre de change tirée sur lui par son co-associé pour affaires sociales, et échue après la dissolution de la société, n'est pas obligé envers son co-associé d'en acquitter le montant avant qu'il soit établi quel est celui des deux qui demeurera créancier de l'autre (2).

(Marana—C. Fabre.)

La maison Marana de Gènes avait tiré sur la maison Fabre de Marseille, avec laquelle elle était associée, une lettre de change de 7,417 fr. qui fut acceptée.—Peu de temps après, la société fut dissoute. La lettre de change étant arrivée à son échéance fut présentée par le tiers-porteur à la maison Fabre qui en refusa le paiement, sur le motif qu'il devait être préalablement procédé à la liquidation de la société, pour savoir quelle était celle des deux maisons qui était débitrice l'une de l'autre.

Sur ce, protégé de la lettre de change, et recours du tiers porteur sur la maison Marana, qui eut à son tour la maison Fabre devant le tribunal de commerce de Marseille, en paiement de la lettre de change par elle acceptée.

Jugement qui condamne la maison Fabre à payer. Appel devant le tribunal civil des Bouches-du-Rhône, qui déboute, quant à présent, la maison Marana de sa demande, et renvoie les parties devant les arbitres, pour arrêter le compte de la société.

Pourvoi en cassation de la part de la maison Marana, pour contravention à l'art. 11, tit. 5 de l'ordonn. de 1673, portant qu'après le protêt celui qui aura accepté la lettre pourra être poursuivi à la requête de celui qui en sera le porteur.

Le cit. Merlin portant la parole dans cette affaire, a conclu au rejet du pourvoi (V. *Quest. de droit*, v^o Lettre de change, § 6.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il est reconnu par le jugement attaqué qu'il a existé une société entre les maisons Marana et Fabre, et que la lettre de change dont il s'agit est un effet de cette même société, effet qui, par conséquent, est la propriété commune des deux maisons; qu'il suit de là que les Marana ne peuvent demander à leur profit le paiement de cette lettre de change qu'en constatant qu'ils sont

l'accusé et à l'expiration de sa peine. D'ailleurs, il faut le reconnaître, le recélé ne constitue pas, à proprement parler, une complicité, et si la loi dit que le recéleur est réputé complice, c'est seulement une assimilation qu'elle fait pour déterminer la peine. (L. 25 sept.-6 oct. 1791, 2^e part., tit. 3, art. 3.)—(Le Code pénal, art. 59 et suiv., s'exprime à cet égard de la manière la plus nette en posant d'abord le principe que les complices sont punis de la même peine que l'auteur principal, et en faisant ensuite une série d'assimilations... C'est ainsi que l'art. 62 porte : Ceux qui auront sciemment recélé... seront

punis comme complices. Ainsi, un recéleur peut très bien être condamné comme complice d'un crime qui, à l'égard du principal accusé, a été déclaré commis sans complicité.

(1) V. en ce sens, 6 brum. an 7.

(2) Il en serait tout autrement à l'égard du tiers porteur; mais entre associés, la lettre de change tirée par l'un sur l'autre, et même acceptée par ce dernier, ne peut avoir rien d'obligatoire, puisqu'elle n'est que la société subsiste ou n'a pas été liquidée, les intérêts restent communs.

créanciers des Fabre, ce qui ne peut résulter que de la liquidation des affaires sociales; que le jugement attaqué, en ordonnant cette liquidation et en ajournant jusqu'à ce qu'elle soit opérée la demande des Marana, s'est conformé aux principes qui règlent le rapport des associés entre eux et au traité de société qui existait entre les parties; — Rejette, etc.

Du 11 brum. an 9. — Sect. req. — Rapp., le cit. Zangiacomi. — Concl., le cit. Merlin, subst.

CASSATION. — QUALIFICATION. — DERNIER RESSORT.

Un jugement déclaré rendu en premier ressort, dans une matière où les tribunaux doivent juger en dernier ressort (par exemple en matière d'enregistrement), ne peut être attaqué par la voie de la cassation. (L. 7 sept. 1790, art. 2.) (1)

(L'Enregistrement — C. Desrozières.)

La régie de l'enregistrement poursuivait contre le cit. Desrozières le paiement du triple droit, pour n'avoir pas fait enregistrer, dans le délai de trois mois, ainsi que le veut l'art. 30 de la loi du 9 vend. an 6, l'acte sous seing privé par lequel il avait acquis le domaine de la Feuillade.

Par jugement qualifié en premier ressort du tribunal civil du département du Rhône, en date du 17 vent. an 8, la régie fut déboutée de sa demande.

Elle se pourvut en cassation, et prétendit que le jugement attaqué devait être déclaré nul pour n'avoir pas été rendu en dernier ressort aux termes de l'art. 2 de la loi du 11 sept. 1790, qui porte que les tribunaux de première instance doivent juger en dernier ressort toutes les contestations relatives à des impositions indirectes.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le jugement attaqué est taxativement déclaré rendu en premier ressort, et que le tribunal de cassation ne peut connaître que des jugements en dernier ressort; — Déclare la régie non recevable dans sa demande en cassation.

Du 11 brum. an 9. — Sect. req. — Rapp., le cit. Lachèze. — Concl., le cit. Merlin, subst.

INSCRIPTION DE RENTE. — TRANSFERT. — FORMALITÉS.

Le créancier qui a été tenu, en vertu de la loi du 21 août 1793, d'accepter de son débiteur, en paiement de sa créance, le transfert d'une rente inscrite sur le grand-livre au profit de ce dernier, n'a pas qualité pour critiquer les irrégularités de ce transfert : l'observation des formes, dans ce cas, n'intéresse que le liquidateur sous le rapport de sa responsabilité personnelle. (L. 21 août 1793, art. 66 et 162.) (2)

(Lucas — C. Lecordier.)

Lecordier était commissaire aux saisies réelles,

et receveur des consignations. — Son office ayant été supprimé, il fut inscrit sur le grand livre pour une rente viagère de 845 liv., au cap. de 16,900 liv. — Débiteur de Lucas, il voulut profiter du bénéfice accordé par l'art. 66 de la loi du 21 août 1793, qui permettait aux créanciers directs de la nation de rembourser, au moyen d'un transfert, leurs créanciers personnels ayant hypothèque spéciale ou privilégiée sur l'objet liquidé. — Cette inscription fut en conséquence portée sous le nom de Lucas.

Celui-ci refusa d'accepter le transfert. — La contestation ayant été portée devant les juges de première instance, et sur appel devant le tribunal d'appel de la Seine-Inférieure, ce dernier tribunal rendit un jugement en date du 5 flor. an 8, par lequel il condamna Lucas à recevoir en paiement de sa créance l'inscription sur le grand-livre qui lui était offerte par Lecordier.

Pourvoi en cassation de la part de Lucas, pour contravention aux art. 162 et 165 de la loi du 24 août 1793, qui prescrivent les formalités à remplir pour opérer les transferts d'inscription sur le grand-livre, et l'art. 169 de la même loi, d'après lequel le jugement seul transfère la propriété de l'inscription, tandis que dans l'espèce le tribunal civil de la Seine-Inférieure n'avait fait que déclarer l'existence du transfert.

Le commissaire du gouvernement a dit : qu'il n'appartenait pas à un créancier d'examiner de quelle manière le transfert s'était opéré, puisque la volonté seule du débiteur, légalement constatée, suffisait pour le faire, et que la loi autorisant le débiteur à se libérer au moyen du transfert, le jugement attaqué avait fait une juste application de cette loi, en condamnant le créancier à recevoir ce transfert, et en prononçant par suite la libération du débiteur. — Conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les formalités voulues par les art. 162 et 165 de la loi du 24 août 1793, portant création du grand-livre de la dette publique, ne sont établies que pour régler la manière dont les transferts et imutations d'inscription de créances sur l'État, doivent être justifiées au liquidateur général de la trésorerie, pour le mettre en état de délivrer le certificat d'après lequel le payeur principal doit opérer; d'où il suit que dès l'instant que la nouvelle inscription est faite au profit de celui en faveur duquel la mutation a lieu, celui-ci devient sans intérêt relativement aux formalités préalables, lesquelles n'intéressent que le liquidateur sous le rapport de sa responsabilité personnelle; — Attendu, en fait, que la trésorerie ayant reçu le transfert de l'inscription du sieur Lecordier, il y a lieu de croire que la déclaration dont parle l'art. 162 ci-dessus cité, avait été faite, et qu'il en avait été justifié au liquidateur; — Attendu que dès l'instant néanmoins que le sieur Lucas refusait d'accepter la nouvelle inscription, du 3 frim. an 6, il fallait bien recourir aux tri-

(1) C'était donc, suivant cette décision, par la voie d'appel que le jugement pouvait être attaqué; mais le contraire avait été décidé par un jugement du 2 niv. an 7, et c'est à cette jurisprudence que la tribune de Cassation est revenue plus tard par jugement du 6 vend. an 11. *V. Merlin, Quest. de dr., v. Jugement, § 13.* — Notons toutefois ici, que la règle consacrée par le jugement du 2 niv. an 7 n'était vraie que pour les matières, telles que celles d'enregistrement, dans lesquelles les tribunaux civils avaient reçu positivement de la loi le pouvoir de juger en premier et dernier ressort, c'est-à-dire attribution spéciale de juridiction souveraine et sans appel; tandis qu'une règle contraire était admise

lorsqu'il s'agissait de matières ordinaires, sur lesquelles les tribunaux civils étaient, selon l'importance du litige, juges en premier ou en dernier ressort; dans ce cas, la jurisprudence après quelques fluctuations, paraissait fixée dans ce sens, que la qualification erronée de premier ou dernier ressort, déterminait la nature du recours par voie d'appel ou de cassation. *V. Merlin, ubi sup.* et les jugements indiqués sous celui du 7 niv. an 4. — On voit du reste que l'art. 453, Cod. proc., a mis fin à toute controverse sur ce point.

(2) *V. conf., Merlin, Quest., v. Inscription sur le grand-livre, § 2.*

bunaux pour le forcer à cette acceptation; et qu'en le condamnant à accepter cette nouvelle inscription, le jugement du tribunal civil du département de l'Eure, du 11 therm. an 7, et ceux du tribunal civil du département de Seine-Inférieure, des 7 niv. et 5 flor. an 8, n'ont fait que se conformer aux dispositions de l'art. 66 de ladite loi d'août 1793, qui permet aux créanciers directs de la nation de rembourser, au moyen d'un transfert, ceux qui, comme le sieur Lucas à l'égard du sieur Lecordier, sont leurs créanciers personnels, ayant hypothèque spéciale ou privilégiée sur l'objet liquidé; — Rejette, etc.

Du 12 brum. an 9. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Bailly. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst.

ENREGISTREMENT. — MUTATION. — EFFET RÉTROACTIF.

L'art. 33 de la loi du 9 vend. an 6, auxvants lequel la mutation d'un immeuble est suffisamment établie à l'égard du nouveau possesseur, par tout acte constatant sa propriété ou jouissance, ne s'applique pas aux mutations antérieures à cette loi (1).

(Enregistrement.—C. Arnaud.)

Le 1^{er} déc. 1793, les enfants Arnaut firent entre eux le partage des biens dont ils étaient propriétaires par indivis.

Parmi ces biens se trouvait le domaine appelé Tartisane, dont la dame veuve Arnaut, alors vivante, était encore propriétaire en 1791. — Rien ne justifiait comment ce domaine était devenu la propriété des enfants. — La régie de l'enregistrement présuma que cette transmission avait eu lieu par l'effet d'un acte sous seing privé qui, n'ayant point été présenté à l'enregistrement dans les six mois de sa date, était passible du double droit, en vertu de l'art. 11 de la loi du 18 déc. 1790. — En conséquence, une contrainte fut décernée contre les enfants Arnaut.

Le tribunal civil de la Vienne, saisi de la contestation, prononça la nullité de cette contrainte, sur le motif que la régie ne justifiait pas de l'acte d'après lequel elle réclamait le paiement du double droit.

Pourvoi en cassation de la part de la régie, pour contravention à l'art. 33 de la loi du 9 vend. an 6, qui, pour la perception des droits, regarde la mutation comme suffisamment établie, soit par le paiement des contributions, soit par des baux consentis, ou autres actes qui constateraient la propriété ou jouissance du nouveau possesseur.

Les enfants Arnaut ont répondu que cette loi ne pouvait être appliquée à une mutation qui n'avait point eu lieu sous son empire; que celle du 19 déc. 1790 était seule applicable; que, d'après cette loi, les actes sous seing privé contenant mutation d'immeubles et non enregistrés dans les six mois de leur date, étaient à la vérité passibles du double droit lorsqu'ils avaient été produits en justice après ce délai; mais que dans l'espèce, aucun acte constatant mutation n'avait été produit, d'où il suit que la peine du double droit n'avait point été encourue.

(1) *F. conf.*, Cass., 29 avril 1807; 11 avril 1811.

— *F. aussi* Merlin, *Rep.*, v^o *Enregist.*, § 23, n^o 2, et *Quest. de droit*, v^o *Mutation*, où sont rapportées les conclusions mêmes de Merlin dans cette affaire.

— *F. aussi* sur la question générale de savoir quelle loi doit être appliquée pour déterminer le droit à percevoir, Champoussier et Eguad, *Traité des droits d'enregistrement*, t. 1^{er}, n^o 45.

(2) La question avait été jugée en sens contraire

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que toute demande en paiement de droit doit être fondée sur une disposition précise et textuelle de la loi; — Attendu que les lois en vigueur à l'époque du 1^{er} déc. 1792, date du partage dont la métairie de Tartisane a fait partie, en assujettissant au paiement du double droit les actes sous seing privé, contenant mutation d'immeubles réels et non enregistrés dans les six mois de leur date, lorsque, passé ce délai, ils seraient produits en justice, ou énoncés dans un acte authentique, n'ont pas prévu le cas où lesdits actes ne seraient ni représentés dans les six mois, ni produits en justice, ni énoncés dans un acte authentique après ce délai; — Attendu que la loi du 9 vend. an 6, est la première qui, réparant cette omission, ait disposé, art. 33, que la mutation d'un immeuble en propriété ou usufruit, sera suffisamment établie, relativement à la demande des droits, soit par des paiements faits d'après les rôles de la contribution foncière, soit par des baux passés par le nouveau possesseur, soit enfin par des transactions ou autres actes qui constateraient sa propriété ou jouissance; — Attendu enfin, que ce serait donner à cette loi un effet rétroactif, que d'en faire l'application à une mutation antérieure au 1^{er} déc. 1792; — Rejette, etc.

Du 12 brum. an 9. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Poriquet. — *Concl.*, le cit. Merlin. — *Pl.*, le cit. Huart-Duparc.

SUCCESSION. — REFENTE.

La refente n'était pas admise sous la loi du 17 niv. an 2; en conséquence, après la fente ou division entre les lignes paternelles et maternelles, il n'y avait point lieu à une refente ou subdivision entre les branches paternelle et maternelle de chacune de ces lignes; et, par exemple, le descendant du trisaïeul du défunt était exclu par le descendant d'un bis-aïeul dans la même ligne. (L. 17 niv. an 2, art. 77 et suiv.) (2)

(Bourla.—C. François.)

Nous avons rapporté, à sa date, le jugement du 28 mess. an 7 qui, sur le pourvoi de Jean-Baptiste François contre un jugement du tribunal de la Lys, avait, en cassant ce jugement, décidé que la refente devait avoir lieu entre les différentes branches d'une même ligne. Ce jugement avait statué par défaut contre Catherine Chauvet, femme Bourla, au profit de qui avait été rendu le jugement attaqué. — Elle forma opposition au jugement de cassation, et, la question ayant été examinée de nouveau, fut résolue dans un sens entièrement contraire à la première solution.

JUGEMENT (après délib. en chamb. du cons.).

LE TRIBUNAL. — Attendu que la transmission des biens par succession, quoique subordonnée aux lois positives, a toujours eu pour règle fondamentale la présomption naturelle de l'affection du défunt en faveur de ses parents les plus proches, et que la loi du 17 niv. elle-même a pris en considération cette présomption naturelle dans ses dispositions sur les différentes espèces de successions; — Attendu que la représentation n'est qu'une exception à cette règle fondamentale et

les 18 germ. et 28 mess. an 7. L'arrêt que nous rapportons ici a été rendu après une délibération du corps législatif qui proscrivait le système de la refente. Depuis, une foule d'arrêts ont résolu la question dans le même sens: *F. Cass.* 1^{er} et 11 niv. an 9; 13 flor. an 10; 4 vent. an 11; 18 mess. an 12. — *F. aussi* Merlin, *Questions*, v^o *Succession*, § 8, et Toullier, t. 4, n^{os} 194, 223 et 224.

une fiction de la loi par laquelle le représentant remonte au degré de celui qu'il représente, pour succéder en son lieu et place, de la même manière qu'il ferait s'il était vivant, et eu égard à la proximité, ou, en cas de concurrence, à l'égalité du son degré avec le défunt; que la seule différence qui existe entre la représentation simple et la représentation à l'infini, consiste en ce que la représentation simple s'arrête en remontant à un degré déterminé, tel que celui de frère du défunt, et en descendant au premier degré des descendants; au lieu qu'en vertu de la représentation à l'infini, tous les descendants d'un même auteur indéfiniment peuvent remonter indéfiniment jusqu'à cet auteur, soit oncle, grand-oncle, etc., lorsque celui qu'ils représentent pourrait lui-même succéder par la proximité ou l'égalité de son degré, s'il vivait; — Que la fente, ou division de la succession collatérale en deux lignes, n'est elle-même qu'une exception à la règle fondamentale de cette matière, exception qui, loin d'être un effet et une conséquence nécessaire de la représentation à l'infini, exclut, au contraire, toute idée de représentation, par le mur de séparation qu'elle élève entre les lignes; que la fente, qui serait une nouvelle exception, est encore moins une conséquence nécessaire de la fente et de la représentation à l'infini, mais une exception qui ne peut, ainsi que la fente, avoir lieu que comme un droit positif établi par une disposition expresse;

Qu'il résulte de ces principes que, pour admettre la fente d'après la loi du 17 niv., il faudrait trouver dans cette loi une disposition expresse qui l'eût autorisée entre les branches de la même ligne, comme elle a autorisé expressément la fente entre les deux lignes paternelle et maternelle, ou qu'il faudrait au moins y trouver des dispositions expresses qui donnassent à la représentation à l'infini un caractère et un effet différents de ceux qui résultent de sa nature et de son objet; que, quand il s'agit de fixer le sens d'une loi, il n'est plus permis aux magistrats de lui supposer un tel esprit ou une telle intention; que la volonté et l'intention de la loi ne peuvent résulter que de ses expressions et de ses dispositions littérales; qu'aucune disposition de la loi du 17 niv. ne présente les conséquences que le demandeur en a voulu faire résulter et qu'il faudrait y trouver écrites; que tous les articles de cette loi, au contraire, résistent à ces conséquences ou lieu de les autoriser;

Que l'art. 77, qui établit la représentation à l'infini, en détermine à l'instant même l'effet, en posant pour règle générale que « ceux qui descendent des ascendants les plus proches du défunt » excluent ceux qui descendent des ascendants « plus éloignés de la même ligne; » que le mot *ligne*, appliqué à la succession collatérale, ne désigne que la manière dont le collatéral est lié au défunt, et tout collatéral n'étant jamais lié à un défunt que de deux manières, ou par le père, ou par le mère de ce défunt, il s'en suit que le sens propre du mot *ligne*, en cette matière, est d'indiquer uniquement le lien paternel ou celui maternel; et que c'est forcer le sens naturel du terme, de vouloir comprendre, dans cette expression prise au singulier, non seulement les lignes paternelle et maternelle, mais encore les branches de chacune de ces lignes, branches qui ne sont que des ramifications ou divisions du lien paternel ou maternel, auxquelles on est obligé de donner les dénominations arbitraires de lignes *secondaires*, par opposition à la dénomination de lignes *principales* que l'on donne aux deux premières; que si le mot *ligne* pouvait en lui-même présenter quelque équivoque, ce serait dans la loi qui l'emploie qu'il faudrait chercher le sens dans lequel elle l'a employé, puisqu'il ne peut y avoir de meilleur dictionnaire de la loi que la loi elle-même; que l'art. 99 suffi-

sait à cet égard pour lever tous les doutes; que cet article, qui n'est que le complément de tout le système de la représentation admise par la loi et qui n'a pour objet que d'indiquer l'effet de la distinction des lignes qu'elle a établies dans l'art. 77, fixe évidemment le sens de ces mots, de la même ligne, lorsque la loi se contente d'appliquer cet effet de la distinction à la ligne paternelle et à la ligne maternelle en ces termes : « A défaut des « parents de l'une des lignes paternelle ou maternelle, les parents de l'autre ligne succéderont « pour le tout, » puisque si les législateurs avaient eu, dans l'art. 77, l'intention de diviser non seulement ces deux lignes, mais encore de diviser les branches de chacune de ces lignes, et de regarder ces branches comme autant de nouvelles lignes, ils auraient dû ajouter, et ils n'auraient pas manqué d'ajouter : « Il en est de même à défaut des « parents, des aïeux et aïeules, des bis-aïeux et bis-aïeules, à l'égard dequels les parents de l'une « ne peuvent succéder qu'à défaut des parents de « l'autre; » — Que, loin que les articles intermédiaires qui se trouvent entre les art. 77 et 99 puissent contredire la conséquence qui résulte de ces deux articles rapprochés, il suffit de les suivre avec quelque attention pour reconnaître qu'ils ne peuvent que confirmer cette conséquence; — Qu'en effet, tous ces articles intermédiaires ne sont que le développement de la règle générale, posée dans l'art. 77, dont la loi fait l'application à divers exemples dans lesquels elle ne fait que tirer la conséquence de l'exclusion ou de la vocation qui résultent de la loi; — Que s'il s'agit, dans les art. 78, 79, 80 et 81, de faire l'application de l'exclusion à la règle de la distinction des lignes, la loi ne considère que la ligne du père et celle de la mère, et dans chaque ligne exclut toujours les descendants de l'ascendant le plus éloigné par les descendants de l'ascendant le plus proche. « Les descendants du père, dit la loi, art. 78, excluent « tous les descendants des aïeux et aïeules paternels. « A défaut de descendants du père, les descendants « des aïeux et aïeules paternels excluent tous les « autres descendants des bis-aïeux et bis-aïeules de la « même ligne (art. 79). » Les art. 78 et 80 répètent la même chose pour les descendants de la mère, qui excluent ceux des aïeux et aïeules maternels, et pour les autres descendants des bis-aïeux et bis-aïeules de la même ligne, lesquels sont de même exclus par les descendants des aïeux et aïeules maternels. L'art. 81 ne fait qu'étendre la même règle à tous les degrés supérieurs; — Que s'il s'agit, dans les art. 83, 84, 85 et 86, d'expliquer la vocation et le mode de partage, la loi n'établit encore la division par moitié qu'entre les descendants du père ou de la mère, entre les descendants de l'aïeux et aïeules paternels ou maternels, pour attribuer aux uns la portion paternelle, et aux autres la portion maternelle, expressions qui ne désignent toujours que les deux lignes paternelle et maternelle et qui ne partagent jamais la portion paternelle ou maternelle qu'entre des branches en égal degré; — Que c'est par suite de cette exclusion toujours restreinte aux degrés indiqués, et de cette vocation commune restreinte aux branches égales, que l'art. 82 ne partage la succession qu'en autant de parties qu'il y a de branches appelées à la recueillir; que l'art. 89 ne partage en parties égales que dans la subdivision de chaque branche entre les enfants d'un même chef; que ces deux articles forment une nouvelle preuve que la loi n'a pas compris les branches sous le mot *ligne*, puisqu'il est impossible de supposer que la même loi ait employé ces deux mots différens *ligne* et *branche* pour signifier la même chose, puisqu'il est évident que le loi n'emploie ici le mot *branche* que dans sa signification propre; — Que l'équivoque qui a été élevée sur la se-

conde partie de l'art. 86 ne peut jamais contrebalancer les décisions positives qui résultent non seulement des art. 77 et 90 réunis, mais encore des autres articles qui précèdent le 86; que tout le monde convient qu'il y a déjà un premier vice de rédaction dans cet article, où il faut suppléer dans la première partie, après ces mots « n'a pas laissé, » ceux-ci « d'héritiers descendants d'aïeul ou d'aïeule, et qu'on ne peut jamais prendre dans cet article le mot ou dans le sens disjonctif, quand on considère qu'il a pour corrélatif l'art. 79, qui exclut collectivement les descendants des bis-aïeul et bis-aïeule par les descendants des aïeul et aïeule; — Que ce qui arêta de repousser l'opinion favorable à la refente, est l'impossibilité où l'on se trouverait d'appliquer dans ce système l'une des dispositions de l'art. 76, ainsi conçu : « Ils (les collatéraux) succèdent même au préjudice de ses ascendants (des ascendants du défunt) lorsqu'ils descendent d'eux ou d'autres ascendants au même degré. » — Il a été clairement décidé par l'art. 61 de la loi du 22 vent. an 3, et par l'art. 11 de celle du 9 fructid. suivant, que ces mots qui terminent l'art. 76, « ou d'autres ascendants au même degré, » ne pouvaient s'appliquer au cas où l'ascendant dont ne descend pas le collatéral et que ce dernier veut exclure comme étant au même degré que celui dont il descend, appartenait à une ligne différente. — Cette décision des lois des 22 vent. et 9 fructid. an 3 est fondée sur ce principe, que la loi du 17 niv. avait établi une telle séparation entre la ligne paternelle et la ligne maternelle, que les parens de l'une de ces lignes ne pouvaient succéder aux parens de l'autre qu'à défaut de parens dans cette dernière, soit ascendants, soit collatéraux. — Si, conformément au système du demandeur, la loi avait établi entre les branches ou lignes secondaires de la même ligne paternelle ou maternelle la même séparation qu'elle a établie entre ces deux lignes principales, il suivrait de la décision portée par les lois des 22 vent. et 9 fructid. an 3, qu'au moyen de cette séparation, qui, d'après les vues supposées à la loi, devrait produire, dans l'un et dans l'autre cas, les mêmes conséquences et les mêmes effets, jamais les parens d'une branche ou ligne secondaire ne pourraient succéder à la portion attribuée à une autre branche ou ligne secondaire qu'à défaut absolu de parens dans celle-ci : car il est physiquement impossible dans cette hypothèse de trouver un cas où le collatéral qui exclut l'ascendant dont il descend, puisse exclure un autre ascendant dont il ne descend point, parce qu'on trouvera toujours, à chaque degré supérieur de l'ascendance, des branches ou lignes secondaires divergentes et aussi étrangères l'une à l'autre que le sont au premier degré les lignes paternelle et maternelle; et que, dès lors, la moitié déferée par la loi à la ligne paternelle devant se diviser entre la branche ou ligne secondaire de l'aïeul et celle de l'aïeule dans cette ligne paternelle, cette refente établira une telle séparation entre les deux branches ou lignes secondaires, que les parens de la branche ou ligne secondaire de l'aïeul ne pourront succéder à la portion exclusivement attribuée à la branche ou ligne secondaire de l'aïeule, qu'à défaut absolu de parens dans cette dernière branche ou ligne secondaire, puisque le même principe, d'après lequel les lois de vent. et fructid. an 3 ont rejeté l'application de ces mots qui termi-

nent l'art. 76, « ou autres ascendants au même degré, » dans le cas où l'ascendant et le collatéral ne sont pas de la même ligne, s'opposerait à l'application de ces mêmes mots dans le cas où l'ascendant et le collatéral ne seraient pas de la même branche ou ligne secondaire; d'où il suit, comme il est dit plus haut, que, dans le système de la refente, l'art. 76 ne pourrait jamais recevoir d'application, et qu'ainsi il faudrait rayer de cet art. 76 ces mots « ou autres ascendants au même degré, » ce qui est légalement impossible tant que la disposition qu'ils expriment n'est pas rapportée; — Qu'enfin, étant obligé d'opter entre l'une ou l'autre des deux interprétations que l'on prétend donner aux art. 77 et suivans de la loi du 17 niv., il serait contraire aux principes d'admettre celle de ces deux interprétations qui est inconciliable avec l'art. 76 de la même loi, et de rejeter l'interprétation avec laquelle cet art. 76 se concilie parfaitement; — Rejette, etc.

Du 13 brum. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Tronchet, — Rapp., le cit. Bazire, — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Plaid., les cit. Saladin et Guichard.

EFFET RÉTROACTIF. — CHOSE JUGÉE. — LOI INTERPRÉTATIVE.

Un jugement passé en force de chose jugée ne peut être attaqué à raison de ce qu'il se trouverait contraire à l'interprétation législative ultérieurement donnée à la loi sur laquelle il repose (1).

(Morel — C. Grandel.)

Dans le courant de l'an 3, Grandel vend au cit. Morel des biens qu'il avait acquis de la nation.

Arrive la loi du 19 flor. an 6, qui accorde la faculté de demander la rescision des ventes consenties en papier-monnaie, pour cause de lésion d'outre-moitié.

Grandel demande la rescision de la vente qu'il avait consentie en l'an 3, ou le supplément du juste prix.

Jugement arbitral en dernier ressort, du 24 thermid. an 6, qui accueille les demandes de Grandel. — Morel acquiesce à ce jugement.

Après la loi du 2 prair. an 7, qui déclare que celle du 19 flor. an 6 n'était pas applicable aux ventes et reventes des domaines nationaux, Morel se pourvut devant le tribunal civil des Vosges, pour faire annuler la sentence arbitrale du 24 therm. de l'an 6. — Sa demande fut rejetée sur le motif que la loi du 2 prair. de l'an 7 n'avait pas anéanti les sentences arbitrales en dernier ressort, passées en force de chose jugée par l'acquiescement des parties, et que l'on ne pouvait suppléer au silence de la loi à cet égard, parce que, si le législateur eût voulu établir une pareille disposition, il l'aurait exprimée d'une manière formelle.

Sur l'appel, le tribunal civil du département du Haut-Rhin rendit, le 29 vent. an 8, un jugement confirmatif de celui de première instance.

POURVOI en cassation de la part de Morel, pour fautive application de la loi du 19 flor. an 6, et violation de celle du 2 prair. an 7.

Le cit. Merlin, commissaire du gouvernement, a fait observer que le jugement dénoncé n'avait pas décidé que la loi du 19 flor. an 6 fut applicable à la vente consentie par Grandel, mais seulement que le tribunal ne pouvait réformer une sentence arbitrale en dernier ressort acquiescée par les parties.

(1) F. C. civ., art. 2 et 1351. — F. dans le même sens, Cass. 18 mess. an 10, et *Questions de droit*, v° *Chose jugée*, § 8, le réquisitoire de M. Merlin dans cette affaire, qui fut jugée conformément à ses conclusions. — Il en serait différemment si le jugement, quoiqu'en dernier ressort, était encore susceptible

du recours en cassation : alors la loi interprétative devrait recevoir son application sur le pourvoi de la partie intéressée : F. Merlin, *Rép.*, v° *Divorce*, sect. 4, § 10, p. 776, et Malthier de Chassant, *Traité de l'interprétation des lois*, § 152, p. 266 et suiv.

L'effet des lois interprétatives ou déclaratives, a dit ce magistrat, est que les contestations non encore définitivement terminées, soient jugées dans le sens indiqué par la loi nouvelle; mais il n'en résulte pas que les jugemens en dernier ressort, qui ont acquis la force de la chose jugée, doivent être réformés, à moins qu'il n'y ait dans la loi une disposition expresse et positive.

La loi du 2 prair. an 7 n'annulant pas les jugemens en dernier ressort rendus entre les parties et acquiescés par elles, les tribunaux ne peuvent suppléer une pareille disposition, qui ne pourrait exister sans enlever des droits irrévocablement acquis, sans produire un effet rétroactif toujours funeste en matière de législation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'aucune loi ne peut avoir d'effet rétroactif, et que la décision arbitrale dont il s'agit ayant été rendue avant la promulgation de la loi du 2 prair. an 7, et ayant acquis la force de chose jugée, a dû recevoir toute son exécution; d'où il suit que le jugement attaqué ne présente aucune contravention aux lois citées par le demandeur; — Rejette, etc.

Du 13 brum. an 9. — Sect. des req. — *Rapp.*, le cit. Bataud. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst. — *Pl.*, le cit. Duclos.

PARTAGE. — CRÉANCIERS. — HYPOTHÈQUE.

En pays de coutume (à la différence des pays de droit écrit), le partage est déclaratif, et non translatif de propriété. — En conséquence, les hypothèques sur les biens indivis, conférées par les cohéritiers à leurs créanciers personnels, sont restreintes, après le partage, aux effets qui composent le lot de leur débiteur. (Edit de 1771, art. 6; Cout. de Paris, art. 318.) (1)

(Viard — C. Jancourt.)

Le citoyen Jancourt avait poursuivi en justice contre la dame Ducayla, sa sœur, la licitation des immeubles dépendant de la succession de la dame Jancourt, leur mère, le partage en nature s'étant trouvé impraticable. — Resté adjudicataire de ces biens à l'audience des criées, il paya à sa sœur 156,881 fr. qui lui revenaient sur le prix.

La licitation était ainsi entièrement consommée, lorsque le citoyen Viard demanda que les biens licités fussent déclarés affectés et hypothéqués au paiement d'une somme de 412,520 fr., montant des créances qu'il prétendait avoir exercées contre la dame Ducayla, comme débitrice d'une vevue Dumonslau.

Le tribunal civil de Seine-et-Marne le débouta de sa demande; et, sur l'appel, le tribunal civil de la Seine rendit un jugement confirmatif.

Le citoyen Viard s'est pourvu en cassation contre ce jugement: il a proposé à l'appui de son pourvoi deux moyens ayant entre eux un rapport intime.

(1) En droit romain, le partage était regardé comme une sorte d'échange entre les copropriétaires, quasi *certe lege permutationem fecerint* (L. 20, § 3, ff. *famil. ercisc.*). À l'un, dit Domst, donnant son droit en la chose qu'il laisse, pour celui de l'autre en la chose qu'il prend. — Sous un autre point de vue, le partage était encore envisagé comme une vente: *Divisionem prædiorum vicem emptiois obtinere placuit* (Cod. lib. 3, tit. 38, leg. 1.) Il en résultait que l'immeuble compris dans le lot d'un héritier pouvait, comme le dit Lebrun, être affecté de charges et d'hypothèques consenties par ses cohéritiers.

Les inconvénients et les dangers d'un pareil système s'étaient fait proscire en France, et l'on y admettait généralement la règle que le partage est déclaratif et

1^o Violation de l'art. 318 de la coutume de Paris, portant que le mort saisi le vif son plus prochain héritier. La dame Ducayla, disait le cit. Viard, avait été saisie, par le décès de sa mère, de sa moitié dans les biens licités; en vertu de cette saisine légale, elle était propriétaire; les hypothèques de ses créanciers personnels ont par conséquent atteint cette propriété, et les jugemens qui ont décidé que la dame Ducayla devait être réputée n'avoir jamais été propriétaire, et que l'hypothèque devait être réputée n'avoir jamais reposé sur la portion qui lui appartenait dans les biens licités, ont violé cette règle, le mort saisi le vif, qui fut le droit commun de la France.

2^o Violation de l'art. 6 de l'édit de 1771, portant que tous propriétaires d'immeubles réels ou fictifs, par acquisition, échange, licitation ou autres titres translatifs de propriété, qui voudraient purger les hypothèques dont les immeubles sont grevés, seront tenus de prendre à chaque mutation des lettres de ratification. — Suivant cet article, disait le cit. Viard, toute espèce de licitation sans distinction, est un acte translatif de propriété. — Or le cit. Jancourt est propriétaire par licitation; il ne pouvait donc purger les hypothèques dont la portion appartenant à sa sœur était grevée, que par des lettres de ratification. — Ainsi les tribunaux qui ont décidé qu'il n'avait pas eu besoin de prendre des lettres de ratification pour les purger, ont violé l'art. 6 de l'édit de 1771.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la licitation d'un immeuble indivis entre cohéritiers équivaut à partage; — Que celui des cohéritiers à qui, par l'effet de la licitation, l'immeuble est adjugé, est censé le tenir immédiatement du défunt; — Que conséquemment cet immeuble lui parvient affranchi des hypothèques personnelles aux autres cohéritiers; — Que, dès lors, les lettres de ratification dont l'obtention est prescrite par l'art. 6 de l'édit de 1771, auraient été sans objet de la part du cit. Jancourt, puisque l'immeuble qui lui était adjugé n'était point grevé des hypothèques personnelles à sa sœur; — Qu'en le prononçant ainsi, les juges de la Seine ne sont contrevenus à aucune loi; — Rejette, etc.

Du 14 brum. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Basire.

1^o BANQUEROUTE FRAUDULEUSE. — LIVRES.

— DÉPOUILLEMENT.

2^o JURV. — DÉPOSITIONS ÉCRITES.

1^o Un officier de police judiciaire qui, malgré les réquisitions d'un prévenu de banqueroute frauduleuse, refuse de procéder au dépouillement de ses livres, sous prétexte que c'est là une formalité de décharge qui est en dehors de sa compétence, contrevient aux prescriptions de la loi; mais quelque blâmable que soit ce refus, il ne saurait donner ou

non pas attributif ou translatif de propriété, d'où la conséquence que le lot de chaque héritier lui est dévolu franc et quitte de toutes charges consenties par ses cohéritiers. — *P.* Lebrun, *Successions*, tit. des partages, n^{os} 21, 32, 35 et 39; Pothier, *Successions*, eh. 4, art. 5; Croyot, *Traité sur les licitations*; Dumoulin, sur l'art. 33 de la *Cout. de Paris*, gloss. 1, n^o 70; — Duparc-Poulain, *Principes du droit*, t. 4, p. 194 et 195; Rousseau de Lacombe, *Partage*, n^o 7, et les auteurs qui l'éte, etc.

Le jugement que nous rapportons n'a donc fait que se conformer à une doctrine alors constante, doctrine qui a été de nouveau consacrée, en termes formels, par l'art. 883 du Code civil.

verlure à cassation, cette opération n'étant pas prescrite à peine de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 125, 126, 127 et 130.)

2° Sous le Code du 3 brum. an 4, la déclaration écrite d'un témoin ne pouvait, à peine de nullité, être remise sous les yeux des jurés. (Art. 236.) (1)

(Roux et Villefranche.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que les art. 125, 126, 127 et 130 du Code des délits et des peines, ne sont pas prescrits à peine de nullité;—Que, dès lors, malgré la réquisition faite par les prévenus au juge de paix, officier de police judiciaire de l'arrondissement de la Liberté, canton de Lyon, il n'en peut pas résulter un motif de cassation;—En imputant le motif sur lequel ledit officier de police judiciaire s'est fondé dans son ord. du 7 prair. an 7, dans laquelle il dit que l'opération du dépôt puisement des livres des prévenus ne peut être « envisagée que comme une formalité à décharge » qui ne regardait pas sa compétence, « était nullement d'instruction; » motif d'autant plus blâmable qu'il en existait d'infiniment plus plausibles, qui lui auraient évité tout l'odieux du premier, absolument contraire à l'esprit dudit art. 127 du Code;—Rejette le premier moyen de demande en cassation;

Et cependant, vu l'art. 238 du même Code;—Attendu que le procès-verbal rédigé par l'officier de police judiciaire, le 3 germ. an 7, qui ne faisait pas partie des procès-verbaux constatant le corps du délit, mais était seulement une suite de ces procès-verbaux, a été annexé à l'acte d'accusation; que, dès lors, il a nécessairement fait partie des pièces qui ont été lues et remises aux jurés; que cependant il contient des déclarations écrites de témoins qu'il est défendu au directeur du jury de lire et de remettre aux jurés, d'après l'art. 238 précité du Code des délits et des peines, à peine de nullité, d'après l'art. 239 du même Code; qu'ainsi il y a violation dudit art. 238;—Casse, etc.

Du 18 brum. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Dutocq.—Concl., le cit. Lefessier, commiss.

OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE.—ORDONNANCE.—APPEL.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le ministère public n'avait point le droit d'interjeter appel des ordonnances des officiers de police judiciaire ou directeurs du jury, et les tribunaux criminels ne pouvaient être régulièrement saisis que par une déclaration du jury d'accusation, commettaient un excès de pouvoir en statuant sur un pareil appel. (C. 3 brum. an 4, art. 301.) (2)

(Brochier et autres.—C. Min. pub.)—

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant, quant aux jugemens du tribunal criminel du département des Basses-Alpes, que le Code des délits et des peines n'autorise, ni les commissaires du gouvernement à interjeter appel d'ordonnances d'officiers de police judiciaire ou directeurs de jury, ni les tribunaux criminels à connaître de tels appels;—Considérant qu'aucun procès ne peut être porté à un tribunal criminel qu'à la suite d'une

déclaration du jury d'accusation, ce qui est exprimé en plusieurs articles et formellement prescrit par le 301^e;—Casse, etc.

Du 19 brum. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Viellart.—Concl., le cit. Dubois, subst.

1° TRIBUNAL CORRECTIONNEL.—JUGE.—PRÉSENCE.

2° JUGEMENT.—NULLITÉ.—APPEL.—CONFIRMATION.

1° Un jugement de police correctionnelle est nul s'il a été rendu par des juges autres que ceux qui ont assisté à l'interrogatoire du prévenu et aux dépositions des témoins. (C. 3 brum. an 4, art. 184.) (3)

2° Les juges d'appel, en confirmant un jugement frappé d'une nullité absolue, s'en approprient les vices, et leur décision doit être cassée.

(Bourgeois.—C. Gérault.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 184 du Code des délits et des peines;—Attendu que, dans l'espèce, les juges du tribunal de police correctionnelle d'Orléans, qui ont rendu le jugement du 23 messid., n'ont pas entendu de nouveaux témoins, quoiqu'ils l'eussent été à l'audience du 14 prair. précédent, tenue par d'autres juges, et qu'ils n'ont pas procédé à l'interrogatoire dudit demandeur, en quoi ils ont formellement contrevenu aux dispositions de l'art. 184, précité;—Casse et annule ledit jugement du 23 messid. an 8, comme contraire audit article;

Casse et annule pareillement le jugement rendu par le tribunal criminel du département du Loiret, le 14 fructid. suivant, parce qu'en confirmant celui du tribunal de police correctionnelle, du 23 messid. précédent, il s'est rendu propre la contravention commise par ce dernier tribunal, etc.

Du 10 brum. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Cochard.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

1° BAIL.—RÉSILIATION.—RÉQUISITIONNAIRES.

2° JUGEMENT.—QUALITÉS.—PROFESSION.

1° La loi du 1^{er} complémentaire an 7, qui, au cas de rappel des réquisitionnaires en congé absolu, les autorise à demander la résiliation des baux consentis sur la foi de leur congé, ne s'applique pas aux baux qu'ils ont contractés sur la foi seulement d'une exemption provisoire de service. (L. 1^{er} compl. an 7, art. 1 et 6.) (4)

2° Les qualités des parties dont les jugemens doivent faire mention, sont les qualités des parties dans l'instance, c'est-à-dire celles de demandeur et de défendeur, d'appelant et d'intimé, et non les titres indicatifs de leurs fonctions ou professions. (L. 16-30 août 1790, tit. 3, art. 15.) (5)

(Folle.—C. Sénéchal.)

Par bail du 9 vendémiaire an 7, Folle avait pris à loyer, de Sénéchal, une maison qu'il devait habiter personnellement. A l'époque de ce bail, Folle, qui avait été réquisitionnaire, était revenu dans ses foyers. — Appelé de nouveau

est rapporté le réquisitoire qu'il a prononcé dans cette affaire.

(5) F. Merlin, *Quest. de droit*, 4^e *Qualités*; Bonriat, p. 250, note 33.—L'art. 141, C. pr. civ., exige la mention des noms, professions et demeures des parties. Mais il a été jugé que l'omission des professions et domiciles n'emporte pas nécessairement nullité, si l'on n'a point réclaté à cet égard par voie d'appel ou aux qualités. Cass. 26 août 1822.

(1) F. conf., 29 therm. an 7; 2 et 3 vend. an 8.—Jugemens identiques rendus dans le cours de l'an 9; 17 frim. (aff. Guillion); 19 pluv. (aff. Larnelle); 9 vent. (aff. Barnier).

(2) F. en ce sens, Cass. 18 vent. an 7 (aff. Roustan), 20 brum. an 9 (aff. Spency).

(3) F. conf. Cass., 5 vent., 25 germ., 11 mess. an 7; 2 frim. et 26 mess. an 8.

(4) F. Merlin, *Quest. de droit*, 4^e *Bail*, § 9, où

au service de l'Etat, il réclama le bénéfice de la loi du 1^{er} complémentaire an 7, qui autorisait les anciens réquisitionnaires, porteurs de congés absolus, à demander la résiliation des baux par eux consentis sur la loi de leurs congés; en conséquence, il forma contre Sénéchal, une demande en résiliation du bail de la maison qu'il avait louée.

Pour justifier sa prétention à user du bénéfice de la loi de l'an 7, le demandeur présentait, 1^o une ord. de l'agent militaire supérieur, du 1^{er} vend. an 3, qui le renvoyait devant un médecin pour la visite; 2^o un procès-verbal des médecins, en date du même jour, qui estimait que Folie était incapable de servir; 3^o un vu bon, du 17 du même mois, signé par l'agent militaire.

Jugement qui, cependant, déclare Folie non-recevable dans sa demande, attendu qu'il ne justifiait pas, qu'au moment du bail, il fût porteur d'un congé absolu.

Pourvoi en cassation par Folie. — Le demandeur présente d'abord un moyen de forme, pris de ce que sa qualité de réquisitionnaire se trouvait omise dans le jugement rendu contre lui. — Son second moyen de cassation, sur le fond, était pris de la violation de la loi du 1^{er} complémentaire an 7.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que, lorsque la loi a voulu que les qualités des parties fussent posées, elle n'a entendu parler que des qualités relatives à l'instance, telles que celles de demandeur ou de défendeur, d'appelant ou d'intimé; — Attendu, que la loi du premier jour

complémentaire an 7, qui autorise la résiliation des baux à ferme, n'est applicable qu'aux conscripts qui avaient contracté des engagements de cette nature avant d'être appelés à l'activité du service, et aux citoyens qui, sous la loi des congés obtenus, avaient également contracté de semblables engagements; — Que le demandeur n'est pas été fondé à prétendre qu'il était dans cette dernière classe; — Qu'il aurait dû représenter, pour établir sa demande, un congé absolu délivré par l'autorité désignée par la loi; — Que les certificats dont le demandeur s'est étayé, sont à tous égards insignifiants pour suppléer à la non représentation du congé absolu prescrit par la loi du premier jour complémentaire an 7; — Que, conséquemment, le tribunal dont le jugement est attaqué, en le déclarant ainsi, a fait une juste application de la loi citée; — Rejeté, etc.

Du 21 brum. an 9. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Vergès. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst.

DERNIER RESSORT. — SÉPARATION DE BIENS. — SAISIE IMMOBILIÈRE.

La tierce-opposition formée à un jugement de séparation de biens par un créancier du mari, ne peut être jugée qu'en premier ressort, bien que la créance du tiers opposant soit au-dessous de mille francs (1).

Il en est de même de l'opposition à la saisie d'un immeuble dont la valeur n'est pas déterminée, formée par un tiers qui s'en prétend propriétaire, bien que la saisie n'ait pour objet qu'une somme inférieure à 1000 fr. (2)

(1) *V.* dans le même sens, 8 ventôse et la note. — *V.* cependant, arrêts de Poitiers, 11 juin 1829, et de Toulouse, 3 décembre 1829. — Cette question se rattache à celle plus générale de savoir si la contestation relative à l'existence d'une qualité dans la personne de l'une des parties en cause, n'est susceptible, dans tous les cas, d'être jugée qu'en premier ressort; ou si, au contraire, elle doit être jugée en premier ou dernier ressort, selon que l'intérêt de l'action qui donne lieu à l'examen et au jugement de cette question, excède ou non le dernier ressort. — *Merlin, Répert.*, v^o *Dernier ressort*, § 12, et *Carré, Lois de la compétence*, art. 266, n^o 323, enseignent que, quand la qualité forme l'objet principal et direct de la contestation, les juges ne sont autorisés à statuer qu'en premier ressort; mais que quand cette qualité n'est soulevée qu'accessoirement et comme exception ou défense à une action principale, elle doit suivre le sort de cette action, et que conséquemment le jugement est en dernier ressort, si l'intérêt du litige se trouve inférieur à 1000 fr. — C'est aussi en ce sens que la jurisprudence s'est prononcée: *V. Cass.*, 16^e niv. an 9; 16 niv. an 12; 15 juill. 1806; 24 mars 1812; 9 mars 1824, et les nombreuses décisions indiquées dans la *Jurisprudence du XIX^e siècle*, v^o *Dernier ressort*, § 5.

Cependant *Merlin, Quest. de droit*, v^o *Héritier*, § 8, pense qu'il en doit être autrement aujourd'hui sous le Code civil, spécialement en ce qui touche la qualité d'héritier, et que le jugement qui attribue cette qualité à une partie, ne peut, dans tous les cas, statuer qu'en premier ressort. — Ce savant jurisconsulte fonde son opinion à cet égard sur ce que, d'après l'art. 800, C. civ., le successeur n'est plus admis à renoncer, dès qu'il existe contre lui un jugement passé en force de chose jugée qui le condamne comme héritier par et simple. De cette disposition, *Merlin* induit qu'il y a chose jugée sur la qualité d'héritier, non-seulement vis-à-vis du créancier qui a obtenu le jugement de condamnation,

mais vis-à-vis de tous les autres créanciers de la succession, et cela à raison de l'indivisibilité de la qualité d'héritier, en sorte que ce jugement se trouve statuer en réalité sur un objet de valeur indéterminée, et ne peut dès lors être rendu en dernier ressort. — Mais cette doctrine est vivement combattue par *Carré, ubi supra*, n^o 324, ainsi que par *Chabot, des Succ.*, sur l'art. 800; *Delvincourt*, t. 2, p. 206; *Toulhier*, t. 10, n^o 235 et suiv., et *Duranton*, t. 7, n^o 25. Selon ces auteurs, l'art. 800 n'a pas la portée que lui suppose *Merlin*; ils soutiennent, avec raison à notre avis, que le jugement sur la qualité d'héritier n'a l'effet de chose jugée relativement au créancier avec lequel il a été rendu; d'où résulte que si la somme due à ce créancier est de moins de 1000 fr., les juges doivent nécessairement prononcer en dernier ressort. — Plusieurs des arrêts ci-dessus cités viennent justifier cette opinion, et repoussent ainsi celle de *Merlin*. *V.* encore, arrêt de Montpellier, 1^{er} juill. 1828.

(2) *V.* en ce sens, *Cass.* 12 et 29 brum. an 5; 25 vend. an 6, etc. *V.* encore, 22 mai 1833 (*Volume* 1833); 23 août 1836 (*Volume* 1836). Ces deux derniers arrêts semblent avoir fixé la jurisprudence sur un point qui jusque-là avait divisé les différentes Cours royales. Un grand nombre d'entre elles n'avaient considéré la demande en distraction que comme une défense opposée au saisissant, et, partant de ce point, avaient pris pour base de la fixation du premier ou du dernier ressort, le montant des causes de la saisie. Ce système sacrifiait complètement les intérêts du demandeur en distraction. En effet, si, pour le créancier saisissant, il s'agit du paiement d'une somme de moins de 1000 fr., pour le propriétaire il s'agit de perdre ou de conserver un immeuble dont la valeur est indéterminée ou dépasse le taux du dernier ressort. Le point véritable du litige, c'est donc la question de propriété; la question de validité de la saisie n'en est que l'accessoire.

(Martelet—C. Rovey.)

Le 28 juin 1784, Rovey avait obtenu, dans la ci-devant justice de Valromey, une sentence contre Martelet, portant condamnation au paiement d'une somme de 429 fr., avec intérêts et dépens. — Martelet n'ayant pas satisfait à cette condamnation, saisie réelle d'un pré lui appartenant fut, en 1794, formée à la requête de Rovey.

Ce pré faisait partie de différents biens que, par acte du 28 plu. an 3, Martelet avait cédés à sa femme, de laquelle il était séparé en vertu d'une sentence du 21 juin 1784. En conséquence, la femme Martelet, agissant comme propriétaire du pré saisi, forma opposition à la saisie et en demanda la nullité. — De son côté, Rovey se rendit tiers-oppoant au jugement de séparation obtenu par la femme Martelet, et conclut à la nullité de cette séparation.

13 niv. an 7, jugement, qualifié en dernier ressort, du tribunal civil du département de l'Ain, qui reçoit la tierce-opposition de Rovey, annule la sentence qui en était l'objet, et donne mainlevée de l'opposition de la femme Martelet à la saisie faite par Rovey.

Pourvoi en cassation de la part de la femme Martelet, pour contravention à l'art. 5, tit. 4 de la loi des 16-24 août 1790, en ce que le jugement attaqué a prononcé en dernier ressort sur un litige qui ne pouvait être jugé qu'en premier ressort, à raison de la valeur indéterminée des objets de la contestation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que le tribunal civil du département de l'Ain, en prononçant en premier et dernier ressort sur l'opposition à une sentence de séparation de biens, et sur l'opposition à la vente d'un immeuble dont la valeur n'était pas déterminée, a commis un excès de pouvoir, et est contrevenu formellement à l'article cité de la loi du 24 août 1790; — Casse, etc.

Du 21 brum. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liborel.—Rapp., le cit. Aumont.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.—Pl., le cit. Pérignon.

APPEL.—QUALITÉ.—TIERCE-OPPOSITION.

Celui qui n'a pas été partie dans un jugement, ne peut en interjeter appel, quel que soit son intérêt à le faire réformer; mais en ce cas, il peut y avoir lieu à la tierce-opposition. (Ord. 1667, tit. 35, art. 2;—C. proc. civ., art. 443, 447.) (1)

(Le préfet des Vosges—C. commune de Thons.)

Un jugement arbitral, rendu le 28 octob. 1793,

(1) *P.* dans le même sens, Nîmes, 26 niv. an 13.—En général, la voie de l'appel n'est ouverte qu'aux parties ou à leurs représentants ou ayant cause: toutes autres personnes n'ont que celle de la tierce opposition ou de l'intervention. Ainsi l'héritier, le cessionnaire, le cessionnaire, l'acquéreur peuvent appeler du jugement rendu contre leurs auteurs, débiteur, cédant ou vendeur, si ces derniers en avaient eux-mêmes le droit. *P.* Berrist, p. 413; Merlin, Questions, v° Appel, § 2; Encyclopédie du droit, de MM. Sebbire et Carteret. v° Appel civil, art. 2, § 2.—*P.* aussi Jur. du XIX^e siècle, v° Appel en matière civile, § 3.

(2) La question ne peut plus s'élever aujourd'hui: elle est tranchée par l'art. 68, § 1^{er}, n° 24, de la loi du 22 frim. an 7, aux termes duquel il faut, pour que la déclaration de command ne donne lieu qu'à un droit fixe, que la faculté d'élire command ait été réservée dans l'acte d'adjudication ou de vente.—Toutefois, la solution ci-dessus, rendue contre les conclusions de Merlin (Quest. de droit, v° Déclar.

entre la veuve Toustain et la commune de Thons, avait adjugé à cette commune la propriété de certaines forêts, sur lesquelles la république avait des prétentions, comme étant aux droits des enfans Toustain, émigrés.

Les forêts adjugées à la commune restèrent cependant sous le séquestre jusqu'à la loi du 28 brum. an 7.—Pour obtenir son envoi en possession, la commune produisit alors à l'administration le jugement qu'elle avait obtenu en 1793.—Au lieu d'autoriser l'envoi en possession, l'administration centrale décida qu'il y avait lieu de faire, au nom de la république, réformer le jugement invoqué.

Appel fut donc interjeté de ce jugement par le préfet des Vosges.—La commune intimée opposa une fin de non-recevoir, tirée de ce que la république, n'ayant pas été partie au jugement, était sans qualité pour en interjeter appel.

21 mess. an 8, jugement qui accueille cette fin de non recevoir.

Pourvoi en cassation par le préfet, pour violation des art. 1 et 2 de la loi du 28 brum. an 7, qui ouvrait la voie de l'appel contre les jugemens arbitraux rendus entre les communes et la république, touchant la propriété des forêts qu'elle prétendait nationales.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 1 et 2 de la loi du 28 brum. an 7;—Vu l'art. 2 du tit. 35 de l'ordonn. de 1667;—Attendu que la république n'a point été partie au jugement arbitral du 23 octob. 1793, entre la commune de Thons et la famille Toustain; qu'ainsi ce n'était pas le cas de recourir à la voie de l'appel introduite par la loi du 28 brum., mais à la voie de la tierce-opposition ouverte par l'ordonnance de 1667;—Rejette, etc.

Du 21 brum. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Vasse.—Concl., le cit. Merlin, subst.

COMMAND (DECLARATION DE).—ENREGISTREMENT.—RÉSERVE.

Sous la loi du 14 therm. an 4 (art. 5), et avant celle du 22 frim. an 7, les déclarations de command faites dans les vingt-quatre heures de la vente ou adjudication, étaient exemptes du droit proportionnel d'enregistrement, encore qu'aucune réserve de command n'eût été insérée dans le contrat (2).

(L'enregistrement—C. Dusin et Duvergier.)

JUGEMENT (après délibéré).

LE TRIBUNAL:—Attendu que l'adjudication aux enchères dont il s'agit a été faite au citoyen

de command, § 1^{er}) est remarquable comme admettant, en matière fiscale, une abrogation de loi dont on pouvait justement douter. Suivant le n° 1^{er} de la 4^e section de la 3^e classe du tarif annexé à la loi des 5-19 décembre 1790, les déclarations de command, qui pouvaient être faites pendant six mois, n'étaient exemptes du droit proportionnel, qu'autant que la faculté d'élire avait été réservée dans le contrat de vente. Surint la loi du 14 therm. an 4 qui réduisit à vingt-quatre heures le délai pour faire la déclaration, ne s'agissait pas de savoir si la faculté d'élire devait ou non être réservée pour jouir du bénéfice de la loi. De ce dernier, le tribunal de cassation conclut que cette condition n'existe plus. C'est là une conséquence que nous approuvons, nous qui pensons que les lois fiscales doivent, dans le doute, être plutôt restreintes qu'étendues dans l'application. Mais peut-être aujourd'hui, et d'après l'esprit de la jurisprudence nouvelle, une telle interprétation ne serait-elle plus adoptée.

Dosin, le 2 brumaire au 7;—Attendu que Dusin, adjudicataire, a fait la déclaration de command en faveur du citoyen Duverger le 3 brum. au 7, et par conséquent dans les vingt-quatre heures de l'adjudication;

Attendu, sous ce rapport, qu'il n'y avait qu'un droit fixe à percevoir sur la déclaration de command, d'après la disposition formelle de l'art. 5 de la loi du 14 therm. an 4, conforme à cet égard aux principes constamment reconnus dans l'ancienne législation;—Qu'il résulte évidemment de cette loi, d'après laquelle la contestation a dû être jugée, que si les déclarations de command ont été faites dans les vingt-quatre heures de l'adjudication, elles ne sont sujettes qu'au droit fixe;—Que ce principe a été expressément reconnu par la régie elle-même dans l'instruction qu'elle a adressée aux receveurs, en leur envoyant la loi du 14 therm. an 4;—Que si, d'après la loi du 19 déc. 1790, la réserve de faire la déclaration de command devait être stipulée dans l'adjudication, ce n'était que parce que le délai pour faire cette déclaration était de six mois;—Que dès que ce délai a été réduit à vingt-quatre heures par la loi du 14 therm. an 4, sans qu'il y ait été fait mention de la nécessité de la réserve, le tribunal, dont le jugement est attaqué, a fait une juste application de cette loi, en déclarant que l'élection de command, faite dans les vingt-quatre heures de l'adjudication, n'était pas sujette au droit proportionnel;—Rejette, etc.

Du 22 brum. an 9.—Sect. req.—Prés., le cit. Murnie.—Rapp., le cit. Vergès.—Concl., le cit. Martin, subst.—Pl., le cit. Huart-Duparc.

FAUX INCIDENT.—PROCÉDURE.

Les dispositions de l'ordonnance de 1737, sur la procédure du faux incident, n'ont pas été abrogées par le Code du 3 brum. an 4 (1).

(Mouchot—C. Desvareille.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 3, 7, 14, 18, 23, 27, 29, 30 et 31, tit. 2, du faux incident, de l'ordonn. de juill. 1737;—Considérant que la résolution de la question, si l'opposition de Mathieu Laane-Desvareille au jugement par défaut du tribunal civil du département de l'Yonne, en date du 22 prair. an 7, était non recevable, dépendait de la décision de celle-ci: L'exploit de signification de ce jugement, portant date du 26 [du même mois, et contenant qu'il aurait été délivré par l'huissier Doux audit Desvareille: en son domicile, en parlant à une salariée, est-il faux?—Et attendu que la procédure instruite pour constater le faux prétendu dudit exploit, est contraire à ce qui est prescrit par les articles ci-dessus cités de l'ordonn. de juill. de 1737, dont les dispositions n'ont point été abrogées par le Code du 3 brum. an 4;—Attendu que les jugemens du tribunal civil du département de l'Yonne, des 2-12-24 fruct. an 7, en autorisant cette procédure, et celui du 5 vendém. an 8, en recevant ladite opposition, ont contrevenu auxdits articles de l'ord.

(1) F. dans le même sens, 6 pluv. an 11, et Merlin, *Quest. de droit*, ^{vo} *Inscript. de faux*, § 2.—F. cependant 8 brum. an 7.—Aux termes de l'art. 535 du Code de brum. an 4, si une partie déclarait vouloir se servir d'une pièce arguée de faux, mais sans qu'on lui imputât d'être auteur du faux, l'instruction devait être suivie civilement devant le tribunal saisi de l'affaire. De là naissait la question de savoir si le mot *civillement* renvoyait à l'ordonn. de 1737, ou aux règles générales tracées pour l'instruction des affaires civiles par la loi du 3 brum. an 2.

de 1737;—Casse lesdits jugemens des 2-12-24 fruct. an 7 et celui du 5 vendém. an 8.

Du 22 brum. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Liborel.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.—Pl., les cit. Mathias et Chahroud.

COMMUNE.—RÉINTÉGRATION.

Pour qu'une commune puisse être admise à revendiquer la propriété de la haute futaie d'une forêt, il faut qu'elle prouve l'avoir possédée autrefois *animo domini*.—Il ne lui suffit pas de justifier qu'elle avait la jouissance exclusive des bas bois, et que ses habitants avaient droit de prendre des arbres pour quelques usages domestiques, en les faisant marquer par les préposés de la commune. (L. 28 août 1792, art. 8.) (2)

(Le Domaine—C. Comm. de Wolfsgansen.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 8 de la loi du 28 août 1792;—Considérant qu'il résulte, tant du jugement arbitral du 11 mess. an 8 que de celui du tribunal civil du département du Haut-Rhin, du 11 prair. an 7, que la commune de Wolfsgansen a joui exclusivement, dans les forêts situées dans son ban, des bas-bois, et que quand un particulier du lieu avait besoin de bois de marnage, soit pour des seuils de porte, soit pour des bascules de puits, il s'adressait aux préposés de la commune, qui lui faisaient marquer quelques arbres;—Considérant qu'il est inconsequent de conclure de ces faits que la commune de Wolfsgansen était jadis propriétaire de la haute futaie des mêmes forêts; de manière que le jugement attaqué a expressément contrevenu à l'art. 8 de la loi du 28 août 1792, ci-dessus citée, en ce qu'il a adjugé la haute futaie à la commune de Wolfsgansen, quoiqu'elle n'eût pas justifié qu'elle l'eût autrefois possédée ni qu'elle en eût été dépossédée par la puissance féodale;—Casse, etc.

Du 23 brum. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liborel.—Rapp., le cit. d'Outrepoint.—Concl., le cit. Arnaud.—Pl., le cit. Guichard.

1^o INTERDIT.—CURATEUR.—DOMICILE.—SIGNIFICATION.

2^o APPEL.—PROCURATION.—RATIFICATION.

1^o Les significations adressées au curateur d'un interdit sont valablement faites au domicile de l'interdit, lorsque l'acte de nomination du curateur y a fixé le domicile de la curatelle (3).
2^o L'appel interjeté au nom d'une partie, par un individu non porteur de pouvoirs à cet effet, ne profite pas à cette partie, si elle ne ratifie qu'après l'expiration du délai fatal pour l'appel (4).

(Lafare—C. Martin.)

Le 2 nov. 1790, la ci-devant sénéchaussée d'Alais rendit une ordonnance d'interdiction contre le cit. Avignon, lui nomma Lafare pour curateur, et fixa le domicile de la curatelle dans le domicile même de l'interdit. — Des contestations s'é-

(2) F. dans le même sens, 21 mess., 4 fruct. an 8, 23, 24 vend., 1^{er} therm. an 9.

(3) F. sur cette affaire les conclusions de M. Merlin, *Quest. de droit*, ^{vo} *Appel*, § 3.

(4) F. en sens contraire, arrêt d'Angers, 22 mai 1811. Par cet arrêt, la Cour d'Angers a décidé que l'appel interjeté par un cohéritier, tant en son nom qu'en nom de ses cohéritiers, sans pouvoir de leur part, n'en profite pas moins à ces derniers, s'ils le ratifient même après l'expiration des délais de l'appel.—F. aussi arrêt de Nancy, 29 juin 1829.—F. cependant Turin, 6 juill. 1808.

tant élevée entre Martin et Lafare, à l'occasion de cette curatelle, les parties compromirent, et par jugement arbitral, le procès fut jugé au désavantage de Lafare. — La signification de ce jugement et toutes celles qui l'avaient précédé, furent faites au domicile de l'interdit. — Lafare laissa écouler le délai de trois mois sans interjeter appel, mais il parait qu'avant l'expiration de ce délai, le cit. Ranchier interjeta appel au nom de Lafare, le 15 brum. an 8, se disant son fondé de pouvoir; et cet appel fut ratifié par acte du 1^{er} pluv. an 8.

Par jugement du tribunal des Bouches-du-Rhône, du 21 vent. an 8, l'appel fut déclaré non recevable, sur le motif que les papiers de Lafare, dont Ranchier se disait porteur, n'étaient pas justifiés.

POURVOI en cassation de la part de Lafare, pour contravention à la loi qui permet d'attaquer par la voie de l'appel, un jugement en premier ressort. — Il se fonda sur ce qu'il avait ratifié l'exploit d'appel interjeté en son nom par Ranchier, sa ratification avait eu un effet rétroactif à la date de l'appel, et par conséquent à une époque où le délai de trois mois n'était pas encore expiré.

Martin répondait : Il est bien vrai que la ratification a un effet rétroactif au jour de l'acte ratifié, ainsi que l'atteste la maxime : *omnis ratihabito retrotrahitur ad initium et mandato comparatur*; mais cette règle, fondée sur une fiction, ne peut être invoquée que par les parties contractantes entre elles, jamais contre des tiers pour leur enlever des droits acquis.

Subsidiairement le demandeur prétendait que l'acte du 1^{er} pluv. an 8 était un véritable appel, et qu'il avait été fait dans les délais, attendu que le jugement dont appel n'avait pas été signifié à son domicile, mais à celui de l'interdit. — On lui répondait que la sentence d'interdiction avait fixé le domicile de la curatelle au domicile de l'interdit, et qu'il était constant, d'ailleurs, que nombre d'autres significations avaient été faites au même domicile, sans que le sieur Lafare en eût contesté la validité; on ajoutait qu'il avait même soutenu dans un procès antérieur que c'était là qu'il devait être assigné.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu 1^o, que des faits établis dans le jugement attaqué, et non contredits par aucune espèce de preuve de la part du demandeur, il résulte que le domicile de l'interdit duquel le demandeur était curateur, était le domicile auquel devaient être faites les significations relatives à cette curatelle, et que cela avait été reconnu par le demandeur lui-même; d'où il suit que le jugement attaqué n'a violé aucune loi, en déclarant valable la signification du jugement duquel le demandeur était appelant;

Attendu 2^o, qu'il résulte aussi du jugement attaqué, que l'individu qui avait déclaré et signé l'appel au nom de Lafare, demandeur en cassation, était sans qualité pour le faire, et que ce prétendu appel n'avait été ratifié par Lafare, que plus de trois mois après la signification du jugement contre lequel cet appel était dirigé; d'où il suit que le jugement attaqué a fait une juste application de la loi d'août 1790, en déclarant le demandeur non recevable dans son appel; — Rejette, etc.

(1) A l'indifférence de ce qui a lieu aujourd'hui sous le Code de proc. (art. 473), les juges d'appel étaient même tenus alors d'évoquer le fond, après avoir annulé le jugement de première instance pour vice de formes: *P. Cass.* 17 vend., 24 prair. et 12 therm. an 8; 24 therm. et 30 fruct. an 11; 2 fruct. an 12. — Merlin, *Quest. de droit*, v^o Appel, § 14. — *P.* au surplus, sur la matière de l'évocation, la note qui accompagne le jugement du 26 vend. an 8.

Du 21 brum. an 9. — Sect. reg. — *Prés.*, le cit. Murice. — *Rapp.*, le cit. Rolet. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst. — *Pl.*, le cit. Ardienne.

ÉVOCATION. — VICE DE FORME.

La tribunal d'appel qui annule pour vice de forme le défaut de conclusions du ministère public, un jugement de première instance par lequel il n'a été statué que sur des exceptions de péremption et de prescription, peut rétablir la connaissance du fond dont les premiers juges avaient été saisis par les conclusions du demandeur, et même n'y statuer qu'après une instruction ultérieure. (L. 3 brum. an 2, art. 7.) (1)

(Vandernoot — C. Vannoffel.)

Par un jugement du 15 frim. an 6, le tribunal de la Dyle avait déclaré reprise une instance depuis longtemps suspendue entre les sieurs Vannoffel et Vandernoot; et sans arrêter à des moyens de péremption et de prescription opposés par ce dernier, il avait ordonné qu'il serait tenu de répondre aux conclusions prises au fond par son adversaire.

Sur l'appel interjeté par Vandernoot, le tribunal de l'Escaut par jugement du 14 flor. an 7, annula, pour défaut de conclusions du ministère public, le jugement du tribunal de la Dyle, et statuant par jugement nouveau, déclara comme l'avait fait le tribunal de la Dyle, mal fondés les moyens tirés de la péremption et de la prescription, et renvoya les parties à la première audience pour plaider au fond.

Pourvoi en cassation par Vandernoot, pour violation de la règle des deux degrés de juridiction, en ce que le jugement dénoncé a retenu le fond d'une contestation qui n'avait point reçu de solution devant les premiers juges.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu qu'il résulte du jugement définitif du 14 flor. an 7, que le tribunal du département de la Dyle avait été saisi non-seulement de la demande en reprise d'instance, mais encore de celle en adjudication des conclusions prises en 1790 et 1798 par Gabriel V. . . et ses héritiers; d'où il résulte que le tribunal du département de l'Escaut n'a contrevenu ni à l'art. 7 de la loi de la loi du 3 brum. an 2, ni à aucune autre loi; — Rejette, etc.

Du 21 brum. an 9. — Sect. civ.

1^o QUESTION PRÉJUDICIELLE. — TRIBUNAL DE POLICE.

2^o CASSATION. — MINISTÈRE PUBLIC. — INTÉRÊT PRIVÉ.

1^o Les tribunaux de police sont incompétents pour connaître des questions de propriété qui s'élèvent dans les affaires portées devant eux; ils doivent suspendre leur jugement jusqu'à ce que les tribunaux civils les aient décidées (2).

2^o Les agents du ministère public ne doivent se pourvoir en cassation qu'au nom seul de la loi et à raison de l'intérêt public. Leur pourvoi, même en matière criminelle, ne doit pas être dirigé par la considération de l'intérêt privé des parties (3).

(2) C'est là un point sans difficulté: *P. Cass.* 5 brum. an 5; 7 pluv. an 7; 1^{er} frim. an 8; 7 brum. an 9, etc.

(3) Que les agents du ministère public ne puissent et ne doivent agir que quand l'intérêt public leur paraît l'exiger, et ne s'immiscer pas dans les difficultés qui n'ont trait qu'aux intérêts privés des particuliers, cela est incontestable, et renferme dans le véritable esprit de l'institution du ministère public,

(Le Min. pub.—aff. Vignar et Duprat.)

Duprat avait été cité par Vignar devant le tribunal de police de Castels, pour enlèvement de bois sur un terrain dont le demandeur se prétendait propriétaire. — Le prévenu soutint, au contraire, que ce terrain lui appartenait. — Par jugemens des 17 et 21 fruct. an 8, le tribunal de police statua sur la question de propriété.

Pourvoi en cassation de la part de l'adjoind du maire de Saint-Glours. Dans le mémoire par lui présenté, ce fonctionnaire déclarait qu'il croyait de son devoir de requérir la cassation d'un jugement dont le maintien, disait-il, porterait préjudice à un condamné, à un inculpé qui, sans moyens de se pourvoir, devrait trouver dans l'homme public ceux de faire réformer ce jugement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 150 et la 6^e disp., art. 456 du Code des délits et des peines ; — Considérant 1^o que le cercle des attributions des tribunaux est d'ordre public, et que tout jugement dans lequel les bornes en ont été méconvenues ne peut subsister ;

2^o que le tribunal de police du 2^e arrondissement du ci-devant canton de Castels a excédé ses pouvoirs, en s'immisçant dans la connaissance d'une question de propriété qui était hors de sa compétence, aux termes de la loi d'instruction des tribunaux de police, et qui était suspensive de l'action de la police ; 3^o que lorsque la loi donne aux agents du ministère public le droit de recours en cassation, ce n'est qu'en son nom seul et à raison de l'intérêt public qu'ils peuvent agir, et non par la considération de l'intérêt privé des parties, auxquelles, d'ailleurs, elle accorde la même faculté de recours ; — Faisant droit sur le pourvoi de l'adjoind du maire de la commune de Saint-Glours faisant les fonctions du ministère public ; — Casse et annule les jugemens du tribunal de police du 2^e arrondissement du canton de Castels, des 17-21 fruct. dernier, pour usurpation de pouvoirs ; — Renvoie la cause et les parties par-devant le tribunal de Dax pour être fait droit ainsi qu'il lui appartiendra.

Du 26 brum. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Viellart. — Rapp., le cit. Schwendi. — Concl., le cit. Dubois, subst.

REBELLE.—ACCUSATION.—TRIB. CRIMINEL.

La loi du 30 prair. an 3, relative au jugement

surveillant de tout ce qui touche à l'ordre social ou se rattache à la tranquillité publique. Mais la société est tout aussi intéressée, pour ne pas dire plus, à l'acquiescement de l'innocent qu'à la condamnation du coupable. De là suit nécessairement que le ministère public a qualité pour poursuivre la réformation de tout jugement qui, à ses yeux, procède injustement sans condamnation pénale. Ces principes d'une pratique journalière, ne sont, du reste, nullement méconnus par le jugement que nous recueillons, puisque, tout en développant le motif qui avait porté l'adjoind du maire à se pourvoir contre la décision attaquée, le tribunal de cassation fait droit à ce pourvoi et prononce l'annulation de la décision. Ce qui paraît avoir déterminé le considérant improbable dont nous nous occupons ici, c'est qu'à cette époque, si l'on s'en rapporte à la notice du bulletin officiel de cassation, beaucoup d'agents du ministère public étaient guidés exclusivement dans les pourvois qu'ils formaient, par l'intérêt des parties. Ce système, dont l'un des résultats était de grever le trésor de frais assez considérables, est celui que désapprouve le tribunal de cassation, sans pour cela nier l'existence du droit en lui-même.

Remarquons cependant que le ministère public

des rebelles ou conspirateurs armés contre la république, n'avait pas plus été abrogée par la constitution du 22 frim. an 8, que par celle du 5 fruct. an 3. — Dès lors, les prévenus de rébellion devaient, depuis la constitution de l'an 8, comme avant, être traduits directement devant le tribunal criminel, sans accusation préalablement admise par un jury. (L. 30 prair. an 3, art. 7.) (1)

(Min. pub.—C. N. . . .) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant que l'art. 82 de la const. de l'an 8, n'est que la répétition de l'art. 238 de la const. de l'an 3, qui ordonne en général qu'un premier jury déclare si l'accusation doit être admise ou rejetée, et que le fait sera reconnu par un second jury ; qu'en conséquence, la dernière constitution n'abroge pas plus que la précédente les lois particulières qui sont relatives aux cas et aux personnes exceptées de cette règle générale ; que la loi du 30 prair. an 3 ; n'a pas été abrogée par la constitution de l'an 3, et qu'au contraire, cette loi, de même que toutes celles sur la manière de juger les émigrés et les rebelles armés contre la république, sont confirmées par l'art. 508 du Code des délits et des peines ; d'où il suit que la loi du 30 prair. an 3 n'a été abrogée par aucune loi subséquente, ni même par la const. de l'an 8, pour les cas et les personnes auxquelles cette loi du 30 prair. est applicable, et qu'elle doit être exécutée ; d'où il suit encore que le jugement du tribunal criminel du département de l'Orne, du 18 vend. dernier, contient une contravention à l'art. 7 de la loi du 30 prair. an 3 ; — Casse, etc.

Du 26 brum. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Target. — Concl., le cit. Dubois, subst.

JURÉ.—DECLARATION NÉGATIVE.—VOTE.

Sous la loi du 3 brum. an 4, les jurés qui avaient déclaré que le fait n'était pas constant, ne pouvaient prendre part à la délibération sur la moralité du fait, mais leurs voix devaient être comptées en faveur de l'accusé sur cette question. (C. 3 brum. an 4, art. 391.) (2)

(Tissier.—C. Min. pub.)

Du 27 brum. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

ne serait, en aucun cas, recevable à attaquer un jugement qui ne blesserait que des intérêts civils ; par exemple, le jugement correctionnel qui statuerait incompétamment sur une question de dommages-intérêts, à raison d'un fait que le ministère public soutiendrait n'avoir pas le caractère de délit. Ainsi l'a jugé un arrêt de la Cour de cassation du 12 juill. 1827.

(1) F. dans le même sens, 6 fruct. an 8 (aff. Falck). — F. aussi nos observations sur la question du 16 therm. no 8.

(2) C'est ce qui ressortait expressément de l'art. 391 du Code du 3 brum. D'après ce Code, on devait poser au jury de jugement les trois questions suivantes : Le fait est-il constant ? L'accusé est-il convaincu ? A-t-il commis le fait méchamment et à dessein ? Le juré qui décidait la première ou la seconde de ces questions en faveur de l'accusé, n'avait plus de déclarations à faire sur les suivantes ; mais dans la décision de ces questions, sa voix devait toujours être comptée en faveur de l'accusé. L'art. 414 attachait la peine de nullité à la violation de ces dispositions, qui n'ont pas été reproduites dans la Code d'inst. crim.

1^o CONSCRIPTION.—RECLÈURS.**2^o DÉLIT.—DÉLIT ACCESSOIRE.**

1^o Le fait d'avoir recélé des conscrits ou réquisitionnaires pendant le surcis qui leur avait été accordé par la loi du 17 vent. an 8, n'a pu donner lieu à l'application des peines prononcées par la loi du 21 brum. an 6. (L. 17 vent. an 8, art. 7; 21 brum. an 6, art. 4.)

2^o Là où il n'y a pas de délit principal, il ne peut y avoir de délit accessoire (1).

(Gaubert—C. Min. pub.)

Jean Gaubert avait retiré et caché chez lui son frère et son neveu, l'un réquisitionnaire et l'autre conscrit, qui furent découverts et arrêtés le 19 vent. an 8. — Pour ce fait, et conformément aux dispositions de la loi du 21 br. an 6, Jean Gaubert fut condamné à un emprisonnement d'un an et à 3000 fr. d'amende. — Cependant une loi du 17 vent. avait appelé les réquisitionnaires et conscrits qui n'avaient pas rejoint leurs corps à former une armée de réserve, et déliné leur avait donné jusqu'au 15 germinal. Donc, à l'époque du 19 vent., la loi de brumaire se trouvait suspendue, et les réquisitionnaires et conscrits jouissaient d'un délai pendant lequel ils ne pouvaient être considérés comme délinquants. — Donc, par suite, ceux qui les avaient recelés à la même époque n'avaient commis aucun délit.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 7 de la loi du 17 vent. an 8; — Considérant que, d'après cet article, les réquisitionnaires ni conscrits ne pouvaient être poursuivis avant le 15 germ.; — Considérant que où il n'y a délit principal il ne peut y avoir délit accessoire; qu'ainsi les faits constatés par le procès-verbal du 19 vent. an 8, n'ont pu être considérés et punis comme délits sans violation de l'article ci-dessus cité et par fausse application de la loi de brum. an 6, alors suspendue; — Casse le jugement du tribunal criminel du département de la Haute-Garonne, du 1^{er} fruct. dernier.

Du 28 brum. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Viellart. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

RESPONSABILITÉ.—AMENDE.—MARI.—SOLIDARITÉ.

En matière de police correctionnelle, le mari ne peut être condamné solidairement avec sa femme à payer l'amende encourue par elle. (C. 3 brum. an 4, art. 606; — C. civ., 1384 et 1624.) (2)

(Labrousse—C. Min. pub.)

Il s'agissait d'injures à raison desquelles Labrousse et son épouse avaient été condamnés, solidairement, à une amende par le tribunal de police. Il était cependant constant, et la preuve en était administrée, que Jeanne Chevalier avait

seule proféré les injures dont la réparation était poursuivie.

Il résultait de là, que Labrousse, sans être auteur ou complice des injures, seules circonstances qui pussent donner lieu, d'après les art. 606 du Code des délits et des peines, et 42 de la loi du 22 juill. 1791, à la condamnation et à la solidarité de l'amende, avait été condamné à une peine qu'il n'avait pas encourue; ce qui présentait une contravention auxdits art. 42 de la loi du 22 juill. 1791, et 606 du Code des délits et des peines.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 606 du Code des délits et des peines, et l'art. 42 de la loi du 22 juill. 1791, sur la police correct. et municipale; — Attendu qu'il résulte évidemment de ces deux articles de lois, qu'en matière de police correctionnelle, et dans l'espèce dont il s'agit, l'amende encourue est une peine distincte des intérêts et vits; que, sous ce rapport, elle est personnelle; qu'elle ne doit être appliquée qu'à l'auteur ou au complice du fait qui donne lieu à l'amende; — Considérant que par le jugement rendu le 26 messidor dernier, par le tribunal de police du quatrième arrondissement de Paris, la condamnation de l'amende a été prononcée solidairement contre Pierre Labrousse, quoique la preuve des injures dont la réparation était poursuivie, ait été déclarée constante seulement contre Anne Chevalier, sa femme; qu'il résulte de cette solidarité que le demandeur, quoique n'étant pas l'auteur ou le complice de l'injure, est néanmoins personnellement condamné à une peine qu'il n'avait pas encourue, et qui ne devait être appliquée qu'à Jeanne Chevalier, sa femme, seule déclarée coupable du fait qui appelait la vindicte publique; — Casse et annule le jugement dénoncé, en ce qui touche seulement la condamnation solidaire de l'amende prononcée contre le demandeur.

Du 28 brum. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Liger.

1^o NON BIS IN IDEM.—JURY D'ACCUSATION.**2^o TRIBUNAL CRIMINEL.—COMPÉTENCE.—ACCUSATION.**

1^o Le prévenu dont le jury d'accusation avait ordonné la mise en liberté, ne pouvait plus être poursuivi pour le même délit, tant qu'il n'était pas survenu contre lui de nouvelles charges. (C. 3 brum. an 4, art. 255.) (3)

2^o Le tribunal criminel ne pouvait, sous le Code du 3 brum. an 4, être saisi qu'après accusation légalement admise par le jury. (Art. 301.) (4)

(Dumas—C. Min. pub.)

Du 28 brum. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Buschop. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

ajoute qu'à l'égard de ceux qui auraient recélé ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets volés, ils seront punis comme coupables de vol.

(2) *P.* dans le même sens, Cass. 9 juill. 1807; 6 juin 1811; et sur la question de savoir si, et dans quels cas, le mari peut être condamné comme responsable des délits de sa femme, *P. Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o Respons., § 2. — En général, le mari n'est pas responsable du dommage causé par sa femme; cependant il peut le devenir, s'il y a eu de sa part négligence ou imprudence. — *P.* Merlin, *Quest. de droit*, v^o Mari, § 2, et Toullier, t. 11, n^o 280. — *P.* aussi la note sur le jugement du 16 vend. an 9.

(3) Il en est de même aujourd'hui à l'égard des arrêts de la chambre d'accusation. — *P.* conf., 21 prair., 6 et 17 mess. an 7; 3 vend. an 8; 5 brum. an 13.

(4) *P.* conf., 4 fruct. an 7; 11 et 26 brum. an 8; 29 brum. an 9; 22 fruct. an 10.

(1) Application de ce principe a été faite par un arrêt de cassation du 14 mars 1806, rendu, comme le jugement ci-après, en matière de conscription. Par cet arrêt, il a été jugé que nul ne peut être puni comme recéleur de conscrit, si le conscrit recélé n'est, au préalable, déclaré conscrit réfractaire. — Il a été, du reste, jugé que l'amnistie accordée au délit principal s'étend de plein droit au délit accessoire: Cass. 7 janv. 1809, et 10 oct. 1822. — Notons ici, en passant, que s'il ne peut y avoir de délit accessoire punissable, quand il n'y a pas de délit principal, il ne faut pas, transportant cette règle dans un autre ordre d'idées, en conclure que là où l'auteur d'un fait principal se trouve à l'abri de toute peine, l'auteur d'un fait accessoire doit toujours être aussi à l'abri de poursuites: témoin l'art. 380, Code pén., qui, en déclarant que le vol entre certains proches parents ne peut donner lieu qu'à des réparations civiles,

COMPLICITÉ.—DÉCLARATION DU JURY.

La déclaration du jury, portant que le crime est constant, intervenue dans une première poursuite dirigée contre les auteurs principaux, ne peut être opposée aux complices qui se trouvaient en état de contumace à l'époque de cette déclaration, lorsqu'ils sont mis en jugement : si est nécessaire que l'existence du fait soit de nouveau constatée à leur égard (C. 3 brum. an 4, art. 374.) (1)

(Cherredre—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu les art. 374 et 476 du Code des délits et des peines ; — Et attendu que, d'après l'art. 476, Pierre Cherredre, d'abord contumax, étant constitué prisonnier, les procédures qui auraient pu être faites contre lui depuis l'ordonnance de prise de corps, et, à plus forte raison, celles qui n'auraient eu pour objet que ses concusés, étaient anéanties de plein droit, et qu'il devait être procédé à son égard dans la forme ordinaire, c'est-à-dire comme si rien n'eût été fait depuis l'ordonnance de prise de corps ; que Pierre Cherredre n'était pas, à la vérité, accusé d'être auteur de l'homicide ou assassinat commis sur la personne de la femme Peni, mais seulement d'avoir coopéré à ce crime, en faisant le guet pendant que ses complices le commettaient ; mais que cependant, même à son égard, le fait principal était l'homicide commis avec préméditation ; que si ce fait n'était pas déclaré constant, on ne pouvait demander s'il y avait eu des fautes ; qu'il était donc nécessaire qu'une déclaration du jury, valable contre Pierre Cherredre, déclarât le fait constant ; que l'on ne pouvait opposer à Pierre Cherredre la déclaration du jury, d'après laquelle Pierre Quinet et Christian Cherredre avaient été condamnés ; que Pierre Cherredre était alors contumax ; qu'il était donc nécessaire que le fait principal fût déclaré constant contradictoirement avec lui, et qu'à cet effet, les jurés fussent interrogés comme s'il n'y eût eu aucune déclaration antérieure ; — Que cependant, lors du jugement de Pierre Cherredre, le fait de l'assassinat a été regardé comme constant et irrévocablement décidé à son égard, puisque la première question proposée au jury est celle de savoir si Pierre Cherredre s'est trouvé quelques minutes avant l'assassinat de la femme Peni avec Christian Cherredre et les deux Quinet, qui en ont été les auteurs ; que les questions subséquentes, avec celle de l'intention, roulent sur les faits qui

indiquent comment Pierre Cherredre peut avoir coopéré à un fait principal supposé constant dans la première question ; d'où il résulte qu'à l'égard de Pierre Cherredre il n'a point été posé de question sur le fait, ce qui est une contravention à l'art. 374 ci-dessus cité, et que, pour y suppléer, on s'est fondé sur une déclaration de jury de jugement, donnée pendant sa contumace, ce qui est une contravention à l'art. 476 aussi ci-dessus cité, déclaration donnée même dans une procédure qui n'était pas dirigée contre lui ; — Casse le jugement du tribunal criminel du département du Rhône du 16 vend. an 9, rendu contre Pierre Cherredre.

Du 29 brum. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Seignette.—Concl., le cit. Dubois, subst.

1^o TRIBUNAL CRIMINEL.—COMPÉTENCE.—**ACCUSATION****2^o DOUANES.—INSCRIPTION DE FAUX.**

1^o Les tribunaux criminels ne peuvent être saisis d'affaires de grand criminel qu'après une accusation admise par un jury (3). En conséquence, ils ne sont pas compétents pour annuler l'ordonnance d'un directeur de jury statuant sur une plainte en faux principal. (C. 3 brum. an 4, art. 301.) (3)

2^o Le délai de trois jours francs, accordé au prévenu d'un délit en matière de douanes, pour faire au greffe le dépôt de ses moyens de faux contre le procès-verbal, ne peut lui être enlevé sous prétexte que sa plainte directe en faux principal, portée devant le directeur du jury, a été rejetée (L. 9 flor. an 7, art. 12.)

(Spency—C. Douanes.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Considérant que l'ordonnance du directeur du jury d'Altkirch, du 19 pluv. an 8, a été par lui rendue, comme officier de police judiciaire, statuant sur une plainte en faux principal ; que ces sortes d'ordonnances de directeurs de jury, procédant comme officiers de police judiciaire, sur des délits emportant peine afflictive et infamante, ne peuvent être réformées ni annulées par les tribunaux criminels, qui ne peuvent être saisis d'affaires de grand criminel qu'après une accusation admise par un jury, ainsi qu'il résulte de plusieurs dispositions du Code des délits et des peines, spécialement de l'art. 301 ; — Casse et annule, pour excès de pouvoir, la disposition du jugement du tribunal criminel du département

(1) Cette règle est certaine, et serait encore appliquée. La déclaration du jury, de même que tout autre jugement, n'a d'effet qu'à l'égard des accusés avec lesquels elle est rendue contradictoirement. Les concusés, soit qu'ils soient en état de contumace, soit qu'ils n'aient pas été compris dans la première procédure, sont des tiers à l'égard de cette déclaration, et elle ne peut, sous aucun rapport, être invoquée contre eux. Au surplus, cette décision n'aurait que peu d'application sous notre droit actuel, puisque les questions relatives à la matérialité du fait et à la moralité de l'agent ne sont plus séparées l'une de l'autre. Sous le Code du 3 brum. an 4, où ces questions étaient distinctes, et où celle relative à l'existence du fait matériel était posée en première ligne, il était plus naturel de croire que la réponse du jury sur cette question dû se réfléchir sur toute la procédure et avoir force de chose jugée à l'égard de tous les accusés. Le jugement rapporté avait donc quelque importance sous cette législation.

(2) *P. conf. 28 brum. an 9, et les jugements qui y sont indiqués.*

(3) Dans le système du Code du 3 brum. an 4, le directeur du jury, remplissant à la fois les fonctions

qui sont maintenant attribuées aux chambres du conseil et aux juges d'instruction, était chargé d'ordonner, après l'instruction terminée, le renvoi des affaires aux tribunaux compétents, suivant la nature de chaque délit. Cette décision d'un seul juge, souvent prise à la hâte, offrait une sorte d'arbitraire qui présentait de graves inconvénients, et toutefois, à côté de ce vice, la loi n'avait point placé le remède : les ordonnances de ces magistrats ne pouvaient être attaquées devant les tribunaux criminels par la voie de l'appel. (*P. Cass.* 18 vent. an 7 ; 19 brum. an 9.) Il ne restait donc que la voie de cassation après le jugement définitif. De là tant de procédures criminelles annulées par suite d'une irrégularité commise ou d'une fautive direction donnée par le directeur du jury. — Sous le Code d'instruction criminelle, non-seulement le juge d'instruction est tenu de rendre compte des procédures à la chambre du conseil qui statue, mais encore ses ordonnances, lorsqu'il est appelé à en rendre lui-même, peuvent être attaquées devant la chambre d'accusation par la voie de l'appel ou de l'opposition. *P. Cass.* 18 sept. 1832.

du Haut-Rhin, du 25 fruct. dernier, qui a cassé et annulé l'ordonnance du directeur du jury de l'arrondissement d'Altkirch, du 19 plu. précédent, en la qualifiant mal à propos de jugement;

Vu l'art. 12 de la loi du 9 flor. an 7; — Considérant qu'aux termes de cet article, André Sponcy avait trois jours, à partir du 19 plu. an 8, pour faire, au greffe du tribunal de police correctionnelle de l'arrondissement d'Altkirch, devant lequel il avait passé sa déclaration de vouloir s'inscrire en faux, le dépôt de ses moyens de faux, des noms et qualités des témoins à faire entendre; que ce délai de trois jours n'étant pas expiré le 22 plu., le tribunal de police correctionnelle n'a pu écarter, par son jugement dudit jour 22 plu., l'inscription de faux qu'il était encore libre à Sponcy de suivre dans les formes prescrites par l'art. 12 de la loi du 9 flor. an 7, quoique sa plainte directe en faux principal, portée devant le directeur du jury, eût été rejetée; — Considérant que le tribunal criminel du département du Haut-Rhin n'ayant annulé le jugement du tribunal de police correctionnelle du 22 plu., que par suite de l'annulation de l'ordonnance du directeur du jury du 19 du même mois, a renvoyé Sponcy devant un autre directeur de jury; au lieu que s'il eût annulé ledit jugement pour avoir privé Sponcy du bénéfice de l'art. 12 de la loi du 9 flor. an 7, il eût renvoyé l'affaire par-devant un autre tribunal de police correctionnelle; — Casse, tant le jugement du tribunal de police correctionnelle d'Altkirch, du 22 plu. an 8, que le jugement du tribunal criminel du département du Haut-Rhin, du 25 fruct. suivant.

Du 29 brum. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Liger-Verdigny.—*Concl.*, le cit. Dubois, subst.

EAU (COURS D').—HAUTEUR.—RÈGLEMENT ADMINISTRATIF.

L'arrêté par lequel l'administration centrale d'un département fixe la hauteur à laquelle peuvent s'élever les eaux d'un moulin alimenté par une rivière, est obligatoire, et les tribunaux correctionnels commettent un excès de pouvoir, lorsqu'ils refusent de punir les infractions à cet arrêté, sous prétexte qu'il n'a point été homologué par les tribunaux ordinaires. (LL. 16-21 août 1790, tit. 2, art. 13; 28 sept.—6 oct. 1791, tit. 2, art. 16.) (1)

(Infré de la loi.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 16 de la loi du 6 oct. 1791, sur la police rurale, et l'art. 13, tit. 2 de la loi du 21 août 1790, considérant qu'aux termes de l'art. 16 de la loi du 6 oct. 1791, précité,

(1) L'art. 16 du tit. 2 de la loi du 28 sept.—6 oct. 1791, sur la police rurale, porte que les propriétaires ou fermiers des moulins et usines seront forcés de tenir les eaux à une hauteur qui ne nuise à personne, et qui sera fixée par le directeur du département, d'après l'avis du directeur de district. En cas de contravention, ajoute cet article, la peine sera une amende qui ne pourra excéder la somme du dédommagement. Le droit des préfets de déterminer la hauteur des eaux des moulins, l'emplacement des usines, la dimension des réservoirs, et d'autoriser en général tous les travaux qui peuvent apporter quelque obstacle à l'écoulement des eaux, a été depuis confirmé par de nombreuses dispositions (loi du 14 floréal an 11; arrêté du 10 vend. an 6; décret des 19 mars et 11 août 1808; 17 octobre 1809; 3 janvier 1812). Mais il faut toujours se reporter, pour la peine applicable aux contraventions, à l'art. 16 de la loi du 28 septembre-6 octobre 1791 sur lequel s'appuie le jugement que nous rapportons.

la cause dont il s'agit était de la compétence du tribunal de police correctionnelle;—Considérant que le tribunal criminel du département de la Meuse, en déclarant nul et incompétent le jugement du tribunal de police correctionnelle de l'arrondissement de Bar-sur-Ornain, du 12 niv. an 8, sous prétexte que les arrêtés de l'administration centrale du département de la Meuse, des 26 fruct. an 4 et 3 frim. an 7, qui ont fixé définitivement la hauteur des eaux des moulins, n'avaient point été homologués par les tribunaux ordinaires, s'est entrevenu formellement à l'art. 13, tit. 2 de la loi du 21 août 1790;—Faisant droit sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement;—Casse le jugement du tribunal criminel du département de la Meuse, du 13 germ. an 8, pour excès de pouvoir.

Du 20 brum. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Lasaudade.—*Concl.*, le cit. Dubois.

DERNIER RESSORT.—RENTE.—RÉGIE DES DOMAINES.

Le jugement qui, sur la demande de la régie des domaines, condamne à passer titre nouvel d'une rente de 600 francs dus à l'Etat, et à payer plusieurs années d'arrérages, ne peut être rendu qu'en premier ressort. (L. 16-21 août 1790, tit. 4, art. 5.) (2)

(Poupart—C. la régie des domaines.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu la disposition de l'art. 5, tit. 4 de la loi du 21 août 1790;—Et attendu que le jugement attaqué condamne les demandeurs à se reconnaître solidairement débiteurs d'une rente viagère de 600 fr. et à en payer dix années échues, et par jugement en dernier ressort, tandis qu'il ne le pouvait faire qu'à la charge de l'appel; d'où résulte évidemment un excès de pouvoir de la part des juges qui l'ont prononcé, et la privation d'un degré de juridiction au profit des demandeurs;—Donne défaut et, en adjugeant le profit, — Casse le jugement du tribunal civil du département des Côtes-du-Nord, du 5 flor. an 7. Du 1^{er} frim. an 9.—Sect. civ.—*Prés.*, le cit. Liborel.—*Rapp.*, le cit. Pajon.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.—*Pl.*, le cit. Huari-Duparé.

MUTATION PAR DÉCÈS.—ABSENT MILITAIRE.

Les militaires absents pour le service de la patrie ne sont pas soumis au délai de six mois dans lequel les héritiers doivent acquitter le droit de mutation par décès.—Ils sont relevés de toute déchéance par l'art. 2 de la loi du 6 brum. an 5. (L. 22 frim. an 7, art. 39.) (3)

(2) Evidemment, une telle condamnation excéderait le taux du dernier ressort. Il faut donc supposer que, pour statuer cependant en dernier ressort, les juges avaient considéré qu'il s'agissait d'une affaire intéressant la régie des domaines, et comme telle, dispensée dans tous les cas de la règle des deux degrés de juridiction, aux termes, soit de l'art. 2 de la loi du 7 sept. 1790, soit de l'art. 65 de celle du 22 frim. an 7. Mais cette disposition ne concerne que les affaires relatives à la perception des droits; elle est inapplicable lorsqu'il s'agit de créances ordinaires dues au domaine. C'est en point que la Cour de cassation a consacré nombre de fois: *F.* 12 mess. an 8; 2, 4 germ., 3 flor., 13 mess. an 9; 12 prair. an 10; 22 niv. et 15 mess. an 11; 19 vend. an 12; 23 mars 1808; 16 juill. 1810.—*F.* aussi Merlin *Quest. de droit*, v^o *Dernier ressort*, § 1^{er}.

(3) M. Merlin qui, dans cette affaire, avait soutenu la doctrine contraire à celle que consacre le jugement ci-dessus, fait suivre ce jugement, qu'il rapporte avec ses conclusions, de l'observation sui-

(La régie de l'enregistrement.—C. Richardet.)

Levicomte décédé en pluv. de l'an 7, laissant deux héritières, une sœur, et une nièce mariée à Richardet, capitaine d'infanterie, en activité de service.

La déclaration au bureau de l'enregistrement ne fut pas faite dans les six mois, conformément à la loi du 22 frim. an 7. — La régie déclara en conséquence une contrainte contre les héritiers, pour le paiement du demi-droit en sus.

Mais, par jugement du tribunal civil du département des Côtes-du-Nord, la régie fut déclarée non recevable à l'égard du sieur Richardet, sur le motif que, d'après l'art. 2 de la loi du 6 brum. an 5, le délai de six mois ne courait pas contre les militaires en activité de service.

POURVOI en cassation de la part de la régie, pour fausse interprétation de cette loi, et violation de l'art. 39 de la loi du 22 frim. an 7. — Elle a prétendu que l'art. 2 de la loi du 6 brum. an 5 n'était applicable pour les militaires qu'aux délais de la procédure et des jugemens; que décider autrement, ce serait les dispenser de déclaration de mutation pendant tout le temps de leur service; que d'ailleurs ce bénéfice leur avait été enlevé par l'art. 73 de la loi du 22 frim. an 7, qui abroge toutes les lois antérieures sur les droits d'enregistrement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que l'art. 2 de la loi du 6 brum. an 5, dispose : *aucune prescription, aucune expiration de délai, ou péremption d'instance, ne peut être acquise contre les défenseurs de la patrie en activité de service*; — Que cette disposition est générale; que la loi qui a voulu défendre les militaires en activité de toute expiration de délai, ne peut être supposée leur avoir refusé cet avantage, si l'expiration de ce délai les soumettait à une peine pécuniaire au profit du gouvernement; — Qu'une exception de cette espèce aurait eu d'autant plus besoin d'être exprimée, que la disposition de faveur est conçue dans les termes les plus généraux; que le demi-droit en sus, exigé des héritiers, pour défaut de paiement du droit d'enregistrement dans les six mois, est une peine établie à titre d'amende, par l'art. 39 de la loi du 22 frim. an 7, et même une peine personnelle, puisque le même article en rend les tuteurs et les curateurs personnellement responsables; que la loi du 6 brum. an 5, constitutive d'une suspension générale de tous les délais au profit des défenseurs de la patrie en activité de

service, n'est point une loi sur la matière particulière de l'enregistrement, et qu'ainsi elle n'a pas été abrogée par l'art. 78 de celle du 22 frim. an 7; — Qu'en faisant jouir les défenseurs de la patrie du bénéfice de la loi du 6 brum. an 5, il n'en résulte nullement que le trésor public ne pourra leur faire acquitter ce qu'ils doivent, mais seulement qu'il sera obligé de le recouvrer dans le délai accordé à tous les citoyens, ou de rembourser au demi-droit en sus, s'il n'en fait le recouvrement qu'après ce délai; — Rejetta, etc.

Du 1^{er} frim. an 9. — Sect. req. — Pres., le cit. Muraire. — Rapp., le cit. Gaudon. — Concl. contr., le cit. Merliu, subst. — Pl., le cit. Huart-Dupare.

ENREGISTREMENT.—RÉDUCTION.—RÉTROCESSION.

La résolution d'un contrat de vente, consentie devant la juge de paix, au bureau de conciliation, ne peut être assimilée à une résolution judiciaire, dispensée du droit proportionnel d'enregistrement : une telle résolution constitue une véritable rétrocession passible de ce droit. (L. 22 frim. an 7, art. 68, § 3, n° 7, et art. 69, § 7.) (1)

(L'enregistrement.—C. Miquelis.)

Par transaction passée entre la dame Camille Bonifis et le sieur Miquelis, son mari, sur une demande en divorce, celui-ci s'obligea à faire résilier deux actes de vente qu'il avait consentis au profit des sieurs Gillé et Sibille, de propriétés appartenant à la dame Camille Bonifis.

Le 4 flor. an 7, il les fit en conséquence citer en conciliation, pour faire prononcer cette résiliation, attendu que les actes de vente n'étaient pas sérieux.

Les sieurs Gillé et Sibille comparurent au bureau de paix, et déclarèrent qu'ils n'avaient aucun moyen pour s'opposer à cette demande; qu'ils consentaient à ce que lesdits actes de vente fussent considérés comme nuls et non avenus, *rétrocedant*, en tant que de besoin, au sieur Miquelis la propriété des objets vendus.

Les procès-verbaux contenant ces déclarations, présentés à l'enregistrement, le receveur prétendit qu'ils contenaient une rétrocession volontaire donnant ouverture à un droit proportionnel d'enregistrement et à un double droit, pour n'avoir point été présentés dans les délais. — Il déclara, en conséquence, contre le sieur Miquelis, une contrainte en paiement de la somme de 4,160 fr.

wante; a J'ai lieu de croire que l'on eût jugé différemment, si je n'avais pas osé de citer, à l'appui de mon opinion, l'art. 24 de la loi du 9 vend. an 6 aux mots : *ce délai*—lui de trois mois accordé par cette loi pour les déclarations de successions qui n'avaient pas été faites en temps utile sera double pour les défenseurs de la patrie en activité de service. » (Quest. de droit, v° Enregistrement, § 14.) — Cette disposition suppose, en effet, que l'obligation de faire la déclaration et d'acquitter les droits de mutation, s'applique aux militaires absents pour le service, comme à tous autres héritiers.

(1) P. décision conforme, 19 germ. an 13. — La jurisprudence est bien facile sur ce point que les résolutions qu'on fait autrement que par jugement, doivent être regardées comme des rétrocessions soumises au droit proportionnel d'enregistrement. Un arrêt de la Cour de cassation du 17 déc. 1811 a même décidé que la dispense du droit n'a lieu que quand la résolution est prononcée par jugemens des tribunaux civils, et qu'ainsi elle n'est pas applicable aux résolutions prononcées par jugemens des tribunaux de commerce ou par sentences arbitrales. Cependant, il paraîtrait que la régie ne prend point

cet arrêt pour règle, et suit une décision ministérielle du 22 nov. 1808, d'après laquelle on doit ranger dans la classe des tribunaux civils, tous ceux qui connaissent de matières purement civiles, et par conséquent les tribunaux d'arbitrage. C'est du moins ce que nous apprennent MM. Championnière et Rigaud, dans leur *Traité des droits d'enregist.*, t. 1^{er}, n° 382.

On sait, du reste, que lors même que la résolution est prononcée en justice, elle n'est exemptée du droit proportionnel, d'après le n° 7, § 3 de l'art. 68 de la loi du 22 frim. an 7, qu'autant que cette résolution a pour cause une nullité radicale. Or, la jurisprudence de la Cour de cassation est très rigoureuse en cette matière, et refuse presque toujours de considérer comme nullités radicales, les causes de nullités qu'on lui présente comme telles : P. Jur. du XIX^e siècle, v° Enregistrement, § 9. P. aussi, sur la définition des nullités radicales, l'ouvrage de MM. Championnière et Rigaud déjà cité, n° 381 et suiv. — P. encore, *supra*, 21 vend. an 9 (aff. Groussouan), et les observations qui accompagnent ce jugement.

Le sieur Miquelis y forma opposition, prétendant que les procès-verbaux ne contenaient qu'une résiliation judiciaire, et ne pouvaient être assujettis qu'au droit fixe déterminé par le n° 47 du § 1^{er} de l'art. 68 de la loi du 22 frim. an 7; il demanda en conséquence la nullité de la contrainte.

Le tribunal civil des Alpes-Maritimes accueillit cette défense, et déclara la contrainte nulle.

Pourvoi en cassation de la part de la régie, pour fausse application de l'art. 68, n° 47, § 1^{er}, de la loi citée, et violation de l'art. 69, § 7, de la même loi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu le § 7 de l'art. 69 de la loi du 22 frim. an 7; et attendu, 1^o qu'il résulte dudit article, que les actes portant rétrocession sont assujettis au droit proportionnel de 4 fr. pour 100 fr., et qu'il est constant en fait, que les procès-verbaux dont il s'agit contenaient rétrocession de la part de Gillé et Sibille au profit de Miquelis; — 2^o Attendu que la disposition du n° 47 du § 1^{er} de l'art. 68 de la même loi, n'est point applicable à l'espèce, en ce que les procès-verbaux dont il parle sont ceux dont il ne résulte aucune disposition donnant lieu au droit proportionnel, et que, d'après le § 7 de l'art. 69, un acte portant rétrocession ne peut être rangé dans cette classe; — Attendu, 3^o qu'on ne peut non plus y appliquer la disposition du n° 7 du § 3 du même article, par la raison qu'il ne parle que des jugemens des tribunaux civils rendus en première instance ou sur appel, et qu'il y a une différence évidemment sensible entre une résiliation de contrat prononcée par les tribunaux pour cause légale et déterminée, et celle consentie devant un juge de paix, qui n'a point le droit de prononcer sur le différend des parties, mais seulement de s'occuper de leur conciliation et de leur donner acte de leurs déclarations; — Donne défaut et casse, etc.

Du 1^{er} frim. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Pajon. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., le cit. Huart-Dupare.

JUGEMENT PRÉPARATOIRE. — JUGEMENT DÉFINITIF. — APPEL. — DÉCHÉANCE.

Un jugement préparatoire dans un chef, et définitif dans un autre, est sujet à l'appel quant à la disposition définitive. (L. 3 brum. an 3, art. 6.) (1)

Est définitif, et non simplement préparatoire, le jugement qui, après l'expiration d'un délai dans lequel il devait être procédé à une expertise, sous peine de déchéance, accorde un nouveau délai et relève ainsi de la déchéance encourue (2).

(Collonge.—C. Jaillard.)

Collonge était en contestation avec Jaillard sur une demande en rescision d'une vente pour cause de lésion d'outre moitié. — Un jugement par défaut rejeta la demande de Collonge, comme suffisamment détruite par un rapport d'experts précédemment fait.

Opposition de la part de Collonge, et le 13 mess. an 6, jugement qui ordonne un nouveau rapport, et accorde à Collonge un délai de deux mois pour y faire procéder, passé lequel il en demeurerait

déchu, et le premier jugement par défaut serait pleinement exécuté. — Ce délai s'écoule sans que Collonge fasse procéder au rapport ordonné; mais il obtient, le 18 frim. an 8, une prorogation de délai.

Jaillard interjette appel de ce jugement devant le tribunal du département de Saône-et-Loire. — Collonge le soutient non recevable, parce que le jugement n'était que préparatoire.

Le 21 germ. an 8, jugement qui rejette la fin de non-recevoir, attendu que le jugement attaqué, bien que préparatoire dans la mesure qu'il ordonne, était cependant définitif en ce qu'il avait relevé Collonge de la déchéance par lui encourue; et statuant au fond, ordonne l'exécution du jugement du 13 mess., et déclare Collonge irrévocablement entêché de la faculté de faire procéder à un nouveau rapport d'experts.

Pourvoi en cass. par Collonge, pour contrevention à l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2, qui suspend l'appel de tout jugement préparatoire jusqu'au jugement définitif.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le tribunal civil du département du Rhône a accordé, par son jugement du 18 frim. an 8, un nouveau délai de quatre décadés à François Collonge et consorts, pour procéder au second rapport ordonné par le jugement du 13 messid. an 6; — Qu'en accordant ce nouveau délai, le tribunal civil du département du Rhône a relevé François Collonge et consorts de la déchéance prononcée par le jugement du 13 messid. an 6, qui avait acquis l'autorité de chose jugée; — Qu'on ne peut regarder comme préparatoire un jugement qui a relevé d'une pareille déchéance; — Que conséquemment le tribunal dont le jugement est attaqué, en recevant l'appel du jugement du 18 frim. an 8, n'est nullement contrevenu à la loi du 3 brum. an 2, qui défend de recevoir l'appel des jugemens purement préparatoires; — Que les motifs sur lesquels le tribunal dont le jugement est attaqué s'est fondé pour regarder comme définitif, même comme acquiescé, le jugement du 13 messid. an 6 qui avait ordonné un nouveau rapport, sont à l'abri de toute critique; — Qu'il résulte en effet du jugement du 13 messid. an 6, que François Collonge et consorts étaient tenus de faire procéder au nouveau rapport, et de le remettre au ufeille dans l'espace de deux mois pour tout délai, faute de quoi, et sans qu'il soit besoin d'autre jugement, ils en seraient définitivement déchus; — Rejette, etc.

Du 2 frim. an 9. — Sect. req. — Prés., le cit. Murair. — Rapp., le cit. Vergès. — Concl. conf., le cit. Merlin, subst. — Pl., le cit. Riffé.

1^o PRESCRIPTION. — MARCHANDS.2^o REQUÊTE CIVILE. — CASSATION. — ULTRA PETITA.

1^o La prescription d'un an, établie par l'art. 7, du tit. 1^{er} de l'ordonn. de 1673 en faveur des particuliers contre les marchands, pour les marchandises qu'ils vendent, n'a pas lieu de marchand à marchand. (Cod. civ., 2272, ann.) (3)

et emporterait déchéance, ils ne peuvent plus lui en accorder un second, sans contrevenir à la chose jugée: F. Nîmes, 14 therm. an 12; Cass., 1^{er} avril 1812, et 9 fév. 1825.

(3) F. dans le même sens, Toulouse, 3 niv. an 10, et 17 plur. an 12; Cass. 8 janv. 1806. — Jousse et Bornier, sur cet article de l'ord. de 1673, citent un arrêt du grand conseil du 12 juill. 1672, rendu en faveur de Martin, imprimeur, contre les héritiers

(1) F. conf., 23 frim. an 10; 11 brum. an 11; — Merlin, *Quest. de droit*, 2^o Appel, § 1^{er}, n° 6; Bérriot, liv. 1, tit. 2, ch. 1^{re}.

(2) En accordant un nouveau délai, et en relevant par là de la déchéance encourue par inexécution du premier jugement, le tribunal violait la chose jugée par ce premier jugement. Il a été en effet décidé que, quand les juges ont déclaré que le délai qu'ils accordaient à une partie, était de rigueur

9° Un moyen de requête civile, par exemple l'ultra petita, ne peut pas être employé comme moyen de cassation. (Ord. de 1667, tit. 35, art. 34; Cod. proc. civ., 480) (1).

(Jodard—C. Rubrecq.)

La veuve Rubrecq avait livré des marchandises à Jodard. Au bout de quelques années, elle lui en demanda le paiement.

Jodard opposa la prescription annale, prise de l'art. 7 du titre 1^{er} de l'ordonn. de 1673.

La dame Rubrecq répondit que cet article avait établi plutôt une présomption de paiement qu'une prescription; que cela résultait évidemment de l'art. 10 du tit. 1^{er} de l'ordonn. de 1673, qui donne le droit au marchand auquel on oppose le laps de six mois ou d'un an, de déferer le serment à celui qu'il prétend être son débiteur. Cette prescription, ajoutait la demanderesse, n'a eu pour motif que la coutume assez générale de payer les marchands sans en tirer quittance, et la crainte que des marchands peu délicats ne se fissent payer deux fois. Aussi ces dispositions n'ont-elles lieu que des marchands aux individus non marchands, et non de marchand à marchand; et non seulement les motifs de la loi l'indiquent, mais encore les termes même de l'art. 7 le prouvent. Jousse, sur cet article, dit positivement que la prescription dont il est parlé n'a point lieu de marchand à marchand.

34 vent. an 7, jugement du tribunal de commerce de Lille, confirmé par le tribunal civil du Nord le 19 thermid. suivant, qui repousse la prétention de Jodard, et le condamne même à payer à la veuve Rubrecq une somme supérieure à celle qu'elle avait demandée.

Pourvoi en cassation de la part de Jodard, 1^{er} pour violation de l'art. 7 du tit. 1^{er} de l'ordonn. de 1673, qui est général, et permet aux marchands tout aussi bien qu'aux autres particuliers d'opposer le moyen de la prescription.

2^o Pour violation de l'art. 34, tit. 35 de l'ordonn. de 1667, en ce que le tribunal avait accordé à la veuve Rubrecq une somme plus considérable que celle qu'elle avait demandée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu, sur le premier moyen, que l'art. 7, tit. 1^{er} de l'ordonn. de 1673 n'était point applicable à l'espèce, parce que la prescription dont il y est parlé n'a été introduite par l'ordonnance qu'en faveur des particuliers, et ne peut, d'après la jurisprudence, être invoquée par les négocians entre eux.

Attendu, sur le deuxième moyen de cassation, que ce moyen, pris de la contravention à l'art. 34,

de Cramoisy, libraire, qui l'a ainsi jugé par application de l'art. 127 de la coutume de Paris qui contenait sur la prescription une disposition semblable à celle de l'ordonnance. F. aussi, Ferrière, sur cet article de la coutume de Paris, n° 10. — La question est aujourd'hui tranchée par l'art. 2272, Code civ., qui établit une prescription d'un an, seulement pour les fournitures faites par des marchands à des particuliers non marchands.

Il ne faut cependant pas conclure des termes généraux de cet article que la prescription d'un an eût pu jamais être invoquée contre marchands, pour aucune espèce de vente. Les dispositions de l'art. 2272 doivent être entendues en ce sens, que la prescription annale ne serait pas applicable à la demande formée par un marchand contre un marchand, pour paiement de fournitures d'objets de leur commerce commun; mais qu'elle pourrait être invoquée, même entre marchands, s'il s'agissait de fournitures qui n'auraient pas été faites à raison de leur commerce. F. en ce sens Malville, *Analyse du*

tit. 35 de l'ordonn. de 1667, n'est pas proposable, l'ultra petita n'étant mis, par cette ordonnance, qu'au rang des moyens de requête civile qui ne peuvent être cumulés avec les moyens de cassation; qu'on s'efforcerait en vain de le travestir en moyen de cassation, en invoquant la disposition de la coutume du domicile des parties qui défendaient aux juges d'adjudger plus qu'il n'était demandé, et des lois romaines qui contenaient des dispositions semblables, puisqu'il est constant qu'un édit promulgué pour le département du Nord en 1674, range, comme l'ordonn. de 1666, l'ultra petita dans la classe des moyens de requête civile; — Rejette, etc.

Du 3 frim. an 9. — Sect. des req. — Rapp., le cit. Minier.

JUGEMENT PAR DÉFAUT.—OPPOSITION.

Un jugement par défaut portant débouté d'opposition n'était pas susceptible d'opposition (avant comme depuis la Code de procédure). (Ord. de 1667, tit. 35, art. 3; Décl. du 17 fév. 1688, art. 10; Cod. proc., 165.) (2)

(Ricottier—C. Ricottier.)

Ainsi l'avait décidé un jugement du tribunal civil de Saône-et-Loire, par le motif qu'opposition sur opposition ne vaut.

La dame Ricottier, au préjudice de qui ce jugement avait prononcé, en a demandé la cassation pour violation de l'art. 3, tit. 35 de l'ordonn. de 1667, qui permet de former opposition dans la huitaine aux jugemens ou arrêts rendus par défaut, faute de se présenter, ou à l'audience, faute de plaider.

Le défendeur a soutenu que cet article devait s'entendre d'une première opposition à un jugement par défaut; que cette interprétation donnée par le commentateur Jousse, avait été généralement fixée par l'art. 10 de la déclaration du 17 fév. 1688; que d'ailleurs si une seconde opposition était admise, il n'y aurait pas de raison pour qu'une troisième, quatrième, etc., le fussent également, ce qui rendrait les procès interminables.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu qu'aucune disposition de l'ordonnance de 1667, n'autorise les parties à former indéfiniment des oppositions aux jugemens par défaut rendus contre elles; — Que c'est au contraire un principe généralement reçu, qu'on ne peut être admis à former opposition à un autre jugement par défaut, et que ce principe est formellement consacré par la disposition de l'art. 10 de la déclaration du mois de fév. 1688; — Rejette, etc.

Code civ., art. 2271 et 2272; Duranton, t. 21, n° 409; Vazeille, *De la prescription*, n° 736; Trop- long, *ibid.*, t. 2, n° 962.

(1) F. dans le même sens, 5 brum. an 11, et 28 mars 1837 (Volume 1837). — Merlin, *Questions de droit*, v° *Cassation*, § 12. — Il en serait de même de l'omission de prononcer sur un des chefs de la contestation: 6 fév. 1833 (Volume 1833), et 21 fév. 1834 (Volume 1834).

(2) F. conf., Cass. 23 germ. an 6: — Jousse, sur l'art. 35 de l'ord. de 1667; Merlot, *Quest. de droit*, v° *Opp. aux jug.*, § 5. — Ce principe, consacré formellement par l'art. 165 du Code de proc. civ., se trouvait en effet écrit dans l'art. 10 de la déclaration du 17 fév. 1688: « Nul ne sera reçu, portait cet article, à former opposition contre le jugement qui l'aura débouté d'une première opposition. » — Cependant, il y avait quelques sièges où l'on pouvait former opposition deux fois. Mais cet usage était critiqué comme réprouvé par la disposition précitée. (F. Pigeau, *Proc. du châtelet*, t. 1^{er}, p. 497.)

Du 3 frim. an 9. — *Sect. req. — Rapp.*, le cit. Ratand. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst. — *Pl.*, le cit. Ducloux.

PROROG. DE JURIDICTION. — JUGE DE PAIX.

La juridiction du juge de paix peut, dans les matières de sa compétence, être prorogée par le consentement des parties au-delà de la valeur fixée par la loi (1).

Le juge de paix dont la juridiction a été ainsi prorogée peut prononcer sur le litige dont il est saisi, encore que l'une des parties décline ultérieurement sa compétence (2).

(Delimmingh—C. Aguessens.)

Aguessens s'était pourvu contre Delimmingh devant le tribunal civil de la Dyle, en paiement du prix de plusieurs ouvrages par lui faits à un moulin qu'il avait affermé. — Par jugement du 27 germ. an 6, ce tribunal se déclara incompétent, et renvoya d'office la contestation devant le juge de paix.

(1 et 2) Dans le rigueur des principes, ainsi que le fait observer Henrion de Pansey, le droit de juridiction ne pouvant émaner que de la puissance publique, il semblerait que les justiciables, de simples particuliers, ne devraient pas être capables de la proroger, et de donner ainsi aux juges le droit de sortir du cercle dans lequel le législateur a cru devoir circonscire leur pouvoir. Cependant, c'est là une règle généralement admise aujourd'hui, et que les lois romaines elles-mêmes avaient consacrée en propres termes. « Si se subijciat aliqui jurisdictioni, porte la loi 1^{re}, ff. de judiciis, et consentiant, inter consensum etiam judicis, qui tribunali preest, vel a iudice jurisdictionem habet, est jurisdictione. »

Toutefois, il faut distinguer deux sortes de prorogation volontaire. — La première n'est, lorsque l'on compare devant un juge qui, à raison du domicile des parties, ne serait pas compétent pour connaître du litige qui lui est soumis, quoique la matière rentre dans ses attributions. Cette sorte de prorogation de juridiction, qui s'opère le plus ordinairement par consentement tacite, offre peu de difficultés sérieuses dans la pratique.

La seconde espèce de prorogation volontaire a lieu, lorsque l'on porte devant un juge une affaire qui n'est pas dans le cercle de ses attributions, et dont la loi ne lui confie pas la connaissance.

Ici s'élèvent les difficultés : — Il est des juges qui sont délégués pour juger jusqu'à une certaine somme, jusqu'à un certain montant; d'autres qui n'ont, dans leurs attributions, qu'un certain genre d'affaires, *certain genus causarum*.

A l'égard de ces derniers, on tient pour incontestable que leur juridiction, concentrée dans un genre d'affaires, ne peut être prorogée; tandis qu'il en est différemment des premiers; et d'autres termes, qu'il n'y a pas de prorogation de *re ad rem*, mais qu'elle peut avoir lieu de *quantitate ad quantitatem*. (V. L. 74, *cod. de iudiciis*, et L. 28, *cod. ad municipalem*.)

La raison de cette différence est sensible, dit Henrion de Pansey. « Lorsqu'un juge est circonscrit dans un certain genre d'affaires, toutes les autres lui sont absolument étrangères; les lui soumettre, ce ne serait pas seulement étendre sa juridiction, ce serait même réellement en créer une et la lui conférer. Au contraire, lorsque le tribunal a le droit de connaître jusqu'à une certaine somme, et que l'on porte devant lui une demande afin de paiement d'une somme plus forte, déjà investi du droit de juger jusqu'à une certaine somme, il a le germe, le principe de l'autorité qui lui est nécessaire pour statuer sur le tout : là, point de juridiction nouvelle à constituer comme dans le premier cas. »

Appliquant ces notions à l'espèce du jugement

Ce jugement, qui n'avait prononcé le renvoi que par une fautive interprétation de l'art. 9 du tit. 3 de la loi du 21 août 1790, ne fut point attaqué par les parties; il fut au contraire exécuté de leur part, en procédant sans réserves devant le juge de paix. — Ce fut au moment où le juge allait prononcer, que Delimmingh lui opposa son incompétence. — Mais le juge de paix, considérant que cette incompétence n'étant point *ratione materię*, avait été couverte par les défenses au fond, prononça sur la contestation, et sa décision fut confirmée sur l'appel.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Delimmingh contre ce dernier jugement, et en annulation du premier jugement, par voie de règlement de juges.

Le cit. Merlin, substitut du commissaire du gouvernement, a pensé que l'incompétence n'étant point à raison de la matière, avait pu être couverte par les parties, et que dans l'espèce elle l'avait été pleinement.

que nous recueillons ici, il parait donc bien constant, comme le décide ce jugement, que, dans les matières à l'égard desquelles le juge de paix est compétent jusqu'à une certaine somme, sa juridiction peut être prorogée au-delà, par la volonté des parties, lorsque d'ailleurs celles-ci sont capables de donner un tel consentement. — V. en ce sens, Cass. 10 janv. 1809, et 12 mars 1829; Paris, 6 août 1809; — V. cependant, Cass. 22 juin 1808.

Mais la prorogation volontaire peut-elle avoir lieu pour le dernier comme pour le premier ressort? L'affirmative ne semble pas pouvoir faire l'objet d'un doute : après avoir permis aux parties de substituer un juge de leur choix à celui qu'elle leur donne, on ne voit pas pourquoi la loi leur défendait de renoncer à l'appel du jugement qui doit intervenir. Aussi cette espèce de prorogation de juridiction n'a-t-elle été formellement admise, en ce qui touche le juge de paix, par l'art. 11, tit. 3^{er} de la loi des 18-26 oct. 1790, et par l'art. 7 du Code de proc.

Une autre difficulté, c'est de savoir si la prorogation de juridiction peut avoir lieu par le seul consentement tacite des parties, ou si un consentement exprès est nécessaire. La question divise les auteurs et n'a pas été résolue uniformément par la jurisprudence. — V. pour le consentement tacite, Cass. 12 mars 1829, et Paris, 5 mars 1800; pour la nécessité du consentement exprès, Cass. 20 mai 1829.

Enfin, on s'est demandé si le juge peut renvoyer les parties qui se présentent devant lui et veulent proroger sa juridiction, ou s'il est obligé de prononcer sur le litige qui lui est ainsi soumis par prorogation. — La Cour de cassation s'est prononcée contre l'obligation de juger : V. 11 mars 1807; V. aussi en ce sens, Lyon, 17 mai 1833 (Volume 1833). — Toutefois, on n'a entendu qu'il devait en être autrement quand, conformément à l'art. 7, Code proc., les parties se présentent volontairement et sans citation devant le juge de paix.

V. au surplus sur ces diverses questions, Henrion de Pansey, de l'aut. judic., ch. 11, et Comp. des juges de paix, ch. 7. — Merlin, Rép., vis Hypothèque, sect. 2, § 2, n° 4; Prorog. de juridict., et Quest. de droit, n° Prorogation de juridiction; — Carré, Lois de la proc., quest. 26, 53 et 1634; Lois de la compétence, art. 259; — Thomine, Comm. du Code de proc., t. 1^{er}, n° 28; — Favard, Rép., v° Inst. de paix, § 1^{er}, n° 4 et 5; — Demiau, Élém. de proc., p. 17 et 18; — Berciat, Proc. civ., 1^{re} part., ch. 2; — Daniels, Rép. de Merlin, v° Prorogation de juridict., n° 3; — Lepage, quest. 70 et 71; — Hamet, p. 52; — Pigeon, Comm. du Code proc., t. 1^{er}, p. 17, 18 et 370; — Protetien français, t. 1^{er}, p. 13; — Rincet, Dict. de proc., v° Prorogation de juridict., n° 15.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu, sur la demande en règlement de juges, que les parties ayant acquiescé au jugement du tribunal civil du département de la Dyle, du 27 germ. an 6, portant renvoi de la cause devant la justice de paix du canton de Werre, et d'après ce renvoi, ayant volontairement procédé en cette justice de paix, le cit. Delimmingh n'a pas pu, en fin de cause, après avoir reconnu la juridiction, défendre au fond, suivi une expertise, venir proposer un déclinatoire que ne comportait ni l'état du procès, ni son acquiescement à la chose jugée ;

Attendu qu'on ne peut pas dire que l'incompétence du juge de paix fût absolue et telle qu'aucun acquiescement n'ait pu la couvrir, et qu'elle ait pu être proposée en tout état de cause, puisque si, dans le fait, l'objet du procès excédait les attributions ordinaires du juge de paix, il n'est pas moins vrai que ne s'agissant que d'une matière civile, qui n'était pas étrangère à sa juridiction, il avait aptitude à en connaître, et qu'alors le consentement des parties, joint au jugement de renvoi, a suffi pour légitimer sa compétence ; — Déboute le sieur Delimmingh de sa demande en règlement de juges, et rejette son pourvoi.

Du 3 frim. an 9. — Sect. req. — *Prés.* le cit. Desfourges. — *Rapp.* le cit. Muraire. — *Concl.* le cit. Merlin, commiss.

RENTE VIAGÈRE. — PAPIER-MONNAIE. — RÉDUCTION.

Une rente viagère créée pendant le cours du papier monnaie devait subir la réduction imposée par la loi du 13 plu. an 6 (art. 7), encore que l'acte constitutif contint une délégation par le créancier pour le service d'une autre rente qu'il avait à payer en numéraire (1)

(Duchesse — C. Vallot.)

Le 1^{er} flor. an 3, constitution par Duchesse au profit de Vallot, d'une rente viagère de 1,350 fr. au principal de 18,000 fr. ; et délégation de cette rente, dans le même acte, par Vallot à Dutobo, son créancier de pareille rente payable en numéraire.

Duchesse, se prévalant des lois d'alors, ne voulut payer la rente que valeur réduite, d'après l'échelle de dépréciation du papier-monnaie. — Mais Vallot soutint que, de la circonstance que cette rente avait été déléguée pour le service d'une autre rente due en numéraire, résultait pour Duchesse l'obligation de payer sans réduction.

19 thermid. an 7, jugement du tribunal civil de Maine-et-Loire, qui accueille ce système.

Pourvoi en cassation par Duchesse, pour violation de l'art. 7 de la loi du 13 plu. an 6.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'art. 7 de la loi du 13 plu. an 6, sur les rentes viagères créées pendant le papier-monnaie ; — Et attendu que la rente viagère de 1,350 fr., au principal de 18,000 fr., créée par le contrat du 1^{er} flor. an 3, par Duchesse et sa femme, au profit de Philippe-Robert Vallot,

(1) Un jugement de cassation du 3 prair. an 11 a décidé qu'on ne pouvait suppléer au défaut de renonciation formelle à la réduction, par aucune induction indirecte qu'on ferait résulter soit du titre même constitutif, soit d'actes étrangers. — *V.* au surplus, plusieurs autres décisions sur la réduction des rentes viagères créées pendant le cours du papier-monnaie, *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o Rente viagère, § 3.

(2) *V. conf.*, Cass. 13 plu. et 7 vent. an 8 ; 13 mess. an 9 ; 16 germ. an 11 ; 3 août 1812. — Figeau, liv. 2, part. 3 ; Merlin, *Quest. de droit*, v^o Sect. 4^e

quoique dite payable à Jeanneux Dutobo, créancier dudit Vallot de pareille rente payable en numéraire et sans réduction, et devant s'éteindre seulement à son décès et non à celui de Vallot, n'a été instituée qu'en assignats et ne doit être servie que d'après réduction ; — Et qu'ainsi le jugement attaqué, en condamnant Duchesse à payer en numéraire et sans réduction, a violé l'article précité ; — Casse, etc.

Du 3 frim. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.* le cit. Babbie. — *Concl.* le cit. Arnaud, subst. — *Plaid.*, les cit. Roy et Poissand.

JUGE. — SECTION. DE TRIB. — REMPLACEMENT.

Une section d'un tribunal ne peut, sans peine de nullité, lorsqu'il s'y trouve un nombre suffisant de juges, appeler au jugement d'une affaire dont elle est saisie, un juge pris dans une autre section. (L. 23 vend. an 4, et 30 germ. an 5, art. 16.) (2)

(Chamensat — C. Muthnahn.)

La première section du tribunal civil de la Haute-Loire avait appelé un sixième juge de la seconde section, en remplacement d'un de ses membres absent, bien qu'elle fût encore composée de cinq juges, nombre suffisant aux termes de l'art. 220 de la constitution de l'an 3.

Pourvoi en cassation pour contravention audit art. 220 de la const. de l'an 3 ; à l'art. 2 de la loi du 23 vend. an 4 ; et à l'art. 16 de la loi du 30 germ. an 5.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'art. 220 de la const. de l'an 3 ; la loi du 23 vendém. an 4, et l'art. 16 de la loi du 30 germ. an 5 ; — Attendu qu'il résulte des articles ci-dessus que les juges d'une section ne doivent point passer à une autre, tant que celle-ci est en nombre suffisant pour juger ; que la loi du 30 germ. à l'article rapporté, ne suppose la nécessité d'appeler un autre juge en remplacement, qu'autant que la section n'est plus en nombre requis pour prononcer ; — Que, si l'un des juges pouvait, sans nécessité, passer d'une section à une autre, il n'y aurait pas de raison pour empêcher tous les autres de s'y réunir ; qu'il serait clair néanmoins que la loi serait violée ; qu'il suit de là que les juges du tribunal civil du département de la Haute-Loire, en appelant un sixième juge d'une autre section, lorsqu'ils se trouvaient en nombre requis par la loi pour juger, ont contrevenu aux lois ci-dessus citées ; — Casse le jugement du tribunal civil du département de la Haute-Loire, du 3 therm. an 6.

Du 4 frim. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.* le cit. Rousseau. — *Concl.* le cit. Arnaud, subst.

TRANSACTION. — DÉFENSES. — TRIBUNAL.

Un tribunal ne peut, sans excès de pouvoir, faire défense aux parties, par un jugement préparatoire ou interlocutoire, de s'arranger ou de transiger sur l'objet du procès (3).

trib., § 2, et Carré, *Lois de l'organisation jud.*, art. 360, n^o 466.

(3) Une telle défense ne peut se concevoir qu'à raison de la nature et des circonstances particulières de l'espèce. Il est à croire que, par suite de la dérogation des pièces respectivement produites par les parties, le tribunal erut voir des indices de faux, et voulut empêcher qu'au moyen d'un arrangement amiable, les parties ne fissent disparaître les pièces fausses. Mais pour atteindre ce but, il suffisait d'ordonner le dépôt des pièces prétendues fausses, en laissant au ministère public le soin de pourvoir

(Lesein—C. Poisson.)

Lesein et la femme Poisson étaient en procès devant le tribunal de l'Eure, et demandaient la vérification d'écritures respectivement opposées et déniées.—Un jugement préparatoire du 27 vent. an 7, en ordonnant cette vérification et le dépôt au greffe des pièces déniées, avait, sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement, fait défense aux parties de s'arranger, tant que la vérification n'aurait pas eu lieu.—Le 1^{er} flor. suivant, jugement définitif au profit de la femme Poisson.

Pourvoi en cassation par Lesein contre ce dernier jugement. Il présentait comme moyen de cassation la défense de se concilier portée au jugement préparatoire du 27 vent. an 7.

Le tribunal de cassation a rejeté le pourvoi, quant à l'intérêt de la partie, attendu que la défense portée au jugement préparatoire, jugement non attaqué, était étrangère à la décision définitive. Mais en même temps, sur la réquisition du commissaire du gouvernement, il a prononcé en ces termes :

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Faisant droit sur le réquisitoire du substitut du commissaire du gouvernement, tendant à la cassation du jugement interlocutoire dont il s'agit, quant à la disposition qui a fait défense aux parties de s'arranger;—Attendu qu'en matière civile, les parties privées ont toujours le droit de se concilier, et que la disposition dont il s'agit porte atteinte au vœu de la loi sur l'organisation judiciaire;—Casse le jugement interlocutoire du 27 vent., quant à la disposition seulement qui fait défense aux parties de s'arranger sans l'assentiment du commissaire du gouvernement, etc.

Du 4 frim. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Rousseau.—*Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

AFFICHE. — JUGEMENT. — TRIBUNAL CIVIL.

Les tribunaux civils, et spécialement un tribunal de commerce, peuvent, sur la réquisition des parties, ordonner l'impression et l'affiche de leurs jugemens (1).

(Maréchal—C. Millet-Lafosse.)

Par jugement du 17 flor. an 7, le tribunal de commerce d'Yvetot, en condamnant Maréchal à restituer diverses sommes qui lui avaient été payées en trop par Millet-Lafosse, ordonna, sur la demande de celui-ci, l'impression et l'affiche de son jugement à un certain nombre d'exemplaires, aux frais de la partie condamnée.

Pourvoi en cassation contre cette dernière disposition du jugement, de la part de Maréchal, soutenant qu'aucune disposition de loi n'autorise les tribunaux civils à ordonner l'affiche de leurs jugemens.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu qu'aucune loi n'interdit aux tribunaux civils, d'ordonner l'affiche

de leurs jugemens aux frais de la partie condamnée, lorsqu'ils en sont requis;—*Rejeté*, etc.

Du 4 frim. an 9.—Sect. civ.

TÉMOINS.—ALLIANCE.

La prohibition d'entendre en témoignage les frères et sœurs de l'accusé et ses alliés au même degré, ne s'étend pas aux maris et femmes des mêmes alliés. (C. 3 brum. an 4, art. 358.) (2)

(Sailly V. Poulet—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 294, 346, 356, 358 et 456 du Code des délits et des peines du 3 brum. an 4;—Considérant qu'il résulte des dispositions des art. 346, 356 et 358 ci-dessus cités, que l'accusateur public peut faire entendre aux débats tous les témoins compris sur la liste par lui présentée, à moins qu'ils ne soient de la classe de ceux dont ledit art. 358 défend expressément l'audition;—Considérant que la prohibition faite par ce dernier article, à l'égard des alliés de l'accusé, aux degrés y énoncés, doit être restreinte dans son espèce, et qu'elle ne peut, par conséquent, être étendue aux maris et femmes des mêmes alliés, qui, d'ailleurs, ne sont pas parens de l'accusé dans un degré prohibé;—Considérant que, dans l'espèce présente, le commissaire accusateur, en comprenant sur la liste par lui présentée en exécution de l'art. 346 ci-dessus cité, les nommés Procoppe Souillart, Jean-Baptiste Herman et Jean-Baptiste Huchette, avait requis l'audition de ces trois témoins; et que néanmoins le tribunal criminel du département du Nord les a écartés des débats, sous prétexte qu'ayant chacun épousé une sœur du mari de l'accusée, ils devaient, de même que leurs femmes, être considérés comme compris dans la prohibition du susdit art. 358; qu'en appliquant ainsi fausement cet article, le tribunal criminel a mal à propos refusé de déférer à ladite réquisition du commissaire; et qu'ainsi celui-ci est fondé en son pourvoi en cassation, aux termes des art. 294 et 456 du Code des délits et des peines, ci-dessus également cités;—Casse, etc.

Du 6 frim. an 9. — Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Busschop.—*Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

DOUANES. — GRAINS ET FARINES. — IMPORTATION.

Les marchandises prohibées à la sortie, et spécialement des farines saisies dans les 5 kilomètres frontières, sans être accompagnées de passavant, doivent être confisquées, encore bien qu'elles fussent importées et non exportées. (L. 26 vent. an 5, art. 2.) (3)

(Vanderhée—C. Douanes.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 2 et 4 de la loi du 26 vent. an 5, et l'art. 456 du Code des délits et des peines;—Considérant, dans l'espèce, qu'il s'agit de transport de farines sans passavant et

une instruction criminelle, s'il le jugeait nécessaire. Cela n'autorisait pas le tribunal à défendre une conciliation toujours désirable entre plaigneurs, et que le législateur regarde comme un droit tellement sacré, qu'en tête de la loi des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire, il déclare que « les législateurs ne pourront faire aucune disposition qui a tendrait à diminuer soit la faveur, soit l'efficacité » des compromis; « principe que l'on trouve reproduit dans l'art. 210 de la constitution de l'an 3.

(1) Le Code de proc., art. 1036, autorise les tribunaux civils à ordonner, même d'office, suivant la gravité des circonstances, l'impression et l'affiche de leurs jugemens; disposition dont l'application

est abandonnée à leur sagesse : *F. Cass.* 31 déc. 1822.—Quant à l'affiche des jugemens des tribunaux criminels, *F.* la note sous le jugement du 14 sept. 1793, et *Jur. du XIX^e siècle*, 5^o Affiches.

(2) *F.* dans ce sens, *Cass.* 5 prair. an 13, et 1^{er} déc. 1808. *Carnot, Comm. du Code d'inst. crim.*, sur l'art. 156, n^o 22, a posé cette restriction qui est d'ailleurs évidente. — *F.* au surplus, *Cass.* 11 vent. an 7 et la note.

(3) L'art. 2 de la loi du 26 vent. an 5 punissait de la confiscation tout transport de grains ou farines, surpris de nuit ou sans passavant, dans la distance de cinq kilomètres des frontières. Ces expressions absolues n'admettaient aucune distinction.

dans la lieue frontière, contrairement aux dispositions de l'art. 2 de la loi du 26 vent. an 5, et que, conséquemment, la confiscation devait en être prononcée; — Considérant que le tribunal criminel du département des Deux-Nèthes, en rejetant la requête d'appel présentée par la régie des douanes contre le jugement du tribunal de police correctionnelle de Malines, sous prétexte que la farine était importée et non exportée, a abusé de son pouvoir, puisqu'il a fait une distinction que la loi n'a pas admise, et qu'elle veut que la confiscation soit prononcée lorsque le conducteur n'est pas pourvu d'un passavant; — Casse le jugement du 18 vend. dernier.

Du 6 frim. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Vallée. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

VOIES DE FAIT. — FONCTIONNAIRE. — AUTORISATION.

Un agent de la police administrative ne peut être traduit devant le tribunal de police pour voies de fait commises envers un particulier, dans l'exercice de ses fonctions, que de l'aveu ou autorisation de l'administration supérieure. (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13.) (1)

(Descamps — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 13, tit. 2 de la loi du 16 août 1790; — Considérant que le Code des délits et des peines a divisé la police en deux parties essentiellement distinctes, dont il a déclaré l'une purement administrative et l'autre judiciaire; — Considérant que, d'après les faits, tels que les présentait le plaignant et tels que le jugement de police du 4^e arrondissement de Paris les a pris pour constants, il résulte que Descamps est préposé à la police des marchés, qu'il agissait en cette qualité et pour le maintien d'un règlement de police des marchés dans la circonstance qui a donné lieu à la plainte; qu'ainsi, l'affaire ne pouvait appartenir qu'à l'ordre administratif, et que Descamps n'eût pu être traduit devant le pouvoir judiciaire que de l'aveu de l'autorité administrative supérieure; — Casse, etc.

Du 7 frim. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Viellart. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

DOUANES. — MARCHANDISES ÉTRANGÈRES. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux correctionnels sont compétents pour connaître de la saisie, non seulement des marchandises anglaises ou réputées telles; mais encore de tous les objets de fabrique étrangers, importés sans être accompagnés

de certificats d'origine. (L. 10 brum. an 5, art. 13 et 15.) (2)

(Vantillo — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 13 et 15 de la loi du 10 brum. an 5; — Considérant que, d'après les dispositions renfermées dans ces deux articles, l'attribution donnée aux tribunaux correctionnels par la loi du 10 brum. an 5, ne se borne pas simplement à la saisie des marchandises anglaises ou réputées anglaises, mais qu'elle comprend encore tous les objets de fabrique non mentionnés dans l'art. 5 de ladite loi et qui seraient importés sans être accompagnés de certificats d'origine; — Considérant que, dans l'espèce, il s'agit d'objets de fabrique étrangère, saisis au moment de l'importation, faute d'être accompagnés de certificats constatant qu'il provenaient des pays avec lesquels la république n'est point en guerre, et qu'aux termes de l'art. 15 précité, la connaissance de cette contravention appartenait au tribunal correctionnel dans l'arrondissement duquel elle avait été commise; que, par conséquent, le tribunal correctionnel de Malines a commis un excès de pouvoir en se déclarant incompétent et en renvoyant les parties devant le juge de paix du canton où la saisie avait eu lieu, sous prétexte que la connaissance de cette affaire n'appartient qu'aux tribunaux civils; — Vu aussi la 6^e disp., art. 456 du Code des délits et des peines; — Casse, etc.

Du 7 frim. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Genevois. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

FAUX. — PIÈCES DE COMPARAISON. — SIGNATURE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, il y avait nullité lorsque le président du tribunal criminel avait omis d'interroger l'accusé de faux, lors de son interrogatoire, de signer et parapher les pièces de comparaison existant au procès. (L. 3 brum. an 4, art. 529.) (3)

(Andet — C. Min. pub.)

Du 8 frim. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rupérou. — *Concl.*, le cit. Dubuis, subst.

AGE. — CONDAMNÉ SEPTUAGÉNAIRE.

Sous le Code pénal du 25 sept. 1791, lorsqu'un accusé était âgé de soixante-quinze ans, au moment du jugement, la peine qu'il avait encourue devait, si elle était supérieure à cinq ans de fers, être réduite à ce nombre d'années. (C. de 1791, tit. 5, art. 6.) (4)

(1) C'est à tort que des arrêtistes ont vu dans ce jugement une fautive application du principe de la séparation des pouvoirs judiciaire et administratif, consacré par l'art. 13, tit. 2 de la loi des 16-24 août 1790 : il ne s'agit pas ici d'une question de compétence judiciaire, mais seulement d'une question d'autorisation administrative préalable.

(2) L'art. 13 de la loi du 10 brum. an 5 prohibait l'importation de tous objets de fabrique étrangère (même non réputés provenir des fabriques anglaises) sans certificats constatant qu'ils avaient été fabriqués dans les pays avec lesquels la république n'était point en guerre; et l'art. 15 attribuait aux tribunaux correctionnels la connaissance de toute contravention aux articles ci-dessus et fixait les peines. La question ne pouvait donc soulever aucun doute sérieux. *V. anal.*, Cass. 22 frim. an 8. *V. aussi Merlino, Quest. de droit, v^o Marchandises anglaises, § 3.*

(3) *V. conf.*, an 7; 7 pluv. an 8, etc.

(4) L'art. 6 du tit. 5 du Code pén. de 1791 portait : « Dans le cas où la loi prononce l'une des peines des

fers, de la réclusion dans une maison de force, de la gêne ou de la détention pour plus de 5 années, la durée de la peine sera réduite à cinq ans, si l'accusé trouva coupable cet âge de 75 ans accomplis ou au-delà. » L'article suivant ordonnait la mise en liberté de l'accusé, lorsqu'il était parvenu à l'âge de 80 ans et avait subi 5 ans de sa peine. — Le Code pénal de 1810 n'a point suivi ce système; il s'est borné uniquement à substituer les peines de la détention ou de la réclusion à celles des travaux forcés et de la détention, quand ces dernières peines sont encourues par des septuagénaires. C'est une atténuation dans le mode de la peine, mais non dans sa durée (art. 70, C. pén.) : « La vieillesse ne nous paraît point en elle-même une cause d'excuse, disent les auteurs de la *Théorie du Code pénal* (ch. 12, § 2), car l'âge seul, quelque avancé qu'il soit, n'est point incompatible avec la criminalité; à la vérité, la vieillesse produit souvent un affaiblissement des facultés intellectuelles, mais cet affaiblissement n'est point tel qu'il ne dégénère pas en un état d'im-

(Cuienet—C. Min. pub.)

Cuienet était prévenu de fausseté de rôles et de concussion dans son exercice de percepteur des impositions : il fut déclaré convaincu de ce crime, et le tribunal criminel le condamna à la peine de vingt ans de fers, par application de l'art. 15, 2^e part., tit. 1, 5^e sect. du Code pénal. Mais il résultait des pièces de la procédure que l'accusé était âgé de plus de soixante-quinze ans au moment de son arrestation. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu l'art. 6, tit. 5 du Code pénal ;— Et attendu qu'il est constaté par les pièces de la procédure que Pierre-Alexis-François Cuienet était âgé de soixante-quinze ans lors de son arrestation ; que, dès lors, aux termes de l'art. 6, tit. 5 du Code pénal, sa peine devait être réduite à cinq ans ; qu'ainsi, il y a eu violation de cet article dans l'application de la peine ; — Casse, etc.

Du 9 frim. an 9.—Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Dutocq.—*Concl.*, le cit. Dubois, subst.

DESTRUCTION DE TITRES. — VIOLENCE. — DÉCLARATION DU JURY.

Lorsqu'il résulte de l'acte d'accusation que l'accusé s'est saisi d'un billet et l'a déchiré avec violence, cette circonstance de l'enlèvement du billet par adresse ou par force, doit être proposée au jury, à peine de nullité : l'art. 47 du tit. 2 du Code de 1791 ne punit la destruction de titres, qu'autant que le titre détruit a été enlevé par l'un des moyens (C. de 1791, tit. 2, art. 37.) (1)

(Prudhomme—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu l'art. 37, 2^e sect., tit. 2, 2^e part. du Code pén. ;— Considérant que, quoique l'acte d'accusation représente le demandeur comme étant prévenu de s'être saisi du billet dont il s'agit, lequel était dans les mains de la femme Mezières, et de l'avoir déchiré, puis mis dans sa poche comme voulant l'avaler, cependant la question de l'enlèvement dudit billet par adresse ou par force n'a point été proposée au jury de jugement, qui, en conséquence, n'a passé aucune déclaration sur cet objet ; d'où il résulte que les faits déclarés constants par le jury ne constatent pas le genre de crime prévu par l'art. 37 ci-dessus cité, et n'autorisent pas la peine qui a été prononcée

hébilité, n'exclut pas la culpabilité. Le vieillard est même souvent plus coupable, puisqu'il a contre lui les leçons méprisées d'une longue expérience, les habitudes morales de toute sa vie, et l'amortissement des passions... Cependant la loi doit adoucir les punitions qu'elle inflige aux vieillards, non parce que leur âge sténise l'action criminelle, mais à cause de l'excessive gravité qu'auraient certaines peines dans leur application à un individu d'un âge trop avancé.

(1) On se rend difficilement compte de ce jugement ; car l'art. 37 du tit. 2 du Code de 1791, sur lequel il se fonde uniquement, se borne à punir de quatre ans de fers quiconque *volontairement, par malice ou par vengeance, et à dessein de nuire à autrui, aura brûlé ou détruit d'une manière quelconque des titres de propriété, billets, etc.* La circonstance de l'enlèvement par adresse ou par force du billet détruit, n'est donc point un élément du crime de destruction de titres, et il en est de même dans l'art. 439 du Code pénal de 1810. Il semble donc que ce jugement, qui ajoute à la disposition de la loi une circonstance qu'elle n'avait point prévue, ne doit pas être suivi. *V. au surplus, Cass. 11 mars 1890.*

par le jugement, et qui n'a pu l'être que par une fausse application dudit art. 37, tant que le fait de l'enlèvement n'était pas déclaré constant par le jury ; — Casse, etc.

Du 9 frim. an 9.—Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Tarlet.—*Concl.*, le cit. Dubois, subst.—*Pl.*, le cit. Poincel.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — JUGEMENT

PAR DÉFAUT.—OPPOSITION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, la voie de l'opposition n'était pas interdite contre les jugements par défaut en matière correctionnelle (2).

(Morand et Lahey—C. Louange.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu l'art. 192 du Code des délits et des peines ;— Considérant que, quoique l'art. 192 donne la voie de l'appel contre les jugements des tribunaux correctionnels, il n'en interdit cependant pas une autre, lorsque cette voie est dans le droit commun et dans le droit naturel de se défendre ;— Que, dans l'espèce, le tribunal criminel du département du Calvados a jugé que la voie de l'appel était la seule qui pût être employée par la partie condamnée par défaut ;— Qu'à la vérité, l'art. 594 du Code des délits et des peines, porte que les dispositions des deux premiers livres régleront la forme de procéder et de juger relativement aux délits de toute nature, et toutes les autres lois sont rapportées ;— Mais que le législateur a tellement senti que la voie de l'appel n'était pas la seule qui pût être employée contre les jugements des tribunaux correctionnels ; que, dans la loi du 11 prair. an 7, relative à l'importation des marchandises anglaises, il interdit, art. 4 de ladite loi, toute autre voie que celle de l'appel, exception qui suppose bien la faculté de l'opposition dans toute autre matière de police correctionnelle ;— Casse, etc.

Du 9 frim. an 9.—Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Vahée.—*Concl.*, le cit. Dubois, subst.

1^o TESTAM. OLOGRAPHIE.—DATE CERTAINE.

2^o MINIST. PUB.—FEMME MARIÉE.—CASSATION.

1^o Avant la publication du Code civil, un testament olographe acquiescrait une date certaine par la mention qui était faite, dans un codicille authentique, de sa date et de quelques-unes de ses dispositions (3).

(2) Le Code du 3 brum. an 4 ne parlait de l'opposition que dans le titre des Tribunaux de police, art. 159, et dans le titre des Tribunaux correctionnels, il ne mentionnant que l'appel, art. 192. Le tribunal de cassation, qui avait d'abord conclu de ce silence et de cette distinction, que l'opposition n'était pas ouverte contre les jugements par défaut en matière correctionnelle, adopta l'opinion contraire dans l'espèce, sur ce motif que l'art. 192, en ouvrant l'appel, n'interdit pas une voie plus simple et de droit commun. Toutefois cette opinion, fort controversée, eut besoin de s'appuyer sur l'autorité du législateur lui-même, et un avis du conseil d'État, du 18 fév. 1806, déclara que tel était le sens de la loi. Aujourd'hui cette question n'a plus qu'un intérêt historique : l'art. 187 du Code d'instr. crim. a consacré la voie de l'opposition en matière correctionnelle.

(3) Ce jugement, comme on le voit, ne décide pas la question de savoir si le testament olographe fait foi de sa date, question controversée, mais décidée en général dans le sens de l'affirmative. *V. notamment Cass. 29 avril 1824, et au surplus, Jur. du XIX^e siècle, v^o Testament olog., n^o 29 et suiv.—M. Toullier, t. 5, n^o 377, enseigne aussi que le testament olographe*

2^o Le défaut d'audition du ministère public, en première instance, dans la cause d'une femme mariée, ne peut être présenté comme ouverture à cassation, si le moyen n'a pas été formellement proposé en cause d'appel. (L. 21 août 1790, tit. 8, art. 5.) (1)

(Bardoneix — C. Merlier.)

La république de Genève avait été réunie à la république française, par un traité approuvé par une loi du 28 flor. an 6. — L'art. 7 de ce traité portait : « Tous les actes publics, soit judiciaires, soit notariés, tous les écrits privés et les livres des négocians ayant date certaine antérieurement à la ratification des présentes, auront leur force et seront tout leur effet suivant les lois de Genève. » — Par une loi du 8 fructid. de la même année, le pays de Genève fut déclaré faire partie du territoire français, sous le nom de *département du Léman*. — L'art. 11 de cette loi porte : « Le directoire exécutif fera promulguer, sans délai, la constitution et les lois de la république dans l'étendue du nouveau département; ces lois y seront exécutoires à compter du 1^{er} vendém. an 7. » — Ainsi, dès ce jour-là, les Genevois furent assujettis aux seules lois de la république française.

Jacques Merlier, notaire à Genève, y est décédé le 9 frim. an 7. — Il avait fait un testament olographe sous la date du 14 juill. 1796 (26 mess. an 4). — Au mois de septembre de cette année, il s'était retiré à Fomex, en Suisse, à cause des troubles qui agitaient Genève; et le 18 janvier 1797 (30 nivôse an 5), il y avait fait devant un notaire un codicille nuncupatif commençant par ces mots : « Par-devant moi, notaire public juré... s'est personnellement constitué Jacques Merlier... lequel a désiré de faire les dispositions suivantes, en adjonction et modification, par forme de codicille, à son testament olographe du 14 juillet 1796. » — Cet acte était terminé par ces mots : « Confirmant ici le contenu de son dit testament, pour ce qui n'est point dérogé par le présent codicille, qu'il désire être déposé avec ledit testament, pour qu'ils sortent leur plein et entier effet en jugement et dehors, révoquant, à cet effet, toutes autres dispositions codicillaires qu'il pourrait avoir faites du passé. »

Mais la veuve Bardoneix, héritière naturelle de Jacques Merlier, demanda la nullité de ce testament, comme contenant une institution d'héritier prohibée par la loi du 17 niv. an 2, à laquelle Jacques Merlier était soumis, puisqu'il était décédé postérieurement à l'époque où les lois françaises avaient été déclarées exécutoires à Genève, et que son testament n'avait de date certaine qu'à compter du jour de son décès.

Louis Merlier, héritier légal, prétendit, au contraire, que le testament avait une date certaine antérieure à la ratification du traité de réunion, par l'énonciation faite dans le codicille du 18 juill. 1797, et que, dès lors, il devait avoir tout son effet suivant les anciennes lois de Genève.

Jugement du tribunal civil du Léman, confirmé, sur appel, par le tribunal de Lyon, qui décida que la relation du testament privé dans un acte public avait suffi pour donner date certaine à ce testament, aux termes du décret du 13 messid. an 3, suivant lequel l'acte sous seing-privé acquiert date certaine lorsqu'il est énoncé dans un acte authentique.

POURVOI en cassation de la part de la femme Bardoneix, pour fausse application de l'art. 7 du traité de réunion du pays de Genève à la France,

et pour violation, par suite, des lois des 5 brum. et 17 niv. an 2, relatives aux successions.

Un second moyen était tiré de ce que le jugement, confirmé sur appel, avait été rendu sans conclusions du ministère public, quoique la contestation portât sur des droits appartenant à une femme mariée, moyen qui avait été proposé devant le tribunal du second degré, qui n'y avait eu aucun égard, et s'était ainsi approprié le vice de la première sentence.

Le cit. Merlin, portant la parole, a fait remarquer que la dame Bardoneix n'ayant point excipé de cette irrégularité, devant les premiers juges, était censée, par son silence, avoir renoncé au droit de s'en prévaloir ultérieurement; que d'ailleurs cette irrégularité avait été réparée par l'audition du ministère public en cause d'appel. Et en supposant, a ajouté le cit. Merlin, que le jugement du tribunal d'appel, que la dame Bardoneix attaque pour n'avoir point annulé celui de première instance, eût prononcé cette annulation, la contestation serait toujours parvenue au même résultat : car alors les juges d'appel eussent fait ce que les premiers juges d'appel eussent dû faire : ils auraient statué sur le fond de droit : tout en annulant, quant à la forme, le jugement de première instance; ils auraient toujours, quant au fond, rendu, comme ils ont fait, une décision conforme à celle des premiers juges; — Conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant, 1^o que l'art. 7 du traité de réunion du pays de Genève à la France, du 28 flor. an 6, portant que les actes publics et écrits privés ayant date certaine, antérieurement à la ratification dudit traité, auront leur force et sortiront leur effet suivant les lois de Genève, comprend dans sa disposition les testaments ayant date certaine antérieure à ladite ratification; qu'indépendamment de ce que cela résulte de la généralité des termes dudit article, c'est ainsi qu'il a été entendu dans l'exécution; — Considérant, 2^o que le testament de Jacques Merlier, du 14 juill. 1796, se trouvant relaté sous la qualité de testament olographe et sans sa date, en même temps que pour partie de ses dispositions, dans son codicille public du 18 janv. 1797, antérieur à la ratification dudit traité, il avait, par cela même, une date certaine antérieure à cette ratification, et se trouvait, dès lors, compris dans la disposition de l'art. 7 dudit traité.

Et attendu que le défaut de conclusions du ministère public lors du jugement de première instance ne fut proposé en cause d'appel qu'au moment où les juges se retiraient pour délibérer et sans prendre de conclusions le concernant; que, d'ailleurs, le principe fut reconnu par les juges dans les motifs de leur jugement; en sorte que s'ils omirent d'y prononcer, on ne peut l'attribuer qu'au défaut de conclusions à cet égard; qu'enfin passant, en conséquence, au jugement du fond, ils y statueront comme s'ils l'avaient fait par nouveau jugement; que, dès lors, ni au fond, ni dans la forme, le jugement dont il s'agit ne contient de contravention à la loi; — Rejette, etc.

Du 11 frim. an 9. — Sect. req. — Rapp., le cit. Cassagne.

HÉRITIER APPARENT. — ACTION.

Pendant l'abstention du premier appelé à une succession, celui qui l'a recueillie à son défaut a couvert l'hérédité et en a exercé valablement les actions; en conséquence, les poursuites faites par ce dernier ne peuvent être

fait foi de sa date. M. Poujol; *Traité de don. et des test.*, sur l'art. 970, n^o 13, professe la même opinion.

(1) V. conf., Merlin, *Questions de droit*, v^o *Conclusions du ministère public*, § 2.

annulées pour défaut de qualité. (Cout. de Bourbonnais, art. 299 et 323.) (1)

(Limoges — C. Audrion.)

Après le décès du sieur Jacques Audrion, sa succession se trouvait dévolue aux sieurs Limoges. Mais ils ne se présentèrent pas, et, à leur défaut, la succession fut appréhendée par les sieurs Petit-Jean et Grozieux. — Ceux-ci intentèrent une action contre le nommé Aumaire, débiteur de la succession, et obtinrent contre lui un jugement de condamnation. Mais plus tard, les sieurs Limoges firent connaître leurs droits, et les sieurs Petit-Jean et Grozieux leur remirent tous les titres qu'ils avaient entre les mains. — Les sieurs Limoges voulurent alors exécuter contre le sieur Aumaire le jugement qui avait été obtenu contre lui. Mais celui-ci opposa une fin de non recevoir, tirée de ce que ce jugement n'avait pas été rendu avec eux qui en poursuivaient l'exécution.

19 niv. an 7, jugement du tribunal civil de l'Allier, qui accueille cette exception.

Pourvoi en cassation.

JUGEMENT (après délib. en ch. du cons.)

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 299 et 323 de la coutume du Bourbonnais; — Attendu qu'il n'y a point d'héritiers nécessaires; que si, en collatérale, l'héritier le plus proche est appelé d'abord à recueillir la succession, il n'est cependant l'héritier qu'autant qu'il se présente pour profiter de la vocation de la loi; que, s'il renonce à l'hérédité, ou s'il s'abstient, le parent le plus proche après lui est également appelé par la loi, sous la seule condition de rendre l'hérédité, si celui qui le précède, s'étant borné à s'abstenir, réclame ladite hérédité en temps utile; d'où il résulte que, pendant l'abstention du premier appelé, celui qui a recueilli la succession œuvre véritablement l'hérédité, et en exerce valablement toutes les actions.

Attendu que le tribunal civil du département de l'Allier a violé ces principes, en jugeant que les Petit-Jean et Grozieux, parents dans la ligne maternelle de Jacques Audrion, de ceux, n'avaient en ni droit ni qualité pour se porter héritiers pendant l'abstention des Limoges, parents plus proches du même dans la même ligne, et exercer une action appartenant à cette ligne; que le jugement du 19 niv. an 7, qui contient cette décision, fait une fautive application de l'art. 299 de la coutume du Bourbonnais, et contrevient formellement à l'art. 323 de la même coutume; — Casse, etc.

Du 11 frim. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Annot.

1^o et 2^o MINEUR ÉMANCIPÉ. — CURATEUR AUX CAUSES. — NOMINATION. — NULLITÉ.

3^o LOCATAIRE PERPÉTUELLE. — CONFISCATION.

1^o Le juge de paix n'est pas la seule autorité qui puisse nommer un curateur aux causes, à un mineur émancipé dépourvu de curateur. — Cette nomination peut être faite par le tribunal saisi d'une contestation dans laquelle ce mineur est partie. (L. 16-21 août 1790, tit. 3, art. 11.)

(1) F. dans le même sens, Pau, 4 juill. 1823; Paris, 3 mars 1829. — Cette solution se rattache à la question si controversée de la validité des actes faits par l'héritier apparent, question sur laquelle M. Merlin et Toullier professent des opinions diamétralement opposées. F. Rép., v^o Succession, sect. 1^{re}, § 5, n^o 2; Quest. de droit, v^o Héritier, § 3; — et Droit civil, t. 9, n^o 541. — La jurisprudence s'est prononcée dans le sens de la validité de ces actes: F. notamment, Cass. 3 août 1815; Angers, 2 mai 1807. —

2^o Le vice de la nomination du curateur nommé à un mineur émancipé pour ester en justice, ne produit qu'une nullité relative, qui ne peut être opposée que par le mineur. — L'adversaire du mineur ne peut s'en prévaloir pour la première fois en cassation, lorsqu'il ne l'a pas proposée devant le juge du fond.

3^o Celui qui, en prenant un immeuble à locatairie perpétuelle, a obligé tous ses biens présents et à venir au paiement de la rente, n'est pas affranchi du paiement par la disparition ou confiscation de l'immeuble sur un tiers auquel il l'a cédé (2).

(Borell — C. Brezun.)

Par bail à locatairie perpétuelle du 13 oct. 1783, les frères Brezun cédèrent à Borell le domaine de Cabreau, situé dans la commune de Cornillon, moyennant une rente annuelle de 660 livres, au paiement de laquelle Borell engagea tous ses biens présents et à venir. — Le 6 août 1785, Borell céda ses droits sur ce domaine à Jean Pagès, curé de Cornillon, sous le condition de payer aux frères Brezun la rente annuelle de 660 livres, d'en rapporter quittance à lui cédant, et de rendre les baux leurs taiseurs à son égard.

Le curé Pagès ayant été déporté en 1793, le domaine de Cabreau fut confisqué et vendu comme bien national le 9 thermid. an 2. — Les frères Brezun s'adressèrent alors à Borell pour le paiement de la rente; et sur le refus de celui-ci, l'instance s'engagea devant le tribunal du Pont-Saint-Espirit. Il est à noter que les frères Brezun, alors mineurs émancipés, n'étaient pas pourvus de curateurs, et que le tribunal leur nomma d'office un curateur, afin de les assister dans l'instance.

Borell ayant été condamné, interjeta appel au tribunal civil de l'Hérault qui, par jugement du 19 prair. an 6, confirma celui du Pont-Saint-Espirit.

POURVOI en cassation de la part de Borell, 1^o pour violation de l'art. 11, tit. 3 de la loi du 24 août 1790, et excès de pouvoir, en ce que le tribunal du Pont-Saint-Espirit avait nommé un curateur aux causes, aux mineurs Brezun, bien que par la loi citée, il n'appartint qu'aux juges de paix seuls de faire cette nomination.

2^o Pour violation de la loi 1^{re}, au Code de jure emphyteutico. — D'après cette loi, disait le demandeur, toutes les fois que la chose donnée en emphytéose est détruite par une force majeure ou par un cas fortuit, l'emphytéote est déchargé de toute prestation envers le bailleur: *Si quidem tanta emeruerit clades, quæ prorsus etiam ipsius rei, quæ per emphyteusin data est, faciat interitum: hoc non emphyteuticario, cui nihil reliquum permansit, sed rei domino, qui quod fatalitate ingruerat, etiam nullo intercedente contractu habiturus fuerat, imputetur.* Or, dans l'espèce, le fonds a été confisqué et vendu par l'autorité publique; c'est la une force majeure, on fait indépendamment de sa volonté. Le fonds n'ayant été repris, toutes les obligations que sa possession m'imposait ont cessé à mon égard; enfin, les frères Brezun n'ont qu'une action réelle. Si, me trouvant encore possesseur du fonds, je le déguerpis.

Cependant quelques Cours se sont élevées contre cette doctrine: F. Poitiers, 13 juin 1822 et Orléans, 27 mai 1836 (Volume 1836). — F. aussi nos observations à la suite de ce dernier arrêt.

(2) F. sur la nature et les caractères distinctifs des baux à locatairie perpétuelle, Merlin, Rép., v^o Locataire perpétuelle, et Questions de droit, eod. verb. — F. aussi Duvergier, du Louage, t. 1^{er}, n^o 196.

sais, je serais libéré de la rente pour l'avenir; cette rente n'a été constituée par moi qu'à condition que les frères Brezun me feroient jouir du fonds. Il leur est impossible de me procurer cette jouissance; donc mon obligation a cessé à leur égard.

Le cit. Merlin, substitut du commissaire du gouvernement, a d'abord démontré la différence qui existe entre les curateurs formels et les curateurs aux causes. — Dans tous les actes que le mineur ne peut faire seul, tels qu'une audition d'un compte de tutelle, une aliénation, un emprunt, une addition d'hérédité, il est nécessaire qu'il lui soit nommé un curateur formel pour l'assister, et cette nomination appartient exclusivement au juge de paix. C'est là que la loi du 25 août 1790 trouve son application; mais c'est à de semblables curateurs qu'elle doit être restreinte. Quant aux curateurs aux causes dont l'unique fonction est d'assister le mineur dans les procédures qu'il intente ou qui sont intentées contre lui, ils peuvent, il est vrai, être nommés par les juges de paix, mais ils peuvent l'être également d'office par les tribunaux, surtout lorsque la partie adverse n'oppose point au mineur son défaut d'autorisation.

Sur le second moyen, le commissaire du gouvernement a observé que la loi romaine citée par le demandeur, ne soumet en effet à l'action réelle que le possesseur du fonds qu'elle a pour objet; mais, a-t-il ajouté, dans l'espèce, le cit. Borelli s'est obligé personnellement au paiement de la rente; non seulement cela résulte du contrat même de 1783, dans lequel Borelli a obligé au paiement de la rente tous ses biens présents et à venir; mais encore il l'a reconnu lui-même d'une manière positive, lorsqu'en transportant ses droits sur le domaine au curé Pagès, il lui a imposé l'obligation de lui rapporter chaque année les quittances des frères Brezun, et de le mettre à couvert de toutes poursuites de leur part. — Quant à l'éviction dont se plaint le demandeur, bien loin de procéder du fait des frères Brezun, elle procède du fait même de Borelli, puisque sans le consentement de ses vendeurs, il a transporté le domaine au curé Pagès; et comme c'est par suite de ce transport, que le domaine a été confisqué, il suit que c'est Borelli seul qui a donné lieu à l'éviction qu'il a soufferte. Donc il ne peut venir réclamer. — Conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu qu'il n'a point été contrevenu à l'art. 11 du tit. 3 de la loi du 25 août 1790 sur l'organisation judiciaire, cet article n'étant applicable qu'à la nomination des tuteurs et curateurs formels, et non à celle d'un curateur à l'effet d'assister le mineur en cause; et que d'ailleurs il n'offrait de ressource qu'au mineur condamné, en supposant qu'on pût exciper de la nullité de la nomination d'un curateur par autre que le juge de paix, à qui cette nomination est, en thèse générale, réservée par l'article cité; que cette nullité étant relative et introduite en faveur du mineur seulement, il en résulte que Borelli n'est pas recevable à l'opposer lorsque le mineur ne se plaint pas, et ne peut pas se plaindre, puisqu'il a gagné son procès;

Attendu qu'il n'a point été contrevenu aux dispositions des lois romaines sur l'empyctose, et que Borelli a été légitimement et valablement condamné, puisqu'il était personnellement obligé

au paiement de la rente qui faisait l'objet du procès; et que s'il avait été évincé des immeubles qu'il avait pris à locataire perpétuelle, c'était par son propre fait, la confiscation, dans l'espèce, n'ayant eu lieu que par suite du transport qu'il avait fait de cette même locataire à Urbain Pagès, curé de Cornillon; — Rejette, etc.

Du 11 frim. an 9. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Minier.

FABRIQUES. — RENTES — REMBOURSEMENT. Sous l'empire de la loi des 19 août-3 sept. 1793, et avant celle du 13 frim. an 3, les rentes dues aux fabriques étaient valablement remboursées dans les mains des officiers municipaux, chargés alors de la régie et administration des revenus des fabriques (1).

(L'enregistrement — C. Beaumont.)

Par un contrat du 10 déc. 1738, une rente avait été constituée au profit de l'église ou fabrique de Plombières. En 1793, la veuve Beaumont, débitrice de cette rente, en fit le remboursement entre les mains des officiers municipaux de cette commune.

Plus tard, et après que la loi du 13 brum. an 3 eut déclaré nationaux les biens et droits des fabriques, la régie des domaines, chargée de leur administration et recouvrement, a critiqué la validité du remboursement effectué par la veuve Beaumont, comme fait à des personnes sans qualité pour recevoir. — La défenderesse opposa que la loi des 19 août-3 sept. 1793 attribuant aux officiers municipaux la régie et l'administration des revenus des fabriques, ces officiers municipaux avaient eu nécessairement qualité pour recevoir le remboursement de rente à eux offert.

Ce système de défense fut accueilli par un jugement du tribunal des Vosges. — Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que, par les décrets des 12 juill. et 23 nov. 1790, ce qui concernait les biens des fabriques a été ajourné; que le décret du 19 août 1792, en ordonnant que les immeubles réels appartenant aux fabriques seraient vendus, a statué en même temps que l'intérêt du capital provenant des ventes leur serait payé par le trésor public, en chargeant les officiers municipaux des lieux, de la régie et administration des revenus des fabriques; que ce n'est que par la loi du 13 brum. an 3 que leur actif a été déclaré appartenir à la nation; d'où il suit qu'en déclarant que le remboursement de la rente constituée dont il s'agit, fait antérieurement à cette dernière loi entre les mains des officiers municipaux, l'avait été valablement, le jugement attaqué ne présente aucune contravention formelle; — Rejette, etc.

Du 11 frim. an 9. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Ratoud. — *Canc. conf.*, le cit. Merlin, subst.

CASSATION. — AMENDE. — CERTIFICAT D'INDIGENCE. — FIN DE NON RECEVOIR.

Le demandeur en cassation qui n'a pas consigné d'amende ou produit de certificat d'indigence, doit être déclaré purement et simplement non recevable dans son pourvoi, quoique le jugement qu'il attaque ne lui ait pas encore été signifié; le tribunal de cassation ne doit pas se borner à déclarer dans ce cas qu'il n'y a lieu, quant à présent, de statuer sur la

(1) Il résulte d'un avis du conseil d'Etat des 22 nov.-1^{er} déc. 1808, que le remboursement des rentes et créances dues aux fabriques peut toujours avoir lieu, quand les débiteurs se présentent pour se libérer; mais à la charge par eux d'avertir les administrateurs.

pourvoi. (Règl. de 1778, tit. 4, art. 5; LL. 2 brum. an 4, art. 17, et 14 brum. an 5.) (1)

(Grugeon — C. Leveau.)

Grugeon s'était pourvu en cassation, avant toute signification, d'un jugement rendu contre lui au profit de Leveau. Pour se dispenser de consignation d'amende, il avait produit un certificat du maire de sa commune, constatant qu'il était peu aisé. Ce certificat qui, d'ailleurs, n'était pas accompagné d'un extrait du rôle des contributions, ne remplissait pas le vœu de la loi, qui exige un certificat d'indigence (loi du 11 brum. an 5). En conséquence, une fin de non recevoir fut opposée au pourvoi du demandeur. Alors Grugeon, qui était encore dans le délai du pourvoi, faute de notification du jugement, soutint qu'il ne devait tout au plus être déclaré n'y avoir lieu de statuer sur le pourvoi quant à présent. — Mais ce système a été rejeté sur les conclusions conformes de Merlin.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que Jacques-Henri Grugeon n'a joint à sa requête ni quittance de consignation d'amende, ni certificat d'indigence, à l'effet de s'en dispenser; qu'il a seulement produit deux certificats des maire et adjoint de sa commune, dans lesquels il n'est point attesté qu'il soit dans l'indigence, et sans y avoir joint l'extrait du rôle de ses contributions; — Que, dès lors, sa requête ne peut être admise aux termes du règlement et autres lois relatives; — Declare Jodit Grugeon non recevable dans son pourvoi.

Du 11 frim. an 9. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Maïraire. — *Rapp.*, le cit. Cassaigne. — *Concl.*, le cit. Merlin, comm. gouv. — *Pl.*, le cit. Champion.

PROTÉT. — LETTRE DE CHANGE

Avant le Code de commerce, une lettre de change non protestée au temps utile, ne dégénérait pas, par cela seul, en un simple billet, pour lequel on n'était pas reçu à poursuivre devant les tribunaux de commerce. (Ord. de 1673, tit. 12, art. 2, et tit. 5, art. 15 et 24.) (2)

(Jeanninck — C. Vanderveldin.)

Il s'agissait du paiement d'une lettre de change de 3,000 fr., acceptée par Martin Vanderveldin, négociant à Anvers, et que Jeanninck, qui en était porteur, n'avait fait protester que seize jours après son échéance. — Le cit. Vanderveldin se refusa au paiement, sous le motif que le protêt n'était pas fait dans le délai.

Un jugement du tribunal de commerce d'Anvers décida que le défaut de protêt ne faisait perdre ce recours que contre les tireurs et endosseurs, et condamna l'accepteur à payer.

Sur l'appel, les juges du tribunal civil du département des Deux-Nèthes décidèrent, par jugement du 4 frim., non pas précisément le fond de la question, mais qu'à défaut d'avoir rempli la formalité du protêt, le porteur perdrait les avantages que la loi accordait au commerce, et que par cette négligence la lettre de change ayant perdu sa nature, était convertie en simple obli-

gation pour laquelle on n'était pas recevable à se pourvoir en tribunal de commerce.

Pourvoi pour contraindre à l'art. 2 du titre 12 de l'ordonn. de 1673, et à l'art. 21 du tit. 5,

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 2 du tit. 12 de l'ordonn. de 1673, ainsi conçu : « Les juges-consuls connaîtront de tous billets de change faits entre négociants et marchands, ou dont ils devront la valeur, et entre toutes personnes pour lettres de change ou remise d'argent faite de place en place; » — Vu aussi les art. 15 et 21 du titre 5 de ladite ordonnance, ainsi conçus : — Art. 15. « Après les délais ci-dessus (celui de dix jours pour le protêt, et de quinze pour la garantie), les porteurs de lettres seront non recevables dans leur action en garantie, et toute autre demande contre les tireurs ou endosseurs; » — Art. 21. « Les lettres et billets de change seront réputés acquittés après cinq ans de cessation de demandes et de poursuites, à compter de l'échéance du protêt et de la dernière poursuite faite, etc. » — Attendu qu'il résulte évidemment de l'art. 2 du tit. 12 ci-dessus cité, que les juges-consuls étaient compétents pour connaître du paiement de la lettre dont il s'agit; — Que l'ordonnance ne distingue point les lettres acceptées non protestées faute de paiement, de celles pour raison desquelles il y a protêt; — Que l'art. 15 ne prononçant de fin de non-recevoir qu'à profit des tireurs et endosseurs, confirme par cela même l'exercice de l'action contre l'accepteur de la lettre de change; — Que, s'il avait pu naître quelque doute à cet égard, l'art. 21 l'aurait dissipé, puisqu'il réserve expressément l'action résultant d'une lettre de change pendant cinq ans, en déterminant qu'elle n'est réputée acquittée qu'après ce délai; — Que cette action étant consulaire, et demeurant réservée par la loi pendant cet espace de temps, il est clair, du moment qu'elle ne s'en est pas autrement expliquée, qu'elle n'a pas voulu lui faire perdre sa nature et le privilège de son exercice pendant sa durée; — D'où il suit que les juges du tribunal civil du département des Deux-Nèthes, en décidant que la lettre de change dont il s'agit, faute d'avoir été protestée dans les dix jours, n'avait pu donner lieu qu'à une action ordinaire, ont contrevenu à l'art. 2 du tit. 12 de l'ordonn. de 1673, qui attribue indistinctement aux juges-consuls la connaissance des lettres de change; qu'ils ont fait une fautive application des articles 15 et 21 ci-dessus cités, auxquels ils ont en même temps contrevenu, en supposant, pour la conservation de la nature de l'action, nécessité du protêt de la lettre acceptée; — Casse, etc.

Du 13 frim. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Rousseau. — *Concl.*, le cit. Arnould, subst. — *Pl.*, le cit. Chabroud.

JURY. — SERMENT.

Les jurés doivent, avant d'entrer en fonctions, prêter le serment voulu par la loi, à peine de nullité. (L. 21 niv. an 8.) (3)

(Chomier — C. Min. pub.)

Du 16 frim. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit.

(1) C'est ce qu'a soutenu M. Merlin, portant la parole dans cette affaire (*F. Questions de droit*, v° *Cassation*, § 19, n° 1). « La partie qui forme son recours, même avant le temps fatal, du ee jurisconsulte, doit se mettre en règle. » Mais cette fin de non recevoir empêcherait-elle la partie de se pourvoir de nouveau dans une forme régulière, tant que les délais ne sont pas expirés?.... En appel, la négative est certaine : *F. Cass.* 11 oct. 1809; Paris, 4 janv. 1812.

(2) *F.* dans le même sens, Pothier, *Contrat de*

change, n° 159. — Le Code de commerce ne contient non plus aucune disposition qui fasse dégénérer en simple action civile, l'action résultant d'une lettre de change non protestée au temps utile, et la décision que nous rapportons devant encore être suivie sous son empire. (*Cod. comm.*, 168, 169, 189.) *F. Cass.* 25 mai 1821, et Pardessus, *Droit comm.*, chap. 12.

(3) *F.* en ce sens, 16 frim. an 8; 7 vent. an 9 et les notes.

Sieyès.—Concl., le cit. Lefessier, subst.—Pl., le cit. Mejeau.

EXCUSE.—HOMICIDE.—SORTILÈGE.

La croyance ou l'auteur d'un homicide aurait été, qu'il était ensorcelé par l'homicide, ne peut faire l'objet d'une question d'excuse à poser au jury. (Cod. du 3 brum. an 4, art. 330 et 373;—Cod. pén., art. 64 et 65, anal.) (1)

(Gabet.—C. Min. pub.)

Jean Gabet, condamné à mort par jugement du tribunal criminel du département de la Charente-Inférieure, du 27 vendémiaire an 9, s'était pourvu sans proposer aucun moyen, et l'examen de la procédure n'en fit remarquer aucun qui pût militer en sa faveur.

Mais il avait été proposé au jury la question de savoir si Jean Gabet n'était pas excusable, par la persuasion latente ou il était qu'il était ensorcelé lorsqu'il commit son crime.

Cette question avait été répondue négativement par le jury; mais le tribunal crut devoir témoigner son improbation contre la position d'une question qui supposait quelque valeur à une excuse que n'admet ni la loi, ni la justice, ni la raison.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu que la 8^e des questions posées et proposées à la décision des jurés dans la séance de l'examen qui a précédé le jugement dudit Gabet, porte: *Est-il excusable à raison de la persuasion latente ou il était qu'il était ensorcelé à laquelle question les jurés ont répondu que l'accusé n'était pas excusable à raison de cette persuasion;*—Considérant que, d'après l'art. 373 de la loi du 3 brum. an 4, le président, au nom et de l'avis du tribunal, pose toutes les questions qui résultent, tant de l'acte d'accusation que des débats, et que les jurés doivent décider;—Considérant que, aux termes de l'art. 330 de la même loi, toute contravention à cette règle emporte nullité;—Considérant enfin que, pour donner une déclaration pertinente sur l'accusation intentée contre Jean Gabet, du crime d'assassinat, les jurés ne pouvaient avoir à décider la question improprie ci-dessus relatée;—Par ces motifs, casse et annule la position de la huitième des questions posées et proposées à la décision des jurés par le tribunal criminel du département de la Charente-Inférieure, le 17 vend. de la présente année, dans la séance de l'examen qui a précédé le jugement rendu par ledit tribunal, le même jour, contre Jean Gabet.

Du 16 frim. an 9.—Sect. crim.—Prés., le cit. Viellart.—Rapp., le cit. Goupil-Préfet.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAL DE POLICE. — VOIES DE FAIT. — COMPÉTENCE

Du 16 frim. an 9 (aff. Olive).—Même décision que parle jugement du 29 mess. an 8 (aff. Martin).

RECÉLÉ.—VOL.—CIRCONSTANCES AGGRAVANTES.

Le recéleur d'effets volés avec circonstances de port d'armes et de violence, n'est passible que des peines prononcées par l'art. 3, tit. 3 du Code pénal de 1791, s'il n'est pas convaincu d'avoir pris part à ces circonstances aggravantes, à raison desquelles une loi postérieure (celle du 26 flor. an 5) avait prononcé des peines plus graves contre les auteurs du crime. (C. de 1791, 2^e part., tit. 3, art. 3.) (2)

(Pottier.—C. Min. publ.)

Il s'agissait d'un vol commis dans l'intérieur d'une maison habitée, avec port d'armes et violence envers des personnes. Il avait été fait usage des armes, et l'une des personnes habitant la maison avait eu une contusion. La veuve Pottier n'avait été déclarée complice du vol que pour avoir recélé partie des effets volés, et cependant elle avait été condamnée à la peine de mort.—Poursuivi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — En ce qui regarde Anne Goyet, femme Pottier;—Attendu que l'art. 3, tit. 3, du Code pénal, ne faisant que réputer complice le recéleur du vol, et ne prononçant en aucun cas la peine de mort contre les auteurs de ce crime, le recéleur du vol ne peut être passible des peines plus rigoureuses portées par les lois postérieures, à raison de circonstances aggravantes auxquelles il n'est pas convaincu d'avoir pris aucune part;—Et attendu que, dans l'espèce, ladite Anne Goyet n'est, par la déclaration du jury de jugement, déclarée complice que pour avoir recélé, sciemment et dans le dessein du crime, partie des effets volés;—Casse, etc.

Du 17 frim. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Cocharde.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

DOUANES. — MARCHANDISES ÉTRANGÈRES. — COMPÉTENCE.

La loi du 9 floréal an 7, en restreignant aux ports et aux bureaux qu'elle désigne, la faculté d'introduire des marchandises étrangères en France, n'a dérogé en aucune manière aux lois antérieures qui prescrivent des certificats d'origine et qui attribuent la connaissance des contraventions aux tribunaux correctionnels. (L. 10 brum. an 5, art. 13; 9 flor. an 7, tit. 1^{er}, art. 11.)

(Spanon et Mathas.—C. Minist. publ.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 13 et 15 de la loi du 10 brum. an 5, et l'art. 11, tit. 1^{er} de celle du 9 flor. an 7;—Considérant que l'art. 15 de la loi du 10 brum. an 5, a attribué la connaissance des contraventions aux dispositions qu'elle renferme, aux tribunaux de police correctionnelle, et par appel, aux tribunaux criminels, et qu'elle a dérogé en cela aux dispositions des lois précédemment rendues sur la compétence en matière de douanes;—Considérant que les formalités néces-

saient être considérés et punis comme complices de ce meurtre. La loi fr. du 28 avr. 1832 a implicitement abrogé cet avis du conseil d'État par cette disposition qui forme actuellement le 1^{er} § de l'art. 63 : « néanmoins, la peine de mort, lorsqu'elle sera applicable aux auteurs des crimes, sera remplacée, à l'égard des recéleurs, par celle des travaux forcés à perpétuité. » Mais il faut remarquer que, dans l'espèce ci-dessus, il y avait cette circonstance toute particulière, que la peine contre l'auteur principal du vol avait été aggravée par une loi postérieure à celle qui assimilait, quant à la peine, le complice, même par recélé, à l'auteur principal.

(1) *V. la Théorie du Code pénal*, de MM. Chauveau et Hélie, t. 2, chap. 12.

(2) *F. Cass.* 11, 12 brum., 25 niv. et 22 pluv. an 7, 9 vend. an 8 et les notes.—Les recéleurs étaient réputés par la loi complices du crime; d'où il suivait que les mêmes peines devaient les atteindre. Toutefois, la jurisprudence avait long-temps reculé devant l'application de ce principe au complice par recélé d'un vol accompagné de meurtre ou de violence. Mais la question ayant été portée en référé au conseil d'État, un avis, approuvé le 18 déc. 1813, décida que, lorsqu'un vol avait été commis à l'aide ou par suite d'un meurtre, ceux qui avaient recélé les effets volés, avec connaissance du meurtre, de-

saires pour l'introduction en France des mouselines étrangères qui forment l'objet de la confiscation entre les parties, font partie des dispositions de cette loi du 10 brum. an 5, en l'art. 13 précité; que l'art. 11, tit 1^{er}, L. 9 flor. an 7, en restreignant la faculté de les introduire dans la république aux ports et bureaux qui y sont indiqués, n'a dérogé en aucune manière à l'art. 13, de la loi du 10 brum., quant aux certificats d'origine qu'elle prescrit et à la compétence; — Considérant qu'il résulte évidemment que le tribunal criminel du département des Deux-Nèthes, par son jugement du 25 vend. an 9, en confirmant celui du tribunal de police correctionnelle de Malines, qui se déclarait incompétent et renvoyait l'affaire et les parties pardevant les juges de paix, juges ordinaires des douanes, a fait une fautive application de cet art. 11, tit. 1^{er} de la loi du 9 flor. an 7, ainsi que de celles précédemment rendues au sujet des douanes avant le 10 brum. an 5, et a contrevenu directement auxdits art. 13 et 15 de la susdite loi de brum. an 5;—Casse, etc.

Du 17 frim. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Sieyès.—*Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

REQUÊTE CIVILE.—CONSULTATION.

A partir de la loi du 19 août 1793, la voie de la requête civile n'était plus soumise à l'obtention préalable d'une consultation de trois hommes de loi (1).

(Pannetier et Amyot—C. Mosqueron.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu la loi du 19 août 1793, qui porte : — a Le convention nationale décrète que la formalité d'une consultation signée par des avoués, nécessaire pour se pourvoir en cassation et en requête civile, est supprimée; a —Attendu que le jugement dénoncé contient une violation manifeste de cette loi : — Par ce motif, —Casse et annule le jugement rendu par le tribunal civil du département d'Ille-et-Vilaine, le 6 flor. an 7.

Du 21 frim. an 9.—Sect. civ.—*Rapp.*, le cit. Delacoste.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

RESTITUTION EN ENTIER.—JUGEMENT.—

FAITS NOUVEAUX.—REQUÊTE CIVILE.

Aucune loi n'a déterminé quelle espèce de faits nouveaux pourrait faire adopter, par la voie de la restitution en entier (sorte de requête civile

admise dans les pays germaniques), un moyen de défense déjà rejeté par jugement en dernier ressort; en conséquence, le jugement qui décide que les faits nouveaux articulés par les demandeurs afin de restitution en entier, ne sont pas de nature à justifier ces recours, n'est pas sujet à cassation (2).

(Héritiers Biolley—C. Dethiers.)

Une sentence du conseil ordinaire du pays de Liège, confirmée en dernier ressort par la chambre impériale de Wetlaer, avait condamné les héritiers Biolley envers les héritiers Dethiers. — Depuis ce jugement, les héritiers Biolley, prétendant avoir découvert des faits nouveaux, non encore articulés, et de nature à faire adopter des moyens de défense rejetés par le premier jugement, se sont pourvus afin de restitution en entier. La chambre impériale de Wetlaer, saisie de la réclamation des héritiers Dethiers, contre la nouvelle demande des héritiers Biolley, a, par arrêt du 38 fév. 1792, renvoyé l'affaire au conseil ordinaire de Liège. Devant ce tribunal, la demande des héritiers Biolley a été rejetée.

L'affaire allait être portée au conseil aulique de Vienne, lorsque le pays de Liège fut réuni à la France; par suite, le tribunal civil du département des Forêts, fut substitué au conseil aulique.

11 niv. an 8, jugement de ce tribunal, qui confirme la sentence du conseil ordinaire, et repousse la demande afin de restitution des héritiers Biolley.

Pourvoi en cassation contre ce jugement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que le jugement attaqué n'a décidé autre chose, sinon qu'aucun des faits nouveaux allégués par les demandeurs en cassation, à l'appui des moyens rejetés par le jugement contre lequel ils s'étaient pourvus en restitution, n'était de nature à justifier ce recours, et ne prouvait nullement l'injustice de ce jugement; — Attendu qu'aucune loi n'a déterminé ni pu déterminer quelle espèce de faits pourrait faire adopter, par la voie de la restitution, un moyen de défense déjà rejeté par jugement en dernier ressort, et qu'aucune loi semblable n'a même été alléguée par les demandeurs en cassation : — D'où il suit que le jugement attaqué n'a violé aucune loi; — Rejette, etc.

Du 21 frim. an 9.—*Rapp.*, le cit. Riols.—*Concl.*, le cit. Merlin, comm.

(1) Telle était, en effet, la disposition expresse de la loi des 19-21 août 1793, qui abrogeait par la l'art. 1^{er} de la loi des 11-18 fév. 1791, laquelle voulait que l'avis du trois hommes de loi fût signifié en tête de l'exploit du demandeur en requête civile. Cette formalité est de nouveau exigée par le Code de procédure (art. 495), qui déclare qu'à défaut, la requête civile ne sera pas reçue.

(2) Pour donner une idée de ce qu'était la restitution en entier contre les jugements, nous ne pouvons mieux faire que de citer les paroles mêmes qu'a prononcées M. Merlin à l'occasion du jugement ci-dessus: «C'est, disait ce magistrat, une voie bien extraordinaire, sans doute, que celle de la restitution en entier contre l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, telle qu'elle a lieu dans les tribunaux germaniques. Non-seulement elle y est admise dans les cas où nos lois donnent lieu à la requête civile, mais il paraît qu'elle peut être prise indistinctement toutes les fois que, dans l'instance sur laquelle a été rendu le jugement qui en est l'objet, il a été omis des faits essentiels à la défense de l'une des parties. C'est ce qui résulte de l'arrêt de la chambre impériale de Wetlaer, du 28 fév. 1792, qui, en renvoyant au conseil ordinaire de Liège la réclamation des ci-

toyens Dethiers contre la demande des héritiers Biolley, afin d'être restitués en entier contre la sentence passée en chose jugée, lui enjoint de n'avoir égard, dans la discussion de cette demande, qu'aux points de fait qui se trouveront *relevans* (terme du pays, qui répond à peu près au mot *décisif*) et qui n'aient pas été articulés dans les pièces précédemment produites: *ponderando tantum nova in facto relevantia et in actis anterioribus nondum prolata*. Du reste, nous ignorons si c'est par une loi particulière à tous les tribunaux germaniques que cette loi y a été introduite; ou si ce n'est pas uniquement une extension très-arbitraire et très-vicieuse des lois romaines qui ont servi de type à notre requête civile, que l'on doit en rapporter l'origine. S'il existe une loi à cet égard, c'est aux demandeurs à la citer et à la produire. Mais ce qui nous porte à croire qu'il n'en existe pas, c'est que les demandeurs n'invoquent à l'appui de leurs moyens de cassation que la doctrine de deux praticiens allemands, doctrine qui peut être plus ou moins conforme aux usages germaniques, mais qui par elle-même ne peut pas tenir lieu de loi. (V. Questions de droit, no Restitution en entier.)

1^o TESTAMENT OLOGRAPHE. — DATE CERTAINE.

2^o MINISTÈRE PUBLIC. — FEMME MARIÉE. — CASSATION.

Du 21 frim. an 9 (aff. *Bardonneix* C. *Merlier*). — V. ce jugement supra au 11 frim.

APPEL. — ACTE NOTARIÉ. — EXÉCUTION PARÉE.

Dans les pays où les actes notariés n'emportent pas exécution parée (en Belgique), les parties qui se présentent devant le juge pour la requérir ou y consentir, ne pouvaient appeler de l'acte du tribunal qui, en conséquence, condamnait le débiteur à exécuter ce à quoi il s'était obligé : cet acte n'était pas un jugement proprement dit (1).

(Bosquillon — C. Piers.)

Par contrat passé devant notaires à Gand, le 31 mai 1792, les cit. Bosquillon constituent à Charles Piers une reute de 7,575 florins, au capital de 176,764 florins, argent de Brabant. Cet acte porte, que les cit. Bosquillon ont déclaré donner par ces présentes, procuration spéciale et irrévocable à tous porteurs de l'expédition, copie authentique ou extrait d'icelle, pour, en leur nom, aller et comparaitre partout ou besoin sera, notamment devant le conseil de Flandres et tous autres juges et tribunaux où il plaira et bon semblera à Charles Piers ou ayans cause; et la, faire juger le présent instrument légal et exécutoire selon sa forme et teneur.

Il était d'usage alors en Belgique d'insérer ces sortes de clauses dans les contrats, pour faire rendre exécutoires par les tribunaux, les actes notariés qui n'avaient point cette qualité par eux-mêmes.

Le 16 brum. an 8, Charles Piers se présente devant le tribunal de l'Escaut, qui, en présence des cit. Bosquillon, ou de leur fondé de pouvoir, demanda l'exécution de l'acte du 31 mai 1792. — Sur quoi, le tribunal, ouï les déclarations et promesses faites à l'audiencé, condamne les cit. Bosquillon, et un pour tous, à accomplir exactement l'acte dont il s'agit, et les condamne aux frais.

Le 1^{er} prair. an 8, appel de la part des cit. Bosquillon devant le tribunal de la Lys. — Mais ce tribunal déclara qu'appel n'échappait de l'acte du tribunal civil de l'Escaut, attendu que les cit. Bosquillon avaient consenti, par l'organe

de leur fondé de pouvoirs, à la condamnation prononcée contre eux.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 5, tit. 4 de la loi des 6-24 août 1790, qui soumet à l'appel tout jugement dont l'objet excède 1,000 livres.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que l'acte du tribunal civil de l'Escaut, du 16 brum. an 8, n'était qu'une simple formule qui, suivant l'ancien ordre de choses, devait être apposée aux actes publics pour les rendre exécutoires, ainsi qu'il est reconnu par le jugement du tribunal de la Lys dont est question; que, dès-lors, ce dernier tribunal n'est pas contrevenu à la loi en jugeant que cet acte n'était pas soumis à l'appel ni aux autres formalités de procédures relatives aux jugements; — Rejette, etc.

Du 21 frim. an 9. — Sect. req. — Prés., le cit. Muraire. — Rapp., le cit. Cassaigne. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., le cit. Huart-Duparc.

COMMAND (DÉCLARATION DE). — ENREGISTREMENT.

Du 22 frim. an 9 (aff. *Duvergier*). — V. ce jugement à la date du 22 brum. an 9.

1^o TRANSPORTS MILITAIRES. — ACTE DE COMMENCE. — COMPÉTENCE.

2^o LETTRE DE CHANGE. — GARANTIE. — COMPÉTENCE.

1^o Un entrepreneur de transports militaires doit être réputé commerçant. Dès lors, il est justiciable du tribunal de commerce à raison des actes ou traités passés avec des tiers relativement à son entreprise (2).

2^o Celui sur qui une lettre de change est tirée ne peut, s'il ne l'a ni endossée ni acceptée, être assigné en garantie devant le tribunal du domicile du tireur, lors même qu'il devrait au tireur le montant de l'effet (3).

(Gebier Saint-Hilaire — C. Leprieux.)

Le sieur Gebier Saint-Hilaire, de Paris, était entrepreneur général des transports militaires. Il avait pour agent à Rennes, le sieur Leprieux. — Lors de la cessation de son service, Leprieux, se prétendant en avance de diverses sommes, tira sur Gebier Saint-Hilaire plusieurs lettres de change, que celui-ci refusa d'accepter lors de leur présentation.

(1) Dans l'espèce, M. Merlin avait conclu au rejet du pourvoi par cette considération, qu'en principe, la partie condamnée de son consentement, et qui, par là, acquiesçant d'avance au jugement rendu contre elle, ne peut être reçue à attaquer ce jugement. « Ces conclusions, dit-il (*Quest. de droit*, v^o *Appel*, § 1^{er}, n^o 3), ont été adoptées. Mais la Cour, craignant, et non sans raison, que l'on ne cherchât mal à propos à se prévaloir de son arrêt pour ôter aux cit. Bosquillon les moyens de droit qu'ils pouvaient avoir à proposer contre le contrat du 31 mai 1792, a cru devoir motiver différemment le rejet. » — V. dans le sens de la doctrine soutenue par Merlin, Cass. 14 juill. 1813; Paris, 15 mars 1811 et 16 juin 1813.

(2) V. conf., Cass. 11 vend. an 10. — Merlin avait soutenu la doctrine contraire : V. *Quest. de droit*, v^o *Tribunal de comm.*, § 5. — Aujourd'hui, ce point ne saurait plus faire difficulté en présence de l'art. 632 du Code de commerce, qui répète acte de commerce toute entreprise de transports par terre ou par eau : V. en ce sens, Lyon, 30 juin 1827. — Il a été également jugé que les tribunaux de commerce étaient compétents, à l'exclusion de l'autorité adminis-

trative, pour connaître des contestations qui s'élèvent entre les entrepreneurs ou fournisseurs et leurs sous-traitants, lorsque ces entrepreneurs ou fournisseurs agissent pour leur propre compte, et ne sont pas, à l'égard du gouvernement, de simples régisseurs comptant de leur maître : V. Cass. 13 mess. an 12; 14 brum. an 13; 16 juill. 1806; 6 sept. 1808; 10 février 1836 (Volume 1836). — V. aussi à cet égard les deux jugemens des 1^{er} brum. et 13 pluv. an 8, avec les observations qui les accompagnent.

(3) Jurisprudence constante tant avant que depuis le Code de commerce. V. Cass. 21 therm. an 8 et la note; 12 fév. 1811; 17 juin 1817; 21 mars 1825; 5 avril 1837 (Volume 1837); Angers, 3 janvier 1810 et 26 nov. 1828; Liège, 14 juin 1813, et Bordeaux, 22 avril 1828. — Toutefois, il a été jugé qu'il en est différemment lorsque le tiré, quoique n'ayant pas apposé d'acceptation sur la lettre de change, avait promis, par lettre, d'acquiescer toutes traites : V. Cass. 12 juill. 1814, et Colmar, 14 janv. 1817. — V. aussi M. Virens, *Législ. comm.*, t. 1^{er}, p. 166, et t. 2, p. 192, et Carré, *Lou de compét.*, art. 385, n^o 513 et 514.

Por suite, le porteur recourut contre Leprieur devant le tribunal de commerce de Rennes, lieu de son domicile. — Leprieur appela Gehier Saint-Hilaire en garantie devant le même tribunal. — Celui-ci opposa le déclinatoire; il soutint d'abord qu'il n'était pas commerçant, et que dès lors il n'était pas justiciable du tribunal de commerce; en second lieu, que dût-il être réputé commerçant, il ne pouvait être traduit que devant les juges de son domicile, puisqu'il n'avait point accepté les traites tirées sur lui.

29 pluv. an 8, jugement qui rejette le déclinatoire proposé.

Pourvoi en règlement de juges de la part de Gehier Saint-Hilaire.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que les entreprises de Gehier Saint-Hilaire et les négociations qui en ont été la suite le mettent dans la classe des marchands et négocians, sous le rapport des contestations qui en résultent et des tribunaux qui doivent en connaître; — Attendu aussi qu'il résulte des instructions fournies par Gehier Saint-Hilaire à Leprieur, l'un de ses agens, et de sa correspondance, que les lettres de change qui il était autorisé à tirer sur lui avec les formalités et les précautions qu'il lui indique, devaient être toutes payées à Paris, au domicile de Gehier Saint-Hilaire, ou il tenait sa caisse et ses bureaux; — Attendu que, quoique ledit Gehier Saint-Hilaire fût justiciable des tribunaux de commerce, pour raison de ses entreprises et des lettres de change tirées sur lui par ses agens, il ne pouvait néanmoins être traduit devant les divers tribunaux de commerce de la république où seraient appelés ses agens, tireurs de lettres de change, par les porteurs ou endosseurs d'icelles; — Statuant sur la demande en règlement de juges, sans s'arrêter ni avoir égard aux assignations données à Gehier Saint-Hilaire de la part de Leprieur, devant le tribunal de commerce de Rennes, qui sont déclarées nulles et non avenues, ni aux jugemens intervenus contre lui au tribunal de commerce de Rennes, les 25 vend. an 8 et 29 pluv. suivant, qui sont déclarés nuls et comme non avenues, quant aux dispositions qui concernent ledit Gehier Saint-Hilaire; — Renvoie les parties à procéder devant le tribunal de commerce de Paris, dans le territoire duquel réside Gehier Saint-Hilaire, etc.

Du 22 frim. an 9. — Sect. req. — Rapp., le cit. Desfougères. — Concl., le cit. Merlin, subst.

JUGE DE PAIX. — DOMESTIQUES. — COMPÉTENCE. — PAPIERS.

Le juge de paix n'est compétent pour prononcer sur les contestations entre maîtres et domestiques, qu'autant que l'objet de ces contestations touche aux rapports de domesticité. — Ainsi, il est incompétent pour connaître d'une demande en restitution d'effets mobiliers et de sommes que le domestique prétend avoir laissés chez son maître (1).

(1) Telle est aussi l'opinion de Henrion de Pansey, *Comp. des juges de paix*, ch. 30, et de Merlin, *Quest. de droit*, v° *Justices de paix*, § 1^{er}.

(2) C'est avec raison, selon nous, que le jugement a décidé que le décret du 6 pluv. an 2, relatif, porte son intitulé, aux titres et procédures qui se trouvent sous les scellés, n'était point applicable à l'espèce. L'art. 5 de ce décret dispose, il est vrai, que « tous détenteurs et dépositaires de titres, papiers et contrats de rentes réclamés, qui ne se trouvent pas sous les scellés, seront tenus de les remettre à la première réquisition du propriétaire ou du fondé de pouvoirs; qu'en cas de refus ils y seront

Le décret du 6 pluv. an 2, qui attribue au juge de paix la connaissance des demandes en restitution de titres et papiers, n'est pas applicable à la demande d'un domestique à fin de restitution d'obligations qu'il allègue avoir apportées et laissées chez son maître (2).

(Arnaudet — C. héritiers Perrin.)

La veuve Arnaudet avait été au service du sieur Perrin. — Après la mort de son maître, elle réclama de ses héritiers, par une action portée devant le juge de paix, 1^o le paiement de 2000 fr., montant des gages qui lui étaient dus; 2^o la restitution d'une somme de 192 fr., de différens meubles et effets mobiliers, et notamment d'un billet de 900 fr., souscrit à son profit par le défunt; tous ces objets se trouvaient sous la main des héritiers, au moyen des scellés qu'ils avaient fait apposer et lever en son absence.

Le juge de paix accueillit ces diverses demandes et condamna, en conséquence, les héritiers Perrin aux paiemens et restitutions réclamées.

Appel de la part de ces derniers, fondé sur l'incompétence du juge de paix. Ils soutenaient que, relativement aux billets, obligations et effets mobiliers revendiqués par la veuve Arnaudet, ces objets étant étrangers aux engagements résultant de la domesticité, le juge de paix était incompétent pour en connaître.

7 pluv. an 8, jugement du tribunal civil de Vaulxuse, qui annule, en effet, la sentence du juge de paix pour incompétence.

Pourvoi en cassation par la veuve Arnaudet, pour contravention à l'art. 10, tit. 3 de la loi des 16-24 août 1790, relatif aux contestations entre maîtres et domestiques, et violation du décret du 6 pluv. an 2, relatif à la restitution des titres et papiers.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que l'art. 10 du tit. 3 de la loi du 24 août 1790, ne donne aux juges de paix de compétence, pour prononcer sur les engagements respectifs des maîtres et des domestiques, qu'autant que ce qui est réclamé à titre de semblables engagements, tient nécessairement au rapport de domesticité; — Que, pour rendre un jugement conforme au principe qu'on vient d'énoncer, le tribunal du département de Vaulxuse n'a en besoin d'interpréter aucune loi, mais seulement de l'appliquer; — Que le décret du 6 pluv. an 2, fait pour assurer le recouvrement d'objets échappés aux scellés, est absolument étranger aux domestiques qui prétendent avoir apporté chez leur maître des obligations de grande valeur; — Rejette.

Du 22 frim. an 9. — Prés., le cit. Murair. — Rapp., le cit. Gandon. — Concl., le cit. Merlin, comm. — Pl. le cit. Riffé de Canbray.

DEMANDE NOUVELLE. — EXCEPTION. — PARTAGE.

L'art. 7 de la loi du 3 brum. an 2, qui ne permet pas aux tribunaux d'appel de prononcer

« des condamnations dans les vingt-quatre heures, sur simple citation, par le juge de paix, ensemble aux dommages-intérêts que ce retard ou ce refus aurait occasionnés, et à une amende qui ne pourra excéder le quart de leur imposition mobilière, » Mais il résulte de la place même qu'occupe cet article et du sens général de la loi, qu'il ne concerne que les titres échappés aux scellés sous lesquels ils auraient dû être compris. — Cependant M. Merlin avait, dans les conclusions par lui données sur cette affaire, soutenu que cet article avait une portée plus générale. *V. Quest. de droit*, v° *Just. de paix*, § 1^{er}.

sur d'autres demandes que celles qui ont été formées en première instance, ne s'étend pas aux exceptions nouvelles que l'intimé fait valoir pour sa défense. — Ainsi et spécialement, le cohéritier contre lequel une demande en partage a été formée, peut, pour la première fois en cause d'appel, conclure à ce que le demandeur soit tenu de prendre d'autres biens que ceux réclamés par ce dernier (1).

(Venot—C. Vieux et Roy.)

Venot avait été intimé par Roy et Vieux, devant le tribunal d'appel du Jura, sur des contestations relatives au partage d'une succession qu'ils étaient appelés à recueillir. Devant ce tribunal, Venot conclut pour la première fois, à ce que Vieux fût tenu de prendre d'autres biens en remplacement de ceux qu'il réclamait.

14 flor. an 6, jugement du tribunal d'appel qui, considérant ces conclusions comme une demande nouvelle, refuse d'y statuer pour se conformer à l'art. 7 de la loi du 3 brum. an 2, qui interdit aux tribunaux d'appel, le droit de prononcer sur d'autres demandes que celles qui ont été formées en première instance.

Pourvoi en cassation par Venot, pour fausse application de cette loi, d'après laquelle on doit entendre par demandes dont la nouveauté est interdite aux tribunaux d'appel, celles qui sont indépendantes des contestations, qui sont véritablement nouvelles, et non celles qui ne sont que des défenses, qu'une exception à la demande principale, et qui peuvent être formées en tout état de cause.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 7 de la loi du 3 brum. an 2; — Attendu qu'en refusant de s'occuper du moyen du demandeur en cassation, tendant à faire ordonner subsidiairement que Philippe-Antoine Vieux, l'un des défendeurs, prendrait d'autres biens de la succession dont il s'agissait en remplacement de la moitié du domaine de Saulgy, le tribunal civil du département du Jura a fait une fausse application dudit art. 7 de la loi du 3 brum. an 2, puisque ce moyen n'était autre chose qu'une exception à la demande originale, qui pouvait être proposée en tout état de cause; — Donne défaut contre Philippe-Antoine Vieux; — pour le profit, casse, etc.

Du 21 frim. an 9. — Serit. civ. — Rapp., le cit. Henrion. — Concl., le cit. Arnaud, subst. — Pl., les cit. Dupont et Mathias.

PÉRÉPTION. — INCOMPÉT. — JUGE DE PAIX
La loi qui annule tout jugement rendu par le juge de paix après l'expiration de quatre mois à partir du jour où l'affaire lui a été soumise, ne s'applique pas aux jugements par lesquels le juge de paix se déclare incompé-

tent. (L. 18-26 oct. 1790, tit. 7, art. 5 et 7.) (2)

(Pluvius—C. Landry.)

Le cit. Pluvius, propriétaire d'un domaine rural, composé de terres labourables, pres et bois, avait donné ce domaine à bail à ferme au cit. Landry. — A l'expiration du bail, le propriétaire avait articulé contre le fermier des faits de dégradation, notamment dans les bois, et avait cité le cit. Landry, le 22 brum. an 3, devant le juge de paix, pour convenir d'experts, aux fins de constater les atteintes portées à sa propriété, et en faire l'estimation. — Des récusations d'experts et de tiers-experts, des remises de transport sur les lieux, avaient retardé l'opération, jusqu'au mois de mess. an 3.

Le tiers-expert n'avait remis son procès-verbal aux parties, que le 17 brum. an 4. — Le 26 fruct. de la même année, le demandeur avait fait sommation au défendeur de comparaître pour voir homologuer ce procès-verbal, et se voir condamner à lui payer notamment 2,726 fr., pour dégâts faits aux arbres.

Le juge de paix avait ordonné, le même jour, que les piéres lui seraient remises pour en être déchargé, et être le jugement prononcé le 9 vend. an 5.

Ce jugement a été en effet prononcé le 9 vend. Par cette sentence, le juge de paix considérant que la demande de 2,726 fr. dérive d'une atteinte portée à la propriété; que par là, elle n'est pas de sa compétence, renvoie les parties à se pourvoir devant le juge compétent.

Les juges du tribunal civil du département de Saône-et-Loire, prononçant sur l'appel interjeté par le fermier, ont annulé ce jugement, par application des art. 5 et 7 du tit. 7 de la loi du 26 oct. 1790, qui impose au juge de paix l'obligation de juger dans les quatre mois à partir de la citation.

Pourvoi en cassation de la part de Pluvius, pour fausse application de ces articles, au cas où le juge de paix se déclare incompétent.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les art. 5 et 7 du tit. 7 de la loi du 26 oct. 1790, sont partie d'une loi spécialement et exclusivement destinée à régler la procédure dans les justices de paix; — Que les dispositions sagement employées par les législateurs dans une pareille loi pour accélérer l'instruction des contestations soumises aux juges de paix, ne doivent pas être appliquées à la forme de procéder prescrite pour les autres tribunaux;

Attendu qu'il résulte des faits et de la procédure, ainsi que du jugement prononcé le 9 vend. an 5 par le juge de paix, que la demande d'une somme de 2,726 fr., pour abatis de bois, dérivait d'une imputation d'atteinte aux propriétés du demandeur; que conséquemment cette répétition n'était pas de la compétence de la justice de paix;

(1) L'art. 7 de la loi du 3 brum. an 2, ne prohibait que les nouvelles demandes. Donc il permettait implicitement l'emploi de moyens de défense nouveaux. Ainsi l'on a décidé un grand nombre d'autres jugements du tribunal de cassation: P. 12 frim. an 10; 21 vend. et 8 germin. an 11; 5 niv. an 13; 4 août et 14 oct. 1806. — Le même système se trouve reproduit par l'art. 461 du Code de procédure, qui admet toutes demandes nouvelles que ne sont que la défense à l'action principale. — P. au reste, sur ce que l'on doit considérer comme demande nouvelle prohibée par la loi en appel, nos observations sur le jugement du 13 fruct. an 8. — P. aussi Carre, Thomin-Demazures et Berriat, sur l'art. 461, C. proc.

(2) Aujourd'hui, le juge de paix n'est plus, comme sous l'empire de la loi de 1790, dans la nécessité

de prononcer dans les quatre mois du jour où l'affaire lui a été soumise. Mais si un interlocutoire a été ordonné, le juge de paix doit prononcer définitivement dans les quatre mois du jour de cet interlocutoire, faute de quoi l'instance se trouve périmée de plein droit (C. pr., art. 151). — La question ci-dessus pourrait donc encore s'élever aujourd'hui pour le cas où le juge de paix aurait, après l'expiration de ce délai, rendu un jugement par lequel il se déclarerait incompétent, et elle devrait recevoir la même solution, les motifs de la décision que nous rapportons pouvant être invoqués aussi bien sous le Code de procédure que sous la loi de 1790. — P. en ce sens, l'art. 1, Lois de la proc., l. 1. n° 66; Reynaud, Traité de la péremption, n° 136.

—Que cette justice n'est assujétie aux formes et aux délais prescrits par la loi du 26 oct. 1790, que pour les cas où elle peut valablement prononcer sur le fond de la contestation; — Que l'art. 7 du tit. 7 de cette loi, en prononçant la peine de la préemption d'instance, et même l'extinction de l'action, suppose nécessairement une instance de la nature de celles qui sont admissibles devant un tribunal de paix, et une action dont ce tribunal peut connaître; — Que la fin de cet article démontre cette intention de la loi, puisqu'il porte que le jugement que le juge de paix rendrait ensuite (des quatre mois) sur le fond, serait sujet à l'appel, même dans les matières où il a droit de prononcer en dernier ressort, et annulé par le tribunal de district; — Que d'après ce complément de l'article employé par le tribunal d'appel dont le jugement est dénoncé pour annuler le jugement du juge de paix dont était appel, il devait paraître évident que ce n'était pas le cas d'appliquer cet article, puisque d'un côté, le juge de paix n'avait pas prononcé sur le fond, et que, de l'autre, il n'est pas possible de supposer que la loi ait voulu faire annuler un jugement par lequel ce juge de paix s'est simplement déclaré incompétent; — Qu'il résulte de là que les articles cités sont fausement appliqués; — Casse, etc.

Du 24 frim. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Delacoste. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst. — *Pl.*, les cit. Mathias et Girardin, av.

JOURS COMPLÉMENT. — DÉLAI. — APPEL.

Les jours complémentaires n'entrent pas dans le calcul des délais fixés par mois; ils n'entrent que dans le calcul des délais comptés par jour. Il en est ainsi, spécialement, du délai fixé pour l'appel (1).

(Navier — C. N...)

Le 16 thermid. an 4, jugement du tribunal civil du département du Mont-Blanc, en faveur du cit. Navier. — Le 15 fructid. suivant, signification de ce jugement. — Le 14 frim. an 5, appel. Le cit. Navier oppose à l'appelant une fin de non recevoir qu'il fait résulter de ce que l'appel a été interjeté après plus de quatre-vingt-dix jours. — Jugement du tribunal civil du département de l'Isère qui rejette la fin de non recevoir, par la raison que le délai de l'appel n'est pas fixé à tant de jours, mais à tant de mois; et qu'ainsi les jours complémentaires ne doivent pas être imputés dans ce délai. — Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la loi du 4 frim. an 2 porte que les jours complémentaires n'appartiennent à aucun mois; que celle du 1^{er} du même mois, relative au délai pour se pourvoir en cassation, les exclut expressément; qu'ils sont encore exceptés des jours utiles par différentes lois;

(1) *P. conf.*, Cass. 23 niv. an 5; 26 germ. an 12. — Jugé de même à l'égard du délai pour signifier les jugements d'admission intervenus sur pourvois en cassation: 21 vend. an 11. Sur ce dernier point, il avait été rendu une décision contraire le 11 vent. an 9. — La doctrine du jugement que nous rapportons est enseignée par Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Délai*, § 4.

(2) Dans l'espèce, le tribunal de cassation a sans doute fait une juste appréciation du sens de l'arrêt spécial dont il s'agissait. Mais la question générale de savoir comment on doit entendre ces mots: à dater, à compter de tel jour, et s'ils comprennent le jour même qui sert de point de départ au délai, le dies à quo, a été de tout temps l'objet de vives controverses. *P. Bérnat*, p. 116, not. 6

que dès lors ils ne doivent pas être comptés dans le délai de l'appel dont il s'agit; — Rejette, etc.

Du 21 frim. an 9. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Cassagne.

PROTÈT. — LETTRE DE CHANGE.

Du 25 frim. an 9 (aff. Jeannick). — *P.* ce jugement au 13 frim.

DÉLAI. — JOUR TERME.

Une disposition législative qui annule les actes faits depuis tel jour, peut, si elle paraît avoir été la volonté du législateur, être entendue en ce sens que les actes mêmes faits le jour indiqué comme point de départ, soient compris dans l'annulation prononcée. (Arrêt du 12 therm. an 13) (2).

(Joiry — C. Pottaire.)

En 1790, vente par Pottaire, à Joiry, d'une maison sise à Ath, sur le prix de laquelle Joiry restait devoir à son vendeur une somme de 15,035 fr., produisant une rente remboursable à volonté.

Le 21 flor. an 3, les représentants du peuple, en mission dans la Belgique, prirent un arrêté qui déclarait que les assignats étaient la seule monnaie ayant cours légal et forcé. — Joiry profita de cette mesure pour faire, quelques jours après, le remboursement à Pottaire de la somme dont il lui était encore redevable, remboursement que celui-ci ne fit, au reste, aucune difficulté d'accepter.

Mais, le 12 thermid. an 3, les représentants du peuple avaient pris un nouvel arrêté ainsi conçu: — « Art. 1^{er}. Aucun débiteur ne pourra dorénavant se libérer d'une obligation antérieure à la seconde entrée des troupes de la république en la Belgique (en mess.). que dans les mêmes espèces dans lesquelles l'obligation aura été contractée, ou en assignats au cours d'Amsterdam. » — « Art. 2. Cette disposition aura lieu avec effet rétroactif au 9 prair., les paiements, consignations ou remboursements faits depuis cette époque que sont nuls. »

Se fondant sur cet arrêté, Pottaire prétendit que le remboursement qui lui avait été fait en assignats au pair était nul, et il demandait le complément des 15,035 fr. que Joiry lui avait remboursés en papier déprécié.

Sur cette demande, jugement du tribunal de Mons, qui déclare le remboursement nul. — Appel, et jugement confirmatif du tribunal de Sanibret-et-Meuse.

Pourvoi de la part de Joiry, et, le 23 messid. an 5, jugement qui casse, attendu que si l'effet rétroactif est reporté au 9 prair., ce jour n'y est pas compris, puisque, d'une part, il est formellement énoncé que les remboursements faits depuis cette époque seulement, sont nuls, et que, d'autre part, le mot *inclusivement* n'est point ajouté au 9 prair. »

et 7. — La jurisprudence s'est prononcée tantôt dans le sens de l'affirmative: *P. Cass.* 18 mars et 10 sept. 1812; 12 oct. 1814; 9 fév. 1825; 17 mai 1828; 7 mars 1834 (Volume 1834); Bastia, 8 déc. 1835 (Volume 1835); Paris, 3 déc. 1837 (Volume 1837); — tantôt dans le sens de la négative: *P. Cass.* 27 fév. 1815; 16 janv. 1822; 25 juin 1830; Lyon, 7 fév. 1834 (Volume 1834). — *P.* dans ce même sens, Toullier, t. 6, n^o 684; Troplong, *Hypoth.*, t. 1, n^o 293; Grenier, *Hypoth.*, t. 1, n^o 211. — Merlin, *Rep.*, v^o *Délai*, sect. 1^{re}, § 3, remarque avec raison que l'expression *puis* est également tantôt inclusive et tantôt exclusive du jour qui sert de point de départ. — Il serait donc fort difficile de se faire sur ce point que règle générale et absolue.

L'affaire fut renvoyée au tribunal de l'Ortre (Liège), qui, le 3 thermid. an 7, confirma encore le jugement de première instance par les motifs suivants.

« Attendu que la première partie de l'art. 2 de l'arrêté du 12 thermid. an 3, en fixant que l'effet rétroactif devait avoir lieu au 9 prair. an 3, a compris ce jour ;

« Attendu que l'époque du 9 prair. an 3 a existé dès l'instant que le jour du 8 a pris fin ; qu'ainsi, si dans la seconde partie du même article, les mots depuis cette époque ont été placés, ce mot depuis, dont on se sert en désignant l'inclusion et l'exclusion d'un jour, ne peut, dans l'espèce, que signifier l'inclusion déjà désignée, et se rapporter au principe de l'époque, sans qu'il fût nécessaire, à cet effet, d'ajouter encore à cette désignation le mot inclusivement ;

« Attendu que l'on doit interpréter l'équivoque qui peut se présenter dans une loi, moins par les termes que par le sens, et toujours en éloignant le sens contradictoire ;

« Attendu qu'il y aurait contradiction entre la première partie de l'article et la seconde, si le 9 prair. étant compris dans la première, on supposait qu'il ne le fût point dans la seconde ; — En conséquence, le tribunal confirme le jugement du tribunal de Mons.

Nouveau pourvoi de la part de Joiry, pour violation de l'arrêté des représentants du peuple, arrêté ayant force de loi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que dans le terme se trouve compris le jour du 9 prair., puisque la seconde disposition de l'art. 2 se rattache à la première disposition dudit article, qui renferme évidemment ce jour, 9 prair. ; — Attendu enfin que, quoique dans bien des occasions le mot depuis puisse être entendu en divers sens et recevoir diverses interprétations, il ne peut résulter d'une discussion ou explication de mots plus ou moins clairs une contravention expresse à aucune loi, et que, dans le doute, c'est en faveur de l'équité qu'il faut juger ; — Rejette, etc.

Du 25 frim. an 9. — Sect. réunies. — Prés., le cit. Muraire. — Rapp., le cit. Prieur (de la Marne). — Pl., le cit. Gulckard.

VOL.—MAISON HABITÉE.

Le vol commis dans une écurie tenant immédiatement à une maison habitée, doit être considéré comme commis dans une édifice dépendant de cette maison et en faisant partie ; en conséquence, ce crime est passible de l'application de l'art. 16, et non de celle de l'art. 22 de la sect. 2 dudit. 2 du Code de 1791 (1).

(N... — C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu les art. 16 et 18, 2^e sect., tit. 2, 3^e part., Cod. pén. ; — Considérant que les vols commis dans une écurie tenant im-

médiatement à une maison habitée, sont commis dans un édifice dépendant de ladite maison et en faisant partie ; d'où il suit que la peine qui a dû être appliquée est celle qui est prononcée par les art. 16 et 18, et non celle qui est portée par les art. 22 et 24, sect. 2^e, tit. 2, 3^e part. dudit Code ; que, par conséquent, il y a, dans le jugement attaqué, fautive application des art. 22 et 24, et contravention aux art. 16 et 18 ; — Casse, etc.

Du 26 frim. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Target.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

JURY.—LISTE.—REMPLACEMENT.

Le défaut de notification à l'accusé de la liste des jurés, entraîne la nullité de la procédure. (C. 3 brum. an 4, art. 504.) (2)

Sous l'empire du Code du 3 brum. an 4, le remplacement des jurés devait, à peine de nullité, être fait par la voie du sort. (Art. 515.) (3) Le remplacement des jurés, fait hors de la présence de l'accusé, est nul, si le dernier n'a pas été mis à même d'exercer son droit de récusation (4), surtout lorsque l'accusé n'a pas eu de conseil pendant les débats.

(Simonet.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu les art. 504, 515 et 525 du Code des délits et des peines ; — Considérant qu'il y a eu contravention aux dispositions desdits articles du Code précités, 1^o parce que le tableau des jurés n'a pas été notifié à l'accusé ; 2^o parce que deux des jurés de jugement ayant été remplacés, ce remplacement n'a pas été fait par la voie du sort, et a été fait hors de la présence de l'accusé, qui n'a pas été dans le cas de s'expliquer sur l'approbation ou la récusation des remplaçants ; — Considérant, d'ailleurs, que le vice de la procédure a été d'autant plus préjudiciable pour l'accusé qu'il n'eut aucun conseil pendant les débats ; — Casse, etc.

Du 26 frim. an 9.—Sect. crim. — Prés., le cit. Goupil-Préfeln.—Rapp., le cit. Genevois.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

1^o JURY SPÉCIAL.—DIRECTEUR DU JURY.—COMPÉTENCE.2^o ATTENTAT CONTRE LA SÛRETÉ INDIVIDUELLE.—CARACTÈRES.3^o ACTE D'ACCUSATION.—RÉDACTION.

1^o Sous le Code du 3 brum. an 4, le directeur du jury ne pouvait immédiatement remplir les fonctions d'officier de police judiciaire, et les jurés spéciaux n'avaient été convoqués, que lorsqu'il s'agissait d'un attentat contre la liberté ou la sûreté individuelle des citoyens. (C. 3 brum. an 4, art. 140, 516, 525.) (5)

2^o Une rixe engagée accidentellement et sans dessein prémédité, à l'occasion de la perception du droit de passe, ne peut être qualifiée

(1) F. Cass. 22 brum. an 8 et la note.—L'art. 300 du Code pénal répute également maison habitée, les écuries dépendant des bâtiments destinés à l'habitation.

(2) F. conf., 27 vend. an 8 (aff. Coppens), 13 brum. an 8 (aff. Devaux).

(3) Même décision : 1^{er} frim. an 8 (aff. Chambard).

(4) F. en ce sens, 23 germ. an 7 ; 21 vend., 2 brum., 8 prair. an 8 et les notes. — F. aussi infra, 6 niv. an 9.

(5) La difficulté venait de ce que le délit avait été mal qualifié, car aux termes de l'art. 213 de la constitution de l'an 3, reproduit par l'art. 140 du Code du 3

brum. an 4, et encore aux termes de l'art. 516 du Code de 1791, le directeur du jury était seul compétent pour instruire, et le jury spécial pour juger, non seulement les attentats à la sûreté individuelle des citoyens, mais les troubles occasionnés et les voies de fait commises pour entraver la perception des contributions. Ainsi, le fait mériterait dans l'espèce d'être instruit directement par le directeur du jury et délégué aux jurés spéciaux, s'il avait pour objet, comme cela paraît résulter du texte du jugement, la perception d'une contribution : ce jugement ne casse que pour fautive qualification du fait.

attentat contre la liberté ou la sûreté individuelle des citoyens (1).

3^o Est nul l'acte d'accusation qui ne présente que les faits à la charge de l'accusé, sans relater ceux qui sont à sa décharge. (C. 3 brum. an 4, art. 140.) (2)

(Jean Fraisse — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 140, 229, 232, 456, 6^e disposition, 516 et 525 du Code des délits et des peines; — Considérant, en premier lieu, que si, aux termes des art. 140, 516 et 525 précités, le directeur du jury d'accusation doit pour suivre immédiatement, comme officier de police judiciaire, les attentats contre la liberté ou la sûreté individuelle des citoyens, pour ensuite l'affaire être soumise à des jurés spéciaux d'accusation et de jugement, la tout à peine de nullité, il résulte également et de la lettre et de l'esprit de ces mêmes articles, que le directeur du jury ne peut immédiatement remplir les fonctions d'officier de police judiciaire, et que des jurés spéciaux ne peuvent être convoqués, lorsque, comme dans l'espèce, il s'agit d'un simple délit ordinaire, qu'il est impossible de ranger dans la classe des attentats contre la liberté ou la sûreté individuelle des citoyens, parce qu'en effet, un semblable attentat ne pouvant se concevoir sans qu'il y ait eu le dessein prémédité de le commettre, on ne saurait qualifier tel un délit qui n'a été évidemment que l'effet subit et inopiné d'une rixe accidentellement engagée à l'occasion de la perception du droit de passe; qu'ainsi, au cas présent, il y a eu fautive application des art. 140 et 156 du Code des délits et des peines, et, par suite, usurpation de pouvoirs de la part du directeur du jury de l'arrondissement de Lodève.

Considérant, en second lieu, que l'acte d'accusation ne présente absolument que les faits à la charge de l'accusé, sans relater aucun de ceux à sa décharge consignés tant dans le procès-verbal des préposés à la barrière de Gignac, signé par Fraisse lui-même, sous la date du 28 brum. an 8, que dans la déclaration desdits préposés faite devant le directeur du jury, le 4 pluv. suivant, ce qui est une violation manifeste de l'art. 229 ci-dessus cité, qui, en ordonnant à peine de nullité, aux termes de l'art. 232, que l'acte d'accusation expose le fait et toutes ses circonstances, a impérieusement voulu l'exposé fidèle, sans distinction, de toutes les circonstances tant à charge qu'à décharge résultant des pièces de l'instruction; — Casse, etc.

Du 28 frim. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Ruperou. — *Concl.*, le cit. Dubois, subst. — *Pl.*, le cit. Pointel.

JURY. — ASSESSEUR. — INCOMPATIBILITÉ.

Sous le Code du 3 brum. an 4, un assesseur du jury de paix ne pouvait, à peine de nullité, remplir les fonctions de juré. (Art. 484.) (3)

(De Maçon — C. Min. pub.)

Du 28 frim. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Genevois. — *Concl.*, le cit. Dubois, subst.

SUCCESSION. — REFENTE.

Sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2 (comme

sous le Code civil), la refente n'avait pas lieu dans les successions collatérales.

En d'autres termes: après la division d'une succession collatérale entre la ligne paternelle et la ligne maternelle du défunt, il n'y avait pas lieu à subdivision ou refente entre les parents maternels et les parents paternels du défunt dans cette ligne. Ainsi, le descendant d'un trisaïeul maternel du défunt était exclu par la descendance d'un bisaïeul dans la même ligne. (L. 17 niv. an 2, art. 77; — C. civ., 734, anal.) (5)

(Navaria.)

Le 13 vent. an 8, le tribunal civil du département de Maine-et-Loire avait rejeté le système de la refente, en excluant de la succession les descendants d'un trisaïeul dans la même ligne. — La dame Navaria s'est pourvue en cassation contre ce jugement, pour violation des art. 85 et 86 de la loi du 17 niv. an 2. Elle a prétendu que de la combinaison de ces deux articles et du système général de cette loi, il résultait que la refente était admise entre les descendants de la même ligne; qu'ainsi à défaut d'eux, les représentants des ascendants plus éloignés étaient appelés à la succession, et que le jugement du 13 vent. an 8 devait être cassé pour avoir méconnu ces principes.

Le cit. Meclinportant la parole dans cette cause, s'est prononcé contre ce système. Après avoir reproduit la doctrine développée par le jugement du 12 brum. an 9 (V. *supra* à cette date), ce magistrat s'est exprimé en ces termes: « Puisqu'on semble dans cette cause faire une sorte d'appel à ceux qui ont pris part à la loi du 17 niv. an 2, pour expliquer dans quel sens ils l'ont alors entendue, nous devons déclarer au tribunal que, sans avoir eu égard précisément et manuellement à la rédaction de cette loi, nous avons assisté, dans le comité de la législation, à toutes les conférences dans lesquelles on en a délibéré et arrêté les bases; que l'idée de la refente en deux lignes a toujours été aussi éloignée de l'intention du comité, qu'elle l'est de toutes les saines notions d'économie politique; et que cependant la plupart des membres du comité connaissaient très bien ce système, puisqu'il avait été combattu par l'un d'eux dans un ouvrage qui alors était encore récent, et que d'ailleurs il avait été depuis peu discuté avec le plus grand éclat dans une affaire qui avait pris naissance dans la coutume d'Anjou, et qui avait été portée successivement au parlement de Paris, au conseil d'Etat, et enfin au parlement de Rouen, où il avait été rejeté par un arrêt solennel (5).

« Nous devons dire aussi que le cit. Cambacérès présidait alors le comité, et que c'est d'après son avis qu'a été intentée par les parties en faveur desquelles a prononcé le jugement de la section civile du 12 brum. dernier, l'affaire qui a donné lieu à ce jugement, si profondément délibéré et si bien motivé. »

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que tous les collatéraux qui descendent d'ascendants paternels du défunt, quoiqu'ils soient des ascendants de diverses branches, sont cependant de la même ligne avec le défunt, c'est-à-dire de la ligne paternelle; — Attendu que l'on ne peut dire que ces collatéraux

vent. (off. *Durri*, 18 prair. (off. *Pointel*), 6 therm. (off. *Fontaine*), 17 fruct. (off. *Mollaret*).

(4) F. dans le même sens, le jugement si bien motivé du 12 br. an 9, et la note qui l'accompagne.

(5) F. cet arrêt dans *Merlin, Rép.*, v^o *Représentation* (droit de), sect. 2, § 1, n^o 12.

(1) Les attentats contre la sûreté individuelle des citoyens étaient définis et réprimés par les art. 634 et suiv. du Code du 3 brum. an 4.

(2) F. Cass. 3 germ. an 8 et la note.

(3) F. conf., 18 vent. an 7 (off. *Padé*); 7 vend. an 8 (off. *Mongel*). — Jugemens identiques rendus dans la cours de l'an 9: 6 vent. (off. *Pillaud*), 17

sont de lignes différentes, que lorsqu'on les considère respectivement entre eux, et non pas quand on les considère respectivement au défunt, par rapport auquel ils sont tous de la ligne paternelle; — Attendu que ces mêmes collatéraux ne doivent être considérés que dans leur rapport avec le défunt; puisque la parenté avec celui-ci est l'unique base du droit à sa succession; — Attendu que quand les législateurs ont dit, art. 71 de la loi de nivôse : *La représentation a lieu jusqu'à l'infini en ligne collatérale; ceux qui descendent des ascendants les plus proches du défunt, excluent ceux qui descendent des ascendants plus éloignés de la ligne*, ils ont entendu parler de la même ligne avec le défunt, de la même ligne respectivement au défunt, et qu'ainsi le jugement attaqué n'a fait que se conformer à cet article, en décidant que les demandeurs en cassation, descendants d'un trisaïeul du défunt dans sa ligne paternelle, étaient exclus de sa succession par les descendants d'un aïeul de la même ligne; — Rejette, etc.

Du 1^{er} niv. an 9. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Riols. — *Concl.*, le cit. Merlin. *subst.*

ARBITRAGE.—JUGEMENT.—DATE.

Les sentences arbitrales font foi de la date qui y est apposée (1). — Les arbitres ne peuvent, par un acte postérieur et extrajudiciaire, changer la date d'un jugement clos, signé et daté par eux.

(Sellier — C. La Régie de l'Enregistrement.)

Par jugement du 22 fruct. an 6, des arbitres firent le partage d'une succession échue en commun aux sœurs Sellier.

Le 19 therm. an 7, de nouveaux arbitres réglèrent les honoraires des auteurs du jugement arbitral. — Alors seulement le jugement arbitral du 22 fruct. an 6 fut présenté à la formalité de l'enregistrement. La Régie exigea le paiement du double droit encouru par l'expiration des délais fixés pour l'enregistrement de cet acte par la loi du 9 vend. an 6. Mais les sœurs Sellier prétendirent que la date véritable de cet acte était, non pas celle du 22 fruct. an 6, qui y était énoncée, mais bien celle du 21 therm. an 7. A l'appui de cette prétention, ils produisirent pendant le cours de l'instance une attestation à eux donnée le 9 brum. an 8 par les arbitres qui avaient rendu le jugement en question, par laquelle ces arbitres déclaraient que leur opération n'avait point été terminée le 22 fruct. an 6, ainsi que semblait le faire présumer la date de leur jugement; qu'elle s'était prolongée jusqu'au 21 therm. an 7; qu'ainsi on ne devait avoir aucun égard à la date du susdit jugement. Ils prétendirent, en conséquence, que la date du jugement arbitral étant par là fixée au 21 therm. an 7, elle devait servir de base pour la liquidation des droits d'enregistrement.

La Régie soutenait, au contraire, que du moment où le jugement arbitral, contenant partage

d'une succession, avait été produit sous la date du 22 therm. an 6, le droit d'enregistrement avait été acquis à la Régie sur le pied déterminé par la loi à cette époque. — Elle ajoutait que toutes les circonstances concouraient ailleurs pour prouver que cette date était la véritable. La feuille de papier sur laquelle le jugement était écrit, portait le timbre de l'an 6; de nouveaux arbitres avaient été nommés pour fixer les honoraires des premiers; et aurait-il été raisonnable de croire qu'un eût déterminé les honoraires des arbitres avant que leur opération n'eût été finie? — Quant à la déclaration qu'on lui opposait, la Régie soutenait encore, qu'une fois le jugement signé, les arbitres n'avaient plus eu de caractère; que tous les actes qu'ils avaient pu faire postérieurement et en cette qualité, devaient être considérés comme non avenus.

29 brum. an 8, jugement du tribunal de l'Aisne, qui accueille les prétentions de la Régie.

Pourvoi en cassation de la part des cit. Sellier.

Le cit. Merlin, substitut du commissaire du gouvernement, a conclu au rejet du pourvoi. (*V. ses conclusions, Quest. de droit, v^o Date, § 3.*)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que, d'après les dispositions de l'art. 38 de la loi du 9 vend. an 6, c'est à compter de la date des actes que courent les délais accordés pour soumettre lesdits actes à l'enregistrement;

Attendu que la date du jugement arbitral dont il s'agit se trouve authentiquement fixée par le jugement même, au 22 fruct. an 6, et que, dans les contestations élevées à cet égard entre les demandeurs et la Régie de l'enregistrement, il a même été reconnu en point de fait, qu'il n'y avait point eu d'erreur dans la fixation de cette date;

D'où il suit qu'en ordonnant l'arbitement des droits en conformité de ce qui est prescrit par les lois en vigueur à l'époque du 22 fruct. an 6, le jugement attaqué ne présente aucune contravention; — Rejette, etc.

Du 1^{er} niv. an 9. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Rateau.

1^{er} et 2^o DERNIER RESSORT.—SOCIÉTÉ.—DOMMAGES-INTÉRÊTS.

3^e PREUVE PAR TÉMOINS.—MATIÈRE COMMERCIALE.

4^e JUGEMENT.—DÉLIBÉRÉ.

1^o *La question de savoir s'il a existé une société doit être jugée en dernier ressort, lorsqu'elle s'élève accessoirement à une demande de moins de 1000 fr. (L. 16-24 août 1790, tit. 4, art. 5.) (2)*

2^o *Une demande en dommages-intérêts de plus de 1000 fr. doit être jugée en dernier ressort, quand elle ne forme pas une demande reconventionnelle principale, mais seulement une demande accessoire à l'objet principal de la contestation (3).*

3^o *La preuve testimoniale est admissible en*

culs que son application est de nature à soulever.

(3) Cette décision n'est point en opposition avec celle du jugement du 28 vent. an 8 (off. Ducloux-Lange); car, dans l'espèce de ce jugement, il s'agissait d'une demande reconventionnelle principale, c'est-à-dire se rattachant à des faits antérieurs à l'action qui l'avait provoquée; tandis que, dans l'espèce actuelle, il s'agit d'une action en dommages-intérêts qui n'a de fondement que dans l'action originaire elle-même, et qui n'a pour objet que la réparation du dommage que celui contre qui elle est dirigée prétend en avoir éprouvé. — La loi toute récente du 11 avril 1838 a consacré la distinction contenue dans

(1) *V. en ce sens*, 15 therm. an 11, 6 frim. an 14, et les nombreuses décisions rendues dans le même sens, indiquées dans notre *Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Arbitrage*, § 6.

(2) *V. les conclusions* de Merlin dans cette affaire, *Rép., v^o Dern. ressort*, § 183, et *Quest., v^o Héritiers*, § 8. — La décision ci-dessus offre une application de la maxime : *le juge de l'action est juge de l'exception*, maxime que nous avons déjà en occasion d'examiner, précédemment sur une question de dernier ressort (*V. off. Marquis*, 8 vent. an 8 et la note). Nous y avons signalé les différentes circonstances dans lesquelles cette maxime est invoquée, et les graves diffi-

matière de commerce, généralement et sans exception, sur les obligations entre marchands... du moins pour confirmer le contenu aux actes. (Ord. 1667, tit. 20, art. 2.) (1)

4^e Les juges qui ont ordonné un délibéré, doivent prononcer le jugement aussitôt que la délibération est terminée; mais ils ne sont pas tenus de vider le délibéré aussitôt qu'il a été ordonné. (L. 3 brum. an 2.) (2)

(Hadamar.—C. V^e Gérardin.)

Hadamar demande à la veuve Gérardin le paiement d'une somme de 611 fr.—Celle-ci oppose qu'elle s'est libérée de cette somme entre les mains de Moïse Mayer, associé d'Hadamar. — Moïse Mayer est appelé en cause et demande de son côté 1500 fr. de dommages-intérêts contre la veuve Gérardin.

Jugemens du tribunal de commerce de Metz, dont l'un admet la veuve Gérardin à la preuve par témoins de sa libération entre les mains de l'associé de Hadamar, et dont l'autre, sur le fondement de cette preuve, renvoie la veuve Gérardin de la demande formée contre elle par Hadamar, aussi bien que de la demande de Mayer.

Pourvoi en cassation de la part d'Hadamar qui articule contre ces deux jugemens les moyens de cassation suivans :

1^o Double excès de pouvoir, soit en ce que le tribunal de commerce a prononcé en dernier ressort, ce qu'il ne pouvait faire, sur l'existence de la société alléguée entre Hadamar et Mayer; soit en ce qu'il a prononcé en dernier ressort sur une demande en dommage-intérêts supérieure à 1000 fr.

2^o Violation de l'art. 2, tit. 20 de l'ord. de 1667, en ce que le tribunal avait admis la preuve par témoins dans une affaire excédant 100 liv.

3^o Violation de l'art. 10 de la loi du 3 brum. an 2, en ce que le délibéré ordonné le 4 messidor, n'avait été vidé que le 18.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, sur le premier moyen de cassation proposé par le demandeur, 1^o que la qualité d'associé n'a point été jugée principalement entre le demandeur et Mayer, et sur

une contestation particulière entre ces deux individus, mais seulement accessoirement à l'exception de la veuve et des héritiers Gérardin; que, dès lors, elle a dû être jugée dans l'attribution dans laquelle rentrait cette exception, ainsi que la demande contre laquelle elle était formée, et que ne s'agissant à cet égard que d'une somme au-dessous de 1000 fr., il y a eu lieu au dernier ressort;

2^o Que la demande de Mayer en 1,500 fr. de dommages et intérêts, ne formant pas une demande reconventionnelle principale, mais une demande accessoire à l'objet principal de la contestation, elle ne pouvait en changer la nature ni l'attribution; que, dès lors, elle pouvait être jugée dans le même degré et la même force de juridiction; et que, comme telle, elle était, dans l'espèce, assuétie au dernier ressort; que, d'ailleurs, il a été prononcé sur la demande de Mayer, par un dispositif particulier, indépendant de celui relatif à la contestation d'Hadamar et des héritiers Gérardin; que Mayer n'est point demandeur en cassation, et qu'Hadamar ne pourrait se prévaloir de moyens qui seraient particuliers audit Mayer; qu'il n'a donc été commis aucune contravention aux lois sur les différens degrés de juridiction et sur la compétence des tribunaux, pour les jugemens qui peuvent être rendus en dernier ressort;

Sur le deuxième moyen, attendu qu'il n'a point été admis de preuve testimoniale contre la teneur d'un acte; que la preuve admise n'a eu pour objet que le paiement de ce qui était porté dans l'acte; que cette preuve, loin d'atténuer la force de cet acte, tendant, au contraire, à le reconnaître et à le confirmer; que, d'ailleurs, elle était appuyée d'un commencement de preuve par écrit; qu'en outre la preuve testimoniale est admissible dans les juridictions de commerce, généralement et sans exception, sur les obligations entre marchands, d'après le tit. 20 de l'ordonn. de 1667; que c'est à la sagesse des jurés à faire l'application de ces lois où cette preuve doit être accueillie ou rejetée;

Attendu, sur le quatrième moyen, que la loi du 3 brum. an 2 n'oblige les juges qui ont or-

le jugement ci-dessus. Le dernier paragraphe de l'art. 2 de cette loi porte en effet : «...Il sera statué en dernier ressort sur les demandes en dommages-intérêts, lorsqu'elles seront fondées exclusivement sur la demande principale elle-même. » Si, donc, une demande en dommages-intérêts avait une autre cause que la demande principale, on rentrerait dans la règle générale, et selon qu'elle excéderait ou n'excéderait pas 1500 fr., elle serait jugée en premier ou en dernier ressort.

(1) C'est un point de jurisprudence constant, que la preuve testimoniale est admissible en matière commerciale pour établir l'existence d'engagemens non constatés par écrit, ou pour appuyer ceux établis par acte : *V. Cass.* 3 prair. an 9; 19 niv. an 13; 1^{er} août 1810; 11 nov. 1813; 15 et 24 mars 1825; 14 fév. et 15 mai 1827. *V. aussi* notre *Jur. du XIX^e siècle*, v^o *Preuve testimoniale*, § 3, et notre *Dict. du contentieux comm.*, *cod. verb.* — Quant à la question de savoir si la preuve testimoniale est également admissible en matière de commerce, même contre et outre le contenu aux actes, elle est plus controversée. Le jugement que nous recueillons ici pourrait être considéré comme se prononçant dans le sens de l'affirmative, puisque, après avoir constaté qu'il y avait commencement de preuve par écrit, et que la preuve testimoniale n'avait été admise que pour confirmer ce qui résultait déjà d'un acte écrit, il finit par déclarer que, d'ailleurs, en matière de commerce, la preuve testimoniale est toujours admissible,

ce qui pourrait s'entendre en ce sens qu'elle est admissible soit pour confirmer, soit pour contredire les énonciations d'un acte écrit. C'est, au surplus, ce qui a été formellement jugé par deux arrêts des 10 et 11 juin 1835 (Volume 1835). Mais la question a été résolue en sens contraire par les Cours de Paris, 11 juillet 1812, et d'Angers, 4 juin 1829. — *V. du reste*, sur l'admissibilité de la preuve testimoniale en matière de commerce : *Merlin, Répert.*, v^o *Dernier ressort*, § 18; *Toullier*, t. 9, n^o 230; *Duranton*, t. 13, n^o 340, 341; *Parlessus*, n^o 241, 262.

(2) La loi du 3 brum. an 2, dont le tribunal de cassation fait ici l'application, est celle qui avait supprimé les avoués. Elle permettait aux juges de se retirer dans la salle des délibérations pour l'examen des pièces. Mais, immédiatement après cet examen, ils devaient rentrer en séance et opiner à haute voix. De là est née la question de savoir s'ils étaient tenus de vider le délibéré aussitôt après l'avoir ordonné. Le jugement décide qu'ils devaient seulement prononcer leur décision aussitôt qu'elle était arrêtée. *V. dans le même sens*, 23 vent. an 10. — Un jugement du 24 vent. an 11 a même décidé qu'il n'y avait pas nullité, par cela seul que le jugement n'avait pas été prononcé le jour même où il avait été délibéré et arrêté. — L'art. 93 du Code de procédure dit seulement que le tribunal pourra ordonner la remise des pièces sur le bureau pour en être délibéré au rapport d'un juge, avec l'indication du jour où le rapport sera fait.

donné un délibéré qu'à prononcer immédiatement après que le délibéré a été vidé et le jugement arrêté; que, dans l'espèce, il a été satisfait à cette loi; de tout quoi il résulte que les jugemens attaqués ne contiennent aucune violation de loi; — Rejette, etc.

Du 1^{er} niv. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Murale, — Rapp., le cit. Barris. — Concl., le cit. Merlin, subst.

EXPLOIT. — HUISSIER. — PATENTE. — COPIE.

Le défaut d'indication, dans un exploit, de la date et du numéro de la patente de l'huissier, n'emporte pas nullité : il suffit, pour la validité de l'exploit, d'une mention de la patente. Rés. Impl. (LL. 6 fruct. an 4, art. 18; 1^{er} brum. an 7, art. 1^{er} et 37; 7 niv. an 7, art. 3.) (1)

Lorsque l'imperfection d'un acte dérive d'une simple erreur de copiste, cette imperfection n'opère pas une nullité, encore qu'il s'agisse de l'observation d'une règle prescrite à peine de nullité, par exemple, du défaut de mention de la patente de l'huissier, alors que cette mention se trouve dans l'original (2).

(Corbin — C. Corbin.)

La dame Corbin avait formé une demande en divorce contre son mari. Dans l'original de l'exploit d'assignation, l'huissier énonçant son inmatricule, avait dit seulement ayant patente, sans faire mention de la date, du numéro, ni de la commune où cette patente avait été délivrée; la copie offrait les mêmes irrégularités, et, de plus, au lieu de contenir comme dans l'original la mention ayant patente, elle contenait seulement le mot ayant.

Néanmoins, en première instance, l'exploit fut jugé régulier et le divorce prononcé. — Appel au tribunal civil du Calvados. — Le 5 vent. an 8, jugement qui confirme celui de première instance.

FOURVOI en cassation de la part de Corbin, pour violation de l'art. 37 de la loi du 1^{er} brum. an 7, qui exige que la patente soit mentionnée avec désignation de la date, du numéro et de la commune où elle a été délivrée. Le demandeur

ajoutait que, quand même la mention ayant patente serait jugée suffisante, cette mention ne se retrouvant pas tout entière dans la copie qui tenait lieu d'original au défendeur, l'exploit était encore nul sous ce second rapport.

Le cit. Merlin, commissaire, a fait observer que la loi invoquée exigeait à la vérité la mention de la patente, avec la désignation de la date, du numéro, etc.; mais qu'elle n'attachait pas la peine de nullité à l'omission de cette formalité, et prononçait seulement une amende de 500 fr. — Quant à la copie, si elle contenait seulement le mot ayant sans ajouter celui de patente, ce n'était là qu'une erreur de copiste et non une omission de formalité.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que la mention de la patente de l'huissier instrumentaire se trouvant dans l'original de la signification du procès-verbal du 22 niv. an 8, le défaut de cette énonciation dans la copie de ladite signification n'est évidemment qu'une erreur de copiste qui ne peut vicier l'acte en lui-même... — Rejette, etc.

Du 2 niv. an 9. — Sect. req. — Prés., le cit. Murale. — Rapp., le cit. Boyer. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., le cit. Duclos.

1^{re} CAUTIONNEMENT. — SÉNATUS-CONSULTE VELLEIEN.

2^{de} HOMOLOGATION. — CHOSE JUGÉE. — CAUTIONNEMENT.

1^{re} *Le sénatus-consulte Velleïen, qui défend à la femme de cautionner, prohibe même l'acte d'une mère qui cautionnerait son fils pour le faire sortir de prison. (L. 1. ff. ad sen. cons. Velleïan.; L. 21. C. cod.) (3)*

2^{de} *Le jugement d'homologation d'une convention intervenue entre deux parties (par exemple d'un acte de cautionnement) lorsque cette homologation a été purement de forme, n'établit point la validité de l'acte homologué. — L'exécution qu'il ordonne est subordonnée à cette validité (4).*

(Renard et Lenormand — C. Paysant.)

Renard et Lenormand avaient exercé la con-

(1) *F. conf.*, Cass. 10 fruct. an 12; 2 nov. 1807, et 28 mars 1808. — La mention de la patente était exigée, sous peine de nullité, par la loi du 6 fruct. an 4, art. 18; mais cette loi a été abrogée par l'art. 1^{er} de celle du 1^{er} brum. an 7. Or, cette dernière loi, tout en exigeant, dans son art. 37, la désignation de la date, du numéro, etc. de la patente, dans les actes ou exploits, ne punit que d'une amende de 500 fr., l'omission de ces indications; amende qui, depuis, a été réduite à 50 fr. par l'art. 10 de la loi du 16 juin 1824. A la vérité, une loi postérieure, celle du 7 niv. an 7, impose aux huissiers, par son art. 2, l'obligation d'énoncer leurs patentes, conformément à la loi du 6 fruct. an 4. D'où l'on pouvait conclure que l'insolvement de la formalité emportait nullité; mais cette nullité n'aurait pu, en tous cas, être prononcée que pour le défaut d'énonciation de la patente, puisque s'était à cela seul que se bornait la prescription faite par le législateur, et non au défaut de désignation de la date, du numéro, etc., qui, comme nous venons de le rappeler, n'est puni que d'une amende par la loi du 1^{er} brum. an 7. Quoi qu'il en soit, à cet égard, du véritable sens de la loi du 7 niv. an 7, toujours est-il que cette loi, uniquement relative à la forme des exploits, s'est trouvée abrogée par l'art. 1041 du Code de procédure, qui n'a laissé subsister sur le point dont il s'agit que l'art. 37 de la loi du 1^{er} brum. (*F. l'arrêt déjà cité du 2 nov. 1807*), en sorte qu'aujourd'hui, il est

bien certain que la défaut de mention de la patente de l'huissier n'emporte pas nullité, et ne donne lieu qu'à une simple amende: *F. en ce sens*, Cass. 2 janv. 1834 (Volume 1834); MM. Bioche, *Dict. de pr.*, v^o *Ajournement*, n^o 77; et Boncenne, *Théorie de la proc. civ.*, t. 2, p. 127.

(2) *F. dans le même sens*, Riom, 14 oct. 1808.

(3) *F. en ce sens*, Denizard, v^o *Caution*; Merlin, dans cette affaire, *Questions de droit*, v^o *Velleïen* (sénatus-consulte), § 1. — Cette règle n'était pas uniformément suivie dans les pays de droit écrit où le sénatus-consulte Velleïen était encore en vigueur. Ainsi, M. Merlin rapporte que la jurisprudence du parlement de Toulouse permettait aux femmes de gentilhommes, magistrats, avocats, notaires et anciens officiers municipaux, de cautionner leurs fils pour les faire sortir de prison. En Normandie même (et c'est sous l'empire des lois normandes qu'a été rendue la décision actuelle), deux arrêts du parlement de Rouen des 17 mars 1644 et 19 fév. 1658, cités par Basnage, *Hyp.*, part. 2, ch. 2, avaient maintenu de semblables cautionnements (*F. Merlin, loc. cit.*). — Au surplus, le sénatus-consulte Velleïen a été abrogé par la loi des 17 pluv. et 24 vent. an 2. Déjà une semblable abrogation avait été prononcée par l'édit de 1666; mais cet édit n'avait été enregistré qu'à Paris, Rennes, Dijon et Besançon.

(4) *F. conf.*, Turin, 26 nov. 1806.

trainte par corps contre Paysant, leur débiteur.—Sa mère et ses sœurs souscrivirent, le 2 frim. an 6, au greffe du tribunal de commerce de Caen, un cautionnement pour obtenir sa mise en liberté.—Les créanciers en demandèrent l'homologation; et le 6 frim. an 6, le tribunal, parties ouïes, accorda acte à Renard et Lenormand de la lecture de cet acte de cautionnement, et ordonna qu'il serait exécuté selon sa forme et teneur.

Cependant, après l'élargissement de Paysant, sa mère a demandé, en vertu du sénatus-consulte Velleien, la nullité du cautionnement par elle souscrit.—Le sénatus-consulte Velleien, ont répondu les créanciers, tout en déclarant nuls les cautionnements souscrits par les femmes, a cependant admis des cas d'exception. Or, rien de plus favorable que le cas d'une mère qui veut briser les fers de son fils; ainsi nombre d'arrêts ont maintenu de semblables cautionnements. Au surplus, il y a, dans l'espèce, chose jugée sur la validité du cautionnement, puisque ce cautionnement a été homologué par le jugement du 6 frim. an 6, rendu parties ouïes.

15 vent. an 8, jugement du tribunal civil du Calvados, qui déclare nul le cautionnement souscrit par la mère.—Appel; mais le 11 messid. suivant, jugement confirmatif par le tribunal de Caen.

Pourvoi en cassation de la part des créanciers, pour contravention au sénatus-consulte Velleien, et violation de la chose jugée.

Le cit. Merlin, au nom du ministère public, a examiné s'il était vrai que ce sénatus-consulte eût fait une exception en faveur des cautionnements souscrits par les femmes pour faire sortir leurs fils de prison. On ne voit rien, a-t-il dit, dans cette loi, ni dans les lois romaines sur cette matière, qui établisse l'exception.—Il est bien vrai que la loi pénultième, au Code, *ad senat. consult. Velleian.*, décide que si une femme s'est rendue caution pour l'affranchissement d'un esclave, et que cet esclave ait été affranchi sur la foi de ce cautionnement, la femme ne pourra plus invoquer le bénéfice du sénatus-consulte; mais cette exception, qui, comme toutes les autres, est de droit étroit, ne peut s'étendre à un cas qu'elle n'a point prévu.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu, sur le premier moyen de cassation proposé par le demandeur, que le jugement du tribunal de commerce en date du 6 frim. an 6, n'a fait qu'ordonner l'exécution

d'un acte de cautionnement convenu entre les parties; que ce jugement, purement de forme, ne contient point de dispositions judiciaires; que l'exécution qu'il a ordonnée a été essentiellement subordonnée à la validité de l'acte à laquelle elle se réfère, et sur laquelle il n'avait point été contesté devant le tribunal; que cet acte de cautionnement ayant été attaqué devant les tribunaux ordinaires par le bénéfice de la restitution et par l'application du sénatus-consulte Velleien, et ayant été annulé par ces tribunaux sur ces exceptions, les jugemens d'annulation ont porté sur une contestation qui n'avait point été agitée au tribunal de commerce, et qui avait été élevée en temps utile; que, dès lors, ces jugemens n'ont pu être en contradiction avec la force de la chose jugée.

Attendu, sur le second moyen, qu'à l'égard de la veuve Paysant, ainsi qu'à l'égard de ses filles, le jugement attaqué n'a fait que prononcer l'application d'une loi romaine, qui faisait partie des lois municipales maintenues en Normandie, puisque l'édit de 1606 n'avait point reçu d'enregistrement au ci-devant parlement de cette ci-devant province;—Que, si, dans l'espèce, et vis-à-vis la veuve Paysant, le jugement attaqué s'était éloigné de la disposition de quelques arrêts, il n'en aurait pas moins exécuté la loi dans sa pureté;—Que, sous aucun rapport conséquemment, il n'y a eu de contravention à la loi;—Rejette, etc.

Du 2 niv. an 9.—Sect. req.—Prés., le cit. Murair, — Rapp., le cit. Barris. — Concl., le cit. Merlin, subst.

1^o SOCIÉTÉ COMMERCIALE.—PUBLICATION.

2^o CASSATION.—JUGEMENT.—PRÉSIDENT.

3^o CONTRAINTE PAR CORPS.—LOI DE L'ÉPOQUE.

1^o Le défaut d'enregistrement des actes de sociétés contractées sous l'empire de l'ordonnance de 1673, ne pouvait être opposé par les associés aux créanciers de la société. (Ord. de 1673, tit. 4, art. 2 et 6) (1).

2^o La nullité résultant de ce qu'un jugement de première instance a été rendu sans président, ne peut être présentée comme moyen de cassation, si elle n'a pas été proposée en cause d'appel (2).

3^o La contrainte par corps a pu être prononcée après la loi du 21 vent. an 5, pour engagements antérieurs à la loi du 9 mars 1793 (3).

(1) F. dans le même sens, Cass. 22 mess. an 9; 13 vend. an 10; 11 et 16 avril 1806.—L'ordonnance de 1673, tit. 4, art. 2, exigeait formellement l'enregistrement des actes de société commerciale au greffe de la juridiction consulaire, leur insertion par extrait dans un tableau exposé en lieu public, à peine de nullité des actes passés, tant entre les associés qu'avec leurs créanciers et ayans cause; et l'art. 6 du même titre voulait que les sociétés n'eussent d'effet qu'à partir du jour de l'enregistrement et de cette publication. Mais ces dispositions ne furent point observées, ou du moins elles tombèrent en désuétude, ainsi que l'attestent tous les auteurs. F. Pothier, *Contrat de société*, ch. 4, art. 2, § 2; Merlin, *Rep.*, v^o Société, sect. 3, § 2, art. 1^{er}, n^o 4, et *Quest. de droit*, v^o Société, § 1^{er}. A l'appui de son opinion, Merlin cite Jousse, sur l'art. 2 de l'ordonnance de 1673; l'annotateur de Bornier, sur l'art. 6; Brillon, *Dict. des arrêts*, v^o Société, n^o 2; Denisart, v^o Société; le *Praticien des conseils*; Lapeyrière, lettre T, n^o 25; Serres, *Instit. au droit français*, p. 513; Houard, *Dict. de droit normand*, v^o Société, et plusieurs anciens arrêts.—L'art. 42 du Code de commerce a de nouveau prescrit la publication des

actes de société en nom collectif et en commandite; mais il a fait une distinction qui ne se trouvait pas dans l'ordonnance et que l'équité réclamait, en déclarant expressément que l'omission des formalités qu'il exige ne peut jamais être opposée aux tiers.

(2) C'est une règle constante que les moyens non présentés devant les juges du fond, ne peuvent l'être pour la première fois devant la Cour de cassation, à moins qu'il ne s'agisse de moyens d'ordre public. V. *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o Cassation, n^{os} 109 et suiv., 137 bis et suiv.—Du reste, et quant à la nullité invoquée dans l'espèce, si le président avait été absent, il était remplacé de plein droit par le juge le plus ancien.

(3) Sur cette question, il faut se rappeler que la contrainte par corps avait été abolie par la loi du 9 mars 1793;—Que cette loi fut rapportée par celle du 24 vent. an 5, laquelle déclara que « les obligations qui seraient contractées postérieurement à la promulgation de la présente loi, et pour le défaut d'exécution desquelles les lois antérieures prononceraient la contrainte par corps, y seraient assujéties comme par le passé; »—Enfin, qu'une loi ultérieure, celle du 15 germ. an 6, précisa les

(Petit—C. Nègre.)

Le 26 fév. 1789, Brun père et fils, Marty et Petit s'associeront pour le commerce de draperie et de mercerie. Le contrat de société ne fut pas soumis à la formalité de l'enregistrement, malgré la prescription faite à cet égard par l'art. 2, tit. 4 de l'ordon. de 1673.

Le 15 avril 1791, Brun père souscrivit, sous le nom social, et au profit des seurs Nègre, trois billets montant ensemble à 3,666 livres.

A défaut de paiement, les créanciers poursuivirent condamnation contre les débiteurs.

Le 11 therm. an 6, jugement du tribunal de commerce de Montauban, qui condamne les quatre associés solidairement et par corps au paiement des billets.

Appel de la part de Petit, l'un des associés, soutenant d'abord qu'à défaut d'enregistrement de l'acte social, la société était nulle ou sans effet à l'égard des créanciers comme à l'égard des sociétaires eux-mêmes; en second lieu, qu'en tout cas la contrainte par corps n'avait pu être prononcée dans l'espèce, attendu que la loi du 9 mars 1793 avait aboli cette voie d'exécution; et que si la loi du 24 vent. an 5 l'avait rétablie, ce n'avait pu être que pour les actes postérieurs à sa publication.

27 flor. an 7, jugement du tribunal du Lot qui, sans égard à ces moyens, confirme la condamnation prononcée par le jugement attaqué.

Pourvoi en cassation de la part de Petit. — Le demandeur reproduit les deux moyens présentés devant les juges d'appel. — De plus, il en présente un pris de ce que le jugement de première instance aurait été rendu sans président.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que l'omission de la formalité prescrite par l'art. 6, tit. 4, orl. 1673, ne peut profiter à Petit; que l'exécution de cette formalité n'a, d'ailleurs, pour objet que

de constater l'existence des sociétés de commerce, et que cet objet était rempli, dans l'espèce, par l'aveu de Petit lui-même; qu'enfin, la nullité résultant du défaut d'enregistrement des actes de sociétés ne peut être objectée que par ceux à qui l'on oppose ces actes qui ne sont pas de leur fait et qui blessent leurs intérêts;

Attendu que le demandeur n'a pas articulé sur l'appel l'irrégularité qu'il cite aujourd'hui sur le jugement de première instance;

Attendu que les billets dont il s'agit ont été souscrits avant le décret du 9 mars 1793, et conséquemment, sous la garantie de la contrainte par corps; — Que la loi du 9 mars 1793, qui avait aboli cette contrainte, a été rapportée par l'art. 1^{er} de celle du 24 vent. an 5; que, dès lors, les juges du tribunal de commerce de Montauban et ceux du tribunal civil du Lot ont pu, sans contrevenir à aucune loi, prononcer, depuis la promulgation de celle du 24 vent. an 5, que les seurs Nègre et le cit. Petit étaient respectivement redevables dans la plénitude de leurs droits et de leurs engagements primitifs, dont la contrainte par corps était un accessoire légal; — Rejette, etc.

Du 4 niv. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Laborel. — Rapp., le cit. Bazire. — Concl., le cit. Leconteur, subst. — Pl., les cit. Mathias et Jousselin.

ENFANT ADULTÉRIN. — DROITS SUCCESSIFS.

SÉPARATION DE CORPS. — DIVORCE.

L'art. 14 de la loi du 12 brum. an 2, qui déclare successible l'enfant naturel né d'une personne encore mariée, mais séparée de corps, pourvu que la naissance de l'enfant soit postérieure à la demande en séparation de corps, n'est pas applicable, dans le cas de divorce, à l'enfant naturel né pendant le mariage, après la demande en divorce. (L. 30 sept. 1792, art. 1^{er}.) (1)

cas auxquels devait être appliqué le principe de la contrainte par corps remis récemment en vigueur.

Nombre de questions s'élevèrent à cette époque sur l'entente et l'application de ces diverses lois:

1^o On prétendit que la contrainte par corps ne pouvait être prononcée pour obligations antérieures à la loi du 15 germ. an 6, même pour celles contractées depuis la loi du 24 vent. an 5. — Mais cette prétention fut repoussée: P. Cass. 23 flor. an 9.

2^o Qu'au moins, la contrainte par corps ne pouvait avoir lieu pour obligations antérieures à la loi du 9 mars 1793. — Ce système, proscrit par le jugement que nous rapportons, l'a été également par plusieurs autres jugements en cassation, des 21 germ. an 10; 11 prair. an 11; 2 et 3 août 1808; Colmar, 13 mess. an 10; Pau, 9 germ. an 11. — P. toutefois en sens contraire, Paris, 25 vent. an 10.

3^o Enfin, la même question s'éleva, quant aux engagements contractés dans l'interstice de la loi de 1793 à celle de l'an 5. — Mais sur ce point, la jurisprudence se prononça contre l'admissibilité de la contrainte par corps: P. Cass. 3 et 28 mess. an 7; 17 prair. an 12; Bruxelles, 14 fruct. an 9; Colmar, 13 mess. an 10. — ... A moins cependant que l'engagement n'ait son principe dans une convention antérieure à la loi de 1793: Cass. 27 oct. 1806 et 20 fév. 1809.

(1) A l'époque où fut rendue la loi du 12 brum. an 2, les époux ne pouvaient être déunis que par le divorce: aucune séparation de corps ne pouvait plus être prononcée (L. 20 sept. 1792, art. 7). En appelant à la succession des personnes séparées de corps les enfants qu'elles auraient eus pendant leur mariage d'un autre que de leur conjoint, pourvu qu'ils fussent nés postérieurement à la demande en séparation, la loi de brumaire ne disposait donc évi-

demment que pour le temps antérieur à 1792. — Cependant on s'explique difficilement cette disposition de la loi. Il semble que les motifs qui avaient conduit le législateur à conférer aux enfants nés hors mariage, d'un époux seulement séparé de corps, des droits de successibilité égaux à ceux de l'enfant légitime, devaient bien plus puissamment lorsqu'il s'agissait d'enfants nés d'un époux divorcé; et la fiction de la loi qui assimilait à des enfants naturels nés de personnes libres, ceux nés pendant l'instance en séparation, approche bien plus de la vérité, lorsqu'on l'applique à des enfants nés pendant l'instance en divorce. En effet, la séparation de corps ne fait que relâcher les liens du mariage, qui ne cesse pas pour cela de subsister. Le divorce, au contraire, rompt entièrement, et rend les époux libres de contracter une nouvelle union. On concevrait donc que le législateur, alors si favorable aux enfants naturels, eût, dans leur intérêt, fait remonter en quelque sorte les effets du divorce jusqu'au jour de la demande, en considérant leurs père ou mère, bien qu'ils fussent encore engagés dans les liens du mariage à cette époque, comme jouissant déjà d'une liberté qui devait leur être accordée plus tard. — Mais il faut croire que les auteurs de la loi de l'an 2 ont été dominés par d'autres considérations; ils ont craint peut-être que s'ils accordaient aux enfants nés d'un époux divorcé et d'un autre que de son conjoint, les mêmes droits de successibilité qu'aux enfants nés d'un époux séparé de corps, les époux infidèles se provoquaient trop facilement leur divorce, pour faire joindre les fruits espérés de leur infidélité, des droits que la loi ne leur aurait conférés que sous cette condition. — Quoi qu'il en soit, la question ci-dessus, née d'une loi purement transitoire, ne peut plus se

(Emmery—C. Dumas.)

Le 7 janv. 1793, Isabelle-Joséphine Emmery, femme de Blanquart-Labbarrière, forma demande en divorce contre son mari. — Le 5 mai de la même année, Marie Dumas, alors veuve Geoffre, présentement femme de Pierre Audoynaud, mit au monde une fille, nommée Isabelle, qu'elle prétendit être des œuvres dudit Blanquart-Labbarrière. — Le divorce ne fut prononcé que le 19 juill. 1793, c'est-à-dire soixante-quatre jours après la naissance d'Isabelle.

Blanquart tomba sous la bache révolutionnaire le 19 flor. an 2.

En supposant que Blanquart eût également reconnu Isabelle pour être sa fille, devait-elle lui succéder également avec ses autres enfants légitimes? — Le tribunal civil du département du Nord se prononça pour l'affirmative par jugement du 13 pluv. an 5, que le tribunal civil du département de la Somme confirma en instance d'appel par celui du 6 thermid. suivant. — Mais le tribunal de cassation annula ce dernier jugement le 25 germ. an 6, comme ayant violé l'art. 13, et fait une fautive application de l'art. 14 de la loi du 12 brum. an 2. — La cause fut renvoyée au tribunal civil du département de la Seine-Inférieure, qui prononça encore comme l'avaient fait les tribunaux civils des départements du Nord et de la Somme, par son jugement rendu par défaut le 12 niv. an 8, et par celui rendu contradictoirement, et sur l'opposition, le 18 du même mois.

Le motif qui avait séduit ces tribunaux était que, puisque selon l'art. 14 de la loi du 12 brum. an 2, il s'agit de la succession de personnes séparées de corps par jugement ou acte authentique, les enfants nés hors mariage exercent tous les droits de successibilité comme s'ils étaient légitimes, pourvu que leur naissance soit postérieure à la demande en séparation, il en faut dire tout autant des enfants nés de personnes divorcées, pourvu que leur naissance soit postérieure à la demande en divorce. — Nouveau pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 1^{er}, 2, 13 et 14 de la loi du 12 brum. an 2, portant : — Art. 1^{er}. « Les enfants actuellement existants, nés hors du mariage, seront admis aux successions de leurs pères et mères ouvertes depuis le 14 juill. 1789. Ils le seront également à celles qui s'ouvriront à l'avenir, sous la réserve portée à l'art. 14 ci-après. — Art. 2. Leurs droits de successibilité seront les mêmes que ceux des autres enfants. — Art. 13. Sont exceptés ceux de ces enfants dont le père ou la mère était, lors de leur naissance, engagé dans les liens du mariage. Il leur sera seulement accordé, à titre d'aliments, le tiers en propriété de la portion à laquelle ils auraient droit, s'ils étaient nés

dans le mariage. — Art. 14. Néanmoins, s'il s'agit de la succession de personnes séparées par jugement ou acte authentique, leurs enfants nés hors mariage exerceront tous les droits de successibilité énoncés dans l'art. 1^{er}, pourvu que leur naissance soit postérieure à la demande en séparation; »

Attendu qu'en supposant Isabelle fille naturelle de Jacques-François-Antoine-Pierre Blanquart-Labbarrière, il n'en serait pas moins constant que, lors de sa naissance, son père était engagé dans le lien du mariage, circonstance qui ne permet pas de la placer entre les enfants légitimes dans le partage de la succession de son père, selon l'art. 13 de ladite loi du 12 brum.; — Attendu que l'art. 14 de cette loi ne présente une exception à l'art. 13 que dans le cas où il s'agit de la succession de personnes séparées de corps par jugement ou acte authentique; — Que cette exception ne regarde absolument que le passé, puisque les demandes en séparation de corps furent éteintes et abolies par l'art. 6 du § 1^{er} de la loi du 20 sept. 1793 sur le divorce. — Qu'attendu l'exception de l'art. 14 aux personnes divorcées, ce serait provoquer du divorce les époux infidèles qui veraient exister des traces de l'oubli de leur devoir; — D'où il résulte que le jugement attaqué n'a pas seulement fait une fautive application de l'art. 14 de la loi du 12 brum. an 2, mais qu'il a formellement contrevenu à l'art. 13 de la même loi. — *Casse, etc.*

Du 5 niv. an 9. — Sect. réunies. — *Rapp.*, le cit. Doutrepoint. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

1^o TRIBUNAL DE POLICE. — RÉCIDIVE.2^o DÉPENS. — MINISTÈRE PUBLIC.

1^o Le tribunal de police est incompétent pour connaître de l'infraction à un arrêté municipal qui défend de tirer du bois à brûler autrement qu'à la corde et en présence d'un inspecteur, lorsque le prévenu a déjà été condamné pour pareil délit, dans les douze mois précédents, et par le même tribunal de police. (C. 3 brum. an 4, art. 607 et 608.) (1)

2^o Le commissaire du gouvernement ne peut être condamné aux dépens (2).

(Min. pub. — C. Tisier.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'il existe un arrêté de l'administration municipale du canton du Havre, homologué par l'administration centrale du département de la Seine-Inférieure, qui défend de tirer du bois à brûler autrement qu'à la corde, et sans y appeler l'un des inspecteurs nommés par ledit arrêté, sous la peine prononcée par l'art. 150 du Code des délits et peines;

Et vu les art. 607 et 608, C. délits et peines; — Considérant encore qu'il est constaté que le

présenter aujourd'hui. Mais la solution à laquelle elle a donné lieu est remarquable, en ce qu'elle contient une application rigoureuse de ce principe, que les exceptions doivent être strictement renfermées dans le cercle que la loi leur a tracé, et ne peuvent être étendues à des cas qu'elle n'a pas formellement exprimés.

(1) Sous le Code du 3 brum. an 4, et d'après les dispositions formelles de son art. 607, les tribunaux correctionnels étaient seuls compétents pour connaître des contraventions commises en récidive. Sous le Code de 1810, la question de savoir si cette attribution appartenait aux tribunaux correctionnels ou de police, fut extrêmement controversée, en ce qui concernait les contraventions aux règlements de police pour la répression desquelles il fallait se référer au Code du 3 brum. an 4. La Cour de cassation avait successivement jugé que les tribunaux de po-

lice étaient compétents, toutes les fois que la récidive n'entraînait que le doublement des amendes fixées par les art. 606 et 608 du Code du 3 brum. an 4; mais que cette compétence cessait, et que les tribunaux correctionnels pouvaient seuls prononcer, lorsque le maximum de la peine applicable excédait les limites de la juridiction de simple police. Le législateur a mis un terme à cette jurisprudence et aux difficultés incessantes qu'elle faisait naître, en décidant par les art. 471, n^o 15, et 474, ajoutés ou modifiés par la loi du 28 avril 1832, que les contraventions aux règlements administratifs et de l'autorité municipale sont punies par l'application des peines du Code, et que ces contraventions ne peuvent, au cas de récidive, être frappées d'une peine supérieure à trois jours d'emprisonnement.

(2) *P. conf.*, 15 juin 1793 27 fruct. an 4, 24 pluv. an 8, etc.

cit. Tixer a été condamné, le 27 fructidor dernier, par le même tribunal de police, pour un délit pareil à celui dont il était prévenu; que ce délit en est un réel, et une voie de fait qui le range dans l'application desdits art. 607 et 608 du Code des délits et peines, ci-dessus cités; que, dès lors, le tribunal de police du Havre devait le renvoyer, sur la demande du commissaire du gouvernement, devant le tribunal de police correctionnelle; qu'en ne le faisant pas, il a outrepassé les limites de sa compétence et violé, par conséquent, l'edit art. 607 dudit Code par un abus de pouvoir;

Considérant, enfin, que Tixer n'ayant pas encouru aux dépens envers le commissaire du gouvernement, et y eût-il même encouru, le tribunal n'aurait pas dû y condamner ce dernier, parce qu'en pareil cas, un commissaire ne peut être tenu d'aucuns dépens; qu'en le faisant, il a commis un excès de pouvoir; — Casse le jugement rendu par le tribunal de police du canton du Havre, le 17 brum. dernier.

Du 6 niv. an 9. — Sect. crim. — *Prés.*, le cit. Goupil-Préfin. — *Rapp.* le cit. Dutocq. — *Concl.* le cit. Lefessier, subst.

JEU. — MAISONS DE JEU. — COMPÉTENCE.

Un tribunal de police est incompétent pour connaître de la poursuite dirigée contre un individu prévenu d'avoir donné à jouer des jeux de hasard. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 2, art. 36.) (1)

(N. — C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 153, 168, 601 et 609 du Code des délits et peines; — Vu également l'art. 36, tit. 2 de la loi des 19-22 juill. 1791; — Considérant que le délit dont il s'agit dans la présente espèce, est prévu par l'art. 36, tit. 2 de la loi des 19-22 juill. 1791, ci-dessus cité; que la peine attachée à ce délit excède évidemment la valeur de trois journées de travail et de trois jours d'emprisonnement, et qu'ainsi le tribunal de simple police n'était pas compétent pour en connaître; que néanmoins, par son jugement du 5 frim. dernier, le tribunal de police du canton de Maron s'est attribué la connaissance dudit délit, et que, par conséquent, il est contrevenu aux règles de compétence établies par les lois ci-dessus citées; — Par ces motifs, Casse le jugement rendu par le tribunal de police du canton de Maron, le 5 frim. an 9.

Du 6 niv. an 9. — Sect. crim. *Rapp.*, le cit. Bugehop. — *Concl.* le cit. Lefessier, subst.

JURÉS. — REMPLACEMENT. — NOTIFICATION.

Sous le Code du 3 brum. an 4 (art. 506), lorsqu'un juré ne se présentait pas aux débats et qu'il était remplacé par un autre, on devait, à peine de nullité, en donner connaissance à l'accusé (2).

(1) Cette décision ne peut s'entendre que du fait d'avoir tenu une maison de jeux de hasard. L'art. 36, tit. 2 de la loi des 19-22 juill. 1791, punissait ceux qui tiendraient des maisons de jeux de hasard où le public serait admis, soit librement, soit sur la présentation des affiliés, d'une amende de 1000 à 3000 livres, avec confiscation des fonds exposés au jeu et d'un emprisonnement qui ne pouvait excéder un an. L'art. 410 du Code pénal a reproduit cette disposition, en modifiant seulement les peines.

(2) Plusieurs jugemens identiques ont été rendus dans la cours de l'an 9, les 9 niv. (aff. Peyrichon); 7 flor. (aff. Maillard); 9 prair. (aff. Giovanetti). — II. — 1^{re} PARTIE.

(Castaing, dit Boulon — C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant qu'il est allégué par le demandeur, et avoué par le commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du département des Landes, que le cit. Martin, inscrit sur le tableau du jury, ne s'étant pas présenté au débat, a été remplacé par le cit. Lalune, hors la présence de l'accusé et de son conseil, et qu'il ne lui a pas été donné connaissance de ce remplacement; d'où il suit qu'il a été privé du droit d'exercer la récusation que la loi l'autorise à proposer, ce qui est une contravention à l'art. 504, Code des délits et peines, dont la volonté manifeste est que « tous les jurés qui doivent prononcer sur le sort de l'accusé seront soumis à son droit de récusation, soit péremptoire, soit motivé, et que, par conséquent, ils « lui soient connus, » volonté qui ne peut pas être obscurcie par le silence de l'art. 515 du même Code, sur la nécessité de faire connaître à l'accusé les jurés pris en remplacement au jour du débat; — Casse le jugement rendu le 17 brum. dernier par le tribunal criminel du département des Landes.

Du 6 niv. an 9. — Sect. crim. — *Prés.*, le cit. Goupil-Préfin. — *Rapp.*, le cit. Target. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

Du même jour, jugement identique dans l'aff. Fourcade.

TÉMOINS. — DÉPOSITIONS ÉCRITES. — DÈRES.

Sous le Code du 3 brum. an 4, la déclaration écrite d'un témoin décerné depuis la citation qui lui avait été donnée, ne pouvait être lue aux jurés, à peine de nullité: il n'en était pas comme des dépositions écrites des témoins décernés pendant l'absence d'un condamné contumace qui se représentaient ou étaient arrêtés ultérieurement. (C. 3 brum. an 4, art. 365 et 477.) (3)

(Daminelle — C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 365 de la loi du 3 brum. an 4; — Considérant que le procès-verbal de la séance du jury de jugement constate qu'il a été fait lecture aux jurés de la déposition écrite de Marie-Jeanne Bessille, femme Henry, décernée depuis l'assignation qui lui a été donnée à comparaître devant le tribunal criminel, ce qui présente une contravention positive à l'article de la loi citée, et qui ne peut être couverte par la disposition de l'art. 477, relative aux témoins décernés pendant l'absence du prévenu et dans le cours de l'instruction de la contumace, puisque l'accusé n'a point été contumax, et qu'il a été arrêté à la suite du mandat d'arrêt décerné contre lui; — Casse, etc.

Du 7 niv. an 9. — Sect. crim. — *Prés.*, le cit. Viellart. — *Rapp.*, le cit. Schwendl. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

F. aussi en ce sens, 23 germ. an 7; 2 et 21 vend., 8 prair. an 8, et les notes.

(3) *F.* conf., Cass. 14 fruct. an 12. — Il en était de même des dépositions des témoins défaillants: *F.* Cass. 29 prair. an 7, 21 vend. et 25 brum. an 8. — Aujourd'hui, lecture des dépositions des témoins, soit absents, soit décernés, peut être donnée par le président de la Cour d'assises, s'il le juge convenable. Mais dans le cas du jugement d'un contumace qui se représente ou a été arrêté, la lecture des dépositions des témoins qui, pour quelque cause que ce soit, ne peuvent être produites aux débats, doit, à peine de nullité, être donnée comme sous le Code du 3 brum. an 4. *F.* Code inst. crim., art. 477, et Cass. 11 mai et 21 déc. 1827; 15 janv. 1829.

APPEL CORRECTIONNEL. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — DÉLAI.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le délai de dix jours pour appeler des jugemens correctionnels rendus par défaut, ne courait qu'à compter de la signification, et non à compter de la prononciation, comme pour les jugemens contradictoires. (Art. 194.) (1)

(Bernard et Brody — C. Min. pub.)

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 194 du Code des délits et peines;—Considérant que, d'après la disposition de cet article, la seule prononciation du jugement ne peut faire courir le délai pour appeler qu'à l'égard du condamné présent à cette prononciation, et non à l'égard de celui qui est condamné jusqu'après la notification: 1° les articles de la loi qui précèdent l'art. 194 sont tous rédigés de manière qu'ils supposent le prévenu présent à la prononciation du jugement qui le condamne: 2° on voit que, dans d'autres cas analogues, le législateur ayant eu à régler la conduite de celui qui se laissait condamner par défaut, n'a pas manqué de décider que les délais qui lui étaient préfixés ne commencent à courir qu'après la notification des jugemens; c'est ainsi que dans les art. 159 et 160, où il s'agit de jugement par défaut, rendu en simple police, le délai de dix jours n'est compté qu'à dater du jour de la signification du jugement; 3° enfin la justice et la raison veulent que nul ne puisse être condamné sans être entendu; et c'est néanmoins ce qui arriverait si le délai pour appeler comptait de la prononciation du jugement en défaut, puisque, dans ce cas, le condamné est jugé avant d'avoir pu proposer des défenses, et que, d'un autre côté, on ne peut pas lui reprocher d'avoir négligé d'appeler d'un jugement dont il est censé avoir ignoré jusqu'à l'existence tant qu'il ne lui a pas été signifié:—Par ces motifs, Casse, etc.

Du 7 nivôse an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Viellart. — Rapp., le cit. Genevois. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

CONNEXITÉ. — MATIÈRE CRIMINELLE.

L'intérêt public, lié à la manifestation de la vérité, exige que l'instruction sur des crimes commis en des lieux différens, soit commune et cumulée, lorsque ces crimes ont entre eux de la connexité et paraissent dériver d'une même cause. En un tel cas, il y a donc lieu de la part de la Cour de cassation d'attribuer par voie de règlement de juges, à un seul directeur du jury, la poursuite de tous ces crimes, quoiqu'ayant eu lieu dans plusieurs départemens (2).

(Guyot et autres.)

Une association de malfaiteurs s'était formée

dans les départemens du Doubs, du Jura et de la Haute-Saône. — Deux auteurs présumés de vols et d'un assassinat commis dans le département de la Haute-Saône, furent traduits devant le directeur du jury de Gray. — Pendant l'instruction, plusieurs autres individus furent prévenus d'autres vols commis dans les départemens du Jura et du Doubs. — Les deux premiers inculpés furent eux-mêmes impliqués comme complices dans les procédures relatives à ces vols.

Dans ces circonstances, le commissaire du gouvernement se pourvut devant le tribunal de cassation en règlement de juges. Il exposa qu'il importait essentiellement à la manifestation de la vérité, et, par conséquent, à l'ordre public, que tous les prévenus fussent soumis à la même juridiction. Et, en effet, disait-il, s'il y a autant d'instructions qu'il y a de tribunaux différens dans le ressort desquels les crimes ont été commis, il résultera de cette division, que les individus condamnés ou absous sur les crimes dont ils seront accusés, ne figureront point dans les instructions relatives à des crimes commis dans le ressort d'un tribunal différent, ces instructions particulières n'atteindraient peut-être pas le degré de lumière qu'une instruction commune à tous pourrait seule obtenir.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que l'intérêt public, lié à la manifestation de la vérité et surtout à la dissolution des associations criminelles qui infestent la société, appelle plus que jamais l'application du principe qui veut que l'instruction sur les crimes, quoique commis en lieux divers, soit commune et cumulée, quand ces crimes ont entre eux de la connexité et paraissent dériver de ces associations qu'il est si urgent de briser:—Faisant droit au réquisitoire du commissaire du gouvernement, renvoya le directeur du jury de l'arrondissement de Gray à la connaissance des délits commis dans les départemens du Jura, du Doubs et de la Haute-Saône, contre les individus traduits dans la maison d'arrêt de la commune de Gray, en exécution des ordonnances des directeurs du jury de Besançon et de Châlons, comme prévenus de plusieurs délits et de complicité avec Guyot et Requel, etc.

Du 11 niv. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Vasse. — Rapp., le cit. Muraire. — Concl., le cit. Merlin, subst.

1° SUCCESSION FUTURE. — PARTAGE.**2° CONVENTION ILICITE. — CASSATION.**

1° La loi du 17 niv. an 2 n'autorisait pas les héritiers présomptifs d'une personne vivante à faire entre eux le partage de sa succession: à cet égard continuait de subsister les prohibitions anciennes. (L. 17 niv. an 2, art. 11 et 26; L. 22 vent. an 7, n° 56.) (3)

(1) C'est ce qui a été décidé par plusieurs autres jugemens. F. 13 fruct. an 7, 7 fruct. an 8, 29 vend. an 9, etc. Telle est aujourd'hui la disposition textuelle de l'art. 203 du Code d'inst. crim.

(2) Aujourd'hui, il y a lieu aussi à règlement de juges par la Cour de cassation, lorsque des tribunaux ou juges d'instruction, ne ressortissant point les uns aux autres, sont saisis de la connaissance de délits connexes (Cod. inst. crim., art. 526).—Il est remarquable qu'ici, pour faire prononcer la jonction des procédures, on invoquait l'intérêt public; tandis que naguères ce même intérêt public était également invoqué pour que la loi autorisât la jonction des procédures sur un même crime. On se rappelle que le projet de loi présenté aux chambres sur

ce point (session de 1837) fut rejeté. Par là, resta intact le principe de l'unité de la procédure, lié, comme le déclare le jugement que nous rapportons, à la manifestation de la vérité, et par conséquent à une bonne administration de la justice.

(3) Nul doute que, d'après le droit romain, qui était en cela le droit commun de la France, un tel partage ne fût nul. La loi 30 au Cod. de pactis, regarde ce partage comme contraire aux bonnes mœurs, à moins que celui dont on a partagé la succession n'ait lui-même donné son assentiment. « Nobis omnes hujusmodi pactio, et dictio loi, edicta esse videtur, et plena trinitas et periculosa eventus.... Itaque.... omnimodo hujusmodi pactio, quas contra bonos mores inita sunt, repellit,

3^e La décision des juges du fond, que telle convention est contraire aux bonnes mœurs, ne peut donner ouverture à cassation (1).

(Collin — C. Collin.)

Le 28 germ. an 4, les frères et sœurs Collin procédèrent à l'insu de leur père, ou au moins sans son intervention, au partage de ses biens immeubles dont il s'était démis en leur faveur, et de sa future succession mobilière.

Les sœurs copartageantes attaquèrent ce partage au nom de Collin père, pour cause de lésion, et comme étant contraire aux bonnes mœurs, en ce qu'il portait sur une succession future.

Jugement du tribunal de l'Orne qui, accueillant ces deux moyens, annule le partage.

POURVOI en cassation de la part de Collin, pour violation 1^o des ordonnances de 1510 et 1539 qui ne permettent la rescision des contrats entre majeurs que pour cause de lésion, de dol ou d'erreur; 2^o des lois du 17 niv. et 22 vent. an 2, qui permettent de vendre aux successibles avec le consentement des intéressés, et autorisent ainsi implicitement les partages anticipés.

Le cit. Merlin, commissaire, a fait observer que les lois romaines et notamment les lois 30 et 38 au Code, de pactis, n'avaient permis de semblables partages que lorsque celui de la succession duquel il s'agit y avait donné un consentement exprès et que ces dispositions n'avaient point été révoquées par les lois nouvelles. L'induction qu'on prétend tirer de la loi du 17 niv. an 2, se trouve, a-t-il dit, repoussée par les termes du n^o 56 de la loi du 22 vent. an 2 (explicative de la loi du 17 niv.); on y lit en effet que s'il s'agit de renonciations anticipées à des droits ouverts depuis cette époque (11 juillet 1789) outre que l'art. 11 de la loi du 17 niv. les écarte dans les contrats de mariage, seule espèce d'acte ou elles fussent autorisées, les lois, même anciennes, réprouvaient en tous autres actes, les transactions qui intervenaient sur des successions d'hommes encore vivants. Au surplus le jugement attaqué est motivé sur la lésion dont l'acte de partage était empreint. — Par tous ces motifs, il y a donc lieu de rejeter le pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les lois qui

garantissent l'exécution des contrats passés entre majeurs ne s'appliquent qu'à ceux qui sont exempts de lésion et qui ne sont pas contraire aux bonnes mœurs; que les juges de l'Orne, en décidant que l'acte du 28 germ. an 4 était à la fois lésif et contraire aux bonnes mœurs, n'ont décidé en cela que des points de fait, dont l'examen n'entre pas dans la compétence de la Cour de cassation; que les lois du 17 niv. et 22 vent. invoquées par le demandeur n'ont aucune application à l'espèce de l'affaire; — Rejette, etc.

Du 11 niv. an 9. — Sect. req. — Rapp., le cit. Boyer. — Concl., le cit. Merlin, subst.

DISPOSITION UNIVERSELLE. — LEGS PARTICULIER.

Les testaments contenant des dispositions universelles et des dispositions particulières, faites par des individus décédés sous l'empire des lois des 17 niv. et 22 vent. an 2, ne sont nuls que pour les legs universels: ils sont valables pour les legs particuliers (2).

(Ducheylard — C. Labrousse.)

Par testament du 22 septembre 1790, Jean Ducheylard institue sa sœur son héritière universelle et lègue divers immeubles à la veuve Labrousse. — Il décède au messid. an 4, et la veuve Labrousse demande la délivrance de son legs. — Les héritiers lui opposent la nullité du testament, comme contenant une disposition à titre universel, révoquée par la loi du 17 niv. an 2. — Jugement du tribunal de la Dordogne qui prononce cette nullité. Mais sur l'appel, et le 2 germ. an 7, jugement infirmatif du tribunal de la Gironde, qui décide que la loi n'annule que la disposition à titre universel, et non le testament en entier.

Pourvoi en cassation, pour violation des lois des 5 brum. et 17 niv. an 2.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les lois des 5 brum. et 17 niv. an 2, ne doivent point être séparées de celles des 22 vent. et 9 fructid. an 2, et de celle du 18 pluvi. an 5, lesquelles ont eu pour objet non seulement de réformer le vice de rétroactivité que renfermaient les deux premières lois, mais encore de les expliquer et de fixer la

et nihil ex his pactionibus observari. — La Codefrois, sur cette loi, dit: *Corvina conventio est pactum de viventis hereditate, eo ignorante. F.* en ce sens, Cass. 1^{er} brum. an 10. — La question, dans l'espèce que nous recueillons, était de savoir si les lois intermédiaires avaient apporté quelques modifications aux lois anciennes. Le jugement qui va suivre décide la négative. Un arrêt de Nîmes du 9 juin 1809, silent plus loin, juge que le partage anticipé ne pouvait, sous la loi du 17 niv. an 2, avoir lieu, même avec le consentement de la personne vivante. — Au surplus, le Code civil ne permet plus de faire aucune distinction: il prohibe d'une manière absolue tout pacte sur succession future. (F. art. 791, 1130, 1600.)

(1) F. en ce sens, Cass. 18 juin 1828.

(2) Ce sont deux points bien constants, et reconnus par de nombreuses décisions: 1^o que les dispositions universelles à cause de mort, faites par des individus décédés sous l'empire des lois des 5 brum., 17 niv. et 22 vent. an 2, soit de la loi du 4 germ. an 8, sont frappées de nullité absolue et ne sont pas seulement réduites (F. Cass. 21 flor. an 11; 29 brum. et 19 therm. an 12; 26 juin 1809; 11 mars 1834 (Voisine 1834); Bruxelles, 17 juillet 1811; — 2^o Que la nullité des dispositions universelles ne s'étend pas aux legs particuliers faits par le même acte (F. 4^e complém. an 4, et les jugemens ou arrêts

précités des 19 therm. an 12; 17 juill. 1811 et 11 mars 1834).

A l'égard des dispositions universelles faites avant les lois de l'an 2, par des individus morts seulement depuis le Code civil, elles ont été revivifiées par ce Code, jusqu'à concurrence de la quantité disponible: *Non nocent media tempora.* (F. Cass. 23 nov. 1809; Agen, 9 pluvi. an 13 et 30 avril 1806; Trèves, 10 fev. 1806; Bruxelles, 25 niv. an 12 et 23 avril 1807; Turin, 7 prair. an 13; Grenoble, 6 juill. 1811; Colmar, 31 juill. 1823.)

La même chose a été décidée en ce qui touche les dispositions universelles à cause de mort faites sous les lois de l'an 2 et de l'an 8, la loi de l'époque du contrat étant seule règle dans ce cas (F. Cass. 1^{er} juin 1820, 17 avril 1834 (Volume 1834); Limoges, 26 juin 1822 et 8 mars 1832 (Volume 1832); Pau, 28 août 1824.

F. au surplus, sur ces différentes difficultés, les développemens auxquels s'est livré M. Merlin, R. p., vu l'institution d'héritier, sect. 1^{re}, n^{os} 7, 8 et 9, et l'institution contractuelle, § 1, n^o 3, ainsi que M. Grenier, Traité des donat., obs. prélim., n^o 15.

sens de plusieurs de leurs dispositions trop imparfaites dans leur rédaction; — Que la disposition de l'art. 1^{er} de la loi du 17 niv., prise isolément, faisait naître les deux questions de savoir, premièrement, si c'était l'acte même qui contenait des dispositions à cause de mort qu'elle annulait, ou seulement les dispositions qu'il contenait, et toutes les dispositions à cause de mort indistinctement, ou seulement un certain genre de ces dispositions; secondement, quel était l'effet de la nullité que la loi prononçait; si c'était une nullité absolue qui obligeait le testateur de refaire une autre disposition, ou seulement une réduction de la disposition excessive; — Que ces deux questions ont été clairement résolues par les lois des 22 vent. et 9 fructid. an 2, et par celle du 18 pluv. an 5; — Que la loi du 22 vent. a déclaré, à la vérité, que les dispositions prohibées par l'art. 1^{er} de celle du 17 niv. étaient radicalement nulles et devaient être refaites conformément à la loi; mais que cette même loi de ventôse a en même temps clairement expliqué que les dispositions annulées par la loi de nivôse n'étaient que celles qui contenaient disposition à titre universel, en expliquant ainsi ces termes trop équivoques de l'art. 1^{er} de la loi de nivôse *toutes dispositions à cause de mort*, et en plaçant ainsi sur la même ligne les actes testamentaires et les actes entre vifs, à l'égard desquels l'art. 2, n'avait annulé que les dispositions universelles; que c'est ce qui résulte évidemment de la réponse que fait la loi à la quarante-septième question qui était proposée, et qui ne parlait que des dispositions à cause de mort contenant titre universel: que c'est à ces sortes de dispositions, qui faisaient l'objet de la question, que la loi a référé sa réponse, lorsqu'elle a dit que si la loi de nivôse les a abolies, et si elle a simplement réduit celles que le testateur décrédé ne pouvait plus refaire, ce motif avait cessé lorsque l'auteur avait survécu, et qu'ainsi une pareille disposition était nulle pour le tout; — Que ces dernières expressions de la loi de ventôse, nulle pour le tout, sont évidemment relatives à celles qui précèdent, et dans lesquelles le législateur avait réduit la question à ce seul point de savoir si la disposition contenant titre universel était nulle, ou si elle n'était que réductible: d'où il suit que ce n'est point l'acte qui contient une pareille disposition qui est déclaré nul; que ce ne sont point non plus toutes les dispositions à cause de mort que la loi a déclarées nulles si elles n'étaient point refaites; et qu'elle n'a appliqué cette nullité qu'à celles des dispositions contenues dans l'acte à cause de mort, qui étaient faites à titre universel; — Que c'est ce qui résulte encore de la disposition qui forme l'art. 33 de la loi du 9 fruct. an 2, lors de laquelle on proposait au législateur, en interprétation de l'art. 47 de la loi du 22 vent., cette question: « Si l'obligation de refaire » de nouveaux actes s'appliquant au cas où la » disposition plus ancienne n'était que d'objets » particuliers non excédant la quotité disponible. » A quoi le législateur répond: « Qu'outre » que la raison résiste à cette interprétation, la » lettre même de la loi la rejette; qu'elle ne s'est » ainsi expliquée qu'à l'égard des dispositions » contenant titre universel non restreint à la » quotité disponible, ou à une quotité moindre. » — Qu'il est, en effet, évident que l'interprétation proposée résistait au texte de la loi du 22 vent., puisqu'elle ne parlait que des dispositions faites à titre universel; qu'il n'est pas moins évident que l'interprétation proposée résistait à la loi: qu'en effet, l'on pouvait concevoir que la loi eût annulé une disposition à titre universel

dans laquelle le testateur avait évidemment et sciemment excédé son pouvoir; mais qu'il eût été déraisonnable de frapper avec la même sévérité une disposition à titre particulier, dont l'excès peut n'être souvent qu'une erreur de calcul ou l'effet d'un changement subit survenu dans la fortune du testateur; — Que la loi du 9 fructid., en déclarant valable la disposition à titre universel qui serait restreinte à la quotité disponible ou à une quotité moindre, prouve d'une manière sans réplique que ce n'est pas l'acte testamentaire qui est annulé et qui doit être refait; que la nullité et l'obligation de refaire ne s'appliquent qu'aux dispositions qu'il contient, et seulement à celles de ces dispositions qui, faites à titre universel, excèdent la quotité disponible; — Que cette vérité se trouve encore clairement confirmée par l'art. 4 de la loi du 18 pluv. an 5, lequel déclare que « les actes de dernière volonté faits antérieurement à la loi du 5 brum. an 2 par des » personnes qui ont survécu à la publication de » la loi sans les avoir renoués, conservent » sans distinction leur effet jusqu'à concurrence » de la portion disponible dans toutes les successions ouvertes jusqu'à la publication de la loi » du 22 vent., qui a déclaré formellement la nécessité de renouveler les dispositions universelles; » disposition qui renferme tout à la fois cette double disposition: premièrement, que c'est la loi de vent. qui, la première et seule, a établi la nécessité de refaire des dispositions contenues dans des actes antérieurs aux lois de brum. et de niv. an 2; secondement, que la loi n'avait déclaré cette nécessité que pour les dispositions universelles; — Que l'on ne peut point opposer à cette loi le rejet que le conseil des anciens avait fait de la résolution qui avait été portée au conseil des cinq cents le 24 germinal an 4, dont l'art. 2 contenait une décision conforme aux principes ci-dessus exposés, attendu qu'il est constaté par le procès-verbal du conseil des anciens que cet article n'avait reçu aucune improbation dans la discussion que l'examen de la résolution a occasionnée, les 10, 11, 12, 13 et 14 messid. an 4, et que cette résolution n'avait été attaquée que dans des dispositions absolument étrangères à cette question; — Qu'il n'est pas plus exact d'alléguer que la disposition de l'art. 2 de la résolution du 24 germinal an 4 n'ayant point été reprise dans la résolution qui l'a remplacée et qui a formé la loi du 18 fructid. an 5, il en faut conclure que la décision que contenait la première résolution a été abandonnée et rejetée par les deux conseils, vu que si la décision de cet art. 2 de la première résolution ne se trouve point reprise en mêmes termes dans la loi du fructid., elle s'y trouve en substance, puisqu'elle lorsque l'art. 4 parle de la nécessité du renouvellement ordonné par la loi du 22 vent., il n'applique cette nécessité qu'aux dispositions à titre universel, et que si les législateurs, dans cette dernière loi, se sont contentés de renvoyer, sur l'effet des actes antérieurs à la loi de niv., aux dispositions des lois de vent. et de fruct., et aux distinctions qu'elles établissent, ce n'a été que parce qu'ils ont regardé que ces lois étaient trop claires pour avoir besoin d'une nouvelle interprétation: — Par toutes ces raisons, et attendu qu'il en résulte que le jugement qui a été rendu par le tribunal civil de la Gironde, le 2 prair. an 7, loin d'avoir contrevenu aux lois précitées, s'y est scrupuleusement conformé; — Rejette, etc.

Du 11 niv. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Tronchet. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., les cit. Joubert et Lepicard.

ÉMIGRÉ.—CRÉANCIER.—ACTION.

Un créancier (notamment une femme d'émigré) qui, ayant hypothéqué sur différents biens passés en mains tierces, est devenu, par l'émigration de l'un des tiers-acquéreurs, créancier direct de la république, ne perd pas, par cela seul, son action hypothécaire contre les acquéreurs non émigrés. — Dans ce cas, les acquéreurs, ne pouvant renvoyer le créancier qui les attaque, à discuter au préalable la nation. (L. 1^{er} flor. an 3, art. 1.)

(Plantier—C. Boutin-Saint-Ange.)

Le cit. Boutin-Saint-Ange vendit, en 1774, une partie de ses biens à Plantier et Sugier, et donna l'autre à Gaussain, son neveu. — Ces biens vendus et donnés étaient hypothéqués aux droits des deux de la femme Boutin. — En l'an 4, Boutin décéda, Gaussain étant émigré. Sa veuve intenta une action hypothécaire contre Plantier et Sugier, qui furent condamnés le 27 thermid. an 7, par le tribunal civil de l'Hérault, à rembourser à ladite veuve le montant de son dot, sauf à eux à recourir en garantie contre qui de droit.

POURVOI en cassation de la part de Plantier et de Sugier, pour violation de l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} flor. an 3. — D'après cet article, disaient-ils, les créanciers des émigrés, quelle que fut originairement la qualité de leurs créances, sont devenus les créanciers directs de la nation; ils ne peuvent par conséquent être admis à agir contre d'autres qu'après avoir préalablement discuté la nation.

Ce système, qui n'allait à rien moins qu'à faire considérer la loi du 1^{er} flor. an 3 comme ayant arbitrairement opéré novation dans les droits établis, fut combattu par le cit. Merlin qui portait la parole en qualité de commissaire du gouvernement. Voici comment il expliqua l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} flor. an 3 : « Jusqu'alors, la république ne s'était pas obligée directement à payer les dettes des émigrés; elle ne s'était soumise au paiement des dettes de chacun d'eux, qu'autant que ses biens en fourniraient les moyens, et en sur et à mesure que rentreraient les fonds. — Le 1^{er} flor. on veut supprimer toutes ces entraves à l'égard des émigrés non reconnus insolvables. On s'est convaincu à l'avance qu'on peut le faire sans

compromettre les intérêts de la nation; on déclara donc la nation débitrice directe des dettes de ces émigrés. — Mais qu'entend-on par là? On entend seulement qu'il ne faudra plus justifier, dans ce cas, que les biens de l'émigré fussent en paiement de toutes ses dettes; que la république prend la place du débiteur; qu'elle s'oblige de payer toutes les dettes et d'acquitter toutes les charges de l'émigré, à quelques sommes qu'elles s'élèvent, ainsi et de la même manière que l'émigré y aurait été tenu; qu'elle permet d'agir directement contre elle à cet égard, comme on aurait pu le faire contre l'émigré. — Mais on ne peut pas sérieusement prétendre que, par là, le législateur ait voulu préjudicier aux droits des créanciers, leur ôter les actions qu'ils pouvaient avoir contre les codébiteurs, soit personnels, soit hypothécaires des émigrés... » (1) — Il résultait clairement de ces principes que la veuve Boutin avait conservé le droit d'agir par action hypothécaire contre Plantier et Sugier après l'émigration de Gaussain, comme elle aurait pu le faire s'il n'avait pas émigré.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que les articles invoqués de la loi du 1^{er} flor. an 3, ont bien enlevé à la femme Boutin l'hypothèque qu'elle avait sur les immeubles de l'émigré Gaussain, dont la république s'est emparée, mais qu'ils ont laissé intacte l'action hypothécaire qui lui était acquise sur les biens des demandeurs; — Que pour se soustraire à cette action, les demandeurs ne peuvent réclamer le bénéfice de discussion contre la république, puisque l'émigré que la république représente n'a jamais été débiteur personnel de la femme Boutin; — Par ces motifs : — Rejeté, etc.

Do 12 niv. an 9. — Sect. req. — Prés., le cit. Muraire. — Rapp., le cit. Zangiacomi. — Concl., le cit. Merlin, subst.

DÉCLINATOIRE.—JUGEMENT.

Un tribunal qui rejette un déclinatoire, ne peut passer de suite au jugement du fond, s'il n'y a pas été défendu par la partie assignée. (Ord. de 1667, tit. 6, art. 3.) (2)

(1) *V.* le texte du réquisitoire aux Quest. de droit, v^o *Émigré*, § 10.

(2) *V.* conf., Cass. 12 germ. an 9. — *V.* aussi en ce sens, un jugement de Paris du 13 germ. an 10, qui décide que le tribunal devant lequel un déclinatoire a été proposé, ne peut prononcer, par un seul et même jugement, sur la compétence et sur le fond. Ainsi, en effet, était entendue la disposition de l'art. 3, tit. 6 de l'ord. de 1667, qui enjoignait aux juges de statuer sur les déclinatoires, sans les réserver ni joindre au fond, pour y être préalablement ou autrement fait droit. *V.* Rodier et Scipillon, sur l'article précité. — En est-il de même aujourd'hui sous le Code de procédure (en matière civile)? Les auteurs et la jurisprudence répondent affirmativement. Carré, *Lois de la proc.*, quest. 735, après avoir rappelé que l'art. 172 du Code de procédure est encore dans les mêmes termes que l'art. 3, tit. 6 de l'ord. de 1667, et l'entente donnée à ce dernier article, s'exprime ainsi : « Nous croyons que l'un doit encore procéder de même, puisque l'art. 172 défend de joindre au principal la demande en renvoi. En effet, prononcer sur un déclinatoire et sur le fond par un seul et même jugement, c'est évidemment joindre l'un et l'autre. Nous trouvons d'ailleurs dans la disposition de l'art. 425 une raison qui nous paraît être de la plus grande force en faveur de cette opinion; c'est qu'il résulte évidemment de ce que

cet article dispose que les tribunaux de commerce pourront statuer, en même temps, sur le déclinatoire et sur le fond, mais par deux dispositions distinctes, que le législateur a véritablement entendu exprimer, dans l'art. 172, que les tribunaux ordinaires ne pourront prononcer sur l'un et sur l'autre que par jugement séparé. L'art. 425 présente en cela une exception à la règle générale que nous faisons sortir des expressions de l'art. 172, car quel motif aurait en le législateur pour soumettre les tribunaux de commerce à prononcer par un seul jugement, sauf à statuer par deux dispositions distinctes, lorsque les tribunaux ordinaires auraient été autorisés à prononcer sur l'exception et sur le fond par un seul et même jugement? Au moins le législateur eût-il imposé la même obligation aux tribunaux ordinaires. » Telle est aussi l'opinion de Thomine-Dumas, *Comment.*, n^o 207 ; de Favard, *Rep.*, v^o *Exception*, § 2, n^o 12, et de Bonenme, *Théorie du Code proc.*, t. 3, p. 255 et suiv., lequel pense que le tribunal qui se déclare compétent doit renvoyer l'affaire à huitaine au moins, pour la plaidoirie du fond, délai à l'expiration duquel seulement la partie dont le déclinatoire a été rejeté, peut interjeter appel du jugement de compétence. — La doctrine soutenue par les auteurs que nous venons de citer, repoussée d'abord par un arrêt de rejet du 5 juillet 1809, a été sanctionnée par de nombreuses décisions ulté-

(Arnout—C. Bonté.)

La dame Bonté avait formé devant le tribunal civil du département du Finistère une demande contre la veuve Arnout en paiement d'une somme de 40,211 fr. a titre de dommages-intérêts.—Sur cette demande, la dame Arnout proposa d'abord un déclinatoire.

Mais, par jugement du 29 pluv. an 6, il fut rejeté, et, sans avoir au préalable entendu ses moyens de défense au fond, le tribunal, par le même jugement, adjugea à la dame Bonté les conclusions par elle prises.

Appel au tribunal civil d'Ille-et-Vilaine, fondé sur ce que les juges ne peuvent statuer sur le fond sans avoir entendu les défenses des parties. Mais le tribunal d'appel n'eut aucun égard à ce moyen, et le 13 fructid. an 6 intervint jugement confirmatif.

Pourvoi en cassation de la part de la veuve Arnout pour contravention : 1° à l'art. 3, tit. 3 de l'ordonn. de 1667, d'après lequel il doit être préalablement fait droit sur les fins de non-recevoir ou autres exceptions péremptoires ; — 2° à l'art. 3, tit. 6 de la même loi, qui ne permet pas aux juges de joindre le déclinatoire au principal.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'art. 5, tit. 3 de l'ordonn. de 1667, ainsi conçu : « Dans les défenses a seront employées les fins de non-recevoir, nullités des exploits et autres exceptions péremptoires, pour y être préalablement fait droit ; » — Vu aussi l'art. 3, tit. 6 de la même ordonnance, conçu en ces termes : « Enjoignons à tous juges de juger sommairement à l'audience les renvois, incompétences et déclinatoires, sans appeler les parties ni réserver et joindre au principal, pour y être préalablement fait droit ; » — Considérant que le tribunal civil du département d'Ille-et-Vilaine a confirmé un jugement du tribunal civil du département du Finistère, qui statuait sur le fond en même temps que sur les déclinatoires proposés par la veuve Arnout, quoique, dans aucun de ces tribunaux, cette veuve n'eût encore défendu au fond ; — *Cassé*, etc.

Du 12 niv. an 9 — *Sect. civ. — Prés.*, le cit. Laborel. — *Rapp.*, le cit. Maleville. — *Concl.* le cit. Lecontour, subst. — *Pl.*, les cit. Raguideau et Chabroud.

rieures : *F. Cass.* 7 mai 1828; Metz, 3 déc. 1819; Toulouse, 2 mai 1810, et 27 mai 1828; Poitiers, 16 janv. 1838 (Volume 1838). Ce dernier arrêt décide même que le jugement qui rejette le déclinatoire et ordonne de plaider au fond, doit, avant son exécution, être signifié à avoué, à peine de nullité du jugement qui interviendrait sur le fond. — Notons toutefois ici que l'obligation de statuer par un jugement distinct sur le déclinatoire, est inapplicable lorsque le déclinatoire n'a pas été formellement proposé comme exception préjudicielle et ne l'a été qu'indirectement, par voie de suite ou de conséquence de la discussion du fond. C'est ce qu'a jugé un arrêt de Cass. du 18 fév. 1835 (Volume 1835).

(1) Non-seulement, les juges d'appel pouvoient, mais ils devaient même évoquer le fond : *F. Cass.* 26 vend. an 8, et nos observations sur ce jugement. *F.* aussi 24 prair. an 8; 30 frim. an 11; 2 fev. an 12; 27 août 1806... Pourvu cependant que les parties y eussent conclu : *Cass.* 21 brum., 11 vent., 25 germ., 21 flor. an 10; 29 niv. et 2 vent. an 11. — Un seul, comme nous l'avons déjà fait remarquer, qu'aujourd'hui l'évocation n'est plus qu'une mesure purement facultative de la part des juges d'appel, et qu'ils ne peuvent user de cette faculté que quand la matière est disposée à recevoir jugement,

ÉVOCATION. — INCOMPÉTENCE. — DEGRÉS DE JURIDICTION.

Le tribunal d'appel qui infirme un jugement par lequel le tribunal de première instance s'est mal à propos déclaré incompétent, peut évoquer le fond et le juger; il n'est pas tenu de renvoyer devant les juges de première instance. (L. 3 brum. an 2, art. 7.) (1)

(Barthélemy—C. de Brouhoven.)

Xavier de Brouhoven avait assigné le cit. Barthélemy devant le tribunal de la Dyle, aux fins de voir dire qu'il lui serait accordé relief de laps de temps pour se pourvoir en révision contre un arrêt du conseil de Brabant, et en interjeter appel, conformément à l'arrêt des représentants du peuple en mission en Belgique, du 30 vendém. an 4, qui avait converti en appels les demandes en révision formées ou à former contre les arrêts des anciens tribunaux du pays. — Le tribunal de la Dyle se déclara incompétent; mais sur l'appel, le tribunal de l'Escaut infirma, et par un second jugement, faisant droit sur le fond, accorda à Brouhoven le relief demandé.

Pourvoi en cassation par Barthélemy, qui soutient qu'en jugeant le fond, bien que le tribunal de première instance ne s'en fût pas occupé, les juges d'appel avaient violé la loi du 24 août 1790, tit. 4, art. 5, et la loi du 3 brum. an 2, art. 7.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que les juges de première instance avaient été saisis du fond de la question, relatif au relief de laps de temps qui avait été contesté devant eux; et que par l'appel la connaissance du tout avait été dévolue au tribunal de l'Escaut, qui, conséquemment, a pu statuer sur la question ; — *Rejette*, etc.

Du 13 niv. an 9. — *Sect. civ. — Rapp.*, le cit. Rousseau. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst.

DOMMAGES-INTÉRÊTS. — APPEL. — COMPÉTENCE. — DEGRÉS DE JURIDICTION.

Sous la loi du 3 brum. an 2, le tribunal d'appel qui adjugeait des dommages-intérêts, pour des faits postérieurs au jugement de première instance, devait liquider lui-même ces dommages-intérêts, et non en renvoyer la liquidation devant les premiers juges. (L. 3 brum. an 2, art. 7.) (2)

et sous la condition de statuer sur le tout par un seul et même jugement (*F. art. 473, Cod. proc.*). — *F.* au surplus Merlin, *Quest. de droit*, *vo Appel*, § 14, n° 3.

(2) Aujourd'hui, d'après l'art. 466, Code proc., comme sous la loi du 3 brum. an 2, les juges d'appel sont autorisés à accorder des dommages-intérêts pour le préjudice souffert depuis le jugement attaqué. — Mais sont-ils obligés de procéder eux-mêmes à la liquidation de ces dommages-intérêts, ou bien ont-ils la faculté de renvoyer pour cela devant le tribunal de première instance? La question n'est pas sans difficulté. D'une part, on peut dire, et ce système nous semble le seul vrai, que la fixation des dommages-intérêts est un complément nécessaire, indispensable, de l'arrêt qui les accorde, et sans lequel cet arrêt n'a point d'existence effective, que d'ailleurs, l'étendue de la condamnation ne saurait être justement déterminée que par les juges mêmes qui ont prononcé cette condamnation; que de là résulte donc que la Cour royale seule doit liquider les dommages-intérêts. — D'un autre côté, on peut répondre, que si c'est là un droit pour les juges d'appel, nulle disposition ne leur a fait une obligation; que la fixation du montant des dommages-intérêts constitue en quelque sorte une exécution de

(Dewailly—C. Peny.)

La dame Dewailly, en vertu d'un jugement du tribunal de la Somme, exécutoire par provision, avait supprimé des ouvrages faits par le sieur Peny.

Sur l'appel du sieur Peny, ce jugement fut infirmé le 6 fructid. an 7. Par son jugement infirmatif, le tribunal d'appel condamna la veuve Dewailly aux dommages-intérêts résultant de son exécution provisoire, et renvoya les parties devant le tribunal de première instance, pour en faire la liquidation.

Pourvoi en cassation par la dame Dewailly, pour violation de l'art. 7 de la loi du 3 brum. an 3.—Cet article, dit la demanderesse, défend d'abord aux tribunaux d'appel de connaître des demandes non proposées en première instance; mais ensuite il établit à ce principe une exception ainsi conçue: « Si la statueur néanmoins sur les intérêts et termes de loyers ou baux échus depuis le jugement définitif, ainsi que sur les dommages-intérêts ayant pu résulter à l'une des parties depuis la même époque. »—Si les tribunaux d'appel ont le pouvoir de statuer sur les dommages-intérêts, ils ont pareillement celui d'en faire la liquidation; ils sont iri à la place des tribunaux de première instance.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 7 de la loi du 3 brum. an 3:—Attendu que le tribunal civil du département de la Seine-Inférieure, en prononçant sur des dommages-intérêts ayant pu résulter au profit de l'une des parties depuis le jugement définitif, a renvoyé les parties procéder devant les juges dont était appelé, aux fins de faire liquider lesdits dommages-intérêts:—Attendu qu'il a ainsi contrevenu à l'art. 7 de la loi du 3 brum., qui attribue aux juges d'appel le droit de statuer dans ce cas, et qu'il a, par cette disposition, introduit de nouveaux devoirs de juridiction que la loi n'admettait pas audit cas:—Casse, etc.

Du 14 niv. an 9.—Secr. civ.—Rapp. le cit. Borrel.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., les cit. Pérignon et Gérardin.

DOUANES.—PROCS-VERBAUX.—EXCUSE.

Les procès-verbaux des préposés des douanes, lorsqu'ils sont réguliers en leur forme, font

l'arrêt qui a déclaré qu'il en était dû, et qu'en principe, aux termes de l'art. 472, Code proc., l'exécution des arrêts peut être renvoyée devant les tribunaux de première instance, et doit même l'être en certains cas...

La jurisprudence n'offre aucune décision sur le point dont il s'agit.—Il a seulement été jugé qu'une Cour royale est compétente pour liquider les dommages-intérêts accordés par le jugement de première instance dont elle a prononcé précédemment la confirmation: *P.* arrêt de la Cour de Riom, du 26 janv. 1811.—*P.* aussi un arrêt de la Cour de cassation du 12 avril 1817, jugeant qu'une Cour royale qui procède à la liquidation des dommages-intérêts alloués par un arrêt antérieur, peut y comprendre même les dommages-intérêts encourus depuis l'arrêt jusqu'à la liquidation.

(1) *P.* Cass. 16 therm. an 8. Ce premier jugement de cassation avait renvoyé l'affaire devant le tribunal criminel de la Haute-Saône. Un jugement conforme à celui qui avait motivé la première cassation est intervenu. C'est sur ce jugement que les sections réunies du tribunal de cassation ont prononcé. — La loi du 9 flor. an 7, tit. 4, art. 11, porte: « les rapports ainsi rédigés et affirmés seront rrus jusqu'à inscription de faux. » Toutefois, cette règle, quelque absolue

soit jusqu'à inscription de faux. (L. 9 flor. an 7, tit. 4, art. 11.) (1)

Lorsqu'une contravention en matière de douanes est régulièrement constatée, les juges ne peuvent se dispenser de prononcer les peines portées par la loi, en se fondant sur l'intention du contrevenant. (L. 9 flor. an 7, tit. 4, art. 10.) (2)

(Nicolet—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 11 de la loi du 9 flor. an 7; la 1^{re} disposition de l'art. 5 de la loi du 10 brum. an 5; les art. 2 et 3 de la loi du 19 vend. an 5, et l'art. 16 de la loi du 9 flor. an 7:—Considérant que les procès-verbaux des préposés des douanes, réguliers en leurs formes, font foi en justice jusqu'à inscription en faux; que par lo procès-verbal dont s'agit, régulier et non argué, les préposés ont déclaré qu'étant en observation sur l'extrême frontière des états helvétiques, ils aperçurent un homme marchant sur la route qui conduit de la Suisse en France, et venant à La Ferrière, commune de France; qu'ils lui demandèrent s'il ne portait point de marchandises prohibées à l'entrée ou sujettes à des droits; qu'il leur répondit négativement, déclarant qu'il ne portait que du pain; que cependant ils lui trouvèrent trois douzaines de montres à boîtes d'argent et vingt paires d'aiguilles de montres, objets de la nature de ceux compris en la 1^{re} disposition dudit art. 5; que ces boîtes d'argent étaient, en outre, sans marques de poinçon;

Considérant que David Nicolet, porteur desdits effets, n'avait aucune expédition quelconque; qu'il n'avait fait ni la déclaration ni pris le passavant prescrit par les art. 2 et 3 de la loi du 19 vend. an 5, ci-dessus cités:—Considérant que ces contraventions ainsi constatées, les juges ne pouvaient accueillir les excuses et alléguations du contrevenant; que l'art. 11, tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7, ci-dessus cité, leur défend expressément d'excuser les contrevenants sur l'intention; que les juges du tribunal criminel du département de la Haute-Saône, en prononçant, dans l'espèce, qu'il n'y avait ni preuve d'importation ni même de circulation desdits objets saisis, ont ouvertement violé et la lettre et l'esprit de toutes les lois rapportées ci-dessus:—Casse le jugement du tri-

qu'elle soit, doit recevoir certaines limitations. Les procès-verbaux de toute nature et quelque soit le degré d'autorité que la loi y ait attaché, ne font foi que des faits matériels qu'ils constatent et des conséquences qui en sont inséparables; ils ne font foi également que des faits que l'agent a mission de constater. Ainsi, ils ne feraient pas preuve des crimes ou délits étrangers à la matière spéciale qui fait l'objet des fonctions des préposés, et par exemple, en matière de douanes, de la falsification des expéditions présentées, nides actes de rébellion, voies de fait et injures contre les préposés. Ils ne feraient également nulle preuve à l'égard des inductions que ces préposés ont tirées des faits, des opinions qu'ils ont émises, et même des aveux et déclarations des prévenus. Ces différents principes ont été reconnus par la Cour de cassation, et nous aurons occasion de les développer en rapportant les arrêts qui les ont consacrés.

(2) Il est de principe qu'en matière de contravention, le fait matériel seul entraîne l'application de la peine, abstraction faite de l'intention des prévenus; car ce que la loi punit, ce n'est pas l'intention de l'enfreindre, c'est l'omission, la négligence, la simple insécution de ses dispositions. *P.* conf., 26 brum. an 7 (Cochat); 8 therm. an 8, et les notes.

bunal criminel du département de la Haute-Soône, le 14 vendém. an 9.

Du 15 niv. an 9.—Sect. réunies.—Rapp., le cit. Sieyes.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^o RENVOI APRÈS CASSATION. — Compré- TENSE.

2^o DOUANES.—SUCRES CANDIS.

1^o *Le tribunal criminel, saisi par un renvoi du tribunal de cassation, ne peut, sans excéder ses pouvoirs et sans violer la chose jugée, statuer sur des points de la cause qui n'ont pas fait l'objet du jugement de cassation et du renvoi.* (C. 3 brum. n 4, art. 463.) (1)

2^o *Les sucres candis se trouvent compris sous la dénomination de sucres raffinés, dont la loi du 10 brum. an 5 prohibe l'introduction en France, comme réputés provenir de fabrique anglaise.* (L. 10 brum. an 5, art. 5.) (2)

(Rapporte — C. Dumes.)

Une saisie de sucres candis avait été faite près la frontière; mais elle avait été annulée par un jugement du tribunal criminel de l'Esaut.—Le 8 germinal an 7, jugement du tribunal de cassation (F. n sa date) qui annule le jugement et renvoie devant le tribunal de la Dyle.—Le 23 thermidor an 7, jugement de ce tribunal qui prononce la confiscation de 4 boucs de sucre, et donne mainlevée des sucres candis.—Poursu.—Nouveau jugement de cassation du 7 frim. an 8 (F. n sa date), qui casse la disposition relative aux sucres candis et renvoie devant le tribunal criminel de Jemmapes.—Jugement de ce dernier tribunal, conforme à celui du tribunal de la Dyle.—Nouveau pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 5 et 15 de la loi du 10 brum. an 5;—Considérant que la disposition du jugement du tribunal criminel du département de la Dyle, du 22 thermidor. an 7, qui avait prononcé la confiscation des quatre boucs de sucre en pain, faisant partie de la saisie du 29 vendém. an 6, et condamné Jean Laporte, partie saisie, à une amende triple et à un emprisonnement, avait acquis l'autorité de la chose jugée, soit par l'effet du rejet prononcé le 7 frim. an 8 du pourvoi dudit Laporte contre le jugement, soit par l'effet du pourvoi de la régie sur lequel le jugement du tribunal criminel du département de la Dyle n'avait été cassé le même jour, 7 frim., qu'au chef seulement qui avait ordonné la levée de la saisie des rent quatre-vingt-dix-neuf caisses de sucre candi, et condamné la régie à une indemnité; qu'ainsi le tribunal criminel du département de Jemmapes, devant qui l'affaire fut renvoyée, n'étant saisi que de ce dernier point, n'a pas dû statuer sur la première disposition, qui restait jugée irrévocablement; que, quoique en y statuant, ce dernier tribunal ait jugé sur le fond, conformément à la loi, il n'en a pas moins passé les bornes de sa commission et excédé ses pouvoirs en mettant ainsi en jugement un point de la cause

qui était définitivement jugé; d'où suit que cette première partie du jugement du tribunal criminel du département de Jemmapes doit être cassée;

Considérant que le tribunal criminel du département de Jemmapes n'a en aucun doute sur la validité de la saisie du 29 vendémiaire an 6, soit dans la forme du procès-verbal, soit au fond, puisqu'il n'a prononcé, ainsi que l'avait fait avant lui le tribunal criminel du département de la Dyle, la confiscation des quatre boucs de sucre en pain, l'amende, et l'emprisonnement du délinquant;—Considérant que la loi du 10 brum. an 5 repule provenir de fabriques anglaises les sucres raffinés, en pain ou en poudre; qu'il est évident que le législateur a eu en vue tous les sucres raffinés, quelle qu'en fût l'espèce, et que s'il s'est servi de ces expressions, *en pain ou en poudre*, ce n'a été que par forme d'exploration et d'exemple;—Considérant que les sucres candis sont des sucres raffinés, même au premier degré; conséquemment, qu'ils sont compris dans la prohibition de la loi sous la dénomination générique de sucres raffinés; que la distinction à laquelle se sont successivement prêtés les tribunaux criminels des départements de la Dyle et de Jemmapes, entre les sucres raffinés, en pain ou en poudre, et les sucres candis, n'est qu'une subtilité imaginée pour éluder le vœu de la loi;—Qu'en supposant même que l'intention du législateur eût été de ne rendre les sucres possibles de saisie qu'autant que la qualité de raffinés serait réunie à la forme indiquée, *en pain ou en poudre*, on pourrait raisonnablement soutenir que le sucre candi est réellement en pain, mais dans une forme qui lui est particulière;—(Qu'enfin, s'il était possible d'entendre la loi dans le sens que lui ont donné les deux tribunaux précités, il suffirait au fabricant anglais de donner à ces sucres raffinés telle autre forme qu'il voudrait, pour en éluder la disposition;—Considérant, enfin, qu'en prononçant la mainlevée des cent quatre-vingt-dix-neuf caisses de sucre candi, saisies près la frontière sur le cit. Laporte, et en condamnant la régie à une indemnité, sans préter le que les sucres, quoique raffinés, ne sont ni en pain ni en poudre, le tribunal criminel du département de Jemmapes est contrevenu formellement à la loi du 10 brumaire an 5;—Casse le jugement, etc.

Du 15 niv. an 9. —Sect. réunies.—Prés., le cit. Murair;—Rapp., le cit. Chasles.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

DOUANES.—MARCHANDISES ANGLAISES.

La loi du 10 brum. an 5, relative à l'importation des marchandises anglaises ou réputées telles, a abrogé toutes les dispositions de la loi des 6-22 août 1791 qui lui étaient contraires.—Ainsi, les marchandises importées de l'étranger qui, par leur nature, sont réputées provenir de fabriques anglaises, ne peuvent être exemptées de la saisie par cela seul qu'elles ont été déclarées sous leur propre dénomination. (LL. 6-22 août 1791, et 10 brum. an 5.) (3)

(1) F. Cass. 8 mess. an 8, et la note. F. aussi 3 mars 1834 (Volume 1834).

(2) F. conf., Cass. 7 frim. an 8, et 29 niv. an 9.

(3) L'art. 4, tit. 5 de la loi des 6-22 août 1791, porte que les marchandises prohibées à l'entrée, qui ont été déclarées sous leur propre dénomination, doivent être renvoyées à l'étranger et ne sont point susceptibles de saisie. Mais la loi du 10 brum. an 5 qui, dans un système d'hostilité contre l'Angleterre, avait pour but non-seulement de prohiber l'impor-

tation des marchandises anglaises, mais encore d'en poursuivre la destruction, avait établi comme une règle générale la saisie et la confiscation de tous les objets importés qui seraient réputés provenir des fabriques anglaises, et l'art. 19 de cette loi ajoutait : « Toutes dispositions des lois précédentes non conformes à la présente résolution, sont abrogées. » Il est donc évident que cette loi avait dérogé à la loi générale sur les douanes des 6-22 août 1791, mais seulement en ce qui concernait les marchandises réputées anglaises par l'art. 5 de la loi du 10 brum. »

(Timmermann—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 456 du Code des délits et peines, et 1^{er}, 5 et 15 de la loi du 10 br. an 5;—Attendu que ladite loi du 10 brum. an 5 ayant établi une nouvelle jurisprudence concernant les marchandises anglaises ou réputées telles, cette loi est la règle unique que l'on doit suivre dans les jugemens; que la loi du 22 août 1791 est abrogée de droit dans les dispositions qui sont contraires à la loi postérieure du 10 brum. an 5; que, d'après l'art. 5 de cette loi, les étoffes et draps de laine, de coton, de poil, ou mélangés de ces matières provenant de l'étranger, sont réputés provenir de fabriques anglaises, quelle qu'en soit l'origine; que les casimirs sont de la nature des étoffes dont parle cet article, et qu'il est prouvé, par le procès-verbal des préposés des douanes, que Timmermann les importait de l'étranger; d'où il suit qu'il y avait lieu d'appliquer l'art. 15 de la loi du 10 br. an 5, et non l'art. 4, tit. 5, de celle du 22 août 1791;—Casse, etc.

Du 18 niv. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Seignette. — *Concl.*, le cit. Dubois, subst.

GARANTIE DES MAT. D'OR ET D'ARGENT.

—PROCES-VERBAL.—NULLITÉ.—PREUVE.—CONFISCATION.

En matière de garantie des matières d'or et d'argent, la nullité du procès-verbal de saisie pour vice de forme, ne met pas obstacle à la confiscation des objets trouvés en contravention, lorsque la preuve de cette contravention est acquise au procès. (L. 19 brum. an 6, art. 107.)

En cas de nullité du procès-verbal de saisie des matières d'or et d'argent pour défaut de poinçonnage, les juges ne pouvant rejeter les autres preuves de la contravention qui leur sont administrées: notamment la preuve matérielle résultant de la vérification des objets saisis dont l'identité est reconnue.

Les objets d'or ou d'argent non poinçonnés et saisis chez un orfèvre, doivent être confisqués, encore bien qu'il soit allégué que la saisie a eu lieu dans son appartement et non dans sa boutique.

(Min. pub.—C. Nesme.)

Des ouvrages non poinçonnés avaient été saisis au domicile de Théodore Nesme, orfèvre, et déposés au greffe. — Le prévenu avoua le défaut de poinçon; mais il soutint la nullité de la saisie, parce que les ouvrages qui en faisaient l'objet avaient été saisis dans son domicile et non dans sa boutique. — Le tribunal correctionnel le condamna à 200 francs d'amende, et ordonna que les ouvrages saisis seraient portés au bureau de garantie pour y être marqués et remis ensuite au

prévenu. — Appel du ministère public, fondé sur ce que le tribunal aurait dû prononcer la confiscation. Devant le tribunal, la nullité du procès-verbal qui avait été rédigé sans le concours du receveur, fut reconnue; mais le ministère public prétendit que la preuve de la contravention résultait des faits du procès, et il offrit de nouvelles preuves supplémentaires résultant de la vérification des ouvrages saisis en contravention, lesquels ouvrages étaient renfermés dans les boîtes scellées dont le dépôt avait été régulièrement fait au greffe du tribunal, et dont l'identité était reconnue. — Jugement qui rejette la requête d'appel. — *Pourvol.*

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 407 de la loi du 19 br. an 6;—Considérant que l'existence des fraudes et des contraventions aux lois étant indépendante de la régularité des procès-verbaux qui peuvent en être dressés pour les constater, les tribunaux ne peuvent, sans violer les dispositions de lois qui les répriment, rejeter, en cas de nullité desdits procès-verbaux pour vice de forme, les autres preuves qui existent et celles qui leur sont administrées;—Considérant que, dans le cas particulier dont s'agit, la preuve de saisie de trois cent dix-neuf pièces d'orfèvrerie en or ou en argent chez Théodore Nesme, par les essayeurs et contrôleurs, existait au procès pour raison de contravention à la loi du 19 brumaire an 6; que le dépôt au greffe avec toutes les précautions voulues par la loi était constant; que le saisi, en avouant le défaut des poinçons exigés par la loi, soutenait pour sa défense que les objets n'avaient pas été saisis dans sa boutique, mais dans son appartement, au moment qu'il en sortait pour les aller faire marquer;

Considérant donc qu'en l'état, le tribunal criminel, en n'ayant aucun égard aux preuves acquises, et en rejetant celle supplémentaire et matérielle de la contravention par l'ouverture de la boîte déposée au greffe et la vérification des ouvrages, a refusé d'exécuter la loi et a violé la disposition de l'art. 107, ci-dessus énoncée, qui veut que les ouvrages trouvés chez les marchands et fabricans, achevés et non marqués, encourrent la peine de la confiscation; — Casse, etc.

Du 18 niv. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sieyes. — *Concl.*, le cit. Dubois, subst.

Du même jour, même décision dans l'affaire Caillot, sur les deux 1^{res} questions seulement.

DÉSERTION. — RECEL.

Celui qui prend à son service un déserteur, sans l'avoir préalablement présenté à l'administration municipale de son canton, ne peut être excusé sous le prétexte qu'il ne l'avait pas recélé sciemment. (L. 24 brum. an 6, art. 5.)

(1) Cette règle se trouve déjà posée en matière de douanes par les jugemens des 22 vend. an 7; 15 prair. an 8. *V.* la note qui accompagne ce dernier jugement. — *V.* encore *infra*, 7 pluv. an 9; 22 mai 1807; 17 novembre 1809; 2 oct. 1818. — Il faut distinguer ici, comme en matière de douanes, une double fin à la saisie, la confiscation des objets saisis et la répression de la contravention. La nullité du procès-verbal est un obstacle à l'application des peines, mais nullement à la confiscation. C'est ce qui résulte de l'art. 34 du décret du 1^{er} germ. an 13, sur les droits réunis ou contributions indirectes, lequel est commun à la garantie des matières d'or et d'argent.

(2) *V.* *coof.*, 24 flor. an 7, et les jugemens qui sont indiqués dans la note. — Les dispositions de la loi du 24 brum. an 6 ont été modifiées ou du moins

expliquées par la loi du 30 déc. 1809, qui dispose que : « Les peines portées contre les recéleurs des déserteurs et des conscrits réfractaires par les lois des 24 brum. an 6 et 17 vent. an 8, auront lieu contre tout Français qui recevra et gardera chez lui des déserteurs ou conscrits réfractaires du royaume d'Italie, avec connaissance de leur désobéissance aux lois de leur pays. » Depuis cette loi, la jurisprudence cesse d'admettre que le seul fait de recevoir un conscrit réfractaire ou un déserteur emporte la présomption légale que ce déserteur ou ce conscrit eût été sciemment soustrait aux poursuites ordonnées par la loi, et par conséquent, le seul fait matériel qu'un déserteur avait été reçu en qualité de servitor à gages, sans avoir été présenté à l'administration municipale, ne suffit plus pour motiver la condamnation; il fallait qu'il fût prouvé que les

(Min. pub. — C. Cadillac.)

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 5 de la loi du 24 br. an 6; — Et attendu qu'il est constant et avoué au procès que Dominique Cadillac a reçu chez lui et à son service un déserteur, sans l'avoir préalablement présenté à l'administration municipale de son canton, pour l'interroger, examiner ses papiers et passeport; — Casse le jugement du tribunal criminel du département des Landes, du 17 vendém. dernier.

Du 18 niv. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Lasaudade. — *Concl.*, le cit. Dubois, subst.

CORRUPTION. — FONCTIONNAIRES PUBLICS. — CARACTÈRES.

Le fait imputé à un garde forestier, d'avoir trafiqué, moyennant argent, du pouvoir qui lui était confié, constitue le crime de corruption, encore bien que le jury ait déclaré sur une question subsidiairement posée, que l'accusé ne s'était pas approprié le produit de ce trafic au préjudice de l'Etat; cette circonstance ne détruit nullement la criminalité de l'action. (Cod. de 1791, tit. 1^{er}, sect. 5, art. 8; Cod. du 3 brum. an 4, art. 644.) (1)

(Satre et Carrier — C. Min. pub.)

Satre et Carrier, gardes forestiers, étaient accusés d'avoir trafiqué, moyennant argent, d'un acte de leurs fonctions. Les premières questions furent résolues affirmativement; mais le jury répondit négativement à celle-ci, posée à l'égard de chacun d'eux : *L'a-t-il fait pour s'approprier le produit de ce trafic, au préjudice de la république?* Le président crut devoir déclarer que les prévenus étaient acquittés. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 374 et 380 du Code des délits et des peines; — Attendu que Satre et Carrier étant accusés d'avoir, moyennant argent, trafiqué de l'exercice du pouvoir qui leur

était confié, cette question posée à l'égard de chacun d'eux, *L'a-t-il fait pour s'approprier le produit de ce trafic au préjudice de la république?*, n'était pas de nature à caractériser la moralité du fait; que la réponse négative du jury sur cette question, ses réponses sur les premières étant affirmatives, ne pouvait nullement permettre de les considérer comme devant être acquittés; qu'en effet, cette action est punie par la loi comme immorale en soi, et non pas seulement comme procurant des profits préjudiciables à la république; qu'ainsi, par exemple, un juge serait coupable, quoiqu'il se fût approprié le produit de ce trafic au préjudice de quelques particuliers et non de la république, et qu'enfin, tout fonctionnaire public doit être puni lorsqu'il a trafiqué de l'exercice de ses fonctions moyennant argent, présents ou promesses, quelle que soit la personne à qui ce trafic apporte préjudice; — Casse, etc.

Du 18 niv. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Oudart. — *Concl.*, le cit. Dubois, subst.

JURY. — JURÉS SPÉCIAUX. — RÉCUSATION.

Sous la Code du 3 brum. an 4, les membres du jury spécial récusés par l'accusé, ne pouvaient, à peine de nullité, être remplacés par des citoyens tirés au sort sur la liste ordinaire des jurés, avant que la liste des jurés spéciaux fût épuisée. (C. 3 brum. an 4, art. 523 et 525.) (2)

(N. — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 523 et 525 du Code des délits et des peines; — Considérant que le tribunal criminel, avant que la liste générale des jurés spéciaux fût épuisée, a remplacé par des jurés qui n'étaient point portés sur cette liste ceux récusés par le réclamant ou excusés par le tribunal; qu'ainsi les cit. Hannegrat et Lainé, étrangers à la liste générale du jury spécial de jugement, ont été appelés et ont prononcé comme jurés spéciaux de jugement, quoique le préfet du

prévenus avaient reçu et gardé chez eux le déserteur avec connaissance de sa désobéissance aux lois du royaume. — La Charte de 1814, qui a aboli la conscription, et l'art. 25 de la loi du 10 mars 1818, qui a abrogé les lois relatives aux anciens modes de recrutement, ont fait naître la question de savoir si la loi du 24 brum. an 6 était encore en vigueur. Plusieurs Cours royales ont répondu négativement; mais la Cour de cassation, par ses arrêts des 6 juill. 1820, 19 janv. 1821, 26 sept. 1822 et 13 mars 1823 (*V. ses arrêts à leur date*), ont maintenu les dispositions de cette loi. Aujourd'hui, elle se trouve en partie abrogée par l'art. 40 de la loi du 21 mars 1832, sur le recrutement, qui prévoit et punit le fait d'avoir recélé ou pris à son service un réfractaire, et d'avoir favorisé son évasion ou retardé son départ. Mais sous cette loi, qui admet aussi l'excuse de bonne foi, la question s'est élevée de savoir si cette bonne foi doit être présumée de plein droit, ou si les prévenus sont obligés d'en administrer la preuve. *V. sur ce point, l'arrêt de la Cour de cassation du 14 juill. 1838 (Volume 1838).*

(1) Cette proposition nous paraît évidente : la loi pénale entend par corruption le crime du fonctionnaire qui trafique de son autorité pour faire ou pour ne pas faire un acte de ses fonctions. Ce crime, que l'art. 8 du tit. 2, sect. 4 du Code de 1791 punissait de la dégradation civique, peine à laquelle l'art. 644 du Code du 3 brum. an 4 avait ajouté celle de la forfaiture, fait aujourd'hui l'objet de l'art. 177 du Code pénal, qui en a peu modifié les caractères. Or, l'un de ses éléments, sous l'ancienne comme sous la

nouvelle législation, consiste dans le fait d'avoir agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents; c'est cet acte qui constitue la matérialité du crime. Sa moralité est dans le but que se proposent ces promesses ou ces présents. Or, si ce but a été atteint, si le fonctionnaire a fait un acte de ses fonctions ou s'en est abstenu, et qu'il ait reçu le prix de cet acte ou de cette abstention, on conçoit qu'il importe peu que ce prix ait dû appartenir ou non à l'Etat; le préjudice de l'Etat ou de la société n'est pas dans la somme acquise au préposé, mais dans l'infidélité de l'un de ses agents; et le crime n'est nullement modifié et ne change point de nature, parce que la somme payée devient la propriété des particuliers, sans qu'il en résulte aucun préjudice pour l'Etat.

(2) Pour former le jury spécial de jugement, le président de l'administration départementale choisissait trente citoyens ayant les qualités et connaissances nécessaires pour prononcer sagement et avec impartialité sur le genre du délit. Quinze de ces jurés étaient tirés au sort par le président du tribunal criminel pour former le tableau des jurés et adjoints; une première récusation pouvait alors être faite sur la liste entière, comme formée en haine de l'accusé, et si cette récusation était admise, une nouvelle liste était formée. L'accusé pouvait ensuite faire des récusations individuelles, et les jurés récusés étaient remplacés, d'abord, par les quinze autres jurés de la liste spéciale, ensuite, et quand cette liste était épuisée, par des citoyens tirés au sort dans la liste ordinaire des jurés. L'accusateur public ne pouvait faire aucune récusation sur les jurés spéciaux.

département ne les eût pas indiqués comme tels; que, conséquemment, il y a en violation des dispositions de l'art. 522 du Code ci-dessus cité, ce qui, aux termes de l'art. 525, emporte nullité; — Casse le jugement du tribunal criminel du département des Deux-Nèthes du 8 prair. an 8.

Du 19 niv. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Vallée.—*Concl.*, le cit. Dubois, subst.

TRIBUNAL CRIMINEL. — COMPÉTENCE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le tribunal criminel ne pouvait être légalement saisi des affaires de grand criminel que par l'effet d'une accusation légalement admise. En conséquence, il ne pouvait, sans excès de pouvoir, annuler une ordonnance par laquelle le directeur du jury avait mis le prévenu en liberté. (1)

(Héard.)

Du 19 niv. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Rupérou.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

ARBITRAGE FORCÉ.—APPEL.

Sous l'empire de la constitution de l'an 3, les jugements des arbitres de commerce étaient soumis à l'appel, encore que les parties ne l'eussent pas expressément réservé dans le compromis. (Ord., 1673, tit. 4, art. 9; Const. du 5 fruct. an 3, art. 210 et 211.) (2)

(Staadt—C. Gœckler.)

Les sieurs Staadt et Gœckler, bouchers, s'étaient associés pour une fourniture de viande. Bientôt s'élevèrent entre eux des contestations qui furent d'abord portées devant le tribunal de commerce du Bas-Rhin; mais ce tribunal renvoya les parties devant des arbitres, en exécution de l'art. 9 du tit. 4 de l'ordonn. du commerce de 1673 et de l'art. 20 du tit. 6 de la loi du 16 niv. an 6. — Les arbitres ayant rendu leur décision, Staadt, à qui elle portait préjudice, en interjeta appel.

8 fructid. an 7, jugement du tribunal civil du Bas-Rhin, qui déclare l'appel non recevable. Ce jugement était fondé sur ce que les art. 210 et 211 de la constitution de l'an 3, disposent que la décision des arbitres est sans appel et sans recours en cassation, si les parties ne l'ont expressément réservé. — D'où les juges avaient conclu que les parties ayant procédé volontairement à la nomination de leurs arbitres respectifs, en exécution d'un jugement du tribunal de commerce du département du Bas-Rhin, sans s'être réservé la faculté d'appel, les demandeurs n'étaient pas recevables dans celui qu'ils avaient interjeté du jugement rendu par ces arbitres, et en conséquence les en avaient déboutés.

Les demandeurs soutenaient, au contraire, que les arbitres devant lesquels ils avaient été renvoyés, n'étaient point des arbitres volontaires, de l'espèce de ceux dont parle la constitution de l'an 3, mais de véritables arbitres forcés, devant lesquels le tribunal de commerce avait été tenu de les renvoyer, d'après la disposition de l'art. 9 du tit. 4 de l'ordonn. de 1673, et de l'art. 20 de la loi

du 16 niv. an 6; d'où s'ensuivait que le jugement dénoncé avait fait une fausse application des art. 210 et 211 ci-dessus cités, en les déclarant non recevables dans leur appel, et violé par conséquent l'art. 44 de la même loi, qui, en ne permettant pas aux juges de commerce de juger en dernier ressort au delà de la valeur de cinq cents myriagrammes de froment, permet nécessairement aux parties d'interjeter appel de tout jugement portant condamnation d'une somme excédante.

Les défendeurs répliquaient que la constitution de l'an 3, ainsi que les lois postérieures, ayant aboli toute espèce d'arbitrage forcé, on ne pouvait soutenir avec raison que les arbitres nommés en exécution de l'ordonnance du commerce et de la loi du 16 niv., pussent être rangés dans cette classe, et que c'étaient de véritables arbitres volontaires, lors de la nomination desquels les parties pouvaient se réserver la voie de l'appel; mais que, ne l'ayant pas fait dans l'espèce, elles étaient non recevables, et qu'en conséquence le jugement devait être confirmé.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les arbitres dont il est question dans les art. 210 et 211 de la constitution de l'an 3, ne peuvent être assimilés à ceux dont parle l'art. 9 du tit. 4 de l'ordonn. de 1673, en ce que les premiers ne tiennent leur pouvoir que du choix des parties, qui ont préféré la voie du compromis à celle de la contestation judiciaire, tandis qu'au contraire, dans le cas de l'art. 9 de la loi ci-dessus citée, les juges de commerce sont tenus de renvoyer les parties devant des arbitres, quand même elles ne le voudraient pas; d'où il suit qu'un pareil arbitrage ne peut être regardé comme volontaire, et que le jugement attaqué a fait une fausse application des art. 210 et 211 de la constitution de l'an 3, en déclarant les demandeurs non recevables dans leur appel du jugement du 13 frim. an 7, sur le motif que les parties, lors de la nomination de leurs arbitres, ne s'en étaient point réservé la faculté; — Attendu que, par suite de cette fausse application, le même jugement a contrevenu aux différentes lois qui établissent deux degrés de juridiction dans toutes les affaires qu'elles n'ont point exceptées par une disposition particulière; — Et notamment à l'art. 211 de la même constitution de l'an 3; — D'où il suit que le jugement arbitral du 13 frim. an 7, prononçant une condamnation de 12,480 fr. 66 c. contre les demandeurs, l'appel en était recevable; — Casse, etc.

Du 21 niv. an 9.—Sect. civ.—*Prés.*, le cit. Li-borel.—*Rapp.*, le cit. Pajon.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.—*Pl.*, les cit. Lavaux et Chabroud.

PAPIER-MONNAIE.—OFFRES RÉELLES.—

REFUS.

Le créancier qui, en vertu de l'art. 1^{er} de la loi du 12 frim. an 4, refusait d'accepter les offres réelles que lui faisait, en papier-monnaie, son débiteur, n'était pas obligé de motiver son refus. (3)

droit tant contre les jugements des arbitres volontaires que contre ceux des arbitres forcés, à moins que les parties n'y aient renoncé. (Cod. proc., art. 1010; Cod. comm., art. 52.)

(3) Ce droit de refuser les offres qui lui étaient faites, n'était accordé qu'au créancier qui se croyait lésé par le paiement d'obligations antérieures au 1^{er} vend. an 4, autres que les effets de commerce de négociant à négociant. (L. 12 frimaire an 3, art. 1^{er}.)

(1) *V.* conf., 4 fruct. an 7.—*V.* aussi, comme analogues, 26 brumaire an 8; 29 brumaire an 9 et la note.

(2) Il en était autrement des jugements rendus par les arbitres volontaires. Les parties ne pouvaient appeler de ces jugements qu'autant qu'elles s'en étaient réservées la faculté par le compromis. (L. 16-24 août 1790, tit. 1^{er}, art. 4; Const. du 5 fruct. an 3, art. 211.) — Les lois qui nous régissent aujourd'hui ont consacré un tout autre système: la voie de l'appel est du

(Pulvignon—C. Decan.)

En l'an 3, les frères Pulvignon remirent à Decan une somme de 45,910 liv. en assignats. — Cette somme était destinée à payer des laines qui devaient acheter pour leur compte. — La commission n'ayant pas été exécutée, Decan fut condamné, le 14 brum. an 4, à restituer les sommes reçues, avec intérêts. — Le 6 frim. an 4, il fit des offres réelles de ces sommes, en assignats, aux frères Pulvignon; mais ceux-ci déclarèrent refuser purement et simplement les offres de Decan.

14 frim. an 4, jugement du tribunal de commerce de la Seine, qui déclare les offres valables, et en autorise la consignation.

Appel, de la part des frères Pulvignon, fondé sur ce que la loi du 12 frim. an 4 autorisait le refus des offres qui leur avaient été faites.

Decan répond qu'aux termes de cette loi, le créancier était obligé de motiver son refus sur la lésion qu'il croyait éprouver; que les frères Pulvignon, n'ayant donné aucun motif de leur refus, ne pouvaient invoquer le bénéfice de cette disposition.

8 vent. an 8, jugement confirmatif de celui de première instance.

Pourvoi en cassation pour contravention aux art. 1 et 2 de la loi du 12 frim. an 4.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 1 et 2 de la loi du 12 frim. an 4; — Et attendu qu'à l'époque où les offres dont il s'agit ont été déclarées valables par le tribunal de commerce de Paris, la loi du 12 frim. an 4 était obligatoire; qu'aux termes de cette loi, le créancier qui refusait n'était point obligé de motiver son refus; que la faculté de rembourser, malgré le refus du créancier, n'était réservée par cette loi qu'aux débiteurs d'effets de commerce, et que ce n'était point à ce titre que les frères Pulvignon étaient créanciers de Decan; que, dès lors, le tribunal de commerce, en déclarant, le 14 frim. an 4, que les offres faites par Decan aux frères Pulvignon étaient valables, et en autorisant la consignation des sommes offertes, est contrvenu à la loi précitée; que le tribunal civil du département de la Seine, en confirmant ce jugement du tribunal de commerce, s'est rendu propre la contravention dont il est visé; — Casse, etc.

Du 21 niv. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Basile. — Concl., le cit. Leconteur, subst. — Pl., le cit. Moreau.

ÉTAT CIVIL. — PREUVE TESTIMONIALE.

Sous l'empire du droit romain, la preuve testimoniale n'était admissible sur les questions d'état, que s'il existait un commencement de preuve par écrit, ou s'il y avait en faveur du réclamant des présomptions ou indices résultant de faits déjà certains. (L. 2. Cod. de test., art. 323, Cod. civ., anal.) (1)

(Georges Léger — C. Lescherain.)

Félix Lescherain avait recueilli la succession de Ducoudray Blancheville, en qualité d'héritier légitime; mais ce titre lui fut contesté par Georges Léger, qui se prétendait fils du défunt. — Après avoir été admis à la preuve testimoniale, sans qu'il existât un commencement de preuve par écrit ni présomption en sa faveur, Léger fut reconnu fils légitime de Blancheville, par un jugement du tri-

bunal du Mont-Blanc. — Lescherain interjeta appel, et le 29 germ. an 8, le jugement du tribunal du Mont-Blanc fut réformé par le tribunal de l'Ain, qui déclara Léger non recevable à faire la preuve testimoniale, attendu qu'il n'avait ni commencement de preuve ni présomption.

Pourvoi en cassation de la part de Léger, pour violation, 1^o de la maxime: *Is pater est quem nuptiae demonstrant*; 2^o de la loi 6, Cod., de *ide instrumentum*, qui dispose que la perte du titre ne peut porter préjudice à l'état de l'individu; 3^o Enfin de la loi 9, Cod., de *nupt.*, qui admet la preuve par témoins quand les registres publics sont muets sur la naissance d'un enfant, et qu'il n'existe pas de contrat de mariage écrit entre ses père et mère.

On répondait à ces différens moyens, qu'il ne pourrait y avoir violation de la maxime *is pater est*, qu'autant que la filiation serait légalement prouvée; Que cette preuve n'était pas faite dans l'espèce, et qu'elle ne pouvait l'être par la simple preuve testimoniale; Que les lois romaines invoquées devaient se combiner avec la loi 2, Cod., de *testibus*, qui déclare que la preuve par témoins ne suffit pas, et n'est recevable qu'autant qu'il existe déjà des indices ou présomptions (3); Que Léger n'a aucuns indices ni présomptions; que ce point a été souverainement jugé par le tribunal de l'Ain; — Qu'il n'y a donc violation d'aucune loi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu qu'il n'y a point eu de contravention aux lois romaines citées par le demandeur; qu'il résulte bien de ces lois que la preuve testimoniale peut être admise en matière de réclamation d'état; mais qu'il en résulte aussi que cette preuve ne suffit par elle-même, et qu'elle ne doit pas être admise, ou sans des commencemens de preuve par écrit, ou sans de fortes présomptions; que ces principes, avoués par le demandeur, n'ont pas été méconnus par les juges dont le jugement est attaqué, puisqu'ils n'ont pas décidé que la preuve testimoniale ne pouvait point être admise pour prouver la filiation, mais seulement jugé que, dans l'espèce, il n'y avait pas lieu de l'admettre, parce qu'il ne se trouvait point en faveur du réclamant, soit des écrits, soit des indices assez forts; que l'appréciation des circonstances et des présomptions appartient exclusivement à la conscience des juges, et qu'il en résulte de simples points de fait qu'ils ont droit de décider irrévocablement; — Attendu qu'en supposant que le demandeur eût pu être déclaré fils légitime de Jacques Ducoudray-Blancheville, comme né postérieurement à la célébration de son mariage avec Marguerite de Viry, il n'y a pas lieu d'examiner la question, puisqu'il n'a pas été reconnu que ladite de Viry fût mère du réclamant; — Rejette, etc.

Du 21 niv. an 9. — Sect. req. — Rapp., le cit. Rataud.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — DÉLAI. — DISTANCE.

La règle dies termini non computantur in termino, n'est pas applicable au délai de l'opposition aux jugemens par défaut. — En d'autres termes, le délai de huitaine accordé par l'art. 3, tit. 35 de l'ordonn. de 1667 pour se pour-

(1) F. en ce sens, Cass. 21 vent. an 7; — Merlin, Rép., v^o *Légitimité*, sect. 3, n^o 2 et 3. Cet auteur démontre que la jurisprudence des anciens parlements était conforme.

(2) Cette loi est une réponse d'Alexandre à un

affranchi qui, se prétendant né libre, lui demandait s'il en pouvait faire la preuve par témoins. *Defende causam tuam instrumentis et argumentis quibus potes; soli enim testes ad ingenuitatis probationem non sufficiunt.*

voir en opposition contra un jugement par défaut, ne doit pas s'entendre d'une huitaine franche: le jour de la signification est compris dans le délai. — Ainsi, l'opposition à un jugement par défaut signifié le 2 est non recevable si elle n'est formée que le 11. (1)

La délai de huitaine accordé par l'ord. de 1667, pour former opposition aux jugemens par défaut, ne doit pas être augmenté à raison des distances. (Ord. de 1667, tit. 14, art. 14.) (2)

(Seyssel — C. Seyssel.)

Le 26 vent. an 7, le tribunal civil du Jura rendit un jugement par défaut contre Claude-Marie-Anthelme Seyssel. — Ce jugement lui fut signifié le 2 germin. an 7, à son domicile à Belley, distant de vingt-deux lieues de Bourg, domicile de ses adversaires. — Il y forma opposition le 11 du même mois.

Le 4 thermid., jugement qui déclare l'opposition non recevable, par le motif qu'elle n'avait pas été formée dans la huitaine de la signification du jugement par défaut.

Pourvoi en cassation fondé sur une fausse application de l'art. 3 du tit. 35 de l'ordonn. de 1667, ainsi conçu: « Permettons de se pourvoir par simple requête contre les arrêts et jugemens en dernier ressort qui auraient été rendus à faute de se présenter, ou en l'audience, à faute de plaider, pourvu que la requête soit donnée dans la huitaine du jour de la signification. »

Le demandeur disait d'abord que cet article, par son esprit, et même par son texte, indiquait que le jour de la signification et celui de l'échéance ne devaient pas être comptés suivant la règle des termini non computantur in terminis: par son esprit, en ce que le législateur n'a pas voulu être plus rigoureux dans ce cas que dans les autres; par son texte, en ce que le législateur s'est servi du mot huitaine dans cet article, comme dans les art. 1, 2, 3 et 5 du tit. 3 de l'ordonn.; et que, d'après l'art. 6 du même titre, le jour de la signification, et le jour auquel échoit l'assignation, ne sont pas compris dans le délai; qu'enfin, là où la loi ne faisait pas d'exception, la règle devait être appliquée. — Il disait ensuite qu'étant éloigné de vingt-deux lieues du domicile de ses adversaires, il fallait ajouter à la huitaine un jour pour dix lieues; que les art. 16 du titre 14, 3 et 31 du titre 22, 4 du titre 27, et 5 du titre 31 de l'ordonn., accordaient cette augmentation au sujet des délais, dans les cours supérieures, de contestation en cause, d'enquête, d'exécution de ju-

gement, et de taxe de dépens; que cette règle se retrouvait dans la loi sur les procédures devant les juges de paix, dans celle du 26 vent. an 4, relative à la comparution devant les tribunaux de paix, et dans celle du 4 prair. an 6, sur les prises maritimes; que la même raison militait à l'égard des oppositions, quoique la loi ne s'en soit pas expliquée directement; que d'ailleurs les commentateurs les plus estimés, et notamment Jousse, sur l'art. 3 du titre 35, n° 5, pensent que l'article doit être entendu en ce sens.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 3 du titre 35 de l'ordonn. de 1667; — Considérant que les expressions, pourvu que la requête soit donnée dans la huitaine, ne permettent pas de supposer que cette huitaine soit franche, et exigent, pour le cas dont il s'agit, l'application de la règle vulgaire, que les jours de terme ne sont pas compris dans le terme;

Considérant en outre que l'ordonnance veut impérieusement que la requête soit donnée dans la huitaine, et que ni cette loi ni aucune autre n'ont accordé un jour d'augmentation par dix lieues en matière d'opposition; que cette opposition était de pure grâce, toutes les conditions qui y sont mises doivent être rigoureusement remplies; — Rejette, etc.

Du 21 niv. an 9. — Sert. civ. — Prés., le cit. Llborel. — Rapp., le cit. Malleville. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., le cit. Chabroud, av.

CONTRAT PIGNORATIF.—VENTE.

Sous l'empire de la loi des 3-12 oct. 1789, qui permet le prêt à intérêt, la clause de vente pure et simple après le délai du rachat, est licite et valable, alors même que l'acte réunit les principaux caractères du contrat pignoratif (3).

(Roy — C. Petit.)

Suivant acte du 17 sept. 1790, Roy et sa femme ont vendu par engagement, cédé, délaissé et abandonné en toute propriété, possession et jouissance, à Petit, leur créancier, une maison sise à la Charité-sur-Loire. Cette vente a été faite moyennant le prix de 6,915 liv. que les vendeurs ont reconnu avoir précédemment reçues. — Par le même acte les vendeurs se sont réservé la faculté de rentrer dans leur propriété au bout de six ans, en rendant à Petit la somme de 6,915 liv. avec les frais et loyaux coûts, et il a été convenu que, faute par eux d'exercer ce retrait dans les six ans, l'a-

proc. 158, 159), et dès lors la question ne peut pas s'élever: dans le second cas, elle n'est recevable que dans la huitaine de la signification du jugement faite à l'avoué du défendeur (Cod. proc. 157), ce qui semble exclure l'idée d'une augmentation de délai à raison des distances. F. dans ce sens, Carré, t. 1^{er}, n° 652, Pigeau, t. 1^{er}, p. 544; Favard, v° Oppos. aux jug., § 2, n° 2.

Mais il faut remarquer qu'il en serait autrement du délai accordé par l'art. 162 du Code de procédure civile, pour réitérer l'opposition formée par la partie qui n'avait pas constitué avoué. Dans ce cas, la huitaine doit être augmentée à raison des distances. F. Pigeau, t. 1^{er}, p. 546; Carré, Lois de la proc., t. 1^{er}, n° 679; Favard, v° Opposition aux jugemens, § 2, n° 7; Berriat, p. 252; Arrêts de Cassation, 16 mars 1813; Rennes, 16 mars 1809; Nismes, 9 août 1810.

(3) F. conf., 6 frim., 24 fruct. an 8, et les notes qui accompagnent ces deux jugemens. — V. aussi les conclusions de Merlin dans l'affaire actuelle, Quest. de droit, v° Contrat pignoratif.

(1) Merlin, Quest. de dr., v° Opp. aux jug. par déf., § 8, combat cette décision; mais il convient qu'elle devrait être admise sous l'empire de l'art. 157, Cod. proc. civ. Cette dernière opinion est adoptée par M. Carré, Lois de la proc., t. 1^{er}, n° 652; Pigeau, t. 1^{er}, pag. 557; Hauteville, pag. 118; Berriat-Saint-Pris, pag. 398; Favard de Langlade, v° Oppos. aux jug., § 2, n° 1^{er}; Poncet, des jugemens, t. 1^{er}, p. 316; Thomine-Desmazures, t. 1^{er}, n° 158; Delaporte, t. 1^{er}, p. 163; Boncenne, t. 3, p. 138. — Cass. 5 fév. 1811; Bordeaux, 18 avril 1828. — F. aussi, Cass., 3 vent. an 4, et nos observations sur le jugement du 25 frim. an 9.

(2) Telle était l'opinion de Rodier, tit. 5, art. 5, quest. 3; de Duval, Parfait Procureur, t. 1^{er}, chap. 191; de Pothier, Proc. civ., tit. de l'opposition; de Merlin, Quest. de droit, vis Délai et Opposition, etc. — Sous l'empire du Code de procédure civile, il y a lieu de distinguer: si la partie condamnée par le jugement du défaut n'avait pas constitué avoué, on elle en avait constitué un. Dans le premier cas, l'opposition est recevable jusqu'à l'exécution du jugement (Cod.

cheteur demeurerait propriétaire incommutable. Enfin, par une dernière disposition, Petit a donné à bail la même maison à Roy et à sa femme pour six années consécutives, moyennant 320 liv. de loyer annuel.

Roy et sa femme se fondent sur l'ensemble de ces différentes clauses, ont demandé la nullité de l'acte du 17 sept. 1790, comme contenant un contrat pignoratif prohibé, disaient-ils, par toutes les lois anciennes et nouvelles, et qui n'avait pu transférer la propriété à l'acheteur indépendamment des formalités de l'expropriation. — Petit, au contraire, a soutenu que le contrat pignoratif, déjà permis sous l'ancienne jurisprudence, était encore plus licite depuis la loi des 3-12 oct. 1789 qui autorise le prêt à intérêt.

24 pluv. an 8, jugement du tribunal civil du Cher qui déclare mal fondées les prétentions de Roy : — « Attendu que les caractères qui constituent la pignoration dans un contrat sont au nombre de trois, savoir : la relocation, la faculté de réméré et la validité du prix de l'objet vendu ; que le concours de ces trois conditions se trouve dans l'acte du 17 sept. 1790 ; que ces sortes de contrats sous l'ancienne jurisprudence et dans les pays où ils n'étaient pas reconnus, ne transféraient aucun droit de propriété dans la personne de celui qui semblait être l'acquéreur ; que la raison pour laquelle ils étaient pros crits dans la plupart des tribunaux, était qu'ils avaient pour but de faire produire des intérêts à des fonds ou à des créances qui n'en pouvaient produire qu'autant qu'ils étaient aliénés ; mais que cette jurisprudence est entièrement changée depuis la loi des 3-12 oct. 1789, qui a permis le prêt à intérêt sans aliénation ; d'où il suit qu'on ne reconnaît plus aujourd'hui de contrats pignoratifs, et que Petit, en acquérant la maison dont il s'agit, n'a eu d'autre intention que de faire produire intérêt aux différentes créances qu'il avait à répéter contre Roy et sa femme ; que l'acte de vente dont il s'agit, étant postérieur à la loi précitée, doit avoir sa pleine et entière exécution »

Pourvoi en cassation par Roy et sa femme.

Le cit. Merlin, substit. du commiss. du gouvernement, a fait observer que si le mot engagement se trouvait dans l'acte du 17 sept. 1790, les autres expressions qu'avaient employées les parties montraient l'intention de vendre. On ne peut, a-t-il dit, depuis la loi des 3-12 oct. 1789, adapter à ce contrat les fictions par lesquelles l'ancienne jurisprudence des pays où le prêt à intérêt n'était pas permis et défigurer de semblables conventions

pour y voir seulement une antichrèse déguisée qui ne dispensait pas le créancier des formalités de l'expropriation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que l'acte du 17 sept. 1790 contient la stipulation préliminaire de vente pure et simple après le délai du rachat, et que cette clause est licite ; et que cette même clause, investissant l'acquéreur dans le cas donné, est exclusive de toute formalité ultérieure d'expropriation ; — Rejette, etc.

Du 22 niv. an 9. — Sect. req. — Rapp. le cit. Brillet-Savarin. — Concl., le cit. Merlin, substit.

TESTAMENT. — PREUVE TESTIMONIALE. — DÉMENCE.

Les lois romaines n'exigent pas que le juge admette la preuve testimoniale de la démence du testateur, toutes les fois que cette preuve est offerte : elles s'en remettent à la sagesse des juges, qui peuvent la refuser, surtout si le fait de la démence se trouve détruit par les circonstances et les actes de la cause (1).

(Beysson — C. Lagardette.)

Beysson et consorts, successeurs du cit. Lagardette, trouvant à son décès un testament qui les déshéritait, querellèrent ce testament comme fait par un homme en démence, et offrirent la preuve de cet état de démence. — Mais Lagardette, qui était maire de la commune de Monistrol, avait géré les fonctions de sa place avec une intelligence soutenue : nombre d'actes auxquels il avait pris part, justifiaient son état de bon sens et entendement, avant et après la confection du testament querélé.

27 thermid. an 7, jugement du tribunal civil de la Loire, qui, attendu ces preuves de sens et entendement, déclare le testament valide, et refuse à Beysson et consorts la faculté de prouver la démence.

Pourvoi en cassation, pour violation de la loi 27 ff. de condit. institutionum, et de la loi 5, Cod. de codicillis.

Le cit. Merlin, substit. du commiss. du gouvernement, qui portait la parole dans cette affaire, après avoir établi que sous le droit romain la preuve de la démence du testateur était permise, a soutenu qu'il n'existait aucune loi qui obligeât le juge à admettre cette preuve, par cela seul que le fait de la démence était articulé, et, à cet égard, il s'est appuyé de l'opinion émise par d'Aguesseau dans son plaidoyer prononcé le 10 juillet 1696, dans

(1) La solution serait la même aujourd'hui, les juges ayant, en toute matière, le droit de refuser ou d'admettre la preuve testimoniale offerte par les parties. F. Cass. 8 juill. 1823 ; 6 mars 1836 (Volume 1836). — On a même été plus loin, on a prétendu que la preuve testimoniale devait être refusée toutes les fois qu'il s'agissait de prouver la démence du testateur après son décès. La difficulté venait de ce que l'art. 504, au titre de l'interdiction, défend d'attaquer, après la mort d'un individu dont l'interdiction n'a pas été provoquée, ceux de ses actes qui ne portent pas avec eux la preuve de la démence de leur auteur. Mais la jurisprudence a consacré cette doctrine, que l'art. 504 ne s'applique pas aux donations et testaments ; que l'art. 901 exigeait que pour faire ces actes le donateur ou testateur fût sain d'esprit, la preuve de sa démence pouvait être admise, encore que son interdiction n'eût pas été prononcée de son vivant. F. notamment, Poitiers, 27 mai 1809 ; Rejet, 22 nov. 1810 ; Liège, 16 juin 1810 ; Besançon,

19 déc. 1810 ; Colmar, 17 juin 1812 ; Rejet, 26 mars 1822 et 22 novembre 1827. — Telle est aussi l'opinion de la généralité des auteurs. F. Merlin, *Repet.*, v° Testament, sect. 1^{re}, § 1^{er}, art. 1^{er}, n° 2 ; Grenier, *Donations*, t. 1^{er}, n° 161 et 162 ; Duranton, t. 8, n° 155 ; Toullier, t. 5, n° 56. — La preuve de la démence du testateur est admissible, même nonobstant l'énonciation faite par le notaire dans un testament authentique, que le testateur est sain d'esprit ; et il n'est pas besoin dans ce cas de s'inscrire en faux contre le testament, car le notaire rédacteur n'est pas juge de la capacité du testateur et n'a pas reçu de la loi mission de le constater : F. Rejet, 22 nov. 1810 ; 18 juin 1816 ; 27 fév. 1821 ; Grenier, *Donations*, t. 1^{er}, n° 103 ; Duranton, t. 8, n° 157. — Mais les juges ne doivent admettre la preuve testimoniale qu'avec la plus grande circonspection, et seulement lorsqu'elle doit amener la démonstration complète de la démence du testateur. F. Rouen, 26 mai 1815 ; 3 mai 1816 ; Grenier, *Donations*, n° 103.

l'affaire du testament de l'abbé d'Orléans.—Arrivant à l'examen des lois que l'on prétendait avoir été violées dans l'espèce, l'organe du ministère public a démontré que ces lois se bornaient à faire une distinction très judicieuse entre le cas où le testament contient une disposition qui semble le résultat de la démence et celui où les dispositions contenues dans le testament sont raisonnables; imposant dans le premier cas, au légataire, l'obligation de prouver que le testateur était sain d'esprit, et mettant, dans le second cas, à la charge de celui qui attaque le testament, la preuve de la démence du testateur. Il ne peut, ajoutait le commissaire du gouvernement, y avoir ni loi ni règle générale dans ces sortes de questions; le sort des contestations de ce genre dépend toujours de faits particuliers à chaque espèce, et les décisions judiciaires peuvent varier à chaque instant sans que les principes changent; d'où résulte une conséquence fort simple, c'est que jamais un jugement qui rejette la preuve par témoins de la démence d'un testateur, ne peut être, de ce chef, sujet à cassation, puisque jamais il ne peut être en opposition avec une loi expresse et impérative.

Et ici s'applique naturellement ce que disait d'Aguesseau dans son plaidoyer du 10 juillet 1696: « La sagesse et la démence (ce sont ses termes) sont deux qualités de l'esprit aussi invisibles que l'esprit même; et comme nous ne connaissons l'esprit des autres hommes que par leurs paroles ou leurs actions extérieures, ce n'est aussi que par cette voie que l'on peut découvrir les dispositions de ce même esprit. Mais, parmi les actions, qui sont, pour ainsi dire, des signes naturels des affections de l'âme, il en est qui sont tellement personnelles, si attachées, si inhérentes, pour ainsi dire, si étroitement unies à la personne même, qu'il est impossible de supposer qu'elle les ait faites sans reconnaître sa sagesse et sa capacité. Par exemple, qu'un magistrat ait rempli exactement tous les devoirs de la justice, qu'il ait exercé toutes les fonctions de la magistrature publiquement, sagement, continuellement, pourrait-on douter, en ce cas,

qu'il n'eût eu assez de lumières et de jugement pour faire une dernière disposition, et admettrait-on la preuve par témoins contre une présomption aussi forte et aussi invincible que celle que nous proposons? Il en serait de même de toute autre fonction publique faite dans le temps même du testament. La nature de ces fonctions ne permet pas que l'action de celui qui les remplit puisse être suppléée par un ministère étranger. »

Ainsi parlait d'Aguesseau, et il est facile de voir avec quelle justice sa doctrine s'applique à l'espèce actuelle. Il est évident que l'exercice public des fonctions de maire, avant, pendant et depuis la confection du testament, forme de la sagesse du testateur une preuve littérale et solennelle qui doit exclure toute preuve par témoins du contraire.—Conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu qu'en rejetant la preuve vocale du fait allégué de la démence, le tribunal de la Loire n'a violé aucune loi, puisqu'il n'en est aucune qui l'obligeât nécessairement à admettre cette preuve; que, dans l'espèce, le tribunal de la Loire trouvant le fait de la démence détruit par des actes authentiques, a pu et dû préférer la preuve écrite qui résultait de ces actes, à la preuve testimoniale qui était offerte par le demandeur;—Rejette, etc.

Du 22 niv. an 9.—Sect. req.—Prés., le cit Muraire.—Rapp., le cit. Zangiacomi.—Concl. conf., le cit. Merlin, subst.

CONVOL.—MARIAGE (LIBERTÉ DU)—CONDITION ILLICITE.

Sous l'empire des lois anciennes, la condition de ne pas se marier n'était valable qu'autant qu'elle était stipulée par un contrat entre vifs. Mais quant à la condition de ne pas se remarier ou de garder virginité, elle était valable quel que fût l'acte où elle se trouvait insérée, acte de dernière volonté ou testament, comme acte entre vifs. (Cod. civ., art. 900, anal.) (1)

(1) *V.* dans le sens de l'un ou de l'autre des deux propositions ci-dessus, Cass. 20 janv. 1806 et 24 janv. 1828; Paris, 18 niv. an 12; Lyon, 18 nov. 1813; Colmar, 8 août 1819; Toulouse, 25 avril 1826; Rouen, 16 juillet 1834 (Volume 1834), et Pultiers, 14 juin 1838 (Volume 1838).—*V.* aussi Chabot, *Quest. transit.*, p. 127; Merlin, *Rép.*, vis Condition, sect. 2, § 5, n° 4, et *Fiduité*; *Quest. de droit*, v° Condition, § 1^{er}; Toullier, t. 5, n° 247 et suiv.; Grenier, des *Donat.*, t. 1^{er}, n° 155 et suiv.; Duranton, t. 8, n° 120 et suiv.; Favard, *Rép.*, v° *Donat. entre vifs*, sect. 1^{re}, § 2; Rolland de Villargues, *Rép.*, v° *Condit. de se marier*.—En sens contraire, *V.* dans l'ancienne Collection Sirey, t. 9. 345, et dans la *Journ. de Barreau*, t. 2, p. 187, une dissertation de M. Mangin, où ce jurisconsulte soutient que la condition de se remarier ou de ne pas se remarier, comme celle de se marier ou de ne pas se marier, sont également nulles et illicites.—*V.* aussi un arrêt de Bruxelles, du 6 mai 1809, jugeant que la condition de ne pas épouser une personne nominativement désignée est nulle; et un autre arrêt de Bastia, du 2 juin 1828, décidant que la condition d'épouser une personne désignée est également nulle (sur ce point *V. contr.*, Cass., 6 flor. an 11); enfin, un arrêt de Paris, du 14 juill. 1810, déclarant nulle l'obligation contractée au profit d'une veuve, sous la condition qu'elle ne pourra se remarier sans le consentement de la personne obligée.

Le jugement que nous rapportons ici fait, quant à la condition de ne pas se marier, une distinction

entre le cas où cette condition est insérée dans un acte entre vifs, et le cas où elle est apposée à une libéralité testamentaire. Cette distinction paraît justifiée par les lois romaines. En effet, toutes les lois qui considéraient comme illicite la condition de ne pas se marier, sont relatives à des actes de dernière volonté (L. 22, 72, §§ 4 et 5; 79, § ult.; 100, ff. de *condit. et demonstr.*; 65, § 1^{er}, ff. *ad testat. cons. Trebell.*; 3, Cod. de *indict. viduit. toll.*). De là vient que, quand il s'est agi d'apprécier cette condition dans les actes entre vifs, on a pensé que l'on devait suivre une règle différente. Pour appuyer cette distinction, on a dit que le donataire ne pouvait se plaindre d'une clause qu'il avait laissée insérer dans la donation; tandis que le légataire étranger à la confection du testament, n'avait à se reprocher aucune faute de ce genre. Cette distinction ne nous paraît pas fondée; car nous ne voyons pas comment la consentement des parties pourrait changer le caractère d'une condition illicite. Nous croyons donc qu'on doit adopter la même décision dans tous les cas, et en général déclarer illicites les clauses qui, placées soit au donataire, soit au légataire dans cette position d'avoir à opter entre sa conscience et ses intérêts.

Mais si l'on doit ainsi proscrire les conditions de ne pas se marier, comme immorales, doit-on également proscrire la clause que nous retrouvons dans notre espèce, et par laquelle des époux imposent au survivant la condition de ne pas se remarier? C'est, comme nous l'avons déjà fait remarquer, l'avis de M. Mangin (*loc. cit.*), qui considère cette der-

La loi du 5 sept. 1791, prohibitive de toute clause gênant la liberté de se marier, est inapplicable à la condition de viduité (1).

La condition de viduité stipulée dans une donation ouverte avant les lois des 5 brum. et 17 niv. an 2, doit conserver tous ses effets malgré ces lois (2).

(Martin — C. Laplanche.)

En 1773, mariage de Martin et de Marie Laplanche, sous l'empire de la coutume du Bourbonnais. — Leur contrat de mariage contenait donation mutuelle au profit du survivant de l'usufruit de tous les biens du prédécédé. « Au cas » d'enfant, était-il dit, la présente donation n'aura lieu que pour la moitié de la jouissance des biens donnés, et lesdits enfants défendant avant leur majorité, la dite donation aura lieu pour la totalité; elle sera nulle, au contraire, dans le cas où le survivant convolerait ayant enfants. » En tous les cas, le survivant aura toujours droit de jouir de la moitié des biens du prédécédé. » 29 déc. 1791, décès de Marie Laplanche. — Le 3 niv. an 3, Martin se remaria. — Un enfant était né de son premier mariage; mais il était mort peu de temps après sa naissance.

Les héritiers de Marie Laplanche, se fondant sur le vœu de Martin, demandèrent qu'il fut réduit à la moitié de l'usufruit qui lui avait été donné par contrat de mariage. — Martin leur opposait la loi du 5 sept. 1791, l'art 1^{er} de la loi du 5 brum. an 2, et l'art. 12 de la loi du 17 niv. suivant, obligeant toutes les clauses prohibitives ou impératives du mariage. Il soutenait que la condition de viduité devait être répétée non écrite comme illicite, et que, par conséquent, son usufruit ne devait pas être réduit. Ce n'était pas là, disait-il, donner un effet rétroactif aux lois qui prohibaient cette condition, puisqu'il s'était marié sous leur empire.

Jugement qui repousse la demande des héritiers Laplanche. — Appel. — 25 prairial an 3, jugement infirmatif du tribunal civil de l'Ailier, qui réduit à la moitié l'usufruit de Martin, attendu que la clause de viduité n'avait rien d'illicite, et que cette condition apposée à une donation faite et ouverte antérieurement aux lois des 5 brum. et 17 niv. an 2, n'avait pu être atteinte par les prohibitions de ces lois, dont l'effet rétroactif avait été aboli.

Pourvoi en cassation de la part de Martin, pour violation des lois des 5 sept. 1791, 5 brum. an 2 et 17 niv. an 2.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant 1^o que la condition absolue de ne point se marier était rejetée dans les dispositions testamentaires ou à cause de mort, non seulement lorsqu'elle était imposée à la personne gratifiée, mais encore lorsqu'elle était au père de ne point marier sa fille,

parce que, dans ce dernier cas, on la regardait comme apposée en fraude de la loi; — Mais qu'une semblable condition, si elle était apposée dans les contrats, n'était pas rejetée, parce qu'elle n'était l'ouvrage de deux ou plusieurs personnes qui stipulaient selon leurs vœux et leurs intérêts; que, d'ailleurs, si l'on pouvait considérer une telle convention comme contraire aux bonnes mœurs, elle serait nulle pour le tout;

Considérant 2^o que la condition de ne pas se remarier et de demeurer en viduité n'était pas rejetée, soit qu'elle fût apposée dans un acte de dernière volonté ou dans un contrat, que la nouvelle 22, chap. 44, veut que la personne gratifiée s'abstienne du second mariage ou renonce à la liberté, et qu'elle servait de règle pour les pays coutumiers, comme pour ceux de droit écrit; d'où il suit que la condition insérée dans le contrat de mariage de 1773, dont il s'agit, était valable dans son principe;

Considérant en troisième lieu que la loi du 5 sept. 1791 ne s'applique que sur les conditions qui étaient ou restreignaient la liberté du mariage, et qu'elle ne parle pas de la condition de viduité, qui est tout-à-fait différente; qu'elle n'était, par conséquent, pas applicable à l'espèce actuelle et que c'est vraisemblablement le motif pour lequel on ne l'a point invoquée devant les tribunaux de première instance et d'appel;

Considérant, en quatrième lieu, à l'égard des art. 1^{er} de la loi du 5 brum.; 12^e de la loi du 17 niv., et 23 de la loi du 9 fruct. an 2, que l'effet de la disposition du contrat de mariage de 1773 s'est ouvert antérieurement à ces lois, la femme Martin étant décédée le 29 déc. 1791; et qu'il est encore permis de douter si elles s'appliquent à une convention de la nature de celle dont il s'agit; d'où il résulte que le jugement attaqué n'est en contradiction à aucune loi; — Rejette, etc.

Du 22 niv. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Dunoyer. — Concl., le cit. Lecouteur, subst. Pl., les cit. Cournot et Huard-Duparc.

1^o JURY (QUESTION AU). — COMPLICITÉ.

2^e VOL. — CARACTÈRES CONSTITUTIFS.

1^o Lorsque plusieurs individus sont accusés d'être auteurs ou complices du même délit, il est nécessaire de poser, à l'égard de chacun d'eux, des questions relatives non-seulement à la participation personnelle et directe au délit, mais aussi à tous les faits constitutifs de la complicité. (C. 3 brum. an 4, art. 373 et 396.)

2^o Il n'est pas nécessaire, pour l'existence du vol, que l'auteur de la soustraction ait eu l'intention de s'approprier les objets soustraits; il suffit qu'il ait eu l'intention de dépouiller le propriétaire de ces effets. (3)

nière clause comme aussi contraire que la première à la liberté des mariages. Cependant on ne peut s'empêcher de reconnaître que la prohibition de se remarier est beaucoup plus favorable que la défense absolue de se marier. Les secondes nocces ont été mal vues en général par les législateurs modernes, et l'on peut même dire que souvent l'intérêt des enfants issus du mariage, fait au conjoint survivant un devoir de ne pas en contracter un second. Aussi le Code civil dispose-t-il expressément (art. 386) que la jouissance légale des biens de ses enfants mineurs, cessera à l'égard de la mère, dans le cas d'un second mariage. Comment croire que le législateur, imposant lui-même la condition de viduité à ses libéralités, ait pu regarder cette condition comme immorale

lorsqu'elle est imposée aux libéralités de l'homme?

(1) P. conf., Cass. 20 janv. 1806 et 20 oct. 1807.
(2) P. dans le même sens, Cass. 20 janv. 1806 et 24 janv. 1828.

(3) Ce jugement est important, et sa décision devrait encore servir de règle. — Sous la législation antérieure à notre Code pénal, la question pouvait offrir quelques doutes, attendu que le Code de 1791 n'avait point défini le vol, et que les juges se reportaient des lors à cette définition de la loi romaine : *Contractatio fraudulosa lucri faciendi gratia...* (L. 1, § 3, ff. de Furtis); mais il est évident que cette restriction, qui limiterait le vol au cas où le voleur agit pour faire son profit de la chose volée, ne serait pas fondée. Qu'importe, en effet, que l'a-

(Min. pub.—C. Boulon). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 373 et 396 du Code des délits et des peines;—Considérant qu'aux termes de l'acte d'accusation, le vol commis avec violence et usage d'armes dans l'intérieur de la maison du cit. Rougier, était annoncé comme l'un des délits d'une bande de brigands associés au nombre de quarante-cinq au moins, pour exercer leurs brigandages, et se préparant ainsi, par cette association, les moyens d'exécuter leurs divers délits; que, d'ailleurs, le même acte d'accusation annonçait que nombre de ces brigands avaient facilité ceux qui s'étaient introduits chez Rougier à exécuter leur crime;—Considérant que les dix individus mis en accusation, étant prévenus d'être auteurs ou complices du délit dont il s'agissait, il devenait nécessaire de poser, à l'égard de chacun des accusés, des questions relatives, non-seulement à la participation personnelle et directe au délit, mais aussi à tous les faits constitutifs de la complicité;—Considérant que cependant le tribunal criminel du département de la Gironde s'est borné à poser, à l'égard de chacun des accusés, les questions de savoir : « S'il avait pris part à l'enlèvement des effets soustraits; s'il l'avait fait dans l'intention de s'approprier lesdits effets; »—Considérant qu'il en est résulté que deux des accusés ayant été déclarés non convaincus d'avoir pris part personnelle et directe à cet enlèvement des effets soustraits, ils ont été acquittés, quoique, sans avoir pris part personnelle et directe à cet enlèvement, ils eussent pu en être déclarés complices, si les questions relatives à la complicité résultant de l'acte d'accusation eussent été posées;

Considérant qu'une plus scandaleuse disparité est encore résultée de la position des questions en faveur de deux autres accusés, qui, déclarés convaincus d'avoir pris part à un vol commis à force ouverte et par violence, ont été déclarés non convaincus d'avoir eu l'intention de s'approprier les objets soustraits; Inconvenance révoltante de la part des jurés, dans laquelle ils ne seraient pas tombés si les questions relatives à la complicité n'eussent pas été omises, et si, au lieu de poser la question de savoir si chaque accusé avait eu l'intention de s'approprier à lui-même les objets soustraits, on eût demandé au jury si chaque accusé n'avait pas en l'intention de dépouiller le propriétaire, l'intention qui suffit pour constituer le crime de vol, n'étant pas plus permis de dépouiller le légitime propriétaire d'une chose, pour la transférer à autrui, que pour la garder pour soi-même;—Faisant droit sur les conclusions du commissaire du gouvernement;—Casse et annule, pour l'intérêt de la loi seulement, les questions posées par le tribunal criminel du département de la Gironde, dans l'affaire de Boulon et ses co-accusés, et, par suite, la déclaration du jury et les ordonnances d'acquit, sans préjudice de l'exécution du jugement, tenté à l'égard des condamnés qu'à l'égard des acquittés.

gent commette la soustraction par cupidité ou par vengeance, pour servir ses intérêts ou les intérêts d'autrui? La moralité de l'action ne change point de caractère et son résultat matériel est le même.—L'art. 379 du Code pénal, au reste, en définissant le vol, a implicitement décidé la question. Il résulte, en effet, de son texte, que les trois éléments constitutifs du délit sont qu'il y ait soustraction d'une chose quelconque, que cette soustraction soit frauduleuse, et que la chose appartienne à autrui. Ainsi, la loi n'exige point que l'agent ait soustrait

II.—1^{re} PARTIE.

Du 28 niv. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Viellart.—Concl., le cit. Dubois, subst.

DOUANES. — SAISIE. — COMPÉTENCE.

L'art. 2, tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7, qui prescrit de conduire les marchandises saisies au bureau le plus prochain du lieu de l'arrestation, attribue, par une exception au droit commun, juridiction au tribunal correctionnel dans le ressort duquel est situé ce bureau, quoique ce tribunal ne soit pas celui du lieu du délit. (L. 3 brum. an 4, art. 202.) (1)

(Van-Deryser—C. Douanes.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 2 de la loi du 9 flor. an 7;—Attendu que, quoique les préposés aient saisi les grains en question sur la digue de la rive gauche de l'Escaut, il ne s'ensuit pas qu'ils n'aient pas pu les conduire au bureau des douanes d'Anvers; qu'il résulte au contraire que, d'après l'art. 2 précité de la loi du 9 flor. an 7, ils ont dû faire ce transport audit bureau comme le lieu le plus prochain de l'arrestation, y rédiger leur rapport, et, par suite, citer les délinquants devant le tribunal de police correctionnelle d'Anvers; que le tribunal criminel du département des Deux-Nèthes, en annulant le jugement du tribunal de police correctionnelle d'Anvers, comme incompétemment rendu, et en se jugeant lui-même incompétent pour prononcer sur le fond, a fait une fausse application de l'art. 202, Code des délits et peines, qui n'a aucunement trait aux affaires de douanes, dont les formes sont réglées par la loi du 9 flor. an 7, et a, par conséquent, violé l'art. 2 de cette loi;—Casse, etc.

Du 29 niv. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Dutocq.—Concl., le cit. Leconteur, subst.

DOUANES. — SUCRES CANDIS. — SAISIE.

Du 29 niv. an 9 (aff. Douanes—C. Lammens). — Même décision que par le jugement du 15 niv. an 9 (aff. Douanes—C. Laporte).

DOUANES. — MARCHANDISES ANGLAISES.

La loi du 10 brum. an 5 est une loi spéciale pour les marchandises anglaises ou réputées telles à leur importation, et elle ne peut être modifiée par des dispositions tirées de la législation commune et ordinaire des douanes. En conséquence, le prévenu qui a été saisi lorsqu'il importait en France des objets d'horticulture anglaise, ne peut être renvoyé de la poursuite, sous le prétexte qu'il n'y a pas contravention d'après la loi des 6-22 août 1791. (L. 10 brum. an 5, art. 5.) (2)

(Seriot—C. Douanes.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Considérant que la loi de brum. an 5 est une loi toute particulière pour les marchandises anglaises ou réputées telles à leur importation; qu'on ne peut modifier cette loi, comme l'a fait le tribunal criminel du départe-

la chose pour se l'approprier; il suffit qu'il l'ait soustraite pour en dépouiller le légitime propriétaire. *

(1) Cette solution ne résulte que fort implicitement de l'art. 2, titre 4 de la loi du 9 flor. an 7, lequel porte seulement que les marchandises saisies seront conduites au bureau de douanes le plus prochain du lieu de l'arrestation. Cette disposition n'emporte pas nécessairement dérogation à la règle générale qui saisit le tribunal dans le ressort duquel le délit a été commis. *

(2) V. conf., Cass. 18 niv. an 9 et la note.

ment du Léman, par des dispositions tirées de la législation commune et ordinaire des douanes; — Vu l'art. 5 de la loi du 10 brum. an 5;—Attendu que Seriot a été saisi au moment où il importait des ouvrages d'horlogerie de l'étranger sur le territoire de la république, et qu'on n'a pu, sans violer l'article ci-dessus cité et sans faire une fautive application des lois ordinaires des douanes, excuser ce fait matériel et positif d'importation, pour ordonner la restitution des objets saisis sur Seriot; — Casse le jugement du tribunal criminel du département du Léman du 26 brum. dernier.

Du 29 niv. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Viellart. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

1° JURY (QUESTIONS AU). — POSITION.

2° ACQUITTEMENT. — ABSOLUTION. — POURVOI.

1° *Lorsqu'il résulte de l'acte d'accusation qu'un individu est accusé d'avoir, en tirant un coup de fusil, attaqué tel citoyen à dessein de le tuer, cette question ne peut être remplacée par celle de savoir si le coup de fusil a été dirigé sur un citoyen, s'il a été tiré volontairement et à dessein de tuer : la moralité du fait, ne résulte pas suffisamment de ces derniers termes.* (C. 3 brum. an 4, art. 373. (1))

2° *Lorsque l'accusé a été déclaré convaincu d'un fait qui n'est pas défendu par la loi, le président ne peut ni prononcer son acquittement ni ordonner sa mise en liberté : c'est aux juges qu'il appartient dans ce cas de le déclarer absous par un jugement, et sa mise en liberté doit être suspendue pendant 24 heures, pendant lesquelles le ministère public peut se pourvoir.* (C. 3 brum. an 4, art. 424, 425, 432 et 442.) (2)

(Lesot—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant, sur le premier moyen, que, d'après l'acte d'accusation, Jean-Marie Lesot était prévenu d'avoir, en tirant un coup de fusil, attaqué Godefroy à dessein de le tuer; que cette question a dû être posée au jury de jugement, et qu'en la remplaçant par celle de savoir si le coup de fusil a été dirigé sur un citoyen, s'il a été tiré volontairement et à dessein de tuer en général, il n'a point été satisfait à

l'art. 373 du Code des délits et peines; que même la question si le coup a été dirigé sur un citoyen présente une équivoque telle, qu'on peut ignorer si les jurés dans leur réponse ont entendu parler de la direction physique du coup qui, par l'événement, a frappé principalement une jument, ou de la volonté de l'auteur du délit; d'où il suit que la volonté intentionnelle n'a pas été clairement posée, et qu'il y a eu contrevention à l'art. 374 du même Code, et que les réponses affirmatives du jury sur le coup tiré volontairement et à dessein de tuer, qui ne peuvent, aux termes du Code pénal, s'appliquer qu'au seul cas ou l'attaque a eu pour objet un individu de l'espèce humaine, présente une contradiction avec la réponse négative que le coup n'a pas été dirigé sur un citoyen, si on l'entendait de la direction morale et de l'intention de celui qui l'a tiré;

Considérant, sur le second moyen, qu'aux termes des art. 421 et 425 dudit Code, le président ne peut acquitter l'accusé que lorsqu'il a été déclaré non convaincu, ou qu'il a commis le fait involontairement, sans aucune intention de nuire, ou pour légitime défense, ce qui n'a point eu lieu dans l'espèce; — Que dans le cas où le fait dont il est convaincu n'est pas défendu par la loi, les juges l'acquittent, et que, dans ce cas d'absolution par jugement, le commissaire du gouvernement a, pour se pourvoir, vingt-quatre heures, pendant lesquelles il est suris à l'élargissement du prisonnier, aux termes des art. 432 et 442; d'où il suit que l'acquittement par ordonnance du président et la mise en liberté de l'accusé sur-le-champ contiennent une contrevention auxdits art. 432 et 442 précités du même Code; — Considérant que, dans l'espèce, le commissaire du gouvernement a réclaté d'abord contre la position des questions, ensuite contre l'ordonnance du président et la mise en liberté de l'accusé; qu'il a présenté, à l'appui de ses réclamations, les principes qui viennent d'être établis, et que le tribunal criminel du département de la Somme a rejeté la première et déclaré qu'il n'y avait lieu à statuer sur la seconde; — Casse le jugement du 26 frim. dernier.

Du 29 niv. an 9.—Sect., crim.—*Rapp.*, le cit. Target. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

(1) En général, il importe, en effet, que la désignation de la victime soit faite dans les questions posées au jury : cette désignation précise les faits et prévient toute confusion dans l'esprit des jurés. Mais l'absence de cette désignation ne serait point un obstacle à la régularité des questions et à l'application des peines; car la qualification du crime est indépendante de la désignation de la personne qu'il a atteinte.

(2) *P.*, dans le même sens, 4 fruct. an 7; 17 brum. an 8.—La distinction établie par la loi entre l'acquittement et l'absolution des accusés est d'une haute importance; d'abord, parce que la formule de l'absolution, en déclarant l'accusé l'auteur du fait, laisse planer sur lui une sorte de flétrissure; ensuite, parce que la loi a attaché à l'emploi de l'une ou de l'autre de ces formes des effets différents. Il résulte des art. 358 et 364 du Code d'instruction criminelle, que l'accusé doit être acquitté toutes les fois que, de la déclaration du jury, il résulte qu'il n'est pas coupable, et qu'au contraire il y a lieu de l'absoudre, lorsque, déclaré coupable, il se trouve que le fait constaté par le jury, n'a pas été prévu par la loi pénale. Cette distinction, toutefois, n'a pas été rigoureusement maintenue par la jurisprudence, et la formule d'absolution a été étendue à tous les cas où la réponse du jury n'est pas une déclaration pure et simple de nonculpabilité. Et en effet, dans tous ces cas, la Cour doit délibérer, un arrêt doit être rendu, et dès lors,

c'est par cet arrêt que l'accusé doit être révoqué.—L'ordonnance d'acquittement et l'arrêt d'absolution ont des effets communs; d'abord, eu ce qui concerne l'exception de la chose jugée qu'ils établissent l'un et l'autre en faveur de l'accusé; en second lieu, relativement aux dommages-intérêts que, dans l'une et l'autre cas, la partie civile peut réclamer. Mais ces effets cessent d'être identiques en ce qui concerne, 1° la mise en liberté de l'accusé; 2° les conséquences du pourvoi en cassation qui peut être formé contre son renvoi; 3° enfin, le paiement des frais de la procédure. La mise en liberté est la conséquence immédiate de l'ordonnance d'acquittement; mais cet effet ne s'étend pas aux arrêts d'absolution. Le ministère public, qui ne peut attaquer les ordonnances d'acquittement que dans l'intérêt de la loi, a le droit de demander l'annulation des arrêts d'absolution au préjudice de l'accusé; et par une conséquence immédiate, pendant les trois jours du délai fixé pour l'exercice de ce droit et jusqu'au jugement, si le pourvoi a lieu, l'accusé absous doit demeurer en état de détention. La dernière différence est relative aux frais de justice: ils ne peuvent être mis à la charge de l'accusé acquitté; mais la jurisprudence n'a pas cessé de reconnaître que l'accusé absous pouvait en être déclaré passible. Ces principes généraux ont donné lieu à un grand nombre de décisions judiciaires; nous les développerons successivement en recueillant ces décisions.

TRIBUNAL CRIMINEL.—ACCUSATION.

Un tribunal criminel ne peut, sans excès de pouvoir, connaître de la validité d'un acte fait par le directeur du jury, qu'autant qu'il a été valablement saisi de la connaissance de l'affaire, par l'effet d'une accusation légalement admise. (C. 3 brum. an 4, art. 301.) (1)

(Hérard.)

Du 29 niv. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rappérou. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

1^{er} FAUX. — USAGE. — COMPÉTENCE.2^o COMPÉTENCE. — LIEU DU DÉLIT. — RÉGLEMENT DE JUGES.

1^o *L'usage d'une pièce fautive établit essentiellement le lieu du délit là où cet usage a été fait.* (2)

Le lieu où il est fait usage d'une pièce fautive est celui où cette pièce a été produite pour opérer obligation ou décharge, et non celui où elle a été confiée par forme de dépôt, pour la transmettre au lieu de la production.

En matière de faux, le juge du lieu où la pièce fautive a été fabriquée et celui du lieu où il en a été fait usage sont également compétents pour informer. (3)

2^o *L'instruction d'une affaire doit demeurer, en cas de concurrence entre deux officiers de police judiciaire également compétents, à celui qui le premier a délivré le mandat d'amener.* (C. 3 brum. an 4, art. 77.) (4)

(Velex. — Règlement de juges.)

Velex, payeur particulier des fourrages de l'armée de Sambre-et-Meuse, avait remis au citoyen Drex, se disant inspecteur général de la liquidation des subsistances militaires de la Belgique, le compte de ses opérations, pour obtenir une décharge définitive. Plusieurs de ces pièces étaient fautes. Un mandat d'amener fut décerné par l'un des juges de paix du département de la Seine. Velex opposa l'incompétence de cet officier, attendu que la remise des pièces avait été faite à Liège. — Ordonnance du juge de paix qui renvoie Velex devant le directeur du jury de Liège; mais il fut reconnu que Drex n'avait eu aucune qualité pour recevoir les pièces à Liège; qu'il n'avait agi, en s'en chargeant, que comme un simple particulier; qu'ainsi la production et par conséquent l'usage n'avait eu lieu qu'à Paris. D'après ces nouvelles circonstances, ordonnance du directeur du jury de Liège, qui se déclare incompétent. — Pourvoi en règlement de juges.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu, 1^o que la remise des pièces comptables faites par Velex à Drex, n'avait eu lieu que par forme de dépôt, et pour être par lui transmises au bureau général de la liqui-

dation à Paris, qui seul avait le droit d'en faire la vérification et d'en donner décharge définitive; — Que l'usage du faux dont il y a prévention contre ces pièces, a donc été fait à Paris; — Que l'usage d'une pièce fautive établit essentiellement le lieu du délit où cet usage a été fait;

Attendu, 2^o que, d'après les articles 75 et 77 du Code du 3 brum. an 4, rendus communs, par l'art. 148 du même Code, aux directeurs du jury exerçant immédiatement les fonctions d'officiers de police judiciaire, l'instruction doit demeurer, en cas de concurrence, à l'officier de police judiciaire qui a, le premier, délivré le mandat d'amener; — Qu'un premier mandat d'amener a été lancé à Paris, contre Velex, par le juge de paix Laurent; — Que le renvoi fait par le juge de paix au directeur du jury de l'arrondissement de Liège, n'a point été suivi par celui-ci d'aucun acte d'instruction qui pût constituer en sa faveur la préférence en cas de concurrence; — Que l'ordonnance du directeur du jury François Spirou, en date du 29 prairial an 7, ne contient aucune disposition qui puisse servir de base à cette préférence; — Que cette préférence se rattache donc essentiellement au mandat d'amener lancé contre Velex à Paris, le 5 frimaire dernier, par le directeur du jury Denizard;

D'après ces motifs, sans avoir égard à l'ordonnance de renvoi devant le directeur du jury de l'arrondissement de Liège, rendu le 28 prairial an 8, par le juge de paix Laurent, laquelle demeura comme inutile et non avenue; — Rejette la demande en règlement de juges, formée par Jean François Velex; ordonne que l'instruction sur le crime de faux dont il est prévenu, sera continuée sur le mandat d'amener décerné par le directeur du jury Denizard, séant à Paris, lieu du délit qui est l'objet de la prévention, conformément aux règles établies par la loi.

Du 1^{er} pluv. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Barrie. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst.

1^o SUBSTITUTION. — ABOLITION. — DONATION.2^o INSTITUTION CONTRACTUELLE. — ALIÉNATION.

1^o *Le grevé sur le tête duquel la propriété des biens substitués a été consolidée par les lois abolitives des substitutions, a pu disposer ultérieurement de ces mêmes biens au profit du substitué par une donation particulière.* (L. 25 oct.-14 nov. 1790.)

2^o *L'institution contractuelle, bien qu'irrévocable, n'enlève pas à l'instituant le droit de disposer, même à titre gratuit, des biens ou partie des biens compris dans l'institution, pourvu que ce soit sans fraude, et qu'il existe une juste cause d'aliénation; l'appréciation de ces causes est abandonnée à l'arbitrage des juges.* (Ord. de 1747, lit. 1^{er}, art. 12.) (5)

(1) *V.* en ce sens, Cass. 12 flor., 7 therm., 4 fruct. an 7; 11 brum. et 15 mess. an 8.

(2) C'est qu'en effet, c'est l'usage bien plus que la fabrication du faux qui constitue la criminalité. *V.* sur les éléments du crime de faux, *Théorie du Code pénal*, t. 2, ch. 26.

(3) Il faut distinguer : si l'accusation porte à la fois sur le fait de fabrication et celui d'usage, la décision est évidente de justice; mais, si le prévenu n'est inculpé que du seul fait d'usage, le juge du lieu où cet usage a été fait est seul compétent avec celui de la résidence du prévenu et celui du lieu de l'arrestation. Cela résulte des art. 69 et 100 du Code d'instruction criminelle.

(4) Bourguignon (sur l'art. 100) émet l'avis que cette décision doit encore être suivie, et cela a été

ainsi jugé par la Cour de cassation, les 13 mars et 8 avril 1812. — Mais si, toutes choses égales d'ailleurs, la concurrence se trouvait établie entre le juge du lieu du délit, et le juge soit de la résidence soit du lieu de l'arrestation du prévenu, c'est le premier qui devrait être préféré. En effet, les art. 23, 63 et 69 du Code d'instruction criminelle, désignent les magistrats du lieu du délit avant ceux du lieu de la résidence et de l'arrestation. Et cet ordre, indiqué par la loi et par la nature des choses, doit être de préférence maintenu. C'est au lieu du délit, c'est ensuite au lieu de la résidence du prévenu, que le jugement peut produire le plus salutaire exemple.

(5) L'art. 1083 du Code civil pose, comme le faisait l'ancienne législation, le principe de l'irrévocabilité de l'institution contractuelle, et en ce

(Grammont—C. Grammont.)

Pierre Grammont avait reçu de son père et de sa mère, suivant un testament du 22 mars 1732, la terre de Villers-Sexel, avec charge de substitution au profit de ses enfants mâles, et, à défaut de ceux-ci, de tel autre de leurs descendants mâles que les donateurs choisiraient; et ce choix avait été fait au profit de Ferdinand Grammont, frère du donataire.

Pierre Grammont n'eut que trois filles qu'il maria, en donnant à chacune des deux premières le tiers de ses biens meubles et immeubles, et à la troisième les droits qui lui reviendraient à sa succession.

En 1786, Ferdinand Grammont maria son fils Théodule, et tant en son nom qu'au nom de Pierre son frère, il lui conféra, par contrat de mariage, le bénéfice de la substitution faite à son profit.

Par l'effet de la loi des 25 oct.-14 novembre 1792, abolitive des substitutions, Pierre Grammont redevenait propriétaire libre des biens substitués. Toutefois, ne voulant pas profiter du bénéfice de ces lois, ni transmettre à ses filles les biens en question, il en fit donation à Théodule Grammont par un acte du mois de mars 1793, déclarant dans l'acte qu'il agissait ainsi par respect pour la volonté de ses père et mère.

A la mort de Pierre Grammont, ses trois filles se sont mises en possession de tous ses biens, sans égard à la donation de 1793. — Voici quel paraissait être le système sur lequel elles s'appuyaient pour justifier leur prise de possession. En vertu des lois abolitives des substitutions, la propriété des biens substitués se trouva consolidée sur la tête des grevés. Donc, dans l'espèce, les biens formant l'objet de la substitution sont devenus la propriété de Pierre Grammont, notre père. Celui-ci n'a pu éluder l'effet des lois abolitives de la substitution, en faisant une donation particulière de ces biens. Dans tous les cas, l'institution contractuelle qu'il avait faite au profit de chacune de ses filles s'opposait à une telle donation; car dès l'instant que les biens substitués furent déclarés la propriété exclusive de Pierre Grammont, ils se trouvèrent compris dans cette institution, laquelle était irrévocable de sa nature, en telle sorte qu'il n'était plus permis à l'instituant de disposer, à titre gratuit, d'aucune portion des biens compris dans l'institution.

24 flor. an 6, jugement du tribunal de la Saône qui déclare, en effet, les dames Grammont propriétaires des biens ci-devant substitués.

Mais, sur l'appel, et le 15 frim. an 7, jugement du tribunal de la Haute-Marne qui infirme, distinguant toutefois entre les titres dont l'appelant se prévalait. Il le déclare non recevable, en tant qu'il prétendait être maintenu dans la propriété des biens à cause de l'élection faite en sa faveur; mais il le déclare fondé à réclamer l'exécution de

seus, ajoute l'article, que le donateur ne pourra plus disposer, à titre gratuit, des objets compris dans la donation, si ce n'est pour sommes modiques, à titre de récompense ou autrement. — Ainsi, si le donateur, malgré l'institution, conserve, d'une manière absolue, le droit de disposer et d'aliéner à titre onéreux les biens qu'il possède, il ne lui est permis d'en disposer à titre gratuit que par exception et dans des limites étroites. Mais comme ces limites ne sont pas et ne pouvaient être déterminées par la loi, qu'elles dépendent du plus ou moins de fortune de l'instituant, et du plus ou moins d'étendue de l'institution, les juges se trouvent nécessairement investis, comme le décide le jugement ci-dessus, du droit d'apprécier si la libéralité faite par l'instituant dépasse les justes bornes, et de restreindre cette libéralité, s'ils reconnaissent qu'elle excède ce qui lui

la donation de 1793, et ordonne en conséquence que les biens substitués lui seront remis en vertu de cette donation.

Pourvoi en cassation de la part des dames de Grammont, pour violation tant des lois abolitives des substitutions, que de celles qui consacrent l'irrévocabilité des institutions contractuelles.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que la loi du 14 nov. 1792, qui a aboli les substitutions, ni aucune autre loi, n'ont défendu aux grevés de disposer en faveur des appelés des biens substitués;

Attendu que l'ord. de 1747, art. 12, et la loi du 18 pluv. an 5, n'ont eu pour objet que l'irrévocabilité du titre et non celle qui pourrait résulter des aliénations faites par l'instituant; que, quoique les auteurs aient distingué entre les aliénations faites à titre gratuit et à titre onéreux, il n'en est pas moins vrai que l'institution d'héritier, par sa nature, se reporte au temps de la mort de l'instituant, et que ce n'est qu'en ce moment que l'institué a vraiment droit sur la chose; — Que, néanmoins, comme ces institutions empruntent des contrats une partie de leur substance, elles doivent se régler par les règles ordinaires des conventions, qui veulent qu'une partie ne puisse se jouer ni s'écarter, par dol ou fraude, de ce qui a été convenu, et qu'il faut une cause juste d'aliénation; que les causes qui peuvent motiver les aliénations de la part de l'instituant ne se trouvent déterminées par aucune loi, mais sont laissées à l'arbitrage du juge; — D'où il suit qu'il a dépendu de l'arbitrage du tribunal civil de la Haute-Marne d'apprécier les causes de l'aliénation opérée par la donation de 1793 et d'estimer si elles étaient ou non suffisantes, et qu'en cela il n'a contrevenu à aucune loi; qu'enfin, cette estimation des causes d'aliénation étant un fait, elle constitue le bien ou le mal-jugé qui ne peut donner ouverture à cassation; — Rejette la demande en cassation contre le jugement de la Haute-Marne, du 15 frim. an 7.

Du 1^{er} pluv. an 9. — Sect. rev. — Prés., le cit. Tronchet. — Concl. conf. le cit. Lecoutour, subst. — Pl., les cit. Pérignon et Badin.

MINES. — CONCESSIONNAIRES. — EXPLOITATION.

L'art. 4 de la loi des 12-28 juill. 1791 n'a maintenu en possession les concessionnaires ou cessionnaires de mines, qu'autant qu'ils avaient découvert les mines par eux exploitées.

Était-il en outre nécessaire, pour l'application de cet article, que l'exploitation fût en activité à l'époque même de la promulgation de la loi? (1)

était raisonnablement permis. — Pour déterminer le préjudice que porte la libéralité à l'institué, faut-il considérer le temps de l'institution, ou celui du décès de l'instituant? Un arrêt du parlement de Paris, du 5 avril 1756, cité au *Rep. de Merlin*, v^o *Institution contractuelle*, § 8, n^o 8, s'est prononcé dans ce dernier sens. — Notons ici que l'instituant ne peut plus faire que des dispositions à titre particulier, et qu'il est privé de disposer à titre universel d'aucune partie de ses biens. Ainsi l'a jugé un arrêt de Cass. du 23 fév. 1818. — *V. au reste*, sur l'effet et l'irrévocabilité des institutions, MM. Grenier, des *donations*, t. 2, n^o 412; Toullier, t. 5, n^o 833 et suiv.; Duranton, t. 9, n^o 703 et suiv.; Favard, *Rep.*, v^o *Inst. contractuelle*.

(1) Cette question ne nous paraît pas résolue par le tribunal de cassation, puisque ce tribunal fonde

(Godard et Deprise — C. Butin.)

Le 31 oct. 1795, Deroges, seigneur haut-justicier de Bourlers, dépendant du ci-devant Hainaut autrichien, concéda aux citoyens Godard et Deprise le droit d'exploiter deux mines de charbon, dites le *grand Baillon* et *grand Renom*. — Il faut observer qu'à cette époque le régime féodal était encore en vigueur dans le Hainaut, et qu'il n'a été aboli que le 17 brum. an 4 (buit jours après la concession faite par Deroges), époque à laquelle les décrets des 4 août 1789 et 15 mars 1790 ont été publiés dans les neuf départemens réunis.

La loi des 12-28 juillet 1791, concernant les mines, y fut également publiée, mais l'arrêté pris par les représentans du peuple pour ordonner cette publication n'étant parvenu dans le département de Jemmapes que le 25 frim. suivant, ce n'est qu'à cette époque que cette loi a commencé d'être obligatoire pour ce pays. — Les cit. Godard et Deprise étaient en jouissance paisible de leur concession, lorsque le cit. Herquet et la dame son épouse formèrent contre eux une demande pour faire cesser toute exploitation de mines dans une pièce de terre à eux appartenant.

Les défendeurs ont opposé la concession à eux faite par Deroges, et l'art. 4 de la loi du 12 juillet 1791, portant que les concessionnaires actuels ou leurs cessionnaires qui ont découvert les mines qu'ils exploitent, seront maintenus jusqu'au terme de leur concession, qui ne pourra excéder cinquante années; qu'en conséquence, les propriétaires de la surface ne pourront troubler les concessionnaires actuels dans la jouissance des concessions, lesquelles subsisteront dans toute leur étendue, si elles n'excèdent pas six lieues carrées. — Les demandeurs ont rétorqué cet article contre les citoyens Godard et Deprise, en disant qu'il ne s'appliquait qu'aux concessions dont l'exploitation était en activité au moment de la promulgation de la loi, et que les mines dont il s'agit n'ayant pas été exploitées à cette époque, il s'ensuivrait implicitement, d'après l'article cité, que les défendeurs devaient être évincés.

Le tribunal de Jemmapes accueillit ce moyen, et ordonna, par jugement interlocutoire, que Godard et Deprise feraient preuve de leur exploitation au moment de la publication de la loi du 12 juillet 1791. — Les témoins produits de part et d'autre ont seulement attesté que les travaux avaient été commencés dans le courant de novembre 1795, sans parler de la continuation effective de ces travaux à l'époque de la publication de la loi, c'est-à-dire au 25 frim. an 4, correspondant au 15 déc. 1795.

Néanmoins, le 13 vent. an 6, intervint un jugement définitif qui déclara l'exploitation pleinement justifiée, et maintint Godard et Deprise dans leurs concessions.

Appel au tribunal civil de la Lys, et le 29 germ. an 8, jugement infirmatif, attendu que le fait d'exploitation n'était pas établi.

uniquement sa décision sur ce que les demandeurs, en n'interjetant pas appel du jugement interlocutoire qui avait regardé la circonstance d'exploitation actuelle comme nécessaire pour l'existence de leurs droits, avaient par là acquiescé à ce jugement et s'étaient ainsi soumis à la condition à eux imposée. M. Merlin s'était au surplus formellement prononcé dans le sens de la décision portée au jugement interlocutoire dont il s'agit, décision qui nous paraît en effet justifiée par le texte de la disposition appliquée de la loi de 1791. *V. Quest. de droit, 10^e Minut, § 2.*

(1) Un tribunal civil ne le pourrait pas davantage aujourd'hui (dans la limite de 1500 fr. nouvel-

Pourvoi en cassation de la part de Godard et Deprise, pour fausse application de l'art. 4 de la loi du 12 juillet 1791.

Le citoyen Merlin, substitut du commissaire du gouvernement a conclu au rejet. Ce magistrat a fait émerger, en premier lieu, que les concessionnaires maintenus par l'art. 4 de la loi du 12 juillet 1791 sont ceux-là, et ceux-là seulement, qui ont découvert ou dont les cédants ont découvert les mines qu'ils exploitent. Or, les demandeurs en cassation ont-ils découvert eux-mêmes la mine dont ils agissent? Non. Sont-ils au moins cessionnaires de ceux qui l'avaient découverte précédemment? Pas davantage. L'acte du 31 déc. 1795 constate que précédemment cette mine était exploitée par un citoyen Desvigne, qui l'avait abandonnée, et que, par l'effet de cet abandon, le seigneur d'alors a cru pouvoir en faire aux demandeurs une nouvelle concession. — En second lieu, l'art. 4 ne maintient les concessionnaires actuels qui ont découvert les mines, qu'autant qu'ils les exploitent, expression qui doit naturellement s'entendre d'une exploitation en pleine activité à l'époque de la publication de la loi. C'est d'ailleurs un point jugé par le jugement interlocutoire du tribunal de Jemmapes, iniquement dont les demandeurs n'ont pas appelé et qui a été exécuté par eux.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, sur le premier moyen, que l'art. 4 de la loi de 1791 n'est relatif qu'aux concessionnaires qui ont découvert les mines qu'ils exploitent, et que les demandeurs ne sont pas dans ce cas;

Attendu, sur le deuxième, que les demandeurs en cassation n'ont jamais émis d'appel du jugement qui a ordonné la preuve de leur exploitation; et qu'ainsi, c'est une chose acquiescée par eux, que le fait de l'exploitation a pu influencer sur le jugement à intervenir; — Rejette, etc.

Du 1^{er} pluv. an 9. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Brillat-Savarin. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst.

1^o DERNIER RESSORT. — AMENDE.2^o AGENT DE CHANGE. — DESTITUTION. — AUTOR. JUDIC.3^o PATENTE. — COMPÉTENCE. — AMENDE.

1^o Sous l'empire de la loi des 10-21 août 1790 un tribunal civil (de commerce) ne pouvait sans excès de pouvoir, prononcer en dernier ressort une amende de plus de 1000 fr. (L. 24 août 1790, tit. 4, art. 5, et tit. 12, art. 4.) (1)

2^o Il ne pouvait, non plus, sans excès de pouvoir, défendre à un citoyen de continuer l'exercice des fonctions d'agent de change.

3^o Sous la loi du 6 fruct. an 4 (art. 17), le juge de paix était seul compétent pour prononcer la peine d'amende portée contre ceux qui exerçaient un commerce sans patente; le tribunal de commerce était incompétent à cet égard (2).

lement déterminée par la loi du 11 avril 1838; mais l'appel serait recevable malgré la qualification de dernier ressort donnée au jugement.

(2) Jugé que le tribunal de police était également incompétent : Cass. 9 germ. an 7; 21 août 1807. — La loi du 6 fruct. an 4 a été abrogée par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} brum. an 7. Cette dernière loi ne prononce aucune peine d'amende ou autres contre le commerçant qui néglige de prendre patente, sauf à l'administration à réclamer du patentable le paiement de sa patente. Mais nul ne peut agir en justice, ni faire aucun acte ou signification extrajudiciaire relatif à son commerce, sans qu'il soit fait mention,

(Gennety — C. Malherbe.)

Le tribunal de commerce de Blois avait, par un jugement du 11 germ. an 7, qualifié en dernier ressort, condamné Martial Gennety, à une amende de 1,500 fr. pour avoir rempli les fonctions d'agent de change, en contravention à l'art. 17 de la loi du 8 mai 1791 et à l'art. 1^{er}, tit. 2 de l'ord. de 1673, et lui avait fait défense d'en continuer à l'avenir les fonctions. — Il l'avait condamné, en outre au quadruple droit de patente, pour avoir rempli les fonctions d'agent de change en l'an 6, sans s'être préalablement muni de patente, et sans avoir fait aucune déclaration, soit à la municipalité, soit à l'enregistrement. — Gennety s'est pourvu en cassation pour excès de pouvoir et incompétence.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art 4, tit. 12 de la loi du 24 août 1790; — Et attendu que, par son jugement dudit jour 11 germ., le tribunal de commerce de Blois a excédé ses pouvoirs en prononçant en premier et dernier ressort, soit la condamnation à l'amende de 1,500 fr., soit en défendant à Gennety de continuer ses fonctions; — Vu aussi l'art. 17 de la loi du 6 fruct. an 4; — Et attendu que le même tribunal a encore excédé ses pouvoirs non seulement en statuant en premier et dernier ressort, mais encore en condamnant Gennety au paiement du quadruple droit de patente, en ce qu'il s'est attribué à cet égard une juridiction que cet article défère exclusivement en première instance au juge de paix, sauf l'appel au tribunal civil du département; — Casse, etc.

Du 3 pluv. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Babilée. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., les cit. Riffé-Caubray et Raguideau.

DOUANES. — PROCS-VERBAL. — CONFISCATION
En matière de douanes, la nullité du procès-verbal de saisie de marchandises prohibées, n'empêche pas que la confiscation ne doive être prononcée. (L. 15 août 1793, art. 4.) (1)

en tête des actes, de la patente prise, sous peine d'une amende de 50 fr. (L. 1^{re} brum. an 7, art. 37; Ordonn. du 23 déc. 1814; L. 16 juin 1824, art. 10.)

(1) *P. conf.*, 22 vend. an 7; 15 prair. an 8 et la note. — Jugemens identiques rendus dans le cours de l'an 9: 1^{er} germ. (aff. Latour); 9 flor. (aff. Duchesne); 26 prair. (aff. Goenen).

(2) L'art. 140 du Code du 3 brum. an 4 défendait à l'instruction immédiate du directeur du jury, les attentats contre la liberté ou sûreté individuelle des citoyens. Toute la question était de savoir s'il fallait faire rentrer dans cette classe un attentat contre les juges du premier magistrat de la république. Cette question se trouve implicitement résolue pour l'affirmative.

(3) Mais la nullité était encourue lorsque cette précaution n'avait pas été prise. *P. Cass.* 9 prair. an 7 (aff. Billière).

(4) Le Code d'instruction criminelle n'a pas maintenu cette dernière restriction, qu'avait établie l'art. 358 du Code du 3 brum. an 4. Aux termes des art. 322 et 323, ce n'est que dans le seul cas où la dénonciation est récompensée pécuniairement par la loi, que le dénonciateur ne peut être entendu en témoignage. Dans ce cas même, son audition n'emporte aucune nullité si l'accusé ne s'y est pas opposé. *P.* sur le point de savoir à quelles personnes appartient la qualité de dénonciateur, *Cass.* 20 juin et 31 oct. 1817; 11 nov. 1830. *P.* aussi conf. au jugement rapporté, *Cass.* 13 juillet 1832 (*Journal du droit crim.*, 1832, p. 162). — *P.* au surplus, *Cass.* 15 vend. an 7 et 6 brum. an 8, et les notes.

(Ministère public — C. Peunemann.)

Du 7 pluv. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Vallée. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^{er} et 2^o DIRECTEUR DU JURY. — COMPÉTENCE. — MANDAT.3^o JURY. — DÉPOSITIONS ÉCRITES.4^o TÉMOIN. — DÉNONCIATEUR.5^o JURY (QUESTIONS AU). — COMPLICITÉ.6^o COMLOT. — JURY (QUESTIONS AU).

1^o Sous le Code du jury, an 4, les fonctions d'officier de police judiciaire, étaient immédiatement dévolues au directeur du jury, pour informer sur un attentat à la vie du premier consul. (C. 3 brum. an 4, art. 140.) (2)

2^o Le directeur du jury, exerçant immédiatement les fonctions d'officier de police judiciaire, devait suivre les règles prescrites aux juges de paix, pour la délivrance et la rédaction des mandats. (C. 3 brum. an 4, art. 148.)

3^o La remise faite aux jurés des procès-verbaux contenant les déclarations des témoins et les interrogatoires des prévenus, n'emporte pas nullité, lorsqu'il est constaté que les parties qui contiennent ces déclarations et interrogatoires, ont été préalablement voilés. (C. 3 brum. an 4, art. 238.) (3)

4^o L'audition du dénonciateur comme témoin, n'emporte pas nullité, lorsque sa dénonciation n'est pas récompensée pécuniairement par la loi, et qu'il ne peut en résulter aucun profit à sa faveur. (C. 3 brum. an 4, art. 358.) (4)

5^o La question de savoir s'il a existé un complot tendant au meurtre du premier consul, n'est point une question complexe. (C. 3 brum. an 4, art. 377.) (5)

6^o La question de savoir s'il y a eu un complot tendant au meurtre du premier consul, renferme celle de savoir si le complot tendait à armer les citoyens contre l'exercice de l'autorité légitime, et rend la position de cette dernière question inutile. (6)

(3) Cette décision paraît contraire à plusieurs jugemens antérieurs qui ont décidé qu'une question était complexe par cela seul qu'elle renfermait deux faits distincts. *P. Cass.* 21 prair. et 24 fruct. an 7. Or, dans l'espèce, la question posée renfermait à la fois l'existence d'un complot et le but spécifié de ce complot.

(6) L'art. 612 du Code du 3 brum. an 4 portait que toutes conspirations ou complots tendant à troubler la République par une guerre civile, en armant les citoyens les uns contre les autres, ou contre l'exercice de l'autorité légitime, seraient punis de mort. Le jugement que nous rapportons est remarquable en ce qu'il assimile à ce dernier délit, le complot ou attentat commis contre la personne du premier Consul, bien que la constitution du 22 frim. an 8, alors en vigueur, fût muette à cet égard. Le même silence fut gardé par le sénatus-consulte du 14 therm. an 10, qui proclamait Bonaparte premier Consul à vie. — Mais l'art. 101 de la constitution du 28 flor. an 12, qui nomma Empereur le premier Consul, mit la conspiration contre la personne de l'Empereur et celle de l'héritier présomptif sur la même ligne que la conspiration contre la sûreté générale de l'État, et la connaissance en fut attribuée à la haute Cour impériale. La peine était la mort. — L'art. 87 du Code pénal de 1810 étendit cette même peine à l'attentat ou au complot contre la vie ou la personne des membres de la famille régnante. Mais par suite des modifications introduites en 1832 dans nos Codes criminels, le complot a été distingué de l'attentat. L'attentat seul est puni de mort; le complot n'est puni

(Demerville, Ceracchi, Aréna, etc.—C. Min. pub.)

Demerville, Ceracchi, Aréna, Lebrun, Diana, Madeleine Fumey, Desget et Lavigne, étaient accusés d'avoir voulu assassiner le premier Consul dans la soirée du 18 vendém. an 9. Les quatre derniers accusés furent acquittés, et les autres furent condamnés à mort, par jugement du tribunal criminel de la Seine, du 19 nivôse an 9.

La déclaration du jury qui avait servi de base à la condamnation, était ainsi conçue : « Il est constant qu'il a existé, dans le mois de vendémiaire dernier, un complot tendant au meurtre du premier Consul; que l'accusé Demerville est convaincu d'avoir pris part à ce complot; qu'il l'a fait dans l'intention d'en faciliter l'exécution; — Que l'accusé Ceracchi est convaincu d'avoir pris part à ce complot; qu'il l'a fait dans l'intention d'en faciliter l'exécution; — Que l'accusé Aréna est convaincu d'avoir pris part à ce complot; qu'il l'a fait dans l'intention d'en faciliter l'exécution; — Que l'accusé Topino-Lebrun est convaincu d'avoir pris part à ce complot; qu'il l'a fait dans l'intention d'en faciliter l'exécution; — Qu'il a été distribué des armes pour l'exécution de ce complot; — Que l'accusé Ceracchi s'était rendu le 18 vend. au théâtre des Arts; qu'il s'y était rendu pour l'exécution de ce complot, et que l'accusé Aréna s'était rendu, le 18 vendém., au théâtre des Arts; qu'il s'y était rendu pour l'exécution de ce complot. »

Les motifs du jugement de condamnation étaient conçus en ces termes : Attendu que la déclaration unanime du jury est qu'il a existé un complot tendant au meurtre du premier Consul; que à l'effet d'exécuter ce complot, il y a eu distribution d'armes, et que Aréna et Ceracchi se sont rendus le 18 brum. au théâtre des Arts; — Attendu que le complot, déclaré constant par la déclaration du jury, tendait à troubler la République par une guerre civile, en armant les citoyens les uns contre les autres et contre l'exercice de l'autorité légitime; — Attendu que les fonctions du jury sont essentiellement distinctes de celles du tribunal criminel; que c'est au jury qu'il appartient de décider si le fait résultant de l'acte d'accusation est constant; mais que c'est au tribunal à fixer le caractère du fait et à juger si ce fait tend à troubler la République; — Vu l'art. 612 du Code des délits et des peines; condamne, etc.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant, sur le moyen tiré de la prétendue contravention aux règles de la compétence pour les fonctions relatives à la police judiciaire, que l'art. 110 du Code des délits et des peines, ne peut jamais avoir une application plus directe que dans l'espèce, où, d'après les énonciations des mandats d'arrêt décernés par le directeur du jury, il s'agissait d'un attentat qui compromettait éminemment la liberté et la sûreté individuelles des citoyens;

Considérant, quant à la validité des mandats d'arrêt, que lorsqu'un directeur du jury est substitué aux juges de paix, pour les cas prévus par l'art. 140 du Code des délits et des peines, et qu'il agit alors comme officier de police judiciaire, il peut et doit, aux termes de l'art. 118, suivre les règles prescrites aux juges de paix, et, par consé-

quent, citer dans son mandat d'arrêt le même article qu'aurait cité le juge de paix en tout autre cas, savoir l'art. 70, qui est celui cité dans les mandats d'arrêt dont il s'agit;

Considérant, sur le moyen tiré de l'annexe à l'acte d'accusation de divers procès-verbaux contenant les déclarations de témoins et d'interrogatoires de prévenus, qu'il est constaté qu'aucun de ces actes n'a été mis sous les yeux du jury, qu'après que les parties qui contenaient des déclarations de témoins et des interrogatoires des prévenus avaient été voilées, ce qui a pleinement satisfait à l'art. 258 du Code des délits et des peines;

Considérant, sur le moyen tiré de l'audition en témoignage de Harel, qu'en le considérant comme dénonciateur, il pourrait être entendu en qualité de témoin, l'art. 358 du Code des délits et des peines, ne prohibant l'audition en témoignage du dénonciateur que dans deux cas, celui où la loi récompense pécuniairement la dénonciation elle-même, et celui où un profit peut résulter en faveur du dénonciateur de l'effet et du succès de sa dénonciation, circonstances dans aucune desquelles ne se trouvait le cit. Harel, puisqu'aucune loi n'assure de récompense pécuniaire aux dénonciations du genre de celles qu'il a faites, et que l'effet de sa dénonciation ne donne ouverture à aucun profit pour lui...

Considérant, quant au moyen tiré de la complexité reprochée aux questions posées au jury, notamment à la première, que pour exprimer un complot sur l'existence duquel on veut consulter le jury, il est nécessaire de déterminer quel en est le but particulier, ce qui spécifie l'idée sans en altérer la simplicité; — Quant à la question de distribution d'armes, que la mention de l'objet de cette distribution ne rend point la question complexe, puisqu'elle a pour objet un fait décidé sur les questions précédentes et répondues séparément, conformément à la loi...

Considérant, sur l'insuffisance des questions, sur l'usurpation de pouvoirs et la fausse application de la loi, que de la déclaration du jury il résulte qu'il y a eu un complot tendant au meurtre du premier Consul; que les réclames sont convaincus d'y avoir pris part pour en faciliter l'exécution, et qu'il y a eu distribution d'armes pour l'exécution de ce complot; qu'ainsi le complot tendant à armer les citoyens contre l'exercice de l'autorité légitime a été déclaré constant, ce qui donne lieu à l'application de l'art. 612 du Code des délits et des peines; — Rejette, etc.

Du 9 pluv. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Oudart. — Concl., le cit. Arnaud. — Pl., le cit. Guichard.

1^o SUBSTITUTION FIDÉICOMMISSAIRE. — DON MUTUEL. — ACCROISSEMENT.

2^o DONATION DE BIENS À VENIR. — CARACTÈRES
1^o L'acte par lequel divers copropriétaires se donnent mutuellement, avec accroissement entre eux, à mesure du décès du prémourant, ne constitue pas une substitution. (Ord. de 1747, art. 30, tit. 1^{er}.) (1)

2^o On ne peut non plus le considérer comme renfermant une donation de biens à venir prohibée par la loi. (Ord. de 1731, art. 15.)

être revenu à la doctrine consacrée par la Cour de cassation (Quest. de droit, v^o Subst. fidéicommiss., § 4); mais c'est par des motifs différents de ceux donnés dans le jugement ci-dessus et développés par M. Rolland de Villargues. Ce dernier auteur, en rappelant les raisons données par Merlin à l'appui de sa nouvelle opinion et pour faire valoir la disposition dont il s'agit, soutient qu'elles conduiraient à un résultat tout opposé (F. loc. cit., ad notam).

que de la peine de la déportation ou de la détention, suivant qu'il a été ou non suivi d'un commencement d'exécution (Code pénal, art. 86, 87 et 89).

(1) F. dans le même sens, Cass. 26 juill. 1808; Riom, 25 févr. 1825; Corse, 2 juin 1828; Rolland de Villargues, des Subst. prohibées, n. 261; Toulhier, tom. 5, n. 46, et Duranton, tom. 8, n. 38. — Merlin, qui avait soutenu la thèse contraire dans l'affaire même dont nous rendons compte, semble

(Lemoine.)

Par acte notarié du 19 juill. 1780, un sieur Lemoine d'Herly et ses quatre sœurs, copropriétaires du domaine de Migeau « voulant, est-il dit, en conserver entre eux successivement la totalité, se firent donation entre-vifs mutuelle et irrévocable, de leur portion, avec accroissement entre eux à mesure du décès des prémourans. » — Le dernier vivant devait donc rester seul propriétaire du domaine.

Trois des propriétaires décédèrent avant la loi du 14 nov. 1792, abolitive des substitutions. L'une des deux sœurs restantes décéda en l'an 3, et la dernière survivante se disposait à se mettre en possession du domaine, aux termes de l'acte du 19 juillet 1780, lorsque un frère, le sieur Lemoine, non partie à ce contrat, mais héritier *ab intestat* de sa sœur décédée, prétendit que l'acte de donation ne devait pas recevoir son exécution, comme étant contraire et à l'art. 15 de l'ordonn. de 1731, prohibitif des donations de biens à venir, et comme renfermant, au surplus, une substitution abolie par la loi du 14 nov. 1792; il réclama en conséquence le partage de la succession entre lui et sa dernière sœur.

Le 9 fructid. an 5, jugement du tribunal civil de la Seine, qui annule la donation, attendu qu'elle portait, de la part de chacun de ses auteurs, sur un bien que chacun d'eux devait, en cas de survie, recueillir d'abord dans la succession du premier mourant, ensuite dans celle du second, puis dans celle du troisième, enfin dans celle du quatrième, et par conséquent sur un bien à venir; et qu'aux termes de l'art. 15 de l'ordonn. de 1731, ces donations sont nulles.

Appel.—15 fructid. an 8, jugement du tribunal d'appel de Paris qui infirme, et attribue la totalité du domaine à la demoiselle Lemoine. — Ses motifs furent que, par l'acte du 19 juillet 1780, la propriété de l'immeuble qui en était l'objet avait été donnée en entier à un seul des contractants; qu'à la vérité, le donataire de la totalité de l'immeuble n'était pas encore connu au temps de l'acte; mais que l'événement de survie l'avait fait connaître; qu'ainsi le prédécès des autres contractants n'avait pas augmenté son droit, et n'avait fait que le manifester à l'instant où il leur avait survécu; — Que cet acte n'avait rien de contraire aux lois ni aux mœurs; qu'il contenait une donation mutuelle reconnue valable par l'ordonn. de 1731, qui, par une disposition expresse, assujétit ces donations à l'insinuation.

POURVOI en cassation de la part de Lemoine, fondé sur trois motifs : — 1^o Il a prétendu que l'acte du 19 juill. contenait une substitution, et que partant il y avait dans l'espèce double violation et de l'art. 30, tit. 1^{er} de l'ordonn. de 1747, qui défend les substitutions au delà de deux degrés, et de la loi des 14-15 nov. 1792, qui en a prononcé l'abolition;

2^o Il a soutenu, en outre, comme l'avait décidé le tribunal de la Seine, le 9 fruct. an 5, que, s'il n'y avait pas substitution, il y aurait donation de biens à venir prosaite par l'art. 15 de l'ord. de 1731. — Ce second moyen se fondait sur ce qu'il y avait non une seule donation faite par tous simultanément au dernier mourant, mais plusieurs donations successives; que le premier mourant donnait aux autres son cinquième; que le second mourant donnait son cinquième, plus la part qu'il recueillerait dans le cinquième du premier; que le troisième mourant donnait son cinquième plus la part qu'il recueillerait dans le cinquième du premier mourant et dans celui du second, et ainsi de suite. Le demandeur en cassation concluait de là que tout ce qui excédait le cinquième de chacun au moment de la donation, constituait un bien à venir.

3^o Il a soutenu enfin qu'il n'y avait pas acceptation formelle, selon ce qu'exigeaient les art. 5 et 6 de l'ordonn. de 1731, l'acceptation inscrite à l'acte ne portant littéralement que sur le cinquième dont chacun avait directement la propriété au moment de la donation, et non en même temps sur les parts qui ne devaient arriver aux donataires que médiatement et après un premier accroissement.

Sur le premier moyen, le commissaire Merlin a d'abord établi, par le rapprochement des lois 2, au Code, *communis de legat.*, et 3, au Code, *de donat. quæ sub modo*, que l'on pouvait substituer fidéi-commissairement par toutes sortes de termes dans les donations entre-vifs comme dans les testaments. — Examinant ensuite l'acte du 19 juill. 1780 en lui-même, il a observé que les mots *substitution* ni *fidéi-commis* ne s'y trouvaient pas; qu'on y avait, au contraire, employé le mot *accroissement*, qui présentait une idée différente; mais comme les mots ne déterminent point la nature d'un acte, le commissaire s'est attaché à démontrer que celui du 19 juill. 1780 présentait une véritable *substitution*. — Retraçant les principes du fidéi-commis, il a observé qu'il y a fidéi-commis toutes les fois que la personne gratifiée est chargée de rendre, en second ordre, la chose qui lui a été donnée; toutes les fois qu'il y a deux donataires appelés successivement, l'un qui reçoit directement de la main du donateur, l'autre qui ne reçoit que par le canal du premier; toutes les fois enfin que le donateur veut que le second donataire n'arrive à la chose donnée qu'après qu'elle aura été possédée par le premier. — Or, dans l'espèce, après s'être mutuellement donné un cinquième, chacun des cinq donataires veut qu'à la mort du premier des cinq donataires son cinquième accroisse à tous; qu'à la mort du second et du troisième, leurs parts accroissent encore, avec celles qu'ils auront recueillies, aux deux donataires qui leur survivront; qu'enfin, à la mort du quatrième, le cinquième survivant devienne propriétaire de la totalité de l'immeuble. — Les donataires directs sont donc appelés à recueillir réciproquement, dans un ordre successif, les portions les uns des autres, après que chacun d'eux aura joui jusqu'à son décès; cette donation est donc un véritable fidéi-commis. — Ce point reconnu, il est évident que le tribunal d'appel de Paris a violé l'art. 30 de l'ordonn. de 1747, qui veut que les substitutions ne puissent s'étendre au delà de deux degrés de substitutions, outre le donataire ou l'héritier qui recueille le premier les biens du donateur ou du testateur; car le premier mourant avait possédé, comme donateur direct, ce qui lui avait été donné dans le domaine par chacun de ses quatre codonateurs et condonataires, et s'il s'était dessaisi de son cinquième. Or, le second mourant avait rempli le premier degré de la substitution; le troisième mourant avait rempli le deuxième degré, et par conséquent tout ce qu'il avait recueilli par la mort des deux mourans antérieurs, s'est trouvé dégagé des liens du fidéi-commis, et soumis à la loi des successions *ab intestat*. — Enfin, lors même qu'on soutiendrait que le premier mourant n'était point donataire direct, en ce qu'il n'avait rien reçu; lorsqu'on dirait que le second mourant a seul reçu directement; quand, par suite, on considérerait le troisième mourant comme n'ayant rempli que le premier degré de substitution, et quand on irait jusqu'à supposer que le quatrième n'a commencé à jouir que comme grevé, après la mort du troisième, on ne peut s'empêcher de convenir qu'il a été affranchi du fidéi-commis par la loi du 14 nov. 1792. — Ainsi, le tribunal d'appel a violé, ou la loi du 14 nov. 1792, ou l'art. 30 de l'ordonn. de 1747. On peut même dire qu'il les a violés l'une et l'autre, puisqu'il a

décidé que le quatrième mourant n'avait possédé qu'à la charge de rendre au survivant des cinq donataires la totalité de ce qu'avait laissé ce cinquième mourant. — Et quels ont été les motifs de sa décision? Le premier motif a été que la propriété de l'immeuble avait été donnée en entier à un seul des contractants; que le donataire était à la vérité incertain; mais que l'événement de survie devait le déterminer. — Cela est exact; mais il eût fallu ajouter ce qui se trouve dans l'acte même; c'est qu'à la mort de chacun des cinq donateurs, les survivants devaient être successivement saisis de sa part dans l'immeuble; d'où il suit que le cinquième survivant n'arrive à la propriété du total que par l'intermédiaire de la saisine successive de chacun des codonataires morts avant lui. — Le second motif porte que le contrat du 19 juill., bien loin d'avoir rien de contraire aux mœurs, est reconnu valable par l'ordonn. de 1731. — Rien encore que d'exact dans ce motif; les donations mutuelles sont valables; mais quand elles contiennent substitution, ce dont elles sont susceptibles comme les donations simples, elles sont, pour cet effet, soumises aux lois de la matière, et leur effet ne peut s'étendre au delà des deux degrés fixés.

Quant aux deux autres moyens, le commissaire Merlin a pensé qu'ils n'avaient pas d'application à l'espèce si on décidait qu'il y avait substitution; mais que dans le cas où on déciderait qu'il n'y avait pas substitution, ils motiveraient suffisamment la cassation (1).

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que l'acte du 19 juill. 1780 contient simplement une donation faite aux survivants des frères et sœurs Lemoine, de la maison et des biens qui leur appartenaient, avec rétention d'usufruit et clause de société commune et continuée jusqu'au décès du pénultième d'entre eux; que cet acte n'offre aucun caractère de substitution, soit dans son expression, soit dans l'intention secrète qu'on voudrait y supposer; — Que cette idée de substitution, fondée sur ce que la donation est faite avec droit d'accroissement des uns aux autres, à mesure du décès du premier mourant d'eux, disparaît, si l'on considère que le droit d'accroissement ne fut stipulé que pour renforcer la disposition; mais, qu'au fond, la disposition en était inutile et ne portait sur rien, puisque chacun des frères et sœurs Lemoine ayant déjà, et par acte, donné au dernier vivant tout ce qui lui appartenait, faisant un cliquéme des objets désignés, aucun d'eux ne pouvait plus transmettre et rien ne pouvait plus accroître aux autres; — Que la clause, voulant que les survivants soient successivement saisis et mis en possession, ne prouve pas davantage, puisqu'elle n'est évidemment relative qu'à l'usufruit réservé, la propriété étant déjà transférée à celui qui survivrait;

Que ce n'est pas de l'interprétation plausible dont un acte est susceptible qu'on peut déduire cette violation formelle des lois, qui seule peut donner lieu au recours en cassation; — Qu'ainsi, dans l'espèce, l'acte du 19 juill. 1780 ne présentant, dans sa qualification, dans son essence et dans la volonté connue des parties, qu'une donation permise, on ne peut pas dire que le jugement qui l'a confirmée ait contrevenu aux art. 30 et 34 de l'ordonn. de 1747, concernant les substitutions, ni aux lois de 1793, qui les ont abolies;

Attendu que le deuxième moyen, tiré de ce que l'acte du 19 juill. 1780, pris comme donation, était également nul aux termes de l'art. 15 de l'ordonn. de 1731, « en ce que la donation qu'il contient porterait sur des biens à venir, » n'est ni plus exact ni même fondé, par le motif déduit ci-dessus; que chaque frère et sœur ayant littéralement donné au dernier d'entre eux qui survivrait tout ce qui lui appartenait, faisant un cliquéme des objets possédés en commun, il est évident que la donation n'a porté que sur un bien présent et actuel, sur ce que chacun possédait alors, sur ce dont il pouvait disposer, dont il a disposé, en effet; et qu'ainsi, ne pouvant plus y avoir de transmission successive des uns aux autres, sans l'accroissement de jouissance, on ne peut pas dire qu'il ait donné aucun bien à venir;

Attendu que le troisième moyen manque absolument en fait, l'acte contenant la donation en contenant aussi l'acceptation expresse et respective de la part de tous ceux à qui elle pouvait échoir; qu'ainsi, à cet égard, il n'y a pas non plus dans le jugement attaqué de violation des art. 5 et 6 de l'ordonn. de 1731; — Rejette, etc.

Du 12 plu. an 9. — Sect. req. — Rapp., le cit. Poriquet. — Concl., le cit. Merlin, subst.

1^o ÉMIGRÉ. — FERMIER. — COLON PARTIAIRE.2^o JUGE. — REMPLACEMENT.

1^o La loi du 25 juill. 1793, qui accorde, par son art. 35, aux fermiers de biens d'émigrés, la récolte par eux enssemencée (lorsqu'ils ont joui sans bail authentique ou par suite d'un bail expiré), est applicable aux fermiers cultivant par colons partiaires.

2^o Un jugement n'est pas nul, par cela seul qu'un nombre des juges qui l'ont rendu, se trouve un homme de loi appelé en remplacement d'un juge obtenu, sans que l'absence ni l'empêchement des autres juges ou des suppléants aient été attestés par le jugement même. (3)

(Astier — C. Laurent.)

Les sieurs Astier et consorts s'étaient rendus adjudicataires d'un domaine appelé *Lislette*, provenant du sieur Montaigne, émigré. — Ce domaine

(1) *V.* le réquisitoire tout entier aux *Quest. de droit*, v^o *Substitution fidei-commis*, § 4.

(2) C'est là une question qui divise encore les tribunaux, et sur la solution de laquelle la jurisprudence de la Cour de cassation offre des décisions incoincidentes. Cependant le plus grand nombre d'arrêts se sont prononcés pour l'obligation de constituer expressément, dans le cas de concours d'un avocat ou d'un avoué à un jugement, que cet avocat ou cet avoué n'a siégé qu'à défaut des juges titulaires, des juges suppléants, et même des avocats ou avoués plus anciens que lui. *V.* Cass., 16 juin 1824; 19 janv. 1825; 11 avril 1826; 4 juin 1828; Montpellier, 22 mars 1824; Colmar, 21 avril 1825; Roum, 20 juin 1825 et 31 janv. 1829; — Et il ne peut être supplée à cette constatation par des attestations du président et du greffier; 16 juin 1824. — Dans le

sens de la non nécessité de constater l'appel préalable des juges et des avocats ou avoués plus anciens *V.* le jugement ci-dessus et un arrêt du 22 juin 1826.

Mais dans le cas d'appel d'un magistrat d'une autre chambre ou d'un juge suppléant pour compléter, le tribunal, il y a toujours présomption légale de la nécessité de cet appel, ou d'empêchement des magistrats remplacés. Sur ce point, la jurisprudence est uniforme. *V.* 19 fév. 1819; 29 juin 1825; 9 août, 7 nov. et 26 déc. 1826; 27 juin 1827; 31 janv. 1828; 15 janv. et 6 juill. 1829; 19 mai 1830; 14 août 1837 (Volume 1837). — Il en est cependant différemment dans le cas d'appel de magistrats pour vider un partage; il faut alors que l'empêchement des magistrats les plus anciens, soit légalement constaté. *V.* 2 avril 1838 (Vol. 1838. 1433) et les décisions qui y sont citées *ad notam*.

avait été affermé dans l'origine au sieur Laurent, qui s'était associé au sieur Lombard, cultivant conjointement avec lui, et par conséquent intéressé dans les bénéfices de l'exploitation.

Ce bail du sieur Laurent était expiré à l'époque où le sieur Astier avait acquis ce domaine; des contestations s'élevèrent sur la récolte de l'année courante, ensemencée par le sieur Laurent.—Celui-ci réclama le bénéfice de l'art. 35 de la quatrième section de la loi du 25 juill. 1793, qui donne aux cultivateurs et fermiers, qui sans bail authentique, ou par suite d'un bail expiré, auront ensemencé des biens appartenant aux émigrés, la jouissance de la récolte, aux charges et conditions des années précédentes.

Les sieurs Astier prétendirent que cette disposition de la loi ne pouvait s'appliquer qu'au cas où la récolte réclamée par le fermier était le produit de ses travaux personnels, et non lorsqu'il cultivait par les mains d'un métayer ou colon partiaire.—Cela résulte, disaient-ils, du décret du 28 germ. an 2, dans lequel il est dit que, par les art. 9 et 11 de la loi du 15 frim. précédent, le législateur n'a pas entendu ôter aux fermiers dépourvus de baux authentiques, la faculté que leur avait laissée la loi du 25 juill. 1793, de recueillir dans l'année de leur éviction, les fruits dus à leurs succès et à leurs soins.

Le tribunal de première instance, sans avoir égard à ces moyens, adjugea au sieur Laurent les conclusions par lui prises.

Sur l'appel interjeté par les sieurs Astier, intervint jugement confirmatif; mais il importait d'observer qu'au nombre des juges figurait un homme de loi appelé en remplacement d'un juge abstenu, sans que le jugement attestât l'absence ou l'empêchement des autres juges et des suppléants.

POURVOI en cassation de la part des sieurs Astier.—Au fond, ils prétendirent qu'il y avait fautive application de l'art. 35 de la loi du 25 juill. 1793; et, en la forme, que le jugement rendu sur l'appel était nul, parce qu'il n'attestait point la cause du remplacement du juge abstenu.

Le cit. Merlin portant la parole, disait: de ce que le jugement attaqué n'a point exprimé la cause pour laquelle un homme de loi a été appelé en remplacement d'un juge abstenu, la nullité de ce jugement ne doit pas s'ensuivre; la présomption est toujours en faveur de la régularité des actes, surtout lorsque les parties ont gardé le silence au moment où ils recevaient leur perfection. De ce principe, on doit conclure que, dans l'espèce, l'homme de loi appelé pour compléter le tribunal, n'est censé l'avoir été que sur la preuve acquise de l'empêchement ou l'absence de tous les juges suppléants ou titulaires.

A l'égard des dispositions du jugement attaqué, comme faisant une fautive application de la loi du 25 juill. 1793, il importe de remarquer que l'art. 35 de cette loi ne distingue pas le fermier qui cultive par lui-même de celui qui cultive par les

maines d'un tiers; que dès lors l'un et l'autre sont compris dans sa disposition, et ont le droit d'en réclamer le bénéfice.—En effet, le fermier qui cultive par un colon partiaire, ne court-il pas le même risque que le fermier exploitant par ses propres mains? que la récolte soit bonne ou mauvaise, ne faut-il pas toujours qu'il paie son fermage? n'est-ce pas lui qui fournit au colon partiaire les bestiaux, les instrumens aratoires, et tout ce qui compose une exploitation rurale? S'il court tous les dangers d'un fermier, il peut donc en réclamer les avantages.—A l'égard du décret du 28 germ. an 2, dont les demandeurs se prévalent, il est nécessaire d'observer que ce droit n'a pas pour objet de décider à quelle espèce de fermiers s'appliquait la loi du 25 juill. 1793, mais uniquement si des fermiers quelconques pouvaient encore réclamer l'exécution de cette loi.—Conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu, sur le premier moyen, que le jugement attaqué constatant que le défendeur officieux Souffret n'a été appelé à y concourir, qu'en remplacement d'un juge abstenu, il y a présomption légale de la nécessité de ce remplacement;

Attendu, sur le second moyen, que l'art. 4 de la section 5 de la loi du 25 juill. 1793 accorde au fermier de biens d'émigrés, dont le bail est annulé, la récolte par lui ensemencée; que cette disposition de la loi est générale, et s'applique au cas où le fermier a ensemencé par le ministère d'un métayer, comme à celui où il a ensemencé par lui-même;—Rejette, etc.

Du 12 pluv. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Murair.—Rapp., le cit. Boyer.—Concl. conf., le cit. Merlin, subst.—Pl., le cit. Soladin.

LOI.—PROMULGATION.

D'après la loi du 12 vend. an 4, une loi était obligatoire du jour où elle était transcrite sur les registres de l'administration centrale, à moins que cette loi elle-même n'exigeât d'autres formalités. — Le caractère obligatoire d'une loi ne dépendait pas des formalités particulières de publication, que les directeurs exécutifs et les administrations départementales étaient autorisés à ordonner. (L. du 12 vend. an 4, art. 11 et 12.) (1)

(La règle de l'enregistrement.—C. Dumoulin.)

Dans cette affaire, il a été déjà rendu, à la date du 28 vent. an 7, un jugement du tribunal de cassation portant annulation d'un jugement du tribunal de l'Ourthe, qui avait résolu la question ci-dessus en sens contraire (V. *supra*, pag. 183).—La sont rappelés les particularités de l'espèce.—Sur le renvoi prononcé par ce jugement de cassation, le tribunal de la Meuse-Inferieure en rendit un, le 22 therm. an 7, par lequel il adoptait la même doctrine que le tribunal de l'Ourthe, en

(1) F. conf. Cass., 28 vent. an 7 et les nombreuses décisions qui y sont citées. — Aujourd'hui, d'après l'art. 1^{er} du Code civil, les lois sont exécutoires, à Paris, ou pour mieux dire dans le département de la résidence royale, un jour après celui de la promulgation, et dans chacun des autres départements, après l'expiration du même délai, augmenté d'un jour par dix myriamètres de distance entre Paris et le chef-lieu du département.—Quant à la promulgation, elle résulte, d'après l'art. 1^{er}, d'une ordonnance royale du 27 niv. 1816, de l'insertion de la loi au Bulletin officiel. Cette promulgation, ajoute l'art. 2, sera réputée connue, conformément à l'art. 1^{er} du

Code civil, un jour après que le Bulletin des lois aura été reçu de l'imprimerie royale au ministère de la justice.—Enfin, aux termes de l'art. 4 de la même ordonnance, dans les cas et les lieux où le gouvernement juge convenable de hâter l'exécution de ses actes, ils sont exécutoires du jour où ils parviennent au préfet, qui doit prendre incontinent un arrêté par lequel il ordonne que les lois ou ordonnances qui lui ont été transmises soient imprimées et affichées partout où besoin est. La même disposition se trouve reproduite dans une ordonnance du 18 janv. 1817.

se fondant sur ce que la loi du 19 déc. 1790, relative à l'enregistrement, de l'application de laquelle il s'agissait, n'avait pas été affichée conformément au prescrit de l'art. 7 d'un arrêté du directoire exécutif du 9 niv. an 4.

La régie de l'enregistrement s'est de nouveau pourvue en cassation, pour violation des art. 11 et 12 de la loi du 12 vend. an 4.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 11 et 12 de la loi du 12 vend. an 4;—Et attendu qu'il résulte de ces deux articles que, depuis la publication de cette loi, une loi est publiée et a acquis un caractère obligatoire du jour où elle a été transcrite sur les registres de l'administration centrale, à moins que cette loi n'exige elle-même d'autres formalités; et que cette loi, ainsi que celle du 19 déc. 1790 sur l'enregistrement, a été transcrite sur les registres de l'administration centrale du département de l'Ourthe avant l'acte du 5 pluv. an 4, puisqu'elles l'ont été, la première, le 10 frim., et la seconde, le 26 niv. précédent;—Attendu que la seconde partie du premier de ces articles, en autorisant le directoire exécutif et les administrations centrales et municipales d'ajouter à ce mode de publication telles autres formalités qu'ils croiraient nécessaires, ne fait pas dépendre le caractère obligatoire de la loi de l'observation de ces formalités; et que, dans son art. 12, elle déclare que la loi n'en est pas moins obligatoire du jour de sa transcription sur les registres de l'administration centrale; et qu'au fait, l'art. 7 de l'arrêté du directoire exécutif du 9 niv. an 4 ne prescrit d'affiche que par rapport à lui, et non point quant à la loi sur l'enregistrement, dont il ne parle aucunement;—D'où il suit qu'en refusant de condamner Dumoulin au paiement du droit d'enregistrement dont il s'agit sous le prétexte que cette loi sur l'enregistrement n'avait été publiée que depuis ledit jour 5 pluv. an 4 dans la commune du domicile de Dumoulin, le jugement attaqué a violé les art. 11 et 12 de la loi du 12 vend. an 4;—Casse, etc.

Du 15 pluv. an 9.—Sect. réunies. — Rapp., le cit. Babbie.—Concl., le cit. Jourde, subst.

TIERCE OPPOSITION.—DIVISIBILITÉ.

En matière divisible, la tierce-opposition à un jugement n'entraîne pas la révocation du jugement à l'égard des parties entre lesquelles il a été rendu. (Ord. de 1667, tit. 27, art. 5.) (1)

(Debrie—C. Debrie.)

Nous avons déjà rapporté les faits de cette cause (V. 24 germ. an 6); nous ne les rappellerons ici que très succinctement.

Le 9 messid. an 2, un sieur Debrie, marié sous le régime de la communauté d'acquêts, fait un testament par lequel il lègue à sa femme la moitié de tous les acquêts qu'ils avaient faits et feraient ensemble. Il meurt peu après.—Sa veuve prétend avoir droit à la totalité des acquêts, dont moitié en qualité de commune, et l'autre moitié comme légataire de son mari.

Les héritiers soutiennent que le mari n'a pu

vouloir donner que la moitié de la portion qui lui revenait, et qu'en conséquence le legs est du quart de la totalité. Une sentence arbitrale du 3 flor. an 3 qui le déclarait ainsi est confirmée par jugement du tribunal de cassation en date du 23 niv. an 4.

Tierce opposition de Gabriel Debrie, l'un des héritiers, non appelé ni partie à la sentence arbitrale. Il soutient que le testament du 9 messid. ne donne rien à la veuve au delà de ce que lui conférerait sa qualité de commune, et que c'est à tort que les arbitres lui ont attribué les trois quarts des acquêts.—La veuve Debrie, en défendant à la tierce opposition, met en cause les autres héritiers avec lesquels avait été rendue la sentence arbitrale, et conclut envers tous à ce que cette sentence soit rétractée, et à ce que la totalité des acquêts lui soit attribuée.—Les cohéritiers de Gabriel Debrie soutiennent que, quant à eux, il y a chose jugée, et que l'effet de la tierce opposition ne peut détruire à leur égard la sentence attaquée.

Jugement du tribunal de la Meurthe, qui adjuge les conclusions de la veuve Debrie, annule la sentence arbitrale envers toutes les parties.—Cette décision est cassée le 21 germ. an 6 (V. supra) par le tribunal de cassation, qui renvoie devant le tribunal civil de la Moselle.—La, intervient, le 3 flor. an 7, un jugement conforme à celui du tribunal de la Meurthe.

Nouveau pourvoi en cassation porté devant les sections réunies.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 5, tit. 27 de l'ordonnance de 1667;—Attendu que l'objet général de toute espèce d'action ne peut être que de faire déclarer le droit personnel de celui qui l'exerce; d'où il suit que si l'effet d'une tierce-opposition jugée valable est de faire prononcer la rétractation du jugement attaqué par cette voie, ce ne peut être qu'à l'égard, au profit et en ce qui concerne l'intérêt et le droit personnel de l'exposant;—Que l'on ne peut s'écarter de ce principe que dans le seul cas où il y a impossibilité absolue d'exécuter le premier jugement et le second; que, dans l'espèce particulière, il n'y aurait eu aucune impossibilité d'exécuter les deux jugements, même dans le cas où le tiers opposant aurait réussi au rescisoire, puisqu'alors la défenderesse aurait été fondée à soutenir que le seul bénéfice de la rétractation ordonnée à son seul profit était de lui donner sa part dans la moitié des acquêts, au lieu du quart seulement accordé par le jugement arbitral, sans que ses autres cohéritiers eussent pu s'en prévaloir;—Que, conséquemment, la défenderesse n'ayant couru que ce seul risque dans le cas où la tierce opposition aurait été admise au rescisoire, le jugement attaqué n'a pu, en la rejetant, ordonner à plus forte raison la rétractation de ce jugement arbitral vis-à-vis des autres cohéritiers du tiers opposant, sans violer ouvertement le principe de l'autorité de la chose jugée, établi par les lois romaines et consacré par la disposition particulière de l'art. 5 du tit. 27 de l'ordonn. de 1667, ainsi conçu: «Les sentences

pourraient, dans certaines circonstances, faire fléchir la règle; mais cette opinion, qui ne trouve d'appui que dans des considérations extra-légales, et dont la conséquence serait de méconnaître l'autorité de la chose jugée, ne saurait être admise.—Il en est autrement, c'est-à-dire que la tierce opposition a effet vis-à-vis de ceux qui ont été parties au jugement, lorsque l'objet de ce jugement est indivisible, de telle sorte qu'il soit impossible d'exécuter à la fois le premier et le second jugement: V. les motifs ci-dessus cités, et Cass., 6 fruct. an 10.

(1) V. en ce sens, 21 vend. an 11.—Jugé de même sous le Code de procédure, que la tierce opposition ne nuit ni ne profite à ceux qui ont été parties au jugement attaqué: V. Cass., 3 juill. 1810, 28 août 1811; 12 janv. 1814.—Telle est aussi l'opinion de Merlin, Questions de droit, v° Opposition (tierce), § 3; et Répert., cod. v° Carré, Lois de la proc., n° 1733; Thomine-Desmazures, Comm. Cod. proc., n° 530; Berriat, Cours de proc., pag. 447; Favard, Rép., v° Tierce opposition, § 3, n° 8.—Demin-Crouillac, pag. 335, pense cependant que les ju-

« et jugemens qui doivent passer en force de chose jugée sont ceux rendus en dernier ressort et dont il n'y a appel, ou dont l'appel n'est pas recevable... » — *Cass.*, etc.

Du 15 pluv. an 9. — *Sect. réun. — Prés.*, le cit. Tronchet. — *Rapp.*, le cit. Pajon. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst. — *Pl.*, les cit. Grisiart et Courtin.

COMPLICITÉ.—JURY (QUESTIONS AU.)

Sous le Code du 3 brum. an 4, un accusé de complicité, ne pouvait être condamné à la même peine que l'auteur principal, qu'autant que les questions sur la moralité du fait avaient été résolues à son égard comme à l'égard de cet auteur principal. — Ainsi, par exemple, sur une accusation de complicité d'assassinat, il y avait nécessité de poser la question de préméditation relativement au complice, aussi bien que relativement à l'auteur principal. (C. 3 brum. an 4, art. 374 et 380.) (1)

(Capet—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 374 du Code des délits et des peines, dont l'observation est prescrite, à peine de nullité, par l'art. 380; Considérant que, dans les accusations de crimes dont le plus ou le moins de gravité exige plusieurs questions successives sur la moralité du fait, les questions doivent être posées non seulement à l'égard du principal accusé, mais encore à l'égard de tout autre individu qui serait accusé avec lui d'être l'un des auteurs de ce crime ou d'avoir commis l'un des actes qui constituent la complicité; — Considérant que, par le jugement du tribunal criminel du département du Cantal, du 17 frim. dernier, Guillaume Capet a été condamné à la peine de mort, conformément aux art. 11, 1^{re} sect., tit. 2, 2^e part., et 1^{er}, tit. 3 du Cod. pén., quoique le jury ait seulement déclaré qu'il avait aidé et assisté les coupables, sciemment et dans le dessein du crime, sans avoir déclaré s'il l'avait fait ou non avec préméditation, quoique l'on puisse se trouver fortuitement sur le lieu où un assassin consomme un crime et être entraîné à y prendre part; — *Cass.* le jugement du tribunal criminel du département du Cantal, du 17 frim. dernier.

Du 17 pluv. an 9. — *Sect. crim. — Prés.*, le cit. Viellart. — *Rapp.*, le cit. Gonpil-Preféte. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

1^o TÉMOINS.—INTÉRÊT.—SERMENT.

2^o JURÉS.—CHEF.—REMPLACEMENT.

1^o Sous le Code du 3 brum. an 4, un tribunal criminel ne pouvait refuser l'audition d'un

témoin qui n'était ni partie plaignante, ni dénonciateur, sous le prétexte qu'il pouvait avoir intérêt ou succès de l'accusation. (C. 3 brum. an 4, art. 358 et 370.) (2)

Quand une récusation était proposée contre un témoin, le tribunal criminel était obligé de l'admettre ou de la rejeter absolument, selon qu'elle se trouvait ou non fondée sur la loi; il ne pouvait, prenant un terme moyen, ordonner que le témoin déposerait sans prestation de serment. (3)

Une promesse solennelle de dire la vérité pouvait, sous le Code du 3 brum. an 4, équivaloir, de la part des témoins, au serment exigé par la loi. (art. 350; 4)

3^o Il n'y avait pas nullité dans ce fait, que le juré désigné par le sort pour remplacer le premier juré absent, avait remplacé celui-ci même dans les fonctions de chef du jury. (C. 3 brum. an 4, art. 385.) (5)

(Cochin—C. Min. pub.)

Le nommé Cochin était accusé de complicité d'homicide sur la personne d'un sieur Beaujean. La veuve de la victime avait été assignée pour déposer comme témoin. Mais le tribunal, par le motif qu'elle pouvait avoir intérêt aux débats, et quoiqu'elle ne fût ni plaignante ni dénonciatrice, ordonna qu'elle ne serait pas entendue comme témoin, mais seulement à titre de renseignement, et prestation de serment. — *Cochin*, déclaré coupable, fut condamné.

POURVOI en cassation. — 1^o Pour violation de l'art. 385 du Code du 3 brum. an 4; en ce que le juré premier inscrit sur le tableau et qui devait être chef du jury étant absent, le juré désigné par le sort pour le remplacer aurait rempli les fonctions de chef du jury; — 2^o pour violation de l'art. 350 du même Code, en ce que l'un des témoins aurait non pas prêté serment, mais seulement fait une promesse solennelle; — 3^o pour violation des art. 350 et 358 du même Code, en ce que le tribunal aurait entendu, sans lui faire prêter serment, un témoin qui n'était reproché ni comme dénonciateur ni comme partie plaignante.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL... — Attendu 2^o que si l'opinion qui veut que celui que le sort désigne pour remplacer le premier tombé au sort, lorsque celui-ci ne se trouve point aux débats, le remplace même dans les fonctions de chef de jury, n'est peut-être pas très conforme à l'esprit de la loi, elle est cependant soutenue par plusieurs, et ne présente pas, au moins assez manifestement, une

(1) *F.* dans le même sens, 28 vend. an 9; 18 vend. an 10; 15 déc. 1808.

(2) *F.* conf., *Cass.*, 8 et 9 vent. an 9. — Il en serait de même sous le Code d'instruction criminelle, sauf au jury à avoir tel égard que de raison à la position dans laquelle se trouve le témoin vis-à-vis de l'accusé, et à l'intérêt qu'il peut avoir à ce qu'un verdict de culpabilité soit rendu.

(3) *F.* conf., les deux jugemens cités dans la note qui précède. — Sur ce point, il faut aujourd'hui distinguer: si la récusation ou le reproche du témoin n'est fondé sur aucun motif légal, il y a nécessité de l'entendre avec prestation de serment; son audition ne peut, sous aucun prétexte, avoir lieu en ce cas à titre de simple renseignement: *F. Cass.*, 16 septembre 1830 (Volume 1830); 14 mars 1833 (Volume 1833); 17 septembre 1834 (Volume 1834); 26 février et 13 mai 1836 (Volume 1836). — Si, au contraire, la récusation du témoin se trouve fondée, alors le président, mais non la Cour d'assises, peut ordonner, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, que ce

témoin sera entendu à titre de simple renseignement, et sans prestation de serment. La jurisprudence, à cet égard, fondée sur la disposition de l'art. 269, Cod. inst. crim., a même appliqué le principe aux témoins proches parents de l'accusé: *F. Cass.*, 28 oct. 1812; 7 déc. 1815; 20 sept. 1827; 27 mars et 26 juin 1828; 14 janv. 1830.

(4) Sous le Code d'instruction, la formule du serment des témoins prescrite par l'art. 317, est sacramentelle: il y a nullité si l'interpellation du président n'a pas été faite dans les termes vus par la loi, ou si le témoin s'est borné à une simple promesse sur ce qui fait l'objet du serment. *F. Cass.*, 16 janv. et 4 juin 1812; 16 juin, 1^{er} et 6 oct. 1814; 5 et 27 janv. 1815; 9 oct. 1817.

(5) Mais il y avait nullité lorsque, aucun empêchement ou obstacle n'étant consisté de la part du premier juré, les fonctions du chef du jury avaient été remplies par un autre juré: *F. Cass.*, 27 vend. et 13 niv. an 7; 21 vend. an 8.

contravention à l'art. 385 du Code des délits et des peines, pour nécessiter une cassation;

Attendu 2^o qu'une promesse solennelle peut être appelée un serment; et que, quoiqu'il eût été plus convenable de se servir des termes de la loi, il suffit que l'on ne puisse douter que ce que la loi prescrit ait été observé;—Rejette ces moyens;

Mais vu l'art. 456 du Code des délits et des peines;—Et attendu qu'il ne peut être admis aux débats, contre l'accusé, que la partie plaignante, de la manière portée en l'art. 370 du Code, et les témoins, du nombre desquels peut être le dénonciateur, sous la restriction portée en l'art. 358 du Code; que la loi ne connaît point d'intermédiaire; que le tribunal criminel, après avoir reconnu que la veuve Beaujean n'était point plaignante, qu'elle n'était point dénonciatrice, ne pouvait, sous aucun prétexte, se dispenser de l'entendre comme témoin, n'étant proposé contre elle aucune récusation, récusation que le tribunal criminel eût été obligé d'admettre absolument, ou de rejeter absolument, sans pouvoir prendre un parti mitoyen, sans ordonner qu'elle ne serait pas entendue comme témoin, mais qu'elle serait répétée sans faire la promesse que la loi exige des témoins, tempérant qui n'est pas dans la loi, innovation que les tribunaux ne peuvent introduire;—Casse le jugement du 24 frim. an 9, rendu par le tribunal criminel de Seine-et-Oise.

Du 17 pluv. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Seignette.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

MANDAT D'ARRÊT.—DIRECTEUR DU JURY.

Le directeur du jury qui, après avoir annulé le mandat d'arrêt décerné par le juge de paix, en décernant un lui-même, était tenu d'observer toutes les formalités prescrites pour la validité des mandats de cette nature.—Ainsi, il devait, à peine de nullité, énoncer la loi qui punissait le délit imputé au prévenu; il ne lui suffisait pas d'indiquer la loi qui l'autorisait à décerner un nouveau mandat. (C. 3 brum. an 4, art. 71 et 217.)

(Fauchon.—C. Min. pub.)

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 71 et 217 du Code des délits et des peines;—Considérant que l'art. 217, ci-dessus cité, en autorisant le directeur du jury à décerner, dans les cas qui y sont prévus, un nouveau mandat d'arrêt, ne le dispense pas d'observer toutes les formalités que la loi exige, d'ailleurs, pour la validité d'un pareil mandat;—Considérant que, conformément aux dispositions de l'art. 71, ci-dessus également cité, une des formalités requises pour la validité d'un mandat d'arrêt est l'énonciation dans le mandat de la loi qui autorise à le décerner;—Considérant, enfin, que la loi n'autorise le mandat d'arrêt que lorsque le délit à raison duquel il est délivré est de nature à être puni, soit d'un emprisonnement de plus de trois jours, soit d'une peine afflictive ou infamante; et que l'art. 217 susdit, le seul qui soit énoncé dans le mandat d'arrêt que le directeur du jury de Saint-Malo a décerné, dans la présente affaire, contre Françoise Fauchon, co-accusée, ne contient aucune disposition relative à des délits pour lesquels un mandat d'arrêt peut être décerné; qu'ainsi ledit mandat d'arrêt est vicieux par l'omission

d'une formalité exigée par la loi sous peine de nullité;—Casse, etc.

Du 18 pluv. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Cocharde.—Concl., le cit. Arnaud.

JURÉ.—JURÉ D'ACCUSATION.

Du 19 pluv. an 9 (aff. N....).—Jugement qui, par application de l'art. 502 du Code du 3 brum. an 4, annule la condamnation prononcée sur une déclaration du jury à laquelle avait participé un individu qui, dans la même affaire, avait rempli les fonctions de juré d'accusation.—V. conf., 21 pluv., 7 et 8 therm. an 7; 16 fruct. an 8.

TÉMOINS.—SURSIS.

L'omission, par le tribunal criminel, de statuer sur la demande d'un sursis formée par l'accusé, dans le but de faire citer un témoin qui n'a pas été trouvé à son domicile, emporte nullité et donne ouverture à cassation. (C. 3 brum. an 4, art. 456.) (1)

(Féhr.—C. Min. pub.)

LE TRIBUNAL;—Vu la 4^e disp. de l'art. 456 du Code des délits et des peines;—Considérant qu'il est constant au fait que le 9 vend. dernier, le demandeur avait présenté requête au président du tribunal, aux fins d'obtenir la permission de faire citer aux débats les témoins à décharge qu'il avait à faire entendre; que, sur l'ordonnance conforme du même jour, les furent cités, par exploits du 12, à comparaitre à l'audience du 17; que, lors de l'appel nominal qui en fut fait, surpris de ce que le cit. Klein, ci-devant receveur aux barrières de Saint-Pierre, département du Bas-Rhin, l'un de ceux par lui désignés, ne comparait pas, par la raison qu'il n'avait pas été assigné, sous le prétexte, dit l'huissier, qu'on ne savait ce qu'il était devenu, le demandeur fit alors une réquisition tendant à la surseance de l'ouverture du débat, jusqu'à ce que ce témoin fût assigné pour y comparaitre, réquisition sur laquelle il ne fut point statué par aucune décision du tribunal;—Considérant qu'il est également constant en fait que le cit. Ignace Griun, l'un des témoins à décharge dudit demandeur, ayant déclaré, lors de sa déposition portée pendant la durée du débat, que Klein n'avait point quitté le pays, qu'il était un cultivateur aisé, qui s'était retiré et était établi à Gerschtviller, lieu très peu éloigné de Saint-Pierre; que, sur cette déclaration, ledit Jean-Charles Féhr, ayant réitéré sa réquisition tendant à la surseance du débat, et à ce qu'il lui fût accordé un délai suffisant pour faire citer ledit Klein à l'effet d'y comparaitre, ledit tribunal persista à garder le silence sur cette seconde réquisition;—Considérant, enfin, que par son refus d'y prononcer, il est formellement contrevenu à la disposition du § 4 de l'art. ci-dessus cité;—Casse le jugement du tribunal criminel du département du Haut-Rhin, du 18 vendém. an 9.

Du 19 pluv. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Cocharde.—Concl., le cit. Arnaud, substitut.

JURY.—DÉCLARATIONS ÉCRITES.

Du 19 pluv. an 9 (aff. Laruelle).—Même décision que par le jugem. du 18 brum. an 9 (aff. Roux).

(1) C'est également un principe, sous le Code d'instruction criminelle, que l'omission ou le refus, par la Cour d'assises, de prononcer sur une demande de l'accusé, ou sur une réquisition du ministère public, tendant à user d'une faculté ou d'un droit

accordé par la loi, donne lieu à l'annulation de l'arrêt de condamnation, bien que la peine de nullité ne soit pas textuellement attachée à l'absence de la formalité demandée ou requise. (F. l'art. 406, 2^e alinéa.)

EXPLOIT. — HUISSIER. — PATENTE. — IMMATR.

Un exploit n'est pas nul pour défaut d'énonciation du numéro de la patente de l'huissier dans son immatricule (L. 6 fruct. an 4, art. 18.) (1)
 L'obligation imposée à l'huissier d'indiquer le tribunal du département dans l'étendue duquel il exploitait, était suffisamment remplie par l'énonciation du tribunal de district où il était reçu. (L. 7 niv. an 7, art. 2.) (2)

(Beyon—C. Méjean.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;— Sur la fin de non-recevoir résultant de ce que l'huissier qui a notifié le jugement d'admission du 27 pluv. an 8, le 12 vent. suivant, n'a pas désigné le numéro de sa patente, et n'a pas déclaré le tribunal de département dans l'étendue duquel il exerce ses fonctions : — Attendu, pour ce qui concerne le défaut de désignation du numéro de la patente, que la loi du 6 fruct. an 4 n'assujettissait pas les huissiers au droit de patente; mais qu'ils ont été astreints à le payer par la loi du 9 frim. an 5; que l'art. 18 de la loi du 6 fruct. an 4, qui porte la peine de nullité pour défaut de mention de la patente, ne parle que des actes faits en nom de la partie soumise à la patente; que cette peine, confirmée par l'art. 26 de la loi du 7 brum. an 6, et rendue applicable au cas où l'on a omis de faire mention du numéro de la patente, a été commuée depuis par l'art. 27 de la loi du 1^{er} brum. an 7, en une amende de 500 fr., tant contre la partie que contre les fonctionnaires publics qui ont fait ou reçu les actes; que nulle loi ne prononce la nullité de l'acte fait par un huissier pour n'avoir pas désigné le numéro de sa patente;

Attendu, pour ce qui concerne le défaut de déclaration du tribunal du département dans l'étendue duquel l'huissier Arlabosse exerçait ses fonctions, que l'objet de la loi du 7 niv. an 7 est de dispenser les huissiers d'énoncer leurs anciennes immatricules, de rappeler des dénominations contraires à l'esprit et au texte des lois républicaines, et de ne les assujétir plus qu'à énoncer le lieu de leur résidence et le tribunal du département dans l'étendue duquel ils exercent leurs fonctions; — Que l'huissier Arlabosse, dans l'exploit du 12 vent. an 8, en déclarant le lieu de sa résidence et le tribunal du district de Vigan, où il a été reçu, a rempli le vœu de la loi, puisque le district de Vigan a toujours été compris dans le département du Gard, et que le ressort du tribunal de ce même district a été fondé dans le ressort du tribunal civil de ce département, et qu'enfin, on ne peut voir dans l'exploit du 12 vent. an 8 de contravention à la loi : — Sans arrêter à la fin de non-recevoir, ordonne aux parties de plaider sur le fond, etc.

Du 21 pluv. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit.

(1) F. sous le jugement du 2 niv. an 9, nos observations en ce qui touche l'énonciation de la patente des huissiers dans leurs exploits.

(2) F. an ce sens, Cass. 14 brum. an 10; Paris, 6 flor. an 10. — Jugé que l'huissier ne remplissait pas le vœu de la loi, en se bornant à indiquer le tribunal de l'ancien régime près lequel il exerçait. F. Cass. 1^{er} flor. an 9.

(3) En est-il de même sous le Code de procédure? La Cour de cassation s'est prononcée pour la négative, par arrêt du 2 mai 1837 (Volume 1837). Se fondant sur les termes du n° 9 de l'art. 480 de ce Code, aux termes duquel il y a lieu à requête civile, si l'on a jugé sur pièces reconnues ou déclarées fausses, elle a décidé que le faux ne donne ouverture à requête civile qu'autant qu'il a été préalablement reconnu par la partie adverse ou déclaré

Tronchet. — Rapp., le cit. Oudot. — Pl., les cit. Chabroud et Bonnet.

REQUÊTE CIVILE. — PIÈCES FAUSSES. — PÉREUR.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, tit. 35, art. 34, pour qu'il y eût ouverture à requête civile contre un jugement rendu sur pièces fausses, il n'était pas nécessaire que les pièces eussent été déclarées fausses par un jugement préalable (3).

Les juges saisis d'une requête civile motivée sur ce qu'il a été prononcé sur pièces fausses, sont juges souverains de l'influence que ces pièces ont eue sur la décision attaquée (4).

(Beyon—C. Méjean.)

Beyon s'était pourvu par requête civile contre un jugement du tribunal des Bouches-du-Rhône, obtenu par Méjean, en se fondant sur ce que ce jugement avait été rendu sur pièces fausses. — Le tribunal reconnut la fausseté des pièces et rétracta son jugement.

POURVOI en cassation de la part de Méjean, pour fausse application de l'art. 34, tit. 35 de l'ordonnance de 1667, en ce que 1^o la pièce prétendue fausse n'avait pas été déclarée telle par jugement préalable; 2^o en ce que cette pièce n'avait pu exercer d'influence sur la décision du fond.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;— Attendu que l'ordonnance de 1667 n'exige pas que la pièce fausse ait été déclarée telle par un jugement; que le tribunal de l'Hérault a pu vérifier l'infidélité de l'expédition, et que ce fait n'a point été contesté par Méjean;

Attendu que c'est au juge qui prononce sur la requête civile qu'il appartient de décider de quelle influence a pu être sur le jugement attaqué la pièce infidèle et fautive; que dans le fait particulier, rien ne prouve légalement que le tribunal des Bouches-du-Rhône eût jugé de même s'il avait connu la fausseté; — Et attendu que le résultat du premier moyen rend superflu l'examen du second; — Rejette la demande en cassation.

Du 22 pluv. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Tronchet. — Rapp., le cit. Oudot. — Pl., les cit. Chabroud et Bonnet.

ENREGISTREMENT. — EFFET RETROACTIF.

Les droits d'enregistrement sont réglés non par la loi de l'époque où l'acte a été fait, mais par la loi de l'époque où il est enregistré. — Spécialement, le droit d'enregistrement dû à raison d'un acte soucrit sous l'empire de la loi du 19 décemb. 1790 et présenté à la formalité postérieurement à la loi du 14 therm. an 4,

par jugement, et que le demandeur n'est pas admissible à faire la preuve du faux devant les juges saisis de la requête civile. — F. aussi, dans le même sens, arrêt de Grenoble du 29 mai 1834 (Volume 1834). — Pigeau, Comment., t. 2, pag. 76, fait à cet égard une distinction : « Si l'acte ne peut être déclaré faux que sur inscription, c'est-à-dire s'il est authentique, il faut, dit-il, un jugement préalable; et contra, vice versa : alors les juges peuvent, après avoir examiné la pièce et l'avoir reconnue fautive, la déclarer telle, et admettre la requête civile par le même jugement. »

(4) C'est là, en effet, une question toute de fait, dont la solution dépend de l'examen du fond de l'affaire et de ses circonstances, et qui dès lors est en dehors des attributions de la Cour de cassation. F. Carré, Loix de la proc., quest. 1760.

doit être liquidé d'après les dispositions de cette dernière loi et non d'après celle de la loi de 1790 (1).

(Enreg.—C. Castillon.)

Du 22 pluv. an 9. (P. le jugement à sa véritable date du 4 niv. an 10.)

CONCILIATION. — INTERVENTION.

L'héritier qui intervient dans la procédure intentée d'un cohéritier, en adhérant aux conclusions prises par celui-ci, et sans intention de demande nouvelle, est dispensé du préliminaire de conciliation. (L. 10-24 août 1790, tit. 10, art. 2 et 3.) (2)

(Dreux-Nancré—C. Germain.)

La dame Destaing avait légué 400 francs de rentes à chacun des domestiques qu'elle aurait à son décès. — A sa mort, les dames Barreyron, Belland, et les sieurs Dreux-Nancré, se portèrent héritiers.

Les sieurs Germain et consorts, prétendant avoir été au service de la dame Destaing, formèrent contre les dames Barreyron et Belland seulement, une demande en délivrance des legs à eux faits. — Elles opposèrent plusieurs moyens à cette demande; et ce fut alors que les sieurs Dreux-Nancré, également intéressés à la contestation, demandèrent à y être reçus intervenants, déclarant qu'ils adhéraient à tous les moyens et conclusions des dames Barreyron et Belland.

Mais ils furent déclarés non-recevables dans leur intervention, par un jugement du tribunal civil du département de la Seine, confirmé par un autre du tribunal de Seine-et-Marne du 29 therm. an 7, sur le motif qu'elle n'avait pas été soumise à l'épreuve de la conciliation.

Pourvoi en cassation de la part des sieurs Dreux-Nancré, pour fausse application de l'art. 2 du tit. 10 de la loi du 24 août 1790. — Ils ont soutenu que cet article, qui soumettait à l'épreuve de la conciliation toute action principale, ne pouvait s'appliquer à l'espèce; qu'en intervenant dans l'instance, ils n'avaient pas formé d'action; mais qu'ils s'étaient seulement constitués défendeurs à celle que Germain et consorts avaient intentée contre les dames Barreyron et Belland; qu'en adhérant à tous les moyens employés par lesdites dames, ils n'étaient ni dans les termes ni dans les motifs de l'article cité.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 2 et 3, tit. 10 de la loi du 24 août 1790; — Considérant que les

cit. Dreux-Nancré ne demandaient à être reçus intervenants dans le procès que pour adhérer en entier aux moyens de défense employés et aux conclusions prises par les cit. Barreyron et Belland, et pour subir le même jugement, sans former de leur chef aucune demande; qu'ils ne formaient donc pas d'action principale ni autre, et que tout leur objet était de prévenir celle que Germain et consorts n'auraient pas manqué d'intenter contre eux après le jugement de celle qu'ils avaient dirigée contre les cit. Barreyron et Belland; qu'ils n'étaient donc pas dans le cas, eux qui ne se constituaient que défendeurs, de citer Germain et consorts devant le bureau de paix; et qu'en jugeant le contraire, le tribunal civil du département de Seine-et-Marne avait fait une fausse application des articles cités, et commis un excès de pouvoir, en créant une fin de non-recevoir qui n'est pas dans la loi; — Casse, etc.

Du 23 pluv. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Tronchet.—Rapp., le cit. Malleville.—Concl., le cit. Lecoutour, subit.—Pl., les cit. Coste, Roy et Delacroix-Frainville.

TRANSACTION. — EFFETS. — CASSATION.

Les juges ne peuvent, au sujet d'un litige dont ils sont saisis, anéantir les effets d'une transaction non attaquée par les parties. (Ord. d'avr. 1560.) (3)

La contravention à ce qui est réglé par une transaction, donne lieu à cassation (4).

(Verdier — C. Dabadie.)

Des difficultés s'élevaient élevées entre Cécile Deroche, la veuve Trinquelaque et un sieur Dabadie, sur l'exécution de divers actes de famille, et d'arrêts intervenus au sujet de biens compris dans une substitution remontant à 1650. Elles furent terminées par une transaction en date du 3 juill. 1777. Dans le préambule de cette transaction on relatait tous les actes de famille et les procès auxquels ils avaient donné lieu; puis il était dit, que la dame Cécile Deroche aurait le droit d'aliéner un domaine dit de Fousargues, dont on lui avait contesté la libre disposition.

Ce domaine de Fousargues fut vendu en effet par elle le 3 juill. 1785 à Simon Verdier. — La nullité de la vente ayant été demandée par Dabadie, Verdier opposa la transaction qui conférait à Cécile Deroche le droit de faire cette vente.

Néanmoins le 18 germ. an 6, un jugement du

ment l'hypothèse d'une décision qui vint ou méconnaît les clauses d'une transaction. En effet, les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort (Cod. civ., 2052). Donc c'est violer la chose jugée, et par conséquent, donner ouverture à cassation, que d'anéantir les dispositions d'une transaction; P. en ce sens, Cass., 12-18 juill. 1810.—P. au surplus, 18 vend. an 3 et la note.

(4) C'est une question que de savoir si l'interprétation ou appréciation de l'étendue d'une transaction donne ouverture à cassation. De la jurisprudence de la Cour de cassation, il paraîtrait résulter que la décision des juges du fond est à l'abri de la cassation quand ils ne se sont pas écartés de l'esprit général du contrat; mais qu'il en est autrement quand, sous prétexte d'interprétation, les juges ont détruit la substance et les dispositions formelles de la transaction. P. à cet égard, Cass., 12 avril 1837 (Volume 1837), et les différents arrêts qui y sont indiqués. Mais où est la ligne de démarcation? On sent que, sur ce point, tout dépend des circonstances de chaque espèce, et se trouve soumis à l'appréciation de la Cour régulatrice.

(1) P. conf., 11 flor. an 9.

(2) P. conf., Cass. 27 mess. an 19.—L'art. 40 du Code de procédure dispense expressément les demandes en intervention du préliminaire de conciliation. La question ci-dessus ne peut donc plus se représenter.

(3) Cela est vrai de toute espèce d'actes, aussi bien que des transactions. Mais quelle est la voie à prendre pour faire réformer la décision qui statue ainsi sur choses non demandées, ou qui juge plus qu'il n'a été demandé? S'il s'agit d'un jugement en premier ressort, rien de plus simple: la voie de l'appel est ouverte. Mais s'il s'agit d'un jugement en dernier ressort ou d'un arrêt de Cour souveraine, il faut, en général, se pourvoir par la voie de la requête civile: c'est ce qui résulte de l'art. 480 du Code de procédure; et la jurisprudence a établi que dans ce cas on ne peut prendre la voie du recours en cassation: P. Cass., 3 frim. an 9; 5 brum. an 11; 28 mars 1837 (Volume 1837). Toutefois, il en est différemment, et la partie peut se pourvoir tout à la fois en cassation et en requête civile, lorsque la décision qu'elle attaque pour *ultra petita* renferme en même temps une violation de la loi. Or, telle est précisé-

tribunal civil du département des Bouches-du-Rhône annula la vente faite à Verdier en se fondant sur des actes antérieurs à la transaction.

Pourvoi en cassation de Verdier pour contravention à l'ordon. de 1560 qui veut que les transactions ne puissent être rescindées que pour dol, en ce que le tribunal avait détruit l'effet d'une transaction qui n'était point attaquée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'ord. d'avr. 1560; — Attendu que le jugement du tribunal civil du département des Bouches-du-Rhône, du 16 germ. an 6, en décidant que le domaine de Fousargues ne faisait pas partie des biens substitués, comme remploi de ceux de ses biens qui avaient été aliénés, que Cécile-Madeleine Deroche n'avait ni titre ni qualité pour aliéner ce domaine, et en annulant la vente qu'elle en a faite à Simon Verdier, le 3 juill. 1785, a contrevenu à ce qui avait été réglé par la transaction du 3 juill. 1777; — Attendu que cette transaction autorisait Cécile-Madeleine Deroche à faire cette vente afin de payer la dot de Marie-Anne Trinquelézes, veuve de Henri Deroche, et les autres dettes de la succession de ce même Henri Deroche, dont

Blaise-Pascal Dabadie, défendeur, était héritier; — Attendu que le tribunal civil du département des Bouches-du-Rhône a anéanti les effets de cette transaction qui avait été produite au procès, sans qu'aucune des parties lui ait demandé de prononcer sur la validité de cet acte; — Attendu que cette transaction était évidemment obligatoire pour Blaise-Pascal Dabadie, puisqu'elle avait été consentie et souscrite en son nom par Guillaume Dabadie, son père, dont il était aussi héritier; — Casse, etc.

Du 21 pluv. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Oudot. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst. — *Pl.*, le cit. Ardenne.

TIERCE-OPPOSITION. — DERNIER RESSORT.

Un tribunal civil jugeant la merite d'une tierce opposition formée contre un arrêt du parlement rendu omisso medio, ne doit pas juger en dernier ressort, comme auraient fait les juges du parlement. — Il doit juger à la charge de l'appel, comme serait jugée la cause principale elle-même, s'il n'y avait pas eu arrêt. (LL. 12 oct. 1790, art. 6; 30 sept. 1793, art. 3.) (1)

(1) Il existait pour l'espèce jugée au texte formel dans l'art. 3 de la loi du 20 sept. 1793, qui ne permettait pas aux juges saisis de la tierce opposition de prononcer en dernier ressort sur cette tierce opposition.

Mais en thèse générale, quelle est, quant au premier ou dernier ressort, le pouvoir du juge devant lequel est formée une tierce opposition? Plusieurs hypothèses se présentent: — 1^{re} Le jugement attaqué et la prétention du tiers opposant portent l'un et l'autre sur une valeur renfermée dans le taux du dernier ressort: nul doute qu'alors le tribunal ne doive statuer en dernier ressort. — 2^e Le jugement et la prétention ont, au contraire, tous les deux pour objet une valeur excédant le taux du dernier ressort. Ici également, point de difficulté: le tribunal statuera seulement en premier ressort. — 3^e Le jugement est de dernier ressort, mais la demande du tiers opposant excède ce taux. Sur ce point, Carré (*Lois de la Compétence*, art. 281, n° 306), pense que le tribunal ne peut prononcer qu'en premier ressort. A qu'il importe, dit-il, que le jugement entrepris par la tierce opposition ait été rendu en premier ou dernier ressort, des lors que la demande qui donne lieu à ce pourvoi est au-dessus ou au-dessous du dernier ressort: Il ne peut résulter du caractère du jugement attaqué par un tiers et rendu sur une demande formée par une autre partie, que ce tiers puisse être privé de l'avantage du premier ressort, ou de celui du dernier, avantage dont il eût incontestablement joui, si, au lieu de se pourvoir par tierce opposition, il avait formé une demande principale et dans la forme ordinaire. Ainsi, le jugement à rendre sur une tierce opposition sera ou en dernier ou en premier ressort, suivant la valeur du litige à vider sur la tierce opposition. A *P.* aussi en ce sens, Pigeau, *Comment.*, t. 2, p. 46. — 4^e Enfin, le jugement est en premier ressort, mais la réclamation du tiers opposant est inférieure à ce taux. Des principes posés par Carré, dans l'opinion qui vient d'être rappelée, résulterait que le tribunal devrait, en ce cas, à la différence de celui qui précède, prononcer en dernier ressort. On pourrait cependant douter qu'il en doive être ainsi: car, bien que le tiers opposant ne réclame qu'une valeur de moins de 1000 francs, sa tierce opposition ne tend pas moins à la rétractation d'une décision qui prononce sur un objet d'une valeur supérieure. Néanmoins, comme l'objet de toute action n'est que de faire déclarer le droit personnel de celui qui l'exerce, et que, par suite, le jugement rétracté sur la tierce opposition conserve ses effets

pour le surplus, il semble que la compétence du dernier ressort doive se déterminer uniquement par l'intérêt du tiers opposant. Il n'y aurait d'exception à ce principe que pour le cas où l'objet du jugement serait indivisible, et où il y aurait ainsi impossibilité d'exécuter séparément ce jugement et celui rendu sur la tierce opposition. (*P.* 15 pluv. an 9.)

P. au surplus, un arrêt de Besançon, du 16 juin 1809, qui a décidé qu'il ne pouvait être prononcé qu'en premier ressort sur la question de savoir si une tierce opposition est recevable, lors même, qu'au fond, il s'agirait de moins de 1000 fr., en ce que la contestation de recevabilité de la tierce opposition, doit être considérée comme étant d'une valeur indéterminée. — Cette doctrine ne nous paraît pas admissible, les questions accessoires (sauf celles de compétence) qui s'élèvent dans une instance étant soumises aux mêmes règles du dernier ressort que les questions du fond.

Une autre question sur le droit de prononcer en premier ou dernier ressort, s'élève en cas de tierce opposition formée à un jugement de tribunal civil, rendu sur l'appel d'une sentence du juge de paix. Comment, dit Merlin (*Quest. de droit*, v° *Opposition tierce*, § 2), le tribunal statuera-t-il sur la tierce opposition? — La jugera-t-il à la charge de l'appel? Alors, une affaire qui, par sa nature, ne peut pas arriver à la Cour d'appel, lui sera cependant soumise. — La jugera-t-il en dernier ressort? Dans ce cas, le tiers opposant ne jouira pas des deux degrés de juridiction que la loi accorde à toutes les parties, dans les affaires qui ne sont pas sujettes à être jugées en premier et dernier ressort par les tribunaux d'arrondissement. — La renverra-t-il au juge de paix, pour y statuer à la charge de l'appel? Mais le juge de paix ne peut pas rétracter un jugement émané de son juge supérieur. — Ainsi, de quelque côté que l'on se tourne, on rencontre un principe qui s'oppose au principe que l'on voudrait embrasser. Il faut cependant se fixer; et, inconvénients pour inconvénients, on doit s'en tenir à l'opinion qui en offre le moins: c'est-à-dire, en d'autres termes, que l'on doit regarder le tribunal d'arrondissement comme investi d'un pouvoir suffisant pour juger la tierce opposition en dernier ressort. Et ce qui lève à cet égard toute espèce de doute, c'est que la Cour de cassation a constamment jugé que, sous le régime de la Constitution de l'an 3, les tribunaux civils de département devaient prononcer en dernier ressort sur les tierces oppositions formées aux jugements qu'ils avaient rendus en cause

(Ricard — C. Groussac.)

Le 1^{er} juill. 1785, la veuve Groussac avait obtenu au ci-devant parlement de Toulouse un arrêt contre les administrateurs de l'hôpital de la Grave. — Cet arrêt avait été rendu *omisso medio*, parce que le parlement était investi par lettres de *committimus* de la connaissance immédiate de toutes les affaires concernant l'hôpital de la Grave.

Métrie Ricard y forma tierce opposition devant le tribunal civil du département de la Haute-Garonne. — Il fut débouté de sa tierce opposition par jugement rendu en dernier ressort, à la date du 8 flor. an 7.

POURVOI en cassation pour contravention à l'art. 6 de la loi du 12 octob. 1790, et à l'art. 3 de celle du 20 sept. 1793. — Le demandeur faisait observer que, aux termes des lois invoquées, tous jugemens a intervenir devant les tribunaux civils, dans les causes jadis pendantes aux parlements, *omisso medio*, devaient être rendus à la charge de l'appel. — A la vérité, disait-il, il y a eu dans l'espèce arrêt rendu, et en dernier ressort. Mais relativement aux tiers, ce jugement est réputé non existant; la cause est absolument comme non jugée; donc le jugement a intervenir devait être en premier ressort.

On opposait ce moyen la maxime constamment suivie, qu'il doit être statué en dernier ressort sur toute tierce opposition formée à un jugement rendu en dernier ressort.

La section civile a été divisée sur cette difficulté; mais cinq juges ayant été appelés pour vider le partage, il a été consacré que cette maxime, vraie en général, ne pouvait s'appliquer à l'espèce particulière.

JUGEMENT (après partage).

LE TRIBUNAL: — Vu l'art 6 de la loi du 12 oct. 1790, ainsi conçu: « Les procès pendant en première instance ou par appel, dans quelques tribunaux ou devant quelques commissaires extraordinaires que ce soit, en vertu de *committimus* ou autres privilèges, ou en vertu d'évocations ou attributions quelconques, seront renvoyés aux tribunaux de district qui remplacent ceux qui auraient naturellement du connaître de ces procès, soit pour y être jugés en première instance, soit pour y être procédé au choix d'un tribunal d'appel; » — Vu aussi l'art. 3 de la loi du 20 sept. 1793, portant: « Les procès portés en première instance et restés indéfinis dans les ci-devant parlements et autres cours, ou devant quelques commissaires extraordinaires que ce soit, en vertu de *committimus*, attributions, etc., ne peuvent être jugés en dernier ressort par les tribunaux qui remplacent ceux qui auraient dû naturellement connaître de ces procès, à moins que les parties n'y aient expressément consenti; » — Et attendu

d'appel. a — Carré professe la même opinion, en reproduisant le passage que nous venons de transcrire (Lois de la proc., n° 1729), ainsi que Berriat-Saint-Prix (Cours de proc. civ., p. 410, note 5).

P. cependant un arrêt de la Cour de cassation du 29 nov. 1820, qui décide qu'un jugement du tribunal de première instance rendu sur tierce opposition, n'est point en dernier ressort lorsque la valeur du litige excède les bornes du premier ressort; encore que le jugement attaqué par tierce opposition fût lui-même en dernier ressort, d'après la loi institutive du tribunal qui l'a rendu; par exemple, dans le cas où le jugement attaqué émane d'arbitres forcés, jugeant en dernier ressort aux termes de la loi du 10 juin 1793.

(1) Également, le Code pénal actuel n'exige point

II.—1^{re} PARTIE.

que, dans l'espèce, l'arrêt rendu, le premier juill. 1785, par le ci-devant parlement de Toulouse, au profit de la veuve Groussac, ne l'a été qu'en vertu du privilège qu'avait alors l'hôpital de la Grave de porter toutes ses affaires même et directement devant ce parlement, que l'effet de la tierce opposition à cet arrêt formée par Métrie-Ricard devant le tribunal civil du département de la Haute-Garonne, comme remplaçant ce parlement, a été de faire revivre l'instance à son égard et de la remettre dans l'état où elle se présentait quand elle a été portée devant ce parlement, et, par conséquent, en état de première instance, aux termes des lois ci-dessus citées, et qu'ainsi cette tierce opposition n'a pu être jugée en dernier ressort par le jugement attaqué sans contravenir à ces lois; — Casse, etc.

Du 25 pluv. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Babbille. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

RECÉLÉ. — EXCUSE. — INTENTION.

D'après le Code pénal de 1791, tit. 3, art. 3, la recélé d'objets volés, avec connaissance du vol, est punissable indépendamment de l'intention du recéleur de détourner ces objets à son profit: il n'y a d'autre excuse admise en faveur du recéleur que celle résultant de la restitution des objets volés (1).

(Intérêt de la loi — Aff. veuve Mahé.)

La veuve Mahé était accusée de complicité de vol pour avoir recélé des effets volés. Le tribunal criminel posa au jury, outre la question principale de recel avec connaissance de l'origine des objets recelés, celle de savoir si l'accusée avait commis ce délit pour détourner à son profit les objets recelés. Sur la réponse négative du jury à cette seconde question, l'acquiescement fut prononcé.

Pourvoi en cassation par le ministère public, pour violation de l'art. 3, tit. 3, 2^e part. du Code pénal.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 3 du tit. 3, 2^e part. du Code pénal; — Considérant que de cet article il résulte que le caractère distinctif du délit de recélé, est la connaissance que les effets provenaient d'un vol; que c'est cette connaissance qui constitue toute l'immoralité du recéleur, sans qu'il soit nécessaire de poser aucune autre question sur la moralité du fait, à moins que, pour sa défense, l'accusée n'articule que son objet était de restituer; car auquel une question devait être posée, aux termes de l'art. 373 du Code des délits et des peines, comme résultant de la défense de l'accusée; — Considérant que cependant, dans l'espèce, quoique la veuve Mahé ne se fût défendue qu'en niant le fait même du recélé, le tribu-

que le recéleur ait profité de la chose qu'il a reçue pour qu'il soit punissable comme complice. « Loin de là, disent MM. Hélie et Chauveau (Théorie du Code pénal, t. 2, p. 135), la loi place sur la même ligne, implicitement dans l'art. 62, et dans l'art. 380 explicitement, ceux qui ont recélé ou appliqué à leur profit les objets volés. La circonstance que le prévenu de recélé a reçu en simple dépôt la chose volée, ou même en a payé le prix, n'altérerait donc nullement le caractère criminel du recélé. La seule justification intentionnelle serait qu'il n'a reçu les objets que pour les remettre à leur véritable propriétaire, mais cette excuse rentrerait dans la question de culpabilité. » — La même doctrine résulte aussi de ce que dit Caron, Comment. du Code pénal, sur l'art. 62.

nal criminel du département de la Gironde ne s'est pas borné à demander au jury si la veuve Mabé était complice pour avoir recélé des objets volés, sachant qu'ils étaient volés, question qui déjà était vicieuse, par la cumulation du fait et de sa moralité; qu'on a ensuite demandé au jury, si la veuve Mabé avait eu l'intention de détourner à son profit les objets volés, intention que la loi ne suppose pas nécessaire pour constituer l'immoralité du recélé; — Considérant qu'il en est résulté l'impunité d'une accusée reconnue convaincue d'avoir recélé des effets volés, sachant qu'ils étaient volés, et qui, aux termes de l'article ci-dessus cité, devait, sur cette seule déclaration, être réputée complice, et punie de la peine prononcée par la loi contre les auteurs du crime; — Casse dans l'intérêt de la loi, etc.

Du 27 pluv. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Viellart. — Rapp., le cit. Seignette. — Concl., le cit. Jourde, subst.

ACTE D'ACCUSATION. — FAITS DISTINCTS.

Lorsque l'acte d'accusation contient plusieurs chefs distincts, et par exemple ceux de vols avec violence et de rassemblement armés, et que les jurés n'ont été interrogés que sur le chef relatif aux vols, l'accusation n'est pas purgée et le jugement est nul. (C. 3 brum. an 4, art. 373.)

(Daguet et Melinet — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 3 de la loi du 30 prair. an 3; — Vu aussi les art. 1^{er} et 2 de la loi du 1^{er} vend. an 4; — Vu enfin les art. 373 et 598 du Code des délits et peines; — Considérant que, par l'acte d'accusation, les nommés Daguet et Melinet sont accusés d'avoir fait partie d'un rassemblement de plus de quatorze personnes qui, munies d'armes à feu, se sont répandues dans plusieurs maisons, où elles ont commandé, au nom du roi, la remise des armes qui pouvaient s'y trouver, délit prévu et puni par l'art. 3 de la loi du 30 prair. an 3, et par les art. 1^{er} et 2 de la loi du 1^{er} vendém. an 4, lesquelles lois sont ci-dessus citées; qu'en outre et dans le même instant, lesdits Daguet et Melinet se sont rendus coupables de plusieurs vols commis avec violence envers les personnes, délit prévu par le Code pénal et par la loi du 26 flor. an 5; — Considérant que le tribunal criminel du département de Loir-et-Cher n'a proposé au jury de jugement que des questions relatives aux vols commis avec violence envers les personnes, sans en proposer aucune re-

lativement au rassemblement armé dont lesdits Melinet et Daguet sont accusés d'avoir fait partie; que, dès lors, ce tribunal n'a pas posé toutes les questions qui résultent de l'acte d'accusation; qu'ainsi il y a de sa part violation de l'art. 373 du Code; — Casse la déclaration du jury et l'ordonnance d'arrêt rendue par le président dudit tribunal criminel en faveur desdits Melinet et Daguet, etc.

Du 28 pluv. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Vallée. — Concl. le cit. Arnaud, subst.

FAUX TÉMOIGNAGE. — MATIÈRE CIVILE.

— MANDAT D'ARRÊT.

Dans le cas de faux témoignage en matière civile, le directeur du jury ne pouvait décerner de mandat d'arrêt contre le témoin, en vertu de l'art. 367 du Code du 3 brum. an 4; cet article n'étant relatif qu'au président du tribunal criminel, au cas de faux témoignage devant le jury. (Cod. inst. crim. 330, anal.) (1)

(Girod et autres — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 367 du Code des délits et peines; — Vu pareillement la 6^e disp., art. 456 du même Code; — Considérant que dans l'espèce, où il s'agissait uniquement d'un faux témoignage en matière civile, le directeur du jury de l'arrondissement de Belley a commis un excès de pouvoir évident en procédant en vertu de l'art. 367 précité et conformément à ce qui est prescrit par cet article; qu'il est exclusivement relatif à la conduite à tenir par un président de tribunal criminel dans le cas où, s'agissant de matière criminelle et de délits soumis à l'examen d'un jury, la déposition d'un témoin paraît évidemment fautive d'après les débats; — Casse le jugement du tribunal du département de l'Ain, du 16 brum. dernier.

Du 29 pluv. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Rupérou. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

DON MUTUEL. — FORMALITÉS. — TESTAMENT CONJONCTIF.

Les dons mutuels de survie entre époux, faits sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, conformément aux dispositions de la coutume locale, ne sont soumis aux formalités ni des donations ni des testaments, et ne peuvent être annulés comme étant un testament conjonctif. (Ord. 1731, art. 46; Ord. 1735, art. 77; L. 17 niv. an 2, art. 13 et 14.) (2)

(1) Il y avait alors nécessité de procéder selon les formes ordinaires établies pour la poursuite des crimes et délits (F. art. 100 et suiv. du Code du 3 brum. an 4). Le faux témoignage en matière civile était puni de la peine de six années de gêne, par l'art. 47, tit. 2, sect. 2 du Code pénal de 1791.

(2) F. les conclusions de Merlin dans cette affaire, *Quest. de droit*, v^o Don mutuel, § 3. — Pothier, *Donations entre mari et femme*, n^o 129, examine si le don mutuel est un véritable don entre-vifs, ou si ce n'est qu'un contrat intéressé de part et d'autre, de la classe des contrats aléatoires, qui n'a de la donation que le nom. Et il décide que ce don mutuel renferme de véritables donations, attendu que c'est l'intention qu'ont eue les parties qui règle la nature du contrat. — Toutefois, l'art. 46 de l'ordonnance de 1731 exceptait des dispositions de cette ordonnance ce qui concernait les dons mutuels et autres donations entre mari et femme autrement que par contrat de mariage. D'un autre

côté, l'art. 77 de l'ordonnance de 1735, tout en proscrivant les testaments conjonctifs, permettait cependant aux époux de continuer à se faire des donations mutuelles à cause de mort, dans les pays où ils étaient autorisés à se gratifier de cette manière, et cette exception, dit Pothier (*Traité des donations testamentaires*, ch. 1, art. 1), peut se rapporter aux testaments mutuels qui se font entre mari et femme, dans les coutumes où le mari et la femme peuvent s'avantager dans cette forme. La loi du 17 niv. an 2 se montra très favorable à ces sortes de donations. Aussi de nombreux arrêts ont confirmé la doctrine que consacre le jugement que nous rapportons. F. notamment, Cass. 12 fruct. an 10; 30 mess. et 25 fruct. an 11; 14 et 28 prair. an 13, et au surplus *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o Don mutuel. — Aujourd'hui le don mutuel ne peut être fait que dans la forme d'une donation entre-vifs ou dans celle d'un testament. Mais il est toujours révocable quand il a lieu pendant le mariage, et ne peut

(Pichon — C. Guille.)

Élisabeth Marville, veuve Nonclesq, contracta un second mariage avec Jean Guille. Quelque temps après sa célébration, et le 5 brum. an 7, par un acte passé devant notaire, il fut stipulé entre les époux, que le survivant demeurerait héritier universel des biens, meubles et immeubles du prédécédé, dans le cas où il décéderait sans héritier direct; au cas contraire, l'avantage devait se réduire et se convertir en l'usufruit de la moitié de tous lesdits biens, meubles et immeubles du prédécédé.

Élisabeth Marville décéda laissant des enfans de son premier mariage; la disposition faite au profit de son mari devait donc être de l'usufruit de la moitié des biens qu'elle avait laissés, conformément à l'acte du 5 brum. an 7, disposition d'ailleurs autorisée par la loi du 17 niv. an 2. Mais Pichon, tuteur des mineurs Nonclesq, attaqua cet acte; il prétendit qu'il renfermait un testament conjointif, pros crit par l'art. 77 de l'ordonn. de 1735.

Le 5 therm. an 8, par jugement du tribunal du Pas-de-Calais, confirmatif de celui du tribunal civil du département du Nord, ses prétentions furent rejetées, et la disposition faite au profit du citoyen Guille fut déclarée bonne et valable.

Pourvoi en cassation, de la part du tuteur, pour contravention à l'art. 3 de l'ordonn. de 1731 et à l'ordonn. de 1735.

La première de ces ordonnances, disait le demandeur, porte textuellement; qu'il n'y aura à l'aveu que deux formes de disposer à titre gratuit; l'une, celle des donations entre vifs; l'autre, celle des testaments. L'acte du 5 brum. an 7 n'a été soumis à aucune des formalités exigées pour la validité, soit des donations entre vifs, soit des testaments; il ne peut donc valoir en aucune de ces deux qualités; c'est une disposition constatée par un acte simple et ordinaire, abrogee par les lois en vigueur au moment où elle a été faite; le tribunal du Pas-de-Calais ne pouvait donc se dispenser d'en prononcer la nullité.

Au surplus, ajoutait-il, quant aux dispositions qu'il contient, l'acte du 5 brum. a tous les caractères d'un testament; c'est en effet un acte par lequel Élisabeth Marville disposait pour un temps où elle n'existerait plus; mais ici deux personnes ont disposé par un seul et même acte; c'est un testament conjointif pros crit par l'ordonn. de 1735.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu les art. 3 et 46 de l'ordonn. de 1731, et l'art. 77 de l'ordonn. de 1735; — Attendu que l'acte du 5 brum. an 7 n'est ni un testament, ni une donation entre vifs, mais une disposition particulière, autorisée par l'art. 17 de la coutume de Valenciennes, qui régit les parties; — Attendu que l'art. 46 de l'ordonn. de 1731 et l'art. 77 de l'ordonn. de 1735 exceptent de leurs dispositions les dons mutuels et autres donations entre mari et femme après leur mariage; — Attendu que les art. 13 et 14 de la loi du 17 niv. an 2 autorisent les dispositions qui ont été faites entre Jean Guille et sa femme par l'acte du 5 brum. an 7, et que la coutume de Valenciennes qui les régit y est conforme; d'où il résulte que le juge-

ment attaqué n'a violé aucune loi; — Rejette, etc. Du 1^{er} vent. an 9. — Sect. req. — Prés., le cit. Muraire. — Rapp., le cit. Deslogères. — Concl., le cit. Merliu, subst. — Pl., le cit. Legot.

LOI. — PUBLICATION. — SUCCESSION.

Avant la loi du 12 vend. an 4, les lois civiles ou judiciaires n'étaient obligatoires que du jour de leur publication par les tribunaux de district; si ne suffisait pas qu'elles eussent été publiées par les corps administratifs. — Ainsi, une succession ouverte postérieurement à la loi du 17 niv. an 2, n'en a pas moins dû être régie par les lois antérieures, si, à l'époque de l'ouverture, celle loi n'avait pas encore été publiée par la tribune civil. (LL. 9 nov. 1789, et 2-5 nov. 1790.) (1)

(Fréville — C. Fossard.)

Marie-Charlotte Hanny, veuve Lebec, était décédée à Rouen le 10 pluv. an 2. — Ses héritiers élevèrent la question de savoir si sa succession devait être régie par la loi du 17 niv. an 2, ou par les dispositions de la coutume. — La difficulté venait de ce que la loi du 17 niv. an 2 n'avait été reçue et publiée par le tribunal du district de la Seine-Inférieure, que le 10 pluv. an 2, c'est-à-dire à une époque postérieure à l'ouverture de la succession. — Or, d'une part, on prétendait qu'elle n'était devenue obligatoire qu'à partir de cette époque. — De l'autre part, on soutenait que la publication de l'autorité administrative faite dès le 6 pluv. an 2, avait suffi pour la rendre obligatoire.

Le tribunal civil de la Seine-Inférieure décida que la loi du 17 niv. an 2 n'était devenue obligatoire qu'à partir du 10 pluv.; mais sur l'appel, le 5 prair. an 7, son jugement fut infirmé par le tribunal de l'Eure.

Pourvoi en cassation, pour violation des lois du 9 nov. 1789 et 2-5 nov. 1790, relatives à la promulgation des lois.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu la loi du 9 nov. 1789 et celle du 2-5 nov. 1790, relatives à la sanction et à la promulgation des lois; — Vu l'art. 10 de la loi du 13-27 mars 1791; — Vu enfin les art. 86 et 87 de la loi du 13-17 juin 1791. — Attendu que ces lois sont les seules d'après lesquelles devait être jugée la question relative au partage de la succession dont il s'agit, ouverte dès le 10 pluv. an 2, puisque la loi du 14 frim. même année (2), n'a pu devenir obligatoire que du jour où toutes les formes nouvelles qu'elle exigeait ont été remplies, et notamment du jour où les lois ont été insérées dans le Bulletin, ce qui n'a commencé à avoir lieu qu'au 23 prair. suivant. — Attendu que la loi du 12 vendém. an 4 est la première qui ait rendu les lois obligatoires dans toute l'étendue de chaque département, à compter du jour de leur envoi au chef-lieu du département, et qui ait dispensé de toutes les autres publications exigées par les lois antérieures ci-dessus citées; que ces lois exigeaient cumulativement la publication dans les tribunaux, dans les administrations de département et de district. — Attendu que le paragraphe

d'ailleurs être fait par un seul et même acte. F. Cod. civ., art. 893, 1096 et 1097, et Merlin, Rép., v^o Don mutuel, § 2.

(1) F. dans le même sens, Cass. 14 mess. an 7 et la note, — il y a un jugement contraire du 3 mess. an 10; mais il est motivé sur ce que la publication de la loi de niv. an 2 par le tribunal de district n'avait pas pu avoir lieu dans l'espèce, attendu que

le tribunal se trouvait complètement désorganisé, par suite du renvoi de ses membres devant le tribunal révolutionnaire. Cette circonstance fit, dans l'espèce, considérer la publication administrative comme suffisante, la publication judiciaire ayant été matériellement impossible.

(2) Cette loi introduisait un nouveau mode de promulgation.

4 de la déclaration qui précède la loi du 2 nov. 1790, n'est évidemment relatif qu'aux lois qui avaient été précédemment publiées; que la disposition par laquelle il déclare obligatoires ces lois au moment où elles avaient été publiées, soit par le corps administratif, soit par le tribunal de l'arrondissement, n'est qu'une exception par laquelle la loi a voulu seulement légitimer les publications qui n'avaient point été faites conformément aux règles prescrites par les lois antérieures; — Que l'art. 1^{er} de cette même loi, qui commence par ces termes : « A l'avenir, prouve évidemment que ce qui précède ne concerne que le passé, et que désormais il faudra se conformer aux règles contenues dans les vingt-et-un articles qui suivent; — Que cette loi, comme la précédente de 1789, exige la publication tant dans les tribunaux que dans les administrations de département et de district; — Que cette dernière loi ne s'explique point expressément sur l'effet que doit produire cette double publication exigée par elle, tant par les tribunaux que par les corps administratifs; mais que la loi d'octobre 1789, en déclarant que les lois seraient mises à exécution dans le ressort de chaque tribunal, à compter du jour où les formalités de la transcription et de la publication en auront été remplies, décide clairement que la loi n'est obligatoire à l'égard de l'ordre judiciaire, et pour les tribunaux, que du jour auquel elle leur a été adressée, et y a été transcrite; et que la loi de 1790 ne contenant aucune disposition dérogaire ou contraire à celle de 1789, il en résulte que celle-ci subsistait encore dans toute sa force; — Que d'ailleurs les lois de 1789 et de 1790 ne peuvent être prises que comme exigeant cumulativement la double publication par les tribunaux et par les corps administratifs, en sorte qu'elles ne deviennent obligatoires que du jour où la double formalité a été remplie; ou comme n'exigeant cette double publication que distributivement et relativement à la nature des lois, en sorte qu'elles deviennent obligatoires du jour auquel elles ont été publiées par celle des autorités qui est chargée de leur application, c'est-à-dire les lois administratives, du jour de leur publication par les autorités administratives, et les lois civiles, criminelles et judiciaires, du jour de leur publication par les tribunaux; — Que cette dernière manière d'appliquer les lois de 1789 et de 1790, outre qu'elle est plus conforme à la raison, l'est encore, 1^o au texte précis de la loi de 1789, qui ne déclare les lois obligatoires dans le ressort des tribunaux, que du jour de leur transcription et publication dans les tribunaux; 2^o au texte de l'art. 10 de la loi du 15 mars 1791, qui déclare que le mandement de faire exécuter qui se trouve à la fin des lois, n'a, à l'égard des corps administratifs, en ce qui concerne l'ordre judiciaire, que l'effet d'assurer l'exécution de la loi lorsqu'ils en seront requis; — Que cette vérité est confirmée par la disposition de l'art. 7 du tit. 3 de la loi du 15 frim. an 2, qui, quoiqu'elle ne soit point applicable à l'espèce, peut néanmoins servir à développer l'esprit de toutes les lois antérieures relatives à la promulgation des lois, lequel article porte : « L'application des lois militaires appartient aux tribunaux militaires; celle des lois administratives aux administrations de département, et enfin celle des lois civiles et criminelles aux tribunaux. »

(1) V. le réquisitoire de Merlin dans cette affaire, *Quest. de droit*, v^o *Appel*, n^o 11. « Il n'y a sans doute point de termes sacramentels, dit Berriat, p. 422, not. 69 et 70; mais il faut que les indications nécessaires que l'acte doit contenir (comme celles de l'appelant, de l'intimé, du jugement qu'on atta-

— Que la loi du 13 juin 1791 ne présente rien qui puisse la faire regarder comme ayant dérogé à celle de 1789, et autoriser à en conclure qu'il ait encore suffi, depuis la loi de 1790, que les lois eussent été prononcées par l'autorité administrative pour devenir exécutoires dans le ressort des tribunaux; qu'en effet l'art. 86 de cette loi exige toujours l'envoi à tous les corps administratifs, tribunaux et municipalités; que si l'art. 87 les déclare exécutoires dans chaque district, c'est après avoir exigé la transcription, lecture et publication par les tribunaux, corps administratifs et municipalités; et que ce terme de district étant devenu, d'après les lois d'août et de décembre 1790, une expression qui désignait également la division territoriale en tribunaux et en administrations de district, il s'applique à l'effet de la publication relativement au district des tribunaux, comme relativement au district administratif, chacun en ce qui le concerne; — Attendu que les tribunaux ne peuvent s'écarter d'une loi positive qu'autant qu'elle se trouve expressément abrogée par une loi postérieure, ou que cette loi postérieure contient une disposition inconciliable avec la précédente; — Attendu enfin qu'il résulte de tout ce qui précède, que le tribunal civil du département de l'Eure a violé les lois précitées, en ce qu'en infirmant le jugement du tribunal civil du département de la Seine-Inférieure, qui avait déclaré la loi du 17 niv. an 2 inapplicable, il a jugé, au contraire, que la succession dont il s'agit, ouverte le 10 pluv. an 2, avait été régie par cette loi, qui, quoique publiée au département de la Seine-Inférieure, le 6 pluv., ne l'a été par la municipalité de Rouen que le 26, et par le tribunal du district que le 16; — Par ces motifs; — Casse, etc.

Du 2 vent. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Coffinhal. — *Concl.*, le cit. Lecoutour. — *Pl.*, le cit. Ducloux.

APPEL EN MATIÈRE CIVILE. — DÉCLARATION D'APPEL.

L'acte d'appel d'un jugement n'est pas nul, par cela seul qu'on n'y aurait pas employé le mot appeler : on peut y suppléer par des expressions équivalentes. (1)

(Vitet — C. Garrichon.)

Vitet avait interjeté appel d'un jugement du tribunal de la Seine, du 3 niv. an 8.

En appel, la veuve Garrichon forme sur le barreau une demande incidente, tendante à la réformation des chefs qu'elle prétendait lui faire griefs.

Cette demande fut accueillie par jugement du 8 fructid. an 8.

Le sieur Vitet se pourvut en cassation, sur le motif que le jugement de première instance avait acquis la force de chose jugée, en ce que la demande formée par la veuve Garrichon, pour le faire réformer, ne contenait pas déclaration expresse qu'elle entendait en interjeter appel, et que les juges avaient, en ce point, violé l'art. 5 du tit. 27 de l'ordonn. de 1667, qui considère comme passés en force de chose jugée, les sentences et jugements dont il n'y a pas d'appel, ou dont l'appel n'est pas recevable.

La veuve Garrichon répondait : que l'ordonn. de 1667, et toutes les lois subséquentes, n'avaient

que) résultent des termes et tournures de l'acte : autrement on ne peut dire que ce soit un appel. » — Cette règle n'est pas même applicable, quand il s'agit, comme dans l'espèce ci-dessus, d'un appel incident interjeté sur le barreau.

point établi que la partie qui se rendrait appelante d'un jugement, fût obligée de se servir du mot *appeler*, qui n'avait jamais été regardé comme sacramentel; qu'il suffisait qu'elle eût clairement expliqué l'intention où elle était de faire réformer le jugement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que le jugement du 8 fructid. an 8, dont est question, ne présente point de contravention à l'art. 5 du titre 27 de l'ordonn. de 1667; qu'il ne fait mention d'autre jugement que de celui dont était appel, et qu'il confirme ce dernier jugement, sauf en ce que la somme y adjugée n'était point liquidée, en quoi seulement il est réformé; et, qu'à cet égard, il ne le réforme qu'à l'effet de liquider, ainsi que, de fait, il liquide cette somme, et il ne le fait qu'après avoir constaté que la veuve Garrichon s'était rendue, de son côté, demanderesse sur le barreau;—Attendu qu'il ne présente non plus aucune infraction des règles de la procédure;—Rejette, etc.

Du 2 vent. an 9.—Sect. civ.—*Prés.*, le cit. Murraire.—*Rapp.*, le cit. Cassaigne.—*Concl.*, le cit. Merlin, subst.

1^o LOIS ROMAINES.—CARACTÈRE OBLIGAT.
2^o SERVITUDE DISCONTINUE.—PRESCRIPTION.

1^o Les lois romaines n'étaient obligatoires, en France, qu'avec les modifications introduites par l'usage ou la jurisprudence, même dans les pays où le souverain en avait ordonné l'exécution (1).

2^o Les servitudes discontinues ne pouvaient, dans la ci-devant Franche-Comté, s'acquérir par la simple possession de trente ans: il fallait une possession immémoriale (2).

(Conscience—C. Jacquet.)

Depuis plus de trente ans, Conscience jouissait, sans titre, d'un droit de passage sur un fonds appartenant à Jacquet, et situé dans la ci-devant Franche-Comté; toutefois il ne justifiait pas d'une possession immémoriale.

Jacquet s'opposa à l'usage de cette servitude; et, par jugement du tribunal civil de la Haute-Saône, en date du 28 prair. an 8, son fonds en fut déclaré affranchi, sur le motif qu'un droit de passage était une servitude discontinue, et qu'une servitude discontinue ne pouvait s'acquérir sans titre.

Pourvoi de la part de Conscience pour violation des lois romaines. — Les lois romaines, disait-il, sont les seules lois qui régissaient la

ci-devant Franche-Comté, d'après les lettres-patentes du 28 décembre, 1459, ainsi conçues:.....: *que toutes les causes, questions et procès qui surviendront, soient jugés selon l'ordonnance et les dispositions du droit civil, en rejettant toute autre coutume.* Or, les lois placées sous le titre du Code de prescription 30 vel 40 annorum, et la loi dernière au Code de prescriptione longi temporis, décident formellement que la simple possession, pendant trente ans, sans titre ni bonne foi, suffit pour prescrire les servitudes réelles. Elles ne distinguent point entre les servitudes continues et discontinues pour établir une différence entre elles; cette distinction était inconnue dans le droit romain, ainsi que l'attestent ses commentateurs les plus recommandables.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que la coutume est muette sur les questions de servitude, et que la jurisprudence constante du parlement de Besaçon, attestée par Dunod, était que la servitude de passage ne pouvait s'acquérir que par une possession immémoriale, etc.—Rejette, etc.

Du 2 vent. an 9.—Sect. req.—*Rapp.*, le cit. Riots.—*Concl.*, le cit. Merlin, commiss.

DOMAINES NATIONAUX.—COMPÉTENCE.—
 APPLICATION DE TITRES.

C'est à la juridiction civile qu'il appartient de statuer sur l'action intentée contre un tiers par l'acquéreur d'un bien national, en revendication de terrains qu'ils prétendent compris dans l'adjudication passée à son profit: c'est là une simple demande en revendication subordonnée à une application de titres, ainsi qu'à l'examen de la possession, et par conséquent étrangère aux attributions des corps administratifs et à la validité de l'adjudication. (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13; Const. du 5 fruct. an 3, art. 189.) (3)

(Desjobert—C. Cormieux.)

Desjobert revendiquait contre Cormieux quelques pièces de terre qu'il prétendait comprises dans l'adjudication, passée à son profit, d'un domaine national.

Jugemens de première instance et d'appel des tribunaux civils du Cher et de Loir-et-Cher, qui renvoient les parties devant l'autorité administrative, par ce motif qu'il s'agissait d'interpréter une vente nationale.

Pourvoi de la part de Desjobert, pour déni de justice et violation de l'art. 189 de la constitution du 5 fructid. an 3, qui défend aux adminis-

trations de se prononcer sur des questions de propriété (Cass. 15 mai 1816).

(3) Cette distinction est consacrée aussi par la jurisprudence administrative. « On a renvoyé aux tribunaux, dit M. Cormeille, *1^o Domaines nationaux*, § 1. n^o 5,.... les prétentions que des tiers élevent sur des terrains compris dans une vente, lorsqu'ils ne se fondent pas sur des actes administratifs, mais sur des titres privés ou sur la possession;... les contestations élevées entre deux acquéreurs de propriétés nationales limitrophes ou entre un acquéreur et un propriétaire voisin, non sur l'interprétation de l'acte de vente, mais sur son application, lorsque les limites sont clairement définies; car l'application, loin de mettre en question l'existence de la vente, implique au contraire sa réalité. » La jurisprudence des tribunaux est parfaitement conforme sur ce point à la jurisprudence administrative: *1^o Notamment*, Cass. 13 mars 1821 et 29 janv. 1825, et au surplus *Jurisp. du XIX^e siècle*, *1^o Domaines nationaux*, § 7.

(1) *V.* en ce sens, 2 mess. an 11; 12 oct. 1813; 21 juin 1815; 23 août et 7 nov. 1826.—*V.* les conclusions de Merlin dans cette affaire, *Quest. de droit*, *1^o Servitude*, § 2. Il cite à l'appui de son opinion, Stockmans, décision 1^{re}, n^o 11; Deghe-wiet, *Instit. au droit belge*, part. 1, tit. 1, § 7, n^o 9, et rapporte un passage d'une lettre écrite par Aguesseau au premier président de Toulouse, le 29 oct. 1736.

(2) *V. conf.*, Dunod, *Traité des prescriptions*, Merlin, *Quest. de droit*, *1^o Servitude*, § 2, atteste que la même jurisprudence était admise dans le ressort des parlements d'Aix et de Bordeaux. Cette règle était également suivie dans le ressort du parlement de Toulouse (Cass. 5 flor. an 12), et en Alsace, à moins que les servitudes ne fussent apparentes, quoique discontinues (Colmar, 8 juill. 1806). —Le Code civil (art. 691) ne se contente même plus de la possession immémoriale pour les servitudes discontinues; il déclare qu'elles ne peuvent s'acquérir que par titres, et il déroge sous ce rapport au droit

trations de s'immiscer dans les objets dépendant de l'ordre judiciaire.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'art. 189 de l'acte const. de l'an 3, ainsi conçu : « Elles ne peuvent (les administrations départementales et municipales) s'immiscer dans les objets dépendant de l'ordre judiciaire ; » laquelle disposition est conforme à celle de l'art. 13, tit. 2 de la loi du 16 août 1790, antérieure à l'introduction de l'instance ; — Considérant que, de droit commun, la juridiction contentieuse doit être exercée par les tribunaux ; que l'administration ne peut l'exercer que par exception et en vertu d'une attribution clairement exprimée ; qu'elle l'est pour les ventes des domaines nationaux, dont la nullité ne peut être prononcée que par les administrations, exception établie dans l'intérêt des acquéreurs, à qui la nation doit garantir l'inviolabilité de leurs acquisitions, quand même le domaine vendu comme national ne le serait pas, sauf l'indemnité du propriétaire, qui est à la charge du trésor public ; — Considérant que cette exception ne peut être opposée à l'acquéreur ; que l'administration ne résiste ni la connaissance de l'affaire, ce qui aurait fait naître le conflit prévu par l'art. 27 de la loi du 21 fructid. an 3, ni les portions de terre dont il s'agit comme non comprises dans l'adjudication de Desjoberg ; et qu'enfin, l'action qu'elle intenterait elle-même contre Cornuëux et consorts serait de la compétence des tribunaux, s'agissant d'une demande en revendication subordonnée à une application de titres, à l'examen de la possession, et, par conséquent, étrangère aux attributions des corps administratifs et à la validité de l'adjudication ; — Casse le jugement du tribunal civil du département de Loir-et-Cher, du 13 fructid. an 7.

Du 3 vent. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Coffinhal. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst. — *Pl.*, les cit. Hom et Bouguet, av.

RENTE FÉODALE. — RENTE CONVENANCÉRIÈRE.

Une rente convenancérière (1) ne cesse point d'être purement foncière, et ne doit pas être considérée comme mêlée de féodalité par cela seul que le concédant a déclaré se réserver certains droits d'une nature féodale, alors qu'il est reconnu qu'il n'était pas seigneur du fonds cédé. (L. 27 août 1792, art. 12.) (2)

(Calloet-Canidy — C. Lebeuzit.)

Calloet-Canidy, seigneur de Keralion, avait cédé à Lebeuzit, à titre de bail à domaine congéable, un bien dépendant du duché de Penthièvre, à condition que Lebeuzit paierait une rente convenancérière, et serait assujéti, pour raison de ce

bien, à la justice et à la banalité du moulin de Keralion.

Postérieurement, la loi des 7 juin-5 août 1791 supprima, dans les baux à domaine congéable, tous les droits de nature féodale, en laissant subsister les droits de nature foncière. Plus tard, la loi des 27 août-7 septembre 1792, aboît les concessions de cette espèce, en les convertissant en rentes rachetables. Enfin, la loi du 17 juill. 1793 et le décret d'ordre du jour du 29 flor. an 2, déclarèrent supprimées sans indemnité les rentes convenancérières dont les actes constitutifs se trouvaient mêlés de féodalité. Lebeuzit cessa en conséquence d'acquiescer sa redevance.

Mais lorsque la loi du 9 brum. an 6 eut abrogé les lois intermédiaires et remis en vigueur la loi des 7 juin-5 août 1791, Calloet demanda que Lebeuzit fût condamné à lui payer la rente à l'avenir, et à acquiescer les arrérages échus jusqu'à 9 brum. an 6. Nulle difficulté sur le premier point. Mais Lebeuzit soutenait ne pas devoir les arrérages échus jusqu'à 9 brum. an 6, parce que le décret du 29 floréal an 2 devait recevoir son exécution pour tout le temps écoulé avant son abrogation, et que sa soumission à la banalité du moulin de Keralion avait entaché de féodalité le titre primitif. — Calloet répondait que, n'étant pas seigneur du bien concédé, puisque ce bien dépendait du duché de Penthièvre, il n'avait pas pu rendre seigneuriale la rente représentative de la jouissance de ce domaine.

3 prair. an 7, jugement du tribunal des Côtes-du-Nord, qui condamnait bien Lebeuzit à payer à Calloet les arrérages à échoir, mais l'affranchit du paiement des arrérages échus jusqu'à 9 brum. an 6, attendu que Calloet avait trompé la bonne foi de Lebeuzit en exigeant de lui une soumission à sa justice et à sa banalité.

Pourvoi par Calloet pour violation de l'art. 19 de la loi des 27 août-7 sept. 1792.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'art. 12 de la loi du 27 août 1792, ainsi conçu : « Ils continueront (les domaniers), jusqu'à rachat effectué, de payer « annuellement, comme par le passé, et aux termes ordinaires, en nature de rentes purement « foncières, les redevances annuelles ci-devant « convenancérières ; » — Et attendu qu'il résulte du jugement attaqué que la rente dont il s'agit était purement foncière, puisque, malgré la soumission au moulin et à la juridiction du ci-devant fief de Keralion, ce jugement déclare que le domaine grevé de cette redevance n'en est pas moins demeuré dans la mouvance de Guingamp, membre du ci-devant duché de Penthièvre ; — Casse, etc.

Du 4 vent. an 9. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Li-borel. — *Rapp.*, le cit. Babilhe. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst. — *Pl.*, le cit. Guichard.

(1) On appelait ainsi en Bretagne, dit Merlin, *Rép.*, v° *Rente convenancérière*, une prestation soit en argent, soit en denrées, qui formait le prix d'un bail à domaine congéable.

(2) *V.* dans le même sens, Cass. 4 vend. an 10 ; 29 therm. an 10 ; 19 niv. an 12 ; 19 fév. 1806 ; 27 mars 1833 (Volume 1833) ; Toulouse, 25 juill. 1829. — En sens contraire : décrets des 13 mess. an 13 et 23 avril 1807 ; Cass. 2 et 30 mai 1808 ; 5 et 12 juill. 1809 ; 17 juill. 1811 ; 16 fév. 1813 ; 4 nov. 1818.

Ces dernières décisions, et notamment les deux décrets impériaux des 13 mess. an 13 et 23 avril 1807, étaient basés sur deux décrets d'ordre du jour de la convention nationaux des 2 oct. 1793 et 7 vent. an 2, qui semblaient avoir posé en principe que la nature féodale d'une rente devait se déterminer su-

ivant d'après sa qualification et les clauses féodales contenues dans l'acte, que par la qualité de seigneur que pouvait avoir le constituant. Longtemps, les décrets impériaux des 13 mess. an 13 et 23 avril 1807 furent considérés comme des réglemens généraux auxquels les tribunaux devaient se conformer, et ils déterminèrent par suite un changement total dans la jurisprudence de la Cour de cassation. Mais plus tard, M. Merlin, dans ses *Quest. de droit*, v° *Rente foncière ou seigneuriale*, § 13, s'efforça d'établir que ces décrets n'avaient été rendus qu'en matière contentieuse et ne statuaient que sur des espèces particulières. Depuis, la Cour de cassation semble elle-même être revenue à sa première jurisprudence, d'abord dans son arrêt du 15 mess. 1824, et ensuite dans son arrêt du 27 mars 1838 ci-dessus cité.

JURÉ. — ASSESSEUR DE JUGE DE PAIX. — INCOMPATIBILITÉ.

Sous le Code du 3 brum. an 4, art. 151 et 181, il y avait incompatibilité entre les fonctions de juré d'accusation et celles d'assesseur du juge de paix (1).

(Pillaud.—C. Min. publ.)

Du 6 vent. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Vallée.—*Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

EXCUSE.—JURY.—TRIB. CRIMINEL.

Il ne peut être soumis au jury d'autres faits d'excuse que ceux déclarés tels par la loi. (C. 3 brum. an 4, art. 446.) (2)

Ne peuvent être considérés comme excuse d'un crime les faits suivants : faiblesse d'esprit de la part de l'accusé, lorsque d'ailleurs il est déclaré avoir agi volontairement; menaces qui lui auraient été adressées; empire qu'on pouvait avoir sur lui.

C'est au tribunal criminel et non au jury qu'il appartient de décider si tel ou tel fait constitue une excuse légale; le jury ne peut être interrogé que sur l'existence même du fait (3).

(Rigollet.—C. Min. pub.)—**JUGEMENT.**

LE TRIBUNAL. — Considérant, à l'égard de Françoise Rigollet, qu'elle n'a été condamnée qu'à dix années de gêne, parce qu'elle avait été déclarée excusable par le jury de jugement, d'après les seuls faits par lui reconnus, 1^o de faiblesse d'esprit de ladite Françoise Rigollet, que ce même jury avait cependant reconnu avoir agi volontairement et avec préméditation; 2^o de menaces qui lui avaient été faites; 3^o d'un empire qu'on pouvait avoir sur elle;

Considérant qu'on ne peut proposer à un jury de jugement d'autres faits d'excuse que ceux déclarés tels par la loi; et que la provocation violente de la part de l'assassin, autre que celle pouvant résulter d'injures verbales, est le seul fait qui puisse rendre excusable l'assassin non légitime;

Considérant que la question de droit de savoir si tels ou tels faits peuvent rendre un accusé excusable n'est point de nature à être soumise à la décision du jury, qui ne doit être consulté que sur des faits d'excuse et non sur l'excusabilité qui peut en résulter; — Considérant qu'au mépris de

ces principes, il a été posé en jury de jugement relativement à Françoise Rigollet, des questions sur des faits d'excuse que la loi n'a jamais regardés comme tels, et qu'on a fait déclarer au jury que de ces faits résultait une excusabilité, d'après laquelle la peine capitale a été commuée; — Considérant qu'il en est résulté violation et fautive application des art. 646 du Code des délits et des peines, et 9, sect. 1^{re}, 2^e part. du Code pénal; — Par ces motifs; — Casse et annulle, etc.

Du 6 vent. an 9. — Sect. crim. — *Prés.*, le cit. Target. — *Rapp.*, le cit. Vieillot. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

ACTE D'ACCUSATION.—RÉDACTION.

L'acte d'accusation doit, à peine de nullité, contenir les circonstances principales et essentielles du fait incriminé. (C. 3 brum. an 4, art. 229.) (4)

(Delmotte.)—**JUGEMENT.**

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 229 du Code des délits et des peines; — Et considérant que l'acte d'accusation dressé par le directeur du jury de l'arrondissement de Mons contre Antoine Delmotte, ne contient pas les circonstances principales et essentielles du fait imputé audit Delmotte; et notamment les circonstances de la rixe pendant laquelle a été commis le meurtre qui a donné lieu à l'accusation, et qu'il importait de faire connaître pour déterminer avec précision la nature du délit; — Casse le jugement du tribunal criminel du département de Jemmapes du 24 niv. an 9.

Du 6 vent. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Genevois.—*Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

TEMOINS EN MAT. CRIM.—NOTIFICATION.—AUDITION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, l'accusé ne pouvait se faire un moyen de nullité, de ce qu'un témoin dont le nom ne lui avait pas été notifié, avait néanmoins été appelé et entendu aux débats par le président, si cette audition avait eu lieu sur sa demande (5).

Mais il y avait nullité, si un tel témoin ne figurait pas sur la liste notifiée à l'accusé, avait été entendu en vertu du seul pouvoir discrétionnaire du président, et sans que l'accusé l'eût demandé. (C. 3 brum. an 4, art. 346 et 359.) (6)

divers degrés de culpabilité, et peut paraître exiger des différences dans l'étendue ou même la nature de la peine à infliger aux accusés. Mais au moyen du pouvoir conféré aujourd'hui aux jurés de déclarer l'existence de circonstances atténuantes, on obtient facilement ce résultat, sans pour cela dénaturer le fait incriminé ou détruire sa criminalité, par l'admission d'excuses non reconnues par la loi. — *F.* sur le caractère des excuses légales la *Théorie du Code pénal* de MM. Chauveau et Hélie, t. 2, an. 12, p. 145, et Legravend, *Législ. crim.*, t. 2, p. 225.

(3) Ce point ne pourrait faire difficulté aujourd'hui : à la Cour d'assises (juge du droit) de décider si le fait allégué par l'accusé ou même déclaré par le jury, a le caractère légal d'une excuse; au jury (juge du fait) de décider si le fait présenté comme excuse, existe ou non. *F.* à cet égard la note sous le jugement du 14 germ. an 7.

(4) *F.* conf., 21 août 1793; 24 fruct. an 7; 2 pluv. an 8, et les notes dont ces jugements sont accompagnés. — Jugements identiques rendus dans le cours de l'an 9; 9 prair. (aff. Firiol), 28 fruct. (aff. Morgnac).

(5 et 6) Aujourd'hui, comme nous avons déjà eu maintes fois l'occasion de le faire remarquer, l'aveu

(1) *F.* conf., 18 vent. an 7; 7 vend. an 8. — Jugements identiques rendus dans le cours de l'an 9 : 28 frim. (aff. de Maçon); 17 vent. (aff. Darre); 18 prair. (aff. Pointel); 6 therm. (aff. Fontaine); 17 fruct. (aff. Mollaret).

(2) Le Code pénal, par son art. 65, a converti en règle légale le principe posé dans le jugement que nous rapportons. « Nul crime ou délit, porte cet article, ne peut être excusé que dans les cas et les circonstances où la loi déclare le fait excusable. » Et l'art. 339 du Code d'instruction criminelle vient corroborer ce principe, en ne permettant la position de question d'excuse au jury, qu'autant que le fait proposé pour excuse est admis comme tel par la loi. — Par là a été posée une barrière au renouvellement des graves abus et des nombreux inconvénients qui, sous le Code du 3 brum. an 4, résultaient, sinon de la loi, du moins de la jurisprudence des tribunaux criminels qui admettaient comme excuse des faits auxquels le législateur n'avait pas expressément attribué ce caractère. (*F.* Carnot, sur l'art. 339, Cod. inst. crim.) Le jugement ci-dessus est l'un des premiers pas faits pour ramener les tribunaux aux véritables principes. Sans doute, l'extrême variété des circonstances qui accompagnent les crimes, aucune

(Bergognoux—C. Min. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 346 et 359 du Code des délits et des peines;—Attendu que le témoin Marie-Anne Dufours, épouse Crépy, dont le nom avait été omis sur la copie de la liste remise à l'accusé, a été appelé aux débats par le président, sur la demande, tant de l'accusé que des jurés;—Rejette ce moyen.

Considérant que les deux autres témoins, Antoine Villard et Laureim, appelés aux mêmes débats par le président, en vertu du pouvoir discrétionnaire, n'étaient point portés sur la liste de ceux qui devaient être entendus et qui avaient été notifiés; et qu'ainsi l'accusé n'a pu avoir connaissance des noms de ces témoins, au désir des articles ci-dessus, vingt-quatre heures au moins avant l'examen;—Considérant que le pouvoir discrétionnaire dont la loi investit le président ne s'étend pas jusqu'à priver l'accusé des facultés et des moyens que la loi lui garantit pour sa défense sous peine de la nullité de la procédure;—Casse le jugement du tribunal criminel de l'Hérault du 18 niv. an 9.

Du 6 vent. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Sieyès.—Concl., Arnaud, subst.

HOMICIDE.—VOLONTÉ.—INTENTION.

Du 6 vent. an 9 (aff. Carmillet).—V. ce jugement au 6 vent. an 9.

JURÉS.—SERMENT.

Sous l'empire de la loi du 21 niv. an 5, tout juré devait, à peine de nullité, prêter le serment prescrit par cette loi avant d'entrer en fonctions (1).

(Lerol—C. Min. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 1^{er} et 2 de la loi du 21 niv. an 5;—Et attendu qu'il résulte bien du procès-verbal du débat que les jurés et adjoints ont fait, à l'ouverture de la session, les déclarations prescrites; mais qu'on n'y voit pas que les trois jurés qui ont remplacé trois jurés absents aient fait la déclaration voulue par la loi du 21 niv. an 5, ci-dessus citée; que, par conséquent, il y a eu contravention à cette loi;—Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département de Seine-et-Oise le 15 frim. dernier.

Du 7 vent. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Dutocq.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

TÉMOINS EN MAT. CRIM.—INTÉRÊT.—SERMENT.

Sous le Code du 3 brum. an 4, on ne pouvait, sous le prétexte qu'un témoin assigné avait un intérêt dans l'affaire, refuser de l'entendre comme témoin, lorsqu'il n'était ni dé-

nonciateur ni parent de l'accusé. (C. 3 brum. an 4, art. 358.) (2)

Le tribunal criminel ne pouvait, après avoir décidé qu'un témoin ne serait pas entendu en cette qualité, ordonner qu'il répéterait sa déclaration, sans prestation de serment (3).

(Viellart—C. Min. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les 1^{re} et 5^{es} dispositions de l'art. 358 du Code des délits et des peines;—Vu pareillement la 6^e disposition de l'art. 456 du dit Code;—Et attendu que le tribunal criminel du département de Seine-et-Oise a refusé d'entendre en genre de témoin Thérèse Mauduits, femme Malaquis, sur le motif qu'elle pouvait avoir un intérêt dans l'affaire par sa qualité de femme du propriétaire des grains enlevés; que, cependant, l'art. 358 précité ne repousse le témoignage que des dénonciateurs et des parents de l'accusé aux degrés qui y sont énoncés; qu'ainsi il y a eu contravention à cet article, la femme Malaquis n'étant ni dénonciatrice ni parente des accusés;

Que cette contravention a été suivie d'une procédure irrégulière et inusitée, en ce que le tribunal, après avoir décidé que ladite Mauduits ne serait pas entendue en genre de témoin, lui a néanmoins fait répéter sa déclaration avant les débats et avant même qu'aucun des témoins n'eût déposé, sans exiger d'elle la promesse de dire la vérité, quoique, dans la règle, elle n'eût dû être entendue qu'après les débats, si le motif sur lequel se fondait le tribunal eût pu la faire considérer à l'instar du dénonciateur; que, par ce moyen, le tribunal s'étant permis d'employer un nouveau genre de procédure qui n'est nullement établi par la loi, a commis un excès de pouvoir qui nécessite la cassation de son jugement, à la forme de l'art. 456;—Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département de Seine-et-Oise le 18 frim. an 9.

Du 8 vent. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Genevois.—Concl., le cit. Pons, subst.

ACTE D'ACCUSATION.—PROCÈS-VERBAL.—ANNEXE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, les procès-verbaux constatant le corps du délit devaient, à peine de nullité, être annexés à l'acte d'accusation. (C. 3 brum. an 4, art. 231 et 232.) (4)

(Albinet.)

Du 8 vent. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Viellart.—Concl., le cit. Pons, subst.

TÉMOINS EN MAT. CRIM.—INTÉRÊT.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le tribunal criminel ne pouvait refuser d'entendre un té-

dition de témoins qui n'auraient pas été indiqués ou qui n'auraient pas été clairement désignés dans l'acte de notification, n'emporte nullité qu'autant que l'accusé ou le ministère public se sont opposés à leur audition (C. inst. crim., art. 315); P. Cass. 11 fév. 1813; 29 avril 1819; 1^{er} avril 1830; 13 avril 1837 (Volume 1837), et Legraverend. t. 2, p. 191. —Mais rien n'empêche alors le président d'entendre le témoin en vertu de son pouvoir discrétionnaire, sans prestation de serment et par forme de renseignement (Cod. inst. crim., art. 269); Cass. 27 sept. 1824; 14 janv. 1830.

(1) Jugemens identiques rendus soit au cas de défaut absolu de prestation de serment, soit au cas

de prestation d'un serment autre que celui voulu par la loi du 21 niv. an 5: Cass. 25 flor. et 19 therm. an 8; 16 frim., 7 prair., 7 et 26 mess., 18, 26 et 28 therm. an 9. — Des décisions semblables ont été rendues par application de la loi du 19 fruct. an 5: Cass. 9 pluv. an 7; 16, 23 frim. et 16 pluv. an 8; —et par application de la loi du 12 therm. an 7: Cass. 6 et 19 niv. an 8.

(2 et 3) V. conf., 17 pluv. et 9 vent. an 9. P. aussi la note dont le premier de ces jugemens est accompagné.

(4) P. conf., 12 frum. an 7; 17 frum. an 8. — Jugemens ident. rendus en l'an 9: 9 fruct. (aff. Pillet), 17 fruct. (aff. Rooze), 28 fruct. (aff. Morgnier).

moins avec prastation de serment, sous prétexte qu'il avait intérêt au succès de l'accusation, et d'ordonner néanmoins que ce témoin déposerait des faits à sa connaissance. (C. 3 brum. an 4, art. 350, 358 et 456.) (1)

(Lebrun—C. Min. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 358 et 456 du Code des délits et des peines;—Considérant que le tribunal criminel du département de Seine-et-Oise, après avoir reconnu que la veuve Fallois, appelée comme témoin à la requête du commissaire du gouvernement, n'était ni plaignante ni dénonciatrice, a refusé de la faire entendre comme témoin et de lui faire prêter la promesse exigée par la loi, sous prétexte que, comme veuve de l'assassin, elle pouvait être considérée comme intéressée au succès de l'accusation; et que, néanmoins, il a ordonné qu'elle serait répétée dans le récit des circonstances des faits qui sont à sa connaissance; que, par là, il a introduit un genre d'audition qui n'est point autorisé par la loi et qu'il a commis en cela un excès de pouvoir;—Casse le jugement du 28 frim. dernier.

Du 9 vent. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Lassudade.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

JURY.—DÉPOSITION ÉCRITE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, la déclaration écrite d'un témoin ne pouvait, à peine de nullité, être mise sous les yeux des jurés, soit d'accusation, soit de jugement. (Art. 238, 239 et 382.) (2)

(Min. pub.—C. Barnier.)

Quatre particuliers accusés de vol étaient détenus dans les prisons d'Alais. L'un d'eux avait donné une montre provenant du vol à Jeanne David, femme Barnier, qui était venue voir son mari dans la prison, afin de la vendre. Mais celle-ci sachant l'origine de l'objet volé, alla le déposer entre les mains du juge de paix, qui reçut la déclaration de cette femme, relative aux faits qui lui étaient personnels.

Cette déclaration fut jointe à l'acte d'accusation et fut mise sous les yeux tant du jury d'accusation que de celui de jugement.

Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 231, 232, 238, 239 et 382 du Code des délits et des peines;—Et attendu, 1^o que Jeanne David, femme d'Etienne Barnier, n'avait au procès ni la qualité de partie

plaignante ni celle de dénonciatrice; d'où il suit que la déclaration par elle passée devant le juge de paix d'Alais ne pouvait être considérée, relativement aux faits y contenus, que sous l'aspect d'une déclaration de témoin;—Attendu, 2^o que cette même déclaration a été jointe à l'acte d'accusation présenté au jury d'accusation et au jury de jugement;—Attendu, 3^o que cette jonction illégale renferme une contravention à l'art. 231 du Code des délits et des peines, qui ne permet d'annexer audit acte d'accusation que le procès-verbal qui constate le corps du délit, laquelle contravention emporte nullité dudit acte, aux termes de l'art. 232 du même Code;—Attendu, enfin, qu'aux termes des art. 238 et 382 ci-dessus cités, aucune déclaration écrite de témoins ne peut être présentée aux jurys d'accusation et de jugement, à peine de nullité des déclarations desdits jurys;—Casse le jugement du tribunal criminel du département du Gard du 21 frim. dernier.

Du 9 vent. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Cocharde.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

JURY.—DÉCLARATION NOUVELLE.

Lorsque, sur les questions à lui posées, le jury écartait les circonstances qui attribuaient au fait principal le caractère de crime, en sorte qu'il ne restait plus qu'un simple délit correctionnel, le tribunal ne pouvait, sous prétexte d'erreur du jury, ordonner la réunion des trois jurés adjoints aux premiers, pour prendre une nouvelle délibération: il devait prononcer la peine applicable au délit resté à la charge de l'accusé. (C. 3 brum. an 4, art. 415 et 417.) (3)

(Veuve Marcel — C. Min. publ.)

La veuve Marcel était accusée d'un vol, avec les circonstances de nuit et d'escalade. — Le jury avait écarté les circonstances aggravantes. Par suite de cette déclaration, le fait n'était plus punissable que de peines correctionnelles. — Cependant le tribunal annula la délibération du jury, ordonna une nouvelle délibération avec la réunion des jurés adjoints, conformément à l'art. 415 du Code du 3 brum. an 4, et par suite, la veuve Marcel fut condamnée à douze ans de réclusion.

Pourvoi en cassation pour fausse application de l'art. 415, et violation de l'art. 417.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 415, 417 du Code des délits et des peines;—Considérant qu'au moyen des deux réponses négatives faites par les

(1) F. dans le même sens, 17 plur. et 8 vent. an 9. F. aussi sur une question analogue, 6 vent. an 9.

(2) F. conf., 18 brum. an 8 (aff. Husson). — F. aussi 18 brum. et 7 germ. an 9.

(3) C'était au principe formellement consacré par l'art. 417 du Code du 3 brum. an 4, que la faculté accordée au tribunal criminel de renvoyer les jurés à délibérer de nouveau, en leur adjoignant les trois jurés adjoints, lorsque le tribunal était unanimement d'avis que le jury s'était trompé au fond, ne pouvait être exercé que dans le cas où l'accusé était déclaré convaincu, jamais lorsqu'il était acquitté. — Ce principe se trouve reproduit dans l'art. 352 du Code d'instruction criminelle, avec cette différence qu'aujourd'hui la Cour d'assises doit renvoyer l'affaire à la session suivante, pour être soumise à un nouveau jury. Nous avons déjà eu l'occasion de faire remarquer que l'usage de cette faculté ne pouvait avoir pour résultat de soumettre au nouveau jury l'examen des faits et circonstances écartés par la déclaration du premier jury (F.

Cass. 17 vendém. an 9). On peut se demander si, comme l'espère actuelle en offrait un exemple, quand le fait principal est dépouillé, par la réponse du jury, des éléments qui lui imprimaient le caractère de crime et dégénère en simple délit correctionnel, la Cour d'assises peut néanmoins user du droit que lui confère l'art. 352. Nous pensons que l'affirmative doit être adoptée. D'abord, parce que la loi n'a pas distingué; en second lieu, parce que sans cela ce serait forcer les juges à prononcer une peine contre un prévenu qui, à leurs yeux, n'a été déclaré coupable que par erreur. A moins que l'on ne prétende que la Cour d'assises doit se désaisir et laisser au ministère public le soin de diriger des poursuites correctionnelles. Mais, outre que ce serait là enter procédure sur procédure à raison d'un même fait, ce serait aussi méconnaître la règle que les Cours d'assises, une fois saisies par arrêt de mise en accusation non attaqué, en temps utile, ne peuvent se déclarer incompétentes, sous prétexte que le fait, objet de l'accusation, n'est point qualifié crime par la loi.

jurés dans leur première déclaration sur les questions relatives aux deux circonstances aggravantes qui leur avaient été soumises, la demanderesse se trouvait acquittée du fait énoncé dans l'acte d'accusation, en ce qu'il ne devenait punissable que de peines purement correctionnelles; d'où il suit qu'il n'était plus au pouvoir du tribunal criminel du département de Vaucluse de remettre en question la criminalité d'un fait sur laquelle ladite demanderesse était acquittée; en quoi il a fait une fausse application dudit art. 415, et il est formellement contrevenu audit art. 417: — Casse l'ordonnance dudit tribunal, par laquelle il a ordonné la réunion de trois jurés adjoints aux douze premiers, pour passer sur le même fait et sur ses circonstances une seconde déclaration; — Casse et annule également par suite l'acte seconde déclaration, ainsi que le jugement qui l'a suivi; — Renvoie en conséquence l'affaire par-devant le tribunal criminel du département du Gard, pour être par lui procédé à un nouveau jugement, sur la première déclaration des jurés. Du 9 vent. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Cocharde. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

PRISE. — COMMISSION. — INSAISSISSABILITÉ.

Un capitaine, à raison de sa commission sur le produit des prises, ne peut jouir du privilège d'insaisissabilité accordé aux matelots pour leur solde. (Ord. du 1^{er} nov. 1745.) (1)

(Malleux.)

Les armateurs du corsaire la *Légère* avaient accordé à Malleux, capitaine de ce corsaire, une commission sur le produit de la vente des prises qu'il pourrait faire. — Malleux ayant fait plusieurs prises, il lui était dû une somme assez considérable, sur laquelle ses créanciers firent une saisie arrêt; mais il en obtint la main-levée par jugement du tribunal de commerce de Bayonne. Ce jugement fut motivé sur l'ordonn. du 1^{er} nov. 1745, qui déclare la solde des matelots insaisissable.

Le tribunal de Pau, devant lequel l'appel fut porté, ne pensa pas que la disposition de l'ordonn. de 1745 fut applicable à l'espèce puisqu'elle ne parle que de la solde des matelots, et qu'il s'agissait de la commission accordée à un capitaine; en conséquence il infirma le jugement du tribunal de commerce de Bayonne.

Pourvoi de la part de Malleux. Il fonde ses moyens sur la violation de deux dispositions de l'ordonn. du 1^{er} nov. 1745, dont l'une déclare insaisissable la solde des matelots, et l'autre étend le mot *matelot* à tout ce qui est *gens de mer*. — Le mot *solde*, disait le demandeur, ne doit pas être

pris dans sa signification rigoureuse. On entend par la non-seulement les parts de prise, mais encore les commissions accordées aux capitaines; en un mot, tout ce qui fait partie de leur traitement: *traitement* et *solde* sont synonymes.

Il prétendait en outre que le mot *matelot* désignait tout homme de mer, quel que fût son grade, ainsi qu'on pouvait l'induire de plusieurs autres dispositions de l'ordonnance, et notamment celle qui défend de rien prêter à des matelots et autres gens de mer.

Merlin, substitut du commissaire du gouvernement, a pensé que la disposition de l'ordonn. de 1745 devait être restreinte aux seuls matelots; que l'insaisissabilité étant un privilège, ne pouvait être étendue. Par ces motifs, il a conclu au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que des deux dispositions de l'ordonn. du 1^{er} nov. 1745, la première est générale et la seconde particulière; — Que la généralité de la première est bien marquée par ces expressions: « Défenses de rien prêter à des matelots et autres gens de mer; » — Que la limitation de la seconde est clairement exprimée par ces mots: « Défenses à tous particuliers et habitants des villes maritimes qui se prétendent créanciers des matelots, de former aucune action sur le produit de la solde que lesdits matelots auront gagnée... sauf à se pourvoir sur les autres biens et effets des matelots; » — Que par sa limitation la seconde disposition n'atteint que les créanciers habitants des villes maritimes, et ne rend insaisissable que la solde des matelots; — Que ces deux dispositions de l'ordonn. de 1745 ne sont point conséquences l'une à l'autre: que la première annule les obligations dont elle parle; que la seconde reconnaît la validité de celles contre lesquelles elle établit seulement un privilège; qu'elle réserve aux créanciers la faculté de se pourvoir sur les autres biens et effets des matelots; — Que les privilèges ne peuvent être étendus, et que ce serait étendre celui accordé à la solde des matelots, que de l'appliquer aux traitements des capitaines de navires; — Rejette, etc. Du 11 vent. an 9. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Gandon. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst.

DERNIER RESSORT. — INTÉRÊTS. — FRAIS.

Les intérêts échus avant la demande et les frais adjugés par des jugemens antérieurs, doivent être joints au capital pour déterminer si la somme demandée excède ou non les limites du dernier ressort. (L. du 24 août 1790, tit. 4, art. 5.) (2)

(1) P. dans le même sens, Aix, 3 juin 1829. — Merlin, qui portait la parole dans cette affaire (*Quest. de droit*, v^o *Gens de mer*, § 2), considère l'ordonnance de 1745 comme n'ayant jamais eu force de loi, attendu qu'elle n'aurait été ni adressée à aucun des tribunaux, qui, sous l'ancien régime, étaient regardés comme les dépositaires des lois, ni revêtue, dans aucun de ces tribunaux, de la formalité de l'enregistrement. Par où il paraît supposer, au contraire, que cette ordonnance est encore aujourd'hui en vigueur (*Droit commercial*, t. 3, n^o 697), dans sa disposition du moins qui défend aux capitaines de rien prêter ou avancer en deniers ou marchandises aux gens de mer qu'il commande... Mais il ne s'explique pas sur le point tranché par le jugement ci-dessus, celui de savoir si les commissions sur prises accordées au capitaine sont insaisissables comme solde de gens de mer.

(2) L'édit des présidiaux de 1777, portait, art. 3:

« Les juges présidiaux auront la connaissance, en dernier ressort, des demandes de sommes fixes et liquides qui n'excèdent pas la somme de 2000 liv., tant pour le principal que pour les intérêts ou arrérages échus avant la demande. A l'égard des intérêts, arrérages, restitutions de fruits, échus depuis la demande, dépens, dommages-intérêts, ils ne seront pas compris dans la somme qui détermine la compétence. » — Cette disposition, en même temps qu'elle était claire et précise, avait établi une distinction juste entre les intérêts échus avant la demande et ceux qui ne l'étaient que depuis. — La loi qui a posé les bases de notre organisation judiciaire actuelle, la loi du 24 août 1790, n'a pas reproduit la distinction de l'édit de 1777. De là la question de savoir si les intérêts échus avant la demande, devaient entrer en ligne de compte pour déterminer la compétence du dernier ressort? Le jugement que nous rapportons, d'accord avec les auteurs (Merlin,

(Albert—C. Bastian.)

Par jugement du 13 flor. an 7, rendu en premier et dernier ressort, le tribunal civil du département du Léman avait déclaré des biens qu'Albert avait acquis des mariés Caprony, le 13 nov. 1785, affectés et hypothéqués en faveur de Bastian, père et fils, 1^o pour la somme de 604 fr.; 2^o pour les intérêts légitimes de cette somme depuis le 18 juil. 1782; 3^o pour les dépens adjugés par un jugement du 5 niv. an 3; 4^o enfin pour les intérêts de ces dépens depuis ledit jour 5 niv. an 7.

Pourvoi en cassation par Albert, pour excès de pouvoir et contravention à l'art. 5 du tit. 4 de la loi du 24 août 1790, en ce que le tribunal civil du département de Léman a prononcé en premier et dernier ressort sur une contestation dont l'objet excédait 1,000 liv.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 5, tit. 4 de la loi du 24 août 1790;—Attendu que le montant des condamnations, tant principales que celles relatives aux intérêts et aux frais, prononcées contre les Caprony par les jugemens des 18 août 1786 et 5 niv. an 3, en faveur des Bastian, ne peut être considéré, à l'égard d'Albert, que comme l'objet d'une demande principale, et comme un seul capital, au paiement duquel les Bastian ont demandé que des fonds en valeur d'environ 30,000 liv. fussent déclarés hypothéqués;—Attendu que le tribunal civil du département du Léman, qui a déclaré ces fonds affectés à cette créance, et a ordonné qu'ils fussent vendus comme tels à défaut de paiement, a excédé ses pouvoirs en prononçant en première et dernière instance, et a contrevenu à l'art. 5, tit. 4 de la loi du 24 août 1790;—Casse le jugement du 13 floréal de l'an 7.

Du 11 vent. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liborel.—Rapp., le cit. Oudot.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JOURS COMPLÉMENTAIRES. — DÉLAI. — CASSATION.

Les jours complémentaires doivent être comptés dans le délai accordé au demandeur en cassation pour signifier le jugement d'admission de son pourvoi.—La loi du 1^{er} frim. an 2, qui renferme une disposition contraire quant au délai dans lequel on doit se pourvoir, ne peut recevoir ici d'application. (Rég., 28 juil. 1738, tit. 4, art. 30; Déc., 27 nov. 1790, art. 28.) (1)

(Coëffier—C. Barberot et autres.)

Barberot et consorts s'étaient pourvus en cas-

sation contre un jugement rendu entre eux et Coëffier. Leur pourvoi fut admis le 24 fruct. an 7; mais le jugement d'admission ne fut signifié à Coëffier que le 23 frim. an 8, par conséquent quatre-vingt-quatorze jours, ou trois mois et quatre jours après sa date, en comptant les six jours complémentaires de l'an 7.

En conséquence, Coëffier demanda que Barberot et consorts fussent déclarés déchus de leur pourvoi, comme ayant tardivement signifié le jugement d'admission; il se fondait sur ce qu'aux termes de l'art. 30, tit. 4 du règlement de 1738, règlement provisoirement maintenu par le décret du 27 nov. 1790, art. 28, l'arrêt qui ordonne le communiqué de la requête en cassation (le jugement d'admission), doit être signifié dans les trois mois au plus tard de sa date.

Barberot répondait que les jours complémentaires ne devaient pas être comptés, puisque, aux termes de la loi du 1^{er} frim. an 2, ils n'étaient pas compris dans le délai pour se pourvoir en cassation.—Mais Coëffier faisait observer qu'il n'agissait dans cette loi du délai pour se pourvoir et non de celui dans lequel on doit signifier le jugement d'admission. On ne peut, disait-il, raisonner par analogie dans une matière stricte comme les matières de cassation; ce serait là, interpréter la loi par une loi nouvelle, ce qui est formellement interdit aux juges par la loi 1. C. de *legibus*, par l'ordonnance de 1667, tit. 1, art. 3, et par la loi des 16-24 août 1790, tit. 1, art. 12. Enfin, il argumentait par analogie d'un jugement de cassation du 9 pluv. an 8.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 30, tit. 4 du règlement de juin 1738; et attendu qu'aucune loi n'a dérogé à cet article, et que la loi du 1^{er} frim. an 2 ne s'applique qu'au cas de la demande en pourvoi; déclare Barberot et autres déchus de leur demande en cassation.

Du 11 vent. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liborel.—Rapp., le cit. Delacoste.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JUSTICE SEIGNEURIALE.—APPEL.—TRIBUNAUX DE DISTRICT.

Les tribunaux de district n'ont pu statuer sur l'appel des sentences des justices seigneuriales, comme ils statuaient sur l'appel des jugemens de la justice de paix, au nombre de trois juges: il en fallait quatre. (L. 16-24 août 1790, tit. 4, art. 7.) (2)

marquer qu'un de ces jugemens, celui du 24 frim. an 9, est d'une date très rapprochée de celui qui fait l'objet de cette note; orais l'un est de la section civile, l'autre de la section des requêtes. Cette contrariété d'opinions eussa après une réunion des deux sections au la chambre du conseil, réunion dans laquelle fut reconnue l'erreur qui avait dicté le jugement que nous recueillons. (F. Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Délai*, § 4.)

(2) Le système qui rendait les tribunaux réciproquement tribunaux d'appel les uns à l'égard des autres n'avait pas été étendu aux juridictions inférieures; ainsi, leurs sentences étaient déferées par voie d'appel aux tribunaux de district, qui, alors, jugeaient au nombre de trois juges seulement; tandis qu'ils ne pouvaient juger qu'au nombre de quatre juges lorsqu'ils statuaient sur l'appel d'un jugement de district.—Ce qui faisait la difficulté dans l'espèce, c'était que le jugement attaqué n'était point émané d'une justice de paix, mais d'une ancienne justice seigneuriale. Il est vrai que les justices de paix avaient remplacé les justices seigneur-

Répert., v^o *Dernier ressort*, § 11; Carré, *Lois de la compétence*, art. 284, n^o 320; Poncet, *Traité des jugemens*, t. 1^{er}, n^o 293) a consacré l'affirmative. F. encore dans le même sens, Cass. 3 pluv. an 12; 1^{er} vent. an 13; 22 juil. 1807; 18 août 1830 (Volume 1830); Aix, 28 germ. an 13.—F. au surplus, *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o *Dernier ressort*, § 6.

Quot aux frais ou dépens adjugés par jugemens antérieurs: F. décisions conformes à la solution ci-dessus, Cass. 13 frim. an 14; 22 juil. et 18 nov. 1807; 22 nov. 1832 (Volume 1832). F. aussi Paris, 7 nov. 1825.

(1) Par un jugement du 21 vend. an 11, le tribunal de cassation adopta sur ce point une doctrine contraire: doctrine qui s'était que l'application de cette règle écrite dans l'art. 7 du décret du 4 frim. an 2 par l'ère nouvelle, savoir que « les jours complémentaires n'appartiennent à aucun mois. »—En vertu de la même règle, la Cour de cassation jugea plusieurs fois que les jours complémentaires n'étaient pas compris dans le délai de l'appel. (F. 23 niv. an 5; 24 frim. an 9; 26 germ. an 12.)—Il est à re-

(Talon—C. Veuve Girard.)

Des contestations s'étaient élevées entre les parties relativement à des biens provenant de successions qui leur étaient échues. Une sentence de la ci-devant justice de Montoisson, du 9 févr. 1789, avait condamné Talon à remettre à la veuve Girard une portion d'héritage par elle réclamée : cette sentence fut confirmée par jugement du ci-devant tribunal du district de Crest, du 25 flor. an 3.

Mais trois juges seulement ayant concouru à ce jugement, Talon l'a attaqué comme contraire à la loi du 24 août 1790 sur l'organisation judiciaire. Cette loi, tit. 4, art. 7, ne permet aux tribunaux de district de prononcer au nombre de trois juges, que lorsqu'ils statuent en première instance, ou sur l'appel des jugemens des justices de paix, elle veut que, dans tous les autres cas, leurs jugemens ne puissent être rendus par moins de quatre juges. — Dans l'espèce, le jugement du tribunal du district de Crest, n'est rendu ni en première instance, ni sur l'appel d'un jugement de justice de paix, puisqu'il l'est sur l'appel de la sentence d'une ci-devant juridiction seigneuriale. Cette sentence ne pouvait être comparée à un jugement de juge de paix : il y a entre les justices de paix du nouvel ordre judiciaire et les anciennes justices seigneuriales, trop de différence pour qu'il soit permis d'assimiler les unes aux autres. La nature même des contestations sur lesquelles le juge de Montoisson a statué, écartait toute idée d'assimilation de sa sentence au jugement d'un tribunal de paix, puisqu'il s'agissait, entre les parties, de déterminer leurs droits respectifs dans des successions, objet évidemment hors de la compétence de ces tribunaux. Ce n'était donc pas comme un jugement de justice de paix, mais comme celui d'un tribunal de district, rendu en première instance, que le tribunal de Crest devait considérer la sentence de la justice de Montoisson : il ne pouvait prononcer sur l'appel de cette sentence que dans la même forme qu'il eût prononcé sur l'appel d'un jugement de tribunal de district, conséquemment au nombre de quatre juges au moins. — Son jugement, n'ayant été rendu que par trois seulement, a donc été cassé pour contravention formelle à l'art. 7, tit. 4 de la loi du 24 août 1790, concernant l'organisation judiciaire.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'art. 7, tit. 4 de la loi du 24 août 1790, portant : « Lorsque le tribunal de district connaîtra, soit en première instance à charge d'appel, soit de l'appel des jugemens des juges de paix, il pourra prononcer au nombre de trois juges ; et lorsqu'il connaîtra dans tous les autres cas, en dernier ressort, soit par appel d'un

tribunal de district, ainsi qu'il sera dit dans le titre suivant, soit au cas de l'art. 3 ci-dessus, il pourra prononcer au nombre de quatre juges. » — Considérant que les tribunaux de district n'étaient autorisés à prononcer au nombre de trois juges, que quand ils jugeaient en première instance à charge d'appel, ou sur l'appel des jugemens de juge de paix, et que dans tous les autres cas, leurs jugemens devaient être rendus au moins par quatre juges ; — Considérant que les justices de paix faisant partie du nouvel ordre judiciaire, différaient essentiellement des ci-devant justices seigneuriales, et que ce que la loi dit de l'appel des jugemens des premiers de ces tribunaux, elle ne le dit pas de l'appel des jugemens des seconds ; qu'il suit de là que le jugement du tribunal de district de Crest, du 25 flor. an 3, rendu en dernier ressort, non sur l'appel d'un jugement de justice de paix, mais sur celui d'une sentence de la ci-devant justice seigneuriale de Montoisson, n'étant l'ouvrage que de trois juges, renferme une contravention formelle à l'article cité de la loi du 24 août 1790 ; — Casse etc.

Du 12 vent. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Aumont. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

APPEL. — DÉLAI. — SIGNIFICATION.

Depuis la loi des 16-24 août 1790 (tit. 3, art. 14), le délai de l'appel ne court plus que du jour de la signification du jugement. Cette loi a implicitement abrogé l'édit du 9 nov. 1522, qui accordait un an pour interjeter appel, et faisait courir ce délai du jour de la prononciation du jugement (1).

(Gilles Verrekeim, C. Zellin.)

Du 13 vent. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Jourde, subst.

1^o JUGEMENT PAR DÉFAUT. — CARACTÈRE. — TRIBUNAL DE PAIX.

2^o DOUANES. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — APPEL.

1^o Le juge de paix doit prononcer par défaut contre la partie qui ne comparait pas au jour indiqué pour un jugement de remise, pour plaider au fond et prononcer le jugement définitif ; peu importerait qu'elle eût comparu et même donné des explications aux audiences précédentes (2).

2^o En matière de douanes, et sous l'empire de la loi des 18-26 oct. 1790 (tit. 3, art. 4), on ne pouvait appeler d'un jugement par défaut du juge de paix auquel on n'avait pas fait opposition : à cet égard, l'art. 18 du tit. 6 de la loi du 4 germ. an 2 n'a aucunement modifié la procédure des justices de paix (3).

riaux ; mais les tribunaux de district n'ayant été investis du droit de statuer au nombre de trois juges, comme tribunaux d'appel, que lorsqu'il s'agissait de l'appel de sentences des justices de paix, le tribunal de cassation en conclut avec raison qu'ils ne pouvaient pas statuer, à ce nombre restreint, sur l'appel d'un jugement émané d'une autre juridiction, quelque analogie qu'elle pût avoir avec la juridiction nouvelle des justices de paix.

(1) P. le texte de ce jugement au 13 vent. an 6.
(2) P. dans le même sens, sur des questions analogues, 1^{er} niv. an 8, 12 mars 1816, et Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Jugement par défaut, n^{os} 6 et suiv. — F. aussi Berriat, p. 396, note 5.

(3) L'art. 4, tit. 3 de la loi des 18-26 oct. 1790 portait : «... Dans aucun cas, les tribunaux de district ne pourront recevoir l'appel d'un jugement de juge de paix, lorsqu'il aura été rendu par défaut. »

C'est pour éluder l'application de cette règle que, dans l'espèce, le demandeur essayait de se placer sous la protection de la règle contenue en l'art. 18, tit. 6 de la loi spéciale du 4 germ. an 2, qui, en prescrivant aux préposés de la régie d'interjeter appel, semblait ouvrir cette voie contre tous les jugemens sans distinction. — Il est remarquable, du reste, que le principe nouveau et exorbitant, posé d'ailleurs d'une manière assez équivoque dans l'art. 4 du tit. 3 de la loi des 18-26 oct. 1790, et qui revient à considérer comme acquiescés tout jugement par défaut auquel il n'a pas été formé opposition, s'est introduit dans la procédure des justices de paix sans qu'on en retrouve aucune trace dans l'exposé des motifs de cette loi, fait à l'assemblée constituante par Thouret. Quoi qu'il en soit, la règle était certaine avant le Code de procédure, et l'on n'a été jusqu'à soutenir que ce Code ne l'avait pas abrogée. Mais ce système a été

(Coppens—C. Douanes.)

Coppens avait été cité par la régie des douanes devant le juge de paix d'Anvers, relativement à une saisie faite contre lui.

La cause éprouva deux remises successives; Coppens qui avait comparu aux deux premières audiences, et qui même avait donné lors de la seconde quelques explications, ne comparut pas à la troisième, et fut condamné par défaut.

Appel de la part de Coppens.—Jugement du tribunal civil des Deux-Nèthes, qui déclare l'appel non recevable quant à présent, attendu qu'aux termes de la loi du 18-26 oct. 1790, les tribunaux de district ne pouvaient, en aucun cas, recevoir l'appel d'un jugement rendu par défaut en justice de paix, et que, par conséquent, il était nécessaire d'attaquer préalablement ces jugemens par la voie de l'opposition.

Pourvoi en cassation par Coppens.—Il soutenait : 1^o que le jugement du tribunal n'était pas par défaut; — 2^o que la loi du 4 germ. an 2, tit. 6, art. 18, en disposant que les préposés de la régie devront appeler de tous les jugemens qui déclarent nulle une saisie, n'avait pas distingué entre les jugemens par défaut et les jugemens contradictoires, et que le pouvoir qu'elle avait ainsi donné aux préposés, d'appeler d'un jugement par défaut, ne pouvait être refusé aux particuliers.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, sur le premier moyen, que le jugement de la justice de paix d'Anvers est un jugement par défaut proprement dit;

Attendu, sur le second moyen, que ni les lois antérieures à celle du 4 germ. an 2, ni la loi du 4 germ. elle-même, ni les lois subséquentes, n'ont aucunement dérogé à la loi attributive et

proscrite par plusieurs articles de la cour de cassation. *V.* notamment ceux des 8 août 1815 et 7 nov. 1820, qui décident que, depuis le Code de procédure, les jugemens par défaut des juges de paix, sont susceptibles d'appel, bien qu'ils n'aient pas été frappés d'opposition, et que la publication du Code de procédure a eu pour effet d'abroger la disposition particulière de l'art. 4, tit. 3 de la loi des 18-26 oct. 1790.

— *V.* aussi Berriat, p. 412, note 29, et Augier, *Encyclop. des juges de paix*, v^o *Opposition*, n^o 9. — Remarquons, en terminant, que c'est à tort que M. Carré, dans son *Traité de la juridiction des juges de paix*, t. 3, n^o 1804, a posé, comme une règle encore subsistante, qu'en matière de douanes, l'appel des jugemens de juges de paix n'est recevable que contre les jugemens contradictoires, jamais contre les jugemens par défaut. C'est là une erreur. L'art. 4, tit. 3 de la loi des 18-26 oct. 1790 est abrogé aussi bien pour les matières de douanes que pour toutes les autres.

(1) Le jugement que nous recueillons ici est uniquement fondé sur le principe de la séparation des fonctions des autorités judiciaire et administrative; mais il nous semble que ce principe n'était point applicable dans l'espèce, puisque l'agent de la commune, dont l'entrepreneur prétendait n'avoir fait que suivre les ordres, en exécutant des travaux en dehors de son devis, n'avait évidemment pas agi, dans cette circonstance, comme membre de l'autorité publique, mais uniquement comme mandataire ou représentant de la commune. Or, c'est le fonctionnaire public que la loi de 1790 a entendu protéger, en défendant aux tribunaux de s'immiscer dans la connaissance de ses actes. A notre avis, la question devait être examinée sous un autre point de vue et résolue dans un tout autre sens. Il s'agissait de travaux d'utilité communale. Les contestations auxquelles ces travaux peuvent donner lieu sont-elles de la compétence administrative ou de la compétence des

tribunaux ordinaires? Telle était la véritable question dans cette affaire. Or, la loi des 7-11 sept. 1790, faisant suite à celle des 16-24 août, déterminait que les contestations relatives aux travaux publics seraient portées devant les directeurs de district et de département. Enfin la loi du 28 pluvi. an 8 attribue aux conseils de préfecture la connaissance des contestations en matière de travaux publics.

Reste à savoir s'il faut comprendre sous cette dénomination les marchés ou adjudications d'ouvrages pour les communes. M. Tarbé, dans le *Répertoire de Favard*, v^o *Trav. pub.*, s'exprime ainsi à cet égard : « Les constructions neuves d'églises, séminaires, collèges, hospices, palais de justice, maisons de détention ou de mendicité, casernes et corps-de-garde des communes, hôtels de préfectures, mai-sons communes, halles, bourses, fontaines, lavoirs et abreuvoirs, etc., ne peuvent être considérées comme travaux publics que lorsqu'il se joint un concours de circonstances à l'appui des motifs d'utilité générale. Par exemple, il faut que les pro-jets aient été approuvés par le gouvernement, qu'il y ait eu adjudication publique devant le préfet ou le sous-préfet, et que, dans le cahier des charges, l'entrepreneur ait été assimilé aux entrepreneurs de travaux publics. » On peut conclure de là que les travaux des communes ne sont point, en général, des travaux publics, dans la véritable acception de ce mot; d'où il suit que les tribunaux ordinaires sont com-pétens pour statuer sur les contestations auxquelles leur exécution peut donner lieu. C'est la jurispru-dence du Conseil d'Etat : *V.* ord. 29 août 1821; 17 avril 1822; 12 avril 1829; 16 déc. 1830; 31 déc. 1831. *V.* d'ailleurs, Cormenin, v^o *Trav. publics*, § 3, n^o 5; Costelle, *Cours de droit admin.*, t. 2, p. 586, et Chevalier, *Jurispr. admin.*, t. 2, p. 421, v^o *Trav. publ.*

TRAVAUX COMMUNAUX.—AUTORITÉ JUD.—

AUT. ADM.—COMPÉTENCE.

L'autorité judiciaire est incompétente pour connaître de l'action intentée contre l'agent d'une commune, par un entrepreneur qui demande le paiement de travaux faits en dehors de son devis, mais qu'il prétend avoir été ordonnés par cet agent; et il y a excès de pouvoir de la part du tribunal qui condamne personnellement cet agent au paiement de ces travaux. (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13.) (1)

(Sandre.)

L'administration municipale de Gueux avait ad-jugé à Sandre, moyennant 280 fr., des travaux à faire au mur de clôture du cimetière de la com-mune.—Une condition formelle de l'adjudication était qu'il ne serait rien fait ni fourni au-delà des devis sans l'autorisation expresse des administra-teurs.

Cependant Sandre réclama, outre les 280 fr., le prix de quelques fournitures et travaux qu'il prétendait avoir faits en dehors du devis.—L'ad-ministration municipale arrêta qu'il ne serait rien payé.

Dans ces circonstances, Sandre cita Primault, agent de la commune, devant le juge de paix, en paiement de 44 fr. 50 c., prix auquel il évaluait ces travaux et fournitures, et demanda à prouver

tribunaux ordinaires? Telle était la véritable question dans cette affaire. Or, la loi des 7-11 sept. 1790, faisant suite à celle des 16-24 août, déterminait que les contestations relatives aux travaux publics seraient portées devant les directeurs de district et de département. Enfin la loi du 28 pluvi. an 8 attribue aux conseils de préfecture la connaissance des contestations en matière de travaux publics. Reste à savoir s'il faut comprendre sous cette dénomination les marchés ou adjudications d'ouvrages pour les communes. M. Tarbé, dans le *Répertoire de Favard*, v^o *Trav. pub.*, s'exprime ainsi à cet égard : « Les constructions neuves d'églises, séminaires, collèges, hospices, palais de justice, maisons de détention ou de mendicité, casernes et corps-de-garde des communes, hôtels de préfectures, mai-sons communes, halles, bourses, fontaines, lavoirs et abreuvoirs, etc., ne peuvent être considérées comme travaux publics que lorsqu'il se joint un concours de circonstances à l'appui des motifs d'utilité générale. Par exemple, il faut que les pro-jets aient été approuvés par le gouvernement, qu'il y ait eu adjudication publique devant le préfet ou le sous-préfet, et que, dans le cahier des charges, l'entrepreneur ait été assimilé aux entrepreneurs de travaux publics. Les simples entretiens de ces mêmes édifices ou soit jamais qualifiés de travaux publics. » On peut conclure de là que les travaux des communes ne sont point, en général, des travaux publics, dans la véritable acception de ce mot; d'où il suit que les tribunaux ordinaires sont com-pétens pour statuer sur les contestations auxquelles leur exécution peut donner lieu. C'est la jurispru-dence du Conseil d'Etat : *V.* ord. 29 août 1821; 17 avril 1822; 12 avril 1829; 16 déc. 1830; 31 déc. 1831. *V.* d'ailleurs, Cormenin, v^o *Trav. publics*, § 3, n^o 5; Costelle, *Cours de droit admin.*, t. 2, p. 586, et Chevalier, *Jurispr. admin.*, t. 2, p. 421, v^o *Trav. publ.*

par témoins qu'il n'avait agi qu'en vertu de l'autorisation verbale de l'agent.

Le ministère public demanda que la cause fût renvoyée devant les corps administratifs, attendu qu'il s'agissait d'un fait d'administration.

Cependant la cause fut retenue par le tribunal de paix, une enquête ordonnée, et par suite, l'agent condamné personnellement à payer à Sandre la somme par lui demandée.

Pourvoi en cassation de la part du ministère public, pour incompétence et excès de pouvoir.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 13, tit. 2 de la loi du 24 août 1790, qui porte: « Les fonctions judiciaires sont distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives; les juges ne pourront, à peine de forfaiture, troubler, de quelque manière que ce soit, les opérations des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions. » — Attendu qu'il résulte des faits consignés, même dans le jugement du juge de paix de Gueux, du 26 flor. dernier, que le cit. Primaut n'a autorisé le cit. Sandre qu'en sa qualité d'agent; qu'une des conditions formelles de l'adjudication était qu'il ne serait rien fait ni fourni de plus sans une autorisation expresse des administrateurs; d'où il suit que le juge de paix s'est immiscé dans une affaire administrative en prononçant contre la teneur de cette adjudication et a excédé ses pouvoirs en condamnant personnellement l'agent de la commune; — Casse le jugement rendu par le juge de paix de Gueux, le 26 flor. dernier.

Du 16 vent. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Jourde, subst.

DOUANES. — SAISIE. — NULLITÉ. — INDEMNITÉ. *La régie des douanes ne peut, en cas de nullité d'une saisie, être condamnée, outre l'indemnité de 1 % par mois, à une autre indemnité, en raison de la baisse survenue dans la valeur des marchandises.* (L. 14 fruct. an 8, art. 9.) (1)

(Douanes.—C. Bédard.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 9 de la loi du 14 fruct. an 3, répété dans celui du 9 flor. an 7; — Considérant que par le jugement du tribunal criminel du département de la Somme, du 11 niv. dernier, il a été décidé qu'outre l'intérêt d'indemnité de 1 %, il était dû aux saisis une autre indemnité pour raison de baisse survenue sur la va-

leur des marchandises; — Casse le jugement du tribunal criminel du département de la Somme du 11 niv. dernier.

Du 16 vent. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Target. — Concl., le cit. Pons, subst.

VOL.—MAISON HABITÉE.

Le vol commis dans une maison où le prévenu était reçu à titre d'hospitalité, sans que ce vol ait été accompagné d'aucune circonstance aggravante, n'est passible que d'une peine correctionnelle. (L. 25 frim. an 8, art. 2.) (2)

(Menu.—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 2 de la loi du 25 frim. an 8; — Vu également les art. 456 et 459 du Code des délits et des peines; — Considérant que, d'après la déclaration du jury de jugement, le réclamant a été convaincu d'un vol commis dans une maison où il était reçu à titre d'hospitalité, sans que ce même vol ait été accompagné d'aucune autre circonstance aggravante; qu'ainsi ce délit, prévu par l'art. 2 de la loi du 25 frim. an 8, ci-dessus cité, ne pouvait emporter qu'une peine correctionnelle d'un à quatre années d'emprisonnement; que néanmoins, le tribunal criminel du département de la Haute-Vienne a prononcé contre le réclamant une peine afflictive de huit années de fers, peine qui, par conséquent, a été fausement appliquée; — Casse le jugement du tribunal criminel du département de la Haute-Vienne, du 15 niv. an 9.

Du 16 vent. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Basschop. — Concl., le cit. Pons.

DÉLIT FORESTIER. — PROCÈS-VERBAL. — NOTIFICATION.

En matière forestière, le défaut de notification du procès-verbal au prévenu, n'entraîne pas la nullité de la procédure, si tous les faits que contient cet acte ont été littéralement copiés dans la citation, s'il a été énoncé ainsi que l'affirmation dans cette citation, enfin s'il en a été donné lecture, à l'audience, au prévenu. (L. 15-29 sept. 1791.) (3)

(Vacquer.—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu qu'il est constant au procès que le rapport dressé par le garde forestier le 6 brum. an 7, a été parfaitement connu par le prévenu, puisque tous les faits que contient cet acte ont été littéralement copiés, et qu'il a été énoncé, ainsi que l'affirmation, dans l'acte de citation du 20 frim. suivant; qu'à l'audience du 4

(1) L'art. 9 de la loi du 14 fruct. an 3 dispose que, si la saisie n'est pas fondée et qu'il y ait lieu d'en donner main-levée, le propriétaire des marchandises aura droit à un intérêt d'indemnité, à raison d'un pour cent par mois de la valeur des objets saisis, depuis l'époque de la retenue jusqu'à celle de la remise. Cette disposition a été reproduite dans les mêmes termes par l'art. 16, tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7; et se retrouve également dans l'art. 68 de la loi du 28 avril 1816, pour le cas où des marchandises qui auraient été saisies comme étant d'origine étrangère, seraient reconnues par le jury provenir réellement de fabrication française. La règle posée par le jugement que nous rapportons serait donc encore applicable dans ce cas. — E. du reste, sur l'application de la disposition dont il s'agit, deux arrêts des 22 janv. 1835 (Volume 1835), et 15 mars 1836 (Volume 1836). *

(2) L'art. 2 de la loi du 25 frim. an 8 prévoyait effectivement cette espèce de vol, et le punissait de la peine d'un à quatre ans d'emprisonnement. Au-

jourd'hui, ce fait se trouverait compris dans les termes de l'art. 401 du Code pénal, lequel punit d'un emprisonnement qui ne peut excéder cinq ans, tous les vols non spécifiés dans les articles précédents. *

(3) L'art. 9 du tit. 9 de la loi des 15-29 sept. 1791 exigeait qu'il fût donné copie des procès-verbaux aux prévenus. Ce ne peut donc être qu'en raison des circonstances particulières de l'espèce, et notamment parce que les faits contenus dans le procès-verbal avaient été reproduits dans la citation, qu'il a été jugé que l'omission de la notification de ce procès-verbal n'entraînait pas de nullité. Mais cette décision ne doit point être considérée comme une règle: l'art. 172 du Code forestier dispose, en effet, que l'acte de citation doit, à peine de nullité, contenir la copie du procès-verbal; or, la reproduction même des faits consignés au procès-verbal dans la citation, ne remplirait pas la vœu de la loi. Il faut que le prévenu puisse apprécier non-seulement les faits constatés, mais la forme de la constatation; il faut qu'il ait la copie du procès-verbal. *

niv., il a été donné lecture de ce rapport au prévenu, qui, d'ailleurs, ne s'est pas plaint qu'il ne lui avait pas été signifié; qu'ainsi, le tribunal criminel du département des Pyrénées-Orientales n'a pas pu dire que ce rapport n'avait pas été connu par le prévenu, et encore moins s'étayer des dispositions de l'ordonnance de 1667, étrangères à l'espèce, pour prononcer une nullité que n'autorise point la loi du 29 sept. 1791, seule applicable à l'objet; — Attendu, d'ailleurs, que la procédure a été faite conformément au Code des délits et des peines; conséquemment, qu'elle ne pouvait pas être annulée; — Casse le jugement du 23 frim. dernier.

Du 16 vent. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cl. Chasle. — *Concl.*, le cl. Pons, subst.

Le même jour, le tribunal de cassation a rendu quatre autres jugemens identiques.

1^o JURY (QUEST. AG). — QUEST. ALTERNATIVE.

2^o FAUX TÉMOIGNAGE. — JUGER DE PAIX.

1^o Est nulle, comme complexe, la question alternative de savoir si l'accusé a prêté un faux témoignage, soit devant le juge de paix, soit devant le tribunal criminel. (C. 3 brum. an 4, art. 377.)

2^o Les déclarations faites devant le juge de paix, dans une instruction criminelle, ne peuvent fonder une accusation de faux témoignage (1).

(Cucq et Bajet — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 377 de la loi du 3 brum. an 4; — Considérant qu'il résulte de la position de la question soumise aux jurés, sur le faux témoignage imputé aux prévenus, ou devant le juge de paix, ou devant le tribunal criminel, une complexité positive, puisque l'alternative posée ne présentait rien de certain ni sur le fait ni sur l'époque, que partie des jurés pouvaient considérer comme relatif aux dépositions faites devant le juge de paix, tandis que l'autre partie des jurés pouvait l'attribuer à celles faites devant le tribunal criminel;

Considérant encore que la loi ne porte aucune disposition relative aux témoignages et déclarations faites devant le juge de paix, pour lesquels elle ne prescrit aucun serment préalable et n'ordonne aucune poursuite; — Casse le jugement du tribunal criminel du département du Tarn, du 15 niv. dernier.

Du 16 vent. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cl. Schwendt. — *Concl.*, le cl. Pons, subst.

(1) Il est de principe, en effet, qu'il n'y a crime de faux témoignage, qu'autant que la déposition fautive a été faite devant le tribunal ou la Cour chargée de statuer sur le sort de l'accusé ou du prévenu. La fautive déposition devant un magistrat instructeur ne peut constituer le crime de faux témoignage, parce qu'elle n'a pas une influence directe et définitive sur le sort du prévenu. Cela a été jugé par plusieurs arrêts antérieurs et postérieurs au Code pénal. *V. Cass.* 19 mess. an 8 et la note; 13 fév. 1813; 26 avril 1816, et 24 sept. 1826.

(2) Les règles qui régissent aujourd'hui les cas et les formes des réglemens de juges, en matière criminelle, sont déterminées par les art. 225 et suiv. du Code d'instruction criminelle. Il faut distinguer, pour connaître les pouvoirs des tribunaux, entre les conflits négatifs et les conflits positifs. Pour qu'il y ait conflit négatif, il faut que les jugemens d'incompétence soient, non-seulement rendus, mais passés en force de chose jugée; la Cour de cassation ne peut statuer en réglemens de

RÈGLEMENT DE JUGES. — CONCLUSIONS DU MINISTÈRE PUBLIC.

Les conclusions du ministère public ne suffisent pas pour établir un conflit de juridiction; ce conflit ne peut exister que lorsque le tribunal saisi a prononcé sur la compétence. (C. 3 brum. an 4, art. 325 et 486.)

En conséquence, cette formule la loi défend, apposée par le commissaire du gouvernement au bas d'une ordonnance de prise de corps, ne pouvait motiver de la part du tribunal un renvoi à se pourvoir en réglemens de juges devant la Cour de cassation; il devait se borner à statuer sur la légalité de la procédure (3).

(Stock et Beaumenn — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 326 et la 6^e disposition de l'art. 456 du Code du 3 brum. an 4; — Considérant, dans l'espèce, que cette formule, la loi défend, apposée par le commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du département de Saône-et-Loire au bas de l'ordonnance de prise de corps décernée contre Stock, dit Vaudor, et Edme-François Beaumenn, n'engageait pas un conflit de juridiction; que le tribunal criminel, au lieu de renvoyer le commissaire du gouvernement à se pourvoir au tribunal de cassation, par l'intermédiaire du ministre de la justice, en réglemens de juges, aurait dû, aux termes de l'art. 326 précité, prononcer dans les vingt-quatre heures sur la légalité ou l'illégalité, soit du mandat d'arrêt, soit de l'instruction; que, dans aucun cas, les conclusions d'un commissaire du gouvernement près un tribunal ne peuvent établir un conflit de juridiction; que, dans aucun cas, un tribunal ne peut prononcer de renvoi pour être statué en réglemens de juges, sans avoir, au préalable, rendu un jugement précis sur sa compétence ou son incompétence; — Statuant sur la réquisition du commissaire du gouvernement près ce tribunal et y faisant droit; — Casse le jugement du 25 frim. dernier.

Du 17 vent. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cl. Liger-Verdigny. — *Concl.*, le cl. Arnaud, subst.

ENFANT. — ENLEVEMENT. — VOL.

Sous le Code des 25 sept.-6 oct. 1791, le fait d'enlever ou de détourner un enfant, était passible des peines du vol. (LL. 19-22 juil. 1791, tit. 2, art. 32; 25 sept.-6 oct. 1791, tit. 2, sect. 2, art. 28.) (3)

(Falsat — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 28, sect. 2^e, tit. 2,

Juges qu'après que ces décisions sont devenues définitives. Il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit d'un conflit positif: ce conflit existe par cela seul que deux tribunaux sont saisis de la même affaire ou d'affaires connexes. Quant à l'effet des conclusions du ministère public sur l'existence du conflit, la décision du jugement est-elle incontestable, et M. Carnot s'appuie sur ce jugement pour poser le principe en ces termes: «L'officier du ministère public ne peut établir un conflit personnel entre le tribunal près duquel il est établi: il peut bien requérir le renvoi de l'affaire pour cause d'incompétence; mais c'est au tribunal saisi à prononcer sur l'incident, sauf à l'officier du ministère public l'exercice des voies de droit contre le jugement qui intervient.» (Comment. du Code d'inst. crim., sur l'art. 526, n^o 10.) *

(3) Ce jugement n'a plus qu'un intérêt historique; mais il doit être remarqué, d'abord parce qu'il signale une lacune de la législation intermédiaire, ensuite parce qu'il présente un exemple de l'abus de

2^e part. du Code pénal; — Vu pareillement l'art. 32, tit. 2 de la loi du 22 juill. 1791, sur la police correctionnelle; — Vu l'art. 434 du Code des délits et des peines du 3 brum. an 4; — Considérant que, quoiqu'il résulte de la déclaration du jury de jugement rendue dans la présente affaire que Madeleine Falset, accusée, devait être acquittée du crime de destruction de la preuve de l'état civil d'une personne, il ne résulte pas moins de la même déclaration du jury qu'elle est convaincue d'avoir enlevé à ses parens un enfant âgé de trente-quatre mois; que ce fait étant un délit de nature à être puni correctionnellement, conformément à l'art. 32, tit. 2 de la loi du 22 juill. 1791, et à l'art. 28, sect. 2^e, tit. 2, 3^e part. du Code pénal, ci-dessus cités, le tribunal criminel aura dû, en se conformant à l'art. 434 du Code des délits et des peines, ci-dessus également cité, prononcer les peines correctionnelles portées par ledit art. 32; que, néanmoins, ledit tribunal criminel n'a prononcé aucune peine, le président du même tribunal ayant lui seul prononcé l'absolution pure et simple de ladite accusée; en quoi il y a excès de pouvoir et contravention aux lois ci-dessus citées; — Casse le jugement d'absolution prononcé par le président du tribunal criminel du département de la Haute Garonne, le 18 frim. an 9, etc.

Du 17 vent. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Buschop. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^o APPEL CORRECT. — FEMME — MARI.

2^o DOMMAGES-INTÉRÊTS. — LOI PÉNALE. — MANDAT.

1^o Le mari peut interjeter appel d'un jugement du police correctionnelle, dans lequel sa femme, commune en biens avec lui, a été partie, quant aux intérêts civils seulement, sans être muni d'un pouvoir spécial. (C. 3 brum. an 4, art. 195.) (1)

2^o La condamnation à des dommages-intérêts, prononcée par un tribunal criminel, ne peut être attaquée par cela seul qu'elle ne s'appuie sur aucun texte de loi.

(Schroerretters — C. Brans.)

Schroerretters fils avait, en présence de son père, commis des voies de fait sur la personne de la femme Brans. — Jugement du tribunal correctionnel d'Anvers qui condamne Schroerretters père et fils, à un emprisonnement d'un mois et à une amende de 6 francs; mais ne fait pas droit sur la demande de la plaignante à fin de dommages-intérêts. — Appel interjeté par Brans au nom de sa femme. — Jugement du tribunal criminel des Deux-Nèthes qui réforme le premier jugement au chef de l'emprisonnement du père, et le condamne à 300 fr. de

dommages-intérêts, comme responsable de son fils. — Pourvoi par Schroerretters, fondé sur ce que le mari était sans pouvoir pour former appel au nom de sa femme, et sur ce que le jugement n'avait appuyé sur aucun texte la condamnation à des dommages-intérêts.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, sur le premier moyen, que François Brans, mari de Thérèse Sirey, avait qualité pour appeler du jugement rendu entre sa femme, David et Jean Schroerretters père et fils, puisqu'il ne s'agissait pas par son appel de la vindicte publique, mais seulement des dommages-intérêts dus à sa dite femme, et parce qu'il était le maître de la communauté; que, d'ailleurs, la femme dudit Brans a donné sa ratification à l'appel formé par son mari; en présence et déposant en son nom personnel son mémoire sur l'appel;

Sur le deuxième moyen, qu'il n'y a pas eu fausse application sur la condamnation solidaire des dommages-intérêts, puisqu'il est constant que Schroerretters père avait été non seulement spectateur inactif du délit de son fils, mais encore qu'il y avait contribué en renversant par terre la femme de Brans; — Rejette le pourvoi de David Schroerretters.

Du 19 vent. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^o EXPLOIT. — COUVERT. — PARLANT A.

2^o CASSATION. — CAUSE EN ÉTAT. — DÉCIS.

La signification faite à une personne habitant un couvent, en parlant à une tourière, est nulle, comme ne désignant pas suffisamment la personne à laquelle l'exploit a été laissé. Cette signification est donc inefficace pour faire courir un délai. (Ord. de 1667, tit. 2, art. 3.) — Jugé par l'arrêt du 29 prair. an 7, transcrit dans l'article ci-après.

Une instance pendante devant le tribunal de cassation est réputée en état, dès l'instant où il y a eu production de mémoires par les parties. — En conséquence, la décès de l'une des parties après cette production, ne doit pas différer le jugement: il n'est pas nécessaire d'assigner préalablement les héritiers en reprise d'instance. (Règl. de 1738, tit. 13, art. 1^{er}; Ord. de 1667, tit. 26, art. 2, 3 et 4.)

(Roquelure — C. Sirey.)

Sur le pourvoi de la veuve Sirey, un jugement de la chambre criminelle a la date du 19 messid. an 6, prononcé la cassation d'un arrêt du parlement de Paris, du 6 av. 1789, rendu au profit des époux Roquelure.

Opposition à ce jugement fut formée de la part

l'interprétation. Le Code de 1791 n'avait prévu que l'enlèvement d'une fille par violence, pour en abuser ou la prostituer; l'enlèvement d'un enfant, avec un tout autre but que celui-là, devait donc rester impuni; et il valait mieux proclamer l'omission de la loi que d'essayer d'y suppléer, en imprimant à ce fait une qualification qui lui était évidemment étrangère. Cette lacune a été remplie par l'art 354 du Code pénal, qui qualifie crime l'enlèvement de mineurs par fraude ou par violence, et le punit de la réclusion.

(1) On jugeait dans l'ancien droit que le père, le mari, le tuteur, étaient recevables à poursuivre les délits commis envers les personnes qui étaient sous leur puissance, et cette décision n'éprouverait sans doute aucune difficulté sous la législation actuelle. Un père peut donc rendre plainte du délit commis envers son fils mineur, le mari, de celui commis à

l'égard de sa femme. Or, si un mari peut rendre plainte au nom de sa femme, il doit aussi pouvoir appeler en son nom du jugement qui n'a pas statué, ou qui n'a statué que d'une manière insuffisante sur ses intérêts civils. Les auteurs et la jurisprudence ont été plus loin. La Cour de cassation a jugé, par un arrêt du 2 juin 1821, que le père a qualité pour interjeter appel du jugement prononçant une condamnation correctionnelle contre son fils mineur; et M. Carnot (Comm. du Code d'inst. crim., sur l'art. 203, n^o 9) cite un arrêt du 3 sept. 1808 (que nous avons vainement recherché) qui aurait décidé que l'appel interjeté par le mari, au nom de sa femme, condamné correctionnellement, est recevable: « Ce n'est pas là, ajoute cet auteur, plaider par procureur. » M. Merlin professe la même opinion, Quest. de droit, v^o Appel, § 10, art. 3, n^o 6. *

des époux Roque-laure, ou quelque soit de la part du tuteur de Louis Roque-laure, leur fils mineur et héritier. A l'appui de l'opposition, on soutenait que le pourvoi de la veuve Sirey devait être déclaré non recevable comme tardif, en ce que l'arrêt du parlement lui avait été signifié plusieurs années avant ce pourvoi; et pour justifier de cette signification, on représentait un exploit portant en effet que l'arrêt avait été notifié à la veuve Sirey, en son domicile au couvent de l'Assomption, et parlant d'une tourrière.

La veuve Sirey répondait que cette signification était nulle, à défaut de désignation nominative de la personne à laquelle l'exploit avait été laissé, et n'avait pu dès lors faire courir le délai du pourvoi.

20 prair. an 7, jugement de la section criminelle, qui statue dans les termes suivants : « Considérant que le délai prescrit pour former une demande en cassation ne pouvant courir que du jour de la signification du jugement, il n'a point couru contre la dame Sirey si l'exploit de signification, aujourd'hui représenté de la part du mineur Roque-laure, n'est pas revêtu des formes prescrites par l'ordonnance, pour constater que la copie en soit parvenue à la dame Sirey; que l'art. 3, tit. 2 de l'ordonn. de 1667, prescrit expressément, et à peine de nullité, que tous exploits d'ajournement feroient mention, en l'original et en la copie, des personnes auxquelles ils auront été laissés; que l'art. 12, tit. 27 de la même ordonnance, veut que les significations des jugemens soient faites avec toutes les formalités qui doivent avoir lieu pour les ajournemens; que l'exploit de signification produit de la part du mineur Roque-laure énonce simplement qu'il a été fait en parlant à une tourrière, sans dire son nom, sans que rien prouve qu'elle ait été interpellée de le déclarer et qu'elle l'ait refusé; que ce mot tourrière, considéré en lui-même, désigne une qualité et non une personne, surtout lorsque, dans le convent où demeurait cette tourrière, il y avait plusieurs femmes occupées des mêmes fonctions; et que cette énonciation vague, en parlant à une tourrière, ne remplit pas, dès-lors, le vœu de l'ordonnance, qui veut impérieusement qu'il soit fait mention dans les significations, comme dans les ajournemens, des personnes auxquelles la copie en aura été laissée; — Sans s'arrêter ni avoir égard aux fins de non recevoir proposées par ledit mineur Roque-laure contre la demande en cassation de ladite dame Sirey; — Le tribunal rejette ladite opposition du mineur Roque-laure et ordonne que son précédent jugement, du 19 messid. dernier, sera exécuté selon sa forme et teneur. »

A l'époque où le jugement qui précède fut rendu, le mineur Roque-laure était mort depuis près d'un mois, et son décès avait même été dénoncé à la veuve Sirey. Se fondant sur ces circonstances, les héritiers du mineur formèrent tierce opposition au jugement et en demandèrent la nullité, comme ayant été rendu contre une personne décédée, sans que les héritiers eussent été assignés en reprise d'instance.

(1) F. anal. en ce sens, Cass., 18 fruct. an 9 et 6 prair. an 10; Paris, 12 germ. et 10 fruct. an 10. — En sens contraire, 28 vent. an 6, et la note; 4 germ. an 10.

(2) Il faut remarquer que, dans l'espèce, les héritiers présomptifs n'avaient pas obtenu l'envoi en possession des biens de l'absent. Dans ce cas, la décision aurait été tout autre, parce qu'après l'envoi de l'héritier présomptif en possession provisoire, c'est de sa minorité ou de sa majorité

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que, d'après l'art. 1^{er}, tit. 13 du réglem. de 1738, et les art. 2, 3 et 4, tit. 26 de l'ordonn. de 1667, auxquels ledit article du tit. 13 du réglem. de 1738 renvoie, le jugement d'une instance qui sera instruite et en état d'être jugée ne pourra être différé par la mort des parties; — Que ce qui constitue essentiellement la mise en état d'une affaire pendante au tribunal de cassation, est la production et le dépôt au greffe, de la loi les autorise à produire; qu'à la vérité, l'art. 31 de la loi du 3 brum. an 4, porte que « les parties peuvent plaider elles-mêmes ou « par leurs défenseurs; » mais que, par cette loi, la plaidoirie est pleinement facultative et n'est pas nécessaire pour mettre l'affaire en état, puisque ne pas plaider n'entraîne pas de défaut ni les effets qui en sont les suites; — Considérant que, sur la demande en opposition formée par le tuteur du mineur Roque-laure au jugement du 19 messid. an 6, celui-ci avait produit sa requête introductive, puis un mémoire ampliatif, dans lequel il répond aux moyens employés par la veuve Sirey, dans les défenses qu'elle avait également produites sur ladite opposition; que, l'affaire étant ainsi en état, aux termes des lois, le jugement n'eût pu être retardé par l'événement de la mort du mineur Roque-laure; eu conséquence, que les héritiers dudit mineur Roque-laure ne pouvaient, sous le prétexte de la nécessité de la reprise d'instance avec eux, former de tierce opposition au jugement du tribunal, en date du 29 prair. an 7; — Vu l'art. 2, tit. 10, 1^{re} part. du réglem. de 1738... — Déclare les héritiers du mineur Roque-laure non recevables dans leur tierce opposition au jugement du 29 prair. an 7; — Ordonne, en conséquence, que ledit jugement sera exécuté selon sa forme et teneur; — Et condamne lesdits héritiers Roque-laure à l'amende.

Du 19 vent. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Valée.

1^o DON PROHIBÉ.—PERSONNE INTERPOSÉE.—ASCENDANT.2^o ABSENT.—PRESCRIPTION.

1^o La prohibition portée par la loi du 17 niv. an 2 (art. 26), contre les ventes à fonds perdu faites aux successibles ou à leurs descendans, ne s'étendait pas aux ventes faites à la mère du successible. Sous cette loi, l'ascendant de l'incapable de recevoir, n'était pas réputé personne interposée à son égard. (1)

2^o Lorsqu'il s'agit de décider si un possesseur plus que trentenaire a possédé, et par conséquent prescrit, contre un absent majeur dont on n'a pas de nouvelles, ou s'il n'a possédé que contre les héritiers provisoires et mineurs de celui-ci, l'absent ne doit pas être réputé mort du jour de sa disparition. On doit le réputer vivant jusqu'à sa centième année.—C'est à l'héritier qui prétend que la prescription a couru contre lui-même et non contre l'absent, à établir l'époque à laquelle l'absent serait décédé (3).

personnelle, et non de la minorité ou de la majorité de l'absent, que dépend la suspension ou la non suspension de la prescription des actions appartenant à l'absent. Nul doute donc, ainsi que le fait observer M. Merlin, *Repert.* (additions), 1^o Absent sur l'art. 134 du Code civil, que, dans l'espèce du jugement qui nous occupe, les détenteurs n'eussent été censés n'avoir possédé que contre les héritiers provisoires mineurs, et que, par suite, la prescription n'eût

(Camus - C. les héritiers Benoit.)

En 1754, des biens appartenant à Marcel Camus, alors mineur, furent vendus par son tuteur. Par un acte d'échange intervenu entre l'acquéreur et François Benoit le 13 janvier 1755, ces biens passèrent entre les mains de ce dernier, et tombèrent dans la communauté qui existait alors, et qui subsista jusqu'au décès de François Benoit entre lui et Jeanne Catinat, sa femme, et Louis Benoit, son frère. Après la mort de François Benoit, Louis Benoit vendit à sa veuve, par acte du 9 pluv. an 4, la part à lui revenant dans les biens communs.

En l'an 7, Louis Benoit mourut lui-même, laissant pour héritiers les enfans de François Benoit, son frère germain, et les sieurs André Camus, demandeurs en cassation, qui sont en représentation ses frères utérins.

Alors ces derniers intentèrent contre la veuve et les enfans de François Benoit une action qui avait deux objets distincts.

D'un côté, ils poursuivirent la veuve Benoit, comme détentrice de la succession de Louis Benoit. Ils prétendirent que l'acte de l'an 4 n'était qu'une donation déguisée sous la forme d'un contrat de vente à fonds perdu, faite par Louis Benoit aux enfans de son frère par personne interposée, et qu'à ce titre, elle se trouvait frappée de la nullité prononcée par l'art. 26 de la loi du 17 niv. an 2 contre toute espèce de vente à fonds perdu faite, en ligne directe ou collatérale, à l'un des héritiers présomptifs ou à ses descendans. — La veuve Benoit répondit que l'acte qui l'avait rendue propriétaire des biens revendiqués était un véritable acte de vente, et n'avait aucun des caractères des donations prohibées par la loi du 17 niv. an 2, dans tous les cas et en supposant que l'acte du 9 pluv. an 4 contiint une vente à fonds perdu, l'art. 26 de la loi de nivôse pourrait, même en ce cas, recevoir aucune application à l'espèce; qu'en effet cette loi ne défendait de telles dispositions que lorsqu'elles étaient faites aux héritiers présomptifs ou à leurs descendans; mais que, dans l'espèce, ce n'était pas à ses héritiers présomptifs ni à leurs descendans que Louis Benoit avait fait la vente dont il s'agit, mais bien à leur mère. Or, disait-on, l'article cité ne comprend pas dans sa prohibition les ascendans des successibles: donc l'acte du 9 pluv. an 4 est inattaquable.

D'un autre côté, les sieurs André Camus et consorts se présentent comme héritiers de Marcel Camus, leur oncle, absent sans nouvelles depuis quarante ans, prétendirent que la vente de 1754 était nulle pour vice de forme: en conséquence, ils demandèrent la nullité de l'acte d'échange de 1755, qui en avait été la suite, et qui avait fait passer les biens de leur auteur dans les mains de François Benoit; et ils poursuivirent les enfans de ce dernier en restitution de ces biens.

Ceux-ci opposèrent la prescription résultant de la longue possession paisible qu'ils avaient eue des biens revendiqués.

Les héritiers Camus répondirent que la prescription n'avait pu courir contre Marcel Camus, leur auteur, encore mineur au moment de sa disparition; que, devenus ses héritiers à cette épo-

que, puisque la loi réputait l'absent décédé au jour même où il a disparu, c'était contre eux seuls que la prescription avait pu courir; mais qu'elle avait été également suspendue à leur égard, attendu qu'ils étaient encore alors mineurs eux-mêmes; et qu'en total, les enfans Benoit ne pouvaient leur opposer qu'une possession utile de moins de trente ans.

Les enfans Benoit soutinrent au contraire que la prescription avait continué de courir à l'encontre de l'absent et non contre ses héritiers présomptifs: ils dirent que, d'après la loi 9. d. de usufructu, la mort de l'absent n'était présumée qu'à bout de la centième année de son âge; mais que jusque-là, il n'était réputé ni mort ni vivant; et que c'était aux héritiers Benoit qui réclamaient un droit subordonné au décès de leur auteur, à prouver qu'il avait cessé de vivre.

A quoi les héritiers Camus répliquèrent que la loi réputait l'absent décédé au jour même de sa disparition, puisque c'était à ses héritiers présomptifs à cette époque qu'elle déférait sa succession; qu'il serait contradictoire qu'elle le réputât mort quant à ses héritiers et vivant quant à ses acquéreurs, et que les héritiers de l'absent pussent disposer des biens qu'il aurait laissés, et ne pussent pas exercer les droits et actions qui lui compétent.

Jugement du tribunal civil de l'Indre, qui, faisant droit à la double action des sieurs Camus, déclare nul l'acte de vente faite à la veuve de François Benoit le 9 pluv. an 4; déclare également nul l'acte d'échange de 1755; en conséquence, condamne la veuve et les enfans Benoit à délaisser les biens revendiqués.

Appel.—Jugement du tribunal de la Creuse qui infirme.

POURVOI en cassation par les héritiers Camus. Ils développent devant le tribunal le système par eux présenté devant les premiers juges.

Le cit. Merlin, portant la parole dans cette affaire, a combattu le pourvoi. Il a dit que la fiction qui faisait réputer l'absent sans nouvelles, décédé au jour même de sa disparition, était fondée sur le défaut de preuve qu'il eût continué d'exister depuis ce moment, et la nécessité qui en résultait de fixer son décès au jour où il avait donné le dernier signe de vie. — Mais, ajoutait l'organe du ministère public, cette fiction ne produit son entier effet qu'à l'époque à laquelle il ne peut plus y avoir de doute sur la mort de l'absent, c'est-à-dire quand il s'est écoulé cent ans depuis sa naissance.

— Alors ceux de ses parens qui étaient désignés par la loi pour lui succéder, sont définitivement saisis, à compter de sa disparition elle-même, de tous les biens qu'il a laissés. Jusque-là ils n'en ont que la garde, que la jouissance provisoire. Tel est le but, tel est le résultat de la fiction dont il s'agit. Elle n'a été introduite que par la nécessité de déterminer avec précision quelles sont les personnes qui doivent succéder à l'absent, lorsque sa succession est ouverte par la révolution de sa centième année; et comme toute fiction de droit est essentiellement limitée aux cas pour lesquels elle a été admise, celle dont il est question ne peut pas empêcher que pour tout autre objet, l'on ne

été suspendue, si les héritiers avaient obtenu l'envoi en possession à une époque tellement reculée que les détenteurs n'eussent pu justifier de trente ans de possession utile contre l'absent. Mais c'était précisément ce que les enfans Camus n'avaient point fait. Jamais ils n'avaient demandé l'envoi en possession des biens de Marcel, et ce n'était que dans le cours de l'instance, intentée seulement après plus de trente-ans

ans de possession depuis sa majorité, qu'ils s'étaient présentés comme ses héritiers provisoires. D'après cela, il est évident que, pour écarter la prescription qui leur était opposée, il aurait fallu qu'ils prouvassent que Marcel Camus était mort avant qu'elle fût acquise contre lui, et cette preuve ils ne la rapportaient pas.

tiennent invariablement au principe que l'absent, jusqu'à sa centième année, ne doit pas plutôt être présumé mort que vivant, et que son décès doit être prouvé par tous ceux qui forment des demandes dans la certitude de son décès est le fondement.

Et qu'on ne vienne pas dire qu'il y a de l'inconséquence, de la contradiction à ne pas réputer l'absent mort à tous égards, tandis qu'on le répute tel à l'effet de régler quels doivent être ses héritiers. Il n'y a en cela ni contradiction ni inconséquence : ce n'est que l'application exacte de la maxime générale qui impose à tout demandeur la nécessité de prouver le point de fait sur lequel est fondée sa demande, et qui veut qu'à défaut d'en rapporter la preuve, le défendeur soit déchargé : *Actoris est probare; actoris non probante, reus absolvitur*.

Appliquant ces principes à l'espèce, le substitut du commissaire du gouvernement finissait en disant que les demandeurs étaient bien les héritiers provisoires de Marcel Camus; qu'ils l'étaient bien à compter du jour où il avait disparu; mais que les biens de l'absent se trouvant entre les mains d'un tiers acquéreur qui les possédait depuis quarante ans, et l'héritier provisoire voulant l'évincer par des moyens qui ne pouvaient réussir qu'en supposant celui-ci mort à l'époque de sa disparition totale, cet héritier se trouvait demandeur contre ce tiers, qu'il s'était constitué tel sur le fondement de la mort de l'absent; qu'il finissait donc qu'il la prouvait, et, que s'il ne la prouvait pas, sa demande devait être rejetée.

Les conclusions du ministère public ont également tendu au rejet sur les autres moyens.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que la vente faite par Louis Benoit à la veuve Catinat, sa belle-sœur, le 9 niv. an 4, n'est ni une vente à rente viagère ni une vente à fonds perdu, et que, d'ailleurs, la veuve Catinat n'était ni la successeur ni descendante des successibles de Louis Benoit; d'où il résulte que le jugement qui a déclaré cette vente valable n'a violé aucune des dispositions de la loi du 17 niv. an 2;

Attendu que les demandeurs n'ont pas justifié du décès de Marcel Camus, absent, qui, jusqu'à la preuve contraire, est réputé, relativement aux tierces-personnes intéressées à son existence, devoir vivre jusqu'à cent ans; et qu'ainsi c'est contre lui seul, comme le décide le jugement attaqué, que la prescription a dû courir et a été acquiescée, en effet, par la possession plus que trentenaire que François Benoit ou ses représentants ont eue, sans aucun trouble, des biens compris dans la cession du 13 janv. 1755; — Rejette, etc.

Du 21 vent. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Moreau. — Rapp., le cit. Porriquet. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., le cit. Gérardin.

SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS. — RENONCIATION. — INVENTAIRE. — OBLIGATION PERSONNELLE.

La société d'acquêts des pays de droit écrit, n'était pas entièrement régie par les mêmes principes que la communauté des pays coutumiers. Ainsi, dans le ressort du parlement de Bordeaux, la femme pouvait renoncer, pendant trente ans, à la société d'acquêts, à la seule charge de fournir un état affirmé de la suc-

cession, et de rendre compte des biens. (Ord. de 1667, tit. 7, art. 1 et 3.) (1)

Pour la validité ou efficacité d'une renonciation de la veuve à la société d'acquêts, il n'était pas nécessaire (dans le ressort du parlement de Bordeaux) que la renonciation eût été précédée d'un inventaire dans les trois mois du décès du mari.

La veuve qui contractait — tant en son nom personnel, comme associée aux acquêts et usufructiers, que comme tutrice de ses enfants, ne s'obligeait personnellement que dans l'hypothèse éventuelle où elle ne renoncerait pas à la société d'acquêts. Si, postérieurement, elle renonçait à cette société, son obligation personnelle se réduisant à une intercession pour autrui, était annulée par le sénatus-consulte Velleien. (2)

(Lagarelle — C. Dupin.)

François — Marie — Claude Dupin et sa femme avaient stipulé, dans leur contrat de mariage, qu'il y aurait société d'acquêts entre eux, telle qu'elle se pratique aux pays de droit écrit, lesquels appartiendraient aux enfants, la jouissance du tout réservée à l'époux survivant.

François-Marie-Claude Dupin étant décédé pendant qu'il était en instance au ci-devant Châtelet contre le cit. Lagarelle, sa veuve poursuivait l'instance, et obtint un jugement de condamnation contre le cit. Lagarelle.

On ignore en quelle qualité elle l'obtint, si c'est comme tutrice de ses enfants, ou comme associée aux acquêts faits par son mari.

Mais, le 14 juill. 1793, elle prit des arrangements avec Lagarelle pour le paiement des condamnations qu'elle avait obtenues contre lui. Il fut en même temps convenu dans cet acte que la veuve Dupin et ses enfants déchargeraient Lagarelle d'un cautionnement de 19,000 livres qu'il avait consenti en faveur du défunt. Dans cet acte, la veuve Dupin s'obligea, comme tutrice de ses enfants mineurs, et pour elle personnellement, comme associée aux acquêts de son mari, et encore comme usufructière des biens de ce dernier, d'après leur contrat de mariage.

Lagarelle, poursuivi par le créancier des 19,000 liv., assigna en garantie solidaire les enfants et la veuve Dupin, devant le tribunal civil de la Bordogne.

Les enfants et la veuve excipèrent, les premiers, de la renonciation à la succession de leur père, la veuve, de la renonciation à la société d'acquêts.

Le 24 flor. an 7, jugement qui renvoie les enfants de la demande à eux faite, attendu que, dans le ressort du ci-devant parlement de Bordeaux, les enfants sont autorisés à répudier pendant trente ans la succession de leur père, même après l'avoir acceptée, à la charge seulement de rapporter un état du mobilier, en affirmant son exactitude, et de rétablir l'hérédité telle qu'elle était à son ouverture.

Quant à la veuve, attendu qu'elle a souscrit l'engagement comme commune aux acquêts, que la veuve qui a accepté la communauté, ne peut être admise à y renoncer qu'en apportant un bon et loyal inventaire fait dans les délais prescrits par l'ordonnance de 1667; qu'au lieu d'un inventaire solennel, la veuve n'a rapporté qu'un simple état sans authenticité, le tribunal la condamne à fournir à Lagarelle la décharge qu'elle lui avait promise.

(1) Cette jurisprudence est attestée par Salvius, *Acquêts*, et par Lapeyrière, *Dispositions sommaires*, à l'endroit cité dans la discussion, at 7^e éd., t. 1^{er}, p. 24, lettre Q.

(2) F. sur l'autorité du sénatus-consulte Velleien en France, la note qui accompagne le jugement du 2 niv. an 9 (cit. *Renard*).

Sur l'appel, le tribunal civil de Bordeaux rendit un jugement, le 14 therm. an 8, qui restitua la veuve Dupin contre l'acte du 14 juill. 1793, à la charge par elle de rendre compte de son administration, quand elle en sera requise, et débouta le demandeur de son action récursoire.

Les motifs du jugement sont, 1° que ni le laps de temps, ni le défaut d'inventaire authentique, ne pouvaient être opposés à la renonciation de la veuve Dupin, parce qu'il est d'usage certain, dans le ressort du ci-devant parlement de Bordeaux, que la veuve associée aux acquêts avec son mari peut renoncer à la société pendant les trente années qui suivent le décès du mari, époque à laquelle la société a été dissoute de plein droit; qu'à la différence des pays coutumiers, dans lesquels la veuve qui veut renoncer à la communauté, ne peut y être admise qu'en rapportant un inventaire public, parce que, dans ces pays, la société se continue jusqu'à la confection de l'inventaire, qui, par cette raison, doit avoir une date certaine, on n'exige à Bordeaux, de la part de la veuve qui veut renoncer à la société, que le rapport d'un simple état des objets qui existaient au décès du mari, état que la veuve est obligée d'affirmer par serment, sauf la preuve des omissions, qui demeure réservée aux parties intéressées, et le droit de se faire rendre compte de l'administration des objets de la société; — Que l'une des raisons de la différence de cet usage, est prise de ce qu'à Bordeaux la société étant dissoute par le seul fait de la mort du mari, on n'a besoin que de connaître les effets existants à cette époque, connaissance qui peut aussi bien être acquise par un état sous seing-privé, que par un inventaire public; que cet usage a toujours été maintenu dans l'ancien ressort du parlement de Bordeaux, malgré la disposition de l'art. 5 du tit. 7 de l'ordonn. de 1667, qui, ne parlant que des veuves communes en biens, n'est applicable et n'a jamais été appliquée en effet qu'à la communauté coutumière, absolument différente par sa nature, ses effets, et les principes qui la régissent, de la simple société contractée en pays de droit écrit, dans laquelle la femme ne peut pas être exposée à perdre sa dot, et les autres droits qui lui sont propres; que c'est par cette raison que les auteurs appellent cette société *léonine*; que l'on trouve les preuves de ces différents points d'usage dans les auteurs qui ont recueilli les monuments de la jurisprudence du ci-devant parlement de Bordeaux, et dans les attestations des anciens juriconsultes;

2° Que, quoique la veuve Dupin, tutrice de ses enfans mineurs, ait traité et administré pour des objets de la société avec Lagarelle, avant sa renonciation, elle n'a pu, par ce fait, perdre le droit de la faire; que l'usage et la jurisprudence du pays dans lequel elle avait contracté et où elle avait toujours vécu, lui assurant le droit de renoncer pendant trente ans, elle a eu raison de croire qu'elle avait la faculté d'en user, puisqu'il ne lui était pas interdit d'administrer et de traiter, jusqu'à ce qu'elle fût déterminée à user de la faculté qui lui était accordée; — Que le système contraire serait destructeur du droit de renoncer pendant trente ans; car il faudrait de deux choses l'une, ou que la femme renoncât immédiatement après la mort de son mari, ou que, jusqu'à ce qu'elle jugeât à propos de faire cette renonciation, elle livrât les objets de la société à un abandon absolu; — Que ce système, déjà étrange par lui-même, pourrait d'autant moins être adopté dans l'hypothèse, qu'indépendamment de sa qualité d'associée aux acquêts, la veuve Dupin avait celle de tutrice de ses enfans mineurs, sur la tête desquels le contrat de mariage affectait la pro-

priété des acquêts, qualité qui lui imposait l'indispensable obligation d'administrer les acquêts, de faire tous les actes qui pouvaient tendre à en procurer le recouvrement dans l'intérêt des mineurs; — Qu'il est de principe consacré par la jurisprudence, que, dans les pays de communauté, lorsque la veuve ajoute à la qualité de commune une autre qualité, telle que celle d'héritière ou tutrice, elle n'est pas censée faire acte de commune en appréhendant les biens; que, puisqu'il en est ainsi dans les pays de communauté, où la veuve est obligée de faire un inventaire public, et où, dans la plupart des coutumes, elle est obligée de faire sa renonciation dans un bref délai, il en doit être de même, à plus forte raison, en pays de droit écrit, où la veuve associée aux acquêts a trente ans pour renoncer à la société, en rapportant un simple état assermenté.

POURVOI en cassation par Lagarelle, pour violation des art. 1 et 5 du tit. 7 de l'ordonn. de 1667. — Ces articles, disait le demandeur, veulent que la veuve commune, qui n'aura pas fait inventaire dans les trois mois du décès de son mari, et qui si sera mise de fait en possession des biens de la communauté, puisse être actionnée par les créanciers. — Or, toutes ces circonstances se rencontrent dans l'espèce: la veuve Dupin avait administré comme veuve commune; donc elle avait accepté; donc elle devait être condamnée à l'exécution du contrat du 14 juill. 1793, et en la restituant contre cet acte, le tribunal a violé les articles précités de l'ordonnance.

Le commissaire Merlin fait observer que le jugement attaqué donnait, pour détruire les moyens du demandeur, deux raisons également péremptoires. — La première est qu'on ne peut pas appliquer à la société d'acquêts, en usage dans quelques pays de droit écrit, les dispositions de l'ordonn. de 1667, concernant la communauté légale des pays coutumiers; et ce motif est basé sur la jurisprudence du parlement de Bordeaux, attestée par les auteurs. Lapeyrère, lettre C, n° 18 et 58, dit qu'à la différence de la communauté coutumière, où il y a continuation, si le survivant ne fait pas inventaire, la communauté d'acquêts entre les mariés (dans le ressort du parlement de Bordeaux) finit par la mort de l'un d'eux, quoique le survivant n'ait pas fait inventaire: *Apud nos morte solvitur societas*. Au n° 25, il ajoute qu'à défaut d'inventaire, le survivant des conjoints associés en est quitte pour faire constater ce qui composait la société à l'époque de sa dissolution, en baillant par description les biens qu'ils avaient lors de la société finie, et en se purgeant sur la vente d'icelle. Saisiat est du même avis, et il cite, au mot *Acquêts*, un grand nombre d'actes de notariété du parlement de Bordeaux à l'appui de cette opinion. — La seconde raison est que l'ordonn. de 1667 ne dit pas précisément que la veuve est réputée commune et perd le droit de renoncer, lorsqu'elle laisse écouler trois mois sans faire inventaire. En effet, l'ordonnance ne dispose que pour la veuve qui est poursuivie en justice avant d'avoir renoncé; mais elle ne dit pas ce qui arrivera si la veuve n'est pas poursuivie; elle ne dit pas si alors elle peut ou non renoncer après un certain temps: elle s'en rapporte donc aux usages locaux; donc il ne peut y avoir dans le jugement en contravention à l'ordonn. de 1667. Enfin, un arrêt du 16 fév. 1679 a jugé, dans la coutume de Paris, qu'une veuve est recevable à renoncer à la communauté, après en avoir géré et administré les effets en qualité de tutrice, sans inventaire, pendant plusieurs années. — Dans l'espèce, la veuve Dupin avait renoncé avant les poursuites du demandeur; donc nulle raison de lui appliquer l'or-

donn. de 1667.—Conclusions au rejet. (V. ces conclusions, *Quest. du droit*, v° *Société d'acquêts*, § 1^{er}).

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu, sur le premier moyen, au fond, que les art. 1 et 3 du tit. 7 de l'ordonn. de 1667 ne sont relatifs qu'aux veuves communes en biens, qu'ils ne fissent des délais pour faire inventaire et délibérer, qu'aux veuves appelées par des créanciers de la communauté; que, hors ce cas, on n'en peut induire que les veuves soient exclues de renoncer à la communauté, faute d'inventaire dans un délai, et que les obligations et les droits des veuves, pour accepter ou renoncer, ne sont établis que par les coutumes qui admettent la communauté;—Attendu que, dans l'espèce, il ne s'agit point de communauté, mais d'une société d'acquêts, convention qui se règle par des principes différents de ceux qui régissent les communautés légales; que l'usage et la jurisprudence, dans l'ancien territoire du parlement de Bordeaux, admettaient les veuves associées aux acquêts à renoncer pendant trente ans à cette société, à la seule charge de fournir et d'affirmer l'état de la succession, et de rendre compte de l'hérédité; et que la veuve Dupin avait renoncé avant d'être appelée;

Attendu, sur le second moyen, que la veuve Dupin, en traitant le 15 juil. 1793, tant en son nom, personnellement, comme associée aux acquêts et usufructière, que comme tutrice, ne s'obligeait personnellement que dans l'hypothèse éventuelle qu'elle ne renoncât pas à la société d'acquêts, dans laquelle société sa part était l'usufruit de ces mêmes acquêts; que, postérieurement, elle a renoncé à cette société, et qu'ainsi son obligation a été réduite à une intercession pour autrui; qu'on ne peut dire qu'elle ait trompé le demandeur qui ne pouvait méconnaître la faculté de renoncer à laquelle était subordonné le maintien de l'obligation contractée à son profit; qu'on ne peut dire aussi que la veuve Dupin ait retiré aucun bénéfice de son obligation, puisqu'elle est obligée de rendre compte de ce qu'elle a reçu;—De tout quoi il résulte, 1^o qu'il n'y a aucune contravention aux art. 1 et 3, tit. 7 de l'ordonn. de 1667; 2^o que le bénéfice du sénatus-consulte Velléien a été justement appliqué à la veuve Dupin;—Rejette, etc.

Du 23 vent. an 9.—Sect. req.—Prés., le cit. Marais.—Rapp., le cit. Gandon.—Concl., le cit. Merlin, subst.

MUTATION PAR DÉCÈS.—EFFET RÉTROACTIF.

Les lois des 15 therm. an 5 et 9 vend. an 6, ont

(1) V. conf., Cass. 4 mess. an 9.—La loi du 27 vent. an 9 (art. 1^{er}) pose en principe que les droits sont réglés par la loi existante à l'époque où ils sont payés, quelle que soit la date ou l'époque des actes et mutations à enregistrer.—La loi du 28 avril 1816, qui a établi de nouveaux droits de mutation ou élevés ceux antérieurs, après avoir déclaré, par son art. 59, que les droits ne seront perçus que sur les mutations postérieures à sa publication, dispose que, quant aux actes, l'art. 1^{er} de la loi du 27 vent. an 9 continuera d'être exécuté.—V. au surplus le *Traité des droits d'enregistrement*, de MM. Championnière et Rigaud, t. 1^{er}, n° 45 et suiv.

(2) C'était là un point de doctrine et de jurisprudence constant. V. Jousse, *Comment. sur l'ordonn. de 1667*, tit. 20, art. 3, not. 5; in fine; Rodier, *Comm. sur l'ordonnance de 1667*, tit. 20, art. 2; Pothier, *Traité de la proc. civ.*, part. 1^{re}, ch. 3, art. 4, § 1^{er}.

réglé les droits de mutation, non seulement pour les successions ouvertes depuis leur publication, mais encore pour celles ouvertes à une époque antérieure.—En conséquence, l'héritier qui avait acquitté les droits de succession antérieurement à ces lois, a pu être contraint à payer un supplément, si la prescription ne lui était pas acquise. (L. 15 therm. an 4, art. 7; 9 vend. an 6, art. 6.) (1)

(Enregistrement—C. Raynaud.)

Le 14 nov. 1793, décès de Daimoux. Sa succession est recueillie par Raymond, son héritier collatéral à un degré très éloigné. Celui-ci acquitte le droit de mutation sur le pied de 4 p. 100.—Les lois des 15 therm. an 4 et 9 vend. an 6 étant intervenues, la régie réclame de Raymond un supplément de droit de 1 p. 100.

Le 2 flor. an 7, jugement du tribunal civil des Basses-Alpes qui rejette la demande de la régie, sous prétexte que les lois invoquées n'ayant été rendues que postérieurement au décès de Daimoux, ne pouvaient régir sa succession.

Pourvoi en cassation.

JUGEMENT (après délib. en chambre du cons.).

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 7 de la loi du 14 therm. an 4;—Vu aussi l'art. 16 de la loi du 9 vend. an 6;—Et attendu que le jugement du tribunal civil du département des Basses-Alpes, du 2 flor. an 7, en débargant le cit. Raymond, en qualité de père et tuteur de son fils, du supplément de droit d'enregistrement qui lui était demandé, a formellement contrevenu aux articles ci-dessus desdites lois des 15 thermidor an 4 et 9 vendémiaire an 6, puisque, aux termes de ces articles, le droit dû était de 5 p. 100, quelle que fût l'époque de la mutation qui y avait donné ouverture, et que le jugement précité avait décidé, au contraire, que le cit. Raymond avait été libéré en payant 4 p. 100.—Casse, etc.

Du 23 vent. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Liborel.—Concl., le cit. Jourde, subst.

1^{re} PREUVE PAR TÉMOINS.—TRIBUNAUX DE COMMERCE.—POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE.

2^o INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.—POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE.

1^{re} L'ordonnance de 1667, en autorisant la preuve par témoins pour choses au dessus de 100 liv. en matière de commerce, n'a point attrait les juges à admettre cette preuve dans tous les cas, mais leur a laissé la faculté de l'admettre ou de la rejeter, suivant les circonstances et d'après leur conscience. (Tit. 20, art. 2.) (2)

—Voici comment s'exprime à cet égard ce dernier auteur : « La disposition de l'ordonnance qui défend la preuve testimoniale des conventions dont l'objet excède cent livres, souffre exception dans les matières consulaires, c'est-à-dire dans les marchés et conventions entre marchands pour marchandise; c'est ce qui résulte de ces termes : Sans toutefois rien innover, pour ce regard, en ce qui s'observe en la justice des juges-consuls des marchands; ce qui doit s'entendre en ce sens que la preuve testimoniale des marchés qui excèdent la somme de cent livres peut être admise, non pas néanmoins indistinctement, mais eu égard aux circonstances, suivant qu'il résulte du procès-verbal de l'ordonnance. » — La décision serait la même sous l'empire de la législation actuelle. — V. Berriat, *Procédure civile*, p. 383, note 19, n° 3; Pardessus, *Cours de commerce*, n° 1375;

2° La faculté accordée aux parties de se faire interroger respectivement sur faits et articles, en tout état de cause, n'est pas tellement absolue que les juges, même en matière commerciale, ne puissent, suivant les circonstances, refuser de procéder à cet interrogatoire, notamment lorsqu'ils regardent les faits proposés comme n'étant pas pertinents. (Ord. de 1667, tit. 10, art. 1^{er}, et tit. 16, art. 4.) (1)

(Chapsal—C. Pétel.)

Par suite d'un arrêté de compte, Pétel s'était reconnu débiteur envers Chapsal d'une somme de 708 liv. — Long-temps après l'échéance de la dette, Chapsal avait tiré sur Pétel une lettre de change de pareille somme de 708 liv., au profit du cit. Salomon. — La lettre de change ayant été protestée faute de paiement, Salomon assigna Chapsal en remboursement, devant le tribunal de commerce de Cherbourg, et celui-ci appela Pétel en garantie. — Pétel articula alors des faits tendant à établir que très peu de temps après l'arrêté de compte, il avait fait avec Chapsal de nouvelles opérations, et que le montant de sa reconnaissance y avait été englobé. Il demandait à faire la preuve de ces faits par témoins, et il concluait en outre à ce que Chapsal fût tenu de comparaître en personne à l'audience pour y être interrogé sur faits et articles.

Jugement du tribunal de commerce qui, sans avoir égard à cette double demande, condamne Chapsal à rembourser à Salomon le montant de la lettre de change, et Pétel à le garantir et indemniser.

Pourvoi en cassation de la part de Pétel, pour violation de l'art. 2, tit. 26 de l'ordonn. de 1667, de l'art. 1^{er}, tit. 10, et de l'art. 4 tit. 16 de la même ordonnance, en ce que le tribunal avait refusé d'admettre la preuve des faits articulés par lui, ainsi que la comparution personnelle par lui demandée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que l'ordonnance de 1667, en exceptant les tribunaux de commerce et en les autorisant à admettre la preuve par témoins pour choses au-dessus de 100 liv., ne les a point astreints à l'admettre dans tous les cas indistinctement, mais leur a laissé la liberté d'admettre cette preuve ou de la rejeter, suivant la qualité des faits et d'après leur conscience; qu'ainsi, en la rejetant, le tribunal de commerce de Cherbourg n'est contrevenu à aucune loi;

Attendu que les lois invoquées par le demandeur en cassation, laissent également à l'arbitrage des tribunaux de commerce d'entendre ou de pas

entendre les parties sur faits et articles, et que le même tribunal, en déclarant que les faits proposés n'étaient pas pertinents, n'a également violé aucune loi; — Rejette, etc.

Bu 26 vent. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Malleville. — Rapp., le cit. Babbille. — Concl., le cit. Jourde, subst.

JURY. — DÉCLARATION. — INCERTITUDE. — CONTRADICTION.

La déclaration du jury, portant que l'accusé a participé à l'enlèvement de l'objet volé, ne peut, à raison de l'incertitude qu'elle laisse sur le point de savoir si l'accusé est auteur ou complice de l'enlèvement, servir de base à un jugement de condamnation. (C. 3 brum. an 4, art. 374.)

Est nulle, comme contradictoire, la déclaration du jury portant tout à la fois que l'accusé a participé à un vol et que ce vol n'a pas été commis par plusieurs personnes. (Même loi.) (2)

(Martin—C. Min. publ.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 374 du Code des délits et peines; — Considérant que le jury de jugement, en déclarant que Mathurin Martin a participé à l'enlèvement de l'argent, n'a donné aucune déclaration précise sur le fait imputé audit Martin de laquelle on puisse juger précisément s'il est auteur ou complice de l'enlèvement; — Considérant, d'ailleurs, que le jury, après avoir déclaré que Mathurin Martin était convaincu d'avoir participé à l'enlèvement, ce qui suppose plusieurs auteurs, a cependant déclaré postérieurement que l'enlèvement n'a pas été commis par plusieurs personnes; en quoi il y a contradiction telle qu'il n'existe point de déclaration précise et positive sur laquelle on ait pu assier un jugement et appliquer une peine; — Casse, etc.

Bu 26 vent. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Viellert. — Rapp., le cit. Lasaudade. — Concl., le cit. Pons, subst.

JURY. — COMPOSITION. — REMPLACEMENT.

Sous le Code du 3 brum. an 4, la déclaration du jury était nulle, lorsqu'il n'était pas constaté que deux de ses membres appelés en remplacement l'eussent été conformément à la loi. (C. 3 brum. an 4, art. 315.) (3)

(Vandenbosch—C. Min. publ.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 515, 522 et 525 du Code des délits et peines; — Attendu que les

Toullier, l. 9, n° 232; Duranton, t. 13, n° 350; Jurisp. du XIX^e siècle, v° Preuve testimoniale, § 1^{er}.

(1) F. conf., Cass. 11 janvier 1815, Berriat, Proc. civ., p. 312, note 5, n° 3. — Cette solution paraît au premier abord souffrir plus de difficulté que celle relative à la preuve testimoniale, au moins sous l'empire de l'ordonnance de 1667. En effet, cette ordonnance porte, tit. 10, art. 1^{er}: « Permettons aux parties de se faire interroger, etc. » ce qui semble indiquer un droit absolu. Mais l'article ajoute: « sur faits pertinents et admissibles. » Il apparaît donc aux juges d'examiner la pertinence et l'admissibilité des faits, et leur erreur sur ce point pourrait bien constituer un mal jugé, mais ne saurait donner ouverture à cassation. L'art. 4 du tit. 16 dit bien, il est vrai, que les juges de commerce pourraient ordonner que les parties soient ouïes par leur bouche, mais c'est encore là une faculté qui est donnée aux juges, et non une obliga-

tion qui leur est imposée. — Au surplus, la question souffre encore moins de doute sous l'empire du Code de procédure civile, puisque l'art. 324 dit simplement que les parties peuvent... demander à se faire interroger respectivement sur faits et articles; ce qui implique évidemment pour le juge le droit de refuser l'interrogatoire.

(2) F. conf., 16 vend. an 5 et 26 therm. an 8.

(3) F. Cass. 25 niv. an 7. — Il est évident que la même décision devrait être prise aujourd'hui; et la nullité devrait être prononcée, alors même que ce serait du consentement de l'accusé que des citoyens inhabiles à siéger, auraient, comme dans l'espèce, concouru au remplacement des jurés absents. F. Cass. 3 pluv. an 7; 16 niv., 8 germ., 19 flor. an 13; 19 août 1808. Mais il suffit, pour que les formes légales soient réputées avoir été accomplies, que le procès-verbal constate que le tirage a été fait conformément à la loi. F. Cass. 18 sept. 1828, 10 fév. 1832. *

pièces qui ont été déposées au greffe en exécution du jugement interlocutoire du 7 fructidor dernier, ainsi que celles précédemment jointes à la procédure, ne justifient point que les cit. Forçés et Pain, le premier ayant fait partie des jurés, et le second adjoint, aient été appelés en remplacement, en conformité de la loi; que non-seulement on n'a point rapporté le titre d'élection de ces deux jurés, mais qu'il y a apparence, d'après une lettre du greffier du tribunal criminel du département de la Dyle en commissaire près le même tribunal, du 23 fructidor dernier, jointe au dossier, que ces deux jurés ont été requis par le président parmi les citoyens de l'auditoire, en remplacement de deux jurés défaillants; ce qui forme une contravention aux articles précités;—Casse le jugement du 29 floréal dernier.

Du 26 vent. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Chasle.—Concl., le cit. Pons, subst.

QUESTION PRÉJUDICIELLE.—COMPÉTENCE.

Lorsque les prévenus d'un délit de pacage, excepté de la possession immémoriale ou ils sont du droit de faire pacager leurs bestiaux dans le bois du plaignant, et demandent leur renvoi devant les juges compétens pour être statué sur cette question, le tribunal ne peut rejeter cette exception, sous le prétexte qu'ils ne produisent aucun titre à l'appui. (Ord. de 1669, tit. 19.) (1)

(Leclerc et Gastellier—C. Min. publ.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 150 et 456 du Code des délits et des peines;—Attendu que Nicolas Leclerc, Henri Guillemot et autres, ayant articulé devant le tribunal criminel du département de l'Yonne, qu'ils étaient en possession immémoriale de faire pacager leurs bestiaux dans le bois du cit. Crépin, et ayant, en conséquence, demandé leur renvoi devant juges compétens, pour être statué sur cette question préjudicielle, sauf, après le jugement sur cette question, à revenir devant le tribunal criminel, ce tribunal a rejeté les faits par eux articulés et leur demande en renvoi, parce qu'ils ne produisaient aucun titre; parce qu'ils ne s'étaient pas conformés au tit. 19 de l'ordonnance de 1669; qu'il a ainsi statué sur un droit civil, violé les règles de compétence et commis une usurpation de pouvoirs;—Casse, etc.

Du 26 vent. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Oudard.—Concl., le cit. Pons, subst.

LOI PÉNALE.—LOI TEMPORAIRE.—CONTRÉFAÇON.

Du 27 vent. an 9 (aff. Bertrand).—V. ce jugement *infra* à la date du 28.

CONTRÉFAÇON.—DÉLIT.—ACTION PUBLIQUE.

Avant le Code pénal, comme sous ce Code, la contrefaçon d'un ouvrage était un délit, et donnait ouverture de plano à une action correctionnelle, lorsque la propriété n'était pas contestée. (L. 19 juill. 1793 et 25 prair. an 3.) (2) Le ministère public a qualité pour en poursuivre directement la répression.

(1) F. en ce sens, 5 brum. an 5; 1^{re} feim., 29 flor. an 8; 29 vend. an 9, et les observations qui accompagnent ces jugemens.

(2) La jurisprudence a plusieurs fois reconnu que les lois des 19 juill. 1793 et 25 prair. an 3 n'ont

(Min. publ.—C. veuve Louvet.)

Le 26 germ. an 8, la veuve Louvet fit faire par le juge de paix de la division des Thermes, à Paris, et par les commissaires de police de plusieurs arrondissemens, des perquisitions chez divers citoyens qu'elle soupçonnait d'imprimer, distribuer ou recéler les contrefaçons des ouvrages de son défunt mari. L'instruction terminée, et le fait de la contrefaçon et du délit des ouvrages contrefaits, bien constatés, les pièces furent renvoyées au directeur du jury, et la cause fut plaidée et jugée correctionnellement.

Le jugement du tribunal de première instance déclare la section correctionnelle compétente à prononcer la condamnation et confiscation ordonnées par la loi du 19 juillet 1793.

Appel de ce jugement, pour cause d'incompétence, de la part des citoyens Marchand, libraire, et Boucheron, marchand de vin, prévenus et condamnés.

Autre appel par le commissaire du gouvernement près la section correctionnelle de première instance, pour incompétence et mal jugé, au fond.

Le 12 frimaire an 9, le tribunal criminel de la Seine a rendu un jugement contradictoire, dont il est important de rapporter littéralement les principales dispositions.

«Attendu, est-il dit, qu'il ne s'agit que d'une question préjudicielle; que la propriété des ouvrages dont il s'agit n'est point contestée à la veuve Louvet et à son fils, et que cette propriété est justifiée par le dépôt fait à la bibliothèque nationale des exemplaires de chacun des ouvrages;—Attendu qu'avant comme pendant la révolution en France, que dans tous les pays, et sous tous les gouvernemens, la contrefaçon des ouvrages littéraires était, à tousjours été et sera ce qu'elle est, par sa nature, c'est-à-dire un vol; que la loi du 19 juillet 1793 n'a point créé le délit de contrefaçon; que le caractère coupable du fait de contrefaçon date depuis et du même instant que l'idée de la propriété a existé chez un peuple;—Attendu que, dans la contrefaçon, on remarque cette main-mise frauduleuse sur la chose d'autrui, l'interruption de ses produits pour en faire profit contre le gré, à l'insu et au préjudice du propriétaire, vrais caractères du vol; qu'on ne peut licitement disposer d'une chose que l'on sait appartenir à autrui; que le caractère de mauvaise foi une fois saisi, l'action est criminalisée;—Attendu que les tribunaux correctionnels ne sont pas tribunaux d'exception, qu'ils sont tribunaux ordinaires, ayant une compétence réglée par la nature du délit; que la nature des délits, dont la compétence est attribuée au tribunal correctionnel, est réglée par l'article 168 du Code des délits et des peines; ce sont tous les délits dont la peine n'est ni afflictive ni infamante, et néanmoins excède la valeur de trois journées de travail; que l'article 601 du Code des délits et des peines, en prononçant que les peines correctionnelles sont celles qui consistent dans une amende au-dessus de trois journées de travail, n'a, d'une manière absolue, ni indiqué le tribunal correctionnel comme devant prononcer toutes les amendes au-dessus de trois journées de travail, ni admis en principe que l'amende ou l'emprisonnement étaient les seules peines que les tribunaux correctionnels pussent prononcer; que le législateur, dans l'article 168, en disant que le tribunal cor-

point abrogé, mais ont seulement modifié les lois anciennes, et spécialement les arrêts du Conseil des 30 août 1777 et 13 juill. 1778, qui qualifient de délit la contrefaçon des ouvrages de librairie. F. Cass. 12 prair. an 11. L'art. 425 du Code pénal a donné au même fait la même qualification.

rectionnel connaît de tous les délits dont la peine n'est ni infamante ni afflictive, et néanmoins excède la valeur de trois journées de travail ou trois jours d'emprisonnement, a présenté l'unique caractère attributif de juridiction; car l'application de la peine est la conséquence de la déclaration d'un délit, et il n'appartient qu'aux tribunaux criminels et correctionnels, dans leurs attributions respectives, de déclarer un citoyen coupable d'un délit;

« Attendu que, par les motifs ci-dessus énoncés, il est déjà prouvé que la contrefaçon est un délit; que les mœurs même lui impriment ce caractère; que la recberche de ce délit est confiée aux agents de police judiciaire, par les lois des 19 juillet 1793 et 25 prair. an 3, ce qui, conformément aux art. 91, 92 et 93 du Code des délits et des peines, est indicatif de juridiction;—Attendu que, par l'art. 19, la confiscation est une peine, et que cette peine est prononcée contre les contrefacteurs et débiteurs d'ouvrages contrefaits par la loi du 19 juillet 1793; que l'abandon que la nation a pu faire du produit de la confiscation, ne peut dénaturer le caractère pénal inhérent à la confiscation;— Le tribunal, en ce qui touche le premier chef du jugement de première instance, par lequel le tribunal, section correctionnelle, se déclare compétente, dit qu'il a bien jugé, mal et sans griefs appelé;

« En ce qui touche le second chef, par lequel le même tribunal déclare nulles les poursuites faites par le commissaire du gouvern. par les motifs ci-dessus énoncés:—Attendu que, d'après l'article 240 du Code des délits et des peines, le tribunal correctionnel est également saisi des délits de sa compétence par le renvoi que lui en fait le directeur du jury;—Attendu que la répression d'un délit donne lieu à une action publique, et que les poursuites faites par le commissaire du gouvernement, en première instance, l'ont été conformément au Code des délits, dernière loi qui a réglé le mode et la forme de procéder en matière correctionnelle;—Le tribunal dit qu'il a été mal jugé, bien appelé; émettant, déclare la procédure régulière;

« Faisant droit au principal:—Attendu qu'il est judiciairement prouvé que Berheron a contrefait l'ouvrage intitulé: *Une année de la vie du chevalier de Faublas*, et que Marchand a débité l'édition contrefaite dudit ouvrage, et d'un autre ouvrage intitulé: *Emilin de Vermont*, déclare Berheron coupable de contrefaçon, et Marchand complice du délit; les condamne au paiement d'une somme égale à la valeur de trois mille exemplaires des ouvrages contrefaits, etc.»

Le commissaire du gouvernement près le tribunal criminel s'est pourvu en cassation contre ce jugement, pour cause d'incompétence.

De son côté, la veuve Louvet s'est portée partie intervenante.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant qu'aux termes des articles 150 et 158 du Code des délits et des peines, les tribunaux correctionnels sont établis pour la répression des délits dont la peine n'est ni infamante ni afflictive, et excède néanmoins la

valeur de trois journées de travail ou trois jours d'emprisonnement;

Considérant que les lois anciennes relatives aux contrefaçons d'ouvrages de librairie, notamment les arrêts du conseil du 30 août 1777 et 13 juillet 1778, ont qualifié les contrefaçons de délits susceptibles même de poursuite criminelle;

Considérant que ces lois n'ont pas été abrogées, mais seulement modifiées par celles des 19 juillet 1793 et 25 prairial an 3, qui, considérant toujours les contrefaçons comme de véritables délits et de véritables larcins, ont soumis les contrefacteurs à des confiscations qui, de leur nature, sont essentiellement pénales;

Considérant que la peine de confiscation est nécessairement du nombre des peines correctionnelles, puisqu'elle n'est ni afflictive ni infamante, et qu'elle excède la valeur de trois journées de travail; qu'aussi était-elle énoncée parmi les peines correctionnelles dans la loi du 19 juillet 1793, maintenue formellement par l'article 190 du même Code, lequel article s'occupe de la police correctionnelle.—Recevant l'intervention de la veuve Louvet, rejette le pourvoi, etc.

Du 27 vent. an 9.—Sect. crim.—Prés., le cit. Viellart.—Rapp., le cit. Seignette.—Concl., le cit. Pons de Verdun, subst.

LOI PÉNALE. — LOI TEMPORAIRE. — COPRÉVENUS.

Les prévenus d'un délit déféré temporairement à un tribunal d'exception, ne doivent pas nécessairement être traduits devant ce tribunal, lorsque le temps pendant lequel la loi lui attribuait juridiction est expiré, par cela seul que leurs coprévenus du même délit, ont été précédemment jugés par lui et que le délit a été commis pendant qu'il exerçait ses pouvoirs. (LL. 29 niv. an 6, et 29 brum. an 7.) (1)

(Bertrand et Soussicki—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 77 de la loi du 27 vent. an 8;—Considérant que dans les lois qui établissent des tribunaux d'exception, il est reconnu que les prévenus d'un même délit ne sont pas tous nécessairement justiciables desdits tribunaux parce que l'un ou plusieurs d'entre eux leur seraient régulièrement soumis, ce qui est notamment exprimé dans l'art. 11 de la loi du 29 niv. an 6;—Considérant que Xavier Bertrand n'a été renvoyé devant un conseil de guerre que par une ordonnance postérieure à l'expiration du temps pendant lequel pouvait être exécutée la loi du 29 vent. an 8;—Considérant que la procédure suivie depuis cette ordonnance au conseil de guerre de la 3^e division militaire siégeant à Montpellier, a été infectée du vice d'incompétence qui en autorise la cassation;—Casse, etc.

Du 28 vent. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Viellart.—Concl., le cit. Pons, subst.

JURY.—COMPOSITION.—JURÉS RÉCUSÉS.

La déclaration du jury à laquelle ont concouru plusieurs jurés régulièrement récusés, est nulle. (C. 3 brum. an 4, art. 504 et 506.) (2)

(1) L'art. 4 de la loi du 29 niv. an 6 déférait aux conseils de guerre les prévenus et complices de vols commis à force ouverte sur les routes; mais l'art. 22 de cette loi limitait sa durée à une année; et la loi du 29 brum. an 7 ne l'avait prorogée que jusqu'au 29 niv. an 8. Les conseils de guerre avaient donc cessé à cette dernière époque d'être compétents pour connaître de ces crimes et l'on ne pouvait les res-

saisir en vertu du principe de l'indivisibilité de la procédure, puisque ce principe ne s'applique qu'au jugement des prévenus d'un même délit, actuellement et simultanément sous la main de la justice. *V.* aussi 15 mess. et 8 therm. an 8.

(2) Cette décision, qui n'est que l'application textuelle de la loi, est évidente. Il en sera de même aujourd'hui. *V.* aussi Cass. 26 brum. an 7.

(Emenier.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; —Attendu que les cit. Guiraud, Giraud, Fossal et Percy ont été récusés et remplacés; que d'autres remplacements ont été faits après des excuses admises; que néanmoins les quatre jurés ci-dessus nommés ont concouru au jugement; que quatre jurés remplaçans n'y ont pas concouru; que le cit. Costanet y a concouru quoique remplacé, et qu'ainsi il y a eu violation de l'article ci-dessus cité, dont l'observation est prescrite par l'art. 586, à peine de nullité;—Casse le jugement du tribunal criminel du département du Gard, du 25 brum. an 8.

Du 29 vent. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Oudart.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^{re} AMNISTIE.—PUBLICATION.—FAITS ANTÉRIEURS.

2^o TRIBUNAUX EXTRAORDINAIRES. — COMPÉTENCE.

1^{re} L'amnistie accordée par l'arrêté du 25 therm. an 8, relativement aux troubles de la Vendée et autres départements, s'appliquait même aux faits postérieurs à cet arrêté, mais antérieurs à sa publication.

2^o La loi du 30 prair. an 3, qui défendait aux conseils de guerre les prévenus arrêtés dans des rassemblements armés, ne s'entendait pas à ceux qui étaient saisis sans armes au moment où ils tentaient seulement de former un rassemblement armé. (L. 30 prair. an 3, art. 5.)

(Davoine et cons.—C. Min. pub.)

Davoine, Dubois et Charbonnier, avaient été arrêtés dans un cabaret, sous la prévention d'embaufrage pour les chonans. Les faits incriminés s'étaient passés le 27 therm. an 8; ils furent arrêtés le 30, et le 30, le juge de paix délivra contre eux des mandats d'arrêt. —Le 3 fruct., ordonnance du directeur du jury de Vitry, qui les renvoie devant le conseil de guerre de la 13^e division militaire. —Jugement de ce conseil, qui les condamne à la peine de mort, comme ayant instigué pour former un rassemblement armé dans le but de mettre les gens riches à contribution.

Pourvoi par Davoine et cons., 1^o pour violation de l'art. 3 de l'arrêté des consuls du 25 therm. an 8, qui annulait les actes de poursuites antérieurs à la publication; 2^o pour fautive application de l'art. 5 de la loi du 30 prair. an 3, qui ne défendait aux conseils de guerre que les individus arrêtés dans les rassemblements.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; —Vu l'art. 3 de l'arrêté des consuls du 25 therm. an 8; —Vu aussi les art. 6 et 7 de la loi du 30 prair. an 3;—Considérant que le fait imputé aux demandeurs en cassation, d'avoir instigué différens particuliers à l'effet de former un rassemblement armé destiné à mettre les gens riches à contribution, est un fait relatif aux troubles dont est question dans l'arrêté du 25 therm. an 8; que ce fait, daté du 27 dudit mois de therm., par conséquent antérieur à la publication dudit arrêté, est susceptible de l'amnistie accordée par les lois et arrêtés précédens; que les mandats d'arrêt décernés contre les demandeurs

pour raison dudit fait, le 30 dudit mois de therm. étaient nuls, aux termes dudit arrêté; que l'ordonnance de renvoi devant le conseil de guerre du 8 fruct. est, conséquemment, nulle et contient un excès de pouvoir; qu'enfin, les demandeurs ayant été saisis dans un cabaret et sans armes, à l'instant où ils tentaient seulement de former un rassemblement armé, il suit qu'il n'y avait pas lieu au renvoi devant le conseil de guerre, qui a procédé et jugé incompétamment sur le fait dont il s'agissait;—Casse le jugement du conseil de guerre du 3 prair. an 9.

Du 20 vent. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Lassaudade.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^{re} et 2^o DOUANES.—CONFISCATION.—EXPLOIT. BELGIQUE.—ÉTRANGER.

1^{re} En matière de douanes, la nullité du procès-verbal de saisie, n'empêche pas la confiscation des objets saisis, si la contravention est d'ailleurs suffisamment prouvée (1).

2^o La régie des douanes a qualité, aussi bien que le ministère public, pour demander la confiscation des objets saisis, dans le cas de nullité du procès-verbal. (2)

3^o Les significations faites en Belgique (postérieurement à la publication de l'ordonn. de 1667 dans ce pays), à des étrangers résidant hors du territoire, devaient, à peine de nullité, être faites dans la forme prescrite par cette ordonnance; elles ne pouvaient l'être dans la forme établie par les anciens réglemens belges. (3)

(Douanes.—C. Latour.)

Suivant un procès-verbal du 23 brum. an 8, les préposés des douanes saisirent sur les frontières de la Hollande, une somme de 21,033 fr., que le citoyen Latour, négociant batave, exportait du territoire français, en contravention aux lois des 5 et 15 sept. 1792, prohibitives de l'exportation du numéraire hors de la république.

Le juge de paix d'Achel, par un jugement du 23 brim. an 8, déclara nulle la saisie par des motifs inutiles à rappeler ici, et ordonna la restitution du numéraire saisi.

Appel devant le tribunal civil de la Meuse—Inférieure.—La, le commissaire du gouvernement conclut subsidiairement à la confiscation de l'argent saisi, dans le cas où l'annulation du procès-verbal pour vices de formes serait maintenue.

Le 6 niv. an 8, jugement qui confirme purement et simplement, et déclare qu'il n'y a lieu de prononcer la confiscation requise.

La régie des douanes et le commissaire du gouvernement se pourvirent en cassation, pour contravention à l'art. 4 de la loi du 15 août 1793, et fautive application des art. 3 et 5, tit. 4 de la loi du 9 flor.

Les deux pourvois furent admis par la section des requêtes.—La régie signifiante jugement d'admission dans la forme ordinaire, prescrite pour les exploits par l'ordonnance de 1667.—Mais, quant au jugement d'admission sur le pourvoi du commissaire du gouvernement, il fut signifié selon les formes établies par les anciens réglemens de la Belgique; c'est-à-dire que l'exploit fut affiché dans un lieu appelé *Bratigue*, et que copie

et la oote; 25 joill. 1806; 20 mars 1828; 5 oct. 1832 (Volume 1832); Merlin, *Quest. de droit*, v^o Douanes, § 8.

(3) La publication de l'ordonnance de 1667 en Belgique fut ordonnée par un arrêté du directoire exécutif du 5 pluv. an 5. *V. Merlin, Quant. de dr.*, v^o Assignation, § 1^{er}.

(1) C'est là où principe constant, et dont l'application a été faite par nombre de décisions. *V. Cass.* 22 vend. et 19 mess. an 7; 8 vend., 15 et 19 prair., 6 mess. an 8; 7 pluv., 9 et 14 flor., 26 prair. an 9; 16 brum., 3 vent. an 10; 8 frim. an 11; 8 avril 1812, etc.

(2) *V. dans le même sens*, 26 vend. an 9 (aff. Gérauld).

signée de l'huissier fut envoyée par la poste à la partie domiciliée en pays étranger.

Le défendeur soutint que cette signification était irrégulière, et qu'ainsi il y avait déchéance du pourvoi du commissaire du gouvernement, et il prétendit qu'en conséquence la confiscation des objets saisis ne pouvait plus être poursuivie, le ministère public, selon lui, ayant seul, à l'exclusion de la régie, qualité pour demander cette confiscation.

Le tribunal de cassation, après avoir joint les deux pourvois, a statué en ces termes :

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 7, tit. 2 de l'ordonn. de 1667; l'art. 23 du titre 10 de la loi du 23 août 1791; l'art. 4 du décret du 15 août 1793;...

— Considérant que la signification du jugement d'admission du pourvoi du commissaire du gouv. vernement, et la citation du citoyen Latour à comparaitre aux fins de ce jugement devant le tribunal de cassation, ont été faites par lettres chargées à la poste de Maëstricht sur la Hollande;

Considérant que les lois citées de 1791 et de 1793, qui veulent que dans le cas où les procès-verbaux de saisie sont annulés pour vices de forme, la confiscation des objets saisis soit néanmoins ordonnée sur le réquisitoire du commissaire national, ne contiennent aucune disposition dont on doive nécessairement conclure que la faculté de demander cette confiscation soit interdite à la régie des douanes, et que lorsque les juges ont refusé de la prononcer, le commissaire du gouvernement ait seul le droit de réclamer contre cette violation de la loi; qu'il n'y aurait que le vœu clairement exprimé du législateur qui pût faire admettre une fin de non-recevoir contre une réclamation qui, lors même qu'elle n'est formée que par la régie des douanes, n'en est pas moins dans l'intérêt de la république; — Considérant que la loi du 9 flor. an 7, qui a établi les formes à observer pour les procès-verbaux des préposés de la douane, n'a entendu rapporter le tit. 10 de la loi du 23 août 1791, qu'en ce qui concerne ces formes et non en ce qui concerne l'art. 23 de ce titre, lequel, en établissant une modification à l'effet de l'omission de quelque une de ces formes, se rapprochait de l'intention de la loi du 9 flor. an 7, et qu'à l'égard du décret du 15 août 1793, il n'est rapporté par cette loi ni expressément, ni tacitement, et subsiste dans toute sa force;

Qu'aux termes de ces lois de 1791 et de 1793, la nullité pour vices de forme d'un procès-verbal de saisie, n'empêche pas que la confiscation ne doive être prononcée sans amende, sur la réquisition que le commissaire du gouvernement est tenu de faire; — Considérant que, dans l'espèce, le procès-verbal de saisie n'a été déclaré nul que pour des vices de forme; que néanmoins, le tribunal civil du département de la Meuse-Inférieure a débouté le commissaire du gouvernement de son réquisitoire à fin de confiscation des objets saisis, quoiqu'il ne résulte d'aucune des dispositions de son jugement qu'il ait jugé le citoyen Latour justifié de la contravention qui lui était imputée; — Déclare

nulle la signification du jugement d'admission du pourvoi du commissaire du gouvernement, et, en conséquence, ledit commissaire déchu de sa demande; — Et, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée par le défendeur contre le pourvoi de la régie; — Casse, etc.

Du 1^{er} germ. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Malleville. — Rapp., le cit. Aumont. — Concl. conf., le cit. Merlin, substit. — Pl., les cit. Dupont et Guichard.

DERNIER RESSORT. — DOMAINE DE L'ÉTAT. —

FORMAGES. — DEMANDE ADDITIONNELLE.

L'art. 2, tit. 11 de la loi du 11 sept. 1790, qui veut que les actions civiles relatives à la perception des impôts indirects soient jugées en premier et dernier ressort par les tribunaux de première instance, ne peut s'appliquer aux actions intentées par la régie des domaines, en paiement de formages (excedant 1,000 fr.) des biens appartenant à l'Etat. Ces actions sont susceptibles de deux degrés de juridiction, d'après les règles du droit commun (1). Un jugement est rendu à charge d'appel, si dans le cours de l'instance il a été conclu par le demandeur à une somme excedant 1,000 fr., encore bien que sa première demande et la décision intervenus soient d'une somme moindre de 1,000 fr. (L. 10-24 août 1790, tit. 11, art. 2.) (2)

(La Régie des domaines — C. Giquel.)

La régie des domaines poursuivait le paiement de six années d'arrérages de rentes convenancières due par le cit. Giquel, et montant à 278 fr.

L'affaire fut portée devant le tribunal civil du département des Côtes-du-Nord; la régie ajouta à ses conclusions, et réclama 34 années d'arrérages, formant une somme de 1400 fr.

Le 18 vent. an 7, jugement en dernier ressort, qui accorde à la régie le montant de cinq années d'arrérages.

Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 2, tit. 14 de la loi du 11 sept. 1790; — Vu aussi l'art. 5 du tit. 4 de la loi du 24 août même année; — Considérant que la disposition citée de la loi du 11 sept. 1790, relative au jugement des affaires concernant la perception des impôts indirects, n'est déclarée, par aucune loi, applicable au jugement des actions en paiement des fruits des domaines appartenant à la république; que des impôts, même indirects, et des produits de domaines nationaux sont de nature trop différente, pour qu'on soit fondé à dire que ce que la loi a prescrit pour l'un de ces objets, elle l'a nécessairement, quoique tacitement, prescrit pour l'autre; — Considérant qu'en changeant ses premières conclusions, et réclamant trente-quatre années de rentes dues par le cit. Giquel, la régie des domaines nationaux a demandé une somme de plus de 1,000 fr. de capital, et qu'ainsi cette demande rentrait dans la classe de celles sur lesquelles il n'appartient pas aux tribunaux de prononcer par jugement en premier et dernier ressort; — Faisant droit sur les conclusions du com-

(1) F. conf., Cass. 12 mess. an 8; 4 germ. et 13 mess. an 9; 13 prair. an 10; 20 flor. an 11; 19 vend. an 12; 23 mars 1800; 10 juill. 1810.

(2) Il est de jurisprudence constante que le premier ou dernier ressort se détermine, non par la somme adjugée mais par la somme demandée: F. Cass. 21 fruct. an 9; 3 germ. an 10; 7 therm. an 11; et que la valeur de la demande qui doit servir de base à cette détermination, est celle qui a fait l'objet, non des conclusions originaires, mais bien des con-

clusions rectifiées: F. Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Dernier ressort, n^{os} 52 et suiv. F. aussi Cass. 11 avril 1831 (Volume 1831); Douai, ... juin 1834 (Volume 1834); Merlin, Rép., v^o Dern. ressort, § 3; Carré, Lois de la comp., art. 281, n^o 289, et Thomin Desmazières, Comm. du Code de proc., 1^{er} p. 27. — F. enfin sur l'influence des demandes reconventionnelles sur le premier ou dernier ressort, les observations qui accompagnent les jugements des 28 vent. et 23 flor. an 8, et 1^{er} niv. an 9.

missaire du gouvernement; sans qu'il soit besoin de prononcer sur les moyens de cassation proposés par la régie des domaines;—Casse, etc.

Du 2 germ. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malleville.—Rapp., le cit. Aumont.—Concl., le cit. Merlin, subst.—Pl., le cit. Huart-Duparc.

MINEUR.—AUTORISATION.—BELGIQUE.

Le mineur ne pouvait, selon les lois anciennes de la Belgique, disposer de ses immeubles, par contrat de mariage, sans autorisation de son père (1).

(V^e Depaepe—C. Pauwelant.)

Le 13 juin 1763, contrat de mariage entre le sieur Depaepe et la demoiselle Marie-Rosine Vanswick, passé à Ninove, département de l'Escaut. — Les époux stipulèrent l'ameublissement respectif de tous leurs immeubles. — Il paraît que le futur, encore mineur, contracta sans l'autorisation de son père. Le mariage, qui suivit de près les conventions civiles, fut célébré au gré des pères des époux. — Le sieur Depaepe décéda le 17 oct. 1793, sans enfans. — La veuve demanda alors la liquidation de ses droits suivant leur contrat de mariage. — Mais il fut attaqué de nullité par les collatéraux, sur le motif que le sieur Depaepe, mineur, n'avait point été assisté ni autorisé de son père. — Cette nullité fut prononcée par sentence du 6 brum. an 3, rendue par les échevins de Ninove.

Appel au tribunal civil du département de l'Escaut; et le 1^{er} flor. an 7, jugement confirmatif, attendu que les mineurs ne peuvent valablement contracter sans l'autorisation des pères ou des tuteurs....; que si le consentement des pères au mariage des mineurs faisait présumer l'autorisation à faire un contrat antenuptial, ce qui cependant n'est décidé nulle part, au moins cette présomption ne serait applicable qu'au contrat dans lequel on ne trouverait que des stipulations ordinaires, ou celles que l'on rencontre le plus fréquemment dans un tel contrat.

POURVOI en cassation de la part de la dame Depaepe, pour contravention à l'édit de Charles-Quint du 4 oct. 1540, et au placard du 29 nov. 1623. — Ces lois, disait-elle, s'accordent à priver de tout avantage coutumier ou conventionnel les enfans de famille mineurs qui auraient contracté mariage contre le gré, vouloir et consentement, ou au desu de leurs pères et mères. — Or, dans l'espèce, il est reconnu et constant que les pères du sieur Depaepe ont consenti au mariage par lui contracté; il s'ensuit que non-seulement les lois citées n'ont aucune application à l'espèce; mais qu'elles établissent au contraire implicitement que le mariage dont il s'agit doit produire tous ses effets civils.

Les collatéraux ont répondu : Par cela seul que le mariage dont il s'agit ne rentre point, d'après l'aveu de la demanderesse, dans la classe de ceux prévus par l'édit de 1540 et le placard de 1623, il en résulte que ces lois sont inapplicables à l'espèce, et que la dame Depaepe n'en peut tirer aucune induction en sa faveur. — Il s'agit donc d'exami-

ner s'il n'existait pas, à l'époque du mariage du sieur Depaepe, des lois en vigueur dans la ci-devant province de Flandre, qui aient prévu le cas dont il s'agit. — La coutume de Ninove garde le silence sur les contrats de mariage des fils de famille, des mineurs, et même sur les contrats en général qu'ils pourraient faire. — Mais il est à remarquer que les lettres patentes de Philippe II, du 9 juill. 1563, en homologant cette coutume, ordonnent que ce qui n'est pas compris dans son texte, demeurera à la disposition du droit commun. — C'est donc par le droit commun que la difficulté doit se résoudre; mais quel est le droit commun de la ci-devant province de Flandre? est-ce le droit romain, ou la jurisprudence établie dans ce pays? — Si c'est le droit romain, nous voyons que, d'après la loi 8 au Code de *præditi minor*, et la loi 22 au Code de *administr. futur. et curat.*, l'aliénation des immeubles du mineur est nulle si elle n'a été autorisée par un décret de justice. — Or, l'ameublissement fait par contrat de mariage est une véritable aliénation faite au profit de la communauté. — Si nous admettons au contraire comme droit commun la jurisprudence de la ci-devant province de Flandre, elle est allée bien plus loin; non-seulement elle a consacré qu'un mineur de vingt-cinq ans ne pouvait s'obliger valablement par aucune espèce de contrat, sans l'assistance de son tuteur, mais elle établit encore qu'un fils de famille, même majeur, est également incapable de contracter sans l'autorisation de son père. — Ces principes sont établis dans la coutume de Poperingue, tit. 13, art. 26; dans celle de Berzée, rubrique 17, art. 31; celle de Gand, rubrique 22, art. 8; celle de Lille, tit. 4, art. 2, etc. — Tel est, dans la vérité, le droit commun de la ci-devant Belgique, et auquel le tribunal de l'Escaut s'est conformé avec raison.

Le pourvoi était en outre fondé sur des moyens de forme qui n'avaient été proposés ni en première instance ni en appel, et que le tribunal a rejetés par ce motif qu'ils ne pouvaient être proposés pour la première fois en cassation, aux termes de la loi du 4 germ. an 2. — Au fond, il a été statué en ces termes :

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que ce ne sont point les édits de 1540 et 1623, cités par la demanderesse, qui ont servi de base au jugement attaqué, et que ces lois étaient véritablement inapplicables à la question de la validité des conventions matrimoniales dont il s'agissait; — Attendu qu'en décidant, d'après le droit qui régissait les parties, que les dites conventions ne devaient point avoir effet, le jugement attaqué n'a contrevenu à aucune loi; — Rejette, etc.

Du 2 germ. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Malleville. — Rapp., le cit. Liborel. — Concl., le cit. Merlin, subst.—Pl., le cit. Cabier.

PAPIER-MONNAIE.—PAIEMENT.—IMPUTATION.

Les à-compte payés en numéraire sur des arrérages de rentes viagères, échus pendant et après le cours du papier-monnaie, ne doivent

(1) Cela ne pourrait souffrir de difficulté sous l'empire du Code civil. — L'art. 1398 de ce Code déclare valables les conventions et donations faites dans son contrat de mariage par le mineur habile à contracter mariage, mais à une condition, c'est qu'il sera assisté, dans ce contrat, des personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage. Or, cette condition n'est pas remplie, lorsque le père n'a pas assisté le mineur au contrat de mariage même; donc les conventions et dona-

tions qui y sont contenues ne sont pas valables. — D'un autre côté, l'art. 1309 du même Code déclare que le mineur n'est point restituable contre les conventions portées en son contrat de mariage, lorsqu'elles ont été faites avec le consentement et l'assistance de ceux dont le consentement était requis pour la validité de son mariage. Donc il est restituable lorsqu'il a contracté sans ce consentement et cette assistance. — *V.* au surplus, Merlin, *Quest. de droit*, 1^{re} Mineur, § 1^{er}.

pas être imputés, sans réduction, sur ce qui est échus pendant le cours du papier-monnaie, encore que les quittances ne régissent pas le mode d'imputation, et qu'en thèse générale, l'imputation se fasse sur la dette la plus ancienne. La débiteur est en droit d'exiger l'imputation sur les arrérages qu'il avait le plus d'intérêt d'acquitter. (L. 26 brum. an 6, art. 3; 6 flor. an 6, art. 4.) (1)

(Seugenwald—C. Euth.)

Le sieur Seugenwald, débiteur d'une rente viagère envers le sieur Euth, paya en numéraire quelques-à-compte sur les arrérages échus pendant et après le cours du papier-monnaie. — Les quittances n'établissent point d'imputation. — Des contestations s'élévèrent entre les parties sur la question de savoir comment elle devait être faite. — Le sieur Seugenwald prétendit qu'en principe, l'imputation se faisait de plein droit sur la dette la plus onéreuse au débiteur, lorsqu'elle n'avait point été réglée par les parties; que, dans l'espèce, elle devait être faite sur les arrérages qu'il était obligé de payer en numéraire, comme étant la dette la plus onéreuse pour lui, et qu'il avait le plus d'intérêt d'acquitter. — Le sieur Euth soutint au contraire que l'imputation devait être faite sur les arrérages échus pendant le cours du papier-monnaie, comme étant la dette la plus ancienne; et que les autres termes échus postérieurement devaient être acquittés en numéraire, également sans réduction.

Par jugement du 25 frim. an 7, le tribunal civil du Bas-Rhin, adoptant ce moyen, déclara que les arrérages payés en numéraire devaient être imputés, sans réduction, sur ceux échus pendant le cours du papier-monnaie, et condamna le sieur Seugenwald à payer en numéraire tout ce qui restait dû sur les arrérages échus.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Euth, pour contravention à l'art. 3 de la loi du 26 brum. an 4, et à l'art. 6 de celle du 6 flor. même année, qui veulent que les arrérages de rente viagère, courus depuis le 1^{er} janvier 1791 jusqu'à la publication de la loi du 29 mess. an 4, soient liquidés et payés, d'après réduction à chaque époque de dépréciation du papier-monnaie, et jour par jour.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 3 de la loi du 26 brum. an 4, portant: « Les arrérages des rentes viagères et des pensions qui ont couru depuis le 1^{er} janv. 1791 jusqu'à la publication de la loi du 29 mess. an 4, seront acquittés en numéraire métallique, d'après la réduction qui en sera faite à chaque époque de dépréciation que présentera le tableau, sans égard aux termes d'échéances stipulés, et sans y déroger pour l'époque des paiements; » — Vu aussi l'art. 4 de la loi du 6 flor. an 4, ainsi conçu: « Dans tous les cas où il s'agira de procéder à la liquidation des arrérages de rentes viagères ou constituées, le compte en sera fait pour ceux courus depuis le 1^{er} janv. 1791 jusqu'à la publication de la loi du 29 mess. an 4, sur le pied de leur valeur nominale, jour par jour, sans l'application de l'échelle de dépréciation, de la manière prescrite par la loi du 26 brum. dernier; » — Considérant qu'il est prouvé par les quittances données par le cit. Euth, et qu'il a été reconnu par le tribunal civil du département du Bas-Rhin, que les arrérages de la rente viagère dont il s'agit ont été payés par le demandeur en cassation,

sans désignation d'aucun terme échus; — Considérant que le demandeur a la faculté d'imputer lesdits paiements sur ceux desdits arrérages qu'il avait le plus d'intérêt d'avoir acquittés, et que dès lors le compte qui était à faire entre les parties était soumis à une liquidation suivant le mode prescrit par l'art. 3 de ladite loi du 26 brum. an 4 et par l'art. 4 de la loi du 6 flor. suivant, et qu'il s'ensuit que le tribunal civil du département du Bas-Rhin, en condamnant le demandeur en cassation à payer au cit. Euth, en numéraire, et sans réduction, des arrérages de la rente viagère dont il s'agit, échus pendant le cours du papier-monnaie, a violé lesdits articles ci-dessus transcrits des lois des 26 brum. et 6 flor. an 4; — Casse, etc.

Du 2 germ. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Liborel. — Concl., le cit. Merlin, subst.

DERNIER RESSORT. — DOMAINE DE L'ÉTAT. — FERMAGES.

L'art. 2, tit. 14 de la loi du 11 sept. 1790, qui veut que les actions civiles relatives à la perception des impôts indirects, soient jugées en premier et dernier ressort par les tribunaux de première instance, ne peut s'appliquer aux actions intentées par la régie des domaines, en paiement de fermages (excédant 1,000 fr.) des biens appartenant à l'État. — Ces actions sont susceptibles des deux degrés de juridiction, d'après les règles du droit commun (3).

(La Règle des domaines—C. Jadot.)

La régie des domaines avait intenté contre le sieur Jadot une demande en paiement d'une somme de plus de 1,000 fr. pour fermages d'un bien que celui-ci tenait des anciens religieux de Saint-Lambert, dans le département de l'Ourthe. — Jadot prétendit qu'il avait fait ce paiement par anticipation au receveur des religieux.

28 vent. an 8, jugement en dernier ressort, qui accueille cette défense. — Pourvoi en cassation par la régie, entre autres moyens pour violation des deux degrés de juridiction.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu la loi du 1^{er} mai 1790, qui veut que dans toute affaire civile il n'y ait que deux degrés de juridiction; — Vu l'art. 5, tit. 4 de la loi du 21 août 1790; — Considérant, 1^o qu'en jugeant en premier et dernier ressort une demande formée pour une somme excédant 1,000 fr., le tribunal civil du département de l'Ourthe a excédé ses pouvoirs et a violé les lois sur les deux degrés de juridiction et sur les limites de la compétence des tribunaux; que si ce tribunal a eu pouvoir assimiler les demandes en paiement de fermages dûs à la nation avec celles des contributions indirectes, comme poursuivies par les mêmes agents, il a fait une fautive application des lois, qui n'ont admis d'exception aux règles générales qu'en faveur des régies chargées d'accélérer la perception des contributions indirectes; — Casse, etc.

Du 4 germ. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Delacoste. — Concl., le cit. Jourde, subst.

MISE EN JUGEMENT DES FONCTIONNAIRES PUBLICS. — MAIRE. — AUTORISATION.

Les tribunaux civils ne peuvent connaître des actions intentées contre un maire, à raison de faits commis dans l'exercice de ses

(1) Cette solution est une application du principe de droit commun, savoir que lorsque la quittance ne porte aucune imputation, le paiement doit être imputé sur la dette que le débiteur avait le plus d'intérêt

d'acquitter. (L. 5, ff. de solut. et lib.; C. civ., art. 1256.)

(2) *Id.* conf., 2 germ. an 9 (aff. Giquet) et la note.

fonctions, avant que l'autorité supérieure n'ait autorisé la mise en jugement, alors même que le maire aurait cessé ses fonctions. (LL. 14 déc. 1790, art. 61; 16-21 août 1790, tit. 2, art. 13; 14 oct. 1790.) (1)

(Liotier—C. Pellet.)

En 1791, Liotier, maire de la commune de Vedennes, avait, en vertu d'un arrêté de la municipalité, séquestré des blés sur un domaine appartenant aux ci-devant Trinitaires, et qui était régi par le cit. Claude Pellet.

En l'an 6, Pellet, sans autorisation préalable, poursuit Liotier, qui avait alors cessé ses fonctions de maire, en paiement de ce blé. Le tribunal civil d'Avignon prononce cette condamnation; et le 11 flor. an 7, le tribunal civil des Bouches-du-Rhône, jugeant sur appel, confirme son jugement. Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 61 de la loi du 14 déc. 1790; l'art. 13, tit. 2 de la loi du 24 août 1790; la loi du 11 oct. 1790; — Attendu, 1^o qu'il est constaté par les pièces, et reconnu même par les jugemens dénoncés, que le demandeur était maire de la commune de Vedennes à l'époque où le séquestre a été établi sur les blés réclamés par le défendeur; 2^o que les assemblées électorales exerçaient à cette époque les fonctions administratives; 3^o que leurs opérations ont été reconnues valables par la loi du 2 oct. 1791, qui est relative à l'organisation du ci-devant état d'Avignon; 4^o que la réunion de cet état à la France avait été précédée d'une soumission volontaire de ses habitants aux lois décrétées par l'assemblée constituante, ce qui est constaté par l'extrait des délibérations de l'assemblée électorale de ce département, en date du 28 mai 1791, joint aux pièces; 5^o que les jugemens dénoncés ont violé les lois citées, en prononçant sur un acte ou un fait d'administration contre un maire non renvoyé devant les tribunaux; — Casse, etc.

Du 4 germ. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Delacroix.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., les cit. Gulehard et Gournai.

VIOLATION DE DOMICILE.—GENDARMERIE.

—CABARET.

La gendarmerie a le droit de s'introduire dans les cabarets, pendant les heures où ils sont ouverts au public, pour y faire la recherche des individus qui lui sont signalés, et ses procès-verbaux ne peuvent être annulés sous prétexte qu'elle a agi illégalement et sans ordonnance de l'autorité compétente. (L. 28 germ. an 6, art. 129.) (2)

(1) F. en ce sens, Cass. 17 niv. et 17 vent. an 7. — Plusieurs arrêts ont établi à cet égard une distinction entre le maire agissant comme mandataire légal de la commune, et le maire agissant dans l'intérêt général. F. Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Mise en jugement, n^o 14 et suiv., et Volume 1835.

(2) Nul n'a le droit d'entrer pendant la nuit dans la maison d'un citoyen, si ce n'est dans les cas d'incendie, d'inondation ou de réclamations venant de l'intérieur de la maison. (LL. 5 fruct. an 3, art. 359; 28 germ. an 6, art. 131; 22 frim. an 8, art. 76.) Mais ce principe ne s'étend pas aux maisons ouvertes au public: les officiers de police y peuvent toujours entrer, pendant le temps où elles sont ouvertes au public. (LL. 19-22 juil. 1791, tit. 1^{er}, art. 9 et 19; 28 avril 1816, art. 135; 28 germ. an 6, art. 129.) Les exceptions au principe de l'inviolabilité du do-

(Min. pub. — C. Bonnal.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 129 de la loi du 28 germ. an 6; — Considérant, dans l'espèce, qu'il est constant que la maison de Marie-Anne Falcnière, épouse du cit. Bonnal, est un cabaret; qu'ainsi la gendarmerie nationale a pu s'introduire dans cette maison à huit heures du matin, le 20 brum., sans ordonnance de l'autorité compétente, puisqu'ils avaient de justes soupçons que cette maison renfermait des réquisitionnaires fugitifs: car telle est la disposition formelle de l'art. 129 de la loi précitée; — Que le tribunal criminel du département du Tarn, en appliquant au cas particulier les art. 108 du Code des délits et des peines, et 131 de la loi du 28 germ. an 6, et en annulant le procès-verbal dressé par la gendarmerie nationale le 20 brum. dernier, ainsi que ce qui s'en est ensuivi, a considéré la maison du cit. Bonnal comme celle de tout autre citoyen, tandis que l'art. 129 de ladite loi du 28 germ. an 6 soumettait cette maison, comme cabaret, à une inspection particulière, et qu'ainsi, il y a eu fautive application des art. 108 du Code et 131 de la loi du 28 germ. an 6; — Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département du Tarn, le 3 pluv. dernier.

Du 6 germ. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Vallée.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

1^o JURY.—JURÉS SPÉCIAUX.—REMPLACEMENT.

2^o TÉMOINS.—DECLARAT. ÉCRITES.—LECTURE.

1^o Est nulle la composition d'un jury spécial, lorsque l'un des jurés, légalement récusé, a été remplacé, après épuisement de la liste des jurés spéciaux, par un citoyen pris sur la liste des citoyens du lieu où siège le tribunal, et non parmi les citoyens tirés au sort sur la liste des jurés ordinaires. (C. 3 brum. an 4, art. 515, 522 et 525.) (3)

2^o Il y a lieu d'annuler le jugement lorsqu'il a été donné lecture aux débats d'une lettre d'un directeur du jury contenant la déclaration de la femme de l'accusé. (C. 3 brum. an 4, art. 358.)

(N.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 515, 522 et 525 du Code des délits et des peines; — Attendu que, dans l'espèce, s'agissant du remplacement à faire à l'audience, immédiatement avant l'ouverture des débats, d'un juré spécial justement écarté pour cause de récusation légale, il a été fait sur la liste des citoyens du lieu où siège le tribunal, ce qui ne pouvait avoir lieu, aux termes dudit art. 515, que dans le cas de la convocation des jurés ordinaires; en quoi le tribunal criminel du département de l'Indre a fait une fautive application dudit article; — Et attendu que, suivant les

mises sont plus nombreuses pendant le jour: la règle est qu'on peut entrer dans le domicile d'un citoyen pour un objet spécial déterminé ou par la loi, ou par un ordre émané d'une autorité publique. (LL. 5 fruct. an 3, art. 359; 28 germ. an 6, art. 131.) L'exécution de cette faculté a lieu lorsqu'il s'agit d'exercer une surveillance ou de procéder à des vérifications prescrites par la loi, de mettre à exécution soit des ordres d'arrestation, soit des condamnations à des peines corporelles, enfin d'opérer des visites domiciliaires, pour découvrir les traces d'un crime, d'un délit ou d'une contravention. Les limites dans lesquelles ce pouvoir peut, dans chacun de ces cas, s'exercer, ont été posées par MM. Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 4, p. 208 et suiv.

(3) F. 19 niv. an 9 et la pote.

dispositions de l'art. 522 précité, le juré spécial à remplacer ne pouvait être pris, en cas d'épuisement de la liste des jurés spéciaux, que parmi les citoyens tirés au sort dans la liste des jurés ordinaires, en quoi ledit tribunal criminel est formellement contrevenu audit article;

Vu encore l'art. 358 du même Code; — Et attendu ainsi que la lettre adressée par le directeur du jury du canton d'Angers au commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du département de l'Indre, et dont celui-ci a donné lecture aux jurés pendant la durée des débats, contenait la déclaration que la femme dudit demandeur avait portée contre lui devant le juge de paix du canton de Treize; ce qui est une contravention audit art. 358 précité; — Casse, etc.

Du 7 germ. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Coehard. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

MUTATION PAR DÉCÈS. — COPROPRIÉTÉ. — INDIVISION.

Lorsqu'il a été stipulé dans un contrat d'acquisition fait en commun par deux personnes, que le survivant serait seul propriétaire de l'objet acquis, cette stipulation n'opère pas, au décès de l'un des acquéreurs, une mutation de propriété passible du droit proportionnel d'enregistrement (1).

(Enregist. — C. Jussierand.)

Le 11 sept. 1777, les sieur et dame Jussierand firent en commun l'acquisition d'un domaine. — Il fut stipulé dans l'acte que ce domaine était acheté *per ux, les leurs, leurs amis élus ou à élire en tout ou en partie, et pour le survivant de l'un d'eux.* — Les droits d'enregistrement furent acquittés. Le sieur Jussierand décéda en l'an 7, et sa veuve devint seule propriétaire de l'immeuble.

La régie prétendit alors qu'il y avait mutation de propriété de la moitié du domaine en faveur de la dame Jussierand; qu'elle s'était opérée par le décès du sieur Jussierand copropriétaire, et qu'il y avait lieu, pour cette moitié, à un droit proportionnel d'enregistrement.

La dame Jussierand a soutenu qu'elle ne tenait point de son mari la moitié du domaine dont elle était devenue propriétaire, mais bien de la stipulation portée dans le contrat d'acquisition de 1777; qu'ayant survécu au sieur Jussierand, elle se trouvait investie de la totalité du domaine, en vertu de la disposition de ce contrat, qui l'avait assurée au survivant; que la condition s'étant accomplie en sa faveur, il n'y avait pas eu mutation de propriété, mais bien ouverture à un droit précis-

tant. — D'où elle a conclu qu'il n'y avait pas lieu au paiement d'un droit de mutation.

Par jugement du 7 niv. an 8, le tribunal civil du Rhône accueillant cette défense, déclare la régie mal fondée; « Attendu que, si par le décès du mari, la veuve Jussierand était devenue propriétaire de ce domaine, ce n'était point par l'effet de la libéralité du défunt, mais uniquement par l'effet de la stipulation du contrat d'acquisition qui, dès l'instant où il avait été arrêté, avait assuré la propriété au survivant; qu'ainsi, il ne s'était pas opéré de mutation en faveur de la veuve Jussierand, par le décès de son mari; que par conséquent elle ne devait aucun droit.

Pourvoi en cassation, de la part de la régie.

Elle a prétendu en principe que deux individus ne pouvaient être propriétaires du même objet chacun pour le tout; que, dans l'espèce, les sieur et dame Jussierand, acquéreurs d'un immeuble en commun, en étaient propriétaires chacun pour moitié; qu'au décès du mari, la moitié qui lui appartenait s'étant réunie à celle de la dame Jussierand survivante, c'était une véritable translation de propriété d'une tête sur une autre, qui devenait passible d'un droit proportionnel d'enregistrement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'en décidant comme ils l'ont fait par leur jugement du 7 niv. an 8, que Catherine Basset, veuve Jussierand, tenait la totalité de la maison de Saint-Cyr des dispositions de l'acte du 11 septembre 1777, et que, par conséquent, il ne s'était opéré aucune mutation dans la propriété de cet immeuble par le décès dudit Jussierand, les juges du tribunal civil du département du Rhône n'ont fait autre chose que de déterminer le sens, la nature et les effets dudit acte du 11 sept. 1777; en quoi ils n'ont expressément contrevenu à aucune loi; — Rejette, etc.

Du 11 germ. an 9. — Sect. req. — *Prés.*, le cit. Malleville. — *Rapp.*, le cit. Henrion. — *Concl. confr.*, le cit. Merlin, subst.

INSCRIPTION DE FAUX. — CASSATION.

Les tribunaux sont seuls juges de la pertinence et de l'admissibilité des moyens de faux proposés contre une pièce produite dans une instance. — Le rejet de ces moyens, quelque graves qu'ils soient d'ailleurs, pourrait bien constituer un mal jugé, mais ne saurait donner ouverture à cassation (2).

(Bonnet — C. Pieper.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que la loi ayant

(1) La solution donnée à la question par le tribunal civil du département du Rhône, nous paraît conforme aux véritables principes; mais nous devons faire remarquer que le tribunal de cassation, en rejetant le pourvoi par ce seul motif que les juges n'avaient fait qu'apprécier un contrat, et en déterminer le sens, la nature et les effets, a plutôt éludé que résolu la difficulté. Il nous semble, au contraire, que la question de savoir si le survivant des acquéreurs a pu être saisi directement, par l'effet seul de la stipulation portée au contrat, de la totalité de la propriété, était une question de principe que le tribunal de cassation pouvait et devait examiner. — M. Merlin, qui portait la parole dans cette affaire, avait même conclu à la cassation, et voici sur quoi il se fondait. La même chose, disait-il, ne peut appartenir, *in solidum* et en même temps, à deux individus différens. Par conséquent le fonds dont il s'agit n'appartenait, après la vente, que par moitié à

chacun des conjoints; une moitié appartenait donc à l'époux décédé; il y a donc eu mutation lorsque cette moitié est passée à l'époux survivant, et dès lors le droit proportionnel est dû pour cette partie. *P.* au surplus ses conclusions. *Quest. de droit, v° Mutation, § 3.* — Nous pensons, au contraire, que dès l'origine et par l'effet seul du contrat, chacun des époux avait à la totalité de la propriété un droit éventuel, soumis à la condition du décès de l'autre époux, et que cette condition venant à se réaliser n'a fait que consolider la propriété sur sa tête, sans opérer une mutation. — *P.* du reste une application de ce principe dans l'arrêt de cassation du 30 juill. 1823 (aff. Delahaye), et dans une délibération de la régie du 9 déc. 1829.

(2) *P. conf.*, Cass. 4 mars 1817 et 5 avril 1820; Merlin, *Quest. de droit, v° Inscription de faux, § 2*; Bioche et Goujet, *Dict. de proc., v° Faux incident, n° 70*.

voilà que les juges de l'instruction de la procédure en faux jouissent préalablement si les moyens sont pertinens et admissibles, et n'ayant établi aucune règle pour distinguer ceux qui ont ce caractère, le tribunal qui a décidé que les moyens proposés par les frères Bonnet ne sont pas admissibles, n'a fait qu'user du droit qui lui a été conféré par la loi; et que, dans le cas où, par erreur, ce tribunal aurait rejeté des moyens qu'il aurait dû juger pertinens et admissibles, ce ne serait qu'un mal jugé sur un point de fait, ce qui ne donne point ouverture à cassation;—Considérant qu'il suffit que les juges aient été autorisés par la loi à rendre leur jugement pour qu'il doive être maintenu, lors même qu'ils auraient appuyé leur décision de quelque motif qui ne serait pas conforme aux lois; — Rejette (1), etc.

Du 11 germ. an 9. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Malleville. — *Rapp.*, le cit. Andier-Massillon. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst. — *Pl.*, le cit. Raoul.

DÉPENS.—TAXE.—OPPOSITION.

Sous l'empire des lois qui régissaient la Belgique antérieurement au Code de procédure civile, la voie de l'opposition était ouverte à la partie condamnée aux dépens, contre la taxe qui en avait été faite sur des états qui ne lui avaient pas été communiqués. (Ord. du 13 avr. 1604, ch. 24, art. 624; Arrêté du 2 frim an 4, tit. 14, art. 33.) (2)

(Règle des douanes.—C. Fierens et autres.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vn l'art. 33, tit. 14 de l'arrêté du 2 frim. an 4, portant : « Toute perception de droits et émolumens contraire aux réglemens est défendue, à peine de concussion, et le juge qui aura fait la taxe en sera personnellement responsable, sauf son recours contre l'officier qui aura trop perçu; ainsi, d'après la taxe, le mémoire des dépens sera paraphé par le juge et restera annexé à la minute de la sentence; » — Vn aussi l'art. 624, chap. 24 de l'ordonnance d'Albert et Isabelle, archiducs d'Autriche, du 13 avr. 1604, ainsi conçu : « Quand quelque un sera condamné en quelques dépens, et que le vainqueur en requerra taxation, il en fera un recuei par écrit et les exhibera au jour de rôle, requérant taxation d'iceux en présence du procureur du condamné; et si ledit procureur se contente de les accepter ou de diminuer sur iceux, il lui sera pour ce donné jour, et procédé avant comme il appartiendra; et en cas que ledit procureur ne viendrait prendre ou accepter lesdits dépens, alors seront accordées audit gagnant lettres ouvertes pour ajourner le condamné en notre conseil, et y voir exhiber lesdits dépens, afin qu'il puisse diminuer contre iceux et procéder ainsi qu'il appartiendra; » — Considérant que ledit art. 33, tit. 14 de l'arrêté du 2 frim. an 4, ne dit point que l'opposition sera interdite à la taxe lorsque les articles qui en forment le montant n'ont été ni communiqués ni débattus; — Considérant que lorsque ce même article ordonne que le mémoire des dépens sera paraphé par le juge et sera annexé à la sentence, il n'ajoute pas que le mémoire, ainsi taxé et paraphé, sera irrévocable; — Considérant qu'aux ter-

mes de l'art. précité de l'ordonn. du 13 avr. 1604, il doit être donné communication du mémoire des dépens à la partie contre laquelle la taxe en est poursuivie, pour qu'elle puisse le contredire; — Considérant que les frais dont il s'agit avaient été taxés d'après la demande des citoyens Fierens et Sultier sur des états non communiqués; — Et attendu que le jugement du tribunal civil du département des Deux-Nèthes, rendu le 26 fruct. an 7, en déclarant, sur le fondement de l'art. 33, tit. 14 dudit arrêté du 2 frim. an 4, qu'il n'échappait opposition contre ladite taxe, a fait une fautive application de cet article, et qu'il est contrevenu audit art. 624, chap. 24 de l'ordonn. du 13 avr. 1604; — Donnant défaut; — Casse, etc.

Du 11 germ. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Liborel. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst.

1^o JUGEMENT INTERLOCUTOIRE.—GROSSE JUGÉE.—APPEL.

2^o DÉCLINATOIRE.—JUGEMENT.—OMISSION.

1^o Au cas d'appel d'un jugement définitif, rendu ensuite d'un interlocutoire qui a passé en force de chose jugée, les juges d'appel ne peuvent s'écarter des dispositions de l'interlocutoire. (Ord. de 1667, tit. 27, art. 5.) (3)

Ainsi, lorsqu'un jugement interlocutoire, en ordonnant une expertise pour constater la bonne ou mauvaise administration d'un régisseur, a décidé, non fût-ce qu'implicitement, que le mandat donné à ce régisseur n'était révoqué que dans le cas où il aurait mal administré, si ce jugement acquiert l'autorité de la chose jugée, le tribunal saisi de l'appel du jugement définitif ne peut plus décider que le mandat s'était de nature à être révoqué même en cas de bonne administration.

2^o Le tribunal devant lequel une instance est portée, ne peut se dispenser de statuer expressément sur le déclinatoire proposé par l'une des parties. (Ord. de 1667, tit. 5, art. 3, et tit. 6, art. 3.)

(Dyochet.—C. Henri.)

Par acte passé le 2 pluv. an 5, entre les citoyens Henri et Dyochet, ce dernier devait régir et administrer au profit commun, pendant six années, un immeuble dont le premier était propriétaire. L'acte contient des dispositions relatives aux contributions mutuelles dans les frais et les produits. — Dès le 15 vend. an 7, Henri poursuit Dyochet aux fins de le faire condamner à cesser, dès à présent, toute régie et administration. — Dyochet soutient qu'aux termes de l'acte du 2 pluv., Henri ne peut sans motifs s'opposer à l'exécution dudit acte pendant le temps convenu.

Sur ces prétentions et soutiens respectifs, le tribunal civil du département de la Moselle rend, le 18 frim. an 7, un jugement par lequel, considérant que l'acte du 2 pluv. an 5 est de nature à devoir être exécuté pendant le temps convenu, si Dyochet n'a pas mal administré, ainsi que le prétendait subsidiairement Henri, il ordonne, avant faire droit, une expertise aux fins de vérifier la bonne ou mauvaise administration de Dyochet.

Henri n'appelle pas de ce jugement. L'expertise est faite; et vu ce qui en résulte, le tribunal civil du département de la Moselle, par jugement

(1) Dès l'instant que le dispositif d'un jugement se trouve justifié par quelques-uns des motifs sur lesquels il est appuyé, l'erreur de droit qui peut se rencontrer dans d'autres motifs, ne saurait donner ouverture à cassation. Tel est le sens de ce dernier considérant, conforme à une jurisprudence constante. (V. nos volumes de 1837 et de 1838.)

(2) V. les conclusions de Merlin, rapportées dans ses *Quert. de droit*, v^o *Dépens*, § 4. — V. aussi le décret du 16 fév. 1807 sur la liquidation des dépens.

(3) V. en sens contraire, Cass. 14 juill. 1818; 17 fév. 1825; 31 janv. 1837 (Volume 1837), et les nombreuses décisions qui y sont indiquées.

dn 25 flor. an 7, déboute Henri de sa demande, et ordonne l'exécution de l'acte dn 2 pluv. an 5. — Henri appelle de ce jugement, et n'appelle pas de celui du 18 frim. précédent.

Sur cet appel, et le 3 fruct. an 7, le tribunal civil du département de la Meuse rend un jugement par lequel, considérant que l'acte du 2 pluv. an 5 est de nature à pouvoir être révoqué par Henri, quoique Dyochet n'eût pas mal administré, ordonne que Dyochet cessera toute régie et administration, évacuera les bâtimens dans un délai déterminé, et paie en outre l'indemnité qui lui sera due par Henri.

Depuis ce premier jugement, Dyochet est assigné de nouveau par Henri devant ce même tribunal civil du département de la Meuse, pour voir prononcer sur quelques demandes prétendues relatives à l'exécution de ce jugement. Dyochet soutient ce tribunal incompétent, et dans cet état, le tribunal civil du département de la Meuse, sans rien prononcer sur l'incompétence objectée par Dyochet, fait droit au fond sur les demandes de Henri par deuxième jugement dn 21 vend. an 8.

Pourvoi en cassation par Dyochet : 1° contre le jugement du 3 fruct. an 7, pour violation de la chose jugée par la sentence du 18 frim. an 7, dont il n'avait pas été interjeté appel; et par suite, contravention à l'art. 5 du tit. 27 de l'ordonn. de 1667.

2° Contre le jugement du 21 vend. an 8, pour contravention à l'art. 3 du tit. 6 de la même ordonnance, en ce que le tribunal avait omis de prononcer sur le déclinatoire proposé devant lui.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 5, tit. 27; l'art. 5, tit. 5, et l'art. 3, tit. 6 de l'ordonn. de 1667; — En ce qui concerne le jugement du 3 fruct. an 7 : — Attendu que le jugement dn 18 frim. précédent avait ordonné l'expertise aux fins de constater la bonne ou mauvaise administration de Dyochet; que cet errement et les motifs du jugement qui le prescrit, démontrent que le tribunal avait implicitement décidé dès lors que l'acte litigieux était de nature à recevoir son exécution pleine et entière si Dyochet avait bien administré; — Attendu que Henri n'a jamais appelé de ce jugement du 18 frim.; qu'ainsi le jugement attaqué n'a pu prononcer, comme il l'a fait, sur la nature de l'acte litigieux dans un sens directement contraire à ce qu'avait décidé sur ce point le jugement du 18 frim., sans violer l'autorité de la chose irrévocablement jugée, et conséquemment sans contravenir à l'art. 5 du tit. 27 de l'ord. de 1667;

En ce qui concerne le jugement du 21 vend. an 8 : — Attendu que, par ce jugement, il n'a rien été prononcé sur le déclinatoire qu'avait expressément proposé Dyochet sans conclure au fond, ce qui présente une contravention formelle à l'art. 3 du titre 6 de la même ordonnance; — Casse, etc.

(1) Il est remarquable que ni le tribunal de la Somme, ni celui du Pas-de-Calais, dont il confirmait le jugement, n'énonçaient les motifs d'après lesquels ils avaient pensé pouvoir faire ennuier ensemble en faveur de l'aîné, le prélevement de son préciput légal et le partage dans les biens libres. — Ce qu'on eût pu dire de plus spécieux, c'est que la disposition du testament qui appelle les enfans puînés à la totalité des biens libres, a le caractère d'une disposition pénale, et que les dispositions pénales étaient nulles dans l'ancien droit romain. — Mais en supposant même que les dispositions pénales fussent encore nulles en France, ce qui était contesté par M. Merlin, le testament de la dame Topart n'en aurait pas moins dû être exécuté, ainsi que son codi-

Dn 12 germ. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Malleville. — Rapp., le cit. Bazire. — Concl., le cit. Jourde, subst.

AINESSE.—LIBÉRALITÉ.

Était valable, sous l'empire de la coutume d'Artois, et avant l'abolition du droit d'ainesse, la disposition par laquelle une mère déclarait priver son fils aîné de toute part dans ses biens libres, s'il prétendait exercer son droit d'ainesse. (Cout. d'Artois, art. 90, 91, 133 et 146.) (1)

(Topart—C. Topart.)

Le 26 juin 1759, Marie-Louise Delannoy, femme Topart, fait son testament, par lequel elle déclare vouloir que « tous ses biens, meubles et immeubles, de quelque nature qu'ils soient, et quelle qu'en soit la situation, soient partagés également entre tous ses enfans, sans aucun droit d'ainesse; et en cas de refus de l'un ou de l'autre de ses enfans de se soumettre à sa volonté, elle le prive de tous ses biens libres, pour accroître au profit de celui ou de ceux qui y acquiesceront, auxquels, en ce cas, elle en fait donation. »

Le 25 avril 1792, codicille confirmatif de ce testament.

En juillet 1792, décès de la dame Topart, laissant sept enfans, dont l'aîné, Pierre-Guislain, était marié depuis 1774.

Des contestations s'élevèrent sur le partage des biens de la succession. — Les frères puînés demandèrent un partage égal entre tous, en exécution du testament de leur mère; ils prétendaient qu'abstraction faite de l'efficacité du testament en lui-même, Pierre-Guislain, leur frère, avait renoncé à son droit d'ainesse, en s'immiscant de fait dans les biens libres de la défunte, ce qu'il n'aurait pu faire, s'il eût voulu exercer les droits que la coutume lui déférait comme aîné. — Pierre-Guislain Topart consentait au partage égal des biens libres; mais il réclamait, hors part, à titre de droit d'ainesse, les quatre quintes des biens qui étaient de nature de propres à la défunte; il invoquait à cet effet, comme marié avant 1789, l'exception établie par la loi du 29 mars 1790, à l'abolition de tout préciput dans les biens échus féodaux, exception qui n'a été révoquée que par la loi du 4 janv. 1793, et conséquemment après l'ouverture de la succession dont il s'agit.

Sur cette contestation, jugement du tribunal civil du Pas-de-Calais, qui accorde à Pierre-Guislain le préciput déterminé par l'art. 94 de la coutume d'Artois, et d'une partie virile dans les biens disponibles.

Appel de la part des frères puînés, devant le tribunal civil de la Somme, et le 8 prair. an 7 jugement confirmatif.

POURVOI en cassation, pour violation des art. 91, 133, et fausse application de l'art. 94 de la cou-

te, parce que ce n'est point par une disposition pénale, mais bien par une disposition conditionnelle que ces deux actes défont aux enfans puînés la totalité des biens libres. — En effet, une disposition est pénale, lorsqu'elle est faite en haine de l'héritier; elle est conditionnelle, lorsqu'elle tend à gratifier le légataire. *Si odio hereditatis id appositum est, pœna est; si in favorem legatarii, conditio, dit Godefroy, dans ses notes sur la loi 2 au digeste, de his que pro uxore nomine relinquuntur. P. aussi Cujas, sur cette loi. Or, dans l'espèce, il est évident que la disposition n'était pas faite en haine de l'aîné, mais en faveur des puînés. — P. au surplus, Furgote, Testam., cli. 11, n° 137; Ricard, Donations, part. 3, n° 1519. Merlin, Concl. de droit, v° Aînesse, § 2.*

tume d'Artois. — L'art. 91 permet, disaient les frères Topart, de donner, par disposition dernière, un quint de tous ses fiefs par don d'aumône, pour, par le légataire, en jouir paisiblement comme de sa chose. — Et l'art. 94 confère aux enfans puînés le droit de prendre *ab intestat*, le quint de chaque fief propre de leur père. — Si le père dispose du quint de ses fiefs en faveur de ses enfans puînés, ceux-ci ont donc droit, d'après ces deux articles, à un quint en vertu du testament, et à un autre quint en vertu de l'art. 94, et eu leur qualité d'héritiers, parce qu'ils peuvent cumuler les qualités d'héritier et légataire, c'est-à-dire être tout à la fois aumôniers et paragonniers.

La coutume permet encore, 1^o par son art. 90, de donner par testament les fruits et revenus de tous propres, féodaux et roturiers, pendant les trois années qui suivent immédiatement le décès du testateur. — 2^o Par son art. 146, de disposer par testament des *coteaux verts et secs*, c'est-à-dire de certains arbres et certains édifices inhérens aux propres, soit fiefs, soit roturiers; — 3^o Elle permet enfin, par son art. 133, de vendre, engager, donner ou aliéner ses biens, fiefs, terres et héritages acquittés à qui bon semble, sauf la femme au mari, ou le mari à la femme, et généralement disposer par disposition testamentaire ou autrement de tous acquêts et conquêts. a

Ainsi, la mère commune a donc pu disposer par testament du quint datif de ses fiefs propres, de la totalité de ses acquêts, soit féodaux, soit roturiers, de trois années de revenus de ses propres roturiers et féodaux, et de tous les coteaux existant sur les uns et sur les autres. — Il est évident, d'après cela, que le tribunal de la Somme, en ordonnant l'aliné tout à la fois au partage par têtes dans les biens disponibles, et à l'exercice de son droit d'ainesse, a méconnu les dispositions de la coutume, et a consacré implicitement, en principe, que le père ou la mère ne pourrait déroger au droit d'ainesse, soit en disposant du quint datif, soit en disposant des acquêts.

Que le père ne puisse disposer que du quint datif, et soit obligé de laisser à l'ainé les trois quints, au moyen du quint naturel affecté au puîné, cela est incontestable; mais qu'il ne puisse disposer à son gré de ses acquêts, de quelque nature qu'ils soient, c'est ce que l'on ne peut soutenir sans violer l'art. 133 de la coutume. — Le père, en donnant à ses enfans puînés, tout ce dont la coutume lui permettait de disposer, dans le cas où l'ainé voudrait exercer son droit d'ainesse, n'a pas véritablement dérogué aux prérogatives de ce droit, puisqu'il se compose toujours de trois quints, quel que soit le nombre des enfans, mais il en a subordonné l'exercice à une condition permise; il a disposé conditionnellement de ce dont la coutume lui permettait de disposer purement et simplement.

Enfin, cette question de savoir si le père pouvait déroger au droit d'ainesse, en disposant de ses meubles et acquêts, a été jugée affirmativement par un arrêt célèbre, connu sous le nom d'arrêt des Collin. — Dans cette espèce, Collin père avait laissé une fortune presque entièrement composée d'acquêts. Il avait réduit son fils aîné, par son testament, à une portion infinitime au-dessous de celle des cadets. Celui-ci s'est pourvu con-

tre les dispositions de cet acte, et a soutenu que les quatre quints lui étaient assignés comme droits d'ainesse; que son père avait bien pu les donner à un étranger, mais non à ses frères puînés. Par arrêt du parlement de Paris, du 18 mars 1719, l'exécution du testament a été ordonnée, si mieux n'aimait le fils aîné en tenir à sa légitime.

D'après tous ces moyens, les frères Topart ont conclu à la cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 91, 94 et 133 de la coutume d'Artois; — Attendu qu'il résulte de ces articles, que la mère des parties a pu valablement disposer, comme elle l'a fait, en faveur de ceux de ses enfans qui ne contrevendraient point à ses dispositions, pour accroître et multiplier à leur profit; — Que les biens dont elle pouvait disposer, et dont elle a disposé par son testament et codicile, étaient les meubles, acquêts non féodaux, et même le quint des acquêts féodaux à titre d'aumône, outre le quint naturel desdits biens; — Attendu que le jugement attaqué a manifestement prononcé contre le texte de ces articles, en ordonnant le partage égal des biens disponibles de la mère, et en adjoignant à l'ainé les biens que les lois et coutumes lui adjoignaient à ce titre, par préciput et hors part, sans adjoindre aux six autres les biens de libre disposition; — Qu'en prononçant ainsi, les juges du tribunal civil du département de la Somme ont violé les art. 91 et 133 ci-dessus cités, et ont fait une fautive application de l'art. 94; — Casse, etc.

Un 12 germ. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Malleville. — Rapp., le cit. Delacoste. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., les cit. Gérardin et Dupont.

INDICATION DE PAIEMENT. — PAPIER-MONNAIE. — REMBOURSEMENT.

Il y a indication de paiement, dans le sens de la loi du 16 niv. an 6, lorsque le vendeur d'un immeuble charge l'acquéreur de payer à un tiers, une rente foncière, hypothéquée tout à la fois sur l'immeuble vendu et sur les autres biens du vendeur.

Mais il en serait autrement si la rente n'était qu'une charge réelle, uniquement affectée sur l'immeuble vendu (1).

(Oriault et Callon — C. Baillache.)

Le 6 août 1778, le sieur Letendre vendit au sieur Jacques Baillache une maison et deux moulins avec leurs dépendances, moyennant deux rentes foncières, l'une de 400 fr. et l'autre de 250 fr., avec hypothèque, non-seulement sur les objets vendus, mais encore sur tous les biens présents et à venir du sieur Baillache, acquéreur.

Le 4 juin 1793, le sieur Baillache revendit l'un des moulins aux sieurs Oriault et Callon, qui s'obligèrent solidairement à payer au sieur Letendre, à la décharge de leur vendeur, les deux rentes stipulées dans le contrat de 1778. — Les sieurs Oriault et Callon s'obligèrent, en outre, à payer au sieur Baillache une somme de 35,000 fr. de prix principal. — Les assignats étaient alors la seule monnaie courante.

Les acquéreurs se croyant lésés, voulurent

(1) Cette question n'est décidée qu'implicitement dans le jugement que nous rapportons. — M. Merlin la résout dans le même sens, *Quart. de droit*, 4^o Indication de paiement, § 2. Dans cette hypothèse, dit cet auteur, ce n'est pas d'une dette obligatoire pour les biens ni pour la personne du vendeur, que l'acquéreur aurait été chargé de faire le

paiement; mais bien d'une dette propre au fonds, d'une dette qui fait partie de l'immeuble même, d'une dette qui devient de plein droit celle de l'acquéreur, par cela seul que le fonds devient sa propriété. — V. aussi dans le même sens, Cass. 18 vent. an 11.

user du bénéfice de la loi du 16 niv. an 6, et demandèrent la résiliation de la vente consentie à leur profit par le sieur Bailhehache. — L'art. 10 de cette loi porte : — « Toutes délégations et indications de paiement, résultant des contrats de vente passés pendant le cours du papier-monnaie, obligent l'acquéreur à rapporter au vendeur les quittances des créanciers délégués, aux droits desquels il demeure réciproquement subrogé, lorsqu'ils ont été remboursés de ses deniers. — Dans le cas ci-dessus prévu, l'acquéreur a la faculté de résilier, s'il se croit lésé; et tout ce qu'il a payé au vendeur ou à sa décharge lui sera remboursé d'après l'échelle de dépréciation, selon les époques de chaque paiement. »

Le sieur Bailhehache s'opposa à la résiliation, prétendant que le contrat du 4 juin 1793 ne contenait aucune délégation, aucune indication de paiement de sommes personnellement dues par lui; — Que les sieurs Oriault et Callon n'avaient, d'après leur contrat, payé aucune somme à la décharge de leur vendeur; — Que, par conséquent, ils ne se trouvaient dans aucun des cas prévus par l'art. 10 de la loi du 16 niv. an 6.

Par jugement du 23 flor. an 6, le tribunal civil de l'Eure accueillit cette défense, et déclara les sieurs Oriault et Callon, mal fondés.

Sur l'appel devant le tribunal civil de la Seine-Inférieure, jugement confirmatif du 3 therm. an 7. POURVOI en cassation des sieurs Oriault et Callon, pour violation de l'art. 10 de la loi du 16 niv. an 6.

Les demandeurs ont prétendu qu'il y avait indication de paiement toutes les fois qu'une personne obligée à une dette, chargeait son débiteur de l'acquitter à sa place; que, dans l'espèce, les rentes stipulées dans l'acte de 1778, comme rentes foncières, étaient non-seulement une dette des fonds concédés, mais encore la dette personnelle du sieur Bailhehache, puisqu'à la sûreté de leur prestation, il avait hypothéqué tous ses biens présents et à venir; d'où il suit qu'en chargeant les sieurs Oriault et Callon, acquéreurs, d'acquitter ces rentes à sa décharge, au sieur Letendre, le sieur Bailhehache avait voulu en libérer lui et tous ses biens, et qu'il y avait une véritable indication de paiement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 10 de la loi du 16 niv. an 6; — Attendu que les rentes que les demandeurs en cassation s'étaient chargés de payer au cit. Letendre, par l'acte de vente du 4 juin 1793, n'étaient pas seulement affectées sur les biens qui ont fait l'objet de cette vente; mais encore sur le moulin des champs et sur d'autres biens qui restaient dans le domaine du défendeur, et compris dans l'acte du 6 août 1778; — Que, dans cet acte du 6 août 1778, le défendeur avait obligé au cit. Letendre, pour assurer l'exécution du contrat, tous biens présents et à venir, indépendamment des objets vendus, sans qu'une obligation dérogeât à l'autre; — Qu'entre les rentes que le défendeur a chargées les demandeurs de payer, par le contrat du 4 juin 1793, celle de 250 fr. n'est qu'une rente constituée, au paiement de laquelle le défendeur est personnellement obligé; — D'où il résulte qu'en chargeant les demandeurs de payer au sieur Letendre les rentes dont il s'agit, il a voulu en libérer lui et ses biens;

qu'il a conséquemment fait une délégation ou indication de paiement par le contrat du 4 juin 1793, qui autorisait les demandeurs à résilier la vente, s'ils se croyaient lésés; et que le tribunal civil du département de la Seine-Inférieure, en jugeant autrement, a manifestement violé l'art. 10 de la loi du 16 niv. an 6; — Casse, etc.

Du 13 germ. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Malleville. — Rapp., le cit. Doutrepoint. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., les cit. Badinet, Dacles.

LETRE DE CHANGE.—AVAL.—CARACTÈRES.

Sous l'ordonnance de 1673, les tribunaux ont dû considérer non comme un simple endossement, mais comme aval et comme obligation solidaire avec l'accepteur de traites, « l'engagement ainsi conçu : « Nous nous engageons solidairement de faire personnellement « les fonds pour l'acquit desdites traites, si « elles n'étaient pas acquittées à leurs échéances, « ces, ainsi et de la même manière que si nous « étions endosseurs desdites traites; au moyen « de quoi, le présent engagement servira d'aval et aura en justice la même force à nous tre égard que lesdites traites. »

Le défaut de poursuites, dans la quinzaine du protêt, contre les souscripteurs d'un pareil engagement, n'a donc pu faire encourir au porteur aucune déchéance. (Ord. de 1673, tit. 5, art. 13 et suiv., 20 et 33.) (1)

(Laufrey—C. Leleu.)

Le 6 frim. an 6, Saint-Simon avait accepté six lettres de change montant ensemble à 167,908 fr., tirées sur lui par Monton, de Saint-Quentin, qui en avait passé l'ordre à Laufrey. — Pour plus de garantie, Laufrey s'était fait souscrire, le même jour, par Jean-Baptiste Leleu et Dominique-César Leleu, un acte dans lequel après avoir énoncé les six traites, ils s'expriment ainsi : « Reconnaissons que ces traites n'ont été acceptées par Laufrey que sous notre responsabilité et garantie « solidaire; en conséquence, nous nous rendons, « par ces présentes, garants solidaires du paiement desdites traites à leur échéance, et nous « nous engageons, sous ladite solidarité, de faire « personnellement les fonds pour l'acquit desdites traites, si elles n'étaient pas acquittées à leur échéance, ainsi et de la même manière que si nous étions endosseurs desdites traites, au moyen de quoi le présent engagement servira d'aval, et aura en justice la même force que lesdites traites. »

Deux de ces traites n'ayant pas été payées à l'échéance, Lebourgeois, qui en était alors porteur, les fit protester; mais le protêt ne fut pas dénoncé, parce que Laufrey consentit à échanger les anciennes traites contre de nouvelles à des échéances assez rapprochées, et c'est seulement lorsque celles-ci ont été protestées faute de paiement, que Laufrey s'est adressé à Dominique-César Leleu, et qu'il a réclamé contre lui l'exécution de l'engagement du 6 frim. an 6.

Le 16 flor. an 7, jugement par défaut, qui condamne Leleu à rembourser à Laufrey le montant des traites.

Sur l'appel, Leleu soutient que par l'acte du 6 frim. an 6, il ne s'est constitué qu'endosseur des six lettres de change; qu'en conséquence, Laufrey

(1) F. en sens contraire, le jugement rendu, dans la même affaire, par le tribunal de cassation, le 9 flor. an 10. V. aussi Merlin, *Quest. de droit*, v° Aval. — Toutefois nous devons dire, dès à présent, que la différence entre les deux décisions semble provenir

uniquement de la production devant le tribunal d'Orléans, auquel l'affaire avait été renvoyée, de différentes pièces qui établissent que dans l'opinion des parties elles-mêmes Leleu n'était qu'un simple endosseur.

aurait dû le poursuivre en garantie dans le délai fixé par l'art. 13, tit. 5 de l'ordonn. de 1673; que, n'ayant donné son assignation en garantie que longtemps après, Laufrey est par cela seul non recevable; qu'ainsi il a été mal jugé par le tribunal de commerce.

Laufrey répond que l'acte du 6 frim. an 6, n'est pas un endossement, mais un cautionnement simple et solidaire; qu'en conséquence, il avait trois ans, aux termes de l'art. 20, tit. 5 de l'ordonn. de 1673, pour en réclamer l'exécution; qu'au surplus, Leleu, considérée même comme endosseur, devrait prouver, aux termes de l'art. 16 du même titre, que l'accepteur avait provision à l'échéance.

Le 14 fruct. an 7, jugement du tribunal civil de la Seine, ainsi conçu: « Attendu que par l'acte du 6 frim., Leleu n'avait voulu s'obliger que comme un endosseur; que les termes de l'acte même le prouvaient, et que s'il y avait à cet égard quelques doutes, ce serait en faveur de l'obligé que devrait s'en faire l'interprétation;—Que, des lors, le cit. Leleu était fondé à opposer à Laufrey le défaut de dénonciation des protêts et des poursuites en garantie dans les délais déterminés par l'art. 13, tit. 5 de l'ordonn. de 1673; dit mal jugé, et décharge Leleu des condamnations prononcées contre lui. »

Pourvoi en cassation de la part de Laufrey.

JUGEMENT (après délib. en ch. du cons.)

LE TRIBUNAL: — Vu les art. 13, 14, 15, 16, 20, 21 et 33, tit. 5 de l'ordonn. de 1673, portant: « Art. 13. Ceux qui auront tiré ou endossé les lettres seront poursuivis en garantie dans la quinzaine s'ils sont domiciliés dans la distance de dix lieues;—Art. 14. Ce délai sera compté du lendemain du protêt jusqu'au jour de l'action en garantie inclusivement, sans distinction de dimanches et jours de fêtes;—Art. 15. Après les délais ci-dessus, les porteurs de lettres seront non recevables dans leur action en garantie et toute autre demande contre les tireurs et endosseurs;—Art. 16. Les tireurs ou endosseurs des lettres seront tenus de prouver, en cas de dénégation, que ceux sur qui elles étaient tirées leur étaient redevables ou avaient provision au temps où elles ont dû être protestées, sinon ils seront tenus de les garantir;—Art. 20. Les cautions baillées pour l'événement des lettres de change seront déchargées de plein droit, sans qu'il soit besoin d'aucun jugement, procédure ou sommation, s'il n'en est fait aucune demande pendant trois ans, à compter du jour des dernières poursuites;—Art. 21. Les lettres ou billets de change seront réputés acquittés après cinq ans de cessation de demande et de poursuites, à compter du lendemain de l'échéance ou du protêt ou de la dernière poursuite; néanmoins les prétendus débiteurs seront tenus d'affirmer, s'ils en sont requis, qu'ils ne sont plus redevables;—Art. 33. Ceux qui auront mis leur aval sur des lettres de change, sur des promesses d'en fournir, sur des ordres ou des acceptations, sur des billets de change ou autres actes de pareille qualité concernant le commerce, seront tenus solidairement avec les tireurs, prometteurs, endosseurs et accepteurs, encore qu'il n'en soit fait mention dans l'aval;—Attendu, premièrement, qu'il résulte de ces articles, 1° que la fin de non recevoir qui peut être opposée contre les tireurs et les endosseurs pour non exercice de poursuites dans la quinzaine du jour du protêt, faute

de paiement, n'a lieu que contre le vrai tireur et celui qui a effectivement endossé une lettre dans les formes et aux charges prescrites, et non contre un garant quelconque, qui, par assimilation, serait placé dans la classe des endosseurs; 2° que les tireurs et les endosseurs soumis à cette poursuite, et qui sont déchargés par le seul fait de non poursuite dans la quinzaine, ne peuvent profiter du bénéfice de cette prescription, s'ils ne prouvent pas, en cas de dénégation, que l'accepteur avait provision au temps du protêt; 3° que l'obligation imposée par la loi à ceux qui auront mis leur aval sur des lettres de change ou autres actes concernant le commerce, est d'être tenus solidairement avec les accepteurs, encore qu'il n'en soit point fait mention; 4° que l'obligation des accepteurs n'est prescrite que par cinq ans et à la charge d'affirmer la libération; 5° que celle des cautions données pour l'événement des lettres de change dure au moins trois ans;—Attendu, secondement, que l'acte du 6 frim. an 6 contient expressément et évidemment, de la part des cit. Leleu, l'obligation directe, personnelle et solidaire de faire personnellement les fonds pour l'acquit desdites traites désignées et spécifiées dans son préambule avec leurs causes et leurs valeurs, si ces traites n'étaient pas acquittées à leurs échéances; que par cette obligation contractée par le défendeur, celui-ci s'est placé de lui-même dans la classe d'un garant direct et personnel de l'accepteur; qu'il a même reconnu par là qu'il ne pouvait être dans celle d'un simple endosseur, et surtout d'un endosseur qui peut prouver que l'accepteur a eu provision au temps du protêt; que la clause explicative, ainsi et de la même manière que si nous étions endosseurs desdites traites, au moyen de quoi le présent engagement servira d'aval, ne pouvant être séparée de celle qui la termine, et aura en justice la même force à notre égard que lesdites traites, ne peut donner et ne donne aucune atténuation à l'obligation, qui est de faire des fonds pour l'acquit des traites et d'être une garantie de leur paiement; qu'il suit de là que l'art. 15, tit. 5 de l'ordonn. de 1673, ne pouvait s'appliquer à un pareil engagement direct et personnel; que l'art. 33 contient le principe applicable à cette obligation; que les art. 20 et 21 ne permettaient pas d'admettre une prescription de quinzaine contre un garant d'accepteur ou une caution de la sûreté des traites;—Attendu troisièmement, que ces violations et fausses applications des lois qui régissent la nature et les effets du contrat de change et de celles qui assurent l'exécution des engagements souscrits par les parties, dispensent de prononcer sur les autres moyens employés par les demandeurs;—Casse, etc.

Du 14 germ. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malleville.—Rapp., le cit. Delacoste.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., les cit. Chabroud et Pérignon.

CHOSE JUGÉE. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION.

Lorsque sur une opposition formée à un jugement par défaut, il est intervenu un jugement contradictoire qui, sans faire droit sur le fond, a remis les parties au même état qu'elles étaient auparavant, c'est contrevenir à l'autorité de la chose jugée, que de déclarer par un second jugement l'opposition non recevable (1).

(1) Il n'y avait peut-être dans le jugement annulé comme contrevenant à l'autorité de la chose jugée, qu'une locution vicieuse: Car la cassation n'eût pu être prononcée, si le juge saisi de l'opposition au jugement par défaut, au lieu de la déclarer non rece-

vable, alors qu'elle avait déjà été accueillie par un premier jugement, eût statué sur cette opposition, et en eût débouté purement et simplement celui qui l'avait formée.

(Jeannin—C. Bazin.)

Jeannin avait formé opposition à un jugement par défaut rendu au profit de Bazin par le tribunal du district de Châlons-sur-Saône. — Le 26 juill. 1793, jugement en dernier ressort qui remet les parties au même état qu'elles étaient avant ce jugement; et pour être fait droit au fond, renvoie la cause à la première audience.

Ce fut seulement en l'an 7, que l'instance sur le fond fut reprise devant le tribunal de Saône-et-Loire, qui avait été substitué à celui du district de Châlons. — Le 12 vent, an 7, jugement qui déclare Jeannin non recevable dans son opposition.

POURVOI en cassation par Jeannin contre ce jugement, pour contravention aux principes en matière de chose jugée; — Le jugement du 26 juillet 1793, disait-il, en remettant les parties au même état où elles étaient avant celui rendu par défaut, le 30 juillet 1791, avait anéanti ce dernier jugement, et cependant le tribunal de Saône-et-Loire, le même que celui du district de Châlons, auquel il était substitué, en ordonnant que ce jugement serait exécuté, a fait revivre ce qui avait été détruit; il s'est rétracté, sans néanmoins que la voie employée pour le saïr de la contestation, lui permit de prononcer ainsi; il est donc contrevenu à l'art. 1^{er} du tit. 35 de l'ordonn. de 1667, portant que les arrêts et jugemens en dernier ressort ne pourront être rétractés que par lettres en forme de requête civile, à l'égard de ceux qui y auront été parties ou dûment appelés. — Objectera-t-on que le jugement ne peut être réformé que par la voie de requête civile, d'après l'art. 34 du tit. 35 de l'ordonnance de 1667, qui déclare qu'il y a ouverture à requête civile, s'il y a contradiction d'arrêts ou jugemens en dernier ressort entre les mêmes parties, sur les mêmes moyens, et en mêmes cours et juridictions, et encore d'après l'art. 24 du tit. 4 de la 1^{re} part. du régl. de 1736, portant que les moyens de requête civile ne peuvent être proposés pour moyens de cassation, que dans un seul cas, celui où la demande en cassation est formée contre des arrêts du conseil? — Mais il a été dérogé à ces dispositions législatives, par l'art. 3 de la loi du 1^{er} déc. 1790, portant que le tribunal de cassation annulera toutes procédures dans lesquelles les formes auront été violées, et tout jugement qui contiendra une contravention expresse au texte de la loi. — Avant cette loi, les jugemens ne pouvaient être rescindés que par la voie de la requête civile, mais depuis l'institution du tribunal de cassation, ils sont devenus susceptibles d'être atteints par son autorité, sans cesser de l'être par la voie de la requête civile.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 5, tit. 27 de l'ordonnance de 1667; — Attendu que le jugement rendu par le tribunal civil du département de Saône-et-Loire, le 12 vent. an 7, et dont il s'agit, qui rejette l'opposition du cit. Jeannin à celui par défaut du 30 juill. 1791, a violé l'autorité de la chose jugée, puisqu'il avait admis la même opposition par un autre jugement rendu le 26 juill.

1793, et qu'ainsi il est contrevenu audit art. 5 du tit. 27 de l'ordonn. de 1667;—Casse, etc.

Du 15 germ. an 9. — Sect. civ.—Prés., le cit. Malleville.—Rapp., le cit. Liborel.—Concl., le cit. Merlin, subst.—Pl., le cit. Mathies.

DOUANES.—MARCHANDISES ANGLAISES.

La prohibition prononcée par la loi du 10 brum. an 5, ne s'applique aux marchandises trouvées dans l'intérieur de la république, qu'autant qu'il est démontré qu'elles proviennent de fabrique anglaise; et quant aux marchandises qui ne sont que réputées anglaises, cette prohibition n'a lieu que dans le cas de l'importation, c'est-à-dire lorsqu'elles sont saisies dans l'étendue du rayon frontière. (L. 10 brum. an 5, art. 5 et 6.) (1)

(Hanne et Cossard—C. Minist. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL...;—Vu les art. 5 et 6 de la loi du 10 brum. an 5;—Considérant, d'après les dispositions de cette loi, 1^{re} que la prohibition prononcée à l'égard des marchandises qui sont dans l'intérieur de la république ne peut s'appliquer qu'à celles qui proviennent véritablement des fabriques ou du commerce anglais, et dont l'origine est démontrée, soit par une vérification d'experts, soit par tous les autres moyens que la loi autorise; 2^o qu'en ce qui concerne les marchandises qui ne sont que réputées anglaises, la prohibition de la loi n'a lieu que dans le cas de l'importation, c'est-à-dire dans le cas où elles sont saisies dans l'étendue du rayon frontière, conformément à la loi du 22 août 1791;—Considérant, dans l'espèce, que les marchandises dont il s'agit ont été saisies dans l'intérieur de la république et à une distance de dix lieues environ des frontières;—Que d'un autre côté, si l'on écarte les procès-verbaux irréguliers et nuls des 4 et 5 vend. dernier, il n'existe au procès-verbal fait d'ou puisse résulter la preuve que ces marchandises fussent provenues des fabriques ou du commerce anglais; que, dans ces circonstances, la confiscation et les autres peines prononcées par le tribunal de police correctionnelle de Louvain, ainsi que par le tribunal criminel du département de la Dyle, sont évidemment le résultat d'une fautive application des dispositions de la loi du 10 brum. an 5;—Vu encore les 1^{re} 2^o et 3^o dispositions de l'art. 456 du Code des délits et des peines;—Casse, etc.

Du 16 germ. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Genevois.—Concl., le cit. Lerontour, subst.

NOTAIRE.—CAUTIONNEMENT.—DÉLIT.—COMPÉTENCE.

Sous la loi du 7 vent. an 8, le fait par un notaire de se livrer à l'exercice de ses fonctions sans avoir versé le cautionnement fixé par la loi, constituait un délit justiciable du tribunal correctionnel. (L. 7 vent. an 8, art. 8.) (2)

(Minist. publ.—C. Leture.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 1^{er}, 168, 456, 6^o disposition, et 601 du Code des délits et des

(1) F. conf., Cass. 6 therm. an 8.

(2) L'art. 8 de la loi du 7 vent. an 8 portait contre le notaire qui n'aurait pas satisfait, dans les délais fixés, au paiement de son cautionnement, la peine d'une amende égale à la moitié du cautionnement, et nulle disposition n'indiquait la juridiction qui devait prononcer cette amende. La question n'est pas de nature à se représenter aujourd'hui. Ce n'est, en effet, qu'en justifiant du versement de son cau-

tionnement que le notaire peut être admis à prêter serment. (L. 25 vent. an 11, art. 47.) Si, néanmoins, il arrivait que cette formalité eût été remplie sans que le versement eût été constaté, le notaire ne pourrait être poursuivi que disciplinairement, et devant le tribunal civil: il n'y a que l'exercice des fonctions avant la prestation de serment qui constituerait un délit correctionnel, punissable d'une amende, aux termes de l'art. 196 du Code pénal.*

peines, ainsi que l'art. 8 de la loi du 7 vent. an 8;—Considérant que l'obligation prescrite aux notaires par l'art. 8 de la loi du 7 vent. an 8, de payer leur cautionnement dans le délai fixé, a évidemment pour objet le maintien de l'ordre social; qu'ainsi, le défaut de satisfaire à ladite obligation, doit être réputé un délit, d'après les dispositions de l'art. 1^{er} du Code des délits et des peines;—Considérant qu'il résulte des art. 468 et 601, même Code, que tout délit dont la peine consiste en une amende au-dessus de la valeur de trois journées de travail, est de la compétence des tribunaux de police correctionnelle; que, dans l'espèce, il s'agissait du défaut ou était un notaire de payer son cautionnement dans le délai fixé, défaut que la susdite loi de vent. an 8 punit d'une amende notablement au-dessus de la valeur de trois journées de travail, et dont, par conséquent, la connaissance appartenait au tribunal de police correctionnelle, conformément aux dispositions des articles des lois précitées;—Que néanmoins, par son jugement du 13 vend. dernier, le tribunal criminel du département de Seine-et-Oise déclare non recevable le commissaire du gouvernement près le tribunal de police correctionnelle de Pontoise, dans sa demande contre le citoyen Lefèvre, sous prétexte d'incompétence; qu'ainsi, il est contrevenu aux règles de compétence établies par les articles précités dudit Code, et qu'en conséquence, il y a lieu à cassation, d'après la 6^e disposition de l'art. 456 du même Code;—Casse le jugement du tribunal criminel du département de Seine-et-Oise, en date du 13 vend. dernier.

Du 17 germ. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Vallée.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JURY (Déclaration du).—Complicité.

La déclaration du jury portant que l'accusé est convaincu de complicité, emporté à la fois la matérialité du fait et sa moralité, ce qui la rend complète, et, par conséquent, nulle. (C. 3 brum. an 4, art. 377.) (1)

(Ambrun—C. Minist. publ.)

Du 17 germ. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Lasandade.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

APPEL EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE.

PARTIE CIVILE.—CHOSE JUGÉE.

L'appel interjeté par la partie civile, d'un jugement correctionnel, ne remet pas en question ce qui a été jugé avec la partie publique non appelante (2).

(Mercier—C. Thorel.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 5, 192, 193, 194 et 195 du Code des délits et des peines;—Attendu que ni le commissaire près le tribunal de police correctionnelle du département de la Seine, ni l'accusateur public près le tribunal criminel du même département, ne se sont rendus appelants du jugement de la police correctionnelle du département de la Seine, sixième division, du 5 mess. an 8; que, quoique la poursuite de la vindicte publique appartint à ces seuls fonctionnaires exclusivement, et que l'appel de la partie

plaignante ne dût présenter à juger que ses intérêts civils, le tribunal criminel n'en a pas moins prononcé contre les prévenus les peines portées par la loi, quoique ces peines ne pussent être que l'effet de la poursuite du ministère public, poursuite qui n'existait pas dans l'espèce;—Casse la disposition du jugement du tribunal criminel du département de la Seine, du 8 frim. dernier, par laquelle Mercier et Thorel ont été condamnés en 300 fr. d'amende, et chacun en six mois d'emprisonnement, le surplus dudit jugement restant dans toute sa force.

Du 18 germ. an 9.—Sect. crim.—Prés., le cit. Selgnette.—Rapp., le cit. Chasles.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^o TRIBUNAL DE POLICE.—LOI PÉNALE.—INSERTION.

2^o COUPS ET BLESSURES.—TRIBUNAL DE POLICE.—COMPÉTENCE.

Du 19 germ. an 9 (aff. Delattre).—Même décision que par le jugement du 13 fruct. an 7 (aff. Bonnard.)

POIDS ET MESURES.—DÉTENTION.—COMPÉTENCE.

Sous la Code du 3 brum. an 4, la simple détention de faux poids, constituait un délit de la compétence des tribunaux correctionnels, et non une contravention de simple police. (L. 19-22 juill. 1790, tit. 1^{er}, art. 22; C. 3 brum. an 4, art. 69.) (3)

(Règlement de Juges.—Aff. Gannet.)

Le 12 pluvi. an 9, procès-verbal du commissaire de police de Valenciennes, constatant qu'il a trouvé chez Gennat deux poids devant peser ensemble trois livres et qui pèsent cinq onces de moins.—Le 4 vent. suivant, ordonnance du directeur du jury, par laquelle il se déclare incompétent sur le motif que le prévenu n'est renvoyé en police correctionnelle qu'en cas de récidive, et que si le taux de l'amende est mentionné dans l'art. 22, tit. 1^{er} de la loi des 19-22 juill. 1791, elle peut être réduite suivant la règle établie par l'art. 606 du Code du 3 brum. an 4.—De son côté, le tribunal de police se déclare également incompétent par jugement du 25 du même mois, fondé sur ce que la peine à prononcer excède la valeur de trois journées de travail et trois jours d'emprisonnement.

Pourvoi en règlement de juges de la part du commissaire du gouvernement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que, soit d'après les dispositions de l'art. 22 de la loi du 22 juill. 1791, sur la police municipale et correctionnelle, soit d'après celles de l'art. 11 de la loi du 1^{er} vend. an 4, relative aux poids et mesures, les contraventions de la nature de celle dont Pierre Gennat est prévenu, emportent la peine d'une amende excédant la valeur de trois journées de travail;—Et attendu que, d'après l'art. 601 du Code des délits et des peines du 3 brum. an 4, toutes amendes au-dessus de la valeur de trois journées de travail ne peuvent être prononcées que par la voie de

(1) Il a été déjà décidé par de nombreux jugements que le jury, appelé à statuer sur une question de complicité, devait s'expliquer sur les circonstances constitutives de la complicité. *V.* notamment 17 brumaire an 5, et les observations qui accompagnent ce jugement. — *V.* aussi le jugement du 28 vendémiaire an 9, qui décide qu'une question intentionnelle doit être posée à l'égard du com-

plice aussi bien qu'à l'égard de l'auteur principal. (2) *V.* dans le même sens, Cass. 22 frim. an 7 et la note; 27 niv. an 10; 4 brum. an 14; 10 janv. 1806.

(3) Sous le Code pénal actuel, la simple détention de faux poids ne constitue qu'une contravention (art. 479, n° 5).—Mais l'usage de ces faux poids est un délit (art. 423).

police correctionnelle :—Sans avoir égard à l'ordonnance du directeur du jury d'accusation de l'arrondissement de Valenciennes, du 4 vent. dernier, portant renvoi de l'affaire Giannat au tribunal de police de la même ville, laquelle sera regardée comme non avenue;—Renvoie le prévenu et les pièces au tribunal de première instance de l'arrondissement de Valenciennes, pour être, par lui, procédé, par voie de police correctionnelle, ainsi qu'il appartiendra.

Du 22 germ. an 9.—Sect. req.—*Rapp.*, le cit. Boyer.—*Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

DOMAINES NATIONAUX.—ÉMIGRÉ.—PAIEMENT.

L'acquéreur d'un bien qui, après l'émigration du vendeur, a payé les créanciers hypothécaires, s'il est ensuite obligé à un second paiement envers le fidei, n'a pas d'action contre les créanciers pour se faire rembourser.

(Mainville—C. Terray.)

Le 14 déc. 1790, le cit. Mainville acheta du cit. Grégoire Saint-Sauveur, le domaine de la Loë-Foicy. Sur le prix, porté à 210,000 fr., le contrat délégua 34,000 fr. au cit. Terray, qui avait sur ce domaine une créance privilégiée.

Les lettres de ratification n'ayant été scellées qu'à la charge des oppositions de dix créanciers (Terray n'était pas du nombre de ces créanciers; d'après la délégation, il n'avait pas besoin d'opposition pour conserver ses droits). Mainville dénonça ces oppositions à Grégoire Saint-Sauveur, et le somma de lui en rapporter main-levée.

La sommation étant restée sans effet, Mainville poursuivit et obtint, le 21 janv. 1792, un jugement par défaut, qui l'autorisa à consigner entre les mains du receveur des consignations.

Grégoire Saint-Sauveur avait émigré. Terray et deux autres créanciers, délégués comme lui, se rendirent opposants au jugement, et demandèrent l'exécution de leurs délégations.

Le 12 juin 1792, Mainville dépose entre les mains du notaire Alleaume la somme de 191,194 f., qu'il reste devoir sur le prix du domaine, avec charge de la remettre et payer à qui par justice sera ordonné.

Le 2 juill. suivant, Terray reçut du notaire Alleaume, sur la réquisition du procureur fondé de Saint-Sauveur, la somme de 34,000 fr., montant de sa délégation.

Ce paiement lui fut fait sans qu'il fût intervenu ni ordonnance de justice, ni convention postérieure à l'acte de dépôt.

Néanmoins, Mainville ne contesta pas la régularité de ce paiement; et le 13 mai 1793, il l'approuva et l'assimila à ce qu'il eût été s'il l'avait fait lui-même sans l'intermédiaire du notaire Alleaume.

Le 12 brum. an 3, la régie poursuivait Mainville pour qu'il eût à verser dans le trésor public le prix du domaine par lui acquis de Saint-Sauveur, émigré, et cela sans égard aux paiements qu'il aurait pu faire depuis le 9 févr. 1793, attendu que les art. 14 et 15 de la loi du 8 avr. en prononçaient la nullité.

Mainville réclama alors de Terray, la restitution de la somme qu'il avait reçue, afin qu'il pût la verser lui-même dans la caisse nationale.

Terray s'y refusa. La contestation fut portée devant les tribunaux; et par jugement sur appel du 14 pluv. an 7, le tribunal de Seine-et-Oise débouta Mainville de sa demande, et le condamna aux dépens.

POURVOI en cassation par Mainville, contre jugement, pour violation de la loi du 9 févr. 1793,

et des art. 1, 2, 14 et 15 de la loi du 8 avr. 1792.—L'art. 14, disait-il, déclare nuls les paiements que j'ai faits. Si ces paiements sont nuls, il suit évidemment que j'ai le droit de les répéter; car la loi n'a pu entendre que je paierais deux fois. Comme on avait la certitude qu'en 1792, plusieurs débiteurs payaient par anticipation les sommes qu'ils devaient aux émigrés, frustraient par là le fidei, et fournissaient des moyens d'existence aux ennemis de la patrie, la loi réputa frauduleux tous les paiements faits et les déclara nuls; mais si ces paiements sont regardés comme non avenues, il suit bien évidemment que le débiteur doit avoir le droit de répéter ce qu'il a payé à des gens sans qualité pour recevoir; donc, en me refusant ce droit, le tribunal a violé les articles des lois précitées.

Développant le système du défendeur à la cassation, le commissaire Merlin a observé que les agents et fondés de pouvoir des émigrés, étaient les seuls contre lesquels la répétition pût avoir lieu, parce qu'ils étaient véritablement sans titre et sans qualité pour recevoir, et c'était seulement de ces agents que l'art. 14 de la loi du 8 avr. entendait parler, lorsqu'il déclarait nuls les paiements faits aux représentants des émigrés; d'ailleurs le véritable sens de cet article est fixé par les art. 41 et 42 de la loi du 28 mars 1793, dans laquelle se trouvent reformulées toutes les dispositions des décrets antérieurs sur les émigrés. Ces articles prononcent la nullité des paiements faits aux émigrés ou à leurs agents et fondés de pouvoir; il n'y a donc qu'eux qui soient considérés comme les représentants des émigrés.

A la vérité, le paiement fait par le cit. Mainville est nul vis-à-vis la république; mais il ne s'ensuit pas qu'il soit d'une nullité absolue. Le créancier Terray avait un titre, si non pour exiger, du moins pour recevoir; il y a même plus, suivant la loi 53, ff. de solut., il dépendait de tout individu de le forcer à recevoir, même à l'insu ou contre le gré de son débiteur: *Solvitur pro invito et ignorante unicuique licet*. Or, dès que le créancier avait titre pour recevoir, il a nécessairement titre pour conserver; celui qui lui a payé la dette, a seulement été subrogé *ipso facto* dans tous ses droits; on peut même dire que ce n'est que pour avoir cette subrogation, que Mainville a payé à Terray, avec d'autant plus de raison, qu'alors l'art. 20 de la loi du 8 avr. 1793, permettant au créancier de faire vendre les immeubles appartenant à son débiteur émigré, et d'exercer sur le prix provenant de cette vente, tous ses privilèges et hypothèques, Mainville ne pouvait rien perdre.—Il est vrai que, depuis, cette législation a été changée; mais la créance était devenue le bien de Mainville, et elle a péri pour lui: *res perit domino*.—Conclusions au rejet. (V. *Quest. de droit*, v° *Émigrés*, § 5.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu qu'il s'agit, dans l'espèce, d'un paiement fait, non à un émigré ou à un représentant, ni à un agent, un fondé de pouvoir d'émigré, mais à un créancier délégué dans un contrat de vente fait par un émigré en 1790, et dont l'hypothèque remonte à une époque bien antérieure à la révolution; qu'en admettant la nullité des paiements faits au citoyen Terray, cette nullité ne serait que relative; qu'elle n'aurait pour objet que le seul intérêt national, et que nul autre que la république ne serait recevable à l'opposer à un créancier qui n'a reçu que le paiement d'une dette non contestée; qu'ainsi les lois citées sont sans application;—Rejette, etc.

Du 22 germ. an 9.—Sect. civ.—*Prés.*, le cit. Libéral.—*Rapp.*, le cit. Anmont.—*Concl.*, le cit. Merlin.—*Pl.*, les cit. Grouffinet et Perignon.

DROITS LITIGIEUX. — RETRAIT.

Les lois per diversas et ab Anastasio, qui autorisent le retrait des droits litigieux, ne s'appliquent pas au cas où le débiteur cède ces droits litigieux à son créancier pour se libérer envers lui. (Cod. Mandati leg. penult. et ult.) (1)

(Deslandes—C. Remy.)

Le sieur Deslandes était intéressé dans différentes cargaisons de navires avec les frères Overman. — Des contestations s'étant élevées, des arbitres furent nommés par un compromis, passé le 12 nov. 1787, pour statuer sur leurs prétentions respectives. — Dix années s'écoulèrent sans qu'il fût fait aucunes poursuites, de sorte que le compromis resta sans effet. — Mais, le 18 flor. an 5, le sieur Devez fit citer le sieur Deslande en conciliation sur la demande qu'il se proposait de former contre lui en paiement d'une somme de 4,000 florins qu'il prétendait lui être due pour son intérêt dans la cargaison. — Le 6 therm. suivant, il transporta son action au sieur Remy, pour se libérer envers lui d'une somme de 2,000 florins dont il était débiteur.

Le 22 mess. an 6, le sieur Remy obtint au tribunal civil de la Dyle un jugement qui condamnait le sieur Deslandes à lui payer 4,000 florins.

Appel devant le tribunal civil de l'Escaut. — Le 9 fruct. an 7, jugement confirmatif.

POLYVOI en cassation, pour violation des lois *per diversas et ab Anastasio*, qui ne permettent pas aux cessionnaires de droits litigieux d'exiger du débiteur une somme plus forte que celle qu'ils ont déboursée pour le prix de la cession. — Or, ici, il est constant que Remy était en litige au moment de la cession, puisque Devez, cédant, avait déjà cité en conciliation. — Il est encore constant que Remy n'a déboursé qu'une somme de 2,000 florins pour acquérir les droits de Devez, et cependant le jugement du tribunal de la Dyle prononce une condamnation, à son profit, de 4,000 florins. Il y a donc violation des lois citées.

Remy a répondu que la coutume de Bruxelles n'ayant pas adopté expressément les deux lois invoquées, elle les avait abrogées par son silence, et qu'en les supposant encore en vigueur, elles faisaient une exception au cas où la cession avait été faite par un débiteur à son créancier.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu, sur le moyen tiré de la contravention aux lois *per diversas et ab Anastasio*, que ces lois étaient inapplicables à l'espèce;—Rejette, etc.

(1) Les lois *per diversas et ab Anastasio*, publiées la première par Anastase et la seconde par Justinien, avaient été portées, dit Brodeau, *adversus ergatobas, sive litum repletores, cum statuta sint contra eos qui pro avaritia, sive alius vexandi libidine vili, redimunt actiones litigiosas vel dubias*. — Papon et quelques auteurs cités par Despeyres, t. 1^{er}, p. 10, n° 4, avaient pensé que ces lois ne devaient pas être appliquées en France dans les pays autres que ceux de droit écrit; mais cette opinion était généralement repoussée. *V.* notamment Brodeau et Louchet, lettre C, n° 5 et suiv., et les arrêts cités par ces auteurs; Charondas, liv. 13, rép. 22; Dumoulin, *Contrat sur*, quest. 62, n° 413; Bretonnier sur Henrys, t. 1^{er}, liv. 4, quest. 7; Morneau, sur les lois *per div. et ab Anast.* et l'arrêt de 1586 cité par cet auteur; Deluc, liv. 2, tit. 7; Pothier, *Pacte*, n° 591 et suiv.

Ces lois n'ont point été abrogées par les lois de 1790 et 1793, abolitives des retraits. C'est ce qui a été jugé le 28 janv. 1828 par un arrêt de la Cour de

Du 23 germ. an 9.—Sect. civ.—*Rapp.*, le cit. Delacoste.—*Concl.*, le cit. Merlin, subst.

PRESCRIPTION. — PURGEMENT DE SAISINE. — MAIN-MORTE.

La prescription de l'action en purgement de saisine, peut être proposée par ceux qui n'ont pas la faculté d'acquiescer, tels que les gens de main-morte. (Statuts de Liège, ch. 23, art. 1^{er} et 27.) (2)

Sous l'empire des statuts du pays de Liège, lorsque le débiteur d'une rente en grains avait, à défaut de paiement de ladite rente, été exproprié des immeubles sur les quels elle était assise, il n'avait qu'un an pour exercer l'action en purgement de saisine. Cette rente ne pouvait être considérée comme une simple créance hypothécaire, pour laquelle le débiteur exproprié avait le droit d'intenter à toujours l'action en purgement. (Statuts de Liège, chap. 23, art. 1^{er} et 27.)

(Le Domaine—C. Lambrechts et consorts.)

Avant de rapporter le jugement qui est intervenu, il est à propos de dire ce qu'on entendait par *purgement de saisine*.

La coutume de Liège entendait par là la faculté qu'avait un individu exproprié des biens qu'il avait donnés en hypothèque, de pouvoir les reprendre en payant au débiteur le capital, les frais et les intérêts légitimes. — Le délai qu'on lui accordait variait suivant la nature de la créance. Il était restreint à une année, lorsqu'il s'agissait de rente foncière; il n'était point limité, si la dette était personnelle et mobilière.

Dans l'espèce, Lambrechts et consorts avaient été dépossédés (eux ou leurs auteurs) d'une ferme, située dans le pays de Liège, par les moines de Wiviane, à défaut de paiement de deux reutes en grains, constituées sur cette ferme. — En 1784, ils intentèrent action en *purgement de saisine*; mais après avoir laissé écouler une année depuis la mise en possession des moines. — Ceux-ci opposèrent la *prescription*, fondée sur ce que l'action en *purgement de saisine* devait être intentée dans l'année (art. 1^{er}, ch. 23 des statuts de Liège.) — Lambrechts et consorts répliquèrent : 1^o que les moines, gens de main-morte, n'étaient pas habiles à proposer la *prescription*, attendu que c'était une manière d'acquiescer l'immeuble, et que les moines ne sont pas capables d'en acquiescer; 2^o que d'ailleurs, l'art. 37 du statut invoqué ne permettait d'étendre cette prescription qu'aux

cassation, lequel accueillit la demande formée par un cohéritier, en subrogation aux effets d'une cession de droits successifs litigieux, consentie par son cohéritier, en 1793, à un procureur *ad litem*.

Enfin, elles ont été reproduites par l'art. 1699 du Code civil.—*V.* sur l'application de cet article, Duvergier, *Fente*, t. 2, n° 352 et suiv. (continuation de Toullier, t. 17); Duranton, t. 16, n° 530 et suiv.; Troploog, *Fente*, t. 2, n° 981 et suiv.

Nous devons faire observer que, dans l'espèce, on avait soulevé la question de savoir si ces lois étaient applicables dans la Belgique, avant sa réunion à la France. — Merlin, qui portait la parole dans l'affaire, résolvait cette question affirmativement. *V.* ses conclusions rapportées dans ses *Quest. de droit*, v^o *Droits litigieux (cession de)*. — Mais le tribunal de cassation ne s'est pas expliqué sur ce point.

(2) *V.* sur cette question, Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Purgement de saisine*, et sur les acquisitions des gens de main-morte dans le pays de Liège, *Rep.* v^o *Main-morte (gens de)*, § 6.

rentes foncières, on établies pour tradition de fonds; ce qui n'était pas ou n'apparaissait pas dans l'espèce.

8. Suivant le 8, jugement du tribunal civil de Sambre-et-Meuse, rendu sur l'appel, qui accorde à Lambrecht et consorts les conclusions par eux prises, en rejetant l'exception de prescription: 1^o comme non proposable par des moines, inépuables d'acquiescer; 2^o comme d'ailleurs non applicable à des rentes dont le foncière n'était pas justifiée.

Pourvoi en cassation de la part du préfet de l'Ourthe (représentant le domaine, aux droits des moines de Wivigne). — Le premier moyen était pris de ce que la prescription était proposable par des moines. — Le deuxième, de ce que la prescription proposée s'appliquait à toutes rentes en grains hypothéquées sur des fonds.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu les art. 1^{er} et 27, chap. 23 des statuts et ordonnances touchant le style et la manière de procéder en l'administration de justice dans le pays de Liège, lesdits art. conçus en ces termes: «Art. 1^{er}. Toutes saisines prises et décrétées par faute de paiement de cens, rentes, ou autres droits annuels, réalisés, se devrout purger, par ceux qui ont intérêt réalisé, dans l'an après qu'elles seront réellement exécutées par adoption de la possession actuelle et paisible des biens saisis; autrement seront seculs de tout droit de purgation et demeureront les biens incommutablement au domaine de ceux qui les auront saisis. — Art. 27. Saisines obtenues en vertu de lettres exécutoires émanées de juges ecclésiastiques, de banissement, promesses, obligations et exécutions personnelles, ores que, pour la sûreté du créancier, aucuns biens immeubles fussent mis en hypothèque et réellement obligés, se pourrout à toujours purger par les déssaisis, leurs successeurs et ayans cause, en payant les fautes et dépens; et si des biens saisis le créancier avait perçu quelques fruits ou canons, outre les charges, seront tournés en diminution de la dette principale, pour laquelle toutefois le créancier aura intérêt annuel à l'ordonnance du justice dès le jour de la saisine.»

Attendu que les créances dont il s'agit dans l'espèce, sont des rentes réalisées, de la nature de celles mentionnées en l'article premier ci-dessus transcrit, et qu'elles ne peuvent être assimilées aux créances dont il est question dans l'article 27, puisque ce dernier article n'est relatif qu'à des obligations principales, personnelles, non portant intérêt, pour sûreté desquelles des biens immeubles sont mis en hypothèque et réellement obligés; — Qu'aux termes dudit article premier, le droit de purgation réclamé par les défendeurs à la cassation était prescrit depuis long-temps. — Que, sous ce rapport, il est indifférent que les biens dont il s'agit eussent été saisis par un monastère, puisque la loi n'autorise point à cet égard la distinction adoptée par le jugement attaqué, entre les individus ayant droit d'acquiescer et les gens de main-morte; — Qu'ainsi le jugement attaqué, en rejetant la prescription objectée contre la demande en purgation, est expressément contrevenu audit article premier, et a fausement appliqué ledit article 27; — Casse, etc.

(1) F. anal. en ce sens, 21 flor. an 8 (aff. Segui).

— Ainsi que le fait remarquer M. Trouillet, *Dict. de l'enreg.*, v^o *Acte sous seing privé*, § 6, n^o 5, le dépôt ne saurait en effet remplacer la formalité de l'enregistrement. Remarquons, au surplus, que la loi du 22 frim. an 7, par son art. 38, substitue le

Du 23 germ. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Bazire. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst. — *Pl.*, le cit. Coste.

ENREGISTREMENT. — ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — DÉPÔT. — TRIPLE DROIT.

Un acte sous seing privé contenant vente d'immeubles, est passible du triple droit d'enregistrement, aux termes de l'art. 30 de la loi du 9 vend. an 6, s'il n'a point été enregistré dans les trois mois; encore bien qu'il ait été déposé chez un notaire avant l'expiration de ce délai (1).

(Enregistrement — C. Lajugie.)

Un acte de vente d'une métairie, fait sous signatures privées le 5 frim. an 7, avait été déposé chez un notaire le 4 vent. suivant, par la cit. Lajugie, acquéreur; mais il n'avait été enregistré que le 17 du même mois, et par conséquent, après l'expiration du délai de trois mois.

Contrainte par la régie, à fin de paiement du triple droit.

Le 1^{er} brum. an 7, jugement du tribunal de Lot-et-Garonne, qui renvoie Lajugie de la demande intentée contre lui.

Pourvoi en cassation de la part de la régie.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 30 de la loi du 9 vend. an 6; — Vu aussi l'art. 73 de la loi du 22 frim. an 7: Considérant que l'acte de vente sous signature privée dont il s'agit n'a été présenté à l'enregistrement que quarante jours après l'expiration des trois mois du jour de sa date, et qu'ainsi il y avait eu ouverture au triple droit, à la charge du défendeur; — Considérant qu'en le déchargeant de la demande de ce triple droit, le jugement attaqué a contrevenu à l'art. 30 de la loi du 9 vend. an 6, et à l'art. 73 de celle du 22 frim. an 7; — Casse, etc.

Du 24 germ. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Liborel. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst. — *Pl.*, le cit. Mathias.

DOUANES. — GRAINS. — PASSAVANT.

L'art. 4 de la loi du 19 vend. an 6, qui parle de la dispense de la formalité du passavant, pour les grains et farines circulant dans les deux lieues limitrophes de la frontière, ne doit recevoir son application qu'au cas où la sortie de ces denrées n'est pas prohibée; — En conséquence, et tant que cette prohibition existe, des grains trouvés dans les cinq kilomètres de la frontière, sont valablement saisis, encore qu'ils ne fussent pas dirigés vers la frontière. (L. L. 20 vent. an 5, art. 2; et 19 vend. an 6, art. 4.) (2)

(Douanes — C. Syrens.)

Le 21 plu. an 8, procès-verbal des préposés des douanes contenant saisie de huit sacs d'avoine, d'un chariot et de trois chevaux appartenant à Jean Syrens, et trouvés en circulation, sans passavant, vers les cinq heures du soir, à la distance d'un demi-quart de lieue de l'Escaut.

19 vent. an 7, jugement du tribunal de police correctionnelle d'Escaut qui fait main levée de la saisie, en se fondant, en fait, sur ce que le chariot saisi faisait route vers l'intérieur, et, en droit, sur ce que l'art. 4 de la loi du 19 vend. an 6, modi-

double droit au triple droit établi par la loi du 9 vend. an 6, pour le défaut d'enregistrement en temps utile des actes sous seing privé contenant transmission de biens immeubles.

(2) F. en ce sens, Cass. 27 vend. et 6 frim. an 9 et les notes.

fiant l'art. 2 de la loi du 26 vent. an 5, avait dispensé de la formalité du passavant les grains circulant dans les deux lieues limitrophes de l'étranger, lorsqu'ils ne feroient pas route vers la frontière.

Sur l'appel, jugement confirmatif du tribunal civil de l'Escaut, du 15 fruct. an 8.

Pourvoi.

9 brum. an 9, jugement du tribunal de cassation, qui casse par les motifs énoncés dans le jugement qui vauvire, et renvoie devant le tribunal de la Dyle.

22 niv. an 9, jugement de ce tribunal conforme à celui du tribunal de l'Escaut.

Nouveau pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 1^{er} et 2 de la loi du 26 vent. an 5; — Vu pareillement l'art. 4 de la loi du 19 vend. an 6; — Attendu que ce dernier article ne déroge à l'art. 2 ci-dessus cité de la loi du 26 vent. an 5, relativement au transport des grains et farines, que lorsque la sortie n'en sera pas prohibée, ce qui résulte et du sens littéral et de l'esprit de cet art. 4, d'après lesquels ces mots *et dans tous les cas, lorsqu'ils ne feront pas route vers la frontière*, sont exclusivement applicables aux bestiaux, poissons, etc., comme les mots précédents, *lorsque la sortie n'en sera pas prohibée*, sont exclusivement applicables aux grains et farines. En effet, l'ensemble de la disposition de l'article prouve que l'intention évidente du législateur a été d'établir deux cas distincts : l'un particulier aux grains et farines, lorsque la sortie n'en sera pas prohibée, et l'autre particulier aux bestiaux, poissons et autres denrées, desquelles le transport, à la différence de celui des grains et farines, sera, dans les temps de prohibition d'exportation, comme dans les temps ordinaires, dispensé des formalités du passavant, lorsque ces denrées ne feront pas route vers la frontière; — Attendu, en second lieu, que la défense d'exporter des grains et farines de toute espèce, maintenue par l'art. 1^{er} de la loi du 26 vent. an 5, n'a été levée par aucune loi postérieure; — Attendu, en troisième lieu, que le tribunal criminel du département de la Dyle est contrevenu aux dispositions des lois précitées, en confirmant par son jugement du 22 nivôse dernier celui rendu le 19 vent. an 8, par le tribunal de police correctionnelle d'Ecloy, qui avait accordé main levée définitive de huit sacs d'avoine, d'un chariot et de trois chevaux appartenant à Jean Syerens, saisis sur lui par les employés de la douane, vers les cinq heures du soir du 31 plovôse de la même année, à la distance d'un demi-quart de lieue de l'Escaut, quoique ledit Syerens n'eût pu représenter de passavant; — Casse le jugement rendu par le tribunal de la Dyle, le 22 nivôse dernier.

Du 25 germ. an 9. — Sect. réunies. — *Prés.*, le cit. Murair. — *Rapp.*, le cit. Rupérou. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

(1) L'art. 527 du Code du 3 brum. an 4, sur lequel s'appuie ce jugement, portait seulement que les plaintes et dénonciations en faux pouvaient toujours être reçues, lorsque les pièces qui en étoient l'objet auroient servi de fondement à des actes judiciaires ou civils : l'art. 451 du Code d'instruction criminelle a répété cette disposition qui nous semble étrangère au point de la difficulté. En thèse générale, le défaut de désignation des auteurs d'un délit n'est pas une raison suffisante pour ne pas diriger une information. Le ministère public n'est pas tenu, sans doute, de poursuivre sur toutes les plaintes et les dénonciations qui lui sont adressées; mais dès qu'il a requis une information, le juge d'instruction est

INSTRUCTION CRIMINELLE. — DIRECTEUR DU JURY. — FAUX.

Est nulle l'ordonnance du directeur du jury, qui décide que la plainte ne peut donner lieu à poursuite en inscription de faux, par cela seul que les auteurs du prétendu faux n'y sont point indiqués. (C. 3 brum. an 4, art. 527.) (1)

(Baillly — Intérêt de la loi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Faisant droit sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement tendant à l'annulation de l'ordonnance rendue par le directeur du jury de Montargis le 22 messid. an 7; — Vu l'art. 527 du Code des délits et des peines; — Et considérant que par son ordonnance le directeur du jury a décidé que la plainte de Baillly, dans l'état où elle se présente, ne peut donner lieu à poursuite en inscription de faux, sur le motif que les auteurs du prétendu faux n'étoient point indiqués; que cette décision est une contravention évidente aux dispositions de l'art. 527, ci-dessus cité; — Casse, etc.

Du 26 germ. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Gênois. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

DÉFENSE. — TÉMOINS. — INTERPELLATION.

L'art. 353 du Code du 3 brum. an 4, qui donnait à l'accusé le droit d'interpeller les témoins, après chaque déposition, ne faisait pas obstacle à ce que cette interpellation eût lieu plus tard; et même après les réquisitions du ministère public. (C. 3 brum. an 4, art. 353.) (2)

(Vandevelde — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 353 et la 3^e disp. de l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Attendu que les conseils de Vandevelde ont demandé, après le discours du commissaire du gouvernement, la faculté d'interpeller les témoins; que cette faculté leur a été refusée, quoiqu'elle ne fût pas interdite par la loi; que l'art. 353 du Code ne parle que du moment où il est plus ordinaire d'avoir besoin de questionner les témoins, mais qu'il ne défend point de le faire après ce premier moment; que l'art. 370 du Code ne règle que l'ordre ordinaire et n'exclut point les interpellations qui peuvent être faites aux témoins; que la nécessité de les questionner peut naître de ce que disent la partie publique, la partie plaignante et l'accusé; que si ces interpellations étoient prohibées, l'obligation imposée aux témoins par l'art. 355 du Code, de demeurer dans l'auditoire jusqu'à ce que les jurés se soient retirés, serait sans objet; — Casse le jugement du tribunal criminel du département de l'Escaut, etc.

Du 26 germ. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Seignette. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

tenu d'instruire, et s'il n'existe pas d'éléments suffisants pour arriver à un résultat utile, la procédure ne peut se terminer que par une ordonnance de non lieu. *

(2) P. Cass. 6 fruct. an 7 et la note. — Ce jugement doit conserver son autorité sous le Code d'instruction criminelle, en ce sens que l'accusé peut toujours adresser une interpellation aux témoins jusqu'à la clôture des débats; et, même après cette clôture, s'il survient quelques faits nouveaux, de nature à exercer quelque influence sur le jugement, le droit d'interpellation pourrait de nouveau être exercé par l'accusé. *

1^{er} TRIBUNAL DE POLICE. — INSTRUCTION SECRÈTE.**2^e FRAIS. — FRAIS FRUSTRATOIRES. — REMBOURSEMENT.**

1^{er} *Le juge de paix commet un excès de pouvoir, lorsqu'il procède à une information secrète, au sujet d'une affaire de simple police.* (C. 3 brum. an 4, art. 72.) (1)

2^o *Les frais frustratoires ne doivent pas être mis à la charge du condamné.* (3)

(Choisy.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ;—Vu l'art. 72 du Code des délits et des peines ;—Considérant que le juge de paix de la commune de Saint-Florentin, au lieu de renvoyer dès le principe devant le tribunal de police simple la connaissance de cette affaire, qui, de sa nature, était de sa compétence, s'est permis, contre le vœu de la loi, de procéder à une information secrète ; qu'en cela il a non-seulement donné lieu à des frais frustratoires, mais encore excédé les bornes de ses pouvoirs ;

Considérant que, par une suite de cet abus, le tribunal de police a condamné les défendeurs, solidairement, au remboursement envers la république de la somme de 57 fr. 60 cent. pour les frais de cette information qui ne pouvaient être à leur charge ;—Casse et annule l'information faite par l'officier de police judiciaire de Saint-Florentin, et cette disposition du jugement du tribunal de Saint-Florentin, du 5 vent. dernier, en ce qui concerne seulement la condamnation au remboursement des frais de l'information, etc.

Du 26 germ. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Chasle.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

INJURES. — RÉPARATION D'HONNEUR.

La disposition par laquelle un tribunal de police ordonne qu'un prévenu d'injures fera réparation au plaignant, est une aggravation

de peine qui n'est point autorisée par la loi. (C. 3 brum. an 4, art. 600.) (3)

(l'Estrade.—C. Guere.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ;—Vu les art. 150 et 600 du Code des délits et des peines ;—Attendu que le tribunal de police simple du canton rural de Moissac, après avoir, par son jugement du 4 brum. dernier, prononcé contre Pierre l'Estrade les peines portées par la loi, l'a encore condamné à déclarer publiquement, audience tenante, que témérairement il a dit au public que le cit. Guere avait vendu ou donné le redoublé ou chaume dont d'agit au procès ; qu'il s'en repent et qu'il reconnaît ledit Guere pour un homme de probité ; que cette disposition forme une aggravation de peine qui n'est point autorisée par la loi, conséquemment qu'il n'était point au pouvoir du tribunal de police de l'infirmer ;—Casse, etc.

Du 27 germ. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Chasle.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

1^{re} QUESTION PR JUDICIELLE. — COMPÉTENCE.**2^e TRIBUNAL DE POLICE. — ASSESSEURS.**

1^o *Le prévenu est devant le tribunal de police pour anticipation sur la voie publique, et qui se prétend propriétaire du terrain sur lequel il a construit, doit être renvoyé devant le tribunal compétent pour connaître de cette exception préjudicielle : et le tribunal de police doit surseoir à faire droit sur la plainte, jusqu'après le jugement de l'exception (4).*

2^o *Sous le Code du 3 brum. an 4, un tribunal de police composé de trois assesseurs, était illégalement constitué.* (C. 3 br. an 4, art. 151.) (5)

(Savard.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ;—Vu l'art. 151 du Code des délits et des peines ;—Attendu que le jugement

(1) L'instruction, en matière de contravention, se fait à l'audience. (C. 3 brum. an 4, art. 172 ; C. inst. crim., art. 145.)

(2) Cette décision, précieuse à recueillir, pourrait encore être invoquée, car elle se fonde sur une raison d'équité. Le remboursement des frais est la réparation du dommage produit par les poursuites : la condamnation porte la preuve que les poursuites étaient fondées, et des lors, il est juste que les frais retombent à la charge de l'accusé, puisqu'ils sont la conséquence immédiate de son action. « Mais de là même, disent les auteurs de la *Théorie du Code pénal*, il résulte que cette responsabilité doit être circonscrite dans d'étroites limites : toutes les dépenses qui cessent d'être la conséquence immédiate et nécessaire du fait poursuivi, qui ne sont pas indispensables à la vérification de ce fait, ne pourraient avec justice être mises à la charge du condamné. C'est ainsi que les frais frustratoires, tels que les assignations de témoins inutiles, les expertises dont la nécessité n'est pas rigoureusement démontrée, ne devraient pas être recouvrés sur l'accusé qui n'a subi, parce que ces frais ne sont pas la conséquence nécessaire du fait qu'il a commis (t. 1^{er}, p. 287). » Le jugement que nous rapportons n'est qu'une application de ces principes. »

(3) *F. nos observations sur ce point, Cass., 19 mess. an 8 ; F. aussi 4 brum. an 7, et infra, 29 germ. an 9.*

(4) *F. conf., 1^{er} frim. an 8 ; 7 brum. an 9 ; 7 pluv. an 10 ; 4 brum. an 14 ; 5 janvier 1809, etc.*—Cette décision présente une exception au principe que le juge criminel est compétent pour connaître de toutes les questions qui se rattachent

au fait de la prévention. Aucun texte de loi n'attribue, toutefois, d'une manière formelle aux tribunaux civils le jugement de cette question préjudicielle ; c'est la jurisprudence qui a établi cette dérogation de la compétence de la juridiction criminelle, en généralisant une règle que la loi n'avait édictée que pour un cas spécial. Cette loi est celle du 29 sept. 1791, tit. 9, art. 12, dont la disposition a été maintenue et développée par l'art. 182 du Code forestier et l'art. 59 de la loi sur la pêche fluviale. Il résulte de ce dernier article que les questions incidentes de propriété qui s'élèvent dans la poursuite des délits forestiers doivent être renvoyées à l'examen des tribunaux civils. Or, ainsi que le remarque M. Mangin (*Traité de l'action publique*, n^o 200), il n'y avait aucune raison pour restreindre cette incompétence au cas unique où il s'agit d'une propriété forestière. On a vu dans l'article précité moins une règle pour un cas particulier, que l'application d'une règle générale préexistante, et la Cour de cassation a posé en principe que, si devant un tribunal de police correctionnelle ou de police, le prévenu propose pour défense une exception de propriété qui soit nécessairement préjudicielle à l'action sur le délit, il y a lieu de surseoir à cette action et de renvoyer la question de propriété devant les tribunaux civils. Toutefois, ce renvoi ne doit être prononcé que lorsque l'exception porte sur un immeuble ; si elle porte sur un effet mobilier, il n'y a lieu ni à surseoir ni à renvoi. *F. Cass.* 11 avril 1817 et 25 juin 1830.

(5) *F. conf., Cass.* 13 brum., 28 frim., 21 germ., 4 flor. an 7 ; 1^{er} frim. an 8 ; 29 vend. an 9 et les nombreux jugemens qui y sont cités.

attaqué a été rendu par trois assesseurs, en l'absence du juge de paix, en quoi il y a excès de pouvoir de la part desdits assesseurs; — Attendu, d'ailleurs, que Savard, cité au tribunal de police, a prétendu n'avoir bâti son escalier que sur ses absences et non sur la voie publique, ce qui engageait une question de propriété préalable qui n'était point de la compétence du tribunal de police, qui aurait dû renvoyer les parties, sur l'exception, devant les juges qui en doivent connaître, et surseoir, jusqu'après le jugement de l'exception préalable, à faire droit sur la plainte de l'agent de la commune; — Casse le jugement du tribunal de police du canton de Vesoul, du 9 frim. Du 27 germ. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Lassudade. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

GARANTIE DES MATIÈRES D'OR ET D'ARGENT. — PROCES — VERRAL, — COMMISSAIRE DE POLICE.

Les commissaires de police ont qualité pour assister les préposés du bureau de garantie dans leurs visites chez les fabricants d'or et d'argent, à la place des officiers municipaux dont l'art. 101 de la loi du 19 brum. an 6 exige la présence, et dont les fonctions, depuis la loi du 28 pluv. an 8, sont exercées par les maires, adjoints et commissaires de police, dans les communes dont la population excède 5,000 habitants. (L. 19 brum. an 6, art. 101; 28 pluv. an 8, art. 12.) (1)

(Godard. — Intérêt de la loi.)

Jugement du tribunal correctionnel d'Angers, qui déclare nulle une saisie faite par les préposés du bureau de garantie chez le sieur Godard, orfèvre, en se fondant sur ce qu'ils avaient été accompagnés dans leur visite par un commissaire de police et non par un officier municipal. — Appel, et jugement confirmatif du tribunal criminel de Maine-et-Loire. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 101 de la loi du 19 brum. an 6; les art. 9, 12 et 13 de la loi du 28 pluv. an 8; — Considérant que la loi du 28 pluv. a prescrit une nouvelle division territoriale et changé la forme des administrations centrales et municipales; qu'elle a remplacé les anciens officiers municipaux dans les communes dont la population excède cinq mille habitants par des maires, adjoints et commissaires de police; qu'en conséquence, le commissaire de police, établi par cette loi dans la commune d'Angers, a pu valablement remplacer l'ancien officier municipal, en accompagnant les préposés du bureau de garantie dans les visites dont il est parlé à l'art. 101 de la loi du 19 brum. an 6, ci-dessus citée; — Considérant qu'il y a eu, conséquemment, dans le jugement rendu par le tribunal criminel du département de Maine-et-Loire du 28 therm. an 8, violation de l'art. 101 de la loi du 19 brum. an 6, et

fausse application des art. 12 et 13 de celle du 28 pluv. aussi ci-dessus cités; — Casse le sursis jugement, rendu au profit de Godard, orfèvre, pour le respect seulement dû à la loi et sans préjudice du droit acquis.

Du 27 germ. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Sieyès. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

FAUSSE MONNAIE. — CADASTRES. — JURY (QUEST. AG)

Dans une accusation de fabrication de fausse monnaie, le jury doit, à peine de nullité, être interrogé sur la question de savoir si les pièces fausses ont cours de monnaie dans le lieu de la fabrication (2).

(Sieyès. — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 373 du Code des délits et des peines; — Attendu que, dans l'espèce, il n'a point été demandé aux jurés si les pièces fausses de la fabrication desquelles le demandeur en cassation a été déclaré convaincu avaient cours de monnaie à Neufchâtel et à Fribourg, ce qui rendait incomplète la position des questions à eux proposées; en quoi le tribunal criminel du département du Rhône est contrevenu audit art. 373 précité du Code, puisqu'il résultait de l'acte d'accusation que lesdites pièces fausses, fabriquées par ledit demandeur, avaient cours de monnaie à Neufchâtel et à Fribourg; — Par ces motifs; — Casse le jugement du tribunal criminel du Rhône, du 17 pluv. dernier.

Du 28 germ. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Cochard. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

CASSATION. — OPPOSITION.

La partie plaignante n'est pas recevable à former opposition au jugement du tribunal de cassation qui casse le jugement d'un tribunal criminel et renvoie la procédure devant d'autres juges (3).

(Hasslaver. — C. Hasslaver.)

Louis et Chrétien Hasslaver avaient été renvoyés des poursuites par un jury d'accusation; la partie plaignante se pourvut en annulation de l'acte d'accusation et de la déclaration du jury. Le tribunal criminel fut saisi de cette demande. — Sous ce rapport, la procédure fut déferée au tribunal de cassation, qui annula le jugement du tribunal criminel par un jugement du 15 messid. an 8 (que nous avons rapporté à sa date), et renvoya la demande formée par la partie plaignante devant le tribunal criminel du Var. — Ce tribunal déclara qu'il n'y avait lieu à suivre sur cette demande. — La partie plaignante a formé alors opposition contre le jugement de cassation et pourvoi contre le jugement du tribunal du Var.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 4, 5, 253 et 255 du Code; — Et attendu qu'aux termes de ces ar-

(1) Bien plus, les Cours de Lyon, le 2 juin 1825, et de Paris, le 6 mai 1829, ont décidé que les commissaires-priseurs avaient qualité pour verbaliser eux-mêmes en cette matière. Mais la Cour de cassation a jugé le contraire le 15 avril 1826.

(2) *F. conf.*, Cass. 19 niv. an 7. — Aux termes de l'art. 132 du Code pénal, l'un des éléments essentiels du crime de contrefaçon des monnaies, est que la monnaie contrefaite ait cours légal en France. Cette circonstance doit donc nécessairement être déclarée pour qu'il puisse y avoir condamnation. Le cours légal n'est, au reste, autre que le cours forcé; il lui que la monnaie contre-

faite fasse partie de la monnaie nationale, ou que, si elle est étrangère, une loi ou une ordonnance du roi l'ait assimilée à cette monnaie. (*F. Chauveau et Faustin Rélie, Théorie du Code pénal*, t. 3, p. 197.) De cette règle, on doit tirer deux conséquences: d'abord, que la contrefaçon d'une monnaie que l'usage aurait adoptée ne serait pas comprise dans les termes de l'art. 132, si cette pièce ne fait pas partie de la monnaie nationale (*Carnot, Comment. du Code pénal*, sur l'art. 132); 2^e que la contrefaçon des pièces démonétisées ne constitue ni crime ni délit. (Cass. 6 fruct. an 11.) *

(3) *F.*, la note sous le jugement du 19 therm. an 8.

ticles, après la déclaration du jury d'accusation qui a acquitté les prévenus, il ne pouvait être fait aucune procédure par le tribunal criminel des Bouches-du-Rhône;—Déclare François Hasslaver non recevable dans son opposition au jugement du tribunal de cassation du 15 messid. an 8, ainsi que dans son pourvoi contre celui du tribunal criminel du Var du 17 fruct. suivant.

Du 28 germ. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Lasauade.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.—*Pl.*, le cit. Champion.

TÉMOINS.—DÉCLARATION.—SERMENT.

Sous le Code du 3 brum. an 1, il était interdit d'entendre à titre de simple déclarans, des individus assignés à comparaître aux débats comme témoins. (C. 3 brum. an 1, art. 350.) (1)

(Renard et Barré—C. Min. pub.)

Le tribunal criminel de l'Oise avait entendu comme simples déclarans deux individus assignés à comparaître aux débats comme témoins. Les accusés se sont pourvus en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu la 6^e disp. de l'art. 456 du Code des délits et des peines, qui permet au tribunal de cassation d'annuler les jugemens des tribunaux criminels lorsqu'il y a eu de leur part, de quelque manière que ce soit, usurpation de pouvoir;—Et attendu que la loi du 3 brum. an 1 ne permet, dans l'instruction de toute procédure criminelle, de faire entendre que les témoins, les dénonciateurs et parties plaignantes dans les cas prévus et suivant le mode qu'elle indique, ainsi que les experts, lorsque la matière en est susceptible; d'où il suit qu'en faisant entendre Nicolas Bouliemais et Elisabeth Hatté, son épouse, comme simples déclarans et non comme témoins, le tribunal criminel du département de l'Oise a créé un nouveau genre d'audition, non autorisé par ladite loi, ce qui caractérise un excès de pouvoir;—Casse, etc.

Du 28 germ. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Cochard.—*Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

INJURES.—OFFICIER PUBLIC.—RÉPARATION D'HONNEUR.

Des faits ou propos relatifs aux éclaircissements ou aux recherches qu'un officier public est obligé de prendre ou de faire, ne peuvent constituer une injure. (C. 3 brum. an 1, art. 605.)

Un tribunal de police ne peut, pour injures verbales, condamner les contrevenans à une réparation publique. (2)

(Corneise).—JUGEMENT

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 163 et la 6^e disp. de l'art. 456 du Code des délits et des peines;—Considérant, 1^o qu'il résulte des faits déclarés constans par le jugement du tribunal de police municipale de Beauvais, du 5 frim. dernier, que les propos tenus par le cit. Corneise, vers la fin de vendémiaire dernier, dans le bureau du receveur des droits d'enregistrement de ladite ville,

ne constituent point une injure; qu'ils n'étaient relatifs qu'aux éclaircissements et aux recherches qu'il était obligé de prendre et de faire en sa qualité de vérificateur des droits du domaine national; d'où il suit que le tribunal de police municipale de Beauvais n'était pas compétent pour connaître d'un semblable fait, qui ne portait point le caractère d'une injure; qu'en conséquence, en qualifiant d'injurieuse une pareille déclaration, il a commis un excès de pouvoir, et a fait une fautive application de la 7^e disp. de l'art. 605 du Code des délits et des peines;

Considérant, 2^o qu'en condamnant ledit Corneise à faire, à l'audience, une réparation d'honneur audit Hamel, il a prononcé une peine d'amende honorable non prévue ni autorisée par le Code pénal, ce qui caractérise un nouvel excès de pouvoir;—Casse le jugement du tribunal de police municipale de Beauvais, en date du 5 frim. an 9.

Du 29 germ. an 9.—Sect. crim.—*Prés.*, le cit. Seignette.—*Rapp.*, le cit. Cochard.—*Concl.*, le cit. Arnaud, subst.—*Pl.*, les cit. Huart-Duparc et Goujon (de la Somme).

EXPLOIT.—IMMATRICULE.—NULLITÉ.—EXCEPTION.

Est nul tout exploit d'assignation postérieur à la loi du 7 niv. an 7, si l'huissier n'a point énoncé le tribunal dans le ressort duquel il exerce ses fonctions, encore qu'il ait fait mention de l'ancienne juridiction où il avait été immatriculé. (L. 7 niv. an 7, art. 2, § 1^{er}.) (3)

La comparution de la partie assignée ne couvre pas la nullité de l'exploit résultant du défaut d'immatricule de l'huissier.

(Monestier—C. Dayde.)

Le 16 vent. an 8, un jugement d'admission avait été rendu à la section des requêtes en faveur de la veuve Dayde.—Elle le fit signifier à Monestier, par exploit du 13 prair. an 8.—Moreau, auteur de cet exploit, s'était dit simplement huissier au résident sénéchal de Béziers, dûment patenté sous le n^o 7, résidant à Béziers.

La cause portée à la section civile, Monestier demanda la nullité de cette signification, attendu que l'huissier n'avait pas énoncé le tribunal dans le ressort duquel il exerçait ses fonctions; par suite, il conclut à ce que le demandeur fût déchu de son pourvoi.

Le cit. Merlin, substitut, a soutenu ce système.—La nullité invoquée par Monestier, a dit ce magistrat, est fondée sur les art. 1 et 2 de la loi du 7 niv. an 7, portant, art. 1^{er}, que le défaut d'énonciation des anciennes immatricules des huissiers... n'entraîne point la nullité; art. 2, que les huissiers... ne sont tenus... qu'à énoncer dans leurs actes le lieu de leur résidence, le tribunal du département dans l'étendue duquel ils exercent leurs fonctions, à leur patente, conformément à la loi du 6 fruct. an 4.—On objectera peut-être que l'exploit ne peut être déclaré nul, parce que la loi n'a pas prononcé la nullité. Mais

(1) *F. conf.*, 17 pluv. an 9 et la note; 8 et 9 vent. an 9.—Le Code du 3 brum. an 4 ne donnait pas le droit d'entendre les déposans qui n'étaient ni dénonciateurs, ni parties plaignantes, ni experts, autrement qu'avec prestation de serment. Le Code d'instruction criminelle permet, au contraire, l'audition, à titre de renseignements; mais cette audition ne peut avoir lieu qu'en vertu du pouvoir discrétionnaire conféré au président des assises.—Ainsi, il a été décidé par de nombreux arrêts, qu'un té-

moins à l'audition duquel l'accusé s'est opposé, peut être entendu, après qu'on a fait droit à cette réclamation, à titre de renseignements et sans prestation de serment, d'après l'ordre du président. *F. Cass.* 25 sept. 1824 et 16 sept. 1830.

(2) *F.* dans le même sens, *Cass.* 19 mess. an 8, et 27 germ. an 9.

(3) *F. conf.*, *Cass.* 7 vent. an 7 et la note. *F.* aussi, *infra*, 23 flor. an 9.

si l'on confère le premier article de cette loi avec le second, on se convaincra que le défaut d'énunciation des formalités prescrites par celui-ci, entraîne la même peine que le défaut d'observation des formes prescrites par celui-là faisait encourir autrefois. — Et d'ailleurs, la loi du 6 fruct. an 4, à laquelle celle de nivôse an 7 renvoie, attache la peine de nullité au défaut d'énunciation de la patente. La loi de niv. an 7 met sur la même ligne la formalité de l'énunciation du tribunal dans le ressort duquel l'huissier exerce ses fonctions; le défaut d'observation de l'une ou de l'autre de ces formalités doit donc indistinctement entraîner la nullité.

Examinant ensuite la question de savoir si la nullité de l'exploit était couverte par la comparution de la partie assignée, le substitut a dit : L'affirmative ne serait pas douteuse, si la partie avait d'abord directement défendu au fond; mais ici la nullité est demandée avant tout. — Il est vrai que les auteurs ont soutenu que la nullité était couverte par le seul fait de la comparution. La raison sur laquelle ils se fondent, est qu'il devient contradictoire de comparaitre en conséquence d'une assignation, et de prétendre qu'on n'a pas été valablement assigné. Telle est, entre autres, la doctrine de Voet sur le digeste de *in jus vocando*, n° 4. Il établit d'abord que les actes et jugemens qui interviennent par suite d'une assignation irrégulière, doivent être considérés comme non avenus; il ajoute : *Nisi tamen, si qui non legitime vocatus est, atque ita vocationem poterat contemnere ac abesse sese sponte stiterit; eo enim ipso roborari atque Armari citationem invalidam, adeo ut ne illegitima quidem citationis exceptionem opponere possit, qui sese stetit; in praxi receptum est.* — C'est aussi la doctrine de Mynsinger, cent. 2, observ. 18, et ce qu'a jugé un arrêt du parlement de Toulouse, dn mois d'avril 1782.

Mais Jousse, sur l'ordonnance de 1667, embrasse l'opinion contraire. La nullité d'un exploit d'ajournement, dit-il, est souvent un des moyens les plus utiles que le défendeur puisse alléguer, non-seulement sur l'appel ou sur l'opposition, dans le cas où il aurait été condamné par défaut, mais même en comparaisant d'abord sur l'assignation... quelquefois même il a grand intérêt d'alléguer cette nullité, comme dans le cas de la prescription.

Sans doute, si la partie assignée se plaignait de l'irrégularité de l'exploit, en ce sens qu'elle n'a point été mise à même de se défendre, la comparution seule détruirait cette assertion, et couvrirait par conséquent l'irrégularité; mais quand le vice de l'acte entraîne après lui des prescriptions, des déchéances comme dans l'espèce, il résulte alors, en faveur de la partie, un droit qu'elle a intérêt de faire valoir, et que sa comparution ne peut lui enlever.

C'est ce que l'esprit de l'ordonn. de 1667 fait suffisamment sentir par l'art. 5 de son titre 5, qui veut que les nullités d'exploit soient proposées *in limine litis*; pour les opposer, il faut bien que la partie comparaisse; et, si elle comparet, comment peut-on prétendre qu'elles sont couvertes par la comparution? Il y aurait contradiction dans la loi; ce serait tout à la fois offrir une chose, et ne pas vouloir qu'on l'obtienne : il y a donc nullité de la signification de l'arrêt d'admission et de

chéance de la demande en cassation. (V. ces conclusions, *Quest. de droit, v° Assignation*, § 5.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le jugement d'admission du 16 vent. an 8 a été signifié au défendeur, le 13 prair. suivant, par Boniface Moreau, se disant huissier au ci-devant sénécchal de Béziers, sans avoir énoncé dans son exploit le tribunal dans l'étendue duquel il exerce ses fonctions, comme le lui prescrivait l'art. 3 de la loi du 7 niv. an 7; — Attendu que l'omission de cette formalité annule l'exploit, selon l'art. 2 de la loi dn 4 germ. an 3; — Par ces motifs, déclare nul l'exploit de signification du 13 prair. an 8, et par suite la demande déchuée de son pourvoi.

Du 1^{er} flor. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liberei. — Rapp., le cit. D'Outrepoint. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., les cit. Marthe et Ardenne.

PROROGATION DE JURIDICTION. — JUGEMENT PRÉPARATOIRE OU INTERLOCUTOIRE.

Lorsque les parties consentent à être jugées en dernier ressort par un tribunal, cette renonciation à la faculté d'appeler, embrasse tout à la fois les jugemens préparatoires ou interlocutoires et le jugement définitif qui pourront intervenir sur la contestation (1).

(Auran—G. Bon.)

Le 19 niv. an 5, jugement du tribunal civil du département du Var, rendu en premier et dernier ressort, du consentement formel des parties, qui condamne Bon à délaisser à Auran, dans les trois jours, différentes pièces de terre mentionnées dans un acte sous seing privé du 6 prair. an 4, à la charge par Auran de lui en payer la valeur, proportionnellement au prix total de l'acquisition par lui précédemment faite d'un domaine national dont elles faisaient partie. — Cette valeur proportionnelle devait être fixée à dire d'experts convenus ou nommés d'office, qui auraient pouvoir d'estimer, diviser, limiter et liquider, et du tout dresseraient rapport aux formes ordinaires.

Auran s'étant mis en possession, Bon le fit citer devant le tribunal du Var, à fin de nomination d'experts qui procéderaient à l'évaluation ordonnée, et qui seraient chargés de vérifier en même temps si Auran ne s'était pas emparé de quelques portions de terrain au-delà de ce qui lui avait été accordé.

29 germ. an 6, jugement contradictoire, sans mention du premier ou dernier ressort, qui nomme des experts pour procéder conformément aux réquisitions de Bon, et 19 frim. an 7, autre jugement contradictoire qui nomme un tiers expert pour départager les deux premiers. — En conséquence, rapport qui constate que Auran s'est effectivement mis en possession de trois parties de terre non comprises dans son titre.

Auran a attaqué ce rapport, par ce qu'on appelait dans la ci-devant Provence, la voie de cassation, et subsidiairement, par ce qu'on appelait dans la même contrée, la voie du recours en droit.

Mais par jugement en dernier ressort, dn 13 fruct. an 7, le tribunal du Var a débouté Auran de ses demandes, lui a ordonné de se pourvoir en recours simple (c'est-à-dire en nomination de nouveaux experts), si bon lui semblait, dans les dix jours; sinon, et ce temps passé, sans qu'il

(1) V. conf., Merlin, *Quest. de droit*, v° *Acquisition*, et v° *Appel*, § 7; Favard de Langlade, v° *Appel*, sect. 1^{re}, § 1^{er}. — V. au surplus, sur la prorogation de juridiction, les cas dans lesquels elle

peut avoir lieu, sa forme et ses effets, nos observations sur le jugement du 3 frim. an 7 (aff. *Delimingham*).

soit besoin d'autre jugement, a adjugé à Bon ses conclusions avec dépens.

POURVOI en cassation de la part d'Auran, fondé sur ce que l'arbitrage du 19 niv. an 5 n'avait pu être étendu à celui du 13 fruct. an 7; d'où il résultait que ce dernier jugement n'avait pu être rendu en dernier ressort.

On lui répondait que les deux instances n'en faisaient réellement qu'une; que le jugement du 19 niv. an 5 n'était pas définitif, puisqu'il avait ordonné une expertise; que le résultat de cette expertise devait être apprécié par les juges; qu'ainsi le consentement a été jugé en dernier ressort portait nécessairement sur le jugement attaqué.

Le cit. Merlin, substitut du commissaire du gouvernement, a conçu au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, qu'il ne s'agissait que de l'exécution du premier jugement rendu en dernier ressort, du consentement des parties, et qui avait ordonné la division et délimitation des trois parties de terre dont la propriété et possession avaient été adjugées au demandeur; que les juges n'avaient consommé leur office qu'après l'homologation du rapport d'experts qu'ils avaient ordonné; qu'ainsi les juges n'ont pu excéder leur pouvoir en statuant en dernier ressort sur l'affaire même que les parties avaient consenti de leur soumettre comme à juges souverains;—Rejette, etc.

Du 1^{er} flor. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. L. boret.—Rapp., le cit. Rousseau.—Concl., le cit. Merlin, subst.

CASSATION.—ARRÊT D'ADMISSION.—SIGNIFICATION.

L'arrêt d'admission d'une requête en cassation ne peut être valablement signifié au domicile élu pour l'exécution du jugement dénoncé. — Cette signification doit être faite à personne ou domicile réel. (L. 2 brum. an 4, art. 16.) (1)

(Pasteels—C. Kessel.)

Le sieur Kessel, en contestation devant le tribunal civil de l'Escaut, avec les sieurs Pasteels et consorts, avait obtenu contre eux un jugement, qu'il leur fit signifier le 4 vend. an 7.—Il était dit, dans l'exploit de signification, qu'à l'effet des présentes, Kessel faisait élection de domicile chez le cit. Barthélemy, homme de loi, demeurant à Bruxelles.—Les sieurs Pasteels et consorts se poursuivirent en cassation contre ce jugement, et leur pourvoi fut admis le 2 prair. an 7. Le 29 messid., suivant, le jugement d'admission fut signifié, non pas à la personne ou au domicile du sieur Kessel, mais au domicile par lui élu dans l'exploit de signification du 4 vend. an 7.—Le sieur Kessel ne s'est point présenté à la section civile, de sorte qu'il s'est agi préalablement de statuer sur la va-

lidité de la signification du jugement d'admission pour savoir s'il devait être donné défaut contre lui.

Le cit. Merlin, portant la parole dans cette affaire, comme substitut du commissaire du gouvernement, a pensé que la signification n'était pas régulière.—L'élection de domicile, a-t-il dit en substance, doit être considérée comme une procuration donnée à celui qui habite le domicile élu, pour recevoir les significations qui y seront faites.—Ainsi les significations faites au domicile élu sont valables toutes les fois qu'elles ont pour objet la chose même qu'a eu en vue celui qui a fait l'élection de domicile, parce qu'alors la personne qui les reçoit ne peut être censée les recevoir, qu'en vertu de la procuration dont elle était investie à cet effet.—Mais, par le raisonnement contraire, toute signification faite au domicile élu est nulle, si la chose qu'elle a pour objet n'est pas entrée dans les vues de celui qui a fait l'élection de domicile, parce que, dans cette hypothèse, la personne qui reçoit la signification n'a ni procuration, ni qualité pour la recevoir.—Or, il est évident, dans l'espèce, que le sieur Kessel, en faisant dans l'exploit de signification du 4 vend. an 7, élection de domicile pour l'effet des présentes, n'a eu en vue que les actes relatifs à cette signification, qui en seraient la suite nécessaire, et non point une procédure en cassation, à laquelle le sieur Kessel ne devait pas naturellement penser; d'où il suit que la signification du jugement a été faite à une personne qui n'avait aucun pouvoir pour la recevoir.

En vain les cit. Pasteels et consorts objecteraient-ils que le cit. Kessel n'a pas indiqué, dans son exploit de commandement, son véritable domicile, et que dès lors il ne pouvait le connaître. Il est si peu vrai que le domicile réel du cit. Kessel fut inconnu aux demandeurs, que dans leur requête en cassation ils l'indiquaient eux-mêmes; ils disaient qu'il demeurait à *Bruxelles, rue de Namur, tel quartier, tel numéro.*—Mais, en supposant même que le domicile du défendeur ne fût pas connu, l'art. 9 du tit. 2 de l'ordonn. de 1667, qui, depuis lui, an 5, fait loi à Bruxelles, leur indiquait la marche qu'ils devaient suivre. Il fallait l'assigner à cri public.—Par ces considérations, le cit. Merlin a conclu ce que les demandeurs fussent déclarés déchu de leur recours en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 16 de la loi du 2 brum. an 4, relative à l'organisation du tribunal de cassation;—Et attendu que, dans l'espèce, le mémoire des demandeurs et le jugement d'admission qui leur permettait de citer le défendeur, ne lui ont été signifiés ni à personne ni à domicile, mais seulement au domicile par lui élu chez le cit. Barthélemy, homme de loi, à Bruxelles, lors de la signification par lui faite aux demandeurs, et pour

(1) *V. conf.*, Cass. 28 oct. 1811. — Il en est de même lorsqu'il s'agit d'un changement de qualité. Ainsi, l'arrêt d'admission obtenu contre une partie décédée depuis, doit être signifié à la personne et au domicile de l'héritier: Cass. 14 niv. an 11; 12 therm. an 12; 2 fév. 1813; 1^{er} déc. 1829; celui obtenu contre une femme qui s'est mariée postérieurement doit l'être au mari: Cass. 5 mai 1834 (Volume 1834); celui obtenu contre un tuteur doit être signifié au mineur devenu majeur: Cass. 27 mai 1834 (Volume 1834). — Il a cependant été décidé par nombre d'arrêts que lorsque le défendeur à la cassation n'a pas fait connaître son nouveau domicile, la signification du jugement d'admission peut lui être valablement faite au domicile indiqué

dans la signification de l'arrêt dénoncé: *V. Cass.* 16 mess. an 11; 5 mai 1834 (Volume 1834); 30 mars 1836 (Volume 1836); 3 mai 1837 (Volume 1837).

— Dans l'espèce du jugement que nous rapportons, le domicile du défendeur à la cassation n'avait pas, il est vrai, été notifié au demandeur; mais il est à remarquer que ce domicile était bien connu de ce dernier, et qu'il était même indiqué dans la signification du jugement d'admission; comme aussi dans les jugements analogues rendus en matière de changement de qualité, il était constaté que ce changement remontait à une époque assez éloignée pour que le demandeur eût pu en avoir connaissance.— Ces différences de fait peuvent expliquer l'apparente contradiction de la jurisprudence ci-dessus rappelée.

l'exécution du jugement attaqué; ce qui ne constitue point le véritable domicile exigé par la loi pour la validité d'une pareille signification; — D'où il suit que le défendeur n'a point été cité régulièrement à comparaître devant le tribunal, et qu'il ne peut y avoir lieu par conséquent à le déclarer défaillant, ni à statuer sur la demande en cassation formée contre lui; — Déclare nulle la signification faite par les demandeurs du jugement d'admission de la section des requêtes, du 24 messid. an 7, au domicile élu par le défendeur chez le cit. Barbélemy, homme de loi à Bruxelles, et la citation y jointe; — Déclare en conséquence les demandeurs déchus de leur pourvoi.

Du 2 flor. an 9. — Ser. civ. — Prés., le cit. Li-borel. — Rapp., le cit. Pajon. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., le cit. Beccy-Beaupré.

1^o DERNIER RESSORT. — AMENUE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

2^o JUGEMENT. — PUBLICITÉ.

3^o COMMUNE. — RESPONSABILITÉ. — PROCÈS-VERBAL.

1^o Dans le cas d'un délit commis à force ouverte sur le territoire d'une commune, il faut, pour déterminer si le jugement intervenu est en dernier ressort, cumuler les dommages-intérêts et l'amende. (L. 10-24 août 1790, tit. 4, art. 5.)

2^o Est nul le jugement énonçant qu'il a été arrêté en la chambre du conseil, sans constater qu'il a été ensuite prononcé publiquement. (L. 10-24 août 1790, tit. 2, art. 11.) (1)

3^o Il n'y a lieu à procéder sommairement et extraordinairement dans les formes prescrites par les art. 2 et 4, tit. 3 de la loi du 10 vend. an 4, que dans le cas où l'administration municipale a constaté sur-le-champ et sans délai, les attroupements dont il est résulté des excès. Hors ce cas, les délits ne peuvent être constatés et jugés qu'en la forme ordinaire (2).

(Commune de Pernes — C. Traverse.)

Le cit. Traverse s'était plaint d'avoir été maltraité en flor. et therm. an 4, sur le territoire de la commune de Pernes, par un attroupement armé dont faisaient partie des habitants de cette commune. — Un procès-verbal, dressé par l'administration municipale, à l'époque même des rassemblements, ne lui ayant pas paru favorable à ses prétentions, il se fit délivrer, près de deux ans après l'événement, par l'adjoint municipal qui était en fonctions au moment du délit, un certificat constatant qu'il y avait eu aux époques ci-dessus indiquées, des rassemblements dirigés contre le cit. Traverse, et par suite desquels il avait été obligé d'abandonner sa maison de commerce, en qui lui avait causé un préjudice notable.

Les juges du tribunal civil du département de Vaucluse, sur le vu de ce certificat, qu'ils qualifièrent de procès-verbal, et sur la réquisition d'office du commissaire du gouvernement, condamnèrent la commune, par jugement rendu en la chambre du conseil, et qualifié en dernier ressort, à 700 liv. de dommages-intérêts envers Traverse, et à une amende de pareille somme, par application de la loi du 10 vend. an 4.

POURVOI en cassation: 1^o pour contravention à l'art. 5, tit. 4 de la loi du 10-24 août 1790, en ce que les juges avaient prononcé en dernier ressort, bien que les deux condamnations réunies s'élevassent à plus de 1,000 liv.; 2^o pour contravention à l'art. 14, tit. 2 de la même loi, en ce que le jugement n'avait pas été rendu en audience pu-

blique; 3^o pour fausse application de l'art. 2, tit. 3 de la loi du 10 vend. an 4, en ce que les juges avaient pris pour base de leur décision un procès-verbal qui n'avait pas été dressé dans les vingt-quatre heures, ainsi que le prescrit cet article, et qui, dès lors, n'avait pas le caractère probatif que la loi accorde au procès-verbal rédigé dans ce délai.

Le cit. Merlin, subst. du commissaire du gouvernement, a pensé, sur le premier moyen, que le tribunal ne pouvait statuer qu'en premier ressort. — Pour le démontrer, il a commencé par établir qu'il ne s'agissait pas dans l'espèce de deux peines dont l'une fût l'accessoire de l'autre, mais bien de deux condamnations distinctes et principales, ayant chacune une cause différente. L'une, en effet, consistait dans les dommages-intérêts dus par la commune au sieur Traverse, pour réparation des excès commis contre lui par un rassemblement, sur le territoire de cette commune; l'autre avait pour objet l'amende due par la même commune à l'Etat, à raison de la participation des habitants ayant pris à ces rassemblements. (Loi du 10 vend. an 4, tit. 4, art. 1^{er} et 2.)

Et cela est si vrai, ajoutait le substitut du commissaire, que si le tribunal de Vaucluse eût simplement jugé que le citoyen Traverse avait été maltraité par un rassemblement formé dans la commune de Pernes; s'il n'eût pas jugé que les habitants de Pernes faisaient partie du rassemblement, il eût bien pu condamner la commune à des dommages-intérêts envers le cit. Traverse, mais il n'eût pu la condamner en même temps à l'amende.

Après avoir signalé le défaut de publicité du jugement, comme une violation formelle de la loi des 10-24 août 1790, le cit. Merlin s'est attaché à démontrer que le tribunal de Vaucluse avait, en outre, faussement appliqué l'art. 2 du tit. 3 de la loi du 10 vend. an 4, en suivant dans l'espèce, la procédure sommaire dont parle cet article. — En effet, a-t-il dit, la loi du 10 vend. an 4 suppose le délit constaté par un procès-verbal dressé dans les vingt-quatre heures au plus tard du moment où il a été commis; elle le suppose tellement qu'elle fait de ce procès-verbal la base de l'action qu'elle charge le commissaire du gouvernement d'intenter d'office contre la commune dans le territoire de laquelle le rassemblement s'est porté à des excès. — Or, dans l'espèce, il n'existe point de procès-verbal; car on ne peut pas regarder comme tel l'acte qui a été dressé par l'agent municipal de Pernes le 13 vent. an 6, deux ans après le prétendu délit dont il est question. Cet acte, en effet, ne peut être considéré que comme un simple certificat; et non-seulement la loi du 10 vend. an 4 ne permet pas de remplacer par une attestation de cette espèce le procès-verbal qu'elle exige, mais même, en thèse générale, un certificat ne peut pas faire foi en justice.

Nous ne prétendons pas mettre en principe qu'à défaut de procès-verbal dressé dans les vingt-quatre heures, c'est-à-dire dans le terme fixé par la loi, la partie maltraitée par un attroupement soit sans action contre la commune dans le territoire pe laquelle ont été commis les excès dont elle a à se plaindre. Nous ne prétendons pas que la loi ait l'intention de la priver dans ce cas de toute espèce d'action. Mais certainement l'action extraordinaire que la loi a introduite pour faire prononcer des dommages-intérêts et une amende, ne peut avoir lieu qu'en cas d'existence et de production d'un procès-verbal dressé en bonne forme et dans le terme légal. — Qu'à défaut de ce procès-

(1) V. conf., Cass. 11 niv. an 7 et la note.

(2) V. conf., Cass. 2 fruct. an 8 et la note.

verbal, la partie lésée poursuite elle-même la commune, qu'elle la fasse citer, qu'elle fasse entendre des témoins, qu'elle produise toutes les preuves qu'il lui sera possible d'acquiescer, à la bonne heure (1); mais, du moins, le ministère public ne pourra agir pour elle qu'un procès-verbal à la main; mais, du moins, ce ne sera qu'à l'aide d'un procès-verbal, que la commune pourra être condamnée sans être entendue, sans même être citée.

Ici point de procès-verbal, par conséquent, pas d'inventaire à l'action extraordinaire du ministère public; point de matière à condamner la commune de Pernes sans la citer, sans l'entendre. — Il y a donc dans le jugement attaqué fausse application de la loi du 10 vend. an 4, ou même temps qu'il y a violation de la loi des 16-24 août 1790.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 5, tit. 4 de la loi du 16 août 1790; l'art. 14, tit. 2 de la même loi; — Et attendu que les juges du tribunal du département de Vaucluse ont prononcé en dernier ressort une condamnation de 1,500 fr. contre la commune; que cette condamnation, divisée en deux sommes de chacune 750 fr., quoique portée au profit des deux parties différentes, savoir le cit. Traverse, d'une part, et la république de l'autre, n'en forme pas moins une valeur principale à la charge de la commune; d'où il suit qu'il y a contravention à la loi du 16 août 1790, ci-dessus citée;

Attendu, d'un autre côté, que le jugement est énoncé fait en la chambre du conseil; quo rien ne constate qu'il ait été ensuite rendu et prononcé publiquement; ce qui forme une autre contravention à l'art. 14, tit. 2 de la même loi.

Vu encore l'art. 2, tit. 5 de la loi du 10 vend. an 4, portant ce qui suit : « Lorsque un délit de la nature de ceux exprimés aux articles précédents aura été commis sur une commune, les officiers municipaux ou l'agent municipal seront tenu de le faire constater sommairement, dans les vingt-quatre heures, et d'en adresser procès-verbal, sous trois jours au plus tard, au commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal civil du département. » — Et attendu que le tribunal civil du département de Vaucluse a admis comme pièce probante un écrit ou certificat particulier de l'adjoint de la commune, auquel la loi ne donne point le caractère probatif qu'elle imprime à l'acte exigé par l'art. 2 ci-dessus cité; 2^o qu'il n'y a pas eu réellement de procès-verbal; qu'un pareil acte ne peut être suppléé par une simple attestation; que son essence est d'établir un fait par le rapport des dires, comparutions et le détail de toutes les circonstances principales qui peuvent servir à le constater; que c'est pour les saisir avec plus d'exactitude que les lois en général, et en particulier celle du 10 vend. an 4, ont voulu que les procès-verbaux fussent dressés dans un temps très voisin des délits; que c'est le caractère de flagrant délit ainsi constaté qui, seul, autorise la forme de procédure et de jugements extraordinaires introduits par ces lois; — Que, dans l'espèce, les juges ont décliné sur la représentation d'un certificat délivré près de deux ans après les premiers prétendus rassemblements, et plus de dix-huit mois après les derniers délits dont se plaignait le défendeur; qu'ainsi ils ont violé la loi du 10 vend., en statuant, par jugement extraordinaire autorisé par cette loi, dans un cas où il n'y avait aucun procès-verbal dressé des divers prétendus délits, et où l'acte même par lequel on voulait le suppléer était ré-

digé long-temps après le délai qu'elle a fixé; — Casse, etc.

Un 2 flor. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Lihoret. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., le cit. Pérignon.

COMMUNE. — DETTE. — COMPÉTENCE.

C'est à l'autorité administrative, et non aux tribunaux ordinaires qu'il appartient de connaître d'une demande en paiement d'une dette communale. (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13.) (2)

(Int. de la loi. — Albert et Grandeserre.)

Royer, charpentier, avait fait citer devant la justice de paix de Vandœuvre, les cit. Albert et Grandeserre, l'un maire, l'autre adjoint de la commune de Tramont-Émy, auxquels il réclamait une somme de 39 fr. à lui due suivant arrangement verbal, pour réparations faites à la fontaine publique de la commune.

L'adjoint reconnaissait qu'il y avait eu, en effet un arrangement avec Royer, et il ajoutait que le maire avait reçu de trois habitants de la commune une somme de 38 fr. 75 cent., pour le paiement de ces travaux. — Le maire répondait que s'il avait reçu de l'argent, c'était avant l'arrangement fait avec Royer, et qu'il en avait fait l'emploi pour d'autres dépenses de la commune.

Sur ces deux respectifs, jugement du 13 vend. an 9 qui condamnait le maire personnellement au paiement des 39 fr., sauf à lui à produire les comptes de ce qui pouvait lui être dû par la commune.

Le ministère public s'est pourvu contre ce jugement, dans l'intérêt de la loi, pour contravention à l'art. 13, tit. 2 de la loi des 16-24 août 1790.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 13, tit. 2 de la loi du 24 août 1790; — Considérant que le juge de paix du canton de Vandœuvre a cité devant lui le maire de la commune de Tramont-Émy, à l'occasion d'une demande formée par Royer, charpentier, en paiement des réparations faites à la fontaine publique de ladite commune; — Que, sur cette citation, la justice de paix dudit canton s'est condamnée personnellement le maire de ladite commune à payer audit Royer la somme de 39 fr. pour cet objet; — Considérant que c'était la dette communale, pour le paiement de laquelle ledit Royer aurait dû se pourvoir pardevant l'autorité administrative; — Qu'en effet, les corps municipaux sont spécialement chargés, par la loi du 5 déc. 1790, de régler et d'acquiescer les dépenses qui doivent être payées des deniers communs; — Que dans le cas où Royer aurait éprouvé quelque résistance injuste de la part des magistrats de la commune, il aurait pu se pourvoir pardevant les autorités administratives supérieures, pour se faire rendre justice; — Que, conséquemment, la justice de paix du canton de Vandœuvre a excédé ses pouvoirs en s'immisçant dans la connaissance d'une affaire purement administrative; — Casse, etc.

Du 2 flor. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Lihoret. — Rapp., le cit. Vergès. — Concl., le cit. Merlin, subst.

DERNIER RESSORT. — BIENS NATIONAUX.

Les affaires relatives aux domaines nationaux et aux revenus qui en dépendent, et plus géné-

(1) F. à l'appui de cette doctrine le jugement du 24 prim. an 8 (aff. Lebrin).

(2) F. 14 vent. an 9 et la note.

ralement, toutes les actions du domaine, autres que celles qui ont pour objet la perception d'un impôt indirect, sont soumises aux règles ordinaires pour le dernier ressort, à la différence des affaires relatives aux contributions indirectes. (L. 16-24 août 1790, tit. 4, art. 5.) (1)

(Régie des Domaines—C. Dawans.)

La régie des domaines avait formé contre la V^e Dawans, une demande en paiement de fermages de biens nationaux qu'elle tenait à bail de la ci-devant abbaye du Val de Saint-Lambert. — La V^e Dawans prétendit s'être valablement libérée par anticipation, entre les mains des religieux de l'abbaye, avant que la république ne fût en possession des biens affermés.

Sur ces contestations, jugement du tribunal civil du département de l'Ourthe, qui renvoie la V^e Dawans des fins de la demande formée contre elle.

Les juges se fondant sur ce que les fermages des biens nationaux étaient perçus par les employés de la régie des contributions indirectes, avaient cru pouvoir, comme en matière d'impôts indirects, statuer en premier et dernier ressort, bien que la demande excédât 1000 fr.

Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu la loi du 1^{er} mai 1790, qui, dans toute affaire civile, veut qu'il n'y ait que deux degrés de juridiction; — Vu l'art. 5, tit. 4 de la loi du 24 août 1790; — Considérant qu'en jugeant en premier et en dernier ressort une demande formée pour une somme excédant 1,000 fr., le tribunal civil du département de l'Ourthe a excédé ses pouvoirs et violé les lois sur les deux degrés de juridiction et sur les limites de la compétence des tribunaux; que si ce tribunal a cru pouvoir assimiler les demandes en paiement des fermages dus à la nation à celles des contributions indirectes, comme poursuivies par les mêmes agents, il a fait une fausse application des lois, qui n'ont admis l'exception aux règles générales qu'en faveur des régies chargées d'accélérer la perception des contributions indirectes; — Considérant que le vice d'incompétence et d'excès de pouvoir dont le jugement attaqué est frappé dispense de prononcer sur la violation des lois des 12 fruct. et 5 frim. an 6; — Casse le jugement rendu par le tribunal civil du département de l'Ourthe le 28 vent. an 8.

Du 3 flor. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Doutrepoint. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst.

DOMAINES NATIONAUX. — COMPENSATION. — FERMAGES.

Sous l'empire de la loi du 9 fruct. an 5, un fermier de biens nationaux n'a pu être admis à compenser la prix de son fermage avec des indemnités qu'il prétendait lui être dues par l'Etat, surtout si ces indemnités n'étaient pas encore liquidées. (L. 2 therm. an 3, art. 10 et 11; 3 brum., 13 frim., 15 germ. an 4; 9 fruct. an 5, art. 5.) (2)

(1) *F. conf.*, Cass. 12 mess. an 8; 2 germ., 13 mess. an 9; 13 prair., an 10; 22 niv., 20 flor. an 11; 16 juin 1807; 23 mars 1808.

(2) Les lois ci-dessus citées avaient en effet prescrit rigoureusement un mode de libération particulier pour les fermages de biens nationaux, et ce mode était exclusif de la compensation. Mais les principes généraux semblaient suffire pour la re-

(Régie des Domaines—C. Casés.)

Casés, fermier d'un moulin national, avait refusé de payer le prix du fermage qu'il prétendait compenser avec des indemnités qu'il réclamait du gouvernement, mais qui n'étaient pas encore liquidées.

Le 27 germ. an 3, jugement du tribunal civil de l'Aveyron, qui admet cette compensation.

Pourvoi en cassation de la part de la régie des domaines.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 10 et 11 de la loi du 2 therm. an 3, qui portent que « les fermiers des biens ruraux et moulins à grains à prix d'argent doivent payer la moitié de ce prix en grains et en valeur représentative, et l'autre moitié en assignats valeur nominale; » — Vu aussi l'art. 5 de la loi du 9 fruct. an 5, portant : « — Les fermages des biens nationaux stipulés à prix d'argent, dont le prix pour l'an 3 n'aurait pas été acquitté suivant les lois des 2 therm. an 3, 3 brum., 13 frim. et 15 germ. an 4, seront, quelles que soient la quotité des paiements faits et la forme des quittances délivrées, réglés de nouveau dans les proportions fixées par lesdites lois et sauf l'imputation des sommes ou autres valeurs reçues; » — Attendu que le tribunal du département de l'Aveyron est contrevenu aux lois précitées en admettant en faveur de Casés de prétendues indemnités et compensations qui ne sont pas autorisées par les lois, et qui, dans tous les cas, n'auraient pu être admises qu'autant qu'elles auraient été préalablement réglées par les corps administratifs; — Casse, etc.

Du 3 flor. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Bazire. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst.

CASSATION. — ARRÊT D'ADMISSION. — SIGNIFICATION.

Du 3 flor. an 9 (aff. Kassel). — *F.* ce jugement à la date du 2 floréal.

1^o JUGEMENT. — FIN DE NON-RECEVOIR. — ANNULATION.

2^o ACQUIESCEMENT. — DÉFENSES AU FOND.

3^o MOTIFS. — JUGEMENT.

1^o L'annulation ou cassation du jugement qui a rejeté une fin de non-recevoir, entraîne l'annulation du jugement rendu ensuite sur le fond (3).

2^o Ce n'est pas acquiescer au jugement qui rejette une fin de non-recevoir, et ordonne de plaider au fond, que de l'exécuter en fournissant des défenses, si ces défenses même prouvent l'intention d'y résister.

3^o Est nul le jugement qui n'est pas motivé. (L. 16-24 août 1790, tit. 5, art. 15; Constit. du 5 fruct. an 3, art. 208.)

(Baur—C. Gougneheim.)

Gougneheim et Isaac avaient interjeté appel d'un jugement du 23 germ. an 3, rendu au profit de Baur. — Celui-ci leur opposa une fin de non-recevoir tirée de l'expiration du délai fixé par la loi.

pousser, dans l'espèce, puisque l'une des créances n'était pas liquide. Or, de tout temps, il a été admis que la compensation ne s'établit qu'entre dettes liquides. *F. L. ult.*, § 1, *Cod. de compensat.*; Pothier, *Obligat.*, n^o 628; C. civ., art. 1291.

(3) Application de la même règle a été faite par plusieurs arrêts de cassation.

Le 25 frim. an 7, un jugement non motivé rejeta cette fin de non-recevoir et ordonna de plaider au fond. — Le 29 du même mois un second jugement, statuant sur le fond, condamna Baur au paiement de différentes sommes.

POURVOI en cassation, 1^o contre le jugement du 25 frim., fondé sur ce qu'il n'était pas motivé, 2^o contre le jugement du 29. Ce second pourvoi était fondé sur ce que le jugement du 25 étant nul, il s'ensuivait qu'il n'avait pas été statué sur la fin de non-recevoir, ce qui entraînait la nullité du jugement du 29 rendu sur le fond.

Les frères Gougneheim opposèrent plusieurs fins de non-recevoir, dont l'une notamment était tirée de ce que Baur avait exécuté le jugement du 25 frim., en plaçant au fond.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—En ce qui concerne le jugement du 25 frim. an 7:—Attendu que Baur non-seulement n'a point acquiescé formellement à ce jugement, mais que sa conduite présente au contraire la résistance la plus formelle à son exécution, puisqu'à l'audience du 29 du même mois, il a repris les mêmes conclusions que celles sur lesquelles il était intervenu; —Rejette les fins de non recevoir opposées par les frères Gougneheim;

Et vu l'art. 15, tit. 5 de la loi du 21 août 1790, qui porte: « La rédaction des jugemens, tant sur l'appel qu'en première instance, contiendra... les motifs qui auront déterminé le jugement; »—Vu pareillement l'art. 208 de la constitution de l'an 3, qui porte: « Ils sont motivés (les jugemens); »—Casse le jugement rendu par le tribunal civil du département de la Meurthe, le 25 frim. an 7, comme contraire aux lois ci-dessus citées, notamment en ce qu'il ne contient aucun motif;—Casse par suite le jugement rendu par le même tribunal le 29 frim. même année, et tout ce qui a suivi ledit jugement.

Du 4 flor. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liborel.—Rapp., le cit. Coiffinhal.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., les cit. Chabroud et Lavaux.

APPEL CORRECTIONNEL.—REQUÊTE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, la déclaration d'appel formée dans les délais par le commissaire du gouvernement, était valide, encore bien que ce commissaire n'eût pas fourni ses moyens par une requête séparée déposée au greffe. (C. 3 brum. an 4, art. 194 et 195.) (1)

(Min. pub.—C. Masurle.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu la première disposition,

de l'art. 156 du Code des délits et des peines;—Et attendu que la déclaration d'appel du commissaire du gouvernement près le tribunal de police correctionnelle de Nîmes a été faite dans le délai voulu par loi; que cette déclaration contient en même temps les moyens de ce commissaire; qu'à lors le vœu des art. 194 et 195 du Code des délits et des peines a été rempli, quoique ce commissaire n'ait pas fourni ses moyens séparément; qu'ainsi il y a eu fausse application de la loi dans le jugement du tribunal criminel du département du Gard, du 28 plu. dernier;—Casse, etc.

Du 7 flor. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Dutocq.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JURY.—SERMENT.—REMPLACEMENT.—NOTIFICATION.

Les jurés ne peuvent être dispensés de prêter le serment exigé par la loi, sous le prétexte qu'ils l'ont déjà prêté le même jour à l'occasion d'une autre affaire. (C. 3 brum. an 4, art. 236.) (2)

Sous le Code du 3 brum. an 4, les noms des jurés appelés en remplacement devaient, à peine de nullité, être notifiés à l'accusé lorsqu'il s'était écoulé entre ce remplacement et l'ouverture des débats un intervalle suffisant pour faire cette notification. (C. 3 brum. an 4, art. 504 et 505.) (3)

(Maillard—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 236, 504 et 505 du Code des délits et des peines;—Considérant, 1^o qu'il résulte du procès-verbal du 26 niv. an 9, que les jurés furent dispensés de faire la promesse prescrite par l'art. 236, sous le prétexte qu'ils avaient déjà fait cette promesse le même jour, à l'occasion d'une autre affaire; qu'une telle procédure est évidemment contraire à la disposition de l'art. 236, dont le but a été de donner à chaque accusé une garantie de la loyauté et de l'exactitude avec lesquelles les jurés doivent remplir leurs fonctions; qu'ainsi la promesse faite par les jurés avant de délibérer sur un premier acte d'accusation, ne peut pas être appliquée à un autre acte d'accusation, quoique l'esprit de l'un et de l'autre ait lieu le même jour, parce que les accusés compris dans chacun des actes d'accusation ont droit d'exiger, pour eux spécialement, la garantie qui leur est promise par la loi; d'où il suit que la déclaration du jury qui n'a pas été immédiatement précédée de la promesse exigée par l'art. 236, et lorsque la promesse n'a

(1) F. conf., 14 prair. an 7 et la note. — Nous ajouterons à nos premières observations que, dans l'art. 204 du Code d'instruction criminelle, du même que dans l'art. 194 du Code de brumaire, il est impossible de voir une déchéance de l'appel pour le cas où le dépôt de la requête n'aurait pas été effectué. Il faut admettre, et les termes de la loi l'autorisent, que cette formalité est purement facultative. La loi, en effet, a prévu le cas où cette requête serait déposée: elle en règle la forme, et elle a surtout voulu prévenir les retards que le dépôt pourrait apporter dans le jugement de l'appel; mais son intention n'a point été de faire de cette requête une condition essentielle de l'appel, car la disposition qui la prescrit n'est point impérative, et l'on y cherche vainement la sanction de la nullité. Telle est l'opinion qui a été généralement adoptée par la jurisprudence. MM. Bourguignon et Lebravend l'ont érigée en règle de droit. (Manuel d'inst. crim. sur l'art. 204; Législ. crim., t. 2, p. 352.) *

(2) Cette règle résulte du texte même de la formule de serment prescrit par l'art. 312 du Code d'inst. crim.

(3) F. conf., Cass. 23 flor. an 7 et la note; 1^{er} et 28 therm., 5 fruct. an 7; 2 vend. an 8 et les jugemens qui sont indiqués dans la note; 16 frim., 23 plu., 15 mess. an 8; 6 niv. an 9 et les notes. — Il faut, néanmoins, remarquer que, dans l'espèce, le jugement constate avec soin qu'il s'était écoulé deux jours entre le remplacement et l'ouverture des débats, temps bien suffisant, porte le jugement, pour faire cette notification; d'où l'on pourrait induire la pensée d'établir une exception à la règle de la notification, lorsque l'ouverture des débats a suivi immédiatement ou à peu d'intervalle le remplacement des jurés. Nous avons rappelé, dans nos précédentes notes sur les jugemens cités, que cette exception est aujourd'hui formellement consacrée par la jurisprudence de la Cour de cassation. *

pas été faite sur l'acte même d'accusation de l'examen duquel il s'agit, cette déclaration est nécessairement nulle, comme étant le résultat des opérations d'un jury illégal;

Considérant, 2^o qu'il résulte du procès-verbal du 20 vent., que quelques-uns des jurés et adjoints ont été remplacés, et que ce remplacement n'a point été notifié aux accusés, quoiqu'il y eût entre ce remplacement et l'ouverture des débats un intervalle de temps bien suffisant pour faire cette notification, puisque le remplacement a été fait le matin du 18 vent., et que les débats n'ont été ouverts que le 20 du même mois; qu'ainsi c'est bien volontairement qu'au mépris des art. 504 et 505, on a enlevé aux accusés la faculté de proposer leurs récusations en leur laissant ignorer jusqu'après l'ouverture des débats les noms des jurés qui devaient prononcer sur l'accusation. — Casse, etc.

Du 7 flor. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le clt. Gévelois. — Concl., le clt. Lecoutour, subst.

1^o TRIBUNAL DE POLICE. — COMPÉTENCE. 2^o AMENDE. — APPLICATION.

1^o Le tribunal de police est incompétent pour prononcer sur un fait qui rend son auteur passible d'une amende de 100 francs. (C. 3 brum. an 4, art. 601 et 605.)

2^o Le tribunal de police commet un excès de pouvoir en appliquant aux pauvres la moitié de l'amende qu'il prononce. (L. 22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 22.) (1)

(Voté par la loi. — Broca.)

Broca avait été condamné par le tribunal de police du Lectoure à 100 francs d'amende, pour vente à faux poids; et le tribunal avait appliqué moitié de cette amende aux pauvres. — Pourvoi dans l'intérêt de la loi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 22, tit. 1^{er} de

(1) Le principe général est que le juge ne peut donner aux amendes une destination spéciale, sans y être formellement autorisé par la loi. Les amendes pour délits communs sont prononcées *au profit de l'Etat* (art. 53, C. pén.); les amendes pour contraventions de police sont prononcées *au profit des communes* (art. 466, C. pén.); dans les matières spéciales, quelques amendes ont une destination particulière; ainsi, l'amende portée par l'art. 35 de la loi du 19 vent. an 11, pour l'exercice illégitime de la médecine, est prononcée *au profit des hospices*. Au surplus, l'art. 6 de l'ordonnance du 30 déc. 1823 a réglé l'emploi des amendes.*

(2) Il paraîtrait qu'il le tribunal de police avait assimilé le vol de nuit dont il s'agissait dans l'espèce, au vol de récoltes prévu par l'art. 35, tit. 2 du Code de 1791, qui le punissait, outre l'amende, d'une détention qui pouvait aller jusqu'à trois mois: peine évidemment correctionnelle, qui, dans tous les cas, excédait la compétence du tribunal de police (C. 3 brum. an 4, art. 601). — Aujourd'hui, d'après l'art. 388 du Code pénal, le vol de récoltes ou autres productions utiles de la terre, déjà détachées du sol, est puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans et d'une amende de 16 fr. à 200 fr.: l'amende peut être portée à 500 fr. et l'emprisonnement doit être d'un à cinq ans, lorsque le vol a été commis soit la nuit, soit par plusieurs personnes, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge. — Il a même été décidé que ce vol est punissable de la peine de la réclusion prononcée par l'art. 386, s'il a eu lieu avec les circonstances réunies de nuit et de deux ou plusieurs personnes, et que l'art. 388 n'est applicable qu'au cas scul-

la loi du 22 juill. 1791, 601 et 606 de la loi du 3 brum. an 4; — Considérant, 1^o que la compétence des tribunaux de police est limitée aux condamnations qui ne s'élèvent pas, quant aux peines à prononcer, au-dessus de la valeur de trois journées de travail ou de trois jours d'emprisonnement; que lorsque les peines encourues pour le délit poursuivi excèdent, elles doivent être prononcées par les tribunaux correctionnels; que, dans l'espèce, s'agissant de la répression d'un délit qui exposait l'auteur à l'amende de 100 fr., le tribunal de police de la commune de Lectoure était incompétent pour en connaître;

Que l'art. 22, tit. 1^{er} de la loi du 22 juill. 1791 précité, dont l'application a été faite, ni aucune autre loi, n'autorisaient le tribunal de police de Lectoure à ordonner que la moitié de l'amende serait au profit des pauvres du département de Lot-et-Garonne; — Casse, tant pour incompétence que pour excès de pouvoir, le jugement rendu, le 19 niv. dernier, par le tribunal de police de la commune de Lectoure, département de Lot-et-Garonne.

Du 7 flor. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le clt. Liger-Verdigny. — Concl., le clt. Lecoutour, subst.

1^o VOL. — RÉCOLTES. — COMPÉTENCE.

2^o TRIBUNAL DE POLICE. — ASSESSEURS.

1^o C'est au tribunal correctionnel, et non au tribunal de simple police, qu'il appartient de connaître d'un vol de grains commis la nuit dans la campagne. (Cod. rural, 28 sept.-6 oct. 1791, tit. 2, art. 6 et 35; C. 3 brum. an 4, art. 601.) (2)

2^o Le juge de paix appelé à statuer comme juge de police, ne peut prononcer seul et sans le concours des deux assesseurs, dont la présence est nécessaire pour composer le tribunal. (C. 3 brum. an 4, art. 151.) (3)

ment où le vol n'a été commis qu'avec un seul des circonstances qu'il mentionne: Cass. 12 avril 1833 (Volume 1833). — Mais lorsque les récoltes volées ne sont pas encore détachées du sol, l'emprisonnement est toujours circonscrit entre quinze jours et deux ans, et l'amende entre 16 et 200 fr., quelle que soit d'ailleurs la circonstance qui ait accompagné le vol. — Les juges peuvent, dans tous les cas ci-dessus, prononcer contre les coupables, indépendamment de la peine principale, l'interdiction des droits mentionnés en l'art. 42, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, et les mettre sous la surveillance de la haute police pendant le même nombre d'années (C. pén., art. 388). — La peine n'est même que d'une amende de 6 à 10 fr., sans emprisonnement, à moins de récidive, lorsque le vol de récoltes non encore détachées du sol, a lieu sans aucune des circonstances mentionnées en l'art. 388. (Même Code, art. 475, n^o 15.)

(3) Cela ne pouvait faire difficulté en présence de l'art. 151 du Code du 3 brum., portant que le tribunal de police est composé du juge de paix et de deux assesseurs. Ces expressions de la loi ont même fait penser au tribunal de cassation qu'un jugement de simple police était nul, bien que rendu, et le juge de paix et ses deux assesseurs, s'il était dit que ces derniers avaient assisté le juge de paix (V. Cass. 26 niv. an 7); à la différence de ce qui avait lieu en matière civile, où le juge de paix décidait les affaires de sa compétence assisté de ses deux assesseurs. — Mais en aucun cas, ce juge ne pouvait soit en matière civile, soit en matière criminelle, prononcer seul et sans le concours de deux assesseurs.

(Min. pub.—C. Malley).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 6 et 35 de la loi du 28 sept. 1791, sur la police rurale; les art. 151, 601 et la 6^e dispos. de l'art. 456 du Code du 3 brum. an 4;—Considérant 1^o que le délit en question prévu par l'art. 35 de la loi du 28 sept. 1791 sur la police rurale, entraînait une amende au-dessus de trois journées de travail et un emprisonnement au-dessus de trois jours; que, dès lors, suivant les art. 6 de ladite loi et 601 du Code des délits et des peines, la connaissance et la poursuite en appartenaient au tribunal correctionnel; que le juge de paix de Fleury, département du Pas-de-Calais, en retenant, comme juge de police, ce qui appartient aux tribunaux correctionnels, est contrevenu aux règles de compétence établies par la loi, ce qui, d'après la 6^e disposition de l'art. 456 ci-dessus cité, doit entraîner la cassation;

Considérant 2^o que, dans le cas où le tribunal de police eût été compétent pour juger le délit en question, c'était, suivant les dispositions de l'art. 151 ci-dessus cité, au tribunal et non au juge de paix seul qu'il appartenait de prononcer; que, dans l'espèce, le juge de paix du canton de Fleury a pris sur lui de juger seul et sans le concours de deux assesseurs qui composent avec lui le tribunal de l'affaire en question; que de là il résulte une usurpation de pouvoir qui, d'après la 6^e disposition de l'art. 456, entraîne la cassation;—Faisant droit sur la réquisition du commissaire du gouvernement, et sans préjudice de l'exécution;—Casse, etc.

Du 7 flor. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Vallée.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TÉMOINS.—PARENTÉ.—REPROCHES.

Le tribunal criminel commet une fausse application de la loi civile, en admettant contre des témoins produits contre l'accusé, des reproches fondés sur leur parenté au degré de cousins ou d'issus de cousins germains. (C. 3 brum. an 4, art. 358 et 594.) (1)

(Intérêt de la loi).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 594 du Code des délits et des peines;—Et attendu que, par son jugement du 12 vent., le tribunal criminel s'est fondé sur la disposition de l'ord. de 1667 pour admettre les reproches de parenté proposés contre quelques-uns des témoins produits contre l'accusé, et qu'en jugeant ainsi, le tribunal a d'abord fait une fausse application de la loi en prenant pour règle de la décision en matière correctionnelle les dispositions d'une ordonnance qui ne concerne que les matières civiles; qu'en suite le tribunal a commis une contravention à l'art. 594 du Code en subordonnant l'instruction de sa procédure à d'autres règles qu'à celles qui sont prescrites par les deux premiers livres du Code des délits et des peines;—Par ces considérations, et sans préjudice de l'exécution du juge-

(1) Les reproches dont les témoins peuvent être l'objet en matière criminelle sont strictement renfermés dans les cas définis par la loi: on ne peut les étendre au-delà, soit en invoquant les règles de la loi civile, soit en prétendant que la loi criminelle serait à cet égard, comme la loi civile, purement énonciative. *P. Cass.* 5 prair. an 13; 11 juin 1807; 11 avril 1811.

(2) *P. conf.*, Cass. 1^{er} germ. an 9.

(3) Il a aussi été jugé que la notification faite le trente-et-unième jour, était valable: *P.* 28 fruct. an 12.—Sous le Code du 3 brum. an 4, le commissaire du pouvoir exécutif avait dix jours, et l'accusé

ment du 12 vent. entre les parties;—Casse, etc. Du 8 flor. an 9. — Sect. crim.—Rapp., le cit. Géevois.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

DOUANES.—SAISIE.—CONFISCATION.

La confiscation des marchandises prohibées à l'entrée doit être prononcée, lors même que les procès-verbaux de saisie ont été déclarés nuls. (L. 6-22 août 1791, tit. 10, art. 23.) (2)

(Douanes.—C. Duchesne et Labbé).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL reçoit l'intervention de Duchesne et Labbé; et vu l'art. 23, tit. 10 décr. du 22 août 1791; Attendu que, d'après les dispositions de cet article, la confiscation des marchandises prohibées à l'entrée n'en doit pas moins avoir lieu, quoique les procès-verbaux de saisie aient été déclarés nuls, et que par conséquent le tribunal criminel de Seine-et-Oise devait ordonner la vérification des marchandises en question, à l'effet d'en constater l'origine et de savoir si elles étaient réellement dans le cas de l'application de l'article précité; qu'il pouvait d'autant moins se dispenser d'ordonner cette vérification que la régie des douanes l'avait formellement requise, tant devant ce dernier tribunal que devant les tribunaux correctionnel et criminel de Paris;—Casse le jugement du tribunal criminel du département de Seine-et-Oise, du 6 pluv. dernier, etc.

Du 9 flor. an 9. — Sect. crim. — Rapp. le cit. Rupérou.—Concl. le cit. Arnaud, subst.—Pl. les cit. Becquet et Beupré.

1^o APPEL CORRECTIONNEL.—DÉLAI.

2^o MANDAT D'ARRÊT OU D'AMENER.—EXÉCUTION.

3^o VOL.—FAUX.—CONNEXITÉ.—PLAINTÉ.

1^o Sous le Code du 3 brum. an 4, l'appel du ministère public contre un jugement d'un tribunal correctionnel rendu le 11 niv., était frappé de déchéance, s'il n'avait été notifié aux parties que le 13 pluv. (C. 3 brum. an 4, art. 197.) (3)

2^o L'inobservation des dispositions des art. 73 et 74 du Code du 3 brum. an 4, sur l'exécution des mandats d'amener et d'arrêter, dans les cas où le prévenu est trouvé hors de l'arrondissement du juge de paix qui l'a décerné, ne peut être opposée que par le prévenu: le ministère public n'est point admissible à s'en prévaloir.

3^o L'énonciation faite par le plaignant dans une plainte en vol de papier, que le prévenu aurait altéré les papiers soustraits, au point de s'en faire des titres de créance, ne constitue point une plainte en faux et ne présente point un délit connexe de nature à motiver un acte d'accusation, lorsque cette énonciation n'a point été suivie de dénonciation formelle, ni de demande d'instruire à ce sujet. (C. 3 brum. an 4, art. 233 et 234.) (4)

teur public un mois, pour interjeter appel.—Sous le Code d'inst. crim., le même délai, également limité à dix jours à l'égard du procureur du roi du tribunal qui a rendu le jugement, s'étend jusqu'à deux mois en faveur du procureur du roi du tribunal d'appel ou du procureur général; toutefois, si le jugement est notifié par le prévenu au ministère public près le tribunal d'appel, le délai est restreint à un mois qui court du jour de cette notification. (Cod. inst. crim., art. 203 et 205.)

(4) Tout ce qui résulte de cette décision, c'est que, dans l'espèce, le tribunal ne se trouvait pas saisi d'une plainte en faux, et par conséquent, dans l'état

(Champion—C. Marthoud.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 197 du Code des délits et des peines;—Considérant que le jugement rendu par le tribunal de police correctionnelle de l'arrondissement de Châlons, entre Champion et Marthoud, est du 11 niv., et que l'appel qui en a été émis par le commissaire du gouvernement (1) n'a été notifié aux parties en cause que le 13 pluv. suivant, et ainsi après et hors le délai fixé par la loi; que dès lors cet appel était dans le cas de la déchéance, et qu'elle eût dû être prononcée, aux termes de l'art. 195;

Considérant que le mandat d'amener contre Marthoud a été suivi d'un mandat d'arrêt légalement notifié; qu'ainsi, les art. 77, 78 et 81 de l'acte constitutionnel avaient reçu leur exécution légale; que les art. 73 et 74 du Code ne sont point prescrits à peine de nullité; que leurs dispositions sont purement facultatives pour le prévenu, et ne peuvent fournir au ministère public des moyens d'office; qu'en annulant des actes pour défaut d'observation de formalités non prescrites à peine de nullité, le tribunal criminel a excédé ses pouvoirs, en dépassant la limite posée par l'art. 202; qu'ainsi cet excès de pouvoir doit être réprimé d'après la 6^e disposition de l'art. 456, qui veut que le tribunal de cassation annule les jugements des tribunaux criminels, lorsqu'il y a eu, de quelque manière que ce soit, usurpation de pouvoirs;

Considérant encore que le tribunal criminel a fait, dans l'espèce, une fautive application des art. 233 et 234, les deux plaintes de Champion ne portant que sur le vol d'un portefeuille dans une auberge, dont la loi du 25 frim. an 8 attribuit la connaissance au tribunal de police correctionnelle; que si le plaignant y a énoncé que l'auteur non désigné de la soustraction des papiers, les avait dénatés et altérés au point de s'en faire des titres de créances, cette énonciation purement narrative ne présentait aucune dénonciation en faux, ni la demande d'aucune recherche actuelle à cet égard, puisque même il n'était produit aucune pièce qui y eût rapport; qu'ainsi rien n'établissait des délits connexes, et l'ordonnance du directeur du jury de Châlons était conforme au titre d'accusation et au vu de la loi;—Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département de Saône-et-Loire le 3 vent. dernier.

Dn 9 flor. an 9.—Sect. crim.—Rapp. le cit. Schwendi.—Concl. le cit. Lecoutour, subst.

DOUANES.—SAISIE.—REVENDEICATION.

Sous l'empire de la loi du 4 germ. an 2, comme sous la loi des 6-22 août 1791, les effets saisis sur un navire pouvaient être retenus pour sûreté des condamnations prononcées contre le capitaine, nonobstant la revendication exercée par les prétendus propriétaires. (L. 6-22 août 1791, tit. 2, art. 4 et 21, et tit. 13, art. 20; L. 4 germ. an 2, tit. 2, art. 2.) (2)

(Douanes—C. Timmerman.)

Le 29 vent. an 7, les préposés des douanes saisirent 2,421 livres de café dans le port du Philippe, département de l'Escaut, sur le navire le

des faits, ne pouvait se déclarer incompétent. Cette décision devrait servir encore de règle dans le cas où le plaignant porterait directement son action devant le tribunal correctionnel et mentionnerait dans sa plainte des faits plus graves que celui qu'il dénoncerait, sauf au ministère public à requérir d'informer sur ces faits. *

Vofuert, capitaine Volsaert. — La saisie était motivée sur ce que ces marchandises n'avaient point été portées sur le manifeste, et qu'on avait cherché par là à les soustraire aux droits d'entrée.

Traduit devant le juge de paix du canton d'Assel, le capitaine Volsaert fut condamné, d'après la loi du 4 germ. an 2 (art. 2, tit. 2), à une somme égale à la valeur des objets saisis, et à une amende de 1,000 livres.

Mais les sieurs Timmerman et Vanlaër se présentent, et réclament les objets saisis qu'ils prétendent être leur propriété.

La régie conteste cette revendication, et soutient que, d'après la loi du 22 août 1791, elle avait le droit de retenir ces objets pour sûreté des condamnations prononcées contre le capitaine Volsaert.

13 flor. an 7, jugement qui ordonne la restitution des cafés, et condamne la régie à une indemnité d'un pour cent par mois de leur valeur.

Sur l'appel, jugement confirmatif du 6 mess. an 7, attendu que l'art. 2 du tit. 2 de la loi du 4 germ. an 2, fait peser uniquement sur le capitaine les peines qu'il lui inflige, et que cet article déroge à la loi du 22 août 1791, qui permettait de retenir les bâtimens et marchandises pour sûreté des condamnations prononcées contre le capitaine, à raison des omissions de son manifeste.

POURVOI en cassation de la part de la régie, pour contravention aux art. 4 et 21 du tit. 2, et à l'art. 20 du tit. 13 de la loi du 22 août 1791.—Elle soutient que l'art. 2 du tit. 2 de la loi du 4 germ. an 2, en rendant le capitaine personnellement passible d'une amende, dans le cas de différence entre les marchandises et le manifeste, n'avait pas, à la vérité, rappelé cette disposition de la loi de 1791, qui permettait de retenir les objets saisis, pour sûreté des condamnations prononcées contre le capitaine, mais qu'il ne s'ensuivait pas qu'elle fût abrogée; qu'à la vérité, les lois postérieures dérogent aux lois antérieures; mais que ce principe n'a lieu qu'autant qu'elles sont en contrariété; que, dans l'espèce, la loi du 4 germ. an 2, en gardant le silence sur la faculté de retenir les objets omis dans le manifeste, ne contraire nullement la disposition de la loi du 22 août 1791, qui établit cette faculté; que c'était le cas d'appliquer la loi 28, ff. de leg., d'après laquelle les dispositions des lois antérieures non contraires aux lois postérieures, sont censées se retrouver dans celles-ci, et doivent y être sous-entendues. *Posterioribus leges ad priores pertinent, nisi contrariæ sint.*

La régie a ajouté que l'interprétation donnée par les premiers juges à la disposition de l'art. 2 de la loi du 4 germinal, qui faisait peser personnellement sur le capitaine les peines qu'il lui infligeait, était fautive; que cette loi avait voulu seulement priver le capitaine de tout recours contre le propriétaire des marchandises saisies, et non pas empêcher que ces objets pussent être retenus pour sûreté des condamnations prononcées contre lui, capitaine; d'où la régie a conclu à la cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 4 du tit. 2 de la loi du 22 août 1791, ainsi conçu : « Les capitaines ou maîtres de vaisseaux qui aborderont dans un port de mer, avec destination pour un autre port

(1) Sans doute il faut lire l'accusateur public; cela résulte de l'art. 197 du Code de brum. que vise le jugement.—F. sur la constitution du ministère public d'alors, la note qui accompagne le jugement du 26 prair. an 9 (aff. Jallud).

(2) F. les conclusions de Merlin dans cette affaire, *Quest. de droit*, v^o *Douanes*, § 5.

du royaume, se rendront à bord avec le manifeste ou état général de leur chargement; ils devront encore, dans les vingt-quatre heures de leur arrivée, faire, au bureau de la régie, une déclaration sommaire contenant le nombre des caisses, balles, ballots, et tonneaux de leur chargement, etc., à peine de 500 fr. d'amende, pour sûreté de laquelle les bâtimens et marchandises seront retenus; — L'art. 21 de même titre, portant: « Si la déclaration se trouve fautive dans la qualité ou l'espèce des marchandises, et si le droit auquel on se soustrait par cette fautive déclaration s'élève à 12 livres et au-dessus, les marchandises fautivelement déclarées seront confisquées, et celui qui aura fait la fautive déclaration sera condamné à une amende de 100 livres; si le droit est au-dessous de 12 livres, il n'y aura pas lieu à la confiscation, mais seulement à la condamnation en ladite amende de 100 livres; pour sûreté de laquelle la marchandise sera retenue »; — L'art. 20 du tit. 13 de la même loi, qui s'exprime ainsi: « Les propriétaires des marchandises seront responsables civilement du fait de leurs facteurs, agents, serviteurs et domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens »; — Vu aussi l'art. 2 du tit. 2 de la loi du 4 germ. an 2, qui s'exprime en ces termes: « Si le manifeste n'est pas exhibé, si quelques marchandises n'y sont pas comprises, ou s'il y a quelque différence entre les marchandises et le manifeste, le capitaine sera personnellement condamné à une somme égale à la valeur des marchandises omises ou différentes, et à une amende de 1,000 liv. » — Et l'art. 30 du tit. 7 de la même loi du 4 germ. an 2, qui porte que toutes les lois contraires aux dispositions du présent décret sont révoquées; — Attendu que les art. 4 et 21 du tit. 2, l'art. 20 du tit. 13 de la loi du 22 août 1791, ne contiennent rien de contraire à l'art. 2 du tit. 2 de la loi du 4 germ. an 2, ni à aucune autre disposition de cette dernière loi; que par conséquent, les dispositions de la loi du 22 août 1791, qui autorisent les préposés des douanes à retenir les effets saisis pour sûreté des condamnations portées contre les maîtres de navires ne sont nullement abrogées par la loi du 4 germ. an 2, et que le jugement du 6 mess. an 7 a contrevenu aux dispositions ci-dessus citées de la loi du 22 août 1791, en ordonnant la restitution des marchandises saisies à ceux qui les ont réclamées; — Casse, etc.

Du 11 flor. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Odot. — Concl., le cit. Merlin, subst.

ENREGISTREMENT. — EFFET RÉTROACTIF. — VENTE.

Un acte de vente sous seing-privé passé sous l'empire de la loi des 5-19 déc. 1790, mais présenté à l'enregistrement postérieurement à celle du 14 therm. an 4, a-t-il été passible du droit fixé par l'art. 3 de cette loi; ni l'art. 73 de la loi du 22 frim. an 7, ni l'art. 30 de celle du 9 vend. an 6, n'ont-ils pour effet d'abroger la loi de thermidor an 4, et de ne soumettre les actes passés sous la loi de 1790, qu'aux droits fixés par cette loi. (1)

(Enregistrement—C. Ricœur.)

Ricœur était en contestation avec la régie sur les droits d'enregistrement d'un acte de vente sous seing-privé, du 26 niv. an 3.

Un jugement du tribunal civil du département des Hautes-Pyrénées avait décidé en faveur de Ricœur, que les droits devaient être liquidés sur le pied de 2 p. 70, d'après la loi du 19 déc. 1790, sous l'empire de laquelle l'acte avait été passé.

POURVOI en cassation de la part de la régie, pour fautive application de cette loi, et violation de l'art. 3 de celle du 14 therm. an 4, et de l'art. 73 de celle du 22 frim. an 7.

Le jugement attaqué, disait-elle, est fondé sur l'art. 73 de la loi du 22 frim. an 7, et sur l'art. 30 de celle du 9 vend. an 6. — Cet art. 73 dit bien que les droits d'enregistrement ouverts antérieurement à la publication de la loi dont il fait partie, seront liquidés d'après les lois antérieures à sa publication; mais il ne dit pas qu'ils le seront d'après les lois en vigueur lors de leur ouverture.

— Or, parmi les lois antérieures à celle de frim. an 7, se trouve la loi du 14 therm. an 4; cette loi fixe le taux des droits d'enregistrement dus pour les contrats de vente, *quella que soit la date de ces contrats*; elle embrasse donc par ces dernières expressions non seulement les actes postérieurs au 14 therm. an 4, mais encore tous ceux antérieurs à cette époque; elle seule devait donc servir de base pour fixer les droits d'enregistrement de l'acte de l'an 3.

À l'égard de l'art. 30 de la loi du 9 vend. an 6, on doit observer qu'il contient des dispositions distinctes. — La première soumet au triple droit les actes sous seing-privé qui seront passés à l'avenir, s'ils ne sont enregistrés dans les trois mois de leur date. — La seconde maintient les dispositions de la loi du 19 déc. 1790, pour tous les actes passés antérieurement à la loi du 9 vend. an 6; c'est-à-dire que les actes sous seing-privé, passés avant le 9 vendémiaire an 6, mais depuis le premier janvier 1791, seront soumis au double droit. Cependant, pour engager les individus qui s'en trouvent porteurs à les faire enregistrer promptement, la loi exempte de la peine du double droit, et n'assujettit qu'à un droit simple, les actes de cette espèce qui seront présentés à l'enregistrement, dans les trois mois de sa publication; mais il suit de là que tous ceux qui seront présentés après cette époque, seront passibles du double droit. — Tel est le véritable sens de la loi du 9 vend. an 6, qui, pour la liquidité du droit, s'en réfère à la loi du 14 therm. an 4, d'après laquelle le double droit doit être calculé sur le pied de 4 pour cent. — En conséquence la régie conclut à la cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 3 de la loi du 14 therm. an 4; l'art. 30 de la loi du 9 vend. an 6 et l'art. 73 de la loi du 22 frim. an 7; — Attendu que, si l'acte de vente sous seing-privé, du 26 niv. an 3, n'a d'abord été soumis qu'au droit de 2 p. 70, par l'art. 1^{er} de la 6^e sect. de la 1^{re} classe du tarif annexé à la loi des 5-19 déc. 1790, il a été frappé du droit de 4 p. 70, par l'art. 3 de la loi du 14 therm. an 4, puisqu'à l'époque de la publication de cette dernière loi, cet acte n'était point encore enregistré; — Que bien loin que l'art. 73 de la loi du 22 frim. an 7 ait dérogé à cette disposition, il l'a, au contraire, confirmée, en statuant que les lois précédentes seraient exécutées, à l'égard des actes faits avant sa publication; — Qu'il est également visible que l'art. 30 de la loi du 9 vend. an 6 n'examine pas si les actes sous seing-

(1) P. dans le même sens, 22 plur. an 9, et les conclusions de Merlin dans ces deux affaires, *Quest. de droit, v^o Acte sous seing-privé*, § 2. — Sur la question générale de savoir quelle loi doit

être appliquée pour déterminer le droit à percevoir, P. Championnière et Rigaud, tom. 1^{er}, pag. 41. — P. aussi la note sous le jugement du 28 vent. an 9 (aff. Raymond).

privé-translatifs de propriété d'immeubles, seront soumis au droit de 2 ou 4 p. ¹⁰; mais qu'il détermine seulement les cas où ils seront soumis au simple, au double ou au triple droit pour défaut d'enregistrement; — De sorte que le jugement du tribunal civil du département des Hautes-Pyrénées a violé l'art. 3 de la loi du 14 therm. an 4, et l'art. 73 de celle du 22 frim. an 7, et fait une fautive application de l'art. 30 de celle du 9 vend. an 6; — Casse, etc.

Du 11 flor. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Doutrepoint. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., le cit. Huert-Duparc.

DOUANES. — AFFICHE. — AFFIRMATION. — CONFISCATION.

En matière de douanes, de ce que le procès-verbal de saisie doit être affiché dans le jour, et ne s'ensuit pas qu'il soit nul pour n'avoir été affiché qu'après le coucher du soleil (L. 9 flor. an 7, tit. 4, art. 6.)

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la partie saisie soit présente ou appelée à l'affirmation du procès-verbal. (L. 9 flor. an 7, tit. 4, art. 10.) (1)

Malgré l'abrogation du tit. 10 de la loi des 6-22 août 1791, par l'art. 18 du tit. 4 de celle du 9 flor. an 7, la disposition de l'art. 23 du titre abrogé qui prescrit la confiscation des marchandises, dans le cas même de nullité de la saisie, se trouve conservée par sa reproduction dans l'art. 15 du tit. 4 de la loi du 9 floréal (2).

(Douanes.)

Le 11 fruct. an 7, les préposés aux douanes saisirent quarante-neuf balles de chiffons, dans la maison d'un individu située sur le bord de la mer.

Le tribunal de paix du canton d'Axel annula le procès-verbal, sur le motif qu'il n'avait été affiché qu'après le coucher du soleil, à huit heures du soir, en contravention à l'art. 6 du tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7, qui veut que l'affiche ait lieu dans le jour de la clôture du rapport. — Mais comme il était reconnu que les balles avaient été saisies dans la maison du défendeur, et qu'il se trouvait dans le cas de l'art. 3 de la loi du 3 avr. 1792, qui prohibe tout entrepôt, toute circulation de drilles ou chiffons dans le myriamètre et demi des frontières de terre ou de mer, le tribunal de paix, conformément à la loi du 45 août 1793, prononça la confiscation des marchandises.

Le défendeur a interjeté appel de ce jugement; et le 18 brum. an 8, le tribunal civil de l'Escout a ordonné la restitution, à son profit, des quarante-neuf balles de chiffons; — Attendu, porte le jugement, que le défaut d'affiche de la copie du rapport à la porte du bureau, dans le terme voulu par la loi, entraîne la nullité de la sommation donnée à la partie saisie, de comparaître devant le juge de paix, pour voir affirmer le rapport; que la nullité de ladite sommation rend nul l'acte d'affirmation du rapport de la saisie, lequel, en matière de douanes, forme la preuve de la contravention; de sorte que le rapport ne peut être envisagé que comme un acte informel, auquel la loi ne peut attribuer le degré de preuve qui constate

la contravention. — Le jugement s'appuyait en outre, pour ordonner la restitution, sur l'abrogation du tit. 10 de la loi du 22 août 1791, par l'art. 18, tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7.

Pourvoi en cassation de la part de la régie.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 6, 10, 11, 15 et 18 du tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7; l'art. 4 de la loi du 15 août 1793; — Attendu que le tribunal civil du département de l'Escout, en jugeant que le procès-verbal du 11 fruct. an 7 était nul, pour n'avoir pas été affiché avant le coucher du soleil, et que cette nullité entraînait celle de la sommation faite à la partie saisie pour comparaître devant le juge de paix, a créé des nullités qui ne résultent pas des expressions de la loi;

Attendu que, ni l'art. 10 de la loi du 9 flor. an 7, ni aucune autre loi, ne prescrivent aux employés de la régie d'appeler la partie saisie à l'affirmation du procès-verbal; que le jugement a donc évidemment contrevenu à l'art. 11 de la même loi du 9 flor. an 7, en admettant d'autres nullités que celles résultant de l'omission des formalités prescrites par ladite loi;

Attendu, qu'en décidant que l'art. 23 du tit. 10 de la loi du 22 août 1791 a été rapporté par l'art. 18 du tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7, le tribunal de l'Escout a contrevenu à l'art. 15 de cette dernière loi du 9 flor. an 7, qui conserve la disposition énoncée dans ledit art. 23 du tit. 10 de la loi du 22 août 1791; — Casse, etc.

Du 11 flor. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Oudot. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., le cit. Dupont.

ROUTES. — TAXE D'ENTRETIEN. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux saisis d'une demande en paiement de droits de passe et d'entretien des routes, ne peuvent examiner eux-mêmes la suffisance ou l'insuffisance des actes administratifs relatifs à l'établissement de la barrière; c'est là empiéter sur les droits de l'autorité administrative. Les juges doivent, dans le cas de difficulté à cet égard, surseoir à statuer sur la contestation, jusqu'à ce que l'autorité administrative ait prononcé. (L. 16-24 août 1790, tit. 3, art. 13.) (3)

(Int. de la loi — aff. Willebolle.) — JUGEMENT

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 13, tit. 3 de la loi du 24 août 1790; — Attendu que, par le jugement dénoncé, la justice de paix du canton de Courtray, département de la Lys, a confondu les fonctions administratives avec les fonctions judiciaires, en ce que, pour débouter l'ajudicataire des barrières des conclusions qu'il avait prises contre Augustin Willebolle, qui n'avait point payé le droit de passe, elle s'est simplement fondée sur l'insuffisance des arrêtés de l'autorité administrative, réclamés par l'ajudicataire, tandis que, dans ces circonstances, le juge de paix aurait dû surseoir à faire droit, jusqu'à ce que l'autorité administrative eût prononcé; — Casse, etc.

Du 11 flor. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Doutrepoint. — Concl., le cit. Merlin, subst.

(1) F. dans la même sens, 17 brum. an 7, et la note.

(2) L'art. 15, tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7, porte en effet que la main-levée ne pourra jamais être accordée pour les marchandises dont l'entrée est prohibée, et c'est ce que voulait aussi l'art. 23, tit. 10 de la loi des 6-22 août 1791 qui prescrivait, dans

tous les cas, la confiscation de ces marchandises. — F. dans le même sens, 1^{er} germ. an 9 et 18 frim. an 11. — F. aussi les conclusions de Merlin dans cette affaire. *Quest. de droit*, v^o Douanes, § 7.

(3) F. Merlin, *Questions de droit*, v^o Taxe d'entretien des routes, § 1^{er}.

MINISTÈRE PUBLIC.—MINEUR.

Sous la loi des 16-24 août 1790, tit. 8, art. 3, était nul le jugement rendu avec une femme agissant tant en son nom personnel qu'au nom et comme tutrice de ses enfants mineurs, sans que le ministère public eût été entendu (1).

(Pajot.—C. PAVAT.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 3, tit. 8 de la loi du 24 août 1790, sur l'organisation de l'ordre judiciaire, portant: « Ils (les commissaires du roi) seront entendus dans toutes les causes des pupilles, des mineurs, des interdits, des femmes mariées... » — Considérant qu'il s'agit au procès de l'apurement du compte d'une société de commerce fait entre le cit. Pajot et le cit. Pavat; que les enfants de feu Pajot, pour qui la veuve de celui-ci, nommée leur tutrice, avait pris la succession de leur père, avaient intérêt dans l'affaire; qu'ainsi, dans tous les actes et jugemens, la demanderesse n'est pas seulement dite veuve commune en biens de Claude François Pajot, mais est encore qualifiée tutrice de leurs enfants;—Considérant qu'il est prouvé, par l'expédition produite du jugement attaqué, qu'il a été rendu sans conclusions du commissaire du gouvernement, d'où il suit qu'il renferme une contravention formelle à l'article cité de la loi du 24 août 1790;—Donne défaut et casse, etc.

Du 11 flor. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Oudot. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., le cit. Dupont.

FONDATION PIEUSE.—RENTE.

Les débiteurs de rentes constituées anciennement au profit des fabriques d'églises, à la charge de fondations pieuses, ne peuvent se refuser au service de ces rentes envers l'Etat, sous prétexte que les fondations ne s'exécutent plus. (LL. 26 sept. 1791, art. 1^{er}; 13 brum. an 2, art. 1^{er} et 3.) (2)

(Adm. de l'enregistrement.—C. Maurian.)

La régie de l'enregistrement poursuivait contre Maurian le paiement d'une rente de 15 fr., constituée en 1764 au profit de la fabrique de la paroisse de Molemort, par François Favetin, à la charge de 40 messes par an.—Maurian prétendait que les messes ne se célébrant plus, la rente n'avait plus d'objet, et, par conséquent, n'était plus exigible.

11 flor. an 9, jugement du tribunal des Bouches-du-Rhône, qui accueille ces prétentions.

Pourvoi en cassation par la régie.

(1) F. dans le même sens 23 brum. an 6 et la note. — Il a été jugé aussi que l'audition du ministère public doit être attestée par le jugement même. F. 16 vend. et 29 frim. an 13, et encore que la simple constatation de sa présence au procès ne suffit pas pour faire présumer son audition. F. 13 flor. an 10.—Suivant l'art. 480 du Cod. pr. civ., il y a ouverture à requête civile, lorsque la communication au ministère public n'a pas eu lieu dans les cas où la loi l'exige, et que le jugement a été rendu contre celui en faveur de qui elle était ordonnée. — Mais la requête civile étant exclusive de la cassation (F. Berriat, pag. 450, not. 10), il en résulte que si l'on omettait de défaut de forme comme moyen de requête civile, on ne pourrait pas la faire valoir comme moyen de cassation.—F. à cet égard, Cass. 2 frim. an 9 et la note.

(2) C'est ce qui ressortait expressément, eo effet, des textes visés dans le jugement du tribunal de cassation. Merlin, en portant la parole dans cette

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 1^{er} de la loi du 26 sept. 1791, portant: « L'assemblée réserve à la législature d'établir les règles d'après lesquelles il sera statué sur les demandes particulières, qui pourraient être formées en conséquence des clauses civiles dans les actes des fondations; » — L'art. 1^{er} de la loi du 13 brum. an 2, portant: « Tout l'artif affecté, à quelque titre que ce soit, aux fabriques des églises, ainsi qu'à l'acquit des fondations, fait partie des propriétés nationales; » — Enfin, l'art. 3 de la même loi, ainsi conçu: « La régie de l'enregistrement poursuivra la rentrée de toutes les créances qui se trouveront dans cet actif; » — Attendu qu'en déclarant la fabrique mal fondée dans sa demande, le jugement attaqué est expressément contrevenu aux textes ci-dessus;—Casse, etc.

Du 11 flor. an 9.—Sect. civ. — Rapp., le cit. Henrion.—Concl., le cit. Merlin, subst.

PRISE MARITIME.—PARTAGE.

La loi qui accorde aux marins débarqués pour cause de maladie, une part dans les prises, s'applique aux corsaires comme aux vaisseaux de l'Etat.

Il n'est pas nécessaire, à l'effet de jouir du bénéfice de la loi, que la maladie ait été contractée à bord; que, descendus à terre, les marins malades soient entrés dans un hôpital, et qu'à leur rétablissement ils se soient rambarqués sur le même bâtiment où ils faisaient leur service (3).

(Bellas.—C. Laurac.)

Le citoyen Bellas s'embarqua, le 25 pluv. an 4, sur le corsaire l'Épervier, de Bayonne, en qualité de capitaine en second.—Sa croisière ne devait durer que trois mois.

Neuf ou dix jours après son embarquement, une maladie ne lui permettant pas de tenir la mer, il fut débarqué au port de Saint-Ogne; mais le 15 ventôse étant un peu rétabli, il se rembarqua au port de Saint-Ander.—Quatre jours après, il fut encore remis à terre pour cause de maladie.

Le 27 vent., le corsaire l'Épervier captura le navire l'Expédition.

Le citoyen Bellas réclama sa part dans la prise de l'Expédition. Mais le tribunal civil du département des Basses-Pyrénées le déclara mal fondé; attendu qu'il ne prouvait pas qu'il eût contracté, pendant la croisière de l'Épervier, la maladie qui avait nécessité son débarquement;

affaire, faisait observer que la loi étant claire sur le point litigieux, il ne pouvait appartenir aux tribunaux de juger les motifs qui avaient porté le législateur à disposer comme il l'avait fait, et de décider si une loi était ou non conforme aux idées que chacun peut se former du juste et de l'injuste (Quest. de droit, v^o Fondation).—Nombre de décisions ont été rendues dans le sens du jugement que nous rapportons: F. 13 prair. an 9; 4 niv., 24 pluv., 12 germ. et 12 prair. an 10; 11 niv. an 11.—Depuis, il a été jugé que les débiteurs des rentes sont sans qualité pour réclamer des hospices auxquels ces rentes ont été transférées, en vertu de la loi du 4 vent. an 9, l'acquit de la fondation prouvée, et que ce droit appartient exclusivement aux fabriques, d'après l'art. 3 du décret du 19 juin 1806: F. Nîmes, 22 mai 1828, et Cass. 8 février 1837 (Volume 1837). — F. aussi M. Coramenin, Quest. de droit adm., v^o Fabriques d'églises, tom. 3, pag. 145.

(3) F. en ce sens, Merlin, Quest. de droit, v^o Prise maritime, § 3.

attendu qu'il n'était point entré dans un hôpital ; attendu en outre qu'il ne s'était pas rembarqué après son rétablissement ; qu'ainsi il ne pouvait invoquer l'art. 30 de la loi du 1^{er} octobre 1793, quand même, ajoutait le jugement, on voudrait, par voie d'exception, appliquer cet article aux équipages des armateurs particuliers. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 30 de la loi du 1^{er} octobre 1793 ; — Considérant que cet article est applicable, non-seulement aux marins servant sur les vaisseaux de la république, mais encore à ceux employés sur les bâtimens armés pour le compte des particuliers ; — Qu'aux termes de cet article, les marins débarqués qui restent à terre, ou qui passent sur d'autres bâtimens, ont part aux prises faites depuis leur sortie du navire qu'ils montaient, pourvu qu'elles l'aient été dans le mois qui a suivi leur débarquement, et que ce débarquement ait eu lieu pour cause de maladie ou de blessure ; — Considérant qu'il est reconnu au procès que le citoyen Bellas a quitté le corsaire l'Epervier pour cause de maladie, et que la prise par ce corsaire du navire l'Expédition a eu lieu huit jours seulement après son débarquement ; qu'ainsi les deux seules conditions nécessaires, suivant la loi, pour qu'il eût part au produit de cette prise, se trouvaient remplies ; qu'en rejetant sa demande, sous prétexte qu'il n'avait pas prouvé que la maladie qui avait occasionné son débarquement, eût été contractée à bord, que, descendu à terre, il n'était pas entré dans un hôpital, et qu'il n'était pas retourné sur l'Epervier après son rétablissement, le tribunal des Basses-Pyrénées a remplacé, par des dispositions qui n'étaient pas dans la loi du 1^{er} oct. 1793, ses véritables dispositions qu'il a méconnuës, et a conséquemment contrevenu de la manière la plus formelle à cette loi. — Casse, etc.

Du 12 flor. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Aumont. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst.

MUTATION PAR DÉCÈS. — HÉRITIERS. — USUFRUIT.

Les héritiers de la nue-propriété doivent payer le droit de mutation par décès dans les délais ordinaires, sans attendre que, par la cessation de l'usufruit, ils aient la jouissance effective. (L. du 22 frim. an 7, tit. 1^{er}, art. 4.) (1)

(La règle de l'enregist.—C. Wargée et Anssiaux.)

Après le décès de Nicolas Rigo, arrivé le 25 niv. an 7, sa veuve a joui de ses propriétés immobilières à titre d'usufruit ; plusieurs héritiers collatéraux ont été investis de la nue-propriété.

Le 12 therm. an 9, le receveur de l'enregistrement décerna contre Wargée et Anssiaux, béri-

tiers pour un tiers, du chef de leurs épouses, nièces de Nicolas Rigo, une contrainte à l'effet de payer les droits dus pour les biens à eux échus par le décès dudit Rigo, droits qui sont payables solidement, d'après l'art. 32 de la loi du 22 frim. an 7.—Wargée et Anssiaux ont formé opposition à cette contrainte, et ont prétendu que la veuve Rigo ayant fait une déclaration pour son usufruit, et payé le droit dû en conséquence, eux, qui avaient seulement la nue-propriété des immeubles, ne devaient être assujétis à aucun droit, et qu'on ne pouvait le leur demander que lorsqu'ils jouiraient effectivement. — Le tribunal civil du département de Sambre-et-Meuse, par jugement du 8 vent. an 8, a accueilli cette prétention.

Pourvoi pour contravention aux art. 4 du tit. 1^{er}, et 15 du tit. 2 de la loi du 22 frim. an 7, desquels il résulte que les droits dus à raison de la propriété des immeubles, et ceux dus à raison de l'usufruit des mêmes immeubles, sont des droits différens, et que le paiement des droits dus pour l'usufruit par l'usufruitier, n'est pas exclusif des droits à payer pour la propriété par le propriétaire.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 4 du tit. 1^{er} de la loi du 22 frim. an 7, qui porte : « Le droit proportionnel est établi pour les obligations... et pour toute transmission de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles, soit entre-vifs, soit par décès ; » — Duquel il résulte que toute mutation de propriété, sans aucune distinction de celle chargée d'usufruit d'avec celle qui est libre, donne ouverture au droit proportionnel établi par le n^o 7 de l'art. 15 de la même loi ; — Et attendu que, dans l'espèce du jugement attaqué, il n'a point été contesté par les défendeurs, qu'il y eût eu transmission de propriété opérée en leur faveur par l'ouverture de la succession de Nicolas Rigo ; — Casse, etc.

Du 13 flor. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Pajon. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst.

ACQUIESCENCEMENT. — DÉCLINATOIRE.

La partie qui, en matière civile, après rejet d'un déclinatoire par elle proposé, procède devant le tribunal sans faire aucunes réserves, est réputée acquiescer au jugement de compétence ; en conséquence, elle est non recevable à l'attaquer ultérieurement (2).

(Gollon—C. Puvion.)

En vertu de la loi du 19 vend. an 4, qui substitua les tribunaux de département aux tribunaux de district, les cit. Gollon avaient porté au tribunal de la Côte-d'Or une instance d'appel existant entre eux et le cit. Puvion, devant le tribunal d'Is-

(1) F. dans le même sens, 29 germinal an 11 ; 21 mars 1806 ; 11 septembre et 18 décembre 1811. — Et ce n'est pas seulement sur la valeur de la nue-propriété que le droit proportionnel est assis, mais sur la valeur entière de l'objet transmis, puisqu'un jour, par une mutation nouvelle, l'usufruit doit se réunir à la nue-propriété, et que la règle n'aurait aucun moyen certain de connaître cette mutation.

(2) Un arrêt de la Cour de Metz, du 12 juin 1818, a été plus loin : il a jugé que la partie qui, même après avoir interjeté appel du jugement portant rejet du déclinatoire, défend au fond devant le tribunal, acquiesce par là au jugement, encore qu'elle déclare ne pas entendre se déporter de son appel. — Mais d'autres principes régissent les matières commerciales. Il a été, en effet, décidé que la partie

qui a conclu au fond, n'a même temps qu'elle propose l'incompétence du tribunal, ne se rend pas non recevable par là à interjetter appel du jugement qui écarte le déclinatoire : F. Montpellier, 22 janv. 1811 ; Rennes, 27 sept. 1817. C'est aussi ce qu'enseigne Carré, *Lois de la proc.*, n^o 1519. — La même chose a été décidée, pour le cas où les conclusions au fond n'ont été prises qu'après le rejet du déclinatoire, proposé d'abord séparément, et cela bien que ces conclusions aient été prises sans aucune réserve : F. Poitiers, 20 mai 1829, et 9 février 1838 (Volume 1838). — Ces diverses décisions sont motivées sur l'art. 425 du Code de procédure, qui autorise les juges de commerce à joindre la demande en renvoi au fond, et déclare que les dispositions sur la compétence pourront toujours être attaquées par la voie de l'appel.

de Thille.—Puis proposa un déclinatoire, fondé sur ce motif que, s'agissant d'une instance d'appel, la cause aurait dû être portée à l'un des trois tribunaux de départements, les plus voisins, suivant l'art. 39 de la loi précitée de l'an 4, combiné avec l'art. 28 de la même loi.

3 frim. an 6, jugement qui déboute Puvès de son déclinatoire, et le condamne aux dépens, attendu que l'art. 32 de la loi de vend. ne s'applique qu'aux appels des tribunaux de districts, interjetés depuis l'installation des tribunaux de département. Alors, et sans faire aucune réserve, Puvès propose un nouveau déclinatoire, pris de ce qu'il y aurait eu litispendance. Ce déclinatoire est également rejeté, et le tribunal prononce ensuite contre Puvès un jugement au fond, qui lui fait perdre son procès.

POURVOI en cassation contre ces trois jugemens, par Puvès : il soutient principalement, que le premier jugement a fausement appliqué l'art. 32 et violé l'art. 32 de la loi du 19 vend. an 4.

Les cit. Gollion opposent à ce moyen une fin de non-recevoir, tirée de l'acquiescement donné par Puvès au jugement attaqué, en plaçant sans réserves, après le rejet de son déclinatoire. — Ce jugement, disent-ils, ayant pour but de fixer la compétence du tribunal qui l'a rendu, est définitif et non préparatoire. Puvès l'a exécuté volontairement, en défendant ultérieurement devant le tribunal, sans faire de réserves, au lieu d'attaquer le jugement par la voie de cassation ou de réclamation de juges. Cette défense constitue donc un véritable acquiescement. — Puvès répond que le jugement du 2 frim. an 6 étant en dernier ressort, il n'avait pu se soustraire à son exécution, et d'ailleurs, qu'il suffisait qu'il eût opposé une fois un déclinatoire, pour être censé y persister toujours.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant, sur le 1^{er} moyen, que le jugement du 2 frim. an 6, qui a statué sur le déclinatoire, est définitif, et que Puvès y a d'ailleurs acquiescé en l'exécutant purement et simplement... — Rejette, etc.

Du 13 flor. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Babbille — Concl., le cit. Jourde, subst. — Pl., les cit. Girardin et Mathias.

ACTION POSSESSOIRE.—ACTE ADMINISTRATIF.—COMPÉTENCE.

Les tribunaux sont incompétents pour connaître d'une action en complainte, lorsque le défendeur excipe d'un arrêté administratif qui lui concède la jouissance du terrain litigieux : ils doivent en ce cas renvoyer les parties devant l'autorité administrative. (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13, et tit. 3, art. 10; L. 16 fruct. an 3.) (1)

(Int. de la loi.—aff. Darman et autres.)

L'administration de la marine eut, par un arrêté revêtu de l'approbation du ministre, concédé à Cameleyre et Simonet, la faculté de tendre des filets sur une portion de terrain située dans

l'enceinte du bassin d'Arcaehon. — Action en complainte contre Cameleyre et Simonet, de la part de Darman, qui prétendait avoir la possession annuelle de ce terrain. Cameleyre et Simonet, invoquent les arrêtés administratifs dont ils tenaient leur droit, opposent l'incompétence du juge de paix, et demandent leur renvoi devant l'autorité administrative.

27 brum. an 9, sentence du juge de paix, qui, néanmoins, retient la cause.

Pourvoi en cassation pour excès de pouvoir.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 13, tit. 2 de la loi du 16 août 1790; — Attendu que l'administration de la marine eut, par un arrêté, concédé à Jean Cameleyre la faculté de tendre des filets sur une portion de terrain qu'on nomme Crassat, située dans l'enceinte du bassin d'Arcaehon, à l'effet d'utiliser cette partie par la pêche ou par la chasse des canards et des oiseaux; — Que cet arrêté de l'administration fut approuvé par le ministre de la marine, par sa lettre du 26 vend. an 9; — Attendu que, sur la demande en complainte formée par Michel Darman contre lesdits Cameleyre et Jean Simonet devant la justice de paix du canton de la Teste, à cause du trouble apporté à sa prétendue possession du terrain ou Crassat dont il s'agit, ces derniers ayant excipé de l'arrêté de l'administration de la marine et de la lettre homologative du ministre de la marine, qu'ils avaient même fait signifier au greffe de la justice de paix, en soutenant l'incompétence dudit tribunal pour statuer sur l'objet dont il s'agit; — Qu'au lieu, par la justice de paix, de se déclarer incompétente, ou au moins de renvoyer les parties à se pourvoir sur l'arrêté administratif de la marine, elle a, par son jugement du 27 brum. dernier, retenu la connaissance de la cause, et, sans s'arrêter à l'acte ni à la décision du ministre de la marine, elle a réintégré Darman dans la jouissance du Crassat dont il s'agit, et ordonné à Cameleyre et Simonet de l'évincer dans trois jours; — Attendu que le jugement est attentatoire à l'autorité administrative, en ce qu'il rend sans effet la concession faite à Cameleyre, ainsi que l'homologation du ministre de la marine dont il a ainsi troublé les opérations, ce qui constitue un excès de pouvoir de la part de ce tribunal; — Annule le jugement de la justice de paix du canton de la Teste.

Du 13 flor. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Vasse. — Rapp., le cit. Chesle. — Concl., le cit. Pons de Verdun, subst.

JUGEMENT.—CARACTÈRE.—CASSATION.

On doit considérer comme un jugement, l'acte inscrit sur les registres du greffe d'un tribunal, et signé des juges dans les formes habituelles, quels que soient les soupçons qui puissent s'élever contre la légitimité de son insertion. En conséquence, un tel jugement est susceptible de cassation, s'il a été mal à propos qualifié en dernier ressort (2).

(1) Cette décision méconnaît la règle qui attribue aux juges de paix, exclusivement, la connaissance de toutes les actions possessoires. Aussi n'a-t-il été décidé depuis, nombre de fois, que le juge de paix reste compétent pour prononcer sur l'action possessoire, quoique le défendeur se prévale d'un titre émané de l'autorité administrative. *F. Cass.* 28 août 1810; *déc.* 24 mars et 9 sep. 1806; *ord.* 6 déc. 1820. — *M* en sens opposé autrement, si l'entreprise dont se plaint le demandeur étant l'exé-

cution d'une mesure administrative : *F. ord.* du 22 nov. 1826. — *F.* au surplus ce que dit M. Garnier, *Traité des actions possessoires*, p. 378, relativement aux cas où les moyens de défense opposés à l'action possessoire sont fondés sur ce qu'il s'agit de matières ou d'actes administratifs. — *F.* aussi M. Cormeilles, *Quest. de droit admin.*, v^o *Baux adminis.*

(2) Aujourd'hui on sait qu'il serait susceptible d'appel. *F. Cass.* 7 niv. an 8 et la note.

(Galy—C. Pouzol.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que le jugement rendu par la seconde section du tribunal civil du département de l'Aveyron, le 3 mess. an 6 (1), signifié aux demandeurs par exploit d'Antoine Sarrony, huissier, du 28 vend. an 7, énonce qu'il est rendu en dernier ressort; qu'étant inscrit sur les registres dudit tribunal, et signé dans les formes voulues pour constater l'authenticité des décisions judiciaires, quels que soient les soupçons qui puissent s'élever contre la légitimité de cette insertion aux registres, d'après les renseignements contenus au procès-verbal du 13 frim. dernier, son exécution ne peut être arrêtée que par l'autorité du tribunal de cassation; — Considérant que l'objet de la demande introductive d'instance n'était pas déterminé, et qu'il n'appartient par ledit jugement ni d'aucun consentement des parties d'être jugées en dernier ressort, ni de la restriction de la demande à une somme de 50 fr. de revenu ou au-dessous; que dès lors, il ne pouvait être statué sur la demande qu'en premier ressort et sauf l'appel; qu'en conséquence, ledit jugement renferme un excès de pouvoir et une contravention formelle aux art. 4 et 5, tit. 4 de la loi du 16 août 1790; — Casse le jugement du tribunal civil du département de l'Aveyron, du 3 mess. an 6, signifié le 28 vend. an 7, à la requête de Jean Pouzol.

Du 14 flor. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Borel. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst.

LETTRE DE CHANGE. — ACCEPTATION. — ENDOSSEMENT. — CONFUSION. — VALEUR EN COMPTE.

Celui qui a accepté une lettre de change tirée sur lui, en est devenu débiteur. — Et s'il arrive que la lettre de change soit ensuite passée à son ordre avant l'échéance, il en devient alors créancier. — De cette double qualité de créancier et de débiteur de la même lettre de change, résulte une extinction de la dette par confusion, encore que l'endossement au profit du tiré accepteur ne soit fait que valeur en compte. — Dès lors, aucune poursuite ultérieure en paiement du montant de la lettre de change ne peut être dirigée contre les endosseurs, ni contre le tireur.

(Hayaert—C. Agel.)

Le 7 vend. an 7, la veuve Agel avait tiré une lettre de change de 4,000 fr. à l'ordre de Vancoste-Duverger, sur Deladreuze, banquier à Paris, valeur reçue comptant, et payable dans deux mois. — Deladreuze l'avait acceptée.

Le 11 du même mois, la lettre de change fut passée à l'ordre de Nysborck par Vancoste-Duverger, valeur reçue comptant.

Le 19, Nysborck la passa à l'ordre de Hayaert; — Et celui-ci la passa lui-même à l'ordre de Deladreuze, valeur en compte.

Avant l'échéance de la lettre de change, Deladreuze cessa ses paiements.

Le 17 frim. an 9, jour de l'échéance, il fit protester sur lui-même, parlant à ses commis, dont la réponse fut que les paiements étaient suspendus.

Il envoya ensuite la lettre de change protestée à Hayaert, qui la présenta à la veuve Agel pour en recevoir le remboursement.

Cette dernière ayant refusé de lui en payer le montant, Hayaert l'assigna devant le tribunal de

commerce de Dunkerque, pour la faire condamner au paiement.

La défense de la veuve Agel consista principalement à prétendre que Hayaert ayant passé la lettre de change à l'ordre de Deladreuze, il n'en était plus propriétaire.

Le tribunal de commerce de Dunkerque rejeta cette prétention, et condamna la veuve Agel au paiement du montant de la lettre de change.

Sur l'appel, le tribunal civil du Nord pensa, au contraire, que la lettre de change ayant été passée par Hayaert à l'ordre de l'accepteur lui-même, il s'était fait en lui une confusion de la dette et de la créance qui avait éteint l'obligation, personne ne pouvant être créancier et débiteur de lui-même, et que par conséquent, les tireurs et endosseurs précédents n'en pouvaient plus être tenus comme cautions, aux termes des lois romaines et des dispositions du titre 5 de l'ordonnance de 1673. En conséquence, ce tribunal déclara Hayaert non recevable dans sa demande.

POURVOI en cassation par Hayaert, pour contravention à divers articles du tit. 5 de l'ordonnance de 1673, et fausse application des lois romaines, sur lesquelles le tribunal civil du Nord avait basé son jugement. — La confusion de la dette et de la créance qui éteint l'obligation, n'avait pu, suivant lui, s'opérer dans l'espèce, Deladreuze n'étant ni débiteur ni créancier, encore qu'il eût accepté. — Le banquier est, disait-il, le procureur *ad negotia* du tireur; l'acceptation qu'il fait, est à son égard, subordonnée à la remise des fonds, c'est-à-dire à la provision. Or, ici cette provision de fonds n'était pas faite. — D'un autre côté, Deladreuze ne pouvait être considéré que comme le procureur *ad negotia* de celui qui lui avait endossé la lettre de change en question, puisque cet endossement n'était fait que valeur en compte, pour la payer à l'échéance, avec les fonds que la veuve Agel devait fournir à cet agent commun, suivant les dispositions qu'il lui seraient indiquées par son mandant. Cette remise à Deladreuze sur lui-même était faite comme celle qui aurait eu lieu sur tout autre; il n'était donc pas devenu propriétaire de la lettre de change, et n'avait par conséquent pas réuni les qualités de créancier et de débiteur, réunion qui pouvait seule opérer la confusion.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que l'ordonnance du commerce du mois de mars 1673, tit. 5, art. 23 et 24, admet pour légitime propriétaire d'une lettre de change celui du nom duquel l'ordre est rempli, toutes les fois que cet ordre est daté et contient le nom de celui qui a payé la valeur en argent, marchandises ou autrement; que les expressions valeur en compte, ne peuvent être regardées comme hypothétiques, et suspendant les effets du transport légal, opéré par un ordre dans les formes prescrites par l'art. 23, puisque celui au nom duquel ledit ordre est passé, conserve, aux termes de l'ordonnance, la faculté de transporter lui-même la propriété de la lettre de change passée à son ordre par un nouvel ordre, conçu valeur en argent, marchandises ou autrement; — Considérant que, dans l'espèce, les formalités prescrites par ledit art. 23 de l'ordonnance susdite, ont été remplies; que le banquier Deladreuze devait être regardé comme légitime propriétaire, du jour de l'endossement fait à son profit; que c'est à la requête dudit Deladreuze, et

(1) En fait, il existait sur les registres, et à la même date, un autre jugement entre les mêmes parties, et sur le même objet de contestation. Ce jugement était qualifié de premier ressort seule-

ment. — Celui qualifié de dernier ressort avait, à ce qu'il paraît, été inscrit sur les registres par une main inconnue.

en énonçant comme légal et subsistant dans tous ses effets l'ordre passé en son nom, que le protêt de la lettre de change tirée par la veuve Agel a été fait par exploit du 17 frim. an 7; que le transport légal étant opéré au profit dudit Deladreuzé, il a confondu en sa personne les qualités de créancier et de débiteur, et que l'extinction de la dette a été opérée par l'effet de cette confusion; — Considérant en conséquence que le jugement attaqué a légitimement appliqué les principes à la cause, et n'a commis aucune contravention ni fausse application de l'ordonnance du commerce et des lois romaines; — Rejette, etc.

Du 14 flor. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Borel.

PAPIER-MONNAIE. — DÉLÉGATION.

Celui qui, en faisant un emprunt en assignats, s'est obligé de servir une rente due en numéraire par le prêteur, peut se libérer de cette obligation, en remboursant à ce dernier le montant du prêt d'après l'échelle de dépréciation. (L. 11 frim. an 6, art. 11.) (1)

(Bourgoin — C. Bureau.)

Les 13 et 17 therm. an 3, Bourgoin avait souscrit au profit de Bureau deux obligations, pour prêts en assignats, s'élevant en totalité à une somme de 4,000 fr., dont il s'était engagé à payer les intérêts aux citoyens Lanoir, Rance et Dubief, à la décharge de Bureau. — Le 7 pluv. an 6, il fit offres réelles à Bureau de 120 fr. de principal, et de 14 fr. 50 c. d'intérêts, pour remboursement, d'après l'échelle de dépréciation, et ces offres furent déclarées valables par jugement du tribunal civil de la Haute-Saône, du 26 therm. an 6.

Sur l'appel porté devant le tribunal civil de la Haute-Marne, ce jugement fut infirmé, par le motif que les obligations souscrites par Bourgoin contenaient délégation au profit des créanciers y dénommés; que cette délégation, quoique imparfaite, était obligatoire pour Bourgoin, débiteur délégué, et par conséquent n'était pas sujette à réduction, d'après l'art. 11 de la loi du 11 frim. an 6.

Pourvoi en cassation par Bourgoin, pour fausse application de cet article.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 11 de la loi du 11 frim. an 6, lequel est ainsi conçu: « La réduction ci-dessus (suivant l'échelle de dépréciation) n'est pas applicable, 1° aux simples cessions et transports de dettes; 2° aux endossements d'effets négociables; 3° aux délégations et indications de paiement, même aux délégations acceptées. Dans tous ces cas, et sauf les exceptions légales, les cessionnaires ou délégataires pourront faire valoir en entier les droits des cédants ou délégués contre les débiteurs cédés ou délégués; » — Considérant que de la combinaison des deux parties de cet article, il résulte que les délégations et indications de paiement non soumises à l'échelle de réduction, sont celles par l'effet desquelles les dé-

légataires acquièrent les droits des délégués contre les délégués; que, dans l'espèce, Bourgoin n'a pu, par l'effet de l'obligation qu'il a souscrite dans les billets des 13 et 17 therm. an 3, acquérir les droits de Bureau contre les cit. Dubief, Lanoir et Rance, le premier n'en ayant aucun contre les seconds, dont il est débiteur et non créancier; qu'il suit de là qu'il n'y a point dans les billets susdits de délégation et d'indication de paiement, de la nature de celles qui ne sont pas susceptibles de réduction suivant l'échelle de dépréciation; et qu'en condamnant, par son jugement du 27 prair. an 7, Bourgoin à payer, à la décharge de Bureau, les rentes dues par celui-ci à Dubief, Lanoir et Rance, aussi longtemps que les capitaux ne seront pas remboursés, le tribunal civil du département de la Haute-Marne a fait une fausse application de l'article cité de la loi du 11 frim. an 6; — Casse, etc.

Du 14 flor. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Aumont. — Concl., le cit. Jourde, subst. — Pl., les cit. Bouchereau et Lavaux.

MUTATION PAR DÉCÈS. — HÉRITIERS. — USUFRUIT.

Du 16 flor. an 9 (aff. Wargès.) — V. ce jugement, *supra* au 13 flor.

HUISSIER. — RESSORT.

Un huissier audienier près un tribunal criminel, est sans qualité pour instrumenter hors de son département. (L. 19 vend. an 4, art. 27.) (2)

(Rosaie Cousin — C. Min. pub.) — JUGEMENT. LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 27 de la loi du 19 vend. an 4; — Attendu que, d'après cet article, les huissiers d'un tribunal ne peuvent instrumenter que dans leur département; que cependant il conste que Jacques-François Martin, se disant huissier audienier au tribunal criminel de Seine-et-Oise, est venu, à la requête du commissaire près ce tribunal, citer à Paris les trois individus qui avaient figuré dans le procès en première instance, pour comparaitre en ce tribunal, sur l'appel par lui interjeté d'un jugement du tribunal de police correctionnelle de Versailles; que, dès lors, il était sans qualité et devait être regardé comme homme privé dans le département de la Seine. — Qu'ainsi, sa citation est absolument nulle; — Casse, etc.

Du 16 flor. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JURY. — EXCUSE. — SIGNIFICATION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, l'ordonnance du directeur du jury portant que l'excuse présentée par un juré d'accusation n'est pas valable, devait être signifiée à personne, et à défaut de signification à personne, être laissée à l'officier municipal: il ne suffisait pas

(1) V. en ce sens, Cass. 14 vend. an 10.

(2) L'art. 27 de la loi du 19 vend. an 4 créait deux huissiers auprès de chaque tribunal, pour faire tous exploits de justice dans tout le département. D'après la loi du 5 pluv. an 13, combinée avec l'art. 81 du décret du 18 juin 1811, les huissiers pouvaient instrumenter hors des cantons de leur résidence pour causes graves, dont les magistrats étaient les appréciateurs. Les art. 30, 31 et 33 du décret du 14 juin 1813 ont eu pour but de remédier aux abus que l'exercice de cette faculté avait fait naître, en

décidant que les procureurs du roi et les juges d'instruction ne peuvent délivrer de mandemens exprès à un huissier que pour l'étendue du ressort de leurs tribunaux respectifs; que les transports dans toute l'étendue du département ne peuvent être ordonnés que par le procureur du roi près la Cour d'appel; enfin que les transports dans les divers départements du ressort de la même Cour royale ne peuvent être valablement autorisés que par le procureur général. V. à ce sujet, le *Traité des frais de justice criminelle*, par M. de Dalmas, p. 233. *

que cette notification fût faite à son domicile, en parlant à sa femme. (C. 3 brum. an 4, art. 498.) (1)

(Deslie-Dupont—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Quant à ce qui regarde Jean-Baptiste Deslie-Dupont:—Vu l'art. 498 du Code des délits et des peines;—Et attendu que l'ordonnance du directeur du jury qui juge l'excuse dudit Deslie-Dupont non valable, n'a pas été signifiée à sa personne, mais seulement à son domicile, en parlant à sa femme; qu'ainsi le vœu de l'art. 498, ci-devant cité, qui veut que, dans ce cas, elle soit notifiée à l'officier municipal ou à son adjoint, n'a pas été rempli, ce qui emporte nullité, d'après l'art. 525 du même Code;—Casse et annule l'ordonnance du directeur du jury d'accusation de l'arrondissement de Courtray, du 21 niv. dernier.

Du 16 flor. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Dutourq.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TÉMOINS.—LISTE.—NOTIFICATION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, la notification de la liste des témoins était nulle, lorsque deux témoins portant le même nom, étaient confondus dans une seule énonciation indiquant les prénoms de l'un, et l'âge et la profession de l'autre. (Cod. 3 brum. an 4, art. 346.)

(Rhoc—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 346 du Code des délits et des peines;—Attendu que dans le cours de la procédure, Hercule Lamouroux, colleur ou facturier, âgé de soixante-quatre ans, et Laurent Lamouroux, jeune apprenti serrurier, âgé de quinze ans, demeurant dans la même commune, ont l'un et l'autre figuré comme témoins; qu'ils sont ainsi désignés dans les différentes listes qui ont été signifiées, listes qui n'ont eu aucune suite, le jugement de l'affaire ayant été chaque fois différé; mais que dans la dernière liste qui a servi aux débats, où on a confondu les deux Lamouroux, on y lit : *Hercule Lamouroux jeune, apprenti serrurier, âgé de quinze ans*; qu'ainsi l'accusé n'a pu voir avec certitude lequel des deux Lamouroux devait être entendu; qu'il a dû même plutôt présumer que c'était le jeune

(1) Cette décision n'est que l'application textuelle de l'art. 428 du Code du 3 brum. an 4. Cet article n'a point été reproduit dans le Code d'inst. crim. Le rejet de l'excuse du juré qui ne s'est pas rendu à son poste, n'a plus besoin d'être notifié: si cette excuse n'est pas jugée valide, le juré défaillant est immédiatement condamné à l'amende portée par l'art. 306, et c'est cette condamnation qui lui est notifiée.

(2) Ce jugement semble admettre, contrairement au jugement du 3 germ. an 8 (aff. Collin), que l'appel se fait sur la barre, par le ministère public en présence du prévenu, pouvait être valable sous le Code du 3 brum. an 4. — Aujourd'hui, sous l'empire du Code d'inst. cr., la question ne fait plus de doute: l'art. 205 de ce Code n'est qu'un indicatif d'une forme de procédure; et de là l'on a induit avec raison que le ministère public peut déclarer son appel à l'audience même, et que cette déclaration vaut signification lorsqu'elle est faite dans les délais (Cass. 20 fév. 1812, 14 juill. 1815, 21 avril 1820, 6 juill. 1822). M. Carnot a combattu cette jurisprudence: « En exigeant, dit cet auteur, que l'appel soit notifié au prévenu, le législateur a en son objet de lui faire connaître l'adversaire qu'il avait à combattre, et de le mettre à même de préparer sa défense. » (De l'inst. crim., t. 1, p.

qu'on avait voulu porter sur la liste, toutes les désignations se rapportant à lui, sauf celle du prénom; que cependant c'est Hercule Lamouroux, facturier, âgé de soixante-quatre ans, qui a été entendu; d'où il suit que le vœu de l'art. 216 n'a pas été rempli; — Casse le jugement du tribunal criminel de l'Aude, du 17 frim. an 9.

Du 16 flor. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Seignette.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

APPEL CORRECTIONNEL.—FORMES.

Est non recevable l'appel interjeté à l'audience par le ministère public, lorsque le prévenu a fait défaut, et que la déclaration d'appel ne lui a point été notifiée. (C. 3 brum. an 4, art. 197.) (2)

(Intérêt de la loi.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 197 de la loi du 3 brum. an 4;—Attendu que l'appelante n'a point comparu devant le tribunal criminel; que son défenseur officieux n'a point été admis à proposer ses défenses; que le commissaire du gouvernement a de suite appelé, de son chef, du jugement du tribunal correctionnel, pour mal juré au fond, et qu'il n'a point fait notifier à la prévenue cette déclaration d'appel, ainsi qu'il est prescrit par l'article ci-dessus rapporté;—Casse, etc.

Du 17 flor. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Sieyès.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

1^o et 3^o TRIBUNAL DE POLICE.—MINISTÈRE PUBLIC.—LOI PÉNALE.

2^o DOMMAGES-INTÉRÊTS.—PAUVRES.

1^o Est nul le jugement rendu, en matière de simple police, sans que le commissaire du gouvernement ait résumé l'affaire, ni donné ses conclusions. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (3)

2^o Les jugemens qui prononcent des peines de simple police, doivent, à peine de nullité, contenir le texte même de la disposition légale appliquée. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (4)

3^o Sous l'empire du Code des délits et des peines du 3 brum. an 4, les tribunaux de justice répressive n'ont pu, même sur la demande de la partie civile, condamner, à titre de peine, à des dommages-intérêts applicables aux pauvres. (C. 3 brum. an 4, art. 154 et 606.) (5)

590.) C'est là, sans doute, une objection grave; mais est-elle suffisante pour que l'appel du ministère public soit déclaré nul?.. Au reste, il faut reconnaître avec le jugement que nous rapportons, que l'appel serait frappé de nullité, si le prévenu avait fait défaut. Telle est l'opinion que MM. Chauveau et Hélie ont émise dans le *Journ. du droit crim.*, 1834, p. 199: « En droit, le ministère public doit notifier son recours au prévenu. Si la jurisprudence a admis que l'appel sur le barreau peut régulièrement remplacer cette notification, c'est parce que de cette manière l'objet de la notification est atteint, puisqu'il est donné connaissance au prévenu du recours exigé. Mais ce motif ne saurait plus être invoqué lorsque le prévenu est absent. Ce n'est pas une déclaration que la loi exige, c'est une notification à personne ou domicile. Si le prévenu n'est pas à l'audience, cette notification ne peut plus être faite que par exploit. »

(3) *F. conf.*, 12 fruct. an 7, 18 vend. an 9 et les jugemens cités en note.

(4) Cette nullité est formellement prononcée par l'art. 163 du Code d'inst. crim. — *F. sur surplus*, dans le même sens, 16 vend. an 9 (aff. *Dufrene*), et les nombreux jugemens qui y sont indiqués.

(5) *F. dans le même sens*, Cass. 7 fév. 1793; 17

(Intérêt de la loi.—Aff. Jennet.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 154, 162, 605 et 606 du Code des délits et des peines; — Considérant 1° que l'instruction devant le tribunal de police, à laquelle a donné lieu la présente affaire, a été faite hors de la présence du commissaire du gouvernement; qu'ainsi ce fonctionnaire n'y a point résumé l'affaire, ni donné ses conclusions, comme le veut l'art. 162, ci-dessus cité, à peine de nullité;

Considérant 2° qu'en prononçant des peines de simple police contre ceux qui, dans l'espèce, étaient convaincus d'être auteurs d'injures verbales, le tribunal de police a appliqué la 7° disposition de l'art. 605 du Code des délits et des peines; et qu'ainsi, en n'insérant point dans son jugement les termes de cet article, il a également violé les dispositions du susdit article 162;

Considérant 3° que les dommages-intérêts sur lesquels les tribunaux de police sont autorisés à prononcer, en vertu de l'art. 154 du Code des délits et des peines, ne peuvent être que la mesure du dédommagement personnel de la partie qui se prétend lésée par le délit, et que, quant à la peine à infliger pour la vindicte publique, elle ne peut, d'après l'art. 600 du même Code, jamais excéder la valeur de trois journées de travail, ou trois jours d'emprisonnement; que, dans l'espèce, le tribunal de police des Planches, outre le maximum des peines portées par la loi contre les délits de simple police, a prononcé, sur la demande de la partie civile, contre Jennet père et fils, convaincus d'injures verbales, 2,000 fr. de dommages-intérêts, reversibles sur les pauvres de la commune; que cette somme de 2,000 fr. ne tournant pas au profit personnel de ladite partie civile, la condamnation, à cet égard, ne saurait être envisagée que comme une aggravation de peine, déguisée sous le titre de dommages-intérêts, et qu'ainsi ledit tribunal de police a excédé ses pouvoirs en violant l'art. 606 et en appliquant fausement l'art. 154 du Code des délits et des peines; — Casse le jugement du tribunal de police du canton des Planches, département du Jura, rendu le 3 messid. an 8.

Du 17 flor. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Busehop.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

OUTRAGE A LA PUDEUR. — PUBLICITÉ.

L'outrage à la pudeur ne constitue un délit, que lorsqu'il est commis publiquement. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 2, art. 8.) (1)

(Huvier—C. Min. pub.)

Louis Huvier, chirurgien, était prévenu d'avoir fait outrage à la pudeur d'une femme, dans l'exercice de sa profession. Lo fait avait été commis sans publicité; néanmoins un jugement, confirmé sur l'appel, l'avait condamné à une peine correctionnelle.—Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Attendu qu'on a appliqué à Huvier l'art. 8, tit. 2 de la loi des 19-22 juill. 1791, qui parle de ceux qui auraient attenté

publiquement aux mœurs, par outrage à la pudeur des femmes; qu'on n'articule pas que l'attentat aux mœurs imputé à Huvier ait été public; d'où il suit qu'il y a eu fausse application de cet article; — Casse le jugement du tribunal criminel de l'Aisne, du 14 pluv. an 9.

Du 18 flor. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Seignette.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — AUT. JUD. — COMPÉTENCE.

Le tribunal de police est incompétent pour condamner un citoyen à l'amende et à faire disparaître un cloaque formé devant sa maison, lorsque l'autorité administrative a pris les mesures nécessaires pour obvier à la stagnation des eaux, sans rien mettre à la charge du propriétaire de la maison. (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13.)

(Int. de la loi.—Aff. Bonneau.)

Bonneau avait été condamné par le tribunal de police à 3 fr. d'amende, et à faire ouvrir un égout pour faire disparaître un cloaque formé devant sa maison. Mais l'autorité administrative avait pris, antérieurement à ce jugement, un arrêté pour obvier à la stagnation des eaux, en procurant par des travaux leur écoulement. La connaissance de la question n'appartenait donc plus qu'à l'administration. Le jugement fut dénué d'office au tribunal de cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 13, tit. 2 de la loi du 24 août 1790; — Vu aussi la 6° disp., art. 456 de la loi du 3 brum. an 4; — Considérant que l'objet et la cause de la stagnation des eaux dont il s'agit et les moyens d'y pourvoir étaient du ressort de l'autorité administrative, qui avait pris les arrêtés et les mesures que réquérait l'état des lieux, et qui ne mettait rien à la charge du cit. Bonneau; que le tribunal de police a excédé ses pouvoirs, en s'immisçant dans la connaissance d'une question sur laquelle l'autorité administrative avait prononcé, et que lui-même avait déjà reconnue par jugement des 16-6 flor. an 7, n'être pas de sa compétence; — Casse le jugement rendu le 1er frim. dernier, par le tribunal de police du canton de Douzy, département de la Nièvre.

Du 18 flor. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Schwendi.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

1° ACTE D'ACCUSATION.—RÉDACTION.

2° et 3° JURY.—DÉCLARATION.—CONTRADICTION.

4° et 5° BANQUEROTTE FRAUDULEUSE.—FAILLITE.—DÉTournement d'objets saisis.

1° Sous le Code du 3 brum. an 4, l'acte d'accusation était nul lorsque la direction du jury s'était borné à exposer la fait et ses circonstances, sans déterminer la nature du délit. (C. 3 brum. an 4, art. 229.) (2)

2° En matière de délit emportant peine afflictive ou infamante, un tribunal criminel ne peut baser son jugement que sur la déclara-

fruct. an 9; 8 vent. an 10; — en sens contraire, 26 pluv. an 12.—La question ne peut plus s'élever aujourd'hui, l'art. 51 du Code pénal défendant expressément aux juges de prononcer, même du consentement de la partie lésée, l'application des indemnités en dommages-intérêts à une œuvre quelconque. F. Cass. 25 fév. 1830.

(1) V. conf., Cass. 9 nov. 1820. L'art. 330 du

Code pénal, ne punit également l'outrage à la pudeur (qu'il ne faut pas confondre avec l'attentat à la pudeur), qu'autant qu'il a été public. — Quant au genre de publicité nécessaire pour constituer le délit, F. Cass. 26 mars 1813 et 22 fév. 1828.

(2) F. dans le même sens, Cass. 15 pluv. an 7; et les jugements cités dans la note.

tion formelle d'un jury. (C. 3 brum. an 4, art. 232.) (1)

3^e La déclaration par laquelle le jury, après avoir répondu que l'accusé avait soustrait des effets à dessein de tromper ses créanciers, a répondu ensuite que le même accusé avait aidé et assisté à la même soustraction sans aucune intention criminelle, est contradictoire, et ne peut servir de base à un jugement.

4^e Le crime de banqueroute frauduleuse ne peut exister qu'autant que l'accusé se trouve en état de faillite. (C. 30 sept.-6 oct. 1791, 2^e p., tit. 2, sect. 2, art. 35.) (2)

5^e La saisie des meubles d'un commerçant pour l'exécution d'un jugement, ne suffit pas pour constituer le débiteur en état de faillite; et dès lors, le détournement des effets saisis n'a point le caractère du crime de banqueroute frauduleuse. (3)

(Duffès—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 229 et 232 du Code des délits et des peines;—Considérant qu'aux termes de l'art. 229 ci-dessus cité, l'acte d'accusation doit non-seulement exposer le fait et toutes ses circonstances, mais encore déterminer, avec le plus de précision possible, la nature du délit; que, dans l'espèce actuelle, le directeur du jury, en dressant son acte d'accusation, s'est borné à exposer le fait et ses circonstances, sans déterminer en aucune manière la nature du délit, et que cette omission emporte nullité, aux termes de l'art. 232 ci-dessus également cité;

Vu pareillement l'art. 62 de l'acte const. de l'an 8;—Considérant qu'il résulte de cet article, que le tribunal criminel ne peut, en matière de délit emportant peine afflictive ou infamante, baser un jugement que sur une déclaration formelle d'un jury de jugement;—Considérant qu'il ne peut y exister de déclaration formelle d'un jury lorsque sa déclaration contient des réponses inconciliables et contradictoires; que, dans l'espèce actuelle, le jury de jugement, après avoir répondu que l'accusé avait soustrait des effets à dessein de tromper ses créanciers, a répondu ensuite que le même accusé avait aidé et assisté à la même soustraction sans aucune intention du crime; que ces deux réponses, contenues dans la même déclaration, sont évidemment contradictoires et destructives l'une de l'autre, et que, par conséquent, la déclaration dudit jury n'a pu servir de base à un jugement criminel; que c'est néanmoins sur cette déclaration contradictoire, que le tribunal criminel du département de Jemmapes a condamné le réclamant à une peine effective; en quoi

il a excédé ses pouvoirs par fausse application dudit art. 62 de la constitution;

Vu enfin l'art. 30, 2^e sect., tit. 2, 2^e part. du Code pénal;—Considérant que toute banqueroute suppose nécessairement l'état de faillite d'un débiteur, et que cet état prend le caractère du crime prévu par l'art. 30 du Code pénal, ci-dessus cité, lorsque le débiteur failli emploie des moyens frauduleux, pour affaiblir aux yeux de ses créanciers le véritable état de son actif, et, par là, les priver du recouvrement, soit total, soit partiel, de leurs créances;—Considérant que, dans l'espèce actuelle, les faits déclarés constants par le jury de jugement, ne présentent le réclamant que comme ayant été saisi dans ses meubles pour l'exécution d'un jugement, ce qui prouve seulement l'impuissance ou la mauvaise volonté où il était alors de payer son créancier saisissant, et nullement son état de faillite; que, d'après cela, le délit que le tribunal criminel a vu dans l'enlèvement d'effets saisis, que le réclamant a été convaincu d'avoir commis pour tromper ses créanciers, n'a point les caractères de celui prévu par le susdit art. 30, et qu'ainsi, en prononçant contre le réclamant la peine portée par cet article, il en a fait une fausse application;—Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département de Jemmapes, le 27 vent. dernier :

Du 19 flor. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit Buschop.—Concl., le cit Lecoutour.

ACQUIESCENCEMENT.—EXÉCUTION FORCÉE.

Celui qui, sur poursuites, satisfait, même sans protestation ni réserves, à la condamnation prononcée contre lui par un jugement en dernier ressort, n'acquiesce pas par cela seul au jugement qui le condamne. (Ord. de 1667, tit. 27, art. 5.) (4)

(Gilkinet—C. Beaujean.)

Par jugement du 8 mess. an 7, le tribunal civil de la Meuse-Inferieure, déclara nulle une donation faite par la demoiselle Beaujean au sieur Gilkinet, et condamna ce dernier à délaisser aux héritiers Beaujean les biens formant l'objet de la donation, avec restitution de fruits, à compter du jour de la demande, et aux dépens.—Ce jugement présenté à l'enregistrement, le receveur perçut 1,100 fr., à raison des immeubles, et 25 fr. pour les fruits.

Sur les poursuites dirigées par les héritiers Beaujean contre Gilkinet, en restitution de ces sommes, celui-ci soutint qu'il ne devait que le droit perçu sur les fruits; mais, que quant aux droits perçus pour les immeubles, les héritiers Beaujean en étaient seuls passibles, parce qu'au

(1) F. conf., Cass. 26 mess. an 8.

(2) Cette proposition forme une règle invariable de la matière; les art. 585 et 591 du Code de commerce portent : « Sera déclaré banqueroutier simple ou banqueroutier frauduleux, tout commerçant failli. » (Loi du 28 mai 1838.) Ainsi la qualité de commerçant et l'état de faillite sont les deux conditions préalables et intrinsèques du crime. Toutefois, la juridiction criminelle peut être saisie de la prévention de banqueroute, avant que la faillite ait été déclarée par le tribunal de commerce; car ce n'est pas le jugement du tribunal de commerce qui constitue la faillite, mais la cessation de paiements. Ce point est aujourd'hui bien constant : F. Cass. 19 avril et 7 nov. 1811; 3 nov. 1814; 15 avril 1825; 1^{er} sept. 1827; 11 août 1837.

(3) Nous pensons également que l'exécution forcée d'un jugement ne suffirait pas pour constituer le débiteur commerçant en état de faillite. Mais le dé-

tournement d'un objet saisi par le propriétaire de cet objet auquel il a été laissé en gage, constituerait le délit prévu par le 2^e § de l'art. 400 du Code pénal, ajouté par la loi du 28 avril 1832. *

(4) C'est là un point bien constant : en aucun cas, celui qui ne paie ou n'exécute que comme contraint et forcé, ne saurait être réputé acquiescer à la condamnation prononcée contre lui, à moins qu'il ne s'agisse d'une condamnation de premier ressort, et non exécutoire par provision, dont la partie puisse suspendre l'effet en l'attaquant par la voie d'appel. — F. dans le sens du sommaire ci-dessus, Cass. 19 therm. an 7 et la note; 20 prair. an 9; 5 brum. an 11; 17 janv. 1838 (Volume 1838). — F. au surplus, sur l'acquiescement résultant de l'exécution, les diverses décisions classées dans la Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Acquiescement, § 2. — F. aussi Merlin, Quest. de droit, v^o Appel, § 6, et Carré, Lois de la proc., n. 1584.

moyen de l'annulation de l'acte de donation, ils étaient censés avoir reçu directement ces immeubles de la demoiselle Beaujean, en leur qualité d'héritiers, et que lui, au contraire, était réputé ne les avoir jamais possédés. En conséquence, il fit des offres dans le sens de ses prétentions. — Un jugement les déclara bonnes et valables.

Dans cet état de choses, Gilkinet se pourvut en cassation contre le jugement du 8 mess. an 7, qui avait annulé la donation faite à son profit. — Mais les héritiers Beaujean lui opposèrent une fin de non-recevoir, tirée de l'acquiescement résultant, selon eux, des offres par lui faites, de payer un droit d'enregistrement qui faisait partie des dépens auxquels il avait été condamné.

Le citoyen Merlin, commissaire du gouvernement, a conclu au rejet de la fin de non-recevoir: (1) « Exécuter un jugement, a-t-il dit, c'est convenir implicitement que l'on ne tentera aucun moyen pour le faire réformer; mais cette convention ne doit être présumée, qu'autant que l'exécution a été libre et suppose un consentement de la part de celui qui exécute.

« Or, comment présumer une convention de la part de celui qui satisfait à la condamnation, sur les poursuites de celui qui l'a obtenue? En offrant, et en payant ce qu'il est jugé devoir, ce n'est point sa volonté libre et indépendante qui agit; il n'offre, il ne paie, que parce qu'il y est contraint sur des poursuites judiciaires, et n'a aucun moyen de s'en dispenser.

« Une protestation n'est nécessaire que pour détruire la présomption d'acquiescement qui résulte d'un paiement ou d'une offre volontaire, mais ici, l'offre et le paiement ont été forcés, la contrainte sort de la nature des choses: inutile donc de faire une protestation pour détruire un consentement qui n'existait pas. »

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que les offres faites par Gilkinet, de payer les droits fixes dus à la régie de l'enregistrement, dans la contestation qui a eu lieu entre les défendeurs et lui, sur la question de savoir à la charge de qui seraient les droits proportionnels exigés par la régie, ne peuvent être considérées comme un acquiescement, puisque Gilkinet ne pouvait se dispenser de payer les droits qu'il s'offerts; — Attendu que l'art. 5 du tit. 27 de l'ordonnance de 1667 porte, que les jugemens passés en force de chose jugée sont ceux qui sont rendus en dernier ressort, et dont il n'y a appel, ou dont l'appel n'est pas recevable, soit que les parties y eussent formellement acquiescé, ou qu'elles n'en eussent interjeté appel dans le temps, ou que l'appel ait été déclaré péru; qu'il faut par conséquent un acquiescement formel pour être déclaré non rece-

vable, et que jamais l'exécution forcée qui a eu lieu pour le paiement des droits de la république, ne peut être présumée contenir un acquiescement de cette espèce; — Rejette la fin de non-recevoir.

Du 22 flor. an 9 — Sect. civ. — Prés., le cit. Laborel. — Rapp., le cit. Oudot. — Concl., le cit. Merlin, subst.

1^o APPEL EN MATIÈRE DE POLICE. — DERNIER RESSORT.

2^o LIBERTÉ DE L'INDUSTRIE. — TAILL. DE POLICE. 2^o RÉGLEM. JUDICIAIRE. — MESURE DE POLICE.

1^o Sous le Code du 3 brum. an 4, tout jugement du tribunal de police était en dernier ressort et ne pouvait être attaqué par la voie de l'appel, lors même qu'il avait excédé les limites de sa compétence. (C. 3 brum. an 4, art. 153.) (2)

2^o Lorsqu'aucun règlement administratif n'a défendu l'exercice d'une profession dans un lieu déterminé, le tribunal de police excède ses pouvoirs, s'il applique une peine pour la seule fait de s'être exercé dans ce lieu.

3^o Le jugement du tribunal de police qui fait défenses à tous choudronniers de laver et nettoyer à l'avenir leurs cuivres dans le bassin d'une fontaine, contient un excès de pouvoir, en ce qu'il trace pour l'avenir une règle générale à une classe de citoyens, et en ce qu'il ordonne une mesure de police qui est dans les attributions de l'autorité administrative.

(Intérêt de la loi. — Imbert et Royer.)

JUGEMENT (après délib.).

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8; — En ce qui touche le jugement du tribunal civil du département de la Haute-Loire, du 3 flor. an 8: — Vu l'art. 153 du Code des délits et des peines, qui porte que les tribunaux de police jugent en dernier ressort, sauf le recours au tribunal de cassation; — Considérant que le jugement du 18 vent. an 8, dont celui du 3 flor. a reçu l'appel, était émané d'un tribunal de police, et par conséquent en dernier ressort; — Considérant que, quelle que pût être la matière de laquelle le tribunal de police avait connu, cela ne pouvait point ouvrir la voie de l'appel contre son jugement, puisqu'il était, de sa nature, en dernier ressort, et que les lois ne soumettent point de tels jugemens à l'appel: — Annule, pour excès de pouvoir, le jugement susdité du tribunal civil du département de la Haute-Loire;

En ce qui concerne le jugement rendu par le tribunal de police du Puy, du 18 vent. an 8: — Vu les art. 16, 17, 18, 19 et 153 du Code des délits et des peines; — Vu aussi les art. 12 et 13, tit. 2 de la loi du 21 août 1790; — Considérant qu'il était constant en fait qu'il n'y avait eu loi ni règlement administratif qui eût établi une peine, soit de la valeur de trois journées de travail, soit

arbitrairement privées, lorsqu'elles peuvent avoir un intérêt réel à l'exercer. Ces motifs ont prévalu lors de la rédaction du Code d'instruction criminelle. Aux termes de l'art. 172 de ce Code, les jugemens de police ne peuvent être attaqués par la voie de l'appel que lorsqu'ils prononcent un emprisonnement ou une condamnation pécuniaire excédant 5 fr. outre les dépens. Cet article a ainsi dérogé, pour les cas qu'il a expressément déterminés, à la règle générale suivie jusqu'alors; mais il l'a maintenue dans tous les cas qu'il n'a pas compris dans ses termes; il suit de là qu'il faut tenir maintenant comme règle que les jugemens de police ne sont susceptibles d'appel, que dans les cas strictement spécifiés par la loi. V. conf., Cass. 10 avril 1812. *

(1) V. ces conclusions dans leur entier, *Quest. de droit*, v^o *Acquiescement*, § 3.

(2) D'après la constitution de l'an 3 et l'art. 153 du Code du 3 brum. an 4, tous les jugemens des tribunaux de police étaient en dernier ressort, et ne pouvaient être attaqués que par la voie de cassation. Cette prohibition était trop absolue: si les condamnations de simple police n'imprimaient, en général, aucune flétrissure, s'il importait de terminer promptement des procès minimes, et de ne pas mettre entre les mains des parties une faculté dont l'usage pourrait leur être souvent funeste, ces motifs n'ont pas la même puissance lorsque la peine s'élève, même dans les limites des peines de police, à une certaine gravité: les deux degrés de juridiction forment un droit général dont les parties ne doivent point être

de trois journées d'emprisonnement, à encourir par des citoyens qui voudraient exercer, et qui exerceraient la profession de chaudronnier dans la rue de la Chaussée, commune du Puy; n'ou il résultait qu'il ne pouvait y avoir aucune peine de cette nature à prononcer contre les cit. Imbert et Royer, ni délit par eux commis, qui pût servir de base à la compétence du tribunal de police du Puy, et que, par conséquent, le tribunal de police du Puy a excédé ses pouvoirs, en prenant connaissance du fait pour lequel les cit. Imbert et Royer étaient traduits devant lui;

Considérant, d'un autre côté, que toute disposition qui trace pour l'avenir une règle générale à une classe de citoyens, et déclare obligatoire pour eux cette règle générale, est un règlement, et que, dans l'espèce, le tribunal du Puy a fait des *défenses à tous chaudronniers, de lever et nettoyer, à l'avenir, leurs cuivres dans le bassin de la fontaine de Thérion*; — Considérant que ces défenses, non-seulement étaient une règle générale établie et déclarée obligatoire pour toute la classe des chaudronniers, mais encore que l'objet de ces défenses était le maintien habituel de l'ordre public, par une mesure tendant à prévenir des délits, ce qui était mis, par la loi, dans les attributions spéciales des autorités administratives; — Annule le jugement du tribunal de police du Puy dudit jour, 18 vent. an 8, comme contenant excès de pouvoir et entreprise sur les fonctions administratives.

Du 23 flor. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Bailly. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

1^{er} MARCHÉS A TERME. — RATIFICATION.

2^e CONTRAINTE PAR CORPS. — ABOLITION.

3^e ARBITRAGE FORCÉ. — ARRÊTÉ RAPPORTEUR.

1^{er} Celui qui a acheté à terme des effets publics, et qui, plus tard, a ratifié son achat après la livraison, ne peut ensuite demander la nullité du marché, sous prétexte que c'est un marché à terme prohibé par les lois. — Jugé par le tribunal d'appel seulement. (Arr. du cons. 3 oct. 1785, 22 sept. 1786 et 11 juill. 1787; — L. 28 vend. an 4.) (1)

2^e La contrainte par corps peut être prononcée pour effets de commerce souscrits dans l'interdiction de la loi du 21 vent. an 5 à la loi du 15 germ. an 6. (2)

3^e La loi du 9 vent. an 4, prohibitive des arbitrages forcés, ne faisait pas obstacle à ce que les tribunaux de commerce envoyassent les parties devant un arbitre rapporteur chargé de donner son avis sur la contestation. (3)

(Rigault — C. Lancel.)

29 prair. an 5, vente par Lancel à Rigault, de 5000 fr. de rente sur l'Etat, au cours de 36 fr 50 cent. Lancel n'avait pas alors cette inscription à sa disposition; seulement, le cit. Dumets s'était engagé à la lui fournir, et celui-ci avait lui-même traité à cet égard avec les frères Legrand, qui en étaient possesseurs, et qui devaient la lui livrer. — Il avait été convenu, entre Rigault et Lancel, que le transfert serait fait directement par les

frères Legrand à Rigault; mais du reste, l'inscription vendue n'était désignée dans la vente, ni par son numéro, ni d'aucune autre manière qui pût en déterminer l'individualité.

En paiement de cette inscription, et comptant sur une prochaine livraison, Rigault accepta pour 36,000 fr. de lettres de change créées par Lancel. Mais les frères Legrand étant tombés en faillite, la livraison ne put avoir lieu. Cependant l'agent de change Lanfrey, stipulant pour Lancel, acheta, le 24 mess. an 5, une autre inscription de 5,000 fr. de rente, et en fit faire le transfert au nom de Rigault, le 29 du même mois.

Le 3 thermid. suivant, Rigault écrivit à Lanfrey pour se plaindre de n'avoir pas encore reçu livraison, et lui demander en même temps un délai de deux mois, pour acquitter les traites qu'il avait acceptées. Hironvillerette demanda par une seconde lettre du 11 du même mois; mais cette fois, il énonçait clairement qu'il savait que l'inscription n'avait été achetée que le 24 mess., au cours de 22 liv. 10 sous seulement.

Quelques difficultés s'étant élevées, l'agent de change Lanfrey fit offres réelles à Rigault de l'inscription acquise le 24 mess. Sur le refus de Rigault, les parties comparurent au bureau de paix, le 28 therm., et la Rigault déclara que l'inscription à lui offerte ne lui avait jamais appartenu, qu'il ne savait sur quel motif on s'était fondé pour la lui remettre; qu'au surplus, il offrait d'en signer le transfert au profit de qui il appartiendrait. Lanfrey conclut alors à ce que le transfert fût signé à son profit personnel, ce qui fut fait; et le bureau de paix déclara toute difficulté terminée entre les parties.

Mais Lancel, désavouant cette transaction à laquelle il était demeuré étranger, fit citer Rigault devant le tribunal de commerce de Paris, et le fit condamner, par corps, au paiement des 36,000 fr., montant des lettres de change, sauf recours contre Lanfrey.

Appel. — Le 26 frim. an 7, le tribunal civil de la Seine remit un jugement préparatoire par lequel, attendu que le tribunal de commerce avait prononcé d'après des faits erronés, il renvoyait les parties devant le cit. Dufresne, agent de change, qu'il nomma arbitre, à l'effet d'examiner les pièces, d'entendre les parties, les concilier si faire se pouvait, sinon faire son rapport, qu'il déposerait au greffe, pour, sur ce rapport, être par les parties requis, et par le tribunal statué ce qu'il appartiendrait.

28 prairial suivant, jugement définitif rendu sur le rapport de Dufresne, lequel, « attendu qu'il est suffisamment reconnu en la cause que les retards ne provenaient point du fait du cit. Lancel; que Rigault, loin d'en avoir pris prétexte pour faire annuler le marché, s'était borné à demander au renouvellement de ses effets à deux mois; que la remise faite par Rigault à Lanfrey d'un transfert en blanc, était à titre de compensation, de 10,000 liv. d'inscriptions par lui vendues à Rigault; — Mais attendu que dans le premier délai du 29 prair. au 29 mess., il y a réellement eu perte dans le cours des inscriptions, qu'il, d'après le rapport de l'expert, est de 8,000 liv.,

(1) Abstraction faite de toutes circonstances particulières, et lorsqu'il s'agit de paris marchés à terme fictifs ou jeux de bourse, la nullité de tels marchés est un point aujourd'hui hors de toute contestation. *F. Cass.* 11 août 1824 et 2 mai 1827. — Mais si les marchés à terme sont sérieux, et n'ont pas pour objet de dénigrer une opération de jeu, alors ils sont valables: *F. Paris*, 29 mars 1832 (Volume 1832), et 9 juin 1836 (Volume 1836).

II. — 1^{re} PARTIE.

(2) Sur ce point, *F.* le résumé de jurisprudence qui accompagne le jugement du 4 niv. an 9.

(3) Un jugement de cassation, du 13 fruct. an 8, s'étant plus loin, en décidant, d'une manière générale que l'arbitrage forcé en matière commerciale n'a pas été abrogé par la loi du 9 vent. an 4.

et que l'équité ne permet pas que cette perte tombe sur Rigoult;—Faisant droit sur l'appel, dit qu'il a été mal jugé par le tribunal de commerce, seulement en ce qu'il n'a pas été ordonné que les 8,000 liv. de différence, survenues dans le cours des inscriptions, du jour où devait être fait le transfert, au 29 mess., qu'il a en lieu, seraient supportées par Lancel, et ne les a pas déduites sur le montant des traites; bien appelé à cet égard; émettant, met l'appellation et ce dont a été appel en néant, seulement quant à ce, et faisant droit, au principal, ordonne que les 8,000 liv. de différence dont il s'agit seront supportées par Lancel; en conséquence, que la condamnation principale des 36,500 liv., dont est question, sera réduite à 28,500 liv., et que, pour le surplus, le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet.

POURVOI en cassation de la part de Rigoult: 1° Pour contravention aux arrêts du conseil des 7 août et 2 oct. 1785, et 28 sept. 1786, qui prononcent la nullité des marchés à terme sur les effets publics.

2° Pour violation de l'art. 1^{er}, tit. 2, de l'art. 19, tit. 3 de la loi du 15 germ. an 6, en ce que le jugement attaqué a prononcé la contrainte par corps;—L'art. 19, disait-on, abroge toutes les lois antérieures, relatives à la contrainte par corps, sans faire d'exception pour la loi du 24 vent. an 3; et l'art. 1^{er} qui porte: «A compter de la publication de la présente, la contrainte par corps aura lieu, etc.» démontre évidemment que le législateur n'a entendu prononcer la contrainte par corps que pour les engagements postérieurs au 15 germ. an 6.

3° Pour contravention à la loi du 9 vent. an 4, qui prohibe l'arbitrage forcé, en ce que le jugement préparatoire du 26 frim. a nommé d'office un arbitre, au rapport duquel le jugement définitif a reconnu la force d'une décision judiciaire.

Le cit. Merlin, subst. du commissaire du gouvernement, en discutant le premier moyen, a reconnu, en droit, la nullité des marchés à terme, mais il a justifié, en fait, l'arrêt attaqué. Il a combattu aussi les deux autres moyens du pourvoi par des motifs qui se trouvent analysés dans l'arrêt qui suit (1).

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que le jugement attaqué a reconnu et déclaré constant en fait, d'après les aveux et déclarations des parties, que le marché dont il s'agit n'était point un marché à terme; que Rigoult n'ignorait pas que Lancel n'avait point d'inscription en son nom, et qu'il ne lui vendait que ce qu'il avait acheté lui-même de Lanfrey; qu'à raison du retard apporté dans l'expédition du transfert, Rigoult n'a point demandé la résiliation du marché, et s'est contenté de demander le renouvellement de ses acceptations à deux mois, ce qui le mettait à même de garder la rente pendant ce temps; qu'il a accepté le transfert de la rente de 5,000 fr., à lui fait, et en a disposé, comme de son propre, en

signant le transfert en blanc, et le remettant à Lanfrey, en compensation d'une autre partie de rente de 10,000 fr., qu'il avait achetée dudit Lanfrey; d'où il suit que le jugement attaqué n'est contraire ni aux règlements de la matière ni aux lois sur l'organisation des bureaux de paise.—Considérant que les acceptations dont il s'agit sont postérieures à la loi du 24 vent. an 3, qui, en rapportant la loi du 9 mars 1793, abrogative de la contrainte par corps en matière civile, déclare que «les obligations qui seront contractées postérieurement à la promulgation de la présente loi, et pour le défaut d'exécution desquelles les lois antérieures prononçaient la contrainte par corps, y seront assujetties comme par le passé»;—Considérant que le tribunal civil de la Seine n'a point donné force et autorité de chose jugée à l'avis de l'arbitre Dufresne, et ne l'a considéré que comme un simple avis dont il pouvait étayer sa décision; qu'ainsi il n'y a pas de contravention à la loi qui supprime les arbitrages forcés;—Considérant que la disposition du jugement attaqué qui restreint la condamnation prononcée par le jugement de première instance est toute à l'avantage de Rigoult, et qu'il est, conséquemment, sans intérêt et sans motif pour se plaindre de cette disposition favorable;—Rejette la demande de Rigoult.

Du 23 flor. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liboret.—Rapp., le cit. Lasaudade.—Concl., le cit. Merlin, subst.—Pl. les cit. Bonnel et Moreau.

1° ENREGISTREMENT.—EXPLOIT.—DÉLAI. 2° RENTE VIAGÈRE.—PAPIER-MONNAIE.—REMBOURSEMENT.

1° Dans le délai de quatre jours accordé pour l'enregistrement des exploits, est comprise le jour de l'échéance de ce délai. Ainsi, est tardivement enregistré et par conséquent nul, l'exploit du 9, qui n'a été soumis à la formalité que le 14. (L. 22 frim. an 7, art. 20 et 34.) (2)
2° Les rentes viagères créées pendant le cours du papier-monnaie, ne sont pas remboursables au gré des débiteurs, lorsqu'ils des mineurs. (L. 13 plu. an 6, art. 10.)

(Mathevoit—C. Brachet.)

En fruct. an 8, la veuve Brachet, mère et tutrice de ses enfants, a emprunté une somme de 30,000 fr. assignats, destinée à acquitter des dettes de la succession de son mari, et à faire faire des réparations urgentes à des immeubles de cette succession. Au moyen du paiement de ces 30,000 fr., une rente annuelle et viagère de 1,200 fr. a été créée au profit de Mathevoit, quitte de toutes impositions mises et à mettre, et payable, sans diminution, en espèces du jour, telles qu'elles soient.—Des contestations élevées sur le paiement de cette rente après le décès de la veuve Brachet, ont donné lieu à une instance jugée d'abord par le tribunal civil du département du Rhône, qui a condamné les Brachet à payer ladite rente sur le pied de 800 fr. par an, si mieux ils n'aimaient en rembourser le

(1) P. les conclusions de ce savant magistrat, rapportées dans ses *Quest. de droit*, vis *Effets publics*, § 1^{er}, et *Contrainte par corps*, § 1^{er}.

(2) Quant au jour de la date de l'acte, il n'est pas compris dans le délai: c'est la disposition textuelle de l'art. 25 de la loi du 22 frim. an 7.—Remarquons au surplus ici, que la nullité pour défaut d'enregistrement, en temps utile, des exploits ou procès-verbaux, prononcée par l'art. 34 de la loi du 22 frim., ne s'applique qu'au cas où ces actes sont faits à la

requête de simples particuliers, et que cette nullité n'a pas lieu lorsque l'acte intéresse la vindicte et l'ordre publics, dont les exigences ne pouvaient être subordonnées aux intérêts pécuniaires du fisc. C'est ce qu'a établi la jurisprudence, en se fondant à cet égard sur l'art. 47 de la loi du 22 frim. an 7, qui défend aux juges de rendre jugement sur des actes non enregistrés, que lorsque la législation est en faveur de particuliers: P. Cass. 23 vend. an 13; 16 janv. 1824; 7 janv. 1826; 23 fév. 1827; 2 août 1829.

capital réduit à la valeur numéraire des assignats au 2 frim. an 3, date du contrat. — Ce jugement a été confirmé par le tribunal civil du département de Saône-et-Loire.

Le motif de ces deux tribunaux pour autoriser le remboursement du capital de la rente, objet du procès, a été que cette rente était trop contrairement aux intérêts des débiteurs, pour qu'on ne dût pas leur permettre de s'en libérer, sans blesser les droits du créancier; que la libération avait toujours été facultative, et qu'il était d'autant plus nécessaire d'appliquer ce principe à l'espèce, qu'il s'agissait de l'intérêt de mineurs.

POURVOI en cassation. — (Le système du demandeur se trouvant résumé dans l'arrêt qui va suivre, nous nous dispenserons de le reproduire.)

Ce pourvoi ayant été admis par la section des requêtes, Mathérot fit signifier le jugement d'admission aux deux enfans Brachet, le 9 therm. an 8. Mais la signification faite à Jean Brachet, l'un d'eux, ne fut enregistrée que le 14. — De cette circonstance Jean Brachet tira une fin de non-recevoir contre le pourvoi.

Cette fin de non-recevoir a été appuyée par le cit. Merlin, subst. du comm. du gouv. — L'art. 20 de la loi du 22 frim. an 7, disait-il, porte : « Les délais pour faire enregistrer les actes publics, sont : savoir . . . de quatre jours pour ceux des huissiers et autres ayant pouvoir de faire des exploits et procès-verbaux. » — L'art. 34 prononce la nullité des exploits non enregistrés dans le délai. — Or, en matière d'enregistrement, les lois n'ont point suivi la règle tracée par l'ordonnance de 1667, elles ont compris dans le délai le jour de l'échéance, *terminus ad quem*. — En effet, l'art. 8 de la loi du 19 décembre 1790 portait que les exploits seraient enregistrés dans les quatre jours qui suivraient celui de leur date; ce qui indiquait qu'on ne devait pas comprendre dans ce délai le jour formant le point de départ, *terminus à quo*, mais que celui de l'échéance, *terminus ad quem*, y était compris. — L'art. 35 de la loi du 22 frim. an 7 a également consacré cette disposition; car il porte textuellement que le jour de la date ne sera pas compris dans ces délais; d'où il suit clairement que l'on doit compter le jour de l'expiration du délai, qui de *vo deo dicto*, *de altero negat*; et le même article ajoute à la fin, que si le dernier jour du délai se trouve un décadi, ou un jour de fête nationale, on s'il tombe dans les jours complémentaires, ces jours-là ne sont pas comptés : donc le dernier jour du délai, c'est-à-dire le quatrième après la date de l'acte, doit être compté toutes les fois que ce dernier jour n'est ni décadi, ni une fête nationale, ni un jour complémentaire. — Donc la signification faite à Jean Brachet est nulle; donc il en est comme si elle n'avait pas été faite dans les trois mois; donc il y a déchéance encourue aux termes de l'art. 30, tit. 4 du règlement de 1738.

An fond, le commissaire a concédé au rejet. — Le bail à rente viagère, disait-il, est une sorte de vente dans laquelle le bailleur de fonds est l'acheteur, le débiteur de la rente le vendeur. — Il doit donc, de même que dans toute autre vente, y avoir lieu à restitution pour lésion énorme, surtout lorsque des mineurs se trouvent parties dans ce contrat, comme dans l'espèce. — A l'objection tirée de ce que c'est un contrat aléatoire qui ne donne jamais lieu à restitution, on peut répondre qu'il se fait une sorte d'estimation des chances à courir, et que cette estimation peut donner lieu à la restitution pour lésion. (V. ces conclusions, *Quest. de droit*, v° *Enreg.*, § 15.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la loi du 22 frim. an 7,

dont l'art. 30, tit. 3, porte que le délai pour faire enregistrer les exploits des huissiers est de quatre jours, et qui, dans l'art. 34, tit. 6, déclare nul l'exploit non enregistré dans ce délai. — Vu les lois 23, ff. de *Regulis juris*, et 1^{re}, § 6, ff. de *Pactis*; — Vu les art. 46 de l'ordonnance de 1510; 30, chap. 8, de celle de 1535; et 134 de celle de 1539, qui veulent que les actes et conventions non attaqués par les voies de droit soient exécutés; — Vu enfin la loi du 13 pluv. an 6, et notamment l'art. 10 qui dispose : « Dans aucun des cas prévus par les articles précédents, le débiteur ne pourra être obligé de payer annuellement plus du capital de la valeur des assignats, réduits d'après l'échelle de dépréciation du département où le contrat a été passé; »

En ce qui concerne Jean-François Brachet : — Attendu que l'exploit de la signification qui lui a été faite du jugement d'admission du mémoire du demandeur, n'a pas été enregistré dans le délai prescrit par l'art. 30 du tit. 3 de la loi citée du 22 frim. an 7; — Déclare ledit exploit nul, et en conséquence, le demandeur déchu de son pourvoi envers ledit Brachet;

En ce qui concerne Angélique Brachet : — Considérant qu'en autorisant le remboursement non consentant par le demandeur, du contrat dont il s'agit, le tribunal civil du département de Saône-et-Loire a anéanti la convention qui faisait la loi des parties; que ce contrat n'ayant point été attaqué par les voies de droit, le tribunal a contrevenu aux ordonnances citées, en autorisant son inexécution; — Considérant que la loi du 13 pluv. an 6, concernant les rentes viagères créées pendant la durée de la dépréciation du papier-monnaie, prescrit des règles sur la réduction desdites rentes, et ne dit rien de leur remboursement; que l'art. 10 de cette loi suppose nécessairement ces rentes non rachetables; que, dans l'hypothèse contraire, sa disposition ne pourrait jamais recevoir d'application, n'étant pas possible d'imaginer que le débiteur d'une rente, maître de s'en libérer, en payant une seule fois, à titre de remboursement du capital, la valeur numéraire des assignats reçus lors de la création, voudrait s'assujettir à payer annuellement cette même somme pendant la durée de la vie de son créancier; que, dès que le paiement annuel du capital réduit en valeur numéraire est formellement autorisé par l'article cité, qui ne distingue pas les rentes dues par des mineurs de celles dues par des majeurs, le tribunal civil du département de Saône-et-Loire n'a pu, sans ajouter aux dispositions de la loi et commettre ainsi un excès de pouvoir, permettre le remboursement de la rente dont il s'agit, sous le prétexte de l'intérêt des mineurs et de la lésion qu'ils souffrent par le paiement de cette rente; — Casse, etc.

Du 23 flor. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.* le cit. Aumont — *Concl. contr.*, le cit. Merlin. — *Pl.* les cit. Leprieux et Duclos.

1^o EXPLOIT. — HUISSIER. — IMMATRICULE.

2^o CASSATION. — JUGEMENT D'ADMISSION. — SIGNIFICATION. — COPIE.

1^o Sous la loi du 7 niv. an 7, était nul tout exploit dans lequel l'huissier n'avait pas indiqué la tribunal dans la ressort duquel il exerçait : l'annulation de l'administration municipale où il était patenté, était insuffisante (1).

(1) F. conf., Cass. 7 vent. an 7; 1^{er} flor. et 14 therm. an 9; 22 therm. an 10; 22 brum. an 13; Paris, 29 avril 1806.

2° La signification du jugement d'admission d'un pourvoi en cassation est-elle nulle, par cela seul que, dans la copie signifiée, se trouve énoncé le nom d'un individu autre que celui dénommé dans la minute de l'expédition du jugement, et auquel la signification a été faite? Non rés. (Règl. 1738, 2^e part., tit. 1^{er}, art. 7 et 10.) (1)

(Bossy—C. Agnès.)

Dans l'exploit de signification d'un jugement d'admission, obtenu de la section des requêtes par le cit. Agnès et consorts contre le cit. Bossy, l'huissier s'était borné à dire qu'il était dûment autorisé par l'administration municipale de Cavaillon, sans indiquer le tribunal dans le ressort duquel il exerçait ses fonctions. — De la résultait un moyen de nullité, aux termes de la loi du 7 niv. an 7.

En second lieu, la copie signifiée du jugement d'admission énonçait que le tribunal de cassation avait permis de citer un nommé Roux (au lieu de Bossy qu'indiquait l'expédition conformément à la minute du jugement). — De cette fausse indication de nom, le défendeur tirait un autre moyen de nullité ou de déchéance contre le demandeur.

Le cit. Merlin a conclu à l'admission des deux moyens. — Sur le premier, il a rappelé la jurisprudence constante du tribunal.

Sur le second, il a dit : D'après la copie, ce n'est pas le cit. Bossy que le jugement d'admission permet de citer, c'est le cit. Roux. La signification faite au cit. Bossy est donc nulle, d'après la copie signifiée; car les art. 7 et 10 du tit. 1^{er}, 2^e partie du règlement de 1738, déclarent nulle toute assignation qui serait donnée à des personnes non dénommées expressément dans les arrêts de soit communiqué. — Mais, disent les cit. Agnès et consorts, c'est par erreur de copie que le nom du cit. Roux a été substitué dans la copie signifiée au nom du cit. Bossy.... — Le cit. Merlin, sans réfuter cette objection de fait des demandeurs en cassation, discutait ainsi la question dont il venait de poser les prémisses : La loi veut, à peine de déchéance de la demande en cassation, qu'il soit délivré au défendeur copie du jugement d'admission de cette demande. — Elle veut aussi, à peine de nullité, que le juge-

ment d'admission indique la personne à qui il doit être signifié. — Voilà deux vérités constantes et irréfragables. — Maintenant qu'est-ce qu'une copie, si ce n'est la représentation exacte, littérale et complète de l'original? Si elle n'a pas ces caractères, et si elle ne les a pas tous, elle n'est pas plus une copie qu'un portrait non ressemblant n'est un portrait. — Lors donc qu'il existe des différences entre l'original et ce qu'on appelle la copie; lors surtout que ces différences sont telles que l'original serait nul, s'il présentait les mêmes vices ou les mêmes omissions qui se trouvent dans ce qu'on appelle la copie, alors on est forcé de dire qu'il n'existe point de copie; alors, par conséquent, on est forcé de reconnaître qu'il y a eu violation de la loi qui ordonne que copie de tel acte soit délivrée et signifiée au défendeur; alors, par conséquent, on est forcé d'appliquer la peine de nullité attachée par la loi au défaut de délivrance et de signification de la copie de tel acte au défendeur.

Le tribunal, comme on va le voir, ne motiva son jugement que sur le premier des deux moyens présentés par Bossy à l'appui de sa demande en déchéance du pourvoi des cit. Agnès.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 2, tit. 2 de l'ord. de 1667; — Vu pareillement l'art. 2 de la loi du 7 niv. an 7; — Et attendu que l'huissier Vercauwy, qui a signifié le jugement d'admission du 19 prairial an 7, et cité le défendeur à comparaître dans le délai du règlement, n'a point énoncé auprès de quel tribunal il exerçait ses fonctions; — Déclare nulles ladite signification et la citation faite en conséquence, et déclare les demandeurs déchus de leur pourvoi.

Du 23 flor. an 9. — Sect. civ. — Rapp. le cit. Pajou. — Concl. le cit. Merlin, subat.

VACANCES.—JUGEMENT.

Le jugement rendu pendant les vacances, en matière ordinaire, n'est pas nul, si la cause avait été, sans opposition des parties, prorogée au jour où ce jugement a été prononcé. — Surtout, la nullité ne saurait être prononcée, et le jugement de prorogation n'a pas été attaqué. (L. 21 fruct. an 4.) (2)

(1) Comme on le verra plus loin, M. Merlin a soutenu la négative. *V.* au surplus ses conclusions textuelles, *Quest. de droit, v^o Assignation*, § 5.

(2) Plusieurs autres décisions de la Cour de cassation ont consacré ce principe: qu'un tribunal peut, du consentement des parties, continuer et juger pendant les vacances une cause commencée antérieurement; et que le consentement des parties, à cet égard, résulte suffisamment de leur présence au jugement, sans réclamations ni protestations de leur part: *V.* 12 brum. an 10; 22 janv. 1806; 19 avril 1820. Mais il en est autrement quand les parties déclarent s'opposer à ce que les juges prononcent en temps de vacances; alors le jugement rendu malgré cette opposition est nul: *V.* Paris, 12 juill. 1814; Cass. 13 juin 1815.

Une doctrine contraire aux premières décisions, qui viennent d'être rappelées, a été soutenue par M. Merlin, dans une affaire où la difficulté ne reçut pas de solution (*V. Quest. de droit, v^o Saisie immobilière*, § 8, n^o 4). L'importance de la question nous détermine à reproduire ici la substance du réquisitoire qu'il prononça à cette occasion.

Ce savant jurisconsulte établit d'abord, qu'en thèse générale, un jugement qui serait rendu par la chambre des vacations sur une matière non sommaire,

devrait être déclaré nul sans difficulté, la chambre des vacations n'étant instituée que pour juger les affaires de cette nature, et que, conséquemment, elle excéderait, en jugement des affaires non sommaires, les bornes dans lesquelles sa compétence est circonscrite par la loi. Il cite à ce sujet deux édits, l'un du mois d'août 1669, l'autre du mois d'août 1682.

Il soutient ensuite qu'il doit en être de même d'un jugement rendu en vacations par une chambre ordinaire. « La loi du 21 fruct. an 4, dit-il, ne porte pas que les tribunaux civils pourront prendre, chaque année, deux mois de vacances; elle porte que les tribunaux auront deux mois de vacances. L'art. 51 du décret du 6 juill. 1810 ne dit pas: Les chambres civiles pourront vaquer depuis le 1^{er} sept. jusqu'au 1^{er} nov.; il dit que, dans cet intervalle, les chambres civiles vaqueront; ce qui signifie, en d'autres termes, que les vacances des tribunaux seront suspendues, chaque année, pendant deux mois; qu'il y aura, chaque année, deux mois pendant lesquels les tribunaux civils seront sans fonctions; et que, par conséquent, toutes fonctions seront interdites aux tribunaux civils pendant ces deux mois. — Qu'importe que le repos des juges (comme on l'objecte) soit le motif principal de cette disposition? Une fois les

(Brognier — C. N. . . .)

La seconde section du tribunal civil de l'Escaut avait entendu les plaidoiries d'une affaire à son audience du 6 fruct. an 7, et continué la cause au 23 du même mois, jour qui se trouvait faire partie des vacances, lesquelles à cette époque commençaient le 16 fructidor; du reste, les parties ne s'étaient opposées en aucune manière à cette prorogation. — Au jour indiqué, intervint un jugement qui statua sur la contestation.

POURVOI de la part de Brognier, l'une des parties, pour excès de pouvoirs et violation de l'art. 3 de la loi du 21 fruct. an 4, en ce que le jugement attaqué a été rendu en vacances, par des juges alors sans pouvoirs pour séjurer.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il ne résulte point que les parties aient réclamé contre le jugement du tribunal civil de l'Escaut du 6 fruct., qui prorogait au 23 du même mois, et que lors ou avant ledit jugement du 25, elles aient fait aucune protestation; — Attendu que le demandeur ne s'est pas même pourvu en cassation contre le jugement du 6 fruct., portant prorogation, et que par conséquent, les parties sont censées avoir acquiescé au jugement; — Rejette.

Du 25 flor. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Muraire. — Rapp., le cit. Zangiacomi.

DOUANES. — SAISIE. — COMPÉTENCE.

Un tribunal correctionnel est compétent pour connaître d'une saisie de marchandises faite hors de son ressort, lorsque ces marchandises ont été, par suite de force majeure, conduites au bureau situé dans l'arrondissement de ce tribunal. (L. 9 flor. an 7, tit. 4, art. 2.)

(Douanes — C. Friand.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 14 et 15 de la loi du 10 brum. an 5; — Et attendu que c'est au bureau des douanes d'Anvers qu'a été constatée la nature des objets importés, par la description détaillée qui en a été faite et par le rapport qui en a été dressé et affirmé; que l'examen fait à Westerloo, par les gendarmes, n'a été qu'un examen préparatoire, subordonné à celui qui devait se faire au bureau d'Anvers, où des circonstances impérieuses et prévues par la loi avaient forcé de conduire les marchandises; — Que c'était donc devant le tribunal correctionnel d'Anvers que les contrevenants devaient être traduits; que ce tribunal, méconnaissant sa compétence et s'appuyant sur l'art. 15 précité, en a fait une fautive application; qu'il en est ainsi du tribunal criminel des Deux-Nèthes, qui a confirmé ce jugement; — Par ces motifs, faisant droit sur le pourvoi du commissaire du gouvernement et sur celui de la régie des

douanes; — Casse le jugement du tribunal criminel des Deux-Nèthes, du 13 niv. an 9.

Du 27 flor. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Dutocq. — Rapp., le cit. Seignette. — Concl., le cit. Lecoutour, subit.

DOUANES. — MARCHANDISES ANGLAISES. —

RAYON FRONTIÈRE.

Les préposés des douanes, autorisés par l'art. 11 de la loi du 10 brum. an 5 relative aux marchandises anglaises, à faire, dans les trois lieues frontières, des visites de jour dans les maisons indiquées comme recevant des marchandises, ont, par là même, le droit de saisir dans le même rayon les marchandises réputées anglaises qui circulent sans passavant ni aucune expédition. (L. 10 brum. an 5, art. 9 et 11.)

(N. . . . — C. Douanes) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 9 et 11 de la loi du 10 brum. an 5; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal que les marchandises réputées anglaises ont été saisies sans passavant ni aucune expédition; qu'il est dit dans le procès-verbal que celui qui les conduisait venait du côté de l'étranger; qu'il conste de la procédure que cette saisie a été faite dans les trois lieues frontières de terre; que si les préposés aux douanes peuvent faire des perquisitions dans les trois lieues frontières, aux termes de l'art. 11 de la loi précitée, et par conséquent y saisir les marchandises provenant des fabriques ou du commerce anglais, à plus forte raison peuvent-ils les saisir dans lesdites trois lieues frontières quand elles y circulent sans aucune expédition, et surtout quand elles viennent du côté de l'étranger; que dès-lors les inductions tirées, par le jugement dont est pourvoi, dudit art. 11, sont fausses; qu'ainsi il a fait une fautive application dudit article; — Casse et annule le jugement rendu par ce tribunal, le 1^{er} germ. dernier.

Du 27 flor. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Lecoutour, subit.

TRIBUNAL CORRECT. — CITATION. — VISA.

Le visa du directeur du jury exigé pour saisir le tribunal correctionnel, n'est requis qu'à l'égard des citations données directement au prévenu par la partie plaignante. La formalité n'est pas exigée à l'égard des citations données à la requête du ministère public, par exemple, au cas de citation à un notaire à fin de condamnation à l'amende pour défaut de versement de son cautionnement. (L. 3 brum. an 4, art. 182.) (1)

(Intérêt de la loi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 180, 182 et 219

vacances établies pour le repos des juges, les parties ont le droit d'y compter; la loi elle-même leur donne la certitude que, tout le temps qui durera les vacances, on ne pourra pas juger leurs causes sur procès; et la confiance qu'elles ont, qu'elles doivent avoir dans la loi, ne peut pas être trompée. — Les juges ne sont donc pas maîtres de s'abstenir, au préjudice des parties, du repos qui leur est accordé par la loi; et cela était passé en maxime dans l'ancien ordre judiciaire. (Edit d'août 1684, art. 16; lettres patentes du 26 sept. 1739.)

Examinant plus loin si les juges peuvent, de concert avec les parties et de leur consentement, enfreindre la défense qui leur est faite de s'assembler en vacations pour juger les affaires qui ne requièrent pas célérité, Merlin se pense pas que cela soit permis. Toutefois, il faut reconnaître que, sur ce

point, son opinion, à laquelle il ne donne aucun développement, est loin d'être aussi franche, aussi prononcée, que sur les deux premiers.

Dans le sens de la nullité du jugement rendu en vacances, on peut voir un arrêt de Metz du 27 juill. 1838 (Volume 1838), qui va même jusqu'à décider, dans ses motifs, que cette nullité pourrait et devrait être prononcée d'office par les juges, comme étant d'ordre public.

Carré, *Lois de la compétence*, art. 364, p. 473, tout en enseignant qu'il y a nullité du jugement rendu par la chambre des vacations, sur une affaire non sommaire, pourvu cependant que l'incompétence de cette chambre n'est pas absolue, et que sa juridiction peut être prorogée par le consentement des parties.

(1) *F. conf.*, Cass. 26 fruct. an 7.

du Code des délits et des peines; — Vu pareillement l'art. 8 de la loi du 7 vent. an 8, concernant le cautionnement des notaires, et l'art. 10 de l'arrêt du gouvernement du 18 vent., relatif au mode pour le versement des cautionnements;... — Considérant que le visa du directeur du jury exigé pour saisir le tribunal correctionnel, n'est requis que pour les citations données directement au prévenu par la partie plaignante; que c'est en ce sens que doit être entendu l'art. 182 du Code des délits et des peines, dont les dispositions se réfèrent à l'art. 180, qui détermine les cas où le visa est requis; que, soit dans cet article, soit dans aucun autre, la formalité du visa n'est imposée au commissaire du gouvernement; — Considérant que le commissaire du gouvernement qui forme une action au nom du gouvernement ne doit pas être assimilé à une partie plaignante; que l'action qu'il intente en cette qualité ne peut être que dans les cas où l'attribution au tribunal correctionnel résulte de la loi; — Que, dans l'espèce, il n'y avait aucune incertitude, soit sur l'objet de l'attribution dont il s'agissait, et qui était la condamnation des notaires aux amendes prononcées par l'art. 8 de la loi du 7 vent. an 8, pour défaut de paiement de leur cautionnement, soit sur le fait même de l'attribution, puisqu'elle était formellement déclarée par l'art. 10 de l'arrêt du gouvernement, qui a prescrit les délais pour le versement des cautionnements, et le mode pour en poursuivre le recouvrement; — Par ces motifs, faisant droit sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement; — *Casse*, etc.

Du 28 flor. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Verdigny. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAL DE POLICE. — JUGEMENT. — MINISTÈRE PUBLIC. — CONCLUSIONS.

Du 28 flor. an 9 (aff. Choret). Même décision que par les jugemens des 25 frim., 26 niv. et 12 fruct. an 7. — *V.* aussi 19 vent. an 8.

MORT (PEINE DE). — EXÉCUTION. — MODE.

Sous le Code du 25 sept.-6 oct. 1791, les condamnés à mort pour assassinat, incendie ou empoisonnement, étaient les seuls qui dussent être conduits au lieu du supplice revêtus d'une chemise rouge; le tribunal criminel qui appliquait cette mesure aux condamnés à mort pour tous autres crimes, commettait un

excès de pouvoirs. (C. 25 sept.-6 oct. 1791, 1^{re} part., tit. 1^{er}, art. 4.) (1)

(Laverge—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 4, tit. 1^{er} de la 1^{re} partie du Code pénal; — Attendu que, par la déclaration du jury de jugement sur laquelle a été rendu, le 22 vent., par le tribunal criminel de la Dordogne, le jugement qui porte peine de mort, il ne résultait la preuve ni d'assassinat, ni d'incendie ni de poison; que la condamnation n'a point été établie sur la preuve d'aucun de ces crimes; que, dès lors, il n'y avait pas lieu à l'application de l'art. 4 précité; que, néanmoins, la disposition portée dans cet article a été ordonnée; qu'il y a eu conséquemment dans cette application, violation de la loi et excès de pouvoirs; — Casse la disposition dudit jugement du 22 vent., qui ordonne que les condamnés seront conduits au lieu de l'exécution revêtus d'une chemise rouge, etc.

Du 28 flor. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Barris. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

Le même jour, jugement identique (aff. Petit-Bruel.)

APPEL CORRECT. — OPPOSITION. — PARTIE CIVILE.

Le tribunal criminel saisi de l'appel interjeté par le ministère public et par la partie civile, d'un jugement de police correctionnelle qui a renvoyé le prévenu de la poursuite, ne peut, après avoir confirmé contradictoirement le jugement, en ce qui concerne l'action publique, et prononcé par défaut à l'égard de la partie civile, statuer sur l'opposition formée par cette partie, qu'en ce qui concerne ses intérêts civils; l'action publique est éteinte, et cette opposition ne peut la faire revivre. (C. 3 brum. an 4, art. 4, 5, 6 et 456.) (2)

(Le D^e—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 4, 5, 6 et le paragraphe 6 de l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Considérant que les deux actions, publique et civile, sont absolument distinctes; qu'elles peuvent être poursuivies séparément ou conjointement; que l'action publique a pour objet la répression et la punition du délit, quant à l'ordre social; que l'action civile ne peut jamais avoir d'autre objet que la réparation du tort personnel; que dans le cas dont il s'agit, il y avait

juste application des principes de la matière.

(2) Ce point, qu'une nombreuse et uniforme de décisions ont consacré (F. Cass. 26 niv., 18 flor. an 10; 16 frim. an 12; 18 juill. 1806, etc.), a fait d'ailleurs l'objet de la solution contenue dans l'avis du conseil d'Etat du 12 nov. 1806. — Une difficulté sérieuse s'est toutefois élevée au sujet des pouvoirs du tribunal d'appel, quand il n'est saisi que par le seul recours de la partie civile. L'avis du conseil d'Etat du 12 nov. 1806 déclare que, dans ce cas, le tribunal d'appel doit tenir pour constants les faits et les motifs qui ont déterminé le chef du jugement relatif au délit, et ne s'occuper de l'intérêt civil des parties que d'après ces bases. A Delà, M. Carnot a conclu que le tribunal d'appel ne peut, dans cette hypothèse, se livrer à une nouvelle appréciation des faits et des motifs (Commentaire sur l'art. 232 du Code d'inst. crim., n. 5 et 20). Mais ce système a été combattu par M. Bourguignon (*Jurisp. des Codes crim.*, t. 1^{er}, p. 449), et par MM. Chauveau et Hélie (*Journ. du droit crim.*, 1834, p. 229). F. sur ce dernier sens, Cass. 19 mai 1815.

(1) F. conf., Cass. 6 mess. et 7 germ. an 7. — La peine de mort s'exécute, sous notre ancienne législation, avec des supplices divers et plus ou moins barbares, suivant la gravité des crimes. L'assemblée constituante déclara, par une loi du 28 sept. 1791, que la peine de mort ne serait plus que la simple privation de la vie. L'art. 2 du Code de 1791 reproduisit ce principe; l'art. 3 fixa le mode d'exécution adopté depuis par l'art. 12 du Code pénal de 1810. L'instruction annexée à la loi du 28 mars 1792 voulait que la peine de mort fût la moins douloureuse possible dans son exécution. Cependant la loi de 1791 avait laissé subsister comme un vestige de l'ancienne législation, cette traoslation en chemise rouge des condamnés pour certains crimes; et notre Code a gardé, même après sa révision, cette aggravation de supplice, qui répugna à l'humanité sans augmenter l'effet moral de la peine, mais en ne l'appliquant qu'aux seuls condamnés pour parricide. Il résulte, au reste, du jugement ci-dessus, que cette aggravation ne peut être appliquée que dans les cas strictement prévus par la loi pénale, et cette décision est une

appel du jugement du tribunal correctionnel du département de la Seine, qui acquittait les prévenus, tant de la part du commissaire près ce tribunal, chargé de la poursuite de l'action publique, que de celle de Remi Corréze, partie civile plaignante; — Considérant que, sur ces appels respectifs, il était intervenu un jugement du tribunal criminel du département de la Seine, qui avait confirmé, contradictoirement avec les prévenus et le commissaire du gouvernement, le précédent jugement, et par défaut contre Remi Corréze, partie civile; qu'en cet état, le jugement rendu contradictoirement avec le commissaire et les prévenus, était définitif; qu'à l'égard de la partie civile défaillante et sur son opposition, le tribunal criminel avait pu examiner de nouveau l'affaire, réformer son premier jugement, quant à ce qui touchait aux intérêts civils seulement; mais qu'il n'avait pu, à raison de cette opposition, faire revivre une action éteinte, en prononçant les peines de la prison et de l'amende envers la république, qui en sont la suite; que, sous ce chef, le tribunal criminel avait excédé ses pouvoirs et commis une infraction aux articles du Code ci-dessus cité; — Casse et annule le jugement du tribunal criminel du département de la Seine, du 8 germ. an 9, quant à la partie seulement dudit jugement qui prononce l'amende et la prison contre ledit réclamant.

Du 19 flor. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sieyès. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

AUBAINE. — ABOLITION. — GENEVOIS.

L'abolition du droit d'aubaine (sous l'empire de la loi des 6-18 août 1790) n'a pas eu pour effet de conférer aux étrangers le droit de recueillir, après la mort de leurs parents français, les biens laissés par eux-ci en France. — Elle ne donnait à l'étranger d'autre faculté que celle de recueillir les biens qu'il avait en France sur parents étrangers, à l'époque de leur décès (1).

La remise du droit d'aubaine accordée aux Genevois par les lettres patentes de 1608, ne leur donnait pas le droit de succéder à un Français ayant des héritiers en France (2).

(1) Très souvent on confond le droit de succéder aux Français qui ne laissent pour héritiers que des étrangers, avec le droit d'aubaine. Ces deux droits sont cependant tout-à-fait distincts, et quoique paraissant se rattacher, sous quelques rapports, aux mêmes principes, ils ne procèdent pas de la même cause. Voici comment s'exprime à cet égard l'auteur (*M. Gaschon*) de l'article *Aubaine*, inséré dans le *Répertoire de M. Favard de Langlade* :

« Le droit d'aubaine proprement dit, n'est fondé sur aucune incapacité civile : c'est purement et simplement une mesure fiscale qui, s'exerçant avec plus ou moins de rigueur, attribue au souverain, à l'exclusion des héritiers, tant naturels ou naturalisés qu'étrangers, la succession de l'étranger. — Le droit dont il s'agit ici, au contraire (celui de succéder aux Français n'ayant que des héritiers étrangers), repose sur une incapacité qui, tenant à la qualité d'étranger, rend celui qui en est revêtu inhabile à succéder à un républicain ou républicole. Mais la propriété ou la possession ne pouvant rester incertaine, et l'intérêt public semblant vouloir que la société s'empare, de préférence à l'étranger, à défaut d'héritiers naturels ou naturalisés, des biens devenus vacans par la mort de celui à qui elle en avait garanti l'administration, il en résulte que, lorsque le

(Bastard — C. Gros.)

Benjamin Voleau était décédé sans héritiers directs, à Meuze, département des Deux-Sèvres, le 22 août 1790. — Ses plus proches parents étaient Laurent-Etienne et Marie Picard, frère et sœur, demeurant à Genève. — Marguerite Bastard, femme d'Honoré Gros, et Charles Bastard, son frère, demeurant en France, étaient aussi ses parents, mais plus éloignés d'un degré que les Picard de Genève.

Les premiers avaient, par acte du 31 mars 1791 vendu à Charles Bastard tous leurs droits à la succession de Voleau. — Bastard ayant voulu en conséquence se mettre en possession des biens de cette succession, la femme Gros, sa sœur, avait formé une demande en partage de ces biens.

Le tribunal civil des Deux-Sèvres décida que Bastard étant au droit des frères et sœur Picard, qui seuls étaient appelés à recueillir la succession de Voleau, il devait seul, en qualité de leur cessionnaire, être mis en possession des biens dépendants de cette succession.

Sur l'appel, le tribunal civil de Maine-et-Loire ordonna au contraire, sans s'arrêter à l'acte de vente du 31 mars 1791, le partage demandé par la femme Gros, par le motif que les Picard n'avaient pu céder des droits qu'ils n'avaient pas, et que par suite Bastard et la femme Gros devaient seuls succéder à Voleau.

Pourvoi en cassation par Bastard, prétendant que le tribunal avait violé les lettres-patentes du mois de juin 1608, portant abolition du droit d'aubaine en faveur des Genevois, et la loi du 6 août 1790, qui a aboli ce droit à l'égard de toutes les nations.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les lettres patentes du mois de juin 1608, enregistrées le 15 juill. suivant, qui déclarent les Genevois exempts du droit d'aubaine; et l'art. 1^{er} de la loi du 18 août 1790, portant : « Le droit d'aubaine et celui de détraction sont abolis pour toujours; » les art. 3 et 4 de la loi du 8 avril 1791, portant : « Les étrangers, quoique établis hors du royaume, sont capables de recueillir en France les successions de leurs parents, même Français... Les dispositions des art. 1^{er} et 3 ci-dessus auront leur effet à tous les successions qui s'ouvriront après

régnale ou la républicole ne laisse pour héritiers que des étrangers, sa succession appartient à l'Etat. — L'incapacité qui rend l'étranger inhabile à succéder au républicain ou républicole dérive à la fois du droit politique et du droit civil. Les lois sur les successions n'ayant été faites que pour conserver les biens dans les familles, à plus forte raison ces lois doivent-elles veiller à ce que les biens des familles ne soient possédés que par les sujets de l'Etat. Aussi, dans la plupart des anciennes républiques, notamment à Athènes, à Carthage et à Rome, fallait-il être citoyen pour succéder à un citoyen. — Ces principes, que des raisons diverses ont fait recevoir chez plusieurs nations modernes, ont presque de tout temps été les nôtres... »

Nous rappellerons ici que le droit d'aubaine, aboli par la loi du 18 août 1790, avait en quelque sorte été rétabli par les art. 726 et 912 du Code civil. — Mais ces articles ont été abrogés par la loi du 14 juill. 1819, et en conséquence, les étrangers ont aujourd'hui le droit de succéder, de disposer et de recevoir de la même manière que les Français, dans toute l'étendue du royaume. *F. M. Dursanton*, t. 6, n° 81 et suiv.

(2) *F. conf.*, Nîmes, 15 nov. 1808.

« la publication du présent décret; »—Et attendu qu'il s'agit au procès de la succession d'un Français mort en France; que le droit d'aubaine est le droit par lequel les biens que possédait un étranger dans le pays où il est décédé appartiennent au souverain de ce pays; que l'abandon d'un droit fait en faveur de ceux contre lesquels il était établi ne pouvant que leur rendre ce que ce droit leur ôtait, il s'ensuit nécessairement que la renuclé du droit d'aubaine n'a pu donner aux étrangers que la faculté de recueillir les biens qu'avaient en France leurs parents étrangers, au moment où ils y ont décédé; — Attendu que les lettres-patentes de 1608 n'accordaient aux Genevois que l'exemption du droit d'aubaine; que la loi du 18 juill. 1790 ne prononce que l'abolition du droit d'aubaine et de détraction; que cette abolition n'avait d'autre effet que d'affranchir les étrangers du paiement du droit auquel ils étaient assujettis, lorsqu'ils voulaient transporter hors de France le produit des successions qu'ils y avaient recueillies; que la preuve que l'abolition de ces droits ne résultait pas pour les étrangers de celui de recueillir, après la mort de leurs parents Français, les biens laissés par ceux-ci en France, est dans la loi du 8 avril 1791, dont les art. 3 et 5 leur accordent cette faculté, mais décident textuellement qu'ils ne l'exerceront que dans les successions qui s'ouvriront après sa publication; que la succession dont il s'agit au procès s'étant ouverte en 1790, ne saurait être régie par une loi de 1791; — Rejette, etc.

Du 2 prair. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Aumont. — Pl., les cit. Laval et Guichard.

1^o DERNIER RESSORT. — TRIBUNAL DE COMMERCE. — QUALIFICATION. — APPEL.

2^o PREUVE TESTIMONIALE. — MATIÈRE COMMERCIALE.

1^o Lorsque la somme demandée s'élève à moins de 1,000 fr., les tribunaux de commerce jugent en dernier ressort; ainsi l'appel, dans ce cas, est non recevable... si toutefois le jugement a prononcé en dernier ressort. (L. 16-24 août 1790, tit. 12, art. 4.) (1)

2^o La preuve testimoniale d'un engagement de commerce est admissible, encore qu'il s'agisse d'une somme excédant 100 fr. (aujourd'hui 150 fr.) (Ord. 1667, tit. 20, art. 2; C. civ. art. 1311, anal.) (2)

(Fouquet—C. Denis.)

Le sieur Fouquet avait formé contre le sieur Denis une demande en paiement de la somme de 999 liv., pour engagement de commerce, contracté verbalement. Celui-ci déclara ne point reconnaître la dette; le tribunal de commerce de Rouen en ordonna la preuve, tant par titres que par témoins.

L'enquête fut favorable au demandeur, et par jugement définitif en dernier ressort, le sieur

Denis fut condamné à payer au sieur Fouquet la dite somme de 999 liv.

Le sieur Denis interjeta appel de ce jugement, se fondant sur ce que les premiers juges avaient admis la preuve testimoniale pour une somme excédant 100 fr., en contravention à l'art. 2, tit. 20 de l'ordonn. de 1667.

Le sieur Fouquet soutint, 1^o que l'appel devait être déclaré non recevable, parce qu'il s'agissait d'une contestation dont l'objet était au-dessous de 1,000 fr., et sur laquelle les premiers juges avaient statué en dernier ressort, conformément à l'art. 4, tit. 12 de la loi du 24 août 1790; — 2^o Que l'art. 2, tit. 20 de l'ordonn. de 1667, qui défendait d'admettre la preuve testimoniale au-dessus de 100 liv., ajoute : *non toutefois rien innover en ce qui s'observe en la justice des juges et connus des marchands*; — Qu'ainsi, les premiers juges, en admettant la preuve par témoins, non-seulement n'étaient point contravenus à l'ordonnance, mais encore s'étaient conformés à son esprit et à la jurisprudence sur cette matière.

Cette défense ne fut point accueillie. Le tribunal d'appel de la Seine-Inférieure, rejetant la distinction, infirma le jugement de première instance, sous le prétexte que l'art. 2 ci-dessus cité défendait d'admettre la preuve testimoniale pour une somme ou valeur excédant 100 fr.

POURVOI en cassation de la part du sieur Fouquet, 1^o pour contravention à l'art. 4, tit. 12 de la loi du 24 août 1790, qui donnait aux tribunaux de première instance le pouvoir de statuer en dernier ressort sur les demandes qui n'excédaient pas 1,000 fr., et ne permettait pas que les jugements ainsi rendus pussent être attaqués par le voie de l'appel.

2^o Pour contravention à l'art. 2, tit. 20 de l'ordonn. de 1667 qui, en défendant d'admettre la preuve testimoniale sur un objet excédant 100 fr., avait excepté les matières consulaires.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 4, tit. 12 de la loi du 24 août 1790; — Vu pareillement l'art. 2 du tit. 20 de l'ordonn. de 1667; — Attendu que, dans l'espèce, la somme demandée n'excéda pas celle de 1,000 fr., que, de plus, en statuant sur cette demande, le tribunal de commerce avait prononcé en dernier ressort; qu'ainsi, l'appel de ce jugement était non recevable, et que, par conséquent, en statuant sur cet appel, les juges ont commis un excès de pouvoir;

Attendu qu'aux termes de l'article précité de l'ordonnance de 1667, le tribunal de commerce était autorisé à admettre la preuve testimoniale, et qu'en jugeant cette preuve inadmissible d'après la première disposition de cet article, le tribunal civil du département de la Seine-Inférieure est expressément contrevenu à la seconde; — Casse, etc.

Du 3 prair. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Henrion

(1) Le jugement du tribunal de cassation donne à entendre qu'il en eût été différemment si la décision frappée d'appel avait été fausement qualifiée en premier ressort; dans ce cas, l'appel eût été recevable sous l'empire de la loi des 16-24 août 1790, et de la jurisprudence d'alors, qui faisait dépendre la recevabilité de l'appel de la qualification donnée au jugement, hâterez que l'art. 453 du Code de procédure a fait disparaître, comme nous l'avons déjà remarqué. (P. 29 flor. an 2, 7 niv. an 4; 15 vent. 14 flor. an 6.)

(2) C'est là une règle aujourd'hui hors de toute controverse, et qui a été consacrée par une foule de décisions. V. *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o *Preuve testimoniale*, § 3, et outre *Dict. du contentieux comm.*, *rod. verb.*, n^o 9. — De même aussi de simples présomptions sont admissibles, quoiqu'il s'agisse de choses ou valeurs excédant 150 fr. P. Cass. 26 août et 29 déc. 1835; 31 mai 1836; 25 mai 1837.

1^o CESSIION.—SIGNIFICATION.

2^o OPPOSITION(SAISIE).—MARINE (FOURNISSEUR DE LA).

3^o SIGNIFICATION.—ACTE NON ENREGISTRÉ.

1^o Le transport qui n'a pas été signifié, ne peut donner au cessionnaire aucun droit de préférence sur les créanciers qui ont formé opposition avant toute signification régulière de ce transport. (Cout. de Paris, art. 108 et 178) (1).

2^o Les oppositions formées entre les mains des délégués des fournisseurs de la marine, ne sont pas soumises aux formalités prescrites pour les oppositions formées à la trésorerie. (LL. 19 fév. 1793, et 30 mai 1793.)

3^o Est nulle et sans effet, toute signification d'un acte soumis à l'enregistrement sur la minute ou l'original, faite avant que cet acte ait été revêtu de la formalité. (L. 22 frim. an 7, art. 41.)

(Pouëtre—C. Servier.)

Il s'agissait de la préférence sur une ordonnance de 36,487 fr. délivrée par le ministre de la marine, en faveur de Beaurepaire, pour une fourniture de soulers. — Pouëtre, créancier de Beaurepaire, à qui il avait avancé les fonds pour faire cette fourniture, avait formé une opposition entre les mains des délégués des fournisseurs de la marine, par exploit du 14 vent. an 7. — De son côté, Servier se prévalait d'un transfert passé à son profit par Beaurepaire, suivant acte du 29 du même mois de ventôse, signifié le même jour à la trésorerie nationale.

Le jugement attaqué avait donné la préférence au transfert, quoique d'une date postérieure à celle de l'opposition de Pouëtre, sur le fondement que cette opposition n'avait pas été signifiée à la trésorerie, et qu'on n'y avait pas observé les formes prescrites par les lois des 19 février 1793 et 30 mai 1793.

POURVOI en cassation, 1^o pour fausse application des lois précitées qui, n'ayant pour objet que les oppositions faites à la trésorerie, ne pouvaient être étendues à celles formées entre les mains des délégués des fournisseurs de la marine; et par suite, contravention à l'art. 178 de la coutume de Paris.

2^o Pour violation de l'art. 41 de la loi du 22 frim., en ce que le transfert dont le jugement attaqué a ordonné l'exécution avait été signifié sur une expédition délivrée avant son enregistrement, et contenant une fausse mention de cette formalité, laquelle n'avait eu lieu que le 1^{er} germinal, deux jours après la signification.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 108 de la coutume de Paris, conçu en ces termes : « Un simple transport ne saisit point; il faut signifier le transport à la partie, et en bailler copie avant qu'il exécute. » — Vu aussi l'art. 178 de la même coutume, portant : « Le créancier qui fait le premier arrêter et saisir valablement, ou prendre par

exécution aucun membre appartenant à son débiteur, doit être le premier payé. » — Vu encore l'art. 41 de la loi du 22 frim. an 7, ainsi conçu : « Les notaires, huissiers, greffiers, etc., ne pourront délivrer en brevet, copie ou expédition, aucun acte soumis à l'enregistrement sur la minute ou l'original, ni faire aucun autre acte en conséquence, avant qu'il ait été enregistré, quand même le délai pour l'enregistrement ne serait pas encore expiré, à peine de 50 fr. d'amende, outre le paiement du droit. »

Attendu que le jugement attaqué a accordé la préférence sur une ordonnance délivrée par le ministre de la marine, au transfert passé le 29 ventôse an 7, en faveur de Gevaudan, aux droits duquel Daniel Servier se trouve, au préjudice d'une opposition signifiée, à la requête du demandeur, le 14 du même mois de ventôse, aux délégués de la marine; d'où il résulte qu'il a fait prévaloir une saisie postérieure à celle qui était antérieure, et a contrevenu à l'art. 178 de la coutume de Paris ci-dessus citée; — Attendu que les délégués des fournisseurs de la marine avaient été établis par le gouvernement, pour faire la répartition entre les fournisseurs, des sommes qui leur avaient été assignées sur les contributions de l'an 7; qu'eux seuls étaient autorisés à quittance les ordonnances du ministre, et à en faire la distribution aux parties prenantes, et que les oppositions faites dans les mains de ces délégués ne pouvaient pas être soumises aux formalités prescrites par les lois des 19 février 1793 et 30 mai 1793, qui n'ont pour objet que les oppositions faites à la trésorerie; d'où il suit que le jugement attaqué, en se fondant sur ces lois pour écarter l'opposition faite à la requête du demandeur, en a fait une fausse application;

Attendu que le transfert passé en faveur de Gevaudan, le 29 ventôse an 7, a été signifié à la trésorerie par exploit du même jour, quoiqu'il n'ait été enregistré que le 1^{er} germinal, et que cette signification a été faite à la faveur d'une expédition délivrée par Lallemand, notaire à Paris, qui contient une fausse mention d'un enregistrement non alors existant, et qui diffère de celui qui se trouve sur la minute de l'acte, et pour la date et pour la somme reçue, ce qui est expressément prohibé par la loi du 22 frim. an 7; d'où il suit que le jugement attaqué a contrevenu à cette loi, en maintenant une signification qu'elle a prohibée, et, par suite, qu'il a contrevenu à l'article 108 de la coutume de Paris, en donnant effet à un transfert non signifié, ou dont la signification était nulle; — Casse, etc.

Du 3 prair. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Audier Massillon.

DOL.—PRÉSUMPTIONS.—PREUVE.

Une condamnation pour dol ne peut être motivée sur de simples présomptions; il faut des preuves (2).

du 5 mars 1838, rapporté au voi. 1838. 1. 626. M. Roger, *Traité de la saisie-arrest*, n° 210, paraît être aussi de cet avis.

(2) Le dol vice tous les contrats, mais il ne se présume pas : il doit être prouvé (Cod. civ. art. 1116). Toutefois, il faut prendre garde de trop généraliser ce principe, car il est des cas où la loi elle-même présume la fraude et fait résulter de cette présomption la nullité de l'acte. (F. M. Chardon, *Traité du dol*, t. 1^{er}, n° 67.) Et d'ailleurs, la preuve elle-même ne résulte-t-elle pas le plus souvent d'un concours de circonstances et de présomptions dont l'appréciation est nécessairement abandonnée à la

(1) Cette solution, rendue par application des dispositions de la coutume de Paris, qui étaient formelles à cet égard, ne pourrait non plus faire aucune difficulté en thèse générale, sous le Code civil. Mais la règle devrait-elle souffrir exception, dans le cas où le créancier qui forme opposition aurait aucune connaissance de l'existence de la cession non notifiée? M. Duvergier, de la *Fente*, t. 2, n° 209 et 210, enseigne l'affirmative. Mais M. Troplong, *op. cit.*, t. 2, n° 201, professe la doctrine contraire. L'opinion de ce dernier auteur nous paraît préférable : c'est ce que nous croyons avoir établi dans des observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de cassation

(Beaumont — C. Cornede.)

Des difficultés existaient entre les cit. Cornede et Beaumont, relativement aux réparations à faire à un moulin qui leur était commun, lorsque l'administration ordonna de suspendre les travaux jusqu'à ce qu'elle eût donné un plan définitif. — Cornede assigna Beaumont en dommages-intérêts, à raison du chômage qu'il lui imputait. Il fut débouté de sa demande, à la charge par Beaumont, suivant l'offre qu'il en avait précédemment fait, de payer toute espèce de réparations d'après son devis estimatif.

Sur l'appel, les juges du tribunal civil du département de Lot-et-Garonne, tout en reconnaissant que Beaumont ne s'était point refusé aux réparations; qu'il avait existé des défenses de l'autorité; qu'il n'avait pas été allégué qu'elles eussent été médiocres ni sollicitées, et qu'il était prouvé que le demandeur avait fait des démarches pour les faire lever; le condamnerent aux dommages-intérêts résultant du chômage, attendu, d'ailleurs, l'allégation faite aujourd'hui d'un projet secret de dépouiller le cit. Cornede de sa copropriété dans le moulin, et d'un abus présumé de la supériorité d'état de Beaumont pour obtenir les défenses dont il s'agissait.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu la loi 6 an Code, tit. de Dolo malo, et la loi 18, ff. tit. de Probationibus; — Et attendu qu'il est reconnu par les juges dont le jugement est attaqué, que le demandeur ne s'est point refusé aux réparations; qu'il a existé des défenses d'y travailler; qu'il n'avait pas été allégué qu'elles eussent été médiocres ni sollicitées, et qu'enfin, il était prouvé que le demandeur avait fait des démarches pour les faire lever; — Qu'il conste encore par ledit jugement, que c'est d'après l'allégation faite, le jour où il a été rendu, d'un projet secret de dépouiller le cit. Cornede de sa propriété, et d'un abus présumé de la supériorité d'état du demandeur pour obtenir ces mêmes défenses, qu'il a été condamné en des dommages-intérêts; — Attendu qu'une pareille condamnation est fondée sur un dol simplement présumé, et motivée sur la seule allégation du défendeur, qui se trouvait même détruite par les faits reconnus plus haut comme constants, par le jugement; — Attendu que le dol ne se présume point, et qu'une allégation de cette espèce devait être clairement prouvée, suivant les deux lois ci-dessus rapportées; d'où il résulte une contravention auxdites lois de la part des juges du tribunal civil du département de Lot-et-Garonne; — Casse, etc.

Du 3 prair. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Jourde, subst.

PREUVE TESTIMONIALE. — ALIMENS. — QUASI-CONTRAT.

Les fournitures d'alimens peuvent, comme en-

conscience des juges? (P. à cet égard, Cass. 10 niv. an 12 et 28 brum. an 14.) — Du reste, il faut remarquer que, dans l'espèce, les juges n'avaient pas déclaré d'une manière expresse que la dol résultait des faits et circonstances du procès; ils s'étaient seulement fondés, pour prononcer des dommages-intérêts, sur l'allégation par l'un des parties, de l'existence de ce dol, et sans ajouter que cette allégation se trouvait justifiée. C'était là avoir induit la dol d'une simple allégation, et par là, évidemment violer le principe qui exige que la dol soit prouvé pour motiver une condamnation.

(1) Tous les auteurs anciens étaient d'accord pour décider que les obligations résultant des quasi-

gendrant un quasi-contrat, être prouvées par témoins, encore bien qu'ils leur valeur excède 100 livres. (Ord. 1667, tit. 20, art. 2.) (1)

(Bonnemond — C. Limeyrat.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu, que (par une exception à la règle d'après laquelle, lorsqu'il s'agit d'une convention dont l'objet excède cent francs, la preuve vocale est inadmissible) les tribunaux peuvent admettre cette preuve, lorsqu'elle est offerte pour établir un quasi-contrat, qui peut exister indépendamment d'une convention écrite; que la preuve par témoins, à laquelle la femme Limeyrat a été admise, ne portait pas sur une convention, mais uniquement sur une fourniture d'alimens, qui est un fait duquel dérive un quasi-contrat qui renferme l'obligation de payer le prix de ces alimens; que la preuve par témoins a donc pu être admise dans l'espèce, sans contravention à l'art. 2 du tit. 20 de l'ordonn. de 1667; — Rejette, etc.

Du 3 prair. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Audier-Massillon.

MOTIFS DE JUGEMENT. — EXCEPTIONS. — RÉDACTION.

Les jugemens doivent, à peine de nullité, contenir des motifs sur le rejet des exceptions opposées à la demande; tels, par exemple, que l'exception fondée sur une qualité. (L. 21 août 1790, tit. 5, art. 15.) (2)

(Serignac — C. Delamarre.)

Par jugement du tribunal civil du département de la Seine, du 4 flor. an 6, la dame de Serignac, avait été autorisée à accepter, sous bénéfice d'inventaire, la succession de la dame venve de la Châtre, sa mère. — Néanmoins, le tribunal civil du département de la Seine, par jugement du 12 messidor an 7, l'avait condamnée, tant personnellement comme bénéficiaire pour un quart, qu'hypothécairement pour le tout, à payer au cit. Delamarre une somme de 2,045 fr. qui lui était due par la succession. — La dame de Serignac interjeta appel de cette condamnation, et soutint que sa qualité d'héritière bénéficiaire s'opposait à ce qu'elle pût être condamnée personnellement. — Un jugement préparatoire, du 12 frimair an 8, continua la cause, et ordonna que la dame de Serignac serait tenue de communiquer le jugement du 4 floréal an 6, qui l'avait admise au bénéfice d'inventaire, et cette communication ayant eu lieu à l'instant même, le jugement en donna acte au défendeur de la dame Serignac.

Le 8 nivôse suivant, jugement définitif, qui néanmoins confirme celui dont était appel, dans toutes ses dispositions.

POURVOI en cassation par la dame de Serignac. — Elle a soutenu qu'aux termes du § 4 de la loi scimus, au code de Jur. delib., dont la disposition a été adoptée par la coutume de

contrats pouvaient être prouvées par témoins, à quelques sommes qu'elles s'élevassent. (P. Pothier, des Oblig., n° 813; Danty, de la Fraude, chap. 1^{re}, add. n° 3 et suiv.; Prevost de la Jannet, Principes de la jurispr., n° 670; Poquet de Livonière, Règles du Droit franç., liv. 4, chap. 6, n° 9; et Argou, Instit. au Droit franç., liv. 4, chap. 19.) — L'art. 1348 du Code civil contient une disposition formelle à cet égard. — Mais les fournitures d'alimens constituent-elles des quasi-contrats, ainsi que le décide ici le tribunal de cassation? C'est ce qui nous paraît au moins très douteux.

(2) La règle est certaine: P. Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Motifs de jugement.

Paris, lieu de l'ouverture de la succession, on ne pouvait prononcer de condamnation personnelle contre l'héritier bénéficiaire; d'où il suivait que mal à propos elle avait été condamnée de cette manière par le jugement du tribunal civil du département de la Seine, dont celui du 8 nivôse s'était approprié l'irrégularité en confirmant ses dispositions; — Qu'à la vérité, le jugement attaqué n'ayant pas posé cette question dans son préambule, on pouvait soutenir qu'il n'avait pas contrevenu aux lois ci-dessus citées; mais qu'en adoptant cette supposition, il avait commis une autre contravention non moins capable de le faire annuler, et qui résultait de la violation de l'art. 15 du titre 5 de la loi du 24 août 1790, qui veut que les jugemens énoncent toutes les questions de fait et de droit résultant du procès, ainsi que les motifs de leur décision. — Dans l'espèce, les juges n'ignoraient point que la demanderesse eût excipé, comme moyen d'appel, de sa qualité d'héritière bénéficiaire, puisqu'ils avaient ordonné, par leur jugement du 12 frimaire précédent, qu'elle serait tenue d'en justifier; ils devaient donc statuer sur le mérite de cette exception, et en cas qu'ils ne la trouvaient pas suffisamment justifiée, énoncer au moins le motif de leur opinion.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la disposition de l'art. 15 du tit. 5 de la loi du 24 août 1790, ainsi conçu: « La rédaction des jugemens, tant sur l'appel qu'en première instance, contiendra quatre parties distinctes. ... Dans la seconde, les questions de fait et de droit qui constituent le procès, seront posées avec précision; dans la troisième, le résultat des faits reconnus et constatés par l'instruction, et les motifs qui auront déterminé le jugement, seront exprimés. »

Et attendu, 1^o que la dame de Serignac, demanderesse, avait été admise par jugement du tribunal civil du département de la Seine, du 4 floréal an 6, à accepter la succession de la dame de la Châtre, sa mère, par bénéfice d'inventaire; — 2^o Qu'il résulte du jugement du tribunal civil du département de Seine-et-Marne, du 12 frim. an 8, qu'elle avait opposé ladite qualité comme exception au moyen d'appel de la condamnation personnelle prononcée contre elle, et que, pour y faire droit, il avait été ordonné qu'elle serait tenue de donner communication de ce jugement du 4 floréal, laquelle communication avait eu lieu à l'instant même du jugement dudit jour 12 frimaire, qui en avait donné acte au défendeur de

la dame de Serignac; — 3^o Que lors du jugement définitif, qui est celui dont on demande la cassation, non seulement il n'a pas été posé de question relative à ladite qualité, de laquelle dépendait cependant la nature de la condamnation à intervenir, mais qu'il n'a pas même été énoncé de motifs desquels on puisse induire pourquoi les juges n'ont point eu égard à cette exception; d'où il suit que la condamnation personnelle, résultant du jugement attaqué, a été prononcée sans expression de motifs: — Casse, etc.

Du 4 prair. an 9.—Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Pajon. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst. — *Pl.*, les cit. Chabroud et Ducloux.

OCTROI.—TARIF.—COMPÉTENCE.

Le tribunal de police est incompétent pour connaître des contestations qui s'élèvent, soit sur l'application du tarif en matière d'octroi, soit sur la quotité des droits à percevoir: ces questions sont de la compétence exclusive du juge de paix. (L. 3 vend. an 8, art. 1^{er}.) (1)

(Pille—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 1^{er} de la loi du 2 vendémiaire an 8; — Considérant que, d'après la loi rapportée ci-dessus, qui règle l'ordre des juridictions, sur la matière dont il s'agit, le tribunal de police municipale du 1^{er} arrondissement de Paris ne pouvait connaître de la discussion élevée entre le réclamant et la régie des octrois, tant au sujet de l'application du tarif que de la quotité des droits à percevoir; qu'il y eu, dans l'espèce, intervention de l'ordre public des juridictions et incompétence à raison de la matière; — Casse le jugement rendu le 18 vent. dernier par le tribunal de police municipale du 1^{er} arrondissement de Paris.

Du 6 prair. an 9.—Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sieyès. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

DÉPENS.—MINISTÈRE PUBLIC.

Un tribunal correctionnel ne peut condamner le ministère public aux frais d'expédition de son jugement (2).

(Intérêt de la loi.)

Du 6 prair. an 9.—Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Vallée. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

IVRESSE.—EXCUSE.—JURY (QUEST. 10).

L'ivresse n'est pas une excuse, et ne peut, dès lors, faire l'objet d'une question au jury. (C. 3 brum. an 4, art. 374.) (3)

(1) C'est une règle certaine qu'un juge de paix seul appartient de prononcer, en premier ou dernier ressort, selon la quotité des droits formant l'objet du litige, sur les difficultés relatives à l'application des tarifs d'octroi. *V. Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Octroi*, § 6; et Cass. 27 janv. 1834 (Volum. 1834). *V. aussi* MM. Cormenin, *Quest. de droit adm.*, v^o Octroi, et Foucart, *Elémens de droit adm.*, t. 2, p. 406.

(2) C'est un point de jurisprudence bien constant, que le ministère public ne peut être condamné aux dépens. *V.* 28 mars et 15 juin 1793; 8 frim. an 3; 6 brum. et 17 flor. an 7. — *V. aussi* *Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Dépens*, n^o 17 et suiv., et *Ministère public*, n^o 55 et suiv.

(3) *V.* dans un sens contraire, Cass. 8 frim. an 7 et la note. — L'art. 64 du Code pénal n'a établi d'excuse qu'à l'égard de la démente; il a gardé le silence sur l'ivresse. Faut-il attribuer à l'ivresse le caractère d'une démente momentané? Les auteurs de la *Théorie du Code pénal* ne le pensent pas :

« L'ivresse, disent-ils, peut avoir quelques-uns des effets de l'aliénation mentale; mais elle n'en a pas le caractère essentiel, le dérangement organique des facultés intellectuelles. La démente n'est point une expression générique qui puisse envelopper toutes les aberrations de l'esprit; on ne peut lui donner, dans la loi, d'autre sens que celui que la langue lui attribue; on doit donc la restreindre aux maladies du cerveau (t. 2, p. 242). » Telle est aussi l'interprétation que la Cour de cassation n'a cessé de consacrer, mais en ajoutant toutefois: « Que l'ivresse étant un fait volontaire et répréhensible, ne peut jamais constituer une excuse que la morale et la loi permettent d'excuser. » (Cass. 15 oct. 1807; 18 mai 1815; 3 avril 1824.) Cette règle est trop absolue: MM. Chauveau et Faustin Hélie, après avoir posé le principe de l'irresponsabilité de l'homme en état d'ivresse, exigent toutefois, pour que l'auteur d'un crime puisse y puiser une cause de justification, que l'ivresse soit complète et qu'elle soit involontaire. Lorsqu'elle réunit ces dou-

(Foisy.—Intérêt de la loi.)

LE TRIBUNAL.—Faisant droit sur les conclusions du substitut du commissaire du gouvernement, sans préjudice néanmoins de l'exécution du jugement ;—Attendu qu'il a été posé aux jurés une question d'excuse sur l'état d'ivresse de Pierre Foisy ;—Considérant que l'état d'ivresse n'est pas une excuse, mais une immoralité ; qu'ainsi, en posant cette question, le président a fait une fautive application de l'art. 374 de la loi du 24 brum. an 4... ;—Casse la position de la question d'excuse sur l'ivresse de Pierre Foisy.

Du 7 prair. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Schwendt.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

VAGABONDAGE.—PASSE-PORTE.—DÉTENTION PRÉVENTIVE.

La prévention du vagabondage ne peut exister contre un individu voyageant et trouvé sans passe-port, qu'après le délai de deux décades accordé par la loi du 10 vend. an 4, pour justifier d'un domicile ; avant l'expiration de ce délai, cet individu ne peut être que détenu, mais non traduit devant le tribunal compétent. (L. 10 vend. an 4, tit. 3, art. 6 et 7.) (1)

(Raymond.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu que l'ordonnance du directeur du jury de l'arrondissement de Castres du 15 flor. dernier, qui renvoie Louis Raymond devant le tribunal spécial pour fait de vagabondage, n'a été rendue que sept jours après l'arrestation dudit Raymond, comme trouvé sans passe-port ;—Attendu que la prévention de vagabondage ne peut exister contre un individu voyageant et trouvé sans passe-port, qu'après les délais accordés par la loi pour justifier d'un domicile ; qu'avant l'expiration de ces délais, ces individus ne peuvent être que détenus, mais non traduits comme vagabonds devant les tribunaux compétents ; ce qui résulte expressément des art. 6 et 7 de la loi du 10 vendém. an 4 ;—Attendu que l'ordonnance de traduction susdatée et tous les actes qui l'ont suivie, renferment une contravention formelle aux articles susdatés et cités de la loi du 10 vendém. an 4 ; d'où résulterait l'incompétence du tribunal spécial à l'époque où il s'est déclaré compétent ;—Casse, etc.

ble caractère, elle peut être, sinon posée comme excuse, du moins être alléguée comme moyen de défense, et c'est aux jurés et aux jurés d'apprécier si elle efface ou atténue la criminalité de l'agent. »

(1) *P.* en ce sens, Cass. 27 prair. an 9. — Il résulte du jugement ci-dessus, qui assigne aux art. 6 et 7 du titre 3 de la loi du 10 vend. an 4, leur véritable interprétation, que tout ce qu'on peut inférer de leurs dispositions, c'est que le voyageur non muni d'un passe-port, et qui n'a pas justifié de son domicile dans les vingt jours de son arrestation, se trouve en état de prévention de vagabondage. Cela résulterait, du reste, de ces termes de la loi : *il sera réputé vagabond et traduit comme tel devant les tribunaux compétents. Les tribunaux conserveront donc la mission de le juger, c'est-à-dire d'examiner si les circonstances énumérées par la loi pénale pour constituer le délit coïncident dans l'espace. Nous croyons utile, au surplus, de reproduire les lignes suivantes, que nous empruntons aux auteurs de la Théorie du Code pénal : « Si la loi du 10 vend. an 4 peut, à juste titre, être attaquée, c'est parce que l'individu trouvé sans passe-port n'est mis en état de prévention qu'après l'expiration des vingt jours qui lui sont accordés pour justifier de son*

Du 7 prair. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JURY.—JURÉS SPÉCIAUX.—COMPOSITION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le jugement était nul, lorsque, dans la liste du jury spécial dont il émanait, avaient été compris deux jurés dont l'un n'avait pas trente ans accomplis, et l'autre était inscrit sur la liste des émigrés. C. 3 brum. an 4, art. 483, 519, 520 et 525.) (2)

(Geauffret.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu que l'art. 520 du Code des délits et des peines du 3 brum. an 4, a déterminé le nombre des jurés qui doivent composer le jury spécial de jugement, en ces termes : « Sur ces trente citoyens, le président du tribunal criminel en fait tirer au sort quinze pour former un tableau de jurés et adjoints, lequel est présenté à l'accusé ou aux accusés, etc. ; »—Attendu que, sur les quinze citoyens désignés pour former le tableau de jurés et adjoints, et qui ont concouru, en cette qualité, à la déclaration du jury de jugement, à l'égard de Louis Geoffret et autres coaccusés d'assassinat sur la personne de Ravaille, gendarme, deux desdits citoyens n'avaient pas les qualités et les connaissances nécessaires pour prononcer sainement et avec impartialité sur le délit, telles qu'elles sont déterminées par l'art. 483 dudit Code, savoir : François Gion, qui n'avait pas l'âge de trente ans accomplis, ainsi qu'il résulte de l'acte de naissance du 7 sept. 1772, et du certificat du maire de la ville de Nice, y annexé, et Charles Gilli, inscrit sur la liste des émigrés, ainsi qu'il résulte de la lettre dudit maire de la ville de Nice, du 16 germin. dernier, ledit Charles Gilli n'ayant pas, en conséquence de ladite inscription, les qualités requises par ledit art. 483 ;—Attendu qu'au moyen de l'incapacité des deux jurés ci-dessus désignés, la liste des jurés réunissant les qualités et connaissances nécessaires, s'est trouvée réduite à un nombre inférieur à celui prescrit par ledit art. 520, à l'observation duquel la nullité a été attachée par l'art. 525 dudit Code ;—Casse, etc.

Du 8 prair. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Arnaud.

domicile ; c'est parce que, pendant ce délai, son arrestation n'est fondée sur aucun titre légal, puisqu'il n'est encore prévenu d'aucun délit, ou du moins que cette prévention est soumise à une condition suspensive. Mais cette mesure de police, établie en dehors des règles de la loi pénale, ne crée aucune exception à ces règles ; le prévenu n'est point réputé de plein droit vagabond ; il se trouve seulement, à défaut d'une justification qui lui est imposée, prévenu de vagabondage ; et c'est d'après les règles générales du Code que cette prévention doit être jugée. » (1. 5, p. 29.) »

(2) La règle que pose ce jugement doit encore être suivie. Les deux conditions essentielles de l'exercice des fonctions des jurés, celles sans lesquelles leurs actes sont entachés de nullité, sont qu'ils aient trente ans accomplis au moment de la formation du tableau, et qu'ils aient la jouissance de leurs droits civils (*P.* Legraverend, 1. 2, p. 77, et Merger, *Manuel du juré*, p. 19). Le défaut de l'une ou de l'autre de ces conditions vicie nécessairement les opérations auxquelles le juré incapable a pris part. Toutefois, de graves difficultés, que nous retrouverons plus loin, se sont élevées sur les effets de cette incapacité et les cas où il est permis de la faire valoir. »

TRIBUNAL DE POLICE.—VOIRIE.—COMPÉTENCE.—CITATION.—DÉLAI.—LOI PÉNALE.

Le tribunal de police est incompétent, pour connaître du refus d'exécuter les réglemens de voirie, lorsque le refus est possible d'une amende supérieure à la valeur de trois journées de travail. (C. 3 brum. an 4, art. 150; L. 23 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 18.)

La citation est nulle, lorsqu'il n'existe pas un intervalle de 24 heures entre le moment où elle est donnée et la comparution devant le tribunal de police. (C. 3 brum. an 4, art. 157.)

Est nul le jugement du tribunal de police dans lequel le texte de la loi pénale appliquée, ne se trouve pas inséré. (C. 3 brum. an 4, art. 158.) (1)

(Protat—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 18, tit. 1^{er} de la loi du 23 juill. 1791, et les art. 150, 157 et 162 du Code des délits et des peines; — Attendu que le tribunal de police de Villeneuve-sur-Yonne était incompétent pour connaître du refus d'exécuter les réglemens de voirie, puisque l'amende peut être portée au-dessus de celle de trois journées de travail, et qu'en prononçant sur une citation qui avait ce délit pour objet, il est contrevenu à l'art. 150 du Code des délits et des peines, et à l'art. 18, tit. 1^{er} de la loi du 23 juill. 1791;

Attendu qu'il résulte du jugement attaqué que la citation a été donnée à comparaître le soir même où il a été prononcé; que ledit jugement n'a usé que les termes de la loi qu'il applique, ce qui est contraire aux art. 157 et 162 dudit Code; — Casse, etc.

Du 8 prair. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Borel. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

VOL.—MAISON HABITÉE.—CAVE.

L'art. 7, sect. 2, tit. 2 du Code des 25 sept.-6 oct. 1791, d'après lequel la durée de la peine du vol devait être augmentée de deux ans, si le vol avait été commis dans une maison habitée, s'appliquait au cas où le vol avait été commis dans une cave dépendant de cette maison (2).

(Intérêt de la loi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 6 et 7, 2^e sect., tit. 2 du Code pénal; — Et attendu qu'il résulte de la déclaration du jury de jugement, que la cave dans laquelle le vol dont il s'agit a été commis, faisait partie d'une maison habitée; qu'une maison d'habitation se composant nécessairement de tout ce qui en fait partie, le tribunal criminel du département de l'Aveyron n'a pu, sans contrevénir à la disposition des articles de la loi ci-dessus cités, ne pas prononcer l'augmentation de

peine résultant, contre l'auteur du vol, de la circonstance reconnue et déclarée: — Sans préjudice de l'exécution du jugement rendu par le tribunal criminel du département de l'Aveyron, le 18 vent. dernier; — Casse, etc.

Du 8 prair. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Ravaut. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

DOUANES.—CONFISCATION.—DÉCÈS.

En matière de douanes, la confiscation de l'objet saisi n'étant pas une peine, peut être poursuivie contre les héritiers du contrevenant, après le décès de celui-ci. (L. 26 vent. an 5, art. 2.) (3)

(Douanes—C. Beausseret.)

Antoine Beausseret, poursuivi pour contrevention à la loi du 26 vent. an 5, prohibitive de l'exportation des grains et farines, mourut pendant l'instance. La régie des douanes demanda la confiscation contre ses héritiers. — Jugement du tribunal criminel de l'Escout du 20 germ. an 9, qui déclare qu'il n'y a lieu de prononcer la confiscation. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 2 de la loi du 26 vent. an 5; — Attendu que la confiscation prononcée par l'article précité, étant une disposition particulièrement relative à la chose même, ne saurait être rangée dans la classe des dispositions pénales, qui, étant uniquement applicables à la personne, cessent d'avoir leur effet quand le prévenu est décédé; d'où il suit que la confiscation de l'objet saisi pour contrevention à une loi prohibitive peut être et demandée et poursuivie contre les héritiers mêmes du contrevenant, après le décès de celui-ci; — Casse, etc.

Du 9 prair. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Rupéron. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

COMPÉTENCE. — TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — TRIBUNAUX CRIMINELS.

Sous l'empire de la loi du 18 pluv. an 9, qui attribuait concurremment aux tribunaux criminels ordinaires et aux tribunaux spéciaux, la connaissance de certains crimes, le tribunal criminel ordinaire qui se trouvait saisi de la poursuite de l'un de ces crimes, ne pouvait se désister sans motif, et renvoyer l'affaire devant le tribunal spécial. (L. 18 pluv. an 9, tit. 2, art. 10.) (4)

(Monduller—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 10 de la loi du 18 pluv. an 9, tit. 2; — Vu pareillement la sixième disposition de l'art. 456 du Code des délits et des peines, portant qu'il y a lieu à cassation lorsqu'il y a eu, de quelque manière que ce soit,

(1) F. conf., 4 brum. an 7; 13 brum. an 8; 16 vend. an 9, etc.

(2) Le Code de 1791 n'avait pas défini ce qu'il fallait entendre par maison habitée, et des lors, la question résolue par ce jugement pouvait soulever quelques doutes. L'art. 390 du Code pénal ne permettrait plus ces doutes, si le cercle était situé dans la même enceinte que la maison, puisqu'elle en serait nécessairement une dépendance. Un arrêt du 30 mai 1812 a même décidé que le cercle dépendant d'une maison habitée, mais non comprise dans son enceinte, n'en doit pas moins être considérée comme faisant partie de cette maison, dans le sens de cet article.

(3) Il en serait autrement s'il s'agissait d'une amende (F. Cass. 28 mess. an 9), car l'amende ayant

un caractère pénal, l'action en paiement s'éteint par le décès du contrevenant, lorsqu'il a lieu avant que la condamnation ait été prononcée. Mais si la condamnation est devenue définitive avant le décès, cette condamnation a constitué une dette au profit de l'Etat et peut être poursuivie contre les héritiers. F. Loze, Code pénal, sur l'art. 53, et Théoris du Code pénal, t. 1^{er}, p. 77. Edit. belge.

(4) F. conf., Cass. 28 prair. an 9. — L'art. 10 de la loi du 18 pluv. an 9 portait que le tribunal spécial connaîtrait contre toutes personnes, mais concurremment avec le tribunal ordinaire, des assassinats prémédités. Dès lors, il n'existait aucun motif pour que celle de ces deux juridictions qui se trouvait la première saisie, se désistât et renvoyât l'affaire devant l'autre.

usurpation de pouvoirs; — Attendu que dans l'espèce le tribunal criminel ordinaire du département de la Haute-Garonne était légalement et compétentement investi, d'après l'art. 10, tit. 2 de la loi du 18 pluvi. précité, de la connaissance de l'assassinat dont il s'agit, et qu'en se désistant de cette connaissance, sans aucun motif fondé, et en ordonnant le renvoi de l'affaire devant le tribunal criminel spécial, il a évidemment commis un excès de pouvoirs; — Par ce motif, — Casse le jugement par lequel le tribunal criminel ordinaire du département de la Haute-Garonne renvoie la procédure; — Casse pareillement le jugement dudit tribunal spécial du 28 flor. dernier, par lequel ce dernier tribunal déclare que la procédure dont est cas sera instruite et jugée par lui.

Du 9 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Ruperou. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

1^o JURY. — REMPLACEMENT. — NOTIFICATION.
2^o et 3^o DISCERNEMENT. — AGE. — JURY (QUEST. AC).

1^o Sous le Code du 3 brum. an 4, lorsque des jurés avaient été tirés en remplacement, à l'entrée de la séance et avant que l'accusé fût introduit, il devait, à peine de nullité, lui être donnée connaissance de ces remplacements. (C. 3 brum. an 4, art. 504 et 525.) (1)

2^o Lorsqu'un accusé est âgé de plus de 16 ans, il n'y a pas lieu de poser la question de savoir s'il a agi avec discernement. (C. pén., de 1791, tit. 5, art. 1^{er}.) (2)

3^o La question de discernement ne peut être posée en faveur d'un accusé de moins de 16 ans, qu'après celle du crime, et elle ne peut être répondue qu'après qu'il a été déclaré l'auteur de ce crime.

(Giovannetti — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 456, 504 et 505 du Code des délits et des peines, et les art. 1^{er} et 2, tit. 5, 1^{re} part. du Code pénal; — Attendu, 1^o que par le procès-verbal de la tenue du jury de jugement, on voit que des jurés ont été tirés en remplacement à l'entrée de la séance; que ce n'est qu'après cette opération que l'accusé a été introduit, et qu'alors on ne lui a donné aucune connaissance de ces remplacements; que par-là il a été privé de la faculté de récuser ces nouveaux jurés, ce qu'il ne pouvait cependant faire que sur-le-champ, le délit de vingt-quatre heures ne pouvant lui être accordé; et la tenue du jury ne devant à cet effet être retardée;

Attendu, 2^o que l'art. 1^{er}, tit. 5, 1^{re} part. du Code pénal, ne permet de mettre en question si la crime a été commis avec discernement, que lorsque le coupable n'a pas l'âge de seize ans accomplis; et qu'il est constaté par toutes les pièces du procès que Giovannetti, père de famille, est âgé de plus de quarante ans, comme il l'a toujours déclaré lui-même et le déclare encore dans son mémoire, se faisant un moyen de cassation de la position de cette question; d'où il suit que le tribunal criminel du Golo n'eût pas dû poser cette question, et qu'il a fait une fausse application des

art. 1^{er} et 2, 1^{re} part. du Code pénal, quoique le sommaire de ce titre, *De l'influence de l'âge des condamnés sur la nature et la durée des peines*, sommaire cité dans le jugement, averti suffisamment le commissaire du gouvernement et le tribunal criminel du seul cas dans lequel ces articles pouvaient être applicables; que d'ailleurs Giovannetti eût-il été de l'âge dont parle cet article, la question sur le discernement ne pouvait être posée qu'après celle du crime, la commutation de la peine ne pouvant avoir lieu si le crime n'est pas déclaré. Or, par les deux premières réponses, Giovannetti est seulement reconnu auteur des blessures reçues par Paoli, ce qui ne suffit pas pour déclarer Giovannetti criminel; il faut encore les circonstances et l'intention, et le jury n'a pas répondu sur ces points; qu'en outre le jury ayant déclaré que Giovannetti avait commis le fait sans discernement, il devait d'abord être acquitté, sauf au tribunal à prononcer en outre d'après les dispositions de l'art. 2, tit. 5, 1^{re} part. du Code pénal; d'où il suit qu'il y a encore eu contravention à cet article; — Casse, etc.

Du 9 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Seignette. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

TRIBUNAUX SPECIAUX. — DIRECTEUR DU JURY. — RENVOI.

Le tribunal spécial qui, sous l'empire de la loi du 18 pluvi. an 9, se déclarait incompétent pour connaître d'une affaire renvoyée devant lui par le directeur du jury, devait la renvoyer devant le même directeur du jury et non devant celui d'un autre arrondissement (3).

L'art. 328 du Code du 3 brum. an 4, portant que le tribunal criminel ordinaire doit, en cas d'irrégularité des actes de l'instruction, renvoyer le prévenu devant un autre directeur du jury, ne pouvait être appliqué par les tribunaux spéciaux qui sont placés hors le droit commun, et n'ont d'autre autorité que celle du texte précis de la loi. (C. 3 brum. an 4, art. 328 et 456. L. 18 pluvi. an 9, art. 24.) (4)

(Phellipot — C. Min. pub.)

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 21 de la loi du 18 pluvi. an 9, 328, et la 6^e disposition, art. 456 du Code des délits et des peines; — Considérant qu'il résulte de l'art. 24 ci-dessus que les tribunaux spéciaux doivent, s'ils déclarent qu'ils ne peuvent connaître du délit imputé à l'accusé, le renvoyer de suite par-devant celui de droit; — Considérant que le directeur du jury de Guingamp, département des Côtes-du-Nord, avait rendu une ordonnance par laquelle il renvoyait au tribunal spécial du département le nommé Vincent Phellipot, prévenu de vol fait dans une habitation de campagne, sur le motif que ce vol ayant été commis avec effraction extérieure, cette circonstance aggravante le retirait de la juridiction ordinaire pour le placer dans celle du tribunal spécial;

Considérant que ce tribunal, en procédant à l'examen de sa compétence d'après l'article précité, avait vérifié que cette même circonstance aggravante ne résultait point des actes du procès;

[1] F. conf., 6 niv. an 9 et la note; 7 flor. an 9.

[2] Toutes les fois qu'un accusé de moins de seize ans est mis en jugement, le président, aux termes de l'art. 346 du Code d'inst. crim., doit poser cette question: *L'accusé a-t-il agi avec discernement?* La loi du 28 avril 1832 a ajouté à l'article ces mots: *à peine de nullité*. Mais déjà la jurisprudence avait formulé cette nullité dans ses arrêts avant que la loi ne l'eût prescrite. La question de

discernement ne doit plus être posée, s'il est constant que l'accusé a plus de seize ans; mais des difficultés graves peuvent s'élever sur la manière de constater ce fait. F. à cet égard, l'arrêt de cassation du 17 mars 1838.

[3] F. conf., Cass. 19 prair. an 9.
 [4] Les tribunaux spéciaux formaient, aux termes mêmes de la loi du 18 pluvi. an 9, une juridiction extraordinaire et temporaire.

et que, cependant, au lieu de le renvoyer devant le directeur du jury ou devant le substitut qui le remplaçait, il l'avait néanmoins renvoyé au directeur du jury d'un autre arrondissement ou au substitut qui en remplissait les fonctions dans cet autre arrondissement ; — Considérant que le tribunal spécial a, par ce renvoi, interverti l'ordre public des juridictions et retiré le prévenu de son juge naturel et de droit ; — Que l'art. 338 du Code, sur lequel il est fondé, est étranger à la matière, inapplicable même dans le cas dont il s'agit ; qu'il est étranger à la matière, parce que les fonctions des tribunaux spéciaux étant placées hors le droit commun, ils n'ont d'autre autorité que celle du texte précis de la loi ; qu'il est même inapplicable dans ce cas particulier, puisque le directeur du jury n'avait point commencé l'instruction du délit, n'ayant fait qu'un acte négatif, et qu'ainsi sa compétence reconnue restait entière ; que c'est d'après ce principe, que le tribunal de cassation, lorsqu'il y a conflit de compétence entre deux directeurs de jury, renvoie les prévenus et la procédure devant celui des deux dont il a cassé l'ordonnance d'incompétence, pour s'être mal à propos déclaré incompétent ; — Casse, etc.

Du 9 prair. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Sieyès. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

PAPIER-MONNAIE. — DENRÉES. — LETTRES DE CHANGE.

Celui qui, pendant le cours du papier-monnaie, a reçu, en paiement du prix de denrées, et pour solde de ce prix, une lettre de change causée valeur reçue comptant, endossée à son profit par l'acheteur, ne peut exiger de ce dernier le montant de la lettre de change que selon sa valeur nominale de papier-monnaie, si rien, d'ailleurs, n'établit que la lettre de change endossée ait elle-même pour cause une valeur payable en numéraire métallique. Dans ce cas, cesse d'être applicable la disposition qui exceptait de la réduction le prix des marchandises et denrées. (L. 11 frim. an 6, art. 3 et 15.) (1)

(Borelly — C. Ricord.)

Ricord avait, en 1793, vendu des huiles à Borelly, pour le prix de 16,735 fr. — Après paiement de plusieurs à-compte, et pour solde du prix de vente, Borelly lui remit, en l'an 3, 1^{re} une lettre de change de 7,300 fr., causée valeur reçue comptant, souscrite par un nommé Guiraud, et dont l'endossement était ainsi conçu : a Passé à l'ordre du cit. Ricord, la valeur lui en appartenant ; a 2^e une somme de 966 fr. 25 c. en assignats.

A l'échéance de la lettre de change, Ricord, prétendant qu'elle devait être payée en numéraire, comme étant le prix d'un marché de denrées, fait citer Borelly à l'accepteur devant le tribunal de commerce de Castelnaudary.

18 flor. an 7, jugement de ce tribunal, et sur

(1) Pour la décider ainsi, le tribunal de cassation se fonde sur ce que la réception de la lettre de change pour solde du prix des denrées vendues, avait opéré libération au profit de l'acheteur, en telle sorte que celui-ci n'était plus qu'un garant, comme endosseur, du paiement de la lettre de change dont il s'agit. — Le défaut de réserves de la part du vendeur pour la conservation de sa créance, quant à l'excédant de la valeur numéraire sur la valeur assignats, et alors que le paiement était dû fait pour solde, peut sans doute justifier la décision. — Mais nous pensons qu'elle eût été autre, si la dation de la traite n'avait eu lieu qu'à titre d'a-compte.

appel, 1^{er} fruct. suivant, jugement du tribunal civil de l'Aude, qui accueillait la demande de Ricord.

Pourvoi en cassation par Borelly, pour fausse application des exceptions déterminées par la disposition finale de l'art. 3, et par l'art. 15 de la loi du 11 frim. an 6 ; 2^e pour contravention à la première partie de l'art. 3 de la même loi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu les art. 3 et 15 de la loi du 11 frim. an 6, ainsi conçus : « Art. 3. Les obligations contractées pour simple prêt, en a dette aujourd'hui antérieure, depuis le 1^{er} janv. 1791, a dans les anciens départemens de la France, se a ront censées consenties valeur nominale du pa a pier-monnaie ayant cours, lorsque le contraire a ne sera pas prouvé par le titre même, et, à ce a défaut, par des écrits émanés des débiteurs ou a par leurs interrogatoires sur faits et articles ; a Art. 15. La même disposition (le paiement a en numéraire sans réduction) aura lieu en ce a qui concerne le prix des ventes de matières a d'or et d'argent, marchandises et autres choses a mobilières, ou pour fournitures de grains et a denrées, si mieux l'acheteur n'aime en payer a l'estimation au temps du contrat, pareillement a en numéraire métallique ; » — Attendu qu'il résulte du jugement du tribunal de commerce de Castelnaudary du 18 flor. an 7, et de celui rendu sur l'appel par le tribunal civil du département de l'Aude le 1^{er} fruct. an 7, et des autres pièces de la procédure, que François Ricord, fils aîné, a accepté, à la date du 23 frim. an 3, pour solde du prix des huiles qui lui étaient dues par Borelly, demandeur, tant une lettre de change du cit. Guiraud aîné, de 7,300 fr., qu'un envoi de 966 fr. 25 c. en assignats, par lettre chargée dont ledit Ricord crédita Borelly pour solde de compte ; que tous les paiemens définitifs faits pendant la circulation du papier-monnaie sont légaux et libèrent le débiteur ; — Attendu qu'au moyen de la libération dudit Borelly, opérée par ladite acceptation et solde de compte, le défendeur, propriétaire de la lettre de change ci-dessus mentionnée, ayant pour obligé principal Dénus, accepteur de ladite lettre, ne pouvait plus exercer contre ledit Borelly qu'un recours de garantie à raison de cet endossement, à défaut de paiement de ladite lettre de change ; que sa valeur, non exprimée en espèces ou marchandises, ne pouvait être appréciée que d'après les règles générales applicables aux obligations contractées pendant la circulation légale et forcée du papier-monnaie ; — Attendu qu'il ne peut exister de question relative à la novation d'une dette, lorsqu'elle se trouve éteinte par la libération du débiteur ; — Attendu que, dans l'espèce, il n'est établi, en fait, par aucune des parties, que la lettre de change créée par Guiraud ait eu pour valeur effective des marchandises ou espèces métalliques ou aucune valeur autre que celle nominale du papier-monnaie ayant cours ; d'où il

Alors le vendeur aurait dû, ce semble, être réputé n'avoir reçu la traite que pour sa valeur réelle, sans renonciation au droit que la loi lui confère, comme vendeur de denrées, d'exiger le paiement de son prix en valeur métallique sans aucune réduction. — Également aussi, le paiement aurait dû avoir lieu en numéraire, s'il se fût agi d'une lettre de change souscrite, et non pas seulement endossée, par l'acheteur, parce qu'alors cette lettre de change se trouverait créée pour valeur effective de denrées, dont le prix était formellement excepté de la réduction prononcée par la loi.

résulte qu'il ne pouvait y avoir lien à lui appliquer l'exception qui termine l'art. 2 de la loi du 11 frim. an 6, ni celle contenue en l'art. 15 de la même loi, ainsi que l'a fait le jugement attaqué; — Attendu que, outre cette double fautive application de la fin des art. 2 et 15 de la loi du 11 frim. an 6, le jugement attaqué renferme une contravention formelle à la 1^{re} partie de l'art. 2 de ladite loi du 11 frim. an 6, en condamnant au paiement en numéraire métallique l'endosseur d'une lettre de change censée, aux termes dudit art. 2, consentie valeur nominale de papier-monnaie; — Casse, etc.

Du 11 prair. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

APPEL INCIDENT. — SIGNIFICATION. — ACQUIESCEMENT.

La signification sans réserves d'un jugement, n'entée pas à celui qui l'a faite la faculté d'interjeter incidemment appel dans le cas où son adversaire se rendrait lui-même principal appellant. (Ord. 1667, tit. 27, art. 5.) (1)

(Mabieu—C. Pombais.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la signification faite le 3 niv. an 7 du jugement de première instance du 27 brum. précédent, sans aucune réserve de se pourvoir, n'a pu prendre le caractère d'un acquiescement à ce jugement que conditionnellement, et dans le cas seulement où Mabieu lui-même en aurait consenti l'exécution; — Attendu qu'au lieu de l'exécuter, Mabieu a depuis, et le 13 du même mois de niv., interjeté appel de ce jugement; d'où il suit que le jugement attaqué, en les déclarant non recevables (2) dans leur appel, a fait une fautive application de l'article précité; — Casse, etc.

Du 12 prair. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liborel.—Rapp., le cit. Babbille.—Concl., le cit. Arnaud, subst.—Pl., le cit. Sirey.

FONDATION PIEUSE. — RENTE.

Celui qui a constitué une rente au profit d'une fabrique à la charge d'une fondation, en reste débiteur envers l'Etat, devenu propriétaire de l'actif des fabriques, encore que la fondation ne puisse plus être desservie. (L. 13 brum. an 2, art. 1^{er}.) (3)

(Enregist.—C. James.)

La fabrique de Fresville était créancière d'une rente obituire de 3 livres due par le cit. Michel James, en vertu d'un titre nouvel qui en avait été passé à son profit en 1787.

¶ (1) V. dans le même sens, Cass. 26 prair. an 11; 23 fruct. an 12; 10 mai 1820; 9 avril 1835 (Villemagne 1835); Montpellier, 14 janvier 1833 (Volonne 1833); et Carré, *Lois de la proc.*, n° 1576.

(2) Les sieurs Pourbaix et consorts, qui avaient signifié sans réserves le jugement du 2 niv. an 7.

(3) P. dans le même sens, 11 floréal an 9; 4 nivôse an 10; 24 pluviôse, 12 germinal et 12 prairial an 10; et, au surplus, *Jurisp. du XIX^e siècle*, v° *Fondation*. — P. aussi Merlin, *Repert.*, hoc verbo, n° 5, et *Quest. de droit*, ibid. Les conclusions adoptées par le jugement précité du 11 flor. an 9, y sont textuellement rapportées. Mais M. Merlin y cite, comme ayant décidé la même question, un jugement du 14 frim. an 8, qui en décide une toute différente. P. ce jugement à sa date (aff. Turchi), et la note qui l'accompagne.

(4) Cette solution devrait-elle être encore suivie aujourd'hui? A cet égard, il faut distinguer. Sans doute, s'il s'agissait d'une adjudication de biens de

La loi du 26 sept. 1791, et celle du 13 brum. an 2, ayant déclaré ces rentes propriétés nationales, la règle de l'enregistrement poursuivie le sieur James en paiement des arrérages échus.

Devant le tribunal de Valogne, celui-ci a soutenu que la fondation ne pouvait plus être acquittée, la rente qui en était la cause ayant cessé d'exister.

Le 27 messid. an 8, jugement qui accueille cette défense, et déclare la règle non recevable.

POURVOI en cassation pour violation, 1^o de l'art. 1^{er} de la loi du 27 sept. 1791, portant que les biens dépendants des fondations font partie des biens nationaux;

2^o De l'art. 1^{er} de la loi du 13 brum. an 2, portant que tout l'actif affecté, à quelque titre que ce soit, aux fabriques des églises, ainsi qu'à l'acquit des fondations, fait partie des propriétés nationales;

3^o Et enfin de l'art. 3 de la même loi, qui charge la règle de l'enregistrement de poursuivre la rentrée de toutes les créances qui se trouveront dans cet actif.

Il résulte de ces dispositions, disait la règle, que les rentes obituaires n'ont pas cessé d'exister, quoique les fondations qui en étaient la cause n'aient pu être desservies; il est évident au contraire que par cela seul que la république était incapable d'acquiescer ces charges personnelles aux fabriques, elles ont été abolies au moment même où les rentes sont devenues propriétés nationales.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 1^{er} de la loi du 26 sept. 1791; l'art. 1^{er} de la loi du 13 brum. an 2; l'art. 3 de la même loi;

Et attendu qu'en renvoyant, même quant à présent, James et sa femme de la demande dirigée contre eux par la règle de l'enregistrement, sous le prétexte que la fondation, à cause de laquelle avait été créée la rente dont il s'agit, n'était plus desservie, le jugement attaqué est contrevenu expressément aux articles ci-dessus cités; — Casse, etc.

Du 13 prair. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Babbille.—Concl., le cit. Bigot-Prémeneu, commissaire.

ENREGIST. — RESTITUTION. — ADJUDICATION.

Le droit d'enregistrement perçu sur une adjudication d'immeubles appartenant à des mineurs, ne doit pas être restitué par la règle, quoique cette adjudication vienne à être annulée pour inobservation des formalités prescrites par la loi. (L. 22 frim. an 7, art. 60.) (4)

mineurs faite sans aucune des formalités voulues par la loi, cette adjudication devant être considérée comme purement volontaire, la nullité ou rescision qui en serait ultérieurement prononcée pour inobservation des formalités prescrites, de même que l'annulation de toute autre vente ou adjudication volontaire, ne donnerait pas lieu à la restitution du droit d'enregistrement perçu à raison de la mutation. (P. Cass., 2 fév. 1809, 10 fév. 1812, 24 mars 1813 et 9 fév. 1814.) — Mais il en serait autrement si l'adjudication avait eu lieu en justice, d'après le principe posé dans un avis du conseil d'Etat du 22 oct. 1808 que « le droit perçu sur les adjudications d'immeubles faites en justice est restituable, lorsque l'adjudication vient à être annulée par les voies légales. » — Et il nous semble que ce principe devrait recevoir son application, lors même que l'adjudication des biens du mineur, au lieu d'être prononcée par le tribunal lui-même, ou l'un de ses membres, aurait été faite devant notaire, commis à cet effet par le tribunal (Cod. proc.,

(L'enregistrement.—C. Ligier.)

Dans les mois de brum. et niv. an 7, Ligier et consorts s'étaient rendus adjudicataires d'immeubles appartenant à des mineurs.—Le 27 pluv. suivant, le tribunal civil du département du Var avait annulé cette adjudication pour défaut de formalités.—Dans l'intervalle de l'adjudication au réélément, Ligier et consorts avaient payé 378 fr. pour le droit d'enregistrement; en conséquence ils firent citer la régie pour se voir condamner à leur restituer cette somme, attendu qu'ils étaient dépourvus des immeubles à raison desquels ils l'avaient payée.—Par un jugement du 27 prair. an 7, le tribunal civil du département du Var accueillit cette demande et ordonna la restitution réclamée.

Sur le pourvoi de la régie, il a été statué ainsi qu'il suit :

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 60 de la loi du 22 frimaire an 7, portant : « Tout droit d'enregistrement perçu régulièrement, en conformité de la présente, ne pourra être restitué, quels que soient les événements ultérieurs, sauf les cas prévus par la présente. »—Attendu que le droit dont il s'agit a été perçu régulièrement, puisque le receveur de l'enregistrement l'a pris sur une adjudication à lui présentée par Ligier et consorts :—Qu'il a été perçu en conformité de la loi du 22 frim. an 7, puisque c'est postérieurement à la publication de cette loi dans le département du Var, qu'il a été payé ;—Enfin, que le cas d'une adjudication annulée n'est pas mis par la loi dans le nombre des exceptions audit art. 60 :—Casse, etc.

Du 13 prair. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liborel.—Rapp., le cit. Henrion de Pansey.—Concl., le cit. Bigot-Prémeneu, commiss.—Pl., le cit. Huet-Duparc.

1^{re} DOUANES.—SAIRIE.—AFFICHE.2^o JUGEMENT PAR DÉFAUT.—INDICATION DE JOUR.

1^o Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'affiche du procès-verbal de saisis qui doit avoir lieu, dans le cas d'absence du prévenu, soit constatée par un acte séparé. (L. 9 flor. an 7, tit. 4, art. 6 et 11.)

2^o Bien qu'un jugement par défaut ait été rendu le lendemain du jour indiqué dans la citation, la partie qui a fait opposition et en a été déboutée, ne peut, en appel, invoquer le moyen de nullité qui en résulte, s'il est établi, en fait, qu'elle a eu une connaissance suffisante que les fins de la demande devaient être réexaminées contre elle le jour où le jugement par défaut a été effectivement rendu.

(Douanes.—C. Segen et consorts.)

Il s'agissait d'une saisie de numéraire dont la sortie est prohibée.—L'original du rapport ou procès-verbal de saisie, dressé le 13 pluv. an 8, énonçait que, vu l'absence des prévenus, il en avait été affiché copie avec citation pour les

art. 955). Une telle vente, effectuée par l'ordre du tribunal, avec les mêmes formes ou à peu près, et avec la même publicité, est une véritable vente en justice; car le notaire n'est à proprement parler que le délégué, le représentant du tribunal. Dès lors, l'annulation de l'adjudication doit être régie par l'avis du conseil d'État ci-dessus rappelé. C'est ce que la régie a reconnu elle-même par une délibération du 14 fév. 1834 (aff. *Boiteau et consorts*), en se fondant sur ce que, d'après un arrêt de la Cour de cassation du 26 fév. 1827, les adjudications d'immeubles faites devant un notaire commis par justice, sont assimilées à celles qui auraient lieu devant le tribu-

II.—1^{re} PARTIE.

domain devant le juge de paix.—Mais ce jour, 14 pluv., le juge de paix se trouvait absent, et ce ne fut que le lendemain 15 pluv. qu'il fut prononcé par défaut contre les saisis.—Opposition de la part de ces derniers, qui obtinrent cédula pour faire citer les saisisseurs.—Ils se présentèrent alors au jour indiqué, et déclarèrent seulement que s'ils ne se sont pas présentés le 15 pluv. (jour de la prononciation du jugement), c'était parce qu'ils étaient en voyage.... Du reste ils ne proposent point le moyen de nullité résultant de ce que le jugement par défaut avait été rendu le lendemain du jour indiqué par la citation : ils se fondent seulement sur ce que l'affiche de la copie du rapport n'avait point été constatée par un acte distinct et séparé de l'original de ce rapport.

Malgré ce moyen, jugement du juge de paix qui déboute les saisis de leur opposition au jugement par défaut dont il ordonne l'exécution.

Appel de la part de ces derniers, et alors non-seulement ils reproduisent les moyens d'opposition qu'ils avaient déjà fait valoir; mais, de plus, ils excipent de la nullité du jugement résultant de ce qu'il avait été rendu le lendemain du jour indiqué par la citation.

Jugement du tribunal civil des Deux-Nèthes, qui adopte les deux moyens et infirme le jugement de première instance.

Pourvoi en cassation de la part de la régie des douanes, pour contravention aux art. 6 et 11, tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 6 et 11, tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7 :—Attendu qu'il ne résulte pas dudit art. 6 que l'affiche du rapport doit être constatée par un acte séparé, et qu'il en résulte au contraire que le rapport doit énoncer la remise de la copie; d'où il suit que le jugement attaqué, en se fondant sur ce qu'il n'avait pas été rédigé d'acte séparé du rapport, pour constater l'affiche de la copie de ce rapport, a adopté une nullité qu'il ne pouvait admettre, aux termes dudit art. 11;

Attendu qu'il résulte, tant de la déclaration passée devant le juge de paix par les saisis, lorsqu'ils s'y sont présentés pour être reçus opposants, que de leur silence lors et depuis, devant ce même juge, qu'ils avaient eu connaissance suffisante que les fins de la citation originelle seraient poursuivies le jour où fut rendu le jugement par défaut;—Casse, etc.

Du 13 prair. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Bozire.—Concl., le cit. Bigot-Prémeneu, comm.

VAGABONDAGE.—MENDICITÉ.—TRIBUNAUX SPÉCIAUX.—COMPÉTENCE.

La seule fait de mendicité ne suffit pas pour constituer le délit de vagabondage, et dès lors les tribunaux spéciaux ne pouvaient en connaître. (LL. 18 pluv. an 9, art. 6 et 7; 22 juill. 1791; 24 vend. an 2.) (1)

nal lui-même. »—Ce que nous disons ici de la vente de biens de mineurs, est d'ailleurs également applicable à toutes autres espèces de ventes qui doivent être poursuivies dans la même forme, telles que celles de biens dépendant d'une succession bénéficiaire ou d'une succession vacante.—V. *Code annoté de l'enregist.*, par M. Masson Delongpré, n^{os} 1251 et suiv.

(1) Trois circonstances distinctes caractérisent, d'après l'art. 270 du Code pénal, le délit de vagabondage : il est nécessaire que le prévenu n'ait point de domicile certain; qu'il soit privé de moyens de subsistance; enfin, qu'il n'exerce habituellement ni métier ni profession. La réunion de ces trois circon-

(N.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Considérant que la loi du 18 pluv. dernier ne met pas le fait de mendicité au nombre des délits dont la connaissance est attribuée aux tribunaux spéciaux; que les lois des 22 juill. 1791 et 24 vendém. an 2, qui prononcent différentes peines contre les mendiants valides, ne les rangent point dans la classe des vagabonds; et que, d'après la disposition des art. 6 et 7, tit. 3 de la loi du 10 vendém. an 4, les individus trouvés sans passe-port hors de leur canton ne peuvent être arrêtés et poursuivis pour fait de vagabondage, qu'à défaut par eux d'avoir justifié de leur inscription sur le tableau d'une commune; d'où il suit que le tribunal spécial du département de la Sarthe, en se déclarant compétent dans l'espèce, sur le motif que le seul fait de mendicité constitue le fait de vagabondage, a fait une fautive application des art. 6 et 7 de la loi du 18 pluv. dernier;—Casse, etc.

Du 16 prair. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX.—COMPÉTENCE.

Les tribunaux spéciaux ne peuvent connaître des délits qui ne leur ont pas été expressément attribués par la loi, que dans le cas où ces délits se trouvent être nécessairement l'accessoire ou la dépendance de celui qui constitue leur compétence. (L. 18 pluv. an 9, art. 13.) (1)

(Rabot et Querlin—C. Min. pub.)

Pierre Rabot et Louis Querlin, prévenus de plusieurs délits, dont deux seulement renaissent dans les attributions des tribunaux spéciaux, furent traduits devant le tribunal spécial du département de la Manche, qui se déclara compétent pour l'un et l'autre.—Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 13, tit. 2 de la loi du 18 pluv. dernier;—Et attendu que cet article n'autorise pas les tribunaux spéciaux à instruire et juger sur les faits qui ne sont pas attribués à leur juridiction par les articles précédents; qu'il en résulte seulement que l'instruction

est nécessaire pour l'existence du délit. Or, le fait de mendicité peut bien faire présumer que le prévenu n'a pas de moyens de subsistance, et qu'il n'exerce pas de métier; mais il n'en résulte pas qu'il n'a pas de domicile certain, et c'est là surtout le signe spécial du vagabondage, parce que c'est celui qui révèle dans le prévenu un agent plus dangereux. V. *Théorie du Code pénal*, t. 5, p. 27.*

(1) Cette décision, conforme aux principes généraux sur la compétence, mérite d'être remarquée. L'art. 13 de la loi du 18 pluv. an 9 portait que « si, après le procès commencé pour un des crimes déferés au tribunal spécial, l'accusé était inculpé sur d'autres faits, le tribunal spécial devait instruire et juger, quelle que fût la nature de ces faits. » Le jugement restreint avec raison cette compétence aux faits qui sont l'accessoire ou la dépendance du délit qui motive la juridiction du tribunal, soit que ces faits se révèlent dans l'instruction qui doit précéder le jugement sur la compétence, soit qu'ils se révèlent plus tard, dans le cours des débats. C'est une application du principe qui restreint les juridictions exceptionnelles dans leurs termes les plus étroits, et limite leur compétence aux faits positivement déterminés par la loi.*

(2) Cette décision doit être admise avec quelques réserves. Le principe qui sépare l'autorité administrative et l'autorité judiciaire, a été posé par l'as-

semblée constituante. « Les juges ne pourront, portons la loi des 16-24 août 1790 (tit. 2, art. 13), troubler, de quelque manière que ce soit, les opérations des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions. » La sanction de cette règle, que toutes les constitutions de la république ont reproduite, se trouve dans l'art. 127 du Code pénal, qui punit de la dégradation civique les juges et les membres du ministère public qui excèdent leur pouvoir en s'immisçant dans les matières attribuées aux autorités administratives, ou qui permettent de citer les administrateurs pour raison de l'exercice de leurs fonctions. C'est dans cette règle un peu abstraite qui fixe la ligne de démarcation entre les deux autorités, qu'il faut chercher la solution de la question. Si l'infraction faite par un employé supérieur à un subalterne est née de l'exercice même des fonctions, par exemple, comme dans l'espèce, du seul fait de la vérification ordonnée par l'administration, nul doute que les tribunaux ne peuvent en connaître, car l'enquête est un acte administratif, et il n'appartient point aux tribunaux de l'apprecier, même dans son exécution. Mais si, à l'occasion de cette enquête, le préposé inférieur avait été insulté, cette injure pourrait, dans certains cas, sortir de l'exercice des fonctions du supérieur, et constituer un fait étranger, susceptible dès lors de devenir l'objet d'une poursuite judiciaire.*

INJURES.—ENQUÊTE ADMINISTRATIVE.—PRÉSCRIPTION.

L'enquête faite par un employé supérieur des postes et par ordre de son administration, ne peut donner lieu à une plainte en injure de la part d'un employé de la même administration; c'est là un acte administratif dont les tribunaux ne peuvent connaître. (LL. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13; 21 fruct. an 3.) (2)

Avant le Code du 3 brum. an 4, l'action pour injures verbales se prescrivait par un an, et des lors un tribunal n'a pu, sans donner à ce Code un effet rétroactif, l'appliquer à un fait antérieur. (C. 3 brum. an 4, art. 9.)

(Dabadie—C. Sequinotte.)

* L'administration des postes avait envoyé, en l'an 2, un employé supérieur à Pau, pour faire des recherches au sujet de quatre paquets chargés en 1793. Cette mission et les vérifications auxquelles elle donna lieu motivèrent de la part d'un commis du bureau de poste une plainte en injures contre

semblée constituante. « Les juges ne pourront, portons la loi des 16-24 août 1790 (tit. 2, art. 13), troubler, de quelque manière que ce soit, les opérations des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions. » La sanction de cette règle, que toutes les constitutions de la république ont reproduite, se trouve dans l'art. 127 du Code pénal, qui punit de la dégradation civique les juges et les membres du ministère public qui excèdent leur pouvoir en s'immisçant dans les matières attribuées aux autorités administratives, ou qui permettent de citer les administrateurs pour raison de l'exercice de leurs fonctions. C'est dans cette règle un peu abstraite qui fixe la ligne de démarcation entre les deux autorités, qu'il faut chercher la solution de la question. Si l'infraction faite par un employé supérieur à un subalterne est née de l'exercice même des fonctions, par exemple, comme dans l'espèce, du seul fait de la vérification ordonnée par l'administration, nul doute que les tribunaux ne peuvent en connaître, car l'enquête est un acte administratif, et il n'appartient point aux tribunaux de l'apprecier, même dans son exécution. Mais si, à l'occasion de cette enquête, le préposé inférieur avait été insulté, cette injure pourrait, dans certains cas, sortir de l'exercice des fonctions du supérieur, et constituer un fait étranger, susceptible dès lors de devenir l'objet d'une poursuite judiciaire.*

l'inspecteur. Cette action fut suivie d'une condamnation qui toutefois n'intervint qu'après plus d'une année.—Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 13, tit. 2 de la loi du 24 août 1790;—Considérant que, d'après le principe établi par la loi ci-dessus, et celles des 16 et 24 fruct. an 3, et les arrêtés du gouvernement, les tribunaux de justice ne peuvent s'immiscer dans la connaissance des discussions et des altercations qui peuvent s'élever entre les employés des administrations, relativement à leurs fonctions;—Considérant que la plainte présentée par Sequinotte, ci-devant contrôleur des postes au bureau de Pan, en pluviose de l'an 2, contre Jacques d'Abadie, pour lors inspecteur des postes, et aujourd'hui chef de la comptabilité de cette administration à Paris, est relative aux recherches et vérifications que ce dernier avait été chargé de faire, au sujet de la disparition de quatre paquets chargés à la poste;—Considérant que cet employé ne pouvait se dispenser de se conformer, dans ses recherches et vérifications, au mode pour lors établi à la fin de 1793 (vieux style), en traitant et discutant publiquement cet objet avec les nombreuses autorités alors existantes à Pan; que de ce mode il pouvait s'ensuivre des soupçons et des plaintes en propos injurieux qui, dans l'affaire dont il s'agit, sont la base de l'action de Sequinotte contre l'employé supérieur, sans qu'on puisse en inférer que celui-ci soit sorti des limites de ses fonctions;

Considérant qu'en défontant le fait imputé à d'Abadie du caractère administratif, et en le considérant en lui-même, l'action de Sequinotte se trouvait soumise à la prescription; que l'action pour injures verbales, telle qu'elle existait à cette époque, et qui seule compétait à Sequinotte le jeune, était soumise à la prescription générale d'un an, et particulièrement dans le département des Basses-Pyrénées; qu'à partir de la date de la plainte du 3 pluv. an 2, l'instance était restée impursuivie depuis le 8 pluv. an 2 jusqu'au 1^{er} niv. an 3; qu'abandonnée une seconde fois devant le juge de paix depuis le 23 niv. an 3, par l'audition du dernier témoin, elle n'avait été reprise que le 8 niv. an 5, ce qui avait amené la prescription de l'action en elle-même; que le tribunal, en s'appuyant sur la loi du 3 brum. an 4, rendue postérieurement au fait et à l'action qui y avait donné lieu, ne pouvait donner à cette loi un effet rétroactif, et opérer une extension incompatible avec notre législation;—Casse le jugement rendu par le tribunal de police du canton de Pau, le 9 vent. an 9, et ceux précédemment rendus par ce tribunal les 15 germ. et 5 prair. an 8, pour le même fait et entre les mêmes personnes.

Du 16 prair. an 9.—Sect. crim.—Rapp. le cit. Bieys. — Concl. le cit. Lecontour, subst.

1^o TÉMOINS. — LISTE. — NOTIFICATION2^o JURY (QUESTIONS AU). — PRÉMÉDITATION.3^o HOMICIDE. — PRÉMÉDITATION. — PEINES.

1^o Est nulle la notification de la liste des témoins faite à l'accusé au parlant du concierge. (C. 3 brum. an 4, art. 316.) (1)

2^o Est nulle la déclaration du jury, lorsque dans

une accusation de complicité d'homicide avec préméditation, il n'a été posé aucune question sur la préméditation. (C. 3 brum. an 4, art. 373.)

3^o L'accusé déclaré complice d'un homicide commis avec préméditation, mais sans que la préméditation ait été déclarée à son égard, ne pouvait être condamné à la peine portée par l'art. 11 (2^o part., tit. 2, sect. 1^{re}) du Code du 25 sept.-6 oct. 1791.

(Depinay et Gomé—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que l'art. 346 du Code des délits et des peines, exige, à peine de nullité, la notification à l'accusé de la liste des témoins qui doivent être entendus, soit à la requête de l'accusateur public, soit à celle de la partie plaignante; que ces termes à l'accusé exigent tout intermédiaire chargé de le faire savoir; attendu qu'il résulte de l'exploit de notification de la liste des témoins qui doivent être entendus dans les débats sur l'accusation intentée contre les demandeurs, que ladite notification a été faite aux accusés, en parlant au cit. Beaudoin, concierge, chargé de le faire savoir, ce qui entraîne une contravention formelle audit art. 346;

Attendu qu'il résultait de l'acte d'accusation, à l'égard de François Gomé, une prévention de complicité, tant sous le rapport d'un homicide que sous le rapport de la préméditation dudit homicide; qu'il n'a été posé aucune question sur la complicité dudit Gomé quant à ladite préméditation;—Attendu que le Code des délits et des peines, art. 373, exige, sous peine de nullité, que le président pose toutes les questions qui résultent tant de l'acte d'accusation que des débats, et que l'insuffisance des questions posées à l'égard dudit Gomé est une contravention audit art. 373;

Attendu que la conviction n'ayant pas été déclarée par le jury de jugement, quant à la complicité dudit Gomé, sous le rapport de la préméditation, il y a en a son égard fautive application de l'art. 11, 1^{re} sect., tit. 2, 2^o part., Cod. pén.; — Casse, etc.

Du 17 prair. an 9.—Sect. crim.—Rapp. le cit. Borel.—Concl. le cit. Arnaud, subst.

JURY (QUESTIONS AU). — FAITS DISTINCTS. — OMISSION.

Lorsque l'acte d'accusation a pour base deux faits principaux, un assassinat et un vol, distincts et indépendants l'un de l'autre, la position des questions admet nécessairement deux séries principales; et si y a nullité si le tribunal criminel, confondant les deux délits dans un seul, n'a présenté aux jurés qu'une question principale sur le vol, en ne soumettant à leur examen l'assassinat que comme une circonstance accessoire du vol. (C. 3 brum. an 4, art. 373.)

Lorsqu'il résulte de l'acte d'accusation relatif à un vol de diligence, qu'un coup de pistolet a été tiré sur le postillon, cette circonstance exige, à peine de nullité, qu'il soit posé au jury la question de savoir si l'attaque a été faite à dessein de tuer. (C. 3 brum. an 4, art. 396.)

(Cholat—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 373 et 396 du

(1) M. Carnot (De l'inst. crim., obs. sur l'art. 315, n^o 8), rapporte ce jugement à l'appui de la règle que la notification doit toujours être faite à la personne. Mais il ajoute : « Sous l'empire du Code d'inst. crim., la Cour de cassation ne se détermine-

rait à annuler sur un pareil motif, que dans le cas où l'accusé aurait réclamé contre cette violation de la loi devant la Cour d'assises, et dans celui où il ne serait pas constaté que la copie de la liste lui aurait été remise dans un temps opportun. »

Code des délits et des peines; — Considérant, dans l'espèce, 1^o que l'acte d'accusation a eu pour base deux faits principaux très distincts et absolument indépendants l'un de l'autre, savoir: le vol de la diligence exécuté sur le territoire de la commune de Cudos, constaté par le procès-verbal du juge de paix du canton rural de Bazas, et l'homicide commis sur la personne du nommé Craon, exécuté sur le territoire de la commune de Bazas; et constaté par le procès-verbal du juge de paix du premier arrondissement du canton de Bazas; qu'ici, la ligne de séparation qui existait entre les deux délits était marquée, non-seulement par la différence des lieux où ils avaient été commis, mais encore par la différence des officiers de police qui les avaient constatés; que d'ailleurs on ne pouvait considérer sous aucun rapport l'homicide commis sur la personne de Craon comme une circonstance dépendant du vol de la diligence, puisque l'individu homicide n'avait aucun point de contact avec cette diligence, et n'était ni du nombre des voyageurs ni du nombre de ceux qui la conduisaient; que, d'un autre côté, on ne pouvait pas dire qu'il y eût un homicide quelconque accompagné de vol, puisque l'individu homicide fut trouvé gisant dans le chemin public ayant dans ses poches son argent et ses bijoux; mais, outre que la différence des deux délits, et leur indépendance mutuelle résultait de la nature même des faits, cette différence et cette indépendance avaient été marquées d'une manière précise et par le mandat d'arrêt et par l'acte d'accusation; on lit en effet dans le mandat d'arrêt qu'Antoine Cholat est prévenu d'assassinat et de vol à force ouverte sur la grande route; et, quant à l'acte d'accusation, le directeur du jury, après avoir rapporté les faits qui concernent l'un et l'autre délit, se résume en disant qu'il résulte de tous ces détails, que les vol et assassinat dont il s'agit ont été commis, etc.; qu'ainsi la position des questions admettait nécessairement deux séries ou deux questions principales, l'une concernant l'assassinat commis sur la commune de Bazas, et l'autre concernant le vol commis sur la commune de Cudos; quo cependant le tribunal criminel, confondant les deux délits dans un seul, n'a présenté aux jurés qu'une question principale concernant le vol de la diligence, en ne soumettant à leur examen l'assassinat ou l'homicide imputé à Cholat, que comme une circonstance accessoire de ce vol; d'où il est résulté une contravention évidente aux art. 373 et 396 précités, puisque, d'un côté, le tribunal en présentant au jury une question de vol accompagné d'homicide, l'a mis dans le cas de prononcer sur un délit autre que celui qui avait été porté dans l'acte d'accusation;

Considérant, 2^o qu'il résulte de l'acte d'accusation que, lors du vol de la diligence, il fut tiré sur le postillon qui la conduisait un coup de pistolet presque à bout touchant; que de cette circonstance dérivait une question essentielle, et de la décision de laquelle dépendait absolument le caractère du délit, celle de savoir si l'attaque avait été faite à dessein de tuer; que cependant cette question n'a point été présentée aux jurés par le tribunal criminel; d'où résulte une nouvelle contravention à l'art. 373 du Code des délits et des peines, puisque toutes les questions que les jurés doivent décider n'ont pas été posées; — Casse, etc.

(1) Ce jugement est cité par les auteurs de la Théorie du Code pénal, t. 5, p. 31, comme une application importante de la règle qui veut que le délit de vagabondage ne puisse exister que par le concours simultané des différentes conditions qui le constituent. (V. *supra*, 18 prair. an 9.) Cette

Du 17 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.* le cit. Genevois. — *Concl.* le cit. Lecoutour, subst.

VAGABONDAGE. — CARACTÈRES.

La prévention de vagabondage ne peut être établie que sur les faits définis par la loi: la vie errante et les voyages d'un citoyen ne suffisent pas pour la fonder (1).

(Gasse — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il résulte du jugement prononcé par le tribunal spécial du département de la Sarthe le 6 du présent mois, que Louis Gasse a représenté des passeports, et que ledit Louis Gasse est domicilié en la commune de l'Île-Bouchard; qu'en conséquence, il ne peut, à ce titre, être compris dans la classe des vagabonds, aux termes de l'art. 7 de la loi du 10 vend. an 4; — Attendu que la prévention de vagabondage ne peut être établie que sur des faits prohibés par la loi, et non sur la vie errante et les voyages d'un citoyen, sauf l'application des lois de police relatives à la divagation des insensés et furieux; — Casse, etc.

Du 18 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.* le cit. Borel. — *Concl.* le cit. Arnaud, subst.

VAGABONDAGE. — MENDICITÉ.

Le délit de vagabondage ne peut pas résulter du seul fait de mendicité, surtout quand il est constant que le prévenu a un domicile et une profession. (L. 10 vend. an 4, tit. 2, art. 7; 18 plu. an 9, art. 7.) (2)

(Bechevois — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 7 de la loi du 18 plu. an 9; — Et attendu qu'il est constant au procès que le nommé Bechevois est habitant de la commune de Chantocé, département de Maine-et-Loire, et qu'il est lissierand de profession; que, dès lors, il ne peut être considéré comme vagabond; — Casse, etc.

Du 18 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.* le cit. Carnot. — *Concl.* le cit. Arnaud, subst.

1^o VOL. — MAISON HABITÉE. — PEINE.

2^o JURY. — DÉCLARATION. — OMISSION.

1^o *Le vol commis par une seule personne, sans armes, dans un bâtiment tenant immédiatement à une maison habitée, mais sans aucune autre circonstance, n'est passible que de peines correctionnelles. (L. 25 sept.-6 oct. 1791, 2^e part., tit. 2, sect. 2^e, art. 25 et 28.) (3)*
2^o *Est nulle la déclaration des jurés, lorsqu'ils n'ont pas répondu à une question qui leur était soumise. (C. 3 brum. an 4, art. 396.)*

(Dolenc, dit Perrin — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant 1^o que la loi du 17 plu. dernier étant exécutoire du jour de sa promulgation, il pouvait légalement être pourvu à son exécution, provisoirement, par le substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal civil de l'arrondissement;

2^o Que, suivant la déclaration des jurés, le vol ayant été commis dans un bâtiment tenant immédiatement à une maison habitée, par une seule personne non désignée comme armée, et sans

décision est d'ailleurs de nature à arrêter des poursuites indiscrètes, en les ramenant à la définition légale du délit.

(2) V. *supra*, Cass. 16 prair. an 9 et la note.

(3) Il en serait de même sous le Code pénal de 1810 (Cass. 22 juv. 1824).

aucune des circonstances portées aux art. 1^{er}, 6, 9, 11, 13 et 16 de la même loi, il a été fait une fautive application à cet égard de la peine portée en l'art. 25, sect. 2, tit. 2, 2^e part. du Cod. pén., qui mentionne un terrain clos et fermé, et non un bâtiment, le délit, sous ce rapport, n'étant, d'après l'art. 28, susceptible que des peines de police correctionnelle; — 3^e Qu'il n'a pas été répondu par les jurés sur la question de complicité du vol fait avec effraction dans la grange du cit. Lapalu, ce qui est une contravention à la disposition de l'art. 306; — Casse, etc.

Du 18 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.* le cit. Schwendi. — *Concl.* le cit. Arnaud, subst.

DÉLIT RURAL. — QUESTION PRÉJUDICIELLE.

Le tribunal de police est incompétent pour statuer sur un délit rural, lorsque le prévenu excipe de la propriété du lieu où le dommage a été fait : cette question préjudicielle de propriété doit être renvoyée à l'examen des tribunaux compétents. (1)

(Gounon — C. Poullès.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Et attendu que contre la plainte portée par Salvi Laurens, Gounon excipait de sa propriété du lieu où avait été fait le dommage qui était l'objet de la plainte; — Que dès-lors l'objet principal et préalable de la contestation se déterminait à une question de propriété; — Que les tribunaux de police n'ont reçu d'aucune loi le droit de connaître de ces sortes de matières; que leur compétence est au contraire limitée seulement sur certains genres de délits qui sont désignés par différentes lois; — Que le jugement du 2 messid. rendu par le tribunal de police du canton de Vercueil, qui retient une contestation dans laquelle devrait être d'abord décidée une question de propriété, contient donc un excès de pouvoir; — Casse, etc.

Du 19 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.* le cit. Barris. — *Concl.* le cit. Arnaud, subst.

JURY D'ACCUSATION. — PROCÈS-VERBAUX. — NOTIFICATION.

Sous le Code du 3 brum. an 5, il devait être délivré à l'accusé, à peine de nullité, copie des procès-verbaux du tirage au sort pour la formation du jury d'accusation. (C. 3 brum. an 4, art. 320.) (2)

(Vibert — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 320 du Code des délits et des peines; — Et attendu qu'il résulte des pièces produites, qu'il n'a point été délivré au de-

mandeur en cassation copie des procès-verbaux du tirage au sort pour la formation du jury d'accusation; qu'il était cependant indispensable de lui en donner connaissance, parce que la loi ne veut pas seulement qu'un accusé soit mis en état de se défendre sur l'inculpation qui lui est faite, mais qu'elle veut encore qu'il puisse connaître si toutes les formalités qu'elle prescrit dans le cours de l'instruction ont été remplies; — Casse, etc.

Du 19 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.* le cit. Ratsaud. — *Concl.* le cit. Arnaud, subst.

JURY (QUEST. AU). — VOL. — MAISON HABITÉE.

Dans une accusation de vol commis dans une maison habitée, une question doit, à peine de nullité, être posée au jury sur le fait de savoir si la maison était habitée ou servait à l'habitation. (C. 25 sept.-6 oct. 1791, tit. 2, sect. 2, art. 15.) (3)

(Denisime et Prevotau — C. Min. pub.) —

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 373 et 377 du Code des délits et des peines; — Et attendu qu'il résultait de l'acte d'accusation que la tentative de vol dont était question avait été faite dans la maison habitée par Catherine Villé; que néanmoins il n'a été posé aucune question sur le fait de savoir si la maison ou la tentative du vol à ce lieu, était habitée ou servait d'habitation; que cette circonstance était pourtant nécessaire pour l'application de la peine qui a été prononcée; qu'elle ne peut pas s'induire de la réponse qui a été faite par le jury à la première question qui lui a été proposée; que si cette induction pouvait être admise, il en résulterait complexité dans cette première question, puisqu'elle porterait sur le fait de l'introduction et celui de la circonstance qui caractériserait cette introduction, et en aggraverait la peine; qu'ainsi l'art. 377 ci-dessus cité serait violé; — Casse le jugement du tribunal criminel de la Marne, du 15 flor. dernier.

Du 19 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.* le cit. Barris. — *Concl.* le cit. Arnaud, subst.

VOL. — MAISON HABITÉE.

Le vol commis dans un bâtiment fermé, tenant à une maison habitée, et non dans un terrain clos et fermé, n'est passible que d'une peine correctionnelle, quand il n'est d'ailleurs accompagné d'aucune autre circonstance. (C. 25 sept.-6 oct. 1791, 2^e part., tit. 2, sect. 2, art. 25 et 28.) (4)

(Clerfeuille — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la 1^{re} disposition de

(1) F. en ce sens, 5 brum. an 5; 1^{er} trim. et 29 flor. an 8; 29 vend., 7 et 28 brum. an 9.

(2) L'art. 320 se bornait à prescrire la remise à l'accusé des pièces de la procédure. La décision que nous rapportons n'est donc pas sans intérêt, car les procès-verbaux de la formation du jury ne font pas essentiellement partie de ces pièces, et dès-lors, leur notification constitue une sorte d'extension du droit de l'accusé.

(3) Il faut supposer que l'accusation portait contre deux ou plusieurs personnes non armées ou une seule personne portant arme à feu, car, isolé de ces circonstances de complicité ou de port d'armes, le simple vol dans une maison habitée n'était passible que d'une peine correctionnelle sous le Code de 1791, et dès lors, la constatation par le jury de la circonstance de la maison habitée n'aurait eu au-

cune importance. Il en est de même dans notre législation actuelle. F. Cass. 18 prair. an 9 (aff. Doleac) et la note.

(4) Le Code de 1791 punissait d'une peine distincte le vol commis dans un terrain clos et fermé; l'art. 25 (tit. 2, sect. 2) de ce Code portait, en effet: « Tout vol commis dans un terrain clos et fermé, si ledit terrain tient immédiatement à une maison habitée, sera puni de la peine de quatre années de fers. » Cette circonstance aggravante n'a point été maintenue par notre Code; en conséquence, le vol commis dans un terrain clos et fermé ne serait passible que d'une peine correctionnelle, à moins qu'il n'eût été accompagné de quelque une des circonstances qui, telles que l'escalade, l'effraction, l'usage des fausses clefs, donnent au vol une qualification plus grave.

l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Attendu d'abord que dans l'espèce il s'agit d'un vol commis dans un bâtiment fermé, tenant à une maison habitée, et non dans un terrain clos et fermé; qu'ainsi ce n'était pas le cas de l'application de l'art. 25, sect. 2^e, tit. 2 de la 2^e partie du Code pénal; — Attendu ensuite que le vol en question n'ayant été commis avec aucune des circonstances spécifiées aux art. 1^{er}, 6, 9, 11, 13 et 16 de la même section, ne devant, d'après l'art. 28 qui suit, être poursuivi et puni que par la voie de la police correctionnelle; — Casse le jugement du tribunal criminel de la Charente, du 15 germ. dernier.

Du 19 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Ruperou. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — INCOMPÉTENCE. — RENVOI. — DIRECTEUR DU JURY.

Le tribunal spécial qui, sous l'empire de la loi du 18 pluv. an 9, se déclarait incompétent pour connaître d'une affaire qui lui avait été renvoyée par le directeur du jury, devait la renvoyer devant le même directeur du jury, alors même que les actes de la procédure antérieurs à l'ordonnance de renvoi étaient entachés d'irrégularité. (C. 3 brum. an 4, art. 338; L. 18 pluv. an 9, art. 24.) (1)

(Beaurepaire — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que, d'après la disposition de l'art. 24 de la loi du 18 pluv. dernier, lorsque le tribunal spécial déclare qu'il n'est pas compétent pour connaître du délit, il doit se borner à renvoyer l'accusé et toutes les pièces du procès pardevant qui de droit; — Que, même dans le cas d'irrégularité dans les actes de la procédure antérieure à l'ordonnance de renvoi par un directeur de jury, le tribunal spécial n'a point à s'en occuper, parce que le pouvoir donné aux tribunaux criminels par l'art. 338 du Code des délits et des peines, ne peut être étendu, par de simples inductions, aux tribunaux spéciaux, dont le jugement, sous le rapport de la compétence, ne peut avoir d'autre effet que de rendre connue non avenue l'ordonnance de renvoi, et de replacer ainsi les prévenus dans le même état où ils étaient avant cette ordonnance; — D'où il suit qu'en renvoyant devant un directeur de jury autre que celui qui avait été saisi, le tribunal spécial du département des Côtes-du-Nord a fait une fausse application tant de l'art. 24 de la loi du 18 pluv. an 9, que de l'art. 338 du Code des délits et des peines, et commis un excès de pouvoir; — Casse le jugement du 29 flor. dernier.

Du 19 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rataud. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

(1) *V. conf.*, Cass. 9 prair. an 9 et la note.

(2) *V.* dans le même sens, 22 flor. an 9; 5 brum. an 11; 12 nov. 1827. — La question de savoir si les offres de paiement emportent acquiescement au jugement en dernier ressort qui condamne à payer, dépend du point de savoir si elles ont été faites spontanément, ou si elles ont été provoquées par des poursuites. Dans le premier cas, il y a acquiescement; il en est autrement dans le second, qui est celui de l'espèce actuelle. Cette distinction est développée par Merlin, *Quest. de droit, v^o Acquiescement*, § 8, où est rapporté le réquisitoire prononcé dans l'affaire jugée par l'arrêt du 22 flor. an 9. — *V.* au surplus, *Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Acquiescement*, § 2.

(3) C'est ce qu'enseignait Jousse sur l'art. 3, tit.

CASSATION. — ACQUIESCEMENT. — FIN DE NON RECEVOIR.

Les offres de payer le montant d'une condamnation en dernier ressort, provoquées par des poursuites, ne rendent point celui qui les a faites, non recevable à se pourvoir en cassation (2).

(C... — C. Enregist.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le demandeur n'a fait offre de payer qu'à cause des poursuites faites contre lui; qu'il n'a pu résulter de là un acquiescement au jugement; — Rejette la fin de non recevoir.

Du 30 prair. an 9. — Sect. civ.

1^{er} ÉTRANGER. — ASSIGNATION. — DISTANCE. 2^o DERNIER RESSORT. — CASSATION.

1^o L'étranger assigné au domicile du commissaire du gouvernement, à droit, s'il est domicilié à plus de dix lieues du tribunal où il doit comparaître, au délai de quinze jours fixé par l'art. 3, tit. 3 de l'ordonn. de 1667 (3).

2^o Il y a lieu à cassation de tout jugement fausement qualifié en dernier ressort (4).

(Vanderkun — C. Dewinter.)

Renson, domicilié à Anvers, avait fait saisir entre les mains de Vanderkun, demeurant à Rotterdam, différents effets mobiliers que la veuve Dewinter prétendait lui appartenir. — Voulant obtenir main-levée de cette saisie, la veuve Dewinter fit assigner Renson et Vanderkun devant le tribunal des Deux-Nèthes; le premier, à son domicile; le second, en sa qualité d'étranger, au domicile du commissaire du gouvernement. L'assignation était donnée à huitaine. — Vanderkun a demandé la nullité de son ajournement, sur le motif que l'on n'avait pas observé les délais prescrits par la loi. Selon lui, outre le délai ordinaire, il devait lui en être accordé relativement à la distance de Rotterdam, lieu de son domicile réel, au tribunal où il devait comparaître.

33 frim. an 8, jugement qui, prononçant en dernier ressort, rejette cette exception, et adjuge à la veuve Dewinter les conclusions de sa demande.

POURVOI en cassation par Vanderkun, pour violation de l'art. 3, tit. 3 de l'ordonn. de 1667, aux termes duquel le délai de l'assignation ne peut être moindre de quinze jours, lorsque la partie assignée est domiciliée, comme cela se rencontrait dans l'espèce, à plus de dix lieues de distance du tribunal devant lequel elle est ajournée.

Le cit. Merlin, substitut du commissaire du gouvernement, a conclu à la cassation. Vainement, disait ce magistrat, on objecterait que les étrangers assignés au domicile du commissaire du

3 de l'ordonnance de 1667. Cet auteur pensait même qu'il devait, en outre, être accordé à l'étranger ainsi assigné, un jour par chaque dizaine de lieues en sus des dix premières lieues. Mais ce système fut rejeté par un arrêt du 6 juillet 1740. *V. Rousseau de la Combe, v^o Ajournement*. — Le Code de procédure, en prescrivant, comme l'ordonnance de 1667, que les étrangers ou les personnes domiciliées hors de France, soient assignés au domicile du procureur du roi près le tribunal où sera portée la demande, lequel doit envoyer la copie au ministre de la marine ou à celui des affaires étrangères (art. 69, n^o 9), fixe les délais de la comparution selon l'éloignement des Etats qu'habite la partie assignée (art. 73).

(4) *V.* sur ce point, qui a été controversé, Cass. 7 niv. an 4, 17 niv. an 7, et les notes.

gouvernement, sont censés avoir leur domicile dans le lieu même où siège le tribunal auquel le commissaire du gouvernement appartient, et que, dès lors, ils ne doivent pas jouir d'un plus long délai.—Mais ce serait bien peu saisir l'esprit de l'ordonnance, que d'admettre un pareil système. Le commissaire du gouvernement ne reçoit les citations données aux étrangers que pour les leur transmettre; en les privant du délai que la loi accorde à toute personne pour avoir connaissance des actions intentées contre elle, ils se trouveraient condamnés sans avoir pu se défendre, souvent même sans le savoir (1).

Le cit. Merlin ajoutait d'office un autre moyen de cassation fondé sur l'excès de pouvoir du tribunal des Deux-Néthes, en ce que le tribunal avait jugé en dernier ressort sur des objets dont la valeur excédait 1,000 liv.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 3 du tit. 3 de l'ordonn. de 1667, et l'art. 5 du titre 4 de la loi du 24 août 1790;—Et considérant qu'il résulte du procès-verbal du jugement attaqué, que les demandeurs ont été assignés par exploit du 13 frim. an 8, à comparoir le 23 du même mois à l'audience du tribunal civil des Deux-Néthes, tandis que l'article ci-dessus transcrit de l'ordonn. de 1667 voulait que le délai fût au moins de quinzaine à l'égard d'Antoine-Pierre Vanderkun, domicilié en la commune de Rotterdam, distante de plus de quinze lieues de celle d'Anvers, où le tribunal civil des Deux-Néthes était établi;

Considérant encore qu'il résulte du procès-verbal du 18 vent. an 6, que les objets contenus dans la boîte de fer-blanc dont il s'agissait étaient d'une valeur fort supérieure à celle de 1,000 livres; d'où il suit que le jugement attaqué ayant été rendu en dernier ressort, a violé l'art. 5 du titre 4 de la loi du 24 août 1790;—Donne défaut et casse, etc.

Du 23 prair. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Liborel.—Concl., le cit. Merlin, subst.

RENTE FONCIÈRE. — RENTE FÉODALE. — PRÉSUMPTION.

Lorsqu'il n'est point constaté qu'une redevance due par une commune soit féodale, ni foncière, cette redevance à laquelle les fonds d'une commune sont soumis, et qui a toujours été acquittée sans interruption, doit être considérée comme une dette personnelle, plutôt que comme une charge foncière ou féodale; elle échappe, en conséquence, à l'abolition prononcée par les lois de la révolution. (L.L. 25 août 1793, art. 2 et 3; 17 juill. 1793, art. 1^{er}. (2))

(Comm. de Gueborschwir — C. V. Goll.)

Nous avons rapporté, à sa date, le jugement par défaut du 29 niv. an 8, qui, sur la demande de la commune de Gueborschwir, avait cassé un jugement du tribunal du département du Mont-Terrible rendu au profit de la veuve Goll. — Cette dernière ayant formé opposition à ce jugement, l'affaire s'est présentée sous un tout nouveau jour. Par le jugement attaqué, la commune de Gueborschwir avait été condamnée à payer à la veuve

Goll une rente de dix mesures de vin, due par la commune depuis longues années.

La commune de Gueborschwir, demanderesse en cassation, prétendit que cette rente était une rente féodale, abolie par l'art. 2 de la loi du 25 août 1793, mais elle n'en rapportait aucune preuve.

Elle ajoutait qu'on devait, du moins, la considérer comme rente foncière; et sous ce rapport, le jugement du tribunal du Mont-Terrible aurait dû être cassé, le premier exploit d'assignation donné par la veuve Goll n'ayant pas indiqué les tenants et aboutissants de l'héritage chargé de la rente, ainsi que le veut l'art. 5 du titre 7 de l'ordonn. de 1667, à peine de nullité; mais encore, ici, nulle preuve que la rente fût la prix d'une concession de fouds.

La veuve Goll soutenait, au contraire, que cette rente était purement personnelle, et qu'ainsi les lois citées ne lui étaient pas applicables; elle n'en rapportait pas de preuve, il est vrai; mais il y avait de fortes présomptions en sa faveur.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu qu'il n'est point constaté que la redevance dont il s'agit soit féodale ni foncière, ni qu'elle doive être considérée comme représentant une dîme inféodée;

Attendu, au contraire, que le jugement attaqué porte que la commune de Gueborschwir n'a pu justifier d'aucun des faits qu'elle avait allégués;—Attendu que le jugement énonce qu'il était prouvé que plusieurs fonds étaient soumis à une rente en nature envers la commune de Gueborschwir; et que, depuis plus d'un siècle, elle en avait fait et continue la perception qu'elle portait en bloc dans ses comptes, et qu'il était encore justifié par la comparaison du chapitre de recette avec celui de dépense, qu'elle faisait des bénéfices sur cette perception;—Attendu que le même jugement porte, qu'il était prouvé authentiquement par les extraits des comptes de la commune de Gueborschwir, que depuis 1717 jusqu'en 1791 inclusivement, la commune de Gueborschwir avait acquitté sans interruption, soit aux auteurs de la défenderesse, soit à la défenderesse elle-même, la rente dont il s'agit;—Attendu que de ce qui précède il s'ensuit que, cette rente doit être considérée comme une charge personnelle de la commune de Gueborschwir et l'égard de la défenderesse; et qu'ainsi, le jugement attaqué, en condamnant cette commune à payer à la défenderesse les arrérages de ladite rente, n'a contrevenu à aucune des lois invoquées par l'agent de la commune de Gueborschwir, puisque ces lois sont sans application aux rentes de la qualité de celle dont il s'agit;—Rejette, etc.

Du 23 prair. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Henrion.—Rapp., le cit. Liborel.—Concl., le cit. Merlin, subst.—Pl., le cit. Guichard.

MUTATION PAR DÉCES. — DÉCLARATION. — PARTAGE.

Les héritiers, tenus de faire au bureau de l'enregistrement la déclaration de la consistance et de la valeur de la succession, dans les six mois de son ouverture, ne satisfont pas à cette obligation en faisant enregistrer dans ce délai l'acte de partage des biens de la succession. (L.L. 19 déc. 1790, art. 2 et 12; 9 vend. an 6, art. 23 et 24; 22 frim. an 7, art. 27.) (3)

valables sont considérés comme n'ayant pas satisfait à la loi dans le délai qu'elle a accordé, et on peut les contraindre au paiement du demi-droit en sus, encouru pour défaut de déclaration. V. en ce sens, 14 mars 1814, et au surplus, *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o Mutation, § 2, n^o 66 et suiv. — V. aussi Champagnonnière et Rignod, *Traité des droits d'enregist.*, t. 3, n^o 2533 et 2536.

(1) F. Questions de droit, v^o Délai, § 2.

(2) F. les conclusions de M. Merlin dans cette affaire, *Quest. de dr.*, v^o Rente, § 1^{er}.

(3) Ils n'y satisferaient pas davantage, en faisant une déclaration par acte d'hoisier, ou des offres réelles, ou même en versant au trésor royal les sommes dues. Dans tous ces cas et autres, les rede-

(Enregistrement.—C. héritiers Lallemand.)

Après le décès de dame Lallemand, ses héritiers partagèrent à l'amiable les biens composant sa succession. L'acte de partage fait entre eux sous seing privé, fut enregistré avant l'expiration des six mois de l'ouverture de la succession, et le droit proportionnel acquitté.

Les héritiers Lallemand se bornant là, ne firent pas la déclaration du montant de la succession au bureau de l'enregistrement, dans les délais voulus par la loi. Alors la régie lança contre eux une contrainte en paiement, tant du droit de déclaration que du demi-droit en sus. Les héritiers Lallemand prétendirent que, par l'enregistrement de l'acte de partage de la succession dans les six mois de la mort de la dame Lallemand, ils avaient satisfait à la loi qui exigeait cette déclaration.

La cause portée devant le tribunal civil du département de l'Ourthe, il intervint, le 5 frim. an 8, un jugement qui débouta la régie de sa demande.

POURVOI en cassation pour violation des lois des 19 déc. 1790 et 9 vendém. an 6. — La loi du 19 déc. 1790 et celle du 9 vend. an 6, a dit la régie, imposent aux héritiers des obligations ; la première de faire au bureau de l'enregistrement la déclaration de la consistance des biens de la succession, et d'en acquitter les droits dans les six mois de son ouverture ; la seconde, de soumettre à l'enregistrement l'acte de partage passé entre eux, et d'acquitter un droit proportionnel d'un demi pour cent, suivant l'évaluation du capital. — Ces deux obligations sont distinctes et séparées ; déclaration à faire, partage à enregistrer ; les confondre, c'est contrevenir non-seulement à l'esprit, mais encore à la lettre de la loi. — Cependant les héritiers Lallemand n'en ont rempli qu'une. Ils ont bien, il est vrai, fait enregistrer l'acte de partage et acquitté le droit proportionnel, mais ils n'ont pas fait la déclaration voulue par la loi, ni payé le droit de mutation ; dès-lors ils sont débiteurs envers la régie du montant du droit de mutation, et passibles de la peine infligée par la loi pour le retard qu'ils ont mis à l'acquiescement de ce droit. Le tribunal du département de l'Ourthe ne pouvait donc se dispenser d'admettre la réclamation, sans violer ouvertement les deux lois précitées. — En vain les héritiers Lallemand voudraient-ils soutenir que la loi du 19 déc. 1790 n'exige de déclaration qu'à défaut d'acte authentique ou sous seing-privé, contenant translation de nouvelle propriété ; que, dans l'espèce, il existe un acte qui transfère la propriété des biens de la dame Lallemand à ses héritiers ; que, par conséquent, l'exception portée par la loi reçoit son application. Ce raisonnement n'a pas même l'apparence de la vérité ; un acte de partage a toujours été considéré comme un acte non pas translatif, mais seulement déclaratif de pro-

priété ; dès lors, il ne peut être opposé à la régie et empêcher le droit de mutation.

Le cit. Merlin, subst. du commissaire du gouvernement, a également conclu à la cassation. (V. ses conclusions, *Quest. de droit*, 1^{re} Déclaration au bureau d'enregistrement, § 3.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 2 de la loi du 19 déc. 1790 ; — Vu aussi l'art. 12 de la même loi ; — Et attendu que d'après ces articles, les héritiers Lallemand étaient tenus, à défaut d'acte en forme ou sous signature privée, contenant translation de nouvelle propriété, de fournir à l'enregistrement, dans les six mois de l'ouverture de la succession, une déclaration de la consistance et de la valeur des biens par eux recueillis, et de payer dans le même délai le droit en résultant ; — Attendu que l'acte de partage sous signature privée, fait entre eux, de cette succession, qu'on ne peut assimiler aux actes sous seing-privé dont parle l'article ci-dessus, non-seulement ne contient pas cette déclaration, mais n'a pas même été présenté à l'enregistrement pour en tenir lieu, si vrai qu'il n'a été perçu sur cet acte que le droit sur un partage ; — Attendu enfin, que le droit résultant d'une semblable déclaration n'a été payé qu'après le délai fixé par l'article 12 ci-dessus, et ne l'a même été qu'à la suite d'une contrainte décernée depuis contre ses héritiers ; — D'où il suit que le jugement attaqué, en déchargeant les héritiers Lallemand de l'obligation de payer le demi-droit en sus du droit proportionnel, a tout ensemble fait une fausse application de l'art. 2, et violé l'art. 12 ci-dessus cité, — Cassé, etc.

Du 23 prair. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Babbille. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., les cit. Huart-Duparc et Coste.

SYNDICS.—FAILLITE.—CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES.

Sous l'ancienne législation, les créanciers hypothécaires d'un failli, devaient prendre part à la nomination des syndics de la faillite. (Ord. 1673, tit. 2, art. 5 et 8.) (1)

(Foucher—C. Robinot.)

Le syndic des créanciers de Robinot, failli, étant décédé, le citoyen Foucher, créancier hypothécaire, qui avait concouru à la première nomination, fut cité pour élire avec les autres créanciers un nouveau syndic. — Foucher comparut, et prétendit qu'en sa qualité de créancier hypothécaire, on ne pouvait pas le forcer d'être partie dans l'instance.

La contestation fut portée devant les tribunaux, et le 24 mess. an 6, le tribunal civil de l'Ille-et-Vilaine débouta Foucher de son exception, sur le motif « que la nomination d'un syndic était nécessaire et avantageuse pour les créanciers comme pour le débiteur ; et que, quoique le créancier

(1) La question s'était engagée d'une manière singulière : il ne s'agissait pas, comme on serait porté naturellement à le supposer, d'un créancier hypothécaire qui revendiquait le droit de concourir à la nomination du syndic ; c'était, au contraire, le créancier hypothécaire que l'on voulait forcer de participer à cette opération, et qui s'y refusait. Aussi le rédacteur du jugement, perdant en quelque sorte de vue le véritable point du litige, se borne-t-il à exprimer dans les motifs, que nulle disposition ne défend d'appeler les créanciers hypothécaires à la nomination du syndic. Il va, au surplus, sans dire, que ces créanciers, pas plus que les créanciers simplement chirographaires, ne pouvaient être forcés,

par aucun moyen coercitif, de participer à la formation du syndic. Tout ce qui résulte de la décision, c'est que tous les créanciers, indistinctement, devaient être appelés à cette opération, et que ceux hypothécaires n'étaient pas fondés à prétendre que leur mise en cause dans cet objet était inutile. — *F. Merlin, Quest. de droit, v^o Direction des créanciers, § 1^{er}.* — Anjouard lui, nul doute encore que les créanciers hypothécaires ou privilégiés ne soient autorisés à prendre part à la nomination des syndics : les anciens art. 476 et 527 du Code de comm. ne faisant aucune exception à leur égard, et le nouvel art. 462 n'en faisant pas davantage. — *F. Cass. 3 juin 1812,*

hypothécaire ne soit assujéti à faire aucune remise, ni forcé de suivre les résolutions particulières de la masse des créanciers, il n'est pas, pour cela, dispensé de figurer dans l'ordre. »

Sur l'appel, ce jugement fut confirmé le 16 mess. an 7, par le tribunal civil du Morbihan, attendu que les droits de Foucher sont conservés, et que l'art. 5 du tit. 2 de l'ordonnance de 1673 soumet le créancier hypothécaire à faire examiner son crédit par le syndic des créanciers, comme les créanciers chirographaires.

POURVOI en cassation pour violation de l'art. 8 du tit. 2 de l'ordonnance de 1673.

L'ordonnance de 1673, a dit le cit. Merlin, commissaire du gouvernement, porte bien que le créancier hypothécaire ne peut être tenu à aucune remise, mais elle ne s'oppose pas à ce qu'il soit appelé à la nomination d'un syndic. — Or, dans toutes les coutumes, les créanciers hypothécaires ont sur les meubles soit un droit de préférence sur les créanciers chirographaires, soit un droit de concurrence avec eux; et comme le syndic est chargé de la conservation des meubles, les créanciers hypothécaires ont un intérêt soit présent, soit éventuel à la nomination; — Donc, on ne peut se dispenser de les appeler à la nomination du syndic. — Donc, le jugement attaqué n'a contrevenu à aucune loi en décidant ainsi la question qui lui était soumise.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que ni l'art. 8 du tit. 2 de l'ordonnance de 1673, ni le Code hypothécaire du 11 brum. an 7, ne contiennent aucune disposition d'où l'on puisse conclure qu'il soit défendu d'appeler les créanciers hypothécaires d'un failli, à la nomination d'un syndic de la faillite; — Rejette, etc.

Du 23 prair. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Henrion. — Rapp., le cit. Liborel. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., le cit. Duclos et Badin.

ARRÊT DE RÈGLEMENT.—TRIBUNAL.

Un tribunal ne peut, sans commettre un excès de pouvoir, prendre un arrêté ayant pour objet de réglementer la procédure à suivre dans son ressort. (L. 16-24 août 1790, tit. 3, art. 19; C. civ., art. 5, anal.) (1)

(Inf. de la loi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 12, tit. 2 de la loi du 24 août 1790; — Attendu que, d'après la disposition ci-dessus, il n'appartenait pas au tribunal de l'arrondissement de Genève de prendre son arrêté de règlement du 21 niv. dernier; —

Faisant droit sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement, et en vertu de l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8; — Annule l'arrêté pris par ledit tribunal de première instance de Genève le 21 niv. dernier, etc.

Du 24 prair. an 9. — Sect. crim. — Prés., le cit. Vasse. — Rapp., le cit. Chasle. — Concl., le cit. Pons de Verdun, subst.

DOUANES. — CONFISCATION. — PROCÈS-VERBAL.

En matière de douanes, la nullité du procès-verbal pour vice de formes, ne doit pas empêcher de prononcer la confiscation des marchandises saisies (2), surtout s'il ne se présente personne pour les réclamer. (L. 15 août 1793, art. 4.)

(Gœnen—C. Douanes.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 4 de la loi du 15 août 1793, et l'arrêté du gouvernement du 1^{er} pluv. an 7; — Et attendu que les cinquante sacs de grains dont il s'agit ont été saisis dans une grange isolée et sans fermeture, située dans les cinq kilomètres des rives de l'Escant; que Gœnen, fermier de cette grange, après avoir déclaré, lors du procès-verbal de saisie desdits grains, qu'il ignorait qui en avait fait l'entrepôt, et qu'ils ne lui appartenaient pas, avait fait défaut sur les citations qui lui avaient été données par-devant les tribunaux de première instance et d'appel, ce qui annonçait suffisamment qu'il persistait dans sa déclaration; que, quand le procès-verbal de saisie aurait été nul, il n'en aurait pas moins fallu prononcer la confiscation des grains entreposés, à la forme de l'art. 4 de la loi du 15 août 1793, sur les conclusions du commissaire du gouvernement, au lieu d'ordonner qu'ils seraient restitués; dès que, surtout, il ne se présentait personne pour les réclamer; — Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département de l'Escant le 20 germin. an 9.

Du 26 prair. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Carnot. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JURY. — FORMATION. — OFFICIERS MUNICIPAUX.

Sous le Code du 3 brum. an 4, la présentation de la liste générale des jurés à l'accusateur public, le tirage au sort des jurés du jugement et la formation du tableau, devaient, à peine de nullité, avoir lieu en présence de deux officiers municipaux. (C. 3 brum. an 4, art. 503 et 525.) (3)

pouvoirs distincts qu'exerçaient ces deux fonctionnaires, représentans, à des titres différens, du ministère public; et nous pensons qu'il est utile, pour l'intelligence non-seulement de ce jugement, mais de toute la jurisprudence de cette époque, de rappeler quelle était la constitution du ministère public, dans le système du Code du 3 brum. an 4. L'assemblée constituante avait posé deux principes : l'un que la justice serait rendue par des juges élus par le peuple; l'autre qu'elle serait rendue au nom du roi. La difficulté de concilier ces deux principes dans la personne de l'officier qui devait remplir les fonctions du ministère public, amena la division de ces fonctions entre l'accusateur public élu par le peuple, et le commissaire du roi (const. du 3 sept. 1791, tit. 3, chap. 5). L'accusateur public était chargé de la dénonciation des délits, de la surveillance de leur poursuite, de la mission de solliciter les accusations devant le jury (Loi des 16-29 sept. 1791, 2^e part., tit. 4); mais il ne pouvait prendre

(1) F. Tonillier, t. 1^{er}, n° 145. — F. aussi les nombreuses décisions indiquées dans notre *Jurisp. du XIX^e siècle*, v° *Arrêt de règlement*, § 2.

(2) F. conf., 7 pluv. an 9, et la note.

(3) La liste générale du jury était formée par l'administration départementale, et transmise tous les trois mois au président du tribunal criminel. Cette liste était ensuite présentée le 1^{er} de chaque mois à l'accusateur public, en présence de deux officiers municipaux qui promettaient de garder le secret; et ce magistrat avait la faculté d'exclure le dixième des noms sans donner de motifs : le reste était mis dans un vase, et le président les tirait au sort pour former le jury de jugement. Ces jurés étaient ensuite remplacés par le sort quand ils étoient récusés par l'accusé.

Il est à remarquer, au reste, que les récusations de la partie publique étoient opérées par l'accusateur public, et non par le commissaire du pouvoir exécutif : cette attribution était la conséquence des

(Jollad—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 503 du Code des délits et des peines; — Et attendu qu'il est constant que deux officiers municipaux n'ont pas été présents à la liste présentée au commissaire du gouvernement, faisant fonctions d'accusateur public, ni au tirage au sort pour former le tableau tant des douze jurés que des trois adjoints, en conformité de l'art. 503 ci-dessus cité; que dès lors il y a nullité d'après l'art. 325 du même Code, et que le prétendu empêchement des officiers municipaux ne peut servir d'excuse;—Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département de l'Aisne, le 18 flor. dernier.

Du 26 prair. an 9.—Sect. crim.—Rapp. le cit. Dutury.—Concl. le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAL DE POLICE. — COMPÉTENCE. — CHOSE JUGÉE. — GREFFIER.

Le tribunal de police qui s'est déclaré incompetent pour connaître d'une plainte, ne peut s'en ressaisir sur le renvoi du directeur du jury : le premier jugement ne peut être annulé que par le tribunal de cassation. (C. 3 brum. an 4, art. 456.)

Le tribunal de police est incompetent pour connaître d'une infraction passible d'une amende égale à la valeur du dédommagement. (C. 3 brum. an 4, art. 600 et 601.) (1)

En matière de police, le jugement ne peut être rendu sans l'assistance du greffier : le juge de paix, président du tribunal de police, ne peut, sans excès de pouvoir, en remplir les fonctions (2).

(Tubéuf—C. Min. pub.)

Rose Tubéuf avait été citée devant le tribunal de police, à raison de la construction d'un moulin dont les travaux entravaient le jeu du moulin supérieur.—Le tribunal se déclara incompetent; mais le directeur du jury lui ayant renvoyé l'affaire, il rendit un jugement qui condamnait la prévenue à l'amende de trois journées de travail, avec 300 f. de dédommagement. — Pourvoi.

aucunes réquisitions, aucunes conclusions devant le tribunal criminel, car poursuivant au nom de la société, il n'avait point de mandat pour requérir au nom de la loi. Les fonctions des commissaires du roi, au contraire, étaient de requérir l'observation des lois dans les jugements à rendre, et de faire exécuter les jugements rendus : « ils ne seront point accusateurs publics, dit l'art. 25, tit. 2, chap. 5 de la const. de 1791; mais ils seront entendus sur toutes les accusations, et requerront, pendant le cours de l'instruction, pour la régularité des formes, et avant le jugement, pour l'application de la loi. » Ainsi, les fonctions de l'accusateur public suivant la procédure jusqu'à la fin des débats, espéraient avec ces débats, et celles du commissaire du roi, qui jusqu'à ce moment avaient été purement passives et d'observation, prenaient tout à coup une grande importance : seul il pouvait faire aux juges, au nom de la loi, les réquisitions qu'il jugeait convenables; seul il avait le droit de se pourvoir en cassation, quand elles n'étaient pas accueillies. Cette distinction fut conservée par le Code du 3 brum. an 4 : aux termes de l'art. 278 de ce Code, l'accusateur public poursuivait les délits devant le tribunal criminel, sur les actes d'accusation admis par les premiers jurés; aux termes des art. 292 et 293, le commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal civil était tenu, dans tous les procès portés au tribunal criminel, de prendre communication des pièces, d'assister aux débats et au jugement, et de faire, au nom de la loi, toutes les réquisitions convenables. Cette division de pou-

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 166, 456 et 600 du Code des délits et des peines;—Attendu, 1^o que le tribunal de simple police de Lillebonne s'étant, par un premier jugement, déclaré incompetent pour connaître de la contestation, n'a pu s'en ressaisir, même d'après l'ordonnance du directeur du jury qui la renvoyait devant ce tribunal; que le premier jugement du tribunal de police ne pouvait être annulé que par le tribunal de cassation; qu'ainsi, tant de la part du directeur du jury qui a fait ce renvoi, que de la part du tribunal de police qui a connu une seconde fois de l'affaire, malgré son premier jugement il y a eu usurpation de pouvoir.

2^o Que le tribunal de police était incompetent, puisque l'amende à prononcer pouvait de beaucoup excéder trois journées de travail, d'après les art. 15 et 16, tit. 2 de la loi du 28 sept. 1791;

3^o Que le greffier du juge de paix étant en même temps greffier du tribunal de police, le jugement, comme dans tous les tribunaux, ne pouvait être rendu sans l'assistance du greffier, et le juge de paix, président du tribunal de police, ne pouvait en faire les fonctions; qu'en les faisant, il a commis un excès de pouvoir;—Casse la procédure tenue devant le tribunal de simple police du canton de Lillebonne, depuis le jugement pas lui rendu le 12 messid. an 8, et spécialement le jugement du 3 germin. an 9.

Du 27 prair. an 9.—Sect. crim.—Rapp. le cit. Borel.—Concl. le cit. Arnaud, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX.—COMPÉTENCE.

Les tribunaux spéciaux n'étaient compétents pour connaître des vols commis dans les habitations de campagne, qu'autant que ces vols avaient eu lieu soit avec effraction extérieure, soit avec les deux circonstances de réunion de trois personnes et de port d'armes; et si était nécessaire, à peine de nullité, que ces circonstances fussent constatées dans l'exposé des motifs du jugement. (L. 18 pl. an 9, art. 1^{er}.) (3)

voies, qui, du reste, n'avait lieu qu'en matière de grand criminel, a laissé aujourd'hui encore des traces dans la législation : devant les conseils de guerre, les fonctions du ministère public se partagent encore entre le capitaine rapporteur, qui représente l'ancien accusateur public, et le commissaire du roi; la loi du 13 brum. an 5, qui organise ces conseils de guerre, dut, en effet, réfléchir le principe de la législation alors en vigueur; et depuis cette époque, cette loi est restée la loi de la matière.

(1) V. en ce sens, *infra*, 6 mess. an 9 (aff. Binet).—V. cependant un jugement contraire du 24 brum. an 8, et nos observations.

(2) C'est une règle constante, qu'il n'y a de tribunal légalement constitué, en matière criminelle comme en matière civile, qu'autant que le greffier en fait partie; et il est même nécessaire que le jugement constate, soit expressément soit implicitement, sa présence. V. Cass. 13 avril 1837 et 11 août 1838.

(3) Tous les jugements du tribunal de cassation relatifs à l'application de la loi du 18 pluv. an 9, sont remarquables en ce qu'ils tendent à restreindre cette loi dans ses termes avec la plus stricte sévérité; c'est sous ce rapport, et comme exemplaire d'une saine interprétation, que ces jugements conservent encore quelque intérêt. Les tribunaux spéciaux formaient une juridiction exceptionnelle, et dès lors, cette juridiction ne pouvait connaître que des faits qui lui étaient expressément déferés par la loi de leur organisation. De là deux conséquences : d'abord, les dé-

(Pignol—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 9 de la loi du 18 pluvi. dernier; — Attendu qu'aux termes de cet article, la compétence des tribunaux spéciaux, à l'égard des vols commis dans les habitations de campagne, n'est établie que dans deux cas : le premier, lorsqu'il y a effraction extérieure; — Attendu que cette circonstance, à l'égard du vol dont sont prévenus Louis Pignol, Catherine Ligouriau, Joseph, dit Légrava, et un quidam, ne résulte d'aucun des faits énoncés dans l'extraît des pièces visées dans le jugement du tribunal spécial du département des Bouches-du-Rhône, du 7 du présent mois; et que le caractère de l'effraction dont il est question dans les motifs dudit jugement n'est pas déterminé;

Attendu que le second cas de la compétence, à l'égard des mêmes vols, est celui où la prévention présente cumulativement les deux circonstances de port d'armes et de la réunion de deux individus; que la prévention est énoncée dans ledit jugement de compétence, sans que celle du port d'armes résulte de l'extraît d'aucune des pièces ni de l'exposé des motifs sur lesquels le tribunal s'est déterminé; — Casse, etc.

Du 27 prair. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Borel. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^{er} TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. VAGABONDS.

2^e VAGABONDAGE. — DÉFAUT DE PASSE-PORT.

1^{er} Les tribunaux spéciaux n'étaient compétents pour connaître des délits emportant peine afflictive ou infamante, qui ne leur étaient pas nommément attribués, qu'autant que ces délits avaient été commis, non pas seulement par des individus prévenus de vagabondage, mais par des vagabonds reconnus légalement comme tels. (L. 18 pluvi. an 9, art. 6.) (1)

2^e Un individu voyageant sans passe-port, ne peut être réputé vagabond, qu'à défaut par lui d'avoir justifié, dans le délai de deux décades après son arrestation, de son inscription sur le tableau d'une commune. (L. 10 vend. an 4, tit. 3, art. 6 et 7.) (2)

(Lemonnier—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 6, tit. 2 de la loi du 18 pluvi. an 9, et les art. 6 et 7 du tit. 3 de la loi du 10 vendém. an 4; — Considérant qu'il résulte de la disposition des lois précitées, 1^o que la connaissance des délits emportant peine afflictive ou infamante, qui n'est pas nommément attribuée au tribunal spécial par la loi du 18 pluvi., ne peut lui appartenir que lorsque les délits de ce genre ont été commis par des vagabonds reconnus légalement comme tels, et non simplement par des individus qui ne seraient que prévenus de vagabondage;

2^o Que, d'après la loi du 10 vendém. an 4, un individu voyageant sans passe-port ne peut être

litté qu'il le jugeait devaient rentrer dans les termes précis de la loi; ensuite, il fallait que les jugements constataient les caractères de ces délits, de manière à ce qu'ils portassent en eux-mêmes la preuve de leur compétence. Le jugement que nous recueillons ici, et ceux que l'on verra à la page suivante, ne font que consacrer ce double principe. *

(1) *V.* sur la compétence des tribunaux spéciaux, Cass. 8, 9, 16 prair. an 9, etc.

(2) *V.* conf., Cass. 7 prair. an 9.

réputé vagabond, qu'à défaut par lui d'avoir justifié, dans le délai de deux décades après son arrestation, de son inscription sur le tableau d'une commune; — Considérant qu'il ne résulte nullement des faits articulés dans le préambule du jugement, que François-Léonard Lemonnier ait été dans l'impossibilité de fournir les renseignements exigés par la loi; que, d'ailleurs, le tribunal a fondé sa compétence, non sur le fait positif que Lemonnier fût réputé vagabond, mais simplement sur une prévention de vagabondage; que, par conséquent, il y a eu fautive application de la loi et excès de pouvoir de la part du tribunal spécial; — Casse le jugement de compétence rendu par le tribunal spécial du département de la Seine-inférieure, le 13 prairial présent mois.

Du 27 prair. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Genevois. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TÉMOINS. — LISTE. — NOTIFICATION.

La notification de la liste des témoins est nulle, lorsque la demeure et la profession de deux de ces témoins n'y sont pas énoncées, et qu'il n'est pas prouvé que l'accusé a pu en avoir connaissance dans la copie des dépositions de ces témoins. (C. 3 brum. an 4, art. 346.) (3)

(Capony—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 346 du Code du 3 brum. an 4; — Considérant que, dans la liste des témoins arrêtée par le président et notifiée aux accusés, les demeure et profession de Maurice Gerboulet et de Nicolas Lauras, y dénommés, ne sont point énoncées, et qu'il ne conste par aucune des pièces de la procédure produite, que les prévenus ont pu en avoir connaissance antérieurement, par la notification de dépositions précédentes de ces deux témoins, ou qu'ils n'ont point été entendus lors des débats; — Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département du Rhône, le 20 vent. dernier.

Du 28 prair. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Schwendi. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TÉMOINS. — DÉPOSITIONS ÉCRITES. — LECTURE.

La rétractation, faite par un témoin, d'une précédente déposition, constituant une véritable déclaration, la lecture de cette rétractation ne peut, en son absence, être faite au jury, à peine de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 365.) (4)

(Jean Ré—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la rétractation faite par Pierre Bouteiller, devant le directeur du jury de Niort, de la déclaration écrite qu'il avait précédemment faite devant le juge de paix de Beauvais, est en elle-même une véritable déclaration écrite; que ce témoin n'étant pas présent à l'audience, la lecture de sa rétractation était une contravention formelle, sous tous les

(3) *V.* Cass. 3 vend. an 7 (aff. Briarat), et nos observations sur ce jugement, ainsi que les jugemens semblables cités dans la note.

(4) La question ne pouvait être douteuse sous le Code du 3 brum. an 4, dont l'art. 365 prohibait la lecture de toute déclaration écrite des témoins non présents à l'audience. Or, la rétractation d'un témoin est une véritable déclaration. Sous le Code d'inst. crim., cette lecture ne pourrait être faite que par exception et en vertu du pouvoir discrétionnaire du président. — *V.* Cass. 4 mai 1793.

rapports, au texte précis de la loi; — Cassé le jugement rendu par le tribunal criminel des Deux-Sèvres, le 16 flor. dernier.

Du 28 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sieyès — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE.

Dans le concours d'un tribunal ordinaire et d'un tribunal spécial, auxquels la connaissance de certains crimes est à la fois dévolue, la préférence appartient à celui des deux tribunaux qui a été le premier saisi. (L. 18 pluiv. an 9, art. 10.) (1)

(Saint-Grenier — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 10 de la loi du 13 pluiv. an 9; — Considérant, dans le droit, que la connaissance des assassinats prémédités appartient concurremment aux tribunaux ordinaires et aux tribunaux spéciaux; qu'une conséquence nécessaire de ce concours est que la connaissance des délits de ce genre appartient à celui des deux tribunaux qui le premier en est saisi; — Considérant, dans l'espèce, que le tribunal criminel du département de la Haute-Garonne a été saisi le premier de la connaissance de l'assassinat prémédité, sur l'ordonnance de prise de corps délivrée par le directeur du jury d'accusation de Muret, le 10 frim. dernier; que, conséquemment, la connaissance lui en appartenait exclusivement, comme en ayant été le premier saisi; — Cassé le jugement du 29 flor. dernier, etc.

Du 28 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Liger-Verdigny. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — TENTATIVE.

Les tribunaux spéciaux, saisis d'une accusation de menaces et de voies de fait, sont compétents pour connaître d'une tentative de vol et d'assassinat qui a accompagné les menaces, et en forme une circonstance aggravante. (L. 18 pluiv. an 9, art. 29.)

Les tribunaux spéciaux sont compétents pour connaître de la tentative des crimes dont la connaissance leur est dévolue par la loi. (L. 22 prair. an 4; 18 pluiv. an 9, art. 11 et 24.) (2)

(Leblond — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu les art. 11 et 29 de la loi du 18 pluiv. an 9; — Vu l'art. 13, 1^{re} sect., tit. 2, 2^e part. du Code pénal; — Vu l'art. 1^{er} de la loi du 22 prair. an 4; — Et attendu, 1^{er} que le tribunal spécial du département de l'Eure, compétent pour connaître des menaces faites à Tassel, des voies de fait exercées contre lui, à raison de l'acquisition d'un domaine national faite par ce citoyen, était également compétent pour connaître de la tentative faite au même moment, par les mêmes individus, de le voler et de l'assassiner, puisque la tentative de vol et la tentative d'assassinat ont accompagné les menaces et voies de fait, et en sont des circonstances aggravantes, pour lesquelles le tribunal spécial est, par l'art. 29 de la loi du 18 pluiv. an 9, autorisé à prononcer des peines plus fortes que celles dont sont punies les simples menaces, excès et voies de fait;

2^o Que le tribunal spécial du département de

l'Eure, qui, dans un des considérans de son jugement, a bien reconnu sa compétence pour connaître des vols commis dans les habitations de campagne par deux personnes, au moins, avec port d'armes, et des assassinats, c'est-à-dire qui se fût déclaré compétent si ces délits avaient été consommés, a cependant cru n'être pas compétent pour juger les tentatives de ces mêmes délits; que son motif, fondé sur ce que la loi du 18 pluiv. est une loi d'exception, et que tout ce qui n'est pas expressément compris dans l'exception doit rentrer dans le droit commun et général, eût dû céder à la considération que les lois ci-dessus citées assimilent la tentative du crime au crime même; qu'en effet, la tentative, telle qu'elle est caractérisée dans la loi du 22 prair. an 4, est, relativement à son auteur, le crime lui-même, puisqu'il l'a commis autant qu'il a été en son pouvoir, et que si, malgré sa volonté et ses efforts, le dernier acte n'a pas été consommé, c'est que le malfaiteur en a été empêché par une force ou par des circonstances auxquelles il n'a pu résister; qu'enfin, le tribunal spécial du département de l'Eure était compétent pour connaître de tous les délits dont était prévenu Pierre Leblond; et qu'en se déclarant incompétent pour connaître de la tentative de vol et d'assassinat, il est contrevenu aux art. 11 et 29 de la loi du 18 pluiv. an 9, à l'art. 13, sect. 1^{re}, tit. 2, 2^e part. du Code pénal, et à l'art. 1^{er} de la loi du 22 prair. an 4; — Cassé le jugement du tribunal spécial du département de l'Eure, du 15 de ce mois.

Du 28 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Seignette. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux spéciaux devaient, à peine de nullité, prononcer sur leur compétence, préalablement à toute décision sur le fond, et, par conséquent, à l'application des lois d'amnistie à l'accusé. (L. 18 pluiv. an 9, art. 24, 25 et 29.)

Les tribunaux spéciaux étaient incompétents pour connaître des assassinats commis par des attroupemens, à moins qu'il ne fût justifié que l'attroupement était armé. (L. 18 pluiv. an 9, art. 11.) (3)

(Bertrand — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu les art. 34, 38 et 39 de la loi du 18 pluiv. dernier; — Attendu qu'il résulte de ces articles la nécessité pour les tribunaux spéciaux de régler la compétence en la forme déterminée par l'article, préalablement et exclusivement à toute décision sur le fond ou sur aucun des points y relatifs, et que les décisions de ces tribunaux sur le fond ne peuvent être prononcées qu'après avoir entendu l'accusé ou son défenseur; — Attendu que le tribunal spécial de l'Ardèche, par un des considérans de son jugement de compétence du 13 prair. dernier, a prononcé que les prévenus Xavier Bertrand, Philippe Soukinski et Simon Boutière ne sont pas amnistiés; qu'il a, par là, prononcé une application des lois et arrêtés du gouvernement, application qui finit partie du fond et qui a été faite sans avoir entendu l'accusé ou son défenseur en audience publique, en la forme de l'art. 38, ce qui entraîne une con-

(1) *V. conf.*, Cass. 9 prair. an 9, et la note.

(2) Cette interprétation résultait évidemment de la loi du 22 prair. an 4, qui forme aujourd'hui l'art. 2 du Code pénal, et aux termes de laquelle la tentative légale d'un crime était considérée comme

le crime même, et puni de la même peine. *V. Théorie du Code pénal*, chap. 10.

(3) *V. la note sur le jugement du 27 prair. an 9 (aff. Pignol).*

intervention aux art. 34, 38 et 39 ci-dessus énoncés; — Attendu qu'il n'est justifié, par aucune des pièces dont extrait est relaté au jugement de compétence susdité, que l'atroupement dont les sus-nommés sont prévenus d'avoir fait partie, fût armé, circonstance inculquée par l'art. 11 de la loi du 16 pluvi. dernier, qui attribue aux tribunaux spéciaux la connaissance des assassinats préparés par des atroupements armés; qu'aucun des autres crimes prévus par ledit article ne sont énoncés dans les pièces qui établissent la prévention contre lesdits Bertrand et autres; d'où résulte une fautive application par le jugement dudit art. 11; — Casse le jugement de compétence du 13 prair. dernier.

Du 29 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Borel. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

TRIBUNAL DE POLICE. — RÈGLEMENT DE POLICE. — BOULANGERS.

Le tribunal de police commet un excès de pouvoir quand il renvoie des poursuites les contraventions à un arrêté du maire qui fixe la taxe du pain, et qu'il détermine lui-même cette taxe. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 30 et 31; 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13.)

(Bissonnier — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que le droit de taxer le pain appartient exclusivement à l'autorité administrative; que cette attribution résulte manifestement des art. 30 et 31 de la loi du 22 juill. 1791; — Attendu que le tribunal de police de la commune de St-Pierre-le-Moutier a commis un excès de pouvoir, 1^o en taxant le pain le 19 niv. an 2; 2^o en rejetant la taxe faite, le 29 vent. suivant, par les maire et adjoint de ladite commune; 3^o en ne faisant pas droit sur les conclusions prises par ledit adjoint, à la charge des cit. Bissonnier aîné et Bissonnier jeune, Quentin, Mechin, Barnier et Dumontel, boulangers en ladite commune; — Casse le jugement rendu, le 25 germ. dernier, par le tribunal de police du canton de Saint-Pierre-le-Moutier, département de la Nièvre.

Du 29 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Bauchau. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

APPEL EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE. — POUVOIR SPÉCIAL. — REQUÊTE. — NOTIFICATION.

En matière correctionnelle, le pouvoir de présenter la requête d'appel, emporte néces-

sairement celui de déclarer l'appel. (C. 3 brum. an 4, art. 191.) (1)

Une requête d'appel contient suffisamment les moyens d'appel lorsqu'elle énonce qu'elle est fondée sur ce que le jugement attaqué a violé les lois relatives à la matière spéciale sur laquelle il statue. (C. 3 brum. an 4, art. 195.) *Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'appel soit notifié.* (C. 3 brum. an 4, art. 199.) (2)

(Cadelagro — C. Douanes.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 194, 195 et 199 du Code des délits et des peines; — Et attendu que la requête de l'appel ne peut être présentée que sur la déclaration de l'appel; que le pouvoir de présenter cette requête emporte donc nécessairement celui de déclarer l'appel qu'elle a pour objet; que, dans l'espèce, d'ailleurs, la procuration consentie par le receveur des douanes, Peyre, en donnant le pouvoir à Lecoigne de faire tout ce qui serait requis et nécessaire à raison de la requête qu'il était chargé de remettre au greffe correctionnel, lui conférait implicitement et nécessairement le pouvoir de déclarer l'appel qui devait précéder cette requête; que ce pouvoir résulte encore avec évidence des causes subséquentes de la procuration, que c'est donc légalement et avec autorisation suffisante que Lecoigne a remis au greffe correctionnel, le 16 pluvi., la déclaration d'appel qu'il faisait pour la régle;

Qu'il a été également satisfait à ce que prescrit l'art. 195, puisque la requête d'appel énonçant qu'il était fondé sur ce que le jugement du tribunal correctionnel avait méconnu les lois de la république sur la matière des douanes, elle contenait suffisamment les moyens d'appel;

Attendu que la peine de nullité prononcée par l'art. 199 ne porte que sur sa première disposition; qu'elle ne peut s'appliquer à la seconde, qui est relative à la notification de l'appel; qu'en jugeant par application de cet article, que l'appel devait être notifié, à peine de nullité, le tribunal criminel du département des Bouches-du-Rhône a commis un excès de pouvoir; qu'il résulte de cet exposé que le jugement dont la cassation est demandée a fausement appliqué les art. 194, 195 et 199; et que de la fautive application de ces articles s'en déduit la violation; — Casse le jugement rendu par le tribunal criminel des Bouches-du-Rhône, le 15 flor. dernier.

Du 29 prair. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Barris. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

(1) *V.* dans le même sens, Cass. 29 vent. an 10. — Il est à remarquer que les art. 203 et 204 du Code d'inst. crim., moins explicites encore que les art. 194 et 195 du Code de brumaire, n'ont également maintenu la nécessité d'un pouvoir que pour la signature de la requête d'appel. Cependant la jurisprudence exige un mandat spécial non-seulement pour la signature de la requête, mais aussi pour la déclaration d'appel faite au nom du prévenu (Cass. 12 sept. 1812). « Le Code d'inst. crim., dit M. Legraveyend, exige le mandat spécial pour la signature de la requête contenant les moyens d'appel. Comment ne serait-il pas nécessaire pour la déclaration même d'appel, qui est un acte bien plus important pour les parties; un acte dont la requête de griefs n'est qu'un accessoire; un acte dont l'effet est de donner juridiction au tribunal qui doit statuer sur l'appel? » (*Traité de lég. crim.*, t. 2, p. 400). Il ne faudrait pas conclure de cette observation que le mandat de présenter une requête sur appel, ne comprend pas implicite-

ment le pouvoir de faire tout ce qui est nécessaire pour la validité de l'appel, et par conséquent, pour le déclarer; toute autre interprétation serait d'une rigueur excessive, puisque, en matière criminelle, les vices de formes favorables à la défense et à la manifestation de la vérité, doivent plutôt être étendus que restreints. Notre opinion serait donc que la règle tracée par le jugement que nous rapportons, devrait encore être suivie.*

(2) Sous le Code d'inst. crim., la notification n'est pas exigée quand l'appel est déclaré au greffe par l'officier du ministère public près le tribunal qui a rendu le jugement: *V.* Cass. 21 janv. 1814; 1^{er} juin 1838 (Volume 1838). La notification peut d'ailleurs être suppléée quand l'appel est interjeté à l'audience en présence du prévenu, par l'officier du ministère public près le tribunal d'appel: *V.* Cass. 20 fév. 1812 et 21 avr. 1820. — *V.* sur cette, une dissertation à ce sujet, *Journal du droit crim.*, t. 6, p. 193.*

APPEL.—DÉCHÉANCE.—OFFICE DU JUGE.

Du 1^{er} mess. an 9 (aff. *Leberger C. Hauck*).
—V. ce jugement à la date du 21 therm. an 9.

ARBITRES.—VÉRIFICATION DE LIEUX.

Une opération ayant pour objet non pas seulement d'appliquer à des pièces de terre revendiquées par une commune, les énonciations d'un titre, mais d'en constater l'état actuel comparé à l'état ancien et de déterminer les changements survenus, était, dans le sens de la loi du 10 juin 1793, une vérification qui ne pouvait pas être faite par les arbitres eux-mêmes, mais seulement par des experts nommés par eux. — La présence des parties et leur déclaration lors de l'opération, n'en couvraient pas la nullité. (L. 10 juin 1793, sect. 5, art. 13.) (1)

(V^o et hérit. *Beaufremont-Listenois* — C. commune de Césy.)

Les habitants de Césy réclamaient la possession de trois pièces de terre, qu'ils prétendaient avoir été usurpées sur eux par les ci-devant seigneurs. L'action avait été formée en 1791 et portée au tribunal de Joigny. Les veuve et héritiers Beaufremont contre qui elle était dirigée, firent défaut; le tribunal adjugea aux habitants leurs conclusions. Sur l'appel interjeté par les héritiers Beaufremont au mois d'août 1793, des arbitres furent nommés en exécution de la loi du 10 juin précédent.

Ces arbitres ordonnèrent, le 20 frim. an 2, leur transport sur les lieux contentieux avec les parties pour constater si les pièces de terre réclamées étaient bien celles énoncées et désignées dans un acte de 1540, titre invoqué par les habitants.

L'opération, d'après le jugement même qui la prescrivait, devait avoir pour objet de comparer ce titre au local, de constater la position de l'ancien lit d'une rivière et de fixer la juste contenance des pièces dans l'état actuel comparé à celui où elles étaient en 1540 : il s'agissait par conséquent de faire une vérification.

L'opération eut lieu en effet; les parties y assistèrent, firent des reconnaissances de part et d'autre et modifièrent leurs conclusions respectives.

20 frim. an 2, jugement qui adjuge définitivement à la commune de Césy les terrains revendiqués par elle contre les héritiers Beaufremont.

Pourvoi de la part de ceux-ci, pour contravention à l'art. 13, sect. 5 de la loi du 10 juin 1793, en ce que les arbitres avaient procédé par eux-mêmes à une vérification.

(1) F. dans le même sens, 2 vent. an 7, 21 fév. 1809, 21 mai 1811, 3 nov. 1818. — Ce dernier arrêt décide de plus, que les arbitres ne peuvent désigner pour faire la vérification qu'ils jugent nécessaire, l'un ou quelques-uns d'entre eux. — Il en serait de même sous le Code de procédure : les art. 1009 et 1011 n'autorisent les arbitres à faire, en matière d'instruction, que ce que les juges ordinaires pourraient faire eux-mêmes : or, il serait contraire aux règles de la procédure et à la raison, que des juges, après avoir ordonné une expertise, y procédaient eux-mêmes, puisqu'ils ne l'ont ordonnée, précisément, que parce qu'ils ne se trouvaient pas les lumières nécessaires pour s'en passer, sans quoi ils eussent jugé sans recourir aux lumières des experts. — Notons en passant que M. Pardessus, qui, dans le n° 1396 de son *Cours de droit comm.*, dit que « lorsque pour s'éclairer les arbitres croient devoir recourir à une enquête, à un interrogatoire, à une expertise, ils y procèdent ensemble... » nous

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 13, sect. 5 de la loi du 10 juin 1793, portant : « Dans le cas où il « serait nécessaire de faire quelques vérifications, « les arbitres nomment des gens de l'art pour y « procéder ; » — Attendu qu'il résulte des pièces de la procédure et des jugements préparatoire et définitif, qu'il s'agissait au procès, non pas seulement d'appliquer les énonciations portées au titre de 1540 au local, mais de constater, avec l'identité des pièces réclamées, leur état actuel comparé avec celui désigné dans un acte antérieur de plus de deux siècles et demi, de fixer la juste étendue de ces terrains, que les alluvions, les changements de cours de la rivière de l'Yonne et le délaissement de son ancien lit avaient sensiblement changés ; qu'une opération qui avait pour objet de constater de pareils faits et leurs résultats ne pouvait être qu'une vérification, et que cette vérification devait être faite, aux termes dudit article, par des gens de l'art nommés par les arbitres pour y procéder ; qu'en ordonnant cette opération et en l'exécutant eux-mêmes, les arbitres ont violé la loi en cette partie ; que la présence des parties et leurs déclarations lors de cette visite n'ont pas pu couvrir cette violation ; — Casse, etc.

Du 1^{er} mess. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Delacoste. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

ARBITRAGE. — APPEL.

Sous la loi des 16-21 août 1790, à laquelle n'a point dérogé la constitution du 5 fruct. an 3, pour que la sentence arbitrale fût soumise à l'appel, il ne suffisait pas que les parties se fussent réservées la faculté d'en appeler ; il fallait encore qu'elles eussent désigné le tribunal qui devrait connaître de l'appel. (L. 16-21 août 1790, tit. 1^{er}, art. 5.) (2)

(*Carlier* — *C. Anbarède*.)

Dans un compromis passé entre Carlier et autres, d'une part, et Anbarède de l'autre, se trouvait une clause ainsi conçue : « Nous nous réservons le droit de nous pourvoir devant les tribunaux dans le cas où l'un de nous ne se tiendrait pas au jugement des arbitres. »

Les arbitres prononcèrent en dernier ressort. Pourvoi pour excès de pouvoir, le compromis contenant la réserve d'un recours dont la partie condamnée n'avait pas pu être privée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'aux termes de l'art. 5, tit. 1^{er} de la loi du 21 août 1790, pour

parait s'être trompé en confondant ici des actes d'instruction tout à fait différents.

(2) F. dans le même sens, 11 prair. et 1^{er} niv. an 10; 22 avr. 1807. Un jugement du 19 vend. an 12 décide la question en sens contraire; mais dans l'espèce de ce dernier jugement, il s'agissait d'une sentence arbitrale rendue sur un compromis postérieur à la loi du 27 vent. an 8, qui, en instituant les tribunaux d'appel, et en déterminant le ressort et la compétence de ces tribunaux, a fait de la faculté d'appeler la règle générale et a nécessairement dispensé les parties de l'obligation d'indiquer le tribunal auquel l'appel serait décerné. — F. Merlin, *Quest. de dr.*, v^o *Tribunal d'appel*, § 3, où est rapporté le réquisitoire sur lequel est intervenu le jugement du 19 vend. an 12 : l'organe du ministère public y soutient que la disposition de l'art. 5, tit. 1^{er} de la loi des 16-21 août 1790, ayant été faite pour un ordre de choses que la loi du 27 vent. an 8 a renversé, n'a pu survivre à la publication de cette loi.

qu'un jugement arbitral soit sujet à l'appel, il ne suffit pas que le compromis porte que la partie condamnée aura la faculté d'en appeler; qu'il est indispensablement nécessaire que ce même compromis désigne le tribunal auquel cet appel sera déféré, et que cette disposition n'est pas abrogée par le silence que la constitution de l'an 3 garde sur ce point, par la raison que l'objet d'une constitution est de régler, non les intérêts des citoyens entre eux, mais leurs rapports avec le corps entier de la société; — Attendu que, par le compromis en exécution duquel les arbitres ont rendu le jugement attaqué, les parties se sont contentées de stipuler que celle qui ne se tiendrait pas au jugement à intervenir aurait la faculté d'en appeler, sans indiquer le tribunal auquel cet appel serait porté; et que, par conséquent, les arbitres ont pu, comme ils l'ont fait, prononcer en dernier ressort; — Rejette, etc.

Du 1^{er} mess. an 9. — *Sect. civ.* — *Prés.*, le cit. Liborel, prés. d'âge. — *Rapp.*, le cit. Henrion. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

ARBITRES. — JUGEMENT. — DÉMISSION.

Si les arbitres de l'une des parties donnent leur démission, les arbitres de l'autre ne peuvent, sans excès de pouvoir, procéder au jugement définitif. (L. L. 10 juin 1793, art. 6, 7 et 12; 2 oct. 1793, art. 2.) (1)

(Habitans de Salihès-bas — C. ceux de Salihès-haut.)

Un tribunal arbitral avait été formé en vertu de la loi du 10 juin 1793, pour juger une contestation relative à la possession divisée ou indivise de biens communaux par divers habitans d'une même commune. Les arbitres avaient été nommés en nombre égal pour chacune des parties. A la dernière séance, les deux arbitres des demandeurs déclarèrent donner leur démission et se retirèrent. Cette démission fut acceptée. Néanmoins, et sans attendre leur remplacement, les seuls arbitres des défendeurs procédèrent au jugement et prononcèrent la décision attaquée.

Pourvoi pour contravention aux art. 6, 7, 8, 9 et 10 de la loi du 10 juin 1793, et à l'art. 1^{er} de la loi du 2 octobre suivant, qui exigent que les arbitres soient nommés en nombre égal pour cha-

cune des parties; et qui indique que la décision arbitrale ne peut être prononcée que par le tribunal arbitral ainsi constitué.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que les pouvoirs déferés par la loi à des arbitres nommés par les parties ou par le juge de paix, dans les cas qu'elle a prévus, cessent dès que lesdits arbitres ne sont plus en nombre égal pour chacune des parties, et que le tribunal arbitral n'existe plus quand deux de ses membres ont donné leur démission et se sont retirés; — Attendu qu'en procédant au jugement définitif après la démission des deux arbitres nommés par les demandeurs, les citoyens qui ont rendu la décision arbitrale attaquée par le recours en cassation, ont commis un excès de pouvoir, et sont contravenus formellement aux art. 6, 7 et 12 de la section 3 de la loi du 10 juin 1793, et 2 de la loi du 2 octobre suivant. — Casse la décision prononcée par les deux arbitres des citoyens Salzet frères, Charbonnel et autres habitans de Salihès, le 18 messid. an 3.

Du 3 messid. an 9. — *Sect. civ.* — *Prés.* le cit. Liborel. — *Rapp.* le cit. Borel. — *Concl.* le cit. Merlin, subst. — *Pl.* le cit. Moutplauqua.

DOUANES. — APPEL. — DÉLAI.

En matière de douanes, l'assignation à trois jours de délai que doit contenir la déclaration d'appel, doit s'entendre, suivant la règle générale, de trois jours francs; le jour de l'assignation et celui de l'échéance n'y sont pas compris. (Ord. 1067, tit. 3, art. 6; L. 14 fruct. an 3, art. 6.) (2)

(Douanes — C. Daems.)

Le 24 therm. an 7, la règle des douanes se rendit appelante d'un jugement de la justice de paix de la troisième section de la commune d'Anvers, rendu au profit du sieur Daems, qui l'avait fait signifier le 16 du même mois. — L'exploit d'appel contenait assignation à trois jours francs, qui échéraient le 28 dudit mois de thermidor.

Le tribunal civil des Deux-Nèthes étant saisi de la contestation, Daems demanda que l'appel fût déclaré *péri* et *désert*, attendu que l'assignation avait été donnée à trois jours francs, et

(1) Aujourd'hui, aux termes de l'art. 1014 du Code de procédure civile, les arbitres une fois qu'ils ont accepté la mission à eux confiée, ou commencé les opérations de l'arbitrage, c'est-à-dire après le premier procès-verbal ouvert par eux, sont astreints à donner leur décision, et ne peuvent plus se déporter, sans s'exposer à une action en dommages-intérêts. *V. Pardessus, Droit comm.*, part. 6, tit. 4, chap. 1^{er}, sect. 1, n° 1822. Il est clair qu'il n'y aurait point lieu à dommages-intérêts, si, comme dans l'espèce, ils ne s'étaient déportés qu'au consentement de toutes les parties. Mais alors, le tribunal arbitral se trouvant décomposé, il faudrait, avant de procéder, faire nommer d'autres arbitres à la place des démissionnaires. Ce n'est point ici le cas de l'art. 1016, qui prévoit le simple refus de signature de la part de la minorité, après la terminaison complète des opérations de l'arbitrage, refus qui ne peut pas avoir pour effet d'annuler tout ce qui a eu lieu jusqu'alors avec leur concours. *V. ci-dessus*, 8 vend. an 8, et la note.

(2) *V. en sens contraire*, Cass. 1^{er} mess. an 7. — *F. aussi Merlin, Quest.*, v° *Appel*, § 10, art. 2, où sont rapportées ses conclusions dans l'affaire actuelle. Il y cite comme résolvant la même question, le jugement ci-dessus rapporté du 14 niv. an 8 (*aff. Pompen*).

Il y a pourtant une différence entre les deux espèces: dans l'une, il s'agissait d'un jugement par défaut rendu le 15, sur une assignation donnée le 12, à trois jours. Dans l'espèce actuelle, c'est en quelque sorte le contraire: l'assignation a été donnée à trois jours francs, et l'intime la prétendait nulle, parce que, suivant lui, elle aurait dû être donnée simplement à trois jours. Ainsi, dans la première espèce, le défaut aurait été pris prématurément: dans la seconde, il y aurait eu indication d'un délai trop long. Dans ces deux espèces, il est vrai, s'élèverait la même question préjudicielle: quel est le véritable délai? est-ce le délai simple de trois jours? est-ce le délai de trois jours francs? Il est clair, quant à la première espèce, que, du moment qu'on décidait que c'était un délai de trois jours francs, le défaut se trouvait avoir été pris prématurément, et dès lors il y avait bien nullité du jugement. Mais dans la seconde, alors même qu'il y aurait eu indication d'un délai trop long, il n'en serait pas résulté nullité, l'autant, dit Berriat, pag. 208, note 48, n° 2, que l'assigné ou l'intimé est en droit d'anticiper le demandeur. Il peut en effet résulter un préjudice de l'indication d'un délai plus long: c'est en général un avantage.

que, suivant lui, elle eût dû l'être simplement à trois jours, et échoir le 27, au lieu du 28.

Jugement qui accueille ce moyen et prononce contre la régie la déchéance de l'appel.

Pourvoi en cassation pour contravention à l'art. 6 de la loi du 14 fruct. an 3. — Cette loi, dit le régle, n'ordonne pas que l'assignation soit donnée pour le troisième jour, mais simplement à trois jours; or, d'après la règle générale que *dies termini non computantur in terminis*, les trois jours doivent être francs, c'est-à-dire que celui de l'assignation et celui de l'échéance ne doivent pas y être compris; c'est ainsi que la computation des délais doit être faite en matière d'ajournement, d'après l'art. 6 du tit. 3 de l'ordonnance de 1667, portant que dans les délais des assignations et des procédures, ne seront compris les jours de signification des exploits et actes, ni les jours auxquels écherront les assignations. — Le tribunal des Deux-Nèthes, en jugeant le contraire, a donc créé une exception non établie par la loi, et son jugement doit être cassé.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 6 du tit. 3 de l'ordonnance de 1667, l'art. 6 de la loi du 14 fruct. an 3; — Attendu qu'il résulte de la disposition de l'art. 6 de l'ordonn. de 1667, que les trois jours mentionnés dans l'art. 6 de la loi du 14 fruct. an 3, sont trois jours francs, d'autant plus incontestablement que l'art. 3 du tit. 11 de la loi du 23 août 1791 veut que, dans les procédures de saisies, on se conforme à ce qui est prescrit par les lois générales de la république; — D'où il suit que le jugement attaqué a expressément contrevenu à l'art. 6 du tit. 3 de l'ordonn. de 1667, et faussement interprété l'art. 6 de la loi du 14 fruct. an 3; — Casse, etc.

Du 3 mess. an 9. — Sect. civ. — Rapp. le cit. Bourgeon. — Concl. le cit. Merlin, subst. — Pl., le cit. Dupont.

LÉGITIME. — CASSATION. — RENONCIATION.

C'est aux juges du fond exclusivement qu'il appartient de décider quels termes suffisent pour emporter, de la part du légitimaire, sa renonciation expresse à toute demande en supplément de légitime. Quelle que soit leur décision sur ce point, elle échappe à la censure de la Cour de cassation. (L. 18 pluv. an 3, art. 16.) (1)

(Peysson — C. Défiod.)

Louise Défiod épousa Guillaume Peysson en 1750. — Ses père et mère lui constituèrent en dot, pour son droit de légitime, une somme de 15,000 liv., dont la moitié fut payée comptant, et le surplus stipulé payable après leur décès. — Les constituants déclarèrent dans le contrat qu'ils n'entendaient point faire renoncer leur fille à son supplément de légitime, si tant est qu'elle en pût espérer, avec raison, dans la fortune qu'ils lui laisseraient à leur mort.

Après le décès des constituants, Louise Défiod chercha à régler ses droits avec Jean-Pierre Défiod, son frère, héritier institué, et le 26 mars 1774, elle lui consentit une quittance ainsi conçue: « J'ai reçu de mon frère 150 livres à compte des intérêts courants de la somme de 7,500 liv. qu'il me reste de mes droits paternels ou maternels, à forme de (suivant) mon contrat de mariage: de laquelle somme de 7,500 liv. je me contente par ur

le surplus desdits droits, ainsi qu'il a été réglé entre nous ce jour d'hui, sans préjudice néanmoins des intérêts à échoir. » — Plusieurs autres quittances suivirent celle-là. Dans la dernière, du 11 avril 1786, Louise Défiod déclare son frère libéré envers elle du restant de ses droits tant paternels que maternels, dont elle le tient quitte, avec promesse d'en passer quittance par-devant notaire, à la première réquisition. — Cependant elle consentit, en 1793, une démission de biens en faveur de ses enfants, et les droits résultant de son contrat de mariage y furent compris.

Après sa mort, ses enfants demandèrent à leur oncle le paiement du supplément de légitime qu'ils prétendaient leur revenir du chef de leur mère. — Jean-Pierre Défiod excipa de la quittance du 26 mars 1774, et soutint que ses neveux étaient non recevables dans leur action.

23 prair. an 5, jugement du tribunal civil de l'Ain, qui accueille la demande des enfants Peysson, sur le motif que, d'après les lois anciennes, l'action en supplément de légitime est toujours ouverte tant qu'il n'y a pas été expressément renoncé; que la loi du 18 pluv. an 5 exige aussi, art. 16, une renonciation expresse à l'action en supplément, pour qu'elle soit interdite; que cette renonciation expresse n'est point consignée dans la quittance du 26 mars 1774, et ne peut être supplée par de prétendus équivalents.

Appel par Jean-Pierre Défiod, et, le 27 therm. an 7, jugement du tribunal civil du Jura, qui infirme, et déclare les enfants Peysson non recevables dans leur demande, à attendu que la quittance du 26 mars 1774 emporte un traité sur les droits paternels et maternels de Louise Défiod, un désistement d'iceux, et une renonciation à l'avantage qu'ils pouvaient présenter.

Pourvoi en cassation par les enfants Peysson, pour violation de la loi 35, § 2, au Cod. de inoff. test. et de l'art. 16 de la loi du 18 pluv. an 5.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les juges du tribunal civil du Jura ont prononcé sur un fait, savoir, que les actes souscrits par Louise Défiod contenaient non seulement la reconnaissance de réception de légitime, mais aussi, en termes suffisants, la renonciation à un supplément de légitime; que leur jugement n'a violé aucune des dispositions de la loi 35, § 2, de *inofficio testamento*, mais a, au contraire, appliqué ses dispositions, en concluant des termes dans lesquels sont conçues les reconnaissances de ladite Louise Défiod, le consentement spécial donné par un légitimaire à la fixation de sa légitime, et sa soumission au jugement paternel, tel que l'a prévu ladite loi dans ses dernières expressions, *paternum amplectitur judicium*; — Attendu que la loi du 18 pluv. an 5, art. 16, consacre les mêmes principes que ceux développés dans la loi romaine, et que le jugement attaqué ne renferme aucune violation de cette dernière loi, mais a appliqué ses dispositions au fait par lui reconnu; — Rejette, etc.

Du 3 messid. an 9. — Sect. civ. — Rapp. le cit. Librel. — Concl. le cit. Lecoutour, subst. — Pl., les cit. Dupont et Méthas.

MISE EN JUGEMENT DES FONCTIONNAIRES PUBLICS. — MAIRE. — CONSCRIPTION.

Le maire qui, agissant en cette qualité, conduit chez un aubergiste une troupe de garnisaires

(1) F. Merlin, *Quest.*, v° *Légitime*, § 3; et *Clas.*, *Quest. trans.*, v° *Légitime*, t. 2, pag. 123. — Cette solution n'est qu'une décision d'espèce, et ne

fait que consacrer le droit d'interprétation souveraine qui appartient aux juges du fond.

qu'il était chargé d'établir chez les parens des conscrits réfractaires, en promettant de payer la dépense qu'ils y feront, agit dans l'exercice de ses fonctions, et ne peut être condamné personnellement au paiement de la dépense... d'où il suit qu'il ne peut être poursuivi qu'avec l'autorisation du conseil d'Etat. (LL. 16, 24 août 1790, tit. 2, art. 13; 14 oct. 1790, art. 2 et 3; 16 fruct. an 3; Const. de l'an 8, art. 75.) (1)

(Mabille—C. Masson.)

Pascal Mabille, maire du la commune de Breckquigny, chargé en cette qualité par la loi d'établir des garnisaires chez les parens des réquisitionnaires et conscrits déserteurs, en forma une colonne mobile et les conduisit chez Masson, cabaretier, en promettant à celui-ci de payer la dépense qu'ils feraient. — Cette dépense s'éleva à 21 fr., dont Masson ne put se faire payer; et en conséquence, il fit citer le maire devant le juge de paix du canton de Bayay, pour le faire condamner personnellement au paiement de cette somme.

25 germin. an 9, jugement qbl, en effet, l'y condamne ainsi qu'aux dépens, par ce motif que, chargé de placer les garnisaires chez les parens des conscrits et réquisitionnaires réfractaires, il n'avait pas dû les conduire dans une auberge, et y autoriser une dépense que ses devoirs de maire ne le forçaient point de faire, et qu'il devait par conséquent être tenu personnellement de payer, puisqu'il s'y était obligé personnellement, et non en qualité d'administrateur. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 13, tit. 2 de la loi du 24 août 1790, les art. 2 et 3 de la loi du 14 oct. 1790; — Vu la loi du 16 fruct. an 3, qui fait itératives défenses aux tribunaux de connaître des actes d'administration, de quelque espèce qu'ils soient, aux peines de droit, et réserve aux parties la faculté de porter leurs réclamations au comité indiqué de la convention; — Vu enfin, l'art. 75 de la constitution, qui veut « que les agens du gouvernement, autres que les ministres, ne puissent être poursuivis pour les faits relatifs à leurs fonctions, qu'en vertu d'une décision du conseil d'Etat; en ce cas la poursuite a lieu devant les tribunaux ordinaires; » — Attendu que c'était en sa qualité de maire que le cit. Pascal Mabille était à la tête de la colonne mobile qui entra chez Gilles Masson; — Qu'en promettant à cet homme de

payer la dépense que cette colonne fit chez lui, Mabille ne peut être considéré que comme ayant fait cette promesse en la qualité qu'il agissait alors, et qu'ainsi le jugement dénoncé a manifestement contrevenu aux lois ci-dessus citées en le condamnant personnellement à payer à Gilles Masson la somme de 21 fr.; — Casse, etc.

Du 3 messid. an 9. — Sect. riv. — Rapp., le cit. Doutrepoint. — Concl., le cit. Merlin, subst.

BOIS COMMUNAUX. — JUGEMENT ARBITRAL. —

APPEL.

De ce que la loi du 28 brum. an 7 n'a pas fixé de délai pour l'appel qu'elle permet d'interjeter des jugemens arbitraux rendus au profit des communes contre la république relativement à des bois et forêts, il ne faut pas en conclure qu'on doive s'en référer au délai de trois mois fixé pour les matières ordinaires par l'art. 14, tit. 5 de la loi des 16-21 août 1790; pour cette matière spéciale, la faculté d'appel n'était limitée par aucun délai fatal (2).

(Le préfet des Vosges—C. la comm. de Coussey).

Par deux jugemens arbitraux rendus les 11 vend. et 21 vent. an 3, la commune de Coussey avait été déclarée propriétaire de deux pièces de bois possédées par la république, comme étant aux droits d'émigrés.

L'administration centrale du département des Vosges avait, en exécution de la loi du 28 brum. an 7, autorisé le commissaire du gouvernement, par arrêté du 26 flor. suivant, à interjeter appel de ces deux jugemens.

Cet appel fut interjeté le 2 prair. an 8. — Mais le tribunal civil du département des Vosges, par jugement du 24 messid. an 8, le déclara non recevable sur le motif qu'il n'avait pas été interjeté dans les délais fixés par la loi du 24 août 1790, c'est-à-dire dans les trois mois qui avaient suivi l'autorisation donnée par l'administration au commissaire du gouvernement.

Pourvoi en cassation de la part du préfet des Vosges, pour fausse application de la loi du 24 août 1790, et contravention à la loi du 28 brum. an 7, art. 2.

Il disait, pour justifier son pourvoi : — La première de ces lois n'est relative qu'aux jugemens

(1) F. dans le même sens, 14 messid. an 9. — Sous le régime de la conscription militaire, les préfets étaient autorisés à établir garnison chez les pères et mères et chez les tuteurs, soit des conscrits réfractaires à la loi, soit des déserteurs. F. Merlin, Rép., v^o Garnison, n^o 3. Donc le maire, agissant par l'ordre du préfet, et distribuant les garnisaires chez les parens des réfractaires, agissant lui-même comme agent du gouvernement. La dépense par lui autorisée pouvait être considérée comme moyen d'exécution de l'ordre qu'il avait reçu, et comme se rattachant dès lors, par un lien nécessaire, à l'exercice de ses fonctions. — F. au surplus sur la distinction des cas où les maires sont ou ne sont pas agens du gouvernement, Cormeille, v^o Mise en jugement; ils ne le sont pas notamment, lorsqu'ils agissent en qualité d'officiers de l'état civil et de police judiciaire. — F. enfin, Jurisp. du XIX^e siècle, hoc v^o, § 2, et Merlin, Rép., v^o Garantie des fonctions, pub.

(2) F. jugemens identiques rendus en l'an 9; 23 messid. (aff. commune de Certilleux; commune de Tilleux et commune de Donville); 24 messid. (aff. commune de Damblain et Romain-aux-Bois); 14 fruct. an 9 (aff. commune de Neuvicourt). — En sens II. — 3^e PARTIE.

contraire, Cass., 15 juill. 1819. — La loi du 28 brum. an 7, qui avait pour objet de remédier aux funestes effets qu'avait produits l'attribution à des arbitres forcés du jugement des contestations relatives aux bois prétendus communaux, imposait aux communes l'obligation de produire dans le délai d'un mois, à l'administration centrale, les jugemens qu'elles avaient obtenus, et voulait que ces administrations en interjetassent appel de suite, si elles jugeaient les sentences susceptibles d'être réformées. La loi du 11 frim. an 9 fixa des délais après lesquels les communes ne pourraient plus produire les jugemens, ni les administrations en interjeter appel. Mais cette dernière loi n'avait pu fixer le sort des appels antérieurs à sa publication, la Cour suprême a en plusieurs fois à examiner le mérite des jugemens qui avaient rejeté par fin de non-recevoir les appels formés sous la loi du brum. an 7, après le délai ordinaire de trois mois fixé par la loi de 1790. L'arrêt du 15 juill. 1819 est le seul qui décide que l'appel n'est point recevable après le délai de trois mois, depuis le jour de l'arrêt qui déclare le jugement arbitral susceptible d'appel. — F. au surplus Merlin, Quest. de droit, v^o Appel, § 8, n^o 9, où sont rapportées les conclusions dans l'affaire ci-dessus.

ordinaires qui, par leur nature, sont sujets à l'appel, et nullement aux jugemens arbitraux qui sortent du droit commun, et sont régis par la loi du 28 brum. an 7.

Cette dernière loi n'avait point, il est vrai, fixé le délai de l'appel; mais le tribunal des Vosges ne pouvait inférer de son silence qu'elle avait entendu s'en rapporter à la loi du mois d'août 1790, et la preuve en est que la loi du 11 frim. an 9 a considéré que ce silence était une lacune qu'elle s'est empressée de remplir en fixant à un an le délai de l'appel, à partir du jour où les jugemens auraient été produits à la préfecture du département.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 14 du titre 5 de la loi du 24 août 1790; les art. 1, 2, 3 et 4 de la loi du 28 brum.; — Attendu que l'article précité de la loi du 24 août 1790, n'est relatif qu'aux jugemens de première instance, et qui sont, par leur nature, sujets à l'appel; — Que les sentences arbitrales rendues, comme celles des 11 vend. et 21 vent. an 3, en exécution de la loi du 10 juin 1793, étaient, par une disposition formelle de cette loi, rendues en dernier ressort, et inattaquables par la voie de l'appel; — Et qu'ainsi le tribunal civil du département des Vosges, en jugeant que le délai pour interjeter appel de ces deux sentences arbitrales, devait être borné à trois mois, conformément à la disposition de la loi du 24 août 1790, a appliqué cette loi à un ordre de jugemens sur lesquels elle n'a ni statué ni eu l'intention de statuer;

Attendu que la loi du 28 brum. an 7 est la première qui ait assujéti à l'appel ces sentences arbitrales; qu'elle établit à leur égard un droit nouveau et qui leur est particulier; et que par conséquent c'est dans les dispositions de cette loi qu'il faut chercher les règles relatives et à la forme des appels qu'elle introduit, et au délai pour les interjeter; — Que cette loi distingue bien formellement ces deux objets, la forme et les délais; — Qu'à l'égard de la forme, elle se réfère aux lois anciennes, par ces mots de l'art. 2: « Les commissaires des administrations se pourvoiront... par appel dans les formes ordinaires... » — Que quant aux délais, il n'en est que trois explicitement déterminés par cette loi; — Délai d'un mois accordé aux communes, pour déposer au secrétariat des administrations centrales les sentences arbitrales rendues en leur faveur; — Pareil délai d'un mois accordé aux administrations, pour adresser au ministre des finances les jugemens et leur avis, dans le cas où elles penseraient qu'il n'y a pas lieu d'en interjeter appel; — Délai de deux mois accordé au ministre, pour statuer définitivement sur la question de savoir si l'appel aura lieu; — Qu'aucun de ces délais n'est directement relatif à l'appel des sentences arbitrales; — Que, d'un autre côté, d'après les lois existantes, notamment celle du 5 nov. 1790, aucun appel de ces sentences ne peut être interjeté par le commissaire, sans y être préalablement autorisé par un arrêté de l'administration; — Que cependant aucune disposition de la loi du 28 brum. an 7 ne fixe, ni le temps pendant lequel les administrations centra-

les seront tenues de prendre cet arrêté, ni l'époque où il devra être remis au commissaire, ni la forme propre à constater la date de cette remise; — Que de ces omissions, qui ne peuvent pas être regardées comme fortuites, il résulte que l'intention du législateur n'a pas été de fixer un délai fatal pour l'appel de ces sentences, mais qu'il s'est voulu réserver aux administrations tout le temps que pourrissent exiger l'importance, le nombre, et l'urgence des détails administratifs; — Que cette intention se manifeste encore plus clairement par cette disposition de l'art. 2: « Les commissaires près les administrations se pourvoiront de suite par appel; » — Que ce mot de *suite*, le seul, dans la loi, qui soit directement relatif aux délais pour interjeter l'appel, est une expression vague, indéterminée, qui ne fixe aucun terme fatal, en un mot, qui ne peut signifier autre chose, sinon que les commissaires se pourvoiront le plus tôt qu'il leur sera possible; la loi, vu le nombre et l'importance de leurs fonctions, se contentant sur ce point d'un zèle pour la défense du patrimoine public; — Qu'ainsi décider, comme l'a fait le tribunal civil du département des Vosges, que le délai indiqué par ce mot de *suite* doit être limité à trois mois, ce n'est pas seulement interpréter la loi, c'est y ajouter, c'est créer une fin de non-recevoir qu'elle n'a pas voulu établir, puisqu'elle ne l'a pas établie, c'est enfin s'immiscer dans les fonctions du législateur; — Et que par conséquent le jugement attaqué renferme deux vices essentiels qui ne permettent pas de le laisser subsister; hence application de la loi du 24 août 1790; 2^e excès de pouvoir; — Cassé, etc.

Du 4 mess. an 9 — Sect. civ. — Prés., le cit. Liboret. — Rapp., le cit. Henrion. — Concl., le cit. Merlin. — Pl., le cit. Sirey.

MUTATION PAR DÉCÈS. — EFFET RÉTROACTIF.

Les droits de mutation, et les doubles droits dus à raison d'une succession ouverte en fructid. an 4, et des omissions contenues dans la déclaration faite même antérieurement à la loi du 9 vend. an 6, n'en doivent pas moins être perçus, non d'après la loi du 15 déc. 1790, mais d'après celle du 9 vend. an 6 (art. 16) combinée avec celle du 14 therm. an 4 (art. 7.) (1)

(Enreg. — C. Billardet.)

La succession dont il s'agissait dans l'espèce était celle de Henri Salin, frère de la dame Billardet; elle s'était ouverte en fructid. an 4, postérieurement par conséquent à la loi du 14 thermid. même année, qui, modifiant la loi du 14 déc. 1790, contenait une nouvelle fixation des droits de mutation; et l'art. 7 portait que ces droits seraient perçus conformément à la nouvelle loi, quelle que fût l'époque de la mutation. Ainsi, dans tous les cas, ce n'est pas dû être d'après le taux fixé par la loi du 14 déc. 1790 que les droits auraient dû être perçus.

Il y a plus, la déclaration, qui contenait des omissions, avait été faite le 28 pluv. an 5; et le 9 ven-

(1) F. dans le même sens, 23 vent. an 9. — En matière d'enregistrement, le législateur ne se fait pas le moindre scrupule de donner à la loi un effet rétroactif. La loi du 11 déc. 1790 avait respecté les droits acquis; mais celle du 14 therm. an 4 (art. 3 et 7) déclara soumettre aux nouveaux droits qu'elle établissait tous les actes contenant transmission, et toutes les mutations d'immeubles, quelles qu'en fussent la date et l'époque. La loi du 27 vent. an 9 (art. 1er), généralisa même cette règle en l'appli-

quant à la perception de tous les droits d'enregistrement établis par la loi du 29 frim. an 7. Cette règle a été consacrée par un grand nombre d'arrêts, qui ont même décidé que l'art. 2 du Code civil, qui pose le principe de la non-rétroactivité des lois, n'est point applicable aux matières d'enregistrement. F. 13 déc. 1809 et 11 sept. 1811. — Mais la loi du 28 avril 1816 (art. 59) a rétabli les principes quant aux mutations, et n'a maintenu l'art. 1er de la loi du 27 vent. an 9 que relativement aux actes,

dém. en 6, survint une nouvelle loi qui éleva encore les droits de mutation, en ligne collatérale, de biens immobiliers, et qui portait aussi, art. 16, que les droits seraient perçus conformément à cette loi, quelle que fût l'époque de la mutation. Ce fut bien postérieurement à la publication de cette loi, le 29 frim. an 6, que la contravention fut constatée.

Les receveurs de l'enregistrement demandèrent que les époux Billardet fussent condamnés sur le pied de la loi du 9 vendém. an 6, au paiement du droit et du double droit, à raison de la mutation par décès et des omissions dans la déclaration des immeubles de la succession.

Mais, par jugement du 27 flor. an 8, le tribunal civil du département de la Haute-Saône ne les condamna qu'au paiement des droits fixés par la loi du 14 déc. 1790.

POURVOI de la part de la régie pour violation tout à la fois de l'art. 7 de la loi du 14 therm. an 6, et de l'art. 16 de la loi du 9 vend. an 6.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'art. 7 de la loi du 14 thermid. an 4, exprimé ainsi : « Le droit proportionnel des donations entre vifs et des mutations par décès, d'immeubles réels, sera perçu dans les proportions suivantes, quelle que soit l'époque de la mutation, sans préjudice de la prescription : savoir : 1/2 pour cent en ligne directe ; 3 pour cent entre frères et sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces ; 4 pour cent pour les autres parents, y compris les parents issus de germain, et 5 pour cent pour les collatéraux à des degrés plus éloignés, et pour les étrangers, etc. » — Et l'art. 16 de la loi du 9 vendém. an 6, ainsi conçu : « Le droit d'enregistrement des donations et autres actes entre vifs, à titre gratuit, et des mutations par décès, d'immeubles réels, sera perçu suivant les quotités ci-après, quelle que soit l'époque de la mutation, sans préjudice néanmoins de la prescription : savoir, pour les mutations par décès, en ligne directe, 1/2 pour cent ; entre mari et femme, 1 pour cent ; entre frères, sœurs, oncles, tantes, neveux et nièces, 3 pour cent ; entre toutes autres personnes, 5 pour cent ; » — Attendu que les juges du tribunal civil du département de la Haute-Saône, en réduisant, conformément à la loi du 19 déc. 1790, tant le droit d'enregistrement des biens immeubles réels et fictifs provenant de la succession de Henri Salin ouverte en fruct. an 4, que le double droit à raison des omissions dans la déclaration desdits immeubles réels et fictifs, faite le 28 pluv. an 5, ont contrevenu à l'art. 7 de la loi du 14 thermid. an 4, et à l'art. 16 de celle du 9 vendém. an 6, précitées, et surtout à ce dernier article, qui a

encore établi un nouveau mode de perception de ces droits, quelle que soit l'époque de la mutation ; — Casse, etc.

Du 4 messid. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Lombard-Quincieux. — Concl., le cit. Merlin, subst.

TRIBUNAL DE POLICE. — COMPÉTENCE.

Le tribunal de police est incompétent pour connaître d'une contravention passible d'une amende égale à la somme du dédommagement évalué par la citation à 200 fr. (C. 3 brum. an 4, art. 600) (1)

(Bluet — C. Min. pub.)

Le tribunal de police était saisi d'une plainte pour inondation d'héritage, délit puni d'une amende qui peut s'élever jusqu'à la somme du dédommagement ; or le dommage était évalué par la citation à la somme de 300 francs. Le tribunal de police s'était cependant reconnu compétent. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'art. 600 du Code des délits et des peines, et l'art. 15, tit. 2 de la loi du 28 sept. 1791 ; — Attendu que la compétence des tribunaux de police est bornée à la poursuite et à la punition des délits dont la peine ne peut excéder une amende de la valeur de trois journées de travail ou trois jours d'emprisonnement ; que, dans l'espèce, il s'agissait d'un délit qui, aux termes de l'art. 15, tit. 2 de la loi du 28 sept., peut donner lieu à une amende excédant la valeur de trois journées de travail, puisqu'elle peut être égale à la somme du dédommagement, et que le dédommagement demandé avait été porté par la citation même à une somme de 300 fr. ; d'où il suit qu'en retenant la connaissance de l'affaire, le tribunal de police du canton de Messey a excédé ses pouvoirs et violé les règles de compétence établies par la loi ci-dessus citée : — Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin d'entrer dans l'examen des autres moyens de cassation présentés par le demandeur, — Casse le jugement du 12 germ. dernier.

Du 6 messid. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Rastaud. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

COMPÉTENCE. — MILITAIRE.

Les tribunaux ordinaires ne peuvent connaître du délit commis par un militaire en activité de service, lorsqu'aucun citoyen non militaire n'est accusé avec lui. (L. 12 mai 1793, art. 1^{er}.) (2)

(1) *F.* Jugement contraire du 24 brum. an 6 et nos observations. — *F.* conf., Cass., 27 prair. an 9. — L'art. 15, tit. 2 de la loi des 28 sept.-6 oct. 1791, de l'application duquel il s'agissait dans l'espèce, porte que personne ne peut inonder l'héritage de son voisin ni lui transmettre volontairement les eaux d'une manière nuisible, sous peine de payer le dommage et une amende qui ne peut excéder la somme du dédommagement.

(2) D'après les lois des 22 sept. - 29 oct. 1790, art. 2, et 30 sept.-19 oct. 1791, art. 3, les tribunaux ordinaires étaient compétents pour connaître des délits communs commis par les militaires sous les drapeaux, et ceux-ci n'étaient justiciables des tribunaux militaires qu'à raison des délits commis contre la discipline militaire. Le décret du 3 pluv. an 2 changea cette règle : tous les délits commis par les militaires, qu'ils fussent communs ou spéciaux, furent déferés aux tribunaux militaires, et

les complices non militaires d'un fait commis par un militaire, furent traduits également devant la juridiction exceptionnelle. La loi du 22 mess. an 4 restreignit cette compétence aux individus qui font partie de l'armée, et renvoya devant les tribunaux ordinaires les délits auxquels avait participé un citoyen non militaire. L'art. 9 de la loi du 13 brum. an 5, sans modifier ces règles, se borne à assimiler aux militaires, non-seulement les nombreuses catégories d'individus attachés aux armées, mais encore les espions, les embaucheurs, qu'ils soient ou non militaires, et les habitants des pays étrangers occupés par l'armée. Enfin, l'art. 65 de la constitution du 22 frim. an 8, attribuée aux tribunaux militaires tous les délits commis soit contre la discipline, soit contre le droit commun, et l'avis du conseil d'Etat du 7 fruct. an 12 renvoie aux juges ordinaires les délits communs commis par des militaires en congé ou hors de leur corps. Telle est la législation

(Laurent—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 1^{er} de la loi du 12 mai 1793 ; — Vu l'art. 85 de la constitution de l'an 8 ; — Et attendu qu'il a été satisfait au jugement interlocutoire ; qu'il est constaté par une lettre du ministre de la guerre du 16 prair. dernier, jointe à la procédure, que Louis Laurent, dit Saint-Laurent, était employé dans la 111^e demi-brigade à l'époque dont il s'agit, et qu'il n'a pas cessé d'être en activité ; que de là il suit qu'il devait être jugé par un tribunal militaire, aucun citoyen non militaire n'étant accusé avec lui ; que, par conséquent, le directeur du jury de Paris devant lequel il a déclaré sa qualité de militaire, qu'il n'avait pas déclaré au juge de paix, était incompétent ; qu'il en est ainsi du tribunal criminel du département de la Seine, devant lequel il a continué de se dire militaire, comme l'on voit dans le procès-verbal du débat ; — Casse toute la procédure et le jugement du 29 pluv. an 9.

Du 6 mess. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Seignette. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux spéciaux sont incompétents pour connaître de plusieurs délits commis par la même individu, lorsqu'un seul de ces délits leur est attribué par la loi. (L. 18 pluv. an 9, art. 13.) (1)

(Dis—C. Min. pub.)

Le tribunal spécial du département de l'Orne s'était déclaré compétent pour instruire et juger quatre délits commis à diverses époques, et dont un seul rentrait dans les dispositions de la loi du 18 pluv. an 9. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 13, tit. 2 de la loi du 18 pluv. an 9 ; — Et attendu qu'il ne résulte de cet article aucune attribution aux tribunaux spéciaux, pour connaître des délits qui ne leur sont pas spécialement attribués par les articles précités, — Casse le jugement de compétence rendu le 25 prair. an 9.

Du 6 messid. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Carnot. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

ACQUITTEMENT. — MISE EN LIBERTÉ.

L'accusé déclaré non convaincu par un jury légal doit être mis sur-le-champ en liberté. En conséquence, le tribunal criminel commet un excès de pouvoir en ordonnant qu'il sera sursis à sa mise en liberté. (C. 3 brum. an 4, art. 424 et 432.) (2)

(Cauchebray—Int. de la loi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu les art. 424, 442 et 456 du Code des délits et des peines ; — Considérant qu'il résulte des articles de la loi précités que

relative à la compétence de la juridiction militaire ; nous avons dû la rappeler pour faciliter l'intelligence de la décision que nous rapportons, et qui, du reste, n'en a fait qu'une saine application.

(1) L'art. 13 de la loi du 18 pluv. an 9 portait que si, après le procès commencé pour un des crimes décernés au tribunal spécial, l'accusé était inculpé pour d'autres faits, le tribunal instruirait et jugerait quelle que fût la nature de ces faits. *V.* la note sur le jugement du 27 prair. an 9 (off. Pignon).

(2) Si, toutefois, il n'est retenu pour autre cause (art. 358, Cod. inst. crim.). Mais, ce cas excepté, la mise en liberté est la conséquence immé-

diatement de l'ordonnance d'acquittement, et l'officier du ministère public encountering une grave responsabilité s'il prenait sur lui de surseoir à l'exécution de cette ordonnance (Bünger, de la just. crim., pag. 487). Il en est autrement lorsqu'il s'agit d'un arrêt d'absolution : en ce cas, il doit être sursis à l'exécution de l'arrêt pendant les trois jours accordés pour l'attaquer en cassation, et s'il y a pourvoi, jusqu'à la réception de l'arrêt de la cour de cassation (art. 373, Cod. inst. crim.).

Du 7 mess. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Liger-Verdigny. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

1^{re} QUESTION PRÉJUDICIELLE. — PARCOURS. — DÉLIT RURAL.2^o DÉLIT RURAL. — AMENDE. — FIXATION.

1^{re} Le tribunal de police est incompétent pour connaître d'un fait de pacage dans une prairie, lorsque le délinquant excepte d'un droit de parcours et de vaine pâture dont il serait en possession. (L. 28 sept. 1791, tit. 1^{er}, sect. 4, art. 3 et 10.) (3)

2^o Le tribunal de police ne peut prononcer contre le prévenu d'un délit rural une amende inférieure à la valeur de trois journées de travail. (L. 23 therm. an 4, art. 2.) (4)

(Ester et Cothelineau—C. Min. pub.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu les art. 3 et 10, tit. 1^{er}, sect. 4^e de la loi du 28 sept. 1791, et les art. 150 et 456 du Code des délits et des peines ; — Considérant que la compétence des tribunaux de police est restreinte et limitée à la répression des délits dont la peine prononcée par la loi n'exécute pas la valeur de trois jours d'emprisonnement ; que, dans l'espèce, le tribunal de police du canton de Rouillac était incompétent pour en connaître, puisqu'il s'agissait d'un droit de parcours ou de vaine pâture sur des prairies naturelles dont la possession était formellement articulée par les demandeurs ; que le droit de parcours, en admettant qu'il fût prouvé par les demandeurs, était fondé sur la disposition textuelle des art. 3 et 10, tit. 1^{er}, sect. 4^e de la loi du 28 sept. 1791, précités ; que le tribunal de police du canton de Rouillac, en décidant que ce droit ne pouvait être exercé sans titre, a excédé ses pouvoirs ; — Par ces motifs ; — Casse et annule, tant pour cause d'incompétence que pour excès de pouvoir, le jugement rendu, le 14 germin. dernier, par le tribunal de police de Rouillac, département de la Charente ;

Et statuant sur les conclusions d'office prises

diates de l'ordonnance d'acquittement, et l'officier du ministère public encountering une grave responsabilité s'il prenait sur lui de surseoir à l'exécution de cette ordonnance (Bünger, de la just. crim., pag. 487). Il en est autrement lorsqu'il s'agit d'un arrêt d'absolution : en ce cas, il doit être sursis à l'exécution de l'arrêt pendant les trois jours accordés pour l'attaquer en cassation, et s'il y a pourvoi, jusqu'à la réception de l'arrêt de la cour de cassation (art. 373, Cod. inst. crim.).

(3) *F. conf.*, Cass. 29 vend. an 9.(4) *F. Cass.*, 24 brum. an 8, et la note.

à l'audience par le substitut du commissaire du gouvernement; — Vu l'art. 2 de la loi du 28 thermid. an 4; — Considérant que, d'après la loi précitée, tout délit rural et forestier expose son auteur à une peine qui ne peut être au-dessous de trois journées de travail ou de trois jours d'emprisonnement; que dans l'espèce, le tribunal de police du canton de Rouillac, en restreignant, contre le vœu de la loi, impérative à cet égard, celle qui était encourue par les demandeurs pour le délit rural qu'il leur était reproché, a excédé ses pouvoirs: — Par ces motifs, faisant droit sur le réquisitoire du substitut du commissaire du gouvernement, — Casse pour excès de pouvoir et pour l'intérêt de la loi, etc.

Du 7 mess. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Liger-Verdigny. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., le cit. Pointel.

EXTORSION DE SIGNATURE.—CARACTÈRES CONSTITUTIFS.

L'extorsion par force ou violence d'une signature sur un papier blanc, ne constitue point le délit prévu par l'art. 40, tit. 2 du Code des 25 sept.-6 oct. 1791: il est nécessaire, pour que l'extorsion soit punissable, que la signature ait été mise au bas d'un écrit emportant obligation ou décharge; ou du moins qu'il soit constaté que la signature avait été extorquée dans l'intention d'y adapter un écrit emportant obligation ou décharge (1).

(Baux.—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 40, tit. 2, sect. 2 du Code pénal, et l'art. 373 du Code des délits et des peines; — Et considérant, 1^o que, dans le fait déclaré constant par le jury, il s'agit simplement d'une signature extorquée sur un papier blanc, tandis que, dans l'art. 40 précité, l'extorsion d'une signature n'est qualifiée crime que lorsque cette signature est mise au bas d'un écrit emportant obligation ou décharge; que, par

conséquent, il y a eu fausse application de cet article, puisque le tribunal criminel a prononcé la peine de dix-huit ans de fers dans un cas tout différent de celui qui est prévu par la loi; — Considérant, 2^o que la fausse application de la loi a eu pour cause l'insuffisance dans la position des questions, en ce que le tribunal criminel s'est contenté d'interroger le jury sur le point de savoir si l'accusé avait commis cette action méchamment et dans l'intention du crime, question vague et dont la décision ne pouvait amener aucun résultat, tandis que les faits résultant de l'acte d'accusation indiquent naturellement une question plus précise, et, pour ainsi dire, appropriée aux termes de la loi, celle de savoir si l'accusé avait extorqué la signature dont il s'agit dans l'intention d'y adapter un écrit emportant obligation ou décharge, question qui, étant décidée affirmativement, eût suffi pour justifier l'application de l'art. 40 du Code pénal; le tribunal criminel a donc contrevenu à l'art. 373 du Code des délits et des peines, pour n'avoir pas posé toutes les questions résultant de l'acte d'accusation; — Casse la position des questions, la déclaration du jury et le jugement qui s'en est suivi.

Du 7 mess. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Genevois. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAL DE POLICE.—JUGEMENT PAR DÉFAUT.—OPPOSITION.

Du 8 mess. an 9 (aff. Bésauray C. Sarragnac). — V. ce jugement au 19 mess. an 8.

1^o JURY.—INTERROGATOIRE DU PRÉVENU.

2^o VOL.—DOMESTICITÉ.—SERVICE MONTANÉ.

1^o Sous le Code du 3 brum. an 4, le procès-verbal d'un officier de police judiciaire contenant l'interrogatoire du prévenu, pouvait être mis sous les yeux du jury d'accusation, en

que d'un délit contre la propriété» (*Traité du droit crim.*, n^o 534). Cette décision nous paraît fort douteuse; mais le motif sur lequel M. Rauter la fonde est évidemment erroné. L'extorsion n'a d'autre caractère que celui d'un vol, et la circonstance de violence qui l'aggrave n'en change point la nature. C'est ce que la Cour de cassation a jugé par un arrêt du 7 oct. 1831 (*Journal du droit crim.*, 1832, pag. 63); et ce principe résulte, d'ailleurs, soit de ce que le législateur a rangé l'extorsion dans la classe des vols, soit de ce qu'il ne l'a punie qu'autant que l'acte extorqué a quelque valeur, puisqu'il exige que cet acte puisse opérer obligation ou décharge, c'est-à-dire que son extorsion puisse porter préjudice au signataire. De là il suit que ce qu'il faut considérer pour caractériser le crime, c'est la possibilité d'un préjudice résultant de la signature extorquée; c'est ce préjudice qui constitue la matérialité du vol; s'il disparaît, il reste corollaire des violences qui peuvent former un délit distinct, mais qui ne forment plus la circonstance aggravante d'un vol, le crime d'extorsion. Maintenant, si nous appliquons cette règle à l'espèce, il faudra conclure, comme l'a décidé le jugement rapporté, que le crime peut résulter de l'extorsion d'un simple blanc-seing, lorsque l'intention d'y adapter un acte obligatoire est constatée, puisque l'obligation apposée sur ce blanc-seing apporterait préjudice au signataire, et que dès lors l'extorsion de sa signature consisterait en un véritable vol. *V.* en surplus, dans une espèce analogue, Cass., 19 mess. an 7 (aff. *Marchand*).^{*}

(1) Cette importante solution paraît avoir été complètement ignorée des auteurs qui ont écrit sur cette matière, et qui s'ont pas même soulevé la question qui en fait l'objet. Le Code pénal de 1791 punissait comme vol par force ouverte et par violence, s'est-à-dire de quatorze ans de fers, quiconque était convaincu d'avoir extorqué par force ou par violence la signature d'un écrit, d'un acte emportant obligation ou décharge (Coul. de 1791, tit. 2, art. 40). L'art. 400 du Code pénal a conservé les caractères et à peu près les termes nebulx de cette incrimination: il punit, en effet, de la peine des travaux forcés à temps, quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge. La question se présente donc dans les mêmes termes sous les deux législations. M. Carnot se contente de poser un principe général: « Ce n'est pas, dit-il, de tout écrit que parle l'art. 400, mais d'un écrit qui contient ou qui opère une obligation, disposition ou décharge; autrement ce ne serait qu'une pièce insignifiante qui ne pourrait constituer un véritable vol » (*Comm. du Code pénal*, art. 400, n^o 6). M. Rauter émet une opinion différente, en examinant la question de savoir si l'article serait applicable au cas où l'acte extorqué serait nul en la forme: il décide, en s'appuyant sur un arrêt du 6 fév. 1812, qu'il n'y a pas toutefois jugé la même question, que cette circonstance ou fait pas obstacle à l'existence du crime, « parce que, dit-il, il s'agit plutôt d'un délit contre les personnes

voiant la partie relative à cet interrogatoire (1).

2° La circonstance que le vol a été commis dans une maison où la prévenu était reçu momentanément pour faire un service salarié, ne constitue pas une circonstance aggravante de ce vol; il faut que le prévenu ait été reçu habituellement pour faire un service salarié. (C. 25 sept.-6 oct. 1791, tit. 2, sect. 2, art. 8.) (2)

(Lacaux—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que le procès-verbal du maire a pu être communiqué au jury d'accusation d'après la loi du 17 plu., et qu'il résulte du procès-verbal du débat que la partie de ce procès-verbal contenant interrogatoire a été volée;—Rejette.

Et cependant, vu l'art. 6, 2^e disp., art. 7, lit. 2, sect. 2^e du Code pén.;—Attendu qu'il résulte de la déclaration du jury de jugement que Bertrand Lacaux n'est convaincu que d'un vol commis avec effraction intérieure dans une maison habitée, que des lors il ne devait être condamné qu'à dix années de fer, conformément aux articles du Code pénal ci-devant cités; que cependant le tribunal criminel du département de la Haute-Garonne l'a condamné à la peine de douze années de fers, d'après la déclaration du jury de jugement que ledit Lacaux était reçu momentanément pour faire un service salarié, et d'après l'art. 8, tit. 2, 2^e sect. du Code pénal; qu'en parlant de cet article, le tribunal en a fait une fausse application, puisqu'il porte qu'il faut que le prévenu ait été reçu habituellement pour faire un service salarié, pour que la peine résultant d'icelui puisse être infligée;—Casse le jugement du tribunal criminel de la Haute-Garonne, du 17 flor. dernier.

Du 8 mess. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Dutocq.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

VOL.—MAISON HABITÉE.

Lorsqu'il résulte de l'acte d'accusation, que le vol a été commis dans un magasin tenant à une maison habitée, le président ne peut poser, à peine de nullité, les questions de savoir si le magasin est situé dans un terrain clos et fermé et si ce terrain tient à une maison habitée. (C. 3 brum. an 4, art. 373.) (3)

(N. . . —C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 373 du Code des délits et des peines;—Considérant qu'il résulte de l'acte d'accusation que le vol en question a été commis dans un magasin tenant à une maison

habitée;—Qu'un magasin tenant à une maison habitée fait partie de cette même maison; qu'ainsi les questions, au lien de porter: *Le magasin est-il situé dans un terrain clos et fermé? le terrain tient-il à une maison habitée?* devaient porter simplement: *Le vol a-t-il été commis dans une maison? la maison était-elle habitée?* que de là il résulte que les questions ont été mal posées;—Casse le jugement du tribunal de la Lys, du 17 flor. dernier.

Du 8 mess. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Vallée.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

FAUX EN ÉCRITURE PUBLIQUE.—SUPPOSITION DE PERSONNE.

Le fait de se présenter chez un notaire et d'y faire rédiger un acte obligatoire sous un nom étranger, constitue un faux en écriture publique, lors même que le prévenu n'aurait pas signé l'acte en déclarant ne savoir signer. (C. 25 sept.-6 oct. 1791, tit. 1, art. 44.) (4)

(Vandenbosch—C. Min. pub.)

Jacques Vandenbosch, condamné à huit ans de fers comme convaincu de faux en écriture publique, a fondé un pourvoi en cassation sur ce que le faux dans les actes notariés ne pouvait être commis que par les notaires eux-mêmes dans les actes qu'ils reçoivent, ou par la contrefaçon de signatures ou l'altération des clauses écrites dans l'acte. Il ajoutait qu'il s'était borné à indiquer un autre nom que le sien et à apposer au bas de l'acte une marque en forme de croix, et que c'était là une fausse dénomination, mais non un crime de faux.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que c'est commettre un faux en écriture publique que de se présenter chez un notaire et d'y faire rédiger un acte obligatoire, sous un nom étranger;—Rejette, etc.

Du 8 mess. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Carnot.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

FRAIS EN MATIÈRE CRIMINELLE.—Loi.—PROMULGATION.

L'arrêt du 6 messid., an 6 qui a mis la charge des parties plaignantes les frais de poursuites, en cas d'acquiescement des prévenus, a dû être appliqué dans un département réuni à la France, par cela seul qu'il y a été publié avant la réunion, encore bien que cette publication n'eût pas été faite par l'ordre du gouvernement (5).

(1) F. sur ce point, 26 vent., 9 prair., 17 mess. et 21 therm. an 7; 3 plu., an 8.

(2) Cette décision serait encore applicable dans le cas prévu par la troisième disposition du n° 3 de l'art. 386 du Code pénal, et lorsque le prévenu n'est ni domestique ni ouvrier attaché à la maison ou à l'atelier où le vol a été commis.

(3) Sous le Code de 1791, l'intérêt de cette décision était fort grave. Les questions posées, en effet, auraient eu pour résultat de changer la nature du fait, puisque le vol simple commis dans une maison habitée n'était puni que d'une peine correctionnelle, tandis que le même vol commis dans un terrain clos et fermé était puni d'une peine afflictive et infamante. F. Cass., 19 prair. an 9, et la note. Aujourd'hui la seule ébauche du terrain ne forme pas une circonstance aggravante; l'aggravation ne peut résulter que de l'escalade ou de l'effraction.

(4) Il n'est pas nécessaire, pour l'existence du faux par supposition de personnes, que la personne

supposée ait fait quelques écritures, ni même qu'elle ait signé l'acte auquel elle a concouru. A la vérité, la Cour de cassation avait jugé d'abord que cette signature était nécessaire, par le motif qu'il ne peut y avoir faux en écritures lorsque la personne supposée ne prend pas par écrit le nom qu'elle usurpe (Cass., 27 juill. 1809). Mais cette Cour a reconnu depuis que le faux se trouvait constitué par la seule fabrication de l'acte à l'aide de la supposition de personnes: « il suffit, en effet, disent les auteurs de la *Théorie du Code pénal*, que cette supposition motive de fausses écritures; peu importe qu'elles émanent du faussaire lui-même; il en est réputé l'auteur dès qu'elles ont pour objet de constater ses frauduleuses déclarations » (ch. 20, sect. 23). F. aussi Merlin, *Questions de droit*, v° Faux, § 2, n° 2.

(5) Cette notice explique autant qu'il nous a été possible de la faire, d'après nos recherches, la question jugée par les termes peu explicites du juge-

(Liévin-Causse — C. Min. pub.) — JUGEMENT (après délib.)

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 11 de l'arrêté du Directoire du 6 mess. an 6 ; — Attendu que l'arrêté dont il s'agit a été publié dans le département de l'Escout ; qu'il n'a pas été révoqué par le gouvernement actuel ; qu'il doit, conséquemment, avoir la même force que s'il était émané de lui ; — Attendu qu'il en résulte que les frais de la procédure criminelle doivent rester à la charge de la partie plaignante lorsque les prévenus sont acquittés, et que Liévin-Causse était partie plaignante au procès dans lequel les parties contre lesquelles il avait rendu plainte ont été acquittées ; — Casse le jugement du tribunal criminel de l'Escout, du 18 flor. an 9.

Du 9 mess. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Carnot. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^o CASSATION. — POURVOI. — DÉLAI.

2^o COUPS ET BLESSURES. — IMPRUDENCE. — COMPÉTENCE.

3^o TRIBE DE POLICE — JUGEMENT. — MINIST. PUB.

1^o Le pourvoi formé tardivement contre un jugement prononcé en présence du prévenu, ne peut être déclaré recevable, par celui seul que le prévenu dénie le fait de son concours à l'audience, même quand il est constaté par le jugement.

2^o Le tribunal correctionnel est seul compétent pour connaître du fait imputé à un prévenu d'avoir par la rapidité de son cheval, renversé et meurtri une personne. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er} art. 16.)

3^o Est nul le jugement de simple police rendu sans que le ministère public ait été entendu. (C. 3 brum. an 4, art. 162.)

(Peyronnet — Int. de la loi.)

Peyronnet, par la rapidité de son cheval sur une grande route, avait renversé et meurtri la femme Imbertard. Cité devant le tribunal de police du canton du Saint-Esprit, il fut condamné le 17 mess., mais sans réquisitions préalables du ministère public, à 25 francs de dommages-intérêts, sans amende, ni emprisonnement. Le jugement constatait qu'il avait été prononcé audience tenante. Cependant Peyronnet ne forma son pourvoi que le 3 fruct.

JUGEMENT

LE TRIBUNAL : — Vu les art. 16, tit. 1^{er} de la loi du 19 juill. 1791, et 63, 163, 440 et 601 du Code des délits et des peines ; — Attendu qu'il résulte du jugement définitif du 17 mess. an 8 qu'il fut prononcé, audience tenante, à Peyronnet fils, dont la dérogation sur ce point ne peut détruire l'énonciation du jugement, et que ledit Peyronnet fils n'a déclaré son pourvoi que le 3 fruct. suivant.

Attendu que la loi prononce la peine de huit jours d'emprisonnement et une amende au moins de 300 fr. pour le fait dont Peyronnet fils est prévenu, et que l'application de pareilles peines est

ment. Le Bulletin officiel n'offre aucune explication sur le fait de la publication antérieure à la réunion, sur lequel il se fonde : il est probable qu'il s'agissait d'un arrêté de répressant du peuple en mission.

(1) C'est une application, rigoureuse peut-être, de la règle *adfecta solo eadum*. Du reste, il a été jugé que les lois du 3 germ. an 3 et du 19 flor. an 6, qui rétablissent l'action en rescision pour lésion en matière de vente, ne s'appliquaient pas aux ventes de domaines originellement nationaux, et que ces ventes ne pouvaient être attaquées pour cause de

réserve aux tribunaux de police correctionnelle.

Et attendu que l'adjoint du maire, remplaçant le commissaire du gouvernement, n'a pas été entendu dans ses réquisitions ; — Déclare Peyronnet fils non-recevable dans son pourvoi ; — Prononçant sur les réquisitions du commissaire du gouvernement, et seulement pour l'intérêt de la loi ; — Casse les jugements préparatoires des 7-17 flor. an 8, ainsi que celui définitif du 17 mess. suivant, rendus par le tribunal du Pont-Saint-Esprit, sans préjudicier néanmoins à leur exécution au regard des parties intéressées.

Du 9 mess. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Carnot. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

JURY. — LISTE. — NOTIFICATION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, la notification de la liste des jurés était nulle lorsqu'il résultait des pièces de la procédure, d'une part, que les noms des jurés avaient été notifiés à l'accusé le jour même du débat à six heures du matin, et que, d'un autre côté, le tirage des jurés remplaçants n'avait eue lieu qu'à neuf heures, d'où il résultait que la notification n'avait pas été complète. (C. 3 br. an 4, art. 515.)

(Gaudin — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 515 du Code des délits et des peines ; — Et attendu qu'il résulte d'un acte signifié aux accusés le 16 flor., six heures du matin, que les noms des jurés remplaçants leur ont été notifiés ; que, cependant, ce remplacement a eu lieu le même jour au commencement du débat, à neuf heures du matin, ainsi que le constate le procès-verbal ; que de la naissent une contrariété et un doute qui ne peuvent pas être écartés, qu'ainsi il est impossible de savoir si les jurés ont été remplacés conformément à l'art. 515 ci-dessus cité ; d'où il suit qu'il y a eu contravention audit article ; — Casse le jugement rendu par le tribunal criminel du département de l'Allier le 16 flor. dernier.

Du 9 mess. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

DOMAINES NATIONAUX. — LÉSION.

Il suffit qu'une maison soit bâtie sur un terrain national d'origine, pour que les ventes et reventes qui sont faites de cette maison ne puissent être rescindées pour cause de lésion. (L. 2 prair. an 7, art. 3.) (1)

(Lasserre — C. Lasserre.)

Lasserre, après avoir acquis de la nation, en 1791, une mauvaise maison qu'il fit abattre et remplacer par un autre bâtiment beaucoup plus considérable, revendit ensuite cette maison à son fils, moyennant un prix qui dut être employé, pour la majeure partie, au paiement des dettes du vendeur.

Après son décès, sa veuve attaquait cette vente comme faite en fraude de ses droits à la communauté, et comme faite à vil prix.

Par jugement du 12 niv. an 8, le tribunal civil

lésion, même avant la loi du 2 prair. an 7, sur laquelle s'appuie le jugement ci-dessus rapporté, et qui n'a fait qu'interpréter la législation antérieure. F. Cass. 22 brum. an 10. — Mais, au contraire, suivant un arrêt de Bourges du 27 fév. 1810, les dispositions générales du Code civil sur l'action en rescision pour lésion ont abrogé la loi spéciale du 2 prair. an 7, qui prohibe l'action en rescision pour les ventes et reventes de domaines originellement nationaux. — V. au surplus, Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Domaines nationaux, § 4.

du département du Gers, saisi de l'affaire par appel, reconnu en fait que la vente avait été déterminée par les besoins du vendeur, et décida que le contrat n'était pas nul.

Mais, sur la question de savoir si, au fond, la qualité originarie de bien national ne formait pas un obstacle à l'exercice de l'action, le tribunal décida que la qualité du sol était dominée par la création d'un édifice qui en faisait tout le prix et en changeait la nature; et qui n'avait pas été vendu par la nation: en conséquence, il admit l'action rescisoire, et ordonna, avant faire droit sur la restitution, une vérification d'experts. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 3 de la loi du 2 prair. an 7 ainsi conçu: «La loi du 19 floréal n'est point applicable aux ventes et reventes de biens originellement nationaux; ces ventes ne peuvent être attaquées en rescision pour cause de lésion, en quelque valeur que le prix en ait été stipulé; — Attendu qu'il est constant en fait, d'après le jugement, que l'immeuble dont il s'agit était originellement national; qu'il ne résulte point de la réédification de la maison acquise par le père du demandeur, qu'elle ait perdu le caractère de son origine nationale; que les bâtiments ne sont d'ailleurs que l'accessoire du fonds, suivant la maxime *Edificia solo cedunt*; que par conséquent le jugement attaqué a violé la loi ci-dessus, en admettant, à l'égard d'un bien originellement national, une action rescisoire qu'elle réprime; casse, etc.

Du 11 messid. an 9. — Sect. civ. — *Rapp. le cit. Rousseau*. — Conf. le cit. Lefessier, subst.

CASSATION. — RENVOI.

Du 12 mess. an 9 (aff. *Perregaud*). — V. ce jugement au 12 therm. an 9.

1^o et 2^o CONSIGNATION. — BILLETS A ORDRE. — COMMERÇANT.3^o DEMANDE NOUVELLE. — APPEL.

1^o La loi du 6 therm. an 3, qui autorise tout débiteur d'effets négociables, dont le porteur ne sera pas présenté à l'échéance, à en consigner, trois jours après, la valeur, s'applique même aux débiteurs non négociants. (L. 6 therm. an 3, art. 1 et 2.) (1)

2^o Celui qui a consigné le montant d'un billet à ordre souscrit par lui, et passé à l'ordre d'un tiers, satisfait à la disposition de la loi du 6 therm. an 3, qui ordonne d'indiquer dans l'acte de dépôt le bénéficiaire origininaire du billet, en indiquant celui à l'ordre de qui il l'avait passé.

3^o Une demande présentée d'abord, mais ensuite abandonnée en première instance, ne peut pas être reproduite en appel: ce serait une contravention à la règle qui ne permet de présenter en appel aucune nouvelle demande. (L. 3 brum. an 2, art. 3; C. proc. civ., art. 464, anal.) (2)

(1) La loi du 6 therm. an 3 ne fait pas en effet de distinction. Mais cette loi, qui procuroit aux débiteurs le moyen de se libérer avec un papier déprécié et sans valeur, a donné lieu à de très nombreuses difficultés. *F.* 12 vend. an 7, et les nombreux arrêts indiqués *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o *Consignation*, § 5. — Quant à la question de savoir si la loi du 6 therm. an 3 est encore en vigueur, V. la note sous le jugement du 18 germ. an 8, où est rapportée l'opinion de M. Pardessus, qui se prononce pour l'affirmative, *Cours de droit commer-*

(Roger—C. Fages.)

En paiement d'un prix de vente, Roger avait souscrit, le 5 flor. an 3, trois billets négociables, de 50,000 fr. chacun, les deux derniers payables le même jour. — Fages ne s'étant pas présenté à l'échéance pour recevoir le montant de ces deux derniers billets, Roger en a fait la consignation les 11 et 17 frim. an 4, en vertu de la loi du 6 therm. an 3, qui autorise tout débiteur d'effets négociables, dont le porteur ne sera pas présenté à l'échéance, à en consigner, trois jours après, la valeur en main du receveur de l'enregistrement dans l'arrondissement duquel cet effet est payable. — Depuis, Fages a demandé à Roger le paiement, non pas de ces deux billets, mais du prix restant dû sur sa vente, et il l'a demandé alors en numéraire et sans réduction. — Il a bientôt après changé ses conclusions et demandé que le paiement ne lui fût plus fait que d'après l'échelle de dépréciation. — Et c'est en cet état qu'est intervenu le jugement de première instance, qui a condamné Roger à faire ce paiement d'après l'échelle de dépréciation, ainsi qu'y avait conclu Fages.

Roger a appelé d'abord de ce jugement; et Fages ensuite; mais celui-ci, sur son appel incident, a changé de nouveau ses conclusions, et, revenant en partie à la première, a demandé son paiement en numéraire et sans réduction, si mieux n'aimait Roger faire ce paiement d'après la réduction et la liquidation autorisées par les art. 2 et 3 de la loi du 16 niv. an 6.

4 messid. an 7, jugement du tribunal civil de la Haute-Garonne, qui, prononçant sur ces deux appels, confirme sur celui de Roger et infirme sur celui de Fages, auquel il adjuge ses conclusions telles qu'il les avait reformées. Il se fonde, d'une part, sur ce que les effets y étant dits à l'ordre de Fages, lorsqu'ils l'étaient à celui de Roger, la consignation ne présentait pas cette identité parfaite voulue par la loi, pour que le porteur de l'acte de dépôt pût retirer sans obstacle la somme consignée; et sur ce que la loi du 6 therm. an 3, rendue seulement pour les effets de négociant à négociant, n'était point applicable aux billets dont il s'agit, qui n'étaient pas souscrits entre négociants; et de l'autre, sur ce que la loi du 3 brum. an 2 ne s'opposait pas, en général, à ce que des conclusions fussent changées en tout état de cause, et sur ce qu'elle ne s'y opposait pas ici, où ce changement reproduisait les conclusions prises d'abord en première instance.

POURVOI en cassation de la part de Roger, 1^o pour contravention aux art. 1 et 2 de la loi du 6 therm. an 3, qui autorisait tout débiteur de billets négociables à en consigner le montant, trois jours après l'échéance, à défaut par le porteur de se présenter à l'échéance, pourvu que l'acte de dépôt rappelât la date du billet, son échéance, et le nom de son porteur origininaire, formalités qui dans l'espèce avaient été observées.

2^o Pour contravention à l'art. 7 de la loi du 3 brum. an 2, qui veut qu'en l'appel, il ne soit prononcé que sur les demandes formées en première

cial, n^o 214. — *F.* aussi notre *Dict. du contentieux comm.*, v^o *Lettre de change*, n^o 224.

(2) La règle qui proscrit la présentation en appel de toute nouvelle demande, est une conséquence du principe des deux degrés de juridiction. Il est évident qu'une demande qui a été présentée, puis retirée, ne saurait être considérée comme ayant subi l'épreuve du premier degré. *F.* au reste, sur l'application de la loi du 3 brum. an 2 et de l'art. 464 du Code de proc. civ., *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o *Demande nouvelle*, § 1 et 2.

instance; et, dans l'espèce, la demande reproduite sur l'appel ayant été abandonnée en première instance, n'avait pas été soumise aux premiers juges.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 1 et 2 de la loi du 6 therm. an 3;—Et attendu que Roger était autorisé par cet article à consigner, comme il l'a fait, le montant des deux billets à ordre en question, faite par Fages, qui en était le porteur, de s'être présenté à l'échéance pour en recevoir le montant; qu'en faisant cette consignation, Roger s'est conformé aux dispositions de cette loi, puisque l'acte de consignation rappelle la date de ces billets, leur échéance, et le nom de son porteur originaire, ce qui établit une identité parfaite entre les billets dont il s'agit et ceux énoncés dans cet acte de consignation;—Attendu que la loi ne distingue pas, pour cette consignation entre les effets de négociant à négociant et ceux qui ne le sont pas, puisqu'elle autorise à faire cette consignation tout porteur d'effet négociable;—D'où il suit que le jugement attaqué a violé les articles précités, en déclarant cette consignation nulle, sous le prétexte que les billets rappelés dans l'acte de consignation, et ceux dont il s'agit, ne sont pas identiquement les mêmes, et que ces billets n'étant pas faits de marchand à marchand, cette loi ne leur était point applicable;

Vu aussi l'art. 7 de la loi du 3 brum. an 2;—Et attendu qu'en statuant sur la demande en paiement en numéraire et sans réduction, si mieux n'aimait Roger faire ce paiement d'après la réduction et la liquidation qui en seraient faites par experts, les juges d'appel ont prononcé sur une demande nouvelle relativement à eux, puisque Fages, qui l'avait d'abord formée devant les premiers juges, l'avait depuis abandonnée, en demandant ultérieurement son paiement seulement d'après l'échelle de dépréciation, et en le faisant ordonner ainsi par le jugement de première instance;—D'où il suit pareillement que le jugement attaqué a violé cet art. 7;—Casse, etc.

Du 13 messid. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Baille.—Concl., le cit. Lefessier.—Pl., les cit. Coste et Mailhe.

OPPOSITION JUDICIAIRE.—ASSIGNATION.

De ce qu'un exploit contenant opposition n'a pas de suite comme assignation, il ne s'ensuit pas qu'il doive rester sans effet comme opposition (1).

(Debarges.—C. Duval.)

Debarges avait formé opposition à un jugement rendu par défaut contre lui par le tribunal civil du département de Jemmapes; et par le même exploit il avait fait notifier son opposition à Duval, et l'avait fait citer à l'audience du 1^{er} vend. an 7.—Aucune des parties ne s'étant présentée sur

cette assignation, elle avait été déclarée comme non avenue.

Duval, regardant Debarges comme débouté de son opposition, continua ses poursuites, et fit saisir les meubles de Debarges.—Celui-ci fit de nouveau citer Duval devant le tribunal civil du département de Jemmapes, et demanda des dommages-intérêts pour les exécutions faites au préjudice de son opposition.—Jugement du tribunal civil du département de Jemmapes, du 22 vent. an 7., qui déclare Debarges non recevable, sur le fondement que l'opposition avait été écartée le 2 vent. an 7, dès que son assignation avait été déclarée non avenue.

Sur l'appel, jugement du tribunal civil du département du Nord, qui confirme celui du tribunal civil du département de Jemmapes, fondé sur l'art. 13 de l'arrêté des représentants du peuple, commissaires du gouvernement dans les départements réunis, du 24 frim. an 4.

Pourvoi en cassation pour fausse application de cet arrêté, qui a distingué le cas où l'une des parties comparait à l'audience, de celui où aucune ne se présente, et qui, en ordonnant que, dans ce dernier cas, l'assignation sera considérée comme non avenue, a seulement écarté l'assignation, et non les droits et les actions des parties, et n'a pas autorisé à regarder cette décision comme un jugement rendu sur le fond de la contestation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 13 de l'arrêté des représentants du peuple, commissaires du gouvernement dans les départements réunis, du 28 frim. an 4, conçu en ces termes: « Si, après une citation notifiée, l'une des parties ne comparait point, la cause sera jugée par défaut.—Si aucunes parties ne se présente lorsque leur cause est appelée, les plaideurs négligens seront rejetés à la fin de la liste, et ne seront entendus que les derniers.—La liste étant évacuée, si les parties sont encore absentes, l'assignation sera considérée comme non avenue, et leurs noms seront biffés de la liste; »—Considérant qu'en déclarant une assignation non avenue, et en biffant le nom des parties du rôle de l'audience, en exécution de l'art. 13 ci-dessus, on ne juge rien sur le fond de la contestation qui y était pendante, et qu'une pareille décision peut d'autant moins avoir l'effet d'un jugement rendu sur le litige, qu'elle n'est pas rédigée dans la forme des jugemens, et signée par le président, mais seulement constatée par une note mise par le greffier en marge du rôle d'audience;—Considérant que Debarges avait, par son exploit du 7 fruct. an 6, notifié son opposition au jugement rendu contre lui le 6 prair. an 6, et de suite donné assignation à Duval pour faire statuer sur cette opposition; que ce sont là deux actes différens, quoique contenus dans un seul exploit, et qu'après que son assignation a été déclarée non

(1) La même distinction a été consacrée par la Cour de Nîmes: *N.* 12 fév. 1807.— Sous l'empire du Cod. de procéd. civ., on s'est demandé si la notification serait nulle parce qu'elle n'aurait eu lieu qu'après l'expiration du délai de huitaine, et si sa nullité entraînerait la nullité de l'opposition formée par requête présentée en temps utile; en d'autres termes, si les deux actes dont se compose l'opposition, savoir la présentation de la requête et la notification sont tellement unis et inséparables qu'ils doivent l'un et l'autre avoir lieu dans le même délai, et que la tardiveté ou la nullité du second entraîne l'inefficacité du premier. Suivant Berriat, p. 400, not. 20, il n'est pas nécessaire que la requête soit

signifiée; il suffit qu'elle soit présentée dans la huitaine pour que l'opposition soit valable: mais le même auteur fait remarquer que Merlin, en ses *Quest. de droit*, v^o *Opposition*, § 9, est d'une opinion contraire. Ce dernier auteur soutient en effet qu'une opposition n'est pas complète tant qu'elle n'a pas été signifiée: *paria sunt non esse et non significari*. ... La jurisprudence ne paraît pas avoir eu encore à se prononcer sur cette question; mais elle a eu souvent à décider la question inverse, celle de savoir si la requête d'opposition peut être valablement signifiée sans avoir été préalablement présentée au juge et répondue par lui, et elle l'a décidée affirmativement. *N.* Cass. 3 fév. 1835.

avenue par le défaut de comparution des deux parties, il est demeuré en l'état de son opposition, du bénéfice de laquelle il ne pouvait être dépouillé que par un jugement contradictoire ou par défaut, qui l'en aurait débouté. — Considérant que le tribunal civil du département du Nord, en déclarant, par son jugement du 14 messid. an 7, que l'opposition formée par Debarges avait été anéantie le 2 vendém. an 7, lorsque l'assignation a été déclarée non avenue, a fait produire à cette décision l'effet d'un jugement de déboute d'opposition, ce qui est contraire à la disposition de l'arrêté ci-dessus rapporté.

Du 12 messid. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Audier-Massillon. — Concl., le cit. Lefessier. — Pl., les cit. Guichard et Gérardin.

JUGEMENT. — SECTION DE TRIBUNAL. — NULLITÉ.

De la division des tribunaux en sections, il résulte que les juges d'une section appelés sans nécessité dans l'autre, y sont sans pouvoirs, et que le jugement auquel ils ont concouru est nul : la loi du 30 germ. an 5, en autorisant une section à appeler des juges d'une autre, ne s'applique qu'aux juges nécessaires afin de compléter le nombre fixé pour rendre un jugement valable (1).

(Vanschakerloo — C. Douanes.)

Du 13 mess. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Bazire. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., les cit. Ducloux et Pérignon.

TIMBRE. — PROCÈS-VERBAL. — AFFIRMATION. — LETTRES DE VOITURE.

Les procès-verbaux dressés par la régie pour constater les contraventions en matière de droit de timbre, ne sont pas nuls à défaut d'affirmation (2).

Les lettres de voiture sont soumises au droit de timbre, même avant d'être produites en justice (3).

(L'enreg. — C. Jacquier.)

La régie de l'enregistrement après avoir saisi une lettre de voiture sur papier libre, signée des sieurs Jacquier père et fils, et trouvée entre les mains de leur voiturier, s'est pourvue devant le tribunal civil de Lyon, pour faire appliquer aux sieurs Jacquier l'amende prononcée par l'art. 9 de la loi du 9 vendémiaire an 6. Les sieurs Jacquier ont prétendu que le procès-verbal de saisie était nul, parce qu'il n'avait pas été revêtu de la formalité de l'affirmation.

22 mess. an 8, jugement qui accueille cette défense, et déclare la régie mal fondée dans sa demande.

POURVOI en cassation, pour violation des art. 56 et 60 de la loi du 9 vendém. an 6, et des art. 4 et 5 de la loi du 6 prair. an 7, qui assujettissent les lettres de voiture aux droits de timbre.

1^o Le tribunal civil de Lyon, a dit la régie, en

déclarant nul le procès-verbal de saisie, s'est fondé sur l'art. 3 de la loi du 14 fruct. an 3, qui exige en effet l'affirmation des procès-verbaux dont parle cette loi. Mais cette loi ne parle que des procès-verbaux en matière de douanes; en pareille matière, les formalités sont de droit étroit, elles ne peuvent être étendues d'un cas à un autre, surtout pour en faire résulter des nullités.

2^o Il s'agit de savoir ensuite si les lettres de voiture sont soumises au droit de timbre. A cet égard, l'art. 56 de la loi du 9 vendém. an 6, porte : Les lettres de voiture, les connaissements, etc., seront assujettis au timbre fixe ou de dimension. L'art. 60 ajoute : Ceux qui auront répondu des journaux ou autres papiers-nouvelles, et autres objets compris dans l'art. 56 ci-dessus, seront condamnés à une amende de 100 fr. pour chaque contravention. — Cette loi fut, à la vérité, abrogée par l'art. 33 de la loi du 13 brum. an 7, mais l'art. 12 a toujours conservé la formalité de timbre pour les lettres de voiture. — S'il pouvait encore exister quelques doutes, ils seraient entièrement dissipés par les art. 5 et 7 de la loi du 6 prairial an 7, qui exigent que les lettres de voiture soient inscrites sur papier au timbre d'un franc, et confirme celles des dispositions de la loi du 2 vendém. an 6 qui ne lui sont pas contraires.

Les sieurs Jacquier objectent que les lettres de voiture ne sont soumises à la formalité du timbre que quand elles sont produites en justice. Raisonner ainsi, c'est prêter à la loi une distinction qu'elle n'a pas faite; elle s'est expliquée, au contraire, en termes généraux; et pour décider si tel ou tel acte est assujéti au timbre, il ne s'agit pas de savoir s'il est ou non produit en justice, mais seulement s'il se trouve dans la catégorie de ceux que la loi a désignés comme soumis à cette formalité; d'ailleurs, la conséquence d'un tel raisonnement atteindrait les actes des notaires, leurs protocoles, les registres des receveurs et tous les autres actes dont la loi fait la nomenclature; ce qui démontre suffisamment combien cette objection est peu fondée. D'où la régie a conclu à la cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 56 et 60 de la loi du 9 vendém. an 6, l'art. 12 de la loi du 13 brum. an 7, les art. 4 et 5 de la loi du 6 prair. an 7, vu enfin les art. 4 et 5 de la loi du 14 fruct. an 3; attendu que la loi du 14 fruct. an 3, qui exige que les procès-verbaux soient affirmés, ne dispose que sur les matières des douanes, et qu'on ne peut l'appliquer aux contraventions au droit de timbre, les lois sur cette matière n'ayant pas prescrit cette formalité;

Attendu qu'il résulte des lois ci-dessus rapportées, que les lettres de voiture sont soumises au droit de timbre; d'où il suit que le tribunal civil du département du Rhône, en rejetant la demande des régisseurs des droits de timbre et d'enregistrement, et en décidant que le procès-verbal de la contravention commise par les citoyens Jacquier, ne devait faire aucune foi en justice, pour

(1) *V.* dans le même sens, 13 pluv. et 7 vent. an 8; 4 frim. an 9, et les ntes. — *V.* aussi Merlin, *Quest. de droit*, v^o Section de tribunal, § 2, et Carré, *Lois de l'organisation judiciaire*, art. 360, n^o 466.

(2) *V.* sur cette question les conclusions du Merlin, rapportées *Quest. de droit*, v^o Procès-verbal, § 1. — *V.* aussi dans le même sens, 2 brum. et 21 germ. an 10, et 26 frim. an 11.

(3) *V.* dans le même sens, 2 brum. an 10, et les conclusions de Merlin, *Quest. de droit*, v^o Voiture (lettre de), § 1. — La disposition de l'art. 5 de la loi du 6 prair. an 7 qui voulait que les lettres de voiture fussent inscrites sur papier au timbre d'un franc, a été modifiée par le décret du 3 janv. 1809, qui permet aux parties de se servir de telle dimension de papier qu'elles jugeront convenable, et ce décret a été confirmé par l'art. 77 de la loi française du 28 avril 1816.

n'avoir pas été affirmé, au désir de la loi du 14 fruct. an 3, a fait une fautive application de cette loi, et a contrevenu expressément aux art. 56 et 60 de celle du 9 vendém. an 6, à l'art. 12 de celle du 13 brum. an 7, et aux art. 4 et 5 de celle du 6 prair. an 7. — Cassé, etc.

Du 13 mess. an 9. — Sect. civ. — Rapp., M. Audier-Massillon. — Concl., le cit. Merlin, subst.

LÉGITIME. — RENONCIATION.

Du 13 mess. an 9 (aff. *Peysson* — C. Desastres). — V. ce jugement sous la date du 3 mess. an 9.

MINISTÈRE PUBLIC. — MILITAIRE ABSENT.

Dans les causes des militaires absents pour le service de terre ou de mer, il n'est pas nécessaire que le ministère public soit entendu. (L. 6 brum. an 5, art. 8.) (1)

Le citoyen Careau, militaire, demandait la cassation d'un jugement du tribunal du département des Hautes-Alpes, rendu à son préjudice, et lors duquel le ministère public n'avait pas été entendu. Il soutenait que, dans toutes les affaires intéressant les militaires absents pour le service de terre et de mer, il y a nécessité pour le ministère public de porter la parole. Il se fondait, à cet égard, sur l'art. 8 de la loi du 6 brum. an 5, relatif aux défenseurs de la patrie, lequel est ainsi conçu : « Les commissaires du Directoire exécutif auprès des administrations et des tribunaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de surveiller l'exécution de la présente. »

Le cit. Merlin, subst. du commiss., a fait observer que tout ce qui résultait de la disposition invoquée, c'était que le ministère public devait veiller à l'exécution des différentes mesures que la loi prescrivait dans l'intérêt des militaires absents, et pour la conservation de leurs propriétés, mais qu'on ne saurait en induire l'obligation de donner des conclusions devant le tribunal, dans les causes qui les concernent.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que l'art. 8 de la loi du 6 brum. an 5, n'exige pas que le ministère public donne ses conclusions dans les causes des

militaires et autres citoyens absents pour le service de terre et de mer, et qu'aucune loi n'a exigé d'une manière absolue, cette intervention dans les causes où les absents seraient intéressés. — Rejeté, etc.

Du 13 mess. an 9. — Sect. req. — Rapp., le cit. Borel. — Concl., le cit. Merlin, subst.

DERNIER RESSORT. — DOMAINES NATIONAUX.

Les affaires relatives aux domaines nationaux et aux revenus qui en dépendent, et plus généralement toutes les actions du domaine, autres que celles qui ont pour objet la perception d'un impôt indirect, sont soumises aux règles ordinaires pour le dernier ressort (2).

(Enreg. — C. Goulet.)

Du 13 mess. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Libéral. — Rapp., le cit. Babilhé. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl. le cit. Huard.

TIMBRE. — OCTROI MUNICIPAL. — REGISTRES.

Les registres destinés à la perception des octrois de biens-faïssances d'une ville, sont assimilés aux timbres : on ne saurait les assimiler aux registres des receveurs des contributions et autres préposés publics. (L. 13 brum. an 7, art. 12 et 16.) (3)

(Enreg. — C. comm. de Rennes.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu les art. 12 et 16, tit. 2 de la loi du 13 brum. an 7, dont la teneur suit : « Art. 12. « Sont assimilés au droit de timbre... les registres « des receveurs des droits et des revenus des com-
« munes et des établissements publics ; » — Art. 16. « Sont exceptés du droit et de la formalité du
« timbre... les registres des receveurs des con-
« tributions publiques et autres préposés publics ; » — Attendu que le caractère propre de l'impôt public est d'avoir une destination générale, comme ce qui caractérise essentiellement les droits et revenus des communes, c'est d'être destinés à subvenir à leurs besoins locaux et particuliers ; — Attendu que le produit de l'octroi de bien-faïssance de la ville de Rennes se verse dans la caisse municipale et a pour objet unique l'avantage de

(1) D'après l'art. 83 du Code de proc., doivent être communiquées au ministère public les causes concernant ou intéressant les personnes présumées absentes. — Cette disposition ne comprend pas les militaires qui sont sous les drapeaux, lorsque d'ailleurs ils n'ont pas cessé de donner de leurs nouvelles, et ne peuvent ainsi être réputés absents. L'audition du ministère public, en ce cas, ne serait donc pas plus nécessaire aujourd'hui que sous la législation antérieure. — F. Carré, *Lois de la proc.*, n° 407, et *Lois de la comp.*, art. 90, n° 125, et Merlin, *Quest. de droit*, v° *Conclusions du ministère public*, § 1. — F. en France, sur les formes à observer pour la déclaration d'absence des militaires qui ont été en activité jusqu'au traité de paix du 20 nov. 1815, la loi du 13 janv. 1817. — Quant à la question de savoir si la loi du 6 brum. an 5 a survécu aux circonstances dans lesquelles et pour lesquelles elle avait été faite, et à la paix générale de 1811, un arrêt de Greuville du 22 déc. 1824, l'a résolue dans le sens de la négative. — F. en surplus, sur l'application de cette loi, les nombreuses décisions indiquées dans la *Jurisp. du XIX^e siècle*, v° *Absent militaire*, § 2.

(2) F. dans le même sens, 12 et 14 mess. an 8, 2 et 4 germ. an 9 et les jugements cités en note. —

F. aussi *Quest. de droit*, v° *Dernier ressort*, § 1^{er}, n° 2, le réquisitoire de Merlin dans cette affaire.

(3) F. *Quest. de droit*, v° *Octroi municipal*, la plaidoyer très étendu dans lequel Merlin combat les motifs par lesquels le tribunal de Rennes avait résolu la question dans un sens opposé aux prétentions du fisc, accueillies par le jugement ci-dessus. — Cette décision est importante : elle a fixé, après un débat fort animé, un point de jurisprudence qui est resté le même aujourd'hui, aucune loi ultérieure n'ayant affranchi les registres des octrois de l'impôt du timbre. — F. décision analogue dans le même sens, en ce qui touche les registres des Morts-de-Vieilles, Cass., 14 vendém. an 10. — Ce qui, dans l'état actuel de la législation, pourrait autoriser le doute, c'est que la perception des contributions municipales est soumise à la plupart des règles de comptabilité qui régissent la perception des deniers publics. La loi du 16 sept. 1807, art. 11, § 2, charge, en termes absolus, la Cour des comptes du jugement des comptes de fonds et revenus communaux, et l'art. 66 de la loi du 16 juillet 1837 porte que les comptes des receveurs des communes sont apurés soit par la Cour des comptes, soit par le conseil de préfecture, sans recours à la Cour des comptes, selon que leur revenu n'excède pas trente mille francs.

cette même commune; et qu'ainsi le tribunal civil de l'arrondissement de Rennes, en franchissant du timbre les registres destinés à la perception de cet octroi, a faussement appliqué l'art. 16 et violé l'art. 12 précité.—Casse, etc.

Du 14 mess. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Henrion.—Concl., le cit. Merlin, subst.

ENREGISTREMENT.—PARTAGE.

Le partage de succession n'opère pas une mutation de propriété qui soit soumise au droit proportionnel. (L. l. 9 vend. an 6, art. 33; 32 frim. an 7, art. 12.) (1)

(Coustard—C. la Régie de l'enreg.)

Le 1^{er} mess. an 3, Coustard et Champagne avaient fait collectivement, au bureau de Château-Gontier, la déclaration des biens immeubles échus à leurs épouses, comme filles et héritières d'Anne Patry; ils avaient payé les droits.

Postérieurement à cette déclaration, qui annonçait une possession indivise, ils comprirent, dans des actes qu'ils firent séparément avec la république, des immeubles dépendants de la succession d'Anne Patry.—La régie conclut de ces opérations, que la présomption légale était qu'il y avait eu dans l'intervalle un acte de partage entre Coustard et Champagne.—Elle en conclut, en outre, qu'ils étaient tenus de représenter cet acte et de payer les droits.

Il s'engagea une instance judiciaire sur cette prétention, qui fut accueillie par le tribunal civil du département de la Mayenne, le 3 vend. an 8.—Ce tribunal fonda sa décision sur l'art. 33 de la loi du 9 vend. an 6.

Pourvoi en cassation pour fausse application de cet article.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 33 de la loi du 9 vend. an 6, qui est ainsi conçu : « La mutation d'un immeuble en propriété ou usufruit sera suffisamment établie relativement à la demande des droits, soit par des paiements faits d'après le rôle de la contribution foncière, soit par des baux passés par le nouveau possesseur, soit enfin par des transactions ou tous autres actes qui constatent la propriété ou jouissance; n—Considérant que la preuve légale établie par cet article, pour autoriser la perception des droits d'enregistrement, s'applique uniquement au cas de mutation d'immeubles en propriété ou usufruit;—Que le législateur, en faisant mention de mutation, n'a eu en vue que les contrats translatifs de propriété ou d'usufruit qui opèrent cette mutation, tels que les ventes, les échanges, les donations et autres actes de la même nature;—Que néanmoins le tribunal dont le jugement est attaqué, a déclaré, en vertu de cet article, et d'après la preuve légale qui y est établie, qu'il existait un acte de partage entre les demandeurs en cassation, et les a obligés à représenter cet acte pour en payer les droits;—Que, par cette décision, ce tribunal a confondu les contrats de partage entre des cohéritiers et

les contrats de mutation, quoique la loi ne parle que de ces derniers contrats, dont l'effet est bien différent des premiers;—Que s'il est constant, d'une part, qu'il est de l'essence des contrats contenant mutation, de transférer la propriété ou l'usufruit, il est aussi constant, d'un autre côté, que l'essence des actes de partage n'est pas de transférer la propriété dont les héritiers copartageans sont déjà investis par indivis, mais seulement de déterminer la portion de propriété en faisant cesser l'indivis;—Que conséquemment le tribunal, dont le jugement est attaqué, a fait une fausse application de l'art. cité, et commis un excès de pouvoir en l'étendant à une espèce différente, qui devait être réglée par des principes différents;—Casse, etc.

Du 14 mess. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malleville.—Rapp., le cit. Vergès.—Concl., le cit. Merlin, subst.

MISE EN JUGEMENT.—FONCTIONNAIRES PUBLICS.—MAIRE.

Un maire qui, en cette qualité, a donné un billet de logement à des garnisaires, ne peut être traduit en justice et condamné à payer la dépense faite par ceux à qui il avait délivré ce billet, sans qu'un acte de l'autorité administrative ait autorisé les poursuites. (L. 14 oct. 1790, art. 2.) (2)

(Chaussier—C. Séguin.)

Jean Séguin avait cité Chaussier, maire de la commune de Barbirey, devant le tribunal de paix du canton de Quémigny, pour le faire condamner, en sa qualité de maire, au paiement d'une somme de 24 francs, prix de la nourriture, chauffage et éclairage de quatre garnisaires porteurs d'un billet de logement donné par ce maire, au refus qu'en avaient fait d'autres citoyens chez lesquels ils étaient envoyés, et avec promesse d'être payés aux dépens de qui il apprendrait.

Chaussier déclara avoir envoyé ces garnisaires chez les nommés Gagey et Cordier, en vertu d'une lettre du maire de Bain-sur-Ouche du 15 fructid. an 8, et de celle du préfet du 24 du même mois, qui l'autorisait à exercer ces contraintes pour une réquisition de fourrages destinés au service de l'armée. Chaussier déposa ces lettres sur le bureau et conclut à ce que Séguin fût débouté de sa demande, sauf son recours contre Gagey et Cordier.

22 niv. an 9, jugement du tribunal de paix qui, sans avoir égard aux lettres déposées, décide que Séguin ne pouvait et ne devait reconnaître d'autre débiteur que Chaussier par qui le billet de logement des quatre garnisaires avait été délivré, et condamna Chaussier, en sa qualité de maire et de signataire du billet de logement, à payer la dépense faite par les garnisaires, sauf son recours, et aux dépens.

Pourvoi en cassation de la part de Chaussier pour excès de pouvoir, en ce qu'il avait été condamné en sa qualité de maire pour fait relatif à ses fonctions.

(1) Cette règle, qui ne souffre aujourd'hui aucune difficulté, est une conséquence du principe que le partage est simplement déclaratif et non attributif de propriété, principe qui, bien que contraire au droit romain, avait été admis par l'ancienne jurisprudence coutumière (*V. Dumoulin, Cout. de Paris*, art. 33, glose 1^{re}, n^o 70; Lefevre, *Success.*, part. 4, chap. 1^{re}, n^o 21 et 33; Pothier, *Success.*, chap. 4, art. 5; Merlin, *Répert.*, v^o *Partage*, § 6, n^o 2) et a été depuis consacré par l'art. 883 du Code civil.—Mais on sait que ce principe ne peut

être appliqué au cas où le lot d'un cohéritier excède sa part dans les biens indivis; il est alors dû un droit proportionnel sur la soule ou retour de lot; C'est là un point de jurisprudence constant: *V. l'art. 69, § 7, n^o 5, de la loi du 22 trim. an 7; F. aussi Jurisp. du XIX^e siècle, v^o *Enregistrement*, § 6; et le Traité des droits d'enregistrement de M. Rigaud et Champoussier, t. 3, n^o 2671 et suiv.; F. enfin un arrêt du 14 nov. 1837.*

(2) *V. dans le même sens*, 3 mess. an 9 et la note.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 2, de la loi du 14 oct. 1790;—Attendu que le citoyen Chaussier avait donné le billet de logement qui a donné naissance à la difficulté, en sa qualité de maire; que le jugement du 23 niv. an 9 le condamne en cette qualité de maire; que cependant aucun acte de l'autorité supérieure n'autorisait la traduction de ce fonctionnaire devant le tribunal de paix du canton de Quenigny, et que par conséquent ce tribunal est contrevenu à la loi ci-dessus en prononçant une condamnation contre ledit Chaussier;—Casse, etc.

Du 14 mess. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Henrion.

DONATION.—NANTISSEMENT (PAYS DE.)

Dans celles des coutumes de nantissement qui pour la validité des donations entre-vifs à l'égard des héritiers du donateur, exigeaient que celui-ci se dessaisît entre les mains des juges fonciers de la situation des biens donnés, on n'a pu annuler une donation faite sans cette formalité après la publication de la loi du 19 sept. 1790, encore que le donateur soit mort antérieurement à la publication de la loi du 13 avril 1791 (1).

(Gilkinet.—C. les héritiers Hazin.)

Il s'agissait de la validité d'une donation entre-vifs faite en pays de nantissement, par la veuve Absit, le 21 fructid. an 3, en faveur de Jean Paul Gilkinet, demandeur en cassation. Cette donation avait été transcrite, le 28 du même mois, sur le registre du tribunal provisoire établi à Liège, au moment de l'invasion de ce pays par les armées françaises. Gilkinet avait fait procéder cette formalité pour tenir lieu de celle de la réalisation, conformément à ce que prescrivait la loi du 19 sept. 1790.

Les héritiers naturels de la veuve Absit prétendaient que cette donation était nulle pour la partie des biens donnés qui dépendaient du pays de Limbourg, parce que ce pays n'était point compris, au moment de la transcription, dans le ressort attribué au tribunal provisoire de Liège, qu'il n'y avait été réuni que lors de la formation du département de l'Oûrthe, et que cette transcription étant antérieure, elle ne pouvait valoir pour les biens situés dans le ci-devant duché de Limbourg.

Gilkinet soutenait que, quand la transcription n'aurait pas été valablement faite avant l'établissement du tribunal du département de l'Oûrthe, la loi du 13 avr. 1791, rendue en interprétation des décrets des 4 et 11 août 1789, avait dispensé de la formalité de la transcription, à compter de l'installation des tribunaux de district; il en concluait que, depuis l'époque de l'établissement du tribunal du département de l'Oûrthe, on ne pouvait plus lui opposer le défaut de transcription.

Les héritiers de la veuve Absit observaient que

cette loi n'avait été publiée dans les départements réunis que postérieurement à la mort de cette veuve, et qu'elle ne pouvait par conséquent être appliquée à la donation dont il s'agit, sans effet rétroactif.

Le donataire répliquait que cette loi était interprétative de décrets précédents, relatifs à la suppression du régime féodal, qu'elle n'avait pour objet que d'expliquer comment ces décrets devaient être exécutés.

8 mess. an 7, jugement du tribunal civil du département de l'Oûrthe qui confirme la donation sur le motif que la loi du 13 avr. 1791, avait absolument aboli la formalité de la réalisation.

Appel au tribunal civil de la Meuse-Inférieure, qui réforme et prononce la nullité de la donation pour la partie des biens situés dans le ci-devant pays de Limbourg.

Pourvoi en cassation de la part de Gilkinet, pour violation de l'art. 24 de la loi du 13 avr. 1791.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 3 de la loi du 19 sept. 1790, conçu en ces termes : « A compter du jour où les tribunaux du district seront installés dans le pays de nantissement, les formalités de saisie, désaisie, déshérence, adhérence, vest, dévest, reconnaissance échevinale..., et généralement toutes celles qui tiennent au nantissement féodal, ou censuel, seront et demeureront abolies; et jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, la transcription des grosses des contrats d'aliénation ou d'hypothèque en tiendra lieu et suffira, en conséquence, pour consumer les aliénations et les constitutions d'hypothèque.... »—Vu aussi l'art. 24 de la loi du 13 avr. 1791, qui s'exprime ainsi : « Sont abolies, à compter du jour où ont été installés les tribunaux de district, toutes les lois et coutumes qui, pour la validité, même intrinsèque, des donations et des testaments, les soumettent à la nécessité d'être, ou passés, ou enregistrés, ou reconnus, ou réalisés, soit avant, soit dans un certain délai après la mort des donateurs, ou testateurs, en présence d'échevins..., ou autres officiers seigneuriaux; et dans les pays soumis aux dites lois ou coutumes, il suffit pour la validité de ces actes, à compter de l'époque ci-dessus, qu'ils aient été ou soient passés devant deux notaires ou un notaire et deux témoins, ou même à l'égard des testaments en forme olographe, sans préjudice, etc., » et sons que le défaut de la transcription au greffe, substituée par l'art. 3 du décret des 17 et 19 sept. 1790, aux désaisies, saisies, déshérences, adhérences, reconnaissances échevinales, et autres formalités de cette nature, puisse, dans aucun des ci-devant pays de nantissement, être opposé aux donataires ou légataires, par les héritiers des donateurs ou testateurs, ni empêcher, soit qu'un testament ait son effet à l'égard des immeubles dont le testateur n'aurait pas ordonné, ou le légataire poursuivi la vente dans le délai fixé par les coutumes, soit qu'un créancier, muni d'un titre exécutoire, fasse

(1) La difficulté, dans l'espèce, venait de ce que la donatrice était décédée avant la publication de la loi du 13 avril 1791 dans le Limbourg. Mais le donataire prétendait que cette dernière loi d'était qu'interprétative des lois antérieures qui avaient abrogé la formalité du désaisissement, et il en concluait que l'effet de cette loi devait remonter aux lois antérieures dont elle avait pour objet de déterminer le sens. Il ne sera peut-être pas inutile de reproduire la doctrine de Merlin, consacrée par le jugement ci-dessus, sur l'effet des lois interprétatives : « Sans contredit, les lois introductives d'un droit nouveau ne peuvent jamais être appliquées aux

actes ni aux faits qui en ont précédé la publication. Mais quand il s'agit d'interpréter une loi déjà faite, quand il n'est question que de faire cesser des doutes élevés sur son véritable sens, alors rien n'empêche que le législateur ne donne à sa disposition interprétative l'effet du rétroagir sur les actes passés dans l'intervalle de la publication de la loi à celle de son interprétation. *Ad prætèritum, id. Voût sur le digeste, liv. 1, tit. 3, n° 17, legem trahendam ratio dictat, quoties non tam novi quàm leges nova injungitur, quàm potius dubia legis anterioris interpretatio fit. a. (Quest. de dr., v° Donation, § 3.)*

décéder et vendre les biens-fonds de son débiteur; »

Attendu que la loi du 19 sept. 1790 a eu pour objet, comme le porte son préambule, de faire cesser plusieurs difficultés qui se sont élevées sur l'interprétation et l'exécution des décrets des 4 et 11 août 1789, 15 mars et 3 mai 1790; que celle du 13 avril 1791 a de même pour objet de faire cesser plusieurs difficultés relatives à l'abolition du régime féodal;—Attendu que les premières lois sur la suppression de la féodalité ont été enregistrées au tribunal civil du département de l'Ourthe, dès le 15 frim. an 4;—Que la loi du 19 sept. 1790 y a été publiée le 5 prair. suivant, et que la donatrice est morte le 21 brum. an 4;

Attendu que la donation du 24 fructid. an 3 a été rédigée par un notaire, en présence de deux témoins; qu'il en résulte que le tribunal civil du département de la Meuse-Inferieure a contrevenu aux lois ci-dessus citées, en annulant la donation du 24 fructid. an 3, en ce qui concerne le métairie d'Ierniont, située dans le ci-devant pays de Limbourg, pour n'avoir pas été réalisée au tribunal de la situation de cette métairie;—Casse, etc.

Du 16 mess. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Onodot.—Concl., le cit. Merlin, subst.

EVOCATION.—TRIBUNAL CORRECTIONNEL.

Le tribunal d'appel ne peut, en informant un jugement de police correctionnelle qui n'avait statué que sur une exception dilatoire, renvoyer la cause et statuer au fond. (C. 3 brum. an 4, art. 204.) (1)

(Leblanc.—C. Danchi.)

Une plainte en escroquerie avait été portée par Leblanc contre Dauchi; mais comme les parties se trouvaient en instance devant les tribunaux civils à raison d'un dépôt dont la violation était le fondement de la plainte, le tribunal correctionnel jor donne qu'il serait sursis jusqu'à ce que l'instance civile fût terminée. Appel.—Le tribunal criminel de la Seine inférieure a fait droit au fond.—Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. —Vu les art. 204 et 456 du Code du 3 brum. an 4;—Et attendu que le jugement correctionnel annulé par le jugement du tribunal criminel de la Seine inférieure, n'avait statué que sur une exception dilatoire; qu'il avait ajourné à prononcer sur le fond de la plainte de Dauchi; que le tribunal saisi de l'appel de ce jugement pouvait et devait, en l'annulant, statuer lui-même définitivement sur le fond de cette exception dilatoire qui avait été le seul objet du jugement de première instance; mais que ses pouvoirs s'arrêtaient là; qu'il ne pouvait pas connaître du fond de la plainte, puisque le jugement correctionnel n'était point annulé sur un mal jugé à cet égard, mais seulement parce qu'il avait illégalement ajourné la discussion et l'instruction de l'affaire au fond; que les parties n'ont eu ainsi sur ce fond qu'un degré de juridic-

tion, et que le tribunal criminel, en y statuant sans qu'il y eût eu l'épreuve d'un premier jugement, a commis excès de pouvoir et fait fausse application de l'art. 204. Code des délits et des peines, ci-dessus cité;—Casse, etc.

Du 16 mess. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Barris.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JURÉS.—ASSESSEURS DE JUGE DE PAIX.

Du 16 mess. an 9 (aff. Kater).—Même décision que par les jugements des 18 vent. an 7, 7 vend. an 8, 4 vent. an 9.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX.—COMPÉTENCE.

Les tribunaux spéciaux devaient, à peine de nullité, énoncer par exactitude et précision, dans le jugement par lequel ils déclaraient leur compétence, le fait dont ils se saisissaient et les dispositions de la loi qui le leur attribuaient. (L. 18 pluv. an 9, art. 24 et 26.) (2)

Les vols avec effraction n'étaient de la compétence des tribunaux spéciaux, qu'autant qu'ils avaient été commis dans une maison de campagne. (L. 18 pluv. an 9, art. 2.) (3)

(Nicolle et Dubois.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. —Vu les art. 9, 24 et 26, de la loi du 18 pluv. an 9;—Considérant, 1^o que de la combinaison des art. 24 et 26 il résulte évidemment que le tribunal spécial, en jugeant sa compétence, doit énoncer avec exactitude et précision le fait dont il prend connaissance, ainsi que les dispositions de la loi sur lesquelles il fonde son attribution, afin que le tribunal de cassation puisse décider en connaissance de cause si le jugement de compétence a été bien ou mal rendu;

Considérant, 2^o qu'aux termes de l'art. 9, la circonstance de l'effraction extérieure ne rend pas le vol de la compétence du tribunal spécial, si ce vol n'a été fait à une maison de campagne;—Et attendu que le vol imputé aux nommés Nicolle et Dubois n'est point désigné avec les caractères qu'il devrait avoir pour justifier la compétence du tribunal spécial; que dans aucune partie du jugement, on n'a énoncé que ce vol eût été commis à la campagne, et que, dans le dispositif, on a même négligé de citer l'article de la loi sur lequel le tribunal spécial a pu fonder sa compétence;—Casse, etc.

Du 16 mess. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Genevois.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JUGE.—INCOMPATIBILITÉ.—OFFICIER DE POLICE JUDICIAIRE.

Nul ne peut être juge d'un délit à l'égard duquel il a exercé les fonctions d'officier de police judiciaire. —Ainsi, le directeur du jury qui a exercé ces fonctions en recevant les informations et dressant les procès-verbaux sur le fait reproché, ne peut siéger au tribunal correctionnel comme juge dans la même affaire (4).

régle, la question qui fait l'objet du jugement que nous rapportons, a été jugée dans un sens directement contraire par un arrêt de la Cour de cassation du 5 juill. 1828, portant : « que la Cour royale s'est conformée à l'art. 215 du Code d'inst. crim. en retenant la connaissance du fond du procès, puisqu'elle réformait un jugement qui avait mal à propos sursis à y statuer. »

(2) F. conf., Cass. 27 prair. an 9.

(3) F. conf., Cass. 29 mess. an 9.

(4) F. jugement identique, 26 mess. an 8 (aff. Hussion) et la note.

(1) F. en ce sens, 7 therm. an 9; 8 prair. an 11 et la note.—Cette décision était strictement conforme à l'art. 204 du Code du 3 brum. an 4, qui n'autorisait le tribunal criminel à statuer définitivement que dans le cas où le jugement était annulé pour mal jugé au fond. Mais l'art. 215 du Code d'inst. crim. dans le but d'apporter une plus grande célérité dans le jugement des affaires correctionnelles, a voulu que le tribunal d'appel statuat sur le fond dans tous les cas où le jugement était annulé pour violation ou omission non réparée des formes prescrites par la loi. D'après cette nouvelle

(Raphoz — C. Min. pub.)

Du 16 messidor an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Liger-Yerdigny. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, *sous.*

1^o TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — ÉVADÉS. — COMPÉTENCE.

2^o IDENTITÉ. — CONDAMNÉS. — COMPÉTENCE.

1^o Les tribunaux spéciaux, auxquels la loi avait attribué le délit des fauteurs d'évasion, n'étaient pas par là même compétents pour connaître de l'identité des condamnés évadés, lorsque la condamnation n'émanait pas d'eux-mêmes. (L. 18 pluvi. an 9, art. 7.)

2^o La reconnaissance de l'identité d'un individu condamné, évadé et repris, ne peut être faite que par le tribunal qui l'a jugé. (L. 22 frim. an 8, art. 1.) (1)

(Auvrard — C. Min. publ.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 1^{er} de la loi du 22 frim. an 8 ; — Et attendu que l'art. 7 de la loi du 18 pluvi., sur l'évasion des condamnés, ne concerne que les geôliers et ceux qui, de quelque manière que ce soit, seraient préposés à leur garde, ou ceux qui auraient favorisé l'évasion desdits condamnés, et que ce n'est que du délit des fauteurs de cette évasion que le tribunal spécial est compétent de connaître ; que, dans l'espèce, il s'agit seulement, en conséquence de l'art. 1^{er} de la loi du 22 frim. an 8, de procéder à la reconnaissance de l'identité d'un individu condamné évadé des galères et repris ;

Que cette reconnaissance ne doit se faire, d'après l'art. 1^{er} ci-dessus, que par le tribunal qui l'a jugé ; qu'il est constant que c'est le tribunal criminel du département d'Indre-et-Loire qui a jugé Pierre Auvrard ; que, par conséquent, lui seul est compétent pour procéder à la reconnaissance de cet individu ; — *Cassé*, etc.

Du 17 mess. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Dutoc. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, *sous.*

JURY. — LISTE. — FORMATION. — OFFICIERS MUNICIPAUX.

Sous le Code du 3 brum. an 4, la formation du jury de jugement devait, à peine de nullité, avoir lieu en présence de deux officiers municipaux. (C. 3 brum. an 4, art. 450.) (2)

(Billiemats — C. Min. publ.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 503 du Code des délits et des peines ; — Attendu qu'il a été procédé à la formation du jury de jugement en l'absence de deux officiers municipaux ; que leur présence est

(1) Cette règle, posée pour la première fois par la loi du 22 frim. an 8, a été depuis recueillie par l'art. 518 du Code d'inst. crim. : elle ne peut donner lieu à aucune difficulté en elle-même ; les questions qu'elle soulève se rapportent uniquement aux cas dans lesquels la reconnaissance de l'identité doit avoir lieu. Le principe à cet égard est, en général, qu'il n'y a lieu de procéder à la reconnaissance de l'identité d'un condamné évadé et repris, que lorsque cette identité est contestée ou douteuse. *F. Cass.* 5 juin 1834.

(2) *F. conf.*, *Cass.* 26 prair. an 9 et nos observations.

(3) Il est indispensable, pour l'intelligence de ce jugement, de reproduire le texte de l'art. 15 de la loi du 25 frim. an 8. Cet article était ainsi conçu : « En cas de récidive, les délits susénoncés seront jugés par le tribunal criminel et punis des peines portées au Code pénal. Il y aura récidive quand un

requis par l'article ci-dessus cité, à peine de nullité ; et nul motif d'excuse, dans une matière aussi importante pour le sort des accusés, ne saurait justifier un semblable procédé qui tendrait à affaiblir la plénitude de la garantie que la loi leur assure ; — *Cassé*, etc.

Du 17 mess. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sieyès. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, *sous.*

RÉCIDIVE. — LECTURE DE LA LOI.

Sous la loi du 25 frim. an 8, la perpétration d'un nouveau délit par un individu qui avait subi une première condamnation, dans les trois années de cette condamnation, ne le constituait en état de récidive, qu'autant que lecture lui avait été faite, lors de la prononciation du premier jugement, des dispositions de la loi sur la récidive. (L. 25 frim. an 8, art. 15.) (3)

(Crampon — C. Minist. publ.)

La femme Crampon, déjà condamnée à une peine correctionnelle, était poursuivie pour un délit de même nature. Dès lors elle devenait passible de peines afflictives et infamantes, et le directeur du jury ordonna qu'elle serait traduite devant le tribunal criminel. Devant ce tribunal il fut constaté que le premier jugement ne faisait pas mention que lecture lui eût été donnée des dispositions de la loi sur la récidive. Néanmoins, malgré la réquisition du commissaire du gouvernement, et par jugement du 15 prairial an 9, ce tribunal appliqua les peines de la récidive. — *Pourvoi.*

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 15, de la loi du 25 frim. an 8 ; — Attendu que le caractère de la récidive est déterminé par ledit article dont toutes les dispositions sont indivisibles ; que la lecture de l'article sus-énoncé, lors de la prononciation du jugement de police correctionnelle, est une des conditions sans lesquelles la loi n'admet pas la récidive, qu'elle punit d'une peine plus grave ; — Attendu que, dans le cas où les circonstances qui déterminent la récidive aux termes de ladite loi, ne se rencontrent pas, le délit dont était prévenu Marie-Jeanne Desnoyers, femme de Charles Crampon, restait soumis à la poursuite par voie de police correctionnelle, aux termes des art. 1^{er} et 11 de ladite loi du 25 frim. an 8 ; que l'application desdits articles et la poursuite du délit ont été réclamées par le commissaire du gouvernement près le tribunal criminel de la Seine-Inférieure, et qu'en se refusant à ladite réquisition, ledit tribunal est contrevenu aux règles de compétence établies pour la connaissance du délit qui lui était soumis et a donné ouverture à la cassation, aux termes de l'art. 456 du Code ; — *Cassé*, etc.

délit de la nature de ceux ci-dessus énoncés aura été commis par le condamné dans les trois années à compter du jour de l'expiration de la peine qu'il aura subie. La lecture du présent article sera faite aux condamnés, lors de la prononciation du jugement de police correctionnelle. » Il résulte du jugement que nous rapportons, qu'à défaut de cette lecture, le prévenu, lors même qu'il se trouverait en état de récidive légale, n'était pas passible des peines qu'elle entraînait. Il nous semble que ce jugement a peut-être porté un peu trop loin dans cette circonstance la faveur de la défense : l'avertissement prescrit par la loi pouvait être sans doute une utile formalité, en ce qu'elle plaçait sous les yeux du condamné les conséquences de la fuite ou il pourrait retomber ; mais l'omission de cet avertissement n'empêchait pas l'existence de son état de récidive, et ne suffisait pas d'ailleurs pour l'excuser, puisque la loi est présumée connue de tous. »

Du 18 mess. an 9.—Sect. crim. *Rapp.*, le cit. Borel.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

JURY. — QUESTIONS. — DÉCLARATION. — ACQUITTEMENT.

Sous le Code du 3 brum. an 4, lorsque le jury n'avait pas été interrogé et n'avait pas répondu sur tous les faits énoncés dans l'acte d'accusation, sa déclaration portant que l'accusé n'était pas convaincu, était nulle et ne pouvait motiver l'acquiescement de l'accusé. (C. 3 brum. an 4, art. 373 et 380.) (1)

(Minist. pub. — C. Pourquery.) — **JUGEMENT.**

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 373 et 380, code des délits et des peines; — Considérant, en premier lieu, que les jurés de jugement n'ont point été interrogés sur la question de savoir si les accusés avaient été ou non instigateurs du rassemblement et du vol dont il s'agit, quoique dans l'acte d'accusation il soit dit positivement qu'ils sont prévenus d'avoir pris part audit rassemblement et audit vol, ou comme chefs, ou comme instigateurs;

Considérant, en second lieu, que pour qu'un accusé soit légalement et véritablement acquitté en vertu d'une déclaration portant qu'il n'est pas convaincu, il faut que cette déclaration comprenne tous les faits dont ledit accusé est prévenu; qu'au cas particulier, la question de savoir si les accusés étaient ou non instigateurs, etc.... n'ayant point été soumise aux jurés, on ne peut pas dire qu'ils aient déclaré ces accusés non convaincus sur ce fait important; d'où il suit que leur déclaration est évidemment incomplète et doit, par conséquent, être considérée comme non avenue; — *Casse*, etc.

Du 18 mess. an 9.—Sect. crim.—Prés., le cit. Seignette.—*Rapp.*, le cit. Rupérou.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

JURY (DÉCLARATION DU). — DATE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, la déclaration du jury d'accusation devait être datée, à peine de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 247.) (2)

(Gley.—Intérêt de la loi.) — **JUGEMENT.**

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 247 du code des délits et des peines; — Attendu qu'il résulte des dispositions de la loi précitée, que la déclaration des jurés doit être datée et signée, à peine de nullité; attendu que, dans l'espèce, la déclaration du jury spécial mise au bas de l'acte d'accusation dressé par le directeur du jury de l'arrondissement de Lunéville, le 24 brum. dernier, contre Nicolas Gley, n'est pas datée; que cette omission emporte nullité; — Faisant droit sur le réquisitoire d'office du commissaire du gouvernement; — *Casse*, etc.

Du 18 mess. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Liger-Verdigny.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

1^o ABSOLUTION. — CASSATION. — DÉLAI.

2^o DÉPENS. — MINISTÈRE PUBLIC.

1^o Sous le Code du 3 brum. an 4, le ministère

(1) *F.* en ce sens, les nombreux jugemens qui ont décidé que le jury devait, à peine de nullité, être interrogé et répondre sur tous les faits énoncés en l'acte d'accusation : 22 crim., 14 pluv., 26 flor. an 7; 28 flor. an 8, etc.

(2) *F.* conf., Cass. 8 vend. an 5 et la note; 13 vent. an 7.

(3) Ce délai est aujourd'hui de trois jours lorsqu'il s'agit d'un arrêt d'absolution prononcé par la

public n'avait que vingt-quatre heures pour se pourvoir en cassation contre le jugement qui absolvait un prévenu. (C. 3 brum. an 4, art. 442.) (3)

2^o Aucune loi n'autorise à prononcer une condamnation aux dépens contre le ministère public. (C. 3 brum. an 4, art. 456.) (4)

(Rivat — C. Minist. pub.) — **JUGEMENT.**

LE TRIBUNAL; — Attendu que le tribunal de police ayant renvoyé d'instance Étienne Rivat fils cité à la requête du commissaire de police de Mâcon, et ledit renvoi équivalant à absolution, le commissaire de police ne pouvait se pourvoir que dans le délai de vingt-quatre heures, aux termes de l'art. 442, code des délits et des peines; — Attendu que le pourvoi dudit commissaire de police n'a pas eu lieu dans le délai ci-dessus fixé, — Déclare le commissaire de police de Mâcon non recevable dans son pourvoi contre le jugement du tribunal de police de Mâcon, du 16 prair. an 9 :

Et faisant droit sur la réquisition du commissaire du gouvernement près le tribunal de cassation, en vertu de l'art. 58, loi du 27 vent. an 8; — Attendu qu'aucune loi n'autorise à prononcer une condamnation aux dépens contre le ministère public; qu'il est, au contraire, de principe non abrogé que le ministère public, en aucun cas, ne peut être passible de dépens; que le commissaire de police de Mâcon exerçait en adite qualité les fonctions du ministère public auprès du tribunal de police, et que la disposition du jugement qui prononce les dépens contre lui renferme un excès de pouvoir; — *Casse*, etc.

Du 18 mess. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Borel.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

ACTE D'ACCUSATION. — RÉDACTION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, l'acte d'accusation était nul, lorsqu'il renfermait des énonciations contradictoires sur une circonstance essentielle du crime. (C. 3 brum. an 4, art. 229.) (5)

(Lacoste — C. Minist. pub.) — **JUGEMENT.**

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 229 du Code des délits et des peines; — Attendu que, dans l'espèce, il s'agissait d'une soustraction d'effets mobiliers dans une maison dans laquelle demeurait l'accusée en qualité de servante à gages; que l'accusée alléguait pour principale défense que les effets soustraits lui avaient été donnés par Dubarry, son maître, mari de la femme Caumont; que, d'après cette défense, il devenait extrêmement important, pour apprécier la moralité du fait de soustraction qui donnait lieu à l'acte d'accusation, d'articuler avec précision si cette soustraction avait eu lieu dans la maison de Dubarry, qui avait donné les effets soustraits, ou si, au contraire, la soustraction avait eu lieu dans une maison appartenant à la Caumont, sa femme; que cependant cette circonstance essentielle est rapportée d'une manière très équivoque, et même contradictoire, dans l'acte d'accusation,

Cour d'assises; c'est ce qui résulte des art. 373, 374, 409 et 410 du Code d'inst. crim.

(4) *F.* conf., Cass. 28 mars et 15 juin 1793; 7 frim., 5 niv., 23 germ., 17 et 18 flor., 8 therm., et 12 fruct. an 7; 21 pluv. an 8, 6 niv. et 6 prair. an 9 et les notes.

(5) *F.* sur ce point nos observations, Cass. 16 pluv. an 8.

puisqu'on y énoncé que la soustraction a été faite dans une maison de la femme Caumont, et tantôt dans la maison de Dubarry, son mari; d'où il résulte une contravention évidente à l'art. 229 du Code ci-dessus cité. — Casse, etc.

Du 18 mess. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Genevois. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

VOL. — MOULIN. — MAISON HABITÉE.

Sous la Code des 25 sept.-6 oct. 1791, le vol commis dans un moulin qui ne faisait point partie d'une maison habitée, ne pouvait, sous prétexte que ce moulin appartenait à une maison habitée, devenir passible de la peine portée par l'art. 25, tit. 2, sect. 2 du Code, applicable aux vols commis dans un terrain clos et fermé, tenant immédiatement à une maison habitée (1).

(Mollien — C. Minist. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 22, 24 et 25, Code des délits et des peines; — Attendu que, dans l'espèce, il s'agit d'un vol commis dans un moulin qui ne faisait point partie d'une maison habitée, ce qui constituait un délit qui ne pouvait donner lieu qu'à l'application des articles 22 et 24, Code des délits et des peines, c'est-à-dire à six années de détention; que néanmoins le tribunal criminel a condamné l'accusé à huit années de fers, en conformité de l'art. 25, qui n'est applicable qu'au vol commis, non dans un bâtiment, mais dans un terrain clos et fermé, tenant immédiatement à une maison habitée; que, par conséquent, il y a eu fautive application de la loi et contravention aux art. 22, 24 et 25 précités. — Casse, etc.

Du 19 mess. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Genevois. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JURY. — LISTE. — FORMATION. — OFFICIERS MUNICIPAUX.

Du 19 mess. (aff. Magnin). — Même décision que par le jugement du 17 mess. an 9 (aff. Bilenats).

1° ASSASSINAT. — INSTRUCTION CRIM. — COMPÉTENCE.

2° JURY. — JURY SPÉCIAL. — COMPÉTENCE.

3° CASSATION. — RENVOI. — TRIBUNAL CRIMINEL. — COMPÉTENCE.

1° Sous le Code du 3 brum. an 4, la poursuite pour crime d'assassinat pouvait être faite soit par le juge de paix, soit immédiatement par le directeur du jury : l'art. 140 de ce Code qui déléguait à ce dernier magistrat l'instruction directe des attentats contre la sûreté individuelle des citoyens, n'était pas assez précis pour que l'un ou l'autre fût incompétent pour instruire (2).

2° Le jury, soit d'accusation soit de jugement, devait être nécessairement ordinaire ou spécial, suivant que la poursuite avait été faite

par le juge de paix ou le directeur du jury. (C. 3 brum. an 4, art. 517.) (3)

3° Lorsque la déclaration d'un jury ordinaire de jugement a été cassée, à raison de l'incapacité de l'un des jurés, le tribunal criminel saisi par le renvoi ne peut annuler la procédure sanctionnée par le silence du tribunal de cassation, et renvoyer l'affaire devant un jury spécial.

(Darré — C. Minist. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 516 du Code des délits et des peines, ainsi que les deux mémoires produits par François Darré; — Et attendu que, quoique le crime d'assassinat ne soit pas assez clairement compris dans l'art. 140 du Code des délits et des peines, qui parle des attentats commis contre la liberté ou sûreté individuelle des citoyens, pour qu'on puisse voir une contravention manifeste à la loi, soit que la poursuite ait été faite par le juge de paix, soit qu'elle l'ait été par le directeur du jury, faisant, en cette partie, fonctions d'officier de police judiciaire, et que, dans l'un ni l'autre cas, il ne puisse y avoir lieu à cassation, il reste cependant que, quand le directeur du jury, se fondant sur l'art. 140, a fait fonction d'officier de police judiciaire, il est indispensable que l'affaire soit soumise à un jury spécial, tant d'accusation que de jugement, et, par une conséquence nécessaire, que les jurys doivent être ordinaires toutes les fois que, hors les cas portés en l'art. 517 combiné avec l'art. 143, le directeur du jury n'a pas fait l'instruction comme officier de police judiciaire;

Que le tribunal criminel du département des Hautes-Pyrénées, croyant voir une procédure contraire à la loi dans l'instruction faite par le directeur du jury de Tarbes, comme officier de police judiciaire, avait annulé cette procédure, l'acte d'accusation, la déclaration du jury spécial avec l'ordonnance de prise de corps, et avait renvoyé devant le juge de paix de Bagnères; que ce juge de paix et le directeur du jury dudit Bagnères avaient successivement suivi la procédure dans la forme ordinaire; que, sur la déclaration du jury ordinaire, l'affaire ayant été portée au tribunal criminel des Hautes-Pyrénées, il était intervenu jugement de condamnation sur la déclaration d'un jury ordinaire de jugement;

Que cette déclaration et le jugement qui l'avait suivie ayant été cassés, mais seulement sur ce que l'un des jurés ne pouvait en remplir les fonctions, le tribunal de cassation avait renvoyé devant le tribunal des Basses-Pyrénées, mais pour suivre la procédure dans l'état qu'elle était sortant des mains du directeur du jury de Bagnères; que la forme avait été déterminée par le jugement du tribunal criminel des Hautes-Pyrénées, jugement toujours subsistant; que cette forme avait été suivie par le juge de paix et le directeur du jury de Bagnères; qu'elle était sanctionnée par le silence du tribunal de cassation, et que le tribunal criminel des Basses-Pyrénées ne pouvait s'écarter, pour présenter, dans la même affaire, la réunion contradictoire d'un jury d'accusation ordinaire et d'un jury spécial de jugement; — Casse, etc.

(1) L'incrimination des vols commis dans un terrain clos et fermé n'a pas été conservée par notre Code. V. Cass. 8 et 16 mess. an 9.

(2) Cette décision singulière autorisait à la fois deux modes d'instruction et déclarait deux jurys différents, compétents en matière d'assassinat. De là il résultait que l'accusé était traduit soit devant un jury ordinaire, soit devant un jury spécial, suivant le hasard des circonstances et selon qu'il avait plu

II. — 1^{re} PARTIE.

au directeur de se saisir immédiatement de la procédure ou de l'abandonner au juge de paix. Il nous semble des lors douteux que cette décision, qui laissait les juridictions incertaines et en soumettait le choix à la volonté d'un magistrat, fût dans l'esprit d'une loi qui avait porté jusqu'à l'excès la prévoyance et la sollicitude en faveur de l'accusé.

(3) Les art. 143 et 517 du Code du 3 brum. an 4 formaient cependant une exception à cette règle.

Du 19 mess. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Seignette. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., le cit. Pontel.

CHOSE JUGÉE.—FAUX.—ACTION CRIMINELLE.—ACTION CIVILE.

Un jugement criminel qui déclare un pas constant qu'une obligation sous seing privé soit fautive, n'oblige point les juges civils à réputer cette obligation vraie, sans vérification aucune (1).

(Godier—C. Terray)

Le 3 therm. an 4, Godier ayant présenté un billet signé Terray, au citoyen Lefebvre, agent d'affaires des héritiers Terray, Lefebvre crut y reconnaître un faux, et le dénonça à la justice.

Le 10 frim. an 5, jugement du tribunal criminel de l'Aube, lequel, vu la déclaration du jury de jugement, portant qu'il n'était pas constant que le billet de 26,000 liv. fût faux, acquitte Louis Godier de l'accusation intentée contre lui; ordonne que le billet de 26,000 liv. sera remis à Godier; et lui réserve son action en dommages et intérêts contre qui il avisera.

Godier se pourvut alors devant le tribunal civil de la Seine contre les héritiers Terray, pour les faire condamner tant au paiement du billet de 26,000 liv. qu'aux dommages et intérêts qui lui avaient été réservés.

Le 22 nivôse an 6, le tribunal de la Seine ordonna que le billet serait déposé au greffe, pour être procédé par experts à la vérification de l'écriture et de la signature.

Sur l'appel interjeté par Godier, ce jugement fut confirmé par le tribunal de Seine-et-Marne, le 26 prairial an 7.

POURVOI en cassation par Godier, pour violation de la chose jugée. Selon lui, la vérité du billet ne pouvait pas être remise en question. En l'acquittant de l'accusation, le tribunal criminel de l'Aube avait décidé que le faux dont on l'accusait n'existait pas. Il y avait chose jugée; on ne pouvait donc ordonner une nouvelle vérification, sans porter atteinte à un jugement devenu inattaquable. D'ailleurs, l'art. 426 du Code des délits et des peines, veut que l'accusé acquitté ne puisse plus être remis en jugement pour le même délit, et c'est ce qui arriverait si, dans le procès civil, le billet était jugé faux.

Les héritiers Terray répondaient que c'était toujours à celui qui réclamait un droit, à prouver le fait qui avait donné naissance au droit. Dans la poursuite criminelle, le ministère public poursuivait le prévenu pour un crime de faux; c'était au ministère public à prouver l'existence du faux. Ce fait n'ayant pas paru constant aux jurés, ils ont dû acquitter Godier; mais lorsque Godier

vient réclamer contre les héritiers, il doit prouver l'existence du fait sur lequel il base sa demande, en d'autres termes, la véracité du titre qui en est le fondement. Inutile de dire qu'on remet en question ce qui a déjà été jugé, car la nouvelle vérification demandée ne tend pas à faire retomber sur Godier l'accusation de faux; elle n'a pour objet que de constater si le billet représenté est ou n'est pas de la main de feu Terray.

Le citoyen Merlin, subst. du commiss. du gouv., a fortifié les arguments des défenseurs. Il a fait observer que le jugement criminel n'avait point reconnu que le billet fût vrai ou faux; qu'il avait seulement décidé qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes pour établir la fausseté du billet; que le ministère public n'ayant pas prouvé la fausseté de l'acte, objet de l'accusation, Godier avait dû être acquitté, et que sous le rapport de la vindicte publique, on ne pouvait plus mettre en question la fausseté du billet; mais relativement à l'action civile, il en est tout autrement; c'est au demandeur à prouver le fait sur lequel l'action est fondée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les principes et les lois invoquées par Godier recevaient leur application, s'il était question de le soumettre de nouveau à une instruction criminelle, pour les faits sur lesquels est intervenu le jugement du tribunal criminel du département de l'Aube, du 10 frim an 5; mais que Godier étant devenu lui-même demandeur aux fins civiles contre les héritiers Terray, le jugement attaqué a professé les vrais principes, en déclarant que Pauline Terray n'avait point été partie au procès criminel, puisqu'on ne représentait pas la procuration donnée par elle à Lefebvre, et que, quand elle l'aurait été, la vérification du billet n'en pouvait pas moins être exigée; parce qu'en matière de grand criminel, il suffit que le délit ne soit pas constant, pour que l'accusé soit renvoyé, tandis qu'en matière civile, il faut que le titre soit incontestablement reconnu être l'ouvrage de celui à qui il est opposé, ou de ceux qu'il représente, pour en exiger de lui le paiement;—Rejette, etc.

Du 21 mess an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malleville. — Rapp., le cit. Coffinhal. — Concl., le cit. Merlin, subst. — Pl., les cit. Lavarenne et Pérignon.

ARBITRAGE.—CASSATION.

Sous l'empire de la loi du 27 vent. an 9, on ne pouvait se pourvoir en cassation contre un jugement arbitral, si les parties n'avaient expressément réservé la voie de l'appel, et manifesté par là l'intention de rentrer dans la ligne des tribunaux (2).

de faux, § 1^{er}, n° 8; Quest. de droit, v° Faux, § 6; Toullier, t. 8, n° 31 et suiv., et t. 10, n° 248 et suiv.; Favard, Répert., vis Chose jugée et Faux; Duranton, t. 13, n° 488 et suiv.; Mangin, De l'action publique, t. 2, n° 421 et suiv.

(2) Il s'agit ici d'arbitrage volontaire, et le jugement que nous recueillons décide, par une judiciaire application des art. 1, 2 et 4, tit. 1^{er} de la loi du 24 août 1790, 65 de la Const. de l'an 8, et 3, tit. 1^{er} de la loi du 27 vent. même année, que, lorsque la faculté de l'appel n'a point été réservée dans le compromis, le recours en cassation n'est point ouvert contre la sentence arbitrale, parce que le tribunal de cassation n'est institué que pour statuer sur les demandes en cassation dirigées contre les jugements rendus par les tribunaux. C'est ce qui avait déjà été décidé par un jugement du 29 mess. an 5. Ce juge-

(1) La question de savoir quelle est l'influence de la chose jugée au criminel sur le civil, a donné lieu à de vives controverses en doctrine et en jurisprudence. Aujourd'hui, on reconnaît assez généralement que le civil n'est pas lié par la décision sur la criminel, surtout en matière de faux: rien n'empêche de se pourvoir par voie de faux incident après épuisement de la voie de faux principal, alors d'ailleurs que la décision intervient au criminel n'a pas statué sur la vérité de la pièce, mais seulement sur la culpabilité de la personne. — P. Cass. 17 mars 1813, 19 mars 1817, 27 février et 5 mai 1818, 21 avril 1819, 24 novembre 1824 et 20 avril 1837; Toulouse, 12 avril 1812; Bruxelles, 3 mars 1814; Paris, 28 fév. 1815 et 4 juill. 1823; Caen, 19 janv. 1823. — Merlin, Répert., vis Chose jugée, § 15 et suiv., Non bis in idem et Inscription

(Verger — C. Lintmann.)

Le 9 vendémiaire an 9, compromis entre la demoiselle Lintmann et la demoiselle Verger, par lequel des arbitres sont nommés pour statuer en dernier ressort sur les contestations qui les divisent.

Sentence arbitrale du 30 brum. an 9, qui statue en effet en dernier ressort sur toutes les difficultés.

La demoiselle Verger se pourvoit en cassation. Mais la demoiselle Lintmann lui oppose 1^o la disposition de l'art. 65 de la constitution, qui porte que le tribunal de cassation prononce sur les demandes en cassation contre les jugemens en dernier ressort rendus par les tribunaux; 2^o la disposition de l'art. 3 du titre 1^{er} de la loi du 27 vent. an 8, sur l'organisation des tribunaux, portant que la décision des arbitres ne sera point sujette à l'appel, s'il n'est expressément réservé. Il résulte de ces deux dispositions, que la cour de cassation ne peut étendre ses pouvoirs que sur les jugemens rendus par les tribunaux; que son institution a pour but de garantir les citoyens des abus et des contestations commis par les tribunaux institués par la loi, et jamais par les juges que les parties se sont choisis, et à l'égard desquels la loi n'a promis aucune garantie. La défenderesse ajoutait que le défaut de réserve de se pourvoir par appel emportait implicitement la renonciation à la voie de cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les dispositions des art. 1, 2 et 4 du tit. 1^{er} de la loi du 24 août 1790, qui statue que la faveur et l'efficacité des compromis ne pourront être diminuées; que les arbitres pourront prononcer sur les intérêts privés des personnes ayant l'exercice de leurs actions; qu'il ne sera point permis d'appeler des sentences arbitrales, à moins que la faculté de l'appel n'ait été réservée par le compromis; la disposition de l'art. 65 de la constitution, qui porte : Le tribunal de cassation prononce sur les demandes en cassation contre les jugemens en dernier ressort rendus par les tribunaux; et la disposition de l'art. 3 du titre 1^{er} de la loi du 27 vent. an 8, sur l'organisation des tribunaux, ainsi énoncée : Il n'est point dérogé au droit qu'ont les citoyens de faire juger leurs contestations par des arbitres de leur

choix; la décision de ces arbitres ne sera point sujette à l'appel, s'il n'est expressément réservé; vu aussi la sentence arbitrale du 30 brum. an 9, ensemble le compromis énoncé en ladite sentence arbitrale et produit, lequel signé à Porentruy, le 9 vendém. précédent, terminé par cette clause, promettant les comparans de s'en tenir irrévocablement et sans appel à ce qui sera par les arbitres senti et arbitré, et exécuter leur sentence et arbitrage, comme s'ils étaient rendus en dernier ressort; — Attendu que le recours en cassation ouvert contre les jugemens en dernier ressort, rendus par les tribunaux, n'est pas recevable contre les jugemens rendus par des arbitres, sinon lorsque les parties, en se réservant par le compromis la voie d'appel, ont manifesté leur intention de rentrer dans la ligne des tribunaux. — Rejette, etc.

Du 21 mess. an 9. — Sect. req. — Prés., le cit. Vermeil. — Rapp., le cit. Vasse. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

JUGEMENT DÉFINITIF. — APPEL. — VÉRIFICATION D'ÉCRITURES.

Un jugement qui, par suite d'une vérification d'écritures, déclare que la pièce contestée a été écrite par l'auteur de l'héritier qui la déniait, peut être considéré comme un jugement définitif, et, en conséquence, on peut en interjeter appel, bien qu'il ne mette pas fin à la contestation. (L. 3 brum. an 2, art. 6.) (1)

(Moustellou — C. Brel.)

Le sieur Brel réclamaient contre le sieur Moustellou, en sa qualité d'héritier du sieur Caldagnès, le paiement d'une lettre de change de 50,000 fr. Moustellou nie que cette lettre de change ait été écrite par le défunt.

Les héritiers sont renvoyés devant le tribunal civil pour procéder à une vérification d'écritures.

Après une expertise et une enquête, jugement du 21 vent. an 7, qui déclare que la lettre de change a été écrite de la main de Caldagnès, et renvoie les parties devant le tribunal de commerce de Narbonne.

Le sieur Moustellou appelle de ce jugement devant le tribunal civil de l'Ariège, qui considère la décision des premiers juges comme préparatoire.

À l'appel. P. 30 déc. 1812. — P. aussi Merlin, Répert., v^o Cassation, § 3, et Quest. de droit, v^o Arbitres, § 1 et 2; Pardessus, Droit comm., n^o 1406, 1407 et 1417.

(1) Aux termes de l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2, on ne pouvait appeler d'un jugement préparatoire qu'après le jugement définitif. Mais quels jugemens devaient-on considérer comme préparatoires, ou comme ayant un caractère définitif? C'est ce que la loi du 3 brum. an 2 ne déterminait pas, parce qu'elle ne distinguait point entre les jugemens simplement préparatoires et les jugemens interlocutoires, qu'elle confondait sous la dénomination générale de jugemens préparatoires. Aussi a-t-il été jugé, par application du même art. 6 de la loi du 3 brum. an 2, que l'appel d'un jugement interlocutoire n'est pas recevable avant le jugement définitif. P. 1^{er} niv. an 8 et la note. — Le Code de proc. civ., art. 451, a reproduit la règle consacrée par la loi du 3 brum. an 2, mais en distinguant entre les jugemens simplement préparatoires, dont il ne peut être interjeté appel qu'après le jugement définitif et conjointement avec l'appel de ce dernier jugement; et les jugemens interlocutoires, dont il peut être interjeté appel avant le jugement définitif. P. Berriat, p. 410, notes 24 et 25.

ment offrait même cela de particulier qu'il agissait d'un arbitrage forcé, mais dégénéré en arbitrage volontaire par la convention des parties. On en pouvait donc déjà conclure, à contrario, qu'en matière d'arbitrage forcé, non dégénéré, les voies d'appel et de cassation sont ouvertes contre les décisions arbitrales, encore que les parties ne se les soient pas expressément réservées par le compromis. P. en ce sens, le jugement du 21 niv. an 9, fondé sur les dispositions non abrogées de l'art. 9, tit. 4 de l'ordonnance de 1673. — Aujourd'hui, en matière d'arbitrage volontaire, comme en matière d'arbitrage forcé, ainsi que nous l'avons fait observer dans la note qui accompagne le jugement du 21 niv. an 9, l'appel est de droit, aux termes soit de l'art. 1010 du Code de proc. civ., soit de l'art. 52 du Code de comm. Mais la renonciation à l'appel a des effets différens en arbitrage volontaire et en arbitrage forcé, relativement aux recours en cassation. En arbitrage volontaire, aux termes de l'art. 1028 du Code de proc. civ., la renonciation à l'appel ne permet pas de recourir en cassation contre la décision des arbitres. P. en ce sens, Cass. 18 déc. 1810; 20 mars 1817; 15 juill. 1829. — En arbitrage forcé, au contraire (C. com., art. 52), il y a lieu au recours en cassation, lorsqu'il y a eu seulement renonciation

toire, et par conséquent non sujette à l'appel jusqu'au jugement définitif, aux termes de l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2.

Pourvoi en cassation pour fausse application de cette loi dont les dispositions n'avaient eu en vue que les simples jugemens préparatoires, et non les jugemens tout à la fois préparatoires et définitifs.

Le cit. Merlin, subst. du commissaire du gouvernement a conclu à la cassation. (V. ces conclusions, *Quest. de droit*, v° *Appel*, § 1, n° 3.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2, portant: « On ne peut appeler d'aucun jugement préparatoire pendant le cours de l'instruction, et les parties seront obligées d'attendre le jugement définitif, sans qu'on puisse cependant leur opposer ni leur silence, ni les actes faits en exécution des jugemens de cette nature; »—Et attendu que le tribunal civil du département de l'Aude avait définitivement jugé, le 23 vent. an 7, que la lettre de change en question était écrite et signée par Cahagnès;—Que sa décision ne pouvait plus être réformée ni par lui-même, ni par le tribunal de commerce de Narbonne, devant lequel l'affaire était renvoyée;—Qu'il en était de même de la condamnation de dépens qu'il prononçait;

D'où il suit que le tribunal civil du département de l'Ariège a fausement appliqué l'art. 6 précité, en déclarant non recevable l'appel de Moustellou, sous le prétexte que le dernier jugement contre lequel il portait, était, ainsi que les autres jugemens dont il était également appel, purement préparatoire, en ce qu'il ne faisait que préparer le jugement à intervenir sur la demande en paiement de la lettre de change.—Casse, etc.

Du 21 mess. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malleville. — Rapp., le cit. Babilhé. — Concl. conf., le cit. Merlin, subst. — Pl., les cit. Coste et Mailhé.

COMMUNAUX.—CASSATION.—APPRECIATION DE TITRES.

Le jugement qui, en vertu de la loi du 28 août 1792, a réintégré une commune dans la propriété d'un bien qu'elle prétendait avoir anciennement possédé, est susceptible de cassation pour fausse appréciation des faits et des titres. Le tribunal de cassation peut, en cette matière, se livrer à l'examen et à l'appréciation des titres et faits invoqués (1).

(Préfet de la Haute-Saône—C. comm. de Saponcourt.)

Un jugement arbitral du 21 oct. 1793 avait réintégré la commune de Saponcourt dans la propriété d'un bois de 368 arpens, dont l'abbaye de Charlieu était en possession à l'époque où les biens du clergé sont devenus propriétés nationales.—Ce jugement déféré au tribunal d'appel du département de la Haute-Saône, fut confirmé le 3 flor. an 8.

Pourvoi en cassation de la part du préfet de ce département pour fausse application de l'art. 8 de la loi du 28 août 1792, qui réintègre les communes dans la propriété et jouissance des biens dont elles ont été dépouillées anciennement par les ci-devant seigneurs. Le demandeur soutient,

en se livrant à cet égard à une discussion étendue des titres invoqués par la commune à l'appui de sa prétention, que cette commune n'a jamais eu ni la propriété ni la possession des bois litigieux, et qu'ainsi sa demande en réintégration n'était ni recevable ni fondée.

Le cit. Merlin, organe du ministère public, disait: « Toute la contestation roule sur ce point de fait: la commune de Saponcourt justifie-t-elle que le bois litigieux lui a anciennement appartenu?—Et de la nait la question de savoir s'il entre dans les attributions du tribunal de cassation de discuter et de juger le jugement qui a porté sur ce point de fait le tribunal civil de la Haute-Saône.

La commune de Saponcourt soutient qu'il suffit que le jugement attaqué ait reconnu et déclaré constant le fait que le bois litigieux a antérieurement appartenu à cette commune, pour que ce fait ne puisse plus être contesté devant vous, pour que ce jugement ne puisse pas être argué du vice de fausse application de la loi.—Si la loi n'accorde aux communes la faveur extraordinaire qui fait l'objet de l'art. 8 de la loi du 28 août 1792, que sous la condition de justifier qu'elles ont anciennement possédé tel bien ou tel droit d'usage, si cette condition n'est pas remplie, si la commune réclamante ne présente, au lieu de preuves exigées par la loi, que des raisonnemens équivoques, que des raisons de doute, évidemment la loi ne peut lui être appliquée sans que la volonté du législateur soit enfreinte, sans que le jugement que la loi applique soit sujet à cassation. Or, comment peut-on juger si l'application de la loi est exacte ou fautive, si ce n'est en appréciant les faits, en discutant les actes, en analysant les preuves?—Dans l'espèce, il est démontré par les propres titres de la commune de Saponcourt, qu'elle n'a jamais eu la propriété ni la possession de la propriété connue sous le nom de *grand bois*; qu'au contraire, il est reconnu qu'en 1541 ce bois appartenait à l'abbaye de Charlieu; que dans la concession faite à cette époque par l'abbaye aux habitans de Saponcourt, de terres de diverses natures, la pièce de bois n'y a point été comprise; il y a donc tout à la fois violation de la loi du 28 août 1792, et des contrats passés entre les parties. » — Conclusions à cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 8 de la loi du 28 août 1792;—Vu la loi 23, de *Regulis juris*, an Digeste: *Hoc servabitur quod ab initio convenit; contractus legem ex conventionne accipiunt*;—Considérant que le tribunal civil du département de la Haute-Saône a décidé contre la teneur même de la Charte de 1541, que la propriété des *grands bois*, avait été concédée aux habitans de Saponcourt; que le résultat de toutes les clauses de cet acte, et notamment de ce que l'abbaye ne donne qu'un droit de glandée sur les bois seigneuriaux de Saponcourt; ce qui suppose nécessairement que l'abbaye était restée propriétaire de tous les bois situés dans le territoire de Saponcourt, autres que ceux nommément exprimés dans la concession; que bien loin que la commune ait prouvé avoir anciennement possédé les *grands bois*, il est, au contraire, reconnu, ce que tous les actes du procès établissent, qu'elle n'en a joui dans aucun temps; qu'ainsi, ni sous le rapport des titres, ni sous celui de la possession, elle n'e-

(1) Déjà le tribunal de cassation s'était prononcé en ce sens: *N. 4 brum. an 7 (aff. Simonet)*, et Merlin, qui rapporte le jugement ci-après dans ses *Quest. de droit*, v° *Communaux*, § 9, annonce qu'il a été rendu de toutes voix.—*N. 1.*—Cependant 28 mai 1816 et 9 déc. 1828. — C'est d'ailleurs un principe

dont la Cour de cassation a fait nombre de fois application, que toute décision qui repose sur une erreur de fait démontrée par le titre même qui sert de fondement à la décision, encourt la cassation: *N. 1.*—notamment 16 fév. 1813, 30 avril 1820, 21 mars 1825. *N. 1.* aussi ci-après 23 mess. (aff. *Putissier*).

tail dans le cas de l'art. 8 de la loi du 28 août 1792.—Considérant que non-seulement le tribunal civil du département de la Haute-Saône a fait une fautive application de cet article, mais qu'il a de plus violé le respect dû aux contrats, qui, surtout dans les pays de droit écrit, sont des lois pour les parties entre lesquelles ils sont passés et pour leurs ayans cause;—Casse, etc.

Du 22 mess. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malleville.—Rapp., le cit. Aumont.—Concl., le cit. Merlin, subst.—Pl., le cit. Lavaux.

1° et 2° SOCIÉTÉ DE COMMERCE.—ACTE ÉCRIT.—PUBLICATION.—USAGE.

3° ABRÉGATION DE LOI.—USAGE.

1° *Le défaut d'acte écrit pour constater l'existence d'une société de commerce, ne peut être opposé aux tiers qui ont contracté de bonne foi avec une société publiquement établie.* (Ord. 1673, tit. 4, art. 1^{er}.) (1)

2° *Les dispositions de l'ordonnance de 1673, qui déclarent nuls les actes et contrats passés, tant entre les associés qu'entre leurs créanciers, à défaut d'enregistrement et de publication des actes de société, étaient tombées en désuétude et étaient abrogées par l'usage général du commerce.* (3)

3° *L'usage consacré par la jurisprudence peut abroger la loi.* (3).

(Veuve Normand—C. Peros.)

En 1782, Antoinette Delprat, veuve Normand, et son fils Pierre Brast, avaient affirmé solidairement un moulin à grain;—Ils avaient souscrit plusieurs actes signés *veuve Normand et fils*;—Ils avaient soutenu des procès également sous la raison *veuve Normand et fils*.

Les 9 vent. et 12 fruct. an 6, Pierre Brast souscrivit deux billets de 800 liv., l'autre de 915 liv., au profit du citoyen Peros; l'un et l'autre signés *veuve Normand et fils*.

Assignée en paiement de ces billets, la veuve Normand a répondu qu'elle n'était pas associée de son fils, et a défilé Peros de présenter l'acte de société.

6 plur. an 7, jugement du tribunal civil du département de Lot-et-Garonne, qui déclare la veuve Normand associée, et la condamne par corps.

Sur l'appel, 17 therm. an 7, jugement du tribunal civil du département du Lot, confirmatif du jugement de première instance:—Attendu les preuves de société résultantes, soit d'actes publics, soit de jugement, soit même d'un acte de notoriété.

POURVOI en cassation.

Le principal moyen était pris d'une prétendue contravention aux art. 1 et 2 du tit. 4 de l'ord. de 1673, en ce qu'on avait admis l'existence d'une société, sans représentation d'un acte écrit, et bien que jamais aucun acte de société entre la veuve Normand et son fils n'eût été enregistré au greffe de la juridiction consulaire; ce que l'ordonnance prescrit, à peine de nullité.

(1) La solution serait la même sous le Code civil et sous le Code de commerce, bien que ces deux Codes, comme l'ordonnance de 1673, exigent que la société soit constatée par écrit (Cod. civ., 1834; Cod. comm., 39 et 40). Telle est l'opinion de Pardessus, *Cours de droit commercial*, t. 4, n° 1009; de MM. Malpeyre et Jourdain, *Traité des sociétés commerciales*, p. 116, et de M. Duranton, t. 17, n° 336. C'est ce qui résulte aussi de divers arrêts de la Cour de cassation. N° 2 flor. an 13, 11

Le défendeur (par l'organe du citoyen Mailhé) répondait que la représentation de l'acte de société n'avait jamais été exigée des tiers; que cette représentation leur serait impossible; qu'ayant contracté sous la foi publique, il suffisait qu'il y ait eu notoirement association: que prouver l'existence de la société par une foule d'actes qui la supposent, c'est avoir fait assez pour la conviction des juges et le vœu de la loi.

Quant au défaut d'enregistrement, le défendeur convenait que de sonature, la disposition était obligatoire, à peine de nullité, tant contre les associés qu'avec leurs créanciers ayant cause.—Mais il soutenait que cet art. 2 du tit. 4 de l'ord. de 1673 était tombé en désuétude, et n'était plus.—Chez les Romains, disait-il, la désuétude, si elle n'avait pas la force d'introduire un droit positif nouveau, du moins avait la force d'abroger le droit ancien. *Quare relictissime etiam illud receptum est ut leges non solum suffragio legislatoris, sed etiam tacito consensu omnium per DESUETUDINEM abrogantur.* L. 3, § 1, ff. de Legibus, tit. 3, lib. 3. Si la désuétude, qui le tacite consentement de tous abrogeait la loi chez un peuple où l'autorité législative, toujours assemblée, à chaque instant consultée, semblait devoir ne laisser aucun vide dans la législation, à plus forte raison, la désuétude a dû abroger la loi en France, où le monarque absorbé par la guerre ou de pressans besoins d'administration, devait moins veiller aux besoins de la législation judiciaire.—D'ailleurs, moins un peuple a de part à l'élection de ses législateurs, moins il est présumé consentir aux lois positives; plus on doit respecter les usages qu'il introduit au préjudice des lois dictées par ses gouvernans, plus il est nécessaire d'admettre la désuétude des lois, ou la force de l'usage contraire... Quant à la formalité en elle-même, ajoutait le défenseur, Brillon, *Diet. des arrêts*, v° Société, n° 2, Bornier et Jousse sur l'ordonn. de 1673, Salle, et une foule d'autres commentateurs ou arrêstistes, attestent l'usage universel de ne pas soumettre à l'enregistrement les contrats de société.—Donec, le jugement dénoncé, s'il a contrevenu à l'art. 2 du tit. 4 de l'ordonn. de 1673, n'a contrevenu qu'à une disposition abrogée.—Donec il n'y a pas ouverture à cassation.

Pour le demandeur on répliquait que les lois romaines étaient ici invoquées sans fondement, puisqu'elles décident que l'usage n'a force ni de raison ni de loi.—*Consuetudinis usque longævi non vilis est autoritas; verum non usque adeo sui valitura momento, ut aut rationem vincat aut legem.* L. 2. Cod. quæ sit. long. cons.—Il disait qu'à la vérité les Romains accordaient une certaine autorité à l'espèce d'usage consacré par la chose jugée.—*Cum de consuetudine civitatis vel provincie confidere quis videtur, primum illud explorandum arbitror an etiam contradicto aliquando judicio consuetudo firmata sit.* g. 1, § 1, ff. de Legibus.—Mais cette autorité n'était que pour l'interprétation des lois, non pour leur abrogation.—*In ambiguitatibus quæ ex legibus proficiuntur.* L. 38. d. l. cod. tit.—Quant aux lois françaises, les seules dont il s'agit ici,

avril 1806, etc.—F. enfin notre Dictionn. du contentieux comm., v° Société, § 2, n° 39 et suiv.

(2) F. dans le même sens, l'opinion de M. Merlin, portant la parole dans *scito alfine*, ainsi que les nombreuses autorités qu'il cite, *Quest. de droit*, v° Société, § 1^{er}, et *Report.*, eod. verbo, sect. 3, § 2, art. 1.

(3) Sur l'effet obligatoire ou abrogatoire de l'usage, F. *Jurisp. du XIX^e siècle*, v° Abrogation de loi, Cassation et Usage.

l'art. 1^{er} de l'ordonn. de 1629 prescrit l'observation de toutes les ordonnances non spécialement révoquées, un non abrogées par un usage contraire reçu et approuvé par la loi. — Enfin, la loi du 21 sept. 1792, en ordonnant l'exécution de toutes les lois non abrogées, a voulu opposer une digue aux usages nouveaux et même justes, dont le désir, le besoin tourmentaient les Français; elle établit clairement qu'il n'appartient ni au peuple représenté, ni aux juges de changer le droit par des usages contraires aux lois existantes.

Un premier arrêt contraire aux lois est certainement une erreur : plusieurs arrêts contraires aux lois sont donc une suite d'erreurs. Comment se pourrait-il que la diturnité de l'erreur pût devenir la vérité? Comment l'abus invétéré pourrait-il se changer en usage légitime? — *L'usage...* Comment pourrait-il avoir un caractère législatif? Nul ne sait bien quelle est son origine, à quel signe on le distingue, quelle autorité il exerce. — A qui le droit d'introduire un usage contraire à la loi? Est-ce au peuple, comme source de toute autorité? Est-ce au parlement, comme exerçant une parcelle du pouvoir législatif? — A quels signes distingue-t-on l'usage abrogatoire de la loi? Est-ce à la perpétuité de la même chose jugée? On suffit-il qu'une innovation dans la jurisprudence même ait été généralement accueillie? Cette généralité de jurisprudence exige-t-elle une uniformité d'arrêts dans tous les parlements? ou bien, pour chaque province, suffit-il de l'uniformité des arrêts du parlement qui la régit? — Quelle est la force de l'usage? Introduit-il un droit positif nouveau? ou ne fait-il que neutraliser le droit reçu? Est-il possible d'abroger une loi sans remettre en vigueur les autres lois de la matière, conséquemment sans introduire un droit positif nouveau? — Sur tous ces points, grande diversité d'opinions. — Or, dans cette diversité d'opinions, comment trouver une règle sûre et inflexible? — Et s'il faut encore examiner à quel point l'usage est équitable et utile, ou injuste et funeste, ne sera-t-il pas le sujet de discussions éternelles! — La règle des mœurs doit être claire et sensible; elle doit être connue de tous, ou à portée de tous. — Aussi le loi est-elle simplement un acte législatif, solennellement publié. — Donc, la où il n'y a pas un acte positif et déterminé; la où il n'y a pas une publication solennelle; la où il y a l'histoire à étudier, la jurisprudence à consulter, la où il y a travail pénible et résultat douteux, il ne peut y avoir droit obligatoire pour tous, c'est-à-dire, nul, ni usage ayant force de loi. — Mais s'il n'y a pas droit obligatoire pour les citoyens; s'il y a essentiellement obscurité, matière à discussion, sur l'existence et les caractères de l'usage invoqué; s'il faut descendre à une foule de détails sur les faits, comment le tribunal de cassation pourrait-il être obligé d'examiner s'il y a ou s'il n'y a pas usage abrogateur de la loi? — Ainsi, laissons-le consulter toujours le livre de la loi qu'il a sous la main, et ne lui demandons jamais de compiler les monuments épars et peu authentiques de l'usage.

Le commissaire Merlin a pensé que des tiers n'étaient pas obligés à représenter l'acte de société. — Sur la question de désuétude, il a dit qu'elle se réduisait à savoir si l'usage peut abroger la loi. — La question ainsi posée, il a soutenu que, chez toutes les nations, la loi était essentiellement la volonté générale, exprimée ou présumée. — *Présumée*, quand le pouvoir législatif est exercé par les représentants électifs ou héréditaires; *exprimée*, quand le peuple prend une part active au pouvoir législatif. — De ce que la loi n'est autre chose que la volonté générale, il a tiré la conséquence, que l'usage adopté par la volonté générale

avait force de loi nouvelle, et devait abroger l'ancienne; qu'ainsi une loi pouvait tomber en désuétude. — Tous les auteurs anciens attestent que l'usage pouvait abroger la loi. — Il est possible que l'on doive refuser le caractère législatif à tels et tels usages, invoqués comme légitimes, et ne présentant que des signes équivoques. — Mais l'usage qui a été également adopté du peuple et des magistrats; l'usage dont nul ne conteste la généralité, pas même l'équité ni l'utilité, nul doute que celui-ci n'ait bien force de loi. — Or, dans l'espèce, il y a généralité de l'usage; tous les arrêts connus sur la matière, notamment un arrêt du parlement de Paris, du 11 juill. 1681, rapporté par Brillon, ont décidé que l'enregistrement de l'acte de société n'était pas nécessaire. — On ne conteste pas que ce ne soit également l'usage du commerce, et l'on ne voit point qu'on se soit jamais plaint que cet usage fût injuste ni funeste. — Cet usage doit donc avoir la force d'abroger la loi contraire.

Donc, le jugement dénoncé eût pu s'écarter de la disposition qui déclarait nul l'acte de société s'il n'avait été enregistré. — Conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant sur le premier moyen, que l'art. 1^{er}, tit. 4 de l'ordonn. de 1673, qui exige que les sociétés soient rédigées par écrit, ne concerne que les associés entre eux, et qu'il ne peut être opposé à un créancier qui a contracté sous la foi d'une société publiquement reconnue; — Considérant que les art. 2 et 3 du même titre, qui déclarent nuls les actes et contrats passés tant entre les associés qu'avec leurs créanciers, à défaut d'enregistrement et de publication des actes de société, sont tombés en désuétude et sont abrogés par l'usage général du commerce confirmé par la jurisprudence constante des tribunaux;

Considérant sur le second moyen, que le procès-verbal du juge de paix de Valence, du 11 germ. an 7, n'est pas une enquête, mais seulement un acte de notoriété, qu'il n'a pas été la principale base des jugemens de première instance et d'appel, et que l'existence de la société était établie par une foule d'actes émanés des associés eux-mêmes, sous la raison de commerce veuve Normand et fils, et par nombre de jugemens rendus par le tribunal de commerce de Montauban et autres tribunaux, dans l'intérêt du commerce de la veuve Normand et fils, tant en demandant qu'en défendant; — Rejette, etc.

Du 22 mess. an 9. — Sect. rég. — Rapp., le cit. Audier-Massillon. — Concl., le cit. Merlin, subat.

MUTATION PAR DÉCÈS. — DÉCLARATION. — INSUFFISANCE.

Du 22 mess. an 9 (aff. Giry-Lasserre). — V. ce jugement à la date du 22 mess. an 11.

1^{re} CASSATION. — ERREUR DE FAIT.2^{de} JUGEMENT PAR DÉFAUT. — CONCLUSIONS. — VÉRIFICATION.

1^{re} Doit être cassé le jugement qui rejette une action pour défaut de tentative de conciliation, lorsqu'il est établi par les pièces mêmes du procès que cette tentative a eu lieu. (L. 24 août 1790, tit. 10, art. 2.) (1)

2^{de} Les juges d'appel ne peuvent, quoique l'intimé fasse défaut, accueillir sans vérification une exception proposée par l'appelant : la

(1) P. ci-dessus la note qui accompagne le jugement du 22 mess. an 9 (aff. Prefet de la Haute-Saône).

vérification des conclusions de l'appelant est nécessaire dans tous les cas. (Ord. 1667, tit. 5, art. 3.) (1)

(Patissier—C. Treilleort.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 3 du tit. 5 de l'ord. de 1667, portant: « Si le défendeur, dans le déni ci-dessus, ne met procureur, le demandeur prendra son défaut au greffe, et le profit du défaut sera jugé sur-le-champ; les conclusions adjugées au demandeur avec dépens, si la demande se trouve juste et bien vérifiée; » — Vu aussi l'art. 3, tit. 10 de la loi du 24 août 1790, ainsi conçu: « Aucune action principale ne sera reçue en civil...., si le demandeur n'a pas donné, en tête de son exploit, copie du certificat du bureau de paix, constatant que sa partie a été inutilement appelée à ce bureau, ou qu'il a employé sans fruit sa médiation; » — Et attendu qu'il était prouvé, par l'exploit d'assignation, qu'il y avait eu tentative de conciliation, puisque cet exploit constate qu'il a été laissé, à chacun des défendeurs, copie du procès-verbal d'nonconciliation..., en parlant à leur persona; — Que les juges qui ont rendu le jugement attaqué, se seraient facilement convaincus de la vérité de ce fait, si, comme le leur prescrivait l'ordonnance, ils avaient, avant d'adjuger le profit par défaut, préalablement vérifié l'exception alléguée de non tentative de conciliation; — D'où il suit que les juges qui ont rendu ce jugement, ont tout ensemble violé l'article ci-dessus cité de l'ordonnance de 1667, en ne vérifiant pas cette exception avant de prononcer, et qu'ils ont fausement appliqué l'article également cité de la loi du 24 août 1790, en annulant le jugement de première instance, sous le prétexte de non-tentative de conciliation; — Casse, etc.

Du 23 mess. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Babbille.—Concl., le cit. Lefessier, subst.—Pl., le cit. Mathias.

RAPPORT A SUCCESSION.—LOI DE L'ÉPOQUE. —PRÉCIPUT.

L'héritier au profit duquel a été faite une donation, sous l'empire d'une loi qui dispensait les héritiers du rapport (mais sans clause formelle de préciput ou hors part), est obligé à rapporter s'il se présente comme héritier

(1) F. conf., Cass. 17 therm. an 5.—C'est la non règle également vraie sous le Code de procédure. F. Cass. 4 déc. 1816; Pigeau, t. 1^{er}, p. 473; Carré, t. 1^{er}, n° 619; Berriat, t. 1^{er}, p. 257; Demiau-Crouilliac, p. 28; Boeccone, t. 3, p. 10. Bien que ces autorités ne s'occupent, aux endroits cités, que de la procédure de première instance, ce qu'ils disent on en doit pas moins recevoir son application à la procédure d'appel, puisque, d'après l'art. 470 du Code de proc., les règles, établies pour les tribunaux inférieurs, doivent (sauf quelques modifications) être observées dans les tribunaux d'appel. Ainsi le principe de l'art. 159, C. proc. civ., d'après lequel les juges ne peuvent adjuger des conclusions au comparant, lorsque son adversaire fait défaut, que quand elles leur paraissent justes et bien vérifiées, est applicable en appel, et a vue d'autant plus de raison à l'égard de l'appelant qu'il existe déjà une décision qui lui est contraire.

(2) C'est une règle bien certaine, et sur laquelle la doctrine et la jurisprudence sont maintenant d'accord, que la question de savoir si on peut se porter héritier et prendre part à la succession, sans rapporter les dons que l'on a reçus, se règle non par la loi existante à l'époque du don, mais par la loi

dans une succession ouverte après le 17 niv. an 2 (3).

(Milon—C. Garsemont)

Par acte du 6 janvier 1790, Eugénie Milon donna à François Claude Garsemont et Jeanne Groguet, sa femme, certains fonds y spécifiés.— Elle décéda le 19 frim. an 5.

Lors du partage de sa succession, les donataires prétendirent conserver l'objet à eux donné, et cependant partager le reste avec les autres successibles, Pierre Garsemont et consorts.

Ils se fondaient à cet égard sur la législation existante à l'époque de la donation.

18 vent. an 5, jugement du tribunal civil du département de la Nièvre, qui rejette cette prétention et ordonne le rapport.

Mais sur l'appel, et le 2 vent. an 6, jugement confirmatif du tribunal de l'Yonne, qui dispense du rapport les donataires.

Pourvoi en cassation par les héritiers Milon, pour violation notamment de l'art. 8 de la loi du 17 niv. an 2, portant que « les enfants et collatéraux ne peuvent prendre part aux successions de leurs parents, sans rapporter les donations qui leur auront été faites. »

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 8 et 9 de la loi du 17 niv. an 2, et l'art. 1^{er} de celle du 18 pluv. an 5;—Considérant que les lois des 9 fruct. an 3, 3 vend. an 4, et 18 pluv. an 5, qui ont rapporté l'effet rétroactif de la loi du 17 niv. an 2, n'ont point dérogé à l'obligation de rapport prescrite par l'art. 8 de cette loi, lorsque les donataires veulent participer aux successions des donateurs, et que l'art. 1^{er} de celle du 18 pluv. an 5, a seulement dispensé ces donataires, lorsqu'ils ne veulent pas prendre part à ces successions;—Qu'en juger autrement, ce serait blesser le système d'égalité que toutes les lois, depuis le commencement de la révolution, ont eu pour objet d'établir;—Que les successions doivent se régler suivant les lois établies au moment de leur ouverture, et qu'Engénie Milon, étant décédée plusieurs années après la loi du 17 niv., il n'est pas douteux que l'objet des donations qu'elle avait faites auparavant ne doive être rapporté à la masse de sa succession, si ses donataires veulent y prendre part;—Casse, etc.

existante au moment de l'ouverture de la succession de telle sorte que si cette dernière loi oblige au rapport, l'héritier ne peut s'en dispenser, quoiqu'il la première disposât différemment. F. Cass. 16 brum. an 13, 21 mars 1808 et 5 mai 1812; Gênes, 29 juil. 1807; Grenoble, 4 janv. 1824.— Merlin, *Repart.*, v° *Rapport à succession*, § 2, n° 2 et 3; Grogier, *des Donations*, t. 2, n° 334; Poujol, *des Successions*, sur l'art. 843, n° 7. Cepedaot Chabot, *Questions transitoires*, t. 2, p. 204, avait soutenu l'opinion contraire. — Mais il eu est différemment et le don n'est pas sujet à rapport, s'il a été fait avec stipulation expresse de préciput ou hors part: Cass. 22 mess. an 5, 15 déc. 1807 et 27 août 1822.— Cette distinction, que ces derniers arrêts établissent eux-mêmes, fait disparaître la contradiction que la *Journal du Palais* a cru exister entre eux et les premiers. Elle se justifie d'ailleurs facilement: la disposition du rapport résultant de la seule volonté de la loi en vigueur lors du don, ne confère au donataire qu'une *expectative* ou *droit éventuel*, qui peut par suite lui être élevé par une loi en vigueur lors de l'ouverture de la succession; au contraire, la clause expresse de préciput constitue un *droit acquis*, dont aucune loi nouvelle ne saurait priver le donataire.

Du 23 mess. an 9.—Sect. civ.—*Rapp.*, le cit. Malleville.—*Concl.*, le cit. Lefessier, subst.—*Pl.*, les cit. Lavaux et Guichard.

TRIBUNAL DE COMMERCE.—COMPÉTENCE.—HÉRITIÈRE.

Un tribunal de commerce est incompétent pour statuer sur l'exception proposée par le défendeur, tendant à établir qu'il n'est point héritier du négociant débiteur du demandeur (1).

(Rahon—C. Richard.)

Louis Richard, marchand à Riom, avait fait assigner François Rahon devant le tribunal de commerce de Clermont-Ferrand, pour se voir condamner à payer à Richard une somme de 170 fr., que lui devait feu Rahon père. —Rahon se défendit en soutenant qu'il n'était point héritier de son père. —Mais le tribunal, par son jugement du 23 mess. an 6, n'en condamna pas moins Rahon à payer comme héritier.

Pourvoi en cassation de la part de Rahon fondé sur l'art. 16 du tit. 12 de l'ordonn. de 1673, dont la teneur suit : « Les veuves et héritiers des marchands contre lesquels on pourrait se pourvoir devant les consuls, y seront assignés en reprise ou par nouvelle action ; et en cas que la qualité ou de commune, ou d'héritier par et simple, ou par bénéfice d'inventaire, soit contestée, les parties seront renvoyées devant les juges ordinaires pour les régler ; et d'après le jugement de la qualité, elles seront renvoyées devant les consuls. »

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 16, tit. 12 de l'ordonnance de 1673 ; — Et attendu que Rahon excipe devant le tribunal de Clermont-Ferrand qu'il n'était point héritier de son père, et que ce tribunal s'ingéra de juger lui-même cette qualité contre ledit Rahon, au lieu de renvoyer les parties devant les juges ordinaires pour la régler ; — Casse, etc.

Du 23 mess. an 9.—Sect. civ.—*Prés.*, le cit. Liboret.—*Rapp.*, le cit. Malleville.—*Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

BOIS COMMUNAUX.—APPEL.—DÉLAI.

L'appel que l'art. 2 de la loi du 28 brum. an 7 accorde à l'Etat la droit de former contre les jugemens arbitraux rendus à son préjudice, en faveur des communes auxquelles ils ont attribué la propriété de forêts que l'Etat soutenait être domaniales, n'est pas assujéti aux délais ordinaires de l'appel. En conséquence, il peut être interjeté après l'expiration des trois mois écoulés depuis que cet appel a été autorisé par les pouvoirs compétents (2).

(Préfet des Vosges—C. comm. de Domèvre-sur-Avière.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu les art. 1^{er} et 2 de la loi du 28 brum. an 7 ; — Attendu que cette loi qui introduit un droit extraordinaire, ne détermine aucun délai pendant lequel les commissaires près

des administrations centrales doivent se pourvoir par appel contre les jugemens qui font l'objet de ses dispositions ; — Que ces mots : « dans les formes ordinaires, » n'embrassent pas le délai ordinaire des appels, parce que le délai dans lequel un acte doit être fait, est distinct et séparé des formes dont il doit être revêtu ; que l'on peut d'autant moins s'arrêter au délai de trois mois pour les appels ci-dessus mentionnés, que ce délai ne pourrait courir que du jour où l'autorisation de l'administration centrale aurait été notifiée au commissaire du gouvernement, et que l'époque de cette notification n'est pas connue ; d'où il résulte que le tribunal civil du département des Vosges a non-seulement fait une fausse application de l'art. 14, tit. 5 de la loi du 24 août 1790, mais qu'il a contrevenu à la disposition de l'art. 2 de la loi du 28 brum. an 7, et commis un excès de pouvoir en déterminant pour ces sortes d'appels un délai que la loi n'a point déterminé ; — Casse, etc.

Du 23 mess. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Lombard-Quincieux.—*Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

Nota. Le même jour, le tribunal de cassation a rendu deux autres jugemens semblables (*aff. Comm. de Tilleux et Comm. de Certilleux*).

Du 24 mess. an 9, jugement identique dans l'affaire de la commune de Dambian.

PAPIER-MONNAIE.—RENTE.

L'art. 17 de la loi du 11 frim. an 6, qui oblige de payer sans réduction les rentes dues à titre de libéralité, n'est pas applicable aux arrérages de ces rentes courus antérieurement, pendant l'existence du papier-monnaie. (L. 26 brum. an 6, art. 3 ; L. 11 frim. an 6, art. 17.)

(Mayfren-Laugier—C. Estrivier.)

Antoine Laugier, par son testament du 12 juill. 1730, légua une rente viagère de 300 fr. à chacun des descendans d'André Estrivier, son cousin.

Mayfren-Laugier, héritier du testateur, avait cessé pendant quelques années de payer cette pension à Jean-Baptiste Barthélemy et Antoine Estrivier frères, lorsque, par exploit du 13 prair. an 5, ceux-ci l'assignèrent pour se voir condamner à payer lesdits arrérages en numéraire et sans réduction.

18 mess. an 6, jugement du tribunal des Bouches-du-Rhône, et sur l'appel, 18 vent. an 7, jugement du tribunal de Vaucluse qui accueillent la demande, en se fondant sur l'article 17 de la loi du 11 frim. même année, portant : « Les sommes, rentes et pensions dues à titre de libéralités par des actes entre-vifs, ou à cause de mort, quand même elles seraient affectées sur des successions nuyées depuis la dépréciation du papier-monnaie, seront acquittées en numéraire métallique. »

Pourvoi en cassation par Mayfren-Laugier, pour fausse application de l'art. précité, qui n'a statué que sur le mode de paiement, pour l'avenir, des pensions dues à titre de libéralités, et non sur les arrérages desdites pensions courus

(1) *V. conf.*, Cass. 13 juin 1808 ; Nîmes, 6 mai 1809. — Cette décision n'est que l'application textuelle de l'art. 16, tit. 12 de l'ordonnance de 1673. — Le Code de procédure, art. 426, a reproduit le même principe. — Il a été jugé cependant que le tribunal de commerce n'est pas tenu de se déclarer incompétent dans le cas où un fils est assigné comme héritier de son père, tant qu'il n'est pas justifié d'une renonciation à la succession : Cass. 1^{re} juill.

1829. *V. aussi*, en ce sens, Riom, 27 déc. 1830. — *V. au surplus*, Berriat, *Cours de proc. civ.*, t. 1^{er}, p. 60 ; Carré, *Lois de la procédure*, t. 3, n^o 1525 ; Loix de la compétence, art. 395 ; Thomine Desmazures, *Comment. du Code de procédure*, t. 1^{er}, n^o 472, et Pardessus, *Cours de droit commercial*, t. 5, n^o 1350.

(2) *V. conf.*, 4 mess. an 9, et la note.

pendant le papier-monnaie. — Et par suite violation de l'art. 3 de la loi du 26 brum. an 6.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 3 de la loi du 26 brum. an 6, et l'art. 17 de celle du 11 frim. même année; — Considérant que la loi du 26 brum. ordonne généralement la réduction des arrérages des pensions, courus depuis le 1^{er} janvier 1791, jusqu'à la publication de la loi du 29 mess. an 4, quelle que soit l'époque desdites pensions; — Que la loi du 11 frim. même année n'a point dérogé à la précédente, et qu'elle a seulement statué sur le mode de paiement, pour l'avenir, des pensions dues à titre de pure libéralité, et non sur les arrérages desdites pensions, courus depuis la dépréciation du papier-monnaie; — Casse, etc.

Du 21 mess. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Malleville. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

JURÉS.—SERMENT.

Du 26 mess. an 9 (aff. *Daluzurieux*). — Même décision que par le jugement du 7 vent. an 9 (aff. *Leroy*.)

JURY.—CERTIFICATS.—LECTURE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, la lecture au jury des certificats et de lettres dont le contenu avait pour objet de prouver l'immoralité d'un accusé, était une cause de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 365 et 380.) (1)

(Delpech et Rivière—C. Min. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 365 et 380 du Code des délits et des peines; — Attendu que des certificats et des lettres, dont le contenu a pour objet de prouver l'immoralité d'un accusé, ne peuvent être considérés que comme déclarations écrites de témoins; d'où il suit qu'au cas particulier, le commissaire du gouvernement a manifestement violé l'art. 365 précité, en donnant lecture des certificats et des lettres qui peignaient l'immoralité des accusés, et surtout représentaient Raymond Delpech comme la terreur, l'épouvante de tout le canton, et comme un impudent écoussinaire; — Casse, etc.

Du 26 mess. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rupérou. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX.—COMPÉTENCE.

Le tribunal spécial qui reconnaît qu'un individu n'est prévenu d'aucun des crimes qui lui sont attribués par la loi, ne peut se déclarer compétent par le seul motif qu'il y a lieu de présumer qu'une instruction ultérieure amènera à la charge de cet individu la preuve d'un de ces crimes. (L. 18 pluv. an 9, art. 21.) (2)

(Siccard—C. Min. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 21 de la loi du 18 pluv. an 9; — Vu aussi la 6^e disp. de l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Considérant que de l'art. 24 ci-dessus cité, combiné avec les autres

dispositions de la loi du 18 pluv., il résulte évidemment que le fait constaté par la procédure doit s'appliquer aux cas dont la loi attribue la connaissance au tribunal spécial, pour que ce tribunal puisse établir sa compétence; que toute autre manière d'exécuter la loi d'attribution serait absurde et dérisoire; que si un tribunal spécial déclarait, par exemple, que l'individu qui lui est dénoncé n'est prévenu d'aucun des délits prévus par la loi du 18 pluv., et que, néanmoins, il se déclarait compétent pour le juger, un tel jugement serait une dérision de la loi plutôt que son exécution; — Considérant que telle est cependant l'espèce de jugement rendu par le tribunal spécial du département des Basses-Alpes, le 4 messid. présent mois, dans lequel en lit: « Bien que ledit Siccard » ne soit prévenu d'aucun fait particulier qu'il puisse être considéré comme un des délits prévus par la loi du 18 pluv. an 9, néanmoins, les » relations qu'il a eues avec des hommes connus » par les crimes qu'ils ont commis... font présu- » mer que, dans le cours de l'instruction, il sur- » viendra de nouvelles preuves à l'appui des pré- » cédentes... le tribunal, statuant d'après l'art. 24 » de la loi du 18 pluv., déclare qu'il est compé- » tent pour connaître des délits imputés à Pierre- » Jacques Siccard, détenu; a — Considérant que l'espoir, bien eu mal fondé, d'acquiescer pendant l'instruction des preuves d'un délit de compé- » tence, ne saurait justifier un tel jugement, parce qu'avant que le tribunal spécial puisse se permettre une telle instruction, il faut que sa compétence soit reconnue; et c'est placer, en quelque sorte, l'effet avant la cause, que de commencer par instruire le procès d'un prévenu, sans l'examiner et à décider, dans la suite, si le tribunal en avait le droit; — Considérant enfin, que, d'un côté, la prévention suffit pour donner un juste motif à la compétence, et que, d'un autre côté, la prévention doit être établie; qu'ainsi il eût été facile à ce tribunal, tout comme il serait facile encore d'établir légalement sa compétence dans le cas où le préte Siccard serait prévenu d'être auteur ou complice de quelques-uns des délits prévus par la loi du 18 pluv. an 9; — Casse, etc.

Du 27 messid. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Genevois. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX.—COMPÉTENCE.

Du 27 messid. an 9 (aff. *Villain*). — Même décision que par le jugement du 29 messid. an 9 (aff. *Lecat*). — V. *infra* à cette date.

TRIBUNAL DE POLICE. — COMPOSITION.—REMPLACEMENT.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le juge de paix ne pouvait, hors le cas d'empêchement, être remplacé dans la présidence du tribunal de police par le juge de paix d'un canton voisin. (C. 3 brum. an 4, art. 151.)

(1) M. Carnot pense que les certificats produits pour ou contre l'accusé ne peuvent être lus aux débats; « car, dit-il auteur, quoique de pécibles actes ne soient pas de véritables dépositions, ce n'en sont pas moins des déclarations écrites, et dont l'influence peut être beaucoup plus dangereuse que si c'étaient de véritables dépositions, puisqu'aucun débat contradictoire ne peut s'établir avec les personnes qui les ont délivrés. » (Comment. du Code d'inst. crim., sur l'art. 341, n° 9.) Cette opinion ne doit pas être rigoureusement suivie. Il est certain d'abord, aux termes des art. 268 et 269 du Code

d'inst. crim., que le pouvoir discrétionnaire du président peut antécéder la lecture des certificats qui pourraient servir à la manifestation de la vérité; mais ensuite, la loi ne prohibe que la lecture des dépositions écrites de témoins, et les certificats émanés de tiers étrangers au procès ne rentrent point dans cette catégorie; ils n'ont point d'ailleurs la même autorité. Nous croyons donc que le jugement que nous rapportons ne saurait aujourd'hui servir de règle à cet égard. — V. au surplus, Cass. 28 ther. an 8 (aff. *Calland*), et la note.

(2) V. Cass. 16 mess. an 9 et la note.

(Florence—C. Min. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 151 et 456 du Code des délits et des peines; — Considérant que, d'après les dispositions de l'art. 151 du Code des délits et des peines, ci-dessus cité, le juge de paix du canton est nécessairement au nombre des juges qui doivent composer le tribunal de police; que, néanmoins, dans l'espèce actuelle, le juge de paix du canton de Pau a été, hors le cas d'empêchement, remplacé par un juge de paix d'un canton voisin, et qu'ainsi il y a eu de la part de celui-ci usurpation de pouvoirs, en prononçant sur une affaire portée devant le tribunal de police de Pau; — Casse, etc.

Du 27 messid. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Busschop. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAL DE POLICE. — **COMPÉTENCE.** — **MINISTÈRE PUBLIC.**

Le tribunal de police est incompétent pour connaître d'une infraction passible d'une amende égale au dédommagement évalué par la citation à 50 livres. (C. 3 brum. an 4, art. 600.) (1)
Est nul le jugement du tribunal de police rendu sans le concours du ministère public. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (2)

(Daniel—C. Min. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 15, 162 et 600 du Code des délits et des peines; — Attendu, 1^o que la compétence des tribunaux de police est bornée à la poursuite et à la punition des délits dont la peine ne peut excéder une amende de la valeur de trois journées de travail ou trois jours d'emprisonnement; que, dans l'espèce, il s'agissait d'un délit qui, aux termes de l'art. 15 de la loi du 28 sept. 1791, peut donner lieu à une amende excédant la valeur de trois journées de travail puisqu'elle peut être égale à la somme du dédommagement, et que le dédommagement demandé avait été porté par la citation même à une somme de 50 liv.; d'où il suit qu'en retenant la connaissance de l'affaire, malgré le déclinatoire qui avait été proposé par le réclamant, le tribunal de police du canton de Saint-Denis-Légat a excédé ses pouvoirs et violé les règles de compétence établies par la loi ci-dessus citée.

Attendu 2^o que, lors de la comparution des parties à une première audience, du 17 germ. où le déclinatoire a été proposé, le tribunal de police a, sans que le commissaire du gouvernement ait été entendu et même sans qu'il fût présent à cette audience, rendu un jugement qu'il ne pouvait prononcer sans le concours de ce fonctionnaire; — Casse, etc.

Du 27 messid. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rastand. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

ESCRQUERIE. — **CARACTÈRES.** — **COMPÉTENCE.**

Le seul fait d'exécution d'une convention verbale ne saurait constituer le délit d'escroquerie; en conséquence, l'action qui naît de cette exécution ne peut être portée que devant les tribunaux civils. (L. 19-23 juil. 1791, tit. 3, art. 35.) (3)

(1) *V. conf.*, Cass. 6 mess. an 9 et la note.

(2) *V. nos observations sur le jugement de cassation du 2 germ. an 8.*

(3) Cette solution ne serait encore aujourd'hui l'objet d'aucun doute; mais elle n'est pas sans intérêt, parce qu'elle tend à poser la limite qui sépare

(Micol — C. Brunet.)

Micol s'était rendu adjudicataire des fruits et revenus de Brunet, vendus à la suite d'une saisie. Celui-ci prétendait que cette adjudication était fictive, et que Micol s'était engagé par une convention verbale à lui faire la rétrocession de ses meubles. Micol répondait que cette convention, postérieure d'ailleurs à l'adjudication, était subordonnée à la condition expresse du remboursement préalable du prix et des frais. Plainte par Brunet, et jugement du tribunal correctionnel de Saint-Etienne confirmé sur appel par le tribunal criminel de la Haute-Loire, qui condamnait Micol pour escroquerie. Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Considérant qu'il ne s'agit ni d'un procès que de l'exécution d'une convention verbale, et non d'une convention que, par loi, le cit. Micol aurait amené le cit. Brunet à conclure; que, par là, le fait rentre dans la classe des conventions ordinaires, de l'exécution desquelles la connaissance appartient aux tribunaux civils; que, conséquemment, le tribunal criminel de la Loire, en confirmant le jugement du tribunal de police correctionnelle de Saint-Etienne qui applique au sésdit fait les dispositions de l'art. 35 du titre 2 de la loi du 23 juil. 1791, est contrevenu aux règles de compétence établies par la loi; — Casse, etc.

Du 28 messid. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Valfée. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

JURY. — **JURÉ D'ACCUSATION.** — **INCOMPATIBILITÉ.**

Du 28 mess. an 9 (aff. *Naves et Fayt*). — Même décision que par le jugement du 7 therm. an 7 (aff. *August*), 2^e quest. *V. aussi* 10 pluv. an 9.

1^o INJURES. — **DIFFAMATION.** — **COMPÉTENCE.**

2^o et 3^o TRIBUNAL DE POLICE. — **COMPOSITION.** — **GREFFIER.** — **HUISSIER.**

1^o Le tribunal de police ne peut connaître que des injures verbales: il est incompétent pour juger un délit de diffamation. (C. 3 brum. an 4, art. 605.) (4)

2^o Est nul le jugement rendu par un tribunal de police composé de trois assesseurs. (C. 3 brum. an 4, art. 151.) (5)

3^o Est nul le jugement rendu par un tribunal de police dans lequel les fonctions de greffier ont été remplies par un huissier. (L. 27 mars 1791, art. 5.)

(Neurochs—C. Min. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les articles 151, et 605, du Code du 3 brumaire an 4; — Vu enfin, l'article 5 de la loi du 27 mars 1791; — Et attendu, 1^o que l'objet de la plainte formée contre Jean Neurochs était une diffamation qu'on prétendait résulter d'un écrit par lui rédigé et publié; que cette prétendue diffamation ne formait point une injure verbale; que, néanmoins, la compétence des tribunaux de police, en fait d'injures, ne s'applique qu'aux injures verbales; qu'ainsi le jugement dont la cassation est demandée, contient excès de pouvoir et violation de l'art. 605, du Code du 3 brumaire ci-dessus cité;

le dol civil de la fraude constitutive de l'escroquerie. *V. anal.*, en ce sens, Cass. 16 vend. et 13 vent. an 7.

(4) *V. nos observations sur ce point, supra*, Cass. 15 vend. an 7 (aff. *Foidet*); *V. aussi* les jugemens conformes à la solution ci-dessus qui y sont indiqués.
 (5) *V. conf.*, Cass. 29 vend. an 9 (aff. *Poumeyrol*) et les nombreux jugemens rappelés en note.

Attendu, 2^o que, d'après l'art. 151 même Code, le tribunal de police n'est constitué légalement que lorsqu'il est présidé par un juge de paix; que, néanmoins, dans l'affaire dont il s'agit, le tribunal de police du canton de Bergzablen, a été présidé par un assesseur, avec lequel ont siégé deux autres assesseurs; que ce tribunal, ainsi organisé contre le vœu de la loi, a été sans caractère, et que le jugement qui l'a rendu est un acte illégal qui doit être annulé;

Attendu, 3^o que les fonctions de greffier ont été remplies dans la même affaire par un huissier qui en était exclu par l'art. 5 de la loi du 27 mars 1791, qui a été cité; que le consentement des parties n'aurait pas pu donner à cet huissier un pouvoir et un caractère que la loi lui refusait; que, sous ce troisième rapport, le jugement dénoncé contient encore excès de pouvoir et violation de la loi.—Casse, etc.

Du 29 mess. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Barris.—Concl., le cit. Lecouteur, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX.—COMPÉTENCE.

Les tribunaux spéciaux sont incompétents pour connaître des violences et voies de fait, lorsqu'elles ne constituent pas des circonstances aggravantes de vols commis sur les grandes routes. (L. 18 pluiv. an 9, art. 8.) (1)

Ils sont également incompétents pour juger un individu prévenu d'avoir fait partie de rassemblements armés, s'il n'a pas été surpris en flagrant délit dans les rassemblements. (L. 18 pluiv. an 9, art. 12.) (2)

(Fialen.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Quant au cinquième des délits dont est prévenu ledit Fialen, enoué au jugement de compétence, ainsi qu'il suit: 5^o «D'a- voir fait partie des brigands armés qui ont dé- a solé le département, d'avoir crié publiquement, « dans les rues de Saint-Audéol, de Furechades « et autres, qu'il était le plus fameux brigand de « la Montagne, étant pour lors armé et tirant des « coups de fusil; »—Attendu que ce délit ne contient d'une manière précise aucun des caractères prévus par le tit. 2 de la loi du 18 pluiv. der- nier; que l'art. 8 de ladite loi attribue aux tribu- naux spéciaux la connaissance des violences et voies de fait, mais seulement en ce qu'elles se- raient circonstances aggravantes du délit exprimé audit art., savoir les vols sur les grandes routes;

Que l'art. 12 de ladite loi n'est pas plus appli- cable audit délit, puisqu'il n'appert, par ledit ju- gement, que le prévenu Fialen ait été surpris en flagrant délit dans lesdits rassemblements, cir- constance exigée par ledit art. 12;—Casse, etc.

Du 29 mess. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borde.—Concl., le cit. Lecouteur, subst.

JURÉ.—AGE.—INCAPACITÉ.

Du 29 mess. an 9 (aff. Colpin).—Même déci- sion que par le jugement du 8 prairial an 9 (aff. Geaufray).—V. aussi 7 frim. et 16 germ. an 7; 8 frim. et 26 niv. an 8.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX.—COMPÉTENCE.

Les tribunaux spéciaux ne sont pas compétents pour connaître des vols qui n'ont pas été com- mis dans une campagne ou dans une habita- tion de campagne. (L. 18 pluiv. an 9, art. 9.) (3)

(1) V. la note sur le jugement de cassation du 26 prair. an 9.

(2) V. Cass. 27 germ. an 7.

Les tribunaux spéciaux ne peuvent fonder leur compétence sur les dispositions de l'ordon- nance criminelle de 1670 et de la déclaration du 5 fév. 1731 sur les crimes prévôtiaux.—Ces ordonnances et déclaration ont été abrogées par l'art. 594 du Code du 3 brum. an 4.

L'art. 13 de la loi du 18 pluiv. an 9, qui veut que l'inculpation de nouveaux délits n'arrête point le tribunal spécial dans le jugement des délits de sa compétence, quelle que soit la nature de ces nouveaux délits, ne l'investis- sait point du droit de les juger (4).

(Lerat, Poulchet.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Relativement au vol com- mis chez Romard, receveur des impositions à Ros- pordeu:—Attendu qu'il n'est point constaté que ce vol ait été commis dans une campagne, ou dans une habitation ou bâtiment de campagne; qu'ainsi, il n'est point établi qu'il réunisse les circon- stances nécessaires pour que la connaissance en ap- partienne au tribunal spécial, par application de l'art. 9 de la loi du 18 pluiv.;

Vu l'article 13 de cette loi, et l'article 594 du Code du 3 brumaire an 4;—Et attendu que, d'après cet article, la déclaration de 1731 et l'ordonnance de 1670, sur la forme de pro- céder ou de juger relativement aux délits de toute nature, se trouvent abrogées, et qu'en les invoquant pour établir sa compétence relative- ment au vol commis chez Romard, à Rosperden, le tribunal spécial du département du Finistère en a fait une fausse application, et a en même temps violé l'article 594 du Code du 3 brumaire, qui a été cité;

Attendu que l'art. 13 de la loi du 18 pluiv. qui a été aussi cité, ordonne bien que l'inculpation de nouveaux délits n'arrête point le tribunal spécial dans l'instruction et le jugement des délits qui sont de sa compétence, quelle que soit la nature de ces nouveaux délits; mais qu'il ne résulte pas de cet article que ces nouveaux délits puis- sent aussi être jugés par le tribunal spécial; qu'une attribution de ce genre devrait être ex- presse, et qu'au contraire elle ne dérive ni néces- sairement ni même naturellement des termes de ce- dit art. 13; qu'ainsi le tribunal spécial du départe- ment du Finistère en a fait une fausse application en en déduisant sa compétence pour la connais- sance d'un vol qui, par sa nature, ne rentrerait pas dans ses attributions;—Casse, etc.

Du 29 mess. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Barris.—Concl., le cit. Lecouteur, subst.

SUSPICION LÉGITIME.—JUGE DE PAIX.

Le juge de paix qui n'a tardé plusieurs jours à délibérer sur les pièces des parties dont il a ordonné le dépôt, donne lieu par là à une suspicion légitime suffisante pour autoriser la renvoi à d'autres juges. (L. 30 oct. 1790, tit. 8, art. 5.)

(La Régie des Douanes.)

Le juge de paix d'Anvers avait été saisi de la connaissance d'une affaire en matière de dou- nes.—Il avait ordonné un *délibéré*, et laissé pas- ser quinze jours sans prononcer le jugement. Dans l'intervalle, un des assesseurs et le juge de paix lui-même se permirent de manifester des préventions contre les préposés.—De plus, un des assesseurs, qui ne savait pas lire, laissa venir un projet de jugement, qui bien évidemment lui avait été suggéré.

(3) K. conf., 16 mess. an 9.

(4) V. nos observations sur les jugemens des 27 prair. et 27 mess. an 9.

Sur ces entrefaites, la régie des douanes adressa à la justice de paix un acte portant récusation, et déclaration du pourvoi au tribunal de cassation, en règlement de juges, pour cause de *suspicion légitime*; 1^o Attendu que les membres du tribunal de paix avaient, par leurs discours, manifesté de la partialité; 2^o En ce que la partialité paraissait encore dans le *déni de justice*, puisque, depuis quinze jours, le délibéré n'avait pas été vidé, tandis qu'il devait l'être dans le jour, aux termes de l'art. 5 du tit. 8 de la loi du 25 octobre 1790, ainsi conçu : « Le juge de paix et ses assesseurs pourront ordonner que les pièces et actes dont les parties se seront respectivement servies pour leur défense, leur soient remises, soit pour les examiner en présence des parties, soit pour en délibérer hors la présence des parties, à charge de procéder incontinent à cette délibération et au jugement. »

La section des requêtes a accueilli la demande de la régie, et a renvoyé l'affaire devant le juge de paix le plus voisin.

Du 1^{er} therm. an 9. — Sect. des req.

1^o COMMUNE. — REINTÉGRATION.

2^o FÉODALITÉ. — FORÊT.

1^o Une commune ne peut revendiquer la propriété d'une forêt dans laquelle elle n'exerce que des droits d'usage, lorsqu'elle ne prouve pas avoir anciennement possédé cette forêt et en avoir été dépouillée par abus de la puissance féodale (1).

2^o La forêt existant en faveur d'un ancien seigneur de disposer des chênes d'une forêt, ne peut être considérée comme un droit seigneurial compris dans l'abolition générale des droits féodaux, mais bien comme un droit appartenant au seigneur comme propriétaire de la forêt.

(Voyez — C. commune d'Heimssprunn.)

Les seigneurs de Bollwiller et les habitants de la commune d'Heimssprunn étaient en contestation au sujet d'une forêt située dans ladite commune. D'un côté, les seigneurs prétendaient avoir la propriété de cette forêt, et ne reconnaissaient aux habitants que de simples droits d'usage. Les habitants, au contraire, soutenaient que cette propriété leur appartenait, sauf celle des chênes; dont les seigneurs n'avaient que le droit de disposer; de plus, ils prétendaient que ce droit réservé aux seigneurs dérivait de la juridiction forestière qui leur appartenait autrefois, et que, par conséquent, il était d'une nature féodale, et, comme tel, aboli par les lois nouvelles.

Un jugement du tribunal civil du département des Vosges, rendu sur appel et confirmatif d'un jugement du tribunal civil du Haut-Rhin, accueillit les prétentions de la commune.

Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 8 de la loi du 28 août 1792; — Vu les lois concernant la suppression du régime féodal, dont aucune ne fait mention du prétendu droit des ci-devant seigneurs, de disposer, à ce titre, des chênes dans l'étendue de leurs seigneuries; — Considérant que la commune d'Heimssprunn n'a pas prouvé avoir jamais joui des chênes dans la forêt contentieuse; qu'elle a, au contraire, formellement et authentiquement reconnu que les ci-devant seigneurs du lieu avaient la libre et exclusive disposition de cette espèce d'arbres; — Considérant que rien ne

justifie que les ci-devant seigneurs aient disposé des chênes de la forêt dont il s'agit, autrement que comme propriétaires, et uniquement à titre de servitude féodale; et que, lorsqu'il s'agit d'objets immobiliers surtout, la présomption est toujours que la jouissance a eu pour cause la propriété; que le droit de jouir et de disposer des chênes ne saurait être considéré comme dérivant de la féodalité, et qu'il n'est pas compris parmi les droits seigneuriaux abolis par les lois qui ont détruit le droit féodal; qu'il suit de là qu'il y a, dans le jugement attaqué, contravention formelle à l'art. cité de la loi du 28 août 1792, et fautive application des lois concernant la suppression de la féodalité; — Casse, etc.

Du 1^{er} therm. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Aumont. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

1^o CASSATION. — JUGEMENT D'ADMISSION. — SIGNIFICATION.

2^o LOI. — PUBLICATION.

1^o La *judgement d'admission d'une requête en cassation rendu au profit d'une femme représentée dans l'instance par son mari, peut, après le décès de la femme, être signifié par le mari ayant des droits à exercer dans sa succession, sans qu'il soit nécessaire d'indiquer la qualité en laquelle il agit.* (Règl. 1738, tit. 4, art. 30.)

2^o Sous l'empire de la loi du 12 brum. an 4, les lois devenaient obligatoires par la seule fait de leur arrivée officielle et de leur enregistrement au chef-lieu de chaque département (2).

(Deladeuse — C. Beckmann.)

Philippe-Norbert Vandermeeren décédé à Bruxelles, lieu de son domicile, le 7 frim. an 4. Il avait institué, par testament du 2 oct. 1788, Ferdinand-Charles Beckmann, son neveu, pour son héritier universel.

Isidore-Marie Deladeuse, au nom et en sa qualité de mari de Louise Vanderstegen, nièce et successor de Norbert Vandermeeren, attaqua le testament fait au profit de Charles Beckmann. Il prétendit que Norbert Vandermeeren étant décédé sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, qui prohibait les dispositions à cause de mort, son testament devait être déclaré nul.

Charles Beckmann soutint la validité du testament; il prétendit que les représentants du peuple envoyés dans la ci-devant Belgique, avaient bien ordonné, le 28 brum. an 4, la publication de la loi du 17 niv. an 2, mais qu'elle n'avait eu lieu que le 22 frim. suivant, c'est-à-dire postérieurement au décès de Norbert Vandermeeren.

La question était donc de savoir si le 7 frim. an 4, époque du décès de Norbert Vandermeeren, la loi du 17 niv. an 2 était devenue obligatoire dans la ci-devant Belgique.

Jugement du tribunal civil de la Dyle, qui déclare le testament nul, et ordonne le partage égal de la succession. Sur l'appel, jugement infirmatif du tribunal de la Meuse-Inférieure, en date du 2 vend. an 5.

Pourvoi en cassation.

Le jugement d'admission avait été rendu au profit de Deladeuse, en sa qualité de mari de Louise Vanderstegen. Ce ne fut qu'après le décès de cette dernière, que ce jugement fut signifié à la requête de Deladeuse seul, sans indication de qualité. — Bientôt après, cependant, Deladeuse, pour remédier à cette omission, déclara représen-

(1) F. en ce sens, 22 messidor an 8 et 24 vend. an 9.

(2) C'est un point de jurisprudence constant. —

F. Cass. 1^{re} flor., 11 prair et 27 mess. an 7. F. aussi sur cette question, Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Pays réunis*, § 1^{er}.

dre l'instance en qualité d'héritier mobilier et usufruitier de son épouse.

Beckmann a demandé la nullité de la signification du jugement d'admission, pour défaut d'énonciation de qualité.

JUGEMENT (après dél. en ch. du cons.).

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 30, tit. 4, règlement de 1738; — Attendu que le jugement qui a admis le mémoire en cassation a été signifié à la requête de Deladense, dans le délai porté par le règlement, et que Deladense avait, par son contrat de mariage et par la coutume de Bruxelles, titre et qualité pour suivre en son nom, et après le décès de sa femme, la demande en cassation qu'il avait formée du vivant d'elle, en qualité de mari; — Rejette la fin de non-recevoir proposée;

Et statuant sur la demande en cassation; — Vu la loi du 17 niv. an 2, art. 1^{er}, § 3; la loi du 12 vend. an 4, art. 11; la loi du 24 brum. an 7, art. 1 et 2;

Attendu que Philippe-Norbert Vandermeeren, de la succession duquel il s'agit, est mort à Bruxelles, le 7 frim. an 4; — Que la loi du 17 niv. an 2, qui a établi un nouveau mode de succession, et a supprimé les dispositions à cause de mort, était arrivée officiellement au département de la Dyle, le 28 brum. précédent; et que celle du 12 vend. an 4, qui supprime les anciennes formes de publication des lois, avait été distribuée officiellement au chef-lieu de ce même département, le 5 frim. de la même année, deux jours avant l'ouverture de la succession dont il s'agit; — Et que la loi du 21 brumaire an 7 a fait cesser tous les doutes qui avaient pu se former sur l'époque à laquelle les lois envoyées dans les départements réunis, et qui n'y avaient pas été publiées dans l'ancienne forme, étaient devenues obligatoires;

Attendu qu'il résulte des lois ci-dessus rapportées, que la succession de Philippe-Norbert Vandermeeren devait être partagée entre ses plus proches parens, en conformité de la loi du 17 niv. an 2; et que le jugement du tribunal civil du département de la Meuse-inférieure, du 4 vendém. an 5, qui a écarté la demande de Deladense, sous prétexte que la loi du 17 niv. an 2, sur laquelle elle était fondée, n'avait pas été publiée, a violé les art. 11 et 12 de la loi du 12 vendém. an 4, interprétés par celle du 21 brum. an 7. — Casse, etc.

Du 2 therm. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Audier-Massillon.

CONTRAINTE PAR CORPS. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Du 2 therm. an 9 (aff. compagnie du Franco — C. Compagnie Godard). V. ce jugement au 12 therm. an 9.

MUTATION PAR DÉCÈS. — PRESCRIPTION. — BIENS SÉQUESTRÉS.

Une succession frappée du séquestre national n'est réputée ouverte, à l'égard des héritiers, que du jour où, par suite de la main-lévé du séquestre, ils ont été réintégrés dans la possession réelle des biens qui la composent. — En conséquence, c'est de cette époque seule-

ment, et non du jour du décès, que commence à courir, à leur profit, la prescription des droits de mutation. (L. 19 déc. 1790, art. 18; 9 vend. an 6, art. 24.) (1)

(Enregist. — C. Blonay.)

Emmanuel Toquet est condamné à mort par jugement du tribunal révolutionnaire de Lyon, du 26 niv. an 2, et ses biens sont confisqués. — Plus tard la main-lévé du séquestre est ordonnée, et par arrêté du directoire du département de l'Ain, du 24 mess. an 3, Laurette-Joséphine Toquet, femme Blonay, héritière unique de son père, est envoyée en possession de ses biens.

Le 17 pluv. an 8, sur les poursuites exercées par la régie pour le recouvrement des droits de mutation dus sur cette succession, la femme Blonay invoqua la prescription, parce qu'il s'était écoulé plus de cinq ans depuis le décès de son père.

Le 28 therm. an 8, jugement du tribunal du district de Trévoux qui admet cette exception. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 18 de la loi du 19 déc. 1790; l'art. 24 de la loi du 9 vend. an 6, et l'art. 24 de la loi du 22 frim. an 7; — Considérant, 1^o qu'Emmanuel Toquet ayant été condamné à mort par le jugement du tribunal révolutionnaire de Lyon du 26 niv. an 2, la confiscation de ses biens ayant été prononcée par le même jugement, et Laurette-Joséphine Toquet, sa fille unique et son héritière universelle, n'ayant été réintégrée dans la possession réelle desdits biens que le 24 mess. an 3, date de l'arrêté de l'administration du département de l'Ain qui lui avait accordé main-lévé du séquestre apposé sur ceux, elle a dû, conformément aux lois précitées, acquiescer dans les six mois, du jour de sa mise en possession, le droit de l'enregistrement dû à raison de l'ouverture de cette succession; — Considérant, 2^o que le délai de cinq ans accordé à la régie générale pour en faire le recouvrement, n'a pu courir que du jour de l'ouverture de ladite succession au profit de ladite Toquet, femme Blonay, ouverture qui n'a pu être formée à son égard que par sa mise en possession réelle des biens composant ladite succession; d'où il suit que le tribunal du district de Trévoux, en le faisant courir du jour du décès dudit Toquet père, a fait une fautive application dudit art. 18 de ladite loi du 19 déc. 1790, puisqu'à cette époque la succession de celui-ci avait été ouverte au bénéfice de la république, et non point au profit de sa fille, et qu'il est en même temps contrevenu aux autres lois ci-dessus citées qui n'accordent un nouveau délai de six mois aux héritiers des condamnés à compter du jour de leur possession, que parce qu'elles décident que le premier délai, à partir de celui de leur décès, n'a pu courir à leur préjudice pendant la durée du séquestre apposé sur leurs biens en vertu des jugemens de condamnation prononcés contre eux; — Casse, etc.

Du 2 therm. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Coebard. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst.

était impossible de faire courir la prescription contre les droits de mutation, puisque ces droits n'étaient pas encore dus. V. dans ce sens, Cass. 20 prair. an 10; 2 vent. et 14 germ. an 11; 14 frim. et 30 pluv. an 12; 23 brum. an 13; 11 mai et 7 août 1807. — Tout-fois, ce principe ne s'applique pas au cas où il s'agit d'un simple séquestre conventionnel. V. Cass. 4 fév. 1807 et 6 août 1810.

(1) Le tribunal de cassation s'était d'abord prononcé en sens contraire: V. 26 frim. an 8 (aff. Morisseau) et 9 vent. an 8 (aff. Nicolai). — Mais bientôt on a reconnu que, d'un côté, les héritiers ne pouvant être tenus de faire aucune déclaration, et d'un autre côté, la régie ne pouvant exercer contre eux, pendant le séquestre, aucune poursuite à raison d'une succession qu'ils n'avaient pas recueillie, il

COMMAND.—NOTIFICATION.

La déclaration de command, non notifiée à la régie de l'enregistrement dans les vingt-quatre heures du contrat d'acquisition, est sujette au droit proportionnel d'enregistrement, quoique notifiée à l'ami élu dans les vingt-quatre heures. (12 frim. an 7, art. 68, § 1^{er}, n° 24, et art. 69, § 7, n° 3.) (1)

(La régie—C. Troneq.)

Le cit. Troneq. s'était rendu adjudicataire de plusieurs immeubles, en se réservant la faculté d'élire command. — La déclaration de command fut faite par acte public dans les vingt-quatre heures, mais elle ne fut notifiée à la régie que quinze jours après.

La régie perçut sur cette déclaration, qu'elle considéra comme une revende, un droit proportionnel de quatre pour cent.

Le 14 niv. an 8, jugement du tribunal civil de Montpellier, qui, sur la demande de Troneq., ordonne la restitution du droit de revende perçu par la régie, en se fondant sur ce que la loi, en prescrivant la notification de la déclaration de command dans les vingt-quatre heures, ne dit pas que cette notification doive être faite à la régie plutôt qu'au command; qu'en la considérant comme devant être faite au command, elle se trouve suppléée dans l'espèce par l'acceptation faite par le command dans la déclaration même; qu'au surplus la loi ne soumet au droit proportionnel que les notifications faites après les vingt-quatre heures, et non celles qui n'ont pas été notifiées dans ce délai.

Pourvoi en cassation de la part de la régie.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 68, n° 24, de la loi du 22 frim. an 7, portant : « Les déclarations » ou élections de command ou d'ami, lorsque la » faculté en a été réservée dans l'acte d'adjudication ou le contrat de vente, et que la déclaration est faite par acte public et notifiée dans » les vingt-quatre heures de l'adjudication ou du » contrat, sont assujéties à un droit fixe d'un franc; » — Attendu que la loi dont il s'agit ne doit et ne peut naturellement s'interpréter que dans le sens où elle peut s'exécuter; qu'elle serait vaine et même absolument impraticable, dans la supposition que la notification dût être faite au command dans le délai de vingt-quatre heures, toutes les fois qu'il serait domicilié à une distance éloignée du lieu de la vente ou de l'adjudication; — Que la loi du 22 frim. ne s'est point occupée

de régler les rapports des contractants entre eux, mais de l'entree des droits, et de prévenir les abus et collusions; — Que c'est violer ouvertement la loi que de lui supposer un sens évidemment inapplicable en plusieurs cas et détournée de son sujet, lorsqu'elle en comporte un autre dont l'application est naturelle et toujours facile; — Que tout concourrait donc à montrer que la notification prescrite par la loi ne peut concerner que la régie de l'enregistrement, et non le command ou ami élu; — Casse, etc.

Du 3 therm. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Merlin.

PARTAGE.—MINEUR.—CONSEIL DE FAMILLE.—TIRAGE AU SORT.

L'art. 53 de la loi du 17 niv. an 2, qui prescrivait le concours d'un conseil de famille dans tout partage où un mineur était intéressé, n'était pas applicable aux partages faits en justice (2).

Un partage dans lequel des mineurs étaient intéressés, a pu, sous la loi du 17 niv. an 2, être valablement fait sans tirage des lots au sort (3).

(Lescure—C. Fournier et Sirey.)

Lescure père, Lescure fils mineur, la veuve Sirey et les mineurs Fournier avaient procédé en justice au partage de la succession de Pierre Lescure, indivise entre eux.

Ce partage fut attaqué par Lescure père et fils, ce dernier, comme légataire d'un sixième de la succession, sous prétexte qu'il renfermait une lésion à leur préjudice, et que les lots n'avaient pas été tirés au sort.

26 therm. an 6, jugement du tribunal de la Dordogne qui décide qu'il n'existe aucune lésion dans le partage attaqué, et déboute en conséquence les demandeurs de leur action.

POURVOI en cassation, 1^{er} pour violation de l'art. 53 de la loi du 17 niv. an 2, qui veut « que tout partage de succession, s'il y a des mineurs, soit précédé d'un avis du conseil de famille, et qu'aucun membre du conseil de famille ne soit co-intéressé au partage. » — Or, dans l'espèce, il n'y a pas eu de conseil de famille, quoique les mineurs Fournier d'une part, et le mineur Lescure de l'autre, fussent en cause.

A ce moyen les défendeurs répondaient que l'article cité ne regardait que les partages extrajudiciaires, ceux faits de gré à gré, dans lesquels

(1) F. conférer, Cass. 3 vent. an 11; 13 janvier 1806; 24 mai 1837. — Loi du 28 avril 1816, art. 44, n° 3. — Merlin, *Quest. de droit*, v° *Décl. de command*, § 2; Toullier, t. 8, n° 178; Gagnaux, *Comment. sur la loi du notariat*, art. 20, § 7; Trouillet, *Dict. de l'enreg.*, v° *Command*, § 6, n° 3; Teste-Lebeau, *Dictionn. des arrêts d'enreg.*, v° *Command*. — Toutefois, dans les ventes judiciaires, et dans les ventes d'immeubles faites devant notaire par renvoi de justice et auxquelles les avoués sont admis à enchérir, l'avoué dernier enchérisseur n'est pas réputé adjudicataire pour son compte et avec faculté d'élire command, mais simplement mandataire du client. Si donc il a fait dans le délai de trois jours qui lui est fixé par l'art. 709 du Code de proc. civ. la déclaration du mandant, il n'est pas dû de droit proportionnel. Cette déclaration, du reste, n'est pas une véritable déclaration de command, qui doit être notifiée à la régie dans les vingt-quatre heures. F. Cass. 3 sept. 1810 (aff. Bataille).

(2) D'après l'art. 465 du Code civil, le tuteur ne peut provoquer un partage qu'après autorisation du conseil de famille; mais il peut, sans cette autorisation, défendre à une demande en partage dirigée contre le mineur.

(3) Le Code civil pose, comme règle générale, l'obligation du tirage au sort des lots dans tout partage où des mineurs sont intéressés; c'est la disposition formelle de l'art. 466; et la même formalité doit également être observée, quoique les héritiers soient tous majeurs, s'ils ne consentent pas à un partage par attribution. (F. art. 834. F. aussi Cass. 27 février 1838; Caen, 3 mars 1838. Il a été jugé cependant que le partage par attribution peut avoir lieu, encore bien qu'il y ait des mineurs parmi les copartageants, si ce mode de partage a été autorisé dans la forme prescrite par l'art. 467 pour les transactions : F. Cass. 30 août 1815. — Au surplus, Chabot, des *Successions*, sur l'art. 834; Toullier, t. 4, n° 428, et Vazeilles, des *Successions*, p. 305 et suiv.

les mineurs ont pu être lésés; ceux enfin ou l'autorité publique n'avait pas veillé pour eux.

Le second moyen était pris de ce que, dans les partages, les lots n'avaient pas été tirés au sort; qu'ils avaient été arbitrairement fixés par les arbitres, et qu'il en était résulté pour le mineur Lescure une énorme lésion.

Ce moyen, répondait les héritiers Lescure, est détruit par le jugement du tribunal civil de la Dordogne, qui décide, en point de fait, qu'il n'y a pas de lésion. Or, s'il n'y a pas eu lésion, il importe peu que les lots aient été tirés au sort ou fixés arbitrairement.

Le cit. Merlin, substitut du commissaire, a pensé sur le premier moyen, que l'art. 53 de la loi du 17 niv. n'est applicable qu'aux partages purement conventionnels qui, avant la loi de niv. n'étaient que provisionnels à l'égard des mineurs; or, comme cette loi introduisait un droit nouveau à leur égard, et voulait qu'ils fussent définitifs, elle doit exiger d'autres formalités; que la loi elle-même prouvait qu'elle n'entendait parler que des partages extrajudiciaires, en ce qu'elle porte que le tuteur stipulera pour lui, quoique certainement il ne soit pas besoin de stipulation en justice, et qu'elle ajoute sans qu'il soit besoin de ratification de sa part, ce qui rend bien plus sensible le sens de l'article, puisque jamais on n'a besoin de ratifier un partage fait en justice.

Sur le second moyen, il observait que les biens étaient situés en pays de droit écrit, et que quoique quelques coutumes eussent prescrit de tirer les lots au sort, et que ce fut peut-être la manière la plus sûre de procéder au partage égal d'une succession, cependant, ni les anciennes ordonnances, ni les nouvelles lois, ni les lois romaines ne prescrivaient ce mode. — Que si on voulait soutenir, en suivant l'opinion de quelques interprètes, que, d'après les lois romaines, les partages, même judiciaires, devaient être faits au moyen de lots tirés au sort, ce système était réfuté par Vinnius, dans le chap. 35, liv. 1^{re} de ses questions, et plus textuellement encore par la loi 27, au ff. delegat. 1^o (1). — Conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que l'art. 53 de la loi du 17 niv. an 2, n'est pas applicable à l'espèce, et que, s'il l'eût été, les demandeurs ne seraient pas recevables à se prévaloir de leur propre négligence, dont ils n'ont pas excipé devant le tribunal de la Dordogne; que cet article ne décide qu'une question, celle des partages provisionnels qu'il supprime, même lorsqu'ils sont faits avec des mineurs; qu'il n'exige la formalité de l'avis d'un conseil de famille que comme un moyen de couvrir la responsabilité des tuteurs et curateurs, et n'a principalement en vue que des partages conventionnels, non forcés; que, dans l'espèce, c'est un père exerçant la puissance paternelle en pays de droit écrit, qui a agi pour son fils, et non un tuteur; que le partage a été ordonné, quant à ses bases, par des arbitres dont la décision est jugée inattaquable; qu'il a été consommé par des experts nommés par des juges; que la veuve Fournier et Jean Vaquier, qui ont paru comme tuteur et curateur, ne réclament pas et ne seraient pas admis à réclamer, d'après l'art. 4 de la loi du 17 niv. an 2; d'où il suit que cet art. 53 de ladite loi ne peut être invoqué.

Attendu que l'on ne peut faire résulter de l'art. 15 de la loi du 17 niv. an 2, l'obligation imposée aux arbitres, aux juges ou aux experts, de procé-

der au partage entre des héritiers et un légataire de quotité, plutôt par formation de lots assignés à chacun d'eux par tirage au sort, que par distraction du sixième attribué au légataire; qu'il suit de là qu'il n'existe pas de violation de cet article; — Rejette, etc.

Du 3 therm. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Delacoste. — Concl., le cit. Merlin, subst.

MANDAT. — RACHAT. — RENTE CONVENANCIÈRE. — OFFRES RÉELLES.

Le mandat pour toucher les arrérages d'une rente convenancièrè ne suffit pas pour toucher le prix du rachat.

En conséquence, le débiteur d'une rente convenancièrè n'a pu, pour parvenir au rachat, offrir le capital à celui qui avait pouvoir seulement d'en toucher les arrérages. (LL. 3 mai 1790; 9 oct. 1791; 27 août 1792, art. 15.) (2)

(Corlauer.—C. V^e Coathnon.)

Le sieur Corlauer, débiteur de la veuve Coathnon d'une rente convenancièrè, lui fit, le 19 flor. an 3, des offres réelles du capital en la personne de Lemoat, auquel elle avait donné sa procuration pour toucher les arrérages.

L'instance en validité de ces offres fut portée devant le tribunal d'Ille-et-Vilaine, qui, par jugement du 2 frim. an 6, en prononça la nullité, 1^o parce qu'elles avaient été faites à un simple préposé à la recette des arrérages, sans qualité pour toucher le capital; 2^o parce qu'elles étaient insuffisantes.

POURVOI en cassation par le sieur Corlauer pour contravention à l'art. 15 de la loi du 27 août 1792, qui prescrit les formalités à observer pour le rachat des rentes.

Le cit. Merlin, commissaire, a conclu au rejet. — « Si les principes généraux en matière d'offres réelles, a-t-il dit, étaient applicables à l'espèce, il n'y aurait pas de doute que celles faites par le cit. Corlauer, devraient être déclarées nulles, parce que celui qui a procuration pour recevoir les arrérages d'une rente, est sans qualité pour en toucher le capital; mais ces principes ont été modifiés et par la loi du 27 août 1792, concernant le rachat des rentes foncières, et par la loi du 9 nov. 1791, relative au rachat des droits ci-devant féodaux. — La première de ces lois, art. 15, voulait expressément que les parties se conformassent pour l'exercice du rachat (des rentes convenancières), aux règles et formalités prescrites par les décrets rendus pour le rachat des droits ci-devant féodaux. — Cette loi renvoyait bien évidemment à celle du 3 mai 1790, pour déterminer les formes et conditions des offres pour le rachat des rentes convenancières; or, cette loi portait, par son art. 53, que les offres devaient être faites au chef-lieu du fief auquel étaient dus les droits ci-devant féodaux que l'on voulait racheter. — Sans doute cette disposition ne pourrait s'appliquer à la rente due par le cit. Corlauer à la veuve Coathnon, puisque cette rente n'étant pas due à un fief, il ne pouvait exister de chef-lieu où les offres passent être faites. — Mais l'art. 9 de la loi du 9 oct. 1791, prévoyait précisément un cas semblable, et voici comme il y a pourvu: La disposition de l'art. 53 du décret du 3 mai 1790, qui permet de faire des offres au chef-lieu du ci-devant fief, n'ayant pu ôter aux redevables la faculté de faire des offres à la personne ou au domicile du propriétaire du ci-devant fief,

(1) V. les conclusions de M. Merlin, *Quest. de droit*, ^{vo} Partage, § 4 et 5.

(2) V. dans le même sens, Merlin, *Quest. de droit*, ^{vo} Offres réelles, § 2.

les redevables continueront d'avoir l'option de faire lesdites offres, soit au chef-lieu du ci-devant fief, soit au domicile du propriétaire. — Dans la cas où il n'y aura point de chef-lieu certain et connu du ci-devant fief, les offres pourront être faites à la personne ou au domicile de celui qui sera proposé à la recette dudit ci-devant fief.

Or, les offres faites par le cit. Corlouer, n'ayant été accompagnées d'aucune de ces formalités, c'est donc avec raison que le tribunal d'Ille-et-Vilaine les a déclarées nulles, et le pourvoi du demandeur doit être rejeté. »

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les offres du demandeur en cassation n'étaient pas dans la forme prescrite par l'art. 9 de la loi des 15 sept. et 9 oct. 1791, puisqu'elles n'étaient faites ni au chef-lieu du fief, ni à la personne du propriétaire, ni au préposé à la recette des droits féodaux, ni au fermier de la défenderesse, et que, par conséquent, le tribunal d'Ille-et-Vilaine a pu, sans violer la loi, déclarer lesdites offres irrégulières; — Rejette, etc.

Du 4 therm. an 9. — Sect. req. — Rapp., le cit. Henrion. — Concl., le cit. Merlin, subst.

(1) C'était anciennement un principe certain, que l'exécution volontaire d'un engagement nul emportait ratification de l'engagement: cette exécution produisait la même effet que la prescription qui a pour résultat de confirmer un titre. *Tantum enim, disait Faber, au Cod., p. 201, défin. 7, operatur observatio sola quantum accedens præscriptio operari posset ad contractum consummandum.* (V. aussi Pomet, liv. 4, tit. 6, n° 31, et la *Rep.* de Merlin, v° *Acte sous seing privé*, § 2.)

Le Code civil a reproduit d'une manière expresse ce principe par l'art. 1338, en déclarant qu'à défaut d'acte de confirmation ou de ratification, il suffit que l'obligation soit exécutée volontairement après l'époque à laquelle elle pouvait être valablement confirmée ou ratifiée, et que cette exécution volontaire emporte, comme la ratification, la renonciation aux moyens et exceptions que l'on pourrait opposer contre l'acte.

Par cela même que l'exécution volontaire est mise sur la même ligne que la ratification expresse, elle doit, comme elle, être le résultat d'une intention libre et éclairée de renoncer à se prévaloir des vices de l'obligation. — De là, il suit que l'exécution ne saurait avoir l'effet de couvrir l'irrégularité du titre qu'autant qu'elle a été précédée ou accompagnée de la connaissance de cette irrégularité. Ainsi l'a décidé la jurisprudence : *P. Cass.* 27 août 1812, 9 novembre 1814 et 5 décembre 1826; Grenoble, 8 mai 1835; et c'est aussi l'opinion des auteurs : *P. Merlin, Rép.*, v° *Ratification*, n° 9, et *Transaction*, § 5, n° 277. Delvincourt seul était d'un avis contraire, t. 2, p. 812, notes.

Mais quand l'exécution sera-t-elle réputée avoir été faite en connaissance de cause ? Sera-ce la partie à laquelle on oppose les faits d'exécution, qui de vra prouver son erreur; ou sera-ce, au contraire, à l'autre partie à prouver que l'exécution a eu lieu avec connaissance des moyens de nullité ? — *Merlin, Rép.*, v° *Testament*, sect. 2, § 5, p. 768, tient pour cette dernière opinion. *Toullier*, n° 519, et *Rolland de Villargues, Rép.*, v° *Ratification*, n° 58, se prononcent pour la première. Peut-être, comme le fait remarquer *Solon, Théorie sur les nullités*, t. 2, n° 413, ces deux opinions sont-elles

RATIFICATION. — EXÉCUTION VOLONTAIRE. —

MINEUR. — VENTE.

La réception, depuis la majorité, du prix d'un bien irrégulièrement vendu pendant la minorité, est une ratification de la vente, qui en couvre la nullité (1).

(Bordenave — C. Vignolet.)

Marie Bordenave, encore mineure, autorisée de son père, de son curateur aux causes, et de quelques proches parents, se pourvit devant le tribunal du district de Pau, pour être autorisée à vendre le domaine de Pinaut. — Le 28 août 1792, ce tribunal rendit un jugement portant autorisation de vendre, motivé sur l'état de délabrement du domaine, et sur la multiplicité des dettes, qui ne permettaient pas à l'héritière de faire les réparations nécessaires. — Le 17 septembre 1793, le domaine fut vendu au cit. Vignolet, pour le prix de 13,000 francs.

Après avoir touché de l'acquéreur divers à-compte pendant sa minorité, Marie Bordenave, alors majeure, reçut, le 15 pluv. an 3, le complément du prix dont elle donna quittance notariée, exprimant dans cette quittance qu'elle recevait de son bon gré ce qui lui restait dû par l'acquéreur.

Cependant, en l'an 4, Marie Bordenave, formant demande en nullité de la vente, comme ayant été faite sans les formalités prescrites pour l'aliénation des biens de mineurs.

l'une et l'autre trop absolues, et faut-il, distinguant entre le vice apparent et le vice caché ou occulte, décider, au premier cas, que la partie doit être présumée avoir eu connaissance du vice dont était entaché l'acte exécuté, et au second cas, admettre une présomption contraire. (*P.* en ce sens, *Cass.* 9 mars 1814, 13 mars et 12 nov. 1816 et 5 fév. 1829.)

Du reste, une règle bien constante, c'est que l'exécution volontaire doit reposer sur des faits non équivoques : dans le doute, on doit se prononcer contre la ratification, *ex quo absurdum esset*, dit Voët, tit. pro socio, *ex facto colligere consensum in ea quo necessarium cum eo facto non habet connexionem*. Lorsque le fait d'exécution ne sera qu'une conséquence pour ainsi dire nécessaire de l'acte, et pourra être expliqué par un tout autre motif plausible, il n'en résultera pas une approbation tacite. (*Toullier*, n° 506 et suiv.; *Duranton*, n° 282; *Solon*, n° 421; *Rolland de Villargues*, n° 69.) — Il semble que l'appréciation des faits d'exécution devrait être abandonnée aux juges du fond, et que, quelle que fût à cet égard leur décision, elle ne saurait donner ouverture à cassation : c'est en qu'en effet décida un arrêt du 22 fév. 1827; mais une doctrine contraire a été admise par un arrêt de cassation du 8 janv. 1838.

Plusieurs autres choses sont encore à observer sur la matière : — 1° Il n'est pas nécessaire, pour que la ratification tacite par exécution volontaire produise son effet, qu'elle intervienne en présence de la partie avec laquelle l'acte nul a été passé : *Toullier*, n° 509, et *Rolland de Villargues*, n° 67. — 2° L'exécution volontaire, lorsqu'elle a les caractères voulus, emporte ratification, bien qu'elle ne soit pas entière, mais seulement partielle : *Favard de Langlade, Rép.*, v° *Acte reconnaîtif*, § 2, n° 4; *Duranton*, n° 280; *Solon*, n° 437; à moins qu'il ne s'agisse d'une obligation sans cause : *Duranton*, n° 281. — 3° Enfin, il va sans dire que la ratification tacite par exécution volontaire, ne peut valider un acte qui ne pourrait être ratifié expressément, à raison de la nature des vices dont il est infecté; il est même certains cas où la ratification tacite ne peut remplacer la ratification expresse : *P. Cass.* 23 mess. an 4, 27 oct. 1814; *Solon*, n° 434.

18 plu. an 5, jugement du tribunal civil des Basses-Pyrénées qui accueille la demande.

Mais sur l'appel, et le 15 mess. an 5, jugement du tribunal des Hautes-Pyrénées qui infirme, par le motif qu'en recevant, majeure, le prix de la vente, Marie Bordenave avait ratifié la vente; que si elle était lésée, elle pouvait se pourvoir en rescision; mais que, lésée ou non, elle était non-recevable dans sa demande en nullité.

POURVOI en cassation par Marie Bordenave, pour violation des lois romaines, protectrices des droits des mineurs.

L'affaire portée à la section civile, le commissaire Merlin a fait observer que deux voies étaient ouvertes au mineur devenu majeur, contre les actes qu'il avait passés pendant sa minorité : l'action en rescision, et l'action en nullité. — Quant aux actes qui emportent ratification à l'effet d'écarter la demande en nullité ou en rescision, il faut distinguer : — S'il s'agit de l'action en rescision, la ratification doit être expresse et formelle; la raison en est simple; la restitution en entier n'est accordée que contre les actes valables de plein droit; ainsi le mineur devenu majeur, peut être contraint à exécuter l'acte qu'il a passé en minorité, puisque cet acte est supposé valable en soi, et son exécution ne détruit pas le bénéfice de la restitution; car il ne peut pas ne pas exécuter l'acte tant qu'il n'est pas rescindé. C'est le sentiment de Voët, au tit. de *Minoribus*, n° 44. — Au contraire, relativement à la nullité intrinsèque de l'acte, la ratification tacite suffit, l. 10 ff. de *Rebus cor. qui sub tutela*; et la raison en est, comme le dit Voët, au titre précité de *Minoribus*, n° 44, in fine, que personne ne pouvant être contraint d'exécuter un acte nul, l'exécution que lui donne le mineur devenu majeur, ne peut avoir d'autre objet que de le ratifier. — Or, dans l'espèce, la demanderesse a reçu volontairement le paiement qui lui a été fait le 15 plu. an 3; donc elle a approuvé la vente et couvert les nullités; donc, en repoussant sa demande en nullité, le tribunal des Hautes-Pyrénées n'a fait qu'une juste application de la loi. Conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que Marie Bordenave, héritière universelle, a ratifié la vente par la quittance qu'elle a donnée en majorité de la portion du prix qui restait à payer à l'époque où elle est devenue majeure; — Rejette, etc.

Du 4 therm. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Henrion. — Pl., les cit. Duclos et Moreau.

ÉVOCATION. — TRIBUNAL CORRECTIONNEL.

Le tribunal d'appel ne peut, en infirmant un jugement de police correctionnelle qui n'avait statué que sur une exception dilatoire,

(1) F. jugement identique du 18 mess. an 9 (off. Leblanc) et la note.

(2) F. deux jugements identiques des 26 prair. et 27 mess. an 9. F. aussi Cass. 27 prair. an 9 et la note.

(3) Mais la circonstance qu'il existerait un moyen de rescision contre l'un des juges qui ont concouru au jugement, n'opère point de nullité, si la partie n'a pas proposé sa rescision : Cass. 30 juill. 1833 (Volume 1833), 12 novembre 1833 (Volume 1834). Lors même qu'un magistrat déclare une cause de rescision exister en sa personne, le loi n'exige pas que la partie soit interpellée de déclarer si elle consent ou non à être jugée par ce magistrat : Cass. 15 oct. 1829 (Volume 1829). Au surplus, il est de principe que les règles suivies pour la rescision en matière civile, s'appliquent également en matière

II. — 1^{re} PARTIE.

retenir la cause et statuer au fond. (C. 3 brum an 4, art. 301.) (1)

(Rondy — C. venne Gronin.)

Du 7 therm. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Schwendt. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — DÉLITS NOUVEAUX.

Les tribunaux spéciaux, compétens pour connaître d'un délit, ne sont point autorisés par l'art. 13 de la loi du 18 plu. an 9, à connaître également des autres délits dont le prévenu serait inculpé, si ces délits ne lui sont pas expressément attribués.

En conséquence, le vol d'un mouchoir et d'un coupon de drap, commis dans une maison où le prévenu était entré sur l'invitation du maître, ne peut être jugé par le tribunal spécial devant lequel ce prévenu se trouve déjà traduit à raison d'un autre délit. (L. 18 plu. an 9, art. 13.) (2)

(N. — C. Min. pnb.)

Du 7 therm. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Sieyès. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — VAGABONDS. — DÉLITS NOUVEAUX.

Du 8 therm. an 9 (aff. Revet). — V. au 8 fructid. an 9.

RÉCUSATION. — JUGEMENT.

Le juge contre lequel une récusation est proposée, ne peut concourir au jugement rendu sur cette récusation. (C. 3 brum. an 4, art. 436.) (3)

(Largentis — C. Rossi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 456 du Code du 3 brum. an 4; — Attendu que la récusation proposée par le demandeur au greffe du tribunal criminel du département de la Marne, le 19 prair. dernier, contre le cit. Deplans président de ce tribunal est motivée; — Attendu que personne ne peut être juge dans sa propre cause, et que le cit. Deplans n'a pu, sans usurpation de pouvoir, concourir au jugement qui a été rendu ledit jour sur la récusation proposée contre lui; — Casse, etc.

Du 8 therm. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Bauchan. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

VOL. — CARACTÈRES. — QUESTION DE PROPRIÉTÉ.

L'émplacement d'une coupe de bois dans un terrain dont le prévenu se prétend propriétaire en vertu d'un titre dont il exerce, ne constitue pas le délit de vol, encore bien que cette propriété soit contestée. (C. 25 sept.-6 oct. 1791, tit. 2, art. 37.) (4)

criminelle : Cass. 15 oct. 1829, et Toulouse, 6 janv. 1835 (Volume 1835). F. aussi Carnot, sur l'art. 257, n° 5; Legraverend, t. 2, p. 45, et Cass. 24 oct. 1817 et 14 oct. 1824.

(4) Ce jugement consacre une règle constante en droit. En effet, l'un des éléments du vol est que la chose frauduleusement soustraite appartienne à autrui. (art. 379 du Code pénal). Le caractère du fait dans l'espèce, se trouvait donc subordonné à la question de propriété (art. 182 du Code forest.). Mais, en supposant même cette question décidée contre le prévenu, il est douteux qu'il pût être condamné pour vol, puisque sa contestation, si elle eût été sérieuse, écartait sa action tout caractère de fraude et ne le laisserait dès lors passible que de dommages-intérêts.

(Guenet de Saint-Just—C. Buisson.)

Buisson avait acquis de l'Etat quelques parties de bois provenant de la succession de Guenet Saint-Just père. Guenet fils se prétendant propriétaire de ces bois en vertu d'un partage fait entre lui et l'Etat, représentant un émigré, y avait fait faire deux coupes. Cité en police correctionnelle, le tribunal se déclara incompétent. Appel. Le tribunal criminel condamna Guenet Saint-Just à 556 fr. de dommages-intérêts et aux dépens. Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Considérant que Guenet de Saint-Just a fait exploiter deux coupes de bois, s'en prétendant propriétaire d'après le partage fait entre lui et la nation, représentant un émigré, cohéritier dudit Saint-Just, partage approuvé par le préfet de la Seine, par le ministre des finances, et notifié au receveur de Bernay; que postérieurement à cette notification, sous prétexte de comptes à rendre par Saint-Just, ces mêmes coupes de bois avaient été adjudgées au cit. Buisson; que de là il résultait la question de savoir lequel des deux titres méritait la préférence; que Saint-Just, qui sans doute eût dû attendre cette décision, ne s'est cependant pas rendu compte des vices caractérisés par l'art. 37 du tit. 2 de la loi du 6 oct. 1791; que le tribunal criminel de l'Eure, en appliquant cet article à l'action de Saint-Just, en a fait une fautive application; — Casse, etc.

Du 8 therm. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Vallée.—Concl., le cit. Leconteur, subst.

TÉMOIN CRIMINEL.—NOTIFICATION.—AGG.

Du 9 therm. an 9 (aff. Beaumont). — Même décision que par le jugement du 28 prair. an 9 (aff. Capouy.)

CASSATION.—EFFETS.

Lorsqu'un jugement rendu contre quatre accusés n'a été l'objet d'un pourvoi que de la part de trois d'entre eux, les effets de l'annulation sont limités aux trois accusés demandeurs en cassation, et le directeur du jury commet un excès de pouvoir en comprenant le quatrième accusé dans la nouvelle procédure (1).

(Barry—C. Min. pub.)

Quatre accusés avaient été condamnés par un jugement du tribunal criminel du Gard : trois d'entre eux se pourvurent en cassation; le quatrième, Jean Barry, n'avait formé aucun pourvoi. Le 9 vent. an 9, jugement du tribunal de cassation qui annule la condamnation, et renvoie devant le directeur du jury de Montpellier. Ce magistrat prononce le renvoi de l'affaire devant le tribunal de l'Hérault, en comprenant Jean Barry dans son ordonnance. Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le jugement du tribunal de cassation, du 9 vent. dernier, n'a prononcé le renvoi devant le directeur du jury de Montpellier, que des seuls accusés qui étaient demandeurs en cassation; qu'ainsi le jugement du tribunal criminel du département du Gard restait définitif à l'égard de Jean Barry, condamné, qui ne s'était pas pourvu; que ledit Jean Barry n'a pu, en conséquence, être remis en jugement pour les mêmes délits, à raison desquels il a été condamné par jugement définitif à son égard; que, par le jugement de cassation susdité,

la compétence du directeur du jury de Montpellier était limitée aux trois accusés, demandeurs en cassation; que l'ordonnance du directeur du jury de Montpellier, du 30 flor. an 9, portant traduction dudit Jean Barry devant le tribunal spécial du département de l'Hérault, contient, en ce qui concerne ledit Jean Barry seulement, un excès de pouvoir et ouverture à la cassation prévue par l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Casse, etc.

Du 9 therm. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Leconteur, subst.

1^o et 2^o TRIBUNAL DE POLICE.—JUGES DE PAIX.—AUDIENCE.—JUGEMENT.—CITATION. 3^o CHEMIN PUBLIC.—TERRAIN COMMUNAL.—DÉGRADATION.

1^o Les juges de paix n'ont la faculté de rendre leurs jugements ailleurs qu'en l'auditoire ordinaire, que dans le cas où ils aient comme juges de paix, et non dans ceux où ils agissent comme juges de police. (L. 26 oct. 1790, tit. 7. art. 11; C. 3 brum. an 4, art. 162.) (2)

2^o Est nul le jugement par lequel le juge de paix, après s'être transporté sur les lieux contentieux et avoir statué sur une action possessoire, se déclare tribunal de police et prononce des peines contre l'une des parties, sans citation et sans instruction préalable. (C. 3 brum. an 4, art. 162.)

3^o Les peines de police que la loi prononce contre ceux qui dégradent les voies publiques, ne sont pas applicables aux dégradations commises sur un terrain communal. (C. 3 brum. an 4, art. 605.)

(Chassy—C. Min. pub.)

Sur une citation donnée par la demanderesse devant le juge de paix, le transport sur les lieux contentieux ayant été ordonné, il avait été prononcé d'abord un jugement, à charge d'appel sur une question de possession; puis sur les mêmes lieux, sans nouvelle citation, ni instruction séparée, le tribunal de paix, se déclarant tribunal de police, avait prononcé une condamnation en une amende de trois journées de travail contre ladite demoiselle, à raison de l'ouverture d'un fossé commencée par ses ordres, sur un terrain qu'elle prétendait être sa propriété, et qui fut réclamé comme communal. Il avait motivé cette condamnation sur le paragraphe 2 de l'art. 605 du Code des délits et des peines, qui prononce les peines de simple police contre ceux qui dégradent les voies publiques, attendu qu'un terrain communal devait être considéré comme une voie publique.

1^o Contrevenant à l'article 162 dudit Code, qui ordonne qu'en matière de police, l'instruction soit publique et le jugement prononcé en l'audience, et fautive application de la loi du 26 octobre 1790, qui permet au juge de paix de prononcer sur les lieux contentieux sans désespérer, l'indite loi d'étant relative qu'aux procédures dans les justices de paix;

2^o Fausse application de l'art. 605. Un terrain communal, ne pouvant être considéré d'une manière générale et indéfinie, comme voie publique, mais seulement lorsqu'il sert de communication publique à tous les citoyens habitans ou non d'une commune, et peut être regardé comme route, chemin ou rue, ce qui n'était pas établi.

(1) F. conf., Cass. 24 pluv. an 7.

(2) F. nos observations sur le jugement du 1^{er} prair. an 7.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu les art. 162 et 605 du Code des délits et des peines ;—Attendu que les tribunaux de police ne peuvent appliquer aux poursuites en matière de police des formalités prescrites pour les justices de paix ; que l'art. 11, titre 7 de la loi du 26 octobre 1790, qui permet aux juges de paix de juger sur les lieux contentieux sans désespérer, est exclusivement relatif, ainsi que l'ordonnance, aux procédures dans les justices de paix ; que le titre 1^{er} du livre 11, qui règle les procédures dans les tribunaux de police, a, au contraire, prescrit par l'article 162, que l'instruction de chaque affaire soit publique, et que le tribunal prononce en l'audience ;

Attendu que le jugement rendu par le tribunal de police du canton de Villequier, département du Cher, le 5 prairial dernier, contre Marie Elisabeth Moreau Chassy, demanderesse en cassation, a été prononcé ailleurs qu'en l'audience publique ordinaire du tribunal de police, sans avoir été précédé d'une citation au dit tribunal de police et de l'instruction prescrite par ledit article 162, ainsi qu'il appert dudit jugement ;

Attendu que l'art. 605, dans le paragraphe 2, prononce les peines de simple police contre ceux qui dégradent les voies publiques ; que sous cette dénomination ne peuvent être classées que les routes, chemins et rues servant de communication, et abandonnés à l'usage public de tous les citoyens, habitants ou non de la commune ;—Attendu que le jugement de police susdité détermine d'une manière générale, qu'un terrain communal doit être considéré comme une voie publique, ce qui est une fautive application dudit article 605 ;—Casse, etc.

Dn 9 therm. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux spéciaux doivent, à peine de nullité, en déclarant leur compétence pour juger un fait, constater d'une manière précise les caractères qui peuvent la déterminer. En conséquence, il n'est pas qu'un vol soit indiqué comme ayant été commis dans une maison de campagne pour rentrer dans leur juridiction, il faut que le jugement constate qu'il a été commis avec effraction, port d'armes ou de complicité. (L. 18 pluv. an 9, art. 9.)

(Pons Augier.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu qu'il résulte du jugement de compétence, rendu le 23 messidor dernier, par le tribunal spécial du département du Var, que le nommé Pons Augier, de la commune d'Ampus, est prévenu d'avoir arrêté sur la route, de complicité avec un autre, deux particuliers auxquels il avait enlevé quelque argent ;

que ce crime porte les caractères prévus par l'art. 8, de la loi du 18 pluv. dernier ;

Attendu qu'aucun des autres délits énoncés audit jugement, ne porte d'une manière précise les caractères qui peuvent déterminer la compétence des tribunaux spéciaux, et que notamment, le vol indiqué dans le considérant dudit jugement comme commis dans une maison de campagne de la commune d'Ampus, ne porte aucun des caractères prévus par l'art. 9 de ladite loi ;—Confirme, en ce qui concerne le vol à main armée, etc.—A l'égard des autres délits, —Casse, sauf audit tribunal spécial à statuer de nouveau sur sa compétence à l'égard d'icelles délits, en cas où les pièces établiraient d'une manière plus précise les caractères des crimes énoncés au titre 2 de ladite loi du 18 pluviose.

Dn 9 therm. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — DÉLITS NOUVEAUX.

Dn 9 therm. an 9 (aff. Brac).—Même décision que par les jugements des 27, 29 messid. et 7 therm. an 9.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — PARTAGE. —

INCOMPÉTENCE. — RENVOI

Dans les tribunaux spéciaux, l'avis le plus favorable à l'accusé devait prévaloir en cas d'égalité de suffrages (1).

Lorsqu'un tribunal spécial, saisi par renvoi après cassation d'un premier jugement, se déclarait incompetent, l'affaire rentrait dans l'ordre naturel des juridictions et devait revenir de lors devant le tribunal criminel qui était compétent dans l'origine du procès.

Le tribunal qui se déclarait incompetent ne pouvait déterminer le directeur du jury devant lequel l'affaire devait être portée. (L. 18 pluv. an 8, art. 24.)

(N...—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu que l'art. 5 de la loi du 18 pluv. veut que « le tribunal spécial ne puisse juger qu'en nombre pair, » d'où il suit que la loi ne veut pas qu'il puisse avoir partage, principe adopté par les lois anciennes ; qu'il suit encore de ce principe, que l'avis le plus favorable à l'accusé doit prévaloir en cas d'égalité de suffrages ; que le retour à l'ordre naturel des juridictions et à l'autorité des tribunaux ordinaires, doit toujours être présumé le plus favorable à l'accusé ;

Attendu que, dans l'affaire présente, il y a eu véritablement jugement, les six juges ont opiné que le jugement est tel qu'il a été prononcé, puisque trois suffrages ont été pour déclarer l'incompétence, décision plus favorable aux accusés ;—Attendu que le tribunal spécial, en se déclarant

(1) Il est de principe, on petit émettre un grand criminel, qu'en cas de partage d'opinions, on doit suivre l'avis le plus favorable à l'accusé, et que dès lors il n'y a pas lieu d'appeler un juge départiteur. Ce principe se fonde sur l'art. 12 du tit. 25 de l'ord. de 1670, qui est ainsi conçu : « Les jugements, soit définitifs ou d'instruction, passeront à l'avis le plus doux, si le plus sévère ne prévaut d'une voix dans les procès qui se jugeront à la charge de l'appel, et de deux dans ceux qui se jugeront en dernier ressort. » C'est en maintenant l'esprit de cet article, plutôt que son texte, que la Cour de cassation a jugé : « qu'un tribunal correctionnel, en appelant un juge pour voter

le partage, a méconnu la principe qu'en cas d'égalité de voix, l'avis favorable à l'accusé doit prévaloir ; que ce principe, établi par l'art. 12 du tit. 25 de l'ord. de 1670, n'a pas été abrogé par les lois nouvelles ; que l'art. 347 du Code d'inst. crim. l'a en contraire expressément appliqué au jugement par jurés, et l'art. 683 aux arrêts des Cours spéciales ; que dans cet état de la législation, il doit continuer d'être applicable aux arrêts ou jugements rendus en matière correctionnelle. » (Réquis. adopté par arrêt du 1^{er} avril 1826, Bull. n° 60.) P. anal. Cass. 27 juin 1811, 5 mars 1813 et 24 août 1832.

Incompétent, n'a point violé la loi, d'après laquelle il devait prononcer;—Ordonne, relativement à ce, l'exécution du jugement du tribunal spécial du département du Tarn, du 9 messidor dernier;

Mais, vu l'art. 456 de la loi du 3 brum., et l'art. 24 de celle du 18 pluv.;—Attendu que les jugements du tribunal de cassation, section des requêtes, n'ont dessaisi que le tribunal spécial du département de la Haute-Garonne, et non le tribunal criminel de ce département qui n'avait pas été éteint; que le tribunal spécial du département du Tarn, se déclarant incompétent, l'affaire rentrait dans l'ordre naturel des juridictions; que, d'ailleurs, le tribunal spécial ne pouvait, dans aucun cas, déterminer le directeur du jury devant lequel l'affaire devait être portée, l'art. 24 de la loi du 18 pluv., ci-devant cit., voulant « qu'il se borne à renvoyer par-devant qui de droit; » que si le commissaire du gouvernement près ce tribunal croit que les motifs de sûreté publique, qui ont provoqué les réquisitoires pour dépouiller le tribunal spécial de la Haute-Garonne, subsistent encore à l'égard du tribunal criminel de ce département, c'est à lui à requérir un nouveau jugement de renvoi;—Par ces motifs;—Casse la disposition du jugement du tribunal spécial du département du Tarn qui renvoie l'affaire devant le directeur du jury d'Alby.

Du 9 therm. an 9.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Dantocq.—*Concl.* le cit. Lecoutour, subst.

EXPLOIT.—HUISSIER.—IMMATRICULE.

Sous la loi du 7 niv. an 7, était nul tout exploit dans lequel l'huissier n'avait pas indiqué le tribunal dans le ressort duquel il exerçait; il ne suffisait pas d'énoncer le département dans lequel il avait droit d'exploiter (1).

(Gagnard et Poyet—C. Geuvilliers.)

Voici comment était conçue la partie de l'exploit contenant l'immatricule de l'huissier. « Je... huissier reçu et immatriculé au ci-devant grenier à sel de Charolles, ayant le droit d'exploiter dans le département de Saône-et-Loire, muni de patente délivrée par l'administration municipale de Charolles, y demeurant. »

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que l'huissier qui a signifié le jugement d'admission à Geuvilliers, n'a pas énoncé dans son exploit le tribunal dans le ressort duquel il exerce ses fonctions;—Déclare nul ledit exploit, et par suite les demandeurs déchu de leur pourvoi, etc.

Du 11 therm. an 9.—*Rapp.*, le cit. Dantocq.—*Concl.* le cit. Merlin, subst.

RAPPORT DE JUGE.—DÉLIBÉRÉ.

Lorsqu'un jugement intervient sur un délibéré contenant la nomination d'un rapporteur, il est nécessaire, à peine de nullité, d'énoncer que le rapporteur a fait son rapport. (L. 24 août 1790, tit. 2, art. 14; C. 3 brum. an 2, art. 10; C. proc., art. 111, anal.) (2)

(Puris—C. Crétien.)

Le tribunal civil du département du Jura, saisi

(1) Jugé nombre de fois : *F.* 23 flor. an 9, et les autres jugements qui y sont indiqués.

(2) *F.* dans le même sens, Merlin, *Quest. de droit*, v° *Rapport de juge*, et *Rép.*, v° *Délibéré*; Pigeau, *Procéd. civ.*, tom. 1^{er}, pag. 255; Berrin-Saint-Pris, *Cours de proc. civ.*, tom. 1^{er}, pag. 243.—Un

de la contestation sur l'appel du sieur Claude-Louis-Marie Paris, demandeur en cassation, a rendu un premier jugement le 13 vent. an 5, qui porte, que « avant de faire droit, les pièces resteront sur le bureau, pour être délibéré sur icelles, en la salle du conseil, d'ici à l'audience du 23 vent. à laquelle la cause demeure continuée sans nouvelle citation; ordonne que lesdites pièces soient remises entre les mains du citoyen Bouquet, juge, que le tribunal même commissaire pour en faire le rapport, dépens réservés. »

A l'audience du 23 vent. suivant, le jugement définitif a été prononcé sans rapport, et celui de première instance a été confirmé.

Pourvoi en cassation pour contravention à l'art. 16 du tit. 2 de la loi du 24 août 1790, et à l'art. 10 de celle du 3 brum. an 2, résultant de ce que le jugement du 23 vent. avait été rendu sans rapport préalable.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 14 du tit. 2 de la loi du 24 août 1790, et l'art. 10 de la loi du 3 brum. an 2;—Attendu que, par le jugement du 13 vent. an 5, un rapporteur a été nommé, auquel les pièces ont été remises pour faire un rapport;—Attendu que le jugement du 23 vent. suivant n'énonce pas qu'il y eût été fait aucun rapport; d'où il résulte que ce dernier jugement a contravenu aux deux dispositions des lois ci-dessus citées;—Casse, etc.

Du 11 therm. an 9.—Sect. civ.—*Rapp.*, le cit. Oudot.—*Concl.* le cit. Merlin.—*Pl.*, les cit. Gérardin et Mathias.

CASSATION.—RENOI.—COMPÉTENCE.

Lorsqu'un jugement de cassation renvoie les parties devant le tribunal du domicile de l'une d'elles, cela doit s'entendre du domicile qu'avait la partie au moment du pourvoi, et non de celui qu'elle a pu choisir depuis, si les juges n'avaient pas connaissance du changement (L. 27 vent. an 8, art. 60.) (3)

(Perregaud—C. Perregaud.)

Une succession s'était ouverte au profit des frères Louis et Jacques Perregaud, tous deux alors domiciliés à Chambon, district d'Evaux.—Des contestations s'élevèrent sur la liquidation.—Jacques Perregaud ayant succombé en appel se pourvut en cassation, et dans sa requête, il indiqua son domicile à Chambon.—Quelque temps après, il transporta son domicile à Riom, et signifia acte de cette translation à son frère, mais ce changement resta inconnu au tribunal de cassation qui, faisant droit au pourvoi, renvoya les parties devant le tribunal du domicile du demandeur.

Jacques Perregaud saisit de l'affaire le tribunal du district de Riom, son nouveau domicile;—Louis Perregaud oppose un déclinatoire et demande son renvoi devant les juges du domicile qu'avait son frère au moment du pourvoi.

Le 2 prair. an 9, jugement du tribunal de Riom qui rejette le déclinatoire et retient l'affaire.

Pourvoi en règlement de juges.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 60 de la loi du 27

jugement de cass. du 29 mess. an 2, a même jugé, que depuis la loi du 16 août 1790, le rapport devait être fait en audience publique et non en la chambre du conseil.

(3) *F.* conf. Cass., 24 frim. an 10, même affaire.

vent. an 8;—Considérant que, par jugement du tribunal de cassation du 23 fructid. an 8, celui rendu en premier et dernier ressort par le tribunal du district d'Evau, séant à Chambon, le 11 vendém. an 4, entre Louis-Pierre Perregaud et Jacques Perregaud, son frère, a été cassé, les parties remises au même état où elles étaient auparavant et renvoyées devant le tribunal de première inst. du demandeur en cassation, Jacques Perregaud; que, dans les qualités du jugement du tribunal de cassation, il est dit que les deux frères Perregaud ont leur domicile dans la commune de Chambon, département de la Creuse; que, sous le prétexte que, depuis le jugement du tribunal de cassation rendu, il a transféré son domicile au lieu de la Feuillade, commune de Saint-Georges-de-Mont, département du Puy-de-Dôme, Jacques Perregaud, en exécution du renvoi ordonné par le jugement du tribunal de cassation, a fait citer Louis-Pierre Perregaud au tribunal de première instance séant à Riom, lequel tribunal, par jugement du 2 prair. dernier, sans avoir égard au déclaratoire proposé par Louis-Pierre Perregaud, a retenu connaissance de l'affaire;—Et attendu que c'est contre les dispositions du jugement du tribunal de cassation, du 23 fructid. an 8, qui a ordonné le renvoi des parties et de l'affaire au tribunal de première instance séant à Chambon, Jacques Perregaud ayant alors son domicile dans cette commune, que les juges du tribunal de première instance séant à Riom se sont déclarés compétents;—Déclare comme non-venu le jugement du tribunal de première instance de Riom, du 2 prair. dernier;—Ordonne que, conformément à son jugement du 23 fructid. an 8, les parties procéderont devant le tribunal de première instance de Chambon.

Du 12 therm. an 9.—Sect. req.—Prés., le cit. Vermeil.—Rapp., le cit. Lombard.—Concl., le cit. Arnaud, subst.—Pl., le cit. Cournot.

CONTRAINTE PAR CORPS. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Avant la loi du 15 germ. an 6, il n'était pas expressément ordonné aux tribunaux de prononcer la contrainte par corps en matière de commerce, dans le cas où il s'agissait de simples dommages-intérêts.—Cette condamnation était facultative et abandonnée à la prudence des juges. (L. 24 vent. an 5.) (1)

(La comp. de France—C. la comp. Godart.)

Par jugement du tribunal civil de la Seine du 16 prairial an 7 (sur l'appel d'un jugement rendu par le tribunal de commerce de Paris, le 16 nivôse précédent), la compagnie Godart avait été condamnée envers la compagnie de France, — 1° Au paiement d'une somme de 88,507 livres, pour reliquat du compte provenant de cinq traités, dont deux seulement antérieurs à la loi du 24 ventôse an 5, les trois autres postérieurs à cette loi, mais antérieurs à la loi du 15 germinal an 6; — 2° Au paiement d'une somme de 9,000 livres pour dommages-intérêts résultant d'inexécution des traités.

Pour l'exécution de son jugement, le tribunal civil de la Seine, adoptant sur ce point la décision du tribunal de commerce, n'ordonna la contrainte par corps, ni à raison du reliquat de compte, ni à raison des dommages-intérêts.

POURVOI en cassation de la compagnie de France.

Le principal moyen était pris de ce que la contrainte par corps n'avait point été ordonnée, — 1° Pour le reliquat du compte, bien qu'il se référât aux traités postérieurs à la loi du 24 ventôse an 5; — 2° Pour les dommages-intérêts, en ce qu'ils étaient accordés pour inexécution de faits commerciaux, postérieurs à la loi du 24 ventôse an 5.

On répondait : — Que le reliquat de compte eût été référé conformément aux traités antérieurs et aux traités postérieurs à la loi du 24 ventôse an 5; — Que les sommes payées étaient imputables plutôt sur les derniers traités, soit à raison de la convention des parties, soit parce que l'imputation se fait naturellement au gré du débiteur, et toujours sur la dette la plus onéreuse; — Que les faits contractés n'avaient pas même été allégués devant les tribunaux de commerce et d'appel.

Quant aux dommages-intérêts, on répondait qu'à la vérité ils étaient relatifs à l'exécution d'un acte commercial postérieur à la loi du 24 ventôse an 5; mais qu'il ne s'ensuivait pas qu'on eût dû prononcer la contrainte par corps puisque aucune loi n'ordonne la contrainte par corps pour dommages-intérêts, excepté en matière de justice répressive.

Le commissaire du gouvernement, le citoyen Merlin, a pensé que les dommages-intérêts suivent la nature du principal dont ils sont l'accessoire; d'où la conséquence qu'en matière commerciale, emportant contrainte par corps, les dommages-intérêts doivent emporter également contrainte par corps. — Mais, dans l'espèce, la matière était-elle de nature à emporter la contrainte par corps? — Il a distingué dans les lois relatives à la contrainte par corps, les dispositions qui ordonnent, et celles qui permettent aux juges de la prononcer. — Il a puisé dans les ordonnances de 1667 sur la procédure, de 1669 sur les eaux et forêts, de 1673 sur le commerce, de 1684 sur la marine, et même dans la loi du 15 germinal an 6, sur le rétablissement de la contrainte par corps, la preuve de cette distinction soigneusement observée par le législateur, d'ordonner ou de permettre la contrainte par corps, selon l'importance de la matière, le caractère des individus, la gravité des circonstances. Cette distinction une fois établie, il a fait observer qu'à la vérité la loi du 15 germinal an 6 ordonnait la contrainte par corps de marchand à marchand, pour fait de marchandises dont ils se mêlent respectivement. Mais la loi du 15 germinal an 6 est ici sans application, dit-il, puisque le traité dont il s'agit est de date antérieure à sa publication. — Les lois de l'espèce sont celles qui s'appliquent en vigueur la loi du 24 ventôse an 5, c'est-à-dire l'ordonnance de 1667 et l'ordonnance de 1673. — Or, l'ordonnance de 1667, titre 34, article 4, admet bien la contrainte par corps à raison de dettes entre marchands, pour fait de marchandises dont ils se mêlent, mais elle ne l'admet pas d'une manière impérative, elle dit seulement ne pas la défendre. — Quant à l'ordonnance du commerce de 1673, titre 7, elle ordonne bien la contrainte par corps pour l'exécution du commerce maritime; mais elle ne fait que la permettre pour l'exécution du commerce continental. — Donc les lois en vigueur à l'époque des traités dont il s'agit, n'étaient pas impératives de la contrainte par corps pour assurer leur exécution. — Donc, en ne prononçant pas la contrainte par corps, il n'a pas été contrevenu aux lois de la matière. — Conclusions en rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les parties,

(1) F. Merlin, *Quest. de droit*, v° *Contrainte par corps*, § 4.

soit devant le tribunal de commerce, soit devant celui d'appel, n'ont fait aucune distinction des fournitures qui pouvaient concerner un traité plutôt que l'autre; qu'on ne peut opposer, en cassation, un pareil moyen qui est de fait, et que, dans l'incertitude où les parties ont laissé les juges à cet égard, ils n'ont violé aucune loi, et s'y sont, au contraire, conformés en faisant l'imputation des sommes reçues sur les obligations les plus dures;—Attendu que la loi du 21 vent. an 5 qui a rétabli la contrainte par corps, sous l'empire de laquelle le traité qui a donné lieu à l'indemnité a été fait, renvoie aux précédentes lois pour les cas où cette contrainte doit avoir lieu; que l'ordonnance du commerce, ni aucune loi y relative, n'a imposé dans le cas où il s'agit de dommages-intérêts, l'obligation formelle de prononcer la contrainte par corps; d'où il suit que le jugement attaqué ne renferme aucune contravention expresse à la loi.—Rejetée, etc.

Du 12 therm. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Rousseau.—Concl., le cit., Merlin, subst.—Plaid. les cit. Chabroud et Jouselin.

APPEL.—CITATION.—DÉSERTION.

Un appel interjeté et suivi de citation dans le délai d'un an, fixé par les anciennes lois du Brabant, ne peut être déclaré désert par cela seul que la demandeur, après s'être désisté de sa citation et en avoir donné une nouvelle, aurait laissé cette dernière citation sans effet. (Ord. Albertine de 1604, art. 585.) (1)

(Vangen.—C. Sybon.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que le demandeur a appelé en temps utile du jugement du tribunal civil du département de la Meuse-Inférieure du 27 vent. an 6, et qu'il a aussi relevé cet appel en temps utile par ses citations du 21 fruct. et 23 brum. suivant, citations qui ont saisi le tribunal civil du département des Deux-Nèthes, de la cause qui lui avait été dévolue par la voie des exclusions; d'où il suit que ce dernier tribunal, en déclarant le demandeur déchu de son appel comme ne l'ayant pas relevé dans l'an, a visiblement fait une fautive application de l'art. 585 de l'ordonnance albertaine de l'an 1604;—Casse, etc.

(1) Le tribunal de cassation, après avoir, par ses jugemens des 17 prairial et 13 thermidor an 7, déclaré déserts des appels interjetés, mais non suivis de citation dans le délai fixé par les ordonnances de 1453 et 1493, est revenu sur sa jurisprudence, et n'a décidé, par ses jugemens des 12 prair. an 8, 3 niv. et 3 germ. an 10, 15 niv. et 4 fruct. an 11, que depuis la loi des 16-24 août 1790, il suffisait, pour la régularité de l'appel, qu'il fût interjeté dans le délai fixé par cette loi. Mais il est à remarquer que le jugement que nous rapportons ne fonde pas sa décision sur l'autorité des nouvelles lois; il applique au contraire l'art. 585 de l'ordonnance albertaine de 1604, lequel est ainsi conçu: «Si quelqu'un se plaignait des sentences données par une des quatre chefs-villes de notre pays de Brabant... il devra en réformer dans l'an de ladite sentence, et s'il n'en réformait point dans l'an, il paiera à la partie, pour son intérêt, six florins Carolus, et, à notre profit, la moitié de l'amende de folle réforme, à moins que cela ne se fasse du consentement des parties.»—La question, du reste, ne présente plus aucun intérêt sous l'empire de l'art. 456, Cod. proc., qui veut que l'acte d'appel contienne en même temps assignation.

Du 12 therm. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Dantrepont.—Concl., le cit. Merlin, subst.

AVAL.—GARANTIE.

La garantie simple apposée sur un effet de commerce, ne peut être assimilée à un aval qui renferme virtuellement la promesse solennelle de faire valoir. (Ord. 1673, tit. 5, art. 33.) (2).

(Barré.—C. Brière.)

Au mois de prair. 1793, Brière père souscrivit des billets au citoyen Barré pour une somme de 37,520 liv. Au dos de chaque billet, les fils Brière apposèrent un engagement ainsi conçu: «nous garantissons le présent billet.»

Après le décès de Brière, poursuites contre ses fils, soit comme associés de leur père, soit comme solidairement obligés au paiement, en raison de la garantie apposée au dos de chaque billet.

Le 14 fruct. an 6, jugement du tribunal de commerce de Paris, qui condamne solidairement les fils Brière: «Attendu que dans l'usage du commerce, toute garantie d'un effet de commerce est un aval, et a la force d'un endossement.»

Sur l'appel, jugement du 19 mess. an 7, qui, réformant la décision du tribunal de commerce, dispense les fils Brière de toute solidarité: «Attendu qu'ils n'étaient pas associés de leur père;—Attendu, en outre, que leur engagement n'étant qu'une simple garantie, ne donne lieu à poursuites pour le tout, qu'après la discussion du créancier.

POURVOI en cassation de la part du citoyen Barré, pour contravention à l'art. 33 du tit. 5 de l'ordonnance de 1673, ainsi conçu: «Ceux qui auront mis leur aval sur des lettres de change, sur des promesses d'en fournir, sur des ordres ou des acceptations, sur des billets de change, ou autres actes de pareille qualité concernant le commerce, seront tenus solidairement avec les tireurs, prometteurs, endosseurs et accepteurs, encore qu'il n'en soit pas fait mention dans l'aval:—Le demandeur en cassation disait donc: Tout aval d'un billet a ordre engendre une action solidaire.—Or, la garantie d'un billet a ordre est un aval; l'usage du commerce a consacré cette définition: il n'est pas de négociant qui ne confonde les deux expressions de garantie et d'aval.—Donc

(2) A notre avis, cette solution ne doit pas être prise comme une règle absolue, car le contraire aurait pu être jugé sans qu'il en résultât ouverture à cassation. Nous pensons même que l'on doit, en général, considérer comme aval toute garantie apposée sur un effet de commerce, à moins d'une réserve très expresse de ne s'obliger que comme simple garant. En effet, sous le Code de commerce (art. 142), dont les termes n'ont rien de plus précis sur la forme de l'aval que ceux de l'ordonnance de 1673, il a été décidé qu'une garantie de paiement de billets ou lettres de change constitue un aval on cautionnement commercial, encore que le garant ne soit pas commerçant, que la garantie soit consignée par acte séparé, et qu'elle désigne seulement les lettres de change, sans indiquer la date, le montant, ni l'échéance. P. Cass. 24 juin 1816; Toulouse, 23 mars 1822.—Il a encore été décidé qu'une simple signature apposée sur une lettre de change par une personne autre que celle sur laquelle cette lettre est tirée, est suffisante pour constituer un aval. P. Bruxelles, 13 nov. 1830 (Volume 1830).—P. au surplus, sur les caractères et les formes de l'aval, Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Aval, § 1^{er}; Merlin, Quasi, de droit, v^o Aval; Pardessus, Traité du contrat de change, n^o 181 à 186.

la garantie d'un billet à ordre emporte une obligation solidaire, selon le vœu de l'ordonnance de 1673. Dispenser le garant commercial de payer lui-même à défaut de paiement, ce serait bouleverser toutes les idées commerciales; ce serait jeter au sein du commerce une entrave funeste: la garantie est donc essentiellement une promesse de faire valoir, un véritable aval. — Tel est, au surplus, l'avis de Jousse, et de tous les autres commentateurs de l'ordonnance de 1673.

Le commissaire du gouvernement, le cit. Lefessier, a fait observer que le jugement dénoncé se trouvait conforme aux notions élémentaires du droit civil en matière de garantie; que la disposition prétendue violée ne dit point qu'il faille confondre l'aval avec la simple garantie; que si l'usage du commerce a consacré cette définition, il n'en suit bien qu'il y a mal jugé, mais il ne s'ensuit pas qu'il y ait contravention à la loi. — Par ces motifs il a conclu au rejet de la demande en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu qu'en déclarant que la simple garantie apposée au dos des billets à ordre, était autre chose que l'aval dont parle l'art. 33 du tit. 5 de l'ordonnance de 1673, le jugement dénoncé n'a pas contrevenu à la disposition de cet article; — Rejette, etc.

Du 14 thermid. an 9. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Lefessier, subst. — Pl., le cit. Becquy.

RENTE VIAGÈRE. — PAPIER-MONNAIE.

Du 14 therm. an 9 (aff. Lanes et Delgner). — V. le jugement sous sa véritable date du 24 therm.

SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE. — DÉCHÉANCE.

L'héritier qui, dans la ci-devant Provence, a été admis au bénéfice d'inventaire, n'est pas déchu de ce bénéfice, par cela seul qu'il n'a fait inventaire qu'après le délai fixé par l'art. 1^{er}, tit. 7 de l'ordonnance de 1667 (1).

(Bruni.—C. Bruni.)

François Bruni, habitant de Marseille, est décédé dans le mois de novembre 1772.

L'un de ses enfans, Jérôme Bruni, qui avait des reprises à exercer contre la succession, voulut se porter héritier bénéficiaire. — Il obtint par défaut, contre les créanciers et autres héritiers, une sentence de la sénéchaussée d'Aix, du 26 janvier 1773, qui lui permit d'accepter la succession sous bénéfice d'inventaire.

Il ne fut pas procédé à un inventaire juridique.

Jérôme Bruni est mort pendant le procès qu'il a eu à soutenir contre ses autres frères et sœurs, pour déterminer ses reprises.

En l'an 6, les enfans de Jérôme ont fait assai-

gner les créanciers et les héritiers de leur aïeul en reprise de l'instance originairement introduite par leur père devant la sénéchaussée d'Aix.

Anne Bruni et Breard Sagni leur ont opposé qu'ils devaient être considérés comme héritiers purs et simples de François Bruni; qu'ils ne pouvaient plus être admis à accepter cette succession sous bénéfice d'inventaire, parce que Jérôme Bruni, leur père, qu'ils représentaient, avait déjà encouru la déchéance, pour n'avoir pas fait procéder à l'inventaire dans le délai fixé par l'art. 1^{er}, tit. 7 de l'ordonnance de 1667.

Les héritiers de Jérôme ont répondu que l'article cité ne prononçait pas la déchéance de plein droit, dans le cas où celui qui voulait se porter héritier bénéficiaire n'avait pas fait procéder à l'inventaire dans les trois mois. — Que dans la Provence, les héritiers conservaient la faculté de faire inventaire pendant trente ans, lorsqu'ils y avaient été admis, si les créanciers ou autres intéressés ne les faisaient déclarer déchus de la faculté qui leur avait été accordée, ainsi qu'il résulte d'un arrêt du parlement d'Aix, du 14 février 1705, approuvé par un arrêt du conseil du 9 septembre 1709.

Sur cet incident, il fut rendu, le 6 frim. an 8, par le tribunal civil du département du Gard, un jugement qui repousse la prétention d'Anne Bruni et consorts, sur les motifs « qu'il est de principe, dans la ci-devant Provence, que l'héritier admis au bénéfice d'inventaire par sentence, a trente ans pour faire inventaire; qu'il est constant en fait, de l'autre, que les enfans Bruni sont encore dans ce délai; d'autre part, que jamais leur père ni eux n'ont renoncé au bénéfice dont ils avaient été investis, et que jamais ils n'en ont été déclarés déchus; qu'ainsi, leur droit à cet égard subsistant encore en son entier, ils ont été les maîtres d'en faire usage, parce qu'eux seuls sont les juges légitimes de leurs intérêts. »

POURVOI en cassation d'Anne Bruni et consorts, qui attaquaient ce jugement comme ayant contrevenu à l'art. 1^{er} du tit. 7 de l'ordonnance de 1667.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que l'ordonnance de 1667 ne prononce pas la nullité des inventaires faits après le délai porté en l'art. 1^{er} du tit. 7, et que l'usage du parlement de Provence a été approuvé par arrêt du conseil; — Rejette, etc.

Du 14 therm. an 9. — Sect. req. — Rapp., le cit. Brilat-Savarin. — Concl., le cit. Merlin, subst.

TRIBUNAUX SPECIAUX. — COMPÉTENCE.

Lorsqu'un individu, prévenu d'un crime d'incendie et d'un vol simple, était traduit devant un tribunal spécial, ce tribunal, compétent pour connaître de l'incendie, commettait un excès de pouvoir en s'attribuant en même temps la connaissance du vol. (L. 18 pluv. an 9, art. 11.) (2)

délai sans remplir cette formalité. Le délai n'est prescrit que pour donner aux créanciers de la succession la faculté de constituer l'héritier en demeure, ce qui n'empêche pas que celui-ci ne conserve, même après l'expiration des délais fixés par l'art. 795, la faculté de faire inventaire et de se porter héritier bénéficiaire, s'il n'a pas fait acte d'héritier pur et simple. (Cod. civ., 798 et 800.)

(2) Ce jugement ne fait que confirmer la doctrine qui ressort des jugemens précédens des 27 et 29 mess. an 9, etc., savoir que lorsque l'accusé traduit devant le tribunal spécial est inculpé de différens crimes, dont les uns sont de la compétence du tribunal, tandis que les autres sortent de ses attributions,

(1) La coutume de Provence, ainsi que beaucoup d'autres, telles que celles de Paris, d'Orléans, de Nancy, etc., n'admettaient à se porter héritier bénéficiaire que celui qui avait obtenu un chancellerie des lettres de bénéfice d'inventaire. — La loi du 7 sept. 1790 (art. 20 et 21) a supprimé l'usage de ces lettres pour toute la France, et, d'après l'art. 793 du Code civil, il suffit pour se porter héritier bénéficiaire d'une simple déclaration au greffe. — Quant à la question jugée par l'arrêt qui va suivre, elle devait être décidée de même aujourd'hui. En effet, bien que l'art. 795 du Code civil fixe un délai pour faire inventaire et délibérer, il n'y a ni déchéance, ni forclusion contre l'héritier qui a laissé passer ce

(V. Libor—C. Min. pub.)

Du 17 therm. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Verdigny.—Concl. le cit. Lecoutour, subst.

JURÉ.—SERMENT.

Du 18 therm. an 9 (A.E. Delor).—Même déclaration que par le jugement du 7 vent. an 9. (A.E. Leroy).

VOIE PUBLIQUE.—EMBARRAS.—EXCUSE.

Celui qui a embarrasé la voie publique, en y faisant brûler du café, ne peut être excusé de cette contravention, par cela seul qu'il avait dans sa boutique des matières combustibles. (C. 3 brum. an 4, art. 600 et 605.) (1)

(Leclerc—C. Min. pub.)

Leclerc, épicer, était prévenu d'avoir embarrasé la voie publique, en s'y établissant pour brûler du café. Cité devant le tribunal de police, il avait allégué pour sa défense, qu'il ne pouvait procéder à cette opération dans sa boutique, attendu que des matières inflammables y étaient déposées. Jugement qui accorde cette excuse. Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 605 du Code de délits et des peines; — Attendu que, d'après l'expression de la loi précitée il est défendu d'embarrasser ou de dégrader la voie publique; que ceux qui enfreignent cette prohibition encourent les peines prononcées par l'art. 600 du Code des délits et des peines; que l'exécution étroite de cette défense tient à la sûreté publique et à la police des voies publiques; — Attendu qu'il est constaté, par le procès-verbal dressé le 7 flor. dernier par le commissaire de police du 9^e arrondissement de Paris, que le cit. Leclerc, surpris pour la seconde fois faisant brûler du café sur la voie publique, a refusé d'obéir à la sommation lui faite par ledit commissaire de police de rentrer chez lui et de ne point embarrasser la voie publique; — Attendu qu'il résultait de ce procès-verbal la preuve que le cit. Leclerc était contrevenu, pour la seconde fois, aux réglemens de police; que l'excuse par lui proposée ne le dégageait des peines encourues qu'autant qu'il aurait justifié d'une autorisation préalable donnée par les corps administratifs: — Casse etc.,

Du 18 therm. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Liger-Verdigny.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

tions, le tribunal doit retruire, il est vrai, la connaissance des premiers, mais doit abandonner les autres à la juridiction ordinaire.

(1) D'après les termes de l'art. 474, n° 4, du Code pénal, le prévenu serait aujourd'hui admis à alléguer qu'il y avait pour lui nécessité d'embarrasser instantanément la voie publique, et la preuve de ce fait ferait disparaître la contravention. Du reste, l'arrêté d'un maire ne pourrait ajouter à la disposition de cet article, l'obligation préalable indiquée par le jugement, d'obtenir l'autorisation de l'autorité. P. Cass. 10 déc. 1824.

(2) Le décret de 16 juin 1793 était ainsi conçu : « La Convention nationale décrète que les prisonniers qui ont été élargis dans les journées des 2 et 3 sept. dernier, ne pourront point être poursuivis pour les mêmes faits qui avaient donné lieu à leur détention; et que ceux qui ont été arrêtés pour les mêmes faits, seront mis en liberté, à l'exception toutefois des prévenus d'assassinat, de vol avec effraction, de faux brevets au nom de la nation, de fabrication de faux assignats et monnaie, et du complot contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat »

AMNISTIE. — LOI DU 16 JUIN 1793.

La loi d'amnistie du 16 juin 1793 était applicable à l'accusé de faux en écriture publique, élargi dans les journées des 2 et 3 sept. 1792, lors même qu'il avait été condamné, si cette condamnation se trouvait frappée d'un pourvoi formé en temps utile au moment de son élargissement (3).

(Chedeville—C. Min. pub.)

Jugement du tribunal de la Seine du 18 août 1792, qui condamne Chedeville à six ans de fers pour fabrication de faux bons de la caisse de secours. Le 21, pourvoi en cassation. Dans les journées des 2 et 3 sept. 1792, il fut élargi. Repris le 16 germ. an 9, il réclama l'application de l'amnistie du 16 juin 1793. Jugement qui rejette sa demande. Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu la loi du 16 juin 1793; — Attendu qu'il est suffisamment constaté que le demandeur était dans la prison de la Grande-Force, et qu'il n'a été élargi que dans les journées des 2 et 3 sept. 1792; — Attendu que la loi ne distingue pas entre les prévenus et les condamnés, lorsqu'elle ordonne qu'ils seront mis en liberté; — Attendu que bien que le demandeur fût condamné par jugement du 18 août 1792, il ne l'était pas irrévocablement, puisqu'il s'était pourvu en cassation en temps utile; — Attendu qu'il résulte de ce qui précède que le tribunal criminel du département de la Seine a violé la loi précitée par son jugement du 26 prair. dernier en rejetant la demande de mise en liberté présentée par le demandeur: — D'après ces motifs, — Casse etc.

Du 19 therm. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Bauchau.—Concl. le cit. Lecoutour, subst.

1^o APPEL.—DÉCHÉANCE.—DÉLAI.2^o SUCCESSION.—EFFET RÉTROACTIF.—JUGEMENT.3^o ARBITRES.—JUGEMENT.—SIGNATURE.1^o La déchéance d'un appel interjeté tardivement ne peut être prononcée d'office par les juges (3).2^o La loi du 3 vend. an 4 (art. 11) n'annule point indistinctement tous les jugemens en matière de successions rendus en conformité de la loi de 17 niv. an 2, mais seulement les jugemens fondés sur les dispositions rétroactives de cette loi.(3) Cette question, qu'il ne faut pas confondre avec celle de savoir si l'exception tirée de ce que le jugement frappé d'appel est en dernier ressort, peut ou doit même être supplée d'office par les juges, ne paraît avoir été résolue directement par aucune autre décision que celle que nous recueillons ici. C'est à tort, selon l'observation de Favard-Langlade, Répert., ^{vo} Appel, sect. 1^{re}, § 2, n° 16, que Merlin cite comme la décidant affirmativement, un jugement de tribunal de cassation du 3 brum. an 10 (P. ce jugement à sa date.) Favard se prononce au surplus contre l'opinion émise dans l'affaire actuelle par Merlin, ainsi que Thomin Desmaures, Comment. de Code de proc., tom. 1^{er}, n° 49 et Berriat, pag. 420 et 762: — P. au contraire, dans le sens de Merlin, Poncet, des Jugem., tom. 1^{er}, pag. 459, et Hauteville, pag. 260. — De reste, il a été jugé par la Cour de Turin, le 6 juill. 1808, que l'exception de tardiveté de l'appel ne se couvre pas par la défense au fond; c'est aussi ce qu'enseigne Carré, Lois de la proc., t. 2, n° 1595; mais la Cour de Colmar a décidé le contraire, le 18 nov. 1815, et la Cour de cassation, le 30 nov. 1830.

30 *Un jugement arbitral n'est pas nul pour défaut de signature de l'un des arbitres, lorsque d'ailleurs il est constant que l'arbitre non signataire y a coopéré* (1).

(Héritiers Himstel—C. Hauck.)

Le 30 flor. an 3, sentence arbitrale entre Jean et Valentin Hauck, d'une part, et les héritiers Himstel, d'autre part, qui, sans égard à la copie d'un testament représentée par les premiers, envoie les seconds en possession de la succession de Jean Himstel, décédé en 1783.

Ultérieurement, action en nullité de cette sentence, par Jean et Valentin Hauck, comme étant fondée uniquement sur les dispositions rétroactives des lois des 5 brum. et 17 niv. an 3, dispositions rapportées par les lois des 9 fructid. an 3, et 3 vend. an 4, ainsi que toutes décisions rendues en conséquence.

A cette action, les héritiers Himstel opposent l'autorité de la chose jugée acquise à la sentence arbitrale, qu'ils soutiennent n'être nullement fondée sur l'effet rétroactif des lois de l'an 3.

4 messid. an 4, jugement du tribunal du Bas-Rhin qui décide, au contraire, que la sentence a son fondement dans les lois de l'an 3, déclare en conséquence cette sentence radicalement nulle, et ordonne de plaider au fond.

4 vent. an 5, nouveau jugement qui, prononçant définitivement, reconnaît valable le testament invoqué par les Hauck et leur adjuge la succession Himstel.

Appel.—9 messid. an 7, jugement du tribunal des Vosges qui décide, comme celui du 4 mess. an 4, que la sentence arbitrale est nulle, et confirme le jugement définitif du 4 vent. an 5.

POURVOI en cassation de la part des héritiers Himstel, pour fausse application de la loi du 3 vend. an 3, art. 11, abilitative de tous jugemens ayant leur fondement dans les dispositions rétroactives des lois de l'an 3, et pour contravention à l'art. 5, tit. 27, et à l'art. 1^{er}, tit. 35 de l'ordonnance de 1667 sur l'irrévocabilité des sentences et jugemens passés en force de chose jugée....., en ce que le jugement attaqué du tribunal des Vosges a prononcé l'annulation de la sentence arbitrale dont il s'agissait, quoiqu'elle fût tout-à-fait étrangère aux lois de l'an 3, et fût d'ailleurs passée en force de chose jugée.

Mais, de leur côté, et comme moyen de défense au pourvoi, Jean et Valentin Hauck ont opposé que le jugement de l'an 4, qui prononçait l'annulation de la sentence arbitrale, n'avait point été attaqué par appel, ou du moins, qu'il ne l'avait pas été dans les délais légaux, en telle sorte qu'il se trouvait lui-même avoir acquis l'autorité de la chose jugée. Ce qui dispensait, disaient-ils, d'examiner le mérite des moyens proposés par les demandeurs.

Ceux-ci ont soutenu qu'ils supposent qu'ils n'eussent formé appel du jugement de l'an 4 qu'après l'expiration des délais prescrits, nulle fin de non-recevoir contre cet appel n'ayant été proposée par les intimés, les juges d'appel n'avaient pas dû prononcer de fin de non-recevoir, et s'étaient trouvés légalement saisis de l'examen du mérite de ce jugement.

Le commissaire Merlin a pensé en contraire que les juges auraient dû prononcer d'office la

déchéance de l'appel interjeté tardivement, ce magistrat s'est livré sur ce point à une discussion étendue que l'on trouve dans ses *Quest. de Droit*, v^o Appel, § 9.

Les défendeurs, pour établir que la nullité de la sentence arbitrale de l'an 3 avait été justement prononcée par le jugement de l'an 4, argumentaient au surplus de ce que cette sentence n'était signée que de quatre arbitres, au lieu de cinq qui devaient y participer.

Après un arrêt de partage, et sur nouvelles plaidoires, le tribunal de cassation statue sur le pourvoi dans les termes suivans.

JUGEMENT (après délib.).

LE TRIBUNAL. — Attendu qu'il ne conste pas qu'il n'y ait pas eu d'appel interjeté en temps utile du jugement du 4 messid. an 4; que cet appel, quoique sans date, est relaté dans le jugement attaqué; que, s'il n'avait pas été interjeté dans le temps, il n'est pas vraisemblable que les intimés n'en eussent pas excipé; qu'au surplus, c'est là un fait sur lequel le tribunal de cassation n'est pas en état de statuer; qu'il ne peut, par conséquent, considérer le jugement du 4 mess. comme ayant acquis le caractère de la chose jugée;

Attendu qu'en confirmant ce jugement, le tribunal civil du département des Vosges a violé lui-même l'autorité de la chose acquise par la sentence arbitrale du 30 floréal an 3, en faisant une fausse application de la loi du 3 vendem. an 4 qui ne révoque que les jugemens fondés sur les dispositions rétroactives des lois des 5 brum. et 17 niv. an 3, ou d'autres lois subséquentes, et n'annule point ceux qui sont rendus par des arbitres nommés en conformité de cette loi, mais qui ne sont pas fondés sur la rétroactivité; — Attendu qu'il est constant, d'après les termes mêmes du jugement arbitral, que si le tribunal a été composé dans la forme voulue par la loi du 17 niv., sa décision n'a pas son fondement dans les dispositions rétroactives de cette loi;

Attendu, d'un autre côté, qu'il résulte du jugement arbitral que les cinq juges arbitres y sont établis; que le surarbitre a procédé conjointement avec eux; que le défaut de signature de l'un des arbitres n'entraîne pas la nullité de leur sentence; que cette nullité n'est prononcée, en ce cas, par aucune loi; que, d'ailleurs, un pareil jugement rendu en dernier ressort n'aurait pu, du moment que la loi du 3 vendem. an 4 ne s'y trouvait pas applicable, être rétracté que par la voie de la requête civile, aux termes de l'art. 1^{er}, tit. 35, ord. 1667; — Déterminé par ces motifs, vu l'art. 11 de la loi du 3 vendem. an 4, ainsi conçu: « Tous procès existans, même ceux pendans au tribunal de cassation, tous jugemens intervenus, partages ou autres actes et clauses, qui ont leur fondement dans les dispositions rétroactives des lois des 5 brum. et 17 niv., ou dans les dispositions des lois subséquentes rendues en interprétation, sont abolis et annulés; » l'art. 5, tit. 27, ord. 1667, portant: « Les sentences et jugemens qui doivent passer en force de chose jugée sont ceux rendus en dernier ressort et dont il n'y a pas d'appel, ou dont l'appel n'est pas recevable, soit que les parties y eussent formellement acquiescé, ou qu'elles n'en eussent interjeté appel dans le temps, ou que l'appel ait

(1) Sur cette question, *P.* les observations qui accompagnent le jugement du 3 vend. an 8, et les autorités en sens divers qui y sont citées; *P.* aussi *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o Arbitre, n^o 63 et suivans. Nous rappellerons ici que l'art. 1016 du Code de proc. dispose formellement qu'il suffit, pour la va-

lidité du jugement arbitral, que la majorité des arbitres signe... Pourvu, toutefois, qu'il soit d'ailleurs constaté que tous les arbitres ont concouru à la sentence. *P. Cass.*, 4 mai 1809, 8 juill. 1833 (Volume 1833); Paris, 9 mai 1833 (Volume 1833); Pigeau, *Proc. civ.* t. 1^{er}, p. 70.

a été déclaré pèri : l'art. 1^{er}, tit. 35 de la même ordonnance, qui veut que des arrêts et jugemens rendus en dernier ressort ne puissent être rétractés que par requête civile; — Cassé, etc.

Du 21 therm. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Rousseau. — *Pl.*, les cit. Mathias et Chabroud.

PATENTE. — HUISSIER. — COMMERCANT.

L'huissier qui n'a pas encore obtenu sa patente pour l'année dans laquelle il exploite, doit, sous peine d'amende, faire mention de celle de l'année précédente. (L. 7 niv. an 7.) (1)
La patente du marchand à la requête duquel est signifié un exploit pour opérations de commerce, doit être énoncée dans l'exploit, alors même que l'opération qui donne lieu à cet exploit remonterait à l'année antérieure, pour laquelle il était patenté. (L. 1^{er} brum. an 7, art. 37.)

(Min. pub. — C. Parter.)

Parter, huissier à Bordeaux, était poursuivi par le ministère public pour avoir notifié, le 13 niv. an 8, une citation dans laquelle la mention de sa patente et de celle du marchand à la requête duquel la citation était faite, avait été omise. Le ministère public conclut contre Parter à deux amendes de 500 francs.

Jugement du tribunal civil de la Gironde qui relase Parter de la poursuite : Attendu, 1^o que cet huissier s'était présenté le 9 niv. pour en obtenir une; mais qu'elle ne lui avait été délivrée que le 18 du même mois, ainsi que le constatait un certificat d'urcœur de l'enregistrement; — 2^o que la citation avait pour objet un fait de commerce de l'an 7, année pour laquelle le marchand avait été patenté, ce dernier n'avait point contrevenu à la loi, ni par suite l'huissier qui avait agi à sa requête.

Pourvoi en cassation de la part du ministère public.

JUGEMENT.

Vu les art. 4 et 37 de la loi du 1^{er} brum. an 7; — Et attendu, 1^o qu'il y avait plus de trois mois de l'an 8 écoulés, lors de la citation faite le 13 niv. de la même année; — 2^o que l'obtention d'une patente postérieure à cette époque ne pouvait justifier l'huissier Parter d'avoir agi sans en être pourvu au moment de cette citation; — 3^o Qu'en supposant même qu'il eût pu instrumenter valablement par continuation de celle de l'an 7, il aurait dû en faire mention dans cet exploit, sous peine de la même amende; — 4^o Enfin, que la loi, en assujettissant toute personne qui veut former en justice une demande relative à son industrie, à faire mention en tête de l'acte qui contient cette demande, n'a établi à cet égard aucune exception, d'où il suit que le tribunal civil du département de la Gironde a évidemment excédé son pouvoir en adoptant pour motif de son jugement du 13 plu., que, s'agissant d'un fait de commerce de l'an 7, lors duquel le marchand pour lequel l'huissier Parter avait exploité, était muni de patente, il n'y avait pas lieu à prononcer l'amende encourue par la loi; — Cassé, etc.

Du 21 therm. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Pajon. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst.

BAIL A FERME. — DIME. — TAILLE.

Le fermier qui fait à son bailleur des offres réelles pour s'acquitter de tout ce qu'il doit

comme fermier, est obligé de comprendre dans ses offres le montant de la dime et de la taille. (L. 10 avril 1791.) (2)

(Desrains — C. Delaporte.)

Par bail du 30 mai 1784, Desrains avait affermé différens immeubles du sieur Delaporte. — En mess. an 3, débiteur d'un restant de fermages, et d'une somme de 1,000 livres en vertu d'une transaction passée en janvier 1793, il fit offrir réellement au sieur Delaporte, en assignats, une somme de 2,064 livres, qu'il déclara devoir à titre de restant du fermage, et d'une autre de 1,000 livres due, dit-il, en vertu de la transaction. — Jugement du tribunal civil de l'Yonne, qui annule les offres comme insuffisantes, parce qu'à la somme due pour fermages, le sieur Desrains n'avait pas ajouté la valeur de la dime et de la taille de 1791, 1792 et 1793.

POURVOI en cassation de la part de celui-ci, fondé sur ce que la valeur de la dime et de la taille ne faisait point partie des fermages, et qu'en supposant le contraire, ces deux objets n'étant pas liquidés, il n'avait pu les comprendre dans ses offres réelles.

Le cit. Merlin, substitué du commissaire du gouvernement disait : — La loi du 10 avril 1791, est celle qui a supprimé les dimes et les tailles, en les remplaçant par une contribution foncière, dont les propriétaires ont été seuls chargés. — Et comme d'une part, cette suppression n'a point eu lieu dans l'intérêt des fermiers, cette même loi leur a imposé l'obligation de payer aux propriétaires ce qu'ils payaient autrefois à la nation. — Avant cette suppression, la dime n'était pas une charge du fonds, mais seulement des fruits; cela est si vrai, c'est que l'on s'adressait toujours aux fermiers pour en obtenir le paiement, et qu'en cas même de refus, l'action n'était point ouverte contre le propriétaire. Il est si vrai encore que le fermier ne payait que sa propre dette, qu'il ne pouvait la précompter sur ses fermages vis-à-vis du bailleur.

A l'égard de la taille dont parle la loi de 1793, elle était également la dette personnelle du fermier, c'est ce qu'elle explique suffisamment par l'art. 2, en déclarant qu'elle n'est point partie des tailles auxquelles le fermier aura été personnellement cotisé sur les rôles de 1790, à raison de chaque fermage.

Si c'est comme fermier que le preneur est obligé maintenant de payer au bailleur la dime et la taille qu'il payait autrefois à la nation, évidemment les choses qui font les objets de ces prestations, sont fermages par leur nature, et dès lors le sieur Desrains qui n'a pas compris dans ses offres les dimes et la taille des années 1791, 1792 et 1793, n'a pas offert tout ce qu'il devait, et le tribunal civil de l'Yonne, en les déclarant nulles, s'est conformé à la loi.

A l'égard de l'objection tirée de ce que la dime et la taille dues par le sieur Desrains n'étant pas liquidées, ne pouvaient être comprises dans ses offres : la réponse est écrite dans l'art. 10 de la loi du 10 avril 1791 : lorsque le propriétaire n'aura point formé de demande, le fermier pourra faire offre extrajudiciaire d'une somme déterminée pour la valeur réelle de la dime et le montant d'imposition dont il doit tenir compte, en désignant néanmoins l'expert dont il entend faire choix pour procéder à une nouvelle évaluation, au cas où la sienne serait contestée.

(1) *P.* la note sur la jugement du 7 niv. an 7 (aff. Anoteau).

(2) *P.* le réquisitoire de Merlin, rapporté dans ses *Quest. de droit*, v^o Bail, § 7.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les offres réelles du 11 mess. an 3, étaient insuffisantes et nulles, ainsi que la consignation qui s'en est suivie, soit parce que ni ces offres, ni cette consignation ne comprenaient rien pour raison de la dîme et de la taille, dont, aux termes de la loi du 10 avril 1791, Desrains était comptable envers Delaporte, ainsi que de ses fermages, et dans le même temps; soit parce qu'elles ne portaient qu'à 1,000 livres au lieu de 1,800 livres l'indemnité que Desrains devait d'après l'arrangement du 29 janvier 1793, d'où il suit que le jugement n'a pas fausement appliqué la loi du 10 avril 1791; — Rejette, etc.

Du 22 therm. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Babilhé. — Concl., le cit. Merlin, subst.

SIMULATION. — PREUVE TESTIMONIALE. — PRÉSUMPTIONS.

La simulation d'un contrat peut être établie à l'aide de la preuve testimoniale ou de présomptions, lorsqu'elle est opposée par des tiers dont elle tend à frauder les droits;.... par exemple, les héritiers d'un vendeur (1).

(Combray—C. Duclos.)

La citoyenne Duclos, étant vététaire, fut sollicitée par Combray d'aller demeurer chez lui. — Elle accéda à sa proposition. — Mais avant d'y aller, elle fit une protestation devant notaire, contre tout acte qu'elle pourrait consentir pendant son séjour chez Combray, le désavouant d'avance. — Peu après, la cit. Duclos lui passa vente de son bien, moyennant une somme de 75,000 liv. qu'elle déclara avoir présentement reçue. — Bientôt elle décéda.

Immédiatement après son décès, les héritiers de la cit. Duclos font constater par inventaire qu'il ne se trouvait pas d'argent à elle appartenant dans le lieu où elle était décédée. — Et de suite ils attaquent la vente et la quittance comme simulées, frauduleuses, nulles.

37 prair. an 3, jugement du tribunal du district d'Yvetot; et 22 frim. an 5, jugement du tribunal de l'Eure, conformes à leurs conclusions.

POURVOI en cassation de la part de Combray, pour contravention aux lois qui ordonnent l'exécution des contrats, et à l'ordonnance de 1667, tit. 20, art. 2, qui ne permet pas de prouver contre le contenu aux actes.

Les défendeurs ont répondu que les lois sur l'exécution des contrats ne s'opposent pas à ce que les actes empreints de fraude et de simulation fus-

sent critiqués. Les actes simulés ne sont point des contrats: *colorem habent, non substantiam; contractus fingitur*: de tels actes sont essentiellement nuls; *quæ simulatæ geruntur pro infectis habentur*. L. cum est 21, Cod. de transaction. liv. 2, tit. 4. — Quant à l'ordonnance de 1667, elle ne défend les preuves contre et outre le contenu aux actes, que parce qu'elle veut que toutes les conventions importantes soient rédigées par écrit; que la disposition invoquée n'est donc pas applicable, relativement aux délits ou quasi-délits qui altèrent les conventions parce qu'alors il n'y a pas eu possibilité de confier la vérité à des écrits; qu'en matière de dol et de fraude, *contrarium scriptum admittitur testimonium*; que tous les auteurs, tous les arrétistes attestent uniformément que tel est le sens de l'ordonnance. — V. d'Aguesseau, 39^e plaidoyer.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que le jugement d'appel a constaté et décide, en fait, que le contrat de vente et la quittance dont il s'agit sont des actes frauduleux; — Rejette, etc.

Du 22 therm. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Henrion. — Concl. conf., le cit. Merlin, subst.

JUGE SUPPLÉANT.—HOMME DE LOI.

La loi du 30 germ. an 5, qui autorise l'admission des hommes de loi pour remplacer les juges, n'est pas abrogée par la loi du 27 vent. an 8, sur l'organisation judiciaire (2).

(Veuve Boudle.)

La veuve Boudle et son fils, dénonçaient à la censure du tribunal de cassation un jugement d'appel en matière civile; et leur principal moyen était pris de ce que le tribunal, pour se compléter, avait appelé un des jurisconsultes présents à l'audience.

Ils disaient que jamais les anciennes Cours souveraines n'appelaient de simples gradués sur leur siège. — Que nos tribunaux d'appel doivent s'interdire, d'autant plus qu'appeler un défenseur subitement, pour juger à l'instant même, ce serait rendre impossibles toutes réquisitions péremptoires, puisque, d'après la loi du 33 vend. an 4, elles doivent être faites trois jours avant l'audience; — Que si la loi du 29 août 1792 établit cette permission, ce fut par la force des circonstances révolutionnaires, et pour maintenir une foule de jugemens infectés de cette irrégularité; mais que la constitution de l'an 3, et la loi du 19 vend. an 4, rétablirent bientôt la pureté des principes, en ne confiant le pouvoir de juger, même momenta-

n'est pas aussi unanime, et que quelques décisions ont admis les parties à arguer de simulation des contrats souscrits par elles: V. *Jurisprudence du XIX^e siècle, v^o Simulation, § 2.* — Mais un autre point sur lequel la jurisprudence est bien fixée, et qui a quelque rapport avec celui dont nous venons de parler, c'est que les parties contractantes sont admissibles à attester, pour cause de dol et de fraude, les actes émanés d'elles, et que de tels actes (fussent-ils dressés en forme authentique) peuvent être annulés sur de simples présomptions et sans besoin d'inscription de faux. Le motif de ces décisions, c'est que la fraude fait exception à toutes les règles. V. Cass. 24 therm. an 13; 20 fév. 1811; 1^{er} fév. 1832 (Volume 1832); 20 fév. 1832 (Volume 1832); 31 juill. 1833 (Volume 1833); 4 fév. 1836 (Volume 1836); 2 mars 1837 (Volume 1837).

(2) V. Conf., Cass., 4 pluv. an 10; 12 pluv. an 13; 11 prair. an 13; 7 janv. 1806, 30 oct. 1811.

(1) C'est là un principe qui, de tout temps, a été des plus certains. Dès qu'un individu n'a pas participé à l'acte qui couvre la simulation, cet acte a pour lui le caractère de la fraude; et par suite, s'il lui préjudicie, il peut en prouver la simulation soit par de simples présomptions, soit par témoins, en ce qui le concerne. — Mais il en est différemment quant aux parties contractantes entre elles: *Nemo videtur fraudare eos qui sciunt et consentiunt*. Cette distinction est enseignée par tous les auteurs: Pothier, *des Oblig.*, n^o 768. Toullier, t. 9, n^o 185 et 184; Duranton, *des Oblig.*, n^o 1394, 1398, et *Contrats de droit français*, t. 13, n^o 838; Favard Langlade, *Répert.*, v^o Simulation; Rolland de Villargues, *Répert.*, *hoc verb.*, n^o 9 et suiv.; Merlin, *Répert.*, v^o Simulation, et *Quest. de droit*, v^o Pignoratif; Proudhon, *de l'Usufruit*, t. 3, n^o 1908... A moins, fait justement observer Duranton, n^o 339, qu'il n'existe un commencement de preuve par écrit. — Cependant il faut reconnaître que la jurisprudence

nément, qu'à des élus du peuple.—Qu'à la vérité, la loi du 30 germ. an 5 permet encore aux tribunaux d'appeler un ou deux défendeurs officieux; mais que cette loi fut également circonstancielle, et rendue avec urgence; que d'ailleurs elle est essentiellement abrogée par la constitution de l'an 8, et par la loi du 27 vent. suivant;—Qu'en matière de pouvoirs publics, chaque nouvelle distribution change absolument la distribution précédente; que si l'organisation judiciaire, faite en conséquence de la constitution de l'an 3, avait abrogé la loi du 29 août 1793, tellement que pour autoriser l'usage des gradués ou hommes de loi, il fallût la loi du 30 germ. an 5, par identité de raison, l'organisation judiciaire, faite en conséquence de la constitution de l'an 8, doit avoir abrogé la loi du 30 germ. an 5;—Que la loi du 27 vent. an 7 a prévu le cas d'empêchement de quelques juges; et qu'elle y a pourvu en donnant des suppléants élus aux tribunaux de première instance, et en donnant aux tribunaux d'appel un nombre de juges assez considérable pour n'avoir jamais besoin de suppléants;—Qu'à la vérité, le conseil d'Etat, par sa délibération du 17 germ. an 9, a émis l'opinion que les tribunaux d'appel pouvaient faire monter sur le siège un homme de loi pour vider les partages; mais qu'il ne faut pas en conclure qu'ils aient la même faculté pour se compléter; que la même délibération a grand soin de montrer comment il leur est toujours facile de se compléter eux-mêmes, tandis que souvent il leur serait impossible de prendre dans leur sein pour vider les partages.—Qu'au surplus, l'art. 25 de l'acte constitutionnel ne charge le conseil d'Etat de la solution des difficultés qu'en matière administrative; qu'un seul tribunal de cassation appartient de fixer le sens des lois judiciaires.

Le commissaire a pensé que la seule question était de savoir si la loi du 30 germ. an 5 était abrogée en ce qui touche l'admission des hommes de loi pour remplacer les juges, et si s'est prononcé pour la négative.—Une loi n'est abrogée, dit-il, que de deux manières: positivement, par une disposition expresse qui la déclare abrogée; ou tacitement, par une disposition contraire et inconciliable.—Or, aucune loi ne déclare abrogée celle du 30 germ. an 5, sur le point dont il s'agit; et l'organisation judiciaire, du 27 vent. an 8, n'a rien d'inconciliable ou de contraire à l'admission d'un défendeur en l'absence des juges d'appel.—La loi du 30 germ. n'est donc pas abrogée.—Il a conclu au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que la loi du 30 germ. an 5 n'a point été abrogée.—Rejette, etc.

Du 22 therm. an 9.—Sect. des req.—Rapp., M. Boyer.

1^o CASSATION.—Débouté d'opposition.2^o EXPLOIT.—HUISSIER.—IMMATRICULE.

1^o La pourvoi en cassation contre un jugement en dernier ressort portant débouté d'opposition, peut être admis, bien qu'on n'attaque pas en même temps le jugement auquel l'opposition était formée (1).

2^o Avant la loi du 7 niv. an 7, les exploits signifiés par un huissier étaient valables, quoique cet officier ministériel y eût indiqué sou-

lement son ancienne immatricule; il n'était pas nécessaire qu'il énonçât le tribunal dans le ressort duquel il exerçait ses fonctions (2).

(Decougué—C. Leroux et Brandin.)

Le 28 therm. an 4, la demoiselle Leroux et le sieur Brandin obtinrent du tribunal d'appel du département de l'Eure, un jugement par défaut contre le sieur Decougué, confirmatif d'un précédent jugement rendu par le tribunal civil de la Seine-Inférieure.

Opposition de la part du sieur Decougué.—Le 28 frim. an 5, jugement qui le déboute de son opposition.

POURVOI en cassation contre ce jugement de la part du sieur Decougué.

Les défendeurs ont soutenu que le demandeur devait être déclaré non recevable dans son pourvoi en cassation du jugement de débouté d'opposition, parce qu'il n'attaquait point en même temps le jugement par défaut du 28 therm. an 4; que cela était si vrai, que quand bien même sa demande serait accueillie, l'arrêt de la Cour deviendrait inutile, puisque le jugement par défaut qui le condamne conserverait toute sa force.

Le demandeur a répondu que la loi ne lui faisait pas impérativement un devoir de se pourvoir en cassation contre les deux jugements, et que par conséquent il ne pouvait être prononcé contre lui aucune fin de non-recevoir; que s'il se bornait à attaquer celui qui le déboute de son opposition, il voulait seulement être mis au même état où il était avant ce jugement; que son annulation produirait cet effet, puisqu'elle lui donnerait la faculté de revenir contre le jugement par défaut, qui n'a acquiescé la force de chose jugée, que par le débouté de son opposition.

Un moyen de nullité était en outre proposé par les défendeurs contre la signification à eux faite du jugement d'admission. Ce moyen était fondé sur ce que l'huissier n'avait pas indiqué, dans son exploit, le tribunal dans le ressort duquel il exerçait ses fonctions.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que l'exploit de signification du jugement d'admission est antérieur au loi du 7 niv. an 7;—Attendu que, si le jugement du 28 frim. an 5 était cassé, l'opposition formée à celui par défaut du 28 therm. précédent subsisterait, et que le tribunal auquel la connaissance du fond serait renvoyée aurait à statuer sur cette opposition.—Ordonne qu'il sera passé outre au rapport de la demande en cassation.

Du 22 therm. an 9.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malerville.—Rapp., le cit. Henrion.—Concl., le cit. Merlin, subst.—Pl., les cit. Duclos et Bedin.

RENTE VIAGÈRE.—PAPIER-MONNAIE.—

REDUCTION.

L'obligation pour les débiteurs de rentes viagères, créées pendant la cours du papier-monnaie, d'en requérir la réduction dans un délai, à peine d'en continuer le paiement, valeur métallique, concerne même les débiteurs qui étaient alors en contestation sur la dette de la rente. (L. 13 pliv. an 6, art. 13; 26 prair. an 6, art. 1^{er}.) (3)

de faire casser le premier. V. Merlin, *Quat. de droit*, vis *Cass.*, § 9, et *inscrip. de faux*, § 1^{er}.

(2) Mais il en fut différemment à partir de la loi du 7 niv. an 7: V. 23 flor. an 7 et la note.

(3) Décision conforme, *Cass.* 21 vent. an 13.

(1) Mais le pourvoi formé seulement contre le jugement par défaut, maintenu sur opposition, serait non recevable, si l'on n'attaquait pas en même temps le second jugement: V. *Cass.* 14 flor. an 10; 21 avr. 1807 et 24 nov. 1823. En effet, le second jugement continuant de subsister, à quoi servirait

(Poulin—C. Cottu-Millon.)

Par acte sous signature privée, du 1^{er} niv. an 2, Cottu-Millon et sa femme ont constitué, au profit de la veuve Bonnefoi, une rente viagère de 1000 fr., dont 250 fr. reversibles, après sa mort, sur la tête de Poulin, alors son domestique. — La veuve Bonnefoi étant décédée, Poulin demanda le paiement en numéraire de la partie de rente réversible sur sa tête, faite par Cottu-Millon et sa femme d'avoir fait les déclarations prescrites par les lois des 13 pluv. et 26 prair. an 6, pour être admis à réclamer la réduction.

Le tribunal civil du département de l'Oise a, par jugement du 23 niv. an 7, condamné Cottu-Millon et sa femme à payer et continuer à Poulin, pendant sa vie, la portion de rente montant à 250 fr. en numéraire, et sans réduction.

Mais, sur l'appel, le tribunal civil du département de la Somme a, par jugement du 28 germ. an 7, décidé qu'il y avait lieu à réduction, par le motif que l'art. 13 de la loi du 13 pluv. an 6 ne pouvait être appliqué qu'aux débiteurs reconnus, et non à ceux qui, comme Cottu-Millon et sa femme, ont soutenu ne rien devoir.

Pourvoi en cassation pour excès de pouvoir, et contravention à l'art. 13 de la loi du 13 pluv. an 6, en ce que le tribunal civil du départ. de la Somme a fait une distinction que la loi n'admet pas.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'art. 13 de la loi du 13 pluv. an 6, ainsi conçu : — « Dans les cas ci-dessus prévus, il sera libre aux débiteurs des rentes viagères d'en requérir la réduction aux divers taux réglés par les art. 5, 6, 7, 8, 9 et 11; ce qu'ils seront tenus de dénoncer aux créanciers, à personne ou à domicile, dans le délai de deux mois à dater de la publication de la présente; à défaut de quoi, ils seront censés avoir opté pour la continuation du paiement de la rente au taux et à la valeur nominale déterminés par la convention; » — Et l'art. 1^{er} de la loi du 26 prair. an 6, portant : — « Les débiteurs de rentes viagères créées pour capitaux fournis en assignats jouiront d'un nouveau délai d'un mois, à dater de la publication de la présente, pour faire notifier aux créanciers desdites rentes la déclaration prescrite par l'art. 13 de la loi du 13 pluv. dernier, pour en faire réduire le montant aux divers taux réglés par ladite loi; ledit délai passé, ils en seront irrévocablement déchus; » — Attendu que le tribunal civil du département de la Somme, en jugeant que l'art. 13 de la loi du 13 pluv. an 6 ne pouvait être appliqué qu'aux débiteurs reconnus, et non à ceux qui, comme les appelants, avaient toujours soutenu ne rien devoir au demandeur, a fait une distinction qui n'est ni dans le vœu ni dans le texte de cet article; — Attendu qu'il ne suffit pas à un débiteur qui a souscrit une obligation de prétendre qu'il ne doit rien pour se dispenser de remplir les formalités prescrites par les lois, et pour conserver néanmoins les avantages qu'elles accordent; — Attendu que le tribunal civil du département de la Somme n'a pu, au moyen d'une distinction qui ne se trouve pas dans la loi, prononcer la réduction de la rente dont il s'agit en faveur des débiteurs qui n'ont pas fait la déclaration prescrite par l'art. 13 de la loi du 13 pluv. an 6, sans méconter ses pouvoirs, sans contravenir à cette loi et à l'art. 1^{er} de celle du 26 prair. suivant : — Casse, etc.

Du 23 therm. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Odot. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

RENTE VIAGÈRE. — PAPIER-MONNAIE. —**RÉDUCTION.**

Lorsqu'une rente viagère a été constituée pendant le cours du papier-monnaie, pour une créance résultant d'un contrat antérieur, la réduction de la rente viagère doit être faite en remontant non à l'origine de la créance, mais à la date du contrat de constitution. (L. 13 pluv. an 6, art. 7 et 8.)

(Lanes et Delgner — C. Lamartine.)

Par acte du 3 vent. an 3, il fut fait un échange d'immeubles entre le cit. Bénédicis, d'une part, et les cit. Lanes et Passios, de l'autre. — La différence de valeur des objets échangés rendit le premier créancier des seconds d'une somme de 26,000 fr.

Le cit. Delgner fut ultérieurement associé pour un tiers par Lanes et Passios au bénéfice de l'échange, et devint codébiteur avec eux de Bénédicis.

Par contrat du 12 flor. an 3, Bénédicis céda au cit. Lamartine sa créance de 26,000 fr. sur Lanes Passios et Delgner. — Une dette de 4,000 fr. hypothéquée sur les biens donnés en échange par Bénédicis, et un paiement de 12,000 fr. fait par Lanes et Delgner ayant réduit à 20,000 fr. la créance cédée à Lamartine, ledit Lanes et Delgner offrirent à ce dernier de lui faire une rente viagère de 1,400 fr. sans retenue; cette offre fut acceptée, et un contrat passé en conséquence le 13 frim. an 4.

la loi du 15 pluv. an 6 étant intervenue, Lanes et Delgner ont demandé que la rente par eux due à Lamartine fût réduite conformément à cette loi.

Lamartine n'a pas nié que la rente dût être réduite; mais il a prétendu que, pour opérer la réduction, il fallait remonter, non pas à la date du contrat de rente, comme le voulaient ses adversaires, c'est-à-dire au mois de frim. an 4; mais à l'origine de la créance, c'est-à-dire au mois de vent. an 3.

Ce système, repoussé en première instance par le tribunal civil du département de la Haute-Garonne, fut consacré sur l'appel par un jugement du tribunal civil du département du Tarn du 1^{er} pluv. an 8.

Pourvoi en cassation par Lanes et Delgner:

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu les art. 7 et 8 de la loi du 13 pluv. an 6; — Considérant que la loi du 11 frim. an 6, qui veut que, dans les cas prévus par son art. 9, la réduction ait lieu, en égard aux valeurs réellement fournies, en remontant à l'origine de la dette, n'est relative qu'aux obligations contractées pendant la durée de la dépréciation du papier-monnaie; — Que la loi du 13 pluv. an 6 a pour objet spécial les rentes viagères créées à la même époque; que les articles cités de cette loi règlent le mode de réduction des rentes de cette nature créées au moyen d'un capital en papier-monnaie depuis le 1^{er} juillet 1793 jusqu'à la publication de la loi du 13 frim. an 4;

Considérant qu'il s'agit, dans l'espèce, d'une rente viagère; que le contrat de création de cette rente est du 13 frim. an 4, antérieur conséquemment à la publication de la loi de ce jour; que quand une loi est claire, il ne faut pas en chercher l'interprétation dans d'autres lois étrangères à l'espèce; que l'expression de la loi du 13 pluv. an 6, *rentes créées*, ne présentant aucune équivoque, il ne saurait être permis de recourir à la loi du 11 frim. précédent, pour dire que l'on doit considérer, relativement à la réduction des rentes viagères, non l'époque de leur création, mais celle de

l'origine de la dette; qu'il s'agit de là qu'en réduisant, conformément au tarif de dépréciation pour le mois de vent. an 3, la rente dont il s'agit, qui n'a été créée que le 13 frim. an 4, le tribunal civil du département du Tarn, a contrevenu formellement aux dispositions de la loi citée du 13 pluvi. an 6; — Casse, etc.

Du 21 therm. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Aumont.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

JURÉ.—SERMENT.

Du 25 therm. an 9 (aff. Joyaud).—Même décision que par le jugement du 7 vent. an 7 (aff. Leroy).

DOUANES. — MARCHANDISES ANGLAISES. — CONFISCATION.

La confiscation des marchandises ne peut être prononcée, en cas de nullité de la saisie pour vice de forme, lorsque des marchandises ne sont pas prohibées à l'entrée et qu'elles ont été saisies dans l'intérieur de la république. (LL. 22 août 1791, art. 23; 10 brum. an 5, art. 1 et 5.)

(Grégoire—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 1^{er} et 5 de la loi du 10 brum. an 5, et l'art. 23 de la loi du 22 août 1791; — Considérant qu'il résulte de la disposition des articles précités que les marchandises désignées dans l'art. 5 de la loi du 10 brum. an 5, ne sont réputées marchandises anglaises qu'à l'importation; que, d'autre part, la confiscation ordonnée par l'art. 23 de la loi du 22 août 1791, n'est applicable qu'aux marchandises prohibées à l'entrée, et ne peut concerner les marchandises qui ont une libre circulation dans l'intérieur; — Et attendu que, dans l'espèce, les marchandises réclamées par Catherine Grégoire ont été saisies dans l'intérieur de la république, et que, d'un autre côté, il a été reconnu que rien ne démontrait qu'elles eussent eu une origine anglaise ou qu'elles provinsent d'un commerce anglais, il est évident que le tribunal criminel, en ordonnant la confiscation des marchandises dont il s'agit, a fait une fautive application de l'art. 23 de la loi du 22 août 1791; qu'il a commis un excès de pouvoir qui donne lieu à la cassation de son jugement, conformément à l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Casse, etc.

—Du 26 therm. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Généreux.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JURÉ (QUESTIONS AU). — ACTE D'ACCUSATION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, les questions au jury devaient être posées, non pas seulement sur la délit résultant du résumé de l'acte d'accusation, mais sur tous les faits développés dans cet acte et caractérisant différents crimes ou différentes nuances du même crime.

(1) Cette décision était la conséquence nécessaire du mode de procédure adopté par le Code du 3 brum. an 4. En effet, le jury d'accusation était appelé à admettre ou rejeter l'acte d'accusation tout entier : lorsqu'il déclarait, conformément à l'art. 243, oui, il y a lieu, cette déclaration se référait à l'accusation tout entière, telle qu'elle résultait de l'ensemble de l'acte et non pas seulement de son résumé. Aussi, l'art. 373 prescrivait de poser toutes les questions résultant de l'acte d'accusation : c'était cet acte qui formait le fondement et la base de l'accusation. — Le Code d'instruction criminelle a modifié complètement ces formes : ce n'est plus l'acte

En conséquence, si les faits qui servaient de base au résumé de l'accusation caractérisaient une tentative de vol, quoique ce résumé n'indiquât qu'un vol consommé, le jury devait, à peine de nullité, être interrogé sur la tentative. (C. 3 brum. an 4, art. 373.) (1)

(Gast — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 373 du Code des délits et des peines; — Attendu que le résumé d'un acte d'accusation ne fixe pas exclusivement le délit sur lequel doivent être posées les questions; qu'elles doivent se déterminer aussi par tous les détails qui, développés dans l'acte d'accusation, caractérisent différents crimes ou différentes nuances du même crime; que si, dans l'espèce, le résumé de l'acte d'accusation ne présentait que le fait d'un vol consommé, le détail des faits qui servaient de base à ce résumé caractérisait, de la manière la plus expresse, une tentative de vol, c'est-à-dire un vol commencé; qu'il ne suffisait donc pas de poser des questions sur un vol consommé; que la réponse négative du jury sur ce vol ne pouvait pas détruire l'accusation sur le vol commencé, ou sur la tentative de vol; que le commissaire du gouvernement a requis la position de toutes les questions qui résultaient de l'acte d'accusation; qu'il a demandé qu'il en fût posé sur la tentative de vol; que le tribunal criminel du département du Haut-Rhin a refusé d'accéder à ces réquisitions, et que le jury n'a été interrogé que sur le vol consommé; que la prévention n'a donc pas été déclarée non convaincue de tous les faits qui étaient portés contre elle dans l'acte d'accusation; que l'ordonnance d'acquiescement, que le président du tribunal criminel a prononcée en sa faveur, est donc un excès de pouvoir, et que le jugement qui a rejeté les réquisitions du commissaire du gouvernement est une violation de l'art. 373 précité; — Casse, etc.

—Du 27 therm. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Barris.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DOUANES. — CONFISCATION. — CERTIFICAT D'ORIGINE.

Des marchandises introduites de l'étranger en France, par des lieux autres que ceux désignés par la loi, et sans être accompagnées d'aucun certificat d'origine, doivent être confisquées, lorsqu'elles ont été saisies dans le rayon frontière. (LL. 10 brum. an 5, art. 5 et 13; 9 flor. an 7, tit. 1^{er}, art. 11.) (2)

(Douanes—C. Vanillo.—) JUGEMENT.]

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 5, 13 et 15 de la loi du 10 brum. an 5, ainsi que l'art. 11, tit. 1^{er} de la loi du 9 flor. an 7; — Considérant 1^o qu'il est établi, par le procès-verbal des propositions des douanes, que les toiles de coton dont il s'agit ont été saisies à une demi-lieue de la fron-

d'accusation, mais l'arrêt de renvoi qui règle la nature et l'étendue de l'accusation; l'acte d'accusation ne fait que développer (art. 241.) Ainsi, lorsque le résumé de l'acte d'accusation n'est pas conforme à l'arrêt de renvoi et qu'il présente un fait différent, ou change le fait de l'accusation par des omissions, n'est à l'arrêt de renvoi que le président doit se référer pour la réduction des questions. *P. Cass.* 26 sept. et 10 oct. 1827, 2 déc. 1828. ^a

(2) *P.* le jugement rendu sur la compétence dans cette même affaire, le 7 frim. an 9. *P.* aussi Martin, *Quot. de droit*, v^o *Marchandises anglaises*, § 3.

tière, sur un chemin venant directement de la Hollande; qu'elles n'étaient accompagnées d'aucun certificat d'origine, et que leur introduction a eu lieu par des lieux autres que ceux désignés par la loi du 9 flor. an 7; 2° que, sous quelque rapport que puissent être considérées les marchandises saisies, leur transport est contraire soit à l'art. 5, soit à l'art. 13 de la loi du 10 brum. an 5, soit à l'art. 11 de celle du 9 flor. an 7, puisque, par la première de ces dispositions, l'introduction des toiles de coton est prohibée; que, par la seconde, elle n'est autorisée, lorsqu'il est soutenu qu'elles proviennent de fabriques de pays non en guerre avec la république, qu'autant qu'elles sont accompagnées de certificats d'origine qui le constatent; et que, par la troisième, l'introduction ne peut avoir lieu que par les points désignés; 3° qu'aux termes de l'art. 15 de la loi de brum. an 5, la confiscation et les autres peines y mentionnées étaient encourues; — Considérant, enfin, que les circonstances politiques ont occasionné des modifications à la législation des douanes établie par la loi du 22 août 1791, dont l'application ne pouvait avoir lieu d'après les dispositions des lois subséquentes (1); — *Cassé, etc.*

Du 27 therm. an 9. — *Sect. crim. — Rapp.*, le cit. Schwendt. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

DOUANES. — PROCÈS-VERBAL. — EXCUSE.

En matière de douanes, il ne peut être admis de preuve tendant à détruire les énonciations du procès-verbal de saisie, lorsque ce procès-verbal n'est attaqué ni par moyen de nullité, ni par l'inscription de faux. (L. 9 flor. an 7, tit. 4, art. 11.) (3)

Lorsqu'une contravention aux lois de douanes est constatée, le prévenu ne peut être excusé sous prétexte de sa bonne foi (3).

(Douanes. — C. Lacombe.)

Une saisie de deux ballots de marchandises anglaises fut faite sur Lacombe, et constatée par procès-verbal régulier; celui-ci déclara qu'il ignorait le contenu de ces ballots, et qu'il les avait chargés en route sur sa voiture sur l'invitation d'un militaire. Jugement du tribunal correctionnel qui rejette cette excuse et condamne Lacombe à la confiscation des effets saisis, à l'a-

mende et à l'emprisonnement. Appel et jugement du tribunal criminel du Léman qui admet au contraire la preuve offerte, et décharge le prévenu des condamnations prononcées, en maintenant seulement la confiscation. Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 11 et 16 de la loi du 9 flor. an 7; — Et attendu que, par son jugement préparatoire du 8 mess. an 9, le tribunal criminel du département du Léman a admis une preuve tendant à détruire les énonciations du procès-verbal de saisie qui n'était attaquée ni par moyen de nullité, ni par l'inscription de faux; que, d'autre part, par son jugement définitif du 14 du même mois, Lacombe, contrevenant aux lois sur les douanes, a été excusé sur l'implication; — *Cassé, etc.*

Du 27 therm. an 9. — *Sect. crim. — Rapp.*, le cit. Carnot. — *Concl.*, le cit. Lecoutour.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — DÉLITS NOUVEAUX.

Du 27 therm. an 9 (aff. Louis Meyssal). — Même décision que par les jugements des 27-29 mess., 7 et 9 therm. an 9.

Du 28 du même mois, décision identique (aff. Garangas).

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — ANALOGIE. — EMPISONNEMENT.

Les tribunaux spéciaux doivent, comme tribunaux d'exception, se renfermer strictement dans les termes de la loi qui a délimité leurs attributions.

Leur compétence ne peut s'établir que sur le texte précis de la loi et non sur des raisonnemens d'induction ou par similitude.

Ainsi, de ce qu'ils étaient compétens pour connaître de l'assassinat, il ne s'ensuivait pas qu'ils pussent connaître de l'empoisonnement, si ce dernier crime n'était pas nominativement compris dans la série des délits qui leur étaient attribués. (L. 18 pluv. an 9, art. 11.) (4)

(Lémière et Marie. — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 456 du Code de brum., et la 8^e disp. dudit article; — Attendu que

(1) Pour comprendre cette disposition du jugement de cassation, il faut savoir que le tribunal du Jura, dont le casse la décision, s'était fondé, pour déclarer la saisie nulle, sur ce qu'elle avait été faite hors du rayon frontière fixé à deux lieues par l'art. 15 du titre 3 de la loi des 6-22 août 1791. — Mais cet article avait été modifié par un arrêté du directoire exécutif, en date du 17 therm. an 4, considérant que dans certaines localités, il était impossible d'établir le bureau de la seconde ligne des douanes exactement à deux lieues de l'étranger, déclara que les saisies pourraient être pratiquées à l'égard des marchandises transportées sur la territoire situé entre les deux lignes de bureaux et postes du service des douanes qui, par des difficultés de localités, sont à plus de deux lieues de l'extrême frontière.

L'affaire ayant été renvoyée devant le tribunal de Jemmapes, ce dernier tribunal jugea sur ce point comme celui de la Dyle; ainsi sa décision n-t-elle été cassée par jugement du 28 pluv. an 12.

(2) *F. Conf.* 22 vend. an 7, (aff. Coppens); 9 vend. an 9.

(3) *F. Conf.* 6, 26 brum. an 7; 16 prair., an 8 therm. an 9.

(4) Ce jugement fortifie les observations que

nous avons émises *suprà* (Cass., 27 prair. an 9); toute espèce de doute sur la juridiction des tribunaux spéciaux devait être interprétée contre cette juridiction et en faveur du prévenu; car écarter la juridiction spéciale, c'était rentrer dans le droit commun. Toute la jurisprudence de cette époque témoigne hautement en faveur de ce principe, et c'est principalement sous ce rapport qu'elle méritait d'être recueillie. — L'espèce particulière de ce jugement est surtout fort remarquable, car l'empoisonnement est au fond un véritable assassinat; comme l'assassinat, ses éléments sont la volonté de donner la mort et la préméditation. Il pouvait donc sembler que le tribunal spécial, compétent pour juger l'assassinat, dût l'être pour juger l'empoisonnement; mais ce dernier crime avait été incriminé d'une manière distincte par le code de 1791; il faisait l'objet, comme sous notre code actuel, d'une disposition séparée, et la loi du 18 pluv. an 9 n'avait énoncé que l'assassinat. La jurisprudence, fidèle au texte de la loi d'attribution, n'osa donc se refuser à confondre deux faits identiques par leur nature, mais séparés par la loi. Néanmoins, il a fallu que le tribunal de cassation consacrât cette distinction par plusieurs autres jugemens que nous rapporterons à leur date. *F. Cass.* 26 vend. an 14.

François Lemierre est prévenu du crime d'incendie par l'art. 11 de la loi du 18 pluvi. dernier;—Confirme le jugement de compétence rendu, le 11 therm. présent mois, par le tribunal spécial du départ. du Calvados, dans l'affaire du susnommé François Lemierre, quant au chef concernant le crime d'incendie;—Attendu que le crime d'empoisonnement dont sont prévenus les susnommés François Lemierre et Georgine-Marie, veuve de Robert Raoul, homicide par poison, comme auteurs ou complices, n'est point nominativement compris dans la série des délits attribués auxdits tribunaux; que ces tribunaux, sortant du droit commun, doivent se renfermer strictement dans les fonctions qui leur sont expressément confiées par la loi de leur institution;—Attendu qu'en réglant leur compétence, non sur le texte précis de la loi, mais par des raisonnemens d'induction, ou par similitude, ils aient enfreint inévitablement à une infinité de cas évidemment hors de leur compétence et des motifs qui ont déterminé le législateur dans leur institution;—Casse, etc.

Du 28 therm. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Sleyès.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

RÉCUSATION.—JUGEMENT.

Du 28 therm. an 9 (aff. Largentier).—V. ce jugement, *supra* au 8 therm.

TITRE.—ENLÈVEMENT.—TRIBUNAL CORRECTIONNEL.

Le tribunal correctionnel est incompétent pour connaître d'une plainte relative à l'enlèvement d'un billet, lorsque le point principal de la contestation consiste à savoir si la somme contenue dans le billet a été convertie en d'autres valeurs en vertu de transactions et autres actes. Cette question est exclusivement du ressort des tribunaux civils. (C. 3 brum. an 4, art. 456.) (1)

(Goubeau-Baudot.—C. Miu. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant qu'il résulte, tant de la plainte que des moyens de défense qui ont été proposés par le réclamant devant les tribunaux correctionnel et criminel, que le point principal de la contestation a eu pour objet la question de savoir si la somme contenue dans le

billet, prétextuellement enlevé, avait ou n'avait pas été convertie en d'autres valeurs, ou vertu de transactions et autres actes produits au procès; que, dans ces circonstances, la question qui était à juger, étant purement civile, c'était aux tribunaux civils seuls à la juger, et qu'ainsi les tribunaux correctionnel et criminel, en s'attribuant la connaissance de cette affaire, ont manifestement violé les règles de compétence;—Casse, etc.

Du 29 therm. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Busschop.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JURÉ.—SERMENT.

Du 18 therm. an 9 (aff. Levis).—Même décision que par le jugement du 7 vent. au 9 (aff. Leroy).

1^o RÈGLEMENT MUNICIPAL.—LABOUREUR.—CHAUME.—APPROBATION.

2^o TRIBUNAL DE POLICE.—JUGEMENT.—LOS PÉNALE.

1^o L'arrêté par lequel l'autorité municipale ordonne que chaque laboureur laissera dans les champs une certaine quantité de chaume pour les pauvres, est pris hors de ses attributions. (L. 22 juill. 1791, art. 46.) (2)

Un arrêté municipal que l'administration départementale a refusé d'approuver, ne peut servir de base à une condamnation de simple police. (3)

2^o Est nul le jugement de simple police dans lequel les termes de la loi pénale ne sont pas insérés. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (4)

(Bouchet et Berthelin.—Intérêt de la loi.)

LE TRIBUNAL;—Considérant qu'il résulte bien clairement des art. 1^{er} et 2, 1^{er} sect., et de l'art. 2, 5^e sect., tit. 1^{er} de la loi du 6 oct. 1791, ci-dessus cités, que tout propriétaire peut disposer, comme bon lui semble, mais sans nuire à autrui, de la totalité des productions de sa propriété; qu'ainsi le cit. Bouchet, en vendant la totalité de son chaume, et le cit. Berthelin, en achetant ledit chaume, n'ont fait qu'user chacun d'un droit que leur accorde la loi; qu'à la vérité, l'administration municipale, en vertu de l'art. 46 de la loi du 22 juill. 1791, et fondée sur un prétendu usage immémorial, a pris, le 11 fruct. an 6, un arrêté, par lequel elle ordonne que le chaume sera

(1) Il est à remarquer qu'il ne s'agit point ici d'une question préjudicielle à juger; car le tribunal correctionnel, compétent pour apprécier les éléments du délit, l'aurait été pour connaître de l'existence du contrat dont la dénegation n'aurait été qu'une exception à l'action publique (*F. Merlin*, v^o *Bigamie*, n^o 2, et *Mangin*, *Traité de l'action publique*, n^o 170). Dans l'espèce, la juridiction correctionnelle était incompétente, parce qu'il n'y avait point de délit, parce que le fait ne constituait qu'une contestation exclusivement civile, parce que la plainte alléguait un fait que les débats n'avaient pas justifié.

(2) L'autorité municipale ne peut exercer le droit de faire des arrêtés de police que sur les objets énumérés dans l'art. 3, titre 2 de la loi des 16-24 août 1790; lorsqu'elle s'étend à des matières qui ne sont pas expressément confiées à sa vigilance, l'approbation même de l'autorité supérieure ne le rendrait pas obligatoire. Les tribunaux de police, en effet, ne doivent pas se borner à vérifier s'il y a convention à un arrêté; ils peuvent et ils doivent même pousser plus loin leurs investigations; ils doivent examiner si le fonctionnaire municipal a point méconnu les limites qui sont tracées par la loi; et

s'il est démontré que l'arrêté dont l'infraction est dénoncée, ne porte sur aucun des objets confiés par une loi expresse à l'autorité municipale, le tribunal doit s'abstenir de prononcer une peine. Cette doctrine a été consacrée par un grand nombre d'arrêtés de la Cour de cassation. Dans l'espèce, il n'est pas douteux que le règlement de police fût un excès de pouvoir, puisque, non-seulement il ne portait sur aucun des objets énumérés par la loi des 16-24 août 1790, mais il contenait une atteinte véritable au droit de propriété.

(3) Les arrêtés municipaux peuvent être réformés par l'administration départementale; mais il ne s'agit pas de là qu'ils doivent, pour devenir obligatoires, être revêtus de son approbation. On peut même dire qu'il y a contradiction entre le droit de réformer et la nécessité de l'approbation. Aucune disposition législative, d'ailleurs, ne pourrait être invoquée à l'appui de cette prétention.—*V. Henrion du Pansey, Du Pouvoir municipal*, liv. 1^{re}, chap. 26.—*F. aussi* l'art. 11 de la loi du 16 juill. 1837 sur l'administration municipale.

(4) *F. conf.*, 4 brum. an 7; 13 brum. an 8; 16 vend. an 9.

laissé pour les penvres, à la réserve de huit arpens qui doivent rester aux laboureurs par chaque charrie; mais que l'administration du département du Loiret, en vertu du même art. 46 de la loi du 22 juill. 1791, ci-dessus transcrit, et fondée sur les articles de la loi du 6 oct. même année, ci-dessus cités, a refusé d'approuver l'arrêté de l'administration municipale; que, dès lors, cet arrêté n'existant plus, il ne pouvait devenir, pour le tribunal de police du canton de Puiseaux, un texte légal pour autoriser une condamnation; qu'ainsi, en appliquant les peines de police pour contravention audit arrêté, le tribunal a évidemment excédé son pouvoir;

Considérant aussi que le tribunal de police du canton de Puiseaux n'a pas inséré dans son jugement les termes de la loi sur lesquels il l'a fondé; que, par là, il est contrevenu aux dispositions de l'art. 162 du Code des délits et des peines, dont l'exécution est prescrite à peine de nullité: — Casse, etc.

Du 29 therm. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Vallée. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

1^o MARAUDAGE. — TRIBUNAL DE POLICE. — INCOMPÉTENCE.

2^o TRIBUNAL DE POLICE. — MISE EN LIBERTÉ.

3^o MINISTÈRE PUBLIC. — DÉFENS.

1^o Le maraudage dans les bois taillis et les futaies, étant passible des peines cumulées d'une amende égale au double du dédommagement et d'une détention de plus de trois jours, le tribunal de police ne pouvait en connaître. (L. 28 sept. — 6 oct. 1791, tit. 2, art. 36 et 37.) (1)

2^o Le tribunal de police commet un excès de pouvoir lorsqu'il, après avoir déclaré que le prévenu a détruit les incultures dirigées contre lui, il ordonne sa mise en liberté: cette formule ne peut s'appliquer à un individu qui comparait sur simple citation et contre lequel il n'a été décerné aucun mandat. (C. 3 brum. an 4, art. 66.)

3^o La ministère public ne peut être condamné aux dépens (2).

(Riat.—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 168, et la 6^e disp., art. 456 du Code des délits et des peines; — Attendu qu'il est constant, par les pièces du procès, qu'il s'agissait, dans le fait particulier, d'une contravention à l'art. 36 ou 37 de la loi du 6 oct. 1791, concernant les délits ruraux ou forestiers; que, sous le rapport de l'un ou de l'autre de ces articles, les peines cumulées excédaient la compétence du tribunal de police; que l'adjoint du maire remplissant les fonctions de commissaire du gouvernement en avait requis le renvoi devant le tribunal de police correctionnelle;

Attendu que le tribunal de police municipale du canton de Cbeveny, département du Haut-Rhin, a encore commis un excès de pouvoir par son jugement du 25 flor. dernier, et fait une

fautive application de l'art. 66 du Code, en déclarant que le défendeur ayant entièrement détruit les incultures portées contre lui, il ordonnait qu'il fût mis en liberté conformément à cet art. 66; que cet article s'applique seulement en cas où le juge de paix, faisant les fonctions d'officier de police judiciaire, fait comparaitre devant lui un prévenu d'un délit, en vertu d'un mandat d'amener ou d'arrêt; que, dans l'espèce, il remplissait avec ses assesseurs les fonctions de tribunal de police; que le défendeur ne comparait devant lui qu'en vertu de la citation du commissaire du gouvernement; qu'il était en liberté et qu'il n'avait été décerné ni mandat d'amener, ni mandat d'arrêt;

Attendu que ce même jugement porte qu'il déboute le demandeur, qui était l'adjoint du maire, faisant fonctions de commissaire du gouvernement, et le condamne aux dépens; que cette condamnation du ministère public est une contravention à l'art. 6 de la loi du 11 oct. 1791, qui enjoint au ministère public de poursuivre les délits qui se commettent dans les bois, et le met, pour raison de ces fonctions, à l'abri de toute condamnation de dépens: — Casse etc.

Du 29 therm. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Sicys. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

ESCROQUERIE. — PEINE.

Un tribunal correctionnel qui reconnaît un prévenu coupable d'escroquerie, ne peut le condamner à la peine de détention: il ne peut prononcer que la peine de l'emprisonnement. (L. 22 juill. 1791, art. 35.)

(Malsigne.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 35 de la loi du 22 juill. 1791; — Et attendu que la loi ayant gradué les peines selon la gravité de chaque genre de délit, les tribunaux ne peuvent se permettre de prononcer d'autres peines que celle formellement déterminée par la loi; que cependant le tribunal criminel du département de la Haute-Loire a, par son jugement du 19 prair. dernier, condamné le réclamant à la peine de détention, quoique d'après l'article ci-dessus cité, et sur lequel est fondée la condamnation, il n'y eût lieu qu'à infliger la peine de simple emprisonnement; — Casse, etc.

Du 29 therm. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Rataud. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., le cit. Guichard.

DOT. — LÉGITIME.

L'action en paiement de la légitime, forme (pour la fille qui, en se mariant, se la constitue en dot) un fonds dotal proprement dit. En conséquence, le mari ne peut, en pays de droit écrit, renoncer à cette action, moyennant une somme de deniers. (L. 18 pluv. an 5, art. 16.) (3)

(1) L'art. 171 du Code forest. attribue au tribunal correctionnel la connaissance de toutes les poursuites exercées par l'administration des forêts; le tribunal de police n'a compétence qu'à l'égard des poursuites relatives aux délits commis dans les bois des particuliers, lorsque d'ailleurs les peines encourues ne dépassent pas celles que les juges de police sont autorisés à prononcer (art. 190).

(2) P. conf. 28 mars, 15 juin 1793, 27 fruct. an 4, 21 pluv. an 8; 6 niv. an 9.

(3) C'était une question fort controversée sous l'ancien droit que celle de savoir si le mari pouvait
II.—1^{re} PARTIE.

aliéner les actions dotales. Ceux qui en refusaient l'aliénation au mari se fondaient sur ce qu'il pouvait y avoir des immeubles compris dans les biens à raison desquels l'action était ouverte, et alors l'inaliénabilité était évidente puisqu'elle était prononcée par la loi. — Ceux qui soutenaient le système favorable à l'aliénation se décidaient d'après les dispositions des lois 13, § 3, ff. de fundo dotali et 5 ff. solut. matrim., qui ne réprouvaient dotal que le fonds dont la tradition avait été faite au mari. — D'autres encore distinguaient entre l'action ayant pour objet la délivrance des biens constitués, et

(Tranchant—C. femme Ducurtil.)

Marie Ducurtil avait reçu de son père un legs de 1,400 liv.—Mais les immeubles du père avaient passé à Justine Ducurtil, femme Tranchant, en sa qualité de héritière.

En 1767, Marie Ducurtil se maria à Etienne Coste, et se constitua tous ses biens en dot, suivant le statut lyonnais.

Le 6 juin 1768, Etienne Coste (comme mari et maître des droits de Marie Ducurtil) touche les 1,400 liv. du legs paternel.—Plus tard cependant, plusieurs frères de Marie Ducurtil étant décédés, Etienne Coste intente contre Justine Ducurtil et contre Tranchant, son mari, une action en paiement de tout ce que la loi lui déferait dans la succession mobilière et immobilière de son beau-père et de ses beaux-frères.

Tranchant offre une somme de 1,300 liv. pour tout supplément de légitime de Marie Ducurtil. Etienne Coste les accepte et lui en donne quittance.

C'est cette aliénation faite par le mari de tout supplément de légitime de la femme qui a engendré le procès.

Etienne Coste est décédé en 1787. Marie Ducurtil, s'étant remariée, son second mari, François Marthoud, a formé une demande en supplément de légitime contre les époux Tranchant, sœur et beau-frère de sa femme.

17 vent. an 3, jugement du tribunal du district de Vienne qui déclare Marthoud non recevable dans sa demande, attendu la transaction faite avec Tranchant et la quittance de 1,300 liv. qui en a été la suite.

Appel dévolu au tribunal civil du Rhône.—8 thermid. an 6, jugement qui déclare nulle la quittance d'Etienne Coste attendu l'incapacité du mari pour aliéner le fonds dotal de sa femme, et condamne les époux Tranchant à parfaire la légitime de Marie Ducurtil en corps héréditaires, conformément à la loi du 18 pluv. an 5.

POURVOI en cassation de la part des époux Tranchant, pour contrevention à la loi romaine qui rend le mari maître de la dot : *constante matrimonii, dos in bonis mariti est.*—Ils font observer que dans l'espèce, le mari n'a pas aliéné le fonds dotal, mais seulement une action dotal, essentiellement mobilière ; qu'en sa qualité de maître de la dot, le mari pouvait exercer toutes les actions de sa femme, et principalement celle dont il s'agissait, puisqu'elle ne saurait être réputée immobilière, ni participer du fonds dotal. En effet, Marie Ducurtil avait été gratifiée par son père d'une somme de 1,400 liv., et ce legs, elle l'avait reçu, ou son mari pour elle.—Donc, elle ne pouvait plus réclamer un supplément de légitime en biens-fonds, mais seulement en numéraire, conformément aux principes attestés par tous les auteurs Despeyres, Bretonnier, Laroche-Flavin, Serres, etc., etc. Les demandeurs terminaient en invoquant la loi *si quando* 35, Code de *inofficioso testamento* ; et l'art. 15 de la loi du 18 pluv. an 5, qui, sur cette matière, ordonne l'exécution des lois anciennes.

celle qui tendait à obtenir l'expédition des biens héréditaires dont la femme avait été saisie au décès de celui auquel elle était appelée à succéder. Dans le premier cas, comme il fallait la tradition pour faire passer dans le domaine du mari les biens constitués, tant que cette tradition n'était pas faite, le mari pouvait aliéner l'action en délivrance ou en paiement ; dans le second, la tradition était inutile d'après la maxime : *la mort saisit le vif*, et alors l'inaliénabilité était certaine, le mari se trouvait sans pouvoir. *F.* sur ces divers points, Villars, Ju-

Pour le défendeur on a réduit toute l'affaire à la question de savoir si l'action de Marie Ducurtil, en supplément de légitime, avait été mobilière ou immobilière.—Au premier cas, l'aliénation avait été permise au mari ; au deuxième cas, elle ne l'avait pas été.—La nature d'une action, disait-on, dépend de l'objet qu'elle tend à obtenir. Dans l'espèce, on demandait un supplément de légitime, c'est-à-dire, une partie de biens-fonds ; donc, l'action était immobilière, donc le mari n'avait pas eu le droit de l'aliéner.—Opposant aux autorités citées par le demandeur une dissertation de Farre, insérée dans le *Repert. de Jurisp.*, *vo* *Légitime*, il a soutenu que la loi romaine n'avait, en aucun cas, défendu à l'enfant insuffisamment légué, de réclamer une portion en nature de tous les biens de la succession, pas même après avoir reçu son legs en numéraire.—Que la loi *si quando*, 35, Code de *inoff. testam.* était sans application à l'espèce.—Qu'il en était de même de l'art. 15 de la loi du 18 pluv. an 5, puisqu'il n'est pas contraire qu'il y ait une loi romaine applicable.—Que l'art. 16 de la même, en ordonnant dans tous les cas, le paiement en biens-fonds du supplément de légitime, avait, au contraire, sur ce point, fixé ce droit dans le sens *natis*, primordial et juste.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu qu'en décidant que Marie Ducurtil aurait dû être partie dans l'acte du 13 août 1777, le jugement attaqué n'a violé aucune loi ; qu'il s'agissait dans cet acte de ses droits immobiliers dans la succession de son père, et dans celles de ses frères décédés, et de la priver de l'effet de la sentence du 17 sept. 1776, rendue avec elle et à son profit ;—Que la jurisprudence, d'après laquelle le légataire était obligé de recevoir le supplément en argent, lorsqu'il avait accepté le paiement de la légitime en argent, n'était point, en fait, opposée à Marie Ducurtil, qui n'avait été partie dans aucun acte, et dont le contrat de mariage ne donnait aucun pouvoir spécial au mari sur ses biens ; qu'en droit la jurisprudence n'oblige pas même les tribunaux, lorsqu'elle n'est pas fondée sur une loi, et qu'il peut y être dérogé par eux, sans exposer leurs jugemens à la cassation ;—Rejette, etc.

Du 1^{er} fructid. an 9.—Sect. civ.—*Pl.*, en cit. Maleville.—*Rapp.*, les cit. Dunoyer.—*Conf. conf.*, le cit. Merlin, subst.—*Pl.*, le cit. Geoffroy et Chabroud.

1^o ENQUÊTE.—SERMENT.—DÉPORT. ÉCRITES. 2^o ET 3^o CASSATION.—ARRÊT D'ADMISSION.—REQUÊTE.—CERTIFICAT D'INJURIE.

1^o Sous l'empire de la loi du 7 fruct. an 3, une enquête est valable, bien que les témoins n'aient pas prêté le serment individuel, que leurs dépositions n'aient pas été écrites, et qu'elles ne leur aient pas été lues : à cet égard, la loi du 7 fruct. an 3 avait abrogé l'art. 28 de l'ordonnance de 1667, relatif aux formes des enquêtes. (L. 7 fruct. an 3, art. 1, 2, 3 et 4.) (1)

2^o Il n'y a pas lieu de déclarer d'abus de son jurisprudence de la Cour de Grenoble, *vo* *Actions dotales* ; Gautier, *Jurisprudence de la même Cour*, t. 2, p. 323 et 327 ; t. 3, p. 128 et 188 ; Dupont-Lavillette, *Quest. de droit*, t. 3, p. 29, 469 et suiv. ; Benoit, *Traité de la dot*, t. 1^{er}, n^o 202 et suiv. ; *F.* aussi Chabot, *Quest. transitoires*, *vo* *Légitime* ; Merlin, *Quest. de droit*, *vo* *Légitime* ; Tessier, *Traité de la dot*, t. 1^{er}, n^o 308 aux notes.

(1) *F.* Cass. 7 flor. an 10.—Merlin., *Repert.*, *vo* *Enquête*, § 3, art. 1.

pouvait le demandeur en cassation qui, dans la signification du jugement d'admission, n'a donné copie que d'une seule de ses requêtes ou mémoires en cassation, lorsqu'il y en avait plusieurs, si d'ailleurs la requête signifiée indiquait suffisamment les moyens du pourvoi (1).

2^o Si le certificat d'indigence produit avec la requête en cassation est irrégulier, on peut le régulariser ou en produire un nouveau avant le rapport de la requête à l'audience, même après l'expiration du délai pour se pourvoir en cassation (2).

(Coissac—C. Forgeron.)

Les cit. Coissac avaient loné aux cit. Forgeron une grange, à Chalus, département de la Haute-Vienne.—Celle grange fut incendiée en l'an 6.—Action en dommages-intérêts.—Preuve par témoins concluante contre les cit. Forgeron.

1^{er} therm. an 6, jugement du tribunal civil de la Haute-Vienne, qui condamne les cit. Forgeron à rétablir la grange, etc.

Appel au tribunal civil de l'Indre.—Les cit. Forgeron prétendent que l'enquête doit être annulée comme faite contrairement aux dispositions du tit. 22 de l'ordonnance de 1667, en ce que les témoins n'ont pas prêté le serment individuel, et en ce que leurs dépositions n'ont pas été écrites et ne leur ont point été lues.

13 flor. an 7, jugement qui accueille ces moyens et annule l'enquête.

POURVOI en cassation de la part des cit. Coissac, pour violation de la loi du 7 fruct. an 3, qui abroge implicitement le tit. 22 de l'ordonnance de 1667.—Au lieu de consigner l'amende, les demandeurs produisent d'abord un premier certificat d'indigence visé du préfet, et signé de lui, mais non approuvé conformément à la loi.—Après les trois mois de signification, mais avant le jugement de la section des requêtes, ils produisent un deuxième certificat d'indigence, visé et approuvé du préfet, mais n'ayant pour signature que l'apposition de sa griffe.—Quant à leur requête en pourvoi, elle ne renfermait que quelques lignes où leurs moyens étaient simplement indiqués. Ils les développèrent dans une consultation postérieure; mais, admis au pourvoi, ils ne signifièrent pas cette consultation aux défendeurs.

Les défendeurs opposent d'abord deux fins de non-recevoir prises: 1^o De ce que le certificat d'indigence régulier a été produit trop tard et n'est pas revêtu de la signature du préfet, conformément à la loi du 14 brum. an 5; 2^o De ce que la requête d'admission n'a pas été signifiée dans son intégrité et dans les délais voulus par la loi. (Règlement de 1759, part. 2, tit. 4, art. 30.—L. 1^{re} brum. an 4, art. 16.)

A ces deux fins de non-recevoir, les cit. Coissac répondent, 1^o que le premier certificat d'indigence n'est irrégulier que par le fait de l'autorité, dont ils ne peuvent répondre; qu'il a dû suffire à la section des requêtes d'avoir, lors de son jugement, la preuve légale de l'indigence des demandeurs; que le deuxième certificat d'indigence était revêtu du nom du préfet, en forme de signature; qu'il y a du moins apparence de signature,

et que cela suffit pour qu'elle soit réputée vraie jusqu'à l'inscription en faux; ils observent d'ailleurs, que l'acte est contresigné du secrétaire général, et que ce contre-signe suffit pour assurer l'authenticité de l'acte; 2^o Que les mémoires signifiés indiquaient les moyens de cassation; qu'aucune loi n'ordonne de signifier les développements de ces moyens; que s'il avait été nécessaire de signifier la consultation, la section des requêtes n'eût pas manqué de l'ordonner.

Au fond, les demandeurs soutenaient que le jugement du tribunal civil de l'Indre avait contrevenu à la loi du 7 fructid. an 3, qui n'exige pas le serment individuel; et que, loin de reproduire les dispositions du tit. 22 de l'ordonn. 1667 sur la forme des enquêtes, les a tacitement abrogés en adoptant un système contraire.

Les défendeurs répondaient que la loi du 7 fructid. n'avait dérogé qu'aux dispositions contraires aux règles qu'elle établissait; que l'obligation d'écrire les dépositions n'avait rien de contraire aux prescriptions de la loi du 7 fructid.;—Qu'ainsi le tit. 22 de l'ordonn. de 1667, n'étant pas abrogé, devait être rigoureusement observé.

Le cit. Merlin, subst. du commiss., a conclu: 1^o A ce que le demandeur fût déclaré non recevable, attendu que le certificat d'indigence, par lui fourni avec sa requête en admission ne présentait pas la signature réelle, mais la signature figurée du préfet;—2^o Subsidièrement, à ce que le demandeur fût déclaré déchu de sa demande, attendu qu'il n'avait pas signifié dans les délais du règlement la requête en admission dans son intégrité;—3^o Enfin, dans l'intérêt de la loi, et sans aucun profit pour le demandeur, à ce que le jugement d'appel fût cassé, attendu qu'il ressuscitait des formes abrogées par la loi du 7 fructidor an 3.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu que le certificat d'indigence paraît signé par le préfet, et qu'il est contre-signé par le secrétaire général;

Attendu que les requêtes signifiées indiquaient suffisamment le moyen de cassation;—Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée, ni à la demande en déchéance;

Statuant sur le fond;—Vu la loi du 7 fructid. an 3, portant: « Art. 1^{er}. A l'avenir, en toutes matières civiles, et sans aucune distinction, les témoins seront entendus en l'audience publique, en présence des parties intéressées, ou « elles dûment appelées;—Art. 2. Le greffier tiendra note de leurs noms, âges, qualités et demeures, ainsi que de leurs dépositions et des reproches qui auront été fournis contre eux; il « fera pareillement mention du serment que le « tribunal aura fait prêter avant de recevoir leurs « dépositions;—Art. 4. Il est dérogé par le présent décret à toutes lois contraires; »—Attendu que le procès-verbal de la tenue des notes de la déposition des témoins constate qu'ils ont tous fait leurs déclarations sous la religion du serment préalable; qu'ils ont fait même une déclaration touchant leur parenté avec les parties, et qu'il est fait mention si les témoins ont été reprochés ou non, et qu'ils ont été entendus en présence des parties; qu'il leur a été donné, en outre, connais-

son pourvoi, et que ça soit dans le sens la plus large qu'il faille entendre la disposition de l'art. 28, 1^{re} part., tit. 4 du règlement de 1738, qui veut que la requête en cassation soit communiquée au défendeur. Du reste, c'est ainsi qu'on l'entend dans la pratique.

(2) C'est là un point constant dans la pratique. N. en ce sens 18 août 1837 (vol. 1837. 1. 763).—N. aussi Merlin, *Rep. v^o Certificat d'indigence*, n^o 7.

sance du jugement du tribunal civil du département de la Haute-Vienne, ce qui prouve que les formalités dont la loi du 7 fructid. an 3 exige la consignation au procès-verbal, ont été plus que remplies;—Attendu que cette loi ne prescrit point que chaque témoin prête serment en particulier; qu'elle n'exige que la tenue de simple notes, et non un procès-verbal rapportant toutes les formalités qui étaient prescrites par l'ordonn. de 1667; que tout le contexte de la loi du 7 fructid. annonce qu'elle a déterminé un nouveau mode pour la tenue des enquêtes, et qu'elle a dérogé expressément, par l'art. 4, à toute loi contraire; qu'il suit de là que les juges du tribunal civil du département de l'Indre, en appliquant les art. 14 et 16, ordonn. 1667, pour l'audition des témoins, ont contrevenu par cela même aux dispositions de la loi du 7 fruct. an 3;—Casse, etc.

Du 1^{er} fructid. an 9.—Sect. civ.—*Rapp.*, le cit. Rousseau.—*Concl.*, conf., le cit. Merlin, subst.

TIMBRE.—QUITTANCE.

Le timbre d'une quittance est à la charge du débiteur. Lors donc que la quittance délivrée par le créancier est sur papier libre, la régie ne peut poursuivre contre lui le paiement de l'amende encourue; elle ne peut agir contre le débiteur. (L. 18 brum. an 7, art. 12.) (1) (L'enregist. — C. Poussaux.)

La régie de l'enregistrement a dénoncé au tribunal de cassation un jugement du tribunal civil de Lyon, qui la déboute de la demande formée par elle contre les cit. Lacour et Bret, en paiement d'une amende encourue par défaut de timbre sur une quittance. — Dans le fait, la nation, par droit de déshérence, se mit en possession d'une succession ouverte par le décès de la veuve Lambert. Un préposé de la régie, assistant à l'inventaire, aperçut un petit carré de papier libre, portant quittance d'une somme de 45 liv.—La quittance était signée Lacour et Bret, et au profit de la dame Lambert.—La contravention était manifeste.—Une amende de 30 livres était encourue.—Mais qui en était passible? C'était la question à juger.

Lacour et Bret prétendaient que l'obligation du timbre regardait celui qui recevait la quittance.—La régie, au contraire, soutenait que l'amende était encourue par le signataire.—Et le tribunal civil de Lyon s'était prononcé contre le système de la régie.

(1) *F. conf.*, Cass. 28 août 1809. — Cette solution, contre laquelle la régie réclama vivement dans le temps (*F. Merlin, Rép.*, v^o *Timbre*, n^o 7), est devenue sans intérêt en ce qui touche le droit de la régie de poursuivre la contravention, depuis que la loi du 28 avr. 1816, art. 75, a déclaré solidaires, en ce qui concerne les quittances, les créanciers et les débiteurs pour le paiement des droits du timbre et de l'amende.

(2) *F. conf.*, Cass. 12 germ. an 8 (*aff. Cazeneuve*). — La présentation d'un mémoire exposé comme préalable nécessaire à toute demande à former contre l'Etat, est tellement d'ordre public, que la nullité ou fin de non-recevoir résultant de son omission peut être opposée en tout état de cause, même en appel: Bordeaux, 17 mars 1828; Nîmes, 16 décembre 1830 (*Volume* 1831); Poitiers, 27 juillet 1832 (*Volume* 1832). *F. cependant* Bourges, 16 août 1831 (*Volume* 1832). Il est des cas cependant où la présentation du mémoire peut être considérée comme inutile ou comme superflue. Par exemple, un mémoire ayant été présenté sur une demande principale, il n'est pas nécessaire d'en présenter une autre sur une demande subsidiaire: Cass. 4 janvier 1831 (*Volume* de 1831). —

Telle était la cause de son pourvoi en cassation, qu'elle fondait sur la disposition de l'art. 12 de la loi du 13 brum. an 7, ainsi conçu: — «Sont assujettis au droit de timbre... les actes entre particuliers sous signature privée, et les doubles des comptes de recettes ou gestions particulières, et généralement tous actes et écritures, extraits, copies et expéditions, soit publics, soit privés, devant ou pouvant faire titre, ou être produits pour obligation, décharge, justification, demande ou défense.»

Le commissaire a pensé que l'article même invoqué prouvait que l'obligation du timbre ne regardait que celui pour qui la quittance pouvait faire titre. Il a en conséquence conclu au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 12 de la loi du 13 brum. an 7;—Considérant que la quittance dont s'agit au procès, ne pouvant être produite en justice que par la veuve Lambert à qui elle servait de décharge, c'est sur elle que tombait l'obligation de l'avoir en papier timbré; qu'ainsi, même en supposant que les circonstances qui ont fait parvenir cette quittance à la régie, permettent de demander l'amende, l'obligation de la payer retomberait sur la régie elle-même, comme représentant la veuve Lambert;—Rejette, etc.

Du 2 fructid. an 9.—Sect. req.—*Prés.*, le cit. Murair.—*Rapp.*, le cit. Brilhat Savarin.—*Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

1^o ACTION CONTRE LE DOMAINE.—MÉMOIRE.—GARANTIE.

2^o DOMAINES NATIONAUX.—INTERVENTION.—AUTORISATION ADMINISTRATIVE.

1^a *L'acquéreur de domaines nationaux, troublé dans sa possession par un tiers, ne peut actionner en garantie, devant les tribunaux, le procureur général syndic du département (aujourd'hui le préfet), s'il ne s'est préalablement pourvu par simple mémoire au directoire du district pour avoir son avis, et en suite au directoire du département. (L. 28 oct.-5 nov. 1790, tit. 3, art. 15.) (2)*

2^a *Le procureur général syndic d'un département ne peut valablement intervenir dans une instance relative à des domaines nationaux, s'il n'y a été préalablement autorisé par le directoire du département. (L. 28 oct.-5 nov. 1790, tit. 3, art. 14; 15-27 mars 1791, art. 13.) (3)*

Il en est de même lorsqu'il ne s'agit que de faire ordonner l'exécution d'un jugement passé en force de chose jugée, exécution à laquelle se refuse le domaine, sous prétexte que le jugement a besoin d'interprétation: Cass. 22 mai 1832 (*Volume* de 1832); *F. aussi*, Cass. 14 mars 1825, et 14 juin 1832 (*Volume* de 1832).—Observons toutefois que la présentation du mémoire exigé par la loi du 5 nov. 1790, n'investit en aucune manière l'autorité administrative (le préfet et non le conseil de préfecture: *F. avis* du conseil d'Etat du 29 août 1823) du droit de juger si la demande du réclamant est bien ou mal fondée; qu'elle n'a à émettre dans ce cas, qu'un simple avis, pour servir de règle dans la défense des intérêts de l'Etat, et que si cet avis porte sur le fond du droit, ce n'est là qu'une décision d'économie intérieure, qui peut lier les agents de l'administration, mais qui ne lie aucunement les tiers intéressés envers lesquels elle ne saurait avoir l'autorité de la chose jugée. *F. ord.* 3 juill. et 11 déc. 1816; *ord.* 18 avr. et 13 juin 1821.

(3) Le préfet n'a pas aujourd'hui besoin d'autorisation. *F. Bordenaux*, 26 nov. 1828.

(Min. publ. — C. Vignon.)

Vignon s'était rendu adjudicataire, en 1791, de différentes pièces de terre vendues comme domaines nationaux. — Cinq arpens ayant été revendiqués par diverses personnes, Vignon assigne en garantie le procureur général syndic du département, mais sans s'être au préalable pourvu par simple mémoire devant le directoire du district pour avoir son avis, et ensuite devant le directoire du département pour en obtenir une décision, ainsi que le veulent les art. 13 et 15, tit. 3 de la loi des 28 oct.-5 nov. 1790.

Sur cette demande, le procureur général intervint dans l'instance, sans avoir de son côté demandé ni obtenu l'autorisation du directoire du département exigée par l'art. 11 de la même loi.

13 flor. an 3, jugement du tribunal du district de Sézanne qui fait droit à la demande en revendication, et ordonne que l'Etat sera tenu de garantir Vignon.

Pourvoi en cassation pour violation des articles précités.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu les art. 13, 14 et 15 de la loi du 5 nov. 1790, tit. 3, ci-dessus cités ; — Vu aussi l'art. 13 de la loi du 27 mars 1791, concernant l'organisation des corps administratifs, également ci-dessus cité ; — Et attendu qu'il ne paraît pas qu'on ait justifié devant les juges du district de Sézanne, d'aucune décision du directoire du département, préalable à l'action intentée contre le procureur général syndic de cette administration, qu'il ait été présenté de mémoire au district pour avoir son avis ; — Attendu, d'un autre côté, qu'il n'est pas justifié non plus que le procureur général syndic ait été autorisé, avant son intervention, par un arrêté du directoire du département ; d'où il suit qu'il y a contravention aux lois citées, dans le jugement attaqué, soit sous le rapport de l'action intentée contre le procureur général syndic, soit sous celui de l'intervention qu'il a formée ; — Casse, etc.

Du 3 fruct. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Merlin, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux spéciaux, comme tous les autres tribunaux extraordinaires qui sont hors le droit commun, ne peuvent exercer d'autres attributions que celles qui leur sont expressément déléguées par la loi de leur institution.

En conséquence, créés et institués pour la poursuite et la répression de certains délits, quant à l'action publique seulement, ils sont incompétents pour statuer sur les dommages civils qui peuvent en résulter. (L. 18 pluvi. an 9, art. 24, 25 et 26.) (1)

(1) Les tribunaux spéciaux n'étaient institués que pour prononcer sur l'action publique et seulement en tant qu'elle concernait les personnes soumises à leur juridiction. Le caractère des infractions que ces tribunaux avaient à réprimer, et la nature de leur institution devaient avoir une influence directe sur les peines qu'ils prononçaient. Toute condamnation qui n'eût atteint que la fortune des coupables, ne pouvait donc être prononcée par un tribunal qui ne devait sévir que contre les personnes. Il en est encore de même à l'égard des conseils de guerre, qui constituaient également une juridiction exceptionnelle : ils ne peuvent, par les mêmes motifs, prononcer des réparations civiles ; les parties lésées doivent s'adresser aux tribunaux civils. *F. Cass.* 23 oct.

(Argoud — C. Min. publ.)

Un incendie avait consumé la maison de Jean Argoud ; il le dénonça à la justice. Des perquisitions furent faites, et Gizon fut traduit devant le tribunal spécial de Valence. Celui-ci appela Argoud en cause pour le faire condamner à des dommages-intérêts à raison de sa dénonciation. 11 prair. an 9, jugement du tribunal spécial qui acquitte Gizon et condamne Argoud à 8,000 fr. de dommages-intérêts. Pourvoi en cassation formé par celui-ci, fondé sur l'incompétence du tribunal spécial pour prononcer des dommages-intérêts.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'article 456 du Code de brum. ; — Attendu que les tribunaux spéciaux, comme tous les autres tribunaux extraordinaires qui sont hors le droit commun, ne peuvent exercer d'autres attributions que celles qui leur sont expressément déléguées par la loi de leur institution ; — Attendu que la loi du 18 pluvi. n'a créé et institué les tribunaux spéciaux que pour la poursuite et la prompte répression des délits y énoncés, quant à l'action publique seulement ; que nul article de cette loi ne leur a donné le pouvoir de statuer sur les dommages civils qui pourraient en résulter ; — Attendu que le tribunal spécial de la Drôme, en permettant, par son ordonnance du 27 flor., et l'accusé Gizon d'appeler en cause Argoud, pour le faire condamner à des dommages civils, et en recevant, par une autre ordonnance du 5 prair. suivant, Argoud lui-même, partie intervenante pour le même objet, a excédé ses pouvoirs et franchi les bornes de sa compétence ; — Attendu qu'il a statué et prononcé sur les dommages civils, sans avoir préalablement déclaré sa compétence, tant sur ce chef que sur les qualités des personnes intervenantes, et qu'il a contrevenu en cela aux art. 24, 25 et 26 de la susdite loi du 18 pluvi. an 9 ; — Attendu que le jugement définitif du 18 prair. qui s'en est ensuivi, est nul quant au chef des dommages civils et des qualités des parties intervenantes, pour incompétence sous tous les rapports ; — Par ces motifs, casse et annule pareillement le jugement définitif du 11 prair., quant au chef des dommages civils et des qualités intervenantes sous ce rapport ; — Renvoie les parties et la matière, quant à ces chefs, par devant le tribunal civil ordinaire compétent, etc.

Du 6 fruct. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Sieyès. — Concl. conf., le cit. Lecour.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. —

CASSATION. — COMMISSION ROGATOIRE.
L'art. 29 de la loi du 18 pluvi. an 9, qui porte que le tribunal spécial jugera le fond en dernier ressort et sans recours en cassation, recevait une exception formelle au cas d'incompétence : les actes faits incompétamment devaient être réformés, soit lorsqu'ils se contraignaient dans la procédure antérieure au

1817. — Nous ferons remarquer, au surplus, qu'une autre question s'élevait dans l'espèce : celle de savoir si le tribunal de cassation était lui-même compétent pour statuer ; car l'art. 26 de la loi du 18 pluvi. an 9 ne soumettait à la cassation que les jugements de compétence des tribunaux spéciaux. Le jugement décide implicitement l'affirmative, en se fondant sur ce que le tribunal spécial, en prononçant des dommages-intérêts, s'était nécessairement déclaré compétent sur ce chef, et des lors avait donné ouverture au recours. Néanmoins, cette décision nous a paru trop vaguement motivée pour en faire l'objet d'une notice. *F. infra*, Cass. 7 fruct. an 9. — *F.* au surplus, Cass. 3 therm. an 11, 20 pluvi. an 12, 14 therm. an 12. *

jugement de compétence, soit dans le jugement même qui statuait sur le fond (1).
Les tribunaux spéciaux violent les règles de leur compétence lorsqu'ils délèguent à d'autres juges, incompétents pour la remplir, la mission de confronter les témoins avec l'accusé. (L. 28 pluv. an 9, art. 26.)

(Min. pub. — C. Jourgeon, Lacroix, etc.)

Le cit. Clément de Ris, membre du sénat conservateur, fut enlevé de son domicile, près de Tours, par des brigands qui le tinrent renfermé dans un souterrain pendant neuf jours. Plusieurs des auteurs et complices de ce délit furent déçus, arrêtés et renvoyés devant le tribunal spécial, séant à Tours. — 4 therm. an 9, jugement du tribunal spécial de Tours, portant que les accusés seront confrontés aux témoins Clément de Ris, son épouse et son fils, par-devant le président du tribunal criminel de la Seine. — Pourvoi en cassation par le commissaire du gouvernement, pour violation de l'art. 28 de la loi du 18 pluv. an 9, qui ordonne d'entendre les témoins en présence des accusés, à l'audience publique du tribunal spécial. — Ce point admis, le commissaire du gouvernement avait eu à prouver que la cour de cassation pouvait annuler les jugements des tribunaux spéciaux rendus sur le fond d'une affaire soumise à leur juridiction.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 456 du Code du 3 brum. an 4, et les art. 24, 25, 26, 28 et 29, de la loi du 18 pluv. an 9; — Considérant que des dispositions combinées de ces divers articles, il résulte, 1° que le vice d'incompétence donne lieu nécessairement à cassation, lorsqu'il se rencontre dans quelque jugement, ou dans quelque acte émané des tribunaux spéciaux; puisque, d'après la loi du 18 pluv., aucun procès ne peut être définitivement jugé sans que la question de compétence soit décidée par le tribunal de cassation. — 2° Que bien qu'il soit dit par l'art. 29, que le tribunal spécial jugera le fond en dernier ressort, et sans recours en cassation, cette disposition ne peut s'entendre que des vices de la procédure, autres que celui d'incompétence, que la loi a nommément excepté de la règle générale. — 3° Que les actes d'incompétence doivent être réformés, non-seulement lorsqu'ils se rencontrent dans la procédure antérieure au jugement de compétence rendu par le tribunal de cassation, mais encore lorsqu'ils n'ont lieu que postérieurement, et quand même le tribunal spécial aurait jugé le fond, parce qu'il serait absurde d'admettre que la loi eût voulu tout à la fois réprimer et tolérer les contraventions aux règles de la compétence, et qu'à une époque quelconque de la procédure elle eût autorisé ce qu'elle aurait expressément prohibé à toute autre époque.

Considérant que la loi du 18 pluv. établit un

débat entre les témoins et l'accusé, d'après lequel le jugement au fond doit être rendu, que le débat doit être fait à l'audience publique, en présence et de l'autorité des juges qui composent le tribunal; que cette nécessité d'établir les débats sous les yeux même du juge qui doit prononcer, est démontrée par cela seul que le juge serait privé des principaux éléments qui doivent former sa conviction, s'il ne voyait et n'entendait soit le témoin, soit l'accusé, au moment de leur confrontation; que d'ailleurs elle est fondée sur la disposition expresse de la loi du 18 pluv., art. 28, où il est dit. L'accusé sera traduit à l'audience publique du tribunal, là et en présence des témoins, etc. — Il suit de là que le tribunal spécial seul a le droit et le pouvoir d'entendre le débat d'après lequel il doit former son jugement; et le débat est tellement lié avec le jugement définitif, qu'il ne forme pour ainsi dire avec le jugement qu'un tout indivisible; en telle sorte que le tribunal ne peut pas mieux déléguer à d'autres juges le droit de faire pour lui, une telle procédure, qu'il ne pourrait déléguer le droit de prononcer le jugement au fond. Ainsi, il est évident que cet acte essentiel de l'instruction ne pourrait être exécuté devant un autre juge, ou tout autre tribunal, que celui qui doit juger le fond, sans une violation manifeste des règles de la compétence. — Considérant que les règles de la compétence sont violées, non-seulement lorsque le tribunal fait un acte ou rend un jugement hors de l'étendue de ses propres attributions, mais encore lorsque le jugement qu'il a rendu a pour objet de confier l'exécution d'un acte de la procédure à un juge incompétent. — Et attendu que dans l'espèce le tribunal spécial du département d'Indre-et-Loire, après l'ouverture des débats et la continuation de ces mêmes débats pendant plusieurs jours à son audience, a ordonné par son jugement du 4 therm. dernier, que les accusés seraient confrontés aux témoins Clément de Ris, son épouse et son fils, par-devant le président du tribunal criminel du département de la Seine; que par ce jugement il a voulu confier à un juge extérieur, à un juge incompétent, l'exécution d'une partie des débats, qui ne peuvent être faits régulièrement qu'en la présence et sous les yeux des juges composant le tribunal chargé par la loi de juger le fond; — Casse, etc.

Du 7 fruct. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Genevois. — Concl.; le cit. Lecoutour, substit.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — EMPISONNEMENT.

Lorsqu'un prévenu est traduit devant un tribunal spécial pour crimes d'incendie, d'exces envers un acquéreur de biens nationaux, et d'empoisonnement, ce tribunal ne peut, sans excès de pouvoir, en déclarant qu'il n'existe aucune charge sur les deux premiers délits

(1) Il est nécessaire de se reporter, pour saisir cette décision, aux dispositions de la loi du 18 pluv. an 9. L'art. 24 de cette loi exigeait que le tribunal spécial, avant de statuer au fond et par un jugement séparé, prononçât sur sa compétence. Le jugement de compétence était immédiatement adressé au tribunal de cassation (art. 25), qui, toutes affaires cessantes, devait aussitôt en prendre connaissance (art. 26). Ce recours ne suspendait nullement le jugement du fond : il était seulement sursis à l'exécution (art. 27). Enfin, après son jugement sur la compétence, le tribunal spécial ouvrait les débats et jugeait au fond, et ce jugement était au dernier ressort et sans recours en cassation (art. 28

et 29). Il s'agissait dès lors de savoir si la mission du tribunal de cassation se bornait à l'escapade des faits énoncés dans le jugement de compétence, ou si elle dominait toute la procédure et même le jugement du fond, pour y repousser toute violation des règles de la compétence : il nous paraît que le texte de la loi spéciale renfermait le tribunal de cassation dans les limites du jugement de compétence; mais les principes du droit commun ont dû prévaloir sur cette interprétation, et la jurisprudence, en élargissant le recours en cassation, a continué de renvoyer le cercle de la compétence des tribunaux spéciaux. V. la note sur le jugement du 27 prair. an 9. *

qui rentraient dans ses attributions, se déclarer compétent pour juger la crime d'empoisonnement que la loi ne lui a pas délégué. (L. 18 pluv. an 9, art. 24.) (1)

(Sermet—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 24 de la loi du 18 pluv. an 9;—Considérant qu'il résulte de cette disposition que le tribunal spécial ne peut se déclarer compétent pour juger un prévenu, que lorsqu'il résulte des diverses pièces de la procédure, que la prévention est relative à des délits dont la connaissance lui est attribuée par la loi du 18 pluv.;—Et attendu que, dans l'espèce, il s'agit d'une plainte dans laquelle se trouvent énoncées cumulativement les délits d'incendie et d'excès commis envers un acquéreur de biens nationaux qui sont véritablement compris dans les attributions du tribunal spécial, et le crime de tentative d'empoisonnement dont la connaissance ne lui appartient pas;—Attendu que le tribunal spécial, dans ses considérations, atteste qu'il n'existe aucune charge, aucune sorte de prévention contre Alexandre Sermet, relativement aux deux premiers délits qui pourraient justifier sa compétence;—Attendu qu'il ne considère ledit Sermet comme prévenu de la tentative d'empoisonnement qui est hors de ses attributions; que, par conséquent, le tribunal a fondé sa compétence sur un fait qui est précisément hors de ses attributions;—Casse, etc.

Du 8 fruct. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Genevois.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — PRESCRIPTION. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux spéciaux ne peuvent statuer sur l'exception de prescription proposée par l'accusé, qu'après avoir déclaré leur compétence. (L. 18 pluv. an 9, art. 21 et 28.) (2)

(Lemaire—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 456 du Code des délits et des peines, et les art. 21 et 28 de la loi du 18 pluv. an 9;—Considérant qu'il résulte des art. 21 et 28 de la loi du 18 pluv., ci-dessus cités, que les tribunaux spéciaux ne peuvent juger le fond d'une affaire dont la connaissance leur appartient, qu'après avoir jugé leur compétence; que le tribunal spécial du département de la Sarthe, en déclarant sa compétence pour connaître de l'affaire contre Jean Lemaire, a prononcé en même temps sur le fond, puisqu'il a jugé que l'exception de la prescription proposée par Lemaire n'était pas fondée; qu'ainsi il a jugé une question pour la connaissance de laquelle il n'était pas déclaré compétent;—Casse, etc.

Du 8 fruct. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Vallée.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

CHEMIN PUB.—DÉGRADATION.—COMPÉTENCE

Le délit de dégradation d'un chemin public est de la compétence du tribunal correctionnel, et non du tribunal de police. (L. 28 sept. 1791, tit. 2, art. 40.) (3)

(Lhoste et Arnaud—C. Min. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu la sixième disposition, art. 456 du Code des délits et des peines;—Attendu que le délit sur lequel a statué le tribunal de police du canton de Quiazac, pouvait emporter

condamnation d'une amende de 21 francs, d'après les dispositions de l'art. 40, tit. 2, de la loi du 28 sept. 1791, ce qui excède notablement celle de trois journées de travail, à laquelle se réduit la compétence des tribunaux de police, aux termes de l'art. 600 du Code des délits et des peines;—Casse, etc.

Du 8 fruct. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Carnot.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — ASSASSINAT.

L'homicide commis par des gardes nationaux, légalement requis, sur la personne d'un individu dont la conduite leur était connue, ne peut être considéré ni comme un assassinat préparé par un attroupement armé, ni même comme un homicide commis avec préméditation, et dès lors les tribunaux spéciaux ne peuvent en connaître. (L. 18 pluv. an 9, art. 11.)

(Guiz et Arragon—C. Min. pub.)

Des gardes nationaux avaient été requis légalement à l'effet d'arrêter des coureurs déserteurs. Pendant qu'ils faisaient leurs recherches, Arragon fit arrêter un individu prétendu émigré pour le conduire à la municipalité des Arcs. Chemin faisant, la troupe des gardes nationales se débâta. L'insurrection et l'insubordination furent portées à un point tel que ledit individu fut tué.

13 therm. an 9, jugement par lequel le tribunal spécial du département du Var, en se fondant sur l'art. 11 de la loi du 18 pluv. an 9, se déclare compétent pour connaître de ce délit.—Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 11 de la loi du 18 pluv. an 9;—Attendu que le délit dont sont prévenus Joseph Guiz et Pierre Arragon n'est pas un assassinat préparé par un attroupement armé, puisque les auteurs ou complices de ce délit faisaient seulement partie d'un rassemblement de gardes nationales requis légalement; que d'ailleurs la procédure ne constate en rien que l'homicide qui a eu lieu ait été commis avec préméditation; que tout porte au contraire à croire qu'il a été simultané (4); que, dès lors, il n'a pas les caractères de l'assassinat; qu'ainsi le tribunal spécial du département du Var se trouve doublement incompétent pour connaître du délit en question;—Casse, etc.

Du 8 fructidor an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Dutocq.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — VAGABONDS. — DÉLITS NOUVEAUX.

Les tribunaux spéciaux ne pouvaient connaître des délits imputés à un vagabond qu'autant que ces délits emportaient peine afflictive ou infamante. (L. 18 pluv. an 9, art. 6.)

Les tribunaux spéciaux ne pouvaient connaître des nouveaux délits dont un individu légalement traduit devant eux, se trouvait inculpé dans le cours de l'instruction, si ces nouveaux délits n'étaient pas du nombre de ceux spécialement attribués à leur juridiction. (L. 18 pluv. an 9, art. 6.) (5)

(Revert—C. Min. pub.)

Du 8 fruct. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Carnot.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

(1) F. conf. 28 therm. an 9 (aff. Lemaire) et la note.

(2) F. la note sur le jugement du 7 fruct. an 9 (aff. Jourgeon.)

(3) F. conf. 11 brum. an 8 (aff. Leca) et la note.

(4) C'est sans doute instantané qu'il faut lire.

(5) F. ident. 26 prair. et 27 mess. an 9 et les notes.

Du même jour, jugement identique sur la deuxième question (aff. Véron.)

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — DÉLITS NOUVEAUX.

Du 9 fruct. an 9 (aff. Laltier). — Même décision que par le jugement qui précède, 2^e question.

ACTE D'ACCUSATION. — PROCÈS-VERBAL. — ANNEXE.

Sous l'empire de la loi du 7 pluv. an 9, comme sous le Code du 3 brum. an 4, les procès-verbaux constatant le corps du délit devaient, à peine de nullité, être annexés à l'acte d'accusation, encore que le procès-verbal contiât des déclarations de témoins. Seulement ces déclarations devaient être volées avant la remise du procès-verbal au jury. (C. 3 brum. an 4, art. 231; L. 7 pluv. an 9, art. 26.) (1)

(Pillot.)

Du 9 fruct. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Barris. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

1^o PRÉSIDENT. — RÉSUMÉ. — CHARGES NOUVELLES.

2^o DÉFENSE. — CHARGES NOUVELLES. — CLÔTURE DES DÉBATS.

1^o Le président du tribunal criminel n'a pas le droit de lire, dans son résumé, des lettres écrites par l'un des accusés à l'autre et qui sont produites pour la première fois dans la procédure. (C. 3 brum. an 4, art. 372.) (2)

2^o Les accusés ne peuvent être privés de proposer leurs moyens de défense contre des pièces qui, pour la première fois, sont produites à l'appui de l'accusation, par le président du tribunal criminel dans son résumé. (C. 3 brum. an 4, art. 370.)

(Ouo — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 370, 371, 372, et la sixième disposition, art. 456, du Code des délits et des peines; — Et attendu que le résumé du président doit se borner, d'après l'art. 372, et comme l'indique assez la signification du mot, à donner le précis de ce qui a été dit et fait, à réduire l'affaire à ses points les plus simples, c'est-à-dire à la dégager de tout ce qui est inutile et pourrait distraire l'attention des jurés de ce qui doit fixer

leur détermination; que le président doit encore dans son résumé, faire remarquer aux jurés les principales preuves pour et contre l'accusé, c'est-à-dire leur rappeler les preuves qui ont été mises sous leurs yeux et non leur en présenter de nouvelles; qu'au lieu de s'en tenir à ce que la loi lui prescrivait, le président du tribunal criminel du département de l'Escaut a fait part aux jurés de quelques lettres écrites de l'accusé à l'accusée, lettres qui paraissaient pour la première fois dans la procédure;

Qu'en vain les conseils des accusés ont voulu s'opposer à cette lecture et ensuite répondre aux inductions tirées de ces lettres, le président leur ayant opposé que les débats étaient terminés, qu'ils n'avaient plus la parole, et les ayant rappelés à l'ordre; que de ces faits consignés dans le procès-verbal des débats, il résulte que les accusés ont été privés de proposer leurs moyens de défense contre des pièces qui, pour la première fois, étaient produites à l'appui de l'accusation, faculté que leur accorde l'art. 370 ci-dessus cité, en chargeant l'accusateur public de développer les moyens qui appuient l'acte d'accusation et en permettant toujours à l'accusé de répondre, en telle sorte qu'il ait toujours la parole le dernier; que, par un abus du pouvoir discrétionnaire, le président ayant rempli les fonctions que la loi délègue à l'accusateur public, il a enlevé aux accusés le droit le plus sacré qu'ils tiennent de l'équité naturelle et de la loi, celui de se défendre; qu'ainsi il y a eu contravention aux art. 370, 371, 372 et 456 du Code des délits et des peines; — Casse, etc.

Du 9 fruct. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Seignette. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JURY. — LISTE DU JURY DE JUGEMENT. — FORMATION. — OFFICIERS MUNICIPAUX.

Sous le Code du 3 brum. an 4, la formation du tableau du jury de jugement, sans qu'aucun membre de l'administration municipale y fût présent, emportait nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 503.) (3)

(Ferraud et Emery.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 503 du Code du 3 brum. an 4; — Attendu que toute contravention à cet article emporte nullité, d'après l'art. 523, même Code; que, néanmoins, le tableau du jury de jugement qui devait prononcer dans l'affaire de Ferraud et des frères Emery, a été formé sans

(1) *V. conf.*, 8 vend. an 10. — On sait que sous le Code du brumaire, cela était hors de doute. *V. supra*, 17 brum. an 8, et 8 vent. an 9.

(2) L'abus de pouvoir était évident, et il n'est pas douteux qu'aujourd'hui la décision ne fût la même, si le procès-verbal des débats contenait en lecture d'une pièce étrangère au procès et les réclamations des accusés. Mais, en général, la loi s'en est remise à la conscience du président des assises, en ce qui concerne la forme et le contenu de son résumé; elle se borne à le charger de faire remarquer aux jurés les principales preuves pour et contre l'accusé (art. 336, Cod. inst. crim.). Cette prescription, suivant la jurisprudence de la Cour de cassation, ne présente qu'une instruction au président sur les éléments du résumé qu'il est tenu de faire (Cass. 10 juin 1830). Que le magistrat s'éloigne plus ou moins de cette instruction, il ne peut en résulter aucun moyen de cassation; il suffit que le procès-verbal constate, en général, que la formalité a été remplie, que le résumé a été fait (Cass. 4 déc. 1825; 10 juin 1830). C'est cette disposition de la loi et

cette jurisprudence qui avaient porté M. Merlin, député, à présenter, lors de la discussion de la loi modificative du Code pénal, un amendement ainsi conçu : « Le président ne fera aucun résumé de l'affaire. » Ces résumés, a dit cet orateur, sont le plus souvent des accusations encore plus virulentes que celles du ministère public, et quelquefois, il n'y est pas même fait mention des moyens justificatifs. C'est la dernière impression qui reste des débats, et quand les jurés ne sont pas susceptibles d'apprécier par eux-mêmes la foule des preuves, les vrais éléments de la conviction, c'en est fait de l'innocence qui se trouve en jugement. Le président ne doit intervenir que pour prononcer la clôture des débats, poser les questions et remplir les autres formalités que la loi lui attribue. » Cet amendement fut écarté par la question préalable, comme rentrant plus particulièrement dans la révision du Code d'instr. crim. (Moniteur du 7 déc. 1831, 2^e suppl.)

(3) *V. ident.*, Cass. 17 mess. an 9, et la note; *V. aussi* 19 mess. an 9.

qu'aucun membre de l'administration municipale y fût présent; que la loi est absolue, et n'admet point l'exception d'absence des membres de l'administration municipale pour le service public; — Casse, etc.

Du 9 fruct. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Barris. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

TIMBRE. — QUITTANCE.

Du 11 fruct. an 9 (aff. *Enreg.* — C. Lacour). — V. ce jugement, *suprà*, au 2 fruct. an 9.

APPEL INCIDENT. — ACQUISCEMENT.

L'intimé qui déclare qu'il conclura au bien jugé, acquiesce par cela même au jugement, et se rend non recevable à interjeter appel incident. (Ord. 1667, tit. 27, art. 5.) (1)

(Montereau — C. créanciers Cabousse.)

Le 8 vent. an 7, jugement qui condamne la cit. Montereau à payer aux créanciers Cabousse une somme de 11,900 fr., et met au surplus les parties hors de cause sur des demandes en dommages-intérêts respectives. — Appel par la cit. Montereau. — Les créanciers l'assignent eux-mêmes à comparaitre sur son appel, et déclarent, dans leur assignation, qu'il concluront au bien jugé, et à 2500 fr. de dommages-intérêts pour indue vexation résultant de l'appel. — Cependant, plus tard, ils reproduisent la demande en dommages-intérêts dont ils avaient été déboutés par le jugement auquel ils avaient déclaré acquiescer, et le tribunal de l'Oise faisant droit à cette demande leur adjuge 13,466 fr. — Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 15, tit. 27, ord. 1667; — Attendu que les défendeurs, par leur exploit de citation sur appel en date du 26 vent. an 7, ayant conclu au bien jugé du jugement rendu entre les parties par le tribunal civil du département de la Seine-Inférieure le 8 du même mois, ont formellement acquiescé à ce jugement; que la demande de 2,500 fr. de dommages-intérêts qu'ils ont formée par le même exploit de citation sur appel n'avait pour objet que des indemnités résultant de faits postérieurs au jugement dont était appel, comme ils en conviennent dans leur réponse au cinquième moyen de cassation, demande qui était autorisée par l'art. 7, de la loi du 3 brum. an 3; qu'au contraire, dans les plaidoiries des 27 et 28 prairial an 7, ils ont conclu au paiement de la somme de 13,466 fr. 90 cent. pour dommages-intérêts résultant de faits antérieurs au jugement de première instance, comme le prouve le jugement attaqué qui, statuant sur cette demande, dit que les cit. Bruno-Francey et Montereau n'ont point exécuté leurs engagements, soit en ne payant pas les loyers par avance, soit en n'acquittant pas les 95 fr. par jour, soit en enlevant du magasin du théâtre des Arts des effets qu'elles employaient au théâtre de la République, soit en rétrocedant,

faits qui sont tous antérieurs au jugement de première instance et pour lesquels le jugement attaqué autorise les défendeurs à retenir, à titre d'indemnité, toutes les sommes par eux reçues pour le produit de 95 fr. par jour; de sorte que le jugement attaqué a statué sur des indemnités sur lesquelles le jugement de première instance avait mis les défendeurs hors de cour, jugement auquel ceux-ci, loin d'en avoir appelé, avaient donné acquiescement formel; qu'ainsi, le jugement attaqué a visiblement violé l'autorité de la chose jugée; — Casse etc.

Du 11 fruct. an 9. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Maleville. — *Rapp.*, le cit. Doutrepoint. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst. — *Pl.*, les cit. Mathias et Duclos.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — RÔLE (TOUR DE).

Les jugements par défaut de première instance pouvaient (à la différence des arrêts), dans le ressort du parlement de Douai, être attaqués par la voie de l'opposition, même alors qu'ils avaient été rendus à tour de rôle. (Édit de mars, 1774, art. 3.) (2)

(Bernier — C. Dewoos.)

Le 13 therm. an 7, le tribunal civil du département du Nord rendit un jugement par défaut faute de plaider, qui condamna Dewoos à payer à Bernier une somme de 34,000 fr. — Dewoos y forma opposition dans le délai de la loi; mais Bernier prétendit qu'elle était non recevable, aux termes de l'art. 3 d'un édit de mars 1674, rendu par le ci-devant souverain de Tournay, transféré depuis à Douai, parce que le jugement avait été rendu à tour de rôle.

Le 12 frim. an 8, jugement du tribunal du Nord qui rejette en effet l'opposition. — Appel au tribunal civil du département du Pas-de-Calais, et le 26 vent. de la même année, jugement confirmatif.

POURVOI de la part de Dewoos, pour fausse application de l'art. 3 de l'édit de mars 1674. — Cet article, disait-il, ne permet pas, il est vrai, d'attaquer par la voie de l'opposition les arrêts par défaut rendus à tour de rôle; mais cette défense est limitée aux arrêts seulement, elle ne peut s'étendre aux jugements de première instance, la loi ne l'a pas dit, et cela est si vrai, que dans le département du Nord, il n'existait pas d'autres voies que celle de l'opposition pour attaquer les jugements par défaut rendus en première instance. L'appel y était formellement interdit, ainsi qu'il est attesté par deux arrêts rendus au parlement de Douai; le premier, du 17 mai 1784; et le second, du 28 mai 1785.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 3 de l'ordonn. de 1674, ainsi conçu : « Permettons pareillement de se pourvoir par simple requête contre les arrêts » qui auront été rendus à faute de se présenter, « on, à l'audience, à faute de plaider, pourvu que la requête soit donnée, dans la huitaine de la

dit Jousse, le rôle interpellé, et qu'alors les parties étant averties du temps auquel la cause sera appelée, doivent être prêtes, et ne peuvent alléguer cause d'ignorance. » — Les rôles, en effet, après avoir été arrêtés par le président, étaient alors lus, publiés et déposés avec solennité. — Mais la loi des 16 - 24 août 1790, ayant abrogé cet usage des anciens rôles, la voie de l'opposition a dû, à partir de cette époque, être ouverte contre toutes les décisions par défaut : F. Cass. 3 pluv. an 12, 9 fruct. an 13, 4 mars 1807.

(1) F. Merlin, *Quest. de droit*, v^o Appel, § 3. — La question est controversée sous le Code de proc., F. l'arrêt de la Cour de Toulouse du 7 avril 1832 (Volume 1832), et ceux qui y sont indiqués en note; F. aussi les arrêts insérés Volumes 1833 et 1834.

(2) F. conf., Merlin, *Quest. de droit*, v^o Opposition au jug., § 1, n^o 2. — L'ordonnance de 1667 (tit. 35, art. 3) exceptait formellement du droit d'opposition aux jugements par défaut, ceux rendus sur causes appelées à tour de rôle, « Parce que,

« signification, à personne ou à domicile de ceux qui seront condamnés, s'ils n'ont constitué procureur, ou au procureur quand il y en a un; si ce n'est que la cause ait été appelée à tour de rôle, auquel cas les parties ne se pourrout pourvoir contre les arrêts du conseil de Flandre, intervenus en conséquence, que par requête civile; »—Attendu que cet article ne parle que des arrêts rendus, par défaut et à tour de rôle, par une Cour souveraine, et que s'il peut encore recevoir quelque application dans le nouvel ordre judiciaire, ce n'est point à des jugemens rendus en première instance qu'il faut l'appliquer, comme l'a fait le tribunal civil du départ. du Pas-de-Calais par son jugement du 26 vent. an 8;—Attendu que par suite de cette fautive application de l'art. 3 de l'ord. de 1674, ce tribunal a créé une fin de non-recevoir non autorisée par la loi, et, par là, commis un excès de pouvoir : — Par ces motifs, — Cause, etc.

Du 11 fruct. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Dourant.—Concl., le cit. Lefessier, subst.—Pl., le cit. Jousset.

(1) Peu de questions ont été plus fréquemment agitées que celle de savoir jusqu'à quel point les créanciers sont les représentants, les ayants cause de leur débiteur; dans quels cas ils sont forcés de se soumettre aux décisions rendues avec lui; dans quels cas ils peuvent les attaquer par la voie de la tierce opposition. L'ordonnance de 1667, tit. 35, art. 1^{er}, déclarait que les jugemens en dernier ressort ne pouvaient être rétractés, à l'égard de ceux qui y avaient été parties, de leurs héritiers ou ayants cause. Pothier, *Traité des obligat.*, n° 904, dit que, lorsque nous plaillons par rapport à une certaine chose qui nous appartient, nous sommes censés plaider tant pour nous que pour nos ayants cause et successeurs à cette chose, et que le droit qui résulte du jugement qui est rendu sur cette contestation, doit passer à tous nos successeurs et ayants cause.... Mais tous ces principes laissent toujours la question à peu près au même point. Jousse va plus loin, et, sur l'art. 1, tit. 35 de l'ordonnance de 1667, il reconnaît formellement que les créanciers sont les ayants cause de leur débiteur, dont ils exercent les droits, et qu'ils ne peuvent former tierce opposition aux jugemens rendus avec lui. — Aujourd'hui, les textes sur lesquels s'appuie la question sont, d'une part, l'art. 474 du Code de proc., et de l'autre, les art. 1166 et 1167 du Code civil. Aux termes de l'art. 474 du Code de proc., une partie peut former tierce opposition au jugement qui préjudicie à ses droits, et lors duquel, elle, ni ceux qu'elle représente n'ont été appelés. Ainsi, question de savoir si le débiteur contre qui un jugement a été rendu, doit être considéré comme ayant représenté son créancier, en telle sorte que celui-ci n'ait pas le droit de recourir contre la décision, quelque préjudice qu'elle lui porte... La doctrine des auteurs modernes est, sur ce point, exactement la même que celle du commentateur de l'ordonnance de 1667. Nous n'inversons pas l'autorité de Toulhier, qui, en définissant l'ayant cause (L. 8, n° 245) celui à qui les droits d'une personne ont été transmis à titre particulier, comme par legs, donation, rente, échange, etc., laisse indécis le point de savoir si le créancier est compris sous cette dénomination. Mais M. Berrist, *Procéd. civ.*, p. 412, après avoir dit, dans son texte, en interprétant l'art. 474, qu'on ne peut pas prendre la voie de la tierce opposition contre un juge-

1^o TIERCE OPPOSITION.—CRÉANCIER.—AYANT CAUSE.

2^o DOMICILE.—IMPOSITIONS.

1^o Le créancier est considéré comme l'ayant cause de son débiteur. — En conséquence, il ne peut former tierce opposition aux jugemens rendus sans fraude contre son débiteur, et passés en force de chose jugée (1).

2^o Un individu peut être réputé domicilié dans un endroit, bien qu'il ne soit ni imposé au rôle de la contribution mobilière de ce lieu, ni inscrit sur le registre de la garde nationale.

(Leforestier—C. Godet.)

En 1740, Godet avait reçu à titre de bail à fief des forges appartenant au seigneur de Putanges, moyennant une rente annuelle de 700 liv.

Après avoir fait aux forges arrentées certaines réparations, Godet les vendit en 1786 à Simon Delessart. Celui-ci se chargea de servir la rente annuelle de 700 liv. — De plus, il dut payer au vendeur une somme de 122,400 liv.; savoir : 74,400 liv. comptées de suite, et 48,000 liv. qui restèrent dans les mains de l'acheteur, pour répondre du tiers restant dû au fief de Godet.

De son côté, le seigneur de Putanges avait ven-

menté l'on a été appelé, soit en sa personne, soit en celle des particuliers qu'on représente, ajoute, à la note 9 : « Tels sont ceux auxquels on a succédé à titre universel ou particulier, ou bien dont on est ayant cause, à titre de cession, subrogation, vente, créance, etc. » et à la note 11 : « Comme le créancier est un ayant cause de son débiteur, il a été représenté par lui dans les jugemens rendus contre ce même débiteur, de sorte que, quand il veut, en vertu de l'art. 1166 du Code civil, attaquer ces jugemens, il doit agir par appel ou par requête civile, à moins qu'il n'y ait eu une collusion prouvée entre le débiteur et la partie qui a obtenu gain de cause, ... cas dans lequel le créancier agit, *jure proprio*, en vertu de l'art. 1167. » — *F.* ainsi Carré, *Procéd. civ.*, n° 4713; Desmazures, n° 526, et Favard, *op. cit.*, n° 4713. — Et c'est là en effet la distinction consacrée par la jurisprudence. En général, le créancier est considéré comme l'ayant cause de son débiteur, et ne peut dès lors former tierce opposition aux jugemens rendus avec ce dernier. *F.* Cass. 15 fév. 1808; 16 juin 1811; 21 août 1826; 15 janv. 1828, etc.; et au surplus *Jurisp. du XIX^e siècle*, n° 21 et s.; 3 juill. 1832 (Volume 1832); Paris, 2 fév. 1832 (Volume 1832). — Toutefois la règle reçoit exception, lorsqu'il y a eu dol ou fraude. Dans ce cas, les créanciers qui ont le droit d'attaquer les actes faits par leur débiteur, en vertu de l'art. 1167, peuvent former tierce opposition aux jugemens rendus avec lui, qui leur sont préjudiciables. *F.* Aix, 4 juill. 1810; Nîmes, 14 avr. 1812; Paris, 30 juill. 1829. — Il en est encore de même des créanciers hypothécaires, lorsque les jugemens rendus avec leur débiteur pourraient porter atteinte à leur gage: on juge alors, qu'abstraction faite de toute idée de fraude, la tierce opposition des créanciers est recevable, s'ils ont à faire valoir des moyens qui leur soient propres et que leur débiteur n'avait pas le droit d'opposer. *F.* Paris, 16 août 1832 (Volume 1832), et Cass. 9 déc. 1835 (Volume 1836). — Enfin, la tierce opposition des créanciers hypothécaires est surtout recevable, lorsqu'il s'agit de régler le rang de priorité de ces créanciers entre eux, ou de conserver l'intégrité de leur gage: ce qui a été, dans ce cas, jugé avec le débiteur, n'est pas jugé à l'égard du créancier dont le droit aurait été méconnu. *F.* en ce sens, Cass. 22 juin 1825; Paris, 24 mars 1831 (Volume 1834).

du à Leforestier sa terre et tous les droits qui en faisaient partie.

En 1788, Leforestier, à défaut de paiement des arrérages, demanda la résiliation du contrat de bail à *fof*, et sa rentrée en possession des forges arrendées, selon le droit résultant de la nature et de l'expression du contrat original. — Jugement qui prononce cette résiliation. — Appel. — 5 juill. 1791 et 3 janv. 1792, jugemens par défaut du tribunal de Caen, qui confirment la sentence des premiers juges.

En conséquence des jugemens rendus en sa faveur, Leforestier se mit en possession des forges.

Alors parut Godet, fils du défendeur. Il se pourvut par tierce opposition contre les jugemens du 5 juill. 1791 et du 3 janv. 1792, sur le fondement que leurs dispositions lui faisaient grief, entraînaient pour lui une perte de 48,000 liv. — Il importe d'observer qu'il ne se présente point comme réclamant son tiers cutumier, mais seulement comme *créancier* de la somme de 48,000 liv. réservée (lors de la vente à Delessart) pour garantir à Godet fils son tiers cutumier.

23 mess. an 8, jugement, du tribunal de Caen qui, reçoit Godet fils tiers opposant, et annule les jugemens rendus en faveur de Leforestier, sans l'exercice des droits des parties.

POURVOI en cassation de Leforestier, pour contravention à la chose jugée. — Il se fonde sur l'art. 1^{er} du tit. 35 de l'ordonn. de 1667, ainsi conçu : « Les arrêts et jugemens en dernier ressort ne peuvent être rétractés que par lettres en forme de *requête civile*, à l'égard de ceux qui auront été parties, ou dûment appelés, ou de leur héritier ou ayant cause. »

Le Forestier argumente donc ainsi : « L'ordonnance qui déclare que ce qui est jugé avec la partie est aussi jugé avec ses *ayans cause*. — Or, il y avait chose jugée avec les Delessart. — Et Godet, se présentant comme *créancier* des Delessart, n'est que leur *ayant cause*. — Donc il y avait aussi chose jugée avec Godet. »

Le défendeur répondait que toute la difficulté résidait dans le sens du mot *ayant cause*. — Or, disait-il, la loi ne l'a pas défini. — Donc, de quel que manière que le tribunal d'appel ait entendu le définir, il n'y a pas contravention à la loi. — Que s'il fallait prouver même le bien jugé, la tâche ne serait pas difficile. — En effet, pourquoi l'*ayant cause* ne peut-il pas remettre en question ce qui a été jugé avec son auteur ? Parce qu'on suppose qu'il y a eu identité d'intérêt ; qu'il a été équivalement défendu ; qu'il a été représenté. — Donc celui-là n'est pas un *ayant cause*, dans le sens de la loi, qui n'a pas eu identité d'intérêt, qui n'a été défendu ni représenté. — Ces principes, disait-il, se trouvent dans tous les auteurs. — Denizard, au mot *Opposition*, soutient et prouve, par l'autorité d'un arrêt, que celui qui a un droit *réel* à faire valoir, qui, sous ce rapport, n'a pas identité d'intérêt avec la partie condamnée, est recevable à former tierce opposition. — Cochin, t. 4, p. 375, soutient, et prouve aussi par l'autorité d'un arrêt, que le *créancier* a le droit d'attaquer par tierce opposition le jugement rendu contre son débiteur, s'il n'y a pas eu sérieuse défense ; si ses intérêts n'ont pas été stipulés. — S'étayant de ces principes, Godet disait que le droit réclamé par lui était un droit *réel* ; de plus, il disait que Delessart avait évidemment *coïncidé* avec Leforestier, puisque pour moins de 2000 liv. il s'était laissé spolier d'une propriété valant plus de 80,000 liv. ; puisque lui Godet n'avait pas été averti du danger que couraient ses 48,000 liv. ; puisqu'il avait été empêché d'offrir le

paiement des arrérages, et de demander la subrogation. — Ainsi, sous le double rapport de droit *réel* et de *collusion*, Godet soutenait n'être pas un *ayant cause* dans le sens de la loi. — Donc, on avait dû décider que ce qui était chose jugée avec Delessart, ne l'était pas avec lui.

Le défendeur soutenait d'ailleurs, ainsi qu'il avait déclaré le jugement attaqué lui-même, que les jugemens par défaut rendus contre Delessart en 1791 et 1792, étaient nuls, parce que Delessart avait été assigné dans un lieu qui n'était pas son domicile, et qu'il résultait de là qu'il n'y avait point d'imposition mobilière, et n'y était point inscrit au rôle de la garde nationale.

Le commissaire du gouvernement Merlin (V. ses conclusions, *Quest. de droit*, v^o *Opposition (tierce)* § 1^{er}) a pensé qu'il n'y aurait aucun terme aux procédures, si aucune garantie des propriétés, si après avoir longtemps et dispendieusement plaidé avec le propriétaire d'un immeuble, et l'avoir judiciairement exproprié, il fallait encore, sur la même question, essayer de nouveaux procès, courir de nouvelles chances avec chacun de ses créanciers, ou prétendus créanciers.

L'intérêt des *créanciers* ne doit sans doute pas être sacrifié, a-t-il dit. Aussi la loi leur accorde-t-elle la faculté d'intervenir au procès avant le jugement. — Mais aucune circonstance ne peut autoriser la faculté de tierce opposition dans cela qui déjà s'est défendu par soi ou par son représentant. L'ordonnance est claire et précise ; elle regarde comme jugé avec ses *ayans cause*, ce qui est jugé avec le propriétaire exproprié. — A la vérité, la loi n'a pas défini le mot *ayant cause*. — Mais, ce mot a un sens clair et non équivoque ; il n'est pas un commentaire, pas un jurisconsulte, qui le dise comme Jousse, qu'un *créancier* est l'*ayant cause* de son débiteur. — Donc, il est indubitable que ce que l'ordonnance a dit des *ayans cause* est applicable au *créancier*. — Donc, ce qui avait été irréfutablement jugé avec Delessart, l'était également avec Godet. Donc, celui-ci ne pouvait former tierce opposition. — Conclusions à la cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 5, tit. 27 de l'ord. de 1667, ainsi conçu : « Les sentences et jugemens qui doivent passer en force de chose jugée sont ceux rendus en dernier ressort et dont il n'y a appel ou dont l'appel n'est pas recevable, » soit que les parties y eussent formellement acquiescé, ou qu'elles n'en eussent interjeté appel dans le temps, ou que l'appel ait été déclaré *périmé* ; » L'art. 11 qui porte : « Les arrêts et jugemens passés en force de chose jugée portant condamnation de délaisser la possession d'un héritage, seront exécutés contre le possesseur condamné, nonobstant les oppositions des tiers ou personnes et sans préjudice de leurs droits ; » L'art. 1^{er}, tit. 35 de l'ordonn. de 1667, qui s'exprime en ces termes : « Les arrêts et jugemens en dernier ressort ne pourront être rétractés que par lettres en forme de requête civile, à l'égard de ceux qui auront été parties ou dûment appelés et de leurs héritiers, successeurs ou ayens cause. » Attendu que la réserve des droits des tiers personnes dont parle l'art. 11, tit. 27 de l'ordonnance ci-dessus citée, ne concerne que celles qui n'ont pas été parties appelées, ni représentées ; que cela résulte du rapprochement de cet article avec l'art. 1^{er}, tit. 35 ; que le cit. Godet, comme créancier du cit. Delessart, qui avait consenti une hypothèque envers lui, était et cet égard son *ayant cause* ; qu'il est constant que Delessart a été appelé ; qu'il n'a point été allégué qu'il se soit pourvu

dans le délai contre le jugement en dernier ressort rendu par défaut au tribunal du district de Caen; que néanmoins le cit. Godet, en qualité d'ayant cause de Delessart, n'aurait pu être recevable à attaquer ce jugement qu'autant qu'il eût été justifié que Delessart aurait été lui-même admissible à se pourvoir;

Attendu qu'il ne résulte point des certificats du maire et adjoint d'Argentan, du 9 mess. an 8, qui attestent que le cit. Delessart n'était point imposé au rôle de la contribution mobilière d'Argentan, qu'il n'y eût pas son domicile lorsqu'il y fut assigné, puisque les lois sur l'assiette de cette contribution ne supposent pas nécessaire le domicile du contribuable dans le lieu de l'imposition, et que Delessart pouvait être domicilié sans être alors sur le registre de la garde nationale; qu'ainsi, les jugemens par défaut rendus au tribunal de district de Caen étaient, dans l'état d'instruction devant le tribunal d'appel, censés avoir acquis l'autorité de la chose jugée;

Qu'il résulte de tout ce que dessus, que les juges du tribunal de Caen ayant reçu la tierce opposition du cit. Godet, sous le motif pris des dispositions de l'art. 11, tit. 27 de l'ord. de 1667, ont fait une fausse application dudit article, violé l'art. 5, même titre, concernant l'autorité de la chose jugée, et contrevenu formellement à l'art. 1^{er}, tit. 35, qui ne permet de rétracter autrement que par requête civile les jugemens en dernier ressort rendus aux ceux qui ont été parties, ou leur ayant cause;—Casse, etc.

Du 12 fruct. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Rousseau.—Concl. le cit. Merlin, subst.—Pl., les cit. Cournot et Méjan.

1^{re} SOCIÉTÉ.—RAISON SOCIALE.

2^o CONTRAT.—INTERPRÉTATION.—LOI DU LIEU.

1^o *Le contrat de société ne peut être invoqué contre les membres d'une compagnie pour le paiement d'un billet souscrit par un associé, sans addition de ces mots : et compagnie.* (Ord. 1673, tit. 4, art. 7.) (1)

2^o *Pour l'interprétation des contrats et la force de leurs dispositions, il faut consulter la statue du lieu où ils ont été passés, plutôt que le statut du domicile des parties contractantes.*

(Crahai—C. Paulée.)

Le citoyen Famin était fournisseur de lumière et chauffage pour l'armée de Sambre-et-Meuse.

—Au 18 fruct. de l'an 3 il s'associa pour cette fourniture avec le citoyen Paulée. Le traité social fut passé à Paris.—Mais, avant de s'associer avec Paulée, le citoyen Famin avait passé un marché,

en Belgique, avec le belge Crahai. — Celui-ci devait verser trois millions de livres pesant de bouille, dans les places de Liège et de Maëstricht pour le compte de Famin.

Du 30 brum. au 30 germinal an 4, Crahai fit les versements convenus dans les magasins de la société, et au profit des associés.

Bientôt Famin se retira, et Paulée fut le seul représentant de la société.

Alors Crahai réclama de Paulée, aux termes de son traité avec Famin, et par suite de ses versements effectifs, le paiement d'une somme de 26,929 fr. 18 s. 3 den. — Paulée s'y refusa, disant que la dette était personnelle à Famin, qui avait signé en son nom personnel, qu'il était, à l'époque de la signature, n'avait pas d'associé.

Le tribunal de commerce de la Seine, attendu les versements faits depuis la société avec Paulée, qui en avait profité, le condamne solidairement avec Famin.

Au contraire, sur l'appel, le tribunal civil de la Seine : attendu que le marché de Crahai avec Famin était antérieur à la société de Famin avec Paulée; attendu que Famin n'avait pas ajouté à sa signature ces mots : et Compagnie; attendu que, d'après cette circonstance, Paulée ne se trouvait pas engagé, d'après son traité avec Famin, conformément à l'art. 7 du tit. 4 de l'ordonn. de 1673, infirme le jugement de première instance, et renvoie Paulée de la demande intentée contre lui.

POURVOI en cassation de la part de Crahai, pour fausse application de l'art. 7, tit. 4 de l'ordonn. de 1673, à un marché passé en Belgique où cette ordonn. n'avait pas encore été publiée; et pour violation des lois romaines qui déclarent les associés solidaires de toutes les obligations contractées par un des associés, pourvu qu'elles aient profité à la société. (Inst., lib. 3, tit. 7, § 4.)

—Le jugement dénoncé, disait le demandeur, décide que Paulée n'a été engagé qu'en vertu de son traité social, et que la force obligatoire de ce traité doit être appréciée, non d'après les lois de la Belgique, mais d'après les lois françaises. Cette décision repose sur le principe, que les contrats sont toujours régis, quant à la forme ou l'étendue de leurs dispositions, par le statut du lieu où ils sont passés. Mais, ce prétendu principe, vrai relativement aux formes extérieures de l'acte, est faux relativement à leurs dispositions intrinsèques. — Dumoulin, particulièrement, s'élève contre cette opinion : *Doctrina putant ruiditer et indistincte quod debet inspicere locus et consuetudo ubi sit contractus, et sit jus in loco contractus; quod est falsum.*

(1) Cet arrêt n'est point, comme on l'a supposé dans d'autres recueils, en opposition avec la jurisprudence ancienne, ni avec les arrêts subséquens de la Cour de cassation qui ont jugé que la signature d'un associé, sans addition des mots *et compagnie*, devait engager la société s'il était prouvé que la société avait réellement profité de l'engagement. *N. Cass.* 23 frim. an 13; 30 juill. 1810; 21 août 1811, et 17 mars 1834 (Volume 1834).

Ici, le demandeur prétendait, il est vrai, que ses versements avaient profité à la société, mais cette circonstance qui avait servi de base au jugement de première instance, on ne la retrouve plus en appel : rien en effet dans les motifs du jugement attaqué, ne rappelle que la société Famin et Paulée eût profité des versements faits par Crahai; les juges d'appel se bornent à considérer que l'engagement de Famin n'était pas dans la

forme voulue par l'ordonnance de 1673, pour avoir l'effet d'un engagement social. Or, sous ce point de vue restreint, le jugement attaqué se pouvait offrir ouvert à cassation. Aussi, le demandeur s'efforçait-il d'échapper à l'application de l'ordonnance de 1673, c'est-à-dire à la loi française, pour se placer en Belgique, sous l'empire du droit romain. Mais le tribunal de cassation décide que l'acte, objet du procès, ne devait être régi, soit quant à sa forme, soit quant à ses effets, que par la loi française, ne pouvait plus voir, dès lors, dans le jugement attaqué, qu'une juste application de l'art. 7, tit. 4 de l'ordonnance de 1673, qui ne répète engagement social que celui qui est expressément souscrit de la raison sociale. C'est en reste ce que fait remarquer M. Merlin lui-même dans son réquisitoire lors de l'arrêt du 21 août 1811. *N. Répert., v^o Société*, sect. 4, § 1.

Quin imò jus est in tacitè et verisimilitudine contrahentium. (In Cod., tit. 1., oper. t. 3, p. 551.) — Baillois, et après lui le président Bouhier, sur le coutume de Bourgogne, ch. 22, assurent qu'en matière de contrat de constitution de rente, la loi qui régit le contrat est la loi, non du lieu où l'acte est passé, mais celle du lieu où la rente doit être payée : telle est même, ajoute-t-il, la jurisprudence reçue par tous les parlements. — En matière de simples dettes, la loi qui régit le contrat est également la loi du lieu où le paiement doit être fait. (Burgund., *ad. cons. fland. tract. 2, n° 28.*) — Il n'est donc pas vrai, continue le demandeur, que le contrat soit régi, quant à ses dispositions, par la loi du lieu où il est fait. — C'est bien plutôt par la loi du lieu où il reçoit son exécution ; ou, comme le dit Dumoulin, par la loi que les parties sont censées avoir voulu prendre pour guide et pour arbitre.

Appliquant ces notions à l'espèce, le demandeur disait que le traité social de Famin avec Paulée devait, relativement aux contractans entre eux, être régi par les lois françaises, attendu que l'un et l'autre résident et contractant en France, leur intention à cet égard ne pouvait être douteuse ; mais qu'il devait en être autrement à l'égard des créanciers de la société, parce que leur intention avait nécessairement été de se soumettre aux lois du pays où le contrat devait, relativement à eux, avoir son exécution ; que si l'affaire avait été portée devant les tribunaux de la Belgique, on n'aurait pas appliqué l'ordonn. de 1673, attendu qu'elle n'y a été publiée que le 28 vent. an 5, mais bien les lois romaines qui rendent les associés solidaires de tous les contrats faits au profit de la société. — De ce que la contestation s'est élevée à Paris, il ne s'ensuit pas qu'elle doive être jugée sur d'autres principes. Le tribunal d'appel devait donc reconnaître, comme le tribunal de commerce, que le fait du versement dans les magasins de Paulée était le véritable contrat entre les parties, et que ce contrat ne pouvait être apprécié que d'après les lois de la Belgique ou d'après les lois romaines, et non d'après l'ordonn. de 1673.

Le défendeur répondait que la contestation n'avait pas seulement pour objet de faire condamner Paulée par suite du versement de Crabal, qu'elle tendait encore à le faire condamner, selon l'étendue des conventions faites avec Crabal, par Famin seul, et en nom personnel ; que cette prétention était fondée sur l'existence et la force du traité social entre Famin et Paulée ; que toute la question se réduisait donc à savoir si ce traité entre lui et Famin devait être apprécié, régi, par les lois de la Belgique ou par les lois de la France. — Or, disait-il, un traité passé en France, par des Français, et pour l'exécution duquel ils ne peuvent être actionnés qu'en France, est essentiellement régi par les lois françaises. — Ce n'est pas seulement quant aux formes extérieures, mais même relativement à la force des dispositions de l'acte, qu'il faut consulter la loi du lieu de contrat : *id sequitur quod in regione*

in qua actum est frequentatur. (LL. 1, 31 et 114, ff. de Reg. jur.) — Aussi l'art. 15, tit. 5, liv. 3 de l'ordonn. de la marine de 1681, règle le profit du prêt à la grosse aventure suivant le cours de la place où le contrat a été passé.

Le commissaire a pensé que, selon les règles de l'équité, Paulée ayant profité des versements de Crabal, il devait être tenu de le payer solidairement avec Famin. — Mais, a-t-il ajouté, il ne s'agit pas de savoir s'il y a violation des règles de l'équité. — Il s'agit de savoir si l'on a justement ou fausement appliqué l'ordonnance du commerce de 1673. — Sur ce point, il a adopté les idées du défendeur, et il a conclu au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que le contrat de société n'avait pas été passé dans la Belgique ; — Que l'acte particulier passé entre Crabal et Famin ne portait pas l'addition des mots : *et Compagnie* ; — Que Paulée n'a pu conséquemment être poursuivi solidairement par Crabal, en qualité d'associé, conformément à l'art. 7 du tit. 4 de l'ordonn. de 1673, qui ne soumet à cette action que ceux qui sont engagés par la mention des mots : *et compagnie* ; — Rejette, etc.

Du 13 fruct. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Doutrepoint. — Concl., le cit. Lefessier, subst. — Pl., les cit. Sale et Becquet-Beaupré.

PARCOURS. — VAINES PÂTURES. — ABOLITION. — VENTE. — TITRE. — CLOTURE.

Le droit de parcours, reconnu par titres ou jugemens passés en force de chose jugée, ne peut être considéré comme un droit de vaine pâture abolie par la loi des 28 sept-6 oct. 1791. Lorsque la vente d'un bien national porte que le fonds est vendu avec ses servitudes actives et passives, cette déclaration s'étend au droit de parcours.

Le propriétaire d'un fonds, asservi par titres à un droit de parcours, ne peut s'en affranchir en faisant clore son héritage (1).

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES (2).

Nos lecteurs nous sauront gré de recueillir ici tout ce qu'il y a de positif en législation et en jurisprudence sur cette matière peu connue.

Commençons par nous former une idée du *droit de vaine pâture*.

Il y a deux sortes de pâture : les pâtures grasses ou vives, et les vaines pâtures. — Les pâtures grasses ou vives sont les marais, les pâtis, les bruyères, les landes, qui appartiennent à des communautés d'habitans, ou qui sont asservies envers elles à un droit d'usage, de manière qu'elles seules peuvent y faire paître leurs bestiaux. Les vaines pâtures sont les grands chemins, les prés, après le fauchaison, les guérets et terres en friche, les bois de hente-fataie, les bois taillis, après le quatrième ou cinquième bonzeon, et généralement tous les fonds de terre où il n'y a ni semences, ni fruits, et qui, par la loi ou l'usage du lieu, ne

dent unanimement que le propriétaire du fonds asservi peut s'affranchir par la clôture du droit de vaine pâture qui n'est pas fondé sur un titre. *P. Cass.*, 25 flor. an 13 ; *Reaues*, 27 mars 1812, et tous les auteurs ci-dessus cités.

(2) Nous conservons ces observations, qui précèdent dans l'ancien recueil Sirey, le jugement que nous recueillons ici : elles feront d'autant mieux connaître quel était à cette époque le véritable état de la question.

(1) *P. conf.*, *Cass.* 25 avr. 1806 et 13 Jée. 1808 ; *Pardeuses*, *Traité des servitudes*, p. 200, n° 134 ; *Delvincourt*, t. 1^{er}, p. 388 ; *Toullier*, t. 3, n° 161 ; *Duranton*, t. 5, n° 265 ; *Fevard de Langlade*, *v° Servitude*, sect. 2, § 3, n° 4 ; *Solon*, *Traité des Servitudes*, n° 86 ; *Lepasquier*, *Législ. de la vaine pâture*, p. 139 et suiv. — En sens contraire, *Merlin*, dans ses conclusions ci-dessus transcrites, et *Quast*, *de droit*, *v° Vaine pâture*, § 1^{er}. — Mais les auteurs et la jurisprudence déci-

sont pas en défense. — Cette définition de vaine pâture est tirée du Dictionnaire des arrêts de Brillon, au mot *Pâturage*, n° 6; du Commentaire de Locarnus d'Honlouve, sur la coutume de Boullonnais, tit. 8, sect. 3; de la coutume de Nivernais, chap. 3, art. 5; de celle de Châlons-sur-Marne, art. 266, et de celle de Troyes, art. 170. Elle est aussi complètement justifiée, en ce qui concerne les prés après la fauchaison de la première herbe, par les cout. d'Auxerre, art. 263, de Sens, art. 147, et de Melun, art. 302. Voici leurs termes: « Prés fauchés, et dont l'herbe ou foin a été enlevé, sont incontinent réputés vaines pâtures, sinon qu'ils soient clos et fermés de haies ou fossés; ou que d'ancienneté on n'ait accoutumé d'en faire regain. »

Voyons à présent quelle fut avant la révolution et quelle est aujourd'hui la nature du droit de vaine pâture.

En soi, le droit de propriété est le droit de jouir exclusivement; il exclut donc toute idée de jouissance par un autre que le propriétaire; le droit de vaine pâture ne peut donc exister qu'à titre de servitude.

Cette servitude, de même que toute espèce de droit au préjudice d'autrui, ne peut s'acquérir que par l'effet ou de la loi, ou de la convention; la servitude de vaine pâture est donc ou légale ou conventionnelle.

Les lois romaines n'admettaient pas le droit de vaine pâture à titre de *servitude légale*; il en fut de même dans nos pays de droit écrit.

À l'égard de nos coutumes, elles se partageaient sur ce point en plusieurs classes. — Il en est qui érigaient les vains pâturages en servitude générale et proprement dite; de manière que, dans leur territoire, un propriétaire était obligé, malgré soi, de laisser ses héritages ouverts aux bestiaux d'autrui: ainsi, la coutume de Montargis, chap. 4, art. 3, soumet au vain pâturage les prés en prairies, après la fauchaison de la première herbe, et déclare qu'on ne peut les clore au préjudice de ce droit. — D'autres coutumes, sans faire du vain pâturage une servitude naturelle, obligeaient le propriétaire de la souffrir aussi longtemps qu'il n'avait pas fait clore ses prés; telles sont celles d'Auxerre, de Sens et de Melun.

Il y en a d'autres qui ne permettaient la vaine pâture qu'avec le consentement du propriétaire, et qui déclaraient en termes exprès, que la possession de la vaine pâture ne peut pas, à cet égard, tenir lieu de titre, pour empêcher le propriétaire de clore ses héritages; telles sont celles de Bretagne et de Bergoies. D'autres cout. enfin étaient muettes, et la jurisprudence y avait considéré la vaine pâture, quelquefois comme une servitude, quelquefois comme une simple faculté.

Le parlement de Paris, notamment, ne considérait le vain pâturage, même fondé sur la possession la plus longue, que comme un droit facultatif et précaire; en sorte que le propriétaire était toujours maître de l'empêcher, en laissant clore son héritage, soit en le mettant en défense de toute autre manière, c'est-à-dire que le parlement de Paris ne regardait pas la vaine pâture comme une servitude établie par la loi.

Ainsi le voulaient, sans doute, les circonstances locales: partout où les terrains ont un grand prix, aucune convenance, aucune espèce d'utilité ne peut balancer l'importance d'assurer au propriétaire l'exercice de son droit dans toute sa plénitude.

Aussi l'édit de 1771, rendu pour le Hainaut et autres provinces du nord, permet-il à tout propriétaire de s'enclore, cessant tout droit de vaine pâture..., interprétant à cet effet toutes lois, cou-

tumes, usages et réglemens au contraire, en y dérogeant même en tant que de besoin. L'édit n'excepte que les cas où la vaine pâture serait fondée sur un droit de copropriété, c'est-à-dire le cas où « le droit de vaine pâture résulterait de ce que les communautés d'habitans sont copropriétaires des fonds même des prairies, conjointement avec les particuliers qui en récoltent les premières herbes. »

Jusqu'ici nous avons vu ce que voulaient les lois, les coutumes, les usages, dans le silence des parties. — Mais s'il y avait convention, quel juris?... Ce point est d'autant plus important à examiner, que c'est là ce qui fait aujourd'hui la matière de la difficulté.

Ici distinguons la preuve de la convention, de l'effet de la convention. — Relativement à la preuve de la convention, les lois anciennes offraient des dispositions différentes entre elles: les unes exigeaient un titre; d'autres se contentaient d'une possession suffisante à prescrire; tout cela tenait beaucoup aux règles générales, en matière de prescription.

Quant à l'effet de la convention constatée par un titre, il semble que l'on devait distinguer le cas de renonciation à la clôture, et le cas où le titre serait muet relativement à la surveillance du besoin de se clore: au premier cas, la convention illétale devait être la loi des parties; au second cas, il pouvait y avoir lieu à interprétation de l'intention des parties, sur l'événement imprévu du besoin de se clore.

Si les progrès de la civilisation, de l'agriculture et du commerce, ont pour ainsi dire dénaturé les terrains soumis à la vaine pâture; si le droit de clôture n'avait été d'aucune utilité locale ou d'aucun prix, lors de l'établissement du droit de vaine pâture; si au contraire le cours des événemens en avait fait un besoin impérieux, indispensable, à raison des localités, cette révolution de choses ne devait-elle pas apporter un changement équitable dans l'effet des conventions? Ne devait-on pas supposer que, dans ce cas, il y a eu convention tacite que le droit de vaine pâture ne sera plus également exigible?

Sur ce point, nombre d'auteurs pensaient que, d'après l'intention présumée des parties, le droit de vaine pâture devait cesser au besoin de se clore: *Quia, discentis doctores, eo usus consuetudo, quousque dominus utatur re sua ad eum statum in quo nunc est destinata.*

Le président Boucher, sur la cont. de Bourgogne, chap. 62, n° 72, va même jusqu'à enseigner, pour tous les cas, que le droit de vaine pâture, dans une forêt, n'empêche pas le propriétaire de la défricher.

Voilà où en étaient la législation et la jurisprudence, quand fut rendue la loi des 28 sept. 8 octob. 1791, dont les dispositions font aujourd'hui le sujet de la contestation.

On convient généralement que les dispositions de cette loi ont aboli le droit de vaine pâture, à titre de *servitude légale*. — On convient aussi que, relativement au droit de vaine pâture, on ne doit plus admettre qu'il y ait en convention, si la servitude n'est fondée que sur la possession ou la prescription.

Il n'y a de difficulté relativement à la vaine pâture, qu'en la considérant comme servitude conventionnelle, et dans le cas où la convention est établie par un titre.

On suppose que le titre n'a pas prévu le besoin de s'enclore, et qu'il ne contient pas une renonciation absolue à cette faculté.

On demande si le texte du titre ne doit pas être interprété dans ce sens, que la clôture puisse

faire cesser le droit de vaine pâture; si tel n'a pas été le vœu de la loi des 28 sept.-6 oct. 1791?

Lorsqu'il survient une législation nouvelle qui, modifiant tout le droit ancien, soit qu'il résulte de la loi, soit qu'il résulte de la convention, ne laisse subsister que ce qui est conforme à l'utilité publique ou à l'équité individuelle, n'est-il pas naturel de croire que cette législation nouvelle aura soumis à des réglemens nouveaux le droit de vaine pâture celui-là même qui jadis fut établi par titre?

S'il ne s'agissait que d'une modification du droit de vaine pâture, c'est-à-dire du rachat de ce droit, nous pensons que cette modification résulte généralement de l'art. 8 de la loi du 6 oct. 1791, portant que « entre particuliers tout droit de vaine pâture fondé sur un titre, même dans les bois, est rachetable; » nous dirions que le texte est précis entre particuliers, qu'il y a analogie pour les communes.

Mais, s'il s'agit de l'abolition totale du droit de vaine pâture, ou, en cas de clôture, la difficulté devient beaucoup plus grave. Sur ce point nous ne pouvons que renvoyer le lecteur à la discussion dont elle a été l'objet dans l'espèce suivante.

(Dupuy—C. comm. de Saint-Martin.)

19 messid. an 4, contrat par lequel Madeleine Boutet, femme séparée de biens de Charles Dupuy, négociant à Saumur, acquiert de la république la propriété d'un corps de biens et devant dépendant de l'abbaye de Saint-Florent, et dans lequel sont comprises deux prairies dite de *Chêne-Hôte* et de *Saint-Florent*.

Dans ce contrat, stipulation expresse que les biens sont vendus avec leurs servitudes actives et passives, sans aucune garantie à cet égard de la part de la nation.

D'autre part, la femme Dupuy ayant fait clore de fossés les deux prairies qu'elle venait d'acquiescer, et ayant manifesté l'intention de vouloir par là les affranchir de la vaine pâture qu'y exerçaient les bestiaux de la commune de Saint-Martin-des-Rosiers, il y eut procès de la part de ceux-ci, tendant à la maintenance dans leur droit de vaine pâture, après la fauchaison de la première herbe, au comblement des fossés qui y mettaient obstacle, et à l'abatis des arbres que la femme Dupuy avait fait planter.

A l'appel de ces demandes, production d'une sentence de la prévôté de Saumur du 9 juillet 1688; d'un autre de la sénéchaussée de la même ville du 10 du même mois; d'une troisième de cette même sénéchaussée du 31 fév. 1761; enfin d'un arrêt du parlement de Paris du 9 août 1769, par lesquels les habitants avaient été maintenus dans le droit et possession de faire paître leurs bestiaux dans les prairies de Chêne-Hôte et de Saint-Florent, après l'enlèvement de la première herbe.

Réponse de la femme Dupuy, tirée de la 4^e sect. du tit. 1^{er} de la loi du 28 sept. 1791, sur la police rurale.

Jugem. du trib. civil de Maine-et-Loire du 26 therm. an 7, qui, adoptant cette réponse, déclare les habitants non recevables dans leur demande.

Appel de leur part au tribunal civil d'Indre-et-Loire; et là, jugement du 7 prair. an 8, qui infirme le premier; « Maintient les habitants dans le droit et possession de faire paître leurs bestiaux dans les prairies de Chêne-Hôte et de Saint-Florent, après l'enlèvement de la première herbe, dans les termes fixés par les sentences des 9 juil. 1688 et 31 fév. 1761, et par l'arrêt du 9 août 1769; fait défense à la citoyenne Dupuy de les y troubler; ordonne qu'elle sera tenue de racher et combler une partie des fossés qu'elle a

fait creuser pour se clore, et de pratiquer des passages à chacune des issues des prairies, pour y introduire les bestiaux des habitants aux usages éponges..... »

POURVOI en cassation de la part de la dame Dupuy, pour contravention à l'art. 11, sect. 4 de la loi du 28 sept.-6 oct. 1791.

Devant la section des requêtes, et à l'audience du 14 brum. an 9 où le pourvoi fut admis sur les conclusions du commissaire Merlin, ce magistrat discutant les dispositions de la loi des 28 sept.-6 oct. 1791, disait :

« L'art. 2 de cette loi abolit la servitude réciprocque.—La loi commence par où finissait l'édit de 1771 : elle abolit, art. 2, la servitude réciprocque de paroisse à paroisse, connue sous le nom de parcours, et qui entraîne avec elle le droit de vaine pâture; et néanmoins elle ordonne que cette servitude, lorsqu'elle sera fondée sur un titre ou sur une possession autorisée par les lois et les coutumes, continuera provisoirement d'avoir lieu, avec les restrictions déterminées à la présente section.

« Arrêtons-nous à cette première disposition; presque tous les termes en sont précieux, parce qu'ils manifestent presque tous l'esprit dans lequel le législateur va s'expliquer par l'article suivant.

« D'abord, la loi abolit la servitude du parcours, c'est-à-dire la servitude de vaine pâture qui s'exerce réciproquement d'un territoire à l'autre; et observons bien qu'elle se sert du mot *servitude*. Ainsi, il n'est ni au-dessus de la puissance, ni hors de l'intention de la loi, d'abolir une servitude réelle, lorsque cette abolition est commandée par l'utilité publique, et notamment par l'avantage de l'agriculture.

« Ensuite, la loi fait une exception, mais seulement une exception provisoire, en faveur de la servitude de vaine pâture avec parcours, qui se trouvera fondée ou sur un titre ou sur une possession légitime, c'est-à-dire, sans doute, sur une possession précédée de contradiction, laquelle suppose toujours un titre. Elle veut que, dans l'un et l'autre cas, cette servitude continue provisoirement. Et que signifie ce mot *provisoirement*? Il signifie que la loi se réserve d'abolir même la servitude fondée sur un titre ou sur une possession qui suppose un titre; il confirme par conséquent, même pour la servitude conventionnelle, le principe déjà établi, qu'un droit de servitude peut, pour le bien général, être aboli par la puissance législative.

« Enfin, la loi déclare ne maintenir, même provisoirement, la servitude conventionnelle de vaine pâture avec parcours, que sous les restrictions déterminées dans les articles suivans; et nous verrons tout-à-l'heure qu'au nombre de ses restrictions se trouve celle de la cessation de la servitude, du moment que le propriétaire fait clore son héritage. Donc la loi peut faire céder, comme dans cet article elle fait céder en effet, à la faveur de la clôture, le droit résultant pour une commune, d'une servitude fondée sur titre.

« Dans l'art. 3, la loi s'occupe du droit de vaine pâture, soit séparé, soit accompagné de la servitude de parcours; mais elle ne s'en occupe que relativement aux habitants de la paroisse ou commune dans laquelle sont situés les biens qui y sont sujets; et c'est en quoi cet article diffère du précédent, dans lequel le droit de vaine pâture est considéré comme accessoire à celui du parcours exercé réciproquement d'une commune à l'autre. Or, comment est conçu l'art. 3?

« Le droit de vaine pâture dans une paroisse, accompagné ou non de la servitude de parcours,

ne pourra exister que dans les lieux où il est fondé sur titre particulier, ou autorisé par la loi ou par un usage local immémorial, et à la charge que la vaine pâture n'y sera exercée que conformément aux règles et aux usages locaux, qui ne contrarieront point les réserves portées dans les articles suivans de la présente section.

« Ici, comme nous l'avons déjà observé, la loi maintient la servitude conventionnelle comme la servitude légale de vaine pâture, établie au profit d'une paroisse ou commune; mais, remarquons bien cette explication décisive, elle ne la maintient qu'à la charge que son exercice ne contrarie point les réserves portées dans les articles suivans, et nous allons voir quelles sont ces réserves.

« Art. 4 : Le droit de clorre et de déclarer les héritages, résulte essentiellement de celui de propriété, et ne peut être contesté à aucun propriétaire. L'assemblée nationale abroge toutes lois et coutumes qui peuvent contrarier ce droit. — Voilà la première réserve que la loi met au maintien de la servitude, soit conventionnelle, soit légale, de vaine pâture; et certes on ne dira pas que les termes dans lesquels cette réserve est exprimée, ne soient pas assez caractéristiques pour exclure toute exception : « Le droit de clorre et de déclarer résulte essentiellement de celui de propriété : » donc il est de l'essence du droit de propriété, d'entraîner celui de clorre et de déclarer; donc il n'y aurait plus de propriété, si le droit de clorre et de déclarer en était séparé; donc pour que la servitude, même conventionnelle de vaine pâture, fit un obstacle au droit de clorre, il faudrait qu'elle emportât l'extinction de la propriété; donc, puisqu'il est généralement reconnu qu'on peut être propriétaire d'un fonds, et être en même temps assujéti à la servitude de vaine pâture, il faut nécessairement dire que la servitude du droit de vaine pâture ne peut pas empêcher l'exercice du droit de clorre, puisque encore une fois le droit de clorre est essentiellement lié au droit de propriété, et qu'il n'y aurait plus de droit de propriété là où le droit de clorre n'existerait pas.

« Mais la loi ne se bornerait pas là; elle ajoute que « le droit de clorre ne peut être contesté à aucun propriétaire. — A aucun propriétaire ! Assurément, de la manière dont est conçu l'art. précédent, on ne peut pas douter qu'en réalisant celui-ci le législateur ne fût encore plein de l'idée, que s'il y a des propriétaires entièrement libres, il en est aussi un grand nombre d'autres qui sont asservis à des droits du vaine pâture fondés ou sur des titres particuliers, ou sur des coutumes, ou sur des usages immémoriaux; et cependant ici, en parlant du droit de clorre, il repousse toute espèce de distinction; il déclare, de la manière la plus positive et la plus générale, qu'aucun propriétaire ne peut être gêné dans l'exercice de ce droit; et de là, la conséquence nécessaire que le propriétaire dont le fonds est asservi par un titre particulier au droit de vaine pâture, peut, nonobstant ce titre, clorre son héritage, comme le peut celui dont l'asservissement n'est que l'effet de la coutume ou de l'usage, comme le peut celui qui ne reconnaît aucune sorte d'asservissement.

« Mais ici, l'on fait une objection, et l'on dit : la loi, dans cet article, n'abroge que les lois et coutumes qui peuvent contrarier le droit de clorre; elle n'abroge donc pas les titres qui sont contraires à ce droit : elle veut donc que la servitude de vaine pâture fondée sur titre l'emporte sur le droit de clorre.

« Mauvais raisonnement. — Car, d'un côté, quelles sont les lois qui contrarient le droit de clorre ? Il existe bien des coutumes qui le contra-

rient; mais de lois proprement dites, de lois émanées, soit de l'ancien gouvernement, soit de l'assemblée nationale elle-même, il n'en existe pas une seule. Qu'a donc entendu le législateur, quand il a abrogé non-seulement les coutumes, mais encore les lois qui pourraient se trouver contraires au droit de clorre ? Il n'a pu évidemment avoir en vue que les lois romaines, qui, sans parler spécialement du droit de vaine pâture, établissent, en principe général, que le propriétaire d'un fonds assujéti à une servitude réelle, ne peut rien faire qui nuise à l'exercice de cette servitude; et comme les lois romaines soumettent à ce principe les servitudes fondées sur titre, aussi bien que les servitudes acquises par simple possession, il est clair, plus clair que le jour, qu'en abrogeant les lois qui peuvent contrarier les droits de clorre, l'assemblée constituante a entendu que les servitudes, même conventionnelles, ne pourraient pas empêcher l'exercice de ce droit.

« Et au surplus, si cette seconde partie de l'art. 4 présentait quelque doute ou ambiguïté, quel commentaire que celui qui résulte de la première partie de ce même article ? Quelle est l'objection qui puisse tenir contre ces deux dispositions si absolues, si générales, si exclusives de toute restriction : « Le droit de clorre tient essentiellement à celui de propriété; il ne peut être contesté à aucun propriétaire ? »

« Et ce qui achève de porter la démonstration jusqu'au plus haut degré d'évidence, c'est que l'article qui s'exprime ainsi fait immédiatement suite à l'art. 3, par lequel le droit de vaine pâture fondé sur titre, n'a été maintenu qu'à la charge que son exercice ne contrarie point les réserves portées dans les articles suivans; car, bien certainement, l'une de ces réserves est le droit de clorre, que le premier des articles suivans déclare faire essentiellement partie de la propriété; ainsi l'art. 3 bien entendu ne signifie pas autre chose, si ce n'est que la servitude, même conventionnelle, de vaine pâture ne pourra contrarier le droit de clorre.

« Mais voici qui est plus évident encore : ce que la loi dit implicitement par les art. 3 et 4, ce que le bon sens nous force de conclure de ces deux articles réunis, l'art. 5 va le dire en termes formels : — « Le droit de parcours et le droit simple de vaine pâture ne pourront en aucun cas empêcher les propriétaires de clorre leurs héritages, et tout le temps qu'un héritage sera clos de la manière qui sera déterminée par l'article suivant, il ne pourra être assujéti ni à l'un ni à l'autre droit ci-dessus.

« Ici assurément, il n'y a plus la moindre prise à une objection quelconque. En aucun cas, c'est-à-dire, soit que le droit de parcours et celui de vaine pâture soient fondés sur un titre particulier, ou sur une possession légalement autorisée, ou sur une coutume expresse, ni l'un ni l'autre droits ne peuvent empêcher l'exercice du droit de clorre, et l'un et l'autre soumettent tant que la clôture subsiste.

« Oserait-on dire que ce n'est point là le sens des mots en aucun cas ? Mais que l'on en indique donc un autre; et si on ne le peut pas, si la généralité de ces termes, si leur tournure impérative s'oppose à toute espèce de distinction, de restriction et d'exception, que l'on convienne donc que la loi ne les a employés que pour assurer de la manière la plus positive, au droit de clorre, toute la prépondérance qu'elle avait déjà, par l'article précédent, voulu lui donner sur la servitude, même conventionnelle, soit de parcours, soit de vaine pâture.

« Mais si l'art. 5 fait faire toutes les objections,

l'art. 11 va les faire renaitre. Voici dans quels termes il est conçu :

« Le droit dont jouit tout propriétaire de clore ses héritages a lieu même par rapport aux prairies, dans les paroisses où, sans titre de propriété, et seulement par l'usage, elles deviennent communes à tous les habitants, soit immédiatement après la récolte de la première herbe, soit dans tout autre temps déterminé. »

« Il résulte, dit-on, de cet article, que la faculté de clore peut bien l'emporter sur le droit des habitants aux secondes herbes d'une prairie, lorsque ce droit est uniquement fondé sur l'usage, mais non pas lorsqu'il est fondé sur un titre particulier. Donc le droit de vaine pâture, qui n'est que celui de faire paître les secondes herbes, empêche l'exercice de la faculté de clore, lorsqu'il forme une servitude conventionnelle proprement dite.

« Remarquons d'abord que si l'art. 11 disait effectivement ce que lui fait dire le tribunal d'Indre-et-Loire, il serait en opposition manifeste avec les art. 3 et 4, et principalement avec l'art. 5, qui, encore une fois, par les mots en aucun cas, exclut, par rapport au droit de clore, toute distinction entre la servitude conventionnelle et la servitude légale ou simplement possessoire de vaine pâture.

« Observons ensuite, et c'est ici le point capital, observons que dans l'art. 11 il n'est plus question de la servitude de vaine pâture; à quel propos, en effet, la loi y serait-elle revenue dans cet article? Elle avait tout dit sur cette matière par les art. 3, 4 et 5, et il serait absurde de supposer qu'elle s'en fût encore occupée dans l'art. 11; il le serait surtout de supposer qu'elle n'en eût reparlé dans cet article, que pour détruire ce qu'elle avait établi par les articles précédents.

« De quoi s'agit-il donc dans l'art. 11? Il s'agit uniquement de la vaine pâture, considérée comme dérivant de la copropriété.

« De là nous avons vu l'édit de mai 1771 annoncer dans son préambule que la vaine pâture peut s'exercer à titre de servitude ou à titre de copropriété; et nous l'avons vu également dans son dispositif, abolir, en cas de clôture, le droit de vaine pâture exercé à titre de servitude; mais le conserver, nonobstant la clôture, lorsque la commune qui l'exerce ne le fait que comme copropriétaire du fonds. — Eh bien, la loi du 28 sept. 1791 suit absolument la même marche, elle adopte absolument les mêmes dispositions.

« Elle a parlé dans les art. 3, 4 et 5 du droit de vaine pâture; et elle y a déclaré formellement qu'il doit céder à la faculté de clore, qui est essentiellement liée à la qualité de propriétaire.

« Maintenant, dans l'art. 11, elle considère le droit de vaine pâture comme un droit de copropriété; et toujours d'accord avec l'édit qu'elle a pris pour modèle, elle déclare que si les habitants ne fondent leur droit à la communion des secondes herbes que sur leur usage, ils ne peuvent pas empêcher le propriétaire de clore; mais qu'il en est autrement s'ils produisent des titres de propriété. Ces mots titres de propriété sont écrits en toutes lettres dans l'art. 11, et assurément ils ne sont ni obscurs ni équivoques. Il a

plus au tribunal d'Indre-et-Loire de les traduire par titres de servitude; mais, vous le savez, C. M., rien n'est plus opposé que les idées de servitude et de propriété; et quand les lois romaines ne nous auraient pas appris que *res sua nemini servit*, le bon sens nous dirait assez que le propriétaire ne peut pas avoir une servitude sur son propre fonds; et que celui qui a une servitude, ne peut être propriétaire du fonds qui y est assujéti.

« En deux mots, l'art. 11 de la loi du 28 sept. 1791 n'est que le résumé exact des art. 6 et 7 de l'édit du mois de mai 1771. Ce que ces deux derniers articles avaient dit en assez longues phrases, la loi de 1791 l'a dit en termes plus serrés, plus précis; mais elle n'a ni ajouté ni retranché à leur disposition; et de l'une comme de l'autre loi, en cette partie, il résulte seulement qu'une commune copropriétaire d'une prairie par indivis avec un particulier, ne peut pas être privée de sa copropriété par la clôture que ferait celui-ci du fonds; mais, qu'il faut pour cela qu'elle justifie sa copropriété par des titres valables. — Conclusions à l'admission du pourvoi (1). »

Mais devant la section civile, où l'affaire fut portée ensuite, le pourvoi a été rejeté en ces termes:

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu, 1^o que les sentences et arrêts produits sont des titres contradictoires entre les habitants de la commune de Saint-Martin de la Place, canton de Rochers, d'une part, et les ci-devant religieux bénédictins de l'abbaye de Saint-Florent, de l'autre; — Qu'ils sont suffisants pour justifier légalement de la propriété du droit de parcours, exercé depuis un temps immémorial par lesdits habitants, sur les cantons de prairies, qui en font l'objet; que ce droit de parcours, ainsi qualifié, ne peut être considéré comme un simple droit facultatif de vaine pâture, seul abrogé par la loi du 8 oct. 1791, puisqu'il réunit, au contraire, tous les caractères d'une servitude réelle proprement dite; d'où il suit que lesdits habitants se trouvent dans l'exception portée par l'art. 11 de la 4^e section de ladite loi, qui maintient les droits de parcours fondés sur titre, et qu'en leur appliquant l'adite exception, le tribunal d'appel n'a pu contrevenir à aucun loi; — Attendu, 2^o que toutes les servitudes actives et passives dont peuvent être affectés les domaines nationaux, sont maintenues par la loi du 6 flor. an 4; et que d'ailleurs, par la vente faite par l'administration départementale de Maine-et-Loire, à la dame Dupuy, demanderesse en cassation, les biens par elle acquis, dont les prés litigieux font partie, lui ont été vendus tels et de telle manière dont en jouissaient les fermiers, ainsi que ceux dont ils procédaient, et à la charge de souffrir l'exercice de toutes les servitudes passives dont ils pouvaient être grevés; d'où il suit qu'elle a connu ou dû connaître la servitude de parcours dont il s'agit; — Rejette, etc.

Du 13 fruct. an 9. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Cochar. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

(1) L'opinion de Merlin, ainsi émise par lui le 14 brum. an 9, devant la section des requêtes, semble avoir été fortifiée, depuis, par l'article 617 du Code civil, ainsi conçu : « Tout propriétaire peut clore son héritage, sauf l'exception portée en l'art. 682, » c'est-à-dire excepté au cas de servitude légale par droit d'enclave. Le législateur parait en avoir admis l'exception de servitude

conventionnelle; d'où l'on peut conclure que le propriétaire d'un fonds asservi à un droit de vaine pâture, peut s'affranchir de la servitude en se faisant clore. Toutefois, on pourrait opposer que l'art. 647, comme toutes les dispositions qui n'ont pas un caractère prohibitif ou impératif, ne doit avoir effet que dans l'absence de conventions de la part des parties; et alors rejeter la difficulté tout entière.

ARBITRE (TIERS).—JUGEMENT.

Est nulle la sentence arbitrale rendue par le tiers arbitre seul, et sans le concours des arbitres divisés. (L. 10 juin 1793, sect. 5, art. 3, 5, 6, 15 et 16.) (1)

(Chambard—C. Comm. de Château-des-Prés.)

Du 14 fruct. an 9.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Odot.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

BOIS COMMUNAUX.—APPEL.

Du 14 fruct. an 9 (aff. Communes de Nessoncourt et autres).—Même décision que par le jugement du 4 mess. an 9 (aff. comm. de Coussey).

PRÉSIDENT.—POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE.—RENOU.

Le président du tribunal criminel ne peut, sans excéder les limites de son pouvoir discrétionnaire, suspendre les débats commencés d'une affaire et la renvoyer devant un nouveau jury, sous le prétexte d'entendre de nouveaux témoins. (C. 3 brum. an 4, art. 334 et 419.) (2)

(Bonnot.—C. Min. pub.)

Bonnot était en jugement; les témoins à charge et à décharge avaient été entendus, lorsque le président crut utile d'entendre une seconde fois un des témoins à charge. Celui-ci indiqua trois nouveaux témoins. Le président manifesta l'intention de les entendre et de remettre le débat à un autre jour. Opposition de l'accusé: le président, usant du pouvoir discrétionnaire remis la cause à un autre jour. A cette époque, un nouveau débat eut lieu devant un nouveau jury, et l'accusé fut condamné. Il s'est pourvu en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 418, et les 3^e et 6^e disp., art. 436, du Code des délits et des peines;—Attendu que, si l'art. 418 n'est pas du nombre de ceux dont l'observation n'est pas prescrite à peine de nullité, les termes dans lesquels il est conçu indiquent cependant une volonté fortement prononcée par le législateur; que si l'on se permet de suspendre un débat commencé, il n'y aurait point de raison pour qu'on ne se le permit pas deux et trois fois, et même davantage, dans la même affaire; mais qu'au moins la formalité de continuer l'examen jusqu'à la déclaration du jury inclusivement, est une de celles que l'art. 436 veut qu'il soit observé à peine de nullité, lorsque l'exécution en est requise par l'accusé; qu'il résulte du procès-verbal des débats, que les conseils de Bonnot et de ses coaccusés ont

demandé qu'il fût passé outre à l'instruction et au jugement, en indiquant les art. 276 et 418; que le président, en ne référant point à cette réquisition et en remettant la cause, ou plutôt en annulant les débats, puisqu'après dix-huit jours, au jour de la remise, un nouveau débat a eu lieu devant un nouveau jury, est manifestement contrevenu aux dispositions combinées des art. 276 et 418, en abusant du pouvoir discrétionnaire que la loi lui confie; — Casse, etc.

Du 16 fruct. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Seignette.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DIRECTEUR DU JURY.—ORDONNANCE.—CASSATION.

Les ordonnances de non-lieu rendues par le directeur du jury, sur les conclusions du ministère public, ne peuvent être l'objet d'un pourvoi en cassation de la part de la partie plaignante. (C. 3 br. an 4, art. 64 et 147.) (3)

(Darbault.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vus les art. 64 et 174 du Code du 3 brum. an 4;—Et attendu qu'il résulte évidemment de ces articles que le directeur du jury, ainsi que l'officier de la police judiciaire, ayant décidé que le fait dont était plainte n'était pas susceptible de poursuites, soit correctionnelles, soit criminelles, l'action publique ne saurait être mise en activité par la partie plaignante, puisque la loi ne donne à celle-ci aucun moyen de se pourvoir contre la décision du directeur du jury; que la loi du 7 pluv. an 9 est, dans ses dispositions, conforme au Code de brum. à cet égard;—Attendu, dans l'espèce, que le directeur du jury ayant déclaré, conformément aux conclusions du substitut du commissaire, que le fait dont le cit. Darbault a rendu plainte, ne pouvait pas donner lieu à poursuite devant le tribunal correctionnel, la voie de cassation, pas plus que tout autre moyen, ne pouvait être prise par le cit. Darbault contre l'ordonnance du directeur du jury;—Déclare ledit cit. Darbault non-recevable dans son pourvoi.

Du 16 fruct. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Vallée.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.—Pl., le cit. Dejoly.

JURÉS.—MAIRE ET ADJOINT.—ASSESSEURS.—INCOMPATIBILITÉ.

Du 16 fruct. an 9 (aff. Michel).—Même décision que par le jugement du 28 vend. an 19 (aff. Deleaux).

Du 17 fruct. an 9 (aff. Mollaret).—Autre jugement qui décide qu'il y a également incompati-

(1) F. les nombreux jugements identiques indiqués au 7 flor. an 6 (aff. Comm. de Quenay).

(2) Le renvoi d'une affaire à une autre session est une mesure extraordinaire qui ne peut aujourd'hui être ordonnée que par la Cour d'assises seule, dès que l'affaire est portée à l'audience (Cass. 4 fév. 1825), et dont le Code d'instruction criminelle n'a prévu l'emploi que dans deux hypothèses: 1^o lorsqu'il y a présomption que la déclaration d'un témoin est fautive (art. 331, Cod. inst. crim.); 2^o lorsqu'un témoin indispensable pour la manifestation de la vérité n'a pas comparu (art. 354). Toutefois, l'art. 406, relatif à l'organisation du jury, est ainsi conçu: « Si par quelque événement l'examen des accusés est renvoyé à la session suivante, il sera fait une autre liste, etc. » Or, de ces mots indéterminés, qui, peut-être, dans la pensée du législateur, se rapportent uniquement aux cas prévus par les art.

331 et 354, la Cour de cassation a conclu que la faculté d'ordonner le renvoi à une autre session était illimitée, et que les Cours d'assises pouvaient l'exercer toutes les fois que quelque événement le leur fait juger utile à la manifestation de la vérité ou à l'ordre public: F. arrêts des 1^{er} oct. 1813, 11 novembre 1830 (Volume 1831); 14 juin 1833 (Volume 1833).—Toutefois, elle a jugé aussi que ce renvoi ne pouvait, une fois les débats commencés, être prononcé sous le seul prétexte qu'une nullité existerait dans la procédure: Cass. 28 fév. 1833 (Volume 1833). »

(3) Cette décision n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique: les fonctions du directeur du jury sont aujourd'hui dévolues à la chambre du conseil dont les ordonnances ne peuvent être attaquées que par voie d'opposition. (Code inst. crim., 136.) F. en surplus, Cass. 3 vend. an 8.

tabilité entre les fonctions de juré et celles d'assesseur de juge de paix. — V. en ce sens, 6 vent. an 9 (aff. Pillaud).

TRIBUNAL DE POLICE. — COMPOSITION. — ASSESEUR.

Sous le Code du 3 brum. an 4, était nulle le jugement du tribunal de police auquel avait concouru, comme suppléant d'assesseur, un citoyen qui n'avait point la qualité d'assesseur. (C. 3 brum. an 4, art. 151.)

(Butz—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 151 du Code des délits et des peines ; — Attendu qu'il est justifié que l'un des citoyens qui ont assisté le juge de paix du canton de Ribeauville, lors du jugement dont il s'agit, n'était point l'un de ses assessseurs, mais seulement suppléant d'assesseur, qualité qui n'est établie par aucune loi, et dans laquelle ce citoyen ne pouvait, en conséquence, concourir légalement audit jugement ; d'où il suit qu'il y a eu, dans la composition du tribunal de police, violation de l'art. 151 précité, du Code des délits et des peines ; — Casse, etc.

Du 17 fruct. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Rataud. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

AFFICHE. — JUGEMENT.

Les tribunaux de police ne peuvent, en condamnant un individu pour injures, ordonner d'office l'impression et l'affiche de leurs jugements (1).

(Feste.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 456 du Code du 3 brum. an 4 ; — Considérant que, dans l'espèce, le tribunal de police a condamné le réclamant aux frais de l'impression et affiche du jugement, au nombre de deux cents exemplaires, quoique le plaignant n'eût demandé, par des conclusions, ni l'impression, ni l'affiche dudit jugement, d'où il résulte un excès de pouvoir de la part dudit tribunal de police ; — Casse, etc.

Du 17 fruct. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Genevois. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TÉMOINS EN MATIÈRE CRIMINELLE. — DÉNONCIATEUR. — TÉMOINS A DÉCHARGE.

Le dénonciateur qui n'est pas récompensé pénalement par la loi, peut être entendu comme témoin. (C. 3 brum. an 4, art. 358.) (2)

Un tribunal criminel peut se dispenser d'appeler un témoin à décharge indiqué pour la première fois dans la cours des débats. (C. 3 brum. an 4, art. 357.) (3)

(Fregère—C. Min. publ.)

Le 20 mess. an 9, jugement du tribunal du Haut-Rhin, qui condamne Maurice Fregère à quatorze ans de fers pour vol sur grande route.

Pourvoi en cassation par Maurice Fregère, fon-

dé sur deux moyens : 1^o Contravention à l'art. 358 du Code, en ce que le cit. Hustis Gallis, dénonciateur de l'accusé, a été entendu comme témoin ; — 2^o Contravention à l'art. 357, en ce qu'on a refusé à l'accusé de faire entendre ses témoins ; et à l'art. 456, en ce qu'on n'a pas statué sur cette réclamation.

Le commissaire du gouvernement a fait observer au tribunal, que le premier moyen présente reposant sur une erreur, attendu que l'art. 358 du Code ne défend d'entendre le dénonciateur comme témoin, que dans le cas où ce même dénonciateur pourrait profiter de l'effet de sa dénonciation : ce n'est pas le cas de l'espèce ; il n'y a donc pas contravention. — Le second moyen, tiré d'une contravention aux art. 357 et 456 du Code, n'est pas mieux fondé, attendu que la réclamation de l'accusé, tendant à ce qu'il lui fût permis de faire entendre des témoins, n'a eu lieu que dans le cours des débats, après la déposition du cinquième témoin, et que le tribunal ne pouvait avoir égard à cette réclamation, sans contrevenir expressément à l'art. 418 du Code, ainsi conçu : « L'examen d'un procès une fois entamé, ne peut être interrompu ni suspendu ; et il doit être continué jusqu'à la déclaration du jury inclusive, sauf les intervalles nécessaires pour le repos des juges, des jurés et des témoins. »

En conséquence, le commissaire a conclu au rejet, et le tribunal, par les mêmes motifs, a rejeté.

Du 17 fruct. an 9. — Sect. crim.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Du 17 fruct. an 9 (aff. Argour). — V. ce jugement à la date du 6 fruct.

1^o ET 2^o DOMMAGES-INTÉRÊTS. — TRIBUNAL DE POLICE. — PEINE. — DESTINATION.

3^o TRIBUNAL DE POLICE. — JUGEMENT. — LOI PÉNALE.

4^o MISE EN JUGEMENT. — AUTORISATION. — MEMBRE D'UNE ASSEMBLÉE COMMUNALE.

1^o Est nul le jugement du tribunal de police qui prononce des dommages-intérêts contre le prévenu, sans porter aucune peine contre lui. (C. 3 brum. an 4, art. 606.) (4)

2^o Les tribunaux de police ne peuvent prononcer des dommages-intérêts en faveur des hospices, du consentement même du plaignant : ils ne peuvent les adjuger qu'aux personnes lésées par le dommage (5).

3^o Est nul le jugement du tribunal de police qui ne porte pas l'article de la loi qu'il applique. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (6)

4^o Le membre d'une assemblée communale qui se prétend injurié par un autre membre de la même assemblée, dans une opinion émise au sein de cette assemblée, ne peut en poursuivre l'auteur, sans que l'autorité ad-

(1) F. conf., 14 sept. 1793 ; 12 niv., 7 prair. an 8, et les notes.

(2) F. conf., 1^{er} germ. an 8 et la note. F. aussi Merlin, *Repart.* 1^o *Témoin judiciaire*, § 1^{er}, art. 3.

(3) Cette décision s'appuie sur l'art. 418 du Code du 3 brum. an 4, qui portait que l'examen d'un procès une fois entamé, ne peut être interrompu ni suspendu. Le même motif pourrait être invoqué sous le Code d'inst. crim. (art. 353) ; mais il faut remarquer de plus que les art. 315 et 321 de ce Code, s'opposent à ce qu'un témoin, soit à charge, soit à décharge, dont le nom n'a pas été signifié 24 heures

à l'avance au ministère public ou à l'accusé, soit entendu. Son audition ne pourrait donc avoir lieu que sur l'ordre du président, agissant en vertu de son pouvoir discrétionnaire (art. 269). F. Carnot, sur l'art. 315, n^o 10 ; Legraverend, t. ch. 2, § 3.

(4) F. Cass. 2 et 7 frim., 19 niv., 26 niv. et 28 prair. an 7, et les notes.

(5) F. conf., Cass., 17 flor. an 9, et la note.

(6) F. conf., 4 brum. an 7, 13 brum. an 8, et la note ; 18 niv. an 8.

ministrative supérieure en ait ordonné le renvoi devant les tribunaux. (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13.) (1)

(Poudio—C. Dastonet.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 451, 169 et 456, de disposition du Code des délits et des peines;—Considérant que l'art. 451 précité prescrit au tribunal de police de prononcer par le même jugement sur la peine infligée par la loi et sur les dommages-intérêts réclamés pour raison du délit; que le jugement du tribunal de police du canton de Langon, du 18 mess. dernier, ne porte point l'amende ordonnée par la loi, ce qui est une contravention à cet art. et à l'art. 606, même code;

Considérant encore que les tribunaux de police n'ont pas le pouvoir de prononcer les dommages-intérêts pour la réparation du tort souffert, en faveur d'autres personnes que celles qui l'ont souffert, et en faveur même des hospices, du consentement et à la demande de la partie lésée plaignante, sauf ensuite à celle-ci d'en disposer, après qu'il lui aurait été adjugés, comme elle l'entendra;

Considérant que le même jugement ne porte point l'article de la loi qu'il applique, conformément à ce qui est prescrit, à peine de nullité, par l'art. 162, même Code;

Considérant encore que le cit. Dastonet se plaignait que Vital Poudio l'avait lésé, dans son opinion émise dans l'assemblée communale convoquée par le sous-préfet pour des objets administratifs, et, par conséquent, dans l'exercice de ses fonctions publiques administratives, le tribunal de police ne pouvait accueillir la plainte de la citation que l'autorité administrative supérieure n'en eût ordonné le renvoi par-devant les tribunaux de justice, conformément à l'art. 13, tit. 2 de la loi des 14 oct. et 16-24 août 1790;—Casse, etc.

Du 17 fruct. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Sieyès.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

MISE EN JUGEMENT. — AUTORISATION. — DIRECTEUR DE SCRUTIN.

Les citoyens qui, en leur qualité de directeurs

(1) L'art. 13 du tit. 2 de la loi des 16-24 août 1790, portait que les juges ne pouvaient, à peine de nullité, troubler, de quelque manière que ce soit, les opérations des corps administratifs, ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions. L'art. 75 de la loi du 22 frim. an 8 n'a été que l'application de ce principe. Mais ces dispositions ont été fausement appliquées par le jugement que nous rapportons aux ombres des assemblées communales. La nécessité d'une autorisation ne doit protéger que les agents du gouvernement, et cette expression ne comprend que ceux qui, dépositaires d'une partie de son autorité, agissent directement en son nom, et font partie de la puissance publique. Or, les membres d'une assemblée communale ne tirent point leur autorité du gouvernement, et n'exercent point leur pouvoir en son nom. C'est ainsi que la Cour de cassation a reconnu que les membres des collèges électoraux et des conseils municipaux, peuvent être poursuivis sans autorisation préalable du gouvernement. *P. Cass.* 15 oct. 1812, 2 déc. 1813, 29 janv. 1823, 6 mai 1826, et 23 juin 1831. *

(2) *P.* la note sur le jugement qui précède.

(3) Le rédacteur du *Journal du palais*, dit, en rapportant ce jugement: « On a peine à concevoir comment le vol commis dans un terrain clos et fermé tenant immédiatement à une maison habitée,

de scrutin, ont demandé des renseignements au sous-préfet sur le mode légal de réception des bulletins, agissent sous des rapports purement administratifs, et, dès lors, si l'un de leurs collègues trouve dans cette démarche une injure personnelle, il ne peut porter sa plainte devant les tribunaux, sans y être autorisé par l'administration. (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13 *P. Const.* 22 frim. an 8, art. 75.) (2)

(Mévolhon—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 13, tit. 2 de la loi du 16 août 1790, et l'art. 75 de la const. de l'an 8;—Attendu que, dans l'espèce, c'est en leur qualité de directeurs de scrutin dans la commune de Sisteron, que les réclamants sont allés rendre compte au sous-préfet de l'arrondissement de ce qu'on leur avait dit se pratiquer dans l'une des séries, et lui demander de quelle manière ils pouvaient en user eux-mêmes, relativement à la remise et réception des bulletins; qu'une pareille démarche, faite sans expressions injurieuses ou même désagréables pour qui ce fût, sous des rapports purement administratifs, présentait par cela seul un fait dont les tribunaux ne pouvaient connaître, tant que l'autorité supérieure administrative n'avait pas jugé que le délit, s'il y en avait eu un, pourrait être poursuivi dans les formes déterminées par la loi; que c'est avec raison que les réclamants avaient objecté que le tribunal de police n'était pas compétent, et que ce tribunal, en retenant la connaissance de l'affaire, a formellement violé les dispositions des lois précitées;—Casse, etc.

Du 17 fruct. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Batand.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

VOL.—MAISON HABITÉE.—NUIT.

Le vol commis la nuit, dans une maison habitée, ne constitue, sous le Code de 1791, qu'un vol simple, qui ne pouvait faire l'objet d'un acte d'accusation. (C. 3 brum. an 4, art. 228 et 232.) (3)

(Troney—C. Min. pub.)

Pierre Troney était prévenu d'une tentative de

pouvait être plus grave que celui commis dans la maison elle-même. Le code pénal, art. 386, en a disposé autrement. » Cette différence s'applique par celle qui existe entre les deux systèmes de législation. Si le vol commis dans un terrain clos et fermé, était puni par le Code de 1791, d'une peine afflictive et infamante, c'est parce que, dans le système de ce Code, ce fait supposait nécessairement la circonstance aggravante de l'escalade ou de l'effraction, et que cette circonstance n'était incriminée séparément et comme aggravante du vol, que lorsqu'il s'agissait des vols commis dans les habitations. Ainsi, le vol commis dans une maison habitée, soit avec escalade, soit avec effraction, était puni, aux termes de l'art. 3 et suiv. de la 2^e sect. du tit. 2, d'une peine de 5 ans de fers, qui s'élevait ensuite suivant les autres circonstances qui l'accompagnaient. Ce n'était donc que dans le cas où le vol avait été commis dans une habitation, sans ces circonstances aggravantes, et aussi par une autre personne qu'un communal ou un habitant, que la peine devenait purement correctionnelle. Or, dans l'espèce du jugement, le juge avait appliqué la peine du vol commis avec escalade ou effraction dans un enclos appartenant à une maison habitée, à un vol simple, commis dans une maison habitée sans aucune circonstance aggravante. Il avait donc fait une fautive application de la loi. ?

vol commis la nuit, dans une maison habitée. Traduit devant le jury d'accusation et renvoyé devant le tribunal criminel, il fut condamné à six ans de fers par application de l'art. 25, sect. 3, tit. 2 du Code des 25 sept.-6 oct. 1791. — Pourvoi fondé sur la fautive application de cet article, qui ne concerne que les vols commis la nuit dans un terrain clos et fermé, et sur l'incompétence du tribunal criminel pour connaître d'un fait qui ne pouvait être poursuivi que correctionnellement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 238 et 239 du Code des délits et des peines; — Attendu que le délit dont était prévenu ledit Pierre Troney n'était qu'une tentative de vol simple, qui n'est point du tout compris parmi les peines énoncées dans le Code pénal; — Casse, etc.

Du 17 fruct. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Lecoutour, substit.

ACTE D'ACCUSATION. — ANNEXE.

Du 17 fruct. an 9 (aff. Roaze). — Même décision que par le jugement du 8 vent. an 9 (aff. Abinet).

DON PROHIBÉ — ÉPOUX. — PERSONNE INTERPOSÉE.

L'art. 26 de la loi du 17 niv. an 2, prohibatif de toutes libéralités au profit des successibles ne peut être étendu à l'époux du successible (1).

(Les héritiers Wagenard.)

Philippine Wagenard avait légué à la dame Flameng et à Henri Delatre, son mari, tout son argent comptant, sa vaisselle, son mobilier, ainsi que le prix d'un fief; — Elle décéda sous l'empire de la loi du 17 niv.

Comme elle ne laissait pas d'enfants, sa succession devait se diviser en deux portions, l'une pour la ligne paternelle, l'autre pour la ligne maternelle. — La portion maternelle était dévolue à la dame Flameng, seule héritière de cette ligne.

Après l'ouverture de la succession, Henri Delatre ayant fait assigner les héritiers de la ligne paternelle, pour obtenir la délivrance du legs, les héritiers ont opposé que, le successible ne pouvait cumuler la portion héréditaire et le legs; que, par conséquent, ce legs devait faire partie de la masse de la succession; — Or, dans l'espèce, disaient-ils, il y a communauté entre Henri Delatre et sa femme, ils doivent être considérés comme ne faisant qu'une seule personne; l'incapacité qui frappe la femme doit aussi s'étendre au mari. Si l'on décidait autrement, il arriverait que, malgré les dispositions expresses de la loi, la ligne maternelle recueillerait la moitié de la succession, plus un sixième, puisque ce sixième serait transmis par Delatre à ses enfants, héritiers de la ligne maternelle. — Ils ajoutaient que, dans tous les cas, Delatre n'était fondé à demander que la moitié du legs, parce que sa femme, appelée à profiter de l'autre moitié, ne pouvait la recueillir à raison de sa qualité de successible, et de l'incapacité dont elle était frappée.

Delatre opposait à la défense des héritiers que la loi du 17 niv. ne déclare incapable de recevoir des dons ou des legs que les personnes appelées directement à la succession; que la femme du demandeur était successible seule, et non pas lui, la dame Wagenard avait pu lui transmettre le sixième disponible.

(1) Jugé de même à l'égard de la mère du successible, Cass., 21 vent. an 9. — Et cependant en sens contraire, Cass., 28 vent. an 8, et la note.

Quant à la défense subsidiaire des héritiers, qui avait pour objet de faire restreindre le legs à la moitié, Henri Delatre a répondu que la dame Flameng, sa femme, étant incapable de recevoir, sa portion devait appartenir au demandeur, parce que le legs leur ayant été fait conjointement et de la même chose, chacun des légataires était institué pour le tout, et devait le recueillir, dans le cas où son collègue ne pourrait appréhender la portion qu'il aurait pu prétendre; c'est ce que décide la loi 80, ff. de Legat., 3^e Conjunctim haredes institui, aut conjunctim legari, hoc est; totam hareditatem et tota legata singulis data esse, partes autem concursu fieri.

11 fructid. an 7, jugement du tribunal civil de Jemmapes, confirmé sur appel, qui ordonne la délivrance du legs en faveur de Delatre, jusqu'à concurrence du sixième de la succession de Philippine Wagenard.

Pourvoi en cassation de la part des héritiers Wagenard, pour violation de l'art. 26 de la loi du 17 niv. an 2.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que l'art. 26 de la loi du 17 niv. an 2, ne regarde que le successible, et que cette disposition était prohibitive, ne peut être étendue à l'époux du successible; que ce n'est pas par droit d'accroissement que Delatre recueille la moitié du legs, mais que la totalité lui en appartient de son chef; car, aux termes de la loi 80, ff. de Legat., 3^e, le legs dont il s'agit doit être considéré comme fait uniquement au profit de Delatre; — Rejette, etc.

Du 18 fructid. an 9. — Sect. req. — Rapp., le cit. Zangiacomi.

DOUANES. — ASSIGNATION. — INSCRIPTION FAUX. — DÉLAI.

En matière de contravention aux lois de douanes, l'assignation au prévenu qui n'a pas son domicile réel ou un domicile élu dans le lieu de l'établissement du bureau, est valablement signifiée au domicile du maire, et ne peut être annulée sur le motif que le domicile du contrevenant serait connu. (L. 16 fruct. an 3, art. 11.)

De ce que l'art. 13 du tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7 accorde trois jours au prévenu, à compter de celui où échoit l'assignation, pour donner ses moyens de faux, il ne s'ensuit pas que, dans le cas où le prévenu ne comparait pas sur l'assignation, il doive être survis pendant trois jours au jugement.

(Douanes — C. Molard.)

Un procès-verbal des préposés de la douane constatait, qu'ayant trouvé, dans une rue de Genève, une charrette chargée de marchandises qu'ils soupçonnèrent d'être anglaises, ils arrêterent cette charrette et le conducteur, qu'ils reconquirent pour être Molard fils, voiturier de Carrouge; ils les conduisirent au bureau, lorsqu'un attroupement les leur enleva. Après les formalités remplies, Molard et les inconnus furent assignés, le 28 messid., pour le lendemain; l'assignation fut donnée au domicile du maire de Genève. — Le 29, jugement du tribunal de police correctionnelle, qui prononce des peines contre Molard et les inconnus; il est par défaut contre tous.

Sur l'appel de Molard, ce jugement a été infirmé, pour la partie qui le concernait. Le tribunal criminel du département du Léman a annulé la signification faite au maire de Genève, relativement à Molard, dont le domicile était connu, la loi du 16 fructid. an 3, n'accordant, dit-il, cette faculté, que pour la signification des jugemens,

Il s'est encore fondé sur la loi du 11 prair. an 7. Le tribunal criminel du département du Léman a ajouté que le jugement du tribunal correctionnel serait encore nul, pour avoir été rendu le lendemain de l'assignation, et avoir privé le prévenu des trois jours que lui donne l'art. 12 du tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7.—Poursuit.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu la première disposition de l'art. 456 du Code des délits et des peines;—Attendu, 1^o que l'assignation donnée à Molard, au domicile du maire de Genève, est conforme à l'art. 11 de la loi du 14 fructid. an 3; que cet article a deux parties; la première, relative aux jugemens; la seconde, à toutes les significations en général; que l'on peut dire encore que si cet article, en parlant de la signification des jugemens, ne parle point de la citation, qui est aussi une signification, c'est que cette loi étant relative aux contraventions qui doivent être portées devant les tribunaux civils, elle prescrit, art. 3, que le rapport contiendra sommation de comparaître le lendemain, devant le juge de paix; rapport dont il est donné copie à la partie saisie, si elle est présente, ou qui, dans le cas contraire, est affiché à la porte du bureau; que cette formalité n'est pas prescrite, et ne peut l'être, dans le cas de contravention à la loi du 10 brum. an 5; que le rapport ne peut contenir citation devant le tribunal de police correctionnelle, puisque l'affaire ne peut être portée à ce tribunal, que d'après le visa du directeur du jury, et au jour indiqué par lui; qu'il y a lieu alors de signifier son ordonnance; qu'il s'applique les règles générales sur les significations, règles prescrites par l'art. 11 de la loi du 14 fructid. an 3;—Que la loi du 10 brum. an 5, dans son art. 15, porte attribution à la police correctionnelle, et détermine les peines que ce tribunal doit prononcer; qu'elle ne déroge point aux règles générales faites pour accélérer la marche de la justice, en fait de contravention;—Que l'art. 1^{er} de la loi du 11 prair. an 7, en renvoyant à l'art. 182 du Code des délits et des peines, rappelle seulement la nécessité du visa du directeur du jury, et que la citation ne peut être signifiée qu'après cette formalité, à la différence des citations à donner en matière de contravention, de la compétence des juges de paix; que ce renvoi, à l'art. 182 ne suppose nullement le renvoi aux art. 180 et 181 qui en sont indépendans, qui les exclut, au contraire, en les rappelant pas; que le préambule de cette loi vient à l'appui de ce qui a été dit ci-dessus, sur la marche rapide que doit avoir la procédure en cas de contravention à la loi du 10 brum., le législateur disant, dans ce préambule, que le principal objet de cette loi ne serait pas rempli, si les peines qu'elle prononce, n'atteignaient pas promptement le délit qu'elle a voulu réprimer;—Que ce serait mal entrer dans l'esprit du législateur que d'embarrasser la marche de la justice par des lenteurs qui ne sont pas autorisées par la loi; que le domicile du contrevenant pourrait être très éloigné, et qu'alors la marche de la procédure serait bien plus retardée dans le cas de la loi du 10 brum. que dans le cas de contravention ordinaire; que le contrevenant pourrait même, et cela devrait être très fréquent, déclarer un faux double;—D'où il suit que le tribunal criminel du départe-

ment du Léman a fait une fausse application de la loi du 14 fructid. an 3, de celle du 11 prair. an 7, et des art. 180 et 181 du Code des délits et des peines.

Attendu, 2^o que, si après le jugement du tribunal de police correctionnelle, rendu le lendemain de l'assignation, le prévenu était privé des trois jours que lui donnait l'art. 12 du tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7, on ne peut accuser le jugement de précipitation, et que le prévenu doit s'imputer de ne s'être pas conformé aux dispositions de la loi; que si, aux termes de cet art. 12, il eût fait, au plus tard, à l'audience indiquée par la sommation, la déclaration qu'il voulait s'inscrire en faux, il eût eu, à partir de ce moment, trois jours pour faire au greffe du tribunal le dépôt des moyens de faux; et des noms et qualités des témoins qu'il aurait voulu faire entendre; mais faute d'avoir comparu, il a dû être donné défaut contre lui, et statué au fond; que, faute d'avoir fait sa déclaration au jour indiqué, il est, aux termes de ce même art. 15, demeuré déchu de l'inscription de faux ou de la faculté de la faire; qu'il faut bien distinguer deux termes indiqués par cet article, l'un, pour déclarer que l'on veut s'inscrire en faux, et qui se termine à l'audience indiquée par la sommation, passé le temps de laquelle la déclaration ne peut plus être reçue; l'autre terme, partant du moment où cette déclaration a été faite, et ne finissant qu'à l'expiration des trois jours suivans, pendant lesquels doit être fait au greffe le dépôt dont parle la loi;—D'où il suit qu'il a été fait une fausse application de l'art. 12 du tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7;—Cassé, etc.

Du 18 fructid. an 9.—Sect. crim.—Prés., le cit. Dutoque.—Rapp., le cit. Seignette.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DÉPENS.—MINISTÈRE PUBLIC.

Du 18 fructid. an 9 (aff. P...) —Même décision que pour le jugement du 18 messidor an 9 (aff. Rivat).

TRIBUNAUX SPÉCIAUX.—COMPÉTENCE.

—DÉLITS NOUVEAUX.

Les tribunaux spéciaux étaient incompétens pour connaître des délits réécus pendant l'instruction d'un procès, lorsque ces délits ne leur étaient pas déférés par la loi, mais cette nouvelle inculpation ne pouvant suspendre la procédure commencée devant les tribunaux. (L. 18 pluv. an 9, art. 13.) (1)

(Magist.)

Du 18 fructid. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Seignette.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX MILIT.—FAUX COMBES.—

EMBAUCHAGE.—COMPÉTENCE.

Le fait de distribution de faux congés ou dispenses de service à des réquisitionnaires, ne constitue ni le crime d'embauchage, ni celui de machinations commises hors l'armée pour corrompre ou suborner les gens de guerre. Les tribunaux spéciaux étaient dès lors incompétens pour en connaître. (L. 18 pluv. an 9, art. 11.) (2)

(Sohugnet—C. Min. pub.)

Sohugnet avait été traduit devant le tribunal

(1) F. conf., 7 therm. an 9, et les jugemens indiqués dans la note.

(2) Cette décision a eu une grande importance tant que le crime d'embauchage a été déféré à des juridictions spéciales; mais la Cour de cassation, par deux arrêts des 2 avril et 17 juin 1831 (Volume

1831), a reconnu que ce crime n'était plus justiciable que de la Cour d'assises, quand il avait été commis par des individus non militaires; dès lors, la distinction faite, d'ailleurs avec raison, par le jugement ci-dessus, n'aurait plus d'intérêt qu'en ce qui concerne l'application de la peine.

spécial de l'Aveyron, sous la prévention d'avoir distribué un grand nombre de faux congés ou dispenses de service militaire à des réquisitionnaires. Jugement par lequel le tribunal spécial se déclare compétent, parce que le fait présentait les caractères du crime d'embauchage, du moins de machinations pratiquées hors l'armée par des individus non militaires pour suborner les conscrits, et que ces machinations avaient été exécutées à l'aide de faux en écritures publiques.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu la 6^e disp., art. 456, du Code des délits et des peines ;—Attendu que la loi du 18 pluvi. an 9 n'attribue pas aux tribunaux spéciaux la connaissance de la distribution de faux congés, mais seulement du crime d'embauchage et de machinations pratiquées hors l'armée pour corrompre ou suborner les gens de guerre, et que l'on ne peut dire qu'une distribution de faux congés soit une machination de la nature de celles voulues par la loi ;—Casse, etc.

Du 18 fructid. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Carnot.—Concl., le cit. Leconteur, subst.

APPEL CORRECT.—PARTIE PLAIGNANTE.—PEINES.

Un tribunal criminel ne peut, sur le seul appel de la partie plaignante, prononcer des peines contre le prévenu acquitté en première instance. (C. 3 brum. an 4, art. 456.) (1)

(Lechevalier—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu les art. 5, 193, 193, 194, 195 et 456, du Code des délits et des peines ;—Considérant que la poursuite de l'action publique est distincte de celle de l'action privée ; que la poursuite de l'action publique, ayant pour objet de punir les atteintes portées à l'ordre social, appartient exclusivement au peuple, et qu'elle est exercée par des fonctionnaires établis à cet effet ;—Considérant, dans l'espèce, que ni le commissaire du gouvernement près le tribunal correctionnel du canton d'Yvetot, ni celui près le tribunal criminel du département de la Seine-Inférieure, ne sont rendus appelants du jugement du tribunal correctionnel de l'arrondissement d'Yvetot, du 20 niv. dernier ; que quoique la pour-

suite de la vindicte publique appartienne exclusivement à ces seuls fonctionnaires, et que l'appel des parties plaignantes ne présente à juger que leurs intérêts civils, le tribunal criminel du département de la Seine-Inférieure a, néanmoins, prononcé contre le prévenu des peines portées par la loi, quoique l'application de la peine ne pût être que l'effet de la poursuite du ministère public, poursuite qui n'existait pas dans l'espèce ;—Casse, etc.

Du 19 fructid. an 9.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Liger-Verdigny.—Concl., le cit. Leconteur, subst.

DERNIER RESSORT.—DEMANDE.—

CONDAMNATION.

C'est la somme demandée, et non la chose adjugée, qui détermine la compétence du dernier ressort. (L. 16-24 août 1790, tit. 4, art. 5.) (2)

(Arpin—C. Dubois.)

Dubois, Hyvert, Faure et Expert, prétendant que le cit. Arpin avait porté contre eux une accusation calomnieuse, poursuivant la réparation de cette injure devant le tribunal civil du département de la Gironde ; ils demandèrent que le cit. Arpin fût condamné à 3,000 liv. de dommages-intérêts.

Le 12 flor. an 6, jugement qualifié en dernier ressort qui condamnait le cit. Arpin à 200 liv. de dommages-intérêts.

Pourvoi en cassation par le cit. Arpin contre ce jugement, pour violation de la règle qui établit les deux degrés de juridiction. Le demandeur a prétendu que pour déterminer le premier ou dernier ressort, il fallait avoir égard non pas à l'objet de la condamnation, mais à celui de la demande.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu que la demande des citoyens Dubois, Hyvert, Faure et Expert, avait été portée en première instance au cit-devant tribunal civil du département de la Gironde, et que ce tribunal, en y statuant en premier et dernier ressort, quoiqu'elle excédât la compétence du dernier ressort attribuée aux tribunaux de district dans les affaires personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 1,000 liv. de principal, a contrevenu à l'art. 5 du tit. 4 de la loi du 24 août

(1) Par l'acquiescement du ministère public au jugement d'acquiescement, l'action publique est éteinte : l'appel de la partie civile ne permet de statuer que sur ses intérêts civils. Ce point, que de nombreuses et uniformes décisions ont consacré, a été d'ailleurs l'objet spécial de l'avis du conseil d'État du 12 nov. 1806. Ainsi, les juges d'appel ne pourraient, quand ils n'ont été saisis que par le seul recours de la partie civile, renvoyer devant le juge d'instruction le prévenu qui aurait été acquitté en première instance, sous prétexte que le fait, objet de la poursuite, aurait les caractères d'un crime ; car ils ne sont point saisis de l'appréciation légale de ce fait (Cass. 8 juin 1820 ; 26 fév. 1825). Ils ne pourraient également réformer, même dans l'intérêt du prévenu, le jugement de condamnation, car ils ne peuvent juger *ultra petita*.

(2) Le tribunal de cassation avait proclamé ce principe dès le 15 brum. an 2, en décidant qu'un jugement de justice de paix qui condamnait, pour injures, à des dommages-intérêts d'arrondissements de 50 livres, était susceptible d'appel, si la demande excédait cette somme. Mais son jugement avait été annulé par un décret de la Convention du 19 pluvi. an 2, qui se fondait sur ce que la loi de 1790 accordant aux juges de paix la connaissance en der-

nier ressort, jusqu'à 50 livres, de toutes actions civiles pour injures verbales, il suffisait, pour affranchir de l'appel les jugements rendus par eux en cette matière, que les condamnations pécuniaires qu'ils prononçaient n'excédassent pas 50 livres. Il est vrai que les termes de ce décret ne s'appliquaient qu'à la question particulière sur laquelle il avait à statuer, d'est-il à dire à la compétence des juges de paix en matière d'injures ; mais si le principe qu'il possédait été vrai, il est évident qu'il eût été applicable à toute autre matière.—Le tribunal de cassation s'y conforma d'abord, par un jugement du 23 pluvi. an 2 ; mais plus tard, il s'inversa contre l'autorité de ce décret, déclara qu'il n'avait jamais eu force de loi, et revint à sa première jurisprudence, dans laquelle il a persisté depuis, et qui est incontestablement sensée conforme au texte comme à l'esprit de la loi. *P.* notamment Cass. 3 germ. an 10 ; 7 therm. an 11 ; 21 mess. an 13 ; 20 janv. 1807, 27 oct. 1813 ; Bruxelles, 12 déc. 1807 et 6 déc. 1810 ; Rennes, 23 août 1819 et 15 mars 1821 ; Bourges, 26 mars 1830. — *P.* aussi Merliu, *Répert.* v. *Dernier ressort*, § 4, et *Quest. de droit*, cod. verb. ; Pigeau, t. 1^{er}, p. 617, 6^e règle ; Carré, *Compétence*, t. 2, p. 51 ; Henrion de Pansey, *De l'autorité judiciaire*, p. 85 ; Berriat-St-Prix, *Cours de proc. civ.*, t. 1^{er}, p. 33.

1790 précité, et par conséquent commis un excès de pouvoir; — Casse, etc.

Du 21 fructid. an 9. — Sect. civ. — *Prés*, le cit. Maleville. — *Rapp.*, le cit. Lombard-Quincieux. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst. — *Pl.*, le cit. Leroy de Neuville.

ARBITRAGE. — OPPOSITION.

Les jugemens d'arbitres rendus par défaut pendant le cours de l'arbitrage forcé, sont susceptibles d'être attaqués par l'opposition (1). Si l'opposition est formée après la suppression de l'arbitrage forcé, elle doit être portée devant les tribunaux ordinaires. (L. 10 juin 1793; Ord. 1667, tit. 35, art. 2 et 3.)

(Lowenhaupt — C. la comm. d'Enveiller.)

Le 26 thermid. an 2, la commune d'Enveiller avait obtenu contre la dame Lowenhaupt un jugement arbitral par défaut, par lequel elle avait été réintégrée dans la propriété d'un chemin communal dont elle prétendait avoir été dépouillée par l'effet de la puissance féodale. — Ce jugement n'avait point été signifié à la dame Lowenhaupt, cependant elle y forma opposition par acte du 27 fructid. an 7, avec assignation devant le tribunal civil du département du Bas-Rhin.

Le 28 vent. an 8, jugement par lequel ce tribunal se déclare incompétent.

POURVOI en cassation de la part de la dame Lowenhaupt, 1° pour contravention à l'art. 1er de la loi du 9 vent. an 4, portant que les affaires qui, par les lois antérieures à la constitution de l'an 3, étaient attribuées à des arbitres forcés, seront portées devant les juges ordinaires; 2° et par suite, pour violation de l'art. 3 du tit. 35 de l'ordonn. de 1667, qui veut que les jugemens rendus par défaut en dernier ressort, soient passibles d'opposition, d'où il résulte que les décisions arbitrales, n'ayant point été exceptées, rentrent nécessairement dans les dispositions de cette loi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 2 et 3 de l'ord. de 1667; — Attendu que les lois qui ont donné aux arbitres forcés le caractère et l'autorité de jugemens en dernier ressort, n'ont pas supprimé les voies établies par l'ordonn. de 1667, pour attaquer les jugemens en dernier ressort, dans le cas où celui qui se croit lésé, a été condamné par défaut, comme aussi lorsqu'il n'a pas été partie ou dûment appelé; — Attendu que le jugement arbitral du 26 therm. an 2, qui condamne la demanderesse à délaisser à la commune d'Enveiller trois arpens de prés, a été rendu par défaut, et que le jugement n'a jamais été signifié à la demanderesse; — Attendu que la demanderesse n'a jamais été partie ni dûment appelée au procès; qu'elle n'a jamais été citée à domicile; qu'il ne paraît pas qu'elle ait autorisé personne à comparaître pour elle, et que tous ces faits sont constatés et reconnus dans le jugement du tribunal civil du département du Bas-Rhin, du 28 vent. an 8; — Attendu que refusant de reconnaître l'opposition formée par la citoyenne Lowenhaupt envers le susdit jugement arbitral, après avoir reconnu que le jugement avait été rendu par défaut,

faut, en l'absence de la partie, et sans qu'elle eût été légalement appelée, le tribunal civil du département du Bas-Rhin a commis une espèce de déni de justice, et contrevenu au art. de l'ordonnance ci-dessus rapportée; — Casse, etc.

Du 21 fruct. an 9. — Sect. civ. — *Prés*, le cit. Maleville. — *Rapp.*, le cit. Audier-Massillon. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst. — *Pl.*, le cit. Chabroud.

CASSATION. — ÉTRANGER. — PAYS RÉUNIS.

Les jugemens rendus dans un pays où le pourvoi en cassation n'était pas admis, ne peuvent, en cas de réunion ultérieure de ce pays à la France, être attaqués par la voie du recours en cassation (2).

(Delazette — C. Marc.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il est prouvé en fait au procès, que les lois de la république française n'ont été promulguées et mises à exécution dans le territoire de la ci-devant république de Genève, qu'à l'époque du 1er vendém. an 7, et que le jugement attaqué est antérieur à cette promulgation, puisqu'il a été rendu le 6 mess. an 6; — D'où il suit que l'admission d'un semblable pourvoi en cassation contre un pareil jugement, inconnu dans l'ancienne législation de cette république, porterait atteinte à l'art. 7 du traité de réunion avec la France, sanctionné le 28 flor. — Rejette, etc.

Du 21 fruct. an 9. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Pajon. — *Concl.*, le cit. Merlin, subst.

COMMUNE. — PUISSANCE FÉODALE. — ADJUDICATION. — RÉINTÉGRATION.

La loi du 28 août 1790 n'autorisant les communes à se faire réintégrer dans les biens qu'elles avaient anciennement possédés, qu'autant qu'elles en avaient été dépouillées par abus de la puissance féodale, une commune n'a pu se prévaloir de cette loi pour se faire restituer une propriété qu'elle n'avait cessé de posséder qu'en vertu d'une sentence d'adjudication rendue sur les poursuites de ses créanciers autres que le ci-devant seigneur, et dans laquelle celui-ci ne figure que comme adjudicataire aux enchères publiques (3).

(Préfet de la Haute-Marne — C. commune de Joinville.)

JUGEMENT (après délib. en chambre du conseil).

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 6 de la loi du 28 août 1790; — Considérant que la loi ci-dessus rapportée ne réintègre les communes dans la propriété et possession des biens et droits qu'elles avaient anciennement possédés, que lorsqu'elles en ont été dépouillées par les ci-devant seigneurs, et qu'il était constant au procès que la commune de Joinville n'a cessé de posséder les biens dont il s'agit qu'en vertu d'une sentence d'adjudication rendue à la poursuite de ses créanciers, autres que le ci-devant seigneur, dans laquelle celui-ci n'était intervenu que comme offrant et adjudicataire aux enchères publiques; —

peuvent être dénoncés à la Cour de cassation, s'ils sont rendus contre un Français et s'ils sont destinés à être exécutés en France; — Cass., 22 janv. 1816.

(3) Le même principe avait déjà été consacré par un jugement du 4 brum. an 7, dans lequel le tribunal de cassation, s'immisçant dans l'examen des faits et des actes, les a appréciés d'une autre manière que les juges du fond.

(1) V. conf., Cass., 17 therm. an 5, et la note. — V. aussi les conclusions données par Merlin, dans cette affaire, et rapportées dans ses *Quest. de droit*, v° *Arbitres*, § 6.

(2) V. ident., Cass. 2 juin 1808, et le réquisitoire de M. Merlin, *Quest.*, v° *Cassation*, § 2. — Par contre, les jugemens rendus par les tribunaux d'un pays alors réuni à la France et qui depuis en a été séparé,

Considérant que cette loi n'a anéanti les titres, les transactions, les jugements et les possessions des ci-devant seigneurs, qu'autant qu'ils prennent leur source dans la puissance féodale; d'où il suit que, lorsque la possession du ci-devant seigneur remonte à un titre exempt du vice de féodalité, elle conserve sa force et toute son autorité pour mettre le titre même à l'abri de toute autre critique; — Considérant que le tribunal du département de la Haute-Marne ne s'est déterminé à réintégrer la commune de Joinville dans la propriété des biens dont il s'agit, que sur le seul défaut de représentation des titres, tandis que ce titre avait été produit en première instance devant le bailliage de Joinville et devant les arbitres; que ses principales dispositions étaient rapportées dans l'avis des arbitres, et que la nature de ce titre était constatée et reconnue au procès par les avoués mêmes de la commune, qui offrait de restituer les 25,000 fr. qui avaient été payés à ses créanciers pour prix de cette acquisition; d'où il suit que le jugement attaqué a contrevenu à la loi ci-dessus citée, en réintégrant la commune de Joinville dans la propriété et dans la possession des biens dont elle n'avait pas été dépossédée par le ci-devant seigneur, et en anéantissant une possession qui prenait sa source dans un titre exempt du vice de la puissance féodale; — Casse, etc.

Du 23 fruct. an 9. — Sect. civ. — Rapp. le cil. Audier-Massillon. — Concl. le cil. Lefessier, subst. — Pl., les ch. Huart-Duparc et Girardin.

APPEL CORRECTIONNEL. — FORMES.

En matière correctionnelle, la déclaration d'appel faite au greffe, sur une feuille de papier détachée et non sur le registre même, est valable si elle a été reçue dans le délai légal; la loi n'a prescrit aucune forme particulière pour cette déclaration. (C. 3 brum. an 4, art. 194.) (1)

(Chapel—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 194 du Code des

délits et des peines; — Considérant que, par cette disposition, la loi n'a prescrit aucune forme particulière pour la déclaration d'appel; que la seule obligation imposée à l'appelant est de passer cette déclaration au greffe dans le délai qui lui est fixé; qu'ainsi il suffit, pour l'observation de la loi, qu'il constate que la déclaration d'appel a été faite dans le délai de dix jours fixé par ledit art. 194 précité; — Attendu que, dans l'espèce, la déclaration d'appel faite par Joseph Chapel dans les dix jours de la prononciation du jugement, ne saurait être révoquée en doute, puisqu'elle est transcrite sur les registres du tribunal correctionnel du canton de Nivelles, et que sa date est fixée par celle de l'enregistrement; que cette date est certifiée, non-seulement par le greffier du tribunal, mais encore par le percepteur du droit d'enregistrement; que, par conséquent, Joseph Chapel ne pouvait être déclaré non recevable en son appel, sur le motif que sa déclaration n'avait pas été faite originairement sur le registre du greffe et reçue par le greffier, puis que la loi n'exige point que la déclaration d'appel soit faite dans cette forme; qu'ainsi il y a eu, de la part du tribunal criminel de la Dyle, fausse application de l'art. 194 du Code des délits et des peines; — Casse, etc.

Du 26 fruct. an 9. — Sect. crim. — Rapp. le cil. Genevois. — Concl. le cil. Lecoutour, subst.

MINISTÈRE PUBLIC. — CONCLUSIONS. — TRIBUNAL CORRECTIONNEL.

Il n'appartient qu'aux commissaires près les tribunaux d'arrondissement de donner leurs conclusions dans les jugements rendus en matière correctionnelle; ces fonctions ne pouvaient, à peine de nullité, être remplies par les substituts des commissaires du gouvernement près les tribunaux criminels. (L. 27 vent. an 8, art. 8 et 13; 7 pluv. an 9, art. 16.) (2)

(Pezzen et Laporte—C. Minist. publ.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 186 et 456 du Code des délits et des peines; — Attendu que l'art.

(1) Cette décision pourrait, aujourd'hui, encore servir de règle; car le Code d'inst. crim., de même que celui du 3 brum. an 4, ne prescrit aucune forme particulière pour la déclaration d'appel; il importe seulement que le jour de cette déclaration soit constaté avec exactitude. *F. conf., Cass., 28 nov. 1806.* — *F. aussi Merlin, Rép., v. Appel, § 10, art. 3, et Quest. de droit, hoc verb., § 10, n. 12.*

(2) *F. conf., 8 pluv. an 10.* — Les fonctions de substitut des commissaires du gouvernement près les tribunaux criminels furent créées par la loi du 7 pluv. an 9. L'art. 1^{er} de cette loi portait: «Le commissaire du gouvernement faisant les fonctions d'accusateur public près le tribunal criminel, ainsi, près du tribunal civil de chaque arrondissement communal du département, un substitut chargé de la recherche et de la poursuite de tous délits dont la connaissance appartient soit aux tribunaux de police correctionnelle, soit aux tribunaux criminels.» Ces fonctions, ainsi circonscrites dans le cercle de la police judiciaire, étaient d'ailleurs clairement expliquées par les autres dispositions de cette loi. Le substitut du commissaire près le tribunal criminel recevait les plaintes des parties et les dénonciations (art. 3); il décernait un mandat de dépôt contre les prévenus, et saisissait le directeur du jury (art. 7); ce dernier magistrat ne pouvait faire aucun acte d'instruction sans qu'il fût entendu (art. 12); il donnait ses réquisitions par écrit, quand l'affaire était suffisamment instruite

(art. 15); il formait opposition aux ordonnances du directeur du jury (art. 16 et 17); enfin, il dressait l'acte d'accusation (art. 20). Là s'arrêtaient ses fonctions: on voit qu'elles ne s'appliquaient qu'aux actes de l'instruction, et qu'elles cessaient aussitôt que l'affaire, mise en état d'être jugée, arrivait devant le tribunal qui devait prononcer. Toutefois, l'erreur redressée par le jugement que nous rapportons avait pris sa source dans l'art. 25 de la même loi, lequel disposait qu'en cas d'empêchement du substitut du commissaire près le tribunal criminel, il serait suppléé dans l'exercice de ses fonctions par le commissaire près le tribunal civil de l'arrondissement. De là on avait conclu que ces deux fonctionnaires pouvaient se suppléer l'un l'autre. Mais c'était étendre les termes de la loi; cette faculté d'être suppléé n'était pas réciproque. — Il n'y avait qu'en seul cas où la loi du 7 pluv. permettait au substitut de commissaire près le tribunal criminel d'être entendu devant le tribunal d'arrondissement, c'est lorsque le directeur du jury et lui n'étaient pas d'accord sur le tribunal qui devait juger le prévenu (art. 16). Cette exception ne faisait que confirmer la règle générale que le substitut du tribunal criminel ne concourait jamais au jugement; que ses fonctions se bornent à pourvoir et à discuter la question de compétence. La loi du 7 pluv. n'avait donc aucunement ôté au commissaire près le tribunal d'arrondissement le droit exclusif qui lui était attribué d'y donner ses conclusions en matière correctionnelle.

186 précité ne donne qu'aux commissaires du gouvernement le pouvoir de conclure devant les tribunaux correctionnels.

Attendu que les fonctions attribuées, par la loi du 7 pluv. an 9, aux substituts des commissaires du gouvernement près les tribunaux criminels, exerçant près les tribunaux de première instance, sont uniquement relatives à l'exercice de la police judiciaire définie en l'art. 20 du Code des délits et des peines; que l'exercice de cette police ne comprend pas les fonctions que remplit le commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance jugeant en matière de police correctionnelle, et qu'ainsi, en remplissant ces fonctions, lesdits substituts usurperaient un pouvoir qui est attribué par la loi à d'autres fonctionnaires.

Attendu que dans le jugement rendu, le 3 therm. dernier, par le tribunal criminel du département du Tarn, contre Jean Perex et Jean-Louis Laporte, il y a contravention aux règles de compétence établies par la loi pour l'exercice des fonctions relatives à la procédure criminelle, et qu'il y a fautive application des art. 1^{er}, 12 et 23 de la loi du 7 pluv. an 9, en ce qu'il ôte au commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance, et qu'il attribue au substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel, exerçant près le tribunal de première instance, le droit de conclure devant ce dernier tribunal; —Casse, etc.

Du 26 fruct. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Baubian. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

Du 27 fruct. an 9 (aff. *Tizier*). — Même décision que par le jugement ci-dessus.

JURY.—CERTIFICATS DE MORALITÉ.

Sous l'empire du Code du 3 brum. an 4, des certificats attestant la moralité de l'accusé n'étaient pas considérés comme des déclarations écrites de témoins, et pouvaient dès lors être remises aux jurés. (C. 3 brum. an 4, art. 382.) (1)

(Mazet.—C. Minist. publ.)

Mazet avait été acquitté par le tribunal criminel de l'Aude, devant lequel il avait été traduit comme prévenu de vol.

Pourvoi en cassation par le ministère public pour violation de l'art. 382, du 3 brum. an 4, en ce que des certificats constatant la moralité du prévenu avaient été remis sans les yeux du jury.

Le commissaire près le tribunal de cassation a pensé que la différence des dépositions écrites des témoins, et des interrogatoires écrits de l'accusé, des attestations sur la moralité du prévenu pouvaient être lues ou remises aux jurés, sauf à eux à y avoir tel égard que de raison; — Il a ajouté que d'ailleurs, il ne paraissait point au procès, que, lors de cette remise, le commissaire eût fait aucune réclamation pour l'empêcher; par ces motifs, il a conclu au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 382 du Code du 3 brum. an 4; — Attendu que les pièces remises aux jurés n'étaient point de celles que la loi défend de leur communiquer; qu'en conséquence il n'y a pas eu contravention à l'art. 382; que le com-

missaire demandeur en cassation n'a fait, lors de la remise desdites pièces, aucune réclamation tendant à l'empêcher; —Rejet, etc.

Du 27 fruct. an 9. — Sect. crim.

DOUANES.—MARCHANDISES ANGLAISES.

Sous la loi du 10 brum. an 5, les étoffes et draps de laine, de coton et de poil mélangés, importés de l'étranger, sont réputés provenir des fabriques anglaises, quelle qu'en soit l'origine, et la confiscation doit dès lors en être prononcée, quand bien même il serait allégué qu'elles proviennent des fabriques nationales. (L. 10 brum. an 5, art. 5.)

(Douanes.—C. N.).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 1^{er}, 5 et 15 de la loi du 10 brum. an 5;—Attendu que, par l'art. 5 de ladite loi, les étoffes et draps de laine, de coton et de poil mélangés de ces matières, importés de l'étranger, sont réputés provenir de fabriques anglaises, quelle qu'en soit l'origine; que cette disposition de la loi est générale; qu'elle n'admet point d'exception pour les objets qu'on prétendrait provenir des fabriques nationales, et que les tribunaux ne peuvent se permettre des distinctions que la loi n'établit pas; que, dans l'espèce, les objets saisis sont de la nature des étoffes dont l'importation est formellement prohibée, et qu'il est constant, par un procès-verbal dont l'authenticité n'est pas contestée, qu'ils ont été saisis au moment de leur importation de l'étranger; d'où il suit qu'en n'en prononçant pas la confiscation, le tribunal criminel du département de la Lys est contrevenu aux dispositions des art. 1^{er}, 5 et 15 de la loi du 10 brum. an 5; —Casse, etc.

Du 27 fruct. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rotand. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — ASSASSINAT.

Du 28 fruct. an 9 (aff. *Guis et Arragon*). — V. ce jugement, *supra*, à la date du 8 fruct. an 9.

JURY.—COMPOSITION LÉGALE.—PREUVE.

Lorsqu'il existe des doutes sur la composition légale du jury de jugement, et que les procès-verbaux du tirage au sort ne les lèvent pas complètement, la déclaration doit être annulée (2)

(Lefebvre.—C. Minist. publ.)

Le pourvoi formé par Lefebvre contre un jugement du tribunal criminel de la Seine-Inférieure, était fondé sur la composition illégale du jury de jugement. Il résultait des pièces produites qu'une première liste avait été formée; qu'il y avait eu un très grand nombre de remplacements, tant sur les récusations de Lefebvre, qu'à raison de l'absence, du défaut d'âge ou de qualité de plusieurs jurés; et de ce grand nombre de remplacements il était résulté de la confusion. On avait présenté à l'accusé, et il avait accepté, quatre remplaçants, dont deux n'auraient pas dû lui être présentés, parce qu'ils remplaçaient les jurés déjà récusés par lui et remplacés à son égard. Les procès-verbaux n'expliquaient point si ces deux jurés avaient concouru à la formation du jury. Enfin,

(1) F. nos observations, et le jugement contraire à la date du 26 mess. an 9.

(2) Cette décision, si l'espèce pouvait se représenter aujourd'hui, ce qui nous semble difficile d'après

les précautions qui entourent l'opération du tirage des jurés, devrait encore être invoquée comme une règle tutéaire qui protège les intérêts de la défense, lorsqu'il n'est pas prouvé que les prescriptions légales ont été fidèlement observées.

les renseignements demandés par le tribunal de cassation n'avaient point éclairci ces points obscurs.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 303, 314 et 315 du Code des délits et des peines;—Attendu que des procès-verbaux de tirage au sort, de récusations et de remplacements des jurés de jugement, et de ce qui a été envoyé au greffe en exécution du jugement interlocutoire du tribunal, il ne résulte pas assez évidemment que le jury ait été composé des jurés que le sort avait désignés pour connaître de l'affaire de Lefebvre;—Casse, etc.

Du 28 fruct. an 9.—Sect. crim. — Rapp., le cit. Selguette.—Concl., le cit. Arnaud.—Pl., le cit. Duclos.

(1) L'art. 7 de la loi du 30 prair. portait : « Les prévenus d'avoir pris une part active à des révoltes depuis la pacification, arrêtés hors des rassemblements et sans armes, seront traduits devant les tri-

TRIB. SPÉCIAUX.—ACTE D'ACCUSATION. L'art. 7 de la loi du 30 prair. an 9, qui, par exception au droit commun, autorisait l'accusateur public à dresser lui-même l'acte d'accusation dans certaines affaires, s'est trouvé abrogé par la loi du 18 plu. an 9, laquelle, en créant des tribunaux spéciaux, a nécessairement supprimé les autres tribunaux d'exception (1).

(Modé des Gourbes.—C. Minist. pub.)

Du 28 fruct. an 9.—Sect. crim. — Rapp., le cit. Carnot.—Concl., le cit. Lecoutour.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX.—COMPÉTENCE.

Du 29 fruct. an 9 (aff. Bochet).—Même décision que par les jugements des 6, 7, 29 mess. an 7; 7, 8, 9, 17, 27, 29 therm., 9, 18 fruct. an 9.

tribunaux criminels de département; l'accusateur public dressera seul l'acte d'accusation, et ils seront jugés par le tribunal.

(2 VEND. AN 10.)

AN X.

(2 VEND. AN 10.)

CONTRAINTÉ PAR CORPS. — LETTRE DE CHANGE.

La contrainte par corps ne peut être prononcée ensuite d'actes ayant la forme extérieure de lettres de change, mais qui ne le sont pas réellement, à défaut de remise de place en place. (L. 15 germ. an 6, tit. 1, art. 2; Ord. 1673, tit. 7, art. 1^{er}.) (1)

(Freson — C. Roques et Guinot.)

Le citoyen Roques avait souscrit, au profit du citoyen Freson, quatorze lettres de change, pour une somme de 12,000 liv., tirées sur le citoyen Guinot, receveur des domaines à Auxerre, qui les avait acceptées. Ces lettres de change étaient datées de Paris; mais, dans le fait, elles avaient été souscrites à Auxerre. — A l'échéance, Freson les fait protester et poursuit judiciairement le tireur et l'accepteur comme obligés solidaires. Les parties comparaissent devant le tribunal de commerce d'Auxerre, et consentent à être jugées en dernier ressort.

L'accepteur se défendait de la contrainte par corps; sur le fondement que, dans le fait, il n'y avait pas eu d'opération de change; attendu que les lettres de change; quoique datées de Paris, étaient souscrites d'Auxerre, et qu'il n'y avait pas eu remise de place en place. — Il disait que les parties n'étant pas gens de négoce, et l'opération n'étant pas de change, il n'y avait pas d'acte essentiellement commercial; conséquemment que les prétendues lettres de change ne pouvaient être considérées que comme mandats; — Que laisser aux citoyens la faculté de feindre une opération de change, ce serait leur laisser la faculté de consentir à la contrainte par corps contre le vœu de la loi, ce serait contrevenir à l'art. 2 du titre 1^{er} de la loi du 15 germ. an 6, ainsi conçu : « Toute stipulation de contrainte par corps énoncée dans des actes, contrats et transactions

quelconques, toute condamnation volontaire qui prononcerait cette peine, hors le cas où la loi l'a permis, sont essentiellement nulles. » Il demandait donc à n'être tenu que comme il le serait au cas de simples mandats.

Le porteur, au contraire, soutenait qu'il suffisait que l'acte eût toutes les formes extérieures d'une lettre de change, pour qu'il dût en avoir l'effet; — Que la loi a prononcé la contrainte par corps contre toutes personnes qui signeront des lettres de change, ou qui y mettront leur aval (n^o 4 de l'art. 1^{er} du titre 2); — Qu'elle n'en excepte les non-commerçans, que dans le cas où ce sont des femmes, des filles ou des mineurs (art. 2 du même titre 2); — Que si les lettres de change pouvaient perdre leur caractère de change, à raison de cette circonstance qu'il n'y aurait pas eu remise de place en place, il s'ensuivrait que toute lettre de change pourrait être contestée; que nul ne devrait les recevoir dans la circulation (n'étant pas assuré du fait du change réel); que ce serait une entrave funeste au commerce; — Que dans le commerce, où la bonne foi est la règle première, il devait suffire que toutes les parties eussent réellement voulu souscrire des lettres de change.

Le tribunal de commerce d'Auxerre, attendu que, dans le fait, il n'y a pas eu remise de place en place, ordonne que les lettres de change ne seront regardées que comme de simples mandats.

POURVOI en cassation de la part de Freson, pour contrevention à l'art. 1^{er}, tit. 7, de l'ordonn. de 1673, qui soumet à la contrainte par corps ceux qui ont signé des lettres de change, mais leur avertit qu'il n'y a pas eu remise de place en place, condition qui, disoit-on, existait dans l'espèce, la lettre de change elle-même en faisant foi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu que, pour que les

(1) Telle était en effet la doctrine enseignée par Jousse sur l'art. 4, tit. 34 de l'ord. de 1667. Cependant, un arrêt récent de la Cour de cassation, du 5 janv. 1836, semble avoir posé un principe contraire en décidant que, sous l'empire de l'ord. de 1673,

les lettres de change contenant supposition de lieu n'étaient pas, comme aujourd'hui sous le Code de comm., art. 112, réputées simples promesses.—*P. aussi Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o Lettre de change, n^{os} 21 et 22.

effets dont il est question fussent considérés comme des lettres de change, et pour que les tireurs fussent soumis à la contrainte par corps, il faudrait qu'il y eût remise de place en place, ce qui n'existe pas dans l'espèce; — Rejette, etc.

Du 3 vendém. an 10. — Sect. des req. — *Rapp.*, le cit. Chabes.

1° TESTAMENT AUTHENTIQUE. — SIGNATURE. — INTERPELLATION.

* DEMANDE NOUVELLE. — TESTAMENT. — NULLITÉ.

1° Sous l'empire de la loi du 8 sept. 1791, les testaments notariés, non signés du testateur, devaient, à peine de nullité, mentionner non-seulement la déclaration du testateur de ne savoir ou de ne pouvoir signer, mais encore l'interpellation que le notaire était tenu de lui adresser à cet égard (1).

2° La nullité prise du défaut d'interpellation au testateur sur le point de savoir s'il sait ou peut signer, pouvait être proposée pour la première fois en cause d'appel. (L. 1 niv. an 5.) (2)

(Coulon — C. Lefebvre.)

Le 3 therm. an 8, Marie-Anne Coulon fait un testament, devant notaire, en faveur du citoyen Lefebvre. Elle ne signe pas ce testament, dans lequel il est dit qu'elle a déclaré ne savoir signer; mais il n'est pas énoncé que le notaire lui en ait fait l'interpellation. — Après son décès, ses héritiers naturels font apposer les scellés. — Les scellés s'étant trouvés rompus, il survint des difficultés qui forcèrent Lefebvre à signer une transaction au profit des héritiers naturels. Mais, peu de temps après, Lefebvre demanda la nullité de cette transaction, comme arrachée à sa bonne foi par dol et violence.

Jugement du tribunal de Fontenay qui prononce en faveur de Lefebvre.

Appel. — Les appelants prétendent alors, pour la première fois, que le testament est nul, en ce que le notaire n'a pas mentionné la réquisition de signer faite à la testatrice. — Mais, le 3 frim. an 8, jugement du tribunal des Deux-Sèvres, qui statue en ces termes : — « Attendu que la nullité du testament aurait dû être arguée, *in limine litis*, aux termes de la loi du 4 germ. an 3; — Attendu que la mention faite par le notaire de la déclaration de la testatrice, qu'elle ne savait pas signer, suffit au vu de la loi; — Attendu que la transaction entre les parties, faite avant toute contestation, n'est qu'un acte privé, et que cet acte privé a été l'effet de la violence; — Confirme le jugement de première instance et ordonne l'exécution du testament. »

POURVOI en cassation de la part des héritiers Coulon, pour contravention à la disposition unique de la loi du 8 septembre 1791, ainsi conçue : « L'assemblée nationale, etc., décrète, en

« outre, qu'à l'avenir, dans les testaments et autres actes de dernière volonté que les notaires recevront, lorsque les testateurs ou les témoins ne sauront ou ne pourront signer, lesdits notaires seront tenus de faire mention formelle de la réquisition par eux faite aux testateurs ou témoins, de signer, et de leur déclaration ou réponse de ne pouvoir ou savoir signer, le tout à peine de nullité des testaments ou autres actes de dernière volonté, dans lesquels ladite mention aura été omise. » L'ordonnance de 1735, disaient les demandeurs, semblait n'exiger que la mention faite par le notaire de la déclaration du testateur; mais, de fait, elle n'avait abrogé que ce qu'il y avait de contraire ou d'inconciliable dans les anciennes ordonnances. Elle laissait donc en vigueur l'art. 85 de l'ordonnance d'Orléans de 1560, et l'art. 185 de l'édit de Blois de 1579, qui n'ont rien de contraire à ses propres dispositions. Or, ces deux articles portent textuellement que, dans le cas où les parties ou témoins ne savent signer, les notaires ou tabellions doivent faire mention de la réquisition par eux faite auxdites parties ou témoins de signer, et de leur réponse qu'ils ne savent signer. — Cependant l'opinion prévalut que l'ordonnance de 1735 avait dérogé à l'ordonnance d'Orléans et à l'édit de Blois, en ce sens qu'elle n'exigeait que la déclaration du testateur mentionnée par le notaire. C'est pour réformer cette opinion, et nous ramener à la rigueur des lois antiques, que la loi du 8 sept. 1791 a formellement ordonné la double mention de la réquisition du notaire et de la déclaration du testateur. — Le jugement attaqué a donc violé la loi en décidant que la première de ces mentions n'était pas nécessaire.

Le demandeur ajoutait que le tribunal des Deux-Sèvres avait fausement appliqué la loi du 4 germ. an 3. Il disait que cette loi ne s'appliquait qu'aux simples nullités de procédure; que les nullités qui violent le titre fondamental d'une action, ne sont jamais couvertes, et peuvent être soulevées au tribunal de cassation, quoiqu'elles n'aient été relevées ni en première instance ni en appel. (Loi du 7 niv. an 5.)

Le défendeur répondait : 1° Que l'intention de la loi du 8 sept. 1791 était évidemment différente de ce que supposait le demandeur; — Qu'elle eut pour objet primaire (au passé) « de valider les testaments et autres actes de dernière volonté, reçus jusqu'alors par les notaires des diverses provinces de Vivarais, Lyonnais, Forez et Beaujolais, dans lesquelles les notaires se seraient bornés à énoncer l'impossibilité ou l'ignorance du testateur ou des témoins de signer sans faire mention formelle que lesdits testateurs ou témoins ont déclaré ne le savoir ou pouvoir faire, ou ne savoir ou pouvoir écrire; » — Qu'elle eut pour objet secondaire (pour l'avenir) d'empêcher ou de prévenir un pareil abus, évidemment con-

(1) Cette décision est justifiée par le texte même de la disposition appliquée de la loi du 8 sept. 1791. — Aujourd'hui, et aux termes de l'art. 973, Code civ., il faut bien que le testament mentionne la déclaration du testateur qu'il ne sait ou ne peut signer, ainsi que de la cause qui l'empêche de signer; mais il n'est pas besoin de constater l'interpellation que le notaire a dû lui faire à ce sujet. — La question donna lieu à une grande controverse sous l'empire de l'ord. de 1735. On peut voir dans Merlin, *Quest. de droit*, v° *Signature*, § 2, l'indication des nombreux auteurs et arrêts qui l'avaient examinée et résolue en sens divers.

(2) Quand un testament a été attaqué devant les premiers juges, nul doute que l'on ne puisse, en appel, proposer de nouveaux moyens de nullité; car ce n'est pas à former une demande nouvelle, c'est seulement appuyer celle déjà intentée. Mais la contestation portée en première instance était étrangère à la validité du testament, serait-on recevable à demander la nullité de cet acte en cause d'appel? C'est un point qui peut faire difficulté dans certains cas, et qui devrait être résolu par la distinction entre les demandes nouvelles ayant le caractère de défense à l'action principale, et celles n'ayant pas ce caractère : celles-ci, l'art. 464, Code proc., les prohibe formellement.

traire aux dispositions expresses de l'ordonn. de 1735; — Que dans le *considérant* ni dans le *dispositif* de la loi du 8 sept. 1791, rien n'annonce l'intention de modifier aucunement cette ordonn. — 2° Sur la disposition *textuelle* de la loi du 8 septembre 1791, le défendeur observait : — Que c'était un vice de rédaction, que l'obscurité en résultant devait être éclaircie par les expressions claires du *considérant*; — Qu'au surplus la loi du 8 sept. 1791, si elle modifiait l'ordonn. de 1735, nous plaçait sous l'empire de dispositions littéralement semblables à celles de l'ordonnance d'Orléans et de l'édit de Blois; — Que leurs dispositions avaient toujours été entendues dans ce sens : qu'il ne suffisait pas au notaire de dire que le testateur n'avait pu ou sa signer; qu'il devait mentionner expressément la *déclaration* du testateur; mais que cette déclaration du testateur présupposant la *réquisition* du notaire, il n'était pas nécessaire que cette réquisition fût mentionnée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la disposition de la loi du 7 niv. an 5; ainsi conçue : « Les dispositions de l'art. 4 de la loi du 4 germ. an 3, ne s'appliquent pas aux actes qui, étant indépendants de la procédure, forment le titre fondamental de l'action : en conséquence, les nullités qui frappent les actes formant le titre fondamental de l'action, donneront ouverture à la cassation, de la même manière que les autres nullités contre lesquelles il n'y a pas de fin de non-recevoir établie par les lois; » — D'où il suit que le jugement attaqué, en décidant que la nullité alléguée contre le testament de Marie-Anne Coulon n'était pas proposable en cause d'appel, faute d'avoir été proposée en première instance, a non-seulement fait une fautive application de l'art. 4 de la loi du 4 germ. an 3, mais, de plus, a ouvertement violé la disposition de celle-ci-dessus citée, puisqu'il était question d'une nullité inhérente au testament dont le défendeur poursuivait l'exécution; — Vu pareillement les dispositions de la loi du 8 sept. 1791; — Et attendu qu'il résulte de la disposition textuelle de cette loi qu'il ne suffit pas, pour la validité d'un testament, qu'il y soit énoncé que le testateur a déclaré ne savoir signer, mais qu'il faut même que le notaire ait fait une réquisition formelle au testateur de signer, et qu'il soit fait une mention de sa réponse, laquelle ne se trouve point énoncée dans le testament qui fait l'objet du procès; d'où il suit qu'en ordonnant son exécution, sans avoir égard à cette nullité proposée par les demandeurs, le jugement attaqué a violé ouvertement la disposition de la loi ci-dessus citée; — Casse, etc.

Du 9 vendém. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Librel. — Rapp., le cit. Pajon. — Concl., le cit. Lefessier, subst. — Pl., les cit. Dupont et Riffes.

DIVORCE. — COMPÉTENCE. — OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL.

C'est aux tribunaux civils qu'appartient la connaissance des contestations sur la validité d'un divorce pour incompatibilité d'humeur, et non pas aux officiers municipaux, chargés seulement de prononcer ce divorce et de dresser les actes préliminaires. (L. 20 sept. 1793.) (1)

L'officier de l'état-civil, comme tous autres

officiers municipaux, pouvait, sous l'empire de la loi du 20 sept. 1793, concourir aux opérations préliminaires du divorce pour incompatibilité d'humeur, aussi bien qu'à celles du divorce fondé sur toute autre cause. Ainsi, la convocation de parents, ordonnée par l'art. 9 de cette loi, pouvait avoir lieu devant lui. (L. 20 sept. 1793, § 2, art. 9; du même jour, sect. 5, art. 5.)

(Huré—C. Huré.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que les deux lois du 20 sept. 1793, en chargeant les officiers municipaux de prononcer les divorces et de dresser les actes préliminaires, leur ont interdit la connaissance de toutes les contestations qui pouvaient s'élever entre les parties, tant à raison de ces actes qu'au sujet des preuves et jugemens exigés dans les cas de divorce pour cause déterminée, et ont réservé cette connaissance aux tribunaux, ce qui résulte des art. 16, 18, 19 et 20, § 2 de la loi du 20 sept. 1793, sur le mode et les effets du divorce, et de l'art. 5, sect. 5^e, loi du même jour, sur l'état civil; — Considérant que la validité du divorce dépendait de l'exacte observation des lois ci-dessus citées, il faut nécessairement que les tribunaux de justice, qui seuls sont autorisés à connaître de toutes les contestations relatives tant auxdits actes préliminaires qu'aux preuves et jugemens produits par les parties, puissent seuls statuer sur la validité du divorce; — Considérant que, dans l'espèce, la compétence du tribunal civil était d'autant plus certaine que le divorce avait été prononcé au préjudice de l'opposition déclarée par l'un des conjoints, et avant que l'opposant eût pu faire statuer par les tribunaux civils sur la validité de sa réclamation; — Considérant que les tribunaux civils ne pouvant, sans contrevenir aux lois ci-dessus citées, annuler les actes préliminaires que dans les seuls cas où les formalités et les délais prescrits par ces lois n'ont pas été observés; — Vu l'art. 9, § 2 de la loi du 20 septembre 1793, sur le mode et les effets du divorce, conçu en ces termes : « La convocation sera faite devant l'un des officiers municipaux du domicile du mari, en la maison commune du lieu, aux jour et heure indiqués par cet officier; » — Vu l'art. 5, sect. 5^e, loi du même jour, sur l'état civil, qui porte : « Si le divorce est demandé par l'un des conjoints seulement, il sera tenu de faire signifier un acte aux fins de le voir prononcer; cet acte contiendra réquisition de se trouver en la maison commune dans l'étendue de laquelle le mari a son domicile, et devant l'officier public chargé des actes de naissance, mariage et décès, dans le délai qui aura été fixé par cet officier; » — Attendu que la convocation prescrite par ces articles avait été faite devant un des officiers municipaux du domicile du mari, aux jour et heure indiqués par ce même officier municipal; — Attendu que le jugement attaqué a annulé ce premier acte de convocation, par la seule raison que l'officier municipal qui l'a reçu réunissait à cette qualité celle d'officier public chargé des actes de naissance, mariage et décès; — Attendu que l'art. 9, § 2 de la loi sur le mode et les effets du divorce, ci-dessus cité, en ordonnant que la convocation sera faite devant l'un des officiers municipaux, n'a pas exclu celui d'entre eux qui était chargé des actes de mariage, naissance et décès; — Attendu que l'art. 5, sect. 5^e de la loi sur l'état civil, également rapporté ci-dessus, a expressément commis, pour ce premier acte préliminaire, l'officier public chargé des actes de mariage, naissance et décès; d'où il suit qu'il y a fautive

(1) P. conf., Cass. 14 vend. et 3 mess. an 10. — Merlin, *Quest. de droit*, v° *Divorce*, § 1^{er}.

application de la première de ces deux lois, et contravention à la seconde; — Casse, etc. »

Du 2 vend an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Audier-Massillon. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

DERNIER RESSORT. — COMPÉTENCE.

Sous la loi du 21 août 1790, lorsqu'il s'agissait d'une affaire non excédant 1000 fr., les tribunaux d'arrondissement devaient juger en dernier ressort leur compétence, comme le fond. (R. 16-24 août 1790, tit. 12, art. 10.) (1)

(Lanteyre Layelle.—C. les héritiers Chatoignier.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que l'objet en contestation n'excédait pas la compétence en dernier ressort du tribunal de première instance, et que l'intérêt de la compétence ne pouvait pas être plus apprécié que celui du fond; que la compétence n'est pas jugée en général, auquel cas seul elle serait inappréciable, mais relativement à un objet déterminé; que, d'ailleurs, la loi d'août 1790 ne fait point une exception relativement au jugement d'incompétence, dans l'attribution qu'elle donne indéfiniment aux tribunaux de district, et qu'elle veut qu'ils jugent sans appel toute cause personnelle non excédant 1,000 fr.; — Rejette, etc. »

Du 3 vend. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Malleville. — Rapp., le cit. Babilhé. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

COMMUNE. — RESPONSABILITÉ. — ATTROUPEMENT. — HOMICIDE.

Les père et mère d'un individu homicide lors d'un attroupement formé sur le territoire d'une commune, n'ont pas le droit de réclamer contre la commune les dommages-intérêts mis, en ce cas, à sa charge par l'art. 6 de la loi du 10 vend. an 4; cet article doit être restreint à la veuve et aux enfants.

(Lacaux.—C. la commune de La Haie.)

Le cit. Lacaux, fonctionnaire public, avait été assassiné par une troupe de brigands sur le territoire de la commune de La Haie, et ses père et mère avaient formé une demande en dommages-intérêts contre la commune, aux termes de la loi du 10 vend. an 4.

La commune a défendu à cette demande en soutenant que la loi du 10 vend. an 4 n'accordait en un cas pareil l'action en dommages-intérêts qu'à la veuve et aux enfants de la victime; elle a invoqué sur ce point l'art. 6 du tit. 4 de cette loi, ainsi conçu : « Lorsque par suite de rassemblements ou attroupements, un individu domicilié ou non sur une commune, y aura été pillé, maltraité ou homicide, tous les habitants seront tenus de lui payer, ou en cas de mort, à sa veuve et à ses enfants, des dommages-intérêts. »

Jugement de première instance, qui, sans s'arrêter à l'exception proposée, condamne la commune à 1000 fr. de dommages-intérêts envers les père et mère du cit. Lacaux.

Appel.—12 pluv. an 8, jugement du tribunal civil de La Marche, qui accueille au contraire l'exception de la commune et la renvoie des poursuites.

(1) P. conf., Cass. 9 vend. an 13; 13 mars 1806. — On sait qu'aujourd'hui, tout jugement de compétence est susceptible d'appel, quelle que soit la valeur du litige, Cod. proc., art. 425 et 454.

(2) V. dans le même sens, Turin, 10 janv. 1810, sur cette affaire, Merlin, Rép., v° Succession,

POURVOI en cassation par les époux Lacaux, pour fausse application de l'art. 6, tit. 4 de la loi du 10 vend. an 4.

Cet article, disent les demandeurs, devait être combiné avec l'art. 1^{er} de la même loi, ainsi conçu : « Tous citoyens habitant la même commune, sont garans civilement des attentats commis sur le territoire de la commune, soit envers les personnes, soit contre les propriétés. » L'intention du législateur est donc qu'il y ait garantie civile, toutes les fois qu'il y a dommage. — Pour mettre en harmonie les deux dispositions, on doit les entendre en ce sens que, si un assassinat a été commis, la femme ou les enfants de la victime, essentiellement lésés par un tel attentat, ont toujours droit à des dommages-intérêts; tandis que, relativement aux autres parens, il y a lieu d'examiner s'ils ont en effet souffert quelque préjudice. Mais qui a pu souffrir de l'assassinat commis sur le cit. Lacaux, plus que son père et sa mère ? Il soignait leur vieillesse : il les protégeait contre l'indigence. Il est donc juste qu'on leur accorde une indemnité.

Le commissaire a trouvé ces raisons plausibles, et a été d'avis de l'admission.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que l'art. 6 de la loi du 10 vend. an 4, ne donne qu'à la veuve ou aux enfants le droit de réclamer des dommages-intérêts; — Attendu qu'en aucun cas il n'est permis de donner aucune extension à une disposition pénale; — Rejette, etc.

Du 3 vend. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Brillat-Savarin. — Concl. contr., le cit. Arnaud, subst.

ÉTRANGER. — SUCCESSION. — GÉRANT

(ÉTAT DE).

L'étranger habité à succéder en France, succède même pendant l'état de guerre. (Consl. de l'an 3, art. 335.) (2)

(Fassi.—C. Béraud.)

Le 13 frim. an 4, décédé, en France, de François Fassi. — Antoine Fassi, plus proche parent républicain, se met en possession de la succession. Marc-Antoine-Cazarin Béraud était parent au même degré; mais il était Piémontais, et la France était en guerre avec le roi de Sardaigne (pendant un armistice venait d'être convenu).

Le 26 flor. an 4, la paix fut conclue entre la Sardaigne et la France. Aussitôt Béraud vint réclamer la moitié de la succession, en vertu de l'art. 335 de la constitution de l'an 3, et en vertu de l'art. 9 du traité de paix entre les deux nations.

Sa demande fut accueillie par le tribunal civil de l'Aiére, le 24 niv. an 7; et sur l'appel, par le tribunal civil du Mont-Blanc, le 8 flor. suivant.

POURVOI en cassation par Fassi, pour fausse application de la loi et du traité appliqués, surtout pour contravention aux règles fondamentales du droit français, consacrées par l'article 59 de la loi du 17 niv. an 3. — Cette disposition est ainsi conçue : « Toutes les fois que les dispositions de la présente loi se trouveraient tourner au profit d'étrangers sujets de puissances avec lesquelles la république est en guerre, elles cesseront d'obtenir leur effet, et les dispositions contraires, faites en faveur des républicains, alliés ou neutres, demeurent en ce cas maintenues. »

sect. 1, § 2, art. 4, n. 3. — D'autres arrêts ont jugé que l'état de guerre ne détruisait pas les traités qui établissaient entre les nations contractantes le droit réciproque de succession pour leurs sujets; mais qu'il en suspendait seulement l'exécution. V. Cass. 6 avr. 1819 et 9 juin 1825.

Le demandeur disait donc, qu'en règle générale, le sujet d'une puissance ennemie ne pouvait succéder en France; — Que lui laisser la faculté de venir en France recueillir et emporter de grandes richesses, ce serait une dupes, partant favorable à la puissance ennemie; — Que la loi générale du 8 avril 1791, qui a admis les étrangers au droit de succéder, doit être entendue comme jadis les lettres particulières qui conféraient aux citoyens d'une nation voisine le droit de succéder en France; — Que ce privilège, jadis accordé aux Hollandais, aux Flamands, au Savoyens, cessait d'être en vigueur, dès que la France entra en guerre avec ces nations. Il a cité deux arrêts, l'un du 16 janvier 1688, rapporté au tome 3 du Journal des audiences; l'autre de 1712, rapporté par Lefèvre dans son Traité du domaine. — Il a rappelé la loi du 19 vend. an 3, qui confisque les propriétés des Anglais: il a trouvé dans cette loi la preuve que la guerre fait cesser à leur égard, et par conséquent à l'égard de tous ennemis, les dispositions de la loi générale d'avril 1791, en faveur des étrangers.

Le demandeur soutenait en outre, que les successions étant conférées par la loi, ne pourraient être réclamées que par les sujets de la loi. — De là les maximes du droit romain: *pergravi non possunt capere hereditatem* (loi 1, Cod. de hereditatibus); et cette autre, *civis romanus, civis romano* (loi 1, ff., ad legem falcidiam). De là dans notre droit français, la maxime *autobains ne peuvent succéder ni tester*. (Loisel, instit. cout. liv. 1, titre 1^{er}.) — Puisque de droit commun les successions appartiennent aux républicains, il n'est permis de les en priver qu'en vertu de dispositions bien positives. — Or, rien ne dit que la faveur accordée par la loi simplement à des étrangers, soit aussi accordée à des ennemis. — L'art. 59 de la loi du 17 niv. consacre le principe contraire. — Donc, elle a été violée par le jugement dénoncé. Quant à l'article 335 de la constitution de l'an 3, il est ainsi conçu: « Les étrangers établis ou nés en France, succèdent à leurs parents étrangers ou français; ils peuvent contracter, acquérir et recevoir des biens situés en France, et en disposer de même que les citoyens français, par tous les moyens autorisés par la loi; » — Le demandeur faisait résulter la fausse application de cet article, de ce qu'en parlant des étrangers, la loi n'avait pas voulu parler des ennemis.

Relativement à l'art. 9 du traité de paix entre la France et la Sardaigne, ainsi conçu: « La république française et le roi de Sardaigne s'engagent à donner main-levée du séquestre de tous effets, revenus ou biens saisis, confisqués, détenus ou vendus sur les citoyens ou sujets de l'autre puissance, relativement à la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions ou droits qui pourraient leur appartenir; » — Le demandeur soutenait que cette disposition se rapportait seulement aux propriétés actuellement possédées, ou aux droits acquis; qu'elle ne s'étendait point aux successions échues, puisque les sujets ennemis avaient été incapables de succéder en France pendant la guerre.

Le citoyen Béraud, défendeur, répondait que les moyens pris de la fausse application de la constitution de l'an 3 et du traité du 26 floréal an 4, supposaient ce qui était en question; il a donc examiné le point de savoir si ce que la loi dit des étrangers sans distinction, doit ou ne doit pas être entendu des étrangers en état de guerre. — Il a soutenu que la disposition de l'art. 59 de la loi du 17 niv., n'était relative qu'aux avantages résultant de l'effet rétroactif admis par

cette loi. Il en a fait résulter la preuve de la place même qu'occupe l'article dans la loi et de la contexture entière de cet article par lequel les dispositions déjà faites demeurent maintenues. — Il a cité la réponse à la 26^e des questions résolues par la loi du 9 fructidor qui, en expliquant l'art. 59 de la loi du 17 niv., ne lui donne d'application qu'aux successions ouvertes par le passé. Ainsi la disposition de l'art. 59 de la loi du 17 niv. n'a pas été enfreinte. — Que, si elle l'avait été, cette infraction pourrait encore se justifier, en observant que la loi du 17 niv. est de date antérieure à la constitution de l'an 3; qu'elle n'est plus obligatoire sur tous les points contraires aux dispositions constitutionnelles. Or, l'art. 335 de la constitution de l'an 3, ne fait aucune distinction entre les étrangers d'une nation amie ou d'une nation ennemie.

On a dit que la loi du droit de succéder est un droit conféré par la loi, qu'il ne pouvait être réclamé que par les sujets de la loi, par ceux qui ont la participation du droit civil. — Que signifie ces maximes? — Veut-on dire que les étrangers ne peuvent invoquer le bénéfice de la loi, dans ses dispositions générales, parce qu'elles s'étendent seulement aux sujets de la loi? — En ce cas, la règle est vraie, mais sans application; nous réclamons le bénéfice d'une disposition particulière aux étrangers. — Veut-on dire qu'aucune convention ne sollicite, pour les étrangers, le droit de succéder? — Mais il ne s'agit plus de convenance, dès que la loi a parlé. Mais il est dans les convenances de la nature qu'un étranger succède au républicain son parent, dont il a cultivé le champ, soigné la vigne, et recueilli le dernier soupir. Mais la politique doit permettre aux étrangers de venir succéder en France, si elle veut que les capitales et l'industrie de l'étranger viennent défricher ses landes et activer ses manufactures. Quel étranger se résoudrait à quitter sa famille, à porter sa fortune, ses talents hors de sa patrie, si désormais les biens et les avantages acquis par lui ne pouvaient plus profiter à ses proches? — Veut-on dire enfin que cette convenance cesse par l'état de guerre? — « Mais la guerre est le rapport des choses, non des personnes; elle est une relation d'Etat à Etat, non d'individu à individu. Entre deux nations belligères, les particuliers ne sont point ennemis comme hommes, ni même comme citoyens; ils ne le sont que comme soldats, et seulement sur le champ de bataille. (Discours de Portalis, organe du gouvernement, à l'installation du conseil des prises.) » — Gardons-nous de rappeler les maximes barbares qui isolaient les hommes et les disjoignaient à se haïr; gardons-nous d'étendre le rayon de la philosophie, qui a consacré le grand principe de la fraternité universelle; gardons-nous de méconnaître la sublime politique du gouvernement français, qui fonde la prospérité de la république et l'abaissement de ses ennemis sur l'exercice et la propagation des principes libéraux. — Si le gouvernement français, pendant la guerre, a séquestré les propriétés de nos ennemis, il ne les a point confisqués: il a levé le séquestre, quand il l'a pu sans danger. — Il en résulte que les étrangers, pendant la guerre, peuvent avoir leurs droits suspendus; mais que ces droits ne sont pas éteints, qu'ils revivent à la paix. — On a cité d'antiques arrêts. — Mais les règles de la politique moderne ne doivent pas être cherchées dans les monuments antiques. — Ainsi, le texte de nos lois et la conduite de notre gouvernement, d'accord avec les vrais principes, tout nous dit que les étrangers, même en état de guerre, conser-

vent le droit de succéder (sauf les précautions gouvernementales.)

Le commissaire a vu, dans l'art. 59 de la loi du 17 niv., le principe formel qu'un ennemi est incapable de succéder. — Il a puisé dans Vattel, sur le droit des gens, cette notion que l'état de guerre entre les peuples, est l'état de guerre entre tous les individus des nations belligérantes, même les femmes, même les enfants. — Sans cela, disait-il, on ne saurait légitimer, ni la course, ni la capture des propriétés ennemies. — Et parce que tout sujet d'une nation en état de guerre lui paraissait un ennemi, il trouvait conséquent de leur ôter la faculté de succéder en France pendant la guerre. Cependant il a remarqué que, dans l'espèce, la succession avait été ouverte après un armistice. — De cette circonstance et du traité de paix qui s'en était suivi, il concluait qu'à cette époque, un Piémontais n'était pas un ennemi; par suite, il a conclu au rejet de la demande en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que la loi du 4 avril 1791 et l'art. 235 de l'acte constitutionnel, an 3, ont appelé les étrangers établis ou non en France, à succéder à leurs parents français, et que la succession de François Fassi s'est ouverte sous l'empire de cette dernière loi; que cette loi est postérieure à celle du 17 niv. an 2, et que celle-ci n'avait pas précisément dérogé à celle de 1791; — Qu'on ne peut pas même dire d'une manière exacte que la succession de François Fassi se soit ouverte pendant la guerre entre la république et le roi de Sardaigne, puisque ces deux puissances étaient alors convenues d'un armistice, qui fut bientôt après suivi de la paix, et que depuis, les Piémontais n'ont plus été en guerre avec la France, et sont, au contraire, depuis longtemps régis par les lois françaises; qu'enfin, par l'art. 9 du traité de paix qui fut alors conclu entre la république et le roi de Sardaigne, ils s'obligent de donner main-levée du séquestre de tous effets, revenus ou biens saisis ou confisqués, détenus ou vendus sur les citoyens ou sujets de l'autre puissance, et à les admettre à l'exercice légal des actions et droits qui pourraient leur appartenir; que la généralité de ces expressions ne permet pas d'en exclure les successions même ouvertes pendant la guerre; — Rejette, etc.

Du 3 vend. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Maleville. — Concl., le cit. Lefessier, subst. — Pl., les cit. Chabroud et Duches.

RENTE FÉODALE.—ABOLITION.

Des rentes pour concession de fonds ne sont pas réputées féodales et supprimées, par cela seul qu'elles sont dites payables en froment de fief, avec réserve du droit de retrait féodal, si l'auteur de la concession n'avait aucune seigneurie de fief sur les objets par lui arrentés. (LL. du 25 août 1792 et 17 juill. 1793.) (1)

(Eschecopart — C. Laxague.)

En 1774, Pierre Laxague céda un moulin à Jean Eschecopart et Arnaud Eschacoun, sous la redevance annuelle et perpétuelle de seize conques de froment de fief, et sous la réserve du retrait féodal. — La rente était bien pour concession de fonds; mais n'était-elle pas entachée de féodalité, et, en ce cas, supprimée par la loi du 17 juillet 1793?

(1) Sur cette question, V. le jugement du 4 vent. an 9 (aff. Callot), et les nombreuses décisions en sens divers qui y sont rappelées, ainsi que nos ob-

servations en ce qui touche les variations de la jurisprudence.

25 ventôse an 9, jugement du tribunal des Basses-Pyrénées qui décide que la rente n'est pas supprimée.

(P)URVOI en cassation de la part de Jean Eschecopart et consorts, débiteurs de la rente, pour violation de la loi du 17 juillet 1793. — Les demandeurs, après avoir établi que, dans la législation d'alors, toute rente, même foncière, est abolie, si elle est entachée de féodalité, disaient que la rente dont ils étaient primitivement redevables, se trouvait dans ce cas. A la vérité, elle était due par des particuliers à d'autres particuliers, non seigneurs ni possesseurs de fiefs; mais les termes même du contrat et la condition du retrait féodal démontrent évidemment, disaient-ils, qu'elle était entachée de féodalité. Donc, le tribunal des Basses-Pyrénées avait contrevenu à la loi du 17 juillet 1793.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, 1° qu'il a été déclaré constant en fait, tant par le jugement attaqué que par celui de première instance, que Pierre Laxague, qui a consenti le bail à rente notarié du 8 mars 1774, n'était pas seigneur de la commune de Laquinge, lieu de la situation du moulin et dépendances par lui données à rentes, et que ses adversaires n'ont ni articulé, ni posé en fait, qu'il y ait aucune seigneurie ou fief dans ladite commune, ni sur les objets par lui arrentés; d'où il suit qu'il n'a pu se constituer qu'une rente foncière, et que, par les mots *froment de fief* établis audit bail à rente, les parties n'ont probablement entendu, l'une recevoir et l'autre payer, que du froment de la même qualité que celui qu'on emploie dans le pays à l'acquiescement des rentes féodales; — 2° Que s'il était vrai que, par les expressions *froment de fief*, Laxague, d'ailleurs, eût entendu se créer une rente féodale, cette qualité de féodalité aurait été nulle et de nul effet, même selon les anciens principes, puisqu'alors il n'appartenait qu'aux seigneurs et possesseurs de fiefs, de se constituer des rentes féodales sur les domaines dépendants de leurs fiefs; qu'ainsi, la rente dont il s'agit n'a pu être considérée que comme pure foncière; — 3° Que cette nature de fonciérité ne peut recevoir aucune atteinte de la réserve portée au contrat de l'exercice de retrait féodal en cas de vente de la totalité des objets transportés par la transaction dont il s'agit, soit parce que cette réserve est indépendante de la rente, soit parce qu'elle sert à prouver encore que Laxague n'était pas seigneur du fief: car, s'il l'eût été, la stipulation de cette réserve était inutile, parce qu'en cas de vente des objets arrentés, le bailleur aurait eu, par la force de la loi alors existante, l'exercice du droit de retrait féodal, et il l'aurait eu, quand même on n'aurait aliéné qu'une partie des héritages; — 4° Qu'en décidant par le mérite de ces faits et des principes qui y sont applicables, que la rente dont il s'agit est pure foncière, et qu'en cette qualité, elle se trouve exceptée de la suppression ordonnée par les lois d'août 1792 et juillet 1793, les juges dont le jugement est attaqué n'ont pas contrevenu, et qu'ils s'y sont, au contraire, conformés, quant à l'exception qu'elles contiennent; — Rejette, etc.

Du 4 vendém. an 10. — Sect. des req. — Rapp., le cit. Chabre.

PARTAGE. — MINER. — LÉSION. Avant le Code civil, les formalités prescrites pour les aliénations de biens de mineurs

servations en ce qui touche les variations de la jurisprudence.

n'étaient pas obligatoires dans un partage entre mineurs et majeurs; il n'étoit pas nécessaire notamment que le procès-verbal d'estimation des biens à partager eût été entériné, ni que le ministère public eût été entendu lors du jugement d'entérinement (1).

Il n'y a pas lésion dans un partage où figure un mineur, par cela seul que le mineur aurait eu un lot composé seulement de mobilier.

(Maillier—C. bérilliers Maillier.)

Un jugement du tribunal civil de la Marne avait, par une des dispositions, annulé un partage du 30 août 1770, entre Nicolas Maillier et ses enfants, tant des biens de la communauté qui subsistait entre lui et Geneviève Thiberville, son épouse, que de la succession de ladite Thiberville entre ses enfants.

Les motifs de ce jugement étaient que ce partage n'avait point été précédé des formalités requises pour la validité de l'aliénation des biens de mineurs, et notamment qu'il n'y avait point eu de sentence d'entérinement du procès-verbal d'estimation des immeubles qui en étaient l'objet, ni de conclusions préalables du ministère public, quelque le défendeur, qui était un des copartageans, fût encore mineur, puisqu'il n'était âgé que de vingt ans et quelques mois.

Les juges avaient en outre pensé que le défendeur n'ayant obtenu dans son lot que la boutique d'épicerie et droguerie de son père, avec un retour en argent, au lieu d'une portion des immeubles héréditaires, il résultait de ce fait seul une lésion à son préjudice, qui le rendait restituable contre ce partage.—Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu, 1^o qu'il n'existe aucune loi qui ait décidé qu'on ne peut provoquer valablement un partage d'immeubles vis-à-vis des mineurs, sans remplir les formalités prescrites pour l'aliénation de leurs biens;—D'où il suit que le jugement attaqué, ayant déclaré nul le partage du 30 août 1770, en ce que le procès-verbal portant estimation des biens qui en étaient l'objet, n'avait été ni entériné par jugement, ni soumis aux conclusions du ministère public, a éré une nullité de laquelle résulte un excès de pouvoir qui l'a conduit à contrevenir aux différents lois qui ordonnent l'exécution des actes passés, même avec les mineurs, lorsqu'ils ne contiennent aucune lésion à leur préjudice;

Attendu, 2^o qu'il n'est point prouvé, dans l'espèce de la cause, qu'il y ait eu lésion dans le partage dont il s'agit, pour cela seul que le défendeur n'aurait obtenu dans son lot qu'un fonds de commerce et de l'argent, au lieu d'une part dans les immeubles héréditaires...—Casse, etc.

Du 4 vend., an 10.—Sect., civ.—Rapp., le cit. Pajon.—Concl., le cit. Lefessier.

ACQUITTEMENT.—DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Sous le Code du 3 brum. an 4, les tribunaux criminels ne pouvaient statuer sur les dommages-intérêts réclamés, soit par la partie plaignante, soit par l'accusé, que dans les seuls cas

(1) Sous le droit actuel, le procès-verbal de partage doit être homologué par le tribunal, sur les conclusions du ministère public (C. proc. 981). V. le réquisitoire de M. Merlin, dans cette affaire, devant la sect. des requêtes, *Quest. de droit, v. Partage*, § 3; V. aussi Carré, *Proc.*, n° 3208.

(2) V. conf., Cass. 13 vent., 7 germ. et 29 therm. an 7.—Sous le Code d'inst. crim. la Cour d'assises

II.—1^{re} PARTIE.

de condamnation ou d'absolution de cet accusé; au cas d'acquiescement, par suite de non conviction, l'action devait être portée devant les tribunaux civils. (C. 3 brum. an 4, art. 424, 426 et 432.) (2)

(Séjour—C. Min. pub.)

Le 3 germ. an 9, Antoine Segur dénonça au commissaire criminel du département de la Gironde, les citoyens George et Giraud, comme auteurs d'un faux commis à son préjudice. Le 30 suiv., le jour même où sa plainte est remise au jury, Segur se désista.—Cependant les poursuites furent continuées, au nom de la partie publique; et les prévenus ne furent acquittés que par le jury du jugement qui déclare le fait non constant. Mais, à peine acquittés, George et Giraud conclurent à des dommages-intérêts contre Segur. Le tribunal criminel de la Gironde, statuant sur leur demande, condamna Segur à 300 livres de dommages-intérêts et aux frais d'impression et d'affiche du jugement.—Pourvoi en cassation de la part d'Antoine Segur pour contravention aux art. 424, 426, 432 du Code du 3 brum. an 4, qui fixent d'une manière limitative les cas où les tribunaux criminels peuvent prononcer des dommages-intérêts.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vues art. 424, 426 et 432 du Code du 3 brum. an 4;—Attendu que toute action en dommages-intérêts est, par sa nature, une action civile dont les tribunaux criminels ne peuvent connaître que dans les cas où la loi leur en attribue le droit; que, d'après les dispositions de l'art. 432 ci-dessus cité, le tribunal criminel ne peut statuer sur des dommages-intérêts réclamés par la partie plaignante ou par l'accusé que dans les deux cas qui y sont déterminés, c'est-à-dire lorsque l'accusé a été déclaré coupable, ou que le fait dont il a été convaincu ne se trouve pas défendu par la loi; que, dans le cas prévu par l'art. 424, c'est-à-dire lorsque l'accusé n'est pas convaincu du fait, la loi n'autorise plus les tribunaux criminels à statuer sur les dommages-intérêts auxquels il peut prétendre, mais lui réserve seulement par la disposition de l'art. 426, une action qui, par cela même que la connaissance n'en est pas formellement attribuée aux tribunaux criminels, ne peut être portée, d'après les principes généraux du droit, que devant les tribunaux civils;—Que dans l'espèce, c'est conformément à la disposition de l'art. 424, que les accusés ont été acquittés, et qu'ainsi le tribunal criminel du département de la Gironde, en prononçant sur la demande par eux formée à fin de dommages-intérêts, a commis un excès de pouvoir et fait une fautive application de l'art. 432 dudit Code;—Par ces motifs, casse et annule, etc.

Du 6 vend., an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Lecoutour.

INJURES.—OUTRAGES.—FONCTIONNAIRE PUBLIC.—SYNDIC DES MARINS.

Les injures et menaces adressées au syndic des marins, au moment où il se livrait à la recherche des marins qui se refusaient au ser-

est compétente pour prononcer des dommages-intérêts au cas d'acquiescement, aussi bien que dans celui d'absolution. Mais cette attribution générale, qui rend indifférente à cet égard la distinction importante établie par la loi, entre l'acquiescement et l'absolution, a donné lieu à de graves difficultés que nous examinerons en rapportant les arrêts qui les ont résolus.

vice de la république doivent être punis comme faits d'un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions. (L. 3 brum. an 4, art. 34, 2^e sect.)

(N....—C. Min. publ.)

Le syndic des marins à Abbeville avait reçu l'ordre de faire rejoindre des marins retardataires; des gendarmes avaient été requis de prêter main-forte. Un attroupement de femmes se présenta, et quelques-unes se portèrent avec violence sur le syndic et prononcèrent des paroles menaçantes. Le tribunal correctionnel, devant lequel elles ont été traduites, a considéré ces injures comme faites à un simple citoyen; et sur l'appel, le tribunal criminel, adoptant cette opinion, avait renvoyé l'affaire à la police municipale. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 33, 2^e sect. de la loi du 3 brum. an 4; — Considérant qu'il résulte de la loi du 3 brum. an 4, sur l'Organisation de la marine, que les syndics des marins sont des agents de l'ordre de cette administration, chargés de différentes fonctions publiques, et, entre autres, de faire marcher les marins de leurs arrondissements au service de la république, de les y contraindre par la force en cas de refus; qu'à cet effet, les autorités municipales sont tenues de leur prêter main-forte à leur première réquisition, ainsi qu'il est prescrit par l'article ci-dessus cité; — Considérant qu'il résulte du procès-verbal que, dans le cas dont il s'agit, Dumets, syndic des marins, était véritablement dans l'exercice de ses fonctions pour l'exécution des ordres de ses supérieurs, lorsque, accompagné de la gendarmerie, il était à la recherche des marins qui se refusaient au service de la république; que c'est dans ces circonstances, et relativement aux fonctions publiques qu'il exerçait, que le rassemblement de femmes a eu lieu, et qu'il a été insulté, menacé et outragé par des paroles et des gestes directement adressés à lui, et que les femmes dénommées dans la procédure en étaient les auteurs; — Par ces motifs, faisant droit sur le pourvoi du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du département de la Somme, — Casse, etc.

Du 6 vend. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Sieyès.—Concl., le cit. Lecoutour.

(1) Il semblerait, au premier coup d'œil, que cette question ne serait pas de nature à se représenter aujourd'hui, car le mot coupable employé dans les questions soumises au jury, comprenant la moralité du fait, sembla exclure toute limitation ultérieure de cette moralité. Cependant si le mot coupable, dans son acception commune, emporte la déclaration du fait matériel et du caractère criminel, ce mot cesse d'avoir un sens aussi étendu lorsque le jury l'exprèsément limité dans sa déclaration. En effet, ce qu'il faut rechercher dans la déclaration du jury, comme dans tout autre acte, c'est l'intention qui a dirigé l'accusé et l'appréciation de cette intention par le jury. Or, il peut arriver que le sens du mot coupable ait été restreint à la seule déclaration du fait matériel. La Cour de cassation a reconnu et consacré ce principe dans un arrêt du 29 août 1829 qui décide que cette déclaration: *Où, l'accusé est coupable, mais il ne jouissait pas de ses facultés intellectuelles*, ne renferme aucune contradiction, parce que le jury a restreint le sens du mot coupable au seul fait matériel. Il existe plusieurs autres décisions semblables (V. Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Culpabilité). Cependant quelques arrêts ont méconnu cette règle si juste d'interprétation, en déclarant contradictoires des déclarations qui portaient que l'accusé était coupable par ignorance (Cass. 14 juill. 1831).

CULPABILITÉ.—JURY.—DÉCLARATION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, l'accusé que le jury déclarait n'avoir pas commis le vol méchamment et à dessein, devait être acquitté. (C. 3 brum. an 4, art. 424 et 425.) (1)

(Coquery, Chauvin et Loquet — C. Min. publ.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu les art. 434 et 435 du Code des délits et des peines; — Attendu que, dans l'espèce, les jurés avaient déclaré, à l'égard d'Albert Coquery, Joachim Chauvin et Henri-Richard Loquet, qu'ils n'avaient pas commis le vol méchamment et à dessein; que, par suite de cette déclaration, le président, en exécution des articles ci-dessus cités, devait, sans consulter les jurés, sans entendre le commissaire du gouvernement, prononcer l'acquiescement des accusés et les faire mettre aussitôt en liberté; que, cependant, le tribunal criminel du département du P-de-Calais, après avoir entendu le commissaire du gouvernement, a appliqué auxdits Albert Coquery et Joachim Chauvin la disposition de l'art. 2 du tit. 5 du Code pén., et les a condamnés à six mois de détention dans une maison de correction; qu'il a pareillement appliqué audit Loquet les dispositions de l'art. 616 du Code des délits et des peines, et l'a condamné à six mois d'emprisonnement, ce qui est une contravention formelle aux art. 424 et 425 du même Code; — Par ces motifs, — Casse et annule, etc.

Du 6 vend. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Lecoutour.

CORRUPTION.—CARACTÈRES.—GARDE FORESTIER.

Le garde forestier qui consent, moyennant argent, à ne pas dresser procès-verbal d'une contravention commise dans un bois communal, ne peut pas être renvoyé de la poursuite intentée contre lui pour délit de corruption, sur le motif qu'il n'avait la surveillance que des forêts nationales et que celle des bois de la commune ne lui avait pas été spécialement confiée (2).

(Lhuillier — C. Min. publ.)

Lhuillier, garde des forêts nationales au canton

Volume 1831), soupçonné par négligence ou imprudence (Cass. 23 juin 1823, 9 septembre 1826). Ces décisions nous paraissent susceptibles de graves objections que nous ferons valoir plus loin. Nous devons toutefois faire remarquer que depuis l'introduction du vote secret, ces déclarations explicatives ne doivent pas présenter que fort rarement.

(2) Dans l'espèce, il n'est pas douteux qu'il n'y eût corruption, car le devoir du garde forestier était de rechercher tous les délits commis sur le territoire pour lequel il était assermenté, et le bois communal était situé dans le canton dont il avait la surveillance. Mais c'est, en général, une question fort délicate, que de savoir ce qu'il faut entendre, dans le sens de l'art. 177 du Code pén., par un acte de la fonction ou de l'emploi: « C'est, disent MM. Chauveau et Hélie, un acte commis dans l'exercice des fonctions, un acte qui fait partie des attributions légales du fonctionnaire, en un mot, un acte de sa compétence, *in officio suo*, suivant l'expression de la loi romaine. En effet, un acte commis en dehors de ses fonctions, un acte étranger à ses attributions et qu'il n'aurait pas eu le droit de commettre en vertu de son titre, peut bien être considéré encore comme un acte du fonctionnaire, mais n'est pas un acte de la fonction, et c'est l'acte de la fonction seul que la loi a voulu protéger contre un trafic illicite. » (Théorie du Code pén., t. 4, p. 160.)

d'Amance, département de la Meurthe, avait surpris des individus enlevant un cerisier qu'ils venaient d'abattre dans la forêt de la commune de Léger, même canton. Il s'engagea avec eux à ne pas en dresser procès-verbal, sous la stipulation d'un écu à lui payer par chacun d'eux. Jugement du tribunal correctionnel de Nancy qui le condamne à trois mois de prison. — Appel et jugement du tribunal criminel de la Meurthe qui l'acquiesce, en se fondant sur ce que le prévenu n'était pas obligé de constater les contraventions commises dans le bois de la commune de Léger, puisque la surveillance de ce bois ne lui avait pas été spécialement confiée. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art 41 du Code des délits et des peines; — Considérant qu'il est constant, par le jugement que le tribunal criminel du département de la Meurthe a rendu le 2 therm. dernier, que Lhuillier avait caractères pour faire des reprises dans les forêts; — Considérant que, dès lors qu'il usait de ce droit, il devait se conformer aux lois, notamment à l'art. 41 du Code des délits et des peines; — Casse, etc.

Du 6 vend. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Bauchan. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

JURY. — DÉCLARATIONS ÉCRITES DES TÉMOINS.

— ACTE D'ACCUSATION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, l'acte d'accusation qui contenait la copie presque littérale des déclarations de divers témoins entendus aux débats et d'un témoin absent, ne pouvait, à peine de nullité, être remis aux jurés, à moins que la partie relative aux dépositions des témoins ne fût voilée. (C. 3 brum. an 4, art. 365.) (1)

(Girard — C. Min. publ.)

Du 7 vend. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Bauchan. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

ACTE D'ACCUSATION. — PROCÈS-VERBAL-ANNEXE.

Sous la loi du 7 pluv. an 9, comme sous le Code du 3 brum. an 4, les procès-verbaux constatant le corps du délit devaient, à peine de nullité, être annexés à l'acte d'accusation. (C. 3 brum. an 4, art. 231 et 232; L. 7 pluv. an 9, art. 21 et 26.) (2)

La mention contenue dans l'acte d'accusation, que les déclarations des témoins et les interrogatoires des accusés seraient lus et remis aux jurés d'accusation, ne peut suppléer à cette annexe.

(Ducros — C. Min. publ.)

Du 7 vend. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Selgnette. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

(1) *V.* dans le même sens, Cass. 15 frim., 29 therm. an 7; 2, 3 vend. an 8; 18 brum. an 9, et les notes.

(2) *V.* conf. Cass., 12 vent. et 4 fruct. an 7; 1^{er} frim. an 8, et les notes; *V.* aussi 9 fruct. an 9.

(3) Cette question pouvait présenter un doute sérieux, puisque l'art. 1^{er} du tit. 2 du Code pén. de 1791 était ainsi conçu : « Quiconque aura été repris des justices pour crime, s'il est convaincu d'avoir, postérieurement à la première condamnation, commis un second crime important l'une des peines des fers, de la réclusion, de la gêne, de la détention, de la dégradation civique ou du carcan, sera condamné à la peine portée par la loi contre ledit crime, et

RÉCIDIVE. — CRIME. — DÉLIT.

La peine de la déportation ne pouvait être appliquée pour récidive, à un individu déjà condamné pour crime, qui venait à commettre un délit possible seulement de peines correctionnelles. (L. 25 sept.-6 oct. 1791, 1^{er} part., tit. 2, art. 1^{er}.) (3)

(Peyffer — C. Min. publ.)

Peyffer, condamné en l'an 5 à quatre ans de détention, pour un fait qualifié crime, se rendit coupable, en l'an 9, d'un fait de même nature, mais rangé par la loi du 25 frim. an 8 dans la classe des délits correctionnels. Le tribunal criminel lui appliqua la peine de six ans de fers, pour récidive, et le condamna à la déportation, après l'expiration de cette peine. Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 1^{er}, tit. 2, 1^{er} part. du Code pén.; — Considérant que, d'après cet article 1^{er}, la peine de déportation n'est applicable qu'à celui qui commet un second crime important par lui-même l'une des peines y mentionnées; — Considérant que le délit dont le condamné a été déclaré convaincu n'était par lui-même susceptible que des peines correctionnelles; qu'il n'a été soumis aux peines criminelles qu'à raison de ce qu'il était en récidive; — Par ces motifs, — Casse, etc.

Du 7 vend. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sieyès. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

JUGEMENT. — PUBLICITÉ. — TRIBUNAL CRIMINEL.

Est nul le jugement rendu par le tribunal criminel dans la chambre du conseil, hors la présence du public et des accusés, et statuant sur une réclamation que ceux-ci avaient présentée par voie de pétition. (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 14.) (4)

(Calvet et autres — C. Min. publ.)

Quatre prévenus, détenus dans la maison de justice de Perpignan avaient présenté une pétition au tribunal criminel des Pyrénées-Orientales pour demander l'exercice du droit d'option qu'ils croyaient leur être dévolu. Le tribunal criminel statua sur cette réclamation, après avoir entendu le commissaire du gouvernement, dans la chambre du conseil et sans publicité. — Pourvoi en cassation de la part des prévenus.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 14, tit. 2 de la loi du 16 août 1790; — Attendu que le jugement dont la cassation est demandée a été rendu dans la chambre du conseil, sans la présence du public, ni celle des parties intéressées; qu'ainsi il a violé une règle fondamentale du nouvel ordre judiciaire, consacrée dans la loi précitée; — Casse, etc.

Du 8 vend. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Barris. — *Concl.*, le cit. Lecoutour.

après l'avoir subie, il sera transféré pour le restant de sa vie au lieu fixé pour la déportation des malfaiteurs. Or, dans l'espèce, le prévenu avait été condamné, à raison du deuxième fait, à six ans de fers; mais comme cette peine ne lui était appliquée qu'à raison de la récidive et non du fait en lui-même, et que ce fait, isolé de cette circonstance, ne constituait plus un crime, aux termes de la loi du 25 frim. an 8, il n'y avait pas lieu de prononcer la déportation. *V.* sur le système du Code pén. de 1791, pour la répression des récidives, *Théorie du Code pén.*, t. 1^{er}, p. 383.

(4) *V.* dans le même sens, Cass. 2 sept. 1808,

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — BLESSURES. — DÉLITS NOUVEAUX.

Les tribunaux spéciaux, saisis d'une accusation qui rentrait dans les termes de leur compétence, ne pouvaient connaître des délits imputés au même accusé et découverts dans le cours de la procédure, si ces délits ne leur étaient pas formellement attribués : l'art. 13 de la loi du 18 pluv. an 9 voulait seulement que les procès commencés ne fussent pas retardés ni suspendus par l'inculpation des accusés sur d'autres crimes (1).

(Porta.—C. Min. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que, par le même jugement de compétence, ledit tribunal spécial s'est également déclaré compétent pour juger le susdit Joseph Porta, à raison des blessures qu'il est prévenu d'avoir données à des citoyens à la suite d'une dispute, et que ce délit n'est pas un de ceux dont la susdite loi de pluv. an 9 attribue nominativement la connaissance aux tribunaux spéciaux; que l'art. 13 de cette loi (que le tribunal spécial des Alpes-Maritimes a pris pour base de son jugement de compétence relativement audit délit de blessures) ne donne aux tribunaux spéciaux aucune attribution particulière pour connaître des autres délits, cet article voulant seulement que les procès commencés à raison des délits qui sont désignés dans ladite loi de pluv., comme étant de la compétence des tribunaux spéciaux, ne puissent être retardés ni suspendus par l'inculpation des accusés sur d'autres crimes, quelles qu'en soient la nature et la gravité; d'où il résulte que le tribunal spécial du département des Alpes-Maritimes, en déclarant sa compétence à raison du susdit délit de blessures, est contrevenu aux règles de compétence établies par les lois pour la connaissance des délits, et qu'ainsi il y a lieu à casser sondit jugement, aux termes de la 6^e disposition de l'art. 486 du Code des délits et des peines, et-dessus cité;—Casse, etc.

Du 9 vend. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Bussehop.—Concl., le cit. Lecontour. subst.

TRIBUNAL CRIMINEL. — TRIBUNAL SPÉCIAL. — OPTION. — RENVOI.

Le tribunal criminel qui n'avait été saisi de la connaissance d'une affaire que par suite du droit d'option exercé par l'accusé, ne pouvait en renvoyer la connaissance au tribunal spécial du même département. (C. 3 brum. an 4, art. 303; L. 18 pluv. an 9, art. 1^{er}.) (2)

(Falcon.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 303 du Code des délits et des peines;—Vu également les art. 1^{er} et 30 de la loi du 18 pluv. an 9;—Considérant, dans l'espèce, que le tribunal criminel ordinaire du département de la Lozère n'a été saisi de la connaissance de l'affaire, ni à raison du lieu du délit, ni à raison du domicile ou de la qualité person-

nelle de l'accusé, mais seulement ensuite du droit d'option que celui-ci a exercé en vertu de l'art. 303 du Code des délits et des peines; que, dans ces circonstances, il ne pouvait y avoir lieu à renvoyer l'accusé devant le tribunal spécial, qui n'est établi dans ce département qu'à raison de la localité, conformément à l'art. 1^{er} de la loi du 18 pluv. an 9; d'où il résulte que le tribunal criminel ordinaire du département de la Lozère, en renvoyant l'accusé par-devant le tribunal spécial, et celui-ci en déclarant sa compétence pour connaître de l'affaire, ont l'un et l'autre violé les règles de compétence, par fautive application de l'art. 30 de la susdite loi de pluv. an 9;—Par ces motifs, — Casse et annule, tant l'ordonnance de renvoi du tribunal criminel ordinaire du département de la Lozère, du 18 fruct. dernier, que le jugement de compétence rendu ensuite par le tribunal spécial établi dans le même département, le 24 du même mois de fructidor, etc.

Du 8 vend. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Bussehop.—Concl., le cit. Lecontour.

TRIBUNAL CRIMINEL. — OPTION (DROIT D').

—RENOI APRÈS CASSATION.

Le renvoi après cassation devant un autre tribunal criminel, ne prive pas l'accusé de son droit d'option et de la faculté de demander à être jugé par l'un des tribunaux criminels des deux départements les plus voisins (C. 3 brum. an 4, art. 303.)

(Grasset.)

Etienne Grasset, renvoyé après cassation d'un jugement du tribunal de l'Isère qui le condamnait à la peine de mort, devant le tribunal de la Drôme, réclama, en vertu de l'art. 303 du Code du 3 brum. an 4, d'être jugé par l'un des tribunaux criminels des deux départements les plus voisins. Mais le tribunal criminel, se fondant sur ce qu'il était saisi par un renvoi exprès du tribunal de cassation, pensa que ce droit d'option ne pouvait être exercé, et jugea au fond. — Pourvoi en cassation de la part du condamné.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 303 du Code du 3 brum. an 4;—Considérant qu'aux termes dudit art. 303, l'accusé avait la faculté de récuser le tribunal criminel du département de l'Isère, et de demander à être jugé par l'un des tribunaux criminels les plus voisins; qu'il en avait fait la réclamation en temps utile, et que le tribunal criminel de l'Isère, en lui refusant cette faculté, est contrevenu à cet article du Code précité;—Considérant que le tribunal de cassation, en annulant le précédent acte d'accusation, ce qui s'en était ensuivi et le jugement rendu par le tribunal criminel du département de la Drôme, eten renvoyant l'affaire et les prévenus par-devant le directeur du jury de Grenoble, dans le département de l'Isère, et en cas de nouvelle accusation admise, par-devant le tribunal criminel dudit département, n'a en-

(1) Nous avons déjà fait remarquer que le texte de l'art. 13 de la loi du 18 pluv. an 9 se prêtait difficilement à cette interprétation restrictive; le nombre des cassations intervenues sur ce point, indique suffisamment combien les tribunaux spéciaux, appuyés sur ce texte, opposaient de résistance à cette jurisprudence. P. Cass. 29 fruct. an 9, et la note.

(2) L'art. 303 du Code du 3 brum. an 4 permettait à l'accusé de récuser le tribunal criminel dans deux cas qu'il spécifiait, et de demander son renvoi devant le tribunal criminel d'un département voisin. Or, saisi par cette option, ce tribunal criminel

ne pouvait communiquer à un autre tribunal de la même localité, la puissance déléguée en vertu de laquelle il agissait. S'il y avait lieu à renvoi, ce renvoi ne pouvait avoir lieu que devant les juges qui eussent été compétents, avant l'exercice du droit d'option; et cela était vrai surtout à l'égard des tribunaux spéciaux, qui n'étaient institués dans chaque localité qu'autant que le gouvernement les jugeait nécessaires, et qui dès lors, n'étaient investis que d'une compétence locale, fondée sur la situation politique de chaque département. (L. 18 pluv. an 9, art. 1^{er}.)

tendu ni pu entendre déroger aux cas d'exception qui pourraient survenir, et que c'était sauf-étrangers préjudice des exceptions éventuelles indiquées par la loi;—Casse, etc.

Du 8 vend. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Sicys.—Concl., le cit. Lecoutour.

JURY.—REMPLACEMENT.—RÉCUSATION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, lorsque des jurés avaient été remplacés au commencement du débat, en l'absence de l'accusé, le président devait, à peine de nullité, l'interpeller de déclarer s'il les acceptait ou s'il les récusait. (C. brum. an 4, art. 504, 515 et 525.) (1)

(Bonlade).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu qu'il conste que deux jurés ont été remplacés au commencement du débat, en l'absence de l'accusé; que, lors de sa présence audit débat, il n'a pas été interpellé de déclarer s'il les acceptait ou s'il les récusait; que, dès lors, il y a eu des jurés qu'il ne connaissait pas et qu'il n'a pas été à même de récuser:—Par ces motifs, —Casse, etc.

Du 8 vend. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Dutocq.—Concl., le cit. Lecoutour.

CONTUMACE.—JUGEMENT.

Lorsqu'un jugement a été rendu par contumace contre plusieurs accusés, la comparution volontaire ou l'arrestation de quelques-uns d'entre eux n'a pas l'effet d'annuler le jugement à l'égard des accusés persévérants dans la contumace.

(Laurin et autres.).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 472, 476, 480 et 481 du Code des délits et des peines, portant, etc.; Considérant que des dispositions combinées de ces articles, il résulte que lorsqu'un accusé contre lequel a été prononcée une condamnation par contumace est pris en arrêté, ou se constitue volontairement prisonnier, le jugement rendu contre lui est anéanti de plein droit, et qu'il doit être procédé, à son égard, à une nouvelle instruction et à un nouveau jugement; mais qu'à l'égard des accusés qui restent dans l'état de contumace, le jugement de condamnation subsiste dans tous les effets déterminés par la loi, et qu'il n'y a lieu à aucun nouveau jugement contre eux à raison des mêmes faits pour lesquels ils ont été condamnés;—Que, dans l'espèce, les nommés Mathien Laurin, Joseph Marin, Hippolyte Laurin, Laurent Pinet, Théophile Rémusat, Ambroise Moustier, Jean-Baptiste Deleuil et Pierre Aulonno, avaient été, pour raison des crimes de vols et assassinats

dont ils agissent, condamnés par contumace à la peine de mort, par jugement du tribunal criminel du département des Bouches-du-Rhône, du 28 brum. an 8;—Que Mathieu Laurin et Jean-Baptiste Deleuil sont les seuls dont l'arrestation rend comme non avenu ledit jugement de condamnation, et par conséquent les seuls à l'égard desquels il y avait lieu, quant à présent, de procéder à un nouveau jugement;—Que cependant le tribunal spécial, en déclarant sa compétence par jugement du 28 fruct. dernier, à raison de la nature des délits, a ordonné qu'il procéderait à l'instruction et au jugement du procès contre tous les individus ci-dessus dénommés;

Considérant aussi que les délits dont il s'agit sont de la nature de ceux mentionnés aux art. 9 et 11 de la loi du 18 pluvi. an 9;—Par ces motifs, le tribunal confirme le jugement de compétence rendu par le tribunal spécial du département des Bouches-du-Rhône, du 28 fruct. dernier, en ce qui concerne Mathieu Laurin et Jean-Baptiste Deleuil;—Mais casse et annule ledit jugement, pour contravention aux dispositions des articles ci-dessus cités, en la disposition qui déclare aussi la compétence à l'égard de Joseph Marin, Hippolyte Marin, Laurent Pinet, Théophile Rémusat, Ambroise Moustier et Pierre Aulonno, etc.

Du 9 vend. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Lecoutour.

ESCRQUERIE.—DOL.—STÉLIORAT.

La déclaration mensongère, dans un acte de prêt, qu'un immeuble hypothéqué à la sûreté de la créance n'est grevé d'aucune charge, ne peut, lorsqu'elle n'est accompagnée d'aucune circonstance aggravante, renfermer les caractères du dol constitutif de l'esquerie. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 3, art. 35.) (2)

(Giroust.—C. Leclerc).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 35, tit. 3 de la loi du 23 juill. 1791, concernant la police correctionnelle, et l'art. 3, tit. 1^{er} de la loi du 15 germ. an 6, relative à la contrainte par corps en matière civile, ainsi que l'art. 456 du Code des délits et des peines;—Considérant que, dans l'espèce jugée en police correctionnelle par le tribunal criminel du département de la Seine, il s'agissait de l'exécution d'un contrat de prêt sous seing privé, intervenu entre Giroust et Leclerc, contrat qui, par sa nature et dans ses effets, ne pouvait donner lieu qu'à une action purement civile; qu'à la vérité, Giroust avait annoncé, dans le contrat, qu'il destinait la somme empruntée à des achats de bois pour un commerce qu'il se proposait d'établir sur un chantier à lui appartenant, et avait en même temps déclaré hypothéquer au prêteur les

(1) Cette nullité ne résultait testuellement d'aucune disposition du Code du 3 brum. an 4; mais l'esprit de ce Code était qu'aucun juré ne pouvait siéger sans que l'accusé eût été mis à même de le récuser. C'est ainsi que l'accusé pouvait exercer vingt récusations sans donner de motifs, et qu'après ce droit épuisé, il pouvait encore exercer des récusations motivées et dont le tribunal appréciait la validité (art. 504 et 505). Le droit de récusation était donc pour ainsi dire illimité dans les mains de l'accusé. Chaque juré devait être accepté par lui; et dès lors son droit de défense était entravé, quand il n'avait pas été mis à même de récuser un seul des jurés qui avaient concouru à son jugement. *V. conf., Cass. 7 flor. an 9.*

(2) L'art. 35 du tit. 3 de la loi des 19-22 juill. 1791 pouvait laisser quelques doutes sur cette ques-

tion: il comprenait, en effet, dans son incrimination, tous ceux qui, par dol, auraient abusé de la crédulité de quelques personnes et esquivé la totalité ou partie de leurs fortunes. Or, le dol, non qualifié, permettait de faire rentrer dans les termes de cet article toutes les fraudes quelconques qu'elles fussent, qui pouvaient entacher les conventions civiles. — L'art. 405 du Cod. pén. a substitué au del l'emploi de manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de faits imaginaires. Cette définition plus précise de l'esquerie a laissé en dehors de l'incrimination tous les faits de dol civil, tels que le stellionat, qui ne donnent lieu qu'à la restitution ou à des condamnations par corps; c'est ce qu'on a jugé un grand nombre d'arrêts. *V. Cass. 4 janv. 1812; 31 oct. 1811; 7 fév. 1812; 7 mars 1817; 30 juil. 1823; 12 fév. 1824.*

immeubles qu'il possédait à Saint-Maximin, en affirmant, sous les peines du stellionat, qu'ils étaient francs et libres de toute autre hypothèque; que cependant Giroust, après avoir reçu de Leclerc la somme énoncée dans l'acte de prêt, n'avait point garni de bois le chantier sur lequel devait être établi son prétendu commerce; et que, d'un autre côté, ses immeubles de Saint-Maximin, qu'il avait présentés comme un gage franc et libre de toute hypothèque, étaient grevés de plusieurs hypothèques qui en absorbaient la valeur; que, d'après ces faits, Leclerc s'était cru autorisé à traduire Giroust devant le tribunal de police correctionnelle, comme coupable d'avoir employé le dol, d'avoir abusé de sa crédulité, pour le déterminer à lui prêter une somme importante;

— Mais attendu, 1^o qu'il résulte des actes communiqués en l'instance, que Giroust était de bonne foi lorsqu'il annonça à Leclerc le projet d'un commerce de bois pour l'emploi des fonds qu'il empruntait, puisque, d'un côté, il avait acheté du domaine national une coupe de bois considérable, et que, d'un autre côté, il avait fait, pour la mainlevée de son chantier, des conventions écrites avec le nommé Soret, par lesquelles ce dernier était proposé à la vente des bois qui devaient y être déposés; — Attendu, 2^o que la déclaration relative à la franchise d'hypothèques d'un immeuble qui, dans le fait, en était grevé; que cette déclaration, quoique mensongère, n'étant accompagnée d'aucune autre circonstance aggravante, ne renferme pas les caractères du dol qui, d'après l'art. 35 de la loi du 22 juill. 1791, aurait pu autoriser une action en police correctionnelle; que de cette fausse déclaration il aurait pu résulter, tout au plus, que Giroust aurait commis, à l'égard de Leclerc, un stellionat, dont la connaissance appartient aux tribunaux civils, d'après la disposition expresse de la loi du 15 germ. an 6; qu'ainsi le tribunal criminel, en jugeant correctionnellement cette affaire qui, par sa nature, était purement civile, a tout à la fois fait une fausse application de l'art. 35 de la loi du 22 juill. 1791, et commis une contravention aux règles de compétence, en prononçant comme tribunal correctionnel sur un objet dont la connaissance est expressément attribuée par la loi aux tribunaux civils: — Par ces motifs, Casse le jugement rendu par le tribunal criminel de l'arrondissement de Paris, etc.

Du 9 vend. an 10. — Sect. crim. Prés. le cit. Leconteur. — Pl., les cit. Chabroul et Prieur.

TRANSP. MILITAIRES. — ACTE DE COMMERCE.

Un entrepreneur de transports militaires est réputé commerçant. Des lors, il est justiciable du tribunal de commerce à raison des actes ou traités passés avec des tiers, relatifs

à son entreprise. (Ord. de 1673, tit. 19, art. 4; L. 24 août 1790, tit. 13, art. 2.) (1)

(Marion — C. Géhier-Salut-Hilaire.)

Géhier-Salut-Hilaire, entrepreneur de transports militaires, chargé au sieur Marion d'une partie de ces transports: celui-ci actionna Géhier en paiement de ce qui lui était dû à raison de ce fait, devant le tribunal de commerce de la Seine. Un jugement préparatoire ayant ordonné à Géhier de restituer à Marion les pièces dont celui-ci avait besoin pour régulariser sa demande, Géhier interjeta appel pour cause d'incompétence; et le 29 pluv. an 8, le jugement fut réformé pour ce chef.

Pourvoi par Marion, pour violation de l'art. 4, tit. 12 de l'ordonnance de 1673.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 2, tit. 12 de la loi du 24 août 1790, portant: « Le tribunal de commerce, connaîtra de toutes les affaires de commerce, tant de terre que de mer, sans distinction; » — Vu aussi l'art. 4, tit. 12, ordonnance du commerce 1673, portant: « Les juges consuls connaîtront des différends pour ventes faites par des marchands, artisans et gens de métier, afin de revenir ou de travailler à leur profession; » — Attendu que l'entreprise des transports militaires constitue un trafic auquel les agents de cette entreprise sont employés; que les obligations des entrepreneurs généraux envers le cit. Marion, leur agent, sont pour le fait de ce trafic, et que, dès lors, elles sont dans la classe de celles dont la connaissance est attribuée aux tribunaux de commerce; d'où il suit que le jugement attaqué, en prononçant, dans l'espèce, que le tribunal de commerce du département de la Seine n'était point compétent rationne matière, a contrevenu aux articles précités: — Casse le jugement réformé par le tribunal civil du département de la Seine, le 29 pluv. an 8, etc.

Du 11 vend. an 10. — Trib. cass. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Basile. — Pl., les cit. Dupont et Flusin.

ARBITRAGE — TIERS OPPOSÉ — SIGNATURE.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, les jugements arbitraux sont, comme tous autres jugements, susceptibles d'être attaqués par voie de tierce opposition. (Ord. 1667, tit. 35, art. 2.) (2)

Les jugements d'arbitres, rendus sous l'empire de la loi du 10 juin 1793, sont nuls à défaut de la signature de l'un des arbitres nommés et non récusés.

(La commune de Harte-Willer — C. l'Etat.)

Avant la révolution, un procès avait existé au sujet d'un pré entre les communes de Harte-Willer et des Trois-Fontaines et leur ancien sei-

gné du choix des parties entre lesquelles la contestation a existé; or, on ne peut (puisque d'après l'art. 475, la tierce-opposition doit être portée devant ceux qui ont rendu le jugement attaqué) forcer des tiers à recevoir pour juges des personnes qu'ils n'entendent point avoir pour arbitres. — Cet auteur fait en outre remarquer qu'il pourrait arriver qu'un nouveau ou le jugement arbitral serait attaqué par voie de tierce-opposition, il y eût quelque empêchement physique de la part d'un ou de plusieurs des arbitres qui l'auraient prononcé, de procéder sur ce pourvoi. — P. dans le même sens Mongault, de l'Arbitrage, n. 482; Merou, de l'Arbitrage forcé, p. 103.

(1) F. conf., Cass. 22 frim. an 9, et la note. F. aussi Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Tribunal de commerce*. — Même décision sous l'empire du Code de comm., Lyon, 30 juin 1827.

(2) F. conf., Cass. 6 frim. an 8. Tel était l'état de la jurisprudence avant le Code de procédure. Mais depuis ce code, la plupart des auteurs tiennent pour constant que les jugements arbitraux ne sont pas susceptibles de tierce-opposition, et ils se fondent à cet égard sur les termes de l'art. 1022, Code proc., portant que « les jugements arbitraux ne peuvent en aucun cas être opposés à des tiers », d'où l'on conclut que les tiers ne peuvent avoir intérêt à les attaquer. D'ailleurs, ajoute Carré, *Procéd.*, n^o 3367, les juges qui ont rendu la décision arbitrale,

gneur. — Un arrêt du parlement de Nancy avait adjugé ce pré au seigneur.

En 1792, le seigneur émigra. Bientôt après la commune des Trois-Fontaines revendiqua contre l'Etat, aux droits de l'émigré, le pré dont il s'agit. Des arbitres furent nommés en vertu de la loi du 10 juin 1793. — La commune de Hartz-Willer ne fut pas appelée dans l'instance, et n'y figura point.

8 frim. an 3, sentence arbitrale qui adjuge le pré litigieux à la commune des Trois-Fontaines.

La commune de Hartz-Willer, instruite de cette décision, entreprit de la faire révoquer, et à cet effet, elle forma tierce opposition à la sentence de l'an 3. Cette tierce opposition devait, comme le premier procès, être portée devant des arbitres. Mais la commune des Trois-Fontaines soutint la commune de Hartz-Willer dans sa tierce opposition.

12 fructid. an 3, sentence des arbitres, qui accueilloit cette exception, sur le motif que la loi du 10 juin 1793 ne trace d'autre voie, pour se pourvoir contre un jugement arbitral, que celle de la cassation; qu'elle ne donne aucun pouvoir à des juges arbitres de réformer, soit d'une manière, soit d'une autre des jugemens arbitraux déjà rendus.

Pourvoi en cassation par la commune de Hartz-Willer, pour fausse application de la loi du 10 juin 1793, et des art. 5 et 2 du tit. 35 de l'ordonn. de 1667, en ce que le jugement attaqué l'a déclarée non recevable en sa tierce opposition.

La commune demanderesse présentait un autre moyen, pris de ce que deux des arbitres n'avaient pas signé la sentence arbitrale.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 2 du tit. 35 de l'ordonn. de 1667, qui est ainsi conçu : « Permettons de se pourvoir, par simple requête à fin d'opposition, contre les arrêts et jugemens en dernier ressort, auxquels le demandeur n'aura pas été partie ou dûment appelé, et même contre ceux donnés sur requête. »

Attendu qu'il résulte de l'application de cet article à la position où s'est trouvée la commune de Hartz-Willer, que l'opposition pour renvoi à un jugement en dernier ressort, auquel elle n'aurait pas été partie, était recevable, si cette faculté de l'opposition ne lui avait pas été enlevée par quelque disposition d'une loi postérieure; — Que la loi du 10 juin 1793, en décidant, par sa cinquième section, de quelle manière devaient être vidés les contestations et procès relatifs, soit au partage des communaux entre communes, soit aux biens communaux ou patrimoniaux entre les communes et les propriétaires, n'a pas supprimé textuellement la permission accordée par l'ordonn. de 1667, d'attaquer les jugemens en dernier ressort par une tierce opposition; — Que le silence de la loi du 10 juin 1793, sur le mode de défense d'admission des réclamans contre les jugemens en dernier ressort, suffirait pour que la permission également accordée, et non légalement retirée, subsistât lors du jugement attaqué; — Que d'ailleurs la loi de juin 1793, en arrêtant la décision des procès de cette nature, et en voulant soumettre à l'arbitrage tous ceux qui existaient, et qui alloient exister, n'a ni pu vouloir enlever aux propriétaires le droit de défendre leur propriété contre des sentences surprises à des arbitres, et n'a pas entendu que l'interdiction de la faculté d'appel contre la partie qui a été condamnée, fût une interdiction d'opposition pour celle qui n'a pas été appelée; — Attendu que cette partie non appelée dans un procès joint en dernier ressort, n'aurait plus aucune ressource si celle de la tierce opposition,

pour se faire rendre justice, lui était enlevée, puisque celle du pourvoi en cassation n'est ouverte qu'à la partie qui a été condamnée; — Qu'il résulte de là que les arbitres qui ont prononcé la sentence attaquée, ont mal appliqué la section 5 de la loi du 10 juin 1793, et jugé au mépris et en contravention de l'article 2 du titre 35 de l'ordonnance de 1667;

Attendu qu'en jugeant au nombre de quatre seulement, en présence des deux actes qui ne sont pas récusés, ils ont violé les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 de la même section de ladite loi, en ce qu'ils décident que chaque partie nomme un ou plusieurs arbitres, qui rendent leur sentence : — Par ces motifs, casse, etc.

Du 11 vend. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Delacoste. — Concl. le cit. Lefessier.

1° HOSPICES. — RENTES CONSTITUÉES. — REMBOURSEMENT.

2° PAPIER-MONNAIE. — REMBOURSEMENT. — DÉPRÉCIATION.

1° Les administrateurs d'hospices peuvent, sans le concours de l'autorité supérieure, recevoir le remboursement des rentes constituées qui appartiennent à ces établissemens. (LL. 9-20 mars 1791, et 3 mess. an 4.)

2° Celui qui, pendant le cours du papier-monnaie, a reçu un paiement qu'il a ensuite fait déclarer non valable, ne peut, après que le papier-monnaie a cessé d'avoir cours, offrir la restitution de ce qu'il a reçu autrement que sur le pied de la valeur du papier-monnaie à l'époque du paiement.

(Brigaud.—C. l'hospice de Paray.)

Jacques Brigaud devant l'hospice de la commune de Paray, département de Saône-et-Loire, plusieurs rentes constituées, dont le capital s'élevait à la somme de 5,600 liv. — Le 28 mess. an 4, il en fit le remboursement en mandats territoriaux, de gré à gré, dans les mains des administrateurs. De nouveaux administrateurs ont cru, depuis, devoir poursuivre l'annulation de ce remboursement, attendu qu'il avait été fait sans autorisation préalable des corps administratifs, et de plus, ils ont fait offre de restituer des mandats territoriaux, tels que ceux qu'ils avaient reçus.

14 fruct. an 5, jugement du tribunal civil de Saône-et-Loire qui annule le remboursement, et déclare les offres valables.

7 germ. an 7, jugement confirmatif du tribunal civil de la Côte-d'Or : attendu que, d'après la loi du 9 mars 1791, le remboursement n'avait pu être fait qu'après une liquidation et une autorisation de l'autorité administrative, et encore par moyen d'un versement dans la caisse du recev. des domaines nationaux.

POURVOI en cassation par Brigaud, 1° Pour fausse application de la loi des 9-20 mars 1791 et pour contravention à la loi du 9 germ. an 4. — Le demandeur soutient que la loi du 20 mars 1791 était sans aucun rapport à l'espèce; 1° en ce qu'elle était relative aux droits féodaux supprimés, non aux rentes constituées à prix d'argent; 2° en ce qu'elle était relative à des rentes foncières, dont le rachat ne pouvait avoir lieu qu'après une liquidation, le capital en étant inconnu; tandis que les rentes constituées ayant un capital connu, peuvent être remboursées sans une opération spéciale de liquidation, ce qui enlève au remboursement tout caractère d'aliénation; 3° en ce que les droits supprimés dont parle la loi du 20 mars 1791, faisant partie des biens nationaux, devaient être perçus par les receveurs; au lieu que les rentes dont il s'agit ap-

partenant à un hospice, d'après la loi du 2 brum. an 4, n'étaient plus propriétés nationales, et devaient par conséquent être remboursées aux administrateurs de l'hospice, et non aux receveurs des domaines nationaux.

3^e Pour violation des lois relatives au remboursement des sommes dues en papier-monnaie, en ce que le jugement attaqué aurait approuvé en l'an 7, des offres faites en mandats territoriaux qui n'avaient plus alors aucune valeur, au lieu d'ordonner la restitution d'une valeur égale à celle que les mandats avaient au moment où ils furent reçus.

Le commissaire a été d'avis que les lois des 15 germ. an 4, 9 fruct. an 5, 26 brum. et 16 niv. an 6, ayant ratifié tous les remboursements faits légalement, la loi du 20 mars 1791 n'était pas applicable à l'espèce, et qu'aucune loi n'ayant interdit aux administrateurs des hospices de recevoir le remboursement des rentes constituées, il y avait lieu de casser le jugement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 2 de la loi du 20 mars 1791, conçu en ces termes : « Les rachats qui seront faits pour parvenir à l'extinction des droits énoncés au précédent article, seront liquidés, en conformité des décrets de l'assemblée nationale, par lesdits commissaires régisseurs ; » L'art. 3, qui porte : « La liquidation par eux faite sera vérifiée et approuvée par les directeurs du département, qui avertiront tous les mois, à l'administrateur de l'extraordinaire, le bordereau des liquidations qu'ils auront vérifiées et approuvées ; » L'art. 18, qui dit : « Le prix des rachats, ainsi réglé, sera perçu par lesdits commissaires, et le montant de leurs recettes sera versé par la régie à la caisse de l'extraordinaire ; » — Attendu que, pour faire ces applications de lois, il eût fallu d'abord examiner si la rente due à l'hôpital de Paray, était dans la classe des droits énoncés au 1^{er} article, droits qui sont seuls l'objet des précautions prises par la législation. — Attendu qu'il résulte, et de la lettre de ratification 1^{re}, et du titre de la loi et de plusieurs de ses énonciations, qu'il n'est question que des droits nationaux proprement dits, et, parmi ces droits, de ceux ci-devant féodaux ; que ces mots, de tous autres droits incorporels, sont suffisamment expliqués par ceux-ci, tant fixes que casuels non supprimés par les décrets ; — Attendu que les rentes dues aux hôpitaux ne pouvaient être, à l'époque du mois de messidor, an 4, considérées comme

bien nationaux proprement dits, et encore moins comme droits incorporels, fixes ou casuels, non supprimés ; — Attendu, en effet, que la loi du 2 brum. an 4 avait suspendu l'exécution de celle du 23 mess. an 2, qui avait déclaré l'actif et passif des hôpitaux bien national ; qu'il résulte de là que les dispositions exclusivement établies pour le rachat des droits ci-devant féodaux non supprimés, ont été mal appliquées à un rachat de rente constituée, due à un hôpital ; que, par suite de cette fautive application desdits articles de la loi du 20 mars 1791, le jugement dénoncé contrevient à la loi du 2 brum. an 4 ; — Que, dans le cas même où le rachat eût dû être déclaré nul par défaut de formalités, le même jugement aurait violé les dispositions des lois sur le remboursement des sommes dues en papier-monnaie, et notamment celles des 15 germ. an 4, 9 fruct. an 5, 26 brum. et 16 niv. an 6, en approuvant, en l'an 7, des offres faites en même nature de papier, et non d'après la valeur de ce papier fourni et accepté pour rachat d'une rente, en messidor an 4 ; — Casse, etc.

Du 11 vendém. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Delacoste.

ENREGISTREMENT. — CONTRAT. — Résolution.

La résolution d'un contrat prononcée en justice pour inexécution des clauses et conditions qu'il renferme, notamment pour défaut de paiement du prix, donne ouverture au droit proportionnel. (L. 22 frim. an 7, art. 68, § 5, n° 7 ; art. 69, § 7, n° 1.) (1)

(L'enregist. — C. Boizot.)

Le 22 therm. an 5, Boizot avait vendu au citoyen Cadet deux maisons pour le prix de 30,000 f. La restitution de cette vente avait été prononcée par le tribunal civil du département de la Seine, pour défaut de paiement du prix. — Le jugement de ce tribunal ayant été présenté à l'enregistrement, le préposé de la régie perçut, pour la rentrée en possession qu'il avait perçue en faveur du citoyen Boizot, un droit proportionnel de 1,200 francs, à raison de quatre pour cent sur les 30,000 francs, prix de la vente et de la valeur des deux maisons.

Boizot prétendit que le jugement ne pouvait être regardé comme translatif de propriété, mais simplement comme une reprise de propriété dont il ne s'était dessaisi que sous la condition d'un paiement non effectué, et il forma contre la régie une demande en restitution de 1,197 francs.

Jugement du tribunal de la Seine, qui con-

(1) Nous avons déjà, dans les notes qui accompagnent les jugemens des 21 vend. et 1^{er} frim. an 9, exposé les variations de la législation sur les effets, quant au droit d'enregistrement, de la résolution du contrat de vente, prononcée en justice pour défaut de paiement du prix. Jusqu'à la loi du 27 vent. an 9, on jugait, en suivant les principes du droit romain et de l'ancien droit français, que la résolution opérant une mutation nouvelle, donnait ouverture au droit fiscal. Ces principes absolus se modifièrent successivement ; mais, avant même que la condition résolutoire fût déclarée par le Code civil (art. 1184), sous-entendue dans tous les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des parties n'exécuterait pas la convention, l'art. 12 de la loi du 27 ventôse an 9 avait assujéti seulement au droit fixe d'enregistrement les jugemens portant résolution de contrats de vente pour défaut de paiement quelconque sur le prix de l'acquisition, lorsque l'acquéreur n'était point entré en possession. M. Championnière et Rigaud, t. 1^{er}, n° 481 et

485, soutiennent que, nonobstant l'art. 12 de la loi du 27 vent. an 9, en vertu des principes nouveaux consacrés par les art. 1184 et 1654 du Code civil, la résolution, pour défaut de paiement du prix, alors même qu'il y aurait eu entrée en jouissance, n'ayant rien de translatif, puisque la condition résolutoire est toujours sous-entendue pour toute espèce d'acquisition, cette résolution ne devrait pas donner lieu à la perception du droit proportionnel. Mais la jurisprudence de la Cour de cassation, comme ses auteurs le reconnaissent, est contraire à cette doctrine, et considérant la disposition de l'art. 12 de la loi du 27 vent. an 9 comme spéciale et exceptionnelle, elle soumet à la perception du droit proportionnel toutes les résolutions prononcées hors des conditions déterminées par cet article, qui sont : le défaut de paiement quelconque du prix, et la non-entrée en jouissance. F. les notes sous les deux jugemens précités des 21 vend. et 1^{er} brum. an 9. — F. aussi Dict. de l'enreg., v° Nullité, n° 3 et suiv.

damne en effet la régie à restituer la somme perçue, par ce motif qu'à défaut de paiement du prix, le contrat de vente avait été frappé d'une nullité radicale et qu'il devait être considéré comme n'ayant jamais existé.

Pourvoi en cassation pour fausse application de la disposition de la loi du 23 frim. an 7, qui n'assujettit qu'à un droit fixe de 3 francs les résolutions de contrat pour cause de nullité radicale, le défaut de paiement du prix ne pouvant être considéré comme une nullité radicale; et par suite contravention à la disposition de cette loi, qui soumet au droit proportionnel les actes et jugements translatifs de propriété.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu le § 5, n° 7, de l'art. 68 de la loi du 23 frim. an 7, ainsi conçu: «Sont assujettis au droit fixe de trois francs les expéditions des jugements des tribunaux civils rendus en première instance ou sur un appel, portant acquiescement, acte d'affirmation, résolution de contrat pour cause de nullité radicale, etc., et attendu qu'on ne peut entendre sous la dénomination de nullités radicales, que celles qui donnent lieu de supposer qu'il n'y a point eu de contrat entre les parties, tels que l'erreur, le dol, la violence, l'incapacité des parties ou autres semblables, mais non le défaut d'exécution de la part de l'une d'entre elles, des obligations qu'elles auraient contractées; — Qu'en expliquant les principes du contrat de vente en particulier, il est bien vrai de dire qu'une des choses essentielles à la substance de ce contrat est la nécessité d'un prix convenu, en échange duquel la propriété se transfère à l'acquéreur, qui s'oblige à le payer dans un délai convenu lorsqu'il n'a pas été payé lors du contrat; mais que le défaut de paiement de ce prix n'empêche pas que cette propriété ne lui ait été transférée d'une manière irrévocable, par la seule obligation qu'il a contractée de le payer; — Que si, à défaut de ce paiement, les tribunaux autorisent la rentrée du vendeur en sa propriété, ce n'est pas à raison de la nullité de la vente que cette rentrée a lieu, mais uniquement pour lui tenir lieu du prix qui lui est dû, et sans préjudice du droit qui, depuis la vente, aurait pu être acquis à des tiers sur l'objet vendu (1); D'où il suit que, dans l'espèce, le jugement attaqué a fait une fausse application de la loi ci-dessus citée, en comprenant le défaut de paiement au nombre des nullités radicales qui donnent lieu à la résolution des contrats;

Vu pareillement le § 7, n° 1^{er}, de l'art. 68 de

la même loi, ainsi conçu: «Sont assujettis au droit proportionnel: adjudications, ventes, reventes, cessions, rétrocessions et tous autres actes civils et judiciaires translatifs de propriété ou d'usufruit des biens à titre onéreux.» — Et attendu que le jugement du rentrée obtenu par la défendeur le 2 vent. an 7, lui a réellement transféré la propriété des deux maisons par lui précédemment vendues au cit. Cadet; — D'où il suit que le jugement attaqué, en ordonnant au profit du défendeur, la restitution de la somme de 1,197 fr. par lui payée pour droit d'enregistrement dudit jugement de rentrée, a violé directement la disposition de la loi; — Casse, etc.

Du 13 vend. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Pajon. — Concl., le cit. Lefessier. — Pl., le cit. Huart-Dupare.

VOITURES PUBLIQUES. — DIXIÈME (DROIT DE).

Pour que les voitures publiques à destination fixe soient sujettes au droit du dixième du prix des places, il n'est pas nécessaire qu'elles soient suspendues. (L. 9 vend. an 6, art. 68, 69, 70.) (2)

(Adm. de l'enregist. — C. Gérin.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les articles 68, 69 et 70 de la loi du 9 vend. an 6. — Considérant que, d'après ces articles, tous entrepreneurs de voitures publiques qui partent à jour fixe et pour des lieux déterminés, sans distinction de celles qui sont suspendues et de celles qui ne le sont pas, même des voitures d'eau, sont obligés de payer un dixième du prix des places; et que la loi n'excepte de ce paiement, et n'assujettit à un autre droit annuel que les voitures suspendues qui ne partent pas à jour fixe et pour des lieux déterminés;

Considérant que, dans le fait, le sieur Gérin est entrepreneur de voitures publiques non suspendues, il est vrai, mais partant à jour et heures fixes pour des lieux déterminés; — Laisse, etc.

Du 13 vend. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Maleville. — Concl., le cit. Lefessier, substit.

SOCIÉTÉ. — PREUVE. — ACTE ÉCRIT.

La preuve qu'une société a existé entre plusieurs personnes, peut être faite autrement que par un acte écrit: ce n'est qu'à l'égard des tiers auxquels une telle société serait opposée, qu'un acte écrit est nécessaire. (Ordonn. 1673, tit. 4, art. 1.) (3).

(1) On reconnaît dans ce motif l'influence des anciens principes qui n'admettaient pas la condition résolutoire tacite avec tous les effets qui en résultent aujourd'hui, et dont le principal est l'affranchissement de toutes les charges créées par l'acquéreur évincé. *V. Troplong, Hyp.*, n° 486.

(2) Des motifs du jugement que nous rapportons semblent résulter en outre que l'impôt du dixième n'est dû qu'autant que les voitures à destination fixe partent à des jours déterminés; mais le contraire a été formellement décidé par un jugement du 19 prair. an 13. — Au surplus, l'art. 112 de la loi du 25 mars 1817, qui forme la dernière loi de la législation sur ce point, dispose formellement que l'on doit considérer comme voitures à service régulier soumises au droit du dixième, toutes les voitures qui font la service d'une maison rurale ou d'une ville à une autre, lors même que les jours et heures du départ varieraient. — *V. au surplus*, sur la matière entre *Diet. du contentieux commercial*, v° *Voitures publiques*, n° 66 et suiv.

(3) Ce jugement décide que, malgré les termes si formels de l'art. 1^{er}, tit. 4 de l'ordonn. de 1673, qui exige que toute société soit rédigée par écrit, les associés peuvent entre eux, et pour des opérations consommées, prouver l'existence de la société autrement que par la production d'un acte de société; que ce n'est que vis-à-vis des tiers auxquels on voudrait opposer l'existence de la société, que l'acte écrit est nécessaire. Il faut, en effet, bien distinguer quel est celui qui se prévaut de l'existence de la société. Sont-ce les associés entre eux? Ils ne peuvent exciper pour le passé soit du défaut d'acte écrit, soit du défaut d'enregistrement de l'acte, s'il en existe un, nonobstant les dispositions impératives des art. 1^{er} et 6 du tit. 4 de l'ordonn. interprétées par la jurisprudence. *V. 4 oiv.*, 22 mess. an 9, et legnotes; 29 germ. an 12; 16 avril 1806; 28 juill. 1808; 18 déc. 1818. Nous avons indiqué, sous les deux premiers des arrêts précités, tous les auteurs que l'on peut consulter sur ce point d'ancienne jurisprudence. — L'arrêt du 4 niv. an 9 est beaucoup

(Lebret.—C. Mony.)

Mony prétendait qu'il avait existé une société entre lui et Lebret. Lebret le niait, et aucun acte de société n'était en effet représenté par Mony. Cependant, l'engagement qu'il a déclaré qu'il a existé une société de commerce entre le dernier et Lebret.—Pouvait en cassation de la part de Lebret contre ce jugement pour violation de l'art. 1^{er}, tit. 4 de l'ordonn. de 1673, aux termes duquel toutes sociétés doivent être rédigées par écrit.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que le jugement attaqué a décidé que la société dont il s'agissait était suffisamment établie par les actes qui avaient été produits par les parties, et que ce n'est que vis-à-vis des tiers que l'art. 1^{er}, tit. 4 de l'ord. de 1673 exige que toute société soit rédigée par écrit...—Rejette, etc.

Du 13 vend. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Liboret.—Concl., le cit. Lefessier.—Pl., les cit. Mathias et Ardennes.

MESSAGERIES.—EFFETS PERDUS.

Les entrepreneurs de messageries particulières ne peuvent se prévaloir des dispositions de la loi des 23-24 juill. 1793, relative à l'indemnité due pour les effets perdus; ces dispositions ont été abrogées par la loi du 9 vend. an 6. En conséquence, lorsqu'une malle qui leur a été remise s'est perdue, ils ne sont pas quittes pour une indemnité de 150 fr. Les tribunaux peuvent fixer discrétionnairement des dommages-intérêts. (L. 9 vend. an 6, art. 65; anal. C. civ. art. 1783, 1794.) (1)

(Duclos—C. Aumont.)

Le citoyen Aumont avait mis une malle à la messagerie du citoyen Duclos.—Cette malle s'est égarée.—Le propriétaire de la malle réclame une somme considérable en indemnité.

Les tribunaux de première instance et d'appel, arbitrant le dommage, condamneront Duclos à une indemnité de 500 francs.

plus explicite dans ses motifs que celui que nous recueillons ici : « La nullité résultant du défaut d'enregistrement des actes de société, porte-t-il, ne peut être objectée que par ceux à qui l'on oppose ces actes qui ne sont pas de leur fait et qui blessent leurs intérêts... » C'est en ce sens que doit être entendu le jugement que l'on va lire : l'absence d'un acte écrit n'empêche pas que la société de fait qui aurait existé entre les parties, ne puisse être établie par les différents genres de preuves qui autorisent le droit civil. Mais il y a nécessité absolue de justifier d'un acte de société vis-à-vis des tiers qui auraient intérêt à contester l'existence de la société.—Et si, dans l'hypothèse inverse, ceux-ci avaient intérêt à prouver cette existence, il est évident qu'ils ne pourraient pas être astreints à justifier d'un acte de société qu'il serait hors de leur pouvoir de se procurer.—Aujourd'hui, nous pensons que ces diverses solutions seraient les mêmes : les textes qui déterminent les conditions de l'existence des sociétés sont, d'une part, l'art. 1834, C. civ., et, de l'autre, l'art. 41, Code comm., aux termes desquels toutes sociétés doivent être rédigées par écrit, lorsque leur valeur est de plus de 150 fr.—Ainsi, évidemment, ce n'est qu'au moyen d'un acte écrit, qu'entre prétendues sociétés, on peut prouver qu'une société les lie actuellement et pour l'avenir, bien que cet acte ne soit pas nécessaire s'il s'agit des faits du passé. Mais il en est autrement à l'égard des tiers : on ne peut, sans un acte écrit, prouver contre eux l'existence d'une société au passé ni au présent; tandis

Pouvait en cassation de la part de Duclos, pour contravention à la loi des 23-24 juill. 1793, art. 62, lequel est ainsi conçu : « Si la perte ou le dommage des effets, ballots ou marchandises dont la régie est responsable, ne peut être évalué par des experts à la vue des objets cassés ou endommagés, l'évaluation faite lors de l'enregistrement servira de règle pour fixer l'indemnité. A défaut de possibilité d'estimation sur la vue des objets détériorés ou cassés, et d'estimation déclarée lors du chargement, ou le payement se trouve perdu, l'indemnité sera de cent cinquante livres. » Aux termes de cette disposition, le demandeur prétendait ne devoir que 150 livres, et disait qu'avoir jugé autrement s'était avoir contrevenu à la loi.

Le commissaire a été d'avis que la loi invoquée par Duclos, avait été faite pour les messageries en régie nationale, qu'elle ne pouvait être invoquée par une messagerie particulière.—Il a pensé d'ailleurs que la loi de juillet 1793, faite pour les messageries en régie nationale, avait été supprimée par la loi du 9 vend. an 6, suppressive des messageries en régie nationale.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que la loi des 23-24 juill. était relative à l'organisation des postes et messageries en régie nationale; et que celle du 9 vend. an 6, en supprimant ces messageries nationales, et en accordant à tous les citoyens la faculté d'établir des messageries particulières, moyennant un droit à payer au gouvernement, n'a ni maintenu ni renouvelé les dispositions des art. 59, 60, 62, de la loi des 23-24 juill. 1793 qui ne subsiste plus; d'où il suit que le tribunal de la Seine a bien fait de refuser aux voitures particulières du demandeur l'application de cette même loi des 23-24 juillet 1793.—Rejette, etc.

Du 13 vend. an 10.—Sect. req.—Prés., le cit. Muratre.—Rapp., le cit. Bailly.—Concl., le cit. Arnaud, subst.—Pl., le cit. Becquet.

qu'ils peuvent, eux, faire preuve de la société sans acte; ou si les associés refusent de rapporter celui qui aurait été fait, ils peuvent trouver, dans les livres, dans la correspondance, un commencement de preuve par écrit qui leur permette de recourir à la preuve testimoniale. F. sur ces diverses questions : Cass., 11 avril 1806; 12 déc. 1825; Bruxelles, 28 février 1810; Turin, 10 avril 1811; Paris, 27 janv. 1825; Cass., 2 juillet 1817; Toulouse et Rennes, 22 avril et 22 juin 1837 (Voluma 1837).—F. aussi Malepeyre et Jourdain, des Sociétés, p. 273, et notre Dict. du contentieux comm., v^o Sociétés, n^o 42 et suiv.

(1) F. sur ce sens, Cass., 19 frim. an 7 et la note; 6 fév. 1809; 18 juin 1833 (Voluma 1833); Rouen, 20 fév. 1816; Lyon, 6 mars 1821.—Mérilieu, Répert., v^o Fournier, v^o Messageries, § 2.—La disposition de la loi des 23-24 juillet 1793 qui fixait à 150 livres l'indemnité due aux voyageurs dont les effets avaient été perdus, était uniquement relative aux messageries mises en régie nationale par la loi du 9 avril de la même année, art. 5. Dès que la loi du 9 vend. an 6 eut, par son art. 65, abrogé celle du 9 avril 1793, les tribunaux appliquèrent aux messageries dirigées par des particuliers la décision que nous rapportons, décision conforme à l'ancienne jurisprudence et consacrée depuis par la loi. 1783 et 1784 du Code civil.—F. au surplus sur cette matière, notre Diction. du contentieux comm., v^o Voitures publiques, n^o 8 et suiv.

DIVORCE.—NULLITÉ.—COMPÉTENCE.

Sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792, on a pu, même après la mort de l'époux qui avait obtenu le divorce pour incompatibilité d'humeur, demander la nullité de l'acte qui l'avait prononcé. Rés. imp. (1).

L'autorité judiciaire est seule compétente pour statuer sur la validité d'un divorce prononcé par l'officier de l'état civil : en cela elle ne porte aucune atteinte à l'autorité administrative.

Une telle demande doit être portée devant le tribunal de première instance (2).

(Davignon.—C. Davignon.)

En 1760, mariage de Davignon avec la dame Preadeau; — 21 juin 1762, séparation de corps et de biens, par acte public; — 28 fructid. an 5, citation à la dame Preadeau par son mari, à l'effet de voir prononcer le divorce pour incompatibilité d'humeur. — Les citations furent données ailleurs qu'au domicile légal; elles furent faites par un huissier hors de son territoire. Mais aucune contestation ne fut élevée avant le divorce. — La dame Preadeau ne se présenta point.

6 vend. an 7, divorce prononcé. — 5 frim. an 7, naissance de Koska, reconnu de Davignon pour être son fils. — 16 frim. an 7, décès de Davignon père. — 29 flor. an 7, citation par la dame Preadeau à la mère de Davignon fils, pour se concilier sur la demande en nullité du divorce prononcé.

13 fructid. an 7; Jugement contradictoire du tribunal civil de Paris, qui annule le divorce.

Appel par Davignon fils ou sa mère tutrice. — Sur l'appel, il argumente de l'invincibilité de l'état des défendants, de ce que le divorce est un acte administratif; de ce que la loi n'a pas établi la faculté de l'annuler, comme elle l'a fait pour le mariage; des inconvénients résultant de ces annulations; si elles étaient possibles pendant trente années; enfin, de l'intention manifeste du législateur d'alors, de donner aux citoyens les plus grandes facilités de rompre le mariage et de passer à de nouveaux liens. — 19 frim. an 8, jugement contradictoire, qui déclare bien jugé.

POURVOI en cassation. — Le premier moyen était fondé sur une contravention à la loi 13, Cod. de *Liberali causâ*, ainsi conçue: «*Principaliter de statu defuncti agi non potest. Si verò ex peculio quondam ejus, quem tu bona reliquias commemoras, res vindicantur, vel ejus filius mortuorum status questio; hæc omnia solemniter præstati notioni decedi debent.* » — Il n'est pas permis, disait le demandeur, d'élever contre l'état d'un défunt, une contestation principale et directe: cette action n'est permise que secondairement, à l'occasion d'intérêts civils, et par forme de question préjudicielle. — Or, l'action de la dame Preadeau a été directement intentée contre l'état du défunt. Donc il y a eu contravention à la loi romaine. — Il réclame l'appui de cette doctrine, deux arrêts. L'un du 13 juin 1651, l'autre du 3 sept. 1681. — Il invoquait aussi l'autorité de Brillou, Denisart, Rousseau de Lacombe, et il en concluait que cette loi romaine était en France la règle des jugemens.

Le second moyen était fondé sur ce que l'annulation du divorce est inconciliable avec plu-

sieurs dispositions expresses de la loi du 20 sept. 1792. Ainsi, le législateur a permis aux divorcés de se remarier de suite, ou après un délai de dix mois (art. 1^{er}, § 3). Or, il n'a pu vouloir que les enfans issus de mariages formés après le divorce, puissent être réputés bâtards, ni que leurs mères puissent être assimilées à des concubines. Donc, il n'a pas voulu que les divorces puissent être déclarés nuls. — Le législateur a voulu que toutes contestations sur le divorce fussent rapides et sommaires (art. 15, § 2; — art. 20, § 1^{er}; — art. 6 et 7, sect. 3, tit. 4). Donc, il n'a pas voulu que pendant trente années il soit permis d'élever des contestations sur les actes de divorce. — Le législateur a établi des nullités pour les actes de l'état civil, lorsqu'il a voulu qu'ils en fussent susceptibles (art. 13, sect. 3, tit. 1). Donc il n'y a pas de nullité pour les actes de divorce, puisque le législateur ne l'a pas dit. — Le législateur a prévu le cas d'irrégularité dans les actes préliminaires du divorce; il a établi des peines contre l'officier public, et une action en dommages-intérêts pour la partie lésée (art. 9, sect. 4, tit. 4). De telles précautions sont suffisantes dans ce système, où la prononciation du divorce, irrégulièrement faite, n'a d'autre mauvais effet que d'accélérer de quelques jours un divorce, inévitable, si l'époux continue de le vouloir, ou réparable, si l'époux divorcé veut reprendre ses premiers liens. — Sous tous ces rapports, l'annulation du divorce blesse le système, l'ensemble des dispositions du législateur. Donc, il y a ouverture à cassation, d'après la règle 21, D. de *legibus. Incertum est, nisi tota lege perspecta, una aliqua particulari ejus proposita, judicaria, vel respondere.*

Le demandeur ajoutait que le tribunal de première instance et le tribunal d'appel avaient commis un excès de pouvoir, soit que l'on considérât le divorce comme un acte administratif, auquel cas les tribunaux ne devaient pas en connaître; soit qu'on le considérât comme une décision de justice, et alors, il ne pouvait pas être réformé par un tribunal de première instance; — Que, dans tous les cas, si l'annulation du divorce pouvait être prononcée par le pouvoir judiciaire, elle ne pouvait l'être que par la justice de paix: car, disait-il, l'art. 7, sect. 3, tit. 4 de la loi du 20 sept. 1792 renvoie devant les juges de paix toutes les contestations relatives aux oppositions faites aux mariages. Or, l'art. 14 du § 2 de la même loi oblige l'officier public à observer pour le divorce les mêmes formalités qu'à l'égard du mariage. Donc si avant le divorce, il s'élevait une contestation sur la régularité des actes déjà faits, l'officier public doit renvoyer les parties devant le juge de paix. Mais, pour être nuls après le divorce, les contestations n'ont pas changé de nature; elles doivent donc toujours être portées devant le juge de paix. Cette marche rapide s'accorde mieux avec l'intention du législateur, et l'importance qu'il y a pour tous les citoyens de soustraire leur état civil à l'incertitude.

Le commissaire du gouvernement a été d'avis, sur le premier moyen, que la loi romaine invoquée était relative à la distinction de l'état d'esclave ou d'homme libre, et n'avait aucun rapport avec nos mœurs et notre état civil.

Sur le deuxième moyen, il a été d'avis que l'acte de divorce pour incompatibilité d'humeur, n'est point une décision de justice, mais une attesta-

(1) *P.* dans le même sens, Paris, 9 fruct. an 13; — Contrô, Poitiers, 19 therm. an 10; Paris, 23 août 1806.

Cependant, il a été tout récemment jugé par la Cour de cassation que le divorce une fois prononcé,

ne peut plus être annulé. *P.* arrêt du 7 nov. 1838.

(2) *P.* dans le même sens, Cass., 2 vend. et 3 mess. an 10; 25 vend. an 13. — Merlin, *Quest. de droit*, v^o Divorce, § 1^{er}.

tion de la persistance de l'un des époux dans sa demande en divorce; que si l'acte de divorce est administratif dans ses rapports avec l'ordre social, pour l'ordre et la tenue des registres de l'état civil, il n'en est pas moins certain que toutes contestations nées des intérêts privés dans les actes de l'état civil, sont essentiellement du ressort de l'autorité judiciaire; que les lois du 20 sept. 1792 n'ont pas défendu d'annuler les actes de divorce, soit qu'il y ait eu opposition auparavant, soit qu'il n'y en ait pas eu; que la loi a chargé les juges de paix de prononcer sur les oppositions à des mariages, mais qu'elle ne les a pas chargés de prononcer sur les contestations élevées à l'occasion des divorces; que ces contestations doivent être portées comme toute autre devant les tribunaux ordinaires; que les inconvénients allégués dans l'intérêt des époux et des enfants, dont l'état et la fortune risqueraient, pendant trente années, d'être détruits par l'annulation des mariages subséquents, peuvent être corrigés par des dispositions ultérieures des législateurs.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que l'officier public de l'état civil, institué pour un ministère particulier qui, sous l'ancien régime, était exercé par les ministres du culte catholique, ne fait pas plus des actes d'administration publique proprement dits lorsqu'il dresse et signe les actes de l'état civil, que les ministres du culte catholique ne faisaient des actes religieux, lorsqu'ils constataient les naissances, les mariages et les décès; qu'il est incontestable que la connaissance de la validité des actes de naissance, de mariage et de décès appartient aux tribunaux, et que les actes de divorce sont de la même nature, quant au caractère du fonctionnaire public qui les reçoit; que la loi du 20 sept. 1792 a soumis aux tribunaux, par une disposition spéciale, la validité des actes préparatoires du divorce; qu'à la vérité, cette disposition énonce le cas le plus général, qui est celui où ces actes préparatoires sont attaqués avant que le divorce ait été prononcé; mais que la compétence des tribunaux en cette matière étant une fois déterminée, il faudrait que le législateur eût dit qu'elle cessait à l'instant du divorce prononcé, pour qu'elle fût en effet restreinte au cas où la demande en nullité du divorce aurait précédé l'acte de sa prononciation; et qu'une telle restriction ne se trouve pas dans la loi; que, si la loi a frappé de destitution, d'amende et de dommages-intérêts l'officier public qui prévarique dans l'acte de prononciation du divorce, il ne s'ensuit pas que les nullités préexistantes soient irrévocablement couvertes; qu'au contraire, il faudrait admettre aussi qu'à raison de cette peine portée contre la personne de l'officier public, il n'y aurait ni ressource, ni moyen pour faire tomber un divorce qui aurait été provoqué et prononcé du jour au lendemain, sans aucune formalité préalable et sans aucun délai d'épreuve, ce qui serait un système aussi absurde que révoltant.

Que, d'après la loi du 4 germ. an 3, il suffit que la loi du 20 sept. 1792 soit émanée des représentants du peuple, pour que la violation ou l'omission des formes qu'elle a prescrites pour tels ou tels actes

doive entraîner la nullité de ces actes, encore que la loi n'ait pas dit que ces formes seraient remplies sous peine de nullité; que l'acte de prononciation du divorce n'est, ni une décision de justice qui soit simplement sujette à l'appel, ni même ce qu'on doit entendre par une décision; qu'ainsi, c'est devant le tribunal de première instance que la demande en nullité d'un tel acte doit être portée, sauf l'appel devant le tribunal supérieur; — Rejeté, etc.

Du 14 vend. an 10. — Sect. des req. — Rapp., le cit. Bailly.

TIMBRE. — MONT-DE-PIÉTÉ. — REGISTRES.

L'exemption du droit de timbre, accordée sous l'ancien régime aux registres d'engagement et de dégageant du Mont-de-piété, est abrogée par la loi nouvelle. (LL. 7 et 18 fév. 1791, art. 3; 13 brum. an 7, art. 1^{er}.) (1)

(Enreg. — C. les admin. du Mont-de-Piété de Paris)

Dans l'espèce, le tribunal civil de la Seine avait décidé que les registres du Mont-de-Piété ayant été affranchis du timbre par les lettres patentes du 9 déc. 1777, ces lettres patentes n'avaient été abrogées par aucune loi postérieure. — Pourvoi en cassation par la régie.

JUGEMENT (par défaut).

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 3 de la loi des 7-18 fév. 1791, ainsi conçu: « Seront écrits sur papier timbré les registres des municipalités pour tout ce qui concerne leurs affaires, et sera à étranger aux fonctions publiques qui leur sont déléguées par les lois; les registres des universités, facultés, collèges, hôpitaux, fabriques; ceux des administrateurs, syndics, marguilliers, fabriciens, receveurs des droits et revenus des villes et des hôpitaux; ceux des notaires, huissiers, etc., et de toutes personnes ou corps à revêtus d'un caractère public et obligés par le règlement à tenir des registres; » l'art. 1^{er} de la loi du 13 brum. an 7, qui porte: « La contribution au timbre est établie sur tous les papiers destinés aux actes civils et judiciaires et aux écritures qui peuvent être produites en justice et y faire foi; il n'y a d'autre exception que celles nommément exprimées en la présente; » — Attendu qu'une exemption d'impôts accordée sous l'ancien régime ne peut avoir d'effet sous le nouveau, dont les principes excluent de tels privilèges; que l'impôt du timbre établi sous l'ancien régime n'est point, d'ailleurs, l'impôt du timbre qui est en vigueur sous le nouveau; qu'aucune loi nouvelle n'a exempté les registres d'engagement et de dégageant des Monts-de-Piété du nouveau droit de timbre établi par celle des 7-18 fév. 1791; que les exceptions de cette loi et de celle du 13 brum. an 7 les y assujettissent évidemment; que le tribunal civil du département de la Seine, en jugeant le contraire, a violé ces lois. — Cassé, etc. (2).

Du 14 vend. an 10. — Sect. civ. — Rapp. le cit. Doutrepoint — Concl., le cit. Lefebvre, subst.

(1) *P. anal.*, dans le même sens, Cass. 14 mess. an 9. — Plus tard, tous les actes relatifs à l'administration des Monts-de-Piété ont été affranchis de l'enregistrement et du timbre, dans les villes suivantes: Paris, décret du 8 therm. an 13; Bordeaux, décret du 30 juin 1806; Marseille, décret du 10 mars 1807; Versailles, décret du 31 mai 1807; Plai-

sance, décret du 15 janv. 1813; Nîmes, ordonnance du 6 mars 1828. — *P. Trouillet, Dictionn. de l'Enreg.*, v^o Mont-de-Piété; *P. aussi Decr. du minist. des fin.*, du 29 juin 1813.

(2) Ce jugement rendu par défaut a été confirmé sur l'opposition, le 12 prair. an 10.

TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE.—JUGEMENT—**INSERTION DE LOI.**

Sous le Code du 3 brum. an 4, art. 162, les jugemens de simple police devaient, à peine de nullité, contenir les termes de la loi appliqués. (Cod. 3 brum. an 4, art. 162.) (1)

(Mansl.—C. Min. pub.)

Du 16 vend. an 10.—Sect. crim.—Rapp. le cit. Barris.—Concl. le cit. Lecoutour, subst.

DÉPENS.—MINISTÈRE PUBLIC.

Le ministère public ne peut être condamné aux dépens (2).

(Intérêt de la loi.)—**JUGEMENT.**

LE TRIBUNAL.—Vu la 6^e disp., art. 456 du Code des délits et des peines;—Considérant qu'il n'y a pas de règle plus constante et plus indispensable que celle qui met les fonctionnaires remplissant le ministère public à l'abri des condamnations personnelles aux dépens, lorsqu'il n'y pas lieu à accueillir leurs demandes;—Considérant que, dans le cas dont il s'agit, l'adjoint du maire de Vicq ne faisait que remplir les fonctions de commissaire de police, en conformité du Code et de la loi du 37 vent. an 8, en poursuivant les fins du rapport de gardes champêtres de cette commune; que le tribunal de police de Rancornières, en admettant les défrances des prévenus et en rejetant les conclusions du commissaire, ne pouvait néanmoins le condamner personnellement aux dépens de la procédure, et qu'il y a eu, en ce qui touche cette condamnation aux dépens, excès de pouvoir;—Casse, etc.

Du 17 vend. an 10.—Sect. crim.—Rapp. le cit. Siéyès.—Concl., le cit. Lecoutour.

COMPLICITÉ.—ASSASSINAT.—JURY (DECL. DU).

Un accusé de complicité d'assassinat, ne peut être puni de la même peine que l'auteur de ce crime, qu'autant que la circonstance de la préméditation a été posée et résolue à son égard aussi bien qu'à l'égard du principal accusé. (Cod. 3 brum. an 4, art. 373 et 374.) (3)

(Filiatra.—C. Min. pub.)—**JUGEMENT.**

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 373 et 374 du Code des délits et des peines;—Considérant à l'égard de Marie-Thérèse Guérin, femme Fédin, que le jugement rendu par le tribunal criminel du département du Cher l'a condamnée à la peine de mort comme complice de l'assassinat commis par son mari, quoique par la déclaration du jury il soit dit simplement qu'elle avait facilité l'exécution de l'horrible dans sa consommation, avec l'intention du crime, mais sans aucune déclaration sur la préméditation, laquelle cependant était nécessaire pour caractériser la complicité d'assassinat qui a motivé la condamnation à mort de la cit. Guérin; d'où il suit qu'il y a eu insuffisance dans la position des questions soumises à la délibération des jurés, et, par conséquent, contravention aux art. 373 et 374 du Code précité:—Par ces motifs, en ce qui concerne

Marie-Thérèse Guérin.—Casse et annule la position des questions, la déclaration du jury de jugement et le jugement définitif rendu le 6 fruct. dernier par le tribunal criminel du département du Cher

Du 18 vend. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Genevaix.—Concl., le cit. Leroutour.

OCTROIS.—VISITES.—PROCÈS-VERBAL.

La défense faite aux préposés de l'octroi d'arrêter les citoyens, de les questionner et de les visiter, soit sur leurs personnes, soit à raison de leurs malles et valises, ne peut s'appliquer au cas où les objets soumis au droit et introduits sans se conformer à la loi sont en évidence. (L. 6^e jour compl. an 7, art. 9 et 13.) (4)

Un procès-verbal constatant une contravention en matière d'octroi, ne peut pas être annulé parce que le procès-verbal n'a pas été dressé au moment même de l'introduction, lorsqu'il est constaté que le contrevenant a été arrêté par la force armée par des motifs de sûreté publique et conduit à la mairie où les préposés ont rédigé leur procès-verbal.

(Thaler.—C. Min. pub.)—**JUGEMENT.**

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 9, 11 et 13 de la loi du 6^e complément. an 7.—Attendu que, par la disposition dudit art. 13, les citoyens porteurs d'objets de consommation soumis aux droits d'octroi ne sont pas dispensés, à leur entrée dans la commune où ledit droit est établi, de l'obligation imposée par l'art. 9, et restent en conséquence, assujettis aux peines portées en l'art. 11, en cas de contravention; que la défense faite aux préposés de l'octroi d'arrêter les citoyens, de les questionner et de les visiter, soit sur leurs personnes, soit à raison de leurs malles et valises, ne peut s'appliquer au cas où les objets soumis au droit et introduits sans se conformer à la loi, sont en évidence; que, dans l'espèce, la contravention commise par Thaler fils était manifeste, et que, d'ailleurs, les propositions ne se sont permis aucun des actes qui leur sont défendus par la loi; que le fait d'introduction du baril de bière dont il s'agit, sans déclaration préalable, n'était pas même contesté, et que ce fait se trouvait régulièrement constaté, quoique le procès-verbal n'eût pas été dressé au moment même de l'arrivée dudit Thaler à la barrière, parce que ce particulier ayant été arrêté par la force armée, en vertu d'ordre du commandant de la place, par des motifs de sûreté publique, et ayant été conduit immédiatement à la mairie, où les préposés ont rédigé leur procès-verbal, Thaler était à leur égard toujours dans son état d'arrivée à la porte de la commune; d'où il suit qu'en renvoyant ledit Thaler de la demande formée contre lui par les préposés de l'octroi, sur le motif que, d'un côté, la contravention n'avait pas été constatée au moment même de l'introduction, et que, de l'autre, ce particulier n'avait pu, d'après les dispositions de l'art. 13, loi ci-dessus citée, être recherché pour raison des objets dont il était

(1) F. conf., 21 vend., 4 brum., 8 therm. an 7, et les notes.

(2) F. Cass. 21 pluviôse an 8; 16 messidor an 9, et les jugemens identiques qui y sont indiqués.

(3) F. conf., 17 pluv. an 9; 22 août 1806, 15 déc. 1808. Ce jugement n'est d'ailleurs que l'application d'une règle générale du droit criminel en matière de complicité. F. Théorie du Code pénal, t. 2, p. 109. F. aussi Cass. 17 brum. an 5.

(4) Il est important de remarquer que cette décision a été rendue en interprétation d'une loi spéciale du 6^e jour compl. an 7, portant établissement d'un octroi dans la commune du Hâvre. L'art. 13 de cette loi était ainsi conçu: « Dans aucun cas, les citoyens entrant dans la commune du Hâvre, à pied, à cheval, en voiture de voyage, ne pourront, sous le prétexte de la perception de l'octroi, être arrêtés, questionnés ou visités sur leurs personnes, ni à raison des malles ou valises qui les accompagnent. »

porteur, le tribunal de police du Havre a fait une fautive application des dispositions de cet article et commis une contravention aux art. 9 et 11, même loi;—Casse, etc.

Du 18 vend. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Lecoutour.

1° TÉMOINS EN MATIÈRE CORRECT.—APPEL.

2° PREUVE TESTIMONIALE.—TRIBUNAL CORRECTIONNEL.—ACTES.

3° ESCROQUERIE.—VENTE.

1° En matière correctionnelle, lorsque le ministère public demande, en cause d'appel, que les témoins soient entendus de nouveau, il n'y a pas lieu d'exclure ceux qui, entendus dans l'instruction, n'ont pas été appelés en première instance. (C. 3 brum. an 4, art. 300.) (1)

2° Les dispositions des lois qui prohibent la preuve testimoniale contre et outre le contenu aux actes notariés, ne sont pas applicables aux matières correctionnelles et criminelles; (2)

3° Le vendeur d'un immeuble qui, à l'aide de mensonges et de machinations, a trompé l'acheteur sur la constance et la valeur de l'immeuble, et est parvenu ainsi à s'emparer d'une partie de sa fortune, peut être poursuivi comme coupable du délit d'escroquerie. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 2, art. 35.) (3)

(Mét et Noël—C. Castellane.)

Mét avait acheté un domaine 15,600 fr. Il fit aussitôt des baux qui portaient le revenu annuel à 6,000 fr., et répandit des annonces pour trouver un acquéreur. Castellane s'étant présenté, on lui exhiba les deux baux simulés, et on étala par des prétextes mensongers, de lui produire les titres de propriété où se trouvait porté le prix d'achat. Noël, complice de Mét, fait parvenir à Castellane des rapports exagérés sur la contenance du bien et ses revenus : la vente se conclut, et le prix est fixé à 44,000 fr. Castellane découvre bientôt toutes les machinations employées pour lui faire consentir cette convention, et il porte plainte en escroquerie.—Jugement qui renvoie les prévenus de cette plainte, par les motifs que l'action d'un acquéreur qui a payé trop cher, n'est qu'une action civile étrangère à la juridiction correctionnelle, et que l'art. 35, tit. 2 de la loi des 19-22 juill. 1791, ne s'applique qu'aux faits qualifiés dol et fraude, parmi lesquels ne sont point rangés l'élévation du prix et le défaut de délivrance de la contenance du fonds.—Appel, et le 12 messid. an 9, jugement qui infirme en ces termes : « At-

tendu qu'il résulte des circonstances de la cause que c'est à l'aide des machinations, ruses et fraudes pratiquées par Mét et Noël, que Castellane a été induit en erreur sur la contenance, la valeur et le produit du domaine de la Thèverie, et que c'est par l'effet de leurs manœuvres que ses préoccupations tendant à obtenir des renseignements vérifiées à cet égard ont été déjouées.—Attendu, en droit, qu'il n'y a point de contrat lorsqu'il est le fruit du dol et de la fraude qui peuvent être prouvés par témoins comme tous les autres délits, nonobstant que cette preuve soit contraire à ce qui peut être contenu dans un acte notarié, aux termes de l'art. 2, tit. 20 de l'ordonn. de 1667, applicable seulement en matière civile;—Attendu que les faits exposés dans la plainte de Castellane sont justifiés et caractérisent le délit prévu par l'art. 35, tit. 2 de la loi du 22 juill. 1791.—Condamne Mét et Noël pour escroquerie, chacun en un mois d'emprisonnement, à 500 fr. d'amende et aux frais solidaires.

Pourvoi en cassation par les condamnés, qui soutiennent, notamment, que l'action correctionnelle n'est autre chose qu'un moyen d'éluder la loi du 14 fructid. an 3 abolitive du droit de rescision, et qu'au fond, les faits ne constituent point le délit d'escroquerie.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant qu'aucune loi ne défend aux parties d'inviter le ministère public à requérir que les témoins soient entendus de nouveau devant le tribunal criminel; que les art. 201 et 202 du Code du 3 brum. an 4, n'ont pas été violés; que, d'ailleurs, leur exécution n'est pas prescrite à peine de nullité; que le commissaire du gouvernement ayant demandé généralement que les témoins fussent entendus de nouveau, il n'y a pas de raison d'exclure de la demande les témoins entendus devant les officiers de police judiciaire; que, conséquemment, l'ordonnance du tribunal y relative est conforme à cette demande; que la femme Bessé ayant été entendue devant l'officier de police judiciaire était l'objet de la même demande, ainsi que tous les autres témoins entendus; que l'art. 54 de l'ordonn. de Moulins, fév. 1565, et que l'art. 2, tit. 20 de l'ordonn. de 1667, n'appartiennent pas aux matières correctionnelles et criminelles; que la loi du 14 fructid. an 3 se borne aux actions civiles en rescision pour cause de lésion d'outre-moitié, et que, dans l'espèce, il ne s'agit aucunement d'une action de cette nature; qu'enfin, les demandeurs se sont permis des mensonges, des actions fallacieuses, des machinations tendant à s'emparer d'une partie de la fortune du cit. Cas-

(1) La jurisprudence a consacré ce principe, qu'il peut être produit en appel des témoins qui n'ont pas été entendus en première instance : *F. Cass. 9 niv. an 14*; 28 mars 1806. Cependant les juges ont la faculté discrétionnaire de ne pas les entendre, s'ils se trouvent suffisamment éclairés : *Cass. 4 août 1820.*

(2) *F. sur cette matière, Merlin, Répert., v.° Dépôt, § 1^{er}, n.° 6, et Serment, § 2, art. 2; Toullier, t. 9, n.° 154; Mangin, Traité de l'action publique, n.° 169; et Cass. 5 sept. 1812; 17 juil. 1813, 12 sept. 1816; 4 oct. 1816; 1^{er} août 1817, etc.*

(3) Il est à remarquer que, dans l'espèce, l'escroquerie ne portait point sur l'immeuble, mais qu'elle avait pour but de s'emparer de la fortune de l'acquéreur, au moyen de manœuvres frauduleuses; un tel fait peut donc rentrer dans les termes de l'art. 405 du Code pénal, si d'ailleurs les conditions prescrites par cet ar-

ticle pour l'existence du délit, se trouvaient réunies. La véritable difficulté, dans les faits de cette nature, consiste dans l'appréciation du dol qui entache le contrat : il faut, en effet, distinguer le dol civil et le dol constitutif des délits. Le premier qui est aussi une fraude coupable, ne donne lieu cependant qu'à la rescision du contrat qui en est infecté. Ce n'est que lorsque cette fraude est accompagnée de manœuvres criminelles et que la loi la définit, qu'elle peut être l'objet d'une poursuite correctionnelle. On ne doit pas, au reste, perdre de vue que l'art. 405 a surtout eu pour but de restreindre l'incrimination du dol, en soumettant cette incrimination à l'existence de certaines circonstances aggravantes, et que dès lors le juge doit admettre avec plus de réserve que sous la loi des 19-22 juill. 1791, les poursuites motivées sur la fraude qui peut envahir les actes. *F. la note sur le jugement du 9 vend. an 10.*

teillane, ce qui caractérise le délit d'escroquerie; — Rejette, etc.

Du 18 vend. an 10. — Sect. crim. — Prés., le cit. Viellart. — Rapp., le cit. Banchau. — Concl. contr., le cit. Lecoulour.

1^{re} DEMANDE NOUVE. — FRUITS. — PROVISION.

2^o FRUITS PRÉJUDICIAUX. — JUGEM. PAR DÉFAUT.

3^o TIERS POSSESSEUR. — DONATAIRE CONTRACTUEL.

1^o Un tribunal d'appel, saisi d'une demande en restitution d'immeubles, peut statuer sur les conclusions du demandeur tendant à obtenir la restitution des fruits, et une provision pour subvenir aux frais d'une expertise ordonnée, bien que ces conclusions n'aient pas été prises en première instance. (L. 5 brum. an 3, art. 7; — Cod. proc. civ., art. 464.) (1)

2^o La partie condamnée par défaut, faute de plaider, qui forme ensuite opposition au jugement, ne doit pas nécessairement être condamnée à payer au demandeur les frais préjudiciaux du défaut. Les juges ne sont obligés d'allouer ces frais que dans le cas de défaut faute de comparaitre ou de défendre. (Ord. 1667, tit. 11, art. 6.) (2)

3^o Le donataire contractuel de biens compris dans les dispositions rétroactives des lois des 5 brum. et 17 niv. an 2, est un tiers possesseur, dans le sens de l'art. 1^{er} de la loi du 3 vend. an 4. — En conséquence, le rapport de l'effet rétroactif ne lui préjudicie pas. (L. 5 brum. an 2; 17 niv. an 2; 9 fruct. an 3; 3 vend. an 4.) (3)

(Dubarry — C. Lonjon.)

Partestament, en date du 20 juillet 1781, le cit. Lonjon avait institué Lonjon, son neveu, pour héritier universel, et il avait légué au mineur Dubarry le domaine de Ricaumont. — 17 déc. 1790, décès du testateur.

Le 10 janv. 1793, le père du mineur Dubarry est envoyé en possession du domaine légué. — Bientôt après surviennent les lois des 5 brum. et 17 niv. an 2. En vertu de ces lois, Lonjon neveu, tout à la fois héritier institué et présomptif de son oncle, réclame la propriété du domaine de Ricaumont, et demande que le legs du mineur Dubarry soit réduit à 10,000 fr. — De là, contestation soumise à des arbitres.

Pendant l'instance, Lonjon se marie avec la demoiselle Baraillas, et lui donne par contrat de mariage tous ses biens présents.

Les arbitres réduisent enfin le legs du mineur Dubarry à 10,000 fr., et condamnent Lonjon à les payer suivant ses offres. — La sentence arbitrale est signifiée, et Lonjon se met en possession du domaine de Ricaumont. — Peu de temps après, Dubarry demande, en vertu des lois des 9 fruct. an 3, et 3 vend. an 4, abolitives de l'effet rétroactif de celle

du 17 niv., à être réintégré dans la propriété et jouissance du domaine à lui légué. Le 28 vent. an 4, ord. du tribunal civil de la Haute-Garonne, qui l'envoie en possession provisoire de ce domaine. — La dame Lonjon intervient; elle prétend qu'à la faveur de son contrat de mariage, portant donation, à son profit, des biens présents, de la part de son mari, elle se trouve placée dans l'exception admise par la loi du 3 vend. an 4, article premier, et que conséquemment, comme tiers possesseur, elle a droit à la propriété du domaine de Ricaumont. — Il est à remarquer que cette donation contractuelle avait été faite sous l'empire de la rétroactivité de la loi du 17 niv. an 2.

Le 17 mess. an 4, jugement du tribunal civil de la Haute-Garonne, qui maintient le sieur Dubarry légataire, dans la propriété et jouissance du domaine de Ricaumont.

Appel par la cit. Lonjon. — Elle soutenait qu'elle était nécessairement comprise dans l'exception établie par l'art. 1^{er} de la loi du 3 vend. an 4, parce qu'elle devait être considérée comme tiers possesseur du domaine de Ricaumont, en sa qualité de donataire contractuelle par un titre irrévocable de sa nature.

Le cit. Dubarry répondait qu'une donation contractuelle entre époux, ne devant produire son effet qu'après le décès de l'époux donateur, l'époux donataire ne pouvait être considéré, avant ce décès, comme propriétaire ou tiers possesseur de la chose donnée; qu'ainsi, dans l'espèce, le sieur Lonjon vivant encore, il n'y avait lieu de faire l'application de l'art. 1^{er} de la loi du 3 vend. an 4.

Le 25 prair. an 7, jugement infirmatif, qui maintient la dame Lonjon en pleine propriété du domaine de Ricaumont, sous la réserve néanmoins d'une portion équivalente à 10,000 fr., en faveur du sieur Dubarry. — Le même jugement accorde à la dame Lonjon une provision pour subvenir aux frais d'une expertise qu'il a ordonnée, et la restitution des fruits depuis l'indue possession du légataire.

Pourvoi en cassation de la part de celui-ci, pour fautive application de l'art. 1^{er} de la loi du 3 vend. an 4, sur le motif que la dame Lonjon, donataire contractuelle de son mari, n'avait pu être considérée comme tiers possesseur du domaine dont il s'agit dans le sens de cette loi. Deux autres moyens étaient proposés par le demandeur. Le jugement ci-après les fera suffisamment connaître.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, 1^o que la restitution de la moitié des fruits était une conséquence du chef de demande en déniement du domaine; 2^o qu'en ordonnant une visite et une opération d'experts, les juges ont pu adjoindre à la partie qui ne possédait pas le fonds, une somme à titre de

(1) Le principe qu'on ne peut former une demande nouvelle en cause d'appel est textuellement énoncé dans le Code de procédure. Mais il présente, dans l'application, de graves difficultés. Quest-ce, en effet, qu'une demande nouvelle? Comment en déterminer les caractères? Comment tracer la ligne de démarcation qui la sépare d'une demande accessoire implicitement comprise dans la demande principale? Ces questions se sont présentées souvent devant les Cours royales et devant la Cour suprême, et elles ont reçu des solutions dont les nuances, presque imperceptibles, sont cependant infiniment variées comme les espèces sur lesquelles elles sont intervenues. Dans l'impossibilité d'extraire de ces décisions aucune règle bien fixe, nous ne pouvons que

renvoyer aux sources elles-mêmes. V. *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o *Demande nouvelle*. V. aussi les observations dont nous avons accompagné un jugement du 13 fruct. an 8 (aff. Calquest). — F. enfin, dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Cass. 2 niv. an 9; 11 frim. an 10; 13 niv. an 12, 14 juill. 1806; Besançon, 25 août 1826. — Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Appel*, § 14, n^o 8.

(2) F. conf., Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Frais préjudiciaux*, § 2.

(3) F. conf., Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Effet rétroactif de la loi du 17 niv. an 2*, où se trouvent recueillies les conclusions préparées par lui dans cette affaire.

provision pour subvenir aux frais de l'opération;... Attendu 3^e que l'art. 6, tit. 11 de l'ordonnance de 1667 ne parle des dépens que pour les défauts pris au greffe faute de comparoir ou de défendre de la part des parties assignées; et que, dans l'espèce, il s'agissait d'un défaut faute de plaider; d'où il suit qu'il n'y avait pas obligation d'allouer des frais de défaut au demandeur;

Attendu que le défendeur Lonjon, héritier de son oncle, testateur, était saisi par la loi de ses biens; que le décret du 5 brumaire an 2 lui avait réellement restitué le domaine de Ricaumont légué; que les exceptions prononcées par la loi du 17 niv. an 2, en faveur du légataire d'une fortune de 10,000 fr. et au-dessous, n'ont pas changé le titre de cet héritier, ni détruit ses droits à la propriété du même domaine; qu'il a donc continué d'être propriétaire et possesseur; qu'il a, par conséquent, pu être considéré par les juges du tribunal de l'Aude, comme ayant pu transmettre à la dame de Barailles, sur son contrat de mariage, cette même propriété; et que cette donataire contractuelle des biens présents à une époque antérieure à celle des lois qui ont rapporté l'effet rétroactif, a pu être placée dans l'exception admise par l'art. 1^{er} de la loi du 3 vend. an 4, sans faire une fausse application de cette loi;—Rejette, etc.

Du 21 vend. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Delacoste. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

COMMUNE.—RÉINTÉGRATION.—FRUITS.

La commune qui, en vertu de la loi du 28 août 1792, est réintégrée dans les biens dont elle avait été dépossédée par la puissance féodale, ne peut demander la restitution des fruits perçus par le ci-devant seigneur. (L. 28 août 1792, tit. 1^{er}, art. 3; Décr. 6 germ. an 2.)

(La comm. de Champigny—C. Testu-Ballincourt.)

La commune de Champigny avait fait assigner, en 1793, le ci-devant seigneur, en délaissement de soixante-cinq arpens de bois taillis qu'elle prétendait avoir anciennement possédés; elle demandait en même temps la restitution des fruits.

3 niv. an 2, jugement arbitral qui condamne les mineurs Testu-Ballincourt, sur les deux chefs de la demande.

Pourvoi du tuteur des mineurs Testu-Ballincourt contre la disposition du jugement du 3 niv. an 2, qui ordonne la restitution des fruits perçus depuis quarante ans (1).

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 1^{er} de la loi du 28 août 1792, ainsi conçu:—«L'art. 1 de l'ordonnance des eaux et forêts de 1669, ainsi que tous les édits, déclarations, arrêts du conseil et lettres patentes qui, depuis cette époque, ont autorisé le triage, partage, distribution ou concession de bois et forêts domaniales et seigneuriales au préjudice des communautés usagères, sont dans le cas, soit hors les cas permis par ladite ordonnance, soit révoqués, et demeurent à cet égard, comme non avenus; et, pour rentrer en possession des portions de leurs biens communaux dont elles ont été privées par l'effet de ladite ordonnance, les communautés seront tenues de se pourvoir, dans l'espace

de cinq ans, par-devant les tribunaux, sans pouvoir prétendre aucune restitution des fruits perçus, et sans qu'il puisse y avoir contre elles aucune action en indemnité pour cause d'impenses.—Art. 8. Les communes qui justifieront avoir anciennement possédé des biens ou droits d'usage quelconque dont elles auront été dépossédées en totalité ou en partie par les ci-devant seigneurs, pourront se faire réintégrer dans la possession desdits biens ou droits d'usage, nonobstant tous édits, arrêts, jugemens, transaction et possession contraires, à moins que les ci-devant seigneurs ne représentent un titre authentique, qui constate qu'ils ont légitimement acquis ledits biens.»

Vu encore le décret du 6 germ. an 2, rendu en interprétation de ladite loi, sur la question présentée de savoir si les communes réintégrées par cette loi dans les biens communaux dont elles avaient été dépossédées par l'effet de la puissance féodale, devaient obtenir la restitution des fruits précédemment perçus par les ci-devant seigneurs; ledit décret portant qu'il n'y a pas lieu à délibérer, attendu, y est-il dit, que la loi du 28 août 1792 n'a point dérogué au principe du droit commun d'après lequel, empruntant les ci-devant seigneurs des biens qui avaient appartenu primitivement aux communes, on ne pouvait exiger d'eux aucune restitution des fruits perçus antérieurement à la demande en revendication formée judiciairement à leur charge; que ce principe a même servi de base à une disposition de l'art. 1^{er}, et que c'est uniquement pour éviter une redite inutile, que l'on ne l'a pas rappelé dans l'art. 8;

Attendu que l'action de la commune a été particulièrement fondée sur les dispositions de la loi du 28 août 1792;—Qu'il résulte des dispositions de cette loi et du décret du 6 germinal an 2, ci-dessus cités, que les communes, en rentrant, en conséquence de ladite loi, dans les droits et biens dont elles avaient été privées par l'effet des ordonnances et arrêts du conseil, ou dont elles avaient été dépossédées par les ci-devant seigneurs, ne pouvaient, dans aucun cas, prétendre la restitution des fruits et revenus;—Qu'il y a conséquemment violation formelle de cette loi et du décret du 6 germinal an 2, dans le jugement arbitral dont il s'agit, qui a condamné les mineurs Testu-Ballincourt à la restitution des fruits et revenus perçus depuis quarante ans;—Par ces motifs, casse le jugement arbitral dont est question, rendu le 3 niv. an 2; et attendu que le pourvoi des mineurs Testu a été dirigé uniquement contre la disposition relative à la restitution des fruits, ordonne que les parties seront remises, à cet égard seulement, au même et semblable état où elles étaient avant ledit jugement; les renvoie, en conséquence, à procéder en première instance devant le tribunal de Sens.

Du 22 vend. an 10.—Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Lefessier, subst.—Pl., le cit. Badin, av.

VENTE.—PRIX INDÉTERMINÉ.

Une vente n'est pas nulle par cela seul qu'elle est faite pour un prix en partie indéterminé, si ce prix est déterminable d'après le contrat. (L. 7, § 2, ff. de Contrah. empt.) (2)

(1) Le tuteur des mineurs Testu-Ballincourt avait fait réserver dans son mémoire en cassation, de se pourvoir ultérieurement contre le chef principal du jugement. Sur ce pourvoi est intervenu, le 22 brum. an 13, un jugement de cassation.

(2) *Sine prelio nullum venditio est*, porte la loi 2,

§ 1^{er}, ff. de Contr. empt.; et de tous temps les auteurs et la jurisprudence ont tenu pour règle que le prix devait être certain et déterminé pour que la vente fût valable. P. Pothier, de la Vente, 1^{re} part. sect. 2, art. 2, § 2.—«Néanmoins, ajoute cet auteur, il n'est pas nécessaire qu'il soit absolument déter-

(Civadier—C. héritiers Contamine.)

Le 19 avril 1793, Marie-Jeanne Contamine, veuve, sans enfans, d'Éloi-Dominique Humez, avait vendu à la dame Civadier, sa sœur, cinquante-six mencaudées de terre labourables, et trois parties de rentes, dont les capitaux réunis s'élevaient à 2,818 liv., pour la somme de 12,000 liv. en assignats. Le prix fut modéré à cette somme, 1^{re} à cause de diverses prétentions que la dame Civadier pouvait former contre la vendeuse, et dont le montant n'était point déterminé dans le contrat de vente; 2^o à cause d'une remise que la dame Civadier avait faite à une autre de ses sœurs, d'une indemnité assez considérable. — La vendeuse étant morte le 32 vend. an 2, sous l'empire de la loi du 17 nivôse précédent, ses héritiers demandèrent la nullité de cette vente, comme simulée et faite à leur préjudice, et conclurent subsidiairement à la rescision de l'acte de vente pour cause de lésion. — Le tribunal civil du département du Nord, par jugement du 11 fruct. an 5, débouta les héritiers de la veuve Humez de leurs fins et conclusions.

Sur l'appel, le tribunal civil du Pas-de-Calais, par jugement du 3 fruct. an 6, annula la vente par le motif que la fraude se présume facilement entre proches parens; que le contrat dont il s'agit ne porte pas tous les caractères nécessaires à la validité d'une vente; que le prix n'y est pas déterminé; que celui connu est notoirement inférieur à la valeur du bien aliéné; que le surplus est, d'une part, étranger à la vendeuse, et que, de l'autre, on n'y exprime pas suffisamment les objets qui doivent tenir lieu du prix, de manière que tout y démontre la volonté d'avantager un des héritiers, au préjudice des autres.

Pourvoi en cassation pour contravention aux articles 51 et 107 de la coutume de Valenciennes, qui régit la matière, et à l'art. 1^{er} de la loi du 18 pluv. an 5.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu les articles 51 et 107 de la coutume de Valenciennes, ainsi conçus: — Art. 51. « Le propriétaire d'un héritage et rente de nature immeuble, n'étant pas marié et n'ayant d'enfans de légal mariage, peut aliéner aussi bien ses héritages et rentes patrimoniaux qu'autres, soit par vente ou autrement, sans le consentement de ses héritiers appareus; — Art. 107. On peut donner à son enfant, en avancement de mariage, ce que bon seuble, et ne sera, tel enfant, tenu de rapporter ledit avancement venant à la succession du sou père ou de sa mère, n'est qu'il y eût devise, au contraire, par ledit contrat de mariage, testament ou autres dispositions postérieures: sera néanmoins, ledit enfant, obligé de tenir compte dudit avancement, voulant prétendre sa légitime; » — L'art. premier de la loi du 18 pluv. an 6, qui porte: « Les avantages, les prévenemens, préciputs, donations entre-vifs, institutions contractuelles et autres dispositions irrévocables de leur nature, légitimement stipulées en ligne directe avant la publication de la loi du 7 mars 1793, et en ligne collatérale ou entre individus non parens, antérieurement à la publication de la loi du 5 brum. an 2, aont leur plein et entier effet, conformément aux anciennes lois, tant sur les successions ouvertes jusqu'à ce jour, que sur celles qui s'ouvriront à l'avenir; »

« mine, il suffit qu'il soit tel qu'il doive le devenir, et qu'il ne soit pas laissé au pouvoir seul de l'une ou des parties. » — *V.* au surplus l'art. 1592 du Code civil, qui dispose que le prix de la vente peut être laissé à l'arbitrage d'un tiers.

Attendu que le 19 avril 1793, la veuve Humez était capable d'aliéner ses biens, et de les donner même à la demanderesse, sans que celle-ci dût les rapporter à la succession de ladite veuve Humez, sa sœur, selon les articles ci-dessus cités de la coutume de Valenciennes; de manière que ces deux sœurs n'avaient aucun intérêt de simuler une vente pour masquer une donation autorisée par la loi, et que la raison et l'équité ne permettent pas de supposer, dans un contrat, une fraude et une simulation absolument inutiles à l'indivert des parties contractantes;

Attendu que l'on ne peut pas dire, avec justice, qu'une vente est simulée et frauduleuse, parce que le prix en est indéterminé, puisque le droit romain, qui sert de supplément à la coutume de Valenciennes, établit précisément le contraire: *Si quis ita emerit: est nihil fundus emptus centum, quem plura vendidero, valet venditio, et statim impletur: habet enim certum pretium centum; augebitur autem pretium, si plurius emptor fundum vendiderit. L. 52, ff. de Contrahenda emptione venditione; —* Que si, dans le cas présent, une partie du prix est indéterminée, elle était du moins déterminable, et le jugement du tribunal civil du département du Nord, du 11 fruct. an 5, en est la preuve; car il y est établi, en déterminant la partie indéterminée du prix d'achat, que dans cette vente il n'y a point lésion d'outre-moitié;

Attendu, enfin, que le tribunal civil du département du Pas-de-Calais, ne pouvait, le 3 fruct. an 6, étayer son jugement de la loi du 17 niv. an 2, parce que l'article 1^{er} de celle du 18 pluv. an 5, rendait leur pleine et entière vigueur à toutes les dispositions irrévocables faites entre parens collatéraux, antérieurement à la publication de la loi du 5 brum. an 2; — Que le jugement attaqué, en annulant la vente du 19 avril 1793, sous prétexte de simulation et de fraude employées par les parties contractantes pour avantager contre les lois un héritier au préjudice des autres, a donc violé la coutume de Valenciennes et la loi du 18 pluv. an 5, la loi romaine, et, par suite la loi des contrats; — Casse, etc.

Du 22 vend. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Boutrepoint. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

DERNIER RESSORT. — RENTE VIAGÈRE. — DEMANDE INDÉTERMINÉE.

Une demande en réduction d'une pension viagère de 600 fr., est d'une valeur indéterminée, et ne peut dès lors être jugée qu'à la charge de l'appel (1).

(Bontelle—C. Crespin.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 5, tit. 4 de la loi du 16 août 1790, ainsi conçu: « Les juges de district connaîtront en premier et dernier ressort de toutes affaires personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 1,000 liv. de principal, et de des affaires réelles dont l'objet principal sera de 50 livres de revenu déterminé, soit en rente, soit par prix de bail; » — Attendu que la demande du citoyen Bontelle en réduction de la pension annuelle et viagère de 600 livres à la somme de 150 livres, n'avait pas une valeur déterminée, vu l'incertitude de la durée de la vie

(1) *V. conf.* Cass. 11 vend. an 7 (aff. Langlois) et la note, 19 prair. an 10 (aff. Roquesfort). — *V.* au surplus, sur la compétence des tribunaux pour connaître en premier ou en dernier ressort des demandes indéterminées, *Jurispr. du XIX^e siècle*, v^o Dernier ressort, §§ 2 et 3.

de Louis-Alexandre à qui elle était due; et que d'ailleurs la pension annuelle et viagère de 150 livres, dont le citoyen Bouteille demandait à être déchargé, aurait été évaluée à un principal de plus de 1,000 francs; et qu'en prononçant en premier et dernier ressort sur cette demande susceptible de deux degrés de juridiction, le tribunal civil du département de la Seine a contrevenu à l'art. 5, tit. 4 de la loi du 16 août 1790, précité, et, par conséquent, a commis un excès de pouvoir;—Casse le jugement rendu par le tribunal civil du département de la Seine, le 9 germ. an 6, etc.

DU 24 VEND. AN 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Lombard-Quineleux.—Concl., le cit. Lefessier, subst.—Pl., le cit. Mathias, av.

EXPROPRIATION FORCÉE. — MINEUR. — FEMME SÉPARÉE DE BIENS. — CHANGEMENT D'ÉTAT.—NOTIFICATION.

1^o La veuve d'un tuteur, créancière personnelle des pupilles de son mari, peut valablement diriger contre eux des poursuites en expropriation, alors même que le compte de tutelle n'a pas été rendu, si d'ailleurs elle n'était pas commune en biens avec le tuteur (1).

2^o L'adjudication sur saisie immobilière, prononcée contre un tuteur comme représentant son pupille, n'est pas nulle par cela seul que le débiteur exproprié aurait atteint sa majorité avant le commencement des poursuites, lorsqu'il n'a pas notifié son changement d'état au poursuivant, pendant les procédures, et qu'il n'a formé aucune opposition à la vente (2).

(Hotto—C. Canler.)

De Longchamps avait été tuteur des mineurs Hotto ses belles-sœurs. Après sa mort, sa veuve épousa Nicolas Canler. Elle se constitua en dot, entre autres biens, une créance de 2,000 francs résultant d'une condamnation prononcée à son profit, par sentence du prévôt de Compiègne, du 6 août 1762, contre la veuve Hotto, sa mère. La veuve Hotto étant décédée, les époux Canler firent déclarer cette sentence exécutoire contre le tuteur des mineurs, ou plutôt des présumées mineures Hotto, car déjà, à cette époque, elles avaient atteint leur majorité.—En conséquence, poursuites en expropriation forcée contre le tuteur, et, par suite, adjudication prononcée par

décret du 18 mai 1771, le tout, sans opposition de la part des intéressés.

Ce ne fut que dix ans après qu'une demande en nullité de l'adjudication fut formée par les cit. Cauchois et Clugny, devenus époux des demoiselles Hotto. Cette demande était fondée, et sur ce que la poursuite d'expropriation n'avait pas été précédée d'un compte de tutelle, en raison de la gestion de De Longchamps, premier mari de la dame Canler; et en ce que la poursuite avait été dirigée, non pas contre les citoyens Cauchois et Clugny, alors majeurs, mais contre leur ancien tuteur, qui n'avait plus aucune qualité pour les représenter.

Le 5 avril 1778, arrêt contradictoire qui maintient l'adjudication.

Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu, sur le premier moyen, qu'il n'est point justifié qu'Euphrasie Jugneaux, femme Canler, fût commune en biens avec Pierre Dieu-de-Longchamps, son premier mari, ni qu'elle eût accepté sa communauté; d'où il résulte que son second mari n'a jamais été, en cette qualité, responsable de la tutelle exercée par ledit de Longchamps sur les biens et personnes des demanderessees, ni tenu, par conséquent, à rendre aucune espèce de compte aux mineures.

Sur le second, qu'à l'époque où le décret judiciaire eut lieu, les demanderessees, quoique devenues majeures, n'ont point notifié leur changement d'état, et qu'elles n'ont enfin réclamé que plus de dix ans après l'adjudication du décret;—Rejette, etc.

DU 24 VEND. AN 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liboret.—Rapp., le cit. Vergès.—Concl., le cit. Lefessier, subst.—Pl., les cit. Champion et Boquet.

RÈGLEMENT DE JUGES.—ADMINISTRATION (MATIÈRE D').

Il y a lieu à se pourvoir en règlement de juges devant la Cour de cassation, lorsque les juges de première instance et d'appel ont retenu, malgré le déclinatoire proposé, le jugement d'une contestation qui était hors de leurs attributions; par exemple, en ce que, soit à raison de la matière, soit à raison de la convention des parties, la demande devait être portée devant l'autorité administrative.—Dans ce cas, la Cour de cassation annule les jugements rendus, et renvoie les parties à se

(1) Cette décision serait également applicable, 1^o dans le cas où la femme qui aurait obtenu sa séparation de biens exercerait ses poursuites du vivant même de son mari tuteur; 2^o dans le cas où, après la décès de son mari, elle aurait renoncé à la communauté ayant originellement existé entre eux.

(2) La solution donnée à cette question par le tribunal de cassation, nous paraît violer ouvertement tous les principes. En effet, le mineur, au moment où il atteint sa majorité, n'est certainement pas obligé de notifier son changement d'état à tous ceux qui peuvent prétendre avoir quelque action à exercer contre lui, et en défaut de notification n'empêche pas, qu'à partir de cette époque, lui seul ne soit apte à défendre ses droits en justice, et que son ancien tuteur ne soit dépourvu de toute qualité pour le représenter. Les poursuites dirigées contre le tuteur sont donc nulles.—En vain on dit que le poursuivant a pu ignorer le changement d'état. La réponse à cet argument se trouve dans la maxime: *Nemo censetur ignorare conditionem ejus*

cum quo agit. Il y a même cela de remarquable dans l'espèce que la poursuivante était la propre sœur des débiteurs, et ne pouvait par conséquent être facilement présumée ignorer leur âge.—En vain encore on ajoute que les débiteurs devaient former opposition à la vente. Les poursuites n'étaient pas dirigées contre eux, ils pouvaient les ignorer en fait, et ils n'en avaient pas connaissance légalement. Si l'on admettait sans restriction le système du jugement que nous rapportons, il serait vrai de dire qu'aucune fortune ne serait à l'abri des spoliations. Cette décision ne peut donc s'expliquer que par les circonstances particulières de la cause, et surtout par cette considération que les débiteurs semblaient avoir ratifié la vente par dix années de silence.—L'adjudication serait valable si l'intéressé, mineur lors des premières poursuites, n'était devenu majeur que pendant l'instance, et n'avait pas notifié son changement d'état. *V. Cass.*, 25 fruct. an 3; 12 août 1823; 10 juill. 1827.—Magna, *Minorité et Tutelle*, t. 2, p. 1430.

pouvoir devant qui de droit. (Ord. 1737, art. 19.) (1)

(La compagnie Ouin—C. la compagnie Ruau.)

La compagnie Ouin avait traité avec le gouvernement pour des fournitures de vivres à l'armée d'Angleterre. Le gouvernement s'était chargé de fournir les édifices nécessaires au service et de rembourser le prix des réparations dont ils auraient besoin. — Bientôt après la compagnie Ouin sous-traita avec la compagnie Ruau, pour les mêmes fournitures.

L'organisation de l'armée d'Angleterre n'eut pas lieu; le traité fut résilié; mais la compagnie Ruau, ayant fait 19,255 liv. de réparations aux édifices du gouvernement, et voulant être remboursée, cita la compagnie Ouin devant le tribunal de commerce. — Celle-ci n'opposa qu'un déclinatoire fondé : 1° Sur ce que les réparations n'avaient pas été une opération commerciale, mais un simple mandat du gouvernement, transmis à la compagnie Ruau, ce qui rendait la nature du procès administrative; 2° sur ce que, dans les traités, il avait été positivement convenu que toutes les contestations relatives à l'interprétation ou à l'exécution de ces actes seraient jugées administrativement.

Jugement du tribunal de commerce, qui rejette le déclinatoire de la compagnie Ouin; « attendu qu'il ne s'agit ni de l'interprétation ni de l'exécution du traité passé avec le gouvernement.

Appel.— Jugement du tribunal de Paris, confirmatif sur la compétence et sur le fond.

POURVOI en règlement de juges, et subsidiairement en cassation. — Le moyen relatif au règlement de juges était pris de ce que la compagnie Ouin était convenue avec la compagnie Ruau, de n'être jugée qu'administrativement; et surtout de ce qu'il n'était que *mandataires* du gouvernement, étant obligés d'appeler le gouvernement en garantie, et toute discussion avec le gouvernement étant administrative, par la nature ou par la force du traité, l'autorité judiciaire n'avait pu en connaître.

Le moyen de cassation était pris de ce que les juges d'appel, comme de première instance, avaient décidé, contrairement aux conventions; attendu que la compagnie Ruau, aux termes du traité, ne devait faire des réparations qu'après autorisation.

Ce dernier moyen a été repoussé par le commissaire, sur le fondement qu'il n'avait pas été présenté devant les premiers juges (Loi du 5 germ. an 2). Mais, d'avis qu'il avait été incompétamment jugé, il a conclu à ce que le tribunal ren-

voyât devant l'autorité compétente, et subsidiairement il a conclu à la cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Prononçant en règlement de juges, attendu que le tribunal de commerce n'était compétent ni à raison de la matière, ni à raison des conventions; — Ordonne que sans avoir égard aux jugemens attaqués, qui seront regardés comme nuls, les parties se pourvoient devant qui de droit, etc.

Du 21 vend. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Muraire. — Rapp., le cit. Lachèze. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

JURY (QUESTIONS AU). — CIRCONSTANCE

AGGRAVANTE. — DOMESTICITÉ.

Sous le Code du 3 brum. an 4, lorsqu'il résultait de l'acte d'accusation et des débats, que l'accusé était domestique chez la personne au préjudice de laquelle le vol avait été commis, l'omission d'une question sur cette circonstance aggravante emportait nullité. (Cod. 3 brum. an 4, art. 373) (2)

(Bills.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 373, 374 et 375 du Code des délits et des peines; — Considérant qu'il résulte des articles de la loi précités que toutes les questions qui dérivent de l'acte d'accusation ou des débats doivent être posées et résolues; que, dans l'espèce, le jury de jugement n'a pas été interrogé sur cette circonstance résultant de l'acte d'accusation et de la défense du condamné; que celui-ci était ou n'était pas, à l'époque du vol, domestique chez le cit. Mamin, à qui appartenaient les effets déclarés avoir été volés; que l'omission de cette question est une contravention expresse aux art. 373, 374 et 375 du Code précités; — Casse, etc.

Du 26 vend. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Liger-Verdigny. — Concl., le cit. Lecoutour;

COUR MARTIALE MARITIME. — COMPÉTENCE.

Une Cour martiale maritime est incompétente pour statuer sur la demande formée par un condamné aux galères perpétuelles, en révision de son procès jugé sous l'ancienne législation. (LL. 3 sept. 1793, art. 1^{er}; 29 juin 1793.) (3)

(Rony—C. Min. publ.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 1^{er} de la loi du 3 sept. 1793, et la loi du 29 juin 1793; — Attendu que, dans l'espèce, où il s'agissait d'une demande

pour la position des questions, et qu'il fallait dès lors relever ces questions dans toutes les parties de cet acte.

(3) Le décret du 3 sept. 1793 portait, art. 1^{er} : « Les demandes en abolition ou commutation des peines afflictives ou infamantes, prononcées contre des personnes qui sont encore vivantes, par des jugemens rendus en dernier ressort sur des procès instruits selon les formes auxquelles a été substituée la procédure par jurés, seront portées devant les tribunaux criminels des départements dans le ressort desquels les procès auront été instruits en première instance. » Et le décret du 26 juin 1793, portait : « Les condamnés aux fers ou à la réclusion qui, aux termes du décret du 3 sept. 1792, ont la faculté de se faire rejurer conformément aux nouvelles lois, pourront user de cette faculté devant les tribunaux criminels des départements dans l'étendue desquels ils sont détenus; la Convention leur attribuant à cet égard toute juridiction. »

en abolition de la peine des galères à laquelle le nommé Rouy avait été condamné à perpétuité, la Cour martiale maritime établie à Brest était incompétente pour statuer sur une pareille demande, et que, d'après la disposition des lois ci-dessus citées, c'était aux seuls tribunaux criminels ordinaires qu'il appartenait d'en connaître; — *Casse, etc.*

Du 26 vend. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rataud. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPLICES.

Les complices d'un délit qui, par sa nature, n'est pas de la compétence des tribunaux spéciaux, ne peuvent être soumis à la juridiction de ces tribunaux, par cela seul que quelques autres complices, par une qualité qui leur est personnelle, en sont justiciables. (L. 18 pluv. an 9, art. 6.) (1)

(Balarque — C. Min. publ.)

Plusieurs individus étaient poursuivis pour vol commis à l'aide de fausses clefs. Deux d'entre eux se trouvaient l'un en état de vagabondage, l'autre en état de récidive. Cette circonstance les rendait justiciables du tribunal spécial, quoique le crime ne fût pas en lui-même justiciable de ce tribunal; mais le tribunal spécial s'était aussi déclaré compétent à l'égard des autres individus prévenus de complicité, sur le motif que le principal auteur toujours l'accessoire, et que ces particuliers, en s'associant à des justiciables du tribunal spécial, s'étaient soumis à la même juridiction. — Les tribunaux d'exception doivent toujours se renfermer rigoureusement dans le cercle de leurs attributions, et leur compétence se borne aux cas formellement déterminés par la loi. Hors ceux qu'elle a prévus, nul ne peut être privé du droit d'être jugé par ses juges naturels.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 6, tit. 2 de la loi du 18 pluv. an 9; — Considérant, à l'égard des nommés Jean-François-Marguerite Balarque, François Racaud cadet, Anne Darès, femme Racaud, Rose Casabet, veuve Soutiers, Racaud fils aîné et Marie-Anne Soutiers, que ces particuliers, prévenus d'être complices d'un délit qui, par sa nature, n'est pas de la compétence des tribunaux spéciaux, et n'étant personnellement dans aucune des circonstances prévues par ladite loi du 18 pluv. an 9, ne peuvent être soumis à la juridiction desdits tribunaux spéciaux; que les tribunaux d'exception doivent toujours se renfermer rigoureusement dans le cercle de leurs attributions, et que nul ne peut être privé du droit d'être jugé par ses juges naturels que dans les cas formellement déterminés par la loi; — Par ces motifs, *casse, etc.*

Du 27 vend. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rataud. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

(1) Il résulte, en même temps, du jugement qui va suivre que les prévenus qui n'étaient ni évadés ni vagabonds, furent renvoyés devant le tribunal criminel, tandis que leurs coauteurs qui avaient l'une de ces qualités furent maintenus dans la compétence du tribunal spécial. Cette disposition d'une même instruction, cette exception au principe de l'indivisibilité des procédures, donne quelque importance à cette décision qui, du reste, n'a fait, sous un autre rapport, qu'appliquer strictement la loi du 18 pluv. an 9.

(2) La notice reproduit exactement le texte du jugement. Nous avons déjà rapporté un grand nom-

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — DÉLITS ACCESSOIRES.

L'inculpation du prévenu, après la procès commencé devant le tribunal spécial, sur d'autres faits qui ne seraient pas de la compétence de ce tribunal, ne doit arrêter ni l'instruction ni le jugement du procès; mais cette circonstance ne donne pas au tribunal spécial le droit de juger accessoirement des délits que la loi n'a pas nommément compris dans ses attributions. (L. 18 pluv. an 9, art. 13.) (8)

(Labiache — C. Min. publ.)

Du 27 vend. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Dutocq. — *Concl.*, le cit. Lecoutour.

JURÉ. — AGE. — NULLITÉ.

Est nul le jugement rendu sur une déclaration du jury à laquelle a concouru un juré âgé de moins de trente ans. (C. 3 brum. an 4, art. 483.) (3)

(Morin — C. Min. publ.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 473 du Code des délits et des peines, portant, etc.; — Considérant qu'il est constaté que le cit. Desanges n'avait pas acquis l'âge de trente ans accomplis lorsqu'il a concouru à la déclaration du jury qui a précédé le jugement rendu par le tribunal criminel du département du Puy-de-Dôme, le 18 fruct. dernier, contre Jean Morin aîné; — *Casse, etc.*

Du 27 vend. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Baubeau. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

JURY. — COMPOSITION. — MAINES.

Les maires, sans distinction de la population des communes, étant officiers de police judiciaires, ne peuvent être jurés; ces deux fonctions sont incompatibles. (C. 3 brum. an 4, art. 484; L. 28 pluv. an 8, art. 13.) (4)

(Delcaux et Dauchy — C. Min. publ.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 484 du Code des délits et des peines; — Attendu que Jean-Baptiste Denimal, qui a fait fonction de juré de jugement et qui a même été chef de jury, était maire de la commune de Beaumont; qu'aux termes de l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, les maires, sans distinction de la population des communes, sont officiers de police judiciaire; que cette fonction est incompatible avec celle de juré, d'après l'art. 484 du Code des délits et des peines; qu'ainsi il a été contrevenu à cet article importunt nullité; — *Casse, etc.*

Du 28 vend. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Dutocq. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

OCTROIS. — RÈGLEMENTS MUNICIPAUX. — CONTRAVENTIONS.

Le boucher qui, contrairement à un règlement municipal relatif à l'octroi, pose sur son étal

bre de décisions identiques; *V.* les notes sur les jugements des 27 prair. an 9, et 8 vend. an 10.

(3) *V.* conf., Cass. 7 fév. 16 germ. an 7, 8 frim. et 26 niv. an 8, et les notes.

(4) L'art. 25 du Code du 3 brum. an 4 ne déclarait officiers de police judiciaire l'agent municipal ou son adjoint que dans les communes de moins de 5000 habitants, où il n'existait pas de commissaire de police. L'art. 13 de la loi du 28 pluv. an 8, supprimant cette distinction, avait attribué les fonctions de la police judiciaire à tous les maires et adjoints. L'art. 9 du Code d'inst. crim. a maintenu cette attribution.

des viandes soumises à des droits dont le paiement n'est pas justifié, doit être condamné aux peines portées par le règlement (1).

(Hamel—C. Min. pub.)

Un droit d'octroi est établi dans la commune d'Orbec. L'art. 1^{er} du règlement oblige à faire la déclaration et à acquitter les droits, à l'entrée de la ville, de tous les objets compris dans le tarif. Parmi ces objets se trouve la viande à la main; les contraventions sont punies d'une amende égale à la valeur des objets saisis. Hamel, boucher, ne put justifier des droits payés à l'égard de quatre livres de viande placées à son étal. Procès-verbal de saisie et citation devant le tribunal de police qui le renvoie de la poursuite.—Poursuit.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 456, du Code des délits et peines, 1^{re} disp.;—Attendu que d'après les art. 1^{er} et 4 du règlement pour la perception de l'octroi établi dans la commune d'Orbec, département du Calvados, tout individu est obligé de passer déclaration au bureau des objets compris dans le tarif annexé audit règlement; que la viande à la main, portée dans les places publiques ou dans les halles, est sujette à la déclaration et au droit, d'après le même tarif; que dans le fait particulier, Jean Hamel fils, boucher, se trouvait en contravention audit règlement et tarif, en posant sur son étal quatre livres de viande qu'il disait tenir du nommé Montargin, tandis que ce dernier l'a méconnu, en ce que cette viande à la main était entrée dans l'enceinte de la commune d'Orbec sans déclaration, Hamel n'ayant pu justifier que le droit eût été payé; qu'ailleurs le tribunal de police devait le condamner à la peine portée en l'art. 8 dudit règlement; qu'en ne le faisant pas et en le déchargeant au contraire de l'action, il est contrevenu à la 1^{re} disp., art. 456, Code des délits et peines;—Casse, etc.

Du 28 vend. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Dutocq.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DÉPENS.—MINISTÈRE PUBLIC.

La partie publique, poursuivant au nom de l'intérêt social, ne peut pas être condamnée aux dépens (2).

(Min. pub.—C. Perrin.)

Du 28 vend. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Schwendt.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAL DE POLICE.—CONTRAVENTION.

—Excuse.

Du 28 vend. an 10 (aff. Preau).—Même décision que par le jugement du 17 messid. an 7 (aff. Blaise).

MANDAT D'ARRÊT.—SCEAU.

Du 28 vend. an 10 (aff. Bourbon).—Même décision que par le jugement du 24 fruct. an 7 (aff. True).

1^{er} JURY.—DÉPOSITIONS ÉCRITES.—REMISE.

2^o MINISTÈRE PUBLIC.—JUGE SUPPLÉANT.

3^o JURY.—REMPLACEMENT.

1^o Une dénonciation du délit contenant la déclaration de la partie lésée non entendue aux débats, ne peut être considérée comme une déposition écrite d'un témoin absent; en conséquence, elle peut être remise aux jurés. (Cod. 3 brum. an 4, art. 363.) (3)

2^o Le commissaire du gouvernement peut être remplacé par un juge suppléant, devant le tribunal criminel (4).

3^o Des jurés appelés en remplacement, peuvent eux-mêmes être remplacés s'ils sont absents et la jour même des débats.

(Durand—C. Min. pub.)

Simond Durand s'est pourvu contre un jugement du tribunal criminel de l'Allier, du 16 therm. dernier, qui le condamnait à la peine de mort pour incendie.—Premier moyen. Contravention à l'art. 363 du Code, qui porte: « Ne peut être lue aux jurés aucune déclaration écrite de témoins non présents à l'auditoire; » en ce qu'il a été mis sous les yeux des jurés un procès-verbal contenant les dépositions d'Annet Guérid, propriétaire de la grange incendiée, qui n'a pas paru aux débats.—Second moyen. Excès de pouvoir, en ce qu'un suppléant a fait les fonctions de commissaire du gouvernement; le défendeur prétendait que c'était à un des juges à remplacer le commissaire, et à être remplacé par un suppléant.—Le troisième moyen était pris d'une substitution illégale de jurés.—Le 15, le jury s'était assemblé pour d'autres affaires; deux jurés se trouvèrent absents et furent remplacés; le 16, jour où devait être jugé Durand, ils furent remplacés par de nouveaux. Le défendeur prétendait que ce nouveau remplacement était illégal, qu'il avait pu léser les intérêts de l'accusé, en lui enlevant les moyens de connaître ses juges; car il ne pouvait avoir le temps de connaître les jurés nommés le jour même, au lieu qu'il aurait eu le temps de prendre des renseignements sur ceux nommés la veille.

JUGEMENT

LE TRIBUNAL;—Attendu que le procès-verbal remis aux jurés ne peut être considéré comme une déposition écrite de témoins absents, mais bien comme une dénonciation;—Attendu que le commissaire du gouvernement a été légalement remplacé par un suppléant, parce que les juges ne pouvaient pas être distraits de leurs fonctions;—Attendu que le remplacement de jurés, fait le 16, est légal, puisque, si les jurés absents le 15 se fussent présentés, le remplacement fait, ce jour-là, eût été regardé comme non avenu; que, par conséquent, il a pu être fait un nouveau remplacement le 16;—Rejette, etc.

Du 29 vend. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Bauchau.

SUCCESSION FUTURE.—TRAITÉ.

Sous l'empire des lois romaines, la succession d'un vivant ne pouvait être la matière d'un traité, à moins que le vivant de cuius n'ait

(1) Les administrations municipales tiennent le droit de faire des règlements obligatoires, lorsqu'ils sont approuvés, en matière d'octroi, de l'art. 61 de la loi du 11 frim. an 7, et de l'art. 147 de la loi du 28 avril 1816. On peut consulter, pour connaître les limites du droit des communes et les formes imposées à leur pouvoir réglementaire, outre les lois citées, l'ordonn. du 9 déc. 1814, et les arrêts de cassation des 2 juin et 22 déc. 1820.

(2) P. conf., Cass. 8 frim. an 3; 6 brum. an 7; 21 pluv. an 8; 17 vend. an 10, et les notes.

(3) P. Cass. 15 vend., 22 et 26 therm. an 7; 4 niv. an 8; 21 germ. an 8.

(4) Il en est de même aujourd'hui. Cela résulte formellement de l'art. 12 de la loi du 27 vent. an 8 et de la loi du 10 déc. 1830.

tervent dans l'acte. (L. 19 et 20; Cod. de pactis.) (1)

(Falcimaigne aîné—C. Falcimaigne cadet.)

Par son contrat de mariage du 27 juin 1771, J.-B. Falcimaigne fut institué héritier universel dans tous les biens présents et à venir de ses père et mère.—La mère mourut en 1779. Des contestations s'élevèrent alors relativement à sa succession entre Falcimaigne fils et son père. Elles furent terminées par un traité qui conféra au père l'usufruit, et au fils aîné la nue propriété des biens de la succession, sans déterminer en quoi consistaient les reprises paternelles.

Bientôt un frère cadet, Louis-Toussaint Falcimaigne, devenu majeur, réclama sa légitime, ainsi que sa portion de la légitime d'un frère décédé; pour en fixer la quotité, il fallait discuter en quoi consistait véritablement la succession maternelle.—Ces difficultés furent tranchées par un jugement du tribunal civil de Saint-Flour, qui fut frappé d'appel. Mais avant le jugement de cet appel, les deux frères firent une transaction, et par acte du 9 nov. 1790, ils firent le partage de ces deux successions, en y comprenant même celle de leur père encore vivant.

Le traité est ainsi terminé : « Et au moyen de tout ce que dessus, et de la somme de 230 fr. que moi Falcimaigne aîné ai présentement comptés et délivrés audit Falcimaigne cadet, mon frère, toute instance en partage formée par moi Falcimaigne cadet, ainsi que toutes autres prétentions respectives que nous aurions eues ou pourrions avoir à l'avenir, tant pour raison des successions échues de nos mère et frère, que de celle à échoir de notre père, demeurent éteintes et assoupies entre nous par forme de traité irrévocable. »

Falcimaigne père n'intervint point au traité. Ce ne fut que plus tard qu'il y adhéra par une approbation mise à la suite de l'acte.

Le 7 brum. an 5, décès de Falcimaigne père.

Falcimaigne cadet forma alors contre son frère une demande en partage des successions paternelle et maternelle. Le défendeur lui répondit : A l'égard de la succession maternelle, il y a traité; vous êtes non recevable. — A l'égard de la succession paternelle, je ne m'oppose point à ce que vous veniez à la succession.

Le 2 vent. an 5, jugement du tribunal civil du Cantal, qui admet cette défense.

Mais, sur l'appel, jugement du tribunal civil du Puy-de-Dôme, du 8 frim. an 6, qui, réformant, annule le traité, même en ce qui concerne la succession maternelle, attendu que le traité du 9 nov. 1790 est vicié en entier par le pacte fait sur la succession d'une personne vivante.

Pourvoi en cassation pour contravention aux lois 19 et 20, au Code, *De transactionibus*.—Le jugement d'appel, disait-on à l'appui du pourvoi, est rendu dans la supposition de fait, que le traité porte sur la succession d'un vivant, et dans la supposition de droit que tout traité sur la succes-

sion d'un vivant est essentiellement nul.—Or il y a erreur sur les deux points.—Dans le fait, nous n'avons traité que sur les reprises paternelles, et non sur la succession future de notre père.—Le contexte de l'acte en présente la preuve. Si quelque expression insinue le contraire, c'est parce que les reprises du père étaient tout son avoir, et la masse de la succession présumée; mais les parties n'avaient point du tout l'intention de traiter sur la succession.—Dans le droit, il est permis de traiter même sur la succession d'un homme vivant, pourvu qu'il le sache et qu'il y consente.—C'est la disposition précise de la loi, au Code de pactis, que Domat résume en ces termes dans son *delectus legum*, liv. 2, tit. 14, n° 89 : — *Circa futuram viventis successionem pactisci illicitum, eo non consentiente vel ignorante. — Quod si consensuerit, semper tamen revocare potest.*—Or, le traité de 1790 ne fut fait, ni à l'insu, ni sans le consentement du père.—Donc il n'était pas frappé d'invalidité.

Le défendeur répondait que le traité était relatif à la succession du père; qu'on ne pouvait en douter à la lecture de l'acte; que d'ailleurs cette question de fait, décidée par le juge d'appel, ne pouvait être soumise au jugement du tribunal de cassation;—Qu'en droit la convention relative à la succession d'un vivant ne pouvait être légitimée que par l'ordre ou la présence et l'approbation de ce vivant.—*Secundum veteres itaque regulas sancimus omnimodo hujusmodi pactis, quæ contra bonos mores trita sunt, repellit, et nihil ex his pactionibus observari; nisi ipse forte, de cuius hereditate pactum est, voluntatem suam eis accommodaverit, et in ea usque ad extremum vitæ suæ spatium perseveraverit: tunc etenim sublati acerbissimi epæ, licebit illo sciente et juverit, hujusmodi rationes servare.* (L. ult., Cod. de pactis.) — Si la loi romaine, disait-il, repousse de telles conventions, c'est parce qu'elles sont inconvenantes, immorales; or, cette inconvenance, cette immoralité n'est pas détruite par l'approbation ultérieure de celui sur la succession duquel on traite. Pour qu'une telle convention soit convenable et légitime, il faut que l'approubateur soit intervenu dans l'acte, qu'il en ait donné l'ordre; que ce soit, pour ainsi dire, son œuvre.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu que Falcimaigne père n'est pas intervenu dans le traité du 9 nov. 1790; attendu qu'à défaut de cette intervention, l'acte est nul, aux termes des lois romaines, sous l'empire desquelles vivaient les parties;—Rejette, etc.

Du 1^{er} brum. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Aumont.—Pl., les cit. Mathis et Couriol.

TIMBRE.—PROCHÉ-VERNAL.—AFFIRMATION. Les procès-verbaux de contravention en matière de timbre, ne sont pas assujettis à la formalité de l'affirmation. (L. 13 brum. an 7, art. 31 et 32.) (2)

qu'elle avait été faite en présence et du consentement de la personne de l'hérédité de laquelle il s'agissait (Nîmes, 9 juin 1809).—Plus tard, le Code civ. a adopté formellement le principe consacré par cette jurisprudence, dans ses art. 791, 1139 et 1690.—*V. sur ces articles* Trop long, Vente, n° 1690; Duranton, t. 6, n° 473 et suiv.

(2) *V. conf.*, Cass., 13 mess. an 9 (aff. Jacquier); et ci-après (aff. Coste); 13 brum. an 10 (aff. Gerlaier), 1^{er} vent. an 10 (aff. Mallet); 21 germ. an 10 (aff. Coste); et 26 frim. an 13 (aff. Cailla). — *V.* aussi la note sous le jugement du 13 mess. an 9.

(1) La disposition des lois romaines qui permettait la vente de l'hérédité d'une personne vivante, avec le consentement du de cuius, n'avait pas été généralement adoptée en France, au moins dans les pays de coutumes. *V.* Louet et Brodeau, lettre H, n° 6; Lebrun, Successions, t. 2, p. 165, col. 1^{re}; Rousseau de Lacombe, Rec. de jurispr., v° Vente, sect. 2, n° 4; Pothier, Vente, n° 524.—La loi des 17-21 niv. an 2 ne contient pas de disposition expresse à cet égard, mais sous son empire il a été jugé de même que la vente d'une succession non encore ouverte était nulle (Cass. 11 niv. an 9), même lors-

1^{re} espèce. — (Enregist. — C. Bimard et Glaise.)

Deux procès-verbaux dressés par les préposés de la régie, constataient que le 8 vent. an 8, Bimard et Glaise avaient expédié de Montpellier des marchandises pour Lyon et Romorantin, avec des lettres de voiture sur papier non timbré.

Le 1^{er} prair. an 8, jugement du tribunal civil de l'Hérault qui annule ces procès-verbaux faute d'avoir été affirmés.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 31 de la loi du 13 br. an 7, ainsi conçu : « Les préposés de la régie sont autorisés à retenir les actes, registres ou effets on contraventions à la loi du timbre qui leur sont présentés, pour les joindre aux procès-verbaux qu'ils en rapporteront, à moins que les contrevenants ne consentent à signer lesdits procès-verbaux ou acquitter sur-le-champ l'amende encourue et le droit du timbre ; » l'art. 32, portant : « En cas de refus des contrevenants de satisfaire aux dispositions de l'art. 31 précédent, les préposés de la régie leur feront signifier, dans les trois jours, les procès-verbaux qu'ils auront rapportés, avec assignation devant le tribunal civil du département. L'insubordination se fera ensuite par simples mémoires signifiés ; les jugements qui interviendront seront sans appel ; » l'art. 5 de la loi du 6 prair. suivant, portant : « Les lettres de voiture, connaissements, chartes-parties et polices d'assurance seront inscrits à l'avenir sur du papier timbré d'un franc ; » — Attendu que les art. 31 et 32 ci-dessus cités renforcent les formalités à observer de la part des préposés de la régie lors des contraventions aux dispositions de la loi du timbre ; qu'il n'y est aucunement question de les obliger à l'affirmation de leurs procès-verbaux ; que nulle autre loi relative au timbre n'exige cette formalité ; qu'ainsi il y a excès de pouvoir de la part des juges pour avoir annulé les procès-verbaux des préposés de la régie d'enregistrement, sous le motif d'un défaut d'affirmation qui n'est pas prescrite par la loi, et, par suite, contravention à l'art. 5, ci-dessus rapporté, qui soumet au timbre les lettres de voiture ; — Casse, etc.

Du 2 brum. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

2^{me} espèce. — (L'enregist. — C. C. et autres.)

Les préposés de la régie avaient saisi une lettre de voiture non timbrée, et signée par les citoyens

Coste, Bimard et Glaise. — Ceux-ci, assignés en paiement des droits et de l'amende portés par la loi, avaient demandé la nullité du procès-verbal de saisie, faute d'affirmation devant le juge de paix. — Le tribunal civil de l'arrondissement de Montpellier avait adopté cette nullité par jugement du 4 frimaire an 9.

Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant qu'aucune des lois relatives au timbre n'ayant soumis à l'affirmation les procès-verbaux des préposés de la régie, le tribunal de Montpellier a commis un excès de pouvoir manifeste, en créant une nullité que la loi ne prononce pas ; et qu'il a en même temps violé les dispositions des lois qui soumettent au timbre les lettres de voiture, notamment l'art. 5 de celle du 6 prair. an 7, portant : « Les lettres de voiture, connaissements, chartes-parties et polices d'assurance, seront inscrits à l'avenir sur du papier timbré d'un franc ; » — donne défaut contre Coste, Bernard et Glaise, non comparans ; et pour le profit, casse et annule le jugement rendu par le tribunal de Montpellier le 4 frim. an 9.

Du 2 brum. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Riols. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

TIMBRE. — LETTRE DE CHANGE. — ENDOSSEMENT EN BLANC.

Bien que les effets de commerce venant de l'étranger, soient assujettis au timbre avant de pouvoir être négociés, cependant, ils peuvent, sans contravention, être revêtus d'un endossement en blanc, quoique non timbrés. — Un tel endossement n'équivaut pas à la négociation que la loi prohibe, tant que le billet n'est pas timbré. (Ord. de 1673, tit. 5, art. 23 et 25 ; L. 13 brum. an 7, art. 15.) (1)

(L'adm. de l'enreg. — C. Déonna.)

Une lettre de change tirée de Francfort-sur-le-Main à l'ordre du cit. Déonna de Genève sur la maison Horn de Paris, avait été remise au mois de prairial an 8 par Déonna dans les mains du cit. Odier, revêtu d'un endossement en blanc.

Celui-ci la présente au timbre, conformément à la loi du 13 brum. an 7 art. 15, qui ordonne, à l'égard des effets du commerce venant de l'étranger, de les faire timbrer avant de les négocier en France. — Le receveur prétendit que la sortie de la lettre de change des mains de Déonna, avec

(1) Cette décision est contraire à l'opinion qu'avait soutenue M. Merlin, portant la parole dans l'affaire devant la section des requêtes. Selon lui, le mot *negociis* employé par l'art. 15 de la loi du 13 brum. an 7, devait être entendu dans un sens large, et ne pouvait être restreint à un endossement régulier ou translatif de propriété. « L'intention du législateur, disait-il, a été de prohiber tout usage, tout emploi, et par conséquent tout endossement, même en blanc, d'effets venant de l'étranger, avant l'acquit des droits de timbre. » Et il justifiait son opinion par la comparaison de la disposition de la loi du brumaire an 7 avec les dispositions des lois antérieures sur le même objet. — Mais ce système reproduit par la régie devant la section civile, a été, et avec raison suivant nous, rejeté par le jugement que l'on va lire. Il nous semble que la négociation dont le législateur a entendu parler, est uniquement celle qui constitue un engagement de la part du signataire, qui forme lien à son égard ; or, tel n'est pas le caractère de l'endossement en blanc, lequel, d'après l'ordon-

nance de 1673, n'opère aucune transmission de propriété au profit du porteur ; et, ce qui vient à l'appui de cette interprétation, c'est que le législateur place sur la même ligne la *négociation* et l'*acceptation*, laquelle constitue une véritable obligation. Si la loi eût voulu disposer, comme le suppose Merlin, elle se fût servie d'une expression générique, elle eût, par exemple, défendu de faire usage de l'effet, sans qu'il fût timbré. — Nous ferons observer ici que la décision ci-dessus devrait encore recevoir son application surpoud'hui, puisque l'art. 137 du Code de commerce dispose, comme l'ordonnance de 1673, que l'endossement en blanc n'opère pas le transport de l'effet ainsi endossé. — Il peut être bon aussi de remarquer à cet égard que la loi française du 24 mai 1834, qui établit un nouveau droit proportionnel de timbre sur les billets et lettres de change, se sert également, quant à ceux venant de l'étranger, des mots *negociés et acceptés*. — F. du reste, sur la matière, notre *Dictionn. comm.*, v^o *Billet*, n^{os} 11, 36 et suiv.

sa signature en blanc, était une négociation; qu'il y avait eu dès lors violation de la loi sur le timbre, et que par suite il était dû une amende de 30 francs. — Contrainte en paiement de cette somme fut en conséquence décernée par la régie.

Déonna soutint que son blanc-seing était un endossement simple ou une procuration, non un ordre ou négociation: il ouï conclure n'avoir pas été obligé de faire timbrer avant d'apposer sa signature. Il s'était d'avis édit civils de Genève, et de l'ordonnance du comm. de 1673, laquelle est ainsi conçue (art. 23, tit. 3): « Les signatures au dos des lettres de change ne servent que d'endossement et non d'ordre, s'il n'est daté et ne contient la nom de celui qui a payé la valeur en argent, marchandises ou autrement, etc. »

3 messid. an 8 jugement du tribunal civil du Léman, qui admet le système de Déonna.

Pourvoi en cassation de la part de la régie, pour fausse application de l'art. 23, tit. 3 de l'ordonn. de 1673, et contravention à l'art. 15 de la loi du 13 brum. an 7, ainsi conçu: « Les effets négociables, venant de l'étranger, seront, avant qu'ils puissent être négociés, acceptés ou acquittés en France, soumis au timbre, etc. » — S'il s'agissait, disait la régie, de statuer sur la propriété de la lettre de change, entre Oulier, porteur avec blanc-seing, et Déonna, endosseur, il faudrait, sans doute, appliquer l'ordonnance de 1673, et décider que la propriété en appartenait encore à Déonna. — Mais, dans l'espèce, il s'agissait seulement de savoir s'il y avait eu amende encourue, et la question devait dès lors être décidée par le texte et l'intention du législateur sur la matière du timbre. — Or, qu'a voulu le législateur? Empêcher qu'une traite de l'étranger pût circuler en France, dans le commerce, sans avoir été timbrée. — Mais la signature au dos, et la remise à un négociant, avec la faculté d'en exiger le montant, de la passer à l'ordre de qui bon lui semble, n'est-ce pas une véritable mise en circulation? Décider autrement, ce serait franchir du timbre la négociation première de toutes les traites venant de l'étranger.

Le défendeur répondait: — Que l'ordonn. de 1673 était d'un usage nécessaire dans l'espèce, puisqu'elle seule définit ce qui constitue la négociation d'un effet de commerce; — Que l'usage est conforme à la disposition de l'ordonnance, puisque tout négociant, propriétaire d'une traite, met le jour de l'échéance sa signature au dos, envoie son commis pour recevoir, puis, et au cas de non-paiement, rase sa signature et en fait faire le protêt; qu'il en est de même lorsqu'une traite est confiée à un agent de change; que dans ces cas, le blanc seing n'est qu'un endossement, et ne peut valoir comme ordre.

Le commissaire du gouvernement a pensé qu'il serait contradictoire de décider, en faveur de la

régle, qu'il y a négociation par remise d'une traite avec blanc seing, et de décider, au préjudice du porteur d'une traite avec blanc seing (si elle était saisie dans sa main), qu'il n'en est pas le propriétaire, qu'elle ne lui a pas été négociée. — Il en a conclu qu'il n'y avait pas eu négociation, ni par conséquent d'amende encourue.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que la loi du 13 brum. an 7 n'a prohibé, avant l'apposition du visa pour timbre, que la négociation des effets venus de l'étranger; que le jugement attaqué, non-seulement n'a violé aucune loi en décidant que la signature mise au dos de la lettre de change dont il s'agit, n'en constituait ni l'acquit, ni la négociation; mais qu'il s'est encore conformé aux art. 23 et 25 de l'ordonn. de 1673, d'après lesquels une semblable signature ne doit servir que d'endossement, sans que l'effet cesse d'appartenir à celui qui l'a endossé, et que cette loi doit avoir son effet contre la régie comme entre particuliers, tant qu'il n'y est pas dérogé par une loi contraire; — Rejette, etc.

Du 2 brum. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Coffinhal. — Concl., le cit. Lefessier, subst. — Pl., les cit. Huet-Duparc et Serson.

APPEL. — FIN DE NON-RECEVOIR. — JUGEMENT PAR DÉFAUT.

Lorsqu'une partie interjette appel d'un jugement qui l'a déclarée non recevable dans son opposition à un précédent jugement par défaut, sans appeler de ce premier jugement, les juges d'appel ne sont saisis que de la question de savoir si la fin de non-recevoir était ou n'était pas fondée; ils ne peuvent connaître de la contestation au fond, et leur incompétence à cet égard est opposable pour la première fois en cassation (1).

(Macaire — C. Plantier et Clément.)

Au mois de vend. an 5, la veuve Plantier et les enfants Clément formèrent contre André Macaire, une demande en supplément de légitime. — 2 niv. an 5, jugement par défaut qui leur accorde une portion légitimaire. — André Macaire forme opposition à ce jugement; mais il est déclaré non recevable par un second jugement du 14 vend. de la même année.

Appel par André Macaire de ce dernier jugement seulement. — 28 niv. an 6, jugement du tribunal civil du Rhône, qui confirme d'abord le débouté d'opposition prononcé par celui du 14 vend. an 5; et, entrant ensuite dans l'examen du fond du jugement par défaut, du 2 niv., étend les dispositions de ce dernier jugement, en déclarant exigibles en corps héréditaires les légitimes, sans avoir égard aux quittances opposées par André Macaire.

Il y aurait à examiner si, par là, l'opposition est déclarée recevable, ou si elle est déclarée non recevable: au premier cas, nul doute que les juges seraient en droit d'évoquer le fond, puisque le jugement qui y aurait statué se trouverait valablement attaqué; mais, au second cas, et l'opposition ne subsistant plus, le jugement par défaut se trouverait irrévocable et passé en force de chose jugée; il n'y aurait donc point d'évoction possible. Tout ce que la partie pourrait faire, ce serait, si le délai de l'appel n'était pas encore expiré (chose qui arriverait rarement), de se pourvoir directement par voie d'appel contre le jugement par défaut: P. sur ce point, Cass. 25 juin 1811.

(1) Il est certain que l'appel d'un jugement qui statue sur la recevabilité de l'opposition forcé à un jugement par défaut, ne s'étend pas de plein droit à ce jugement. Mais on peut se demander si les juges d'appel ne pourraient pas, avant de se prononcer sur la recevabilité de l'opposition, se saisir de la connaissance du point litigieux sur lequel a été prononcée la décision par défaut. A cet égard, plusieurs distinctions seraient à faire. Et, d'abord, il va sans dire que si (comme cela avait eu lieu dans l'espèce) les juges d'appel confirmaient le jugement frappé d'appel, ils ne pourraient point évoquer le fond; le droit d'évoction n'existant qu'au cas d'infirmité. Que si au contraire, ils infirmaient le jugement, il

POURVOI en cassation de la part de ce dernier, pour, entre autres moyens, incompétence et excès de pouvoir, en ce que le tribunal d'appel a prononcé sur le fond du litige qui divisait les parties, bien qu'il ne fût saisi que de la question de recevabilité de l'opposition au jugement du 2 niv. an 5.

Les défendeurs répondent d'abord que l'appel d'un jugement qui déboute de l'opposition à un précédent jugement rendu par défaut, embrasse nécessairement l'appel de ce jugement par défaut; qu'au surplus, le silence des parties sur le défaut d'appel, aurait couvert l'incompétence du tribunal pour connaître du fond.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que rien ne constate, dans le jugement et la procédure, qu'il ait été interjeté appel du jugement du 2 niv. an 6; qu'il ne s'agit point de la validité d'un appel en la forme, mais du fait même de son existence; que, conséquemment, la loi du 1 germ. an 2, relative à l'obligation d'alléguer les violations de la forme devant le tribunal dont le jugement est attaqué, ne peut être invoquée comme formant une fin de non-recevoir contre le moyen résultant du défaut d'appel; que, sans cet appel, les juges n'avaient pu être saisis de la connaissance du jugement du 2 niv., et ne devaient statuer que sur la question qui leur était dévolue par l'appel de celui du 11 vent. suivant, et qui se bornait à savoir s'il avait été bien jugé en déclarant l'opposition non recevable; que, par conséquent, les juges, en prenant connaissance du fond même du jugement du 2 niv. an 5, ont évidemment excédé leur pouvoir, et étaient incompétents dans cet état, pour en changer les termes, modifier ses dispositions, les étendre ou les interpréter; que ce moyen pris de l'incompétence du tribunal, dispense de l'examen des autres moyens proposés au fond contre le jugement attaqué, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir opposée par le demandeur, et qui demeure rejetée;—Casse, etc.

Du 3 brum. an 10. —Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville. —Rapp., le cit. Rousseau.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

INJURES.—AUDIENCE.—COMPÉTENCE.

Tout tribunal est compétent pour statuer en matière d'injures proférées à son audience, et poursuivies incidemment par-devant lui. (L. 28 fév. 1791, art. 4; C. 3 brum. an 4, art. 557.) (1)

(D...—C. Gaudjean.)

Dans le cours d'une instance pendante entre eux devant le tribunal civil de la Seine, D... s'était emporté en injures écrites et verbales contre le citoyen Grandjean, avoué. Celui-ci avait conclu incidemment, devant le tribunal saisi de la contestation, à ce que D... fût condamné envers lui à 1000 liv. de dommages-intérêts.

Le 3 prair. an 7, jugement en premier et dernier ressort, qui, faisant droit à ces conclusions, en même temps qu'il statue sur la contestation

(1) Non-seulement le tribunal saisi du fond est compétent pour statuer sur la demande en réparation d'injures proférées à son audience et poursuivies incidemment, mais il a été jugé de plus, qu'il est seul compétent, et que la demande ne pourrait être portée devant un autre tribunal par action principale : V. Cass. 18 prair. et 18 mess. an 12; 16 août 1806; et Rouen, 25 mars 1807. — Ici le motif de la décision paraît plus particulièrement pris de ce qu'il s'agissait d'injures écrites qui, en effet, se trouvaient concourir avec des injures verbales;

elle-même, condamne D... à 200 liv. de dommages-intérêts, applicables aux pauvres, du consentement de Grandjean.

D... interjette appel; mais déclaré non recevable, il s'est pourvu en cassation. Son principal moyen était dirigé contre la disposition qui le condamnait à 200 liv. de dommages-intérêts. — Le demandeur y voyait un excès de pouvoir, résultant de ce qu'un tribunal civil est incompétent pour prononcer sur une action intentée pour injures verbales, aux termes de l'art. 18 du tit. 2 de la loi du 19 juill. 1791, conforme à l'art. 10, n° 6 du tit. 3 de la loi du 24 août 1790, par laquelle les dispositions la connaissance en est exclusivement dévolue aux juges de paix; et encore aux termes de l'art. 605 du Code des délits et des peines, qui en attribue la connaissance aux tribunaux de police. Il disait, d'ailleurs, que si la matière était de la compétence du tribunal civil, ce tribunal aurait dû n'en connaître qu'après l'épreuve de conciliation.

Le défendeur répondait : qu'il était de l'essence des tribunaux d'avoir la police de leurs audiences, et de faire justice des délits qui pouvaient s'y commettre;—Que l'art. 15 de la déclaration du roi, du 25 janv. 1692, en avait donné positivement la faculté aux lieutenans-généraux des sénéchaussées; que l'édit de mars 1551 donnait la même faculté aux présidiaux; que l'art. 4 de la loi du 28 fév. 1791, et l'art. 557 du Code des délits et des peines, conférèrent à tous les tribunaux le même droit, comme nécessaire au maintien du respect dû aux autorités constituées;—Que si les tribunaux peuvent connaître du délit d'injures, et lui infliger une peine, ils peuvent nécessairement prononcer la réparation civile, qui en est l'accessoire. — Sur la deuxième partie du moyen, il répondait que la tentative de conciliation, nécessaire pour les actions principales, ne l'était pas pour les actions incidentes.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que la loi du 18 août 1790 ne parle que des injures verbales, et qu'ici il s'agissait d'injures écrites; que les anciennes lois relatives à la police des audiences des tribunaux ne sont point rapportées; que le tribunal civil, en condamnant le demandeur en cassation à 200 fr. de dommages-intérêts, n'a point excédé ses pouvoirs, puisque ladite somme n'excède pas celle dont il est permis aux tribunaux civils de connaître en dernier ressort;—Rejette, etc.

Du 3 brum. an 10. —Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville. —Rapp., le cit. Riolt.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

CASSATION.—SIGNIFICATION.—COPIE.—DATE.

Lorsque la copie de la signification d'un arrêt d'admission de la Cour de cassation, n'énonce pas le mois dans lequel elle a été faite, de manière qu'il soit impossible d'y trouver la preuve que cette signification a eu lieu dans le délai utile, l'exploit de signification est nul (2).

mais il est évident que c'est pour reposer d'autant plus péremptoirement la prétention du demandeur de porter la connaissance de ces injures au tribunal de police. F. au surplus, sur cette matière, les notes qui accompagnent les jugemens ci-dessus indiqués des 18 prair. et 18 mess. an 12.

(2) F. dans le même sens, Cass. 21 flor. an 10; 8 fév. 1809; 18 déc. 1816, et 8 nov. 1820; F. aussi anal., Jurisp. du XIX^e siècle, v° Exploit, § 1^{er}; — Carré, Procéd. civ., art. 61, § 1.

(Fredfond—C. Billaut.)

Un jugement de la section des requêtes du tribunal de cassation, rendu en thém. an 8, avait admis le pourvoi dirigé par Gabriel Fredfond, contre un jugement rendu au profit de Joseph Billaut.—Ce jugement fut signifié au défendeur en cassation.—Dont l'original de la signification se trouvait la date du 3 brum. an 9; mais dans la copie, on lisait seulement ces mots : l'an 9 et de trois....., le mot *brumaire* ni le nom d'aucun mois n'y était exprimé.

Le défendeur avait reçu lui-même la copie de cette signification, aucun inconvénient n'était résulté de cette omission.—Et néanmoins, ayant toute discussion sur la demande en cassation, il a demandé que la signification du jugement dénoncé fut déclarée nulle, comme non datée, et par suite que le demandeur fut déclaré de son pourvoi. Il a cité l'ordonnance de 1667, lit. 2 et 3; lit. 19, article 15, et lit. 33, art. 4, comme prescrivant ou supposant la date de ces sortes de significations, à peine de nullité.—Il a invoqué le témoignage des auteurs sur la nécessité de la date, pour que l'acte ait une existence réelle : *dies est de solemnitate instrumenti*. En vain l'on opposerait que la date est dans l'original; la copie vaut l'original pour la partie qui reçoit la signification; or, puisque la copie et l'original ne composent qu'un même acte, cet acte n'est vraiment pas daté si l'une de ces deux parties constitutives n'a pas de date.

Le demandeur en cassation, défendeur à la demande en nullité, répondait :—Que la copie avait été reçue par la partie même, conséquemment qu'elle n'avait pu en ignorer la véritable date;—Que, par suite de cette connaissance bien positive, elle s'était présentée, dans les délais, au tribunal de cassation;—Que l'original était parfaitement régulier, et que cela devait suffire aux juges pour constater l'observation de toutes les formalités requises;—Que, si l'on pouvait argumenter des vices d'une copie pour faire annuler un original (alors même qu'aucun inconvénient ne serait résulté des vices de la copie), les parties requérantes n'auraient aucun moyen de s'assurer de la validité de leurs actes; le sort de leur procès, leur fortune, leur vie, seraient à la merci des huissiers.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que le double de l'exploit de signification de l'arrêt d'admission remis à feu Joseph Billaut, n'exprime pas le mois dans lequel cet exploit a été fait; que, par cette omission, le délai accordé par la loi à Joseph Billaut, pour produire ses défenses ne pouvait pas courir, et qu'ainsi cet exploit est absolument sans effet légal;—Déclare l'exploit nul et le demandeur déchu, etc.

Du 4 brum. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liborel.—Rapp., le cit. Doutrepont.—Concl., le cit. Lefessier, subst.—Pl., les cit. Gournay et Prieur.

ACTION POSSESSOIRE.—DERNIER RESSORT.
—DEMANDE INDÉTERMINÉE.

Le juge de paix ne peut statuer en dernier ressort sur une action possessoire, lorsque la valeur du fonds litigieux n'a point été déterminée, et que le demandeur n'a pas évalué le préjudice résultant pour lui de la dépossession. (L. 16-24 août 1790, tit. 3, art. 10.) (1)

(Martin—C. Quééré.)

Martin avait détruit la clôture d'une pièce de terre, appartenant au Sr Quééré, et y avait introduit ses bestiaux.—Quééré cita Martin devant le juge de paix de Landernau, afin d'être réintégré dans sa possession, sans toutefois évaluer ni la valeur du fonds litigieux, ni le préjudice par lui souffert.—Jugement du juge de paix, qui statuait en dernier ressort, ordonne la réintégration de Quééré dans sa pièce de terre, et condamne Martin aux dépens pour tous dommages-intérêts.—Pourvoi en cassation par Martin, pour violation de l'art. 10, tit. 3, de la loi des 16-24 août 1790, concernant les deux degrés de juridiction en ce que le juge de paix a prononcé en dernier ressort sur une demande dont la valeur était indéterminée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 10, tit. 3, de la loi du 24 août 1790, ainsi conçu : « Il (le juge de paix) connaîtra de même sans appel, jusqu'à la valeur de 50 fr., à charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter, 1° des actions pour dommages faits, soit par les hommes, soit par les animaux aux champs, aux fruits et récoltes; 2° des déplacements de bornes, des usurpations de terres, arbres, haies, fossés et autres clôtures, commises dans l'année; des entreprises sur les cours d'eau servant à l'arrosage des prés, commises pareillement dans l'année, et de toutes autres actions possessoires; 3° des réparations, etc. »—Considérant qu'en formant son action contre Martin devant le juge de paix de Landernau, Quééré n'a ni déterminé la valeur de la pièce de terre dont il se prétendait dépossédé par voie de fait, ni évalué le dommage résultant pour lui de cette dépossession; qu'il n'a réparé cette omission dans aucun écrit postérieur, ni verbalement à l'audience; qu'il suit de là que le juge de paix n'a pu savoir légalement si l'objet de l'action qui lui était soumise n'avait pas une valeur de plus de 50 fr.; et, par une conséquence ultérieure, qui a excédé son pouvoir et violé formellement l'article cité de la loi du 24 août 1790, en statuant sur cette action par jugement en premier et dernier ressort;—Bonne défaut contre Quééré, et, pour le profit, —Casse le jugement du juge de paix de Landernau, du 13 vent. an 8.

Du 4 brum. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liborel.—Rapp., le cit. Aumont.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

FAUSSE MONNAIE.—BLANCHIMENT DE MONNAIE.

Le fait de blanchir, des pièces de monnaie de cuivre pour les faire circuler comme pièces de

(1) Cette décision est la conséquence du principe que tout jugement rendu sur une demande restée indéterminée, est susceptible d'appel.—Mais la solution serait-elle la même, si le demandeur en complainte évaluait à moins de 50 fr. le préjudice par lui souffert, ou les dommages-intérêts par lui réclamés? Longtemps la Cour de cassation décida, qu'en un tel cas, le juge de paix devait prononcer en dernier ressort. Mais en 1822, par un arrêt solennel du 22

mai, elle est revenue sur sa jurisprudence, et a jugé que, quel que fût le taux des dommages-intérêts demandés, dès lors que la valeur de l'objet dont la possession est réclamée se trouve indéterminée, le juge de paix ne peut statuer qu'en premier ressort. C'est là maintenant un point hors de toute controverse et consacré par de nombreux arrêts. *V. Jurisprudence du XIX^e siècle, 1^{re} Action possessoire*, n° 114 et suiv.; *V. aussi* volume 1837.

monnaie d'argent, constitue le crime de contrefaçon de monnaie d'argent. (C. de 1791, tit. 1^{er}, sect. 6, art. 1^{er}.) (1)

(N.—C. Min. pub.)

Du 7 brum. an 10.—Sect. crim.

JURY (QUESTIONS AU) — EXCUSE. — POSITION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, lorsqu'un accusé d'homicide se défendait en soutenant qu'il avait agi dans le cas de légitime défense, cette circonstance devait être soumise au jury, à peine de nullité, avant les questions qui étaient à la charge de l'accusé et aggravait le délit. (C. 3 brum. an 4, art. 374.) (2)

(Tartanson.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 374 du Code des délits et des peines; — Attendu qu'il résultait de la défense de Tartanson, consignée même dans l'acte d'accusation, que les violences par lui commises et les coups de couteau reçus par la femme Leclerc, avaient été la suite d'une provocation grave et nécessités par la légitime défense dudit Tartanson; que ces circonstances, formant la base de la défense de l'accusé, devaient être soumises à la décision du jury; que le tribunal criminel du département de la Seine l'a lui-même reconnu en en faisant l'objet de plusieurs questions de la seconde série; mais que ces circonstances, étant favorables à l'accusé, devaient précéder celles qui étaient à sa charge et aggravait le délit; que les questions ayant été soumises au jury dans un ordre inverse, elles ont donc été posées d'une manière nuisible à l'accusé et en contravention à l'art. 374 du Code précité; — Casse, etc.

Du 7 brum. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Barris.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — DÉLITS NOUVEAUX.

Les tribunaux spéciaux ne doivent pas déclarer compétens qu'à l'égard des délits qui sont actuellement poursuivis devant eux; ils ne peuvent s'attribuer la connaissance des délits dont l'accusé pourrait être éventuellement inculpé après le procès commencé. (L. 18 pluv. an 9, art. 13 et 24.) (3)

(Fonnel.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 13 et 24 de la loi du 18 pluv. an 9; — Considérant qu'il résulte des dispositions dudit art. 24, que les tribunaux spéciaux ne doivent juger leur compétence que relativement aux délits à l'égard desquels il y a une poursuite actuelle devant eux; que l'art. 13 précité ne donne aux tribunaux spéciaux aucune

attribution pour juger indistinctement tous les délits dont un accusé, qui est traduit devant eux, pourrait être éventuellement inculpé après le procès commencé, tous articles voulant seulement que « l'inculpation sur d'autres faits, après le procès commencé, ne puisse suspendre ni retarder l'instruction et le jugement du même procès; » Considérant, dans l'espèce, que le tribunal spécial du département des Basses-Alpes a déclaré sa compétence non-seulement à l'égard des deux délits susmentionnés, mais encore à l'égard de tous autres délits dont le prévenu pourrait être inculpé pendant l'instruction et après le procès commencé; que cette dernière disposition de son jugement est un véritable excès de pouvoir, tant par contravention à l'art. 21, que par fautive application de l'art. 13 de la loi du 18 pluv. an 9; — Casse, etc.

Du 7 brum. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Buischop.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — DÉLITS NOUVEAUX.

Les tribunaux spéciaux ne doivent pas déclarer compétens qu'à l'égard des délits qui sont actuellement poursuivis devant eux; ils ne peuvent s'attribuer la connaissance des délits dont l'accusé pourrait être éventuellement inculpé dans la cours de l'instruction. (L. 18 pluv. an 9, art. 13 et 24.) (4)

(Courbon.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 24 de la loi du 18 pluv. an 9; — Attendu qu'il résulte de la disposition de cet article que le tribunal spécial ne peut établir sa compétence qu'à raison de faits connus et déterminés; — Attendu que ce n'est que d'après la nature de ces faits que le tribunal de cassation lui-même peut connaître si la compétence a été bien ou mal déclarée; que cependant le tribunal spécial du département des Basses-Alpes, en se déclarant compétent pour connaître du crime d'incendie dont il s'agit, s'est encore attribué la connaissance de tous autres délits dont ledit Courbon et sa femme pourraient être inculpés pendant le cours de l'instruction, tant contre eux que contre leurs complices; — Casse, etc.

Du 8 brum. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TÉMOINS. — PARENS. — CONTUMACE.

Le frère d'un accusé, qui se trouve en état de contumace, peut être entendu comme témoin lors du jugement de ses coaccusés. (C. 3 brum. an 4, art. 358; L. 15 vent. an 4.) (5)

(N...)

Le tribunal criminel de la Seine, en condam-

(1) Bourguignon, *Jurisp. des Codes crim.*, t. 3, p. 120, cite ce jugement dont le texte n'a pas été publié. Du reste, plusieurs arrêts des 5 juill. 1811, 5 oct. 1821; 4 mars 1830; 9 août 1833 (Volume 1834), ont jugé dans le même sens. V. sur cette question fort délicate, Carnot (*Comm. du Code pénal*, t. 1^{er}, p. 362), et M. Chauveau et Hélie (*Théorie du Code pén.*, t. 3, p. 195).

(2) V. anal. dans le même sens, Cass., 16 prair. an 7. — L'art. 374 du C. de 3 br. an 4, après avoir prescrit le mode suivant lequel les questions devaient être posées, ajoutait : « Le président les pose dans l'ordre dans lequel les jurés doivent en délibérer, en commençant par les plus favorables à l'accusé.

(3) V. le jugement qui suit.

(4) V. le jugement qui précède.

(5) La loi du 15 vent. an 4, monument carieux de l'esprit qui animait le législateur de cette époque, est ainsi conçue : « Considérant que, d'après les art. 306, 310 et 423 du Code du 3 brum. an 4, l'instruction est indivisible sur le fond de l'accusation à l'égard de tous coaccusés du même fait, lorsqu'ils sont compris dans le même acte d'accusation, et qu'il n'y a, à l'égard de tous, qu'une seule et même déclaration sur le fait; Considérant que, d'après l'art. 358, les parens et alliés d'un accusé aux degrés spécifiés ne peuvent être entendus contre lui; — Le conseil a pris la résolution suivante : Les parens et alliés de l'un des coaccusés du même fait et compris dans le même acte d'accusation, ne seront pas entendus comme témoins contre les autres accusés. »

nant des percepteurs et commis de la trésorerie, pour distribution de fausses inscriptions, avait entendu comme témoin à charge le frère de l'un des accusés qui se trouvait en état de contumace.

Pourvoi fondé sur l'art. 358 du Code du 3 brum. an 4, qui défend l'audition en témoignage du frère de l'accusé, et sur la loi interprétative du 15 vent. an 4. A la vérité, l'accusé dont le frère avait déposé était contumax; mais on répondait que la cause était indivisible, et que le frère avait le même intérêt à charger les co-accusés de son frère pour libérer celui-ci. — Le commissaire a pensé que l'indivisibilité de la procédure n'est réelle qu'à l'égard des accusés présents, puisque à l'instant où le contumax se présente, toute la procédure recommence à son égard; que, par conséquent, les accusés présents ne sont pas réellement coaccusés du contumax, et que le frère du contumax avait pu déposer dans leur affaire. — Par les mêmes motifs, le tribunal a rejeté.

Du 9 brum. an 10. — Sect. crim. — Prés., le cit. Seignette. — Concl. le cit. Lecoutour, subst. — Pl., les cit. Lebon, Julleune et Masson-Lavarenne.

MAGISTRATS. — MISE EN JUGEMENT.

Sous la loi du 27 vent. an 8, un juge de paix ne pouvait être mis en jugement pour délits commis dans l'exercice de ses fonctions, sans avoir été préalablement dénoncé au tribunal de cassation, et mis par ce tribunal en accusation. (L. 27 vent. an 8, art. 80.) (1)

(Lecudennec—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8; — Attendu que, d'après cet art. 80, les juges sont placés sous la juridiction et la poursuite du tribunal de cassation, relativement aux délits commis dans l'exercice de leurs fonctions; que, néanmoins, Richard Lecudennec, juge de paix du canton de Bourbiac, département des Côtes-du-Nord, a été mis en accusation et en jugement, sans avoir été préalablement dénoncé au tribunal de cassation et mis par lui en accusation;

(1) Aux termes des art. 80 et 81 de la loi du 27 vent. an 8, le gouvernement dénonçait au tribunal de cassation les actes par lesquels les juges avaient excédé leurs pouvoirs ou les délits par eux commis relativement à leurs fonctions. La section des requêtes annulait les actes et dénonçait les délits à la section civile, qui remplissait à leur égard les fonctions de jury d'accusation, et les renvoyait, s'il y avait lieu, devant un tribunal criminel qu'elle désignait. Cette attribution de la Cour de cassation se trouve aujourd'hui restreinte au cas où le crime commis dans l'exercice des fonctions est imputé soit à un tribunal entier, soit à un membre d'une Cour royale. *V. Code d'inst. crim.* art. 465 et suiv.

(2) *V. dans le même sens, un jugement de cassation, du 5 therm. an 13, qui décide qu'une demande en désaveu formée en première instance, incidemment à une demande inférieure à 1000 fr., doit être jugée en dernier ressort, bien que l'objet du désaveu soit indéterminé.* — Telle est aussi l'opinion de MM. Carré, *Compétence*, art. 274, n° 177, et Berriat-St.-Prix, p. 353, note 18, n° 2. — Nous admettons volontiers cette solution pour le cas où la question incidente soulevée devant le tribunal, est moins par elle-même une demande qu'une exception à la demande principale. Ainsi, c'est avec raison qu'il a été jugé que la question de savoir si un individu est ou n'est pas héritier, élevée incidemment à une demande principale, ne change pas la nature de cette demande, qui n'en doit pas moins être jugée en dernier ressort, si elle n'excède pas

que toutes les poursuites exercées contre lui sont donc frappées d'un excès de pouvoir et d'un vice d'incompétence; — D'après ce motif, — Cassé et annulé l'acte d'accusation dressé contre ledit Richard Lecudennec, tout ce qui l'a précédé et suivi, et spécialement le jugement contre lui rendu, le 18 fructidor dernier, par le tribunal criminel du département des Côtes-du-Nord; — Mais vu l'art. 82 de la loi du 27 vent. an 8, la section criminelle, procédant d'après les attributions qui lui sont conférées par cet article, dénonce ledit Richard Lecudennec, juge de paix du canton de Bourbiac, département des Côtes-du-Nord, à la section des requêtes du tribunal de cassation, pour être agi par elle, à l'égard dudit Lecudennec, ainsi qu'il appartient.

Du 9 brum. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

1° COMMUNAUX. — PARTAGE. — SURSIS. — PROPRIÉTÉ.

2° DERNIER RESSORT. — DEMANDE INCIDENTE.

3° VACANCES. — JUGEMENT.

1° La loi du 21 prair. an 4, qui avait pour but de surcroît au jugement des actions résultant de l'exécution de la loi du 10 juin 1793, sur le partage des biens communaux, ne s'appliquait pas aux questions de propriété soulevées entre les particuliers et les communes.

2° Un tribunal compétent pour statuer en dernier ressort sur une tierce opposition, peut également statuer en dernier ressort sur les demandes incidentes à cette tierce opposition, alors même que les demandes incidentes auraient été susceptibles d'appel, si elles avaient été formées séparément. (Résol. implic.) (3)

3° La loi du 21 fruct. an 4, qui décide que les vacances des tribunaux auront lieu depuis le 15 fructidor de chaque année jusqu'au 15 brumaire suivant, ne fait pas obstacle à ce qu'un tribunal juge définitivement une affaire le 15 fructidor, par continuation de l'audience du 14 (3).

1000 fr. (Pau, 21 août 1810; Bourges, 25 oct 1825; Poitiers, 26 juillet 1826; Limoges, 16 juin 1838 (Volume 1838). *V. toutefois en sens contraire, 24 (trisième) 2, et la note.* Mais il nous semble qu'il en devrait être autrement lorsque, comme dans l'espèce, la demande incidente, bien que se rattachant plus ou moins intimement à la demande principale, n'est cependant parfaitement distincte. Comment admettre, en effet, que celui qui réclame une valeur de cent mille francs puisse faire juger sa demande en dernier ressort, parce qu'il a su la rattacher à une contestation dont l'objet n'excède pas mille francs? Cela nous paraît impossible, et à l'appui de cette opinion nous citerons un arrêt de la Cour royale de Bourges du 27 nov. 1829, qui décide qu'un jugement n'est qu'en premier ressort, lorsqu'incidemment à une demande en validité d'offres réelles au-dessous de 1000 fr., l'une des parties a demandé la nullité d'un acte dont l'intérêt est d'une valeur supérieure à cette somme.

(3) On ne voit pas bien clairement, d'après la rédaction du jugement que nous rapportons, si le tribunal de cassation se sent du décider que le 15 fruct. n'était pas compris dans les vacances, ce qui était la seule question soulevée par les parties et par le ministère public; ou bien si, admettant que ce fût la partie des vacances, il a voulu décider qu'un tribunal peut, contre le gré de l'une des parties, proroger la session pendant le temps des vacances, à l'effet de continuer et de juger une affaire sommaire non commencée. — Envisagée sous ce second point de vue, cette

(Commune de Nehou—C. Douessey.)

Le cit. Douessey, descendant d'un ancien seigneur de Nehou, était propriétaire d'une forêt, dans laquelle les habitants de Nehou avaient exercé un droit d'usage dès avant 1789. Il avait établi le citoyen Descarrière, garde de cette forêt; mais s'apercevant que ce garde avait avec les habitants de la commune des intelligences contraires à ses intérêts, il crut devoir le renvoyer et lui enjoignit de vider les lieux qu'il occupait. Descarrière résista et se prétendit commissionné par la commune, qu'il soutenait être seule propriétaire de la forêt.

Le 16 mess. an 6, jugement en dernier ressort, rendu par le tribunal civil de la Manche, qui ordonne à Descarrière de déguerpir.

La commune forma tierce opposition à ce jugement, en se fondant à son tour sur ce qu'elle était propriétaire de la forêt. Elle alla même jusqu'à former des saisies-arrests entre les mains des débiteurs et fermiers de Douessey, ce qui donna à celui-ci occasion d'en demander incidemment la main-levée, avec 50,000 francs de dommages-intérêts. L'instance sur le tout fut poursuivie par Douessey devant le tribunal civil de la Manche, qui avait rendu le jugement frappé de tierce opposition.

La commune oppose un déclinatoire; elle prétend que la question n'ayant pour objet que la maintenance possessoire, le juge de paix est seul compétent pour en connaître; elle fait observer, au surplus, que la question, sur l'exception, ne peut être concurremment traitée avec celle du possessoire, la loi interdisant le cumul de ces deux actions; elle soutient que cela doit être déclaré avec d'autant plus de raison, que la loi du 21 prairial an 4 a suspendu les actions relatives à cette nature de contestations.—Le 16 messid. an 7, le tribunal civil de la Manche ordonne que les parties fourniront leurs mémoires.—Après plusieurs renvois successifs, l'audience est fixée définitivement au 14 fruct. La commune de Nehou produit alors plusieurs exceptions dilatoires et demande le renvoi après vacances.

Le tribunal refuse le renvoi et continue l'audience au lendemain 15, jour auquel il rend un jugement en dernier ressort, par lequel il déboute la commune de sa tierce opposition, et lui fait défense d'inquiéter Douessey dans la possession, jouissance et propriété de la forêt contentieuse.

POURVOI de la commune de Nehou, 1^o pour contravention à la loi du 21 prair. an 4, qui prononce la suspension des procès, qui ont pour objet l'exécution de la loi du 10 juin 1793, sur le partage des biens communaux, et maintient provisoirement les possesseurs actuels dans la jouissance desdits biens; — 2^o pour fausse application de l'art. 24, tit. 11, ord. 1067, et violation des règles qui déterminent les premier et dernier ressort, en ce que le tribunal a statué en dernier ressort sur une demande en main-levée de saisies-arrests et en dommages-intérêts, qui n'était pas, à proprement parler, incidente à la demande principale, puisque dans celle-ci il s'agissait de la

décision serait contraire à un arrêt de la Cour de cassation du 13 juin 1815, qui a rejeté le pourvoi dirigé contre un arrêt de la Cour de Paris, rendu le 12 juill. 1811, dans l'affaire *Polignac*.—Néanmoins, il a été jugé que l'arrêt ou le jugement rendu par une cour ou un tribunal en vacances, n'est pas nul, lorsque la présence à l'audience de la partie qui s'en plait, fait présumer son consentement tacite à une prorogation de juridiction: Cass., 19 avril 1820 (aff. *Bonnard*). — *V.* au surplus sur ces difficultés,

revendication d'une forêt; — 3^o pour violation de la loi du 21 fruct. an 4, en ce que le jugement attaqué a été rendu le 15 fruct., jour auquel commencent les vacances des tribunaux.

Le défendeur répondait: Sur le 1^{er} moyen, que la loi du 21 prair. an 4, n'était pas applicable aux questions de propriété soulevées entre les communes et les particuliers;—Sur le deuxième moyen, que la demande en main-levée des saisies-arrests et en dommages-intérêts était née des contestations élevées par la commune; qu'elle était par conséquent incidente à la tierce opposition, et devait être jugée conjointement avec la demande principale;—Sur le troisième moyen, que la loi du 21 fruct. an 4 ayant fixé la durée des vacances à deux mois, cet espace serait étendu à soixante et un jours, et par conséquent au-delà du terme qu'elle assigne, si le 15 fruct. pouvait y être compris. Qu'ainsi les mots depuis le 15 fruct. devaient être entendus comme s'il y avait depuis le 15 fruct. exclusivement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que la tierce opposition des habitants de Nehou, portant sur des jugemens qui avaient reconnu Douessey et son épouse propriétaires de la forêt de la Roquette, la nature de sa demande et de sa défense présentait une question de propriété totalement distincte du simple possessoire; que la loi du 21 prair. an 4 n'est relative qu'au partage des biens communaux; qu'elle n'est point applicable à des biens dont la propriété est contestée entre les communes et des particuliers; qu'il a été constamment reconnu que les habitants de la commune de Nehou n'avaient que des droits d'usage sur la forêt de la Roquette; que les mariés Douessey ont constamment offert de supporter l'exercice de ces droits d'usage sur ladite forêt, de la part de la commune, d'après les titres; que ces droits d'usage ont été expressément conservés à la commune de Nehou par le jugement du 15 fructidor an 7;—Attendu, enfin, que le tribunal, dont le jugement est attaqué, a pu juger définitivement la contestation ledit jour 15 fruct., par suite de l'audience du 14 du même mois, sans violer la loi du 21 fruct. an 4;—Rejette, etc.

Du 12 brum. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville. — *Rapp.*, le cit. Vergès. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.—Pl., les cit. Cournot et Ducloux.

INTERDICTION.—CROISE JUGÉE—EFFET RÉTROACTIF.—INTERLOCUTOIRE.—FIN DE NON-RECEVOIR.

Le jugement passé en force de chose jugée, qui prononce l'interdiction d'une personne, en déclarant que depuis trois ans elle est dans un état d'imbécillité notoire, n'empêche pas les juges d'ordonner plus tard, dans une autre contestation, une enquête sur le point de savoir si, à une époque quelconque de ces trois années, la même personne était saine d'esprit (1).

Le jugement qui prononce une interdiction, n'a pas d'effet rétroactif (2).

les observations dont nous avons accompagné ci-dessus le jugement du 25 flor. an 9 (aff. *Brogner*).

(1 et 2) Il faut rapprocher ces deux décisions qui ont des rapports intimes. En règle générale, un jugement d'interdiction, quoique fondé sur des faits qui appartiennent au passé, se statue que pour l'avenir; il n'a pas d'effet rétroactif. Dans l'espèce, il paraît bien que le jugement d'interdiction se fondait, dans ses motifs, sur un état d'imbécillité notoire remontant à plusieurs années; mais, il faut

Le jugement qui ordonne la preuve de l'état mental d'une personne, n'empêche pas les juges, si l'enquête ordonnée se trouve nulle, de statuer au fond sans ordonner une enquête nouvelle (1).

Celui qui a demandé un pouvoir à une personne, ayant par là reconnu sa capacité, n'est pas recevable à soutenir ultérieurement qu'elle n'était pas saine d'esprit.

(Ponsineu—C. Fouchier.)

Par testament du 18 fructid. an 5, la femme Bousineu institua Fouchier son légataire universel. — En floréal an 6, les héritiers présomptifs de la testatrice obtinrent contre elle un jugement d'interdiction, fondé sur ce motif que depuis trois ans elle était en état de faiblesse d'esprit et d'incapacité notoire. — En plu. an 8, arrive le décès de la testatrice. — Alors les héritiers assignent le légataire universel, pour voir annuler le testament, comme fait par une personne incapable; et ils offrent d'administrer les preuves d'imbécillité ou faiblesse d'esprit.

27 prair. an 8, jugement qui admit la preuve pour et contre. — Les témoins furent entendus, mais dans le temps des vacations.

13 frim. an 9, nouveau jugement qui annulle d'abord les enquêtes comme irrégulièrement faites pendant les vacations. Mais qui, ensuite, « Considérant que le testament dont il s'agit présente des preuves de raison et de sagesse qui excluent l'idée de faiblesse d'esprit; — Considérant que les héritiers présomptifs n'ont articulé aucun fait positif, de nature à prouver que la testatrice fût en état de faiblesse d'esprit à l'époque du testament;

bien distinguer les motifs du dispositif: c'est le dispositif qui contient la décision, la chose jugée, et, ici, ce dispositif ne faisait que prononcer l'interdiction sans lui faire remonter à une époque antérieure. — Aujourd'hui, la même décision aurait lieu: l'interdiction a son effet, aux termes de l'article 502 du Code civil, du jour du jugement, et tous les actes passés postérieurement par l'interdit sont nuls de droit. Quant aux actes antérieurs, ils peuvent être annulés, si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ils ont été faits. Ainsi, dans aucun cas, la nullité de ces actes ne résulte de plein droit du jugement même qui prononce l'interdiction. — *P.* sur plus dans le même sens, 22 niv. an 9, et les nombreuses autorités indiquées dans la note qui accompagne ce jugement.

(1) Ce n'est pas ici, il faut le remarquer, la question générale de savoir si l'interlocutoire lie le juge en tant qu'il semblerait avoir fait dépendre son jugement définitif de la preuve qu'il a ordonnée. Cette question est résolue par la doctrine et par la jurisprudence dans le sens de la négative. Les jugements interlocutoires, dit Merlin, *Rep.* v° *Chose jugée*, § 1, n° 2, ne lient pas les tribunaux de qui ils sont émanés; et, à l'appui de cette doctrine, il cite un arrêt du 27 niv. an 11. Cependant, M. Berriat, *Procéd. civ.*, p. 253, note 46, après avoir interprété le principe que nous venons de rappeler, en ce sens que le juge peut, dans les jugements définitifs, donner une décision contraire à celle que semblait annoncer le jugement interlocutoire, ajoute cette restriction, qu'il en est autrement par rapport aux interlocutoires ordonnés sur discussions contradictoires (et non pas d'office) et auxquels on a acquiescé. La maxime ne serait donc vraie, d'après cet auteur, que pour les interlocutoires de *propre mouvement*, si l'on peut s'exprimer ainsi, ou du moins ordonnés sans opposition de la part de l'une des

— Considérant qu'il a été allégué par le défendeur, et reconnu par les héritiers présomptifs, que depuis cette époque les héritiers ont obtenu d'elle une *procuration*, et en ont fait usage pour recueillir une succession à elle advenue; — Déclare les demandeurs non recevables et mal fondés; ordonne l'exécution de l'arrêt.

Appel au tribunal de Poitiers. — Jugement confirmatif.

POURVOI en cassation, fondé sur deux moyens. — Le premier moyen était pris de la contravention à la chose jugée, en ce que le fait d'incapacité, pour faiblesse d'esprit, ayant été constaté par jugement de floréal an 6, duquel jugement il n'y avait pas eu d'appel, ne pouvait pas être soumis à un nouvel examen, et comporter une décision contraire. — De la *saisie de pouvoir*, aux termes de l'art. 5 du tit. 27 de l'ordonnance du 1607.

Le deuxième moyen était pris aussi de la contravention à la chose jugée, en ce que le tribunal ayant ordonné la preuve de faiblesse d'esprit, par jugement du 27 prairial an 8, s'était imposé la nécessité de juger d'après cette preuve, et d'ordonner une nouvelle enquête à la première avait été irrégulièrement faite. — Il était pris aussi de ce que les parties étant *contraires en fait* sur un point décisif dans la cause, il était indispensable de les admettre à faire preuves respectives.

Le commissaire n'est d'avis. — Sur le premier moyen, que les demandeurs étaient non recevables à le proposer en cassation, parce qu'ils ne l'avaient pas proposé devant les premiers juges (loi du 4 germ. an 2); — Que d'ailleurs ils étaient mal fondés, attendu que le jugement de flor. an 6,

parties. Mais cette distinction, appuyée sur le jugement *Dyochet*, du 12 germ. an 9 (*P.* ci-dessus), a été prescrite par un arrêt du 14 juil. 1818; et nombre d'autres arrêts ont consacré la règle dans toute sa généralité. *P.* Cass., 27 niv. an 11; 17 janv. et 12 avr. 1810; 13 août 1811; 17 nov. 1825; 10 mai 1826; 6 mars 1829, et enfin 31 janvier 1837 (Volume 1837). — Voilà pour la question générale de savoir si l'interlocutoire lie le juge sur le fond. Mais la question spéciale du jugement que nous recueillons ici n'est pas précisément celle-là. En effet, il s'agissait de savoir, dans l'espèce, non pas si le juge était lié par l'interlocutoire qu'il avait ordonné, de telle sorte qu'il dût juger conformément à ce que semblait annoncer le jugement par lequel il avait ordonné la preuve de la démente; mais si, après avoir ordonné l'enquête, il pouvait juger, sans que l'enquête eût eu lieu, ou, ce qui revient au même, sans qu'elle eût été valablement faite. La partie qui avait demandé et obtenu la permission de faire l'enquête, n'avait-elle pas le droit de dire: Quand l'enquête aura eu lieu, vous en apprécierez les résultats comme il vous conviendra; mais vous l'avez ordonnée, il faut qu'elle soit faite. Après l'avoir ordonnée, juger sans qu'elle ait eu lieu, c'est à-dire juger qu'elle n'est pas nécessaire, contrairement à ce qui d'abord avait été décidé, c'est vouloir former vous-même, c'est violer l'autorité de la chose jugée. C'est ainsi que nous paraissons en être conformes aux vrais principes; et en ce sens, on doit dire que l'interlocutoire lie les juges; c'est en effet ce qui a été jugé par différents arrêts des 18 avril 1832 (Volume 1832); 12 janvier 1836 (Volume 1836); 26 mai 1836 (*Ibid.*). — Toutefois, la décision que nous recueillons ici semble contredire cette doctrine; mais il faut remarquer que c'est dans le cas tout particulier où une enquête avait eu lieu, et où, malgré sa nullité, les juges avaient pu trouver dans les autres éléments de la cause, des motifs de décision qui leur paraissaient rendre inutile une enquête nouvelle.

qui prononçait l'intention, ne disait pas qu'elle aurait un effet rétroactif. — Sur le deuxième moyen, il a pensé que le jugement du 27 prairial, par lequel les parties avaient été admises à faire leurs preuves respectives sur le fait de faiblesse d'esprit, était un *avant faire droit*, un jugement préparatoire; d'où il suit qu'il ne liait point le tribunal; que les juges conservaient pleinement la faculté, dont ils ont usé, de rejeter les conclusions du demandeur sans faire recommencer l'enquête qui se trouvait nulle; — Enfin, que la procuration reçue par eux de la testatrice, à l'époque même où ils prétendaient qu'elle était faible d'esprit, élevait contre eux une fin de non-recevoir invincible. — Il a conclu au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Par les motifs développés par le commissaire du gouvernement; — Rejet. Du 13 brum. an 10. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Vermeil.

TIMBRE. — PROCÈS-VERBAL. — AFFIRMATION. Les procès-verbaux de contravention en matière de timbre, ne sont pas soumis à la formalité de l'affirmation. (L. 13 brum. an 7, art. 31 et 32.) (1)

(L'Enregistrement — C. Gerleier.)

Un procès-verbal avait été dressé par des employés de la régie contre un voiturier de Gerleier, trouvé porteur de deux lettres de voiture écrites sur du papier dont le timbre n'était plus en usage.

Le 1^{er} prair. an 8, jugement du tribunal civil de l'Hérault, qui annule ce procès-verbal, faute d'avoir été affirmé, conformément à l'art. 18, tit. 10 de la loi du 22 août 1791. — Pourvoi de la régie pour contravention aux art. 31 et 32 de la loi du 13 brum. an 7.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'aucune des dispositions de la loi du 13 brum. an 7, sur la perception du droit de timbre, et notamment les art. 31 et 32, qui régissent la forme des procès-verbaux en cette matière, ne prescrivent pas la nécessité de leur affirmation, comme la loi du 22 août 1791 la prescrit dans la matière des douanes, qui a ses règles particulières; d'où il suit que le jugement attaqué a commis un excès de pouvoir en annulant le procès-verbal dont s'agit au procès, sous le prétexte qu'il n'a point été affirmé, et a privé, par conséquent, la régie de l'exercice légitime de ses droits contre les défendeurs; — Casse, etc.

Du 13 brum. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Pajon. — *Concl.*, le cit. Lefessier, snbst.

LOI. — PROMULGATION. — CONSIGNATION.

Depuis la loi du 12 vend. an 4, les lois n'ont été exécutées dans chaque département, qu'à compter du jour de la distribution, au chef-lieu, du bulletin qui les contenait (2). — En conséquence, un tribunal n'a pas pu déclarer nulle la consignation du montant d'un billet faite en vertu de la loi du 6 therm. an 3, bien que cette consignation ait été faite postérieu-

rement à la loi abrogative du 12 frim. an 4, si cette dernière loi n'avait pas encore été distribuée au chef-lieu à l'époque où la consignation avait été faite; peu importerait qu'elle eût été enregistrée et publiée dans la forme antérieure (3).

(Pene — C. Touya.)

Le 2 thermid. an 3, Pene souscrit au profit de Touya deux billets à ordre, montant ensemble à 21,000 liv., payables dans six mois à Orthes. — A l'échéance personne ne se présente pour toucher. Pene écrit à Touya d'avoir à faire prendre les fonds, s'il ne vent pas qu'ils soient consignés, conformément à la loi du 19 thermid. an 3. — Touya fait signifier à Pene un acte par lequel il s'oppose à toute consignation, en s'étayant de la loi du 12 frim. an 4, qui permet aux créanciers non négociants de refuser tous remboursements des sommes qui leur sont dues.

16 niv. an 4, Pene consigne. — Touya l'assigne alors en paiement des deux billets, et soutient que la consignation est nulle, attendu que la loi du 12 frim. an 4, autorise les créanciers à refuser les remboursements que veulent faire leurs débiteurs, et ne fait d'exception qu'à l'égard des effets de commerce de négociant à négociant. Or, Touya soutenait que ni lui, ni son débiteur n'avaient cette qualité.

Pene soutenait que la loi du 12 frim. an 4 n'était pas applicable, attendu qu'elle n'avait pas été promulguée dans la forme déterminée par les art. 11 et 12 de la loi du 12 vend. an 4. Il paraît qu'elle avait été seulement enregistrée et publiée conformément aux lois antérieures.

18 therm. an 5, jugement du tribunal civil des Basses-Pyrénées, qui déclare la consignation nulle.

9 pluv. an 7, jugement confirmatif du tribunal civil des Hautes-Pyrénées.

POURVOI en cassation de la part de Pene, pour fausse application de la loi du 12 frim. an 4, qui, à l'époque de la consignation, n'avait pas encore été régulièrement promulguée à Orthes; et n'y était pas exécutoire, et pour violation par suite de la loi du 6 therm. an 3, qui autorise le dépôt du montant des billets à ordre ou autres effets négociables dont le porteur ne s'est pas présenté dans les trois jours de l'échéance.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 11 et 12 de la loi du 12 vend. an 4, portant: « Art. 11. En conséquence de la présente loi, il ne sera plus fait de publication des lois par lecture publique, « par réimpression, ni affiche, ni à son de trompe ou de tambours, en aucun département aux frais « de la république, si ce n'est lorsque ces formalités seront expressément ordonnées par « un article de la loi etc. » — Art. 12. Néanmoins « les lois et actes du corps législatif obligeront, « dans l'étendue de chaque département, du jour « auquel le bulletin officiel où ils seront contenus « sera distribué au chef-lieu du département. Ce « jour sera constaté par un registre où les administrateurs de chaque département certifieront « l'arrivée de chaque numéro: » Attendu que la

(1) *V. conf.*, Cass. 13 mess. an 9; 2 brum. et 1^{er} vent. an 10. — Trouillet et Rolland, *Dict. de l'Enreg.*, vis *Lettres de voiture et Timbre*.

(2) Une règle semblable a été consacrée nombre de fois. *V.* 23 frim., 28 vent., 1^{er} floréal, 11 prair., 27 mess. an 7, et les notes, surtout celles qui accompagnent les deux premiers jugemens précités.

(3) La loi du 6 therm. an 3, qui autorisait le

débiteur à se libérer avec un papier sans valeur, était si contraire à l'équité qu'il n'est point étonnant que les tribunaux cherchassent à en éluder l'application. Dans l'espèce ci-dessus rapportée, l'affaire fut renvoyée à la Cour de Pau qui, le 25 janv. 1806, jugea comme avait jugé le tribunal des Hautes-Pyrénées, et sa décision fut encore cassée par arrêt du 7 août 1807, rapporté à sa date.

loi du 13 frim. an 4, n'a été reçue au chef-lieu du département des Basses-Pyrénées que le 13 pluvsuivant; que ce n'est que du jour de cette réception que cette loi, suivant celle du 12 vend. an 4, est devenue obligatoire dans l'étendue de ce département;—Attendu que les tribunaux civils des départements des Hautes et Basses-Pyrénées, sans avoir égard aux dispositions citées de la loi du 12 vend. an 4, se sont décidés dans leur jugement sur ce motif, que la loi du 12 frim. an 4, avait été enregistrée et publiée le 23 du même mois dans la commune d'Orthez; d'où il suit que le tribunal civil du département des Hautes-Pyrénées a contrevenu aux art. 11 et 12 de la loi du 12 vend. an 4, ci-dessus transcrite;—Casse, etc.

Du 13 brum. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Oudot.—Concl., le cit. Lefessier, subst.—Pl., les cit. Flusin et Moreau.

EXPERT.—RÉCUSATION.

L'art. 17 du tit. 24 de l'ord. de 1667, relatif aux juges qui savent en leurs personnes des causes légales de récusation, ne peut s'appliquer à un tiers expert nommé par les parties. — Le tiers expert peut valablement juger, quoiqu'il soit cousin germain de l'une d'elles (1).

(Choussy—C. Fouzet.)

Le 6 mess. an 8, vente par Choussy à Tunzet d'un domaine et de deux étangs, moyennant un prix qui devait être fixé par deux experts lesquels en cas de désaccord étaient chargés de nommer un tiers pour les départager.

L'expert du vendeur fixe le prix à 132,000 fr., celui de l'acquéreur à 73,000 fr.—Ils choisissent pour tiers expert un cousin issu de germain de l'acquéreur, qui estime les biens vendus à 75,000 fr.—Celui-ci rédige son acte d'estimation en son nom personnel, mais en présence des deux premiers qui le signent.

Choussy demande l'annulation de cet acte d'estimation. — 1° comme fait par un parent qui devait se récuser; 2° comme fait par le tiers expert seul, les experts n'ayant signé son acte d'estimation que parce qu'ils avaient été présents au transport sur les lieux.

Jugement du tribunal d'Amberg qui déboute Choussy de ses conclusions, attendu qu'il ne s'agit pas d'une expertise judiciaire; et que d'all-

leurs le rapport du tiers expert est revêtu des trois signatures.

Appel.—Jugement confirmatif.

POURVOI en cassation.—Dans l'espèce, disait le demandeur, il ne s'agissait pas d'un simple expert dont la mission se borne à donner un avis auquel le juge n'est pas obligé de se conformer, mais d'un véritable arbitre chargé lui-même de statuer sur une contestation. Il avait donc le caractère de juge. Dès lors il devait, comme l'aurait fait tout autre juge, se récuser puisqu'il était parent au degré prohibé; et puisqu'il ne l'a pas fait, il est contrevenu à l'art. 17, tit. 24, ord. 1667.

De plus, comme tiers arbitre, il ne pouvait juger sans le concours des arbitres divisés aux termes de la loi du 18 therm. an 3. Or il a jugé seul, et les deux premiers arbitres n'ont signé son avis que comme présents. Donc contravention à la loi précitée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu, sur le premier moyen, que dans l'espèce, ne s'agissant pas d'une expertise judiciaire; et les parties s'étant fait la loi elles-mêmes par des conventions expresses, il n'a pu y avoir lieu à aucune récusation;—Attendu, sur le deuxième moyen, que les experts paraissent avoir contribué au rapport, puisqu'il est signé par eux; que d'ailleurs ce moyen se résout comme le premier, puisqu'il ne s'agit pas d'une expertise judiciaire.—Rejette le pourvoi.

Du 13 brum. an 10.—Sect. req.—Prés., le cit. Murair.—Rapp., le cit. Lachèse.—Concl. conf. le cit. Pons de Verdun, subst.

PÉREMPTION.—JUGE DE PAIX.

Sous l'empire de la loi des 18-30 oct. 1790 (tit. 7, art. 7), la péremption ne pouvait être prononcée dans les instances pendantes devant les juges de paix, lorsque la cause avait été jugée définitivement dans les quatre mois, alors même que plus tard l'instance et le jugement définitif auraient été déclarés nuls, si cette nullité provenait du fait du juge, et non de celui de la partie ou des officiers ministériels qu'elle avait employés; par exemple, si les jugements préparatoires avaient été rendus avec l'assistance de trois assesseurs (2).

(Paillard—C. Petit.)

Il s'agissait d'une demande en dommages-inté-

(1) Il semble résulter des motifs sur lesquels s'est fondé le tribunal de cassation, que sa décision eût été différente, si au lieu d'experts nommés en vertu de convention des parties, il s'était agi d'experts judiciaires. En effet, Joussé, sur l'art. 9, tit. 24 de l'ord. 1667, émet l'opinion que les règles relatives à la récusation des juges sont applicables aux experts. Cette décision est sans intérêt aujourd'hui: Le Code de proc., art. 310, dispose que les experts pourront être récusés par les motifs pour lesquels les témoins peuvent être reprochés.

(2) Décider autrement, eût été faire retomber la faute du juge sur le plaideur, et la loi ne voulait punir la plaideur que de sa propre négligence. — Il a été jugé aussi que la péremption ne pouvait être demandée si l'instance avait été retardée par le dol ou la fraude du demandeur en péremption: P. Cass., 4 fév. 1807 (aff. Roca-Serra). P. cependant, en sens contraire, Cass. 16 germ. an 11 (aff. Joanne).

Signalons maintenant quelques différences qui existent entre les dispositions de la loi de 1790 et celles du Code de procédure, bien qu'au fond leur économie soit la même.—Sous la loi de 1790, la

péremption n'était point encourue par celui seul que le tribunal de paix n'avait pas statué dans les quatre mois, mais seulement quand les parties avaient négligé de le mettre en état de statuer dans ce délai: P. Cass., 20 août 1806 (aff. Coste). Sous le Code de proc., il faut que la cause soit jugée définitivement dans les quatre mois (art. 13 et 15).—Il était aussi dans l'esprit de la loi du 26 oct. 1790, et ceci résulte même implicitement de son texte, que la partie ne pût encourir la péremption que par son propre fait et non par celui du juge; tandis que l'art. 15 du Code de proc. déclare au contraire que l'instance peut être périmée par la faute du juge; mais il le rend responsable des dommages-intérêts des parties.—D'un autre côté, sous la loi de 1790, la péremption n'était pas suspendue par des interlocutoires ou autres incidents: P. Cass. 13 flor. an 10 (aff. Robertson). Le Code de proc. veut (art. 13) que, dans le cas où il n'y a pas d'incident, la cause soit jugée le jour même de la comparution ou la première audience; mais, prévoyant ensuite le cas où un interlocutoire aurait ordonné, il ne fait courir la péremption que du jour du jugement interlocutoire (art. 15).

rêts pour dégradations commises dans un bien appelé la Charbonnière.—Cette demande avait été formée le 5 vendém. an 7, et avait été soumise au tribunal de paix du canton de Nevers, *extra muros*.—Elle avait été suivie d'un premier jugement, rendu le 9 brum. suivant, portant que le juge de paix se transporterait sur les lieux contentieux, accompagné de deux experts et des parties.—Ce jugement avait été rendu par le juge de paix et trois assesseurs.

Le juge de paix s'était transporté sur les lieux contentieux, les 6 frim., 17 et 23 niv. suivants; mais l'absence de Petit l'avait déterminé à ne pas procéder ces jours-là aux opérations ordonnées.—Ce n'est que le 27 dudit mois de nivôse que ces opérations avaient été commencées; elles avaient été terminées le 1^{er} pluv. suivant.

Le 4 de ce mois, le tribunal de paix avait rendu un jugement par défaut, qui avait condamné Petit à payer le montant des dégradations fixé par les experts.

Le tribunal civil du département de la Nièvre avait décidé que deux assesseurs pouvaient seuls concourir avec le juge de paix, au jugement du 9 brum. au 7; que l'assistance d'un troisième assesseur à ce jugement le rendait nul; que les jugements subséquents, fondés sur le premier, étaient également nuls, et qu'il résultait de la nullité de ces jugements, que l'affaire n'avait pas été mise en état d'être jugée dans les quatre mois, conformément à l'art. 7 du tit. 7 de la loi des 14 et 18 oct. 1790, contenant règlement pour la procédure dans les justices de paix; en conséquence, ce tribunal avait annulé les jugements de paix des 9 brum. et 4 pluv. an 7, et avait déclaré l'instance éteinte et périmée.

Pourvoi en cassation pour fausse application de l'art. 7 du tit. 7 de la loi des 14 et 18 oct. 1790.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 7 du tit. 7 de la loi du 14 oct. 1790, sur la juridiction et compétence des juges de paix;—Considérant que la loi exige seulement des parties qu'elles mettent leur cause en état d'être jugée dans le délai de quatre mois, et que l'extinction de l'action n'a lieu qu'autant que ce qui était à leur charge n'a pas été fait;—Que les actes de la procédure attestent que Ruffray et Pailard avaient satisfait à la loi malgré les obstacles qu'ils ont rencontrés de la part de Petit et Blandreau;—Que le tribunal du département de la Nièvre l'a reconnu lui-même, en écartant la péremption d'action qu'ils faisaient résulter de ce que la cause n'avait pas été jugée définitivement dans les quatre mois, et qu'en l'admettant sur le fondement de la nullité du jugement du 9 brum. an 7, nullité qui n'était du fait ni de la partie, ni des fonctionnaires employés par elle, il s'est écarté de la loi, puisque l'obligation imposée à la partie de mettre la cause en état dans quatre mois, n'avait pas moins été remplie, ce qui devait la garantir d'une déchéance qui ne doit pas être étendue hors du cas pour lequel elle a été créée;—Casse, etc.

Du 13 brum. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Coffinhal.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

ARBITRE (TIERS).—JUGEMENT.—NULLITÉ.

Est nul le jugement rendu par le tiers arbitre, sans le concours des arbitres partagés. (L. 10 juin 1793, sect. 5, art. 3, 5, 6, 15 et 16; 28 therm. an 3.) (1)

(1) Jurisprudence constante, *P.* 19 pluv. an 8; 14 fruct. an 9; 11 pluv. an 10, etc.

(Beaufremont-Listenois.—C. la comm. de Saint-Aubain.)

Du 14 brum. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liborel.—Rapp., le cit. Oudot.—Concl. le cit. Lefessier, subst.—Pl., le cit. Chabroud.

ENREGISTREMENT.—VENTE.—RÉTROCESSION.

Lorsqu'un acheteur rétrocéde un immeuble à son vendeur, et stipule qu'outre le prix de son acquisition qui lui sera remboursé, il lui sera payé une somme déterminée pour les frais et déboursés de la première vente, la droit proportionnel d'enregistrement doit être perçu sur le prix de la rétrocession et sur la somme stipulée pour frais et déboursés. (L. 22 frim. an 7, art. 14 et 15; Avis du cons. d'Etat du 27 fév. 1811.)

(L'enregist.—C. Gougy.)

Decressy vend à Gougy un immeuble au prix de 10,000 fr. sur lequel celui-ci paie comptant 2,141 fr.—Plus tard, Gougy rétrocéde l'immeuble à Decressy qui le reprend au même prix de 10,000 fr., et s'oblige à restituer d'abord les 2,141 fr. qu'il avait reçus, et de plus, 218 fr. pour frais honoraires et déboursés.—Cet acte ayant été présenté à l'enregistrement, le droit proportionnel fut perçu sur le prix total de 12,359 fr.—Gougy réclama et prétendit que ce droit ne devait porter que sur les 10,000 fr., prix de la vente.

25 vend. an 9, jugement du tribunal civil de Versailles, qui accueille les conclusions de Gougy.

Pourvoi de la régie, pour contravention à l'art. 1^{er} de la loi du 22 frim. an 7, portant que le droit d'enregistrement pour les actes translatifs de propriété à titre onéreux, est déterminé par le prix exprimé en l'acte, en y ajoutant le capital de toutes les charges.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 15 de la loi du 22 frim. an 7, ainsi conçu: « La valeur de la propriété de l'usufruit et de la jouissance des immeubles est déterminée pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel des immeubles, ainsi qu'il suit: 6^e pour les ventes, adjudications, concessions, rétrocessions, licitations et autres actes civils et judiciaires, portant translation de propriété ou d'usufruit à titre onéreux, par le prix exprimé, en y ajoutant toutes les charges en capital, ou par une estimation d'experts dans les cas autorisés par la présente; »—Attendu que le tribunal du troisième arrondissement du département de Seine-et-Oise a décidé que les 2,141 fr. que Decressy a exigés au-delà du prix de la vente du 9 brum. an 7, dans la rétrocession du 8 niv. an 9, n'étaient point une charge de ce dernier acte, sur le motif que cette somme avait pour objet le remboursement des frais de la première vente;—Attendu que le tribunal, en le décidant de la sorte, a créé une exception à la règle établie par la loi citée, et a, par conséquent, contrevenu à cette loi;—Casse, etc.

Du 14 brum. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Oudot.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

EXPLOIT.—IMMATRICULE.

Est valable l'exploit dans lequel l'huissier, au lieu d'enlever d'une manière positive le tribunal dans le ressort duquel il exerce ses fonctions, s'est contenté d'exprimer qu'il exploitait dans l'arrondissement de... (L. 7 niv. an 7.)

(N....—C. N....)

L'immatricule d'un exploit du 7 pluv. an 9 était

ainsi conçue: « Je, Chevillard, huissier au département de la Côte-d'Or, patenté sous le n° 51, « exploitant dans l'arrondissement de Semur, « résidant à Chameure. »

On demande la nullité de cet exploit, attendu qu'il ne contenait pas l'indication du tribunal près duquel l'huissier exerçait ses fonctions.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'avoir énoncé l'arrondissement de Semur est suffisant et ne présente aucune équivoque, puisqu'il y a à Semur un tribunal de première instance dont l'étendue est celle de l'arrondissement, et qu'un huissier ne peut tenir ses pouvoirs que du tribunal et non pas de l'autorité administrative, etc.

Du 14 brum. an 10. — Sect. civ.

DOUANES. — IMPORTATION. — SAISIE. — NULLITÉ.

Tout objet est réputé importé de l'étranger dès qu'il entre dans le cercle des douanes françaises, sans être accompagné d'un certificat d'origine (L. 10 brum. an 5, art. 5; 9 flor. an 7, tit. 4, art. 15.)

En matière de douanes, la nullité du procès-verbal pour vice de forme, ne met pas obstacle à la confiscation des marchandises prohibées importées en France. (L. 19 flor. an 7, tit. 4, art. 15.) (1)

(Les douanes — C. Alusse.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la première disposition, art. 5 de la loi du 10 brum. an 5, et l'art. 15, tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7; — Considérant que, bien que les basins dont il s'agit aient été apportés de la Guadeloupe, rien ne prouve qu'ils aient été fabriqués dans cette colonie; qu'au reste, tout objet est censé importé de l'étranger, dès lors qu'il entre dans le cercle des douanes de la république établies en Europe; — Considérant que, dans cet état, l'entrée de ces basins dans ledit cercle était prohibée, puisqu'ils n'étaient pas accompagnés d'un certificat d'origine française, et que, même dans le cas de la nullité du procès-verbal, la saisie devait en être prononcée; — Par ces motifs, casse et annule le jugement rendu, le 13 fructidor dernier, par le tribunal criminel du département de la Charente-inférieure, contre la régie des douanes, au profit du sieur Guillaume Alusse.

Du 16 brum. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Bauchan. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

ACQUITTEMENT. — POURVOI EN CASSATION. — MINISTÈRE PUBLIC.

La commissaire du gouvernement qui n'a fait aucune réclamation devant le tribunal criminel contre la position des questions, est non recevable à se pourvoir contre

(1) F. conf., Cass. 22 vend. an 7, 25 prair. an 8, et la note; 1^{re} germ. an 9, et la note.

(2) F. conf., 17 flor., 17 pr. an 8, et anal. dans le même sens, 17 prair. même année.

C'est une question grave que celle de savoir si l'ordonnance qui a été rendue sur une déclaration irrégulière, peut être attaquée autrement que dans l'intérêt de la loi. M. Leprévost (t. 2, p. 481) et M. Carnot (Comm. sur l'art. 409) ont soutenu l'affirmative par les motifs que dans cette hypothèse il n'existe pas d'acquiescement réel, et que l'art. 409, Code d'inst. crim., qui interdit au ministère public de se pourvoir autrement que dans l'intérêt de la loi contre les ordonnances d'acquiescement, se réfère

l'ordonnance d'acquiescement, sous prétexte qu'aucune question n'a été posée sur l'un des faits de l'accusation. (C. 3 brum. an 4, art. 376 et 414.) (3)

(P. D. L. — C. Min. pub.)

P. D. L., notaire, était accusé d'avoir détourné de l'argent qui lui avait été remis pour l'enregistrement d'un acte, et d'avoir mentionné sur l'expédition un enregistrement qui n'existait pas. Le président posa au jury les questions de savoir, 1^{re} si l'accusé était convaincu de soustraction et enlèvement d'argent; 2^o s'il était convaincu de faux. Le jury déclara le premier fait non constant, et le second constant, mais sans intention criminelle. Le président rendit une ordonnance d'acquiescement. Cependant le commissaire qui n'avait élevé aucune réclamation forma un pourvoi fondé sur ce qu'aucune question n'avait été posée sur le fait d'avoir détourné à son profit des fonds à lui confiés.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le commissaire n'a fait aucune réclamation au tribunal criminel contre la position des questions; — Attendu que l'ordonnance d'acquiescement a été prononcée en exécution de la déclaration favorable du jury; — Déclare le commissaire non recevable dans son pourvoi, etc.

Du 16 brum. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Bartis. — Concl. conf., le cit. Lecoutour, subst.

TÉMOINS EN MAT. CRIM. — NOTIFICATION. — DOMICILE.

La notification de la liste des témoins à l'accusé est nulle, lorsqu'elle ne contient pas l'indication de leur domicile (3).

(Busquet — C. Min. pub.)

Du 17 brum. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Buschop.

TÉMOINS EN MAT. CRIM. — NOTIFICATION. — PRÉNOMS.

Un témoin ne peut être entendu aux débats, si dans la liste notifiée à l'accusé, il n'a pas été désigné par tous ses prénoms. (C. 3 brum. an 4, art. 346.) (4)

(Percheux et Pivain — C. Min. pub.)

Du 17 brum. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Rataud. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

VOL. — AUBERGE.

Le vol commis la nuit dans une auberge par quelque personne que ce soit, autre que les maîtres de cette auberge, n'est passible que des peines correctionnelles. (C. pén. du 26 sept. 1791, tit. 2, sect. 2, art. 15; L. 25 frim. an 8, art. 2 et 3.) (5)

nécessairement à l'art. 386 qui indique les cas où l'accusé doit être acquitté, et à l'art. 380 qui attribue force de chose jugée qu'à l'acquiescement légalement prononcé. Cette opinion a été adoptée par la Cour de cassation, par arrêts des 24 oct. 1811, 6 fév. 1812, 30 juill. 1827. Toutefois, des objections ont été proposées contre cette opinion par MM. Chauveau et Hélie, Journ. du droit crim., t. 5, p. 133.

(3) F. dans le même sens, 12 vent. an 7, et la note.

(4) F. anal. dans le même sens, Cass., 23 prair. an 7, et la note; F. aussi 5 et 12 vent. an 7.

(5) D'après l'art. 9 de la loi du 25 juin 1824, confirmée par la nouvelle rédaction de l'art. 386 du

(Maury.—C. Min. publ.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 13, 14 et 15, sect. 2^e, tit. 2, 2^e part., Cod. pén.; — Vu pareillement les art. 2 et 3 de la loi du 25 frim. an 8; — Attendu que les art. 13 et 15 précités du Code pénal, étant modifiés par la loi du 25 frim. an 8, ne peuvent plus être appliqués que dans les cas non prévus par cette loi plus récente; — Attendu que l'acte d'accusation dressé le 11 messidor dernier, non plus que la déclaration du jury de jugement rendue à l'égard de Pierre Maury, n'établit aucunement, soit la prévention, soit la conviction de sa qualité d'habitant ou commensal de la maison dans laquelle il est convaincu d'avoir commis un vol, ni celle de personne reçue dans ladite maison à aucun des titres indiqués par l'art. 13 précité; d'où il résulte que ledit art. 13, ainsi que l'art. 14 qui en est un corollaire, ne pouvait recevoir d'application dans l'espèce; — Attendu que l'art. 15 précité du Code pénal ne pouvait pas davantage être applicable au délit reconnu par la déclaration du jury, puisque cet article n'a jamais étendu sa rigueur que sur les crimes commis par les maîtres des auberges envers ceux qui y sont reçus, ou par ces derniers envers les maîtres ou les voyageurs qu'ils reçoivent, et puisque d'ailleurs cet article du Code pénal est modifié par la 1^{re} disp. de l'art. 3 de la loi du 25 frim. an 8; — Attendu que ce dernier article est seul applicable aux vols commis dans les auberges par toutes les personnes autres que les maîtres; — Attendu, enfin, que la circonstance de vol de nuit peut changer la nature de la peine applicable aux crimes commis dans les maisons habitées par les commensaux et autres désignés dans l'art. 1^{er} de ladite loi du 25 frimaire, puisque cet article a restreint la modification qu'il établit aux vols commis de jour; mais que la même distinction n'existant pas dans l'art. 3 de ladite loi, relatif aux vols commis dans les auberges, cet article comprend également dans sa disposition les vols commis de nuit dans les auberges; d'où il résulte qu'il y a eu, dans l'espèce, fausse application de l'art. 14 précité du Code pénal; — Attendu qu'aux termes de ladite loi du 25 frimaire, la prévention d'un vol dans une auberge, par quelque personne que ce soit, autre que le maître et la maîtresse de ladite auberge, ne pouvait donner lieu qu'à des poursuites correctionnelles; — Par ces motifs, — Cassé l'ordonnance de traduction devant le jury d'accusation, rendue par le directeur du jury de l'arrondissement de Mende, le 5 messidor dernier, etc.

Du 17 brum. an 9. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Morel. — Concl., le cit. Lecoteur, subst.

Code pén., les vols commis dans les auberges par ceux qui y sont reçus, sont placés dans la classe des simples délits. Mais si le vol a eu lieu la nuit, il est passible de la peine de la réclusion, conformément au 1^{er} § de l'art. 386.

(1) *P.*, dans le même sens, Jousse, *Justice crim.*, 132, 4, tit. 17; Carnot, *Comment.*, Code pén., art. 132; Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pén.*, t. 3, p. 201; mais ces derniers auteurs font remarquer qu'il faut qu'il y ait intention de remettre la pièce en circulation. La simple altération d'une pièce de monnaie, dans le but, par exemple, de faire une expérience décimostique, ne constituerait pas la crime de falsification ou de fausse monnaie. — Dans l'espèce, la difficulté venait des termes de la loi du 1^{er} brum. an 3, qui portait que les biens de ceux qui auront été condamnés pour fabrication de fausse monnaie

FAUSSE MONNAIE.—ALTÉRATION.

Rogner la monnaie dans l'intention de la mettre en circulation sous une fausse valeur, c'est la contrefaire dans le sens de la loi. (LL. 1^{er} brum. an 3, art. 1^{er}; 14 flor. an 3.) (1)

(Lefranc et Picard.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que celui qui altère de la monnaie nationale en la rognant et la limant, fait d'une pièce de monnaie qui était du bon aloi et qui pesait ce qu'elle doit peser en égard à sa valeur, une pièce qui n'a plus le même poids; qu'ainsi il la rend fausse quant à son poids et à sa valeur; que dès lors on a pu appliquer à un pareil délit l'art. 1^{er} de la loi du 2 brum. an 2, maintenu par la loi du 14 flor. an 3, et ordonner la confiscation des biens des condamnés au profit de l'Etat; — Rejeté, etc.

Du 19 brumaire an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, e cit. Dutocq.

ÉVOCATION. — DEGRÉS DE JURIDICTION. — CHOSE JUGÉE.

Un tribunal d'appel ne peut, en infirmant la décision par laquelle le tribunal de première instance s'était mal à propos déclaré incompétent, évoquer la fond et y statuer, alors qu'il n'y a pas été défendu, et qu'un jugement passé en force de chose jugée a décidé que la question du fond devait être soumise à un tribunal de première instance. (LL. 1^{er} mai 1790; 16 août 1790, tit. 2, art. 17.) (2)

(La comp. Manget.—C. Vauversin.)

En germ. an 5, la compagnie Manget traite avec le gouvernement pour une fourniture d'équipemens, etc.

Un sous-traité avec la compagnie Manget chargée Bridel (représenté plus tard par Vauversin) de cette fourniture dans le département des Forêts; le sous-traité devait durer jusqu'à la paix. — Il fut convenu que le sous-traitant serait payé par les traitans, dans la même nature, aux mêmes époques, et dans la même proportion que les traitans recevoient eux-mêmes du gouvernement.

En vendém. an 6, la compagnie Manget résilie son traité, et enjoint à Bridel de cesser son service en brumaire de la même année. — Celui-ci réclame le paiement en numéraire de 332,596 livres dues pour le service de l'an 5.

La compagnie Manget refuse du numéraire, et même un paiement actuel, en se fondant sur ce qu'elle n'était pas encore payée par le gouvernement, et sur ce qu'elle n'aurait à payer qu'avec les valeurs reçues.

12 brum. an 6, citation au tribunal de commerce de Paris.

Pendant le procès, la compagnie Manget fut

seraient acquis à l'Etat; car, du reste, le Code pénal du 25 sept. 1791, part. 2, tit. 1^{er}, sect. 6, art. 1 et 2, punissait ceux qui avaient contrefait ou altéré les monnaies nationales; et l'art. 132 du Code pénal se sert des mêmes expressions. — *F. Merlin, Répert.* v^o Monnaie, § 2, art. 2.

(2) Ici le tribunal de cassation semble consacrer un système contraire à sa jurisprudence d'alors (antérieure au Cod. de proc.), d'après laquelle il admettait l'évocation dans le cas où les premiers juges s'étaient mal à propos déclarés incompétents. *P.* le jugement du 26 vend. an 8 et les observations qui l'accompagnent. Toutefois, il faut remarquer que dans l'espèce qui va suivre, il existait des circonstances toutes particulières du fait, notamment celle de la chose jugée, qui ont eu évidemment une grande influence sur la décision du droit.

payé du gouvernement en ordonnances de l'an 5, 2 prair. an 8, jugement qui ordonne le paiement de Bridel, non en numéraire, mais en ordonnances de l'an 5.

Appel de la part de Bridel. — Les ordonnances de l'an 5, avaient déjà changé de valeur; elles étaient très dépréciées à l'époque du 2 prair. an 8. Bridel prétendait que ce n'était pas lui donner les valeurs requises que de lui donner en paiement des ordonnances dépréciées.

3 fruct. an 8, jugement du tribunal d'appel de Paris, qui ordonne que Bridel recevra en numéraire métallique un capital égal à la valeur qu'avaient, à l'époque du 13 brum. an 6, les ordonnances pour le service de l'an 5, montant à la somme de 232,596 livres. — Cette différence de la valeur nominale à la valeur réelle de l'an 5, est désormais la source de toutes contestations ultérieures.

Bridel (ou Vanversin son cessionnaire) fait commandement à la compagnie Manget de payer la somme de 232,596 livres, sauf à déduire la différence légale entre la valeur réelle et la valeur nominale.

Procès-verbal de saisie. — Opposition. — Référé à l'audience des vacations.

La compagnie Manget oppose l'incompétence de la section des vacations, soit en ce que c'était une action principale, qui devait aller au tribunal de commerce; soit en ce qu'il y avait lieu à interpréter ou compléter, c'était à la section qui avait rendu le jugement qu'en appartenait le droit.

27 fruct. an 8, jugement de la section des vacations qui, attendu qu'il ne s'agit pas de l'interprétation d'un jugement; qu'il s'agit de déterminer un mode de liquidation, sur lequel il n'a été statué par aucun tribunal, dit n'y avoir lieu à référé, et renvoie les parties par-devant qui de droit.

Avant ce jugement, et dès le 23 fruct., la compagnie Manget avait fait des offres réelles de la somme de 83,310 francs, valeur présumée des ordonnances. — Par le même acte, citation devant le tribunal de commerce, pour voir déclarer les offres valables, sinon pour voir nommer des experts.

Sur cette nouvelle instance, 4 vendém. an 9, jugement du tribunal de commerce, qui, attendu qu'il s'agit de l'exécution d'un jugement du tribunal d'appel, ce qui ne peut appartenir qu'au même tribunal, renvoie.

Par exploit du 7 brum. an 9, Vanversin cite la compagnie Manget devant le tribunal d'appel, pour voir ordonner l'exécution de son jugement, et, au besoin, pour voir fixer la valeur des ordonnances de l'an 5. — De son côté, et le 12 brum., la compagnie Manget avait appelé du jugement rendu par le tribunal de commerce. — 3 niv., jugement du tribunal d'appel qui, attendu la consistance, joint la demande de Vanversin à l'appel de la compagnie Manget.

1^{er} vent. an 9, jugement définitif, qui dit avoir été mal jugé par le jugement du tribunal de commerce, du 4 vend., bien appelé. — Etendant, sans s'arrêter à la nouvelle demande en renvoi de la compagnie Manget, au tribunal de commerce, dont elle est déboutée; — faisant ce que ledit tribunal aurait dû faire, évalue la somme de 162,817 liv. le capital adjugé à Bridel; — déclare les offres insuffisantes, etc., etc.

POURVOI en cassation par la compagnie Manget, pour contravention à l'art. 1^{er} mai 1790 et à l'art. 7 de la loi du 3 brum. an 2. — 1^{er} En ce que la contestation jugée par le tribunal d'appel, était une action principale; — 2^e et en ce qu'elle n'a subi qu'un degré de juridiction.

La demande en liquidation des ordonnances était une action principale, dit la compagnie, puisqu'il n'existait alors aucune espèce de litispendance. — On ne peut pas même dire que ce fût là un complément de la demande jugée déjà par le tribunal d'appel; que ce fût une matière d'exécution de jugement, puisque le jugement n'ayant pas déterminé la valeur due, il n'y avait rien à exécuter. Ce point d'ailleurs est décidé par le jugement de référé du 27 fruct. an 8, lequel est passé en force de chose jugée. — Or, cette action principale n'alpas en le bénéfice de deux degrés de juridiction, puisque le tribunal de commerce ne l'a pas même examinée. — Le législateur a voulu que la même contestation passât par deux épreuves, tout exprès pour assurer aux citoyens une grande maturité dans les décisions judiciaires, pour corriger les effets de l'ignorance et de la précipitation. — De là le principe, jadis rigoureux, qu'il ne pouvait être jugé sur l'appel, que les mêmes questions sur lesquelles il y avait eu décision en première instance; in tantum appellatum, in quantum judicatum. — Or, nulle part, on ne voit que les lois nouvelles aient rien changé à ces principes. — Au contraire, elles ont solennellement proclamé la nécessité des deux degrés de juridiction, conséquemment la nécessité de faire passer toute contestation par une double épreuve. — Mais si le premier juge perd le temps à des décisions incidentes, ou à juger seulement des exceptions, faudra-t-il que l'appel de ces décisions ne saisisse que partiellement le tribunal d'appel, et qu'après un procès sur l'appel, il y ait encore un ou plusieurs procès devant les premiers juges, une évolution de procédures interminables? — Il faut distinguer le cas où le premier juge, après avoir examiné la demande principale aura prononcé par des motifs d'exception, ou par des motifs pris du fond; — Et les cas où le juge n'aura examiné et décidé que la question de sa propre compétence; où les parties, arrêtées dans le vestibule du temple de la justice, ont été renvoyées sans avoir pu pénétrer dans son sanctuaire. — Au premier cas, la balance de la justice passe complètement des mains du premier juge dans les mains du juge d'appel. — Au second cas, elle ne lui est confiée que pour le jugement de la compétence. — Donner plus d'étendue à la maxime que : le juge d'appel peut faire tout ce que le premier juge aurait dû faire et n'a point fait, ce serait autoriser le juge d'appel à faire même plus que n'aurait dû faire le premier juge; car ayant reconnu son incompétence, le premier juge n'aurait pas pu juger (art. 1^{er}, tit. 6, ordonn. de 1667). Ce serait évidemment détruire la faculté du premier degré de juridiction, puisqu'il suffirait, dans toutes les affaires, de proposer un déclinatoire, et au besoin d'interjeter appel du jugement qui retiendrait le procès. — Donc, le jugement du tribunal de commerce du 4 vendém. an 9, et l'appel qui s'en était suivi, n'avaient pas autorisé le juge d'appel à prononcer sur le fond. Donc il y a eu contravention aux lois qui établissent deux degrés de juridiction.

Le défendeur repoussait le moyen de deux manières : 1^{re} en ce que la contestation, terminée par le jugement dénoncé, n'étant pas une demande principale, n'exigeait pas impérieusement les deux degrés de juridiction; 2^e en ce que les deux degrés de juridiction, s'ils étaient nécessaires, avaient été suffisamment obserrés. — A l'appel de la première assertion, le défendeur observait que les parties étaient arrivées devant le tribunal le 7 brum. de l'an 9, non pour faire juger une demande principale et nouvelle, mais pour obtenir et assurer l'exécution du jugement d'appel du 1^{er} vent. an 9; que la contestation s'était engagée

à l'occasion de commandement, de saisie, et parce que la partie condamnée élevait des doutes sur le sens, l'extension, la force du jugement d'appel.—Or, a-t-il dit, les obstacles à l'exécution d'un jugement doivent être levés par le tribunal même qui l'a rendu. — En sorte que, dans l'espèce, il s'agissait moins de rendre un jugement nouveau, que de compléter le jugement déjà rendu. — Lors du jugement qui est dénoncé, comme lors du jugement du 1^{er} vent. précédent, il s'agissait pour Vanversin d'obtenir le paiement de sa créance dans les valeurs convenues. — Il n'y avait donc point à prononcer sur une nouvelle demande, c'était absolument la même affaire, c'était absolument matière d'exécution. — Sur l'argument de chose jugée, pris du jugement rendu le 27 fructid. an 8, Vanversin disait que la section des vacations n'avait prononcé que sur son incompetence, sans décider s'il y avait matière à référé. Donc, après le jugement, la contestation est restée ce qu'elle était par sa nature, matière d'exécution.

Sur le second point, le défendeur soutenait que l'appel est essentiellement dévolatif, c'est-à-dire qu'il saisit le juge d'appel de la contestation tout entière. — Ce principe lui paraissait justifié par la loi du 3 brum. an 2, qui, en défendant au juge d'appel de prononcer sur toute demande nouvelle, lui permet de prononcer sur toute demande déjà portée au tribunal de première instance. — De ce que le tribunal d'appel peut prononcer sur toute ce qui n'est pas demande nouvelle; ou sur toute demande formée en première instance; de ce que l'appel est dévolatif, il tirait la conséquence que la nécessité des deux degrés de juridiction doit être entendue en ce sens, que toute demande ait été portée, à deux tribunaux; non en ce sens qu'elle ait été jugée par deux tribunaux, et enfin que le premier degré de juridiction est épuisé par cela seul qu'il y a eu décision qui a dessaisi le premier juge.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu la loi du 1^{er} mai 1790, ainsi conçue : « L'assemblée nationale décrète qu'il y aura deux degrés de juridiction en matière civile, sauf les exceptions particulières qu'elle pourra déterminer. » — Vu l'article 17 du tit. 2, de la loi des 16-25 août 1790, qui porte : « L'ordre constitutionnel des juridictions ne pourra être troublé, ni les justiciables distraits de leurs juges naturels par aucunes commissions, ni par d'autres attributions ou évocations que celles qui seront déterminées par la loi. » — Considérant que les demandes formées par la compagnie Mauget depuis le jugement du 3 fruct. an 8, devaient être soumises aux deux degrés de juridiction d'après celui du 27, non attaqué, et qui porte « qu'attendu qu'il ne s'agit pas d'interpréter le jugement du 3 de ce mois, mais de déterminer un mode de liquidation sur lequel il n'a été statué par aucun tribunal, n'y a-t-il rien à référer, et renvoie, sur le tout, les parties « devant qui de droit ; » — Considérant que le tribunal du commerce avait agi d'après cette décision, par le jugement du lendemain 28, sur le mode de liquidation des ordonnances de l'an 5, et sur la compensation opposée par la compagnie Mauget; mais que ce jugement ayant été rétracté par celui du 4 vendémiaire suivant, par lequel le tribunal de commerce, faisant droit sur l'opposition de Vanversin, avait admis son déclinaire, il ne restait plus, sur l'appel de ce dernier juge-

ment, qu'une question de compétence à juger, et que c'est en effet la seule qui ait été agitée par la compagnie Mauget; que, pour se saisir du fond, le tribunal d'appel a supposé que son jugement du 27 fruct. an 8 contenait un renvoi direct au tribunal de commerce, tandis que le jugement ne désigne pas le tribunal où les parties étaient renvoyées, ce qui a servi de prétexte à Vanversin pour s'opposer à l'exercice de la juridiction du tribunal de commerce, et s'adresser au tribunal de première instance, lorsque la compagnie Mauget saisissait l'autre; qu'il a imputé également au tribunal de commerce un déni de justice, qui, dans aucun état de législation, n'a autorisé les tribunaux d'appel à évincer le premier degré de juridiction; qu'il s'est porté à évoquer le principal sans la demande d'aucune des parties, et, lorsqu'un contraire la compagnie Mauget insistait constamment et exclusivement sur la question de compétence, et que le tribunal de commerce n'avait, par le fait de Vanversin, statué lui-même et pu statuer que sur la compétence; en sorte qu'il n'est arrivé à la connaissance du fond, qu'en contrevenant à l'autorité de la chose jugée par le jugement du 27 fructid., en privant les parties des deux degrés de juridiction qu'il leur assurait, et par une de ces évocations prohibées par la loi du 16 août 1790, et dont la législation ancienne, et notamment l'art. 13 du tit. 12 de l'ordonn. de 1673, avaient particulièrement cherché à garantir les juridictions commerciales, et y a prononcé sans que la compagnie Mauget ait été défendue ni entendue; — Casse, etc.

Du 21 brum. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rap., le cit. Coffinhal. — Conf. le cit. Pons, subst. — Pl., le cit. Delamalle et Berryer.

DOMAINES NATIONAUX. — Lésion.

1^{re} Les lois du 3 germ. an 3 et du 19 flor. an 6, qui rétablissaient l'action en rescision pour lésion, en matière de vente, ne s'appliquaient pas aux ventes des domaines originellement nationaux. Ces ventes ne pouvaient être attaquées pour cause de lésion, même avant la loi du 2 prair. an 7, simplement interprétative d'une législation antérieure (1).

2^o Lorsqu'une partie intente une action sans droit résultant des lois existantes, elle doit être considérée comme ayant succombé, dans le sens de l'ord. de 1667, et par suite condamnée aux dépens. (Ord. de 1667, tit. 31, art. 1^{er}.)

(Laborde — C. Carrère.)

Laborde fils avait acquis de la nation un domaine, et il l'avait revendu à Carrère, avant la loi du 14 fruct. an 3, abolitive de la lésion.

La loi du 3 germ. an 5, la rétablit en principe. — Et celle du 19 flor. an 6 régla l'exercice de l'action en rescision pour lésion. Cette loi ne distinguant pas plus que les anciennes lois, les biens nationaux d'origine des biens patrimoniaux, Laborde trouva dans le silence de la loi un droit positif en sa faveur; il assigna Carrère devant le tribunal civil de la Haute-Garonne; et par jugement du 14 fruct. an 6, l'expertise du domaine fut ordonnée.

Dans ces circonstances fut portée la loi du 2 prair. an 7, qui dispose ainsi qu'il suit (art. 3): « La loi du 19 flor. an 6 n'est point applicable aux ventes et reventes des biens originellement nationaux: ces ventes ne peuvent être attaquées en rescision pour cause de lésion, en quelque valeur

(1) P. dans le même sens, à l'occasion d'une vente d'immeuble dont le prix avait été imputé en

papier-monnaie, un jugement du tribunal de cassation, du 5 mess. an 13.

que le prix en ait été stipulé. » — Cette disposition fut opposée à Laborde. Il répondit que, constitutive d'un droit nouveau, elle ne pouvait avoir d'effet rétroactif.

Le 31 prair. an 7, il fut déclaré mal fondé, et condamné aux dépens. — 23 germ. an 9, jugement confirmatif par le tribunal d'appel de Toulouse.

POURVOI en cassation. — Le 1^{er} moyen était pris d'une contravention à la loi du 19 flor. an 6, en ce que l'action en rescision ayant été formée et accueillie sous l'empire de cette loi, il avait dû en recueillir le bénéfice.

Ce même moyen était présenté sous une autre forme par le demandeur, en soutenant que la loi du 2 prair. an 7, n'ayant pas disposé qu'elle aurait un effet rétroactif, n'ayant pas aboli les procédures existantes (comme ont fait les lois suppressives de droits odieux), il y avait un excès de pouvoir à appliquer cette loi d'une manière rétroactive.

On ne peut excuser le jugement, disait le demandeur, en supposant que la loi du 2 prair. an 7 ait été une loi purement interprétative, dont l'effet soit, non de créer un droit nouveau, mais d'expliquer le droit ancien. La loi du 19 flor. an 6 était tellement générale dans sa disposition, et tellement claire dans sa généralité, qu'il ne pouvait y avoir ni doute, ni matière à interprétation.

Le deuxième moyen était pris d'une contravention à l'art. 1^{er} du tit. 31 de l'ord. de 1667, qui porte : *Toute partie, ou principale ou intervenante, qui succombera..., sera condamnée aux dépens.* — Pour être condamné aux dépens, il faut, selon l'ordonnance, avoir succombé. Or, ce n'est pas succomber que de perdre sa cause par l'effet d'une loi survenue depuis l'action intentée. — Cette loi intervenue fait bien que la décision ne puisse être favorable; mais elle n'empêche pas que l'action, dans son origine, n'ait été bien fondée.

Le commissaire a été d'avis que les deux moyens reposaient sur la même base : sur la question de savoir si la loi du 2 prair. an 7, était une loi interprétative, caractère qu'il n'a pas hésité à lui reconnaître. Il en a conséquence conclu au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que la loi du 2 prair. an 7, explicative de celle du 19 flor. an 6, exclut du bénéfice de l'action en rescision pour lésion les vendeurs de biens d'origine nationale; d'où il suit, sur le premier moyen, qu'il n'y a eu ni contravention à la loi du 19 flor. an 6, ni fautive application de la loi du 2 prair. an 7.

Et sur le deuxième moyen, que Laborde ayant intenté son action sans droit résultant des lois existantes, il a véritablement succombé dans le sens de l'ord. de 1667; — Rejette, etc.

Du 22 brum. an 10. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Lombard.

PARCOURS.—BIENS COMMUNAUX.—PARTAGE.

Le droit de parcours sur le territoire d'une commune, ne donne pas le droit de participer

au partage de ses biens communaux. (L. 10 juin 1793, sect. 2, art. 14.)

(La comm. d'Aillevillers—C. la comm. de Poirmont.)

Les communes de Poirmont et d'Aillevillers exerçaient un droit de parcours réciproque sur leurs territoires respectifs. — La commune d'Aillevillers ayant eu à partager quelques communaux, la commune de Poirmont prétendit prendre part à ce partage, en raison de son droit de parcours. — Le 10 flor. an 3, sentence arbitrale qui accueille la demande de la commune de Poirmont. — Pourvoi de la commune d'Aillevillers fondé sur la violation de la loi du 10 juin 1793.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 14, sect. 2, de la loi du 10 juin 1793, ainsi conçu : « Le parcours ne donne aucun droit au partage; » — Attendu que pour admettre les habitants de Poirmont au partage des communaux d'Aillevillers, les arbitres se sont principalement fondés sur le parcours, ce qui est contraire à l'article de la loi du 10 juin 1793 ci-dessus transcrit; — Cause, etc.

Du 23 brum. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Oudot. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

CONTRAÎNE PAR CORPS.—GARDIEN

JUDICIAIRE.

Le locataire qui, condamné, sur la demande du propriétaire, à laisser dans la maison des meubles qu'il voulait enlever, s'est rendu gardien judiciaire de ces meubles, est tenu par corps de les représenter. (L. 15 germ. an 6, art. 2 et 3; Cod. civ., 2066, § 4, anal.) (1)

(Ventre Rosetti—C. Lannette.)

La dame Rosetti, propriétaire d'une maison occupée par le cit. Lannette, marchand de meubles, ayant conçu quelques inquiétudes sur le paiement de ses loyers, s'était opposée à ce que Lannette enlevât certains meubles pour les transporter, ainsi qu'il le faisait tous les jours dans les encans publics. — Une contestation s'engage.

Le 3 therm. an 6, intervient un jugement qui autorise Lannette à disposer d'une partie des meubles, mais le condamne néanmoins à en laisser dans les lieux une quantité suffisante pour garantir les loyers, d'après la désignation et l'estimation faites dans un procès-verbal; à l'égard de ceux-ci, le tribunal constituait le locataire gardien judiciaire.

Le 7 therm. suivant, Lannette fait sa soumission au greffe en qualité de gardien. — Cependant les meubles disparaissent, sans que les loyers soient acquittés. — La dame Rosetti demande alors que Lannette, en qualité de gardien judiciaire, soit condamné par corps à représenter les meubles.

Un jugement du 13 mess. an 8 accueille cette demande.

Sur l'appel, ce jugement est réformé, attendu 1^{er} que, d'après l'art. 2 de la loi du 15 germ. an 6, on ne peut se soumettre à la contrainte par corps, hors les cas déterminés par la loi; 2^o que les meubles de Lannette n'ayant pas été saisis et mis sous

(1) C'est l'opinion de M. Merlin, *Quest. de dr., v. Contrainte par corps*, § 8, dans les conclusions par lui prises dans cette affaire; *V. toutefois* encore anal. en sens contraire, Romen, 10 juin 1824; *V. aussi* Figeau, *Commentaire*, t. 2, p. 193. — Que le propriétaire des meubles saisis, qui en a été constitué dépositaire judiciaire, doit être soumis à la contrainte par corps, pour la représentation de ces meubles, comme un gardien étranger, c'est là

un point qui ne peut être l'objet d'aucun doute. — Mais, lorsqu'il n'y a pas eu saisie, peut-il y avoir gardien judiciaire, légalement parlant? L'affirmative est incontestable, et on doit regarder comme gardiens judiciaires, non-seulement les gardiens établis sur saisie, mais encore tous ceux qui ont été chargés d'un dépôt par la justice, et qui l'ont accepté.

la main de justice, il n'en avait pas été légalement constitué gardien judiciaire.

Pourvoi en cassation, pour fausse application de l'art. 2, et pour violation de l'art. 3 de la loi du 15 germ. an 6.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu la disposition des articles 2 et 3, de la loi du 15 germ. an 6, ainsi conçue : « Art. 2. Toute stipulation de contrainte par corps, énoncée dans des actes, contrats et transactions quelconques ; toutes condamnations volontaires qui prononceraient cette peine, hors les cas où la loi l'a permis, sont essentiellement nelles ; — Art. 3. La contrainte par corps aura lieu pour versement de deniers publics et nationaux, stellions, dépôt nécessaire, consignations par ordonnance de justice, ou entre les mains des personnes publiques, et représentation de biens par les sequestres, commissaires et gardiens ; » — Et attendu que, dans l'espèce, la contrainte par corps, requise par la demanderesse ne dérivait point d'une stipulation volontaire de la part du défendeur, mais d'une condamnation prononcée contre lui par le jugement du 9 therm. an 6, qui ne lui avait permis la sortie de ses meubles qu'à la charge de se constituer gardien judiciaire de ceux énoncés dans le procès-verbal du 27 mess. précédent, condamnation par lui acquiescée d'après sa soumission au greffe du 7 du même mois de thermidor ; d'où il résulte que le jugement attaqué a fait, dans l'espèce, une fausse application de l'art. 2, ci-dessus cité, qui se parle que des stipulations ou condamnations volontaires, et, par suite, violé directement l'art. 3, en refusant à la demanderesse la condamnation par corps qu'elle avait droit de requérir pour la représentation d'objets dont le défendeur avait été constitué gardien judiciaire ; — Casse, etc.

Du 23 brum. an 10. — Sect. civ. Rapp., le cit. Pajon. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

CASSATION (POURV. EV.) — DOMAINE DE L'ÉTAT.

— PRODUCTION.

Pour se pourvoir en cassation et faire les productions qui doivent accompagner le pourvoi, la règle des domaines représentant l'État, n'a d'autres délais que les délais ordinaires. La disposition de l'art. 16, tit. 4, 1^{re} part. du régl. de 1738, qui accordait aux agents du gouvernement la faculté de former leur pourvoi même hors des délais fixés, a été expressément abrogée par l'art. 14 de la loi des 27 nov.—1^{er} déc. 1790 (1). En conséquence, est non recevable le pourvoi formé par la régie des domaines dans le délai de la loi, si ce pourvoi n'a pas été accompagné dans le même délai, de la production du jugement attaqué.

(Le préfet du Calvados — C. la commune de Granville).

A l'occasion d'un marais prétendu national, et déclaré propriété de la commune de Granville, le préfet du Calvados se pourvoit en cassation.

Sa requête en pourvoi fut déposée en temps utile ; mais il n'y joignit pas copie du jugement dénoncé. — Cette copie ne fut jointe à la requête que postérieurement au délai de trois mois accordé pour le pourvoi.

Néanmoins, la section des requêtes admet le pourvoi ; mais, devant la section civile, la commune de Granville a argumenté de cette circonstance, que le jugement n'avait pas été joint à la

requête ; elle a soutenu que le pourvoi était mal ; d'où s'ensuivait que le demandeur avait encouru la déchéance.

Cette déchéance était fondée d'abord et uniquement sur l'art. 4 du titre 4, partie 1^{re} du règlement de 1738, ainsi conçu : « Le demandeur en cassation sera tenu de joindre à sa requête la copie qui lui aura été signifiée de l'arrêt ou jugement en dernier ressort, ou une expédition en forme dudit arrêt ou jugement, s'ils ne lui ont pas été signifiés, sinon la requête ne pourra être reçue. »

A cette disposition le préfet du Calvados opposait l'art. 16 du même titre, ainsi conçu : « Ne seront comprises dans les articles ci-dessus, les requêtes en cassation présentées en matière domaniale, soit par les procureurs généraux de S. M., soit par les inspecteurs généraux du domaine, ou auxquelles ils se sont joints : — Et pourront, lesdites requêtes, être admises sans être signifiées de deux anciens avocats, sans consignation d'amende, et même au-delà du délai fixé par lesdits articles. » — Il trouvait, dans cet article 16, une double exception pour les matières domaniales : — 1^{re} En ce que les formalités prescrites à tous autres ne leur sont pas applicables ; 2^o en ce que les formalités nécessaires peuvent en tout temps être remplies ; le délai étant indéfini pour le domaine. — Puis, en s'élevant à des considérations supérieures, le préfet du Calvados soutenait que prononcer une déchéance contre le domaine, ce serait prononcer que les biens domaniaux sont prescriptibles, aliénables ; ce serait blesser l'édit de 1566, qui déclare le domaine inaliénable ; ce serait méconnaître les principes de notre droit public.

La commune de Granville répliquait que l'art. 16 du règlement de 1738 ne contenait point, pour le domaine, une dispense de produire la copie du jugement, mais seulement une dispense de consignation d'amende et de consultation d'avocats ; — Que si le règlement laissait de l'obscurité sur ce point, elle était dissipée par l'art. 16 du titre 3 de la loi du 2 brum. an 4, qui ordonne absolument et à tous, de joindre la signification du jugement à leur requête. — « L'instruction au tribunal de cassation, est-il dit, se fera par de simples requêtes ou mémoires déposés au greffe ; ils ne peuvent y être reçus, et les juges ne pourront y avoir égard que lorsqu'on y aura joint, en les déposant, l'original de la signification à la partie ou à son domicile. » — Que la faculté, jadis accordée au domaine, de se pourvoir et de faire ses productions dans un temps illimité, a été anéantie par l'art. 14 de la loi du 27 novembre 1790. — « En matière civile, le délai pour se pourvoir en cassation ne sera que de trois mois, du jour de la signification du jugement à personne ou domicile, pour tous ceux qui habitent en France, sans aucune distinction quelconque. » — Vainement on dirait que la matière domaniale, n'est pas matière civile ; toutes les matières soumises aux tribunaux sont divisées en civile et criminelle ; ce qui est domanial, comme ce qui est communal, comme ce qui est individuel, est compris dans le mot générique de matière civile. — Aussi, un décret de la convention nationale, du 29 pluv. an 2, rendu au profit du citoyen Delahate, annule un jugement du tribunal de cassation, pour avoir reçu le pourvoi du domaine après les délais ordinaires. — Aussi, le trésor public n'ayant pas signifié dans les délais une requête admise en cassation, ne fut-il à l'abri de la déchéance que par la force d'un décret du 18

(1) Itz, Cass. 8 fév. 1827. — V. aussi Merlin, Répert. de jurispr., v^o Cassation, § 5, n^o 9 ; et

Quest. de droit, v^o Cassation, § 25, et v^o Nation § 5.

messid. an 2. — Le domaine, comme les particuliers, est donc passible de *déchéance*. — Quant à l'argument pris de l'*inaliénabilité* du domaine, la commune de Granville faisait observer que jadis on distinguait de *grands* et de *petits domaines*.

— Les grands domaines étaient inaliénables; les petits (tels qu'un *marais*, qui est terre vaine et vague) pouvaient être aliénés. — Voulons, porte l'édit de février 1566, que les terres vaines et vagues soient baillées et délivrées à perpétuité à ceux qui en voudront prendre du roi à cens, rentes et deniers d'entrée modérée. — Les principes de la législation nouvelle donnent encore plus de facilité à l'*aliénation* et à la *prescriptibilité* des domaines nationaux. — La loi du 22 novembre 1790, dispose, art. 3, que les domaines nationaux peuvent être vendus; et art. 35, que la *prescription* aura lieu pour les domaines nationaux dont l'*aliénation* est permise. — La loi n'admet d'exception que pour les propriétés domaniales qui ne sont pas susceptibles d'une *propriété privée* (art. 2, *ibid.*), les fleuves, les ports, les routes, etc. — Ainsi, la *déchéance* prononcée par les termes généraux de la loi, et justifiée par des décisions particulières du législateur, n'a rien d'incompatible avec notre droit public sur la matière des *domaines nationaux*. — Donc le préfet du Calvados doit être déclaré *déchu*, à défaut de pourvoi régulier en temps utile.

Le commissaire a pensé (d'après Domat) que la nation ne pouvant elle-même suivre ses procès, étant obligée de s'en rapporter à des agents, ne devait pas être responsable de leurs omissions. — Il a été d'avis de déclarer le préfet non *déchu*, et de passer au fond.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 4, tit. 4, 1^{re} partie du règlement de 1738; 16, même titre, et 14, de la loi du 1^{er} déc. 1790; — Et attendu 1^o que, dans l'espèce, le préfet du département du Calvados, en déposant, le 18 flor. an 8, au greffe du tribunal, sa requête en cassation du jugement rendu contre l'état par le tribunal civil du département de l'Orne, le 19 pluvi. précédent, n'a pas joint la copie à lui signifiée, ni une expédition en forme dudit jugement, et qu'il est contrevenu audit art. 4 ci-dessus cité; — Attendu, 2^o que la signification dudit jugement lui ayant été faite le 5 prair. an 8 et la copie à lui signifiée n'ayant été jointe à la requête en cassation et remise au greffe du tribunal que le 3 brum. an 9, il suit de là que cette jonction n'a été opérée qu'après l'écoulement du délai déterminé par ledit art. 14, de la loi du 1^{er} déc. 1790; qu'en conséquence, le pourvoi en cassation contre ledit jugement n'a été effectué et véritablement consommé.

(1) C'est un point consacré par de nombreux arrêts rendus sous le Code de procédure, que le *parlant* d'un exploit doit, à peine de nullité, indiquer les rapports existant entre l'assigné et la personne qui reçoit la copie. *F. Jur. du XIX^e siècle, 2^e Exploit, § 8.* — *M. Merlin, Quest., 2^e Exploit, § 1^{er}.*

(2) L'art. 358 du Code des délits et des peines ne contient pas, comme l'art. 156 du Code d'inst. crim., cette disposition finale : « Que néanmoins l'audition des personnes désignées n'opérera pas une nullité, lorsque, soit le ministère public, soit la partie civile, soit le prévenu, ne se seront pas opposés à ce qu'elles soient entendues. » — Dans l'espèce du jugement ci-dessus, outre que la qualité de la personne présumée parente n'avait pas été clairement établie, il paraît qu'aucune partie ne s'étant, lors des débats, opposée à ce que cette personne fût entendue comme témoin. Or, malgré le silence, à cet égard,

mé qu'après l'expiration du délai; d'où résulte la nullité radicale dudit pourvoi; — Attendu, 3^o que les agents du gouvernement n'ont jamais été et ne sont point encore dispensés, par ledit art. 16 dudit règlement du conseil, de la formalité nécessaire de joindre à leur requête en cassation la copie à eux signifiée ou une expédition en forme du jugement par eux attaqué, et que la faculté à eux accordée par ledit article de former leurs pourvois en cassation hors des délais fixés par ledit règlement, se trouve expressément abrogée par la disposition générale et contraire dudit art. 14 de la loi du 1^{er} déc. 1790, qui assujettit à la fatalité du délai qu'elle détermine, tous ceux qui habitent en France, sans aucune distinction quelconque : — Par ces considérations : — Déclare le demandeur, en la qualité qu'il agit, non recevable dans son pourvoi.

Du 23 brum. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Cochard. — Concl., le cit. Lefessier, subst. — Pl., les cit. Cournot et Dupont.

EXPLOIT. — PARLANT A.

Il y a nullité de l'exploit dans lequel l'huissier s'est contenté de dire : parlant à un citoyen qui s'est chargé de le faire parvenir, et qui n'a dit son nom, de ce interpellé, sans énonciation des rapports de cette personne avec celle à qui l'exploit est signifié. (Ord. de 1536, art. 23.) (1)

(Olivier.)

Du 25 brum. an 10. — Sect. civ. — Concl., le cit. Lefessier, subst. — Pl., les cit. Moreau et Prieur.

TÉMOINS EN MAT. CRIM. — PARENTÉ. — AUDITION.

La loi qui réprime, en matière criminelle, le témoignage des parents et des alliés, ne s'applique qu'au cas où la parenté et l'alliance sont pleinement constatées, lors des débats; il n'y a pas moyen de cassation, si la parenté ou alliance ne repose que sur des allégations. (C. 3 brum. an 4, art. 358; L. 15 vent. an 4.) (2)

La disposition de l'art. 319 du Cod. 3 brum. an 4, qui veut, à peine de nullité, que les dépositions de témoins entendus pendant que l'accusé a été absent des débats, lui soient communiquées, ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de témoins à décharge (3).

(Goyon.)

Une dame Bentel avait été entendue comme témoin dans une accusation de vol. — Cette dame Bentel était sœur du citoyen Lampanelli. — Or, ce Lampanelli était le mari de l'accusée Goyon, selon

du Code des délits et des peines, il est bien évident que l'audition d'un témoin reprochable n'aurait pu vicié la procédure, lorsqu'aucun reproche n'aurait été proposé avant son audition; autrement s'aurait été laisser à la volonté du prévenu de se taire sur le reproche, pour se faire, dans la suite, un moyen d'annulation du jugement qui l'aurait condamné, et ce que la loi ne pouvait pas tolérer.

(3) L'art. 327 du Code d'inst. crim. est général. Le président peut faire retirer l'accusé pendant l'audition d'un témoin : mais il doit instruire chaque accusé de ce qui se sera fait pendant son absence; il paraît donc absolument nécessaire qu'il soit rendu compte à l'accusé, tant de ce qui a été dit en sa faveur, que de ce qui aurait été dit contre lui. Il n'a en cet intérêt à connaître les dépositions qui lui sont contraires et les dépositions qui lui sont favorables.

un premier interrogatoire, ou seulement son ami, selon un second interrogatoire.

Les accusés s'étant pourvus en cassation, présentaient un acte de mariage entre Lampenelli et la femme Goyon, sous le date de l'an 3; et ils disaient que la dame Bentei étant belle-sœur de l'accusée femme Goyon ou Lampenelli, elle n'avait pu être témoin; qu'il y avait eu contravention à l'art. 358 du Code des délits, et à la loi interprétative du 15 vent. an 4, dont voici les dispositions: — Art. 358. Ne peuvent être entendus en témoignage, soit à la requête de l'accusé, soit à celle de l'accusateur public, soit à celle de la partie plaignante. — 1° Le père, la mère, l'aïeul, l'aïeule, ou autre ascendant de l'accusé; — 2° Son fils, sa fille, son petit-fils, sa petite-fille, ou autres descendants; — 3° Son frère ou sa sœur; — 4° Ses alliés au degré ci-dessus.

Loi du 15 vent. an 4: — « Les parens et alliés de l'un des coaccusés du même fait, et compris dans le même acte d'accusation, ne seront pas entendus comme témoins contre les autres accusés »

Le deuxième moyen reposait sur cette circonstance de fait, que pendant l'audition de l'un des témoins à décharge, l'accusé Fin, qui l'avait produit, avait été renvoyé hors de la salle. — Il trouvait dans ce fait une contravention à l'art. 319 du Code des délits et des peines, qui veut, à peine de nullité, que les dépositions de témoins, faites en l'absence des accusés, leur soient communiquées. « Dans l'un et l'autre cas, dit l'article, elles sont (les dépositions) communiquées à l'accusateur public et à l'accusé, à peine de nullité de toutes procédures ultérieures. »

Le commissaire a été d'avis, sur le premier moyen, commun à tous les accusés: — Que la dame Bentei ayant déclaré n'être pas parente des accusés, et la femme Goyon elle-même ayant déclaré n'être pas mariée avec Lampenelli, le tribunal criminel n'avait pu repousser ce double témoignage;

Sur le deuxième moyen, particulier à Fin: — Que le témoin étant à décharge, l'accusée ne pouvait avoir besoin de se défendre contre sa déposition; que d'ailleurs il résulte du procès-verbal des débats que cette accusée a eu connaissance de la déposition du témoin; — Le tribunal, par les mêmes motifs, a rejeté le pourvoi.

Du 26 brum. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Genevois.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — COMPLICES.

Un tribunal spécial ne peut déclarer sa compétence qu'à l'égard d'individus connus et dénommés soit comme auteurs, soit comme complices des délits soumis à sa juridiction; il excède ses pouvoirs s'il se déclare compétent, d'une manière générale et indéterminée, à l'égard de tous les complices d'un accusé dont il retient la cause. (L. 18 pluv. an 9, art. 25.) (1)

(Allier—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que de la disposition de cet article il résulte clairement que le tribunal spécial ne peut déclarer sa compétence qu'à l'égard d'individus connus et dénommés, soit

comme auteurs, soit comme complices des délits soumis à sa juridiction; que, cependant, en se déclarant compétent, dans l'espèce, pour ce qui concerne Allier, le tribunal spécial s'est encore déclaré compétent, d'une manière générale et indéterminée, à l'égard de tous ses complices, — Casse et annule, pour contravention à la disposition de l'art. 25 précité de la loi du 18 pluv. an 9, le jugement rendu le 2 du présent mois par le tribunal spécial du département de la Drôme, en ce qu'il déclare aussi sa compétence contre des individus non dénommés.

Du 27 brum. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAL DE POLICE. — COMPOSITION. — ASSESSEURS.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le jugement de simples police rendu par trois assesseurs dans le concours du juge de paix était nul. (C. 3 brum. an 4, art. 151.) (2)

(N.—C. Min. pub.)

Du 27 brum. an 9. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Rupérou.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAL DE POLICE.—RÉCUSATION.

Un tribunal de police peut statuer sur la récusation dirigée contre un de ses membres (3).

(Bayle—C. N.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant que Perrin, juge de paix, et ses assesseurs composaient le tribunal de police où l'affaire était pendante, et qu'il n'appartient qu'à ce tribunal de juger du mérite de la récusation proposée contre l'un de ses membres; — Rejette, etc.

Du 27 brum. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Genevois.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — COMPLICES.

Un tribunal spécial ne peut déclarer sa compétence que contre des individus connus et nominativement désignés; il excède ses pouvoirs lorsqu'après avoir prononcé sa compétence contre un prévenu dénommé, il ajoute ces mots: et complices. (L. 18 pluv. an 10, art. 25.) (4)

(Dubourg—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 25 de la loi du 18 pluv. an 9; — Considérant qu'il résulte de la disposition de cet article et de la nécessité de signifier le jugement à l'accusé dans les vingt-quatre heures, que le jugement de compétence ne peut être prononcé que contre un individu connu et nominativement désigné;—Attendu que le tribunal spécial, après avoir prononcé sa compétence contre les prévenus dénommés dans son jugement, ajoute ces mots, et complices, et que cette prononciation vague lui donnerait le droit de comprendre dans sa procédure d'autres individus que ceux contre lesquels il a prononcé nominativement sa compétence, et donnerait ainsi une extension arbitraire et abusive à ses attributions;—Par ces motifs, — Casse et annule cette dernière partie du jugement relative aux complices non désignés,

(2) F. conf., Cass., 21 germ. an 7; 17 brum. an 8; 29 vend. an 9, et les nombreuses décisions qui y sont rappelées.

(3) Toutefois il a été jugé que le membre récusé ne doit pas prendre part au jugement de la récusation. F. Cass. 19 mess. an 8, et la note.

(4) F. conf., Cass., 27 brum. an 10 et la note.

(1) F. ident. 29 brum. an 10. — Il ne s'agit ici que d'une question de forme: les complices d'un délit justiciable du tribunal spécial, devaient tous être traduits devant ce tribunal; mais il en était autrement quand l'un des accusés n'était justiciable de ce tribunal qu'à raison de sa qualité; dans ce dernier cas, la procédure était divisée. F. Cass. 27 vend. an 10, et la note.

sauf au tribunal à prononcer, dans la suite, sa compétence nominativement contre les complices qui pourraient venir à sa connaissance.

Du 29 brum. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Genevois.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

APPEL CORR.—APPEL INCIDENT.—MINIST. PUB.

En matière correctionnelle, le tribunal criminel saisi par l'appel du prévenu et l'appel incident du ministère public, ne peut statuer sur ce dernier appel s'il n'a pas été notifié au prévenu avant le jugement. (C. 3 brum. an 4, art. 197 et 199.) (1)

(Blat.—Intérêt de la loi.)

Léopold Blat avait appelé au tribunal criminel du département des Vosges, d'un jugement rendu par le tribunal correctionnel d'Épinal. Le commissaire du gouvernement avait aussi appelé incidemment de ce jugement; mais il n'avait notifié cet appel au prévenu que trois jours après le jugement rendu sur l'appel. Pourvoi puisé dans ce retard; on répondait que la notification, bien que postérieure au jugement, avait été faite dans les délais.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu les art. 197 et 199 du Code des délits et des peines.—Attendu qu'il est constant que, le jugement du tribunal criminel du département des Vosges ayant été rendu avant que le commissaire du gouvernement ait fait notifier son appel à Léopold Blat, ce dernier n'a pas pu se mettre en état de répondre à ses moyens d'appel; que, quoiqu'il paraisse par le prononcé du jugement du 3 floréal, que l'appel incident du commissaire a été notifié audit Léopold Blat dans un délai compétent, cependant il conste de la signification qu'il en a fait faire, qu'elle n'a eu lieu que le 5 floréal, trois jours après la prononciation du jugement; que, dès lors, le vœu des art. 197 et 199 précités du Code des délits et des peines, n'a pas été rempli;—Par ces motifs, pour l'intérêt de la loi et sans que cela puisse préjudicier aux parties, — Casse et annule le jugement rendu par le tribunal criminel du département des Vosges, le 3 floréal dernier.

Du 29 brum. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Dutocq.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

ACCUSÉ.—COPIE DE PIÈCES.

Du 29 brum. an 10 (aff. Lecoudre).—Même décision que par le jugement du 11 frim. au 8 (aff. Lattrier) (2).

(1) Le Code d'instr. crim. a exempté l'appel principal ou incident du ministère public de toutes formes rigoureuses. Si cet appel est interjeté par le procureur du roi du tribunal qui a rendu le jugement, ce magistrat n'a d'autre obligation à remplir que d'en faire sa déclaration au greffe: la notification de cette déclaration au prévenu n'est pas essentielle à la validité de l'acte; il suffit, dans ce cas, de citer le prévenu à l'effet de procéder sur l'appel. Cass. 21 janv. 1814; 29 juin 1815; 1^{er} juin 1838 (Volume 1838). — Si l'appel est formé par le ministère public du tribunal qui doit en connaître, il n'est assujéti, pour toute forme, qu'à la notification au prévenu (art. 205 du Code d'instr. crim.). Dans ce dernier cas, cette notification peut-elle être suppléée? M. Carnot (sur l'art. 205) a soutenu la négative, parce que cet article ne trace que cette seule forme, et que l'intérêt du prévenu exige qu'elle soit observée. Nous pensons que l'intérêt du prévenu exige uniquement qu'il ait connaissance de l'appel avant le jugement d'appel et dans les dé-

COMMUNE.—USAGE (DROIT D').—FÉODALITÉ.

Les dispositions de l'ordonnance de 1669 qui supprimaient les droits de chauffage et d'usage dans les forêts domaniales, sont des actes de la puissance publique étrangers à la féodalité;—Par suite, les communes dépouillées de tels droits, en exécution de ces dispositions, ne sont pas fondées à demander à y être réintégrées en vertu de la loi du 28 août 1793 (3).

(Le préfet du Jura.—C. la commune de Gendrey.)

La commune de Gendrey avait exercé de tout temps des droits d'usage dans les forêts situées sur son territoire, et appartenant au seigneur de Gendrey. Ces forêts étant passées au domaine, le tribunal de réformation, institué en vertu de l'ordonn. de 1669, déclara par jugement du 7 avril 1731, tous les droits d'usage de la commune de Gendrey supprimés, avec défense d'en exercer aucuns à l'avenir.

Survint le loi du 28 août 1793, dont l'art 1^{er} est ainsi conçu: « L'art. 4 du tit. 35 de l'ord. de 1669, ainsi que tous édits, déclarations, arrêts du conseil et lettres patentes qui, depuis cette époque ont autorisé les triages, partage, divisions tribunes partielles, ou concessions des bois et forêts domaniales et seigneuriales, au préjudice des communautés usagères, soit dans les cas, soit hors des cas prévus par ladite ordonn., et être supprimés, soit par une déclaration au greffe du tribunal d'appel, soit par une simple assignation « tous les jugemens rendus et actes faits en conséquence, sont révoqués et demeurent à cet égard comme non avenus. » —La commune de Gendrey prétend que le jugement du 7 avril 1731, est obtenu par cette disposition et demande en conséquence à être réintégrée dans les droits d'usage dont elle avait été dépouillée.

Le 14 vend. an 3, sentence arbitrale et 14 pluv. an 9, jugement du tribunal d'appel de Besançon, qui accueillent les prétentions de la commune.

POURVOI en cassation par le préfet du Jura pour fausse application de la loi du 28 août 1793, et pour contravention aux art. 1 et 2, du tit. 30 de l'ord. de 1669.—Dans l'intérêt du demandeur on disait: Lorsque cette ordonnance défendit d'exercer le droit de chauffage dans les forêts de la couronne, parce que ce droit ou plutôt l'abus de ce droit était funeste, ce ne fut là qu'une mesure conservatoire pleine de sagesse. — Mais l'ordonnance accordait des indemnités à tous ceux qui prouveraient avoir acheté leur droit de chauffage, ou qui même en présenteraient la présomption, d'après leur possession antique; et en cela

lais fixés par la loi. La notification pourrait donc dans les délais (Cass., 8 juin 1809; 20 fév. 1812; 15 mai 1812; 11 juin 1813; 14 juillet 1815; 21 avril 1820). Cette notification pourrait encore être remplacée par la notification de l'appel à l'audience: une telle déclaration vaut notification, lorsqu'elle est faite dans les délais (Cass. 20 fév. 1812; 14 juill. 1815; 6 juill. 1822).

(2) *F. conf.*, 21 frim. an 5; 7 vend. 6 et 25 fruct. an 7 et les notes; 22 vend. et 14 frim. an 8 et les notes.—Jugemens identiques rendus en l'an 8: 9 frim. (aff. Dutacq); 28 pluv. (aff. Desaugie).

(3) Jugé dans le même sens, les 25 germ. an 10; 20 vend. an 11; 7 sept. 1807; 17 juill. 1810.—*F.* aussi M. Merlin, *Quest.*, v^o Communauté, § 9.—Il a été jugé que la suppression des droits d'usage prononcée par l'ordonnance de 1669 s'applique même à ceux de ces droits établis par titres antérieurs. *F. Cass.*, 20 janv. 1835 (Volume 1835), et Paris, 3 juill. 1836 (Volume 1836).

les dispositions de l'ordonnance allient les règles de l'équité à la sagesse des vues administratives. — Ainsi, les dispositions du titre 20 de l'ordon. de 1669, n'étaient rien moins que féodales; elles n'ont pas été révoquées par la loi du 28 août; elles sont en pleine vigueur, donc leur violation donne ouverture à la cassation.

La commune répondait: — En droit, la loi d'août 1792 ne fait aucune distinction, relativement à l'intérêt des communes, entre les usurpations consommées par les rois au préjudice de leurs vassaux, et celles qui sont du fait des seigneurs particuliers; dans tous les cas, elle proscribit les usurpations, et rétablit les communes dans leurs droits. — En fait, il est reconnu par le juge d'appel, que de toute antiquité la commune a été *coproprédaire* ou du moins *usager*, des forêts dont il s'agit. — Donc, l'arrêt du tribunal, dit de *réformation*, lui enlève un droit dans lequel elle doit être réintégrée en vertu de la loi du 28 août 1792.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 1^{er}, tit. 20, ordon. du mois d'août 1669, ainsi conçu: « Révoquons et supprimons tons et chacun les droits de chauffage dont nos forêts sont à présent chargées, de quelque nature et condition qu'ils soient: » — Vu l'art. 10, tit. 20, qui porte ce qui suit: « Révoquons en outre, éteignons et supprimons tous bois d'usage à bâtir et réparer, pour quelque cause et sous quelque prétexte que la concession en ait été faite, nonobstant toutes confirmations, lettres, titres et possessions, sauf, s'il se trouvait qu'ils eussent été acquis ou concédés à titre de fondation, donation ou par une possession justifiée avant l'année 1560 ou autrement à titre onéreux, à pourvoir à l'indemnité ou décharge des intérêts, ainsi que de raison: » — Considérant que ces dispositions sont relatives à la police générale des forêts qui avaient été presque entièrement ruinées par les dégradations qui avaient été faites pendant les guerres; que c'est un acte de la puissance publique qui n'a rien de commun avec la féodalité et que n'ont atteint ni dû atteindre les lois du 28 août 1792 et 1^{er} juin 1793: — Cause, etc.

Du 1^{er} frim. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maieville. — Rapp., le cit. Coffinhal. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

SAISIE-ARRÊT. — OPPOSITION SIMPLE. — PÉREMPTION.

Du 1^{er} frim. an 10 (aE. Trouillebert). — V. 2 frim.

1^{re} MONNAIE. — FRANCS. — LIVRES TOURNOIS.

2^{de} AFFICHE. — JUGEMENT.

1^o Le porteur d'un billet stipulé payable en livres tournois, mais exigible en francs, aux termes de la loi du 17 flor. an 7, est tenu, s'il n'a fourni à son endosseur que la valeur en livres tournois et si la dépense touchée en francs du débiteur du billet, de restituer à l'endosseur la différence (1).

2^o Les tribunaux civils peuvent, lorsqu'ils en sont requis, ordonner l'affiche de leurs jugemens, aux frais de la partie condamnée (2).

(Martial — C. Lafosse.)

Un billet à ordre en date du 27 vent. an 8 et

payable le 15 floréal suivant, avait été passé à l'ordre de Millet-Lafosse, qui lui-même le transporta à Martial par un endossement causé valeur reçue comptant en livres tournois.

A l'échéance, Martial exigea du souscripteur, non pas 450 livres, mais 450 francs, en vertu de l'art. 2 de la loi du 17 floréal an 7, qui déclare qu'à partir du 1^{er} vent. an 8, tous les actes exprimeront les sommes en francs et que les sommes seront censées évaluées de cette manière quand même elles seraient énoncées en livres, sous et deniers.

Lafosse, qui, lors de la cession qu'il avait fait du billet, n'avait touché que 450 liv. tournois, a alors poursuivi Martial en restitution de 5 liv. 12 s. 6 den., excédant de la somme de 450 fr. sur celle de 450 liv. Il disait à l'appui de la demande, non pas que Martial avait reçu de trop cette somme du débiteur ou souscripteur, mais qu'il lui avait escompté à lui Lafosse, en escomptant le billet.

Le 24 prairial an 8, jugement du tribunal de commerce d'Yvetot, qui condamne Martial à la restitution de cette somme, sur le motif que Lafosse avait, par erreur, considéré le billet comme étant stipulé en livres tournois, et que cette erreur ne pouvait lui préjudicier, et ordonne en outre l'impression et affiche de son jugement au nombre de cinquante exemplaires.

POURVOI en cassation de Martial, pour contravention à l'art. 2 de la loi du 17 flor. an 7. — Le tribunal d'Yvetot, disait-il, a basé son jugement sur cette circonstance, que Lafosse avait considéré, par erreur, comme stipulé en livres tournois le billet dont il s'agit.

En fait cette erreur n'était nullement prouvée; mais le fût-elle, il en résulterait seulement que Lafosse, dans l'ignorance de la loi du 17 flor. an 7, aura négligé d'exercer un droit que cette loi lui conférait: or, cette ignorance n'a pu lui nuire en sa faveur une action en répétition: si quis jus ignorans indebitum pecuniam solverit, cessat repetitio, dit la loi 10 au Code de Jur. et factis ignor. — Ce principe a été consacré par un arrêt du 11 fév. 1707 rapporté par Auegard.

Le demandeur se plaignait aussi de la disposition du jugement relative à l'impression et à l'affiche de la décision.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que le jugement attaqué, en condamnant Martial à payer à Millet-Lafosse la somme de 5 fr. 35 c., qu'il aurait dû payer et qu'il n'avait pas payé lors de l'escompte du billet dont il s'agit, a à point contrevenu à la loi du 17 flor. an 7;

Qu'aucune loi n'intervint aux tribunaux civils la faculté d'ordonner l'affiche de leurs jugemens, aux frais de la partie condamnée, lorsqu'ils en sont requis; — Rejette, etc.

Du 1^{er} frim. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Bazire. — Concl., Lefessier, subst.

TIMBRE. — DOUBLE EMPLOI.

La défense d'employer à la rédaction d'un acte du papier timbré qui a déjà servi à un autre acte, même non achevé, est applicable alors même qu'il n'y a eu du premier acte que quelques lignes écrites, qui ont été ensuite rayées. (L. 13 brum. an 7, art. 22.) (3)

la gravité des circonstances, la faculté d'ordonner, même d'office, l'impression et l'affiche de leurs jugemens.

(3) Il a été jugé toutefois que cette défense cessait d'être applicable, lorsque les lignes écrites et rayées ne portent aucune des indications soit de date,

(1) M. Merlin avait soutenu le contraire en portant la parole devant la section des requêtes, et l'admission du pourvoi avait été prononcée à la suite de ses conclusions. *V. Quest., 1^{re} Monnaie décimale.*

(2) *V. identique, Cass., 4 frim. an 9. — Le Code de proc., art. 1036, laisse aux tribunaux, suivant*

(L'enregistrement.—C. Hureau.)

Hureau, huissier preneur, avait écrit sur une feuille de papier timbré, les premières lignes d'un acte de son ministère. Cet acte n'ayant pas été achevé, Hureau après avoir rayé les lignes écrites, a employé la même feuille à un autre acte.

L'administration de l'enregistrement ayant eu connaissance de ce fait, requiert contre Hureau l'application de l'amende prononcée par la loi du 13 brum. an 7, à raison de l'emploi d'un papier timbré qui a servi pour un autre acte, quand même ce premier acte n'aurait pas été achevé.

29 pluv. an 9, jugement du tribunal de Versailles qui, se fondant sur ce qu'il n'y avait sur la feuille employée par Hureau que quelques lignes écrites, puis rayées, décide que l'amende n'a pas été encourue.

Pourvoi de l'administration de l'enregistrement, pour violation de l'art. 22 de la loi du 13 brum. an 7.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 22 et 26 de la loi du 13 brum. an 7, sur le timbre, ainsi conçus: « Art. 22. Le papier timbré qui aura été employé à un acte quelconque ne pourra plus servir à pour un autre acte, quand même le premier n'aurait pas été achevé; — Art. 26. Il est prononcé par la présente une amende, 1^{re}..... 50 c de 100 fr. pour chaque acte public ou expédition écrite sur papier non timbré, et pour contravention aux art. 17, 18, 23 et 24, par les officiers et fonctionnaires publics: a — Attendu que, quel que puisse avoir été le résultat des faits de la cause, il n'en est pas moins constant que le cit. Hureau, huissier preneur, a employé, pour écrire un acte de son ministère, un papier timbré qui avait déjà servi à écrire un autre acte, quoique celui-ci n'eût pas été achevé; que le cit. Hureau était donc précisément dans le cas des art. 22 et 26, de la loi du 13 brum., ci-dessus cités, et que la 4^e sect. du tribunal de première instance du département de la Seine, en jugeant le contraire, a formellement violé cette loi; — Casse, etc.

Du 1^{er} frim. an 10.—Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Dourrepoint.—Concl., le cit. Lefessier, subst.—Plaid., le cit. Huart-Duparc.

CASSATION.—REQUÊTE CIVILE.

Les arrêts de la Cour de cassation qui rejettent un pourvoi, ne sont pas susceptibles d'être ultérieurement attaqués par voie de requête civile. (Règlem. 1738, art. 23 et 24.) (1)

(Sebadin—C. Maras.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 39, tit. 4 du règlement du 28 juin 1738, 1^{re} part., portant: «Après qu'une demande en cassation d'un arrêt ou ju-

gement aura été rejetée par arrêt ou requête ou contradictoire, la partie qui l'aura formée, ne pourra plus se pourvoir en cassation contre le même arrêt ou jugement, encore qu'elle prétendit avoir de nouveaux moyens, ni pareillement contre l'arrêt qui eura rejeté ladite demande; ce qui sera observé à peine de nullité, même sous telle autre peine qu'il appartiendra, notamment contre les avocats qui, après avoir signé la première requête en cassation, auraient aussi signé la seconde; »

Considérant que cet article, spécialement mis dans la loi pour écarter à jamais toute demande en cassation, d'un jugement sur requête ou contradictoire, portant rejet d'une première demande en cassation, fait cesser toute argumentation tirée des art. 21 et 21, qui admettent les demandes en cassation des arrêts du conseil même, par moyen de requête civile;

Considérant qu'il est clair que ces derniers articles ne s'appliquent pas au cas particulier d'un jugement portant rejet d'une demande en cassation, puisque, par un article postérieur, espèce, spécial, il est pourvu formellement à ce cas-là, et qu'il y est pourvu négativement, même sous peine de nullité, et sous telle autre peine qu'il appartiendra; — Rejette, etc.

Du 2 frim. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Muraire.—Rapp., le cit. Zangiacomi.—Concl., le cit. Arnaut, subst.

SAISIE-ARRÊT. — OPPOSITION SIMPLE. — PRÉSCRIPTION.

La simple opposition n'est qu'un acte conservatoire essentiellement différent de la saisie-arrêt. On ne saurait donc lui appliquer l'art. 91 de l'ord. de 1629 qui veut que les saisies-arrêts soient périmées par trois ans écoulés sans poursuites.—L'effet de cet acte, n'étant limité par aucune loi, dure trente ans (2).

(Trouillebert — C. veuve Baron.)

Trouillebert avait acheté de Baron, l'office de procureur au parlement de Paris, moyennant une rente constituée de 850 liv.

Baron mourut; la veuve réclama un donaire de 2,000 liv., et pour sûreté de ce donaire, elle adressa, en 1780, à Trouillebert, un acte par lequel elle déclarait: « qu'aux termes du son contrat de mariage, il lui était dû un donaire de 2,000 liv.; qu'en conséquence, elle s'opposait à ce que Trouillebert se désaisît, à son préjudice, du capital de la rente de 850 liv., dont il était débiteur envers la succession Baron. »

En 1790 arrivent les lois suppressives et liquidatrices des offices.

Par actes extrajudiciaires du 5 avril 1791, Trouillebert s'adresse à la veuve Baron, comme aux héritiers et aux autres créanciers principaux

sation, § 8, et Requête civile, § 3; Carré, *Lois de la proc.*, quest. 1736.

(2) On désignait, dans l'ancien droit, sous le nom d'opposition ou de simple opposition un acte purement conservatoire qui, à la différence de la saisie-arrêt, n'exigeait pour être fait aucun titre exécutoire. Cet acte était peu en usage dans le parlement de Paris.—Aujourd'hui la loi ne reconnaît plus que la saisie-arrêt, qu'elle qualifie toutefois aussi d'opposition, et dont elle détermine les conditions et la forme. La nullité d'une simple opposition ne saurait donc être douteuse, à moins qu'elle ne renfermât toutes les prescriptions de l'art. 563 du Code de proc., qu'elle ne fût dénoncée au débiteur ainsi dans le délai de la loi, en un mot, à moins qu'elle n'eût tous les caractères de la saisie-arrêt.

soit d'objet de la convention, soit de faits qui peuvent constituer un acte quelconque commencé; Cass., 27 janvier 1836 (Volume 1836). F. aussi sur l'étendue de la défense dont il s'agit, un autre arrêt de la Cour suprême du 11 juill. 1815.

(1) Aujourd'hui, d'après l'article 480 du Code de proc., la requête civile n'est ouverte que contre les jugements en dernier ressort des tribunaux de 1^{re} instance et d'appel.—Il a été jugé aussi qu'on ne peut se pourvoir contre un arrêt de la Cour de cassation, sous prétexte de contradiction entre cet arrêt et une autre décision définitive. F. Cass., 12 germ. an 10, aff. Winter.—Toutefois, la Cour admet, en la forme, la demande en rétractation d'un de ses précédents arrêts pour erreur de fait. F. Cass., 21 déc. 1824 (aff. Perrin); Merlin, *Repert.*, v^o Cass.

de la succession Baron, et demande à tous qu'ils aient à s'entendre pour recevoir et se distribuer le montant de sa liquidation.

Tous les créanciers, moins la veuve Baron, se réunissent; ils chargent un notaire de recevoir: Trouillebert verse dans ses mains.

En 1797, dix-sept ans après son opposition, la veuve Baron assigne Trouillebert, pour se voir condamner à lui servir son douaire, jusqu'à concurrence de 850 liv. de rente qu'il devait, sauf son recours contre les héritiers.

Trouillebert répond que l'opposition dont s'agit, si elle est mobilière, n'a plus d'effet après trois ans, au terme de l'art. 91 de l'ordonn. de 1629;—Que, si c'est une opposition immobilière, l'édit de 1771, et la loi du 28 nov. 1790, ne lui donnent également la durée que pendant trois ans;—Que, selon l'art. 114 de la coutume de Paris, celui qui a joui d'une rente sans inquiétude pendant dix ans, avec un juste titre, a obtenu une prescription légale contre les prétentions de toute nature, conséquemment, et à plus forte raison, contre une opposition simple.

Le tribunal de première instance, considérant que l'acte de 1780 est une *saisie-arrêt*; que l'effet d'une *saisie-arrêt* n'est limité par aucune loi (excepté seulement par l'ordonnance de 1629, qui ne fait jamais règle comme loi), accorde les conclusions de la veuve Baron.

Appel.—Le tribunal d'appel de Paris confirme, non point sur le fondement que l'ordonn. de 1629 n'est pas une loi qui restreigne la durée d'une *saisie-arrêt*, mais sur le fondement que l'acte dont s'agit n'est pas une *saisie-arrêt*, qu'il est une opposition, espèce d'acte dont aucune loi ne limite la durée.

Devant le tribunal de cassation, Trouillebert a plaidé que la rente due étant réputée immobilière, l'opposition faite pour empêcher toute mutation dans la propriété de cette rente, avait essentiellement le caractère d'une opposition immobilière, et ne pouvait avoir une plus longue durée.—Il représentait l'argument puisé dans la disposition coutumière, qui fait prescrire les rentes par la possession paisible de dix ans entre présents.—Il argumentait surtout de l'ordonn. de 1629, dont voici la disposition:—« Art. 91. L'ordonnance d'instance, sera gardée par tout notre royaume, même en nos cours de parlement et autres juridictions, où elle n'a été jusqu'ici observée; et voulons que toutes instances et criées périssent par la discontinuation de trois années, nonobstant l'établissement des commissaires, comme encors toutes *saisies* et *arrêts de deniers*; encore qu'il n'y eût aucune assignation donnée en conséquence d'iceux. »

Le demandeur soutenait que cette disposition était applicable; car elle a pour objet d'étendre la péremption, non-seulement aux instances, mais encore aux actes extrajudiciaires qui saisissent, ou qui, sans saisir, arrêtent la circulation de deniers: elle frappe toutes *saisies* et *arrêts*.—Vaine ment on a décliné que c'était une opposition, non une *saisie-arrêt*.—Dans le droit, il ne peut y avoir de distinction, puisque l'un et l'autre acte ont la même origine, tendent au même but, produisent le même effet d'empêcher que le détenteur ne se dessaisisse au préjudice du créancier saisissant ou opposant.—Et quand l'opposition aurait un autre caractère légal que la *saisie-arrêt*, il n'en serait pas moins vrai qu'elle serait passible de la péremption portée en l'art. 91, puisque cette péremption s'étend non-seulement à tout acte qui saisit, mais encore à tout acte qui *arrête* les deniers.

A la réitération, l'ordonn. de 1629 n'emploie pas le mot *opposition*;—la raison en est que la loi municipale ne reconnaît que la *saisie-arrêt*; en sorte que l'espèce d'acte appelé *opposition*, n'étant pas reconnu par la loi, n'a pas dû être nommé par elle.—En un mot, l'opposition de la veuve Baron était un *arrêt de deniers*.—Donc la disposition de l'ordonn. de 1629 était applicable.

Le défendeur de la veuve Baron s'est efforcé d'établir ce point unique, que son action n'avait rien de réel, rien d'immobilier; qu'elle avait exercé seulement une action *personnelle*.—Il disait que les héritiers Baron avaient deux actions à exercer, à l'occasion de la rente due par Trouillebert: une action *réelle*, ou de suite sur la chose, et une action *personnelle* dirigée contre Trouillebert lui-même.—Les héritiers Baron pouvaient exercer l'une et l'autre, ou seulement l'une des deux.—De ce que l'action était *personnelle*, il s'ensuivait qu'elle n'était pas frappée par les lois sur les oppositions immobilières, et sur la prescription de dix années, dispositions purement réelles.—Il s'ensuivait que, de sa nature, elle devait durer pendant trente ans, à moins qu'une loi spéciale n'eût limité sa durée.—Ainsi revenait la discussion sur l'ordonn. de 1629.

Le défendeur la disait non applicable et non obligatoire: non applicable, en ce qu'elle n'avait parlé que des *saisies-arrêts*, espèce d'acte qui frappe sur la chose, en vertu d'un titre exécutoire: non obligatoire, en ce qu'il n'y avait pas eu de vérification, ce que les parlements regardaient comme essentiel.—Il finissait par remarquer que Trouillebert n'aurait pas préparé la ruine de la veuve Baron, et ne se serait pas compromis lui-même, si, comme il est d'usage dans tous les cas où il existe des oppositions, il avait fait ordonner le *dépôt judiciaire*.

Le commissaire Lefessier a posé en principe que l'action *personnelle* ne pouvait résulter que d'une obligation *actio nisi sit obligatio*;—Que l'obligation résultait seulement d'un contrat ou quasi-contrat, d'un délit ou d'un quasi-délit.—D'où il concluait que nul ne peut, au moyen d'un acte quelconque, se créer une action contre la personne d'autrui sans sa participation.—Ainsi, refusait à la veuve Baron une action *personnelle*, il détruisait par la base le système de sa défense.—Quelle est d'ailleurs, ajoutait-il, la nature de cet acte créateur d'une action *personnelle*? qu'est-ce que cette opposition à laquelle on assigne une durée plus longue que toute autre espèce d'opposition mobilière ou immobilière?—Une opposition simple.—Mais quelle loi autorise cet acte, et lui assure un effet?—L'art. 160 de la coutume de Paris est ainsi conçu:—« On ne peut procéder par voie d'*arrêt*, exécution, ou autre exploit sur les biens d'autrui, ni par emprisonnement, sans obligation, condamnation, délit ou quasi-délit, chose privilégiée, ou qui le vaille. »—Le droit municipal ne connaît donc pas cette espèce d'opposition sans titres, avec laquelle on peut, en la multipliant, empêcher éternellement un malheureux créancier de toucher les fonds qui lui sont dus.—A l'appui de cette opinion, il citait Salviat, sur la jurisprudence du parlement de Bordeaux, qui dit positivement: « que la simple opposition est en usage dans le ressort du parlement de Bordeaux; mais que, dans tous les autres, on ne saisit qu'avec un titre exécutoire. »—Conclusions à la cassation.

JUGEMENT (après délib. en ch. du cons.).

LE TRIBUNAL;—Attendu que la simple opposition faite à la réquisition de la veuve Baron, ne présente que l'exercice d'une action per-

qu'ainsi rien n'avait pu autoriser le tribunal de Saint-Sever à substituer une estimation basée sur un acte de partage au mode d'évaluation établi par la loi et consenti par les parties;—Cass., etc.
Du 3 frim. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liborel.—Rapp., le cit. Audier-Massillon.—Concl., le cit. Pons, subst.—Pl., les cit. Huard-Duparc et Guichard.

1^{er} APPEL CORRECT.—PARTIE PLAIGNANTE.—EFFETS.

2^o ESCROQUERIE.—CARACTÈRES.

1^o Le tribunal criminel, saisi de l'appel de la partie plaignante contre un jugement qui a acquitté le prévenu, et lorsque le ministère public n'a appelé que du chef des conclusions qu'il avait prises contre une autre partie, ne peut prononcer des peines contre le prévenu(1).
2^o Celui qui, par l'annonce, dans une feuille publique, d'un traitement avantageux pour la régie d'un domaine, est parvenu à se faire remettre des fonds à titre de cautionnement, ne peut, lors même que cette annonce serait mensongère, être condamné comme coupable d'escroquerie. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 35.) (2)

(Ferrière-Sauveboeuf—C. Coucy de Longprey.)
Ferrière-Sauveboeuf avait annoncé, dans une feuille publique, qu'un traitement avantageux serait alloué à celui qui se chargerait de la régie d'un domaine considérable, pourvu qu'il fournit un cautionnement de 10,000 francs en espèces, pour répondre de la gestion. Coucy de Longprey s'était présenté et avait versé le cautionnement. Un traité avait été fait pour la régie du domaine, appartenant à la dame Ferrière, non commune en biens; mais ce traité n'avait point été exécuté. Le plaignant prétendait que la régie était illusoire, qu'on avait pris un prétexte pour l'espérer après le versement du cautionnement; que la terre était grevée d'hypothèques et Ferrière sans ressources; il pulsait dans ces différends faits et dans la fraude dont il se prétendait la victime, les caractères de l'escroquerie. Ferrière explicait du contrat passé entre les parties et dont l'exécution ne pouvait donner lieu qu'à une action civile.

Le commissaire du gouvernement a conclu à ce que la plainte fut déclarée non recevable et le plaignant condamné à des dommages-intérêts et à l'affiche du jugement.

Jugement qui décharge Ferrière de la plainte et condamne le plaignant aux dépens, mais sans dommages et intérêts, ni affiche du jugement.

Appel du ministère public quant à ce dernier chef seulement, de ses conclusions, et appel de la partie plaignante.

Jugement du tribunal criminel de la Marne qui, sur ces appels, annule le premier jugement et condamne Ferrière aux peines de l'emprisonnement et de l'amende.—Pourvoi.

(1) Il est de principe qu'un tribunal d'appel ne peut réformer un jugement de première instance qu'autant qu'il y a eu appel, et que par conséquent s'il n'y a eu appel que d'une seule disposition, la tribunal ne peut pas réformer les autres et n'a pas même la faculté de les discuter: il n'en est pas saisi (Avis du Conseil d'Etat du 12 nov. 1806). Dans l'espèce, le tribunal n'était donc saisi de la cause par l'appel du ministère public, que relativement à la disposition qui faisait l'objet de cet appel; et quant à l'appel de la partie civile, il ne remet en question que le chef du jugement relatif aux intérêts civils. *V.* dans ce sens, Cass., 18 Bor., an 10; 18 juill. 1806, et 15 janv. 1814.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 5, 6 et la 6^e disposition, art. 436 du Code des délits et des peines;—Vu aussi l'art. 35 de la loi du 22 juillet 1791;—Considérant que le tribunal de police correctionnelle d'Eprenay avait, conformément aux conclusions du commissaire du gouvernement près ce tribunal, renvoyé de la plainte en escroquerie Ferrière-Sauveboeuf et sa femme; que l'appel du commissaire n'avait point eu pour objet de faire revivre cette action quand audir Ferrière; que, conséquemment, il y a eu excès de pouvoir de la part du tribunal criminel du département de la Marne, en faisant servir cet appel, dirigé contre Coucy de Longprey seul, de motif aux condamnations prononcées et à l'emprisonnement; Considérant qu'il y a eu encore fausse application de l'art. 35 précité de la loi du 22 juill. 1791, en ce que les faits allégués ne présentent point les caractères de l'escroquerie énoncée en cet article; que les assertions de Ferrière-Sauveboeuf, quoique mensongères, et l'insécution des conventions des parties, peuvent être poursuivies devant les tribunaux civils:—D'après ces motifs, en recevant Coucy de Longprey partie intervenante, et faisant droit au pourvoi de Ferrière;—Casse le jugement du tribunal criminel du département de la Marne, rendu le 2 messidor dernier.

Du 6 frim. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Sieyès.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DOUANES.—GRAINS.—IMPORTATION.—ENTRÊPÔT.

L'introduction furtive de plusieurs sacs de grains dans une maison située dans les cinq kilomètres des frontières, pour les dérober aux poursuites des préposés de la douane, ne peut être considérée comme une contravention à la loi prohibitive des entrepôts de grains dans cette distance; ce fait constitue le délit de transport de grains sans passavant, prévu par l'art. 2 de la loi du 26 vent. an 5, et justiciable des tribunaux correctionnels.

(Hullen—C. Douanes.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu qu'il résulte du rapport de saisie, lequel n'est point annulé à l'égard dudit prévenu (Hullen fils), qu'une centaine de fraudeurs, surpris la nuit transportant vers la digue de la mer, à l'embouchure de l'Escaut, chacun un sac rempli, se sont précipités en foule dans la maison et la grange dudit Jean de Hallen, où l'on a trouvé quatre-vingt-dis-sept sacs de grains, tant froment que seigle, lesquels avaient été introduits pendant la nuit au domicile dudit Jean de Hallen, pour être ensuite exportés par l'Escaut;—Attendu que ladite introduction étant une suite de la saisie commencée à une portée de carabine de la digue de mer, et le délit constaté par le procès-verbal étant indivisible, il en résultait contre ledit Jean de Hallen, fils de Jean, la prévention d'une contravention au art. 1^{er} et

(2) Il faut considérer que, dans l'espèce, si la régie était illusoire, les faits allégués n'étaient pas mensongers et n'avaient pas dès lors le caractère de manœuvres frauduleuses. Le plaignant avait pu être trompé en souscrivant la convention; mais le dol employé à son égard n'était pas suffisant pour constituer le délit. Il en serait sans doute autrement, si le domaine n'eût pas existé et que les faits annoncés eussent été entièrement mensongers: cette annonce suivie du versement d'un cautionnement, constituerait évidemment le délit d'escroquerie, tel qu'il est défini par l'article 405 du Code pénal. *V.* dans ce sens, Cass., 2 août et 31 oct. 1811.

2 de la loi du 28 vent. an 5. contravention qui est de la compétence des tribunaux correctionnels, suivant l'art. 6 de ladite loi; et qu'en se déclarant incompétent, le tribunal de première instance sumentionné a violé ledit article et fait une fausse application des lois relatives aux entrepôts; — Attendu que le tribunal criminel du département de l'Escaut a consacré cette violation et fait une fausse application des lois dans la partie de son jugement confirmatif de celui de première instance susénoncé; — Casse, etc.

Du 6 frim. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Borel. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

JURY. — PIRCHES REMISES AUX JURÉS. — PROCÈS-VERBAUX. — OFFICIER DE SANTÉ.

L'audition aux débats de l'officier de santé qui a constaté le corps du délit, ne fait pas obstacle à ce que le procès-verbal qu'il a dressé soit annexé à l'acte d'accusation, pour être présenté au jury. (C. 3 brum. an 4, art. 231.) (1)

(Dameron — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 231 et 232 du Code des délits et des peines; — Attendu que, de l'aveu du commissaire du gouvernement et de celui du défenseur-avoué du réclamant près le tribunal criminel du département de l'Oise, il résulte : 1° que le tribunal, toutes les fois qu'il juge convenable d'entendre aux débats les officiers de santé dont les procès-verbaux sont annexés à l'acte d'accusation, est dans l'usage de distraire lesdits procès-verbaux et de les soustraire aux yeux des jurés de jugement, par la fautive opinion où il est que les procès-verbaux doivent alors être considérés comme des déclarations écrites de témoins; 2° que, dans l'espèce, en vertu de cet usage et du motif énoncé sur lequel il est fondé, les procès-verbaux des officiers de santé, constatant le corps du délit, et, comme tels, annexés à l'acte d'accusation, en ont été détachés et, par suite, distraits du nombre des pièces remises aux jurés de jugement, ce qui est une violation manifeste de l'art. 231 du Code précité; — Par ce motif. — Casse, etc.

Du 7 frim. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rupérou. — *Concl.*, le cit. Lecoutour.

(1) Dans ce cas, l'officier de santé était entendu, non comme témoin, mais comme expert, et seulement pour expliquer son procès-verbal. En thèse générale, les procès-verbaux de toutes personnes qui n'étaient pas officiers de police judiciaire, et qui n'avaient pas pouvoir de constater le délit, ne pouvaient être mis sous les yeux des jurés, lorsqu'elles avaient été entendues aux débats. Ces procès-verbaux entraient en effet dans la classe des déclarations écrites des témoins, que l'art. 238 du Code du 3 brum. an 4 défendait de remettre aux jurés; mais un expert délégué par la justice pour vérifier un fait, avait pouvoir de dresser procès-verbal; et dès lors sa déclaration n'était pas seulement une déposition écrite: elle constatait le corps du délit. *F. Cass.*, 15 vend. an 7; 22 therm. an 7; 4 niv. et 21 germ. an 8.

(2) Il est certain que la tentative du crime de bigamie doit être réprimée: la loi du 23 prairial an 4, reproduite par l'art. 2 du Code

1° BIGAMIE. — TENTATIVE.

2° ATTENTAT AUX MŒURS. — TENTATIVE DE BIGAMIE.

3° JURY (QUESTIONS AU). — INTERVERSION.

4° HOMICIDE. — PRIVATION D'ALIMENS. — INTENTION DU CRIME.

1° *La tentative du crime de bigamie ne peut résulter du seul fait d'un contrat de mariage passé avant la dissolution du mariage existant, mais seulement de l'acte de mariage devant l'officier civil ou des faits préparatoires de cet acte. (C. de 1791, tit. 2, sect. 1^{re}, art. 33.) (2)*

2° *Le contrat de mariage passé par une personne encore dans les liens d'un premier mariage, ne constitue pas le délit d'attentat aux mœurs.*

3° *Sous le Code du 3 brum. an 4, l'intervention de l'ordre prescrit par la loi pour la position des questions, était une cause de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 374.) (3)*

4° *Dans une accusation d'homicide causé par la privation d'aliments, il ne suffisait pas de demander si les accusés y avaient concouru sciemment; il fallait poser la question de savoir s'ils y avaient concouru dans le dessein du crime. (Cod. de 1791, tit. 3, art. 1^{er}.)*

(Mazuel et Chalus — C. Min. pub.)

Mazuel et Chalus étaient accusés d'être les auteurs ou les complices de la mort de la dame Chalus, arrivée par défaut d'aliments. L'un avait été condamné à mort, l'autre à 20 ans de fers. Mais la position des questions présentait deux vices fort graves: l'un, que les questions étaient posées dans un ordre inverse de celui prescrit par la loi; l'autre, qu'il y avait insuffisance des questions relatives à la moralité du fait et à l'intention des auteurs.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 374 du Code des délits et des peines; — Considérant que, bien loin que les premières questions portent à établir si le fait qui forme l'objet de l'accusation est constant ou non, conformément à ce qui est rigoureusement prescrit par l'art. 374 précité, sous la peine de nullité, les vingt-six premières questions ne tendent qu'à constater des faits indépendants, qui ne portent même aucun caractère de délit, puisque, relativement à la prétendue tentative de bigamie, cette tentative n'aurait pu résulter du contrat de mariage passé avant la dissolution du mariage existant, mais seulement de l'acte de mariage devant l'officier civil ou des faits préparatoires de cet acte; puisque, en second lieu, le contrat de mariage, quoique contraire aux bien-

pénal, s'applique généralement à tous les crimes; la Cour de cassation l'a d'ailleurs formellement reconnu par un arrêt du 28 juill. 1826. Mais quelles sont les circonstances qui constituent cette tentative? Cette question est fort difficile. Dans l'espèce, il ne pouvait exister aucun doute: un arrêt de la Cour d'Angers du 29 mai 1829, a décidé que les publications de mariage requises par un individu déjà marié, pour arriver à un deuxième mariage, ne constituent pas le commencement d'exécution du crime. En effet, les publications ne sont qu'un acte préparatoire du mariage; aussi leur défaut n'en entraîne pas la nullité (Toullier, t. 1^{er}, n. 208). Il semble donc que le commencement de l'exécution n'existe que lorsque la cérémonie même du mariage a commencé à s'exécuter. La tentative subsiste tant que les parties sont en présence du magistrat municipal et jusqu'à la consommation du mariage.

(3) *F. conf.*, *Cass.*, 19 niv. an 7; 15 pluv. an 7; 23 vend. an 8.

hances et à l'honnêteté publique, n'aurait jamais pu, néanmoins, former le délit d'attentat aux bonnes mœurs prévu par les lois; — Considérant que cet ordre, dans la position des questions, est absolument en sens inverse et opposé à celui prescrit par la loi, et qu'il présente l'inconvénient de pouvoir prévenir les jurés contre les accusés; — Considérant encore que, dans l'espèce particulière de ce délit (la mort occasionnée par la privation d'aliments), il ne fallait pas se contenter de demander si les accusés y avaient concouru sciemment et même avec préméditation, mais demander positivement s'ils étaient convaincus d'y avoir concouru sciemment et dans l'intention du crime, d'après la teneur des deux premiers alinéas de l'art. 1^{er}, tit. 3, 2^e part., du Code pénal; que ces mots : *dans le dessein du crime* ne pouvaient être supprimés, puisqu'il était possible que, par erreur et dans une bonne intention, on eût refusé trop longtemps des aliments à la malade, ou qu'on eût mal à propos diminué la quantité; — Par ces motifs, faisant droit au pourvoi de Claudine Mazuel et de François Chalm, pour contravention à l'art. 375 précité et omission de questions; — Casse et annule la position des questions et, par suite, la déclaration du jury et le jugement du tribunal criminel du département du Puy-de-Dôme rendu le 14 vendém. dernier.

Du 7 frim. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Sieyès. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

1^o ACTE D'ACCUSATION. — RÉDACTION. — CIRCONSTANCES.

2^o ORDONNANCE DE PRISE DE CORPS. — LOI. — MENTION.

1^o Un acte d'accusation devait, sous le Code de brum. an 4, contenir, à peine de nullité, toutes les circonstances du crime résultant de l'ordonnance de compétence et de l'instruction. (C. 3 brum. an 4, art. 229.) (1)

2^o Une ordonnance de prise de corps est nulle si elle n'énonce pas la loi en vertu de laquelle elle est décernée. (C. brum. an 4, art. 259.) (2)

Du 8 frim. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Vallée.

ACCUSÉ. — COPIE DE PIÈCES.

Du 9 frim. an 10 (aff. Dutay). — Même décision que par le jugement du 29 brum. an 10 (aff. Lacoudre).

(1) *P.* en ce sens, 24 août 1793; 24 fruct. an 7; 3 pluv. an 8, et les notes; 6 vent. an 9.

(2) *P.* conf., 13 vent. an 7; 19 frim. an 10.

(3) Ce principe d'éternelle justice se trouve consacré par l'art. 3 du Code civil et l'art. 4 du Code pénal : « Cet article, disait M. Treilhord, dans l'exposé des motifs, rétrécit une maxime que l'on peut regarder comme la plus forte garantie de la tranquillité des citoyens. Un citoyen ne peut être puni que d'une peine légale. Il ne doit pas être laissé dans l'incertitude sur ce qui est ou n'est pas punissable; il ne peut être poursuivi pour un acte qu'il a pu de bonne foi supposer au moins indifférent, puisque la loi n'y attachait aucune peine. » *P.* pour le développement de ce principe, *Théorie du Code pénal*, t. 1^{er}, chsp. 2.

(4) La question a fait grandement difficulté; mais aujourd'hui, la jurisprudence s'est fixée en sens contraire. *P.* Cass. 6 pluv. an 11, et la note.

(5) *P.* conf., Cass. 21 vend. an 10. — Il était de principe, en droit romain, que la restitution des fruits perçus pendant le litige, devait être ordonnée d'office par le juge : *fructus post litem contest.*

II. — 1^{re} PARTIE.

EFFET RÉTROACTIF. — LOI PÉNALE.

La loi pénale ne peut avoir d'effet rétroactif; en conséquence, le jugement qui prononce une peine en vertu d'une loi postérieure au délit est nul. (C. 3 brum. an 4, art. 3.) (3)

(Hubert. — C. Min. publ.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 3 du Code des délits et des peines; — Attendu que le délit dont Hubert a été convaincu a été commis dans les derniers jours de therm. ou premiers jours de fructidor an 4, et que la peine de mort a été prononcée d'après la loi du 26 flor. an 5, postérieure au délit; que lorsque ce délit a été commis, il n'était prévu que par le Code pénal, dont l'art. 2, sect. 2, 2^e part., prononce seulement la peine de 14 années de fers; d'où il suit qu'il y a eu fautive application de la loi pénale, en contravention de l'art. 3 ci-dessus cité; — Casse etc.

Du 9 frim. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Seignelle. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DONATION DÉGUISÉE. — NULLITÉ.

Est nulle une donation déguisée, faite sous la forme d'un contrat onéreux, tel qu'un contrat de vente (4).

(Pasquier. — C. Huart.)

Du 11 frim. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Delacoste.

INVENTAIRE. — GREFFIER DE JUSTICE DE PAIX.

Les greffiers de justice de paix n'ont pas le droit de faire des inventaires dans l'étendue de leur territoire. (L. 27 mars 1791, art. 10.)

(Perrot. — C. Girard.)

Jugement identiquement le même que celui rendu dans la même affaire, le 5 frim. an 8 (V. à cette date).

Du 11 frim. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Aumont. — Concl., le cit. Lefessier, subst. — Pl., les cit. Mathias et Jousselin.

DEMANDE NOUVELLE. — APPEL. — FRUITS.

Le demandeur en restitution d'un fonds qui n'a pas conclu en première instance à la restitution des fruits, est recevable à former cette demande en appel; c'en est là qu'une demande accessoire, implicitement comprise dans la demande principale. (L. 3 brum. an 2, art. 7.) (5)

totum officio iudicis restitendi tant, l. 15, ff. de Usur. et fructib. — Papon, dans son recueil d'arrêts, liv. 18, tit. 4, n° 9, s'exprime d'une manière non moins expresse sur ce point : « Il est notable, dit-il, pour le jugement de restitution de fruits, que s'ils ne sont demandés, le juge ne les peut adjuger; cela s'entend des fruits qui sont perçus avant la contestation de plaids; mais quant à ceux qui sont perçus après la contestation, bien qu'ils ne soient pas demandés, le juge les peut adjuger. » Cet auteur cite à l'appui de son opinion la loi 25, § 8, ff. de *Edicto edicto*, et un arrêt du parlement de Paris, du 23 juin 1526.

Merlin, *Quest. de droit*, n° Appel, § 14, art. 1^{er}, n° 19, regarde comme constant ce point de droit, que la demande en restitution de fruits échus pendant l'instance, doit être considérée comme implicitement comprise dans la demande en restitution du fonds. La conséquence de ce principe, c'est que la demande des fruits échus pendant l'instance peut être formée en appel, encore bien qu'elle ne l'ait pas été devant les premiers juges. — Le Code de procédure n'a apporté aucune innovation sur ce point :

(N.—C. N.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que la demande en restitution des fruits et jouissance était une demande implicitement comprise dans les conclusions prises en 1^{re} instance, à fin de restitution des fonds;—Casse etc.

Du 11 frim. an 10.—Sect. civ.—Concl., le cit. Arnaud, substit.

ENDOSSEMENT.—REMISE DE DETTE.—LIBÉRATION.

La remise ou décharge conventionnelle au profit du tireur d'une lettre de change, libère tous les endosseurs. (L. 2, § 1^{er}, ff. de Pactis.) (1) (Abbéma)

Le 8 oct. 1795, Corbeau tira de Paris sur Belamy et compagnie, de Hambourg, une lettre de change de quatre mille marcs banco, à l'ordre Lowenewhorch.

Celui-ci passa l'effet à l'ordre de la maison Abbéma de Paris.

A l'époque du recouvrement, Corbeau s'est trouvé en faillite; l'effet a été protesté, et, par arrangement entre lui et la maison Abbéma, il a été libéré moyennant 1100 livres qu'il a comptées.

Le 13 therm. an 8, le fondé de pouvoir d'Abbéma a donné quittance en ces termes: « Je reconnais avoir reçu du sieur Corbeau la somme de onze cents livres, et ce pour solde de toute notre créance sur lui, fondée sur les titres ci-dessous énoncés, lesquels lui seront remis. » Or, ces titres étaient la lettre de change et le protêt, qui, au mépris de la promesse, restèrent dans la main d'Abbéma.

Armé de ces pièces, il s'en est pris à Lowenewhorch, endosseur, pour le surplus de sa créance; et le tribunal de commerce de Paris a accueilli la prétention d'Abbéma.

2 niv. an 9, Jugement du tribunal d'appel de Paris, qui déclare mal jugé, « attendu que la quittance donnée au tireur ne contenant aucune réserve, a dû libérer tous les codébiteurs solidaires. »

POURVOI en cassation, fondé sur les dispositions des lois romaines (notamment de la loi 25 ff. de Pactis).—*Postquam pignus debitori redatur, si pecunia soluta non fuerit, debitum peti posse dubium non est, nisi specialiter contrarium actum esse probetur.* Le demandeur disait que nul n'étant formellement présumé avoir donné, la libération ne pouvait résulter que de dispositions expresses; que la libération donnée à

l'un des codébiteurs lui était présumée personnelle. — *Magis eximit personam ab obligatione quam extinguit obligationem.* — Il faisait observer d'ailleurs qu'il n'avait été donné quittance que de la créance existante sur la personne de Corbeau (le demandeur en cassation); que c'était la faire une réserve tacite à l'égard des codébiteurs.

Le commissaire a pensé qu'il y avait eu, de la part d'Abbéma, remise réelle pour l'excedant de 1,100 livres, puisque sa quittance était pour solde de toute la créance, et qu'il avait promis de rendre les titres. — *Et idcirco debitori reddiderim cautionem, videtur inter nos convenisse ne paterem.* (L. 2, § 1^{er}, ff. de Pactis.); — Que la remise réelle profitait également à tous les codébiteurs, ne pouvant plus y avoir de débiteur, quand il n'y a plus de chose due; — Que si la quittance présentait, à l'égard de Corbeau, une simple décharge personnelle, le résultat devait encore être le même. La décharge, dit Pothier, accordée au débiteur principal, emporte celle de ses cautions; car il serait inutilement déchargé si les cautions, étant obligées de payer, avaient recours contre ce débiteur. (*Traité des obligations*, part. 3, chap. 3.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu la remise réelle; —Rejette le pourvoi.

Du 12 frim. an 10.—Sect. req.—Rapp., le cit. Bailly.

1^{re} DEMANDE NOUVELLE.—APPEL.—DÉFENSES.

2^o CONSIGNATION.—OFFRES RÉELLES.—NOTIFICATION.—JURÉ.

1^o L'art. 7 de la loi du 3 brum. an 2 qui défend de former, en cause d'appel, aucune nouvelle demande, ne s'oppose nullement à ce que le défendeur originaire fasse valoir, sur l'appel par lui interjeté, des moyens de défense qu'il n'avait pas proposés en première instance.

2^o Le dépôt d'un prix de vente est réputé forcé, toutes les fois qu'il existe des oppositions entre les mains de l'acquéreur et que la distribution des deniers doit être faite en justice. Par conséquent, un pareil dépôt est valable et libératoire, encore bien qu'il n'ait été ni précédé d'offres réelles, ni notifié aux créanciers, de même que s'il avait été ordonné par justice. (Décl. 5 sept. 1783.) (2)

conforme au texte de l'art. 1285 du Code civil, qui porte que « la remise ou décharge conventionnelle au profit de l'un des codébiteurs solidaires, libère tous les autres, à moins que le créancier n'ait expressément réservé ses droits contre ces derniers. » La Cour de cassation a fait application des mêmes principes, mais en sens inverse, dans un arrêt du 11 fév. 1817. En effet, dans l'espèce de cet arrêt, il y avait eu de la part du porteur (lequel, en recevant partie de sa créance des mains du tireur, lui faisait remise de l'autre partie), réserve expresse de tous ses droits contre les endosseurs. En condamnant, dans ce cas, les endosseurs à payer ce qui restait dû au porteur, la Cour de cassation n'a donc, comme dans l'espèce qui va suivre, fait qu'une application textuelle de l'art. 1285 du Code civil.

(2) P. cependant en sens contraire, Paris, 25 therm. an 10, aff. Giardi; et 12 fruct. an 11, même affaire.—Sens le Code civil, un arrêt de la Cour royale de Paris du 11 mai 1810, a jugé pareillement que le dépôt fait par l'acquéreur, sans le concours des créanciers du vendeur, ne le libère pas vis-à-vis d'eux, alors même que ce dépôt aurait lieu en vertu du contrat.

par l'art. 464, il permet de demander en appel les intérêts, arrérages, loyers et autres accessoires échus depuis le jugement de 1^{re} instance; ce qui pourrait faire croire, au premier abord, par argument à contrario, qu'il exclut la demande en appel des fruits échus avant le jugement; mais il faut remarquer que tel n'est pas le sens de cette disposition, qui n'a eu pour but que de prévoir et régler la difficulté qui se fût élevée au sujet de fruits dont la demande n'avait pu être formée pendant l'instance, et qui auraient pu être considérés comme devant être l'objet d'une nouvelle demande principale. Il faut donc, sous l'empire de ce Code comme auparavant, en revenir au principe que les fruits sont l'accessoire du fonds, et que, comme tels, devant être regardés comme compris dans la demande du fonds lui-même, ils ne forment pas en appel une demande nouvelle.

(1) P. conf., Paris, 18 niv. an 10. Il est remarquable que cette décision est rendue dans une espèce où le porteur, en faisant remise d'une partie de la dette au tireur, n'avait pas fait de réserve contre les endosseurs. Sous ce rapport, la décision est

C'est dans un intérêt purement fiscal que l'art. 6 du tit. 1^{er} du décret du 23 sept. 1793, a ordonné aux dépositaires volontaires de deniers, d'en faire le versement à la trésorerie nationale au moment où il surviendrait des saisies ou oppositions entre leurs mains. La nullité de la consignation ne saurait donc être demandée, dans un intérêt privé, par cela seul qu'elle n'aurait pas été faite au moment même des saisies ou oppositions.

6° Lorsqu'un acquéreur d'immeubles a versé une partie de son prix entre les mains de son vendeur, et a consigné l'autre partie à la charge des oppositions, la vente n'est pas recouvrable à demander la nullité de la consignation, sous prétexte qu'elle n'aurait pas été de l'intégralité du prix. Ce droit ne pourrait appartenir qu'aux créanciers opposants, dans le cas où la somme déposée ne suffirait pas pour les désintéresser.

(Deshaïres—C. Durieux.)

Le 3 therm. an 2, vente par Deshaïres à Durieux, moyennant 65,000 liv., dont 5000 furent payées comptant au vendeur, le surplus devant être acquitté en assignats, après l'obtention des lettres de ratification.

Un créancier de Deshaïres fit une surenchère de 35,000 liv. que Durieux se soumit à payer. Le 4 brum. an 3, Durieux obtint des lettres de ratification, à la charge de trente-sept oppositions; et le même jour il déposa chez un notaire cent mille liv. en assignats. — Le 11 brum., notification à Deshaïres de ce dépôt. — Sur ce, instance en règlement de préférence et distribution de prix.

Le 21 fruct. an 3, et 8 brum. an 4, le notaire remit en deux fois, à la caisse du district de Charolles, 96,750 liv. — Ce versement ne fut notifié à aucun des intéressés; mais il fut motivé en acquit du prix de la vente et de la surenchère.

En l'an 6, Deshaïres assigne Durieux en reprise d'instance, et conclut à la nullité du dépôt fait chez un notaire, le 4 brum. an 3, et au paiement en numéraire. — Durieux défend la régularité du dépôt chez le notaire, sans argumenter du versement ultérieur fait à la caisse du district.

4 prair. au 6, le tribunal civil de Saône-et-Loire, « considérant qu'en principe, la consignation ne libère le débiteur qu'autant qu'elle est faite entre les mains d'un officier revêtu d'un caractère légal pour la recevoir; — Que depuis la loi du 23 sept. 1793, tout dépôt a dû être versé dans la caisse nationale; — Que selon l'art. 6, au moment où il intervient des saisies ou oppositions entre les mains des dépositaires volontaires, ils sont tenus d'en faire le versement à la caisse nationale; — D'où il suit que Durieux aurait dû en faire le versement dans la caisse du district de Charolles; — Le condamne, etc. »

Appel au tribunal du Jura.

En appel, Durieux argumenta, pour la première fois, du versement fait par le notaire à la caisse du district de Charolles, le 21 fruct. an 3; il soutint le versement libératoire, quoique fait sans formalités préalables, attendu qu'il était forcé.

Le tribunal d'appel accueillit cette défense et reforma le jugement.

POURVOI en cassation par Deshaïres. — Premier moyen. — Contravention à l'art. 7 de la loi du 3 brum.: « Il ne sera formé, en cas d'appel, aucune nouvelle demande, et les juges ne pourront prononcer que sur les demandes formées en première instance. » — Le demandeur faisait observer que Durieux avait pris sur l'appel des conclusions tendantes à la validité des dépôts faits à la caisse nationale; que l'emploi de ce moyen avait donné au procès une direction,

une physionomie toute différente de ce qu'il était en première instance; que ces conclusions formaient, sur l'appel, une demande nouvelle.

Deuxième moyen. — Contravention à toutes les lois de la matière, et principalement aux art. 1 et 6 du décret du 13 sept. 1793, ainsi conçus: « Art. 4. Tout dépôt fait en vertu de jugement, ou par permission de justice, sera versé, à Paris, à la trésorerie nationale; et pour les départements, aux caisses de district. — Art. 6. Au moment où il surviendra des saisies ou oppositions entre les mains des dépositaires, ils seront tenus d'en faire le versement conformément à l'article précédent. » — Le demandeur disait donc: les deux dépôts sont nuls, puisqu'ils ont été faits sans permission ni ratification de justice. Indépendamment de ce vice commun, le premier est nul, en ce qu'il a été fait chez un notaire qui n'avait pas mission, ni par conséquent caractère pour le recevoir. Le deuxième, c'est-à-dire le dépôt fait par le notaire à la caisse du district, est nul, 1° en ce qu'il n'a pas été fait au moment des oppositions, mais après que l'acquéreur ou le notaire eurent à leur gré fait valoir les assignats; 2° en ce qu'il ne fut ni utile aux intéressés, ni intégral (n'ayant été que de 96,500 liv., au lieu de 100,000 que le notaire avait reçus.)

Les arguments employés par le défendeur pour réfuter ces moyens, se trouvent reproduits dans le jugement qui va suivre.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Sur la prétendue contravention à l'art. 7 de la loi du 3 brum. an 2: — Attendu que le véritable objet de la contestation qui existait entre le demandeur et ses créanciers, d'une part, et le défendeur, d'autre part, était de savoir si le défendeur devait ou ne devait pas représenter la somme de 100,000 fr. qui formait le prix de son acquisition; — Qu'il avait deux moyens de s'en défendre: savoir, le dépôt fait chez Gamier, le 4 brum. an 3, et la consignation faite en son nom par Gamier chez le receveur du district, les 21 fruct. et 8 brum.; — Que s'il était même vrai que le défendeur n'eût invoqué, en première instance, que le dépôt fait chez Gamier pour prouver sa libération, l'art. 7 de la loi du 3 brum. n'empêchait pas qu'il employât à la même fin, en instance d'appel, la consignation faite chez le receveur du district de Charolles, parce que ce moyen nouveau n'est pas une demande nouvelle;

Sur la prétendue contravention aux lois qui déterminent le lieu où doivent se faire les consignations: — Attendu que, dans ses considérans, le jugement attaqué conclut, « la vérité, de ce qui s'était passé au bureau de conciliation le 11 niv. an 3, que le demandeur et ses créanciers avaient acquiescé au dépôt fait par le défendeur chez Gamier le 4 brum. précédent; mais qu'il n'a pas affirmé le jugement de première instance, en ce qu'il avait déclaré nulle cette espèce de consignation, qui était effectivement nulle en soi; — Enfin, sur les prétendues irrégularités de la consignation des 21 fruct. an 3 et 8 brum. an 4: — Attendu que les lois qui parlent des consignations forcées n'imposent, à celui qui les fait, d'autre obligation que de consigner, sans le contraindre à faire des offres réelles, ou citation, ou signification de l'acte de consignation, parce que, dans le fait, il suffit, dans ces cas, que les deniers soient en sûreté et ne passent point entre les mains du vendeur au préjudice de ses créanciers; — Que le décret du 3 nov. 1793 étant une loi fiscale, portée dans l'intérêt de la république, et non dans celui des particuliers, on ne peut pas abuser des mots, au moment où il surviendra des oppositions, qui se trouvent à l'art. 6, pour en conclure que la consignation est

nullité dans l'intérêt privé, dès que la consignation n'a pas été faite au moment où il est survenu des oppositions entre les mains du dépositaire volontaire;—Attendu que la consignation faite par Garmier chez le receveur du district était complète quant au demandeur;—Rejet, etc.

Du 12 frim. an 10.—Sect. req.—Pr. le cit. Li-borel.—Rapp., le cit. d'Outrepoint.—Pl., les cit. Caste et Ducloux.

LOI.—PUBLICATION.

Avant la loi du 12 vend. an 4, les lois civiles ou judiciaires n'étaient obligatoires que du jour de leur publication par les tribunaux de district; il ne suffisait pas qu'elles eussent été publiées par les corps administratifs. (LL. 9 nov. 1789; 2 nov. 1790, art. 1 et suiv.) (1)

(La dame de Saint-Sauveur—C. Maubec.)

La dame Marie Cabanis, veuve Combes, meurt à Nîmes le 18 pluv. an 2. — Suivant les lois anciennes, la dame Saint-Sauveur, sa nièce, est seule héritière. — Aux termes de la loi du 17 niv. an 2, qui établit en ligne collatérale la représentation à l'infini, Maubec, son petit neveu, est héritier pour moitié. — La dame Saint-Sauveur, prétend que la succession de la veuve Combes doit être déferée d'après les lois anciennes. Maubec au contraire soutient que la dame Combes est morte sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2. — En fait, le 11 pluv. an 2, sept jours avant le décès de la veuve Combes, la loi du 17 niv. an 2 avait été transcrite par l'administration du département; le 31 pluv., trois jours après le décès, la loi avait été publiée par la municipalité; le 23 pluviose, cinq jours après le décès, la loi avait été lue au tribunal de Nîmes. — La dame Saint-Sauveur soutient qu'aux termes de la loi du 14 frimaire an 2, la loi n'a pu être légalement promulguée que par la publication à son de trompe ou de tambour par la municipalité, et que cette formalité n'a pu être réputée accomplie par la transcription de la loi par l'administration départementale. — Maubec répond que la loi du 14 frimaire an 2 n'a reçu une première exécution que le 22 prairial de la même année; que dès lors la loi a été promulguée légalement à dater de sa transcription sur les registres de l'administration départementale. — Le 18 messidor an 6, jugement du tribunal civil de Nîmes qui admet les moyens de Maubec.

Appel au tribunal de l'Hérault. — Devant ce tribunal, la dame Saint-Sauveur prétend que si la promulgation des lois peut être faite par les administrateurs de département, du moins il faut qu'ils accomplissent la double formalité de transcription et de publication; — Que ces deux formalités ne sont pas identiques; qu'elles sont toutes deux indispensables, et constituent ensemble la promulgation de la loi; — Qu'enfin l'art. 4 de la loi du 2 nov. 1790 ne rend la loi obligatoire que du moment de sa publication; — Que la publication de la loi du 17 niv. an 2, n'ayant pas été faite avant le décès de la veuve Combes, cette loi n'a pas été promulguée, et n'a pu être obligatoire. — Maubec soutient, par induction tirée de la loi du 21 messid. an 4, qui valide la promulgation faite par simple transcription, avant le 2 nov. 1790, que la publication n'est pas nécessaire; — Il s'appuie en outre de la loi du 12 vend. an 4, qui n'exige à l'avenir que la transcription; — Enfin, l'ordre de publication avait

été donné par l'administration de département, et il dit que, pour le cas dont il s'agit, l'ordre de publier est ou suppose la publication; que la loi n'exige pas de procès-verbal. — Le 1^{er} germ. an 7, jugement du tribunal de l'Hérault qui confirme le jugement du tribunal de Nîmes.

POURVOI en cassation par la dame St-Sauveur. Elle présente un autre système de défense: s'appuyant sur les dispositions de la loi du 2 nov. 1790, elle distingue la promulgation des lois relatives à la distribution de la justice, des lois relatives aux mesures d'administration. — Les premières, dit-elle, doivent être promulguées par les tribunaux, sous l'inspection du ministre de la justice; les secondes par les corps administratifs, sous la surveillance du ministre de l'intérieur. La loi du 9 nov. 1789 présente le même système. La transcription sur les registres, y est-il dit, lecture, publication et affiches seront faites, sans délai, aussitôt que les lois seront parvenues aux tribunaux, corps administratifs et municipalités, et elles seront mises à exécution, dans le ressort de chaque tribunal, à compter du jour où ces formalités y auront été remplies.

Maubec répond que la promulgation, par la publication au tribunal, serait illusoire, toujours inconnue dans le lieu du domicile des parties, et qu'il serait impossible de prouver l'adoption de ce mode de promulgation dans un seul département; — Que la distinction entre la promulgation des lois judiciaires et celle des lois administratives, est tout-à-fait arbitraire; que les lois d'octobre et de novembre 1789, du 2 nov. 1790, du 14 frim. an 2, du 12 vend. an 4, ne présentent qu'un système unique, et donnent force obligatoire à la loi, dès qu'elle a été publiée par une seule autorité; — Que dans l'argument que la dame Saint-Sauveur tire de la loi du 9 nov. 1789, elle joue sur une équivoque grammaticale; que, selon le texte invoqué, les lois sont obligatoires du jour de leur publication dans le ressort du tribunal, et non du jour de leur publication au tribunal.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la loi des 7, 8, 10 oct.-5 nov. 1789, laquelle, après avoir ordonné, par l'art. 8, que les lois seraient adressées à tous les tribunaux, corps administratifs et municipalités, ajoute, art. 9: « Les transcriptions sur les registres, lecture, publication et affiches seront faites, sans délai, aussitôt que les lois seront parvenues aux tribunaux, corps administratifs et municipalités, et elles seront mises en exécution dans le ressort de chaque tribunal, à compter du jour où ces formalités y auront été remplies; » la loi du 2 nov. 1790, qui, après avoir indiqué dans les § 1^{er}, 2 et 3 de la déclaration contenue dans son préambule, quels étaient les décrets rendus jusqu'alors par l'assemblée constituante, qui devaient être regardés comme ayant force de loi, porte au § 4: « Ces lois sont obligatoires du moment où la publication en a été faite, soit par les corps administratifs, soit par le tribunal de l'arrondissement, sans qu'il soit nécessaire qu'elle ait été faite par toutes deux; » l'art. 1^{er} de la même loi, portant: « A l'avenir il y sera fait, pour chaque décret, deux minutes sur papier... une de ces minutes avec la réponse du roi, signée par lui et contresignée par le ministre de la justice, sera remise aux archives du Corps législatif; » l'art. 4, ainsi conçu: « Le ministre de la justice fera imprimer autant d'exemplaires de chaque loi qu'il en sera nécessaire pour les envois à faire tant aux corps administratifs de département et de district, qu'aux tribunaux de district; » les art. 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13, qui régissent la forme en laquelle les lois

(1) F. conf., Cass. 14 mess. an 7, et la note; 2 vent. an 9, et la note; mais F. aussi, Cass. 3 mess. an 10.

doivent être envoyées, soit aux administrations de département, soit à celles de district, et la manière dont ces administrations doivent les publier; les art. 11, 15 et 16, relatifs à la manière dont les lois doivent être envoyées aux tribunaux et être par eux transcrits et publiés; les art. 18 et 19, qui portent ce qui suit : « Art. 18. Les décrets acceptés ou sanctionnés depuis la suppression des parlements, conseils supérieurs et autres cours de justice, et ceux qui, ayant été rendus antérieurement, n'auraient pas été envoyés aux parlements, conseils supérieurs ou autres cours supprimées, seront adressés sans délai, si ce n'est qu'ils n'aient été adressés et exécutés, à la publication qu'ils en auront fait faire; — « Art. 19. Il en sera usé de même à l'égard des décrets qui seront acceptés et sanctionnés jusqu'à l'installation des nouveaux tribunaux; » et enfin l'art. 87 de la loi du 13 juin 1791, où sont répétées les dispositions de l'art. 9 de celle d'oct.-nov. 1789, ci-dessus transcrite;

Considérant que le § 4 de la déclaration qui précède la loi du 9 nov. 1790, n'est évidemment relatif qu'aux lois qui avaient été précédemment publiées, et n'est qu'une exception par laquelle le législateur a voulu seulement légitimer les publications qui n'avaient pas été faites conformément aux règles prescrites par des lois antérieures; que l'art. 1^{er}, qui commence par ces termes, « À l'avenir, etc., » et les art. 18 et 19, relatifs aux décrets acceptés ou sanctionnés depuis la suppression des anciennes cours de justice, ou qui, quoique rendus antérieurement, ne leur avaient pas été envoyés, et l'art. 87 de la loi du 13 juin 1791, prouvent évidemment que ce qui précède n'a trait qu'au passé, et que, pour l'avenir, l'art. 9 ci-dessus transcrite devait servir de règle; — Considérant que les tribunaux ne peuvent s'écarter d'une loi positive qu'autant qu'elle se trouve expressément abrogée par une loi postérieure, ou que cette loi postérieure contient une disposition inconciliable avec la précédente; — Considérant, enfin, qu'il résulte de tout ce qui précède que le jugement attaqué a violé les lois précitées, en ce qu'il a jugé que la succession dont il s'agit, ouverte le 18 pluv. an 2, avait été régie par la loi du 17 niv. précédent, quoique cette loi n'eût pas encore été publiée par le tribunal du district de Nîmes, au lieu du décès de Marie Cabanis; — Casse, etc.

Du 14 frim. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Coffinhal. — Concl., le cit. Pons, subst. — Pl., les cit. Thacussios, Gilrout et Becquy-Beaupré.

INSTITUTION UNIVERSELLE.—RÉSERVE.—LÉGITIME.

Sous l'empire de la loi du 18 pluv. an 5, les héritiers non compris dans une institution contractuelle faite avant la loi du 7 mars 1793 par leur auteur, sous réserve d'une certaine somme, pouvaient réclamer cumulativement la réserve, s'il n'en avait pas été disposé par l'instituant, et leur légitime légale. (L. 18 pluv. an 5, art. 1^{er} et 2.) (1)

(Chassaing aîné.—C. ses frères.)

Par contrat de mariage du 21 janv. 1781, Chassaing aîné avait été institué héritier universel de son père, qui par le même acte avait établi au

profit de chacun des frères ou sœurs du donataire une légitime de 12,000 liv., et s'était réservé une somme de 30,000 liv.

Le père meurt en l'an 7, sans disposer de la réserve.

Les frères Chassaing forment contre leur aîné la demande : — 1^o de leur légitime de droit, du douzième des biens) conformément aux lois anciennes; — 2^o de la réserve qui leur est exclusivement attribuée par la loi nouvelle (art. 2 de la loi du 18 pluv. an 5). La fortune du père était évaluée à 240,000 fr.; suivant les demandeurs, la légitime de droit s'élevait donc à 20,000 liv., et la part de chacun dans la réserve à 6,000 liv.; ils avaient ainsi droit en totalité à 26,000 liv.

Chassaing aîné prétend que ses frères doivent s'en tenir à la légitime conventionnelle de 12,000 liv., qui ajoutée aux 6000 liv., part de chacun dans la réserve, forme la somme de 18,000 liv.

Jugement du tribunal de Clermont-Ferrand qui accueille les moyens des légataires. — Appel par Chassaing aîné. — Le tribunal d'appel de Riom, par jugement du 7 prair. an 9, accorde aux légataires la légitime de droit, mais ordonne qu'elle soit calculée sur la masse totale des biens diminuée de la réserve. D'après ce jugement, la part de chacun se composait ainsi : 17,500 liv. pour légitime de droit, qui, ajoutée aux 6000 liv. de réserve, formait la somme de 23,500 liv.

Pourvoi en cassation par Chassaing aîné, pour violation des art. 1 et 2 de la loi du 18 pluv. an 5 (2).

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que l'art. 1^{er} de la loi du 18 pluv. an 5, n'a maintenu les institutions contractuelles et autres dispositions irrévocables de leur nature, légitimement stipuées en ligne directe avant la publication de la loi du 7 mars 1793, que pour avoir leur effet plein et entier conformément aux anciennes lois; — Considérant qu'aux termes des anciennes lois, l'institution ne conservait son institution qu'à la charge de fournir aux légataires leur légitime de droit, ou, en tous cas, le supplément de ladite légitime; — Considérant que l'art. 2, même loi, a prévu le cas où l'auteur de l'institution aurait fait une réserve par le titre renfermant l'institution, et où il n'en aurait pas disposé valablement; qu'il a voulu dans ce cas que la réserve fût partie de la succession ab intestat et fût également partagée entre tous les héritiers autres que l'institué, et que cette réserve ne fût diminuée par aucunes imputations sur les légitimes ou portions de légitimes dont l'institué aurait été grevé; — Considérant qu'il résulte de la combinaison de ces deux articles que la véritable intention du législateur a été que la réserve qui, dans l'ancien droit, aurait appartenu à l'institué, dans le cas où l'instituant n'en aurait pas disposé, appartint aux légataires, à l'exclusion de l'institué, sans que, sous ce rapport, il pût se prétendre dispensé d'acquiescer les légitimes dont il aurait été grevé par son institution et par la loi; que c'est évidemment dans cet esprit que ces deux articles ont été rédigés; — Considérant, enfin, que ce serait abuser des expressions qui terminent l'art. 2, que de prétendre en conclure que l'institué, grevé d'une légitime inférieure à la légitime de droit, n'est pas tenu de fournir un supplément, puis qu'il est décidé, en fait, par l'art. 1^{er}, que son institution

(1) F. conf., Grenoble, 23 vent. an 9, et la note, — Jugé qu'en ce cas les légataires n'étaient tenus d'imputer sur leur légitime aucune portion de la réserve qui leur appartenait exclusivement; Cass. 1^{er} frim. an 11, et 12 germ. an 13.

(2) Les frères et sœurs de Chassaing aîné se sont également pourvus en cassation, et sur ce pourvoi est intervenu un arrêt de cassation, le 1^{er} frim. an 11 (F. à cette date).

n'est maintenue que pour avoir son effet conformément aux anciennes lois, et que, d'après les dispositions de ces anciennes lois, la réserve qui lui est enlevée par l'art. 2 lui aurait accru au cas particulier, au moyen de ce que l'institution n'en avait pas disposé, mais qu'elle ne lui aurait accru qu'à la charge d'acquiescer la légitime de droit, si elle lui eût été demandée; — Rejet, etc.

Du 14 frim. an 10. — Sect. réq. — Prés., le cit. Murair. — Rapp., le cit. Minier; — Concl., le cit. Ganiou, juge fais. fonct. de comm. — Pl., le cit. Cournot.

DOUANES.—MARCHANDISES ANGLAISES.—TRIBUNAL CORRECT.—COMPÉTENCE.—TENTATIVE.

Le tribunal correctionnel est compétent pour connaître d'une saisie de marchandises anglaises faite en mer, à moins de trois lieues des côtes. (L. 10 brum. an 5, art. 15.)

La loi du 10 brum. an 5, additionnelle à celle du 22 août 1791, et qui l'a modifiée en ce qui concerne les marchandises anglaises, fixe l'étendue des frontières à trois lieues au lieu de deux lieues déterminées par cette dernière loi.

La tentative d'introduction de marchandises anglaises, dans l'étendue du trois lieues des côtes, est comprise dans les termes de l'art. 17 de la loi du 10 brum. an 5. (1)

(Leseq.—C. Douanes.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; —Vu les art. 1^{er}, 9, 11, 15 et 17 de la loi du 10 brum. an 5, ainsi que l'art. 2, tit. 5 de celle du 22 août 1791; — Considérant 1^o que, dans le fait, il est constant que les marchandises dont il s'agit proviennent de fabriques ou commerce anglais; que la vente en a été faite à la charge de la réexportation, et qu'il résulte du procès-verbal des préposés des douanes qu'elles ont été saisies à une très petite distance de terre et à la limite défendue; 2^o que l'art. 15 de la loi du 10 brum. an 5, attribue formellement au tribunal de police correctionnelle la connaissance de l'introduction des marchandises anglaises et de toutes les autres contraventions aux dispositions de cette loi; 3^o que cette loi additionnelle à celle du 22 août 1791, en modifiant les dispositions pénales et celles de compétence à l'égard des marchandises réputées anglaises, fixe l'étendue des frontières à trois lieues en mer au lieu de deux lieues déterminées par celle du 22 août 1791; 4^o que cette même loi, aux termes de l'art. 17, comprend la tentative d'introduction dans l'étendue des trois lieues en mer, comme celle du 22 août 1791 la présence dans l'étendue des deux lieues; qu'ainsi la compétence du tribunal de police correctionnelle a été méconnue, contre le vœu de la loi, par le tribunal criminel du département du Nord, saisi par le jugement de cassation du 9 messid. an 8; — Casse, etc.

Du 15 frim. an 10. — Sect. réun. — Rapp., le cit. Schwend. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., le cit. Guichard.

1^o DOUANES.—VISITE DOMICILIAIRE. — PROCÈS-VERBAUX.—AFFIRMATION.—SAISIE.

2^o APPEL. — TRIBUNAL CRIMINEL. — EXCÈS DE POUVOIR.

1^o Une visite domiciliaire en matière de douanes

(1) F. la suite de cette affaire, qui a donné lieu à trois pourvois, au 20 mess. an 11.

(2) F. conf., Cass. 11 flor. an 9.

(3) F. anal. dans le même sens, Cass. 23 frim. an 8.

(4) F. conf., Cass. 22 vend. an 7. — Ce point est évident; les fonctions des tribunaux d'appel se bor-

nes n'est pas illégale et nulle, parce qu'elle a été faite par les préposés, avec la seule assistance du commandant de la gendarmerie au lieu des officiers municipaux et du juge de paix désignés par la loi, lorsque ce militaire a été délégué par l'administration départementale pour remplacer les magistrats qui refusaient d'y concourir. (L. 6-22 août 1791, tit. 13, art. 36 et 39.)

Le procès-verbal de saisie peut être rédigé hors du lieu de la saisie, dans les cas de trouble et de danger. (L. 6-22 août 1791, tit. 10, art. 6; 11 fruct. an 3, art. 2.)

La loi n'exige pas la présence des contrevenants à l'affirmation des procès-verbaux de saisie. En conséquence, le défaut de citation aux parties saisies pour y assister, n'emporte pas nullité (2).

L'affirmation peut être faite dans le lieu de la rédaction, lors même que ce lieu ne serait pas celui du délit.

Le tribunal correctionnel ne peut donner main-levée d'une saisie de marchandises prohibées sous l'importation en France a été constatée par les préposés qui les ont suivies jusque dans les maisons où elles ont été saisies 1^o de suite. (L. 6-22 août 1791, tit. 13, art. 36.) (3)

2^o Le tribunal criminel qui ordonne la transcription de son jugement sur les registres du tribunal dont il infirme la décision, commet un excès de pouvoir (4).

(Aerssens—C. Douanes.) (5)

Les préposés des douanes avaient constaté par un procès-verbal qu'ils avaient vu arriver, au mois de prair. an 5, un grand nombre d'individus du sol étranger sur le sol de France; que ces individus, chargés de marchandises, avaient, à leur aspect, les uns jeté leurs charges, les autres fui jusqu'aux maisons des cit. Aerssens, Vanstay et Moevenhout, où ils s'étaient réfugiés; que les officiers municipaux et le juge de paix avaient refusé de les assister dans une visite domiciliaire; mais que l'administration départementale avait délégué, sur leur recours, le cit. Ledamois, commandant de la gendarmerie, pour les assister; qu'ils avaient saisi dans les maisons une grande quantité de sucre et de café, et que, menacés par un attroupement, ils avaient déclaré au saisi se retirer à Anvers pour rédiger leur procès-verbal. Le procès-verbal fut, en effet, clos et affirmé à Anvers, et le tribunal correctionnel de cette ville prononça contre les prévenus les peines d'amende et d'emprisonnement. Sur l'appel, la saisie des sucres faite dans les maisons fut annulée, et celle des sucres faite sur le chemin confirmée. — Sur le pourvoi, cassation par le jugement du 22 vend. an 7 (F. ce jugement à sa date). Renvoi. Nouveau pourvoi. La cause se présentait devant les sections réunies. Les moyens sont suffisamment indiqués par le jugement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; —Vu les art. 25, tit. 10; 36, tit. 13, de la loi du 22 août 1791; —Vu aussi l'art. 2 de la loi du 14 fruct. an 3, ainsi que l'art. 1^{er} et la 9^e disp., art. 5 de la loi du 10 brum. an 5; — Considérant que le procès-verbal des préposés aux douanes ne présente aucune contradiction ni aucune incompatibilité avec la vérité; qu'il n'a

nécessité de rejeter l'appel on à annuler le jugement qui en est l'objet; mais la cassation du jugement est au-dessus de leurs pouvoirs. Ils rejoignent des faits qui peuvent avoir été mal jugés; mais ils n'ont pas juridiction sur les premiers juges. (C. 3 brum. an 4, art. 201; Code d'instr. crim., art. 212 et suiv.)

(5) F. la suite de cette affaire, Cass. 5 juv. 1810.

point été argué de faux, et qu'il fait foi en justice; — Considérant, quant aux deux moyens reproduits et admis dans les deux jugemens des tribunaux criminels, savoir le premier, tiré de l'illégalité du remplacement d'un officier civil par un militaire; qu'il appartenait à l'administration centrale du département de pourvoir à ce remplacement au cas énoncé du refus de tous les officiers civils indiqués par la loi; que l'administration centrale avait pu, d'après les circonstances extraordinaires également considérées, donner au cit. Ledanois le caractère civil que les fonctions déléguées exigeaient; qu'il est prohibé, d'ailleurs, aux tribunaux de justice de connaître des actes des corps administratifs; — Considérant, quant au deuxième moyen, tiré de la rédaction du procès-verbal hors du lieu de la saisie, que les préposés de la régie des douanes, dans les cas de trouble et de danger, y sont autorisés, et par l'art. 6, tit. 10 de la loi du 22 août 1791, et plus particulièrement encore par l'art. 2 de celle du 15 fruct. an 3, cité ci-dessus; — Considérant, quant au moyen pris du défaut de citation aux parties saisies pour comparaître à l'affirmation, qu'indépendamment des sommations énoncées dans le procès-verbal, pour comparaître devant le juge de paix, les lois n'exigent pas la présence des contrevenans à l'affirmation des procès-verbaux, et que le tribunal criminel du département de l'Escaut a forcé le sens des art. 3 et 4 de la loi précitée; — Considérant que le procès-verbal ayant été clos à Anvers, nulle loi ne s'opposait à ce que l'affirmation en fût faite dans le lieu de la rédaction; — Considérant que l'introduction des sucres a été faite postérieurement à la loi du 10 brum. an 5, et qu'il est constaté par le procès-verbal qu'on les a vus emporter d'un sol étranger dans celui de la France, et suivis, sans les perdre de vue, jusque dans les maisons où ils ont été saisis de suite, conformément à l'art. 36, tit. 13 de la loi du 22 août 1791, précitée; — Considérant que les dispositions des art. 23, tit. 10, de cette loi, et 4 de celle du 15 août 1793, ont été violées à l'égard des sucres abandonnés sur la grande route et qui faisaient partie du même versement; — Considérant que le tribunal criminel du département de l'Escaut a commis un excès de pouvoir en ordonnant la transcription de son jugement sur les registres du tribunal de police correctionnelle d'Anvers; — Considérant, enfin, que la saisie des sucres était légitime au fond et régulière en la forme; — Casse, etc.

Du 15 frim. an 10. — Sect. réun. — *Rapp.*, le cit. Sicyès. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — BRIGANDAGE.

Un tribunal spécial ne motive pas suffisamment sa compétence par l'énonciation vague de divers délits de brigandage non spécifiés dans son jugement. (L. 18 pluv. an 9, art. 11.) (1)

(N. — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 11 de la loi du 18 pluv. an 9, et l'art. 156 du Code des délits et des peines; — Attendu que l'énonciation vague de divers délits de brigandage non spécifiés, et à raison desquels le tribunal spécial s'est déclaré également compétent, ne présente rien de certain sur

la nature et le caractère de ces délits et l'attribution de compétence qu'ils entraînent; — Comme contenant excès de pouvoir, et en vertu de l'art. 156 du Code des délits et des peines; — Casse, etc.

Du 16 frim. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Schweidt. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — HOMICIDE.

Les tribunaux spéciaux n'étaient pas compétens pour connaître d'un homicide, lorsque ce crime n'était pas l'effet d'un projet préparé par un attroupement d'hommes armés, mais seulement le résultat d'une rixe. (L. 18 pluv. an 9, art. 11.) (2)

(Mou. — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que des actes du procès rapportés audit jugement, il résulte que l'homicide de Jean-Baptiste Goulraud, dit Plumet, par André Mou, n'est point l'effet d'un projet d'homicide le susnommé Goulraud, dit Plumet, par un attroupement préparé d'hommes armés; mais seulement le résultat d'une rixe élevée entre lesdits Goulraud et Mou au moment de leur entrevue; ce qui n'est point le cas prévu par l'art. 11 de la loi du 18 pluv., d'après lequel le tribunal spécial a déduit sa compétence; — Casse, etc.

Du 17 frim. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sicyès. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

FAUX. — ESCROQUERIE.

L'escroquerie commise à l'aide d'un faux ou par l'usage de pièces fausses, constitue le crime de faux (3).

(Fauconier — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 229 du Code des délits et des peines; — Attendu qu'il résulte de la plainte portée par Etienne Champion au directeur du jury d'Avalon, le 26 niv. an 9, une dénonciation en faux et usage d'une pièce fausse, sur laquelle l'instruction a été commencée dans les formes prescrites par les art. 112, 526 327 et 528 du Code des délits et des peines; — Attendu que, dans le cas même où l'instruction établirait la prévention d'une escroquerie, si elle est commise à l'aide d'un faux ou par l'usage de pièces fausses, la poursuite doit continuer dans les formes réglées par le tit. 14 du Code précité; que la prévention sus-énoncée portant sur un délit emportant peine afflictive ou infamante, aux termes des art. 151 et 155, sect. 2^e, tit. 2, 2^e part., du Code pénal, il y avait lieu de prononcer la traduction du prévenu devant le jury d'accusation, conformément à l'art. 220 du Code des délits et des peines, et à l'art. 15 de la loi du 7 pluv. an 9; qu'en prononçant le renvoi devant le tribunal de police correctionnelle, par ordonnance du 2 flor. an 9, le directeur du jury de l'arrondissement d'Avalon a commis une contravention audit article 220, et donné ouverture à la cassation, aux termes de la 6^e disp., art. 156 du Code des délits et des peines; — Casse, etc.

Du 18 frim. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Borel. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

(1) F. conf. Cass. 30 flor. an 10.

(2) Ce point ne pouvait faire l'objet d'un doute, puisque les art. 10 et 11 de la loi du 18 pluv. an 9 limitent formellement la compétence du tribunal spécial, aux assassinats prémédités et préparés par attroupement armés.

(3) F. les caractères distinctifs du faux et de l'escroquerie, et les cas où l'escroquerie commise à l'aide d'un faux constitue un crime ou un délit, *Théorie du Code pénal*, t. 3, p. 271 et suiv.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — DÉCLARATION D'INCOMPÉTENCE.

Le tribunal spécial qui se déclare incompétent pour connaître de faits de pillage et de brigandage commis par une bande de malfaiteurs armés, doit énoncer, à peine de nullité, dans son jugement, si ces faits avaient été commis à la campagne, sur des grandes routes, ou dans des communes rurales. (L. 18 pluv. an 9, art. 26.) (1).

(Pastorelly—C. Raffy).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 26 de la loi du 18 pluv. an 9; — Considérant, quant à ce qui concerne les autres délits imputés au même prévenu Pastorelly, à Antoine Raffy et aux autres y dénommés, que d'après le résumé des déclarations écrites des témoins et des interrogatoires des prévenus, il est question d'une bande de brigands armés, arrêtant arbitrairement, volant, pillant, tirant des coups de fusils, soit sur les personnes, soit aux portes des maisons; qu'il est parlé du pillage d'une maison à la Pigna, d'excès et mauvais traitements envers les personnes; que Raffy déclare avoir fait partie de cette bande de brigands armés, et que, cependant, le tribunal spécial des Alpes-Maritimes a seulement déclaré qu'il ne pouvait connaître de ces délits, parce qu'ils n'étaient pas compris dans la loi du 18 pluv. an 9; — Considérant que, dans l'espèce dont il s'agit, ce tribunal n'a pas déduit suffisamment les motifs pour lesquels il s'est déclaré incompétent; qu'il aurait dû faire connaître les lieux où ces délits avaient été commis: si c'était à la campagne, dans des bâtiments de campagne, dans des communes rurales, ou enfin sur la grande route, ou seulement dans des communes non rurales; — Considérant qu'en l'état des choses, le tribunal de cassation ne peut point statuer avec connaissance de cause sur la disposition de ce jugement relative à ces délits de vol et de pillage par une troupe de gens armés; que ce jugement est nul, quant à ce chef, pour défaut de motifs; — D'après ces considérations, — Confirme le jugement de compétence rendu le 19 brum. dernier, par le tribunal spécial du département des Alpes-Maritimes, au chef concernant la prévention du délit de fabrication de fausse monnaie, contre Dominique Pastorelly; — Casse et annule la disposition de ce jugement relative aux autres délits ci-dessus mentionnés; — Renvoie, quant à cette disposition, la procédure et les prévenus devant le commissaire du gouvernement près ledit tribunal spécial, pour faire procéder à un nouveau jugement, conformément à l'art. 24 de la loi du 18 pluv. an 9, pour ledit jugement avec les motifs suffisants, renvoyé dans le plus court délai, être statué ce qu'il appartiendra.

Du 18 frim. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sieyès. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

(1) Les art. 8 et 9 de la loi du 18 pluv. an 9 attribuent aux tribunaux spéciaux les vols sur les grandes routes et les vols dans les maisons situées dans les campagnes. Il était donc nécessaire, pour que le tribunal de cassation, chargé d'examiner tous les jugements de compétence rendus par les tribunaux spéciaux, pût statuer en connaissance de cause, que le jugement renfermât toutes les circonstances indispensables pour l'appréciation du fait.

(2) *F. Cass.* 10 fruct. an 7, et la note.

(3) *F. Cass.* 13 vent. an 7; 8 frim. an 10 et les notes.

(4) L'article 365 du Code du 3 brum. an 4 dis-

1^o ACTE D'ACCUSATION. — DÉLITS CORRECTIONNELS.

2^o ORDONNANCE DE PRISE DE CORPS. — LOI PÉNALE.

1^o Est nul l'acte d'accusation qui présente plusieurs délits dont les uns appartiennent au tribunal criminel, les autres à la police correctionnelle, et enfin d'autres non spécifiés. (C. 3 brum. an 4, art. 228.) (2)

2^o L'ordonnance de prise de corps qui n'énonce pas la loi en vertu de laquelle elle est rendue, est nulle. (C. 3 brum. an 4, art. 258 et 259.) (3)

(Tubœuf—C. Min. pub.).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 228, 258 et 259 du Code des délits et des peines; — Attendu que l'acte d'accusation présente divers délits dont les uns sont du ressort du Code pénal criminel, et les autres de la police correctionnelle; qu'il présente le prévenu comme coupable d'autres délits non spécifiés; que l'ordonnance de prise de corps est imparfaite dans sa teneur; qu'elle ne rappelle pas la loi en vertu de laquelle elle a dû être rendue; que ces contraventions aux articles précités du Code des délits et des peines emportent la peine de nullité; — Par ces motifs, — Casse l'acte d'accusation, ce qui s'en est ensuivi, spécialement l'ordonnance de prise de corps, ainsi que les actes subséquents de la procédure, jusqu'à et compris le jugement, etc.

Du 19 frim. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sieyès. — *Concl.*, le cit. Vallée, f. f. de comm. du gouv.

TÉMOINS. — DÉPOSITIONS ÉCRITES. — CONTUMACE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, la déclaration écrite d'un témoin non présent à l'auditoire et concernant un accusé en état de contumace, ne pouvait être lue, à peine de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 365 et 477.) (4)

(Descarpie et Laugier—C. Min. pub.).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 365 du Code des délits et des peines; — Considérant que, pendant les débats, il a été lu aux jurés une déclaration écrite de témoin non présent à l'auditoire, ce qui est prohibé, sous peine de nullité, par ledit art. 365 du Code précité; — Considérant que l'art. 477 du même Code, sur lequel le tribunal du département des Bouches-du-Rhône s'est fondé pour ce ordonner la lecture, était inapplicable à l'espèce; que Jean-Baptiste Laugier, que cette disposition concernait, était contumax; — Par ce motif, — Casse, etc.

Du 19 frim. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sieyès. — *Concl.*, le cit. Vallée, f. f. de comm. du gouv.

JURÉS.—TIRAGE.—NOTIFICATION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, art. 320, le défaut de notification à l'accusé des procès-ver-

posés, en règle générale, qu'il ne pouvait être lu aucune déclaration écrite de témoins non présents à l'auditoire. A la vérité, l'art. 477 permettait, lors qu'un accusé contumax se constituait prisonnier, de lire les dépositions écrites des témoins décédés pendant son absence; mais, dans l'espèce, il s'agissait d'une procédure instruite contre l'accusé en état de contumace et pour faire prononcer la condamnation contumaciale. L'article 477 n'était donc pas applicable. Cette question, du reste, ne peut plus se présenter, puisque le jugement de contumace s'instruit sans le concours des jurés. F. Cass. 25 brum. an 8.

baux du tirage au sort pour la formation du jury d'accusation, emportait nullité (1).

(Halton—C. Min. pub.)

Du 19 frim. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Liger-Verdigny.—*Concl.*, le cit. Vallée, f. f. de comm. du gouv.

CASSATION.—Renvoi.

Lorsqu'un jugement de cassation renvoie les parties devant le tribunal du domicile de l'une d'elles, cela doit s'entendre du domicile qu'avait la partie au moment du pourvoi, et non de celui qu'elle a pu choisir depuis, si les juges n'avaient pas connaissance du changement. (L. 27 vent. an 8, art. 60.)

(Perregaud—C. Perregaud.)

Le 19 therm. an 9, le tribunal de cassation, sur un pourvoi en règlement de juges, rendit le jugement suivant :

« Vu l'article 60 de la loi du 27 ventôse an 8; — Considérant que par jugement du tribunal de cassation, du 23 fruct. an 8, celui rendu en premier et dernier ressort par le tribunal du district d'Evaux, séant à Chambon, le 11 vend. an 4, entre Louis-Pierre Perregaud, et Jacques Perregaud, son frère, a été cassé, les parties remises au même état où elles étaient auparavant, et renvoyées devant le tribunal de première instance du domicile du demandeur en cassation, Jacques Perregaud; que dans les qualités de l'arrêt de la Cour de cassation il est dit que les deux frères Perregaud ont leur domicile dans la commune de Chambon, département de la Creuse; que sous le prétexte que depuis le jugement du tribunal de cassation rendu, il a transféré son domicile au lieu de la Feuillade, commune de Saint-Georges-de-Mont, département du Puy-de-Dôme, Jacques Perregaud, en exécution du renvoi ordonné par le jugement du tribunal de cassation, a fait citer Louis-Pierre Perregaud au tribunal de première instance séant à Riom, lequel tribunal, par jugement du 2 prairial dernier, sans avoir égard au déclinatoire proposé par Louis-Pierre Perregaud, a retenu connaissance de l'affaire; et attendu que c'est contre les dispositions du jugement du tribunal de cassation, du 23 fruct. an 8, qui a ordonné le renvoi des parties et de l'affaire au tribunal de première instance séant à Chambon, Jacques Perregaud ayant alors son domicile dans cette commune, que les juges du tribunal de première instance séant à Riom se sont déclarés compétents;—Le tribunal déclare comme

non avenu le jugement du tribunal de première instance de Riom, du 2 prairial dernier, et ordonne que, conformément à son jugement du 23 fruct. an 8, les parties procéderont devant le tribunal de première instance de Chambon.»

Ce jugement ayant été rendu sur requête non communiquée, Jacques Perregaud y a formé opposition, et c'est sur cette opposition que l'affaire se présentait de nouveau à la section des requêtes.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu que les qualités d'un jugement en font partie intégrante, et que dans les qualités du jugement de la section civile du tribunal de cassation, du 23 fruct. an 8, qui renvoie les parties devant les juges du domicile du demandeur, ce domicile est fixé en la commune de Chambon, département de la Creuse; — Persistant dans ces motifs, déboute Jacques Perregaud de son opposition et ordonne l'exécution du jugement rendu sur requête.

Du 21 frim. an 10.—Sect. req.—*Prés.*, le cit. Vermell.—*Rapp.*, le cit. Poriquet.—*Pl.* les cit. Courjal et Gerardin.

DÉLÉGATION.—ACCEPTATION.

Du 21 frim. an 10 (aff. Laugier.) V. au 24.

BREVET D'INVENTION — CONTREFAÇON.—DÉCLINATOIRE.

Un manufacturier dont les produits ont été saisis pour avoir employé des procédés décrits dans un brevet, peut opposer, par voie d'exception ou de défense, devant le juge de paix, que le procédé prétendu inventé n'est pas une invention réelle et que le brevet doit être considéré comme non avenu. (L. 14-25 mai 1791.) (2)

(Duguey—C. Bridet.)

Le 3 brum. an 5, Pierre Bridet avait obtenu, dans la forme prescrite par les lois des 7 janvier et 25 mai 1791, un brevet d'invention pour fabriquer, au moyen des matières fécales déposées à la voirie de Montfaucon, et par des procédés dont il se disait l'inventeur, une poudre végétative et inodore, destinée à l'engrais des terres.

Le 23 frimaire suivant, le directoire exécutif prit un arrêté qui autorisa l'administration centrale du département de la Seine à affirmer, par voie d'adjudication, la voirie de Montfaucon et les matières qui y étaient amassées, avec faculté à

forme d'ailleurs au jugement que nous recueillons ici, que semblait s'être prononcée la jurisprudence. *V. Cass.* 29 mess. an 11; 18 avril 1832 (Volume 1832).—Mais, depuis, est survenue la loi du 25 mai 1836, dont l'art. 20, enlevant la connaissance des actions en contrefaçon aux juges de paix, les a attribuées au tribunal correctionnel, laissant d'ailleurs les actions en déchéance de brevet aux tribunaux de 1^{re} instance. Or, sous l'empire de cette loi et d'après les explications catégoriques qui ont été données, lors de sa discussion à la chambre des députés, par M. Quénauld (séance du 25 avril 1836), il paraît constant que la déchéance de brevet opposée comme moyen de défense à une poursuite en contrefaçon, doit être considérée aujourd'hui comme constituant une exception préjudicielle purement civile, qu'il n'appartient pas aux tribunaux correctionnels de juger, et sur laquelle par conséquent ils doivent surseoir, en renvoyant les parties devant le tribunal civil. *V.* à cet égard notre *Dict. du cont. commerc.*, 1^o Brevet d'invention, n^o 71, 72, 109 et 110.

(1) *V.* décision identique, *Cass.* 27 frim. an 10 (aff. Pellatre).

(2) C'est une question longtemps controversée que celle de savoir si le juge de paix, saisi d'une action en contrefaçon, était compétent pour statuer sur l'exception que la prétendue contrefaçon peut puiser dans la connaissance que les procédés décrits dans le brevet ne sont pas une invention nouvelle, et que par suite le breveté doit être déclaré déchu de son brevet. Les uns voulaient que la demande en déchéance du brevet fût préalablement portée devant le tribunal de 1^{re} instance (Biret, *Compétence des juges de paix*, t. 1, n. 334; *Carré, Justices de paix*, n. 1791); d'autres soutenaient au contraire que l'exception de déchéance du brevet devait être appréciée par le juge de paix saisi de l'action en contrefaçon, et cela en vertu de la maxime que la juge de l'action est la juge de l'exception (Henrion de Pansey, *Comp. des juges de paix*, ch. 63; Foucart, *Eléments du droit administratif*, t. 2, p. 79; Et. Blanc de la Contrefaçon, p. 116).—C'est dans ce dernier sens, con-

l'adjudicataire de disposer de ces matières, de les élaborer et convertir en poudre végétative.

Bridet, instruit de cet arrêté, en demanda le rapport au directoire exécutif; et, par provision, il s'adressa à l'administration centrale du département de la Seine, pour s'opposer à l'adjudication.

Sans s'arrêter à cette demande, l'administration centrale du département décida qu'il serait passé outre à l'adjudication de la voirie de Montfaucon, déclarant qu'elle n'entendait en rien préjudicier au brevet de Bridet, et, le 26 vent. an 5, l'adjudication eut lieu en effet au profit de Duguey, moyennant 61,000 fr. — Sur de nouvelles réclamations de Bridet, il intervint, le 19 vent. an 7, un arrêté du directoire exécutif, qui, d'une part, maintint Bridet dans la pleine exerce de son brevet sur les matières fécales dont il serait devenu propriétaire, et, de l'autre, maintint également l'adjudication faite à Duguey, à la charge par cet adjudicataire, suivant ses offres, de n'employer pour l'exploitation de son entreprise que des procédés connus et usités avant le brevet de Bridet.

En cet état, Duguey continua à élaborer les matières fécales de la voirie de Montfaucon, et à les réduire en poudre végétative, d'après les procédés qu'il avait jusqu'alors employés. Mais Bridet prétendit que ces procédés étaient une contrefaçon de ceux dont l'emploi exclusif lui était garanti par son brevet; il fit en conséquence saisir une grande quantité de matières élaborées par Duguey et le traduisit devant le juge de paix, pour voir prononcer la confiscation des matières fabriquées, avec amende et dommages-intérêts.

Duguey articula, et offrit de prouver, tant par écrits que par témoins, que tous les procédés décrits au brevet de Bridet étaient non seulement connus et usités avant le brevet, mais même qu'ils avaient été consignés longtemps avant dans des écrits imprimés et publiés. Il offrit particulièrement cette preuve à l'égard des procédés qu'il convenait avoir employés; et il conclut à ce que Bridet fût déclaré déchu de son brevet, et lui, Duguey, relaxé de toute poursuite.

Le tribunal de paix, considérant que la demande en débance n'était pas de sa compétence, déclara Duguey non recevable dans sa demande à cet égard, et, pensant qu'il ne suffisait pas à Duguey d'offrir la preuve que les procédés dont il avait usé étaient connus et usités avant le brevet, déclara les faits articulés inadmissibles, et ordonna la confiscation avec amende, dommages-intérêts et dépens.

Sur l'appel, le 13 flor. an 9, jugement contradictoire du tribunal de la Seine, qui confirme purement et simplement celui de la justice de paix.

POURVOI en cassation par Duguey, pour violation des art. 10 et 11 de la loi du 25 mai 1791, et des arrêtés du directoire exécutif des 23 frimaire an 5 et 19 ventôse an 7. — On disait par Duguey, que le juge compétent pour statuer sur l'action du breveté à raison du trouble qu'il prétend éprouver dans l'exercice de son brevet, doit l'être aussi pour statuer sur les exceptions de la défense. Or, la défense nécessaire et légale du défendeur à une action en complainte possessoire, est de nier la possession du demandeur, ou d'articuler une possession contraire; et dans ces deux cas, le juge doit appointer les parties à informer. Dans l'espèce, Duguey avait articulé et offert de prouver, tant par écrits imprimés et publiés que par témoins, que tous les procédés qu'employait Bridet, et notamment ceux qui, Duguey, avait aussi employés, étaient connus et usités, décrits et enseignés dans des écrits imprimés et publiés longtemps avant le brevet du 3 brumaire an 5;

le juge de paix et le tribunal de la Seine ne pouvaient donc rejeter cette preuve sans méconnaître leur propre compétence. — D'ailleurs, l'arrêté du directoire exécutif du 19 vend. an 7, en ordonnant l'exécution du brevet accordé à Bridet, maintenait aussi l'adjudication faite à Duguey, à la charge seulement par celui-ci de n'employer, pour l'exploitation de son entreprise, que des moyens connus et usités antérieurement au brevet du 3 brumaire an 5. Dès lors, le juge de paix, en ne se contentant pas des faits articulés par Duguey, et en refusant d'entendre la preuve par lui offerte, qu'il n'avait employé que des moyens connus et usités avant le brevet, a méconnu l'autorité de cet arrêté et porté atteinte à un acte administratif qui devait être, dans l'espèce, la règle des parties.

Pour Bridet, on a répondu, que ce n'était point au juge de paix à examiner si les procédés décrits au brevet étaient connus et usités, et consignés dans des écrits publiés antérieurement au brevet. Cette recherche et cet examen scientifiques, a-t-on dit, ne peuvent pas être du domaine du juge de paix, parce qu'ils excèdent ses connaissances présumées; il n'a rien à juger que l'identité des procédés décrits dans le brevet, avec ceux imputés au contrefacteur prétendu; or, Duguey ne déniait pas avoir employé plusieurs des procédés décrits dans le brevet de Bridet, il s'ensuivait nécessairement qu'il y avait eu contrefaçon; dès lors, la preuve des faits par lui articulés était inutile et inadmissible. — D'ailleurs, le privilège du breveté doit remonter non-seulement à l'époque du brevet, mais encore à celle de l'invention. Or, l'invention et perfection articulées par Bridet dans son brevet et ses procédés décrits, se reportent à l'année 1785. — Le vœu du directoire exécutif et l'esprit de l'arrêté du 19 vend. an 7, avaient donc été que Duguey ne pourrait employer aucun des procédés décrits dans le brevet. En le jugeant ainsi, le jugement attaqué s'est en tout conformé à l'arrêté.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'arrêté du directoire exécutif, du 23 frim. an 5, qui autorise l'administration centrale du département de Paris à affermer la voirie de Montfaucon, avec faculté au locataire de disposer à son profit des matières fécales, de les élaborer et convertir en poudre végétative; — L'adjudication faite, en conséquence, le 26 vent. suivant; — Autre arrêté du directoire exécutif, du 19 vend. an 7, par lequel, statuant sur les mémoires respectifs, de Bridet et Duguey, et sur les offres de ce dernier, le directoire ordonne l'exécution du brevet d'invention accordé à Bridet, pour ne l'exercer que sur les matières fécales dont il sera devenu propriétaire; ordonne, néanmoins, que l'arrêté du 23 frim. an 5 et l'adjudication du 26 vent. qui en a été la suite, soient maintenus en faveur de Duguey, à la charge, par cet adjudicataire, suivant ses offres, de n'employer, pour l'exploitation de son entreprise, que des procédés connus et usités avant le brevet d'invention du 3 brum. an 5; — Vu les offres répétées dudit Duguey, consignées tant dans le jugement de la justice de paix de la division de la Réunion du canton de Paris, du 2 frim. an 9, que dans le jugement du 13 flor. suivant, de prouver, tant par écrits que par témoins, que les procédés par lui employés, consignés au procès-verbal du 18 prair. an 7, étaient connus et usités avant le brevet du 3 brum. an 5; — Vu enfin les art. 10 et 11 de la loi du 25 mai 1791, ainsi conçus: « Art. 10. Lorsque le propriétaire d'un brevet d'invention sera troublé dans l'exercice de son droit privatif, il se pourvoira, dans les formes prescrites pour les autres procédures civiles, de-

« avant le juge de paix, pour faire condamner le contrefacteur aux peines prononcées par la loi; » — Art. 11. Le juge de paix, après avoir entendu les parties et leurs témoins, ordonnera les vérifications qui pourront être nécessaires, et le jugement qu'il prononcera sera exécuté provisoirement, nonobstant l'appel; » — Considérant que les faits articulés par Duguey tendaient à prouver, dans les termes mêmes de l'arrêt du 19 vendém. an 7, qu'il s'était conformé aux charges à lui imposées par cet arrêt, de n'employer que des procédés connus et usités avant le brevet du 3 brum. an 5; que l'articulation desdits faits était la défense nécessaire et obligée à la demande de Bridet; qu'ainsi, en confirmant le jugement de la justice de paix, qui, sans s'arrêter ni avoir égard aux faits articulés, en a déclaré la preuve inadmissible, le tribunal d'appel est contrevenu aux arrêts des 23 frim. an 5 et 19 vendém. an 7 et a violé les art. 10 et 11 de la loi du 25 mai 1791; — *Casse, etc.*

Du 23 frim. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Lasabade. — *Concl.*, le cit. Lefebvre, subst. — *Pl.*, les cit. Bellari et Thibrier.

JUGEMENT PRÉPARATOIRE. — Appel.

Un jugement préparatoire dans un chef, et définitif dans un autre, est sujet à l'appel quant à la disposition définitive (1). — Tel le jugement qui annule une vente comme donation déguisée, et qui renvoie à une audience ultérieure pour décider si doit être tenu compte à l'acquéreur du prix que l'acte énoncé avoir été payé.

(Dumont. — C. Bouden).

Le tribunal civil du département de la Seine-Inférieure avait, par jugement du 18 niv. an 8, annulé un acte de vente passé en faveur de Dumont par la dame Colmand, sa tante, comme étant, ladite vente, faite à fonds perdu entre successeurs, contrairement aux prohibitions de la loi du 17 niv. an 2.

Par le même jugement, le tribunal avait renvoyé à deux décades, pour statuer, après plus ample instruction, sur la question de savoir si Dumont avait réellement payé les 10,000 fr. prix de la vente, et si, en conséquence, ses sœurs les demanderesse devaient lui en tenir compte.

Sur l'appel de Dumont, le tribunal civil du département du Calvados le déclara non recevable

par jugement du 17 flor. an 8, sur le motif que le tribunal de la Seine-Inférieure n'avait décidé définitivement que l'une des deux questions qu'il avait posées; que son jugement étant interlocutoire sur l'autre, il n'avait pas épuisé son pouvoir, et que dès lors l'appel devait être suspendu jusqu'au jugement définitif, aux termes de l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2.

Pourvoi en cassation pour fausse application de la loi du 3 brum. an 2.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2, conçu en ces termes: « On ne pourra appeler d'aucun jugement préparatoire, pendant le cours de l'instruction, et les parties seront obligées d'attendre le jugement définitif, sans qu'on puisse cependant leur opposer ni leur silence, ni même les actes faits en exécution d'un jugement de cette nature; » Attendu que cette loi ne suspend l'appel que des jugements préparatoires, et que le jugement rendu par le tribunal civil du département de la Seine-Inférieure, le 18 niv. an 8, qui avait déclaré nulle la vente des immeubles en question et en avait ordonné le partage entre les cohéritiers de la vendresse, était un jugement définitif, puisqu'il avait définitivement décidé l'objet principal du litige existant entre les parties; — Attendu que la réserve portée par ce jugement de statuer sur la restitution du prix compté dans l'acte annulé, portait sur une autre contestation; que, quoiqu'il dérivait du même contrat, elle ne pouvait avoir aucune influence sur celle qui avait été définitivement terminée par ce jugement; — *Casse, etc.*

Du 23 frim. an 10. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Liborel. — *Rapp.*, le cit. Audier-Massillon. — *Concl.*, le cit. Pous, subst. — *Pl.*, les cit. Sirey et Ducloux.

1^{re} DÉLÉGATION. — ACCEPTATION.

2^{de} EXÉCUTION. — INFIRMATION.

1^{re} La délégation n'est parfaite qu'autant qu'il y a eu acceptation formelle de la part du créancier délégataire. (L. 1^{re} et 8, Cod. de Novat. et deleg.)

Il n'y a pas acceptation de la part du délégataire, par cela seul qu'il a réclamé son paiement du débiteur délégué, si précédemment il avait formellement déclaré conserver tous ses droits contre le délégant (2).

au profit de qui l'obligation est consentie n'a pas concouru à la délégation, et que jusqu'à ce qu'il ait déclaré vouloir en profiter, elle peut être révoquée par celui qui a fait la stipulation (Code civil, art. 1121). Également, si le tiers délégué ne figure pas à l'acte et ne contracte pas l'obligation de payer, il n'y a qu'une cession de créance ou une dation en paiement. — La délégation imparfaite n'éteint point la première créance, mais elle transmet la seconde au délégataire; c'est une véritable cession qui lui a été faite, avec la réserve de ses droits contre le délégant, dans le cas où la créance déléguée ne serait pas payée. — Lorsqu'un créancier stipule que le débiteur paiera à sa décharge entre les mains d'un tiers, tant que celui-ci n'a pas accepté, il n'y a qu'une simple indication de paiement; elle se convertit en délégation imparfaite, lorsque le tiers accepte, sans toutefois décharger le délégant; si, en acceptant, il consentait à tenir le délégant quitte de son obligation, la délégation serait parfaite. — Au surplus, quoique le mot indication ait été employé par les parties, il peut se faire que l'acte contienne une délégation. *V.* à cet égard un arrêt de la Cour de cassation du 17 juin 1817. »

(1) *P. conf.*, Cass. 2 frim. an 9; 11 brum. an 11; Berrin, p. 410.

(2) Les caractères de la délégation sont exposés, ainsi qu'il suit, par M. Duvergier, dans son *Traité de la vente*, n^{os} 168, 169 et suiv. « La délégation, dit cet auteur, est le contrat par lequel un débiteur, pour se libérer, donne à son créancier une créance sur un tiers, lequel s'oblige envers le créancier délégataire. — Lorsque le débiteur délégué est déchargé par son créancier, la délégation est parfaite. Lorsque le créancier délégataire conserve son droit contre le débiteur délégué, la délégation est imparfaite. On voit que, pour la délégation parfaite ou imparfaite, il faut le concours de trois personnes: le débiteur délégué, le créancier délégataire et le débiteur délégué; il faut aussi que le délégant soit lui-même, et au moment de la délégation, créancier de celui qu'il délègue. — À défaut de l'une de ces conditions, il n'y a plus de délégation proprement dite. Par exemple, si le créancier délégataire n'est point partie dans la convention, et que tout se passe entre le délégant et le délégué, il n'y a point de contrat, par conséquent point de délégation; puisque celui

2° Un tribunal d'appel ne peut pas, en reformant un jugement de première instance, s'il renvoie, pour l'exécution de son jugement, devant le même tribunal, ordonner que ce sera devant d'autres juges que ceux qui ont prononcé le jugement attaqué; c'est là faire un règlement de juges qui rentre dans les attributions exclusives du tribunal de cassation(1).

(Laugier—C. Calvy.)

En 1781, vente par les sœurs Laugier au sieur Calvy de divers immeubles; il est stipulé dans l'acte que l'acquéreur paiera partie du prix à des créanciers délégués. Parmi ces créanciers, Bonneau, dans des quittances partielles données à Calvy, s'était toujours réservé ses droits contre les vendeuses, ses débitrices; et plus tard, ne pouvant obtenir de Calvy le paiement de divers arrérages échus de sa créance, il dirigea des poursuites contre les sœurs Laugier, en se fondant sur ce qu'il n'avait jamais accepté la délégation.

Les sœurs Laugier ayant payé poursuivirent à leur tour Calvy, et obtinrent condamnation contre lui, du tribunal civil du département du Var.

Sur l'appel, jugement du tribunal civil des Basses-Alpes, du 13 pluv. an 8, qui, considérant que l'indication de paiement insérée dans l'acte d'adjudication du 31 juill. 1781, était une condition de la vente qui n'avait pu être révoquée, parce qu'elle avait été acceptée par les créanciers indiqués, et que dès lors les sœurs Laugier étaient sans qualité pour exiger de Calvy les sommes réclamées; infirme le jugement du tribunal du Var, et renvoie les parties pour être statué sur leur différend, devant une section autre que celle qui avait rendu le jugement infirmé.

Pourvoi en cassation, fondé sur deux moyens, l'un au fond, l'autre en la forme, et l'intelligence desquels suffit le jugement qui va suivre.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu la loi première au Code de novationibus et delegationibus, ainsi conçue: *delegatio debiti, nisi consentiente, stipulante et promittente debitore, jure perfecti non potest*; — Vu aussi la loi dernière du même titre, qui porte: *novationum nocentia corrigentes volumina et veteris juris ambiguitates rescantes, sancimus, si quis vel aliam personam adhibuerit, vel mutaverit... vel aliquid fecerit ex quo veteris juris conditores introducebant novationes, nihil penitus prioris cautela innovari, sed anteriora stare, et posteriora incrementum illis accedera: nisi specialiter remiserint quidem priorem obligationem, et hoc expresserint, quod secundum magis pro anterioribus agerint*.

Attendu qu'il résulte de ces dispositions du droit écrit, qui régit les parties, que pour opérer la délégation, il faut le concours de la volonté, 1° du débiteur déléguant; 2° de son débiteur délé-

gué; 3° de son créancier délégataire; — Que la volonté de ces trois personnes, surtout celle du créancier délégataire, doit être exprimée d'une manière précise, ou du moins que cette volonté doit résulter de faits si positifs que l'intention d'innover soit une conséquence aussi évidente que nécessaire;

Attendu que, dans l'espèce, Calvy avait, à la vérité, stipulé qu'il paierait son prix d'achat au cit. Bonneau et à d'autres créanciers des citoyennes Laugier, et que celles-ci y avaient consenti; mais que, loin que Bonneau eût acquiescé à cette délégation, il avait formellement déclaré, dans la quittance de 9,000 liv. qu'il avait donnée à Calvy le 13 janv. 1791, qu'il entendait conserver tous ses droits contre les citoyennes Laugier; qu'après un refus aussi formel d'accepter la délégation, il est impossible de considérer comme une acceptation de cette même délégation, le demande que Bonneau a faite de son paiement à Calvy; qu'on ne pouvait, d'après cela, regarder ce dernier que comme le mandataire des citoyennes Laugier, en vertu de la vente du 31 juill. 1781; — Que Bonneau avait encore confirmé son refus, en dirigeant son action contre les citoyennes Laugier, pour être payé des arrérages de la vente qu'elles lui devaient; — Que les citoyennes Laugier, après avoir notifié, le 11 flor. an 2, la sommation de Bonneau du 29 précédent à Calvy, et felt citer ce dernier au bureau de paix de la ville de Grasse, le 8 prair. suivant, ont été en droit de payer une dette pour laquelle elles allaient être poursuivies à défaut de paiement de la part dudit Calvy; — Qu'en remboursant Bonneau, après avoir inutilement interpellé Calvy de le faire à leur place, elles n'ont donc payé que leur propre dette et non celle de Calvy, et qu'ainsi le tribunal civil du département des Basses-Alpes, en jugeant le contraire, a visiblement violé les lois citées ci-dessus;

Attendu, d'ailleurs, que le tribunal civil du département des Basses-Alpes a renvoyé les parties pour terminer leurs différends, au tribunal civil du département du Var, devant une section autre que celle qui avait porté le jugement de première instance qu'il infirmait; que, par un tel renvoi, il a commis un excès de pouvoir et usurpé l'autorité du tribunal de cassation, à qui les règlements de juges sont exclusivement réservés par l'art. 2, de la loi du 27 nov. 1790; — Casse, etc. Du 24 frim. an 10. — Sect. civ. — Rapp. le cit. Oudot. — Concl. le cit. Lefessier, subst.

CHOSE JUGÉE.—PAIEMENT.

Celui qui demande restitution d'une somme payée en vertu de condamnation, en rapportant la preuve que la somme n'était pas due, ne peut être repoussé par l'exception de la chose jugée (2).

— Ces principes sont conformes à la doctrine des auteurs tant anciens que modernes, et ont été consacrés par la jurisprudence des tribunaux. *V. Renousson, de la Subrogation*, ch. 2, n° 11 et 12; Bourjon, *Droit commun de la France*, liv. 6, tit. 7, ch. 2, n° 1; Ferrière, *Dictionn. de pratique*, v° *Délégation*; Pothier, *des Oblig.*, n° 600, 605; Toullier, t. 7, n° 286; Duranton, t. 16, n° 490; Merlin, *Quest.*, v° *Stipulation pour autrui*; Troplong, *des Privil. et Hypoth.*, t. 1^{er}, n° 311 et suiv.; Champagnière et Rigaud, *Traité des droits d'enreg.*, t. 2, n° 1162 et suiv. — Bordeaux, 30 mai 1816; Bruxelles, 12 juillet 1821. — Il a été, du reste, jugé que la délégation même imparfaite ne pouvait être révoquée par la seule volonté du délégant :

Bordeaux, 7 mars 1831 (Volume 1831) et 3 mai 1832 (Volume 1832).

(1) *Id.*, Cass. 23 prair. et 13 fruct. an 8.

(2) *V.* en ce sens, arrêt de cassation du 2 juillet 1818, et les motifs d'un arrêt de cassation du 8 août 1832 (Volume 1832). — C'est une doctrine généralement admise que celui qui recouvre la quittance d'une somme qu'il a été condamné à payer, est en droit de faire valoir cette quittance par exception, pour se soustraire au paiement qui lui est demandé par le prétendu créancier, ou même, après avoir satisfait à la condamnation, pour répéter ce qu'il a payé, *condictio indebiti*. Cette exception ni cette répétition n'attaquent en aucune manière la chose jugée; elles supposent même que

(Grisard—C. Duchizel.)

Le 13 prair. an 8, Duchizel fut condamné à payer à Grisard une somme de 630 liv., qu'il disait lui être due par son père Duchizel père.—Il offrit de payer; mais à condition de remboursement, s'il trouvait la preuve que la somme n'était pas due.—Ses offres furent acceptées.—Ultérieurement il acquit cette preuve, et sans attaquer le jugement, il assigna Grisard pour avoir à lui restituer les 630 livres.—Celui-ci excipa de la chose jugée.—22 pluv. an 9, jugement en dernier ressort qui, sans s'arrêter à cette exception, ordonne le remboursement demandé, et condamne Grisard.

Pourvoi en cassation pour contravention à la chose jugée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que l'action en restitution formée contre le demandeur en cassation, n'a eu pour but que le remboursement d'une somme payée par double emploi, et non la réformation du jugement du 15 prair. an 8; — Rejette, etc.

la condamnation a été justement prononcée; la pièce représentée prouve seulement que cette condamnation était exécutée d'avance. — Toutefois, comme le fait remarquer Toullier, t. 10, n° 127, l'exception de paiement n'est plus recevable après le jugement passé en force de chose jugée, lorsque cette exception a été proposée avant le jugement. Dans ce cas, la partie condamnée rapporterait inutilement la quittance retrouvée après la condamnation. On ne doit plus l'écouter, parce qu'il est jugé non seulement qu'elle est débitrice, mais encore qu'elle n'a pas payé. Or, la chose jugée ne peut être détruite par des pièces nouvellement découvertes ou recouvrées, à moins cependant qu'elles ne fussent retenues par la fait de la partie adverse, sans où la loi (Code de proc., art. 480, n° 10) permet de revenir contre le jugement de condamnation par voie de requête civile. — Ces principes sont également enseignés par Merlin, *Repet.*, v° *Succession*, sect. 1, § 2, art. 3, et Duranton, t. 13, n° 474.

(1) On distingue dans l'ancien droit, et on distingue encore aujourd'hui dans le droit nouveau, pour l'application de la déchéance ou prescription décennale imposée aux actions en nullité ou rescision des contrats, deux espèces de nullités: les nullités *radicales* ou *absolues* (*de non esse*), qui frappent l'acte dans son essence même, qu'il soit considéré comme n'ayant jamais existé et comme n'étant susceptible par suite d'aucune confirmation ou ratification (tels les actes contraires aux lois, aux bonnes mœurs, à l'ordre public), et les nullités *relatives*, *personnelles* ou *respectives*, qui font que l'acte reste seulement imparfait ou inefficace à l'égard de l'une des parties, qu'il peut être attaqué par elle, mais aussi qu'il peut être ratifié ou confirmé (tels les actes entachés de dol, de violence, de lésion, de quelque défaut de forme, et surtout d'incapacité momentanée dans la personne de l'un des contractants). — À l'égard des nullités de cette dernière espèce, on convient généralement qu'elles peuvent être couvertes ou réparées par la ratification ultérieure de l'incapable devenu capable, du mineur devenu majeur; mais qu'il y a, au contraire, à se refuser à l'exécution du contrat, il n'a que dix ans pour en demander la nullité ou rescision, aux termes des ordonnances anciennes de 1510, art. 46, de 1512, art. 58, de 1535, ch. 8, art. 30, de 1539, art. 134, et de l'art. 1304 du Code civil. — Quant aux nullités *absolues* ou *radicales*, on convient aussi généralement que l'on a trente ans pour les faire valoir; qu'enfin (aujourd'hui du moins) l'action est

Du 25 frim. an 10. — Sect. des req. — Prés., le eit. Mursire. — Rapp., le eit. Bailly. — Concl., le eit. Pons, substit.

ACTION EN NULLITÉ. — MINEUR. — DONATION.

L'acte par lequel des mineurs, traitant avec leur père sur leurs droits respectifs dans la succession de la mère, attribuent à leur père, indépendamment des sommes dont il est reconnu créancier, une pension viagère pour leur propre satisfaction, n'a pas les caractères d'une donation entre-vifs, et dès lors ne peut être considéré comme entaché d'une nullité radicale et absolue que les enfants pourraient faire valoir pendant les trente ans qui suivent leur majorité. Ce n'est là qu'une simple transaction, un arrangement de famille, dont la nullité (s'il y a lésion) ne peut être demandée par l'un des enfants devenu majeur que pendant les dix ans de sa majorité, aux termes de l'art. 134 de l'ord. de 1539 (1).

perpétuelle pour les nullités relatives comme pour les nullités absolues, lorsqu'on a à les faire valoir par voie d'exception, et cela en vertu de la règle: *quæ sunt temporalia ad agendum, sunt perpetua ad exceptandum* (P. sur cette théorie, Toullier, t. 8, n° 515; Duranton, t. 12, n° 514 et suiv., et notre Volume de 1837).

Maintenant, dans laquelle de ces deux catégories faut-il ranger la donation faite par un mineur? Telle est la difficulté qui a été soulevée, mais non très formellement résolue dans l'espèce que nous recueillons ici, et qui pourrait se présenter encore sous l'empire du Code civil. — En tant que fait par un mineur, dira-t-on que l'acte n'est frappé que d'une nullité relative, qu'il est valable à l'égard du donataire, qu'il pouvait être ratifié en majorité, et qu'en conséquence l'action en nullité donnée à un mineur, ne peut être intentée que dans les dix ans de sa majorité? Ou dira-t-on plutôt que la nullité dont se trouve entachée la donation, est absolue, radicale, parce qu'il est absolument défendu aux mineurs de disposer de leurs biens par voie de donation (Code civ. 902 et suiv.), qu'une telle donation n'est pas susceptible de ratification, et qu'en conséquence l'action pour l'attaquer doit durer au moins trente ans? Le tribunal de cassation, dans le jugement que l'on va lire, nous semble décider la question dans ce dernier sens, puisqu'en appliquant à l'acte qui était argué de nullité la prescription décennale de l'art. 134 de l'ordonnance de 1539, il prend soin d'établir qu'il ne s'agit pas d'une donation faite par un mineur, mais bien d'un simple traité de famille dans lequel le mineur aurait pu seulement avoir à se plaindre de lésion. — Nous pensons que telle devrait encore être la solution aujourd'hui, parce que selon le Code civil, au moins autant que selon l'ordonnance de 1731, il est interdit aux mineurs de disposer de leurs biens par donation entre vifs; que c'est là une prohibition absolue, d'ordre public secondaire, comme le dit M. Solon, dans son *Traité des nullités*, t. 1^{er}, n° 7, et que la nullité qui résulte de son infraction ne saurait être couverte par aucune ratification ultérieure. Ajoutons qu'il ne s'agit pas ici d'un contrat proprement dit, dans le sens de l'art. 1304 du Code civil; qu'il s'agit d'une libéralité faite par un incapable, c'est-à-dire d'un acte prohibé par la loi et par conséquent radicalement nul. Ici le vice de minorité dont l'acte est entaché, ne conduit pas à une action en rescision, car pour faire tomber un tel acte, il n'y a point à examiner si le mineur a été lésé, à lui appliquer la maxime *restitutio non tan-*

i (Lespinasse-Langeac—C. Lespinasse-Darlet.)

En 1781, Lespinasse-Langeac père, après la mort de son épouse, fit un traité avec ses enfants, par lequel ceux-ci reconnurent que leur père avait à former des répétitions dont le montant s'élevait à 50,000 liv. Par le même acte, les enfants, pour assurer à leur père une existence convenable, lui constituèrent une pension viagère de 2,000 fr., pour le paiement de laquelle ils lui déléguèrent plusieurs rentes qu'ils promirent de faire valoir. Quelques années après, les rentes n'ayant pas été payées, Langeac père demanda la garantie stipulée. Son fils, Lespinasse-Darlet, se refusa à cette garantie, soutenant que le traité de 1781 était nul comme souscrit par lui en minorité; mais à cette époque, il s'était écoulé plus de dix ans depuis que Lespinasse-Darlet avait atteint sa majorité. De là, naissait la question de savoir si l'exception de minorité pouvait être invoquée après 10 ans de majorité.

17 therm. an 6, jugement du tribunal civil de la Seine qui admet l'exception de nullité, par ces motifs que le mineur, quoique émancipé, ne peut en général s'engager à aliéner au-delà de ses meubles et du revenu de ses immeubles; que hors les cas prévus et réglés, ses actes d'aliénation sont radicalement nuls, et que l'action en nullité dure trente ans.

Appel.—14 germ. an 7, jugement du tribunal de Seine-et-Oise qui confirme.

Pourvoi en cassation de la part de Lespinasse père pour violation de l'art. 134 de l'ordonn. de 1539 qui limite à dix années, à compter de leur majorité, la durée des actions en nullité ou rescision des actes faits par les mineurs.

24 pluv. an 8, jugement du tribunal de cassation qui accueille ce moyen, et enseigne en conséquence le jugement dénoncé (V. les motifs du jugement de cassation *supra* à sa date).

L'affaire ayant été renvoyée devant le tribunal de Paris, il y intervint le 17 vend. an 9, nouveau jugement qui confirma également celui de 1^{re} instance, mais par des motifs qui changèrent, jusqu'à un certain point, la face de la question. « Considérant, porte le jugement, que la somme de 50,000 liv. payée au père soldait toutes ses prétentions; que la pension viagère de 2000 liv. n'a eu lieu de la part des enfants que pour leur propre satisfaction; que cette pension sans cause était une véritable donation; que le mineur est incapable de donner ses meubles, d'après l'ordonnance de 1731 (art. 7 et 11) qui ne lui permettait pas même d'accepter une donation; que la nullité résultant de cette incapacité est radicale et peut toujours être invoquée d'après la maxime: « *Quod nullum est ab initio, tractu temporis convalescere non potest.* »

NOUVEAU POURVOI par Lespinasse père, fondé, comme le premier, sur la violation de l'article 134 de l'ordonnance de 1539. Devant les sections réunies où ce nouveau pourvoi fut porté, le demandeur s'est surtout efforcé d'établir que le traité de 1781 ne contenait pas une donation de la part des mineurs Lespinasse à leur père, ainsi que l'avait jugé le tribunal de Paris; que ce n'était qu'un simple accord ou arran-

gement de famille, dans lequel les parties avaient transigé sur leurs prétentions et droits respectifs, et quo, sous ce rapport, le jugement attaqué avait violé les principes et les règles des donations entre vifs, en en faisant la plus fautive application à un acte qui n'en avait aucun des caractères; que, par suite, il avait violé aussi l'art. 134 de l'ordonnance de 1539, en refusant d'appliquer à l'action en nullité ou rescision de Lespinasse fils, la déchéance ou prescription décennale que cet article avait formellement établie contre les réclamation des mineurs devenus majeurs.

Pour le défendeur on répondait qu'il avait été jugé en fait par le jugement attaqué, que le traité dont il s'agissait dans l'espèce renfermait une donation entre vifs, des enfants Langeac à leur père, et que, sous ce rapport, la décision présentait-elle au fond un mal jugé, échappait à la censure du tribunal de cassation; que ce point de fait demeurant constant, il fallait bien reconnaître que la donation faite par les mineurs Langeac était radicalement nulle et non pas seulement rescindable; que dès lors l'action donnée aux mineurs pour proposer cette nullité, ne tombait pas sous la prescription décennale de l'art. 134 de l'ordonnance de 1539, et devait durer trente ans.

Le commissaire, adoptant ce système, a conclu au rejet du pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 134 de l'ordonnance de 1539, ainsi conçu: « Ordonnons qu'après l'âge de trente-cinq ans parloit et accompli, « ne se pourra, par le regard du privilège ou « faveur de minorité, plus déduire ni poursuivre « la cassation des contrats faits par les mineurs, « en demandant ou défendant par lettres et relèvement ou restitution ou autrement, soit par « voie de nullité pour aliénation de biens immeubles faite sans décret ni autorité de justice, légalion, déception ou circonvention, sinon ainsi « qu'en semblables contrats sera permis aux majeurs d'en faire poursuite par relèvement ou « autre voie permise de droit; » — Et attendu que le tribunal d'appel séant à Paris n'est parvenu à écarter le fin de non-recevoir, résultant de l'art. 134 de l'ordonnance de 1539, qu'en qualifiant de donation les actes qui n'en avaient pas le caractère, et qui n'offraient que la ratification, par voie d'accord et de transaction, d'un pacte de famille arrêté en 1777; 2^o que la nullité radicale qu'il a voulu faire résulter de cette qualification n'existait conséquemment pas, et qu'il ne pouvant, dès lors, écarter le fin de non recevoir résultant de l'art. 134 de l'ordonn. de 1539, sous prétexte que les nullités radicales et absolues pouvaient être invoquées pendant trente ans; 3^o qu'en s'attachant à cette qualification à laquelle les actes résistaient évidemment, le tribunal d'appel séant à Paris, a violé les dispositions de l'ordonnance de 1539, ci-dessus transcrites;—Casse, etc.

Du 25 frim. an 10.—Sect. réun.—Prés., le cit. Muraire.—Rapp., le cit. Minier.—Concl. conf., le cit. Arnaud, subst.

quam minor, sed tanquam laus j'en est tout le contraire: c'est comme mineur qu'il doit être restitué, parce que, de sa nature, une donation faite par un mineur est préjudiciable, quia, comme le disent les docteurs, *donare est perdere*, et que pour annuler un tel acte, ainsi que l'atteste Henrys, t. 2, p. 162, n° 12, il n'est pas besoin que la juge entre en connaissance de cause. De là

cette conséquence nécessaire, ce nous semble, que la nullité dont la donation faite par le mineur se trouve entachée, n'est pas une nullité réparable ou relative, qu'elle est absolue ou radicale, que l'action qu'elle engendre échappe donc à la prescription décennale de l'article 1304 du Code civil, et qu'elle doit durer trente ans.

COMPÉTENCE. — TRIBUNAL CORRECTIONNEL.

— LIEU DU DÉLIT OU DE LA RÉSIDENCE.

Est nul, pour incompétence, le jugement rendu par un tribunal de police correctionnelle qui n'est ni celui du lieu où le délit a été commis, ni celui de la résidence du prévenu. (C. 3 brum. an 4, art. 202.) (1)

(Adam. — Intérêt de la loi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu la 6^e dispos. de l'art. 456 du Code des délits et des peines. — Attendu que le délit pour lequel le réclamant a été condamné par le jugement du tribunal de police correctionnelle d'Evreux, n'avait pas été commis dans l'arrondissement du même tribunal; que ledit réclamant, prévenu de ce délit, n'y avait pas non plus sa résidence, et qu'ainsi ledit tribunal correctionnel, non saisi d'ailleurs par aucune autre attribution, était incompétent pour en connaître; — Casse, sans préjudice de l'exécution, etc.

Du 26 frim. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Busschop. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

JURY. — TIRAGE. — NOTIFICATION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le défaut de notification à l'accusé des procès-verbaux du tirage au sort pour la formation du jury d'accusation, était une cause de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 320.) (2)

(Pellotier — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu qu'il résulte des pièces produites que le demandeur en cassation n'a pas eu copie des procès-verbaux du tirage au sort pour la formation des lots du jury d'accusation; qu'il était cependant indisponible de lui en donner connaissance, la loi ne voulant pas seulement qu'un accusé soit mis en état de se défendre sur l'inculpation qui lui est faite, mais encore qu'il puisse connaître si toutes les formalités qu'elle prescrit dans le cours de la procédure ont été remplies; — Casse, etc.

Du 27 frim. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Liger-Verdigny. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst. — *Pl.*, le cit. Pointel.

GENDARMERIE. — ACTE D'ACCUSATION. —**TRIBUNAL CRIMINEL.**

L'art. 87 de la loi du 28 germinal an 6 qui déclare les gendarmes justiciables des tribunaux criminels, à raison des délits qu'ils commettent dans leurs fonctions de police judiciaire, n'établit aucune dérogation aux formes ordinaires de la procédure, et dès lors ces tribunaux ne peuvent être saisis de la poursuite, qu'après une accusation préalablement admise (3).

(Barbier — C. Min. pub.)

Barbier, gendarme, était prévenu d'avoir exercé des violences sur un citoyen, sans nécessité. Après l'audition du prévenu et du témoin, l'officier du ministère public requit le renvoi de la

procédure devant le tribunal criminel du département. Ordonnance du directeur du jury, conforme à ce réquisitoire. Devant le tribunal criminel, le commissaire du gouvernement demanda l'annulation de cette ordonnance. Rejet de ce réquisitoire et pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 237 de la loi du 5 fruct. an 3, et 97 de la loi du 28 germ. an 6; — Considérant que cet art. 97, déclarant les gendarmes justiciables des tribunaux criminels, n'établit aucune dérogation aux lois qui prescrivent les formes à observer dans les procédures qui se poursuivent devant les tribunaux criminels, et spécialement à l'art. 237 précité; que, par conséquent, il y a eu violation de la loi du 5 fruct. an 3, et fautive application de celle du 28 germ. an 6, de la part du substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du département du Jura, exerçant dans l'arrondissement de Lons-le-Saulnier, en son réquisitoire du 9 mess. an 9, et de la part du directeur du jury du même arrondissement, en son ordonnance de renvoi du 15 du même mois, en ce que l'un et l'autre de ces actes transmettent immédiatement un prévenu au tribunal criminel, sans qu'il y ait eu aucune accusation admise. — Par ces motifs: — Casse, etc.

Du 27 frim. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Bachau. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. —**EXCEPTIONS**

Les tribunaux spéciaux doivent statuer sur leur compétence avant de prononcer sur aucun des incidents de la procédure ou sur les exceptions de la défense. En conséquence, le prévenu qui invoque l'application d'une amnistie, n'est pas recevable à se pourvoir en cassation contre le jugement du tribunal spécial qui juge sa compétence avant de statuer sur cette exception, surtout si tous les moyens de défense lui sont réservés. (L. 18 pluv. an 9.) (4)

(Bertrand — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

Du 27 frim. an 10. — Sect. crim. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst. — *Pl.*, le cit. Mailhe.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. —**CASSATION. — OPPOSITION.**

Le jugement du tribunal de cassation qui prononce sur le jugement de compétence rendu par un tribunal spécial, n'est pas susceptible d'opposition de la part du prévenu. (L. 18 pluv. an 9, art. 26.)

(Bertrand — C. Min. pub.)

Le prévenu soutenait que la voie de l'opposition devait lui être ouverte, par la raison qu'elle ne lui était pas interdite par la loi. Le ministère public opposait que le prévenu n'était point recevable, puisqu'il n'était point partie au jugement; que

mun, également compétens pour juger (Cass. 25 oct. 1811).

Voyez aussi sur ce point, cass. 1^{re} pluv. an 9.

(2) *P. conf.*, Cass. 9 et 10 frim. an 10.

(3) Cette décision renferme une saine interprétation de l'art. 97 de la loi du 28 germ. an 6, et comme cet article, reproduit par l'ordonnance du 29 oct. 1820, n'a pas cessé d'être en vigueur, la règle interprétative ci-dessus pourrait encore être invoquée.

(4) *P. conf.*, Cass. 20 prair. an 9.

(1) L'art. 202 du Code du 3 brum. an 4 n'attribuait compétence qu'au tribunal du lieu du délit ou de la résidence du prévenu. Les art. 23, 63 et 69 du Code d'inst. crim. déclarent compétens pour instruire sur la plainte de la partie ou d'office, le procureur du roi et le juge d'instruction du lieu du délit, de la résidence du prévenu et du lieu où le prévenu peut être trouvé. La Cour de cassation a jugé que la même concurrence existe entre les divers tribunaux, c'est-à-dire, que celui du lieu du délit, celui de la résidence du prévenu et celui du lieu où le prévenu a été trouvé, sont, de droit com-

dans les affaires attribuées aux tribunaux spéciaux, aucune disposition n'obligeait le ministère public, poursuivant d'office, à appeler les parties, sauf à elles à produire leurs moyens, si elles le jugeaient convenable. — Ces motifs ont été accueillis par le tribunal, et l'opposition a été déclarée non recevable.

Du 27 frim. an 10. — Sect. crim. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst. — *Pl.*, le cit. Mailhe.

TRIBUNAL DE POLICE. — TÉMOINS. — PUBLICITÉ.

Est nul le jugement du tribunal de police rendu sur des dépositions de témoins entendus secrètement par le juge de paix seul, et dont les déclarations ont été lues à l'audience. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (1)

(Dubeslé — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 162 du Code des délits et des peines; — Attendu que les témoins entendus sur la plainte de Bletton et à sa réquisition, l'ont été secrètement, hors de la présence des parties et sans qu'elles eussent été appelées pour assister à leur audition; — Casse, etc.

Du 27 frim. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Barris. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAL DE POLICE. — COMPOSITION. —

ASSESSUREURS. — JUGEMENT. — LOI PÉNALE.

Est nul le jugement du police rendu par trois assesseurs. (C. 3 brum. an 4, art. 151.) (2)

Est nul le jugement de police qui ne contient pas les termes de la loi pénale appliqués. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (3)

(Béraud-Bessins — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 51, 151 et 162 du Code des délits et des peines; — Attendu, 1^o que les jugements des 19 et 31 mess. an 4 ont été rendus hors la présence d'un juge de paix, et seulement par trois assesseurs du juge de paix du canton (extrà-muros) de Charrier; que ce tribunal, ainsi composé, était illégalement constitué et sans caractère, et que, conséquemment, il y a eu excès de pouvoir; 2^o que les termes de la loi pénale appliquée contre le demandeur n'ont pas été insérés dans le jugement définitif du 21 mess. dernier, ainsi que le prescrit, à peine de nullité, l'article 162 du Code cité; — Casse, etc.

Du 29 frim. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Liger-Verdigny. — *Concl.*, le cit. Vallée, f. f. de comm. du gouv.

JURY (QUESTIONS AU JURY). — ASSASSINAT SUIVI DE VOL.

Lorsqu'il résulte de l'acte d'accusation une prévention d'assassinat commis avec préméditation et suivi du vol, les questions posées au jury, en divisant les circonstances de ce crime, doivent, à peine de nullité, déterminer leur rapport au fait principal. (C. 3 brum. an 4, art. 373.) (4)

(1) *Id.* Cass. 22 vend. an 8, et 8 niv. an 10.

(2) *P.* dans la même sens, Cass. 29 vend. an 9 et les jugemens indiqués dans la note.

(3) *P.* dans le même sens, Cass. 29 therm. an 9 et les jugemens indiqués dans la note.

(4) Cette solution serait encore applicable dans le cas prévu par l'art. 304 du Code pénal. Cet article, en effet, prévoit deux circonstances aggravantes du meurtre : celui de la concomitance du meurtre avec un autre crime, et celui de la corrélation du meurtre avec un simple délit. Dans le

(Richard — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 373 du Code des délits et des peines; — Vu aussi les art. 11, 13 et 14, tit. 1^{er}, 3^e partie, du Code pénal, et l'art. 1^{er}, section 2^e du même titre; — Attendu que de l'acte d'accusation admis le 20 vend. dernier, contre le demandeur en cassation, résultait la prévention d'un assassinat commis avec préméditation et suivi d'un vol; que les questions proposées au jury, en divisant les circonstances du délit ainsi caractérisé, sans déterminer leur rapport à un fait identique, ne renferment pas, d'une manière précise, les questions résultant dudit acte d'accusation, et qu'ainsi le vœu de l'art. 373 du Code des délits et des peines, n'a pas été rempli; — Casse, etc.

Du 29 frim. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Borel. — *Concl.*, le cit. Vallée, f. f. de comm. du gouv.

DOUANES. — MARCHANDISES ÉTRANGÈRES. — CERTIFICATS D'ORIGINE.

Le certificat d'origine ne peut empêcher la confiscation des marchandises, s'il ne contient pas l'énonciation formelle que ces marchandises ont été fabriquées dans des États avec lesquels la France n'est point en guerre. (L. 1^{re} mors 1793, art. 3 et 4.)

Un certificat d'origine, même régulier, ne peut s'appliquer à des marchandises non déclarées ou faussement déclarées. (L. 10 brum. an 5, art. 13 et 15.)

(Klenck — C. Douanes.)

Klenck avait fait, au bureau des douanes de Bourg-Libre, la déclaration de quatre caisses de marchandises, en produisant un certificat d'origine. La vérification fit découvrir, 1^o que ces caisses contenaient plusieurs marchandises réputées anglaises; 2^o que la déclaration était inexacte en quantité et en qualité. Il y eut saisie et procès-verbal. Le tribunal d'Altkirk prononça la validité de la saisie, et condamna le prévenu à l'emprisonnement et à l'amende. — Le tribunal criminel du Haut-Rhin, saisi par l'appel, confirma le premier jugement quant au chef qui maintenait la saisie des marchandises anglaises, mais donna le main-levée de la saisie des marchandises non déclarées.

Pourvoi fondé, 1^o sur ce que le certificat d'origine n'énonçait point l'attestation formelle que les marchandises avaient été fabriquées dans des États avec lesquels la république était en paix; 2^o sur ce que les marchandises saisies n'avaient point été déclarées.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 3 et 4 de la loi du 1^{er} mors 1793; — Vu aussi les art. 13 et 15 de la loi du 10 brum. an 5; — Considérant, 1^o que les marchandises dont la confiscation a été déclarée par le procès-verbal de saisie du 29 vent. an 8 n'étaient point accompagnées d'un certificat d'origine tel et ainsi que l'exigent les articles des lois précitées; que la déclaration insérée au certificat d'origine délivré par la municipalité de Bâle, que les marchandises étaient propriétés suisses,

premier cas, il est nécessaire que le jury déclare la simultanéité des deux crimes, leur perpétration en eodem tractu temporis. Dans le deuxième cas, la déclaration du jury doit constater de plus, que le crime et le délit ont été unis, non-seulement par un rapport de temps, mais par un rapport de causalité, c'est-à-dire, qu'il y ait entre l'un et l'autre une relation de cause et d'effet. Dans ces deux cas, cette circonstance, que la loi a jugée aggravante, appartient au fait 9 et dès lors doit être déclarée par le jury. *P.* dans ce sens, *Théorie du Code pénal*, t. 6, ch. 43, § 7.

n'équivant pas et ne peut suppléer à l'attestation formelle requise par l'art. 4 de la loi du 1^{er} mars 1793, pour la régularité du certificat d'origine;

2^o qu'en supposant que ce certificat d'origine soit conçu dans les termes de la loi, il ne doit s'appliquer qu'aux marchandises déclarées, et non à celles dont il n'est pas fait mention; que, dans l'espèce, le certificat d'origine produit, ne s'applique pas aux marchandises dont la confiscation a été déclarée par les préposés aux douanes; qu'il est constaté par leur procès-verbal qu'il y avait erreur dans le poids, les qualités, la quantité et la nature des marchandises; que la déclaration faite par le certificat d'origine n'étant point conforme à la vérification faite par les préposés aux douanes, il résultait de cette inexactitude que les marchandises non déclarées ou faussement déclarées n'étaient véritablement accompagnées d'aucun certificat d'origine, et qu'elles étaient sujettes à la confiscation;—Casse, etc.

Du 29 frim. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Liger-Verdigny.—Concl., le cit. Lecoutour, substit.—Pl., le cit. Guichard.

DERNIER RESSORT.—CASSATION.—RÉDUCTION DE LA DEMANDE.

Avant la Code de procédure, le jugement indument qualifié en dernier ressort, ne pouvait être réformé que par voie de cassation (1).

Le jugement qui, sur une demande supérieure à 1000 fr., réduit la créance du demandeur à une somme inférieure, n'en est pas moins susceptible d'appel. (L. 16-24 août 1790, art. 4.) (2)

(Sénau—C. Négret.)

Un jugement du tribunal de commerce de Cette, du 14 frim. an 4, avait condamné Négret à payer à Sénau 6,518 fr. assignés, pour le prix de quatre-vingt-seize moutons. En prairial an 6, Sénau signifia ce jugement à Négret, avec sommation de payer 1,430 fr. en numéraire, valeur des 6,518 fr. en assignats, suivant l'échelle de dépréciation. Celui-ci se refuse au paiement demandé, et assigne Sénau devant le tribunal de commerce pour faire liquider la somme due, en prétendant que la réduction des assignats devait avoir lieu suivant leur valeur à l'époque du jugement de condamnation et non à l'époque de la vente.

Le 24 mess. an 7, jugement par défaut, confirmé sur opposition, et qualifié en dernier ressort, lequel réduit à 50 fr. 40 cent. la créance de Sénau contre Négret.

Appel par Sénau; mais le 14 frim. an 8, jugement du tribunal civil de l'Hérault qui déclare cet appel non recevable par le motif que le jugement était qualifié en dernier ressort.

Pourvoi en cassation tant contre le jugement du 14 frim. an 8, en ce qu'il avait déclaré non recevable l'appel d'un jugement mal à-propos qualifié en dernier ressort, que contre le jugement du 24 mess. an 7, qualifié en dernier ressort, quoique la demande fût supérieure à 1,000 fr.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 4 de la loi du 24 août 1790, portant: « Les juges (de commerce) pro-

nonceront en dernier ressort sur toutes les demandes dont l'objet n'excèdera pas la valeur de 1,000 livres; »—En ce qui concerne la demande en cassation du jugement du tribunal civil du département de l'Hérault du 14 frim. an 8;—Attendu que le jugement du tribunal de commerce de Cette, du 21 mess. an 7, était rendu en dernier ressort et ordonnait l'exécution du jugement par défaut du 4 du même mois; qu'ainsi le tribunal du département de l'Hérault s'est conformé aux lois, loin de les enfreindre, en déclarant non recevable l'appel de ce jugement, qui ne pouvait être attaqué que par la voie de la cassation ou de la requête civile;—En ce qui concerne la demande en cassation du jugement du tribunal de commerce de Cette, du 24 mess. an 7;—Considérant que l'objet de la contestation pendante en ce tribunal était une demande de 1,430 francs numéraire, formée contre Négret par Sénau, et que les tribunaux de commerce n'ont le pouvoir de statuer en dernier ressort que sur des demandes dont l'objet n'excède pas la valeur de 1,000 fr.; qu'ainsi le jugement attaqué renferme un excès de pouvoir évident et une contravention formelle à l'article cité de la loi du 24 août 1790, donne défaut contre Négret; et, pour le profit, sans s'arrêter à la demande de Sénau en cassation du jugement du tribunal civil du département de l'Hérault, du 14 frim. an 8 dont il est débouté;—Casse, etc.

Du 1^{er} niv. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Anmont.—Concl., le cit. Lassulade, f. f. de comm. du gouv.

ARBITRAGE.—APPEL.

Sous l'empire de la loi des 16-24 août 1790, l'on ne pouvait appeler de la sentence arbitrale si, en se réservant dans la compromis le droit d'appel, on n'avait pas désigné le tribunal qui en connaîtrait (3).

La constitution de l'an 3 n'a pas abrogé implicitement cette disposition de la loi de 1790. (L. 16-24 août 1790, art. 4 et 5; Const. de l'an 3, art. 211.) (4)

(Guérin—C. Léon.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que par les différents actes de la compromission dont il s'agit les parties se sont bornées à faire de simples réserves d'appel sans convenir du tribunal qui connaîtrait de cet appel; que l'art. 5, tit. 1^{er} de la loi du 24 août 1790, prononce textuellement que « l'appel d'un jugement arbitral qu'on s'est réservé d'interjeter ne sera pas reçu, si les parties ne sont convenues d'un tribunal auquel il sera déféré; » que la constitution de l'an 3 n'a pas formellement abrogé cette disposition en gardant le silence sur ce point, parce que l'objet spécial d'un acte constitutionnel n'est pas de régler les intérêts des citoyens entre eux, mais plutôt les rapports avec le corps entier de la société; d'où il suit que les juges ont pu, sans violer aucune loi, prononcer la fin de non-recevoir contre l'appel du jugement arbitral dont il s'agit;—Par ces motifs, donnant défaut contre les défendeurs;—Rejette, etc.

Du 1^{er} niv. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit.

le montant de la condamnation; c'est là un principe élémentaire, non moins conforme à la raison qu'à la loi. F. conf., 21 fruct. an 9 et la note.

(3) F. conf., Cass. 9 fruct. an 2; 1^{er} mess. an 9 et la note; 23 avril 1807.

(4) F. conf., Cass. 1^{er} mess. an 9; 22 avril 1807.

—Jugé en sens contraire à l'égard d'un compromis fait depuis la loi du 27 vent. an 8; Cass. 19 vend. an 12; Merlin, Quest. 1^{re} Trib. d'appel, § 3.

(1) C'est un point consacré par nombre de jugements du tribunal de cassation. F. 16 mess. an 4; 15 vent. an 6; 17 niv. an 7, et les jugements qui y sont indiqués.—Jugements identiques rendus dans la cours de l'an 10: 11 niv. (aff. Saget); 15 therm. (aff. Perdiolat).

(2) Le premier ou dernier ressort ne peut en effet se régler que par la somme demandée, et non par

Liborel. — *Rapp.*, le cit. Rousseau. — *Concl.*, le cit. Lasaudade, f. f. de comm. du gouv. — *Pl.*, le cit. Chabroud.

PRISE, MARITIME.—AMATEUR.

Les paiemens faits par des armateurs sur simple quittance du trésorier de la marine sont valables.

On ne peut arguer de la nullité des paiemens, sous prétexte que la quittance n'a pas été transcrite sur les registres du contrôleur de la marine, ni visée par lui.

Il n'est pas nécessaire que la quittance soit donnée au bas d'un état de répartition. (Edit de 1720, tit. 6, art. 12 et 13; L. 3 brum. an 4, art. 46.)

(Le commiss. principal de la marine à Nantes—C. les armateurs du Corsaire l'Hydre.)

Les armateurs du Corsaire l'Hydre avaient versé sur leurs prises, un à-compte de 21,370 liv. aux mains du trésorier de la marine et des invalides à Nantes. Ce trésorier leur en donna quittance, et peu après fut constitué en état de banqueroute. Le commissaire de la marine prétendit que la perte des sommes versées devait être supportée par les armateurs, leur quittance étant irrégulière.

Débouté de ses prétentions par jugement du tribunal civil de Nantes, le commissaire de la marine se pourvut en cassation.

1^o Pour contravention aux art. 12 et 13 de l'édit de 1709 à l'édit de 1720, au règlement du 2 juin 1744, et à l'art. 4 de l'arrêt du conseil du 6 août 1763, en ce que la quittance n'était ni transcrite sur les registres, ni visée par le contrôleur de la marine.

2^o Pour contravention à l'art. 5 de la loi du 10 mai 1791, en ce que le versement avait eu lieu sans le concours et l'inspection de l'administration de la marine.

3^o Pour violation de l'édit du 2 juin 1744 et des réglemens de 1765 et 1782, en ce que le versement avait été fait par les armateurs avant la liquidation définitive.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que l'édit de 1709 (1) a été abrogé par ceux d'avril et d'oct. 1716;—Que celui de 1720 veut, art. 12 et 13 du tit. 6, que les paiemens faits par les armateurs sur les simples quittances des trésoriers, soient valables;—Que l'art. 46 de la loi du 3 brum. an 4, veut, dans le cas où la liquidation serait retardée, qu'il soit délivré des à-compte à l'équipage capteur; que la quittance de ces à-compte ne peut être donnée au bas d'un état de répartition; et qu'ainsi la disposition de l'édit de 1744, qui ne parle que de quittances finales, est inapplicable à l'espèce;—Par ces motifs, rejette, etc.

Du 2 niv. an 10.—Sect. civ.—*Rapp.*, le cit. Liborel.

APPEL.—DÉSERTION.

Depuis la loi du 21 août 1790, les appels interjetés dans le délai qu'elle prescrit, ne peuvent

(1) Cet édit exigeait que les quittances des trésoriers fussent visées par les contrôleurs de la marine.

(2) *V. conf.*, Cass. 12 prair. an 8; 13 vent. an 9; 3 germ. an 10; 15 niv., 12 flor., 4 fruct. an 11.—Merlin, *Quest.*, v^o *Décret. d'appel.*—La question a été jugée en sens contraire, les 17 prair. et 13 therm. an 7.

(3) Déjà l'on a pu voir par divers jugemens précédens que la loi du 14 therm. an 4, comme plu-

être déclarés déserts pour n'avoir pas été relevés dans le délai prescrit par les anciennes lois. (L. 16-21 août 1790, tit. 5, art. 14; Ord. de 1453, art. 15; 1193, art. 59.) (2)

(Lelièvre-Lagrange—C. Lesecq.)

Lesecq avait interjeté appel en temps utile d'un jugement du tribunal civil de la Seine du 13 brum. an 7, rendu au profit de Lelièvre-Lagrange; mais l'appel n'avait pas été relevé dans le délai de trois mois, à dater du jour où il avait été interjeté.—Lelièvre-Lagrange demanda alors que l'appel fût déclaré désert, conformément à l'art. 15 de l'ordonnance de 1453 et à l'art. 59 de l'ordonnance de 1493.—Sa demande fut rejetée par jugement du tribunal d'appel séné à Paris, le 13 flor. an 9. Pourvoi en cassation pour contravention aux articles cités des ordonnances de 1453 et de 1493.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que, par les ordonnances invoquées, la désertion de l'appel, non relevé dans trois mois, ne produisait que l'effet de rendre le jugement de première instance exécutoire, nonobstant opposition ou appelation, mais ne formait nul obstacle à l'émission d'un nouvel appel; d'où la conséquence que la désertion d'appel n'aneantissait que l'acte d'appel non relevé, et nullement la faculté d'appeler, que l'usage avait même prorogée jusqu'à trente ans;—Attendu que, pour continuer d'exécuter ces ordonnances, en même temps que la loi du 21 août 1790, il faudrait qu'un nouvel appel pût encore être interjeté après que le premier aurait été déclaré désert: ce qui est inconciliable avec l'art. 14 du tit. 5 de la loi du 21 août 1790, qui veut, à peine de déchéance, que nul appel ne puisse être signifié après l'expiration de trois mois, à dater du jour de la notification d'un jugement contradictoire, faite à personne ou domicile;—Attendu que, de l'impossibilité de concilier la disposition de cet article avec la disposition des ordonn. de 1453 et 1493, il résulte que la désertion d'appel est implicitement abrogée; qu'ainsi le jugement attaqué, loin de contravenir à la loi, s'était scrupuleusement conformé à celle du 21 août 1790;—Rejette, etc.

Du 3 niv. an 10.—Sect. des req.—*Rapp.*, le cit. Cassaigne.—*Concl.*, le cit. Merliu, comm. du gouv.

ENREGISTREMENT.—EFFET RÉTROACTIF.

Les actes contenant mutation d'immeubles, passés antérieurement à la loi des 5-19 déc. 1790 et soumis à l'enregistrement sous l'empire de la loi du 14 therm. an 1, ont dû subir les droits déterminés par cette dernière loi (3).

(Enregist.—C. Castilino.)

En l'an 8, le sieur Castilino soumit à la formalité, un acte sous seing-privé portant vente d'immeubles, passé en 1779, et ayant acquis date certaine en 1792, par le décès de l'un des signataires.

Le 25 prair. an 8, jugement du tribunal civil de Lot-et-Garonne, qui décide, par application de l'art. 73 de la loi du 22 frim. an 7, que les droits à percevoir doivent être déterminés par la loi

sieurs autres lois sur l'enregistrement, portait en elle-même un caractère d'effet rétroactif. *V. Cass.* 23 vent. 11 flor. et 4 mess. an 9; mais il faut se garder d'en conclure, bien que la règle ait été quelquefois énoncée dans les arrêts de la Cour de cassation, qu'en général il soit de la nature des lois sur l'enregistrement d'emporter effet rétroactif. C'est ce que nous expliquerons dans la note sur l'arrêt du 13 déc. 1809 (aff. Giequeau).

annexé à la loi de 1790, sous l'empire de laquelle l'acte avait acquis date certaine.

Pourvoi de la régie pour fausse application de l'art. 73 de la loi du 22 frim. an 7.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 73 de la loi du 22 frim. an 7, les art. 2, 3 et 4 de la loi du 14 therm. an 4, et l'art. 30 de la loi du 9 vend. an 6, ainsi conçu : « Art. 73. Toutes les lois rendues sur les droits d'enregistrement, et toutes dispositions d'autres lois y relatives, sont et demeureront abrogées pour l'avenir; elles continueront d'être exécutées à l'égard des actes faits et des mutations par décès effectuées avant la publication de la présente... » — Art. 2. Ces droits (d'enregistrement) sont rétablis sur le pied du tarif annexé à la loi du 19 déc. 1790, « sauf les exceptions et changements ci-après : — Art. 3. Les actes translatifs de propriété d'immubles réels compris dans le 1^{er} art., 6^e sect., de la 1^{re} classe du tarif, et les retours d'échange de biens de même nature, seront assujettis à un droit de 40/100, quelle que soit leur date... » — Art. 4. Il sera perçu 2 pour cent, pour les échanges de biens de même nature, entre quelques personnes que ce soit, à raison de la valeur d'une des parts, lorsqu'il n'y aura aucun retour ; — Art. 30. A l'égard de ceux (des actes sous signature privée, translatifs de propriétés d'immubles) faits antérieurement à la publication de la présente, il n'est rien changé aux dispositions de la loi du 19 déc. 1790 qui les concernent... » — Attendu qu'aux termes de l'art. 73 de la loi du 22 frim. an 7, les lois sur l'enregistrement antérieures doivent être exécutées à l'égard des actes faits avant sa publication; que de cette disposition il résulte que la loi du 14 therm. an 4 ayant abrogé celle du 19 déc. 1790, en ce qui concerne les droits des actes translatifs de propriété, quelle que soit leur date, c'était cette loi du 14 therm. qui devait servir à fixer la quotité des droits dus par l'acte dont il s'agit; que l'art. 30 de la loi du 9 vend. an 6, ne concerne que les dispositions de la loi du 19 déc. 1790, qui n'avaient point été abrogées par celle du 14 therm. an 4; — Casso, etc.

Du 4 niv. an 10. — Soc. civ. — Pr., le cit. Lebrun, — Rapp., le cit. Bazin. — Concl., le cit. Pons, subst. — Pl., le cit. Huart-Duparc.

FONDATION PIEUSE. — RENTE. — TITRE.

Sous l'empire de la loi du 13 brum. an 2, le débiteur d'une rente constituée au profit d'une fabrique, ne pouvait refuser d'en payer les arrérages sous prétexte que la fondation, objet de la rente, n'était plus desservie (1). L'exécution continue d'une fondation pendant plus d'un siècle, doit en faire présumer la régularité et dispenser de la représentation du titre. (L. 26 sept. 1791, art. 1^{er} et 3; 13 brum. an 2, art. 1^{er}.)

(Enregistr. — C. Tartanson.)

Par testament du 13 fév. 1681, une fondation de messes avait été établie, moyennant 200 fr., dans l'église du prieuré de Saint-Lucien. Cette rente s'acquittait encore en 1776, lorsque, par acte du 24 avr. de ladite année, Tartanson devint acquéreur d'une maison en dépendant. Les vendeurs laissèrent entre ses mains pareille somme de 200 fr. pour le service de ladite rente.

La loi du 26 sept. 1791, en réunissant au domaine

de l'Etat les biens des églises, fit cesser le service des fondations. Alors, Tartanson cessa aussi de servir la rente. Mais la régie de l'enregistrement, chargée du recouvrement de l'actif des fabriques par la loi du 13 brum. an 2, le poursuivit en paiement des arrérages échus, et demanda, en outre, qu'il fût condamné à lui payer, chaque année, les 15 fr. d'intérêts qu'il lui devait.

Tartanson opposa à la régie que la réunion des biens des églises au domaine de l'Etat avait anéanti les fondations. Or, disait-il, il est impossible de concevoir la rente sans la fondation; le service de l'une est essentiellement dépendant du service de l'autre. Si la fondation cesse, la rente doit nécessairement subir le même sort.

Le tribunal du département des Bouches-du-Rhône, saisi de la contestation, accueillit cette défense, et rejeta les prétentions de la régie par jugement du 2 flor. an 8, en ajoutant que cette fondation n'était d'ailleurs pas revêtue des formes requises.

Pourvoi de la régie pour violation de l'art. 1^{er} de la loi du 26 sept. 1791 et de l'art. 1^{er} de la loi du 13 brum. an 2.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 1^{er} de la loi du 26 sept. 1791, portant : « Les biens dépendants des fondations font partie des biens nationaux; » — Et l'art. 3, ainsi conçu : — « L'Assemblée législative réserve à la législature d'établir les règles d'après lesquelles il sera statué sur les demandes particulières qui pourraient être formées en conséquence de clauses écrites dans les actes de fondation; »

Vu aussi l'art. 1^{er} de la loi du 13 brum. an 2, suivant lequel « tout l'actif affecté, à quelque titre que ce soit, aux fabriques des églises, ainsi qu'à l'acquit des fondations, fait partie des propriétés nationales; » — Et l'art. 3, de la même loi, qui ordonne que « la régie de l'enregistrement poursuivra la rentrée de toutes les créances qui se trouveront dans cet actif; »

Et attendu qu'en supprimant les fondations, la loi du 26 sept. 1791 a déclaré nationaux les biens qui y étaient affectés, sauf à être statué ultérieurement sur les réclamations particulières auxquelles pourraient donner lieu les clauses écrites dans les actes; — Et que la loi du 13 brum. an 2, rendue depuis, a de nouveau déclaré propriété nationale tout l'actif, quel qu'il fût, affecté à l'acquit des fondations; — D'où il suit que les sommes annuellement dues, à cause des fondations, ne sont pas moins, depuis leur suppression, demeurées exigibles au profit du trésor public, sauf les réclamations particulières sur lesquelles il serait statué par le corps législatif;

Attendu d'ailleurs, sur la nullité prétendue de la fondation dont il s'agit, qu'elle forme l'un des motifs des décisions du jugement attaqué; que cette fondation, dont le titre n'est pas même représenté, et ne paraît pas l'avoir été devant les juges qui ont rendu le jugement, a été exécutée, sans aucune interruption ni réclamation, depuis 1681 jusqu'au moment de la suppression de ce genre d'établissement, et même depuis, ce qui embrasse un intervalle d'un siècle, et en fait présumer naturellement la régularité, d'après la maxime, in antiquis omnia presumuntur adlaeniter acta; — Et que Tartanson, obligé personnellement, par l'acte du 24 avril 1790, à desservir cette fondation moyennant 200 fr., que ses vendeurs ont laissés entre ses mains, et qui paraît l'avoir en conséquence desservie, serait tout à la fois non recevable et sans intérêt à arguer (ce qu'il au

(1) *V.* dans le même sens, Cass. 11 flor., 13 prair. an 9 et les notes; 24 germ., 12 prair. an 10; 11 niv.

an 11; et Nîmes, 22 mai 1828. — Merlin, *Quest.*, v^o Fondation, n^o 5, et *Répert.*, eod. v^o, n^o 5.

reste il n'a pas même fait, car c'est le tribunal qui l'a fait d'office) cette fondation de nullité, soit parce qu'il ne pourrait pas revenir contre son propre engagement, soit parce qu'il ne pourrait pas profiter de ces 300 fr., mais bien ses vendeurs, auxquels il serait obligé de les rendre, s'il ne continuait pas à en servir l'intérêt au trésor public; —D'où il résulte que le jugement attaqué a non-seulement violé les lois précitées, mais encore créé dans l'un de ses considérants, une nullité qui n'existait pas, en déchargeant Tartanson de l'obligation de continuer le service de cette fondation; —Par ces motifs, casse et annule le jugement rendu en premier et dernier ressort, le 2 flor. an 8, par le tribunal civil du département des Bouches-du-Rhône.

Du 4 niv. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Babbille. — *Concl.*, le cit. Pons, subst. — *Pl.*, le cit. Raguideau.

1° FONDATION PIEUSE. — RENTE

2° CASSATION. — FIN DE NON-RECEVOIR.

1° *Sous la loi du 13 brum. an 2, le débiteur d'une rente constituée au profit d'une église, ne pouvait se refuser au paiement sous le prétexte que la fondation, objet de la rente, n'était plus desservie (1).*

2° *On ne peut, au Cour de cassation, discuter la forme et la validité des actes produits que l'on n'a pas attaqués devant les juges du fond.*

(Enregistr. — C. Patrice-Chapus.)

Du 4 niv. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Rousseau. — *Concl.*, le cit. Pons, subst.

ENFANT NATUREL. — DROITS SUCCESSIFS.

Les tribunaux n'ont pu, dans l'intervalle de la loi du 12 brum. an 2, au Code civil, admettre des enfants naturels à la succession de leurs père et mère décédés après la loi du 12 brum. an 2; en ce cas, il y a eu pour eux nécessité de surseoir à toute décision définitive jusqu'à la publication du Code civil. (L. 12 brum. an 2, art. 2 et 10.) (2)

(Héritiers Brunel — C. Florine.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la loi du 4 juin 1793, portant : « La convention nationale décrète..... » que les enfants nés hors mariage succéderont à leurs père et mère, dans la forme qui sera déterminée; » — Vu aussi l'art. 1^{er} de la loi du 12 brum. an 2, ainsi conçu : « Les enfants actuellement existants nés hors du mariage, seront admis aux successions de leurs père et mère ouvertes depuis le 14 juil. 1789; ils le seront également à celles qui s'ouvriront à l'avenir, sous la réserve portée par l'art. 10 ci-après; » — L'art. 8 de la même loi, suivant lequel, « pour être admis à l'exercice des droits ci-dessus dans la succession de leurs père et mère, les enfants nés hors mariage seront tenus de prouver leur possession d'état; cette preuve ne pourra résulter que de la représentation d'écrits publics ou privés du père, ou de la suite des soins donnés, ou à titre de paternité, et sans interruption, tant à leur entretien qu'à leur éducation; la même disposition aura lieu pour la succession de la mère; » — L'art. 10 qui déclare : « A l'égard des enfants nés hors du mariage, dont le père et la mère seront encore existants lors de la promulgation du Code civil, leur état et leurs droits seront, en tous points, réglés par les dispositions

« du Code; » et l'art. 13, qui dit : « Seront exceptés ceux de ces enfants dont le père et la mère étaient, lors de leur naissance, engagés dans les liens du mariage; » — Vu enfin l'art. 10, tit. 2 de la loi du 21 août 1790, aux termes duquel « les tribunaux ne pourront ni directement ni indirectement prendre aucune part à l'exercice du pouvoir législatif; » — Attendu que le droit de succéder n'a été accordé, par la loi du 4 juin 1793, aux enfants nés hors mariage, que dans la forme qui serait ultérieurement déterminée; que la loi du 12 brum. an 2, la seule qui se soit occupée de déterminer cette forme de succéder, distingue, par son art. 1^{er}, entre les successions ouvertes depuis le 14 juil. 1789, et celles qui s'ouvriront à l'avenir; que si, par rapport aux successions ouvertes depuis ledit jour 14 juil. 1789, jusqu'au moment de sa publication, elle règle définitivement le sort de ces enfants, c'est uniquement dans ces successions, et c'est pour elles seules qu'elle se contente pour les admettre, conformément à son art. 2, au droit de successibilité, comme s'ils étaient légitimes, d'une simple possession d'état résultant notamment d'écrits publics ou privés du père qui, étant alors décédé, n'a pas pu les reconnaître dans la forme nouvelle qu'elle établissait; 1^{re} que, quant aux successions à venir, il n'existe réellement de disposition dans cette loi que l'art. 10, et encore cet article ne parle-t-il que des successions qui s'ouvriront postérieurement à la promulgation du Code civil, par les dispositions duquel il veut que soient réglés l'état et les droits de ces enfants dans les successions; 2^{de} relativement aux successions ouvertes intermédiairement et depuis la publication de la loi du 12 brumaire, et qui s'ouvriront jusqu'à la promulgation du Code civil, cette loi ne dispose en façon quelconque sur l'état et les droits de ces enfants dans les successions, et est absolument muette sur ce point; qu'ainsi aucun tribunal ne peut, dans cet état de la législation sur les enfants, régler lui-même leur sort dans des successions ouvertes dans l'intervalle du temps qui s'est écoulé depuis la publication de la loi du 12 brumaire, et qui s'écoulera jusqu'à la promulgation du Code, sans prendre part, en le faisant, à l'exercice du pouvoir législatif, et excéder ses pouvoirs; que cependant le tribunal civil du département du Tarn, dont le jugement est attaqué, a appliqué à la succession d'Ignace Brunel, mort en flor. an 3, et ouverte, par conséquent, depuis la publication de la loi du 12 brumaire, et avant la promulgation du Code, la disposition de son art. 8, et a, en exécution de cette disposition, regardé Marie-Appollonie-Florine, née d'Ignace Brunel pendant son mariage, comme légalement reconnue par lui, par acte sous seing privé du 15 brum. an 2, et l'a, par suite, appelée à recueillir tous les droits qu'une reconnaissance légitime donne ou pourra donner dans la succession ouverte depuis la promulgation du Code, aux enfants nés hors du mariage, authentiquement reconnus par leur père; d'où il suit que le tribunal a non-seulement fait une fausse application de l'art. 8 de la loi du 12 brum. an 2, mais encore qu'il a entrepris sur le pouvoir législatif, et excédé ses pouvoirs; — Casse, etc.

Du 4 niv. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Babbille. — *Concl.*, le cit. Pons, subst.

ENREGISTREMENT. — ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — DÉLAI.

Tout acte sous signature privée translatif de

(2) *P. conf.*, Cass. 26 prair. an 7 et 4 pluv. an 8, et les notes.

(1) Même décision que le jugement qui précède.

propriété immobilière, doit être enregistrée dans les trois mois de sa date, à peine du triple droit; peu importe, à cet égard, que l'acte soit ou qu'il ne soit pas produit en justice.

(La régie de l'enregistrement. — C. Billot et Freset.)

Billot et Freset, acquéreurs d'un immeuble par acte sous seing privé, du 1^{er} flor. an 6, n'avaient point présenté cet acte à l'enregistrement dans les délais prescrits par la loi du 9 vend. an 6. — Les préposés de l'enregistrement en ayant eu connaissance, décernèrent contre eux contrainte en paiement du triple droit. Billot et Freset s'y opposèrent, sur le motif qu'ils n'avaient point manifesté l'intention de faire usage de l'acte en question en justice ou ailleurs, et le tribunal du premier arrondissement de Seine-et-Marne, prononça conformément à la prétention des opposans.

Pourvoi en cassation pour contravention à l'art. 30 de la loi du 9 vend. an 6.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 30 de la loi du 9 vend. an 6, § 1^{er}, ainsi conçu: « Tout acte sous signature privée, translatif de propriété ou d'usufruit d'immeubles réels ou fictifs, sera soumis à la formalité de l'enregistrement dans les trois mois du jour de sa date, et avant qu'il puisse en être fait usage en justice, ou devant quelque autre autorité constituée, ou devant notaire, à peine du triple droit. »

Attendu que de cet article il résulte deux choses: 1^o que les actes y mentionnés doivent être soumis à la formalité de l'enregistrement dans les trois mois du jour de leur date; — 2^o Que même, avant l'expiration de ce délai, si on en veut faire l'usage indiqué par ledit article, ils doivent être enregistrés; — Attendu que la peine du triple droit est applicable à l'infraction de l'une ou de l'autre de ces obligations; d'où il suit que le jugement attaqué, en prononçant que les défendeurs dans l'espèce ne pouvaient être poursuivis pour le paiement du triple droit, est contraire à la loi précitée; — Casse, etc.

Du 4 niv. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Bazire. — Concl., le cit. Pons, subst.

JURY. — EXCUSE (QUESTION D').

Il y a nullité lorsqu'une question d'excuse qui n'est pas admise par la loi, est posée au jury. (C. 3 brum. an 4, art. 446.) (1)

(Jaillard et Grognot. — Intérêt de la loi.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la 6^e disp., art. 456 du Code des délits et des peines; — Attendu que le tribunal criminel du département de Saône-et-Loire a posé, dans les questions présentées au jury de jugement, une question d'excusabilité que la loi n'admet pas, ce qui a mis les jurés dans l'obligation de passer leur déclaration sur une question illégalement posée; qu'en cela, le tribunal criminel a excédé son pouvoir et est contraire à la 6^e disp., de l'art 456 précité: — En ce qui

concerne seulement l'intérêt de la loi et sans que cela puisse préjudicier aux parties; — Casse, etc.

Du 6 niv. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Vallée, f. f. de comm. du gouv. — Pl., le cit. Mathias.

TRIBUNAL DE POLICE. — TÉMOINS. — PÉNALITÉ. — JUGEMENT. — LOI PÉNALE.

Est nul le jugement de simple police rendu sur des dépositions écrites de témoins qui n'ont pas été entendus aux débats. (C. 3 brum. an 4, art. 102.) (2)

Est nul le jugement de police qui ne contient pas les termes de la loi pénale sur laquelle il est fondé. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (3)

(Perrin — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 162 du Code des délits et des peines; — Considérant que, dans l'espèce, l'instruction n'a pas été publique, puisque les témoins ont été entendus hors la présence du demandeur, première contravention à l'art. 162 du Code précité; — Considérant que le jugement dont il s'agit ne contient pas les termes de la loi sur laquelle est fondée l'application de la peine qu'il prononce, seconde contravention audit art. 162; — Casse, etc.

Du 8 niv. an 10 — Sect. crim. — Rapp., le cit. Baubau. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPOSITION. — REMPLACEMENT.

Le jugement du tribunal spécial était nul, lorsqu'un homme de loi et avoué y avait concouru, sans qu'il fût constaté que les membres du tribunal et les juges suppléants étaient légitimement empêchés. (L. 18 pluv. an 9, art. 2; 27 vent. an 8, art. 34.)

(Baldit — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 2 de la loi du 18 pluv. an 9, et 34, de la loi du 27 vent. an 8; — Attendu qu'il résulte du jugement rendu, le 21 frim. dernier, par le tribunal spécial du département de la Lozère, à l'égard de Jean-François Baldit, qu'un homme de loi et avoué a concouru audit jugement aux lieu et place d'un des juges du tribunal criminel qui s'est abstenu; — Attendu que l'art. 2, de la loi du 18 pluv. an 9, a déterminé d'une manière précise la compétence des tribunaux spéciaux, sans s'expliquer sur la faculté de remplacement des membres qu'elle a désignés; qu'en admettant cette faculté à l'égard des membres du tribunal criminel appelés à la composition des tribunaux spéciaux, elle ne peut avoir lieu qu'en conformité de l'art. 34 de la loi du 27 vent. an 8, par des suppléants des tribunaux criminels; — Attendu que le légitime empêchement de ceux des membres du tribunal spécial du département de la Lozère, et la convocation et le légitime empêchement des deux juges suppléants du tribunal criminel du même département, ne sont pas constatés au jugement susdit audit tribunal spécial de la Lozère, et qu'il a été appelé pour

(1) P. conf., Cass. 6 vent. an 9, et la note. — L'art. 446 du Code du 3 brum. an 4 semblait, par ses termes vagues et indéfinis, admettre les excuses d'une manière illimitée; cet article, en effet, attribuait au tribunal criminel, lorsque le jury déclarait que le fait de l'excuse proposée par l'accusé était prouvé, le droit de réduire la peine, le cas de meurtre excepté, à une punition correctionnelle qui ne pouvait excéder deux ans d'emprisonnement. Cette disposition était devenue une source d'abus :

le tribunal de cassation ne tarda pas à la tarir en déclarant qu'il n'était permis de poser au jury que les faits d'excuse déclarés tels par la loi. C'est cette jurisprudence qui a été convertie en loi par l'art. 65 du Code pénal. P. Carnot, sur l'article 339 du Code d'instr. crim., n^o 4, et Bourguignon, *Manuel d'instr. crim.*, t. 1^{er}, p. 121.

(2) P. conf., Cass. 22 vend. an 8, et la note. — P. aussi Cass. 27 frim. an 10.

(3) P. conf., Cass. 29 therm. an 9, et la note.

concourent audit jugement, un citoyen sans nationalité, ce qui entraîne une contravention à l'art. 2 de la loi du 18 pluv. an 9;—Par ces motifs, —Casse, etc.

Du 8 niv. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

VOL.—EFFETS EXPOSÉS SUR LA FOI PUB.—NUIT.

Le vol d'effets exposés sur la foi publique ne constitue qu'un délit correctionnel. (L. 25 frim. an 8, art. 11.)

Il n'est de même du vol commis la nuit, lorsqu'il n'est pas constaté qu'il a eu lieu dans un terrain clos et fermé, tenant immédiatement à une maison habitée. (L. 25 frim. an 8, art. 10.) (1)

(Deloos—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 238 du Code des délits et des peines;—Attendu que le premier des délits dont Deloos et sa femme étaient prévenus par l'ordonnance de traduction du directeur du jury de l'arrondissement de Namur, ainsi que par l'acte d'accusation dressé contre eux en conséquence de cette ordonnance, rentrait dans l'application de l'art. 11 de la loi du 25 frim. an 8, puisqu'il ne pouvait être caractérisé que vol d'effets exposés sur la foi publique;—Qu'à l'égard du vol commis, la nuit, dans la closerie de Casseaux, il rentrait également dans l'art. 10 de la même loi, puisqu'il n'était pas énoncé avoir eu lieu dans un terrain clos et fermé tenant immédiatement à une maison habitée; que, dès lors, ces deux délits ne pouvaient être poursuivis que par la voie de la police correctionnelle;—Casse, etc.

Du 8 niv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Barris.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

OCTROI.—RÈGLEMENT.—FORCE LÉGALE.

Un règlement fait par un conseil municipal pour la perception de l'octroi établi dans la ville, acquiert force de loi par l'approbation du gouvernement, et les tribunaux criminels ne peuvent se dispenser d'en appliquer les dispositions. (L. 27 frim. an 8, art. 3.)

(Int. de la loi.)

Une loi du 21 mess. an 7, portant établissement d'un octroi à Châlons, prononçait, en cas de contravention, l'amende du triple droit. Les lois des 27 frim. et 5 vent. an 8, portant organisation des octrois, prononcèrent, en cas de contravention, une amende égale à la valeur des objets saisis, et déléguèrent aux conseils municipaux le droit de faire, avec l'approbation du gouvernement, des règlements pour la perception. Le conseil municipal de Châlons fit, en conséquence, un règlement par lequel l'amende encourue, en cas de contravention, était fixée à la valeur des objets saisis. Cependant, une poursuite ayant été exercée au sujet d'une contravention, le tribunal ci-indiqué déclara n'y avoir lieu à appliquer que l'amende du triple

(1) *V.* dans le même sens, Cass. 27 fruct. an 8.

(2) *V.* conf., Cass. 8 vent. an 7; 7 vend. an 8.—*V.* aussi 7 pluv., 16 vent. et 23 fruct. an 10, et les notes.

(3) Cette décision ne nous paraît pas devoir être suivie. Sans doute, il est de principe que les interlocutoires ne lient pas les juges, en ce sens qu'ils soient obligés de se conformer, dans les décisions du fond, au résultat des enquêtes ou vérifications qu'ils ont ordonnées; mais ils les lient dans ce sens

droit portée par la loi du 21 mess. an 7. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 2 et 11 de la loi du 27 frim. an 8; 5 de la loi du 5 vent. suivant, et les 1^{er} et 3^{ar} arr. des consuls du 13 therm. même année;—Attendu que, d'après les dispositions des lois précitées, le règlement fait par le conseil municipal de la ville de Châlons pour la perception de l'octroi établi dans ladite ville, ayant acquis par l'approbation du gouvernement force de loi, doit recevoir toute son exécution; que, cependant, dans l'espèce, le tribunal criminel du département de la Marne, au lieu de prononcer, pour la contravention dont il s'agissait, l'amende de la valeur des objets saisis, ainsi que le portait ledit règlement, n'a prononcé que l'amende du triple droit portée par une loi antérieure, du 21 mess. an 7, qui ne pouvait plus recevoir d'application;—Casse, etc.

Du 8 niv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

JURÉS.—ASSESEURS DE JUGE DE PAIX.—INCOMPATIBILITÉ.

Sous le Code du 3 brum. an 4, art. 483 et 484, il y avait incompatibilité entre les fonctions de jurés et celles d'assesseurs du juge de paix (2).

(Falempin et cons.—C. Min. pub.)

Du 8 niv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Bauchan.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

1^o JUGEMENT INTERLOCUTOIRE.—CHOSE JUGÉE.

2^o SOCIÉTÉ.—OBLIGATION PERSONNELLE.

1^o Un jugement interlocutoire qui ordonne un compte ou vérification préalable dans une instance entre associés, ne lie pas les juges en ce sens qu'ils ne puissent condamner l'un des associés, sans qu'il préalable le compte ou la vérification ordonnée ait eu lieu (3).

2^o Les engagements contractés par un associé en son nom individuel, l'ont son coassocié, si celui-ci en a fait plus tard son affaire personnelle (4).

Baroud—C. Piron.)

Une société de commerce, connue sous le nom de Piron, Senell et compagnie, avait obtenu du ministre de Calonne la délivrance de 11,500,000 francs d'assignations destinées aux dépenses des départements de la guerre et de la marine. Piron seul en avait passé un récépissé, avec obligation de les restituer (s'il n'en trouvait pas l'emploi), un mois avant l'échéance, en titres ou en espèces. Cette restitution n'ayant pas eu lieu, les associés de Piron furent poursuivis par le ministre des finances; ils soutinrent n'être pas associés de ce dernier et n'être pour rien dans ses opérations relatives aux assignations. L'affaire évoquée par le conseil, il fut rendu un arrêté le 16 février

que les enquêtes ou vérifications une fois ordonnées doivent être faites, alors surtout que l'interlocutoire a été rendu après débat contradictoire. Nous avons déjà exprimé notre opinion à cet égard dans la note qui accompagne le jugement du 12 brum. an 10.

(4) *V.* conf., Cass. 28 août 1828.—Du reste, le principe a été consacré depuis par l'art. 1864 du Code civil et l'art. 22 du Cod. de com.—*V.* encore an 10, dans le même sens, un jugement du 13 fruct. an 9.

1791 qui, avant dire droit aux parties, ordonne que les comptes de la société Pyron et autres, seraient rendus et examinés par des arbitres. Plus tard, les biens de la société Pyron furent frappés de séquestre pour cause d'émigration des sociétaires. — En l'an 5, le séquestre ayant été levé, l'agent du trésor assigna Pyron, Baroud et autres devant le tribunal civil de la Seine, en continuation des poursuites.

Jugement, qui, sans s'arrêter à l'interlocutoire ordonné par le conseil le 16 février 1791, condamne Pyron seul à payer le montant des assignations, et renvoie Baroud et autres de la demande en condamnation solidaire.

Appel. — Jugement qui déclare Baroud associé de Pyron, et le condamne solidairement avec lui, attendu qu'il avait fait son affaire personnelle des remises d'assignations faites à son associé.

Pourvoi en cassation par Baroud : 1° pour violation de l'autorité de la chose jugée, en ce que le jugement attaqué a condamné le demandeur sur le fond, sans avoir préalablement fait procéder aux comptes et vérifications qui avaient été ordonnées par l'arrêt du conseil de 1791; — 2° pour violation de l'art. 7, tit. 4 de l'ordonnance de 1673, relative aux sociétés et à l'effet des engagements personnels des associés, en ce que le même jugement a condamné le demandeur à exécuter une obligation souscrite par une personne qu'il prétendait n'être pas son associé, et qui, dans tous les cas, ne s'était engagée qu'en son nom personnel.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que l'arrêt du 16 fév. 1791 n'a aucun des caractères qui constituent l'autorité de la chose jugée; — Qu'il résulte des titres du procès que Baroud était associé par et simple de Pyron, et qu'il a fait son affaire propre et personnelle des remises des assignations faites à son associé par l'ancien gouvernement; d'où il suit que le tribunal d'appel, en le condamnant en cette qualité, n'a point contrevenu à l'art. 7, tit. 4, de l'ordonnance du commerce; — Rejette, etc.

Du 11 niv. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Moleville. — Rapp., le cit. Lasaudade.

1° ELECTIONS. — INJURE. — AUTORISATION DE POURSUITES.

2° DERNIER RECOURS. — JUGE DE PAIX. — CASSATION.

3° EXÉCUTION. — JUGEMENT. — DÉFENSES.

4° INJURES ÉCRITES. — TRIB. DE POLICE. — COMPÉTENCE.

1° Un tribunal de police ne peut connaître de la plainte d'un électeur qui prétend avoir été injurié par le maire de sa commune, dans le fait de la suppression de son nom de la liste électorale; une telle injure n'étant que la conséquence d'un fait administratif, l'autorité judiciaire n'en peut être saisie qu'après autorisation de poursuivre la fonctionnaire qui s'en serait rendu coupable. (Const. du 22 frim. an 8, art. 75.)

2° C'est par la voie du recours en cassation et non par appel, qu'il faut se pourvoir contre un jugement de justice de paix, rendu en dernier ressort.

3° Un tribunal de première instance excède ses

puvoirs, en défendant l'exécution d'un jugement de justice de paix, non susceptible d'appel.

4° Un tribunal de police ne peut connaître d'une injure écrite (1).

(Intérêt de la loi. — Aff. Saget.)

Le citoyen Saint n'ayant pas vu son nom inscrit sur la liste électorale de Dôle, sa commune, crut voir dans cette omission et dans quelques mots des procès-verbaux de la séance électorale, une injure à raison de laquelle il fit assigner le sieur Saget, maire, l'un des scrutateurs, devant le juge de paix du canton de Montmiry: à l'audience il conclut à 50 fr. de dommages-intérêts par forme de réparations civiles, à l'impression et à l'affiche du jugement.

Saget parut et opposa de ce que l'injure dont se plaignait Saint, étant le résultat d'un fait administratif, le tribunal de police était incompétent.

Le juge de paix, sans s'arrêter à l'exception proposée, adjugea les conclusions du demandeur.

Saget se pourvut par appel devant le tribunal de première instance de Dôle.

22 vend. an 10, jugement qui fait défense provisoire à Saint, ainsi qu'à tous agents de la force publique d'exécuter le jugement rendu par le juge de paix.

Ces deux décisions furent, en même temps et dans l'intérêt de la loi, déferées à la censure de la Cour de cassation par le commissaire du gouvernement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 21 et 75 de la constitution; l'art. 13, tit. 2 de la loi des 16-24 août 1790; l'art. 1^{er}, tit. 3, même loi, et l'art. 77 de la loi du 27 vent. an 8; — Considérant que la prétendue injure de laquelle le citoyen Saint se plaignait ne pouvait être que le résultat de la nullité de la liste des notables communaux de l'arrondissement, nullité qui n'était point jugée et qui ne pouvait l'être que par l'autorité à laquelle la loi en a délégué le droit, laquelle autorité est étrangère à l'ordre judiciaire; — Considérant qu'en dépouillant le scrutin et en signant la liste de laquelle il s'agissait, le citoyen Saget avait fait une opération administrative, pour raison de laquelle la loi défendait à tous juges de le citer devant eux; — Considérant qu'en supposant que le citoyen Saget eût prévariqué dans cette opération, cela ne pouvait donner à aucun tribunal le droit d'adjuger les réparations civiles que cette prévarication aurait été dans le cas de produire, qu'après une décision du conseil d'Etat, décision qui n'existait pas dans l'espèce; — Considérant que, dans l'hypothèse même de cette décision, il s'agissait d'une prétendue injure écrite qui n'est point de la compétence des justices de paix; — Considérant encore que le pourvoi en cassation dont le cit. Saget a déclaré vouloir faire usage, était fondé sur une incompétence et excès de pouvoir; — Annule le jugement de la justice de paix. — Et à l'égard du jugement sur simple pétition rendu par le tribunal de première instance de l'arrondissement de Dôle; — Considérant qu'il a reçu l'appel d'un jugement en dernier ressort qui ne pouvait être réformé que par le tribunal de cassation; — Considérant que, non content de recevoir l'appel, le tribunal de Dôle a fait défense d'exécuter un jugement en dernier ressort, sur simple pétition, sans que l'autre partie ait été ni

(1) F. dans le même sens, 12 brum. an 8. — F. aussi les observations qui accompagnent ce jugement, observations que vient de sanctionner l'arrêt

solennel de la Cour de cassation du 11 fév. 1839 (Volume 1839).

entendue ni dûment appelée; — Considérant qu'il a poussé l'abus de son pouvoir au point de défendre à tous agents de la force publique d'exécuter en aucune de ses parties le jugement qui lui était incomplètement délégué; en quoi il a anticipé sur les fonctions qui ont été déléguées au gouvernement par l'acte constitutionnel; — Annule ledit jugement du 22 vendém. an 10, pour incompétence et excès de pouvoir, et pour contravention directe à l'art. 75 de la const., à l'art. 77 de la loi du 27 vent. an 8, et à l'art. 14, tit. 30 de la loi du 24 août 1790; — Annule spécialement la disposition qui contient des défenses à tous agents de la force publique d'exécuter le jugement de la justice de paix, pour usurpation du pouvoir délégué au gouvernement par l'art. 47 de l'acte const.

Du 11 niv. an 10. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Bailly. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

APPEL EN MATIÈRE CIVILE. — JUGEMENT PAR DÉFAUT.

Du 11 niv. an 10 (aff. *Dutertre*). — V. ce jugement à la date du 11 pluv. an 10.

PROTÈT. — FAILLITE. — ENDOSSEMENT.

Du 11 niv. an 10 (aff. *Garnot*). — V. ce jugement à la date du 11 pluv. même année.

ENREGISTREMENT. — ACTES SANS SEING PRIVÉ.

Du 11 niv. an 10 (aff. de la règle C. *Billot* et *Fresset*). — V. 4 niv. même année.

(HUISSIER. — PRÉFET.

Est nul un exploit donné par un huissier hors de son arrondissement, encore qu'il ait été autorisé par un préfet au nom du gouvernement (1).

(Le préfet de l'Eure — C. Quinlanadoine.)

Le 9 vend. an 9, le tribunal de cassation admit la requête du préfet de l'Eure contre un jugement rendu par le tribunal civil de Seine-et-Oise, au profit des héritiers Quinlanadoine. — Signification du jugement d'admission, les 21 et 24 frim. suivant, aux domiciles respectifs de ces héritiers, à Lisieux et à Romen (départemens du Calvados et de la Seine-Inférieure) par l'huissier Hérissay, attaché au tribunal civil d'Erreux, département de l'Eure.

(1) *F. anal.*, en ce sens, *Cass.*, 16 flor. an 9, et la note; 12 avril 1808 et 20 fév. 1812.

(2) On peut opposer au successeur, plus généralement à l'ayant cause, la chose jugée avec celui dont il tient ses droits, tandis qu'on ne peut pas opposer à celui-ci la chose jugée avec son ayant cause: c'est ce que décide le jugement ci-dessus. — Toutefois, M. Merlin, *Quest.*, *Acquiescement*, § 23, critique cette décision en ces termes: « L'arrêt (celui que nous recueillons) donne une fausse interprétation à la loi 9, ff. *de re judicata*. Cette loi ne veut dire autre chose, si ce n'est que le jugement rendu contre le vendeur, avant la vente, à l'autorité de la chose jugée contre l'acheteur; et bien loin que l'on puisse en conclure que l'acquiescement du vendeur au jugement rendin à la fois contre lui et contre l'acheteur, peut être opposé à celui-ci, on ne peut pas même en conclure, ainsi que je l'établis au mot *chose jugée*, § 2, que l'acheteur soit lié par le jugement rendu contre le vendeur postérieurement à la vente. — Sans doute par l'acquiescement de l'acheteur au jugement qui l'évince, ce juge-

Les défendeurs en cassation ont soutenu la nullité de cette signification, sur le motif qu'elle avait été faite par un huissier exploitant hors de son ressort, contrairement à la loi du 19 vend. an 4, et à l'arrêt des consuls, du 22 therm. an 8, d'où ils ont conclu à la déchéance du pourvoi. — Le préfet a prétendu que le tribunal de cassation, exerçant une juridiction sur tout le territoire français, n'était pas soumis à l'empire de ces lois, qui, d'ailleurs, n'étaient point applicables aux exploits faits à la requête d'un fonctionnaire public, agissant au nom du gouvernement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 27 de la loi du 19 vend. an 4, l'arrêt des consuls du 22 therm. an 8, et l'art. 7 du même arrêté; — Et considérant que, d'après ces dispositions, l'huissier Hérissay, qui était seulement maintenu pour le tribunal de première instance d'Erreux, ne pouvait aller signifier le jugement d'admission de la requête du préfet de l'Eure, dans les départemens du Calvados et de la Seine-Inférieure, et qu'il n'existe point de loi qui donne, à cet égard, des privilèges aux préfets agissant pour la république; — Déclare le préfet de l'Eure déchu de sa demande.

Du 12 niv. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Maleville.

ACQUIESCENCE. — AYANT CAUSE. — APPEL.

L'acquiescement de l'ayant cause ne peut être opposé à celui dont cet ayant cause tient ses droits. — Spécialement: encore qu'un jugement prononce contre plusieurs parties, dont les unes sont les ayans cause des autres, des condamnations communes, mais non solidaires et indivisibles, l'acquiescement de l'une des parties condamnées qui a exécuté ce jugement ne peut nuire aux autres parties et les priver du droit d'interjeter appel. (Ord. de 1667, tit. 27, art. 5; L. 9 ff. de Except. rei. jud.; L. 63 ff. de Re jud.) (2)

(Cherbonnaud — C. Langeret.)

Barthélemi Langeret et consorts, se prétendant propriétaires d'un terrain, avaient autorisé Langeret fils et Bouyer-Blaiss à déposer des fumiers sur ce terrain. — François Cherbonnaud, se prétendant aussi propriétaire du même terrain, avait formé contre Barthélemi Langeret et consorts, Langeret fils et Bouyer-Blaiss, une demande qui avait pour objet, à l'égard des premiers, la propriété du terrain, et relativement aux autres,

ment acquiescer l'autorité de la chose jugée contre le vendeur qui a pris son fait et cause, en ce sens que le vendeur ne peut pas empêcher le demandeur en éviction de s'approprier l'objet litigieux. Mais le vendeur n'en reste pas moins le maître d'attaquer ce jugement dans son intérêt, c'est-à-dire à l'effet de faire décider par le tribunal supérieur que l'acheteur a été évincé injustement, qu'il a eu tort d'acquiescer à son éviction, et que, par suite, il n'a ni restitution de prix, ni dommages-intérêts à prétendre. a. — Berrin, p. 265, pose comme une règle générale que l'acquiescement ne lie point les co-intéressés qui y sont étrangers, et il invoque la loi 5 ff. *de App. et relat.* Il ajoute même, en note, que l'acquiescement ne lie point non plus l'auteur de l'ayant cause qui l'a fait: opinion à l'appui de laquelle il cite le jugement ci-dessus. — On peut encore invoquer, comme confirmant cette doctrine, un arrêt de la Cour de Colmar, du 31 juill. 1818, qui a jugé que lorsque sur l'appel d'un jugement, une transaction est intervenue entre l'appelant et l'un des intimés, l'acquiescement qui en résulte en faveur de cet intimé ne peut être invoqué par les autres.

l'enlèvement de leurs fumiers.—Le tribunal civil du département de la Charente avait condamné Bouyer-Blaisy et Laugerat fils à enlever les fumiers, et avait fait défense à Barthélemi Laugerat et consorts de faire acte de propriété sur le terrain contentieux.—Bouyer-Blaisy fils, ainsi que Barthélemi Laugerat et consorts s'étaient rendus appelans.—Depuis cet appel, Bouyer-Blaisy avait fait enlever les fumiers.

Devant le tribunal civil du département de la Vienne, saisi de l'appel, Cherbonnaud avait soutenu que les appelans y étaient non recevables, parce qu'ils étaient censés avoir acquiescé au jugement de première instance, à raison du fait de l'enlèvement des fumiers.—Barthélemi Laugerat et consorts avaient répondu que la circonstance de cet enlèvement ne pouvait leur être opposée comme preuve d'acquiescement au jugement du tribunal de première instance. Ledit enlèvement n'étant le fait que de Bouyer-Blaisy, qui ne prétendait rien à la propriété du terrain.—Le tribunal civil du département de la Vienne avait décidé que les condamnations prononcées par le tribunal civil du département de la Charente étaient solidaires, et que l'exécution étant indivisible, l'adhésion de l'une des parties avait engagé les autres; et il avait en conséquence déclaré l'appel non recevable.

Pourvoi en cassation pour fausse application de l'art. 5 du tit. 27 de l'ordonn. de 1667, qui déclare non recevable l'appel de tout jugement auquel il a été formellement acquiescé; et contrairement à la loi 83, an Digeste, de *Re judicata* portant: *Si ex duobus petitoribus, alter victus acquisverit, alterius petitioni non prejudicatur, idque ita rescriptum est.*

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 5 du tit. 27 de l'ordonn. de 1667, portant: « Les sentences et jugemens qui doivent passer en force de chose jugée, sont ceux rendus en dernier ressort et dont il n'y a pas appel, ou dont l'appel n'est pas recevable, soit que les parties y eussent formellement acquiescé, ou qu'elles n'en eussent interjeté appel dans la temps, ou que l'appel ait été déclaré péru;—Vu aussi la loi 9, ff. de *Exceptiones rei judicatæ*, portant: *Julianus scriptis exceptionem rei judicatæ a personâ auctoris ad emptorem transire solere; retrò autem ab emptore ad auctorem reverti non debere*; et la loi 63, ff. de *Re judicatæ*, portant: *Si ex duobus petitoribus alter victus acquisverit, alterius petitioni non prejudicatur, idque ita rescriptum est.*

Attendu qu'il est de principe reconnu par ces lois, que l'acquiescement de l'un des parties ne peut

jamais être opposé à celui dont il tient son droit, et que l'acquiescement de l'une des parties plaignantes ne peut pas nuire à l'autre partie; qu'ainsi, quand l'enlèvement des fumiers par Bouyer-Blaisy et Laugerat fils, aurait pu être considéré comme un acquiescement de leur part, il n'aurait pu empêcher les demandeurs d'interjeter appel; que, par suite, le jugement du 7 fructid. an 7, en décidant que l'enlèvement des fumiers rendait non recevables les demandeurs qui n'y avaient pas individuellement participé, a fait une fautive application de l'art. 5 du tit. 27 de l'ordonnance de 1667, et a violé les lois romaines ci-dessus citées, qui régissent le lieu de la contestation; —Casse, etc.

Du 13 niv. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Oudot. — Concl., le cit. Arnaud. — Pl., les cit. Jousset et Bequey-Beaupré.

JUGEM. PAR DÉFAUT. — OPPOSITION — INTERROG. SUR FAITS ET ARTICLES. — APPEL.

L'opposition tardive à un jugement par défaut qui, faite par la défendeur de sa présence pour subir un interrogatoire sur certains faits, tient ces faits pour avérés, ne fait que donner à ce jugement la force d'un jugement contradictoire ou définitif; elle n'empêche pas d'interjeter appel, et n'anéantit pas l'appelant le droit de réitérer sur cet appel l'offre qu'il avait faite en formant opposition de subir interrogatoires. (Ord. de 1667, tit. 10 des Interrog., art. 1^{er} et 2.) (1)

(Perton—C. Ludinar.)

Le 16 frim. an 8, il était intervenu, sur un procès pendant entre les parties, un jugement qui permettait à Ludinar de faire interroger ses adversaires, les époux Perton, sur faits et articles, à l'audience du 28.

Le 28, jugement qui, à défaut de comparution de Perton et sa femme, tient les faits pour avérés, et fait droit au fond.

Ce jugement est signifié le 1^{er} niv. aux époux Perton qui y forment opposition et offrent de subir interrogatoire.

Mais leur opposition ayant été formée après la déché de huitaine, troisième jugement du 1^{er} pluviôse qui la déclare non recevable.

Appel de ces deux derniers jugemens par Perton et sa femme, qui, à l'audience du 15 floréal an 8, renouvellent leur offre de subir interrogatoire, et, le même jour, jugement du tribunal du département de l'Allier, qui, sans dire un mot de l'offre, déboute de l'appel.

Pourvoi en cassation de la part des époux Per-

culture pour l'affirmative. . . . Ainsi la question de savoir si on pouvait, en appel, demander l'interrogatoire sur faits et articles (qu'on appelait aussi *audition catégorique*) ne faisait point de doute sous l'ancienne législation.—Elle n'en fait pas non plus aujourd'hui: car l'art. 324 de Code de procéd. civ. porte, comme l'art. 1^{er}, tit. 10 de l'ordonnance de 1667, que les parties ont la faculté de se faire interroger en tout état de cause, c'est-à-dire, suivant Berrin, *Proc. civ.*, p. 312, tant que l'instruction n'est pas consommée, jusqu'à ce que le ministère public ait pris la parole, et même en appel. *F. Cass.* 30 déc. 1813.—Carré, *Procéd.*, sur l'art. 324, n° 1223, professe aussi cette dernière opinion; il se fonde avec raison sur l'axiome si souvent invoqué au barreau: *in appellationibus non deducta deducti, non probata probari possunt.*—*F.* sur l'arrêt de Montpellier du 6 fév. 1810,

(1) Lorsque la partie assignée ne comparait pas, dit Pothier, *Procéd. civ.*, part. 1, ch. 3, § 6, ou qu'elle refuse de répondre sans en dire la raison, même depuis que le fait a été jugé pertinent, le juge en doit dresser procès-verbal sommatoire, sans qu'il soit besoin d'ordonner que la partie sera désignée; et, lors de jugement, il doit tenir les faits pour avérés et confessés. . . . La partie cependant peut éviter cette peine, en se présentant avant le jugement, ou même sur l'appel, pour subir interrogatoire. . . . A l'appui de cette interprétation de l'ordonnance, Pothier invoque le procès-verbal des conférences qui eurent lieu lors de la rédaction définitive de l'ordonnance de 1667. On y lit en effet sur l'article 5, appliqué dans l'espèce ci-dessus: « M. le président a proposé la question de savoir si une partie qui n'a pas prêté l'interrogatoire devant les premiers juges serait reçue à le prêter en cause d'appel. M. Passot s'est dit qu'il n'y avait pas de diffi-

tion, pour violation de l'art. 1^{er} du titre des interrogatoires sur faits et articles de l'ordonnance de 1667, qui permet aux parties de se faire interroger en tout état de cause; et de l'art. 5 du même titre, qui veut que, si la partie qui n'a pas comparu pour répondre, se présente avant le jugement pour le faire, elle y soit reçue.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu que la fin de non-recevoir contre l'opposition au jugement par défaut du 28 brumaire, ne produisait d'autre effet que celui de donner à ce jugement la force d'un jugement contradictoire, et ne pouvait empêcher l'appel de ce jugement, ni conséquemment de réparer sur cet appel l'omission de subir interrogatoire en première instance;

Attendu que, comme l'ont observé les rédacteurs de l'ordonnance de 1667, il n'y a pas de raison de faire, à l'égard de cette omission, exception à la règle qui veut que, sur l'appel, on puisse réparer toutes les omissions faites dans les instructions devant les premiers juges;

Attendu, en effet, que la faculté de réparer cette omission est évidemment accordée, et par l'art. 1^{er} du titre des interrogatoires sur faits et articles de l'ordonnance de 1667, qui permet aux parties de se faire interroger en tout état de cause, et par l'art. 5 du même titre, qui veut que si la partie qui n'a pas comparu pour répondre, se présente avant le jugement pour le faire, elle y soit reçue;

Attendu, enfin, que depuis la loi du 3 brumaire an 2, tout ce qui constitue la défense des parties peut et doit être proposé à l'audience; et que, dans l'espèce, les demandeurs en cassation, présents à l'audience, offraient de subir interrogatoire; D'où il suit que le jugement attaqué, en n'accueillant pas cette offre, a violé lesdits articles et desus cités de l'ordonn. de 1667;—Casse, etc. Du 13 niv. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Riolt.—Concl., le cit. Lassudré, f. f. de comm. du gouv.—Pl., les cit. Mailhe et Dupont.

1^{re} ÉMIGRÉ.—SOLIDARITÉ.2^e CASSATION.—REQUÊTE.—MOYENS.

1^o Les créanciers des émigrés, en devenant, par la loi du 1^{er} flor. an 3, créanciers de l'Etat, n'ont pas, par cela seul, perdu leurs actions solidaires contre les coobligés de l'émigré. (L. 1^{er} flor. an 3, art. 112.) (1)

2^o Il suffit que les moyens de cassation soient indiqués dans la requête; si n'est pas nécessaires qu'ils y soient développés (2).

(1) F. dans le même sens, Cass. 12 niv. an 9; 8 niv. an 13; Merlin, *Quest.*, v^o *Émigré*, § 9 et 10, art. 112 de la loi du 1^{er} flor. an 3 se termine par ces mots: toute action de solidarité envers la nation demeure éteinte. C'est de cette extinction de la solidarité qu'argumentait le tribunal de la Seine-Inférieure dont le jugement a été cassé, pour soutenir que le cohéritier non émigré ne pouvant pas exercer d'action solidaire contre la république, aux droits de son cohéritier émigré, ne devait pas être soumis à l'action solidaire des créanciers de la succession; qu'il ne devait pas, en un mot, subir la solidarité, lorsqu'il ne pouvait plus s'en prévaloir. Il faut convenir qu'en équité, ce système ne faisait pas que de présenter quelque chose de fort plausible. Merlin fait tous ses efforts pour le renverser, et pour démontrer que les expressions précitées de l'art. 12, loin d'altérer la solidarité de l'action hypothécaire contre les copossesseurs ou

(Lecomte et cons.—C. Duval-Bonneval.)

Guy-Duval-Bonneval et son frère avaient accepté la succession de leur père, et se trouvaient par suite, aux termes de l'art. 130 des placités de Normandie, obligés solidairement et personnellement aux dettes du défunt, sauf leur recours l'un contre l'autre.

L'aîné des frères ayant émigré, la république, après avoir saisi et vendu ses biens, se mit à ses droits, mais sans se substituer aux obligations résultant de la solidarité, laquelle avait été supprimée au profit de la nation, par l'art. 112 de la loi du 1^{er} floréal an 3.

Lecomte et autres créanciers hypothécaires de la succession, assignèrent le frère puîné Duval-Bonneval seul en paiement de la totalité des dettes. Celui-ci soutint qu'il n'en était tenu que pour moitié, parce que ne pouvant, aux termes de l'art. 112 de la loi du 1^{er} flor. an 3, exercer d'action solidaire contre l'Etat, aux droits de son cohéritier, puisque par cette loi toute solidarité se trouvant éteinte envers la nation, il ne pouvait plus être lui-même tenu solidairement envers les créanciers de la succession, et qu'il n'était donc plus obligé qu'en qualité d'héritier et pour sa portion virile.

2 messidor an 7, jugement du tribunal civil de la Seine-Inférieure, qui déclare la solidarité encore existante et condamne Duval au paiement de la totalité des dettes.

Appel, et le 8 floréal an 8, jugement du tribunal civil de l'Oise qui infirme, par les motifs suivants :

« Attendu que de droit commun, chaque héritier n'est tenu personnellement des dettes du défunt qu'à raison de sa part virile et hypothécairement pour le tout; que ce n'est que par exception à cette règle générale que les placités de la ci-devant Normandie assujettissent les héritiers solidairement et personnellement à toutes les dettes; mais qu'ils ne les assujettissent que, sans recours contre leurs cohéritiers, pour la part que chacun a eue dans la succession; qu'ainsi le recours des héritiers entre eux est la condition sine qua non de leur solidarité; que, par une conséquence nécessaire, il ne peut y avoir de solidarité où il ne peut y avoir de recours;—Attendu que l'art. 112 de la loi du 1^{er} flor. an 3, toute action de solidarité envers la nation à raison des créances sur les biens indivis entre elle et les émigrés, demeure éteinte, et que, par là, le citoyen Duval-Bonneval, n'ayant aucun recours à exercer, soit contre son cohéritier, soit contre la république, ne pouvait pas être, passible d'une solidarité dont le résultat serait de lui faire supporter seul

copartagans de biens indivis avec l'Etat, la confirmation et lui conservent tout son effet. F. son réquisitoire, *Quest. de droit*, v^o *Émigré*, § 9, et d'autres questions analogues, au § 10.

(2) F. dans le même sens, l^{re} fruct. an 9 et 4 juil. 1820. Mais se borner, dans un pourvoi, à attaquer l'arrêt contre lequel il est dirigé pour contravention aux lois de la matière, ce n'est pas satisfaire à la disposition qui veut que les moyens de cassation à l'appui du pourvoi soient articulés. F. 11 pluv. an 11. Un arrêt du 17 juil. 1827 eut pour implicitement la même solution.—Mais le défaut d'énonciation des moyens peut être réparé par une requête d'implation présentée dans le délai fatal. F. Cass. 27 pluv. an 11, et Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Cassation*, § 20.—De nouveaux moyens de cassation sont du reste proposables après l'échéance du délai du pourvoi, lorsque le pourvoi a été régulièrement fait dans les délais. F. Cass. 4 août 1818.

tout le poids des charges de l'hérédité, et, par là, de le forcer à acquitter les dettes d'autrui sans subrogation ni récompense. »

Pourvoi en cassation de la part des créanciers, pour violation de l'art. 130 des placités de Normandie de 1666, et pour fautive application de la loi du floréal an 3, art. 112.

Le défendeur opposait au pourvoi une fin de non-recevoir tirée de ce que le pourvoi en cassation avait été irrégulièrement fait, les moyens de cassation y étant à peine indiqués sans aucun développement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu que dans la requête en cassation, les lois violées par le jugement attaqué sont indiquées de manière qu'il n'est pas possible de s'y méprendre, et que, par conséquent, le vœu du règlement de 1738 à cet égard est rempli; — Rejette la fin de non-recevoir, et statuant au fond; — Vu l'art. 130 du règlement de 1666, dit placités, qui porte : « Les héritiers sont obligés solidairement et personnellement aux dettes du défunt, sauf le recours contre leurs cohéritiers, pour la part que chacun d'eux a eue en la succession; » — Vu pareillement l'art. 112 de la loi du 1^{er} floréal an 3, qui renferme la disposition suivante : « Toute action en solidarité envers la république, à raison desdites créances (sur les émigrés), de meurtriers éteinte; » — Attendu qu'aux termes de l'art. 130 des placités, « Tous les cohéritiers sont tenus solidairement des dettes de l'auteur commun; » — Attendu que l'art. 112 de la loi du 1^{er} floréal an 3, n'éteignant la solidarité qu'envers et au profit de la république, les obligations des autres débiteurs demeurent dans les termes du droit commun et sous l'empire des lois territoriales; — Casse, etc.

Du 14 nivôse an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Henrion. — *Concl.*, le cit. Merlin. — *Pl.*, les cit. Duclos, Moreau et Bequy.

JURÉ.—FAILLI.—INCAPACITÉ.

Une condamnation ne peut être annulée par le motif qu'un juré en état de faillite y aurait concouru, si le moyen n'a pas été proposé devant le tribunal criminel (1).

Conore.—C. Min. pub.)

La femme Conore avait été condamnée à vingt ans de réclusion pour avoir, par des opérations manuelles, procuré un avortement. Elle se pourvut en cassation en se fondant sur ce que l'un des jurés qui avait prononcé sur son sort était en état de faillite, ce dont elle justifiait.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Considérant que le moyen puisé dans les lois relatives aux débiteurs faillis, n'intéresse pas moins le juré à l'égard duquel on invoque ces lois, que la demanderesse en cassation; que cette dernière a eu la faculté de récuser

ce juré, même péremptoirement; qu'elle eût pu proposer le reproche devant le tribunal criminel, et que ce juré eût pu le contredire, ce qui ne peut avoir lieu au tribunal de cassation; — Considérant d'ailleurs que le cit. N..., chef du jury, est en possession de son état de citoyen, puisqu'il a été porté et conservé sur la liste des jurés par les autorités administratives; que cette possession d'état repose sur la foi publique, et ne permet plus d'attaquer après leur consommation les actes auxquels ce juré a concouru; — Rejette, etc.

Du 17 niv. an 10. — Sect. crim. — *Prés.*, le cit. Seignette. — *Rapp.*, le cit. Schwendt. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

OCTROIS — PAIEMENT DES DROITS. — CONTRAVENTION.

En matière d'octroi, celui qui refuse de payer les droits au moment de l'introduction des objets qui y sont soumis, commet une contravention qui ne peut être excusée par cela seul qu'il a déclaré vouloir payer plus tard à un autre bureau, et qu'en effet il a payé à ce bureau. (L. 27 frim. an 8, art. 11.)

(Gauthier Saint-Lambert—C. Octroi.)

Du 18 niv. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Schwendt. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst. — *Pl.*, le cit. Pales.

JURY D'ACCUSATION. — JURY SPÉCIAL. — TIRAGE.

Le tirage d'un jury spécial d'accusation devait être fait sur la liste entière envoyée par le préfet, et le commissaire du gouvernement n'avait pas le droit de la réduire et de la modifier. (L. 6 germ. an 8, art. 4 et 5.) (2)

(Mossé—C. Min. pub.)

Le directeur du jury avait procédé au tirage d'un jury spécial, sur une liste de seize citoyens formée par le commissaire du gouvernement, pris sur la liste adressée par le préfet du département.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les dispositions des articles 5, 4 et 5 de la loi du 6 germ. an 8; — Considérant qu'il résulte de ces dispositions que le tirage du jury doit être fait sur la liste entière envoyée par le préfet, et que le commissaire du gouvernement n'a pas le droit de modifier cette liste; que cependant le jury qui, dans l'espèce a prononcé sur l'acte d'accusation, a été tiré au sort sur une liste réduite à seize noms par le commissaire du gouvernement, ce qui est, de la part de ce commissaire, une usurpation de pouvoirs et une contravention aux dispositions des articles précités de la loi du 6 germ. an 8; — Par ces motifs; — Casse, etc.

Du 18 niv. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Genevois. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst. — *Pl.*, le cit. Poincel.

(1) Cette solution indique une des premières variations du tribunal de cassation sur la question qu'elle juge. *P.* la note qui accompagne le jugement du 11 brum. an 5, et les autres jugements auxquels il y a renvoi.

(2) La loi du 6 germ. an 8 avait modifié le mode de formation des listes des jurés. Chaque juge de paix désignait, tous les trois mois, un nombre de citoyens triple de celui que son arrondissement devait fournir; cette liste des désignés était transmise au préfet qui, après l'avoir réduite à moitié par la voie du sort, composait des listes de tous les arrondis-

sements une liste générale qui servait au jury de jugement. Cette liste était en même temps divisée en autant de listes partielles qu'il y avait de tribunaux d'arrondissement, et chacune de ces listes était envoyée à chaque directeur du jury d'accusation. C'est sur ces listes que s'opérait le tirage des jurés d'accusation. Les listes des jurés spéciaux, soit d'accusation, soit de jugement, se formaient de la même manière : c'étaient les juges de paix qui désignaient les citoyens les plus propres à en remplir les fonctions, et cette liste, successivement réduite par le sous-préfet et le préfet, servait au tirage des jurés spéciaux.

CHEMIN D'EXPLOITATION.—DEGRADATIONS.—COMPÉTENCE.

Les dégradations commises sur un chemin qui ne sert qu'à l'exploitation des terres et qui ne peut être considéré comme une voie publique, ne sont passibles d'aucune peine, et dès lors ne peuvent être l'objet d'aucune poursuite devant un tribunal de répression. (C. 3 brum. an 4, art. 605.) (1)

(Veuve Chartier—C. Mio. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu la 6^e disp., art. 456 du Code des délits et des peines, attendu que d'après la 1^{re} disp., art. 605 du Code des délits et des peines, un tribunal de simple police ne peut connaître que des délits commis par ceux qui embarrassent ou dégradent la voie publique; qu'il demeure constant, par les motifs du jugement dont il est question, que le chemin qui faisait contestation entre les parties, n'est qu'un chemin utile à l'exploitation des terres labourables; que, dès lors, il ne peut pas être considéré comme voie publique, mais bien comme un chemin particulier; qu'ainsi il y a eu incompétence de la part du tribunal de simple police, et, par là, l'outrage à la 6^e disp., art. 456 du Code précité:—Par ces motifs,—Casse, etc.

Du 19 niv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Dutocq.—Concl., le cit. Vallée, f. f. de com. du gouv.

RETRAIT LIGNAGER.—MAIN-MORTE.

Le droit appelé rapprochement, que l'Édit de Charles-Quint accordait aux vendeurs, à leurs héritiers ou successeurs, de rattraper les biens vendus à gens de main-morte, était par sa nature et ses effets un véritable retrait lignager, qui s'est trouvé aboli par la loi du 19 juill. 1790.—Par suite, les procès relatifs à ce droit et non jugés au moment de la publication de cette loi, se sont trouvés éteints: tout jugement postérieur a dû être cassé. (L. 19 juill. 1790, art. 1 et 2.) (2)

(Delacour—C. Merlens.)

Du 21 niv. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malleville.—Rapp., le cit. Audier-Massillon.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^{re} CASSATION.—JUGEMENT PAR DÉFAUT.2^o JUGE SUPPLÉANT.—ADJONCTION.

1^o On ne peut se pourvoir en cassation contre un jugement par défaut qui a été frappé d'opposition, lorsque l'opposition a été admise et qu'il a été jugé au fond.

2^o Un jugement est nul par cela seul qu'un juge suppléant y a concouru, sans que sa présence fût nécessaire pour compléter le nombre de juges requis. (L. 27 mars 1791, art. 29; 27 vent. an 8, art. 12.) (3)

(Barrau—C. Bordaries.)

Un jugement par défaut avait été rendu par le tribunal civil de Moissac contre Barrau, le 23 août 1791.—Sur son opposition, un nouveau jugement du 5 floréal an 2 admit l'opposition et confirma la première décision. Mais à ce jugement définitif concoururent quatre juges et un suppléant.—Bar-

(1) L'art. 40 d'uti. 2 de la loi du 28 sept. 1791 ne prévoit que les dégradations commises sur les chemins publics, et l'art. 479, n° 11 du Cod. pén. n'a fait que reproduire cette disposition. Il suit de là que si le chemin n'est pas une propriété publique, il n'y a qu'un intérêt privé lésé, il n'y a qu'une action civile, il n'y a point de contravention.

rau s'est pourvu en cassation contre les deux décisions.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—En ce qui concerne la demande en cassation du jugement du 23 août 1791:—Attendu qu'il avait été rendu par défaut contre le demandeur, et que l'opposition qu'il y a formée ayant été admise par le jugement du 5 flor. an 2, doit le faire regarder comme nul et non avenu;—Déclare qu'il n'y a pas lieu à statuer.

En ce qui touche celle dudit jugement du 5 flor. an 2:—Vu la disposition de l'art. 29 de la loi du 27 mars 1791, ainsi conçu: « Les suppléants ne seront appelés par le tribunal que dans le cas où leur assistance sera nécessaire à la validité des jugements; »—Et attendu qu'il résulte du jugement attaqué, qu'il a été rendu par quatre juges et un suppléant dont rien ne prouve que l'assistance fût nécessaire; d'où résulte une violation directe du texte de la loi ci-dessus citée;—Casse, etc.

Du 21 niv. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Pajon.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^o CONSEIL DES PRISES.—COMPÉTENCE.2^o PRISE MARITIME.—PERTE.

1^o Ce n'est pas au conseil des prises, c'est aux juges ordinaires qu'appartient la connaissance des suites d'un jugement rendu avant l'établissement du conseil des prises, qui déclare nulle et illégale la prise faite en mer, soit d'un bâtiment, soit de sa cargaison.

2^o Lorsqu'une prise est nulle et illégale, et que, par suite de cette prise, les objets capturés ont été vendus en assignats, lesquels ont péri par l'effet de la dépréciation, en n'est pas sur le propriétaire, c'est plutôt sur le capteur que doit retomber la perte qui en est le résultat.

(Dupuis—C. Strafforello.)

3 juin 1793, capture du navire danois les Trois-Frères, par le corsaire de Bordeaux, le Passé-Par-tout, armé par les citoyens Dupuis père et fils.—Celle capture était fondée sur ce que la cargaison consistait en huiles de Gènes destinées pour Ostende et Amsterdam, pays ennemis. Ce bâtiment ayant été amené dans le port de Bayonne, le tribunal civil de cette ville, par jugement des 30 août et 7 sept. 1793, ordonna que le capitaine danois serait relâché, comme appartenant à une nation neutre. La cargaison resta déchargée à Bayonne; le capitaine laissa aux différents propriétaires des objets qui la composaient, le soin d'en réclamer la restitution.

25 août 1793, ordonnance du juge de paix qui ordonne la vente des huiles de Gènes. La vente s'opère en partie, jusqu'à ce qu'elle soit interrompue par une opposition que forment les sieurs Strafforello, négociants génois, propriétaires de ces huiles.

Une instance est introduite sur cette opposition au tribunal de commerce de Bayonne: la contestation rouit tout entière sur le point de savoir si les huiles réclamées par le sieur Strafforello devaient être considérées comme marchandises ennemies, et en conséquence, confisquées et déclarées de bonne prise.

(2) F. conf., Cass. 23 flor. et 9 mess. an 7 et les notes.

(3) F. conf., Cass. 26 therm., 21, 22 fruct. an 4; 18 vend., 15 vent. et 4 prair. an 5; 24 prair. an 7, et les notes; F. aussi 23 juill. 1823; 3 janv. 1826, et Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Juge suppléant.

24 brum. an 2, le tribunal de Bayonne déclara que les huiles réclamées par les sieurs Strafforello, étant propriété gennoise, n'étaient pas de bonne prise, et condamna les armateurs à en payer le montant aux sieurs Strafforello sur le pied de leur valeur dans le lieu pour lequel elles étaient destinées.

Ce jugement passa en force de chose jugée par l'acquiescement tacite de toutes les parties. Néanmoins il parait que les pièces relatives à la procédure de la prise du navire les *Trois-Frères* furent envoyées au conseil exécutif provisoire, chargé de décider administrativement toutes les questions de ce genre. On a ignoré toujours à la requête de qui ce renvoi avait eu lieu.

Pendant ce temps le conseil général de la commune de Bayonne, déterminé par l'urgence des besoins publics, faisait vendre, par voie de réquisition, les huiles saisies. Les assignats en provenant ont été déposés dans les caisses publiques, où ils ont péri par l'effet de la dépréciation du papier-monnaie.

Le 8 frim. an 3, le comité de salut public de la Convention nationale, qui remplaçait le conseil exécutif provisoire, confirma le jugement du 30 août 1793, rendu au tribunal de commerce de Bayonne en faveur du capitaine danois, et, sans parler du jugement du 21 brum. an 2, rendu entre les sieurs Strafforello et Dupuis, le confirma en ce qu'il déclare propriété gennoise et neutre les marchandises chargées à bord du navire au profit des sieurs Strafforello et de plusieurs autres citoyens gennois, et l'infirmas, toujours sans en parler, en ce qu'il ordonnait que les marchandises appartenant aux sieurs Strafforello et autres Genoïs leur seraient restituées dans les quantités marquées et qualifiées désignées dans les connaissements : le comité ajouta, qu'en cas de vente de ces marchandises, les armateurs du corsaire le *Passe-Partout* en rembourseraient la valeur suivant leur cours dans le lieu de leur destination au moment de la prise. Il ordonna enfin que les armateurs paieraient aux réclamants l'intérêt de la valeur des objets qui seraient restitués, et que cet intérêt tiendrait lieu aux réclamants de toute indemnité d'indue rétention. Il déclara enfin propriété ennemie, et comme telle de bonne prise, toutes les autres parties de la cargaison du navire les *Trois-Frères*, chargées pour le compte de qui il appartenait.

Le 21 frim. an 3, Strafforello fit signifier cet arrêté aux cit. Dupuis, avec sommation d'y satisfaire.

Il s'agissait de procéder à l'estimation des huiles, afin de déterminer le montant de la somme due aux sieurs Strafforello et consorts par les sieurs Dupuis. Le tribunal de commerce de Bayonne ayant ordonné une expertise à cet effet, les sieurs Dupuis en interjetèrent appel au tribunal civil des Basses-Pyrénées. Le commissaire du gouvernement près ce tribunal requit le renvoi de la cause devant le conseil des prises. Le tribunal, ne déférant point à cette réquisition, confirma le jugement du tribunal de commerce.

POURVOI en cassation pour incompétence et excès de pouvoirs.

Devant le tribunal de cassation, le comm. du gouv. Merlin, qui portait la parole dans cette cause, fit remarquer que la compétence du conseil des prises, aux termes de la loi du 26 ventôse an 8, avait pour objet toutes les contestations relatives à la validité des prises, et que, devant le tribunal des Basses-Pyrénées, il ne s'agissait pas de la validité de la prise, soit du navire danois lui-même, soit de la totalité ou d'une portion seulement de sa cargaison, mais seulement de déterminer les droits et les engagements respectifs des

parties d'après l'arrêté du comité de salut public du 3 frim. an 3; la validité de la prise ne pouvait plus être mise en question; un n'avait plus qu'à statuer sur les suites du jugement qui l'avait déclarée illégitime. La loi n'étend point jusqu'à les attributions du tribunal particulier des prises. Tout récemment encore, continuait le même magistrat, le conseil des prises s'est déclaré incompétent pour statuer sur des demandes formées en exécution d'un jugement rendu sur la validité d'une prise, entre le citoyen Bertrand Le Moine, armateur d'un corsaire français, et Bloick Mathiesen, armateur d'un corsaire suédois.

Les sieurs Dupuis tiraient un second moyen de cassation d'une prétendue fautive application de l'arrêté du comité de salut public du 8 frim. an 8, qui consistait, 1° en ce que les juges de Bayonne avaient décidé que les 140 futailles d'huile dont il s'agit, avaient péri pour le compte des demandeurs, tandis que l'arrêté avait jugé qu'elles n'avaient jamais cessé d'appartenir aux sieurs Strafforello; 2° en ce que le même jugement de Bayonne avait décidé que les sieurs Dupuis devaient actuellement, aux sieurs Strafforello, une valeur qu'ils n'étaient cependant condamnés à payer, par l'arrêté, que dans le cas où ils auraient eux-mêmes vendus les futailles d'huile.

Le comm. du gouv. faisait remarquer à ce sujet, quo le comité de salut public, tout en décidant que les futailles d'huile n'avaient pas cessé d'appartenir aux sieurs Strafforello, jugea en même temps que la prise de ces huiles était illégale et nulle, et qu'elles avaient été indûment retenues. Les armateurs, après avoir capturé le navire les *Trois-Frères*, auraient dû relâcher de suite la partie de la cargaison qui n'était pas de bonne prise, et si, en attendant, quelque événement eût fait périr cette cargaison, les armateurs ne pouvaient en être tenus; mais les sieurs Dupuis ayant à se reprocher leur négligence, ou plutôt leur obstination à ce sujet, les événements qui ont fait périr les huiles doivent être à leur compte, et les sieurs Strafforello ne sauraient en souffrir malgré la maxime *Nes perit domino*; c'est la doctrine de Pothier, traité des obligations, n° 142, 143, 144, et telle est la décision expresse de la loi 20, ff. de *Condict. furt.* : *quia videtur qui primo invito domino rem contractaverit, semper in restituenda eâ, quam nec debuit auferre, moram facere*. En s'emparant sans droit ni qualité des 140 futailles d'huile des citoyens Strafforello, en les retenant de même, les citoyens Dupuis ont contracté le devoir de les rendre en nature, ou d'en rendre le montant, si elles venaient à périr.... Ainsi le jugement qui est dénoncé à la Cour de cassation n'a point violé sous ce rapport l'esprit de l'arrêté du comité de salut public.

Le même jugement n'a pas violé davantage cet arrêté, en étendant l'obligation des sieurs Dupuis de restituer le prix des huiles suivant le cours du lieu de la destination, aux huiles même vendues en vertu d'un ordre de l'autorité supérieure, et en conformité de la loi du maximum...

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, sur le premier moyen de cassation, que la question sur la validité ou invalidité de la prise du navire les *Trois-Frères* et de sa cargaison, ayant été définitivement jugée par le jugement du tribunal de commerce de Bayonne, du 21 brum. an 2, et par l'arrêté du comité de salut public du 8 frim. an 3, et ne s'agissant plus entre les parties que de régler le mode d'exécution de ce dernier arrêté, les tribunaux ordinaires étaient compétents pour y statuer, et qu'il n'y avait pas lieu de renvoyer l'affaire au com-

seil des prises, établi par l'arrêté des consuls du 6 germ. an 8;

Attendu, sur le deuxième moyen, que le comité de salut public, par l'art. 3 de son arrêté, ayant ordonné, qu'en cas de vente des huiles réclamées par Strafforello et compagnie, les armateurs Dupuis en rembourseraient la valeur; la généralité de cette disposition embrassait tous les cas de vente par quelque circonstance qu'elle fût provoquée, et à quelque pris qu'elle fût faite; que d'ailleurs l'interprétation donnée à cet article par le jugement attaqué est conforme aux principes de l'exacte justice, puisque l'arrestation de ces marchandises était le fait des citoyens Dupuis, et que cette arrestation a été la première cause de tous les événements ultérieurs qui en ont occasionné le déperissement;

Que l'on ne peut pas esciper contre les citoyens Strafforello et compagnie de l'opposition par eux formée à la vente des huiles le 17 septembre 1793, puisque cette opposition avait un fondement légitime, et que les armateurs ont à se reprocher de n'y avoir pas déféré, soit en donnant mainlevée de la partie des huiles appartenantes aux appasans, soit en remboursant la valeur; mais qu'en s'obstinant au contraire à le retenir sans en payer le pris, ils se sont de plus rendus responsables des événements et de la force majeure qui en ont opéré la perte;

Attendu, sur le troisième moyen, que la loi du 9 mal 1793 n'a pas servi de fondement au dispositif du jugement attaqué; qu'elle y est seulement invoquée dans les considérans, à l'effet de régler le mode d'exécution de l'arrêté du comité de salut public; — Rejette, etc.

Du 22 niv. an 10. — Sect. civ. — *Concl., conf.* le cit. Merlin, comm. du gov.

DONATION PAR CONTRAT DE MARIAGE. — GARANTIE.

Les donations par contrat de mariage sont des contrats à titre onéreux, et comme tels ils imposent au donateur les obligations de garantie attachées aux contrats de cette espèce.
(L. 3, C. de vic.)(1)

(Marcelin — C. A. Marcelin.)

Marcelin père possédait dix éminées de terre provenant d'avantages matrimoniaux que lui avait faits son épouse, mais dont il avait perdu la propriété par le conval. Néanmoins, en mariant son fils Antoine, Marcelin père lui en fit donation par son contrat. — Après la mort du donateur, Antoine Marcelin renonça à la qualité d'héritier de son père, pour s'en tenir à la donation qui lui avait été faite. Il réclame à ses frères la valeur des dix éminées de terre dont il avait été dépossédé. — On lui répondit en invoquant la loi 3, C. de vic., qui n'oblige les donateurs à la garantie que lorsqu'ils l'ont promise.

2 therm. an 5, jugement du tribunal civil de Vaulxuc qui rejette cette exception et condamne les héritiers Marcelin à garantir la donation faite par leur père.

Appel. — 15 pluv. an 7, jugement confirmatif du tribunal civil des Basses-Alpes : « Considérant, d'une part, qu'il y a présomption de dol de la part du donateur, et par suite lieu à garantie; —

Considérant, d'autre part, que la donation par contrat de mariage n'est pas un contrat gratuit, puisque l'individu qui se marie avec le donataire, se marie sur la foi de la donation. »

Pourvoi en cassation par les héritiers Marcelin pour contravention à la loi 3, Cod. de vic.

JUGEMENT (après délib. en ch. du conseil.)

LE TRIBUNAL; — Attendu que les donations par contrat de mariage sont des actes à titre onéreux qui ne peuvent s'assimiler à de pures libéralités, et qui doivent produire en conséquence l'effet de garantie attachée aux contrats de cette espèce; — Attendu que le fait allégué, que le donateur ne savait pas que le bien ne lui appartenait plus, mais que le donataire avait cette connaissance, est, par sa nature, étranger au tribunal de cassation, qui ne doit considérer à cet égard que ce qui est reconnu par les premiers juges; — Par ces motifs, donne défaut, le défendeur n'ayant point produit, et cependant rejette la demande, etc.

Du 22 niv. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Rousseau.

ARBITRAGE. — CASSATION.

Sous l'empire de la loi du 27 vent. an 8, on ne pouvait se pourvoir en cassation contre un jugement arbitral, encore qu'il y eût réserve expresse à cet égard, si d'ailleurs les parties avaient renoncé à l'appel. (L. 16-21 août 1790, art. 1^{er} et 4; Const. de l'an 8, art. 61 et 63; et art. 3, tit. 1^{er} de la loi du 27 vent. an 8.) (2)

(Toutaville — C. Duheudier.)

Par compromis du 8 frim. an 9, Chausser Toutaville et Duheudier convinrent de faire juger par arbitre une contestation qui s'était élevée entre eux à l'occasion d'un douaire. — Le compromis portait que les parties renonçaient à la faculté d'appeler, et qu'elles se réservaient les recours en cassation.

La sentence arbitrale rendue, Toutaville se pourvoit en effet en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les dispositions des art. 1^{er}, 2^{et} 4, tit. 1^{er} de la loi du 21 août 1790; l'art. 65 de la constitution, et l'art. 3, tit. 1^{er} de la loi du 27 vent. an 8, dont les dispositions tendent à consacrer et fortifier l'étendue et l'efficacité de l'arbitrage; — Attendu que le recours en cassation n'est autorisé, aux termes de l'art. 65 de la constitution, que contre les jugemens en dernier ressort rendus par les tribunaux, et que, dans cette dénomination, nos lois n'ont jamais compris les arbitrages volontaires; que le but de l'institution du tribunal de cassation est de garantir les citoyens des contraventions et des abus de pouvoir commis par les juges que la loi leur a choisis; mais qu'il n'en est pas ainsi relativement aux arbitres qui sont du choix des parties et à l'égard desquels la loi constitutionnelle de l'État ne doit et n'a promis aucune garantie; — Attendu que, si elles ont la faculté indéfinie de se choisir des arbitres, il ne peut pas dépendre de même de leur volonté de donner au tribunal de cassation une attribution que la loi ne lui donne pas; que la disposition des lois citées, en permettant aux parties qui compromettent leurs différends de-

(1) *Id.*, Rouen, 3 juill. 1828. — *F.* dans la même sens, Duranton, t. 6, n° 528.

(2) On sait qu'à cette époque, et à la différence de ce qui existe aujourd'hui, les jugemens arbitraux étaient de leur nature en dernier ressort, et qu'il

fallait, pour en appeler, que cette voie de recours eût été expressément réservée; d'où il suit qu'ici, la renonciation à l'appel écartait d'autant plus les parties de la ligne des tribunaux. *F.* au surplus, dans ce sens, Cass. 29 mess. an 5; 21 mess. an 9, et les notes.

yaient arbitres de se réserver la faculté de l'appel, réserve qui entraîne nécessairement celle du pourvoi en cassation contre les jugements rendus sur les appels par les tribunaux, exclus par son silence la faculté de la réserve du pourvoi en cassation, lorsque l'appel n'a pas été réservé ou qu'il y a été renoncé : — Par ces motifs, — Déclare le demandeur non recevable dans son pourvoi en cassation.

Du 23 niv. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Murair. — Rapp., le cit. Lachèze. — Concl., le cit. Zangiacomi.

CONSEIL JUDICIAIRE.—INTERDICTION.

Les tribunaux ne pouvaient, avant le Code civil, placer sous l'autorité d'un conseil judiciaire les personnes qui n'étaient pas dans un état d'étrange interdictes. (Const. de l'an 3; L. des 16-24 août 1790, tit. 2, art. 10.) (1)

(Corbin—C. la dame Corbin.)

Corbin forma contre sa femme une demande en interdiction, fondée sur ce qu'une maladie de nerfs la faisait tomber dans des accès de démence. — Une assemblée de famille reconnut que deux ans auparavant elle avait eu, en effet, quelques atteintes de démence, et, sur ce fondement, émit le vœu qu'il lui fut donné un conseil. — Devant le tribunal civil de la Seine-Inférieure, la femme Corbin répondit à une longue série de questions avec beaucoup de présence d'esprit, et Corbin fut renvoyé de sa demande en interdiction. — Sur l'appel, le tribunal de Rouen, par jugement du 4 pluv. an 9, tout en reconnaissant que la femme Corbin n'était pas en état habituel de démence, lui nomma cependant un conseil, attendu que la maladie à laquelle elle était sujette pouvait entraîner des conséquences préjudiciables à la bonne administration et à la conservation de sa fortune.

Pourvoi en cassation de la part de la femme Corbin pour contravention à l'art. 10, tit. 2 de la loi des 16-24 août 1790, en ce que le tribunal de Rouen, en lui ôtant la libre administration de ses biens sans l'interdire, a commis un excès de pouvoir en empiétant sur l'autorité législative.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 10, tit. 2 de la loi des 16-24 août 1790. — Attendu que tout individu majeur doit jouir de ses droits civils, et conséquemment du droit d'aliéner et d'hypothéquer ses biens, comme bon lui semble, à moins qu'il ne soit privé de cette faculté par un jugement fondé sur une des causes formellement indiquées par la loi; — Attendu que, depuis la constitution de l'an 3, l'on n'a plus reconnu dans la république que trois causes d'interdiction, la fureur, la démence et l'imbécillité; qu'ainsi tout arbitraire est ôté aux tribunaux dans cette matière; — Attendu que le jugement attaqué reconnaît que la demanderesse ne se trouve dans aucun des cas d'interdiction exprimés dans la loi; — Attendu qu'aucune loi n'autorise les juges à prononcer de ces demi-interdictions, par lesquelles, en affectant de laisser à un individu la jouissance de sa liberté civile, on le prive malgré lui d'une des prérogati-

ves les plus sacrées de cette liberté, la faculté de disposer de ses biens; — Que par la loi tribunaux d'appel s'éant à Rouen a visiblement commis un excès de pouvoir par son jugement du 4 pluv. an 9, et empiété sur l'autorité législative, quoique cela soit formellement défendu aux tribunaux par l'art. 10 du tit. 2 de la loi du 16 août 1790, ci-dessus cité; — Donnant défaut, — Cassa, etc. (2)

Du 25 niv. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Doutrepoint.

ENREGISTREMENT.—DOMAINE CONGÉABLE.

La cession d'un droit de congéable doit à l'enregistrement 4 p. ^o/₁₀ de la valeur des édifices et superficies dont le nouveau domanier devient propriétaire; ce n'est point le cas d'appliquer les règles établies pour les transports de meubles. (L. 28 frim. an 7, art. 9, § 7, et art. 69, § 7.) (3)

(L'Enregistrement—C. Urboy.)

Le propriétaire du moulin de Courat-Couré avait cédé au sieur Urboy le droit d'exercer en son nom le congéable à l'égard du domanier de ce moulin. Celui-ci obtint à cet effet, le 17 mess. an 7, un jugement du tribunal civil des Côtes-du-Nord, par suite duquel Urboy et l'ancien domanier nommèrent respectivement deux experts pour procéder à l'estimation des édifices et superficies établis sur le domaine par le domanier.

Le procès-verbal dressé le 7 vend. an 8 présente une valeur de 3052 fr. qui fut remboursée par Urboy à l'ancien domanier. — Ce procès-verbal présenté à l'enregistrement fut soumis au droit de quatre pour cent comme acte de transmission immobilière.

Sur la demande en restitution formée par Urboy, le tribunal civil de Guingamp décida que le droit à percevoir devait être de deux pour cent, l'acte portant sur choses mobilières, attendu que les droits superficiaires d'un domaine congéable étaient, aux termes de la loi du 6 août 1791, art. 9, réputés meubles entre le propriétaire et le colon, et que, dans l'espèce, Urboy avait exercé le congéable au nom du propriétaire qui, dès lors, était censé avoir contracté lui-même.

Pourvoi de la régie pour contravention à la première partie de l'art. 9 de la loi du 6 août 1791, et pour fausse application de la seconde partie du même article.

JUGEMENT (après partage).

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 9 de la loi du 6 août 1791, lequel est ainsi conçu : « Dans toutes les successions directes ou collatérales qui s'ouvriront à l'avenir, les édifices et superficies des domaines seront partagés comme immeubles, selon les règles prescrites par la coutume générale de Bretagne; il en sera de même pour le douaire des veuves de domaniers, pour les sociétés conjugales, et pour tous les autres cas; les édifices et superficies n'étant réputés meubles qu'à l'égard des propriétaires fonciers. »

Et attendu que, d'après cet article, les édifices et superficies dépendant d'un domaine congéable, sont immeubles de leur nature, et soumis comme tels au douaire, et qu'ils ne sont considérés comme

(1) Il en est autrement aujourd'hui : l'art. 499 du Code civil laisse aux tribunaux la faculté de nommer un conseil judiciaire à ceux qu'ils ne croient pas de voir interdire. Un jugement du tribunal d'appel de Lyon du 2 prair. an 12, a même décidé que, dans le cas d'une interdiction provoquée avant le Code civil, mais jugée depuis, on a pu nommer un conseil judiciaire au défendeur à l'interdiction qui n'était pas tombée dans un état de démence absolue,

mais dont les facultés morales étaient seulement affaiblies. *V. aussi Merlin, Répert.* v° *Prodigue*, § 7.

(2) Sur l'opposition formée à ce jugement par défaut, il en est intervenu un contradictoire le 11 mess. an 10, conçu dans des termes tout-à-fait identiques.

(3) *V. conf.*, Cass., 1^{re} vent. an 12; 28 fév. 1832 (Volume 1832); Merlin, *Répert.* v° *Bail à domaine congéable*, n° 5, et *Quest.* v° *Dom. congéable*, § 1.

meubles que par fiction, et à l'égard du foncier seulement; en quoi cette disposition est parfaitement d'accord avec la législation ancienne sur les domaines congéables, suivant laquelle les édifices et superficies, meublés seulement à l'égard du foncier, étaient immeubles à l'égard de tous autres, et assujettis, non-seulement au domaine, mais encore à l'hypothèque et au retrait lignager; — Que si le foncier, en rentrant dans les édifices et superficies de son domaine, par congément ou tout autrement, ne les reprend que comme meublés et par une fiction qui lui est personnelle, il n'en est pas de même de son cessionnaire, parce qu'à son égard cette cession est, comme à l'égard de tous les autres, un véritable acte translatif de propriété immobilière, et parce que c'est là une fiction qu'il faut resserrer dans son cas particulier, et qui, comme telle, ne peut pas être étendue d'un cas à un autre, ni d'une personne à une autre; — Que tel était aussi l'état de la jurisprudence à l'égard du cessionnaire du foncier au moment où a été rendue la loi du 6 août 1791, qui, au reste, loin d'apporter à cet égard le moindre changement, a, au contraire, maintenu cet état de choses, en limitant expressément, par son art. 9, au seul foncier, la fiction par laquelle elle déclarait meubles les édifices et superficies; et, en effet, le cessionnaire payait le centième denier, tandis que son cédant ne le payait pas; — Qu'étant certain que les édifices et superficies du domaine congéable, en passant au cessionnaire du foncier, sont, quant à lui, de nature immobilière, comme à l'égard de tout autre, le congément qui en est exercé par le cessionnaire, qui devient ensuite le propriétaire au lieu et place de celui qu'il a congédié, doit être, à cause de l'exercice de ce congément, assujéti au droit de quatre pour cent, au désir de l'article 9, § 7 de la loi du 22 frim. an 7, comme l'était, au surplus, au centième denier, le cessionnaire du retrait féodal, qui l'avait exercé par suite de la cession à lui faite, encore bien que son cédant ne fût point soumis à la perception de ce droit pour raison de retrait.

D'où il suit qu'en ne soumettant Urboy, cessionnaire du droit de congément du domaine de Couat-Couré, et de ses édifices et superficies, dont il est devenu le propriétaire par suite de l'exercice de ce droit, qu'au droit de deux pour cent, parce que, comme cessionnaire du foncier, à l'égard duquel les édifices et superficies sont des meubles, ces objets avaient passé dans ses mains en cette qualité, ainsi qu'ils avaient passé dans celles de son cédant, s'il avait exercé lui-même et pour son propre compte son droit de congément, le jugement attaqué a évidemment violé l'art. 9, de la loi du 6 août 1791, dans sa première partie, et fausement appliqué la deuxième partie de cet article, puisque, conformément à l'art. 69, § 7

de la loi du 22 frim. an 7, Urboy devait ce droit proportionnel de quatre pour cent, ainsi qu'il l'avait payé; — Casse, etc.

Du 25 niv. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Babbie — Concl., le cit. Pons, subst.

LIVRES DE COMMERCE.—PREUVE.

Tout négociant doit produire ses registres lorsque sa partie adverse offre d'y ajouter foi (1). — Peu importe qu'il s'agisse d'une dette civile, l'obligation de l'y inscrire étant la même que pour une dette commerciale. (Ord. de 1673, tit. 3, art. 1^{er} et 30.)

Et cette offre d'ajouter foi aux registres du négociant, peut avoir lieu en cas d'appel, bien qu'elle n'ait pas été faite en premières instances.

(Tubœuf—C. d'Yvrande.)

En 1788, Tubœuf, marchand joaillier, avait prêté 7200 liv. à Morot, maître de pension à St-Mandé, et il avait de lui deux obligations notariées. — De plus, il avait retiré de la circulation des billets de Morot, pour 6200 liv. — Total 13,400 liv. que Tubœuf réclamait sur les biens de la communauté de Morot et de son épouse.

Après le décès de celle-ci, Morot, à la vacation de l'inventaire du 30 déc. 1790, déclara ne devoir à Tubœuf que 4600 liv. Et dans un état de ses dettes trouvé chez Morot, après son décès, il déclarait en avoir payé 4300 liv.

Tubœuf lui-même reconnaissait avoir réglé compte avec Morot, le 20 mess. an 5, et avoir réduit les 6200 liv. à 3100 liv., au moyen de quoi Morot lui avait remis des quittances par lui déchirées, comme désormais inutiles. En conséquence, Tubœuf ne réclamait que 6200 liv. pour le montant des obligations notariées, et 3100 liv. provenant de compte arrêté avec Morot; total, 9600 liv.; et, cette réclamation, il l'exerçait contre d'Yvrande, acquéreur des droits successifs de la femme Morot. — D'Yvrande, pour sa défense, argumentait de la déclaration de Morot, à la vacation de l'inventaire, et de la note trouvée dans ses papiers après son décès, et du soin de régler compte avec Morot, non avec lui, et de l'aveu fait par Tubœuf que Morot lui avait remis des quittances aussitôt déchirées; il trouvait dans ces circonstances la preuve d'une collusion entre Tubœuf et Morot pour grossir les dettes de la communauté, au préjudice des droits de lui d'Yvrande. — Enfin, il demandait que, pour éclaircir les faits, Tubœuf fût obligé de produire ses registres, sans toutefois offrir d'y ajouter foi.

17 niv. an 7, jugement du tribunal de Paris, qui ordonne que Tubœuf rapportera ses registres. 2 germ. an 7, attendu que Tubœuf a déclaré

(1) L'usage de faire représenter les livres du marchand pour justifier la vérité de sa créance, dit Bornier sur l'art. 10, tit. 3 de l'ordonnance de 1673, a même été étendu jusqu'au cas où il a pour titre une reconnaissance passée devant notaire, et un arrêt du 23 juill. 1689 (dont il rapporte le texte) l'a ainsi jugé. — Sic Jousse, sur le même article.

Dans l'espèce actuelle, il y avait refus par le marchand de produire ses livres, auxquels le débiteur déclarait vouloir ajouter foi; et bien que ce marchand fût porteur d'un titre authentique, il a été déclaré non recevable dans sa demande. F. dans la même sens, Cass. 4 vent. an 10.

La décision serait la même sous l'empire du Code de comm., bien que l'art. 17 de ce code ne soit pas conçu dans des termes aussi absolus que l'art. 10,

tit. 3 de l'ordonnance de 1673: toute la différence, c'est que sous l'ordonnance, la représentation des registres ne devait être ordonnée qu'autant que la partie qui la demandait, offrait d'y ajouter foi, tandis que sous le Code cette offre n'est que facultative. F. Locré, sur les articles 15 et 17 du Code de comm.; Pardessus, n° 259; Toullier, n° 382, ou cet auteur rapporte l'espèce que nous recueillons ici.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que, dans tous les cas, la faculté d'ordonner ou de refuser la représentation des livres de commerce est laissée par la loi au pouvoir discrétionnaire du juge. F. arrêts de Bruxelles, 23 mars 1824, d'Aix, 5 avril 1832 (Volonté 1835); de Cass. 20 août 1818, 18 déc. 1827, 4 fév. 1828 et 13 août 1833.

n'avoir pas de registres, jugement qui le déclare non recevable dans ses demandes.

Appel de Tubeuf. — Il soutient que des obligations passées devant notaire ne peuvent être rendues inefficaces par le défaut de leur mention dans des registres de commerce ou papiers domestiques. Or, il ne l'a pas offert en première instance. Donc, il y a eu mal jugé.

De son côté, d'Yvrande réitère sa demande de production des registres de Tubeuf, offrant alors positivement d'y ajouter foi.

1^{re} mess. an 8, jugement par lequel le tribunal civil de Seine-et-Marne donne acte à d'Yvrande de ce qu'il offre ajouter foi aux registres de Tubeuf; — Et de ce que Tubeuf déclare n'avoir jamais eu de registres; — Comme aussi des déclarations faites à l'audience par Tubeuf, que lors du compte du 30 mess. an 3, Morot lui a remis des quittances qu'il a détruites, etc.; — Attendu le défaut de représentation des quittances et registres dont il s'agit, dit qu'il a été bien jugé.

POURVOI en cassation par Tubeuf. — Le demandeur, par l'organe de son défenseur, disait : 1^o Que les registres d'un négociant ne devaient contenir que son négoce; que des obligations notariées, pour argent prêté, n'ayant rien de commercial, ne devaient point être portées sur ses registres; — Que c'était dans ce sens qu'il fallait entendre l'art 1^{er}, tit. 3 de l'ordonn. de 1673.

2^o Le demandeur disait encore que, s'il avait pu être permis d'ordonner la représentation des registres (art. 10, tit. 3 de l'ordonn. de 1673), ce n'eût été que dans le cas où, en demandant cette représentation, d'Yvrande eût offert d'ajouter foi aux registres. — Or, il ne l'a pas offert en première instance. — Donc, le refus de Tubeuf de produire ses registres n'était pas un motif suffisant pour le déclarer non recevable dans sa demande.

Le défendeur répondait : Que les juges d'appel s'étaient décidés également, et par les déclarations des parties, et par la suppression des quittances, et par la non représentation des registres, leur jugement devait être maintenu, alors même que le motif pris de la non représentation des registres serait sans fondement. — Qu'au surplus, ce motif était conforme aux dispositions de l'ordonnance : soit à l'art. 1^{er}, puisqu'il oblige les négociants à y inscrire toutes leurs dettes actives, sans distinguer la nature de ces dettes; soit à l'art. 10, puisqu'il oblige à la représentation des registres, alors que la partie qui le demande offre d'y ajouter foi; — Que l'ordonnance n'a pas distingué le moment de la cause où cette offre pourrait être faite, et que, de droit, les parties peuvent, sur l'appel, comme en première instance, faire valoir leurs moyens de défense.

JUGEMENT (après partage).

LE TRIBUNAL. — Attendu que l'art. 1^{er} du tit. 3 de l'ordonn. de 1673 veut que les négociants et marchands aient un livre où ils doivent inscrire leurs dettes actives et passives, et qu'il ne fait au-

cune distinction entre les différentes causes d'où ces dettes peuvent provenir; que les obligations dont il s'agit étaient une dette active de Tubeuf; qu'il est constaté au procès, et jugé en fait par le jugement attaqué, que ledit Tubeuf était marchand (1).

Attendu que le tribunal de Seine-et-Marne n'a pas uniquement fondé sa décision sur le défaut de représentation de registres; qu'il lui a encore donné pour base les aveux et déclarations des parties, notamment la destruction par Tubeuf des quittances à lui remises, lors du compte fait entre lui et Morot, en mess. an 3, sans y avoir appelé d'Yvrande, bien connu cependant pour intéressé dans ce compte, puisque Tubeuf était en instance avec lui, pour le faire condamner comme acquéreur des droits successifs de la dame Gufrin, femme Morot, au paiement des obligations dont il s'agit, dont la feue dame Morot était débitrice solidaire avec son mari; — Que quand le tribunal de Seine-et-Marne se serait trompé sur les inductions qu'il a tirées de ces faits, il n'a du moins contrevenu à aucune loi en confirmant par de semblables motifs les jugements du tribunal de la Seine, et en déclarant ainsi implicitement Tubeuf non recevable dans ses demandes; — Vidant le partage du 23 fruct. dernier, — Rejette, etc.

Du 25 niv. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cil. Aumont.

TRIBUNAL CRIM. — OPTION. — COMPÉTENCE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, lorsque l'accusé avait fait légalement l'option d'un tribunal criminel, ce tribunal ne pouvait se dispenser de se saisir de la poursuite et de procéder conformément à la loi. (C. 3 brum. an 4, art. 303.) Il y a lieu de la part du tribunal de cassation de ressaisir un tribunal criminel devant lequel une affaire a été portée par l'option légalement exercée de l'accusé, et qui s'est mal à propos dessaisi avant de statuer sur le fond.

(Martin et Rue. — C. Min. pub.)

Martin et Rue, prévenus de brigandages commis en bande, avaient été poursuivis et mis en accusation, suivant les formes établies par le Code du 3 brum. an 4. A la suite de l'ordonnance de prise de corps, ils avaient fait l'option du tribunal criminel du département du Nord. — Le 29 mess. an 9, jugement de ce tribunal qui renvoie devant le tribunal criminel de Jemmapes, en se fondant sur l'art. 7 de la loi du 30 prairial an 3. Déclaration d'incompétence de ce tribunal. Demande en règlement de juges.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant, 1^o que les délits dont il s'agit, ont déjà été soumis à un jury d'accusation qui a déclaré y avoir lieu à accusation contre les prévenus; que, dès lors, il est sans objet comme sans intérêt pour la vindicte publique, de recourir aux formalités prescrites par l'art. 7 de la loi du 30 prairial an 3, et d'en invoquer l'exécution; que, sous ce rapport, les pré-

porter aux registres avait été valablement faite en appel, bien qu'elle ne l'eût pas été en 1^{re} instance. — Les autres motifs ne nous paraissent que subsidiaires, et n'ont pour objet que d'exprimer, qu'indépendamment de la présomption qui s'élevait contre Tubeuf par son refus de produire ses registres, il existait encore nombre d'autres motifs pour faire rejeter sa demande, et dont l'appréciation était exclusivement dans le domaine des juges du fond.

(1) C'est de ce premier attendu seulement que nous paraissent résulter les deux solutions posées en tête de cet article : en décidant que Tubeuf, en sa qualité de marchand, était tenu d'inscrire sur ses livres aussi bien ses dettes civiles (actives ou passives) que ses dettes commerciales, le tribunal décide, par voie de conséquence, que son refus de produire ses registres, alors que son adversaire déclarait vouloir s'en rapporter à leur énonciation, a dû le faire déclarer non recevable dans sa demande; et par suite encore, que la déclaration de s'en

venus ayant fait légalement, à la suite de l'ordonnance de prise de corps, l'option du tribunal criminel du département du Nord, ce tribunal ne pouvait se dispenser de se saisir de la poursuite et de procéder aux termes de la loi; qu'ainsi il ne peut y avoir lieu à règlement de juges entre lui et le tribunal criminel du département de Jemmapes, auquel il a renvoyé les prévenus sur les motifs d'exécution dudit art. 7 de la loi du 30 prair. an 3;—Considérant, 2° que le délit le plus grave, mentionné dans l'acte d'accusation admis, a été commis dans le département du Nord; et, enfin, que le tribunal criminel du département du Nord n'a point statué sur le fond, et n'a fait que se dessaisir;—Sans arrêter à la demande en règlement de juges formée par le commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du département de Jemmapes;—Rejette le pourvoi du même commissaire en cassation du jugement rendu par le tribunal criminel, le 26 vendémiaire dernier;—Et faisant droit sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement près le tribunal de cassation;—Vu la 6^e disposition, art. 456 du Code des délits et des peines;—Casse, etc.

Du 26 niv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Schwendt.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

1^{er} JURY. — QUESTIONS. — DISCOURS SÉDITIEUX. 2^o DISCOURS SÉDITIEUX. — PRIME. — CIRCONSTANCES ATTÉNUANTES. — EXCUSE.

1^{re} Sous le Code du 3 brum. an 4, il y avait accusation de propos tendant à l'avilissement du gouvernement, la première question posée au jury devait matériellement contenir ces propos, pour savoir s'ils étaient constants, sauf à examiner ensuite si ces propos tendaient à l'avilissement du gouvernement. (C. 3 brum. an 4, art. 371.)

2^o Le délit résultant de propos tendant à l'avilissement du gouvernement est prévu et puni, non par la loi du 1^{er} germ. an 3, mais par celle du 12 floréal de la même année (1).

La question relative aux circonstances atténuantes, autorisée par l'art. 2 de la loi du 1^{er} germ. an 3, ne peut être posée à l'égard des délits prévus par la loi du 12 flor. an 3; elle est remplacée par la question d'excuse, permise par l'art. 646 du Code du 3 brum. an 4. (2)

(Paumier—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les arts. 374 et 380 du Code des délits et des peines, et 1^{er} de la loi du 1^{er} germ. an 3;—Considérant, 1° que, s'agissant de propos tendant à l'avilissement du gouverne-

ment, lesquels sont énumérés dans l'acte d'accusation, la première question, d'après l'art. 374 du Code précité, devait contenir matériellement ces propos, pour savoir s'ils étaient ou s'ils n'étaient pas constants, sauf à examiner ensuite si ces propos tendaient à l'avilissement du gouvernement; qu'ainsi, le fait formant l'objet de l'acte d'accusation n'étant pas, d'ailleurs, dans l'espèce, le sujet de la première question, il y a, d'après l'art. 380 du même Code, nullité acquise;—Considérant, 2° que le délit résultant de propos tendant à l'avilissement du gouvernement est nominativement prévu et puni par les dispositions des arts. 4 et 5 de la loi du 12 floréal an 3; que, dès lors, c'étaient les dispositions de cette loi et non celles de la loi du 1^{er} germ. précédent, qui ne prévoyait pas nominativement le délit, qu'il fallait appliquer; qu'ainsi il y a fautive application de la loi;—Considérant, enfin, que la question relative aux circonstances atténuantes ne peut être posée à l'égard d'accusés de délits prévus par la loi du 12 floréal an 3, mais qu'elle peut être remplacée par la question d'excuse sortant des dispositions de l'art. 646 du Code des délits et des peines;—Casse, etc.

Du 26 niv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Yallée.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

JURY. — COMPOSITION. — EMPÊCHEMENT.

Sous la Code du 3 brum. an 4, il y avait nullité lorsqu'un citoyen avait rempli les fonctions de juré d'accusation et de juré de jugement dans la même affaire. (C. 3 brum. an 4, art. 502.) (3)

(Huizt—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les pièces produites en exécution du jugement interlocutoire du 26 brumaire dernier;—Attendu qu'il est prouvé par lesdites pièces que Jean-François-Mathieu Dubourg a rempli les fonctions de juré d'accusation et de juré de jugement dans la procédure instruite contre Joseph Huizt, ce qui est une contravention à l'art. 502 du Code des délits et des peines;—Casse, etc.

Du 27 niv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Barris.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉT. — VOIES.

Les tribunaux spéciaux ne peuvent, sans excès de pouvoir, se déclarer compétents pour connaître des vols dans les campagnes, lorsqu'ils ne constatent pas dans leurs jugements qu'il y a eu effraction extérieure ou qu'ils ont été

(1) La loi du 1^{er} germ. an 3 ne prévoyait nominativement que les cris séditieux et les provocations soit au rétablissement de la royauté, soit à la révolte contre le gouvernement républicain. La loi du 12 flor. suivant, spécialement dirigée contre les émigrés rentrés, se bornait, au contraire, à incriminer les individus qui, par leurs écrits ou leurs discours séditieux, auraient provoqué l'avilissement de la représentation nationale ou le retour de la royauté. La peine, contre ce dernier délit, était le bannissement à perpétuité. Si, toutefois, les provocations avaient eu lieu dans un rassemblement, la peine était celle portée par la loi du 1^{er} germ. an 3, c'est-à-dire, la déportation, et en cas de circonstances atténuantes, deux années de fers.

(2) L'art. 2 de la loi du 1^{er} germ. an 3 portait cette disposition fort remarquable : « Néanmoins, cette peine (la déportation) sera réduite à deux ans de

fers, si le jury déclare qu'il y a dans le délit des circonstances atténuantes. » Ainsi, le système qu'a fondé depuis l'art. 463 du Code pénal, se trouvait déjà appliqué dans cette loi : c'était la jury qui déclarait l'existence des circonstances atténuantes, et cette déclaration avait pour effet l'abaissement de la peine. — Dans l'espèce, le jugement déféré au tribunal de cassation avait appliqué cet article; mais cette application était illégale, puisque le délit ne rentrait pas dans les termes de cette loi; et les peines ne pouvaient dès lors être atténuées qu'à raison des excuses admises en faveur de l'accusé, en vertu de l'art. 646 du Code du 3 brum. an 4; mais ces excuses différaient des circonstances atténuantes, en ce qu'elles devaient être définies et ne pouvaient être prononcées que dans les cas prévus par la loi.

(3) Cette décision est l'application textuelle de l'article 502, et la raison en est évidente. F. conf., Cass. 16 fruct. an 6.

commis avec port d'armes par deux personnes au moins. (L. 18 pluv. an 9, art. 9.) (1)

(Besq.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu la 6^e dispos., art. 456, du Code des délits et des peines;—Considérant que la loi du 18 pluv. an 9 n'attribue aux tribunaux spéciaux la connaissance des vols dans les campagnes, que dans deux cas, lorsqu'il y aura effraction extérieure, ou lorsqu'ils seront commis avec port d'armes par deux personnes au moins;—Considérant que le tribunal spécial du département du Var, dans son jugement de compétence du 23 frim. dernier, ne caractérise pas le délit de manière à constater sa compétence, puisqu'il n'établit pas que le vol dont il s'agit a été commis dans une campagne et avec effraction aux clôtures extérieures, murs, toits, portes ou fenêtres extérieures, suivant l'expression littérale de l'article 9 de cette même loi;—Par ces motifs;—Casse, etc.

Du 27 niv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Schwendt.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX.—COMPÉTENCE.

Les tribunaux spéciaux, en jugeant leur compétence, doivent, à peine de nullité, énoncer avec exactitude et précision les faits dont ils prennent connaissance, et exprimer les circonstances plus ou moins aggravantes qui les accompagnent, afin que le tribunal de cassation puisse apprécier si le jugement est bien rendu. (L. 18 pluv. an 9, art. 24 et 26.) (2)

(Pignot.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu la 6^e dispos., art. 456 du Code des délits et des peines, et les art. 24 et 26 de la loi du 18 pluv. an 9;—Considérant que, de la combinaison des art. 24 et 26 de la loi précitée, il résulte évidemment que le tribunal spécial, en jugeant sa compétence, doit énoncer avec exactitude et précision les faits dont il prend connaissance; qu'il doit exprimer dans son jugement les circonstances plus ou moins aggravantes qui les accompagnent, afin que le tribunal de cassation puisse décider, en connaissance de cause, si le jugement de compétence a été bien rendu;—Considérant, dans l'espèce, que les autres délits imputés à Louis Pignot, et sur lesquels le tribunal spécial des Bouches-du-Rhône a déclaré sa compétence, sont énoncés vaguement; qu'ils ne sont pas précisés, et les circonstances plus ou moins aggravantes non spécifiées; que, conséquemment, le tribunal de cassation est dans l'impossibilité de vérifier si ces délits sont de la compétence du tribunal spécial des Bouches-du-Rhône;—Par ces motifs, —Casse et annule la disposition du jugement du tribunal spécial des Bouches-du-Rhône, rendu le 8 nivôse, présent mois, en ce qui touche les autres délits non pré-

cisés ni caractérisés, sauf au même tribunal spécial à statuer sur sa compétence à l'égard desdits délits, dans le cas où le pièces et l'instruction établiraient d'une manière plus précise les caractères du délit énoncé en l'art. 8 de la loi du 18 pluv. an 9, ou à renvoyer, dans le cas contraire, devant qui de droit.

Du 27 niv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Liger-Verdigny.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

MINISTÈRE PUBLIC.—SUBSTITUTS DES TRIBUNAUX.—APPEL CORRECTIF.

Les fonctions attribuées aux substituts des commissaires du gouvernement près les tribunaux criminels, sont uniquement relatives à la police judiciaire, et dès lors ces magistrats ne peuvent interjeter appel des jugements du tribunal correctionnel: ce droit n'appartient qu'aux commissaires près le tribunal de première instance. (L. 7 pluv. an 9.) (3)

(Intérêt de la loi.)

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 193 et la 6^e disposition, de l'art. 456 du Code des délits et des peines;—Considérant que les fonctions attribuées par la loi du 7 pluv. an 9 aux substituts des commissaires du gouvernement près les tribunaux criminels, sont uniquement relatives à la police judiciaire; que l'exercice de cette police ne comprend pas les fonctions que doit remplir le commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance, jugeant en matière de police correctionnelle;—Considérant qu'il résulte de l'art. 193 précité, que la faculté d'appeler d'un jugement rendu par le tribunal de première instance, en matière de police correctionnelle, appartient seulement au commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance, et non au commissaire du gouvernement près le tribunal criminel;—Considérant, dans l'espèce, que le substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du département de l'Allier est inusé dans les fonctions attribuées au commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Montluçon, jugeant correctionnellement, en interjetant appel du jugement rendu par ce tribunal le 18 fruct. dernier, et qu'ainsi il y a eu de sa part usurpation de pouvoirs;—Considérant que, dans ces circonstances, le tribunal criminel du département de l'Allier aurait dû annuler l'appel interjeté par le substitut du commissaire du gouvernement près ce tribunal, et qu'ayant omis de prononcer cette nullité, il y a lieu d'office, et, pour l'intérêt de la loi, de casser le jugement dudit tribunal criminel, conformément aux dispositions de l'art. 456 précité du Code des délits et des peines;—Casse, etc.

Du 27 niv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Liger-Verdigny.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

(1) F. ident., Cass. 27 prair. an 9, et la note.

(2) Rê, Cass. 16 mess. an 9.

(3) F. dans le même sens, Cass. 26 fruct. an 9, et 8 pluv. an 10.—Les substituts des commissaires du gouvernement près les tribunaux criminels furent créés par la loi du 7 pluv. an 9. Leurs fonctions étaient la recherche et la poursuite de tous les crimes et délits; ils recevaient les plaintes, déterminaient les mandats de dépôt contre les prévenus et assignaient les directeurs du jury. Aucun acte de l'instruction n'était fait sans qu'ils fussent entendus, et c'était sur leurs réquisitions que le directeur du jury rendait l'ordonnance qui statuait sur la procédure,

mettait le prévenu en liberté ou le renvoyait devant les juges compétents. Mais si s'arrêtaient les attributions de ces magistrats placés près les tribunaux civils d'arrondissement, à côté des commissaires du gouvernement près ces tribunaux, leurs fonctions étaient limitées à la surveillance de la procédure criminelle. Le droit de recours soit contre les jugements du tribunal correctionnel d'arrondissement, soit contre les jugements du tribunal criminel du département n'appartenait qu'aux commissaires près le tribunal civil et près le tribunal criminel. F. au surplus, sur l'institution du ministère public sous la législation de 1791, nos observations, sur l'aff. Fallu (26 prair. an 9).

1^{re} VOIES DE FAIT. — TRIBUNAL DE POLICE.

2^o TRIBUNAL DE POLICE. — JUGEMENT. — LOI PÉNALE.

1^o Le tribunal de police est incompétent pour connaître d'une plainte dans laquelle le plaignant articule qu'il a été frappé et a reçu plusieurs soufflets (1).

2^o Est nul le jugement de police qui ne contient pas les termes de la loi pénale dont il fait l'application. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (2)

(Min. pub. — C. Thuron.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 7 et 13, tit. 2 de la loi du 22 juill. 1791; — Vu aussi l'art. 162 du Code des délits et des peines; — Attendu que la plainte de Marie Thuron avait pour objet des insultes et violences graves; qu'elle énonçait que cette plaignante avait été frappée et avait reçu plusieurs soufflets; que le résultat de l'instruction avait confirmé et prouvé les faits de la plainte; que, des lors, le tribunal de simple police était incompétent; que son incompétence était même constituée par les seuls faits de la plainte, et que, sur le titre de la prévention, il aurait dû renvoyer les parties pardevant le tribunal de police correctionnelle; qu'en se permettant, néanmoins, de procéder à l'instruction de l'affaire, et en prononçant une condamnation, il n'a point inséré dans son jugement les termes de la loi pénale dont il faisait l'application; qu'il a encore ainsi violé la forme de jugement que le Code des délits et des peines lui prescrivait à peine de nullité; — Par ces motifs, — Casse dans l'intérêt de la loi.

Du 27 niv. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Seignette. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

APPEL CORRECT. — PARTIE CIVILE. — EFFETS.

Un tribunal criminel ne peut, sur le seul appel de la partie civile, prononcer des peines contre le prévenu qui a été renvoyé de la poursuite en première instance. (C. 3 brum. an 4, art. 5 et 8.) (3)

(V. Delivet — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vues les art. 5 et 8 des dispositions préliminaires du Code des délits et des peines, et la 6^{re} disposition de l'art. 456 du même Code; — Considérant que, dans le jugement du tribunal de police correctionnelle d'Yvetot, il y avait deux dispositions distinctes, l'une relative à l'action publique, et l'autre à l'action civile; que, quant à l'action publique, ce tribunal avait déchargé la prévenue des fins de ladite action, en déclarant qu'il n'y avait pas lieu à l'application de l'art. 35 de la loi du 22 juill. 1791; — Considérant que ce jugement avait été rendu conformément aux conclusions du ministère public; qu'il n'en avait point été émis d'appel de la part des fonctionnaires publics chargés de l'exercice de cette action; — Considérant que l'appel émis par la partie civile plaignante ne pouvait avoir trait qu'à l'action civile lui compétant; que le tribunal criminel, en annulant, sur l'appel seul de la partie civile, le jugement de police correctionnelle sur le tout et indéfiniment, a commis un excès de pouvoir, et est contrevenu aux distinctions énoncées dans les art. 5 et 8 du même Code prédicté; — Par ces motifs, reçoit Charles Isnel partie intervenante, et statuant, tant sur ladite intervention que sur le pourvoi de Charlotte Isnel, veuve de Robert-Delivet; — Casse, etc.

(1) V. dans le même sens, Cass. 23 frim. an 7; 19 brum. et 29 mess. an 9, et les notes.

(2) Ita, Cass. 22 febv. an 7; 29 therm. an 9; 29 frim. et 8 niv. an 8.

Du 27 niv. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Siéys. — Concl., le cit. Lefessier, subst. — Pl., le cit. Matbiss.

DOUANES. — GRAINS ET FARINES. — PASSAVANT

L'art. 2 de la loi du 26 vent. an 5 qui a soumis à la formalité du passavant les transports de grains et farines dans la distance de cinq kilomètres des frontières, n'a point été abrogé par l'art. 4 de la loi du 19 vend. an 6 (4).

(Vanderlic — C. Douanes.)

Le 19 brum. an 13, jugement du tribunal criminel du département de la Dyle, qui confirme un jugement correctionnel prononçant la nullité d'une saisie de braye et de seigle moulus, trouvés à cinq cents pas de la frontière dans une charrette sans passavant. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu la 2^{re} disp. de l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Vu l'art. 1^{er} de la loi du 26 vent. an 5, et l'art. 4 de celle du 19 vend. an 6; — Attendu que, des termes mêmes de cet art. 4, il résulte évidemment qu'il n'a point été dérogé aux dispositions de l'art. 1^{er} de la loi du 26 vent. précitée, sur le transport des grains et farines dans la distance de 5 kilomètres des frontières; qu'en prononçant cette dérogation, et en faisant de cette prétendue dérogation la base de son jugement, le tribunal criminel du département de la Dyle a conséquemment violé la loi du 26 ventôse et fait une fausse application de celle du 19 vendémiaire; que son jugement ne présente cependant pas les mêmes violations de la loi ni les mêmes moyens de nullité que le jugement du tribunal criminel du département des Deux-Nèthes précédemment annulé; qu'ainsi il y a lieu d'en prononcer l'incontinence la cassation; — Par ces motifs; — Casse, etc.

Du 28 niv. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

GARANTIE DES MAT. D'OR ET D'ARGENT.

— VISITES. — PRÊTEURS SUR NANTISSEMENT.

Les proposés à la perception des droits de garantie ont le droit de faire des visites chez les prêteurs sur nantissement dans les cas mentionnés en l'art. 28 de la loi du 19 brum. an 6. Mais le refus du prêteur sur nantissement de représenter les objets d'or et d'argent déposés entre ses mains, ne peut donner lieu à aucune peine; cette peine n'est encourue que par la constatation du corps du délit. (L. 19 brum. an 6, art. 28, 77 et 80.)

(Trohé — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 28, 77, 80, 101, 102, 103 et 105 de la loi du 19 brum. an 6; — Vu aussi la 1^{re} disp. de l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Attendu que des arrêtés qui autorisent la maison de prêt tenue par le cit. Trohé, il résulte que cet établissement se trouve du nombre de ceux spécifiés en l'art. 28 précité de la loi du 19 brum. an 6, puisque, par ces arrêtés, Trohé est assujéti à la vente, et à faire, sur son registre, mention de l'excédant du prix de la vente; — Attendu aussi que, d'après ce même art. 28, les prêteurs sur nantissement (pour les cas mentionnés audit article) étant assimilés aux fabricans et marchands d'or et d'argent, il s'ensuit que les proposés à la perception des droits de garantie ont

(3) V. nos observations sur cette question, Cass. 6 frim. an 10.

(4) V. conf., Cass. 27 vend. an 9 et la note; 21 flor. an 12.

le droit de visite chez le cit. Trohé; — Mais attendu que le procès-verbal qu'ils ont rapporté chez Trohé le 26 prair. na constate que son refus de représenter les objets d'or et d'argent dont la terme du dépôt était expiré, et ne prouve nullement que les mêmes objets n'avaient point acquitté les droits de garantie avant le dépôt; — Attendu, d'ailleurs, qu'un semblable refus n'étant puni ni même prévu par aucune disposition de la loi, c'était aux préposés à se pourvoir par les voies de droit, à l'effet de se procurer l'ouverture que leur refusait Trohé de ses coffres et armoires; que ne l'ayant pas fait et s'étant bornés simplement à rapporter le refus dudit Trohé, il en résulte qu'il n'y a pas réellement de corps de délit constaté, et que, par conséquent, le tribunal criminel du département de la Seine-Inférieure a fait une fausse application des cit. 28, 77 et 80 de la loi du 19 brum. an 6; — Casse, etc.

Du 29 niv. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Raperou. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

ENREGISTREMENT. — JUGEMENT. — PIÈCES NON ENREGISTRÉES.

Sous l'empire de la loi des 5-19 déc. 1790, un jugement rendu sur pièces non enregistrées était nul; mais cette nullité ne pouvait être prononcée que dans l'intérêt de la loi et non dans l'intérêt ou sur le pourvoi des parties. (L. 5-19 déc. 1790, art. 11.) (1)

(Intérêt de la loi — aff. Villeneuve.)

Le 28 vent. an 6, le tribunal civil du département du Var rendit, entre Antoine-Balthazar Villeneuve et Alexandre-Gaspard Villeneuve, un jugement basé sur une transaction sous seing-privé, en date du 1^{er} juill. 1748, bien que cet acte n'eût pas été préalablement enregistré.

Appel. — Du 16 germ. an 7, jugement du tribunal civil des Alpes-Maritimes qui, adoptant les motifs des premiers juges, a confirmé le jugement de première instance.

Pourvoi en cassation par Alexandre Gaspard Villeneuve pour contravention à l'art. 11 de la loi des 5-19 déc. 1790, qui défend aux juges de rendre aucun jugement avant que les actes produits aient été enregistrés. — Le tribunal de cassation a rejeté le pourvoi formé par Villeneuve, mais le commissaire du gouvernement a demandé, dans l'intérêt de la loi, la cassation du jugement du tribunal des Alpes-Maritimes.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 11 de la loi du 19 déc. 1790, ainsi conçu: « Les actes sous signature privée, même les billets à ordre, en conséquence desquels il sera formé quelques demandes principales, incidentes ou en réconvention, seront enregistrés au bureau du domicile du de-

(1) La loi des 5-19 déc. 1790 défendait aux juges d'avoir aucun égard aux actes non enregistrés et de rendre sur ces actes aucun jugement, avant qu'ils eussent été soumis à la formalité. Cette disposition n'a pas été reproduite par la loi du 22 frim. an 7. Aux termes de l'art. 47 de cette dernière loi, les juges qui motivent leur décision sur une pièce non enregistrée, sont, il est vrai, personnellement responsables de cette omission; mais leur jugement ne peut plus être annulé pour cette cause (Cass. 19 nov. 1807). En effet, l'enregistrement n'est qu'une formalité extrinsèque, dont l'omission ne porte aucune atteinte à la validité des actes qui devaient en être revêtus. Toutefois, il faut en excepter les exploits et procès-verbaux: la nullité de ces actes pour défaut d'enregistrement dans les délais légaux, est pronon-

mandeur, ou à celui établi près la juridiction où il formera sa demande, avant d'être signifiés ou produits en justice; toute poursuite ou signification faite au préjudice de cette disposition sera nulle; les juges n'y auront aucun égard, et ne pourront rendre aucun jugement, avant que ces actes aient été enregistrés; » — Et attendu que le tribunal d'appel, en n'annulant pas le jugement rendu par le tribunal de première instance sur le mérite de la transaction sous seing-privé du 1^{er} juill. 1748 qui avait été produite par-devant lui, quoique non revêtue de la formalité de l'enregistrement, s'est rendu propre la contravention commise par ledit jugement, et qu'il est contrevenu lui-même à l'art. 11 de la loi ci-dessus citée, — Casse et annula, dans l'intérêt de la loi seulement, etc.

Du 1^{er} pluv. an 10. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Maleville. — *Rapp.*, le cit. Cochard. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

SOUS-TRAITANT. — FROISSISSEUR. — COMPÉTENCE.

Du 2 pluv. an 10 (aff. Charleau). V. ce jugement à la date du 12.

ROUTES. — TAXE D'ENTRETIEN. — COMPÉTENCE.

Sous l'empire des lois des 3 niv. an 6 et 14 brum. an 7, les contestations civiles, relatives à l'application du tarif de la taxe établie pour l'entretien des routes, étaient de la compétence de l'autorité administrative; les juges de paix ne pouvaient s'en connaître. (L. 3 niv. an 6, art. 45; 14 brum. an 7, art. 25.) (2)

(Min. pub. — C. Claye.)

Claye avait cité devant la justice de paix de Franciade, le fermier de la taxe d'entretien des routes, en restitution d'une somme de 6 liv., montant d'un droit de passe qu'il prétendait avoir été indûment perçu. — Le fermier a opposé l'exception d'incompétence et demandé le renvoi du litige devant l'autorité administrative, s'agissant de prononcer sur le fond du droit.

18 flor. an 9, jugement par lequel le tribunal de paix se déclare compétent, attendu que l'objet de la demande n'excède pas 50 francs, et que, dans ce cas, la compétence en est attribuée aux juges de paix par la loi du 14 brum. an 7, art. 25. — Et le 23 du même mois, second jugement qui ordonne la restitution demandée.

Pourvoi en cassation par le commissaire du gouvernement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que, d'après la combinaison des lois des 3 niv. an 6 et 14 brum. an 7, relatives à la taxe d'entretien des routes, les contestations civiles relatives à l'application du tarif sont de la compétence de l'autorité adminis-

trée par l'art. 34 de la loi du 22 frim. an 7; mais c'est là une disposition exceptionnelle que la jurisprudence a refusé d'appliquer aux procès-verbaux et exploits en matière criminelle: Cass. 23 vent. an 13; 1^{er} fév. 1818; 16 janv. 1824 et 2 août 1828. — P. en surplus, quant aux conséquences du défaut d'enregistrement relativement à la validité de certains actes, *Jur. du XIX^e siècle*, v^o Enregistrement, n^o 9. — P. aussi circ. du ministre de la justice, du 25 mai 1834 (Volume 1834).

(2) P. dans le même sens, Cass. 14 et 18 pluv., 13 vent. an 10, et les notes; 22 niv. an 11; 12 flor. an 12; 22 brum. an 14 etc.; — Merlin, *Quest. de droit*, v^o Taxe d'entretien des routes, § 1. — La taxe d'entretien des routes a été supprimée par la loi du 24 avril 1800, art. 60.

trative; faisant droit sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement, du 29 frim. dernier; — Annule, pour excès de pouvoir et usurpation de l'autorité administrative.

Du 3 pluv. an 10. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Boyer. — *Concl.*, le cit. Merlin, comm.

RÈGLEMENT DE JUGES. — CONNEXITÉ.

Lorsqu'après s'être pourvu devant deux tribunaux différens, contre deux parties différenes, un demandeur exerce, de la part de chacune de ces parties, une exception qui rend le même objet litigieux devant les deux tribunaux à la fois, ce demandeur peut, par voie du règlement de juges, obtenir que les deux affaires soient renvoyées à un seul et même tribunal (1).

(Dalbis — C. Périer et Ruffat.)

Les héritiers respectifs d'cit. Bazengués et de la dame Malpel, son épouse, étaient en contestation entre eux relativement à l'hérédité de leurs auteurs, dont faisaient partie le domaine de la Peyre, et une portion indivise dans le moulin de Bazacle. — 25 therm. an 6, jugement du tribunal civil du Gers, qui condamne le cit. Malpel, héritier de la femme, au délaissement de ce domaine et de cette portion indivise, dans le délai de quatre mois, en faveur du cit. Dalbis, héritier du mari, à la charge, néanmoins, par le cit. Dalbis, de payer au cit. Malpel, dans le même délai, une somme de 23,000 fr. Avant l'exécution de ce jugement le cit. Malpel décéda; bientôt après ses héritiers vendirent le domaine de la Peyre, au cit. Périer, et la portion indivise sur le moulin de Bazacle, au cit. Ruffat. Il est à remarquer que cette portion indivise fut vendue seulement par l'un de ses héritiers.

Dalbis forma, en vertu du jugement du 25 therm. an 6, contre ces deux acquéreurs respectivement, une demande en délaissement des deux immeubles dont il s'agit. — Il assigna Périer au tribunal civil de Cahors, dans le ressort duquel était le domaine de la Peyre, et Ruffat, au tribunal civil de Toulouse, dont dépendait la portion indivise sur le moulin de Bazacle.

Périer, comme étant aux droits des héritiers Malpel, demanda incidemment à Dalbis, devant le tribunal de Cahors, le paiement des 23,000 fr. que celui-ci devait faire à feu Malpel, suivant le jugement du 25 therm. an 6. — De son côté, Ruffat, exerçant les droits de l'un des héritiers Malpel, son vendeur, demanda aussi incidemment, à Dalbis, devant le tribunal de Toulouse, le remboursement du quart desdits 23,000 francs.

Dalbis se pourvut alors en règlement de juges au tribunal de cassation. — Il soutint que, ne devant en tout que 23,000 fr., et plaidant pour le même objet, devant deux tribunaux différens, il serait exposé à se voir condamner, par l'un, à payer 23,000 fr., et, par l'autre, le quart de ces 23,000 fr., ce qui l'obligerait à payer deux fois la même somme; d'où il conclut au renvoi devant le tribunal civil de Cahors, comme étant le tribunal

du domicile des parties, et dans l'arrondissement duquel se trouve le domaine de la Peyre.

Le cit. Merlin, commissaire du gouvernement, a fait observer que l'ordonnance de 1737, tit. 2, art. 1^{er}, autorisait le défendeur seulement à se pourvoir en règlement de juges, lorsqu'il était assigné devant deux tribunaux différens. Il semblait donc qu'on dût interdire cette voie à Dalbis, en sa qualité de demandeur. Mais, par suite de la maxime *reus excoipiendo fit actor*, les rôles étaient intervertis; il était devenu défendeur, et en définitive il s'agissait, dans l'espèce, de deux demandes ayant un même but, dirigées contre la même partie par deux personnes distinctes, et portées devant deux tribunaux différens, qui pourraient conséquemment condamner cette même partie à payer deux fois une même somme; d'où le commissaire a conclu qu'il y avait lieu d'accueillir la demande en règlement de juges.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu, 1^o que le demandeur ne doit réellement en total que 23,000 fr., et qu'il ne doit pas être exposé, en plaidant dans deux tribunaux différens, à se voir condamner par l'un de ces tribunaux, à payer intégralement à Périer la somme de 23,000 fr. qu'il est tenu de rembourser, d'après la disposition expresse d'un jugement rendu en dernier ressort au tribunal civil du département du Gers, et par l'autre, à payer à Ruffat le quart de cette même somme; — Attendu, 2^o que cette considération serait seule suffisante pour prononcer le renvoi des deux demandes devant un même tribunal; — Attendu, 3^o que la demande en renvoi n'est pas sérieusement contestée par Périer, puisque, après avoir supposé lui-même dans sa requête que ce renvoi pourrait être ordonné, pour mettre le demandeur à couvert des torts qui pourraient résulter pour lui des jugemens qui interviendraient dans deux tribunaux différens, il s'est essentiellement attaché à prouver que, dans le cas où le tribunal jugerait ce renvoi nécessaire, les juges composant le tribunal de l'arrondissement de Cahors, devraient être saisis, préférablement à tous autres, de la connaissance des deux affaires, soit parce qu'ils étaient les juges de son domicile, en même temps que de l'arrondissement dans l'étendue duquel était situé le domaine de Lapeyre, soit parce que les héritiers Malpel, ses garans, étaient tenus, d'après l'ordonnance de 1667, de procéder devant le tribunal saisi de la demande principale, soit enfin parce que son intérêt était beaucoup plus considérable que celui de Ruffat; — Attendu, 4^o que le sieur Dalbis, demandeur, n'a pas contredit ces assertions, et qu'il s'est borné à établir qu'il ne devait pas rester exposé à subir des condamnations contradictoires et inconciliables entre elles; — Renvoie les parties devant le tribunal de Cahors, etc.

Du 3 pluv. an 10. — Sect. req. — *Prés.*, le cit. Vermeil. — *Rapp.*, le cit. Minier. — *Concl.*, le cit. Merlin, comm. — *Pl.*, les cit. Ardienne et Becquey.

(1) L'art. 1^{er} du tit. 2 de l'ordonnance de 1737 n'ouvrait la voie de règlement de juges qu'à la partie qui était pour le même objet assignée devant deux tribunaux indépendans l'un de l'autre, de telle sorte que le demandeur semblait être non recevable à prendre lui-même cette voie. Toutefois, cette exclusion cessait de recevoir son application dans le cas où, par voie d'exception, les défendeurs formaient contre lui une même demande: car alors le demandeur devenant défendeur sur ce point, de-

vait avoir, comme tout défendeur principal, le droit de se pourvoir en règlement de juges. — Sont la Code de proc., on devrait aussi juger de cette manière: car les art. 343 et suiv. ne portent aucunes dispositions prohibitives contre le demandeur obligé de répondre à la fois à une même exception devant deux tribunaux différens. *V.* au reste en ce sens, Merlin, *Quest.*, *vo* Règlement de juges, § 2; Favart, *Repert.*, *cod. verb.*, sect. 1, § 1.

1^o ACTION DOMANIALE.—COMPÉTENCE.2^o JUGEMENT.—RAPPORT.—DOMAINE.3^o RENTE COLONGÈRE.—FÉODALITÉ.

1^o Les contestations relatives au recouvrement des revenus nationaux sont de la compétence des tribunaux ordinaires. (L. 19 août-12 sept. 1791, art. 4.) (1)

2^o Il n'est pas nécessaire que les jugemens relatifs au recouvrement des revenus nationaux soient précédés d'un rapport. L. L. 3-17 déc. 1790, art. 25; 29 sept.-9 oct. 1791, art. 17.) (2)

3^o Les rentes colongères ne sont pas, de leur nature, réputées féodales, encore qu'elles soient dues à un ci-devant seigneur. (L. L. 18-29 déc. 1790; 25-28 août 1793, art. 2, 5, 17; 17 juill. 1793, art. 1 et 2.) (3)

(Flecten et consorts.—C. le Domaine.)

Lo receveur des domaines de Strasbourg a décerné des contraintes contre Flecten et quatre autres, en paiement d'arrérages de rentes dites colongères, dues par eux au ci-devant évêque de Strasbourg.

Ils ont répondu que ces rentes étaient supprimées en tant que seigneuriales, puisqu'elles étaient colongères et dues à un ci-devant seigneur, et que c'était au receveur à justifier du contraire par la représentation du titre primordial, ou termes des lois abolitives de la féodalité.

8 mess. an 9, jugement du tribunal de Strasbourg qui, statuant en premier et dernier ressort, condamne les défendeurs à payer les arrérages dont s'agit.

POURVOI en cassation par Flecten, 1^o pour incompétence des tribunaux ordinaires en matière de recouvrement de revenus nationaux; — 2^o...; — 3^o et 4^o pour contravention à l'art. 65 de la loi du 22 frim. an 7, en ce que le jugement attaqué n'avait pas été précédé d'un rapport et ne faisait pas mention de la lecture des mémoires signifiés respectivement par les parties; — 5^o enfin pour violation des lois des 25-28 août 1793 et 17 juillet 1793 abolitives de la féodalité.

Le cit. Merlin commissaire, après avoir réfuté les quatre premiers moyens par des motifs qu'on retrouvera dans le jugement de cassation, a fait observer que la rente colongère, n'étant pas féodale de sa nature, ne le devenait pas par cela seul qu'elle serait due à un seigneur. En effet, a dit ce magistrat, une rente constituée au profit d'un seigneur pour concession de fiefs, n'est seigneuriale qu'autant qu'elle est récongnitive de la directe (Dumoulin, sur l'art. 51 de la Coutume de Paris, gl. 2, n^o 7). La rente due par Flecten

et consorts, n'offrant pas cette clause ne pouvait donc être réputée féodale et comme telle abolie par la loi des 25-28 août 1793. Il est vrai que l'article 17 de cette dernière loi ne maintient que les rentes de particuliers à particuliers non seigneurs, et qu'on pourrait induire de ces expressions l'abolition de toutes les rentes dues à des ci-devant seigneurs; mais ce n'est là qu'un argument *contrario* qui ne suffit pas pour abroger les dispositions précises de la loi des 18-29 déc. 1790, conservatrices des rentes purement foncières, surtout lorsqu'on considère que la loi du 17 juillet 1793, art. 2, rendue dans des circonstances motus favorables encore à la féodalité, ne reproduit pas cette distinction entre les individus seigneurs et non seigneurs. C'est donc à tort que les demandeurs ont prétendu que la rente qu'ils devaient était abolie comme féodale.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant, sur le premier moyen que les tribunaux sont compétents pour connaître des contestations relatives au recouvrement des revenus nationaux; que, d'ailleurs, ce sont les demandeurs eux-mêmes qui ont saisi le pouvoir judiciaire en assignant la régie devant le tribunal de première instance du Strasbourg;...

Sur les troisième et quatrième moyens, qu'aucune loi n'exige que le jugement des affaires relatives au recouvrement des revenus nationaux soit précédé d'un rapport; que la communication respective des demandes de la régie et des moyens d'opposition proposés par les demandeurs a suffisamment rempli, dans l'espèce, le vœu de la loi (4);

Enfin sur le 5^e et dernier moyen, que les rentes colongères n'étant par elles-mêmes empreintes d'aucun caractère de féodalité, et les demandeurs n'ayant pas justifié, dans l'espèce, que celles dont ils sont redevables participent aucunement à ce caractère, on ne peut pas l'induire de la circonstance que ces rentes étaient autrefois dues à un ci-devant seigneur, parce qu'aucune loi n'a établi qu'une rente, purement foncière des snature, doit être réputée féodale, par cela seul qu'elle était dans la main d'un ci-devant seigneur; — Qu'ainsi le jugement attaqué ne contient ni violation de la loi du 25 août 1793, ni fausse application de celle du 17 juillet 1793, concernant les droits ci-devant féodaux; — Rejette, etc.

Du 3 pluv. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Vermeil. — Rapp., le cit. Boyer. — Concl., le cit. Merlin, comm. — Pl., le cit. Becquey-Beaupré.

(1) F. dans le même sens, Cass. 9 pluv. an 12 (aff. Tranchart).

(2) F. en ce sens, Merlin, dans cette affaire, *Quest. de droit*, v^o Rente foncière et seigneuriale, § 10. — Ce rapport est prescrit par la loi du 22 frim. an 7, art. 63 et 65, pour toutes les affaires relatives aux droits d'enregistrement: F. *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o Enregistrement, n^o 587 et suiv. Mais les règles tracées pour le jugement de ces procès sont sans application aux contestations qui concernent les revenus domaniaux proprement dits (Cass. 10 juill. 1816). Pour l'instruction de ses dernières affaires, il faut suivre l'art. 25 de la loi des 5-19 déc. 1790, auquel renvoie la loi des 29 sept.-9 oct. 1791 art. 17, lequel article n'exige pas que le jugement soit précédé d'un rapport. F. *Infra*, 4 niv. an 10.

(3) F. dans le même sens, Cass. 26 pluv. an 11; Colmar, 1^{er} juill. et 27 août 1814. — La colonge était un bail à rente foncière usité en Alsace et en Allemagne, par laquelle grands propriétaires aliénaient au profit de plusieurs personnes des terrains considéra-

bles et presque toujours incultes, moyennant un canon uniforme, avec clause que les différences d'exécution de cet acte seraient jugées par une Cour colongère, composée de colongers qui étaient des juges entre eux. C'était cette clause qui distinguait la colonge de l'emphytéose, dont elle se rapprochait d'ailleurs sous presque tous les autres rapports. Comme l'emphytéose, elle était purement foncière, et ne perdait pas ce caractère par cela seul qu'elle était due à un seigneur, car, en général, cette circonstance ne changeait pas la nature des rentes purement foncières (Cass. 23 vend. an 13; 21 déc. 1808). La seule clause qui pût rendre féodale la rente colongère, d'après le droit germanique qui la régissait, c'était l'obligation de rendre *sol et hommage* au créancier de la rente. F. au surplus les conclusions de Merlin, dans cette affaire, *Quest. de droit*, v^o Rente foncière et seigneuriale, § 10, et *ibid.*, § 11.

(4) En fait, le jugement consistait la lecture du mémoire des demandeurs.

FAILLITE. — OUVERTURE. — DISPARITION. — APPPOSITION DE SCÉLÉS.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1673, la faillite était réputée ouverte du jour où le débiteur failli s'était retiré (c'est-à-dire avait été contraint de cesser les affaires de son commerce); ou du jour que le scellé avait été apposé sur ses biens; alors même qu'il aurait fait depuis quelques achats ou ventes, loin des lieux où son insolvabilité était notoire, et en fraude de ses créanciers. (Ord. de 1673, tit. II, art. 1^{er}.) (1)

(Les frères Dupont — C. Robichon et consorts.)

Deux marchands forains, Gaillard et Blutel, étaient dans l'usage de fréquenter les foires de Rouen, Arras et autres villes du voisinage. — Ils avaient contracté des engagements avec les frères Dupont.

8 thermidor an 5, jugement rendu au profit de Dupont-Delaire, portant condamnation par corps, contre Gaillard et Blutel, à la somme de 6,336 liv. — 1^{er} thermidor suivant, procès-verbal d'apposition de scellés sur un coffre de marchandises appartenant à Gaillard et Blutel, et déposé chez Huquet, aubergiste à Arras. — 8 brum. an 6, Gaillard et Blutel atteints près Montargis par Jean Dupont, et menacés de la contrainte par corps, lui cèdent leurs marchandises, leur cheval, leur charrette, leurs billets, leur argent comptant, leurs propres effets, au moyen de quoi Dupont leur remet ses titres de créance. — 16 niv. an 7, Gaillard et Blutel font une déclaration, portant que les frères Dupont, l'année précédente, ont employé à leur égard le ruse, la fraude, la contrainte. — 18 niv., ils déposent leur bilan, et comprennent dans leur actif tout ce qui avait été cédé aux frères Dupont.

Les créanciers unis de Gaillard et Blutel ont demandé qu'en effet, tout ce qui avait été cédé aux frères Dupont fût considéré comme appartenant à la masse des créanciers. — Ils ont demandé en outre la nullité de l'acte du 8 brum., comme entaché de fraude ou violence, et surtout comme fait depuis l'ouverture de la faillite.

En effet, le 28 germ. an 8, jugement du tribunal d'appel de Rouen, confirmatif d'un jugement du tribunal de commerce, du 1^{er} pluv. précédent, qui fixe l'époque de la faillite au 14 therm. an 5, attendu, 1^o la disparition; — 2^o la cessation de paiements; — 3^o l'apposition des scellés.

POURVOI des frères Dupont, pour contravention à l'art. 1^{er} du tit. II de l'ordonnance de 1673, ainsi conçu : « La faillite ou banqueroute sera réputée ouverte du jour que le débiteur se sera retiré, ou que le scellé aura été apposé sur ses biens. »

En matière de faillite ouverte, ont dit les demandeurs, il y a des signes certains et des signes équivoques. — Sont signes certains le dépôt du bilan, et la poursuite de l'entérinement des lettres de cession. — Sont signes équivoques, une cessation de paiements, des poursuites exercées, la retraite du débiteur, une apposition de scellés.

Dans l'espèce, Gaillard et Blutel ne pouvaient être réputés s'être retirés. — Celui-ci se retire qui déserte le lieu de sa résidence ordinaire; qui ferme sa boutique, son magasin. Or, Gaillard et Blutel n'avaient ni résidence fixe, ni boutique, ni magasin. D'ailleurs ils n'avaient pas cessé leurs paiements à l'époque du 8 therm. de l'an 5. A cette époque, ils n'étaient en demeure qu'à l'égard des

Dupont, tellement que pendant le reste de l'an 5, et pendant tout l'an 6, ils furent en activité de commerce, d'achats, de ventes, etc. D'un autre côté, il n'y avait pas eu le scellé sur les biens dont parle la loi. Evidemment elle parle d'une apposition de scellés sur la masse des papiers et de l'argent d'un marchand qui a déserté son domicile. La main-mise sur un coffre, dans une auberge, à grande distance du domicile, n'est pas plus démonstrative d'une faillite que ne l'aurait été une saisie-arrest, et même une simple opposition mobilière.

Les demandeurs affirmaient d'ailleurs que, depuis cette apposition de scellés, Gaillard et Blutel avaient continué leur commerce, avaient fait des achats, des ventes, des paiements, etc.

Les défendeurs ont soutenu : — Que Gaillard et Blutel ayant cessé de paraître à Rouen, ne leurs besoins les appellent, ils devaient être réputés s'être retirés; — Qu'ayant été l'objet de nombreuses poursuites judiciaires depuis le 8 therm. an 5, ils devaient être réputés avoir cessé leurs paiements; — Que le scellé avait été apposé sur le coffre de marchandises, à Arras, non par forme de saisie au profit des frères Dupont, mais par forme de mesure conservatoire au profit des créanciers, les frères Dupont, avaient eux-mêmes reconnu que c'était l'apposition de scellés dont parle l'ordonnance de 1673; — Que si Gaillard et Blutel avaient fait quelques opérations de commerce, c'était loin des lieux où ils commerçaient auparavant, et d'une manière pour ainsi dire furtive, à l'insu des créanciers qui avertissaient à les atteindre dans leurs personnes ou dans leurs biens.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que d'après l'art. 1^{er} du titre II de l'ordonnance de 1673, la faillite est réputée ouverte du jour que le débiteur s'est retiré, ou que le scellé a été apposé sur ses biens; — Qu'il a été reconnu par le tribunal dont le jugement est attaqué, que, dans l'intervalle du 8 messidor an 5 au 14 frim. an 6, il y avait eu divers protêts, divers jugemens rendus par le tribunal de commerce de Rouen, qui constataient la disparition de Gaillard et Blutel; — Que le même tribunal a reconnu que le 14 therm. an 5 les frères Dupont avaient fait apposer les scellés dans la commune d'Arras, sur une partie d'effets appartenant à Gaillard et Blutel; — Que ce tribunal a également reconnu que ce scellé n'avait été suivi d'aucune opération commerciale, et qu'on ne devait pas considérer comme des opérations commerciales quelques achats ou ventes momentanés, auxquels Gaillard et Blutel avaient pu se livrer loin des lieux où leur insolvabilité était notoire, à l'insu et en fraude de leurs créanciers, dans un temps où ils ne pouvaient plus légalement disposer d'un actif devenu le gage commun des créanciers; — Considérant enfin que, d'après tous les faits vérifiés et reconnus par le tribunal, dont le jugement est attaqué, ce tribunal a fait une juste application de l'article 1^{er} du titre II de l'ordonnance de 1673, en fixant au 14 therm. an 5 l'ouverture de la faillite de Gaillard et Blutel; — Rejette, etc.

Du 3 pluv. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Mestier. — Rapp., le cit. Vergès. — Pl., les cit. Dupont et Dejoly.

(1) Aujourd'hui, et surtout depuis le nouvel art. 441, C. com., la détermination des circonstances caractéristiques de la cessation de paiements qui

constitue l'état de faillite, est laissée entièrement à l'appréciation discrétionnaire des juges, V. notre Dict. du cont. commercial, v^o Faillite, n^o 2.

RENTE FÉODALE. — CARACTÈRES. — BÉNÉFICES ECCLÉSIASTIQUES.

Une rente déclarée foncière et due à une personne revêtue d'un titre ecclésiastique et non seigneurial, spécialement à un sacristain, n'a pas été abolie comme féodale. (L. 17 juill. 1793, art. 1 et 2.) (1)

(Le domaine—C. Couders.)

Couders, acquéreur du domaine de la Sauvage, était chargé par son titre de servir une rente foncière de 30 livres au sacristain de l'île de Sainte-Barbe. Les régisseurs du domaine national ayant exigé le paiement de cette rente, en vertu des art. 1, 2 et 3 de la loi du 13 brum. an 2, Couders prétendit qu'elle devait être réputée féodale, et que c'était au domaine à prouver le contraire en rapportant le titre constitutif.

29 vent. an 9, jugement du tribunal civil de Lyon, qui décide, en effet, que cette rente doit être présumée féodale, et qu'elle a cessé d'être due.

Pourvoi en cassation de la part du domaine, pour fausse application de la loi des 25-28 août 1792, abolitive des rentes féodales, et violation de l'art. 2 de la loi du 17 juill. 1793, qui déclare conservées les rentes purement foncières.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL, — Vu les art. 1^{er} et 2 de la loi du 17 juill. 1793, ainsi conçus : « Art. 1^{er}. Toutes redevances ci-devant seigneuriales, droits féodaux, censuels, fixes ou casuels, ceux réversifs » par le décret du 25 août dernier, sont supprimés sans indemnité ; — Art. 2. Sont exceptées des dispositions de l'article précédent les reutes ou prestations purement foncières et non féodales. » — Vu pareillement le dernier § de l'art. 5 de la loi du 25 août 1792, qui porte : « Généralement tous les droits seigneuriaux, tant féodaux que censuels, conservés, non déclarés rachetables par les lois antérieures, sont abolis sans indemnité, à moins qu'ils ne soient justifiés avoir pour cause une concession primitive de fonds, laquelle cause ne pourra être établie qu'autant qu'elle se trouvera clairement énoncée dans l'acte primordial d'inféodation, d'acensement ou de bail à cens, qui devra être rapporté ; » — Attendu que dans l'acte de vente du 26 juill. 1781, la rente dont s'agit est déclarée foncière et reconnue telle par le défendeur et ses vendeurs ; qu'ainsi elle est exceptée des dispositions de l'art. 1^{er} de la loi du 17 juill. 1793, par l'art. 2, même loi ; qu'on peut d'autant moins la présumer entachée du vice de féodalité, qu'elle n'était point due à un ci-devant seigneur, mais au sacristain de l'île Sainte-Barbe, charge qui était une dignité claustrale et non seigneuriale ; qu'en voulant donc soumettre cette rente au dispositif du dernier § de l'art. 5 de la loi du 25 août 1792, le tribunal de première instance de Lyon a non-seulement fait une fausse application de cette disposition, mais qu'il a encore violé les art. 1^{er} et 2 de la loi du 17 juill. 1793 ; — Casse, etc.

Du 3 pluv. an 10. — Sect. civ. — Prés. le cit. Malleville. — Rapp. le cit. Doutrepont — Concl. le cit. Pons, subst. — Pl. les cit. Huart-Duparc et Jousselin.

ENREGISTREMENT. — DÉGRÉS DE JURIDICTION. — ACTION.

Les dispositions des lois des 6-7 sept. 1790 et 22 frim. an 7, qui soumettent à un seul degré de juridiction les actions relatives à la perception des droits d'enregistrement, ne doivent pas être étendues aux autres actions de la régie (2).

Spécialement : L'action intentée par la régie de l'enregistrement contre la veuve d'un comptable, pour la faire déclarer commune et tenue en cette qualité du paiement d'un déficit trouvé dans la caisse de son mari, est soumise aux deux degrés de juridiction. (LL. 1^{re} mai 1790, art. 1 ; 7, 8-11 sept. 1790, art. 2. 22 frim. an 7, art. 63 et 65.)

(Lebric—C. l'Enregist.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL, — Vu l'art. 2 du décret des 6-7 sept. 1790, portant : « Les actions civiles relatives à la perception des impôts indirects seront jugées en premier et dernier ressort, sur simples mémoires et sans frais de procédure, par les juges du district, etc. ; » — Les art. 63 et 65, tit. 9 de la loi du 22 frim. an 7, portant : « Art. 63. La solution des difficultés qui pourront s'élever relativement à la perception des droits d'enregistrement avant l'introduction des instances, appartient à la régie ; — Art. 65. L'introduction et l'instruction des instances auront lieu devant les tribunaux civils des départements. Les jugemens seront rendus dans les trois mois au plus tard, à compter de l'introduction des instances. Ils seront sans appel et ne pourront être attaqués que par la voie de la cassation ; » — L'art. 1^{er} du décret du 1^{er} mai 1790, ainsi conçu : « Il y aura deux degrés de juridiction en matière civile, sauf les exceptions qui pourront être créées par l'assemblée, et sans entendre rien préjuger en matière criminelle ; » — Considérant que l'article cité de la loi de sept. 1790 ne parle que des actions relatives à la perception des impôts indirects ; qu'il résulte du rapprochement des art. 63 et 65 de la loi de frim. an 7, que ce ne sont aussi que les instances concernant la perception des droits d'enregistrement qui sont jugées sans appel par les tribunaux de première instance ; — Considérant que la réduction de deux degrés de juridiction à un seul dans certaines espèces d'affaires, étant une exception au principe général, une dérogation au droit commun, elle doit être restreinte dans les termes de la loi qui l'établit ; — Considérant que, dans l'espèce, l'action de la régie n'était pas dirigée contre des redevables des droits d'enregistrement, et n'avait pas pour objet la perception des droits ; qu'il s'agissait du paiement d'un déficit trouvé dans la caisse d'un receveur après son décès ; que cette action pouvait d'autant moins être regardée comme devant participer au privilège établi par les lois citées de 1790 et de l'an 7, qu'elle était intentée contre la veuve de ce receveur, que la régie prétendait faire déclarer commune et tenue, en cette qualité, au paiement de la dette de son mari ; qu'il suit de là que le tribunal civil du département du Loiret a, par son jugement du 17 prair. an 8, fait une fausse application des art. 2 du décret des 6-7 sept. 1790, et 65 de la loi du 22 frim. an 7 ; qu'il a commis un excès de pouvoir évident et a formellement

(1) Jugé dans le même sens relativement aux rentes ayant servi de dotation à des bénéfices ecclésiastiques (Cass. 6 mai 1807), et relativement à des fondations pieuses, même renfermant des droits honorifiques (Cassation, 16 pluviose an 13).

(2) Jurisprudence constante : *V.* Cass. 14 mess. an 8 ; 13 mess. an 9 ; 13 prair. an 10 ; 22 niv. an 11 ; 16 juin 1807 ; 23 mars 1808 ; 10 août 1814 ; 25 janv. 1815 ; 10 juill. 1816 ; 16 avril 1818 ; 16 mars 1825 ; 29 oct. 1830 (Volume 1831) ; 17 juin 1835 (Volume 1835).

contrevenu à l'art. 1^{er} du décret du 1^{er} mai 1790; — Casse, etc.

Du 4 pluv. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Aumont. — Concl., le cit. Pons, subst. — Pl., le cit. Gournay.

JUGE SUPPLÉANT. — HOMME DE LOI. — PRÉSIDENTS DE TRIB. CRIMINELS. — TAIE D'APPEL.

L'adjonction des hommes de loi pour compléter le nombre de juges nécessaires au jugement, est permise dans les tribunaux d'appel, comme dans les tribunaux de première instance. (LL. 29 août, 9 oct. 1792, art. 1 et 2; 30 germ. an 5, art. 10.) (1)

En cas d'insuffisance de juges dans un tribunal d'appel pour connaître d'une affaire, les membres choisis pour présider les tribunaux criminels du ressort peuvent compléter le nombre prescrit par la loi du 27 vent. an 8 (2).

(V^o Cottia — C. Sélys.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que le renvoi d'une affaire dont un tribunal est régulièrement et légalement saisi, soit en première instance, soit en cause d'appel, à un autre tribunal, ne doit être ordonné que dans les cas prévus par la constitution et par les lois organiques, c'est-à-dire pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique; — Que la dernière de ces deux causes n'est pas même alléguée; — Que la première ne l'est qu'indirectement, et sous le rapport de la réduction du nombre des juges non récusés et non recusables, au-dessous du nombre de sept, qui est désigné par la loi du 27 vent. an 8, comme étant celui qui est au moins requis pour que les tribunaux d'appel puissent valablement prononcer; — Que ce moyen n'est fondé ni en fait, ni en droit; — En fait, puisqu'il résulte des faits exposés respectivement par les parties, qu'outre les quatre juges non récusés, il reste les trois juges qui remplissent les fonctions de présidents dans les trois tribunaux criminels dans le ressort du tribunal d'appel saisi à Liège, et que ce serait préjuger la récusation du cit. De France, l'un d'eux, que de décider qu'il manque à ce nombre de sept pour prononcer sur le fond; puisque pour juger cette récusation, il y a à Liège des hommes de loi ou des avoués qui peuvent être appelés au nombre de deux, ou même de trois, avec les juges non récusés; — Qu'il en est de même de celle du cit. Béanin.

En droit, puisque pour conclure, comme l'a fait la demanderesse, du silence de la loi du 27 vent. an 8, sur l'admission des hommes de loi ou des avoués pour compléter le tribunal, et de ce que cette loi, en donnant des suppléants aux juges de première instance, n'en a pas donné aux juges d'appel, dans les cas prévus par la loi du 30 germ. an 5, il faudrait supposer ou que le législateur n'a pas prévu le cas où les tribunaux d'appel, surtout ceux qui ne sont composés que d'une section, pourraient être réduits à un nombre moindre que celui de sept qu'il exige, ou qu'en le prévoyant, il a voulu que ces tribunaux fussent fréquemment exposés à être dépourvus de la connaissance des affaires qu'il leur a attribuées; que la première de ces présomptions n'est pas admissible, et que la seconde n'est pas fondée; — Qu'en effet, on ne peut s'autoriser de ce qu'il dit, sept

juges au moins, pour en conclure qu'il n'admet que des juges de la section pour prononcer valablement dans tous les cas; que l'art. 220 de la constitution de l'an 3, disait aussi cinq juges, et que la loi du 30 germ. an 5, qui n'a pas été rapportée, permettait d'appeler deux hommes de loi, pour le cas où ce nombre de cinq juges ne pourrait se compléter; qu'il n'existe d'autre différence entre cet art. 220 de la constitution de l'an 3, et l'art. 27 de la loi du 27 vent. an 8, que dans le nombre; que la décision est la même pour le fond; qu'il doit exister parité de mode de suppléer à l'insuffisance du nombre de juges, en augmentant le nombre des hommes de loi que la loi de germinal an 5 permet d'appeler dans la proportion de celui des juges requis; — Considérant que, s'il est vrai que ceux des membres d'une section civile qui sont choisis pour présider les tribunaux criminels, doivent être privativement et journellement occupés de l'importante fonction qui leur est confiée, ce serait prêter à la loi un sens et une volonté contraires à son principal objet, que de prétendre, d'après quelques phrases de l'exposé fait des motifs de la loi, lors de la présentation de son projet au corps législatif, que ces juges ne peuvent dans aucun cas, même celui d'insuffisance de nombre de leurs collègues, remplir des fonctions civiles; que s'il existait un doute sur cette faculté qu'ils ont conservée, puisqu'elle ne leur est pas expressément et clairement enlevée, ce doute serait levé par l'arrêté du conseil d'Etat du 17 germ. an 9, qui, pour les cas de partage d'opinion en matière civile, admet les membres du tribunal, et n'en exclut pas les présidents des tribunaux criminels; que ce même arrêté ajoute que suppléativement on peut appeler des hommes de loi, ce qui confirme la loi les deux motifs d'après lesquels le tribunal déboute la demanderesse de sa demande au renvoi.

Du 4 pluv. an 10. — Sect. des req. — Prés., le cit. Vermeil. — Rapp., le cit. Delacoste. — Concl. conf., le cit. Merlin. — Pl., les cit. Liborel et Guichard.

JURY D'ACCUSAT. — FORMATION. — NULLITÉ.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le tableau du jury d'accusation était nul lorsque le tirage au sort des jurés avait été fait par le commissaire du pouvoir exécutif et non par le directeur du jury. (C. brum. an 4, art. 492.) (3)

(Watours — Int. de la loi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 492 et 525 du Code des délits et des peines, ainsi que l'art. 88 de la loi du 27 vent. an 8 relative à l'organisation des tribunaux; — Attendu qu'il est évidemment prouvé que, le 30 pluv. an 9, le commissaire du gouvernement et le greffier près le directeur du jury de l'Ourthe, ont seuls concouru à la formation du tableau du jury d'accusation destiné à prononcer sur l'acte d'accusation dressé contre le nommé Jean-Louis Watours, tandis que, d'après l'art. 492 précité, c'est le directeur du jury qui doit faire tirer au sort le jury d'accusation; qu'ainsi il y a contravention audit art. 492, ce qui, aux termes de l'art. 525 aussi précité, emporte nullité; — Casse, etc.

Du 6 pluv. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Vallée. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

(1) F. anal., dans le même sens, 22 therm. an 9 et 8 déc. 1813; F. aussi les conclusions de Merlin, dans cette affaire, *Quest. de droit*, v^o *Homme de loi*, § 1.

(2) Cette difficulté serait aujourd'hui textuellement résolue par l'art. 9 du décret du 6 juill. 1810, qui dispose que tous les membres des Chambres ei-

viles ou criminelles peuvent être respectivement appelés, en cas de nécessité, pour le service d'une autre Chambre.

(3) L'infraction était évidente : le texte de l'art. 492 du Code du 3 brum. an 4, ne laissait aucun doute, et il s'agissait d'une formalité substantielle.

1^o VOL.—ÉPOUX.2^o JURY D'ACCUSAT.—DÉCLARATION.—FORMES.

1^o Le vol commis par la femme au préjudice du mari, n'était passible d'aucune poursuite criminelle sous la législation antérieure au Code pénal (1).

2^o Sous le Code du 3 brum. an 4, la formule de la déclaration prescrite aux jurés d'accusation pouvait être suppléée par une autre formule équivalente. (C. 3 brum. an 4, art. 213.) (Sicard.)

RÉQUISITOIRE.—« Le commissaire du gouvernement près le tribunal de cassation expose que, le 16 vent. an 9, il a été commis un vol considérable, avec effraction intérieure, dans la maison du cit. Sicard, habitant d'Alby. — Sa femme est prévenue de ce vol; trois autres personnes nommées François Augusty, Rose Loubet et Benoît Desrien, perruquier, ont été prévenues de complicité, comme ayant recélé les effets volés.

« La procédure a été instruite devant le direc-

teur du jury de l'arrondissement d'Alby. — Co directeur a rendu, le 15 mess. an 9, une ordonnance dans laquelle il reconnaît que le vol est de nature à emporter peine afflictive; mais il y établit une distinction contraire aux principes généraux et du Code pénal; — Il n'a traduit devant le jury d'accusation que les trois prévenus de complicité; et ses motifs, pour en excepter la femme Sicard, ont été que les lois anciennes et nouvelles n'admettent point la poursuite criminelle à raison d'un vol fait par une femme à son mari, et vice versa.

« Il est vrai que par la loi 17, au Code, de Furtis, l'action pénale était refusée au mari et à la femme, l'un contre l'autre; et l'usage en France, avant les lois nouvelles, était aussi de ne leur ouvrir que la voie civile. — C'était seulement en cas de recélé des biens de la communauté ou de la succession d'un époux prédécédé, que les héritiers avaient le droit de poursuivre criminellement l'époux survivant et spoliateur. — Le motif

(1) Cette exception, consacrée depuis par l'art. 380 du Code pénal, ne l'était alors par aucun texte de la loi; le Jugement a dû, en conséquence, la faire ressortir de la nature même du fait imputé et du respect dû aux liens du mariage; mais ces motifs mêmes, en fondant cette règle sur la nature des choses, lui prêtent un puissant intérêt doctrinal. Il semble en effet en résulter que l'exception qui affranchit les époux et les parents de l'action du vol, dérive de l'essence même du délit de vol et est indépendante des textes de la loi. Cette opinion nous semblerait fondée, parce que ce n'est pas seulement la crainte de troubler l'union des familles, mais l'influence d'un principe dominant de la matière du vol, qui fait tomber l'action publique. Le vol est la soustraction de la chose d'autrui; or, il existe soit entre époux, soit entre ascendants et descendants, une sorte de communauté de biens, ou du moins un droit à la propriété qui défend de tracer une limite rigoureuse aux droits de chacun. Ce motif qui se fonde sur la loi 16 ff. de Furtis, et sur les opinions de plusieurs auteurs (Périssus, *Præf. in lib. 8, C. de Furtis*) est développé par M. Chauvesset-Hélie, dans la *Théorie du Code pénal*, t. 6, ch. du Vol. Mais il est évident que cette opinion, importante par les conséquences qui en découlent, ne doit pas être considérée comme entièrement consacrée par le Jugement que nous rapportons. Ce Jugement se fonde sans doute sur la nature du fait qui n'admet pas l'action publique entre époux; mais il se fonde principalement sur les textes de la loi romaine, qu'il considère encore à cet égard comme la loi vivante de la matière.

C'est aussi dans l'autorité de cette loi que le ministre de la justice, consulté précédemment sur une question identique dans une affaire Brouchevige, qui n'a pas eu de suite en cassation, avait puisé sa réponse que nous croyons devoir reproduire textuellement. — Un tribunal criminel lui avait soumis les deux questions de savoir : 1^o si la femme pouvait être poursuivie pour vol d'objets appartenant au mari; 2^o si ses complices devaient être poursuivis, dans le cas où elle ne pourrait l'être elle-même.

« Ces deux questions, répondit le ministre de la justice, par sa lettre du 10 fruct. an 4, paraissent devoir se résoudre par le même principe. Le vol n'est défini ni par le Code pén. décrété le 25 sept. 1791, ni par le Code des délits et des peines du 3 brum. dernier, ni par aucun autre loi émanée des assemblées nationales de France. Il faut donc, pour en trouver la définition, remonter aux lois antérieures, et spécialement à ce qu'on appella dans votre département le *droit écrit*; car le décret de la convention nationale du 21 sept. 1792 veut que, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement

ordonné, les lois non abrogées soient provisoirement exécutées. Or, les lois romaines déclarent positivement que l'enlèvement fait par une femme à son mari, des effets qui appartiennent à celui-ci, ne peut pas être considéré comme un vol. Si ce n'est pas un vol, on ne peut donc pas y appliquer les dispositions du Code pén. relatives à cette espèce de délit. On ne peut donc pas dire qu'il y ait eu contre la femme prévention de crime emportant peine afflictive ou infamante. On ne peut donc pas regarder comme valables, ni le mandat d'arrêt décerné contre elle par le juge de paix, ni l'acte d'accusation dressé en conséquence par le directeur du jury, ni la déclaration du jury qui admet l'accusation portée contre elle, ni l'ordonnance de prise de corps qui s'en est ensuivie. — Il y a donc lieu d'annuler le tout, ainsi que le prescrit l'art. 327 du Code des délits et des peines; et il ne peut pas conséquemment être question de traduire la femme devant le jury de Jugement, encore moins de faire décider si elle est casuable ou non.

« A l'égard des deux individus qui sont accusés d'avoir coopéré avec elle à l'enlèvement des effets de son mari, nul doute qu'ils ne doivent être mis en Jugement, et puisqu'ils sont fugitifs, jugés par contumace. Les lois romaines qualifient de vol la part qu'ils sont prévenus d'avoir prise à cet enlèvement; et, encore une fois, nous ne pouvons, sur la définition du vol, que nous en rapporter aux anciennes lois.

« Mais il y a sur ce point une distinction importante, et qui a toujours été faite en pareille circonstance, ainsi que l'établissait d'Argersneau lors d'un arrêt du 19 avril 1808, rapporté au journal des Audiences dans l'ordre de sa date. — On ceux qui ont pris part à l'enlèvement dont il s'agit, seront convaincus de l'avoir fait pour leur profit particulier, ou ils ne le seront pas. Dans le premier cas, ils doivent être punis, non comme complices, mais comme auteurs du vol. Dans le second cas, aucune peine ne peut leur être infligée, parce qu'il ne peut pas y avoir de complice proprement dit, là où, par la nature même du fait, il n'y a point de principal coupable; et qu'àider à commettre une action qui n'est pas un crime aux yeux de la loi, dans son auteur, ne peut pas être un délit punissable. Mais dans cette même hypothèse, il doit être réservé au mari un recours civil en dommages-intérêts contre les deux coaccusés de sa femme. »

« Encore sur les vols entre époux ou parents, et sur leurs complices : Cass. 10 pluv. an 10; 26 mess. an 12; 15 avr. 1825; 15 avr. 1830. »

de cette différence se trouve dans la loi 22, § ult. C. de Furtis: *cum enim apertissimi juris sit, non posse maritum constantem matrimonio furti actionem contra suam uxorem habere, quia lex tunc atrocem actionem daret in personam ita sibi conjunctam criminis*. — Le lien conjugal étant rompu par la mort, il n'y avait plus le même motif de refuser l'action criminelle aux héritiers du prédefendeur.

« Or, dans l'espèce actuelle, l'action n'est point intentée par le mari contre la femme : c'est à la diligence du ministère public, qui ne doit considérer que la répression des délits. Le mari n'est pas partie plaignante; et d'ailleurs, on doit même observer que les lois romaines ne faisaient point cette distinction; et dérogeant par des dispositions expresses aux lois anciennes, le directeur du jury ne devait pas contrevenir aux lois existantes.

« S'il y avait eu lieu, dans ces circonstances, au renvoi à fins civiles, ce n'était point au directeur du jury à le prononcer : le tribunal criminel eût été seul compétent à cet égard, en cas d'accusation admise. — Le directeur du jury devait renvoyer la femme, avec les trois autres prévenus, devant le jury d'accusation. Il y a eu de sa part excès de pouvoir, et son ordonnance du 15 mess. an 9 doit être annulée.

« Enfin la procédure continuée contre les trois prévenus de complicité présente une contravention à la loi, en ce que la déclaration du jury d'accusation, en les acquittant, n'a pas été accompagnée de la formule que prescrit l'art. 213 du Cod. des délits et des peines : « la déclaration du jury est : non, il n'y a pas lieu. » Cette formule est de rigueur, et rien ne peut la suppléer; l'art. 213 prononce la nullité d'une pareille déclaration énoncée; en d'autres termes, elle ne peut soutenir les regards de la loi, ni recevoir la sanction des tribunaux. — D'après l'art. 219, le directeur du jury, au lieu de recevoir la déclaration, devait l'annuler après avoir entendu le commissaire du gouvernement. — De là, double contravention aux articles précités : l'une de la part du jury pour n'avoir pas mis la formule prescrite, sous peine de nullité, et l'autre de la part du directeur du jury, qui a reçu cette déclaration.

« Fait au parquet le 1^{er} niv. an 10 de la répub. française. — Signé Bigot-Prémeneu, a.
Ce réquisitoire ne fut pas suivi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu, sur le premier moyen proposé par le commissaire du gouvernement, que le silence du ministère public, dans le cas de soustraction d'effets dans la maison commune par l'un des deux époux, est commandé par des considérations morales, par le respect dû aux liens du mariage, et qui est conforme aux principes renfermés dans plusieurs lois romaines, que particulièrement ces motifs sont exprimés dans les lois 17 et 22, Cod. de Furtis, ou on lit : « *Maritus, propter pudorem matrimonii, non furti, sed rerum amotarum, actionem habet* ; » et dans la loi 1^{re}, ff. de Actioni rerum amotarum, qui s'explique en ces termes : « *Rerum amotarum judicium singulari introductum est adversus eam quæ uxor fuit : quia non placuit, cum ea furti agere posse : quibusdam existimantibus nequidem fur-*

tum eam facere ; » et dans la loi 2, même titre : « *Nam in honorem matrimonii, turpis actio adversus uxorem negatur* ; » — Que ces motifs, fondés sur la nature du fait lui-même et sur l'honneur du mariage, repoussent également et l'action privée et l'action publique; que depuis que cette action a été introduite en France, à l'égard du vol, un grand nombre de décisions judiciaires ont appliqué les lois romaines susénoncées, soit dans le cas de l'exercice de l'action de la part du mari, soit à l'égard du ministère public; — Attendu que ces lois romaines ont conservé tout leur empire, quant aux dispositions que les lois générales de la république française n'ont pas abrogées, dans les pays surtout qui sont encore régis par le droit écrit, et que telle est la position du département du Tarn; que l'abrogation des dites lois ne résulte formellement d'aucune des dispositions des lois relatives à la nouvelle procédure criminelle; que l'obligation prescrite par le Code des délits et des peines, pour les fonctionnaires spécialement établis pour l'exercice de l'action publique, de poursuivre tous les crimes, ne s'applique pas au cas proposé, puisque les distinctions admises par les lois romaines font sortir le fait de la soustraction commise par une femme dans la maison commune, de la classe des vols prévus par le Code;

Attendu, sur le second moyen, qu'il a été suffisamment satisfait à la disposition contenue dans l'art. 213, du Code des délits et des peines; — Rejette, etc.

Du 6 pluv. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Borel. — Concl., le cit. Bigot-Prémeneu, comm.

QUESTION PRÉJUDICIELLE. — TRIBUNAL DE POLICE.

Lorsque le prévenu de dégradation d'un pont prétend public, excepte devant le tribunal de police de la propriété de ce pont, le tribunal doit se déclarer incompétent et renvoyer la question devant les tribunaux civils (1).

(Loquin — C. Min. pub. —) JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'art. 6^o disp. art. 456 du Code des délits et des peines; — Attendu qu'il n'est agissant au procès que de la propriété prétendue par le cit. Loquin et de la possession des habitants de Tonnerre de passer sur le pont en question; que dès lors l'affaire était de la compétence, dans l'un et l'autre cas, des tribunaux civils; qu'ainsi il y a eu, de la part du tribunal de police du canton de Tonnerre, incompétence et usurpation de pouvoir, et, par suite, contravention à la 6^e disp. art. 456 du Code des délits et des peines; — Casse, etc.

Du 7 pluv. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

1^o TRIBUNAL CRIMINEL. — AMNISTIE.

2^o JURY. — INTENTION.

3^o INCENDIE. — MAISON. — PEINE.

1^o L'omission par un tribunal criminel de statuer, sur la réquisition d'un accusé relative à l'application d'une amnistie, entraîne la nullité du jugement. (C. 3 brum. an 4, art. 456.) (2)

2^o Sous le Code du 3 brum. an 4, il y avait nullité lorsque, dans une accusation criminelle,

le prévenu n'a pas été accueilli par ces tribunaux. P. à cet égard nos observations sur deux jugemens: Cass. 29 vend. et 7 brum. an 9.

(2) P. Cass. 27 vend. an 9.

(1) Le tribunal ne doit pas se déclarer incompétent, mais seulement surseoir au jugement du fond jusqu'à la décision de la question préjudicielle de propriété par les tribunaux civils; car la prévention du délit subsiste tant que l'exception proposée par

les jurés n'avaient pas prononcé, par une déclaration formelle et distincte, sur l'intention. (C. 3 brum. an 4, art. 374.) (1)

3° Sous le Code de 1791, l'incendie d'une maison quelconque était puni de mort, lors même qu'aucune personne n'avait perdu la vie par l'effet du crime. (C. 25 sept.-6 oct. 1791, tit. 2, sect. 2, art. 32 et 35.) (2)

(Sazzarini—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 32, sect. 2, tit. 2, 3^e part., Code pén.;—Attendu que du jugement rendu par le tribunal criminel du département de Liamone, le 11 frim. an 6, il résulte que, sur la réquisition de l'accusé, relative à l'application de l'amnistie accordée par la loi du 1^{er} brum. an 4, il a été prononcé qu'il n'y avait lieu à délibérer, qu'au présent, ce qui annonçait implicitement et sans aucun préjugé, qu'il serait statué ultérieurement;—Attendu qu'il n'appert d'aucune délibération postérieure dudit tribunal, qu'il ait été statué sur ladite réquisition, et qu'ainsi il y a eu, de la part du tribunal criminel du département de Liamone, une omission qui, aux termes de l'art. 456 précité, est au nombre des ouvertures à cassation;—Attendu qu'il n'est point constaté qu'il ait été posé de question relative à l'intention, et que les jurés aient prononcé à cet égard par une déclaration formelle et distincte, conformément à la loi qui prescrit, en cas de contravention, la peine de nullité;—Attendu qu'en supposant qu'il y ait eu lieu à soumettre l'affaire au jury de jugement, et que sa déclaration ait été légale, le fait contenu en l'acte d'accusation et sur lequel les jurés ont donné leur déclaration affirmative, étant l'incendie des maisons du cit. Viterbè, l'art. 32 du Code pénal pouvait seul recevoir son application, puisque cet article ayant déterminé la peine du crime d'incendie, cette détermination précise exclut toutes les inductions qui pourraient être tirées des expressions contenues en l'art. 25, même section dudit Code, pour en faire l'application au même crime d'incendie; qu'ainsi le jugement attaqué a fait une fausse application dudit article 35;—Casse, etc.

Du 7 pluv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

(1) Le principal avantage du système de l'extrême division des questions, était de fixer l'attention des jurés sur chaque élément du crime, et spécialement sur l'intention de l'agent. Aujourd'hui, cet élément essentiel de la criminalité se trouve implicitement compris dans le mot coupable, qui exprime tout à la fois que le fait matériel de l'accusation est constant, que l'accusé en est l'auteur, et qu'il l'a commis avec l'intention criminelle qui le rend punissable. Mais ce sens complexe n'est pas toujours saisi par le jury, et plusieurs verdicts ont révélé qu'il avait appliqué la culpabilité à la seule déclaration du fait matériel. Telles sont ces déclarations: *Oui, l'accusé est coupable, mais il ne fonctionnait pas de ses facultés* (Cass. 29 août 1829); *Oui, l'accusé est coupable, mais par ignorance* (Cass. 14 juillet 1831; Volume 1831); *Oui, l'accusé est coupable, mais par imprudence* (Cass. 9 sept. 1826). Le danger qui peut résulter d'une telle confusion n'existe pas sous le Code du 3 brum. an 4, et c'était là l'effet le plus salulaire d'un système d'ailleurs fécond en inconvénients d'un autre genre.

(2) L'art. 32, sect. 2, tit. 2 du Code de 1791 punissait de mort sans distinction, quiconque, par malice ou vengeance et à dessein de nuire à autrui,

VOL.—ENCLOS.—ESCALADE.

Sous le Code de 1791, le vol commis avec escalade dans un jardin clos et fermé, qui ne tenait pas immédiatement à une maison habitée, n'était passible que de quatre ans de fers. (C. 25 sept.-6 oct. 1791, tit. 2, sect. 2, art. 11, 12 et 35.)

(Juguet—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 373 et 375, du Code des délits et des peines;—Vu aussi les art. 11, 12 et 35, du Code pénal;—Considérant qu'il suit des articles des lois précitées, 1^o que toutes les questions qui résultent tant de l'acte d'accusation que des débats, doivent être posées, et que, dans l'espèce, le tribunal criminel du département de la Haute-Vienne a omis de poser la question de savoir si le jardin dont il s'agit était attenant à une maison habitée, omission d'autant plus grave que l'article 35 du Code pénal punissait de huit années de fers le vol commis dans un terrain clos et fermé, que dans le cas où ce terrain tient immédiatement à une maison habitée; 2^o que, d'après les articles 11 et 12 du Code pénal, la peine de dix années de fers ne pouvait être appliquée à un vol commis par le moyen d'escalade des clôtures estérices, que dans le cas où il s'agit de clôtures de bâtiments, maisons ou édifices, tandis que, dans l'espèce, il s'agit simplement de l'escalade des clôtures d'un jardin; d'où il suit que le jugement du tribunal criminel contient tout à la fois une fausse application des art. 11 et 12, du Code pén., et une contravention aux art. 373 et 375 du Code des délits et des peines;—Casse, etc.

Du 7 pluv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Guerois.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

MINISTÈRE PUBLIC.—SUBSTITUTS DES TRIB. crim. — TRIB. CORRECT.

Les substituts du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel étaient sans qualité pour remplir les fonctions du ministère public au tribunal de police correctionnelle; ce droit appartenait exclusivement au commissaire du gouvernement près ce tribunal. (C. 3 brum. an 7, art. 186, 189.) (3)

(Osselin—C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu la 5^e disp. de l'art. 450 du Code des délits et des peines;—Attendu qu'il

avait mis le feu à des maisons, bâtiments, édifices, navires, magasins, chantiers, forêts, etc.—L'art. 35 de la même section, après avoir puni de neuf ans de fers les destructions d'édifices, ajoutait: *sans préjudice de la peine prononcée contre l'assassinat, si quelque personne perd la vie par l'effet dudit crime*. Le jugement cassé avait appliqué cette distinction au crime d'incendie.

(3) F. enoff, 26 et 27 fruct. an 9; 27 niv. an 10.—La loi du 7 pluv. an 9, avait attaché à chaque tribunal civil d'arrondissement un substitut du commissaire du gouvernement établi près le tribunal criminel, qui remplissait les fonctions d'accusateur public. Ce substitut était uniquement chargé de la recherche et de la poursuite de tous les crimes et délits; hors de là, il se trouvait sans qualité pour exercer les fonctions du ministère public. Dans le cas d'empêchement de sa part, il devait, d'après l'art. 25 de la même loi, être suppléé par le commissaire du gouvernement près le tribunal civil; mais il n'y avait pas réciprocité. Les substituts du commissaire près le tribunal criminel, qualifiés plus tard de magistrats de sûreté, ont été supprimés par l'art. 42 de la loi du 20 avril 1810. F. à cet égard, Bourguignon, *Manuel d'inst. crim.*, sur l'art. 22,

résulte de l'art. 186 du même Code, prescrit, à peine de nullité, par l'art. 189, que c'est au commissaire du gouvernement près le tribunal de police correctionnelle à donner ses conclusions dans les affaires de la compétence de ce tribunal; que, cependant, dans l'espèce particulière, c'est le substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel qui a fait ses réquisitions à l'audience et fixé ses conclusions par écrit, ce qui a été de sa part une violation expresse de l'art. 186 précité et une véritable usurpation de pouvoirs; que, dès lors, le tribunal criminel, saisi de l'appel du jugement rendu sur les réquisitions du substitut du commissaire du gouvernement près d'icelui, aurait dû prononcer la nullité de ce jugement; que, ne l'ayant pas fait, il s'en est approprié le vice; qu'en conséquence, il y a lieu d'annuler non-seulement les jugements rendus par le tribunal correctionnel de l'arrondissement de Belfort, les 15 et 19 prair. an 9, mais encore tout ce qui a suivi, notamment le jugement rendu par le tribunal criminel du département du Haut-Rhin, le 26 brum. dernier;—Casse, etc.

Du 8 pluv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Carnot.—Concl., le cit. Lamarque, subst.

ACCUSATION.—QUIDAM.

On ne peut mettre en accusation, sous la dénomination de quidam, l'auteur d'un délit resté inconnu, et poursuivre contre lui une procédure par contumace (1).

(Cuenot—C. Min. publ.)

Une procédure avait été instruite contre plusieurs brigands connus dans le département du Doubs, sous le nom de Margondiers, et notamment contre deux quidam contumax, l'un bussard, l'autre, canonnier. Ces deux inconnus furent mis en accusation et condamnés par contumace. Depuis, Désiré Cuenot fut arrêté comme soupçonné d'être le quidam canonnier condamné par contumace. Celui-ci nia son identité. Dans cet état, le commissaire du gouvernement dénonça au tribunal de cassation le procédé instruit contre les deux inconnus.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 75 et 456 du Code des délits et des peines;—Attendu que l'ordonn. du 10 brum. an 6, portant traduction du quidam, chasseur ou bussard, et du quidam, canonnier, devant le jury d'accusation; que l'acte d'accusation dressé contre eux le même jour, la déclaration affirmative du jury d'accusation, et l'ordonnance de prise de corps qui s'en est ensuivie le 14 du même mois, sont radicalement nuls, en ce qu'ils portent sur de simples quidam, c'est-à-dire sur des individus qui, d'après l'art. 75 du Code des délits et des peines, ne peuvent, sous cette seule qualité, et tant qu'ils ne sont pas dé-

signés nominativement, être traduits devant le jury d'accusation, puisque la procédure instruite contre eux par l'officier de police judiciaire ne doit pas même lui être adressée, et que, conséquemment, le directeur du jury exerce véritablement son pouvoir, toutes les fois qu'il fait, en cette qualité, une instruction quelconque, dont un quidam contumax se trouve l'objet;—Attendu que de la nullité de l'ordonnance de traduction résulte non-seulement la nécessité de l'annuler, mais encore celle de casser toute la procédure et le jugement par contumace dont elle a été suivie au tribunal criminel du département du Jura, comme aussi, et par la même raison, l'ordonnance de renvoi de Désiré Petit-Cuenot, rendue le 4 frim. an 9, par le directeur du jury de Baume, en ce qu'elle suppose ce prévenu valablement constitué en état de prise de corps par l'ordonnance du directeur du jury de Besançon, du 14 brum. an 6, et qu'en conséquence elle le renvoie par-devant le tribunal criminel du département du Jura;—Attendu que le tribunal criminel du département du Jura, en s'occupant de l'exécution de ladite ordonnance du 4 frim. an 9, dans son jugement du 15 pluv. suivant, ne l'a pas annulée, ainsi qu'il aurait dû le faire d'après l'art. 456 du Code des délits et des peines, ce qui rend nécessaire la cassation de son jugement;—Casse, etc.

Du 9 pluv. an 10.—Rapp., le cit. Carnot.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

TRIBUNAL DE POLICE.—INJURES ÉCRITES.—

CONCLUSIONS.—LOI PÉNALE.

Le tribunal de police est incompétent pour connaître d'injures écrites. (C. 3 brum. an 4, art. 605.) (2)

Un jugement de simple police rendu sans que le ministère public ait été entendu, doit être annulé. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (3)

Est nul le jugement de simple police qui ne contient pas les termes de la loi appliquée. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (4)

(Caprais-Rigodt—C. Min. publ.)

Du 9 pluv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rappeau.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

1^o APPEL CORRECT.—MINISTÈRE PUBLIC.

2^o TRIBUNAL CRIM.—APPEL.—INFAMATION.

3^o CASSATION.—RÈGLEMENT DE JUGES.

1^o Un tribunal criminel ne peut, sur le seul appel de la partie plaignante, et lorsque les délais de l'appel du ministère public sont écoulés, statuer sur ses réquisitions prises contre le prévenu. (C. 3 brum. an 4, art. 197.)

2^o Le tribunal criminel qui infirme un jugement de police correctionnelle pour mal jugé du fond, doit retenir la cause et la juger. (C. 3 brum. an 4, art. 204.) (5)

ment désigné dans l'accusation portée contre lui; l'art. 229 du Code du 3 brum. an 4 contenait la même règle, et la jurisprudence s'y est toujours conformée. *F. Cass.* 7 janv. et 10 déc. 1825.—*F. Cass.* an ce sens, Legraverend, t. 1^{er}, p. 413, et Carnot, sur l'art. 144, Code d'inst. crim.—*F.* enfin dans Merlin, *Rep.*, v^o *Quidam* le réquisitoire prononcé par l'auteur dans cette affaire.

(2) *F. conf.*, Cass. 11 niv. an 10.

(3) *F. conf.*, Cass. 28 frim. an 7; 17 niv. et 12 fruct. même année; 11 niv. an 8; 18 vend. an 9, et les notes.

(4) *F. conf.*, Cass. 4 brum. et 17 niv. an 7; 6 et 8 therm. an 8; 16 et 18 vend. an 9; 8 niv. an 10.

(5) Telle était la disposition textuelle de l'art. 204

(1) On connaissait, dans notre ancien droit, une procédure contre les quidam; mais elle se bornait à l'information et au décret (Lacombe, *Mat. crim.*, 3^e part., ch. 16, n^o 25). Jousse enseigne également que à les juges peuvent, si le cas le requiert, décréter de prise de corps des personnes non connues, sous la désignation de l'habit de ces personnes, de la couleur des cheveux, du visage; comme aussi à l'indication qui en sera faite dans la suite par la partie civile ou publique. a. (*Justice crim.*, tom. 2, p. 195.)—Dans notre procédure actuelle, aucune accusation, aucune ordonnance de prise de corps ne pourrait être décernée contre un inconnu: il résulte, en effet, des art. 241, 244 et 465, Code d'inst. crim., que le prévenu doit être dénommé et claire-

3° Il n'est pas nécessaire que le tribunal de cassation statue en règlement de juges, lorsque le même résultat peut être obtenu par la voie de la cassation.

(Moïse Mal—C. Min. pub.)

Moïse May avait été condamné par le tribunal correctionnel de Strasbourg, pour escroquerie, à 6 mois d'emprisonnement et 300 fr. de dommages-intérêts au profit de Kleebal, partie plaignante; celui-ci seul avait appelé : mais le tribunal criminel du Bas-Rhin, ayant reconnu qu'il ne s'agissait pas d'une simple escroquerie, mais du délit plus grave prévu par art. 12 de la loi du 25 frim. an 8, sans s'arrêter à l'appel de Kleebal, et faisant droit sur les conclusions et réquisitions du commissaire du gouvernement, annula la procédure et renvoya le prévenu par-devant le directeur du jury de Barr. Une nouvelle procédure s'instruisait par suite de ce renvoi, mais le tribunal déclara n'être pas saisi légalement, et le commissaire du gouvernement se pourvut en règlement de juges.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 197 et 302 du Code des délits et des peines;—Attendu qu'au mépris dudit art. 197, qui ne donne qu'un mois au commissaire du gouvernement près le tribunal criminel pour interjeter appel des jugements de police correctionnelle, à compter du jour de leur prononciation, le tribunal criminel du département du Bas-Rhin a implicitement reçu le commissaire du gouvernement appelant d'un jugement dont la prononciation avait déjà plus de trois mois de date, en faisant droit sur ses conclusions et réquisitions tendant à la réformation du jugement de première instance, quant à la peine dont il n'était plus permis de s'occuper;—Attendu que, quand on pourrait supposer que l'appel du commissaire du gouvernement eût encore été recevable, le tribunal criminel du département du Bas-Rhin, d'après l'art. 203 du Code précité, aurait été dans l'obligation d'appliquer lui-même la peine prononcée par l'art. 12 de la loi du 25 frim. an 8, puisqu'il ne cassait pas le jugement du tribunal de première instance pour omission des formes prescrites par les lois, à peine de nullité, et que l'affaire rentrait dès lors dans l'application de l'art. 204, portant que « si le jugement a été annulé pour mal jugé au fond, le tribunal a criminel statue lui-même définitivement; »—Attendu qu'il y a contradiction palpable entre la disposition du jugement du 11 brum. qui annule toute la procédure, et celle qui, déclarant Moïse Mal coupable du délit dont il est prévenu, maintient en cette partie le jugement du tribunal correctionnel;—Attendu que le directeur du jury de Barr, en instruisant une nouvelle procédure en

exécution du jugement du tribunal criminel du département du Bas-Rhin, rendu le 14 brum. dernier, s'est approprié tous les vices de ce jugement, et notamment par son ordonnance de traduction du prévenu par-devant le tribunal civil de l'arrondissement de Barr, pour y être jugé par voie de police correctionnelle, tandis qu'il existait déjà un jugement rendu sans appel de la part du commissaire du gouvernement sur l'action publique;—Et attendu qu'il n'est pas nécessaire de recourir à un règlement de juges, lorsqu'on peut amener le même résultat par la voie de la cassation;—Casse, etc.

Du 9 pluv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Carnot.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

ESCOQUERIE.—PARENTS.—ENFANS.—VOL.

L'escroquerie commise par un enfant au préjudice de sa mère peut, sur la plainte de celle-ci, être l'objet d'une poursuite criminelle : la droit purement éventuel qu'ont les enfans sur les biens de leurs parens ne suffit pas pour enlever au fait son caractère de délit. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 2, art. 35.) (1)

(Femme Plisson—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que les lois nouvelles n'ont point dérogé à la loi 14 du Code de l'his qui accusent non posant, qui autorise la mère à porter plainte contre ses enfans, lorsqu'elle ne trouve pas dans sa tendresse pour eux d'excuse aux délits dont ils se sont rendus coupables; que, si l'on juge qu'un héritier ne peut poursuivre par la voie criminelle son cohéritier qui a spolié l'hoirie du défunt, parce que celui-ci ayant un droit acquis à la chose qu'il a spoliée, on ne peut réellement dire qu'il a commis un véritable vol, il ne peut en être de même quand il s'agit d'un droit purement éventuel, ou, ce qui revient au même, quand la soustraction a eu lieu, comme dans l'espèce particulière, avant la mort de celui dont les effets ont été spoliés, parce que, jusqu'à son décès, lui seul en est le véritable et l'incontestable propriétaire; que l'art. 35, tit. 2 de la loi du 22 juill. 1791, a été bien appliqué au genre de délit dont la cit. femme Plisson était déclarée convaincue, puisqu'il résultait clairement des considérans du jugement qu'elle avait commis la soustraction dont elle avait été prévenue en abusant de la crédulité de sa mère et en lui inspirant des craintes chimériques;—Rejette, etc.

Du 10 pluv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Carnot.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

PROTÉT.—FAILLITE.—BILLET A ORDRE.

Sous l'ordonnance de 1673, le porteur de billets

du Code du 3 brum. an 4; cette disposition n'a pas été reproduite par le Code d'inst. crim., mais elle était évidemment inutile; l'institution d'un second degré de juridiction suppose nécessairement que le tribunal d'appel doit statuer sur la fond, lorsqu'il annule pour mal jugé. C'est ce qui résulte d'ailleurs implicitement des art. 209 et suiv. du Code d'inst. crim.—Quant aux cas d'annulation pour vice de forme ou d'incompétence, F. L. 20 avr. 1806, et Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Evocation, § 4.

(1) Ce jugement est contraire au principe qui a dicté celui du 6 pluv. an 10 (F. ce jugement à sa date, et nos observations).—Aucune disposition, sous la législation antérieure au Code pénal, ne protégeait les soustractions commises entre parens contre l'action répressive. Mais cette exception ne résulte-elle pas de la nature même du fait et des conditions de son incrimination? Si l'on est trait que les enfans

ne possèdent qu'un droit éventuel sur les biens de leurs pères et mères, cette sorte de quasi-propriété ne suffit-elle pas pour empêcher qu'il y ait lieu à l'action du vol? La loi romaine, en proclamant cette règle exceptionnelle, ajoutait : *ne cum filio familiaris pater furti agere possit, non juris constitutio, sed natura rei impeditio est* (L. 16. Dig. de Furtis). Cette nature des choses qui faisait obstacle à l'action du vol, était le droit futur à la propriété d'où résultait que le fils, en dérobant la chose de son père, ne dérobait pas absolument la chose d'autrui. Au reste, la question n'offre aujourd'hui aucune difficulté, puisqu'il est art. 380 du Code pén. a sanctionné cette exception en faveur des parens, et nous ne faisons aucun doute, d'ailleurs, que ses termes ne s'étendent à l'escroquerie; car, que la soustraction s'opère par tels ou tels moyens frauduleux, la raison de décider est la même.

à ordre pouvait, en cas de faillite du souscripteur, les faire protester avant qu'ils fussent échus, et la protêt fait dans ce cas était valable à l'égard des endosseurs, contre lesquels la porteur pouvait exercer immédiatement son recours. Il n'était pas nécessaire que le protêt fût renouvelé à l'échéance du billet. (Ord. 1673, tit. 5, art. 4, 13, 31 et 32.) (1)

(Garnot—C. Blanquart.)

Le cit. Garnot était porteur de billets à ordre, souscrits par le cit. Buisson et négociés aux associés Blanquart, valeur en marchandises.

Il apprend que Buisson est en faillite, et de suite il fait protester ses billets à ordre (quarante jours avant le terme fixé pour leur échéance). En outre, il intente à l'instant même, contre les endosseurs, son action en garantie.

Après ces mesures prises, arrive le temps fixé pour l'échéance des billets; Garnot ne songe point à renouveler le protêt.

De la deux exceptions proposées par les endosseurs: ils disaient d'abord que l'action en garantie était prématurée, en ce que leur endossement, ne les obligeait à faire valoir qu'après le terme fixé pour l'échéance; mais ils disaient principalement que l'action était sans fondement, attendu que le protêt fait quarante jours avant l'échéance, était nul, et qu'il n'y avait pas eu de protêt à l'échéance.

A l'objection faite par Garnot que la faillite rend exigibles les créances à terme, ils répondaient que ce principe n'est applicable que lorsqu'ils s'agit d'autoriser des mesures conservatoires à l'égard du failli, mais que relativement aux endosseurs la faillite du tireur qui leur est étrangère, ne peut changer le terme qui est la loi de leur contrat.

Jugement du tribunal de commerce de Cambrai, qui déclare les protêts réguliers et l'action valablement introduite, condamne les endosseurs, mais surseoit à l'exécution de son jugement jusqu'à l'échéance des billets.

Appel par les associés Blanquart. — 3. Dor, au 8, jugement du tribunal civil du Nord, qui, tout en reconnaissant le principe posé par Garnot, déclare prématurés son protêt et son action en garantie, et rejette sa demande.

Pourvoi en cassation de Garnot pour fausse application de l'ordonn. de 1673, art. 1^{er}, et

fausse application des art. 13, 31 et 32 de la même ordonnance.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 4, 13, 31 et 32, tit. 5 de l'ord. de 1673, conçus en ces termes: « Art. 4. Les porteurs de billets qui auront été acceptés, ou dont le paiement échut à jour certain, seront tenus de les faire payer ou proutester dix jours après l'échéance; — Art. 13. « Ceux qui auront tiré ou endossé ces lettres se-ront poursuivis dans la quinzaine; — Art. 31. « Le porteur d'un billet négocié sera tenu de faire ses diligences contre le débiteur dans dix jours, « s'il est pour valeur reçue en deniers, et dans « trois mois, s'il est pour marchandises ou autres « effets; — Art. 32. A faute de paiement du con-tenu dans un billet de change, le porteur fera « signifier ses diligences à celui qui aura signé le « billet ou l'ordre, et l'assignation sera donnée « dans le délai ci-dessus prescrit pour les lettres de « change; » — Considérant qu'il résulte du ju-gement attaqué que Buisson jeune, qui avait souscrit les billets à ordre dont s'agit, était en état de faillite le 1^{er} therm. an 7, lorsque Garnot a fait protester ces billets; — Considérant que la faillite rend toutes lettres, lettres de change et dettes du failli exigibles, quand même les délais portés par ses obligations ne seraient pas expirés, d'où il suit que le protêt de ces billets, quoique fait avant le jour indiqué pour le paiement a été fait en temps utile; — Considérant que tout ce que la loi exige des porteurs des lettres de change et des billets négociés envers les endosseurs, est d'exercer leur recours dans la quinzaine du protêt, et que Garnot s'y est conformé; — Considérant qu'on ne peut pas soutenir que le protêt qui est valable à l'égard du débiteur principal a cause de la faillite, soit nul à l'égard de l'endosseur, ou qu'on soit tenu à son égard de faire un second protêt après l'expiration du délai porté par le bil-let, sans créer une distinction que la loi n'a pas faite, et sans ajouter aux obligations que la loi a imposées aux porteurs des lettres de change et des billets négociés envers les endosseurs; — Con-sidérant qu'il s'agissait au procès de billets négoc-iés, valeur en marchandises, pour lesquels le porteur était seulement tenu de faire ses diligen-ces dans les trois mois; — Considérant que le ju-gement attaqué ne s'est pas borné à suspendre

(1) Sous l'empire de l'ordonnance de 1673, la formalité du protêt n'était nécessaire que pour les bil-lets et lettres de change; elle ne l'était pas pour les billets à ordre: il suffisait que le porteur d'un tel billet fit, à l'échéance, les diligences nécessaires pour obtenir sentence de condamnation. *F. ordonn. de 1673, art. 31; Cass. 26 fév. 1838 (Volume 1838); Merlin, Quest, v^o Protêt, § 1^{er}.* — Il résulte de cette doctrine, comme l'a jugé ici le tribunal de cassation, que les endosseurs ne pouvaient exciper du défaut de protêt à l'échéance, et de l'irrégularité du recours exercé contre eux par le porteur. — Mais il en au-rait été autrement, s'il se fût agi de lettres de chan-ge: dans ce cas, on jugerait, sous l'ordonnance de 1673, que la faillite du payeur de la lettre de change ne dispensait pas le porteur de faire protester à l'échéance, à peine de perdre toute garantie contre le tireur. *Cass. 6 oct. et 3 déc. 1806.* Cette doc-trine était aussi professée par les auteurs. *F. Sava-ry, Parfait négociant, tom. 2, parer. 45; Pothier, Contrat de change, n^{os} 144 et 147; Merlin, loc. cit.* — L'art. 187 du Code de commerce a fait dispa-raître cette distinction entre les lettres de change et les billets à ordre, en rendant communes aux uns et aux autres les dispositions relatives au pro-

têt. Ainsi aujourd'hui, le porteur de billets à ordre ou de lettres de change peut, en cas de faillite avant l'échéance, faire protester et exercer immé-diatement son recours. (Code de com., art. 163); et il n'est disposé du protêt faute de paiement, ni par le protêt faute d'acceptation, ni par la mort ou faillite de celui sur qui la lettre de change est tirée (même art.). — La faculté accordée au porteur de faire protester par anticipation, en cas de faillite, et d'exercer immédiatement son recours, est donnée dans le cas même où la faillite n'a pas encore été déclarée par jugement; il suffit que l'état de faillite soit notoire par la cessation de paiement. *Bordeaux, 10 déc. 1832 (Volume 1833).* — Le jugement que nous recueillons ici ne décide la question que pour le cas de faillite du souscripteur. Mais en serait-il de même s'il s'agissait de la faillite de l'accepteur? La nouvelle loi sur les faillites, art. 414, place sur la même ligne la faillite du tireur et de l'accepteur; elle oblige les autres engagés à donner caution ou à payer immé-diatement, ce qui porte à croire que, dans l'un comme dans l'autre cas, le porteur pourrait aussi faire protester par anticipation et exercer son re-cours contre les endosseurs, sans être obligé de re-nouveler le protêt à l'échéance.

les poursuites du porteur des billets dont s'agit jusqu'après l'expiration du délai porté par ceux, et qu'en déboutant Garnot de sa demande, il l'a privé du recours contre l'endosseur qui lui était accordé par la loi; d'où il suit qu'il y a dans le Jugement: attaquée fausse application de l'art. 4, tit. 5 de l'ord. de 1673, et contravention aux art. 13 et 33 de la même loi;—Casse, etc.

Du 11 pluv. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Audier-Massillon. — Concl., le cit. Arnaud, subst.—Pl., le cit. Guichard.

1^o CASSATION. — DÉLAI. — JOURS COMPLÉMENTAIRES.

2^o ARBITRE (TIERS). — JUGEMENT.

1^o Les jours complémentaires ne devaient pas être comptés pour le délai du pourvoi en cassation, non plus que ceux de la signification et de l'échéance. (L. 1^{re} frim. an 2, art. 1.) (1)

2^o La tiers arbitre ne peut juger seul et sans le concours des arbitres qu'il est appelé à départager. (L.L. 16-31 août 1790, tit. 10, art. 12 et 13; 28 therm. an 3.) (2)

(Chopin.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu la loi du 1^{er} frim. an 2, portant : « En matière civile, le délai pour se pourvoir en cassation est de trois mois francs, « dans lesquels ne seront point compris ni le jour « de la signification du Jugement à personne ou « domicile, ni le jour de l'échéance, non plus que « les jours complémentaires ; » les art. 12 et 13, tit. 10, de la loi du 24 août 1790, portant, le premier : « S'il s'élève quelques contestations entre « mari et femme, père et fils....., les parties se « ront tenues de nommer des parens, ou, à leur « défaut, des amis et voisins pour arbitres, et qui, « après les avoir entendus et avoir pris les con- « naissances nécessaires, rendront une décision « motivée ; » Le second : « Chacune des parties « nommera deux arbitres.... Lors que les quatre « arbitres se trouveront divisés d'opinion, ils « choisiront un sur-arbitre pour lever le partage ; » — Vu aussi le décret du 22 therm. an 3 : « La convention nationale, après avoir entendu « le rapport de son comité de législation relati- « vement aux difficultés qui se sont élevées sur « le point de savoir si la tiers arbitre peut pronon- « cer seul sur les avis contraires, passe à l'ordre « du jour, motivé sur ce qu'aucune loi n'a auto- « risé les tiers arbitres à prononcer seuls et sans « le concours des arbitres divisés d'opinions ; » — Attendu que le Jugement attaqué a été signifié le 27 therm. an 8, et que de cette époque au 26 brum. an 9, date du pourvoi du demandeur, il ne s'est pas écoulé trois mois francs, dès que les jours complémentaires doivent, comme ceux de la signification et de l'échéance, être retranchés de cet intervalle, aux termes de la loi citée du 1^{er} frim. an 2;—Rejette la demande en débécance ;

Et passant au Jugement du fond : Considérant que les quatre arbitres choisis par les parties avaient, le 21 mess. an 3, jugé deux des questions qui leur étaient soumises et s'étaient trouvés partagés sur la troisième; que cette question était restée indécidée, un second Jugement était devenu indispensable, et que, pour le rendre, les quatre arbitres, divisés d'opinion, avaient dû se réunir avec le tiers nommé pour les départager; qu'on ne saurait concevoir qu'un

Jugement se compose des opinions de quatre arbitres, données, comme dans l'espèce, le 21 mess. an 3, et de celle d'un cinquième, émise le 17 therm. suivant; que les tribunaux de famille ne pouvaient, ainsi que tous les autres tribunaux, statuer légalement sans le concours du nombre de juges déterminé par la loi; que le vœu de celle du 24 août 1790, relativement à la formation des tribunaux dont il s'agit, ne saurait être méconnu, et qu'après avoir dit que les parens, au nombre de quatre, et, à leur défaut, des amis ou voisins, rendraient une décision motivée, elle ne peut pas avoir voulu donner à un individu le caractère du tribunal de famille, et lui conférer, sous le titre de sur-arbitre, le pouvoir de juger seul les questions sur lesquelles les autres arbitres étaient divisés; que le sens dans lequel cette loi doit être entendue, est clairement expliqué par le décret d'ordre du jour du 28 therm. an 3; que la décision prononcée le 17 therm. an 3, par le sur-arbitre seul, étant une violation manifeste des articles cités de la loi du 24 août 1790, et un excès de pouvoir, le tribunal civil du département de l'Orne, qui, par son Jugement du 18 prair. an 4, a confirmé cette décision au lieu de l'annuler, s'en est approprié le vice et a ainsi contrevenu formellement lui-même à la susdite loi de 1790;—Casse, etc.

Du 11 pluv. an 10;—Sect. civ.—Prés., le cit. Liborel.—Rapp. le cit. Aumont.—Concl., le cit. Arnaud, subst. — Pl., les cit. Camus et Guichard.

APPEL. — JUG. PAR DÉFAUT. — OPPOSITION.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, on pouvait interjeter appel des Jugemens par défaut en premier ressort, contra lesquels l'usage ou la jurisprudence de certains parlements avait donné la faculté de l'opposition. (Ord. 1667, tit. 35, art. 3; L. 6-27 mars 1791, art. 34.) (3)

(Dutertre — C. Mallevue.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 34 de la loi du 6 mars 1791, l'art. 3 du tit. 35 de l'ordon. de 1667, l'art. 12 du tit. 27 de la même ordonnance.—Attendu que les lois ci-dessus rapportées n'ont permis d'attaquer, par la voie de l'opposition, les Jugemens par défaut, que lorsqu'ils ont été rendus en dernier ressort; attendu que les Jugemens rendus par défaut, en première instance, sont compris dans les dispositions générales qui ont établi la voie de l'appel envers les Jugemens de premier ressort, sans distinction des Jugemens contradictoires ou par défaut;—Attendu que, quoique l'usage et la jurisprudence de plusieurs des ci-devant parlements eussent étendu jusqu'aux Jugemens rendus en première instance par défaut, la faculté de se pourvoir par opposition, que la loi n'avait établie qu'envers les Jugemens rendus en dernier ressort, il ne s'ensuit pas qu'on puisse interdire à ceux qui ont été condamnés par défaut, en première instance, la voie de l'appel qui leur est accordée par les lois;—Attendu qu'en déclarant Dutertre non recevable dans son appel, par cela seul que le Jugement contre lequel il s'était pourvu était rendu par défaut, le tribunal de la Manche a créé une fin de non-recevoir qui n'était établie par aucune loi, et qu'il a privé le demandeur de la faculté d'appeler, qui lui était accordée par les lois; d'où il suit qu'il a commis un excès de pouvoir, et contrevenu aux lois ci-dessus citées, notamment à celle du 6 mars 1791, laquelle n'admet que les

(1) Les jours complémentaires ne comptent pas non plus dans le délai d'appel. F. Cass. 23 niv. an 8, 4 frim. an 9, et les notes.

(2) Un grand nombre de décisions semblables ont lieu.—1^{re} PARTIE.

été rendues dans le même sens. F. le Jugement du 13 vend. an 3, et la note qui l'accompagne.

(3) F. dans le même sens, Cass. 12 vend. an 9, et la note.

formes de procédure autorisées par l'ordonn. de 1667, et par les réglemens postérieurs; *Casse*, etc.

Du 11 pluv. an 10. — *Sect. civ. — Rapp.*, le cit. Audier-Massillon. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

SOUS-TRAITANT. — FOURNISSEUR. — COMPÉTENCE.

La connaissance des contestations relatives à l'exécution des sous-traités passés avec des fournisseurs du gouvernement, qui ne sont pas ses agens, est de la compétence de l'autorité judiciaire. (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13.) (1)

(Chartreau — C. Cave.)

Chartreau avait, en l'an 7, sous-traité de la fourniture de la place d'Aubusson avec Cave, qui était lui-même un sous-traitant de la compagnie Rochefort, laquelle avait traité elle-même directement avec le gouvernement. — Le traité de cette compagnie avait été résilié peu de temps après, et il y avait été substitué une agence dans laquelle Cave avait continué d'être employé. — Chartreau, à cette époque, avait déjà fait des fournitures dont il n'était point encore payé; mais il n'en avait pas moins continué à en faire de nouvelles par les ordres de Cave, quoiqu'il n'ignorât point qu'il n'était plus, à son égard, qu'un agent du gouvernement.

Dans cette position, Chartreau a fait citer Cave devant le tribunal civil du département de la Creuse, à l'effet d'être payé de toutes ses fournitures; mais Cave a demandé son renvoi devant l'autorité administrative, attendu qu'il s'agissait de fournitures faites pour le compte du gouvernement. — Le tribunal civil du département de la Creuse, n'a point eu égard à ce déclatoire; et Cave ayant refusé de défendre au fond, jugement est intervenu, par lequel toutes les conclusions de Chartreau ont été adjugées à ce dernier.

Appel par Cave, et jugement du tribunal civil de la Corrèze qui, adoptant le déclatoire rejeté en première instance, a renvoyé les parties à se pourvoir devant qui il appartenait.

Pourvoi de la part de Chartreau pour incompétence, en ce qu'il était prouvé au procès qu'une partie des fournitures avait été faite avant la résiliation du traité de la compagnie Rochefort; que dès lors il avait pu traduire valablement le défendeur devant les tribunaux pour obtenir contre lui une condamnation au paiement de cette partie, sauf le renvoi, pour les fournitures postérieures, devant l'autorité compétente.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu la disposition de l'art. 13 du tit. 2 de la loi du 21 août 1790, ainsi conçu: « Les fonctions judiciaires sont distinctes, et demeurent toujours séparées des fonctions administratives; »

Et attendu, 1° que toute contestation dont la connaissance n'est point attribuée à l'autorité administrative par la disposition de laquelle loi particulière, reste nécessairement dans la compétence de l'autorité judiciaire; — 2° qu'il n'existe aucune loi qui attribue à l'autorité administrative la connaissance des contestations relatives à l'exé-

cution des sous-traités passés avec les fournisseurs du gouvernement; — 3° Qu'il est prouvé au procès, et qu'il n'est pas même contesté, qu'une partie des fournitures dont le prix était réclamé par le demandeur devant le tribunal civil du département de la Creuse, avait été faite au défendeur en sa qualité d'agent ou de sous-traitant de la compagnie Rochefort, et antérieurement à la résiliation du traité de cette compagnie; — D'où il suit que le demandeur avait au moins, pour cette fourniture, le droit d'exercer son action devant les tribunaux, et que le défendeur ne pouvait en demander le renvoi à l'autorité administrative emulativement avec celle formée contre lui par la même citation au paiement des fournitures postérieures qui lui avaient été faites en qualité d'agent du gouvernement; — Que faute d'avoir fait cette distinction, le jugement attaqué, en renvoyant les parties sur le tout, à se pourvoir devant qui il appartenait, a non-seulement fausement appliqué le texte de la loi ci-dessus citée, mais commis de plus un déni de justice et un excès de pouvoir, qui ne permet pas d'en laisser subsister les dispositions; — *Casse*, etc.

Du 12 pluv. an 10. — *Sect. civ. — Prés.*, le cit. Maleville. — *Rapp.*, le cit. Pajon. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst. — *Pl.*, les cit. Troussel et Cornol.

1° JUGE DE PAIX. — COMPÉTENCE. — AMENDE.

2° RESPONSABILITÉ CIVILE. — AMENDES.

3° ACTION PUBLIQUE. — AUTEUR DU DÉLIT. — RESPONSABILITÉ. — CHOSE JUGÉE.

1° Un tribunal de paix viole les règles de sa compétence et commet un excès de pouvoir, en condamnant un individu à des peines de police.

2° La responsabilité civile du père ne s'étend pas aux amendes encourues par son fils (2).

3° Des poursuites dirigées et un jugement (de police) rendu contre un individu responsable d'un délit commis par d'autres (un père, à l'égard de ses enfans), n'empêchent pas que des poursuites correctionnelles ne soient ultérieurement dirigées par le ministère public contre les auteurs du délit; par suite, le tribunal saisi de ces nouvelles poursuites commet un excès de pouvoir en les annulant, sous prétexte que le fait aurait déjà été l'objet d'un jugement.

(Garrier — C. Min. pub.)

Il résultait d'une plainte verbale que Louis Leblond avait été frappé par les trois enfans de Louis Garrier. Le juge de paix se transporta à son domicile, et sur sa déclaration qu'il entendait se pourvoir en dommages-intérêts contre Garrier, comme civilement responsable de ses enfans, ce magistrat rendit au bas de son procès-verbal une ordonnance par laquelle il permettait de faire assigner des témoins pour comparaitre le lendemain. Trois témoins furent entendus dans l'enquête, et deux jours après, le juge de paix, après avoir entendu les parties à l'audience du tribunal de paix, où elles déclarèrent s'en rapporter à la sagesse du tribunal, condamna Garrier, par un jugement du 22 germ. an 9, comme ga-

eil, ne comprend que les dommages-intérêts; elle ne s'étend pas aux amendes. Cette règle a été consacrée par la jurisprudence, en matière de délits ruraux (Cass. 25 fév. 1820; 8 août et 4 sept. 1823; 21 avril et 15 déc. 1827); en matière de loteries non autorisées (Cass. 30 nov. 1821); d'infraction aux réglemens sur la direction des voitures (Cass. 18 oct. 1827); de contraventions commises par les préposés des messageries (Cass. 18 nov. 1825).⁴

(1) *V.* dans la même sens, Cass. 13 mess. an 12, 14 brum. an 13; 16 juill. 1806; 6 sept. 1808; ord. du 4 mars 1819. — *V.* aussi les notes qui accompagnent les jugemens des 1^{er} brum. et 13 pluv. an 8.

(2) L'amende est une véritable peine; en conséquence, elle ne peut atteindre que les prévenus déclarés coupables de délits: car toute peine est essentiellement personnelle. Ainsi la responsabilité civile, telle qu'elle est établie par l'art. 1394 du Code

rant de ses enfans, à 30 fr. envers Leblond, pour lui tenir lieu de dommages-intérêts; mais le jugement ajoute : « Et à l'instant est comparu l'ad-joint de la commune, faisant fonctions du com-missaire du gouvernement, lequel a concu à ce que ledit Garrier père fût condamné à l'amende de trois journées de travail. Le tribunal, faisant droit, condamne ledit Garrier à 3 fr. 75 cent. d'amende envers la nation, pour les injures prononcées de part et d'autre. »

L'illégalité de cette disposition était évidente : 1° c'est un tribunal de paix, tribunal purement ci-vil, qui inflige une peine de simple police; 2° cette peine est prononcée sur les conclusions d'une partie publique qui n'a aucune fonction à remplir devant un tribunal de paix; 3° la peine est motivée pour simples injures verbales, tandis qu'il existait un procès-verbal qui consistait des coups et des blessures, délit plus grave qui devait être porté devant le directeur du jury; 4° enfin la peine est prononcée non contre les prévenus, mais contre leur père.

Un tel jugement ne dut point faire obstacle à l'action publique : le directeur du jury commença une information, et renvoya les prévenus devant le tribunal correctionnel; mais ce tribunal, se fon-dant sur le jugement du juge de paix, qu'il consi-déra comme ayant satisfait à l'action de la vindicte publique, se borna à annuler tout ce qui avait été fait par le directeur du jury. — Pouvait.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Adoptant les motifs expri-més dans le réquisitoire du commissaire du gou-vernement (1); — Casse pour incompétence et ex-cès de pouvoir la disposition du jugement de la justice de paix du canton de Vouls du 22 germ. an 9, qui condamne Louis Garrier père à une amende de 3 fr. 75 c., sans néanmoins que l'ac-sation de ce jugement puisse en empêcher l'exé-cution entre les parties intéressées; — Casse pareillement pour excès de pouvoir le jugement de première instance de Fontainebleau du 12 mess. an 9; renvoie Etienne, Louis et Thomas Garrier fils devant le tribunal de première instance de Melun, pour y être jugés sur les délits dont ils sont déclarés prévenus par les mandats décernés contre eux, etc.

Du 13 pluv. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Minier. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DÉLIT MILITAIRE. — COMPÉTENCE.

Du 13 pluv. an 10 (aff. Pote). — F. ce jugement au 8 vent. an 10.

1° JUGE DE PAIX. — ASSESEUR.

2° ROUTES. — TAXE D'ENTRETIEN. — JUGE DE PAIX. — COMPÉTENCE.

1° Sous la loi des 16-21 août 1790, le juge de paix ne pouvait prononcer seul et sans l'as-sistance d'assesseurs. (L. 16-21 août 1790, tit. 3, art. 9.)

2° Sous l'empire des lois des 3 niv. an 6 et 14 brum. an 7, les contestations civiles rela-tives à l'application du tarif de la taxe éta-bli pour l'entretien des routes, étaient de la compétence de l'autorité administrative; les juges de paix ne pouvaient connaître que

des contestations relatives au paiement de la taxe (3). — Par suite, un juge de paix ex-cédait ses pouvoirs lorsqu'il décidait par voie de règlement, que la taxe était ou non due par les habitants de certaines localités, ou encore lorsqu'il ordonnait en conséquence la restitution de taxes payées par des indi-vidus qui ne réclamaient pas; enfin, lors-qu'il ordonnait l'affiche d'un tel jugement. (L. 3 niv. an 6, tit. 5, art. 45.)

(Intérêt de la loi. — Aff. Mazade.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 9, tit. 3, de la loi du 21 août 1790; — Vu l'art. 45, tit. 5, de la loi du 3 niv. an 6, et l'art. 29 de la loi du 14 brum. an 7; — Vu aussi l'art. 12, tit. 2, de la loi du 21 août 1790; — Attendu que le juge de paix du canton de Lorient, département de la Drôme, a prononcé seul, et sans l'assistance de deux as-seesseurs, contre les dispositions de l'art. 9, tit. 3, de la loi du 21 août 1790, qui réglait encore l'exercice de ses fonctions, celle du 29 vent. an 9 n'étant pas, à l'époque du jugement, mise à exé-cution dans ce canton;

Attendu que, par ce jugement, en date du 10 frim. dernier, le juge de paix est contrevenu aux art. 45 et 46 de la loi du 3 niv. an 6, et à l'art. 29, de la loi du 14 brum. an 7, et qu'il a excédé ses pouvoirs en s'attribuant le droit de décider que dans tel cas le droit de passe n'était pas dû, que dans tel autre il n'était dû que jusqu'à cer-taine quotité, tandis que l'art. 45 de la même loi ne l'autorise qu'à statuer sur la taxe fixe enco-urue par Mazade, et que les autres dispositions ci-dessus citées attribuent exclusivement à l'au-torité administrative le droit de prononcer sur les contestations civiles résultant de l'établis-sement de la taxe, de juger si dans tel cas le droit est dû par telle personne ou dans telle quotité; — Attendu qu'en condamnant les percepteurs à faire une restitution de 12 sous an cit. Prunier, qui ne réclamait rien et n'était pas en cause, le juge de paix a également excédé ses pouvoirs; — Attendu qu'en déclarant exempt de la taxe, moyennant un certificat du maire ou de l'adjoint, les citoyens de diverses communes du canton, le juge de paix a non seulement excédé sa com-pétence à raison de la matière, mais a fait enco-re en cela un règlement général qui lui était expre-sément interdit par l'art. 12, tit. 2, de la loi du 21 août 1790, ci-dessus cité; — Attendu, enfin, que la disposition par laquelle il a ordonné l'affi-che du jugement au bureau du pont de la Drôme, est un dernier excès de pouvoir non moins ré-préhensible, qui tend à paralyser la perception du droit d'entretien des routes dans le canton de Lorient; — Casse, etc.

Du 14 pluv. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Delacôte. — Concl., le cit. Merlin, comm.

COMMUNE. — RESPONSABILITÉ. — APPEL.

Lorsqu'une commune a été déclarée en masse responsable, en exécution de la loi du 10 vend. an 4, de pillages commis par des attrou-pemens formés sur son territoire, les plus forts contribuables peuvent interjeter appel de cette décision en leur nom personnel. (L. 10 vend. an 4, tit. 5, art. 8; 29 vend. an 5, art. 1.) (3)

mid. an 7. — La loi du 29 vend. an 5 dispose, il est vrai, que les agens municipaux seuls ont qualité pour représenter les communes dans les instances où elles sont parties; mais cette loi n'a en vue que les cas ordinaires, c'est-à-dire les cas où c'est la commune seule, considérée comme être moral, qui se trouve intéressée, où les condamnations ne pen-

(1) L'exposé des faits qui précède n'est que l'ana-lyse substantielle de ce réquisitoire.

(2) F. dans le même sens, Cass. 3 pluv. an 10, et la note. F. aussi 18 pluv. an 10.

(3) Le tribunal de cassation nous paraît ici avoir fait un retour aux véritables principes qu'il avait méconnus dans son jugement par défaut du 12 ther-

(Benoit—C. Sabon et autres.)

En l'an 5, Benoit, notaire, disparut, et peu après, on trouva sous terre un cadavre sans tête. —La veuve et les enfants y reconnurent leur mari, leur père; ils attribuèrent sa mort à un rassemblement, et demandèrent l'application de la loi du 10 vendém. an 4, contre les deux communes de Rochegude et Bollène.

Jugement de première instance (sans citation aux communes, et sur la simple réquisition du commissaire) qui prononce 90,000 livres de dommages-intérêts.

Les communes ne purent ou ne voulurent pas interjeter appel. —Mais les vingt plus forts cotisés, Sabon et autres, sur qui portait l'exécution première de cette condamnation, interjetèrent appel.

9 pluv. an 7, jugement du tribunal civil de la Drôme, qui, en la forme, reçoit l'appel des vingt plus forts cotisés, attendu que la condamnation tombe directement et primitivement sur eux, et subsidiairement sur les autres habitants de la commune. —Sur le fond, attendu le défaut de preuves, réforme le jugement, et décharge les appelants de la condamnation.

POURVOI de la veuve, fondé principalement sur ce que les vingt plus forts cotisés n'étaient pas recevables dans leur appel d'une condamnation prononcée contre les communes, lesquelles ne peuvent plaider que par les seuls agents municipaux.

13 therm. an 7, jugement du tribunal de cassation, rendu par défaut, qui accueille le moyen, et annule le jugement, pour contravention à l'art. 1^{er} de la loi du 29 vendém. an 5, ainsi conçu: *Le droit de suivre les actions qui intéressent uniquement les communes, est confié aux agents desdites communes, et à leur défaut, à leurs adjoints.* (V. ce jugement à sa date).

Les défendeurs, après avoir été admis à former opposition à ce jugement, disaient, qu'en général, l'intérêt est la mesure des actions: non solent audiri appellantes, nisi huiusmodi quorum interest; — Que, dans l'espèce particulière, le droit d'interjeter appel avait été d'autant mieux acquis,

vent être exécutées que sur les biens communaux, et non pas directement sur ceux des particuliers *ut singuli*. Il s'agit alors d'un intérêt commun et indivisible, de l'intérêt non seulement des habitants actuels, mais encore des habitants futurs *ut universi*, et l'on conçoit parfaitement que la loi n'ait pas voulu laisser à chaque individu la faculté de compromettre, en les exerçant imprudemment peut-être, les droits qui appartiennent à tous. Elle a donc placé les communes, quant à l'exercice des droits communaux, dans une position absolument semblable à celle du mineur, et elle a chargé les officiers municipaux, comme une sorte de tuteurs, de veiller à leurs intérêts et de les représenter dans toutes leurs contestations. Chaque habitant, lorsqu'il s'agit de droits communaux, a donc un représentant légal dans les officiers municipaux; il plaide par ce représentant, il ne doit pouvoir plaider que par lui. — Mais lorsqu'il s'agit de la responsabilité imposée aux habitants des communes par la loi du 10 vendém. an 4, la position est complètement différente, et par conséquent les mêmes principes ne sauraient être appliqués. En effet, ce n'est plus la commune, comme être moral, composée d'une ségrégation se perpétuant par une série de générations, qui est intéressée: ce sont exclusivement les habitants actuels. La condamnation est bien prononcée contre la masse, sans désignation d'individus; mais elle n'en porte pas moins sur eux *ut singuli*, et non pas *ut universi*; elle s'exécute (par voie administrative) non pas sur les biens communs ou communaux, mais sur

qu'il n'y avait pas eu possibilité d'intervention devant le tribunal de première instance: — Qu'à la vérité, les communes formant corporation dans l'Etat, doivent avoir des préparés pour la suite des procès concernant l'intérêt commun, les habitants en masse *ut universi*; mais que si, indépendamment de l'intérêt commun à tous, il y a encore un intérêt particulier à certains, si les habitants sont intéressés *ut singuli*, ceux là particulièrement ont un droit spécial de se défendre, indépendamment de la défense commune; — Que la loi même du 29 vendém. an 5 reconnaît ce principe, puisqu'elle ne confie aux agents que les actions qui intéressent uniquement les communes.

JUGEMENT (après délib. en ch. du cons.)

LE TRIBUNAL; — Attendu que les vingt plus forts contribuables des communes de Bollène et de Rochegude, n'ont appelé que pour échapper à des condamnations qui pesaient sur leurs propriétés individuelles, et non sur des propriétés communales; que, dès lors, on ne peut leur objecter la loi de vendém. an 5, qui n'est applicable qu'en cas où les communes sont uniquement intéressées; que la loi du 10 vendém. an 4, n'excluant pas la faculté d'appeler, il s'ensuit que cette faculté est réservée à ceux qui ont intérêt d'en user; qu'indépendamment de ce que le jugement attaqué énonce diverses pièces relatives au fait litigieux, il suffisait, pour légitimer ce jugement, que celui de première instance ne fût pas intervenu sur un procès-verbal dressé dans les vingt-quatre heures et envoyé, dans les trois jours du prétendu délit, par l'agent municipal de Rochegude, au commissaire près le tribunal civil de Vaucluse, ce qui résulte de l'énoncé même du jugement de première instance que le tribunal d'appel avait sous ses yeux; que, outre le motif fondé sur la déclaration passée par les jurés au tribunal criminel du Gard, le jugement attaqué porte, qu'il n'existe, d'ailleurs aucune preuve de l'existence de la qualité du prétendu délit; — Rejette, etc.

Du 14 pluv. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Basire.

les biens particuliers de chacun. Chaque habitant a dans le procès son intérêt direct et individuel, et non pas seulement un intérêt indirect, résultat incertain ou indéterminé de l'intérêt commun. Or, s'il en est ainsi, si chaque habitant est personnellement partie dans la contestation, ne faudrait-il pas admettre non-seulement, avec le jugement ci-dessus, que la faculté d'appel appartient aux vingt plus forts contribuables chargés d'acquiescer provisoirement les condamnations au nom de tous, mais encore, qu'elle appartient à chacun d'eux individuellement?

Nous devons ajouter, en terminant ces observations, qu'aucune loi postérieure n'est venue abroger la loi du 10 vendém. an 4. Aussi les tribunaux nationaux fréquemment, jusqu'en ces derniers temps, l'occasion d'en faire l'application. Mais il serait à souhaiter que cette loi, née au milieu des convulsions révolutionnaires, et plus profondément empreinte que toute autre du cachet de son époque, fût remplacée par des dispositions qui, tout en conservant son principe, le mettraient en harmonie avec les autres parties de notre législation. Tout, en effet, dans cette loi, est incomplet, anormal; et sans parler de la manière dont la responsabilité est réglée en elle-même, n'y a-t-il pas quelque chose qui bouscule toutes les idées, qui heurte tous les principes, dans ces condamnations prononcées par les tribunaux sur le simple vu de procès-verbaux, sans même que ceux qui doivent supporter ces condamnations aient été appelés à se défendre.

TRIB. DE POLICE.—MINIST. PUBLIC.—ASSESEURS.—LOI PÉNALE.—PEINE ARBITRAIRE.

Est nul un jugement de simple police qui a été rendu sans que le ministère public ait été entendu (1).

Sous le Code de brum. an 4, un tribunal de simple police ne pouvait être légalement composé que du juge de paix et de deux assesseurs seulement. En conséquence, le jugement rendu par le juge de paix et trois assesseurs était nul (2).

Est encore nul le jugement de simple police dans lequel on n'a pas inséré les termes de la loi appliqués (3).

Un tribunal de police excède ses pouvoirs, lorsqu'il condamne une partie à reconnaître son adversaire pour honnête homme en ses mœurs et probité. (Langlois et Sellier.)

Du 16 pluv. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Seignette. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

1° COUPS ET BLESSURES. — TRIBUNAL DE POLICE.—COMPÉTENCE.

2° TRIB. DE POLICE.—JUGEMENT.—PUBLICATION.

1° Le tribunal de police est incompétent pour connaître d'une prévention de violences graves, suivies de blessures et contusions. (C. 3 brum. an 4, art. 695.) (4)

2° La proclamation d'un jugement de police dans les réunions publiques n'est autorisée par aucune disposition de la loi, et le tribunal de police commet, en l'ordonnant, un excès de pouvoir.

(Intérêt de la loi.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu la 6^e disp., art. 456 et l'art. 605 du Code des délits et des peines;—Attendu, 1^o que, dans l'affaire jugée par le tribunal de police du canton de Musseaux, il s'agissait de violences graves suivies de blessures et contusions; que par conséquent le tribunal de police du canton de Musseaux ne pouvait en connaître; 2^o que la proclamation d'un jugement de police dans des réunions publiques n'est autorisée par aucune disposition de la loi; qu'ainsi le tribunal de police de Musseaux, en ordonnant cette proclamation, a commis un excès de pouvoir;—Casse, etc.

Du 17 pluv. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Genevois. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

(1) Conf. à une foule de jugemens antérieurs: *P. Cass.* 25 frim. an 7; 17 niv. et 12 fruct. même année; 11 niv. an 8, 18 vend. an 9, et les notes.

(2) *P. conf.*, *Cass.* 16 prair. an 7; 6 prair. an 8.

(3) *P. conf.*, *Cass.* 4 brum. et 17 niv. an 7; 18 niv. et 8 therm. an 8; 16 et 18 vend. an 9, et 9 pluv. an 10. *P.* aussi les notes sur ces jugemens.

(4) *P. conf.*, *Cass.* 13 fruct. an 7, et la note.

(5) L'art. 276 du Code du 3 brum. an 4 était ainsi conçu: « En vertu du pouvoir discrétionnaire dont il est investi, il (le président) peut prendre sur lui tout ce qu'il croit utile pour découvrir la vérité; et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation. » Toutefois, le tribunal de cassation juge que ce pouvoir ne va pas jusqu'à enfreindre les formes prescrites par la loi, et qu'il reçoit, par conséquent, des limites de la loi elle-même. Cette sage jurisprudence n'a point été maintenue sous le Code d'instruc. crim., et la Cour de cassation juge aujourd'hui que le président peut, en vertu de l'art. 269, ordonner la lecture des dépositions écrites des témoins, quoiqu'il soit prohibé par la

TRIBUNAL CRIMINEL.—PRÉSIDENT.—POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE.—TÉMOINS.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le pouvoir discrétionnaire du président du tribunal criminel ne l'autorisait pas à faire entendre, sans l'assentiment de l'accusé, des témoins dont les noms n'avaient été portés sur aucune liste notifiés. (C. 3 brum. an 4, art. 346.) (5)

(Bonnemaison.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 316 du Code des délits et des peines;—Considérant que dans le cours des débats et de l'ordonnance du président, motivée sur le pouvoir discrétionnaire mentionné en l'art. 76 du même Code, les congres des maisons de justice et d'arrêt de Charleville ont été appelés en témoignage, quoique leurs noms n'aient été portés sur aucune liste notifiée, et ont été entendus aussitôt, sans qu'il conste du consentement des accusés; qu'ainsi les réclames ont été privés du détail de vingt-quatre heures que la loi accorde aux accusés, dans le cas prévu par l'art. 359 du Code précité, où des témoins qui n'auraient pas déposé préalablement par écrit seraient appelés;—Casse, etc.

Du 17 pluv. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Schwendt. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

LIBERTÉ PROVISOIRE. — CONCLUSIONS DU MINIST. PUB.—BANQUEROUTE FRAUDULEUSE.

Le directeur du jury ne peut recevoir un prévenu à caution et le mettre en liberté provisoire, sans que son ordonnance soit précédée des conclusions du ministère public. (L. 7 pluv. an 9, art. 15.)

Le prévenu des crimes d'incendie et de banqueroute frauduleuse et qui s'est justifié sur la première seulement de ces chefs de prévention, ne peut être mis même en liberté provisoire. (C. 3 brum. an 4, art. 222.) (6)

(Reims.—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 15 de la loi du 7 pluv. an 9, les art. 222 et 456 du Code des délits et des peines;—Considérant, 1^o que le directeur du jury de Paris, contrairement aux dispositions de l'art. 15 de la loi du 7 pluv. an 9, a reçu à caution et mis en liberté provisoire le nommé David Reims, sans que son ordonnance ait été précédée des conclusions du substitut du commissaire; qu'ainsi il y a de la part du directeur du jury usurpation de pouvoir; 2^o que,

loi. C'est reconnaître au pouvoir discrétionnaire que les deux législations définissent toutefois dans les mêmes termes, une puissance qu'il est douteux que la loi ait voulu lui donner. Cette attribution doit avoir des limites, quelques large qu'elle soit. « Si l'on accorde, dit M. Legraverend, que ce pouvoir s'applique à tout ce qui n'a point été prévu, et qu'il peut autoriser tout ce qui n'a point été défendu par la loi, tout ce qui n'est point contraire à ses dispositions, on sura, sans doute, fait la concession la plus large qu'il soit possible d'exiger, et il semble que la raison et la justice doivent se réunir pour repousser tout ce qui dépasserait ces bornes (Des lacunes et des besoins de la légis. crim., t. 1^{er}, p. 156). » Le jugement que nous recueillons confirme implicitement ces principes.

(6) Aux termes de l'art. 222 du Code du 3 brum. an 4, le directeur du jury ne pouvait mettre le prévenu en liberté provisoire, que dans le cas où le délit n'emportait pas une peine afflictive. Quant aux réquisitions du ministère public, elles étaient implicitement exigées par les art. 15 et 16 de la loi du 7 pluv. an 9.

quelque David Reims ait justifié son *alibi*, relativement à la prévention d'être auteur ou complice d'un incendie, il restait toujours sous la prévention d'être auteur ou complice d'une banqueroute frauduleuse, délit emportant peine afflictive; que dès lors le directeur du jury ne pouvait, sans contrevenir aux dispositions de l'art. 222 du Code des délits et des peines, et sans usurpation de pouvoirs, renvoyer David Reims à caution et le mettre provisoirement en liberté;—Casse, etc.

Du 17 pluv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Vallée.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

FAUX.—PIÈCE AROÜÉE.—PARAPHE.

L'omission de la signature et du paraphe du directeur du jury sur la pièce arguée de faux, emporte la nullité de la procédure. (C. 3 brum. an 4, art. 526.) (1)

(Ribollet et Mailleval.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 526 du Code des délits et des peines; — Attendu que, dans l'espèce, la pièce arguée de faux n'a été ni paraphée ni signée par le directeur du jury, quoique le procès-verbal de paraphe et signature qui existe sur cette pièce soit fait au nom du directeur du jury, et quoique ce directeur fût saisi de la procédure dès le moment du dépôt de la pièce au greffe, puisqu'il résulte du procès-verbal de dépôt que ce fut le directeur du jury lui-même qui remit au greffe la pièce arguée de faux; que, d'après ces circonstances, rien ne peut excuser la contravention commise à l'art. 526 précité, par l'omission de la signature et paraphe du directeur du jury sur la pièce arguée de faux; — Casse, etc.

Du 18 pluv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Genevois.—Concl., le cit. Lamarque.—Pl., le cit. Guichard.

VOL.—EFFRACTION.

L'effraction n'est une circonstance aggravante du vol qu'autant qu'elle se réfère aux clôtures des lieux dans lesquels étaient renfermés les objets volés: le vol des ferrements attachés à une charrette exposée dans la campagne, ne subit aucune aggravation par suite de l'effraction qui les a détachés. (C. 25-sept. 6 oct. 1791, 2^e part., tit. 2, sect. 3, art. 6 et 7.) (2)

(Prevost — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 11 de la loi du 25 frim. an 8, et 228 du Code des délits et des peines; — Attendu que l'ordonnance de traduction, ainsi que l'acte d'accusation ne présentaient que des vols de ferrements de charrettes exposés dans la campagne; que, dès lors, ils n'avaient pour objet que des vols d'effets exposés à la foi publique; que l'effraction à l'aide de laquelle s'étaient opérés ces vols, ne portant que sur les charrettes auxquelles étaient attachés les ferrements volés, ne changeait pas la nature du délit, et ne le faisait pas rentrer dans l'application des art. 6 et 7, sect. 2, tit. 2, du Code pénal, puisque l'effraction dont parlent ces articles se réfère essentiellement et exclusivement aux clôtures des lieux dans lesquels étaient renfermés les effets volés; qu'en

renvoyant devant un jury, et en dressant un acte d'accusation dans l'espèce dont il s'agit, on a violé l'art. 228 du Code des délits et des peines; qu'en appliquant à cette espèce les peines du Code pénal, le jugement attaqué a aussi fait une fautive application de ce Code et en même temps commis une contravention à l'art. 11 de la loi du 25 frim. an 8; — Casse, etc.

Du 18 pluv. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Barris.—Concl., le cit. Lamarque, subst.

1^o ROUTES.—TAXE D'ENTRETIEN.—TRIBUNAL DE POLICE.

2^o et 3^o TRIB. DE POLICE.—COMPOSIT.—LOI PÉN.

4^o CONCUSSION.—TAXE DES ROUTES.—PEINES.

1^o Le tribunal de police est incompétent pour connaître des contestations relatives à l'application du tarif de la taxe d'entretien des routes: ces contestations doivent être jugées par la voie administrative. (L. 3 niv. an 6, art. 45 et 46.) (3)

2^o Sous le Code du 3 brum. an 4, le jugement du tribunal de police était nul, lorsque les juges qui l'avaient rendu n'étaient pas ceux qui avaient assisté à l'instruction. (C. 3 brum. an 4, art. 162.)

3^o Est nul le jugement de police où ne se trouvent pas insérés les termes de la loi appliquée. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (4)

4^o Le refus d'un préposé aux barrières pour la recette des droits de pass, de délivrer la quittance des droits perçus, étant considéré comme un acte de concussion, le tribunal de police commettrait une fautive application de la loi, en infligeant à ce fait des peines de simple police. (L. 11 brum. an 7, art. 27 et 28.)

(Bacon — C. Héloquin.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 162 et 605 du Code des délits et des peines; — Attendu qu'il résulte du jugement rendu par le tribunal de police du canton de Caillay, arrondissement de Rouen, que la demande intentée par Pierre Héloquin, par exploit du 21 brum., contre le receveur de la barrière du Mesnil, avait pour objet une contestation sur l'application du tarif et sur la quotité de la taxe exigée par ledit receveur; et qu'aux termes des art. 45 et 46 de la loi du 3 niv. an 6, les contestations de ce genre devant être jugées par la voie administrative, le tribunal de police ne pouvait être compétent pour connaître de ladite demande, et qu'ainsi par son jugement du 7 frim. dernier, par lequel, sans avoir égard à l'incompétence proposée, il a ordonné l'audition des témoins, il a violé les règles de compétence; — Attendu qu'en statuant par jugement définitif du 14 dudit mois, ledit tribunal de police n'était pas composé des mêmes juges qui avaient assisté à l'instruction commencée en la séance du 7 frim., et qu'ainsi il y a eu contravention à l'art. 162 du Code des délits et des peines, ci-dessus cité; — Attendu que dans ledit jugement il n'y a eu aucune insertion des termes de la loi appliquée, ce qui est encore une contravention audit art. 162; — Attendu que les art. 27 et 28 de la loi du 14 brum. an 7, ordonnent, en cas de leur infraction,

après l'introduction, dans les lieux mentionnés, aux portes ou clôtures du dedans, ainsi qu'aux armoires et autres meubles fermés. P. Cass., 19 janv. 1816, ci Carnot, sur l'art. 384 du Code pén., n° 3.*

(3) P. conf., Cass. 12 flor. an 12. P. aussi *suprà*, 3 pluv. et 14 an 10.

(4) P. conf., Cass. 4 brum. an 7; 13 brum. an 8; 7 prair. an 8, et les notes.

(1) P. dans le même sens, Cass. 17 brum. an 8 (aff. Coq), et ci-après 19 pluv. (aff. d'Havskerke). — P. aussi 24 juin 1808.

(2) Cette décision servirait encore de règle. En effet, l'effraction ne peut former une circonstance aggravante du vol, que lorsque, ayant été extérieure, on a pu s'introduire, à l'aide de cette effraction, dans des maisons, cours, enclos, appartements; ou lorsqu'ayant été intérieure, elle a été faite,

les poursuites comme pour crime de concussion; que ce crime est prévu par l'art. 14, sect. 4^e, tit. 1^{er}, 2^e part. du Code pénal, qu'il ne peut être poursuivi que par voie criminelle; que cependant ledit jugement a appliqué la peine de simple police, déterminée par la 8^e disp. de l'art. 605, pour avoir voulu, suivant ses termes, enfreindre lesdits art. 27 et 28 de la loi du 14 brum.; d'où résulte la fautive application desdits articles, tant du Code que de ladite loi du 14 brum.;—Casse, etc.

Du 18 pluv. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Borel.

FAUX.—PIÈCES DE COMPARAISON.—PARAPHE. —ACTE D'ACCUSATION.

En matière de faux, sous le Code du 3 brum. an 4, un acte d'accusation ne pouvait être rédigé sur des pièces de comparaison non signées et non paraphées par le greffier. (C. 3 brum. an 4, art. 529.) (1)

(D'Haveskerke.)

Du 19 pluv. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rostaud. — *Concl.*, le cit. Lamarque, subst.

1^{er} JUGE DE PAIX.—COMPÉTENCE.—DOMMAGES AUX CHAMPS.

2^o DOMMAGES AUX CHAMPS.—DERNIER RESSORT.

1^o *Lorsqu'un tribunal de district saisi d'une demande contenant deux chefs distincts, relatifs l'un à l'exécution d'une vente de récolte, l'autre à de prétendus dommages résultant du mode d'exploitation suivi par l'acheteur, renvoie à un juge de paix la connaissance du second chef seulement, ce magistrat doit se borner à statuer sur le fait du dommage et ne peut connaître de l'exécution de la vente, surtout si le prix excède 100 francs. (L. 16-21 août 1790, tit. 3, art. 9.)*

2^o *Un juge de paix ne peut prononcer en dernier ressort sur une action en réparation de dommages causés à des prés, si la quotité de la demande n'a pas été déterminée. (L. 16-21 août 1790, tit. 3, art. 10.)*

(Dubamel—C. Patin.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 9 et 10, tit. 3 de la loi du 24 août 1790; — Vu l'art. 77 de la loi du 27 vent. an 8; — Considérant que l'instance introduite devant le tribunal de première instance de Pont-l'Évêque avait deux objets distincts, l'exécution de la vente verbale faite par Duhamel à Patin de la récolte de plusieurs prés, et des herbes d'une pièce de terre appelée l'Herbage du Parc; et les dommages qu'avaient dû causer au premier des bestiaux mis par le second en pâture dans cet herbage; que ce dernier objet seul avait été renvoyé au juge de paix, conformément à l'art. 10, tit. 3 de la loi de 1790; que cependant ce juge ne s'est pas borné à statuer sur le fait du dommage allégué par Duhamel; qu'il a entendu des témoins sur le mode d'exploitation des herbes vendues à Patin, ainsi que sur la durée du temps pendant lequel il devait avoir la jouissance de l'herbage du parc, et a, d'après leurs dépositions, débouté Duhamel de ses demandes; qu'il a ainsi jugé des questions qui ne lui avaient pas été et n'avaient pas dû lui être renvoyées, puisque la contestation d'entre les parties n'était pas, en ce qui concernait la vente faite entre elles, une cause purement personnelle et mobilière, et qu'elle excédait d'ailleurs de beaucoup la somme au-delà de laquelle la justice de paix cesse d'être compétente

pour prononcer sur les causes de cette nature, même à la charge de l'appel.

Qu'à l'égard de l'action pour dommage causé par les bestiaux de Patin, elle ne pouvait être jugée qu'à la charge de l'appel; que la quotité de la demande n'étant pas déterminée, il était impossible de la placer dans la classe de celles qui n'excedent pas la valeur de 50 livres, et sont susceptibles d'être jugées en dernier ressort; — Qu'il suit de là qu'il y a dans les jugemens attaqués contravention formelle aux articles cités de la loi du 24 août 1790, et que les jugemens qui renferment le double vice d'incompétence et d'excès de pouvoirs sont, quoique émanés d'une justice de paix, soumis à la cassation, aux termes de l'art. 77 de la loi du 27 vent. an 8; — Casse, etc.

Du 21 pluv. an 10. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Maleville. — *Rapp.*, le cit. Aumont. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst. — *Pl.*, les cit. Becquet de Besupré et Bosquillon.

LETTRES DE RATIFICATION.—RENTE FONCIÈRE.

Du 21 pluv. an 10 (off. Fortin.) — V. 12 pluv. an 11.

DEMANDE NOUVELLE. — FAILLITE. — CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE.

Le créancier d'un prix de vente qui, après la faillite de son débiteur, a obtenu en première instance contre les syndics de l'union à être réintégré dans les immeubles par lui vendus ou payé immédiatement, peut, lorsque les immeubles ont été dans l'intervalle vendus par les syndics, demander en appel à être payé directement par les adjudicataires, hors de l'ordre des créanciers unis. Ce n'est pas là une demande nouvelle, mais le développement et la suite de ses premières conclusions. (L. 3 brum. an 2, art. 7; Cod. proc., 461, anal.)

(Dorel — C. les syndics de Lestard-Dumoutier.)

Dorel était créancier hypothécaire et privilégié de Lestard-Dumoutier et Bois-Rouvière d'une rente viagère de 3000 livres, prix moyennant lequel il leur avait vendu les terres de Bois-Gontier et Grimonval.

Ses débiteurs étant tombés en faillite, les autres créanciers ont formé union, et accepté l'abandon que Lestard-Dumoutier et Bois-Rouvière leur ont fait de tous leurs biens, par acte du 13 août 1782, homologué au parlement de Paris, le 8 juill. 1784.

Dorel resté étranger à cet acte d'union, ainsi qu'à l'acte d'abandon qui l'avait suivi, a soutenu qu'étant créancier hypothécaire et privilégié, ces actes ne pouvaient avoir aucun effet à son égard; en conséquence il a demandé à être immédiatement payé des arrérages et du principal de sa rente viagère, et à être réintégré dans ses immeubles. — Les créanciers unis ont prétendu que les actes d'union et d'abandon étaient obligatoires à l'égard de Dorel. D'ailleurs, ils ont reconnu qu'il était premier créancier hypothécaire et privilégié sur le prix des terres de Bois-Gontier et Grimonval, et l'ont invité à venir se faire payer avant eux dans la caisse du séquestre de l'union.

8 fruct. an 6, jugement du tribunal de la Seine, qui homologue avec Dorel les contrats d'abandon et d'union, et déclare valables les offres faites par les créanciers unis.

Appel par Dorel. — Les créanciers unis ayant dans l'intervalle fait vendre les terres de Bois-Gontier et Grimonval, il a demandé à être payé directement par les acquéreurs de la terre hors de

(1) V. ci-dessus, 18 pluv. (off. Ribollat).

l'ordre des créanciers unis. — Ceux-ci ont combattu cette demande, 1° comme constituant une demande nouvelle que la loi du 3 brum. an 2 défendait de présenter en cause d'appel; 2° par le motif qu'il était désintéressé de sa demande au moyen des offres qu'on lui avait faites.

4 pluv. an 8, jugement du tribunal civil de Seine-et-Marne, qui accueille cette double fin de non-recevoir.

Pourvoi en cassation par Dorci. Il a montré que ses conclusions, qui n'étaient que le développement de celles de première instance, n'étaient pas sans objet, puisque la direction des créanciers unis se trouvant en avance de sommes considérables, le prix des deux terres vendues pouvait être absorbé par ces avances; — D'où il a conclu que le tribunal avait à son égard créé une fin de non-recevoir qui n'était fondée sur aucune loi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 7 de la loi du 3 brum. an 2; — Attendu que la demande de Dorci, tendante à être payé du montant de sa créance, directement par les acquéreurs de la terre de Gontier et de Grimonval, soumise à son hypothèque et à son privilège, et hors de l'ordre des créanciers unis, n'est que la suite et le développement des conclusions qu'il avait prises en première instance, par lesquelles il soutenait que les contrats d'abandon et d'union ne pouvaient lui être opposés, et demandait à être réintégré dans la jouissance et l'usufruit de la terre, ou à être payé des arrérages et du principal de sa rente viagère, par les acquéreurs de cette terre. — Attendu qu'il existe une différence entre la demande de Dorci et les offres faites par les créanciers unis, en ce que ceux-ci, consentant à ce que Dorci fût payé sur le prix de la terre par préférence à tous autres créanciers, exigeaient qu'il vint prendre son paiement dans la caisse du synde de l'union, tandis que Dorci n'avait jamais voulu reconnaître les contrats d'union et d'abandon, et voulait prendre son paiement sur le prix de la terre qui se trouvait entre les mains de l'acquéreur; et que d'ailleurs, si la demande de Dorci avait été accordée et consentie en entier par les créanciers unis, c'aurait été plutôt un motif pour l'admettre que pour la rejeter.

D'où il suit que la demande de Dorci n'était pas sans objet et sans intérêt, et que le tribunal de Seine-et-Marne a fait une fautive application de la loi du 3 brum. an 2, ci-dessus rapportée, et créé une fin de non-recevoir qui n'était autorisée par aucune loi, lorsqu'il a déclaré Dorci non recevable en sa demande, sur le fondement que c'était une demande nouvelle, dont la connaissance lui était interdite par la loi susdite, et qu'elle était consentie et acquiescée par les parties; — Attendu que le tribunal civil du département de Seine-et-Marne, en écartant la demande

de Dorci par une fin de non-recevoir réprochée par les lois, s'est mis hors d'état d'apprécier le mérite des demandes et conclusions respectives des parties; ce qui vicie son jugement en entier, et dispense le tribunal d'examiner les autres moyens de cassation tirés du fond du procès; — Donne défaut contre Pierre-Jacques Lestard-Dumoutier et Edme Rouvière, assignés et non comparus; et jugeant au profit du défaut contre ledits Dumoutier et Rouvière, et contradictoirement contre les syndes des créanciers-unis de Lestard-Dumoutier et Rouvière Boirabot; — Casse, etc.

Du 22 pluv. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Audier-Massillon. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

LETTRE DE CHANGE. — FOURNISSEUR. — COMPÉTENCE.

C'est à l'autorité administrative, et non à l'autorité judiciaire, qu'il appartient de connaître de l'affet que doivent produire contre un garde-magasin des vivres de la marine, des lettres de change souscrites par lui en sa qualité d'agent du gouvernement. (Arrêté des consuls, 19 therm. an 9.) (1)

(Labouret. — C. Loyez et Lemoine.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que les lettres de change qui ont fait l'objet des contestations jugées par le tribunal de commerce de Quimper, les 26 brum. et 28 frim. an 10, ont été tirées par le demandeur en sa qualité de garde-magasin des vivres de la marine, et qu'elles ont eu pour cause des frets dus par le gouvernement; — Attendu qu'aux termes de l'arrêté des consuls du 19 therm. an 9, les contestations relatives au paiement des fournitures faites pour le compte du gouvernement, entre les particuliers et les agents du gouvernement, sont de la compétence des préfets; — Attendu que les lettres de change tirées par le demandeur l'ont été sur des maisons sur lesquelles le mandataire général des vivres lui avait ouvert des crédits relatifs à sa gestion; — Attendu que le déclaratoire proposé par le demandeur était fondé, et qu'il a été mal à propos débouté de sa demande en renvoi devant l'autorité compétente; — Sans avoir égard aux jugemens du tribunal de Quimper, qui sont considérés comme non avenus, renvoie les parties à se pourvoir, ainsi qu'elles aviseront, devant l'administration compétente, pour connaître de leur différend.

Du 22 pluv. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Murnie. — Rapp., le cit. Minier. — Concl., le cit. Leconteur, subst.

COMPROMIS. — Mineur. — Nullité.

Le compromis fait par un mineur est radicalement nul. (L. 16-24 août 1790, tit. 1, art. 3; Cod. proc. civ., art. 1003 et 1004, anal.) (2)

(1) F. en ce sens, Cass. 18 mess. an 10, et la note; — Merlin, dans cette affaire, *Quest. de droit*, v° *Pouvoir judiciaire*, § 7.

(2) La loi 34, § 1^{er}, ff. de *Minoribus*, le décide formellement: *Minores si in iudicem compromiserunt, et tunc auctore stipulati sunt, integri restitutionem adversus talem obligationem jure desiderant.* « Car encore, dit Domat, qu'il soit de la conduite d'un bon père de famille de mettre « son droit entre les mains d'arbitres, le mineur « pourrait avoir été trompé ou dans le choix des arbitres, ou en mettant en compromis un droit incontestable. Et quoique son tuteur l'eût autorisé « dans ce compromis, il ne laisserait pas d'en être « relevé. » (L. 1^{re} civile, liv. 4, tit. 6, sect. 2, n° 15 et 19.) — Cette règle du droit romain avait été

admise dans toutes nos coutumes, où on l'avait traduite en la généralisant par cette maxime: *Qui non potest alienare, non potest compromittere.* F. Jousse, *Administration de la justice*, t. 2, p. 689; Barentin, sur l'art. 509 de la Coutume de Bretagne; Duparc-Pollain, t. 8, p. 436. F. aussi de nombreux arrêts des parlements, rapportés par Lomet et Brodeau, lettre C., n° 4; Bouvet, part. 3^e, v° *Mineur*, quest. 4; Papon, liv. 6, tit. 3, n° 1^{er}. — Le Code civil garde le silence sur ce point; mais le Code de procéd. y supplée et défend, art. 1004, de compromettre sur aucune des contestations qui seraient sujettes à communication du ministère public. Or, l'art. 83 met un nombre de ces contestations les causes des mineurs; la difficulté se trouve donc tranchée. F. au surplus, Toullier, tom. 2, n°

(Bosquet — C. Ravet.)

La cit. Bosquet, agissant en qualité de tutrice de Dominique et Jeanne Bosquet ses enfans mineurs, avait demandé, conjointement avec ses deux filles majeures, Marguerite et Françoise Bosquet, la nullité d'une sentence arbitrale du 12 germ. an 6, sur le motif que des mineurs ne peuvent compromettre.

Un jugement rendu par le tribunal civil du Lot, le 26 mess. an 6, rejeta cette demande et confirma la sentence arbitrale. — Pourvoi en cassation de la part de la veuve Bosquet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 2.^o tit. 1.^{er} de la loi des 16-24 août 1790, ainsi conçu : « Toutes personnes ayant le libre exercice de leurs droits et de leurs actions pourront nommer un ou plusieurs arbitres pour prononcer sur leurs intérêts privés, dans tous les cas et en toutes matières sans exception; » — Et attendu qu'il résulte de cet article que les mineurs ne peuvent point nommer d'arbitres pour prononcer sur leurs intérêts privés, et qu'ainsi le jugement attaqué, en déclarant valable le compromis dont il s'agit, a contrevenu audit article; — Casse, etc.

Du 23 pluv. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Liboret. — Concl., le cit. Pons, subst.

1^o JUGEMENT PRÉPARATOIRE. — ENQUÊTE.

— NULLITÉ. — JUGEMENT DÉFINITIF.

2^o APPEL. — CONFIRMATION DE JUG. — MOTIFS.3^o MAIN-MORTE. — LETTRES D'OCTROI. — FLANDRE.

1^o Lorsqu'un jugement ordonnant une enquête est vicié de nullité, cette nullité ne peut réfléchir sur le jugement définitif qui déclare n'avoir aucun égard à l'enquête, et fonder sa décision sur d'autres bases.

2^o La fausse application d'une loi, dans un jugement de première instance, ne donne pas ouverture à cassation contre le jugement rendu sur appel, lorsque celui-ci, tout en confirmant, n'a pas adopté les motifs des premiers juges.

3^o Les communes de la ci-devant Flandre française ne pouvaient, sous prétexte qu'elles étaient assimilées aux gens de main-morte, être évincées des biens qu'elles possédaient sans lettres d'octroi, pourvu que leur possession fût antérieure au 1^{er} janv. 1681. (Édit de 1680; Décl. 9 juill. 1738, art. 26.)

(Denet — C. la commune de Warhem.)

Le 12 nov. 1758, des lettres patentes rendues sur arrêt du conseil du 1^{er} fév. 1716, concédèrent à Antoine d'Hérouville les marais de Moëres, situés près de Bergues, à la charge d'en opérer le dessèchement. — Les terres adjacentes à ces marais appartenaient à des particuliers; mais presque continuellement inondées, elles ne produisaient que des roseaux et des herbes de peu de valeur. — En considération de l'amélioration que le dessèchement de Moëres devait apporter à ces terrains, les lettres patentes susdites en accordèrent la jouissance à d'Hérouville pendant huit années consécutives, à partir du jour où le dessèchement serait achevé, ordonnant de plus que, si, à l'expiration de ce terme, il se trouvait que la propriété de ces terres ne fût point justifiée par titres ou

possession suffisante, d'Hérouville en conserverait la jouissance.

Le dessèchement fut terminé en 1766; les huit années de jouissance des terres adjacentes expirèrent donc en 1774. — A cette époque la commune de Warhem tenta de se mettre en possession de 290 mesures de pré, faisant partie de ces terres. Denet, qui était alors aux droits de d'Hérouville, s'y opposa et forma contre la commune une demande en délaissement des terrains dont elle s'était emparée.

23 pluv. an 6, jugement qui admit la commune à prouver sa possession immémoriale, tant par titres que par témoins, et ordonne une enquête.

1^{er} therm. an 6, jugement définitif, qui, sans avoir égard à l'enquête, considérant seulement le résultat des preuves littérales, déboute Denet de sa demande.

7 mess. an 7, jugement sur appel, rendu par le tribunal du Pas-de-Calais, qui, considérant que la possession immémoriale est prouvée par titres, confirme le jugement dont est appel.

POURVOI en cassation par les héritiers Denet. — Un premier moyen sans intérêt était pris d'un prétendu défaut d'autorisation de la commune; le second, à l'appui du pourvoi, était pris d'une nullité relevée dans le jugement qui ordonnait l'enquête, et le demandeur prétendait faire réfléchir cette nullité sur le jugement définitif, et sur celui du tribunal d'appel.

Un troisième moyen était tiré d'une fausse application des lois des 28 août 1792, et 10 juin 1793, visées par le jugement de première instance, quoique étrangères à la cause, puisque la commune de Warhem avait été dépouillée des terres en litige par acte de l'autorité publique, résidant alors en la personne du roi, et non par abus de la puissance féodale.

Enfin, un quatrième moyen consistait à dire que, dans la ci-devant Flandre, les communes étaient comprises sous la dénomination de gens de main-morte, et que par conséquent elles ne pouvaient, d'après l'édit de 1680, acquérir ni posséder des biens-fonds sans la permission du prince. Or, disait-on, la commune ne rapporte pas de lettres d'octroi qui l'aient autorisée à acquérir ou posséder le terrain contentieux. Le jugement qui la maintient en possession de ce terrain, a donc contrevenu à l'édit de 1680.

Pour la commune de Warhem, on répondait au premier moyen par la production d'actes qui constataient l'autorisation de la commune; sur le second moyen, on disait que le jugement définitif, loin de prendre l'enquête pour base, ayant déclaré qu'il n'y avait aucun égard, la nullité qui frappait le jugement préparatoire et par suite l'enquête ordonnée, ne pouvait s'étendre au jugement définitif.

On repoussait le troisième moyen en disant que les lois de 1792 et 1793, n'étaient le motif ni du jugement de première instance, ni de celui d'appel; que tous deux s'étaient fondés sur la possession immémoriale dont la commune rapportait la preuve littérale, et qu'en présence de ce motif déterminant, le jugement attaqué ne saurait être cassé, quand même il aurait violé les lois citées.

Enfin, on écartait également le quatrième moyen, par l'art. 26 de la déclaration du 9 juill. 1738, enregistré au parlement de Douai, le 8 oct. suivant, qui maintient les gens de main-morte

pourtant si le tuteur, avec l'autorisation du conseil de famille, peut compromettre sur les droits mobiliers du mineur. P. pour l'affirmative, Turin, 19 vent. an 11, et pour la négative, Cass. 4 frim. an 12.

1242; Lozé, *Expr. du Code de proc.*, t. 4, p. 357; Mongault, *de l'Arbitrage*, n^o 161; Boucher, *Manuel des arbitres*, n^o 918 et suiv.; Carré, *Procéd. civ.*, t. 3, n^o 3352; Demiau, p. 672; Berrist-Si-Prix, tom. 1^{er}, pag. 46, note 9. — On s'est demandé

en possession des biens à l'égard desquels leur possession est antérieure au 1^{er} janv. 1681, bien qu'ils n'aient pas obtenu des lettres d'octroi. — Or, les titres prouvent que la commune possédait les biens réclamés en 1651. — Au surplus le droit d'évincer les gens de main-morte n'est donné par la déclaration de 1738, qu'aux héritiers ou ayans cause de la personne qui a aliéné les immeubles en faveur des gens de main-morte; à leur défaut, au seigneur dans la directe duquel les biens sont situés, et à défaut de celui-ci, au procureur général, chargé des intérêts du domaine de la nation. — Or, les héritiers Denet ne sont ni héritiers ni ayans cause de ceux qui ont vendu les biens à la commune, ni seigneurs directs de ces mêmes biens, et de plus ils n'agissent pas au nom et pour le compte de la nation; ils ne peuvent donc sous aucun rapport évincer la commune.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu, sur le 1^{er} moyen...; — Attendu, sur le 2^e moyen, que le tribunal civil du département du Nord, jugeant en première instance, a déclaré formellement ne pas s'attacher à l'enquête; que, par là, il l'a véritablement rejetée; que le jugement sur l'instance d'appel n'en fait pas même mention, et qu'ainsi cette enquête n'a pas eu la moindre influence sur les décisions de ces deux tribunaux;

Attendu, sur le 3^e moyen, qu'en confirmant le jugement de première instance, le jugement attaqué n'en a point confirmé les motifs; outre que le jugement de première instance ne porte des lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793, que dans une hypothèse qui n'est point celle de la cause;

Attendu, sur le 4^e et dernier moyen, qu'il est constant en fait que la possession de la commune de Warhem est, de plusieurs années, antérieure au 1^{er} janv. 1681, et que l'art. 26 de la décl. du 9 juill. 1738, enregistrée au parlement de Flandre, tire le rideau sur toutes les possessions des gens de main-morte qui ont une origine antérieure à cette époque; — Rejette, etc.

Du 21 pluv. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Librel. — Rapp., le cit. Doutepont. — Concl. le cit. Pons, subst. — Pl., les cit. Lavaux et Méjan

FONDATION PIEUSE. — RENTE — FABRIQUE.

Celui qui a constitué une rente au profit d'une fabrique, à la charge d'une fondation, en reste débiteur envers la république, encore que la fondation ne puisse plus être desservie. (L. 26 sept. 1791, et 13 brum. an 2.) (1)

(L'Entreg. — C. Bernard.)

Du 24 pluv. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Librel. — Concl., le cit. Pons, subst.

JURY D'ACCUSATION. — JCRÉS SPÉCIAUX. — TIRAGE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le tirage au sort du jury spécial d'accusation était nul, lorsqu'il avait été fait par le substitut du com-

missaire du gouvernement seul, au lieu de l'être par le directeur du jury, en présence de ce magistrat. (C. 3 brum. an 4, art. 492 et 518.) (2)

(Moury — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 492 et 518 de la loi du 3 brum. an 4; — Considérant qu'il est justifié par le procès-verbal du tirage au sort du jury spécial d'accusation, rapporté en exécution du jugement du 7 niv. dernier, que ce tirage a été fait par le substitut du commissaire du gouvernement seul, lorsque la loi en attribuait le devoir au directeur du jury, en présence du substitut, aux termes de l'art. 492 et la 2^e disposition de l'art. 518, et lorsque la 1^{re} disposition de cet article ne lui donnait que le droit d'indiquer au directeur du jury de seize citoyens ayant les qualités requises; qu'ainsi il y a nullité absolue dans la formation du jury spécial d'accusation; — Casse, etc.

Du 26 pluv. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Schwendt. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

COMPÉTENCE. — CONSEILS DE GUERRE. — TRIBUNAUX SPÉCIAUX.

Le conseil de guerre qui avait été légalement saisi de la connaissance d'un assassinat, en vertu de la loi du 29 niv. an 6, n'a pas cessé d'être compétent pour juger les accusés, par cela seul qu'ils n'ont été arrêtés que depuis la promulgation de la loi du 18 pluv. an 9, qui a attribué la connaissance de ce crime aux tribunaux spéciaux. (L. 29 niv. an 6, art. 22; L. 18 pluv. an 9, art. 10 et 30.) (3)

(Coulet — C. Min. pub.)

Un assassinat avait été commis à Montpellier. Le conseil de guerre, saisi de l'affaire le 25 niv. an 6, avait condamné par contumace l'un des prévenus à la peine de mort, l'autre à vingt ans de fers. En l'an 9, et postérieurement à la loi du 18 pluv. an 9, ces prévenus sont arrêtés. Le 2 vend. an 10, nouveau jugement du conseil de guerre qui les condamne à vingt ans de fers. Le conseil de révision casse ce jugement et renvoie l'affaire devant le tribunal spécial de l'Hérault. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu, 1^o l'art. 22 de la loi du 29 niv. an 6; 2^o la loi du 29 brum. an 7; 3^o les art. 10 et 30 de la loi du 18 pluv. an 9; 4^o l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Considérant qu'avant la publication de la loi du 18 pluv. an 9, le conseil de guerre permanent de la 9^e division militaire était légalement saisi de l'accusation portée contre Antoine et Raymond-Marc Coulet; qu'il n'a pas cessé de l'être par l'événement de l'arrestation des prévenus, événement qui n'a porté aucune atteinte à l'ordonnance du directeur du jury, du 25 niv. an 8; — Considérant que ce conseil était, en vertu de la loi du 29 niv. an 9, à la place et aux droits du tribunal ordinaire de l'Hérault; que les tribunaux ordinaires sont appelés par l'art. 10 de la loi du 18 pluv. an 9, à connaître des assassinats concurremment avec les tribunaux spéciaux; que, dans l'espèce, cette

connaissance était attribuée aux conseils de guerre, mis en ce point au lieu et place des tribunaux ordinaires par la loi du 29 niv. an 6. Or, d'après la loi nouvelle, les tribunaux ordinaires connaissent des assassinats concurremment avec les tribunaux spéciaux. Ce n'était donc pas seulement parce que le conseil de guerre avait été saisi antérieurement, mais aussi parce que le tribunal ordinaire qu'il remplaçait avait encore juridiction, que sa compétence fut maintenue.

(1) V. ident., Cass. 11 flor., 13 prair. an 9; 4 niv. an 10, et les notes.

(2) V. conf., Cass. 6 pluv. an 10, et la note.

(3) L'art. 30 de la loi du 18 pluv. an 9 prescrivait à tous juges de renvoyer devant les tribunaux spéciaux tous les déteus pour crimes mentionnés dans cette loi, avec les pièces, actes, et procédures déjà commencées. A la vérité, parmi ces crimes se trouvait l'assassinat; mais dans l'espèce il s'agissait d'un assassinat d'une espèce particulière, dont la

concurrence n'a pu avoir lieu, vu que le conseil de guerre a été saisi de la cause avant la création des tribunaux spéciaux;—Considérant, par suite, que le conseil de révision de la 9^e division militaire a, par son jugement du 6 niv. dernier, violé l'art. 22 de la loi du 29 niv. an 6, et la loi du 29 brum. an 7, et qu'il a fait une fautive application de l'art. 10 de la loi du 18 pluv. an 9;—Casse, etc.

Du 26 pluv. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Bauchau.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

VAGABONDAGE. — CARACTÈRES CONSTITUTIFS. — TRIBUNAUX SPÉCIAUX.

L'individu qui réside depuis longtemps dans une commune et qui s'y livre à des travaux qui peuvent lui procurer des moyens d'existence, ne peut être considéré comme vagabond, par cela seul qu'il loge tantôt dans une maison, tantôt dans une autre, et qu'il ne justifie pas de son inscription sur le registre de la commune. (L. 10 vend. an 4.) (1)

En conséquence, le tribunal spécial ne pouvait sans excès de pouvoir soumettre à sa juridiction, comme vagabond, l'individu qui se trouvait dans cette position.

(Joubert — C. Min. pub.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu le jugement rendu par le tribunal spécial d'Indre-et-Loire, le 17 frim. dernier, et les pièces produites en exécution d'icelui; — Attendu qu'il est constaté par lesdites pièces que Louis Joubert réside depuis longtemps dans la commune de Tours; que, lors de son interrogatoire et devant le juge qui y procédait, il a été reconnu et avoué par plusieurs personnes domiciliées dans ladite commune, qui toutes ont attesté qu'il s'y livrait à des travaux qui pouvaient lui procurer des moyens d'existence; que, dans cette position, Louis Joubert ne pouvait être considéré comme étant dans un véritable état de vagabondage, soit que l'on se reporte aux dispositions des lois anciennes, soit que l'on s'attache aux dispositions de la loi du 10 vend. an 4, dont le tribunal spécial du département d'Indre-et-Loire a fait l'application; que de la seule circonstance qu'un particulier habitant d'une commune y loge, tantôt dans une maison, tantôt dans une autre, on ne doit pas conclure qu'il est sans domicile fixe, et, par conséquent, en état de vagabondage; qu'il suffit, pour ne pouvoir pas être réputé vagabond, d'être fixé d'une manière constante et habituelle, et de pouvoir justifier de ses moyens d'existence dans le lieu qu'on habite; que la justification de l'inscription sur le tableau d'une commune n'est requise par la loi du 10 vend. an 4, qu'à l'égard de ceux qui auraient été arrêtés voyageant sans passe-port hors de leur canton; que, dans l'espèce, c'est dans le lieu même de sa résidence habituelle que Louis Joubert a été arrêté, à l'occasion du délit particulier qu'il est accusé d'y avoir commis;

et que le tribunal spécial, en le déclarant soumis à sa compétence, comme vagabond, à raison du délit, a fait une fautive application de la loi du 10 vend. an 4, et de l'art. 6 de la loi du 18 pluv. an 9; — Casse, etc.

Du 26 pluv. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

DÉLIT FORESTIER. — QUEST. PRÉJUDICIELLE. PÂTURAGE.

L'exception que la prévénu d'un délit de pâturage dans une forêt, fonde sur un droit d'usage qu'il prétend lui appartenir dans cette forêt, ne peut établir une question préjudicielle et autoriser le tribunal correctionnel à surseoir à son jugement, s'il est constaté qu'au moment du délit les bois n'avaient pas été déclarés défensables (2).

(Bidot et Beaucourt — C. l'adm. des forêts.)

Les gardes forestiers de l'arrondissement de Nancy avaient trouvé douze chevaux pâturant dans les bois de l'Etat. Les propriétaires de ces animaux articulèrent qu'en vertu d'anciennes ordonnances du duc de Lorraine, ils avaient le droit de faire pâturer leurs bestiaux dans ces bois. Le tribunal correctionnel n'accueillit pas cette exception; mais, sur l'appel, le tribunal criminel déclara les prévenus des condamnations contre eux prononcées. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 1^{er}, tit. 19 de l'ordonn. de 1669, 6^e disp., art. 456 du Code des délits et des peines; — Considérant que l'art. 1^{er}, tit. 19 de l'ordonn. des eaux et forêts, précité, ne permet aux usagers l'exercice du droit de pâturage, dans les forêts nationales, qu'aux lieux déclarés défensables; — Considérant, dans l'espèce, que les bois où les douze chevaux des défendeurs ont été surpris pâturant, n'avaient pas été déclarés défensables; que cette formalité préalable, dont la stricte exécution tient à la conservation des forêts nationales, n'ayant pas été remplie, la reprise constatée par le procès-verbal du 18 flor. an 9, rédigé par les gardes forestiers de Nancy, non argué de faux, était un délit qui devait être réprimé; — Considérant, enfin, que le titre dont les défendeurs ont usé, en admettant même qu'il énonçât la concession formelle du droit de pâturage, n'était néanmoins, dans l'espèce, d'aucune utilité pour légitimer l'exercice de ce droit, puisqu'il a été constaté et reconnu qu'à l'époque et dans les lieux où la reprise avait été faite, les bois n'avaient pas été déclarés défensables; — Casse, etc.

Du 26 pluv. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Liger-Verdigny.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

(1) F. anal., Cass. 15 prair. an 8, et nos observations sur la question.

(2) L'exercice des droits d'usage dans les forêts est soumis à des règles qui se trouvent aujourd'hui dans le Code forestier. Les infractions à ces règles peuvent constituer des délits, lors même que le droit d'usage n'est pas contesté. En effet, l'exception du prévénu fondée sur ce qu'il est usager n'est point préjudicielle, lorsque le délit consiste dans l'abus qu'il a fait de son droit. C'est ainsi, dans l'espèce, que le droit d'usage ne justifiait pas l'usager d'avoir envoyé son bétail dans des parties de bois qui n'étaient pas déclarées défensables par l'ad-

ministration. Il en serait encore de même, si le bétail n'était pas gardé conformément à la loi; si le prévénu s'était approprié des portions de bois sans attendre que la délivrance lui en eût été régulièrement faite; si, n'ayant droit qu'à des bois morts et secs, il avait coupé du bois vert. F. M. Mangin, *Traité de l'action publique*, n° 209. La Cour de cassation a consacré ces divers points par ses arrêts des 26 flor. an 13, 7 avr. 1809, 24 janv. 1813, 10 fév. 1820, 12 avr. 1822, 20 mars 1823, etc. F. en surplus, *Jurisp. du XIX^e siècle, vis Délit forestier*, n° 52 et suiv., *Quest. préjud. et Usage (droits d')*, n° 24, 26, 35 et 59.

DÉLIT FORESTIER.—COMPÉTENCE.—PROCÈS-VERBAL.

La compétence doit se régler, en matière forestière, sur le titre de la prévention, tel qu'il est caractérisé par le procès-verbal, et la déclaration faite après coup par le garde rédacteur du procès-verbal ne peut changer ni atténuer le caractère du délit, ni déterminer le renvoi de l'affaire à un tribunal autre que celui indiqué par la nature du fait constaté.

(Groz, Royer—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'art. 37 de la loi du 6 oct. 1791 ; — Considérant que le délit, tel qu'il avait été constaté par le procès-verbal du garde-forestier, se trouvait classé par l'art. 37 de la loi précitée, dans les attributions des tribunaux de police correctionnelle ; que la connaissance en aurait dû être renvoyée devant le tribunal compétent, conformément au réquisitoire du commissaire du gouvernement ; — Considérant que l'aveu fait après coup par le garde-forestier à l'audience, duquel il résultait, d'après l'exposé qui précède, les considérations, que deux des prévenus pouvaient n'être pas coupables, ne pouvait changer ni atténuer le caractère du délit qui formait le titre de la prévention, et qui seul aurait dû servir de base à la décision des juges quant à la compétence ; — Casse, etc.

De 26 pluv. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sieyès. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

1^{re} ACCUSÉ.—COPIE DE PIÈCES.**2^{de} TENTATIVE.—BANQUEROUTE FRAUDULEUSE.—QUESTIONS AU JURY.**

1^{er} *Sous le Code du 3 brum. an 4, lorsqu'il n'avait pas été donné copie au prévenu de banqueroute frauduleuse, d'une lettre de convocation des créanciers, faisant charge au procès, cette omission était une cause de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 320.) (1)*

2^o *Dans une accusation de tentative de banqueroute frauduleuse, les jurés doivent, à peine de nullité, être interrogés sur les circonstances constitutives de la tentative légale. (C. 1791, tit. 2, sect. 2, art. 31 ; L. 22 prair. an 4.) (2)*
(Desangré—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'art. 320 du Code des délits et des peines ; — Considérant qu'il est justifié par l'état de notification au réclamant des pièces de la procédure, qu'il ne lui a pas été donné copie de la lettre de convocation des créanciers, émise à l'un d'eux, le 2 therm. an 9, par les conjoints Grimberggs ; que, néanmoins, cette lettre faisait charge au procès et a pu influencer la solution de la deuxième question proposée aux jurés ;

Vu aussi la loi du 22 prair. an 4 ; — Attendu que l'objet de l'accusation intentée contre le réclamant était d'avoir été instigateur et complice

d'une banqueroute ou tentative de banqueroute frauduleuse ; que, néanmoins, les jurés n'ont point été interrogés sur la tentative ni sur les circonstances qui devaient donner lieu, d'après la loi du 22 prair. an 4, à l'application de la peine prononcée par l'art. 31, sect. 2^e, tit. 2, 2^e part. du Code pén. ; — Casse, etc.

De 26 pluv. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Schwendt. — *Concl.*, le cit. Lamarque, subst. — *Pl.*, le cit. Guicbard.

DÉFENSE.—COMMUNICATION DE PIÈCES.

Les charges et les dépositions qui résultent de la procédure doivent, à peine de nullité, être communiquées au prévenu, et la défense qu'il établit sur ces pièces doit être remise, avec elles, au jury d'accusation. (L. 7 pluv. an 9, art. 10 et 31.) (3)

(Brossier et Nungesser—C. Min. pub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu les art. 10 et 31 de la loi du 7 pluv. an 9, relative à la poursuite des délits ; — Attendu que de ces deux articles, ainsi que de l'ensemble de la loi entière, il résulte, non-seulement que les charges et dépositions doivent être communiquées à l'accusé, afin qu'il ait tous les moyens d'établir sa défense, mais encore que cette défense doit être remise au jury d'accusation, en même temps que les charges et dépositions ; — Attendu qu'au cas présent, les accusés n'ont eu aucune communication des charges et dépositions, et que le directeur du jury, avant de les traduire devant le jury d'accusation, ne pouvait se dispenser de leur donner cette communication, sans violer ouvertement la loi du 7 pluv. précitée, dont le vœu est évidemment de mettre les jurés à même de prononcer avec pleine connaissance de cause, en leur soumettant les réponses que l'accusé pouvait faire aux charges établies contre lui ; — Casse, etc.

De 29 pluv. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rupérou. — *Concl.*, le cit. Lamarque, subst.

TIMBRE.—PROCÈS-VERBAL.—AFFIRMATION.

Les procès-verbaux dressés par les préposés de la régie, en cas de contravention aux lois sur le timbre, ne sont pas soumis à la formalité de l'affirmation. (L. 13 brum. an 7, art. 31 et 32.) (4)

(L'Enreg.—C. Maillet.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu, 1^o que nulle loi n'oblige les préposés et commis à la régie du timbre à l'affirmation en justice de leurs procès-verbaux ; — Attendu, 2^o que celle du 3 vent. an 6, est la première qui ait assujéti au timbre les lettres de voiture ; que le droit en a été fixé à 1 fr. par celle du 6 prair. an 7 ; que ni l'une ni l'autre de ces deux lois n'ont déterminé le mode de constater les contraventions qui y seraient commises ; — Attendu, 3^o que celle du 13 brum. an 7, est celle

(1) *P. conf.*, Cass. 15 frim. an 8, 29 brum. an 10, et les notes.

(2) *P.* dans le même sens, Cass. 4 brum., 14 prair., 19 mess. et 14 therm. an 7.

(3) Cette règle, fondée sur la justice et l'humanité, nous paraît implicitement maintenue par l'article 217 du Code d'instr. crim. qui autorise le prévenu à présenter un mémoire de défense devant la chambre d'accusation, et par l'art. 302 qui n'interdit nullement de donner connaissance des pièces au prévenu, avant la mise en accusation prononcée. Cette opinion est partagée par Carnot, *Comm. du*

Code d'instr. crim., sur l'art. 302, t. 2, p. 440 ; Le-graverend, *loc. cit.*, 1^{er}, ch. 5, sect. 6 ; Bourguignon, t. 1^{er}, p. 485.

(4) *P.* dans le même sens, 13 mess. an 9 ; 2 et 13 brum., et les notes ; 21 germ. an 10 et 26 frim. an 13 ; *Dict. de l'Enregist.*, v^o *Affirm. de procès-verbal*. — Les art. 31 et 32 de la loi du 13 brum. an 7 ne parlent pas, en effet, d'affirmation, et la loi du 21 germ. an 11, faite pour interpréter ce dernier article, et postérieure aux jugemens qui avaient déclaré que cette formalité n'était pas exigée par la loi de l'an 7, ne contient rien non plus qui puisse la faire considérer comme nécessaire.

qui doit être considérée comme la loi générale sur le timbre et celle dont les dispositions doivent suppléer en tout au silence de toutes les autres lois qui l'ont précédée; qu'en autorisant par l'art. 31 les préposés de la régie à retenir les actes, registres et effets en contravention à la loi du timbre pour les joindre à leurs procès-verbaux, à moins que les contrevenants ne consentent à signer lesdits procès-verbaux et à acquiescer sur-le-champ l'amende encourue et le droit du timbre; qu'en ordonnant ensuite par l'art. 33, qu'en cas de refus de la part des contrevenants de satisfaire aux dispositions de l'article précédent, les préposés de la régie leur feront signifier, dans les trois jours francs, les procès-verbaux qu'ils auront rapportés, avec assignation devant le tribunal civil du département, on ne voit pas que lesdits articles aient assujéti lesdits préposés à la formalité de l'affirmation judiciaire de leurs procès-verbaux pour leur donner foi en justice; d'où il suit qu'en annulant le procès-verbal du 19 vent. an 8, pour cause d'omission de cette formalité, les juges du tribunal civil du département de l'Hérault ont contrevenu auxdits articles ci-dessus rappelés et ont commis en même temps un excès de pouvoir, en ce qu'ils ont ajouté à leur texte une formalité qui n'était prescrite par aucune loi;—Casse, etc.

Du 1^{er} vent. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Coehard.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

VENTE.—PRIX.—EXPERTS.

Lorsque la prix de la vente doit être déterminé par deux experts désignés, et qu'il apparaît que la choix de ces experts a été une des conditions du contrat, la mort de l'un d'eux, survenue avant la fixation du prix, empêche qu'il y ait vente. (L. ult. C. de contrah. empt. et vend.) (1).

(Roure—C. Taillandier).

Le 26 nov. 1787, Taillandier vendit à Roure le domaine de Griso-Manches.—Le prix ne fut point fixé, mais les parties stipulèrent que le do-

maine serait payé suivant l'estimation d'experts qu'elles nommèrent.

Roure se met en possession.—Dix ans s'écoulent, dans cette situation, sans que l'expertise soit faite.—Dans l'interval, l'expert de Taillandier décède. Alors ce dernier attaque Roure en délaissement.—Celui-ci excipe de son contrat, de sa possession décennale, et demande que son vendeur soit tenu de nommer un nouvel expert.

12 niv. an 8, jugement de première instance, qui ordonne la nomination d'un nouvel expert de la part de Taillandier.

29 prair. an 9, jugement du tribunal d'appel de Riom, qui, considérant que les parties n'étaient convenues de la vente qu'après être convenues de leurs experts; que le vendeur ne pouvait être tenu de placer ailleurs la confiance personnelle qu'il avait dans l'expert décédé, déclare la vente faite sans prix, et conséquemment nulle.

POURVOI, en cassation par Roure.—Le demandeur soutient qu'une vente est valable, bien que la détermination du prix soit laissée à l'arbitrage d'un tiers; que, dans l'espèce, la désignation des experts n'était nullement exclusive de l'intervention d'autres personnes que celles qui avaient été désignées, et qu'en annulant la vente l'arrêt attaqué a violé la loi qui ordonne l'exécution des contrats.

Le commissaire a pensé que les parties n'avaient pas voulu faire déterminer le prix de la vente par des experts en général, mais par tels et tels, ayant leur confiance personnelle et peut-être exclusive.—Or, en droit, la question lui paraissait décidée par la loi dernière, au Code, de *contrahenda emptione et venditione* qui régit le lien des parties. Cette loi décide que l'empêchement de l'expert nommé, fait qu'il n'y a pas de prix, donc pas de vente;—*super rebus vendundis, si quis rem ita comparaverit, ut res vendita esset, quanti titulus ostendat, non potuerit vel non potuerit pretium definire, tunc pro nihilo esse venditionem; quasi nullo pretio statuto.*

(1) Ici la cause était régie par les principes du droit romain qui, après diverses variations, avait fini par admettre la validité de la vente dont le prix était laissé à l'arbitrage d'un tiers. V. L. ult. C. de *contrahenda emptione*; F. aussi Inst. liv. 3, tit. 23; Lorry, Inst. de *emptione et venditione*, §§ 1 et 2; Fachinuz, *Controv. juris*, liv. 2, ch. 1; Ducanroy, Inst. expl., liv. 3, tit. 23, § 1; Ferrière, Inst. de *empt. et vend.*; Domat, *Lois civiles*, tit. 2, sect. 5; Pothier, *Contrat de vente*, n° 24, etc.—Ces principes ont passé dans la loi 1591 et 1592 du Code civil, et nous pensons que la solution ci-dessus serait également dans l'esprit de ces articles.

Mais, en serait-il de même dans le cas où il n'apparaîtrait pas, d'après les termes du contrat ou les circonstances de la cause, que les parties ont choisi leurs arbitres avec une pensée de préférence exclusive; s'il apparaissait, au contraire, que les parties ont voulu abandonner la détermination du prix de la chose vendue à des arbitres qu'ils ont nommés sans aucun motif de préférence personnelle? Dans ce cas, nous pensons que s'il arrivait que les arbitres ou experts nommés, ne pussent ou ne voulussent remplir leur mission, la vente n'en devrait pas moins subsister, sauf à demander au juge, au cas de refus de l'une des parties, de nommer d'autres arbitres ou experts. Ainsi l'a jugé un arrêt de la Cour royale de Paris, du 18 novembre 1831 (Volums 1832).—A la vérité, la doctrine de cet arrêt est fortement combattue par M. Duvergier, dans son *Traité de la vente*, n° 152. Ce judicieux auteur semble fonder son opinion sur une présomption de droit qui, à notre avis, n'a rien

d'absolu, et qui ne revient au fond qu'à une simple appréciation de faits, savoir : « que toutes les fois que les experts sont choisis par les parties, ils ont l'objet d'une confiance spéciale telle qu'on n'a voulu donner qu'à eux le soin de déterminer le prix de la vente. » Or, cela n'est vrai qu'autant que cela résulte des termes de la convention ou des circonstances de la cause, et c'est évidemment parce que ce point de fait a paru constant dans l'espèce que nous recueillons ici, que le jugement du tribunal de cassation qu'invoque M. Duvergier lui-même, a maintenu la décision des juges du fond qui avaient annulé la vente. Sans doute, et d'après les motifs de son rejet, le tribunal de cassation eût également rejeté, si les juges du fond avaient maintenu la vente par le motif que les arbitres nommés n'avaient été, dans la pensée des parties contractantes, l'objet d'aucune préférence personnelle ou exclusive. Tout dépend donc, comme on le voit, de l'appréciation des circonstances.

C'est aussi une question grave et fort controversée, que celle de savoir si la vente serait valable dans le cas où le contrat laisserait la détermination du prix à des arbitres qui devraient être nommés plus tard. Mais nous examinerons cette question en rapportant un arrêt de la Cour de cassation du 18 mai 1814, et des arrêts de Limoges et de Toulouse des 4 avr. 1826 et 5 mars 1827, qui l'ont plus ou moins expressément jugée.—F. sur ces questions, Duvergier, *ubi supra*, n° 153; Troplong, *Cours de droit civil français*.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que la nomination respective des experts chargés de faire l'estimation du domaine de Griso-Manches, a précédé la convention de vente; conséquemment que les juges d'appel de Riom n'ont contrevenu à aucun loi, en décidant que la confiance personnelle du vendeur et de l'acheteur en la probité de ces experts, était un des éléments essentiels de cette convention, et que la vente se trouvait résolue par la mort d'un de ces experts avant l'estimation faite; — Rejette, etc.

Du 1^{er} vent. en 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Brillat-Savarin.

SOCIÉTÉ. — ACTIONNAIRE.

Lorsque les fonds d'une société sont divisés en actions, chaque action est une portion indivise dans la propriété du fonds social; par conséquent chaque cessionnaire d'action devient copropriétaire du fonds social et membre de la société; il ne peut pas être considéré seulement comme un simple créancier bailleur de fonds (1).

(Serilly — C. Fenis Saint-Victor.)

En juillet 1783, Bettinger, Wendel et Fenis Saint-Victor, s'étaient associés pour l'exploitation d'une manufacture d'armes établie à Tuile, dont ils étaient copropriétaires par indivis. — Par l'acte de société, les fonds de première mise étaient fixés à 210,000 fr. et furent divisés en soixante actions intéressées de 4,000 fr. chacune. Les associés avaient, en vertu de cet acte, le droit de céder leurs actions en tout ou en partie, ensemble ou séparément, et les cessionnaires devaient être intéressés dans la société dont ils partageraient les profits et supporteraient les pertes.

Serilly devint propriétaire de dix-huit de ces actions, au moyen de la cession que lui en firent Wendel et Bettinger. — En 1792 Wendel émigra, et en l'an 3, Serilly fut condamné à mort par un tribunal révolutionnaire; la société se trouva donc réduite aux cit. Bettinger et Fenis Saint-Victor.

Fenis Saint-Victor demanda à profiter de la loi

du 17 frim. an 3, qui autorisait les associés des émigrés à se faire abandonner toutes les propriétés de la société aux conditions portées par cette loi, sauf le droit qu'avait Bettinger, un des associés, d'y concourir, mais à l'exclusion de tous autres.

Les héritiers de Serilly soutinrent qu'il était copropriétaire et associé de l'établissement de Tuile, et qu'à ces titres il devait concourir aux avantages accordés par la loi du 17 frim. an 3.

23 mess. an 5, jugement du tribunal de la Corrèze conforme aux conclusions des représentants de Serilly.

Appel de Fenis Saint-Victor. — Par jugement du 9 pluv. an 8, le tribunal civil du département du Lot infirme le jugement du tribunal du département de la Corrèze, et décide que Serilly n'a pas été copropriétaire de la manufacture de Tuile, et qu'il n'a eu d'autre qualité que celle de cessionnaire d'actions ou bailleur de fonds.

Pourvoi en cassation de la part des héritiers Serilly pour contravention à la loi du contrat, aux art. 4 et 9 de la loi du 17 frim. an 3.

JUGEMENT (après partage.)

LE TRIBUNAL. — Vu l'acte de société de juill. 1783; — Vu la loi 23, fl., qui porte : *Nam hoc servabitur quod ab initio convenit; legem quum contractus dedit.* — Vu les art. 4 et 9 de la loi du 17 frim. an 3, ainsi conçus : « Art. 4. Une décade après la remise des registres et contrats de société, les associés, les veuves et enfants des individus dont les biens ont été confisqués, déclareront par écrit, entre les mains de l'administration du district, s'ils consentent à se charger, pour leur compte, de la masse de l'actif et du passif de la société, et d'entretenir en activité lesdits établissements à aux conditions portées au présent décret; — « Art. 9. Le directoire du district, après s'être fait autoriser par l'administration du département, donnera aux associés ou autres contractans acte de cession ou abandon de toutes les propriétés de la société; »

« Considérant que, par l'acte de société contracté en juill. 1783, entre les cit. Bettinger, Wendel et Saint-Victor, les fonds de première

(1) Les auteurs s'accordent à reconnaître à l'actionnaire un droit de copropriété dans tout ce qui compose le fonds social. Voir, sur le Digeste, au titre de *Hereditas vel actionis venditio*, s'exprime sur ce point d'une manière expresse : *Funditor actionis affectus est, quod venditor nam emptori cedere tenetur. Quod rationis, si quis suam actionem suo societatis partem alteri vendiderit, necessitas ad edicta generalium ordinum imposita transcribendi in emptorem opud acta societatis actionum venditam, etc.* — D'Aguesseau, dans son *Mémoire sur la comm. des actions*, n° 6, n'est pas moins précis : « Une action dans une compagnie, dit-il, est la même chose qu'une part dans une société, qui donne le droit de partager, à proportion du fonds qu'on y met, les profits certains ou incertains de la compagnie, à condition de supporter aussi, dans la même proportion, les dépenses et les pertes qu'elle peut faire. » — Merlin, *Quest.*, *vo Action*, § 1^{er}, qui cite lui-même les deux auteurs dont nous venons de transcrire les passages, n'hésite pas à se ranger à leur opinion, et se fuit sur ses conclusions que le jugement que nous recueillons fut rendu, après des plaidoiries solennelles et un partage. — L'art. 529 du Code civil a-t-il apporté quelque changement à la doctrine des auteurs et à l'ancienne jurisprudence sur ce point? Merlin, *ad. loco*, n° 2, et, après lui, M. Pardessus, *Droit comm.*, part. 4, tit. 1, ch. 2, sect. 6, n° 992 et suiv., pensent que la solution de

la question reste la même sous le droit actuel : « Da ce que l'action est mobilière, dit le savant auteur du répertoire, relativement à celui qui en est porteur, il ne s'ensuit pas qu'elle ne soit pas dans ses mains le signe représentatif d'une part dans la propriété du fonds mis en commun par l'acte d'association. Mais ce principe est modifié en ce sens que, tant que dure la société, chaque actionnaire n'est propriétaire que d'une part mobilière dans la valeur des immeubles dépendant du l'entreprise sociale; et que ce n'est qu'un moment où la société se dissout, qu'il devient copropriétaire de ces immeubles eux-mêmes. C'est ce qu'a fort bien expliqué l'auteur du tribunal dans son discours sur le tit. 1^{er} du liv. 2 du Code civil. » — Il ne faudrait cependant pas conclure de ce que chaque action dans une société de commerce, donne à l'actionnaire une copropriété indivise de tout ce qui la compose, que, dans le cas où l'actif comprendrait des immeubles, chaque associé aurait un droit immobilier insusceptible d'être frappé d'hypothèque, et que les acquéreurs de ces immeubles de la société fussent obligés de remplir, à l'égard des créanciers de chaque associé, les formalités exigées pour purger les hypothèques des vendeurs. Non : le droit reste toujours mobilier, et ce n'est qu'à la dissolution de la société que l'action confère une part aux immeubles, sans que pour cela elle change de nature. F. Pardessus, *loc. cit.*

mise dans ladite société ont été fixés à 240,000 liv., savoir, 60,000 liv., valeur des immeubles dont les associés étaient copropriétaires, et 180,000 liv. en argent, meubles ou ustensiles; que ces fonds, tant meubles qu'immeubles, ont été divisés en soixante actions intéressées dans la société; que ces actions dans la main des associés représentaient leur propriété respective dans les fonds de première mise; que les associés avaient le droit de céder leurs actions; que ces actions n'auraient pu échanger de nature entre les mains des cessionnaires, qu'autant que cela aurait été dit expressément dans le contrat de société; que, loin que l'on trouve dans cet acte une disposition expresse à cet égard, il est dit que les cessionnaires partageront les profits et supporteront les pertes de la société, ce qui est le signe caractéristique de l'association, et ne permet pas de méconnaître la qualité d'associés en la personne des cessionnaires; que si, par l'acte de société, il est dit que les cessionnaires ne pourront avoir voix délibérative sans le consentement unanime et spécial des associés, tout ce qui peut s'induire de cette clause, c'est que les cessionnaires ne pouvaient, en vertu de cette seule qualité, concourir aux délibérations, mais qu'il ne s'ensuit nullement qu'ils ne pussent pas jouir de tous les autres droits sociaux; qu'un de ces droits était de concourir aux avantages accordés aux associés des confisqués, par la loi du 17 frim. an 3; qu'ainsi le jugement attaqué, en prononçant que les héritiers Scilly n'étaient ni copropriétaires ni associés dans la manufacture de Tulle, parce que leur père n'avait pu leur transmettre des droits qu'il n'avait jamais eus lui-même, et que dès lors ils ne pouvaient concourir avec le *cit. Saint-Victor* aux avantages accordés par la loi du 17 frim. an 3, est entretenu tant à la loi du contrat qu'aux art. 4 et 9 de ladite loi de frim.; — Casse, etc.

Du 1^{er} vent. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le *cli. Bazire*—Concl., le *cit. Martin*, commiss.

DOT. — RESTITUTION. — PAPIER-MONNAIE.

L'art. 15 de la loi du 16 niv. an 6, qui oblige les maris à restituer sans réduction les dots qu'ils ont dû recevoir en numéraire, n'est point applicable à ceux qui, sans qu'on puisse les accuser de négligence ou de mauvaise administration, n'en ont pas poursuivi le paiement au temps où il était exigible (1).

(Pommier—C. héritiers Chabert.)

Chabert, en mariant sa fille à Pommier, lui constitue en dot une somme de 49,000 liv.: partie de cette somme fut payée immédiatement; le reste était payable plus tard; mais le terme arrivé, Pommier ne l'exigea pas, et 30,000 livres restèrent entre les mains de son beau-père, qui en payait les intérêts. — Après le décès de Chabert, et en l'an 2, ses héritiers offrirent à Pommier les 30,000 liv. en assignats, et, sur son refus de les recevoir, les consignèrent, en sorte

qu'il ne les reçut que comme contraint. — Au décès de la dame Pommier, qui ne laissait pas d'enfants, Pommier offrit aux héritiers de sa femme de rembourser la dot, mais suivant la valeur qu'avaient les assignats au temps où il avait été obligé de les recevoir. Ceux-ci soutenaient que la dot n'avait péri entre les mains du beau-père, que parce que le gendre n'en avait pas exigé le paiement; qu'il était donc responsable, et devait rembourser la valeur nominale.

Jugement du tribunal de première instance de Paris, qui ordonne en effet la restitution des 30,000 liv. sans réduction.

Mais ce jugement fut infirmé par le tribunal d'appel, qui ordonna la restitution suivant l'échelle de dépréciation par les motifs suivants :

Considérant que la disposition de l'art. 15 de la loi du 16 niv. an 6, qui oblige les maris à restituer sans réduction les dots qu'ils ont dû recevoir en numéraire, ne peut s'appliquer qu'aux maris auxquels on peut reprocher, comme une négligence, comme une mauvaise administration, de n'avoir pas poursuivi le paiement de la dot dans le temps qu'elle était payable en numéraire.

Pourvu en cassation de la part des héritiers Chabert, pour fausse interprétation et violation de l'art. 15 de la loi du 16 niv. an 6.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu qu'il n'y a point eu de négligence de la part de Pommier-Duvillard à laisser la dot de sa femme entre les mains de Chabert père; — Attendu que l'interprétation donnée par les juges d'appel à l'art. 15 de la loi du 16 niv. an 6, n'en présente aucune violation; — Rejette, etc.

Du 1^{er} vent. an 10.—Sect. req.—Concl., le *cli. Lecoutour*, subst.

SURENCHÈRE. — HYPOTHÈQUE.

Sous le régime hypothécaire de 1771, l'acquéreur qui conservait l'immeuble mis aux enchères, en se soumettant à payer le montant de la surenchère, ne faisait, à l'égard des créanciers (même chirographaires) du vendeur, que porter l'immeuble à son juste prix.

— En conséquence, il ne pouvait, pour l'indemnité à lui due par le vendeur, se faire colloquer par préférence à ces créanciers, sur l'excédant du prix de son contrat (2).

(Créanciers Dubuc—C. Renault.)

Par acte public du 4 nov. 1791, Renault avait acquis de Dubuc une ferme appelée du *Cottier*, pour 43,000 liv. — L'acquéreur voulant obtenir des lettres de ratification, déposa son contrat au bureau des hypothèques. — Un des créanciers de Dubuc usa de la faculté que donnait l'art. 9 de l'édit de 1771, et porta, par une surenchère, le prix de la vente à 60,000 fr. — L'acquéreur avait l'option, ou de payer le prix auquel la surenchère avait porté la ferme, ou d'abandonner son acquisition; il préféra de garder l'héritage, et de

à tous créanciers, le droit de surenchère. Aussi n'a-t-il été jugé que l'acquéreur qui se rend adjudicataire, à droit, après paiement des créanciers hypothécaires, et à l'exclusion des chirographaires, de retenir en ses mains la différence entre le prix d'acquisition et le prix d'adjudication. *F. Bordeaux*, 27 fév. 1829. — Telle est l'opinion de *Grenier*, *Hypoth.* t. 2, n° 469, et de *Persil*, *Rég. hyp.*, sur l'art. 2191. — *V.* sur la question générale du savoir à qui, sous l'empire du même édit de 1771, profitait la surenchère, deux jugements des 16 mess. an 4 et 21 mess. an 5, et les notes.

(1) *F.* dans le même sens, *Cass.* 20 janv. 1807, et la note.

(2) Le contraire a été jugé, le 20 germ. an 12 mais il y avait dans l'espèce cette circonstance particulière, que l'acquéreur s'était fait consentir une hypothèque par le vendeur, pour garantie de l'indemnité que celui-ci lui devait par suite des surenchères qui pourraient être formées. — *F. Grenier*, *Comment. sur l'édit de 1771*, art. 19, n° 2. — L'art. 2191 du Code civil ne donne qu'aux créanciers inscrits, à la différence de l'édit de 1771 qui l'accordait

payer les 60,000 fr.—Mais se prétendant créancier hypothécaire de son vendeur en vertu de son contrat, pour raison de la somme qu'il avait été obligé de payer par suite de la surenchère, il avait formé une opposition à ses propres lettres de ratification, et se présentait en conséquence pour prendre part à la distribution du prix de vente.

On lui contestait sa collocation; on prétendait qu'il devait être considéré comme acheteur pour 60,000 fr., de la même manière que s'il eût originairement porté à cette somme le prix de la ferme achetée par lui, et qu'ainsi cette somme entière appartenait aux créanciers autres que lui, soit hypothécaires, soit chirographaires.—Le tribunal civil du département de la Seine-Inférieure avait, par jugement du 16 vent. an 7, condamné Dubuc à la restitution de la somme de 17,000 fr., payée par Renoult, en sus de son prix de vente, avec hypothèque à dater du jour de son contrat.

Sur l'appel, le tribunal civil du département du Calvados considéra, 1^o qu'il ne résulte pas de la faculté donnée par l'édit de 1771, à tous créanciers légitimes du vendeur, de porter des surenchères sur le prix d'un contrat déposé au tableau des hypothèques, un droit préférable pour l'enchérisseur sur le montant des surenchères, au préjudice de l'acquéreur qui les a couvertes pour conserver son acquisition; 2^o que cet édit porte, art. 19, que les créanciers hypothécaires seront payés sur le prix des acquisitions, selon l'ordre et le rang de leurs hypothèques, ce qui s'appliquait au produit des surenchères et au prix primitif du contrat de vente, et que, pour contester valablement à l'acquéreur l'hypothèque résultant de son titre, en attribuant aux créanciers chirographaires, exclusivement à lui, le bénéfice des surenchères, il faudrait que la loi eût formellement dérogé pour ce cas à l'ordre général qu'elle prescrit, mais qu'il ne s'y trouve aucun terme d'où l'on puisse seulement induire une telle exception.—En conséquence, le tribunal avait rendu, le 3 germ. an 8, un jugement confirmatif de celui de première instance.

Pourvoi en cassation de la part des créanciers Dubuc, pour fausse application de l'art. 19 de l'édit de 1771, concernant les hypothèques, et par suite contravention à l'art. 9 du même édit.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 0 de l'édit du mois de juin 1771, conçu en ces termes: « Pourra, pendant les deux mois, tout créancier légitime du vendeur, se présenter au greffe pour y recevoir une soumission d'augmenter le prix de ladite vente, au moins d'un dixième du prix principal, dans le cas de surenchère, par un autre créancier du vendeur, d'un vingtième en sus dudit principal par chaque enchérisseur, ensemble de restituer à l'acquéreur des frais et loyaux coûts, et du tout donner bonne et suffisante caution, qui sera reçue par-devant le lieutenant-général ou autres officiers du siège, suivant l'ordre du tableau en la manière accoutumée, et sera loisible à l'acquéreur de conserver l'objet vendu, en fournissant le plus haut prix auquel il aura été porté; »—Attendu qu'en décidant que le bénéfice de la surenchère appartenait à l'acquéreur en vertu de son hypothèque pour l'indemnité résultant de ce

qu'il a été obligé de découvrir les surenchères pour conserver son acquisition, le jugement attaqué a faussement appliqué l'art. 19 de ladite loi de 1771, et a contrevenu à l'art. 9 de ladite loi, puisque cet article n'accorde à l'acquéreur la faculté de conserver l'objet à lui vendu, qu'en fournissant le plus haut prix auquel il a été porté;—Attendu que le privilège accordé par l'art. 9 en faveur des créanciers chirographaires, deviendrait nul, si l'acquéreur pouvait, sous le prétexte d'une hypothèque de l'espèce de celle dont il s'agit, s'attribuer à lui-même le montant des surenchères, à l'exclusion desdits créanciers chirographaires;—Casse, etc.

Du 2 vent. an 10—Sect. civ.—Rapp., le cit. Oudot.—Concl., le cit. Arnaud.—Pl., les cit. Leroy-Neufville et Chabrand.

DOUANES.—INJURES.—COMPÉTENCE.

Les juges de paix sont compétents pour connaître des injures et menaces adressées aux préposés de la régie des douanes dans l'exercice de leurs fonctions, et pour appliquer l'amende de 500 fr. prononcée par la loi du 23 août 1791, tit. 13, art. 14. (L. 4 germ. an 2, art. 2; L. 14 fruct. an 3, art. 10.) (1)

(Douanes.—C. Miquet et autres.)

1^{er} messidor an 9, jugement du juge de paix de la Roque qui condamne Miquet, Carilloz et autres solidairement à l'amende de 500 fr. et aux dépens pour avoir injurié véritablement, et menacé des préposés des douanes dans l'exercice de leurs fonctions.—Appel de la part des condamnés qui soutiennent que le juge de paix était incompétent pour prononcer une amende de 500 fr.

11 fruct. an 8, jugement du tribunal civil du département des Pyrénées-Orientales, qui déclare le jugement nul et incompétentement rendu, attendu qu'il ne s'agissait dans l'espèce que d'injures et menaces verbales, et qu'en cette matière les tribunaux de paix ne peuvent prononcer d'amende sans contrevenir au Code des délits et des peines, et aux arrêtés du 23 germ. et 28 flor. an 4.—Pourvoi de la part de la régie.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 10, de la loi du 14 fruct. an 3;—Vu aussi l'arrêt du 24 therm. an 4, qui rapporte celui du 28 flor. précédent, —Donne défaut contre les défendeurs, et adjugeant le profit du défaut;—Casse, etc.

Du 3 vent. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malleville.—Rapp., le cit. Lassusade.—Concl., le cit. Pons, subst.—Pl., le cit. Dupont.

DOUANES.—CITATION.—DÉLAI.—JOURS FÉRIÉS.

Les décadis et les jours de fêtes légales ne sont pas compris dans le délai de vingt-quatre heures accordé par la loi du 9 flor. an 7, aux préposés des douanes, pour faire l'affirmation de leurs procès-verbaux, et pour traduire les prévenus devant le juge de paix. (L. 9 flor. an 7, tit. 4, art. 6 et 10; 17 therm. an 6.) (2)

(La régie des douanes.—C. Schowers.)

Le 9 therm. an 8, deux préposés d'Anvers avaient saisi, pour introduction en fraude des

(1) *F. conf.*, Cass. 21 niv. an 13 et 26 août 1816. Ce dernier arrêt, motivé avec soin, est fondé sur le principe que les lois générales ne dérogent pas aux lois spéciales, lorsque la dérogation n'est pas formellement exprimée, et qu'ainsi le Code pénal n'est point applicable à des contraventions particulières prévues et punies par une loi spéciale.

(2) *F. dans le même sens*, à la page suivante, le

jugement rendu dans l'affaire Orban. *F.* aussi un arrêt du 22 juill. 1823, qui décide que si, relativement aux délais qui se composent de plusieurs mois ou de plusieurs jours, la circonstance que le délai expire un jour de fête légale peut n'être pas prise en considération, il n'en est pas de même lorsque le délai fixé n'est que d'un jour: en ce cas, le délai se trouve prorogé au lendemain.

droits, douze ballots et un sac rempli de toile de coton blanche, cachés sous de la tourbe.—Le rapport avait été émis le même jour 9 therm., à cinq heures et demie du soir. La citation donnée dans ce rapport pour comparaitre devant le juge de paix, était conçue en ces termes : Donné assignation à comparaitre après demain, à dix heures du matin, ou eu plus tard dans les vingt-quatre heures, aux termes de la loi, non compris demain qui est un jour de décad, par-devant le juge de paix, etc.

Ce juge de paix a prononcé la confiscation des objets saisis avec amende.

Sur l'appel, le tribunal civil de l'arrondissement d'Anvers avait, par jugement du 22 pluv. an 9, déclaré le rapport de saisie nul, et accordé main-lévée avec indemnité, par le motif que la citation n'avait pas été donnée dans les vingt-quatre heures, conformément aux art. 6 et 10 du titre 4 de la loi du 9 flor. an 7.—Pouvoit pour contravention à la loi du 17 therm. an 6, suivant laquelle les jours de décadis sont des jours de repos pour tous les fonctionnaires publics.

JUGEMENT.

LA TRIBUNAL:—Vu l'art. 6 du tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7, qui porte : « Si le prévenu est présent, le rapport énoncera qu'il lui en a été donné lecture, qu'il a été interpellé de le signer, et qu'il en a reçu de suite copie, avec citation à comparaitre dans les vingt-quatre heures devant le juge de paix de l'arrondissement. Ces rapports, citations et affiches, devront être faits tous les jours indistinctement;—L'art. 10 du même titre, qui énonce que les rapports seront affirmés au moins par deux des saisissants devant le juge de paix ou l'un de ses assesseurs, dans le délai donné pour comparaitre;—Et l'art. 1^{er} de la loi du 17 therm. an 6, portant : « Les décadis et jours de fêtes nationales sont des jours de repos dans la république.—Art. 2. Les autorités constituées, et leurs employés, vacquent les jours énoncés, sauf les cas de nécessité et l'expédition des affaires criminelles; »—Attendu que, d'après les dispositions de la loi du 17 therm. an 6, les juges de paix ne doivent pas donner d'audience les jours de décadis, et qu'ils ne peuvent être astreints à recevoir les affirmations des rapports des employés des douanes lesdits jours; que ces employés ne peuvent donc être assujettis ni à assigner les prévenus à comparaitre ces mêmes jours, ni à affirmer leurs rapports ces jours-là;—Attendu que la loi du 9 flor. an 7, ne contient aucune dérogation à la loi du 17 therm. an 6; que quoique l'art. 6 du tit. 4 de celle du 9 flor. ait voulu que les rapports, citations et affiches fussent faits tous les jours indistinctement, il ne s'ensuit pas que les citations fussent indiquer l'audience au décad, puisqu'elle ne peut avoir lieu un jour consacré au repos par la loi;—Que le jugement attaqué a donc fausement appliqué l'art. 6 du tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7, et contrevenu aux art. 1 et 2 de la loi du 17 therm. an 6, en cassant le rapport du 9 therm. an 6, sous le prétexte que la citation qu'il contient n'indiquait pas le jour de décad pour comparaitre à l'audience du juge de paix, et parce qu'il n'a point été affirmé le même jour de décad;—Casse, etc.

Du 3 vent. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malleville.—Rapp., le cit. Oudot.—Concl., le cit. Pons, subst.—Pl., les cit. Dupont et Mejon.

PAPIER-MONNAIE.—REMBOURSEMENT.

—TERME

La loi du 25 mess. an 3, qui défend aux débiteurs de se libérer en papier-monnaie avant
II.—1^{re} PARTIE.

l'échéance de leurs dettes, est applicable à ceux mêmes qui, par la titre constitutif de la dette, ont la faculté de se libérer dans un délai déterminé. (L. 25 mess. an 3, art. 1 et 5.) (1)

(Leblanc—C. Pillard.)

Le 16 germ. an 9, la cour d'appel de Paris, en confirmant un jugement du tribunal de première instance de Bar-sur-Aube, a annulé un remboursement fait par les sieurs Leblanc au sieur Pillard le 7 fructid. an 3, d'une somme de 5,000 fr. qu'ils devaient à celui-ci, mais qu'ils n'étaient tenus de lui payer que dans le cours de dix années, à compter du 5 flor. an 2.

Le sieur Leblanc s'est pourvu en cassation pour fausse application de l'art. 1^{er} de la loi du 25 messid. an 3, ainsi conçu : « Aucun créancier ne peut être contraint de recevoir le remboursement de ce qui lui est dû avant le terme porté au titre de sa créance. »—Le demandeur a prétendu que cet article n'a pas dû empêcher le remboursement par lui fait, et il s'est fondé sur les termes dans lesquels a été stipulé le délai accordé. Le contrat porte : « Laquedie somme lesdits acquéreurs ont promis et se sont obligés de payer audit citoyen Pillard, dans le cours de dix années, à compter de ce jour, et jusqu'à ce temps, s'obligent de payer au vendeur les intérêts de ladite somme, lesquels intérêts diminueront au fur et à mesure des paiements que les acquéreurs pourront faire. »

Voici comment raisonnait le demandeur pour établir son moyen de cassation : « Dans les obligations à terme, il ne faut pas confondre les différentes clauses qui expriment l'intention des contractants. Il en est qui permettent expressément au débiteur de se libérer tous les jours, mais qui l'y obligent après un certain temps. Il en est qui ne font qu'obliger le débiteur de payer à une époque fixe. Il en est d'autres qui lui ôtent la faculté de s'acquitter avant cette époque. Dans le premier cas, le terme peut être appelé facultatif; il est limitatif dans le second, et prohibitif dans le troisième. Bien évidemment, ce n'est pas pour ce troisième cas que la loi du 25 messid. an 3 a été faite; il était inutile que le législateur vint au secours du créancier, qui avait pris lui-même ses précautions, en stipulant qu'on ne pourrait pas le rembourser avant un certain terme. Ce n'est pas non plus pour le premier cas; le législateur ne pouvait pas ôter à un débiteur le droit qui lui était acquis, par son contrat, de se libérer tous les jours que comprendrait son terme de paiement. La loi n'a donc été faite que pour le second cas; et, pourquoi l'a-t-elle été? Parce que le contrat ne s'exprimait pas en termes formels. Si le terme était stipulé pour le seul avantage du débiteur, on pourrait douter si le créancier ne pourrait pas aussi s'en prévaloir pour refuser un paiement anticipé; c'est ce doute que la loi a résolu en faveur du créancier; et elle a pu le faire, parce que le texte du contrat laissait, à cet égard, le pouvoir législatif dans toute sa latitude. Mais ce n'est point à ce second cas que peut être censée appartenir la clause dont il est ici question; elle appartient évidemment au premier, et, dès lors, c'est par une extension illicite de la loi, que les premiers juges ont annulé le remboursement dont il s'agit. »

Le commissaire Merlin a dit, qu'en droit, on ne connaît que deux espèces de termes : l'un, qui tendait à favoriser le débiteur; l'autre, qui

(1) V. les conclusions conf. de Merlin, dans cette affaire, *Quest.*, v^o *Papier-Monnaie*, § 1^{er}. V. aussi décision conforme, Cass, 7 déc. 1809.

n'avait pour objet que l'avantage du créancier; qu'il était vrai que, parmi les termes stipulés pour la commodité du débiteur, il en était qui assureraient expressément à celui-ci la faculté de se libérer avant leur échéance, tandis que d'autres ne faisaient que la sous-entendre; mais qu'elle n'en avait pas moins lieu dans l'un et l'autre cas, et que le débiteur avait toujours le double avantage de ne pouvoir être contraint de payer avant l'entière révolution du terme, et de pouvoir payer tous les jours qui précèdent cette époque.—Que c'en était assez pour dire que l'art. 1^{er} de la loi du 25 messid. était applicable à ces deux cas; qu'en effet, s'il était vrai que cet article eût été décrété uniquement pour les termes stipulés en faveur des débiteurs, il était vrai aussi qu'il n'admettait aucune distinction entre les différentes manières dont pourrait être imputée, dans un contrat, la stipulation du terme; que, s'il ne distinguait pas, il était général, et ne permettait pas de distinguer.—Que cette loi n'avait eu en vue qu'un seul objet, celui de déclarer franchement qu'à l'avenir, pour les paiements en assignats, le débiteur n'aurait plus la faculté de se libérer avant le terme où il pourrait y être contraint: qu'elle s'était servie, pour cela, d'expressions si générales, si indéfinies, qu'il était impossible de la restreindre par des interprétations, qu'il, tout ingénieuses qu'elles peuvent paraître, n'en étaient pas moins arbitraires; d'où, conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 5 de la loi du 25 messid. an 3;—Attendu qu'il est constant que Pillard, lors du remboursement des 6,000 francs, dont il s'agit, n'a pas fait la déclaration prescrite par l'article ci-dessus cité de la loi du 25 messid. an 3;—Attendu que, loin de contrevir à cette loi, le tribunal d'appel de la Seine s'y est conformé;—Rejette, etc.

Du 3 vent. an 10.—Sect. req.—Prés., le cit. Murair.—Rapp., le cit. Porquet.—Concl., le cit. Merlin, commissaire.—Pl., le cit. Charrier-Yves.

DOUANES.—MARQUE.—PROCÈS-VERBAL.—VISA.—JOUR FÉRIÉ.—NULLITÉ.—CONFISCATION.

Un procès-verbal de saisie de marchandises circulant sans acquit-à-caution dans la distance de deux myriamètres de la frontière, n'est pas nul par cela seul qu'il ne mentionnerait pas la marque et les numéros des ballots saisis; cette formalité n'est prescrite que pour les saisies faites sur les bâtiments de mer pontés et lorsque le déchargement ne peut avoir lieu de suite. (L. 9 flor. an 7, tit. 4, art. 8.)

Un procès-verbal de saisie peut ne recevoir le visa (supplément de l'empyriement) que le lendemain de sa date, lorsque le jour intermédiaire est un jour férié. (L. 9 flor. an 7, tit. 4, art. 9.) (1)

En matière de douanes, la nullité du procès-verbal de saisie de marchandises prohibées, n'empêche pas que la confiscation n'en doive être prononcée. (L. 25 août 1793, art. 4.) (2)

(1) V. conf., le jugement du 3 vent. an 10, à la page précédente.

(2) V. ident., Cass. 16 brum. an 10.

(3) V. Cass. 28 vent. an 8, 17 fruct. an 12.—Ces jugemens font bien, comme celui que nous rapportons ici, application du droit de transfert qu'accordeait au titulaire de l'office supprimé l'art. 66 de la loi de 1793; mais il est vrai de dire qu'ils ne résolvent pas identiquement la même question, car la

(Douanes.—C. Orban.)

1^{er} fruct. an 8, jugement du tribunal des Deux-Nèthes qui déclare nul un procès-verbal de saisie de drilles ou chiffons circulant sans acquit-à-caution dans la distance de deux myriamètres de la frontière, et dirigées, d'après la lettre de voiture, vers le territoire batave, contrairement aux prohibitions des lois des 3 av. 1793 et 12 pluv. an 3. La nullité du procès-verbal était fondée sur ce double motif qu'il ne mentionnait pas les marques et numéros des ballots saisis, et sur ce qu'il n'avait pas été visé le lendemain, mais seulement le troisième jour.—Le même jugement ne prononçait pas la confiscation.—Poursuit de la part de la régie.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 3, 8 et 9, titre 4 de la loi du 9 floréal an 7;—Vu aussi l'art. 4 de la loi du 15 août 1793;—Attendu que, dans le procès-verbal portant saisie des marchandises dont il s'agit, la cause en est littéralement exprimée; que le poids, le nombre des ballots et l'espèce des marchandises saisies y sont bien désignés, et que la marque et les numéros des ballots ne sont prescrits que pour les saisies faites sur les bâtiments de mer pontés et lorsque le déchargement ne peut avoir lieu de suite; et que, dans l'espèce, il ne s'agit point d'une saisie semblable; que le procès-verbal de saisie a pu être visé le lendemain de sa date, dans la circonstance où le jour intermédiaire était un décade;—Attendu qu'il s'ensuit de ce qui précède que le jugement attaqué, en déclarant nul ledit procès-verbal, comme contraire auxdits art. 3, 8 et 9, titre 4, de la loi du 9 flor. an 7, a fait une fautive application de ces articles;—Attendu encore que, d'après l'art. 4 de la loi du 15 août 1793, la confiscation des marchandises prohibées à leur sortie doit être prononcée dans le cas même où, à raison d'un vice de forme, il y aurait lieu d'annuler le procès-verbal portant saisie de ces marchandises; d'où il suit que le jugement attaqué, en ne prononçant point cette confiscation, a contrevu encore à cet article, puisque les marchandises dont il s'agit étaient prohibées à leur sortie;—Donne défaut contre le cit. Orban, et pour le profit;—Casse, etc.

Du 3 vent. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Liborel.—Concl., le cit. Pons, subst.—Pl., le cit. Dupont.

PATERNITÉ.—FILIACTION.—ALIMENS.

V. ce jugement à la date du 3 vent. an 11.

OFFICE.—TITULAIRE.—SOLIDARITÉ.

La liquidation d'un office supprimé doit être faite au nom du mari titulaire, lors même que cet office a été acquis solidairement par le mari et la femme. (L. 2 fév. 1791, art. 5.) En conséquence, le titulaire d'un office ainsi liquidé peut rembourser, par le transfert d'une inscription sur le grand-livre, les créanciers privilégiés sur l'office. (L. 21 août 1793, art. 66.) (3)

premier décide que le défaut d'opposition au scan des titres n'étant pas les hypothèques sur l'office, et ne soustrait pas le créancier à l'obligation d'accepter en paiement le transfert de l'inscription sur le grand-livre provenant de la liquidation; et le second décide que l'indication de paiement, contenue en l'acte de vente de l'office, ne donne pas au plus au vendeur le droit de refuser le transfert... Entre les titulaires des offices et leurs créanciers, c'était

(Béhaque—C. Lépinoy.)

L'office de maître particulier des eaux et forêts de Tournheim avait été acquis par Béhaque et sa femme solidairement, des héritiers Lépinoy, moyennant le service d'une rente annuelle de 1,110 francs. Par suite de la suppression de l'office, une liquidation fut faite au nom de Béhaque seul, en qualité de titulaire, et il fut inscrit seul sur le grand-livre de la dette publique. Profitant alors de la faculté que donnait aux titulaires des offices supprimés l'art. 66 de la loi du 24 août 1793, Béhaque fit aux héritiers Lépinoy le transfert d'une partie de son inscription, mais ceux-ci, peu empressés de voir leur débiteur se libérer envers eux de cette manière, prétendirent que Béhaque n'avait pu faire liquider l'office, ni obtenir une inscription et en opérer le transfert sans le concours des héritiers de son épouse, copropriétaire de cet office.—Jugement du tribunal civil de la Somme qui accueille cette prétention.

Pourvoi par Béhaque, pour violation de l'art. 5 de la loi du 2 fév. 1791 et de l'art. 66 de la loi du 24 août 1793.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 5 de la loi du 2 fév. 1791, ainsi conçu : « Les liquidations d'offices seront faites au nom et au profit des derniers titulaires, sauf aux prétendant droit à la propriété des finances des offices, à conserver leurs droits par la voie d'opposition entre les mains des conservateurs des finances et des gardes-rôles réunis; »—Vu l'art. 66 de la loi du 24 août 1793, ainsi conçu : « Les créanciers directs de la nation pour des sommes au-dessus de 3,000 livres provenant de la dette exigible soumise à la liquidation, sont autorisés à diviser l'inscription sur le grand-livre, qui sera faite à leur crédit, pourvu toutefois qu'aucune fraction ne soit inférieure à 50 livres de rente, et ils pourront rembourser, au moyen d'un transfert, leurs créanciers personnels ayant une hypothèque spéciale et privilège sur l'objet liquidé; »—Considérant que lors de la vente de l'office dont il s'agit, Béhaque et son épouse s'obligèrent solidairement à payer aux veuve et héritiers Lépinoy une rente annuelle de 1,110 fr.; que l'art. 5 de la loi du 2 février 1791, veut que

« la liquidation des offices soit faite au nom et au profit du titulaire; » que cet article réserve uniquement aux prétendant droit à la propriété des finances des offices la faculté de conserver leurs droits par la voie de l'opposition; que l'article 66 de la loi du 24 août 1793, autorise expressément les créanciers directs de la nation à utiliser l'inscription faite à leur profit sur le grand-livre; que cet article leur donne le droit de rembourser, au moyen d'un transfert, leurs créanciers personnels ayant hypothèque spéciale et privilège sur l'objet liquidé; que Béhaque père a été liquidé seul en qualité de titulaire; que les héritiers de son épouse n'ont dû être pour rien dans cette liquidation, d'après la loi du 2 février 1791; qu'ils n'ont pas même fait usage de la faculté de l'opposition que la loi leur réservait; que Béhaque père s'est conformé à la disposition des lois citées, en faisant à ses adversaires les offres d'une inscription qui lui avait été accordée comme titulaire, et, à ce titre, créancier direct de la nation; qu'au moyen de ces offres, Béhaque père a été fondé à éteindre l'obligation solidaire qu'il avait contractée; que le tribunal dont le jugement est attaqué a violé, au contraire, ouvertement lesdites lois, en privant Béhaque père, créancier direct de la nation, qui avait liquidé sa créance, du droit de se libérer, au moyen du transfert de son inscription, de l'obligation solidaire qui était à sa charge;—Casse, etc.

Du 4 vent. an 10.—Séct. civ.—Rapp., le cit. Vergès.—Concl., le cit. Pons, substit.

ENREGISTREMENT. — RENTE FONCIÈRE. — CHARGE.

La rente foncière n'est pas seulement une charge du fonds, c'est une partie réservée dans le fonds même par le bailleur de ce fonds.—En conséquence, les rentes foncières gravant un immeuble vendu ne doivent pas être ajoutées au capital du prix de la vente, pour la liquidation du droit d'enregistrement auquel cette vente donne ouverture. Il en est de cet égard comme de l'impôt foncier. (L. 22 frim. an 7, art. 15, § 6.) (1)

à qui ne recevrait pas ou ne garderait pas les titres de rente sans valeur, avec lesquels l'Etat rembourserait les finances des offices supprimés.

(1) Dans toute liquidation sur le prix exprimé, la loi veut qu'on y ajoute les charges : d'un autre côté, la droit des transmissions reposant sur les valeurs (art. 4 de la loi du 22 frim. an 7), ne peut être liquidé sur celles qui ne sont pas transmises; de là la nécessité de distinguer ce qui doit être ajouté au prix de ce qui, au contraire, doit être déduit des évaluations de la chose vendue. Dans le jugement qui va suivre, le sens du mot charge est clairement déterminé, et sous ce rapport ce jugement est important à recueillir, parce que la distinction qu'il établit sert de base à une jurisprudence résultant de nombreux arrêts; et dans laquelle cette distinction a été plutôt sentie que nettement posée. — Ici, la règle est expliquée par deux exemples : l'un puise dans l'impôt foncier, qui formant charge du fonds, ne doit pas être ajouté au prix, seul une distinction relevée dans un arrêt du 19 mai 1819; l'autre tiré de la nature des rentes foncières. — Sur ce point, le tribunal de cassation suit les principes du droit ancien, et la doctrine des auteurs (F. Demoulin, *des Fiefs*, § 83, n° 88; Pothier de Livonière, *des Fiefs*, liv. 3, chap. 3, sect. 5; Sudre, *des Lois*, § 10, n° 8, et le *Nouveau Denizart*, n° Donation, § 1^{er}, n° 4); mais il a dû réformer sa jurisprudence, en présence

du caractère purement personnel et mobilier attribué par la législation nouvelle aux rentes qui n'affectent plus les immeubles que comme créances hypothécaires. — Ainsi, a-t-il été statué en sens contraire du jugement ci-dessus, par les jugements et arrêts des 3 niv. et 19 prair. an 11, 12 niv. et 9 fruct. an 12, 14 mess. et 9 vend. an 13, et 7 fév. 1827, etc. — Toutefois, aucune de ces décisions n'a porté atteinte à l'interprétation donnée par ce jugement au mot charge, si fréquemment employé dans les art. 14 et 15 de la loi de frim.; ce n'est que dans l'application du principe aux rentes dites foncières, que la Cour a modifié sa décision. — M. Merlin, dans son réquisitoire lors du jugement précité du 12 niv. an 12, (*P. Quest. de droit*, v° Enregistrement, § 18), critique, il est vrai, le jugement que nous recueillons ici, en disant que « si ce jugement est conforme aux principes du droit commun sur la nature de la rente foncière, il est en opposition manifeste avec la disposition littérale de la loi du 22 frim. an 7. . . » et il invoque, à l'appui de cette assertion, plusieurs jugements ou arrêts que nous venons de citer nous-mêmes; mais nous pensons que cette critique n'est pas fondée, et que le changement apparent de jurisprudence qu'il signale dans les arrêts de la Cour de cassation, ne tient qu'à un changement qui s'est opéré dans la législation sur la nature des rentes foncières qui, de partie du

(La régie—C. Jacquier et Lacroix.)

Contrat de vente d'une vigne grevée d'une rente foncière.

L'acte de vente ayant été présenté à l'enregistrement, le receveur a perçu le droit, d'abord, sur le prix exprimé de la vente de la vigne, et ensuite sur le capital de la rente foncière. Il a considéré cette rente comme une charge. Or, l'enregistrement se perçoit sur le capital des charges du fonds; c'est la règle générale.

Christophe Jacquier et Melchior Lacroix, acquéreurs, se sont pourvus en remboursement du trop-perçu.

1^{er} fruct. an 8, jugement du tribunal d'arrondissement de Chambéry, qui leur adjuge leurs conclusions.

POURVOI de la régie, fondé sur le § 6 de l'art. 15 de la loi du 22 frim. an 7, ainsi conçu: « Art. 15. La valeur de la propriété, de l'usufruit et de la jouissance des immeubles, est déterminée, pour la liquidation et le paiement du droit proportionnel, ainsi qu'il suit:—§ 6. Pour les ventes..... par le prix exprimé, et y ajoutant toutes les charges en capital, ou par estimation d'experts dans les cas autorisés par la loi. »

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que, lorsque le § 6, art. 15 de la loi du 22 frim. an 7, veut que, « pour déterminer la valeur d'un objet vendu ou cédé, on joigne au prix exprimé dans l'acte celui de toutes les charges imposées à l'acquéreur, » cette disposition ne peut s'entendre que des charges imposées dans le contrat même et non de celles inhérentes à la chose vendue, et qui la suivent dans quelques mains qu'elle passe, comme la rente foncière; — Considérant que tant que la rente foncière existe sur le fonds, la propriété de ce fonds se divise entre le bailleur qui conserve la directe, et le preneur qui ne recueille que la propriété utile, et qu'il est impossible d'exiger du cessionnaire de ce dernier, des droits pour le transport d'une propriété qui ne lui est réellement point transmise; que cette demande est d'autant plus insoutenable dans le cas actuel, que François Garnier n'a point cédé ou vendu aux défendeurs la propriété de la vigne dont s'agit, mais seulement le droit qu'il avait dans l'acensement, fait à ses auteurs, de cette vigne; que quand même Garnier n'aurait point chargé les défendeurs de payer la rente stipulée dans le bail à cens, ils n'en auraient pas moins été obligés de la payer; qu'ainsi cette

fonds qu'elles étaient, sont devenues de simples créances mobilières, grevant l'immeuble par voie hypothécaire.—F. au surplus, sur cette matière qui touche à une branche considérable et difficile de la perception, le *Traité des droits d'Enregistrement*, de MM. Championnière et Rigaud, tom. 4, n° 3217 à 3236.

(1) F. dans le même sens, Cass. 25 niv. an 10.—L'art. 10, tit. 3 de l'ordonnance de 1673 était ainsi conçu: « Au cas qu'un négociant ou un marchand veuille se servir de ses livres, journaux et registres, ou que la partie offrit d'y avoir foi, la représentation pourra être ordonnée pour en extraire ce qui concerne le différend. » On voit que cet article ne prévoyait pas le cas de refus de communication des livres, et ne déterminait pas les conséquences que ce refus devait entraîner. Le jugement décide avec grande raison, ce semble, que le refus de produire les livres doit être interprété contre celui de qui ce refus émane. — Le Code de commerce est plus explicite; mais il permet seulement au juge de déferer le serment à la partie qui offre de s'en rap-

porter aux livres de son adversaire: « Si la partie, sur livres de laquelle, porte l'art. 17, on offre d'ajouter foi, refuse de les représenter, le juge peut déferer le serment à l'autre partie. » — Il y a cette différence entre l'Ordonnance et le Code, que l'Ordonnance exigeait comme condition de la représentation des livres qu'on offrit d'y ajouter foi. Aujourd'hui cette offre n'est que facultative; mais si elle a été faite, et que l'autre partie refuse de représenter ses livres, le juge peut déferer le serment supplémentaire à la partie adverse. F. Locré, sur les art. 15 et 17, C. com.; et Pardessus, n° 259.—Du reste, il a été fréquemment jugé que les dispositions du Code de comm. concernant la représentation des livres des négociants sont purement facultatives, en ce sens que la loi abandonne à la prudence des juges l'appréciation des circonstances qui peuvent faire admettre ou refuser la communication, et qu'à cet égard leur décision ne saurait présenter ouverture à cassation. F. Cass. 18 fév. 1827, 4 fév. 1829, 13 août 1833 (Volume 1833).—F. au surplus, notre *Diction. du contentieux comm.*, v° *Livres de commerce*, n° 19 et suiv.; 29 et suiv.

Du 4 vent. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Liboret.—Rapp., le cit. Maleville.—Concl., le cit. Pons, subst.

LIVRES DE COMMERCE.—PREUVE.

Un commerçant ne peut refuser de produire en justice ses livres, auxquels son adversaire offre de s'en rapporter. (Ord. de 1673, tit. 3, art. 10.) (1)

(Chabanel—C. Jalaquier)

Jalaquier demandait aux frères Chabanel le paiement d'une obligation de 19,000 fr. par eux souscrite en l'an 2, à son profit. — Les frères Chabanel consentaient à le payer, mais suivant l'échelle de dépréciation. — Jalaquier soutenait qu'ils devaient le payer en numéraire, aux termes de la loi du 14 fruct. an 5, art. 2, parce que le titre souscrit en l'an 2 se référerait à une obligation contractée avant le 1^{er} janv. 1791; et, sur ce fait, il offrait de s'en rapporter aux livres de ses adversaires eux-mêmes.

Jugement interlocutoire qui ordonne l'apport des livres; puis, jugement définitif qui, faute par les défendeurs d'avoir produit leurs livres, les condamne au paiement des 19,000 livres, valeur métallique.—Poursuivi contre ces deux jugemens.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 1^{er} de la loi du 14 fruct. an 5, et l'art. 10, tit. 3, de l'ordonnance de 1673. — Attendu que dans l'espèce le cit. Jalaquier est porteur d'un titre constitué dans le cours des assignats; — Attendu qu'il a offert de s'en rapporter aux registres de ses débiteurs; — attendu que ces registres sont communs à tous les intéressés.—Rejette, etc.

Du 4 vent. an 10.—Sect. civ.

HYPOTHÈQUE.—LETTRE DE RATIFICATION. CONFISCATION.

L'acquéreur qui, après avoir payé une partie de son prix au vendeur, nonobstant l'existence d'hypothèques, a été obligé, par suite de la condamnation révolutionnaire de ce dernier,

porter aux livres de son adversaire: « Si la partie, sur livres de laquelle, porte l'art. 17, on offre d'ajouter foi, refuse de les représenter, le juge peut déferer le serment à l'autre partie. » — Il y a cette différence entre l'Ordonnance et le Code, que l'Ordonnance exigeait comme condition de la représentation des livres qu'on offrit d'y ajouter foi. Aujourd'hui cette offre n'est que facultative; mais si elle a été faite, et que l'autre partie refuse de représenter ses livres, le juge peut déferer le serment supplémentaire à la partie adverse. F. Locré, sur les art. 15 et 17, C. com.; et Pardessus, n° 259.—Du reste, il a été fréquemment jugé que les dispositions du Code de comm. concernant la représentation des livres des négociants sont purement facultatives, en ce sens que la loi abandonne à la prudence des juges l'appréciation des circonstances qui peuvent faire admettre ou refuser la communication, et qu'à cet égard leur décision ne saurait présenter ouverture à cassation. F. Cass. 18 fév. 1827, 4 fév. 1829, 13 août 1833 (Volume 1833).—F. au surplus, notre *Diction. du contentieux comm.*, v° *Livres de commerce*, n° 19 et suiv.; 29 et suiv.

laquelle emportait confiscation, de verser le restant de son prix dans la caisse nationale, peut, s'il se trouve poursuivi par les créanciers opposans aux lettres de ratification, les renvoyer à se faire payer, d'abord et jusqu'à due concurrence, sur les sommes versées au trésor public.—En payant forcément à la caisse nationale, caisse de séquestre, l'acquéreur est censé avoir payé aux créanciers eux-mêmes. (Edit de 1771, art. 19.) (1)

(Lecomte—C. Bellanger.)

Une ferme de Thiais fut vendue en 1783 par Dormesson à la dame Bellanger, pour le prix de 425,000 liv. :— 340,000 liv. furent comptés lors de la passation du contrat ;— 85,000 liv. restèrent dans les mains de l'acquéreur.

Dormesson périt sous la hache révolutionnaire.— Ses biens furent confisqués.— La dame Bellanger fut vivement poursuivie par les agens du fisc pour s'acquitter de ce qu'elle devait à Dormesson.— Elle paya 89,500 livres en capital et intérêts, et reçut une quittance définitive et pour solde.

Depuis lors, elle crut devoir prendre des lettres de ratification.— Les héritiers Leconte y furent opposans.— Elle excipa de son paiement forcé à la nation.— Les opposans répondirent avoir hypothèque sur la totalité du prix, comme sur la totalité des biens vendus ; et sans qu'elle leur le paiement de 89,500 liv. à la nation, ils demandèrent à être payés sur les 340,000 livres payées au vendeur au préjudice de ses créanciers.

26 prair. an 4, jugement du tribunal de la Seine, qui confirme les oppositions sur les sommes payées à Dormesson.

Appel.—26 niv. an 6, jugement du tribunal de Versailles, qui dégage de toutes poursuites la dame Bellanger, jusques après l'épuisement de 89,500 liv., versées à la caisse des domaines nationaux.

POURVOI en cassation par les héritiers Leconte.—13 frim. an 7, jugement de cassation fondé sur ce que l'art. 19 de l'édit de 1771 ordonne le paiement sur le prix entier de l'acquisition (V. ce jugement supra à sa date.)

Le tribunal de l'Oise se fit suite de la contestation, rend, le 18 therm. an 7, un jugement

(1) Cette décision, rendue sur un second pourvoi, est contraire au premier jugement du tribunal de cassation intervenu à la date du 13 frim. an 7.—A notre avis, et abstraction faite de la législation révolutionnaire d'alors, il ne faudrait pas conclure en thèse générale de cette solution, qu'une simple consignation dans les caisses de l'Etat d'une somme plus que suffisante pour payer les créanciers, aurait pu libérer l'acquéreur, relativement à la portion de son prix, payée entre les mains du vendeur, sans égard à l'hypothèque dont les biens étaient grevés. En effet, en tout paiement, d'après les règles du droit commun, était tout-à-fait illégal, et dès lors n'était pas libératoire. Donc, selon ces mêmes règles, les créanciers hypothécaires étaient en droit de poursuivre l'acquéreur, pour le forcer à leur tenir compte des deniers ainsi payés au mépris de leur hypothèque ; et ce droit, ils pouvaient l'exercer de suite, et sans être saisis à discuter le surplus du prix. Le tribunal de cassation objecte que si l'acquéreur est comptable envers les créanciers hypothécaires de la totalité de son prix, ce ne peut être que lorsque leurs créances l'exigent ou l'égalent ; d'où il conclut que l'acquéreur avait été fondé à payer à son vendeur une partie de son prix, ayant retenu en ses mains plus du double du montant des créances. Mais n'est-ce pas un principe élémentaire que l'hypothèque est un droit indivisi-

portant que l'action hypothécaire ne donne droit au créancier opposant, que jusqu'à concurrence de sa créance ; que la dame Bellanger avait payé à la nation au-delà de la créance des héritiers Leconte ; qu'ainsi les héritiers Leconte doivent se pourvoir sur la somme payée au trésor public.

Nouveau pourvoi en cassation. Les demandeurs invoquaient l'art. 6 et l'art. 19 de l'édit de 1771, comme loi de la matière ; ils soutenaient que l'entier prix de la vente était affecté aux opposans ; que si les 89,500 liv. versées à la caisse des domaines nationaux avaient péri, les opposans devaient être payés sur le surplus des 425,000 liv., prix de la vente.—La législation révolutionnaire avait, il est vrai, suspendu les droits des demandeurs ; mais la loi du 21 prair. an 7, qui restitue aux familles les biens des condamnés, les a rétablis. Donc ils existent encore dans leur force première. Donc, en les méconnaissant, il a été contrevenu à l'édit de 1771.

La défenderesse a soutenu que le droit d'hypothèque des demandeurs avait subi une modification destructive. Quel qu'il ait été, a-t-elle dit, le mépris des lois de révolution par cela seul qu'elles furent lois, elles furent la règle des actions ; et toutes actions nées sous l'empire de ces lois doivent être appréciées selon elles ; impossible d'en faire abstraction, comme le demandeur le propose.—En un mot, l'hypothèque a été détruite par la confiscation.—Elle n'a pas été rétablie par la restitution, puisque les restitués doivent reprendre les choses dans leur état actuel (art. 18).—Donc aujourd'hui, plus d'hypothèque sur la ferme de Thiais.

Mais quand l'hypothèque n'eût pas été détruite, la dame Bellanger serait encore à l'abri de l'action qu'on lui intente ;—car, si le versement de ses fonds n'est pas un paiement, c'est, du moins, une consignation.—Dans les deux cas, il y a libération.—A la vérité, l'hypothèque est tota in toto, c'est-à-dire que tout défendeur du fonds est dans le cas de la maxime *solve aut cede*.—Mais Dhérécourt et tous les auteurs sur la matière conviennent que l'opposant n'a de droit sur le prix provenant d'un immeuble que jusqu'à concurrence de ce qui lui est dû.—En sorte qu'il est désintéressé dès qu'il y a paiement ou consignation.

ble, qui subsiste en entier et indistinctement sur tous les immeubles affectés et sur chaque portion de ces immeubles ? Or, le but de l'hypothèque étant d'arriver au paiement de la créance pour laquelle elle a été stipulée, il faut de toute nécessité qu'elle jouisse, relativement au prix, des mêmes qualités et avantages dont elle jouit à l'égard des immeubles eux-mêmes ; d'où la conséquence, comme il a déjà été dit, que les créanciers hypothécaires sont fondés à poursuivre l'acquéreur, sans avoir à se pourvoir préalablement sur les sommes qu'il a pu déposer ou consigner, à moins que cette consignation n'ait été effectuée à la suite d'offres adressées aux créanciers : voilà ce qui, en droit commun, nous semble incontestable.—Mais ici, et cela justifie la décision du tribunal de cassation, il s'agissait d'une consignation forcée, impérieusement exigée par la loi ; l'Etat s'était, à cet égard, constitué en quelque sorte le représentant ou fondé de pouvoirs des créanciers, lesquels pouvaient réclamer leur paiement sur les sommes déposées (art. 13 de loi du 25 juill. 1793). On conçoit dès lors qu'en un tel cas, l'acquéreur ait été admis à renvoyer les créanciers à se pourvoir sur ces sommes, qui avaient été touchées, pour leur compte, par un tiers (l'Etat) autorisé à recevoir en leur nom, et dont le montant était plus que suffisant pour le paiement de leurs créances.

tion de ce qui lui est dû. (Ainsi jugé par le tribunal de cassation le 17 niv. an 7.) — Il a donc suffi à la dame Bellanger de consigner une somme au-delà de ce qui est dû aux héritiers Lecomte, pour que leur opposition doive être levée, si tant est que leur hypothèque n'ait pas été détruite par la fait de confiscation.

Le commissaire Merlin a rappelé comment la loi du 7 flor. an 3 avait définitivement fixé la législation sur les biens confisqués, en abolissant l'hypothèque affectée sur les biens, et rendant les créanciers des émigrés ou de ceux qui y étaient assimilés, créanciers directs de la nation, pourvu que l'individu frappé de confiscation ne fût point failli ou insolvable. — Mais il s'est attaché principalement à la législation provisoire; et il a vu, dans la loi des 8 avril 1792 et 28 juillet 1793, que la caisse des domaines nationaux était une caisse de séquestre. — Parlant de ce point de droit, il a dit: les héritiers Lecomte n'avaient, sur le prix, droit qu'à la partie correspondante à leur créance. — Si la dame Bellanger leur eût compté les 40,000 liv. qui leur sont dues, elle serait affranchie de leur hypothèque. — Il en serait de même si elle eût payé cette somme à un fondé de pouvoirs des héritiers Lecomte. — Donc elle est également libérée, si elle a payé à quelqu'un chargé par la loi de recevoir pour les héritiers Lecomte. — Or, ce fut la l'objet de la caisse du séquestre. — Conclusions au rejet (1).

JUGEMENT

LE TRIBUNAL: — Considérant, sur le 1^{er} moyen, que l'hypothèque s'éteint avec la dette dont elle n'est que l'accessoire; qu'ainsi, l'art. 6 de l'édit du mois de juin 1771, invoqué par la veuve et les héritiers Lecomte, ne peut avoir été violé, s'il y a eu libération valable, et que cette libération résulte du versement fait par la femme Bellanger dans la caisse nationale, de la somme restée en ses mains, plus que suffisante pour faire face à leurs prétentions;

Considérant, sur le 2^e moyen, que l'art. 19 du même édit règle seulement l'ordre du prix à distribuer entre les créanciers opposants; que si, d'après cet art. l'acquéreur est comptable envers eux de la totalité de ce prix, ce ne peut être que lorsque leurs créances l'excèdent ou l'égalent; et que la femme Bellanger avait été fondée, d'après ces principes, à payer à son vendeur une partie du montant de son acquisition, ayant retenu en ses mains plus du double de la créance des veuve et héritiers Lecomte;

Considérant, au surplus, sur ces deux moyens, que, d'après les lois relatives aux émigrés et aux condamnés, leurs débiteurs étaient tenus, sous les peines les plus graves, de déclarer et de verser les sommes par eux dues, nonobstant toute opposition, la république demeurant chargée d'acquitter les créanciers, qui étaient, en conséquence, déclarés créanciers directs de l'Etat; que ces lois ayant placé sous la garantie nationale des débiteurs qu'elles obligeaient de se libérer, il est impossible de ne pas demeurer convaincu que l'édit de 1771, dans les dispositions qui ne pouvaient pas se concilier avec elles, est demeuré abrogé ou modifié pendant que leur exécution a duré; que la femme Bellanger a été libérée par les versements qu'elle a été obligée de faire, et que les

veuve et héritiers Lecomte ne peuvent plus avoir contre elle ni sur l'immeuble dont ils agissent, d'action directe ou hypothécaire au préjudice de la quittance qui lui a été donnée pour solde, la loi de restitution des biens des condamnés n'ayant donné ni à leurs héritiers, ni à leurs créanciers, le droit de revenir sur ce qui a été fait avant cette loi; — Rejette, etc.

Du 6 vent. an 10. — Sect. réun. — Rapp. le cit. Collinhal. — Concl. le cit. Merlin, comm. — Pl., les cit. Thilorier et Becquey-Besupré.

VOITURES. — ROULAGE. — POIDS. — ARRÊTÉ ADMINISTRATIF.

L'arrêté d'un préfet qui fixe le maximum du poids des voitures de roulage, est obligatoire, et les tribunaux correctionnels ne peuvent sans excès de pouvoir refuser d'appliquer aux contrevenants les peines légales. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 29; 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13; 28 plu. an 8.) (2)

(Gardien et Renaud.)

Le préfet de l'Escout a pris un arrêté réglant le maximum du poids dont les voitures de roulage peuvent être chargées, et fixant une amende de 25 fr. contre les contrevenants. Les nommés Gardien et Renaud, prévenus de contravention à cet arrêté, avaient été acquittés par le tribunal correctionnel d'Oudenarde. — Appel du ministère public. Le tribunal criminel l'a rejeté, en se fondant sur ce qu'il n'y a de pénalité que celle prononcée par une loi formelle, et sur ce que l'arrêté du préfet ne pouvait être réputé exécutoire, s'il n'était appuyé d'une loi publiée et en vigueur. — Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu les art. 29, tit. 1^{er} de la loi du 22 juill. 1791; 40 de la loi du 6 oct. suiv.; 13, tit. 2 et 6, tit. 13 de la loi du 24 août 1790; — Considérant, 1^o qu'aux termes de cette dernière loi, l'administration, en matière de voirie, appartient aux préfets qui, en conséquence de la loi du 28 plu. an 8, ont remplacé les corps administratifs; qu'ainsi, il est dans leur attribution de faire en cette matière les règlements convenables et nécessaires; 2^o que l'arrêté du préfet du département de l'Escout, du 19 niv. an 9, est basé sur l'art. 40 de la loi du 6 oct. 1791, quant à la pénalité qu'il détermine; qu'ainsi elle a été pulvéisée dans une loi positive; 3^o enfin que le jugement du tribunal criminel du département de l'Escout empêche et arrête l'exécution d'un règlement administratif, ce qui présente un excès de pouvoir qui doit être réprimé, aux termes de la 6^e disp., art. 456 du Code des délits et des peines; — Par ces motifs, visant le délibéré ordonné le 19 frim. dernier; — Cassé, etc.

Du 7 vent. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Schwendt. — Concl., le cit. Vallée, f. f. de comm. gouv.

JURY — SERMENT.

Les jurés d'accusation et de jugement doivent, à peine de nullité de leur déclaration, prêter serment de fidélité à la constitution; la promesse de fidélité à la république ne suffit pas. (L. 21 niv. an 8, art. 1 et 2.) (3)

(1) F. le texte des conclusions de Merlin, *Répert.*, v^o *Lettres de ratification*, § 1^{er}

(2) F. l'ordonnance du 27 sept. 1827, relative au chargement des voitures, et la sanction pénale qu'elle a reçue du 2^e § du n^o 4, ajouté par la loi

du 28 avril 1832 à l'art. 475 du Code pénal. F. aussi Cass. 18 avril 1828.

(3) La formule du serment prescrit par la loi du 21 niv. an 8, était celle-ci: *Je promets d'être fidèle à la constitution.* F. nos observations sur l'application du serment politique aux jurés. Cass. 14 plu. an 8

(Guichardot.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 1^{er} et 2 de la loi du 21 niv. an 8;—Attendu que, d'après la disposition de cette loi, les jurés d'accusation et de jugement ne peuvent remplir leurs fonctions sans avoir préalablement fait la promesse qui y est prescrite, de fidélité à la constitution; que, cependant, il est constaté que, dans l'affaire dont il s'agit, les jurés d'accusation n'ont pas fait la promesse voulue par ladite loi, mais en ont fait une différente en promettant seulement fidélité à la république; d'où il suit qu'ils n'ont pas eu de caractère légal pour prononcer sur l'acte d'accusation dressé contre le réclamant;—Casse, etc.

Du 7 vent. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

INSTRUCTION CRIMINELLE.—JUGE DE PAIX.—COMPÉTENCE.

Le juge de paix qui s'est dessaisi d'une affaire en traduisant le prévenu devant le directeur du jury, ne peut plus entendre de témoins dans la même affaire, si ce n'est en vertu d'une commission rogatoire. (L. 7 pluv. an 9, art. 4, 6 et 14.) (1)

(Vernoy.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que le juge de paix du canton de Cusset, après avoir, le 2 germ., rendu une ordonnance de traduction du prévenu devant le directeur du jury de la Puy-de-France, en a rendu un autre, le 4 du même mois, pour faire élire devant lui des témoins, et qu'il a procédé le 5 à cette information, tandis que, d'une part, il s'était dessaisi précédemment, et que, d'autre part, le directeur du jury ne l'avait point requis de faire cet acte de procédure, ce qui présente un excès de pouvoir et rend illégale une information qui cependant a dû être soumise au jury d'accusation;—Vu la 6^e disp. de l'art. 456 du Code des délits et des peines, vidant le débiteur ordonné le 18 niv. dernier;—Casse, etc.

Du 7 vent. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Schwendi.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

1^o TRIBUNAL DE POLICE.—MINISTÈRE PUBLIC.—TÉMOINS.

2^o DOMMAGES-INTÉRÊTS.—APPLICATION À UNE ŒUVRE SPÉCIALE.

3^o TRIBUNAL DE POLICE.—JUGEMENT.—LOI PÉNALE.

1^o L'instruction d'une procédure faite par le tribunal de police hors la présence de l'officier du ministère public, est nulle, et cette nullité ne peut être couverte par la communication qui lui serait donnée à l'audience des dépositions des témoins entendus. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (2)

2^o Le tribunal de police qui prononce des dommages-intérêts, ne peut, sans excès de pouvoir, en faire l'application aux pauvres de la commune (3).

3^o Est nul le jugement de police dans lequel ne se trouve pas inséré l'article de la loi pénale qu'il applique: l'insertion de l'article qui dé-

termine la compétence du tribunal ne suffit pas (4).

(Maillet et Renaud.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 162 et 606 du Code des délits et des peines;—Attendu qu'il est acquis en fait que l'adjoint de la commune de Strion n'était pas présent à l'audience à laquelle furent entendus les témoins diligents par le demandeur, et que la communication qui lui en fut donnée à l'audience suivante, n'a pu couvrir cette irrégularité, puisqu'il n'en résulte pas moins contre le vœu de la loi, que l'instruction de la procédure s'est faite hors la présence de l'officier chargé de remplir les fonctions du ministère public;—Attendu qu'il y a eu au jugement attaqué aggravation des peines prononcées par la loi, en déclarant que les dommages-intérêts adjugés à Maillet demeuraient applicables aux pauvres de la commune, ce qui a été une manière indirecte de prononcer une amende que la loi n'a pas mise au nombre des peines que les tribunaux peuvent appliquer;—Attendu enfin que le tribunal de police du canton de Levroux ne s'est pas conformé à la volonté de la loi, en se bornant à transcrire au jugement qu'il a voulu rendre l'art. 603 du Code des délits et des peines, simplement déclaratif des délits de la compétence des tribunaux de simple police, au lieu d'y insérer l'art. 606, qui était vraiment l'article pénal dont était faite l'application;—Casse, etc.

Du 8 vent. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Caruot.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

OCTROIS.—PRÉFETS.—RÈGLEMENTS.

Les préfets ont le droit, non-seulement de faire, avec l'approbation du gouvernement, des règlements pour la perception des octrois, mais encore d'établir tout mode de surveillance et de perception suivant les localités. (L. 27 frim. an 8, art. 3 et 11.)

En conséquence, l'arrêté du préfet qui, pour assurer la perception de l'octroi sur les bêtes tuées, ordonne que les bouchers seront tenus de les faire marquer aux quatre quartiers, avant de mettre les viandes en vente, est obligatoire pour les tribunaux.

(Carme.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 3 et 11 de la loi du 27 frim. an 8, et la 6^e disp. de l'art. 456 du Code des délits et des peines;—Considérant que par l'art. 3 de la loi précitée les administrateurs du département sont chargés non-seulement de faire des règlements provisoires, et le gouvernement des règlements définitifs, pour la perception des octrois, mais encore d'établir tout mode de surveillance et de perception suivant les localités; que, par l'art. 6 de son arrêté du 6 messid. an 9, approuvé par le ministre de l'intérieur, le préfet du département du Tarn, pour assurer la perception de l'octroi sur les bêtes tuées dans la commune d'Albi, a ordonné que les bouchers de cette commune seraient tenus, avant de mettre en vente des viandes fraîches, de les faire marquer aux quatre quartiers, sous les peines portées par la loi; qu'ainsi l'arrêté du préfet en établissant ce mode de surveillance est entièrement conforme

(1) F. conf., 21 brum. an 7; 12 niv. an 8, et les notes.

(2) F. conf., Cass. 23 therm. an 11, et Carnot, sur l'art. 153, n^o 12. F. aussi Cass. 26 brum. an 7.

(3) *Ibid.*, Cass. 17 flor. an 9.—L'art. 51 du Code pénal porte formellement que la Cour ou le tribunal ne peut, du consentement même de la partie, prononcer l'application des dommages-intérêts à une

œuvre quelconque. « Cette disposition, a dit M. Treillard, a pour objet de détruire cette fausse délicatesse qui, en faisant toujours prononcer à l'indemnité, en privait ceux auxquels l'État de leur fortune la rendait nécessaire (Loché, t. 29, p. 168.) » F. dans le même sens, 7 déc. 1821, 25 fév. 1830.

(4) F. Cass. 26 brum. an 7, 29 therm. an 9, 8 niv. an 10, et les jugemens cités dans les notes.

à la loi; que cependant Jean-Pierre Carme, boucher dans la commune d'Albi, ayant été pris en contravention à cet arrêté du préfet, le tribunal criminel du département du Tarn, sous prétexte que la loi ne réputait pas délit cette contravention, a pensé qu'il n'y avait pas lieu d'appliquer la peine portée par ledit arrêté; que, dès lors, le tribunal criminel s'est rendu juge du pouvoir administratif, et qu'il y a par là usurpation de pouvoir; — Casse, etc.

Du 8 vent. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Valée. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

CONSEILS DE GUERRE. — COMPÉTENCE. — DÉMENGE.

La juridiction militaire est incompétente pour connaître des voies de fait commises par un individu renvoyé de son régiment pour cause de démence habituelle, et qui, au moment du délit, était employé provisoirement comme recrue dans un autre régiment, mais sans nouvel engagement de sa part. (L. 13 brum. an 5, art. 9.) (1)

(Potel.)

Potel avait été renvoyé du 9^e régiment d'infanterie pour cause de démence habituelle. Depuis ayant été trouvé sans congé ni passe-port, il avait été placé dans l'artillerie de la marine, sans engagement de sa part. Dans cette position, il avait commis des voies de fait contre des sous-officiers. Condamné à 15 ans de fers par un conseil de guerre, le commissaire du gouvernement dénonça ce jugement au tribunal de cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 9 de la loi du 13 brum. an 5; — Attendu qu'il est constaté que Jean-Baptiste Potel a été licencié du 9^e régiment d'infanterie pour cause de démence habituelle; que depuis il a été employé comme recrue dans la dixième demi-brigade de la marine, mais sans engagement de sa part; qu'au moins il n'en existe aucune preuve, et que, d'ailleurs, s'il eût existé un engagement de sa part, il eût été nul d'après les motifs qui l'avaient fait renvoyer du 9^e régiment d'infanterie; qu'ayant, par son état habituel de démence, commis des voies de fait envers des citoyens qui, le supposant militaire, se regardaient comme ses supérieurs, il a été traduit devant le conseil de guerre de la deuxième demi-brigade d'artillerie de la marine, et, par jugement du 17 prair. an 7, condamné à quinze ans de fers; qu'il résulte de ce qui vient d'être dit, qu'à l'époque du fait pour lequel Potel a été mis en jugement, il n'était ni militaire, ni attaché à l'armée, ni prévenu soit d'embauchage,

soit d'espionnage, ni habitant d'un pays ennemi; que, par conséquent, le conseil de guerre était incompétent à son égard; — Casse, etc.

Du 8 vent. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Scignette. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

JURÉS. — MAIRE. — INCOMPÉTIBILITÉ.

Sous le Code du 3 brum. an 4 et la loi du 7 pluvi. an 9, un maire étant officier de police judiciaire, ne pouvait, à peine de nullité, être juré (2).

(Reverchon.)

Du 9 vent. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Scignette. — *Concl.*, le cit. Lamarque, subst.

EVOCATION. — INCOMPÉTENCE.

Le tribunal d'appel qui infirme un jugement par lequel le tribunal de première instance s'est mal à propos déclaré incompétent, ne peut évoquer le fond et le juger. (Ord. de 1667, tit. 6, art. 3; L. 1^{re} mai 1790, art. 1^{er}.) (3)

(Gendre — C. Cabarrus.)

En l'an 7, les frères Cabarrus ont fait assigner Gendre au tribunal civil du département des Basses-Pyrénées, en paiement d'une somme de 125,000 fr., montant de divers billets à ordre. Gendre ayant demandé son renvoi devant la juridiction commerciale, cette exception a été accueillie par le tribunal, qui a renvoyé les parties à se pourvoir devant les juges compétents.

Appel par les Cabarrus. — Gendre s'est borné à défendre le jugement de première instance, en soutenant que le tribunal de commerce était seul compétent pour connaître de l'affaire.

29 vent. an 8, jugement par lequel le tribunal civil du département des Hautes-Pyrénées, infirme le jugement de première instance, évoque le fond sur lequel Gendre s'était abstenu de se défendre, et y statue, condamnant Gendre au paiement des 125,000 fr. demandés.

Pourvoi en cassation par Gendre, pour violation de la règle des deux degrés de juridiction, établie par l'ordon. de 1667, tit. 6, art. 3, et de la loi du 1^{er} mai 1790, art. 1^{er}.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 3, tit. 6 de l'ordonnance de 1667, portant : « Enjoignons à tous juges, sous les mêmes peines, de juger sommairement à l'audience les renvois, incompétences et déclinatoires qui seront requis et proposés, sous prétexte de litispendance, connexité ou autrement, sans appoincter les parties, « lors même qu'il en sera délibéré sur le registre, « ni réserver et joindre au principal pour y la « préalablement ou autrement fait droit; » la

(1) Cette décision, déterminée par les circonstances particulières de l'espèce, ne doit pas être suivie. En principe, c'est la qualité de fait qui détermine la compétence du tribunal d'exception. La qualité de militaire s'acquiert soit par l'ordre de route donné au jeune soldat (loi du 21 mars 1832, art. 39), soit, en cas d'engagement volontaire, par l'inscription sur le registre matricule du régiment (Cass. 12 déc. 1817, et 10 janv. 1822). Mais la nullité de l'engagement motivée soit sur ce que l'engagé n'avait pas encore atteint l'âge requis pour le contracter, soit sur ce qu'il se trouvait déchu du droit de servir dans les armées, soit enfin sur ce que l'époque de la libération était arrivée, n'est pas un obstacle à l'exercice de cette juridiction sur les délits militaires commis par ces individus au corps (*P. Martin, Répert.*, v^o *Délit militaire*, Cass. 30 avril et 12 sept. 1825, 7 janv. et 11 mars 1826).

(2) V. conf. 28 vend. au 10 et la note. — Jugements identiques rendus dans le cours de la même année : 8 fruct. (*aff. Gaillard*), 9 fruct. (*aff. Renouard*), 15 fruct. (*aff. Rionnet*). V. aussi Cass. 7 vend. an 8. — Il en est autrement sous le Code d'insur. crim. : les attributions judiciaires dont les maires sont investis ne sont que subsidiaires à leurs attributions administratives, qui forment leur caractère principal; en conséquence, un maire peut être juré. V. en ce sens, Cass. 28 mai 1812 et 8 octob. même année. — Remarquons cependant qu'un maire qui a rempli dans une affaire les fonctions d'officier de police judiciaire, ne peut pas, dans la même affaire, remplir les fonctions de juré, *P. Cass.* 7 mars 1822.

(3) *P.* sur cette question controversée, le jugement du 26 vend. an 8, et la note. — *P.* aussi 21 brum. an 10, 2 vent. an 11, 22 janv. 1811, et la note.

loi du 1^{er} mai 1790, art. 1^{er} : « Il y aura deux degrés de juridiction en matière civile, sauf les exceptions qui pourront être décrétées par l'assemblée, et sans entendre rien préjuger en matière criminelle ; » — Considérant que le tribunal civil du département des Basses-Pyrénées ne s'était proposé que la seule question de savoir s'il était compétent pour juger la contestation qui lui était soumise ; que les considérans de son jugement ne sont relatifs qu'à cet objet ; qu'il s'est en conséquence borné à déclarer que Gendre avait été mal assigné devant lui et à renvoyer les parties à se pourvoir devant les juges compétens ; — Considérant que sur l'appel, Gendre a défendu le jugement de première instance, en contestant la compétence du tribunal civil pour connaître de l'affaire, tant à raison de la qualité des parties, qu'à raison de la nature des obligations, et qu'il n'est entré dans aucune discussion sur le fond ; — Considérant que le tribunal d'appel a annulé le jugement du fond avec celui du déclinatoire, seul objet sur lequel eût statué le premier tribunal ; — Considérant que la partie qui conteste la compétence du tribunal devant lequel elle est appelée, n'étant pas obligée de plaider le fond devant lui, et le vœu d'aucune loi ne pouvant être qu'une partie soit jugée sans s'être défendue ou avoir été mise à portée de se défendre, il s'ensuit que le tribunal saisi de l'appel d'un jugement qui ne décide qu'une question de compétence, ne doit juger que cette question, si les parties ne se réunissent pas pour plaider le fond ; que les renvoyer devant le tribunal qui doit en connaître, ce n'est pas multiplier arbitrairement les degrés de juridiction, puisque la contestation sur le fond n'ayant pas encore été jugée, et l'effet du renvoi n'étant que de la faire juger dans un tribunal en première instance, d'où elle reviendra à celui d'appel, elle n'aura été soumise qu'aux deux degrés de juridiction établis par la loi ; que, dans le système du tribunal civil du département des Hautes-Pyrénées, la partie qui voudrait déclinier la juridiction des juges devant lesquels elle serait traduite, ne pourrait le faire sans défendre en même temps au principal ou sans s'exposer à n'être jugée que par un seul tribunal, et sans être ainsi privée de l'avantage des deux degrés de juridiction ; que ce

système viole ouvertement l'article cité de l'ord. de 1667, et la loi du 1^{er} mai 1790 ; — Donne défaut contre les Cabarnis, et, pour le profit, — Casse, etc.

Du 11 vent. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Aumont. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

MINEUR. — VENTE. — TRADITION.

Sous le droit romain, un mineur ne pouvait valablement faire la tradition de ses immeubles par suite de vente, sans l'assistance de son curateur ni formalités de justice, encore qu'il approchât de sa majorité. En conséquence, dans le cas de deux ventes successives d'un même immeuble, la tradition faite par le mineur seul, ne pouvait être un motif de préférer l'un des acquéreurs (1).

(Richard - C. Rigal.)

Richard et Rigal avaient, l'un après l'autre, acquis un champ de Boutonnet : le premier, pendant la minorité du vendeur ; le second, peu de temps après la première vente, mais lorsque ce dernier était sorti de minorité. — Les deux acquéreurs avaient également pris possession, immédiatement après le contrat. — Question, entre eux, de savoir auquel des deux titres était due la préférence.

Il était convenu en droit (d'après la loi quoties au Code de rei vindicatione), que la préférence était due à celui des deux qui, le premier, avait obtenu la tradition du champ. — Richard avait pour lui la priorité du temps ; mais Rigal prétendait avoir seul la légitimité du titre.

Richard soutenait au contraire que le mineur touchant à sa majorité lors de la vente qu'il avait consentie, avait pu, quoique contractant sans l'assistance de son curateur et sans formalités de justice, opérer en sa faveur une tradition valable.

Jugemens de première instance et d'appel qui admettent les prétentions de Rigal, attendu la nullité du titre de son adversaire.

POURVOI en cassation par Richard, fondé sur ce qu'il n'y a pas nullité dans la tradition de la part d'un mineur adulte. — On disait pour le demandeur que, selon le droit romain, les contrats du mineur ne sont pas nuls, et subsistent jusques à

(1) En droit romain, c'était, comme on sait, à la priorité de la tradition que l'on s'attachait, dans le cas de plusieurs ventes successives, pour donner la préférence à tel ou tel acquéreur (L. 9, § 4, ff. de public. in rem act.; 15, Cod. de rei vind.) Mais cette importance accordée à la mise en possession, ne pouvait évidemment appartenir aux traditions déclarées nulles par le droit civil, *ipso jure* ; car de semblables actes étaient considérés comme n'existant pas, et ne pouvaient par conséquent produire aucun effet. Toute la question dans l'espèce était donc de savoir si la tradition faite par le mineur pubère était frappée de nullité absolue, ou si elle était seulement rescindable, cas auquel elle aurait continué de subsister, et produit tous ses effets, jusqu'à ce qu'elle eût été rétractée par la voie de la restitution in integrum. Comme on le verra dans le cours de la discussion, différens textes étaient invoqués à l'appui des deux opinions. — F. au surplus, dans le sens de la doctrine admise par le jugement que nous recueillons, Nîmes, 8 frim. an 13 ; en sens contraire, Poitiers, 12 mess. an 11.

Depuis que le Code civil a consacré le principe de la transmission de la propriété par le seul consentement des parties sur la chose et sur le prix, indépendamment de toute livraison (art. 1583), la question ci-dessus n'a plus aucun intérêt quant à la tradi-

tion ; mais elle conserve son importance quant à la validité ou efficacité de l'aliénation, même faite par le mineur sans formalités de justice. La plupart des auteurs sont d'accord pour voir dans de telles ventes des actes radicalement nuls. F. Toullier, t. 6, n° 108, et t. 7, n° 573 ; Proudhon, Cours de droit français, t. 2, p. 284 ; Duranton, t. 10, n° 288, et t. 12, n° 545 ; Troplong, de la Vente, t. 1^{er}, n° 168, et des Hypoth., t. 2, n° 492. Merlin, qui d'abord avait été de cette opinion, Répert., v° Mineur, § 2, n° 6, s'est prononcé plus tard en sens contraire, Quest. de droit, v° Hypothèque, § 4, n° 3. — Quant à la jurisprudence, elle paraît pencher pour la nullité absolue. F. Cass. 16 janvier 1837 ; Amiens, 29 juill. 1824 ; Rennes, 17 novembre 1836 (Volume 1837 et la note). — Au reste, les auteurs qui s'accordent à regarder la vente consentie par le mineur sans formalités de justice, comme frappée de nullité absolue, sont loin de tirer les mêmes conséquences de ce principe, notamment en ce qui touche l'effet de la ratification que le mineur devenu majeur aurait consentie de l'acte par lui souscrit en minorité. On peut voir dans notre volume de 1839, 2^e part., p. 5, le résumé de la doctrine sur ce point que nous avons présenté en recueillant un arrêt de la Cour de Paris du 23 juill. 1839, et les observations qui accompagnent ce résumé.

rescision. — *Auxilium et prator, hoc edicto, pollicitus est* (dit la loi 1^{re}, ff. de minoribus) — *si emit aliquid, si vendidit... et succurretur* (ajoute la loi 7^e, § 1^{er} du même titre). — Ce secours promis par le prêteur s'appelait *restitution en entier*. — Et ce bénéfice de restitution n'était accordé que pendant un certain nombre d'années, après la majorité acquise, comme on le voit dans la loi 7, Cod. de temporibus, in integrum restitutionis, etc.

Pour le défendeur, on répondait que, dans une vente faite par un mineur, il fallait distinguer le vice né de la minorité ou de la circonstance présumée, et la vice né de formes inobservées; qu'à la vérité, dans le premier cas, il n'y avait pas nullité, mais lieu à restitution; qu'au deuxième cas, la nullité y était pleine et entière. — Il était sa théorie, des lois 2, 9, 10, 11, 13 et 16, au Code de *probus et alius minorum*, etc. — Il invoquait aussi l'autorité de Domat, au titre des *rescissions et restitutions en entier*; celle de Serres et de Boullier, sur le § 2, tit. 8 du liv. 2 des *Institutes*; et celle de l'auteur du *Traité des minorités*, chap. 4, n° 23.

On répliquait, dans l'intérêt du demandeur, que plusieurs des autorités invoquées pour la nullité des actes de mineurs, s'appliquant aux actes des pupilles ou impubères, mais ne s'appliquaient point aux pubères, de qui la loi dit positivement le contraire: *puberes sine curatoribus suis possunt ex stipulatu obligari* (L. 101, ff. de verb. oblig.). — Que relativement aux actes de pubères ou adultes, les lois romaines n'ont pas expressément prononcé en peine de nullité. — Lorsque, disaient-ils, les lois romaines prononcent une nullité réelle, absolue, elles ont soin de dire que l'acte sera nul de plein droit, ou sera réputé, non existant. (*V. § si adversus*, Inst. de nuptiis, et L. 1^{re} ff. de injust. rup. testam.). — Mais lorsque la loi parle des ventes des mineurs adultes, elle ne dit point qu'il n'y a pas vente, que le contrat est nul de plein droit: elle dit qu'ils peuvent vendre leurs fonds, *si fundum dedisti... vindicare eum potes* (L. 4, Cod., de procl. min. sin. decr. non alien.). — A la vérité, les lois 11 et 16 reconnaissent que le mineur a conservé un certain domaine sur l'objet vendu; mais elles ajoutent de suite, que ce domaine consiste dans la faculté de revendication, suivant l'édit qui autorise la restitution en entier. — En un mot, la voie de restitution est ouverte au mineur pour tous les actes de sa minorité, faits contre le vœu de la loi. — Or, il y a contradiction à prétendre qu'un acte soit nul de plein droit, et cependant sujet à restitution; on ne peut rescinder ce qui est non existant ou réputé tel. — Aussi la loi, quand il s'agit de ventes faites par les tuteurs ou curateurs, et conséquemment nulles pour défaut de qualité, n'étant qu'administrateurs, déclare que les mineurs n'ont pas besoin de se faire restituer, *non est eobis necessaria in integrum restitutio* (L. 2, Cod. id.). — Au surplus, et pour ne pas disputer sur le mot, s'il y a nullité, du moins est-ce une nullité relative, susceptible d'être couverte par un laps de temps de dix ans, après la majorité, et contre laquelle il faut se pourvoir par un acte direct en restitution. — C'est ce que décide positivement l'art. 134 de l'ord. de 1539.

(1) C'est là, comme on sait, un principe que le Code de procédure a formellement consacré par son art. 453, ainsi que nous l'avons déjà rappelé maintes fois, en rapportant ci-dessus des jugements prononcés sur la même difficulté. — Mais avant le Code, la jurisprudence avait, au contraire, plus généralement admis le principe contraire; à savoir,

Or, dans l'espèce, la rescision n'avait été ni prononcée ni demandée; la vente faite par le mineur devait dès lors être exécutée. — Donc, en ne tenant pas compte de cette vente, et de la tradition qui en a été la suite, il y a eu violation des lois qui assurent l'exécution des contrats des mineurs jusqu'à rescision.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la mise en possession par le mineur, sans formalités de justice, n'a pu suffire pour qu'il y eût *tradition légitime*; d'où il suit qu'il n'y a pas contrevention aux lois romaines qui régissent les parties; — Rejette, etc.

Du 12 vent. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Cochard. — Concl., le cit. Arnaud, subst. — Pl., les cit. Malhe et Lavaux.

PAPIER-MONNAIE. — RÉDUCTION.

Du 12 vent. an 10 (aff. Doyen). — V. ce jugement à la date du 13.

DERN. RESSORT. — QUALIFICATION. — APPEL.

Un jugement prononçant sur un litige dont l'intérêt rentre dans le taux du dernier ressort, ne peut, quoique qualifié en premier ressort, être frappé d'appel: la compétence du premier ou dernier ressort ne saurait dépendre de la volonté des juges (1).

(Héritiers Holstein.—C. Joseph.)

Il s'agissait dans l'espèce d'une demande en délivrance d'un legs de moins de 1,000 fr. Le tribunal de première instance, en prononçant sur cette demande, avait déclaré ne statuer qu'en premier ressort, quoique, d'après la valeur du litige, il dût statuer en dernier ressort. — Sur l'appel, le tribunal de Sambre-et-Meuse, considérant que la qualification donnée au jugement ne peut attribuer aux juges supérieurs une juridiction que la loi leur refuse, déclara cet appel non recevable.

Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la compétence de premier et dernier ressort attribuée aux juges de première instance, par l'art. 4, tit. 5 de la loi de 1790, est d'ordre public, et ne peut dépendre de la volonté des premiers juges, et encore moins de la déclaration par eux faite dans la rédaction de leur jugement; et qu'il suffit que le jugement ait eu pour objet une demande qui était, par sa nature et par la quotité de la somme requise, dans la compétence des premier et dernier ressorts, pour qu'il soit interdit d'en interjeter ou d'en recevoir l'appel; — Rejette, etc.

Du 13 vent. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maieville. — Rapp., le cit. Delacoste. — Concl., le cit. Pons, subst. — Pl., les cit. Girardin et Coste.

1^{re} ROUTES. — TAXE D'ENTRETIEN. — COMPÉTENCE.2^o AMENDE. — VERSEMENT. — CAISSE DU RECEVEUR.

1^o L'autorité administrative est seule compétente pour statuer sur la fond du droit en matière de taxe d'entretien des routes, et pour

que la faculté d'appel était subordonnée à la qualification du jugement, de telle sorte qu'il fallait se pourvoir par appel ou en cassation, selon que le jugement était dit rendu en premier ou dernier ressort, *P. Cass. 1^{re} niv. et 2 therm. an 10, et les décisions qui y sont indiquées.*

décider si la taxe est ou non due; le juge de paix excède ses pouvoirs en prononçant à cet égard. (L. 3 niv. an 6, art. 45 et 46; 14 brum. an 7, art. 25.) (1)

2^e Les amendes prononcées par les tribunaux doivent être versées dans la caisse du receveur de l'enregistrement; les juges ne peuvent ordonner qu'elles seront versées dans la caisse de la municipalité. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 47.)

(Lebec et autres.)

Le 1^{er} therm. an 9, les préposés à la perception de la taxe d'entretien des routes ont dressé contre Lebec et plusieurs autres, des procès-verbaux constatant leur refus d'acquitter le droit. — Ceux-ci ont le même jour rendu plainte contre les préposés, et conclu devant le juge de paix de Carhaix, à ce qu'ils fussent condamnés aux peines portées par la loi, et à des dommages-intérêts pour avoir mis illégalement leurs chevaux en fourrière.

16 therm. an 9, jugement du tribunal de paix de Carhaix qui, par le motif que le droit n'était pas dû, a renvoyé Lebec et consorts de l'action dirigée contre eux. — Le 23 du même mois, autre jugement, par lequel le même juge de paix, statuant comme tribunal de police, sur la plainte formée contre les préposés, condamne l'un d'eux à une amende de la valeur de trois journées de travail, et l'autre à une amende de la valeur d'une journée de travail. Le même jugement ordonne que les amendes seront versées dans la caisse de la municipalité qui en comptera le montant au receveur des hospices.

Pourvoi en cassation de la part du ministère public, pour excès de pouvoir.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 45 et 46, de la loi du 3 niv. an 6; 25 et 29 de la loi du 14 brum. an 7, et enfin l'art. 47, tit. 1^{er} de la loi du 22 juill. 1791; — Attendu que, dans l'espèce, le tribunal de paix du canton de Carhaix ne pouvait statuer sur les taxes fixes ou amendes réclamées contre les prévenus de contravention aux droits dont il s'agit, qu'accessoirement et subsidiairement à ce qui devait être décidé préalablement par l'autorité administrative sur le fond du droit, dont la connaissance n'appartenait pas au tribunal de paix; — Attendu qu'il n'appartenait pas plus au tribunal de police dudit canton de décider si le droit était ou non dû, et que sa décision, fondée sur la base que le droit n'était pas dû, est attentatoire aux lois ci-dessus, en ce que l'autorité administrative n'avait pas d'abord statué sur le fond du droit; — Attendu encore que le tribunal de police n'a pas été fondé à ordonner que les amendes par lui prononcées seraient versées dans la caisse de la municipalité de Carhaix; qu'elles devaient être versées dans les mains du receveur de l'enregistrement; — Casse, etc.

Du 13 vent. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Chasle. — Concl., le cit. Merlin, comm.

(1) *F.* identiques, 3 pluv. an 10, et les jugemens cités en note.

(2) La réduction en numéraire des obligations, qui avaient pris naissance durant le cours des assignats, avait pour but de fixer le quantum réel de la créance, c'est-à-dire la somme que le créancier avait prêtée, ou dont il avait fait l'avance pour le débiteur; cette somme seulement, mais aussi cette somme tout entière. Or, pour cette appréciation,

PAPIER-MONNAIE. — RÉDUCTION. — FOURNITURES. — RÉGLEMENT.

Pour la réduction de créances nées pendant le cours du papier-monnaie, on doit remonter à l'origine de la créance, sans s'arrêter à la date du titre. — Ainsi et spécialement, le prix de fournitures et constructions faites pendant la durée des assignats doit être réduit en égard à la valeur des assignats à l'époque de ces fournitures et constructions, et non en égard à la valeur du papier-monnaie à l'époque où le mémoire qui les constate a été réglé. (L. 5 mess. an 5, art. 5; 11 frim. an 6, art. 9 et 15; 16 niv. an 6, art. 22; 9 mess. an 6, art. 1^{er}.) (2)

(Doyen — C. Pézé.)

La veuve Doyen avait commandé au cit. Pézé des fournitures et des constructions à faire à une maison située dans le département de Seine-et-Marne. — Ces fournitures et ces constructions furent commencées et terminées en 1793 et 1794; mais Pézé ne fournit son mémoire qu'en flor. de l'an 3. — La veuve Doyen en demanda le règlement; il fut réglé, le 18 niv. an 4, à la somme de 22,197 liv. 25 sous 4 deniers en assignats, et en déduisant divers a-compte déjà payés, la veuve Doyen resta redevable envers Pézé de la somme de 12,397 liv. 15 s. 4 d.

Alors s'éleva entre les parties la question de savoir si cette somme, devenue payable en numéraire, devait être estimée valeur de 1793 et 1794, ou bien d'après la valeur qu'avaient les assignats à la date du règlement.

Le tribunal civil du département de la Seine jugea, le 22 therm. an 4 et le 29 niv. an 6, que la veuve Doyen devait payer selon la valeur qu'avaient les assignats à l'époque du règlement; et ces jugemens furent confirmés en instance d'appel par le tribunal civil du département de Seine-et-Oise, le 12 fruct. an 6.

Pourvoi en cassation pour contravention à l'art. 1^{er} de la loi du 5 messid. an 5, à l'art. 1^{er} de celle du 9 messid. an 6, aux art. 9 et 15 de celle du 11 frim. et à l'art. 22 de celle du 10 niv. de la même année, qui veulent que dans les réductions d'obligations contractées pendant le cours du papier-monnaie, on remonte à l'origine connue de la dette.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que le jugement attaqué pouvait d'autant moins s'arrêter à la date du règlement du tiers arbitre que l'art. 1^{er} de la loi du 5 messid. an 5 porte: « Lorsqu'il y aura lieu à réduire en numéraire métallique la valeur nominale d'une obligation, la réduction sera faite, en égard à la valeur d'opinion du papier-monnaie au moment du contrat, dans le département où il aura été fait. — Attendu que les art. 9 et 15 de la loi du 11 frim., l'art. 22 de celle du 10 niv., et l'art. 1^{er} de celle du 9 messid. an 6, et une foule d'autres parlements d'accord avec les dispositions ci-dessus citées, prouvent que l'intention aussi juste qu'invariable des législateurs, a été que, dans les réductions, on remonte à l'origine

il faut nécessairement se reporter au moment où les deniers ont été fournis ou avancés, puisque c'est de ce moment que date la créance. Son règlement ultérieur n'a d'autre objet que d'en fixer le montant, mais n'empêche pas qu'elle n'ait existé auparavant. Autrement, et l'espèce en offre un exemple bien remarquable, le créancier pourrait ne toucher qu'une minime partie des sommes par lui déboursées. La réduction n'était qu'un acte de justice; elle ne pouvait être, en aucun cas, un bénéfice pour le débiteur.

connue de la dette, sans s'arrêter à la date du titre; — Attendu que le tribunal civil du département de Seine-et-Oise a supposé, avec les juges de première instance, sans la moindre preuve, que le tiers arbitre avait mis à l'écart toutes les lois, et avait estimé la totalité des fournitures et des constructions faites par le demandeur à une somme en assignats, valeur du 18 niv. an 4, c'est-à-dire à une somme ne valant pas même 130 liv. en numéraire, supposition vraiment volontaire et désavouée par la défenderesse même, qui, par de simples a-compte, a payé au demandeur des valeurs assignats montant à plusieurs milliers de liv. écus, selon ses propres aveux; — D'où il résulte que le jugement attaqué n'a pas moins violé les lois ci-dessus réclâmées, que les principes d'équité et de justice; — Casse, etc.

Du 13 vent. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Doutrepoint. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

JUGEMENT. — RÉDACTION. — NULLITÉ.

Sous l'empire de la loi des 16-21 août 1790 (tit. 5, art. 15), la rédaction des jugemens devait, à peine de nullité, contenir les questions de fait et de droit constituant le procès, le résultat des faits constatés par l'instruction, et le motif de la décision (1).

(Savignol.)

Du 13 vent. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Doutrepoint. — *Concl.*, le cit. Pons, subst.

PAPIER-MONNAIE. — DÉLÉGATION.

Le prêt d'une somme d'argent fait à un tiers par celui qui en a l'usufruit, à la charge par l'emprunteur de rendre la somme au propriétaire, après la mort de l'usufruitier, ne constitue pas une délégation qui rende le débiteur non recevable à demander la réduction, si le prêt a eu lieu pendant le cours du papier monnaie. (L. 11 frim. an 6, art. 2 et 11.) (2)

(Drevon — C. veuve Villot.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 2 de la loi du 11 frimaire an 6, ainsi conçu : « Les obligations contractées pour simple prêt depuis le 1^{er} janv. 1791 jusqu'à la publication de la loi du 29 mess. an 4, seront censées consenties valeur nominale du papier-monnaie ayant cours. » — Vu l'art. 11, même loi, portant : « La réduction ordonnée dans le cas de l'art. 10 n'est pas applicable aux simples cessions et transports de dettes, aux simples endossements d'effets négociables, aux délégations et indications de paiements, même aux délégations acceptées. Dans tous ces cas, et sauf les exceptions légales, les cessionnaires ou délégataires pourront faire valoir en entier les droits des cédants ou délégans

« contre les débiteurs cédés ou délégués; » — Considérant, 1^o que la reconnaissance du citoyen Drevon, même en la reportant à l'époque du mois de juin 1793, se trouve placée dans celle indiquée par l'art. 2 de cette loi; 2^o que cette reconnaissance souscrite par Drevon seul, sans le concours de Maret, ne contient point de délégations; 3^o que les expressions relevées, la somme de 4,000 livres provenant en partie de la vente de Bellevue et après son décès (de la veuve Grabu), je paierai le capital de 4,000 livres au cit. Maret, son gendre, ne suffisent pas pour caractériser l'indication de paiement, l'obligation de libérer la succession Grabu vis-à-vis du cit. Maret, que les juges ont cru y reconnaître; — Considérant que, pour appliquer l'art. 11 de la loi citée à l'obligation du cit. Drevon, et la considérer comme produisant l'effet que le jugement attaqué lui donne, il eût fallu que le cit. Maret eût pu faire valoir en entier les droits de la veuve Grabu contre le cit. Drevon, ainsi que le décide le même article dans la seconde partie qui interprète la première dans ce sens, qu'il faut qu'il y ait une vraie cession de dette et un transport de droits tellement évident que les cessionnaires ou délégataires puissent, dans tous les cas, comme acquéreurs des droits des cédants ou délégués, exercer ces droits contre le débiteur cédé; que rien de pareil ne se trouve dans l'obligation du cit. Drevon. C'est de la veuve Grabu qu'il a reçu, c'est à elle qu'il promet les intérêts. Cette veuve n'a jamais cessé d'être propriétaire, les juges ont eux-mêmes reconnu qu'elle aurait pu retirer la somme qu'elle avait prêtée. L'indication de la source d'où provenait la somme, et la simple promesse de la payer après le décès de la prêteuse, à Maret, son gendre, ne pouvaient donner à ce dernier, qui n'avait point accepté le pouvoir d'exercer les droits de sa belle-mère ou de sa succession contre le débiteur, le titre de créancier indiqué; d'où il suit que le tribunal civil du département de l'Yonne a violé l'art. 2 et fait une fautive application de l'art. 11 de la loi du 11 frim. an 6; — Casse, etc.

Du 11 vent. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Delaroste. — *Concl.*, le cit. Pons, subst. — *Pl.*, les cit. Mathias et Mailhe.

ABSTENTION DE JUGE. — APPEL. — NULLITÉ.

Le juge qui a connu d'une affaire en première instance peut en connaître aussi en appel, s'il n'est pas récusé; il n'est pas nécessaire qu'il s'abstienne d'office sur l'appel. — Il peut rester juge, à défaut de récusation; du moins son défaut d'abstention ne saurait entraîner la nullité du jugement. (Ord. de 1667, tit. 24, art. 6; C. pr. 378.) (3)

(1) *F. conf.*, Cass. 9 août 1792, et nos observations; 4 oct. 1793; 17 therm. an 5; 22 brim. an 7. Une foule de décisions ont consacré ce point.

(2) *F. dans le même sens*, sur des questions analogues, Cass. 14 flor. an 9, et 30 germ. an 11.

(3) Cela est un point constant consacré par de nombreuses décisions. *V. Jur. du XIX^e siècle*, v^o *Abstention de juge*. — *F. dans le même sens*, Merlin, dans cette affaire, *Quest. de droit*, v^o *Récusation*, § 2; Favart, *Repert.*, v^o *Récusation*, § 3; Carré, *Lois sur la procédure*, n^o 1379; Berru, *Cours de procéd.*, de la Récusation, note 27. — Ces décisions et les opinions de ces auteurs sont conformes au texte de l'ordonnance de 1667 qui dispose, tit. 24, art. 6, que le juge pourra être

récusé. Cette faculté laissée aux parties montre clairement, qu'à défaut de récusation, le juge peut connaître en appel du différend dont il a déjà connu en première instance. Il est vrai que l'art. 17 lui impose le devoir de déclarer les causes de récusation qu'il connaît en sa personne; mais l'omission de cette déclaration ne vicie pas le jugement, lorsque les parties ont connu, dès le principe, le moyen de récusation, parce qu'elles sont censées y avoir renoncé (Cass. 22 frim. an 11). — Il est à remarquer que l'art. 378 du Code de proc. se sert des mêmes expressions que l'ordonnance de 1667 : « Tout juge peut être récusé, etc. » Aussi, dans ce Code, la question a-t-elle été jugée dans le sens du jugement que nous rapportons. *V. Jurisp. du XIX^e siècle*, ubi supra.

(Gillet—C. Goupl.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu que ladite Gillat n'a proposé aucun moyen de récusation contre aucun des juges d'appel, et que l'on doit croire que celui d'entre eux qui avait pu connaître de l'objet du procès, comme juge de première instance, ne se l'est point rappelé, lorsqu'il s'en est trouvé juge sur appel, puisqu'il ne s'est point récusé; que cet oubli est d'autant plus présumable qu'aucune des parties ne s'est avisée de proposer contre lui ce moyen de récusation, d'où il suit qu'il n'a point été contrevenu à l'art. 6 du titre 21 de l'ordonn. de 1667, et que les art. 14 et 17 du même titre ne sont point applicables à l'espèce;—Rejette, etc.

Du 14 vent. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Cochard.

ÉVÊQUE. — BIENS NATIONAUX.

L'évêque qui, d'après les lettres patentes de son souverain, portant que tout ce qui serait acquis pour l'agrandissement du palais épiscopal, y serait uni à perpétuité, a acheté divers terrains avec l'intention manifestée de les unir à ce palais, et qui les y a unis en effet par une clôture, les a, par cela seul, confondus dans le patrimoine de l'évêché, c'est-à-dire nationaux.

(Chamont — C. le préfet des Vosges.)

En 1741, le roi Stanislas, duc de Lorraine, avait conçu le projet d'ériger en cathédrale l'église collégiale de Saint-Dié, et d'obtenir, pour le grand-prévôt, le titre et l'autorité d'évêque. Ce projet fut communiqué au chapitre de cette église, lequel prit, le 10 fév. 1761, la délibération suivante : « Messieurs, capitulairement assemblés... informés que l'intention du roi était que la maison de MM. les grands prévôts ou évêques, dans le cas de l'érection de leur église en cathédrale, fût soustraite à la haute justice du chapitre avec les domestiques qui y résideront, et les jardins qui y seront immédiatement attachés; et que la haute, moyenne et basse justice de cette maison et dépendances, fût attribuée à MM. les grands prévôts ou évêques, qui y feront exercer la juridiction par les officiers qu'ils nommeront... ont consenti et consentent, par ce présent acte, que la maison de MM. les grands prévôts ou évêques soit soustraite de leur haute justice, avec les domestiques qui y habiteront, et les jardins qui y sont immédiatement attachés; et que la haute, moyenne et basse justice sur cette maison et dépendances appartiennent à MM. les grands prévôts ou évêques qui y pourront faire exercer toute juridiction par les officiers nommés de leur part. »

Le 29 mars 1761, lettres patentes du roi Stanislas, par lesquelles, après avoir concédé divers droits et revenus au grand prévôt de Saint-Dié, et créé une prévôté bailliagère, pour l'exercice de la juridiction dépendante du domaine concédé et de celle appartenant au grand prévôt sur les biens-fonds de la dignité qu'il y réunissait, il déclare qu'au ressort de cette prévôté seront ajoutés « l'emplacement et les dépendances de l'hôtel actuel du grand prévôt, ensemble les acquisitions des maisons canoniales, jardins et emplacements qui pourront être faites pour l'agrandissement dudit hôtel... et seront ledit hôtel, continué, et, ensemble toutes les maisons, jardins et emplacements qui pourront y être joints, unis à perpétuité, conformément à la délibération dudit chapitre, auxdits domaine et juridiction du grand prévôt. »—Les vues du roi Stanislas pour l'érection de l'évêché de Saint-Dié, ne furent

remplies qu'en 1774, plusieurs années après sa mort. Barthélemy-Louis-Martin Chaumont fut nommé à cette nouvelle dignité par Louis XV, et son installation n'eut lieu qu'en 1777.

Le 27 juin 1778, cession, en faveur du nouvel évêque, ainsi que de ses successeurs au siège épiscopal, par le chapitre de Saint-Dié, d'une maison canoniale, du jardin qui en dépendait, et d'un autre jardin appartenant à la même capitulaire, le tout pour l'agrandissement du palais épiscopal : cette cession nécessita de nouvelles lettres patentes qui furent expédiées le 6 fév. 1779.—Dans cette dernière année, l'évêque Chaumont acheta, de deux particuliers, deux maisons sises dans la ville de Saint-Dié, qu'il échangea avec son chapitre, toujours pour l'agrandissement du palais épiscopal, contre une maison affectée à l'habitation des chanoines; de nouvelles lettres patentes furent encore obtenues, à cet effet, dans la même année.

Enfin, dans les années 1778, 1783 et 1784, il avait fait faire, pour lui, ses héritiers ou ayans cause, par le ministère d'un fondé de pouvoir, douze acquisitions de divers terrains, qu'il incorpora tous par une clôture dans le jardin de l'évêché : ces douze acquisitions sont devenues l'objet de la présente contestation.—Un chemin public lui fut même sacrifié par les officiers municipaux de Saint-Dié, en considération de l'union qu'il déclarait vouloir faire du tout à la maison épiscopale.

Le 23 mars 1790, l'évêque Chaumont, pour obéir aux lois des 2 et 15 nov. précédent, d'après lesquelles les biens du clergé étaient mis à la disposition de la nation, et les titulaires de bénéfices tenus de faire la déclaration des biens mobiliers et immobiliers dépendant desdits bénéfices, l'évêque Chaumont lit la sienne, qu'il signa sans aucune réserve, et ainsi conçue : « Déclaration des biens dépendant de l'évêché de Saint-Dié, situés audit lieu. Un palais épiscopal, avec ses dépendances et les jardins attenants.... tous les biens et droits ci-dessus, à l'exception du palais, de ses dépendances et jardins, sont affermés, etc. »

Le 9 mars 1791, peu de temps après l'émigration de l'évêque Chaumont, celui-ci vend à Pierre Chaumont, son neveu, l'universalité, porte le titre de vente, « ou généralité des biens immeubles qui peuvent appartenir et appartenir au vendeur, situés en la ville et finage de Saint-Dié, à quelque titre que ce soit, en quel qu'ils puissent consister, soit en maisons, bâtiments, jardins, murs, prés, champs, et sous telle autre dénomination que ce puisse être, sans en rien réserver ni excepter en aucune façon, ni sous quelque prétexte que ce soit, comme aussi la généralité des biens meubles qui sont en la possession du vendeur, » le tout moyennant 40,000 livres.

Eu vertu de ce contrat de vente, Pierre Chaumont réclama auprès de la république, après l'émigration de son oncle, les douze acquisitions incorporées dans l'évêché de Saint-Dié, et dont il a été parlé ci-dessus, comme faites pour l'évêque Chaumont, ses héritiers ou ayans cause.—La république soutint Pierre Chaumont non recevable dans sa réclamation, sur le fondement que, les douze acquisitions dont s'agit ayant été réunies de fait, par une clôture, au palais épiscopal de Saint-Dié, cette réunion était à perpétuité, d'après les lettres patentes de 1761 précitées, et que, de même que ce palais, elles étaient devenues propriétés nationales.

Le 21 therin, an 2, jugement du tribunal du district de Saint-Dié, conçu en ces termes : — « Considérant que le bâtiment de la ci-devant grande prévôté était un bien d'église; que les

lettres patentes de 1760 portaient concession de droits et biens domaniaux à cette dignité, et réunie à perpétuité de toutes les acquisitions de unisons canoniales, jardins et emplacements, qui pourraient être faites pour l'agrandissement dudit bâtiment; que toutes les augmentations qui avaient eu lieu ne formaient qu'un seul tout; et qu'il n'était plus possible de les en séparer; que l'acquéreur avait eu à l'input de ne s'être pas fait représenter les titres qui constituaient la propriété de son vendeur; que ni l'un ni l'autre n'avaient pu ignorer la nature de ces biens, puisque celui-ci était l'oncle du premier; que cette vente était un acte de complaisance de la part du nouveau, dans la vue de couvrir l'émigration de son oncle; en conséquence, le tribunal, en donnant défaut contre Chaumont, déclare propriétés nationales la totalité du ci-devant palais épiscopal de Saint-Dié, aisances et dépendances, ainsi que les jardins et terrains attenants, jusques et compris le mur construit contre le jardin dit le Montreuil... ordonne que le tout sera vendu au profit de la nation. »

Sur l'appel, jugement contradictoire et confirmatif du tribunal du district d'Épinal, du 21 ventôse an 3 : — « Attendu, 1^{re} que les lettres patentes de 1761 établissent, de la manière la plus formelle, l'union de tous les bâtiments et accessoires qui ont pu être réunis par la suite à la grande prévôté; — 2^o Que les formalités pour consommer une union, n'étaient requises que lors de l'union d'un bénéfice à un autre; — 3^e Enfin, que dans tous les cas, à défaut d'amortissement dans l'année, les acquisitions faites par l'évêque étaient de plano réunies au domaine. »

POURVOI en cassation, de la part de Pierre Chaumont, contre ce jugement, pour fausse application des lettres patentes de 1761, et violation de l'édit du mois d'août 1749.

4 prair. an 4, jugement du tribunal de cassation, qui casse et renvoie l'affaire devant le tribunal civil du département du Haut-Rhin. — Les motifs de ce jugement sont ainsi conçus : — « Considérant, 1^{er} que les lettres patentes de 1761 sont la loi de la matière; — 2^o Que la clause que renferment les lettres patentes de 1761 de l'union au domaine épiscopal, n'affecte que les acquisitions des maisons canoniales avec leurs jardins et dépendances faites ou à faire pour l'agrandissement du local du ci-devant évêché, d'après des actes et délibérations capitulaires; mais qu'elle ne peut s'appliquer aux propriétés acquises à titre singulier personnel et héréditaire; — 3^o Que les contrats d'acquisition des terrains, qui sont l'objet de la contestation, portent tous que Barthélemy-Louis-Martin Chaumont, premier évêque de Saint-Dié, stipule pour lui, ses héritiers et ayans cause, et que leur patrimonialité est d'autant plus constante que les acquisitions n'ont été revêtues d'aucune des formalités prescrites par l'édit du mois d'août 1749, pour la validité des acquisitions de la part des gens de main-morte; — 4^o Enfin, que les lettres patentes de 1779 rappellent et confirment l'union aux menues épiscopales et capitulaires des maisons canoniales et emplacements, tant de chanoines que d'autres alors acquis pour l'agrandissement de la maison épiscopale, et le remplacement du chapitre des objets par lui cédés, tandis que la plus grande partie des acquisitions des terrains sur lesquels porte la contestation, ne date que de 1783 et 1784. »

26 brumaire an 7, jugement du tribunal civil du département du Haut-Rhin, qui, de même que celui d'Épinal, déclare propriétés nationales les doutes acquisitions dont il s'agit.

Nouveau pourvoi en cassation.

Le commissaire Merilu a conclu au rejet. (Voir ses conclusions rapportées dans les *Quest. de droit*, v^o *Biens nationaux*, § 2.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu les lettres patentes du roi de Pologne, duc de Lorraine et de Bar, en date du 29 mars 1761, dont l'art. 3, portant création, en faveur du grand prévôt de Saint-Dié, d'un siège sous le nom de Prévôt bailliagère, est terminé par la disposition suivante : « Et sera ajouté au ressort de ladite prévôté bailliagère l'emplacement et dépendances de l'hôtel actuel dudit grand prévôt, ensemble les acquisitions des maisons canoniales, jardins et emplacements, qui pourront être faites pour l'agrandissement dudit hôtel, et les sommes provenant du prix desdites maisons, jardins ou emplacements, pourront être employées en acquisition d'autres maisons, qui deviendront canoniales, sans que, pour lesdites premières et secondes acquisitions, il soit du droit d'amortissement ou autre de mutations dont, en tant que de besoin, nous avons fait et faisons, par les présentes, la remise, et seront ledit hôtel du grand prévôt, ensemble toutes les maisons, jardins et emplacements, qui pourront y être joints, unis à perpétuité, conformément à ladite délibération dudit chapitre, auxdits domaines et juridiction dudit grand prévôt; »

Attendu que cette disposition des lettres patentes de 1761 prononce l'union à perpétuité, non-seulement à la juridiction, mais aux domaines du grand prévôt, de toutes les maisons, jardins et emplacements qui pourront être joints à l'hôtel dudit grand prévôt; — Qu'en admettant que la délibération dudit chapitre dont parlent ces lettres patentes, sans en donner la date, soit celle du 10 fév. 1761, qui est produite, il n'en pourrait résulter de décisif en faveur du demandeur; qu'on y lit que l'intention du roi est que la maison des grands prévôts ou évêques soit soustraite de la juridiction du chapitre, avec les domestiques qui y résideront, et les jardins qui y seront immédiatement attachés; qu'après avoir annoncé sa volonté de se conformer aux intentions du roi, le chapitre déclare consentir que la maison des grands prévôts ou évêques soit soustraite de sa juridiction avec les domestiques qui y habiteront, et les jardins qui y sont immédiatement attachés; que quand le mot sont, employé après trois autres expressions indicatives d'un temps futur, ne serait pas une erreur de rédaction ou une faute de copie, il ne suffirait pas pour restreindre la disposition des lettres patentes, qui prononce l'union aux domaines et juridiction d'un grand prévôt, de l'hôtel dudit grand prévôt, ensemble de toutes les maisons, jardins et emplacements qui pourront y être joints; qu'il n'est parlé dans la délibération du chapitre, que de la maison des grands prévôts ou évêques, et que cependant on n'a pas cru devoir conclure de son silence, relativement aux maisons canoniales que les lettres patentes supposent avoir été acquises pour l'agrandissement de l'hôtel du grand prévôt; que l'union de ces maisons n'était pas prononcée par lesdites lettres patentes; que si, malgré le silence du chapitre à l'égard des maisons canoniales, on est forcé de convenir que l'union de ces maisons est écrite dans la disposition citée des lettres patentes, il n'y a pas plus de raison de conclure de son silence sur ce qui concerne les terrains patrimoniaux; que les lettres patentes ne prononcent pas l'union de ces terrains; qu'on peut dire que le consentement du chapitre à ce que la maison du grand prévôt ou évêque fût soustraite de sa juridiction, n'a pas seulement porté sur la

maison telle qu'elle existait alors, et que, d'après l'intention connue du roi, de procurer l'agrandissement de cette maison, le chapitre a dû renoncer à sa juridiction sur tous les terrains, sans exception, dont la réunion formerait à l'avenir la maison épiscopale et ses dépendances; qu'on ne peut pas objecter contre cette interprétation de la délibération dont il s'agit, que le chapitre n'avait pas à s'occuper d'autres unions que de celles des maisons qui lui appartenaient; qu'il est reconnu qu'il était seigneur de la ville et du faubourg de Saint-Dié, et que dès lors il avait intérêt à l'union des terrains même patrimoniaux, puisqu'elle faisait sortir ces terrains de sa mouvance pour les faire passer sous celle du grand prévôt ou évêque; qu'il n'est nullement vraisemblable que le duc de Lorraine qui voulait faciliter au grand prévôt de Saint-Dié, destiné à en devenir évêque, les moyens d'agrandir la maison épiscopale, ait borné l'union qu'il autorisait à l'union des maisons et jardins du chapitre, sans songer aux autres terrains dont l'acquisition pouvait être utile pour l'agrandissement projeté; qu'il résulte de tout ce qui précède, que le tribunal du département du Haut-Rhin a pu voir, dans les lettres patentes de 1761, l'union de tous les terrains appartenant, tant au chapitre qu'à des particuliers, qui seraient joints dans la suite à la maison du grand prévôt de Saint-Dié.

Attendu que, dans un des douze contrats d'acquisition des terrains contentieux, on lit: « Et comme mondit seigneur se propose de faire travailler dans le terrain incessamment, et d'y faire conduire des terres pour le remplir, et l'unir aux jardins de l'évêché et aux autres jardins par lui déjà acquis et devant, ou qu'il pourrait acquérir après, sans quoi il n'aurait point acquis celui desdits Jaquetin, il a été expressément convenu qu'en cas de retrait lignager, s'il y avait lieu au retrait, mondit seigneur serait remboursé par le retrayant de tous ses avances et déboursés faits pour l'exécution de ses projets, etc. »—Que le 22 août 1778, l'évêque de Saint-Dié a exposé à la municipalité de cette ville qu'il avait fait l'acquisition de différents jardins voisins de son palais épiscopal, pour les réunir en un seul, et former les jardins de l'évêché, et que cette réunion ne pouvait s'opérer qu'en combant le chemin qui les séparait; que la municipalité a consenti à la demande de l'évêque, attendu, a-t-elle dit, que le sursis de ce chemin était devenue nécessaire à la formation des jardins de l'évêché;

Qu'il est constant, en fait, que tous les terrains, objets du procès, ont été réunis aux anciennes dépendances de la maison du grand prévôt, de manière à n'en former qu'un seul tout, sans aucune apparence de distinction entre les dépendances anciennes et les nouvelles acquisitions; qu'il est également certain que d'autres terrains acquis par l'évêque Chaumont ont été abandonnés au demandeur, parce que, placés dans le voisinage, mais hors de l'enclos de l'évêché, ils ont toujours été regardés comme n'en faisant pas partie; qu'il est encore certain que depuis l'érection du l'évêché de Saint-Dié, le titulaire a reçu du gouvernement d'abord des sommes bien supérieures au prix payé pour l'achat des terrains contentieux; que le 23 mars 1790, l'évêque de Saint-Dié a donné une déclaration des biens dépendant dudit évêché, dans laquelle on lit: *Un palais épiscopal avec ses dépendances et les jardins attenants*; que cette déclaration signée de l'évêque, ne contient aucune réserve, aucune modification

de ces expressions générales, les jardins *attenants*; que de son silence absolu à cet égard, résulte sa reconnaissance que la totalité des jardins, appartenant au palais épiscopal en 1790, faisait partie des biens de l'évêché, et qu'aucune portion de ces jardins n'était la propriété personnelle de l'évêque; que dans le contrat d'acquisition du demandeur, du 9 mars 1791, il n'est pas dit qu'une partie des terrains vendus était enclavée dans les dépendances de l'évêché; que les immeubles compris dans le contrat sont désignés ainsi: *Maisons, bâtiments, jardins, murs, prés, champs*; que le mot *jardins* n'indique pas nécessairement ceux compris aujourd'hui dans l'enclos de l'évêché, puisque, comme il a déjà été remarqué, il en existe d'autres qui ont été reconnus appartenir personnellement à l'évêque, et dont, en conséquence, la propriété n'a jamais été contestée aux demandeurs; que cet ensemble de circonstances explique les véritables intentions de l'évêque de Saint-Dié, manifeste sa volonté d'acquiescer pour son évêché, et non pour lui personnellement, et fait voir que, par cette stipulation des contrats d'acquisitions des terrains contentieux, *en acceptant pour lui, ses héritiers et ayants cause*, il n'a voulu que s'assurer le remboursement des dépenses qu'il aurait pu avoir faites pour l'agrandissement des jardins de l'évêché avant l'exercice du retrait lignager; — Attendu enfin que l'édit de 1749 n'avait pas force de loi dans la ci-devant Lorraine, et que d'ailleurs le demandeur serait sans intérêt, conséquemment sans qualité, pour opposer l'omission des formalités nécessaires, suivant cet édit, pour la validité des acquisitions des gens de main-morte, puisque si, par l'effet de cette omission, les ventes dont il s'agit se trouvaient nulles, ce serait à leurs anciens propriétaires que retourneraient les biens vendus, et qu'ils n'appartiendraient pas aux ayants cause de l'évêque qui les avait acquis; qu'il suit de toutes ces observations, que le tribunal du Haut-Rhin a pu, sans faire une fautive application des lettres patentes de 1761, et sans violer aucune loi, déclarer propriétés nationales les terrains réunis par l'évêque Chaumont aux anciennes dépendances de la maison du grand prévôt de Saint-Dié, et réclamés aujourd'hui par le demandeur; — Rejette, etc.

Du 15 vent. an 10. — *Rapp.*, le cit. Annot. — *Concl.*, le cit. Merlin, comm. — *Pl.*, le cit. Morreau.

1° TRIBUNAL CORRECTIONNELS. — REX-

VOI A UNE AUTRE AUDIENCE.

2° CONTREFAÇON. — GARANTIE.

1° Les tribunaux correctionnels peuvent prononcer la continuation à une autre audience d'une cause portée devant eux. (C. 3 Brum. an 4, art. 184 et 189.) (1)

2° En matière de contrefaçon, l'exception de garantie proposée par le contrefacteur, ne le met pas à l'abri des poursuites. (Ordonn. de 1667, tit. 8, art. 1 et 2.)

(Jean-C. Auber.)

Jean, marchand d'estampes, fut poursuivi pour contrefaçon de gravures. Il prétendit que l'auteur du délit était un graveur nommé Desrais, qu'il n'y avait point participé, et demanda à être mis hors de cause. — Jugement, confirmé sur appel, qui le condamnait à 8,000 fr. de dommages-intérêts. 3° Pourvoi fondé, 1° sur l'infraction aux art. 184 et 189 du Code du 3 brum. an 4, en ce que plus de

(1) Toutefois, le jugement devait être prononcé un plus tard à l'audience qui suivait celle où l'in-

struction avait été terminée. *V.* dans ce sens, Cass. 19 et 25 brum. an 8, et nos observations.

vingt jours s'étaient écoulés entre la première audience et celle où le jugement avait été rendu ; 2° pour fausse application des art. 3 et 4 de la loi du 19 juill. 1793, en ce que Desrais étant le contrefacteur, devait seul encourir la peine ; 3° pour contravention aux art. 1 et 2, tit. 8 de l'ordonn. de 1667, en ce que les dispositions de cette loi relatives à la garantie, n'avaient pas été appliquées.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :— Considérant, sur le premier moyen, qu'aucun texte de la loi ne défend aux tribunaux de police correctionnelle de prononcer la continuation d'une cause portée devant eux ; — Sur le second, qu'en matière de contre-façon, la responsabilité des garans n'est point en vigueur, et que l'ordonn. de 1667 n'est point applicable ; — Attendu qu'il est constant et démontré que Jean est contrefacteur et non simple débaiteur des gravures saisies à son domicile ; — Rejette, etc.

Du 16 vent. an 10. — Sect. crim. — Pl., le cit. Gérardin.

VOL.—MAISON HABITÉE.—USINE.

Doit être considérée comme maison habitée une usine dans laquelle la propriétaire travaille pendant la jour et couche pendant la nuit (1). En conséquence, le vol commis la nuit par plusieurs personnes armées, avec violence, dans une telle usine, est passible de la peine de mort. (C. de 1791, 2^e part., tit. 2, sect. 2, art. 2, 4 et 5 ; L. du 26 flor. an 5.)

(Ruffet. — Intérêt de la loi.)

Un vol avait été commis chez le sieur Fargues, dans l'intérieur de sa *brûlerie* (c'est ainsi qu'on désigne un bâtiment dans lequel on fabrique l'eau-de-vie), avec toutes les circonstances aggravantes prévues par la loi du 26 flor. an 5, qui portait dans ce cas la peine de mort. Fargues était couché dans sa brûlerie au moment du vol. Le tribunal criminel de Lot-et-Garonne, se fondant sur ce que cette brûlerie n'était ni une attenance ni une dépendance de la maison où habitait ordinairement Fargues, avait jugé que la loi du 26 flor. an 5 n'était pas applicable, et avait condamné les coupables aux fers. Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :— Vu la loi du 26 flor. an 5, et la 1^{re} disposition, art. 456 du C. des délits et des peines ; — Considérant que, dans l'espèce, Jean Ruffet avait commis un vol accompagné de toutes les circonstances qui le rendaient passible de la peine portée par ladite loi du 26 flor. an 5, puisqu'il résulte de la déclaration du jury de jugement, que Ruffet avait commis ce vol dans l'intérieur de la brûlerie du nommé Fargues, où ledit Fargues était couché au moment du vol ; que ce vol fut commis par violence envers la personne de Fargues ; qu'il fut commis la nuit par plusieurs ; que les voleurs étaient porteurs d'armes meurtrières ; qu'ils s'étaient introduits dans la brûlerie à l'aide d'effractions aux clôtures extérieures ; qu'après avoir menacé Fargues de le jeter dans la chaudière, ils l'avaient renversé à terre et lui avaient donné des coups de pieds et des coups de sabres ; que, dans cette position, Fargues avait

reçu des blessures au visage, à l'estomac et dans la région du ventre ; que ces violences et blessures lui furent faites dans l'intérieur de la brûlerie, où les voleurs l'avaient trouvé couché ; que néanmoins le tribunal criminel de Lot-et-Garonne, malgré la réunion de toutes ces circonstances, a jugé que le coupable ne devait subir que la peine des fers, conformément aux art. 2, 4 et 5, sect. 2^e, tit. 2, 2^e part. du Code pénal, sur le motif que le bâtiment nommé la brûlerie, dans lequel les voleurs exercèrent leurs violences contre Fargues, n'était ni une attenance ni une dépendance de la maison de ce particulier ; que, par conséquent, la loi du 26 flor. an 5, dont les dispositions sont limitées au cas prévu par les art. 2 et 3, sect. 2^e, tit. 2, 2^e part. du Code pénal, ne pouvait recevoir d'application à l'espèce ; comme si le bâtiment de la brûlerie n'était pas, à l'époque du vol, la vraie maison d'habitation de Fargues, puisqu'il y travaillait pendant le jour et y couchait pendant la nuit ; comme si, dans l'esprit et d'après le texte même de la loi, il ne suffisait pas, pour que le délit eût atteint le dernier caractère de gravité, qu'un citoyen eût été attaqué, qu'on eût attenté à ses jours, jusque dans ses foyers domestiques, quelle que fût d'ailleurs la dénonciation ou la destination particulière de l'édifice qu'il avait choisi pour son asile ; — Considérant que de cette fausse interprétation du texte de la loi, il en est résulté une application non moins fautive des art. 2, 4 et 5, sect. 2^e, tit. 2, 2^e part. du Code pénal, et dont l'effet a été d'annuler, à l'égard de Jean Ruffet, la juste proportion que le législateur a voulu établir entre la peine et le délit ; — Casse, etc.

Du 16 vent. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Genevois. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

APPEL CORRECTIONNEL.—REVOI.

Le tribunal criminel qui, sur l'appel d'un jugement correctionnel, reconnaît que les plaignans, loin d'être victimes du délit, en ont été les complices, ne peut renvoyer l'affaire devant un officier de police judiciaire, sans annuler formellement le jugement de première instance (2).

(Bonnet et Larchevêque.)

Un jugement du tribunal correctionnel de la Seine avait condamné Quincé pour escroquerie commise au préjudice de Bonnet et Larchevêque. Appel de celui-ci. Le tribunal criminel se convainquit que les plaignans, loin d'être victimes de Quincé, avaient été ses complices ; en conséquence, il les renvoya devant l'officier de police judiciaire, mais sans annuler le jugement de première instance. Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :— Vu l'art. 456, n° 6 du Code des délits et des peines ; — Attendu que le jugement du tribunal criminel du département de la Seine, en renvoyant Bonnet et Larchevêque devant l'officier de police judiciaire en prévention de tentative de filouterie et d'escroquerie, n'a point annulé le jugement de première instance qui les avait déclarés victimes de l'escroquerie de Quincé ; que la condamnation qu'ils avaient ob-

(1) Cette question devait se soulever sous le Code de 1791 qui punissait seulement les vols commis dans l'intérieur des maisons, et ne définissait point ce qu'il fallait entendre par *maison habitée*. Aujourd'hui, les termes explicites de l'article 390 du Code pénal ne laissent aucun doute, à cet égard, aucune difficulté. *P. Cass.* 25 oct. 1792, 14 fév. an 7, 22 brum. an 8, et les notes.

(2) Aucune disposition de la loi ne fait au tribunal d'appel une nécessité de prononcer cette annulation ; cependant on conçoit la nécessité de la prononcer, puisque l'existence simultanée du renvoi et du jugement de condamnation sont deux choses incompatibles.

tendue contre lui ne pouvait néanmoins se concilier avec la présomption d'avoir été ses complices ; que l'annulation des plaintes n'emportait pas, de nécessité, l'annulation de la sentence dont elles avaient été suivies ; que des jugemens ne peuvent point s'annuler devant des inductions ; mais seulement devant une annulation expresse, qu'ainsi le tribunal criminel de la Seine, n'annulant point formellement la sentence correctionnelle, n'a pu, sans excès de pouvoir, ordonner une disposition essentiellement contradictoire avec cette sentence ; — Casse, etc.

Du 17 vent. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Barris. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

JURY.—EXCUSE.—JURÉS SUPPLÉANS.

Sous le Code du 3 brum. an 5, il y avait nullité, lorsqu'un juré de jugement, agréé par l'accusé, avait été retranché du tableau sans excuses jugées, et ensuite réplacé sur la liste des adjoints, et avait siégé en cette qualité. Les habitans de la commune où siégeait le tribunal criminel ne pouvaient s'excuser d'entrer dans la composition du jury, par cela seul qu'ils en avaient déjà exercé les fonctions dans le cours de la même année. (C. 3 brum. an 5, art. 490.) (1)

(Femme Monline.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu les art. 456 et 490 du Code des délits et des peines ; — Attendu, 1^o qu'à l'ouverture des débats un individu qui avait été porté comme juré dans le tableau du jury de jugement et agréé en cette qualité par l'accusé, en a été retranché sur sa simple demande et sans excuse jugée ; que ce même individu a été aussi arbitrairement placé sur la liste de trois adjoints et qu'il a siégé en cette qualité ; que cette transposition illégale a pu nuire à l'accusé, et qu'elle contient un excès de pouvoir ; — Attendu, 2^o que l'art. 490 du Code précité n'autorisait point les habitans de la commune, où siégeait le tribunal criminel, de s'excuser d'entrer dans la composition du jury, sur le seul fondement qu'ils pouvaient avoir assisté à d'autres séances du jury dans la même année ; que, néanmoins, sur ce simple motif, ils ont été retranchés de la liste, par le seul fait de la volonté du président, sans qu'il paraisse qu'ils aient réclamé d'une faculté dans l'exercice de laquelle ils n'eussent pas été d'ailleurs recevables ; que ce retranchement contraire à la loi a privé l'accusé des jurés auxquels elle avait droit ; — Casse, etc.

Du 18 vent. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Barris. — *Concl.*, le cit. Lamarque. — *Pl.*, le cit. Poincel.

(1) L'art. 490 du Code du 3 brum. an 5 portait formellement que les citoyens pouvaient s'excuser d'assister au jury une seconde fois dans le cours de la même année, à moins qu'ils n'habitassent la commune où siège le tribunal criminel. Dans ce dernier cas, ils ne pouvaient donc plus invoquer cette exception. — L'art. 391 du Code d'instr. crim. n'a statué qu'à l'égard des jurés titulaires et suppléentaires, lorsqu'il a déclaré que, hors les cas d'assises extraordinaires, les jurés ne pourraient être placés plus d'une fois dans la même année sur les listes de service. Mais la Cour de cassation a continué l'application de la disposition du Code du 3 brum. an 4, en décidant que l'art. 391 ne concerne pas les jurés qui balisent les chefs-lieux judiciaires. Ces jurés peuvent toujours être appelés à titre de remplaçant, pour compléter le nombre de treize jurés. *P. Cass.* 6 nov. 1828. *

II. — 1^{re} PARTIE.

JURY.—DÉCLARATION.—LECTURE.

Sous le Code du 3 brum. an 5, il ne suffisait pas que le chef du jury donnât une simple lecture de la déclaration ; il fallait qu'il affirmât en son honneur et conscience que telle avait été réellement la déclaration du jury. (C. 3 brum. an 5, art. 413 et 414.) (2)

(Balaresque et Racaud.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu les art. 413 et 414, et la 2^e disposition, art. 456 du Code des délits et des peines ; — Attendu qu'il ne suffit pas au chef du jury, pour remplir le vœu de la loi, de donner une simple lecture de la déclaration du jury ; qu'il doit encore, pour se conformer à l'art. 413 précité, prescrire à peine de nullité par l'art. 414, déclarer en son honneur et conscience que telle a été réellement la déclaration du jury, formalité exigée par la loi pour donner une double garantie à la société et à l'accusé ; que c'est pour mettre à même le chef du jury de faire cette déclaration avec connaissance de cause, que l'article 387 du même Code exige qu'il soit présent aux réponses individuelles des jurés sur les questions qui leur ont été soumises ; que le chef du jury, se bornant dès lors à déclarer que les jurés ont fait la déclaration dont il donne lecture, prive nécessairement l'accusé de cette double garantie ; qu'admettre une pareille déclaration de la part d'un chef de jury, c'est restreindre le vœu de la loi à l'application de l'art. 397 du Code des délits et des peines, négliger les formalités prescrites par l'art. 413 et enlever par là à l'accusé la garantie personnelle de la conscience du chef du jury ; qu'en pareil état de choses, la déclaration du jury n'est pas complète, et que ce n'est que sur une déclaration complète et régulière du jury qu'un jugement de condamnation peut être prononcé ; — Attendu que, dans l'espèce particulière, le chef du jury, en donnant la lecture exigée par l'art. 413 du Code, n'a pas déclaré personnellement et en son honneur et conscience que telle avait été la déclaration du jury ; — Casse, etc.

Du 18 vent. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rupérou. — *Concl.*, le cit. Lamarque, subst.

PAPIER-MONNAIE.—CLAUDE PROHIBITIVE.

Si la prohibition de payer avant un terme convenu, insérée dans un acte passé pendant le cours du papier-monnaie, n'équivalait pas, vi proprii, à une stipulation de payer en numéraire ; elle suffit du moins pour autoriser les juges à induire de l'ensemble des circonstances, que les parties ont eu l'intention de stipuler en numéraire. (L. 27 therm. an 6, art. 14.) (3)

(2) *P.* dans le même sens, *Cass.* 27 mess. an 11. — Sous le Code d'instr. crim., la question présente beaucoup plus de difficulté, et est restée jusqu'à présent, à peu près indécise : la peine de nullité n'est pas attachée à la disposition qui oblige le chef du jury à prononcer la formule sur son honneur et conscience ; mais on peut se demander si cette formalité n'est pas substantielle, et si son omission ne doit pas emporter nullité ? Notre opinion serait pour l'affirmative. Du reste, tous les arrêts qui ont refusé de prononcer cette nullité, se sont plutôt occupés de la constatation de la formalité que de la formalité en elle-même. *P.* 26 juin 1817 ; 19 juin et 31 déc. 1829 ; 10 juin 1830 ; 23 avril 1831 (Volume 1832), etc.

(3) Jugé dans le même sens, les 21 fruct. an 10 ; 21 vent. an 11 ; 30 vent. an 14. — *P.* aussi Merlin, *Quest. de droit*, v^o Papier-monnaie, § 2.

(Moynat—C. Saint-Denys.)

Le 8 juillet 1798, vente de la terre de Leugny par le cit. Saint-Denis ou cit. Moynat, moyennant 600,000 livres, dont 100,000 furent payées comptant; les 500,000 livres restant furent stipulées payables dans dix ans, — avec clause expresse que « l'acquéreur ne pourra anticiper le remboursement, sous tel prétexte que ce soit...; attendu que c'est à cette condition, et sur la foi de son exécution, que le vendeur a consenti la vente, et n'en a porté le prix qu'à la somme de 600,000 liv. »

Viennent les lois du 16 niv. an 6, et 27 therm. suivant. — L'acquéreur demande, ou a résilié son contrat, ou à ne payer le restant du prix que d'après expertise. — Le vendeur soutient que tout est consommé, de par la loi et le contrat; qu'il doit lui être payé 200,000 liv. écus.

L'acquéreur fait observer qu'un immeuble arçeté ne vaut pas 200,000 liv. écus. — Il se retranche dans les art. 2 et 3 de la loi du 16 niv. an 6, dont la disposition est générale et seule équitable, puis-que elle ordonne l'expertise de la portion d'immeuble non payée.

27 vent. an 7, jugement du tribunal de Tours, qui ordonne la réduction dans le sens de la loi du 16 niv.

5 germ. an 8, jugement du tribunal de Loir-et-Cher, qui, réformant, déboute l'acquéreur de sa demande en réduction, attendu la clause prohibitive, l'intention évidente des parties de traiter en numéraire, et l'art. 14 de la loi du 27 therm. an 6.

POURVOI pour fausse application de la loi du 27 therm., et contravention à la loi du 16 niv. an 6.

On a dit pour le demandeur que toute stipulation faite en France, du temps du papier-monnaie, était réductible, excepté lorsque les parties avaient positivement stipulé, ou lorsque le législateur avait ordonné par une disposition expresse, que le paiement serait fait en numéraire (art. 1^{er} et 2 de la loi du 11 frim. an 6). Or, dans l'espèce, on ne voit ni stipulation des parties, ni disposition de la loi, qui soit positivement obligatoire d'un paiement en numéraire.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que les lois intervenues sur les transactions passées dans le temps du papier-monnaie, n'ont pas condamné les débiteurs à payer en numéraire, dans le cas où il y aurait eu une stipulation expresse à ce sujet, mais qu'elles l'ont ainsi ordonné dans celui où il paraîtrait, par des circonstances particulières, qu'elles ont indiquées, que telle avait été l'intention des parties. — D'où il suit que le jugement attaqué a pu, sans violer aucune de ces lois, voir cette intention dans les clauses particulières du contrat de vente dont il s'agissait au procès, et notamment dans celle par laquelle le demandeur s'était obligé de ne pouvoir rembourser la somme de 200,000 liv., avant le délai de dix années; attendu (y est-il dit) que ce n'est qu'à cette condition, et sous la foi de son exécution, que les vendeurs ont consenti la vente de ladite terre de Leugny, et n'en ont porté le prix qu'à la somme de 600,000 fr. — Rejetto, etc.

Dn 21 vent. an 10. — Sect. civ. — Rapp. le cit. Pajon. — Pl. les cit. Bonnet et Guichard.

1^{re} EXÉCUTION PROVISOIRE. — JUGEMENT.2^o JUGEMENT. — TRANSCRIPTION DE LOI.

1^o L'ordonnance de 1667 qui ordonne l'exécution provisoire des sentences dans les cas où il y a titre, n'a point été abrogée en ce point par les lois intermédiaires (1).

2^o Un jugement ne peut être annulé en appel, sous prétexte de non-transcription de la loi appliquée (Const. du 5 fruct. an 3, art. 208), lorsqu'il s'est borné à juger d'après un principe général de droit et d'équité.

(Giraud—C. Brice.)

Giraud avait obtenu, le 15 pluv. an 7, du tribunal civil de Metz, un jugement qui condamnait Brice à lui payer 8,000 liv., pour quatre années d'arrérages d'un prix de ferme établi par bail authentique, et ordonnait l'exécution provisoire pour le paiement de 5,837 liv. que Brice avait reconnu devoir pour ce prix de ferme, et qu'il avait même payées le 1^{er} niv. an 4, au nommé Thomas, prétendu agent dudit Giraud. — Ce jugement avait rejeté la quittance dudit Thomas, produite par Brice.

Sur l'appel relevé par Brice au tribunal civil du département du Bas-Rhin, il avait demandé la nullité du jugement de première instance par deux motifs: — Le premier, pris de ce que, d'après les nouvelles lois, le tribunal civil de Metz n'avait pu ordonner l'exécution provisoire de son jugement; — Le second, pris de ce que le tribunal n'avait inséré dans son jugement ni la date ni la teneur des lois par lui appliquées. — Le tribunal d'appel avait accueilli ces deux nullités par un premier jugement du 21 brair. an 7; et par un second du lendemain 22, il avait déclaré Brice libéré par la quittance de Thomas, et en conséquence déclaré Giraud non recevable dans sa demande.

Pourvoi en cassation; 1^o pour violation de l'article 15 du titre 17 de l'ordonnance de 1667, qui veut que, s'il y a contrats, obligations, etc., les sentences de provision soient exécutées, à quelques sommes qu'elles puissent monter; — 2^o Pour fausse application de l'art. 308 de la constitution de l'an 3, qui veut que les jugements contiennent le texte de la loi appliquée, en ce que le jugement de première instance n'a fait l'application d'aucune loi positive, mais seulement d'un principe général de droit et d'équité concernant la libération.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu, en premier lieu, qu'il n'est pas vrai, comme le suppose le premier des jugements attaqués, que du silence des nouvelles lois sur l'exécution provisoire des jugements de première instance, on puisse conclure l'abrogation de cette exécution provisoire, puisque les nouvelles lois ont ordonné l'exécution des anciennes en tout ce à quoi elles n'ont pas dérogé; — Qu'il n'est pas vrai d'ailleurs que les nouvelles lois aient gardé ce silence, puisque l'art. 13 du titre 5 de la loi de 1790, sur l'organisation judiciaire, en défendant l'exécution pendant huitaine des jugements de première instance, excepte le cas où ces jugements sont exécutoires par provision; — Enfin, qu'il n'est pas plus vrai, comme le suppose aussi le premier des jugements attaqués, que les juges de première instance n'auraient pu, d'après l'art. 13 du titre 17 de l'ordonnance de 1667, ordonner l'exécution provisoire de leur jugement que pour 300 fr., puisque cet article ne s'applique qu'au cas où il n'y a ni contrat ni obligation, et que, dans l'espèce, il y avait un bail au-

(1) Cette décision est conforme à l'opinion de M. Merlin, *Quest.*, 1^{re} Exécution des jugements en matière civile, § 2.—L'art. 135 du Code de proc.

ture civile reproduit la disposition de l'ordonnance de 1667.

thentique, cas auxquels s'applique l'art. 15 du même titre, portant : — « S'il y a contrats, obligations, promesses reconnues ou condamnations précédentes par sentences dont il n'y ait point d'appel, les sentences de provision seront exécutées, à quelque somme qu'elles puissent monter, en donnant caution; » — D'où il suit que le premier des jugemens attaqués contient une violation expresse de cet art. 15;

Attendu, en second lieu, qu'il résulte clairement du jugement de première instance, qu'il n'a fait l'application d'aucune loi positive, mais seulement d'un principe général de droit et d'équité concernant la libération; d'où il suit que le premier des jugemens attaqués a faussement interprété la loi qui veut que les jugemens énoncent les termes de la loi appliquée; — Attendu, en troisième lieu, que la nullité de ce premier jugement emporte la nullité du second, ce qui rend inutile l'examen des moyens de cassation dirigés contre ce second jugement; — Par ces motifs, après avoir donné défaut contre Quirin Thomas, non comparant, — Casse, etc.

Du 29 vent. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Riols.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

ENREGISTREMENT. — BAIL ADMINISTRATIF
Sous l'empire de la loi des 5-19 décembre 1790, un bail administratif de la perception d'un impôt, devait être aussi soumis à l'enregistrement (1).

(L'Enregistrement — C. Poisson.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 13 de la loi du 19 déc. 1790, ainsi conçu : « Tous les procès-verbaux, délibérations et autres actes faits et ordonnés par les corps municipaux et administratifs, qui seront passés à leurs greffes et secrétariats, et qui tendront directement et immédiatement à l'exercice de l'administration intérieure et de police, seront exempts de la formalité des droits d'enregistrement. A l'égard de tous les actes ci-devant assujettis aux droits de contrôle, et qui pourront être passés par les corps municipaux et administratifs, notamment les marchés et adjudications d'entreprises, et les baux des biens communaux et nationaux, ils seront sujets aux droits d'enregistrement dans le délai d'un mois; » — Et attendu que cet art. 13 soumet expressément aux droits d'enregistrement ceux des actes des corps municipaux et administratifs ci-devant assujettis aux droits de contrôle; que d'après l'art. 22 du tarif des droits de contrôle du 29 sept. 1792, dont l'effet n

été maintenu jusqu'à la publication de la loi précitée, les baux et traités pour la levée des tailles et autres impositions étaient soumis à la perception du droit fixé par l'art. 15 de ce tarif; et que la délibération prise le 15 pluv. an 6, par l'administration municipale du canton de Claye, et portant adjudication au rabais de la perception des contributions directes de ce canton, n'est autre chose qu'un traité pour la levée des impositions dont parle l'art. 22 de ce tarif; d'où il suit que cette délibération, comme portant sur une opération soumise dans le temps au droit de contrôle, était assujettie par l'art. 13 au droit d'enregistrement demandé, et que le jugement qui l'en a affranchie a évidemment violé cet article; — Casse, etc.

Du 23 vent. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Riols.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

FRAIS.—PROCUREUR.—REGISTRE.

L'héritier d'un procureur est non recevable à réclamer les frais de procédures faits par son auteur, s'il ne représente un registre en bonne forme, du procureur décédé, constatant la créance. (Ord. 1453, art. 44; Ord. 1535, ch. 5, art. 32; Arrêt régl. Parl. de Paris, 28 mars 1692; Tarif, art. 151, anal.) (2)

(Picart—C. Delion.)

Le sieur Picart demandait aux sieurs Delion une somme de 54 liv. 15 s. 9 den., pour frais de procédure qu'il prétendait être dûs à feu Picart, son père, ancien procureur au bailliage de la Marche. — Les sieurs Delion le soutenaient non recevable, sur le fondement qu'il ne représentait pas les registres que son père avait dû tenir, conformément à l'art. 15 du titre des *Avocats et Procureurs*, ordonnance civile de Lorraine, du mois de nov. 1707.

Jugement du tribunal civil de Neufchâteau, qui, d'après ce motif, déclare le sieur Picart non recevable.

Le sieur Picart se pourvoit en cassation. Il soutient que les premiers juges ont fait une fausse application de l'ordonnance précitée, sur le motif que le ci-devant bailliage de la Marche ressortissait du parlement de Paris, et n'avait jamais été soumis aux lois de Lorraine.

M. Merlin, commissaire du gouvernement, en reconnaissant le fondement en fait de ce moyen, a dit que le jugement attaqué était au surplus conforme aux réglemens observés en France, et particulièrement à l'art. 4 de l'ordonn. de 1453, qui soumet aussi les procureurs à tenir des regis-

« ou qui refuseront de le représenter et à affirmer « véritables, d'être déclarés non recevables en leurs « demandes et prétentions de leurs frais et salaires. » Cette disposition avait été adoptée dans presque tous les parlements, et elle était rigoureusement appliquée. — Il a cependant été jugé sous l'empire de ces réglemens et ordonnances que la fin de non-recevoir prononcée contre le procureur qui n'a point de registre, ne peut être opposée à celui qui ayant un livre de recettes a omis d'y inscrire quelques sommes reçues, pourvu que sa bonne foi soit reconnue. *P. Grenoble*, 13 vent. an 9, et la note. — Ce tempérament nous semble devoir être admis encore aujourd'hui, bien que l'article 151 du tarif (Décret du 17 févr. 1807) prononce la fin de non-recevoir contre les avoués, faute de représentation ou de tenue régulière du registre qu'il prescrit. — *P. au surplus, Merlin, Répert., v. Procureur ad lites*, § 6, et *Quest.*, v. *Avoué*, § 1^{er}; Chazeau, *Comment. du tarif*, t. 1^{er}, p. 77.

(1) Il en serait de même aujourd'hui : la loi du 15 mai 1818 a, sur ce point, une disposition conforme à celle de l'art. 13 de la loi du 19 déc. 1790. En voici les termes : Art. 78. « Demeurent assujettis à au timbre et à l'enregistrement sur la minute, « dans le délai de vingt jours, conformément aux « lois existantes, 1^o les actes des autorités administratives et des établissemens publics, portant « transmission de propriété, d'usufruit et de jouissance; les adjudications ou marchés de toute « nature, aux enchères, au rabais ou sur soumission, etc. »

(2) L'art. 3 du règlement du 26 mars 1692 est ainsi conçu : « Les procureurs seront tenus d'avoir « des registres en bonne forme, d'y inscrire toutes « les sommes qu'ils reçoivent de leurs parties, ou « par leur ordre, de les représenter et affirmer véritables, toutes les fois qu'ils en seront requis, à « peine contre ceux qui n'auront pas de registres,

tres pour constater les avances que leurs tuteurs leur ont faites. Il a conclu au rejet.

JUGEMENT

LE TRIBUNAL.—Attendu que le d-mandeur n'a pas justifié, devant les juges du tribunal de Neufchâteau, d'un registre tenu par son père, en sa qualité de ci-devant procureur, en la forme voulue par la loi et les réglemens observés en France et dans le ressort du ci-devant parlement de Paris, auquel appartenait le ci-devant bailliage de la Marche, lois et réglemens semblables en tout point aux dispositions de l'ordonnance de Lorraine, citées par le tribunal de Neufchâteau, dans son jugement; d'où il résulte qu'il a été justement déclaré non recevable dans sa demande, et que, d'après cette fin de non-recevoir, il serait superflu d'examiner si on pouvait au fond lui opposer la prescription; —Rejette, etc.

Du 23 vent. an 10.—Sect. req.—Prés., le cit. Murais.—Rapp., le cit. Minier.—Concl., le cit. Merlin, comm. gouv.

DOMICILE ÉLU.—ASSIGNATION.

L'élection du domicile faite par un débiteur n'est pas au créancier la faculté d'assigner au domicile réel. (Ord. 1667, tit. 2, art. 3.) (1)

(Branças—C. Lefebvre.)

Les sieur et dame de Branças s'étaient obligés, les 22 mars 1788 et 21 septembre 1789, envers le sieur Lefebvre, au paiement de 24,812 francs. Pour l'exécution de ces obligations, ils avaient fait élection de domicile dans la commune de Saint-Maur, où il consentait la validité de tous actes à re relatifs. —Néanmoins le sieur Lefebvre les fait assigner à leur vrai domicile, à Paris, rue des Minimes, n° 1.

Deux jugemens par défaut contre eux, et au profit du sieur Lefebvre, sont rendus les 6 avril et 6 août 1792.—Appel des sieur et dame de Branças. Ils prétendent que l'assignation n'a pas été donnée au domicile élu dans les obligations précitées. —Le sieur Lefebvre répond que cette assignation a été valablement signifiée au domicile réel, conformément à l'art. 3, tit. 2 de l'ordonnance de 1667. — Jugement du tribunal d'appel de Paris, du 27 mess. an 9, qui confirme.

Pourvoi en cassation, pour fausse application de l'art. 3, tit. 2 de l'ordonnance de 1667, et pour violation de la loi du contrat.

Dans l'espèce, disaient les demandeurs, un domicile autre que le réel ayant été choisi pour l'exécution des obligations dont il s'agit, c'était à ce domicile élu seulement, et à l'exclusion de tout autre, que devaient être signifiés tous les actes relatifs à cette exécution. En faisant une élection de domicile les parties avaient entendu faire exception à la règle générale sur la signification des actes à personne ou domicile : or, en ne se conformant pas à cette exception, qui était une convention des parties, et conséquemment leur loi;

(1) En général et aux termes de l'ordonnance de 1667, comme aux termes des art. 111 du Code civil et 59 du Code de proc., l'élection de domicile est une faculté d'option accordée à celui avec lequel on traite, entre le domicile réel et le domicile d'élection. C'est en ce sens que l'explique Merlin, *Rep.*, v° *Domicile élu*, § 2, n°s 12 et 13, et *Quest. de droit*, v° *Domicile élu*, § 1; *P.* aussi Toullier, t. 4, n° 369; Duranton, *Droit civil*, t. 1, n°s 376 et suiv. Mais cela n'empêche pas que les parties ou l'une d'elles, lorsqu'elles passent un acte, ne puissent stipuler dans leur intérêt particulier une élection de domicile pour l'exécution de cet acte; en ce cas, la partie qui

et qui n'avait rien d'illicite, ou a violé la loi du contrat et fausement appliqué la loi générale exprimée par l'art. 3 du tit. 2 de l'ordonnance de 1667.

Le commissaire du gouvernement Merliu a dit : — « ... L'élection de domicile, en thèse générale, ne constitue que le consentement des parties par lequel elles entendent que les assignations, faites au domicile élu, soient aussi valables que si elles étaient faites au domicile réel : elle n'est faite que pour l'avantage du créancier, qui peut y renoncer, et elle lui laisse toujours la liberté d'assigner son débiteur, ou au domicile élu ou au domicile réel. » — Il a conclu au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu que le jugement attaqué établit en fait, que le sieur de Branças et son épouse avaient, à l'époque du 4 mai 1791, un domicile réel dans la rue des Minimes, n° 1, à Paris; quo ce fait ne paraît pas avoir légalement été contredit; d'où il résulte que l'assignation à eux donnée ce même jour audit domicile, doit être regardée comme régulière, et qu'ainsi le jugement attaqué ne présente aucune fausse application de l'art. 3 du tit. 2 de l'ordonnance de 1667; —Rejette, etc.

Du 23 vent. an 10.—Sect. req.—Prés., le cit. Murais.—Rapp., le cit. Boyer.—Concl., le cit. Merlin, comm.—Plaid., le cit. Raguideau.

1° JUGEMENT. — DÉLIBÉRÉ.

2° BOIS COMMUNAUX. — PROPRIÉTÉ.

1° L'art. 10 de la loi du 3 brum. an 2, d'après lequel les juges qui surtraient pour l'examen des pièces, devaient rentrer à l'audience immédiatement après cet examen pour y délibérer en public, opiner à haute voix et prononcer le jugement, n'empêchait pas que les juges ne pussent rendre un jugement qui traitait la cause en délibéré, pour le jugement être prononcé le surlendemain (2).

2° De ce qu'une commune avait la propriété d'un bois, il ne s'ensuivait pas que le ci-devant seigneur ne pût avoir en même temps, la propriété d'une des espèces d'arbres croissant dans ce bois. (L. 28 août 1792, art. 8 et 12.) (3)

(La comm. de Mesnil-Latour — C. le Préfet de la Meurthe et la veuve Migot.)

La commune de Mesnil-Latour avait fait assigner la veuve Migot et le préfet du département de la Meurthe, représentant le ci-devant seigneur du lieu, pour se voir déclarer déchus du droit de propriété qu'ils prétendaient avoir sur les chênes d'un bois qu'elle prouvait lui appartenir.

Le 2 mess. an 9, jugement du tribunal d'appel de Nancy qui met la cause en délibéré, pour le jugement définitif être prononcé à l'audience du 4 du même mois; et le 4, jugement qui, vidant le délibéré, déboute la commune de sa demande

vu pour suivre n'a plus le choix entre le domicile élu et le domicile réel : elle est obligée de poursuivre au domicile élu. *Sic*, Duranton, *ibid.* n° 382; Pigeau, t. 1^{er}, p. 101, et Carré, t. 1^{er}, n° 270; *P.* aussi Cass. 2 fév. 1826, et Bordeaux, 29 août 1828.

(2) *P. conf.*, Cass. 1^{re} nivôse an 9, et la note. — L'art. 116 du Code de proc. civ. a consacré le principe admis par ces jugemens, et fait cesser la difficulté.

(3) *P.* en ce sens les conclusions données par Merlin, dans cette affaire, et rapportées dans ses *Quest. de droit*, v° *Communaux*, § 7.

en revendication, attendu que le ci-devant seigneur avait la propriété des chênes revendiqués, depuis un temps immémorial.

Pourvoi en cassation contre ces deux jugemens pour violation de l'art. 10 de la loi du 3 brum. an 2, et de l'art. 8 et 12 de la loi du 28 août 1792.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que, si l'art. 10 de la loi du 3 brum. an 2 prescrit aux juges de prononcer le jugement le même jour qu'ils ont vidé le délibéré, il ne leur impose pas le devoir de prononcer le jugement avant qu'ils aient fait l'examen des pièces, et pu valoir le délibéré qu'ils ont ordonné; — Que les habitants de la commune de Mesnil-Latour n'ont pas prouvé avoir possédé dans aucun temps, la futaie des bois de chêne des bois communaux; et qu'au contraire il a été établi que les ci-devant seigneurs de cette commune ont possédé depuis un temps immémorial cette futaie; — D'où il suit que le tribunal d'appel séant à Nancy n'a point contrevenu aux art. 8 et 12 de la loi du 28 août 1792, et qu'en outre il en a fait une juste application; — Rejette, etc.

Du 23 vent. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Lombard. — Concl., le cit. Merlin, comm. gouv.

TIMBRE. — AFFICHE. — IMPRIMER.

L'apposition d'une affiche non timbrée, rend l'imprimeur passible de l'amende, quoiqu'il n'ait pas participé à la contravention. (L. 9 vend. an 6, art. 56, 60 et 61.) (1)

(Enreg. — C. Laurent.)

Une affiche non timbrée avait été placardée à Genève et portait le nom du Laurent Jeune, imprimeur à Paris; poursuivi par le régime, cet imprimeur avait été renvoyé de la plainte par jugement du tribunal civil de la Seine.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la loi du 9 vend. an 6, qui porte : « Art. 56. Toutes les affiches autres que celles d'actes émanés de l'autorité publique, que, quelle que soit leur nature ou leur objet, seront assujetties au timbre fixe ou de dimension; — Art. 60. Ceux qui auront répandu des journaux ou papiers-nouvelles et autres objets compris dans l'art. 56 ci-dessus, et apposé ou fait apposer des affiches sans avoir fait timbrer leurs papiers, seront condamnés à une amende de 100 fr. pour chaque contravention; les ubjets soustraits aux droits seront lacérés; — Art. 61. Les auteurs, afficheurs, distributeurs et imprimeurs desdits journaux seront solidement tenus de l'amende, sauf leur recours aux uns contre les autres; — Attendu qu'il importe peu que le défendeur défaillant ait ou n'ait pas donné l'ordre de placer à Genève l'affiche dont il s'agit; qu'il suffit que de fait elle ait été placardée et que le défendeur défaillant en soit l'imprimeur, pour qu'il soit passible de l'amende mentionnée dans les articles ci-dessus cités de la loi du 9 vend. an 6, sauf son recours contre qui de droit; qu'ainsi le jugement étiqué, en mettant les parties hors de cause, a violé les dispositions de cette loi; — Casse, etc.

Du 23 vent. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Doutrepoint. — Concl., le cit. Pons, subst.

(1) F. anal. en sens contraire, Cass. 28 mai 1816 — Depuis la loi du 15 mai 1818, l'imprimeur a encouru l'amende dès qu'il a imprimé une affiche sur papier non timbré à l'avance (art. 76).

(2) F. conf., Merlin, Quest. de droit, v^o Cours d'eau, § 1.

TIMBRE. — REGISTRE DE PÉAGE.

Les registres d'un recaveur de péage établis sur un pont appartenant à une société d'actionnaires, sont assujettis à l'impôt du timbre. (L. 13 brum. an 7, art. 12.)

(Enreg. — C. les actionnaires du pont Morand, à Lyon.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 12 de la loi du 13 brum. an 7 sur le timbre, ainsi conçu : « Ont assujettis au droit du timbre, en raison de leur destination, tous les papiers à employer pour des actes et écritures, soit publics, soit privés, savoir : 1^o les actes des notaires; 2^o les registres de l'autorité judiciaire, etc.; 3^o ceux des compagnies et sociétés d'actionnaires; » — Attendu que le pont Morand, établi sur le Rhône, à Lyon, appartient à une société d'actionnaires qui a des registres tenus par le percepteur du droit de péage; — Attendu que la loi ci-dessus citée assujettit au droit du timbre les registres des compagnies et sociétés d'actionnaires généralement et sans aucune espèce de distinction; qu'ainsi les registres de la société des actionnaires du pont Morand sont nécessairement soumis à cette formalité, et que le tribunal civil de Ferrondissement de Lyon, en jugeant le contraire, a violé cette loi; — Casse, etc.

Du 23 vent. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Doutrepoint. — Concl., le cit. Pons, subst.

EAU (COURS D'). — COMPÉTENCE. — CONCESSION. — FÉODALITÉ.

La connaissance des contestations qui s'élèvent entre une commune et un particulier, sur un droit de cours d'eau concédé à celui-ci par le ci-devant seigneur de celle-là, appartient au pouvoir judiciaire. (L. 21 août 1790, tit. 2, art. 13; tit. 3, art. 10.) (2)

Les lois abolitives de la féodalité n'ont point porté atteinte aux concessions faites à des particuliers par les ci-devant seigneurs, de droits de cours d'eau sur les ruisseaux ou petites rivières coulant dans leurs seigneuries. (L. 28 mars 1790; 28 août 1792, art. 8.) (3)

(La commune de Greisembach. — C. Presseler.)

Le souverain de Lorraine, seigneur haut-justicier de la commune de Greisembach, avait, par arrêt du 28 juillet 1778, autorisé le sieur Presseler à construire un moulin à huile dans cette commune. Par le même arrêt, il lui avait fait la concession à titre d'acensement, et moyennant un cens annuel de six livres, d'un droit de cours d'eau nécessaire au roulement de l'huile, pour en jouir par lui, ses héritiers, successeurs et ayants cause au même titre.

Après la construction de son moulin, le sieur Presseler, pour faire usage de la concession à lui faite, changea la direction d'un ruisseau dont la source était dans la commune de Greisembach.

— En l'an 4, cette commune rétablit dans son état primitif cette direction, sans opposition de la part du sieur Presseler. — En l'an 7, ce dernier forme une demande contre la commune, tendant à ce qu'il soit maintenu dans la jouissance et propriété tant de l'usine dont l'arrêt de 1778 avait autorisé l'établissement, que du cours d'eau dont la concession lui a été faite par le

(3) C'est ce qu'ont encore jugé deux autres arrêts de la Cour de cassation des 8 sept. 1814 et 19 juil. 1830 (Volume 1834, ad notam). — Merlin avait, dans l'affaire ci-dessus, soutenu la doctrine contraire (F. Quest. de droit, v^o Cours d'eau, § 1^{er}). — F. sur surplus Volumes 1834 et 1838.

même arrêt. — La commune de Greisenbach s'y refuse; elle soutient le sieur Presseler non recevable, sur le motif que sa demande est basée sur un titre féodal, pros crit par les lois des 4 août 1789, 15 mars 1790 et 28 août 1792. — 19 therm. an 7, jugement du tribunal civil du département de la Moselle, qui adopte cette fin de non-recevoir.

Appel au tribunal civil du département de la Meurthe. — Le sieur Presseler soutenait que la concession dont il s'agit ayant été faite pour l'utilité de la commune de Greisenbach, et autres environnantes, et antérieurement aux lois abolitives des effets de la féodalité, ces lois lui étaient inapplicables; que, d'ailleurs, les lois des 28 août 1792, art. 3 et 4, et 10 juin 1793, en restituant aux communes leurs anciens droits, avaient fait une réserve au profit des particuliers non seigneurs, à qui il aurait été fait des aliénations, suivies de leur exécution, par les anciens seigneurs; que l'effet de cette réserve était de maintenir ces particuliers dans la jouissance et propriété des droits aliénés; que lui (le sieur Presseler) se trouvant dans le cas de la réserve, elle devait lui profiter.

La commune répondait que la réserve dont argumentait le sieur Presseler, n'était relative qu'aux droits de féodalité aliénés par les anciens seigneurs, et qui leur auraient appartenu en vertu desdites déclarations, arrêts du conseil, lettres patentes, jugemens rendus et actes faits en conséquence, mais qu'elle n'avait aucun trait au droit de cours d'eau dont il s'agit, lequel avait été usurpé par le ci-devant seigneur haut-justicier de Greisenbach, qui l'avait aliéné, quoiqu'il ne lui appartint pas, par l'effet de sa puissance souveraine. — Il est à remarquer que le sieur Presseler voulait substituer un moulin à farine à son builcrie.

15 flor. an 8, jugement infirmatif et interlocutoire, qui, avant faire droit, ordonne que, par experts, il sera procédé à la visite des lieux, afin de constater si le moulin à farine n'exigeait pas un cours d'eau plus considérable que celui concédé par l'arrêt de 1778. — Le motif de ce jugement était que, quoique le titre du sieur Presseler émanât de la puissance féodale, aucune loi néanmoins n'en avait prononcé la nullité.

26 flor. an 9, jugement définitif, homologatif du rapport des experts, et qui maintient le sieur Presseler dans la propriété et jouissance de son usine, soit comme builcrie, soit comme moulin à farine, ainsi que du cours d'eau nécessaire à son exploitation.

POURVOI en cassation de la commune contre ces deux jugemens, 1° pour incompétence du pouvoir judiciaire; 2° pour contravention aux lois des 4 août 1789, 15 mars 1790 et 28 août 1792, qui restituent aux communes les droits dont elles avaient été dépouillées par leurs anciens seigneurs. Elle soutenait que l'autorité administrative seule, quoiqu'elle se fût déclarée incompétente par son arrêt du 18 germ. an 7, devait connaître de l'espèce, et par sa nature et par son objet. — Elle soutenait particulièrement que l'art. 8 de la loi du 28 août 1792, ne laissait aucun doute sur la réintégration des communes dans les droits que leur avaient enlevés leurs seigneurs.

Le cit. Merlin, commissaire du gouvernement, a pensé que le moyen d'incompétence devait être rejeté, sur le fondement, 1° que la commune n'avait fait valoir ce moyen ni en première instance, ni sur l'appel; 2° que l'administration centrale de la

Moselle s'était déclarée incompétente; 3° enfin que la cause, tant par sa nature que par son objet, entraînait dans les attributions du pouvoir judiciaire. — Sur le dernier moyen, il a dit que la commune étant propriétaire originaire du cours d'eau dont il s'agit, l'ancien gouvernement n'avait pu en disposer, comme seigneur haut-justicier de cette commune, au préjudice de celle-ci, et aliéner un droit dont il n'était pas le maître; que conséquemment c'était le cas d'appliquer l'art. 8 de la loi du 28 août 1792, et de casser les deux jugemens attaqués.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que l'objet de la demande ne tendait, d'une part, qu'à être maintenu dans la propriété et possession d'un droit de cours d'eau sur un ruisseau, ledit droit réclamé en vertu d'un titre de concession faite par l'ancien gouvernement, dans les formes lors prescrites; et d'autre part, qu'à repousser cette prétention, en opposant la nullité du titre, la cessation de la possession, et la propriété libérée de toute charge féodale du même ruisseau; — Que les questions auxquelles ces demandes et exceptions ont donné lieu, étaient de la compétence du pouvoir judiciaire, et ne présentaient aucun caractère attributif de compétence aux autorités administratives; que l'administration centrale avait connu elle-même de l'affaire, lorsque, par son arrêt du 18 germ. an 7, sur le vu des pièces, elle avait autorisé la commune à se défendre devant les tribunaux civils: — Qu'il suit de là que les juges n'ont pas excédé leurs pouvoirs, ni porté atteinte à ceux des autorités administratives;

Attendu que la concession, moyennant un prix convenu, et motivée pour l'utilité publique du canton, est antérieure aux lois des 28 mars 1790, 28 août 1792; que ces lois, en supprimant les effets de la féodalité, n'ont jamais pu être applicables à la validité et à la conservation d'un droit de propriété sur un cours d'eau, droit qui appartenait alors au pouvoir qui l'a cédé; — Que les lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793, en restituant aux communes leurs anciens droits, ont formellement excepté de cette restitution ce qui avait été aliéné par les anciens seigneurs, et ce qui était possédé par des tiers, en vertu de ces aliénations; Qu'il n'a été commis par le jugement attaqué aucune violation de ces lois; — Rejette, etc.

Du 23 vent. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Murair. — Rapp., le cit. Delacoste. — Concl., le cit. Merlin, comm. du gouv. — Pl., le cit. Thacussios.

ENREGISTREMENT. — ACTE PASSÉ ENTRE ÉTRANGERS.

L'art. 10 de la loi des 29 sept.-9 oct. 1791 s'applique aux actes passés par des Français en pays étranger, et non à ceux faits entre étrangers dans un pays non réuni à la France à l'époque de leur passation (1).

Du 24 vent. an 10. — Sect. civ. — Rej. — Rapp., le cit. Babille.

ENREGISTREMENT. — DOMAINES NATIONAUX. — ACQUÉREURS. — DÉCHÉANCE

La déchéance encourue par les acquéreurs de domaines nationaux, faute d'en avoir payé le prix, ne les dispense pas de payer le droit proportionnel sur leurs contrats d'acquisition (2).

jugement du 4 vent.; *F.* aussi MM. Championnière et Rigaud, *Traité des droits d'enregistrement*, t. 1, n° 253.

(1) *F.* Teste-Lebeau, *Dict. de l'enreg.*, v° *Acte passé en pays étranger*, n° 2.

(2) *F.* dans le même sens, Cass. 4 vent. an 11; Bruxelles, 20 juil. 1821, et nos observations sur le

(La régie de l'enreg.—C. Vogel.)

Le tribunal de l'arrondissement de Diekirch avait, par jugement du 3 pluv. an 9, déchargé Vogel du paiement du droit proportionnel d'enregistrement d'une vente de bois national, sous prétexte qu'il avait encouru la déchéance de cette vente, faute d'en avoir payé le prix.—Les motifs principaux de ce jugement étaient, 1^o que la loi de 1790 sur l'enregistrement n'est point applicable aux ventes de biens nationaux;—2^o Que les lois relatives à la déchéance des ventes de ces biens ne portent aucune disposition qui soumette au paiement du droit d'enregistrement les acquéreurs débus.

Pourvoi pour contravention à l'art. 2 de la loi du 19 déc. 1790, suivant lequel tous les actes translatifs de propriété ou d'usufruit de biens immeubles réels ou fictifs, sont soumis à l'enregistrement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 2 de la loi du 19 déc. 1790, portant : « Le titre de toute propriété ou usufruit de biens immeubles réels ou fictifs sera enregistré; »—Attendu que cette même loi, au titre des exceptions, n'affranchit que pour cinq ans du droit proportionnel les ventes de biens nationaux;—Attendu que, dans l'espèce, la vente était parfaite; qu'il serait contraire à la raison et à la justice que le droit proportionnel acquis à la république sur une vente parfaite, pût être éteint par un fait, une faute personnelle à l'acheteur; que, pour que cela pût être ainsi décidé, il faudrait y être autorisé par une loi expresse, et que, loin qu'il existe une pareille loi, au contraire l'art. 14 de la loi du 11 frim. an 8 suppose le droit dû dans ce cas, puisqu'il ne veut pas qu'il puisse être restitué à l'acquéreur;—Casse, etc.

Du 24 vent. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Riols.—Concl., le cit. Pons, subst.

ENREGISTR.—SAISIE-ARRÊT.—JUGEMENT.

Le jugement qui ordonne que le tiers-saisi, débiteur en vertu d'un titre non enregistré, paiera entre les mains du créancier saisissant, doit être enregistré dans les 20 jours de sa date, et les droits doivent être acquittés par le saisissant. Dans ce cas, la condamnation doit être considérée comme obtenue au moyen du titre existant entre le débiteur et

le tiers-saisi, bien que le saisissant y soit étranger. (L. 22 frim. an 7, art. 7, 20 et 69, § 2, n^o 9.) (1)

(Enregistrement.—C. Huot-Renard.)

La veuve Champeaux sur laquelle une saisie-arrest avait été formée par le sieur Huot-Renard, créancier de Grosselin, déclara qu'elle devait à ce dernier 13,300 fr., en vertu d'une obligation sous seing privé non enregistrée.

Sur cette déclaration, jugement du 6 messid. an 8, qui ordonne que la veuve Champeaux paie entre les mains de Huot-Renard et des créanciers opposans, jusqu'à concurrence du montant des créances qui seront justifiées.—Ce jugement n'ayant point été enregistré dans les 20 jours, la régie a décerné contre Huot-Renard une contrainte en paiement du double droit, et a raison du jugement considéré comme titre d'obligation.—Opposition à cette contrainte par Huot-Renard.

15 vent. an 9, jugement du tribunal de Reims qui annule la contrainte, attendu que le jugement qui a déclaré la saisie-arrest bonne et valable, n'a pas été rendu en vertu de l'obligation sous seing privé qui constitue le titre de la veuve Champeaux, mais en vertu de titres exécutoires, qui établissent le créancier de Huot-Renard sur Grosselin; qu'il n'y a eu que déclaration de la part de la tiers-saisie, et non condamnation prononcée contre elle, et qu'en conséquence, l'art. 7 de la loi du 22 frim. an 7, qui assujettit à la formalité les jugemens portant condamnation sur des conventions sujettes à l'enregistrement, n'est pas applicable.

Pourvoi en cassation par la régie, pour violation des art. 7, 20 et 69, § 2, n. 9, de la loi du 22 frim. an 7.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 7, de la loi du 22 frim. an 7, ainsi conçu : « Les actes civils et extra-judiciaires sont enregistrés sur les minutes, a brevets ou originaux; les actes judiciaires reçus ont cette formalité, soit sur les minutes, soit a sur les expéditions, suivant les distinctions ci-après, etc.; ceux qui doivent être enregistrés a sur les minutes sont les procès-verbaux d'apposition, de reconnaissance et de levée des scellés, les jugemens portant transmission d'immeubles et ceux pour lesquels il est prononcé a des condamnations sur des conventions sujettes a à l'enregistrement, même sans énonciation de a titres enregistrés; » l'art. 20 de la même loi,

On conçoit qu'il en devrait être autrement, et que le droit serait dû, si le tribunal statuait sur la dette du tiers-saisi, contestant son existence; ce serait alors sur la convention même que la condamnation porterait.

Lorsque le tiers-saisi est déclaré débiteur par et simple du montant de la saisie, faute d'avoir fait sa déclaration, le jugement n'est pas rendu sur une convention non enregistrée, mais sur le défaut de comparaitre, lequel n'est pas un titre susceptible d'enregistrement; alors le droit d'obligation n'est pas exigible.

Les instructions de la régie, n^o 136 à 1097, contiennent sur cette matière des règles arbitraires, et dont une partie ne doit pas être suivie. P. à cet égard, et sur ce qui concerne l'application générale du droit de titre, MM. Championnière et Rigaud, *Traité des droits d'enregistrement*, t. 2, n^o 845 et suiv.

P. en surplus les arrêts des 24 août 1808 et 10 mars 1812, et nos observations sur ce dernier arrêt.

(1) Cette solution n'est pas sans difficulté : la loi établit bien en règle générale que, lorsqu'une condamnation est rendue sur une demande non établie par acte enregistré et susceptible de l'être, le droit auquel l'objet de la demande surait donné lieu, s'il avait été convenu par acte public, sera perçu indépendamment du droit dû pour le jugement qui a prononcé la condamnation (art. 69, § 2, n^o 9 de la loi de frim.) mais la loi semble elle-même avoir fait une exception pour l'espèce. En effet, l'art. 69, § 2, n^o 6, tarife au droit fixe de 2 fr. « les actes passés aux greffes et portant... affirmation de créance. » Or la déclaration affirmative prescrite au cas de saisie-arrest (C. proc., 571), est assurément comprise sous cette dénomination. Il en résulte que le jugement qui ordonne le paiement par la tiers-saisi, aux mains du saisissant, prononce la condamnation en vertu de la déclaration affirmative, et non en vertu du titre de l'obligation reconnue; il est donc rendu sur un acte enregistré, et ne rentre pas dans la classe des jugemens soumis à un droit particulier en raison de l'acte non enregistré sur lequel il prononce.

ainsi conçu : « Il est néanmoins fait exception « aux dispositions des deux art. précédens quant « aux jugemens rendus à l'audience, qui doivent « être enregistrés sur les minutes. Lorsque les « parties n'auront pas consigné aux mains des « greffiers, dans le délai prescrit pour l'enregistrement, le montant des droits liés par la loi ; « dans ce cas le recouvrement en sera poursuivi « contre les parties par les receveurs, et elles sup- « porteront en outre la peine du droit en sus ; » — Et attendu que de l'ensemble desdits articles il résulte 1^o que les jugemens de condamnation sur des conventions non enregistrées doivent être enregistrés dans le délai de vingt jours sur la minute, à la diligence des parties, à peine de paiement du double droit ; 2^o que c'est le défendeur qui a poursuivi la condamnation qui a donné lieu à la contrainte de la régie, et l'a obtenu à son profit ainsi qu'à celui des opposans ; 3^o qu'il ne l'a pas seulement obtenu en vertu des jugemens antérieurs qui le constituaient créancier de Grosselein, et qui ne pouvaient lui donner de droit que contre Grosselein, mais encore en vertu de l'obligation sous signature privée, souscrite par la veuve Champeaus en faveur dudit Grosselein, aux droits duquel la condamnation prononcée contre cette veuve l'a subrogé, comme si Grosselein lui eût fait une cession volontaire de sa créance ; d'où il résulte que c'était au défendeur à acquitter les droits dus par le jugement qui avait prononcé cette condamnation en sa faveur, et qu'aucun motif ne pouvait dispenser le tribunal de Reims d'appliquer à l'espèce de la cause le texte des articles ci-dessus cités, dont le jugement attaque a manifestement violé les dispositions ; — Casse, etc.

Du 24 vent. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Pajon. — Concl., le cit. Pons, subst.

JUIFS. — ARRÊTS DE RÉGLEMENT — ALSACE.

Les arrêts de règlement du conseil supérieur de Colmar avaient force de loi dans la ci-devant Alsace, notamment l'arrêt du 20 mai 1769, relatif à la forme des billets souscrits au profit des Juifs (1).

(Moysse — C. Scheitel.)

Le 22 juin 1781, le sieur Scheitel, apothicaire à Bouders, avait souscrit au profit du sieur Moysse, juif, un billet de 960 florins d'Allemagne, payable pour moitié dans un an, et le surplus dans les deux années suivantes. — Ce billet était causé pour argent prêté à l'effet d'acheter des drogues. — Il n'était pas écrit de la main de Scheitel, mais seulement signé de lui ; celui-ci y avait cependant écrit de sa main ces mots : *Bon pour 960 florins.* — En l'an 7 seulement, Moysse réclama le paiement du billet du 22 juin 1781. — Scheitel, tout en reconnaissant sa signature, soutint ne rien devoir ; il expose qu'il avait originellement dû au demandeur une somme de 3,600 florins ; qu'il lui en avait passé sa reconnaissance le 26 août 1779 ; que cette reconnaissance avait été successivement remplacée par d'autres de moindre somme ; que ces dernières, lors du remboursement qu'il en avait fait, avaient été supprimées ; que c'était par méprise que le billet représenté par le demandeur n'avait pas été compris dans cette suppression. — Scheitel invoque les réglemens faits pour réprimer les exactions que les Juifs commettaient, avant la révolution, dans la ci-devant Alsace, et notamment l'arrêt de ré-

glement du conseil supérieur de Colmar, du 20 mai 1769, les lettres patentes du 6 nov. 1779, et la loi des 28 sept. et 13 nov. 1790. — Le dispositif de cet arrêt de règlement, du 20 mai 1769, est ainsi conçu : « ... Ordonne qu'à l'avenir tous billets obligatoires autres que pour fait de banque ou de commerce, qui seront passés au profit des Juifs et qui ne seront pas entièrement écrits et signés de la main des débiteurs, seront rédigés, écrits et signés en présence de deux témoins irréprochables, lesquels signeront pareillement lesdits billets, à peine da nullité. » — Toutes ces formalités ne se rencontrant pas dans l'espèce, Scheitel soutient que le billet dont il s'agit est nul.

29 prair. an 7, jugement du tribunal civil du Bas-Rhin, qui, sans s'arrêter aux exceptions de Scheitel, le condamne à payer au demandeur le montant de son obligation du 22 juin 1781, sous la déduction de ce qu'il justifierait avoir déjà payé.

Sur l'appel, jugement du tribunal civil des Vosges, du 11 flor. an 8, qui, sur le seul fondement de l'arrêt de règlement du 20 mai 1769, infirme le jugement de première instance, déclare nul le billet du 22 juin 1781, et déboute Scheitel de toutes les poursuites, en affirmant devant le juge de paix de son domicile qu'il n'a pas reçu du demandeur la somme énoncée dans ce billet.

Pourvoi en cassation de la part de Moysse, pour violation des déclarations des 30 juill. 1730 et 22 septembre 1733.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que le tribunal civil du département des Vosges, en déclarant nulle l'obligation qui faisait l'objet de la contestation, a pu valablement fonder son jugement sur l'arrêt de règlement du conseil d'Alsace, du 20 mai 1769, d'autant plus qu'au 22 juin 1781, date du billet, cet arrêt de règlement avait force de loi en Alsace, et que son autorité a encore été corroborée par les lettres patentes du 6 nov. 1779 ; — Rejette, etc.

Du 21 vent. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Doutrepont.

MANDAT. — TRÉSOR PUBLIC. — EFFET DE COMMERCE. — GARANTIE.

Un mandat émané de la trésorerie, au profit d'un particulier, d'effet de toucher une somme de deniers chez le payeur général d'un département, n'est pas un effet de commerce, surtout lorsqu'il n'est pas dit payable à ordre. — En conséquence, dans ce cas, l'action en garantie n'est pas la même qu'à l'égard des effets de commerce.

(Caussin — C. Lafontaine.)

Les sieurs Neu et Lafontaine, fournisseurs du gouvernement, avaient reçu, en mess. an 5, du chef de bureau des fonds de la trésorerie nationale, un mandat en forme d'avertissement, ainsi conçu : *Je vous prie de me faire venir d'adresser au payeur général du département de la Moselle, première division, un ordre de paiement à votre profit, de la somme de 4,000 livres, comprise dans l'état du ministère de la guerre numéroté 5860, et autorisé par les commissaires de la trésorerie, le 9 floréal.*

Ce mandat fut d'abord passé à l'ordre du sieur Caussin. Celui-ci, à son tour, le passa à l'ordre du sieur Bisselegrave, le 30 du même mois. — Le 4 fruct. suivant, ce dernier en demande le paiement à la caisse du payeur : on s'y refuse. — Le 17 du même mois, protêt. Dénonciation de ce protêt, dans la quinzaine, au sieur Caussin, qui, sur la demande récursoire du sieur Bisselegrave, tendant au remboursement du mandat, en forme une en garantie contre les sieurs Neu et Lafon-

(1) P. sur l'effet obligatoire des anciens arrêts de règlement, *Jurisp. du XIX^e siècle, 1^{er} arrêt de règlement*, § 1^{er}.

taine, cédans originaux. — Ceux-ci soutiennent qu'il n'y a lieu ni à la demande en remboursement, ni à celle en garantie formée par suite, sur le fondement que co inandat n'étant pas un effet de commerce, suivant l'esprit de l'arrêt du directoire exécutif du 21 mess. an 5, ne présente pas la même garantie de la part des cédans, les uns contre les autres. — A quoi le sieur Bisselegrave réplique : Que le mandat, ou plutôt le billet à ordre dont il s'agit, ne diffère en rien des effets commerciables, en ce que l'expression à son ordre, y insérée, équivaut à celle de à son ordre, qu'on emploie ordinairement dans les effets à ordre; d'où il suit qu'il doit être rangé dans la classe de ces derniers effets, et conséquemment donner lieu à la même garantie des cédans ou endosseurs entre eux.

Le tribunal civil des Vosges, par jugemens des 6 frim. et 26 niv. an 7, condamne le sieur Causin au remboursement du mandat, et les sieurs Neu et Lafontaine à indemniser ce dernier de ce remboursement.

Appel de la part du sieur Lafontaine seulement, au tribunal civil du département de la Haute-Marne. — Bisselegrave a persisté à dire que le mandat devait être considéré comme un effet de commerce. — Le sieur Causin a conclu à la confirmation des jugemens dont était appel.

Le 7 niv. an 8, jugement qui, attendu que le billet dont il s'agit n'étant pas un effet de commerce, suivant l'esprit de l'arrêt du directoire exécutif du 21 mess. an 5, ne présente pas la même garantie contre le cédant, décharge en conséquence Lafontaine de l'action contre lui dirigée par Causin, sauf à celui-ci à exercer cette action, en définitive, lorsqu'il aura fait ses diligences pour obtenir le paiement des 4,000 livres dont il s'agit. Co jugement néanmoins laisse Causin tenu d'indemniser Bisselegrave, porteur du billet, sur le motif que le premier ayant conclu, sur l'appel, à la confirmation des jugemens de première instance, ces jugemens avaient acquis, à son égard, l'autorité de la chose jugée, quant au chef qui le condamnait au remboursement.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Causin, pour fausse application de l'arrêt du directoire exécutif du 21 mess. an 5.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le mandat dont il s'agit n'était pas un effet de commerce, et que les juges n'ont pas fait une fausse application de l'arrêt du directoire exécutif du 21 mess. an 5, sur lequel ils ont appuyé leur décision; — Rejette, etc.

Du 21 vent. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Porquet. — Concl., le cit. Merlin, commiss.

(1) L'art. 10 de la loi du 7 pluv. an 9 était ainsi conçu : « Le prévenu sera également averti par son ordre et interrogé par lui, avant d'avoir en communication des charges et dépositions; lecture lui en sera donnée après son interrogatoire, et s'il le demande, il sera du suite interrogé de nouveau. » Cette disposition n'a point été transportée dans notre Code; il en résulte qu'il appartient au juge d'instruction de juger discrétionnairement s'il y a lieu de communiquer au prévenu les charges qui pèsent contre lui. En général, on regarde comme une règle de notre procédure actuelle que l'instruction doit demeurer secrète jusqu'à l'arrêt du mise en accusation. Cette règle est loin d'être absolue, et elle ne résulte même positivement d'aucune disposition du Code. L'art. 217 suppose, au contraire, que les charges de la procédure doivent être communiquées au prévenu, puisqu'il l'autorise à fournir un mémoire de défense à la chambre d'accu-

DÉFENSE. — INTERROGATOIRE. — LECTURE DES PIÈCES.

Il ne suffit pas que le directeur du jury donne lecture au prévenu, après qu'il a subi son interrogatoire, de la déclaration des témoins; cette lecture doit comprendre les autres charges de la procédure, et, par exemple, celles résultant d'un procès-verbal dressé par des officiers de santé. (L. 7 pluv. an 9, art. 10.) (1)

(Juherts.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 10 de la loi du 7 pluv. an 9; — Attendu qu'il n'a été donné lecture à la prévenue, après qu'elle eut subi l'interrogatoire, que de la déclaration des témoins, tandis qu'elle aurait dû avoir également celle des autres charges de la procédure, et que les principales charges résultant contre elle de l'information se tiraient du procès-verbal des officiers de santé du 23 vendém. dernier; — Casse, etc.

Du 26 vent. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Carnot. — Concl., le cit. Leffessier, subst.

1^o DÉFENSE. — INTERROGATOIRE. — LECTURE DES CHARGES.2^o JURY D'ACCUSATION. — RÉCUSATION.

1^o Le prévenu doit être interrogé par le directeur du jury, non seulement après son arrestation et avant qu'aucun témoin ait été entendu, mais encore après l'audition des témoins. (L. 7 pluv. an 9, art. 10.)

Le directeur du jury doit donner lecture au prévenu des charges et informations à peine de nullité, et l'omission de cette lecture ne peut être suppléée par la lecture postérieure qui lui en est faite par le président du tribunal criminel. (L. 7 pluv. an 9, art. 10.) (2)

2^o Le commissaire du gouvernement ne peut exercer aucune récusation sur la liste du jury d'accusation. (C. 3 brum. an 4, art. 486.) (3)

(Herbester.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 10 de la loi du 7 pluv. an 9; 192 et 503 du Code des délits et des peines; — Attendu, 1^o qu'Herbester, interrogé par le directeur du jury seulement avant le mandat de dépôt et avant qu'aucun témoin eût été entendu, n'a pas été interrogé après l'audition des témoins, comme le voulait l'art. 10 de la loi du 7 pluv. an 9; qu'il n'a point eu, dans le cours de la procédure devant le directeur du jury, lecture des charges et informations, comme le voulait le même article; que l'omission de cette lecture n'a pu être suppléée par la lecture que le président du tribunal criminel lui a fait donner en l'interrogeant, parce que ce n'était pas cela que la loi voulait et parce que, par le défaut de lecture devant le directeur

ensation. Mais avant d'arriver devant cette juridiction, il faut qu'il puisse se défendre; et s'il ne le peut que dans ses interrogatoires, il faut du moins pour qu'il soit en mesure de détruire dans ses réponses les charges qui pèsent contre lui, qu'il connaisse ces charges. Il est par conséquent du devoir du juge d'instruction de les lui faire connaître, sinon par la lecture des pièces, du moins verbalement et sommairement. P. Cass. 1^{er} germ. an 12, et le jugement qui va suivre. »

(2) P. la note sur le jugement qui précède.

(3) L'art. 488 du Code du 3 brum. an 4, portait que la liste du jury d'accusation ne pourrait être arrêtée qu'après avoir été communiquée au commissaire du pouvoir exécutif, pour y faire ses observations. Il est évident, dès lors, qu'il était inutile de lui donner le droit de récusation; aussi la loi gardant-elle le silence à cet égard. »

du jury, le prévenu a été privé de l'avantage de produire ses moyens de justification qui eussent pu, en détruisant la prévention, empêcher qu'il ne fût traduit devant le jury d'accusation, ou, au moins, eussent pu déterminer ce jury à déclarer qu'il n'y avait pas lieu à accusation: — Attendu, 2^e que la faculté accordée par l'art. 303 du Code des délits et des peines, au commissaire du gouvernement, d'exercer des récusations, n'est relative qu'au jury de jugement; qu'aux termes de l'art. 492 du même Code, le directeur du jury doit faire tirer au sort les huit jurés sur la partie de la liste mentionnée en l'art. 486; que, nulle part, il n'est dit que cette liste puisse être réduite par des récusations; que, cependant, le procès-verbal de tirage au sort du jury d'accusation énonce que l'on n'a point mis dans l'urne les noms de deux citoyens récusés par le commissaire du gouvernement du tribunal criminel, « suivant sa lettre », dit le procès-verbal; que ce commissaire, en faisant produire effet à ses récusations sur le jury d'accusation, et le directeur du jury, en excluant ces deux citoyens d'après ces mêmes récusations, ont commis un excès de pouvoir, ont fait une fautive application de l'art. 303 précité, et que le directeur du jury est encore contrevenu à l'art. 492 aussi précité; — Casse, etc.

Du 28 vent. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Seignette. — Concl., le cit. Merlin, commiss.

MÉDECINE (EXERCICE DE LA). — ARRÊTÉ DU PRÉFET. — CONTRAVENTION.

Lorsqu'un individu, poursuivi en police correctionnelle comme exerçant la médecine en contravention à un arrêté du préfet, qui prescrit certaines justifications pour se livrer à cet exercice, excepté pour sa défense de ce qu'il est en instance devant le préfet afin d'y faire reconnaître sa qualité, le tribunal correctionnel doit surseoir à prononcer sur la poursuite, jusqu'à ce que le préfet ait prononcé lui-même sur les justifications produites par le prévenu (1).

(Baillif.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu la 6^e disp. de l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Considérant, dans l'espèce, 1^o que, par son arrêté du 23 germ. an 9, le préfet du département du Loiret avait ordonné, par l'art. 1^{er}, « qu'à dater du 15 prair. lors « prochain, nul ne pourrait exercer la profession « de médecin, chirurgien ou pharmacien, qu'il « n'eût, préalablement, justifié au maire de sa « commune de sa réception, suivant les statuts « et règlements relatifs à ces trois professions « respectives; » 2^o qu'il résulte d'une attestation délivrée par le maire de la commune d'Orléans qu'Antoine-Joseph Baillif, officier de santé, se présente au secrétariat de la mairie pour satisfaire à l'arrêté du préfet avant l'expiration du

délai prescrit par ledit arrêté, mais que les titres déposés par Baillif ne paraissent pas revêtus des formalités nécessaires pour certifier sa déclaration, le maire l'avait renvoyé pardevant le comité de santé établi par le même arrêté; 3^o que Baillif ayant, en suite de ce renvoi, présenté ses titres au jury de santé, ce jury se contenta de consigner dans ses registres qu'Antoine-Joseph Baillif n'avait produit aucune pièce qui prouvât qu'il eût fait des études dans une université de médecine ni dans un collège de chirurgie ou de pharmacie, mais sans décider, d'ailleurs, s'il avait ou n'avait pas la capacité requise dans l'art de guérir et sans s'expliquer sur la validité d'un brevet en vertu duquel Baillif exerçait sa profession d'officier de santé depuis le mois de mars 1793; 4^o que Baillif, considérant le résultat de cette délibération du jury de santé comme un déni de justice, se pourvut au préfet, auquel il présenta, le 28 prair., un mémoire accompagné des mêmes titres et pièces qu'il avait présentés soit à la mairie, soit au jury de santé; que le fait est prouvé par deux certificats sous la date du 28 frim. an 10, l'un par le conseiller de préfecture Meunier, et l'autre par le secrétaire-général de la préfecture; que, dans le dernier certificat, il est dit « que le mémoire présenté par Baillif a été mis de côté jusqu'à ce que le préfet fût amené à y faire droit, « d'après les renseignements qu'il devait, dans « cette circonstance, attendre du jury; » 5^o que de ces faits il résulte qu'il y avait dilapidation devant le préfet sur le point de savoir si les titres produits par Baillif étaient suffisants ou non pour l'autoriser à exercer la profession d'officier de santé; que le préfet était seul compétent pour décider une semblable question, et qu'avant ce jugement, Baillif ne pouvait être considéré comme contrevenant à l'arrêté du 23 germ. ni poursuivi comme tel au tribunal correctionnel, lequel, d'ailleurs, n'avait pu être régulièrement saisi de l'affaire que par une dénonciation du sous-préfet ou du maire, conformément à l'art. 8 du même arrêté; 6^o que cet état de choses ne pouvait être ignoré du tribunal criminel lors de son jugement définitif, puisque ce jugement n'a été rendu que le 1^{er} niv. an 10; qu'ainsi, c'est en pleine connaissance de cause que ce tribunal a exercé ses pouvoirs et sa compétence en condamnant Baillif à une amende de 500 fr. pour avoir contrevenu à l'arrêté du 23 germ. an 9, avant que l'autorité compétente eût prononcé sur l'existence de cette prétendue contravention; — Casse, etc.

Du 28 vent. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Gênois. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

COUPS ET BLESSURES. — MARI. — FEMME.

Les coups portés par un mari à sa femme peuvent être poursuivis d'office par le ministère public, toutes les fois qu'ils troublent la tran-

(1) La question ne saurait guère se présenter aujourd'hui. Jusqu'en 1792, les docteurs en médecine et les chirurgiens étaient reçus, les premiers dans les facultés de médecine, les autres dans les communautés de chirurgiens. Ces facultés et ces corporations ayant été supprimées par le décret du 18 août 1792, il n'y eût plus, depuis cette époque, de réception régulière. L'anarchie la plus complète remplaça l'ancienne organisation; l'exercice de la médecine fut libre comme toutes les professions. Une loi du 14 frim. an 3 érigea des écoles d'officiers de santé pour le service des hôpitaux, et spécialement des hôpitaux militaires, mais n'apporta aucun remède à cet état de licence qui n'a cessé qu'à la promulgation de la loi du 19 vent. an 11. Il nous semble donc douteux qu'un

préfet ait pu prendre, avant la publication de cette loi, et sans doner en vertu de la loi des 16-24 août 1790, un arrêté pour soumettre l'exercice de cette profession à des conditions particulières. Un pareil arrêté n'aurait du moins aucune force aujourd'hui. L'exercice illégitime de la médecine ou de la chirurgie constitue, soit une contravention, soit un délit, suivant que le prévenu a seulement exercé sans diplôme, ou réuni à cet exercice illégitime l'usurpation du titre de docteur ou d'officier de santé (Loi du 19 vent. an 11, art. 35 et 36). Dans cet état de la législation, c'est aux tribunaux saisis de la poursuite à reconnaître si le prévenu a réellement exercé sans titre, ou si celui qu'il représente est valable ou non.*

quillité publique. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 2, art. 13 et 14.) (1)

(Geeraert.)

Un procès-verbal du commissaire de police de Gand, constatant que Geeraert, ouvrier, avait battu sa femme à diverses reprises, et que les cris de celle-ci avaient troublé la tranquillité publique. — Poursuite d'office en police correctionnelle contre Geeraert. Acquitté en première instance, il est condamné à un mois d'emprisonnement, par le tribunal criminel de l'Escaut : « Attendu qu'il était constant qu'il avait maltraité sa femme et qu'il résultait du procès-verbal du commissaire de police, qu'il avait, par cette conduite, troublé la tranquillité publique. »

Pourvu en cassation de la part du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel, pour fausse application des art. 13 et 14 de la loi des 19-22 juill. 1791. — Ce magistrat, dans un réquisitoire remarquable, a soutenu que les voies de fait commises par un mari sur sa femme ne sont pas comprises dans la classe des délits; que l'autorité du mari et le droit de correction qui en dérive excusent ces mauvais traitements; que leur poursuite ne ferait qu'altérer l'union conjugale et transformer en délits tous les mouvements de vivacité que la réconciliation efface aussitôt; que ce n'est que dans le cas où les jours de l'un des époux sont mis en danger, que l'action publique reprend son exercice...

Ce système n'a point été adopté par le commissaire du gouvernement près le tribunal de cassation; le substitut Lefessier a soutenu que l'autorité maritale ne pouvait soustraire la femme à la protection du ministère public: il a conclu au rejet.

JUGEMENT (après délib.).

LE TRIBUNAL: — Attendu qu'il a été jugé par le tribunal criminel de l'Escaut que les faits qui formaient le sujet de la plainte du magistrat de sûreté avaient troublé la tranquillité publique; que les tribunaux sont juges de la moralité de ces sortes d'actions, et que la poursuite en appartient au ministère public dès qu'elles se lient à l'intérêt de l'ordre social; — Rejette, etc.

Du 29 vent. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Raiaud. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

CONTUMACE. — COMPARUTION DE L'ACCUSÉ. — NOUVEAU JUGEMENT.

Le jugement rendu contre un accusé contumax

(1) Comme on le voit, le tribunal de cassation s'appuie ici sur cette circonstance accessoire, que les sévices exercés par le mari sur sa femme avaient troublé la tranquillité publique, ce qui laisse indécise la question de savoir si, en l'absence de cette circonstance, le ministère public aurait pu poursuivre d'office. La négative a été soutenue dans l'espèce, par l'un des organes du ministère public dans un réquisitoire que rapporte Merlin en ses *Quest. de droit*, v° *Femme*, § 5, et dont les considérations principales étaient puisées dans le danger qu'il y aurait, en autorisant les poursuites d'office du ministère public, de porter indusidemment atteinte à l'autorité maritale. « Ces raisons, ajoute M. Merlin, ont fait, comme elles le devaient, la plus forte impression sur les magistrats de la Cour de cassation; mais comme, d'une part, on ne pouvait pas citer une loi précise qui eût été formellement violée, et que, de l'autre, il est des cas où, même entre mari et femme, les mauvais traitements prennent un caractère d'atrocité qui donne lieu à l'action publique, la Cour a rejeté. »

Aujourd'hui, les sévices et mauvais traitements d'un

est anéanti de plein droit par sa représentation en justice, et le tribunal criminel ne peut en conséquence déclarer, sur la demande de l'accusé arrêté, que le jugement par contumace sera exécuté. (C. 3 brum. an 4, art. 476.) (2)

(Mottet.)

Du 29 vent. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sieyès — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

APPEL CORRECT. — DÉCLARATION. — MANDAT.

Sous le Code du 3 brum. an 4, une déclaration d'appel, en matière correctionnelle, pouvait être faite par un tiers, quoiqu'il n'ait pas porteur d'un pouvoir spécial; ce pouvoir n'était nécessaire que pour la remise au greffe de la requête d'appel. (C. 3 brum. an 4, art. 194 et 195.) (3)

(Bosquier-Gavaudan.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu la 1^{re} disp., art. 456 du Code des délits et des peines; — Attendu que le tribunal criminel du département de la Seine-Inférieure a fait une fausse application des art. 194 et 195, Code précité, en jugeant que l'appel interjeté par Bosquier, dit Gavaudan, était nul, sous le prétexte que le pouvoir par lui donné pour appeler n'était pas signé de lui, puisque l'art. 171 ne dit pas qu'il soit nécessaire d'un pouvoir à cette fin, et que la nécessité de ce pouvoir ne tombe que sur l'art. 195, qui a trait à la remise au greffe de la requête d'appel; qu'il est de fait qu'il a présenté sa requête, signée de lui, dans les dix jours de la prononciation du jugement rendu par le tribunal correctionnel de Rouen, en conformité du dit art. 195; qu'ainsi il a rempli le vœu de la loi et par là ratifié au besoin l'appel interjeté en son nom; — Casse, etc.

Du 29 vent. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Dutocq. — *Concl.*, le cit. Lamarque, subst.

FAUX. — PIÈCES DE COMPARAISON. — SIGNATURE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, l'usage, en matière de faux, de plusieurs pièces de comparaison, sans qu'elles aient été paraphées et signées, entraînait la nullité de la procédure. (C. 3 brum. an 4, art. 329.) (4)

(Johnson.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 329 du Code des délits et des peines; — Attendu qu'il résulte des

mari envers sa femme rentrent dans les termes de la loi pénale, toutes les fois qu'ils caractérisent le délit de coups ou blessures prévu par l'art. 311 du Code pénal: la loi n'a formulé aucune exception à cet égard. *F. Cass.* 9 avril 1825, et 2 fév. 1827. Il en était de même sous l'ancienne législation. *F. Jousse, Traité de la justice crim.*, t. 3, p. 608.

(2) *F.* dans le même sens, *Cass.* 13 vent. an 11; 17 juill. 1813, et 27 août 1819.

(3) Les art. 203 et 204 du Code d'instruction criminelle ne prescrivent pas plus que les art. 194 et 195 du Code du 3 brum. an 4, la présentation d'un pouvoir spécial pour la déclaration d'appel. Cependant la jurisprudence exige un mandat spécial ou seulement pour la signature de la requête, mais aussi pour la déclaration d'appel faite au nom du prévenu. *F. Cass.* 12 sept. 1812. *F.* aussi *Legrave*, t. 2, p. 400, et nos observations sur le jugement du 29 prair. an 9.

(4) *F. Cass.* 7 vend. an 7 et 7 pluv. an 8, et les notes. *F.* aussi *Cass.* 8 frim. an 9, et 19 pluv. an 10.

pièces de la procédure, particulièrement du procès-verbal de dénonciation, du 14 fruct. an 9, de l'interrogatoire subi par Thomas Johnson, le 21 du même mois, et du procès-verbal des débats, qu'il a été fait usage de plusieurs pièces de comparaison, sans qu'elles eussent été signées et paraphées au désir de l'art. 529, Code de procédure, lequel prescrit à peine de nullité; que cette formalité essentielle faisait partie de l'instruction préalable à l'ordonnance de traduction, puisqu'elle est imposée aux directeurs de jury; que son omission a vicié cette ordonnance et tous les actes de procédure qui l'ont suivie:—Casse, etc.

Du 29 vent. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Lamarque, subst.

1^{er} ARRÊT DE RÈGLEMENT. — DOUANES.

2^o DOUANES. — AVOUÉ.

1^o Est nulle comme contenant une disposition réglementaire, la délibération par laquelle un tribunal arrête qu'il n'admettra la régie des douanes à conclure devant lui, quo par le ministère d'un avoué. (L. 16-24 août 1790, tit. 2, art. 12; Cod. civ., art. 5, anal.)

2^o La régie des douanes est dispensée d'employer le ministère des avoués dans les procès où elle se trouve partie. — Les lois générales de la procédure n'ont pas dérogé en ce point, à la loi spéciale. (L. 4 germ. an 2, tit. 0, art. 17; 27 vent. an 8, art. 94.) (1)

(Intérêt de la loi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 12, tit. 2 de la loi du 24 août 1790; l'art. 94, de la loi du 27 vent. an 8, conçu en ces termes: « Les avoués auront exclusivement le droit de postuler et de prendre des conclusions dans le tribunal pour lequel ils seront établis; » l'art. 17, sect. 6 de la loi du 4 germ. an 2, spéciale pour les douanes; — Considérant que le tribunal de première instance de l'arrondissement de Turnhout, a fait un règlement et, par conséquent, a commis un excès de pouvoir en prenant, le 23 frim. an 10, une délibération par laquelle il a arrêté de ne pouvoir admettre les conclusions du receveur des douanes de l'arrondissement, dans les causes en matière de contravention aux lois des 10 brum. et 26 vent. an 5, que par le ministère d'un avoué; et que, par une autre délibération du 3 pluv. an 10, il a commis le même excès de pouvoir en maintenant ce premier arrêté; — Considérant que ces deux arrêtés sont en opposition avec l'article ci-

dessus cité, tit. 6 de la loi sur les douanes, en ce que l'instruction par avoué est inconciliable avec une instruction sur simple mémoire et sans frais; — Considérant que l'art. 94, de la loi du 27 vent. an 8, n'est nullement applicable en matière de douanes, en ce que cette loi, faite en général pour les matières civiles ordinaires, ne contient nulle dérogation à la loi spécialement décrétée pour les matières de douanes; — Statuant sur le réquisitoire du procureur général; — Annule, pour excès et usurpation de pouvoirs les deux arrêtés du tribunal civil de première instance de l'arrondissement de Turnhout, ci-dessus énoncés, des 23 frim. et 3 pluv. an 10.

Du 1^{er} germ. an 10.—Sect. req.—Prés., le cit. Murair.—Rapp., le cit. Bailly.—Concl., le cit. Lamarque, subst.

ENREGISTREMENT. — PRESCRIPTION. — DATE CERTAINE.

Lorsqu'un contrat a acquis une date certaine par le décès de l'un des parties contractantes; que l'autre partie a, en vertu de ce contrat, fait des actes qui n'en sont que la conséquence; que la régie a, par cela même, été à portée de le connaître, et qu'elle n'a cependant exercé aucune poursuite dans le délai prescrit par la loi, il y a prescription des droits qui pouvaient être originairement dus sur ce contrat.

(Lachère.)

Du 1^{er} germ. an 10.—Sect. civ.—Rejet.—Rapp., le cit. Chasle.—Concl., le cit. Lamarque.

1^o CASSATION. — SIGNIFICATION. — COPIE COLLECTIVE.

2^o JUGEMENT. — OPPOSITION. — APPEL.

1^o Lorsqu'un père et son fils ont figuré en nom collectif dans une procédure, tant en première instance qu'en appel, le jugement qui admet le pourvoi peut être valablement signifié au père, en une seule copie, tant pour lui que pour son fils (2).

2^o Doit être considéré comme contradictoire, même sur le fond, le jugement qui déboute d'une opposition à un jugement par défaut statuant sur des récusations d'experts, s'il paraît que l'opposant ait fait consister sa défense au fond dans ses moyens d'opposition. — En conséquence, il ne peut être déclaré non recevable dans l'appel de ce jugement, sous

(1) L'art. 17 du titre 0 de la loi du 4 germ. an 2, relative aux douanes, porte: « En première instance et sur l'appel, l'instruction sera verbale, sur simple mémoire, et sans frais le justicé à répéter de part ni d'autre. » Il était certain, d'après cette disposition, que la régie des douanes n'était pas soustraite à l'obligation de se servir du ministère des avoués. Mais la loi du 27 vent. an 8, vint faire naître un doute grave sur ce point, en disposant, art. 94, que « les avoués auraient exclusivement le droit de postuler et de prendre des conclusions dans le tribunal pour lequel ils seraient établis. » Les auteurs, en se fondant sur le jugement que nous recueillons, se sont assez généralement prononcés en faveur de la régie; ils ont dit avec le tribunal de cassation que l'art. 94 de la loi du 27 vent. an 8 n'est pas applicable aux affaires de douanes, en ce que cette loi, disposant en général pour les matières civiles ordinaires, ne contient nulle dérogation à la loi spécialement décrétée pour les matières de douanes. F. Merlin dans son réquisitoire sur cette affaire, *Quest. de droit*, v^o *Avoué*, § 5; Carré, *Procéd.*, n^o 381; Demazures, t. 1^{er}, n^o 96; Fa-

vard de Langlade, *Répert.*, v^o *Ajournement*, § 2, n^o 2. — Cependant la Cour de cassation devant laquelle la question s'est représentée plus tard, a apporté une modification à sa jurisprudence, en décidant que, si l'art. 17 de la loi de germinal dispense la régie d'employer le ministère des avoués, lorsqu'elle se borne à une instruction sur simple mémoire et sans frais, il n'en résulte pas que, lorsqu'elle renonce elle-même au mode indiqué par cet article, et qu'elle veut faire plaider, elle puisse se dispenser du ministère d'un avoué; que se constituant alors dans les termes du droit commun, elle doit suivre les mêmes règles que les autres parties. F. l'arrêt du 10 décembre 1821. — Cette décision nous paraît avoir justement apprécié les deux dispositions législatives qui semblent se combattre, et les avoir parfaitement conciliées. M. Poncet, dans son *Traité des jugements*, t. 1^{er}, p. 353, soutient cependant que la loi du 27 vent. an 8 a dérogé à la loi sur les douanes, et qu'aujourd'hui la régie ne peut se dispenser, en aucun cas, du ministère des avoués.

(2) F. un arrêt analogue de la Cour royale de Paris, du 12 avril 1806 (aff. *Brandin*).

prétenda que la voie de l'opposition n'aurait pas été épuisée

(Dufayel—C. Lahaye.)

Une expertise avait été ordonnée dans un procès pendant en justice de paix, entre Dufayel et Lahaye père et fils. — Le 17 vent. an 5, un jugement par défaut contre Dufayel, admit la récusation proposée contre l'un des experts, et en nomme un autre. — Dufayel forme opposition à ce jugement le 22 du même mois; le 21, il comparait et développe à l'audience ses moyens d'opposition; mais il en est débouté et condamné sur le fond.

Appel. — Jugement du tribunal civil du Calvados qui le déclare non recevable, attendu que Dufayel n'ayant pas plaidé sur le fond devant la justice de paix, le jugement doit être considéré comme par défaut contre lui, et doit par conséquent être attaqué d'abord par voie d'opposition.

Pourvoi en cassation. — Lahaye père et fils lui opposent une fin de non-recevoir tirée de ce que le jugement d'admission du pourvoi leur a été signifié collectivement par une seule et même copie.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant, sur la fin de non-recevoir, que Lahaye père et fils s'étaient trouvés et qualifiés en nom collectif, soit en première instance, soit en cause d'appel; que le pourvoi en cassation ayant été dirigé contre eux de la même manière, il résulte de cette forme de procéder que la citation signifiée à Lahaye père, tant pour lui que pour son fils, par une seule et même copie, a été légale, régulière et suffisante; d'où il suit que la fin de non-recevoir proposée par lesdits Lahaye ne peut être admise. — Sur le fond, — Attendu qu'il est prouvé par le jugement de la justice de paix du 21 vent. an 5, que Dufayel y a paru par le ministère d'un fondé de pouvoir; qu'il a été, par jugement contradictoire dudit jour, débouté de l'opposition par lui formée à l'arrêt pris par le juge de paix le 17 du même mois; que, si lecture lui a été donnée, dans la personne de son dit procureur-fondé, de l'opération des experts de la veille 23 du même mois, si ledit jugement a été prononcé aux parties présentes, s'il n'a point

été qualifié par défaut, c'est par le motif que la justice de paix a considéré, avec raison, que ledit Dufayel avait fait consister et réduit toute sa défense au fond dans la proposition de ses moyens d'opposition contre l'arrêt du 17; d'où il suit qu'en regardant ledit jugement du 24 comme rendu par défaut, et en déclarant, sur ce motif, Dufayel, non recevable dans son appel, sur le prétexte qu'il devait épuiser auparavant la voie de l'opposition, les juges du tribunal civil du département du Calvados ont fait une fautive application des art. 3 et 4, tit. 3 de la loi du 30 oct. 1790, relative à la procédure à tenir devant la justice de paix, qui défend aux tribunaux de recevoir l'appel des jugements par défaut rendus par les juges de paix; — Par ces considérations, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée par lesdits Lahaye père et fils, et faisant droit à la demande en cassation formée par ledit Dufayel contre ledit jugement du tribunal civil du département du Calvados, rendu à son désavantage le 9 pluv. an 6; — Casse et annule ledit jugement, comme contenant une fautive application des articles 3 et 4, tit. 3, ci-dessus cités, ainsi conçus : « Art. 3. La partie condamnée par défaut pourra former opposition au jugement dans les trois jours francs de la signification, en vertu d'une cédule qu'elle obtiendra du juge de paix. — « Art. 4. La partie opposante qui se laissera juger une seconde fois par défaut sur opposition, ne sera plus reçue à former une opposition nouvelle, et les tribunaux de district ne pourront, en aucun cas, recevoir l'appel d'un jugement de juge de paix, lorsqu'il aura été rendu par défaut, si ce n'est qu'il fût en contravention » à l'art. 7, tit. 4. »

Du 1^{er} germ. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Cochar, — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., le cit. Leroy Neufville.

TRANSACTION.—PIECES RECOURRÉES.

Les transactions ne peuvent être attaquées sous prétexte de pièces nouvellement recouvrées, si ces pièces n'ont pas été retenues ou détournées par le fait de l'une des parties. (Ord. 1560.) (1)

(1) D'après les lois 19 et 29, au Code de transact., on ne pouvait, sous prétexte de pièces nouvellement découvertes, revenir contre une transaction qui avait tranché toutes les contestations des parties, excepté dans le cas où ces pièces avaient été retenues par le fait de l'une d'elles. — Notre Code civil a reproduit les mêmes principes, en établissant toutefois une distinction basée sur la nature de la transaction. « Lorsque, porte l'art. 2057, les parties ont transigé généralement sur toutes les affaires qu'elles pouvaient avoir ensemble, les titres qui leur étaient alors inconnus, et qui auraient été postérieurement découverts, ne sont point une cause de rescision, à moins qu'ils n'aient été retenus par le fait de l'une des parties. Mais la transaction serait nulle, si elle n'avait qu'un objet sur lequel il serait constaté, par des titres ou nouvellement découverts, que l'une des parties n'avait aucun droit. » — C'est qu'en effet, dans cette hypothèse, la transaction se trouve sans cause, et par conséquent ne saurait subsister, d'après les principes généraux du droit et de l'équité. Pour qu'un droit quelconque puisse faire la matière d'une transaction, il faut nécessairement qu'il soit douteux et incertain, c'est-à-dire qu'il soit en contestation en justice, ou de nature à l'être : sans cette condition, l'acte qualifié transaction ne forme qu'un engagement ordinaire. — Dans l'état de la législation actuelle, nous ne croyons donc pas que l'on doive suivre la

décision du jugement que nous recueillons, rendu dans une espèce où la transaction portait sur une créance qui se trouvait éteinte par le paiement. Ce qui viendrait encore à l'appui de notre opinion, c'est que la loi (Art. 2052 du Code civil) déclare que les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Or, il a été décidé par la jurisprudence que la partie condamnée au paiement d'une somme, est recevable, après le jugement, à justifier de sa libération par la représentation d'une quittance antérieure, et peut rendre ainsi sans effet la condamnation (V. à cet égard le jugement du 24 février an 10, et nos observations). La même règle doit être appliquée aux transactions, assimilées par la loi elle-même aux jugements passés en force de chose jugée. — V. au surplus MM. Merlin, *Répert.*, v^o Transaction, § 5, n^o 6; Duranton, t. 18, n^o 433; Rigal, *des Transactions*, p. 177, et Marbeau, *ibid.*, nos 238 et 336. — Du reste, il n'est pas nécessaire, pour que la transaction puisse être rescindée, que la retention des pièces ait été frauduleuse : l'art. 2057 exige simplement que les titres aient été retenus par le fait de l'une des parties; et cette disposition eût été tout à fait inutile, s'il fallait que la retention fût accompagnée de dol ou de fraude, puisque l'art. 2053 avait déjà dit que la transaction pourrait être rescindée dans tous les cas où il y a dol (V. Marbeau, *loc. cit.*).

(Binet—C. Guillot et Tiliard.)

Binet avait affermé deux herbages à Guillot et Tiliard. Des difficultés s'élevèrent entre les parties relativement au paiement des fermages. A la suite d'une citation en justice, et le 19 pluv. an 6, Guillot et Tiliard transigent avec Binet et lui souscrivent une obligation de 1,000 francs. « Au moyen de la présente obligation, est-il dit dans l'acte, l'action intentée par Binet demeure éteinte. »

Plus tard, Guillot et Tiliard découvrent des quittances qui prouvent leur libération des fermages que Binet avait réclamés contre eux; ils se refusent en conséquence à payer l'obligation du 19 pluv. an 6. — Assignation devant le tribunal de Caen. — 27 mess. an 8, jugement de ce tribunal qui restitue Guillot et Tiliard de l'obligation par eux contractée, et ordonne que cette obligation sera considérée comme non avenue.

Pourvoi en cassation par Binet, pour contravention à l'ordonnance d'avril 1560, qui veut que les transactions soient respectées.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'ord. du mois d'avril 1560, portant ce qui suit: « Confirmons et autorisons, par ces présentes, toutes transactions qui, sans dol et force, sont passées entre nos sujets majeurs d'ans, pour des choses qui sont en leur commerce et disposition; voulons et nous plaît que contre icelles nul ne soit reçu sous prétexte de lésion quelconque, mais que les juges, à l'entrée du jugement, s'il n'y a autre chose alléguée contre icelles transactions, déboutent les imputeurs des lettres, de l'effet et entièrement d'icelles, et les déclarent non recevables. » — Considérant qu'il y avait eu une demande formée par Binet, portée en la justice de paix, sur laquelle les parties s'étaient conciliées depuis par l'intervention d'arbitres; qu'ainsi l'acte du 19 pluv. an 6, qui avait réglé le sort des parties, d'après l'avis de ces arbitres, avait le caractère d'une transaction, et devait en avoir aussi les effets; — Considérant qu'on ne peut porter atteinte à une transaction, sous prétexte de pièces nouvellement recouvrées, à moins qu'elles n'aient été retenues ou détournées par le fait de l'une des parties, ce qui donne lieu à l'exception de dol introduite par la loi elle-même; qu'ainsi, en supposant que les quittances représentées par Guillot et Tiliard dans la contestation sur laquelle est intervenu le jugement attaqué, ne l'eussent pas été lors de l'arrangement porté par l'acte dont il s'agit, et que les paiements constatés par elles n'eussent pas été pris alors en considération, elles ne pouvaient pas autoriser l'annulation de cet acte, dès qu'on imputait à Binet de ne les avoir ni détournées ni retenues; — Casse, etc.

Du 1^{er} germ. an 10. — Sect. civ. *Rapp.*, le cit. Coffinhal. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst. — *Pl.*, les cit. Bouquet et Guichard.

JUGEMENT DÉFINITIF. — EXCEPTION PRÉSUMPTOIRE. — EXPERTISE. — APPEL.

Sous l'empire de la loi du 3 brum. an 2, un jugement qui rejette une exception présumptoire, est définitif sur ce point, et par conséquent susceptible d'appel, bien qu'avant faire droit au fond, il ait ordonné une expertise. (L. 3 brum. an 2, art. 6.) (1)

(1) *V.* dans le même sens, Cass. 11 germ. an 10 et 14 frim. an 12. — Sous la loi du 3 brum. an 2, la qualification de préparatoire s'étendait même aux jugemens qui ordonnaient une expertise, une en-

(Servonat—C. Raymond et autres.)

Une demande en rescision d'un acte de partage, avait été formée, pour cause de lésion, par Raymond, Ribollet et Labreau contre Servonat. — Celui-ci soutient que le contrat qu'on qualifiait d'acte de partage, n'était qu'une vente, et qu'ainsi la demande formée contre lui était non recevable, aux termes de la loi du 14 fruct. an 3, qui a aboli l'action en rescision pour lésion, en matière de vente.

18 therm. an 7, jugement qui rejette cette exception, et avant faire droit, ordonne que les biens partagés seront estimés par experts. — 16 mess. an 8, jugement du tribunal d'appel de Lyon qui rejette l'appel de Servonat, par une fin de non recevoir tirée de ce que le jugement de première instance est un jugement préparatoire.

Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 6, de la loi du 3 brum. an 2, qui est ainsi conçu: « On ne pourra appeler d'aucun jugement préparatoire pendant le cours de l'instruction, et les parties seront obligées d'attendre le jugement définitif, sans qu'on puisse cependant leur opposer ni leur silence ni même les actes faits en exécution d'un jugement de cette nature: » — Considérant que les dispositions de cet article ne sont applicables qu'aux jugemens purement interlocutoires, tels que des jugemens qui ordonnent uniquement des enquêtes, des descentes, des expertises et autres jugemens de cette nature; — Considérant, en outre, que l'exception opposée par Servonat, devant le tribunal de première instance, a donné lieu à examiner si l'on devait envisager le contrat du 24 therm. an 4, comme un acte de vente ou comme un acte de partage; que cette exception a donné lieu d'examiner, en outre, si la loi du 14 fructid. an 3, qui a aboli l'action pour cause de lésion dans les ventes, était ou n'était pas applicable à l'espèce de la cause, et si c'était ou non le cas d'ordonner une nouvelle estimation; que le tribunal de première instance, par son jugement du 18 therm. an 7, a prononcé définitivement sur cette exception, puisqu'en déclarant Servonat mal fondé en icelle, il a ordonné qu'il serait procédé à une nouvelle estimation; que la décision de ce tribunal, en rejetant cette exception, a été définitive à cet égard, comme l'aurait été une décision qui, au lieu de rejeter l'exception, l'aurait accueillie; que, conséquemment, le tribunal dont le jugement est attaqué, en déclarant l'appel émis par Servonat non recevable en vertu de l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2, a fait une fautive application de cet article purement relatif aux jugemens de simple instruction, et violé, par suite, les lois qui autorisent l'appel des jugemens d'une nature différente; — Casse, etc.

Du 2 germ. an 10. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Liborel. — *Rapp.*, le cit. Verges. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst. — *Pl.*, le cit. Chebroud.

CHOSE JUGÉE. — TUTELLE.

La *jugement* qui statue sur une action intentée contre un tuteur par un de ses anciens pupilles, n'a pas force de chose jugée à l'égard des autres pupilles qui n'étaient pas en cause, encore bien qu'il s'agisse d'une tutelle commune. (Ord. 1867, tit. 27, art. 3; C. civ., art. 1350, 1351, anal.)

quête, etc. — Sous le Code de procédure il n'en est pas ainsi: un jugement est interlocutoire et non simplement préparatoire dès qu'il préjuge le fond (art. 452).

(Lenoir—C. Riollay.)

Un jugement du 8 frim. an 7, avait rejeté une demande formée par quelques-uns des enfans Lenoir, contre le cit. Geoffroy, leur ancien tuteur, à raison d'une somme qu'ils prétendaient avoir été reçue par lui, pour leur compte.

Nonobstant ce jugement, et après la mort du cit. Geoffroy, ils reproduisirent leur demande contre la veuve Riollay, son héritière. Seulement ils s'adjointrent ceux de leurs co-intéressés, Jean et Louis Lenoir, qui n'avaient pas figuré dans la première instance.

24 germ. an 8, jugement du tribunal civil du Finistère, jugeant en appel, qui rejette la demande à l'égard de tous, attendu qu'il y a chose jugée.

Pourvoi en cassation.—Ce pourvoi déclaré non recevable à l'égard des parties qui avaient figuré dans le jugement de l'an 7, a été admis à l'égard de Jean et de Louis qui n'y avaient pas été parties.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 3, tit. 27 de l'ord. de 1667;—Attendu que cet article n'est évidemment applicable qu'aux parties qui ont figuré dans les procès terminés par les jugemens passés en force de chose jugée, ce qui exclut la faculté de l'appeler à quiconque n'était point partie dans ces procès; attendu que les juges du département du Finistère, en déchargeant la veuve Riollay de la demande formée contre elle par Jean et Louis Lenoir, et cela en conséquence de l'art. précité, quoique ni l'un ni l'autre ne fussent parties dans le procès irrévocablement jugé le 8 frim. an 7, ont fait, à leur égard, une fautive application dudit article, et se sont attribué une faculté qui leur était implicitement interdite par ce même article;—Casse, etc.

Du 4 germ. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malleville.—Rapp., le cit. Bazire—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

1^{re} TIERCE OPPOSITION.—APPEL INCIDENT2^{de} RELIGIONNAIRE FUGITIF.—RESTITUTION.—

PRESCRIPTION.

1^{er} Pour repousser un appel une exception de déchéance ou prescription fondée sur des jugemens d'envoi en possession auxquels on n'a pas été partie, il n'est pas nécessaire d'y former tierce opposition; de tels jugemens restant sans effet à l'égard d'une partie avec laquelle ils n'ont pas été rendus. — Si donc cette partie déclare s'en rendre incidemment appelants (ou tierce opposants), ce recours étant superflu, les juges peuvent, sans le déclarer non recevable, mais aussi sans y avoir égard, rejeter l'exception de déchéance ou prescription. (Ord. 1667, tit. 35, art. 2; C. proc., art. 443, 474, anal.) (1)

2^{de} Lorsque les parens d'un religionnaire fugitif demandent à rentrer dans la possession des biens que celui-ci a laissés lors de son émigration, et qu'ils intentent leur action contre d'autres parens du religionnaire d'un degré plus éloigné, qui détiennent les biens; en ce

cas, la prescription quinquennale établie par la loi des 9-15 déc. 1790 ne commence à courir que du jour où les détenteurs se sont fait envoyer en possession. Ici s'applique l'art. 13 de la loi de 1790, non l'art. 17, relatif aux concessions gratuites faites par l'Etat (2).

(Lafaye—C. Delon.)

Antoine Delon, protestant, émigra en 1668, et la régie s'empara de ses biens. Etienne Prunet, se disant parent de Delon, les ayant réclamés, un arrêt du conseil, du 28 juillet 1787, les lui adjugea.—En 1792, et par suite des lois des 10 juill. et 9-15 déc. 1790 qui avaient ordonné la restitution aux héritiers des religionnaires fugitifs des biens confisqués sur leurs auteurs, Marguerite et Madeleine Teissier (ou leurs maris), héritières apparentes d'Antoine Delon, intentèrent contre Prunet une action en revendication des biens qui lui avaient été adjugés, et leur demande fut accueillie par un jugement du tribunal du district d'Aiais, du 21 mai de la même année 1792.

Plus tard, Jean la Faye et consorts, se prétendant plus proches héritiers du fugitif, que Marguerite et Madeleine Teissier, formèrent une tierce opposition au jugement du 21 mai, et demandèrent à être envoyés en possession des biens délaissés par Delon.—17 therm. an 3, jugement du même tribunal qui leur accorde l'objet de leur demande.

Le 21 pluv. an 5, Abraham-David-Dauzon-Louis Delon, descendant en ligne directe du fugitif, se présente à son tour, et demande l'éclytion de Jean la Faye et consorts, ses parens collatéraux.—Ceux-ci lui opposent la prescription, ou plutôt la déchéance qu'il aurait encourue faute d'avoir réclamé conformément à l'art. 13 de la loi du 9 déc. 1790, dans les cinq ans de l'envoi en possession des derniers tiers détenteurs.

17 prair. an 7, jugement du tribunal civil du Gard qui, sans avoir égard à la fin de non-recevoir proposée, condamne Jean la Faye et consorts à délaisser les biens au nouveau réclamant.

Appel par la Faye et consorts.—Dans le cours de cet appel, Delon, auquel on opposait l'envoi en possession prononcé par les jugemens des 21 mai 1792 et 17 therm. an 3, se rend incidemment appelant de ces jugemens.—La Faye et consorts soutiennent que Delon, n'ayant point été partie à ces deux jugemens, n'a pas le droit d'en appeler, et que le seul moyen légitime de les attaquer, est d'y former une tierce opposition.

11 mess. an 9, jugement du tribunal d'appel de Nîmes, qui déclare n'y avoir lieu de statuer sur l'appel incident de Delon, et, faisant droit sur l'appel principal de la Faye et consorts, dit qu'il a été bien jugé, attendu que ces derniers ne possédaient qu'en vertu du jugement du 17 therm. an 3, rendu depuis moins de cinq ans, et qu'ils ne pouvaient joindre à leur possession celle des autres parens qu'ils avaient eux-mêmes dépouillés de leur possession.

POURVOI en cassation de la part de la Faye et consorts.—Ils prétendent que les jugemens du district d'Aiais des 21 mai 1792 et 17 therm. an 3, ne pouvaient pas être attaqués par la voie de l'appel, par Delon, d'abord, parce que l'ap-

tion sur la forme à prendre pour les attaquer devenait sans intérêt, et ne pouvait plus de lors offrir la base d'un moyen de cassation.—P. au surplus, sur la question de recevabilité de l'appel relativement à un jugement auquel on n'a pas été partie, le jugement de rejet du 21 brum. an 9.

(2) P. sur cette affaire, Merlin, Quest. de droit, vis Choss jugée, § 11, et Religionnaires (biens des), § 1^{er}.

(1) Au fond, l'appel incident revenait ici au même que la tierce opposition incidente, et il appartenait aux juges d'appel, sans de la cause, de connaître de l'une comme de l'autre voie de recours. Aussi n'était-ce que sur la forme de procéder que résidait toute la difficulté. Or, en principe, il est certain que c'étaient les formes de la tierce opposition qui auraient dû être suivies; mais les juges ayant déclaré que les jugemens attaqués étaient sans effet à l'égard de la partie à laquelle on les opposait, la ques-

pelant n'y avait point été partie, et en second lieu, parce que la loi du 3 brum. an 2 ne permet pas de faire en appel des demandes qui n'avaient point été formées en première instance; qu'ainsi, le tribunal de Nîmes aurait dû déclarer non recevable l'appel incident dont il s'agit, et non pas se borner à déclarer qu'il n'y avait pas lieu de statuer.

Un second moyen de cassation était pris, par les demandeurs d'une prétendue violation des art. 13 et 17 de la loi du 9 déc. 1790, en ce que le tribunal de Nîmes n'avait écarté la prescription quinquennale invoquée dans l'espèce, qu'en refusant de joindre à la possession des demandeurs celle des précédents tiers détenteurs et notamment celle d'Etienne Prunet envoyé en possession dès le 28 juill. 1787.

Pour le défendeur, on a répondu que le principe sur lequel les demandeurs établissaient leur premier moyen n'était point exact; car il n'est pas vrai qu'il soit toujours nécessaire d'avoir été partie dans un jugement, pour avoir le droit d'en appeler. — La caution peut appeler du jugement rendu contre le débiteur principal, le légataire du jugement qui déclare le testament nul, encore qu'il n'ait été rendu qu'entre l'héritier légitime et l'héritier testamentaire. (L. 5, § 1, 2, 3 et 4, ff de appellatibus.) Le vendeur peut appeler du jugement qui évince l'acheteur, encore qu'il n'ait point été mis en cause. (L. 4, § 3, ff eod. L. 20, eod. de evictibus. L. 63, § 1 et 2 ff eod.) Un créancier hypothécaire peut appeler également du jugement qui évince son débiteur de l'immeuble hypothéqué; enfin, on peut appeler d'un jugement toutes les fois qu'on a intérêt à ne pas le laisser subsister. (L. 4, § 2, ff de appellatibus.) — La Faye et consorts ne sont pas mieux fondés à soutenir que l'appel incident devait être considéré comme une nouvelle demande, puisqu'il n'était qu'un moyen d'obtenir ce qui avait été demandé en première instance du ci-devant district d'Alais.

Sur le 2^e moyen, on répondait que, bien loin d'avoir violé l'art. 13 de la loi des 9-15 déc. 1790, le seul d'ailleurs applicable à la cause, le tribunal de Nîmes n'en avait fait qu'une juste application, puisque cet article faisait courir le délai de 5 ans, accordé pour réclamer le délaissement, à compter seulement de la prise de possession de ceux qui s'étaient présentés comme héritiers ou successibles, et non de ceux auxquels les héritages auraient été concédés à titre purement gratuit, comme cela avait eu lieu dans l'espèce à l'égard d'Etienne Prunet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il ne peut y avoir eu violation des formes judiciaires ni de l'autorité de la chose jugée, dans le jugement attaqué, en ce qu'il n'a pas déclaré Delon non recevable dans l'appel par lui interjeté des jugements des 21 mai 1792 et 17 therm. an 3, soit parce qu'on peut interjeter appel d'un jugement dans lequel on n'est pas partie (1); soit parce que cet appel n'a pu être présenté au tribunal de Nîmes que comme un motif de plus pour faire confirmer les dispositions du jugement du tribunal

(1) Cette proposition, vraie en certains cas (V. suprà, la discussion du défendeur), ne doit pas être prise ici d'une manière absolue; elle signifie seulement qu'en principe général, il n'y a pas nécessité de déclarer l'appel non recevable, par cela seul que celui qui l'a interjeté n'aurait pas été partie aux jugements attaqués.

(2) Dans l'espèce, on argumentait, pour faire annuler la vente, de l'art. 26 de la loi du 17 niv. an 7, qui prohibait les ventes à fonds perdu au profit des

civil du département du Gard, du 17 prair. an 7, qui, sans avoir égard à ceux des 21 mai 1792 et 17 therm. an 3, obtenus par des parents collatéraux du religieux fugitif, avait envoyé Delon, arrière-petit-fils de ce dernier, en possession de ses biens; soit enfin parce que cet appel incident pouvait même être envisagé comme une précaution surabondante, le jugement qu'il attaquait ne pouvant nuire à Delon, qui n'y était pas partie, et étant, à son égard, *res inter alios acta*, raison pour laquelle le jugement du tribunal de Nîmes a déclaré qu'il n'y avait lieu à statuer sur cet appel incident.

Attendu que le jugement du tribunal de Nîmes, en rejetant la fin de non-recevoir opposée par Lafaye et consorts contre Delon, n'a point violé l'art. 17 de la loi des 9-15 décembre 1790, parce qu'il ne paraît pas, d'après l'exposé des réclamaux eux-mêmes, qu'Etienne Prunet qui, en 1787, avait obtenu de l'ancien gouvernement, à titre gratuit et sous prétexte de parenté, la concession des biens du religieux fugitif, fût réellement son parent; — Que suivant l'art. 16 de cette loi, les dons et concessions faits à titre gratuit à d'autres qu'aux parents des religieux fugitifs, sont révoqués sans que les donataires ou concessionnaires puissent se prévaloir d'aucune prescription; qu'il suit de là que la prescription de cinq années établie par la loi, n'a pu courir contre Delon qu'à compter du jour de la prise de possession des collatéraux qui l'ont précédé dans la jouissance des biens de son bis-aïeul; — Que la jouissance des citoyens Teissier ne peut être que postérieure au jugement par eux obtenu contre Prunet, le 21 mai 1792; que, depuis cette époque, jusqu'à la demande formée par Delon, il ne s'est pas écoulé cinq années; qu'il s'est écoulé bien moins de temps encore depuis la prise de possession des réclamaux, puisqu'elle n'a pu avoir lieu qu'en vertu du jugement d'éviction qu'ils ont obtenu contre les citoyens Teissier, le 17 therm. an 3; — Que la plus ancienne de ces deux prises de possession est postérieure à la publication de la loi du 9 déc. 1790; et, par conséquent l'art. 13 de cette loi qui, dans ce cas, ne fait courir le délai de cinq années qu'à partir de la prise de possession, et qui a servi de base au jugement, est seul applicable à l'espèce; — Rejette, etc.

Du 2 germ. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Murair. — Rapp., le cit. Vermeil. — Concl., le cit. Merlin, commiss. du gouv.

OFFICE.—SUPPRESSION.—CONDITION.

Du 2 germ. an 10 (aff. Lacaze), jugement par défaut. V. le jugement contradictoire à la date du 26 pluv. an 11.

DONATION DÉGUISÉE.—VENTE.—VILITÉ DE PRIX.—ÉPOUX.

Une vente ne peut être réputée donation déguisée, par cela seul qu'elle est faite à vil prix, même au profit de l'époux divorcé d'un successible (2).

héritiers présomptifs. Mais d'abord, comme le déclare le jugement, il s'agissait d'une vente à prix déterminé, qui ne rentrait pas dans les prévisions de la loi. En second lieu, la vente était consentie non à un successible, mais à l'époux divorcé d'un successible. Or, l'époux divorcé de l'incapable pouvait-il être considéré comme personne interposée? Non certes: tout lien civil étant rompu par le divorce, il ne doit plus y avoir de motifs d'exclusion. Bien plus, le tribunal de cassation a décidé, le 18 fruct,

(Guérin et consorts — C. Duchol.)

En 1789, la dame Bossas avait institué le sieur Duchol, son frère, pour son légataire universel. — Après la loi du 17 niv. an 2, elle modifia ses dispositions, et donna au fils de son frère le dixième disponible, tout en confirmant pour le surplus, son premier testament, au cas qu'il fût autorisé par les lois, lors de son décès.

Mais en l'an 3, elle vendit tous ses biens à la dame Duchol, qui alors avait fait prononcer son divorce. Le prix de la vente fut fixé à 210,000 livres assignats, dont 10,000 furent payés comptant, et 120,000 quelque temps après.

4 niv. an 3, décès de la vendeuse. — Alors, les successibles attaquent la vente: ils disent qu'elle est une donation déguisée, prosrite par la loi du 17 niv. Ils en tirent la preuve de la prédilection marquée de la vendeuse pour la famille qui a acquis, de la vilité du prix, et de ce que la défunte n'avait aucun besoin de vendre, les prétendant que cette vente, défendue par la loi, si elle était au profit du frère successible, est également défendue à l'égard de son épouse, qui n'a évidemment feint de divorcer que pour assurer sa proie.

Jugement qui, attendu qu'il y a vente à prix déterminé, et non à fonds perdu; que d'ailleurs cette vente n'est pas faite à un successible; que la vilité du prix n'est pas preuve de fraude; — Attendu d'ailleurs que la vente de rescision, pour lésion, restait ouverte aux héritiers; — Les déboute de leur demande en nullité du contrat. »

Appel. — Jugement confirmatif par le tribunal de Lyon.

Pourvoi pour contravention à l'art. 26 de la loi du 17 niv. an 2, et à la solution législative de la 55^e question de la loi du 22 vent.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que le contrat qui a donné lieu au procès, porte tous les caractères d'une vente à prix déterminé; que cette vente qui, d'après la loi, aurait pu être faite à un successible, a été faite à une étrangère, à l'égard de la vendeuse; qu'ainsi en la confirmant, les juges ne sont contravenus ni à la loi du 17 niv. an 2, ni à celle du 22 vent. suivant, qui ne peuvent être applicables à l'espèce; — Rejette, etc.

Du 3 germ. an 10. — Sect. des req. — Rapp., le cit. Cbasle.

DERNIER RESSORT. — DEMANDE. — CONDAMNATION.

C'est la somme demandée, et non la somme adjugée, qui détermine la compétence du dernier ressort. (L. 16-21 août 1790, tit. 4, art. 5.) (1)

(La veuve Gasteau — C. Mercier.)

La veuve Gasteau avait formé une demande en restitution d'un billet de 2,000 livres et en paiement de 600 livres. — Mercier lui offrit 876 livres en assignats; mais cette offre ayant été annulée par jugement du tribunal de Provins, du 22 pluv. an 6, il fut condamné à payer en numéraire une somme égale à celle qu'il avait offerte. — Appel de la part de Mercier.

La veuve Gasteau prétend que l'appel est non recevable, attendu que la condamnation n'excède

au 9 (aff. Weymard), que la disposition de l'art. 26 de la loi du 17 niv. an 2, ne pouvait être étendue à l'époux (non divorcé) du successible. P. le jugement ci-après du 4 germ. an 10.

(1) P. sur ce point de jurisprudence, aujourd'hui bien constant, nos observations sous les jugements des 15 brum. an 2 et 21 fruct. an 9.

II. — 1^{re} PARTIE.

pas 1,000 livres. — Mercier soutient qu'il ne faut point avoir égard à la condamnation, mais à la demande.

22 messid. an 9, jugement qui rejette la fin de non-recevoir. — Pourvoi en cassation, pour violation de l'art. 5 de la loi du 21 août 1790.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que l'objet de la demande sur laquelle les premiers juges avaient prononcé, excédait la somme de 1,000 liv., ainsi que le jugement attaqué le décide; qu'alors, en recevant l'appel, le jugement n'a contrevenu à aucune loi; — Rejette, etc.

Du 3 germ. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Cassaigne.

APPEL. — CITATION. — DÉSERTION.

Les appels interjetés depuis la loi des 16-21 août 1790 sur la nouvelle organisation judiciaire, n'ont pu être déclarés déserts pour n'avoir pas été relevés dans le délai fixé par les anciennes lois sur la procédure. (Ord. 1153, art. 15, et 1193, art. 59.) (2)

(Tarragon — C. Tarragon.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que les dispositions des ordonnances de 1453 et 1493 et autres relatives à la désertion d'appel, avaient été modifiées par l'usage, de manière à ne frapper que les actes de déclaration d'appel, et non la faculté même d'appeler; que la désertion d'appel prononcée, on admettait à appeler de nouveau, ou que, pour éviter ce circuit, on convertissait la demande de désertion en anticipation; — Attendu que les dispositions des ordonnances citées et leur mode d'exécution sont inconciliables avec l'art. 14 du tit. 5 de la loi des 16-21 août 1790, dans lequel, en ne statuant rien sur le délai pour relever l'appel, et en fixant à trois mois le délai de rigueur de son interjection, le législateur a évidemment entendu proroger indéfiniment la faculté du relief, d'où résulte une abrogation tacite des anciennes ordonnances; — Rejette, etc.

Du 3 germ. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Lachéze.

DON PROMIS. — PERSONNE INTERPOSÉE. — CONJOINT.

Sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, la vente à fonds perdu faite au conjoint du successible, était nulle comme faite à personne interposée. (L. 17 niv. an 2, art. 26.) (3)

(Osmond — C. Lebatteux.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que, dans la vente dont il s'agit, la rente viagère de 800 fr. et l'usufruit de la maison vendue, réservé aux vendeurs, forment la majeure partie du prix d'achat; qu'ainsi cette vente ne peut être censée faite qu'à fonds perdu; — Attendu que l'intention bien prononcée de la loi du 17 niv. an 2, a été d'établir une égalité parfaite entre tous les héritiers légitimes de la même personne; que, pour éviter qu'on éludât cette intention, elle a, par son art. 26, interdit les ventes à fonds perdu à un héritier présomptif ou à ses descendants; que cette intention de la loi serait visiblement éludée, si l'on déclarait valables des ventes faites à fonds perdu à une personne interposée, telle que l'époux d'un successible,

(2) P. sur cette question, Cass. 17 prair. an 7.

(3) P. la note sous le jugement rendu dans la même affaire par le tribunal de cassation, le 28 vent. an 8. P. aussi, Merlin, *Quest.*, v^o *Avantages aux hérit. présompt.*, et analogue en sens contraire, Cass. 3 germ. an 10.

lorsque, comme dans l'espèce, le successible est appelé par la loi à recueillir la propriété d'une partie et la jouissance d'une autre partie des biens achetés par son époux, et que les héritiers de l'époux acheteur sont leurs enfants communs : « *In fraudem legis facit, qui, salvo verbis legis, sententiam sibi circumvenit.* » (L. 29 fl. de legibus); que, selon les art. 329 et 389 de la cout. de Normandie, les époux ne sont pas communs en biens, soit meubles, soit conquêts immeubles, et que les femmes ne commencent à avoir droit à la moitié de ces objets qu'à la dissolution du mariage; qu'ainsi la maison vendue à Osmont, le 28 juil. an 6, par Nicolas-Philippe Lebatteur, appartenait en totalité à ce dernier au moment de la vente à laquelle on a fait intervenir sa femme, bien moins comme partie nécessaire que comme moyen nouveau d'éteindre la loi; qu'enfin les droits qu'a pu acquérir la veuve Lebatteur par la mort de son mari, en vertu de l'art. 329 de ladite coutume, sur la maison vendue, lui sont absolument personnels et n'appartiennent ni directement, ni indirectement à feu Jean-Baptiste-Frédéric Osmont, ni à ses enfants; — Rejette, etc.

Du 4 germ. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Doutrepoint. — Concl., le cit. Arnaud, subst. — Pl., les cit. Badin et Maussalé.

ENFANT NATUREL. — DROITS SUCCESSIFS.

Les tribunaux n'ont pu, dans l'intervalle de la loi du 12 brum. an 2 au Code civil, admettre des enfants naturels à la succession de leur père ou mère décédés après la loi du 12 brum. an 2. — En ce cas, il y a eu nécessité de surseoir à toute décision définitive, jusqu'à la publication du Code civil. (L. 12 brum. an 2, art. 10.) (1)

(Deledeque — C. Laloi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que le jugement attaqué, en rejetant ladite demande formée par la réclamante pour son fils mineur, à fin d'envoi en possession de la succession de Guillaume-Auguste-Joseph Laloi, n'est point contraire à l'art. 8 de la loi du 12 brum. an 2, cet article n'étant applicable qu'aux enfants naturels dont les pères étaient décédés lors de la publication de la loi; — Rejette, etc.

Du 4 germ. an 10. — Sect. des req. — Rapp., le cit. Vermeil.

ESCROQUERIE. — DESTRUCTION DE TITRES.

Le fait par un débiteur d'avoir arraché de force un billet qu'il avait souscrit et de l'avoir lacéré, constitue le crime de suppression de titre, et non un simple délit d'escroquerie. (C. 25 sept.-6 oct. 1791, 3^e part., tit. 2, sect. 3, art. 37.) (3)

(Dutrecht — Intérêt de la loi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 37, 3^e sect., tit. 2, 3^e partie du Code pénal, et l'art. 220 du Code des délits et des peines; — Considérant, 1^o que la cit. Dutrecht était prévenue d'avoir arraché de force un billet de 1,600 fr. qu'elle avait souscrit au profit de la cit. Foulletan, et de l'avoir lacéré; que ce délit est prévu par l'art. 37, 3^e sect., tit. 2, 3^e part. du Code pénal, et emporte peine afflictive; qu'ainsi le directeur du jury de l'arrondissement de Lyon a méconnu la disposition de la loi en renvoyant la cit. Dutrecht devant le tribunal de

police correctionnelle, et a fait une fautive application de l'art. 35 de la loi du 22 juillet 1791; 2^o que le tribunal de police correctionnelle de Lyon a excédé ses pouvoirs en retenant et statuant sur un délit caractérisé par le Code pénal, auquel il a de même fausement et illégalement appliqué l'art. 35 de la loi du 22 juil. 1791; — Casse, etc.

Du 6 germ. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Schwandt. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

JUGEMENT. — DERNIER RESSORT. — RÉFORMATION.

Les jugements en dernier ressort (criminel et civil) ne sont susceptibles de réforme que par l'effet des seules voies admises par la loi : les juges qui les ont rendus n'ont aucun pouvoir pour prononcer cette réforme. (Const. de l'an 8, art. 60.) (3)

(Thiay, Gogny et autres.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 60 de l'acte const. du 22 frim. an 8, et la 6^e disposition de l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Attendu que tous jugements en dernier ressort ne sont susceptibles de réforme que par l'effet des seules voies admises par la loi; que les juges qui les ont prononcés n'ont aucun pouvoir pour prononcer cette réforme; — Attendu qu'il est justifié que le tribunal criminel du département du Rhône a, par un jugement en dernier ressort, rendu le 5 therm. an 8, déclaré qu'il n'y a pas lieu à accusation contre les nommés Thiay, dit Péard, Jean-Maguy Gogny, Benoît Fournel, Etienne Fournel et Antoine Crozier, dit Guinaud; que ce jugement n'a été attaqué ni par le commissaire du gouvernement, ni par aucun autre recours légal; qu'il n'a pu être réformé par les juges qui l'avaient prononcé, sans usurpation de pouvoirs, et qu'en conséquence le jugement du tribunal criminel du département du Rhône du 21 niv. dernier, qui a rapporté le jugement du 5 therm. an 8, donne lieu à l'ouverture de cassation prévue par l'art. 456 du Code précité; — Casse, etc.

Du 6 germ. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Borel. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

BOIS. — ADJUDICATAIRES. — ARBRES RÉSERVÉS.

L'adjudicataire d'une coupe de bois qui a coupé des arbres marqués du marteau de l'État ne peut être renvoyé de la poursuite sous le prétexte qu'il existe dans sa vente plus d'arbres marqués qu'il ne serait tenu d'en représenter lors du récolement. (Ord. 1669, tit. 32, art. 4.) (4)

(Burin.)

Jean Burin, adjudicataire d'une coupe de bois, avait abattu cinq hêtres et un chêne marqués du marteau national; un procès-verbal avait été dressé. Burin a prétendu qu'il existait sur sa vente un plus grand nombre de baliveaux marqués que celui qu'il serait tenu de représenter lors du récolement. Condamné en première instance à 300 fr. d'amende et à la confiscation des arbres, le tribunal criminel a réformé, sur l'appel, cette condamnation, sur le motif que le prévenu représentait le nombre des baliveaux marqués.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 4, tit. 22 de l'ordonnance de 1669; — Considérant, en fait, qu'il est

(1) P. conf. Cass. 4 pluv. an 8, et la note.

(2) Il en serait de même sous le Code pénal. l'art. 439, et Cass. 3 nov. 1927.

(3) P. Morin dans cette affaire, *Répond.*, v. Jugement, § 3, n° 3.

(4) P. conf., Cass. 15 juin 1836 (*Bœck*).

établi par le procès-verbal et le rapport du garde général qu'il a été coupé cinq bêtres et un chêne marqués du marceau national; — Considérant, eu droit, que la marque du marceau national indiquait la réserve qui avait été faite de ces six arbres, et devait être respectée; que, dans tous les cas, il n'appartenait qu'à l'autorité administrative de décider, sur la prétention de l'adjudicataire, si ces six arbres faisaient ou non partie de l'adjudication; — Casse, etc.

Du 6 germ. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Schwendi. — Concl., le cit. Lefessier, subst. — Pl., le cit. Ragudeau.

1° BOIS. — ADJUDICATAIRE. — ARBRES RÉSERVÉS.

2° ARRÊT DU CONSEIL. — ENREGISTREMENT.

1° L'adjudicataire qui exploite à son profit des arbres marqués pour la marine, et que son cahier des charges l'obligeait à écarri pour la marine elle-même, et à faire voiturner à ses frais au plus prochain port, commet un délit prévu par l'ord. de 1669 et l'arrêt du conseil de 1748.

2° Un arrêt du conseil rendu en interprétation d'une loi enregistrée et reconnue, doit être appliqué, encore bien qu'il n'ait pas été lui-même enregistré.

(Measson et Farl.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 609 du Code des délits et des peines; — Attendu que, quoique l'organisation forestière ait changé relativement à la partie administrative, cependant les lois pénales subsistent toujours, d'après l'art. 609 du Code précité; d'où il suit qu'il n'a été en rien dérogé à ce qui est prescrit quant à la peine prononcée par l'ordonnance de 1669 et par l'arrêt du conseil de 1748, qui doivent toujours avoir leur exécution; que dire que cet arrêt du conseil n'est pas une loi, sous le prétexte qu'il n'a pas été enregistré, est une erreur, puisqu'il n'a été rendu que en interprétation d'une loi enregistrée et reconnue, et par un motif d'intérêt public et d'utilité générale; que, dès lors, il a été fait une violation de cet arrêt du conseil par le tribunal d'appel, qui par là, a été érigé en législateur et est contrevenu audit art. 609 du Code des délits et des peines; — Casse, etc.

Du 6 germ. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — CITATION. — DÉLAI.

La citation n'est pas nulle par cela seul qu'elle a été donnée plus de dix jours après que le directeur du jury a fait le renvoi de l'affaire au tribunal correctionnel, (C. 3 brum. an 4, art. 183 et 189.) (1)

(Parqué-Pellé.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la 6^e disposition de l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Attendu que le tribunal criminel du département du Loiret, en confirmant le jugement du tribunal de première instance d'Orléans, jugeant en matière de police correctionnelle, s'est, comme le premier tribunal, fondé sur l'art. 183 du Code des délits et des peines, pour annuler la citation donnée et une

procédure faite après l'expiration du délai fixé par cet article; que, cependant, l'observation de ce même article n'est point prescrite, à peine de nullité; d'où il suit qu'il y a eu usurpation de pouvoirs; — Casse, etc.

Du 6 germ. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Seignette. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

FAUX. — USAGE DE PIÈCES FAUSSES. — INTENTION.

La déclaration du jury portant que l'accusé est convaincu d'avoir sciemment fait usage d'une pièce fautive, suffit pour l'application de la peine, sans qu'il soit nécessaire qu'elle constate, en outre, qu'il agissait dans l'intention du crime. (C. 3 brum. an 4, art. 373 et 374.)

(Laroche.)

Du 9 germ. an 10. — Sect. crim.

TRIBUNAL CORRECTIF. — VÉRIFICATION.

Le tribunal correctionnel qui délègue à un juge de paix une vérification de faits qui ne peut avoir lieu à l'audience, doit ordonner ensuite, à peine de nullité, une nouvelle audition à l'audience, en présence du prévenu, des témoins qui ont été entendus en son absence. (C. 3 brum. an 4, art. 184.) (2)

(Voisinet.)

Voisinet était prévenu d'avoir volé une charrette qui toutefois n'avait pas été retrouvée dans son domicile. Pendant l'instruction, il fut appris qu'une charrette avait été trouvée dans la rivière. Le tribunal d'Avallon crut devoir ordonner l'examen de cette charrette sur les lieux par le juge de paix. Le procès-verbal constatait que cette vérification avait été faite en présence de plusieurs témoins, et ces témoins, qui avaient fait des déclarations importantes, n'avaient pas été entendus ensuite à l'audience en présence du prévenu. Néanmoins, le jugement qui condamne Voisinet à trois mois d'emprisonnement. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 184 et 189 du Code des délits et des peines; — Attendu qu'il résulte du jugement préparatoire du 3 frim. dernier, rendu par le tribunal correctionnel de l'arrondissement d'Avallon, que le juge de paix du canton de Joux a été commis pour recevoir les déclarations de deux charrons et de tous autres témoins, sur divers faits tendant à la découverte de la vérité; que si les vérifications de faits, qui ne peuvent avoir lieu à l'audience, ne peuvent être et ne sont pas prohibées par la loi, néanmoins elles doivent avoir lieu sans qu'il soit porté atteinte aux formes introduites en faveur de l'accusé; que, notamment, les dépositions des témoins entendus dans le cas desdites vérifications hors la présence de l'accusé, doivent être répétées en sa présence, pour que le vœu de l'art. 184 du Code précité soit rempli et que les reproches et défenses puissent être proposés; — Attendu qu'il résulte du jugement rendu par le même tribunal, le 13 du même mois, que, sans une nouvelle audition à l'audience, en présence du prévenu, des témoins qui ont assisté à la vérification prescrite par le jugement préparatoire susdaté, il a été pro-

tes entendre lui-même en présence du prévenu; car autrement celui-ci serait jugé sur le vu d'une procédure secrète et sans qu'il eût été admis à proposer ses reproches et ses défenses. Cette règle résulte d'ailleurs implicitement des termes de l'art. 190 du Code d'inst. crim., qui veut que les témoins soient entendus à l'audience du tribunal correctionnel.

noncé sur les faits qui ont été l'objet de ladite vérification, et qu'ainsi le prévenu a été privé de la faculté de proposer ses reproches et défenses, en contravention audit art. 184 du Code précité, et que, sous ce rapport, l'instruction n'a pas été faite à l'audience. — Casse, etc.

Du 9 germ. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Borel. — Concl., le cit. Lamarque, subst. — Pl., les cit. Saladin et Geoffrenet.

BOIS. — ADJUDICATAIRE. — RESPONSABILITÉ.

La responsabilité de l'adjudicataire d'une coupe de bois, relativement aux délits commis dans l'étendue de la coupe, ne s'étend pas seulement aux dommages-intérêts; elle s'applique aussi aux amendes. (Ord. 1669, tit. 27, art. 10, et tit. 33, art. 4.) (1).

(Heyndruht.)

Heyndruht, adjudicataire de 800 arbres à couper au canton de Berlaer, fut poursuivi à raison de 17 arbres coupés en délit dans l'étendue de son adjudication. Le tribunal correctionnel le renvoya de la poursuite, par le motif que le délit ne pouvait lui être imputé, sauf l'action civile pour responsabilité. Appel et jugement confirmatif. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 10, tit. 27, et l'art. 4, tit. 33, ordonn. 1669, publiée dans la ci-devant Belgique le 26 frim. an 10; — Attendu qu'il résulte des articles précités de ladite ordonnance, que les adjudicataires ne sont pas simplement garants et responsables des délits commis dans leurs ventes, mais passibles personnellement des amendes prononcées par la loi, et que, dans l'espèce particulière, Jean Heyndruht était adjudicataire de 800 pieds d'arbres au canton de Berlaer, dans lequel 17 arbres ont été coupés en délit. — Casse, etc. Du 9 germ. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Carnot. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

RETRAIT SUCCESSORAL. — ABROGATION.

Le retrait successoral autorisé par la juris-

(1) La Cour de cassation a maintenu cette règle sous l'empire du Code forestier (P. notamment arrêt du 16 novembre 1833, volume 1834). Cependant on peut objecter à cette jurisprudence que, d'après l'art. 206 du Cod. for., la responsabilité civile en matière forestière est réglée conformément au dernier paragraphe de l'art. 184 du Cod. civ., qu'elle ne doit donc pas être étendue aux amendes, puisque les amendes sont des peines, et ne doivent, en général, être appliquées qu'aux auteurs mêmes des délits; que l'art. 45 du même Code se borne à déclarer les adjudicataires responsables des délits commis dans leurs ventes, tandis que l'art. 46 étend cette responsabilité aux amendes, mais dans le cas seulement où le délit a été commis par leurs facteurs ou ouvriers; que le rapprochement de ces deux articles et la différence qu'on remarque entre l'un et l'autre indiquent clairement que, dans l'art. 45, la responsabilité civile ne s'applique qu'aux réparations civiles, et que ce n'est que dans l'art. 46 qu'elle s'étend exceptionnellement aux amendes. Ainsi l'a jugé un arrêt de la Cour de Douai du 30 mai 1834.

(2) P. dans le même sens, Cass. 8 frim. an 12; 1^{er} déc. 1806; 20 mars 1828, et un arrêt de la Cour royale de Dijon du 26 juill. 1832, rapporté au tome de 1834, 1^{re} part., p. 312. — Merlin, *Quest.*, v^o *Droits successifs*, § 1^{er}. — P. cependant, en sens contraire, un arrêt de Limoges du 24 déc. 1828, rapporté au tom.

prudens ancienno de la plupart des parlements, n'a pas été atteint par les lois intermédiaires abolitives des retraits. (LL. 19-23 juill. 1790; 13 mai 1792; 2 et 30 sept. 1793; — C. civ., 811, anal.) (2)

(Meyrat—C. N....)—JUGEMENT?

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 10, tit. 2 de la loi du 16 août 1790, portant: « Lestribunaux ne pourront prendre directement ni indirectement aucune part à l'exercice du pouvoir législatif, ni empêcher ou suspendre l'exécution des décrets du corps législatif; » — Vu ce qui résulte des lois *per diversas et ab Anastasio*; — Attendu que le droit d'offrir, accordé par ces lois aux débiteurs contre les cessionnaires de leurs créanciers, est essentiellement différent des retraits abolis par les lois nouvelles; que ce droit d'offrir a été introduit pour prévenir des procès, et qu'il ne s'exerce que par exception, au lieu que les retraits occasionnaient des contestations très multipliées et s'intentaient par des actions rigoureuses; d'où il suit qu'on ne peut, sans appliquer faussement les lois relatives aux retraits, conclure de l'abolition de ceux-ci à l'abolition du droit d'offrir dont il s'agit; que les juges du département de la Haute-Vienne en se dispensant, par extension de la législation relative aux retraits, d'examiner si le droit d'offrir était fondé en fait dans l'espèce, quoique ce droit ne soit aboli par aucune loi, ont commis un excès de pouvoir et pris part à l'exercice du pouvoir législatif, ce qui constitue une contravention à l'art. 10 de la loi du 16 août 1790; — Casse, etc.

Du 11 germ. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Bazire. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., le cit. Mailhé.

1^{er} JUGEMENT DÉFINITIF. — COMPÉTENCE. — CASSATION.

2^o DERNIER RESSORT. — TRIB. DE POLICE. —

QUEST. DE PROPRIÉTÉ. — APPEL. — CASSAT.

1^{er} Tout jugement qui statue sur une question de compétence et de ressort, est nécessairement définitif sur ce point, quoiqu'il d'ailleurs s'enferme des dispositions préparatoires. — En

de 1832, et un décret du 19 floréal an 2, qui annulle un jugement du tribunal civil du district de Breteuil. Ce décret, qui n'a jamais été légalement publié, et qui par suite n'a jamais acquis force de loi, est ainsi conçu: « La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation, sur la pétition de Nicolas-Jacques Derris, tendant à obtenir la réforme d'un jugement rendu le 10 avril 1793, en ce qu'il admet à l'exercice d'une espèce de retrait qui doit être anéanti par les décrets, et à ce que la convention veuille bien expliquer si les lois qui suppriment les retraits lignager, demi-denier, féodal, censuel et autres, comprennent aussi dans leur suppression le retrait de convenance ou successoral; — Considérant que, d'après les décrets rendus jusqu'ici sur cette matière, il ne peut plus exister aucune des espèces de retraits introduits par les anciennes lois, coutumes ou usages locaux; que la Convention s'est suffisamment expliquée à cet égard par ses décrets des 2 et 30 septembre dernier (décrets qui n'ont rien de commun avec le décret successoral); — Déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer; — Considérant néanmoins que le tribunal du district de Breteuil a rendu, le 10 avril 1793, un jugement qui admet des héritiers à l'exercice du droit de retrait successoral; — Déclare la disposition de ce jugement nulle et comme non avenue. »

conséquence, le pourvoi en cassation contre un pareil jugement est recevable (1).

3° Les jugemens rendus par un juge de paix, en tribunal de police, sur une question de propriété, évidemment de la compétence des tribunaux civils, n'en sont pas moins en dernier ressort, bien qu'ils n'aient pas été qualifiés ainsi; et par conséquent, ils ne peuvent être attaqués que par voie de cassation et non par voie d'appel. (C. 3, brum. an 4, art. 153 et 154.)

(Hyvernaud—C. Ferrand.)

Le sieur Ferrand s'était opposé à la reconstruction d'une maison que les frères Hyvernaud se proposaient de faire, comme usurpant tout à la fois sur sa propriété privée et sur la voie publique. Il avait en même temps dénoncé cette entreprise à l'autorité municipale.—Des procès-verbaux furent en conséquence dressés par le maire et l'adjoint, et transmis au préfet. Mais par décision du 18 messid. an 8, le conseil de préfecture se déclara incompétent, par le motif que l'affaire n'était relative qu'à la petite voirie, et par conséquent du ressort de la police municipale.—Les sieurs Hyvernaud prenant ces derniers termes à la lettre, assignent en conséquence le sieur Ferrand devant le tribunal de police du canton, en main-levée de son opposition.

Le 23 mess., jugement du tribunal de la police municipale du canton de Dun, qui déclare Ferrand mal fondé dans son opposition.

Appel devant le tribunal civil de Guéret, pour vice d'incompétence.

Les frères Hyvernaud soutiennent que ce jugement ayant été rendu en dernier ressort, l'appel devait en être déclaré non recevable.

Mais par jugement du 22 therm. an 8, le tribunal de Guéret rejeta cette fin de non-recevoir, en ordonnant une visite d'expert, avant de statuer sur la mérite de l'appel. — Ses motifs furent, 1° que le tribunal de police n'avait pas prononcé en dernier ressort, et que l'appel en était recevable; 2° qu'à l'égard de l'opposition formée par Ferrand, l'incompétence du tribunal de police était notoire, s'agissant d'un pré-judice particulier dont la connaissance était dévolue aux tribunaux civils.

Les frères Hyvernaud se pourvoient contre ce jugement. Leurs moyens sont, que des juges constitués en tribunal de police, ne peuvent prononcer qu'en dernier ressort, et qu'ils n'ont pas même à l'énoncer, puisque le seul titre de leur institution imprime ce caractère à tous leurs jugemens.—Qu'au surplus, l'incompétence des juges d'un tribunal de police n'est pas une raison qui puisse rendre recevable l'appel de leurs jugemens, puisque ce vice ne fait pas que de tels jugemens ne soient en dernier ressort, et qu'ils ne soient en conséquence hors d'état d'être attaqués par toute autre voie que par celle de la cassation.

Ferrand leur oppose une fin de non-recevoir tirée de ce que le jugement du tribunal de Guéret ayant ordonné une expertise, avait fait droit, n'est qu'un simple jugement préparatoire, qui par conséquent ne peut être attaqué qu'avec le jugement définitif.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—En ce qui touche la fin de non-recevoir, attendu que tout jugement qui sta-

tue sur une question de compétence ou de ressort est nécessairement définitif sur ce point, quoique, d'ailleurs, il renferme des dispositions préparatoires; d'où il suit que le jugement attaqué, ayant décidé que l'appel des jugemens du tribunal de police municipale du canton de Dun était recevable, quoique le contraire fût allégué par les demandeurs, a statué sur cette question d'une manière définitive, rejette la fin de non-recevoir proposée par le défendeur.

Et passant à l'examen du fond:—Vu la disposition des art. 153 et 154 du Code des délits et des peines, ainsi conçus: « Art. 153. Toute personne prévenue d'un délit dont la peine n'exécède ni la valeur de trois journées de travail ni trois jours d'emprisonnement, est citée devant le tribunal de police de l'arrondissement dans lequel le délit a été commis, pour y être entendue et jugée en dernier ressort, conformément à la 3^e part. art. 233, acte const., sauf le recours au tribunal de cassation. La citation est donnée à la requête du commissaire du pouvoir exécutif près l'administration municipale. Elle peut l'être aussi à la requête des particuliers qui se prétendent lésés par le délit.—Art. 154. Dans ce dernier cas et dans celui où les personnes lésées par le délit interviennent comme parties civiles sur la citation donnée à la requête du commissaire du pouvoir exécutif, le tribunal de police prononce en dernier ressort par la même jugement sur les dommages-intérêts prétendus pour raison du délit et sur la peine infligée par la loi.—Et attendu, 1^{er} que, quand le tribunal de police municipale du canton de Dun aurait excédé ses pouvoirs en statuant sur une contestation qui n'était pas de sa compétence, ce n'était point à un tribunal d'appel que le défendeur aurait dû se pourvoir, puisqu'en aucun cas ces tribunaux ne peuvent statuer sur l'appel des jugemens rendus en dernier ressort;—Attendu, 2^o que c'est de la loi seule que les jugemens reçoivent l'autorité du dernier ressort, lorsqu'ils ont été prononcés par les tribunaux à qui la loi a confié l'exercice de ce pouvoir, au moyen de quoi il n'est pas nécessaire que leurs jugemens en fassent mention pour leur imprimer ce caractère; d'où il suit que, dans l'espèce dont il s'agit au procès, les jugemens des 22 et 24 messid. an 8 ayant été rendus par la justice de paix du canton de Dun comme tribunal de police municipale, cette seule énonciation leur imprimait le caractère de dernier ressort, et que, par suite, le jugement attaqué n'a pu en recevoir l'appel sans commettre un excès de pouvoir résultant de la disposition des deux textes de lois ci-dessus cités;—Casse, etc.

Du 11 germ. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Pajon.

1^o CASSATION. — AMENDE.

2^o CONCILIATION. — EXCEPTION. — PREUVE.

3^o DOT. — INTÉRÊTS. — VEUVE.

4^o APPEL. — PRESCRIPTION. — DÉCHÉANCE.

1^o Lorsque plusieurs personnes qui ont été parties dans un jugement, l'attaquent par voie de cassation, il suffit d'une seule consignation d'amende pour tous les demandeurs qui ont le même intérêt. (Règl. 1738, part. 1^{re}, tit. 4, art. 5.) (2)

1827:—Merlin, Rép., v^o Cassation, § 5. — Jugé cependant qu'il y a nécessité de consignation deux amendes, lorsque les deux parties qui attaquent le jugement ou l'arrêt, quoique ayant un intérêt semblable, se fondent néanmoins sur des motifs particuliers: Cass. 21 nov. 1826.

(1) F. en ce sens, Cass. 12 mars 1806; 2 fév. 1825.

(2) La jurisprudence est constante sur ce point. F. Cass. 2 vent. et 11 germ. an 12; 1^{er} brum. an 13; 24 mars 1807; 11 janv. 1808; 10 fév. 1813; 27 fév. 1815; 20 nov. 1810; 3 fév. 1819; 11 juin 1820; 15 janv. 1821; 26 fév. 1823; 3 août 1825; 31 janv.

2° C'est à celui qui se prévaut du défaut de préliminaire de conciliation à prouver que ce préliminaire n'a pas eu lieu (1).

3° Les intérêts de la dot qui n'ont pas été payés du vivant du mari, peuvent être réclamés par ses héritiers à la veuve elle-même, lorsqu'elle est devenue héritière de celui qui avait constitué la dot.

4° Lorsque l'appel ne porte pas sur la partie du jugement qui a rejeté un moyen de prescription, ce moyen ne peut plus être opposé devant les juges d'appel.

(Paul—C. Masmejan.)

Le cit. Paul avait épousé sa seconde nocée, Rose Masmejan.—Louis Masmejan, frère de la future, lui avait promis une dot de 5000 fr. dont il s'était engagé à servir les intérêts.

Après le décès de Masmejan et de leur père, les filles du premier lit du cit. Paul actionnèrent Rose Masmejan, leur belle-mère, comme héritière de son frère, en paiement de différentes sommes dont Masmejan aurait été débiteur envers Paul, et notamment en paiement des intérêts de la dot de 5000 fr.—Ils assignent en même temps le cit. Jac, détenteur des biens hypothéqués au paiement de la dot, en déclaration de jugement commun.

3 prair. an 3, jugement qui condamne la veuve Paul à payer aux filles de son mari quelques-unes des créances réclamées, parmi lesquelles celle qui consistait dans les intérêts de la dot.—Ce jugement est déclaré commun avec Jac.

Appel par toutes les parties.—12 flor. an 8, jugement du tribunal d'appel du Tarn qui infirme le jugement de première instance sur quelques points et le confirme sur les autres.

Pourvoi en cassation par la veuve Paul et par Jac.—Les motifs du jugement qui va suivre font suffisamment connaître les moyens du pourvoi.

Les défenderesses en cassation opposaient une fin de non-recevoir tirée de ce qu'une seule amende avait été consignée pour les deux demandeurs.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu, sur la fin de non recevoir, que Rose Masmejan et Jac ont toujours paru dans la cause comme unis d'intérêts; qu'ils ont pris les mêmes conclusions, le même défenseur et subi les mêmes condamnations; qu'ainsi ils ne pouvaient être tenus de fournir chacun une amende, — Rejette la fin de non-recevoir;

(1) Il nous est difficile de nous ranger à cette doctrine. Une action est non recevable devant les tribunaux, quand le préliminaire de conciliation n'a pas été tenté; c'est donc à celui qui saisit le tribunal à prouver que cette condition préalable a été remplie. Le défendeur n'a rien à prouver; il lui suffit d'opposer l'exception, et la règle *res expleiundo fit actor*, ne saurait lui être applicable. D'ailleurs, comment le défendeur pourrait-il prouver que le préliminaire de conciliation n'a pas eu lieu? Il faudrait donc qu'il vérifiât les registres du greffe de la justice de paix pendant trois années et plus. La preuve au contraire est des plus faciles pour le demandeur: il lui suffit de présenter la procès-verbal de non-conciliation, ou la mention du défaut de comparution de la part du défendeur mise en charge de la citation.

(2) *P.* sur cette question, la note qui accompagne l'arrêt du 2 frim. an 10; *P.* aussi Merlin, *Quest.*, 1^{re} Contrariété de jug., § 1^{er}.

(3) En supposant même que la chose jugée n'eût pas établi une fin de non-recevoir invincible contre la demande de la veuve Winter, cette demande était

— Et jugeant au fond, — Attendu, sur le premier moyen;.... — Attendu, sur le second;....

— Attendu, sur le troisième, que rien ne constate que les préliminaires de la conciliation n'aient pas été remplis; que Jac, qui se prévaut de cette nullité, se trouvait dans la nécessité de l'établir, ce que, jusqu'ici, il n'a pu faire; — Attendu, sur le quatrième, que la loi 54, ff. de *Don. int. vir.* et *u. x.*, suppose le cas où la femme jouit de la dot; que, dans l'espèce, Masmejan était resté saisi de celle de sa sœur, et qu'en conséquence la présomption de la loi disparaît; — Attendu, sur le cinquième, qu'il n'avait pas été interjeté appel de la partie du premier jugement qui portait sur les objets prescrites; qu'en conséquence, le moyen de la prescription n'a pu être opposé dans l'instance terminée par le jugement attaqué; — Attendu, sur le sixième, que les juges d'appel, relativement au compte de Paul, du 21 janv. 1775, n'avaient rendu qu'un jugement préparatoire et ne s'étaient point dessaisis de la cause sur ce point; — Rejette, etc.

Du 12 germ. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Lascaud.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.—Pl., les cit. Coste et Badin.

CASSATION. — POURVOI. — CONTRARIÉTÉ DE JUGEMENTS.

On ne peut se pourvoir contre un arrêt de la Cour de cassation, sous prétexte de contrariété entre cet arrêt et une autre décision définitive. (Règl. 1738, art. 39.) (2)

(La veuve Winter—C. Andréas Lindgréen.)

Un arrêt du parlement de Paris, du 3 mars 1763, avait déclaré que les trente-cinq communes du bailliage d'Heudin étaient propriétaires de certains marais qu'on leur contestait; mais cet arrêt fut annulé par une décision du conseil du 14 avril 1791.—La loi du 28 août 1792 est rendue, et les communes réclament les marais qui leur ont été enlevés par l'arrêt du conseil. Un jugement du tribunal civil de la Seine, du 8 pluv. an 8, leur adjuge leur demande, et ce jugement est confirmé le 5 prair. an 9, par le tribunal de cassation.

La veuve Winter, dépossédée par cette décision, et se fondant sur la contrariété qui existait entre le jugement du 5 prair. an 9 et l'arrêt du conseil du 14 avril 1791, demanda au tribunal de cassation de rétracter son jugement (3).

mal fondée, car, pour qu'il y ait contrariété de décisions entre deux jugements rendus en dernier ressort, il ne suffit pas que le dernier détruise les effets que le premier paraissait devoir produire à l'époque où il fut rendu; il faut encore que, dans l'espace de temps qui s'est écoulé entre le premier et le second, les droits des parties n'aient éprouvé aucun changement. Car, si après le premier jugement, il est rendu une loi qui donne à la partie condamnée le droit de faire juger de nouveau la question déjà décidée en dernier ressort, et qu'en vertu de cette loi le jugement soit réformé, on ne saurait soutenir qu'il existe contrariété de décisions, puisque la seconde détruit nécessairement la première. Or, telle est l'espèce qui se présente dans la cause. Un arrêt du conseil avait déclaré les demandeurs en cassation, ou leurs auteurs, propriétaires des marais réclamés par les communes du bailliage d'Heudin. La loi du 28 août 1792 est venue, et, regardant les arrêts rendus sur cette matière par le conseil comme non valables, elle a donné aux communes le droit de revendiquer les biens que les seigneurs leur avaient ravies. — C'était donc une erreur que de prétendre qu'il existait

JOURNEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 20 du tit. 4 du règlement de 1738, qui porte : « Après qu'une demande en cassation d'un arrêt ou jugement aura été rejetée par arrêt sur requête, ou contradictoire, la partie qui l'aura formée ne pourra plus se pourvoir en cassation contre le même arrêt ou jugement, encore qu'elle prétendit avoir de nouveaux moyens, ni pareillement contre l'arrêt qui sera rejeté la demande, ce qui sera observé à peine de nullité... » — Et attendu que les conclusions, tant principales que subsidiaires de la veuve Winter et consorts ne sont autre chose qu'un nouveau pourvoi contre le jugement de la section civile en date du 5 germ. an 9, qui a rejeté leur demande en cassation, contre le jugement du tribunal de Paris, du 8 pluv. an 8 ; — Rejette, etc.

Du 13 germ. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Muratre. — Rapp., le cit. Brillat-Savarin. — Concl. le cit. Merlin, commiss.

FONDATEURS PIEUXES. — RENTES.

On ne peut distinguer, entre les rentes créées par fondations de masses, au profit des églises cathédrales ou paroissiales, et celles créées au profit d'églises particulières, telles, par exemple, que celles des ci-devant religieux, pour se dispenser de continuer à la nation le service des rentes de la dernière espèce. (LL. 26 sept. 1791, art. 1^{er} et 3 ; 13 brum. an 2, art. 3.) (1)

(Robert-Bévy — C. l'Enregistrement)

Du 13 germ. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Pajon. — Concl., le cit. Leconteur, substit.

DÉLÉGATION. — INDICATION DE PAIEMENT.

La délégation imparfaite, ou l'indication de paiement, ne décharge point le débiteur délégué envers le créancier déléguant, tant qu'elle n'a point été acceptée (2). — En conséquence, le débiteur peut, jusqu'à l'acceptation du délégataire se libérer valablement entre les mains du créancier ou de ses représentants. (LL. 1 et ult. Cod., de novat et delegat.; Cod. civ. 1371 à 1377, anal.)

(Maigrebarre — C. Meiffren.)

Le 14 mai 1791, vente par Latour-Biard à Maigrebarre, du domaine de Moussac, moyennant 50,000 liv. Sur cette somme, l'acquéreur se charge de payer à l'acquit du vendeur une somme de 15,000 liv., dont 4,000 aux héritiers Meiffren,

tait contrariété de décisions entre l'arrêt du conseil et le jugement du tribunal de cassation.

(1) F. comme analogues dans le même sens, les jugements des 11 flor. et 13 prair. an 9 ; 4 niv., 24 pluv. et 12 prair. an 10 et les notes. F. aussi Merlin, *Repart.*, v^o *Fondation*, n^o 6, et *Quest.*, eod. verbo.

(2) Le jugement qui va suivre et dont nous nous sommes attachés à reproduire scrupuleusement le texte en posant la question ci-dessus, nous paraît avoir à tort confondu, au moins dans les mots, deux choses très distinctes, l'indication de paiement et la délégation imparfaite. — Il y a simple indication de paiement, lorsqu'un créancier stipule que le débiteur paiera à sa décharge entre les mains d'un tiers; elle se convertit en délégation imparfaite, lorsque le tiers accepte, sans toutefois décharger le déléguant; enfin si, en acceptant, il consent à tenir le déléguant quitte de son obligation, la délégation devient parfaite. — Ainsi le concours de trois personnes

avec les intérêts payables aux termes et de la manière fixée par les titres de créance.

Les héritiers Meiffren ne parurent pas au contrat et ne firent aucun acte d'acceptation. Il résultait même de quittances qu'ils avaient continué à recevoir les intérêts des mains de Latour-Biard.

En 1799, Latour ayant été porté sur la liste des émigrés, Maigrebarre fit la déclaration des sommes dont il restait débiteur envers lui, avec mention de la délégation. — Puis, le 3 flor. an 3, sur les poursuites du receveur des domaines, il paya comme contractant et forcé les 15,000 liv. qui formaient le reliquat de son pris. — Toutefois, et malgré cela, il fut actionné par les héritiers Meiffren, en paiement de leur créance. Il soutint que l'indication de paiement faite à leur profit n'ayant pas été acceptée, il n'y avait pas eu novation dans la créance; que, par conséquent, il était toujours resté débiteur de Latour, et s'était valablement libéré entre les mains de la nation qui le représentait.

6 prair. an 6, jugement qui accueillit ce système.

7 messid. an 8, jugement infirmatif du tribunal civil de l'Ardèche.

Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que le contrat du 14 mai 1781 ne contient qu'une délégation imparfaite ou indication de paiement qui ne décharge point le débiteur délégué envers le créancier déléguant, tant que la délégation n'a pas été acceptée; — Considérant en fait que la veuve Meiffren, craignant de compromettre ses droits directs vis-à-vis de Latour-Biard, a refusé de reconnaître Maigrebarre pour son débiteur direct; que le cit. Latour-Biard a continué de payer aux créanciers indiqués, et notamment à la cit. Meiffren, les intérêts de ses capitaux, et de s'en faire rembourser par Maigrebarre, qui, par conséquent, n'a pas cessé d'être débiteur direct envers Latour-Biard; — Vu l'art. 14 de la loi du 8 avril 1792, ainsi conçu : « Les débiteurs des émigrés, à quel que titre que ce puisse être, ne pourront se libérer valablement qu'en payant à la caisse du « sequestre; » — Vu les art. 11 et 17 de la loi du 31 oct.; 1^{er}, 3 et 10 de la loi du 25 nov. 1792, ainsi conçus : « Art. 11. Tous dépositaires publics ou particuliers, tous fermiers comptables « et débiteurs, sans exception, seront tenus de « clarer, dans la huitaine de la publication de la « présente loi, dans chaque municipalité, les dé- « niés, les sommes échues ou à échoir, argen- « terie, titres et effets de toute nature, qu'ils au- « ront en leur possession, appartenant à des

est nécessaire pour la délégation; le concours de deux personnes suffit pour l'indication de paiement.

— Dans l'espèce, il ne s'agissait que d'une indication de paiement, et sous ce rapport le jugement dont nous nous occupons s'est conformé aux principes reconnus par la jurisprudence et les auteurs. F. Cass. 24 frim. an 10 et les autorités citées en note. — Mais on pourrait décider différemment s'il s'agissait d'une délégation même imparfaite. — En effet, dit M. Duvergier, *Traité de la vente*, tom. 2, n^o 171, « la délégation imparfaite n'étant point la première créance, mais elle transmet la seconde au délégataire; c'est une véritable cession qui lui a été faite, avec la réserve de ses droits contre le déléguant, dans la cas où la créance déléguée ne serait pas payée. » Or, si la créance est transportée, il est évident que le cédant ne peut plus y avoir aucun droit. C'est du reste ce que paraît reconnaître, au moins implicitement, le jugement même que nous rapportons.

« personnes domiciliées hors du district des décla-
 « rations, ou qui, étant domiciliées dans le district,
 « sont actuellement absentes de leur domicile;—
 « Art. 17. Les sommes déclarées en vertu des
 « articles précédents, et qui se trouveront appar-
 « tenir à des personnes notablement émigrées, ou
 « dont les noms sont compris dans les listes im-
 « primées en exécution de la loi du 8 av. ril, seron-
 « versées, savoir : celles actuellement exigibles,
 « dans les vingt-quatre heures de la déclaration,
 « et celles qui ne sont point échues dans les vingt-
 « quatre heures de leur échéance, dans la caisse
 « des receveurs de l'enregistrement, et ce nonob-
 « stant toutes oppositions de la part des créan-
 « ciers de chaque émigré, et sans y préjudicier; »
 « Considérant qu'en rejetant le paiement fait par
 « Maigret, comme contrainct, entre les mains
 « du receveur de l'enregistrement, le jugement at-
 « taqué est contraire formellement aux articles
 « de la loi ci-dessus cités;—Casse, etc.

Du 13 germ. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit.
 Malleville. — *Rapp.*, le cit. Lasaudade. — *Concl.*,
 le cit. Arnaud, subst. — Pl., les cit. Badin et Ra-
 guideau.

CONSIGNATION. — BILLET À ORDRE. — TIERS.

*Le dépôt autorisé par la loi du 6 therm. an 3,
 du montant des billets à ordre dont le por-
 teur ne se présente pas, a pu être valablement
 fait au nom du débiteur par un tiers, encore
 même que ce tiers ne fût pas son fondé de
 pouvoirs. (L. 6 therm. an 3, art. 1^{er}.) (1)*

(Rogier—C. Vaissière)

Le 21 brum. an 3, Jean Rogier avait souscrit
 un billet à ordre de la somme de 5,200 fr.

Le porteur de cet effet ne s'étant pas présenté
 à l'échéance, Rogier en avait, en vertu de la loi du
 6 therm. an 3, déposé le montant au bureau de
 l'enregistrement établi à Castres.

Le dépôt avait été fait le 13 frim. an 4, par le
 cit. Regrat fils, agissant pour Jean Rogier.

Le tribunal civil du département du Tarn avait
 annulé le dépôt, sous prétexte que, par l'art. 1^{er}
 de la loi du 6 therm. an 3, le débiteur seul était
 autorisé à consigner, et que Rogier n'avait pas
 consigné par lui-même, mais par une tierce per-
 sonne qui n'était point nantie de ses pouvoirs.

Pourvoi pour fausse application de l'art. 1^{er}
 de la loi du 6 therm. an 3, qui n'exige point que
 le dépôt soit fait personnellement par le débiteur.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 1^{er} de la loi du
 6 therm. an 3, ainsi conçu : « Tout débiteur de
 billet à ordre, dont le porteur ne se sera pas pré-
 senté dans les trois jours qui suivront l'échéance,
 est autorisé à déposer la somme portée au billet,
 aux mains du receveur de l'enregistrement dans
 l'arrondissement duquel l'effet est payable; »

Considérant que la quittance dont il s'agit ex-
 prime que la consignation a été faite pour et en
 l'acquit du débiteur, sans même qu'il ait été exigé

du créancier aucune subrogation à ses droits; »

Considérant qu'en général la consignation
 comme les offres peuvent être faites par un tiers
 capable de payer, et que la loi citée n'ayant pas
 dérogé au droit commun, le jugement attaqué a
 ajouté à ses dispositions une restriction qu'elle
 ne contient pas, en décidant qu'elle devait être
 faite par le débiteur personnellement;—Casse, etc.

Du 13 germ. an 10.—Sect. civ.—*Rapp.*, le cit.
 Codinhal. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

INTÉRÊT CONVENTIONNEL. — RETENUE

POLR CONTRIBUTIONS.

*Les intérêts conventionnels ne peuvent, à moins
 d'une stipulation expresse, être exemptés de
 la retenue qui a lieu pour les contributions
 (L. 1^{er} déc. 1790, art. 1^{er} et 19.) (2)*

(Pellet—C. Rey.)

Par un traité du 12 flor. an 5, Pellet s'était re-
 connu débiteur de Rey, d'une somme de 100,000 fr.
 numéraire, de laquelle il s'était obligé de lui
 payer annuellement et à terme échu, à titre d'in-
 térêt, une somme de 4,000 francs, jusqu'au rem-
 boursement du capital, sans qu'il eût été fait
 mention si cette rente serait, ou non, sujette à la
 retenue des contributions. — Pellet ayant élevé
 cette prétention, Rey s'y était refusé; et la con-
 testation ayant été portée au tribunal du départe-
 ment de l'Hérault, il en avait été débouté par ju-
 gement du 2 nivôse, confirmé sur l'appel par un
 autre jugement du tribunal du département de
 l'Aveyron, du 14 vent. an 8, dont il demandait
 la cassation pour contravention aux art. 6 et 9 du
 la loi du 1^{er} décembre 1790. — Les motifs du ju-
 gement étaient tirés de quelques circonstances
 particulières de la cause, desquelles les juges
 avaient induit que l'intention des parties avait
 été que cette rente fût affranchie de la retenue,
 et le défendeur s'appuyait sur les mêmes moyens
 pour repousser la demande formée contre lui.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu la disposition de l'art. 6
 de la loi du 1^{er} déc. 1790, qui porte : « Les pro-
 priétaires dont les fonds sont grevés de rentes et
 de prestations seigneuriales ou foncières, d'agri-
 cles, de champart ou d'autres prestations, soit en argent,
 soit en denrées, soit en qualité de fruits, feront,
 en acquittant les rentes ou prestations, une retenue
 proportionnelle à la contribution, sans pré-
 judice de l'exécution des baux à rente faits sous
 la condition de la non-retention des impositions
 royales. »—Vu aussi l'art. 9, qui porte : « A l'a-
 venir, les stipulations entre les contractants sur la
 retenue de la contribution seront entièrement li-
 bres; mais elle aura toujours lieu, à moins que
 le contrat ne porte la condition expresse de non-
 retenue; »

Et attendu qu'il résulte clairement de l'art. 9,
 qu'il ne peut y avoir lieu à la non-retention que
 dans le seul cas d'une stipulation expresse à ce
 sujet, et qu'elle ne peut, par conséquent, être

(1) Ce n'est là qu'une application du principe gé-
 néral admis dans l'ancien droit et consacré par l'art.
 1236, Cod. civ., qui veut que l'obligation puisse
 être acquittée par un tiers même non intéressé,
 pourvu que ce tiers agisse au nom et en l'acquit du
 débiteur, ou que, s'il agit en son nom propre, il ne
 soit pas subrogé aux droits du créancier.—*F.* sur ce
 principe, LL. 23, 40, 53 et 72, ff. de Solut.; L. 39,
 ff. de Negot. gest.—Ord. 1673, tit. 5, art. 3; Cod.
 comm., 158 et suiv.—*F.* aussi Dumoulin, de Unis,
 quest. 450; Poitiers, Oblig., n° 489; Merlin, Rép.,
 v° Paiement, n° 2; Toullier, tom. 7, n° 11; Duran-
 ton, tom. 12, n° 14 et suiv.

(2) *F.* conf., Cass. 29 germ. an 10 (aff. Descomps),
 et 21 flor. an 13 (aff. Chambon-Beaumont). *F.*,
 aussi les conclusions données par M. Merlin dans
 l'aff. Descomps, lors du jugement de la section des
 requêtes qui a admis le pourvoi le 23 brum. an 9.
 Ces conclusions sont rapportées dans ses Questions
 de droit, v° Contribution foncière, § 1^{er}.—La loi du
 3 sept. 1807 sur le taux de l'intérêt de l'argent a
 changé le principe. Aux termes de cette loi, art. 1^{er},
 la non-retention n'a plus besoin d'être stipulée : la
 retenue n'a lieu qu'au cas de convention expresse.

supplée par l'intention présumée des parties; d'où il suit que le jugement attaqué, en faisant résulter cette intention des circonstances particulières de la cause, et non d'une clause expresse de l'acte du 12 bréval, qui en fit une mention expresse, est formellement contrevenu à la disposition dudit art. 9, et, par suite, à celle de l'art. 6 qui veut que cette relance ait lieu sur toute espèce de prestation annuelle, soit en argent, denrées ou quotités de fruits; — Cassé, etc.

Du 13 germ. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Pejon. — *Concl.*, le cit. Pons, subst.

DERNIER RESSORT. — APPEL. — CASSATION.

Un jugement en premier ressort, susceptible conséquemment d'appel, ne peut être attaqué par la voie de la cassation.

Du 13 germ. an 10. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Chasle. — *Concl.*, le cit. Merliu, commiss.

DERNIER RESSORT. — RACHAT.

La demande en désestement d'un fonds vendu à pacte de rachat, constitue une action réelle susceptible des deux degrés de juridiction, si le revenu du fonds vendu n'a été déterminé ni en rente ni par prix de bail. (L. 16-24 août 1790, tit. 4, art. 5.) (1).

(Chabré — C. V. Robert.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 5, tit. 4 de la loi du 24 août 1790; — Attendu que la demande en désestement d'un fonds vendu à pacte de rachat constitue bien évidemment une affaire réelle, et que, dans l'espèce, le revenu du fonds vendu n'était déterminé ni en rente ni par prix de bail; d'où il suit que les juges qui ont rendu le jugement attaqué, en statuant en dernier ressort, violé l'article de loi ci-dessus cité; — Cassé, etc.

Du 16 germ. an 10. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Maleville. — *Rapp.*, le cit. Biolz. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst. — *Plaid.*, les cit. Thacussias et Chabroud.

LIBERTÉ PROVISOIRE. — CAUTION. — APPEL.

L'obligation de payer le montant du cautionnement est acquise contre la caution, quand le prévenu qui a obtenu sa mise en liberté provisoire sous caution se soustrait par la fuite à l'exécution du jugement, alors même qu'il se serait exactement présenté à tous les actes de la procédure. (C. 3 brum. an 4, art. 222.) (2).

Les tribunaux criminels sont incompétents pour connaître par appel des ordonnances des directeurs du jury portant que la caution d'un prévenu mis en liberté provisoire, sera contrainte au paiement du cautionnement. (C. 3 brum. an 4, art. 222.) (3).

(1) Jurisprudence constante. V. notre *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o *Dernier ressort*, § 2.

(2) Cette question que les termes douteux de l'art. 222 du Code du 3 brum. an 4 pouvaient soulever sous l'empire de ce Code, ne peut se représenter aujourd'hui l'art. 114 du Code d'inst. crim. applique, en effet, la caution à l'obligation de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement.

(3) Les ordonnances du directeur du jury ne pouvaient être attaquées que par la voie de cassation: V. Cass. 3 vend. an 5 et 29 niv. an 9. — Sous le Code

(Levrat.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 222 et la 6^e disposition de l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Considérant, 1^o que le cit. Levrat ayant cautionné Jeanne-Claire Brun, femme Jacquot, pour faire obtenir à celle-ci sa liberté provisoire, ce citoyen a contracté, aux termes de l'art. 222 du Code précité, l'obligation de payer le montant de son cautionnement, si la cit. Jacquot refusait de se représenter en justice quand elle en serait requise; que l'exécution du jugement n'ayant pu avoir lieu, attendu que la femme Jacquot s'est enfuie, elle a par cela seul refusé de se représenter en justice quand elle en a été requise; que, dès lors, l'obligation de payer le montant du cautionnement a été acquise contre la caution; qu'ainsi le tribunal criminel du département du Jura, sous le faux prétexte que la cit. Jacquot s'étant représentée à tous les actes de la procédure, et même au jugement définitif, elle a rempli toutes les obligations voulues par ledit art. 222, et qu'elle a, par là, déchargé la caution, a fait évidemment une fautive application de ce même article; — Considérant, 2^o que l'obligation que contracte la caution dans le cas particulier, forme un contrat judiciaire qui, par sa nature, est exécutoire sur l'ordonnance du magistrat; que l'art. 222 du Code précité le commande suffisamment ainsi, puisqu'il exige que le paiement du cautionnement soit effectué sur une ordonnance du directeur du jury; que, d'ailleurs, aucune loi n'attribue aux tribunaux criminels le droit de connaître par appel des ordonnances des directeurs du jury dans la matière; que, cependant, le tribunal criminel du département du Jura a reçu l'appel de l'ordonnance du directeur du jury de l'arrondissement de Lons-le-Saulnier, qui condamne le cit. Levrat à payer le montant de son cautionnement; qu'ainsi il a évidemment commis une usurpation de pouvoirs; — Cassé, etc.

Du 17 germ. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Vallée. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

1^o ENTREPOT. — GRAINE. — FRONTIÈRES.

2^o DOUANES. — EXCEUSE. — INTENTION.

1^o *Une saisie de grains en entrepôt dans le rayon frontière, ne peut être annulée sous le prétexte que cet entrepôt prohibé a été formé dans le but d'alimenter soit des marchés, soit les magasins d'une ville. (L. 26 vent. an 5, art. 1^{er}.)*

2^o *En matière de douanes, les juges ne peuvent excuser les contrevenants sur l'intention. (L. 9 flor. an 7, tit. 4, art. 16.) (4).*

(Douanes — C. Tiemann.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 1^{er} de la loi du 26 vent. an 5; l'art. 16 de la loi du 9 flor. an 7, et l'art. 1^{er} de l'arrêté du directeur exécutif, du 17 prair. suivant; — Considérant que, dans l'espèce, il y avait eu un entrepôt de grains de la consi-

d'inst. crim., les ordonnances du juge d'instruction qui contraignent la caution au paiement peuvent être attaquées par voie d'opposition devant la chambre d'accusation: V. à cet égard Carnot, sur l'art. 114 du Code d'inst. crim., et Bourguignon, *Jurisp. des Codes crim.*, tom. 1^{re}, p. 263. — V. quant à l'étendue du droit de liberté provisoire, et aux principes qui doivent en diriger l'application, une dissertation de M. Faustin Hélie, insérée dans le tom. 10 du *Journal du droit criminel*, p. 110 et suiv.

(4) V. conf., Cass. 6 brum. an 7 et la note. — V. aussi Cass. 26 brum., 13 mess. an 7 et la note.

tance de deux mille quatre-vingt-trois myriagrammes, outre la quantité nécessaire pour la consommation du prévenu; que cet entrepôt avait été formé sur l'extrême frontière et dans l'étendue des cinq kilomètres déterminés par la loi, ce qui était une contravention évidente aux lois et arrêtés précités; — Considérant que, malgré cette contravention, le tribunal criminel a confirmé un jugement qui annulait la saisie des grains formant l'entrepôt, et accordait la main-levée au prévenu, sous le prétexte que l'entrepôt avait été formé dans l'objet d'alimenter, soit les marchés, soit les magasins de Brissac, prétexte démontré faux par les pièces du procès, mais qui, eût-il été vrai, n'aurait pu autoriser le tribunal criminel dans le jugement qu'il a prononcé, puisque la loi du 9 flor. an 7 défend expressément aux Juges d'excuser les contrevenants sur l'intention; — Casse, etc.

Du 17 germ. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Genevois. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

DOUANES. — SAISIE. — MARCHANDISES. — DÉSIGNATION.

En matière de douanes, il suffit que le procès-verbal constatant la saisie de pièces d'étoffes énonce l'espèce, le nombre et l'aunage de ces pièces; il n'est pas nécessaire qu'il en constate le poids: cette obligation ne s'applique qu'aux matières susceptibles d'être pesées. (L. 9 flor. an 7, tit. 4, art. 3.)

(Douanes—C. N.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la 1^{re} disposition de l'art. 456 du Code des délits et des peines, et l'article 3, tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7; — Attendu qu'il résulte du procès-verbal de saisie dressé par les préposés, que l'espèce, le nombre et l'aunage des pièces d'étoffes en question s'y trouvent énoncés; que, dès lors, le vœu de l'art. 3, tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7 a été rempli; que dire que les pièces d'étoffe ont dû être pesées, parce que ledit article parle de poids, c'est en faire une fautive application, par la raison que le poids ne peut concerner que des matières susceptibles d'être pesées, et non des pièces d'étoffe, dont il suffit d'énoncer le nombre, l'espèce et l'aunage; que, d'ailleurs, l'art. 3 de la loi précitée donne l'alternative par la disjonctive ou; d'où il suit que le tribunal criminel du département du Haut-Rhin est contrevenu à la 1^{re} disposition de l'art. 456 du Code des délits et des peines, par cette fautive application, et même au § 1^{er} de la loi du 10 brumaire an 5, dont il a également fait fautive application; — Casse, etc.

Du 17 germ. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Dutocq. — *Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

FUMIER. — EXHALAISONS INSALUBRES. — COUR.

Celui qui a déposé un tas de fumier dans sa cour, quoiqu'elle soit entourée de maisons ayant des fenêtres sur cette cour et qu'elle ait

son entrée par la rue, ne peut être passible des peines de police applicables au jet sur la voie publique de matières causant des exhalaisons nuisibles. (C. 3 brum. an 4, art. 605, n° 2.) (1)

(Bonté — Intérêt de la loi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 2 et la 1^{re} disposition de l'art. 456 du Code des délits et des peines, ainsi que la 3^{re} disposition de l'art. 605 du même Code; — Attendu qu'il s'agissait au procès d'un tas de fumier déposé par Gilles Bonté dans sa cour, laquelle, d'après le jugement du Juge de paix de Guingamp, rendu en matière de police, est cernée par la maison de Bonté et par quatre autres; que quoique cette cour ait son entrée par la rue, et que les quatre maisons dont il s'agit aient des fenêtres, même au rez-de-chaussée, donnant sur cette cour, elle n'est pas pour cela la voie publique; que les mots de rien jeter se rapportent visiblement aux fenêtres et au devant des maisons donnant sur la voie publique dont il est question dans la 3^{re} disposition de l'art. 605 du Code précité; que cette disposition n'est que le corollaire de l'art. 3, tit. 11 de la loi du 24 août 1790, qui comprend dans ce qui est confié à la vigilance de la police tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues et voies publiques, ce qui comprend l'interdiction de rien jeter qui puisse causer des exhalaisons nuisibles; que des termes de la loi il suit évidemment que l'interdiction de rien jeter qui puisse causer des exhalaisons nuisibles ne porte que sur les rues, quais, places et voies publiques; que l'art. 605 du Code des délits et des peines, d'après ce qui vient d'être dit, n'a aucune autre loi pénale n'étant applicable au fait sur lequel a statué le Juge de paix de Guingamp jugeant comme en matière de police, ce Juge est contrevenu à l'art. 2 du même Code, et a fait une fautive application de l'art. 605 précité; — Casse, etc.

Du 18 germ. an 10. — Sect. crim. — *Prés.*, le cit. Seignette. — *Concl.*, le cit. Pons, subst.

1^{er} ACQUITTEMENT. — FRAIS.

2^e CULPABILITÉ. — ACQUITTEMENT. — DOUTE.

1^{er} *La tribunal criminel qui renvoie le prévenu de la poursuite sur le motif que les faits ne sont pas suffisamment prouvés, ne peut mettre une partie des dépens à sa charge sous prétexte qu'il n'aurait pas néanmoins entièrement détruit les imputations qui lui étaient faites.* (L. 18 germ. an 7, art. 1^{er}; C. 3 brum. an 4, art. 188.)

2^o *En matière criminelle, la déclaration sur le fait qui doit servir de base au jugement doit être positive et certaine, soit qu'il y ait conviction ou non conviction; la loi ne permet pas que cette déclaration soit réduite à l'expression d'un simple doute (2).*

de nature à nuire par des exhalaisons insalubres. Le dépôt d'un tas de fumier serait donc aujourd'hui une contravention de police; mais pourvu toutefois que ce dépôt eût été fait sur la voie publique; la décision que nous rapportons conserve à cet égard toute sa force.

(2) Cette règle est certaine: dès qu'il y a doute dans l'esprit du Juge, c'est que les faits ne sont pas suffisamment prouvés, et le jugement doit se borner à énoncer cette insuffisance de preuves. *V.* dans ce sens Carnot, *Inst. crim.*, sur l'art. 161; *F.* aussi Merlin, *Répart.*, n° 110 de Cour.

(1) L'art. 605 du Code du 3 brum. an 4 punissait de peines de police ceux qui contrevenaient à la défense de rien exposer sur les fenêtres ou au-devant de leurs maisons sur la voie publique, de rien jeter qui puisse nuire ou encombrer par sa chute, ou causer des exhalaisons nuisibles. Le tribunal de cassation juge avec raison, dans l'espèce, que ces dernières expressions ne se rapportent qu'au jet sur la voie publique de matières produisant des exhalaisons nuisibles. — L'art. 471, n° 5 reproduit la même disposition dans des termes plus généraux: il punit non-seulement ceux qui ont jeté, mais aussi ceux qui ont exposé au-devant de leurs édifices des choses

(Ruffet.)

Il s'agissait d'une plainte en spoliation d'hérédité. Le tribunal correctionnel avait absous les prévenus et avait condamné les plaignans à leur payer des dommages-intérêts. Le tribunal criminel reforma ce jugement, et déclara dans son dispositif que s'il n'est pas suffisamment prouvé que les prévenus aient commis la spoliation dont il s'agit, il est constant aussi qu'ils n'ont pas détruit d'une manière satisfaisante les imputations qui leur ont été faites. D'après ce motif, il débarga les plaignans des dommages-intérêts, et condamna les prévenus en la moitié des dépens. —Poursui.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu l'art. 1^{er} de la loi du 18 germ. an 7, ainsi que l'art. 188 et la 6^e disposition de l'art. 456 du Code des délits et des peines, portant, etc. ;

Considérant qu'il résulte des articles des lois précitées, 1^o que le tribunal doit donner à son jugement une base certaine et positive, soit en déclarant les faits qu'il reconnaît constants, soit en rejetant ceux qui ne sont pas prouvés, et que sa décision ne doit pas avoir pour appui un simple doute; —2^o que les frais de la poursuite et punition des délits devant être à la charge de celui qui a été condamné à une peine quelconque, il est bien évident que celui qui a été absous n'en doit supporter aucune partie; —3^o que toute usurpation de pouvoir de la part des tribunaux doit être réprimée par l'annulation de leurs jugemens ;

Attendu, 1^o que le tribunal criminel, après avoir déclaré qu'il n'était pas suffisamment prouvé que les mariés Ruffet eussent spolié la succession dont il s'agit, eu lieu de prononcer purement et simplement l'absolution qui devait être la conséquence d'une telle déclaration, à jugé, à propos d'y ajouter; que néanmoins il était constant que lesdits mariés Ruffet n'avaient pas détruit d'une manière satisfaisante les imputations qui leur ont été faites par la plainte, et que par ce moyen le jugement a fixé, pour ainsi dire, le sceau de la culpabilité sur les mariés Ruffet en laissant subsister, à leur égard, le soupçon du délit, en lui donnant, en quelque sorte, une existence permanente, ce qui est évidemment une contravention à la règle prescrite dans l'art. 188 du Code des délits et des peines, d'après laquelle la déclaration sur le fait qui doit servir de base au jugement doit être positive et certaine, soit qu'il y ait conviction ou non-conviction; la loi ne permettant pas que cette déclaration soit réduite à l'expression d'un simple doute ;

2^o Que le tribunal criminel du département de la Seine, après avoir déclaré que le délit imputé aux mariés Ruffet n'était pas suffisamment prouvé, les a condamnés en la moitié des frais faits par le commissaire du gouvernement pour la poursuite du délit, quoique le jugement ne prononce à leur égard aucune peine quelconque; ce qui est une fausse application de la loi du 18 germ. an 7, et une usurpation de pouvoir, puisque la loi n'autorise les tribunaux à prononcer cette condamnation aux dépens que contre ceux qui auront été condamnés à une peine quelconque; —Casse, etc.

Du 18 germ. an 10.—Sect. crim.—Pres., le cit.

(1) La loi du 22 flor. an 7, en émettant des *bons au porteur*, ou délégations applicables aux contributions, avait déclaré, dans son art. 3, que tout contrefacteur de ces bons serait puni comme faux-monnayeur. Mais cette disposition ne pouvait s'étendre à d'autres papiers émis par le trésor; et l'art. 2 du tit. 1^{er}, sect. 6 du Code de 1791 ne considérait

Seignette.—Rapp., le cit. Generois.—Concl., le cit. Pons, subst.

FAUSSE MONNAIE.—COUPONS D'EMPRUNT.—FAUX EN ÉCRITURES PUB.

Les contrefacteurs des coupons de l'emprunt forcé, ne peuvent être punis comme faux-monnayeurs, mais seulement comme coupables de faux en écritures authentiques et publiques. (C. 1791, tit. 1^{er}, sect. 6, art. 1^{er}; L. 22 flor. an 7, art. 2, 3 et 4.) (1)

(Lacointe.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu la 1^{re} disp. de l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Attendu que la loi du 22 flor. an 7 n'est applicable qu'aux bons au porteur, créés en paiement des intérêts de la dette publique; attendu que, dans l'espèce, s'agissant des coupons de l'emprunt forcé de l'an 4, qui ne sont pas de la nature de ces bons au porteur, Lacointe, accusé et convaincu d'avoir copié à contrefaire lesdits coupons, ne se trouvait pas que de la peine attachée au crime de faux en écritures authentiques et publiques; que, néanmoins, par une fausse application des art. 2, 3 et 4 de ladite loi du 22 flor. an 7, et de l'art. 1^{er}, sect. 6^e, tit. 1^{er}, 2^e part. du Code pénal, il a été condamné aux peines prononcées contre les faux-monnayeurs, auxquels sont assimilés les contrefacteurs des bons au porteur sus-mentionnés; —Casse, etc.

Du 19 germ. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Rupéron.—Concl., le cit. Lefessier, subst.

PAPIER-MONNAIE. — BILLET À ORDRE. — RÉDUCTION.

Le débiteur d'un billet à ordre payable à long terme, souscrit pendant l'existence du papier-monnaie, peut, à l'expiration du billet, en demander la réduction suivant l'échelle de dépréciation, encore qu'il n'ait pas déclaré renoncer au bénéfice du long terme, lorsque le créancier n'a pas fait la présentation de son billet suivant les formes voulues par la loi. Ces formes n'ont pu être remplacées par des actes équivalens. (L. 11 frim. an 6, art. 5 et 6; 8 flor. an 6, art. 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8 et 11.) (2)

(Jallieret—C. Marquet.)

Nous avons rapporté supra un jugement du 3 brum. an 9, rendu entre les mêmes parties, qui décide la question en ce sens, en cassant un jugement du tribunal civil de l'Indre. — Le tribunal de La Châtre, a depuis rendu un jugement conforme à la décision précédemment cassée.

Poursui en cassation de la part de Jallieret.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu les art. 5 et 6 de la loi du 11 frim. an 6; — Vu aussi les art. 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 8 et 11 de celle du 8 flor. an 6; — Considérant qu'aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 8 flor. an 6, tout créancier, porteur de billets à ordre à longs termes, devait les présenter au tireur ou débiteur originaire dans le délai de trois mois, à dater de la publication; que, suivant l'art. 6 de la loi du 11 frim. an 6, le délai pour la renonciation aux longs termes, de la part du débiteur, ne courait que du jour de la présentation de ses billets; qu'il est re-

comme crime de fausse monnaie que la contrefaçon des papiers nationaux ayant cours de monnaie. L'art. 139 du Cod. pén. a étendu cette disposition à tous les effets émis par le trésor avec son timbre. *

(2) V. l'arrêt du 3 brum. an 9 dans la même affaire, et la note. — V. aussi conf., Cass. 6 niv. an 12.

connu que le défendeur n'a pas présenté le billet qui fait l'objet du procès, dans les formes déterminées par l'art. 5 de la loi du 8 flor. an 6; que les formes prescrites pour cette présentation ne pouvaient être suppléées par des actes supposés équivalents; et qu'en admettant ces prétendus équivalents, le jugement attaqué est contraire formellement à la disposition précise dudit art. 5 de la loi du 8 flor. an 6;—Considérant que le demandeur était, comme débiteur de billets négociables, autorisé par l'art. 6 de la loi du 11 frim. an 6, à faire, dans les deux mois de la présentation légale de son billet, les notifications de sa renonciation aux termes à échoir; que le jugement du tribunal de La Châtre, en admettant la présomption de la renonciation du débiteur au bénéfice de la loi, lorsqu'il était encore dans les termes qu'elle a déterminés pour faire la notification légale, a violé les art. 5 et 6 de la loi du 11 frim. an 6;—Casse, etc.

Du 21 germ. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Aumont.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DÉSISTEMENT.—ACTION.—INSTANCE.

La partie demanderesse qui déclare qu'après examen fait des titres de son adversaire, elle se désiste de ses conclusions, doit être réputée s'être désistée par là de l'action même, et non pas seulement de l'instance (1).

(Maton — C. Bernier.)

En 1794, Bernier avait formé, devant le conseil du Hainaut, une demande en restitution d'une part de charbonnage par lui vendue à Maton. Celui-ci produisit ses titres d'acquisition. — Alors Bernier déclara qu'ayant pris vue et inspection de deux contrats contenant la vente par lui faite, il se désistait des fins et conclusions de sa requête, accordant frais.

Longtemps après ce désistement, dûment accepté et signé par les parties, Bernier renouela sa demande en restitution. — Il la porta, en l'an 7, devant le tribunal civil de Jemmapes. — Maton excipa du désistement. — Bernier prétendit qu'il ne s'était pas désisté de l'action, qu'il n'avait voulu se désister que de l'instance. — Il s'étaya de l'art. 38 du chap. 78 des chartes générales du Hainaut, d'après lequel il est permis au demandeur qui s'est désisté de ses poursuites, et qui a payé les frais, de reproduire de nouveau sa demande.

Le 25 floréal an 7, le tribunal de Jemmapes décida qu'il n'y avait pas lieu de s'arrêter au désistement, et reçut la demande de Bernier. Ce jugement fut confirmé sur l'appel interjeté par Maton, au tribunal de la Lys.

POURVOI en cassation pour fausse application de l'art. 38 du ch. 78 des chartes générales du Hainaut, en ce que les juges de première instance et d'appel avaient confondu le désistement de l'action avec le désistement de l'instance, et con-

travention à l'art. 5 du tit. 27 de l'ord. de 1667, d'après lequel le désistement fait en justice devait avoir l'autorité de la chose jugée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 38 du ch. 78 des chartes générales du Hainaut, — et attendu qu'il ne faut jamais calomnier la loi, ni lui donner un sens absurde, lorsque ses expressions comportent un sens raisonnable; et qu'ainsi l'article cité doit s'entendre du désistement de l'instance et de l'action même, sans quoi il n'y aurait point de fin au procès;

Attendu que ce n'est qu'après avoir pris vue et inspection dudit contrat, contenant la vente par lui faite d'une vingt-troisième part dans le charbonnage de Belle-et-Bonne, que Bernier s'est désisté des fins et conclusions de sa requête;

Attendu que, dans ces circonstances, le désistement ne peut s'appliquer qu'au fond, qu'à la chose même, et non pas seulement à l'instance: — Qu'ainsi le jugement dénoncé a fait l'application la plus fautive de l'art. 38 du ch. 78 des chartes générales du Hainaut, et qu'il a formellement contrevenu à l'art. 5 du tit. 27 de l'ord. de 1667, puisqu'un désistement fait en justice a toute l'autorité de la chose jugée; — Casse, etc.

Du 21 germ. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malleville.—Rapp., le cit. Doutrépoint.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.—Pl., les cit. Guichard et Jolas.

CONTRAINTE PAR CORPS. — ENGAGEMENTS DE COMMERCE.

La contrainte par corps a pu être prononcée, après la loi du 24 vent. an 5, pour engagement de commerce antérieur à la loi du 9 mars 1793 (2).

(Caillaud — C. Prillard.)

Un jugement du tribunal civil de Saône-et-Loire, du 28 prair. an 9, confirmatif d'un jugement du tribunal de commerce de Châlons-sur-Saône, avait condamné par corps le citoyen Caillaud à remplir les engagements de commerce qu'il avait pris, avant la loi du 9 mars 1793, envers le citoyen Prillard.

Le citoyen Caillaud s'était pourvu en cassation contre ce jugement, pour violation de la loi du 9 mars 1793, et fausse application de celle du 24 vent. an 5, sur la contrainte par corps. — Il faisait résulter la violation de la première de ces lois, de ce qu'elle portait abolition de la contrainte par corps, et la fausse application de cette dernière, de ce qu'en abrogeant la première, elle n'assujettissait, suivant lui, à la contrainte par corps, que les engagements postérieurs à sa publication.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la loi du 9 mars 1793, portant que les prisonniers pour dettes seront élargis, et que la contrainte par corps est abolie; la loi du 28 vent. an 5, par laquelle celle du 9 mars

l'action. Cependant la Cour de Paris, par arrêt du 2 juill. 1813, a décidé la question en sens contraire; mais cet arrêt a été justement critiqué par les auteurs. *V. Carré, loc. cit.; Desmazures, n° 452. — F. aussi Favard de Langlade, v° Désistement, n° 7, et Merlin, Quest., cod v°, § 3.*

(2) *V. dans le même sens, Cass. 4 niv. an 9; 11 prair. an 11; 2 août 1808, et les autres décisions indiquées en note du premier de ces jugements; V. aussi ibid. nos observations sur la question et ses analogues, ainsi que le résumé de jurisprudence qui s'y trouve. Adde Merlin, Quest., v° Contrainte par corps, § 2.*

(1) Cette solution serait parfaitement applicable aujourd'hui. Si le Code de procédure (art. 403) ne parle de l'effet du désistement que relativement à l'instance, rien n'empêche les juges de reconnaître que, d'après ses termes ou les circonstances dans lesquelles il est intervenu, le désistement s'étend à l'action elle-même ou au fond du droit. *V. Carré, Lois de la proc., n° 331, et Thomine-Dumas, Comm. du Code de proc., n° 419.* Toutefois, cette interprétation du désistement ne doit pas être facilement admise, d'après le principe *nemo juri suo renuntiare presumitur*. — Ainsi le désistement pur et simple, même sans réserves, ne pourrait pas être considéré comme emportant l'acquiescement de

1793, qui abolit la contrainte par corps, est rapportée;—Attendu que les obligations dont il s'agit au procès ont été souscrites antérieurement à la loi du 9 mars 1793, et sous la garantie de la contrainte par corps; qu'ainsi cette contrainte a dû être prononcée par le jugement du tribunal de commerce, postérieur de plus de deux ans à la loi du 21 vent. an 3, qui l'a rétablie;—Rejette, etc. Du 21 germ. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Aumont.

TIMBRE.—PROCES-VERBAL.—AFFIRMATION.—
LETTRES DE VOITURE.

Les procès-verbaux dressés par les préposés de la régie pour constater les contraventions en matière de droit de timbre, ne sont pas assujettis à la formalité de l'affirmation (1).

Les lettres de voiture sont soumises au droit de timbre, même avant d'être produites en justice. (L. 6 prair. an 7, art. 5.) (2)

(Enregistrement.—C. Coste.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que l'art. élité par les défendeurs de la loi du 22 frim. an 7, suppose seulement qu'il y a des cas où des procès-verbaux d'employés sont sujets à affirmation; mais que, ni de cet article ni des lois qui, en certains cas, soumettent les procès-verbaux à l'affirmation, il ne résulte nullement que, dans l'espèce, il y eût lieu à l'affirmation; qu'au contraire, le moyen pris par les demandeurs, de ce que les lois sur le timbre n'exigent pas l'affirmation, tire sa plus grande force de celles qui l'exigent dans d'autres cas; d'où il suit que le tribunal civil de l'Hérault a excédé son pouvoir en créant une nullité que la loi ne prononce pas, et qu'il a en même temps violé les dispositions des lois qui soumettent au timbre les lettres de voiture, notamment l'art. 5 de la loi du 6 prair. an 7, portant: « Les lettres de voiture, connaissements, chartes parties et polices d'assurance seront inscrits à l'avenir, sur du papier du timbre d'un franc;—Casse, etc. »

Du 21 germ. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Riolt.—Concl., le cit. Lecoutour, subit.

PROROGATION DE JURIDICTION.—JUGE
DE PAIX.

Du 21 germ. an 10 (Aff. Potier).—Même décision que par le jugement du 3 frim. an 9 (aff. Delimégh).

REMPLI.—BRETAGNE.—PROPRIÉTÉS FICTIFS.

Sous l'empire de la coutume de Bretagne, le mari, même en cas de non-communauté de biens avec sa femme, était responsable envers elle des deniers qu'elle lui avait apportés en mariage, et qu'elle s'était stipulés propres.

L'art. 439 de la coutume de Bretagne, qui accorde à la femme la récompense de ses propres, s'applique tant aux propres fictifs qu'aux propres réels (3).

(Les héritiers Cornibert.—C. la veuve Cornibert.)

Françoise Boisselot avait épousé, en 1751, Philippe Cornibert. — Par leur contrat de mariage, passé à Nantes, ses effets mobiliers avaient été estimés 4,000 fr., et il avait été dit que cette somme tiendrait nature de propres. — Après le décès de son mari, la veuve Cornibert a réclamé le remboursement de ses 4,000 fr., et ce rembourse-

ment fut ordonné par le tribunal civil du département de la Loire-Inférieure.

Sur l'appel, le tribunal civil du département de Maine-et-Loire a déclaré la veuve Cornibert non recevable dans la répétition qu'elle avait formée des 4,000 fr. en question, et cela sur le motif que le remploi n'était pas dû à la femme, quand il n'avait pas été convenu; quo l'art. 332 de la coutume de Paris, et l'art. 439 de celle de Bretagne, qui l'ordonnaient, ne devaient s'entendre que des propres réels ou légaux, et non des deniers, meubles de leur nature, rendus propres seulement par la convention, et que la clause de réalisation des deniers dotaux ne comprenait pas la stipulation de l'action de remploi.

Pourvoi par la veuve Cornibert, pour fausse application de l'art. 439 de la coutume de Bretagne.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 439 de la coutume de Bretagne, qui porte: « La femme aura la récompense de son propre aliéné, en égard à l'estimation des choses vendues au jour du contrat; »—Attendu qu'il est incontestable que les deniers dotaux stipulés propres doivent être restitués à la femme après la mort de son mari, par les héritiers de celui-ci, lorsqu'il est prouvé qu'il les a reçus;—Attendu que le tribunal d'appel a refusé d'allouer à la veuve Cornibert les 4,000 fr. que les juges de première instance avaient ordonné de lui restituer, et que le motif de son refus est que l'art. 439 de la coutume de Bretagne n'obligeait le mari au remploi que lorsqu'il s'agissait d'un propre réel, et non lorsqu'il était question d'un propre fictif; qu'enfin la clause de réalisation des deniers dotaux de la femme ne comprenait pas la stipulation de l'action de remploi;—Attendu qu'en induisant des termes de l'art. 439 que cette veuve n'était pas recevable à réclamer 4,000 fr., et en la privant ainsi du droit de demander ce que son mari avait pu recevoir de cette partie de son apport, le tribunal civil du département de Maine-et-Loire a fausement appliqué cet article, et tiré de ses dispositions une fin de non-recevoir qui n'en résulte pas;—Casse, etc.

Du 23 germ. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Lasaudade.—Rapp., le cit. Oudot.—Concl., le cit. Lecoutour, subit.—Pl. les cit. Chabroud et Bouquet.

DIVORCE.—DOUAIRE.—DROITS ACQUIS.

La loi du 20 sept. 1793 (qui déclare éteints les gains de survie au cas de divorce, et n'accorde aux époux d'autres avantages que ceux qui seront réglés par les jugemens prononçant le divorce) ne s'applique point aux divorces qui sont prononcés par l'effet d'un jugement antérieur de séparation de corps, et à l'égard desquels il est ordonné aux juges de renvoyer les époux au jugement antérieur. Pour le règlement d'un tel droit, les maximes, que le douaire est la récompense de la veuve, que jamais mari ne paiera douaire, que le douaire n'est acquis qu'au décès de l'époux, n'empêchent point que dans l'hypothèse ci-dessus, le douaire n'ait été un droit acquis à l'instant du jugement de séparation de corps; ces maximes, nées d'une législation différente, ne sont pas applicables au cas actuel. L. 26 sept. 1793, § 2, art. 10.) (4)

(1) F. en ce sens, 13 mess. an 9; 2 brum. an 10, et les notes.—Merlin, Quest. de droit, v° Procès-verbal, § 1^{er}, et Trouillet, Dict. de l'Enregistrement, v° Affirmation des procès-verbal.

(2) F. conf., 13 mess. an 9, et la note.

(3) F. dans le même sens, Duparc-Poullain, Comment. sur la coutume de Bretagne, t. 3, p. 65.

(4) F. sur la question, le réquisitoire prononcé dans cette affaire par M. Merlin, et rapporté dans ses Quest. de droit, v° Douaire, § 2.

(Buffon — C. Renouard-Bussiére.)

En 1784, Louis-Marie Leclerc de Buffon, fils du célèbre naturaliste, épousa la cit. Bouvier-Cepoy, — 8,000 liv. de rente furent le douaire préfix de l'épouse. Le contrat porte soumission à la coutume de Bourgogne. — En 1791, les deux époux furent séparés de corps. Ils exécutèrent la séparation par acte du 29 déc. 1791, et l'épouse se réserva tous les droits assurés par son contrat de mariage.

Après la loi du 28 sept. 1793, Buffon, par suite de la séparation de corps déjà prononcée, fit déclarer son divorce. — Il se remaria avec une demoiselle Deubenton; et le 22 messid. an 2, introduit à la commission dite tribunal révolutionnaire, il mourut sur l'échafaud, laissant sa succession à sa nouvelle épouse.

L'épouse divorcée (devenue dame Renouard-Bussiére) a prétendu que le décès de son premier mari avait donné ouverture à l'exercice de son douaire, payable par la succession.

La nouvelle épouse, héritière, a répondu qu'il n'y avait de douaire que pour les veuves; que l'épouse divorcée de Buffon n'était pas sa veuve, puisque le divorce avait brisé les liens du mariage.

19 plu. an 9, jugement du tribunal d'arrondissement de Paris, qui déclare que le douaire n'est pas dû : — « Attendu que l'épouse divorcée, ayant cessé d'être épouse, ne devient pas veuve par le décès du divorcé; — Attendu que le décès de Buffon, eût-il imprimé à son épouse divorcée la qualité de sa veuve, elle ne pourrait réclamer de douaire, puisque l'art. 6 de la loi du 20 sept. 1793 a détruit, pour l'avenir, tout droit à un douaire, et que l'art. 10 ne lui laisse à réclamer, « comme droits acquis (même pour le passé), « que les droits réglés par le jugement de séparation, ou par le traité qui en fut la suite, et les autres par lesquels le droit de douaire n'a pu être réglé dans l'espèce. »

Appel de la part de la dame de Bussiére. — L'appelante invoquait le sens des art. 6 et 16 du § 3 de la loi du 20 sept. 1793, dont voici les termes : — « Art. 6. A l'égard des droits matrimoniaux, emportant gain de survie, tel que douaire, augment de dot ou agencement, droit de viduité, droit de part dans les biens meubles ou immeubles du prédécédé, ils seront, dans tous les cas de divorce, éteints et sans effet. — Art. 10. En cas de divorce pour cause de séparation de corps, les droits et intérêts des époux divorcés resteront réglés comme ils l'ont été par les jugemens de séparation, et selon les lois existantes lors de ces jugemens, ou par les actes et transactions passés entre les parties. » — Si l'art. 6, disait-elle, anéantit les gains de survie au cas de divorce, c'est seulement pour les divorces prononcés dans l'un des trois cas introduits par le droit nouveau, de consentement mutuel, d'incompatibilité d'humeur, ou de cause déterminée, dont les neuf premiers articles du paragraphe forment la législation complète. — Quant aux divorces prononcés pour cause de séparation de corps, établis par le droit ancien, l'art. 10 n'indique aucune manière de régler les droits des époux : la loi nouvelle s'en remet absolument à la législation ancienne. — Or, selon la législation ancienne, la séparation de corps n'emportait pas déchéance des gains de survie.

D'ailleurs, à l'époque de la loi du 20 sept. 1793, et du divorce réclamé par son Buffon, le douaire était pour l'appelante un droit acquis, soit que par sa nature il remontât essentiellement au jour du mariage, soit que la séparation de corps pût être considérée, comme un moyen d'ouverture pour le douaire.

L'appelante s'étayait, en outre, d'un décret d'ordre du jour rendu par la Convention, le 23 vendém., ainsi conçu : — « La Convention nationale, après avoir entendus le rapport de son comité de législation, sur la pétition du citoyen Jacquotot, par laquelle il réclame une interprétation de l'art. 10 du § 3 de la loi du 20 sept. 1793, sur le divorce, — Passe à l'ordre du jour, motivé sur ce que les dispositions de cet article sont suffisamment claires, et conservent dans toute leur intégrité, aux époux divorcés pour cause de séparation de corps, qui se remarient, tous leurs droits, intérêts et avantages, de quelque nature qu'ils soient, ainsi qu'ils ont été réglés, soit par les jugemens antérieurs, soit par les actes et transactions faits entre les parties. »

23 flor. an 9, jugement du tribunal d'appel séant à Paris, qui, « considérant que le douaire dont il s'agit était acquis et fut réglé lors du traité de décembre 1791; — Considérant que le douaire ainsi acquis et réglé n'est pas dans le cas prévu par l'art. 6, mais dans l'exception portée en l'art. 10; — Infirme le jugement de première instance, et condamne l'héritière de Buffon (la seconde femme) à servir le douaire de la femme divorcée. »

POURVOI, pour contravention à l'art. 6 et à l'art. 10 de la loi du 20 sept. 1793.

Pour la demanderesse on faisait observer que l'art. 6 était clairement supprimé du douaire dans tous les cas de divorce; — Que l'art. 10 ne présentait pas d'exception à cet art. 6, ni dans son texte, ni dans son esprit. — Cet article considère en effet le divorce pour séparation de corps, comme divorce pour cause déterminée (dont il « la nature, ayant les mêmes clauses). Il le place dans le même paragraphe; — c'est à l'égard de toutes les espèces de divorce (même du divorce pour séparation de corps), qu'il prononce suppression de douaire.

L'esprit du législateur est d'étendre la suppression à tous les divorces : il n'y a nulle raison de différence à l'égard du divorce pour la séparation de corps. — Au contraire, on trouve dans le rapport de la loi que le douaire est la récompense d'une vie commune jusqu'au décès; d'où il suit que le droit au douaire doit cesser à l'instant que cesse la vie commune.

Faut-il encore examiner quelle est la nature du douaire, et quelle est la force du décret d'ordre du jour du 23 vend. an 9? — Le douaire est un gain de survie, que le mari ne paie jamais. — C'est la récompense de la veuve. — Il serait ridicule d'appeler douairière celle qui n'est pas veuve. — Il est plus ridicule encore de prétendre que l'homme divorcé peut laisser en mourant (outre le douaire de la veuve) autant de douaires à payer que de ci-devant épouses survivantes.

La coutume de Bourgogne, tit. 4, art. 6 (la loi des parties), dit à l'égard du douaire, femme mariée est douée après le trépas du son mari. — Le droit de douaire n'est donc acquis que du jour du trépas du mari. — S'il a son titre dans le contrat de mariage, c'est comme le droit d'ainesse, alors qu'il était stipulé au contrat de mariage; et comme le droit d'ainesse, le douaire n'est qu'une expectative, il n'a de force qu'après le décès.

Rien donc qui autorise à croire le douaire acquis du jour du mariage.

Et quand ce serait un droit acquis du jour du mariage, on ne pourrait en rien conclure en faveur de la femme divorcée par suite de séparation de corps, puisque le législateur n'a pas respecté les autres douaires, qui sont tout aussi bien, des droits acquis du jour du mariage.

Quant au décret d'ordre du jour, du 23 vend. an 9, et même à un autre décret d'ordre du jour du

3 flor. an 6, ils ne sont pas relatifs à un droit de douaire, mais bien à la conservation d'une pension réglée entre les époux, lors de leur séparation.

Si ce décret a trait à la matière, c'est en un autre sens. Car il affirme que la disposition de l'art. 10 est suffisamment claire, qu'il n'y a pas lieu à interpréter. — Donc il décide que le texte doit être pris dans le sens naturel; qu'il ne faut pas chercher ailleurs, et dans une prétendue intention du législateur, le sens de l'art. 10.

Le commissaire Merlin a examiné d'abord quelle est la nature du douaire. C'est une dot donnée par le mari à son épouse: *dotem non uxori marito, sed maritus uxori offert*, dit Tacite, en écrivant sur les mœurs de nos pères les Germains. (Pothier, *Traité du douaire*, cb. 1^{re}, art. 1^{er}). — Cette dot, selon le droit commun, consiste principalement dans l'usufruit (après le décès du mari) de la moitié ou du tiers des immeubles que le mari tient et possède au jour des épousailles. Mais une dot... de biens actuellement acquis, est nécessairement plus qu'une expectative. — On cite la maxime: jamais époux ne paye de douaire. — Cette maxime prouve bien que le douaire n'est pas exigible avant la mort du mari. — Mais elle ne prouve pas que ce soit la mort du mari qui donne force et consistance au droit de douaire.

En jurisprudence, nous distinguons le fond et l'exercice d'un droit: le fond, qui a sa source dans le titre, et l'exercice qui ne devient légitime qu'après l'événement de la condition suspensive.

Ainsi, le douaire étant un droit acquis par convention, bien qu'il ne soit exigible qu'à l'époque du décès, est cependant dû depuis l'instant du mariage. Aussi, l'usage nous apprend qu'à l'égard de son douaire, la femme peut faire tous actes conservatoires, comme aussi les auteurs attestent qu'elle peut en disposer par forme de subrogation.

La dame Bussière avait donc au douaire un droit acquis à l'époque du divorce, ou de la loi du 20 sept. 1792; et si ce droit était acquis antérieurement à cette loi, il a dû exister même après elle.

Entrant dans l'examen de ces dispositions, le commissaire a vu, comme les juges d'appel, que la déchéance du droit au gain de survie, était prononcée seulement contre les divorcés pour consentement mutuel, incompatibilité d'humeur, ou cause déterminée; qu'elle ne s'appliquait pas aux divorces opérés par suite des séparations de corps antérieures à la loi; que les divorcés de cette espèce conservaient, après le divorce, tous les mêmes droits réels qu'ils avaient après leur séparation de corps.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le jugement attaqué, en adjoignant à Marguerite-Françoise Bouvier Cépy, première femme de Georges-Louis-Marie Lecière-Buffon, de lui séparée de corps et d'habitation en 1791, et depuis divorcée sur la provocation de son mari en 1793, la jouissance à droit de survie, du douaire préfix stipulé par le traité de leur mariage, en 1781; retenu lors de l'acte qui a suivi la séparation de corps, et maintenu par la disposition de l'art. 10 du § 3 de la loi du 20 sept. 1792, n'a fait qu'ordonner l'exécution des conventions matrimoniales, et de la disposition de la loi qui les maintient entières, au cas de divorce intervenant sur séparation de corps prononcée avant l'introduction du divorce. — Rejette, etc.

Du 23 germ. an 10. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Vasse. — *Concl. conf.*, le cit. Merlin, comm.

OBLIGATION PERSONNELLE. — PEEVE. —

REMISE DE DETTE.

Celui qui a souscrit un billet conjointement avec un autre, ne peut être dispensé de le payer sous le prétexte qu'il n'a point reçu l'argent du prêteur, et que le coobligé a pris l'entière somme prêtée. Peu importe que le prêteur même convienne de ce fait, cet aveu n'équivaudrait pas à une remise de la dette (1).

(Cuneo d'Ornano — C. Olivetti.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la loi 6, C., de non numerat pecunia, ainsi conçue: « *Frustrà opine naris exceptione non numerat pecunia ta esse munitum, quando... in ajus vicem qui erat obligatus, substitueris te debitorum*; » — Attendu qu'en tenant pour une vérité constante que le cit. Olivetti n'a rien touché de la somme mentionnée au billet du 19 vent., il n'en est pas moins incontestable qu'en rédigeant le billet et en le signant le premier, il a entendu s'obliger pour Gregori envers Cuneo, et prendre à soi l'obligation de Gregori, comme si l'argent avait été compté à tous les deux, ainsi que le prouve toute la teneur du billet; d'où il résulte que l'exception non numerat pecunia n'était pas plus applicable à Olivetti qu'elle ne le serait à un débiteur qui voudrait se débarrasser de son obligation sous prétexte qu'il n'aurait rien touché de la somme reçue par le principal débiteur; — Attendu qu'encore bien que nos mœurs repoussent les formules adoptées chez les Romains, et notamment celle de l'acceptation, il n'en est pas moins vrai que l'esprit des lois romaines doit encore, dans cette partie, être suivi dans les pays qui, comme la Corse, reconnaissent l'autorité de ces lois, si conformes à l'équité naturelle; qu'ainsi la remise d'une dette doit être expresse ou du moins résulter de présomptions si fortes qu'on ne puisse douter de l'intention des créanciers, selon les principes des lois 6 et 7, ff. de Except.; 3, ff. de Pactis, et 26 ff. de Probat., et *presumpt.*, d'autant plus que les donations ne se présument point aisément; — Attendu qu'il est impossible d'induire avec quelque espèce de raison, des trois lettres de Cuneo, que son intention ait été de perdre 3,000 fr. pour dispenser Olivetti de les payer; qu'en y voit seulement que Cuneo pensait qu'il était juste que Gregori payât seul la somme de 6,000 liv.; mais il avait si peu l'envisagé de libérer Olivetti de son obligation, que, dans la lettre qu'il lui écrivit le 8 fructidor, il lui fait clairement entendre que la créance que lui Olivetti avait sur son frère Louis, lui servirait de gage jusqu'à ce que Gregori eût payé les 6,000 liv. dont il s'agit; que l'on ne peut donc considérer la prétendue remise que le tribunal civil du Golo a voulu trouver, contre tous les principes du droit romain, dans les lettres de Cuneo, que comme une couleur qu'il a jugée propre à adoucir la violation palpable que le jugement dénoncé faisait de la loi 6, C. de non numerat pecunia; — Casse, etc.

Du 23 germ. an 10. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Maleville. — *Rapp.*, le cit. Doutrepoint. — *Concl.*, le cit. Arnault, subst. — *Pl.*, le cit. Dupont et Dejoly.

COMMUNES. — RÉINTÉGRATION. — FÉODALITÉ.

La loi du 20 août 1792, qui réintègre les communes dans les biens dont elles avaient été dépouillées par la puissance féodale, n'est pas applicable à ceux de ces biens qu'elles

(1) F. anal. en ce sens, 19 prair. an 7.

n'avaient perdus que par l'effet d'une loi émanée du pouvoir royal, dans un cas où le roi ne pouvait être considéré avoir agi comme seigneur..... par exemple aux droits supprimés par l'ordonnance de 1669 (1).

(Le préfet du Jura.—C. les communes de Volteur et autres.)

Les communes de Volteur, Dombians et autres avaient possédé autrefois dans la forêt de Vernois des droits d'usage qui se trouvaient supprimés par l'ord. de 1669.

Après la loi du 28 août 1792, qui réintérait les communes dans les biens dont elles avaient été dépouillées par abus de la puissance féodale, les communes de Volteur et Dombians, considérant cette loi comme applicable aux usages que leur avait enlevés l'ord. de 1669, demandèrent à y être réintégré.

Un jugement du tribunal de Lons-le-Saulnier accueillit leurs prétentions.

Appel de la part du préfet du Jura, et le 8 pluv. an 9, jugement confirmatif du tribunal d'appel de Besançon.

Pourvoi en cassation pour contravention à l'ord. de 1669 et fausse application de la loi du 20 août 1792, en ce que le jugement attaqué avait considéré comme révoqués par cette dernière loi, des actes qui émanant non du pouvoir féodal qui appartenait au roi sur ses domaines, mais de son pouvoir comme roi et comme législateur.

JUGEMENT

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 1^{er} tit. 20 de l'ordonnance des eaux et forêts, ainsi conçu : « Révoquons et supprimons tous et chacun les droits de chauffage dont nos forêts sont à présent chargés, de quelque nature et condition qu'ils soient ; » et l'art. 10, portant : « Révoquons en outre, éteignons et supprimons tous bois d'usage à bâtir et à réparer, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, que la concession en ait été faite, nonobstant toutes confirmations, lettres, titres et possessions ; » sauf, s'il se trouvait qu'ils eussent été acquis ou concédés à titre de fondation, dotation, ou par une possession justifiée avant l'année 1560, ou autrement à titre onéreux, du pouvoir à l'indemnité ou décharge des intéressés, ainsi que de raison ; — Vu aussi l'art. 8 de la loi du 28 août 1792, dont la teneur suit : « Les communes qui justifieront avoir possédé anciennement des biens ou droits d'usage quelconques dont elles auraient été privées en totalité ou en partie par les ci-devant seigneurs, pourront se faire réintégrer dans la propriété et possession desdits biens et droits d'usage, nonobstant tous édits, déclarations, arrêts du conseil, lettres patentes, jugemens, transactions et possessions contraires, à moins que les ci-devant seigneurs ne représentent un acte authentique qui constate qu'ils ont légitimement acheté lesdits biens ; » — Attendu que, par ce dernier article, la loi du 28 août 1792, n'a réintégré les communes que dans la jouissance des biens et droits dont elles avaient été privées par la puissance féodale, et que l'ord. de 1669 n'est point un effet de cette puissance, mais au contraire une loi sage

et de grande police, nécessitée par l'intérêt urgent de l'état, et dont la dégradation actuelle des forêts réclame impérieusement l'exécution ; que c'est donc par une fausse application de la loi du 1792 et une violation manifeste de l'ordonnance des eaux et forêts, que le jugement attaqué a réintégré les communes défendeuses dans le droit d'usage sur la forêt domaniale de Vernois, que l'ordonnance avait abolie ; — Casse, etc.

Du 25 germ. an 10. — Prés., le cit. Laborel. — Rapp., le cit. Malleville. — Concl. conf., le cit. Marlin, commiss.

1^o DOMICILE ÉLU. — ASSIGNATION.

2^o EVOCATION. — VICE DE FORME.

1^o L'assignation régulièrement donnée au domicile élu équivaut à une assignation donnée au véritable domicile (2).

2^o Le tribunal d'appel qui annule un jugement qui a déclaré une demande non recevable pour vice de forme, peut évoquer et statuer au fond, alors qu'en première instance et en appel le demandeur y a consenti (3).

(Delanoy.—C. Lutton.)

Le cit. Delanoy avait élu domicile chez le notaire Deverchin, à Condé, à l'occasion d'une acquisition d'immeubles par lui faite, dans les environs ; appelé depuis en conciliation par le cit. Lutton, son vendeur, sur une contestation qui s'était élevée entre eux, il fut assigné non devant le juge de paix de son domicile réel, mais devant le juge de paix du domicile élu et ensuite devant le tribunal du même lieu.

Delanoy a demandé la nullité de ces diverses assignations, par le motif qu'elles auraient dû lui être données à son domicile réel. Il faut remarquer que les conclusions des parties portaient non seulement sur la question de forme relative à la validité des assignations, mais aussi et subsidiairement sur le fond.

Jugement du tribunal de Valenciennes qui annule les assignations données au cit. Delanoy à son domicile élu.

Appel de la part de Lutton, qui tomba en conciliation à l'infirmité du jugement qui n'avait statué que sur la forme, renouvra les conclusions qu'il avait prises sur le fond en première instance.

Jugement infirmatif du tribunal d'appel de Douai qui déclare le cit. Delanoy valablement assigné, et statuant au fond, donne gain de cause au cit. Lutton.

Pourvoi en cassation par Delanoy : 1^o pour violation de l'art. 2, tit. 2 de l'ord. de 1667, en ce que les assignations n'avaient pas été données au véritable domicile de l'assigné ; — 2^o pour violation de la règle des deux degrés de juridiction, en ce que le tribunal d'appel avait, en infirmant, statué sur le fond dont le tribunal de première instance n'avait pas eu à s'occuper au moyen de la nullité qu'il avait admise.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que Delanoy ayant déclaré, dans une procuration authentique, du 18 vend. an 9, qu'il faisait élection de domicile chez le notaire Deverchin, à Nord-Libre, et ayant ré-

(1) F. en ce sens, 1^{er} frim. an 10 et la note. — Merlin, *Quest.*, v^o *Usage*, § 1, où se trouvent les conclusions par lui données dans cette affaire.

(2) C'est un point constant que l'élection de domicile autorise l'assignation au domicile élu, aussi bien qu'au domicile réel, au choix du demandeur, à moins toutefois qu'il ne résulte de la convention que l'élection de domicile a été faite dans l'intérêt du défen-

deur, auquel cas l'assignation doit toujours être donnée au domicile élu (F. Carré, *Procéd.*, 4270 ; Pigeon, t. 1, p. 101 ; Boileux, sur l'art. 111 du C. civ.) — F. aussi la note sur le jugement du 23 vend. an 10 (aff. Brancas.)

(3) F. en ce sens, 17 vend., 24 prair. et 12 therm. an 8 ; 24 brum. an 9. — F. aussi nos observations sur l'arrêt du 22 janv. 1811.

tière cette déclaration par un contrat du 19 brum. suivant, Lutton a pu, dans cet état de choses, et d'après un choix de domicile aussi volontaire, le faire citer au domicile de son procureur fondé, en conciliation devant le bureau de paix de ce dernier arrondissement ; — Attendu que le tribunal d'appel de Douai n'a pas statué par évocation sur le fond de l'affaire, et qu'il n'a pas supprimé l'un des deux degrés de juridiction, parce que le décret du 1^{er} mai et l'art. 17, tit. 2 de la loi du 21 août 1790, en établissant les deux degrés de juridiction et en général l'évocation, n'ont eu d'autre but que celui d'empêcher les tribunaux d'appel de statuer sur des contestations qui n'auraient pu d'abord être portées par-dessus les tribunaux de première instance et qu'ils n'ont pas entendu interdire aux premiers de prononcer sur le principal, quand il n'a tenu qu'aux derniers d'y faire droit; que, dans l'espèce, Lutton ayant pris ses conclusions sur le fond devant les premiers juges qui n'avaient pu y statuer, a pu les renouveler en cause d'appel; d'où il suit que le tribunal d'appel ayant statué sur le mérite desdites conclusions, n'a prononcé aucune évocation prohibée par les lois; — Rejette, etc.

Du 25 germ. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Cochar. — Concl., le cit. Arnaud, subst. — Pl., les cit. Jouselin et Le Roy de Neufville.

1^{er} POIDS ET MESURES. — VENTE A FAUX POIDS. 2^e TRIBUNAL DE POLICE. — LOI PÉNALE.

1^{er} L'exposition en vente d'objets pesant moins que le poids annoncé, doit être assimilée à la vente avec de faux poids, et dès lors ce fait doit être porté devant le tribunal correctionnel. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 22.) (1)

2^o Les tribunaux de police sont tenus d'intéresser dans leurs jugemens, non la loi qui détermine les peines qu'ils peuvent en général prononcer, mais celle qui les autorise spécialement à appliquer une peine contre la contravention. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (2)

(Rayé.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 162, 456 et 606, du Code des délits et des peines, ainsi que l'art. 22 tit. 1^{er}, de la loi des 19-22 juill. 1791 ; — Attendu, 1^o qu'il s'agit d'exposition en vente de paquets de chandelles annoncés pour peser chacun cinq livres, et qu'il est d'usage d'en prendre de confiance pour le poids annoncé; que ce cas est aussi bien celui prévu par l'art. 22 précité, que celui de la vente avec de faux poids; que, par conséquent, l'amende devait être de 100 fr. au moins; ce qui, d'après l'art. 606 du Code des délits et des peines, excédait la compétence que ledit Code, en restreignant les pouvoirs des tribunaux de simple police, a laissée à ces mêmes tribunaux; que la vente à faux poids n'est point comprise dans l'art. 606, qui relate les délits dont la connais-

sance leur appartient; que l'action à former contre Rayé ne pouvait, en conséquence, être portée qu'au tribunal de police correctionnelle; qu'ainsi il y a eu, de la part du tribunal de simple police d'Orléans, incompétence et excès de pouvoir; — Attendu, 2^o que l'art. 606 du Code précité détermine seulement l'étendue des peines que les tribunaux de police peuvent prononcer, mais que l'art. 162 ci-dessus cité, en leur prescrivant d'intéresser dans leurs jugemens les termes de la loi qu'ils appliquent, entend la loi qui autorise le tribunal à prononcer une peine contre tel ou tel délit; qu'ainsi le tribunal de police, en insérant seulement l'art. 606, n'a pas satisfait à la loi; — Casse, etc.

Du 27 germ. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Seignette. — Concl., le cit. Pous, subst. Pl., le cit. Moreau.

RETENUE DES CONTRIBUTIONS. — INTÉRÊTS. — TRANSACTION.

Lorsqu'une veuve s'est engagée par transaction antérieurement à la loi du 4 sept. 1807, de payer à ses enfans mineurs, après leur majorité ou leur établissement, une somme d'argent déterminée, pour leur tenir lieu de leur part dans la communauté, et de leur en faire valoir l'intérêt à six pour cent jusqu'à l'expiration des termes convenus, elle peut exercer sur ces intérêts la retenue de la contribution foncière. Peu importe qu'il ne s'agisse pas d'intérêts pour argent prêté (3).

(Descamps — C. Breuvard.)

Le partage de la communauté qui avait existé entre la veuve Breuvard et son mari avait été fait par cette veuve et ses enfans, suivant transaction du 15 therm. an 5. Aux termes de cette transaction, la veuve Breuvard devait conserver entre ses enfans une somme de 48,000 fr. revenant à ses enfans, jusqu'à leur établissement, en leur en servant l'intérêt sur le pied de 6 p. 100.

Lorsqu'il fut question de payer ces intérêts, le cit. Descamps (que la veuve Breuvard avait épousé en secondes noces) prétendit exercer sur leur montant la retenue pour impositions, autorisée par les art. 6 et suiv. de la loi des 22-23 nov. 1790. Mais les enfans Breuvard se sont opposés à cette prétention, en soutenant qu'il n'y avait lieu à retenue que lorsqu'il s'agissait de sommes données pour en recevoir un intérêt, mais non lorsqu'il s'agissait de sommes laissées entre les mains de celui qui les détenait pour son avantage et sa commodité, par suite d'un partage et d'une transaction.

1^{er} plur. an 8, jugement du tribunal du Nord qui, accueillant ce système, ordonne le paiement des intérêts sans retenue.

Appel. — 27 flor. de la même année, jugement confirmatif du tribunal civil du département du Pas-de-Calais.

Pourvoi en cassation pour fausse application de la loi des 22-23 nov. 1790.

1791, exige formellement pour l'existence du délit qu'il y ait eu vente consommée, et que cette vente ait été faite avec usage de poids faux ou de fausses mesures. Le jugement que nous rapportons et que nous consacrons, à notre avis, une extension évidente des termes de la loi de 1791, ne pourrait donc, dans tous les cas, être invoqué aujourd'hui. P. Cass. 12 juin 1828.

(2) P. conf., Cass. 1^{er} prair. an 10.

(3) P. dans le même sens, le jugement du 13 germ. an 10. — P. aussi Merlin, Répert., v^o Contribution foncière, § 2.

(1) Cette interprétation pouvait difficilement se concilier avec le texte de l'art. 22 de la loi des 19-22 juill. 1791, qui portait une amende de cent livres « en cas d'infidélité des poids et mesures dans la vente des denrées et autres objets qui se débilitent à la mesure, au poids ou à l'aune. » Autre chose est la vente avec usage de faux poids, autre chose la vente au-dessous du poids marqué. Il y avait plus encore : la loi de 1791 ne punissait que l'infidélité des poids et mesures dans la vente, et le jugement étend cette disposition à la vente en exposition ou mise en vente. L'art. 423 du Code pénal, qui a reproduit en partie l'art. 22 de la loi des 19-22 juill.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'art. 7 de la loi du 1^{er} déc. 1790, et l'art. 9 de la même loi ; — Vu pareillement l'art. 1^{er} de la loi du 17 juin 1791 ; — Et attendu que l'acte du 15 thermid. an 5 ne porte point la condition de la non-retenue des impositions, et que la loi n'admet aucune distinction entre les créances provenant de liquidation de communauté, et les sommes données à titre de prêt, pour en recevoir les intérêts ; — Casse, etc.

Du 29 germ. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Coffinhal. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst. — *Pl.*, le cit. Girardin.

CONTRAT DE MARIAGE.—CHANGEMENT.—
SÉPARATION DE BIENS.

Dans le ci-devant Brabant et à Malines, il était permis aux époux de changer et de modifier leur contrat de mariage, de dissoudre leur communauté conjugale, et de faire séparation de biens, sans qu'il fût besoin de l'intervention du juge (1).

(Murat—C. de Cassina.)

Le 20 janvier 1773, contrat de mariage entre Charles de Cassina, alors baron de Bonlen, et Catherine Brouckoven. — Ce contrat est passé à Malines, et contient soumission à la coutume d'Alost, pour tous les cas qui y sont omis.

30 juill. 1789, sentence sur requête des juges de la ci-devant baronnie de Roulen, c'est-à-dire des propres officiers de Charles de Cassina, qui, avant faire droit sur la demande de sa mère, tendant à son interdiction pour cause de prodigalité, ordonne qu'il comparaitra en personne, sinon qu'il sera prononcé sur la curatelle requise, lui interdisant néanmoins par provision et jusqu'à autre disposition de charger ou aliéner ses biens meubles ou immeubles, et de contracter des dettes, à peine de nullité.

Le 10 octob. suivant, Charles de Cassina et son épouse passent à Cambrai un acte par lequel il est dit que les comparans seront séparés de corps et de biens, et que toute communauté conjugale qui pourrait exister encore cessera entre eux depuis la date du présent contrat. Le mari s'oblige en même temps à payer une pension à son épouse pendant tout le temps de cette séparation.

Le 17 janv. 1786, le grand conseil de Malines rendit une ordonnance par laquelle il prononça le sursis à l'exécution de la sentence du 30 juill. 1783, et néanmoins prononça une interdiction provisoire contre Cassina. — Environ deux années après, c'est-à-dire le 17 nov. 1788, le grand conseil de Malines autorisa le curateur donné à Charles de Cassina à ratifier l'acte de séparation passé à Cambrai le 10 oct. 1785, et le 20 fév. 1789 cet acte fut en effet ratifié ; mais le grand conseil de Malines refusa de l'homologuer. — Le 5 juill. 1792, la dame de Cassina fit légalement prononcer la séparation de corps. — Le 8 pluv. an 2, Charles de Cassina cède, et laisse la dame Murat, sa sœur, pour unique héritière. — Le 4 prair. an 6, la veuve de Cassina demande à cette dernière et à son mari le paiement des arrérages de la pension viagère stipulée par l'acte du 10 oct. 1785. — Le 13 floréal an 8, jugement du tribunal civil du département de l'Escaut, qui lui adjuge ces arrérages ; mais seulement à compter de la sentence de séparation de corps du 5 juill. 1792.

Sur l'appel interjeté par toutes les parties, le tribunal d'appel de Bruxelles rend un jugement, le 11 vent. an 9, par lequel il rejette l'appel des

époux Murat ; et faisant droit sur celui de la veuve de Cassina, les condamne à payer à celle-ci les arrérages échus de sa pension viagère, depuis le 10 oct. 1785 jusqu'au 8 pluv. an 2.

Pourvoi en cassation. — Les époux Murat soutiennent, 1^o que l'acte du 10 octobre est nul par la nature même des dispositions ; 2^o que cet acte est encore nul par l'incapacité dont Charles de Cassina avait été frappé ; 3^o que cet acte a été annulé par l'arrêt du grand conseil de Malines du 28 mai 1789.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Considérant que l'avocat Poupez, curateur de Charles de Cassina, a approuvé et agréé, en cette qualité de curateur, l'acte notarié passé à Cambrai le 10 octob. 1785, portant séparation de corps et de biens entre les époux de Cassina, et en même temps création de pension viagère par le mari au profit de son épouse ; que cet agrément a été donné le 20 fév. 1789, en vertu d'un décret du grand conseil de Malines, que le curateur susnommé avait obtenu le 19 déc. 1788, et qui n'a pas été et qui n'est point attaqué ; ce qui suffit pour rendre légale l'approbation du curateur, et pour couvrir les vices quelconques qui seraient pu être reprochés à l'acte de Cambrai, ci-dessus daté, sous le rapport de l'état d'interdiction provisoire de Charles de Cassina ; — Considérant, abstraction faite de cet état d'interdiction, que Charles de Cassina avait son domicile à Malines, et non à Roulen qui est situé sous la coutume d'Alost ; que ce fait, énoncé dans le jugement dont la cassation est demandée, résulte d'ailleurs de ce que c'est devant un curé de Malines, comme étant le propre curé des deux époux, que Charles de Cassina s'est présenté en conformité de l'art. 47 de l'édit impérial du 23 sept. 1784, qui était alors en vigueur ; d'où suit la conséquence que ce sont les lois et les usages de Malines, et non les statuts et les coutumes d'Alost qui devaient et doivent servir de règle dans l'espèce présente ; — Considérant ensuite que dans le ci-devant Brabant et à Malines, il était permis à deux époux de changer et de modifier leur contrat de mariage, de dissoudre leur communauté conjugale, et de faire séparation de biens, sans qu'il fût besoin de l'intervention du juge ; ce qui emporte faculté, à l'eu des époux, d'avantager l'autre par de nouvelles conventions ; — Considérant, en ce qui touche le moyen pris du décret du grand conseil de Malines, du 28 mai 1789, que l'action de la dame de Cassina, sur laquelle il est intervenu, n'avait pour objet que des formalités auxquelles l'édit impérial susdit avait subordonné les séparations de corps et d'habitation ; formalités qui se sont trouvées abolies à l'instant même où cet édit a été abrogé par la déclaration de l'empereur Léopold, du 16 mai 1791 ; qu'il suit de là que ce décret du 28 mai 1789, n'a pu faire obstacle ni à ce que la dame de Cassina fit prononcer sa séparation de corps, le 5 juillet 1792, par l'officier de Malines, en la forme qui avait lieu avant l'édit du 23 sept. 1784, ni à ce que le tribunal d'appel statuat, comme il l'a fait, en conformité de l'acte de dissolution de communauté, du 10 octobre 1783, sur des intérêts pécuniaires purement civils et étrangers à la séparation d'habitation ; de tout quoi il résulte que les juges d'appel de Bruxelles n'ont contrevenu à aucune des lois applicables à la présente cause, ni à l'autorité de la chose jugée ; — Rejette, etc.

Du 30 germ. an 10. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Bailly. — *Concl.*, le cit. Merlin, comm.

(1) *F. anal.* dans le même sens, Cass. 6 prair. an 10 ; Bruxelles, 13 août 1806 ; Cass. 11 juillet 1809. — Merlin, *Quest. de dr.*, v. *Séparation de biens*, § 1^{er}.

TUTELLE. — ADJONCTION. — FAILLITE.

Celui qui est à la fois failli et absent peut être considéré comme incapable de continuer les fonctions de tuteur ; de telle sorte que dans ce cas les actes d'une poursuite dirigés contre le mineur ne lui sont pas valablement notifiés (1).

(Désormaux — C. ses créanciers.)

Désormaux, après avoir fait faillite, s'est retiré en Espagne, et depuis lors on n'en a pas entendu parler. Il avait laissé en France un fils mineur dont les biens furent saisis par des créanciers : les actes de cette poursuite furent notifiés à Désormaux père comme tuteur de son fils et le représentant, à son dernier domicile en France.

Les biens saisis ayant été adjugés, Désormaux fils a demandé la nullité de l'adjudication, en se fondant sur ce que son père, après sa faillite, ayant quitté la France, s'était mis par là, hors d'état de remplir ses fonctions de tuteur, de telle sorte que l'expropriation avait été irrégulièrement poursuivie contre lui.

A quel les créanciers répondront que ni la faillite, ni l'absence n'étant mises par la loi au nombre des incapacités relatives à la tutelle, ils avaient pu poursuivre la vente des biens du mineur contre son tuteur légal en l'assignant à son dernier domicile, par application de l'art. 8, tit. 2 de l'ordonn. de 1667, aux termes duquel les absents pour faillite doivent être assignés au dernier domicile qu'ils ont eu en France.

Jugement du tribunal du Rhône, qui, statuant sur l'appel du jugement d'adjudication, le déclare nul en adoptant les moyens invoqués par Désormaux fils.

Pourvoi en cassation de la part des créanciers pour violation de l'art. 8, tit. 2 de l'ordonn. de 1667.

JUGEMENT

LE TRIBUNAL ; — Attendu qu'il est constant en fait, et reconnu par le jugement du tribunal du Rhône, que Désormaux père, après sa faillite, s'était établi à Cadix, en Espagne ; que, dans cette hypothèse, il ne pouvait plus remplir les fonctions de tuteur, ni, par conséquent, être assigné à son dernier domicile ; — Rejette, etc.

Du 30 germ. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Muraire. — Pl., les cit. Mathias et Chabroud.

ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT. — Loi.**— CONSTITUTIONNALITÉ.**

Un tribunal ne peut refuser d'appliquer les arrêtés du gouvernement non annulés par le sénat conservateur. — Ce n'est point aux juges

qu'il appartient d'examiner si l'acte du gouvernement est arbitraire, ou si l'exécution de la loi. (L. 16 fruct. an 3 ; Const. du 22 frim. an 8, tit. 3, art. 21 et 28.) (2)

(Le comm. de la marine à Nantes — C. Levesque.)

En l'an 6, Levesque et compagnie, négociants à Nantes, avaient armé un corsaire nommé le *Vigilant*. — Ce corsaire ayant fait quelques prises, le commissaire principal de la marine au port de Nantes, demanda à Levesque et compagnie le dixième du produit net de ces prises. — Il fonda sa demande sur un arrêté du directoire exécutif, du 14 brum. an 8, ainsi que sur un arrêté du gouvernement, du 7 fructid. de la même année, qui ordonnaient une retenue d'un dixième sur toutes les prises faites par les bâtiments de la république, ou par les bâtiments du commerce.

Levesque et compagnie s'étant refusés au paiement de la somme réclamée, le commissaire de la marine les traduisit devant le tribunal de commerce de Nantes, pour les faire condamner à verser à la caisse des invalides de la marine le dixième net des prises faites par le corsaire dont ils étaient armateurs.

La défense de Levesque et compagnie consista à dire que, s'agissant d'une contribution à prélever sur une classe de citoyens, sur une branche de l'industrie nationale, on ne pouvait, d'après l'art. 307 de l'acte const. de l'an 3, et l'art. 44 de la const. de l'an 8, reconnaître dans les arrêtés des 14 brum. et 7 fruct. an 8, les caractères propres à les constituer monuments de législation, seuls capables de leur communiquer la force exécutive.

6 vend. an 9, jugement du tribunal de commerce de Nantes qui, considérant, 1^o « Que le droit d'établir des contributions, de quelque espèce qu'elles soient, sur une portion du peuple français, résidait essentiellement et exclusivement dans le corps législatif, aux termes de l'art. 302 de la constitution de l'an 3 ; — 2^o Que l'obligation qu'on voulait imposer aux armateurs des corsaires, de payer le dixième du produit net des prises, serait évidemment une contribution levée sur les intéressés et équipage des corsaires, et qu'aucune loi émanée du corps législatif ne l'avait établie ; — 3^o Qu'en matière de contribution, les arrêtés du gouvernement ne pouvaient avoir l'effet d'une loi, d'après l'art. 307 de la constitution de l'an 3, et d'après l'art. 44 de celle de l'an 8. »

Appel. — 5 vent. an 9, jugement du tribunal d'appel de Rennes en ces termes :

« Considérant qu'à l'époque de l'armement du corsaire le *Vigilant*, il n'existait aucune loi ni arrêté qui eût établi la retenue du dixième par franc sur le produit net des prises ; — Considérant

voir été attaqués par le sénat pour inconstitutionnalité, devaient être maintenus comme ayant force de loi. *F. Cass.* 27 mai 1819 ; 5 févr. 1820 ; 3 oct. 1822 ; 12 déc. 1823 ; 4 août 1827 ; 26 avril 1828 ; 27 janv. 1830 ; 1^{er} sept. 1831 (Volume 1831) ; 7 juin 1833 (Volume 1833). — *F.* cependant 13 mars 1832.

Remarquons qu'il n'en saurait être de même aujourd'hui des ordonnances royales qui émettraient sur le domaine de la loi. Les tribunaux pourraient leur refuser effet obligatoire, en tant qu'elles sortiraient des limites tracées au pouvoir réglementaire (Charte const. art. 13). *F.* l'arrêt de la Cour royale de Paris, du 1^{er} avril 1830 (aff. *Lapalouse*), et le jugement célèbre du tribunal de commerce de la Seine rendu sous la présidence de M. Gammon, le 28 juillet 1830 (2^e partie, à leur date). *F.* ainsi l'arrêt de la Cour de cassation du 15 avril 1837 (Volume 1837).

que l'arrêté du directoire exécutif, du 22 vent. an 6, non imprimé ni promulgué, se bornait à ordonner qu'il serait avisé aux moyens de faire rétablir au trésor public par les propriétaires des bâtimens, autres que ceux de la république, sur lesquels il aurait été fait des prisonniers, les fonds qui en étaient sortis pour la nourriture, entretien, aide et frais d'échange desdits prisonniers; qu'il a été soutenu par Levesque, et non contesté par le commissaire de la marine, qu'il n'avait été fait aucun prisonnier sur le corsaire le *Vigilant*, qui en avait au contraire fait plusieurs sur l'ennemi; d'où il suit que l'arrêté du 22 vent. an 6 ne pouvait lui être applicable;—Considérant qu'il a pareillement été soutenu par Levesque, et non contesté par le commissaire, que la dernière des prises faites par le corsaire le *Vigilant*, était entrée à Bilbao avant l'arrêté du 14 brum. an 8, et conséquemment avant celui des consuls du 7 fruct. suivant, relatifs à la retenue du dixième par franc; qu'enfin il a encore été soutenu, et non contesté, que la lettre de marque accordée aux armemens du corsaire le *Vigilant*, ne leur a point imposé la condition de souffrir la retenue dont il s'agit, et que depuis il n'en ont point soustrit l'obligation.»

POURVOI en cassation de la part du commissaire de la marine pour excès de pouvoir.—1^o Il s'agissait d'un acte d'administration: les tribunaux ne pouvaient en connaître, ni en empêcher l'exécution (loi du 25 août 1790, tit. 2, art. 13, et du 16 fruct. an 3);—2^o Les tribunaux de commerce de Nantes et d'appel de Rennes n'avaient pas le droit d'examiner le caractère des arrêts que le commissaire de la marine leur avait proposés d'appliquer. — Ces tribunaux, en refusant d'en faire l'application, sous prétexte qu'ils étaient inconstitutionnels, ont usurpé l'autorité du sénat conservateur, auquel seul les art. 21 et 28 de la constitution de l'an 8, défont le droit d'annuler les actes du gouvernement qui lui sont dénoncés pour cause d'inconstitutionnalité.

Il a été répondu, pour Levesque et compagnie, que, les tribunaux de commerce de Nantes et d'appel de Rennes, n'avaient point excédé leurs pouvoirs:—Qu'à la vérité la loi défendait aux tribunaux de connaître des actes d'administration, c'est-à-dire, d'examiner et de juger s'ils étaient ou n'étaient pas conformes à la loi, et de les annuler; mais qu'elle ne les obligeait pas d'y obéir aveuglément, de les respecter comme des lois, et de les prendre toujours comme elles pour base de leurs décisions.

Les magistrats, dépositaires du pouvoir judiciaire, s'il en ajoutait pour répondre au second moyen, ne doivent jamais proclamer que la volonté de la loi, ce qui suppose nécessairement le droit de vérifier l'existence des caractères distinctifs de cette même volonté.—Sans doute le sénat conservateur est institué pour maintenir tous les pouvoirs constitués dans la circonscription des attributions qui leur sont respectivement données; mais cela n'empêche pas que chaque magistrat n'ait et ne doive exercer la puissance négative que lui donne sa force d'inertie, produite par le refus d'exécuter un arrêté inconstitutionnel. S'il en était autrement, l'autorité du sénat serait illusoire, puisqu'il pourrait arriver qu'elle ne fût invoquée que lorsqu'elle aurait perdu tous les moyens de se faire obéir.

Le commissaire Merlin s'est moins attaché à réfuter les différens moyens invoqués par Levesque et compagnie qu'à établir que, dans cette

matière, les arrêtés du gouvernement avaient force de loi; il a conclu en conséquence à ce que le jugement attaqué fût cassé pour excès de pouvoir.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu la loi du 16 fruct. an 3, et les art. 21, tit. 2, et 23 de la const. de l'an 8;—Considérant que la loi du 16 fruct. an 3, défend aux tribunaux de connaître des actes de l'administration, de quelque espèce qu'ils soient;—Considérant que, d'après les art. 21, tit. 2, et 28, tit. 3 de la const. de l'an 8, au sénat conservateur seul appartient le pouvoir de juger les actes du corps législatif et du gouvernement, qui lui sont déferés par le tribunal, pour cause d'inconstitutionnalité;—Considérant que l'arrêté des consuls, du 7 fruct. an 8, qui maintient celui du directoire exécutif du 14 brum. précédent, et en ordonne l'exécution, est incontestablement un acte d'administration générale et de gouvernement, qui sous quelque rapport qu'on l'envisage, et sous quelque prétexte que ce soit, ne saurait être soumis à la censure des tribunaux;—Qu'il suit de la qu'empêchant, par son jugement, du 5 vent. an 9, l'exécution du susdit arrêté du 7 fruct. an 8, le tribunal d'appel de Rennes a violé la loi citée du 16 fruct. an 3, et commis un excès évident de pouvoir, —Casse, etc.

Du 1^{er} flor. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Aumont.—Concl., le cit. Merlin, eomm.—Pl., le cit. Baguieu.

1^o CASSATION.—AMENDE (CONSIGN. D').2^o LOI.—PUBLICATION.

1^o Il n'est pas nécessaire de consigner deux amendes, lorsqu'on se pourvoit en même temps contre un jugement interlocutoire et un jugement définitif, rendus sur le même objet et dans la même cause.

2^o Le défaut de preuve positive qu'une loi, antérieure à celle du 14 frim. an 2 a été affichée, n'emporte pas la conséquence que cette loi n'a pas été publiée légalement et qu'elle n'est pas devenue obligatoire (1).

(Favre—C. Leduchat.)

Jean François Leduchat-Rurange, décédé le 28 niv. an 2, à Metz, où il était domicilié, avait, par un testament olographe, sous la date du 3 oct. 1793, légué à Marie-Louise Leduchat-Rurange, l'une de ses nièces, tous les biens dont il pouvait disposer.

Africain Favre, comme étant aux droits de sa femme, sœur du défunt, et le préfet du département de la Moselle, aux droits de Jean François Leduchat, émigré, avaient demandé devant le tribunal civil de la Moselle, la nullité de ce testament, comme contraire à la loi du 5 brum. an 2, qui interdit toute disposition faite en faveur d'un héritier présomptif et au préjudice de ses cohéritiers. Cette demande avait été accueillie et le testament annulé.

Sur l'appel, le tribunal civil du département du Bas-Rhin, avait ordonné par un premier jugement en date du 17 vent. an 8, que la demanderesse prouverait que la loi du 5 brum. an 2 avait été légalement publiée dans les formes prescrites par celle du 2 nov. 1790, et était devenue obligatoire à Metz avant le décès de Jean-François Leduchat.

Toutefois les pièces produites plus tard par la femme Favre établissent seulement que les différens corps administratifs avaient publié la loi et

loi n'était obligatoire qu'autant que celui qui l'avait rapporté la prouve qu'elle avait été lue et publiée, mais il ne parle pas de l'affiche.

(1) Ainsi jugé sur les conclusions de Merlin dans cette affaire, *P. Quest. de droit*, v^o Loi, § 5.—Un autre jugement du 28 flor. an 10 a décidé qu'une

en avait ordonné l'affiche; mais le procès-verbal de cette dernière formalité ne fut pas rapporté.

14 prair. an 8, second jugement du tribunal du Bas-Rhin qui, attendu l'absence de ce procès-verbal, déclare le testament valable.

Pourvoi en cassation contre les deux jugemens, pour fausse application de la loi du 2 nov. 1790, et par suite, pour contravention à celle du 5 brum. an 2.

Sur ce pourvoi, la défenderesse opposa une fin de non-recevoir, tirée de ce que les demandeurs n'avaient consigné qu'une seule amende, quoiqu'ils se fussent pourvus contre deux jugemens.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu, sur la fin de non-recevoir proposée par la défenderesse, que les demandeurs se pourvoyant en même temps contre un jugement interlocutoire et un jugement définitif rendus dans la même cause et sur le même objet, n'étaient point obligés de consigner deux amendes;—Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée, passe à l'examen du fond; et sur le fond;

Vu l'article 16 de la loi du 2 novembre 1790; Vu aussi l'art. 9 de la loi du 5 brum. an 2;—Considérant que, lorsque le jugement du 11 prair. an 8 a été rendu, il était parfaitement prouvé, par les demandeurs, que la loi du 5 brum. an 2 avait été publiée, par l'administration centrale du département de la Moselle, au district et à la municipalité de Metz, et même au tribunal du ci-devant district de cette ville, avant le décès de Jean-François Leduchat, de la succession duquel il s'agit;—Qu'il est également établi que, par les mêmes actes d'enregistrement et de publication, l'affiche de cette loi a été également ordonnée; ce qui suffit pour faire présumer que cette affiche a été réellement faite, puisque la loi n'exige pas la preuve écrite de la formalité de l'affiche; d'où il suit qu'en déclarant que la loi du 5 brumaire n'avait pas été légalement publiée à Metz avant le décès de Jean-François Leduchat, par la seule raison que les demandeurs ne rapportaient pas le procès-verbal d'affiche, et en ordonnant, sous ce prétexte, l'exécution du testament dudit Leduchat, le jugement attaqué a en même temps fait une fausse application de l'art. 16 de la loi du 2 nov. 1790, et violé l'art. 9 de celle du 5 brum. an 2;—Casse, etc.

Du 1^{er} flor. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le elt. Oudet.—Concl., le cit. Merlin, comm.—Pl., les cit. LAVAUX et BOUSQUET.

DÉPÔT.—VIOLATION.—ACTION CIVILE.

Du 2 flor. (aff. Bompard).—V. ce jugement au 3 du même mois.

DÉFENSE.—INTERROGATOIRE.—LECTURE DES CHARGES.

La direction du jury doit faire lecture au prévenu, lors de son interrogatoire, des charges résultant contre lui des procès-verbaux, des

dépositions des témoins et des aveux de son coprévenu, à peine de nullité. (L. 7 pluv. an 9, art. 10.) (1)

(Ablin et Duverny).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 10 de la loi du 7 pluv. an 9;—Attendu qu'il existait au procès un procès-verbal dressé par des officiers de santé pour constater le corps du délit et la cause de la mort de la personne bonnicidée, qui, par cela même, faisait charge contre le nommé Ablin et la veuve Duverny, et qu'il n'en a été fait lecture ni à l'un ni à l'autre après leurs interrogatoires devant le directeur du jury; qu'on s'est borné à leur donner connaissance de la déposition des témoins; qu'il ne paraît pas non plus qu'il ait été fait lecture à la veuve Duverny des charges résultant contre elle des aveux faits par le coprévenu; de tout quoi il résulte une contravention formelle à la disposition de la loi citée;—Casse, etc.

Du 3 flor. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le elt. Rataud.—Concl., le cit. Lecoulour, subst.

DEPOT.—VIOLATION.—ACTION CIVILE.—ACTION CRIMINELLE.

Celui qui a réclaté par la voie civile la restitution d'un dépôt volontaire, ne peut prendre la voie correctionnelle pour former la même action sans articuler aucun fait constitutif d'un délit, autre que la non-restitution du dépôt civilement réclaté (3).

(Bompard—C. Brunel.)

La veuve Brunel, menacée d'une saisie exécution, confia, à titre de dépôt, divers effets à la veuve Bompard. Plus tard, demande en restitution devant le tribunal civil. La défenderesse convient du dépôt, mais ajoute qu'elle l'a restitué depuis. La veuve Brunel est déboutée de sa demande. Alors, elle interjette appel, et en même temps elle porte plainte devant le tribunal correctionnel. Jugement de ce tribunal qui, attendu qu'il s'agit de dépôt volontaire; que la preuve par témoins est prohibée en cette matière par les anciennes ordonnances; que la voie civile a été prise, et que la voie criminelle n'a été prise ensuite que dans la vue de frauder la prohibition des ordonnances, annule la plainte. Ce jugement fut réformé par le tribunal criminel du Puy-de-Dôme, jugeant sur appel.—Pourvoi contre ce dernier jugement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 456 du Code du 3 brum. an 4;—Considérant que la veuve Brunel s'était pourvue d'abord par la voie civile en restitution du dépôt dont il s'agit; que ce ne fut que sur le fondement d'une déclaration passée devant le tribunal civil et qui ne pouvait y être divisée, que ladite veuve Brunel fonda la plainte par elle portée en police correctionnelle, n'y exerçant qu'une action qui avait identiquement le même objet que celle pendante au civil, et sans articuler aucun fait constitutif d'un délit, autre que la

(1) P. ident., Cass. 26 vent. an 10, et la note

(2) Le délit de violation de dépôt ne peut faire l'objet d'une action correctionnelle, si la valeur de la chose déposée est supérieure à 150 fr., qu'autant que le dépôt n'est pas dénié. Cette règle se fonde sur ce que l'art. 1223 du Code civil veut, dans ce cas, que le dépôt soit prouvé par écrit, et défend d'admettre la preuve testimoniale. Il suit de là qu'instruire sur une plainte en violation de dépôt excédant cette valeur, ce serait faire indirectement ce que la loi défend, puisque la violation de dépôt suppose nécessaire-

ment la préexistence d'un dépôt. La Cour de cassation a eu conséquence toujours jugé que cette preuve constituait une question préjudicielle à laquelle étaient subordonnées l'action publique et l'action civile (Cass. 16 janv. 1808, 2 déc. 1812, 5 mai 1815, 10 avril 1819; 26 déc. 1823, etc.). Toutefois, cette règle reçoit exception, 1^{er} en cas de dépôt nécessaire (art. 1318 du Code civil), 2^o de dépôt commercial (art. 109 du Code de commerce), 3^o s'il y a commencement de preuve par écrit (art. 1347 du Code civil). P. M. Mangin, *Traité de l'action publique*, t. 2, p. 374. *

non-restitution du dépôt civillement réclamé;— Considérant qu'il y a eu ainsi excès de pouvoir de la part du tribunal criminel du département du Puy-de-Dôme;—Casse, etc.

Du 3 flor. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Bauchan.—*Concl.*, le cit. Pons, subst. *Pl.*, le cit. Guichard.

1^o JURY (QUESTIONS AU)—FAUX.—USAGE.—INTENTION CRIMINELLE.

2^o CASSATION (POURVOI EN).—ACQUITTEMENT.—ACQUIESCEMENT.

1^o La question de savoir si l'accusé a fait usage d'une pièce fautive avec connaissance qu'elle était fautive, renferme tous les éléments du crime de faux, et il n'y a pas lieu dès lors de poser une question intentionnelle distincte. (L. 25 sept.-6 oct. 1791, tit. 2, sect. 2, art. 45.)

2^o La commissaire du gouvernement près le tribunal criminel est non recevable à se pourvoir en cassation contre une ordonnance d'acquiescement à laquelle il a acquiescé en la signant (1).

(Vivian.—Intérêt de la loi.)

Vivian était accusé de faux en écriture de commerce; le tribunal criminel de la Seine, outre la question de savoir si les effets de commerce avaient été mis en circulation, sachant qu'ils étaient faux, avait proposé au jury cette seconde question : l'accusé a-t-il fait niéchemment et à dessein de nuire à autrui ? Cette question ayant été résolue négativement, le président le déclara acquitté. Le commissaire du gouvernement signa l'ordonnance d'acquiescement et forma néanmoins un pourvoi. Ce pourvoi, a été rejeté par le motif que le ministère public avait acquiescé ; mais l'ordonnance a été cassée dans l'intérêt de la loi, dans les termes suivants :

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 456, du Code des délits et des peines;—Considérant qu'aux termes de l'art. 45, sect. 2, tit. 2, du Code pén., le délit de faux se constitue pleinement de l'usage d'une pièce fautive avec connaissance qu'elle était fautive; qu'ainsi il n'y aurait lieu à poser ultérieurement une question intentionnelle, autre que celle résultant de la connaissance de la fausseté de la pièce, qu'autant que l'accusé proposerait des moyens justificatifs qui pussent autoriser la position d'une seconde question intentionnelle; que, dans l'espèce, Vivian ne présentait qu'une défense qui, en

l'admettant, ne formait une excuse ni morale ni légale, et qu'elle laissait ainsi entière toute la culpabilité résultant de ce que, suivant son aveu, Vivian avait mis en circulation de fausses lettres de change, sachant qu'elles étaient fausses; qu'ainsi le tribunal criminel de la Seine, en posant une question qui ne résulte pas de la disposition de l'art. 45 ci-dessus citée, a évidemment excédé son pouvoir;—Casse, dans l'intérêt de la loi seulement, etc.

Du 3 flor. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Vellée.—*Concl.*, le cit. Merlin, comm.

DOUANES.—IMPORTATION.—RAYON FRONTIÈRE.

Une saisie de marchandises réputées anglaises par la loi et faite dans le rayon prohibé, est présumée faite à l'importation, et dès lors il y a lieu d'en prononcer la confiscation, dès qu'elles ne sont pas accompagnées d'un certificat d'origine, et sans qu'il soit nécessaire de recourir à une vérification d'experts pour déterminer cette origine. (L. 6-22 août 1791, tit. 10, art. 23; 10 brum. an 5, art. 5 et 12.) (2)

(Douanes—C. N.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 1^{er}, 5 et 13, de la loi du 10 brum. an 5;—Vu aussi l'art. 23, tit. 10, de la loi du 22 août 1791;—Et attendu qu'il est constant, dans l'espèce, que la saisie avait eu lieu dans le rayon prohibé; qu'ainsi elle était réputée faite à l'importation; que, dès lors, ce n'était pas le cas de recourir à une vérification d'experts pour déterminer l'origine des marchandises saisies; que la confiscation en devait être prononcée par l'application de l'art. 23, tit. 10, de la loi du 22 août 1791, puisque les unes étaient elles-mêmes réputées anglaises et que les autres n'étaient pas accompagnées de certificat d'origine; que les pièces produites par la partie saisie ne pouvaient suppléer à celles qu'exige la loi;—Casse, etc.

Du 3 flor. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Barris.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

DOUANES.—PROCS-VERBAUX.—AFFIRMATION.

Les préposés des douanes ne sont point obligés par la loi de sommer les délinquants d'être présents à l'affirmation de leurs procès-verbaux devant le juge de paix (3).

(Douanes—C. Pien.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 456, du Code des délits et des peines;—Considérant qu'aucune loi

(1) En matière criminelle, il est fort contestable que l'acquiescement du ministère public au jugement, puisse avoir quelque valeur et devenir une fin de non-recevoir insurmontable contre l'appel ou le pourvoi formé dans les délais. « Le ministère public, dit M. Mangin, est l'agent de la société. C'est au nom, c'est dans l'intérêt de celle-ci qu'il agit, et non dans un intérêt qui lui est personnel. Des qu'il a fait un acte, cet acte ne lui appartient plus; il ne lui est point permis de le rétracter; la loi s'en empare, elle le déclare aux tribunaux, il ne peut pas les en dessaisir (*Traité de fact. publ.*, n° 32). » Il ne peut donc se déister ni de l'appel ni du pourvoi qu'il a formé, car il ne peut aliéner les droits dont il a été investi pour assurer l'exécution des lois. *V.* dans ce sens, Cass. 8 frim. an 4, 24 brum. an 7, 2 mars 1827, 18 juillet 1836 (Volume 1837). La Cour de cassation a toujours fait exception à ce principe, 1^o en matière de règlement de juges, pour éviter les lenteurs de la procédure, 2^o en ce qui concerne l'acquiescement des parties condamnées, aus-

quelles elle applique la maxime unique *licet juri in favorem suum introducta renuntiet* (Cass. 22 oct. et 5 nov. 1829). Cette dernière restriction ne nous paraît pas fondée, car les voies de recours ne sont point ouvertes dans le seul intérêt du prévenu; elles le sont aussi dans l'intérêt de la société, elles sont une garantie d'ordre public, et c'est le cas d'invoquer la règle *jus publicum privatorum pactis non potest immutari*.

(2) *V.* anal., Cass. 27 flor. an 9.

(3) Les art. 18 et 19 du titre 10 de la loi des 6-22 août 1791 n'exigeaient point cette sommation. Elle fut introduite par l'art. 3 de la loi du 14 fruct. an 3 qui portait : « Le rapport contiendra sommation à la partie nommée ou inconnue de comparaitre le lendemain matin devant le juge de paix de l'arrondissement. » Mais cet article fut expressément abrogé par l'art. 18 du tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7, et l'article 10 de cette même loi n'a point reproduit cette formalité. *V.* Cass. 11 flor. an 9. *

n'impose aux employés des donnes l'obligation de sommer, dans un délai quelconque, les individus surpris en contravention aux lois relatives aux doutes, à être présents à l'affirmation qu'ils doivent faire de leurs procès-verbaux de saisie devant les juges de paix. — Considérant que le tribunal criminel du département de l'Escaut a faussement supposé cette obligation, lorsque, par son jugement du 19 vent. dernier, il a déclaré nul le procès-verbal de saisie du 25 brum. an 8, dont il s'agit; que, conséquemment, il a commis un excès de pouvoir; — Casse, etc.

Du 4 flor. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Bauchan. — *Concl.*, le cit. Pons, subst.

COMPLICITÉ. — VOL. — CIRCONSTANCES AGGRAVANTES. — PEINES.

Les prévenus déclarés complices d'une tentative de vol doivent être punis de la même peine que l'auteur principal, lors même qu'il résulte de la déclaration du jury que les circonstances aggravantes d'effraction et de domesticité sont personnelles à celui-ci. (C. pen. de 1791, 2^e part., tit. 3, art. 1.) (1)

(Admirault. — Intérêt de la loi.)

Vincent Admirault, Marie-Anne Admirault et Marie Pépinière avaient été déclarés convaincus d'avoir commis de complicité, une tentative de vol, accompagnée des circonstances aggravantes d'effraction et de domesticité. Néanmoins le jury avait ajouté que les circonstances aggravantes étaient personnelles à Vincent Admirault, et d'après cette distinction le tribunal criminel avait condamné celui-ci à 16 ans de fers et ses complices à huit ans de réclusion. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 1^{er}, tit. 3, 2^e part. du Code pén. — Considérant que, quoique d'après la déclaration du jury de jugement, les circonstances aggravantes d'effraction et de domesticité qui ont accompagné la tentative de vol, soient personnelles à Vincent Admirault, il résulte cependant de la même déclaration du jury que Marie-Anne Admirault et Marie Pépinière ont commis la même tentative de complicité avec ledit Vincent Admirault; que, dès lors, la même peine leur de-

vait être appliquée, conformément à l'article du Code pénal ci-dessus cité qui veut, sans distinction, que les complices de crimes soient punis de la même peine portée par la loi contre les auteurs; que, néanmoins, par son jugement du 15 vent. dernier, le tribunal criminel du département de la Vienne a appliqué auxdits Marie-Anne Admirault et Marie Pépinière une peine moins forte que celle qui a été justement appliquée audit Vincent Admirault, et qu'ainsi ledit jugement contient fausse application de peine; — Casse, etc.

Du 4 flor. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Busschop. — *Concl.*, le cit. Pons, subst.

JURY. — QUESTION COMPLEXE. — COMPLICITÉ.

Sous le Code du 3 brum. an 4, était nulle, comme complexe, la question qui s'appliquait collectivement à la préméditation de trois accusés. (C. 3 brum. an 4, art. 377.) (2)

(Marty et Arbignac. —) JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 377 de la loi du 3 brum. an 4; — Considérant que, quoiqu'il y eût trois accusés du délit retraits aux actes de violence commis sur Paul Millet, il n'a été posé qu'une seule question de préméditation, qui, s'appliquant ainsi à trois individus, est essentiellement complexe; et qu'en affirmant cette question, les jurés ont prononcé tout à la fois sur la préméditation de chacun des individus; d'où il résulte violation de l'article cité; — Casse, etc.

Du 4 flor. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Schwendt. — *Concl.*, le cit. Pons, subst.

JURY. — DÉCLARATION CONTRADICTOIRE.

Une déclaration contradictoire du jury ne peut servir de base ni à un acquittement, ni à une condamnation: le tribunal criminel qui prononce une condamnation sur une déclaration dont les différentes parties ne peuvent exister ensemble, commet un excès de pouvoir (3).

(Controy. —) JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que la division du même fait en deux séries, relativement aux différents effets qu'il avait pu produire, a formé, dans la position des questions soumises au jury de ju-

(1) *P.* dans le même sens, Cass. 25 niv. an 7, et la note. — Sur ce point, les auteurs de la *Théorie du Code pénal* distinguent si les circonstances aggravantes sont intrinsèques ou extrinsèques au crime, c'est-à-dire si elles font partie du crime lui-même, ou si elles dérivent au contraire de la qualité personnelle de l'un des auteurs principaux: Dans le premier cas, les termes précis de l'art. 59 du Code ne permettent aucune distinction entre les auteurs ou les complices d'un même crime; la peine doit être la même pour tous; la Jurisprudence de la Cour de cassation n'a jamais varié sur ce point. Mais lorsque l'aggravation procède sa source dans une circonstance extrinsèque au fait, telle que la qualité de père, de fils, de intrus, de domestique, qui peut appartenir à l'auteur principal, il est douteux que la loi ait voulu que cette qualité personnelle réfléchit contre les complices. *P.* à cet égard, *Théorie du Code pénal*, tom. 2, pag. 123 et suivantes.

(2) *P.* conf., Cass. 16 therm. an 11, et les nombreux jugements rendus sur les questions complexes. Du reste, il est de principe, abstraction faite de la règle du Code du 3 brum. an 4, que les questions relatives à chaque accusé doivent être posées isolément: les questions, non pas seulement complexes, mais collectives, seraient une source d'erreurs pour les jurés.

(3) Le droit d'annuler les déclarations des jurés, lorsqu'elles sont incomplètes, obscures ou contradictoires, pouvait se tirer, sous le Code du 3 brum. an 4, de l'art. 414 de ce Code, qui portait qu'en cas de contravention de la part des jurés aux règles qui leur sont prescrites, leur déclaration était nulle, et que le tribunal criminel devait la rejeter du procès, en leur ordonnant de se retirer sur-le-champ dans leur chambre pour en former une nouvelle. Cette disposition n'a point été reproduite par le Code d'instruction criminelle; mais la jurisprudence l'a suppléée, en attribuant aux Cours d'assises le droit de renvoyer le jury à délibérer de nouveau, toutes les fois que sa déclaration ne présente pas un sens précis et complet. Nous croyons, en effet, que ce pouvoir résulte de la force des choses; ce n'est point, à proprement parler, annuler la déclaration du jury, car il n'y a point encore de déclaration; elle n'existe que lorsqu'elle est claire et complète. Ensuite ce renvoi n'altère nullement la souveraineté du jury, puisqu'il reste le maître de formuler la même opinion dans des termes plus nets; et enfin il évite le danger des interprétations: dès que la déclaration est ambiguë, il vaut mieux qu'elle soit interprétée par le jury que par la Cour. *P.* les décisions classées dans la *Jurisp. du XIX^e siècle*, *1^{re} Jury*, n. 151 et suiv., 170 et suiv.

gement, une irrégularité qui a fait violence à la conscience des jurés, et les a conduits, par une nécessité particulière à l'espèce, à une déclaration contradictoire qui n'a pu servir de base ni à un acquittement ni à une application de la loi pénale; qu'en prononçant une condamnation sur cette déclaration, dont les différentes parties ne pouvaient exister ensemble, le tribunal criminel des Vosges a commis un excès de pouvoir; que, dès lors, il y a lieu à cassation, d'après la 6^e disp., art. 456, du Code du 3 brum. an 4; — Cassé, etc.

Du 4 flor. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Barris. — *Concl.*, le cit. Pons, subst.

DOUANES. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — APPEL.

Du 4 flor. an 10 (aff. Chemin.) — *V.* ce jugement à la date du 7.

DERNIER RESSORT. — DOMAINES NATIONAUX. — VENTE.

Les actions relatives aux ventes de biens nationaux, sont soumises aux règles ordinaires pour le dernier ressort, à la différence des affaires relatives aux contributions indirectes. (L. 16-24 août 1790, tit. 4, art. 5; 5-19 déc. 1790, art. 25; 29 sept.-9 oct. 1791, art. 17.) (1)

(Domaine — C. Verdier.)

Du 6 flor. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Lousadade. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

MUTATION PAR DÉCÈS. — PRESCRIPTION.

— ÉMIGRÉ.

Lorsqu'à l'époque de son ouverture, une succession est frappée du séquestre national, la prescription de cinq ans pour les droits de mutation, ne commence à courir que du jour de la main-levée du séquestre. (L. 5-19 déc. 1790, art. 18; 22 frim. an 7, art. 24.) (2)

(Brancas — C. Fenregist.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que si Brancas-Villars est décédé en l'an 2, ses héritiers n'ont été mis en possession de ses biens qu'en pluv. an 7; que, suivant l'art. 18 de la loi des 5-19 déc. 1790, toute demande de droit de mutation d'immeubles est prescrite par cinq ans à compter du jour de l'ouverture du droit, et que les droits dus pour des biens compris dans une succession séquestrée ne sont ouverts que du moment où la levée du séquestre a donné à l'héritier naturel la possession réelle desdits biens; qu'on ne peut invoquer l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7, pour en conclure que la prescription a couru contre la régie du jour du décès de Brancas, arrivé en l'an 2, puisque l'art. 73 de la même loi, porte textuellement: « Elles (les lois rendues sur l'enregistrement) continueront d'être exécutées à l'égard des actes faits et des mutations par décès effectuées avant la publication de la présente; » qu'ainsi, le tribunal de l'Aisne s'est conformé aux lois, loin de les enfreindre, en écartant la prescription opposée à la régie par les demandeurs; — Attendu que les seuls faits que le tribunal civil de l'Aisne ait établis dans son jugement sont que

Brancas est décédé en l'an 3; que ses biens ont été séquestrés à raison de l'émigration présumée de deux de ses fils et ont été rendus à ses héritiers, aux fins d'un arrêté de radiation du 7 pluv. an 7, et que, depuis, ceux-ci n'ont fait aucune déclaration desdits biens; que les seules dispositions de la loi que le tribunal ait citées sont les art. 24, 27 et 29 de la loi du 22 frim. an 7, dont aucun n'est relatif à la quotité des droits dus; que la seule conséquence qu'il ait tirée de ces citations a été que, « pendant le séquestre des biens de la succession Brancas, il n'a pu ni dû être fait aucune poursuite à raison du droit réclamé » aujourd'hui par les régisseurs, et que, consé- quemment, le terme de cinq ans, exigé pour la prescription de ce droit, n'a commencé à courir « que du jour où la veuve et les héritiers Brancas ont été envoyés en possession, ce qui ne permet pas d'accueillir leur opposition, faite » par eux d'avoir fourni la déclaration prescrite; » que, quoique les parties aient agité la question de la quotité des droits dus, il est, néanmoins, constant que cette question n'a pas été posée par les juges, et qu'ils n'ont cité aucune disposition de loi qui y fût relative; que, s'il résulte évidemment des considérations de leur jugement qu'elle n'a pas été examinée, les termes du dispositif de ce même jugement autorisent à dire qu'ils ne l'ont pas jugée; qu'il ne fait autre chose que débouter les héritiers de leur opposition, ordonner les poursuites à parfaire, et accorder un délai pendant lequel lesdits héritiers feront leur déclaration et seront tenus de payer le droit conformément à la loi; que la loi que les héritiers Brancas devront exécuter n'étant pas désignée, il ne peut y avoir, dans le jugement attaqué, fautive application de celle du 22 frim. an 7, et que, le tribunal s'étant borné à ordonner de payer conformément à la loi, les moyens de défense des demandeurs restent entiers dans le cas où la régie réclamerait l'exécution d'une loi autre que celle d'après laquelle les droits dus dans l'espèce doivent être réglés; — Rejette, etc.

Du 6 flor. an 10. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Maleville. — *Rapp.*, le cit. Aumont. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst. — *Pl.*, les cit. Raguideau et Huari-Dupere.

DOUANES. — CÔTES MARITIMES. — LAC LÉMAN.

Les côtes du lac Léman ne sont pas réputées côtes maritimes, pour l'application des lois sur les douanes. (L. 4 germ. an 2, tit. 2, art. 7.)

(Donnan — C. Châtillon.)

Du 6 flor. an 10. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Cassaigne. — *Concl.*, le cit. Lamarque, subst.

CASSATION. — Mineur. — Délai.

Lorsqu'un jugement en dernier ressort a été rendu contre un mineur, avant la loi du 27 nov. 1790, institutive du tribunal de cassation, sans que cette signification ait été renouvelée depuis la publication de cette loi, ni depuis qu'il a atteint sa majorité, le mineur a, pour se pourvoir en cassation, tout

(1) *V.* dans le même sens, 12 mess. an 8, et la note. — *V.* aussi la note qui accompagne le jugement du 14 mess. an 8.

(2) *V.* dans le même sens, 3 therm. an 9, et la note; 20 prair. an 10; 2 vent., 14 germ., 3 mess. an 11; 14 frim., 30 pluv. an 12; 23 brum. an 13; 11 mai 1807; — Merlin, *Quest. de droit*, *v.* *Enregistrement*, § 17, et ses conclusions dans cette affaire,

ibid., *v.* *Prescription*, § 9. — Toutes ces décisions sont l'application de la maxime: *Contrà non valentem agere non currit prescriptio*. En effet, la régie ne pouvait demander le droit de mutation pendant tout le temps que durait le séquestre (L. du 22 frim. an 7, art. 24). *V.* cependant, en sens contraire, le jugement du 26 frim. an 8, vivement critiqué par Merlin, dans ses conclusions.

le temps de la prescription ordinaire, c'est-à-dire trente ans (1).

(Carrion-Nisas—C. Spinoia.)

Du 7 flor. an 10. — Sect. req. — Rejet de la fin de non recevoir.

DOUANES. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — APPEL.
Les jugements par défaut rendus par les juges de paix, en matière de douanes, ne peuvent être attaqués par la voie de l'appel, mais seulement par la voie de l'opposition. (LL. 18-24 oct. 1790, tit. 3, art. 4; 22 août 1791, tit. 11, art. 3.) (2)

(Douanes—C. Chemin.)

La loi du 22 août 1791, titre 11, art. 1 et 3, avait attribué aux tribunaux de district, la connaissance du contentieux des douanes, et assujéti aux règles ordinaires l'instruction des procédures sur les saisies. — La loi du 2 germ. an 2, tit. 6, art. 13, et celle du 14 fructid. an 3, art. 3 et 10, ont donné cette attribution aux tribunaux de paix. — Depuis ces deux lois, les tribunaux de paix connaissent au civil des affaires de douanes en première instance.

Les art. 3 et 4 du titre 3 de la loi du 26 oct. 1790, contenant règlement sur la procédure des justices de paix, portent que la partie condamnée par défaut peut former opposition au jugement dans les trois jours francs de sa signification, et que, dans aucun cas, on ne peut appeler d'un jugement du tribunal de paix, lorsqu'il a été rendu par défaut.

Cette dernière disposition doit-elle être appliquée aux jugements par défaut rendus par les tribunaux de paix en matière de douanes? Telle était la question.

Cette question, déjà résolue par un jugement du 15 vent. an 9 rapporté à sa date, s'est présentée de nouveau dans les circonstances suivantes :

23 niv. an 9, saisie faite par les préposés des douanes, sur Pierre Chemin, de plusieurs objets. — 24 du même mois, jugement par défaut, du tribunal de paix du canton de Larche, portant confiscation des objets saisis.

Appel par Chemin. — Fin de non-recevoir proposée contre cet appel, et fondée sur l'art. 4 du titre 3 de la loi du 14 oct. 1790, en ce qu'il s'agissait d'un jugement par défaut.

3 vent. an 9, jugement du tribunal de première instance de l'arrondissement de Barcelonnette, qui rejette cette fin de non-recevoir.

Pourvoi en cassation de la part de la régie, pour contravention à l'art. 4 du tit. 3 de la loi des 18-26 oct. 1790.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu les art. 3 et 4 du tit. 3 de la loi du 14 oct. 1790; — Vu pareillement l'art. 3 du tit. 11 de la loi du 22 août 1791; — Attendu que, quand la loi soumet à la connais-

(1) V. les conclusions de M. Merlin dans cette affaire, *Quest., v. Cassation*, § 21, n° 2, — et le jugement rendu sur le pourvoi par la section civile, à la date du 2 mess. an 11.

(2) V. dans le même sens, 14 vent. an 9, et la note très étendue qui accompagne ce jugement.

(3) V. dans le même sens, Turin, 11 janv. 1806. Mais cette question ne peut plus se présenter aujourd'hui : elle a été tranchée par l'art. 257 du Code de proc. civ., qui, après avoir déterminé les délais dans lesquels l'enquête doit être commencée suivant que la partie a ou n'a pas d'avoué, ajoute : ces délais courent également contre celui qui a notifié la jugement. C'est une exception à la maxime : *Nul ne sa*

sance de certains tribunaux une espèce de causes qui n'était point d'abord comprise dans leurs attributions, elle est censée vouloir que ces causes soient instruites d'après les règles établies dans ces tribunaux, pour l'instruction des procédures, à moins qu'elle n'ait formellement statué le contraire. — Que cette règle est d'autant plus applicable à l'espèce que l'art. 3 du tit. 11 de la loi du 22 août 1791, veut que, quant aux saisies en matière de douanes, on se conforme pour l'instruction des procédures à ce qui est prescrit par les lois générales de la république. Ainsi lorsque ces causes étaient du ressort des ci-devant tribunaux de district, il fallait les instruire d'après les règles de procédure établies dans ces tribunaux : soumises ensuite à la juridiction des juges de paix, elles doivent s'instruire d'après les règles établies pour l'instruction des procès, dans les justices de paix, quant aux points où la loi n'en a pas autrement disposé : — Attendu que les lois du 4 germ. an 2 et du 14 fructid. an 3, en attribuant aux juges de paix la connaissance du contentieux des douanes en matière de saisies, n'ont rien changé à la loi du 18 oct. 1790, quant à la manière de se pourvoir contre les jugements des juges de paix rendus par défaut; — Que les législateurs, après avoir dit à l'art. 13 du tit. 6 de la loi du 4 germ., que les rapports et pièces joints seront présentés aux juges de paix, passent de suite dans l'art. 14 au jugement prononcé sur les saisies, et à son exécution, sans dire un seul mot de l'instruction de la procédure : tant il est vrai qu'ils n'ont voulu porter aucune atteinte à ce qui se pratiquait dans les justices de paix pour l'instruction des procès, d'après la loi du 18 oct. 1790; — D'où il suit que l'on ne peut tirer aucune induction raisonnable de ce que les lois des 4 germ. an 2 et 14 fructid. an 3, parlent de l'obligation d'appeler, car cela ne doit s'entendre que des cas où l'appel est recevable; — Qu'ainsi le jugement attaque a violé les art. 3 et 4 du titre 3 de la loi du 14 oct. 1790, et l'art. 3 du titre 11 de la loi du 22 août 1791; — Casse, etc.

Du 7 flor. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. d'Outrepont. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., les cit. Dupont et Mathias.

ENQUÊTE. — DÉLAI. — SIGNIFICATION. — TÊMOINS. — MIN. PUBL. — SERVITEURS. — JUGEMENT.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, la signification par une partie du jugement qui l'admettait à une preuve, ne faisait pas courir contre elle le délai de l'enquête. Il ne courait alors que contre la partie adverse. — Et si celle-ci voulait faire courir le délai contre la partie qui lui avait signifié le jugement, il fallait qu'à son tour elle le lui signifiât (3).

forçait soi-même, comme le fait très bien observer un arrêt de cassation du 8 mars 1810, qui renferme une application de la règle contenue en l'art. 257 du Code de proc. civ. C'est dans le même sens que M. Berriat, *Cours de proc. civ.*, p. 146, après avoir posé la règle générale, que lorsque le délai doit commencer à une signification, il ne court qu'en faveur de la partie qui l'a fait et non pas contre elle, ajoute, « *Argument de l'art. 257. . .* Ce qui est conforme à la maxime : nul ne se forçait soi-même, « maxime fondée sur ce qu'aucun particulier n'est censé vouloir faire des actes qui lui soient préjudiciables. . . » Si, en effet, l'art. 257 a cru devoir exprimer d'une manière aussi formelle que les

Sous la loi du 7 fruct. an 3, qui prescrivait l'audition publique des témoins à l'audience, l'absence du ministère public lors de cette audition, n'emportait pas nullité, même dans les affaires sujettes à communication. — Il n'était pas non plus nécessaire, à peine de nullité, que les témoins déclarassent s'ils étaient serviteurs des parties. — ...Ni que le jugement définitif fût rendu immédiatement après l'audition des témoins ou à l'audience suivante.

(Castelly—C. Allègre.)

Marie Castelly s'était pourvue en cassation contre un jugement du tribunal d'appel d'Alz, du 6 fruct. an 9, confirmatif d'un jugement de première instance du 19 thermid. an 5, qui avait accordé à Allègre, sa partie adverse, un délai de vingt jours pour achever son enquête, quoique dès le 17 messid. précédent, ce dernier eût fait signifier à elle, Marie Castelly, un jugement du 3, par lequel il était admis à la preuve des faits qu'il articulait. Elle soutenait que les premiers juges, par cette prorogation, avaient violé l'art. 2, tit. 22, ordonn. de 1667, d'après lequel l'enquête doit être commencée dans la huitaine du jour de la signification du jugement faite à la partie, ou à son procureur, et parachevée dans la huitaine suivante, sans que le juge puisse proroger ce délai au-delà d'une autre huitaine; d'où elle inférait que, quoiqu'elle n'eût point fait signifier le jugement du 3 messid. au citoyen Allègre, celui-ci n'en était pas moins tenu, par cela seul qu'il en avait lui-même fait faire la signification, de commencer et d'achever son enquête dans les vingt-quatre jours suivants, y compris les huit jours de grâce qu'il eût pu obtenir du juge. — Le commissaire Merilu soutenait que la prétention de la demanderesse en cassation, était insoutenable: il cita à cet égard, un passage de Jousse, sur l'art. 2 précité, tit. 22, ordonn. de 1667, conçu en ces termes: — « C'est une maxime constante que la signification qu'une partie fait du jugement qui admet à la preuve, ne fait pas courir contre elle le délai de faire enquête, et qu'elle ne le fait courir que contre la partie adverse à qui cette signification est faite; mais si cette partie adverse veut faire courir le délai contre celle qui lui a fait signifier le jugement, il faut qu'à son tour, elle le lui fasse signifier; en effet, on ne peut se servir des diligences d'une partie, pour établir contre elle une fin de non-recevoir. » — Le ministère public invoquait encore un jugement du parlement de Rouen, du 16 mars 1752, inséré dans l'édition de 1753 de la coutume de Normandie, lequel juge formellement que celui qui a commencé son enquête sans signification préalable du jugement d'admission à preuve, de la part de son adversaire, n'a point de délai fatal pour la finir, tant que cette signification ne lui a pas été faite. — Conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il n'avait été signifié au citoyen Allègre aucun acte, aucune sommation qui, en remplacement de la signification du jugement d'appointement de contrariété, voulue par l'ordonn. de 1667, dûment faire courir contre lui le délai de faire enquête;

Attendu, en ce qui concerne le défaut de déclaration par le témoin Espitalier, s'il était ou

délai qu'il prescrivait courir, dans le sens particulier dont il s'occupe, même contre celui qui a signifié le jugement ordonnant l'enquête, on est autorisé à en conclure qu'en règle générale, le délai ne court pas contre celui de qui émane une signification qui n'a pour objet et pour effet que de faire

non domestique des parties, que cette déclaration n'est exigée que pour les enquêtes en matière civile et ordinaire, par l'art. 18 du tit. 22, de l'ord. du mois d'avril 1667, et que in forme des enquêtes telle qu'elle a été généralement prescrite par la loi du 7 fruct. an 3, est celle des enquêtes sommaires, pour lesquelles l'ordonn. de 1667 n'a point exigé de semblables déclarations; que d'ailleurs la loi du 7 fruct. ne prescrit de tenir note que des qualités positives des témoins; d'où la conséquence qu'Espitalier n'étant pas domestique de l'une ni de l'autre des parties, il n'avait point de déclaration à en faire à l'audience en laquelle il a déposé publiquement; — Attendu qu'aucune loi n'a exigé que le ministère public fût présent aux divers actes d'instruction; que dans l'espèce les dépositions ont été écrites et lui ont été communiquées; qu'il a été oui lors des divers jugemens rendus entre les parties;

Attendu, sur le moyen pris de ce que le jugement a été rendu par des juges qui n'avaient pas assisté à l'audition des témoins, que cela n'était défendu par aucune loi, et que c'était la suite inévitable du mouvement des sections entre lesquelles se divisait le service des tribunaux civils du département; qu'ontre cela, c'était chose très indifférente en soi, puisque les dépositions étaient écrites, et qu'elles ont été lues aux juges qui ont concouru au jugement du fond, (intervenu le 16 mess. an 6);

Attendu, en ce qui a rapport au temps qui s'est écoulé entre la confection de l'enquête et le jugement sur le fond, que la loi du 7 fruct. an 3, n'a point entendu réduire les tribunaux à l'impossible; que tout annonce que la demanderesse en cassation aurait été la première à requérir que le jugement fût différé, si les juges se fussent occupés du fond immédiatement après l'enquête, et qu'elle s'est fermée toute voie de réclamation à cet égard, lorsque le 8 germ. an 6, sept mois après le parachevement de l'enquête, elle a elle-même observé qu'il a été impossible de plaider sur le fond; — Attendu que cette enquête n'avait pas encore été produite, et qu'elle donnerait lieu à de longs débats, enfin, que les juges n'ont fait que ce qui leur était commandé par la prudence, ainsi que par le vœu des parties, en choisissant une époque autre que celle de la fin de l'année judiciaire, pour faciliter aux parties une discussion plus approfondie, et pour mûrir d'autant plus facilement la décision qu'ils avaient à porter sur une matière qui sollicitait de leur part une attention particulière; — Rejette, etc.

Du 7 flor. an 10. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Bailly.

PILOTE LAMANEUR.—SEINE (EMBROUS DE LA). Du 8 flor. an 10. — (Pilotes lamineurs de Quillebeuf.) — Cass. — Sect. civ. — V. ce jugement joint celui des sections réunies, à la date du 20 mess. an 11.

AVAL.—GARANTIE.—ENDOSSEMENT.

L'aval (séparé) peut être ou une garantie ou un endossement.

Au premier cas, le donneur d'aval, poursuivi en garantie, ne peut opposer au porteur le défaut de dénonciation de protêt en temps utile.

courir le délai contre celui à qui elle est faite. Mais on voit par le jugement ci-dessus rapporté, que cette exception à la maxime: *Nul ne se forcle soi-même*, est une innovation dans notre droit. Il en était autrement sous l'empire de l'ordonnance de 1667. *F. Berriat*, p. 283, not. 26, n° 3.

Au deuxième cas, il peut opposer cette exception et faire déchoir le porteur du son recours (1).

(Lanfrey—C. Leleu.)

Les faits de cette cause sont rapportés ci-dessus avec le jugement du 11 germ. an 9, rendu sur un premier pourvoi. — L'affaire renvoyée devant le tribunal d'appel d'Orléans, Leleu a persisté à soutenir qu'il ne devait être considéré comme un endosseur. A l'appui de cette prétention il a représenté, pour la première fois, deux lettres à lui écrites, le 14 brum. an 7, l'une par Lanfrey, l'autre par Lebourgçois, desquelles il faisait résulter sa vraie qualité d'endosseur. Ces lettres sont ainsi conçues; la première : « Le sieur Lebourgçois m'a informé que vous et vous associés avez laissé protester les effets échus le 4 de ce mois, et que cependant vous lui avez promis d'acquiescer vos engagements avant le 13 du courant. Je vous déclare que j'ai donné ordre de dénoncer le protêt aujourd'hui, si vous ne satisfaites le citoyen Lebourgçois avant trois heures après midi de ce jour. » — La seconde : « C'est aujourd'hui le dernier jour qui me reste pour dénoncer le protêt : si vous ne venez, l'ordre sera donné de dénoncer le protêt tant à vous qu'aux autres endosseurs. » — Si l'acte du 6 frimaire, disait Leleu, présente quelque doute sur l'intention des parties, au moins ces lettres, interprétatives de cet acte, ne laissent rien à désirer à cet égard, et font voir clairement que l'obligation qu'il renferme est un véritable endossement. — Lanfrey, de son côté, persistait à dire que Leleu n'était qu'une simple caution solidaire, et non un endosseur : il soutenait que les lettres dont escipit Leleu renfermant des expressions purement personnelles à lui (Lanfrey) et Lebourgçois, ne pouvaient changer la nature de l'acte du 6 frimaire, et lui donner un sens qu'il ne présentait pas, et même qu'il n'avait pas.

18 mess. an 9, jugement qui, comme celui du tribunal d'appel de la Seine, accueillait la fin de non recevoir proposée par Leleu, sur le motif que lui et son vœu ne s'étaient obligés que comme endosseurs des traites acceptées par Saint-Simon.

(1) Cette distinction est très nettement exprimée dans les deux jugemens, l'un de cassation et l'autre de rejet, rendus dans cette affaire : car on y a fait dépendre la solution du point de savoir si le donneur d'aval avait entendu s'engager comme endosseur ou comme caution. Au premier cas, il était libéré faute par le bénéficiaire du billet d'avoir dénoncé son protêt dans la quinzaine. (Ord. de 1673, tit. 5, art. 13). Dans le second cas, c'eût été un cautionnement pur et simple, lequel, aux termes de l'art. 20 du même titre, donnait lieu à une action qui pouvait être exercée pendant trois ans. C'est par des circonstances du fait que le tribunal se détermina à voir dans l'espèce plutôt un endossement qu'un cautionnement. — Du reste, l'organe du ministère public (*F.* le requiatoire de Merlin, *Quest. de droit*, v° *Aval*, § 1^{er}) avait considéré la question dans les termes mêmes du contrat intervenu entre les parties, et qui qualifiait d'aval l'engagement accessoire contracté par celui qui en garantissait l'exécution, et, sous ce rapport, il soutenait que la déchéance prononcée contre le bénéficiaire du billet qui n'a pas fait notifier le protêt dans la quinzaine, pouvait être invoquée par tous les engagés accessoires, qu'ils le fussent à titre de donneurs d'aval, de garans ou de caution. Il invoquait à cet égard l'opinion unanime des anciens auteurs. *F. Jousse* et *Bornier*, sur l'art. 33, tit. 5, de l'ordonnance de 1673; *Pothier*, *Contrat de change*, n° 213; *Savary*, *Parfait Négociant*, liv. 3, ch. 8, parer. 84. C'est aussi ce qui a été décidé implicitement par

NOUVEAU POURVOI en cassation de la part de Lanfrey, et toujours pour fausse application des art. 13 et 15, et contravention aux art. 16, 20, 21 et 33, tit. 5 de l'ordonnance de 1673.

Le cit. Merlin, commissaire du gouvernement, a dit : « La fin de non-recevoir dont il s'agit ayant pour objet la prompte expédition des affaires de commerce, appartient à tout garant quelconque qui, par assimilation, serait placé dans la classe des endosseurs. Nulle raison de la refuser aux endosseurs fictifs, lorsque cela n'est écrit dans aucune loi; c'est donc le cas d'appliquer la maxime : *Tantum operatur fictio in casu ficto, quantum veritas in casu vero*. — Ainsi, la cause peut donc se réduire à l'examen de cette seule question de fait : Les sieurs Leleu ont-ils voulu s'assimiler à des endosseurs ? Or, l'affirmative de cette question ne souffre aucun doute, d'après l'acte du 6 frimaire, et les lettres ou pièces produites, pour la première fois, devant le tribunal d'appel d'Orléans, desquelles il résulte évidemment que le sieur Lanfrey et le sieur Lebourgçois considéraient les sieurs Leleu comme des endosseurs, puisqu'ils les menaçaient et étaient sur le point de leur dénoncer le protêt. — Veut-on d'ailleurs considérer l'endossement du sieur Leleu comme un aval ? cette fin de non-recevoir n'en peut pas moins être présentée. L'ordonnance du commerce, en effet, n'interdit pas au signataire d'un aval le droit de se prévaloir, contre le porteur, du défaut de dénonciation du protêt : ce serait en vain qu'on prétendrait induire cette prohibition des art. 20, 21 et 33, tit. 5 de cette ordonnance; l'article 20 n'a trait qu'aux cautions des traites adréés, et leur permet d'opposer la prescription de trois ans sans poursuites, ou depuis la cessation des poursuites; l'art. 21 établit une prescription de cinq ans en faveur de ceux qui interviennent dans le contrat de change; l'art. 33 assimile les donneurs d'aval, pour la solidarité de leur obligation, aux tireurs, prometteurs, endosseurs et accepteurs, mais aucun de ces articles ne dispose que les signataires d'un aval ne puissent opposer la défaut de dénonciation de protêt. » — Conclusions au rejet.

au jugement du 14 flor. an 10, ci-après rapporté. Cette doctrine, parfaitement exacte sous l'empire de l'ordonn. de 1673, dont l'art. 32 du tit. 5 imposait d'une manière générale au porteur l'obligation de faire ses diligences contre celui qui avait signé le billet ou l'ordre, cette doctrine, disons-nous, n'est plus aujourd'hui, sous l'empire du Code de commerce, aussi complètement vraie; car ce Code a distingué entre les obligations du donneur d'aval, suivant qu'il a cautionné soit le tireur, soit l'un des endosseurs : c'est du moins en ce sens que l'art. 142 du Code de commerce, dont la rédaction est assez obscure, a été interprété par les auteurs et par la jurisprudence. L'aval étant un cautionnement, dit M. Pardessus, *Droit comm.*, n° 397, celui qui l'a donné est soumis aux mêmes obligations que celui qu'il a cautionné. — Quant à la jurisprudence, la distinction que nous venons de rappeler est formellement consacrée par un arrêt de Lyon, du 1^{er} juill. 1817, et un arrêt de Cassation, du 26 janv. 1818. D'autres arrêts décident que les donneurs d'aval, cautions, soit de l'accepteur, soit du tireur, ne peuvent, comme le pourrait l'endosseur, exciper du défaut de protêt, et sont tenus comme le tireur ou l'accepteur lui-même. *F. Lamoges*, 18 juin 1810; Paris, 13 déc. 1813; Cass. rej. 30 mars 1819; Grenoble, 24 janv. 1820, et au surplus, *Jurisp. du XIX^e siècle*, v° *Aval*, et notre *Dict. du contentieux commercial*, cod. verb.

JUGEMENT (après délib. en ch. du cons.).

LE TRIBUNAL: — Sur les deux premiers moyens; — Considérant qu'au tribunal civil du département de la Seine, ainsi qu'au tribunal d'appel d'Orléans, il s'est uniquement agi de déterminer le sens et l'efficacité de l'acte du 6 frim. an 6. Par cet acte, Dominique-César Leleu s'était-il engagé comme caution de six lettres de change énoncées, ou simplement comme endosseur de ces traites? telle était l'unique question à décider; — Considérant qu'au tribunal civil de la Seine, cet acte était produit seul sans aucune pièce qui pût éclairer sur l'intention que les parties avaient eue en le souscrivant, et que dans cet état de choses les juges de ce tribunal n'ayant pu baser leur détermination que sur les clauses mêmes de l'acte, ont dû paraître lui avoir donné une fautive interprétation, en déclarant que Dominique-César Leleu ne s'était engagé, en le souscrivant, que comme simple endosseur, parce qu'en effet toutes ces dispositions conduisaient à l'idée d'un véritable cautionnement; — Considérant que deux pièces produites, pour la première fois, au tribunal d'appel d'Orléans, ont jeté sur l'affaire un jour nouveau, et ont mis ce tribunal à même d'interpréter l'acte du 6 frim., non plus uniquement par la lettre de ses dispositions, mais par ce qui était dans l'intention des parties en le souscrivant; lesquelles pièces sont deux lettres, l'une de Lebourg, porteur de six traites, et l'autre de Lanfrey, au profit duquel elles étaient tirées, toutes deux du 14 brum. an 7, adressées à Jean-Baptiste Leleu, et portant, savoir, celle de Lanfrey: *J'ai donné ordre de dénoncer le protêt aujourd'hui, si vous ne satisfaites le citoyen Lebourg avant trois heures après midi de ce jour, et celle de Lebourg: C'est aujourd'hui le dernier jour qui me reste pour dénoncer le protêt. Si vous ne venez, l'ordre sera donné de dénoncer le protêt tant à vous qu'aux autres endosseurs*; — Considérant que de ces deux lettres, le tribunal d'Orléans eût, ou du moins eût pu, comme il l'a fait dans les considérans du jugement attaqué, tirer la conséquence que Dominique-César Leleu ne s'est réellement obligé, vis-à-vis du sieur Lanfrey, que comme simple endosseur, et que c'est dans ce sens que le sieur Lanfrey lui-même et le sieur Lebourg, porteurs des six traites, ont conçu et entendu l'engagement souscrit par Dominique-César Leleu, ainsi qu'il résulte de leurs lettres du 14 brum. an 7; — Considérant enfin que le sens de l'acte du 6 frim. étant ainsi déterminé d'après l'écrit du sieur Lanfrey lui-même, il ne peut pas reproduire contre le dernier jugement les critiques qu'il avait élevées contre celui du tribunal civil du département de la Seine, et qu'il n'y a plus lieu de dire que les juges ont violé les lois qui assurent l'exécution des conventions, et par suite les disposi-

tions de l'ordonnance de 1673, relatives aux cautionnements des lettres de change et à ceux qui les ont acceptées ou revêtues de leur aval; — Sur le troisième moyen de cassation: — Attendu que le tribunal d'appel d'Orléans a décliné, en point de fait, que Saint-Simon, accepteur des six traites, avait provision suffisante à l'époque de leur échéance; — Rejette, etc.

Du 9 flor. an 10. — Sect. réun. — Rapp., le cit. Henrion. — Concl., le cit. Merlin, comm.

INJURES. — AMENDE HONORABLE.

Le tribunal de police qui condamne un prévenu d'injures verbales à rétracter à l'audience les propos qu'il a tenus et à demander excuse à la partie lésée, commet un excès de pouvoir. (C. 3 brum. an 4, art. 600 et 606.) (1)

(Clertie.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu les art. 456, 600 et 606 du Code des délits et des peines; — Considérant qu'il résulte des art. 600 et 606, ci-dessus cités, que le peine que les tribunaux de police peuvent appliquer aux délits qui sont de leur compétence, se borne absolument soit à une amende pécuniaire qui n'excède point la valeur de trois journées de travail, soit à un emprisonnement dont la durée n'excède pas trois jours; que, néanmoins, dans l'espèce actuelle, le tribunal de police a prononcé contre le prévenu réclamant, non-seulement une amende égale à la valeur de trois journées de travail, mais encore une espèce d'amende honorable en le condamnant outre ladite amende pécuniaire, à rétracter à l'audience les propos injurieux et à en demander excuse à la partie lésée; qu'ainsi ledit tribunal de police a commis un excès de pouvoir par contravention auxdits art. 600 et 606, ce qui, par conséquent, donne lieu à la cassation de son jugement, aux termes de l'art. 456 du même Code ci-dessus cité. — Casse, etc.

Du 10 flor. an 10. — Sect. réun. — Rapp., le cit. Bussehop. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

1^{er} TRIBUNAL DE POLICE. — TÉMOINS.2^e EXCUSE. — IVRESSE.3^e INJURES. — AMENDE HONORABLE.

1^o Le tribunal de police ne peut refuser d'entendre les témoins présentés par la partie plaignante, sous prétexte qu'ils n'ont pas été cités à la requête du ministère public. (C. 3 brum. an 4, art. 153 et 154.) (2)

2^o L'état d'ivresse n'efface pas entièrement le délit, mais en diminue seulement la gravité; il ne peut donc seul fonder l'acquiescement du prévenu (3).

Le tribunal ne peut refuser d'admettre la partie civile à prouver que le prévenu n'était pas en état d'ivresse au moment du délit.

3^o Le tribunal de police qui ordonne que le

(1) P. conf., Cass. 19 mess. an 8; 27 et 29 germ. an 9, et les notes. — P. aussi Cass. 16 pluv. an 10 et 20 vend. an 13. P. enfin Merlin, *Quest.*, v^o *Répertoire d'inj.*, § 1^{er}, et *Théorie du Code pén.*, t. 4, p. 378. (2) L'art. 153 du Code d'instr. crim. a reproduit cette règle. Il n'est même pas nécessaire que ces témoins aient été cités; il suffit qu'ils se présentent à l'audience. P. Cass. 15 fév. 1811.

(3) Cette décision est fort importante. La Cour de cassation a paru en douter depuis lorsqu'elle a déclaré: « que l'ivresse étant un fait volontaire et irrépréhensible, ne peut jamais constituer une excuse que la morale et la loi permettent d'accueillir » (Cass. 15 oct. 1807, 18 mai 1815, 3 avr. 1824). Toutefois, ces deux règles ne diffèrent qu'en apparence, et il est

facile de les concilier: « Si en théorie, disent MM. Chauveau et Faustin Hélie, l'ivresse, lorsqu'elle est involontaire et complète, et qu'elle est d'ailleurs valablement constatée, peut avoir la puissance de justifier l'agent, cet effet lui est refusé sous l'empire de notre Code: elle ne peut être posée au jury, ni admise par les juges comme excuse légale des crimes et des délits. Mais il est néanmoins permis à l'accusé de l'alléguer dans sa défense, et de la prouver par ses interpellations aux témoins; car si elle n'a pas le caractère d'une excuse légale, elle conserve celui d'un fait d'atténuation, et peut avoir l'effet d'abaisser la peine en motivant la déclaration des circonstances atténuantes. » *Théorie du Code pénal*, t. 2, p. 243. »

prévenu d'injures fera réparation d'honneur, audience tenante, commet un excès de pouvoir (1).

(Mauny.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 153, 154, 456, 600 et 606 du Code du 3 brum. an 4; — Considérant que le tribunal de police du canton de Joinville a violé les art. 153 et 154 ci-dessus cités et fait une fautive application de l'art. 162 du même Code, en refusant d'entendre les témoins présentés par la partie civile plaignante, pour constater le délit dont il s'agissait, sous le prétexte que ces témoins n'avaient point été assignés à la requête du commissaire; — Considérant que le second jugement intervenu dans cette affaire contient les mêmes violations des articles précités, en ce que le tribunal a refusé d'admettre la partie civile à prouver que le prévenu n'était pas dans l'état d'ivresse qu'il alléguait lorsqu'il a tenu des propos injurieux; qu'il y a eu, de la part du tribunal, déni de justice et excès de pouvoir; — Considérant que l'état d'ivresse, s'il est constant, ne pouvait point effacer entièrement ce délit, mais seulement en diminuer la gravité, et que le tribunal, en ne prononçant aucune des peines vaulées par la loi, est contrevenu principalement à l'art. 606 du Code ci-dessus cité; — Considérant encore que le tribunal de police a commis un excès de pouvoir en ordonnant une réparation d'honneur, audience tenante, en ce qu'aucun des articles relatifs aux tribunaux de police ne les autorise à prononcer cette peine; — Casse, etc.

Du 10 flor. an 10 — Sect. crim. — Rapp., le cit. Sieyès. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DOUANES. — PROCÈS-VERBAL. — CITATION.

L'art. 6, tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7, qui veut que le procès-verbal de saisie en matière de douanes, contienne citation de comparaître dans les vingt-quatre heures devant le juge de paix, ne s'applique qu'au cas où l'affaire est de la compétence de la justice de paix, et non à celui où elle est de la compétence du tribunal correctionnel (2).

(Douanes.—C. Delille.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Considérant que l'art. 6, tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7, ne s'applique qu'au cas où l'affaire est de la compétence de la justice de paix; que, dans l'espèce particulière, l'affaire était de la compétence du tribunal correctionnel, aux termes de l'art. 6 de la loi du 26 vent. an 5, d'où il résulte excès de pouvoir de la part du tribunal criminel de l'Escout, en son jugement du 15 vent. dernier, qui a annulé le procès-verbal des employés des douanes, sur le motif que le prévenu n'avait pas été cité pour comparaître devant le juge de paix pour y voir affirmer le rapport; — Casse, etc.

(1) P. le jugement précédent. — P. suront nos observations sur le jugement du 19 mess. an 8.

(2) P. en cassation, 17 brum., 18 niv. et 16 prair. an 7.

(3) Les peines sont essentiellement personnelles et ne passent point aux héritiers. Ce principe s'applique même aux peines pécuniaires, pourvu que la condamnation ne soit pas définitive avant le décès. Cette distinction fut posée dans la discussion du Code pénal par M. Merlin. Ce jurisconsulte sépara le cas où l'amende est prononcée lors du décès, et celui où elle ne l'est pas. « Dans le premier cas, dit-il, la condamnation doit avoir ses effets; dans le deuxième, la mort du prévenu, le faisant réputer

Du 11 flor. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Vaillé. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

ACTION PUBLIQUE. — ACT. CIVILE. — DÉCÈS DU PRÉVENU. — DOUANES.

Le tribunal criminel est compétent pour statuer, par appel, sur une saisie de marchandises, pour contravention aux lois de douanes, après le décès du prévenu. (C. 3 brum. an 4, art. 7.) (3)

(Huyben.—C. Donanes.)

Le tribunal correctionnel d'Anvers avait prononcé sur une saisie de 80 caisses de sucre, contre le nommé Erasme Huyben. — Appel de la part de la régie. Décès du prévenu avant le jugement de cet appel. Le tribunal criminel se déclare incompétent, en se fondant sur ce que l'action publique s'éteint par la mort du coupable. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Attendu que, dans l'espèce, il s'agissait de l'appel d'un jugement compétemment rendu par le tribunal de police correctionnelle, et que le tribunal criminel seul pouvait connaître du bien ou du mal jugé d'un semblable jugement; que, par conséquent, le tribunal criminel des Deux-Nèthes, devant lequel cet appel avait été porté, a violé les règles de la compétence et commis un déni de justice en se déclarant incompétent dans cette circonstance; — Casse, etc.

Du 11 flor. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Genovis. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

ENREGISTREMENT. — MUTATION SECRÈTE.

— RÔLE D'IMPOSITION.

Le paiement d'un prix de vente en nom personnel et l'inscription au rôle de la contribution foncière, peuvent être considérés comme preuve suffisante de mutation secrète. (L. 9 vend. an 6, art. 33.) (1)

(Héritiers Lacroix.)

Une maison située à Chartres avait été adjudgée à Dhosier, avec faculté d'échoir au command. — Point de déclaration de command ni d'acte translatif de propriété. — Mais un sieur Lacroix avait payé, en nom personnel, une portion du prix; de plus, il avait été porté au rôle de la contribution foncière.

Après sa mort, ses héritiers furent élus en paiement de deux droits de mutation. — Le premier, pour l'acte qui avait transmis la maison de Dhosier à Lacroix; — le deuxième, pour le droit de succession de feu Lacroix. — Opposition. — De la part des héritiers, il fut prétendu que Lacroix, s'il était propriétaire de la maison, l'était probablement par suite d'une déclaration de command faite par Dhosier; — Que d'ailleurs son droit de propriété n'était pas suffisamment constaté.

innocent, empêche qu'aucune peine, même pécuniaire, puisse lui être appliquée. » (Locré, t. 25, pag. 116.) Dans l'espèce, cette règle n'éprouve aucune dérogation, car il ne s'agit point de l'application d'une peine, mais d'une condamnation civile, et comme les héritiers sont responsables des dommages faits par leur auteur, cette condamnation pouvait être prononcée contre eux.

(1) P. dans la même sens, Cass. 15 vend. an 14, 14 novembre 1809, 1^{re} mai 1816, et la conférence des arrêts rendus sur le point de savoir quels actes peuvent servir de preuve à l'existence d'une mutation secrète, *Traité des droits d'Enreg.* de MM. Champagnière et Rigaud, tom. 2, n° 1695 à 1705.

Discussion sur le sens de l'art. 33 de la loi du 9 vend. an 6, ainsi conçu : « La mutation d'un immeuble en propriété ou usufruit sera suffisamment établie relativement à la demande des droits, soit par des paiements faits d'après les rôles de la contribution foncière, soit par des baux passés par le nouveau possesseur, soit enfin par des transactions ou tous autres actes qui constateront la propriété ou jouissance. »

Jugement qui déboute les héritiers de leur opposition, attendu que le paiement du prix et la cotisation au rôle indiquent suffisamment la mutation.

Pourvoi en cassation pour fausse application de l'art. 33 de la loi du 9 vend. an 6, en ce que ce n'est pas la cotisation au rôle, mais le paiement de la contribution, qui est le signe légal de la mutation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant que la disposition invoquée autorisait les juges à trouver la

preuve de la mutation dans tout acte constatant la propriété ou la jouissance; que le paiement du prix de vente en nom personnel et la cotisation au rôle, ont pu lui paraître des preuves suffisantes; et qu'il y a juste application de la loi invoquée; — Rejette, etc.

Du 13 floréal an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Vernell. — Rapp., le cit. Minier. — Pl., le cit. Baguieu.

SUCCESSION. — REPENTE.

Dans le sens de l'art. 77 de la loi du 17 niv. an 2, le mot ligne s'entend respectivement au défunt; ainsi, tous les collatéraux qui descendent d'ascendants maternels du défunt sont de la même ligne. — C'est pourquoi les descendants des ascendants les plus proches excluent dans chacune des lignes paternelles et maternelles les descendants des ascendants les plus éloignés. (L. 17 niv. an 2, art. 77 etc.) (1)

(1) On ne sera pas fâché de trouver ici un historique exact des difficultés auxquelles a donné lieu l'interprétation de l'art. 77 de la loi du 17 niv. an 2. Elles consistaient principalement dans la véritable signification des mots *ligne* et *branche* que le législateur avait employés pour désigner les *appelés* dans les différents cas qu'il prévoyait. — Les partisans du système du concours des descendants d'ascendants plus éloignés avec ceux des ascendants les plus proches dans la ligne paternelle ou dans la ligne maternelle, pensaient qu'à chaque degré que l'on était obligé de parcourir dans chaque ligne pour rencontrer un ascendant qui eût laissé des descendants, il s'y faisait une division nécessaire de la succession dans la ligne paternelle et dans la ligne maternelle qui établissait deux nouvelles lignes, c'est-à-dire que, dans chacune des lignes principales, il y avait autant de lignes secondaires qu'il se trouvait d'ascendants ayant laissé des descendants, et que la *branche* s'entendait de tous les descendants de chacun de ces ascendants. — En partant de cette base, ils soutenaient que la séparation faite par l'art. 90 de la loi du 17 niv., entre les deux lignes paternelle et maternelle, devait exister aussi entre les lignes secondaires, et que dans celles-ci la proximité du degré ne devait avoir aucune préférence.

Les adversaires de ce système soutenaient que par le mot *ligne*, il fallait nécessairement entendre ce qui, dans l'ancien droit coutumier, s'appelait *côté*, c'est-à-dire la parenté paternelle et la parenté maternelle; que c'est à la désignation de ces deux parentés que la loi du 17 niv. avait exclusivement consacré le mot *ligne*; que cette loi ne reconnaissait donc que deux lignes, la paternelle et la maternelle; que dans chacune de ces lignes elle n'admettait que des *branches* destinées à désigner les subdivisions dans la ligne paternelle ou dans la ligne maternelle; qu'elle voulait une première division entre les deux lignes, que cette division était absolue, et que dans chaque ligne elle n'admettait une repente qu'entre les descendants d'ascendants égaux en degré; par exemple, entre les descendants de l'aïeul et les descendants de l'aïeule; mais qu'elle excluait tout concours des descendants de bis-aïeuls, auteurs de l'aïeul; avec les descendants de l'aïeule. — Que le mot *ligne*, disaient-ils, soit employé dans la loi du 17 niv. pour désigner la parenté paternelle et la parenté maternelle du défunt, c'est ce qui résulte clairement de l'article 90, portant : « A défaut de parents de l'une des lignes paternelle ou maternelle, les parents de l'autre ligne succéderont pour le tout. » — Cet article a donc fixé le sens du mot *ligne*. La signification qui lui est donnée ne peut être différente dans tous les autres articles où il est employé. — Ainsi, quand l'art. 77

de la loi du 17 niv. dit : « Ceux qui descendent des ascendants les plus proches du défunt, excluent ceux qui descendent des ascendants plus éloignés de la même ligne, » il est évident que le mot *ligne* y est employé dans le même sens que dans l'art. 90. — Il n'est plus permis d'en douter, en lisant le premier exemple que l'article suivant donne de cette exclusion dans la même ligne : « Ainsi, porte-t-il, les descendants du père excluent tous les descendants des aïeul et aïeule paternels. Les descendants de la mère excluent tous les autres descendants des aïeul et aïeule maternels. » — C'est donc la ligne paternelle ou la ligne maternelle du défunt que la loi présente elle-même comme une explication du mot *ligne* qu'elle vient d'employer dans l'article précédent; et pour qu'on ne puisse s'y méprendre, elle lie cette explication, elle incorpore l'art. 77 avec l'art. 78 par le mot *ainsi*. — Du moment donc que dans l'art. 90, le mot *ligne* désigne la parenté paternelle ou la parenté maternelle du défunt, et que dans l'art. 77 il a évidemment la même signification, on ne peut lui en donner une autre dans les articles qui suivent l'art. 77, puisque ces articles ne contiennent que le développement, l'application du principe général des exclusions posées par l'article 77. La loi, en continuant d'appliquer ce principe dans tous les degrés, et toujours en faveur de ceux qui descendent d'aïeuls plus proches contre les descendants d'aïeuls plus éloignés de la même ligne, continue nécessairement de désigner par le mot *ligne*, la ligne paternelle et la ligne maternelle du défunt.

De plus, la loi a tellement borné le mot *ligne* à cette désignation des deux parentés paternelle et maternelle du défunt, que lorsqu'elle s'occupe de subdivision dans chacune de ces deux lignes, elle s'y sert du mot *branche*. C'est ce que l'on voit dans les art. 82, 88 et 89. — Nulle part elle n'admet ces lignes secondaires, ces subdivisions à l'infinité de lignes paternelle et maternelle de chaque ascendant à tous les degrés de l'ascendance. Ce n'est, en un mot, qu'extrêmement au défunt qu'elle forme les deux lignes paternelle et maternelle, et non en considérant aucun de ses ascendants.

Ainsi raisonnent ceux qui pensaient que les descendants des ascendants les plus proches excluent ceux des ascendants les plus éloignés dans chaque ligne paternelle ou maternelle.

Le premier système fut admis au moment où la loi du 17 niv. parut; ce système prévalut longtemps; il parut même que ce n'est qu'en l'an 4 que l'autre fut présenté. — L'expérience avait alors fait sentir les inconvénients du concours de tous les héritiers collatéraux appelés selon l'ordre naturel. — Aussi, dans le second projet du Code civil, présenté

(Lecacheux—C. Herouard.)

Il s'agissait de la succession de la fille Calais, décédée au Havre, la 5 flor. an 3, sans laisser d'héritiers en ligne directe. — Elle avait laissé dans la ligne maternelle, pour parens collatéraux, les filles Lecacheux, et Anne-Thérèse Hieronard, — les filles Lecacheux descendant d'un aïeul maternel, et Anne-Thérèse Hieronard descendant d'un trisaïeul maternel.

Ces deux ascendans de la fille Calais étaient étrangers l'un à l'autre, quoiqu'ils fussent tous deux dans la ligne maternelle.

Anne-Thérèse Herrouard, descendant du trisaïeul, avait prétendu qu'elle était appelée, par la loi du 17 nivôse, à recueillir dans la succession de la fille Calais moitié de la portion affectée à la ligne maternelle, et les filles Lecacheux, descendant du bisaïeul, avaient soutenu, de leur côté, qu'elles l'excluaient et qu'elles étaient seules appelées à recueillir cette portion.

Un jugement arbitral, du 21 pluv. an 7, avait accueilli la prétention d'Anne-Thérèse Herouard.

Sur l'appel, le tribunal civil de la Seine-Inférieure avait rendu, le 8 therm. suivant, un jugement confirmatif.

POURVOI en cassation, fondé sur une contravention à divers articles de la loi du 17 niv. an 2, et notamment à l'art. 77, portant que ceux qui descendent des ascendans les plus proches excluent ceux qui descendent d'ascendans plus éloignés.

par Cambesdres, an mesidor an 4, lui du 17 nivôse qui s'y trouvait insérée avait-elle été modifiée à cet égard... Ces modifications consistent à restreindre l'appel général de tous les héritiers, de manière que, suivant l'art. 615, il ne devait y avoir qu'une première division absolue en deux moitiés, l'une pour la ligne ou parenté paternelle, l'autre pour la ligne ou parenté maternelle, et que, suivant l'art. 616, les plus proches de chaque ligne devraient être oncles.

Peu de temps après, et dans une consultation d'ailleurs, le 16 therm. an 4, l'aut affaire relative au partage des successions des frères Trudaine, Tronchet et Ferry avait soutenu que, d'après les dispositions mêmes de la loi du 17 niv., la représentation à l'infini admise par cette loi se trouvait restreinte à la préférence, à quelque degré d'éloignement qu'en soit, du plus proche héritier, tant dans la parenté paternelle que dans la parenté maternelle. — Depuis, Tronchet et Ferry ont trouvé pour partisans de leur système Cambacérès, Berlier, Jacquemont, Viellart, Farard, Grenier, Granois, etc.

Le premier sens attribué à la représentation à l'infinit, admise par la loi du 17 niv., a eu pour soutiens les citoyens Portalis, Target, Abrial, Muraire, Tronçois-Ducoudray, Lasaudade, Bergiar, Poirier, Farisot, Mailhe, etc.

Lorsque la question qui divisait les juriconsultes, se présenta pour la première fois au tribunal de cassation, ce tribunal, par jugement du 24 germ. an 6, ordonna un référé au corps législatif. — Jacquesmines, au nom d'une commission spéciale chargée de faire un rapport sur ce référé, proposa un projet de résolution destiné à confirmer le nouveau sens donné à la loi du 17 niv. par Trouchet et Ferey.

Quelques membres le combattirent, et réfutèrent le système de la commission, comme contraire aux principes d'égalité et de division des propriétés, qui avaient servi de base à la loi du 17 niv.; ils s'attachèrent principalement à démontrer que le corps

Les principaux raisonnemens déjà faits à l'appui des deux systèmes opposés ont été reproduits par les défenseurs des parties.

Le commissaire Arnaud, s'appuyant sur la dernière jurisprudence du tribunal, a conclu à la cassation. — Ses conclusions ont été suivies sans difficulté.

JUDGMENT

LE TRIBUNAL :—Vu l'art. 77 de la loi du 17 niv. an 2 ;—Attendu que tous les collatéraux qui descendent d'ascendants maternels d'un défunt, quoique ces ascendants soient de diverses branches, sont descendants de la même ligne respectivement au défunt, c'est-à-dire, de la ligne maternelle ;—Attendu qu'on ne peut dire que ces collatéraux soient de lignes différentes, que lorsqu'on les considère entre eux, mais non lorsqu'on les considère respectivement au défunt, par rapport auquel ils sont tous dans la ligne maternelle ;—Attendu que ces mêmes collatéraux ne doivent être considérés que dans leur rapport avec le défunt, puisque la parenté avec celui-ci est l'unique base du droit à sa succession ;—Attendu que quand les législateurs ont inséré dans l'article précité ces mots : *De la même ligne*, ils ont entendu parler de la même ligne respectivement au défunt ; qu'indépendamment de la lettre de cet article, cela résulte encore de l'ensemble de la loi dont il fait partie ; et qu'ainsi le jugement attaqué est contraire au dit article en admettant la défenderesse, qui ne descend que d'un trisaïeul maternel de la fille Calais, à concourir dans

législatif ne pouvait rendre une loi sur le référé du tribunal de cassation, sans faire un acte judiciaire, sans juger le procès qui avait donné lieu à ce référé; ils demandèrent, en conséquence, qu'il fût passé à l'ordre du jour par et simple sur le référé du tribunal de cassation, du 24 germinal an 6. — Cette proposition fut adoptée dans la séance du 8 nivôse an 7.

Cet arrêté d'ordre du jour ayant ressaisi le tribunal de cassation, la question y fut de nouveau agitée solennellement: le citoyen Viellart plaidant pour le nouveau système, et le citoyen Lamudade pour le premier, qu'il parvint à faire adopter le 18 germ. an 7.

Le tribunal décida qu'il résultait des art. 83, 84, 85, 86 et 87, « qu'en succession collatérale, la moitié, soit paternelle, soit maternelle, des biens du défunt, devait, à tous les degrés de l'ascendance, et à défaut de descendance de chaque ascendant, et diviser et subdiviser de moitié en moitié entre les descendants du degré supérieur la plus proche de la ligne paternelle ou maternelle de cet ascendant, et les descendants du degré, soit égal, soit inférieur, de l'autre ligne du même ascendant. — Que, suivant les art. 77, 78, 79, 80 et 81, les descendants des ascendants plus proches n'excluaient ceux qui descendaient des ascendants plus éloignés que lorsqu'ils étaient de la même ligne, et non lorsque les descendants étaient issus des uns de la ligne paternelle et les autres de la ligne maternelle du même ascendant ».

Le 28 mars suivant, il rendit un jugement par défaut, portant cassation d'un jugement du tribunal civil de la Lys, qui avait adopté le nouveau système. — Il y fut formée opposition, et le 12 brum. an 9 (N. à cette date), fut rendu un jugement motivé avec la plus grand soin, qui consacra la nouvelle interprétation proposée par Tronchet. La même doctrine se retrouve dans le jugement ci-dessus, — F. dans la note qui accompagne le jugement du 12 brum. an 9, l'indication de plusieurs autres décisions conformes.

sa succession avec les demandeurs qui descendent d'un bisainc également maternel de cette fille; — Casse, etc.

Du 13 flor. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Bazire. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

JUGE DE PAIX. — PÉREMPTION. — INCIDENTS.

Sous l'empire de la loi du 18 oct. 1790, la péremption d'une demande portée devant la justice de paix était irrévocablement acquise, par cela seul que la cause n'avait point été mise en état de recevoir jugement dans les quatre mois, encore bien que la procédure ait été retardée par des incidents et des interlocutoires. (L. 18 oct. 1790, tit. 7, art. 7.) (1).

(Robertson—C. Clisorius.)

En l'an 7, les cit. Clisorius et Aubé s'associèrent pour l'exploitation d'un spectacle d'expériences physiques auquel ils donnèrent le nom de *fantasmagorastase*.

Le cit. Robertson qui dirigeait l'établissement de même nature, sous le nom de *fantasmagorie*, les assigna, comme plagiaires, le 18 germ. an 8, devant le juge de paix, et le 23 du même mois il obtint un jugement par défaut qui confiscait les appareils de ses concurrents. — Opposition par Clisorius et Aubé. — Une première expertise est ordonnée par le juge de paix. — Cette expertise étant favorable à Clisorius, Robertson en demande une seconde qui est ordonnée par jugement du 1 vend. an 9.

Clisorius interjette appel de ce jugement; il soutient que la citation de Robertson ayant été donnée le 18 germ. an 8, son effet légal a cessé le 18 therm. suivant.

Jugement du tribunal de la Seine qui accueille ce système.

Pourvoi en cassation par Robertson. — Il soutient que la loi, en enjoignant aux parties de mettre leur cause en état d'être jugée dans les quatre mois, n'a vu vouloir les réduire à l'impuissance d'obtenir justice. Si des incidents s'étaient, si des interlocutoires, des vérifications, des expertises sont nécessaires pour l'instruction de l'affaire, et consomment une partie de la totalité du délai, il est impossible d'admettre qu'il y ait déchéance. Il y a donc une distinction à faire entre les causes ordinaires de la juridiction des juges de paix, et celles qui, comme dans l'espèce, entraînent des vérifications difficiles et multipliées, et cette distinction est commandée par la nature des choses.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que le tribunal de première instance de la Seine, en déclarant l'instance périmée n'a fait une juste application de l'art. 7, tit. 7, de la loi du 18 oct. 1790, et n'a violé aucune autre loi; — Rejette etc.

Du 13 flor. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit.

(1) Cette décision peut paraître rigoureuse, mais elle était commandée par le texte formel de la loi des 16-24 août 1790. Les inconvénients qu'elle pouvait entraîner dans certains cas, ont été sagement prévus et évités par le Code de proc., qui dispose (art. 15) que, dans les cas où un interlocutoire aurait été ordonné, le délai de quatre mois ne commencera à courir que du jour du jugement interlocutoire. — *F.* du reste, sur les différences qui peuvent exister entre la loi de 1790 et le Code de proc., relativement au délai dans lequel la procédure doit être mise à fin, la note qui accompagne le jugement du 13 therm. an 10 (*aff. Paillet*).

(2) La jurisprudence est constante sur ce point. *F. Cass.* 26 plur. an 2, et la note; 14 mars 1821,

Maleville. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst. — *Pl.*, les cit. Lebon et Raval.

MINISTÈRE PUBLIC. — CONCLUSIONS.

Dans les causes où la loi exige que le ministère public soit entendu, il ne suffit pas de la simple présence des commissaires du gouvernement, à l'audience où la cause est plaidée; il faut encore que ces commissaires donnent des conclusions (3).

(Grimaud—C. Davin.)

Le tribunal d'arrondissement de Systeron avait, par jugement du 11 niv. an 9, révisé Jean-Antoine Davin, d'une demande contre lui formée par Jeanne Brun, femme de François Grimaud, sans avoir entendu le commissaire du gouvernement, dont le nom se trouvait seulement énoncé à la fin du jugement, à la suite de celui des juges, de cette manière: « Fait en l'audience publique, le 11 niv. an 9; présents, Tuffier, etc., et Legend, commissaire du gouvernement. » — Ce jugement a été cassé comme contrevenant à l'art. 3, tit. 8 de la loi du 24 août 1790, qui veut formellement que les commissaires du gouvernement soient entendus dans toutes les causes des femmes mariées.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 3 du tit. 8 de la loi du 24 août 1790, qui est ainsi conçu: « Les commissaires seront entendus dans toutes les causes des pupilles, des mineurs, des femmes mariées, et dans celles où les propriétés et les droits, soit de la nation, soit d'une commune, seront intéressés; » — Considérant que lorsque la loi a dit que les commissaires seront entendus, elle ne peut être censée se contenter d'une simple présence de leur part, et que rien n'est plus opposé à la manifestation qu'elle exige de leur sentiment sur la défense de ceux dont il s'agit, que leur silence absolu; — Donne défaut contre Davin, faute d'avoir comparu ni fourni de défenses, et pour le profit; — Casse, etc.

Du 13 flor. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Maleville. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst. — *Pl.*, le cit. Mousallé.

BILLETS A ORDRE. — CARACTÈRES. — AVAL. — PROTÊT.

Sont réputés billets à ordre, les billets portant ordre, quoique souscrits entre particuliers non négociés, à quoique non négociés. — En conséquence, le recours contre la caution ou donneur d'aval a dû être exercé dans la quinzaine du protêt, d'autant qu'il n'importe pas moins à celui qui a mis son aval sur un billet à ordre, qu'à celui qui a endossé une lettre de change, d'être promptement averti du défaut de paiement du billet. (Ord. 1673, tit. 5, art. 13, 15 et 32.) (3)

14 avril 1830; 20 juillet 1836 et 6 juin 1837 (Volume 1837). — Les opinions des auteurs sont conformes. *F. Merlin, Répert.*, v° *Ministère public*, § 7; *Berriat, Proc. civ.*, p. 25, not. 31; *Ortolan, du Ministère public*, t. 1^{er}, p. 80; *Boncenne, Théorie de la procél.*, t. 2, p. 287; *Thomine-Dessaurès, Comm. du Cod. proc.*, t. 1^{er}, p. 196.

(3) Ce que décide ce jugement, abstraction faite des circonstances mentionnées dans la notice ci-dessus, c'est que le porteur d'un billet à ordre perd son recours contre le donneur d'aval, faute de lui avoir fait notifier le protêt dans la quinzaine. Cette décision est en harmonie avec celle du jugement ci-dessus rapporté sous la date du 9 de ce même mois de floréal, et duquel il résulte que, quand

(Parsy—C. Carpentier.)

Le 11 vent. an 8, la dame Hubert avait souscrit en faveur de Jean-Baptiste Parsy, deux billets à ordre de 1,000 fr. chacun, payables le 10 prair. suiv.—Au bas de chacun de ces billets était écrit : « Au défaut de l'obligé, je promets payer les 1,000 fr., montant du présent billet, signé Carpentier. »

Ces billets n'ayant pas été acquittés à leur échéance, Parsy les avait fait protester dans les dix jours suivans, et avait fait condamner la dame Hubert, par jugement du tribunal de commerce d'Arras, du 4 brum. an 8, à lui en payer le montant. — Il avait ensuite poursuivi Carpentier comme caution.—Le 15 pluv. an 8, il l'avait cité au bureau de paix, et le 13 vent. suiv., devant le tribunal civil du Nord, pour le faire condamner, par suite de son cautionnement, à lui payer les 2,000 fr., montant des deux billets à ordre, du 11 vent. an 8.

Carpentier l'avait soutenu non recevable dans sa demande, faute par lui d'avoir exercé son action dans la quinzaine après le protêt des billets.

Cette fin de non-recevoir était fondée sur l'art. 32 du tit. 5 de l'ordonnance de 1673, portant que, faute de paiement du contenu dans un billet de change, le porteur fera signifier ses diligences à celui qui aura signé le billet ou l'ordre, et l'assignation en garantie sera donnée dans les délais prescrits pour les lettres de change, c'est-à-dire dans la quinzaine après le protêt.

Parsy avait répondu que par ces mots à celui qui aura signé le billet ou l'ordre, il ne fallait entendre que le tireur et l'endosseur, et non la caution; et que par conséquent la déchéance établie par l'art. 32 du tit. 5 de l'ordonn. de 1673, devait être restreinte à la garantie des tireurs et endosseurs.

Ainsi toute la difficulté consistait dans l'interprétation de ces mots : à celui qui aura signé le billet ou l'ordre.

Joussé dit que par ces mots, il faut entendre « ceux qui ont mis leur aval ou ordre sur le billet; et ceux qui l'ont souscrit, autres que celui qui l'a signé, et à qui cette signification serait utile, étant lui-même débiteur; » et il cite à cet égard Savary.

Le tribunal civil du Nord ne s'était pas arrêté à la fin de non-recevoir. Il avait adopté le système de Parsy.

Sur l'appel, le tribunal civil de Douai avait pensé, au contraire, que ces termes, qui se trouvent dans l'art. 32 : à celui qui aura signé le billet ou l'ordre, ne pouvaient s'entendre que des cautions ou metteurs d'aval, et non des tireurs; et que dès lors, d'après les dispositions de cet article ainsi entendu, on était tenu de faire, à l'égard des cautions et des metteurs d'aval, les mêmes diligences qu'à l'égard des endosseurs.—Le tribunal avait en conséquence déclaré Parsy non recevable dans sa demande en garantie formée contre Carpentier.

POURVOI en cassation fondé sur une fausse application de l'art. 32 du tit. 5 de l'ordonn. du commerce, et par suite sur une contravention aux lois générales qui accordent trente années pour l'exercice des actions résultant de toutes promesses et obligations.

Il ne s'agissait pas, disait-on pour Parsy, de lettres de change ni de billets négociés; c'étaient deux billets simples entre particuliers non négociés, à ordre, il est vrai, mais non sortis des

l'aval n'a pas le caractère d'une simple garantie, il a tous les effets de l'endossement, et soumet le porteur, qui veut conserver ses droits contre celui qui

II.—1^{re} PARTIE.

main du créancier originaire au bénéfice duquel ils avaient été souscrits.—Or, pour ces sortes de billets, l'action qui en résulte contre les souscripteurs et leurs cautions dure trente ans. Il n'était donc pas besoin de faire le protêt de ces billets dans les dix jours de leur échéance, ni par conséquent d'en faire la dénonciation à Carpentier dans la quinzaine suivante, parce qu'il n'en était ni le tireur ni l'endosseur; qu'il n'avait point fait les fonds, et que le non-avertissement ne pouvait lui causer aucun préjudice, puisqu'il restait toujours assujéti au paiement pendant trente ans.

On reproduisait encore pour Parsy le système que celui-ci avait présenté devant les juges de première instance et d'appel.—Et l'on concluait que le tribunal d'appel de Douai avait fausement appliqué l'art. 32 du tit. 5 de l'ordonn. de 1673, en étendant la déchéance prononcée par cet article à une espèce de billets et à un cas dont il ne parle pas.

Carpentier répondait que les billets dont il s'agit n'étaient pas de simples billets, mais de véritables effets de commerce; — Que Parsy l'avait lui-même reconnu, en traduisant la dame Hubert, simple rentière, au tribunal de commerce d'Arras, pour obtenir condamnation contre elle; — Que toutes les règles de l'ordonnance sur les billets de commerce, devaient donc s'appliquer aux billets en question et à la caution du débiteur principal; et que le tribunal d'appel de Douai avait fait une juste application de l'art. 32 du tit. 5 de cette ordonnance, en prononçant la déchéance contre le porteur, faute d'avoir fait ses diligences vis-à-vis la caution, dans les délais fixés par les art. 13, 15 et 32.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que, suivant les art. 13 et 15 du tit. 5 de l'édit du commerce, ceux qui ont tiré ou endossé des lettres de change, doivent être poursuivis en garantie dans la quinzaine après le protêt; faute de ce, les porteurs sont non recevables dans toute demande à leur égard; — Que suivant l'art. 32 du même titre, le porteur d'un billet de change doit faire ses diligences et exercer sa garantie contre celui qui a signé le billet ou l'ordre, dans le délai prescrit pour les lettres de change; et que par ces termes, celui qui aura signé le billet ou l'ordre, le législateur n'a pu entendre parler que des endosseurs et metteurs d'aval, et nullement du tireur, qui est le débiteur même du billet, auquel la signification en a déjà été faite; — Considérant que, dans l'usage du commerce, ceux qui ont mis leur aval sur des lettres ou billets négociables, sont entièrement assimilés aux endosseurs; et qu'il n'importe pas moins à celui qui a mis son aval sur un billet à ordre qu'à celui qui a endossé une lettre de change, d'être promptement averti du défaut de paiement de ce billet, pour pouvoir utilement exercer son recours contre le tireur qui peut devenir insolvable; — Rejette, etc.

Du 14 flor. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maieville. — Pl., le cit. Guichard.

1^o EXECUTOIRE DE DÉPENS.—CASSATION.2^o INSCRIPTION DE FAUX.—ACTE AUTHENTIQUE.

—FAUX MATÉRIEL.

1^o Les simples exécutoires de dépens ne peuvent être attaqués par la voie de la cassation (1).

2^o L'inscription de faux n'est pas toujours nécessaire pour détruire, dans une instance

la souscrit, à l'obligation de lui notifier le protêt dans la quinzaine.

(1) Il ne peut y avoir ouverture à cassation que

civile, une pièce matériellement fausse, encore qu'elle ait les caractères extérieurs d'un acte authentique; il peut se faire que les altérations, additions ou surcharges, soient tellement évidentes, qu'à l'aspect seul de la pièce prétendue fausse, il ne reste aucun doute sur le faux (1).

(Les frères Mouchot — C. L'héritier.)

Le 19 vend. an 9, le tribunal d'appel de Bourges avait rendu un jugement par défaut contre le citoyen L'héritier, au profit des frères Mouchot. Ceux-ci le firent signifier, le 22 brum. suivant, à leur adversaire, qui y forma opposition le 4 frim. de la même année. Les frères Mouchot la soutinrent non recevable, sur le fondement qu'elle était tardive et qu'elle aurait dû être formée dans la huitaine de la signification du jugement, conformément à l'art. 3, tit. 35, ordonn. de 1667. — Le cit. L'héritier, en représentant le copio signifié de l'exploit contenant cette signification, y fit remarquer des surcharges qui portaient précisément sur la date du jour où il avait été signifié. En conséquence, il somma les frères Mouchot de déclarer s'ils entendaient se servir de cet exploit, en leur annonçant qu'en cas de réponse affirmative de leur part, il prendrait la voie de l'inscription de faux. — Les frères Mouchot répondirent : qu'ils entendaient se servir de l'exploit, qu'ils ne le maintenaient sincère, que quant à ce qui était de leur fait.

25 prair. an 9, jugement du tribunal d'appel de Bourges, qui admet l'opposition du citoyen L'héritier, par ces motifs : que l'exploit, dont s'agit, contient une surcharge manifeste sur l'indication du jour où il a été signifié; que l'on trouve, dans le corps de l'exploit, des ratures non approuvées; que le relevé du bureau de l'enregistrement établit une date différente de celle de l'exploit même; qu'un acte nul est comme non avenu, et qu'ainsi le jugement du 16 vend. est censé n'avoir jamais été signifié.

POURVOI en cassation de la part des frères Mouchot contre ce jugement, pour violation de l'article 3, titre 35 de l'ordonnance de 1667, qui exige que l'opposition soit faite dans la huitaine de la signification du jugement par défaut,

contre un jugement, et un exécutoire de dépens n'en est point un, comme le déclare avec raison la décision que nous recueillons. Un jugement ne peut être en effet qu'un acte émané d'un tribunal entier; or, d'après les art. 24 et 26 de l'ordonn. de 1667, la signature du juge-commissaire au bas du montant de la taxe, suffisait pour qu'il en pût être délivré exécutoire. Il en est de même aujourd'hui, sous l'empire du décret du 16 fév. 1807 (art. 2 et suiv.) Mais la voie de cassation peut être ouverte à l'occasion d'un exécutoire de dépens, lorsqu'il a été formé opposition à cet exécutoire et qu'un jugement a été rendu sur l'opposition. — *V. en ce sens, Cass. 12 mai 1812; 27 avril 1825; 25 avril 1827, et au surplus, Jurisprud. du XIX^e siècle, vis Dépens et Exécutoire de dépens.*

(1) C'était une jurisprudence admise longtemps avant la promulgation de nos Codes (*V. les conclusions de Merlin dans cette affaire, Quest. de droit, v^o Inscription de faux*). Depuis, de nombreux arrêts l'ont de nouveau consacrée; *V. 18 août 1813; 20 février 1821; 12 janvier 1823 (Volume 1833); 17 déc. 1835 (Volume 1835)*, et nos observations sur ce dernier arrêt. Cependant quelques auteurs pensent qu'en vertu de l'art. 1319 du Code civil, l'inscription de faux est au moins nécessaire pour suspendre l'effet d'un acte authentique, mais qu'aussitôt après cette inscription les juges sont maîtres

et pour contravention aux lois qui assurent pleine foi aux actes authentiques jusqu'à l'inscription en faux, toujours nécessaire pour en détruire l'effet. — Le pourvoi était aussi dirigé contre un exécutoire de dépens du 9 vend. an 10.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — En ce qui touche l'acte du 9 vend. an 10, qualifié jugement par les demandeurs en cassation; — Considérant que cet acte n'est rien autre chose qu'un exécutoire de dépens adjugés par jugement d'appel de Bourges, du 23 therm. an 9; et que le tribunal de cassation n'a pas le droit de connaître des demandes en cassation de simples exécutoires de dépens; — Déclare les cit. Mouchot frères non recevables en leur requête en cassation de l'exécutoire de dépens dudit jour 9 vend. an 10;....

En ce qui concerne le jugement du 25 prair. an 9; — Considérant que le tribunal d'appel de Bourges n'a admis l'opposition du citoyen L'héritier à son jugement par défaut du 19 vend. an 9, que sur le fondement que la signification qui lui en avait été faite, n'ayant pas de date certaine, il était impossible de fixer le jour précis duquel le délai pour l'opposition aurait commencé à courir; en quoi il n'a été contrevenu à aucune loi; — Rejette, etc.

Do 14 flor. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Mursaire. — Rapp., le cit. Bailli. — Concl., le cit. Merlin, comm. — Pl., le cit. Mathias.

CANTONNEMENT. — COMMUNE. — RÉVISION.

De ce que les lois autorisent les communes à demander la révision et la réformation des cantonnemens obtenus par elles ou contre elles, si ne s'ensuivent pas que les communes puissent réussir dans leur demande, si elles ne justifient pas encore de leur entière propriété (2).

(La comm. de la Chassigne — C. Emonin.)

Un arrêt du Conseil rendu en 1778, avait cantonné la commune de la Chassigne dans une portion d'un bois dont elle avait l'usage indéfini, et avait accordé l'autre partie au seigneur Emonin,

d'arrêter les formalités qui doivent la suivre, si l'évidence du faux est telle que ces formalités leur semblent inutiles pour former leur conviction. — *F. Thomine-Desmazures, t. 1, p. 385; Carré, t. 1, p. 556; Berriat, p. 273; Favard, t. 2, p. 557.*

(2) La question de savoir dans quel cas les communes pouvaient, en vertu des lois des 19 septembre 1790 et 28 août 1792, réclamer leur réintégration dans la propriété des biens dont elles avaient été dépossédées par abus de la puissance féodale, s'est présentée dans une multitude de cas et a donné lieu à un grand nombre d'arrêts qui sont énumérés dans la *Jurispr. du XIX^e siècle, v^o Communes*, §. 5. *V. aussi 23 brum. an 7, et la note.* Ces mêmes lois donnaient aux communes le droit de demander la révision des cantonnemens prononcés depuis moins de trente ans, sous l'empire des lois qui les autorisaient. Mais, comme le décide le jugement que nous recueillons, c'est édit donné à ces lois une extension qu'elles ne comportaient pas que d'y voir le droit absolu pour les communes de faire annuler les cantonnemens prononcés par les arrêts des parlements et actes de la puissance souveraine, sans par elles, justifier de leurs droits à la propriété des bois cantonnés. — *V. en ce sens, Cass. 18 brumaire an 11; Merlin, Rép., v^o Communes*, §. 3, et *Quest. de droit, sod. verb.* §. 1^{er}, où sont rapportées ses conclusions dans cette affaire. — *V. aussi Guichard, des Landes, ch. 15.*

—Les lois de la révolution ayant donné aux communes la faculté de revendiquer les biens dont elles avaient été dépossédées par l'effet de la puissance féodale, la commune de la Chassaigne forma contre l'Etat, représentant le ci-devant seigneur Emonin, une action en revendication de la portion de bois adjugée à ce dernier par l'arrêt du conseil de 1778. Mais n'ayant pas établi qu'elle eût eu l'entière propriété du bois dont il s'agit, elle fut déboutée de sa demande par deux jugemens rendus les 11 messid. an 8 et 17 vent. an 9, l'un par le tribunal du Doubs, et l'autre par le tribunal d'appel de Besançon.

POURVOI en cassation, pour violation de l'art. 9 de la loi du 19 sept. 1790, des art. 1 et 8 de la loi du 28 août 1792, et des art. 1 et 8 de la 4^e section de la loi du 10 juin 1793.

L'art. 9 de la loi du 19 sept. veut que les tribunaux de district puissent réviser et réformer, s'il y a lieu, les cantonnemens prononcés depuis moins de trente ans par arrêts du conseil, sans qu'un préalable le fond des droits de propriété ou d'usage ait été convenu, ou, en cas de contestation, jugé par les tribunaux ordinaires. Mais les jugemens attaqués n'ont pas déclaré que la commune de la Chassaigne n'avait pas le droit de demander la révision du cantonnement fait en vertu de l'arrêt du conseil, ils ont seulement déclaré que ce cantonnement avait été légitimement fait, et en cela ils n'ont point violé la loi du 19 sept. 1790. — La violation des art. 1 et 8 de la loi du 28 août 1792 n'est pas mieux établie. Ces articles n'ont aucun rapport avec la demande de la commune; cela résulte de l'art. 6 de la même loi, ainsi conçu : « Tous les cantonnemens prononcés par édits, déclarations, arrêts du conseil, lettres patentes et jugemens, ou convenus par transactions ou autres actes de ce genre, pourront être révisés, cassés ou réformés par les tribunaux de district. » Cet article ne dit pas que les arrêts du conseil seront cassés, mais qu'ils pourront l'être; et l'art. 8 ajoute qu'ils le seront lorsque les communes justifieront avoir anciennement possédé. Or, les jugemens dont la commune de la Chassaigne demande la cassation, n'ont pas reconnu qu'elle eût anciennement possédé comme propriétaire. — Enfin, ces jugemens n'ont pas violé les art. 1 et 8 de la 4^e section de la loi du 10 juin 1793. Dans ces articles il ne s'agit que de terres vaines et vagues, gasies, garriques, landes, pacages, etc.; mais il n'y est pas plus question des bois que des prés, des vignes ou des terres de labour, et si l'on pouvait y comprendre les uns, il n'y aurait pas de raison pour en exclure les autres.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant... que les demandeurs n'ayant aucunement prouvé qu'ils eussent jamais été propriétaires des bois contestés, et que le contraire ayant même été jugé dans la contestation qui précéda les arrêts du conseil de 1778 et 1779, ils ne se trouvent point dans les cas prévus par les lois de 1790, 1792 et 1793; — Rejette, etc.

Du 14 flor. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Murale. — Rapp., le cit. Brillat-Savarin. — Concl., le cit. Merlin, comm.

DOUANES. — PROCÈS-VERBAL. — CITATION.

Du 17 flor. an 10 (aff. Lurgens). — Même décision que par le jugement du 10 du même mois (aff. Delille).

(1) F. Cass. 6 fruct. an 9 et 26 brum. an 9, et les not.

1^o ABROGATION DES LOIS — LOIS D'EXCEPTION. — REBELLES.2^o REBELLION. — COMPÉTENCE.

1^o L'abrogation des lois ne se présume pas; en conséquence, la loi du 30 prair. an 3, qui défère aux tribunaux militaires les rebelles arrêtés dans des rassemblemens armés, n'a pas cessé d'être en vigueur depuis la promulgation de la constitution du 22 frim. an 8 (1).

2^o L'instigateur d'un rassemblement de rebelles armés pour arrêter les diligences et commettre des assassinats, est justiciable d'un conseil militaire et non d'un tribunal criminel. (LL. 30 prair. an 3, art. 6; 1^{er} vend. an 4.) (2)

(Macarty) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} vendém. an 4; — Vu aussi l'art. 3 de la loi du 30 prair. an 3; — Attendu que l'abrogation des lois ne se présume pas et qu'il n'existe aucune loi expressément abrogatoire des lois des 30 prair. an 3 et 1^{er} vendém. an 4, qui doivent en conséquence recevoir leur application dans tous les cas où elles sont applicables; — Attendu que la solution de la question de savoir si ces lois doivent régler la compétence sur la prévention élevée contre J.-B. Macarty, dépend de la nature de cette prévention; que les charges et informations établissent la prévention d'une tentative d'assassinat avec des circonstances semblables à celles qui ont accompagné les crimes trop multipliés, commis par des rebelles armés dans les départemens de l'Ouest; que particulièrement, ladite prévention porte sur une distribution d'armes, de poudre, de cartouches, sur une tentative d'arrestation au nom du roi, par des hommes munis de cocardes blanches et porteurs d'un ordre écrit de conduire les voyageurs arrêtés devant deux anciens chefs de rebelles, sur l'ordre, après qu'ils seraient descendus de voiture, sous prétexte d'être conduits devant le cit. Châtillon, d'user de leurs armes pour les assassiner et de les enterrer au lieu même de la scène à l'aide de pelles et pioches apportées à cet effet; qu'il résulte des pièces que les circonstances qui devaient accompagner la tentative d'assassinat n'avaient pas seulement pour objet de donner le change sur la nature du délit et de couvrir un délit privé des couleurs de la rébellion armée, puisque les charges établissent encore la prévention d'avoir proposé de former ensuite une bande destinée à voler les diligences; qu'un premier crime médité par son auteur, comme l'engagement à une série d'autres crimes, participe de la nature de ces crimes et peut être regardé comme le principe et le germe d'une rébellion armée; qu'ainsi et sous tous les rapports, il résulte des charges et informations contre J.-B. Macarty la prévention d'avoir été l'instigateur d'un rassemblement de rebelles armés sans l'autorisation des autorités constituées, pour assassiner, voler, arrêter les diligences et particulièrement arrêter au nom du roi plusieurs citoyens de Nantes dans la bande de Pecquels et les y assassiner, prévention qui détermine l'application de l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} vendém. an 4, et rend les tribunaux militaires seuls compétens; — Casse; etc.

Du 17 flor. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Borel. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

VOL. — JARDIN. — MAISON HABITÉE.

Le vol commis dans un jardin qui ne tenait pas immédiatement à une maison habitée, n'était

(2) F. Rép., v^o Conseil de guerre, n^o 1^{er}.

passible que de la peine correctionnelle portée par l'art. 10 de la loi du 25 frim. an 8. (C. 1791, 2^e part., tit. 2, sect. 2, art. 36.) (1)

(Carnus.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 10 de la loi du 25 frim. an 8 et la 1^{re} disp., art. 456 du Code des délits et des peines; — Considérant qu'il a été déclaré, par le jury de jugement, que le jardin où le vol a été commis ne tient pas immédiatement à une maison habitée; que la question posée sur cette circonstance aggravante ayant été répondue négativement, le délit, tel qu'il était légalement caractérisé, rentrait dans l'application de l'art. 10 de la loi du 25 frim. an 8, précité; que le tribunal criminel du département de la Seine, en infligeant au demandeur les peines prononcées par l'art. 20, sect. 2^e, tit. 2 du Code pénal, a fait une fausse application de la loi pénale; — Casse, etc.

Du 18 flor. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Liger-Verdigny. — Concl., le cit. Pons, subst.

JURY. — TÉMOINS. — DÉCLARATIONS ÉCRITES. — Sous le Code du 3 brum. an 4, il était interdit à peine de nullité, de mettre sous les yeux des jurés un acte contenant des déclarations d'individus qui n'avaient point été appelés ni entendus aux débats. (C. 3 brum. an 4, art. 365.) (2)

(Mondette.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 365 du Code des délits et des peines; — Et attendu qu'il a été annexé à l'acte d'accusation, et, conséquemment, communiqué aux jurés un acte d'huissier du 5 thermid., qualifié de procès-verbal, qui contient des déclarations d'individus qui n'ont point été appelés ni entendus aux débats; qu'ainsi il y a eu contravention à l'art. 365 du Code du 3 brum., qui est prescrit à peine de nullité; — Casse, etc.

Du 18 flor. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Barris. — Concl., le cit. Pons, subst.

ARBRES. — MUTILATION. — FERMIER.

L'art. 14, tit. 2 de la loi du 28 sept.-6 oct. 1791, qui punit de peines correctionnelles ceux qui écorcent ou coupent les arbres d'autrui, ne s'applique pas au fermier qui, en faisant ses labours, coupe ou endommage les racines des arbres du propriétaire; et fait ne peut donner lieu qu'à des dommages-intérêts (3).

(Guesnier — C. Lesage.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 14, tit. 2 de la loi du 6 oct. 1791; — Attendu que, d'après ce qui se trouve énoncé en la citation donnée aux réclamaux par Jacques-Salomon Lesage, pour comparaître devant le tribunal de police correctionnelle de l'arrondissement de Louviers et y procéder sur les faits qui leur étaient imputés, le plaignant reconnaissait lui-même que c'était en faisant, au pied des arbres dont il s'agit, les labours qu'il était du devoir des fermiers de faire faire, que des racines des arbres avaient été coupées ou endommagées; que la loi ne présente pas par lui-même un délit du genre de ceux prévus par l'art. 14 de la loi ci-dessus citée; qu'en suppo-

sant que, par l'effet de cette culture, un plus grand nombre d'arbres eût péri, ce qui, même, n'était pas encore connu et constaté, cela ne pouvait donner lieu qu'à une action en dommages-intérêts par voie civile, pour la dégradation commise; — Attendu que le tribunal criminel de l'Eure n'a, d'ailleurs, par son jugement du 23 pluvi. dernier, établi aucune circonstance particulière qui pût faire caractériser délit l'acte dont il s'agit; d'où il suit qu'en reformant le jugement du tribunal de police correctionnelle, qui avait renvoyé à fins civiles, et en déclarant qu'il y avait lieu, dans l'espèce, à la voie criminelle, il a été fait une fausse application de la disposition dudit art. 14, tit. 2 de la loi du 6 oct. 1791; — Casse, etc.

Du 18 flor. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Rataud. — Concl., le cit. Pons, subst.

APPEL CORRECT. — PARTIE CIVILE. — PEINE.

Le tribunal criminel qui n'est saisi que par l'appel de la partie plaignante, ne peut appliquer des peines au prévenu que les premiers juges ont renvoyé de la plainte. (C. 3 brum. an 4, art. 5, 6, 8, 192 et 193.) (4)

(Bression.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 5, 192 et 193 de la 6^e disp., art. 456 du Code des délits et des peines; — Considérant que l'action publique est distincte de l'action privée; que celle publique ayant pour objet de punir les atteintes portées à l'ordre social appartient essentiellement au peuple, et qu'elle est exercée en son nom par des fonctionnaires publics établis à cet effet; — Considérant, dans l'espèce, que ni le commissaire près le tribunal de police correctionnelle de Thionville ni le commissaire près le tribunal criminel de la Moselle ne se sont rendus appelés du jugement du 21 thermid. an 9, par lequel ledit tribunal correctionnel de Thionville s'est acquitté Nicolas-François Bression et l'a renvoyé hors de cause; quo, quoique la poursuite de la vindicte publique appartienne exclusivement à ces fonctionnaires, et que l'appel de la partie plaignante ne puisse présenter à juger que ses intérêts civils, néanmoins le tribunal de police correctionnelle de Brie et le tribunal criminel de la Moselle, par leurs jugements des 2 frim. et 1^{er} vent. dernier, ont appliqué audit Nicolas-François Bression les peines portées par la loi, sans qu'il y eût de poursuite de la part du ministère public; — Casse, etc.

Du 18 flor. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Rupérou. — Concl., le cit. Pons, subst.

1^o JUGEMENT. — SECTIONS RÉUNIES. — FIN DE NON-RECEVOIR.

2^o JUGEMENT PAR DÉFAUT. — EXÉCUTION.

3^o PRÉEMPTION. — INSTANCE D'APPEL.

4^o CONSIGNATION. — SOMMATION.

5^o CHOSE JUGÉE. — CONSIGNATION.

1^o Sous la Constitution du 5 fruct. an 3, les tribunaux pouvaient juger en sections réunies les causes pour lesquelles ce mode avait été établi par un arrêté (notamment les causes

(1) Le vol commis dans un terrain clos et fermé, lorsque le terrain ne tient pas immédiatement à une maison habitée, punit de quatre ans de détention par le Code de 1791 (tit. 2, sect. 2, art. 20), n'était passible que d'une peine d'un an d'emprisonnement d'après la loi du 25 frim. an 8 (art. 10).

(2) Jurisprudence constante. F. Cass. 26 vent. an 7 (aff. Lepinnet), et 12 oct. an 7 (aff. Harchal).

(3) Cependant, il n'est pas douteux que les peines portées par la loi ne dusse être appliquées au fermier, si l'action avait en elle-même le caractère moral du délit. F. dans ce sens, Cass. 13 juin 1818 et 1^{er} mai 1819.

(4) F. Cass. 23 frim. an 8, et la note, et 10 janvier 1806.

- d'appel); et, d'ailleurs, les parties qui avaient plaidé volontairement devant les sections réunies, se rendaient ainsi non recevables à s'en faire un moyen de cassation (1).
- 2° Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, on pouvait exécuter un jugement avant l'expiration de la huitaine accordée pour y former opposition (2).
- 3° Avant le Code de procédure civile, un appel non relevé n'était pas susceptible de tomber en péremption (3).
- 4° Avant le Code civil, il n'était pas nécessaire, pour la validité d'une consignation, qu'elle fût précédée d'une sommation au créancier d'y être présent (4).
- 5° Le jugement qui déclare nulle une consignation déclarée valable par un jugement antérieur, contrevient à l'autorité de la chose jugée.

(Sacquépée—C. Leroi.)

12 vend. an 4, jugement par défaut du tribunal de Caudebec, qui autorise Leroi à consigner la somme de 33,000 liv., par lui due à Sacquépée, si ce dernier ne la retire dans le jour des mains du notaire qui en était dépositaire.—Le 11, signification de ce jugement à Sacquépée.—Le lendemain 15, Leroi consigne et notifie la consignation à Sacquépée.—Le 21, opposition de ce dernier au jugement du 12; mais il en est débouté par un jugement par défaut du 3 brum. suivant.

Alors Sacquépée attaque la consignation, et un jugement du 4 niv. an 4 la déclare en effet nulle.—Mais, sur l'appel des mineurs Leroi (leur père étant décédé dans le cours de l'instance), il intervient, au tribunal civil du département de l'Oise, un jugement infirmatif du précédent qui déclare an contraire la consignation valable.

Cependant, Sacquépée était parvenu à faire casser le jugement du 5 brum. an 4, par lequel il avait été débouté de son opposition au jugement du 12 vend. précédent.—En conséquence, l'affaire se trouve portée au tribunal civil du Calvados, où il intervient, le 3 pluv. an 8, un jugement par défaut, qui reçoit Sacquépée opposant à celui du 12 vend. an 4, annule ce jugement (qui autorisait la consignation des 33,000 liv.), et déclare cette consignation nulle.—Opposition de la part des mineurs Leroi: mais le 3 therm. an 8,

jugement du tribunal d'appel de Rouen qui rejette cette opposition.

POURVOI de la part des mineurs Leroi contre ce dernier jugement, comme contrevenant à l'autorité de la chose jugée par le jugement du tribunal civil de l'Oise du 5 fruct. an 4, qui avait déclaré la consignation valable.

Et pourvoi, de la part de Sacquépée contre ce même jugement du 5 fruct. an 4, fondé, 1° sur ce qu'il avait été rendu en sections réunies; 2° sur ce qu'il avait déclaré valable une consignation irrégulière, comme faite sans qu'il y eût été appelé, et en vertu d'un jugement par défaut avant l'expiration du délai de l'opposition; 3° un dernier moyen était tiré de ce que le jugement attaqué avait refusé de prononcer la péremption d'un jugement dont l'appel était resté plus de trois ans sans être relevé.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—(Statuant sur le pourvoi de Sacquépée):—Attendu que la réunion des deux sections du tribunal civil du département de l'Oise a eu lieu en vertu d'un arrêté du 8 brum. an 4, qui avait établi ce mode pour tous les appels, et qui fixait le jour de leur jugement au 5 de chaque décade; que non-seulement il n'a point été attaqué, mais qu'encore Sacquépée a cité lui-même au 5, en exécution de cet arrêté; que les parties ont plaidé volontairement devant les sections réunies; et que par ce concours de circonstances, elles se seraient rendues non recevables à faire valoir le moyen pris de cette réunion quand il serait fondé en droit;

Considérant qu'aucune loi ne défendait de mettre à exécution le jugement par défaut du 12 vend. an 4, même avant la huitaine, dès qu'il n'était pas frappé d'opposition, au risque de voir les actes d'exécution anéantis avec le jugement même, par l'événement de l'opposition;

Que, pour lier l'instance, il ne suffit pas d'interjeter appel, mais qu'il faut encore le relever; d'où il suit que l'instance sur cet appel n'a pu être périmée: que d'ailleurs on n'a pas excipé de ce moyen lors des plaidoiries;

Sur le moyen résultant, soit de la précipitation, soit de la clandestinité de la consignation, en ce qu'elle fut faite le 15 vend. à onze heures du matin, quoique le jugement n'ait été signifié que

ordonnée, avant l'expiration du délai de l'opposition.

(3) Il était autrefois admis qu'un appel qui n'était ni relevé ni antieipé, ne produisait pas d'instance, n'était pas susceptible de tomber en péremption. *V. ord. de Roussillon, de 1453, art. 15, ord. de 1493, art. 59.*—La question ne peut plus se représenter aujourd'hui; d'après l'art. 456 du Code de proc. civ., l'acte d'appel serait nul, s'il ne contenait pas assignation, et par conséquent si l'appel n'était pas relevé, en même temps qu'interjeté. *V. Merlin, Quest., v° Péremption d'instance, § 2*, où il signale le cas, unique sans doute, dans lequel la question peut se représenter sous les lois actuelles, par suite d'un renvoi prononcé par la Cour de cassation.

(4) *V. conf., Cass. 20 brum. an 14.*—Cette formalité était consacrée par l'usage, mais aucune loi ne l'imposait; néanmoins, plusieurs arrêts l'ont jugée nécessaire. *V. 1^{er} fruct. an 11, 8 germ. an 13.*—L'art. 1259 du Code civil a fait cesser toute incertitude sur ce point, en ordonnant expressément que la consignation soit précédée d'une sommation signifiée au créancier. — *V. Pothier, Obligations, n° 578; Toullier, Droit civil, n° 207 et 215; Merlin, Quest., v° Consignation.*

(1) *V. sur les différentes questions de cette affaire, les conclusions de Merlin, Quest., v° Sect. des tribunaux, § 1^{er}; Exécution de jug., § 1^{er}; Péremption, § 2; Consignation, § 1^{er}, et Chose jugée, § 4.*

Nous avons déjà rapporté plusieurs décisions portant cassation du jugement rendu en sections réunies. *V. Cass. 11 vend. an 6 et 18 vend. an 7*, et les notes. Dans les différentes espèces, il n'existait pas de règlement qui réservât aux sections réunies les affaires d'une certaine nature, circonstance qui se rencontrait dans l'affaire actuelle. Il n'y a donc point contradiction entre la jugement que nous recueillons ici, et ceux auxquels nous renvoyons. Tout ce qui résulte de ce jugement, c'est qu'un tribunal d'appel pouvait statuer en sections réunies, sans contrevir à l'art. 220 de la constitution de l'an 8, pourvu qu'il ne fût ainsi que se conformer à un règlement établi en vertu, soit de l'art. 35 de la loi des 6-27 mars 1791, soit de l'art. 27 de la loi du 27 vent. an 8. *V. dans le même sens, Cass. 18 brum. an 11.*—Aujourd'hui, est nul l'arrêt rendu en chambres réunies, hors des cas spécifiés par la loi. *V. Cass. 28 février 1828 et 10 nov. 1830.*

(2) L'art. 155 du Code de proc. civ. décide au contraire qu'on ne peut exécuter un jugement par défaut, quand l'exécution provisoire n'en a pas été

le 14 après midi, et de ce qu'il ne lui a été donné aucun ajournement pour être présent à cette consignation; — Attendu qu'elle est l'exécution des jugemens qui condamnaient Sacquépée à recevoir dans le jour, et ce délai passé, autorisaient à consigner; que la consignation, et notamment celle du 12 vend., ne permet pas de s'arrêter à l'illégalité de clandestinité et de défaut d'ajournement dont elle a dû évidemment tenir lieu; — Rejette, etc.

Sur le moyen résultant de la chose jugée: — Vu l'art. 5 tit. 27 de l'ordonn. de 1667, ainsi conçu: « les sentences et jugemens qui doivent passer en force de chose jugée, sont ceux rendus en dernier ressort; » — Considérant, 1^o que la consignation annulée par le jugement du 3 therm. en ordonnant l'exécution du jugement par défaut du 3 pluv. précédent, avait été déclarée valable par le jugement en dernier ressort rendu par le tribunal civil du département de l'Oise, le 5 fruct. an 4; 2^o que la contrariété se rencontre dans les motifs comme dans le dispositif; que l'on met en principe dans le jugement du 3 pluv. an 8, que le jugement du 12 vend. an 4, n'a pu produire aucun effet pendant le délai de l'opposition, tandis que l'autre jugement a décidé qu'il avait pu être mis à exécution jusqu'à ce que l'opposition fut intervenue; et que Sacquépée ne défend en partie le jugement définitif, que par les mêmes moyens par lesquels il attaque celui du tribunal de l'Oise, et notamment par le jugement du 21 flor. an 4; — Considérant que la veuve Lerol et son mari avaient opposé la fin de non-recevoir, fondée sur l'autorité de la chose jugée, et qu'elle n'a pu être rejetée sans tomber dans une contrariété manifeste, qui, suivant l'ordonn. et le règlement de 1738, doit donner lieu à la rétractation du dernier jugement; — Casse, etc.

Du 20 flor. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Coffinhal. — Concl., le cit. Merlin, contr. (concl. conf.) — Pl., les cit. Barret et Chabroud.

CHOSE JUGÉE.—JUGEMENT INTERLOCUTOIRE.—EXPERTISE.

Lorsque des juges d'appel, en infirmant un jugement basé sur une première expertise, ont ordonné une nouvelle expertise, ils ne peuvent, après cette expertise terminée, confirmer le jugement de première instance (1).

(Douanes.—C. Vanloock.)

Les préposés de la douane avaient saisi quatorze caisses comme indûment déclarées contenir du sucre brut, tandis que celui qu'elles contenaient était terré. D'une première expertise il résultait que ces sucres étaient en totalité, des sucres bruts. Néanmoins le juge de paix d'Anvers, du consentement et à la réquisition de Vanloock, sur qui la saisie avait été opérée, ordonna, avant faire droit, que le bureau consultatif du commerce de Paris serait interrogé sur la qualité de ces sucres. Ce bureau ayant déclaré que dix caisses sur quatorze contenaient du sucre terré, jugement du 7 vent.

an 8, par lequel le juge de paix prononce la confiscation de ces dix caisses.

Appel par Vanloock. — Il demande la nullité de la saisie et subsidiairement une nouvelle expertise. La régie s'y oppose à cause du consentement donné par Vanloock à ce que le bureau consultatif fut interrogé.

Néanmoins, le 29 flor. an 8, jugement du tribunal des Deux-Nethes, qui, attendu la non-concordance des rapports, infirme le jugement dont appel et ordonne une nouvelle expertise. De cette expertise comme de la première il résulte que les quatorze caisses ne contenaient que du sucre brut.

15 vend. an 9, jugement du tribunal des Deux-Nethes qui, attendu le consentement donné par Vanloock, devant le juge de paix, à ce que l'on interrogeât le bureau consultatif et, vu l'avis de ce bureau, confirme alors le jugement qu'il avait précédemment infirmé.

Pourvoi de la régie pour violation de la chose jugée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 5, tit. 27 de l'ordonnance de 1667, ainsi conçu: « Les sentences et jugemens qui doivent passer en force de chose jugée sont ceux rendus en dernier ressort, et dont il n'y a appel, ou dont l'appel n'est pas recevable, soit que les parties y eussent formellement acquiescé, ou qu'elles n'en eussent interjeté appel dans le temps, ou que l'appel ait été déclaré péti; » — Et attendu que le tribunal qui a rendu le jugement attaqué avait, par un premier jugement contradictoire et en dernier ressort, du 29 flor. an 8, infirmé le jugement dont est appel, lorsque depuis, et par celui dont la cassation est demandée, il a confirmé ce même jugement; — Et qu'ainsi il s'est élevé contre l'autorité de la chose jugée, et a violé, par suite, l'article ci-dessus cité: — Casse, etc.

Du 21 flor. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Babbille. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DERNIER RESSORT.—VALEUR INDÉTERMINÉE

Une demande tendant à un enlèvement de décombres, au rétablissement d'une porte, et à la réparation d'un chenal, est d'une valeur indéterminée: la tribunal de première instance n'y peut statuer qu'à charge d'appel. (L. 11-24 août 1790, tit. 4, art. 5.) (2)

(Merle.—C. Segrès.)

13 fruct. an 8, jugement du tribunal de Poitiers qui, sans le consentement des parties, statue en premier et dernier ressort sur une demande tendant, d'une manière vague et indéterminée, à un enlèvement de décombres, au rétablissement d'une porte brisée, à la restitution d'un chenal en ferblant et à des dommages-intérêts.

Pourvoi pour violation de la règle des deux degrés de juridiction.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 5, tit. 4 de la loi du 21 août 1790, portant: « Les juges de district

et dont l'expertise nouvelle a démontré le bien jugé au fond.

(2) F. dans le même sens, 26 vend., 11 brum. an 11; Metz, 19 juin 1819; Bordeaux, 20 juin 1828, et, au surplus, *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o *Dernier ressort*, § 2 et 3. — Il n'importe que la valeur, quoique indéterminée, soit évidemment inférieure à 1000 fr.; le principe doit l'emporter F. *Encyclopédie de Panssey, Compétence*, ch. 16.

(1) C'est évident: ce serait là, de la part des juges d'appel, se réformer eux-mêmes, ce qu'ils ne peuvent pas faire. Mais si, d'après le résultat de l'expertise nouvelle, il y a lieu de juger précisément comme il a été jugé d'après l'expertise annulée, c'est le cas pour le tribunal d'appel, non pas de faire revivre par une confirmation, légalement impossible, le jugement annulé, mais, statuant par jugement nouveau, de reproduire les dispositions du jugement annulé par suite du vice de l'expertise,

« connaîtront en premier et dernier ressort de toutes affaires purement personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 1,000 liv. de principal, et des affaires réelles, dont l'objet principal sera de 50 liv. de revenu déterminé, soit en rente, soit par prix de bail; » — Et attendu que, d'après cet article, les juges de première instance ne peuvent prononcer en premier et dernier ressort dans les matières mobilières, qu'autant que la valeur n'en excède pas 1,000 fr., et dans les matières réelles, qu'autant que le principal n'est pas au-dessus de 50 fr. en rente ou par prix de bail; — Et qu'ainsi le tribunal de première instance a prononcé en premier et dernier ressort sur une demande dont le valeur n'était aucunement déterminée, d'où il suit que ce tribunal a commis un excès de pouvoir et est formellement contrevenu à l'article précité; — Casse, etc.

Du 21 flor. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Malesville — Rapp., le cit. Babbie. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., le cit. Guichard.

EVOCATION. — JUGEMENT INTERLOCUTOIRE.

Le tribunal d'appel qui infirme un jugement interlocutoire rendu après que toutes les parties ont pris des conclusions sur le fond, peut évoquer le fond et y statuer (1).

(Dorantière — C. Damas.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que toutes les parties ayant pris en première instance des conclusions sur le fond, on ne peut pas dire que leurs demandes n'aient pas subi le premier degré de juridiction; qu'ainsi, les juges d'appel, en statuant sur le fond et faisant à cet égard ce que dans leur opinion les juges de première instance auraient dû faire, n'ont commis aucune contravention soit au décret du 1^{er} mai 1790, qui exige les deux degrés de juridiction, soit à l'art. 17 de la loi des 16-21 août 1790; — Rejette, etc.

Du 21 flor. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Boyer. — Concl., le cit. Merlin, comm.

CASSATION. — SIGNIFICATION. — COPIE. — DART.

Est nul l'exploit de signification d'un arrêt d'admission, s'il n'est pas fait mention sur la copie du mois dans lequel elle a été faite, alors même que cette mention existerait sur l'original (2).

(Les héritiers Mensinger — C. la veuve Luciot.)

Les héritiers Luciot avoient dénoncé à la censure du tribunal de cassation, un jugement qui déclarait non avenue la clause de viduité, appuée à une donation de Luciot à son épouse, par contrat de mariage de 1789. — Mais avant que le tribunal passât à l'examen du fond, la défenderesse a la cassation s'est constituée demanderesse en déchéance. — Dans le fait, le jugement d'admis-

sion rendu le 21 germ. an 9, fut signifié le 21 flor. suivant. — L'original de la signification était en règle, mais dans le copie, l'huissier avait omis le mot *floréal*. — Il avait écrit : *L'an neuf de la République, et le vingt-un, à la requête, etc.* — La veuve Luciot prétendit que cette copie était sans date et comme non existante; que d'un acte sans date il ne pouvait résulter la preuve de la signification légale dans les trois mois, aux termes de l'art. 30 du titre 4 du règlement de 1738. — Donc déchéance, aux termes du règlement.

Les héritiers répondirent : — Qu'aucune loi ne prononçait la nullité d'une copie mal datée; — Que l'ordonnance de 1101, art. 173, et l'ordonnance de 1667, tit. 19, art. 15, et titre 3, art. 4 (les seules dispositions relatives à la date d'huissier), ne la prescrivent pas à peine de nullité; — Que Jousse et les autres commentateurs de l'ordonnance de 1667 sont unanimes dans cette opinion; — Que d'ailleurs, la violation des formes prescrites par les lois anciennes, n'emporte pas à peine de nullité, si la formalité n'est prescrite positivement sous peine de nullité (Art. 3 de la loi du 27 nov. 1790, et art. 3 de la loi du 4 germ. an 2).

Ainsi, point de nullité dans la copie. Elle n'est point réputée non existante.

Tout ce que dit la disposition invoquée du règlement de 1738, c'est que le jugement d'admission de la requête doit être signifié dans les trois mois, à peine de déchéance.

Donc, pour éviter la déchéance, il suffit de justifier qu'il y a eu une signification dans les trois mois.

Or, cette signification, dans l'espèce, résulte, — 1^o de ce que l'original atteste la signification faite le 21 flor.; — 2^o de ce que l'enregistrement, fait pour constater la date, l'atteste de même; — 3^o enfin, de cette circonstance, que l'huissier, auteur de la signification, est un huissier ancien du tribunal de cassation, investi de sa confiance particulière.

Ainsi point de doute sur le fait qu'il y a eu signification en temps utile. — Donc le vœu du règlement est rempli.

Pour qu'il y eût fondement dans cette demande en déchéance, il faudrait que la loi ordonnât positivement que la preuve de la signification en temps utile résultât à la fois de l'original et de la copie.

Or, ce n'est pas là ce que dit le règlement. — Il ordonne seulement que la signification soit faite; il suppose seulement que de l'acte même il en résulte la preuve. — Que ce soit par l'original, que ce soit de par la copie, si la preuve existe, le vœu du règlement est rempli, il ne peut y avoir déchéance.

La copie et l'original d'un exploit ne sont pas deux actes différents, ayant chacun ses formes particulières, ce sont deux parties essentielles

(1) *F.* dans le même sens, 25 germ. an 10; 24 vent. an 11; 6 déc. 1818. — *F.* aussi Merlin, *Quest. de droit*, v^o Appel, § 14, art. 1^{er}. — C'est un principe constant, en matière civile, dit cet auteur, que tout tribunal d'appel doit, en réformant le jugement qui lui est déféré, faire au fond ce qu'il lui faut faire le tribunal de première instance, c'est-à-dire statuer sur le fond, et la juger définitivement. A il résulte de là que les juges d'appel peuvent évoquer le fond toutes les fois que les parties y ont conclu en première instance; mais qu'ils n'ont pas cette faculté lorsque les premiers juges n'auraient pas pu y statuer (Cass. 19 niv. an 11; 2 fructidor an 12; 6 janv. 1806). *F.* sur cette matière le jugement du 26 vend. an 8 et la note. — *F.* aussi

Berriat, p. 431, et notre *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o Evocation.

(2) *F.* dans le même sens, Cass. 4 frum. an 10, et les arrêts cités dans la note. — *F.* aussi Merlin, *Quest. de droit*, v^o Assignation, § 5, n^o 1. — Cette décision est une conséquence du principe que, pour la défendeur, la copie tient lieu d'original. Il en résulte que dans les cas où sa qu'on appelle la copie, présente des vices qui feraient annuler l'original s'ils s'y rencontraient, la défendeur a la droit de demander la nullité de l'exploit. C'est ce qui a été fréquemment jugé pour tous les exploits en général. *F.* 1^{er} frum. an 13; 5 août 1807; 26 déc. 1810; 9 nov. 1826; 19 mai 1830, et au surplus *Jur. du XIX^e siècle*, v^o Exploit, § 1^{er}.

d'un même tout : la copie et l'original d'une signification ne sont absolument qu'un même acte de signification. — Mais si l'acte de signification est un, s'il n'a pas deux existences, il suffit d'une seule preuve des formalités remplies : la multiplicité de ces preuves ne peut être nécessaire.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 30 du tit. 4 du règlement de 1739, qui ordonne de signifier le jugement d'admission, dans les trois mois, à peine de déchéance. — Considérant que, dans l'espèce, la copie de la signification faite à la défenderesse, du jugement d'admission, ne prouve point qu'elle lui ait été faite dans les trois mois de sa date, puisqu'il n'y est pas fait mention du mois, mais seulement du jour et de l'année; et que la copie d'un exploit tient lieu d'original à celui contre lequel on veut en faire usage; d'où il suit qu'il y a lieu de prononcer la déchéance, aux termes de l'art. 30 précité; — Rejette, etc.

Du 31 flor. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maieville. — Rapp., le cit. Pajon. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., les cit. Guichard et Sirey.

1° GAINS NUPCIAUX ET DE SURVIE. — LÉGITIME. — DONATION MUTUELLE.

2° HÉRITIÈRE. — ACTION. — RENONCIATION.

1° Sous l'empire du droit écrit, les avantages et gains de survie, même réciproques, stipulés par contrat de mariage, sont sujets au retranchement de la légitime des enfants nés depuis ce mariage. (Ordonn. 1731, art. 34 et 35.) (1)

2° Pour pouvoir actionner en justice l'héritier appelé par la loi à une succession, il n'est pas nécessaire de prouver que cet héritier a accepté; il suffit que l'héritier ne prouve point avoir renoncé. (Ord. 1667, tit. 7, art. 2; C. civ., 724, 795 anal.) (2)

(Les héritiers St-Martin.)

Après la renonciation de François Saint-Martin Lavallée à la succession de son père, les dames Moreau et Sicard, ses sœurs, ont formé une de-

mande en supplément de légitime paternelle contre leur frère, le sieur Michel Saint-Martin, institué héritier universel par leur père commun, et contre Marie Gandon, veuve Saint-Martin, leur mère, donataire par son contrat de mariage de l'usufruit de la part de leur père dans la société d'acquêts qui avait existé entre eux pendant leur mariage.

Cette dernière a prétendu que ses droits, résultant d'une donation réciproque faite par contrat de mariage, étaient antérieurs à la naissance de ses enfants, et que, par conséquent, les biens qui lui avaient été donnés n'étaient passés sous l'action en retranchement. Quant au sieur Saint-Martin, il a seulement, en comparaisant au bureau de paix, demandé la communication des titres et pièces, dont il a dit avoir besoin pour se mettre à même d'accepter la succession paternelle, ou d'y renoncer. Néanmoins, sans acceptation ni renonciation de sa part, il s'est opposé à ses sœurs, devant le tribunal civil de Lot-et-Garonne, une fin de non-recevoir, résultant de ce qu'il n'avait jamais pris la qualité d'héritier, et de ce qu'il ne l'était pas, d'après la maxime, n'est héritier qui ne veut.

Ses sœurs ont répondu que, suivant la règle, le mort saisit le vif, celui qui est habile à se porter héritier est réputé saisi, indépendamment même de sa volonté, des biens du défunt, dès l'instant de sa mort; qu'à la vérité, cette saisine peut devenir sans effet, par une renonciation expresse, conformément à la maxime, n'est héritier qui ne veut; mais que, jusque-là, l'héritier présumé peut être recherché comme héritier, qu'il ait ou non acte en cette qualité. — Jugement qui, rejetant les deux fins de non-recevoir, ordonne une composition de masse, pour fixer la portion légitimable.

Appel par Marie Gandon et Michel Saint-Martin; et le 14 therm. an 9, jugement confirmatif du trib. d'appel d'Agen; — « Attendu que, quoiqu'il soit vrai de dire qu'on est époux avant d'être père, il ne l'est pas également que le droit acquis aux époux par leur contrat de mariage, soit antérieur à celui des enfants qui en proviennent, et doit lui être préféré, parce que le but du mariage étant la procréation des enfants, leur intérêt est nécessai-

réciiproquement don de la totalité de leurs biens, d'acquiescer la légitime. C'était là aussi l'opinion de Boucher d'Argis, *Traité des gains nuptiaux*, ch. 18, et de Lebrun, *Traité des successions*, l. 2, chap. 3, section 5, n° 7. — Au surplus, la question est aujourd'hui formellement tranchée, dans le sens de la décision que nous rapportons, par les articles 929 et suivants, et par les art. 1092 et 1093 du Cod. civ. — *V.* cependant un arrêt de cassation, du 20 janv. 1830, qui considère de semblables donations, faites sous l'empire de la coutume de Saint-Omer, comme des conventions matrimoniales. — *V.* aussi pour de semblables donations, faites pendant la durée du mariage, Cass. 1^{re} vent-an 9 et la note.

(2) *V.* en ce sens, Merlin, dans cette affaire, *Quest. de droit, v. Héritier*, § 1; Chabot, *Traité des successions*, sur l'art. 793; Toullier, t. 4, n° 335. — En sens contraire, Liège, 4 janv. 1812. — Le principe consacré par la décision que nous rapportons, et qui, d'après les lois romaines, ne pourrait s'appliquer qu'aux héritiers siens (*Int.*, § 2 de *Hered. qualitate*), a été étendue depuis à toutes les classes d'héritiers présumés. En effet, l'ordonn. de 1667, tit. 7, art. 2, dit positivement, qu'après l'expiration des délais pour faire inventaire et délibérer, celui qui a été assigné comme héritier ne pourra plus en demander de nouveaux, à moins de circonstances particulières, prévues par l'art. 4; et ces dispositions sont à peu près reproduites par le Code civil, dans ses art. 795 et 796.

(1) *V.* dans le même sens, Cass. 24 mai 1808; Bruxelles, 21 juill. 1810; Toulouse, 21 déc. 1821. — Merlin, dans cette affaire, *Quest. de droit, v. Légitime*, § 4; Pothier, *Donation entre époux*, n° 129. — Cette décision est contraire, en ce qui concerne les donations réciproques, à l'opinion de quelques auteurs qui avaient écrit antérieurement à l'ordonn. de 1731. Ils pensaient, en effet, que la réciprocité de la donation détruisait son caractère d'acte purement gratuit, et la faisait dégénérer en acte à titre onéreux (Ricard, *Don mutuel*, chsp. 1, n° 5 et s.; Dumoulin, sur l'art. 169 de la coutume de Blois). De là résultait cette conséquence que les donations mutuelles, n'étant pas des libéralités, ne devaient pas être sujettes à retranchement. Mais ce système a été renversé par l'ord. de 1731, qui d'abord, dans son art. 29, assujettit ces sortes de dispositions à la formalité de l'insinuation, et qui, dans ses art. 34 et 35, soumet au retranchement toutes les donations, sans aucune distinction. *V.* au reste Furgole, sur l'art. 34 de l'ordonn. de 1731; son annotateur Bergier et Pothier, *loc. cit.* — En effet, quoique dans ces sortes de donations chacun ne donne que pour recevoir, cependant les parties se sont déterminées par le motif d'une affection réciproque et d'une libéralité qui, pour être mutuelle, en cesse pas d'être une libéralité. (Bergier, *loc. cit.*) Il faut donc assimiler ces sortes de donations à toutes les autres, et les assujettir au retranchement pour cause de légitime. Autrement il dépendrait des époux, en se faisant

remet dans toutes les conventions d'un acte auquel ils doivent la vie :—Attendu que la légitime est due franche et quitte de toutes charges et conditions ; que le paiement n'en peut être différé sous aucun prétexte ; qu'elle doit être prise sur tous les biens dont le défunt est mort saisi et vêtu ; que ces principes , universellement reconnus , ne peuvent être détruits par l'objection des droits d'un tiers , acquis avant la naissance des enfans ; parce que la légitime est plus favorable que tous les droits , comme il paraît , dans l'espèce que nous présente l'art. 35 de l'ordonnance de 1731 : — Attendu que les enfans sont héritiers nécessaires de leur père ; que par conséquent l'hérédité répudiée par l'un d'eux passe de plein droit sur la tête des autres ; que ces principes , puisés dans les lois romaines , ne contrarient pas la maxime , *n'est héritier qui ne veut*, puisque les enfans peuvent faire cesser cette qualité d'héritier , en déclarant qu'ils ne veulent plus l'être ; que l'appelant n'ayant pas encore déclaré répudier depuis le 13 flor. an 7, jour où l'hérédité passa entièrement sur sa tête par la répudiation de son frère , ou tout au moins depuis le 12 therm. an 7, jour où il fut donné connaissance de la susdite renonciation , et où l'action des intimés fut intentée contre lui , en qualité d'héritier de feu Martial Saint-Martin , peut et doit être poursuivi en qualité d'héritier . »

Marie Gandon s'est pourvue en cassation pour violation des lois romaines qui veulent que les dettes du défunt soient distraites de la masse des biens soumis à la légitime .

Michel Saint-Martin s'est également pourvu en cassation pour contravention à la règle , *nul n'est héritier qui ne veut*, aux lois romaines sur la matière , et notamment aux *Institutes*, § 2, lit. 19, lib. de *Hered. qual. et differ.*, d'après lesquelles l'héritier sien , avait la faculté de s'abstenir de la succession paternelle , pourvu qu'il ne s'y fût pas immiscé .

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Sur le pourvoi de Marie Gandon : — Attendu que la donation , même mutuelle , faite entre époux , par contrat de mariage , au profit du survivant des deux , ne peut être assimilée à des dettes contractées par le défunt , pour valeurs à lui fournies , lesquelles dettes doivent être , avant tout , prélevées sur la succession , sauf ensuite à prendre sur la masse restante la légitime ; que c'est ici un acte de libéralité , sujet , comme tous les autres actes de ce genre , au retranchement pour supplément de légitime ; que s'il en était autrement , il dépendrait d'un père de priver ses enfans de cette portion sacrée de son patrimoine , en disposant au profit de son épouse , en cas de survie , de la totalité de ses biens ;

Sur le pourvoi de Michel Saint-Martin : — Attendu que si , aux termes des lois romaines , l'enfant qui ne s'est pas immiscé dans la succession paternelle , a le droit de répudier cette succession , il ne s'en suit pas qu'il ne puisse être recherché comme héritier , tant qu'il n'a pas fait sa renonciation ; que ce principe a été reconnu par Saint-Martin Lavalée lui-même , dans le procès-verbal du bureau de pais , où , pour se mettre en état de prendre un parti sur la poursuite que ses sœurs se proposaient de diriger contre lui , comme héritier du père commun , il demande communication des titres , pièces et renseignemens dont il dit avoir besoin , à l'effet d'accepter

l'hérédité ou d'y renoncer ; — Rejette les deux pourvois , etc .

Du 21 flor. an 10. — Sect. req. — Rapp. , le cit. Vermeil. — Concl. , le cit. Merlin , commiss. — Pl. , le cit. Deslin .

COMMUNES. — FÉODALITÉ. — BORNAGE.

Un bornage fait en exécution d'un arrêt du conseil , entre le roi , non comme seigneur , mais comme propriétaire d'une forêt , et les communes environnantes , n'est pas au nombre des actes passés entre les seigneurs et les communautés , dont l'art. 6 de la loi des 28 août-14 sept. 1793 a autorisé la révision (1).

(Le préfet du Jura.—C. la commune de Courte-Fontaine.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 6 de la loi du 28 août 1793 , conçu en ces termes : « Et néanmoins « tous les cantonnemens prononcés par édits , « déclarations , arrêts du conseil , lettres patentes , « jugemens , ou convenus par transaction et autres « actes de ce genre , pourront être révisés , cassés « ou réformés par les tribunaux de district ; tous « jugemens , accords ou transactions qui , sans « prononcer de cantonnement , auraient statué « sur des questions de propriété et d'usage entre « les ci-devant seigneurs et les communautés , « ainsi que tous arrêts du conseil , jugemens , accords ou transactions qui auraient ordonné ou autorisé des arpentemens , agrimensations , bornages ou repassemens de châlons entre les communautés ou les particuliers et les ci-devant seigneurs , ou qui , à ce sujet , auraient adjugé « des revenans-bons à ces derniers , pourront également être révisés , cassés ou réformés ; et , « pour l'effet des dispositions ci-dessus , les communautés seront tenues de se pourvoir dans le « délai de cinq ans par-devant les tribunaux ordinaires ; » — Attendu que la loi du 28 août 1793 n'a eu pour objet que de réprimer les abus de la puissance féodale , et de rétablir les communes dans les biens et droits dont elles avaient été dépouillées par les ci-devant seigneurs ; et que ce n'est que par suite de ces motifs qu'elle a permis de réviser , casser et réformer les arrêts du conseil , jugemens ou accords qui auraient ordonné ou autorisé des bornages entre les communautés et les ci-devant seigneurs ; — Attendu que la commune de Courte-Fontaine était sous la puissance et seigneurie du prieur dudit lieu ; — Attendu que dans le bornage fait en exécution de l'arrêt du conseil de 1794 , entre le ci-devant roi , en qualité de propriétaire de la forêt de Chaux , et les communes environnantes , il n'était pas intervenu en qualité de seigneur , mais en celle de propriétaire d'un fonds voisin , et qu'il n'avait fait qu'user du droit qu'ont tous les propriétaires de se faire limiter avec leurs voisins , et de faire vérifier et planter des bornes pour séparer leurs propriétés ; — Attendu que le bornage et les jugemens intervenus à ce sujet avaient été confirmés par l'acquiescement des parties et par le laps du temps , et qu'ils n'auraient pu être annulés que par une disposition expresse des lois ; d'où il suit qu'il y a eu dans le jugement attaqué fautive application et violation de la loi ci-dessus citée , en ce que le jugement a anéanti un bornage et des jugemens suivis d'une possession de soixante années , et qui n'avaient point pour cause la puissance féodale ; — Casse , etc .

(1) Mais il en serait autrement si le roi eût agi ou fût propriétaire en qualité de seigneur : alors l'acte intervenu entre lui et les communes devrait

être considéré comme émané de la puissance féodale .
F. Cass. 5 déc. 1836 (Volume 1837) et la note.

Du 22 flor. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Audier-Massillon. — Concl., le cit. Merlin, commiss. — Pl., le cit. Martinieu.

ACTION DOMANIALE. — RENTE — APPEL. — PRÉFET.

Les préfets sont recevables à interjeter appel, au nom de l'Etat, des jugements qui statuent en matière de redevances dues à l'Etat, encore qu'ils ne soient point intervenus en première instance, où la régie de l'enregistrement se trouvait seule en cause...; surtout lorsque le fond même du droit a été contesté. (LL. 1^{re} mai 1790; 19 niv. an 4; 28 pluv. an 8, art. 3.) (1)

(Le préfet des Vosges.—C. Saintin.)

Saintin a formé opposition à une contrainte décernée contre lui par le directeur des domaines nationaux, en paiement d'une redevance originellement créée pour une fondation de messes.

21 flor. an 8, jugement du tribunal des Vosges, rendu entre le directeur des domaines et Saintin, qui, attendu que la rente n'était plus due, a fait main levée de la contrainte. La régie a pensé que, comme il s'agissait dans la cause non plus d'un simple recouvrement, mais de l'existence même de la rente, c'était au préfet à appeler. En conséquence, appel a été interjeté par le préfet des Vosges, comme soutenant les droits de la république, au lieu et place de la régie des domaines.

Jugement du tribunal d'appel de Nancy, qui, attendu que le fond du droit ayant été contesté en cause principale, la régie n'était plus partie capable pour soutenir le fond du droit; que ce soutien appartenait au préfet du département, mais que les poursuites nullement faites en cause principale depuis le fond du droit contesté, ne pouvaient être régularisées en cause d'appel, parce que la république, n'ayant pas été suffisamment et valablement défendue en cause principale, serait privée d'un degré de juridiction, a déclaré le préfet, quant à présent, non recevable, et renvoyé les parties à se pourvoir devant le tribunal de première instance.

Pourvoi en cassation par le préfet.—Le cit. Merlin, organe du ministère public, a fait observer que, pour déclarer le préfet non recevable à interjeter appel, le tribunal de Nancy était parti de cette idée, que la république n'avait pas été représentée en première instance, et que par conséquent le premier degré de juridiction manquait; mais si les actions relatives à des propriétés foncières appartiennent exclusivement au préfet, il en est autrement des actions relatives à des rentes qui peuvent être exercées aussi par le directeur des domaines. La république

a donc été valablement représentée devant les premiers juges, et, quoique le préfet n'ait pas été partie devant eux, il a pu valablement interjeter appel; car le directeur des domaines et lui ne sont que les représentants d'une seule et même personne.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la loi du mois de mai 1790, qui ne permet que deux degrés de juridiction; — Vu la loi du 19 niv. an 4, portant qu'il importe de donner aux corps administratifs les moyens de veiller à la conservation de toutes les propriétés nationales; — Vu aussi l'art. 2 de la loi du 28 pluv. an 8; — Considérant que le directeur des domaines nationaux, comme le préfet, ne sont que les agents de la république; — Que l'action intentée en première instance, par le directeur des domaines, agent de la république, au paiement d'une annuité d'arrérages de rente, pour et au profit de la république, a pu être valablement poursuivie en cause d'appel par le préfet, également agent de la république, surtout lorsque le fond du droit était contesté, et avait été jugé au préjudice de la république; — Que le préfet, en cette qualité, était partie capable pour relever, en cause d'appel, les griefs faits à la république; — Que le tribunal d'appel aurait dû statuer sur les griefs par lui proposés, et sortir les parties d'affaire, au lieu de les renvoyer au tribunal de première instance, qui avait déjà statué sur le fond, ce qui est un déni de justice et une contravention aux lois ci-dessus citées; — Casse, etc.

Du 22 flor. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Liborel. — Rapp., le cit. Lassaudne. — Concl., le cit. Merlin, commiss.

ÉMIGRATION. — CRÉANCIER. — INSCRIPTION DE RENTE. — REMBOURSEMENT.

Le créancier d'un émigré pour prix d'un immeuble qu'il lui avait vendu avant son émigration, ne peut donner en paiement, à son propre vendeur (qui s'était réservé une hypothèque spéciale sur l'immeuble), l'inscription provenant de la liquidation de la dette de l'émigré devenue dette de l'Etat.—Ici on s'applique point l'art. 66 de la loi du 21 août 1793 (3).

(Guyot.—C. Bouheban.)

Guyot créancier de 12,000 livres pour reste du prix d'un immeuble acquis par Bouheban, lui en demandait le paiement.—Bouheban, qui avait revendu cet immeuble à Bourbon-Condé, sans en toucher le prix, et qui avait fait, après l'émigration de son acquéreur, liquider sa créance, offrit à Guyot un transfert de son inscription et les bons qu'il avait reçus en paiement de sa créance. Il se foudait pour agir ainsi sur les dis-

de droit, v^o Inscription sur le grand-livre, § 4. — L'art. 66 de la loi du 24 août est ainsi conçu : « Les créanciers directs de la nation pour des sommes au-dessus de 3,000 livres, provenant de la dette exigible, soumise à la liquidation, sont autorisés à diviser l'inscription sur le grand-livre qui sera faite à leur crédit, pourvu toutefois qu'aucune fraction ne soit inférieure à 50 livres de rente et ils pourront rembourser, au moyen d'un transfert, leurs créanciers personnels ayant hypothèque spéciale ou privilégiée sur l'objet liquidé. » Cet article semblait applicable aux créanciers d'émigrés que la loi du 1^{er} flor. an 3, art. 1^{er}, déclarait créanciers directs de la nation. La décision que nous rapportons a fait entre ces deux classes de créanciers une distinction dont on retrouve les motifs dans le texte du jugement.

(1) V. les conclusions de Merlin dans cette affaire, *Quest. de droit*, v^o Appel, § 2, art. 3. — L'administration des domaines et le préfet sont, l'un et l'autre, les représentants d'une même personne civile, l'Etat. Il n'y a donc pas ici, à proprement parler, apparition d'une nouvelle partie, constituant une nouvelle instance. Pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que cette partie n'eût pas eu le droit de paraître devant les premiers juges (Berriat, *Cours de procédure*, chap. 6). Or, c'est là un droit qui, d'après les lois citées, aurait incontestablement appartenu au préfet. Il pouvait donc continuer en appel le procès commencé sans lui en première instance. C'est ce qui a encore été jugé par un arrêt du 9 avr. 1834 (Volume 1834).

(2) V. en ce sens, Merlin dans cette affaire, *Quest.*

positions de l'art. 6 de la loi du 21 août 1793 et de l'art. 3 de celle du 25 sept. suivant, qui autorisent les créanciers directs de la nation à rembourser ainsi leurs créanciers personnels ayant hypothèque spéciale sur l'objet liquidé, et encore sur la loi du 1^{er} floréal an 3, qui déclare les créanciers d'émigrés, créanciers directs de la nation. — 12 germ. an 8, jugement du tribunal du Cher, qui déclare ces offices valables.

Pourvoi en cassation par Guyot, pour fausse application de la loi de flor. an 3, qui n'a dû autre chose, sinon que les créanciers d'émigrés auraient une action directe contre la nation pour le paiement de leurs créances; mais qui n'a dit, ni pu, ni voulu dire que les créanciers d'émigrés seraient assimilés, à l'égard de leurs créanciers personnels, aux créanciers directs dont parlent les lois de 1793.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu les art. 66 de la loi du 21 août 1793, et 3 de la loi du 25 sept. suivant; — Considérant, sur le moyen de cassation pris de la fausse application de ces lois, en premier lieu, que Guyot n'est pas non recevable à proposer ce moyen pour avoir acquiescé au jugement de première instance, puisque ce jugement lui faisait gagner son procès; en second lieu, que la loi du 1^{er} flor. an 3 n'a eu d'autre objet que de donner aux créanciers des émigrés une action directe contre la république pour le paiement de leurs créances, et que c'est sous ce rapport seulement qu'elle les a déclarés créanciers directs de la république; que rien dans cet article ni dans le surplus de cette loi n'indique qu'elle ait voulu les assimiler, par rapport à leurs créanciers personnels, à ces créanciers directs dont parlent les lois d'août et de sept. 1793; que l'intention d'une pareille assimilation ne peut se supposer, quand on considère soit les différences qui se rencontrent entre les créanciers de l'espèce de Bouheban, défendeur à la cassation, et les créanciers directs dont parlent les lois de 1793, soit les conséquences qui résulteraient de ce système; en effet, 1^o on voit, à l'égard des créanciers directs dont parlent les lois de 1793, que leurs engagements envers leurs créanciers personnels étaient relatifs à des créances hypothéquées sur l'Etat au moment même de ces engagements, savoir les créances résultant d'offices de judicature, maltrises, jurandes; tandis qu'au contraire l'immeuble vendu à Bouheban par Pluche, auteur de Guyot, demandeur en cassation, n'avait, au temps de cette vente, aucune espèce de rapport avec l'Etat; 2^o on voit que c'est par le fait de Bouheban que l'immeuble dont il s'agit est passé entre les mains de la république; et que le prix qui lui en était dû par Bourbon-Condé, son acquéreur, a été payé par une inscription sur le grand-livre, tandis qu'au contraire aucun fait quelconque de la part des créanciers directs dont parlent les lois de 1793, n'a donné lieu à l'extinction du gage de leurs créances; 3^o si on assimilait Bouheban aux créanciers directs dont parlent les lois de 1793, et si, en conséquence, on l'autorisait à rembourser Guyot par le moyen d'un transfert d'inscription, il arriverait que Bouheban, pour avoir revendu

l'immeuble dont il s'agit à Bourbon-Condé, sans l'intervention de Pluche, son vendeur, serait traité plus favorablement que si Pluche avait vendu cet immeuble à Bourbon-Condé lui-même, sous le cautionnement solidaire de Bouheban: car il est bien incontestable, d'après le décret du conseil des anciens du 2 thermid. an 6, qui rejette la résolution du conseil des cinq-cents du 26 germ. précédent, que dans cette dernière hypothèse Bouheban n'aurait pu se défendre de l'action solidaire par l'offre d'un transfert; or, une pareille conséquence serait aussi absurde qu'injuste; — Considérant que de là il résulte que l'interprétation que Bouheban veut donner à l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} flor. an 3, est aussi contraire à l'équité qu'à l'esprit des lois de 1793; au lieu que celle qu'y donne Guyot est conforme à l'une et à l'autre, et ne contrarie nullement la lettre de la loi de flor., puisque le sens naturel et littéral de la déclaration faite par cette loi, que les créanciers d'émigrés sont créanciers directs de la nation, est bien qu'ils ont pour le paiement de leurs créances une action directe contre la nation; d'où il suit que le jugement attaqué a fait une fausse application des articles ci-dessus transcrits des lois d'août et de sept. 1793; — Considérant, enfin, que le jugement attaqué n'a d'autre base que les dispositions de ces lois, parce qu'il est sans aucun doute que Guyot n'a pas cessé d'être créancier de Bouheban, pour avoir reçu de Bourbon-Condé partie des arrérages de sa rente; — Casse, etc.

Du 22 flor. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Rioltz. — Concl., le cit. Merlin, comm.

DOMICHELE.—CHANGEMENT.

Il n'est pas nécessaire, d'après l'art. 6 de la Constitution de l'an 8, que le changement de domicile soit suivi d'un an de résidence pour que l'on ne puisse plus être assigné, en matière personnelle, devant le juge de son ancien domicile. (Const. du 3 fruct. an 8, art. 6.) (1)

(Veuve Lacoste—C. ses enfants.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu qu'une demande en interdiction ne peut être formée que devant le juge du domicile de la personne qu'on veut faire interdire; — Attendu, en droit, que la manifestation de la volonté, jointe au fait de la résidence, suffit pour acquiescer un nouveau domicile et faire perdre celui qu'on a voulu quitter; — Attendu, en fait, qu'il résulte des actes des 12 et 17 fructid. an 8 et jours suivants, que la veuve Lacoste avait transféré son domicile de fait et de droit dans la commune de Carpentras, plus de six semaines avant la demande en interdiction formée contre elle; que cette translation de domicile avait été notifiée aux enfants de la veuve Lacoste, et que le tribunal de Montélimar en avait connaissance, puisqu'il a visé, dans les qualités du jugement du 23 vendém. an 9, les actes justificatifs de cette translation de domicile; — Attendu, enfin, qu'il n'y a aucune induction à tirer des lois constitutionnelles qui ne permettent aux citoyens d'exercer leurs droits politiques que dans les communes où ils ont un an de domicile,

(1) F. dans le même sens, Cass. 28 flor. an 10; 12 vend. an 11; — Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Domicile*, § 4. — A l'époque où a été rendue la décision que nous rapportons, le doute pouvait naître de ce qu'aux termes de l'art. 6 de la constitution de l'an 8, on n'acquiescrait un nouveau domicile que par un an de résidence, et l'on ne perdrait celui qu'on avait que par un an d'absence. Mais cette disposition n'était relative qu'au domicile politique. — Aujourd'hui,

la question ne peut plus s'élever en présence des articles 103, 104 et 105 du Code civ. : aux termes du premier de ces articles, il n'est même plus besoin de déclarer expressément qu'on veut changer de domicile; l'intention jointe au fait suffit. Il n'est aucunement nécessaire que la résidence nouvelle ait duré un temps déterminé quelconque. Limoges, 1^{er} septembre 1813.

et que les juges du tribunal d'appel de Grenoble ont fait une fausse application de ces lois:—Sous ar-rêter ni avoir égard aux jugemens attaqués, lesquels sont, ainsi que tout ce qui a précédé et suivi, déclarés nuls et comme non avenus;—Ren-voie les parties se pourvoir, ainsi qu'il appartiendra, devant les juges qui en doivent connaître.

Du 23 flor. an 10.—Sect. req.—Prés., le cit. Vermeil.—Rapp., le cit. Porquet.—Concl., le cit. Lefessier, subst.—Pl., le cit. Gournay.

APPEL CORRECT.—PARTIE CIVILE.—PEINES.

Le tribunal criminel qui n'est saisi que par le seul appel de la partie plaignante, ne peut appliquer des peines au prévenu que les premiers juges ont renvoyé de l'action correctionnelle. (C. 3 brum. an 4, art. 5, 6 et 8.) (1)

(Tardif—C. Langene.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 5, 6 et 8, du Code du 3 brum.;—Considérant que le jugement du tribunal correctionnel rendu conformément aux conclusions du commissaire du gouvernement, avait renvoyé les parties devant le tribunal civil; qu'il avait conséquemment statué définitivement sur l'action publique; que n'y ayant eu de ce jugement aucun appel de la part des fonctionnaires publics chargés de sa poursuite, le tribunal ne pouvait, sur l'appel de la partie civile, faire revivre l'action publique éteinte, ce qu'il a fait en prononçant contre Tardif, les peines résultant de cette même action, l'amende et l'emprisonnement;—Casse.

Du 23 flor. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Sieyès.—Concl., le cit. Pons, subst.

ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT.—LOI.—CONSTITUTIONNALITÉ.

Du 23 flor. an 10 (aff. Levasque).—V. ce jugement au 1^{er} Borda qu'un arrêtiste place à tort au 23.

APPEL.—PARTIE CIVILE.—RENOVI.—PEINES.

Le tribunal criminel qui n'est saisi que par le seul appel de la partie plaignante, de la connaissance d'un jugement correctionnel qui a renvoyé le prévenu des fins de la plainte, ne peut statuer que sur les intérêts civils. S'il renvoie l'affaire à un tribunal correctionnel, après avoir annulé le jugement pour vice de forme, ce tribunal ne peut prononcer aucune peine, même sur les conclusions du ministère public. (C. 3 brum. an 4, art. 4 et 8.) (2)

(Lenoir—C. la veuve Charrière.)

La veuve Charrière avait porté contre Lenoir plainte de vol: l'affaire portée en police correctionnelle, elle fait défaut. Lenoir est renvoyé de la plainte, déclarée calomnieuse, sur les conclusions du commissaire du gouvernement. La plaignante appelle seule du jugement. Il est annulé, sur sa seule demande, à défaut de citation légale et d'instruction suffisante. Le commissaire du gouvernement près le tribunal auquel l'affaire est renvoyée agit par voie d'action, et le tribunal prononce, outre les condamnations civiles, les

peines affectées au délit; le tribunal criminel confirme ce jugement.—Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu la 6^e disp., art. 456, du Code du 3 brum. an 4;—Considérant que l'action publique est essentiellement distincte de l'action privée, et ne peut être poursuivie que par le ministère public;—Attendu qu'en point de fait, un premier jugement, rendu le 16 messid. an 9, avait, sur le défaut de la partie plaignante, renvoyé le réclamant de la plainte, d'après conclusions du commissaire du gouvernement, qui n'en a point émis appel;—Considérant, en point de droit, que le silence du commissaire du gouvernement a éteint l'action publique; que l'appel émis par la partie plaignante ne pouvait porter que sur l'action civile, privée, et que l'annulation prononcée du jugement du 16 messid. an 9 ne pouvait avoir légalement pour objet que les intérêts civils; que, dès lors, le commissaire du gouvernement près le tribunal auquel le renvoi a été fait, ne pouvait plus agir par voie d'action, et que les tribunaux de première instance et d'appel n'avaient pas le pouvoir de prononcer les peines affectées aux délits de la nature de celui imputé au réclamant;—Casse, etc.

Du 25 flor. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Schwendt.—Concl., le cit. Pons, subst.

1^{er} TRIBUNAL DE POLICE.—TÉMOINS.—DÉNONCIATEURS.

2^o TÉMOINS.—DÉNONCIATEURS.—DÉFENSE.

1^o *Le tribunal de police ne peut refuser de faire entendre les témoins cités par le prévenu, sous le prétexte qu'ils sont dénonciateurs intéressés: la prohibition d'entendre les dénonciateurs ne s'applique pas au tribunal de police.* (C. 3 brum. an 4, art. 162 et 358.) (3)

2^o *La prohibition de faire entendre en témoignage les dénonciateurs intéressés ne s'applique qu'aux parties poursuivantes: ils peuvent être entendus lorsqu'ils sont produits par le prévenu.* (C. 3 brum. an 4, art. 358.) (4)

(Houard.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 162, 358, du Code des délits et des peines;—Considérant 1^o que, d'après la 4^e disp., art. 162 ci-dessus cité, le prévenu en matière de simple police, peut faire entendre devant le tribunal les témoins qu'il a amenés ou fait citer à sa décharge;—Considérant 2^o que les dispositions de l'art. 358 ci-dessus également cité ne sont applicables qu'à la procédure criminelle, et lorsqu'un accusé est soumis aux débats; que, d'ailleurs, ledit article ne défend point au prévenu, mais seulement aux parties poursuivantes, de faire entendre en témoignage les dénonciateurs intéressés; que, dans l'espèce actuelle, où il ne s'agit que d'un délit de simple police, le tribunal de police du canton d'Orival a refusé d'entendre deux témoins que le prévenu avait fait citer à sa décharge, sous le prétexte que lesdits témoins étaient dénonciateurs d'un fait absolument étranger au délit; qu'ainsi ledit tribunal de police, en appliquant fausement le susdit art. 358, est contrevenu à la 4^e disp., art. 162,

(1) F. conf., Cass. 18 flor. an 10, et les jugemens indiqués dans la note; F. aussi le jugement suivant.

(2) F. le jugement qui précède.

(3) L'art. 358 du Code du 3 brum. an 4 ne s'appliquait pas non plus en matière correctionnelle. F. Cass. 14 nov. 1806 et 10 sept. 1807. Ce serait une question que de savoir s'il en serait de même aujourd'hui de l'art. 322 du Code d'inst. crim.

(4) L'art. 358 du Code du 3 brum. an 4 limitait, en effet, la prohibition aux témoins produits par l'accusateur public et la partie plaignante. L'art. 322 du Code d'inst. crim. n'a pas fait la même restriction, et il paraît résulter de ses termes que l'audition des témoins prohibés ne pourrait avoir lieu, même à la requête de l'accusé, qu'avec le consentement soit du procureur général, soit de la partie civile.

du Code ci-dessus cité, dont toutes les dispositions sont prescrites, à peine de nullité;—Casse.

Du 25 flor. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Busschop.—Concl., le cit. Pons, subst.

1^o CONCILIATION.—PROCES-VERBAL.—COPIN. 2^o CONSIGNATION.—INTÉRÊTS.

1^o Il n'était pas nécessaire, avant le Code de procédure, de donner en tête de la demande,

(1) Cette décision, fondée sur le texte même de la loi citée, ne devrait plus être suivie, depuis que l'art. 65 du Code de procédure civile a exigé, à peine de nullité, la copie du procès verbal de non-conciliation (Carré, sur l'art. 65 du Code de procédure).

(2) Cette solution, d'une évidente justice, se rattache à une question beaucoup plus grave qui a été, et est encore, l'objet d'une vive controverse, celle de savoir si les offres faites au créancier ont un caractère libératoire..., en ce sens qu'elles suffisent pour arrêter le cours des intérêts, alors surtout qu'elles ont été suivies de consignation? Ou si les intérêts ne cessent de courir qu'à compter du jour de la consignation?

En équité, et abstraction faite des textes, la question offre de sérieuses difficultés: car il peut paraître aussi dur et injuste de mettre à la charge du débiteur dont les offres ont été refusées, toutes les chances défavorables qui peuvent amener la perte ou diminution de son capital, et les intérêts mêmes de ce capital, qu'il peut paraître aussi et injuste de le faire profiter des chances favorables d'augmentation et des intérêts eux-mêmes, lorsque ses offres n'ont pu être immédiatement acceptées, soit à cause des circonstances dans lesquelles elles étaient faites, soit à cause des conditions qui y étaient attachées, et qu'il n'aurait eu pouvoir du créancier de remplir.

Ainsi les textes de loi sur l'effet libératoire des offres, en ce qui touche le cours des intérêts, présentent-ils, tant dans le droit ancien que dans le droit nouveau, d'étranges contradictions.

Dans le droit romain, on trouve plusieurs textes de loi qui décident formellement que les offres sont libératoires et qu'elles font cesser le cours des intérêts: telle la loi 122, § 5, ff. de Verb. oblig.; telle la loi 6, C. de Usuris: *Si creditor, ea que ex causa pignoris obligatam sibi rem tenuit, pecuniam debitam cum usuris testibus presentibus obtulisti, eaque non accipiente obligatam eam deposuisti, usuras ex eo tempore, quo obtulisti, prestare non poteris...* Mais il y avait d'autres textes de lois aussi formels dans le sens opposé: *Debitor usurarius creditori pecuniam obtulit, et eam, cum accipere noluit, obligavit et deposuit: ex eo ratio non habebitur usurum* (l. 7 ff. de Usuris). La loi 1^{re} in fin, eod. tit., n'était pas moins expresse: *Placet, si tutela iudicio nolentem experiri, tutor ultro conveniri, et pecuniam obtulerit, eoque obligatum deposuerit, ex eo tempore non preestabit usuras.*

Les interprètes du droit romain s'étaient efforcés de concilier ces antinomies. Le savant Dumoulin, de Usuris, quest. 39, n^{os} 296 et 297, avait embrassé l'opinion favorable à la libération du jour des offres: *Sola obligatio, dicitur, cum usurarum statit, et plures alios doctores, qu'il cite, avaient suivi sa doctrine; c'est dans le même sens que s'en explique Loysel, du Dégagement, liv. 6, chap. 9, n^{os} 16 et 19, qui cite Faber, sur la loi Acceptum, 19, C. de Usuris: Sola, inquit, obligatio impedit cursum usurum et commutationem pecunie. Imo et aliquando liberationem parit.* — Mais Cujas, sur la § 5 de la loi 122, ff. de verb. oblig., cite étiez, et Voët, de Usuris, liv. 22, tit. 1, n^o 17, avaient embrassé le parti contraire. De là de longues et souvent diffuses controverses, qui loin

copie du procès-verbal de non-conciliation il suffisait de donner copie du certificat du bureau de paix constatant qu'il n'y avait pas eu de conciliation. (L. 16-24 août 1790, tit. 10, art. 2.) (1).

2^o Les juges peuvent dispenser le débiteur qui a consigné de payer les intérêts courus depuis les offres jusqu'au jour de la consignation, si cette consignation a été retardée par le fait du créancier. (L. 6, C. de usuris.) (2)

d'éclaircir et de résoudre la question, n'avaient fait que la rendre plus obscure. — Toutefois, la jurisprudence des arrêts avait paru, en dernier lieu, s'arrêter à l'opinion de Cujas, savoir, que les offres ne faisaient pas cesser le cours des intérêts, si d'ailleurs elles n'avaient pas été suivies de consignation: six arrêts du parlement de Dijon, des 25 janv. 1687 et 31 juillet 1688, rapportés par Auguard, t. 1, n^{os} 16 et 25; arrêt du parlement de Paris, du 14 fév. 1739, cité par Rousseau de La Combe, Jurisp. civ., v^o Consignation; arrêt du 30 mars 1767, cité par Denzart, v^o Intérêt, n^o 4, etc.

Enfin, quelques docteurs avaient proposé de distinguer, en cette matière, entre les intérêts qui proviennent du simple retard, et ceux qui proviennent de la nature même de l'obligation, *ex conventionibus*. Richer, auteur piémontais, s'en exprime ainsi dans sa Jurisp. civ. et crim., t. 1, § 199: *Ad hoc si mora per interpellationem extrajudicalem facta fuerit, atque hinc usure deberi ceperint, sola quidem obligatio sufficit ad sistendum cursum usurum; non vero si usure debite sint ex conventionibus, vel natura contractus, aut per interpellationem judicalem, » et il cite Faber, ubi sup.*

Mais, en admettant la doctrine que les offres doivent être suivies de consignation pour avoir un effet libératoire, toujours restait-il à décider le point de savoir si les intérêts ne devaient cesser de courir que du jour de la consignation, ou si la consignation avait un effet rétroactif au jour des offres, tellement que ce fût du jour même des offres que les intérêts devaient cesser de courir. . .

C'est en cet état de la jurisprudence ancienne que les rédacteurs du Code civil, et, plus tard, ceux du Code de procédure, voulurent trancher la question; mais telle est l'imperfection du langage juridique, qu'au lieu de la résoudre, ils ne firent que la compliquer encore par des dispositions tout aussi difficiles à concilier que celles du droit romain.

En effet, par son article 1257, le Code civil pose d'abord en principe que les offres réelles suivies de consignation libèrent le débiteur; qu'elles tiendraient lieu de paiement à son égard; que, dès lors, la chose consignée demeurerait aux risques du créancier. . . La conséquence rigoureuse de ce principe était bien évidemment que les intérêts devaient cesser de courir du jour des offres et non du jour de la consignation, puisque ce sont les offres et non la consignation qui sont déclarées libératoires. Mais après avoir ainsi décidé ce point, si longtemps controversé, le législateur porte presque immédiatement une décision contraire; il décide, art. 1259, que pour que la consignation soit valable, il faut que le débiteur se dessaisisse de la chose offerte, avec les intérêts jusqu'au jour du dépôt. Ainsi, par l'une de ces dispositions, le débiteur est libéré par les offres et du jour où elles ont été faites, et par l'autre, il reste débiteur des intérêts jusqu'au jour du dépôt.

Cette contradiction manifeste qui laissait subsister toute la difficulté que l'on avait voulu faire disparaître, n'échappa point aux praticiens appelés à la rédaction du Code de procédure. Pour y remédier, on inscrivit dans ce code, au titre qui avait pour objet de régler la forme des offres de paiement

(Natey—G. Duvivier.).

La veuve Prégérmain, depuis représentée par Duvivier, s'était rendue adjudicataire d'une maison appartenant à son frère Riviér, et avait obtenu des lettres de ratification, à la charge des oppositions.

Pour se libérer, elle fit des offres réelles du prix principal de son acquisition et des intérêts courus depuis le jour de son adjudication.—L'acte d'offres est du 15 prair. an 2.

Aussitôt après, elle eut en conciliation les créanciers unis de Riviér, fut autorisée à consigner, par un jugement par défaut, contre lequel Natey, syndic des créanciers, forma opposition; puis elle y fut autorisée par jugement contradictoire.—Enfin elle consigna le 19 frim. an 3.

Deux circonstances sont à observer, parce qu'elles ont fait la matière du procès:—1^o Lors de l'assignation devant le tribunal de première instance, la veuve Prégérmain ne donna pas, en tête de son exploit, copie entière, mais seulement copie par extrait du procès-verbal de non-conciliation;—2^o La consignation faite par la veuve Prégérmain ne comprit pas les intérêts jusqu'à ce jour, mais seulement jusqu'au jour où elle avait fait des offres réelles.

C'est sur ces deux griefs que s'est fondé Natey, pour demander l'infirmité du jugement de première instance.

9 niv. an 9, jugement du tribunal d'appel de Paris, qui confirme, attendu que des offres réelles intégrales suivies de consignation ou de poursuites faites par le débiteur, pour y parvenir, arrêtent le cours des intérêts, et que, dans ce cas, il serait injuste de faire supporter au débiteur par suite de retards qui ne sont pas son fait, les intérêts ultérieurs d'un prix qu'il tient à la disposition de son créancier.

POURVOI en cassation de la part de Natey, 1^o pour contravention à l'art. 2 du tit. 10 de la loi du 21 août 1790, ainsi conçu: «Aucune action principale ne sera reçue au civil devant les juges de district, entre parties qui seront toutes domiciliées dans le ressort du même juge de paix, soit à la ville, soit à la campagne, si le demandeur n'a pas donné en tête de son exploit, copie du certificat du bureau de paix, constatant que sa partie a été inutilement appelée à ce bureau, ou qu'il a employé sans fruit sa médiation.»

2^o pour contravention à la loi 7. ff. de Usur. et Fruct., portant que le débiteur qui a offert et déposé, ne doit plus d'intérêts: *debitor usurarius, dit cette loi, creditor pecuniam obtulit, et, cum eam accipere noluisse, obsignavit ac deposuit, ex ea die ratio non habetur usurarium.*—Aussi, la jurisprudence française, attestée par Lacamus d'Houlouse, dans son traité *ex professo* sur les intérêts, fut-elle constamment de ne dis-

penser le débiteur des intérêts que du jour où il avait déposé. Cette maxime a servi de fondement au décret du 1^{er} fruct. an 3, ainsi conçu: «La convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur diverses pétitions tendant à provoquer une décision sur la question de savoir si les offres réelles non suivies de consignation antérieure au 25 messid. dernier, ont opéré la libération des débiteurs; passe à l'ordre du jour, motivé sur ce qu'un remboursement n'est consommé que lorsque le débiteur s'est desaisi par la consignation, n.—Les intérêts étaient donc dus jusqu'au jour de la consignation: or on n'a consigné que les intérêts jusqu'aux offres; la consignation n'a donc pas été intégrale, elle est nulle.

Le défendeur répondait, sur le premier moyen, que la loi citée n'ordonne pas de donner copie textuelle du procès-verbal de non-conciliation.

Sur le deuxième, il répondait que les lois citées disent bien comment l'intérêt cesse par la consignation. Mais lorsqu'il s'agit de savoir si les intérêts peuvent cesser autrement, par exemple, lorsque le débiteur, faisant effort pour se libérer, tient les fonds à la disposition des créanciers, et ne les garde en ses mains que forcément, c'est une question toute différente, résolue dans le sens de la défense, par la loi 6, au Code de Usuris: *si creditor pecuniam debitam cum usuris obtulit, eoque non accipiente, obsignatam eam depositis, usuras ex eo tempore quo obtulit prestare non cogetur.*

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant que la loi n'exige pas qu'en tête de la demande principale, il soit donné copie du procès-verbal de conciliation, mais seulement une copie du certificat du bureau de paix constatant que la partie a été inutilement appelée à ce bureau, ou qu'il a employé sans fruit sa médiation;—Qu'on voit en tête de la demande principale copie d'une pièce qui constate que Natey a été cité au bureau de paix, et que les parties n'ont pu s'y concilier....

Considérant qu'il a été constaté que le retard qui avait eu lieu depuis les offres jusqu'à la consignation, ne provenait pas du fait de la veuve Prégérmain, et avait été occasionné par Natey et autres créanciers qui s'étaient opposés à la consignation, et qu'il n'y a aucune loi qui prohibe aux juges de faire supporter les intérêts du retard à ceux qui y ont donné lieu.—Rejette, etc.

Du 27 flor. an 10.—Séant. civ.—Prés., le cit. Liborel.—Rapp., le cit. Audier-Massillon.—Concl., le cit. Arnaud, subst.—Pl., les cit. Dupont et Leroy.

et de la consignation, l'art. 816 dont la dernière disposition est relative aux intérêts. Cet article est ainsi conçu: «Le jugement qui déclare les offres valables ordonnera, dans le cas où la consignation n'aurait pas encore eu lieu, que faite par le créancier d'avoir reçu la chose ou la somme offerte, elle sera consignée; il prononcera la cessation des intérêts, du jour de la réalisation.»

Mais que faut-il entendre par le jour de la réalisation? Sur ces derniers termes, la controverse s'est animée plus vive que jamais. Avec M. Toullier (t. 7, n^o 229), par le jour de la réalisation, il faut entendre, selon le langage des anciens praticiens, le jour où les offres ont été réalisées (fuites à deniers découverts) au domicile du créancier, ou réitérées à l'audience; avec M. Merlin, *Répert.*, v^o Intérêts, § 7, n^o 4 (add.), il faut entendre par le jour de la

réalisation, le jour du dépôt ou de la consignation des deniers. . . Nous ne saurions suivre ici ces deux avisants auteurs dans les argumentations, fort subtiles d'ailleurs, au moyen desquelles ils prétendent, chacun de leur côté, faire prévaloir leur opinion. Bornons-nous seulement à dire que l'opinion de M. Merlin, qui a réuni le plus grand nombre de partisans, parmi lesquels on peut citer Duranton, n^o 223; Favard de Langlade, v^o Offres réelles, § 10; Carré, sur l'art. 816 du Code de procédure, n^o 2792, et, en dernier lieu, M. Duménil, dans son récent *Traité des Offres et de la Consignation*, n^o 370, semble la plus probable, quoiqu'elle ne nous paraisse pas à nous la plus équitable; qu'enfin, cette opinion a été consacrée par un arrêt du la Cour royale de Bordeaux, du 16 janvier 1833, rapporté dans notre volume de 1833.

TRIBUNAL DE POLICE.—QUESTION PRÉJUDICIELLE.—CHEMIN PUBLIC.

Du 27 flor an 10 (aff. Lefèvre). — V. 19 fév 1898 (1).

OFFICES.—SUPPRESSION.—REMBOURSEMENT.

L'obligation de rembourser le prix des offices de justices seigneuriales abolis, imposée aux propriétaires des ci-devant seigneuries par la loi du 31 août 1792, n'est pas pareillement imposée à un légataire qui n'a sur la seigneurie qu'une créance mobilière. (L. 31 août-18 oct. 1792, art. 1.)

(Veuve Mingaut—C. Fernand-Nunès.)

Le cit. Mingaut était sénéchal à Landerneu dans le ci-devant duché de Rohan. Sa charge s'est trouvée supprimée par l'établissement des nouveaux tribunaux; mais il a trouvé un dédommagement dans la loi des 31 août-18 oct. 1792, dont l'art. 1^{er} est ainsi conçu : « Tous les officiers des ci-devant justices seigneuriales, pourvus à titre onéreux, et dont l'exercice aura cessé par l'installation des nouveaux tribunaux, ou ceux qui sont à leurs droits, seront remboursés par les propriétaires actuels des ci-devant seigneuries. »

En conséquence de cette disposition, Mingaut a demandé le remboursement de son office à Louis-Antoine-Auguste Rohan-Chabot à qui toutes les terres du ci-devant duché de Rohan appartenaient à l'époque de la loi ci-dessus citée en vertu d'une substitution en date du 21 juin 1708. Il en a obtenu à compte une somme de 5000 fr.

La même substitution appelait les mineurs Fernand-Nunès à recueillir 300,000 fr., à prendre sur les biens substitués dont la terre de Landerneu faisait partie. La veuve Mingaut s'est fondée sur cette circonstance, après le décès de son mari, pour leur demander le remboursement du surplus de sa charge.

23 pluv. an 9, jugement du tribunal de Rennes, qui accueille cette demande, attendu que les mineurs Fernand-Nunès pouvant saisir et exproprier les biens substitués aux termes des lois ablatives des substitutions, se trouvaient aux droits du propriétaire de ces biens.

Pourvoi en cassation, par les mineurs Fernand-Nunès pour contravention à l'art. 1^{er} de la loi des 31 août-18 oct. 1792.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 1^{er} de la loi du 31 août 1792; — Attendu que cette loi n'impose l'obligation de rembourser les offices seigneuriaux supprimés, qu'aux propriétaires des ci-devant seigneuries, et que le jugement attaqué a condamné au remboursement de l'office de sénéchal à Landerneu les mineurs Fernand-Nunès, qui ne sont pas et n'ont jamais été propriétaires de la ci-devant seigneurie de Landerneu ni d'aucune partie de cette terre; — Attendu que la somme de 300,000 fr. que les Fernand-Nunès sont appelés à recueillir en vertu du fidejussor établi par l'acte du 21 juin 1708, n'est qu'une substitution

à titre particulier, et d'un objet mobilier, qui ne peut pas les rendre responsables des charges qui sont affectées aux ci-devant seigneuries qui, en vertu de la même substitution, ont passé en entier sur la tête de Louis-Antoine-Auguste Rohan-Chabot; — Attendu qu'il était constant au procès, et reconnu par le jugement attaqué, que Louis-Antoine-Auguste Rohan-Chabot était propriétaire des biens substitués dont la ci-devant seigneurie de Landerneu faisait partie, et que les biens étaient devenus, dans ses mains, libres, aliénables et saisissables, en vertu des lois des 25 oct. et 14 nov. 1792, qui ont aboli les substitutions; d'où le tribunal de Rennes a conclu que, pouvant être exproprié d'une partie de ces biens, même par les héritiers Fernand-Nunès, jusqu'à la concurrence de 300,000 fr. qu'ils ont droit de réclamer en vertu de la susdite substitution, les héritiers Fernand-Nunès étaient, par cela seul, responsables des charges affectées sur ces biens, et, par ce moyen, ce tribunal a appliqué à la seule possibilité d'acquiescer, par la voie d'expropriation, une portion de la terre de Landerneu ou de quel qu'une des terres comprises dans la substitution de 1708, l'obligation de rembourser l'office de sénéchal à Landerneu, obligation que la loi n'avait imposée qu'à ceux qui étaient les propriétaires actuels de la ci-devant seigneurie de Landerneu, à l'époque de la publication de la loi; — Casse, etc.

Du 27 flor. an 10.—Sect. civ.—Rapp. le cit. Audier-Massillon.—Concl. le cit. Arnaud, subst.

DOMICILE.—ÉTABLISSEMENT.

La domicilie civil est autre que le domicile politique; même avant le Code civil, il était suffisamment établi dans un endroit par la fait de résidence joint à l'intention de s'y fixer. (Cout. du 22 frim. an 8, art. 6.) (2)

(Puiligneu—C. Berdelle.)

Puiligneu, originaire de Lyon, s'était établi à Toulouse et y exerçait ses droits politiques. A l'époque du procès, il y avait encore sa maison; sa femme même y résidait, et dans une inscription hypothécaire ainsi que dans l'acte de mariage de sa fille, elle avait pris son domicile à Toulouse. Mais depuis l'an 7, il était retourné à Lyon, et n'avait cessé d'y résider; plusieurs écrits annonçaient son intention d'y fixer sa résidence, enfin, le 21 frim. an 9, il en avait fait la déclaration expresse devant la municipalité.

Le 17 niv. an 9, le cit. Berdelle assigna Puiligneu et sa femme devant le bureau de paix de Toulouse. — Déclinaire de leur part. — Jugement de première instance, qui accueille le déclinaire.

Appel. — 17 germinal an 10, jugement qui infirme celui des premiers juges, sur le fondement que le domicile ne peut s'acquiescer que par une année de résidence dans la commune sur le sol de laquelle on a l'intention de s'établir (art. 6 de la constitution); et que ce délai d'un an ne commence à courir que du jour de la déclaration faite à la municipalité (décision du ministre de

(1) C'est à tort que des arralistes ont rapporté ce jugement sous la date du 27 flor. an 10. Sa véritable date est celle du 19 fév. 1898, que lui donne le Bulletin officiel.

(2) R. conf., Cass. 23 flor. an 10; 4 mess. an 12. — Pour opérer le changement du domicile civil, il faut le concours du fait et de l'intention; l'un sans l'autre, ils sont insuffisants; mais le domicile est transféré, même après un jour passé dans la nouvelle demeure, si la volonté existe. R. d'Argentré, sur l'art.

449 de la cout. de Bretagne; lois 4 et 20, ff. ad municipalem. Et la preuve de cette volonté résulte non seulement d'une déclaration à la municipalité du lieu que l'on quitte et à celle que l'on va habiter, mais encore, en l'absence de cette déclaration, des circonstances qu'il appartient aux juges d'apprécier (C. civ. 104 et 105). Mais il en est autrement, s'il s'agit d'un domicile politique : aujourd'hui comme autrefois, son changement doit résulter d'une déclaration en presse (loi 19 avril 1831, art. 10 et 11.)

¹ Intérieur, dn.... vent. an 7, rapportée au journal des Débats, n° 312).

Pourvoi en règlement de juges, de la part de Pulligneu et de sa femme. Ils soutiennent que l'acte constitutionnel ne s'applique qu'à l'exercice des droits politiques; que relativement à l'exercice des droits civils, le domicile aujourd'hui, comme jadis, résulte du fait de la résidence, et de l'intention de se fixer, manifestée par des actes quelconques de nature à la faire présumer.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant, 1^o dans le droit, que le changement de domicile s'opère, relativement à la juridiction, par la résidence de fait dans un lieu différent, joint à l'intention positive d'y fixer sa demeure; que ce principe ne reçoit aucune dérogation de l'art. 6 de la constitution, uniquement relatif à l'exercice des droits politiques; — Considérant, 2^o dans le fait, que le citoyen Pulligneu avait à Lyon, depuis le 21 frim. an 9, sa résidence réelle, jointe à l'intention constante d'y fixer sa demeure; que cela résulte, — du certificat à lui délivré par le maire de la division du Midi de Lyon, dn 9 vent. an 10; — de la procuration par lui donnée, le 25 du même mois de frimaire, à l'effet de consentir au mariage de la demoiselle Pulligneu sa fille avec le citoyen Lefranc, dans laquelle il s'est dit demeurant à Lyon; — de la lettre par lui écrite au citoyen Berdolle le 18 pluv. an 9, dans laquelle il lui témoigne que son déplacement les sépare pour toujours; — et de la notification qu'il fit faire en conséquence à la municipalité de Toulouse, du changement qu'il avait fait de son domicile; — Que l'inscription hypothécaire, du 3 niv. an 9, faite à la requête de son épouse, où il était dit demeurant à Toulouse, lui étant étrangère, ne pouvait point prévaloir sur ces pièces; qu'il en était de même de l'énonciation semblable contenue dans l'acte civil de la demoiselle Pulligneu sa fille, d'autant plus que dans la procuration par lui donnée, à l'effet de consentir à ce mariage, ledit jour 25 frim. an 9, il était expressément dit demeurant à Lyon; — Considérant, 3^o, que le citoyen Pulligneu et sa femme ayant leur domicile à Lyon à l'époque de la citation du 17 vent. an 9, ils ne peuvent légalement être cités devant le bureau de paix et devant les tribunaux de Toulouse, sur l'action personnelle dirigée contre eux; que cette action devait être portée devant le bureau de paix, et, en cas de non conciliation, devant les tribunaux de l'arrondissement de Lyon, où ils avaient leur domicile; — Prononçant par voie de règlement de juges, sans s'arrêter à la citation du 17 niv. an 9, non plus qu'au jugement du tribunal d'appel de Toulouse, du 17 germ. an 10; — Renvoie la cause et les parties devant le tribunal civil de l'arrondissement de Lyon, pour, en cas de non conciliation, y être procédé et fait droit conformément aux lois (1).

Du 28 flor. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit Murair, — Rapp., le cit. Cassaigne. — Concl., le cit. Merlin, comm. du gouv. — Pl. le cit Mailhe.

LOI.—PUBLICATION.—PREUVE.

Lorsque la preuve de la publication d'une loi a été mise à la charge d'une partie, les juges ne peuvent appliquer cette loi au profit de cette partie sans que la preuve ait été rapportée.

Avant la loi du 12 vend. an 4, les lois civiles

(1) V. infra, le jugement contradictoire rendu dans cette affaire le 12 vend. an 11.

ou judiciaires n'étaient obligatoires que du jour de leur publication par les tribunaux du district; il ne suffisait pas qu'elles eussent été publiées par les corps administratifs (2).

(Cormier—C. Gillardeau.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 9 de la loi du 5 nov. 1790, ainsi conçu: « Les transcriptions sur les registres, lecture, publication et affiche seront faites, sans délai, aussitôt que les lois seront parvenues aux tribunaux, corps administratifs et municipalités, et elles seront mises à exécution dans le ressort de chaque tribunal à compter du jour où ces formalités y auront été remplies; » — Vu la loi du 5 nov. 1790 qui, après avoir exposé dans son préambule que « les lois antérieures sont obligatoires, du moment où la publication en a été faite, soit par les corps administratifs, soit par le tribunal d'arrondissement, sans qu'il soit nécessaire qu'elle ait été faite par tous les deux, » dispose pour l'avenir: Art. 4. « Le ministre de la justice fera imprimer autant d'exemplaires de chaque loi qu'il en sera nécessaire pour les envois à faire tant aux corps administratifs de département et de district qu'aux tribunaux de district; » les art. 14, 15 et 16, relatifs à la manière dont les lois doivent être envoyées aux tribunaux et être par eux transcrites et publiées; l'art. 18 qui porte: « Les décrets antérieurs seront adressés, si fait n'a été, aux corps administratifs et exécutés sur la publication qu'ils en auront fait faire; » l'art. 19 portant: « Il en sera usé de même à l'égard des décrets qui seront acceptés et sanctionnés jusqu'à l'installation des nouveaux tribunaux; » d'où l'on doit induire qu'après cette installation, les lois ne seront exécutoires qu'après qu'elles y auront été publiées et enregistrées; la loi du 27 mars 1791 qui porte: « Le mandement de faire exécuter à la fin des lois n'aura, à l'égard des municipalités et des corps administratifs, en ce qui concerne l'ordre judiciaire, la guerre et la marine, que l'effet d'assurer l'exécution de la loi lorsqu'ils en seront requis; » l'art. 87 de la loi du 17 juin 1791, conçu en ces termes: « La transcription sur les registres, la lecture, la publication seront faites, sans délai, aussitôt que les lois seront parvenues aux tribunaux, corps administratifs et municipalités, et elles seront mises à exécution dans chaque district, à compter du jour où ces formalités y auront été remplies; » — Considérant qu'il résulte de ces lois les lois concernant l'ordre judiciaire, postérieures à celles ci-dessus citées, n'ont été obligatoires qu'à compter du jour de leur lecture et publication aux tribunaux de district ou d'arrondissement; — Considérant que la loi du 18 avril 1792 portant que « le délai accordé pour faire la production des titres d'offices à liquider ne court que du jour de l'enregistrement et publication de ladite loi dans les différents districts, époque où les lois deviennent obligatoires, conformément au décret du 5 nov. 1790, sanctionné le 5 dudit mois, » n'est qu'énonciative en cette partie; qu'elle n'est, d'ailleurs, relative qu'à des liquidations d'offices qui sont des opérations purement administratives et ne concernant en rien l'ordre judiciaire; qu'elle n'a, par conséquent, point dérogé expressément aux précédentes lois en ce qui concerne l'ordre judiciaire; — Considérant qu'à l'audience du 12 fruct. an 7, il avait

(2) V. dans le même sens, Cass. 2 vent. an 9; 14 frim. an 10, et la note. — Mais il en était autrement sous la loi du 12 vend. an 4. V. Cass. 7 août 1807.

été ordonné que Gillardeau rapporterait la preuve légale que la loi du 17 niv. an 2 avait été publiée soit à l'administration du département de la Vendée, soit à celle du district de Challans, soit au tribunal de ce district; — Considérant que, d'après les faits constatés par le jugement du 4 niv. an 8, Gillardeau s'est contenté de produire des pièces tendant à justifier de la publication faite par les administrations du département et du district; qu'il n'a rapporté, ni alors ni depuis, aucune preuve que cette loi du 17 niv. an 2 ait été lue et publiée au tribunal du district de Challans antérieurement au 28 prair. de la même année, et qu'en jugeant cette preuve suffisante pour adjuger à Gillardeau père l'entière succession de son fils, le tribunal civil du département de Maine-et-Loire a violé les lois ci-dessus rapportées, et est contrevenu, par suite, à la disposition de l'art. 184 de la cout. du Poitou; — Casse, etc.

Du 28 flor. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Lassade. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

BIENS NATIONAUX. — AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — AUT. JUD. — HAIL.

Les tribunaux ne peuvent déclarer valable la bail d'une propriété vendue nationalement, alors que l'autorité administrative en a prononcé la nullité. (L. 10-25 août 1790, tit. 2, art. 13; 16 fruct. an 3; Acte const. 1^{er} vend. an 4, art. 193 et 194.)

(Romet — C. Paris.)

En 1791, époque à laquelle le séquestre national fut apposé sur les biens des communautés religieuses, le supérieur du couvent des Grands-Carmes de Bruxelles, fit aux frères Paris, un bail à vie, d'une maison appartenant à la communauté. — Le 26 prair. an 7, l'administration centrale du département de la Dyle prononce la nullité de ce bail, et met en vente la maison. — Romet s'en rend adjudicataire. — Les frères Paris refusent de quitter la maison; jugement du tribunal civil de la Dyle qui les condamne à déguerpir. — Appel de ce jugement. Le tribunal d'appel déclare valable le bail fait aux frères Paris.

Pourvoi en cassation de Romet, fondé sur la violation des lois qui défendent aux tribunaux de connaître des actes administratifs.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 13 du tit. 2 de la loi du 24 août 1790, la loi du 16 fruct. an 3, et les art. 193 et 194 de l'acte constitutionnel du 1^{er} vend. an 4; et considérant que l'administration centrale du département de la Dyle a déclaré, par ses arrêtés du 26 prair. an 7, le bail à vie de la maison dont s'agit nul et de nul effet; — Que par suite de cet arrêté, cette administration a fait procéder, dans les formes légales à la vente de ladite maison; — Que l'adjudication en a été faite sans aucune réserve, le 3 therm. an 7, au sieur Romet, comme plus offrant et dernier enchériseur, pour la somme de 126,000 fr.; — Que le tribunal dont le jugement est attaqué a cependant maintenu le bail à vie de la maison dont s'agit, quoique l'arrêté de l'administration centrale du département de la Dyle, du 26 prair. an 7, conservait toute sa force, et n'eût pas même été attaqué; — Que le tribunal a violé, par cette décision, les lois qui défendent aux tribunaux de connaître

des actes d'administration, et de troubler les opérations des corps administratifs; — Qu'il a violé en outre les lois qui valent qu'après une adjudication légalement faite des biens nationaux, les acquéreurs ne puissent en être dépossédés. — Casse, etc.

Du 29 flor. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Vergès. — Concl., le cit. Arnaud, subst. — Pl., les cit. Guichard et Leroi de Neufville.

PAPIER-MONNAIE. — ADJUDICATION. — PAIEMENT.

L'art. 10 de la loi du 11 frim. an 6 ne concerne que les obligations contractées pour simple prêt; il n'est point applicable au prix d'un immeuble, vendu par adjudication, qui aurait été laissé entre les mains de l'adjudicataire, sous l'obligation d'en payer l'intérêt aux anciens propriétaires; ce sont là des sommes dues à raison d'immeubles vendus, qui doivent, aux termes de l'art. 2 de la même loi, être acquittées en espèces métalliques (1).

(Meulan — C. Sannegon.)

Du 29 flor. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Merlin, comm.

ROUTE — TAXE D'ENTRETIEN. — PROCÈS-VERBAL.

Les concours de deux employés n'ont pas nécessité pour la rédaction du procès-verbal constatant le refus fait par un voyageur de payer la taxe d'entretien d'une route; il suffit que le procès-verbal soit rédigé par un seul. (L. 14 brum. an 7, art. 22.)

(Intérêt de la loi. — Aff. Tencé.)

Le cit. Tencé s'étant refusé à payer la taxe d'entretien (ou droit de passe) d'une route sur laquelle il voyageait, un procès-verbal fut dressé par un des préposés à la perception de ce droit. — Cité pour ce fait devant le juge de paix du canton de Sourdeval, il a prétendu que le procès-verbal était nul, pour n'avoir été dressé que par un seul préposé, au lieu d'avoir été dressé par deux. Par analogie de ce qui se pratique en matière de douanes, jugement conforme à cette défense, qui annule ce procès-verbal.

Sur l'ordre du gouvernement, pourvoi du ministère public, en vertu de l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que les deux lois sur le droit de passe ne prescrivent point la nécessité du concours de plusieurs employés pour la rédaction des procès-verbaux; que l'art. 21 de celle du 14 brum. an 7, en soumettant les procès-verbaux des inspecteurs et percepteurs de la taxe à la formalité de l'enregistrement et de l'affirmation, ne contient aucune disposition qui assujettisse leur rédaction à un pareil concours; — Qu'il y a excès de pouvoir toutes les fois qu'un juge prononce une nullité qui n'est pas prescrite par la loi; — Vu l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8; — Annule, etc.

Du 29 flor. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Delacoste. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

PAPIER-MONNAIE. — VENTE. — RÉSILIATION.

L'acquéreur qui a voulu profiter de la faculté accordée par la loi du 16 niv. an 6, à ceux

(1) Le jugement qui contient cette décision, ayant été rendu par défaut, il y fut formé opposition, et il intervint, après discussion contradictoire, sous la date du 30 germ. an 11, un jugement que nous rapportons.

qui ont acheté pendant le cours du papier-monnaie, de résilier leur contrat, lorsqu'ils se trouvent lésés par les indications de paiement que renferme ce contrat, n'a pas été tenu, pour être recevable dans sa demande, de faire une nouvelle offre de résiliation dans les trois mois impartis par cette loi, alors qu'il avait déjà offert de résilier avant sa publication.

(Duviquet — C. Forestier.)

Le cit. Duviquet avait vendu, le 30 flor. an 3, un domaine à la veuve Forestier, à la charge de payer le prix d'acquisition aux créanciers indiqués par le vendeur.

La veuve Forestier paya d'abord une partie du prix; mais bientôt après elle se trouva dans l'impossibilité de continuer les paiements, et en conséquence, elle fit offre au cit. Duviquet de réallier la marchandise.

En cet état des choses survint la loi du 16 niv. an 6, qui autorisait les acquéreurs lésés par des ventes faites pendant le cours du papier-monnaie à demander la résiliation dans le délai de trois mois.

La veuve Forestier qui avait fait pareille offre avant la loi du 16 niv. an 6, ne la réitéra point dans le délai impartit par cette loi. — Le cit. Duviquet la soutint en conséquence non recevable, et un jugement du tribunal de Saint-Omer, jugeant en ce sens, rejeta la demande.

Appel par la veuve Forestier; elle soutint que se trouvant en instance sur la demande en résiliation de vente, qu'elle avait formée dès avant la loi du 16 niv. an 6, son intention ne pouvait être douteuse, et qu'elle n'était aucunement tenue de renouveler l'offre de résilier.

Jugement du tribunal civil de la Seine qui, repoussant la fin de non-recevoir admise en première instance, déclare la vente résiliée.

Pourvoi en cassation par le cit. Duviquet, pour fausse application de l'art. 10 de la loi du 16 niv. an 6.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que les lois des 11 frim., 16 niv. et 27 therm. an 6, qui ont accordé aux acquéreurs, avec indication de paiement, la faculté de résilier, n'ont pas établi une forme particulière pour y être admis; que, dans l'espèce, la veuve Forestier n'a cessé de manifester son intention de résilier la vente dont il s'agit; que, loin d'avoir violé les lois citées, les juges en ont fait une juste application. — Rejette, etc.

Du 29 flor. an 10. — Sect. civ.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — BRIGANDAGE. — COMPÉTENCE.

Un tribunal spécial ne peut se déclarer compétent pour connaître d'un crime vaguement qualifié de brigandage. (L. 18 pluvi. an 9, art. 8.) (1)

(Min. publ. — C. Planet)

Du 30 flor. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Rupérou.

DOUANES. — RAYON FRONTIÈRE.

Le hameau d'une commune qui se trouve entre les deux lignes de bureaux et postes du service des douanes, est assujéti à la police des deux lignes limitrophes de la frontière, encore bien qu'il soit situé à plus de deux lieues du territoire étranger. (L. 6-22 août 1791, tit. 3, art. 15; 10 brum. an 5, art. 13.) (2)

(Douanes — C. Gerçets.)

Du 1^{er} prair. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Schweudt. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

TRIBUNAL DE POLICE. — LOI PÉNALE.

L'art. 162 du Code du 3 brum. an 4, qui prescrit aux tribunaux de police d'insérer dans leurs jugemens les termes de la loi qu'ils appliquent, a entendu la loi qui prononce une peine contre tels ou tels délits, et non celle qui détermine seulement la nature et la gravité des peines qu'ils peuvent prononcer. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (3)

(Ricot.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 162 du Code des délits et des peines; — Et attendu que l'art. 606 du même Code, détermine seulement l'étendue des peines que les tribunaux de simple police peuvent prononcer; mais que l'art. 162, en leur prescrivant d'insérer dans leurs jugemens les termes de la loi qu'ils appliquent, entend la loi qui autorise le tribunal à prononcer une peine contre tel ou tel délit et celle qui l'autorise à prononcer des dommages-intérêts; que, dans l'affaire dont il s'agit, c'était la 7^e disp., art. 605, qui rendait le tribunal de simple police compétent, puisqu'il s'agissait de propos injurieux ou injures verbales plus ou moins graves, s'ils étaient ou non jugés calomnieux; que c'était par l'art. 151 que le tribunal était autorisé à prononcer sur les dommages-intérêts en prononçant la peine infligée par la loi; que le tribunal de simple police de Mortu, en insérant seulement l'art. 606, n'a pas satisfait à ce que prescrit l'art. 162 ci-dessus cité; — Casse, etc.

Du 1^{er} prair. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Seignette. — Concl., le cit. Lefessier, subst.

LETTRE DE CHANGE. — DÉCLINATOIRE. — CONTRAINTÉ PAR CORPS.

Du 1^{er} prair. an 10 (Aff. Magnat). V. ce jugement à la date du 25.

ACQUIESCENCEMENT. — DIVISIBILITÉ

Lorsqu'on exécute certains chefs d'un jugement, avec réserve d'appeler des autres chefs, le jugement n'obtient pas la force de chose jugée relativement aux chefs non exécutés. En ce cas, l'acquiescement est divisible. (Ordonn. 1667, tit. 27, art. 5.) (4)

(Mabru — C. Mabru.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'article 5 du titre 27 de l'ordonnance de 1667; — Considérant, qu'en signifiant le jugement du 28 flor. an 6, Mabru le jeune a fait réserve expresse d'interjeter appel aux

(1) V. dans le même sens, Cass. 10 frim. an 10.

(2) V. Merlin, *Quest.*, v^o *Douanes*, § 3. — V. aussi la suite de cette affaire, an 18 therm. an 11.

(3) V. idem., Cass. 27 germ. an 10.

(4) V. dans le même sens, 17 frim., 26 prair. an 11; 22 brum., 19 therm. an 13; 3 juin, 30 déc. 1818, 10 déc. 1828; — Jousse, sur l'Ord. de 1667,

tit. 27, art. 5; Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Acquiescement*, § 6; Carré, *Lois de la procédure*, tom. 2, n^o 1584. — La même chose a été jugée à l'égard du pourvoi en cassation. V. Cass. 15 avril 1834 (Volume 1834). — Un arrêt de la Cour de Turin, du 30 nov. 1811, a décidé que lorsqu'il n'y a pas eu de réserve à l'égard de la partie du jugement non exécutée, il y avait acquiescement pour le tout.

chefs qui lui faisaient préjudice; — Considérant qu'il résulte des actes même des 26 fructidor an 6 et 18 vend. an 7, dont le jugement attaqué s'est autorisé pour déclarer Mahru le jeune non recevable dans son appel, qu'il n'a poursuivi l'exécution du jugement du 28 flor. an 6, qu'au chef qui ordonnait un nouveau partage dont Mahru l'aîné serait tenu d'avancer les frais, et au chef qui lui accordait une provision alimentaire de 1,200 liv. en cas d'appel, disposition exécutoire par provision, qui n'est point attaquée, et qui était absolument étrangère à celle dont Mahru le jeune s'est rendu appelant; que Mahru le jeune a pu poursuivre l'exécution de cette disposition du jugement, sans qu'on ait pu en induire un acquiescement formel aux chefs dont il s'est depuis rendu appelant; — Conséquemment, qu'il a été fait à l'espèce une fausse application de l'article de l'ordonnance ci-dessus cité; — Casse, etc.

Du 4 prair. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Meville. — *Rapp.*, le cit. Lassaudade. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst. — *Pl.*, les cit. Mathias et Guichard.

DERNIER RESSORT. — SERVITUDE.

La demande relative à un droit de passage étant réelle et d'une valeur indéterminée, les tribunaux ne peuvent en connaître qu'en premier ressort. (L. 16-21 août 1790, tit. 4, art. 5.) (1)

(Rozier—C. veuve Rousseau.)

Le 28 niv. an 9, le tribunal civil d'Avallon a statué en premier et dernier ressort, sur une contestation élevée entre le cit. Rozier et la veuve Rousseau, relativement à un droit de passage.

Pourvoi en cassation par Rozier, pour violation de la loi des 16-21 août 1790, en ce que le tribunal avait statué en dernier ressort sur une demande d'une valeur indéterminée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 5, tit. 4, de la loi du 16 août 1790, conçu en ces termes: « Les juges de district connaîtront, en premier et en dernier ressort, de toutes affaires purement personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 1,000 liv. de principal, et des affaires réelles et dont l'objet sera de 50 liv. de revenu déterminé, soit en rente, soit par prix de bail; » Attendu que le fond de la contestation avait pour objet un droit réel qui n'était pas et qui ne pouvait pas être évalué en rente, ni par prix de bail; — Attendu que le demandeur n'avait pas consenti à être jugé en dernier ressort, et qu'en prononçant sur la contestation, en dernier ressort, le tribunal d'arrondissement séant à Avallon a contrevenu à l'art. cité de la loi du 16 août 1790; — Casse, etc.

Du 5 prair. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Odout. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst. — *Pl.* le cit. Geoffenet.

(1) F. dans le même sens, 18 brum. an 2; 10 mess. an 11; 21 mess. an 13; 27 avril 1807; — Merlin, *Repart.*, v^o *Dernier ressort*, § 3; et *Quest. de droit*, cod. verb., § 23.

(2) F. en ce sens, Merlin dans cette affaire, *Quest. de droit*, v^o *Huissier*, § 3. — Le doute pouvait naître de ce que la loi du 24 vend. an 3, après avoir gardé le silence sur l'incompatibilité des fonctions d'huissier et de celles de greffier, incompatibilité prononcée par la loi du 6 mars 1791, art. 5, contenait, dans

HUISSIER. — GREFFIER.

Un huissier près le tribunal de première instance, ne peut être en même temps greffier d'une justice de paix. — La loi du 21 vend. an 3 n'a pas dérogé sur ce point à celle du 6 mars 1791. (L. 6-27 mars 1791, art. 5; Décr. 14 juin 1813, art. 40, anal.) (2)

(Min. pub. — C. Bethel.)

Le cit. Bethel exerçait cumulativement les fonctions d'huissier au tribunal de Beaune et de greffier du juge de paix du canton de Belle-Fontaine.

Le ministre de la justice a, par une lettre du 13 niv. an 10, chargé le commissaire du gouvernement près le tribunal de Beaune, de prendre les mesures nécessaires pour obliger le cit. Bethel à opter entre ces deux fonctions que la loi du 6 mars 1791, déclarait incompatibles — Une instance est introduite à cet égard sur le réquisitoire du ministre public et le 14 pluv. an 10, jugement du tribunal de Beaune qui autorise Bethel, à exercer simultanément les deux fonctions, attendu que la loi du 6 mars 1791 a été abrogée sur ce point par celle du 21 vend. an 3, art. 5.

Pourvoi en cassation de la part du commissaire du gouvernement, pour violation de la loi du 6 mars 1791, art. 5, et fausse application de celle du 21 vend. an 3, art. 5.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu le réquisitoire du commissaire du gouvernement, le jugement y référé, et l'art. 5, du décret du 6 mars 1791; — Considérant que cette loi n'a été rapportée par aucune autre; que sa disposition ne contient rien de contraire à celle portée par la loi du 21 vendém. an 3; qu'ainsi le dernier article de cette dernière loi ne peut être considéré comme dérogeant à la première; — Considérant qu'en autorisant le cit. Bethel à exercer cumulativement les fonctions d'huissier près le tribunal de l'arrondissement de Beaune, et celles de greffier de la justice de paix du canton de Belle-Fontaine, le tribunal de première instance de Beaune est contrevenu à l'art. 5 de la loi du 6 mars 1791; qu'il a fait une fausse application de celle du 21 vendém. an 3, notamment de l'art. 5; et qu'enfin ce tribunal a empiété sur le pouvoir législatif en autorisant incompétamment un citoyen à cumuler deux fonctions publiques incompatibles, ce qui constitue un excès de pouvoir; — Par ces motifs, et en exécution de l'art. 80 de la loi du 27 vend. an 8; — Casse, etc.

Du 6 prair. an 10. — Sect. raq. — Prés., le cit. Murair. — *Rapp.*, le cit. Chasles. — *Concl.*, le cit. Merlin, comm. — *Pl.*, le cit. Guichard.

SÉPARATION DE BIENS. — CONVENTION.

Dans le ressort du conseil d'Artois, et notamment à Dunkerque, la séparation de biens consentie postérieurement au mariage, par une transaction intervenue entre un mari et

son article dernier, une disposition ainsi conçue: « Il est dérogé par le présent décret aux dispositions contraires des lois précédentes sur les incompatibilités. » Mais, ainsi que le fait remarquer Merlin, *loc. cit.*, il n'y avait pas ici contrariété de dispositions; il y avait seulement silence de la loi nouvelle. — An surplus, la question ne pourrait plus s'élever aujourd'hui, sous l'empire du décret du 14 juin 1813, qui, dans son art. 49, déclare les fonctions d'huissier incompatibles avec toute autre fonction publique salariée.

sa femme, et homologuée en justice, émit valable, et pouvait, par suite, être opposée par la femme aux créanciers du mari (1).

(Dulayon—C. Destouches).

En 1771, mariage de Destouches avec Petronille Hoogheere. Leur contrat de mariage, passé à Dunkerque, portait exclusion de la communauté statutaire (seulement ils s'associeraient aux acquêts).—Cette exclusion de communauté ne fut pas publiée et enregistrée.

Destouches, livré à des spéculations commerciales, ne fut pas heureux. Son épouse croyant sa dot en péril, voulut une séparation de biens.

Le 11 therm. an 6, cette séparation fut consentie entre les époux par transaction homologuée malgré l'opposition du mari, sur les conclusions du ministère public, enregistrée et publiée.

Depuis, le citoyen Dubayon, créancier de Destouches pour sommes dues avant son mariage, fit saisir les immeubles par lui cédés à son épouse séparée; mais la dame Destouches se pourvut en nullité de ces saisies: elle prétendit qu'elle n'était pas passible des dettes de son mari à cause de l'exclusion de communauté, stipulée par son contrat de mariage, et de la séparation du 11 therm. an 6.

Mais le sieur Dubayon se fondant sur ce que l'exclusion de communauté n'avait pas été publiée, et sur ce que la séparation de biens n'avait pas été ordonnée en justice en connaissance de cause, en concluait que ni l'une ni l'autre de ces circonstances, ne devaient avoir effet à son préjudice.

Il argumentait principalement des lois romaines qui proscrirent les séparations volontaires, conformément aux principes essentiels à l'ordre public, d'après lesquels tout ce qui tient aux mariages doit être réglé par la loi ou ses organes.

La dame Destouches répondait que les lois romaines, si elles interdisent les séparations volontaires des personnes, ne font pas la même défense quant aux biens.—Les biens ne sont pas de l'essence du mariage, c'est la volonté des époux qui en règle la nature, ou en confie l'administration. Si, eu se mariant, une épouse a pu se réserver l'administration de ses biens, pourquoi, durant le mariage, et lorsqu'il y a nécessité pour elle, ne pourrait-elle pas reprendre cette administration du consentement de l'administrateur qu'elle s'était donné?

Jugement du tribunal d'arrondissement de Bergues, qui donne à la dame Destouches mainlevée des saisies, attendu qu'aucune loi romaine ne porte textuellement que les séparations de biens doivent être ordonnées en justice,—et que la jurisprudence du pays vient pour valable la séparation volontaire, pourvu qu'elle ait été homologuée en justice.

27 frim. an 10, jugement confirmatif par le tribunal d'appel étant à Douai.

POURVOI en cassation par Dubayon, pour contravention à la loi 7^e ff. de *Jure dotium*, qui accorde au mari tout le revenu de la dot: *Dotis fructum ad maritum pertinere debere aequitas suggerit*.—Selon les lois romaines, disait-on,

ceux qui constituent la dot la confient à l'époux pour qu'elle reste en ses mains jusqu'à la dissolution du mariage: *Dotis causa perpetua est, et cum voto ejus, qui dat, ita contrahitur, ut semper apud maritum sit* (L. 1^{re} ff. de *Jure dotium*).—L'épouse n'y a jusqu'alors aucun droit, c'est le mari qui en est le maître.—Il est donc impossible que la volonté des époux, sans l'autorité de la justice, intervienne cet ordre de chose. On ajoutait que le jugement était de plus en contravention avec le chap. 10 de la nov. 117, qui défend les séparations volontaires.

Le commissaire Merlin a été d'avis que les revenus de la dot appartiennent au mari, seulement pour le support des charges du mariage: *ad sustinenda onera matrimonii*. D'où il suit que son droit cesse, alors que par la séparation il cesse de supporter les charges du mariage.—Quant à la novelle 117, elle s'appliquait au divorce; la séparation de biens volontaire n'était défendue par aucune loi romaine et française; et la diversité même des arrêts rendus sur ce point prouvait d'après ce magistrat, qu'aucune loi ne défendait ces séparations lorsqu'elles étaient faites sans fraude.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que le chap. 10 de la nov. 117, n'a et ne peut avoir aucune application aux séparations de biens, puisque, faisant suite aux chapitres qui le précèdent sous le titre, *ut non liceat consensu matrimonium dissolvere nisi ex causâ probabili*, et après avoir précisé les justes causes du divorce, la défense qui le termine ne peut s'entendre que de la dissolution du mariage, qui ne peut être faite pour d'autres motifs, même du consentement des époux: *alter enim separationem matrimoniorum fieri consensu nullo modo permittimus*;—Que la loi *Si constante matrimonio*, au liv. 21 ff. de *solutio matrimonii*, ne contient point de décision précise de la question sur laquelle les juges avaient à prononcer; les mots *evidentissimè apparet* peuvent s'appliquer aussi justement au cas où le mari convient lui-même du mauvais état de sa fortune, qu'à celui où cette preuve est faite contradictoirement avec lui;—Attendu qu'aucune loi positive, ni ancienne, ni moderne, ne prescrit, à peine de nullité, la formalité d'une poursuite contradictoire et d'une enquête judiciaire, pour autoriser la femme à reprendre ses biens dotaux, lorsque le mari consent à cette remise, et par là, à la séparation de biens;—Que bien que la jurisprudence de la majeure partie des tribunaux de France et l'opinion de la plus grande partie des auteurs soient contraires à la validité des séparations de biens volontaires, on ne peut admettre comme violation des lois un moyen fondé sur la non observation de cette jurisprudence, qui n'a pas été toujours et partout observée, et qui ne l'a jamais été dans le ressort du ci-devant conseil d'Artois.—Qu'il résulte de là que les moyens employés pour faire annuler la décision des juges du tribunal d'appel étant à Douai, sur la validité et la légalité de la séparation formée par le consente-

ments, au cas où ils seraient permis. Ainsi, tandis que les parlements de Dijon et de Rouen exigeaient que la séparation de biens eût été prononcée contradictoirement avec tous les créanciers intéressés (Merlin, *loc. cit.*), en Brabant, au contraire, l'on pensait que l'homologation du juge n'était pas même nécessaire (Cass. 30 germ. an 10; Bruxelles, 13 août 1806).—Toutes ces questions ne peuvent plus s'élever depuis que la Code civil, art. 1443, a formellement interdit les séparations de biens volontaires.

(1) *V. en sens* un arrêt de cassation du 10 juill. 1809, qui valide une semblable séparation, également intervenue dans le ressort du ci-devant conseil d'Artois, et qui ne parle pas de la nécessité de l'homologation. *V. aussi* Merlin dans cette affaire, *Quest. de droit*, 4^e *Séparation de biens*, § 2.—Les anciens parlements étaient divisés sur la question de savoir si l'on pouvait admettre les séparations de biens volontaires, consenties entre époux postérieurement au mariage, et sur les précautions qu'il était nécessaire de prendre pour prévenir la fraude dans ces

ment des époux, et ensuite sanctionnée par un jugement rendu sur les conclusions du ministère public, n'étant pas fondée, cette décision est à l'abri des autres reproches qui lui sont faits par les premier et second moyens; qu'en effet, la saisie et la tierce-opposition du demandeur ne pouvant être légitimées ni par l'ord. de 1673, dans la disposition même où cette ordonnance eut été enregistrée au ci-devant conseil d'Artois, ni par les lois romaines, qui attribuent au mari le revenu des biens dotaux de la femme; les juges n'ont pu violer ces lois, qui devaient être étrangères au cas sur lequel ils prononçaient.—Rejette, etc.

Du 6 prair. an 10.—Sect. req.—Prés., le cit. Murral.—Rapp., le cit. Delacoste.—Concl., le cit. Merlin, comm.—Pl., le cit. Guichard.

VENTE A FONDS PERDU. — PERSONNES INTERPOSÉES. — ASCENDANTS.

Sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, les ventes à fonds perdu faites aux ascendans des successibles, n'étaient pas prohibées, bien que l'art. 26 de cette loi prohibât les ventes de cette nature en faveur des successibles eux-mêmes. — Dans ce cas, les ascendans ne devaient pas être considérés comme personnes interposées (1).

(Robin—C. Dalau.)

26 germ. an 6, vente par Samuel Dalau, de tous ses biens, à Marie Bonnan, veuve Dalau, sa belle-mère, moyennant une rente viagère.—Samuel Dalau n'avait point d'enfants, et les enfants de Marie Bonnan, ses neveux, étaient du nombre de ses successibles.—De plus, Marie Bonnan, veuve Dalau, était restée avec ses enfants en état de communauté continuée après la mort de son mari.

Après la mort de Samuel Dalau, Robin et consorts, ses parents de même degré que les enfants Dalau, prétendirent que la vente dont il s'agit était une donation déguisée.—Ils disaient que vendre à la mère dont les enfants ne peuvent inacquérir d'héritier, et avec qui même ils sont en communauté continuée, c'est absolument vendre aux enfants.—Et puisque la vente aux enfants Dalau est éteinte aux termes de la loi du 17 niv. an 2, art. 26, qui défend de vendre à fonds perdu à un héritier présumé ou à ses descendants, il devait y avoir nullité dans la vente à leur mère, qui, à leur égard, était une personne interposée.

26 frim. an 9, jugement du tribunal d'arrondissement des Sables-d'Olonne, qui annule la vente, attendu que la vente faite à la veuve Dalau a nécessairement profité à ses enfants, en communauté avec elle, et que, dans ce cas, un acte nul pour partie l'est nécessairement pour le tout.

27 therm. an 6, jugement sur appel, rendu par le tribunal saisi à Poitiers, qui, réformant le jugement de première instance, déclare la vente valide, attendu que la loi du 17 niv., applicable aux descendants des successibles, ne s'étend pas aux ascendans; que les tribunaux ne peuvent sous prétexte de pénétrer l'esprit d'une loi, en étendre les prohibitions; mais qu'ils doivent s'adresser au corps législatif, quand ils le croient nécessaire

(1) P. décisions conformes, Cass. 21 vent. an 9; Poitiers, 7 therm. an 10; Paris, 10 fruct. an 10.—Jugé de même à l'égard de l'époux du successible: Cass. 18 fruct. an 9; Paris, 12 germ. an 10.—Contre sur ce dernier point: Cass. 28 vent. an 8 et 4 germ. an 10.—P. sur surplus Merlin dans l'affaire ci-dessus, *Quest. de dr.*, v° *Avantages aux héritiers présumés*, § 3, et Chabot, *Quest. transit.*, v° *Avant dnd.*, § 3.—L'art. 911 du Code civil déclare personnes interposées les père et mère de l'incapable.

(loi des 16-25 août 1790, tit. 2, art. 12); qu'enfin, la loi valide tout ce qu'elle ne défend pas.

Pourvoi en cassation, par Robin et consorts, pour violation de la loi du 17 niv. an 2, art. 26. Ils ont invoqué des analogies tirées de l'ancienne jurisprudence.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que l'art. 26 de la loi du 17 niv. an 2, est prohibitif, et ne peut par conséquent s'étendre d'un cas à un autre;—Considérant qu'il ne comprend que les successibles et leurs descendants, et que, s'il y a quelques inconvénients à ne pas l'avoir étendu, soit aux ascendans, soit à l'époux en communauté avec le successible, ou avec les descendants du successible, il y en aurait encore davantage à créer, sous le prétexte d'analogie, des prohibitions que la loi n'a pas établies;—Considérant que, créer ces nouvelles prohibitions, ce serait (quelque justes qu'elles pussent être) entreprendre sur l'autorité législative, ce qui, dans l'espèce, serait d'autant moins pardonnable, qu'il n'y avait pas de question plus controversée avant la loi du 17 niv., que celle de l'étendue des prohibitions;—D'où il suit que c'est en connaissance de cause que les législateurs l'ont restreinte expressément aux successibles et à leurs descendants;—Considérant enfin qu'il ne peut pas y avoir ouverture à cassation d'un jugement auquel on ne peut faire d'autre reproche que d'être conforme à la lettre de la loi;—Rejette, etc.

Du 6 prair. an 10.—Sect. req.—Rapp., le cit. Poriquet.—Concl., le cit. Merlin, comm.—Pl., le cit. Chabroud.

DOUANES. — MARCHANDISES ANGLAISES. — CERTIFICAT D'ORIGINE.

L'introduction en France de marchandises qui sont réputées anglaises par la loi, ne peut avoir lieu qu'autant qu'elle est accompagnée d'un certificat d'origine: la production postérieure du certificat ne suffit pas pour faire donner main-levée de la saisie. (L. 10 pluv. an 5, art. 1; 10 brum. an 5, art. 13.) (2)

(Douanes—C. Kers.)

Du 8 prair. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Pons, subst.

TRIBUNAL DE POLICE. — LOI PÉNALE.

Du 8 prair. an 10 (aff. Ledue).—Même décision que par le jugement du 29 therm. an 9 (aff. Bouchet et Berthelin).

RÉBELLION. — RASSEMBLEMENTS. — CONSCRIPTION. — COMPÉTENCE.

L'enlèvement de conscrits déserteurs conduits par des gendarmes, fait à force ouverte et avec violence par un rassemblement de rebelles masqués et armés de fusils, présente un attentat qui rentre dans l'application de la loi du 30 prair. an 3. En conséquence, les auteurs de cet attentat, arrêtés hors du rassemblement et sans armes, doivent être tra-

(2) L'art. 13 de la loi du 10 brum. an 5 et l'art. 1^{er} de celle du 19 pluv. suivant exigent formellement que les marchandises qu'ils désignent soient accompagnées des certificats prescrits. Dès-lors, la production ultérieure de ces pièces ne détruit pas le fait matériel de la contravention; elle prouve seulement que ce fait n'est qu'une négligence et non une fraude; mais en matière de douanes, l'intention n'exécuse pas la contravention. P. Cass. 29 frim. an 7. *

duits directement devant l'accusateur public chargé de dresser dans ce cas l'acte d'accusation. (L. 30 prair. an 3, art. 7.)

(Stiennon et Mouton.)

Du 9 prair. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Rupérou.—*Concl.*, le cit. Pons, subst.

CASSATION.—AMENDE.—QUITTANCE.

Lorsque le demandeur en cassation a été déclaré non recevable, faute d'avoir joint à sa requête la quittance de consignation d'amende prescrite par la loi, il ne peut se faire restituer contre l'arrêt en rapportant cette quittance, et en prouvant, par sa date, qu'il avait consigné l'amende, soit avant la présentation de sa requête, soit du moins avant qu'il y eût été statué (2).

(Voldet.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu qu'aucune quittance de consignation d'amende n'avait été déposée au greffe avant le 26 germ. dernier, jour où a été rendu le jugement qui a déclaré Jean-Louis Voldet non recevable dans sa demande en cassation, faute par lui de s'être conformé à ce qui est prescrit par la loi; qu'en conséquence la fin de non recevoir a été régulièrement prononcée;—Rejette la demande de Voldet en restitution contre le jugement du 26 germ. dernier.

Du 9 prair. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Rataud.—*Concl.*, le cit. Merlin, comm.

APPEL EN MATIÈRE DE POLICE.—

DERNIER RESSORT.

Sous le Code du 3 brum. an 4, les tribunaux de police jugeaient souverainement et en dernier ressort : aucun appel ne pouvait donc être interjeté de leurs jugements. (C. 3 brum. an 4, art. 153 et 154.) (3)

(Hivernau—C. Ferrand.)

Le sieur Hivernau avait été renvoyé par le tribunal de police d'une plainte pour contravention en matière de petite voirie.—Appel du plaignant devant le tribunal de Guéret, qui « avant faire droit, ordonne que par des experts les lieux so-

ront visités, les droits et actions des parties réservés. »—Poursuit.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu que, d'après les art. 153 et 154, du Code des délits et des peines, les tribunaux de police doivent juger souverainement et en dernier ressort, et que dans l'espèce ces articles ont été violés;—Casse, etc.

Du 10 prair. an 10.—Sect. crim.

CONSIGNATION.—AUTORISATION.

Un arrêt n'est pas susceptible de cassation par cela seul qu'il a annulé une consignation faite sans autorisation de justice dans le ressort du ci-devant châtelet de Paris (4).

(Tirel—C. hérit. Lanery.)

Le 14 germ. an 3, Tirel avait consigné à la trésorerie le prix de la vente d'une maison par lui acquise des héritiers Lanery, le 16 avril 1793.—La consignation avait seulement été précédée d'offres réelles faites au vendeur, et à des créanciers opposans au sreu des lettres de ratification; mais elle n'avait été autorisée par aucun jugement. En conséquence, les héritiers Lanery avaient soutenu qu'elle était nulle.—Tirel avait répondu qu'elle avait été déterminée par les oppositions survenues, et qu'elle avait été faite conformément aux lois.

Le tribunal d'appel de Paris avait décidé, par jugement du 13 vent. an 9, que Tirel n'avait pu être valablement libéré du prix de son acquisition qu'en le consignait, soit du consentement des parties intéressées, soit en vertu d'un jugement rendu avec elles; et il s'était fondé, à cet égard, sur la jurisprudence du ci-devant châtelet de Paris.—En conséquence, ce tribunal avait prononcé le nullité de la consignation du 14 germ. an 3.

POURVOI en cassation de la part de Tirel, pour excès de pouvoir, en ce que le tribunal d'appel de Paris avait annulé un acte autorisé par les lois, sous le prétexte de l'insobservation d'une formalité qu'elles n'ont point prescrite pour le rendre régulier.

La loi 9, au Code de Solution, n'a-t-elle fait observer, dit bien que la consignation doit, pour opé-

Haute-Saône, qui avait déclaré valable une consignation faite à Rambervilliers sans jugement, aucune loi observée dans ce pays ne prescrivait cette formalité.

Le 16 vent. an 8, il a rejeté une demande formée contre un jugement du tribunal civil du Doubs, qui avait au contraire déclaré nulle une consignation faite dans le département du Jura, pour l'avoir été sans jugement préalable; rejet fondé sur ce qu'en décidant que ce jugement était nécessaire suivant l'interprétation que ce tribunal avait cru devoir donner à la forme solennelle exigée par la loi romaine, en matière de consignation, et suivant l'usage le plus généralement adopté, il n'avait contrevenu expressément à aucune loi.

Le 23 therm. de la même année, il a encore rejeté un moyen présenté à l'appui d'une demande en cassation, formée par le citoyen Lapeyre, contre un jugement du tribunal civil du Tarn, et résultant de ce que la consignation que ce jugement avait déclarée valable, n'avait pas été autorisée en justice; rejet motivé sur ce qu'il n'y a aucune loi qui exige que les consignations soient précédées d'un jugement.

Aujourd'hui, la question ne saurait plus faire de doute; car l'art. 1239, Cod. civ., porte en termes exprès qu'il n'est pas nécessaire pour la validité de la consignation qu'elle ait été autorisée par le juge.—*P.* au surplus sur ce point, Merlin, *Rep.*, v° *Consignation*, § 24; Duranton, t. 12, n° 219.

(1) La loi du 30 prair. an 3, essentiellement spéciale, était uniquement dirigée contre les individus qui, après avoir prêté serment à la République, auraient conspiré contre elle. Il ne s'agissait toutefois que des conspirations qui se trahissaient par des rassemblements armés. Les prévenus arrêtés dans ces rassemblements étaient traduits devant le tribunal militaire; ceux qui étaient arrêtés hors des rassemblements étaient immédiatement traduits devant le tribunal criminel et jugés par ce tribunal, sur l'acte d'accusation dressé par l'accusateur public.

(2) *P.* dans le même sens, Cass. 29 mess. an 8, et 24 déc. 1824.

(3) *P.* conf., Cass. 23 flor. an 9, et nos observations sur ce jugement.

(4) Cette décision reconnaît l'existence d'un usage qui avait prévalu dans le ressort du ci-devant Châtelet de Paris (Pigeau, *Proc. du Châtelet*, ch. de la *Consignation*, § 2), usage contraire, d'ailleurs, à celui de plusieurs autres ressorts et à l'opinion de Pothier, des *Oblig.*, n° 543. Aussi le tribunal de cassation a-t-il toujours maintenu les jugements qui, suivant les usages particuliers du pays où les consignations avaient été faites sans jugement préalable, les avaient déclarées valables ou nulles.

Le 25 niv. an 6, il a rejeté une demande en cassation formée contre un jugement du tribunal de la

rer la libération du débiteur, être faite solennellement, *solemniter facta*. — Mais, pour être solennelle, il suffisait, aux termes de la loi 19, C. de Usuria, qu'elle fût faite *in ade sacerdotum*, ou dans tout autre lieu désigné par le juge, et il n'était pas nécessaire qu'elle fût préalablement autorisée en justice.

Cette autorisation judiciaire était-elle exigée par quelque disposition du droit français ? — On ne peut en citer aucune. — Il est vrai qu'au ci-devant châtelet de Paris, ainsi que l'observe Pigeau, dans son *Praticien de ce châtelet*, on avait introduit l'usage de faire d'abord réaliser les offres à l'audience, ensuite d'ordonner la consignation par un jugement, pour opérer la libération du débiteur. — Mais comme l'a pensé Bourjon, qui atteste cet usage dans son *Droit commun de la France* (tom. 2, p. 352), cette forme de procédure était vicieuse, et la consignation effective faite après les offres valables devait opérer un paiement légal.

Pothier enseigne le même principe dans son traité des *Obligations*, n. 513. — Il cite même un arrêt du parlement de Paris, du 11 août 1703, qui l'a jugé ainsi. — Salvat, dans la *Jurisprudence du parlement de Bordeaux*, p. 101; et les nouveaux éditeurs de Denistart, au mot *Consignation*, § 1^{er}, n. 4, ont professé la même opinion.

Où a cité, à l'appui de ce système, Domat, *Lois civiles*, liv. 4, sect. 2, § 8; Ferrière, *Dictionnaire de droit*, v° *Consignation*; d'Argon, Rousseau de Lacombe, au mot *Consignation*; Dureau, auteur de l'article *Consignation* dans le *Répertoire de Jurisprudence*; une circulaire du ministre de la justice, du 21 therm. an 4; et enfin Bourjon lui-même, qui avait blâmé comme inutile l'usage de la réalisation, mais non l'autorisation de la justice.

Presque tous les auteurs se réunissaient donc pour enseigner qu'une consignation pouvait être valablement faite sans jugement préalable; et s'il en est qui ont pensé que ce jugement était nécessaire, leur opinion, pour être fondée, devait être interprétée dans le sens de la loi 19 de Usuria, c'est-à-dire que, suivant eux, l'autorisation judiciaire était nécessaire pour les consignations faites dans un lieu autre que celui désigné à cet effet par la loi. — La nouvelle législation a-t-elle prescrit cette formalité ? — Non : elle a, au contraire, dispensé le débiteur, dans divers cas, de l'obligation de déposer le montant des sommes par lui offertes; elle a fait résulter sa libération du seul fait des offres réelles, lorsqu'en définitive elles étaient jugées intégrales et suffisantes.

C'est ce qu'on peut voir notamment dans les lois des 3 mai et 12 nov. 1790, relatives au rachat des droits féodaux, et dans celle du 18 déc. suivant, qui autorise le remboursement des rentes foncières.

Enfin la loi du 6 therm. an 3 n'a prescrit aux débiteurs d'affaires de commerce d'autres formalités à remplir pour parvenir à leur libération, que celle d'un simple dépôt entre les mains du receveur de l'enregistrement, sans le forcer de recourir à la justice pour s'y faire autoriser. — Et en déclarant, le 1^{er} fructidor de la même année, qu'un *remboursement ne pouvait être consommé qu'autant que le débiteur s'était dessaisi par la consignation*, le législateur a nécessairement réputé libéré le débiteur qui s'était dessaisi par la consignation, sans supposer que l'autorisation judiciaire devait la précéder. — L'art. 5 de la loi du 23 sept. 1793 veut, il est vrai, qu'à l'avenir tout dépôt à faire en vertu de jugement, ou par permission de justice, soit versé, pour Paris, à la trésorerie nationale, et pour les départements,

dans la caisse des receveurs. — Mais on ne peut conclure de cette disposition qu'une consignation ne peut avoir lieu qu'en vertu d'un jugement. — La loi dit seulement qu'un dépôt ne pourra pas être versé ailleurs, de l'autorité du juge, que dans les caisses qu'elle a indiquées. — Ainsi, loin qu'il résulte de cette loi qu'une consignation faite dans ce lieu désigné, doit être faite d'autorité de justice, il faut, au contraire, en induire qu'une pareille consignation ne doit pas être préalablement autorisée par le juge. — On conclut de tout cela, que la consignation du 11 germ. an 3 était valable, et qu'en l'annulant sous prétexte qu'elle avait été faite sans jugement préalable, le tribunal d'appel avait créé une nullité, et, sous ce rapport, excédé son pouvoir.

On répondait qu'il résultait de la loi 9 au Cod. de Solution., combiné avec la loi 19 de Usuria, que la consignation ne libérait que lorsqu'elle avait été préalablement autorisée par le juge; que ces deux lois avaient toujours été entendues ainsi et expliquées dans ce sens, et que dans le droit français l'usage fondé sur les dispositions des lois romaines, et généralement adopté, a été de recourir à l'autorité du juge pour être autorisé à consigner.

Quant à la circulaire du 21 therm. an 4, voici le passage qui se rapporte à la question qui nous occupe : « La seconde condition pour que le débiteur obtienne sa libération, est qu'il se dessaisisse de la chose offerte. Or, tant que le dépôt n'est pas ordonné en justice, que le dépositaire n'a eu aucune qualité pour s'en charger, tant qu'il ne tient son titre de dépositaire que du choix du débiteur, celui-ci n'est réellement pas dessaisi de la chose. Cela est si vrai, qu'il en conserve la libre disposition; que le dépositaire étant son homme et non celui de la justice ou de la loi, il peut, à sa volonté, lui redemander compte du dépôt et le reprendre. — Du choix fait par le débiteur seul de la personne du dépositaire, sans le concours de la justice, il résulte encore qu'en cas d'infidélité, la perte retombe en entier sur le débiteur. La chose, en effet, n'a pas cessé de lui appartenir; elle n'est ni sous la main de la justice, ni sous la sauvegarde de la loi, ni en la possession de son créancier, mais en ses propres mains, ou, ce qui revient au même, en celles de son homme de confiance. Le débiteur est si peu libéré, en vertu de pareils dépôts, que les intérêts de sa dette continuent à courir jusqu'à ce qu'une consignation véritable et régulière ait opéré sa décharge. »

Après toutes ces autorités, un jugement qui a décidé qu'une consignation faite sans jugement préalable était nulle, n'est-il pas à l'abri de la cassation ?

Le commissaire Arnaud a soutenu qu'aucune loi n'ayant permis aux tribunaux de faire dépendre la validité d'une consignation de l'autorisation préalable de la justice, le tribunal d'appel de Paris avait créé une nullité, et, sous ce rapport, commis un excès de pouvoir.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que le tribunal d'appel de Paris a reconnu qu'aucun jugement n'avait autorisé le demandeur en cassation à faire le dépôt ou la consignation; qu'en annulant sur ce fondement ce dépôt, le tribunal a invoqué une jurisprudence notoire et constante; qu'on ne peut trouver un excès de pouvoir dans un jugement qui consacre un point de jurisprudence constante; — Rejette, etc.

Du 11 prair. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Vergès. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

TIMBRE.—REGISTRE D'OCTROI.

Un registre destiné à la perception d'un octroi municipal est soumis au droit de timbre. En conséquence, il y a contravention passible d'amende si on intercale des feuilles non timbrées dans ce registre. (L. 13. brum. an 7, art. 12 et 26.)

(L'Enreg.—C. l'octroi de Lyon).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 12 et 26 de la loi du 13 brum. an 7, ainsi conçus : « Sont assujettis au droit de timbre établi en raison de la dimension, tous les papiers à employer pour les actes et écritures, soit publics, soit privés, à savoir : les registres des administrations centrales et municipales, tenus pour objets qui leur sont particuliers, et n'ayant point de rapport à l'administration générale. » « Il est prononcé, par la présente, une amende de 30 fr. pour chaque acte ou écrit sous signature privée, fait sur papier non timbré ; » — Considérant que les registres dont il s'agit sont dans la classe de ceux énoncés par l'art. 12 ci-dessus, ainsi que le reconnaît le jugement attaqué ; — Considérant qu'il est aussi reconnu, par le même jugement, que, depuis le timbre originairement apposé sur ces registres, il y a été intercalé des feuilles entières non timbrées ; — Considérant que, par cette intercalation, on ne peut excuser l'allégation bien ou mal fondée de l'opposition et du paiement d'un double timbre sur chacune des feuilles originales ; que contravention à l'art. 12 a été commise, et l'amende prononcée par l'art. 26, encourue ; — Considérant qu'en ne prononçant pas ladite amende dans l'espèce, le jugement attaqué est contrevenu aux lois précitées ; — Casse, etc.

Du 11 prair. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Bazire.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

ARBITRAGE.—EXCÈS DE POUVOIR.—ACTION EN NULLITÉ.

C'est par action en nullité, et non par la voie de l'appel, que peut être attaqué un jugement arbitral pour excès de pouvoir. (L. 1^{re} mai 1790 ; 24 août 1791, art. 4, et 27 vent. an 8, art. 3 ; C. proc., art. 1028.) (1)

(Beny—C. Lecaisne et consorts.)

Le 15 pluv. an 4, la citoyenne Beny et le citoyen Lecaisne avaient signé un compromis par lequel ils déféraient à des arbitres le jugement en dernier ressort de contestations nées entre eux. Les 10 et 17 therm. suivant, la cit. Beny avait signifié aux arbitres qu'elle n'entendait plus être jugée qu'à la charge de l'appel ; mais Lecaisne et consorts ne consentirent point à cette

modification du compromis.—Le 2 fruct. an 4, les arbitres prononcèrent leur sentence qualifiée en dernier ressort, sans avoir égard aux actes des 10 et 17 therm. La cit. Beny se pourvut en cassation contre ce jugement pour excès de pouvoir ; sa requête fut rejetée le 18 prair. an 5, par le motif que, lorsque les arbitres avaient excédé leurs pouvoirs, les droits des parties restaient entiers, et qu'elles pouvaient les faire valoir devant les tribunaux ordinaires.

La citoyenne Beny se pourvut en conséquence auprès du tribunal civil de l'Aisne, en nullité du jugement arbitral du 2 fruct. an 4, comme contenant excès de pouvoir.

Par deux jugemens, l'un du 27 frim. an 6, et le second du tribunal civil de l'Oise, confirmatif sur l'appel, du 15 flor. suivant, sa demande fut rejetée par le motif que la seule voie légale pour se pourvoir contre un jugement arbitral, comme contenant excès de pouvoir, était celle de l'appel ; aucune raison de différence n'existant à cet égard entre un jugement ordinaire et un jugement arbitral.

Pourvoi en cassation par la citoyenne Beny. — Le jugement arbitral, disait-on pour la demanderesse, contenant un excès de pouvoir, n'était plus qu'un acte privé ; il donnait donc lieu à l'action en nullité, ouverte contre tous les actes vicieux, soit dans la forme, soit au fond ; il devait donc être attaqué comme tel par l'action en nullité soumise aux deux degrés de juridiction.

Pour les défendeurs on répondait : Le tribunal arbitral est pour les parties ce que serait un tribunal de première instance. Or, quand un tribunal de première instance a excédé ses pouvoirs, sa décision ne peut être attaquée que par la voie de l'appel. L'action en nullité ne pourrait être employée, car le tribunal qui en serait juge ne pouvant statuer qu'en premier ressort, il y aurait pour la décision attaquée plus de deux degrés de juridiction, et la loi serait violée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu la loi du 1^{er} mai 1790, portant qu'il y aura deux degrés de juridiction en matière civile ; — Attendu que la décision arbitrale du 2 fruct. an 4, étant attaquée pour excès de pouvoir, ne pouvait l'être que par la voie de nullité, par action principale et en première instance ; que cependant il résulte du jugement du tribunal civil du département de l'Oise, que la demanderesse serait privée d'un degré de juridiction, et que le jugement est contrevenu, en conséquence, à la loi citée ; — Casse, etc.

Du 12 prair. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Oudot.—Concl. conf., le cit. Arnaud, subst.

(1) P. conf., Cass. 30 avril 1806. — Cette question, née sous l'empire du droit intermédiaire, ne laissait pas que d'offrir quelque difficulté. Dans l'ancien droit, on pouvait appeler des sentences arbitrales : cet appel était porté directement devant les Cours souveraines, soit pour mal jugé, soit pour nullité de la sentence. (Ferreira, *Dict. de droit, vis Arbitrage et Compromis* ; Jousse, *Justices civiles*, t. 2, p. 715). — Les lois des 24 août 1790, tit. 1^{er}, art. 4, et 27 vent. an 8, art. 3, ayant décidé qu'il ne pourrait y avoir recours soit en appel, soit en cassation, contre les sentences arbitrales, que lorsque ces deux voies auraient été expressément réservées par le compromis, il n'était plus possible de saisir alors les tribunaux d'appel des demandes en nullité des sentences arbitrales, lorsqu'il n'y avait pas eu réserve d'appel. — Cependant on restait sous l'empire de la loi 32, ff. de Recept. qui arbit., § 11 et

15, suivant laquelle, *Potestas arbitri compromisso coercetor*. D'où l'on pouvait induire que la sentence rendue en dehors des limites du compromis étant nulle, il fallait nécessairement qu'il y eût une voie ouverte à la partie lésée pour faire prononcer cette nullité. C'était là une question de forme essentiellement distincte de la question du fond soumise aux arbitres. Or, aux termes de la loi du 1^{er} mai 1790, toute action civile étant soumise à deux degrés de juridiction, c'était nécessairement devant les tribunaux de première instance que la question devait être portée. Cette doctrine, formalisée par le jugement que nous recueillons, a été consacrée depuis par l'art. 1028 du Code de proc., sous l'empire duquel elle a reçu la sanction de nombreux arrêts. — P. Cass., 18 déc. 1810 ; 5 nov. 1811 ; 27 mai 1818 ; 23 juin 1819. — P. aussi Merlin, *Quest.*, v^o Arbitres, § 4, et Mongault, *Traité de l'arbitr.*, n^o 492.

DOUANES.—MONNAIES.—EXPORTATION.

La loi du 9 flor. an 7, tit. 4, art. 18, n'a abrogé l'art. 4 de celle du 16 fruct. an 3, qu'en ce qui concerne les formalités des procès-verbaux. En conséquence, l'amende de 500 fr. prononcée par cette dernière loi pour tous les cas d'exportation de marchandises prohibées, a dû continuer d'être appliquée à l'exportation du numéraire, conformément aux lois antérieures. (LL. 6-22 août 1791, tit. 5, art. 1^{er}; 15 sept. 1792, art. 1 et 3; 15 août 1793, art. 3.)

(Donanes — C. Robert.)

Un jugement du tribunal de poix de Russey, en date du 7 niv. an 9, avait prononcé la confiscation de vingt-sept pièces d'or saisies à la sortie, mais sans amende. — Ce jugement a été confirmé par celui de Saint-Hippolyte, sur le motif que les lois invoquées par la régie, ou ne prononçaient point formellement cette amende, ou avaient été rapportées par l'art. 18, t. 4 de la loi du 9 flor. an 7.

Pourvoi en cassation de la part de la régie, pour fausse application de ce dernier article, en ce que le rapport qu'il ordonne des lois qui y sont rappelées, n'est relatif qu'aux formalités des procès-verbaux; — Et contrairement à l'article premier du titre 5 de la loi du 22 août 1791, aux art. 1^{er} et 3 de celle du 15 sept. 1792, à l'art. 3 de la loi du 15 août 1793, à l'art. 4 de la loi du 14 fruct. an 3, enfin en ce qu'il résultait de toutes ces lois qu'une amende de 500 fr. eût dû être prononcée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 1^{er}, tit. 3 de la loi du 22 août 1791; art. 1 et 2 de la loi du 15 sept. 1792; art. 3 de la loi du 15 août 1793, la disposition finale de l'art. 4 de la loi du 14 fruct. an 3; l'art. 18, tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7; — Considérant que la loi du 15 sept. 1792, en soumettant ceux qui contrevenaient à la défense de l'exportation du numéraire, aux peines portées par la loi du 22 août 1791, a évidemment entendu parler des dispositions du titre 5 qui prononce l'amende de 500 fr., en assimilant le cas de l'exportation à celui de l'importation des marchandises prohibées dont il est question dans l'art. 1^{er} de ce titre; — Considérant que l'art. 4 du décret du 11 fructid. an 3, qui, par sa disposition finale, prononce aussi l'amende de 500 fr., dans tous les cas d'exportation des marchandises prohibées, n'a été rapporté par l'art. 18 du titre 6 de la loi du 9 flor. an 7, qu'en ce qui concerne les formalités des procès-verbaux; — Considérant que l'art. 3 de la loi du 15 août 1793 veut aussi que, dans tous les cas d'exportation prohibée, l'amende contre les contrevenants soit toujours de 500 fr.; — Considérant qu'il s'ensuit de ce qui précède, que le jugement du tribunal de Saint-Hippolyte, du 28 pluv. an 9, en déclarant que l'art. 4 de la loi du 14 fructid. an 3 avait été abrogé par l'art. 18 du titre 4 de celle du 9 flor. an 7, a fausement appliqué ce dernier article, et qu'il a contrevenu aux art. 1^{er} et 3 de la loi du 15 sept. 1792, à l'art. 3 de celle du 15 août 1793, ainsi qu'à l'art. 1^{er} du titre 5 de celle du 22 août 1791, et à la disposition finale de l'art. 4 de ladite loi du 14 fructid. an 3; — Le tribunal donne défaut contre le cit. Robert, ci, en adjugeant le profit d'ice lui; — Casse, etc.

Du 12 prair. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Liborel. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

PRÊTRE DÉPORTÉ.—INCAPACITÉ.

Les prêtres déportés pour refus de serment, n'ont pu recouvrer la propriété de leurs biens par le seul fait de leur rentrée en France, alors même qu'aucune décision judiciaire ou administrative n'avait prononcé contre eux la peine de la déportation. En conséquence, ils étaient incapables de disposer de leurs biens avant d'avoir été relevés de cette peine (1).

(Maury — C. hérit. Cabanel.)

En septembre 1793, Gabriel Cabanel, prêtre non assermenté, et comme tel soumis à la déportation, avait fui en pays étranger, après avoir repaidant fait à Rouvière, son neveu, une donation simulée de tous ses biens. Il ne paraît pas, du reste, qu'une condamnation à la déportation ait été prononcée contre lui par une décision quelconque. Rentré en France au commencement de l'an 3, il retrouva ses biens; mais pour se soustraire à l'application de la loi du 30 fruct. an 3, qui ordonnait la remise à leurs héritiers de tous les biens des prêtres déportés, Cabanel vendit, sous le nom de Rouvière, tous ses biens à Maury, moyennant la somme de 16,000 fr., reconnus payés comptant, et déceda peu après la vente. — Ses héritiers présomptifs assignèrent alors Rouvière et Maury en revendication des biens dont il s'agit. Le premier convint que la donation de 1793 était simulée; mais Maury se retrancha dans le contrat de vente qui lui avait été consenti.

Les héritiers répondant que la vente n'était pas plus sérieuse que la donation; qu'en tout cas, Rouvière n'avait pu transmettre une propriété que, de son propre aveu, il n'avait pas lui-même. Ils ajoutaient à l'égard de Cabanel, véritable auteur de la vente, qu'il était incapable de disposer de ses biens. En effet, comme prêtre non assermenté, il avait été frappé de mort civile par la loi du 17 sept. 1793, et ses biens avaient été confisqués. La loi de fruct. an 3, art. 6, avait bien ordonné la restitution des biens confisqués, mais en faveur des héritiers présomptifs seulement, et non pas des prêtres déportés, rendus au banissement perpétuel par l'art. 1^{er} de la même loi. Ainsi Cabanel n'avait jamais, et à aucune époque recouvré la libre disposition de ses biens et la capacité de les aliéner.

Le 17 messid. an 6, jugement du tribunal civil du Gard, qui accueille cette demande et annule la vente. — Sur l'appel, jugement confirmatif du tribunal de Nîmes, en date du 3 germ. an 9.

Pourvoi en cassation par Maury, pour fausse application des lois des 30 et 22 fruct. an 3.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il est constant au procès, et que cela résulte des aveux mêmes du demandeur, que Rouvière n'a été que le prête-nom de Cabanel, et que c'est ce dernier qui a vendu; que c'est avec lui que toutes les conditions de la vente ont été réglées; que c'est aussi avec lui que Maury a traité du prix de la vente; — Attendu que Cabanel, prêtre déporté et inscrit sur la liste des émigrés, était incapable de vendre, et que ce n'a été que pour échapper à cette incapacité qu'il a eu recours à la simulation et à l'interposition de Rouvière; — Attendu qu'en se décidant par cette incapacité, qui viciait la vente dans son essence, le tribunal de Nîmes, non seulement n'a violé aucune loi, mais a fait, au contraire, une juste application des lois rendues contre les prêtres déportés inscrits sur la liste des émigrés; — Rejette, etc.

Du 12 prair. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Muraire. — Rapp., le cit. Minier. — Concl. conf., le cit. Merlin, commiss. du gouvern.

(1) F., en ce sens, Cass., 5 mess. et 9 fruct. an 13; 6 sept. 1810; — Merlin, *Quest.*, v^o *Emigré*, § 16.

DOUANES.—COMMISSAIRE DE POLICE.

Lorsque, pour s'introduire dans les maisons, les préposés des douanes ont besoin de l'assistance d'un officier municipal ou d'un commissaire de police du canton, l'absence de ces fonctionnaires n'autorise pas l'appel du commissaire de police du canton voisin le plus proche. — En ce cas, les préposés doivent appeler l'adjoint de la commune, à peine de nullité de la saisie. (L. 29 août 1791, tit. 13, art. 36; C. 3 brum. an 4, art. 30; L. 10 brum. an 5, art. 12.) (1)

(La Régie C. Lambrecht.)

Les préposés des douanes s'introduisirent le 10 prair. an 10, dans la maison du sieur Lambrecht, et y saisirent des cafés de contrebande. Dans cette opération ils ne furent pas assistés d'un officier municipal de la commune, mais seulement du commissaire de police d'un canton voisin. La saisie ainsi pratiquée fut annulée par un jugement du tribunal civil d'Anvers, sur ce fondement qu'aux termes de la loi du 29 août 1791, tit. 13, art. 36, aucune recherche ni saisie dans les maisons ne pouvait être faite par les Douaniers qu'ils n'eussent, dans tous les cas, appelé le juge de paix ou l'officier municipal du lieu; et que, dans l'espèce, la présence d'un commissaire de police ne pouvait remplacer celle des fonctionnaires spécialement indiqués par la loi.

Pourvoi de la régie, qui soutient que la présence de l'officier public n'était pas nécessaire, parce qu'on n'avait pas refusé d'ouvrir les portes, et que d'ailleurs il avait été satisfait au vœu de la loi par l'assistance d'un commissaire de police du canton voisin.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 36, tit. 13, de la loi du 29 août 1791; — Considérant que l'arrêté du Directoire cité par les demandeurs ne concerne que les saisies des marchandises anglaises, et que rien, dans l'espèce, ne peut justifier les préposés de la régie de n'avoir pas requis l'assistance de l'adjoint de la commune dont on leur avait dit que l'agent municipal avait donné sa démission; qu'ainsi le jugement attaqué, loin d'être contrevenu à quelque loi, s'est, au contraire, conformé à l'article ci-dessus de la loi du 29 août 1791; — Par ces motifs: — Rejette, etc.

Du 12 prairial an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Riols. — *Concl.*, le cit. Arnould, subst.

TIMBRE.—MONT-DE-PIÉTÉ.—REGISTRES.

L'exemption du droit de timbre, accordée sous l'ancien régime aux registres d'engagement et de déguagement du Mont-de-Piété, est abrogée par la loi du 13 brum. an 7. (LL. 7-18 fév. 1791, art. 3; 13 brum. an 7, art. 1^{er}.)

(L'Enregistrement — C. Mont-de-Piété de Paris.)

Du 13 prair. an 10. — Jugement contradictoire rendu sur l'opposition au jugement par défaut du 14 vend. an 10, et par les mêmes motifs.

FONDATION PIEUSE.—RENTE CONSTITUÉE.

Sous la loi du 13 brum. an 2, le débiteur d'une rente constituée à une fabrique ne pouvait refuser le paiement des arrérages à l'État, sous le prétexte que la condition de l'éta-

blissement de la rente n'était pas exécutée. (LL. 26 sept. 1791, art. 1^{er}; 13 brum. an 2, art. 1 et 2.) (2)

(L'Enregistrement — C. Lubet.)

Du 13 prair. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Henrion. — *Concl.*, le cit. Arnould, subst.

DERNIER RESSORT.—DOMAINE DE L'ÉTAT.

Les affaires relatives aux domaines nationaux et aux revenus qui en dépendent, et plus généralement, toutes les actions du domaine, autres que celles qui ont pour objet la perception d'un impôt indirect, sont soumises aux règles ordinaires pour la dernier ressort, à la différence des affaires d'enregistrement et de celles relatives à la perception des impôts indirects. (LL. 31 août 1790, tit. 4, art. 5; 9 oct. 1791, art. 17.) (3)

(La Régie des Domaines — C. Taillefer.)

Le jugement attaqué avait prononcé en premier et dernier ressort dans une contestation relative au paiement d'une somme de quatre mille et quelques cents livres, restant d'une adjudication de bois faite au cit. Taillefer. — Le tribunal de Toulouse, que la régie avait saisi de l'appel par elle interjeté de ce jugement, sur le motif que l'affaire n'avait pu être jugée qu'en premier ressort, avait déclaré cet appel non recevable, attendu que le jugement cité avait prononcé en dernier ressort.

La régie s'est pourvue depuis en cassation contre le jugement du tribunal civil du département du Tarn, dont elle a soutenu que la signification ne lui avait pas encore été faite. Son moyen de cassation était pris de ce qu'il s'agissait d'une somme au-delà de 1000 livres, et de ce que la loi, qui n'assujettissait qu'à un seul degré de juridiction les actions relatives à la perception des impôts indirects, ne pouvait s'appliquer à celles qui concernaient les domaines nationaux.

Les affaires relatives aux revenus des domaines nationaux, disait-elle, n'ont été exceptées par aucune loi. En matière d'exception, on ne peut argumenter d'un cas à un autre; donc, excès de pouvoir et contravention, de la part des juges, à la loi du 24 août 1790.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 5 du tit. 4 de la loi du 24 août 1790, ainsi conçu: — Les juges du district connaîtront en premier et dernier ressort, de toutes affaires personnelles et mobilières, usqu'à la valeur de 1000 liv. de principal, et des affaires réelles dont l'objet sera de 50 livres de revenu déterminé, soit en rente, soit par prix de bail; a

Attendu qu'il résulte de cet article que, dans toutes affaires dont l'objet excède 1000 livres en capital, les parties ont la faculté de parcourir deux degrés de juridiction; que ce n'est que par exception à cette règle générale, que les juges, en matière d'enregistrement, doivent prononcer en premier et dernier ressort, ainsi que sur les autres actions relatives à la perception des impôts indirects, conformément à l'art. 2 du tit. 14 de la loi du 11 sept. 1790, mais que ce droit n'a point été étendu aux actions qui dérivent de la propriété domaniale;

Attendu que l'art. 17 de la loi du 9 oct. 1791, n'assimile les affaires des domaines à celles

pluv., 12 germ. an 10; — Merlin, *Repert. et Quest. de droit*, v^o Fondation, § 5.

(3) F. conf., Cass. 2, 4 germ. 13 mess. an 9; 20 flor., 22 niv. an 11; 16 juin 1807; 23 mars 1808; — Merlin, *Quest. de droit*, v^o Dernier ressort, § 1.

(1) Un jugement du 17 brum. an 4 a décidé qu'un commissaire de police d'un autre arrondissement pouvait assister les préposés, lorsqu'il en avait reçu l'autorisation de l'autorité administrative.

(2) F. conf., Cass. 31 flor., 13 prair. an 9; 24

d'enregistrement, que pour la forme de procédure prescrite, en matière d'enregistrement, par l'art. 25 de la loi du 19 déc. 1790, qui n'est relatif qu'à l'introduction et à l'instruction des instances;—Qu'ainsi, les juges du tribunal civil du département du Tarn ont excédé leur pouvoir et contrevenu à l'art. 5 de la loi du 21 août, ci-dessus rapporté, en statuant en dernier ressort dans une matière qui, excédant 1000 livres, était restée dans les termes de la loi générale, et était, par sa nature, soumise, en ce cas, à deux degrés de juridiction;

Le tribunal, donnant défaut contre le citoyen Taillefer, défendeur; — Casse, etc.

Du 13 prair. an 10.—Sect. civ.—*Rapp.*, le cit. Rousseau.—*Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

ENREGISTREMENT. — CASSATION. — DEGRÉS DE JURIDICTION.

Un jugement qui a déclaré recevable un appel en matière d'enregistrement, ne peut être cassé sur le pourvoi de la régie, lorsqu'elle n'attaque que le jugement qui a statué sur le fond.

La loi des 5-19 déc. 1790 sur l'enregistrement, n'a pas dérogé à celle du 11 sept. 1790, qui a restreint à un seul degré de juridiction les affaires relatives à la perception des impôts indirects. (L. 11 sept. 1790, art. 9; 5-19 déc. 1790, art. 25; 11 avril 1791, art. 17; 22 frim. an 7, art. 73.)

(L'Enregistrement.—G. Chicoteau.)

Le 1^{er} fruct. an 8, jugement du tribunal civil de Beaupréau entre la régie de l'enregistrement et le sieur Chicoteau, sur des droits ouverts en l'an 3.—Celui-ci se pourvut par voie d'appel devant le tribunal civil d'Angers, lequel, par un premier jugement du 18 frim. an 9, déclara l'appel recevable par le motif que la loi spéciale en matière d'enregistrement des 5-19 déc. 1790 n'exceptait point les affaires de l'enregistrement de la régie générale des deux degrés de juridiction, et que la loi du 11 sept. 1790 qui restreint à un seul degré les affaires relatives à la perception des impôts indirects n'était pas applicable.

La régie ne se pourvut pas contre cette décision, et le 28 vent. an 9, le tribunal d'appel, statuant en fond, reforma le jugement rendu en première instance en faveur de la régie.

Pourvoi de la régie en cassation de ce second jugement, mais pour contravention aux lois des 11 sept. 1790 et 22 frim. an 7, qui bornent à un degré de juridiction les affaires relatives aux impôts indirects.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que le jugement du 18 frim. est absolument distinct de celui du 28 vent. suivant; que la question de savoir si l'appel était non recevable, est jugée par une disposition définitive du premier jugement rendu contradictoirement entre les parties, et qui a force de loi du moment que le jugement n'est pas attaqué;—Attendu que le pourvoi de la régie n'a été dirigé que contre le jugement du 28 vent., qui n'a prononcé que sur le fond; que l'ouverture de cassation n'est point relative à ses dispositions, et que la régie ne la fit sortir uniquement que de la violation des lois sur une question décidée par le jugement du 18 frim., dont le bénéfice était acquis à Chicoteau;—Rejette le pourvoi de la régie; Et faisant droit sur les conclusions du substitut du commissaire du gouvernement:—Vu l'art. 3, tit. 14 de la loi du 11 sept. 1790, portant que « les actions civiles relatives à la perception des impôts indirects, seront jugées en premier et dernier ressort sur simple mémoire; »—Attendu

qu'il n'a point été dérogé à cette disposition par la loi du 19 déc. 1790; qu'aux termes de l'art. 17 de la loi du 11 avr. 1791, le recours des jugemens de l'espèce dont il s'agit ne peut être porté qu'au tribunal de cassation; que les mêmes dispositions se trouvent à cet égard dans la loi du 22 frim. an 7, art. 65, et que l'art. 73 veut que « toutes les précédentes lois relatives à l'enregistrement, » continuent d'être exécutées à l'égard des actes « et des mutations par décès effectués avant la publication de ladite loi; » que, par conséquent, le tribunal, en recevant l'appel d'un jugement qui était en dernier ressort, aux termes de la loi, ne pouvait plus être attaqué que par voie de cassation, et en reformant, par suite, les dispositions de ce jugement, avait contrevenu aux lois ci-dessus citées;—Casse, etc.

Du 13 prair. an 10.—Sect. civ.—*Prés.*, le cit. Maleville.—*Rapp.*, le cit. Rousseau.—*Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

EXPOSITION PUBLIQUE. — DÉLIT RURAL.

Le tribunal criminel qui déclare l'accusé convaincu sur le seul chef d'un délit de police rurale, ne peut, en le condamnant à la peine de la détention prononcée par l'art. 26 de la loi des 28 sept.-6 oct. 1791 sur la police rurale, lui appliquer comme peine accessoire l'exposition publique; cette peine ne peut accompagner que les peines afflictives ou infamantes.

(Chiafredo-Isoardi.)

Du 15 prair. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Sleyès.—*Concl.*, le cit. Lefessier, subst.

FIACRES. — CONTRIBUTION.

Les remises et fiacres ou carrosses de place, sont assujettis, envers le trésor public, au paiement de la contribution mentionnée en l'art. 70 de la loi du 9 vend. an 6.

(Intérêt de la loi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 69 et 70 de la loi du 9 vendém. an 6, qui sont ainsi conçus: Art. 69. « Tout citoyen qui entreprendra des voitures publiques de terre et d'eau, partant à jour et heure fixes, et pour des lieux déterminés, sera tenu de fournir aux préposés de la régie d'enregistrement, sa déclaration, contenant, 1^o l'énonciation de la route, etc.; » — Art. 70. « Tout entrepreneur de voitures suspendues, partant d'occasion ou à volonté, sera tenu de fournir la déclaration de sa voiture ou de ses voitures, et de payer, chaque année, pour tenir lieu du dixième imposé sur les autres voitures publiques, ainsi qu'il suit, etc.; » — Attendu que les remises et fiacres sont des voitures suspendues, partant d'occasion et à volonté, puisqu'elles sont à la volonté de tous ceux qui veulent s'en servir à tel jour et heure qu'il leur plaît, au prix à fixer entre eux et l'entrepreneur; — Qu'ainsi les jugemens attaqués, en exemptant les remises et fiacres de Nantes de la contribution imposée aux entrepreneurs de voitures partant d'occasion ou à volonté, leur ont accordé un privilège inconnu dans le reste de la république, et visiblement violé l'art. 70 de la loi du 9 vendém. an 6;—Casse, etc.

Du 18 prair. an 10.—Sect. civ.—*Rapp.*, le cit. Doutrepont. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

REQUÊTE CIVILE. — COMPÉTENCE. — RECOURS.

Sous l'empire de la loi du 27 vent. an 8, la requête civile devait (comme aujourd'hui) être

portée devant le tribunal même dont le jugement était attaqué par cette voie (1).

Le rescisoire doit être jugé par le même tribunal que le rescindant. (L. 18 fév. 1791, art. 2; 27 vent. an 8, tit. 3, art. 23.) (2)

(Esperit — C. Olivier.)

Le tribunal d'appel de Paris, saisi de la connaissance d'une requête civile, après avoir prononcé sur le rescindant, avait prononcé aussi sur le rescisoire, par jugement du 23 germ. an 9, entre la maison Olivier et le cit. Esperit.

Celui-ci s'est pourvu en cassation, pour contravention à l'art. 2 de la loi du 18 fév. 1791, conçu en ces termes : « Lorsque le rescindant aura été jugé, et la requête civile admise, si les parties ne conviennent pas respectivement du tribunal où elles seront juger le rescisoire, elles ne pourront le porter ni au tribunal dont le jugement en dernier ressort aura été annulé par l'admission de la requête civile, ni à celui qui l'aura admise, etc. »

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que la loi du 18 fév. 1791, concernant les requêtes civiles, a été faite pour un ordre judiciaire dans lequel les tribunaux d'appel et ceux qui étaient appelés à connaître des requêtes civiles, devaient être déterminés par la volonté des parties et choisis parmi plusieurs tribunaux égaux entre eux; ce qui est inconciliable avec l'organisation actuelle des tribunaux d'appel fixes et indépendants de l'intention des parties; d'où il résulte que la loi dudit jour 18 fév. 1791, est inapplicable à la cause présente, et que c'était le cas de décider, comme l'a fait le tribunal d'appel de Paris, que c'était à lui-même qu'était dévolue la connaissance de la requête civile dont il s'agissait, aux termes de l'ordonnance civile du mois d'avril 1667; — Rejette, etc.

Du 18 prair. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Bailly.

DERNIER RESSORT. — RENTE VIAGÈRE. — VALEUR INDÉTERMINÉE.

Une demande en réduction d'une pension viagère, même inférieure à 1000 fr., est d'une valeur indéterminée sur laquelle les juges de première instance ne peuvent statuer qu'à la charge de l'appel, alors surtout que la rente représente un capital supérieur à 1000 fr. (L. 16-24 août 1790, tit. 4, art. 5.) (3)

(Roquefort — C. Pichon.)

Antoine Roquefort, mari divorcé de Catherine Pichon, avait été condamné, par sentence arbi-

trale du 29 niv. an 3, à servir à cette dernière une pension annuelle et viagère de 650 fr., constituée d'après le produit net de ses biens estimés en assignats.

Après que les assignats eurent cessé d'avoir cours, Roquefort a demandé la réduction de la rente; mais, par jugement du tribunal du Tarn, du 7 fruct. an 7, il a été débouté de sa demande. — Ce jugement était qualifié en dernier ressort.

Pourvoi en cassation par Roquefort, pour violation de la règle des deux degrés de juridiction.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 5, tit. 4 de la loi du 24 août 1790, ainsi conçu : « Les juges de district connaîtront en premier et dernier ressort de toutes affaires personnelles et mobilières, « jusqu'à la valeur de 1,000 liv. de principal, et « des affaires réelles dont l'objet principal sera « de 50 liv. de revenu déterminé, soit en rente, « soit par prix de bail; » — Et attendu, 1^o que l'objet de la demande en réduction de la pension annuelle de 650 liv. que le demandeur devait à la défenderesse, était indéfini par sa nature; qu'il s'étendait à l'avenir; qu'il embrassait la durée incertaine de la vie de ladite défenderesse; qu'en conséquence il n'était pas susceptible d'une appréciation bornée, qui seule aurait pu déterminer la compétence de fait en dernier ressort; — Attendu, 2^o que cette pension représentait au dernier dix un capital de 6,500 liv., et que, sous ce nouveau rapport, le tribunal civil du département du Tarn ne pouvait juger que sauf appel; d'où il suit qu'en qualifiant en dernier ressort le jugement par lui rendu, il a commis un excès de pouvoir, et qu'il est formellement contrevenu à la loi ci-dessus citée; — Casse, etc.

Du 19 prair. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Cochard. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., le cit. Mailhe.

1^o TRIBUNAUX MILITAIRES. — CASSATION.

— EXCÈS DE POUVOIR. — PRESCRIPTION.

2^o ACQUITTEMENT. — JURY (DÉCLAR. DU). — CONTRADICTION.

3^o JURY (DÉCLAR. DU). — FAUX. — CONSPIRATION.

— CONTRADICTION.

4^o CASSATION. — RECOURS EXTRAORDINAIRE. — RENVOI.

1^o Les jugemens des tribunaux militaires, même ceux des tribunaux maritimes, peuvent être dénoncés à la Cour de cassation pour excès de pouvoir, sur la demande du commissaire du gouvernement. (L. 27 vent. an 8, art. 77 et 80.) (4)

L'ordonnance de 1667, conservée en vigueur dans ses autres dispositions par la loi même des 11-18 fév. 1791. — C'est cette jurisprudence qui a été adoptée depuis par les art. 490 et 502 du Code de procédure.

(3) P. dans le même sens, Cass. 11 vend. an 7; 22 vend. 26 prair. an 10. — Carré, Compét., art. 281, n^o 307. — Il a cependant été jugé que la question de savoir si une rente est susceptible d'une retenue annuelle inférieure à 50 fr., est une question de dernier ressort, quel que soit d'ailleurs le capital de la rente. P. Cass. 19 août 1818.

(4) P. dans le même sens, Cass. 18 juill. 1811. — L'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8, en donnant au gouvernement le droit de demander à la Cour de cassation l'annulation des jugemens pour excès de pouvoir, ne distingue pas entre ceux des tribunaux militaires et ceux des tribunaux ordinaires. — Mais il faut remarquer que le recours en cassation n'est ouvert aux parties, contre les jugemens des tribu-

(1) P. conf., Cass. 18 therm. an 12. P. aussi Merlin, Quest., v^o Requête civile, § 8.

(2) Il en était de même sous l'empire de l'ordonnance de 1667 (tit. 35, art. 20), en vertu de laquelle le tribunal dont la décision était attaquée devait connaître de la requête civile, et juger la rescisoire comme le rescindant, mais par deux jugemens distincts. P. Jousse, sur l'article cité de l'ordonnance. — Mais la loi des 11-18 fév. 1791 avait introduit un droit nouveau, en statuant, par son art. 2, que, lorsque le rescindant avait été jugé et la requête admise, le rescisoire ne pourrait être porté ni au tribunal dont le jugement était attaqué, ni à celui qui aurait jugé le rescindant, mais bien à un tribunal choisi par les parties, conformément aux dispositions du tit. 5 de la loi des 16-24 août 1790. — Ces dispositions ne pouvant plus s'accorder avec la loi du 27 vent. an 8, qui établit des tribunaux d'appel fixes, il y avait donc nécessité de revenir aux prescriptions de

Il n'y a de délai que celui de la prescription du crime, pour le recours extraordinaire en cassation, par ordre du gouvernement, contre de tels excès de pouvoir. (Rés. Impl.) (1)

2^e Il y a excès de pouvoir de la part d'un tribunal criminel qui acquitte un accusé sans qu'il y ait eu déclaration du jury, ou ce qui est la même chose, s'il n'y a eu qu'une déclaration irrégulière et contradictoire. (Const. 22 frim. an 8, art. 62.) (2)

3^e Il y a contradiction dans les déclarations du jury portant : 1^o qu'un individu a trahi ses devoirs en devenant l'agent d'une conspiration contre l'État, et que ce même individu n'a pas agi dans une intention criminelle; 2^o qu'un individu a fabriqué de faux passe-ports, dont il a sciemment fait usage, et que ce même individu n'a pas agi avec intention de crime (3).

4^e Au cas d'annulation pour cause d'excès de pouvoir, sur recours extraordinaire formé par ordre du gouvernement devant la chambre des requêtes contre un jugement d'un tribunal criminel (dans l'espèce, un tribunal maritime) qui a acquitté un accusé en l'absence d'une déclaration régulière du jury, il y a lieu par la chambre des requêtes de renvoyer l'accusé devant un autre tribunal (4).

(Rivoire.)

Une cour martiale maritime avait été formée à Brest, à l'effet de juger Jean-Pierre Rivoire, enseigne de vaisseau, accusé, 1^o d'avoir trahi ses devoirs en devenant l'agent direct d'une conspiration tendant à renverser le gouvernement républicain, à rétablir la royauté en France, à renouveler la guerre civile dans les départements de l'Ouest, et à procurer à Georges, chef des rebelles, les moyens de s'emparer du port de Brest et des flottes combinées; 2^o d'avoir fabriqué un faux passe-port et d'en avoir fait usage pour se faciliter un passage en Angleterre.

Après que le jury eut délibéré sur les questions à lui posées et fait connaître le résultat de sa délibération, le tribunal ayant remarqué à la prononciation verbale de cette déclaration, qu'elle s'écarterait de la précision que la loi lui prescrivait, en détaillant les preuves qui l'avaient déterminée,

naux militaires, qui pour cause d'incompétence ou d'excès de pouvoir proposée par un citoyen non militaire, ni assimilé aux militaires par les lois. (Art. 77.)

(1) Il est à remarquer sur ce point que le recours ouvert au gouvernement par l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8, dans un intérêt public, n'est assujéti à l'observation d'aucun délai. Mais il pouvait y avoir difficulté dans l'espèce, parce que le ministère public, en demandant l'annulation du jugement qui avait acquitté l'accusé, conclut en même temps au renvoi de cet accusé devant un autre tribunal; de telle sorte que le pourvoi n'était pas seulement d'ordre et d'intérêt public, mais aussi contre l'intérêt de l'accusé qu'il avait pour but de replacer sous la main de la justice. Au surplus, la décision du tribunal de cassation se trouve suffisamment justifiée par cette considération, qu'il s'agissait du jugement d'un tribunal militaire, pour lequel la Code des délits et des peines ne déterminait aucun délai de pourvoi de la part du ministère public ou de la partie privée. — *F.* la note 8.

(2) *F.* à la date du 6 therm. an 8, un jugement de cassation rendu en matière de fausse monnaie, et qui contient une décision analogue dans le même sens.

(3) *F.* encl. dans le même sens, 23 frim. an 5; 4 brum., 9 frim. an 7; 17 brum. an 8 et la note; 5 mess. an 8 et la note; 6 therm. an 8, etc. — *F.* en surplus notre *Jurisprud.* du 19^e siècle, *vo* Jury, § 13.

arrête que le jury serait invité à se retirer de nouveau en sa chambre pour y rectifier sa déclaration, conformément à la loi, ce qui fut fait sur-le-champ.

Les jurés ayant de nouveau délibéré, ont proclamé par l'organe de leur chef: — 1^o Que Jean-Pierre Rivoire, enseigne de vaisseau, prévenu d'avoir trahi ses devoirs en devenant l'agent direct d'une conspiration tendant à renverser le gouvernement républicain, à rétablir la royauté en France, à renouveler la guerre civile dans les départements de l'Ouest, et à procurer à Georges, chef des rebelles, les moyens de s'emparer du port de Brest et des flottes combinées, était convaincu de ces faits, mais non criminel; — 2^o Que ledit Rivoire, aussi prévenu d'avoir fabriqué et fait usage d'un faux passe-port, en était également convaincu, mais non criminel.

Sur cette déclaration, jugement qui décharge Rivoire de l'accusation portée contre lui.

Le gouvernement a chargé son commissaire près le tribunal de cassation de requérir, en vertu de l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8, l'annulation de ce jugement. — « Il est de principe, a dit le commissaire Merlin, portant la parole dans cette affaire, que dans la procédure par jurés, les jurés ne peuvent ni acquitter ni condamner un accusé, si ce n'est sur la déclaration du jury. — Or, une déclaration nulle est comme non avenue, et il ne peut y avoir, aux yeux de la loi, aucune différence entre un jugement rendu sur une déclaration nulle, et un jugement rendu dans l'absence de toute espèce de déclaration. Voilà pourquoi l'art. 414 du Code du 3 brum. an 4 veut qu'en cas de déclaration nulle, émise par les jurés, le tribunal soit tenu, à peine de nullité du jugement qui pourrait intervenir sur le fond, de la rejeter du procès, en leur ordonnant de se retirer sur-le-champ dans leur chambre pour en former une nouvelle. — Et cette disposition tient tellement à l'essence du jugement par jurés, que quoiqu'elle ne soit pas expressément consignée dans les lois relatives aux cours martiales maritimes, elle n'a pas laissé d'être appliquée par la cour martiale maritime de Brest, à la première déclaration qu'avait donnée le jury convoqué dans l'affaire de Jean-Pierre Rivoire. — Mais par la

(4) C'est une question fort délicate que celle de savoir si l'annulation prononcée par la chambre des requêtes sur le recours extraordinaire formé dans l'intérêt de la loi, enlève aux parties privées les droits qui leur sont acquis par les jugements et arrêts annulés. Ce qui peut faire naître des doutes sérieux en faveur du droit des parties, c'est, d'une part, que l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8, qui autorise ce recours, dispose qu'il a lieu sans préjudice du droit des parties intéressées; et, d'une autre part, qu'on paraît disposé à refuser aux parties privées le droit d'intervenir sur le recours formé par le ministère public contre la décision qui leur est acquise. (*F.* les conclusions du M. le procureur-général Dupin, lors d'un arrêt de la ch. des requêtes du 6 avril 1837, Volume 1837, et la note *ibid.*). — Cependant la Cour de cassation a, en plusieurs circonstances, prononcé, même au préjudice des parties qui les avaient obtenus, l'annulation des jugements qui lui étaient déférés sur l'ordre du gouvernement. (*F.* Cass., 12 août 1835, Volume 1835; et 29 avril 1836, Volume 1836). — Quant à l'annulation, prononcée sur le recours extraordinaire, exercé en matière criminelle, conformément à l'art. 441, Code instr. crim., et à ses effets pour ou contre les parties (prévenu ou partie civile), voyez, entre autres arrêts, ceux des 25 mars 1836 (Volume 1836), et 19 avril 1839 (Volume 1839), et notamment les conclusions de M. le proc. gén. Dupin, dans cette dernière affaire,

même raison, si la seconde déclaration de ce même jury était encore nulle, la cour martiale maritime de Brest n'a pas pu se dispenser de la rejeter comme la première; et en ne la rejetant pas, elle a évidemment commis le même excès de pouvoir que si elle eût prononcé sans jurés.

Or, que la seconde déclaration du jury, sur laquelle a été rendu le jugement qui acquitte Jean-Pierre Rivoire, soit nulle et connue non avenue, c'est une vérité qu'il est impossible de méconnaître. — Cette déclaration, en effet, implique, dans ses deux branches, la contradiction la plus manifeste et la plus révoltante : — Sur le premier fait, elle porte que Jean-Pierre Rivoire est convaincu d'avoir trahi ses devoirs, et cependant elle déclare qu'en agissant ainsi, Jean-Pierre Rivoire ne s'est pas rendu criminel; c'est-à-dire qu, tout à la fois, il a trahi ses devoirs et ne les a pas trahis. — Sur le second fait, la contradiction n'est pas moins palpable. — En effet, faire usage sciemment d'une pièce fautive, c'est commettre, et de fait et d'intention, un crime de faux. — Aussi, quoique aux termes de l'art. 41 de la seconde section du titre 2 de la seconde partie du Code pénal du 25 sept. 1791, la fabrication d'une pièce fautive ne soit réputée crime que lorsqu'elle est constatée avoir été faite méchamment et d'assassin de nuit à autrui, l'art. 45 de la même section se contente, pour condamner un individu convaincu d'avoir fait usage d'une pièce fautive, de la preuve qu'il savait en faisant usage de cette pièce, qu'elle était effectivement fautive. — Il est donc bien clair que sur le fait du faux passe-port, comme sur celui de la conspiration, le jury s'est contredit lui-même. — Mais de la même il résulte que sa déclaration était nulle, qu'elle devait être considérée comme non existante, que les juges n'ont pas pu la prendre pour base de leur jugement, et que par conséquent la cour martiale maritime de Brest a commis un excès de pouvoir en acquittant Jean-Pierre Rivoire.

Cela posé, il ne reste plus qu'à deux points à examiner. — Le premier, si le tribunal de cassation peut connaître de cet excès de pouvoir, sur la dénonciation que le gouvernement lui en a faite par l'organe de l'exposant. — Le second, si, en annulant, à raison de cet excès de pouvoir, le jugement du 22 germ. dernier, le tribunal de cassation doit renvoyer la procédure et l'accusé devant une autre cour martiale maritime, pour y être procédé à un nouveau jugement.

Sur le premier point, deux textes de la loi du 27 ventôse an 8 sont à remarquer : ce sont les art. 77 et 80. — L'art. 77 porte : « Il n'y a point d'ouverture à cassation ni contre les jugemens en dernier ressort des juges de paix, si ce n'est pour cause d'incompétence ou d'excès de pouvoir; ni contre les jugemens des tribunaux militaires de terre et de mer, si ce n'est pareillement pour cause d'incompétence ou d'excès de pouvoir, proposée par un citoyen non militaire, ni assimilé aux militaires par les lois, à raison de ses fonctions. » L'art. 80 ajoute : « Le gouvernement, par la voie du son commissaire, et sans préjudice du droit des parties intéressées, dénoncera au tribunal de cassation, section des requêtes, les actes par lesquels les juges auront excédé leurs pouvoirs... La section des requêtes annulera ces actes, s'il y a lieu. »

On voit que, par le premier de ces deux articles, la faculté de dénoncer au tribunal de cassation les jugemens des tribunaux militaires pour excès de pouvoir, est restreinte aux citoyens non justiciables de ces tribunaux. — Mais cette restriction, faite dans la seule vue d'empêcher que les militaires ou citoyens réputés tels ne

vinssent assiéger le tribunal de cassation de leurs recours contre les jugemens des tribunaux militaires qui les auraient condamnés; cette restriction, disons-nous, ne peut pas être opposée au ministère public, et encore moins au gouvernement. — Et ce qui prouve bien clairement que le gouvernement n'est pas lié par cet article, c'est que l'art. 80 lui attribue le droit, en même temps qu'il lui impose le devoir, de dénoncer au tribunal de cassation tous les actes par lesquels les juges, quels qu'ils soient, et par conséquent les juges militaires comme les autres, auront excédé les limites dans lesquelles leurs pouvoirs sont circonscrits par la loi.

Sur le second point, l'affirmative ne peut souffrir aucune difficulté. — Jean-Pierre Rivoire n'est point jugé; car ce n'est point être jugé que de l'être illégalement. Un jugement nul et un jugement non existant sont la même chose aux yeux de la loi. — On objecterait inutilement que, dans l'espèce, il n'y a pas eu de recours en cassation formé en temps utile contre le jugement du 22 germ. — Le Code des délits et des peines prescrit bien un délai fatal pour le recours en cassation à former contre les jugemens des tribunaux criminels ordinaires; mais aucune loi n'a étendu la disposition de ce Code aux recours à exercer contre les jugemens des tribunaux militaires. — C'est sans doute une lacune dans notre législation; mais au législateur seul appartient le droit de la remplir; et tant qu'il ne l'aura point fait, le recours en cassation contre les jugemens des tribunaux militaires demeurera ouvert pendant tout le temps accordé au ministère public pour la poursuite des crimes. »

En conséquence, le commissaire du gouvernement a conclu à ce que le jugement de la cour martiale maritime fut annulé et Jean-Pierre Rivoire renvoyé devant une autre cour martiale.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 77 de la loi du 27 vent. an 8; — Vu l'art. 80 de la même loi; — Attendu que, bien qu'il n'y ait pas d'ouverture à cassation contre les jugemens des tribunaux militaires de terre et de mer, la loi excepte formellement le cas et la cause d'excès de pouvoir, et qu'il y a évidemment excès de pouvoir quand les juges, même sans sortir des limites de leur juridiction, usurpent une autorité que la loi ne leur a pas donnée; telle que celle de condamner ou d'absoudre en matière de délit emportant peine afflictive ou infamante, sans déclaration de jury, ou sur une déclaration manifestement illégale;

Attendu que, dans l'espèce, les juges composant la cour martiale maritime tenue à Brest, sont précisément tombés dans cet excès, alors que, sur la déclaration incohérente, contradictoire, par conséquent nulle, du jury de jugement, ils ont acquitté Jean-Pierre Rivoire, et ont ordonné sa mise en liberté;

Attendu que ces juges pouvaient d'autant moins assiéger leur jugement sur une telle déclaration, que, d'une part, en déclarant Rivoire convaincu d'avoir trahi ses devoirs en devenant l'agent direct d'une conspiration tendant à renverser le gouvernement républicain, à rétablir la royauté en France, à renouveler la guerre civile dans les départemens de l'Ouest, et à procurer à Georges, chef des rebelles, les moyens de s'emparer du port de Brest et des flottes combinées; » et, d'autre part, le déclarant non criminel, quoique convaincu de tous ces faits, cette déclaration disoit à la fois oui et non, et se neutralisait, se détruisait elle-même, par sa propre contradiction; — Attendu que la même contradiction existe dans la seconde partie de la même

déclaration, portant que Rivoire est convaincu d'avoir fabriqué un faux passe-port, d'en avoir fait usage, mais non criminel;—Attendu que la conviction déclarée par les jurés, que Rivoire avait trahi ses devoirs, et s'était rendu l'agent direct d'une conspiration, rendait impossible l'autre partie de leur déclaration qu'il n'était pas criminel; que celui qui a trahi, qu'on déclare convaincu d'avoir trahi ses devoirs, est nécessairement criminel; qu'il n'y a ni intention, ni circonstance, ni prétexte qui puisse séparer de l'idée de trahison l'idée de crime; que la conviction des faits dont Rivoire était prévenu, étant acquise aux jurés, au point que, cédant à cette conviction, ils l'ont déclarée; la seconde branche de leur déclaration, mais non criminel, est absolument inconciliable, soit par la nature des faits, soit par l'assertion positive de trahison de ses devoirs, avec cette conviction par eux affirmée;—Qu'il en est de même de la manière non moins disparate et inconsequente dont ils se sont exprimés sur la fabrication et l'usage d'un faux passe-port;—Attendu qu'il ne suffit pas, pour qu'une déclaration du jury soit légale, qu'elle soit émise dans les termes voulus par la loi; qu'il faut essentiellement qu'elle soit une, conséquente, cohérente dans toutes ses parties; qu'une déclaration à la fois affirmative et négative, qui affirme la conviction du crime, et qui cependant en dénie la réalité, non-seulement n'est pas une déclaration légale, mais n'est pas même une déclaration, puisqu'elle se dément et se détruit par sa contrariété;

Attendu que la jurisprudence bien établie de la section criminelle du tribunal de cassation, jurisprudence qui a sa source et ses motifs dans la nature des choses, dans les principes mêmes de l'institution des jurés, est de casser tous les jugemens rendus en matière criminelle, lorsqu'ils ont été rendus sur des déclarations de jury contradictoires, ce qui équivaut à l'absence de toute déclaration;—Attendu que, dans le fait actuel, il est plus que clair que le jugement rendu par la cour martiale maritime tenue à Brest le 22 germ. dernier, porte sur une déclaration du jury contradictoire, illégale, nulle, et comme non existante, puisqu'elle est détruite par elle-même, puisqu'en affirmant et niant, elle n'affirme ni elle ne nie, et que conséquemment, elle ne dit rien, elle ne déclare rien; d'où il résulte que les juges, en prenant cette déclaration pour base de leur jugement, ont outrepassé et excédé le pouvoir que la loi leur donnait et qui se bornait à prononcer sur une déclaration de jury légale;—Statuant d'après les attributions qui lui sont conférées par les art. 77 et 80 de la loi du 27 vent. an 8, et faisant droit au réquisitoire du commissaire du gouvernement;—Casse et annule, etc.;... Renvoie Rivoire devant la cour martiale maritime de Rochefort, etc.

Du 19 prair. an 10.—Sect. req.—Prés., le cit. Vermeil. — Rapp., le cit. Murat. — Concl., le cit. Merlin, comm.

MUTATION PAR DÉCÈS. — PRESCRIPTION. — SÉQUESTRE.

La prescription contre la demande du droit de mutation d'une succession séquestrée, ne court que du jour de la mise en possession des héritiers. (L. 22 frim. an 7, art. 61.) (1)

(L'Enregistrement.—C. les hérit. Servanteau.)

Les héritiers de Servanteau, condamné rérotationnellement en mars 1793, furent envoyés en

(1) P. ident. 3 therm. an 9 et la note;—P. aussi l'arrêt du 7 janv. 1817 et nos observations.

possession de sa succession séquestrée, par un arrêté du 26 flor. an 8.—La régle réclama le droit de mutation par décès.

5 flor. an 9, jugement du tribunal de Montaigu, qui repousse cette demande comme tardive, en ce qu'elle avait été formée plus de cinq ans après le décès de Servanteau.

Pourvoi en cassation, par la régie.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 21 de la loi du 22 frim. an 7, ainsi conçu : « Les délais pour l'enregistrement des déclarations que les héritiers, donataires ou légataires auront à passer, des biens à eux échus ou transmis par décès, sont, à savoir : de six mois, à compter du jour du décès, lorsque celui dont on recueille la succession est décédé en France, etc. Le délai de six mois ne courra que du jour de la mise en possession, pour la succession d'un absent, celle d'un condamné, si ses biens sont séquestrés, celle qui aurait été séquestrée pour toute autre cause; » L'art. 61 de la même loi, qui porte : « Il y a prescription pour la demande des droits, savoir : 1^{re}, ... 3^e, ... 5^e Après cinq ans, à compter du jour du décès, pour les successions non déclarées; » — Attendu que l'article 21, en établissant pour règle générale que les délais pour les déclarations que les héritiers, donataires ou légataires auraient à faire, courent à compter du jour du décès de celui dont ils recueillent la succession, a fait plusieurs exceptions à cette règle; qu'il est dit notamment, dans le cas d'un absent ou d'un condamné, que si leurs biens ont été séquestrés, le délai ne doit courir que du jour de la mise en possession;—Attendu que, d'après cette disposition, les droits d'enregistrement dus à la république ne sont exigibles, de la part de la régie, que six mois après la prise de possession; qu'il en résulte nécessairement que le délai de la prescription contre la régie ne peut ainsi commencer que du jour de la mise en possession;—Attendu que la disposition de l'article 61 de la même loi, qui veut qu'il y ait prescription acquise contre la régie après cinq ans, à compter du jour du décès, n'est applicable qu'aux cas ordinaires, et ne l'est nullement aux cas d'exception prévus par l'art. 21;—Attendu que du système adopté par le tribunal de Montaigu, qui a décidé, d'après l'art. 61, que la prescription devait courir contre la régie du jour du décès, dans le cas d'une succession séquestrée, il résulterait qu'il ne serait rien dû à la République toutes les fois que le séquestre apposé sur les biens d'un absent ou d'un condamné aurait duré plus de cinq ans, ce qui est contraire au vœu de la loi, textuellement exprimé dans l'art. 21 ci-dessus cité;—Attendu qu'en jugeant de la sorte, le tribunal de Montaigu a fausement appliqué l'art. 61 et est contrevenu à l'art. 21 de la loi du 22 frim. an 7;—Casse, etc.

Du 20 prair. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Oudot.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

1^{er} JURY — QUESTIONS. — DÉCLARATION.

2^e OUTRAGE. — FONCTIONNAIRE PUBLIC.

1^o Lorsque les faits portés en l'acte d'accusation, peuvent constituer suivant les circonstances déclarées par le jury différents délits, les questions posées sous ces divers rapports sont indépendantes les unes des autres, et la réponse des jurés aux questions d'une série ne peut servir à modifier les réponses aux questions d'une autre série.

2^o Il n'est pas nécessaire, pour l'existence du délit d'outrage commis envers un fonction-

naire public pendant l'exercice de ses fonctions, qu'il soit reconnu que ce fonctionnaire agissait légalement dans l'ordre de ses fonctions; il suffit que l'outrage ait été commis au moment où il les exerçait. (C. 1791, 2^e part., tit. 1^{er}, sect. 4, art. 7.) (1)

(Min. pub. — C. N.....)

Un garde de bois nationaux avait été insulté et même frappé par un délinquant. L'accusation ayant été admise, le tribunal criminel avait, après les débats, soumis aux jurés plusieurs séries de questions, qui tendaient à faire déclarer s'il avait été opposé des violences et voies de fait à l'exécution des lois sur les délits forestiers; si le garde contre qui ces violences avaient été exercées était dans l'exercice de ses fonctions, et s'il agissait alors légalement dans l'ordre de ses fonctions; ensuite, si le garde avait été frappé, et si à ce moment il était dans l'exercice de ses fonctions. Chacune de ces séries de questions conduisait à un délit différent. Les jurés, dans la première de ces séries, avaient déclaré que le garde n'agissait point légalement dans l'ordre de ses fonctions, et dès lors l'art. 1^{er}, 4^e sect., tit. 1^{er} du Code de 1791, ne pouvait être appliqué. Mais sur la dernière série, l'accusé avait été déclaré convaincu d'avoir volontairement frappé un garde au moment où il exerçait ses fonctions: il y avait lieu, dès lors, d'appliquer à l'accusé l'art. 7 de la même section; cependant le tribunal criminel n'avait pas fait cette application, en se fondant sur ce que le fonctionnaire n'ayant pas agi légalement dans l'ordre de ses fonctions, ne pouvait être considéré comme étant dans l'exercice de ces mêmes fonctions au moment du délit. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 7, 4^e sect., tit. 1^{er} du Code pénal;—Vu aussi l'art. 13, tit. 2 de la loi du 22 juill. 1791;—Attendu que les faits portés en l'acte d'accusation pouvaient, suivant les circonstances reconnues et déclarées par le jury, constituer ou le crime d'offense à la loi, prévu par l'art. 1^{er}, 4^e sect. tit. 1^{er} du Code pén., ou les différents délits prévus, soit par l'art. 7 de la même section, soit par l'art. 13, tit. 2 de la loi du 22 juill. 1791; qu'en conséquence, les questions posées sous ces différents rapports étaient indépen-

dantes les unes des autres, et que la réponse négative des jurés sur une de ces circonstances a pu être affirmative sur l'autre, sans qu'il en résulte de contradiction; que, dans le cas de l'art. 7 précité, la loi n'exige point qu'il soit reconnu que le fonctionnaire qui a été frappé agissait également dans l'ordre de ses fonctions; qu'il suffit que les coups lui aient été portés au moment où il les exerçait; que, dans l'espèce, la déclaration affirmative des jurés ayant été régulière et complète sur ce point, c'était la peine portée audit art. 7 qu'il y avait lieu d'appliquer; qu'en ne prononçant que la peine autorisée par l'art. 13 de la loi du 22 juill. 1791, ci-dessus rappelée, les juges du tribunal criminel du département de l'Yonne ont évidemment fait une fautive application de cet article, puisque le fait déclaré était un délit formellement prévu par le Code pénal;—Casse, etc.

Du 21 prair. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rataud. — Concl., le cit. Pons, subst.

PATERNITÉ (RECHERCHE DE LA).—EFFET RÉTROACTIF. — ALIMENS.

L'abolition de la recherche de la paternité ne s'est pas étendue aux actions qui, lors de la loi du 12 brumaire an 2, étaient déjà formées et n'avaient pour objet que des alimens. (Décr. du 6 pluv. an 2; L. 12 brum. an 2, art. 10 et 11.) (2)

(Coulon—C. la fille Lecouvreur.)

Le 3 janvier 1793, Marie-Catherine Lecouvreur avait fait une déclaration de grossesse, sans aucune désignation de père.—Le 26 février suivant, elle avait donné le jour à une fille qui avait reçu seulement le nom de sa mère.—Depuis, le 24 avril 1793, elle avait assigné le nommé Coulon au tribunal du district de Boullens, pour le faire déclarer père de l'enfant, et condamner en cette qualité à l'élever, le nourrir et entretenir, et en outre en des dommages-intérêts envers elle.—Le 11 juillet suivant, jugement qui, attendu la déclaration de la mère, et les lettres que Coulon lui avait écrites, déclara ce dernier père de l'enfant, le condamna à s'en charger, et à payer 800 liv. de dommages-intérêts à la mère.

Sur l'appel, Coulon, intervenu au procès, a invoqué les dispositions de la loi du 12 brum.

le trouble n'existerait pas moins. (*Théorie du Code pénal*, tom. 4, p. 353.)

(1) L'outrage est commis dans l'exercice des fonctions, disent les auteurs de la *Théorie du Code pénal*, toutes les fois que le fonctionnaire, au moment de sa perpétration, procède à un acte de ses attributions. Les termes de cette formule sont généraux et n'admettent point de restriction; ainsi la jurisprudence a été fondée à décider que le fonctionnaire est dans l'exercice de ses fonctions, alors même qu'il n'est pas revêtu de son costume, si le prévenu s'adresse à lui à l'occasion de l'acte auquel il procède (Cass., 28 déc. 1807); alors même que son incompétence pour procéder à cet acte serait légalement établie, si d'ailleurs il a droit et qualité pour agir (Cass., 1^{er} avril 1813); alors même, enfin, qu'il se trouverait hors du lieu ordinaire de ses fonctions, pourvu qu'il procédât régulièrement à un acte de son ministère (Cass., 17 therm. an 10 et 16 août 1810). L'outrage qui l'attaque dans ces diverses circonstances le saisit donc dans l'exercice de ses fonctions, et, dès lors, rentre dans les termes de la loi pénale. Enfin, il importe peu, dans ces diverses hypothèses, que l'outrage se rapporte à un fait, à un acte des fonctions; lorsqu'il intervient pendant leur durée, le motif est indifférent; la loi ne voit que le trouble, que l'injure apportée à l'exercice des fonctions, que l'insulte qui avilit leur dignité; cette insulte serait une cause étrangère à ces fonctions que

le trouble n'existerait pas moins. (*Théorie du Code pénal*, tom. 4, p. 353.)
(2) *P.* l'opinion conforme de Merlin, *Repet.*, v° *Filiation*. — La loi du 12 brum. an 2, invoquée dans l'espèce par le demandeur en cassation, voulait (art. 10 et 11) que les enfans nés hors mariage ne succédassent à leur père qu'autant que la filiation était établie par une reconnaissance devant l'officier de l'état civil; ce qui était bien défendre la recherche de la paternité. Il semble donc que, la paternité étant essentiellement indivisible, il eût dû, sous l'empire de cette loi, être défendu de la rechercher aussi bien pour obtenir des alimens que pour se faire reconnaître héritier. C'est d'ailleurs ainsi qu'il en serait sous le Code civil. (*P.* Toullier, t. 2, n. 939; Cass., 19 vend. an 7, 3 vent. an 11; 26 mars 1806.) Aussi, dans l'espèce, le tribunal de cassation se fonde principalement sur ce que la demande avait été formée avant la loi du 12 brum. an 2, sous l'empire d'une législation qui l'autorisait, et sur un décret du 4 pluv. an 2, par lequel la Convention, passant à l'ordre du jour sur la pétition d'une citoyenne Bertrand, décide que la loi n'ayant pas d'effet rétroactif, les procès en déclaration de paternité, déjà pendans le 12 brumaire an 2, doivent être jugés d'après les principes qui régissaient la matière lorsque la demande a été introduite. ...

an 2, qui, disait-il, ne permettait pas de donner suite à l'action en déclaration de paternité dirigée contre lui.

Le 17 therm. an 7, jugement confirmatif rendu par le tribunal civil du Pas-de-Calais; attendu, porte le jugement, que la loi du 12 brum. avait seulement imposé des conditions sans lesquelles les enfans nés hors le mariage ne peuvent venir aux successions de leurs pères, ascendans et collatéraux; mais que dans l'espèce il n'était pas question de droits successifs réclamés par un enfant né hors le mariage; que la mère de cet enfant n'avait réclamé pour lui que des alimens, et des dommages-intérêts pour elle; que cette demande avait été formée avant la publication de la loi du 12 brumaire, et que les alimens et les dommages étaient dus d'après le droit alors existant.

POURVOI en cassation par Coulen, 1^{er} pour violation des art. 10 et 11 de la loi du 12 brum. an 2, en ce que le jugement attaqué a fait sortir la qualité de père d'actes et circonstances autres que ceux exigés en ce cas par ces articles, c'est-à-dire, de la reconnaissance devant l'officier de l'état civil; — 2^o pour excès de pouvoir et entreprise sur le pouvoir législatif, en ce que ce jugement avait établi lui-même des règles de paternité dont le corps législatif s'était expressément réservé la détermination par la loi du 4 juin 1793.

La fille Lecouvreur ne s'était pas présentée pour répondre à ces moyens; mais le commissaire Arnaud a conclu au rejet du pourvoi, parce qu'il ne s'agissait pas de droits successifs, mais seulement d'alimens dus à un enfant, et de dommages-intérêts réclamés par la mère.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant qu'il ne s'agit pas, ainsi que le constate le jugement attaqué, du droit de successibilité, mais uniquement de filiation ou était, avant la publication de la loi du 12 brum. an 2, le père naturel, de se charger de l'enfant dont les preuves autorisées par la législation d'alors le déclaraient l'auteur; que le décret du 4 pluv. an 2, rendu en faveur de la citoyenne Bertraud, veut que les procès-intentés avant cette loi, au nom des enfans nés hors mariage, soient jugés conformément aux lois anciennes; que le procès dont il s'agit, commencé le 24 avril 1793, et à l'occasion duquel était même intervenu un jugement définitif et par défaut, le 11 juillet suivant, existait déjà quand cette loi a paru; — D'où il suit que le jugement attaqué, en déclarant Coulen le père de l'enfant dont est accouchée Marie-Catherine Lecouvreur, le 26 février 1793, et en le condamnant, comme tel, à se charger, n'a violé aucune des lois par lui invoquées; — Rejette, etc.

Du 21 prair. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Babbie. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

CANAL DU MIDI.—TRIB. DE POLICE.—COMPÉTENCE.

Les tribunaux de police sont incompétens pour connaître des contraventions aux réglemens concernant la navigation sur le canal du

Midi: la connaissance de ces contraventions appartient aux justices de paix et aux tribunaux d'arrondissement. (L. 21 vend. an 5, art. 25.) (1)

(Aimard.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 25 de la loi du 21 vend. an 5; —Vu l'art. 153 du Code des délits et des peines; —Vu enfin l'art. 456 du même Code; —Et attendu que le tribunal de police était évidemment incompétent pour connaître de la contravention imputée à Jacques Aimard, puisque, d'un côté, la loi du 21 vend. an 5 attribue formellement la connaissance de ces sortes d'affaires aux justices de paix et aux tribunaux d'arrondissement, et que, d'un autre côté, les amendes encourues par les contrevenans aux réglemens concernant la navigation sur le canal du Midi, sont infiniment supérieures à la valeur de trois journées de travail, qui est le maximum de la compétence des tribunaux de police; —Casse, etc.

Du 22 prair. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Genevois.—Concl., le cit. Pons, subst.

RÉBELLION.—PROCÉDURE SPÉCIALE.—JURY.

La loi du 30 prair. an 3, en prescrivant à l'accusateur public de dresser seul l'acte d'accusation dans la poursuite des crimes qu'elle énumère, n'a voulu supprimer que le seul jury d'accusation, et en déclarant que les prévenus seraient jugés par le tribunal criminel, elle a maintenu la forme ordinaire, et par conséquent le jury de jugement. (L. 30 prair. an 3, art. 7.) (2)

(Carrel et autres.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 456 du Code des délits et des peines; —Et attendu que l'art. 7 de la loi du 30 prair. an 3, en disant: « Les prévenus seront traduits devant les tribunaux criminels; » l'accusateur public dressera seul l'acte d'accusation, et ils seront jugés par le tribunal, » écarte bien le jury d'accusation, mais ne dit point que le tribunal criminel jugera sans déclaration de jury de jugement; que la loi laisse subsister à cet égard la forme ordinaire; que c'est ainsi que la loi de prair. a été entendue et exécutée par tous les tribunaux; d'où il suit qu'en jugeant sans déclaration de jury de jugement, il y eut, de la part du tribunal criminel, usurpation de pouvoir; — Casse, etc.

Du 22 prair. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Seignette.—Concl., le cit. Pons, subst.

1^o FAUX.—PROCÈS-VERBAL.—VÉRIFICATION D'ÉCRITURES.

2^o JURY.—RAPPORT D'EXPERTS.

1^o Dans une instruction pour faux, le procès-verbal de la pièce incriminée n'a pour objet que de constater l'état matériel de la pièce, de manière qu'elle ne soit pas défigurée; et non de faire connaître si elle est fautive ou non: ce procès-verbal ne fait donc pas obstacle à ce qu'il soit nommé des experts pour vérifier cette fausseté. (C. 3 brum. an 4, art. 526.) (3)

pièces arguées de faux, le juge d'instruction ou la cour d'assises, suivant le degré où se trouve parvenue l'instruction, peuvent nommer des experts. Cette faculté dérive du principe qui adjoint aux magistrats de procéder, en matière criminelle, toutes les mesures propres à la manifestation de la vérité, et de la disposition de l'art. 43 du Code d'inst. crim. Le rapport des experts n'est d'ailleurs, dans notre législation criminelle, qu'un simple document destiné à éclairer la religion du jury, et ce rapport, do

2° Les experts appelés pour une vérification d'écritures, dans une procédure criminelle, ne doivent pas être considérés comme de simples témoins; ils doivent consigner leurs observations dans un rapport qui peut être remis aux jurés dans la salle de leurs délibérations, sans qu'il y ait nullité de la procédure. (C. 3 brum. an 4, art. 382.)

(Peneau—Intérêt de la loi.)

Noël Peneau et sa femme étaient inculpés de faux. Procès-verbal détaillé fut dressé de la pièce incriminée; des experts furent nommés pour en faire l'examen; leur rapport fut annexé à l'acte d'accusation et le jury déclara qu'il y avait lieu à accusation. Mais le tribunal criminel annula la procédure, sur les motifs que la loi n'autorisait pas d'autre procès-verbal du corps du délit que celui dressé par le greffier; que, d'un autre côté, les experts ne pouvant être entendus que comme témoins, leur procès-verbal annexé à l'acte d'accusation ne devait pas, comme déclaration écrite de témoins, être mis sous les yeux du jury.—Pourvoi (1).

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 450, du Code des délits et des peines;—Et attendu que le tribunal criminel du Puy-de-Dôme, en annulant la réquisition et ordonnance qui avaient provoqué et ordonné le rapport d'experts pour vérification d'écritures, a créé, dans la procédure criminelle, une nullité arbitraire; que du Code des délits et des peines ni d'aucune autre loi il ne résulte que les experts écritains ne puissent, comme l'a dit le tribunal criminel, être entendus que comme témoins; qu'au contraire, l'article 103 veut que l'officier de police nomme des experts capables d'apprécier la nature et les circonstances du délit, fait entendre que c'est avec lui et dans son procès-verbal, ou par un rapport séparé, mais représenté et affirmé entre ses mains, que les experts doivent faire leurs observations, et que c'est ainsi qu'on le pratique dans toute la république; que le procès-verbal prescrit par l'art. 326 n'est pas, comme le veut le tribunal criminel, le seul que la loi autorise; que l'objet de ce procès-verbal est de constater l'état matériel de la pièce, de manière qu'elle ne soit pas défigurée, non de faire connaître si elle est fautive ou non; que, quand la manière de procéder par rapport d'experts ne serait ni commandée ni autorisée par la loi, il suffirait qu'elle ne fût pas prohibée, la 3^e disp., art. 450 du Code n'autorisant le tribunal criminel à annuler un acte d'instruction que lorsqu'il s'y trouve des nullités établies par la loi; que, quand, comme le tribunal criminel, on pourrait considérer le rapport comme une déclaration de témoins qu'il n'eût pas été permis de mettre sous les yeux du jury de jugement, le tribunal criminel pourrait ordonner qu'il serait détaché de l'acte d'accusation, et que, même dans son système, quand il ne l'eût pas fait, sa procédure n'eût pas été dans le cas d'être anéantie, l'observation de l'art. 382 du Code des délits et des peines, n'étant pas prescrite à peine de nullité;—Casse, etc.

Du 23 prair. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Seignette.—Concl., le cit. Pons, subst.

même que tous les autres documents et pièces du procès, doit être soumis à son examen et être apprécié par lui. (1) *F.* au Repert., v^o Faux, sect. 2, § 5, le texte du réquisitoire de M. Merlin.

(2) *F.* en ce sens, Cass. 1^{er} fruct. an 6; 23 therm. an 10; 11 therm. an 11; 9 prair. an 12; Jousse, sur les art. 14, 15 et 16 de l'ord. de 1673; Merlin dans cette affaire, *Quest. de droit*, v^o Protêt, § 5.—Sous le Code

BOIS. — ADJUDICATAIRE. — ARBRES DE RÉSERVE.

L'adjudicataire d'une certaine quantité d'arbres morts, marqués dans une forêt, et qui en a coupé un plus grand nombre non marqués, n'encourt point par là les peines applicables à la coupe des arbres de réserve: ce fait n'est possible que des peines portées pour les arbres ordinaires coupés en délit. (Ord. de 1669, lit. 32, art. 4 et 8.)

(Lallemant—Menesson.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 4, tit. 32, ord. du 13 août 1669, et l'art. 8 du même titre;—Attendu qu'il n'y a lieu de prononcer l'amende de 50 fr. pour chaque arbre coupé en délit, que lorsque lesdits arbres sont de la nature de ceux désignés en l'art. 4 ci-dessus rappelé; que dans l'espèce, où il ne s'agissait que de la vente de quatorze arbres morts, à l'occasion de laquelle il en avait été abattu par les ouvriers de l'adjudicataire vingt-huit, il est reconnu que les arbres excédant le nombre de ceux compris en l'adjudication, étaient pareillement morts, à l'exception d'un seul; que cependant le tribunal de première instance, dont le jugement a été confirmé sur l'appel, s'est déterminé à prononcer les amendes et restitutions sur le pied réglé par les articles ci-dessus cités, sur le seul fondement que les quatorze arbres vendus ayant été marqués, il en résultait que tous les autres arbres non marqués étaient des arbres de réserve; que cette interprétation est repoussée par les termes et par l'esprit de la loi, qui ne permet de considérer comme arbres de réserve que ceux qui, au contraire, ont été marqués pour être réservés, ou qui par leur nature sont compris dans la prohibition portée audit art. 4, afin d'en assurer la conservation;—D'où il suit qu'il n'y avait lieu de prononcer dans le cas dont il s'agit que les peines portées pour les arbres ordinaires coupés en délit;—Casse, etc.

Du 23 prair. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Pons, subst.

ENREGISTREMENT. — RESPONSABILITÉ DES JUGES.

Du 23 prair. an 10 (aff. *Henry*).—V. ce jugement à la date du 25.

PROTÊT.—PROVISION.—ENDOSSEUR.

Sous l'ordonnance de 1673, en cas de défaut de protêt en temps utile d'une lettre de change, le porteur avait son recours (et non pas seulement l'accepteur) contre les endosseurs qui ne justifiaient point qu'il y avait provision à l'échéance. (Ord. 1673, art. 14, 15 et 16. (8))

(Botte—C. Falguin-Pierron.)

Le cit. Botte était porteur d'une lettre de change tirée de Hambourg, sur Raux, Fournier et compagnie, de Paris, et endossée par Falguin-Pierron. — A l'échéance, refus de paiement par Raux et compagnie, fondé sur ce motif que le tireur n'avait pas fait provision.—Protêt;—Pour-suites en garantie contre l'endosseur.

Mais le protêt n'ayant été fait que sept jours

de commerce, le tireur seul est tenu de justifier de la provision au moment de l'échéance, pour pouvoir opposer le défaut de protêt en temps utile (art. 117 et 170); et les endosseurs sont complètement affranchis de cette obligation, aussi bien envers les accepteurs qu'envers les porteurs, puisque l'acceptation établit la preuve de la provision à l'égard des endosseurs (art. 117).

après l'échéance, l'endosseur a excipé de cette circonstance pour se prétendre libéré de la garantie, aux termes de l'art. 15 de l'ordonn. de 1673, qui, faite par les porteurs des lettres de change de faire le protêt dans les délais voulus, les déclare non recevables dans leur action en garantie, et toute autre demande contre les tireurs ou endosseurs.

Cette exception de l'art. 15, a répliqué le porteur, n'est permise à l'endosseur qu'en faisant preuve de provision, aux termes de l'art. 16, ainsi conçu : « Les tireurs ou endosseurs de lettres seront tenus de prouver, en cas de dénégation, que ceux sur qui elles étaient tirées leur étaient redevables ou avaient provision, au temps qu'elles ont dû être protestées : sinon, ils seront tenus de les garantir. »

Le sieur Falguin-Pierron, au contraire, prétendait que cette preuve n'était imposée à l'endosseur qu'au cas où le recours en garantie est exercé par un accepteur, qui avait pu ne s'engager que sur la foi de l'endosseur, mais que lorsque le recours n'était exercé que par le porteur de l'effet, le défaut de protêt ou temps utile suffisait pour libérer l'endosseur.

Jugement du tribunal de commerce de Gand qui, accueillant le système de l'endosseur, déclare le porteur non recevable dans son action en garantie.

Sur l'appel dévolu au tribunal de Bruxelles, jugement confirmatif, « attendu que l'art. 16 ne « parlant que des endosseurs qui sont en même « temps tireurs, n'est pas applicable à l'espèce, » « Pourvoi en cassation par Botte, pour contravention à l'art. 16 du titre 5 de l'ordonn. de 1673, en ce que le jugement attaqué a décidé qu'un endosseur avait pu se prévaloir d'un protêt tardif, alors qu'il ne demandait pas même à faire preuve de la provision entre les mains du tiré.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 14, 15 et 16 de l'ordonn. de 1673; — Attendu que les endosseurs représentent les tireurs, et que l'art. 16 porte que les tireurs ou endosseurs seront tenus de prouver, en cas de dénégation, qu'il y avait provision chez ceux sur qui les lettres ont été tirées; — Attendu

qu'il résulte du jugement attaqué, que le demandeur s'est prévalu de ce que le payeur de la lettre de change n'avait point de fonds au tireur, ce qui est énoncé dans la réponse qui a été faite lors du protêt; que le défendeur n'ayant pas demandé à prouver le contraire, il devait, aux termes de l'art. 16, être tenu de garantir le demandeur; — Attendu qu'en jugeant le contraire, le tribunal d'appel de Bruxelles a fausement appliqué les art. 14, 15 et 16 du titre 5, et a contrevenu à l'art. 16; — Casse, etc.

Du 25 prair. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Oudot. — Concl., le cit. Arnaud. — Pl., le cit. Badin.

1^o et 2^o BILLET A ORDRE. — DOMICILE ÉLU.

— COMPÉTENCE. — ASSIGNATION. — DÉLAI.

3^o DÉCLINATOIRE. — TRIBUNAL DE COMMERCE.

4^o CONTRAINTE PAR CORPS. — ASSOCIÉS.

1^o L'indication de domicile pour la paiement d'un billet de commerce, entraîne élection de domicile chez celui dans la demeure duquel le paiement doit être fait, et attribution de juridiction aux juges de ce domicile. (Ord. de 1673, tit. 12, art. 17.) (1)

2^o Lorsqu'en matière d'effets de commerce, l'assignation est donnée, non au domicile réel du défendeur, mais au lieu où il a promis de payer, le défendeur ne doit pas avoir pour comparaitre un jour par 3 myriamètres de la distance entre le lieu du domicile réel et la ville où siège le tribunal de commerce devant lequel il est assigné. — En ce cas, il suffit d'observer les distances que comporte le domicile élu. (Ord. 1673, tit. 12, art. 17.) (2)

3^o Les tribunaux de commerce peuvent, après le jugement sur le déclinatoire, passer au jugement du fond, sans ordonner d'y défendre au préalable. (Ord. 1673, tit. 12, art. 13.) (3)

4^o Sous l'empire de la loi du 15 germ. an 6, la contrainte par corps pouvait être prononcée entre associés, en matière commerciale. (L. du 15 germ. an 6, tit. 2, art. 1.) (4)

cite aussi bien qu'expresse; de sorte que, suivant les circonstances ou les termes de la stipulation, l'élection de domicile peut résulter d'une indication de paiement, comme aussi il peut arriver que cette indication n'ait pas toujours cet effet. — *V.* la note suivante.

(2) *V.* en ce sens, Paris, 26 fév., 1^{er} mars, 26 nov. 1808; 2 juin 1812; 8 juill. 1836 (Volume 1836). — Merlin, *Répert.*, v^o *Consul des marchands*, § 3, n. 2; Pardessus, t. 5, n. 1367. — En sens contraire, Agen, 6 fév. 1810. — Suivant une troisième opinion, il faudrait distinguer entre le cas où le porteur n'a pas connu, et celui où il a connu le domicile réel de celui qu'il assigne : dans ce dernier cas, les délais devraient être calculés en prenant pour base la distance du domicile réel (Cass., 4 juin 1806; Bordeaux, 8 mars 1806). — *V.* sur ce point notre *Dict. du contentieux commercial*, v^o *Tribunaux de commerce*, n. 99.

(3) L'ordonnance du commerce dérogeait sur ce point à l'ordonnance de 1667, tit. 6, art. 3. — La disposition de l'ordonnance de 1673 a été reproduite en matière commerciale par l'art. 425 du Code de procéd. civ.

(4) *V.* dans le même sens, Cass. 24 brum. an 12; 22 mars 1813; 22 janv. 1824; Colmar, 24 juill. 1810; Grenoble, 8 mars 1824; Toulouse, 17 mai 1825; Paris, 8 août 1825; Lyon, 28 déc. 1826. — En sens contraire, Cass. 1^{er} avril 1817; Paris, 2 fév. 1814,

(1) *V.* en ce sens, Cass., 4 juin 1806; 4 fév. 1808; 17 avril 1811; 13 janv. 1829; Bruxelles, 30 mars 1807; Paris, 26 nov. 1808; Agen, 6 fév. 1810; Paris, 2 juin 1812 et 8 juill. 1836 (Volume 1836). — Merlin, dans cette affaire, *Répert.*, v^o *Consul des marchands*, § 3, n. 2; Pardessus, t. 5, n. 1353. — *V.* en sens contraire, Colmar, 9 juill. 1806; Cass., 29 oct. 1810. (Ce dernier arrêt a été rendu en matière civile.) — La question de savoir si l'indication d'un domicile pour le paiement, est non-seulement attributive de juridiction aux juges de ce lieu, mais encore vaut de plus élection de domicile dans ce lieu, était controversée sous l'ancien droit, et l'a été aussi sous le nouveau. La doute, sous l'empire de l'ordonnance de 1673, naissait de l'art. 17, tit. 12, ainsi conçu : « ... Le créancier pourra faire donner « l'assignation... au lieu auquel le paiement doit être « fait. » Les uns ne voyaient dans cette disposition qu'une attribution de juridiction; les autres y voyaient en outre l'indication d'un lieu pour le paiement équivalant à une élection de domicile, et cette dernière opinion avait prévalu en jurisprudence. — La question s'est de nouveau élevée sous le Code de proc. civ., dont l'art. 420, semblable en ce point à l'art. 17 de l'ordonnance, ne parle que du tribunal de vant lequel le défendeur peut être assigné, sans s'expliquer sur le lieu où l'assignation doit être donnée. Il faut donc résoudre la question par les règles générales sur l'élection de domicile, qui peut être la-

(Besford et Magnet—C. Coullerez et Dubail.)

Besford et Magnet, négociants à Altkirch, avaient, par suite d'affaires de société, souscrit au profit de Coullerez et Dubail quatorze billets payables au domicile de Gasner.

Ces billets furent protestés, faute de paiement à leur échéance, au domicile de Gasner, à Besford, et les débiteurs assignés à ce domicile devant le tribunal de commerce de cette ville, qui, par jugement par défaut du 19 prair. an 7, les condamna, par corps, à payer le montant des billets protestés.

Sur l'opposition à ce jugement, Besford et Magnet ont soutenu que le tribunal de commerce de Besford était incompétent; que les protêts avaient été illégalement faits, et que les assignations devaient être déclarées nulles comme ayant été données à un autre domicile que le leur.

Sans s'arrêter à ces exceptions, le tribunal de commerce de Besford les a déboutés de leur opposition au jugement par défaut, dont il a ordonné l'exécution.

Appel par Besford et Magnet. Ils ont reproduit les moyens invoqués en première instance; en outre, ils ont soutenu que l'assignation n'avait pas été donnée dans le délai légal, l'ayant été à trois jours, au lieu de l'être à huitaine, puisqu'ils étaient domiciliés à plus de trente lieues de Besford; enfin, ils ont prétendu que le tribunal de commerce n'avait pu prononcer en même temps sur les exceptions et sur le fond, aucune discussion n'ayant été ouverte sur le principal.

Le tribunal d'appel siégeant à Colmar a jugé que le tribunal de commerce de Besford était compétent; que l'art. 17 du tit. 12 de l'ordonnance du commerce permettant, en matière commerciale, d'assigner au domicile du débiteur, ou au lieu où le paiement doit être fait, Besford et Magnet avaient pu être assignés au domicile de Gasner, chez lequel le paiement des billets en question devait être fait, et que le délai de trois jours avait été plus que suffisant, puisque leur domicile était censé celui de Gasner, domicilié dans le lieu même où le tribunal de commerce était établi; enfin, que l'ordonnance de 1673 autorisant les tribunaux de commerce à juger, nonobstant tout déclinatoire, celui de Besford avait pu prononcer en même temps sur les exceptions et sur le fond.—En conséquence, ce tribunal a rendu, le 19 niv. an 9, un jugement confirmatif.

POURVOI en cassation par Besford et Magnet, fondé, entre autres moyens: 1° sur une fausse application de l'art. 17 du tit. 12 de l'ordonn. de 1673, aux termes duquel, dans les matières attribuées aux juges et consuls, le créancier peut faire donner l'assignation à son domicile, ou au lieu du domicile du débiteur, ou au lieu auquel la promesse a été faite et la marchandise fournie, ou au lieu auquel le paiement doit être fait; 2° sur une violation de l'ordonnance de 1667, tit. 5, art. 5, et tit. 6, art. 3, en ce que les juges de première instance et d'appel avaient prononcé en même temps sur les exceptions et sur le fond, et privé ainsi Besford et Magnet, qui s'étaient bornés à proposer des exceptions, de la faculté de se défendre sur le fond; 3° enfin, pour violation des lois romaines, notamment de la loi 63, ff., pro socio, et de la loi 173, ibid. de Regul. juris, en ce que ces lois, consacrées par la jurisprudence fran-

çaise, défendaient de prononcer la contrainte par corps entre associés.—A l'appui de leur premier moyen, les demandeurs ont soutenu que l'article cité n'autorisait point à assigner le débiteur au domicile de celui chez qui le paiement doit être fait; que les billets en question ne contenaient point élection de domicile chez Gasner, mais une simple indication pour y faire trouver des fonds; que Gasner n'était point indiqué pour les représenter en justice, mais seulement pour la numération des espèces; et qu'en supposant que cet article autorisât le créancier à assigner le débiteur au domicile de la personne indiquée pour le paiement, le délai de l'assignation devait être celui du véritable domicile.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Sur le premier moyen, attendu que, suivant l'art. 17, tit. 12, ordonn. du commerce, le créancier peut assigner son débiteur à son domicile ou au lieu où le paiement devait être fait; que, dans l'espèce, le paiement des billets devait être fait à Besford, chez Gasner, ce qui comporte implicitement l'élection de domicile au même lieu; que, par conséquent l'assignation a pu y être légalement donnée, et pour comparaitre dans le délai qui suffisait pour Besford;—Sur le second moyen, attendu qu'il s'agissait d'une matière commerciale; que les juges consuls peuvent, aux termes de l'art. 13, tit. 12, ordonn. du commerce, juger nonobstant tout déclinatoire, et que les demandeurs ont pu se défendre en même temps sur leurs exceptions et sur le fond;—Sur le troisième moyen, attendu que la loi du 15 germ. an 6, portant que la contrainte par corps a lieu entre marchands et négociants à raison de leur négoce, et ne comprenant pas, dans les exceptions qu'elle renferme, les associés entre eux, on ne peut appliquer les lois romaines pour en tirer une violation d'une disposition qui n'est pas dans la loi spéciale à la matière dont il s'agit;—Rejette, etc.

Du 25 prair. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Bonneau.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.—Pl., les cit. Guichard et Badin.

PAPIER-MONNAIE.—REMBOURSEMENT.

Les acquéreurs d'immeubles pendant la cours du papier-monnaie, débiteurs à terme de tout ou partie du prix, ont été tenus, pour être admis à la réduction, de déclarer, dans un délai fatal, leur renonciation au terme qui leur avait été accordé, et leur soumission au paiement des intérêts au taux de 5 p. 100. (LL. 16 niv. an 6, art. 2; 27 therm. an 6, art. 2.) (1)

(Perisc—C. Valton.)

Du 25 prair. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Aumont.

ENREGISTREMENT.—RESPONSABILITÉ DES JUGES.

L'art. 47 de la loi du 22 frim. an 7 ne rend les juges et les arbitres responsables des droits d'enregistrement, qu'autant que leurs jugements sont rendus sur des actes non enregistrés: il ne s'applique pas au cas où le jugement a été rendu sur le dire des parties, quoique l'on puisse en induire qu'il a eu pour cause une mutation de biens (2).

Le premier de ces deux arrêts est rendu par application de l'ordonnance de 1673. — Aujourd'hui rien ne s'oppose à ce que la contrainte par corps ait encore lieu entre associés.—P. le rapport de M. Parant à la chambre des députés, sur la loi du 17 avril

1832. — P. aussi Coin-Delisle, *Comm.* de cette loi, sur l'art. 1^{er}, n° 40.

(1) P. dans la même sens, 4 mess. an 10 et la nota.

(2) Aux termes de l'art. 23 de la loi du 22 frim. an 7, nul n'est tenu de faire enregistrer un acte non

(L'Enregistrement.—C. Henry.)

Le 29 brum. an 8, compromis entre Jacques Jacob et Pierre André, par lequel ils nomment des arbitres communs, « pour statuer sur le différend existant entre eux relativement au restant du prix de la vente d'un immeuble, et ce sur les simples dires des parties. »

4 frim. suivant, jugement de l'arbitre, qui condamne Pierre André à payer à Jacob une somme de 360 fr.

Ce jugement porté à l'enregistrement, le receveur a demandé la représentation du contrat de vente dont il était question.

Le 11 therm., il a décerné contre l'arbitre qui avait rendu le jugement, une contrainte en paiement du droit de mutation opérée par la vente énoncée par son jugement. Cette contrainte a été motivée sur l'art. 47 de la loi du 22 frim. an 7, dont voici les termes : « Il est défendu aux juges et arbitres de rendre aucun jugement, et aux administrations centrales et municipales de prendre aucun arrêté en faveur de particuliers sur des actes non enregistrés, à peine d'être personnellement responsables des droits. »

Sur l'opposition de l'arbitre, portée devant le tribunal de Neufchâteau, ce tribunal, par son jugement en premier et dernier ressort, du 9 pluv. an 9, a déclaré la régie non recevable et mal fondée, attendu que l'arbitre n'avait pas rendu son jugement sur un acte de vente non enregistré, mais seulement sur les dires des parties, ainsi qu'il est constaté et par le compromis et par le jugement arbitral.

La régie s'est pourvue en cassation pour contravention à l'art. 47 de la loi du 22 frim. an 7; elle a soutenu que, pour donner lieu à la responsabilité prononcée par cet article, il suffisait que la vente fût reconnue dans le jugement; qu'elle y fût énoncée; que c'était à l'arbitre à ne pas s'exposer à cette responsabilité, en s'assurant que l'acte qu'il énonçait était en règle.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu, 1^o que le compromis qui a précédé le jugement arbitral qui fait l'objet du procès, a été enregistré au bureau de Hailai, le 29 brum. an 8, avec perception d'un franc; — 2^o Que, si l'on peut induire de cet acte que son objet soit eu pour cause une mutation d'immeubles, par acte non enregistré, le receveur qui enregistra le compromis aurait dû alors ou percevoir, ou réclamer des parties y dénommées, le droit dû à raison de cette mutation; qu'il ne l'a pas fait, et que la perception d'un droit simple d'un franc a autorisé le juge arbitre à penser qu'il n'était pas dû d'autres droits; — 3^o Que les dispositions du jugement arbitral n'ont été basées sur aucun acte, mais seulement sur l'audition des parties et sur les preuves par elles respectivement produites; — Considérant que l'art. 47 de la loi du 22 frim. an 7 ne rend les juges

translatif d'immeubles, s'il n'en fait pas usage en justice; d'un autre côté, l'art. 47 défend aux juges de rendre aucun jugement sur des actes non enregistrés. En présence de ces textes, deux abus se sont introduits : le premier consiste à mentionner dans les écrits de la procédure la convention comme verbale, et à faire passer les actes non enregistrés sous les yeux du juge qui rend ensuite son jugement, comme s'ils n'avaient pas été produits. Cette opération ne vint pas précisément du texte de l'art. 47, puisque le jugement n'est pas rendu sur des actes non enregistrés, mais elle est contraire à son esprit, en ce que le juge a formé sa conviction sur des actes dans cette condition. Une circulaire du garde des sceaux du 25 mai 1831 a recommandé

et les arbitres personnellement responsables des droits qu'autant que leurs jugemens sont rendus sur des actes non enregistrés, ce qui ne se rencontre pas dans l'espèce; — Rejette, etc.

Du 25 prair. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Chasle.

DERNIER RESSORT. — PENSION VIAGÈRE.

La demande en paiement d'une pension viagère de 1000 fr., présentant un intérêt de plus de 1000 fr., ne peut être jugée en première instance qu'à la charge de l'appel. (L. 16-24 août 1790, tit. 4, art. 5.) (1)

(Sabathier—C. Laforgue.)

La demoiselle Sabathier, femme divorcée du sieur Laforgue, avait été condamnée, par jugement du 7 déc. 1792, à faire à ce dernier une pension viagère de 500 fr. — Cette pension n'ayant pas été exactement payée, le sieur Laforgue cita la demoiselle Sabathier en paiement des 540 fr. déjà alloués par le jugement du 7 déc. 1792, et de plus pour se faire allouer un supplément de pension d'une parcelle somme de 500 fr.

14 pluv. an 9, jugement du tribunal de Muret, en premier et dernier ressort, qui condamne la demoiselle Sabathier au paiement des 500 fr. de pension par elle dus, mais qui rejette pour le surplus la demande du sieur Laforgue.

Pourvoi en cassation de la part de ce dernier, pour contravention à l'art. 5, tit. 6 de la loi des 16-24 août 1790, en ce que le jugement a été rendu en dernier ressort, sur une demande qui, tendant au paiement annuel d'une somme de 1,000 fr., était évidemment de nature à être soumise aux deux degrés de juridiction.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 5, tit. 6 de la loi du 24 août 1790, portant : « Les juges du district connaîtront en premier et dernier ressort de toutes affaires personnelles et mobilières, jusqu'à la valeur de 1,000 liv. de principal, etc. » — Considérant que la demande d'une pension alimentaire de 1,000 fr. est la demande du paiement annuel de cette somme, et qu'il est sensible qu'une semblable demande ne saurait être mise dans la classe de celles dont la valeur n'excède pas 1,000 fr. de principal; — Considérant que les jugemens de 1792 et de l'an 7 ne peuvent justifier celui du 14 pluv. an 9; que ces jugemens, rendus lorsque le cit. Laforgue et la cit. Sabathier étaient encore dans les liens du mariage, n'ont pu statuer que par la forme de provision et avoir leur effet que jusqu'à ce que le divorce eût été prononcé; que le défendeur ne s'est pas même borné à réclamer l'exécution des premiers jugemens, puisqu'il a demandé d'abord 1,200 fr., ensuite 1,000 fr. de pension, tandis que ces jugemens ne lui en avaient adjugé que 500; qu'il n'a pas cru lui-même que le tribunal dût prononcer en dernier

aux magistrats de ne pas se prêter à cet abus préjudiciable au trésor.

Le second nuit aux parties : quelques tribunaux confondant la convention avec l'acte qui lui sert de titre, se croient autorisés à exiger l'enregistrement d'une convention déclarée verbale, lorsqu'ils soupçonnent l'existence d'un écrit qui la constate. En cela, ils excèdent leur pouvoir, et c'est ce qui résulte du jugement ci-dessus, lequel décide que le juge devant lequel une convention, même translatif d'immeubles, est énoncée et justifiée, n'a pas à s'occuper de son enregistrement, pourvu que le titre n'en soit pas produit.

(1) P^{er} en ce sens, 26 prair. an 10 et la note.

ressort, puisqu'il a eu lieu à ce que le jugement qui interviendrait fût exécuté nonobstant toutes oppositions et appellations quelconques; qu'il suit de ces observations qu'il y a, dans le jugement attaqué, la violation la plus formelle de la disposition citée de la loi du 25 août 1790, et un excès évident de pouvoir. — Donne défaut contre Laforgue, et, pour le profit; — Casse, etc.

Du 26 prair. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Mateville. — Rapp., le cit. Aumont. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

JUGEMENT. — ASSISTANCE DE JUGES.

Le juge qui n'a pas assisté aux plaidoiries qui ont précédé un jugement préparatoire, ne peut, sans de nouvelles plaidoiries, prendre part au jugement définitif. (L. 16-25 août 1790, tit. 2, art. 11.) (1)

(Wilmont — C. Rasquinet.)

Rasquinet était en possession d'un terrain par lui acquis de Deltour, qui prétendait l'avoir recueilli dans la succession de Marie-Barbe Deltour, sa sœur.

Mais Wilmont, agissant comme représentant la mère de Deltour, alors décédée, a revendiqué ce terrain contre Rasquinet, en se fondant sur ce que Deltour, son vendeur, n'en avait jamais été propriétaire du chef de sa sœur, attendu qu'il aurait précédé cette dernière.

15 pluv. an 8, jugement du tribunal de Sambré-et-Meuse, qui ordonne, avant faire droit, qu'à l'époque précise du décès de Marie-Barbe Deltour serait constatée, afin de savoir si elle était, ou non, morte avant son frère.

À l'audience qui suivit ce jugement, Rasquinet n'a rapporté la preuve du décès de Marie-Barbe Deltour, et a conclu en conséquence son renvoi de la demande. — Wilmont, au contraire, a demandé un délai pour plaider de nouveau la cause, attendu la présence d'un juge qui n'avait pas participé au jugement préparatoire du 15 pluv., et qui par conséquent n'avait pas assisté aux plaidoiries de la cause.

Du 26 pluv., jugement par lequel le tribunal, considérant que la cause avait été définitivement préjugée par le jugement du 15 du même mois, a déclaré Wilmont non recevable en sa demande en délai et fermé les débats; et le 27 du même mois, jugement au fond, qui a renvoyé Rasquinet de la demande formée contre lui.

Pourvoi en cassation de la part de Wilmont, pour violation de la loi des 16-25 août 1790, tit. 2, art. 11, en ce qu'il n'avait pas été admis à faire entendre complètement sa défense, le jugement qui le condamne ayant été rendu avec le concours d'un juge qui n'avait pas assisté aux plaidoiries.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 4, tit. 2 de la loi du 25 août 1790, fondé sur la maxime *in auditum damnamus licet neminem*, lequel est ainsi conçu: « Eu toute matière civile et criminelle, les plaidoyers, rapports et jugemens seront publics, et tout citoyen aura le droit de défendre lui-même sa cause, soit verbalement, soit par

« écrit; » — Considérant qu'il est constant que le cit. Collignon n'avait point assisté aux plaidoiries de la cause qui avait eu lieu les 3 et 14 pluv., ni participé au jugement de ce dernier jour; — Considérant que le jugement du 14 pluv. n'est qu'un jugement purement préparatoire, qu'il n'a rien décidé définitivement ni en droit ni en fait; qu'il préjuge seulement que si Marie-Barbe était morte avant son frère, Rasquinet pourrait avoir une exception de non-droit; d'où il conclut seulement qu'il importe, avant faire droit, de constater l'époque du décès de Marie-Barbe; d'où il suit que la question de droit restait à juger définitivement, ainsi que celle de fait; — Considérant que l'opinion du nouveau juge introduit à l'audience du 26, n'était point liée par le jugement préparatoire du 11, et qu'il n'a pu et dû statuer sur le procès sans avoir entendu préalablement la défense d'une des parties, ce qu'il a refusé de faire; — Casse, etc.

Du 26 prair. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Lasaudade. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

CONVOL. — SUCCESSIBILITÉ.

En pays de droit civil, la mère qui convoleit en secondes nocces, sans avoir fait nommer un tuteur à ses enfans mineurs, devait être déclarée indigne de leur succéder, encore qu'elle eût provoqué cette nomination (2).

(Danielle — C. Blancard.)

En 1791, Camille Danielle, veuve Blancard, présente une requête au juge de paix, dans laquelle elle déclare qu'elle en veut plus être tutrice de l'enfant mineur issu de son mariage, et indique pour la remplacer dans la tutelle Barthélemi Blancard, neveu de son mari. — Cette requête reste sans résultat; aucun tuteur n'est nommé à l'enfant Blancard. — En 1793, Camille Danielle se remarie, et son fils étant mort, elle se présente pour recueillir sa succession; mais on la repousse, en lui opposant la loi romaine qui déclare indigne de succéder à ses enfans, la mère qui convole sans leur faire nommer un tuteur.

Le tribunal civil des Alpes-Maritimes accueille ce système. — Appel. — Jugement du tribunal du Var qui confirme.

Pourvoi en cassation pour violation de l'authentique, *Eisdem panis*. C. second. nupt.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il est de principe, dans le droit romain, que la mère qui convole en secondes nocces, non-seulement doit provoquer la tutelle de ses enfans pupilles, mais est obligée de la leur faire décréter; que même lorsque les premiers tuteurs nommés n'ont pas accepté, la mère est tenue de demander une nouvelle élection; — Rejette, etc.

Du 27 prair. an 10. — Sect. civ. — Concl., le cit. Arnaud, subst. — Pl., le cit. Guichard.

JURY D'ACCUSATION — FORMATION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, un jury spécial d'accusation n'était régulièrement constitué

(1) Cette solution est une application de ce principe consacré par un grand nombre de décisions: qu'un jugement doit être déclaré nul, si les juges qui l'ont rendu n'ont pas assisté à toutes les plaidoiries. V. 9 brum. an 7 et les arrêts cités en note. Toutefois, cette règle ne doit s'entendre que des plaidoiries qui ont un rapport direct à la décision définitive du fond de la contestation. V. Cass. 19 nov. 1818.

(2) Sous l'empire de la loi du 17 niv. an 3, le tribunal de cassation avait jugé la question en sens contraire, c'est-à-dire que cette loi avait abrogé l'authentique *Eisdem panis*. (V. Cass. 22 vent. an 8.) Mais plus tard, dans la même affaire et sur un nouveau pourvoi, le tribunal de cassation, par un jugement du 24 fruct. an 13, sections réunies, a jugé, comme ici, que le défaut de nomination de tuteur rendait la mère indigne de succéder; ainsi la loi romaine continua d'être le droit en vigueur.

que lorsqu'il était composé de huit citoyens tirés au sort sur la liste des jurés spéciaux : la concours d'un juré porté sur la liste ordinaire et non sur cette liste spéciale, entraînait ses opérations de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 518 et 525.)

(Gable.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. —Vu les art. 518, 525 et la 6^e diap., art. 456, du Code des délits et des peines; —Attendu qu'il résulte des articles cités qu'un tableau de jury spécial d'accusation n'est régulier et légal que lorsqu'il est composé de huit citoyens tirés au sort sur la liste des jurés spéciaux; que, dans l'espèce, il est constaté par un procès-verbal dressé le 9 germ. dernier, par le directeur du jury d'accusation de Weissenbourg, joint aux pièces; que le tableau du jury spécial d'accusation qui a été mis son vœu sur l'acte d'accusation présenté contre le demandeur, était composé seulement de sept jurés tirés au sort sur la liste des jurés spéciaux, et que le nom du cit. Jacques Ehenland, huitième juré inscrit sur ce tableau, n'était point porté sur la liste des jurés spéciaux, mais sur la liste ordinaire d'accusation; —Casse.

Du 29 prair. an 10. —Sect. crim. —Rapp., le cit. Liger-Verdigny. —Concl., le cit. Leclercq, subst.

TRIBUNAUX CRIMINELS. —COMPÉTENCE.

—PEINES SPÉCIALES.

Le tribunal criminel qui, saisi de l'un des crimes énumérés par la loi du 18 plu., an 9, laquelle a institué des tribunaux spéciaux et des peines particulières pour leur répression, fait l'application de ces peines, commet une violation de la loi pénale : ces peines ne peuvent être appliquées que par les tribunaux spéciaux dans les départements où le gouvernement a jugé leur établissement nécessaire. (L. 18 plu. an 9, art. 1.)

(Chamussy.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. —Vu les art. 2, 4 et 5, 2^e sect., tit. 2, 3^e part., du Code pén.; —Vu aussi l'art. 1^{er}, tit. 1^{er}, de la loi du 18 plu. an 9; —Vu enfin l'art. 456, du Code des délits et des peines; —Attendu qu'il résulte de la déclaration du jury de jugement rendue à l'égard des demandeurs en cassation, qu'ils sont prévenus d'un vol commis à force ouverte et par violence envers les personnes sur un grand chemin, avec les circonstances aggravantes prévues par l'art. 4 susrelaté du Code pén. du 25 sept. 1791; que ce crime est prévu et que la peine en est déterminée par les art. 2, 4 et 5 dudit Code; qu'au lieu d'appliquer cette peine, le tribunal criminel du département de la Loire a prononcé la peine déterminée par l'art. 29 de la loi du 18 plu. an 9, loi dont l'objet, aux termes de son art. 1^{er}, est exclusivement relatif aux départements où le gouvernement juge l'établissement des tribunaux spéciaux nécessaire; —Attendu

qu'ainsi ce tribunal a fait une fautive application des lois pénales et donné ouverture à la cassation, aux termes de l'art. 456 du Code des délits et des peines; —Casse, etc.

Du 29 prair. an 10. —Sect. crim. —Rapp., le cit. Borel. —Concl., le cit. Pons, subst.

CONSIGNATION. —PERSONNE PRIVÉE.

On ne peut faire la consignation, même d'une somme modique, entre les mains d'une personne privée, présente à la réalisation des offres : cette consignation ne libérerait pas le débiteur. (L. 9, C. de Solutionibus, § 2; C. civ., art. 1259, anal.) (1)

(Lacazeau.—C. Gardien.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. —Considérant, d'une part, que les conclusions prises par Gardien en première instance, repoussaient toute idée d'acquiescement de sa part à la consignation du 17 sept. 1792; d'autre part, que cette consignation a été faite entre les mains d'un individu dénué de tout caractère public qui pût garantir sa solvabilité et sa fidélité; que cependant la loi 9 au Code de Solutionibus, en déclinant libérationem contingere obligationis solemniter factâ, suppose évidemment que la consignation sera faite entre les mains d'un homme public; que c'est ainsi que cette loi a été entendue dans tous les temps, dans tous les pays de droit écrit et dans tous les tribunaux; que rien, dans le jugement attaqué, ne prouve ni l'usage, ni même l'allégation de l'usage de faire, dans les pays habités par les parties, les consignations dans les mains d'une personne privée, usage qui serait bien autrement étrange et absurde que celui allégué par les juges du tribunal civil du département du Gers, de laisser les sommes modiques dans les mains de l'huissier chargé de faire des offres réelles; d'où il suit que le jugement attaqué a violé la loi romaine ci-dessus citée; —Casse, etc.

Du 2 messid. an 10. —Sect. civ. —Rapp., le cit. Riolt.

DERNIER RESSORT. —RENTE. —PAPIER-MONNAIE. —PREROGATIVE DE JURIDICTION.

Le tribunal de première instance ne peut prononcer qu'en premier ressort, lorsque la demande a pour objet le remboursement en papier-monnaie d'une rente de plus de 50 fr., et alors même que la somme offerte serait, par suite de la réduction d'après l'échelle de dépréciation, inférieure à 50 fr., surtout si le mode de libération est contesté. (L. 16-24 août 1790, tit. 4, art. 5.)

Lorsque la somme demandée excède le taux du dernier ressort, le tribunal de première instance ne peut juger sans appel, à moins que le consentement formel de toutes les parties ne l'y autorise : le consentement d'une seule ne suffirait pas (2).

(1) Les termes de la Glose sur les mots *solemniter factâ* de la loi 9, C. de solut., qui sert de base à ce jugement, viennent encore confirmer la règle : *obligatio debiti solemniter fieri intelligitur, que jura fit*. —La loi 19, C. de Usuris, dit aussi que la consignation doit être faite in publico, et elle explique ces mots de manière à éloigner la pensée qu'elle puisse avoir lieu dans les mains d'une personne privée : *In hoc autem casu publicum intelligitur oportet, vel sacerdotibus, vel aliis competentibus iudicibus super ea re auditis deponi esse dispensaverit*. —P. encore la loi 28, § 1, in f. ff. de Adm. et peric. tutor; et Pothier, des Obligations, n° 572. —Il existe sous la date du 27 fruct. an 11 un autre ju-

gement entre les mêmes parties, qui a jugé dans le même sens. —Aujourd'hui, ce point ne saurait plus faire difficulté, en présence de l'art. 1259, Cod. civ., qui, dans son n° 2, veut, pour la validité de la consignation, que le débiteur se soit dessaisi de la somme offerte en la remettant dans le dépôt indiqué par la loi pour recevoir les consignations.

(2) Le consentement de l'une des parties à la prorogation de la juridiction, ne serait suffisant qu'autant que l'autre partie en aurait demandé acte. Vainement dirait-on que l'offre de se soumettre au dernier ressort doit être considérée comme un acquiescement anticipé au jugement; cette offre, n'ayant pas été acceptée, doit être considérée

(Les mariés Christi—C. Bréjeant.)

Les époux Christi, débiteurs d'une rente de 70 fr. offrent à Bréjeant, leur créancier, de continuer à la leur servir en la réduisant à 43 fr. suivant l'échelle de dépréciation du papier-monnaie; en outre, ils offrent d'accepter le tribunal pour juge en dernier ressort de leur différend. Bréjeant refuse ces offres.—Jugement du tribunal de la Manche, qualifié en dernier ressort, qui rejette les offres des mariés Christi.

Pourvoi en cassation de la part de ces derniers. Ils soutiennent qu'on a violé, à leur égard, la règle des deux degrés de juridiction.

Bréjeant repousse ce moyen en disant que la remboursement offert ne s'élevait qu'à 43 liv., et que c'est cette somme qui doit déterminer la compétence. Il ajoute que les mariés Christi ont eux-mêmes demandé à être jugés en dernier ressort.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 5, tit. 4, de la loi du 21 août 1790, portant ce qui suit: « Les juges de district connaîtront en premier et dernier ressort de toutes les affaires purement personnelles et mobilières jusqu'à la valeur de 1,000 liv. » de principal, et des affaires réelles dont l'objet principal sera de 50 liv. de revenu déterminé, « soit en rente, soit par prix de bail; »—Attendu qu'il s'agissait d'une rente excédant 50 liv.: que ce n'est pas la quotité à laquelle, suivant la demande, devait se trouver réduit le capital d'après l'échelle de dépréciation de papier-monnaie, qui a pu autoriser les juges à prononcer en dernier ressort, puisque l'objet de la demande n'en était pas moins l'extinction de plus de 50 liv. de rente, et que le mode de libération était, d'ailleurs, contesté; que le juge, en rejetant, par jugement en dernier ressort, les offres de payer suivant réduction, a implicitement décidé que les demandeurs étaient tenus de rembourser en numéraire un capital de 70 liv. de rente;

Attendu, d'un autre côté, que les juges de 1^{re} instance ne peuvent être investis du pouvoir extraordinaire de juger au-delà de leur compétence que par le consentement de toutes les parties litigantes; qu'ontre que la nécessité de ce consentement respectif est de droit et de raison, la loi ci-dessus citée, art. 6, tit. 4, s'en explique formellement, lorsqu'elle porte que « c'est au cas où les parties consentiront à être jugées sans appel, que les juges pourront prononcer en dernier ressort; » que, par conséquent, le consentement d'une seule partie ne peut avoir d'effet; qu'il n'est censé donné que sous la condition de la réciprocité, sans quoi la loi ne demeurerait pas égale;—Par ces motifs, dont il résulte qu'il y a excès de pouvoir et violation de la loi ci-dessus citée;—Casse, etc.

Du 2 messid. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Rousseau.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.—Pl., les cit. Girardin et Raoul.

PAPIER-MONNAIE. — LOI. — PROMULGATION — ERREUR.

Encore qu'une loi soit réputée connue à partir du jour de sa promulgation, il a été nécessaire, à peine de nullité, même depuis la publication de la loi du 25 mess. an 3, suspension du remboursement des échéances à terme et des rentes créées avant la 1^{re} janv. 1792,

comme non avenue, et n'empêche pas celui qui l'a faite de se pourvoir contre le jugement, si la décision lui est défavorable: c'est ainsi que le décide Carré, Compétence, t. 2, n° 316.

(1) V. dans le même sens, Cass. 2 mess. an 11.

d'exprimer dans la quittance que le débiteur qui avait reçu son paiement connaissait la loi suspensive (1).

(Carteley—C. Vareligne.)

Du 3 messid. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Duatrepont.—Concl., le cit. Lecoutour.

DIVORCE. — COMPÉTENCE. — OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL.

Du 3 mess. an 10 (aff. Hure).—Jugement contradictoire, conforme au jugement du 2 vend. an 10, rapporté à sa date.

LOI. — PROMULGATION. — AUTORITÉ ADMINISTRATIVE.

La loi du 17 niv. an 2, sur les successions, a pu être considérée comme promulguée et obligatoire, dans les lieux où il n'y avait pas de tribunaux organisés, du jour de sa publication par l'autorité administrative.

(Perpigna—C. Mérignac.)

Du 3 mess. an 10.—Sect. req.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Cocharde.—Pl., les cit. Granier et Guichard.

DOUANES. — APPEL. — DÉLAI.

Du 3 messid. an 10 (aff. Daems).—V. ce jugement à la date du 3 messid. an 9.

ARBITRES. — JUGEMENT. — DÉMISSION.

Du 3 messid. an 10 (aff. Salihes-Bas).—V. ce jugement à la date du 3 messid. an 9.

LOI. — PUBLICATION.

Du 3 messid. an 10 (aff. Saint-Sauveur).—V. ce jugement à la date du 14 frim. an 10.

PAPIER-MONNAIE. — REMBOURSEMENT.

Les acquéreurs d'immeubles pendant le cours du papier-monnaie, débiteurs à termes de tout ou partie du prix, ont été tenus, pour être admis à la réduction, de déclarer dans un délai fatal, leur renonciation aux termes stipulés, et leur soumission au paiement des intérêts au taux de 5 pour cent. (L. 16 niv. an 6, art. 2 et 6.) (2)

(Despincy—C. la veuve Mulin.)

12 prair. an 2, vente d'une maison par Mulin à Despincy, pour 20,000 fr.—12,000 f. sont payés comptant.—Les 8,000 fr. restants, payables en quatre termes égaux, d'année en année.—Le premier fixé au 11 nov. 1795; le second au 11 nov. de l'année suivante, ainsi de suite.—Le premier avait été payé à son échéance.

Au mois de vendém. an 8, les 6,000 fr. restants étaient encore dus.—Depuis la loi du 16 niv. an 6, l'acquéreur n'avait fait aucune option.—Les 6,000 fr. étaient-ils réductibles de la manière déterminée par cette loi?

Le vendeur a prétendu qu'ils devaient être payés en numéraire, sans réduction, faute par l'acquéreur d'avoir fait l'option autorisée par l'art. 2 de la loi de niv.

(2) V. conf., Cass. 25 prair. an 10.—Plus tard, la jurisprudence s'est relâchée de sa rigueur; elle a décidé que le délai n'était pas fatal, et qu'il suffisait que l'acquéreur fit sa déclaration au moment où il demandait la réduction.—V. en ce sens, Cass. 19 vend. an 12, 6 germ. an 13, et 22 nov. 1809.

Le tribunal d'appel de Lyon l'a jugé ainsi.

Pourvoi en cassation, fondé sur une fausse application des lois des 16 niv. et 27 therm. an 6.

Le commissaire Lecoulour a pensé que l'accusé n'avait pas été astreint à renoncer, dans un délai fatal, aux termes convenus, et à se soumettre au paiement des intérêts au taux de 5 pour 100, et qu'en condamnant l'accusé à payer les 6,000 fr. en numéraire, sous prétexte qu'il n'avait pas fait les renonciation et soumission dans les délais prescrits par les lois des 16 niv et 27 therm. an 6, le tribunal d'appel de Lyon avait fait une fausse application de ces lois et excédé son pouvoir, surtout relativement au second et troisième termes qui ne se trouvaient pas portés à trois ans au-delà du 27 messid. an 4.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que de l'art. 2 de la loi du 16 niv. an 6, combiné avec l'art. 6, il résulte que l'acheteur, pour être eu droit de réclamer le bénéfice de la réduction autorisée par ces articles, est tenu de se conformer aux conditions prescrites par ledit art. 6, dans le délai fixé par ledit art. 2, ce que le demandeur n'a pas fait, et qu'ainsi le jugement attaqué, en rejetant sa demande, s'est conformé au vœu desdits articles;—Rejette, etc.

Du 4 messid. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Liborel.

INJURES.—AUDIENCE.—PLAIDOIRIE.

Les injures proferées à l'audience, dans une plaidoirie, contre l'une des parties, ne peuvent être l'objet d'une action principale devant le tribunal de police, quand la partie offensée n'a fait aucune réclamation à cet égard pendant les débats (1).

(Jaubert—C. Beauconr.)

Beauconr avait été condamné pour sévices graves envers divers citoyens, par le tribunal correctionnel de Tournay. Deux mois après, il cita la partie sur la plainte de laquelle il avait été condamné, devant le tribunal de police de Lessines, à raison des injures qu'il prétendait avoir été proferées contre lui dans sa plaidoirie. Beauconr n'avait point fait constater ces injures, ni réclamer à l'audience du tribunal correctionnel. Cependant le tribunal de police accueillit sa demande, et condamna le défendeur officieux à trois jours d'emprisonnement.—Pourvoi en cassation de la part de ce dernier.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 456, 6^e disposition du Code de brum.;—Attendu que, lors et à la suite de la plaidoirie devant le tribunal correctionnel de Tournay, il n'a été établi ni demandé aucune constatation de ces prétendues injures; que, pendant tout le cours de cette instance, Beauconr n'a formé aucune réclamation à ce sujet; qu'il résulte de son silence absolu une renonciation à toute action pour raison de ce prétendu dé-

lit, si toutefois il a existé dans l'espèce, et que le tribunal de police du canton de Lessines ne pouvait donc point, en l'état, admettre la plainte de Beauconr;—Casse, etc.

Du 5 messid. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Sicys.—Concl., le cit. Pons, subst.

JURY.—QUESTIONS.—COMPLEXITÉ.—DÉCLARATION.

Sous la Code du 3 brum. an 4, était nulle, comme complexe, la question qui portait à la fois sur le fait et sur sa moralité. (C. 3 brum. an 4, art. 377.) (2)

Les jurés ne peuvent répondre qu'aux questions qui leur sont proposées, et leurs réponses doivent être purement affirmatives ou négatives. Ainsi, après avoir répondu négativement à la question de savoir si l'accusé est convaincu d'avoir causé des blessures, ils ne peuvent ajouter qu'il est convaincu d'y avoir donné occasion. (C. 3 brum. an 4, art. 397, 398 et 414.) (3)

(Shemann.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 377 et 380 du Code des délits et des peines;—Vu les 15^e, 16^e et 17^e des questions proposées aux jurés de jugement, ainsi conçues: 15^e quest. « L'accusé est-il convaincu d'avoir, dans le dessein du crime, aidé et assisté les coupables dans les faits qui ont préparé son exécution? — 16^e quest. Est-il convaincu d'avoir, dans le dessein du crime, aidé et assisté les coupables dans les faits qui ont facilité son exécution? — 17^e quest. Est-il convaincu d'avoir, dans le dessein du crime, aidé et assisté les coupables même dans l'acte qui l'a consommé? »—Considérant que chacune de ces trois questions porte en même temps sur le fait et la moralité de la complexité du crime; que cette accumulation du fait et de la moralité rend lesdites questions complexes, et qu'ainsi il y a contravention à l'art. 377 du Code des délits et des peines, emportant peine de nullité, d'après l'art. 380 du même Code;—Vu également les art. 397, 398 et 414 dudit Code;—Vu aussi les 4^e et 5^e quest., et les réponses qui ont été faites par les jurés de jugement, ainsi conçues: « Quest. 4^e. L'accusé Jean-Adam Shemann est-il convaincu d'avoir causé l'une desdites blessures audit Nicolas Ott? Réponse. Non, l'accusé Jean-Adam Shemann n'est pas convaincu d'avoir causé lesdites blessures audit Nicolas Ott, mais d'y avoir donné occasion; »—Quest. 5^e. Est-il convaincu d'avoir causé lesdites blessures? Réponse. La même réponse à qu'à la question précédente; »—Considérant qu'il résulte des dispositions des art. 397 et 398 ci-dessus cités, que les réponses des jurés de jugement aux questions qui leur sont proposées, doivent être purement affirmatives ou négatives; que, dans l'espèce actuelle, les réponses des jurés

(1) *P. conf.*, Cass. 18 flor. an 7 et la note. — La règle consacrée par ce jugement a été depuis sanctionnée par la législation. *P. art. 377 du Code pén.*, reproduit et modifié par l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819. — *P. aussi* Cass. 18 mess. an 12.

(2) *P. la note* sur le jugement de cassation du 15 frim. an 8.

(3) *P. Cass. 22 therm. an 7 et la note.* Cette règle a été consacrée aussi comme depuis le Code d'instr. crim., par de nombreux arrêts. *P. 22 janv. 1819, 26 oct. 1820, 14 mars 1825, etc.* C'est ainsi qu'il a été décidé que les jurés ne peuvent déclarer complice l'accusé que la question désigne comme coauteur (Cass., 4 oct. 1821, 15 janv. 1822, 27 janv.

1824); qu'ils ne peuvent, sur une question de faiblession et d'émision de fausse monnaie, déclarer les accusés coupables de non-révélation du crime (Cass., 7 oct. 1831, volume 1832); qu'ils ne peuvent, sur une question relative à un homicide volontaire, déclarer l'accusé coupable d'homicide par imprudence (Cass. 11 août, 9 sept., 8 déc. 1826, 10 avril 1829); mais ils peuvent déclarer que l'homicide a été commis en cas de légitime défense, quoiqu'il n'y eût pas de question posée à cet égard; car ils ont le droit de déclarer les circonstances qui se lient à la question et deviennent nécessaires pour expliquer le vrai sens de leur réponse. *P. Cass., 29 avr. 1819, P. toutefois un arrêt contraire du 3 mars 1826.* *

de jugement sur les 4^e et 5^e quest. ne sont pas purement affirmatives ou négatives, puisqu'à leurs réponses négatives sur lesdites questions, ils ont joint une réponse affirmative sur un fait qui ne leur était pas demandé; que cette irrégularité dans la déclaration des jurés obligeait le tribunal criminel à la rejeter du procès et à ordonner aux jurés d'en former une nouvelle, ainsi que le veut, à peine de nullité, l'art. 414 ci-dessus cité; — Cassé, etc.

Du 5 messid. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Bussehop. — *Concl.*, le cit. Pons, subst.

ABSOLUTION. — PEINE ARBITRAIRE.

Une détention indéfinie ne peut être prononcée contre un prévenu, lorsque les faits qui lui sont imputés ne sont prévus par aucune loi pénale, et sous le seul prétexte que ce prévenu peut être dangereux. On ne peut pas plus ordonner que son jugement sera transmis au ministre pour qu'il ait à statuer sur le sort du détenu. (C. 3 brum. an 4, art. 188, 189 et 601.) (1)

(Min. pub. — C. Septier.)

Le tribunal correctionnel de Troyes, par jugement du 2 frim. an 10, avait déclaré constants les faits suivants, savoir : Que le nommé Pierre Septier, demeurant à Marché, s'était annoncé dans son arrondissement, comme marchand de grains; que sur la demande qu'on lui avait faite d'en vendre, il avait répondu qu'il donnerait le grain nouveau à 6 liv. 18 sols le boisseau et à 5 fr. le vieux; et que sous quinze jours, il le vendrait 15 fr.; qu'il était, à cet effet, chargé de l'embèvement des grains; qu'il avait une commission du préfet du département, qu'il avait même, en présence de dix à douze personnes, tiré un papier de sa poche, en disant que c'étaient ses ordres; que par cette conduite, il avait porté l'alarme dans le pays; qu'il lui avait été fait des menaces, auxquelles il avait répondu qu'il ne craignait rien, parce qu'il ne sortait jamais sans avoir cinquante coups à tirer. — Sur ces faits ainsi posés, le tribunal déclara qu'aucune loi pénale ne pouvait leur être appliquée, et cependant il condamna Pierre Septier à garder prison comme homme dangereux; en outre, il ordonna que son jugement serait adressé au ministre de la justice, pour être, à l'égard de Septier, statué ce qu'il appartiendrait. — Sur cette condamnation arbitraire, le ministère public forma un recours en cassation pour en faire prononcer l'annulation dans l'intérêt de la loi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 80, de la loi du 27 vent. an 8; — Vu les art. 188 et 189, et la 6^e disp., de l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Vu l'art. 601, même Code; — Attendu que le jugement dénoncé porte la reconnaissance en termes formels « qu'aucun des articles invoqués n'est par le commissaire, même aucun de ceux connus pris dans toutes les lois pénales, n'était applicable à l'espèce; » — Attendu qu'en pronon-

cant, malgré cette reconnaissance, par forme de condamnation contre le prévenu Septier, comme homme dangereux, la peine de détention illimitée, le tribunal de première instance de Troyes a violé les art. 188, 189 et 601, ci-dessus cités; — Attendu qu'en ordonnant que ce jugement serait adressé au ministre de la justice, pour être, à l'égard dudit prévenu Septier, statué ce qu'il appartiendrait, ce tribunal a violé les règles de la compétence judiciaire en remettant au ministre à disposer du sort d'un prévenu; — Attendu que, par là, le tribunal a excédé ses pouvoirs; — Annule, etc.

Du 9 mess. an 10. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. De Lacoste. — *Concl.*, le cit. Lamarque, subst.

1^{er} et 2^o JUGE DE PAIX. — ASSESEURS. — JUGEMENT INTERLOCUTOIRE.

3^o AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. — DIVORCE.

4^o JUGEMENT. — CONCLUSIONS DU MINIST. PUBLIC.

1^o De ce que l'art. 9, tit. 3 de la loi des 16-21 août 1790, disait que le juge de paix devait juger, assisté de deux assesseurs, il ne s'ensuivait pas qu'il ne pût juger avec un plus grand nombre (2).

2^o Un jugement définitif de juge de paix n'est pas nul par cela seul qu'il a été rendu avec le concours d'un assesseur qui n'avait pas assisté à un jugement interlocutoire précédemment rendu dans la même affaire (3).

3^o De ce qu'une femme divorcée a été qualifiée dans un jugement comme assistée de son mari, il n'en peut résulter une nullité de ce jugement.

4^o La transcription des conclusions du ministère public dans un jugement du juge de paix n'en peut entraîner la nullité.

(Leroy — C. la femme Lemaitre.)

La propriété d'une vache est le sujet d'une contestation devant le juge de paix, entre la femme Lemaitre et le nommé Leroy.

21 niv. an 10, jugement qui ordonne une enquête. — L'enquête faite, le juge de paix assisté de trois assesseurs (dont l'un n'avait pas assisté au jugement interlocutoire), rend un jugement définitif qui adjuge la propriété de la vache à la femme Lemaitre. — Appel.

6 pluv. an 10, jugement du tribunal civil de Montdidier, qui confirme les deux décisions du juge de paix.

Pourvoi de la part de Leroy contre ce dernier jugement. — Quatre moyens de cassation sont proposés : 1^o Le juge de paix s'est fait assister par plus de deux assesseurs, contravention à l'art. 9, tit. 3, de la loi du 24 août 1790, qui n'en exige que deux; — 2^o Un des assesseurs qui a concouru au jugement définitif, n'a pas pris part au jugement interlocutoire qui a ordonné l'enquête; — 3^o La femme Lemaitre, signe dans l'instance, comme autorisée de son mari, bien qu'elle fût divorcée; — 4^o Les conclusions du commissaire du gouvernement ont été insérées dans le jugement, en outre des quatre parties exigées par

la loi du 24 août 1790, quatre assesseurs étaient désignés pour assister le juge de paix dans ses jugements. — Il faut remarquer que la solution ci-dessus est rendue en matière civile; il en était différemment quand le juge de paix siégeait comme juge de police, alors il ne pouvait être assisté que de deux assesseurs; sous peine de nullité, aux termes de l'art. 151 du Code du 3 brum. an 4. — C. Cass. 16 prair. an 7, 6 prair. an 8, 16 pluv. an 10.

(3) *P.* cependant, *supra*, 26 prair. an 10 (aff. *Wilmont*).

(1) *P.* en ce sens, Cass. 4 et 11 janv. 1793 et les notes. — Il a aussi été décidé que les tribunaux doivent juger les contestations dont ils sont saisis, d'après les lois telles qu'elles existent, et qu'ils ne peuvent, sans commettre un excès de pouvoir et un déni de justice, ordonner un référé au corps législatif, et arrêter à statuer sur le procès jusqu'après interprétation de la loi. *P.* Cass., 12 vend. an 7 et la note.

(2) A cette époque, et d'après l'art. 6 du tit. 3 de

l'art. 15, tit. 5, de la loi du 21 août 1790, pour la réduction du jugement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu, sur le premier moyen, que l'art. 9, tit. 3, de la loi du 21 août 1790, ne défend pas au juge de paix de se faire assister de plus de deux écrivains, et que l'art. 6 suppose même le contraire;

Attendu, sur le second moyen, qu'il ne présente la violation d'aucune loi;

Attendu, sur le troisième moyen, que si Marie-Madeleine Lemaitre est la femme de Pierre-Roch Mouton, elle a été valeablement assistée de son mari; et que si elle est divorcée, la présence de Pierre-Roch Mouton a été simplement surabondante;

Attendu, enfin, sur le quatrième moyen, que l'art. 15, tit. 5, de la loi du 21 août 1790, ne défend pas de transcrire, dans le jugement, les conclusions motivées du commissaire du gouvernement;—Rejeté, etc.

Du 11 mess. an 10.—Sect. req.—Rapp., le cit. Douteport.—Concl., le cit. Jourde, subst.

COUPS ET BLESSURES.—COMPÉTENCE.

Le tribunal de police correctionnelle est seul compétent pour juger les voies de fait, excès et mauvais traitements, par le résultat desquels il se trouve des personnes blessées ou frappées : le tribunal de police ne connaît que des voies de fait légères. (C. 3 brum. an 4, art. 605.) (1)

(Dorcy.)

Le tribunal de police du canton de Rugles, département de l'Eure, avait rendu un jugement le 29 flor. an 9, par lequel il avait prononcé entre Noël Dorcy et d'autres individus, sur des voies de fait, rixes, violences et mauvais traitements.—Sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement, ce jugement fut déferé à la cour de cassation comme contenant excès de pouvoir.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Par les motifs exprimés au réquisitoire.—Casse, etc.

Du 11 messid. an 10.—Sect. req.—Rapp., le cit. Mitier.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

(1) *F. conf.*, Cass. 13 et 25 fructid. an 7, et les notes; *F. aussi* Cass. 17 plur. an 10, 16 flor. an 13, 16 août 1810.—Un arrêt du 9 déc. 1819 a jugé qu'un soufflet était punissable des peines prononcées par l'art. 311 du Code pénal, et qu'en conséquence ce fait n'était pas de la compétence du tribunal de police.

(2) *F. dans le même sens*, Cass. 18 mess. an 8 et la note.—A l'époque où cette décision a été rendue, peu de solutions avaient été données par la jurisprudence sur la portée du principe de la séparation des pouvoirs judiciaire et administratif, et sur la défense faite aux tribunaux de s'immiscer dans la connaissance des actes d'administration : c'est ce qui explique pourquoi la difficulté ci-dessus avait pu être résolue comme l'avait fait le jugement dénoncé au tribunal de cassation. Aujourd'hui, une telle question ne serait sans doute pas élevée : il est de toute évidence en effet, que la contestation rentrait dans les attributions exclusives de l'autorité administrative, puisqu'elle portait sur un fait administratif, sur une dette contractée par un agent du gouvernement agissant en sa qualité.—Toutefois, il en serait différemment, et l'autorité judiciaire serait

FOURNITURES.—AGENT DU GOUVERNEMENT.—COMPÉTENCE.

L'autorité judiciaire est incompétente pour connaître de la demande formée contre un agent ou préposé du gouvernement (tel le régisseur d'un dépôt de mendicité) en paiement de fournitures faites à cet agent ou préposé en sa qualité : le créancier ne peut porter sa demande que devant l'autorité administrative. (LL. 16-21 août 1790, tit. 3, art. 13; 16 fruct. an 3; Arr. 2 germ. an 5.) (2)

(Commiss. du gouvern.—C. Laurent.)

RÉQUISITOIRE.—Le commissaire du gouvernement près le tribunal de cassation expose qu'il est chargé par le gouvernement de dénoncer au tribunal un jugement de la justice de paix de Bourges, département du Cher, en date du 5 germinal dernier, qui condamne le régisseur du dépôt de mendicité de cette commune, à payer au citoyen Laurent une somme de 8 fr. pour prix d'un bandage que celui-ci avait fourni pour le service de cet établissement, d'après le bon de l'officier de santé.—Lette condamnation est d'autant plus irréfutable, que, dans le jugement même qui la prononce, le juge de paix reconnaît, en toutes lettres, qu'il résulte de l'art. 23 du règlement relatif au dépôt de mendicité de Bourges, que le bandage dont il s'agit, devait être fourni aux frais du gouvernement, sur l'ordre de l'officier de santé, et que rien n'a dérogé ni pu déroger à cet article, puisqu'en ce moment le gouvernement est chargé de tout.—Elle est d'ailleurs d'autant plus extraordinaire, que le régisseur du dépôt avait déclaré à l'audience du juge de paix « qu'il était prêt à payer ledit bandage, en, par le citoyen Laurent, lui fournissant un état visé et qu'il le satisfaisait, lorsqu'il y aurait été autorisé par le préfet. »

« L'art. 13 du tit. 2 de la loi du 21 août 1790 établit en principe général, que « les fonctions judiciaires, sont distinctes et demeureront toujours séparées des fonctions administratives; » et par la loi du 16 fruct. an 3.—« Défenses littéraires sont faites aux tribunaux de connaître des actes d'administration de quelque espèce qu'ils soient, aux peines de droit. »—Or, comme il est dit dans l'arrêté du directoire exécutif, du 2 germ. an 5, inséré au Bulletin des lois : « dans la classe des affaires administratives se rangent naturellement toutes les opérations qui se exécutent par les ordres du gouvernement, par ses égens immédiats sous

compétente pour connaître de la contestation, si le préposé du gouvernement, tout en contractant dans l'intérêt de l'administration dont il se trouve chargé, s'était obligé personnellement vis-à-vis de celui avec qui il a contracté; en un tel cas, obligé comme simple particulier, il ne pourrait invoquer contre le créancier sa qualité de fonctionnaire, sauf son recours contre qui de droit. C'est ce qui a été décidé maintes fois par le conseil d'Etat, notamment à l'égard de maires ou mandataires de communes (Décr. des 19 août 1808, aff. Gois, et 2 fév. 1809, Fournier; Ordonn. des 18 mars 1816, Durand; 26 août 1818, Fumery; 25 avril 1820, Ostermeyer, etc.); d'un directeur d'hospices (Décr. du 16 mars 1807, Labats); d'un trésorier ou administrateur de confrérie (Décr. 28 mai 1809).—Mais est-ce à l'administration ou aux tribunaux à déclarer si le fonctionnaire s'est obligé personnellement en administrativement, dans le cas où il y a doute sur ce point? M. de Cormenin pense que c'est à l'autorité administrative, et que les tribunaux doivent alors s'en tenir à prononcer jusqu'à ce que cette question ait été résolue, et il cite plusieurs décisions en ce sens. (V. *Quest. de droit adm.*, v° *Communes*, l. 2, page 173.)

sa surveillance, et avec les fonds fournis par le trésor public.»

«Si (comme le porte le même arrêté) les demandes ou paiement auxquelles ces opérations peuvent donner lieu, ou pour les autres contestations qu'il en peuvent naître, étaient portées devant les tribunaux ordinaires, il en résulterait d'abord que l'agent du gouvernement, qui n'opère que par ses ordres et avec les moyens qu'il en reçoit, pourrait être poursuivi et condamné personnellement à payer des sommes pour lesquelles il n'a contracté réellement ni fictivement aucune obligation personnelle.—En second lieu (est-il encore dit dans cet arrêté), comme tout jugement émané des tribunaux entraîne son exécution, il s'ensuivrait de deux choses l'une, ou que le préposé du gouvernement se verrait dépouillé de sa propriété par des saisies judiciaires, ou que les propriétés nationales seraient à la merci des créanciers de la république, lesquels seraient en droit, par l'autorité de la chose jugée, de la regarder comme le gage de leurs créances; qu'ainsi les denrées, effets et marchandises dont le gouvernement dispose par le ministère de ses préposés, seraient détournés de leur destination; que les caisses de la trésorerie nationale elle-même seraient saisissables; qu'en un mot, le service général pourrait être non-seulement entravé, mais totalement interrompu.—En troisième lieu, le tribunal qui prend sur lui, en pareil cas, de fixer une indemnité, et d'en ordonner le paiement, s'arroge, contre tout principe, le droit de créer une créance contre la république, tandis que toute indemnité en faveur de ceux qui ont travaillé pour le gouvernement, doit être le résultat d'une liquidation qui est essentiellement réservée au pouvoir exécutif.—Enfin, (et cet inconvénient n'est pas le moindre) le préposé du gouvernement personnellement poursuivi, pourrait, à son tour, attaquer personnellement en garantie les administrateurs supérieurs pour l'indemniser de toutes les condamnations prononcées contre lui.

«Tous les vices que pourrait amener ces inconvénients se rencontrent dans le jugement du tribunal de paix de Bourges, du 3 germ. dernier.—Et comme il est à craindre, ainsi que l'expose le ministre de l'intérieur dans sa lettre du 20 du même mois au ministre de la justice, que ces sortes d'empiétements des justices de paix sur le domaine de l'autorité administrative ne se reproduisent souvent, le commissaire du gouvernement requiert qu'il plaise au tribunal de cassation;—Vu l'art. 13 du tit. 2 de la loi du 21 août 1790, et la loi du 16 fruct. an 3;—Vu aussi l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8;—Casser et annuler, pour excès de pouvoir, le jugement du tribunal de paix de Bourges, du 5 germ. dernier; ordonner qu'à la diligence de l'exposant, le jugement en cassation a intervenir sera imprimé, et transcrit sur les registres dudit tribunal de paix, etc.

Signé MERLIN.»

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 13 du tit. 2 de la loi du 21 août 1790, la loi du 16 fruct. an 3, et l'art. 80 de celle du 27 vent. an 8;—Attendu que la

(1) Les motifs de cette exception au principe de la non-rétroactivité des lois, sont expliqués par les auteurs de la *Théorie du Code pénal*: «Lorsque le pouvoir social juge que les peines dont la loi est armée sont trop sévères, lorsqu'il pense que la conservation de l'ordre social n'est pas intéressée à les maintenir, lorsqu'il désarme, en un mot, il ne pourrait, sans une étrange incohérence, continuer à appliquer, même à des faits antérieurs à ses nouvelles prescriptions, mais non encore jugés,

matière dont le tribunal de paix de Bourges s'est permis de connaître, était purement administrative;—Casse, etc.

Du 11 mess. an 10.—Sect. req.—Rapp., le cit. Vermeil.—Conf., le cit. Merlin, comm.

CONSEIL JUDICIAIRE.—INTERDICTION.

Les tribunaux ne pouvaient (avant la Code civil) placer sous l'autorité d'un conseil judiciaire les personnes qui n'étaient pas dans un état à être interdites.

(Corbin—C. dame Corbin.)

Du 11 mess. an 10.—Jugement contradictoire confirmatif de celui rendu par défaut le 24 niv. an 10. V. ce jugement à sa date: les motifs de celui-ci sont identiques.

AUTORISATION DE COMMUNE.—NELLITÉ

Du 11 mess. an 10 (aff. Comm. de Carvin).—Même décision que par le jugement du 15 niv. an 5 (aff. Simon Renier).

LOI PÉNALE.—EFFET RÉTROACTIF.

La loi pénale doit être appliquée aux délits antérieurs à sa promulgation et non encore jugés, lorsqu'elle est plus douce que celle qu'elle a remplacée. (C. 25 sept.-6 oct. 1791, art. fin.) (1)

(Varetta.) JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vus les art. 23 et 24, 2^e sect., tit. 2, 3^e part. au Code pénal des 25 sept.-6 oct. 1791, et l'article final joint par appendice au même Code;—Vu aussi l'art. 456 du Code des délits et des peines du 3 brum. an 4;—Considérant que c'est par suite de ce principe que le Code pénal des 25 sept.-6 oct. 1791, en prévoyant le cas où un fait antérieur à sa publication serait qualifié crime et par les lois anciennes et par le même Code, a voulu, par les dispositions de son article final ci-dessus cité, qu'un accusé déclaré coupable d'un pareil fait ne fût condamné qu'aux peines portées par le même Code, comme étant moins sévères que celles portées par les lois pénales antérieures;—Considérant, dans l'espèce, que le crime dont l'accusé a été déclaré coupable est un vol qui n'a d'autre circonstance reconnue aggravante par ledit Code pénal de 1791, que celle d'avoir été commis la nuit et par plusieurs personnes; que, d'après les art. 22 et 24 du même Code ci-dessus cités, le vol ainsi circonscrit n'est susceptible d'être puni que de six années de détention, et qu'ainsi le coupable devait être condamné à cette peine comme étant moins sévère que celle de dix années de fers qui était portée par les constitutions piémontaises contre le même genre de crime;—Que, néanmoins, par son jugement du 22 vent. de la présente année, et en appliquant les constitutions piémontaises, le tribunal criminel du département de l'Erivian a condamné le coupable du susdit délit de vol à la peine de dix ans de fers; qu'ainsi ledit jugement contient une fautive application de peine, ce qui, aux termes de l'art. 456 du Code des délits et des

des peines qu'il proclame lui-même inutiles et trop rigoureuses. Ce n'est donc pas une sorte de faveur, comme quelques écrivains l'ont dit, mais un strict principe de justice qui justifie cette exception (tom. I^{er}, page 39).» Cette règle est consacrée dans un avis du conseil d'Etat du 29 prair. an 8, dans un arrêté du 19 juill. 1800, art. 3, enfin dans le décret du 23 juillet 1810, relatif à la publication des Codes criminels.

peines, ci-dessus cité, donne ouverture à cassation ; — Cassé, etc.

Du 12 mess. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Bussehop. — *Concl.*, le cit. Pons. subst.

PAPIER-MONNAIE. — REMBOURSEMENT.

Les remboursements faits après la loi du 25 mess. an 3, sans mention dans les quittances de la part du créancier, que cette loi lui était connue, sont valables, si c'est le créancier qui a sollicité son remboursement. (L. 25 mess. an 3, art. 1 et 5.) (1)

(Stofflet — C. Ber.)

Du 12 mess. an 10. — Sect. req.

COMMUNE. — FOURNITURES. — RÉQUISITIONS. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux sont incompétents pour connaître (à moins de renvoi à eux faits par l'autorité administrative) de la demande dirigée contre une commune en paiement de fournitures qui lui ont été faites en vertu d'arrêtés du conseil général de la commune (2).

(Comm. d'Arles — C. Ripert et Martin.)

La ville d'Arles avait été assignée devant le tribunal des Bouches-du-Rhône, par les cit. Ripert et Martin, en paiement 1° de 180 setiers de blé que les demandeurs avaient prêtés à la ville en vent. an 3 ; 2° de 540 autres setiers de blé qu'ils avaient été obligés de livrer à la même commune, en therm. an 3, en vertu de réquisitions arrêtées par la municipalité. Cette demande avait été portée devant l'autorité judiciaire, sans que les demandeurs se fussent pourvus préalablement devant l'administration, soit pour la mettre à même de prononcer sur l'existence de la dette, soit pour en obtenir l'autorisation d'actionner la commune. — Delà, la ville d'Arles a tiré un moyen d'incompétence. — Mais sans égard à cette exception, et le 5 fruct. an 9, jugement du tribunal d'appel d'Aix, qui condamne la ville d'Arles au paiement du prix des blés à elle fournis.

POURVOI en cassation de la part de la commune : 1° Pour contravention à l'édit du mois d'août 1683, qui défend aux créanciers des communes, de les actionner en justice, sans en avoir obtenu préalablement l'autorisation de l'administration ; — 2° Contravention aux lois de compétence, en ce que le jugement dénoncé a prononcé sur le second chef de demande dirigé contre les communes, bien que ce chef de demande fût relatif à des réquisitions, et par conséquent, à des actes administratifs, dont l'autorité administrative seule pouvait connaître.

Le cit. Merlin, commissaire du gouvernement, en reconnaissant que, sur le premier chef de

demande, les tribunaux étaient compétents, puisqu'il s'agissait d'un simple prêt, fait volontairement par les cit. Ripert et Martin à la commune, a soutenu que les demandeurs auraient dû remplir préalablement la formalité administrative exigée par l'édit de 1683, et que le tribunal devait les déclarer non recevables quant à présent (3). — Sur le second chef de demande, le cit. Merlin, après avoir établi que c'était en vertu de réquisitions proprement dites, et non sur de simples invitations que le blé avait été livré, a été d'avis que la demande à cet égard ne pouvait être portée devant les tribunaux, en ce qu'il s'agissait d'apprécier les conséquences ou l'exécution d'actes administratifs ; — Par ces différents motifs, il a conclu à ce que, convertissant en règlement de juges la demande en cassation, le tribunal renvoyât les cit. Ripert et Martin à se pourvoir devant l'autorité administrative ainsi qu'il appartiendrait (4).

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant que l'art. 13 du tit. 2, de la loi du 24 août 1790 veut que les fonctions judiciaires soient distinctes et demeurent toujours séparées des fonctions administratives, et défend aux juges de citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions ; — Considérant que l'art. 61 de la loi du 14 déc. 1789, en conservant à tout citoyen, le pouvoir de présenter contre les officiers municipaux la dénonciation des délits d'administration dont il prétend qu'ils se sont rendus coupables, exige qu'avant de présenter cette dénonciation devant les tribunaux, il soit tenu de la soumettre à l'administration du département qui renvoie, s'il y a lieu, devant les tribunaux qui en doivent connaître ; — Et que l'art. 11 du décret du 14 nov. 1790 décide, qu'aucun administrateur ne peut être traduit devant les tribunaux, pour raison de ses fonctions, à moins qu'il y ait été renvoyé par l'autorité supérieure ;

Considérant que la loi du 28 pluv. an 8, art. 4, place dans les attributions des conseils de préfecture les exécutions d'arrêtés des corps administratifs, et notamment les demandes et contestations concernant les indemnités dues aux particuliers ; — Attendu qu'il résulte des pièces produites, que la totalité des grains fournis par divers particuliers de la commune d'Arles, dans le cours de l'an 3, à la commune d'Arles, l'ont été en exécution d'arrêtés pris par le conseil général de la commune, en prair. et therm. de la même année ; que ces blés ont été versés dans le grenier public et livrés à un trésorier nommé par une commission des subsistances publiques ; — Attendu que, sous tous les rapports, l'incompétence du tribunal était prononcée par les lois ; qu'en effet, si les 167 setiers et demi de blé avaient été livrés à titre de vente ordinaire, faite

(1) F. en ce sens, Cass. 21 vend. an 9 et la note sur ce jugement. F. aussi 20 nov. 1816.

(2) F. anal. en ce sens, 1^{er} brum. an 8, et la note. — Voici comment s'exprime sur ce point M. de Cormenin, *Quest. de droit adm.*, v^o Communes, t. 2, page 171 : « Il n'appartient qu'à l'autorité administrative de statuer sur les réclamations des particuliers, à l'occasion du paiement des fournitures et réquisitions faites par ordre d'agents municipaux (F. arrêtés des 16 vend. et 29 frim. an 9). La raison en est que les juges ne peuvent s'immiscer dans les opérations des autorités administratives, telles que les maires, les directeurs de district, les administrations centrales, les préfets, les ministres, etc. » — Mais en l'absence de toutes réquisitions, et s'il s'agit d'une simple vente de denrées ou four-

nitures, en un mot, d'une convention ordinaire, les tribunaux sont compétents pour connaître de la demande en paiement du créancier, sauf à se pourvoir ensuite devant l'autorité administrative pour mettre à exécution la condamnation obtenue (F. arrêté du 11 brum. an 11 ; Cass. 23 oct. 1809 ; ordonn. du 8 janv. 1817, siff. *Reverseau*, et du 8 sept. 1819, *Suiz*).

(3) Le jugement du tribunal de cassation ne renferme point de motifs sur ce point, qui d'ailleurs était de toute évidence. La question est aujourd'hui formellement résolue par l'arrêt du 17 vend. an 10 et par la loi du 18 juill. 1837 (art. 51 et suiv.).

(4) On peut voir le texte du réquisitoire de Merlin dans ses *Quest. de droit*, v^o Communes, § 2.

par le citoyen Martin, à la commune d'Arles, et si le prix en était encore dû, malgré le paiement de 33,890 liv. assignats, « c'était une dette de la commune, une demande concernant des indemnités dues à des particuliers par un corps administratif, et comme telle attribuée par la loi aux conseils du préfet (1). » Si la même demande est considérée comme portant sur les 270 setiers formant le dixième de la récolte, c'était une réclamation contre des arrêtés pris administrativement, réclamation qui ne pourrait être portée devant les tribunaux judiciaires, sans avoir été préalablement soumise à l'autorité administrative, et par elle renvoyée devant les tribunaux qui en doivent connaître; — Considérant que la commune d'Arles a opposé devant les premiers juges, par l'organe de ceux de ses officiers municipaux qui étaient en fonctions lors des arrêtés pris en l'an 3, cette incompétence; que, sur l'appel, la question de compétence a été posée et décidée affirmativement par le tribunal; — Par ces motifs, convertissant les fins du pourvoi contre le jugement du tribunal d'appel, séant à Aix, du 5 fruct. an 9, en règlement de juges, annule ledit jugement comme rendu par juges incompétents, et renvoie la cause et les parties devant l'autorité administrative à qui il appartient d'en connaître, etc.

Du 16 mess. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Mursire. — Rapp., le cit. Delacoste. — Concl. le cit. Merlin, comm. — Pl., le cit. Martineau.

ACTION DOMANIALE. — PRÉFET. — AVOUÉ.

L'Etat plaçant par le ministère des préfets n'est pas obligé de constituer avoué. — En ce cas, le ministère public, seul dépositaire de l'intérêt national, est autorisé à faire ce que les avoués font dans les affaires qui ne regardent pas l'Etat (2).

(1) M. Merlin fait, à propos de ce motif, l'observation suivante, qui est de la plus grande justice: « On voit qu'il y a ici une erreur très grave de rédaction: sans doute, le conseil de préfecture devait prendre connaissance de cette dette; mais à quelle fin? uniquement pour autoriser les sieurs Ripert et Martin à en poursuivre le paiement devant les tribunaux. » (*Quest. de droit, v° Commune*, § 2.)

(2) *F. conf.*, Cms. 29 therm. an 10, 27 août 1828; Pau, 25 janv. 1827; Bourges, 16 août 1831 (*Volume 1832*); Colmar, 12 mars 1831 (*Ibid.* 2. 53); Paris, 3 juin 1834 (*Volume 1834*); Grenoble, 20 nov. 1834 (*Volume 1834*); Carré, *Procéd. civ.* sur l'art. 75; Thomine-Desmaisons, *Comm. du Cod. pr.*, *ibid*; Merlin, *Quest.*, v° *Avoué*, § 4; Favard, v° *Avouement*, § 2. — Mais si l'Etat n'est pas obligé de constituer avoué, peut-il néanmoins se faire représenter par cet officier ministériel, dans les causes où cela lui paraît convenable? La Cour de Nancy s'est décidée pour la négative, par arrêt du 21 juin 1830; mais par un autre arrêt du 28 mars 1831 (*Volume 1831*), elle a jugé en sens contraire, et c'est aussi ce qu'ont jugé les Cours de Poitiers, arrêt du 5 fév. 1829; de Toulouse, arrêt du 29 juin 1831 (*Volume 1831*), et de Paris, arrêt du 2 juin 1834 (*Volume 1834*). — Voici au reste comment est conçu l'arrêt du directoire du 10 therm. an 4, qui est la loi magistrale sur la matière: « Considérant, 1^o qu'il importe de saisir toutes les occasions qui se présentent d'économiser les deniers de la république et de retrancher toutes les dépenses superflues; 2^o qu'il est contraire à la dignité de la république qu'elle ne soit représentée devant les tribunaux que par de simples particuliers, tandis

(Le préfet du Loiret.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 94 de la loi du 27 vent. an 8, la loi du 19 niv. an 4, l'arrêt du directoire exécutif du 10 thermidor suivant, l'arrêt des consuls du 7 messid. an 9, et la loi du 17 frim. an 6; — Et attendu que la loi du 27 vent. an 8, art. 94, n'est applicable qu'aux affaires entre particuliers, et nullement à celles qui intéressent la république, pour raison desquelles les lois des 19 niv. an 4, et 17 frim. an 6, art. 2, 3 et 4, non abrogées par l'art. 94 de ladite loi du 27 vent., ainsi qu'il résulte notamment d'un arrêté des consuls, du 7 messid. an 9, ont considéré les commissaires du gouvernement près les tribunaux, comme les véritables défenseurs et fondés de pouvoir de la république, et comme devant, par conséquent, même depuis la loi du 27 ventôse, remplir, dans l'intérêt de la république, les mêmes fonctions que dans toutes les autres affaires, les avoués remplissant pour les particuliers; — D'où il suit que le jugement attaqué a non-seulement fait une fausse application de l'art. 94 de la loi du 27 vent. an 8, mais encore violé les lois des 19 niv. an 4, et 17 frim. an 6, dans les articles précités; — Casse, etc.

Du 16 messid. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Babilie.

ACTE AUTHENTIQUE. — EXPÉDITION.

Toute expédition délivrée par le notaire rédacteur du la minute, encore qu'elle ne soit pas revêtue de la formule exécutoire, est un acte authentique, auquel est dû la même degré de confiance et d'autorité qu'à la minute même, lorsqu'elle en contient des représentations. (L. 29 sept. 1791, sect. 12, art. 13 et 15.) (3)

(Coulomb — C. Auzilly.)

Le 13 déc. 1779, les frères Coulomb avaient prêté une somme de 10,000 liv., par acte notarié.

qu'il existe auprès de ces tribunaux mêmes des fonctionnaires publics chargés de stipuler ses intérêts et de défendre ses droits; arrête ce qui suit: — Art. 1^{er}. Dans toutes les affaires portées devant les tribunaux, dans lesquelles la république sera partie, les commissaires du directoire exécutif seront tenus d'adresser aux commissaires du directoire exécutif près ces tribunaux, des mémoires contenant les moyens de défense de la nation. — Art. 2. Les commissaires du directoire exécutif près les tribunaux, pourront lire à l'audience les mémoires qui leur auront été adressés par les commissaires du directoire exécutif, et soit qu'ils les lisent ou non, ils proposeront tels moyens et prendront telles conclusions que la nature de l'affaire leur paraîtra devoir exiger. »

(3) L'art. 1335 du Code civil a confirmé ce principe en disposant que les grosses ou premières expéditions font la même foi que l'original, lorsqu'il ne peut être représenté. — Un arrêt de la cour royale de Bourges, faisant application de ce même principe, a décidé que la partie qui représente la grosse d'un acte notarié dont la minute ne se retrouve pas, n'est pas obligée de prouver que cette minute a existé; que la grosse forme par elle-même et jusqu'à inscription de faux, preuve légale de l'existence antérieure de la minute. *F.* cet arrêt à la date du 17 mai 1827. — En ce qui concerne la formule exécutoire, elle n'ajoute rien à l'authenticité de l'acte, elle ne fait que lui donner la force d'exécution; c'est en ce sens qu'un arrêt de la Cour de cassation du 23 août 1826, a décidé qu'une grosse non revêtue de la forme exécutoire, n'en est pas moins une grosse dans le sens légal.

—En l'an 6, ils réclament le paiement de cette somme. Le débiteur Aurilly leur oppose une quittance donnée par eux le 13 avril 1793, devant un notaire qui en avait donné expédition. — On remarquait au bas de l'expédition, ces mots : DOCUMENT CONTRÔLÉ. Reçu 100 liv. 3 s. en trois articles. Signé Chambon.

Cette expédition est suspectée. — Les frères Coulomb demandent la minute chez le successeur du notaire détenteur; elle ne se trouve point. Ils compulsent le répertoire du notaire; point de mention de la quittance. Ils vont au bureau de l'enregistrement, demander si, dans les dix jours de sa date, cette quittance a été enregistrée; point d'enregistrement. — Mais d'attestations sur ces trois circonstances, ils élèvent la prétention que fol n'est pas due à cette expédition.

Le tribunal de première instance accueille leur système.

Au contraire, le tribunal d'appel, considérant que fol est due au titre jusqu'à inscription de faux, et attendu que dans l'espèce il n'y a pas eu d'inscription de faux, ordonne l'exécution du titre contesté. — Toutefois réserve est faite de la voie d'inscription de faux.

POURVOI en cassation de la part des frères Coulomb.

Hommage on principe que fol est due au titre authentique, jusqu'à inscription de faux. — Mais quel est le titre authentique? Là était le siège principal de la difficulté.

Les frères Coulomb ont fait ressortir une première contravention à l'art. 9 de la loi du 19 déc. 1790, ainsi conçu : « A défaut d'enregistrement dans les délais fixés par l'article précédent, un acte passé devant notaire ne pourra valoir que comme un acte sous signature privée. »

Voici comment de ce texte était déduit le moyen de cassation.

Un acte notarié n'est pas authentique par le seul fait qu'il est notarié, il faut encore qu'il soit enregistré. — Donc, l'expédition d'un acte notarié n'est pas authentique, si elle ne mentionne l'enregistrement par transcription littérale de la quittance du receveur (art. 8 de la loi ci-dessus).

— Or, l'expédition dont s'agit ne mentionne pas l'enregistrement; elle ne parle que du contrôle (formalité lors abolie); elle ne dit pas en quel lieu, ni quel jour, ni sur les registres de quel receveur d'enregistrement la formalité a été remplie. — Au contraire, nous produisons attestation que, dans les dix jours de son prétendue date, la quittance dont s'agit n'a pas été enregistrée. — Donc, il n'y a pas d'enregistrement. Donc point d'authenticité. — Donc l'expédition dont s'agit a seulement force comme un acte sous signature privée.

Or, à l'égard d'un acte sous signature privée, il suffit de le contester, pour qu'il doive être vérifié. — L'inscription de faux permis par l'ordonnance de 1737, n'est pas nécessaire, elle ne le serait pas même à l'égard de l'acte qui, déposé chez un notaire, en serait sorti par copie certifiée. (Ainsi jugé par arrêt du Parlement de Rouen, du 19 juillet 1736, rapporté dans le Dictionnaire du droit normand, article *Inscription de faux*, n. 7.) — Donc, en décidant que l'expédition dont s'agit devait faire foi jusqu'à inscription de faux, les juges d'appel lui ont reconnu le caractère d'authenticité, nonobstant le défaut d'enregistrement, au lieu de la réduire à la valeur d'un acte sous seing privé. — Donc, contravention à l'art. 8 de la loi du 19 déc. 1790.

Il y a aussi contravention à l'édit de déc. 1684, puisque l'égard des actes, même de notaire, ayant seulement force d'acte sous seing privé, c'est la voie de vérification qu'il faut prendre,

non la voie d'inscription de faux, d'après l'édit de 1684. — Mais supposons que l'expédition, sans mention d'enregistrement, soit un acte authentique, cette authenticité serait-elle de nature à faire foi? — La loi du 29 sept. 1791, section 3, art. 13, porte bien : *Les actes des notaires publics seront exécutés dans tout le royaume, nonobstant l'inscription de faux, jusqu'à jugement définitif*. — Mais l'art. 15 restreint cette vertu aux grosses et expéditions intitulées Louis, etc., et terminées par cette formule : *Mandons que les présentes soient mises à exécution*.

Ce n'est donc pas à toutes les expéditions que la loi ordonne d'ajouter foi, de donner exécution. — Ce n'est qu'aux expéditions revêtues de formules exécutoires. — Or, la quittance dont s'agit ne présentait pas ce caractère. — Donc, foi ne lui était pas due. Donc, contravention à l'art. 14 de la loi du 29 sept. 1791. — Cette défense était étayée d'autorités anciennes et modernes, notamment de Lucas de Penna, traité de *judicio*, chap. 7, vers. 34. — *Copia non probat, dit-il, etiam quod extracta sit ab eodem notario*.

Pour le défendeur, on a soutenu en principe que l'authenticité d'un acte notarié résultait suffisamment de la signature d'un notaire public : 1. — « La signature de l'officier public qui a reçu l'acte, dit Pothier, donne une pleine foi à tout ce que l'acte renferme. » (*Traité des Obligations*, part. 4, chap. 1, art. 3). — Aussi Domat, liv. 3, sect. 2, établit que « les expéditions des actes publics et authentiques sont foi en justice, comme les minutes et les originaux mêmes de ces actes, jusqu'à l'inscription de faux. » — Brillon, *Dictionnaire des Arrêts*, verb. *Faux*, nous assure que « faits contraires et qui impugnent un écrit authentique ne sont recevables sans inscription de faux : ainsi jugé par arrêt du 21 mai 1576. » — Ainsi, fol est due à toute expédition d'acte authentique.

Que si ce principe était susceptible de restriction, il n'en résulterait rien contre le jugement attaqué. — Il est généralement reconnu que les expéditions anciennes ont force de minute. — Or, il s'agit d'une expédition ancienne; Frolembert, d'après Guy-Pape, quest. 18, répète ancien l'acte qui a plus de deux années de date : *Sed quando dicitur instrumentum grossatum de antiquo? Crado quod per lapsus duorum annorum*. — Et l'expédition dont s'agit avait environ cinq ans de date lors du procès. — D'ailleurs, il est de fait que cette expédition avait été délivrée par le notaire rédacteur des conventions. — Cette circonstance est décisive, d'après les auteurs les plus difficiles sur la foi due aux expéditions. — Ainsi Dumoulin, sur l'authentique et quia, Cod. de *Edendo*; ainsi Franciscus-Marcus, tom. 1^{er}, quest. 10 : *Nisi essent extracta per eundem notarium qui recepit, quia tunc faceret idem*. — Enfin, et dans les principes mêmes des frères Coulomb, l'expédition dont s'agit mérite foi jusqu'à inscription de faux; car cette expédition, nommée *extrait* en Provence, est l'expédition première, ce qu'à Paris nous appelons *grosse*.

Ainsi, comme expédition, d'abord, ensuite comme expédition première ou grosse; et comme expédition ancienne, et comme expédition délivrée par le rédacteur; l'acte dont s'agit avait dû faire foi jusqu'à l'inscription de faux. — Le jugement qui a reconnu cette vérité, loin d'avoir contrevenu à la loi, s'est, au contraire, conformé à l'art. 519 de la loi du 3 brum. an 4, portant que, s'il existe expédition, ou copie authentique du jugement, elle est considérée comme minute (au cas de soustraction ou enlèvement de la minute). — Donc le jugement doit être maintenu.

Le défendeur présentait d'ailleurs nombre d'observations sur le fond, tendant à rendre probable la réalité des paiements et de la quittance en minute.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu qu'en déclarant que jusqu'à l'inscription de faux, foi doit être ajoutée à l'expédition de la quittance du 12 avril 1793, le tribunal du Var n'est contrevenu à aucune loi, mais s'est conformé, comme il le devait, au principe constant, qui veut que l'on accorde à l'expédition délivrée par le notaire qui a reçu la minute, le même degré de confiance et d'autorité qu'à la minute elle-même, encore qu'elle ne puisse être représentée par la partie qui produit l'expédition.

Quant aux autres moyens de cassation proposés par les demandeurs, et qui consistent à dire que, dans l'étude du notaire Gueyraud, il ne se trouve point de minute de l'expédition qu'il a délivrée; qu'il n'en est pas même fait mention dans le répertoire qu'il tenait, et qu'il était obligé de tenir, aux termes de la loi du 6 oct. 1791; qu'il n'existe au bureau de l'enregistrement aucun indice que la prétendue minute ait été revêtue de cette formalité dans les dix jours de sa date; que le nœud qui en est fait sur l'expédition, est dans une forme tout-à-fait insolite, et par conséquent plus que suspecte; — Et qu'enfin cette expédition n'est pas dans la forme décrétée par les art. 13 et 14 de la loi du 6 oct. 1791; — Attendu que le jugement attaqué réserve aux demandeurs en cassation l'inscription de faux contre l'expédition dont il s'agit; que, s'ils jugent à propos de prendre cette voie, ils pourront, viens l'instruction qui en sera le suite, reproduire les différentes critiques, en les présentant comme preuve de faux et de nullité; — Qu'ainsi, loin de les rejeter, le tribunal du Var les leur conserve en entier; — Et que d'ailleurs les principes de la hiérarchie judiciaire ne permettent pas de présenter au tribunal de cassation des moyens que l'on peut faire valoir dans les tribunaux et par les voies ordinaires; — Rejette, etc.

Du 17 mess. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Henrion. — *Pl.*, le cit. Mejean.

FOURNISSEUR. — LETTRES DE CHANGE. — COMPÉTENCE.

La demande en paiement de lettres de change tirées par un agent du gouvernement pour fournitures de denrées versées dans les magasins de l'Etat, doit être portée devant l'administration et non devant le tribunal de

(1) Deux arrêtés du gouvernement, des 2 germ. an 5 et 19 therm. an 9, avaient décidé que les actions dirigées contre les agents du gouvernement, pour raison d'engagemens par eux contractés en leur qualité, seraient portées devant l'administration; ces dispositions étaient principalement fondées sur ce que « si ces demandes en paiement étaient portées devant les tribunaux ordinaires, il en résulterait que l'agent du gouvernement qui n'opère que par ses ordres et avec les moyens qu'il en reçoit, pourrait être poursuivi et condamné personnellement à payer des sommes pour lesquelles il n'a contracté réellement ni fictivement aucune obligation personnelle. » La jurisprudence des tribunaux se conforma, dès lors, à ces décisions du gouvernement. *F. Cass.* 22 plur. an 10; 21 vend., 8 mess. an 11; 35 flor. an 12. *F. aussi Jurisp. du XIX^e siècle, v^o Fournisseur*, § 2. — Remarquons toutefois, comme nous l'avons déjà fait observer ci-dessus sous un jugement du 11 mess. an 10, que

commerce. (L. 16 fruct. an 3 et Arr. 19 fruct. an 9.) (1)

(Duparcq—C. N.)

Duparcq, directeur des vivres à Nantes, achète, pour le compte du munitionnaire général, des farines qui sont versées dans les magasins du gouvernement. En paiement de ces denrées, Duparcq délivre aux vendeurs des lettres de change qu'il tire, en sa qualité, sur le munitionnaire général. Les traites sont protestées, et Duparcq est assigné devant le tribunal de commerce de Nantes où il excipe d'incompétence; il soutient que la demande devait être portée devant l'autorité administrative. L'exception d'incompétence est rejetée, et Duparcq, par divers jugemens en dernier ressort, est condamné au paiement du montant des lettres de change.

Recours de la part de ce dernier.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que les traites et demandes qui ont fait l'objet des jugemens dont il s'agit, ont eu pour cause des fournitures de denrées pour le compte du gouvernement; que lesdites traites ont été faites par le demandeur, en qualité de directeur des vivres de la marine, sur le munitionnaire général des vivres; — Attendu qu'aux termes de l'arrêt des consuls du 19 therm. an 9, les contestations relatives au paiement des fournitures faites pour le compte du gouvernement, entre les particuliers et les agents du gouvernement, sont de la compétence des préfets; que cet arrêté, invoqué par le demandeur en soutien du déclinaire par lui proposé, a été écarté par les juges du tribunal de commerce de Nantes; — Attendu que ce déclinaire était fondé, et que c'est mal à propos, et contre le vœu de la loi, que le demandeur en a été débouté; sans arrêter ni avoir égard au jugement rendu par le tribunal de commerce saisi à Nantes, lesquels sont considérés comme non avenus, renvoie les parties à se pourvoir, ainsi qu'elles aviseront, devant l'autorité administrative compétente.

Du 18 mess. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Chasie. — *Concl.*, le cit. Giraud, subst. — *Pl.*, le cit. Geoffrenet.

LOI INTERPRÉTATIVE. — TRANSACTION.

Une loi interprétative n'a aucun effet sur les transactions volontairement consenties par fausse intelligence de la loi interprétée. — La règle s'applique particulièrement à la loi du 2 prair. an 7, qui déclare les ventes de biens nationaux non soumises à l'action en nullité pour lésion (2).

L'agent du gouvernement n'est justiciable des tribunaux administratifs lorsque l'il s'est engagé, en sa qualité d'agent, et non lorsqu'il s'est engagé en son nom personnel; dans ce dernier cas, il doit être poursuivi devant les tribunaux civils; c'est ce que décide un grand nombre de décrets ou d'ordonnances indiqués loc. cit.

(2) *F. conf.*, 10 prairial an 12. — La question sur laquelle ces jugemens ont été rendus, était née de ce qu'on avait pensé que la loi du 2 prair. an 7, interprétative de celle du 19 floréal an 6, avait anéanti les jugemens rendus par fausse interprétation de cette loi. Or, disait-on, les transactions ayant l'autorité de la chose jugée, ont dû subir le même sort. Remarquons, toutefois, que la loi du 2 prair. an 7 n'a aucune disposition de laquelle on puisse inférer l'annulation de ces jugemens: d'une part, elle n'a fait qu'étendre le mode d'estimation pour vérifier la lésion dans les contrats de vente dont le prix avait été stipulé en papier-monnaie.

(Chauvin—C. Gibert.)

En frim. de l'an 7, les frères Gibert intentèrent une action en rescision pour lésion d'outre-moitié contre Chauvin, qui tenait d'eux, par vente, un bien national.—Cette action étoit fondée sur la généralité des dispositions de la loi du 19 flor. an 6, qui, en rétablissant l'action en rescision pour lésion, abolit par les lois antérieures, notamment par celle du 14 fruct. an 3, n'avoit fait aucune distinction entre les biens d'origine nationale et les biens d'origine patrimoniale.

18 niv. an 7, jugement qui ordonne la vérification et l'estimation par experts.

Ultérieurement, transaction entre les parties, pour obvier à toutes poursuites auxquelles elles pourraient être exposées par le rapport des experts.

Arrive la loi du 2 prair. an 7.—Chauvin y voit que les biens d'origine nationale ne sont pas soumis à l'action en rescision pour lésion;—il en conclut d'abord qu'il lui auroit été plus utile de ne pas transiger.—Ensuite il estime que cette transaction doit être réputée vicieuse, par la raison qu'il a transigé dans la persuasion fondée sur la loi d'alors; que les biens d'origine nationale étoient passibles de l'action en rescision pour lésion.—Il lui semble d'ailleurs que la loi du 2 prair. an 7, en interprétant la loi du 19 flor. an 6, a nécessairement anéanti tous jugemens rendus par fausse interprétation de cette loi; que conséquemment elle anéantit aussi les transactions faites par suite de ces jugemens.—Or, Chauvin prétendit n'avoir transigé que pour obvier aux suites du rapport des experts ordonné par le jugement du 18 niv. an 7.

23 vent. an 8, jugement du tribunal civil des Bouches-du-Rhône, qui annulle la transaction. Appel dévolu au tribunal d'appel séant à Aix.—Jugement qui déclare nul jugé et maintient la transaction.

Pourvoi en cassation pour violation de la loi du 2 prair. an 7.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que rien dans

naie, à la lésion des actes de partage ou autres actes équipollens à partage; et d'autre part, elle a proclamé de nouveau le principe que les ventes et reventes de biens nationaux ne pouvaient être attaquées par l'action en rescision pour lésion, en quelque valeur que le prix eût été stipulé.—Du reste la règle consacrée ici relativement aux transactions a été déclarée également applicable aux jugemens. *V. Cass.* 13 brum. an 9 et la note.

4 (1) *V. ident.* 28 germ. an 12.—Il en étoit de même à l'égard des associés entre eux, ainsi que l'a décidé un jugement du 19 fruct. an 11, rapporté *infra* à sa date.—Dans l'ancienne jurisprudence, à défaut de dispositions spéciales sur les sociétés en participation, on les faisait rentrer dans la catégorie des sociétés générales et en commandite, et par conséquent sous l'empire de l'art. 1^{er}, tit. 4, de l'ordonn. de 1673, qui ruinoit un acte écrit pour la preuve des sociétés. Toutefois, et malgré la rigueur du principe, on avait admis, pour le contrat de société, comme pour les autres contrats, la preuve testimoniale dans le cas où il existait un commencement de preuve par écrit, et ce tempérament de la règle posée dans l'art. 1^{er} de l'ordonnance, avait naturellement été étendu aux sociétés en participation. C'est là un point qu'atteste Merlin dans ses conclusions sur une affaire *Tori de la Sonde*, jugée par arrêt du 16 avril 1806 (*Répert.*, *vo Société*, sect. 3, § 2, art. 1^{er}, p. 693, 4^e édit.), conclusions dans lesquelles il s'appuie principalement d'un arrêt du parlement de Dijon, du 29 nov. 1694, rapporté

la loi du 2 prair. an 7, ni dans aucune autre loi postérieure, ne peut faire supposer que les législateurs aient voulu annuler les transactions faites avant cette loi sur des actions en lésion d'outre-moitié contre des ventes de biens nationaux;—Rejette, etc.

Du 18 mess. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Riolt.

1^{re} SOCIÉTÉ EN PARTICIPATION.—PREUVE PAR TÉMOINS.2^o EFFET DE COMMERCE.—PORTEUR.—POUVOIR D'EXIGER.3^o CONTRE-ENQUÊTE.—JUGEMENT.—OMISSION.—NULLITÉ.

1^o Sous l'ordonnance de 1673, la preuve des sociétés en participation pouvait, de la part des tiers, être faite par témoins. (Ord. 1673, art. 1^{er}.) (1)

2^o La preuve d'effets de commerce, même alors qu'il n'en seroit qu'un simple détenteur, avec ou sans endossement en blanc, est présumée par cela même avoir procuré pour en recevoir la somme (2).

3^o La contre-enquête étant de droit, le jugement qui omet de l'ordonner n'est pas nul. (Ord. 1512 et 1535; Ord. 1667, tit. 22.) (3)

(Piane—C. Morin.)

Le 13 vend. an 8, Piane aîné avoit été condamné par jugement par défaut du tribunal de commerce de Charleville, comme associé de Pierre Cadet, à payer la somme de 3000 fr., montant de trois billets à ordre, souscrits par ce dernier, et passés à l'ordre du sieur Devillers. Il est à remarquer que ces billets se trouvoient dans les mains du sieur Morin, savoir l'un avec un endossement en faveur d'un sieur Guillaume, un second avec un ordre en blanc, et le troisième sans endossement. Les choses en cet état, Piane aîné ayant laissé passer le délai de l'opposition se rend appelant du jugement qui le condamnait, devant le tribunal de la Meuse.

Comme moyens d'appel, il soutient, 1^o qu'il

par Raviot sur Perier, tom. 2, p. 571.—*V. encore* Loaré, *Esprit du Code de comm.*, sur l'art. 49 de ce Code, n^o 2.

Aujourd'hui, sous l'empire de ce même art. 49 du Code de commerce, la question n'en est plus une, puisque cet article dispose, en termes exprès, que les associations en participation peuvent être constatées par la preuve testimoniale, si le tribunal juge qu'elle peut être admise; ce qui exclut la nécessité d'un commencement de preuve par écrit.—*V. au surplus*, sur la preuve des sociétés en général, soit à l'égard des associés entre eux, soit à l'égard des tiers, la note qui accompagne le jugement du 13 vend. an 10 (*aff. Lebret*).

(2) Nous doutons que cette solution puisse être admise aujourd'hui dans sa généralité. En effet, d'après les dispositions du Cod. comm. (art. 136 et 138), le porteur d'un effet ne doit être considéré comme ayant procuré pour recevoir ou négocier, qu'autant qu'il est porteur, en vertu d'un endossement en blanc, ou d'un endossement nominal, manquant cependant de quelque une des formalités exigées pour l'endossement translatif de propriété. Mais ce qui paraît avoir déterminé le tribunal de cassation dans l'espèce, c'est cette circonstance toute particulière, qu'il n'y avoit pas réclamation de la part des tiers au profit desquels les effets avoient été souscrits ou endossés nominativement.

(3) La règle est aujourd'hui écrite dans l'art. 256 du Cod. proc. civ.

n'est pas associé de Pierre Cadet, 2° que les billets n'ont pas été endossés en faveur du demandeur, et qu'il est sans qualité pour en réclamer le paiement.

Par son jugement, le tribunal permet à Morin de rapporter la preuve par témoins de l'existence de la société, sans réserver la preuve contraire au défendeur. Plus tard, le tribunal de la Marne est supprimé, et la cause portée devant celui de Metz, il est rendu jugement qui, validant l'interlocutoire, sans arrêter aux nullités proposées, déclare Plane aîné associé de son frère; et attendu que le porteur des billets est censé avoir procuration pour en exiger le montant, condamne Plane aîné au paiement des 3000 fr. réclamés.

Pourvoi en cassation par Plane aîné, 1° pour violation de l'art. 1er, tit. 4, de l'ordonnance de 1673, en ce que le jugement attaqué a admis la preuve testimoniale d'une société en participation, sans qu'il eût aucun commencement de preuve par écrit;—2° pour violation des art. 23, 24 et 25, tit. 5, de la même ordonnance, en ce que le jugement attaqué a décidé que la simple détention d'effets de commerce suffisait pour faire présumer que le détenteur avait reçu procuration pour en recevoir le montant;—3° pour violation des dispositions de l'ordonnance de 1667, en ce que le tribunal de la Marne a admis Morin à la preuve testimoniale de la société en participation prétendue dans l'espèce, sans réserver la preuve contraire à son adversaire.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que l'art. 1er du titre 4 de l'édit de 1673 ne s'applique qu'aux sociétés générales, et non aux sociétés anonymes ou complètes en participation; que dans le cas même des premières, on ne peut opposer le défaut d'écriture aux tiers créanciers; que les sociétés sont régies par la règle générale qui veut que ceux-là soient tenus de payer le montant des marchandises, qui sont convaincus les avoir reçues; que Morin a, dès le principe, articulé et offert de prouver que le demandeur a reçu les marchandises expédiées; qu'ayant ultérieurement fourni la preuve que les frères Plane étaient associés, il s'ensuit que l'assignation donnée à Charvielle était régulière;

Que les art. 23, 24, 25 et suivants du tit. 5 de l'édit de 1673 disposent: « les lettres de change « endossées appartiennent à celui du nom du « quel l'ordre est rempli, sans qu'il soit besoin « de transport ni de signification; » d'où l'on doit conclure que celui qui est porteur de billets de commerce est toujours censé, par le fait, avoir procuration pour en toucher le montant; que, d'ailleurs, les endosseurs n'ont fait aucune réclamation pendant le cours des procédures;

Qu'enfin un jugement n'est pas nul pour avoir omis de prononcer la contre-enquête, et qu'elle est toujours de droit; — Rejette, etc.

Du 18 mess. en 10. — *Rapp.*, le cit. Vergès. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst. — *Pl.*, le cit. Thucassus.

ACCUSÉ. — ABSOLUTION. — DÉPENS.

Du 18 mess. en 10 (aff. Fauce). — *V. ce jugement*, à la date du 18 therm. même année.

1° FAUX. — CERTIFICAT. — DÉLIT CORRECTIONNEL. — MENDIÉTÉ.

2° JURY. — COMPOSITION.

1° *Le fait d'avoir menti à l'aide d'un faux certificat constatant que le porteur a été victime d'un incendie, ne constitue qu'un délit correctionnel.* (L. 19-23 juill. 1791, tit. 2, art. 22, 23 et 24.) (1)

2° *Le citoyen qui a fait partie du jury d'accusation, ne peut, à peine de nullité, faire partie du jury de jugement.* (C. 3 brum. an 4, art. 602.)

(Fallas et Oudot.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 228 du Code des dél. et des peines; les art. 22, 23 et 24 du tit. 2 de la loi du 22 juill. 1791, sur la police correctionnelle; — Vu encore l'art. 602 du Cod. des délits et des peines; — Considérant, d'une part, que le fait dont étaient prévenus les réclames, et porté en l'acte d'accusation, était d'avoir menti à l'aide d'un faux certificat portant qu'ils avaient été incendiés, et qu'il était même énoncé formellement que ce faux avait été commis dans le dessein d'extorquer des charités; que c'est ce même fait et cette même intention qui ont été déclarés constants par le jury de jugement; que, dès lors, cela constituait évidemment le délit prévu par la loi sur la police correctionnelle; que ce délit ne pouvait être puni que des peines y portées, et que, par conséquent, il n'avait pu, par sa nature, faire la matière d'un acte d'accusation;

Considérant, d'autre part, qu'il est justifié que l'un des jurés de jugemens avait été juré d'accusation dans la même affaire, et qu'ainsi il y avait violation des règles établies pour la conformation légale du jury; — Casse, etc.

Du 19 mess. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rataud. — *Concl.*, le cit. Pons, subst.

INJURE. — AMENDE HONORABLE.

Du 19 mess. an 10 (aff. Dresse). — Même décision que par le jugement du 21 du même mois (aff. Rulleau).

COMMUNAUX. — POSSESSION. — DÉFRICHEMENT.

Les possesseurs de biens communaux qui les avaient défrichés ou mis en culture avant la loi du 21 prair. an 4, doivent être maintenus en jouissance, sans distinction de ceux qui ont un titre de partage ou qui n'en ont pas.

(Le maire de la comm. de Treffort — C. Tonnard.)

La commune de Treffort prétendait que, lorsque l'usurpation était constatée par titres évidents, lorsque le possesseur n'osait pas même se dire propriétaire, la loi du 21 prair. ne protégeait plus sa possession. — Tonnard et consorts soutenaient que c'était là changer la question, examiner une question de propriété, au lieu d'une question de possession; que la loi du 21 prair. an 4 était faite dans le même esprit que l'art. 34, sect. 3 de la loi du 10 juin 1793, et du décret du 11 oct. 1792, qui accordaient les fruits du défrichement à la culture; qu'à moins de présenter leur possession comme une simple détention, de la prétendre infectée des vices *clâm*, *vi*, *aut precario*, c'est-à-dire à moins de contester que

(1) Aux termes de l'art. 161 du Code pénal, tous les certificats propres à appeler la bienveillance sur les personnes qui y sont désignées, ne constituent point le crime de faux, mais un simple délit correctionnel. La raison qui distingue ces

actes et les sépare du crime de faux, c'est qu'ils ne renferment ni obligation ni disposition qui puisse léser des tiers, et que le préjudice qu'ils peuvent causer n'est qu'indirect et médiat. *Théorie du Code pénal*, tom. 4, p. 41.

ce soit bien une possession civile, l'application de la loi devait être sans difficulté. — Or, il était constaté que, dès avant le 10 juin 1793, Tonnard et consorts avaient défriché, ensemencé, cultivé, publiquement, paisiblement, et pour leur propre compte, les fonds dont s'agit.

3 flor. an 5, jugement du tribunal civil de l'Ain, contre les possesseurs, attendu qu'ils ne prétendent pas être propriétaires.

Appel. — Jugement infirmatif par le tribunal du Jura, sur le fondement que pour être maintenu en jouissance, il s'agit, non d'être propriétaire, mais d'être possesseur.

Pourvoi en cassation par la commune de Treffort.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'il a été jugé en point de fait, que les défendeurs avaient défriché, cultivé, ensemencé les portions de communaux dont il s'agit, dès avant la loi du 10 juin 1793; que la loi du 21 prair. an 4 maintient tout possesseur, surtout ceux qui ont défriché antérieurement; — Rejette, etc.

Du 20 mess. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Gaudon.

1^o INJURE. — AMENDE HONORABLE.

2^o TRIB. DE POLICE. — JUGEMENT. — EXÉCUTION.

1^o Le tribunal de police qui condamne un prévenu d'injures à remettre au greffe dans les trois jours un acte de réparation d'honneur, commet un excès de pouvoir. (C. 3 brum. an 4, art. 600 et 605.) (1)

2^o Le tribunal de police ne peut ordonner l'exécution immédiate de son jugement, si la partie condamnée n'y acquiesce pas. (C. 3 brum. an 4, art. 440.)

(Rulleau.)

Sur une citation pour injures verbales, outre le maximum des peines de simple police, le tribunal de police avait condamné Rulleau à passer, dans les trois jours, un acte au greffe contenant que « méchamment et sans motifs, il avait proféré des propos injurieux; qu'il s'en repent et tient l'injuré pour homme d'honneur et de probité. » — Le même jugement avait ordonné que le condamné présent à l'audience serait sur-le-champ traduit en prison, pour y rester trois jours. — Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 410, 600 et 605, du Code du 3 brum. an 4; — Attendu que le maximum des peines de simple police, déterminé par les art. 600 et 605 ci-dessus cités, est la condamnation à une amende de la valeur de trois journées de travail et à un emprisonnement qui n'excède pas trois jours, et que ces seules peines de simple police sont applicables aux auteurs d'injures verbales; — Attendu que, par la disposition du jugement du tribunal de police du canton de Castillon, du 12 frim. dernier, il a été ajouté aux peines de simple police y énoncées la condamnation, à la charge du demandeur de remettre au greffe, dans trois jours, un acte par lequel il déclarerait que « méchamment et sans motifs, il a proféré, etc.; » que cette condamnation est une peine qui n'est autorisée par aucun article de loi et qui renferme, en conséquence, un excès de pouvoir;

Attendu que, par l'article 440 ci-dessus cité, du Code des délits et des peines, lequel est rendu commun aux tribunaux de police par

l'article 163 dudit Code, la faculté de se pourvoir en cassation contre les jugements du tribunal de police simple, est accordée au condamné, et qu'il doit être sursis, pendant trois jours, à l'exécution des jugements; que l'exécution immédiate desdits jugements, lorsqu'elle n'est pas précédée d'acquiescement de la partie condamnée, rend illusoire la faculté légale accordée au condamné, et renferme une contravention formelle aux articles précités et un excès de pouvoir; — Attendu qu'une des dispositions du jugement attaqué ordonne que le demandeur, présent à l'audience, sera sur-le-champ traduit en la maison de détention; — Casse, etc.

Du 21 mess. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Borel. — Concl. le cit. Pons, subst.

JURÉ. — AGE.

Est nulle la déclaration du jury à laquelle a concouru un juré qui n'avait pas l'âge de trente ans accomplis. (C. 3 brum. an 4, art. 483.) (2)

(Laurac.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 483, du code du 3 brum. an 4, qui est ainsi conçu: « La loi appelle « aux fonctions de juré tous les citoyens âgés de « trente ans accomplis, qui réunissent les condi- « tions requises pour être électeurs; » — Vu la jugement du tribunal de cassation du 10 flor. dernier, qui ordonne l'apport des pièces constatant l'identité de Pierre-Godefroy Giesse, né à Cussac le 10 oct. 1773 avec le pharmacien Giesse, demeurant à Bordeaux, qui a rempli les fonctions de juré spécial de jugement dans l'affaire de Joseph Laurac devant le tribunal criminel de la Gironde dont il s'agit; — Attendu qu'il résulte des pièces produites par le commissaire du gouvernement que le pharmacien Giesse, demeurant à Bordeaux, est le même individu que Pierre-Godefroy Giesse, né à Cussac, et qu'il n'avait point l'âge de trente ans requis par la loi ci-dessus citée, à peine de nullité pour remplir les fonctions de juré; casse, etc.

Du 21 mess. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sieyès. — Concl., le cit. Pons, subst.

COMMUNE. — RESPONSABILITÉ. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — PROCÈS-VERBAL.

La loi du 10 vend. an 4 n'autorise les tribunaux civils à liquider les dommages-intérêts encourus par les communes, sans être assujettis aux formes ordinaires, que dans le cas où il y a un procès-verbal dressé par les administrations locales, des délits qui donnent lieu à la responsabilité de ces communes. Le procès-verbal dressé par un officier de police n'est pas suffisant. (L. 10 vend. an 4, tit. 3, art. 2.)

(Commune de St-Martin-de-Bourbaux. — C. Gévaudan.)

Le 12 niv. an 4, la maison du cit. Gévaudan avait été pillée et incendiée. Il ne fut point dressé de procès-verbal par les officiers municipaux de la commune pour constater les dommages, ainsi que l'exigeait la loi du 10 vend. an 4. — Trois ans s'écoulèrent après lesquels Gévaudan fit dresser un procès-verbal par un officier de police et actionna la commune en réparation. — Sur cette demande, il intervint un jugement qui condamna la commune de St-Martin-de-Bourbaux à 7200 f. de dommages et à 4800 fr. d'amende.

(1) F. conf., Cass. 10 flor. an 10 et les jugements cités dans la note.

(2) F. l'art. 381 du Code d'inst. crim., et Cass. 8 août 1811, 6 fév. 1818, 26 avril et 3 oct. 1822.

Appel. — 10 brum. et 17 niv. an 8, jugemens qui confirment.

Pourvoi en cassation contre ces deux jugemens, fondé sur ce que le procès-verbal de l'officier de police, dressé plus de trois ans après le délit, était insuffisant pour constater les dommages, et que le tribunal n'avait pu se soustraire aux formes ordinaires pour constater ces dommages qu'autant qu'un procès-verbal régulier aurait été produit, ce qui n'avait pas eu lieu dans l'espèce.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Donne acte au maire et adjoint de la commune de St-Martin-de-Bourbaux de ce qu'ils repréentent en ladite qualité l'instance introduite au nom de l'agent municipal de ladite commune, à l'effet d'obtenir la cassation des jugemens attaqués; et faisant droit à ladite demande en cassation; — Vu les art. 2 et 4, tit. 5, de la loi du 10 vend. an 4, dont la disposition est ainsi conçue : « Art. 2. Lorsqu'un délit de la nature de ceux exprimés aux articles précédens aura été commis sur une commune, les officiers municipaux ou l'agent municipal seront tenus de le faire constater sommairement dans les vingt-quatre heures, et d'en adresser copie, « sous trois jours au plus tard, au commissaire du directoire exécutif près le tribunal du département. Les officiers de police de sûreté n'en seront pas moins tenus de remplir à cet égard les obligations que la loi leur prescrit; — Art. 4. Les dommages et intérêts dont les communes sont « tenues aux termes des articles précédens, seront « fixés par le tribunal civil du département, sur le « vu des procès-verbaux et autres pièces constatant « les voies de fait, excès et délits; » — Et attendu que ladite loi, en ordonnant aux commissaires du gouvernement près les tribunaux civils de poursuivre les réparations des délits par elle mentionnés, sur le vu des procès-verbaux rédigés par les officiers municipaux, réserve expressément à la partie lésée son action privée contre les auteurs de ces délits, puisqu'elle enjoint aux officiers de police de sûreté de remplir à cet égard les obligations que la loi leur prescrit; que le défendeur, usant de ce droit, avait intenté contre les auteurs des pillage et incendie de sa maison une accusation qui avait été admise et sur laquelle ils avaient été acquittés; qu'il avait été pareillement intenté contre le défendeur une accusation d'assassinat de la personne de Félix Theroux, dont on prétendait que la mort avait été le prétexte desdits pillage et incendie, et que le défendeur avait été aussi acquitté de ladite accusation; d'où il suit qu'il n'avait plus d'action civile à exercer pour raison de ces délits; que le commissaire du gouvernement près le tribunal civil n'en avait point non plus de publique à exercer contre la commune demanderesse, pour raison de ces mêmes délits, qu'autant qu'il aurait représenté à l'appui de ladite demande un procès-verbal dressé par les officiers municipaux ou l'agent de ladite commune, dans les délais prescrits par la loi du 10 vendém. an 4; qu'il résulte, en effet, des articles de ladite loi ci-dessus cités, qu'elle n'autorise les tribunaux civils à liquider les dommages et intérêts encourus par les communes, sans être assujettis à la forme des actions ordinaires, que dans le cas où il y a eu un procès-verbal dressé par les administrations locales, des délits qui donnent lieu à la responsabilité de ces communes; que c'est le caractère de flagrant délit ainsi constaté qui seul autorise une forme de procédure et de jugement aussi extraordinaire, laquelle ne peut et ne doit pas être appliquée hors du cas spécial indiqué par la loi; que cette loi, en chargeant les autorités locales du soin de dresser ces procès-

verbaux, et dans un délai aussi court que celui qu'elle prescrit, et en les y autorisant que pour les délits de la nature de ceux qu'elle énoncé, indique assez clairement que c'est à ces seuls agents qu'elle confie le soin de décider si les délits qu'ils constatent sont de la nature de ceux qui doivent être poursuivis par cette voie extraordinaire, ce qui leur est d'autant plus facile, que la brièveté de ce délai, qui n'est que de vingt-quatre heures, les met à même de n'oublier aucune des circonstances nécessaires pour caractériser ces délits; d'où il suit que, dans l'espèce, le jugement attaqué n'ayant pour base des condamnations qu'il a prononcées, qu'un procès-verbal dressé par un officier de sûreté, et non par les officiers municipaux ou agent de la commune demanderesse, le commissaire du gouvernement n'a pu les requérir, ni les tribunaux les prononcer, sans contrevenir directement aux articles ci-dessus cités de la loi du 10 vendém. an 4; — Casse, etc.

Du 23 mess. an 10. — Sect. civ. — Rapp. le cit. Pajon. — Concl. le cit. Lecoutour, subst. — Pl., les cit. Thacussies et Méjean.

ENFANT NATUREL.—DROITS SUCCESSIONS.

La loi du 12 brum. an 2 ne réglait les droits des enfans naturels sur les successions de leurs pères et mères, qu'autant que ceux-ci étaient décédés avant la publication de cette loi. — Quant aux successions ouvertes postérieurement, les tribunaux devaient surseoir à statuer jusqu'à la promulgation du Code civil(1).

(Lemaire—C. Mourlot).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que la loi du 2 juin 1793 n'a admis les enfans nés hors mariage au droit de succéder à leurs pères et mères, que dans la forme qui serait déterminée; que si l'article 1 de la loi du 12 brum. an 2, appelle ceux de ces enfans actuellement existans aux successions de leurs pères et mères qui devaient s'ouvrir à l'avenir, cette vocation est subordonnée à la réserve portée par l'art. 10; que cet art. 10 renvoie aux dispositions du Code civil le règlement de l'état des droits des enfans dont les pères et mères existeront lors de la promulgation du Code civil, attendu que le législateur a laissé dans une incertitude plus absolue encore l'état et les droits des enfans nés hors mariage, dont les pères et mères décédèrent dans l'intervalle de la loi du 12 brum. à la publication du Code, puisqu'il n'en est rien dit, soit dans cet art. 10, soit dans aucune autre disposition; que l'art. 8 ne lève point cette incertitude, puisqu'il n'a de rapport qu'aux successions ouvertes antérieurement au 12 brum. an 2; que les art. 11 et 12 ne font autre chose que de procurer au père la faculté d'assurer à l'enfant sa filiation et son aptitude à lui succéder, indépendamment de la confirmation de la mère, qui se trouverait précédée ou autrement dans l'impossibilité de la donner, et ne statuant rien quant à la mise en action du droit de succéder, et à sa quotité; attendu que cette incertitude existe aussi bien à l'égard des mères décédées dans le même intervalle, qu'à l'égard des pères, puisque les art. 1 et 10 de la loi du 12 brum. an 2, disposent pour l'une et pour l'autre espèce de succession; attendu que lorsque le législateur a soumis, à l'égard des successions paternelles et maternelles qui devaient s'ouvrir postérieurement au 12 brum., l'exercice du droit de successibilité qu'il créait,

(1) Nombre de décisions identiques qu'il été rendues. P. Cass. 24 prair. an 7, 4 prair. an 8, 4 vent. an 11 et les notes.

ainsi que sa qualité, aux dispositions du Code civ. (ce qui a même lieu à l'égard de l'enfant porteur d'une reconnaissance authentique devant l'officier public), il a dénié, par voie de conséquence, du moins quant à présent, aux actes de naissance ou à la possession d'état, l'effet d'une admission actuellement efficace auxdites successions; — Attendu que le silence absolu gardé dans tout le cours du procès sur les dispositions du droit romain, touchant la successibilité des enfans nés hors mariage à l'égard des mères, est une preuve qu'elles n'étaient pas plus suivies à Besançon que dans la plupart des autres pays de droit écrit; que d'ailleurs, toutes les lois, coutumes, usages et statuts relatifs à la transmission des biens par succession ou donation, ont été abolis par l'art. 61 de la loi du 17 niv. an 2; — Attendu qu'il résulte de tout ce qui vient d'être dit, que les juges d'appel ne sont contrevenus ni aux dispositions des lois du 4 juin 1793 et 12 brum. an 2, ni à l'art. 7 du tit. 20 de l'ordonn. de 1667; qu'ils n'ont pas non plus porté atteinte à l'autorité de la chose jugée, puisque les jugemens rendus entre *frs* Marguerite Mouriot et la demanderesse, n'avaient fait que régler une pension alimentaire en faveur de celle-ci, et confirmer sa filiation, et que le jugement attaqué ne blesse ni l'état ni les droits alimentaires; — Rejette, etc.

Du 23 messid. an 10. — Sect. req. — *Rapp.*, le *cl.* Lachère.

VOITURIER. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — ROUTES (TAXE D'ENTRÉE DES).

Il ne peut être accordé de dommages-intérêts à un voiturier dont la voiture et les chevaux sont en fourrière, faute par lui de consigner

(1) L'art. 3 du tit. 35 de l'ordonn. de 1667 permettait à de se pourvoir contre les arrêts et jugemens en dernier ressort, qui auraient été rendus à suite de se présenter, ou en l'audience à suite de plaider, pourvu que la requête fût donnée dans la huitaine du jour de la signification. Le principe ainsi posé par l'ordonnance était certain; mais ce qui ne l'était pas, ou ce qui présentait quelque doute, c'était le point de savoir si les sentences arbitrales devaient être considérées comme des jugemens, et si, lorsqu'elles avaient été rendues par défaut, elles étaient susceptibles d'opposition. La loi du 10 juin 1793 ayant soumis à l'arbitrage forcé toutes les contestations relatives aux biens communaux, la question ne tarda pas à se présenter fréquemment. Le tribunal de cassation eut à la décider les 17 therm. an 5 et 21 fruct. an 9, et il la décida dans le même sens que le jugement que nous recueillons ici. — Ces décisions étaient conformes au système de législation alors en vigueur : les lois qui avaient donné aux arbitres forcés le caractère et l'autorité de jugemens en dernier ressort, n'ayant pas supprimé les voies établies par l'ordonn. de 1667 pour attaquer les jugemens par défaut, il était naturel de penser que les sentences arbitrales rendues de cette manière, devaient être assimilées à de véritables jugemens, et par conséquent être déclarées susceptibles d'opposition. Un décret spécial du 8 nivose an 3 avait même consacré formellement cette doctrine, que les lois antérieures n'avaient pas abrogé la faculté de former opposition aux sentences arbitrales rendues par défaut. — Mais quel était le tribunal qui devait connaître de l'opposition? Là était le véritable siège de la difficulté. L'opposition devait-elle être portée devant les arbitres eux-mêmes, ou bien devait-elle être jugée par les tribunaux ordinaires?..... Le jugement du 21 fructidor an 9

ou de donner caution pour le droit qu'il refuse de payer.

(Ruelie—C. Baudin.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vuls art. 21, 22 et 23 de la loi du 14 brum. an 7;—Attendu que de l'ensemble des art. précités, il résulte que, pour concilier les intérêts du fisc et des voyageurs, toutes les fois qu'il existe entre ces derniers et les percepteurs une contestation sur le droit de passe et sur les taxes en dépendant, les voituriers doivent ou consigner ou donner caution; — Qu'à leur refus de remplir l'une ou l'autre de ces obligations, les percepteurs sont autorisés à mettre en fourrière les voitures et les chevaux aux frais desdits voyageurs; — Que ces mots à leurs frais ne permettent pas d'accorder aux voyageurs les dommages-intérêts résultant de la mise en fourrière provoquée par leur refus de consigner et de donner caution, quoique la contestation sur le droit de passe soit définitivement jugée à leur avantage; — Que, dès lors, le jugement attaqué est contrevenu aux lois précitées, en condamnant Ruello aux dommages-intérêts de Baudin, qui avait refusé de consigner ou de donner caution, quoique l'offre lui en eût été faite; — Casse, etc.

Du 23 messid. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le *cl.* Basire. — *Concl.*, le *cl.* Lecoutour, subst.

1° ARBITRAGE FORCÉ. — OPPOSITION.

2° COMMUNE. — RÉINTÉGRATION.

1° L'opposition aux sentences arbitrales rendues par défaut, sous l'empire de la loi du 10 juin 1793, est recevable et a dû être portée devant les tribunaux ordinaires. (Ord. 1667, tit. 35, art. 3; L. 10 juin 1793, sect. 5, art. 12.) (1)

que nous venons de citer, se prononça pour les tribunaux ordinaires, sur les conclusions de Merlin qui portait la parole dans cette affaire : « Si les tribunaux ordinaires, disait l'auteur du Répertoire, ne pouvaient pas connaître de l'opposition à un jugement par défaut émané d'arbitres forcés, quels seraient donc les juges qui en prendraient connaissance? Seraient-ce les arbitres qui ont rendu le jugement? Ils n'ont plus le pouvoir : ils sont sans caractère depuis que l'arbitrage forcé est aboli. Serait-ce le tribunal de cassation? il y aurait de l'absurdité à le proposer, et c'est ce que jamais on n'a osé mettre en avant. Il faut donc en revenir à l'idée que aux tribunaux ordinaires seuls appartient le droit de statuer sur les oppositions aux jugemens rendus par défaut sous le régime de l'arbitrage forcé. — Dès lors ce point cessa d'être douteux : il devint certain, après ces jugemens, que l'opposition était recevable et qu'elle devait être portée devant les tribunaux. — Plus tard, le Code de procédure a établi un tout autre système : dans son art. 1016, il dispose que la sentence arbitrale n'est dans aucun cas susceptible d'opposition : et il le décide ainsi, parce que dans le même article le législateur a pris les précautions nécessaires pour mettre les parties en demeure de produire leurs défenses, tellement qu'elles ne puissent, en aucun cas, être réputées jugées par défaut... Toutefois la question de l'opposition s'est reproduite dans le Code de commerce, relativement à l'arbitrage forcé : on s'est demandé sur ce point, si les arbitres forcés, pouvant être considérés comme de véritables juges, puisqu'ils sont imposés aux parties, leur sentence par défaut ne devait pas être attaquée par la voie de l'opposition? On a dit qu'on devait nécessairement établir une différence entre leur juridiction et celle des arbitres ordinaires; que les parties étant contraintes de plei-

n'autorisent les communes à se faire réintégrer dans les biens qu'elles ont anciennement possédés, qu'en justifiant qu'elles en ont été dépossédées par l'effet de la puissance féodale; que, dans l'espèce, ce genre de spoliation n'est pas prouvé; que d'ailleurs, par l'art. 9, sect. 4^e de la loi du 18 juin 1793, toutes possessions depuis au-delà de quarante ans, jusqu'à l'époque du 4 août 1789, sont maintenues en faveur des possesseurs actuels on leurs auteurs non acquéreurs volontaires ou donataires, héritiers ou légataires du fief à titre universel, et que, dans l'espèce, les possesseurs actuels ou leurs auteurs n'ont possédé à aucun de ces titres; — Attendu relativement au moyen pris de la forme, qu'aucune loi n'a interdit la voie de l'opposition contre les jugemens arbitraux rendus par défaut; qu'on ne peut considérer comme rendu par forclusion, dans le sens de l'art. 3, tit. 35, ord. 1667, et de l'art. 17, tit. 11, même ordonnance, un jugement rendu par des arbitres, à l'égard desquels les formes établies pour les tribunaux, relativement à l'instruction, à l'ordre et à la tenue des audiences, ne peuvent pas être les mêmes; que les lois du 28 août 1793 et 10 juin 1793 ne contiennent aucune disposition prohibitive de la voie de l'opposition, et que celle du 8 niv. an 3, admet le principe de la voie d'opposition contre les jugemens arbitraux rendus par défaut, dans la forme et dans les délais fixés par les lois; que, dans l'espèce, il était justifié que l'opposition avait été formée et notifiée dans les délais utiles; qu'enfin, rien n'annonçait, dans le jugement attaqué, que les demandeurs se fussent fait un grief contre le jugement de première instance, rendu par le tribunal civil de la Haute-Saône, de l'admission de cette opposition; — Rejette, etc.

Du 23 mess. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Muraire. — Rapp., le cit. Lachêze. — Concl., le cit. Merlin, comm.

VENTE. — TRANSCRIPTION. — ACTE SÔS SEING PRIVÉ.

Sous la loi du 11 brum. an 7, la transcription sur les registres du conservateur des hypothèques d'un acte de vente sous seing privé était valable (1), et c'était la transcription qui transmettait à l'acquéreur les droits du vendeur. En conséquence, elle assurait la préférence à l'acquéreur par acte sous seing privé, sur celui dont l'acte non transcrit, ou transcrit postérieurement, portait une date antérieure à celle de l'autre contrat. (L. 11 brum. an 7, art. 26 et 28.) (2)

(Signal. — C. Charpentier).

En messidor an 7, les maris Ledoux vendent un champ à Signal. — En germinal an 8, ils vendent le même champ à Charpentier. — Les deux contrats avaient eu lieu sous signatures privées. Mais Charpentier, le second acquéreur, déposa son acte chez un notaire, et en fit transcrire sur les registres des hypothèques une copie collationnée. — Signal, qui avait été mis en pos-
 sion, fit aussi, mais ultérieurement, transcrire son contrat.

Autuel des deux acquéreurs appartenait la préférence? Charpentier argumentait de la priorité de sa transcription, formalité qui, depuis la loi du 11 brum. an 7, rend la vente parfaite à l'égard des tiers.

Signal disait que la transcription de Charpentier n'avait pas été régulièrement faite, attendu qu'elle n'avait pas été faite sur un acte authentique. Il soutenait d'ailleurs qu'ayant été mis en possession, la vente, qui lui avait été consentie, était dès lors parfaite, suivant les principes du droit romain an les effets de la tradition, et devait lui assurer la préférence sur l'autre acquéreur, dont le titre était d'ailleurs postérieur au sien.

Mais on écartait avec raison les arguments tirés de la loi romaine dans une matière exclusivement régie par la loi du 11 brum. an 7.

La question se réduisait donc à savoir si la transcription de Charpentier avait été régulièrement opérée; ou, en thèse générale, si un acte sous seing privé, non reconnu en justice, est susceptible de cette espèce de transcription qui rend la vente parfaite.

Jugement du tribunal d'Evreux qui, attendu la mauvaise foi de Charpentier, qui avait acheté ce qu'il savait avoir déjà été vendu à un autre, adjuge la propriété à Signal.

Appel et jugement du tribunal de Rouen qui, au contraire, attendu la priorité de la transcription de Charpentier, lui adjuge la propriété de l'immeuble litigieux.

Pourvoi en cassation de la part de Signal, pour contravention aux art. 3, 26 et 27 de la loi du 11 brum. an 7.

Le commissaire du gouvernement Merlin a conclu au rejet: « Les lois romaines, a-t-il dit, décident, il est vrai, que l'acquéreur qui, le premier, a pris possession réelle, doit y être maintenu. Cette décision s'applique dans le cas où l'un et l'autre acquéreur auraient eue un titre valable; mais elle ne peut s'appliquer dans le cas où le titre du premier acquéreur n'aurait été revêtu des formes nécessaires que depuis le second contrat, et telle est l'espèce.

« A l'époque où Charpentier a acquis, à l'époque où il a fait notifier sa transcription, Signal n'avait pas été régnier à l'égard des tiers; celui dont il est porteur n'avait pas encore été enregistré; il ne faisait pas foi de sa date. L'enregistrement du contrat de vente fait à Signal est postérieur à l'enregistrement de la vente faite à Charpentier. Ainsi, en admettant même que Signal avait pris possession, comme le titre en vertu duquel il réclame, n'a acquis de date certaine qu'après celui de Charpentier, celui-ci a pu acquérir de bonne foi et opposer à Signal la priorité authentique de son titre: ainsi disparaissent les contraventions à la loi romaine.

Le savant organe du ministère public démontrait ensuite que, dans le système de la loi du 11 brum. an 7, la vente n'est entièrement consommée, à l'égard des tiers que par la transcrip-

avoir lieu aussi bien par acte sous seing privé que par acte authentique, et les acquéreurs n'étant point des tiers à l'égard du vendeur, mais des *ayans cause*, en sorte qu'il faut leur appliquer l'art. 1322 du Cod. civ., qui porte que l'acte sous seing privé, reconnu ou légalement tenu pour reconnu, a la même foi que l'acte authentique entre ceux qui l'ont souscrit et leurs *ayans cause*. — Mais pour le cas où il n'y a pas de transcription, P. Cass. 12 fruct. an 10,

(1) P. dans le même sens, Cass. 27 niv. an 12.

(2) Sous l'empire du Cod. civ., la transcription n'est plus nécessaire pour la perfection de la vente: la vente est parfaite, suivant l'art. 1583, dès qu'on est convenu de la chose et du prix. Aussi Toullier, tom. 8, n° 246, soutient-il qu'entre deux acquéreurs également de bonne foi, l'un par acte sous seing privé, l'autre par acte authentique, le premier, si la date de son contrat était antérieure, devrait l'emporter sur le second, la vente pouvant

tion; qu'elle seule opère la tradition; que sans elle la vente n'est pas parfaite à l'égard des tiers. (V. au surplus ses conclusions, *Quest. de Droit*, v° *Transcription*, § 3.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant, 1° que la solution de la question de préférence, à raison des deux ventes du même objet à deux individus différens, n'étant passubordonnée aux lois romaines, mais à celle du 11 brum. an 7; 2° qu'une vente peut être faite par acte sous seing privé, comme par acte par-devant notaire; 3° que suivant les art. 26 et 28 de la loi citée, les actes translatifs de biens doivent être transcrits sur les registres du conservateur; que, jusque-là, ils ne peuvent être opposés à des tiers qui auraient contracté avec le vendeur, et que c'est cette transcription qui transmet à l'acquéreur les droits que le vendeur avait sur la propriété de l'immeuble; 4° que l'acte de vente fait à Charpentier a été le premier transcrit, et lui a par conséquent assuré la propriété de la chose vendue; d'où il résulte que le jugement attaqué n'a ni violé, ni fait une fausse application de la loi du 11 brum. an 7; — Rejette, etc.

Du 23 mess. an 10. — Sect. req. — Prés., le cit. Murair. — Rapp., le cit. Vermeil. — Concl. le cit. Merlin, comm. — Pl., le cit. Mathias.

PRÊTRE DÉPORTÉ. — CONFISCATION. — RESTITUTION.

La restitution des biens appartenant aux prêtres déportés ou reclus, n'a été ordonnée par la loi du 22 fruct. an 3, qu'en faveur de leurs héritiers légitimes ou naturels. — En conséquence cette restitution, ne profite point aux héritiers testamentaires. (L. 1. 20 et 23 fruct. an 3.) (1)

(El. Andrieux — C. Mario Andrieux et autres.)

Une première loi du 15 août 1791 astreignait les prêtres à un serment. — Une autre loi du 12 avril 1793 prononça la peine de la déportation contre ceux qui n'auraient pas fait ce serment. — Celle du 17 sept. 1793 assimila les déportés aux émigrés. — Celle du 30 vend. an 2 déclare que la déportation, la réclusion et la peine de mort encourues par les ecclésiastiques réfractaires, emportaient la confiscation de leurs biens. — La nation a depuis renoncé à cette confiscation. — « La convention nationale décrète en principe, porte l'art. 6 de la loi du 20 fruct. an 3, que les biens des prêtres déportés, dont la confiscation avait été prononcée par les précédentes lois au profit de la république, seront restitués à leurs familles. — L'art. 3 de celle du 22 du même mois, porte que les biens confisqués par les lois anté-

rieures sur les ecclésiastiques, seront remis aux héritiers présomptifs de ceux desdits ecclésiastiques qui resteraient en état de mort civile. — L'art. 4 est ainsi conçu : Les héritiers présomptifs seront ceux qui, au moment de la déportation ou réclusion, auraient succédé auxdits ecclésiastiques, s'ils étaient morts naturellement. »

Le 20 sept. 1781, le prêtre Mosnier avait, par son testament, fait devant notaire, institué pour son héritier universel Etienne Andrieux, son neveu. — Mosnier n'a point fait le serment ordonné par la loi du 14 août 1791. — Au mois d'oct. 1793, il a été arrêté et reclus seulement, à raison de son âge. — Le 3 prair. an 2, il est décédé dans la maison de réclusion, laissant pour héritiers naturels Etienne Andrieux, son héritier testamentaire, et deux autres neveux avec une nièce.

Ses biens avaient été confisqués au profit de la république. — Ils ont été restitués; mais en faveur de qui? — Etienne Andrieux devait-il, en sa qualité d'héritier testamentaire du prêtre Mosnier, les recueillir seul? — Devaient-ils être remis à tous les héritiers naturels, pour être partagés entre eux? — Etienne Andrieux a prétendu que, par l'effet de son institution universelle d'héritier, il devait seul jouir du bénéfice de la restitution. — La loi la voulu, a-t-il dit, que l'on considérât le prêtre comme s'il était mort naturellement à l'instant même où il s'est trouvé frappé de la mort civile par la réclusion. — Il faut donc raisonner pour la succession du prêtre Mosnier tout comme s'il était mort naturellement au mois d'oct. 1793, époque de sa réclusion, qui a entraîné la confiscation et la mort civile. — Or, il est évident que la loi du 17 niv. an 2 n'ayant point d'effet rétroactif, le prêtre Mosnier n'aurait eu, au mois d'oct. 1793, d'autre héritier que son héritier testamentaire. — C'est donc à cet héritier que les biens doivent être remis.

De leur côté, les autres deux neveux et la nièce du prêtre Mosnier ont soutenu que le testament de celui-ci ne pouvait leur être opposé, et que leur oncle devait être considéré comme mort ab intestat. — En effet, ont-ils dit, le testateur ne doit pas seulement être capable de disposer à l'époque de son testament, il doit l'être encore au moment de son décès. — S'il ne l'est pas, son incapacité rend nulle la disposition faite à une époque où il jouissait de tous ses droits civils. — Et de même qu'un testament ne peut être fait par un homme frappé de mort civile, de même celui qu'il avait fait avant sa mort civile est inefficace et nul. — Au surplus, ont-ils ajouté, la disposition faite en faveur d'Etienne Andrieux ne pourrait même, si elle était valable, nous exclure du partage de la succession de notre oncle commun.

plusieurs arrêts qui fixèrent la jurisprudence d'une manière certaine. V. Cass. 25 janv. 1810; 9 mai 1821; 10 févr. 1823; 19 mai 1824 et notre *Jurisprudence du XIX^e siècle*, v° *Émigré*, § 6. — La loi du 27 avril 1825, sur l'indemnité, fut portée dans un autre esprit; ce ne fut pas l'héritier légitime qui fut appelé à recueillir cette indemnité; ce fut, à défaut du propriétaire lui-même, les Français appelés par la loi ou par sa volonté à la représenter à l'époque de son décès. V. art. 7 de la loi du 27 avril, et art. 5 de l'ordonn. du 1^{er} mai 1825. La raison de cette différence était que la remise faite en 1814 aux émigrés de leurs biens non vendus, fut faite à la famille et à titre de libéralité; tandis que l'indemnité fut concédée à la succession de ceux dont les biens avaient été vendus, et par conséquent aux possesseurs des biens de cette succession.

(1) En combinant les dispositions de la loi du 20 fruct. an 3 avec celles de l'art. 3 de la loi du 22 même mois, il ne pouvait rester aucun doute sur l'exclusion des héritiers testamentaires. La première de ces lois décide en effet que les biens confisqués sur des ecclésiastiques seront restitués à leurs familles, et l'art. 3 de la seconde dispose que la restitution aura lieu en faveur des héritiers présomptifs; or, comme l'explique l'art. 4 de la même loi, les héritiers présomptifs étaient ceux qui, au moment de la déportation ou réclusion, auraient succédé aux ecclésiastiques, s'ils étaient morts naturellement. — Cette interprétation naturelle est celle que la jurisprudence a donnée plus tard à la loi du 5 décembre 1814, relative à la remise aux émigrés de leurs biens non vendus. Les héritiers légitimes ont été préférés aux héritiers institués ou légitimes; cependant la question resta quelque temps indécise, mais enfin la cour de cassation rendit

Les héritiers présomptifs auxquels les biens des prêtres reclus ont dû être remis, sont ceux qui étaient appelés par la loi à leur succéder.

Cette remise n'est qu'une faveur dont les héritiers testamentaires ne doivent pas jouir.

Le tribunal civil de la Loire avait maintenu le testament du prêtre Moanier, et autorisé Etienne Andrieux à se faire remettre les biens délaissés par ce prêtre.

Le tribunal d'appel de Riom a, en contraire, ordonné le partage de ces biens entre les trois neveux et la nièce, se fondant sur ce que ces expressions, *héritiers présomptifs*, s'appliquaient uniquement à ceux qui étaient seuls appelés, par la proximité du sang à la succession du prêtre mort civilement, et non aux héritiers testamentaires dont le titre était pleinement anéanti par l'incapacité du testateur, au moment de son décès.

POURVOI en cassation, fondé sur une violation ou fausse application des lois relatives aux prêtres déportés ou reclus, et notamment de l'art. 4 de la loi du 22 fruct. an 3.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la loi du 13 avril 1792 a prononcé la peine de déportation contre les ecclésiastiques qui n'avaient pas fait le serment ordonné par celle du 14 août 1791; que par la loi du 17 sept. 1793 les déportés ont été assimilés aux émigrés; et par l'art. 16 de celle du 30 vend. an 2, il a été déclaré que la déportation, la réclusion et la peine de mort civile, encourues par lesdits ecclésiastiques, emportaient la confiscation de leurs biens. — Attendu que les héritiers présomptifs desdits ecclésiastiques, au profit desquels la restitution desdits biens a été ordonnée par la loi du 22 fruct. an 3, ne peuvent être que les héritiers naturels, et non ceux testamentaires, que les lois existantes à cette époque repoussaient; — Rejette, etc.

Du 24 mess. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Liborel.

QUESTION PRÉJUDICIELLE. — VOIRIE.

Lorsque le prévenu d'une contravention en matière de voirie, excipe de la propriété du chemin sur lequel la contravention aurait été commise, le tribunal de police ne peut statuer sur cette question qui est étrangère à sa compétence (1).

(Lecomte.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 153 et 605 du Code des délits et des peines; — Vu pareillement l'art. 10, tit. 3, de la loi du 21 août 1790; — Vu l'art. 4, tit. 2, de la loi du 28 pluv. an 8; — Considérant qu'il résulte du jugement rendu par le tribunal de police du canton de Sceaux, le 19 prair. an 10, que Lecomte, défendeur sur les citations à lui données, a la requête des maires des communes de Sceaux et Chatenay, auxquels il a été adressé par le maire de la commune d'Antony, en-son qu'ils procédaient, a excipé, avant de proposer aucun moyen au fond, de l'incompétence du tribunal de police, fondée sur sa prétendue propriété des chemins ou voies dont il s'agissait, lesquels il a soutenu être privés et de simple tolérance; — Considérant que, dès lors, l'objet principal et préalable de la contestation portait sur une question, soit de possession sur laquelle les juges de paix sont seuls compétents, soit de voirie sur laquelle il n'appartient qu'aux conseils de préfecture de prononcer, aux termes des articles ci-dessus cités des lois des 21 août

1790 et 28 pluv. an 8; — Considérant que le jugement susénoncé et daté a retenu une contestation dans laquelle la nature et l'existence du délit dépendaient du règlement préalable de questions étrangères à la compétence des tribunaux de police, et qu'ainsi il renferme un excès de pouvoir et une contravention aux lois susdites; — Casse, etc.

Du 26 mess. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Borel. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

COMMUNAUTÉ RELIGIEUSE. — LOYERS ET FERMAGES. — PAIEMENT ANTICIPÉ.

Les paiements de loyers et fermages, faits par anticipation aux anciennes communautés religieuses, sont nuls à l'égard de la nation, quelque vraisemblable qu'il puisse être que ces paiements ont réellement eu lieu de la part des fermiers: la généralité des termes de la loi du 5 fruct. an 6, art. 11, ne permet de faire fléchir dans aucune circonstance, la règle qu'elle pose (2).

(Enreg. — C. Tombour.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 11 de la loi du 5 frim. an 6, portant: « Toutes quittances ou reconnaissances de paiements prétendues faits par anticipation à tous les ci-devant religieux et religieuses... par les fermiers et locataires des biens dont la jouissance leur a été enlevée par la loi du 15 fructid. an 4, sont nulles et de nul effet; » — Attendu que cette disposition spéciale pour les baux à ferme est conçue en termes tellement généraux, tellement indéfinis, qu'elle écarte et les lois générales de la matière, et toutes les circonstances de fait, quand même elles seraient de nature à faire présumer la vérité de la quittance donnée par anticipation; — Attendu que ce n'est qu'en se permettant de faire prévaloir sur un texte aussi impérieux des autorités, des indications et des circonstances, que le tribunal de l'Ourthe a cru pouvoir déclarer valable la quittance dont il s'agit; et qu'ainsi son jugement du 7 pluv. an 8 est en contravention expresse avec l'art. 11 de la loi du 5 frim. an 6; — Casse, etc.

Du 26 mess. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Henrion. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — JUGEMENT — DÉLAIS.

Sous le Code du 3 brum. an 4, la jugement en matière correctionnelle, devait être prononcé immédiatement après les débats ou au plus tard à l'audience suivante, à peine de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 184 et 205.) (3)

(Philibert.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 184 et 189, du Code des délits et des peines; — Considérant que le jugement du tribunal d'arrondissement de Belley, du 27 pluv. dernier, jugeant correctionnellement, a été rendu en la troisième séance, après deux ajournements; que l'instruction admise par la loi, l'audition des parties et des conclusions du commissaire du gouvernement avaient été terminées dans la première desdites séances; qu'aux termes dudit art. 184 susénoncé, le jugement devait être prononcé de suite ou au plus tard à l'audience suivante; qu'en contravention à cet article, sans qu'il résulte dudit jugement qu'il y ait eu nécessité de continuer l'instruction

(1) P. dans le même sens, 5 brum. an 5; 7 pluv. an 7; 27 germ. an 9; 9 fruct. an 10, etc.

(2) P. dans le même sens, Cass. 4 janv. 1806.

(3) P. conf. Cass., 16 frim. an 8 et la note.

à une séance suivante, et sans aucun autre motif, il y a eu renvoi à une troisième séance, d'où résultait, aux termes de l'art. 305, la nullité dudit jugement, lequel cependant a été confirmé par le tribunal criminel du département de l'Ain, par le jugement attaqué;—Casse, etc.

Du 27 mess. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

PROVOCATION.—MEURTRE.—EXCUSE.

La provocation violente n'est admise, comme excuse du meurtre, que lorsqu'il en a été la suite immédiate; elle cesse d'avoir ce caractère, lorsqu'il s'est écoulé entre ces deux faits un délai de quinze jours. (C. 1791, 2^e part., tit. 2, sect. 1^{re}, art. 7, § 8 et 9.) (1)

(Schér.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 7 et 8, tit. 2, 1^{re} sect., 2^e part., C. pén.;—Vu aussi l'art. 9, même Code;—Considérant qu'il résulte du jugement rendu, le 16 prair. dernier, par le tribunal criminel spécial d'Alexandrie, département de Marengo, que la prétendue provocation à la tentative de meurtre, déclarée constante par ledit jugement, résultait de coups de bâton donnés au prévenu antérieurement à cette tentative; que le jugement dudit tribunal, du même jour, en expliquant le sens qu'il a attaché à ce mot antérieurement, détermine qu'il s'est écoulé entre le coup de contenu et les coups de bâtons antérieurs un délai que quelques témoins ont indiqué comme étant d'environ quinze jours, et les autres comme ayant été plus long, tel que de trois ou quatre semaines; que le fait, ainsi déclaré par les juges ne renferme pas les caractères admis et reconnus par l'art. 9 comme excuse du crime, puisque cet article exprime le seul cas où le meurtre sera la suite d'une provocation violente, ce qui exige une continuité immédiate de faits qui n'existe pas dans l'espèce; que la latitude donnée par le jugement attaqué à l'excuse admise par l'art. 9 susénoncé du Code pénal, contre le vœu dudit article, tendrait à favoriser les attentats les plus funestes, les haines invétérées et les actes de vengeance criminelle, qu'il importe, au contraire, de réprimer;—L'considérant que ledit jugement renferme une fautive application dudit art. 9 et une contravention aux art. 7 et 8 dudit Code;—Casse, etc.

Du 27 mess. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

FAUX.—COPIE DE PIÈCES.—QUALIFICATION.

—JURY.—ÉCRITURES PUBLIQUES.

En matière de faux, il doit être donné copie à l'accusé de la pièce incriminée, à peine de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 320.) (2)

Les pièces de comparaison doivent être paraphées et signées par l'accusé, à peine de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 320 et 529.) (3)

(1) Cette décision intéressante pourrait encore être invoquée : elle est conforme à la nature de l'excuse que le coupable puise dans la provocation ; il faut, en effet, qu'il agisse sous l'impression d'une passion instantanée ; il faut que les instants qui séparent l'outrage et la vengeance ne se prolongent pas assez pour faire présumer que la raison avait reconquis son empire, que la colère s'était refroidie, et que l'agent a pu préméditer son crime. Tel est, au surplus, l'esprit de l'art. 321 du Code pén. : « Le Code, disait M. Faure, dans son exposé des motifs, n'admet point l'excuse sans une provocation violente, et d'une violence telle que le

il n'appartient point aux jurés de déclarer si le faux qu'ils reconnaissent constant a été commis en écritures publiques (5). Le faux commis sur un extrait des registres d'une préfecture constitue un faux en écritures publiques.

(Daugles.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 320 et 529 du Code des délits et des peines;—Vu aussi les art. 306 et 373;

Considérant, dans l'espèce, 1^{er} que l'accusé n'a pas reçu copie de plusieurs pièces essentielles de la procédure, et notamment de l'écrit contenant dispense de service militaire argué de faux, et de l'acte par lequel le substitut du commissaire du gouvernement dénonçait au directeur du jury la remise au greffe des pièces de comparaison dont il entendait se servir;

Considérant, 2^e que les registres des arrêtés de la préfecture, sur lesquels se trouve la signature de Bessine, qu'on prétend avoir été contrefaite sur la pièce arguée de faux, ayant été produite comme pièces de comparaison lors des débats, n'ont cependant été ni paraphés ni signés par l'accusé; qu'ainsi il y a eu contravention évidente aux articles précités 320 et 529;

Considérant, 3^e que des art. 306 et 373, il résulte, d'un côté, que les fonctions des jurés se bornent à prononcer sur le fait et ne s'étendent point jusqu'à juger le mérite de ce même fait;

Que, d'un autre côté, la règle veut qu'il ne soit posé aux jurés que les questions qu'ils doivent décider; que le tribunal criminel a contrevenu aux règles exprimées dans ces deux articles, en demandant aux jurés si le faux avait été fait en écritures publiques et authentiques, après leur avoir fait décider qu'il existait un faux sur un extrait des registres de la préfecture du département de l'Aveyron; qu'en leur soumettant la dernière question, le tribunal provoquait, pour ainsi dire une déclaration contradictoire, puisque le faux existait sur l'extrait d'un registre public, était nécessairement un faux en écritures publiques et authentiques, et que les jurés ne pouvaient ensuite se dispenser de déclarer que le faux avait été commis en écritures publiques, sans contredire leur première déclaration; que, dans l'espèce, la position des questions est tellement vicieuse, que les jurés se trouvent avoir décidé tout à la fois que le faux a été commis en écritures authentiques, et que le faux n'a point été commis en écritures authentiques;—Casse, etc.

Du 27 messid. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Genevois.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

APPEL.—EFFETS.—PARTIE CIVILE.

Du 27 messid. an 10 (off. Deliv.)—V. le jugement à la date du 27 niv. même année.

coupable n'a pas eu, au moment même de l'action qui lui est reprochée, toute la liberté d'esprit nécessaire pour agir avec une mûre réflexion. (Loché, tom. 30, p. 478.)

(2) F. ident., Cass. 12 vent an 7.

(3) F. conf., Cass. 7 vend. an 7; 7 pluv. an 8; 8 rim. an 9; 20 vent. an 10 et l'art. 453 du Code d'instr. crim.

(4) F. conf., Cass. 1^{re} avril, 8 sept. et 3 nov. 1826; 26 janv. et 20 avr. 1827, etc. F. aussi l'examen de cette question dans la *Théorie du Code pénal*, tom. 3, pag. 336.

- 1^o VENTÉ D'EFFETS MOBILIERS.—AMENDE.— PROCÈS-VERBAL.— CONTRAINTE.— ENQUÊTE.— ENREGISTREMENT.
2^o ENREGISTREMENT.— CASSATION.— MÉMOIRE.— ENQUÊTE.— RAPPORT DE JUGE.

1^o En matière d'amende pour contravention aux lois qui défendent aux particuliers de faire des ventes publiques d'effets mobiliers, et de recouvrement des droits d'enregistrement dus pour ces ventes, le premier acte de la poursuite est un procès-verbal suivi d'assignation devant le tribunal qui doit en connaître; à la différence des cas dans lesquels la contravention aux lois fiscales résultant d'un fait positif et patent, et n'ayant pas besoin d'une preuve ultérieure, le premier acte de la poursuite doit être une contrainte en paiement du droit ou de l'amende due.

Un officier municipal qui a procédé à une vente publique de meubles aux enchères, sans déclaration préalable et sans le ministère d'un officier public, est, comme tout simple particulier, passible d'une amende de 1000 fr., et non d'une amende de 100 fr. qu'encourrait un officier ministériel qui procéderait à une vente publique sans déclaration. (L. 22 pluv. an 7.) (1)

En matière de contravention aux lois sur l'enregistrement des ventes publiques de meubles, les juges, après avoir accordé un premier délai au demandeur pour faire une contre-enquête, peuvent refuser de lui en accorder un second, alors surtout que le défendeur a déjà déduit ses moyens de défense.

2^o On n'est pas recevable à proposer pour la première fois devant la Cour de cassation le moyen de nullité pris de ce que dans une instance poursuivie par la régie de l'enregistrement, cette administration n'a pas signifié au défendeur le mémoire exigé par le § 3 de l'art. 65 de la loi du 22 frim. an 7.

Lorsque sur une action de la régie de l'enregistrement il y a une enquête, les juges peuvent prononcer leur jugement immédiatement après l'audition des témoins sans ordonner un rapport, ainsi qu'il est prescrit pour les affaires d'enregistrement par l'art. 65 de la loi du 22 frim. an 7 (2).

(De Cock—C. l'Enregistrement.)

Le cit. de Cock avait procédé à la vente aux enchères publiques de divers effets mobiliers: il ne s'était point fait assister dans cette vente d'un officier public et ayant caractère pour y procéder, et après la vente il n'en avait point soumis le procès-verbal à la formalité de l'enregistrement.

Ces faits constatés par un procès-verbal du receveur de l'enregistrement de Mezin, donnèrent lieu, après dénonciation de ce procès-verbal au cit. de Cock, à une assignation devant le tribunal de Courtray à fin de condamnation à l'amende de 1,000 fr., prononcée par l'art. 7 de la loi du 22 pluv. an 7, contre les individus qui, sans caractère public, procèdent à une vente aux enchères, et à fin de paiement des droits d'enregistrement due à raison de cette vente.

(1) Il en aurait été autrement, si cet officier municipal avait procédé à la vente d'un mobilier appartenant à la commune: il aurait même dispensé de la déclaration prescrite aux autres officiers publics. *V. Rolland et Trouillet, Dictionn. de l'enreg., v^o Vente de meubles.*

(2) *V. en sens contraire un arrêt du 17 juill. 1827, qui juge que lorsque, sur une action formée*

Le cit. de Cock ayant nié les faits contenus au procès-verbal et articulés par la régie, un jugement admit la régie à la preuve de ces faits. Au jour fixé pour l'enquête, le cit. de Cock demanda un délai pour faire sa contre-enquête: un délai lui fut accordé, lequel expira sans qu'il se fût mis en mesure de produire ses témoins. Il demanda alors un autre délai; mais il lui fut refusé par jugement du 21 flor. an 9 qui, attendu la preuve faite par la régie, condamne le cit. de Cock à une amende de 1,000 liv., par application de l'art. 7 de la loi du 22 pluv. an 7, et au paiement de la somme de 300 fr. pour l'enregistrement de l'acte de vente.

Pourvoi en cassation de la part de de Cock, 1^o pour contravention à l'art. 64 de la loi du 22 frim. an 7, en ce que la régie, au lieu de décerner contrainte, suivant le prescrit de cet article, pour le paiement des droits et amendes que pouvait devoir le sieur de Cock, avait dressé contre lui un procès-verbal, et le lui avait ensuite notifié avec assignation, forme de procédure irrégulière et contraire aux formes indiquées par la loi spéciale qui régit la matière;

2^o Pour violation de l'art. 65 de la même loi du 22 frim. an 7, en ce que dans la procédure qui a suivi l'arrêt attaqué, on s'était encore écarté des formes prescrites en matière de recouvrements de droits, la régie n'ayant pas signifié un mémoire justificatif de ses prétentions, ainsi que l'exige l'art. 65 précité;

3^o Pour violation du § 4 du même art. 65, en ce que le jugement attaqué avait refusé au cit. de Cock un délai pour sa défense, délai auquel cet article lui donnait droit;

4^o Pour violation du § 5 du même art. 65, en ce que le jugement n'avait pas été précédé du rapport d'un juge;

5^o Pour violation de l'art. 7 de la loi du 22 pluv. an 7, en ce que le cit. de Cock avait été condamné à l'amende de 1,000 fr., prononcée contre les individus qui procèdent à une vente publique, sans être officiers publics, bien qu'il fût officier municipal, au lieu de le condamner simplement à l'amende de 100 fr., dont sont passibles les officiers publics qui procèdent à une vente publique sans déclaration préalable.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu, sur le premier moyen, que la loi du 22 pluv. an 7, en renvoyant à la loi du 22 frim. même année, ne peut avoir eu pour objet que le maintien des formalités qui ne sont point inconciliables avec celles prescrites par la loi même dudit mois de pluv.; que le procès-verbal est la première des formalités qu'elle exige; qu'il faut qu'il soit suivi d'une assignation pour lier l'instance et faire juger la contravention; qu'au contraire, la contrainte a lieu dans le cas où la contravention est suffisamment constatée, et que l'amende encourue est déterminée et non à l'arbitrage du juge;—Attendu, sur le deuxième moyen, que le demandeur n'a point excipé devant le tribunal de Courtray du défaut de signification de mémoire, et qu'il a défendu au fond;—Attendu, sur le troisième moyen, que les juges avaient accordé un délai tel qu'il avait été de-

par la régie de l'enregistrement, il y a une enquête dans la forme ordinaire et de droit commun, ce n'est pas une raison pour qu'après l'accomplissement de cette procédure, les juges soient dispensés de recevoir, pour le surplus de l'instruction, aux formes spéciales établies pour les affaires d'enregistrement.—*V. au surplus sur la nécessité du rapport, notre Jurisprudence du XIX^e siècle, v^o Enregistrement, 596 et suiv.*

mandé, et n'étaient pas obligés d'en accorder un second, dans le cas surtout où la partie avait déjà déduit sa défense à l'audience, et où il ne s'agissait plus que de faire une procédure en contro-enquête pour laquelle le premier délai requis avait été accordé;—Attendu, sur le quatrième moyen, qu'il était question, dans l'espèce, de juger le mérite d'un enquête qui avait été faite à l'audience, et que le vœu de la loi du 7 messid. an 3 est que l'affaire soit jugée, s'il est possible, immédiatement après l'audition des témoins, ce qui ne se concilierait pas avec la nomination d'un rapporteur et la confection d'un rapport, dans le cas où les juges se trouvent en état de prononcer sans s'empêcher; d'où il suit que, dans les instances sur enquête, la formalité d'un rapport préalable au jugement n'est pas indispensable, et que les juges ont pu statuer sans cette formalité;—Attendu, en ce qui touche enfin le cinquième et dernier moyen, que, quoique les motifs du jugement annoncent que le tribunal considérait le demandeur comme sujet à faire une déclaration préalable de la vente, ce qui pouvait faire croire qu'il ne devait encourir que la peine de 100 liv., si on lui reconnaissait la qualité d'officier public ayant caractère pour l'acte dont il s'agissait, néanmoins la peine de 1,000 liv., à laquelle avait conclu la règle se trouve appliquée légalement par le jugement au fait constant dans la cause que de Cock n'avait pas eu de caractère pour faire la vente; qu'il n'avait pas même prétendu être en droit d'y procéder comme officier municipal ou autrement; que, conséquemment, ayant agi sans qualité, il n'y a pas eu de fautive application de la peine de 1,000 liv. d'amende prononcée par le jugement attaqué;—Rejette, etc.

Du 30 messid. an 10.—*App.*, le cit. Rousseau.

ENREGISTREMENT.—COMPÉTENCE.

L'opposition aux contraintes pour droit d'enregistrement, doit être portée devant le tribunal du lieu où est situé le bureau poursuivant, et non devant le tribunal du lieu du domicile du défendeur. L'art. 66 de la loi du 22 frim. an 7 déroge pour ce cas à la règle: actor sequitur forum rei.

(L'Enreg.—C. Isnard.)

Du 30 mess. an 10.—Jugement par défaut.—*V.* le jugement contradictoire, au 14 niv. an 11

DOMMAGES-INTÉRÊTS.—COMPÉTENCE.—DÉNONCIATION.

Sous la Code du 3 brum. an 4, les dommages-intérêts pour dénonciation injurieuse pouvaient

(1) Le Code d'instruction criminelle a introduit sur ce point un système tout différent. L'art. 358 du Code porte que l'accusé acquitté pourra obtenir des dommages-intérêts contre ses dénonciateurs... et l'art. 359 ajoute que cette demande sera portée devant la Cour d'assises et formée avant le jugement, si, à cette époque, l'accusé a connu son dénonciateur; mais que si l'accusé n'a connu son dénonciateur qu'après la session de la Cour d'assises, sa demande sera portée au tribunal civil. *V.* Bourguignon, *Manuel d'inst. crim.* sur les art. 358 et 359.—Cette règle nouvelle ne fut pas, au surplus, introduite sans opposition: lors de la discussion du Code d'inst. crim. au conseil d'Etat, le conseiller Berlier voulut introduire un amendement qui aurait, dans tous les cas, attribué aux tribunaux civils les demandes à fin de dommages-intérêts; mais Cambacérès et Treillard en obtinrent le rejet, en faisant observer que les juges criminels

étaient accordés par un tribunal civil, bien que ce fût un tribunal criminel (spécialement un tribunal militaire) qui eût prononcé sur l'accusation. (C. 3 brum. an 4, art. 426.) (1)
....Du moins, la moyen d'incompétence qui n'aurait pas été proposé aux premiers juges n'aurait pu être pour la première fois proposé en cassation.

Sous le même Code, l'auteur de la dénonciation injuste était passible de dommages-intérêts, lors même qu'il n'apparaissait pas de malveillance de sa part: il suffisait qu'il y eût eu témérité dans l'accusation (2).

(Laporte et consorts — G. Peyton.)

Peyton, chargé par Laporte, armateur, de conduire à la Corogne une prise maritime, avait été accusé, tant par Laporte que par des gens de l'équipage du navire, d'avoir soustrait à son profit des effets dépendant de la prise: traduit successivement devant le tribunal criminel de Bayonne, et devant un conseil martial maritime, il fut deux fois renvoyé de l'accusation portée contre lui.

C'est dans ces circonstances que Peyton a formé devant le tribunal civil des Basses-Pyrénées, une demande en dommages-intérêts contre son dénonciateur.—33 vent. an 7, jugement qui déboute Peyton, attendu que Laporte et consorts avaient eu des raisons suffisantes pour le croire coupable.—Appel de la part de Peyton, et le 27 mess. an 7, jugement infirmatif du tribunal civil des Hautes-Pyrénées, qui, reconnaissant qu'il y a eu témérité dans l'accusation, condamne Laporte et consorts à 6000 fr. de dommages-intérêts envers Peyton.

POURVOI en cassation de la part de Laporte et consorts,

1^{re} Pour contravention à l'art. 290 de la cons., de l'an 3, portant que les délits qui se commettent dans les armées de terre et de mer sont soumis à des lois particulières pour la forme des procédures et des jugemens, et pour la nature des peines;—Laporte et consorts concluaient de cet article, que les tribunaux civils n'étaient point compétens pour connaître des réparations civiles qui pouvaient résulter d'une accusation poursuivie devant les tribunaux militaires;

2^o Pour fautive application de l'art. 426 du Code des délits et des peines, portant que tout individu acquitté peut poursuivre ses dénonciateurs pour dommages-intérêts.—Laporte et consorts prétendaient que cette disposition n'était point applicable aux délits maritimes ou militaires, et les lois maritimes et militaires ne contenant pas une pareille disposition, le tribunal civil des Hautes-Pyrénées n'avait pu les condamner à

quel avait sous les yeux l'affaire tout entière, étaient plus aptes que tous autres à prononcer en connaissance de cause. *V. Loaré, Législ. civile, etc.*, tom. 24, p. 356 et l. 25, p. 574.—Sur les règles à suivre en matière correctionnelle, *V.* la note sous le jugement du 27 fruct. an 4.

(2) Il en est de même aujourd'hui, encore bien que, dans certains cas, la loi fasse un devoir du la dénonciation: cela n'empêche pas que les juges n'aient toujours à apprécier si la dénonciation est calomnieuse, ou seulement imprudente ou téméraire, et qu'ils ne puissent, dans ce dernier cas, accorder des dommages-intérêts, d'après le principe posé dans l'art. 1382 du Code civil. *V.* à cet égard, Bourguignon sur l'art. 30 du Code d'inst. crimin.; Carnot, sur l'art. 358 du même Code; Legraverend, tom. 1^{er}, p. 193, et l'arrêt de la cour de cassation du 23 mars 1821.

payer à Peyton 6000 fr. de dommages-intérêts;
3^e Enfin, pour convention aux lois romaines, qui veulent que les accusateurs ne soient passibles d'aucune réparation, même civile, lorsqu'ils ont eu de justes motifs de croire l'accusé coupable.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu sur le premier moyen, qu'en principe les tribunaux civils sont compétents pour connaître des dommages-intérêts prétendus par l'accusé acquitté, et que d'ailleurs, quand celui des Hautes-Pyrénées ne l'aurait pas été à raison des personnes, les demandeurs seraient maintenant non recevables à opposer cette incompétence, n'en ayant pas excipé devant les premiers juges;

Attendu, sur le second moyen, que de ce que la loi d'établissement des tribunaux maritimes ne réserve point de dommages-intérêts en faveur des prévenus acquittés, et qui ont été calomnieusement ou témérairement accusés, il ne s'ensuit pas qu'elle abroge le principe général qui veut que dans ce cas on leur en accorde;

Attendu, sur le troisième moyen, que le tribunal des Hautes-Pyrénées n'a pas fondé son jugement sur la seule raison que le jury avait déclaré que le délit n'était pas constant, et que le défendeur n'était pas coupable; mais encore sur la témérité de l'accusation, témérité qu'il a reconnue en point de fait, et qu'il a cru voir dans toutes les circonstances de cette affaire; — Rejette, etc.

Du 1^{er} therm. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Doutrepout. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., les cit. Dupont et Chabroud.

PAPIER-MONNAIE. — REMBOURSEMENT. — RÉDUCTION.

Encore qu'un prêt fait en assignats, avec stipulation de remboursement en numéraire, ait été accompagné de l'alternative de remboursement en assignats, s'ils avaient cours à l'époque du remboursement (1), l'emprunteur est obligé de rendre les sommes prêtées en numéraire métallique, sans réduction, si, lors du paiement qu'il veut faire, l'alternative a été anéantie par la suppression des assignats. (L. 15 fruct. an 5, art. 5; 11 frim. an 6, art. 2, 4 et 8.) (2)

(Carboué—C. Duchatei.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 5 de la loi du 15 fruct. an 5, et les art. 2, 4 et 8 de celle du 11 frim. an 6; — Attendu que, dans l'espèce, la stipulation en numéraire est très expresse, puisque les prêteurs ont expressément prévu le cas de la suppression des assignats, et bien expressément voulu être payés en numéraire métallique, ces cas arrivant; — Attendu qu'une pareille stipulation a dû être exécutée quoique accompagnée de l'alternative (ou en assignats s'ils avaient cours), puisque cette alternative étant anéantie

par la disparition des assignats, cette stipulation ne peut plus être exécutée qu'en numéraire métallique; — Attendu qu'il n'est pas possible de donner à une pareille stipulation, qui n'aurait rien de contraire aux lois existantes lorsqu'elle fut faite, moins d'effet qu'à des stipulations prohibées par les lois du temps où elles ont été faites; et pourtant maintenues par la loi de fruct. an 5; — Attendu, d'autre part, que la loi de fruct. an 5, embrassant par la généralité des expressions de son art. 6, les prêts en papier-monnaie stipulés payables en numéraire métallique, on ne peut appliquer qu'aux prêts en papier-monnaie où telle stipulation ne se rencontre pas, les art. 2 et 4 de celle de frim. an 6, qui ne contiennent aucune expression, de laquelle on puisse induire une dérogation à l'art. 6, de celle de fruct.; — Attendu qu'un peut d'autant moins présumer qu'en frim. an 6, les législateurs aient voulu déroger en ce point à la loi de fruct. an 5, que dans l'art. 8 de la loi de frim. an 6, on trouve une dérogation expresse à l'art. 7 de la loi de fruct. an 5; car, d'un côté, cette dérogation spéciale emporte la confirmation du surplus de la loi de fruct. an 5, d'après la règle qui de uno dicitur altero negat; d'autre côté, cette dérogation-là même, étant limitée en cas de lésion d'outre-moitié, est inconciliable avec l'idée que les législateurs aient voulu que les prêts en papier-monnaie stipulés payables en numéraire, fussent sujets à réduction, pour si légère que fût la lésion; — Casse, etc.

Du 1^{er} therm. an 10. — Sect. civ. — Prés. le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Riolt. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., le cit. Girardin.

PAPIER-MONNAIE. — COMPTE COURANT. — ÉMIGRÉ.

Un banquier, débiteur de papier-monnaie, par compte courant, doit payer le solde de son compte, selon la valeur du papier-monnaie à l'époque où il a réellement cessé de tenir les fonds à la disposition de son créancier ou correspondant, parce que dès lors il a été rétentionnaire par son propre fait (3). — A cet égard, peu importe que sa caisse ait été fermée par suite de prévention d'émigration, séquestre, arrestation; ces événements personnels au banquier sont étrangers au créancier; la loi ne permet pas d'en argumenter pour décider que le banquier n'a été rétentionnaire par son propre fait qu'après sa mise en liberté. (L. 16 niv. an 6, art. 22.)

(Rossigneux—C. Belot.)

Les Rossigneux étaient, depuis 1781, en compte courant avec Belot; celui-ci recevait pour eux, moyennant un droit de commission, payait pour eux, ou leur faisait des remises, et disposait du surplus, moyennant un intérêt de cinq pour cent. Chaque année, Belot rendait un compte par crédit et débit, et le solde du compte se portait au crédit du compte suivant. — Au 31 août 1793, et

(1) Voici comment était conçue la clause du contrat, en date du 3 août 1798 : « Promettant lesdits Duchatei et sa femme, de rendre auxdits sieur et dame Carboué, en leur demeure à Paris, ou au porteur de la présente grosse, ladite somme de 17,000 fr. le 1^{er} août 1798, en un seul paiement, en espèces de matière d'or ou d'argent, ou assignats, s'ils ont alors cours, sans aucuns billets, papiers ni effets publics, sous quelques dénominations qu'ils soient connus, quand ils seraient admis dans le commerce. »

(2) Le même jour, une décision conforme a été

rendue dans l'affaire *Philippe et Michelin*. Il s'agissait de vente d'immeubles. L'acquéreur s'était obligé de payer en espèces sonnantes ou en bons effets ayant cours et non autrement, en trois paiements égaux d'année en année. Le tribunal de cassation a jugé qu'en présence d'une telle stipulation, les termes échus depuis la suppression des assignats devaient être payés sans réduction. — *F.* au surplus le jugement du 15 flor. an 12 rendu sur un nouveau pourvoi dans l'affaire *netuelle*, et *Merlin*, *Quest.*, v^o *Papier-monnaie*, § 5.

(3) *F.* décisions analogues en ce sens, *Cass.* 6 germ. an 11 et 3 mars 1806.

sulvant compte arrêté ledit jour, Belot se trouvait débiteur de la somme de 175,699 liv. 13 sous 9 den. — Au mois d'octobre suivant, il fut arrêté par suite de mesures révolutionnaires, et inscrit, ensuite de son évation, sur la liste des émigrés; ses biens furent mis sous la main de la nation. — Les Rossigneux provoquèrent une liquidation qui eut lieu par compte avec les agents de la république, le 5 fruct. an 2, et fixa la créance des Rossigneux à la même somme de 175,699 fr. — Belot obtint sa radiation provisoire le 26 therm. an 3. — Les Rossigneux voulurent être payés de leur crédit en numéraire sans réduction, faisant remonter leur créance antérieurement au 1^{er} janv. 1791. — Belot prétendait ne devoir que le reliquat du dernier compte courant, réductible en numéraire, suivant l'échelle de dépréciation de Belot; l'échelle du dernier compte, qu'il datait de frim. an 1.

Le tribunal civil de la Haute-Saône, saisi par appel d'un jugement du tribunal de commerce de Gray, jugea, le 12 frim. an 7, que Belot n'était débiteur que d'un compte courant, dont le solde était réductible en numéraire, suivant l'échelle de dépréciation; mais au lieu de fixer l'époque de la réduction à celle où le compte courant avait été arrêté et aurait dû être soldé, il a pris en considération l'arrestation de Belot; et jugeant que celui-ci n'avait été rétentionnaire par son propre fait que de l'époque de la radiation, il a fixé au 26 therm. an 3 l'époque de la réduction.

Pourvoi en cassation par les cit. Rossigneux.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 22 de la loi du 16 niv. an 6, ainsi conçu: « Tout débiteur par compte courant, dont le solde était payable en papier-monnaie, de même que tout négociant commissionnaire qui, par ordre ou pour compte de ses commettants, aura exigé des effets négociables dont le produit aura été laissé entre ses mains, seront valablement libérés en rendant ce qu'ils ont reçu, ou la valeur, d'après l'échelle et au temps de la suppression du papier-monnaie; » à la charge cependant de justifier, dans l'un et l'autre cas, par correspondance ou autrement, « qu' aussitôt après la réception des mêmes fonds, » ils les ont tenus à la disposition de leurs créanciers ou commettants. Dans le cas contraire, ils en seront présumés rétentionnaires par leur propre fait, et ils en paieront la valeur réduite d'après l'échelle de dépréciation à l'époque où leur compte aurait dû être arrêté et soldé; » — Considérant qu'il résulte de l'instruction, ainsi qu'il a été reconnu par le jugement attaqué, qu'après la radiation du cit. Belot et sa rentrée sur le territoire de la république française, celui-ci a seulement payé des « compte aux cit. Rossigneux, mais qu'il n'a point reçu de leur part des effets de commerce; — D'où il suit que les relations commerciales ne paraissent pas avoir été renouées entre les parties, et qu'il faut en fixer le terme à l'époque de l'arrestation du cit. Belot, au commencement de l'an 2; — Considérant qu'il n'est pas reconnu et déclaré par le jugement, que le cit. Belot ait justifié par sa correspondance ou autrement, qu'à cette époque il ait tenu les fonds qu'il avait reçus pour les Rossigneux, à leur disposition; que c'est à cette époque que les comptes ont dû être arrêtés, comme en effet ils paraissent l'avoir été, et qu'ils auraient dû être soldés; — Considérant que les lois sur les émigrés n'ont point dérogé aux principes établis par la loi du 16 niv. an 6, ni aux lois précédentes, sur les transactions commerciales; — Considérant qu'en

fixant la dépréciation, et la réduction du compte courant dont il s'agit, à l'époque de la radiation du cit. Belot et de sa rentrée sur le territoire de la république, qui date du 26 therm. an 3, au lieu de la fixer à l'époque où le compte dudit Belot aurait dû être arrêté et soldé, le tribunal civil du département de la Haute-Saône a fausement appliqué l'art. 22 de la loi du 16 niv. an 6, et est contrevenu audit article; — *Casse, etc.*

Du 2 therm. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, *écrit.* Lassudade. — *Concl.* le cit. Lecoutour, *subst.* — *Pl.*, les cit. Huart et Mathias.

1^o DOUANES. — DERNIER RESSORT.

2^o DERNIER RESSORT. — APPEL. — CASSATION.

1^o Le juge de paix ne peut statuer en dernier ressort sur les peines résultant d'un défaut de rapport d'acquit-à-caution en matière de douanes. (LL. 14 fruct. an 3, art. 3, 6 et 10; 9 flor. an 7, tit. 4, art. 14.) (1)

2^o Avant le Code des procédures civiles, on ne pouvait appeler d'un jugement fausement qualifié en dernier ressort; ce jugement devait être attaqué par la voie du recours en cassation (3).

(Intérêt de la loi. — *Aff. Gismondi et autres.*)

RÉQUISITOIRE. — Le commissaire du gouvernement près le tribunal de cassation expose qu'il est chargé, par le gouvernement, de requérir l'annulation, pour excès de pouvoir, de plusieurs jugements rendus par le tribunal de paix du second arrondissement de Marseille et par le tribunal de première instance siégeant en la même ville.

Ces jugements sont intervenus dans deux affaires différentes. Voici les circonstances de la première.

Le 27 vent. an 9, les cit. Amalric et compagnie ont obtenu du préfet du département du Rhône, en exécution d'une lettre du ministre de l'intérieur, du 7 du même mois, un arrêté qui les autorisait à exporter du port de Marseille pour ceux du département du Var et pour celui de Nice, la quantité de cinquante mille myriagrammes de grains, farines et légumes, sous la condition de rapporter, valablement déchargés, les acquits-à-caution qui leur seraient délivrés.

Les cit. Pierre Vincent et compagnie, Rey frères et Berroy se sont rendus, à cet effet, cautions des cit. Amalric et compagnie.

L'exportation des cinquante mille myriagrammes a eu lieu; mais des cinquante acquits-à-caution qui avaient été pris, tant au commissariat général de police qu'au bureau des douanes de Marseille, quarante-neuf seulement ont été rapportés revêtus, au lieu de leur destination, de décharges parfaitement en règle.

Le 19 brum. an 10, le receveur des douanes a décerné une contrainte contre les cit. Amalric et compagnie, pour n'avoir pas rapporté, dans le délai prescrit, la décharge du cinquantième acquit-à-caution.

Les cit. Amalric et compagnie ont formé opposition à cette contrainte, sur le fondement qu'ils suppléaient à la pièce qu'ils étaient en défaut de rapporter, par des actes constatant qu'une force majeure les avait contraints de relâcher en Ligurie avec le chargement qu'ils avaient destiné pour Nice.

Le 1^{er} niv. suivant, jugement du tribunal de paix du troisième arrondissement de Marseille, qui accueille cette opposition et déclare la contrainte nulle.

décisions: *P.* Cass. 29 flor. an 2; 16 nov. an 4; 15 vent. an 6, 1^{er} niv. an 10 et les notes.

(1) *P.* conf., Cass. 20 fruct. an 10.

(2) C'est un point consacré par de nombreuses

Appel de la part du receveur des douanes, et, le 26 pluv., jugement du tribunal de première instance de Marseille, qui confirme celui du tribunal de paix.

Tout paraissait terminé par ce jugement, ou du moins il n'y avait, pour le faire réformer, d'autre voie légale que celle du recours en cassation.

Cependant, le 21 vent., le commissaire général de police de Marseille a fait citer les cit. Vincent et compagnie, Rey frères et Barroy, cautions des cit. Amalric et compagnie, devant le tribunal de paix du deuxième arrondissement, pour se voir condamner, conformément à l'art. 9, 2^e sect. de la loi du 11 sept. 1793, concernant le maximum, au paiement d'une somme égale à la valeur des sept mille myriagrammes de blé qui formaient le chargement destiné pour Nice, et pour lesquels il n'avait pas été rapporté d'acquiescement, déchargé en ce dernier port.

Le 26 du même mois, jugement qui prononce cette condamnation contre tous les assignés, savoir, contradictoirement à l'égard des cit. Vincent et compagnie, et par défaut à l'égard des cit. Rey frères et Barroy.

Par ce jugement, le tribunal de paix déclare statuer en dernier ressort, non du consentement des parties (car aucune des parties n'y avait concédé), mais en vertu de l'art. 4, 2^e sect. de la loi citée du 11 sept. 1793.

Cet article n'a cependant aucun rapport avec l'objet en contestation; il n'est relatif qu'aux amendes et aux confiscations qu'encourraient, sous le régime du maximum, ceux qui vendaient des grains ailleurs que dans les marchés publics. — Et, d'ailleurs, la loi dont il fait partie, a été abrogée par celle du 4 niv. an 3.

Il y a pins, c'est que les art. 5, 6 et 10 de la loi du 14 fruct. an 3, et l'art. 14, tit. 4 de celle du 9 flor. an 7, déclarent formellement sujets à l'appel les jugemens que les tribunaux de paix rendent en matière de douanes.

Il y a donc dans le jugement du tribunal de paix du deuxième arrondissement de Marseille, du 26 vent. an 10, non seulement fautive application de la loi du 11 sept. 1793, mais encore violation formelle de celles des 4 niv. et 14 fructid. an 3, et 9 flor. an 7, et, par suite, excès manifeste de pouvoir.

Les mêmes vices se font remarquer dans le jugement du même tribunal du 29 germin., qui, sur les oppositions et tierce-opposition respectivement formées par les cit. Rey frères et Barroy, et par les cit. Amalric et compagnie, à celui du 27 vent., les en a déboutés, et a maintenu ce dernier jugement envers toutes les parties.

Ils se font pareillement remarquer dans un troisième jugement de ce tribunal, en date du 13 germin. dernier, qui, dans des circonstances semblables, dont la répétition serait inutile, a prononcé de même contre le cit. Gismonti, négociant ligurien, et le cit. Lelong, négociant à Marseille.

Mais ce qui n'est pas moins extraordinaire, c'est que, sur les appels qui ont été interjetés de ce jugement, ainsi que de ceux du 26 vent., par les cit. Vincent et compagnie, Rey frères, Amalric et compagnie, le tribunal de première instance s'est à Marseille a pris sur lui de rejeter, par deux jugemens du 8 flor. dernier, les fins de non-recevoir proposées par le commissaire général de police et fondées sur ce que le tribunal de paix avait statué, en dernier ressort, de surseoir à l'exécution de ces trois jugemens et de faire défense à tous buissiers de les exécuter, à peine de tous dépens, dommages et intérêts.

En prononçant ainsi, le tribunal de première

instance de Marseille n'a pas moins excédé ses pouvoirs que le tribunal de paix n'avait outre-passé les siens.

S'il n'était pas permis au tribunal de paix de juger en dernier ressort, il ne l'était pas davantage au tribunal de première instance de recevoir l'appel de ces jugemens.

Dès que les jugemens du tribunal de paix étaient qualifiés en dernier ressort, il n'appartenait qu'au tribunal de cassation de les réformer; et, en accueillant les appels qui en avaient été illégalement interjetés, le tribunal de première instance de Marseille a évidemment entrepris sur les attributions conférées exclusivement au tribunal de cassation par l'art. 65 de l'acta const.

A ces causes, le commissaire du gouvernement requiert qu'il plaise au tribunal casser et annuler pour excès de pouvoir les jugemens.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le juge de paix du second arrondissement de Marseille, intra muros, n'a pas pu fonder sa compétence sur la loi de sept. 1793, concernant le maximum, puisqu'elle a été abrogée par celle du 4 niv. an 3 et autres ultérieures; — Attendu qu'il résulte des art. 5, 6 et 10 de la loi du 14 fructid. an 3, et de l'art. 14, tit. 4 de celle du 9 flor. an 7, qu'en matière de douanes, dont le rapport des acquits-a-caution fait partie, les tribunaux de paix ne peuvent juger qu'à la charge de l'appel.

Attendu que, d'après l'art. 65 de la constitution et les lois organiques du tribunal de cassation, à lui seul appartient de statuer sur les pourvois contre les jugemens rendus en dernier ressort par les tribunaux; — Attendu que, contre le vœu de ces lois, le tribunal de paix du second arrondissement de Marseille a statué en premier et dernier ressort sur les peines résultant du défaut de rapport d'acquits-a-caution déchargés d'environ dix mille myriagrammes de blé, et que, quoique ces jugemens fussent qualifiés en dernier ressort, le tribunal civil de première instance de Marseille n'en a pas moins reçu l'appel; ce qui constitue un excès de pouvoir de la part de chacun de ces deux tribunaux, l'un pour avoir statué en dernier ressort, lorsque la loi ne l'y autorisait pas, l'autre pour avoir reçu et statué sur l'appel de jugement rendu en dernier ressort; — En vertu de la loi du 27 vent. an 8, art. 80; — Casse, etc.

Du 2 therm. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Chasle. — Concl., le cit. Lamarque, subst.

DERNIER RESSORT. — APPEL. — JUGEMENT.

Du 2 therm. an 10 (aff. N.). — Même décision que par les jugemens des 1^{er} niv. an 10 (aff. Senaux), et 20 fruct. suivant (aff. Gismonti).

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — PROCÉDURE COMMENCÉE.

Un tribunal spécial ne peut se déclarer incompétent pour connaître d'un crime que lui défère la loi, par cela seul que l'affaire est pendante devant un tribunal ordinaire, si le procès est encore entier; peu importe que l'assemblée du jury ait été déjà indiquée pour la juger. (L. 18 pluv. an 9, art. 30.)

(Trignart.)

Trignart était accusé de faux en écritures de commerce: le tribunal spécial s'est déclaré incompétent par les motifs que l'affaire avait été portée devant le jury, que la première assemblée des jurés, prêts à le juger, n'avait été ajournée

que par l'absence d'un témoin, qu'une seconde assemblée avait été indiquée, et que l'affaire se trouvait ainsi entamée par le tribunal criminel. Le tribunal, sur le renvoi fait par le tribunal spécial, a jugé le fond, et Trignart a été acquitté. Le commissaire du gouvernement s'est pourvu contre les deux jugemens.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 5 de la loi du 23 flor. an 10;—Vu l'art. 30 de la loi du 18 pluv. an 9 (compris dans le tit. 3);—Et attendu que la disposition de ce dernier article est générale et n'admet aucune distinction, à raison du degré auquel la procédure est parvenue; qu'il suffisait, dans l'affaire dont il s'agit, que l'accusé ne fût pas en présence du tribunal criminel et des jurés, pour que la loi dût être exécutée; que peu importait qu'une première assemblée de jury eût été rompue pour l'absence d'un témoin; qu'une seconde eût été indiquée, et ensuite remise; que l'affaire n'en était pas moins entière, et que le jugement n'étant pas commencé, l'accusé était encore compris dans la dénomination générale de *détenu*, employée par la loi, et tombait dans la compétence du tribunal spécial, qui ne pouvait refuser d'en connaître;—Cosse, etc.

Du 3 therm. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Seignette.—*Concl.*, le cit. Pons, subst.

DÉFENSE.—DÉFENSEURS.—NOMBRE.

L'accusé a le droit de se choisir un deuxième défenseur en tout état de cause, et ce défenseur doit être entendu, lors même qu'il n'aurait pas assisté aux dépositions orales des témoins. (C. 3 brum. an 4, art. 321.) (1)

(Flamans.)

Le tribunal criminel du département de Jemmapes avait refusé d'entendre le second défenseur officieux réclamé par Flamans, accusé d'un crime capital, sous prétexte que le deuxième défenseur n'avait pas assisté aux dépositions orales des témoins.—Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 321, du Code du 3 brum. an 4;—Considérant que la loi accordant expressément à l'accusé la faculté de se choisir un ou plusieurs défenseurs pour l'aider dans sa défense, le tribunal criminel n'avait pu refuser d'entendre le second défenseur réclamé avec instance

(1) L'art. 321 du Code du 3 brum. an 4 autorisait l'accusé à choisir un ou plusieurs conseils; de là la conséquence rigoureuse qu'ils devaient tous être entendus. L'art. 294 du Cod. d'inst. crim. porte que l'accusé sera interpellé de déclarer la chose qu'il aura fait d'un conseil dans sa défense. Suit-il de là qu'il ne puisse choisir qu'un seul conseil? M. Carnot ne l'a pas pensé: « Tout ce qui résulte, dit-il, de ce changement de rédaction, c'est que le Cod. d'inst. crim. laisse à la prudence et à la sagesse du président à décider si l'accusé doit se faire assister de plusieurs conseils, tandis que le Code de l'an 4 ne permettait pas aux cours de justice criminelle de prendre aucune détermination qui pût priver l'accusé de tel nombre de conseils dont il voulait se faire assister (*Justice crim.* sur l'art. 294). » Il nous paraît, comme à M. Carnot, que la disposition du Cod. d'inst. crim. est énonciative, et que ses termes ne sont nullement limitatifs. Mais nous ne pensons point, comme cet auteur, que l'accusé ne peut choisir plusieurs conseils qu'avec l'autorisation du président. Dès qu'aucune loi ne lui interdit positivement cette faculté, dès qu'il la puise dans le droit même de la défense,

par Flamans, sans contrevenir à l'article ci-dessus cité;—Casse, etc.

Du 3 therm. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Sieyès.—*Concl.*, le cit. Pons, subst.

1^o DÉLIT RURAL.—TERRES ENSEMENCÉES.—ENCLAVE.2^o MINISTÈRE PUBLIC.—DÉPENS.

1^o *Celui qui a foulé une terre ensemencée ne peut être renvoyé de la plainte, par le seul motif que sa propriété est enclavée de toutes parts et que la coutume l'autorise à se faire livrer accès par un des propriétaires voisins.*

2^o *La ministère public ne peut être condamné aux dépens (2).*

(Vancaille.)

Le cit. Vancaille, possédant une terre enclavée entre d'autres propriétés, et à laquelle aucun sentier ne donnait accès, s'était formé un passage, nonobstant l'opposition du propriétaire dont il avait foulé le terrain. Le tribunal de police l'a renvoyé de la poursuite, par la raison que les coutumes du lieu donnent à celui dont la propriété est enclavée de toutes parts le droit de se faire livrer accès par un des propriétaires voisins, et il a condamné aux frais de la citation le commissaire du gouvernement.—Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 456, du Code des délits et des peines;—Considérant qu'aucune loi ni coutume n'autorise à se faire justice à soi-même, quelque droit que l'on réclame; conséquemment, que le tribunal de police du canton de Roulers a fait une fautive application des coutumes mentionnées en son jugement dont il s'agit;—

Considérant qu'aucune loi n'autorise les tribunaux à condamner le ministère public aux frais et dépens des procédures intentées en son nom;—Casse, etc.

Du 3 therm. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Bauchan.—*Concl.*, le cit. Pons, subst.

JURY.—PROCES-VERBAUX.—COMMUNICATION.

Sous l'empire de la loi du 7 pluv. an 9 (art. 21), le procès-verbal constatant le corps du délit doit être annexé à l'acte d'accusation et présenté au jury d'accusation, alors même qu'il contenait des dépositions de témoins. (C. 3 brum. an 4, art. 331.) (3)

comment serait-elle subordonnée à l'assentiment du président? La défense doit être entière et complète; voilà le principe de la loi: c'est à l'accusé à réunir les moyens de la présenter dans toute son étendue. Nous admettons seulement que la Cour d'assises, quand cette défense lui paraît épuisée, ne doit pas prolonger inutilement les débats, et dès lors à le droit de mettre un terme aux plaidoiries; mais il ne faut pas confondre la parole des défenseurs qui doit être restreinte dans de justes limites, et leur assistance qui protège l'accusé et assure sa défense. *

(2) Sur ce point bien constant, *F. Cass.* 28 mars et 15 juin 1793; 18 mess. an 9 et les notes.

(3) La loi du 7 pluv. an 9, qui avait modifié les formes de procédure établies par le Code du 3 brumaire an 4, portait, dans son art. 21: « La partie plaignante ne sera point entendue devant le jury d'accusation; les témoins n'y seront pas non plus appelés; leurs dépositions lui seront remises avec les interrogatoires et toutes les pièces à l'appui de l'acte d'accusation. » Cet article abrogeait complètement l'art. 238 du Code du 3 brum. an 4.

(Saint-Cyr.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 231 du Code des délits et des peines;—Attendu qu'il est constaté, par l'énoncé en l'acte d'accusation porté par le substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du département du Rhône, que le procès-verbal du 28 germ. an 10, constatant le corps du délit, n'a pu être annexé à l'acte d'accusation à cause des déclarations qu'il contient; que cette circonstance ne pouvait dispenser de l'annexe ordonnée, à peine de nullité, par la loi, puisque, dans le cas indiqué, la communication des déclarations de témoins au jury d'accusation n'opère plus la nullité depuis la publication de la loi du 7 pluv. an 9, et que, devant le jury de jugement, le tribunal a la faculté de voir les parties des procès-verbaux contenant les déclarations de témoins;—Attendu que ladite loi du 7 pluv. an 9 n'a révoqué ni explicitement ni implicitement l'art. 231 susdit du Code, et qu'il y a eu violation dudit article dans la procédure dirigée contre François Saint-Cyr;—Casse, etc.

Du 5 therm. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Boret.—*Concl.*, le cit. Pons, subst.

1^o COMPROMIS.—DEUXIÈME RESSORT.—ASSOCIÉS.

2^o EXCÈS DE POUVOIR.—INJONCTION D'ACQUIESCER.

1^o La clause d'un compromis, par laquelle des associés conviennent de soumettre à des arbitres, chargés de juger en dernier ressort les difficultés qui s'élèveraient par suite de la liquidation de la société, peut être appliquée au cas où les arbitres sont appelés à prononcer sur le refus fait, après dissolution, par un des associés, de payer à l'autre une somme qu'il a reconnu devoir, sauf liquidation, au pied d'un compte qui le constituait débiteur. — Dans ce cas, les juges peuvent, sans contrevenir à aucune loi, décider, par application du compromis, que la sentence des arbitres est en dernier ressort.

2^o Les juges qui ordonnent à l'appelant d'acquiescer au jugement dont est appel, n'exécutent pas leurs pouvoirs : ils se servent seulement d'une locution impropre, qui doit être comprise en ce sens qu'ils ordonnent d'exécuter le jugement.

(Muller—C. Poignaud.)

Muller et Poignaud en dissolvant une société qui avait existé entre eux, étaient convenus de s'en remettre à des arbitres pour la décision en dernier ressort des difficultés qui s'élèveraient entre eux, tant lors de l'inventaire que lors de la liquidation.

Depuis, un inventaire fut dressé qui ne donna lieu à aucune difficulté. — En suite de cet inventaire, Poignaud présenta un compte qui l'établissait

sur la nécessité de l'annexe du procès-verbal à l'acte d'accusation, abrogeait l'art. 238 qui prohibait la remise aux jurés des dispositions écrites des témoins. Toutefois, était maintenant la disposition analogue de l'art. 382 du même Code, relative au jury de jugement.

(1) La solution serait la même aujourd'hui. L'art. 111, Cod. civ., permet, il est vrai, aux parties ou à l'une d'elles, de faire, sous un acte, élection de domicile pour l'exécution de ce même acte, dans un autre lieu que celui du domicile réel, et dans ce cas, les demandes, significations et poursuites, relatives à cet acte, peuvent être faites au domicile élu; elles doivent même y être faites, si

salt créancier de Muller, lequel se reconnut débiteur au bas du compte, pour une somme de 50.000 fr., sauf erreur ou omission, et sauf les non-valeurs qui pourraient provenir de la liquidation.

Mais plus tard, Muller a refusé le paiement de cette somme: de là un procès devant le tribunal civil de Lons-le-Saulnier qui renvoya les parties devant arbitres.

Sur ce, jugement arbitral qui condamne Muller à payer 25.000 fr.

Appel de la part de ce dernier; — Mais Poignaud soutient cet appel non recevable, en se fondant sur ce que par le compromis fait lors de la dissolution de la société les parties ont accordé aux arbitres le pouvoir de statuer en dernier ressort.

25 vent. an 10, jugement du tribunal d'appel de Besançon qui accueille la fin de non-recevoir: « Attendu que la contestation qui divise les parties a pour objet la liquidation des usines pour laquelle les parties s'étaient soumises à la décision des arbitres en dernier ressort. » — Ce jugement en déclarant l'appel non recevable, ordonne à Muller, d'acquiescer à la sentence des arbitres.

Pourvoi en cassation de la part de Muller qui soutient, 1^o que le compromis s'appliquait aux difficultés qui naîtraient à l'occasion de la liquidation, et non à celles qui ne seraient relatives qu'à un refus de paiement en quelque sorte après liquidation; 2^o que les juges en lui ordonnant d'acquiescer au jugement des arbitres, au lieu de lui ordonner simplement de l'exécuter avaient excédé leurs pouvoirs.

JUGEMENT

LE TRIBUNAL.—Considérant que, par l'acte du 16 flor. an 3, art. 4, les parties s'en étaient rapportées, sur l'objet même de la contestation, à des arbitres sans appel; que le compromis convenu entre elles n'avait point été révoqué, et que cette double circonstance a été reconnue et déclarée par le jugement attaqué;

Considérant que ce jugement, en condamnant Muller à acquiescer à ses dispositions, s'est servi d'une expression impropre qui ne peut point le vicier; d'où il suit que le jugement attaqué n'a violé aucune loi;—Rejette, etc.

Du 7 therm. an 10.—Sect. civ.—*Prés.*, le cit. Maleville.—*Rapp.*, le cit. Babbie.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.—*Pt.*, le cit. Geoffreinet et Lavaux.

DOMICILE ÉLU.—ACTE EXTRAJUDICIAIRE.

—COMPÉTENCE.

On ne peut, par l'élection arbitraire, faite dans un acte extrajudiciaire, d'un domicile sans résidence, se soustraire à la juridiction de ses juges naturels et se procurer un tribunal de son choix. (Ord. 1667, tit. 29, art. 2; C. civ., art. 102, 104 et 111.) (1)

L'élection de domicile a été entre les parties l'objet d'une convention expresse (*V. supra*, le jugement du 23 août. an 10 et la note). Mais il ne résulte pas de là que l'on puisse, arbitrairement et par l'effet seul d'une signification extrajudiciaire, changer son domicile et se soustraire à ses juges naturels, en obligeant celui qui aurait une demande à former contre l'auteur de la signification à l'assigner devant le tribunal qu'il aurait choisi: ce serait là un abus et le renversement de tout ordre dans les juridictions, puisqu'il se serait plus possible, en contractant avec quelqu'un, de prévoir en quel lieu on pourra la poursuivre s'il ne remplit pas ses obligations. — Toutefois,

(Beaufremont.—C. Truche.)

Truche avait été le mandataire de Beaufremont, qui, né en France, avait longtemps habité l'Espagne. Dans le courant de l'an 9, il vient à Paris, se loge dans une maison qui lui appartenait, rue Ville-l'Évêque, y établit son ménage et le siège de ses affaires.—Truche, son mandataire, dépose son compte chez un notaire de Paris, et en donne connaissance à Beaufremont, pour qu'il ait à en prendre communication et à le contredire, s'il y a lieu.

Mais, le 26 mess. an 9, Beaufremont fait signifier à Truche un acte extrajudiciaire contenant, de sa part, élection de domicile à Scey-sur-Saône, pour la régie de tous ses intérêts; il reconnaissait, dès lors, comme régulières toutes les significations qui pourraient lui être faites en ce lieu, et se réservait d'attaquer comme nulles toutes celles qui seraient faites ailleurs.—Truche, sans s'arrêter à cette élection de domicile, fait assigner Beaufremont à Paris, en sa maison de la rue Ville-l'Évêque, dans l'objet de le faire condamner à lui payer le reliquat du compte présenté.—Beaufremont demande son renvoi devant le tribunal de Vesoul, qu'il soutient être celui de son domicile.

15 pluv. an 10, Jugement qui rejette ce déclaratoire.

Pourvoi de Beaufremont devant le tribunal de cassation, en règlement de juge.

Il soutient, 1^o qu'il est Espagnol, qu'il n'a aucun domicile en France, et que, voulant en choisir un pour n'avoir pas à plaider devant plusieurs tribunaux, il a fait cette élection pour le lieu de Scey-sur-Saône, en une maison désignée; que c'est là qu'il devait être assigné, et que les juges de Vesoul, seuls, étaient ses juges naturels; que Truche a été légalement prévenu du choix qu'il a fait, et que c'est à tort qu'il l'a traduit devant le tribunal de la Seine;—2^o Que d'après l'art. 2 du tit. 20 de l'ordonnance de 1667, l'instance en reddition de compte doit être portée devant le juge du domicile du rendant, et que Truche est précisément de Scey-sur-Saône, ce qui doit d'autant plus faire ordonner le renvoi devant le tribunal de Vesoul.

A ces moyens on répondait, dans l'intérêt du sieur Truche:—1^o le sieur Beaufremont est Français: il s'est longtemps absenté, mais il n'a pas pour cela perdu cette qualité; il est revenu à Paris, il y habite une maison qui est sa propriété, il y a un nombreux domestique, ses meubles, son

ménage, en un mot le siège de ses affaires: c'est là qu'est son principal établissement, il est donc domicilié à Paris; d'où la conséquence que c'est devant le tribunal de cette ville qu'il devait être assigné;—2^o Le cit. Beaufremont n'est pas demandeur en reddition de compte, conséquemment l'article de l'ordonnance de 1667, invoqué par l'adversaire, n'est nullement applicable. Il ne s'agit pas d'une action en reddition de compte formée par le sieur Beaufremont: c'est au contraire lui, Truche, qui est demandeur au procès; d'où il suit que l'instance introduite devant le tribunal de Paris doit y être suivie.

JUGEMENT.

9

LE TRIBUNAL:—Attendu que la disposition de l'art. 2, tit. 20 de l'ordonnance de 1667, ne reçoit pas son application à l'espèce, puisque Jean-Baptiste Truche n'a pas été nommé par autorité de justice et qu'il n'est pas poursuivi à fin de reddition de compte; qu'au contraire, Jean-Baptiste Truche est demandeur et poursuivant à fin d'examen et de liquidation de son compte déposé; qu'Alexandre-Emmanuel-Louis Beaufremont-Listenais, défendeur, n'a ni domicile ni résidence à Scey-sur-Saône, mais qu'il habite Paris; qu'il n'est pas loisible de se procurer le choix d'un tribunal par l'élection arbitraire d'un domicile sans résidence;—Ayant égard à l'intervention de Jean-Baptiste Truche, sans avoir égard à la demande en renvoi du tribunal de Paris à celui de Vesoul, formée par Alexandre-Emmanuel-Louis Beaufremont-Listenais: Ordonne que les parties continueront de procéder devant le tribunal de première instance de Paris.

Du 8 therm. an 10.—Sect. req.—Rapp., lo cit. Vasse.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., les cit. Chabroud et Saladin.

1^o FEMME.—MANDAT.—SOLIDARITÉ.2^o TRANSACTION.—NULLITÉ.—CHOSE JUGÉE.

1^o La femme qui, dans un acte, traite en qualité de fondée de procuration de son mari, ne peut être personnellement responsable des obligations qu'elle a consenties en ce nom; elle ne peut non plus être condamnée à les exécuter solidairement avec son mari. (Cout. de Chaumont, art. 66.) (1)

2^o On peut transiger valablement sur des procès dans lesquels il est intervenu des jugemens en dernier ressort, lorsque ces jugements

ont été en cette qualité. Le mandataire, en ce cas, ne contracte aucune obligation envers les personnes avec lesquelles il contracte en cette qualité, parce que ce n'est pas lui qui est censé contracter; il ne fait qu'interposer son ministère, par lequel le mandant est censé contracter. —L'art. 1998, Cod. civ., a consacré ces principes qui trouvent leur application dans l'art. 1420 du même Code, d'après lequel « toute dette qui n'est contractée par la femme qu'en vertu de la procuration générale ou spéciale du mari, est à la charge de la communauté, et le créancier n'en peut poursuivre le paiement ni contre la femme, ni sur ses biens personnels. » Par la même raison, ce que la femme mandataire de son mari fait de contraire au mandat, est sans effet à l'égard du mari; aussi a-t-il été jugé le 1^{er} brumaire an 13 (P. à cette date) que, lorsqu'une femme mariée qui a reçu de son mari le mandat de lui acheter un immeuble, acquiert l'immeuble tant pour elle que pour lui, le mari n'en reste pas moins le maître d'aliéner l'immeuble en totalité, comme si l'achat avait eu lieu en son nom.

il en serait autrement si la signification du changement de domicile était accompagnée du fait réel de ce changement: car il ne faut pas non plus que la liberté que chacun a de transporter son domicile où bon lui semble, soit enchaînée par les obligations qu'il aurait contractées auparavant. Dans ce cas, il est certain qu'un changement réel de domicile entraîne le changement réel de juridiction, sans qu'il soit même nécessaire de la signifier; mais, à vrai dire, il ne s'agit plus alors d'une élection de domicile proprement dite. C'est du reste aux juges à apprécier, dans les circonstances très variées qui peuvent se présenter, jusqu'à quel point la signification d'un domicile élu présente les caractères de la bonne ou mauvaise foi, et peut avoir les effets d'un changement réel de domicile qui fasse en même temps changer la juridiction.

(1) Le mandataire n'est jamais tenu en son nom personnel des obligations qu'il contracte en vertu de sa procuration. « C'est, dit Pothier, *Traité du Mandat*, n^o 87, le mandant qui est censé contracter par son ministère, et qui s'oblige envers les personnes avec lesquelles son mandataire a con-

meins sont connus des parties, et que celle qui les avait obtenus abandonne des droits qui lui étaient acquis pour se procurer ceux qu'elle n'avait pas (1).

(Guenot—C. Collas.)

Collas père et fils demandaient l'exécution d'une transaction passée, le 22 pluv. an 5, entre Collas père, tant en son nom propre que comme se faisant fort pour son fils, et la femme Guenot, comme fondée de la procuration de son mari. Ils demandaient aussi aux mariés Guenot le paiement des mines qu'ils leur avaient fournies tant avant qu'après la transaction.

8 germ. an 9, jugement du tribunal d'appel de Dijon, qui condamne solidairement Guenot et sa femme au paiement de 7,465 liv. 15 sols, montant des mines fournies.

Pourvoi en cassation par Guenot et par sa femme. — Celle-ci soutenait qu'elle n'avait contracté qu'en qualité de mandataire de son mari, sans l'autorisation duquel la coutume ne lui permettait pas d'obliger ses biens. — Quant à Guenot, il prétendait, entre autres choses, que la transaction était nulle, comme portant sur un procès sur lequel il était intervenu un jugement en dernier ressort.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 66 de la coutume de Chaumont, qui porte : « La femme mariée est en la puissance de son mari, supposé qu'elle ait « père ou aïeul paternel, en telle manière qu'elle « ne peut faire contrats entre vifs, ni ester en « jugement sans l'autorité de son mari, si elle « n'est marchande publique, auquel cas, pour le « fait de sa marchandise seulement, elle peut « faire contrats et obligations, et desdits contrats « son mari en est tenu. » — Attendu qu'il résulte de la transaction passée entre la cit. Guenot et Collas père, le 22 pluv. an 5, que ladite Guenot n'est intervenue dans cet acte qu'en qualité de procuratrice de son mari, et qu'elle ne pouvait pas être personnellement responsable des obligations qu'elle n'avait contractées qu'au nom et pour le compte de son mari; — Attendu que si la cit. Guenot s'était obligée personnellement, elle n'aurait pas pu être condamnée solidairement avec son mari, l'obligation solidaire ne pouvant pas se supposer, si elle n'a été exprimée dans le contrat; — Attendu que lors même que la cit. Guenot se serait personnellement et solidairement obligée, son obligation serait anéantie par la disposition de la coutume qui ne permet pas à la femme mariée de faire contrats entre vifs sans être autorisée par son mari, et que la cit. Guenot n'avait été autorisée, par la procuration de son mari, qu'à contracter pour lui et à obliger les biens de son mari, mais non à obliger les siens propres; — Casse, etc.

En ce qui concerne la femme Guenot seulement, etc.

Et en ce qui est de la demande en cassation du cit. Guenot... — Attendu qu'on peut transiger valablement sur des procès sur lesquels il est intervenu des jugemens en dernier ressort, lorsque ces jugemens sont connus des parties, et que celle qui les avait obtenus abandonne des droits qui lui étaient acquis, pour se procurer ceux

qu'elle n'avait pas, et que, dans l'espèce, Collas père, se soumettant personnellement à des obligations dont il n'était nullement tenu, a pu valablement stipuler que Guenot renoncât aux adjudications qu'il avait rapportées contre son fils, et qu'ainsi on ne peut pas regarder cette transaction comme faite sans cause et sur procès entièrement terminé; — Rejette, etc.

Du 8 therm. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Audier Massillon.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

PAPIER-MONNAIE.—REMBOURSEMENT.

La clause insérée dans un contrat de vente, passé pendant le cours du papier-monnaie, et par laquelle il est interdit à l'acquéreur de rembourser avant une certaine époque le capital de la rente, formant le prix de vente n'emporte pas nécessairement pour l'acquéreur l'obligation de ne payer ce capital qu'en numéraire métallique. (L. 11 frim. an 6, art. 2; L. addit. du 16 niv. an 6, art. 1.) (2)

(Philippe—C. Crampon.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'aucune des clauses du bail à rente foncière, du 5 juin 1792, ne s'opposait à ce que les Juges y appliquassent les dispositions de la loi du 16 niv. an 6, et que, en faisant cette application, ils ne sont point contravenus à la loi du 27 therm. suivant; — Rejette, etc.

Du 9 therm. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Chasle.—Concl., le cit. Lanarque.

COUPS ET BLESSURES. — PROVOCATION. — PÉNE.

Lorsque le jury a déclaré que la blessure, objet de l'accusation, n'a été faite qu'à la suite d'une provocation violente, le tribunal criminel ne doit prononcer que la peine d'emprisonnement, et non celle de deux ans de détention. (C. de 1791, tit. 2, 1^{re} sect., art. 20 et 21.) (3)

(Vermeulin.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 646 du Code des délits et des peines; — Attendu que, dans l'espèce, les jurés ont déclaré que la blessure dont il s'agit n'avait été faite qu'à la suite d'une provocation violente; que la provocation est admise par la loi comme un motif d'excuse, et qu'ainsi, d'après les dispositions de l'article ci-dessus cité, le tribunal criminel du département de la Lys aurait dû ne prononcer qu'une peine d'emprisonnement, par forme de punition correctionnelle, au lieu d'appliquer, comme il a fait, le peine de deux années de détention établie par les art. 20 et 21, 1^{re} sect., tit. 2 du Code pénal; — Casse, etc.

Du 10 therm. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^o OUTRAGES. — FONCTIONNAIRE PUBLIC. — COMPÉTENCE.

2^o INJURES. — MÉMOIRES. — CASSATION. — SUPPRESSION.

1^o L'outrage par paroles envers un fonction-

naire à une stipulation de payer en numéraire, elle suffit du moins pour autoriser les juges à induire ex arbitrio (d'après l'ensemble des circonstances) que les parties ont eu l'intention de stipuler en numéraire. Ainsi jugé par la Cour de cassation, le 21 ventôse an 10.

(3) La même décision résulte des art. 321 et 326 du Code pénal.

naire public dans l'exercice de ses fonctions, ne peut être poursuivi que par voie correctionnelle, et le tribunal de police commit un excès de pouvoir en en retenant la connaissance. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 2, art. 10.)

2° Le tribunal de cassation peut ordonner la suppression d'un mémoire injurieux produit devant lui (1).

(Roccolle.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ;—Vu l'art. 10, tit. 2 de la loi du 22 juill. 1791 ;—Attendu que le délit dont était prévenu Jean Roccolle était d'avoir causé du tumulte dans le lieu où le maire de la commune de Biagnac procédait à une adjudication publique, et d'avoir outragé ce fonctionnaire par paroles au moment où il était dans l'exercice de ses fonctions ; que ce délit étant, d'après la loi ci-dessus datée, susceptible d'être puni de peines excédant une amende de la valeur de trois journées de travail ou trois jours d'emprisonnement, ne pouvait être poursuivi que par voie correctionnelle, et qu'ainsi le tribunal de simple police, en en retenant la connaissance, a commis un excès de pouvoir et violé les règles de compétence établies par la loi ;—Casse et annule le jugement rendu par le tribunal de police du canton de Biagnac, le 12 vent. dernier ;

Et faisant droit sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement :—Vu le mémoire en cassation déposé au greffe du tribunal par ledit Roccolle et signé de lui ;—Considérant que ce mémoire contient contre le maire de la commune de Biagnac les expressions les plus injurieuses et les plus répréhensibles ; que, s'il est juste de laisser toute son étendue au droit de légitime défense, il importe de réprimer l'abus qu'on se permet d'en faire, et que le tribunal doit s'empêcher de manifester son improbation ;—Ordonne que ledit mémoire sera et demeurera supprimé, etc.

Du 10 therm. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

DÉFENSE.—INTERROGATOIRE.—LECTURE DES CHARGES.

L'interrogatoire du prévenu doit, à peine de nullité, faire mention qu'il lui a été donné communication des charges et dépositions. (L. 7 pluv. an 10, art. 10 et 21.)

(Dacqueville.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ;—Vu l'art. 10 de la loi du 7 pluv. an 9 ;—Attendu que l'interrogatoire subi par le prévenu Dacqueville devant le directeur du jury, le 21 germ. an 9, qui se trouve le seul dans ces procès qui ait été prêt devant cet officier, ne

fait nullement mention qu'il lui ait été donné communication des charges et dépositions, et que, d'autre part, il ne conte pas qu'il ait eu une connaissance préalable de toutes les pièces à charge, ainsi que de toutes les dépositions existant avant la loi de pluv. précitée ;—Casse, etc.

Du 10 therm. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Sieyès.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

1° ACTION CIVILE.—ACTION PUBLIQUE.

2° APPEL.—PLAIGNANT.—COMPÉTENCE.

3° RENVOI APRÈS CASSATION.—COMPÉTENCE.

1° Lorsqu'une partie, après avoir saisi le tribunal civil d'une demande, a porté plainte sur la même fait devant la police correctionnelle, et que le tribunal civil a suris à statuer sur l'action civile jusqu'après le jugement de l'action publique, cette partie ne peut être admise à se porter partie civile devant le tribunal correctionnel (3).

2° Lorsque le prévenu a été renvoyé de la plainte et le plaignant condamné à des dommages-intérêts, le seul appel de ce plaignant, qui n'a point été admis comme partie civile, ne peut saisir le tribunal criminel ni de l'action publique, ni de l'action civile : ce tribunal ne peut statuer que sur la décision qui a refusé d'admettre le plaignant comme partie civile, et sur les dommages-intérêts prononcés contre lui (3).

3° Le tribunal criminel, saisi par renvoi du tribunal de cassation, après annulation d'un premier jugement, ne peut statuer que dans les limites dans lesquelles ce premier tribunal pouvait lui-même prononcer.

(Isnel—C. veuve Delivet.)

Charles Isnel avait demandé devant le tribunal civil d'Yvetot la nullité d'un acte de vente comme entaché de dol et de fraude. Quelques temps après, il porta plainte pour escroquerie contre la veuve Delivet, avec laquelle cette vente avait été passée. Le tribunal civil déclara surseoir au jugement de l'action civile, jusqu'au jugement à intervenir sur cette plainte. Le tribunal correctionnel, de son côté, déchargé la veuve Delivet de la plainte, et considérant que l'action civile avait été portée devant un tribunal civil qui en était toujours saisi, et où elle n'avait été que suspendue, déclara inadmissible, dans cet état, la demande faite par le plaignant d'être admis comme partie civile, et le condamna, en outre, en des dommages-intérêts envers la veuve Delivet.

Appel du plaignant. Le tribunal criminel en-

cette action se trouve-t-elle engagée par la seule plainte de la partie? Cette plainte suffit-elle pour que le tribunal soit autorisé à surseoir? M. Mangin ne l'a pas pensé : « Comme l'action publique, dit cet auteur, n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi, la plainte ou la dénonciation que la partie lésée aurait portée postérieurement à son action, n'autoriserait pas le tribunal civil à ordonner un surseoir, non parce que la partie lésée qui a pris la voie civile n'est plus recevable à prendre la voie de la plainte, car une pareille fin de non recevoir ne peut être déclarée par le juge civil, mais uniquement parce que la plainte de la partie lésée ne constitue pas l'exercice de l'action publique (Traité de l'action publique, n° 163). » La Cour de cassation a fait l'application de ce principe par arrêts des 19 juin 1821 et 13 juin 1829.*

(3) F. conf., Cass. 27 niv. an 10, et la note.

(1) F. conf. Cass. 17 mars 1808. Le droit d'ordonner cette suppression, pour la Cour de cassation, résulte aujourd'hui d'une manière implicite, de la règle générale posée par l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819.

(2) D'après l'art. 3 du Code d'instr. crim., comme d'après l'art. 8 du Code du 3 brum. an 4, l'exercice de l'action civile est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique, intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile. Il suit de ces termes mêmes que si les faits qui donnent lieu à l'action civile n'ont pas provoqué l'action publique, si la répression n'en est pas poursuivie, le juge civil ne peut pas surseoir. En effet, le surseoir n'est que la conséquence de l'existence simultanée de deux actions fondées sur les mêmes faits ; il na s'agit donc pas que les faits puissent donner lieu à l'action publique ; il faut que cette action soit actuellement exercée. Or,

nule, pour des vices de forme, le jugement du tribunal correctionnel, et renvoyait, pour être, sur le tout et indéfiniment, procédé à une nouvelle instruction. Ce jugement, qui faisait renaitre l'action publique, éteinte par le silence du ministère public, fut cassé par jugement de cassation du 27 niv. an 10 (Voy. ce jugement à sa date). Le tribunal criminel, saisi par le renvoi du tribunal de cassation, s'est cru autorisé à statuer sur l'action civile : il a déclaré la veuve Delivet coupable des faits qui lui étaient imputés, a annulé l'acte de vente, et prononcé différentes condamnations. — Nouveau pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 8 du Code des délits et des peines; — Attendu qu'il avait été formé par le cit. Isnelt, au tribunal civil d'Yvetot, une action civile sur les mêmes faits que ceux devenus depuis l'objet de la plainte; que c'est d'après cette plainte, et sur sa propre réquisition, qu'a été rendu, le 18 therm. an 8, un jugement toujours subsistant, qui, en conformité de l'art. 8 du Code des délits et des peines, avait sursis à prononcer sur cette action civile jusqu'après le jugement de l'action publique;

Attendu que, devant le tribunal correctionnel de l'arrondissement d'Yvetot, la veuve Delivet ayant été déchargée des faits de la plainte par un jugement du 27 germ. an 9, sans qu'il y ait eu appel de ce jugement de la part des fonctionnaires chargés de la poursuite de l'action publique, cette action publique s'est trouvée irrévocablement jugée et éteinte; et que, dans cet état, les parties ne pouvaient procéder sur l'action civile que devant le tribunal civil qui en avait été saisi et devant lequel elle n'était restée que suspendue;

Que si, en annulant un jugement du tribunal criminel du département de la Seine-Inférieure, qui, dans l'affaire dont il s'agit, avait même fait revivre l'action publique éteinte, le tribunal de cassation a, par son jugement du 27 niv. dernier, renvoyé devant le tribunal criminel du département de l'Eure pour procéder sur l'appel interjeté par Isnelt, du jugement du tribunal de police correctionnelle, ce renvoi ne pouvait avoir l'effet de lui donner le droit de statuer sur les demandes principales qui avaient été l'objet de l'action civile, mais seulement, comme il y est exprimé, de lui renvoyer le jugement de l'action ou des actions qui pouvaient compéter à l'appelant; qu'ainsi, l'appelant ayant, devant les premiers juges, demandé à être reçu partie civile, et cette demande ayant été déclarée inadmissible dans l'état, il avait eu le droit de faire juger par le tribunal supérieur si cette décision était ou non conforme à la loi; qu'ainsi, encore, l'appelant ayant été condamné, par les premiers juges, en des dommages-intérêts envers la veuve Delivet, prévenue et acquittée, il avait pareillement eu le droit de faire juger si ces dommages-intérêts n'étaient pas entièrement induits ou au moins excessifs; que si l'art. 193 du Code des délits et des peines donne à la partie plaignante la faculté d'appeler, cette faculté ne peut être exercée par elle sous le rapport des intérêts civils que lors-

qu'elle a été régulièrement partie civile au procès; d'où il suit que le tribunal criminel de l'Eure, en se permettant, dans l'espèce, de statuer sur les faits de la plainte et sur les réparations civiles demandées par le plaignant, a commis un excès de pouvoir et fait une fautive application dudit art. 193 du Code; — Reçoit Charles Isnelt partie intervenante, et statuant tant sur ladite intervention que sur le pourvoi de la veuve Delivet; — Casse, etc.

Du 12 therm. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rataud. — *Concl.*, le cit. Arnaud, *subst.*

DERNIER RESSORT. — APPEL. — JUGEMENT

Du 15 therm. an 10 (aff. *Perdiola*). — Même décision que par le jugement du 15 vent. an 6 (aff. *Tramecourt*).

1^o DERNIER RESSORT. — DOMMAGES-INTÉRÊTS. — DEMANDE RECONVENTIONNELLE.**2^o VÉRIFICATION D'ÉCRITURES. — POUVOIR DISCRETIONNAIRE.**

1^o Lorsqu'un défendant à une demande dont l'objet n'excède pas 1,000 fr., une partie conclut reconventionnellement à des dommages-intérêts qui excèdent cette somme, le juge de première instance ne peut prononcer en dernier ressort (1).

2^o L'appréciation d'un rapport d'experts en matière de vérification d'écritures, appartient aux juges qui peuvent, sans excéder leurs pouvoirs, joindre leurs lumières à celles des experts (2).

(Barthélemy — C. Andreu).

Andreu, créancier de Barthélemy pour une somme de 376 fr., avait fait saisir immobilièrement les immeubles de son débiteur.

Pour arrêter les poursuites, Barthélemy produit une quittance et conclut reconventionnellement à 10,000 fr. de dommages-intérêts.

Andreu déclare ne pas reconnaître la signature de la quittance; et une expertise est ordonnée pour la vérifier.

Jugement du tribunal civil de la Drôme qui, appréciant le rapport des experts, tient l'écriture pour reconnue, à la charge par Barthélemy d'en affirmer la sincérité, et prononce la nullité de la saisie.

Appel de la part d'Andreu; mais Barthélemy soutient cet appel non recevable, attendu que la demande principale n'excédait point 1000 fr., et que la demande reconventionnelle, n'ayant pour objet que des dommages-intérêts, ne devait pas être prise en considération. — Andreu a répondu que les dommages-intérêts ne doivent pas être pris en considération, lorsqu'ils ne sont que l'accessoire d'une demande au-dessous de 1000 fr.; mais qu'il n'en est pas de même lorsqu'ils forment eux-mêmes une demande principale; que, dans ce dernier cas, il n'appartient point aux tribunaux de première instance de prononcer en dernier ressort, lorsque les dommages-intérêts réclamés excèdent la somme de 1000 fr.

POURVOI en cassation de la part de Barthé-

de première instance (Volume 1838). *V.* au surplus, sur les demandes reconventionnelles, Merlin, *Quest. de droit*, *v. Dernier ressort*, § 11; Henrion de Pansey, de l'*Autorité judiciaire*, ch. 14; Carré, *Compétence*, n^o 329 et suiv.

(2) *V.* sur le pouvoir des juges en matière de vérification d'écritures, les observations qui se trouvent volume 1837.

(1) D'après une jurisprudence uniforme (*F. Jur.* du XIX^e siècle, *v. Dernier ressort*, § 7, n. 109), et à laquelle le jugement ci-dessus est contraire, les dommages-intérêts reconventionnellement demandés ne sont comptés, pour déterminer le ressort, qu'autant qu'ils ont leur fondement dans un fait antérieur à celui sur lequel porte la demande principale; principe que le législateur a consacré formellement par l'art. 2 de la loi du 11 avril 1838, sur les tribunaux

temy, 1^o pour violation de l'art. 5, tit. 4 de la loi du 21 août 1790; 2^o pour excès de pouvoirs en ce que les juges ne s'étaient pas bornés, quant à la vérification d'écritures, à appliquer le procès-verbal des experts, mais l'avaient interprété et avaient ajouté des considérations nouvelles.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Sur le premier moyen: Attendu que les demandeurs (les successeurs de Harthétemy) avaient formé reconventionnellement une demande en condamnation de 10,000 fr. de dommages-intérêts, ce qui formait une action absolument indépendante de la demande et de la condamnation principale; que les premiers juges ne pouvant accorder en dernier ressort une pareille quotité de dommages-intérêts, leur jugement ne pouvait non plus être en dernier ressort en les refusant; que cette demande était nouvelle et formée par une autre partie que celle qui avait intenté la première action, et conséquemment nullement accessible à cette action; qu'il suit de là que le jugement qui a statué sur cet objet, a pu être considéré comme susceptible de parcourir deux degrés de juridiction, sans qu'il y eût aucune violation des lois de la matière;

Sur le deuxième moyen, attendu qu'il conste par le jugement attaqué, que le tribunal n'a pas substitué ses propres lumières à celles des experts, pour décider de la vérité de la pièce dont la vérification avait été ordonnée; que les premiers juges se sont rendus aux moyens prescrits par les ordonnances et édits, pour s'aider des lumières des gens de l'art et de leurs observations, que les tribunaux ont, au surplus, le droit d'apprécier; que le tribunal d'appel a tiré de l'ensemble des rapports et des dépositions des témoins la conséquence que la quittance produite n'était pas d'Andréau père, et qu'aucune loi enfin n'empêche les juges de joindre l'expression de leur conviction particulière à celle des gens de l'art qu'ils ont consultés;—Rejette, etc.

Du 16 therm. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malville.—Rapp., le cit. Roussenu.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.—Pl., les cit. Chabroud et Bléjean.

SAISIE-ARRÊT.—CRÉANCIERS DE L'ÉTAT. Les créanciers du gouvernement ne peuvent former, à son préjudice, des saisies-arrêts entre les mains des débiteurs de l'Etat (1).

(Intérêt de la loi.—Aff. Metz.)

Par jugement du 23 pluv. an 10, le tribunal civil de l'arrondissement de Wissembourg a condamné la régie de l'enregistrement à rembourser à Françoise Metz, femme divorcée du Thiébut Harth, une somme de 996 fr. 60 cent., pour frais d'enregistrement et amende indûment perçus.—Le 21 germ. suivant, Françoise Metz a fait, en vertu de ce jugement, une saisie-arrêt entre les mains du greffier du tribunal civil de Wissembourg, de tous les deniers qu'il avait en main appartenant à la république, et qu'il était dans le

cas de verser dans les caisses de la régie de l'enregistrement.

Assigné en déclaration sur cette saisie-arrêt, le greffier a déclaré que d'après l'arrêté de compte entre lui et le receveur de l'enregistrement, à l'égard des droits de mise au rôle qu'il avait perçus au nom de la république, il devait à sa dernière la somme de 328 fr. 35 cent., qu'il était prêt à verser entre les mains de qui il serait ordonné par justice.

La régie de l'enregistrement, de son côté, a demandé que la saisie-arrêt fût déclarée nulle, et contraire aux lois concernant la manutention des deniers publics, sauf à Françoise Metz à se présenter au bureau pour y recevoir ce qui lui revenait.—Mais, sans s'arrêter à ces conclusions, le tribunal civil de Wissembourg a, par jugement du 3 flor. an 10, déclaré la saisie bonne et valable.

Le commissaire du gouvernement a été chargé de dénoncer ce jugement au tribunal de cassation, comme contenant un excès de pouvoir pérenn par la loi des 16-21 août 1790, tit. 2, art. 13, qui défend aux juges de s'immiscer dans les opérations des corps administratifs, ou de citer devant eux les administrateurs à raison de leurs fonctions. Ce jugement, a-t-il dit, est absolument contraire aux principes qui régissent la comptabilité des deniers publics. Toutes les sommes dues par les officiers publics et même par les particuliers pour les droits d'enregistrement et de greffe, doivent, dès le moment où elles sont exigibles, être considérées comme si elles avaient été versées dans les caisses de l'administration; et s'il était permis aux créanciers de la république de les saisir, le recouvrement serait entravé à chaque instant. Le gouvernement ou ses agents ayant pouvoir à cet effet, ont seuls la disposition des deniers composant le revenu public, et le pouvoir judiciaire ne peut aucunement s'y immiscer. En conséquence, il a demandé la cassation du jugement pour excès de pouvoir.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 13 du tit. 2 de la loi des 16-21 août 1790;—Faisant droit sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement près ce tribunal, et en vertu de l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8;—Casse, etc.

Du 16 therm. an 10.—Sect. req.—Rapp., le cit. Chablis.—Concl., le cit. Lamarque, subst.

APPROBATION D'ÉCRITURES.—RENTE (CONSTITUTION DE).

La déclaration de 1733, qui exige que les billets sous seing privé soient écrits de la main de celui qui les a signés, ou du moins qu'ils soient par lui approuvés en toutes lettres, s'applique aux constitutions de rente, lorsque, d'après les circonstances, il y a lieu de former de justes soupçons de fraude. (Déclar. du 28 sept. 1733; C. civ., art. 1326, anal.) (2)

Toullet, t. 8, n^o 306.—Des questions, qui offrent beaucoup d'analogie avec celle qui est ici décidée, se sont fréquemment élevées sous l'empire de la déclaration de 1733, comme sous celui de l'art. 1326 du Cod. civ. La déclaration de 1733 ne paraît que des billets au porteur, à ordre ou autres, émis pour valeur en argent, et le Code civil, dans son art. 1326, ne parle que des billets ou de la promesse sous seing privé par laquelle une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable. En présence de ces dispositions, on s'est souvent demandé à quels actes elles pouvaient s'appliquer, et notamment

(1) *P.* dans le même sens, Cass. 31 mars 1819; Merlin, dans cette affaire, *Quest. de droit*, v^o *Nation*, § 4; Carré, *Lois de la procédure*, n^o 1923; Roger, *de la Saisie-arrêt*, n^o 253. — La règle ci-dessus a été consacrée, en matière de douanes, par la loi des 6-22 août 1791, tit. 12, art. 9; en matière de droits-réunis, par le décret impérial du 1^{er} germ. an 13, art. 48. *P.* aussi, en matière de deniers communaux, Cons. d'Etat, 12 et 18 juill. 1806; 11 et 26 mai 1813; 29 oct. 1826; et pour les deniers des fabriques, Cons. d'Etat, 31 mai 1808.

(2) *P.* en ce sens, Duranton, t. 13, n^o 172 et 173.—En sens contraire, Cass. 13 fruct. an 11;

(Arrighi—C. la dame Thalolet.)

Arrighi était porteur d'un acte ainsi conçu : « Je soussignée reconnais que le citoyen Jean-Marie Arrighi, du département du Golo, Ile de Corse, m'a prêté, à diverses époques, différentes sommes en assignats, réceptions et promesses de mandats, qui, réduites en numéraire aux époques auxquelles je les avais reçues, forment la somme totale de quarante mille francs, valeur métallique, qui a été employée tant pour fournir à mes besoins pendant mon séquestre, que pour subvenir aux premiers frais de ma liquidation ; de laquelle somme je suis convenue de lui payer les intérêts viagers, de six en six mois, à raison de dix pour cent, sans retenue, à compter du 1^{er} vent. présent mois ; m'obligeant de lui en passer contrat viager par-devant notaire, sitôt ma liquidation terminée, à sa première réquisition. — A Paris, le 6 vent. an 5 de la république. — Ensuite est écrit : *Approuvé l'écriture ci-dessus. Signé BOYLE, veuve de LAVIEUVILLE.* »

Le corps de cet écrit n'est de la main ni d'Arrighi, ni de la dame veuve de Lavieuville, qui eu a seulement approuvé l'écriture et l'a signé. — Deux ans après le décès de la dame veuve de Lavieuville, Arrighi a formé contre la dame Thalolet, sa fille et son héritière, une demande en reconnaissance de cet acte sous seing privé. — De son côté, la dame Thalolet a rendu plainte en escroquerie contre Arrighi, prétendant que cet acte était le résultat de l'abus de blancs seings que sa mère avait condamnés à un citoyen Pessé, pour ses affaires, et que ce dernier avait déclaré lui avoir été volés. — Mais les parties ayant été renvoyées à fins civiles, l'affaire s'est poursuivie au tribunal civil de la Seine.

La dame Thalolet a soutenu que le défaut d'approbation de la somme énoncée dans l'écrit le rendait nul, aux termes de la déclaration du 22 sept. 1793 ainsi conçue : « Tous billets sous seing privé, au porteur, à ordre ou autrement, causés pour valeur en argent, autres néanmoins que ceux qui seront faits par banquiers, négociants, marchands, manufacturiers, artisans, fermiers, labourers, vigneron, manouvriers et autres de pareille qualité, seront de nul effet et valeur, si le corps du billet n'est écrit de la main de celui qui l'aura signé, ou du moins si la somme portée audit billet n'est reconnue par une approbation écrite en toutes lettres aussi de sa main, faute de quoi le paiement ne pourra en être ordonné en justice. » La dame Thalolet a en outre articulé différents faits, tendant à prouver qu'Arrighi avait abusé de la confiance de la dame de Lavieuville.

Le défendeur a soutenu que la déclaration de 1793 n'était pas applicable à l'écrit dont il s'agit, qu'elle était d'ailleurs tombée en désuétude. 12 germ. an 8, jugement conçu en ces termes : — « Attendu que le corps du billet ou promesse du 6 vent. an 5, n'est point écrit de la main de la veuve de Lavieuville, qui l'a signé, et que les

sommes qui y sont portées ne sont point énoncées par une approbation écrite en toutes lettres de la main de la signataire ; — Vu les dispositions de la déclaration du 22 sept. 1793 ; — Attendu qu'aux termes de cette déclaration, la veuve de Lavieuville n'est point comprise dans les exceptions qu'elle prescrit :

« Le tribunal... sans s'arrêter aux fins et conclusions d'Arrighi, non plus qu'au billet et promesse par lui représentés, que le tribunal déclare nul et de nul effet, déclare ledit Arrighi non recevable dans sa demande... »

Appel de ce jugement de la part de ce dernier. — Et comme, en première instance, on lui avait opposé beaucoup de faits qui tendaient à faire soupçonner qu'il avait abusé de la confiance de la dame veuve de Lavieuville, il a offert de prouver, tant par titres que par témoins : 1^o Que cette obligation avait eu des causes légitimes ; — 2^o Qu'il avait réellement et effectivement prêté les sommes y énoncées ; — 3^o Enfin que l'acte avait été soumis non-seulement à l'examen de la dame de Lavieuville, mais encore à celui de ses conseils.

Mais saes s'arrêter à la preuve offerte, le tribunal d'appel de Paris a, par son jugement du 16 vent. an 9, confirmé celui de première instance, dont il a adopté les motifs.

POURVOI en cassation, par Arrighi, pour fausse explication de déclaration du 22 septembre 1793. — Cette loi, e-t-il dit, ne s'applique qu'aux simples promesses ou billets. — Par billet ou promesse, on a toujours entendu jusqu'à ce moment un écrit contenant une promesse de payer une somme due à celle des parties au profit de qui il est souscrit. On ne peut donc comprendre, sous la dénomination de billets ou promesses, toute autre espèce d'écrit, qui edmet d'autres objets ou spéculations. — Et il suffit de lire celui dont li s'agit, pour être convaincu qu'il ne peut être considéré comme un billet ou simple promesse. — Il présente à l'analyse trois dispositions bien distinctes. — La première contient non-seulement la reconnaissance de la part de la dame de Lavieuville des sommes par elle reçues du citoyen Arrighi, mais encore la réduction qu'elles ont subie, et en quelque manière un règlement de compte qui détermine à quoi elles ont été employées. — La seconde contient une constitution de rente viagère, le taux de l'intérêt, la clause de non-retenue, et tout ce qui constitue essentiellement une stipulation de ce genre. — Enfin, la troisième contient l'engagement de couvrir l'écrit en un contrat par-devant notaires.

L'approbation n'était donc pas nécessaire, puisqu'il ne s'agissait pas d'un simple billet ; elle n'était pas même praticable. — Et en effet, comment voudrait-on qu'elle eût été conçue ? — Aurait-elle dû contenir ces mots : bon pour quarante mille francs. — C'est été contredire l'intention des parties, puisque le citoyen Arrighi avait consenti à signer ce capital. — Aurait-on dû y substituer ceux-ci : bon pour une rente

si elles embrassaient toute espèce d'actes unilatéraux. La jurisprudence présente à cet égard des solutions diverses. Ainsi on a jugé l'approbation nécessaire pour la validité d'un arrêté de compte (Cass., 7 juin 1793), d'une reconnaissance de dépôt (Cass., 12 brum. an 12, 12 janv. 1814), d'un bail (Paris, 15 vent. an 13), d'un emphytéose (Cass., 18 fév. 1822 ; 21 août 1827 ; Orléans, 14 janv. 1828). — F. toutefois en sens contraire, sur ce dernier point, Paris, 8 pluv. an 10 et 13 mars 1816. — Relativement à la constitution de rente, objet du jugement que nous rapportons, M. Toullier, qui cite le texte de ce même jugement (loc. sup. cit.)

pense que le tribunal de cassation s'est laissé déterminer par les faits de la cause plutôt que par les principes du droit. Suivant cet auteur, le contrat de constitution de rente étant éminemment synallagmatique, se rapproche beaucoup plus de la nature de la vente que de celle d'un simple billet, et ne saurait par conséquent rentrer sous l'application de la déclaration de 1793, ni de l'art. 1326 du Code civ. M. Duranton pense au contraire qu'on doit étendre à ce contrat sous seing privé la nécessité de l'approbation, poinsne l'abus des blancs seings, dans ce cas, est tout aussi à craindre que lorsqu'il s'agit de simples billets.

viagère de quatre mille francs. — C'est été une énonciation bizarre, dont on n'aurait pas trouvé d'exemple. — Elle eût d'ailleurs été fautive et inexacte, puisqu'elle n'aurait présenté qu'une approbation partielle de l'écrit. — L'écrit dont il s'agit, n'était donc susceptible d'aucune mention autre que la simple approbation de l'écriture qui a eu lieu.

Enfin Arrighi a soutenu que la déclaration de 1733, fût-elle applicable à l'espèce, était depuis longtemps tombée en désuétude.

On a répondu pour la dame Thalouet, que la déclaration du 22 septembre 1733 n'était pas tombée en désuétude. Et pour le prouver, on a cité trois arrêts : l'un du 23 août 1741, l'autre du 10 avr. 1754, et le 3^e du 19 avr. 1784, tous rendus contre de prétendus préteurs.

Quant à l'objection, qui consiste à soutenir que la déclaration du 22 sept. 1733, n'est applicable qu'aux simples billets et promesses, il suffit, a-t-on dit, pour la détruire, de ces termes même dans lesquels le législateur s'est exprimé : « Tous billets sous signature privée, au porteur, à ordre ou autrement, causés pour valeur en argent... » — Ces mots ou autrement, résistent évidemment à toute espèce d'exception : et dès lors, toute espèce d'acte, quelque forme qu'on lui ait donnée, doit contenir l'approbation de la somme qu'on a reçue et que l'on doit payer. — Les motifs de la loi n'énoncent-ils pas d'ailleurs qu'elle a pour objet de prévenir l'abus que l'on avait fait jusqu'alors, et qu'on pourrait être tenté de faire par la suite, des blancs seings ? — Or, ce but aurait-il été rempli, si la disposition n'était applicable qu'aux simples billets ou promesses ? — N'est-il pas évident que le porteur d'un blanc seing, au lieu de le faire précéder d'un simple billet, y inscrivait alors toute autre espèce d'engagement ?

L'obligation du 6 vent. an 5, doit donc être annulée : car, quelles que soient les stipulations qu'elle renferme, elle ne peuvent être légitimes qu'autant qu'il serait prouvé par l'écrit lui-même que la dame de Lavieville a reçu ces 40,000 fr. — Or, c'est ce qui n'est point prouvé de la manière établie par la loi, c'est-à-dire par l'approbation de cette somme, écrite en toutes lettres de sa main. — Le jugement attaqué lui a donc justement appliqué la disposition de la loi en l'annulant, faute d'approbation de la somme reçue.

La dame Thalouet a terminé par relever plusieurs circonstances de faits, pour établir la fraude et l'abus fait d'un blanc seing de sa mère.

Le commissaire a été d'avis que le tribunal d'appel de Paris, avait bien fait une juste application de la déclaration de 1733 ; mais que ce tribunal eût pu et même dû autoriser Arrighi à prouver, comme il l'avait offert, que l'acte du 6 vent. an 5 était sincère, et avait eu des causes légitimes.

(1) A l'outrage est commis dans l'exercice des fonctions, disent les auteurs de la *Théorie du Code pénal*, t. 4, p. 333, toutes les fois que le fonctionnaire, au moment de la perpétration, procède à un acte de ses attributions. Les termes de cette formule sont généraux et n'admettent point de restriction ; ainsi, la jurisprudence a été fondée à décider que le fonctionnaire est dans l'exercice de ses fonctions, alors même qu'il n'est pas revêtu de son costume, si le prévenu s'adresse à lui à l'occasion de l'acte auquel il procède (Cass., 28 déc. 1807) ; alors même que son incompétence pour procéder à cet acte, serait légalement établie, si d'ailleurs il a droit et qualité pour agir (Cass., 1^{er} avr. 1813) ; alors même enfin qu'il se trouvait

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu, 1^o que la déclaration du 22 sept. 1733 n'a été abrogée par aucune loi postérieure, et qu'il est attesté d'un autre côté, par les monuments de la jurisprudence, qu'elle a été plusieurs fois appliquée par les tribunaux ; — 2^o Que le demandeur ne pouvait pas ignorer, d'après sa disposition, que la dame veuve de Lavieville appartenait à la classe des personnes dont les billets ou promesses doivent être écrits en entier de leur main, ou contenir au moins une énonciation écrite par elles-mêmes du montant de la somme, lorsque le corps desdits billets ou promesses se trouverait d'une autre main ; — 3^o Que l'écrit du 6 vent. an 5, dont il s'agit au procès, portant reconnaissance d'avoir reçu une somme de 40,000 fr., et la promesse d'en payer une rente viagère de 4,000 fr., était un véritable billet, dont le montant devait être énoncé de la main de la dame de Lavieville, puisqu'elle n'en avait point écrit le contenu. — D'où il suit que le jugement attaqué, en appliquant la disposition de la loi ci-dessus citée pour le déclarer nul, a raison de ce que l'énonciation de la somme n'était point écrite de la main de la veuve de Lavieville, ne l'a point fouteusement appliqué ; — Rejette, etc.

Du 17 therm. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Pajon. — Concl., le cit. Leconteur, subst.

OUTRAGES. — FONCT. PUBLIC. — JUGE DE PAIX.

Des injures adressées à un juge de paix sur les lieux contentieux où il s'est transporté, en vertu d'une ordonnance, avec ses assesseurs, son greffier et un huissier, encore bien que l'opération qui faisait l'objet du transport ne fût pas encore commencée, doivent être considérées comme faites à un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 2, art. 19.) (1)

(Grais.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu la 6^e disp., art. 456, du Code des délits et des peines ; — Attendu que le tribunal criminel du département des Forêts a considéré comme faites à un simple individu les injures adressées au cit. Faber, juge de paix du canton d'Arion, lorsqu'il se trouvait, pour raison de ses fonctions et en vertu même d'une ordonnance préalable, sur les lieux contentieux, avec des assesseurs, son greffier, un huissier, en présence d'une des parties et des témoins appelés à cet effet ; — Considérant que ces injures avaient été proférées par un des témoins ; et qu'en l'état, elles ne pouvaient être envisagées que comme faites à des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions ; que le tribunal criminel, en leur refusant ce caractère, a commis un excès de pouvoir, encore même que la séance n'eût point été ouverte ou que le juge de paix n'eût pas

hors du lieu ordinaire où s'exercent ses fonctions, pourvu qu'il procédât régulièrement à un acte de son ministère (Cass. 17 therm. an 10 et 16 août 1810). L'outrage qui l'atteint dans ces diverses circonstances le saisit dans l'exercice de ses fonctions, et dès lors rentre dans les termes de la loi pénale. Il importe peu, dans ces diverses hypothèses, que l'outrage serapporté à un fait, à un acte des fonctions ; lorsqu'il intervient pendant leur durée, le motif est indifférent ; la loi ne voit que le trouble, que l'injure apportés à l'exercice des fonctions, que l'insulte qui avilit leur dignité ; cette insulte aurait une cause étrangère à ces fonctions, que le trouble n'existerait pas moins.

encore entamé les opérations pour lesquelles il se trouvait sur les lieux contentieux;—Casse, etc.
Du 17 therm. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Sieyès.—Concl., le cit. Pons, subst.

DOMMAGES-INTÉRÊTS.—FRAIS.—ABSOLUTION.—ACQUITTEMENT.

L'accusé ne peut être condamné, soit à des dommages-intérêts, soit aux frais de la procédure, que dans le cas où il a été condamné à une peine quelconque ou absous par un jugement : la tribunal criminel excède ses pouvoirs lorsqu'il condamne au remboursement des frais de procédure, par forme de dommages-intérêts envers l'État lésé par un vol, l'accusé acquitté par l'ordonnance du président. (C. 3 brum. an 4, art. 424, 425 et 432.) (1)

(Faucc et autres.)

Faucc et autres particuliers étaient accusés d'enlèvement d'effets appartenant à la république; le jury de jugement déclara qu'ils avaient agi sans intention criminelle, le président du tribunal criminel prononça leur acquittement et ordonna leur mise en liberté, conformément aux art. 424 et 425 du Code du 3 brum. an 4. Mais, sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement, le tribunal criminel, en vertu de l'art. 432 du même Code, condamna les accusés ainsi acquittés au remboursement des frais de la procédure envers la république, par forme de dommages-intérêts. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 432 du Code des délits et des peines;—Attendu que, d'après la disposition de cet article, ce n'est que dans le cas où les juges des tribunaux criminels ont condamné l'accusé à une peine quelconque, ou ont prononcé son acquittement par un jugement, qu'ils sont autorisés à statuer en même temps sur les dommages-intérêts prétendus par l'accusé ou par la partie plaignante; que, dans l'espèce, le jury ayant déclaré que l'accusé n'avait point enlevé les objets dont il s'agissait dans une intention criminelle, et l'acquittement ayant été prononcé, non par un jugement, comme dans le cas prévu par l'art. 432 du Code, mais par le président, en conformité des art. 424 et 425, les juges du tribunal criminel se trouvaient sans juridiction; et qu'ainsi, en condamnant l'accusé, ainsi acquitté, au remboursement des frais de la procédure, par forme de dommages-intérêts envers la république, à laquelle les objets enlevés appartenaient, ils ont fait une fautive application dudit art. 432, et commis un excès de pouvoir;—Casse, etc.

Du 18 therm. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Bataud.—Concl., le cit. Pons, subst.

(1) Le jugement ci-dessus duquel il résulte que l'accusé qui est absous ne peut devenir passible des frais, a été suivi de plusieurs jugemens dans le même sens (Cass. 15 germ. et 17 vent. an 12, 14 déc. 1809).—Postérieurement, l'opinion contraire a dominé dans la jurisprudence de la cour de cassation. (N. arr. Cass. 9 décembre 1830, 2 juin 1831, volume 1831.) Cette opinion a été combattue par M. Carnot : « Que ce soit, a dit cet auteur, par voie d'acquiescement, d'absolution ou de renvoi, que le prévenu ou l'accusé gagne sa cause, il ne peut être condamné au remboursement des frais avancés par le trésor public, attendu que, de quelque manière que le jugement ait été prononcé, il en résulte que l'accusé ou le prévenu ne s'était pas rendu coupable d'un délit punissable, et que ce n'est

1° VOITURES PUBLIQUES.—RESPONSABILITÉ.—CAS FORTUIT.

2° PREUVE TESTIMONIALE.—MATIÈRE COMMERCIALE;

3° TRIBUNAL DE COMMERCE.—MINISTÈRE PUBLIC.

1° Les entrepreneurs de voitures publiques répondent des accidents (tels que vols) arrivés même par cas fortuits, lorsque ces accidents sont occasionnés par une faute ou un défaut de prudence de leur part. (C. civ., 1782 et 1833; C. comm., 103, anal.) (2)

2° Dans les matières qui sont de la compétence des tribunaux de commerce, la loi permet la preuve par témoins, quel que soit le montant des sommes formant l'objet du litige. (Ord. de 1667, lit. 20, art. 2; C. civ., art. 1341, anal.) (3)

3° Un tribunal de commerce peut statuer sur les conclusions d'un citoyen autorisé par le ministre à remplir les fonctions de ministère public.

(Cerr-Berr—C. Carol et Sabatier.)

Dans les premiers jours du mois de brum. an 7, la maison Salvador Paillet de Barcelone remit à Carol et Sabatier quatre mille piastres, qu'elle les chargea de faire parvenir à la maison Tourton et Ravel de Paris. Ces piastres furent envoyées par les voitures des frères Cerr-Berr, qui s'étaient engagés à ne voyager que de jour.

Ces derniers ne se conformèrent pas à cette convention; ils voyagèrent de nuit et dans celle du 4 au 5 brum. la voiture fut pillée et les piastres enlevées. En conséquence Tourton et Ravel assignèrent Carol et Sabatier devant le tribunal de commerce en restitution des 4,000 piastres. Ceux-ci ont à leur tour appelé en garantie les frères Cerr-Berr.

Ces derniers objectèrent qu'ils n'étaient pas responsables des cas de force majeure; mais on leur répondit que dans l'espèce ils s'étaient rendus coupables d'une imprudence et d'une négligence graves. On alléguait en effet, et on offrait de prouver par témoins qu'ils avaient voyagé de nuit et non pas de jour comme ils s'y étaient engagés; qu'ils avaient omis de se faire escorter par la force armée; enfin que le postillon s'était endormi au moment où la voiture avait été attaquée.

Le tribunal de commerce après avoir entendu des témoins, malgré l'opposition des frères Cerr-Berr, a rendu le 29 brum. an 7, un jugement par lequel il a condamné Carol et Sabatier à payer les quatre mille piastres et les frères Cerr-Berr à les garantir.—Il paraît que le jugement fut rendu sur les conclusions d'un citoyen que le ministre de la justice avait autorisé à remplir près le tribunal de commerce les fonctions de ministère public.

24 flor. an 9, jugement confirmatif du tribunal de Toulouse.

que des délits punissables dont il peut être fait des poursuites en matière criminelle, correctionnelle ou de police. (Comment. du Code pén., t. 1, p. 64.)
—La Cour de cassation a récemment modifié encore une fois sa jurisprudence. Elle recouvrait maintenant aux juges la faculté de décharger l'accusé absous de la condamnation aux frais; mais elle veut en même temps qu'ils examinent si l'accusé n'a pas occasionné par son fait les frais de la procédure, et dans ce cas, elle les met à sa charge à titre de dommages-intérêts. Cette destination a été combattue par M. Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 1^{er}, p. 299.

(2) N. en ce sens, Cass. 2 therm. an 8, et la note.

(3) V. conf., 3 prair. an 9 (aff. Fouquet), et la note.

POURVOI en cassation de la part des frères Cerf-Berr, 1^o pour violation des lois romaines qui font cesser toute responsabilité en cas de force majeure; 2^o pour violation des règles relatives à la procédure et à l'organisation des tribunaux de commerce, en ce que le jugement avait admis la preuve offerte, et en ce qu'il avait été rendu sur les conclusions d'un citoyen remplissant les fonctions de ministre public.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que nul n'est tenu de la force majeure; que c'est un principe étalé par les lois romaines, à moins qu'il n'y ait convention contraire, imprudence, faute, négligence, et que le tribunal d'appel s'est référé aux cas d'exception, en décidant, en fait, qu'il y avait eu négligence de la part des frères Cerf-Berr; et que l'examen du fait est dans le domaine exclusif du tribunal d'appel;

Attendu que les tribunaux de commerce ne sont pas tenus d'admettre la preuve testimoniale, mais que l'usage en est laissé à leur prudence;

Attendu que l'usage où était le tribunal de commerce, de prononcer sur les conclusions d'un citoyen faisant les fonctions de commissaire du gouvernement, a été approuvé par le ministre de la justice, et qu'il ne présente, d'ailleurs, aucun inconvénient; — Rejette, etc.

Du 21 therm. an 10. — *Ser.* civ. — *Prés.*, le cit. Hention. — *Rapp.*, le cit. Cochard. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, substit. — *Pl.*, les cit. Raguideau et Dujiilet.

1^o CASSATION (POURVOIEN). — SIGNIFICATION. — NOM. — PRÉFET. — AVOCAT. — HUISSIER. — MATRICULE.

2^o JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — DÉPENS.

3^o LOIS COMMUNALES. — JUGEMENT ARBITRAL. — APPEL.

1^o Il n'est pas nécessaire que l'exploit d'assignation qui se donne à la suite de la signification d'un jugement portant admission d'une requête en cassation, contienne le nom de la partie à la diligence de laquelle l'assignation est donnée. — Une semblable mention n'est exigée ni par le règlement de 1738, ni par celui de 1707, qui régissait la ci-devant Lorraine (1).

La disposition du règlement de 1738, qui veut que tout demandeur en cassation indique dans l'exploit de signification du jugement admettant sa requête, le nom de la personne

qui doit soutenir le pourvoi, n'est pas applicable au cas où le préfet s'est pourvu dans l'intérêt de l'Etat. (Regl. 1738, 3^e part., tit. 1, art. 2.) (2)

Sous la loi du 7 niv. an 7, était nul et ne pouvait faire courir les délais du pourvoi en cassation, l'exploit de signification d'un jugement dans lequel l'huissier n'avait pas indiqué le tribunal dans le ressort duquel il exerçait. (L. 7 niv. an 7, art. 2.) (3)

2^o Sous l'empire de l'ordonnance de 1707, qui régissait la ci-devant Lorraine, l'opposition à un jugement par défaut était valable, quoiqu'elle ne contint pas l'offre de verser (payer) les frais préjudiciaires. (Regl. 1707, t. 1, s. 6.) (4)

3^o De ce que la loi du 28 brum. an 7 n'a pas fixé de délai pour l'appel qu'elle permet d'interjeter des jugements arbitraux rendus au profit des communes, contre la république, relativement à des bois et forêts, il ne faut pas en conclure qu'on doit s'en référer au délai de trois mois fixé pour les matières ordinaires par la loi des 16-21 août 1790, tit. 5, art. 14; pour cette matière spéciale, la faculté d'appel n'était limitée par aucun délai fatal. (L. 28 brum. an 7, art. 2.) (5)

(Le préfet des Vosges — C. la comm. de Thion.)

Le 23 germ. an 2, un jugement arbitral a réintégré la commune de Thion dans la propriété de certains forêts, possédée par l'Etat.

Après la promulgation de la loi du 28 brumaire an 7, qui imposait aux commissaires près les administrations centrales l'obligation de se pourvoir de suite, par voie d'appel, contre les jugements arbitraux que ces administrations reconnaissent susceptibles d'être réformés, le commissaire du département des Vosges s'est fait autoriser, par l'administration de ce département, à appeler du jugement arbitral du 23 germ. an 2, et en a interjeté appel, mais plus de six mois après avoir obtenu cette autorisation.

Devant le tribunal des Vosges, où cet appel a été porté, la commune a objecté que l'appel était tardif, comme interjeté après le délai de trois mois, fixé par la loi des 16-21 août 1790, t. 5, art. 14.

24 flor. an 8, jugement qui, statuant par défaut contre le commissaire du gouvernement, déclare l'appel non recevable par ce motif.

Le commissaire du gouvernement a formé opposition à ce jugement; mais, dans son exploit d'opposition, il n'a pas offert les dépens du jugement de défaut obtenu contre lui le 24 flor. an 8. Il est à remarquer que ces frais n'étaient pas encore taxés. Les défendeurs ont soutenu que celui

(1) F. en ce sens, Merlin dans cette affaire, *Quest. de droit*, v^o *Frais préjudiciaires*, § 1.

La raison de décider est ici, d'abord, que le jugement d'admission dont la copie doit se trouver en tête de l'exploit, indique suffisamment le nom du demandeur, comme, et principalement peut-être, qu'il s'agit d'un exploit fait en Lorraine, dans un pays où l'ordonnance de 1667, n'avait pas force de loi (Merlin, *loc. cit.*); et où, d'après une ordonnance locale de 1707, tout exploit d'assignation devait être précédé de la copie d'une ordonnance du Juge, rendue sur requête et portant permis d'assigner, ce qui dispensait d'énoncer dans la copie même de l'exploit, le nom du demandeur, ce nom devant nécessairement se trouver dans la requête. Or, on pouvait considérer ici le nom du demandeur comme aussi bien indiqué par la copie du jugement d'admission, qui n'est en réalité qu'un permis d'assigner, qu'il l'aurait été par la copie de l'ordonnance du Juge, contenant cette permission.

(2) F. les concl. conf. de Merlin, dans cette affaire, *Quest. de droit*, v^o *Frais préjudiciaires*, § 1. — F. aussi Cass. 16 mess. an 10 (aff. *Préfet du Loiret et Duhamel*).

(3) F. dans le même sens, Cass. 23 flor. an 9, et les jugements qui y sont indiqués.

(4) L'ordonnance de 1667, tit. 11, art. 6, et le règlement de 1707, imposaient bien au défendeur l'obligation de répondre, c'est-à-dire de payer après la taxe, les dépens du jugement auquel il formait opposition; mais ils n'exigeaient pas que ce paiement fût offert par l'exploit d'opposition même. Quoi qu'il en soit de cette obligation, sous l'ancienne législation, elle n'a pas été reproduite par le Code de procédure. (F. Merlin, *Répert.*, v^o *Opposition*, § 4.)

(5) F. décis. ident., 4 mess. an 9, et la note.

offre devait se trouver dans l'exploit, conformément à l'ordonnance de Lorraine de 1707, tit. 12, art. 6. En conséquence, il est intervenu, le 24 prair. an 8, un jugement qui, tant par ce motif que par celui énoncé dans le jugement du 24 floréal, a débouté le préfet de son opposition à ce dernier jugement.

Les choses étaient dans cet état, lorsque survint la loi du 1^{er} frim. an 9. Cette loi imposait aux préfets, qui avaient succédé aux commissaires du gouvernement, la même obligation que celle du 28 brumaire an 7 avait imposée à leurs prédécesseurs. En conséquence, le préfet des Vosges a de nouveau interjeté appel de la décision arbitrale du 23 germ. an 3; mais le 25 ibidem, an 9, le tribunal de Nancy a déclaré l'appel non recevable, puisqu'il y avait déjà été statué le 24 prair. an 8.

POLYOL en cassation par le préfet des Vosges, contre les jugemens des 24 prair. an 8 et 25 therm. an 9, 1^{er} pour fausse application de la loi du 24 août 1790, en ce que l'on avait déclaré tardif l'appel, interjeté plus de trois mois après une sentence arbitrale; — 2^o Pour fausse application de l'ordonnance de Lorraine de 1707, en ce qu'on avait pensé que l'exploit d'opposition devait contenir l'offre de réfonder les dépens.

Le maire de la commune de Thion, défendeur à la cassation, a demandé que le préfet fût déclaré déchu de son pourvoi, par les motifs suivans : L'exploit contenait signification, par le préfet, du jugement qui admettait sa requête en cassation et assignation sur son pourvoi, n'indiquait pas à la requête de quel l'assignation était donnée; mention exigée par l'ordonnance de 1667, tit. 2, art. 2. Le règlement de 1738 était, disait la commune, également vicié, en ce que l'exploit ne contenait ni le nom de la personne qui représenterait l'Etat devant le tribunal de cassation, ni une élection de domicile. En outre, elle soutenait que le pourvoi ayant été formé plus de trois mois après la signification des jugemens attaqués, l'arrêt était d'une manière tardive.

Le cit. Merlin, commissaire, a pensé que ces différentes fins de non recevoir devaient être rejetées. C'est avec raison, a-t-il dit, que l'ordonnance de 1667 a exigé en général, dans tous les exploits, l'indication de la personne à la requête de qui cet exploit est donné, afin de faire connaître au défendeur le nom de celui qui l'attaque; mais cette mention n'est pas nécessaire sous l'empire de l'ordonnance de 1707, qui régit la ci-devant Lorraine. Aux termes de cette loi, il faut, pour pouvoir assigner, obtenir du juge une ordonnance rendue sur une requête qui lui est présentée à cet effet. La requête et l'ordonnance doivent être signifiées en tête de l'assignation; et comme la requête contient, à peine de nullité, le nom du demandeur qui l'a présentée, il devient inutile de le répéter dans l'exploit. Les mêmes formes sont prescrites par le règlement de 1738, pour l'assignation devant le tribunal de cassation, puisqu'elle doit être précédée d'un jugement d'admission de requête, qu'on signale en même temps que l'assignation. C'est dans cette forme, prescrite à la fois par le règlement de 1707 et par celui de 1738, que la commune de Thion a été assignée; il n'était donc pas nécessaire que l'exploit contint le nom du demandeur.

Quant au défaut d'indication d'un avoué et d'élection de domicile pour le demandeur, le commissaire a fait observer que ces mentions, utiles sans doute lorsque des particuliers étaient demandeurs, étaient superflues dans l'espèce, puisque le préfet, en agissant au nom de l'Etat, avait par cela même averti le défendeur que le pourvoi serait soutenu par le commissaire du

gouvernement, aux termes de la loi du 27 vent. an 8.

Sur la fin de non-recevoir, tirée de ce que le pourvoi avait été formé tardivement, il a montré que la signification du jugement du 24 prair. an 8 était irrégulière en la forme, et n'avait pu, par conséquent, faire courir les délais du pourvoi. En effet, cet exploit ne contenait pas l'indication du tribunal dans le ressort duquel l'huissier avait pouvoir d'instrumenter. En outre, il était fait au préfet, parlant au concierge de la préfecture, sans indiquer que l'huissier se fût transporté à l'hôtel de la préfecture.

Pas sans ensuite aux moyens du fond, le commissaire a demandé la cassation des jugemens attaqués, en s'appuyant sur les motifs qui se trouvent reproduits dans le jugement que l'on va lire.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu, d'une part, que l'ordonn. de 1667 ne reçoit pas ici d'application; que l'exploit de signification du jugement d'admission renferme tout ce qui est prescrit par l'ordonn. de la ci-devant Lorraine, de 1707, et par le règlement de 1738; — Qu'il est aussi contraire à l'esprit de ce règlement qu'à la raison, de prétendre qu'on devait désigner dans cet exploit la personne qui défendrait le demandeur, tandis qu'elle est désignée par la loi, et qu'il n'est pas moins irrégulier de soutenir qu'il fallait, dans le même exploit, faire élection de domicile pour le demandeur, lorsque l'art. 1^{er}, tit. 2, 2^o part. du règlement de 1738, invoqué par le défendeur, n'exige pas cette formalité;

Attendu, d'autre part, que l'huissier qui a fait la signification du jugement, du 24 prair. an 8, n'a point énoncé, dans son exploit, le tribunal dans le ressort duquel il exerce ses fonctions, comme le lui prescrivait l'art. 2 de la loi du 7 niv. an 7; qu'ainsi, cet exploit étant nul, selon l'art. 2 de la loi du 4 germ. an 2, n'a pu faire courir le délai pour se pourvoir en cassation; — Rejette les deux exceptions préliminaires proposées par le défendeur;

Et procédant au jugement du pourvoi; — Vu l'art. 6, tit. 12 de l'ordonn. de la ci-devant Lorraine de 1707, ainsi conçu : « Celui qui sera condamné par sentence ou jugement par défaut, et sera reçu à se pourvoir par opposition, dans la quinzaine, et contre les arrêts de nos cours, et dans le mois à compter du jour de la signification faite à partie ou domicile, à charge néanmoins de réfonder les dépens, qui seront taxés comme frais préjudiciaux, et qui ne pourront être remis en définitive si la procédure a été valable; » — Attendu que cet article n'exige pas pour la validité de l'opposition, qu'elle contienne l'offre de la refusion des dépens, mais impose seulement à l'opposant l'obligation de les payer lorsqu'ils seront taxés; qu'ainsi le tribunal civil du département des Vosges a créé, de sa propre autorité, une fin de non-recevoir qui n'est point dans la loi;

Vu encore l'art. 16, tit. 5 de la loi du 24 août 1790, qui borne à trois mois le délai pour interjeter appel des jugemens rendus en premier ressort; — Vu aussi l'art. 2 de la loi du 28 brum. an 2, portant : « Les commissaires près les administrations centrales se pourvoieront de suite par appel, dans les formes ordinaires, contre tous et ceux de ces jugemens que les administrations centrales auront reconnus susceptibles d'être réformés; » — Attendu que les sentences arbitrales rendues, comme celle du 23 germ. an 3, en exécution des lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793, étaient, par une disposition de ces lois,

rendues en dernier ressort; qu'ainsi le tribunal civil du département des Vosges, en jugeant que le délai pour interjeter appel de ces sentences arbitrales devait être borné à trois mois, conformément à la loi du 24 août 1790, a appliqué cette loi à un ordre de jugemens sur lesquels elle n'a ni statué ni eu intention de statuer;

Attendu que la loi du 28 brum. an 7 est la première qui ait assujéti à l'appel les sentences arbitrales; qu'elle établit à leur égard un droit nouveau et qui leur est particulier; que, par conséquent, c'est dans les seules dispositions de cette loi qu'il faut chercher les règles relatives aux appels qu'elle introduit;—Attendu que cette phrase de l'article cité, *dans les formes ordinaires*, annonce simplement que ces nouveaux appels seront interjetés et suivis avec les mêmes formalités que les appels ordinaires, mais ne décide rien, quant aux délais dans lesquels ils devront être interjetés;—Attendu, enfin, que le mot de *suite*, le seul de la loi qui soit relatif aux délais pour interjeter appel, ne fixant aucun délai fatal, ne peut signifier autre chose, sinon que les commissaires près les administrations centrales se pourvoient, le plus tôt qu'il leur sera possible, vu le nombre et l'importance de leurs fonctions, et que ce n'est que la loi du 11 frim. an 9 qui a rempli cette lacune, en accordant le délai d'une année pour se pourvoir, par appel, contre les jugemens arbitraux de l'espèce de ceux dont il est ici question;—Casse et annule le jugement du tribunal civil du département des Vosges, du 24 prair. an 8, et, par suite, déclare comme non avenu celui du tribunal d'appel séant à Nancy, du 25 therm. an 9, etc.

Du 23 therm. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Henrion.—Rapp., le cit. d'Outrepoint.—Concl., le cit. Merlin, commiss.—Pl., le cit. Martineau.

CONFISCATION.—RESTITUTION.—SUCCESSION.

Le bénéfice de la restitution ordonnée par la loi du 21 prair. an 3, des biens confisqués sur les personnes condamnées par jugemens révolutionnaires, appartient aux ayans droit de ceux qui, au temps de la mort des condamnés étaient leurs plus proches parens, et non aux personnes qui, à l'époque du 23 prair., se trouvaient dans le plus prochain degré de successibilité.

(Dauy et cons.—C. le préfet du Nord.)—

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant que, par la loi du 21 prair. an 3, toutes les confiscations de biens prononcées depuis le 4 mars 1793 par les tribunaux ou commissions révolutionnaires, ont été déclarées comme non avenues;—Qu'une confiscation non avenue est de même que si elle n'avait jamais existé; d'où il suit qu'il faut considérer les successions des condamnés révolutionnaires, comme n'ayant jamais passé dans les propriétés nationales, et suivre à leur égard l'ordre de succéder qui existait à l'époque de leur décès;—Considérant que l'ordre ordinaire des successions déterminé par les lois ne peut être changé que par une disposition expresse d'une loi contraire; et qu'ainsi, pour que les demandeurs en cassation eussent pu recueillir la succession de Lavieville et de sa fille, dont ils n'étaient pas les plus proches parens et héritiers lors du décès, il aurait fallu que la loi du 21 prair. an 3 eût établi un nouvel ordre pour les successions des condamnés dont elle ordonnait la restitution;—Considérant que la loi du 21 prair. n'a laissé subsister les effets de la confiscation, pour

le temps qui s'est écoulé depuis la condamnation jusqu'à la publication de la loi, qu'à l'égard des acquéreurs des biens vendus et de ceux qui avaient traité avec la nation, et qu'elle en a entièrement anéanti les effets à l'égard des condamnés, puisqu'elle a ordonné la restitution du prix des immeubles vendus et des biens coupés;—Que si elle n'a pas ordonné la restitution des fruits perçus, elle a rendu hommage aux principes, en ordonnant que les fruits perçus seraient compensés avec les frais de gardien et de séquestre;—Considérant que, bien loin que la loi du 21 prair. an 3 ait changé, à l'égard des héritiers des condamnés, l'ordre ordinaire des successions, elle l'a expressément maintenu, puisqu'elle a ordonné par une disposition finale de l'art. 1^{er} de la section 5, que les époux survivans et héritiers jouiront conformément aux lois et aux dispositions de la section 2;—Considérant que les dispositions de la loi du 21 prair. an 3, à cet égard, sont encore expliquées et confirmées par l'art. 4 de celle du 23 fruct. même année, qui ordonne que « les héritiers présomptifs des déportés, seront ceux qui, au moment de la déportation ou réclusion, auraient succédé auxdits ecclésiastiques, s'ils étaient morts naturellement; » et qu'on doit d'autant moins hésiter d'expliquer la loi du 21 prair. par celle du 23 fruct., que cette dernière a été faite pour servir de continuation et de complément à la précédente, aux dispositions de laquelle elle se réfère dans plusieurs articles;—Considérant que s'il avait dû subsister encore quelque doute sur la nécessité de remonter au temps du décès de Lavieville et de sa fille, pour connaître l'héritier à qui la loi du 21 prair. an 3 a voulu restituer leur succession, ce doute aurait été dissipé par la loi du 21 prair. an 4, qui porte: « Lorsque des ascendans, des descendans, et autres personnes qui se succèdent de droit, auront été condamnés, et que, mis à mort dans la même exécution, il devienne impossible de constater leurs prédécédés, le plus jeune des condamnés sera présumé avoir survécu; » que cette loi a été provoquée et rendue pour faire cesser les difficultés qui existaient au sujet des successions des condamnés révolutionnaires, ainsi qu'on le voit par le message du 2 germ. an 4, et par le rapport du 4 flor. suivant;—Considérant que lorsque cette loi a déterminé lequel des deux parens condamnés par le même jugement était présumé avoir survécu à l'autre, c'était à raison de ce que la succession du prédécédé devait passer à celui qui avait survécu et être par lui transmise à ses héritiers;—Et si la loi a supposé que, dans ce cas, l'un d'eux a hérité de l'autre, et qu'il lui a succédé quoiqu'il ne lui ait survécu qu'un instant, comment peut-on penser que ce ne sont pas les héritiers au temps du décès qui sont appelés à recueillir la succession des condamnés, et que ces héritiers sont exclus lorsqu'ils sont morts avant la loi du 21 prair. an 3?—Considérant qu'il résulte de toutes les lois ci-dessus rapportées, que les successions de Lavieville et de sa fille ont été recueillies par Louis-Eustache Béthune, leur fils et petit-fils, qui les a transmises par son décès à Marie-Eugène Béthune, son père, en vertu de la loi du 17 niv. an 2, et qu'elles ont passé dans le domaine de la nation en vertu de l'art. 3 de la loi du 28 mars 1793, et par conséquent, que le jugement qui a débouté les cit. Dauy et consorts de leur demande, et a maintenu la nation dans les successions dont il s'agit, est conforme aux lois;—Rejette, etc.

Du 23 therm. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Audier-Massillon.—Concl., le cit. Merlin, commiss.

PROTÊT.—PROVISION.—TIREUR.

Sous l'ordonnance de 1673, le tireur, poursuivi en remboursement, ne pouvait exciper du défaut de protêt de la lettre de change en temps utile, qu'à la charge de prouver qu'il y avait provision à l'échéance. (Ord. 1673, tit. 5, art. 13, 15 et 16.) (1)

(Semm.—C. Gostschler).

Le 19 mai 1795, Pierre Semm a souscrit au profit de Gostschler deux lettres de change, tirées sur Violant, et payables à la fin du mois de juin suivant. Ces effets n'ont été protestés que tardivement, le 31 juillet.

En l'an 8, plus de quatre ans après, Gostschler, entre les mains duquel se trouvaient encore les effets, a dénoncé ce protêt à la veuve et aux héritiers de Pierre Semm, et les a assignés en paiement des deux lettres de change. — Les défendeurs ont objecté la tardiveté du protêt. — Gostschler a répondu qu'aux termes de l'art. 16, tit. 5 de l'ordonn. de 1673, les vende et héritiers Semm représentant le tireur, ne pouvaient opposer cette exception qu'en faisant preuve de la provision entre les mains de Violant, à l'époque où le protêt aurait dû être fait.

9 vent. jugement du tribunal de Belfort, confirmé le 23 frim. an 10, par le tribunal d'appel de Colmar, qui, sans s'arrêter aux fins de non-recevoir proposées par les vende et héritiers Semm, les condamne à payer le montant des deux lettres de change.

Pourvoi en cassation de la part des vende et héritiers Semm, pour violation des art. 13 et 15, tit. 5, de l'ord. de 1673, et fautive application de l'art. 16 de la même ordonnance, en ce que le jugement attaqué a considéré la disposition de ce dernier article (qui impose au tireur l'obligation de justifier de la provision), comme une exception au principe d'affranchissement de toute garantie, posé dans les art. 13 et 15, lorsque le protêt n'a pas été fait ou dénoncé en temps utile; tandis que cet art. 16 n'a d'autre objet que de mettre le porteur à même d'obliger le tireur à lui procurer une action directe contre le tiré, au cas de refus d'acceptation de la part de ce dernier.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu que, d'après l'art. 16 du tit. 5 de l'ord. du commerce de 1673, les vende et héritiers de Pierre Semm, pour être admis à opposer contre la demande de Meyer Gostschler, le défaut de protêt et de notification d'icelui à Pierre Semm, dans les délais voulus par les art. 4 et 13 du même tit., étaient obligés de prouver que Violant était redevable dudit

Semm, on avait provision au temps où les traites dont il s'agit avaient dû être protestées, et que les juges ont décidé en fait que les vende et héritiers Semm n'avaient aucunement fait cette preuve, ce qui les rendait non recevables à exciper de l'inobservation desdits délais; — Rejette, etc.

Du 23 therm. an 10.—Sect. req.—Prés., le cit. Murair.—Rapp., le cit. Boyer.—Concl., le cit. Merlin, comm.—Pl., le cit. Courcel.

ACCUSÉ.—COPIE DE PIÈCES.—TIRAGE AU SORT DES JURÉS.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le procès-verbal du tirage au sort du jury d'accusation devait être donné en copie à l'accusé, à peine de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 330.) (2)

(Borden.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 330 du Code des délits et des peines; — Attendu que Borden n'a pas eu copie du procès-verbal qui a été dressé du tirage au sort du jury d'accusation, pièce importante de la procédure, puisque ce procès-verbal doit constater l'observation des formalités prescrites, à peine de nullité, et que, par conséquent, l'accusé a le plus grand intérêt de connaître; — Casse, etc.

Du 24 therm. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Seignette.—Concl., le cit. Fons, subst.

JURY.—REMPLACEMENT.

Les jurés manquans au jour de l'ouverture du débat, ne peuvent être remplacés que par la voie du sort, à peine de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 515.) (3)

(Pacot.)

Du 24 therm. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Raiaud.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

JURY (QUESTIONS AU.)—CHARGES GÉNÉRALES.—CHARGES PARTICULIÈRES.

Lorsque l'acte d'accusation, outre les charges générales et communes à tous les accusés, admet des charges particulières et personnelles à quelques-uns, il doit être posé une question générale à l'égard de chaque délit et de chaque accusé, avant de poser une question spéciale sur les charges particulières. — En conséquence, l'accusation n'est pas purgée, quand le tribunal criminel se borne à poser des questions sur ces charges particulières, en omettant d'en poser sur les charges générales relativement à chaque accusé. (C. 3 brum. an 4, art. 373 et 374.) (4)

procès-verbaux constatant le délit et des déclarations écrites des témoins. Toutes autres pièces que celles désignées dans cet article, ne doivent donc plus être délivrées gratuitement; et le Cour de cassation e même jugé que tous les procès-verbaux qui ne constatent pas le délit lui-même (err. du 25 juin 1819), que toutes les déclarations qui ne constituent pas un témoignage, telles que celles d'un coaccusé ou celles qui sont données comme renseignement (errêts des 15 ev. 1824, 28 mars 1819), ne doivent pas être délivrées gratuitement à l'accusé.—F. en surplus, la note sur le jugement de cassation du 22 vend. en 8.*

(3) F. ident. 1^{er} frim. en 8, et 26 frim. en 9.—L'art. 393 du Code d'inst. crim. ne prescrit le tirage par la voie du sort qu'après l'épuisement des jurés supplémentaires.

(4) L'erreur que signale ce jugement peut difficilement se rencontrer; mais l'omission de toute circonstance rappelée dans le résumé de l'acte d'acc.

(1) C'est enjoud'hui la disposition formelle des art. 117 et 170 du Code de comm. — F. sur l'état de la question sous le droit ancien, Pothier, *Contrat de change*, n° 157, et Merlin, dans cette espèce, *Quest. de droit*, v° *Protêt*, § 4.—Le jugement qui se suit, est donné à tort par plusieurs tribunaux, comme prononçant sur le question de savoir si les endosseurs étaient, comme le tireur, tenus de justifier de la provision à l'échéance. On verre que les faits de la cause ne comportaient pas cette décision, puisque l'action en remboursement n'était pas dirigée contre un endosseur, mais bien contre le tireur. — Quant à la question relative aux endosseurs, F. Cass. 1^{er} fruct. en 6; 25 prair. an 10; 14 therm. en 11; 9 prair. en 12, et les notes.

(2) L'art. 330 du Code du 3 brum. en 4 prescrivait le délivrance gratuite de la copie des pièces de la procédure, ce qui comprenait toutes les pièces utiles à la défense. L'art. 305 du Code d'inst. crim. a restreint cette délivrance à la copie des

(Cassiers).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 373 et 374, du C. du 3 brum. an 4;—Considérant que l'acte d'accusation contient cinq délits; qu'après avoir rapporté les charges générales et communes aux treize individus traduits devant le jury d'accusation, et y dénommés comme prévenus d'être tous les auteurs, coauteurs ou complices de chacun de ces cinq délits, il en rapportait aussi de particulières et personnelles à quelques-uns de ces prévenus et relatives seulement à quelques-uns de ces délits; qu'ainsi l'acte d'accusation portait en résultat: sur quoi les jurés auront à prononcer s'il y a lieu à accusation contre lesdits prévenus, dont les noms suivaient au nombre de treize, à raison de tout ou partie des délits mentionnés au présent acte;—Considérant que les jurés ayant répondu qu'il y avait lieu à accusation contre tous, à l'exception de Schomackers, l'accusation se trouvait admise contre les douze restant à raison de chacun des cinq délits qui formaient l'objet de l'accusation;—Considérant que le tribunal criminel eût dû, en conformité des art. 373 et 374 du Code, cités ci-dessus, poser, relativement à chaque délit, les questions, savoir: « Si chacun a accusé comme aux débats édicté en non censé vaincu d'en être l'auteur ou la complice; » que ces questions devaient être répétées à l'égard de chaque délit et de chaque accusé; qu'au lieu de cet ordre de questions, le tribunal criminel n'a présenté aux jurés, sur chaque délit, que les questions relatives à ceux des accusés contre lesquels il existait dans l'acte d'accusation des charges particulières;—Considérant que ces charges particulières étaient indépendantes et non exclusives des charges générales et communes à tous; que l'accusation admise contre tous individuellement et cumulativement devait être examinée sous tous ses rapports; que le tribunal criminel, en rejetant, par son jugement préparatoire du 23 germ. dernier, la réclamation du commissaire qui en demandait le complément, et en maintenant le tableau des questions tel qu'il avait été présenté, a mis les jurés dans l'impulsion de prononcer sur toutes les questions qu'ils devaient décider; que, dès lors, il est resté incerti si les accusés ont participé aux autres délits pour raison desquels il y avait omission de questions;—Casse, etc.

Du 21 therm. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Sieyès.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

JURY.—REMPLACEMENT.

Sous le Code du 3 brum. an 4, le défaut de convocation d'un juré inscrit sur la liste notifiée à l'accusé, et son remplacement par un autre juré, sans qu'aucune récusation ait été faite et qu'aucune excuse ait été proposée, opérant la nullité de la formation et par suite de la déclaration du jury. (C. 3 brum. an 4, art. 503 et 504.) (1)

(Chabrol).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 503 et 504 et la 6^e disp. de l'art. 456 du Code des délits et des peines;—Attendu qu'il résulte de la disposition de ces articles, dont l'observation est prescrite, à peine de nullité, par l'art. 525, même Code, qu'une déclaration du jury de jugement n'est régulière et légale qu'autant qu'elle est émise par les jurés

inscrits sur le tableau du jury de jugement arrêté dans les formes voulues; que, dans l'espèce, le tableau du jury de jugement arrêté le 1^{er} messid. par le président du tribunal criminel, dont copie avait été remise au demandeur, indiquait pour sixième juré le cit. Richard; que, cependant, il n'a point été convoqué pour la formation du jury de jugement qui a prononcé sur l'acte d'accusation admis contre le demandeur; que les citoyens Hervin a été substitué au cit. Richard, quoique celui-ci n'eût point été récusé par le demandeur et qu'il n'eût point été excusé ni même proposé d'excuse; qu'ainsi, il a concouru illégalement et sans caractère à la déclaration du jury de jugement;—Casse, etc.

Du 25 therm. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Liger-Verdigny.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

AUTORITE JUDICIAIRE.—AUT. ADMINIST.—PATURAGE.—ARRÊTÉ MUNICIPAL.

Un tribunal de police ne peut, sans empiéter sur les attributions de l'autorité administrative, renvoyer de la plainte des individus prévenus d'avoir fait paître leurs bestiaux sur un pré interdit à la pâture par un arrêté municipal pris en exécution d'un arrêté du préfet, sur le motif que ce dernier arrêté aurait été fausement interprété par l'autorité municipale (2).

(Boudin.)

Le maire et le conseil municipal de Soirans prirent, en exécution d'un arrêté du préfet, un arrêté qui mit en défense une partie de prés, afin d'en obtenir une seconde herbe, la première ayant manqué par suite de la sécheresse. Un délit de dépaissance fut constaté; mais le tribunal de police renvoya le prévenu de l'action, sur le motif que le maire de Soirans avait fait une fausse interprétation de l'arrêté du préfet.—Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu la 6^e disp. de l'art. 456 du Code du 3 brum. an 4;—Considérant que, d'après les lois des 16-21 août 1790 et 21 fruct. an 3, il n'appartient pas aux tribunaux de juger de la validité d'un acte administratif ou de l'interpréter;—Attendu que, dans l'espèce, le tribunal de police municipale de Soirans, par son jugement du 28 prair. dernier, rendu en exécution d'un arrêté du préfet du département, du 20 du même mois, en renvoyant les prévenus de l'action intentée contre eux par le commissaire, et leur enjoignant de se conformer pour l'avenir audit arrêté, est tombé dans une contradiction que rien ne peut justifier;—Casse, etc.

Du 25 therm. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Schwendt.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

CONFLIT DE JURIDICTION.—RÈGLEMENT DE Juges.—Faux.

Sous le Code du 3 brum. an 4, il y avait lieu à règlement de juges par le tribunal de cassation, lorsque, d'une part, le tribunal civil avait surais jusqu'à ce qu'il eût été prononcé par la juridiction criminelle sur le faux allégué contre la pièce principale du procès, et que, d'une autre part, le directeur du jury refusait de procéder à une instruction sur la

cassation; emporterait encore nullité, puisqu'il résulterait d'une telle omission que le jury n'aurait pas prononcé sur toutes les circonstances du fait, et par conséquent, que l'accusation ne serait pas purgée.

(1) F. conf., Cass. 25 niv. an 7; 26 frim. an 9.
(2) F. anal. dans le même sens, Cass. 19 avril 1792, 3 mai 1792, 21 juin 1792, 27 av. 1793, 19 juill. 1793, 28 sept. 1793, 4 oct. 1793, 5 oct. 1793, 28 vent. an 4, 25 germ. an 7, etc.

motif que l'ordre public n'y était pas intéressé (1).

(Veuve Douhaut.)

Le décès d'Adélaïde-Marie Rogès de Lusignan de Champignelles, veuve du marquis de Douhaut, était depuis plusieurs années de notoriété publique : on acte mortuaire du 19 janvier 1798 l'attestait. Cependant, en 1792, une femme, prenant ces noms, demanda sa réintégration dans les biens dont elle aurait été dépouillée; elle racontait qu'ayant tenu des propos indiscrets à l'occasion de l'affaire du collier, elle avait été enfermée à la Salpêtrière, et qu'elle y serait morte si la révolution n'en avait brisé les portes; que sa famille avait répandu le bruit de sa mort, pour se partager ses biens. Elle est reconnue par 98 personnes, mais la famille de Lusignan la méconnaît.

Jugement du 26 mai 1792, qui déclare la demanderesse non recevable, attendu la foi due à l'acte de décès.

Sur l'appel, l'acte mortuaire est argué de faux par elle, et le 19 niv. an 5, un jugement rendu par le tribunal civil de la Nièvre, ordonne qu'il sera sursis au jugement de l'appel jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par les juges compétens sur le crime de faux dénoncé par la demanderesse.

Une plainte est alors adressée devant le directeur du jury d'Orléans, qui rend une ordonnance par laquelle : « Considérant que la plainte ne présente qu'un intérêt personnel, et que l'ordre public ne peut y avoir aucune part; que si la soi-disant veuve Douhaut veut prouver le fait qu'elle met en avant, elle doit le faire à ses frais et devant le juge qui doit en connaître; renvoie la plaignante se pourvoir devant qui de droit. »

Pourvoi en règlement de juges. — Le commissaire Merlin a pensé dans ses conclusions, qu'il y avait lieu à règlement de juges, puisqu'il y avait impossibilité pour les parties d'obtenir jugement; mais que c'était au tribunal civil à faire l'instruction sur le faux, parce qu'en arguant la pièce de faux, le demanderesse n'en dénonçait point l'auteur.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que le jugement rendu par le tribunal civil de la Nièvre, le 19 niv. an 5, sur l'appel du jugement prononcé en première instance par le tribunal du district de Saint-Fargeau, le 26 mai 1792, par lequel le tribunal d'appel a ordonné contradictoirement entre toutes les parties qu'il serait sursis à prononcer sur l'appel jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par les juges qui en doivent connaître sur le crime de faux articulé par l'appelante, qui serait tenue de justifier de ses diligences dans deux mois, sinon serait fait droit sur ledit appel, ainsi qu'il appartiendrait, est passé en force de chose jugée par la non réclamation des intimés et par l'exécution que lui a donnée la partie appelante, qui est la demanderesse; que le jugement doit conséquemment produire l'effet pour lequel le sursis a été ordonné; que cet effet doit nécessairement être de constater si l'acte mortuaire d'une personne y désignée sous le nom d'Adélaïde-Marie Rogès de Lusignan, à son décès veuve de Louis-Joseph de Douhaut, et qui y est dite décédée à Orléans,

le 21 janv. 1768, ledit acte signé par André-Jérôme Egrot, Dulude, Luracque et Guyon Guércheville, intimés, est ou non le produit d'un faux combiné entre les signataires, l'émigré Rogès et ses parents, pour faire supposer la mort et l'inhumation de la veuve Douhaut, et de prononcer sur le crime de faux articulé par la demanderesse; — Attendu qu'il est constaté par les pièces produites, que dès le 9 du mois de vent. an 5, et, par conséquent, avant l'expiration des deux mois limités par le jugement civil, la demanderesse a fait ses diligences pour saisir la justice criminelle de la connaissance de l'instruction de ce crime de faux articulé, puisqu'à cette époque elle a présenté sa plainte formelle, à cet effet, au directeur du jury de l'arrondissement d'Argenton; que les différens renvois de cette plainte de la part des divers officiers de police judiciaire à d'autres officiers de la même police judiciaire, prouvent que la demanderesse a persisté dans sa plainte, et que les pièces jointes aux ordonnances de renvoi justifient de la continuité de l'instance et de ses diligences pour obtenir l'instruction du délit; — Attendu qu'il ne s'agissait plus d'examiner si les prétentions de la demanderesse tendaient ou non à une fin civile, dès lors qu'il était décidé par les juges civils que l'acte produit contre la demanderesse était par elle dénoncé comme étant le résultat d'un faux combiné par les individus par elle désignés; que le faux, s'il existait, est un crime puni par le Code pénal, et dont l'instruction est un attribut et un devoir des tribunaux criminels, d'après les art. 8 et 536, du Code des délits et des peines; — Attendu, enfin, qu'il ne peut se trouver dans notre organisation judiciaire des cas où une partie puisse être repoussée à la fois par les tribunaux civils et les tribunaux criminels, et que si l'ordonnance rendue le 7 germ. dernier par le directeur du jury de l'arrondissement d'Orléans subsistait, la demanderesse fournirait le scandaleux exemple d'une pareille position; — Procédant par voie de règlement de juges, sans avoir égard aux ordonnances rendues par le substitut du commissaire près le tribunal criminel du Loiret, du 1^{er} vent. dernier, et par le directeur du jury de l'arrondissement d'Orléans, du 7 germinal aussi dernier; — Ordonne que les pièces du procès, et notamment le jugement civil du département de la Nièvre, du 19 vent. an 5, et les pièces accessoires à la plainte présentée au directeur du jury de l'arrondissement d'Argenton, le 9 vent. an 5, seront envoyées au directeur du jury de l'arrondissement de Bourges, comme point central et plus rapproché des divers témoins qui seront produits ou qu'il conviendra d'entendre, pour, par ledit directeur du jury, procéder, aux termes et dans les formes des lois, à l'instruction du crime de faux dont la demanderesse a rendu plainte.

Du 29 therm. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Delacoste. — Conf., le cit. Merlin, comm.

EMPHYTEOSE. — RENTE FÉODALE.

Les rentes, même qualifiées féodales, qui forment le prix d'une emphytéose temporaire,

(1) Le conflit négatif provenait uniquement, dans l'espèce, de ce que le directeur du jury, qui exerçait alors les fonctions qu'exerce aujourd'hui la chambre du conseil, au lieu de statuer sur l'instruction faite sur la plainte, avait écarté cette plainte par une fin de non-recvoir; car s'il eût déclaré par une ordonnance que le fait dénoncé ne présentait pas les caractères d'un faux criminel, ou qu'il n'y avait pas d'indices suffisants pour suivre, cette ordonnance eût nécessairement mis fin au sursis pro-

noncé par le tribunal civil, et il n'y aurait pas eu de conflit, puisqu'il n'y eût pas eu impossibilité pour les parties d'obtenir justice. Un pareil conflit ne pourrait donc se reproduire maintenant, puisque la chambre du conseil devrait déclarer qu'il y a ou non lieu de suivre, et que cette décision ferait cesser tôt ou tard le sursis prononcé par le tribunal civil. — F. au surplus le réquisitoire du Merlin dans cette affaire, *Quest. v^e Faux*, § 4, et *Cass.*, 19 prair. an 11.*

ne sont féodales que de nom, et n'ont point été abolies par la loi du 17 juill. 1793 (1).

(Demailly — C. Jourdain-Laloue.)

30 juillet 1770, bail emphytéotique d'un moulin à vent, moyennant 500 liv. de rente, consentie par Destourmelles, alors seigneur de la terre de Sality. — Ce bail était de 99 ans.

Trois dispositions principales de cet acte sont à remarquer : 1° Réserve ledit bailleur, la justice et seigneurie directe, foi et hommage, tant dudit moulin que du terrain sur lequel il est construit ; — 2° En cas de vente, don, cession, transport ou autres aliénations quelconques, il sera dû au propriétaire de Sality-anc-Bois, les droits seigneuriaux, à raison du 6^e denier du prix ; — 3° à défaut de paiement de trois années de la redevance ou fermage ci-dessus convenu, sera libre audit Destourmelles, ses successeurs ou ayans cause, de résilier le bail emphytéotique.

Il paraît qu'après les lois suppressives des droits féodaux, Demailly continua pendant quelque temps de servir la rente ; qu'enfin il s'en dispensa ; que par le cit. Jourdain, acquéreur du cit. Destourmelles, il fut assigné en paiement des arrérages et résiliation du bail ; que, de son côté, il conclut non-seulement à être déchargé pour l'avenir, mais encore à la restitution de ce qu'il y avait de payé au passé.

26 therm. an 7, jugement du tribunal civil du Pas-de-Calais, conforme aux conclusions de Demailly.

22 brum. an 10, jugement rendu par le tribunal d'appel, séant à Boulogne, qui dit mal jugé, et ordonne l'exécution du bail emphytéotique, à l'exception des clauses relatives aux lods et ventes, et autres droits féodaux.

Le demandeur en cassation reprochait à ce jugement : — 1° d'avoir admis en principe, contre le vœu de la loi, une distinction entre les droits fonciers et les droits féodaux ; — A son avis, il suffisait que les droits fonciers fussent mêlés de féodalité, pour qu'ils fussent être déclarés compris dans la suppression ; 2° d'avoir maintenu, comme foncier, un droit évidemment féodal ; — Car la redevance de 500 liv. ne pourrait être le prix d'une concession de fonds : le terrain sur lequel est bâti un moulin à vent ne peut évidemment point produire 500 liv. de rente. — Elle était donc le prix de la concession du droit de prendre vent, droit essentiellement féodal.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que les lois invoquées ne sont nullement applicables à l'espèce actuelle, où il s'agit d'un bail et de redevances qualifiées fermage, — Rejette, etc.

Du 29 therm. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Brillet-Savarin. — Concl., le cit. Merlin, comm.

CONCORDAT. — CRÉANCIERS. — MINORITÉ.

La disposition de l'ordonnance de 1673 (art. 7, tit. 11) qui oblige la minorité des créanciers

(1) La raison de décider, c'est, comme le disait Merlin, portant la parole dans cette affaire (*V. Quest., v^e Emphytéose, § 1*), que les baux emphytéotiques ne sont, pas plus que les baux ordinaires, translatifs de propriété incommutable ; que les uns ne tiennent pas plus que les autres nature d'inféodation ou d'acensement ; que les redevances stipulées par les uns ne sont, comme les redevances stipulées par les autres, que de simples fermages, que la reconnaissance du revenu du fonds (et Merlin cite à l'appui de son opinion plusieurs arrêts

d'un failli à se soumettre au concordat souscrit par la majorité, peut être invoqué par le débiteur failli aussi bien que par les créanciers signataires. — En conséquence, lorsqu'un concordat a été souscrit par les trois quarts en somms des créanciers d'un failli, les créanciers non signataires, qui n'alléguent ni fraude ni simulation, ne peuvent se dispenser de souscrire aux délibérations prises par la majorité, encore qu'ils s'engagent à n'exercer de poursuites qu'à une époque où, par des actions séparées, ils ne contrarieraient point l'intérêt de la masse (2).

(Mainony — C. ses créanciers.)

Par un traité du 25 juillet 1786, Mainony promit à plusieurs de ses créanciers trente-cinq pour cent de ce qui leur était dû, et ils s'en contentèrent, sous la réserve que, venant dans la suite à une meilleure fortune, il serait tenu de payer le tout. — Les trente-cinq pour cent étaient payables en trois termes. — Quelques créanciers, dont les créances ne s'élevaient pas au quart du total des dettes de Mainony, refusèrent de souscrire à ce traité, et déclarèrent qu'ils n'en contrariaient point l'exécution, et qu'ils attendaient, pour exercer leurs actions, que les trente-cinq pour cent promis aux autres créanciers leur eussent été payés.

Mainony fit assigner les créanciers refusant devant le grand sénat de Strasbourg, pour voir dire qu'ils seraient tenus d'accéder au contrat d'artermolement et de le signer.

13 sept. 1787, sentence qui, sous le mérite de la déclaration faite par les créanciers refusant, qu'ils laisseraient exécuter le contrat vis-à-vis les autres créanciers, déboute Mainony de sa demande.

Appel de cette sentence au tribunal civil du Bas-Rhin. — 3 flor. an 8, jug. confirmatif fondé sur ce que la règle de la majorité établie dans les art. 5 et 7 du tit. 11 de l'ord. de 1673 n'avait été introduite qu'en faveur de cette même majorité ; qu'elle ne devait être observée qu'à l'égard des créanciers qui, en refusant d'accéder aux actes d'artermolement, n'ont pas déclaré, dans le temps, qu'ils n'exerceraient leurs actions qu'après l'acquéiescence des termes accordés et des paiements promis, et que lorsque les non-signataires ne préjudicieraient pas aux autres créanciers par des poursuites séparées de la masse, on ne pouvait pas les forcer de subir la loi que les autres s'étaient imposée.

Pourvoi en cassation, fondé sur les art. 5 et 7 du tit. 11 de l'ord. de 1673. — L'art. 5 porte, que « les résolutions prises dans l'assemblée des créanciers, à la pluralité des voix, seront exécutées par provision. » — L'art. 7 est ainsi conçu : « En cas d'opposition ou de refus de signer les délibérations par les créanciers dont les créances n'excéderont pas le quart du total des dettes, voulons qu'elles soient homologuées en justice, et exécutées comme s'ils avaient tous signé. » — Les résolutions prises par la majorité des créanciers doivent donc absolument et indéfiniment

du gouvernement). — *V.* aussi dans le même sens, Cass. 11 fruct. an 11. — Cependant la question a été jugée en sens contraire les 14 vent. an 7 et 14 juill. 1809. — *V.* au surplus *Jurisp. du XIX^e siècle, v^e Emphytéose, § 2*.

(3) Le Code de commerce disposant également que le concordat dûment homologué est obligatoire pour tous les créanciers (art. 516), la décision ci-dessus devrait encore recevoir aujourd'hui son application.

obtenir la soumission de la minorité; si la majorité ne faisait la loi, il s'ensuivrait que la faculté d'apporter le trouble dans l'administration de la chose commune, et d'empêcher l'emploi sage des ressources qui en résultent, serait laissée à un petit nombre de créanciers. — La loi n'admet, à cet égard, aucune exception; elle dispose en faveur tant des créanciers signataires que du débiteur failli. — Ainsi l'acte d'arbitrage du 23 juillet 1786 ayant été signé par la majorité des créanciers, les autres créanciers non signataires ont dû s'y soumettre. — Cette soumission était exigée par l'art. 5 du tit. 11 de l'ord. de 1673; par l'art. 6 où est définie ce que l'on doit considérer comme la majorité, par l'art. 7, qui veut que les résolutions soient homologuées en justice contre les non-signataires; et par l'art. 8, qui n'excepte que les créanciers hypothécaires ou privilégiés; article que le tribunal civil du Bas-Rhin a violé, en dispensant, dans l'espèce les non-signataires d'adhérer à l'acte d'arbitrage.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 7 du titre 11 de l'ord. de 1673. — Considérant que, quoique l'acte du 23 juillet 1786, portant remise et arbitrage au profit de Joseph-Antoine, et Bernard Mainony, fût consenti par les trois quarts de leurs créanciers en somme et au-delà; que ceux qui ont refusé d'y adhérer ne fussent ni privilégiés, ni hypothécaires, et qu'on eût allégué ni fraude ni simulation de la part de Mainony et d'aucun des créanciers signataires, l'homologation de cette délibération leur a été néanmoins refusée par une interprétation dont la loi n'est pas susceptible, et qui la contraire, puisque la loi accorde aux délibérations prises par les trois quarts des créanciers en somme, le même effet que si tous les créanciers avaient signé; — *Cass.*, etc.

Du 29 therm. an 10. — Sect. civ. — Prés. le cit. Henrion. — *Rapp.*, le cit. Coffinhal. — *Concl.* le cit. Jourde, subst. — *Pl.*, les cit. Guichard et Chabroud.

RENTE FÉODALE. — CENS.

Celui qui possédait des immeubles comme censitaire, ne pouvait bailler à cens ces mêmes immeubles. Ainsi, quelques dénominations que les censitaires aient données à son acte de concession et aux rentes qui en forment le prix, la concession n'est dans la réalité qu'un bail à rente, et les redevances ne sont que des rentes foncières non atteintes par les lois abolitives de la féodalité (1).

(Roux — C. Drouard.)

En 1736, Simon Benoit, qualifié de seigneur de Mercy, cède à Jean et Antoine Roux, à titre de rente annuelle et perpétuelle, plusieurs immeubles (dont la situation est indiquée ailleurs que dans la seigneurie de Mercy). — Les conditions de ce délaissement sont: 1° d'acquiescer pour le bailleur, les rentes et cens affectés sur lesdits héritages, et de justifier des quittances qu'en tireront les preneurs; 2° de payer solidairement au bailleur et à ses ayans cause annuellement, et

perpétuellement au jour de St-Michel, neuf queues de vin, etc... une poule et trois deniers, le tout de rente et cens, portant lods, retenue, remuage, et tous autres droits censuels; 3° de ne pouvoir aliéner, échanger, diviser lesdits héritages, sans l'express consentement du bailleur.

En l'an 8, le cit. Dronard et son épouse, successeurs et représentants du bailleur des héritages dont s'agit, ont dirigé contre Jean Roux une action en paiement des arrérages de la rente stipulée au contrat de 1736.

18 vent. an 8, jugement contradictoire qui condamne Jean Roux à desservir la rente, laquelle n'est pas supprimée, attendu que les héritages dont s'agit étant déjà chargés d'un cens seigneurial, le nouveau cens féodal a été converti en simple rente foncière (selon la maxime, *cens sur cens ne vaut*, consacrée par la coutume de Bourgogne).

Appel. — 19 mess. an 9, jugement: du tribunal d'appel séant à Dijon, qui confirme, par les mêmes motifs.

POURVOI en cassation, pour contravention à la loi du 17 juill. 1793, suppressive des droits féodaux. — L'acte présente un cens et une *defensio d'aliéner*, disent le demandeur. A ces signes se reconnaît et se distingue la féodalité. Voilà qui devait suffire aux juges. Ils n'avaient point à examiner quelle était la nature des fonds accensés, si le bailleur avait droit de se réserver la directe.

Le cit. Merlin a conclu au rejet, en se fondant sur ce que la qualification féodale ne suffit pas pour qu'un cens soit réputé féodal et supprimé; sur ce qu'il n'était pas permis d'établir un cens sur un autre cens, et enfin sur ce que le concédant, dans l'espèce, n'était pas seigneur des héritages qu'il concédait, et n'en avait pas la propriété directe nécessaire pour stipuler un cens féodal.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que le tribunal d'appel séant à Dijon a jugé en fait que, conformément à ce qui est énoncé au bail à rente, du 19 nov. 1736, les héritages concédés étaient tenus en censive par Simon Benoit, bailleur à rente par ledit acte... Que dès lors il était impossible que Simon Benoit possédât les mêmes héritages comme parties intégrantes d'un fief dont il fût propriétaire... qu'il n'est pas prouvé que Simon Benoit fût propriétaire d'aucun fief, et qu'il n'est pas même allégué que les héritages concédés fissent partie du domaine d'un fief qui lui appartenait...; que le faux emploi, dans l'acte de 1736, de quelques mots appartenant à la féodalité, ne peuvent pas rendre féodale une concession qui ne pouvait être telle, et qui est d'ailleurs caractérisée par l'acte de bail à rente foncière; qu'en jugeant ainsi le tribunal de Dijon, loin de contrevenir à la loi du 17 juill. 1793, s'est conformé aux termes et à l'esprit de la loi... — *Rejette*, etc.

Du 29 therm. an 10. — Sect. req. — Prés. le cit. Muraire. — *Rapp.*, le cit. Gandon. — *Concl.*, le cit. Merlin, commiss. — *Pl.*, le cit. Liborel.

(1) C'est qu'en effet le domaine direct d'un héritage ne peut appartenir à deux personnes au même temps, et comme, dans les principes féodaux, le cens importait le domaine direct, il s'ensuivait nécessairement que nul ne pouvait bailler à cens des héritages qu'il possédait lui-même comme censitaire. De là cette maxime, *cens sur cens ne vaut*, enseignée par tous les feudistes et consacrée en propres termes par la coutume de Bourgogne, dans l'art. 11.

le ressort de laquelle se trouvaient situés les biens dont il s'agissait dans l'espèce. *V.* en surplus, *Cass.* 4 vend. an 9, et la note qui accompagne ce jugement, où se trouvent indiquées les décisions en sens divers sur le point de savoir si la nature féodale d'une rente pouvait ou non dépendre des clauses féodales insérées dans l'acte, alors même que le concédant n'était pas seigneur du fonds concédé. *V.* aussi Merlin, *Quest.*, v° *Rente foncière*, § 13.

1^o ACTE ADMINISTRATIF. — COMPÉTENCE. — ACTION DOMANIALE. — PRÉFET. — AVOUÉ.

1^o Au cas de contestation entre deux particuliers au sujet d'un fonds, dont l'un rapporte un titre d'acquisition administrative et l'autre un bail également passé par l'administration, c'est à l'autorité administrative et non à l'autorité judiciaire qu'il appartient de statuer.

2^o Dans les causes qui intéressent l'Etat, les préfets sont dispensés de constituer avoué (1).

(Intérêt de la loi — aff. Duhamel.)

La municipalité de Paris avait cédé au cit. Duhamel un terrain national en échange de bâtiments dont elle s'était emparée; mais plus tard, sans avoir égard à cette cession, elle loua ce terrain au cit. Lemol.

Ultérieurement, une contestation s'engagea entre Duhamel et Lemol, et elle fut portée au tribunal de la Seine, devant lequel Duhamel appela l'administration en garantie.

Le préfet de la Seine défendit à cette demande sans employer le ministère d'avoué; mais il fut condamné par défaut, faute d'avoir constitué avoué, par jugement du 6 pluv. an 9.

Sur son opposition, le préfet soutint être dispensé de constituer avoué sur la demande intéressant l'Etat; et telle était la demande qui faisait l'objet du procès, le terrain cédé par l'administration au cit. Duhamel étant une propriété nationale.

23 vent. an 9, jugement du tribunal d'appel de Paris, qui maintient le jugement du 6 pluv. précédent.

Ce jugement a été dénoncé à la cour de cassation sur l'ordre du ministre de la justice : — 1^o pour violation des lois qui dispensent l'administration départementale de constituer avoué sur les demandes qui intéressent l'Etat; — 2^o pour excès de pouvoir, en ce que le jugement attaqué avait statué sur une contestation qui sortait des bornes de la compétence de l'autorité judiciaire, s'agissant de l'effet et de l'interprétation d'actes de l'autorité administrative.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu la loi du 21 août 1790, tit. 2, art. 13, et la loi du 16 fruct. an 3, qui fait itératives défenses aux tribunaux de connaître des actes d'administration, de quelque espèce qu'ils soient, aux peines de droit; — Vu l'art. 94 de la loi du 27 vent. an 8; la loi du 19 niv. an 4, relative aux actions en justice à intenter au nom de la république, art. 2; l'arrêté du directoire exécutif du 10 therm. suivant, art. 2; l'arrêté des consuls du 7 messid. an 9, relatif aux rentes et domaines nationaux affectés aux hospices, art. 4; la loi du 17 frim. an 6, rendue pour régler la reprise et le jugement des procédures existantes contre les émigrés, art. 4; — Considérant, 1^o qu'il s'agissait, dans l'affaire actuelle, de promouvoir sur la validité d'actes administratifs passés au profit de Duhamel et Lemol, et, que sous ce rapport, le tribunal de Paris n'a pu en connaître sans commettre un excès de pouvoir, aux termes des lois des 24 août 1790 et 16 fruct. an 3;

Considérant, 2^o que la loi du 27 vent. an 8, art. 94, relative aux avoués, n'est applicable qu'aux affaires entre particuliers; qu'à l'égard de celles qui concernent la république, les autres lois ci-

dessus citées constituent les commissaires du gouvernement seuls défenseurs de l'intérêt national, et les autorisent à faire ce que les avoués font dans les affaires qui ne regardent que les citoyens; — Par ces motifs, faisant droit sur la réquisition du commissaire du gouvernement; — annule, tant pour excès de pouvoir que pour contravention aux lois, les jugements du tribunal d'appel de Paris, en date des 6 pluv., 23 vent. et 16 mess. an 9.

Du 29 therm. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Zangiacomi. — Concl. conf., le cit. Merlin, commiss.

EXPLOIT. — PARLANT A.

Est nul l'exploit signifié parlant à une femme, sans autre désignation et sans même mentionner que cette femme ait été trouvée au domicile du défendeur (2).

(Gauthier — C. l'enregist. — JUGEMENT.)

LE TRIBUNAL. — Attendu que la signification de l'arrêt d'admission n'ayant pas été faite à la personne des défendeurs, elle ne pourrait être valable, aux termes de l'art. 3, tit. 2 de l'ordonn. de 1667, qu'autant qu'elle aurait été faite au domicile desdits défendeurs, et que la personne à laquelle elle a été laissée y serait indiquée; — Attendu que ladite signification ne désigne pas suffisamment la personne à qui elle a été laissée, puisque cette personne n'y est désignée que par l'expression générale d'une femme, sans même qu'il soit fait mention que cette femme ait été trouvée au domicile des défendeurs; d'où il résulte que cette signification n'est point revêtue de toutes les formalités prescrites pour sa validité; — Déclare nul l'exploit de signification du jugement d'admission, et, par suite, la réclamation déboutée de son pourvoi en cassation.

Du 29 therm. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Basire.

ACQUIT-A-CAUTION. — DÉCHARGE.

Celui qui, au lieu de faire passer des marchandises voyageant sous acquit-a-caution par le bureau désigné, les fait passer par un autre, ne peut remplacer le certificat de décharge de l'acquit-a-caution, par un jugement du tribunal de la situation de ce dernier bureau, constatant qu'attendu leur état complet de pourriture, les marchandises n'ont pu sortir du territoire. (L. 22 août 1791, tit. 3, art. 1, 2 et 8.)

(Douanes — C. Miramont. — JUGEMENT.)

LE TRIBUNAL. — Donne défaut contre les syndics des créanciers Miramont, et, pour le profit, — Vu les art. 1^{er} et 2, 3^e part. de l'art. 8, tit. 3 de la loi du 22 août 1791; — Attendu qu'il résulte évidemment de ces dispositions que Miramont et compagnie ne pouvaient être dispensés de payer le double droit, qu'en reproduisant l'acquit-a-caution déchargé par le bureau désigné dans cet acquit, qui est celui d'Agde; qu'ils se sont mis, par leur propre fait, dans l'impossibilité de faire cette reproduction, en faisant conduire les tabacs mentionnés au procès à Perpignan, tandis que s'ils les avaient conduits à Agde, ils auraient pu obtenir du bureau désigné dans l'acquit-a-caution un certificat de décharge, s'il avait été vérifié que la sortie de ces tabacs était in-

(1) F. dans le même sens, Cass. 16 mess. an 10, et les observations qui accompagnent ce jugement; 4 vent. an 11. — Telle est aussi l'opinion des auteurs; F. Merlin, *Quest.* v^o Avoué, § 4; Favard,

v^o Ajournement, p. 137; Carré, *Procéd.*, n^o 381; (2) F. en ce sens, 25 brum. an 10; 24 vent. et 26 fruct. an 11, ainsi que la note qui accompagne ce dernier jugement.

possible; qu'ainsi, les juges du tribunal civil de l'arrondissement de Bayonne ont violé les articles ci-dessus cités, et commis même un excès de pouvoir en remplaçant la décharge de l'acquittement voulue par la loi, par des pièces qui n'auraient pas même suffi pour la faire accorder, puis-que les tabacs prétendus avariés n'avaient pas été représentés au bureau d'Agde, désigné dans l'acquittement; — Casse, etc.

Du 30 therm. an 10. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Henrion. — *Rapp.*, le cit. Donpont. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst. — *Pl.*, le cit. Dupont.

TRIBUNAL DE POLICE. — VOIES DE FAIT. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux de police ne sont compétents pour connaître des voies de fait et violences légères, qu'autant qu'elles n'ont été accompagnées ni de coups ni de blessures. (C. 3 brum. an 4, art. 605. (1).)

(Müel.)
Du 1^{er} fruct. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Carnot. — *Concl.*, le cit. Pons, subst.

1^o FAUX. — ACTE DE NAISSANCE. — FAUSSE DÉCLARATION.

2^o JURY (QUESTION AD). — ACTE D'ACCUSATION.

1^o *La sage-femme qui, chargée par une fille récemment accouchée, de faire inscrire son enfant sur les registres de l'état-civil sous un nom supposé, le fait inscrire sous le nom d'une autre jeune fille, dans le dessein de nuire à celle-ci, commet le crime de faux.* (2).

2^o *Sous le Code du 3 brum. an 4, il n'était pas nécessaire que le résultat de l'acte d'accusation présentât le crime accompagné de toutes ses circonstances aggravantes, pour que ces circonstances dussent être posées au jury; il suffisait qu'elles fussent rappelées dans la partie préliminaire de sa rédaction.* (C. 3 brum. an 4, art. 229 et 373.) (3)

(Mellégé.)

Catherine Dolet, ouvrière à Dijon, était accouchée dans la maison de Jeanne Mellégé, sage-femme; celle-ci fit inscrire l'enfant comme né de Catherine Pessort. Une fille qui portait ce dernier nom, porta plainte. Une information eut lieu, et Jeanne Mellégé convaincue d'avoir commis ce fait méchamment et dans le dessein du crime, fut condamnée, sur déclaration du jury, à 8 ans de réclusion.

(1) *P. conf.*, Cass. 11 mess. an 10.

(2) La question ainsi posée est parfaitement exacte, et telle est aussi la décision qui résulte du texte du jugement et des faits de l'espèce. Mais il faut en même temps en tirer une autre conséquence: c'est que si la fausse déclaration n'avait pas eu pour but de nuire à un tiers, elle n'aurait pas constitué le crime de faux; car le faux commis par altération de déclarations ou de faits, ne constitue un crime qu'autant qu'il porte sur des faits que l'acte a pour objet de constater. « Ainsi, disent les auteurs de la *Théorie du Code pénal*, la fausse déclaration dans un acte de naissance que les père et mère de l'enfant sont mariés, ne constitue point un faux criminel, parce que la loi ne proserait point de déclarer dans les actes de naissance si le père et la mère sont unis par le lien du mariage, si les enfants nouveau-nés sont naturels ou légitimes. Cette déclaration n'établit donc aucun droit; elle peut être fautive sans que la substance de l'acte soit altérée, sans que le but de la loi soit interverti. La fausse déclaration dans l'acte de décès d'un enfant, du nom de la mère, aurait les mêmes ef-

fects; car l'annulation, dans un acte de décès, des noms des père et mère du défunt, n'est pas substantielle; ce n'est pas là l'un des faits que cet acte a pour objet de constater. » (*Théorie du Code pénal*, t. 3, p. 376.) *

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu... sur le deuxième moyen, que si le résultat de l'acte d'accusation présente le délit déguisé de toutes ses circonstances, elles se trouvaient toutes rappelées dans la partie préliminaire de sa rédaction, ce qui suffisait pour remplir le vœu de la loi;

Sur le troisième, que le jury de jugement s'est expliqué suffisamment sur la moralité de l'action en déclarant que Jeanne Mellégé l'avait commise méchamment et dans le dessein du crime;

Sur le quatrième, que, du moment qu'il y avait faux reconnu et déclaré par le jury, c'était la peine du faux qui avait dû être appliquée, — Rejette ces quatre moyens. — Mais, attendu que la minute de la déclaration faite par le jury de jugement ne se trouve point aux pièces; — Ordonne qu'elle sera apportée au greffe.

Nota. Le 1^{er} fruct. an 10, sur le vu de la minute de la déclaration du jury, jugement définitif qui rejette le pourvoi de Jeanne Mellégé.

Du 1^{er} fruct. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Carnot.

DÉFENSE. — INTERROGATOIRE. — LECTURE DES PIÈCES.

Sous la loi du 7 pluv. an 9, le défaut de lecture à l'accusé d'une déposition à charge, lors de son interrogatoire devant le directeur du jury, était une cause de nullité. (L. 7 pluv. an 9, art. 10.) (1)

(Gibrat.)

Du 1^{er} fruct. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rataud. — *Concl.*, le cit. Pons, subst.

1^o TIERCE OPPOSITION. — INDIVISIBILITÉ.

2^o CONTRAT JUDICIAIRE. — RENONCIATION.

1^o *La tierce opposition à un jugement en dernier ressort peut entraîner la rétractation du jugement en faveur des parties contre lesquelles il a été rendu, si l'objet du jugement attaqué par tierce opposition est indivisible, c'est-à-dire s'il y a impossibilité d'exécuter le second jugement et de conserver au premier tous ses effets.* (5).

lets; car l'annulation, dans un acte de décès, des noms des père et mère du défunt, n'est pas substantielle; ce n'est pas là l'un des faits que cet acte a pour objet de constater. » (*Théorie du Code pénal*, t. 3, p. 376.) *

(3) *P. Cass.* 19 flor. an 9, et la note.

(4) *P. conf.*, Cass. 29 pluv., 2 flor., 10 therm. an 10; 1^{er} germ. an 12, etc.

(5) C'est, dit Carré, *Lois de la procédure*, n^o 1733, la seule exception que l'on puisse admettre à la règle générale que l'effet d'une tierce opposition jugée valable est de faire prononcer la rétractation du jugement attaqué par cette voie, au profit de l'opposant seulement. — Ainsi a-t-il été souvent jugé que lorsque la matière est divisible, la tierce opposition ne profite ni ne nuit aux parties entre lesquelles le jugement avait été rendu. *P. Cass.* (sect. réunies) 15 pluv. an 9, ainsi que les autres jugements et autorités cités en note. — *P.* aussi dans l'affaire qui va suivre, les conclusions de Merlio, *Quest. de droit, 2^o Opposition (tierce)*, § 3, n^o 2.

2° Le contrat judiciaire résultant d'un jugement qui, tout en donnant gain de cause à une partie, lui impose cependant certaines obligations, peut-il être anéanti par la renonciation de cette partie au bénéfice du jugement? (1)

(Darfeuil-Derff—C. Dupont-d'Aisy.)

Par le contrat de mariage du sieur Dupont-d'Aisy, du 7 nov. 1783, avec la demoiselle Dubusquier, il avait été constitué en dot à celle-ci, 121,000 livres, avec hypothèque sur tous les biens présents et à venir de son futur époux. Les père et mère de celui-ci avaient promis, par le même contrat, de garder à leur fils la terre de Quesnay. Néanmoins, le 3 nov. 1791, le sieur Dupont-d'Aisy père vendit au sieur Darfeuil-Derff la terre de Quesnay, moyennant 392,000 liv., dont partie devait être employée à l'acquit des droits de la dame Dupont-d'Aisy mère, et de sa belle-fille.

Depuis, les sieurs Dupont-d'Aisy père et fils ont émigré; leurs biens furent séquestrés, et la république, qui les représentait, demanda la nullité de la vente du 3 nov. 1791. Cette demande était fondée sur ce que la promesse de garder la terre de Quesnay, portée au contrat de mariage du 7 nov. 1783, aurait eu pour effet, aux termes de l'art. 244 de la coutume de Normandie, de rendre cet immeuble inaliénable.

Le sieur Darfeuil-Derff ne s'opposa point à cette demande; il déclara seulement s'en rapporter à justice, mais à la condition que si la nullité de la vente était prononcée, la république serait condamnée personnellement et hypothécairement au paiement des dettes hypothécaires affectées sur le domaine de Quesnay, et notamment des créances des dames Dupont-d'Aisy.

14 frim. an 8, jugement qui, en effet, déclare la vente nulle, aux termes de l'art. 244 de la Coutume de Normandie, et condamne la république au paiement des créances hypothécaires, suivant la liquidation qui en sera faite par l'administration. — Ce jugement fut exécuté ou acquiescé par toutes les parties, et passa ainsi en force de chose jugée.

Mais, plus tard, les dames Dupont-d'Aisy, dont les droits se trouvaient garantis dans leur intérêt par le prix de la vente faite à Darfeuil-Derff, et qui, en se trouvant renvoyées à recevoir leur paiement de la république, devaient, selon la législation d'alors, subir une réduction notable sur leur créance, ont formé tierce opposition au jugement du 14 frim. an 8; elles ont soutenu que ce jugement, qui préjudiciait à leurs droits, avait à tort annulé la vente de 1791, et que cette vente devait être maintenue.

(1) La solution négative de cette question résulte des conclusions de Merlin dans cette affaire. *V. inf. ad notam.*

(2) Voici sur cette question délicate, que la Cour de cassation ne nous paraît point avoir résolue dans l'espèce, comment s'exprime M. Merlin :

« C'est un principe, que l'on peut s'obliger en justice comme par-devant notaires : nam sicut in stipulatione contrahitur, ita in iudicio contrahi; proinde non originem iudicii spectandum, sed ipsam iudicati velut obligationem. Ce sont là les termes de la loi 3, § 11, ff. de Peculio.

« De là, l'autorité irréfutable qu'attribue l'acquiescement des parties aux jugemens sujets par eux-mêmes à l'appel. L'art. 5 du tit. 27 de l'ordonnance de 1667 est là-dessus très formel, et vous savez qu'il n'est que l'écho des lois romaines.

« Or, dans l'espèce, la république et le cit. Dar-

Cette nouvelle demande est d'abord combattue par le préfet du Calvados, représentant la république, et par Darfeuil-Derff; mais sur l'ordre du gouvernement, il est enjoint au préfet de déclarer qu'il s'en rapporte à justice, ce qui, en d'autres termes, revenait à renoncer au bénéfice du jugement qui avait prononcé la nullité de la vente du domaine de Quesnay.

Alors Darfeuil-Derff soutient que la république ne peut ainsi, à son préjudice, se désister du jugement du 14 frim. an 8; que ce jugement renferme un contrat judiciaire qui ne peut être anéanti par la seule volonté de l'une des parties qui y ont concouru.

5 therm. an 9, jugement du tribunal d'appel de Caen, infirmatif d'un jugement du tribunal civil de Falaise, qui, sans s'arrêter à cette exception, déclare la tierce opposition bien fondée; ce faisant, rapporte le jugement du 14 frim. an 8, et le déclare comme non avenue, sauf au sieur Derff à former de son chef toutes et telles demandes qu'il avisera bien, soit par rapport à la nullité du contrat du 3 nov. 1791, soit relativement à la résiliation d'icelui.

POURVOI en cassation par Darfeuil-Derff, fondé sur divers moyens, et notamment sur la violation de la chose jugée (art. 1^{er}, tit. 35 de l'ordonnance de 1667), en ce que le jugement attaqué, sans égard au contrat judiciaire formé par le jugement du 14 frim. an 8, qui avait prononcé la nullité de la vente de 1791, a admis la république à se désister de ce jugement, et, par-là, a ouvert la voie aux dames Dupont-d'Aisy pour former tierce opposition à ce jugement, de manière à en étendre les effets même sur les parties entre lesquelles le jugement avait été rendu, contrairement au principe, que la tierce opposition ne peut faire rétracter le jugement qui en est l'objet, qu'à son profit et pour l'intérêt de la partie qui a formé cette tierce opposition.

Le commissaire Merlin, portant la parole dans cette affaire, après avoir discuté les différens moyens du pourvoi et montré qu'ils étaient sans fondement, arrivait à celui que le demandeur faisait résulter de la violation du contrat judiciaire et de la chose jugée, à établir, qu'en effet, il y avait bien en contrat judiciaire formé entre le sieur Darfeuil-Derff et la république, par le jugement du 14 frim. an 8, sur la nullité de la vente de 1791, et que ce contrat judiciaire équivalait à un contrat synallagmatique (puisqu'il imposait des obligations réciproques, et notamment à la république, en faisant annuler la vente), l'obligation de payer les créanciers hypothécaires n'aurait pu être anéantie par la seule renonciation de la république (2); mais il a fait remarquer que, dans l'espèce, il s'agissait de chose in-

feuil-Derff ont-ils contracté en justice des engagements véritables et réciproques? Pour répondre à cette question, il n'est besoin que de se reporter à la manière dont se forme le contrat.

« Il y a un contrat entre deux parties, toutes les fois qu'il existe, de leur part, un mutuel consentement à faire, à donner, à recevoir quelque chose : est pactio, dit la loi 1^{re} § 1 de Pactis, au ff., est pactio duorum plurimum in idem placitum consensus; et il n'importe, ajoute la loi 2 du même titre, que ce consentement mutuel soit manifesté de vive voix, par lettres, par un fait, ou même tacitement : *Labeo ait consensum posse, vel re, vel per epistolam, vel per nuntium; inter absentes quoque posse; sed etiam tacite consensus contrahi intelligitur.*

« Eh bien! dans notre espèce, il y a eu d'abord, de la part de la république, demande en nullité du con-

divisible, et qu'une fois reconnu que la tierce opposition des dames Dupont-d'Aisy avait dû être reçue en la forme, et qu'elle était fondée en droit, la conséquence nécessaire était que la rétractation du jugement du 14 frim. an 8 devait avoir effet, non-seulement à leur égard, mais encore à l'égard des parties entre lesquelles il avait été rendu, quelles que fussent d'ailleurs les obligations qui pouvaient les lier respectivement, puisqu'on ne pouvait admettre que la vente, qui était l'objet du procès, fût maintenue à l'égard des dames Dupont-d'Aisy, et annulée à l'égard du sieur Darfeuil-Derff.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que, par cela seul que le tribunal d'appel de Caen recevait, comme il le devait, la tierce opposition des défenderesses au jugement du 14 frim. an 8, il ne pouvait plus être arrêté dans sa prononciation au fond, sur la question de la validité ou invalidité de la vente, par le prétendu contrat judiciaire formé entre la république, qui avait conclu à la nullité de ce contrat, et le demandeur, qui s'en était rapporté à cet égard à la justice; que, dès lors, le tribunal d'appel, en déclarant la vente valide sur l'intervention et la demande formée des défenderesses, devait expressément la valider dans l'intérêt de la république; le jugement attaqué par un seul moyen ne pouvant être annulé dans l'intérêt d'une partie, et subsister pour les autres, mais étant indivisible sous ce rapport; — Rejette, etc.

Du 6 fruct. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Babbille. — Concl. conf., le cit. Merlin, comm.

DOUANES. — CONTRAINTE. — VISA.

En matière de douanes, le juge de paix est seul compétent pour viser les contraintes. (L. 4 germ. an 2, tit. 12, art. 12.) (1)

(Douanes — G. Beullens.)

Une contrainte, visée par le juge de paix, avait été décernée par la régie des douanes contre Beullens, pour n'avoir pas fait décharger un acquit-a-caution.

trai de vente du domaine de Quenay. Sur cette demande, le cit. Darfeuil-Derff s'en est rapporté à la justice; mais il ne s'est pas borné là: il a conclu à ce que, dans le cas où la nullité du la vente serait prononcée, la république fût condamnée personnellement et hypothécairement au paiement des dettes hypothécaires antérieures à 1783, qu'il avait remboursées avec subrogation.

« Les choses en cet état, l'administration centrale du département du Calvados délibère si elle contredira les conclusions subsidiaires du cit. Darfeuil-Derff, ou si elle y adhère, et le 9 frim. an 8, elle déclare, par un arrêté, qu'il n'y a pas lieu de les contredire.

« Voilà déjà un commencement de contrat réciproque, puisque les deux parties sont d'accord sur les suites que devra avoir l'annulation de la vente. Cependant le contrat n'a pas encore acquis sa perfection; car le cit. Darfeuil-Derff n'a pas consenti purement et simplement à ce que la vente soit annulée; il s'en est rapporté à la justice, et il est possible que les juges ne trouvent pas matière à annuler la vente. L'annulation de la vente est donc la condition de laquelle dépendent, et l'effet du consentement que le cit. Darfeuil-Derff exprime par ses conclusions subsidiaires, et l'effet de l'adhésion qu'y donne l'administration départementale. Si cette condition arrive, le contrat se trouvera tout formé par le concours du consentement du cit. Darfeuil-Derff et de l'adhésion de l'administration départementale; si elle n'arrive pas, ce consen-

Le tribunal de paix de la troisième section d'Anvers avait, en conséquence, déclaré cette contrainte bonne et valable, et condamné Beullens à payer la somme y portée. — Mais, sur l'appel, le tribunal d'arrondissement d'Anvers avait, au contraire, déclaré cette contrainte nulle, ainsi que le commandement qui l'avait suivie, par le motif que, malgré les changements survenus dans la législation des douanes, il fallait se conformer à l'art. 32 du tit. 12 de la loi du 22 août 1791, relativement au visa des contraintes, et que c'était aux tribunaux d'arrondissement, et non aux juges de paix, qu'il appartenait de viser ces contraintes.

Pourvoi en cassation pour fautive application dudit art. 32 du tit. 12 de la loi d'août 1791, et contravention à l'art. 12 du tit. 12 de celle du 4 germ. an 2, qui, en attribuant aux juges de paix la connaissance de toutes les affaires de douanes en première instance, a nécessairement autorisé les juges de paix à viser les contraintes.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 12 du tit. 12 de la loi du 4 germ. an 2, portant: « Les juges de paix connaîtront en première instance des affaires concernant les douanes; » — Vu pareillement les lois des 14 fruct. an 3 et 9 flor. an 7, confirmatives de cette attribution; — Attendu qu'en transférant des tribunaux de district aux juges de paix le droit de connaître en première instance des contraventions aux règlements concernant les douanes, ces lois ont implicitement et nécessairement rapporté l'art. 32 du tit. 12 de la loi du 22 août 1791, qui voulait que les contraintes fussent visées par l'un des juges des tribunaux de district, puisque le visa de la contrainte n'étant qu'une formalité préliminaire à l'introduction de l'instance, le législateur n'aurait pu, sans violer les premiers éléments de la procédure, et choquer toutes les convenances judiciaires, charger de remplir cette première formalité, les membres du tribunal qu'il constituait juge supérieur et d'appel de la validité de ces mêmes contraintes; — Casse.

Du 7 fruct. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit.

tement, cette adhésion serait comme non avenue.

« Il ne s'agit donc plus que de savoir si cette condition est arrivée, ou, en d'autres termes, si la vente a été déclarée nulle, et la question est résolue par le jugement du 14 frim. an 8.

« Ce jugement déclare nulle la vente de la terre de Quenay et prononce contre la république la condensation à laquelle avait conclu le cit. Darfeuil. Il remplit par conséquent la condition de laquelle dépendait le contrat judiciaire, et, par une conséquence ultérieure, d'un contrat conditionnel, il en fait un contrat pur et simple.

« Maintenant, la république peut-elle revenir sur ses pas, peut-elle renoncer au jugement qu'elle a provoqué, qu'elle a obtenu, qu'elle a exécuté, dont elle n'a point appelé dans le terme légal? Proposer cette question, c'est demander si les lois générales de l'ordre judiciaire sont faites pour la république comme pour les particuliers; c'est demander si la république peut faire réformer un jugement sans en appeler, après avoir perdu, par son acquiescement, et par le laps de trois mois, la faculté d'en interjeter appel? c'est demander si la république peut se jouer de la foi des contrats judiciaires, et si, pour un modique intérêt pécuniaire, elle peut sacrifier tout ce qu'il y a de plus respectable, de plus sacré dans l'ordre social? »

(1) F. sur ce point, le *Dict. des Douanes* du M. Dumesnil, v^o *Contrainte*, § 5.

Maleville.—Rapp., le cit. Henrion.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., les cit. Dupont et Méjan.

DOUANES.—BATIMENS PONTÉS.—SAISIE.

Les dispositions de la loi du 9 flor. an 7, qui obligent les préposés des douanes, en cas de saisies faites sur les bâtiments de mer pontés dont le déchargement peut se prolonger, de faire mention des objets saisis et de fixer le poids individuel des objets saisis, ne s'appliquent pas aux saisies faites sur les bâtiments non pontés, dont le déchargement s'est opéré de suite. (L. 9 flor. an 7, art. 3 et 8.) (1)

(Douanes—C. Bernard.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 2, 3 et 8, de la loi du 9 flor. an 7;—Considérant que les préposés se sont conformés à la disposition des art. 2 et 3, tit. 4, de la loi du 9 flor. an 7, ci-dessus cités, qui fixaient l'étendue de leur obligation; qu'ils ont déposé, en effet, le 27 brum. an 8, au bureau des douanes, le tabac en feuille saisi; qu'ils y ont rédigé leur rapport et renvoyé au lendemain, eu égard à l'heure tardive, la reconnaissance du poids dudit tabac; qu'ils ont réellement constaté le lendemain le poids total des dix-huit balles de tabac en feuille saisies; qu'ils ont même surabondamment déclaré, dans leur rapport, qu'ils n'y avaient sur lesdites balles de tabac, que des marques barrantées et insignifiantes; qu'ils ont établi, en outre, le cit. Dessautel, receveur, dépositaire de justice; que, néanmoins, le tribunal dont le jugement est attaqué a annulé le rapport des préposés, soit parce qu'ils n'avaient pas constaté le poids individuel de chaque balle, soit parce qu'ils n'avaient pas fait mention des marques et des numéros de chaque balle; que ce tribunal a manifestement violé par là les dispositions des art. 2 et 3 ci-dessus cités, qui n'assujettissent ni à fixer le poids individuel de chacun des objets saisis, ni à faire mention des marques et des numéros; que ce tribunal a fait une fautive application évidente de l'art. 8 ci-dessus cité, dont les dispositions ne sont relatives qu'aux saisies faites sur les bâtiments de mer pontés, dont le déchargement peut se prolonger; qu'en étendant les dispositions de cet article à une saisie faite sur un bâtiment non ponté, dont le déchargement a été opéré de suite, ce tribunal a commis, en outre, un excès de pouvoir évident;—Casse, etc.

Du 7 fruct. an 10.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Vergès.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., les cit. Dupont et Thacussot.

PAPIER-MONNAIE.—VENTE A TERME.

La loi du 16 niv. an 6, qui autorise le paiement en numéraire, d'après réduction et liquidation, de sommes dues pour achats d'immeubles pendant le cours du papier-monnaie, à la charge par l'acquéreur de renoncer au bénéfice des termes, n'est pas applicable au cas où les termes ont été stipulés comme condition essentielle de la vente. — Dans ce cas, le vendeur peut refuser l'offre qui lui est faite par l'acquéreur de le payer sans attendre l'échéance du terme. (LL. 16 niv. an 6, art. 2, 3 et 6; 27 therm. an 6, art. 14.)

(Armand—C. Chanet.)

21 frim. an 3 vente, par le cit. Armand au cit.

(1) P. dans le même sens, Cass. 3 vent. an 10 (aff. Oréon).

Chanet de plusieurs immeubles moyennant la somme de 100,000 livres, payable en plusieurs termes fixés par l'acte. Il est pareillement stipulé comme condition essentielle de la vente, et dont l'exécution devait en aueuer de plein droit la résolution, que l'acquéreur ne pourra anticiper sur les termes de paiement, augmenter ou diminuer la somme qui doit être payée à chaque terme, si ce n'est du consentement exprès du vendeur.

Sur ces entrefaites arrivèrent les lois des 16 niv. et 27 therm. an 6, dont la première disposait que les sommes dues pour acquisitions d'immeubles pendant le cours du papier-monnaie seraient acquittées en numéraire métallique d'après l'échelle de réduction, si l'acquéreur ne préférait s'en tenir aux clauses du contrat.

Le cit. Chanet a cru pouvoir user du bénéfice de la loi; il a en conséquence fait offre au cit. Armand de ce qu'il restait devoir, en déclarant renoncer aux termes qui lui étaient accordés par le contrat.

Mais le cit. Armand se prévalant des clauses prohibitives et résolutoires exprimées dans l'acte de vente demandait le paiement des termes échus ou la résolution.

7 therm. an 6, jugement du tribunal civil du Cantal, qui prononce la résolution du contrat.

Appel; et le 5 niv. an 8, jugement infirmatif du tribunal de la Lozère fondé sur ce que la loi du 16 niv. an 6, s'appliquait à toutes les ventes qu'elles que fussent les conditions stipulées.

Pourvoi de la part du citoyen Armand, pour fautive application des art. 2, 3 et 6 de la loi du 16 niv. an 6; et violation de l'art. 14 de la loi du 27 therm. même année.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 2, 3 et 6 de la loi du 16 niv. an 6, n° 1661, qui disposent que les sommes dues pour ventes d'immeubles seront acquittées en numéraire métallique, néanmoins d'après réduction et liquidation, si l'acquéreur ne préfère s'en tenir aux clauses du contrat, ce qu'il sera tenu de notifier au vendeur dans le délai de trois mois; que, pour déterminer la réduction, les parties seront renvoyées devant les experts qui estimeront la valeur réelle de l'immeuble en numéraire métallique au temps du contrat; que l'acquéreur ne pourra demander la réduction qu'à la charge de payer, au taux de 5 %, les arrérages d'intérêts du prix ou de la portion du prix réduite dont il se trouvera débiteur, et de renoncer aux termes stipulés par le contrat.

« Vu l'art. 14 de la loi du 27 therm., ainsi conçu : « Il n'est point dérogé, par les lois du 16 niv. dernier et par la présente, aux clauses résolutoires ou aux clauses prohibitives expressément apposées dans les contrats d'aliénation d'immeubles pendant la dépréciation du papier-monnaie; »—Considérant que le contrat du 21 frim. an 3 contient une clause prohibitive et résolutoire, et qu'il n'est dérogé aux clauses de cette nature ni par les lois du 16 niv. an 6, ni par celle du 27 therm. suivant, ainsi que le dit textuellement l'article cité de cette dernière loi;—Considérant que l'exploit par lequel le citoyen Armand a sommé le cit. Chanet de lui payer les arrérages échus, est du 21 prair. an 6, antérieur, conséquemment, à la loi du 27 therm. de la même année; que ce qui s'est passé avant cette loi n'aurait pu priver le demandeur de son bienfait, lorsque rien n'était consommé définitivement; que, d'ailleurs, la demande dont il s'agit ne pouvait être une renonciation de sa part à l'effet de la clause prohibitive et résolutoire insérée dans

le contrat, et que c'était, au contraire, l'exécution précise et formelle de ce contrat qu'il réclamait, en sommant son acquéreur de payer les arrérages échus, si mieux il n'aurait résilié la dite vente et remettre les biens vendus avec tous les meubles, etc., puisque cette résiliation et la rentrée du vendeur, en cas d'inexécution des clauses de l'acte, y sont expressément stipulées; qu'il suit de là que le jugement attaqué n'a pu substituer à la résiliation prononcée par le premier tribunal, l'obligation de Chanet de payer le restant du prix de la vente d'après le mode et dans le délai prescrits par la loi du 16 niv. an 6, sans faire une fausse application de cette loi, et sans contrevenir formellement à l'article cité de celle du 27 therm. suivant;—Casse, etc.

Du 7 fruct. an 10.—Sect. civ.—*Rapp.*, le cit. Aumont.—*Concl.*, le cit. Jourde, subst.

ENFANT NATUREL. — ACTE DE NAISSANCE. — RECONNAISSANCE.

L'acte de naissance d'un enfant naturel, dressé par le ministre de la religion et souscrit par le père, avant la loi du 12 brum. an 3, n'équivaut pas à la reconnaissance formelle exigée par cette loi pour que les enfants naturels puissent réclamer l'application des dispositions de la loi du 4 juin 1793.

(Consin-Méricourt.—C. Bergeret-Morinval.)

Du 7 fruct. an 10.—V. le texte de ce jugement avec celui du 14 flor. an 13, rendu par suite d'un nouveau pourvoi.

JURY. — ADJOINT DU MAIRE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, un adjoint du maire, chargé en cette qualité des fonctions de la police judiciaire, ne pouvait être juré. (C. 3 brum. an 4, art. 484.) (1)

(Gaillard.)

Du 8 fruct. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Liger.—*Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

TRIBUNAL DE POLICE. — MINISTÈRE PUBLIC. — CONCLUSIONS. — LOI PÉNALE.

Est nul le jugement de simple police rendu en l'absence du commissaire du gouvernement, et où se trouve inscrite une loi autre que celle dont il fait l'application (2).

(Brunetcau.)

Du 8 fruct. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Rupérou.—*Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

QUESTION PRÉJUDICIELLE. — VOIRIE (PETITE). — TRIBUNAL DE POLICE.

Le tribunal de police qui, saisi d'une prévention d'anticipation sur la voie publique, prononce sur l'action publique, sans avoir égard à l'exception de propriété proposée par le prévenu, commet un excès de pouvoir (3).

(1) *P. conf.*, 8 therm. an 7, 7 vend. an 8, 22 flor. même année, etc.

(2) *P. conf.*, 19 vend. an 7, et la note.

(3) *P.* dans le même sens, Cass. 7 et 26 brum., 26 vent., 27 germ., 19 prair., et 7 mess. an 9; 7 pluv. et 26 mess. an 10, et les notes placées sous ces jugemens. *P.* aussi M. Mangin, *Traité de l'act. publ.*, n° 167 et suiv.

(4) *P.* en ce sens, Merlin, *Répert.*, v° Endossement, n° 2, et *Quest.*, *ad. verb.*, § 4; *P.* aussi Pardessus, n° 551. Mais il faut observer que ce commissionnaire endosseur est garant envers les tiers

(Giron.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 456 du Code des délits et des peines;—Considérant que le cit. Louis Giron aîné, traduit devant le tribunal de police du canton de Saint-Gilles, à raison d'une entreprise sur la voie publique, a prétendu que le terrain en question faisait partie de celui qui lui était loué par le cit. Cahouet, et que le cit. Cahouet était propriétaire dudit terrain; que, dès lors, la question de propriété devait d'abord être décidée par les juges compétents, avant que le tribunal de police pût prononcer relativement à la prétendue voie de fait sur le chemin public; que cependant le tribunal de police, sans égard à l'exception de la propriété, a prononcé sur l'action publique résultant de l'entreprise sur la voie publique; que, dès lors, le tribunal de police a commis une usurpation de pouvoirs;—Casse, etc.

Du 9 fruct. an 10.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Vallée.—*Concl.*, le cit. Pons, subst.

COMMISSIONNAIRE. — TRAITÉ. — ENDOSSEMENT. — GARANTIE.

Le banquier commissionnaire qui endosse une traite pour le compte de son commettant, et d'après le mandat de ce dernier, n'est tenu d'aucune garantie de la traite envers le mandant (4).

(Meulemeester.—C. Tourton et Ravel.)

Les cit. Meulemeester, négociants à Gand, étaient en relation d'affaires avec les cit. Tourton et Ravel, banquiers à Paris, qui, en commission, procuraient aux premiers du papier sur différentes places.—En l'an 6, les cit. Meulemeester, en faisant passer des fonds aux cit. Tourton et Ravel, leur avaient demandé en retour du papier sur Cadix. Conformément à cette demande ou mandat, Tourton et Ravel envoyèrent à leurs commettants à Gand, des traites à l'ordre des cit. Delaage et Chaumont, banquiers à Paris, sur Magan-Lefer de Cadix, payables à trois mois de date, et qui avaient été endossées par les cit. Tourton et Ravel eux-mêmes.—A l'échéance, la maison Delaage et Chaumont et Magan-Lefer lui-même étant tombés en faillite, le porteur fait protester ces traites et recourt contre les cit. Meulemeester qui le remboursent, et qui de leur côté forment ensuite une demande récursoire au tribunal de commerce de la Seine, contre les cit. Tourton et Ravel, endosseurs desdites traites, qu'ils soutenaient, en cette qualité, passibles de garantie, suivant l'ordonn. de 1673, tit. 5, art. 13.—Les cit. Tourton et Ravel répondent qu'ils n'ont endossé les traites dont il s'agit qu'en qualité de commissionnaires, pour le compte de leurs commettants, et pour leur en transmettre la propriété d'après leur mandat; d'où ils concluent qu'ils ne sont tenus à aucune garantie de ces traites envers eux.

Le 8 niv. an 8, jugement qui rejette cette demande: «Attendu, en fait, que les cit. Tourton et Ravel n'étaient que commissionnaires de la maison Meulemeester, à l'effet de recevoir et en-

comme un endosseur ordinaire: *P. Pardessus, ibid.*, et Savary, t. 1^{er}, p. 583.—Bien plus, le commissionnaire endosseur deviendrait responsable envers son commettant, s'il n'avait agi qu'en stipulant un décretoir à son profit, c'est-à-dire un droit de commission supérieur au droit ordinaire: cette stipulation faisant présumer, d'après l'usage, qu'il a entendu donner à sa responsabilité une extension inaccoutumée: *P. Pardessus, n° 564 et 581.*—*P.* encore sur ces différents points notre *Dictionnaire de cont. comm.*, v° Commissionnaire, n° 148, 149 et 164.

caisser les remises qui leur seraient faites et de leur procurer des retours en papiers sur les places qu'elle leur indiquerait;—En droit, que des commissionnaires ou mandataires ne pouvaient être assimilés à des endosseurs, puisque, négociant au nom et pour le compte de leurs mandants, la propriété des effets ne résidait jamais sur leur tête.»

Appel des cit. Meulemeester; mais, le 21 frim. an 9, jugement confirmatif du tribunal d'appel séant à Paris.

POURVOI en cassation, pour contravention à l'art. 13 du tit. 5 de l'ordonnance de commerce de 1673.—Les demandeurs persistaient à soutenir que les cit. Tourton et Ravei, en leur qualité d'endosseurs, étaient tenus à la garantie des traites dont il s'agit.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant qu'il a été reconnu en fait, d'après l'instruction, et déclaré, par le jugement attaqué, que les cit. Tourton et Ravei n'ont agi que comme commissionnaires, pour le compte du cit. Meulemeester, leur commettant, et conformément à son mandat;

Considérant qu'en endossant lesdites lettres de change, en passant l'ordre au nom dudit Meulemeester, ils n'ont fait que lui transmettre sa propre chose, et lui en faciliter le recouvrement, loin de lui céder et garantir une chose qui leur aurait appartenu; que le contrat intervenu entre les parties est plutôt un contrat de mandat qu'un contrat de change; conséquemment que l'art. 13 du tit. 5 de l'ordonn. de 1673 n'étant point applicable à l'espèce, le jugement attaqué n'a pu violer cet article ni aucun autre du même titre;—Rejette, etc.

Du 12 fruct. an 10.—Sect. des req.—Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Lasaudade. — Concl., le cit. Jourde, subst. — Pl., les cit. Riffé et Dupont.

DON MUTUEL.—COUTUME.—FORMALITÉS.

Les conditions et les formalités auxquelles les coutumes assujétissaient les dons mutuels entre époux autorisés par elles, ne sont point applicables aux dons mutuels faits sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, abolitive des lois et coutumes anciennes, et qui a autorisé les époux à s'avantager de toute manière (1).

(Veuve Bollaert—C. les héritiers Bollaert.)

Le 19 flor. an 8, les époux Bollaert, mariés dans le ressort de la coutume de Cassel, voulant profiter des dispositions de la loi du 17 niv. an 2, qui autorisait les époux à s'avantager de toutes manières, se firent mutuellement donation de leurs biens. Le sieur Bollaert étant mort peu de jours après, ses héritiers ont demandé la nullité de l'acte du 19 flor., comme fait en contravention à l'art. 268 de la coutume de Cassel, portant que radvertissement (don mutuel) devra être fait et passé en justice un mois ou quatre semaines complètes avant le premier décès des conjoints à peine de nullité.

18 germ. an 9, jugement qui déboute les héritiers Bollaert de leur demande en nullité.

Appel, et le 31 therm. de la même année, jugement du tribunal d'appel séant à Douai, qui confirme.

(1) V. les conclusions de Merlin dans cette affaire, *Quest.*, v. *Don mutuel*, § 4.

(2) V. dans le même sens, Cass. 16 janv. 1821. — La raison de cette décision se tire de ce que celui

Pourvoi de la part des héritiers, pour violation de l'art. 268 de la coutume de Cassel.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant que le radvertissement autorisé par la coutume de Cassel, et soumis à certaines formes et à certaines conditions, était une exception à la défense faite par cette coutume aux époux de se faire des avantages pendant le mariage; que l'exception et la condition qui lui étaient imposées ne subsistent plus, et n'ont pu subsister depuis la loi du 17 niv. an 2, qui a supprimé la défense, et qui a autorisé les époux à s'avantager de toute manière, soit la réduction en cas d'existence d'enfants:—Que, dans le fait, l'acte du 19 flor. an 8 n'a aucun des caractères qui constituaient le radvertissement; que les époux Bollaert y ont énoncé qu'ils entendaient disposer en vertu de la loi du 17 niv. an 2, et qu'ils ont réellement fait des dispositions incompatibles avec le radvertissement;—Considérant encore que les demandeurs n'ont élevé, soit devant le tribunal de première instance, soit devant le tribunal d'appel, aucune des critiques qu'ils ont dirigées contre la forme de l'acte du 19 flor. an 8; en sorte qu'en maintenant la validité de cet acte, le jugement entrepris n'a contrevenu à aucune loi;—Rejette, etc.

Du 12 fruct. an 10.—Sect. des req.—Prés., le cit. Murair. — Rapp., le cit. Gandon. — Pl. le cit. Le Roy de Neufville.

ACTION POSSESSOIRE.—ACQUÉREUR.

Sous la loi du 11 brum. an 7, entre deux acquéreurs d'un même bien, demandeurs en complainte l'un contre l'autre, mais dont aucun n'a la possession annale, la préférence est due à celui qui a acquis le premier, quoique l'autre acquéreur ait pris le premier possession (2).

(Thomas—C. Usquin et Lefebvre.)

Par acte sous seing privé du 9 brum. an 9, les dames Mascray vendent aux sieurs Usquin et Lefebvre, 3000 arpens de bois, situés dans le canton d'Aurore, département de la Nièvre.—Cet acte fut enregistré le 19, et converti en acte public le 29 du même mois.

Mais le 11 du même mois de brum., le fondé de pouvoir des dames Mascray avait vendu les mêmes bois, par acte aussi sous seing privé, au sieur Thomas, qui ne fit enregistrer cet acte que le 6 niv. même année.—Aux termes de son acte, celui-ci s'était mis en possession de ces bois dès l'instant même de l'acquisition, tandis que les sieurs Usquin et Lefebvre ne devaient y entrer, d'après une clause de leur contrat d'achat, qu'au 1^{er} niv. même mois précité.

C'est dans cet état de choses que le sieur Thomas se prétendait troublé dans sa jouissance, par la prise de possession des sieurs Usquin et Lefebvre, forma contre ces derniers une action en complainte possessoire.

De leur côté, les sieurs Usquin et Lefebvre ont formé aussi reconventionnellement une pareille demande contre le sieur Thomas.—Ils soutenaient qu'étant premiers en titre, ayant date certaine, ils avaient possédé, tant par eux que par leurs vendeuses, le temps voulu par la loi, c'est-à-dire qu'ils avaient la possession annale, et que le sieur Thomas, dont le titre était posté-

qui a légalement acquis le premier, joint à sa possession celle de son vendeur, et acquiert par là la possession nécessaire pour l'exercice de l'action en complainte. — *Quid*, de l'effet de la transcription? V. Cass. 23 mess. an 10, et 3 therm. an 13.

sieur n'avait fait que troubler leur possession; d'où ils concluaient qu'ils devaient être maintenus.

Le sieur Thomas répondait, qu'en fait, il avait possédé, et qu'en droit, il avait possédé de bonne foi et à titre non précaire, puisque sa possession était fondée sur un titre incontestable; d'où il concluait aussi à être maintenu. — A quoi les premiers acquéreurs répondaient que, quoique le sieur Thomas eût possédé de bonne foi, et à titre non précaire, il n'avait pas possédé le temps voulu par la loi; d'où ils inféraient qu'il ne pouvait exiger de sa prétendue possession.

10 prair. an 9, jugement de la justice de paix d'Auroux, qui accorde la maintenance aux sieurs Usquin et Lefebvre: « Attendu qu'il est constant en fait qu'aucune de parties n'a et ne peut avoir, de son chef, la possession annale des bois dont il s'agit; qu'en droit, il est de principe que la possession de l'auteur se joint à celle des successeurs ou acquéreurs; que les sieurs Usquin et Lefebvre avaient acquis les premiers la possession, ou plutôt le droit de se prévaloir de celle des dames Mascray, et qu'ainsi, il importait peu que le sieur Thomas se fût le premier entremis dans le bois, et quelques jours avant les demandeurs, puisque cette entreprise ne pouvait être considérée, dès lors, que comme un trouble à leur possession. »

Appel.—21 germ. an 10, jugement confirmatif du tribunal civil de Nevers.

Pourvoi en cassation de la part du sieur Thomas, pour contravention aux dispositions du tit. 18 de l'ord. de 1667.—Le demandeur soutient que, d'après ces dispositions, les juges devaient, en matière de complainte, considérer le fait de possession, et non les titres de propriété; ce qui, prétendait-il, n'avait pas eu lieu dans l'espèce.

Le commissaire Merlin a fait observer qu'à la vérité le sieur Thomas possédant d'abord à titre non précaire, avait eu le droit d'insister l'action en complainte contre les premiers acquéreurs; mais que ceux-ci, comme premiers en titre, ayant date certaine, avaient pu lui opposer, de leur côté, que cette possession n'était qu'un trouble porté, dans l'année, à leur possession, ou à celle de leur vendresse.—Conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que les demoiselles Mascray ont transporté par les actes des 9 et 19 brum., tous leurs droits rescindans et rescindés sur les bois dont il s'agit, aux sieurs Usquin et Lefebvre;—Attendu que, relativement à des tiers, les demoiselles Mascray avaient encore à cette époque, la possession incontestable desdits bois, et qu'Usquin et Lefebvre qui y ont succédé sans aucune interruption lé-

gale, ont, tant en leur nom que du chef de leurs vendresses, intenté l'action en complainte dans l'année du trouble résultant de la possession de fait aliénée par Thomas; d'où il suit que le jugement dénoncé est conforme à l'art. 1^{er} du titre 18 de l'ordonnance de 1667;—Rejette, etc.

Du 12 fruct. an 10.—Sect. req.—Prés., le cit. Murair.—Rapp., le cit. Poriquet.—Concl. conf., le cit. Merlin, commiss.—Pl. le cit. Dupont.

MARIAGE.—PUBLIÉ.—NULLITÉ.

Un mariage contracté sous l'empire de la loi du 30 sept. 1792, n'est pas nul par cela seul qu'il a été fait hors de la maison commune, sans publication de bans au domicile du mari et sans inscription sur un registre timbré. (L. 30 sept. 1792, sect. 4, art. 1 et 2; id. tit. 2.) (1)

(Lannefranche.)

La cit. Lannefranche avait formé une demande en nullité de son mariage, fondée sur ce que les bans n'avaient pas été publiés à Paris, au domicile du cit. Lannefranche, mais seulement à Mennecy, lieu de la résidence de l'épouse; sur ce que la célébration du mariage n'avait pas été faite dans la salle de la maison commune; mais, dans la maison de campagne du cit. Penicard; sur ce que l'acte de mariage n'avait pas été inscrit sur un registre ordinaire, c'est-à-dire, imprimé, timbré et paraphé; mais sur un registre tenu en papier libre pour tous les actes de l'état civil, provisoirement et jusqu'à ce que l'administration municipale eût reçu le registre légal qui devait lui être envoyé par l'administration centrale, le tout contrairement aux dispositions formelles de la loi du 30 sept. 1792.

22 pluv. an 9, jugement du tribunal d'appel, séant à Paris, confirmatif d'un jugement du tribunal de première instance de la Seine, du 11 pluv. an 7, qui déclare que ces irrégularités n'emportent point nullité du mariage, attendu que les formalités omises ne sont pas prescrites à peine de nullité.

POURVOI en cassation par la cit. Lannefranche.—1^o pour violation des art. 1 et 3, sect. 4, de la loi du 30 sept. 1792, en ce que le jugement attaqué avait validé un mariage célébré hors de la maison commune;—2^o Pour violation du tit. 2 de la même loi, en ce que l'acte de mariage avait été rédigé sur un registre non timbré.—On soutenait pour la dame Lannefranche, que bien que la nullité du mariage, pour omission de ces différentes formalités, ne fût pas prononcée par la loi du 30 sept. 1792, il y avait lieu néanmoins d'annuler le mariage contracté sous l'observation de règles imposées par cette loi, et de casser le ju-

(1) P. conf., Paris, 4 vent. an 12.—Dans l'ancienne législation, il était constant que le défaut de célébration en face de l'église, n'emportait pas nullité du mariage; et Merlin, *Quest.*, *1^{re} Mariage*, § 3, atteste qu'un mariage contracté dans une maison particulière, n'en était pas moins réputé avoir toute la publicité requise par la loi, lorsqu'il avait eu pour ministre le curé de l'une des parties; lorsque la nombre des témoins requis y était intervenu; lorsque, enfin, il était inscrit sur les registres publics. « Pourquoy, disait ce savant auteur, en portant la parole lors du jugement que nous recueillons, pourquoi en serait-il autrement dans notre législation nouvelle? Ou il y a même raison de décider, le décret doit être le même. Sans doute, aujourd'hui comme avant la loi du 30 septembre 1792, la publicité est nécessaire au mariage; mais aussi aujourd'hui, comme alors, ce qui constitue essentiellement cette publicité,

c'est l'intervention de l'officier public, c'est l'assistance de quatre témoins, c'est l'inscription du contrat sur les tables de la loi. »—Ces raisons puissantes ont motivé les arrêts rendus sur cette question depuis la promulgation du Code civil, et la doctrine des auteurs modernes les a pleinement adoptés. P. en ce sens, Cass. 22 juill. 1807; 21 juin 1814; Toulouse, 26 mars 1821; Riom, 10 juill. 1820; Duranton, tom. 2, n^o 335; Locré, *Législ. civ.*, t. 1, n^o 401; Vazeille, *du Mariage*, tom. 1^{er}, pag. 395 et suiv. M. Toullier, tom. 1, n^o 612, pense, et la cour de Lyon a jugé le 25 août 1831 (Volume 1832), que ce n'est pas seulement de l'omission de l'une ou de plusieurs des formalités prescrites par la loi pour assurer la publicité du mariage, qu'il peut résulter nullité pour défaut de publicité; que la loi laisse à la conscience des magistrats à apprécier, d'après les circonstances, s'il y a eu ou non publicité suffisante.

gement qui n'avait pas admis cette nullité. On argumentait sur ce point de l'art. 2 de la loi du 4 germ. an 3, qui autorise le tribunal de cassation à casser pour toute violation ou omission des formes prescrites par les lois, en matière civile, quand même elles ne prononceraient pas la peine de nullité. — On ajoutait ensuite que, si le mariage ne pouvait pas être annulé pour omission des formes qui tiennent uniquement à l'intérêt privé des parties, il en était autrement, lorsqu'il s'agit des formes qui tiennent à l'intérêt public, de conditions qui constituent le contrat naturel et le contrat civil. — Or, un officier public, une salle publique, un registre public, sont les éléments essentiels du mariage, considéré comme *contrat civil*. — C'est là ce qu'indique la sect. 4^e de la loi citée, et ce qu'indiquait aussi le cit. Murair, rapporteur, lorsqu'il disait à l'assemblée législative : *Le comité a poussé jusqu'au scrupule le soin qu'il a mis à prévenir toute clandestinité dans un acte qui doit être solennel et public. On ne pouvait donc impunément les omettre; d'où il suit que le jugement a formellement contrevenu à la loi en déclarant valable un mariage, hors duquel ces formalités n'avaient pas été observées.*

Le commissaire Merlin a d'abord rappelé que la loi du 4 germ. an 3 ne regarde que la procédure civile.

Venant ensuite à l'examen de la loi du 20 sept. 1792, il a observé qu'elle distingue les conditions prescrites à peine de nullité par la sect. 1^{re} du titre 4, et les solennités dont l'observation est prescrite moins sévèrement, sans emporter nullité, par la sect. 4 du même titre.

Il a ensuite distingué, d'après les lois romaines, dans les *actes*, les formes *substantielles* et les formes *accidentelles*; dans les *lois*, il a distingué les dispositions *prohibitives* et les dispositions *impératives*. — Toute disposition *prohibitive* emporte nullité, sans qu'elle soit prononcée; comme aussi tout acte destiné de ses formes *substantielles* est nul de plein droit, on n'a pas d'existence. — Or, la substance d'un acte civil de mariage, c'est d'être reçu par l'officier civil, et il y a prohibition à tout autre de le recevoir. De là, une double raison pour qu'un acte civil non reçu par l'officier civil soit nul, bien que la nullité ne soit pas prononcée.

Mais à l'égard, ou de la célébration à la salle de la maison commune, ou de la formalité des bans, ou de la formalité du timbre, la différence est extrême. Il n'y a point de disposition *prohibitive* à l'égard de ces formalités, et l'on ne peut dire qu'elles appartiennent à la substance de l'acte civil du mariage.

Jadis la publication des bans n'emportait pas nullité, si les pères ne s'en plaignaient. La célébration pouvait régulièrement se faire dans des chapelles domestiques. Pour que le mariage ne fût pas essentiellement *clandestin*, il suffisait de la présence du propre curé. — Quant au défaut du timbre sur le registre, jamais ce ne fut une nullité, et l'assemblée constituante rejeta formellement la proposition fiscale qui lui fut faite de prononcer la peine de nullité contre des actes publics qui seraient écrits sur papier non timbré.

Ainsi, il est vrai que le mariage serait nul, si l'officier civil n'y était présent. Mais cette nullité résulterait ou d'une prohibition particulière ou d'un vice substantiel, d'une absence d'acte, et

ne résulterait pas du tout d'une vertu annihilatrice, tacitement attachée à l'ensemble des dispositions de la sect. 4 du tit. 4 de la loi du 20 septembre 1792.

Un système contraire conduirait à cette conséquence, qu'il faudrait annuler tout mariage dont l'acte civil présenterait une omission des prénoms ou de la profession ou du domicile des témoins; car ces formalités sont aussi prescrites par la sect. 4, et sont appelées formalités intrinsèques. — La conséquence est évidemment fautive; donc, le principe l'est également.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, sur le premier moyen, que les art. 1 et 3 de la sect. 4 de la loi du 20 sept. 1792, en désignant le lieu où le mariage sera célébré, n'ont joint à cette désignation aucune clause prohibitive ou irritative de la célébrer ailleurs; — Attendu que la formalité introduite par cette désignation est étrangère à la substance de l'acte, et que la loi n'en prescrit pas l'observation à peine de nullité; — Attendu, sur le deuxième moyen, que le tit. 2 de la loi du 20 sept. 1792, ni aucune loi postérieure, n'a assujéti les registres de naissances, mariages et sépultures, à la formalité du timbre, sous la peine de nullité des actes qui seraient inscrits sur des registres non timbrés, et qu'elles se bornent à prononcer des amendes ou la privation des qualités et droits de citoyens actifs, contre les personnes chargées de la tenue des registres, qui sont contrevenues à quelques-unes des formalités qu'elles prescrivent; — Attendu, d'ailleurs, que les juges de première instance et d'appel ont décidé en fait, 1^o que le transport de l'officier civil dans la maison du Pénicoud père, n'avait été déterminé par aucune circonstance reprehensible, ou qui put faire supposer le défaut de liberté dans le consentement donné au mariage par la demoiselle Pénicoud; 2^o que l'officier civil avait en de justes motifs d'inscrire l'acte de mariage dont il s'agit, sur le registre non timbré dont on se servait alors dans la commune de Merignac; d'où il suit que le jugement dénoncé n'a violé ni la loi du 20 sept. 1792, ni celle du 4 germ. an 3, qui ne s'applique qu'aux procédures en matière civile; — Rejette, etc.

Du 13 fruct. an 10. — Sect. req. — Rapp., le cit. Porriquet. — Concl. conf., le cit. Merlin, commiss. — Pl., le cit. Deslis.

VENTE. — VENTE EN BLOC. — PHIL. — DROITS INCORPORELS.

Du 14 fruct. an 10. aff. Sautereau. — V. ce jugement à la date du 20.

SUBSTITUTION. — ENFANT.

Au cas d'une substitution conçue en ces termes: Je substitue à un tel, mon héritier, LE PREMIER ENFANT MÂLE qui naîtra de son mariage, à l'exclusion des filles; ces mots le premier enfant mâle ne s'appliquent point à tout individu de la descendance de l'héritier qui, à l'époque de l'ouverture de la substitution, se trouvera être le premier enfant mâle de cette descendance. Il ne désignent que l'enfant mâle qui naîtra le premier du mariage même du grevé, et si cet enfant meurt avant le grevé, la substitution est caduque (1).

enfants mâles de l'héritier, il avait pu être décidé, sans encourir la cassation, que les petits-enfants mâles de l'héritier étaient compris dans la substitution. On l'a présentée aussi comme contraire à la règle *liberorum appellacione nepotes et pronepotes*

(1) On a présenté cette décision comme contraire à un autre arrêt de la Cour de cassation du 5 janv. 1807, qui a jugé que, lorsqu'un testateur a déclaré substituer à son héritier le premier enfant mâle de cet héritier, et, à ce premier enfant, le putné des

(De Clercy—C. de Norrie.)

Georges-Antoine Cheinel fit son testament le 3 juillet 1721, par lequel il nommait, pour ses héritiers universels, Pierre-Joseph Silvestre, fils de Georges-Antoine Silvestre et de Claudine de la Colonge, et petit-fils d'une des sœurs du testateur, dans une partie de ses biens; et Georges-Antoine Maçon, fils d'une autre sœur, dans l'autre partie de ses biens. Il fut dit que, dans le cas où Pierre-Joseph Silvestre viendrait à décéder sans enfans, le testateur lui substituait pour les immeubles, le premier enfant mâle qui naîtrait du mariage dudit Georges-Antoine Silvestre de la Ferrière père, à l'exclusion des filles; auquel cas il légua à chacune d'elles, une somme de 1000 fr.

Pierre-Joseph Silvestre, héritier institué et grevé, recueillit la succession de Georges-Antoine Cheinel; il n'eut point d'enfans, et disposa de ses biens en faveur de la veuve de Clercy, demanderesse en cassation. — Cependant il naquit du mariage de Georges-Antoine Silvestre un enfant mâle, qui était, d'après le testament, appelé à la substitution, dans le cas où Pierre-Joseph n'aurait pas d'enfans. Cet héritier substitué, frère cadet de l'institué, fut nommé Georges-Antoine Silvestre; il a eu pour enfant Gaspard-Irénée Silvestre de la Norrie, défendeur en cassation; mais Georges-Antoine Silvestre, substitué, est décédé en 1739, avant Pierre-Joseph Silvestre, héritier institué, qui n'est mort qu'en 1792.

Dans ces circonstances, il s'est agi de question de savoir si la substitution s'était éteinte par le décès du substitué, arrivé avant celui de l'héritier institué, et si ce dernier avait pu transmettre les biens substitués à la dame de Clercy, ou si le fils du substitué Gaspard-Irénée de la Norrie n'était pas en droit, à la mort de l'institué, de recueillir la substitution comme représentant son père, ou comme appelé lui-même sous le nom collectif d'enfant mâle substitué, sous prétexte que cette expression désignait tous les mâles de la descendance de Georges-Antoine Silvestre. — Telles sont les questions qui ont été agitées et diversement jugées par les deux tribunaux qui ont prononcé sur la contestation.

Le tribunal de Montbrison a proscrit la demande en ouverture de substitution formée par le dit Gaspard-Irénée de la Norrie, et a maintenu la dame de Clercy dans la possession de la succession de Pierre-Joseph Silvestre.

Le tribunal d'appel de Lyon a infirmé cette décision le 29 prair. an 9, et a déclaré la substitution ouverte au profit de Gaspard-Irénée de la Norrie, par les motifs suivans : « Que la substitution portée au testament de 1721 était une substitution collective, et non une substitution nominative; que cette vérité résultait de la clause du testament, qui, en substituant le premier mâle qui naîtrait du mariage de Silvestre de la Ferrière père, ajoutait ces mots, à l'exclusion des filles; que, si Georges-Antoine Cheinel avait eu en vue nominativement et exclusivement le premier individu mâle qui naîtrait, l'exclusion des filles n'était plus qu'une stipulation inutile et même absurde; que dès que cette exclusion avait été prononcée par le testateur, il était évident

qu'il n'avait pu porter ses regards sur un seul individu; que ces mots, premier enfant mâle qui naîtra, ne désignant aucun individu en particulier, indiquaient nécessairement une branche; que le mot enfant, au singulier comme au pluriel, est collectif, et comprend la descendance suivant les principes consacrés par le droit romain et par le droit français; que, pour connaître le premier mâle appelé à la substitution, c'était au moment de son ouverture qu'il falloit se placer, et non au moment de sa naissance; que Gaspard-Irénée de la Norrie était le premier mâle de la descendance de Silvestre de la Ferrière existant au moment de la succession.

C'est de ce jugement que la cassation a été demandée. — La veuve de Clercy fondait sa demande sur la contravention à la loi 25, ff. de Legittis, et à divers autres textes du droit romain, desquels il résulte que quand l'intention du testateur est exprimée sans ambiguïté dans une clause, il n'est pas permis de l'induire par conjecture de ce qui n'est point exprimé d'une manière claire et précise dans d'autres clauses. — La demanderesse prétendait que le jugement avait, en outre, contrevenu à l'art. 20 du tit. 1^{er} de l'ordonn. de 1747, qui exclut toute transmission de l'espérance de recueillir un fidé-commissaire en faveur d'un héritier du substitué, s'il n'est point appelé lui-même à la substitution; et à l'art. 21 du même titre de cette ordonnance, qui ne permet pas que la représentation ait lieu dans les substitutions.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu la loi 34, ff. de Conditionibus et Demonstrationibus, portant: *Nominatum alicui legator ita, Lucio Titio, an per demonstrationem corporis, vel artificii, vel officii, vel necessitudinis, vel affinitatis, nihil interest; nam demonstratio plerumque vice nominis fungitur, nec interest fides nisi vera sit, si certum sit quem testator demonstraverit.* — La loi 209, ff. de Verb. signif., ainsi conçue: *Cum in testamento scriptum esset ut heres in funere sui monumentum duntaxat aureos centum consumeret, non fides minus consumere; si amplius vellet, licet, neque ob eam rem contra testamentum facere videtur.* — La loi 81, ff. de Acquiranda vel omittenda hereditate, portant: *Toties videtur heres institutus etiam in eadem substitutionis, adire, quotiens acquirere stetit possit: nam si mortuus esset, ad heredem non transferret substitutionem.* — Attendu que le testateur n'avait substitué à Joseph Silvestre, son héritier, au cas qu'il décédât sans enfans, que le premier enfant mâle qui naîtrait du mariage de Silvestre de la Ferrière, à l'exclusion des filles; à chacune desquelles il légua 1,000 livres; — Que les termes de cette substitution sont clairs, et ne présentent aucune ambiguïté; — Que, pour recueillir cette substitution, il falloit nécessairement être issu du mariage de Silvestre de la Ferrière et de Claudine de la Colonge, son épouse désignée dans la disposition relative à l'institution, et être le premier enfant mâle issu de ce mariage; — Attendu que le défendeur ne réunissait aucune de ces deux conditions; que ce n'est donc pas par une interprétation, mais par une violation manifeste de la lettre du testament et de la

continetur (L. 220, ff. de Verb. signif.). — Mais pour démontrer l'erreur de cette critique, il suffit de remarquer que, dans l'espèce actuelle, le sens du mot enfant était restreint par la désignation qui l'accompagnait: le premier enfant mâle qui naîtra du mariage de l'héritier. Cette énonciation était exclusive de tout autre enfant; il falloit, comme le dit le jugement de cassation, pour être dans la

substitution, que l'enfant réunit ces deux conditions: 1^o qu'il fût issu du mariage; 2^o qu'il fût le premier enfant mâle né de ce mariage; conditions qui, ni l'une ni l'autre, n'existaient au procès. Dès lors était sans application la règle d'après laquelle le mot enfant comprend les descendants; car cette règle n'établit qu'une présomption, qui doit céder à l'expression d'une volonté différente.

volonté du testateur, que le tribunal d'appel de Lyon la déclarée la substitution ouverte au profit du défendeur;

Attendu que cette ouverture de la substitution déclarée en faveur du défendeur, ne peut pas être soutenue par la maxime que le mot *enfant*, en général, comprend les descendants dans tous les degrés, parce que le sens de ce mot est restreint dans l'espèce par la désignation formelle du premier enfant mâle qui naîtrait du mariage de Silvestre de la Ferrière, et qu'il est impossible de comprendre dans cette dénomination un enfant mâle né du mariage d'un autre individu que Silvestre de la Ferrière: — Que cette interprétation est surtout inadmissible, lorsque ce ne sont pas des enfants en nom collectif qui sont appelés, mais un enfant au singulier et bien désigné, et que, suivant les lois romaines mêmes, les legs ou les substitutions ne sont pas moins individuels, quoique l'appelé ne soit pas indiqué par son nom propre, mais par la désignation de sa parenté ou alliance; — Attendu qu'il est d'autant plus injuste de traduire ainsi une substitution unique et individuelle en une substitution collective et de famille, qu'il est bien évident que si l'héritier institué avait laissé une fille, la substitution serait certainement devenue caduque, ce qui exclut toute idée de la part du testateur, de conserver ses biens dans la ligne masculine de ses neveux; — Attendu que ces termes ajoutés à la substitution à l'exclusion des filles, ne peuvent pas supposer une vocation générale de la postérité des mâles, lorsque toutes les autres expressions du testament y répugnent, et ne forment qu'une substitution simple et individuelle; que, dans l'hypothèse surtout, on ne peut donner à cette expression, à l'exclusion des filles, l'interprétation que le tribunal d'appel de Lyon lui a donnée, parce que les filles, au cas de l'événement de la substitution, sont rappelées pour recevoir un legs, et que ce ne peut être nécessairement que les filles du premier degré, sans que les legs pourraient être indéfiniment étendus, et épuiser l'hérédité;

Attendu que de tout cela il résulte que le tribunal d'appel de Lyon n'a pas interprété le testament de Georges-Antoine Cheinel, mais qu'il a substitué la volonté de lui, tribunal, à celle dudit Georges-Antoine Cheinel, et qu'en le faisant, il a également violé les lois qui veulent que la volonté du testateur soit religieusement exécutée, et celles qui prohibent la transmission d'une substitution non ouverte; enfin qu'il a fait une fautive application de celles qui veulent, en général, et lorsqu'il n'y a pas d'expression qui limite, que le mot *enfant* comprenne les descendants à tous les degrés; — Casse, etc.

Du 14 fruct. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Oudot. — Concl., le cit. Jourde, subst. — Pl., les cit. Guichard et Chabroud.

BOIS.—PROCÈS-VERBAL.—DÉLIT.—EXCUSE.

Lorsqu'il est justifié par le rapport d'un garde que les prévenus ont été trouvés coupant du bois sec qu'ils ont ensuite enlevé, le tribunal ne peut, sans violer la loi, du rap-

port, les renvoyer de la plainte, sous le prétexte que les habitants des communes voisines des forêts jouissent, par un usage général, de la faculté d'y ramasser du bois sec (1).

(Intérêt de la loi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 1^{er} et 3, tit. 32 de l'ordonn. de 1669, et l'art. 436 du Code des délits et des peines; — Attendu qu'il est justifié par le rapport du garde, que les délinquants ont été trouvés coupant du bois sec, qu'ils ont ensuite transporté; que, dès lors, la condamnation devait suivre conformément à la loi; que cependant le tribunal criminel du département de la Haute-Saône, sous le prétexte que les habitants des communes qui ont des forêts jouissent, par l'effet d'un usage général, de la faculté de ramasser le bois sec dans les forêts, a iniquement les personnes qui ont été trouvées coupant ledit bois sec; qu'ainsi il y a évidemment fautive application des articles de l'ordonn. ci-dessus cités; — Casse, etc.

Du 15 fruct. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Vallée. — Concl., le cit. Pons, subst.

PRESCRIPTION.—INTERRUPTION.—ACTE DE POURSUITE.

Sous le Code du 3 brum. an 4, l'information faite par un juge de paix sur un délit précédemment constaté, était une poursuite qui prorogait la prescription à six ans. (C. 3 brum. an 4, art. 9 et 10.) (2)

(Langlé.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 10 de la loi du 3 brum. an 4; — Et attendu que si la preuve testimoniale présentée par Joseph Langlé établissait qu'il avait été dressé un procès-verbal constatant le corps du délit, cette preuve ou du moins les dépositions des témoins entendus dans le même contexte d'acte, établissaient également que, trois jours après le procès-verbal, il avait été procédé par le même juge de paix à une information sur le délit qui avait été l'objet du procès-verbal; que cette information était une poursuite qui devait proroger la prescription à six ans; que les art. 81, 100 et 101 du Code du 3 brum., déterminent ensai la signification que doit avoir le mot poursuite dans l'art. 10 ci-dessus cité; que le tribunal criminel du département de l'Escaut a donc violé cet article en refusant à l'information le caractère et l'effet que la loi lui donne; qu'il ajoute à la loi et a commis ainsi une nouvelle contravention à ses dispositions en décidant que le mandat d'arrêt ou du moins celui d'amener pourrait seul donner à la poursuite l'effet de proroger la prescription à six ans; — Casse, etc.

Du 10 fruct. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Borria. — Concl., le cit. Pons, subst.

JURY.—INTENTION.

Sous le Code du 3 brum. an 4, il y avait nullité, lorsque, dans une accusation criminelle, les jurés n'avaient pas prononcé, par une déclaration formelle et distincte, sur l'intention. (C. 3 brum. an 4, art. 374.) (3)

que doit-on entendre par des actes d'instruction et de poursuite? La Cour de cassation a déclaré, par un arrêt du 14 juin 1816, qu'il fallait entendre: «Tous actes ayant pour objet soit de rechercher les preuves de l'existence du crime ou de la culpabilité du prévenu, soit de s'assurer de sa personne.» F. de ee anjet M. Nungis, *Traité de l'act. publ.*, n° 343. (3) F. conf., Cass. 8 juin 1793; 16 et 28 vend. an 7; 7 pluv. an 10, et la note.

(1) F. une espèce et une décision identiques, Cass. 27 avril 1833 (Bull. n° 161.)

(2) D'après les art. 9 et 10 du Code du 3 brum. an 4, la prescription triennale était prorogée à six ans, s'il avait été commencé des poursuites dans les premiers trois ans. Les art. 637 et 638 du Code d'instruction criminelle portent que, dans le même cas, la prescription est interrompue. Dès lors, la même question s'élève sous les deux législations:

(Breyton.)

Du 16 fruct. an 10. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Schwendt. — Concl., le cit. Pons, subst.

DIVORCE. — CONCILIATION. — EXPLOIT.

Du 19 fruct. an 10 (aff. Robillard.) — V. ce jugement sous la date du 29.

1° DOUANES. — DERNIER RESSORT.**2° DERNIER RESSORT. — APPEL. — CASSATION.**

1° En toutes affaires de douanes, le juge de paix ne peut statuer qu'en premier ressort, notamment au cas de contestation pour défaut de rapport d'un acquit-à-caution. (L. 14 fruct. an 3, art. 5, 6 et 10; Décr. an 7, tit. 4, art. 14.) (1)

2° On ne peut appeler d'un jugement faussement qualifié en dernier ressort; ce jugement doit être attaqué par la voie du recours en cassation (2).

(Réquis. du commiss. du gouv. — Aff. Gismondi et autres.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que la loi du 11 sept. 1793, sur laquelle le juge de paix de Marseille s'est fondé pour prononcer en dernier ressort, a été abrogée, avec toutes celles relatives au maximum, par la loi du 4 niv. an 3;

Considérant qu'en toutes affaires de douanes, la loi du 14 fruct. an 3, art. 5, 6 et 10, et celle du 9 flor. an 4, art. 14, assurent aux parties deux degrés de juridiction; d'où il suit, dans l'espèce, que le juge de paix de Marseille n'a pu, sans commettre un excès de pouvoir, prononcer en premier et dernier ressort;

Considérant que tout jugement également ou illégalement rendu en dernier ressort ne peut, aux termes de l'art. 65 de la constitution, être déféré qu'au tribunal de cassation; d'où il suit que le tribunal civil de Marseille, qui a reçu l'appel des jugements dont il s'agit, a commis un excès de pouvoir; — Faisant droit sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement, en exécution de l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8; — Annule, etc.

Du 20 fruct. an 10. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Zangiacomi. — Concl., le cit. Lamarque, subst.

TRANSACTION. — CASSATION.

Le tribunal de cassation peut, par appréciation des faits et des circonstances, juger qu'une transaction est intervenue entre les parties et casser la décision attaquée qui n'a pas tenu compte de cette transaction (3).

(Cremier — C. Franquinet.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la loi 2, au Cod., de Transact., ainsi conçue: « Cum te proponas a eum sorore tua de hereditate transigisse, et a ideò certam pecuniam ei te debere cavisse; a et si nulla fuisset quantio hereditatis, tamen, a propter timorem tuis transactionis interpo- a sita, pecunia rectè causa intelligitur; » — Vu la loi 6, au Cod., de Transact., portant: « Cum moti inofficiosi quædam matrem ves- a tram eum diversâ parte, titâ ut partem bono- a rum susciperet et a lite discederet, propona- a tis, instaurari quidem semel omissam quæ- a lam per vos qui matri heredes exististis juris

« ratio non sinit.... Verùm si pdes placitis a proposita non est, in id quod interest diversam a partem rectè convenietis; » — Considérant qu'il est reconnu par les parties que le pays de Limbourg est régi par le droit romain;

Considérant que cette législation met spécialement sous sa protection les transactions, et principalement les transactions sur procès; qu'il résulte de la loi 6 ci-dessus citée que, lorsqu'il y a eu une transaction sur une demande formée en justice, et, par suite, abandon du procès, au moyen des arrangements pris par les parties, on ne doit plus permettre à aucune des parties de renouveler la procédure éteinte; que la loi 2 ci-dessus rapportée veut aussi que la transaction sur une succession soit respectée, quoiqu'elle n'ait été même déterminée que par la crainte des suites d'une procédure;

Considérant qu'il est reconnu au procès que les héritiers de Lambert Franquinet ont formé contre les frères Cremer, héritiers des frères Franquinet, une demande en délaissement des portions de biens libres que les frères Franquinet avaient recueillies dans la succession de leur père; qu'il est également reconnu que les héritiers de Lambert Franquinet fondaient cette action sur l'aliénation qui avait été faite du moulin de Lélan par les frères Franquinet, au préjudice de la clause pénale insérée dans le testament de Lambert Franquinet; qu'il est reconnu, en troisième lieu, que les frères Cremer offrirent aux héritiers Franquinet, sur cette demande, de leur laisser le moulin de Lélan et ses dépendances; qu'au moyen de ces offres, les frères Cremer conclurent à ce que les héritiers Franquinet fussent déclarés non recevables dans leur demande en délaissement des biens libres; que ces offres furent expressément acceptées judiciairement par les héritiers Franquinet, et même suivies d'une pleine et entière exécution; que, parmi les déclarations obscures qui accompagnèrent cette acceptation, il n'y en eut aucune qui eût trait à aucune espèce de réserve à la demande en délaissement des biens libres; que, dès lors, il est évident que la transaction sur procès s'opéra, puisque les héritiers Franquinet reçurent, pour leur tenir lieu d'indemnité, le moulin de Lélan et ses dépendances, qui ne faisaient ni ne pouvaient faire partie des biens libres par eux réclamés en vertu de la clause pénale; que, par conséquent, le tribunal dont le jugement est attaqué, en faisant revivre et en adjoignant la demande originale, au mépris d'une transaction sur procès librement consentie et pleinement exécutée, a violé les lois ci-dessus énoncées; — Casse, etc.

Du 30 fruct. an 10. — Rapp., le cit. Vergès. — Concl., le cit. Merlin, commiss.

VENTE. — VENTE EN BLOC. — PRIX. — DROITS INCORPORÉLS.

La vente en bloc et pour un seul et même prix certain et déterminé, d'un domaine et des droits incorporés qui y sont attachés, est parfaite, lors même que la consistance de ces droits n'aurait pas été définitivement fixée, et que cette fixation, en conséquences de laquelle le prix devait être augmenté ou diminué dans des proportions arrêtées d'avance, aurait été remise à une époque ultérieure (4).

qu'implicitement, comme elle l'avait déjà été par un précédent jugement du 24 plur. an 9. P. ce jugement à sa date, et les observations qui l'accompagnent.

(4) Cette décision est conforme à l'opinion de Poitiers, de la Vente, n° 308, et à la loi 35, § 6,

(1 et 2) Sur ces deux questions, P. le jugement du 2 therm. an 10, rapporté ci-dessus. — Les faits de l'espèce actuelle étaient identiquement les mêmes que ceux exposés dans le réquisitoire sur lequel ce jugement a prononcé.

(3) Cette question grave ne se trouve ici jugée

La remise des titres n'est pas nécessaire pour la perfection d'une vente de droits incorporels, par exemple des droits attachés à un fief.

(Sauvebœuf — C. Latour.)

Le cit. Sauvebœuf avait vendu au cit. Latour les fiefs nobles et seigneuries d'Orlaquet, Cot-ture, Chanterelle et autres lieux désignés dans l'acte, ainsi que les cens, rentes, droits utiles et autres en dépendant, moyennant la somme de 66,750 liv.

Il était dit dans l'acte que les cens vendus consistaient en 169 setiers de grains, et que lors de l'entrée en jouissance du cit. Latour, fixée au 1^{er} janv. 1791, le cit. Sauvebœuf lui délivrerait les titres de propriété, d'après lesquels il serait fait relevé exact des cens vendus, et que le prix de 66,750 liv. fixé par l'acte de vente, serait diminué ou augmenté à raison de 300 liv. par setier qui se trouverait en plus ou en moins du nombre de 169 primitivement déterminé.

Au 1^{er} janv. 1791, le vendeur n'ayant pas remis les titres, l'acquéreur ne voulut pas payer le terme échu à la même époque, soutenant que ce défaut de remise de titres était une inexécution du contrat qui donnait ouverture à sa résiliation, mais que la vente n'avait existé qu'en projet, et jamais à l'état de contrat parfait : il se fonda sur ce que la chose vendue n'était pas déterminée, puisque le relevé exact du cens compris dans la vente ne devait être fait que lors de la remise des titres; et que s'agissant d'une vente de droits incorporels, elle ne pouvait être parfaite et définitive que par la tradition de la chose vendue au moyen de la remise des titres.

Jugement du tribunal de Salers, qui, nonobstant ces moyens de défense, déclare la vente parfaite et valable.

Appel de la part des héritiers du cit. Latour décadé. — Jugement infirmatif du tribunal du Puy-de-Dôme, qui juge qu'il n'y a jamais eu vente définitive et consommée. « Considérant que le contrat de vente du 31 oct. 1788 avait pour objet des droits incorporels, et ne contenait pas la tradition de ces mêmes droits; que la tradition réelle avait été suspendue, et ne devait s'effectuer que le 1^{er} janv. 1791, par la remise des titres constitutifs de ces droits; qu'à ladite époque ni depuis, Sauvebœuf n'avait délivré ni même représenté aucun titre relatif à ces droits incorporels; qu'ayant aucune remise de titres ces droits avaient été abolis sans indemnité; que la vente et son prix ne pouvant être déterminés que par la représentation des titres, sur le vu desquels devait être fait le calcul des redevances vendues, elle devait être comme n'ayant pas été consommée. »

Pourvoi en cassation de la part du cit. Sauvebœuf, pour violation de la loi 8, ff. de Periculo et commodum rei venditoris, du § 3 Instit. de Emptione et venditione, et de l'art. 36 de la loi des 15-28 mars 1790.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la loi 8, ff. de Periculo et commodum rei venditoris; — Le § 3 Instit. de Emptione et venditione; — Et l'art. 36, tit. 2 de la loi des 15-28 mars 1790. — Attendu que, par l'acte du 31 oct. 1788, François Ferrière de Sauvebœuf n'a pas vendu simplement, quelques droits de cens et rentes en grains et argent, à 300 liv. le setier, et sur le pied du denier quarante; mais qu'il a vendu les ci-devant fiefs et seigneuries d'Orlaquet, Cot-ture, Chanterelle et autres lieux désignés, avec la

haute, moyenne et basse justice, et tous les droits honorifiques, utiles et casuels en dépendant; en qui emporte l'idée de l'estimation de la totalité d'une grande propriété, et ce qui exclut celle d'une vente conditionnelle et dépendante de la vérification de la quotité des rentes existantes; — Attendu que le motif qui a servi de prétexte aux juges du tribunal du Puy-de-Dôme, pour déclarer qu'il n'y avait pas eu de vente, tiré de la stipulation, qu'il serait fait un relevé plus exact des droits de cens et rentes en grains et en argent, à la vue des titres, afin d'augmenter ou diminuer le prix en proportion, à raison de 300 liv. pour le setier de grains, et denier quarante pour les redevances en argent, ne peut être fondé, parce que la vente des fiefs et seigneuries dont il s'agit ayant été faite en bloc, et pour un prix certain, indépendamment de la quotité des rentes en grains et en argent, pour lesquelles on avait aussi déterminé un prix; cette stipulation n'empêche nullement la convention de conserver les trois caractères qui rendent une vente parfaite, la chose, le prix et le consentement des parties, et autorisait seulement l'action *quantum minoris*, en cas qu'il se trouvât un déficit sur les rentes vendues;

Attendu que la tradition des titres n'était pas nécessaire pour rendre parfaite la vente d'un fief; — Attendu que la circonstance du défaut de remise des titres sur laquelle les juges ont encore basé leur décision, ne pouvait influer sur l'existence de la vente, puisque cette circonstance survenue postérieurement, ne pouvait donner lieu, à autre chose qu'à une action en faveur de l'acquéreur pour faire exécuter le contrat, ou pour le faire résilier; mais qu'elle ne pouvait autoriser les juges à déclarer qu'il n'avait jamais existé; — Attendu que le tribunal du Puy-de-Dôme, après avoir méconnu les principes de la matière, a, en chargeant, par le résultat de sa décision, le vendeur des risques de la chose vendue, contrevenu aux lois romaines ci-dessus citées, et, par voie de conséquence, à l'art. 36 de la loi des 15-28 mars 1790; — Casse, etc.

Du 20 fruct. an 10. — Sect. civ. — Prés., le cit. Malesville. — Rapp., le cit. Oudot. — Concl., le cit. Jourde, subst. — Pl., les cit. Thacussios et Leroy de Neufville.

CONSEIL JUDICIAIRE. — SUSPICION LÉGITIME.

A un vieillard faible d'esprit et capté par une femme, les juges peuvent donner un conseil judiciaire; — Et en ordonnant une assemblée de famille pour arriver à ce but, ils n'élèvent pas contre eux une cause de suspicion légitime.

(Bourgneuf.)

Au mois de prairial an 10, Vincent Bourgneuf avait affiché la mise en vente de tous ses immeubles, dans l'intention, disait-il, de payer ses dettes.

Ses deux filles, l'une femme Laroche, l'autre femme Tiers, se persuadèrent que leur père étant déjà très vieux, marié à une seconde femme, était capté par elle; en sorte qu'il n'allait vendre que pour en verser le produit dans ses mains, et les frustrer, elles, de toutes leurs espérances et de tous droits successifs. En conséquence, elles présentèrent au tribunal de Riomantin une requête tendant à ce que, vu la vieillesse, la faiblesse d'esprit de leur père, et l'apparence de captation,

qu'elles n'aient pas encore été vérifiées. P. dans le même sens, MM. Duvargier, continuation de Toul-lier, *Traité de la Vente*, n° 81 et suiv., et Troplong, *op. cit.*, n° 81.

ff. de Contractu, emptione. — Il en serait du même sens la Code civil, puisque l'art. 1586 porte que la vente en bloc est parfaite, et, par suite, que les choses vendues sont aux risques de l'acheteur, bien

Il lui fut nommé un conseil, sans lequel il ne pourrait aliéner ses immeubles; elles demandèrent la convocation d'une assemblée de parens.

20 prairial, jugement qui ordonne la convocation des parens.—Le 9 thermidor, les parens furent assemblés; rien ne fut décidé; l'assemblée fut renvoyée au 20.

C'est sur ces entrefaites que Vincent Bourgneuf s'est pourvu en règlement de juges.

La suspicion légitime résulte, dit-il, de la partialité promptitude avec laquelle le tribunal de Romorantin a accueilli la demande de ses filles, au mépris du respect dû à l'autorité paternelle. Encore si cette partialité pouvait être convertie du montant de la loi ! Mais les lois elles-mêmes prescrivent jusqu'à l'idée de donner un conseil à un vieillard, précisément à raison de sa vieillesse. Jadis les lois françaises avaient consacré deux espèces d'interdiction : l'une, absolue, qui était fondée sur la démence, fureur ou imbecillité, et qui privait l'interdit de tout exercice de ses droits civils; l'autre, relative, qui était fondée sur la faiblesse d'esprit ou sur la prodigalité, et qui obligeait l'interdit à s'environner d'un conseil pour tous actes d'aliénation.

L'interdiction de la première espèce était fondée en raison : il est dans l'ordre que l'homme déchu de ses facultés morales, qui a pour ainsi dire cessé d'être homme, cesse également d'être citoyen, d'exercer tous les droits civils et politiques. — Mais l'interdiction de la seconde espèce avait une origine moins pure, et un objet moins utile. Provoquée par la cupidité ou par la haine, elle ne servait qu'à enchaîner la volonté d'un citoyen riche, pour le plaisir ou le profit de ses proches. — Cette interdiction pour prodigalité, blessait le droit de propriété; car chacun a le droit d'user et d'abuser de sa fortune. — Pour faiblesse d'esprit, elle était fondée sur l'arbitraire. Où en serions-nous si, dans l'ordre social, chaque membre de la grande famille devait avoir une certaine mesure d'esprit, à peine de dégradation ou d'entraves dans l'exercice de ses droits ?

Nos législateurs modernes ont profondément senti ces vérités; aussi ont-ils reconnu en principe, que chacun avait la plénitude du droit de propriété; que tout citoyen pouvait faire ce qui n'est pas défendu par la loi; d'où il suit que la loi n'ayant pas défendu aux faibles d'esprit l'exercice du droit de propriété, ils le conservent dans son entier.

Dans nos lois actuelles, il n'y a d'interdiction que celle qui prive le citoyen de l'exercice de tous ses droits, lorsqu'il est atteint de fureur, démence ou imbecillité (art. 10 et 131 de la constitution de l'an 3).—Or, disait Vincent Bourgneuf, on ne me suppose ni fureur, ni démence, ni imbecillité. Mes filles n'ont pas provoqué une interdiction absolue. Donc, l'espèce d'interdiction provoquée par elles est défendue par nos lois; donc, en l'accueillant, en l'exécutant presque, les juges de Romorantin ont fait preuve d'une disposition coupable à enfreindre les lois et outrager les mœurs.

M. le commissaire du gouvernement a pensé qu'en général l'interdiction pour faiblesse d'esprit, ou pour prodigalité, est injuste, attentatoire au droit de propriété, et faite pour favoriser de prompts héritiers, souvent d'avidés collatéraux. Mais il a pensé aussi que le droit de propriété ne s'étend pas jusqu'à détruire tous les moyens d'existence de ceux auxquels on a donné la loi. Il a fait observer, d'ailleurs, que lorsqu'un père de famille se trouve dans la détresse, il a droit de réclamer des alimens de la part de ses enfans. Sous ce double rapport, les enfans ont un grand

intérêt, et même droit de s'opposer à ce qu'un père, abusé ou prodigue, fasse disparaître la totalité de sa fortune. — Appliquant ces principes à l'espèce, il a été d'avis que la vieillesse de Vincent Bourgneuf et les autres moyens de fait présentés par ses filles au tribunal de Romorantin, n'étant pas contestés, ces moyens avaient pu raisonnablement décider les juges; que conséquemment la prétendue suspicion de Vincent Bourgneuf ne reposait sur aucune base légitime. — Il a conclu au rejet; et par les mêmes motifs, le tribunal a rejeté le pourvoi.

Du 21 fructidor an 10.—Sect. req.—Rapp., le cit. Lombard.

PAPIER-MONNAIE. — DOUAIRE. — CLAUSE PROHIBITIVE. — REMBOURSEMENT.

L'acquéreur d'un immeuble hypothéqué à un douaire non ouvert, qui, par le contrat de vente passé pendant le cours des assignats, a consenti qu'un immeuble demeurât spécialement et exclusivement grevé de cette hypothèque jusqu'à l'ouverture du douaire, et qui, en conséquence, a retenu entre ses mains une somme équivalente au capital de cette créance, n'a point, par cela seul, contracté l'obligation d'acquitter le douaire en monnaie métallique. Du moins, les tribunaux ont pu le juger ainsi, sans qu'il y ait lieu de casser leurs jugemens.

La clause prohibitive de rembourser une portion de prix avant une certaine époque, insérée dans un contrat de vente passé pendant le cours du papier-monnaie, n'emporte pas nécessairement pour l'acquéreur l'obligation d'acquitter cette dette en monnaie métallique (1).

(Bellanger-Desboulets—G. Imbert).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — En ce qui touche les premier et deuxième moyens;—Attendo. 1^o que l'article 10 de la loi du 16 plv. an 6 n'a obligé les acquéreurs à rapporter quittance des créanciers indiqués ou délégués, que dans le cas où ils l'auraient été par une clause formelle et expresse du contrat de vente;

2^o Que l'art. 11 de la loi du 27 therm. de la même année, n'a pareillement assujéti les acquéreurs à acquitter le capital ou les intérêts du douaire, sans réduction, que dans le cas seul où ils se seraient soumis, c'est-à-dire personnellement obligés au paiement de ce douaire;

3^o Que, dans l'espèce de la cause, le point de la difficulté était de savoir si le citoyen Imbert avait contracté l'obligation personnelle d'acquitter celui de la veuve Bellanger;

4^o Qu'il est bien constant, par la lecture du contrat de vente du 25 flor. an 3, que cette soumission ou obligation personnelle n'y est point formellement exprimée;

Que si on peut soutenir, avec quelque fondement, qu'elle résulte de l'ensemble de ce contrat, on peut aussi soutenir l'opinion contraire avec autant de vraisemblance;

D'où il suit que le jugement attaqué, en adoptant l'une ou l'autre de ces opinions, n'a pu donner ouverture aux moyens de cassation fondés sur la violation des textes de loi ci-dessus cités.

En ce qui touche le troisième moyen, attendo. que l'art. 14 de la même loi du 27 therm. an 6, ne dit pas que toute clause prohibitive ou résolutoire apposée à un contrat de vente, emportera

(1) F. dans le même sens, Cass. 9 therm. an 10; 21 vendém. an 11, et 30 vend. an 14.—F. toutefois, 21 vent. an 10.

nécessairement la condition du paiement en numéraire, sans réduction, mais seulement qu'on ne peut induire, en certains cas, que les parties ont eu envie, par l'application de ces clauses, de stipuler d'une manière indirecte un paiement en valeur métallique, dont la stipulation expresse était alors prohibée par la législation alors subsistante; d'où il suit que, dans l'espèce de la cause, les juges ont dû examiner si cette stipulation résultait du contrat de vente du 25 flor. an 3, et qu'ils ont pu, sans violer aucune loi, en induire le contraire, et notamment de ce que la clause prohibitive, avait pour objet le paiement d'un douaire à l'ouverture duquel il pouvait n'y avoir jamais lieu par le décès des donataires; et qu'ainsi ce n'était point le cas d'appliquer la disposition de cet art. 14 de la loi du 27 therm. an 6; — Rejette, etc.

Du 21 fruct. an 10. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Pajon. — *Concl.* le cit. Merlin, comm.

INJURES VERBALES. — MINISTÈRE PUBLIC. — POURSUITE D'OFFICE.

Le ministère public a qualité pour poursuivre d'office, et sans le concours de la partie lésée, le délit d'injures verbales envers un particulier. (C. 3 brum. an 4, art. 153.) (1)

(N....)

Deux ecclésiastiques, injuriés par des particuliers, dénoncèrent ces injures à l'adjoint du maire, sans vouloir poursuivre personnellement. L'adjoint, ayant traduit les inculpés en simple police, le tribunal le déclara non recevable, attendu que les parties lésées ne réclamaient pas. — Pourvoi de la part du ministère public.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 153 du Code du 3 brum. an 4; — Considérant que, suivant ses dispositions, l'adjoint du maire remplissant les fonctions du ministère public avait pouvoir et qualité de poursuivre un délit de la compétence du tribunal de police, sans le concours de la partie civile ou lésée; que les injures verbales constituent un délit susceptible des peines de simple police, aux termes de la 7^e disp. de l'art. 605, et que ces peines sont indépendantes des intérêts civils, d'après les dispositions de l'art. 154; qu'ainsi, l'adjoint du maire de Villedieu n'a pu être déclaré non recevable dans la poursuite dont il s'agit, sans enfreindre les lois citées; — Casse, etc.

Du 23 fruct. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Schwendt. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

TRIBUNAL DE POLICE. — JUGEMENT. — MOTIFS.

Est nul le jugement du tribunal de police qui

(1) D'après l'art. 5 de la loi du 26 mai 1819, la poursuite ne peut avoir lieu, au cas d'injures contre un particulier, que sur la plainte de la partie qui se prétend lésée. *F. M. Parant, Lois de la presse*, p. 209 et suiv., et Chassan, *Délits de la parole*, etc., t. 2, chap. 1^{er}, art. 3. *

(2) Il faut nécessairement que le jugement déclare, 1^o l'existence de la contravention; 2^o que la personne citée est convaincue de s'en être rendue coupable. — *F. Carnot, Comm. du Cod. d'inst. crim.* sur l'art. 161, n^o 1; Bourguignon, *Jurisp. des Cod. crim.*, tom. 1, p. 379. *

(3) *F.* dans le même sens, Cass. 11 fruct. an 11 et 18 vend. an 12; Grenoble, 21 flor. an 9; *F. susai M. Merlin, Quæst.*, 1^{re} *Expropriation forcée*, § 2.

se borne à mentionner le vu des pièces du procès, sans en déclarer le résultat, et n'établit aucun motif de sa décision. (C. 3. brum. an 4, art. 163.) (2)

(Grenier et Glaisien.)

Du 23 fruct. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Schwendt. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

POIDS ET MESURES. — DOUBLE CITATION. — OBJET DISTINCT.

L'action qui tend à faire ordonner le dépôt à la préfecture des poids et mesures saisis chez un marchand, ainsi qu'à en faire prononcer la confiscation, et l'action qui a pour but de faire condamner le délinquant à payer la valeur de ces poids et mesures, faute d'avoir effectué le dépôt, diffèrent essentiellement, et dès lors la citation qui a pour objet la deuxième demande ne peut être annulée sous prétexte que cette demande était comprise dans la première.

(Pigeon.)

Du 23 fruct. an 10. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Liger-Verdigny. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

ADJUDICATION. — JUGEMENT. — RÉDACTION.

Les jugements d'adjudication sur expropriation forcée ne sont pas nuls par cela seul que leur rédaction ne contient pas les quatre parties exigées pour les jugements ordinaires par la loi du 21 août 1790, et ne mentionne pas la comparution ou l'absence de la partie saisie. (3)

(Prinet — C. Gigot-Garville.)

La veuve Daffry, créancière de Gigot-Garville son père, fait procéder à l'expropriation forcée de ses biens. Au jour indiqué pour la réception des premières enchères devant le tribunal de l'arrondissement de Gray, — Gigot-Garville se présente pour opposer des moyens de nullité contre les actes de poursuite.

3 fruct. an 8, jugement qui, sans avoir égard à ces moyens, ordonne qu'il sera procédé à la lecture de l'affiche et à la réception des enchères. Les enchères sont en conséquence requises le même jour; elles sont continuées, et l'adjudication remise au troisième jour complémentaire suivant.

Cette fois, Gigot-Garville ne se présente pas, l'adjudication est prononcée après l'ouverture des enchères au profit notamment de Claude Prinet.

Appel du jugement d'adjudication est interjeté par Gigot-Garville, qui conclut à sa nullité sur le motif qu'on avait omis d'y énoncer les noms et les qualités des parties, la comparution ou l'absence de la partie saisie, et que ce défaut d'énonciation était une contravention aux lois anciennes et modernes, et notamment à l'ordonnance de 1667, tit. 14, art. 4, et la loi du 21 août 1790, tit. 5, art. 15.

— La question a été résolue de même sous le Code de procédure: *F. Toulouse*, 31 janvier 1826. C'est aussi l'opinion des auteurs: *V. le Praticien français*, tom. 4, p. 674; Carré, *Lois de la procéd.*, n^o 2403; Berriat, *Cours de procéd.*, p. 593; Thominé Desmaures, *Comm. du Cod. proc.*, n^o 897, et Bioche, *Dict. de proc.*, v^o *Saisie immobilière*, n^o 339. — Il va sans dire, et cela était reconnu dans l'espèce par le demandeur en cassation, que si le jugement d'adjudication statuait en même temps sur des nullités proposées par la partie saisie, ou sur toute autre contestation par elle élevée, alors il devrait présenter dans sa rédaction les formes prescrites par la loi pour les jugements en général; car ce serait en ce cas un véritable jugement prononçant sur un litige: *F. Nîmes*, 2 vend. an 12; Rennes, 4 janv. 1819.

11 mess. an 9, jugement du tribunal d'appel de Besançon qui, adoptant ces moyens, annule l'adjudication.

POURVOI en cassation de la part de Prinet, pour fausse application de l'ordonnance de 1667, ainsi que de la loi du 24 août 1790, et violation de la loi du 11 brum. an 7. — Une adjudication à prononcer, dit le demandeur ne présente ni question de fait, ni question de droit à décider; c'est une vente et non pas un jugement. — Adjuger, en effet, ce n'est pas décider ou résoudre une question; ce n'est pas prononcer sur un litige et le faire cesser. — L'autorité de la justice est provoquée et employée pour réaliser une vente nécessaire: elle s'interpose entre le débiteur et le poursuivant, et les autres créanciers opposants, pour opérer une expropriation; mais, en adjugeant, elle ne juge pas, elle ne fait que supplier le consentement du débiteur, et le ministère du notaire. — Dans le cours d'une poursuite en expropriation, il peut intervenir, et souvent il intervient, comme dans l'espèce, un jugement sur la nature et la validité du titre qui sert de base à la poursuite et sur la validité des actes de la poursuite. — Les tribunaux prononcent par forme de jugement sur les questions de nullité, sur les incidens élevés; mais l'adjudication qui n'arrive qu'après la décision, n'est pas elle-même un jugement; c'est une véritable vente, un acte translatif de propriété que les tribunaux confèrent, et que la loi les autorise à conférer, sans le concours d'un notaire public. — Dès lors, il n'est pas nécessaire de se conformer dans la rédaction de l'acte d'adjudication, aux formes prescrites pour les jugemens.

Le défendeur répond que les adjudications ont toujours été regardées comme des jugemens; — Que les art. 8, 23 et 25 de la loi du 11 brum. an 7 parlent de l'adjudication comme étant un jugement; — Qu'il y est dit et répété en plusieurs endroits: *jugement d'adjudication*; — Que l'art. 9 porte que l'adjudication est faite par le tribunal civil de la situation des biens, et à l'extinction des feux; — Que les juges doivent donc décider s'il y a lieu d'adjuger; — Qu'ainsi l'adjudication est un véritable jugement, et par suite doit être rédigée dans les formes prescrites pour les jugemens.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 1^{er}, 2, 4 et 17 du chapitre premier de la loi du 11 brum. an 7, l'art. 4 du tit. 14 de l'ordonn. de 1667 et l'art. 15 du tit. 5 de la loi du 24 août 1790; — Considérant que la loi du 11 brum. an 7 a déterminé les formes qui devaient être observées en matière d'expropriation forcée, telle que la copie du titre, le commandement, les affiches, les enchères et l'adjudication; — Que c'est uniquement dans cette loi, qui a introduit un droit nouveau, qu'il faut chercher les formes nécessaires pour la régularité de l'expropriation; — Qu'on n'y trouve aucune disposition d'où l'on puisse induire la nullité d'une adjudication, à défaut d'énonciation de la comparaison ou de l'absence de la partie saisie; — Que néanmoins le tribunal, dont le jugement est attaqué, a principalement annulé l'adjudication dont il s'agit, sur le fondement de ce défaut d'énonciation; — Qu'il l'a annulé en outre sur le fondement du défaut d'énonciation des noms et des qualités des parties, quoique même ces noms et ces qualités fussent formellement énoncés et répétés dans les actes; — Que ce tribunal a fait, sous ces rapports, une fausse application de l'art. 4 du tit. 14 de l'ordonn. de 1667, et de l'art. 15 du tit. 5 de la loi du 24 août 1790, en assujettissant aux formes judiciaires établies par ces lois, une adju-

dication sur expropriation forcée, dont la forme était réglée par une loi particulière indépendante des lois relatives aux formes des procès ordinaires; — Qu'il a violé, par suite, la loi du 11 brum. an 7, en prononçant une nullité que cette loi ne prononce pas; — Que la fausse application et l'excès de pouvoir sont d'autant plus évidens, qu'il résulte même de l'adjudication, qu'il n'y fut procédé que parce qu'il n'avait été formé aucune réclamation; — Qu'en rapprochant cette circonstance de la notification qui avait été faite à la partie saisie, pour qu'elle se représentât, il est évident, à la fois, et que la partie saisie avait été mise légalement à même de connaître les opérations, et qu'on ne procéda à l'adjudication que parce qu'elle ne se présentait pas, malgré la notification qui lui avait été faite; — *Casse, etc.*

Du 27 fruct. an 10. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Vergès. — *Concl.* le cit. Jourde, subst.

CORSE. — APPEL. — SENTENCE ARBITRALE.

D'après le statut corse, les sentences arbitrales n'étaient pas susceptibles d'appel.

Les jugemens contradictoires et définitifs rendus en Corse avant la réunion de cette île à la France, ne peuvent, lorsqu'ils avaient été notifiés dans les vingt jours de leur prononciation, et se trouvent ainsi assimilés aux sentences arbitrales, d'après l'édit de mars 1772, être attaqués par la voie de l'appel.

(Cecconi) — C. Gerolami. — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'édit de mars 1772; portant: « Voulons que, conformément à l'art. 1^{er} de notre édit du mois de juin dernier et au chap. 9 des statuts civils de la Corse, tous jugemens contradictoires et définitifs en matière civile, réelle et personnelle, rendus en Corse par quelque juge que ce soit, avant la réunion de l'île à notre couronne, seront réputés sentences arbitrales et demeureront confirmés et validés, comme nous les confirmons et les validons par le présent édit, pour être suivis et exécutés selon leur forme et teneur, à la charge toutefois que, conformément au chap. 9, lesdits jugemens auront été dûment notifiés dans le délai y porté; » — Vu aussi le statut de Corse, ainsi conçu: « *Ex sententiis et laudis arbitratorum non potest appellari, supplicari, nec peti melioratio, nec in integrum restitutio, nec reductio ad arbitrium boni viri.* » — Vu enfin la loi générale d'après laquelle « *Ex sententiis arbitri ex compromisso jura peracto aditi, appellari non posse prescriptum est*; » — Et attendu que la sentence rendue par le visiteur apostolique dont l'appel a été reçu par les arrêts attaqués, l'a été le 14 déc. 1767, et dans un temps où la Corse n'était pas encore réunie à la France; que cette sentence est contradictoire et définitive; que d'après le mémoire manuscrit joint et signé, cette sentence aurait été notifiée dans le courant même de déc. 1767, et, par conséquent, dans le délai fixé (1) pour les sentences arbitrales, par le chap. 9 des statuts civils de la Corse, et pour les jugemens assimilés aux sentences, par l'édit de mars 1772; que cette sentence se présente, d'après cela, dans les circonstances déterminées par cet édit, pour être assimilée à une sentence arbitrale, et jouir de tous les avantages attachés à ce genre de sentence; que, d'après le statut corse et la loi générale ci-dessus citée, l'appel d'une semblable sentence n'était pas recevable et néanmoins été reçu;

(1) Le délai de signification était de vingt jours.

et qu'ainsi, les arrêts attaqués ont évidemment violé ce statut et cette loi en recevant cet appel et l'accueillant sur le fond;—Donne défaut contre Jérôme, et, pour le profit;—Casse, etc.

Du 28 fruct. an 10.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Babbie.—Concl., le cit. Jourde, subst.

1° LOGEUR.—MÉDECIN.—REGISTRES.

2° 3° MÉDECIN.—REFUS DE SECOURS.—MAISON DE SANTÉ.

4° TRIBUNAL DE POLICE.—COMPÉTENCE.

1° L'obligation imposée aux aubergistes et logeurs d'inscrire sur un registre toute personne ayant couché, même une seule nuit, dans leur maison, ne s'applique point aux officiers de santé qui traitent et logent des malades. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 5.) (1)

2° Le refus fait par un officier de santé de recevoir dans sa maison un homme blessé qu'on lui amène pendant la nuit, ne peut être passible des peines portées contre les refus de secours en cas d'incendie ou autres fléaux calamiteux. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 1^{er}, art. 17.) (2)

3° Le tribunal de police ne peut, sans usurpation de pouvoir, interdire à un officier de santé la faculté d'avoir une maison de santé dans une ville. (3)

4° Un tribunal de police qui prononce sur un délit passible d'une peine excédant trois jours de travail, commet un excès de pouvoir. (C. 3 brum. an 4, art. 153.)

(Ovide Lallemand.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 436, du Code des délits et des peines;—Considérant que, dans l'espèce, le jugement rendu par le tribunal de police du canton de Grenoble renferme tout à la fois une fausse application des lois sur la matière, et une contravention aux règles de compétence; que cette fausse application résulte;

1° De ce que le tribunal de police a condamné un officier de santé comme contravenant à l'art. 5, de la loi du 19 juillet 1791, pour n'avoir pas déclaré à la police le nom et la profession des malades qu'il traitait et logeait dans sa maison, tandis que, par cet art. 5, la loi n'impose cette obligation qu'aux aubergistes, maîtres d'hôtels garnis et logeurs, taxativement;

2° De ce que le refus qu'a fait un officier de santé de recevoir dans sa maison un homme blessé qu'on lui amenait pendant la nuit, a été considéré par le tribunal de police comme une contravention à l'art. 17 de ladite loi du 19 juillet 1791, quoique la disposition de cet article soit limitée aux refus des secours et services requis par la police, en cas d'incendie ou autres fléaux calamiteux; que le refus imputé à Ovide Lallemand pouvait être plus ou moins blâmable, plus ou moins excusable, selon les circonstances; mais ce n'était point un délit, et l'événement qui avait donné lieu à ce refus ne pouvait, sous aucun rapport, être assimilé au cas d'incendie ou de fléau calamiteux;

3° Enfin de ce que ce même tribunal a inter-

dit au cit. Ovide Lallemand et à tous autres, la faculté d'avoir une maison de santé dans l'enceinte de la ville de Grenoble, en supposant qu'un semblable établissement était contraire aux dispositions de l'arrêté du gouvernement en date du 5 brum. an 9, tandis que cet arrêté, qui a pour objet de déterminer les fonctions et les devoirs des commissaires généraux de police, dispose simplement que les commissaires doivent veiller à la salubrité de la cité, en empêchant qu'il ne s'établisse dans l'intérieur des villes, soit des maisons de santé, soit des ateliers, manufactures ou laboratoires, lorsque les circonstances et les localités exigent, pour la santé des habitants, que ces établissements soient hors de l'enceinte des villes; et, dans le fait, l'administration de Grenoble, qui exerce la même fonction que celle attribuée aux commissaires généraux de police, dans les villes où il en a été établi, n'ayant point empêché l'établissement de la maison de santé dont il s'agit, le tribunal de police a commis un excès de pouvoir, en se permettant de prononcer sur un point dont la connaissance appartient à l'administration;

4° Quant à l'incompétence, elle résulte simplement de ce que les art. 3, 6 et 17 de la loi du 19 juill. 1791, dont le tribunal de police a voulu faire l'application, infligent au contrevenant une amende égale au quart de son droit de patente ou de sa contribution mobilière, et sans que cette amende puisse être au-dessous de trois francs; tandis que, par l'art. 153 du Code des délits et des peines, tout délit qui peut être susceptible d'une peine excédant la valeur de trois journées de travail, excède, par cela seul, les bornes de la compétence des tribunaux de police;—Considérant, d'ailleurs, que les imputations faites à l'officier de santé Ovide Lallemand se réduisent à ces trois faits: **1°** omission de déclarer au bureau de police le nom des malades qu'il traite dans sa maison de santé; **2°** refus d'ouvrir sa porte pendant la nuit; **3°** établissement d'une maison de santé dans l'intérieur de la ville de Grenoble; qu'aucun de ces trois faits ne peut être considéré comme un délit; que, par conséquent, la plainte et les poursuites dirigées contre cet officier de santé n'ont aucune base légitime, puisqu'il n'existe pas même un titre de prévention;—Casse, etc.

Du 29 fruct. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Genevois.—Concl., le cit. Pons, subst.

1° DIVORCE.—ASSEMBLÉE DE FAMILLE.—CONCILIATION.

2° EXPLOIT.—DIVORCE.—INMATRICULE.

1° Il n'est pas nécessaire que les procès-verbaux des assemblées de famille qui doivent précéder la prononciation du divorce pour cause d'incompatibilité d'humeur, contiennent la mention que les parents ou amis ont tenté de concilier les époux, et que, pendant l'explication de ces derniers, l'officier public s'est retiré: il y a, à défaut de preuve contraire, présomption que ces formalités ont été observées. (L. 20 sept. 1792, art. 10.) (4)

(4) Sur ce point, M. Merlin a exprimé l'opinion, qu'en fait de formalités ne laissant après elles aucunes traces, on doit toujours présumer, jusqu'à preuve contraire, qu'elles ont été remplies, à moins que la loi n'exige expressément qu'il en soit fait mention dans l'acte auquel elles sont relatives. *F. Quest. de droit, v° Divorce, § 2.—F. conf., Cass, 5 prair. an 12; Paris, 9 frim. an 11 et 1^{er} mess. an 12.*

(1) F. les art. 475, n° 2, et 73 du Code pénal.

(2) F. l'art. 475, n° 12 du Cod. pén.—La Cour de cassation a également décidé, dans une autre espèce, que cet article n'est point applicable à la sage-femme qui a refusé de se rendre auprès d'une indigente qui réclamait son secours pour accoucher. *F. arrêts du 4 juin 1830.*

(3) F. anal. en ce sens, Cass, 8 thermidor an 8 (cit. Favard.)

2° Les exploits contenant de simples significations d'actes préparatoires au divorce, avant la Code de procédure, n'étaient pas soumis aux formalités prescrites par la loi du 7 niv. an 7, en ce qui touche l'énonciation de l'immatricule de l'huissier.

(Robillard.—C. Robillard.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL...—En ce qui touche le second moyen :—Attendu que l'art. 2 de la loi du 7 niv. an 7, n'a fait que substituer une nouvelle énonciation des matricules des huissiers à celle qui leur était prescrite par l'ordonn. de 1667, pour la formalité des ajournemens et significations de jugemens ; et qu'on ne peut par conséquent en appliquer les dispositions à de simples notifications d'actes préparatoires au divorce.

Eu ce qui touche le troisième, attendu que, si la loi du divorce exige que les époux soient tenus d'entendre les représentations de leurs parens et amis, afin de les concilier, à l'effet de quel officier civil sera tenu de se retirer lors de ces explications et débats ; elle n'exige point cependant qu'il soit fait mention de ces représentations, explications ou débats, ni de la retraite de cet officier civil ; dans le procès-verbal qui doit être dressé de la tenue de cette assemblée de parens ou amis :—D'où il suit que rien n'établissant au procès que les amis convoqués par le défendeur, ne lui ont pas fait les représentations désirées par la loi, et que l'officier civil qui a prononcé son divorce, ne se soit pas retiré au moment où la loi lui en imposait l'obligation, il est au contraire à présumer que toutes ces formalités ont été observées, et que le jugement attaqué n'a pas dû accueillir la nullité fondée sur leur prétendue inobservation ;—Rejette, etc.

Du 29 fruct. an 10.—Sect. req.—Rapp., le cit. Pajon.—Concl., le cit. Merlin, comm.

DÉFENSE.—INTERROGATOIRE.—LECTURE DES CHARGES.

Le défaut de lecture aux accusés, après leurs interrogatoires, de plusieurs pièces renfer-

(1) *F. conf.*, Cass. 28 vent. an 10, et la note sur le jugement du 26 vent. même année, qui fait connaître l'état de la question sous le Code d'inst. crim. *F. aussi* 1^{er} fruct. an 10 à 1^{er} germ. an 12.

mant des charges contre eux, opérant nullité. (L. 7 pluv. an 9, art. 10.) (1)

(Michel.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL...—Vu l'art. 10, de la loi du 7 pluv. an 9, portant : « le prévenu sera également amené par son ordre (du directeur du jury) et interrogé par lui avant d'avoir en communication des charges et dépositions ; lecture lui en sera donnée après son interrogatoire, et s'il le demande, il sera interrogé de nouveau ; »—Et attendu qu'il conste de la procédure qu'il n'a point été fait lecture aux accusés, après leurs interrogatoires, de plusieurs pièces qui ont été mises sous les yeux du jury d'accusation, et qui renfermaient des charges contre eux ; qu'ainsi, il y a eu violation de l'art. 10, de la loi du 7 pluv. an 9 ;—Casse, etc.

Du 29 fruct. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Berris.—Concl., le cit. Pons, subst.

AFFICHE.—JUGEMENT.

Le tribunal de police commet un excès de pouvoir, lorsqu'après avoir condamné le prévenu à trois jours d'emprisonnement, il ordonne que son jugement sera publié et affiché dans plusieurs communes. (C. 3 brum. an 4, art. 606.) (2)

(Conneigre.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL...—Vu les art. 456, 163, 600 et 606, du Code des délits et des peines ;—Attendu qu'il résulte de la disposition de ces articles, que les peines que le tribunal de simple police est chargé de prononcer, ne peuvent en aucun cas s'élever au-dessus d'une amende de la valeur du trois journées de travail ou de trois jours d'emprisonnement ; que, dans l'espèce, le tribunal de police du canton de Soustou, après avoir condamné le demandeur en trois jours d'emprisonnement, a excédé ses pouvoirs, en ordonnant que le jugement serait publié et affiché dans quatre communes ;—Casse, etc.

Du 29 fruct. an 10.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Liger.—Concl., le cit. Pons, subst.

(2) *F. conf.*, Cass. 14 sept. 1793, 12 niv. an 8, et les notes ; 7 prair. et 8 therm. an 8, 17 pluv. an 10.

DOUANES.—EXCUSE.—BONNE FOI.

En matière de contravention aux lois de douanes, il n'est pas permis aux juges de rechercher l'intention si la bonne foi des prévenus. Un tribunal ne peut, en conséquence, renvoyer de la poursuite un prévenu d'importation des marchandises anglaises, sous le prétexte que nul n'est réputé délinquant s'il a été de bonne foi. (L. 9 flor. an 7, tit. 4, art. 16.) (1)

(Donaux.—C. de Theys.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL...—Vu l'art. 15 de la loi du 10 brum. an 5 ;—Et attendu que les tribunaux qui ont statué sur la demande de la régie avaient reconnu qu'il était constaté par un procès-verbal en forme légale qu'il avait été trouvé sur le na-

vire la Paix des marchandises prohibées par la loi du 10 brumaire et si l'importation desquelles s'appliquait l'art. 15 de cette loi ; que, dès lors, les dispositions de cet article devaient être suivies par ces tribunaux, et les condamnations qu'il ordonne prononcées par eux ; que cet article ne fait point de distinction entre les contrevenans et les délinquans ; que ces deux expressions sont, au contraire, synonymement employées dans sa lettre et dans son esprit ; qu'elles le sont même dans toutes les lois pénales ; que c'est dans ce sens que l'art. 1^{er} de la loi du 3 brum. an 4, dit que « celui qui fait ce que la loi défend commet un délit ; » qu'en matière de contravention aux lois des douanes, il n'est point permis aux juges de rechercher l'intention et la bonne foi des con-

raison de cette règle, *Théorie du Code pén.*, tom. 2, p. 149 ; *F. aussi* Merlin, *Répert.*, v^o Excuse, n^o 8.

trevenans; qu'ils ne doivent examiner que les faits, les rapprocher de la loi à laquelle il a été contrevenu, et appliquer la peine qu'elle ordonne, sauf aux condamnés à se pourvoir, s'il y a lieu, devant l'autorité administrative supérieure, dans les cas, suivant le mode et dans l'objet déterminé par la législation des douanes; que ce principe résulte de l'art. 4, tit. 12 de la loi du 23 brum. an 3, et des lois postérieures; qu'il a été rappelé aux tribunaux par le ministre de la justice, ainsi qu'il conste de la lettre de ce ministre au ministre des finances, sous la date du 6 flor. an 4; que le tribunal criminel du département de la Dyle, en confirmant un jugement qui avait posé des distinctions contraires à la loi et accueilli des exceptions de bonne foi là où le fait de la contravention était constant, a violé les lois fondamentales des douanes, et spécialement l'art. 15 de la loi du 10 brum. an 3, ci-dessus cité;—Casse, etc.

Du 2 vend. an 11. — Sect. crim. — Prés., le cit. Barris.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^o INTÉRÊTS. — SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — AVANCES.

2^o LETTRE DE CHANGE. — BILLET À ORDRE. — INTÉRÊTS.

1^o Les avances que fait à une société de commerce le négociant qu'elle a choisi pour son facteur ou son commissionnaire, ne sont pas de plein droit productives d'intérêts; les intérêts ne sont dus qu'à compter du jour des poursuites intentées en justice pour en récupérer le montant.

2^o Sous l'empire de l'ordonnance de 1673 (tit. 5, art. 3, et tit. 6, art. 7), celui qui avait payé pour le compte d'un autre un billet à ordre protesté ou une lettre de change qui ne contenait pas remise de place en place, ne pouvait en répéter les intérêts du jour du paiement (1).

(Les héritiers Desfontaines—C. Boubert.)

En 1781 et années suivantes, Boubert, négociant de Dunkerque, avait fait des avances pour le compte de Desfontaines, autre négociant, dans une opération maritime qui leur était commune (et qui fut malheureuse). — De plus, il avait acquitté pour lui des effets de commerce protestés. — Ces deux espèces d'avances s'élevaient à une somme de 47,000 livres, s'il était permis que le capital eût produit intérêts.

Mais les héritiers de Desfontaines prétendaient que des avances, même commerciales, n'étaient pas de leur nature, et sauf stipulation positive, productives d'intérêts.

Sur cette question, le tribunal de commerce de Dunkerque prononça l'affirmative, attendu que des avances, dans le commerce, occasionnent toujours au prêteur, ou une diminution de profits, ou des pertes réelles: *Lucrum cessans vel damnum emergens*.

En cause d'appel, le tribunal de Douai décida, au contraire, que les avances de Boubert n'emportaient pas intérêts. — Quant à l'acquiescement des effets de commerce, en ce que l'ordonnance de 1673 ne substitue le payeur aux droits des porteurs, même pour les intérêts, qu'à l'égard des lettres de change; or, dans l'espèce, les effets acquittés ne présentaient que la forme de

billets à ordre, ou celle de lettres de change sans remise de place en place. — Quant aux avances pour opérations de commerce, le tribunal pensait que le débiteur ne devait des intérêts sans les avoir promis, que lorsqu'il y avait probabilité de profits (ce qui n'était pas dans l'espèce.)

POURVOI en cassation. — 1^o moyen: Contrevenant à la loi 38, ff. pro Socio, et à la loi du 12 oct. 1789. — La loi romaine déclare positivement que des avances faites par l'un des associés, pour la chose commune, sont productives d'intérêts. — Que cette loi soit observée par l'usage constant du commerce, c'est ce qui résulte des parères produits devant le tribunal. — Que cet usage soit légitime, c'est ce qu'atteste la loi du 12 oct. 1789, qui déclare ne rien changer aux usages du commerce.

2^o moyen: Contrevenant à l'art. 3 du tit. 5, et à l'art. 7 du tit. 6 de l'ordonnance de 1673. — Art. 3, tit. 5. « En cas de protêt de la lettre de change, elle pourra être acquittée par tout autre que celui sur qui elle aura été tirée; et au moyen du paiement, il demeurera annulé en tous les droits du porteur de la lettre, quoiqu'il n'en ait point de transport, subrogation ni autre. — Art. 7, tit. 6. « L'INTÉRÊT du principal du change sera dû du jour du protêt, encore qu'il n'ait été demandé en justice; celui du rechange des frais du protêt et du voyage ne sera dû que du jour de la demande. » — Le demandeur s'élève contre la supposition que l'ordonnance de 1673 s'applique seulement à des lettres de change, non à des billets à ordre: cette distinction, possible à l'égard de particuliers, ne l'est pas entre négocians.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant qu'il ne conste pas au procès que Boubert eût stipulé les intérêts des avances faites par lui à Desfontaines; — Que la loi du 12 oct. 1789 a autorisé la stipulation des intérêts pour simple prêt à terme fixe; mais qu'elle n'a rien décidé pour les cas où les intérêts sont dus sans stipulation; — Que lorsque cette loi a déclaré ne vouloir rien innover aux usages du commerce, il résulte seulement de cette disposition qu'on ne peut pas se prévaloir de cette loi pour combattre des usages antérieurs par le commerce, mais non qu'elle ait voulu donner à ces usages un caractère et une autorité différens de ceux qu'ils auraient eus auparavant; encore moins qu'elle ait voulu en régler, en déterminer l'application; — Que l'usage de la place de Dunkerque, d'allouer les intérêts sans stipulation et sans demande en justice pour les avances faites entre négocians, n'est pas établi au procès, et que la violation d'un usage qui n'a été fixé et reconnu par aucune loi, ne serait pas un motif suffisant pour autoriser la cassation;

Sur le deuxième moyen, fondé sur les art. 3 du tit. 5, et 7 du tit. 6 de l'ordonnance de 1673, qui autorisent celui qui a payé une lettre de change à la décharge d'un autre, à en réclamer les intérêts du jour du protêt, sans qu'il y ait eu demande en justice: — Attendu que ces articles ne parlent que des lettres de change, et non des billets à ordre, ni des autres paiements faits entre négocians, et que Boubert n'a payé à la décharge de Desfontaines que trois lettres de change montant ensemble à 13,614 liv.; — Que ces trois lettres n'avaient pas même le véritable caractère des lettres de change, puisqu'il n'y avait pas le trans-

(1) Les intérêts n'étaient accordés, par l'ordonnance de 1673, que pour les lettres de change seulement. *V. sur ce point* la réquisitoire de Merlin dans cette affaire, *Quest., v^o Intérêts*, § 2. — Mais il en est autrement aujourd'hui sous l'empire du

Code de commerce, l'art. 187 de ce Code déclarant applicables aux simples billets à ordre les règles de la lettre de change relatives au paiement par intervention (art. 159), et aux intérêts (art. 184.)

port de place en place, et qu'elles étaient tirées de Dunkerque sur les cit. Morin, Hornés et Desfontaines, à leur domicile à Dunkerque;—Qu'en supposant que ces trois lettres, et même les billets à ordre, protestés et payés par Boubert, à la décharge de Desfontaines, eussent pu faire courir des intérêts en sa faveur, il résulte du jugement attaqué, que Boubert a été couvert de ses avances par la rentrée des fonds qu'il a retirés pour le compte de la société, et qu'il a dû imputer les premiers fonds sur la dette la plus dure, sur celle qui était susceptible de produire des intérêts;—Rejette, etc.

Du 5 vend. an 11. —Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Audier-Massillon. — *Concl.*, le cit. Merlin, comm. — *Pl.*, les cit. Guichard et Gérardin.

SAUF-CONDUIT. — CONTRAINTE PAR CORPS. — TRIBUNAUX CORRECT. — COMPÉTENCE.

Les juges à qui la loi confère le droit d'accorder des sauf-conduits aux personnes condamnées par corps, citées en justice comme témoins, ne peuvent étendre le sauf-conduit au-delà du temps nécessaire pour que les débiteurs puissent porter témoignage (1).

Les tribunaux correctionnels ne peuvent ordonner la mise en liberté d'un individu arrêté, au préjudice des sauf-conduits accordés par eux : ce droit appartient exclusivement aux tribunaux civils (2).

(Min. publ. — C. J.)

RÉQUISITOIRE. — « Le commissaire du gouvernement près le tribunal de cassation expose que les ordres dont il est chargé par le gouvernement, lui imposent un devoir pénible, mais indispensable, celui de dénoncer au tribunal suprême les excès de pouvoir dont se trouve prévenu le cit..., vice-président de la... section du tribunal de première instance de... »

« L'art. 8 de la loi du 15 germ. an 6, est ainsi conçu : « Aucune condamnation par corps, en matière civile ou de commerce, ne peut être exécutée contre un individu, si, appelé comme témoin en matière civile, de police ou criminelle, il est porteur d'un sauf-conduit du président du tribunal, du directeur du jury ou du juge de paix devant lequel il doit paraître. Le sauf-conduit sera motivé dans ce cas, et réglera la durée de son effet, à peine de nullité. » — D'après cet article, il n'y a nul doute que le citoyen..., en sa qualité de vice-président de l'une des sections du tribunal de première instance de... n'eût le droit d'accorder des sauf-conduits aux témoins cités devant cette section, pour y déposer en matière correctionnelle. Mais ce droit, il n'a pu

l'exercer légitimement qu'en faveur de débiteurs dont il avait la conviction intime que le témoignage était nécessaire dans les affaires portées devant son tribunal. Il n'a pu aussi, même à l'égard de ses débiteurs, accorder des sauf-conduits que pour le temps strictement indispensable pour comparaître sur sa citation et déposer en justice.... — Le 18 mess. an 10, muni d'une citation qui lui avait été donnée pour déposer comme témoin dans l'affaire de..., le cit. J... présente au cit... une requête en sauf-conduit. — Le cit..., après en avoir communiqué au ministère public, ordonne que le sauf-conduit sera expédié suivant la formule accoutumée, sauf à le continuer à l'audience de demain, si l'instruction de l'affaire n'est point terminée. — Il est à remarquer que ces mots *sauf à le continuer à l'audience de demain, etc.*, sont, dans l'ordonnance, écrits en entier de la main du cit..., preuve incontestable que le cit... n'entendait pas accorder au cit. J... un sauf-conduit illimité. — Cependant, à la date du même jour 18 mess. an 10, on trouve une autre ordonnance signée également du cit..., qui porte : « En vertu de l'art. 8 de la loi du 15 germ. an 6, mandons à tous huissiers et porteurs de contraintes en matière civile, de laisser venir librement le cit. J... aux audiences du tribunal, le 30 de ce mois et autres jours, où sa présence sera nécessaire, et leur défendons de mettre ledites contraintes à exécution contre ledit J..., tant à compter de ce jour qu'antérieurs jours qui seront indiqués pour la continuation de l'instruction et le jugement de l'affaire susdite, et encore pendant les vingt-quatre heures qui suivront le jugement définitif. »

« L'exposant n'entreprendra point de concilier cette ordonnance avec la précédente, qui, encore une fois, est datée du même jour : il est évident que l'une enchevêtre excessivement sur l'autre : mais il doit observer que le cit... a singulièrement outre-passé les bornes dans lesquelles il aurait dû se renfermer, même à l'égard d'un témoin véritable ; car, au lieu de lui accorder un sauf-conduit pour le temps dont il avait rigoureusement besoin pour se rendre à l'audience et retourner de là chez lui, seule chose qui fût en son pouvoir, il le lui accorde à compter même de la veille de l'audience ; il fait plus, il le prolonge pour tout le temps que doit durer l'instruction de l'affaire ; et même vingt-quatre heures au-delà. — Le 30 mess. la cause est appelée : et, comme on s'y attendait bien, elle n'est pas jugée. Le tribunal la continue au 4 therm., et, à cet effet, proroge jusqu'audit jour les sauf-conduits accordés à aucun des témoins. — Le cit. J... lève de suite une expédition de ce jugement, il le fait enregistrer le 24, et le 2 therm., c'est-à-

don un tribunal du commerce des témoins en état de contrainte par corps, s'adresser au président du tribunal civil de l'arrondissement, qui, sur les conclusions du ministère public, délivre, s'il y a lieu, le sauf-conduit nécessaire. Cet avis n'a point été inséré au Bulletin des Lois ; mais c'est à tort, selon nous, que M. Coin-Delisle (*Comm. anal.*, tit. de la *Contrainte par corps*, sur l'art. 2089, n° 43) semble en contester l'authenticité, puisque ce document est formellement rappelé dans la lettre ministérielle ci-dessus citée.

(2) C'est au tribunal civil du lieu où il est détenu, que le débiteur doit s'adresser pour obtenir sa mise en liberté, sur quelque motif qu'il se fonde pour l'obtenir. L'art. 794 du Code de procéd. civ. donne, à cet égard, une attribution spéciale à ce tribunal. — *V. Coin-Delisle, ibid.*, n° 88.

(1) Le réquisitoire prononcé par Merlin dans cette affaire est aux *Questions de droit*, v° *Sauf-conduit*. — La décision rendue ensuite de ce réquisitoire, ne fait que donner la sanction judiciaire à une décision antérieure du ministère de la justice. Cette décision, contenue dans une circulaire en date du 15 mess. an 8, adressée aux juges de paix par le ministre Abrial, porte en effet que les sauf-conduits à des débiteurs emprisonnés, ne peuvent être donnés que pour le temps nécessaire à leur comparution en justice. — Un avis du conseil d'état du 30 avril 1807 (rappelé dans une circulaire du grand-juge ministre de la justice, à la date du 2 sept., même année), interprétatif de l'art. 788 du Code de procéd. civ., a décidé que les tribunaux de commerce et les juges de paix ne peuvent accorder de sauf-conduits. Les parties doivent donc, lorsqu'elles veulent produire devant un juge de paix

dire, l'avant-veille du nouveau jour indiqué, il se fait citer à l'audience du 4.—Le 4 therm. l'affaire est renvoyée au 11, pour entendre les défenseurs officiels des parties et le substitut du commissaire du gouvernement. Le jugement de renvoi ajoute : et sans nouvelle assignation, les parties comparantes de ce avertissement.—Le même jour, 4 therm., à l'issue de l'audience, le cit... écrit de sa propre main, au bas de l'expédition que le cit. J... avait levée du jugement du 20 mess. une ordonnance conçue en ces termes : « L'instruction de l'affaire dans laquelle le cit. J... est assigné comme témoin, n'étant pas terminée, et ayant été remise ce jourd'hui à la huitaine, le présent sauf-conduit est continué pendant ce délai et les vingt-quatre heures qui suivront, si l'affaire est jugée ce jour. »—Bien évidemment le cit... n'aurait pas écrit une pareille ordonnance au bas d'une expédition de jugement, s'il n'eût pas perdu de vue celle qu'il avait rendue dans le même sens le 19 mess. — On voit, du reste, que, par cette nouvelle ordonnance, le cit... abuse encore de la manière la plus frappante de son droit d'accorder des sauf-conduits. Ce n'est pas seulement pour le nouveau jour indiqué à la huitaine que le présent sauf-conduit est continué, il l'est même pour tout le temps intermédiaire, quoique durant cet intervalle le cit. J... n'eût pas même de prétexte pour se mettre à l'abri de la contrainte par corps.

« Un autre abus non moins répréhensible, c'est que cette nouvelle ordonnance est délivrée en minute au citoyen J..., et que par là elle est soustraite, non-seulement à la formalité de l'enregistrement, mais même au dépôt qui devait naturellement en être fait au greffe.—Le 11 therm., la cause réplétée, il intervient un jugement ainsi conçu : « Le tribunal, à la réquisition des défenseurs officiels des parties, et du consentement du substitut du commissaire du gouvernement, remet la cause au vendredi 18 du présent mois, pour tout délai, les témoins assignés et les parties comparantes avertis de se représenter sans nouvelle assignation. » — Le lendemain, le citoyen..., toujours perdant de vue sa seconde ordonnance du 19 mess., écrit au bas de l'expédition du jugement du 20 du même mois, une nouvelle prorogation du sauf-conduit du citoyen J... : *Le présent sauf-conduit, en sont ses termes, est continué jusqu'au 9 de ce mois, par les mêmes motifs que ceux qui y sont énoncés, ainsi qu'en la continuation du 4 de ce mois.* — Tout ce que l'exposant vient de remarquer d'irrégulier dans la première prorogation se retrouve dans celle-ci : même abus de pouvoir, même défaut d'enregistrement, même défaut de dépôt de la minute au greffe.—Arrive le 18 therm., et, à l'audience de ce jour, le tribunal continue la cause au 23 du même mois, sans nouvelle assignation, les parties comparantes de ce avertissement.

« Le lendemain 19, troisième ordonn. de prorogation du sauf-conduit jusqu'au 23 : et, comme les deux précédentes, elle est écrite en minute de la main du citoyen... sur l'expédition du jugement du 20 messid.; comme les deux précédentes, elle n'est ni enregistrée ni déposée au greffe; comme les deux précédentes, elle comprend dans le sauf-conduit tout le temps intermédiaire qui doit s'écouler du 19 au 23.—C'était, comme on vient de l'observer, à l'audience du 23 qu'avait été renvoyé le jugement du 18.

« Ce jour arrivé, le citoyen J... se rend-il au palais de justice pour y faire sa déclaration dans l'éternelle affaire dont était saisie la section présidée par le cit...?—Non : il sait trop qu'il n'a rien à dire sur cette affaire; et d'ailleurs, il n'est

pas réassigné pour y comparaître. — Que fait-il donc ? Il va, à l'heure même de l'audience, dans la maison d'arrêt de..., visiter un citoyen qui y est détenu.—Mais, en sortant de là, il est arrêté par un garde du commerce, porteur d'une condamnation par corps obtenue contre lui par le cit. D..., pour une somme de 21,000 francs, ainsi que pour les intérêts qui en étaient échus, et pour les frais qui s'élevaient à 3,000 francs.—Le cit. J... se laisse saisir; il n'exécute ni de sauf-conduit ni de citation; le procès-verbal du garde du commerce le prouve par son silence, et l'exposant a recueilli des renseignements qui le confirment.—Pendant que le garde du commerce écrivait son écroû, survint l'huissier M..., chargé, comme lui, de la procuration du créancier D... pour arrêter le cit. J...—Le cit. J... ouvre avec lui une conférence particulière. Il lui offre 1,200 fr. pour le relâcher.—L'huissier M... les refuse.—Le cit. J... exhibe alors, non pas au garde du commerce qui figurait seul dans le procès-verbal d'arrestation, mais à l'huissier M... qui n'y était pour rien; il lui exhibe, non pas une citation, il n'en avait point, mais un sauf-conduit, et quel était ce sauf-conduit? Ce n'était pas la seconde et singulière ordonnance du 19 mess., mais bien l'expédition du jugement du 20 du même mois, au bas et en marge de laquelle se trouvent écrites, de la main du citoyen, les trois ordonnances de prorogation dont il a été parlé ci-dessus.

« De pareilles ordonnances, qui n'avaient aucun caractère d'authenticité, et dont il ne pouvait être fait usage à défaut d'enregistrement, ne pouvaient pas arrêter l'opération du garde du commerce, qui, d'ailleurs, ne les avait même pas vues : aussi continuait-il paisiblement son procès-verbal d'écroû pendant tous ces pourparlers.—Mais avant que ce procès-verbal soit achevé, le enroule du cit. J..., qui, à l'instant de son arrestation, était parti pour le Palais de Justice, revient à la maison d'arrêt de..., et y dépose un huissier audencier de la... section du tribunal de première instance, porteur d'un ordre ainsi conçu : — « Le 23 therm. de l'an 10, le commissaire du gouvernement près le tribunal de..., département de..., au Palais de Justice; — Enjoint au concierge de..., de remettre J... au citoyen d'H..., huissier, pour l'audience de ce jourd'hui, et être ensuite réintégré dans ladite maison d'arrêt. » — C'est avec cet ordre que le cit. J... est amené à l'audience de la... section; et là, après sa déposition, il intervient un jugement ainsi conçu : — « Le tribunal, vu le sauf-conduit accordé au cit. Jean-Baptiste J..., la citation à lui donnée de nouveau, comme témoin dans l'affaire actuelle, après l'avoir entendu en sa déposition à la présente audience, à sa réquisition et du consentement du substitut du commissaire du gouvernement, proroge ledit sauf-conduit pendant vingt-quatre heures seulement, à l'effet de se rendre en toute sûreté et liberté de sa personne dans son domicile; fait défenses à tous huissiers ou porteurs de jugements de contraintes par corps, de les mettre à exécution contre ledit cit. J..., pendant ledit délai de vingt-quatre heures... »

« Le tribunal examine, etc. L'exposant en a fait part au ministre de la justice, et le résultat en a été un nouvel ordre verbal de dénoncer, etc.—C'est de ce devoir rigoureux que l'exposant vient s'acquitter aujourd'hui.—D'abord le cit. ... a visiblement excédé ses pouvoirs en étendant les sauf-conduits qu'il accordait au cit..., à des jours où l'affaire qui en était le prétexte ne devait ni ne pouvait être portée à l'audience du tribunal correctionnel; et ce reproche s'applique également au jugement du 20 messidor, en ce qu'en

continuant la cause au 4 thermidor, il proroge, jusqu'audit jour, les sous-conduits accordés à aucun des témoins; tandis qu'il ne pouvait légitimement les proroger que pour ce jour-là même et pour le temps de l'audience. — En second lieu, le jugement du 23 thermidor, portant mise en liberté du cit. J..., est une entreprise manifeste sur la juridiction des tribunaux civils.... — A ces causes, l'exposant requiert qu'il plaise au tribunal de cassation, section des requêtes, — Vu l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8, Casser et annuler, pour excès de pouvoir, 1^o la seconde ordonnance du cit., vice-président de la section du tribunal de première instance de, en date du 19 mess. dernier; 2^o le jugement de la même section, du 20 du même mois; 3^o les ordonnances écrites au bas et à la marge de l'expédition de ce jugement, sous les dates des 4, 12 et 19 therm. an 10, et signées....; 4^o le jugement de ladite section, du 20 therm. dernier, etc. — Fait au parquet, le 28 fruct. an 10 de la république.

Signé MARLIN. a

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Faisant droit sur la réquisition du commissaire du gouvernement et sur la dénonciation y contenue, en conformité de l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8, casse et annule pour excès de pouvoir, 1^o la seconde ordonnance du cit., vice-président de la section du tribunal de première instance de, en date du 19 mess. dernier; 2^o le jugement de la même section du 20 du même mois; 3^o les ordonnances écrites au bas et à la marge de l'expédition de ce jugement, sous les dates des 4, 12 et 19 therm. suivants, et signées....; 4^o le jugement de ladite section, du 23 dudit mois.

Du 5 vend. an 11. — Sect. req. — Prés., le cit. Moreire. — Rapp., le cit. Charles. — Concl., le cit. Pons, subst.

1^o PRESCRIPTION. — CITATION EN CONCILIATION. — INTERRUPTION.

2^o EXCEPTION. — NULLITÉ D'EXPLOIT.

3^o APPEL. — EXCEPTIONS. — COMPÉTENCE.

4^o EVOCATION. — NULLITÉS. — RENVOI.

1^o Sous l'empire de la loi des 16-21 août 1790, la citation en conciliation suivie d'ajournement interrompait la prescription, quel que fût le délai qui s'était écoulé entre cette cita-

tion et l'ajournement, et alors même que cet ajournement n'aurait eu lieu qu'après l'expiration du délai fixé pour la prescription. (L. 16-21 août 1790, tit. 10, art. 6.) (1)

2^o Sous l'empire de l'ordonnance de 1667 (tit. 5, art. 5), comme sous le Code de procédure, les nullités d'exploits étaient couvertes par la défense au fond (2).

3^o Les juges d'appel doivent, en annulant, pour vice de forme, un jugement de première instance qui a statué sur des nullités et fins de non-recevoir, statuer eux-mêmes sur ces exceptions, sans en renvoyer la connaissance aux premiers juges (3).

4^o Les tribunaux d'appel peuvent, sans empiéter sur les attributions de la Cour de cassation, en statuant sur des nullités et fins de non-recevoir proposées tant en première instance qu'en appel, renvoyer la connaissance du fond aux premiers juges, devant lesquels il est pendante; ils ne sont pas obligés d'y statuer eux-mêmes (4).

(Bourgeois — C. Bourgeois.)

Le 2 therm. an 8, le cit. Bourgeois avait fait citer ses trois sœurs au bureau de paix de Lorient, pour s'y concilier sur la demande qu'il se proposait de former contre elles afin d'obtenir la rescision d'une vente qu'elles lui avaient faite le 3 juill. 1786, pendant sa minorité, et par laquelle il se prétendait lésé.

Elles se présentèrent sur cette citation et refusèrent simplement de se concilier, sans opposer aucune exception. — En conséquence, assignation le 23 prair. an 7 devant le tribunal civil du département du Morbihan. — Les défenderesses conclurent à ce que les citations en conciliation fussent déclarées nulles pour n'avoir pas été données à leurs vrais domiciles, ainsi que le prescrit l'art. 2, tit. 2 de l'ordonn. de 1667, et à ce que le sieur Bourgeois fût déclaré non recevable dans son action rescisoire, pour l'avoir intentée après les dix ans qui avaient suivi sa majorité.

17 mess. an 9, jugement qui déclare les défenderesses non recevables dans leurs moyens de nullité, les déboute de leur fin de non-recevoir, et renvoie à trois décades, pour statuer sur le fond.

Le tribunal de Rennes, saisi de l'appel de ce jugement, l'annula, parce que les questions sur lesquelles il avait à prononcer n'y étaient pas précisées; mais statuant par jugement nouveau, il

n'avait point pour effet de donner à l'action une durée plus longue que celle qui lui appartenait par sa nature : P. en ce sens, Cass. 22 mess. an 11; Paris, 8 fruct. an 10. P. au surplus Merlin, Quest., v^o Bureau de paix, § 5, et Troplong, des Prescriptions, t. 2, n^o 591. Ce dernier auteur enseigne qu'aujourd'hui aussi, la citation en conciliation donnée avant l'expiration du terme nécessaire pour prescrire, interrompait la prescription, quoique l'ajournement n'ait eu lieu qu'après la révolution du délai.

(2) L'art. 5, tit. 5 de l'ordonn. portait en effet : « Dans les défenses, seront employées les fins de » non-recevoir, nullités des exploits... si survenant » y a, pour y être préalablement fait droit. » Cette disposition était toutefois bien moins précise que l'art. 173, Cod. proc., qui déclare que toute nullité d'exploit est couverte, si elle n'est proposée avant toute défense...; mais elle s'entendait en ce sens, comme le disait Jousse, que « les nullités d'exploits, se couvrent par les défenses de la partie assignée. »

(3 et 4) P. sur la faculté ou le droit d'évocation après annulation du jugement de première instance, Cass. 17 vend., 24 flor. et 12 therm. an 8; 24 brum. an 9, et les notes.

(1) C'est un point consacré par plusieurs autres jugemens du tribunal de cassation : P. 22 niv. an 3, 22 niv. an 4, 13 vend. an 11, 12 juill. 1808. — Ce défaut d'indication d'un délai dans lequel la citation, pour avoir un effet interruptif de la prescription, devait être suivie d'ajournement, présentait de graves inconvéniens. Le Code de procédure l'a fait cesser, en exigeant, par son art. 57, que la demande soit formée dans le mois à dater du jour de la non-comparution ou de la non-conciliation. Et la jurisprudence a même appliqué cette disposition aux citations en conciliation données sous l'empire de la loi de 1790, en décidant que ces citations ont dû, pour interrompre la prescription, être suivies d'ajournement dans le délai d'un mois après la promulgation du Code de procédure : P. Cass. 27 av. 1814 et 29 juin 1829; P. aussi Berriat, p. 192, et Carré, n^o 251. — Toutefois, et bien qu'aucun délai ne fût imparté par la loi de 1790 pour assigner après la citation en conciliation, cependant, si, entre cette citation et l'assignation, il s'écoulait un laps de temps suffisant à lui seul pour la prescription, alors cette prescription était acquise sans égard à la citation et à l'assignation ultérieure : car l'interruption résultant de la citation

déclara également les appelantes non recevables dans leurs moyens de nullité, mal fondées dans leur fin de non-recevoir, et renvoya les parties devant les premiers juges pour plaider sur le fond.

POURVOI en cassation. 1° pour violation de l'art. 3, tit. 2 de l'ord. de 1667, en ce que la nullité de la citation n'avait pas été prononcée; 2° pour violation de l'art. 134 de l'ordonn. de 1539, en ce que les juges de première instance et d'appel avaient refusé d'admettre la prescription, alors que l'assignation n'avait été donnée qu'après l'expiration du délai de dix ans depuis la majorité du demandeur. En supposant même valable la citation en conciliation, elle n'aurait pu interrompre cette prescription, puisqu'un délai de plus de dix mois s'était écoulé avant qu'elle fût suivie d'ajournement; 3° pour incompétence, en ce qu'ils avaient statué sur les questions soumises aux premiers juges en même temps qu'ils annulaient leur jugement, au lieu de renvoyer les parties devant le tribunal de première instance; 4° pour excès de pouvoir, en ce que si l'on admet que les juges d'appel pussent statuer par jugement nouveau, ils devaient retenir la connaissance du fond, et ont conséquemment empiété sur les attributions de la cour de cassation, en renvoyant, sur le fond, devant les premiers juges.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, 1° qu'il est de principe consacré par l'art. 5, tit. 5 de l'ordonn. de 1667, que les nullités d'exploit doivent être proposées avant de défendre au fond, faute de quoi elles ne sont plus admissibles, et la partie qui a défendu au fond, ayant reconnu, par ce fait même, que les formalités non émises, quoique présumées insuffisantes par la loi pour la mettre en état de se défendre, lui ont néanmoins suffi, au cas particulier, pour remplir cet objet, n'est plus recevable à les proposer ni à en exciper; que, dans l'espèce, le jugement attaqué décide, en fait, que les demandeurs en cassation avaient défendu au fond, avant de proposer les nullités dont ils se plaignent contre la citation au bureau de paix, le procès-verbal de non-conciliation et l'assignation introductive de l'instance; que, d'ailleurs, rien ne justifie, dans le fait, qu'elles eussent été relevées antérieurement; que, loin du là, il ne paraît d'aucune pièce qu'elles l'aient été jusqu'à l'acte du 4 prair. an 9, par lequel elles se trouvent libellées; tandis qu'au contraire, il résulte des deux jugemens des 29 messid. an 7 et 25 flor. an 8, que déjà, à cette époque, les parties avaient instruit et plaidé au fond; que, par suite, en déclarant les demandeurs non recevables à proposer ces nullités, le jugement attaqué n'a point contrevenu à la loi;

(1) M. Merlin, dans ses *Additions au Répertoire*, v° *Rescision*, n° 5, critique ce jugement en ces termes : « Quelque respect que j'aie pour les arrêts de la Cour de cassation, je ne saurais m'empêcher de dire qu'elle a, dans cette affaire, traité avec trop d'indulgence le jugement qui lui était dénoncé. — L'art. 46 de l'ordonnance de 1510 ne faisait courir la prescription de dix ans contre les actions rescisoires, qu'à compter du jour où cessait la cause légitime empêchant de droit ou de fait la poursuite desdites actions. — Or, est-il une cause qui empêche plus, de droit, la poursuite d'une action rescisoire que la minorité de celui à qui cette action est dévolue par succession ? Les mineurs sont, à la vérité, pourvus de tuteurs, et ils peuvent, par l'organe de leurs tuteurs, exercer les mêmes actions que s'ils étaient en majorité; mais la loi ne les en considère pas moins, sous le rapport de la faculté de se faire res-

Attendu, 2° que la citation au bureau de paix étant inattaquable, et, ayant été suivie d'ajournement, avait l'effet d'interrompre la prescription de l'action, aux termes de l'art. 6, tit. 10 de la loi du 21 août 1790; que cette loi ne prescrivait aucun terme à la durée de l'interruption, le tribunal d'appel ne pouvait lui en assigner arbitrairement un sans excéder ses pouvoirs; que la prescription se trouvait d'ailleurs également interrompue suivant la loi du 27 août 1793, relative aux troubles des départemens de l'ouest; qu'ainsi le jugement rendu n'a, non plus, ni fustement appliqué ni violé la loi en déclarant que l'action n'était pas prescrite;

Attendu, 3° que l'effet nécessaire de l'appel est de déférer au juge supérieur l'examen du jugement dont est appel; que, dans l'espèce, le jugement de première instance avait fait droit sur les nullités et fin de non-recevoir dont est question; que de là il suit qu'en annulant ce jugement, le tribunal d'appel ne pouvait se dispenser de prononcer lui-même sur ces exceptions; que, s'il en avait renvoyé la connaissance au tribunal de première instance, comme les demandeurs soutiennent qu'il aurait dû le faire, au lieu de se conformer, ainsi qu'il l'a fait, à la loi, qui ne reconnaît que deux degrés de juridiction, il y aurait formellement contrevenu, puisqu'il aurait assujéti les parties à en subir un plus grand nombre sur ce même objet;

Attendu, 4° que le jugement attaqué ne contient aucune entreprise sur la juridiction du tribunal de cassation, en ce qu'il renvoie les parties devant les premiers juges pour y procéder au fond et principal, ainsi que de droit, puisqu'il y était encore pendus, nonobstant l'appel, et que les parties n'avaient pris aucune conclusion à cet égard; qu'il n'a fait en cela qu'exprimer ce qui était la suite naturelle, légale et nécessaire du jugement sur l'appel; — Attendu, enfin, que le jugement ne présente d'ailleurs aucune contravention expresse à la loi; — Rejette, etc.

Du 6 vend. an 11. — Sect. req. — *Prés.*, le cit. Vermeil. — *Rapp.*, le cit. Cassaigne. — *Concl.*, le cit. Merlin, comm.

MINEUR.—PRESCRIPTION.—RESCISION.—PARTAGE.

Sous l'empire des ordonnances de 1510, de 1535 et de 1539, les cours et tribunaux ont pu, sans qu'il y ait lieu à cassation de ces arrêts, faire courir contre un mineur la prescription de l'action en rescision pour lésion d'un partage, surtout si la prescription avait commencé sur la tête d'un majeur (1).

tuer en entier, comme incapables d'agir; et c'est sur ce fondement qu'elle fait dormir, à leur égard, les prescriptions les plus longues, quoiqu'elles aient commencé leur cours contre des majeurs. Cette règle générale était certainement connue du législateur de qui est émanée l'ordonn. de 1510; il n'y a point dérogé quant à la prescription des actions rescisoires; il l'a donc laissé subsister pour cette prescription, comme pour celle de vingt, de trente ou de quarante ans.

C'était un point fort diversement décidé dans l'ancien droit, soit par les Coutumes, soit par les auteurs écrivant dans les principes du droit romain, que celui de savoir si la minorité suspendait la prescription. (P. à cet égard, Merlin, *Répertoire*, v° *Prescription*, sect. 1^{re}, § 7, art. 2, quest. 2; Vazeille, *des Prescriptions*, n° 257 et suiv.; Troplong, *id.*, n° 734. Toutefois, le sentiment le plus général s'était arrêté à l'idée de considérer la minorité comme

(Després—C. Després.)

23 avril 1775, partage entre Després et sa sœur, des successions paternelle et maternelle.—Després était majeur lors de ce partage; il mourut bientôt après, laissant un fils en minorité, qui est mort lui-même, laissant aussi un fils mineur.

En l'an 7, la mère, tutrice de ce mineur, a intenté une action en rescision du partage pour lésion.—Les héritiers de la demoiselle Després ont opposé la prescription; la tutrice a réclamé le bénéfice de la minorité.—Ainsi, question a été de savoir si la prescription commencée sur la tête du majeur avait continué sur la tête du mineur.

Jugement du tribunal civil du Calvados qui se prononce pour le mineur.

Appel.—1^{er} niv. an 10, jugement du tribunal d'appel séant à Caen qui dit mal jugé, et déclare la prescription acquise, attendu que l'art. 46 de l'ordonnance de 1510 qui établit cette prescription, n'exempte pas les mineurs.

Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que les expressions de l'art. 46 de l'ordonn. de 1510, de celle de 1535, et de l'art. 134 de celle de 1539, ne sont pas tellement formelles, qu'elles aient pu obliger les juges qui avaient à les appliquer à la question qui leur était soumise, à la décider plutôt pour l'affirmative que pour la négative;—Que, si les demandeurs invoquaient un nombre imposant d'autorités à l'appui de l'opinion qui proroge les dix années fixées par les deux premières ordonnances, comme dernier terme pour se pourvoir en rescision, tant qu'il existait une cause légitime d'empêchement, et qui applique à la minorité cette faculté, dans

une cause de suspension, en vertu de cette ancienne maxime édictée dans la loi 1^{re} C. de annulli except.: *Contrà non valentem agere non currit prescriptio*. (F. Domat, t. 1^{er}, p. 308; Pothier, des Oblig., n^o 682; M. de la Prescrip., n^o 8). C'est aussi à ce système que s'est arrêté le Code civil dans son article 2252.

—Mais on s'était occupé par suite aussi du point de savoir si la prescription commencée contre un majeur, était suspendue par la survenance d'un héritier mineur? Quelques Coutumes, telles que celle de Bretagne (art. 266), celle de Normandie (art. 591, et sous l'empire de laquelle a été jugé l'espèce ci-dessus), celle de Lorraine, de Hainaut, etc., s'étaient décidées pour la négative; mais le plus grand nombre des parlements, et notamment celui de Paris, avaient adopté le système contraire; en un mot, la règle la plus générale était alors que la prescription ne courait pas contre le mineur, bien qu'elle eût commencé contre un majeur. (F. Bourjon, Droit commun de la France, tit. 22, sect. 2, n^o 3; Saint-Martin sur Lapeyrière, v^o Prescription, t. 2, p. 494 (7^e édit.); Rousseau de La Combe, Jurisprud. civ., v^o Prescription, sect. 2, n^o 7, et les auteurs qu'il cite).—Vient ensuite la question de savoir si, comme dans l'espèce ci-dessus, le privilège de suspension, accordé à la minorité, s'étendait au cas où il s'agissait des dix ans auxquels était limitée, par les ordonnances, la durée des actions en nullité ou rescision des contrats, des partages, et surtout s'il s'étendait au cas où cette prescription de dix ans avait commencé à courir contre un majeur? Sur ce point, la jurisprudence ancienne ne nous offre rien de bien positif; nous voyons seulement que l'on décidait que le délai accordé pour l'exercice de certaines actions, telle que l'action de réméré, n'était pas suspendu au profit du mineur, lorsqu'il avait commencé à courir contre un majeur. (Rousseau de La Combe, Jurisprud. civ., v^o Faculté de Rachat; Lapeyrière, t. 2, p. 488, etc.).—Sous le Code civil, la décision est la même, d'après l'art. 1663. Elle est

le cas même où l'acte a été passé par un majeur, les motifs qui sont énoncés au jugement attaqué ne sont pas dénués de l'appui d'autres autorités en faveur de l'opinion qui restreint à dix années le délai accordé par les ordonnances, lorsque le contrat a été souscrit par un majeur;—Qu'il résulte de là, que les juges du tribunal d'appel ont pu, sans donner lieu à l'annulation de leur jugement, s'écarter de l'interprétation donnée par la majeure partie des auteurs, au sens des articles cités desdites ordonnances; que les moyens employés contre leur décision ne prouveraient au plus qu'un mal jugé et non une violation formelle d'un texte clair et précis de la loi;—Rejette, etc.

Du 6 vend. an 11.—Sect. req.—Rapp., le cit. Delacoste.—Concl., le cit. Pons, subst.

JURY D'ACCUSATION.—LECTURE DES PIÈCES.

La mise en accusation prononcée par le jury est nulle, lorsqu'il n'est pas constaté qu'il a été fait lecture aux jurés par le directeur du jury, de l'acte d'accusation et de toutes les pièces qui y sont relatives. (L. 7 plav. an 9, art. 30.) (1)

(Bégon.)

Du 8 vend. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Dutocq.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

RENTE FONCIÈRE.—DÉCRET JUDICIAIRE.

—OPPOSITION.

Lorsqu'une rente avait été créée, dans la ci-devant

encore la même, d'après l'art. 1676, pour le cas où il s'agit des deux ans accordés pour intenter l'action en nullité d'une vente pour cause de lésion; et, de là, MM. Toullier, t. 7, n^o 615, et Dumont, t. 12, n^o 548, ont inféré avec grande raison, selon nous, que la même règle doit être appliquée au cas de l'art. 1304 du Code civil, c'est-à-dire au cas où il s'agit des dix ans accordés pour intenter les actions en nullité ou rescision des contrats.—En résumé, il nous semble donc qu'on peut dire aujourd'hui, comme anciennement, que la minorité a un effet suspensif de la prescription proprement dite, alors même que cette prescription aurait commencé sur la tête d'un majeur; mais qu'elle cesse d'avoir cet effet lorsqu'il s'agit seulement de déchéance, c'est-à-dire de l'expiration d'un délai accordé par la loi ou la convention de l'homme pour intenter une action.

(1) La loi du 7 plav. an 9 avait modifié dans ses bases principales la procédure trop lente et trop compliquée que le Code du 3 brum. an 4 avait établie. En ce qui concerne particulièrement la procédure devant le jury d'accusation, l'audition des témoins et de la partie plaignante devant ce jury avait été supprimée; les jurés prononçaient sur l'acte d'accusation et sur la procédure écrite; on concevait dès lors quelle était l'importance de la lecture de ces pièces. Toutefois, il est à remarquer que la nullité portée par l'art. 239 du Code du 3 brum. an 4, pour l'omission de cette lecture, n'avait point été reproduite dans la loi du 7 plav. an 9. Mais il est évident qu'il s'agissait ici d'une forme substantielle; l'acte d'accusation était la base de la déclaration du jury; c'était cet acte que la jury adoptait ou rejetait; il fallait donc qu'il fût régulièrement constaté qu'il en avait eu connaissance; et quant aux pièces annexées à cet acte et qui venaient à l'appui, il était non moins essentiel que la lecture en fût faite, puisqu'elles formaient les seuls éléments de la conviction des jurés.*

Normandie, pour un prix déterminé, et qu'en paiement de ce prix, les parties constituaient une rente qualifiée de foncière, mais déclarée rachetable, une telle rente ne pouvait être considérée comme véritablement foncière; en conséquence, on ne pouvait appliquer à cette rente la disposition de l'art. 578 de la coutume, qui dispensait de former opposition au décret judiciaire d'un bien, pour les rentes seigneuriales ou foncières dont il était grevé (1).

(Barbey—C. Honoré.)

La dame Goufray, veuve Barbey, avait acquis une maison à Caen, par décret judiciaire du 28 mai 1791, pour le prix de 3,750 liv. Cette somme avait été déposée chez le receveur des consignations, et distribuée, par jugement d'ordre, entre les créanciers opposans. Ce jugement avait déclaré cette maison exempte de toutes charges et rentes.—Le citoyen Honoré, se prétendant créancier d'une rente foncière de 300 fr. établie sur cette maison, demandait que la dame Barbey fût tenue de servir cette rente, se fondant sur l'art. 578 de l'ancienne coutume de Normandie, qui dispensait de l'obligation de former opposition pour rentes seigneuriales ou foncières et anciennes.—Il établissait son droit sur un acte de vente de cette maison, passé par la dame Honoré le 8 oct. 1777, pour le prix de 6,300 liv., dont 300 pour vin franc, payées comptant, et 6,000, prix principal, constituées en une rente foncière et amortissable, audit prix de 6,000 liv., et sous la condition que, si la vendresse trouvait un placement favorable et sûr, soit en fonds de terre, soit en rente foncière, elle pourrait contraindre l'acquéreur à payer le principal de la rente, en l'avertissant un an à l'avance.

Par jugement du 23 vent. an 8, le tribunal civil du département de Calvados avait débouté le citoyen Honoré de sa demande.

Sur l'appel porté au tribunal civil de Caen, le jugement attaqué avait condamné la dame Barbey à servir la rente de 300 liv., se fondant sur l'art. 578 de la coutume de Normandie.

Pourvoi en cassation pour fausse application de l'art. 578, et pour contravention à l'art. 559 de la même coutume, et aux art. 12 et 13 de l'édit des criées, du 23 nov. 1551.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que la dame Goufray, veuve Barbey, avait acquis la maison dont il s'agit par décret judiciaire, exempté de toute charge et rente; qu'elle en avait déposé le prix total chez le receveur des consignations, et que le prix avait été distribué, par jugement d'ordre, aux créanciers opposans;—Attendu qu'il résulte des articles de la coutume de Normandie et de l'édit des criées de 1551, que les créanciers, même privilégiés, étaient tenus de former opposition

pour la conservation de leurs droits; que les biens acquis judiciairement étaient purgés de toutes dettes et charges pour lesquelles on n'avait pas formé opposition; et qu'il n'y avait point d'autre exception que celle établie par l'art. 578 de la même coutume, en faveur des rentes seigneuriales ou foncières et anciennes;—Attendu que la créance réclamée par le cit. Honoré n'avait aucun des caractères exigés par cette loi; qu'elle procédait d'une vente passée par la femme Honoré, par acte du 29 oct. 1777, pour un prix déterminé de 6,000 fr. que l'acquéreur avait la faculté de payer à tout instant, et dont la vendresse pouvait exiger le paiement à des époques et sous des conditions stipulées pour la sûreté de l'acquéreur;—Attendu que la réserve que s'est faite la vendresse de forcer l'acquéreur au paiement du capital, dans le cas où elle trouverait un remplacement sûr, n'a été imposée qu'à la vendresse et pour l'intérêt et la sûreté de l'acquéreur, puisque celui-ci n'était pas soumis au remplacement, et qu'au contraire, il avait la faculté de rembourser dans tous les cas et sans condition;—Attendu que le tribunal d'appel de Caen ne s'est déterminé à révoquer cette créance comme une rente foncière comprise dans l'exception portée par l'art. 578 de la coutume, qu'en supposant que la vendresse n'avait aliéné la maison dont il s'agit, que pour la convertir en un autre fonds ou rente foncière; que l'obligation du remplacement était également imposée à l'acquéreur comme à la vendresse; et que, dans aucun cas, la rente établie par cet acte ne pouvait être atteinte qu'en remplaçant le prix sur un autre fonds, ce qui est évidemment contraire aux dispositions du susdit acte de vente;—Attendu que, bien que les parties eussent donné dans cet acte le nom de rente foncière à la créance dont il s'agit, on doit juger de la nature d'une créance par l'intention des parties et par l'ensemble des clauses de l'acte, plutôt que par la qualification donnée par les parties, et que toutes les dispositions de cet acte prouvent que la créance dont il s'agit n'avait aucun des caractères exigés par l'art. 578 ci-dessus rapporté;—D'où il suit qu'il y a, dans le jugement attaqué, fausse application du susdit art. 578, et contravention à l'article 559 de la même coutume, et aux art. 12 et 13 de l'édit des criées;—Casse, etc.

Du 12 vend. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Audier Massillon.—Concl. le cit. Jourde, subst.

1^o RÈGLEMENT DE Juges.—DECLINAtoire.

2^o DOMICILE.—ACTION PERSONNELLE.

1^o Le défendeur dont le définitoire a été admis en première instance, et rejeté sur l'appel, est recevable à se pourvoir en règlement de juges. (Ord. 1737, tit. 2, art. 19 et 20.) (2)

2^o Il n'est pas nécessaire, d'après l'art. 6 de la

être intéressant d'examiner aujourd'hui, c'est le point de savoir si la rente a été constituée directement comme prix de Timmeuble, ou après coup (bien que cela peut être dans le même acte), comme emploi ou aliénation de ce prix. Dans le premier cas, ainsi que l'enseigne M. Duranton, t. 4, n^o 152, le créancier de la rente conserve son privilège de vendeur sur l'immeuble; dans le second, il y a novation au contrat de vente, et le privilège de vendeur disparaît; il ne reste plus au créancier que les garanties hypothécaires ou autres qu'il a pris soin de stipuler.

(2) De ce que les art. 363 et suiv. du Cod. proc. semblent autoriser la demande en règlement de juges que lorsque deux tribunaux sont saisis en même temps d'une même affaire, il ne faudrait pas

(1) La distinction des rentes foncières et des rentes constituées avait autrefois une grande importance, et la solution ci-dessus en offre un exemple. Dans le droit ancien, les caractères essentiels des rentes foncières étaient de suivre le fonds sur lequel elles étaient assises, dans quelques mains qu'il pût passer, et d'être irrachetables. Aujourd'hui, il en est tout autrement: la rente constituée comme prix de vente d'un immeuble *in traditione fundi*, n'est qu'une rente ordinaire qui n'a d'autre garantie foncière que le privilège de vendeur, privilège qui est soumis à l'inscription et à tous les effets de la purge, comme s'il s'agissait d'une rente constituée avec hypothèque; l'une comme l'autre sont d'ailleurs rachetables et rangées dans la catégorie des meubles (Cod. civ., 630).—Toutefois, ce qu'il peut encore

Constitution de l'an 8, que le changement de domicile soit suivi d'un an de résidence, pour que l'on ne puisse plus être assigné, en matière personnelle, devant le juge de son domicile (1).

(Berdolle—C. Pulligneu.)

Dans le courant de frimaire an 9, le cit. Pulligneu quitta Toulouse où il habitait depuis quelque temps, pour retourner à Lyon, sa ville natale, où il déclara que son intention était de fixer son domicile. — Au mois de ventôse suivant, le cit. Berdolle, son gendre, le fit citer devant le juge de paix de Toulouse, pour se concilier sur une demande qu'il étoit dans l'intention de former contre lui, relativement à l'exécution de différentes obligations résultant de son contrat de mariage. — La dame Pulligneu, comparissant pour son mari, déclina la compétence, et un procès-verbal de non-conciliation fut dressé par le juge de paix. — Berdolle assigna alors son beau-père devant le tribunal de première instance de Toulouse, et présenta une requête, à fin d'exécution provisoire de son contrat de mariage. Il obtint une ordonnance conforme, en vertu de laquelle il fit saisir les meubles de Pulligneu. Celui-ci forma opposition, et, se fondant sur l'incompétence du tribunal qui avait ordonné l'exécution provisoire, il demanda la nullité de la saisie, avec dommages-intérêts.

Jugement de première instance, qui déclare le domicile de Pulligneu établi à Lyon, attendu qu'il y a résidence de fait et d'intention constatée et notifiée.

17 germ. an 10. — Jugement d'appel, infirmatif : attendu que le domicile ne peut s'acquiescer par une année de résidence (art. 6 de la constitution).

Requête en régleme de juges par Pulligneu. 28 flor. an 10. — Jugement de la section des requêtes, qui, sans avoir égard à la citation et au jugement d'appel, renvoie les parties devant le tribunal de Lyon, attendu que le changement de domicile s'opère relativement à la juridiction, par la résidence de fait dans un lieu différent, joint à l'intention positive d'y fixer sa demeure ; que ce principe ne reçoit aucune dérogation de l'art. 6 de la constitution, uniquement relatif à l'exercice des droits politiques.

Le cit. Berdolle, non appelé à ce jugement, s'y est opposé par requête : — Il soutenait d'abord que Pulligneu était non recevable dans sa demande en régleme de juges, les art. 19 et 20, tit. 2 de l'ordonn. de 1737, n'accordant un pareil recours qu'à la partie dont le déclinatoire avait été rejeté et en première instance et en appel,

en confondre que, dans la cause jugée ici par le tribunal de cassation, on ne pourrait pas encore aujourd'hui se pourvoir en régleme de juges, lorsque le déclinatoire proposé par une partie a été admis ou rejeté en première instance ou en appel. Il a, en effet, été récemment jugé que le Cod. de proc. civ. n'avait pas abrogé à cet égard les art. 19 et 20, tit. 2 de l'ordonn. de 1737. *V.* entre autres décisions sur ce point, Cass. 30 juin 1807 ; 4 mars 1818 ; 14 mars 1826, 19 juill. 1828. *N.* aussi en ce sens, Carré, *Précis*, n° 1324. — Cependant la Cour de cassation a décidé que la partie dont le déclinatoire a été rejeté, n'est pas recevable à se pourvoir en régleme de juges, lorsque l'exception d'incompétence opposée reposait uniquement sur l'interprétation de la clause d'un contrat intervenu entre les parties ; qu'en un tel cas, il n'y a contre le jugement qui rejette le déclinatoire, d'autre recours que la voie de l'appel *N.* 2 avril 1834 (Volume 1834).

double condition qui ne se rencontrait pas dans l'espèce.

Au fond, il combattait la théorie adoptée par le jugement du régleme de juges sur la question de domicile. — Il faut distinguer, disait-il, le domicile d'un citoyen, par rapport à lui-même et par rapport à un tiers. — Relativement à lui-même, par exemple, pour déterminer quelles sont les lois qui régissent sa succession, il est plutôt d'intention que de fait. *Si de voluntate appareat, vel uno momento, domicilium constitutum intelligitur.* — Mais à l'égard des tiers, ainsi que pour l'exercice des droits politiques, il faut une habitation de fait pendant un temps déterminé. — Ainsi, l'art. 137 de la coutume de Paris, ou reconnaît pour domicilié à Paris, que celui qui y habite depuis un an et un jour, avec bail notarié, paiement de capitation, charges de ville, etc. — Ainsi, l'art. 6 de la constitution de l'an 8 dit que, pour exercer les droits de citoyens, il faut avoir acquis le domicile par une année de résidence, et ne l'avoir pas perdu par une année d'absence.

Le demandeur originaire cherchait d'abord à repousser la fin de non-recevoir, en démontrant que les mêmes motifs qui avaient fait admettre la requête en régleme de juges dans le cas prévu par l'ordonn. de 1737, existaient avec plus de force encore dans l'espèce. D'ailleurs, cette ordonnance était conçue en termes purement énonciatifs et non limitatifs.

Aux moyens du fond, il répondait que rien ne justifiait cette distinction, toujours inconnue, du domicile, relativement à soi et relativement aux tiers : — Que tous les auteurs reconnaissent le principe, qu'en matière de juridiction, le domicile résulte essentiellement du fait de résidence et de l'intention de se fixer ; — Qu'il n'y avait difficulté que sur le mode de constater cette intention ; — Que, s'il est nécessaire de le présumer, en ce cas, il faut un an de résidence ; que, si elle est constatée indubitable, il suffit de l'acte qui la manifeste ; or, le cit. Berdolle n'a pu douter de l'intention de son beau-père ; elle lui avait été notifiée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu, 1° sur la fin de non-recevoir, qu'aux termes des art. 19 et 20, tit. 2, ord. de 1737, la partie qui a été déboutée du déclinatoire par elle proposé peut se pourvoir en régleme de juges, quoique sur l'appel, le jugement qui l'en a déboutée ait été confirmé ; qu'il résulte nécessairement de cette disposition qu'elle le peut de même, quoiqu'elle ait obtenu le renvoi devant les premiers juges, lorsque, sur l'appel, elle en a été déboutée ; qu'il n'y a, en

(1) Décisions conformes ; Cass. 22 et 28 flor. an 10 (ce dernier jugement est celui qui avait été rendu par défaut contre Berdolle, et auquel il avait formé l'opposition sur laquelle est intervenu le jugement que nous recueillons). — Jugé de même sous le Cod. civ. par la Cour royale de Limoges, le 1^{er} sept. 1813. — *N.* au surplus, sur la manière dont le domicile s'acquiesce ou se perdait sous l'ancienne législation, Bouhier, sur la Coutume de Bourgogne, chap. 22, n° 198 ; — Dumoulin et Brodeau, sur l'art. 173 de la Coutume de Paris ; — Ferrières, sur le même article, n° 31 et 33 ; — Mazuer, au titre des *Ajourneurs*, n° 23 ; — Rodier, Comment. sur l'ordonn. de 1697 ; — Denizart, v° Domicile ; — D'Argentré, Coutumes de Bretagne, art. 265 ; — Gohard, Traité des bénéfices, t. 1^{er}, p. 782 ; — Duparc-Poullain, Principes de dr., t. 2, p. 262 ; — et Merlin, Quest. de droit, v° Domicile, où se trouvent rapportées les conclusions par lui données dans l'affaire actuelle.

effet, aucune raison pour qu'il n'en soit pas en ce dernier cas comme dans l'autre; qu'au contraire, au second cas comme dans le premier, la partie méconnaît également la juridiction qu'elle a déclinée, et elle se trouve réduite, par l'effet du jugement intervenu sur l'appel, au même état que si elle avait été déboutée en première instance; que par suite, la règle du règlement de juges lui est acquise dans l'un comme dans l'autre cas;—Attendu, 2° au fond, que le changement de domicile du cit. Pulligneu était connu du cit. Berdolle et de la dame Pulligneu, son épouse, avant l'introduction de l'instance; qu'on n'en peut douter, d'après la procuration donnée par le cit. Pulligneu, le 25 frim. an 9, pour consentir au mariage de sa fille, solennisé à Toulouse, le 19 pluv. suivant, dans laquelle il était dit demeurant à Lyon, et dont il n'est pas vraisemblable qu'ils n'eussent connaissance, non plus que d'après la lettre par lui écrite au cit. Berdolle, le 8 pluv. même mois, dans laquelle, en lui parlant de son déplacement, il lui disait que sa séparation était pour toujours, et plus particulièrement encore à la vue du procès-verbal du bureau de conciliation préparatoire de l'instance, lors duquel il paraît que la dame Auriol, femme Pulligneu, leur fit connaître également ce domicile, en leur représentant le certificat du maire de la division du midi de la ville de Lyon, du 21 frim. an 9, qui le constatait; d'où il suit que le moyen pris de ce que le domicile du cit. Pulligneu à Toulouse, étant le dernier domicile qui lui fût connu, il pouvait être valablement poursuivi devant les juges de ce dernier domicile, manque dans le fait;—Attendu, 3° qu'il ne paraît pas que le cit. Pulligneu eût changé de domicile pour éluder la juridiction des juges de Toulouse; et que tout indique, au contraire, que son changement de domicile était sincère; d'un côté, le cit. Pulligneu, originaire de Lyon, y avait déjà habité depuis la fin de l'an 7, lorsqu'il y fixa définitivement son domicile le 21 frim. an 9; d'autre part, après qu'il se fût ainsi fixé dans cette commune, il y fut porté dans le rôle d'impositions compris dans la liste des votans, et il y réunit assez de suffrages pour être élu notable communal; enfin, depuis cette époque, il n'a cessé d'agir comme domicilié dans cette commune, ainsi qu'il résulte de la procuration qu'il donna, le 25 du même mois de frim., pour consentir au mariage de sa fille, et de la lettre par lui écrite au cit. Berdolle, le 8 pluv. suivant; et loin de reprendre son habitation à Toulouse, il paraît des pièces jointes au dossier, qu'il a résilié le bail du logement qu'il y occupait:—Par ces motifs, et par ceux consignés dans le jugement précédent, dans lesquels le tribunal persiste:—Et attendu, d'ailleurs, que les exécutions faites provisoirement d'autorité du tribunal de première instance de Toulouse, sont et demeurent nulles et pour non avenues, par l'effet de l'incompétence dudit tribunal, et au moyen du règlement de juges;—Reçoit Berdolle et la cit. Pulligneu, son épouse, opposans, quant à la forme, envers le jugement du 28 flor. an 10, dont est question;—Faisant droit au fond, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir par eux proposée, ni à autre chose par eux dite ou alléguée;—Ordonne que ledit jugement sera exécuté suivant sa forme et teneur, etc.

Du 12 vend. an 11.—Sect. req.—Rapp., le cit. Cassaigne.—Concl. conf., le cit. Merlin, comm.

(1) *P.* en ce sens, Cass. 3 vent. et 7 fruct. an 10.

(2) *P.* dans le même sens, Cass. 22 niv. an 3;

DOUANES.—PROCÈS-VERBAL DE SAISIE.

La loi qui prescrit aux préposés des douanes l'énonciation, dans leurs procès-verbaux de saisie, des marques et numéros des balles de marchandises, n'est applicable qu'aux saisies faites sur des bâtimens pontés. (L. 9 flor. an 7, tit. 4, art. 8.) (1)

(Douanes.—C. Gueibisso.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 3 et 8 de la loi du 9 flor. an 7:—Attendu que la saisie dont il s'agit avait été faite sur une allège, et non sur un bâtiment de mer ponté; que les préposés à la douane se sont conformés à tout ce qui est prescrit par l'art. 3 ci-dessus rapporté, et qu'ils ont énoncé l'espèce et le nombre des objets saisis;—Attendu que le jugement attaqué n'a cassé la saisie et procès-verbal dont il s'agit, que sur le fondement qu'il n'avait pas énoncé les marques et numéros des barils saisis et le poids en détail de chaque baril, et en appliquant à cette saisie ce qui est prescrit par l'art. 8 pour les saisies faites sur les bâtimens de mer pontés; d'où il suit qu'il y a dans le jugement fautive application de l'art. 8 et contrevention à l'art. 3 ci-dessus cité;—Casse, etc.

Du 13 vend. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Audier-Massillon.—Concl., le cit. Jourde, subst.

PREScription.—Citation en conciliation.

—INTERUPTION.

Sous la loi des 16-24 août 1790, la citation en conciliation, suivie d'ajournement, interrompait la prescription, encore que l'ajournement ne fût donné qu'après la prescription accomplie. (L. 24 août 1790, tit. 10, art. 6; 19 flor. an 6, art. 7.) (2)

(Schultz.—C. Brou et Ory.)

Martin Schultz était, depuis l'an 3, acquéreur d'un immeuble; Jacques Brou et Ory, ses vendeurs, voulurent l'actionner en restitution pour lésion; à cet effet, ils le citèrent en conciliation, le 25 flor. an 7, veille du jour où expirait le délai fixé par la loi du 19 flor. an 6; et, par suite de non conciliation, ils l'assignèrent le 13 prairial suivant.

Cette citation avait-elle suffi pour interrompre la prescription?

Schultz soutenait la négative, et se fondait sur ce que la loi du 19 flor. an 6, veut que l'action soit intentée dans l'année;—Or, disait-il, la citation en conciliation n'est pas une action, mais un préliminaire de l'action.

La preuve que la citation en conciliation n'est pas l'action prescrite par le législateur, et qu'elle ne suffit pas, à elle seule, pour interrompre la prescription, c'est que la loi du 24 août 1790 ne lui donne effet pour interrompre la prescription, que lorsqu'elle est suivie d'assignation; c'est-à-dire, sans doute, lorsque l'assignation qui la suit est donnée avant le délai fatal.

Par jugement du 15 therm. an 9, et du 28 niv. an 10, les tribunaux d'arrondissement et d'appel, séant à Paris, décidèrent que, dans l'espèce, la citation en conciliation avait suffi pour interrompre la prescription.

Schultz s'est pourvu en cassation, pour contrevention à l'art. 7 de la loi du 19 flor. an 6 et à l'art. 6 du tit. 10 de la loi du 24 août 1790.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que l'art. 6 du tit. 10 de la loi du 24 août 1790, en statuant que la

22 niv. an 4, 6 vend. an 11 et la note; Paris, 20 vent. an 11.

citation au bureau de paix a l'effet d'interrompre la prescription, dispose, en général et pour tous les cas, que cette disposition ne peut recevoir d'exception que par une dérogation expresse et spéciale, que l'art. 7 de la loi du 19 flor. an 6 ne contient point de dérogation à cette disposition générale; qu'en réglant que l'action dont elle fixe la durée ne sera pas recevable, si elle n'est exercée dans l'an qu'elle prescrit, cette loi ne fait qu'exprimer l'effet ordinaire de toute prescription; qu'enfin, il n'y a pas dit que la citation au bureau de paix n'aura pas l'effet de prolonger l'action; qu'on ne peut donc, sous aucun rapport, trouver dans le jugement attaqué, une contravention expresse à cette loi, ni une fautive application de celle du 24 août 1790;—Rejette, etc.

Du 13 vend. an 11.—Sect. req.—Rapp., le cit. Cassaigne.—Concl., le cit. Giraud, subst.

DONATION DÉGUISEE.—CONTRAT ONÉREUX.—NULLITÉ.

Une donation déguisée sous la forme d'un contrat onéreux, telle qu'une constitution de rente, est-elle valable, bien qu'elle n'ait pas été revêtue des formalités prescrites pour les donations par l'ordonnance de 1731?—Décidé que les juges qui ont déclaré valable une constitution de rente attaquée comme contenant une donation déguisée, et qui l'ont ainsi jugé sur le motif que l'acte présentait des engagements réciproques, n'ont fait en cela qu'une appréciation d'acte qui ne peut donner ouverture à cassation (1).

(Gaullier—C. Poussalen.)

21 déc. 1788, acte sous seing privé, par lequel Gaullier père constituait une rente viagère de 800 fr. à Françoise Poussalen, sa servante; le prix de cette rente parut être un capital reçu de 5,000 livres. — Mais le même jour, Françoise Poussalen souscrivit une contre-lettre, portant que cette constitution était une libéralité, qui resterait sans effet, si elle se mariait, ou si elle ne servait son maître jusqu'à sa mort. — Gaullier est mort en juin 1790. Ses héritiers, arguant de la combinaison de ces deux actes, ont prétendu qu'ils contenaient, ou une donation à cause de mort, ou une donation entre vifs; que cette donation n'était pas revêtue des formalités prescrites pour les donations, partant, que la disposition était nulle.

Deux jugemens de Tours et d'Orléans, contraires à ce système, n'ont pas convaincu les héritiers Gaullier; ils se sont pourvus en cassation.

Le commissaire Merlin a été d'avis : qu'il n'y avait pas disposition à cause de mort, car l'acte affecte, dès à présent, les biens du constituant; et quoique le droit ne puisse être exercé qu'après la mort du constituant, le fond du droit n'en est pas moins acquis à l'instant même. (Loi 25, § 3, ff. de verb. oblig.); que ce n'était pas même un don entre-vifs, le contrat étant commutatif, puisque la récompense ne devait appartenir qu'à un service jusqu'à la mort; — Que, dans tous les cas, il n'avait pas été nécessaire d'employer les formalités prescrites pour les donations, la loi n'exigeant ces formalités que pour les actes qui ont le caractère extérieur et positif d'une donation. Il est possible, disait le commissaire, de renfermer une libéralité sous toutes les

formes d'actes, telles que celle de vente, de partage, de transaction : or, le législateur n'a pu vouloir que de tels actes fussent assujettis aux formalités des donations et eussent à la fois une double physionomie.—Conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les juges du tribunal d'appel, étant à Orléans, qui ont adopté les motifs des juges du tribunal de première instance étant à Tours, ne sont contravenus à aucune loi, en décidant que les deux actes du 21 sept. 1788, réunis, présentaient des engagements réciproques consentis par les parties y dénommées; qu'ils n'étaient révoquables que de leur consentement mutuel, sauf le cas d'inexécution de l'une ou des deux conditions y établies, cas qui n'est point arrivé : et en maintenant les deux actes, soit comme irrévocables et comme non révoqués, soit comme n'étant point soumis aux dispositions de l'ordonnance des donations du mois de fév. 1731; — Rejette, etc.

Du 13 vend. an 11.—Sect. req.—Rapp., le cit. Charles.—Concl., le cit. Merlin, commiss.

DOUANES.—COMPÉTENCE.—CONTRAINTE PAR CORPS.

Après la loi du 11 fruct. an 3, c'est aux juges de paix seuls, et non aux tribunaux d'arrondissement, qu'il appartenait de statuer sur la validité d'un emprisonnement en matière de douanes. (LL. 22 août 1791, lit. 12, art. 18 et 32; 11 fruct. an 3, art. 11.)

La contrainte par corps, en matière de douanes, autorisée par la loi des 6-22 août 1791, n'a point été abrogée par la loi du 7 mars 1793, abolitive de la contrainte par corps en matière civile et de commerce, et elle a pu être exercée sous l'empire de la loi du 15 germ. an 6, sans l'observation des formalités prescrites par cette dernière loi (2).

(Douanes — C. Pluvinet.)

Au mois de prair. en 8, une contrainte a été décernée contre le cit. Pluvinet, pour le paiement d'une somme de 150,000 francs, faite par lui d'avoir rapporté des certificats de décharge d'acquits-à-caution.—Cette contrainte a été suivie de plusieurs commandemens, d'une saisie mobilière, et même de l'emprisonnement de Pluvinet. — L'acte de cet emprisonnement, considéré sous l'unique rapport de la loi d'août 1791, était régulier, mais il était nul, si la loi du 15 germ. an 6 était applicable à l'exercice de la contrainte par corps en matière de douanes. — Pluvinet a prétendu que cette loi avait abrogé tous les réglemens particuliers relatifs aux douanes, et soumis, sans aucune exception, la contrainte par corps, dans son exercice, aux formalités qu'elle a prescrites. — De son côté, l'administration des douanes a soutenu que l'art. 19 du titre 3 de la loi du 15 germ. an 6 n'avait porté aucune atteinte à celles qui avaient pour objet le recouvrement des sommes dues au trésor public.

6 therm. an 8, jugement du tribunal de 1^{re} instance de Marseille, qui déclare nul l'emprisonnement de Pluvinet, et ordonne sa mise en liberté.

Sur son appel, le receveur des douanes demandait la nullité du jugement du tribunal de Marseille, comme incompétemment rendu; la loi du

qui accompagne le jugement, de cass. du 6 pluvi. an 11.

(2) Cette doctrine a été consacrée par un avis du conseil d'État du 8 therm. an 12, approuvé le 7 fruct. de la même année. F. aussi Merlin, *Repart.*, v. *Contrainte (finances)*.

(1) Comme on le voit, le tribunal de cassation ne s'est point prononcé ici sur la question de droit, fort grave, que soulevaient les demandeurs; mais plus tard cette question s'est fréquemment présentée, et a été l'objet de la plus vive controverse. F. la note

14 fruct. an 3 ayant exclusivement attribué aux juges de paix la connaissance, en première instance, de tout ce qui a rapport aux droits de douanes.

21 pluv. an 9, jugement du tribunal d'appel d'Aix, qui, sans s'arrêter au moyen de nullité, confirme la décision des premiers juges.

Pourvoi pour violation de l'art. 11 de la loi du 14 fruct. an 3, et pour fausse application de l'art. 19, titre 3 de la loi du 15 germ. an 6.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 18 et 32, tit. 12 de la loi du 22 août 1791;—Considérant qu'il a été dérogé aux articles ci-dessus, relativement au visa par l'un des juges du tribunal de district, et à l'art. 1^{er}, tit. 3 de la même loi qui avait attribué aux tribunaux de district la connaissance de tout ce qui pouvait avoir rapport aux droits des douanes nationales; que l'art. 11 de celle du 14 fruct. an 3 veut que les juges de paix en connaissent en première instance, et que le jugement attaqué y est contraire, en décidant que le tribunal de l'arrondissement de Marseille était compétent pour prononcer en première instance sur la validité de l'emprisonnement de Pluvinet, lequel avait en pour cause le défaut de rapport de certificats de décharge d'acquits à caution, lorsque le tribunal n'aurait pu en être légalement saisi qu'en seconde instance, et sur appel du jugement du Juge de paix.

Considérant que la loi du 7 mars 1793, portant abolition de la contrainte par corps, en matière civile et de commerce, n'avait point dérogé aux règles établies par celle du mois d'août 1791, concernant les douanes nationales; que cette matière n'aurait pu être soumise à l'empire d'une nouvelle législation qu'autant qu'elle y aurait été comprise par une disposition formelle, et non par l'effet d'une simple induction; — Considérant que la loi du 4 germ. an 2, en autorisant la contrainte par corps en matière de douanes, tant pour droits que pour amendes et restitutions, n'établit pas un droit nouveau; qu'elle est seulement déclarative d'un droit pré-existant, et prouve incontestablement que, notwithstanding l'abolition de la contrainte par corps, en général, elle a continué d'avoir lieu en matière de douanes;—Considérant enfin que la loi du 15 germ. an 6 n'a point abrogé les réglemens particuliers relatifs à cette administration, et n'a pu avoir son effet que dans les cas qu'elle a prévus nominativement;—D'où il résulte que le tribunal d'appel d'Aix a fait une fausse application, soit de la loi du 9 mars 1793, soit de celle du 15 germ. an 6, en jugeant que la contrainte par corps autorisée par la loi d'août 1791, était abolie par la première; qu'elle n'avait pas été rétablie par celle du 24 vent. an 5, et qu'elle était soumise, dans son exercice, aux formalités prescrites par la dernière;—Casse, etc.

Du 14 vend. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Yasse.—Rapp., le cit. Coffinhal.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., les cit. Dupont et Mejean.

ACTION POSSESSOIRE.—SERVITUDE DISCONTINUE.—COMPÉTENCE.

Du 16 vend. an 11 (aff. Dumoutin).—F. ce jugement à la date du 19 du même mois.

1^{re} QUESTION PRÉJUDICIELLE.—DÉLIT RURAL.2^o TRIBUNAL DE POLICE.—LOI PÉNALE.3^o DÉLIT RURAL.—PÊCHE.

1^o Lorsque le prévenu d'un délit de pâturage prétend qu'il veut le droit de faire paître ses bestiaux sur le terrain où ils ont été saisis, le tribunal de police doit surseoir au jugement jusqu'à ce que les tribunaux civils aient statué sur cette question préjudicielle (1).

2^o Le jugement de police doit, à peine de nullité, contenir les termes de la loi pénale dont il fait l'application. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (2)

3^o Le tribunal de police commet une violation de la loi en ne prononçant contre un délit rural qu'une amende de la valeur de deux journées de travail. (L. 23 therm. an 4, art. 3.)

(La commune de Mante-Saint-Etienne—Intéret de la loi.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 162 et 456 du Code des délits et des peines, et l'art. 2 de la loi du 23 thermidor an 4, portant, etc.; — Attendu 1^o qu'en condamnant la commune de Mante-Saint-Etienne en une amende, pour avoir fait paître son troupeau commun sur un terrain dit *Wargenne*, sans avoir préalablement vérifié si elle avait droit de vaine-pâturage sur ce terrain, ou s'il appartenait exclusivement à la commune de Chenogues, il a interverti l'ordre naturel des choses, et mal à propos supposé la commune de Mante-Saint-Etienne coupable d'un délit rural, lorsque, par sa défense, elle prétendait avoir usé d'un droit légitime, dont l'exercice lui est même réservé par le jugement dénoncé; d'où il résulte que le tribunal de police a commis un excès de pouvoir qui vicie son jugement;—2^o Qu'il a violé l'art. 162 du Code des délits et des peines, en s'abstenant de citer les termes de la loi d'après laquelle il entendait punir le prétendu délit imputé à la commune de Mante-Saint-Etienne;—3^o Enfin, qu'il a également violé l'art. 2 de la loi du 23 therm. an 4, puisqu'en supposant le délit imputé à la commune constant, il devait, aux termes de cet article, la condamner au moins en une amende de trois journées de travail, et qu'il ne l'a condamnée qu'en une amende de deux journées; d'où il résulte tout à la fois la violation de l'article cité, et excès de pouvoir;—Casse, etc.

Du 16 vend. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Minier.—Concl., le cit. Leconteur, subst.

DÉFENSE.—INTERROGATOIRE.—LECTURE DES CHARGES.

Le défaut de lecture à un prévenu de vol, par le directeur du jury, d'un procès-verbal constatant l'effraction au moyen de laquelle il avait été commis, opérant nullité de la procédure. (L. 3 pluv. an 9, art. 10.) (3)

(Lardet.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 10 de la loi du 7 pluv. an 9;—Et attendu qu'il est constaté que devant le directeur du jury de l'arrondissement de Charolles, il n'a été faite lecture au prévenu que de la déclaration des témoins entendus et qu'il ne lui a point été donné connaissance des charges, et notamment de celle résultant du procès-verbal dressé par l'adjoint du maire de la commune de Périgny, le 11 frim. an 10, constatant l'effraction

(1) F. nos observations sur le jugement du 1^{er} frim. an 8 (aff. Messerchenit). F. aussi conf., Cass. 5 br. an 6 et 7 br. an 7; 26 mess. et 9 fruct. an 10.

(2) F. Cass. ident. 13 brum., 14 brum., 11 frim., 29 pluv., 12 et 19 vent. an 11.

(3) F. conf., Cass. 28 vent. an 10 et la note sur le jugement du 26 vent., même année. F. surtout le jugement du 10 niv. an 11 et les observations qui l'accompagnent.

non au moyen de laquelle le vol dont il s'agissait avait été commis, ce qui est une contravention formelle à la disposition de la loi ci-dessus citée; — Casse, etc.

Du 16 vend. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Batand. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst. — *Pl.*, les cit. Joubert et Pointel.

ACTION POSSESSOIRE. — SERVITUDE DISCONTINUE. — COMPÉTENCE.

Lorsqu'un propriétaire demande à être maintenu dans la possession exclusive d'un fonds sur lequel des particuliers prétendent exercer un droit de pâturage, c'est là une action possessoire de la compétence du juge de paix. On ne peut voir dans cette demande une action relative à une servitude discontinue qui, ne s'acquérant que par titre, tomberait dans le domaine du juge du pètitfoir. (L. 24 août 1790, tit. 10, art. 3.) (1)

(Dumoulin — C. Lami et Barré.)

Dumoulin, propriétaire du domaine de Montigny, fait dresser un procès-verbal contre Barré et Lami, afin de constater que ces deux particuliers ont fait conduire leurs troupeaux sur ses terres. Nanti de ce procès-verbal, il intente contre eux une action en complainte devant le juge de paix, où il demande à être maintenu dans la possession de son fonds, en franchise de toute servitude.

Sur cette demande, Barré et Lami élèvent un déclinatoire; ils soutiennent que s'agissant d'une servitude discontinue, l'action en complainte n'est pas recevable, et que la contestation est du ressort des tribunaux civils.

Jugement du juge de paix, qui rejette le déclinatoire et maintient Dumoulin dans le droit exclusif de parcours sur les terres de son domaine, attendu la possession d'an et jour qui a été établie.

Appel. — Jugement qui, reformant, admet l'exception d'incompétence, attendu que le juge de paix n'avait pu connaître d'une demande en déclaration de servitude réelle, exclusivement attribuée aux tribunaux ordinaires.

Pourvoi en cassation pour excès de pouvoir et

(1) En effet, les servitudes discontinues, telles qu'un droit de pâturage, ne s'acquérant point par la possession, ne peuvent être l'objet d'une action possessoire. Mais il faut prendre garde de confondre l'action pour acquérir la servitude, avec celle qui a pour but unique des'opposer à ce qu'elle soit acquise. Dans le premier cas, cette action n'est nullement possessoire; dans le second, au contraire, elle en a toutes les caractères. Vainement viendrait-on dire que, dès que l'instance roule sur l'existence d'une servitude qui ne peut s'acquérir par la possession, il ne peut y avoir lieu à l'action possessoire. On répondrait toujours que le propriétaire qui veut faire déclarer son fonds exempt de servitude, ne tend pas à en acquiescer, qu'il ne veut qu'être maintenu dans son droit entier de propriété. C'est au reste sous ce point de vue, que la question est traitée et résolue par Carré, *Compétence*, n° 405 : « Tout héritage, dit-il, jusqu'à la preuve contraire, est présumé libre de toute charge et de toute servitude. Les modifications que la loi ou par la convention des parties. Ainsi, tout fait qui annonce, de la part de son auteur, la prétention d'un droit quelconque sur la chose d'autrui, est un trouble apporté à cette libre possession, essentiellement inhérente au droit de propriété. Il y a lieu, dans ce cas, à la complainte en faveur du propriétaire troublé par

pour contravention à l'art. 3, tit. 10, de la loi du 24 août 1790.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 3 du tit. 10 de la loi du 24 août 1790; — Et attendu que, d'après cet article, toute action possessoire est de la compétence du juge de paix; — Que l'action dirigée par Dumoulin contre Lami et Barré, était une action possessoire; qu'elle était formée pour raison d'un trouble dans l'exercice d'un droit de pâturage exclusif sur son propre terrain; — Que cette action avait pu et dû être portée devant le juge de paix, seul compétent pour en connaître en première instance; d'où il suit qu'en annulant comme incompétente la décision de ce juge, le jugement attaqué a violé la disposition de l'article précité; — Casse, etc.

Du 19 vend. an 11. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Babbille. — *Concl.*, Lamerque, subst.

CASSATION (POURVOI EN). — DOMICILE RÉU. — JUGEMENT D'ADMISSION. — SIGNIFICATION.

Est nulle, même à l'égard d'un étranger, la signification du jugement d'admission d'un pourvoi en cassation faite au domicile élu en première instance. (Ord. 1667, tit. 2, art. 7; Régl. 1738, part. 2, tit. 1^{er}, art. 1^{er}.)

(Les frères Berlaud — C. les frères Pignatelli.)

Les frères Pignatelli, espagnols, sur un procès qui s'était élevé entre eux et les frères Berlaud, avaient fait élection de domicile chez le cit. Jean Debien, avoué en première instance, à Mons, département de Jemmapes. L'acte d'appel leur avait été remis à ce même domicile, sans aucune réclamation de leur part; ce fut là aussi que leur fut signifié le jugement d'admission du pourvoi en cassation.

Mais alors, au lieu de défendre au fond, ils opposèrent aux frères Berlaud une déchéance de leur pourvoi, fondée sur la nullité de la signification du jugement d'admission.

Nous sommes étrangers, disaient-ils; donc, nous devons être assignés au domicile du magistrat remplaçant les anciens procureurs généraux du parlement; ainsi le voulait l'ordonn. de 1667, titre 2, art. 7. — L'assignation n'a pas été

ce fait dans la possession dont il jouit à ce titre. Si le trouble résulte d'un fait qui constituerait un acte d'exercice d'une servitude discontinue qui ne donne point lieu à l'action possessoire en faveur de l'auteur du trouble, celui-ci ne pourrait prétendre que le propriétaire troublé ne peut exercer cette action. En effet, la voie de complainte est refusée à celui qui prétend droit à une servitude discontinue, parce que cette servitude ne peut s'acquiescer que par titres; d'où il suit qu'il ne peut avoir en sa faveur la présomption de propriété que la loi attache à la possession d'une chose de nature à être acquise par prescription. Au contraire, le propriétaire troublé dans sa possession par l'exercice d'un droit qui ne peut s'acquiescer par prescription, a pour lui cette présomption de propriété qui donne lieu à l'action possessoire de sa part. » Telle est aussi l'opinion de M. Poncez, *Traité des actions*, n° 84. — Cependant, au arrêt de la Cour de cassation du 2 fév. 1820 a jugé que le demandeur qui, dans les conclusions de sa citation devant le juge de paix, met lui-même en question l'existence d'une servitude de passage, attribue par là à sa demande le caractère d'action pétitoire et la fait sortir de la compétence du juge de paix; mais il est facile de voir que cette doctrine n'a rien que de très conciliable avec celle du jugement que nous recueillons ici.

faite à ce domicile, donc elle est nulle, aux termes du règlement de 1738, part. 2, tit. 1. art. 1, donc le jugement d'admission est comme non signifié dans les trois mois de sa date;—Donc il y a déchéance du pourvoi.

Pour les frères Berlaud, après avoir fait remarquer que la signification était réellement parvenue aux frères Pignatelli, et qu'elle devait leur parvenir plus sûrement, étant faite au domicile d'une personne dévouée à leurs intérêts, et connaissant le procès, que si elle eût été faite au domicile d'un magistrat, on a soutenu que ni l'ordonnance de 1667, ni le règlement de 1738, ne pouvaient être invoqués contre eux.

En principe général, a-t-on dit, la signification faite au domicile élu est valable comme si elle était faite au domicile légal.—La question est donc seulement de savoir si vous avez élu domicile chez Jean Debien. Or, le fait est constant.—Direz-vous que ce domicile était élu seulement pour la procédure de première instance? mais vous avez vous-mêmes reconnu que cette élection de domicile était valable pour les significations en cause d'appel. Donc il nous était permis de croire qu'elle était faite pour toutes les significations du procès, quelques degrés qu'il eût à parcourir.—Un pouvoir, une autorisation donnée pour la poursuite d'un procès, suffisent pour épuiser tous les degrés de juridiction que le même procès peut successivement parcourir.—Pourquoi n'en serait-il pas de même d'une élection de domicile faite sans restriction à l'occasion d'un procès?—L'ordonn. de 1667 que vous invoquez, ne régle que les ajournemens de première instance et d'appel; elle ne régle pas les significations des jugemens d'admission au tribunal de cassation; d'ailleurs, en supposant applicable l'article 7 du titre 2, la signification ne serait pas nulle, puisque cet art. 7, diffère de ceux qui précèdent, n'empêche pas nullité;—or, dans les dispositions des lois anciennes, la nullité ne se supplée pas.—Quant au règlement de 1738, il ne prescrit point d'assignation particulière pour les étrangers;—il ne prescrit pour tous que les assignations à domicile; donc le règlement veut que l'assignation soit donnée au domicile que l'étranger a eu pendant le procès; or, l'assignation a été donnée au domicile élu pendant le procès, au domicile espris de première instance, et au domicile consenti sur l'appel.

Le commissaire Lamarque a été d'avis que l'ordonn. de 1667 n'était pas applicable, que le vœu du règlement se rapportait au domicile élu pendant le procès; que le domicile chez Jean Debien ayant été élu en première instance et consenti en cause d'appel, l'assignation donnée à ce domicile était valable, et par tant, que la déchéance n'était pas encourue.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 10 du titre 1^{er} de la 2^e partie du règlement du conseil, ainsi conçu: «Toutes assignations seront données, et tous actes introductifs d'instance seront signifiés au domicile des parties...»—Vu l'art. 7 du tit. 2 de l'ordonn. de 1667, qui porte: «Les étrangers qui seront hors le royaume, seront ajournés à des-bôtels de nos procureurs généraux des parlemens, où ressortiront les appellations des juges devant lesquels ils seront assignés, et ne seront plus données aucunes assignations sur la frontière.»

Considérant que l'exploit de signification du jugement d'admission dont il s'agit, n'a point été fait au domicile voulu par la loi;—Considérant que l'élection de domicile chez Jean Debien, homme de loi à Mons, ne peut être considérée

comme une élection de domicile absolue, à l'effet d'y recevoir toutes assignations; mais qu'elle n'est relative qu'aux actes d'instruction à faire au tribunal de Jemmapes;—Déclare nul l'exploit de signification du 1^{er} vent. an 9 dont il s'agit;—Et vu l'art. 30, titre 4, 1^{re} partie du règlement du conseil;—Déclare les cit. Berlaud déchu de leur demande en cassation, etc.

Du 19 vend. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Pojeau.—Concl., le cit. Lamarque, subst.

APPEL.—ANNULLATION POUR VICE DE FORME.

—RETENUE DU FOND.

Lorsqu'un tribunal d'appel annule un jugement de première instance pour vice de forme, sans juger le fond, il ne s'ensuit pas qu'il soit dessaisi. Si donc, en cet état, les parties ont reporté la cause devant les premiers juges, et qu'un second jugement rendu par eux soit de nouveau déféré aux juges d'appel, ceux-ci doivent, en annulant ce second jugement, juger, le fond et non déclarer les appelans non recevables, sous prétexte qu'ils auraient dû attaquer le premier jugement d'appel par la voie de requête civile ou de cassation.

(Jouffrau—C. Tronchet.)

Jouffrau et Tronchet étaient en procès sur la rescision d'une vente.—4 fruct. an 5, jugement du tribunal civil du Lot qui prononce la rescision de la vente.—Appel.—14 frim. an 7, jugement du tribunal de Lot-et-Garonne qui annule le jugement de première instance, pour vice de forme, sans rien statuer sur le fond.

En cet état, les parties reportent leur contestation devant le tribunal de première instance du Lot, qui, le 7 germ. an 8, rend un second jugement sur la rescision de la vente.—Appel devant le tribunal d'Agen, constitué alors comme tribunal d'appel, qui, par jugement du 16 vent. an 9, déclare n'y avoir lieu de procéder devant lui, attendu que le tribunal de Lot-et-Garonne, qui avait déjà connu en seconde instance de la contestation, n'ayant pas jugé le fond, comme il devait le faire, son jugement aurait dû être attaqué par voie de requête civile ou de cassation, au lieu de revenir devant les premiers juges.

Pourvoi en cassation par Jouffrau, pour violation de la loi du 1^{er} mai 1790, sur les deux degrés de juridiction.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que le premier jugement du tribunal civil du département du Lot, celui du 4 fruct. an 5, ayant épuisé le premier degré de juridiction, le tribunal d'appel, comme remplissant le second degré, était saisi du susdit procès, et qu'il en est resté saisi, puisqu'il n'y a pas statué par le jugement du 14 frim. an 7; qu'il ne résulte nullement de son silence à l'égard du fond, que Jouffrau aurait dû attaquer son jugement par requête civile ou pourvoi en cassation; qu'il n'y aurait eu lieu à l'un de ces deux recours qu'autant que le tribunal aurait déclaré n'y avoir lieu de procéder devant lui sur le fond, ou aurait remis, sur le fond, les parties en état de première instance par une disposition expresse; qu'il suit de là que le tribunal dont le jugement est attaqué, aurait dû, en cassant le second jugement du tribunal civil du département du Lot, prononcer sur le fond du procès, et qu'en déclarant, au contraire, n'y avoir lieu de le faire, il a violé la loi du 1^{er} mai 1790, portant: «Art. 1^{er}. Il y aura deux degrés de juridiction en matière civile.»—Casse, etc.

Du 20 vend. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Biquet.—Concl., le cit. Jourde, subst.

ENREGISTREMENT. — MUTATION. — VENTE DE DROITS SUCCESSIFS.

L'héritier pour un quart qui a vendu les trois quarts des biens héréditaires encore indivis, ne doit pas par cela seul être présumé avoir acquis la part des deux de ses cohéritiers. En conséquence, il n'est pas tenu d'acquitter un droit de mutation pour les deux parts qu'il a vendues avec la sienne (1).

(La régie.—C. Dutil.)

La veuve Laroque est décédée laissant quatre héritiers, au nombre desquels se trouvait Jacques Dutil, qui, comme les trois autres, avait droit à un quart dans la succession.

Cette succession se composait du domaine de Maynez, dont les trois quarts furent vendus, peu après le décès de la veuve Laroque, et avant tout partage, à Etienne Labryère, par Jacques Dutil, héritier pour un quart seulement.

Dans ce fait, la régie de l'enregistrement a cru voir la preuve que Dutil s'était lui-même, préalablement à cette vente, rendu acquéreur des parts de deux de ses cohéritiers. En conséquence, elle a décerné contrainte contre Dutil en paiement des droits de mutation qu'elle prétendait lui être dus.

Dutil forma opposition à cette contrainte en soutenant que la vente par lui consentie à Labryère, avait été faite, tant pour son propre compte, que pour le compte de ses cohéritiers, qui devaient la ratifier.

23 vent. an 10, jugement du tribunal de Nérac, qui, accueillant ce système, annule la contrainte.

Pourvoi en cassation de la part de la régie.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que, devant les juges du tribunal de Nérac, il a été reconnu qu'en l'an 6, après le décès d'Anne Dutil, veuve Laroque, ses héritiers ont satisfait à la déclaration et à l'acquiescement du droit de mutation du domaine de Maynez; qu'il est également reconnu que, lorsqu'en la même année, Jacques Dutil et Marie Latané, son épouse, cohéritiers pour un quart dans la succession de la veuve Laroque, ont vendu les trois quarts dudit domaine à Etienne Labryère, ce nouveau possesseur a acquitté les droits de cette seconde mutation, et qu'il n'a été aucunement justifié qu'entre ces deux mutations il ait existé un tiers possesseur; d'où il suit que le jugement attaqué, en libérant Jacques Dutil et son épouse de la contrainte contre eux décernée le 28 prair. an 9, n'est point contravenu aux

dispositions des art. 33 et 34 de la loi du 9 vend. an 6.—Rejette, etc.

Du 20 vend. an 11.—Sect. req.—Prés., le cit. Murat.—Rapp., le cit. Vaise.—Concl., le cit. Pons, subst.—Pl., le cit. Huard-Duparc.

PAPIER-MONNAIE. — REMBOURSEMENT.

Du 21 vend. an 11 (aff. Beaurspairs).—Même décision que par le jugement du 9 therm. an 10 (off. Philippe.)

CHOSE JUGÉE. — PROPRIÉTÉ. — USAGE.

Un jugement rendu avec une partie des héritiers du défunt, ne peut ni profiter ni nuire à ceux des héritiers qui n'étaient pas en nom dans l'instance; et, conséquemment, ces derniers ne peuvent s'en prévaloir et l'opposer, comme chose jugée, à celui contre lequel il a prononcé.

Quoiqu'on ait été débouté de la demande en propriété d'un fonds, on peut, par action nouvelle et en vertu d'un autre titre, demander l'usufruit de ce même fonds. — Ainsi, lorsque deux époux se sont fait un don mutuel de l'usufruit de moitié de leurs biens, et qu'ultérieurement ils se lèguent cette moitié de biens en pleine propriété, l'époux survivant peut demander la délivrance de l'usufruit, aux termes du don mutuel, encore qu'il ait été débouté de sa demande en propriété, aux termes du legs (2).

(Camus et cons.—C. Debrye.)

Les faits de cette cause ont été rapportés aux jugements des 24 germ. an 6 et 15 pluv. an 9 (V. à ces dates). Nous nous bornerons ici à dire ce qui s'est passé lors du 3^e pourvoi.

Devant le tribunal d'appel de Naney, où la cause avait été renvoyée, la veuve Debrye déclarait consentir à ce que les héritiers, qui étaient en nom dans la sentence arbitrale, prissent dans les acquêts la part que cette sentence leur accorderait; mais elle réclamait, comme elle l'avait fait devant le tribunal civil de la Meuse, l'usufruit de cette part en vertu de son don mutuel; et à l'égard de Michel Debrye, Camus, Ligier, Gabuche et Colin, elle concluait à ce qu'attendu que n'ayant pas été parties dans la sentence arbitrale, cette sentence ne pouvait pas plus leur profiter qu'elle n'aurait pu leur nuire, il fut dit qu'ils n'avaient aucun droit dans les acquêts, et qu'elle serait maintenue dans les portions qui leur auraient ap-

(1) Une vente ou un bail, dit Favard, en renouvelant cette décision (*Répert.*, v^o *Enregistrement*, sect. 2, § 1, 3^e décision), passé avant le partage, au nom d'un seul des propriétaires, pour le domaine entier, ne fournit pas une preuve suffisante qu'il y ait eu à son profit mutation des portions appartenant à ses associés. V. aussi en ce sens, Merlin, *Répert.*, v^o *Enregistrement*, § 21.

(2) Pour qu'il y ait lieu à l'exception de la chose jugée, il ne suffit pas qu'il y ait identité de personnes et identité d'objet, il faut qu'il y ait encore identité de cause. *Cum quæritur hæc exceptio noceat neque, inspicendum est an idem corpus sit, quantitas eadem, idem jus; an et eadem causa petendi, et eadem conditio personarum; quæ nisi omnia concurrant, alia res est.* C'est aussi la disposition de l'art. 1351 du Code civil.—Toullier, t. 10, n^o 158, explique très bien comment la différence dans la cause forme obstacle à l'exception de la chose jugée: « Le doute cesse, dit-il, si la nouvelle demande est fondée sur une autre cause que

la première. L'exception de la chose jugée ne peut alors être opposée, quoique l'objet des deux demandes soit le même, et qu'il s'agisse du même corps, quoique la coexistence soit entre les mêmes personnes; car il est alors évident que la question jugée et la question à juger sont différentes. On peut dire, suivant Pomponius, l. 21, § 3, *in fin.*, ff. de *Except. rei judic.*, que la chose elle-même est différente: *Potest dici alia res esse.* Ainsi, après avoir succombé dans la demande d'un usufruit que je prétendais m'appartenir à titre de servitude, j'ai acquis le fonds; je puis demander l'usufruit qui fait partie de la propriété, et en vertu de mon droit de propriété. Cet usufruit n'est plus la même chose que la servitude que je demandais d'abord.—Toullier, rappelant ensuite ce qu'il a dit précédemment, ajoute: « Nous avons vu qu'après avoir échoué dans la demande de la propriété d'un fonds, on n'est point demandeur l'usufruit par une seconde action fondée sur la même cause. On le peut, si la cause est différente. » Toullier cite pour exemple d'application de cette règle le jugement que nous recueillons ici.

partenu dans le quart de ces biens, si la sentence arbitrale eût été rendue avec eux.

12 thermid. an 9, jugement entièrement conforme à ces conclusions.

Pourvoi de nouveau en cassation, de la part de tous les héritiers, Michel Debyre excepté, pour violation de l'autorité de la chose jugée, excès de pouvoir et contrevention à la sentence arbitrale du 25 flor. an 3.—Canus et consorts, qui n'avaient pas été parties dans la sentence arbitrale, l'opposaient à la veuve Debyre, et soutenaient qu'ils pouvaient s'en prévaloir de même que s'ils y avaient figuré en leur nom : de là, la prétendue violation de la chose jugée.—Ils faisaient résulter l'excès de pouvoir de ce que la demande de la veuve Debyre, qui tendait à leur refuser le bénéfice de la sentence arbitrale, comme n'y ayant pas été parties, n'avait été formée qu'en appel, et n'avait pas été proposée devant les premiers juges.—Enfin, les héritiers qui avaient été parties dans la sentence arbitrale, basaient leur prétendue contrevention à cette sentence, sur ce que le jugement attaqué assujettissait à un droit d'usufruit envers la veuve Debyre, la portion d'acquêts que la sentence avait adjugée purement et simplement aux héritiers.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu que, bien que la veuve Debyre n'eût pas opposé aux demandeurs l'exception tirée de ce qu'ils n'étaient pas en qualité dans la sentence arbitrale, elle a pu, en raison d'appel, se prévaloir de cette exécution, parce qu'elle est du nombre de celles préliminaires qui peuvent être présentées en tout état de cause; qu'elle ne peut être considérée comme une demande nouvelle, mais comme une modification de celle originaire qui avait pour objet d'enlever à tous les héritiers indistinctement le bénéfice de la même sentence;—Attendu que la sentence arbitrale confirmée par le tribunal de cassation, n'a pu prononcer qu'en faveur des héritiers présents et en qualité; qu'ainsi tout ce qui résulte de cette sentence, c'est que les héritiers présents, mais uniquement ceux-ci, ont droit à la part qui leur advient personnellement dans le quart des acquêts;—Attendu que le don mutuel, n'ayant pas été révoqué, a dû produire son effet;—Rejet, etc.

Du 21 vend. an 11.—Sect. req.—Concl., le cit. Merlin, comm.

1^{re} SAISIE IMMOBILIÈRE.—INTERVENTION—

PARTIE SAISIE.—CONCLUSIONS.

2^{re} ÉMIGRATION.—OFFRES RÉELLES.—NULLITÉ.

3^{re} FORMULE EXÉCUTOIRE.—ACTE NOTARIE.

1^{re} En matière d'expropriation forcée, la partie saisie ne peut se rendre intervenante par simples conclusions verbales prises à l'audience, sans requête libellée et sans signification de pièces justificatives. (Ord. 1667, tit. 11, art. 28.) (1)

2^{re} Le prévenu d'émigration qui ne justifie point de sa radiation, n'étant pas capable de payer, n'a pu valablement faire des offres réelles. (Arrêté des cons., 18 fruct. an 8; L. 11 brum. an 7, art. 27.)

3^{re} Dans l'intervalle de l'abolition de la royauté à la loi du 25 vent. an 11 sur le notariat, les actes notariés ont pu être exécutés, sans

être revêtus d'aucune formule exécutoire. (LL. 6 oct. 1791, et 14 niv. an 5.)

(La dame Beauveau—C. Chiquet et autres.)

M. Noailles de Poix avait voulu intervenir dans une poursuite en expropriation forcée de plusieurs de ses immuebles, exercée par les sieurs Chiquet et consorts, ses créanciers, devant les tribunaux civils de Bernay et de Louviers; mais son intervention, qui, d'ailleurs n'était pas régulière, n'ayant été formée que par de simples conclusions verbales prises à l'audience, fut déclarée non recevable, sur le motif qu'en sa qualité d'émigré, il ne justifiait pas de sa radiation; par le même motif, les offres réelles qu'il avait faites à ses créanciers poursuivis, élu d'empêcher l'expropriation, furent déclarées nulles; elles étaient d'ailleurs insuffisantes : il fut passé outre à l'adjudication.

4 vend. an 10, jugement du tribunal d'appel de Rouen, confirmatif du jugement d'adjudication.

POURVOI en cassation de la part de la dame Beauveau, épouse divorcée de M. de Noailles, contre cet arrêt. Son pourvoi était basé sur trois moyens.

Le premier, fausse application de l'art. 28, tit. 11, de l'ordonnance de 1667, en ce que l'intervention de M. de Noailles avait été déclarée non recevable.

Le deuxième, violation de toutes les lois en matière de libération, en ce qu'on avait déclaré sans effet les offres réelles de la partie saisie.

Le troisième, contrevention à l'art. 14 de la deuxième section du titre 1^{er} de la loi du 6 oct. 1791, en ce que l'expropriation avait eu lieu, en vertu d'un acte non revêtu de la forme exécutoire.—Sur le premier moyen, elle soutenait qu'en matière d'expropriation forcée, il devait être fait exception à la règle générale, et qu'une intervention pouvait y être formée, sans être libellée, par de simples conclusions verbales. Elle n'établissait néanmoins cette exception par aucune loi;—Sur le deuxième moyen, elle soutenait qu'en fait, M. de Noailles était rayé de la liste des émigrés, et qu'en droit, la libération éteint du droit des gens, n'exigeait pas la capacité requise pour les contrats;—Sur le troisième moyen enfin, elle soutenait qu'aucun acte notarié ne pouvait être mis à exécution, sans être revêtu de la formule exécutoire, prescrite par la loi du 6 oct. 1791, sur le notariat.

Le commiss. Merlin a observé, sur le 1^{er} moyen, que l'exception, dont l'exécution était demandée en cassation, n'était établie par aucune loi, et que d'ailleurs, aux termes de l'art. 27 de la loi du 11 brum. an 7, l'intervention de la partie saisie devait être formée par exploits et accompagnée d'un dépôt de titres justificatifs à peine de nullité, qu'ainsi, soit que la cour d'appel eût fait l'application de cet article, soit qu'elle eût entendu appliquer l'art. 28, tit. 11, de l'ordonn. de 1667, elle avait dû déclarer non recevable l'intervention de M. de Poix, comme ayant été formée sans dépôt de titres justificatifs, et par simples conclusions verbales.

Sur le deuxième moyen, que les offres réelles étaient insuffisantes et nulles : insuffisantes, puisqu'elles n'avaient pas pour objet le capital devenu exigible, et ne comprenaient pas d'ailleurs tous les arrérages échus; nulles, parce que M. de Noailles, frappé de mort civile, était égale-

(1) La question est très controversée : dans le sens de la solution ci-dessus, on peut citer un arrêt de Riom, du 26 mars 1810; mais dans le sens contraire, on trouve deux arrêts de la cour de Bruxelles, des 23 août 1810 et 31 janv. 1812, et l'opinion de

Carré, *Procéd.*, n^o 2484.—F. aussi, sur la question de savoir si l'intervention peut ou doit être formée par un simple acte, ou par requête, arrêts de Limoges, 11 mai 1816; de Riom, 21 mai 1816; de Poitiers, 18 mai 1824, etc.

ment incapable de contracter et de faire des offres réelles pour éteindre une obligation; qu'il ne suffisait pas à ce dernier de prétendre que l'arrêté qui l'avait rayé était devenu public, mais qu'il fallait en justifier devant les tribunaux.

Sur le troisième moyen, qu'il ne pouvait être proposé devant le tribunal, ne l'ayant pas été devant les premiers juges ayant l'adjudication, et que d'ailleurs ce moyen était mal fondé; car la disposition de la loi du 6 oct. 1791, qui ordonne de rendre les actes exécutoires au nom du souverain, s'était trouvée tacitement abrogée par les changements survenus dans le gouvernement.

— Conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'en déclarant le sieur de Poix non recevable dans son intervention et dans ses offres, les juges d'appel de Rouen, loin de violer la loi du 11 brum. an 7, et de fausement appliquer l'ordonnance de 1667 sur les interventions, et les lois sur les émigrés, s'y sont strictement conformés; qu'en effet, malgré la faveur de la libération et la rigueur des poursuites exercées au nom de la créancière, les juges ne pouvaient ni ne devaient admettre une intervention formée par simples conclusions verbales prises à l'audience, et par conséquent sans requête libellée, sans signification de pièces justificatives, ainsi que l'exige l'art. 28 du titre 11 de l'ordonnance de 1667, que l'arrêté des consuls du 18 fruct. an 8 a remis en vigueur sur ce point; — Qu'en effet aussi, ou l'art. 27 de la loi du 11 brum. an 7 était applicable, ou il ne l'était pas; au premier cas, l'intervention non formée par un exploit, non accompagnée d'un dépôt de titres justificatifs, devait être rejetée d'après cette loi; au second cas, l'ordonnance de 1667 devait servir de règle; — Que le tribunal d'appel de Rouen, en confirmant les jugements des tribunaux de Barnay et de Louviers, a supposé dans les motifs de son jugement, que le sieur Nosilles de Poix avait eu qualité pour agir; que là, il n'est pas exactement vrai qu'il ait prononcé sur le défaut de qualité civile de l'intervenant; d'où il suit qu'il n'a pas appliqué les lois sur les émigrés; que les deux premiers tribunaux ne s'étaient même pas appuyés de ces lois, quoiqu'en principe la radiation, qui n'est pas publiée comme l'inscription sur la liste, eût dû être justifiée pour l'admission à l'exercice d'une action civile;

Que, quant aux offres, il suffisait que cette injustice de radiation fût constatée, pour qu'elles ne pussent être admises; que, de plus, il est reconnu que ces offres ne portaient que celles des arrérages, échus et des frais, lorsque le capital était devenu exigible, et que même elles ne remplaçaient pas les créanciers poursuivants, de la totalité des arrérages échus, et qu'elles n'étaient pas faites aux autres créanciers inscrits et portés au procès-verbal.

Attendu que le vice imputé au titre en vertu duquel les poursuites ont été faites, n'a pas été proposé en première instance, ce qui détourne l'application de la loi du 7 nivôse an 5, d'après ce qui est décidé par l'art. 33 de celle du 11 brum. an 7; que d'ailleurs la formule prescrite par l'ar-

ticle 14 de la 2^e sect. du tit. 2 de la loi du 6 oct. 1791, pour donner aux actes la forme exécutoire, a dû cesser d'être employée depuis que le régime monarchique a été détruit, et que l'emploi d'une autre formule substituée à la première dans l'usage n'est pas également ordonnée; — Rejette, etc.

Du 21 vend. an 11. — Sect. req. — Rapp., le cit. Delacoste. — Concl., le cit. Merlin, comm.

JOUR COMPLÉMENTAIRE.—DÉLAI.

Les jours complémentaires n'entrent point dans le calcul des délais fixés par mois; ils n'entrent que dans le calcul des délais comptés par jour. (L. 1^{er} frim. an 2.) (1)

(Gavler—C. Guéroux.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que l'exclusion des jours complémentaires de la supputation du délai ne doit s'appliquer qu'au délai qui se compte par jour, et non à celui qui se compte par mois, et que le délai pour la signification du jugement d'admission se comptant par mois, puis qu'il est fixé à 3 mois par la loi, on ne peut pas faire entrer les 3 jours complémentaires dans ce délai; — Rejette, etc.

Du 21 vend. an 11. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Babbille. — Concl., le cit. Jourde, subst. — Pl., les cit. Maussalé et Dupont.

AGENT DU GOUVERNEMENT.—LETTRE DE CHANGE.—COMPÉTENCE.

Du 21 vend. an 11 (aff. Duparcq.) — Même décision que par le jugement du 18 messid an 10 (aff. du même Duparcq.)

INJURES.—AMENDE HONORABLE.

Le tribunal qui condamne le prévenu d'injures à faire une réparation d'honneur à l'audience, commet un excès de pouvoir. (C. 3 brum. an 4, art. 605.) (2)

(Génard.)

Du 22 vend. an 11. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Seignette. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., le cit. Geoffrenet.

PREScription.—LOI.—COMPUTATION.

La prescription d'un crime commis sous l'empire du Code de 1791 devait être comptée, conformément à cette loi, à partir du jour où le crime avait été connu ou légalement constaté, bien qu'il n'ait été poursuivi que sous le Code du 3 brum. an 4, qui exigeait la réunion de ces deux circonstances. (C. 25 sept. 6 oct. 1791, tit. 6, art. 1 et 2; C. 3 brum. an 4, art. 9 et 10.) (3)

(Dumonlin.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 1^{er} et 2, tit. 6, du Code pén. du 6 oct. 1791; — Considérant que le jugement donne pour date à l'assassinat dont est prévenu le réclamant le 26 août 1792; que ce délit a dû être jugé d'après les lois criminelles alors existantes; que celle du 6 oct. 1791, qui seule réglait à cette époque la procédure criminelle, déclare, par l'art. 1^{er}, prescrire, après trois années révolues, toute action, lorsque dans cet

du Code d'inst. crim., à compter du jour où le crime a été commis, ou, s'il a été fait des poursuites, du jour du dernier acte de ces poursuites. Ainsi, il ne s'agit plus de savoir à quelle époque l'existence du crime était connue ou légalement constatée; il suffit de connaître l'époque précise du crime ou la date du dernier acte de poursuite, pour savoir si la prescription est acquise. — F. Mangin, Traité de l'action publique, n^o 291.

(1) V. dans la même sens, Cass. 23 niv. an 5; 24 frim. an 9, et les notes; 11 pluv. an 10; 26 germ. an 12. — En sens contraire, Cass. 11 vent. an 9. V. aussi Merlin, Répert., v^o Jours complémentaires, et Quest., v^o Délai, § 4.

(2) V. conf., Cass. 10 flor. an 10, et la note.

(3) V. Cass. 16 fruct. an 10. — La prescription court maintenant, d'après les termes de l'art. 637

intervalle il n'aura été fait aucune poursuite, et fait courir ce délai, par la dernière disposition de l'art. 2, du jour où l'existence du crime aura été connue ou légalement constatée, à la différence des art. 9 et 10, de la loi du 3 brum. an 4, qui exigent la réunion de ces deux conditions; que, dans l'espèce, il n'est pas douteux que l'existence du crime a été connue à l'époque où il a été commis, ainsi qu'il résulte des réquisitions du substitut du commissaire du gouvernement pour la traduction de l'accusé devant un jury d'accusation; que cependant il n'est aucunement établi que ce délit ait été légalement constaté ni qu'il ait été fait aucune poursuite avant le 26 plu. an 9; que, dès lors, la prescription était acquise et toute action éteinte pour raison de ce délit;—Casse, etc.

Du 22 vend. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Schwendt.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DÉFENSE.—INTERROGATOIRE.—LECTURE DES CHARGES.

L'omission de la lecture au prévenu des charges de la procédure, et notamment d'un procès-verbal constatant le fait de l'empoisonnement et des rapports constatant l'ouverture du cadavre, opère la nullité de l'instruction. (L. 7 plu. an 9, art. 10.) (1)

(Henne).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 10 de la loi du 7 plu. an 9;—Et attendu que, dans le procès-verbal de lecture dressé par le directeur du jury de Vic, il est dit: *Avons fait donner lecture (à Henne, prévenu) tant de la lettre adressée au substitut du commissaire du gouvernement, que des déclarations écrites des témoins; qu'il n'est fait aucune mention de la lecture des charges, et que cependant il y a un procès-verbal du directeur du jury constatant le fait de l'empoisonnement et des procès-verbaux d'ouverture de cadavre, qui sont des charges dont il n'a pas été donné lecture; d'où il suit qu'il n'a pas été pleinement satisfait aux dispositions de l'article ci-dessus cité;—Casse, etc.*

Du 23 vend. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Seiguette.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

OCTROIS.—PROCÈS-VERBAUX.—EXCUSE.

En matière d'octroi, les procès-verbaux qui constatent les contraventions, font foi jusqu'à inscription de faux. (LL. 27 frim. an 8, art. 8; 8 déc. 1814, art. 139.)

La bonne foi des prévenus n'est pas une excuse de la contravention (2)

(Aurès)—Intérêt de la loi.

Du 23 vend. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Lachèze.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

(1) *F. conf.*, Cass. 28 vent. an 10, et la note sur un jugement analogue du 26 du même mois. *F. aussi* le jugement du 10 niv. an 11, et les observations qui l'accompagnent.

(2) Cette règle, dont nous avons souvent déjà signalé l'application aux matières de douanes et de simple police, s'étend à toutes les contraventions matérielles, c'est-à-dire aux infractions qui résultent d'une négligence, d'une inattention, d'une omission, et qui sont considérées abstraction faite de l'intention du contrevenant. *F. nos observations sur ce point*, Cass. 6 et 26 brum. an 7, et 2 frim. an 8.

(3) C'est un point constant en jurisprudence, que la compétence relativement au premier ou au dernier ressort se règle par le taux de la demande et non par celui de la condamnation. *F. Cass.* 21 frim. an 9 et nos

DERNIER RESSORT.—DEMANDE INDÉTERMINÉE.

NÉE.—DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Une demande en suppression de construction et en dommages-intérêts à déterminer par experts, est une demande indéterminée qui doit subir les deux degrés de juridiction, encore bien que les juges accordent des dommages-intérêts inférieurs à 1,000 fr. (3).

(Meimeval—C. Batillot.)

Le cit. Meimeval, propriétaire d'une maison louée au cit. Batillot, y ayant fait de nouvelles constructions de nature à porter obstacle à la jouissance du locataire, celui-ci forma une demande à fin de suppression des constructions commencées, et à fin de dommages-intérêts qui seraient estimés par experts.

Jugement, qualifié en dernier ressort, qui condamne Meimeval à supprimer ses constructions, et en 750 fr. de dommages-intérêts.

Pourvoi en cassation par Batillot, pour violation de la loi du 16 août 1790, tit. 4, art. 5, en ce que le tribunal de première instance a statué en dernier ressort sur une demande d'une valeur indéterminée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 5, tit. 4 de la loi des 16-21 août 1790;—Vu aussi l'art. 7 de la loi du 27 vent. an 8;—Attendu que les condamnations prononcées à la charge du demandeur par le jugement rendu, en premier et dernier ressort, par le tribunal de Charolles, le 23 prair. an 9, sont indéterminées;—Casse, etc.

Du 26 vend. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Liborel.—Concl., le cit. Jourde.—Pl., les cit. Dupont et Méjean.

HÉRITIER.—DETTES.—SOLIDARITÉ.

L'héritier pur et simple ne peut être tenu des dettes de la succession, qu'au prorata de sa portion virile, alors même qu'il aurait été détenteur d'un immeuble de la succession, hypothéqué à la dette, mais qu'il a aliéné depuis, malgré l'opposition du créancier. (Cout. de Paris, art. 317, 332 et 333.) (4)

(Les hérit. Flament—C. Deshérit. Joly de Fleury.)
Le 17 août 1791, la veuve Joly de Fleury acquiert une maison sise à Paris, moyennant 80,000 livres.

Le 30 juill. 1792, Flament lui prête 60,000 livres. Il est stipulé dans l'acte portant obligation, une hypothèque sur la maison, avec subrogation du prêteur, comme bailleur de fonds, au privilège du vendeur.—Le 6 therm. an 2, la veuve Joly de Fleury périt à Paris sur l'échafaud révolutionnaire, et ses biens sont confisqués. La loi du 21 prair. an 3 ayant ordonné que les biens des condamnés révolutionnairement seraient resti-

tués, ainsi que les nombreux autorités qui y sont citées; 3 germ. an 10; 7 therm. an 11; 20 janv. 1807; 27 oct. 1813; Bruxelles, 6 déc. 1810; Rennes, 23 août 1819.—Le tribunal de cassation avait même proposé de convertir cette règle en loi, dans ses observations sur le projet de Code de procédure, art. 114. (*F. ces observations dans l'ancien recueil Sirey*, t. 9, 1^{re} part., p. 2 et suiv.)—Dans le même sens, Merlin, *Qued.*, v^o *Dernier ressort*, § 4; Carré, *Compét.*, art. 280; Pigeau, *Imm.* 1, p. 617.—Il y a pourtant exception à cette règle, à l'égard des jugements de tribunaux de police (Code d'inst. crim., art. 172); *F. sur ce point*, Merlin, *Repert.*, v^o *Tribunal de police*, sect. 1^{re}, § 3.

(4) Cette solution rentre dans celle d'un précédent jugement du 3 août 1792. *F. ce jugement et la note qui l'accompagne.*

tués à leurs héritiers, Dubois de Courval et autres ont, en qualité d'héritiers de la veuve Joly de Fleury, obtenu la délivrance des effets de sa succession.—Cette délivrance fut faite le 16 brum. an 4, sans récolement. Mais les héritiers firent de suite apposer les scellés, et le 18 il fut procédé à la levée de ces scellés et à l'inventaire.

Le 21 du même mois, opposition par Flament, pour la conservation de ses droits de bailleur de fonds, à toutes ventes, soit des immeubles, soit des meubles.—On procéda cependant d'abord à la vente des meubles sans l'y appeler, et ensuite à la vente de la maison dont il s'agit, aussien l'absence de Flament.

En l'an 6, Flament fait assigner les héritiers de la veuve Joly de Fleury au tribunal civil de la Seine, pour se voir condamner personnellement, hypothécairement et solidairement, au paiement du montant de sa créance.

Les défendeurs ont opposé à l'action intentée contre eux l'art. 332 de la coutume de Paris, sur la divisibilité de la dette par portions viriles, et ont soutenu que, n'étant plus détenteurs de la maison, ils n'avaient pu être condamnés hypothécairement ni solidairement.

Flament a prétendu, de son côté, que la vente de cette maison était nulle et frauduleuse, et qu'étant postérieure à son action hypothécaire et solidaire, elle ne pouvait en détruire l'effet, et la rendre sans objet.

Il fruit, au 7, jugement du tribunal civil de la Seine qui accueille ce système.

Appel par les héritiers Joly de Fleury.—Jugement qui infirme en ces termes : « Considérant que, suivant l'art. 332 de la coutume de Paris, les héritiers, par l'adition d'hérédité, ne sont obligés personnellement aux dettes du défunt, que chacun pour la part et portion dont il est héritier;—Que par exception à cet article, ils ne sont tenus des dettes pour le tout, aux termes de l'art. 333, que lorsqu'ils sont détenteurs d'héritages obligés et hypothéqués à la dette, parce que l'hypothèque est indivisible, et suit l'immeuble;—Et attendu qu'étant héritiers purs et simples, Dubois de Courval et consorts étaient propriétaires, et, comme tels, pouvaient vendre sans avoir égard à l'opposition de Flament, qui n'avait pas le droit de gêner leur propriété immobilière;—Qu'il est reconnu dans la cause que les héritiers de la veuve Joly ne sont actuellement détenteurs d'aucun immeuble provenant de la succession; que la maison dont il s'agit était vendue dès avant le jugement de première instance, et que c'était à Flament à veiller à son hypothèque, à la suivre, à la faire valoir, si bon lui semblait, conformément à la loi;—Dit qu'il a été mal jugé au chef qui a condamné les héritiers de la veuve Joly de Fleury solidairement et hypothécairement, et ordonne que la condamnation n'aura lieu contre chacun d'eux, que pour la part et portion dont il est héritier. »

POURVOI en cassation, fondé sur une fausse application de l'art. 332 de la coutume de Paris, et sur une contravention aux art. 317 et 333 de cette coutume.—L'art. 317, disait le demandeur, astreint l'héritier à payer toutes les dettes du défunt, et la divisibilité dont parle l'art. 332 n'existe qu'entre les cohéritiers et non pas à l'égard des créanciers.

Dans l'espèce, chacun des héritiers Joly de Fleury, ayant fait adition d'hérédité, se trouve donc obligé à la totalité de la dette.—A la vérité, l'art. 333 exige, pour que cette solidarité existe, que les héritiers soient détenteurs des biens hypothéqués; mais les héritiers Joly de Fleury, une fois détenteurs, ne pouvaient plus, en vendant

la maison au préjudice de l'opposition de Flament, s'affranchir de la solidarité qui pesait sur eux.—Le tribunal d'appel, en refusant cette action solidaire à Flament, a donc contrevenu à ces articles.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 317, 332 et 333 de la coutume de Paris;—Considérant qu'il résulte de la combinaison de ces articles, ainsi que de la disposition des lois romaines y relatives, que l'art. 317 (qui suppose un seul et unique héritier) pose seulement pour principe que quelque modique que soit la succession ou la partie qu'on appréhende, cette appréhension pure et simple n'oblige pas moins au paiement de la totalité des dettes du défunt, à quelque somme et valeur qu'elles puissent monter, et sans égard au bénéfice d'inventaire; ce qui ne s'oppose pas à ce que, en cas de concours de plusieurs héritiers, chacun de ces héritiers, aux termes de l'art. 332, ne soit tenu personnellement de payer la dette de la succession que pour telle part et portion qu'il est héritier; que l'art. 332 n'est pas seulement relatif au mode de répartition des dettes à faire entre les héritiers, mais qu'il est relatif à la portion des dettes dont chacun des cohéritiers est tenu envers les créanciers de la succession, puisqu'aux termes de l'art. 333, c'est seulement, et par exception, quand ils sont détenteurs d'héritages obligés et hypothéqués à la dette par le défunt, que chacun des détenteurs est tenu de payer le tout au créancier, sauf recours contre ses cohéritiers : disposition qui serait absolument inutile et sans objet, si de droit commun et hors le cas de détention, chacun des cohéritiers était tenu envers les créanciers de payer le tout, sauf son recours contre ses cohéritiers.

Considérant que le cohéritier n'étant tenu envers le créancier solidairement et hypothécairement à la totalité de la dette qu'à raison de cette détention, son obligation pour le tout cesse à l'instant où cesse sa détention, soit par déguerpissement, soit par vente forcée ou même volontaire, laquelle ne préjudicie point au créancier, puisqu'il a toujours son action sur la chose et sur le détenteur, et la faculté de surcroire;—Que l'action personnelle, jointe à l'action hypothécaire contre l'héritier détenteur, demeure au créancier contre l'héritier, malgré la cessation de sa détention; mais que cette action, redevenue purement personnelle, redevient divisible de sa nature;—Considérant que la coutume de Paris n'admet aucune des distinctions invoquées par le demandeur sur la divisibilité des dettes entre cohéritiers, avant ou après partage; que l'action hypothécaire qui cesse par la cessation de la détention de l'objet hypothéqué, doit se juger en l'état où se trouvent les parties lors du jugement, et non en l'état où elles étaient lors de l'action, puisque la cessation de la détention, pendant le procès, peut éteindre l'action;—Rejette, etc.

Du 26 vend. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Lasaudade.

COMMUNAUX.—REVENDEUR.—CHOSE JUGÉE.

Les lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793, qui réintègrent les communes dans les biens dont elles avaient été dépouillées par l'effet de la puissance féodale, et qui abolissent les actes qui avaient consommé cette spoliation, n'ont porté aucune atteinte aux décisions judiciaires par lesquelles des communes ont été évincées de biens dont elles se prétendaient

propriétaires, pour les attribuer au domaine de l'Etat ou de la couronne, alors que le roi n'était pas seigneur des communes évincées (1).

(Préfet du Doubs—C. commune de Villars-Saint-Georges.)

La commune de Villars-Saint-Georges avait été évincée, au profit du domaine de l'Etat ou de la Couronne, par un arrêté du conseil, du 25 oct. 1721, et une décision de la maîtrise des eaux et forêts de Besançon du 13 juin 1729, d'un canton de bois sur lequel elle avait des prétentions.

Après la promulgation des lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793 qui réintégraient les communes dans les biens dont elles avaient été dépouillées par l'effet de la puissance féodale, la commune de Villars-Saint-Georges prétendant que l'arrêt de 1721 et la décision de 1729 étaient des actes du pouvoir féodal, a demandé leur réintégration.

3 brumaire an 3, Jugement arbitral qui réintègre la commune.

Appel de la part du préfet du Doubs; mais le 18 therm. an 10, jugement du tribunal d'appel de Besançon qui confirme.

POURVOI en cassation pour fausse application des lois des 28 août 1792 et 10 juin 1793, qui n'abolissent que les actes du pouvoir féodal, ou les décisions judiciaires rendues au profit de ce pouvoir; or, le roi, au profit duquel avaient été rendus les arrêt et décision de 1721 et 1729, ne les avait pas obtenus à titre féodal, puisqu'il n'était pas seigneur de la commune de Villars, mais comme représentant l'Etat....

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 6 et 8 de la loi du 28 août 1792; — Attendu que la loi du 28 août 1792 n'a eu pour objet que de réprimer les abus de la puissance féodale et de rétablir les communes dans leurs biens et droits dont elles avaient été dépouillées par les ci-devant seigneurs; qu'il résulte des articles ci-dessus cités, que cette loi n'a anéanti les jugemens, accords ou transactions qui avaient statué sur des questions de propriété et d'usage, qu'autant qu'ils seraient intervenus entre les ci-devant seigneurs et les communautés; que les bois que la commune de Villars réclame, avaient été déclarés appartenir au domaine, par jugemens rendus par la commission établie en exécution de l'arrêt du conseil de 1721, rendu pour la limitation de la forêt de Chau; que le ci-devant roi n'était pas seigneur de la commune de Villars; qu'il n'était intervenu dans les jugemens susdits que comme propriétaire du fonds voisin ou comme ayant l'administration du domaine public et pour la conservation de ce domaine; qu'en appliquant aux jugemens rendus en faveur du domaine, les dispositions deslois qui n'ont été faites que contre les jugemens rendus en faveur des ci-devant seigneurs, le tribunal de Besançon a usurpé l'autorité législative, en étendant ces lois hors des cas énoncés dans leur disposition; — Attendu qu'en annulant des jugemens qui avaient acquis la force et l'autorité de la chose jugée, et qui n'avaient été anéantis par aucune loi, le tribunal de Besançon a fait une fausse application des articles 6 et 8 de la loi du 28 août 1792, et qu'il a, en outre, attenté à l'autorité de la chose

jugée et violé l'art. 5, tit. 17, de l'ordonn. de 1667;—Casse, etc.

Du 26 vend. an 11.—Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Audier-Massillon. — Censl. conf., le cit. Merlin, commiss.

ENDOSSEMENT EN BLANC. — LETTRE DE CHANGE.

L'effet d'un endossement en blanc peut être contesté par l'endosseur lui-même, comme par des tiers, au préjudice du porteur, si celui-ci ne prouve aucunement avoir fourni la valeur. (Ord. 1673, tit. 5, art. 23 et 25.) (2)

(Lesage—C. Deshaies.)

15 niv. an 7, lettre de change de 900 liv. souscrite par Chemin, au profit de Deshaies. — Celui-ci devait 100 livres à un cit. Lesage; il lui remet la traite souscrite par Duchemin et appose au dos sa signature en blanc. — Lesage, porteur de la traite, la fait protester à son échéance, puis assigne le tireur et l'endosseur. — On oppose à Lesage, porteur de la traite, qu'il n'est pas propriétaire, attendu que la simple signature de l'endosseur n'est pas ordre, mais seulement procuration. (Art. 23 du tit. 5 de l'ordonnance de 1673.) — Toutefois, l'endosseur offrait de désintéresser Lesage, en lui payant la somme de 100 livres pour gage de laquelle il lui avait confié la traite.

Lesage répondait que le principe invoqué serait vrai dans la bouche d'un créancier qui aurait saisi la traite, comme appartenant encore à l'endosseur; mais que l'endosseur, lui-même, ayant donné son blanc seing, ayant permis au porteur de le remplir d'un ordre, ne pouvait réduire sa signature au simple fait d'une procuration.

29 germ. an 7, jugement du tribunal de commerce de Bernay, qui accelle la défense de l'endosseur, l'autorise à désintéresser Lesage au moyen de 100 liv., et rejette la demande de ce dernier.

POURVOI en cassation par Lesage pour contravention :—1^o A l'ordonn. de 1667, en ce qu'on avait jugé entre le contenu de l'acte;—2^o Aux art. combinés 23 et 25 du tit. 5 de l'ordonn. de 1673.

L'ordonnance, disait le demandeur, n'accorde qu'aux créanciers la faculté de contester le droit de propriété du porteur;—Donc, c'est avoir dépassé le vœu de la loi que d'avoir accordé cette faculté même à l'endosseur. — Le demandeur observait d'ailleurs que l'endosseur reconnaissait avoir reçu du moins une valeur de 100 liv.;—Il en concluait que le jugement aurait dû le reconnaître propriétaire, du moins jusqu'à concurrence de 100 liv.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant, 1^o que la lettre de change et l'endossement dont il s'agit ne portent point que le cit. Lesage en ait payé la valeur; que, par suite, en décidant que cette lettre de change ne lui avait été remise que pour sûreté de 110 liv. qui lui étaient dues, le jugement attaqué n'est point contrevenu à la preuve écrite de cette lettre de change ni de l'endossement;—Considérant, 2^o que l'art. 23 du tit. 5 de l'ordonn. de 1673 porte expressément que les signatures au dos de lettres de change, ne servent

(1) F. anal. dans le même sens, Cass. 24 pluv. an 5; 1^{er} fév. et 25 germ. an 10; 20 juin 1805. — F. aussi Merlin, *Quest. de droit*, v^o Communaux, §§ 8 et 9.

(2) La jurisprudence des parlemens établissait une distinction sur l'effet des endossements en blanc. Ces endossements transféraient la propriété, lorsque la date de la négociation était constante, et que la

fourniture de la valeur était avouée ou prouvée. Dans le cas contraire, l'endossement en blanc ne valait que comme mandat. F. sur ce point, Pothier, *Contrat de change*, n. 41 et suiv.; et Merlin, *Répert.*, v^o Endossement, où l'on trouve différents arrêts des parlemens sur la question.

Aujourd'hui, l'endossement en blanc ne vaut jamais que comme procuration (C. comm. 137 et 138.)

que d'endossement et non d'ordre, s'il n'est daté et ne contient le nom de celui qui a payé la valeur en argent, marchandises ou autrement; que cet article ne comprend pas moins, dans sa disposition générale, les parties contractantes que les tierces personnes intéressées: qu'ainsi l'endossement, dit le cit. Lesage étoit porteur, ne contenant aucune des conditions voulues par cet article, pour constituer un ordre, le jugement attaqué, en refusant à cet endossement les effets de l'ordre, n'est contrevenu ni à l'article cité, ni à aucune autre disposition de l'ordonn. du comm.; — Rejette, etc.

Du 27 vend. an 11. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Cessaigne. — *Concl.*, le cit. Giraud, subst.

RENTE CONSTITUÉE. — TIERS DÉTENTEUR. — ACTION PERSONNELLE.

Sous l'empire de la coutume de Paris, le détenteur d'un héritage chargé d'une rente constituée, est tenu personnellement d'acquitter les arrérages de cette rente courus pendant le temps de sa jouissance. (Cout. de Paris, art. 99 et suiv.)

(Delabarbe—C. Bouret de Vézelay.

12 janv. 1788, adjudication, au profit de Bouret de Vézelay, d'un immeuble dont le prix est délégué, par privilège, au sieur Delabarbe, l'un des précédents vendeurs, jusqu'à concurrence d'une rente de 320 liv., constituée au capital de 6,400 liv.

A défaut de paiement des arrérages, Delabarbe forma longtemps après, contre Bouret de Vézelay, une demande tendant à ce qu'il fût condamné personnellement, comme débiteur délégué, à lui payer le principal de sa rente, ensemble les arrérages échus depuis le 1^{er} janv. 1790.

Cette demande accueillie par le tribunal de la Seine, le 19 vent. en 8, fut rejetée sur l'appel, par le motif que Delabarbe n'avait contre Bouret de Vézelay qu'une action hypothécaire, et non une action personnelle.

POURVOI en cassation, fondé sur les art. 99 et 100 de la coutume de Paris.

« Art. 99. — Détenteurs et propriétaires d'héritages chargés et redevables de cens, rentes ou autres charges réelles et annuelles, sont tenus personnellement de payer et acquitter icelles charges, à celui ou à ceux à qui elles sont dues, et les arrérages échus de leurs temps, tant et si longtemps que desdits héritages, ou de partie et portion d'iceux, ils seront détenteurs et propriétaires.

« Art. 100. — Et s'entendent chargés et redevables, quand lesdits héritages sont spécialement obligés, ou qu'il y a générale obligation sans spécification, ou qu'il y a clause que la spéciale ne déroge à la générale, ni la générale à la spéciale; és-queux cas le détenteur est tenu personnellement desdits arrérages. »

Ces articles, qui n'accordent au créancier que l'action hypothécaire, quand il réclame le remboursement de la rente, à cause de l'immeuble que son débiteur détient, lui accordent, en outre, l'action personnelle, pour raison des arrérages qui ont couru pendant la détention du débiteur.

Indépendamment du capital de la rente, Delabarbe demandait à Bouret de Vézelay les arrérages dus et échus depuis le premier janv. 1790.

(1). *P. conf.*, Paris, 14 prair. an 13. — Toutefois, cette solution ne doit pas être admise comme une règle générale. La décision peut, en effet, varier selon les expressions plus ou moins absolues de la clause, et d'après les autres stipulations que recouvre l'acte. C'est là, dans tous les cas, une simple

— Il avait donc droit à l'action personnelle, pour raison de ces arrérages. — Le tribunal d'appel de Paris, en lui déniant l'action personnelle même, à cause des arrérages de sa rente, a donc violé les art. 99 et 100 de la coutume de Paris.

Cette prétendue violation, a dit Bouret de Vézelay, ne consiste que dans une fausse interprétation des art. 99 et 100 de la coutume de Paris. — Ces articles ne s'appliquent qu'à la rente foncière, l'art. 101 seul est relatif à la rente constituée. Il porte: « Les détenteurs et propriétaires d'anciens héritages obligés ou hypothéqués à certaines rentes ou autres charges réelles ou annuelles, seront hypothécairement tenus icelles payer avec les arrérages qui en sont dus. »

Ainsi, action personnelle pour rente foncière, action hypothécaire seulement pour rente constituée; or, c'est d'une rente constituée qu'il s'agit dans l'espèce.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 99 et 100 de la coutume de Paris; — Et attendu que le premier de ces articles, en parlant de rentes ou autres charges annuelles, ne distingue pas entre la rente foncière et la rente constituée; en sorte que l'obligation personnelle, à laquelle il soumet le détenteur, par rapport aux arrérages échus de son temps, s'applique à la rente constituée comme à la rente foncière; — Attendu que le second article ajouté d'après tous les commentateurs, lors de la réformation de la coutume de Paris, pour expliquer le premier, est relatif, de leur aveu, à la rente constituée, et soumet le détenteur à cette action personnelle, pour raison des mêmes arrérages, surtout quand l'héritage obligé à la rente est spécialement affecté à son service; — Attendu qu'il résulte du contrat de vente, consenti le 27 août 1775, par Delabarbe à Emery, aux droits duquel est Bouret de Vézelay, comme acquéreur des héritiers de Sennelieu, que les terres, à cause desquelles Delabarbe a dirigé son action personnelle contre Bouret de Vézelay, sont affectées et hypothéquées spécialement au service de la rente dont il s'agit; — Attendu enfin qu'en dirigeant cette action pour le remboursement du principal de cette rente, Delabarbe la dirigeait aussi pour raison des arrérages échus depuis et pendant la détention de Bouret de Vézelay, ou paiement desquels la loi municipale l'obligeait personnellement, et que néanmoins le jugement attaqué, sans aucun égard pour son action personnelle qu'il a rejetée, n'a réservé à Delabarbe que son action hypothécaire, aussi bien quant aux arrérages que par rapport au principal; — D'où il suit, que le jugement attaqué, en déclinant à Delabarbe, par rapport à ces arrérages, l'action personnelle que lui accordaient ces articles, et lui réservant seulement l'action hypothécaire, a violé lesdits articles; — Casse, etc.

Du 27 vend. an 11. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Babilhé. — *Concl.*, le cit. Merlin, cuqum.

RENTE. — PRIX DE VENTE. — TERME. — PAPIER-MONNAIE.

La clause d'un contrat de vente portant que l'acquéreur ne paiera tout ou partie de son prix qu'à sa volonté, avec intérêts jusqu'à ce remboursement, peut être réputée renfermer une véritable constitution de rente (1).

question d'interprétation de contrat et d'intention, qui ne peut donner ouverture à cassation. *P. en ce sens*, arrêt du 24 mars 1819, rendu dans une espèce semblable à l'espèce actuelle, où un prix de vente avait aussi été stipulé payable à la volonté de l'acquéreur, avec intérêts jusqu'alors.

— *Dès lors, l'acquéreur débiteur qui a laissé passer le délai fixé par la loi du 16 niv. an 6, sans notifier son intention de demander la réduction de la dette consentie pendant le cours du papier-monnaie, est déchu du droit de réclamer ultérieurement cette réduction.*
(Bremare—C. Langlois.)

6 août 1792, vente par Langlois à Bremare d'une maison moyennant la somme de 86,000 liv., dont moitié payable aussitôt après les lettres de ratification. — Quant aux 40,000 livres de surplus, porte le contrat, ledit citoyen Bremare pourra s'en libérer à sa volonté, en deux paiements égaux de 20,000 liv. chacun, et jusqu'à ce remboursement, le citoyen Bremare promet et s'oblige d'en payer les intérêts sur le pied de 4 et demi pour cent, sans aucune retenue.

Depuis cet acte, parut la loi du 16 niv. an 6, relative aux aliénations d'immeubles faites pendant le cours du papier-monnaie. Cette loi disposait, par son article 2, que les sommes dues par les acquéreurs ne seraient payables qu'après réduction, si l'acquéreur ne préférait s'en tenir aux clauses du contrat, ce qu'il était tenu de notifier dans le délai de trois mois; et l'art. 6 ajoutait que l'acquéreur ne pourrait demander la réduction autorisée par l'art. 2 qu'à la condition qu'il renoncerait aux termes stipulés, et ferait sa soumission de payer au taux de 5 pour cent les intérêts des sommes dues. — Une autre loi du même jour, 16 niv. an 6, conférait la même faculté de réduction aux débiteurs de rentes, à la charge aussi de semblable notification, dans le délai de deux mois, sous peine de déchéance.

Bremare n'excipa point de ces lois dans les délais fixés; il continua de payer les intérêts des 40,000 liv. dont il restait débiteur, conformément aux stipulations de son contrat. Ce n'est qu'en frim. an 9 qu'il forma une demande en réduction de sa dette. — Langlois soutint qu'à défaut par Bremare d'avoir exercé cette faculté dans les délais déterminés par les deux lois du 16 niv. an 6, il était déchu du droit de demander la réduction. — A quoi Bremare répondait qu'il n'y avait de déchéance prononcée que par la loi relative aux débiteurs de rentes, laquelle, selon lui, ne le concernait pas; mais que, quant à la loi concernant les ventes d'immeubles, seule applicable à l'espèce, disait-il, elle ne soumettait à aucun délai fatal l'exercice du droit de demander la réduction.

13 germ. an 9, Jugement qui, adoptant ce système, écarte la fin de non-recevoir, et ordonne l'estimation de la maison vendue (1).

Appel. — 16 mess. an 9, Jugement du tribunal de Paris qui infirme, par les motifs suivants: — « Attendu 1^o que le contrat du 6 août 1792 contient la clause que 40,000 liv., faisant la moitié du prix, seront payables à la volonté de l'acquéreur, en payant par lui l'intérêt à 4 et demi pour cent sans retenue, ce qui emporte l'aliénation du capital, et, par conséquent, constitution d'une rente; 2^o que Bremare n'a pas fait dans les délais fixés par la loi l'option et la notification prescrites pour le cas de rente perpétuelle, ayant pour cause une aliénation d'immeubles, etc.; » — dit qu'il a été mal jugé.

POURVOI en cassation par Bremare. — Le de-

mandeur soutient d'abord que le jugement attaqué avait méconnu le véritable caractère du contrat dont il s'agissait dans l'espèce, en considérant la clause relative au paiement à volonté, comme équivalant à une constitution de rentes. — En second lieu, et la clause dépourvue de ce caractère pour laisser à la dette du demandeur celle d'une simple dette ordinaire pour prix d'immeuble, il soutenait que le jugement dénoncé avait violé la loi du 16 niv. an 6, en décidant que le défaut de déclaration et de soumission dont parle cette loi, dans le délai qu'elle établit, emporte déchéance.

Langlois répondait que l'essence d'un contrat de constitution de rente consiste en ce que le capital est aliéné de manière que le remboursement en soit remis à la volonté du débiteur, et ne puisse jamais être exigé contre son gré. Or, il est impossible de ne pas reconnaître ces caractères distinctifs du contrat de rente dans la faculté de se libérer à volonté accordée à Bremare par l'acte de 1792, puisqu'elle a de même pour objet de laisser le remboursement du capital au gré de l'acquéreur. Cet acte, nonobstant sa qualification, est donc un véritable contrat de rente, et doit en produire les effets. D'où la conséquence qu'il y avait déchéance du droit de demander la réduction aux termes de la loi additionnelle du 16 niv. an 6, faite par Bremare d'avoir notifié, dans le délai imparti, sa renonciation à la faculté de rembourser à volonté le principal de ladite rente, avec soumission de payer au taux de 5 pour cent les intérêts du capital réduit.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les juges, en regardant comme constitution de rente l'acte du 6 août 1792, n'ont pas violé les lois sur les contrats; — qu'en décidant, en conséquence, que l'art. 5 de la loi additionnelle du 16 niv. an 6, était applicable à l'espèce, ils n'ont fait que se conformer à son vœu; — Rejette, etc.

Du 28 vend. an 11. — Sect. civ.

JURY. — REMPLACEMENT.

Sous le Code du 3 brum. an 4, il y avait nullité lorsque plusieurs jurés ayant été excusés, le président avait fait appeler plusieurs citoyens pour les remplacer, sans qu'ils eussent été désignés par la voix du sort. (C. 3 brum. an 4, art. 515.) (2)

(Petit.)

Du 29 vend. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Lachêze. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

AFFICHE DE JUGEMENT. — TRIBUNAL DE POLICE.

Le tribunal de police ne peut ordonner que son jugement sera imprimé et affiché, lorsque la loi dont il fait l'application n'autorise pas cette condamnation. (C. 3 brum. an 4, art. 456, n^o 6, et 163.) (3)

(Benolt-Duchêne—C. N.)

Du 36 vend. an 11. — *Rapp.*, le cit. Liger-Verdigny. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

F. aussi l'art. 1961 du Code civil portant, en matière de prêt, que s'il a été convenu que l'emprunteur paierait quand il le pourrait, ou quand il en aurait les moyens, le juge doit lui fixer un terme de paiement, selon les circonstances; disposition qui nous paraît devoir être appliquée dans tout autre cas que celui d'un prêt proprement dit.

(1) C'est en effet ce qu'ont décidé plusieurs ju-

gemens du tribunal de cassation des 19 vend. an 12, 6 germ. an 13, et 22 nov. 1809. — Antérieurement, la question avait été résolue en sens contraire: F. 25 prair. et 4 mess. an 10.

(2) F. conf., Cass. 1^{er} frim. an 8, 26 frim. an 9.

(3) F. conf., Cass. 8 therm. an 8; 29 fruct. an 10, et les notes.

AGENT DE CHANGE.—NEGOTIUM GESTOR.

—INTERDIT.—RESPONSABILITÉ.

Lorsque, sans autorisation de justice, un agent de change négocie des capitaux appartenant à un interdit, sa responsabilité est réglée, non par les lois relatives aux agents de change et à leurs obligations, mais par les lois sur la gestion d'affaires. — Ainsi, l'agent de change répond, en ce cas, non seulement de son dol et de sa fraude, mais encore du plus léger manque de soins et de précautions. (Dégumil — C. Egloff.)

Henri Egloff était un d'un commerçant de Lyon, qui faisait habituellement valoir sur la place des fonds considérables. — Au décès de son père, arrivé en 1776, il eut à partager, avec une sœur et un frère, le riche portefeuille du défunt. — Ce portefeuille fut confié, pour le faire valoir, au citoyen Dégumil, agent de change de profession, le commensal, l'ami de la maison Egloff.

En 1793, Henri Egloff eut quelques atteintes de démence : il fut interdit ; il n'y eut pas de curateur nommé par la justice ; mais sa sœur, Dorothee Egloff, soigna sa personne et ses affaires.

Depuis l'an 1777, jusqu'à la chute du papier-monnaie, en l'an 4, les effets et les fonds d'Henri Egloff furent placés, reçus et repiés par Dégumil ; le résultat fut un monceau d'assignats, qui eût produit à peine quelques parcelles d'or.

Toutefois, rien ne disait que Dégumil eût fait dans ses opérations. — Il paraissait, au contraire, avoir régulièrement compté avec Dorothee Egloff, et avoir été quittané par elle.

Mais Dégumil n'était pas libéré par Egloff lui-même ; il convenait cependant, et il était prouvé, avoir négocié les effets et les fonds de Henri Egloff. Celui-ci lui demanda donc, par acte du 4 vent. an 6, la restitution des valeurs réelles qu'il avait reçues, à lui appartenant, notamment de celles qu'il avait eues en mains depuis son interdiction.

Dégumil répond, 1° avoir fait ces négociations à titre d'ami, par l'ordre de la sœur d'Egloff, fondée des pouvoirs de son frère, et de laquelle il est quittané ; 2° avoir fait ces négociations comme agent de change, et selon les règles prescrites aux agents de change ; conséquemment, n'être pas responsable.

13 pluv. an 9, jugement du tribunal de commerce de Lyon, qui décharge Dégumil de l'action intentée contre lui. — Attendu que, s'il a reçu des sommes, il en a tenu compte ; et que, n'étant administrateur ni des biens ni de la personne du citoyen Henri Egloff, il ne pouvait et ne devait rendre ce compte qu'à Dorothee Egloff, de qui il tenait sa mission, et qui, d'ailleurs, a déclaré, dans une de ses quittances, agir en vertu d'une procuration de Henri Egloff ; — Que la qualité d'agent de change ne peut pas mieux ouvrir une action contre lui, puisqu'un agent de change n'exécute que les ordres qu'il reçoit, ses fonctions sont purement passives, et se terminent, lorsque les négociations sont faites conformément aux intentions des parties de qui il reçoit sa mission.

Appel. — 24 prair. an 10, jugement qui déclare mal jugé, et condamne Dégumil. — « Considérant que Dégumil avait dû connaître l'interdiction de Henri Egloff, soit par sa publicité légale, soit par ses relations avec la famille ; — Que dans les principes, celui qui s'ingère dans l'administration des biens d'un mineur ou d'un interdit, est responsable de cette gestion, à moins qu'il n'ait agi dans une autre qualité connue ; — Que la qualité d'agent de change, dans laquelle Dégumil prétendait avoir agi, ne pouvait pas lui être applicable,

puisque, d'une part, son livre-journal ou carnet de l'année 1793, n'était pas paraphé comme le voulait la loi du 8 mai 1791 ; et que, d'autre part, les négociations postérieures à 1793 n'avaient été consignées sur aucun livre ; — Que dès lors l'action *negotiorum gestor* frappait contre lui ; et que, puisque dans la gestion qu'il avait exercée en cette qualité, il n'avait pas fait des capitaux appartenant à Henri Egloff, l'emploi en immeubles prescrit par les lois, il était responsable des événements de cette gestion ; — Le tribunal condamne Dégumil à restituer pour 87,754 livres d'effets, en assignats, valant, au taux de l'échelle, 27,400 livres numéraire. »

POURVOI en cassation, fondé principalement sur la fausse application des lois romaines, relatives à celui qui agit comme tuteur ou comme *negotiorum gestor*. — Pour que la responsabilité créée par la loi 1, ff. de eo qui pro tut. lib. 27, tit. 5, puisse être applicable, disait le demandeur, il faudrait non seulement que Dégumil eût administré les biens de Henri Egloff, mais encore qu'il les eût administrés comme tuteur : *Teneri debetur qui animo tutoris gessit, cum tutor non esset. Scius si alio titulo gesserit.* — Or, Dégumil n'a pas agi comme tuteur, il a agi en qualité d'agent de change. Donc, il n'a pu être astreint à la responsabilité de celui qui agit en tuteur.

Comme *negotiorum gestor*, il n'est pas plus responsable : car il n'a fait que les négociations d'usage ; il a géré comme pour lui ; le triste résultat n'est dû qu'à la fatalité des circonstances. — D'ailleurs, est-il bien vrai que Dégumil puisse être considéré, à l'égard de Henri Egloff, comme un *negotiorum gestor* ? Le *negotiorum gestor* est celui qui s'ingère dans l'administration des affaires d'un individu, sans son ordre et à son insu : *Si absentis et ignorantis negotia gesserit.* — Or, Dégumil ne s'est point ingéré dans la négociation des capitaux de Henri Egloff ; il en a été chargé par Dorothee Egloff, qui avait l'habitude de représenter son frère, qui avait de lui une procuration, qui d'ailleurs avait été nommée par la famille pour gérer ses affaires. Il n'y a pas même la circonstance que ce soit à l'insu de Henri Egloff ; car, peu après son interdiction, il a recouvré sa raison, il a vu et souffert les négociations ; donc il a donné mandat. — *Si passus sim aliquem pro me intervenire, mandati teneor.* (Pothier, de *Negotiorum gestore*, sect. 1, art. 2.)

Mais pourquoi chercher ici des qualités de tuteur, ou de *negotiorum gestor*, lorsque la qualité d'agent de change est évidente et non contestée ? Voyons donc ce que c'est qu'un agent de change, quelle responsabilité peut l'atteindre. — Le ministère d'agent de change est un ministère purement passif : il ne fait qu'indiquer, à celui qui a des fonds, les maisons de commerce qui en ont besoin ; la loi ne lui impose que deux devoirs : de recevoir d'une personne domiciliée ou connue, et de placer sur des personnes solvables ; — il n'est responsable qu'au cas d'infraction de l'une de ces deux règles : or, cette espèce d'infraction ne lui est pas reprochée, donc pas de responsabilité.

En vain le jugement attaqué, pour repousser la qualité d'agent de change, s'est fondé sur ce que les livres de Dégumil n'étaient pas paraphés, et sur ce que les négociations n'y avaient pas été inscrites ; ces infractions à la loi du 8 mai 1791, pouvaient bien entraîner contre lui la destitution, mais non prouver que les négociations n'avaient pas été faites à titre d'agent de change : cette loi a donc été fausement appliquée.

Ces moyens étaient appuyés de consultations signées Desèze, Portalis et Berrier.

Pour Henri Egloff, on répondait : le ministère de l'agent de change est purement passif ; il sert d'intermédiaire entre les commerçans, prépare leurs transactions, et en est, pour ainsi dire, le dépositaire. Mais Dégumin ne s'est pas borné à ce rôle. Il a reçu les effets ou les fonds de l'interdit, il les a négociés lui-même ; en un mot, il a agi activement. C'est là un fait constaté par le tribunal d'appel, et qui, au tribunal de cassation, n'est plus susceptible de discussion. — Peu importe d'ailleurs que le jugement attaqué se soit fondé, pour le décider, sur la loi du 8 mai 1791. Un moyen dirigé contre un motif n'opère cassation que lorsqu'il détruit le dispositif. Or, le tribunal d'appel s'est fondé sur des faits, sur des aveux, et principalement sur cette circonstance, que Dégumin n'avait pas confié à ses registres d'agent de change ses opérations pour Henri Egloff. Ces motifs restent dans toute leur force. — On invoque une procuration que la sœur aurait reçue de son frère ; on dit que Henri a vu et souffert les opérations ; qu'il y a mandat de sa part. Mais il s'agit d'un interdit, et par conséquent, pas de procuration possible. — Ainsi, sans mission légale, Dégumin a administré activement les biens d'un interdit ; il s'est donc constitué son tuteur, et comme tel, il est responsable de sa gestion. *Sicce tutor sit, si vis non sit, qui gerat, actio tamen tenetur.* (L. 1, ff. de eo qui tutor.)

Dégumin ne fût-il pas responsable comme tuteur, il le serait comme *negotiorum gestor*. Il ne lui suffirait pas de dire qu'il a administré comme pour lui ; cette réponse ne suffit que pour le mandat. Le *negotiorum gestor* est responsable de tout le bien qu'il n'a pas fait, de tout le mal qu'il n'a pas prévenu, s'il a été possible de faire mieux : *Ad exactissimam diligentiam compellitur reddere rationem, nec sufficit talem diligentiam adhibere qualem rarus suis adhibere solet, si modo alius diligentius et commodius administraturus esset negotia.* — Or, il était facile de prévoir la dépréciation du papier-monnaie ; et Dégumin l'a prévu : car il s'est enrichi en même temps qu'il a ruiné Henri Egloff. Le tribunal d'appel a donc justement appliqué les lois romaines.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu qu'il est constant que Henri Egloff était indiqué comme propriétaire de partie des effets et promesses que Dorothee Egloff, sa sœur, remettait au demandeur ; que le tribunal d'appel a reconnu en fait que le demandeur n'avait pu ignorer l'interdiction dudit Henri Egloff, pour le compte duquel il négociait et s'entremettait ; que si les ordres de Dorothee Egloff, relativement à ces effets, et qui disposait de la même manière des siens propres, mettent le demandeur à l'abri des soupçons de fraude, il ne s'en est pas moins exposé à la rigueur de la loi contre ceux qui s'immiscient dans l'administration des biens des mineurs, interdits ou autres incapables, sans autorisation ou titre suffisant ; que celui d'agent de change autorisé, il est vrai, ces fonctionnaires à s'entremettre, pourvu qu'ils reçoivent les effets de gens connus et domiciliés ; mais la loi ne suppose pas qu'ils puissent recevoir ceux appartenant à des personnes dont ils connaissent l'incapacité légale pour en disposer, et qui leur sont remis par d'autres frappés d'une incapacité non moins absolue et encore plus notoire pour faire les fonctions de tuteur ou de curateur du propriétaire des effets ; — Que, dans cet état, la considération ajoutée par le tribunal d'appel aux

faits reconnus au procès et prise du défaut de paraphe des livres de l'an 3, et de tenue de registres de l'an 3, pour en tirer la conséquence que le demandeur ne pouvait être censé avoir agi pour Henri Egloff, en qualité d'agent de change, mais plutôt comme l'administrateur gérant, en cette partie, les biens d'un incapable, et par conséquent responsable, ne pouvait donner ouverture à cassation ; — D'où il suit, qu'il n'y a dans la jugement attaqué aucune fautive application des lois concernant les agens de change, ni de celles relatives à la responsabilité du *negotiorum gestor* ; — Rejette, etc.

Du 3 brum. an 11. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Jourde, subst. — Pl., les cit. Berrier et Jousseu.

PÉREMPTION. — DEMANDE.

Du 3 brum. an 11 (aff. Franconville). — Même décision que par le jugement du 12 brum. an 11 (aff. Moisy).

1° JUGEMENT PRÉPARATOIRE. — EXPERTISE. — APPEL.

2° ACQUISSEMENT. — EXÉCUTION. — CASSATION.

1° *Le jugement qui se borne à ordonner une estimation par experts (pour servir de base à la réduction du rstant du prix d'une acquisition faite pendant le cours du papier-monnaie), est un jugement préparatoire dans le sens de la loi du 3 brum. an 3 ; l'appel n'en peut donc être reçu pendant le cours de l'instruction.* (LL. 3 brum. an 3, art. 6 ; 27 therm. an 8, art. 14.)

2° *Celui qui, sur poursuites, satisfait, sans protestation ni réserve, à la condamnation prononcée contre lui par un jugement on dernier ressort, n'acquiesce pas, par cela seul, au jugement qui le condamne (1).*

(Leboulanger — C. Piquenot.)

En 1793, pendant le cours du papier-monnaie, Leboulanger achète de Piquenot un domaine. — Il est convenu, comme clause préliminaire et essentielle, que l'acquéreur ne pourra faire le remboursement d'une somme de 80,000 liv. sur le prix, avant huit années.

Mais après la loi du 16 niv. an 6, qui autorisait ceux qui avaient acquis des immeubles sous le règne du papier-monnaie, à demander une réduction sur le prix, Leboulanger a notifié à Piquenot son intention de le rembourser d'après réduction, à dire d'experts, et, sur son refus, l'a assigné devant le tribunal civil de l'Eure.

21 brum. an 7, jugement par défaut de ce tribunal, ainsi qu'il suit : — « Considérant que l'estimation demandée n'est pas contestée, et que, pour y procéder, il est nécessaire qu'il soit nommé des experts pour opérer conformément à l'art. 2 de la loi du 16 niv. an 6. — Le tribunal, avant faire droit, toutes fins et exceptions tenant, ordonne que, par experts, visite sera faite, et procès-verbal estimatif sera dressé de la valeur réelle que l'immeuble vendu pouvait avoir en numéraire métallique au temps du contrat... *Dépens réservés.* »

Divers autres jugemens sont rendus par le même tribunal ; et l'un d'eux, sous la date du 12 pluv. an 8, déclare Piquenot non recevable dans son opposition à celui du 21 brum. an 7, sous le prétexte que, par un précédent jugement du 11 frim., cette opposition se trouvait écartée, observant qu'il était

(1) C'est un point aujourd'hui sans difficulté. V. *Jurispr.* du XIX^e siècle, v^o *Acquissement*, § 2, et notre Volume 1838.

impossible de réformer ce jugement, sauf à Piquenot à en appeler, s'il se croyait lésé.

Piquenot a appelé du jugement du 12 pluvi., ainsi que de celui du 21 brum. an 7.

Leboulanger l'a soutenu non recevable, quant à présent, dans cet appel.—Il a fait observer à l'appui de cette fin de non-recevoir, que le jugement du 12 pluvi. n'ordonnait que l'exécution de celui du 21 brum., qui, avant faire droit, toutes fins et exceptions tenues, prescrivait un procès-verbal d'estimation: que, sous ce rapport, ces deux jugemens, n'étaient que préparatoires, et que par conséquent, il n'était point permis, suivant l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 3, d'en appeler avant le jugement définitif.

Piquenot a répondu, que le jugement du 21 brum. an 7, qui a ordonné l'estimation par experts, et par là admis le principe de la réduction, n'était point un jugement préparatoire, ayant pour objet de parvenir à la décision de la contestation, mais qu'il la jugeait définitivement.

Le premier prair. an 9, le tribunal d'appel de Rouen a rejeté la fin de non-recevoir proposée, par le motif que l'objet de la contestation était de savoir s'il y avait lieu ou non à la réduction du restant d'un prix de vente, et qu'en ordonnant une estimation par experts de l'immeuble vendu, le tribunal de première instance avait définitivement jugé cette question.

C'est alors, et en défendant au fond, que Piquenot a invoqué, contre la réduction demandée, la disposition de l'art. 14 de la loi du 27 therm. an 6, relative aux clauses prohibitives de remboursement, et demandé que Leboulanger fût condamné à le payer en numéraire, et sans réduction.

De son côté, Leboulanger a conclu à la confirmation pure et simple des jugemens dont était appel, et demandé subsidiairement la résiliation de la vente.

C'est en cet état que le tribunal d'appel de Rouen, par un jugement, a statué sur le fond, et rejeté définitivement la demande en réduction.

POURVOI en cassation, fondé sur l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 3, portant qu'on ne pourra appeler d'aucun jugement préparatoire pendant l'instruction, et que les parties seront tenues d'attendre le jugement définitif. — Il n'est pas vrai, a-t-on dit pour le demandeur, que le jugement du 21 brum. an 7 eût statué définitivement sur la question unique du procès. On a vu qu'il avait prononcé avant faire droit, qu'il avait réservé jusqu'aux fins et exceptions, et même les dépens, et qu'il n'avait ordonné autre chose qu'une expertise. — Certes, un semblable jugement aurait été tout au plus interlocutoire, quand bien même Piquenot se serait présenté et aurait dès lors prétendu, comme sur l'appel, qu'il ne pouvait pas y avoir lieu à expertise. — Pour que le jugement eût été définitif, il aurait fallu qu'il eût terminé le procès, que le tribunal se fût dessaisi du litige, et que sa juridiction eût été épuisée; ce qui n'est pas, puisque rien encore n'était jugé. — Il était donc évidemment interlocutoire ou préparatoire, il n'était donc pas susceptible d'appel.

Piquenot a persisté à soutenir que le jugement ne pouvait être que définitif sur la seule question que la demande de Leboulanger présentait à décider.

Mais sa défense a principalement consisté dans une fin de non-recevoir qu'il a opposée à Leboulanger, et qu'il a fait résulter de ce qu'en pla-

dant au fond, sans faire aucune réserve, ce dernier avait, suivant lui, acquiescé au jugement qui a reçu l'appel de celui du 21 brum. an 7.

M. le commissaire Merlin a pensé que le tribunal d'appel de Rouen avait violé l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 3; et que l'exécution donnée par Leboulanger au jugement qui a rejeté la fin de non-recevoir proposée contre l'appel du jugement du 21 brum. an 7, ne pouvait être considérée comme un acquiescement, puisqu'elle avait été forcée et provoquée par Piquenot lui-même.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 3;—Et attendu que le jugement du 21 brum. an 7 était évidemment interlocutoire, puisqu'en même temps qu'il ordonne, avant faire droit, une estimation, il réserve non seulement les dépens, mais encore toutes fins et exceptions; en sorte qu'il conserve à Piquenot le droit d'invoquer, si bon lui semble, contre cette estimation, la disposition de l'art. 14 de la loi du 27 therm. an 6, et de proposer par suite le système de la non réduction, d'après cet art. 14, s'il n'y a fait sur l'appel;—Que ce jugement n'avait point changé de nature par la disposition du jugement du 12 pluvi. an 8, portant que le tribunal ne pouvait se réformer, sauf à Piquenot à appeler du jugement du 11 frim. précédent, s'il se croyait lésé par ce jugement; cette disposition ne pouvant s'entendre qu'en ce sens, que cet appel pourrait être interjeté conformément à la loi ci-dessus citée, quand, ce qui ne se rencontrait pas dans l'espèce, le jugement sur le fond serait rendu.

Et qu'en défendant au fond, sans faire aucune réserve de se pourvoir par suite du jugement, qui, après avoir rejeté la fin de non-recevoir, l'avait ainsi ordonné, Leboulanger ne s'était pas interdit la faculté de la faire valoir ultérieurement, d'autant mieux qu'il s'agissait d'un jugement en dernier ressort, et que d'ailleurs cette exécution de ce jugement n'était point un acte libre de sa part, mais avait été provoquée par son adversaire;—Casse, etc.

Du 4 brum. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Babbille.—Concl., le cit. Merlin, comm.

1^o JUGEMENT.—POINTS DE FAIT ET DE DROIT.

2^o CASSATION.—MOYEN NOUVEAU.

3^o RÉSIGNATION.—EXPLOIT.—IMMATRICULE.

4^o REQUÊTE CIVILE.—CASSATION.—ULTRA PETITA.

1^o Les juges d'appel peuvent, d'après les circonstances, être réputés avoir rempli le devoir qu'ils ont de poser les questions de fait et de droit qui naissent de la cause, encore qu'ils n'aient posé que cette question unique: y a-t-il lieu de confirmer le jugement dont appel?

2^o L'omission des formes prescrites par la loi dans les actes de première instance ne peut donner ouverture à cassation, lorsqu'elle n'a pas été proposée en cause d'appel.

3^o Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que l'huissier insère son immatricule dans les réassignés d'usage au tribunal de commerce (1).

4^o Les moyens résultant de ce que les juges ont prononcé ultra petita, ne sont que des ouvertures de requête civile, et non des moyens de cassation (2).

fendeur ne comparait pas sur l'assignation. (P. l'art. 434, Cod. proc.)

(2) P. Conf., Cass. 3 frim. an 9.

(1) P. dans le même sens, Cass. 4 fév. 1808; Bordeaux, 4 fruct. an 8. Cet usage des réassignés n'exista plus, les conclusions du demandeur, si elles se trouvent justes, doivent lui être adjugées, quand le dé-

(Bosset—C. Michel.)

Le 1^{er} brum. an 7, assignation de la part des frères Michel au sieur Bosset, devant le tribunal de commerce, en paiement de la somme de 140,000 fr. Sur cette assignation, Bosset n'ayant pas comparu, les frères Michel le réassignèrent par exploits des 23 germ. et 9 prairial an 7.—Bosset comparut; il oppose l'incompétence du tribunal de commerce, attendu qu'il n'est pas marchand, et demande son renvoi devant les tribunaux ordinaires; et n'élève d'ailleurs aucune contestation sur la validité des exploits.

28 frim., jugement interlocutoire qui ordonne aux frères Michel de faire la preuve que Bosset est marchand; on ne voit pas que cette preuve ait été faite, et cependant, jugement par défaut qui, sans s'arrêter ni avoir égard à l'exception d'incompétence proposée par Bosset, le condamne au paiement des 140,000 francs.

Opposition par Bosset.—Nouveau jugement qui le déboute.

Appel de la part de Bosset. — Jugement qui confirme le jugement de première instance.

POURVOI en cassation par Bosset.—Il présente six moyens. — 1^o Le premier moyen est pris de ce que, dans la rédaction du jugement d'appel, les questions de droit ne sont pas posées d'une manière spéciale; la seule question, s'il y a lieu de confirmer le jugement dont est appel, n'atteint pas le but de la loi du 21 août 1790, qui veut que les questions, dans chaque jugement, soient posées séparément, et de manière à faire connaître si les juges ont saisi les véritables questions du proc^s; d'enc violation de la loi du 21 août 1790.

2^o Le tribunal de première instance avait ordonné aux frères Michel de faire preuve que Bosset était marchand; c'est là un jugement que les premiers juges ne pouvaient rétracter; donc en statuant sur le fond, sans attendre la preuve ordonnée par le jugement interlocutoire, les juges ont contrevenu à la chose jugée, et par conséquent à l'art. 1^{er} du titre 35 de l'ordonn. de 1667.

3^o Le tribunal de première instance a violé les règles de la compétence en ce qu'il n'a pas statué sur le déclatoire proposé par Bosset. Le tribunal d'appel a donc, en confirmant le jugement de première instance, commis les mêmes contraventions.

4^o Les exploits de réassignés sont de vrais ajournemens, ils doivent donc être revêtus des formalités requises pour les ajournemens, et les exploits de réassignés des 23 germ. et 9 prair. an 7, ne contiennent pas l'énonciation de l'immatricule de l'huissier; ils sont donc radicalement nuls; cette nullité est prononcée par l'art. 2 du tit. 3 de l'ordonnance de 1667.

5^o Les exploits doivent être donnés au domicile élu par les parties; le sieur Bosset a, le 13 germ. an 7, fait élection de domicile chez Jacquot, il a protesté contre tous exploits qui lui seraient donnés dans son ancien domicile, rue de la Pépinière. Donc, tous les exploits qui, depuis le 17 germ. an 7, lui ont été donnés à son ancien domicile, sont nuls.

6^o Le sixième moyen était pris de ce que les premiers juges ont jugé *ultra petita*.

Le citoyen Merlin a successivement examiné ces moyens :

(1) Lorsque le mari, en sa qualité de chef de la communauté, dispose seul des effets qui la composent, il est censé contracter tout pour lui que pour sa femme; en sorte que, quoiqu'elle ne soit ni présente ni nommée au contrat, elle n'est pas moins

Sur le premier, il a dit que la question : y a-t-il lieu de confirmer le jugement de première instance? quoiqu'elle ne détaille pas les points de droit, les contient cependant tous, et que telle est la jurisprudence du tribunal de cassation, que chaque fois qu'en matière civile un jugement renferme une question, quoique générale et complexe, il ne peut, sous ce rapport, donner prise à la plus légère censure.

Sur le deuxième, il a observé que le jugement du 18 frim., qui ordonne aux frères Michel de faire preuve que Bosset est marchand, n'étant qu'un jugement préparatoire, n'a, en cette qualité, jamais lié les juges au point qu'ils ne pussent le rétracter par jugement définitif; que c'était ainsi en droit remain, qui était, à cet égard, consacré en France par l'usage.

Sur le troisième, il a dit que le déclatoire n'ayant pas été proposé devant le tribunal d'appel, les juges n'avaient pas pu y statuer *ex officio*, puisque ce droit ne leur appartenait que lorsqu'il s'agissait d'incompétence *ratione materiae*; que, dans l'espèce, le tribunal de commerce n'avait pas été incompétent *ratione materiae*, puisqu'il s'agissait entre les parties de lettres de change, et que, pour les obligations de cette nature, chaque particulier est censé négociant; que, par conséquent, le tribunal d'appel n'avait en rien violé les règles de la compétence.

Quant au quatrième, que les réassignés ne sont qu'une suite de l'exploit originaire, qu'ils ne sont que de simples avertissemens, non sujets aux formalités requises pour les exploits ordinaires, d'où il suivait que la loi du 7 niv. an 7, ne leur était pas applicable.

Sur le cinquième moyen, que le prétendu changement de domicile de Bosset n'avait pas été connu des frères Michel, que Bosset ne le prouvait pas, qu'il a eu, au contraire, toujours son ancien domicile rue de la Pépinière.

Sur le sixième et dernier moyen, il a observé que la circonstance qu'un jugement a jugé *ultra petita*, pouvait donner lieu à la requête civile, mais qu'il ne pouvait jamais être un moyen de cassation.—Conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que la question n'est point insuffisante;

Que les vices rapprochés au jugement du tribunal de commerce ne l'ont point été devant les juges d'appel;

Que les exploits de réassignés ne sont que la suite de celui du 1^{er} brum., dans lequel l'huissier avait inséré son immatricule;

Que les moyens résultant de ce que les juges auraient prononcé *ultra petita* ne seraient que des ouvertures de requête civile;—Rejette, etc.

Du 5 brum. an 11.—Rej.—Rapp., le cit. Malleville.—Concl., le cit. Merlin, comm.

COMMUNAUTÉ.—SOLIDARITÉ.—FEMME.

La femme commune en biens ne peut, avant la dissolution de la communauté, être condamnée personnellement avec le mari, pour raison des contrats passés par ce dernier seul, encore qu'elle soit intervenue dans des actes postérieurement faits en exécution du premier (1).

réputée s'être engagée avec lui pour la part qu'elle peut prétendre dans ces effets; mais son engagement n'est qu'en sa qualité de commune, et non en son propre nom. C'est pourquoi elle peut, en renonçant à la communauté, se faire décharger de toutes les

(La femme Fargeon—C. Courvoisier.)

Un jugement du 28 flor. an 9, rendu par le tribunal d'appel d'Amiens, annulait un acte de dépôt fait à la trésorerie nationale, par Fargeon, le 27 brumaire an 3, en assignant, du prix d'une vente à lui consentie par Joseph Courvoisier, le 27 avr. 1791, et condamnait solidairement Fargeon et sa femme au paiement de ce prix de vente en capital et intérêts.

POURVOI en cassation par les époux Fargeon pour contravention à l'art. 237 de la coutume de Paris, en ce que, d'après cet article, la femme ne peut être tenue des dettes de la communauté, si elle y renonce; et que, d'après la condamnation solidaire prononcée contre la femme Fargeon par le jugement attaqué, sa renonciation ne l'affranchirait pas du paiement de la créance de Courvoisier; ce qui serait souverainement injuste, puisqu'elle n'était pas partie au contrat de vente dont il s'agissait.

Courvoisier répondait que, si la femme Fargeon n'était pas intervenue au contrat de vente, elle était intervenue dans divers contrats postérieurs, par lesquels elle avait emprunté solidairement avec son mari, pour payer le prix de la vente; que, dans ces contrats, il était dit que cette vente était faite tant à elle qu'à son mari; que cette même déclaration se trouvait dans une foule d'actes du procès, et notamment dans un acte d'offres fait au nom tant du mari que de la femme, qui avait précédé le dépôt fait à la trésorerie nationale, et dans plusieurs assignations données à Courvoisier, à la requête des mariés Fargeon. Courvoisier disait qu'à la vue de ces actes, le tribunal d'Amiens n'avait pu douter qu'il ne s'agit d'un engagement commun au mari et à la femme, d'autant que, sur les conclusions prises par Courvoisier contre l'un et l'autre conjointement, il n'avait été fait, sous ce rapport, aucune espèce de réclamation. Tous les autres moyens de cassation étaient évidemment mal fondés.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;..... — En ce qui touche la demande en cassation de la femme Fargeon : — Vu l'art. 137 de la coutume de Paris, portant : « Il est loisible à toute femme noble ou non noble de renoncer, si bon lui semble, après le décès de son mari, à la communauté des biens d'entre elle et son dit mari, la chose étant connue, et en le faisant demeurer quitte de dettes mobilières dues par son dit mari; » — Considérant que la femme Fargeon n'a, par aucun acte, contracté d'engagement personnel envers Courvoisier; qu'aucun des actes du procès qu'on lui oppose, ne peut remplacer un pareil engagement; qu'il en résulte que, par sa renonciation à la communauté, elle devait, aux termes de l'article ci-dessus cité et transcrit, être quitte de la dette contractée par son mari envers Courvoisier, et qu'un pareil droit lui est enlevé par la condamnation solidaire qu'a prononcée contre elle le jugement attaqué; — Casse, etc.

Du 5 brum. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Riols.

DÉLIT RURAL.—PEINE.—DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Tout délit rural doit être puni d'une peine, soit

obligations qui résultent du contrat passé par son mari. Il suit de là, comme l'a décidé le jugement que nous recueillons ici, que tant que la communauté n'est pas dissoute, la femme ne peut être condamnée personnellement, avec le mari, au paiement des dettes que celui-ci a contractées seul. *V. Merlin, Répert., v° Communauté, § 5. n° 6.*

d'amende, soit de détention, indépendamment de l'indemnité.—En conséquence, le tribunal de police ne peut se borner à prononcer des dommages-intérêts envers le propriétaire du terrain sur lequel des bestiaux laissés à l'abandon, ont causé des dégâts. (L. 23 therm. an 4, art. 3.) (1)

(Barrière.)

Du 6 brum. an 11.—Sect. crim.—Rapp. le cit. Schwendt.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

1° ACTE D'ACCUSATION.—PROCÈS-VERBAL.—ANNEXE.

2° JURY (QUESTIONS AU).—LÉGITIME DÉFENSE.—PROVOCATION.

1° Le rapport des hommes de l'art, relatif à l'autopsie d'un cadavre, est un procès-verbal constatant le corps du délit, et qui dès lors devait, sous le Code du 3 brum. an 4, être annexé à l'acte d'accusation. (C. 3 brum. an 4, art. 231.) (2)

2° Sous le Code du 3 brum. an 4, la question qui comprenait à la fois le fait justificatif résultant de la légitime défense, et l'exercice résultant de la provocation, était nulle comme complexe. (C. 3 brum. an 4, art. 377.) (3)

(Jacquin).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu les art. 231 et 377 du Code des délits et des peines;—Attendu, 1° que le rapport fait le 5 mess. dernier par les officiers de santé Didier et Saupé, attachés aux prisons, et commis par ordonnance du magistrat de sûreté du 4 du même mois, énonçant l'ouverture du cadavre de Bocciaudi, des causes de sa mort, est du nombre des procès-verbaux constatant le corps du délit, dont l'art. 231 exige l'annexe à l'acte d'accusation; que néanmoins il n'est point fait mention dans l'acte d'accusation que le procès-verbal y ait été annexé;—Attendu, 2° que la troisième question posée par le président du tribunal criminel du département de la Seine renferme une complexité, en ce qu'elle porte en même temps sur le cas de la légitime défense, qui, reconnu existant par le jury, doit faire évanouir le crime; d'après l'art. 6, tit. 2. 2° part. du Code pénal, et sur le cas de l'excuse suffisante, qui, aux termes de l'art. 9 du même titre, ne peut être prononcée que sur la déclaration affirmative de la provocation violente, et qui, laissant subsister le crime, en fait seulement atténuer la peine; qu'ainsi, cette question présente une violation de l'art. 377 ci-dessus cité;—Casse, etc.

Du 6 brum. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Lachèze.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.—Pl., le cit. Mugnat.

JURY.—REMPLACEMENT.

Les jurés manquans au jour des débats ne peuvent être remplacés que par la voie du sort, à peine de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 515.) (4)

(Friant.)

Du 7 brum. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Bauchan.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JURY.—ACQUITTEMENT.—NULLITÉ.

Il ne suffit pas, pour qu'un accusé puisse être

(1) *V. Cass. 17 fruct. an 9, et la note indicative d'un grand nombre de décisions conformes.*

(2) *V. dans le même sens, Cass. 21 vend., 11, 12, 26 brum., 8, 16 frim., 1^{er} prair. an 7, et les notes.*

(3) *V. Cass. 14 vend. an 8, et la note.*

(4) *V. conf., Cass. 29 vend. an 11, et les jugemens qui y sont cités en note.*

déclaré non convaincu, que le jury, après avoir répondu négativement sur la première question, déclare les questions subséquentes inutiles, alors du moins que la première question, présentée mal à propos comme une question principale, n'était cependant qu'une circonstance du délit. (C. 3 brum. an 4, art. 395, 396 et 424.) (1)

(SARRIN).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vols art. 395, 396, 421 et 426 du Code des délits et des peines; — Et attendu que, pour qu'un accusé puisse être déclaré non convaincu, il faut que les jurés aient donné une réponse négative, légale, sur le fait qui est l'objet de l'accusation; qu'il a été bien répondu qu'il n'était pas constant qu'un attroupement armé se fût porté devant la maison de Bernard Durand; mais qu'après avoir ainsi répondu sur cette première question, le jury s'est cru dispensé de répondre sur les questions subséquentes, les a déclarées inutiles, et le tribunal criminel du Gers s'est contenté de cette déclaration; que l'attroupement, mal à propos présenté pour première et principale question, n'était cependant qu'une circonstance du délit; que le véritable délit était d'avoir tiré des coups de fusil sur Bernard Durand, on d'avoir donné l'ordre de les tirer, délit qui pouvait exister sans attroupement; — Casse, etc.

Du 7 brum. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Seignette.

DOUANES. — MARCHANDISES ANGLAISES.

La présomption d'origine anglaise ne s'applique qu'aux marchandises qui ont été saisies dans le rayon frontière; on ne peut l'étendre à celles qui sont saisies en dépit de ce rayon et dans l'intérieur. (L. 10 brum. an 5, art. 5.) (2)

(Martine—C. Douanes.)

Du 7 brum. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Seignette. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

DOUANES. — MARCHANDISES ANGLAISES.

Le tribunal correctionnel peut, après avoir annulé pour vice de forme le procès-verbal de saisie de marchandises prétendues anglaises, ordonner la remise de ces marchandises au propriétaire, en l'assujettissant à l'estampille conformément à l'arrêté du 3 fruct. an 9, et le délai fixé pour remplir cette formalité n'est pas encore écoulé. (Arr. des Cons. du 3 fruct. an 9; Ord. de pol. du 13 brum. an 10.) (3)

(Ménuet—C. Douanes.)

Du 7 brum. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Barris. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

(1) *F. Cass.* 18 mess. an 9, et la note indicative de plusieurs décisions conformes.

(2) *F.* dans le même sens, *Cass.* 6 therm. an 8; 18 germ. et 26 therm. an 9, et les notes.

(3) L'arrêté du 3 fruct. an 9 soumettait à la marque et à l'estampille certaines marchandises, et portait qu'à défaut de cette marque nationale, ces marchandises seraient censées provenir de fabrique anglaise et seraient confisquées, conformément à la loi du 10 brum. an 5. L'ordonnance de police portant les mesures d'exécution de cet arrêté, fixait en même temps un délai pour faire les déclarations et remplir les formalités.

(4) La loi du 22 frim. an 9 avait suspendu l'empire de la constitution dans l'île de Corse. En con-

CASSATION. — TRIBUNAUX EXTRAORDINAIRES.

— PRÉSCRIPTION.

Les jugemens des tribunaux extraordinaires institués pour juger sans appel, révision ou cassation, ne peuvent être l'objet d'un pourvoi fondé sur la prescription du délit. (Arr. des Cons. du 17 niv. an 9, art. 3.) (4)

(Galloni.)

Galloni avait fondé un pourvoi contre un jugement du tribunal criminel extraordinaire de la Corse, sur ce que le délit pour lequel il était condamné se trouvait couvert par la prescription.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que la loi du 22 frim. an 9 suspend l'empire de la constitution dans l'île de Corse; que, par suite de cette loi, les consuls ont, par arrêté du 17 nivôse suivant, nommé un administrateur général, en l'autorisant d'y établir des tribunaux criminels extraordinaires, avec attribution de pouvoir de juger sans appel, révision ou cassation; que l'administrateur général a effectivement donné cette attribution au tribunal criminel dont le jugement est dénoncé; — Déclare François Galloni non recevable dans son pourvoi, etc.

Du 7 brum. an 11. — Sect. crim. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst. — *Pl.*, le cit. Rouol.

DÉLIT RURAL. — PRIME. — DOMMAGES-INTÉR.

Du 7 brum. an 11 (aff. Garrigue). — Même déraison que par le jugement du 17 fruct. an 9 (aff. Poudio). — *V.* aussi *sup.*, 6 brum. (aff. Barrère).

FOURNISSEUR. — LETTRES DE CHANGE. —

COMPÉTENCE.

Du 8 brum. an 11 (aff. Labouret). *V.* ce jugement à la date du 8 messidor.

JUGEMENT PRÉPARATOIRE. — APPEL.

L'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2, qui défend d'interjeter appel des jugemens préparatoires pendant le cours de l'instruction, ne s'applique qu'aux jugemens purement préparatoires, et non à ceux qui renferment tout à la fois des dispositions définitives et des dispositions préparatoires. — Dans ce cas, le jugement est réputé définitif quant à la faculté de l'appel (5).

(Soulès—C. Roumans.)

Antoinette Anglade décède sans postérité. Soulès, et les héritiers Boyer, ses parens paternels, partagent seuls sa succession. Les enfans Roumans réclament la moitié de cette succession, comme plus proches parens maternels.

Jugement du tribunal civil de la Haute-Garonne, qui ordonne que, par experts, il sera pro-

séquence, les consuls, par un arrêté du 17 niv. an 9, avaient autorisé un administrateur général à établir des tribunaux criminels extraordinaires. L'article 3 de l'arrêté portait : « Ces tribunaux jugeront sans appel, révision ou cassation. » Dans l'espèce, le prévenu avait néanmoins formé un pourvoi, non pour cause d'incompétence, mais pour cause de prescription du délit. Il résulte implicitement du jugement que nous rapportons, que la prescription ne peut être confondue avec l'incompétence, et qu'elle ne porte point atteinte aux pouvoirs du juge. *F. Cass.* 8 fruct. an 9.

(5) *F. conf.*, 2 frim. an 9; 23 frim. an 10, et les notes; *F.* aussi Marlin dans cette affaire, *Quest. de droit*, 1^{re} Appel, § 1, n^o 6, et Berriat, p. 410.

cédé au partage de la succession d'Antoinette Anglade, en deux portions égales, dont une serait cédée aux héritiers maternels; auquel effet, ordonne que dans le délai d'une décade, Soulié, détenteur de la succession, en communiquera l'état, sauf les imputations de droits, pour ladite procédure faite et rapportée, être statué ce qu'il appartiendra.

Sur l'appel, le tribunal civil du Tarn par jugement du 11 mess. an 7;

« Attendu que le jugement dont est appel renferme des dispositions interlocutoires; qu'aux termes de l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2, l'appel de ces jugements n'est pas recevable avant le jugement définitif; déclare Soulié et les héritiers Boyer non recevables. »

POURVOI en cassation, fondé sur une fausse application de l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2.

Le demandeur convenait que le jugement de première instance contenait une disposition interlocutoire, celle qui ordonne à Soulié de communiquer l'état des biens; mais en tant qu'il ordonne le partage, ce jugement était, par sa nature, définitif; car il est définitivement jugé que le partage est dû, et que la moitié de la succession doit être cédée aux héritiers maternels. C'était là l'unique question du procès. Or, la loi ne dit pas qu'on ne pourra appeler d'aucun jugement renfermant des dispositions préparatoires, mais d'aucun jugement préparatoire, et jamais un jugement qui renferme une disposition définitive, ne fut un jugement préparatoire.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 11;—Attendu que le jugement contradictoire rendu par le tribunal civil de Toulouse, le 22 niv. an 7, et dont les héritiers Boyer et Soulié avaient appelé, était véritablement définitif, puisqu'il décidait formellement la seule question qui divisait les parties, savoir: le partage de l'hérédité d'Antoinette Anglade en deux portions égales, dont l'une cédait au profit des appelants, et l'autre à celui des enfans Roumans; que le tribunal civil du département du Tarn, en déclarant par son jugement présentement attaqué les demandeurs en cassation non recevables dans leur appel, a donc fait la plus fautive application de l'article cité, qui veut seulement qu'on ne puisse pas appeler des jugemens préparatoires pendant le cours de l'instruction;—Donne défaut contre les défendeurs et pour le profit;—Casse, etc.

Du 11 brum. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Vasse.—Rapp., le cit. Maleville.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., le cit. Chabroud.

DERNIER RESSORT.—DEMANDE INDÉTERMINÉE.—CONSTRUCTIONS.

La demande ayant pour objet de faire rétablir une boutique ou d'en procurer une autre, ne peut être jugée en dernier ressort, quand la valeur n'en a pas été fixée dans l'instance;

(1) Les quittances dont il s'agit étaient sans doute celles des ouvriers qui avaient construit la boutique dont le rétablissement faisait l'objet du litige. Mais quand même ces quittances eussent démontré que les dépenses de cette boutique étaient inférieures au taux du dernier ressort, ce n'aurait pas été une raison pour que la cause ne fût pas soumise aux deux degrés de juridiction; car ce qui n'avait coûté que telle somme, à telle époque, pouvait fort bien coûter plus à une époque ultérieure, à raison de l'augmentation de la valeur des matériaux et du prix de la main-d'œuvre.—*V.* au surplus, dans le sens de la solution ci-dessus, Cass. 21 pluv. et 21 flor. an 10;

en un tel cas, et pour fixer cette valeur, on ne saurait avoir égard à des quittances d'ouvriers, alors qu'elles ne justifient point que la dépense du rétablissement de la boutique fût restreinte aux seules sommes qu'elles énoncent. (L. 16-21 août 1790, tit. 4, art. 5.) (1)

(Lefebvre—C. Lefebvre).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 5 et 6, titre 4 de la loi du 21 août 1790;—Attendu que la valeur du rétablissement de la boutique, ni celle de l'obligation alternative d'en procurer une autre semblable dans la même rue, ne sont point fixées dans l'instance; que la condamnation n'a rien précisé à cet égard, en sorte qu'elle reste indéterminée, et que le taux qui forme la compétence des premiers juges, pour statuer en dernier ressort, n'est point connu au procès; qu'on ne peut avoir égard, d'ailleurs, à des quittances qui ne justifient pas que la dépense du rétablissement de la boutique fût restreinte aux seules sommes qu'elles énoncent;—Attendu, d'un autre côté, que les parties n'ont pas consenti à être jugées sans appel; d'où il suit qu'il y a contravention aux art. 5 et 6 ci-dessus cités, qui n'autorisent les juges de première instance à prononcer en dernier ressort, sans le consentement des parties, que lorsqu'il est constant que le principal n'excède pas la somme de 1,000 fr.;—Casse, etc.

Du 11 brum. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Rousseau.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., le cit. Ragnieu et Béranger.

RETOUR CONVENTIONNEL.—AVANCEMENT D'HOIRIE.

Sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, pour établir un retour conventionnel, il n'était pas besoin d'une disposition expresse; des conjectures ou présomptions suffisaient. — On pouvait, par exemple, le faire résulter d'une stipulation de dot au avancement d'hoirie et de droit successif. (L. 17 niv. an 2, art. 74.) (2)

(Menard — C. Guyot-Hardroulière.)

Par acte du 9 pluv. an 4, enregistré à Ronen, mariage fut arrêté entre le cit. Menard et la demoiselle Guyot-Hardroulière. Le père et la mère de la future lui firent don du revenu de deux terres, à titre d'avancement d'hoirie, et de droits successifs. De ce mariage provint un fils, Théodore Menard. Bientôt le donataire mourut. Son enfant lui succéda. Ensuite l'enfant est décédé lui-même, et son père a été son héritier.

Question de savoir si le père de l'enfant doit hériter de l'usufruit donné par les grands-pères maternels, ou si l'objet donné doit retourner aux donateurs.—Ce qui se réduit à la question de savoir si l'acte du 9 pluv. an 4 présente une stipulation de retour.

Le cit. Menard soutenait que le contrat ne présentait ni le nom ni la chose. Les donateurs ré-

Henrion de Pansey, *Comp. des juges de paix*, ch. 16; Carré, *Lois de la compét.*, art. 281, n° 283 et suiv.

(2) *V. conf.*, Cass. 10 août 1820; Nîmes, 20 août 1808; Montpellier, 22 juin 1829. — Jugé qu'il en doit être de même sous le Code civil: *V.* Montpellier, 19 nov. 1830 (Volume 1830). — En sens contraire, Nîmes, 14 mai 1819; Grenoble, 6 avril 1829; Bordeaux, 19 juill. 1831 (Volume 1831); Montpellier, 4 déc. 1835 (Volume 1836); Delvincourt, t. 2, p. 278; Rolland de Villargues, *Rép. du notariat*, v° *Retour convent.*, n° 8, et Vazeilles, *des Donat.*, sur l'art. 951 du Code civil, n° 6.

poulaient que, s'il n'y avait pas le nom, il y avait la chose. « Donner en avancement d'hoirie et de droits successifs » ce n'est pas seulement dire que le don est à valoir sur la succession des donateurs, et sera rapportable à leur mort; c'est exclure quiconque ne serait pas habile à leur succéder: c'est dire que le don cessera de produire son effet, si la ligne de leurs successibles vient à manquer; que conséquemment, en ce dernier cas, la chose donnée retournera à ceux dont elle est provenue: car là où il n'y a plus d'hoirs, il n'y a plus d'hoiries; et le don cesserait d'être un avancement, si, pendant que les donateurs existent, il pouvait être recueilli par d'autres que par leurs héritiers. Une libéralité de cette espèce contient donc essentiellement la condition que le donataire, les héritiers du donataire, et lui, survivent. Cette condition cessant, la donation cesse. Ainsi la donation présentait, à leur avis, une stipulation suffisante du droit de retour; d'autant que la loi n'a pas prescrit le mode de cette stipulation exigée.

Que, s'il y avait obscurité dans le texte de la stipulation dont s'agit, ils en appelaient à l'intention des parties contractantes, d'après la loi 219, ff. de verborum signif. in conventionibus contrahentium, voluntatem potius quam verba spectari placuit. — Or, les donateurs produisaient une lettre du 27 vend. an 6, par laquelle le cit. Menard père, en leur écrivant, reconnaissait que l'usufruitier était au décès de Théodore, son petit-fils.

5 fruct. an 8, jugement du tribunal d'arrondissement de Rennes, qui accueille cette défense, dans ses deux parties, et assure aux donateurs le droit de retour qu'ils réclament.

19 flor. an 9, jugement du tribunal d'appel, se joint également à Rennes, confirmatif, et par les mêmes motifs.

POURVOI en cassation, principalement pour contravention à l'art. 75 de la loi du 17 niv. qui porte « que les biens donnés par les ascendants à leurs descendants, avec stipulation de retour, ne sont pas compris dans les règles établies pour les successions. » — Le cit. Menard a soutenu que les juges avaient ressuscité le retour légal, en créant un droit de retour là où il n'avait pas été stipulé. — Il est de l'essence de la donation, que le donateur se dépouille, et que, d'aucune manière, il ne retienne ce qu'il donne. — C'est en s'écartant de ce principe, que les jurisconsultes romains introduisaient le droit de retour; ils supposèrent que, dans la donation même de l'ascendant, était essentiellement sous-entendue une réserve, une condition, laquelle cessant, la donation n'avait plus lieu. Aussi, en pays de droit écrit, les biens ainsi donnés ne pouvaient être ni aliénés, ni hypothéqués par le donataire; au cas de prédécès, ils revenaient libres et quittes au donateur. — Le pays coutumier avait d'autres principes sur le droit de retour.

Il respectait la règle : Donner et retenir ne vaut. En conséquence, le donataire pouvait aliéner et hypothéquer l'objet donné (à moins de stipulation expresse); et les biens donnés ne revenaient au donateur qu'à titre d'hérédité, et en vertu des lois sur les successions. Entre ces deux systèmes, le législateur a préféré celui du pays coutumier. Ainsi le sens de l'art. 75 de la loi du 17 niv. est que les biens donnés par les ascendants

à leurs descendants doivent être soumis aux lois sur les successions, à moins d'une stipulation, comme elle était exigée dans les pays coutumiers, et sans qu'on puisse y suppléer par des subtilités ou des argumentations plus ou moins spécieuses, à la façon des jurisconsultes romains. — Or, la clause dont s'agit au procès, appréciée selon les lois anciennes du pays coutumier, n'aurait pas empêché le donataire d'aliéner ou d'hypothéquer l'objet donné. Donc, cette clause n'eût pas été considérée comme une stipulation du droit de retour. Les donateurs n'auraient pu réclamer que le retour légal fondé sur les lois en matière de succession. — Donc, et encore aujourd'hui, cette clause ne peut offrir une stipulation véritable du droit de retour.

Le cit. Guichard, pour les défendeurs, s'est attaché principalement à démontrer que l'art. 74 de la loi du 27 niv. n'exige pas une stipulation expresse, mais une stipulation suffisante, que la stipulation de don en avancement d'hoirie et de droits successifs, est vraiment une stipulation de retour; — Qu'il est impossible de ne pas voir, dans cette clause, le sens que les parties y ont vu, et sont convenues avoir eu l'intention d'y mettre; — Qu'en tout cas, si le défaut d'énergie et de clarté dans la clause d'un acte peut donner lieu à un mal-juge, il ne saurait présenter une contravention à la loi, un moyen de cassation; — Que, sur ce point, la conscience des juges d'appel doit être irréfragable.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le jugement attaqué n'a pas décidé en thèse, que le retour avait lieu de plein droit et sans stipulation en faveur de l'ascendant donateur (ce qui aurait manifestement violé l'art. 74 de la loi du 17 niv. an 2); qu'il a été seulement jugé que, d'après la clause du contrat de mariage, le don était conditionnel et subordonné à la qualité du successible du donateur; qu'il s'agissait d'une simple jouissance de revenu à laquelle les juges ont appliqué les mêmes principes qu'à l'usufruit; que le tribunal a pu juger, en conséquence, que, dans cette circonstance, en l'explication donnée par la lettre du père du demandeur, par le contrat, et ce qui résultait de la clause de réduction de pension au profit de Menard père, l'intention des parties, dans le contrat de mariage, avait été que la jouissance donnée en avancement de droits successifs par le défendeur, cessât en cas de prédécès des successibles, et retournerait au donateur; qu'aucune loi ne fixant les termes dans lesquels cette réserve ou le retour seraient exprimés, le tribunal, dont le jugement est attaqué, n'a pu, par conséquent, commettre de contravention, en décidant ainsi qu'il l'a fait; — Rejette, etc.

Du 11 brum. an 11. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Jourde, subst.

1^o LEGS. — HYPOTHÈQUE. — INDIVISIBILITÉ.

2^o CONTRAVENTION DE JUGEMENT. — CASSATION.

1^o Sous l'empire de la coutume de Paris, l'action hypothécaire, en matière de legs, pouvait être exercée indivisiblement contre chaque héritier détenteur des immeubles de la succession. (Cout. de Paris, art. 332 et 333.) (1)

(1) La question résolue par ce jugement était fort controversée sous l'ancienne jurisprudence. Les auteurs étaient, pour ainsi dire, divisés en deux camps. Ceux qui s'étaient décidés pour la division de l'action du légataire, se fondaient sur les termes

de la loi 1^{re} C. communia de leg. et fidei commissis, ainsi conçue: In omnibus autem hujusmodi casibus, in tantum hypothecaria unumquemque conveniunt, in quantum personalis actio adversus eum competit. Espiard, dans ses observations sur Lebrun, Traité

2^o La contrariété de jugemens ne donne pas ouverture à cassation, lorsque les jugemens contraires ne sont pas rendus entre les mêmes parties (1).

(Vissec—C. Leclerc.)

Par testament reçu devant notaires à Paris, le 30 sept. 1791, J.-B. Vissec et son épouse avaient été nommés héritiers de feu de Vielsmaison, conjointement avec deux autres cohéritiers, dont l'un, Sainte-Marie, émigra. Pendant plusieurs années, ces trois cohéritiers servirent des rentes viagères que feu Vielsmaison avait léguées à ses gens.

L'émigration de Sainte-Marie fit naître à ces légataires l'idée de s'adresser au seul Vissec, comme solidaire, en tant que détenteur des biens, sauf son recours sur ses cohéritiers.—Vissec prétendit qu'il n'existait contre lui d'action hypothécaire que par suite et selon l'étendue de l'action personnelle, pour la part et portion dont il amenait dans la succession.

De la même procès contre Vissec; l'un par BURGAT et JOREL, l'autre par Leclerc, tous légataires.

Le tribunal de première instance de Paris rejeta la demande, également dans les deux procès.

Au tribunal d'appel, les causes sont distribuées, l'une à la première section de Paris, l'autre à la seconde; les deux jugemens intervenus ont été diamétralement opposés.—Le 13 frimaire an 10, la première section a confirmé, au préjudice de BURGAT et JOREL, en se fondant sur la loi 1^{re} au Cod. *communis de legatis*;

Et le 25 flor. suivant, la seconde section a déclaré mal jugé, dans l'intérêt de Leclerc, en se fondant sur l'art. 333 de la coutume de Paris.

Vissec ayant gagné son procès à l'égard de l'un des légataires, et l'ayant perdu à l'égard des deux autres, devant le même tribunal, a eu y voir une contrariété qui présentait ouverture à cassation du second jugement.—Le pourvoi dirigé contre le jugement du 25 flor. était en outre fondé, 1^o sur la violation de la loi 1^{re} au Code, *communis de legatis*; 2^o sur la violation des art. 332 et 333 de la coutume de Paris.—D'après ces lois, disait le demandeur, le détenteur d'immeubles ayant appartenus au défunt n'était obligé au-delà de sa portion virile, qu'autant que ces immeubles avaient été obligés et hypothéqués à la dette par le défunt. Or, le legs réclamé par Leclerc n'est pas une dette du défunt; il ne s'était pas obligé; il n'avait pas altéré son droit de propriété, et si de la part du défunt il n'y avait pas obligation, il n'y avait pas non plus affectation hypothécaire, car, point d'obligation, point d'hypothèque; donc point d'applicabilité de l'art. 333; donc contravention à l'art. 332.

De ces trois moyens, le défendeur écartait le premier, en ce que les deux jugemens de dernier

des successions, liv. 4, chap. 2, sect. 4, n^o 4, dit que cette opinion, qui la sienna, était professée par Peregrinus, du *Fideicom.*, art. 36, n^o 147; par Balde et Jason, de *Pignori*, cités par ce dernier auteur. C'était aussi l'avis du président Faber, Cod. liv. 6, n^o 23, déf. 1; de Baquet, des *Droits de justice*, chap. 8, n^o 26; de Chopin, sur la *Coutume de Paris*, liv. 2, tit. 4, n^o 19; de Duplessis, tom. 2, part. 1^{re}, sect. 2, n^o 41; de Mornac, ad leg. 17, ff. de *pignori*; de Ricard, des *Donations*, part. 2, n. 29 et 30. Ce dernier auteur, en invoquant la loi 1^{re} C. *Comm. de leg.*, dit que la question ne peut être douteuse; Pothier, *Introd. à la cout. d'Orléans*, n^o 107, est aussi de cet avis.—Toutefois, la doctrine contraire, celle de l'indivisibilité était professée par Maynard, liv. 8, chap. 62; par Charondas, en ses *Réponses*, liv. 6, chap. 33, lequel cite deux arrêts des parlemens de Paris et de Toulouse, du 14 mai 1571

ressort n'étant pas entre mêmes parties, la contrariété des deux décisions ne pouvait offrir ouverture à cassation.—Le second, en ce que la succession étant ouverte à Paris, la loi romaine était sans vertu législative.—Le troisième, en ce qu'il y avait dette créée et hypothéquée par le défunt. L'institution du legs, disait-on, est le fruit du testateur; à la vérité, elle ne donne action qu'après la mort; mais elle reçoit son efficacité de la volonté persévérante du testateur expirant.—Bacquet, des *Droits de justice*, ch. 8, n^o 26, justifie cette opinion par deux arrêts, dont l'un, rendu en robes rouges, le 7 sept. 1584.—Mornac, sur la loi *si creditor*, au Code de *pacis*, est du même avis: il rapporte un arrêt du 27 juillet. 1581.—Dans l'espèce, il y avait donc dette créée par le défunt; et puisque l'acte était notarié, la création de la dette emportait hypothèque; donc, c'était le cas de l'art. 333 de la coutume; donc elle a été bien appliquée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — « Considérant que le testament dont il s'agit a été fait à Paris, domicile ordinaire du testateur, et que la succession s'est ouverte au même lieu, qui n'est point pays régi par le droit écrit;—Que l'action hypothécaire qui appartient aux légataires, dans certains pays coutumiers, est l'effet des dispositions eontumières même; d'où il résulte que l'affaire actuelle n'exige point qu'on détermine l'interprétation du dernier paragraphe de la loi, au Code, *communis de legatis et fideicommissis*;

Considérant, sur le second moyen, que prétendre que le jugement entrepris (en décidant que l'hypothèque du légataire est solidaire contre chaque héritier détenteur d'immeubles de la succession) est contrevenu à l'art. 332 de la coutume de Paris, qui décide que les dettes sont payables par les héritiers *pro modo emolumenti*, c'est reconnaître que les legs sont une dette de la succession (puisque cet article ne parle que des *dettes de la succession* en général); que dès lors il faut reconnaître que l'art. 333 s'applique également aux legs; puisque cet article, qui n'est que la continuation du précédent, une exception à celui-ci, a nécessairement pour objet de sa disposition, toutes les mêmes dettes dont parle l'article 332;—Qu'en effet le légataire est saisi de son action au même instant que l'héritier est saisi de la succession, en sorte que celui-ci n'a aucune antériorité de droit, que les biens de la succession sont véritablement affectés et hypothéqués aux legs par la volonté et le fait du testateur, tandis qu'il vivait, quoiqu'il eût conservé jusqu'à la mort la faculté de révoquer sa libéralité;—D'où il résulte qu'il n'y a pas contravention à l'art. 332, qui ne traite que de l'action personnelle, et qu'il y a juste ap-

et d'avril 1577; Renouss, des *Propres*, ch. 3, sect. 13, n. 17 et 18, s'était aussi rangé de ce parti. Enfin, Espiard, *loc. cit.*, si formel dans son sentiment, est obligé de convoier qu'au parlement de Paris on jugeait pour l'indivisibilité de l'action. C'est sans doute cette dernière jurisprudence qui a déterminé le tribunal de cassation à juger dans le même sens.—Aujourd'hui la question se se représenterait plus: le Code civil a pleinement adopté la doctrine du parlement de Paris. L'art. 1017 dispose que « les héritiers du testateur sont personnellement tenus d'acquitter le legs, chacun en prorata de la part et portion dont ils profitent dans la succession », et, ajoute la même article, « ils en sont tous hypothécairement pour le tout, jusqu'à concurrence de la valeur des immeubles de la succession dont ils sont détenteurs. »

(1) F. conf., Cass. 13 nov. 1824.

plication de l'art. 333, qui détermine l'étendue de l'action hypothécaire :

Considérant, sur le troisième moyen, que la contrariété de jugemens entre différentes parties n'est point une ouverture à cassation contre chacun d'eux, et qu'il n'y a aucune raison d'admettre cette ouverture, parce que celui des deux qui est en contravention à la loi peut être attaqué seul ; — Rejet, etc.

Du 11 brum, an 11. — Sect. req. — Rapp., le cit. Gandon. — Concl., le cit. Giraud, subst. — Pl., le cit. Raguideau.

PÉREMPTION. — DEMANDE.

Dans le ressort du parlement de Paris, la péremption d'instance ne s'acquiesce pas de plein droit, et elle était couverte par tout acte de procédure utile (1).

(Moisy — C. Gousseau.)

Trois années s'étaient écoulées sans poursuites, dans une instance engagée entre les sieurs Moisy et les héritiers Gousseau, lorsque les premiers ont fait signifier un acte de reprise. Les héritiers Gousseau ont opposé la péremption d'instance : ils ont prétendu qu'elle leur avait été acquise de plein droit par le laps de trois ans, sans poursuites, et quoiqu'elle n'eût pas été demandée de leur part.

Jugement du tribunal civil de la Nièvre, qui accueille cette exception, et déclare l'instance périmée.

Jugement infirmatif du tribunal d'appel de Bourges, qui rejette l'exception proposée, et déclare l'instance bien reprise, sur le fondement qu'en principe, tant que la péremption d'instance n'est pas dénuée, elle peut être couverte par un acte de procédure.

Pourvoi en cassation pour contravention à l'art. 13 de l'ordonn. de 1565.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que l'usage est l'interprète le plus sûr des anciennes ordonnances, et que surtout la péremption des instances a essentiellement son principe dans l'usage ; — Que, suivant la jurisprudence constante du parlement de

Paris, dans le ressort duquel s'était élevé le procès actuel, la péremption est couverte par tout acte de procédure utile, tant qu'elle n'a pas été acquiesce par celui qui aurait pu s'en prévaloir, et déclarée par jugement ; — Attendu que l'ordonnance du Roussillon, art. 15, qui ne parle de la péremption que dans son rapport avec la prescription, ne dit rien de contraire à ce qui est établi par la jurisprudence du parlement de Paris, et qu'en jugeant conformément à cette jurisprudence, le tribunal d'appel de Bourges, n'a commis aucune contravention à la loi ; — Rejet, etc.

Du 12 brum, an 11. — Sect. req. — Prés., le cit. Murair. — Concl., le cit. Merlin, contr.

1^o PRIVILEGE. — OUVRIERS.

2^o SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — PÉREMPTION.

1^o Le privilège accordé par le règlement du 2 juin 1667 aux ouvriers de Lyon sur les marchandises par eux fabriquées ou façonnées, ne s'étend pas à celles qui sont sorties des mains du fabricant. (Règl. du 2 juin 1667, art. 14.) (2)

2^o La disparition de l'ordonnance du commerce de 1673 (art. 2, tit. 4), qui exigeait la transcription des actes de société, était tombée en désuétude (3).

(Mejat — C. Bodin et Feron-Craxen.)

Liebaux, négociant en soieries, forma avec Bodin et Feron-Craxen une société en commandite à laquelle il céda les marchandises qu'il avait dans ses magasins et dont il reçut la valeur. Notons qu'aucun acte constatant cette société ne fut dressé, ni par conséquent transcrit au greffe, contrairement à ce qu'exigeaient les dispositions des art. 1 et 2, tit. 4, de l'ordonnance de 1673. — Au mois de pluvi. an 8, dissolution de la société. — Il se présenta alors deux sortes de créanciers : les uns étaient de Liebaux et Compagnie, les autres avaient contracté avec Liebaux seul antérieurement à l'existence de la société. — Les associés subordonnèrent les premiers, mais ils refusèrent de reconnaître les autres. — Mejat, l'un de ces derniers, créancier d'une somme de 8,344 liv., pour prix de la fabrication ou façons de marchan-

— Le Code de procédure a mis fin à cette divergence de jurisprudence, en déclarant expressément, par son art. 399, que la péremption n'a pas lieu de plein droit. Du reste, l'instance, tant qu'elle se poursuit, et dure-t-elle plus de trente ans, conserve les droits des parties et empêche que la prescription puisse s'accomplir contre elles : *actiones inchoate judicio non pereunt*. F. Toulouse, 26 février 1824; Troplong, de la Prescription, tom. 2, n^o 604 et 663; Reynaud, de la Péremption, n^o 99.

(2) Les ouvriers ont-ils aujourd'hui un privilège sur la chose qu'ils ont fabriquée? La négative est généralement admise, par ce motif que l'art. 2102, C. civ. n'accorde de privilège qu'à celui qui a conservé la chose. Toutefois, les auteurs et la jurisprudence attribuent à l'ouvrier qui a encore dans les mains la chose qu'il a travaillée, le droit de la retenir jusqu'à ce qu'il soit entièrement payé de ce qui lui est dû. F. Delvincourt, tom. 3, p. 146, note 11; Persil, Régime hyp., art. 2102, § 3, n^o 2; Duranton, t. 19, n^o 115, et Troplong, des Privilèges, t. 1^{er}, n^o 176; F. aussi Cass. 17 mars 1829; Rouvo, 9 juin 1826; Angers, 6 juillet 1826; Paris, 31 mai 1827. F. au surplus outre Jur. du XIX^e siècle, v^o Privilège, § 5, et outre Dict. du conf. comm., v^o Ouvrier, n. 21, 43 et s.

(3) C'est là un point attesté par tous les auteurs. F. la note qui accompagne le jugement du 4 niv, an 9; F. aussi conf., 22 mess, an 9.

(1) Décision identique la 3 brum, an 11 (aff. Francouille). « La péremption, disait Merlin dans l'affaire actuelle (Répert., v^o Péremption, § 1, n^o 19), ne s'acquiesce pas de plein droit : il faut la demander, et, avant cette demande, la moindre procédure couvre la péremption et fait subsister l'instance. C'est ce qui résulte de divers arrêts du Parlement de Paris, et particulièrement de celui que cette cour a rendu le 12 août 1737, entre les sieurs de Barbançon et Chardon de Chaumon-Blanchas. » — On jugeait de même dans le ressort du Parlement de Rouen : F. Rouen, 11 flor. an 10 et 14 mai 1817; Caen, 11 janv. 1825 ;... dans celui de Toulouse : F. Cass. 12 nov. 1806 ;... dans celui de Pau : F. Pau, 17 juill. 1827 ;... dans le pays de Hainaut : F. Cass. 5 avril 1823. — A moins cependant que la péremption ne concourût avec la prescription : alors elle avait lieu de plein droit : F. Cass. 12 therm. an 12 et 10 fruct. an 13; Roussaud de Lacombe, v^o Péremption, n^o 15; Pothier, Proc. civ., chnp. 4, § 4; Ferrière et Denisart, v^o Péremption. F. toutefois décision contraire sur ce point pour Paris, Cass. 11 janv. 1826. — Dans le ressort du Parlement de Bordeaux, on distinguait les instances d'appel pendantes devant le parlement lui-même, et celles pendantes devant les juridictions inférieures : celles-ci se périmaient de plein droit, F. Cass. 25 nov. 1813 ; les premières ne tombaient en péremption que par la prescription de l'appel, F. Bordeaux, 31 juill. 1826.

dites ont été livrées à Liebaux, exproprié du privilège accordé, par un règlement du 25 juin 1667, aux ouvriers de Lyon sur les marchandises qu'ils ont fabriquées ou façonnées; il soutenait que le fait seul de la cession de ces marchandises, opérée par Liebaux au profit de la société, ne devait pas lui enlever le bénéfice de son privilège.

Sur cette contestation, il intervint un jugement du tribunal de commerce de Lyon, qui rejeta la demande de Mejat par le motif que le privilège ne pouvait s'exercer qu'aussi longtemps que les marchandises restaient en la possession du maître, et qu'ici celles façonnées par Mejat se trouvaient la propriété de la société Liebaux, par suite de la cession qui lui en avait été faite.

Appel. — Jugement qui confirme purement et simplement.

POURVOI en cassation de la part de Mejat : 1^o pour contravention à l'art. 14 du règlement du 25 juin 1667, spécial au commerce de Lyon; 2^o pour contravention à l'art. 1^{er}, tit. 4 de l'ordonnance de 1673, en ce que le jugement attaqué a reconnu pour constante une société qui n'avait pas été transcrite.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le tribunal d'appel a déclaré, en fait, que Liebaux avait contracté une société en commandite avec les défendeurs; qu'en déclarant que le demandeur n'était point fondé à réclamer les marchandises qu'il avait préparées, il a fait une juste application du règlement de la ville de Lyon, d'après lequel les ouvriers ont bien un privilège sur ces marchandises, mais seulement tant qu'elles sont entre les mains de l'entrepreneur; que les parties ayant reconnu l'existence de la société, il était inutile d'examiner si elle était ou n'était point écrite; que l'article de l'ordonnance qui exige la transcription des sociétés ne prescrit cette formalité qu'entre marchands et négocians; qu'au surplus cet article est tombé en désuétude, principalement dans la ville de Lyon; — Rejette, etc.

Du 12 brum., an 11. — Sect. reg. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Coffinhal. — Concl., le cit. Jourde, subst. — Pl., le cit. Chabroud.

DÉLIT FORESTIER. — PEINES. —

MODÉRATION.

Les tribunaux ne peuvent modérer les peines portées par la loi contre les délits forestiers. (Ord. 1669, tit. 32, art. 14.) (1)

(Verdun et autres. — Intérêt de la loi.)

Il s'agissait dans l'espèce de sept jugemens du tribunal de Lectoure (Gers), qui étaient dénoncés au tribunal de cassation, comme ayant arbitrairement

(1) *F. Merlin, Rep., v^o Délit forestier, § 2, n^o 2.* — L'art. 203 du Cod. Inest. n'a fait que reproduire, en d'autres termes, l'art. 14, tit. 32 de l'ord. de 1669, qui défendait aux tribunaux de modérer les amendes applicables aux délits forestiers, et une jurisprudence constante en a tiré la conséquence qu'ils ne pouvaient en se fondant sur des motifs de bonne foi, dispenser de ces peines ceux qui ont encourus. *F. dans ce sens, Cass. 2 mai 1833 (Volume 1833).*

(2) Cette décision ne serait plus applicable en matière correctionnelle. L'art. 373 du C. d'inst. crim. fixe, pour se pourvoir, un délai de trois jours, qui est applicable aux matières correctionnelles comme aux matières criminelles. Mais l'art. 374, qui réduit à vingt quatre heures ce délai dans le cas d'acquiescement, ne s'étend point sur matières correctionnelles. Il résulte, en effet, des art. 409 et 412, aux-

quels cet article se réfère, qu'il n'est relatif qu'aux ordonnances d'acquiescement rendues par le président de la cour d'assises, sur une déclaration du jury portant que l'accusé n'est pas coupable. Si, pour ce cas, la loi a circonscrit dans un espace de temps très court la faculté de se pourvoir en cassation, c'est par une exception motivée sur la faveur de la déclaration du jury, et qui ne peut être étendue à un autre cas. *F. dans ce sens, Cass. 22 déc. 1827; Carnot, sur l'art. 177, C. inst. crim.; Legerend, tom. 1^{re}, chap. 5, § 4.*

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8; les art. 1^{er}, 2, 4 et 8, tit. 32 de l'ord. de 1669, et l'art. 2 de la loi du 23 thermid. an 4; — Considérant que le tribunal de première instance de l'arrondissement de Lectoure a commis un excès de pouvoir en prononçant contre les délinquans qui sont dénommés dans les sept jugemens dont il s'agit, des peines différentes de celles qui sont portées par les lois précitées; — Casse, etc.

Du 12 brum. an 11. — Sect. crim., — Rapp. le cit. Genevois. — Concl., le cit. Merlin, comm.

1^o CASSATION (POURVOI EN). — DÉLAI. — ACQUITTEMENT.

2^o LOUP (CHASSE DU). — RÉGLEMENS. — CONTRAVENTION.

1^o Le délai du pourvoi en cassation, en matière correctionnelle, ne s'étend pas au-delà du délai de 24 heures, en faveur du ministère public, quand le prévenu a été acquitté. (C. 3 brum. an 4, art. 441 et 442.) (3)

2^o Les anciens réglemens de police pour la destruction des loups sont encore obligatoires, et l'arrêté d'un préfet qui en renouvelle l'application doit, au cas de contravention, donner lieu à prononcer les peines légales (3).

(Boursignon — Intérêt de la loi.)

L'arrêté du conseil du 25 janv. 1697 ordonnait qu'il serait fait tous les ans deux chasses aux loups, et que les citoyens qui ne satisferaient pas aux convocations seraient condamnés à dix francs d'amende. Un arrêté du préfet de l'Indre avait renouvelé les dispositions de ce règlement. Plusieurs contrevenans furent poursuivis. Le tribunal correctionnel de Sancerre condamna l'un d'eux à l'amende. — Appel. — Le 14 therm. en 10, jugement du tribunal criminel du département du Cher, ainsi conçu : « Considérant qu'aux termes de l'art. 609 du Code du 3 brum. an 4, les tribunaux correctionnels ne peuvent connaître que des délits qui sont de leur compétence; qu'ainsi, tout fait qui n'est pas reconnu délit par les lois pénales et correctionnelles, n'est pas du ressort des tribunaux criminels ni des tribunaux correctionnels; et que le fait imputé aux intimés n'étant qualifié délit par aucune des lois précitées, le tribunal du jugement duquel est

quels cet article se réfère, qu'il n'est relatif qu'aux ordonnances d'acquiescement rendues par le président de la cour d'assises, sur une déclaration du jury portant que l'accusé n'est pas coupable. Si, pour ce cas, la loi a circonscrit dans un espace de temps très court la faculté de se pourvoir en cassation, c'est par une exception motivée sur la faveur de la déclaration du jury, et qui ne peut être étendue à un autre cas. *F. dans ce sens, Cass. 22 déc. 1827; Carnot, sur l'art. 177, C. inst. crim.; Legerend, tom. 1^{re}, chap. 5, § 4.*

(3) *F. dans le même sens, Cass. 13 juill. 1810.* — Il résulte de ces jugemens, ainsi que l'a fait remarquer M. Merlin, *Rep., v^o Chasse, § 10, n^o 2*, que les anciens réglemens de police sont encore obligatoires, et que les tribunaux de police doivent les appliquer dans leurs jugemens. — La loi du 10 mess. an 5 a établi des primes pour la destruction des loups. *

appel, était incompétent pour en connaître; — Sans qu'il soit besoin d'entrer dans toute autre discussion, — Dit qu'il a été nullement et incompétamment jugé. »

Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que, d'après les art. 441 et 443 du Code du 3 brum. an 4, le délai pour se pourvoir en cassation n'est étendu au-delà de vingt-quatre heures, en faveur du commissaire du gouvernement, que dans le cas d'une condamnation; que, dans l'espèce, le jugement du tribunal criminel du département du Cher n'a point prononcé de condamnation; et que, néanmoins, le pourvoi du commissaire contre ce jugement a été fait hors du délai de vingt-quatre heures; —Déclare le pourvoi irrecevable;

Et néanmoins, faisant droit sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement près ce tribunal; — Vu l'art. 609 du Code du 3 brum. an 4; — Et attendu que l'art. 6, arr. du cons. du 25 fév. 1096, porte des mesures de police qui n'ont été révoquées par aucune loi particulière; que les dispositions de cet article sont donc maintenues par l'art. 609 qui vient d'être cité; que le préfet du département du Cher a été fondé à en renouveler l'application, et que le tribunal criminel du département du Cher, en refusant au commissaire l'action qui pouvait résulter tant dudit arrêt du conseil que de l'arrêt du préfet, a commis un excès de pouvoir, fausement appliqué l'art. 609 du Code du 3 brum. an 4, et violé ledit arrêt du conseil; —Casse, etc.

Du 13 brum. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Barris.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAL DE POLICE.—COMPÉTENCE.—JUGEMENT.—LOI PÉNALE.

Le tribunal de police ne peut connaître d'un délit dont la peine peut s'élever au-dessus de la valeur de trois journées de travail ou de trois jours d'emprisonnement. (C. 3 brum. an 4, art. 600.) (1)

Est nul le jugement de simple police qui ne contient pas les termes de la loi pénale dont il fait l'application. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (2)

(Lacour.—Intérêt de la loi.)

Du 13 brum. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

ACTION PUBLIQUE.—DÉLIT.—CONTRAVENTION.—REVOI.

Le tribunal criminel saisi d'une poursuite en contrebande, ne peut statuer sur une contravention à l'ord. du 8 oct. 1780, qui exige des marchands de meubles la tenue d'un registre, lors même que cette contravention serait indiquée dans les conclusions prises à fins civiles par la partie plaignante. En conséquence, ce tribunal n'étant pas saisi de cette contravention, ne peut refuser de statuer sur le réquisitoire du ministère public tendant au renvoi du prévenu devant qui de droit pour le jugement de ce nouveau fait.

(Jean dit Saussay.)

Le sieur Jean dit Saussay avait été traduit devant le tribunal correctionnel de Paris, sous la prévention du délit prévu par les art. 32 et 35 du tit. 2 de la loi des 19-22 juillet 1791. Aucune action

n'avait été exercée à raison d'une contravention à la loi de police du 8 oct. 1780.—Cependant, le tribunal criminel, attendu que cette contravention avait été présentée au tribunal de première instance, par une des parties plaignantes, à l'appui de sa plainte, et que le tribunal n'a rien prononcé à cet égard, a refusé de statuer sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement, qui tendait au renvoi du prévenu de cette contravention devant qui de droit. Il semblait résulter de cette décision que le ministère public était désormais inadmissible à poursuivre la répression de cette contravention. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 4 du Code des délits et des peines, et l'art. 5 du même Code; —Attendu qu'il résulte des conclusions prises le 13 flor. an 10, par le substitut du commissaire du gouvernement, en ce qui touchait le règlement de la procédure commencée contre le nommé Jean, dit Saussay, que son renvoi était requis devant le tribunal de première instance pour y être jugé par voie de police correctionnelle, comme prévenu de complicité de délits prévus par les art. 32 et 35 du titre 2 de la loi du 22 juill. 1791; —Attendu que les conclusions du substitut du commissaire du gouvernement, portées à l'audience du même tribunal, 6^e section, jugeant en police correctionnelle, le 12 mess. an 10, tendaient au renvoi des fins de la plainte portée contre ledit Saussay; que les conclusions de la cit. Lagorse, à l'égard dudit Saussay, tendant à son renvoi devant un directeur du jury, comme complice de banqueroute frauduleuse, étaient purement relatives à ses intérêts civils et étrangers à l'action publique résultant d'une contravention aux lois de police relatives à la vente et revente des marchandises; —Attendu que de ces faits particuliers de la cause il résulte, qu'il n'a été exercé contre Jean Saussay, marchand tapissier, aucune action publique pour contravention à la loi de police du 8 oct. 1780, dont il pourrait être prévenu; que les inductions tirées par une partie plaignante à l'appui de l'exercice d'une action civile pour raison de complicité de banqueroute frauduleuse n'ont pu être regardées comme établissant l'exercice de l'action publique à laquelle tout délit donne essentiellement lieu; qu'ainsi l'adite action publique, pour la contravention à la loi du 8 oct. 1780, n'était aucunement réglée par le jugement du tribunal de première instance de Paris susdité, et que l'exercice en étant ouvert au ministère public, le tribunal criminel du département de la Seine a commis un excès de pouvoir en refusant de statuer sur le réquisitoire du commissaire tendant au renvoi du cit. Saussay par-devant qui de droit, pour raison de contravention à la loi du 8 oct. 1780, dont il était prévenu; —Casse, etc.

Du 13 brum. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DÉLIT FORESTIER.—AMENDE.—FIXATION.

L'art. 10 de la loi du 30 mess. an 3, qui disposait que les tribunaux détermineraient la quotité des amendes et restitutions d'après la valeur actuelle des bois, ne les autorisait point à les réduire au-dessous du taux réglé par l'ordonnance de 1669, mais, au contraire, à les élever en sus de ce taux, si dans

(1) F. jugement contraire du 26 brum. an 8. Mais la jurisprudence actuelle est conforme à la décision ci-dessus; F. à cet égard nos observations en note du jugement précité.

(2) F. conf., Cass. 13 brum. an 8, et les nombreux jugements identiques cités dans la note; F. aussi 16 vend. an 11.

la proportion de la progression du prix des bois. (L. 30 mess. an 3, art. 10.) (1)

(Bolsnard-Renaudet — Intérêt de la loi.)

Du 13 brum. an 11. — Sect. crim. — Prés., le cit. Viellart. — Rapp., le cit. Seignette. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

RECÈLÉ. — VOL. — PEINES.

Celui qui a recélé des objets provenant de vol, sachant qu'ils avaient été volés, est passible de la même peine que les auteurs du crime.

(C. 25 sept. 6 oct. 1791, 2^e part., tit. 3, art. 1.) (2)

(Klenkorst, Drusen. — Intérêt de la loi.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 1^{er}, tit. 3, 5^e part. du Code pén. de 1791; Et attendu que, dans l'espèce, le résultat des réponses faites par les jurés de jugement aux questions posées sur le fait de la complicité à l'égard de la fille Klenkorst, Catherine Drusen, Philippe Drusen et Joseph Bell, qu'ils avaient recélé une partie des marchandises enlevées au cit. Claude, marchand à Mayence, sachant qu'elles avaient été volées; d'où il résultait qu'ils étaient tous passibles de la même peine prononcée par le Code pénal contre les auteurs du crime, et que le tribunal criminel du département du Mont-Tonnerre a violé l'article 1^{er}, tit. 3 dudit Code, en ne prononçant contre eux qu'un emprisonnement de deux ans, ce qu'il aurait évité, s'il n'eût pas posé des questions oiseuses et superflues contre le venu dudit Code; — Casse, etc.

Du 13 brum. an 11. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Minier. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

1^o CHEMIN PUBLIC. — USURPATION. — COMPÉTENCE.

2^o INJURES. — MÉMOIRE. — CASSATION. — SUPPRESSION.

1^o Le tribunal de police est incompétent pour connaître du délit d'usurpation sur la largeur d'un chemin public. (L. 28 sept. 6 oct. 1791, tit. 3, art. 40.) (3)

2^o Le tribunal de cassation peut ordonner la suppression d'un mémoire injurieux produit devant lui (4).

(Tirel.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 40 de la loi du 28 sept. 1791; — Vu aussi les art. 600 et 601 du Code des délits et des peines; — Et attendu que, dans l'espèce, il s'agissait d'une usurpation sur la largeur d'un chemin public; quo ce délit était, d'après la disposition du l'art. 40 ci-dessus cité, susceptible d'être puni d'une amende évidemment supérieure à celle que les tribunaux de

police peuvent prononcer; que, en conséquence, la connaissance ne pouvait en appartenir qu'au tribunal correctionnel; et qu'ainsi, en se permettant de statuer, le tribunal de police du canton de Villers-Bocage est contrevenu aux règles de compétence établies par la loi; — Casse, etc.

Et faisant droit sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement: — Vu le mémoire en cassation déposé au greffe le 7 vend. dernier, signé Tirel; — Considérant que ce mémoire contient, contre le maire et l'adjoint de la commune de Long-Villiers, les expressions les plus injurieuses, et qu'un pareil abus du droit de défense ne doit pas être toléré; — Ordonne que les termes injurieux contenus audit mémoire seront et demeureront supprimés.

Du 14 brum. an 11. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Rataud. — Concl., le cit. Lecoutour,

1^o TRIBUNAL DE POLICE. — ACTION POSSÉSSOIRE.

2^o PATURE. — DÉFRICHEMENT.

3^o et 4^o TRIBUNAL DE POLICE. — PROCÈS-VERBAL; — CONTRAVENTION. — LOI PÉNALE.

1^o Le tribunal de police est incompétent pour connaître d'une demande qui ne présente qu'une simple question possessoire (5).

2^o Le défrichement d'une pâture ne peut être assimilé à un enlèvement de gazons, de terres ou de pierres sur un chemin public, et ne constitue aucune contravention. (L. 28 sept. 6 oct. 1791, tit. 2, art. 44.)

3^o En matière de simple police, il doit être fait lecture à l'audience du procès-verbal qui constate la contravention, à peine de nullité. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (6)

4^o Est nul le jugement de police dans lequel ne sont pas insérées les termes de la loi appliquée. (C. 3 brum. an 4, art. 162.) (7)

(Deschamps.)

Il était constaté par un procès-verbal que plusieurs habitants de la commune de Mirbery avaient été trouvés défrichant une pâture sur laquelle les habitants d'une autre commune prétendaient avoir droit d'usage. Cités devant le tribunal de police, ce tribunal, nonobstant leur réclamation, se déclara compétent, et leur fit l'application de l'art. 44 du tit. 2 de la loi du 28 sept. — 6 oct. 1791. — Pourvoi en cassation fondé sur la fautive application de cette loi et sur deux irrégularités du jugement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 9, tit. 3, de la loi du 24 août 1790; — Vu pareillement l'art. 44 de la loi du 28 sept. 1791; — Vu enfin l'art. 162 du Code des délits et des peines; — Et attendu,

peines que motivent ces circonstances; il suffit qu'ils aient eu que les effets provenaient d'un crime (Cass. 25 juin 1812; 12 juill. 1817; 22 août 1819). Mais en principe à des exceptions: lorsque la peine de l'auteur principal est la mort ou une peine perpétuelle, la première de ces peines est remplacée par une peine perpétuelle, et celle-ci, dans tous les cas, ne peut être appliquée qu'autant que les recéleurs ont eu connaissance des circonstances aggravantes qui la motivent. *F.* l'art. 63 du Cod. pén.

(3) Ce fait n'est plus possible que des peines de simple police. *F.* l'art. 479, n^o 11, Cod. pén.

(4) *F.* idem., Cass. 10 therm. an 10, et la note.

(5) *F.* aorif., Cass. 16 germ. an 5.

(6) *F.* id., Cass. 11 fruct. an 7.

(7) *F.* Cass. 13 brum. an 6, et les jugemens identiques indiqués dans la note.

(1) *F.* Cass. 12 brum. an 11.

(2) La loi romaine assimilait complètement les recéleurs et les auteurs du vol: *Crimen non dissimile est rapere, et si qui rapuit, raptum rem, acientem delictum, servare.* L. 9. C. ad Leg. jul. de vi publ. vel priv. Ce principe, après avoir régné dans notre ancienne jurisprudence, a traversé la Code de 1791 et a été recueilli par notre Code pénal. En effet, la règle générale est que le recélé fait sciemment de choses obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, est réputé un acte de complicité de ce crime ou de ce délit. Il s'ensuit que la même peine qui frappe les auteurs du vol, doit atteindre les recéleurs de la chose volée. Il n'est pas même nécessaire, suivant la jurisprudence de la Cour de cassation, que les recéleurs aient connu les circonstances aggravantes du crime pour devenir passibles des

1° que, dans l'espèce, le demandeur avait proposé son déclinatoire, fondé sur l'incompétence du tribunal de police pour connaître de la demande qui était portée devant lui, et dont la connaissance lui était réellement interdite, puisqu'elle ne présentait l'idée d'aucun délit prévu par les lois, mais celle d'une simple question possessoire, qui, aux termes de l'art. 9 de la loi du 24 août 1790, n'aurait pas été de la compétence du tribunal de police; d'où il suit que, sous ce premier point de vue, il y a eu incompétence et excès de pouvoir dans le jugement attaqué;

Attendu, 2° que le prétendu délit dénoncé au tribunal de police du canton de Pont-sur-Yonne, n'est prévu ni par l'art. 44 de la loi du 28 sept. 1791, dont il a été fait une fautive application, ni par aucune autre loi;

Attendu, 3° qu'il est constant en fait qu'il n'a point été fait lecture du procès-verbal du garde-champêtre, lors du jugement attaqué, et que les articles de la loi sur lesquels le tribunal de police entendait appuyer sa décision, n'ont point été inscrits dans le jugement; d'où il suit qu'il a contrevenu à l'art. 162 du Code des délits et des peines; — Casse, etc.

Du 14 brum. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Minier. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, *subst.*

1° PEINES. — CENUL.

2° ACTE D'ACCUSATION. — DÉLIT CORRECTIONNEL.

1° *Le prévenu mis en jugement à raison de plusieurs délits, est passible de la peine la plus grave que l'un de ces délits peut entraîner, mais il ne peut lui être appliqué des peines pour chacun d'eux.* (C. 3 brum. an 4, art. 446.) (1)

2° *Il ne peut être dressé d'acte d'accusation pour un délit qui n'est passible que d'une peine correctionnelle.* (C. 3 brum. an 4, art. 229.)

(Rinaudi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 446 du Code du 3 brum. an 4; — Considérant qu'il résulte de cette disposition que, lorsqu'un individu est poursuivi et mis en jugement pour plusieurs délits, il est passible de la peine la plus grave que l'un de ces délits peut entraîner, mais qu'il ne peut lui être appliqué des peines pour chacun d'eux;

Considérant encore que le vol de vaches, dont le réclamant a été déclaré convaincu, ne présente, ni par l'acte d'accusation ni par le juge-

ment, aucun des caractères déterminés par la loi pour le rendre susceptible des peines portées par l'art. 23, 2^e sect., tit. 2, 2^e part. du Code pénal; qu'il ne pouvait être considéré que sous le rapport de l'art. 28, même titre, qui porte: « Tout vol qui n'est pas accompagné de quelques-unes des circonstances spécifiées dans les articles précédents sera puni par voie de police correctionnelle; » qu'ainsi, ce délit ne pouvait être poursuivi par acte d'accusation, ni puni de peines portées au Code pénal. — Rejette le pourvoi de Martin Rinaudi, en ce qui concerne la disposition du jugement relatif au pillage, puni de la peine portée en l'art. 39, 2^e sect., tit. 2, 2^e part. du Code pénal, sauf à lui à invoquer l'effet de l'amnistie, s'il y a lieu, ainsi qu'il appartiendra, et — Casse et annule tant l'acte d'accusation que la disposition du jugement rendu contre lui par le tribunal criminel spécial du département de la Sûreté et du Tamroir, le 23 fruct. dernier, relatif au vol de vaches, pour contravention aux lois citées.

Du 14 brum. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Schwendi. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, *subst.*

ENREGISTREMENT. — DATION EN PAIEMENT.

Du 16 brum. an 11 (off. Geoffroy). — *V.* ce jugement à la date du 16 brum. an 12.

CHOSE JUGÉE. — INCOMPÉTENCE.

Les jugements rendus par des juges incompétents acquièrent l'autorité de la chose jugée, s'ils ne sont pas attaqués en temps utile, tout aussi bien que s'ils émanaient de juges compétents; celle-ci ne peut donc remettre en question ce qui a été précédemment jugé (2).

(Bronchoven—C. Wisscher-Celles).

Le 24 janv. 1791, Wisscher-Celles obtint un conseil supérieur de Brüssel un arrêt de condamnation contre les héritiers de Bronchoven. D'après les lois du pays, cet arrêt était sujet à la révision ou proposition d'erreur, moyennant l'accomplissement de certaines formalités, notamment celle d'obtenir, dans l'année, des lettres de révision et de les faire signifier avec ajournement.

Au mois de juill. suivant (mess. an 2), eut lieu l'occupation du Brabant par les armées françaises. Le 30 vend. an 4, les représentants du peuple en mission dans les provinces belges, rendirent un arrêté portant que les sentences

juill. 1832 (Vol. 1833. 1. 60). — C'est là un point qui ne saurait être sérieusement contesté: de quelque vice que soit entaché un jugement, il est irrévocable dès l'instant que les délais fixes pour l'attaque viennent à expirer sans réclamation de la part des parties intéressées. *V.* Merlin, *Quest. de droit*, v° Chose jugée, § 3, les conclusions de ce magistrat dans l'affaire actuelle: *V.* aussi Toullier, tom. 10, n° 111; Carré, *Lois de la Compétence*, art. 293, n° 335, et Ponce, *Traité des jugements*, tom. 1^{er}, p. 212. — Le principe est également applicable aux décisions de la juridiction administrative. *V.* Cass. 18 avril 1833 (Volume 1833). *V.* cependant *infra*, 1^{er} frim. [an 12 (off. commune de Montigny)]. — Mais quel a été l'existence tant à la fois des décisions judiciaires et des décisions administratives également passées en force de chose jugée, et irréconciliables entre elles? Sur cette question fort délicate, et qu'aucune disposition législative ne met à même de résoudre. *V.* l'arrêt de cassation du 29 janv. 1839 (Volume 1839), et les observations dont nous l'avons accompagné.

(1) L'art. 446 du Code du 3 brum. an 4 a été reproduit par l'art. 379 du Code d'inst. crim., mais la règle qui ne résulte qu'implicitement de ces deux articles, a été posée avec netteté par le 2^e § de l'art. 365 du même Code. Il suit, en effet, des termes de cet article, qu'en subissant la peine la plus forte, le coupable expie tous les crimes passibles d'une peine de la même nature ou d'une moindre gravité que celle qui lui est appliquée. La Cour de cassation, en appliquant cette règle, a fait une distinction: si les divers peines encourues par le même condamné sont d'une nature différente, elle décide que la plus forte de ces peines doit seule être subie. Mais si les deux peines sont de la même nature, elle juge au contraire qu'elles doivent être subies cumulativement jusqu'à concurrence du maximum de la peine. (Cass. 29 juin 1821; 17 nov. 1821; 6 août et 6 oct. 1821; 15 oct. 1825; 29 juill. 1826, etc.). *V.* aussi l'examen de cette distinction, *Théorie du Code pén.*, tom. 1^{er}, p. 338.

(2) *V.* conf., 26 therm. an 4; 1^{er} avril 1813; 20

des anciens tribunaux supérieurs seraient sujettes à l'appel devant les nouveaux tribunaux, lorsque la partie qui se croirait lésée, aura intenté la grande révision ou proposition d'erreur dans le terme prescrit par les lois du pays, ou dont elle aura seulement protesté de révision dans le même terme, pourvu qu'elle n'ait pas laissé écouler ce terme sans impêtrer des lettres de grande révision.

En prair. an 6, les héritiers Brouhoven qui avaient, à la vérité, protesté de révision peu de temps après l'arrêt du 24 janv. 1794, mais qui avaient depuis laissé passer quatre années, sans impêtrer les lettres de grande révision, se pourvoient, non pas devant le tribunal de la Meuse-inférieure, devant lequel eût été porté, d'après la nouvelle organisation, l'appel de l'arrêt de 1794, mais devant le tribunal de la Dyle, leur juge domiciliaire en première instance pour faire déclarer qu'ils seraient relevés du laps des fataux écoulés depuis la conquête du pays, et qu'en conséquence ils seraient admis à appeler de l'arrêt du 24 janv. 1794, à l'un des trois tribunaux désignés par la loi pour recevoir les appels du tribunal de la Dyle. — Les adversaires ne proposent aucune exception d'incompétence.

Le 15 fruct. an 6, jugement du tribunal de la Dyle qui se déclare incompétent, non par le motif que la cause devait être portée devant les juges d'appel à qui appartenait la connaissance de l'arrêt rendu le 24 janv. 1794, mais parce qu'il n'appartenait pas à l'autorité judiciaire d'accorder aucun relief de laps de temps.

Appel de ce jugement par Bronchoven et consorts devant le tribunal civil de l'Escaut. — 17 germ. an 9, jugement qui réforme celui du tribunal de la Dyle et déclare qu'il appartient à l'autorité judiciaire d'accorder le relief de laps de temps. — 9 mess. suivant, second jugement qui relève de la déchéance les héritiers Bronchoven et les autorise à se pourvoir contre l'arrêt du conseil de Brabant, du 24 janv. 1794, par la voie de l'appel substituée à celle de révision.

Les héritiers Bronchoven, ainsi relevés de la déchéance, portent l'appel de l'arrêt du 24 janv. 1794 devant le tribunal de la Meuse-inférieure. Ce tribunal, sur les conclusions de Wisscher-Celles et consorts, et malgré l'autorité de la chose jugée, définitivement acquise au jugement du tribunal de l'Escaut, du 9 mess. an 9, déclare les héritiers Bronchoven déchus de la faculté d'appeler de l'arrêt de 1794, parce qu'ils ont laissé passer plus d'une année, sans obtenir des lettres de révision.

Pourvoi en cassation par les héritiers Bronchoven, pour violation de la chose jugée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; vu l'art. 5, tit. 27 de l'ord. 1667; — et attendu, 1^{er} qu'un jugement rendu en dernier ressort par le tribunal civil de l'Escaut, confirmé par autre jugement du tribunal de cassation, avait prononcé que les demandeurs étaient

relevés du laps des fataux et qu'en conséquence, ils étaient admissibles à se pourvoir en appel de l'arrêt de 1794; — attendu, 2^o que le tribunal civil du département de la Meuse-inférieure, sans égard à l'autorité de cette décision souveraine, a prononcé, au contraire, qu'ils n'étaient pas légalement relevés, et les a, en conséquence, déclarés non recevables dans leur appel, et qu'il est formellement contrevenu aux articles ci-dessus cités; — Par ces considérations, faisant droit à la demande en cassation formée par les demandeurs contre ledit jugement du tribunal de la Meuse-inférieure; — Casse, etc.

Du 17 brum. an 11. — Sect. civ. — Prés., le cit. Vasse. — Rapp., le cit. Cochard. — Concl., le cit. Merlin, commis. — Pl., les cit. Guichard et Dupont.

DERNIER RESSORT. — COMPTE. — VALEUR INDETERMINÉE.

La demande en remise d'un compte et d'une obligation restés entre les mains du comptable, ne peut être jugée qu'en premier ressort, comme portant sur un objet indéterminé (1).

(Boyevon. — C. Charve.)

Le jugement attaqué condamnant, en dernier ressort, le demandeur en cassation à déposer au greffe un compte et une obligation qu'il déclarait être restés entre ses mains. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 5, tit. 4, de la loi du 21 août 1790; — Considérant que la demande en remise du compte et de l'obligation dont il s'agit, sous la contrainte par corps, était d'un objet indéterminé excédant la compétence du tribunal d'Yssengeaux en dernier ressort; — Casse, etc.

Du 17 brum. an 11. — Sect. civ. — Prés., le cit. Vasse. — Rapp., le cit. Lasaudade. — Concl. le cit. Merlin, comm. — Pl. les cit. Mailhe et Raguideau.

1^{re} LETTRE DE CHANGE. — ÉCHÉANCE. — CALENDRIER. — LOI DU LIEU.

2^o PROTÉT. — DÉLAI. — LOI DU LIEU.

1^o L'échéance d'une lettre de change se règle d'après le calendrier en usage dans le pays où la lettre de change doit être payée (2).

2^o En matière de lettre de change, le temps de faire et de dénoncer la protêt se règle par la loi du lieu où la lettre de change doit être payée, et non par la loi du lieu d'où elle a été tirée. — En conséquence, pour déterminer l'échéance et l'exigibilité d'une lettre de change tirée d'Amsterdam (en 1800) sur Paris, à plusieurs mois de date, on a dû consulter l'annuaire républicain en usage à Paris, plutôt que l'annuaire grégorien en usage à Amsterdam. (Ibid. 1673, § 5, art. 16; Déclar. 28 nov. 1713; L. 2 frim. an 2.) (3)

(1) Il en est nécessairement de même, et par le même motif, de la demande en reddition de compte. P. Cass. 9 germ. an 11; Bourges, 3 janv. 1814 et 28 mai 1824; Orléans, 17 mai 1822; Carré, *Lois de la compétence*, tom. 2, art. 288, p. 331 et 332.

(2 et 3) « Le temps prescrit pour l'instance, dit « Jousse, dans son Commentaire sur l'art. 5, tit. 5 « de l'ordonn. de 1613, se règle suivant l'usage du « lieu où la lettre de change est payable, et non sui- « vant l'usage de celui d'où la lettre de change est « tirée. » Cette opinion, qui est aussi celle de Bornier, sur le même article; de Du Puy, *Lettre de change*, ch. 12, n^o 12, et ch. 14, n^o 16; de Rous- « seau de Lacombe, 1^{re} *Lettre de change*, art. Pare-

ment, n^o 5, et art. Proit, n^o 3, et de Savary, *Par- « fait négociant*, part. 1^{re}, liv. 3, ch. 5, est également « professée par Voët, qui a écrit spécialement pour la « nation à laquelle appartenait le tireur de la lettre de « change dont il s'agissait dans l'espèce (P. Comm. sur « le Dig., tit. de Nautico senore, n^o 10), et par Pothier, « *Traité du contr. de change*, n^o 155. Voici les motifs « sur lesquels ce dernier auteur appuie cette décision : « La lettre de change, dit-il, est censée contractée « au lieu où elle est payable, suivant cette règle de « droit : *Contrahitur ubique quae eo loco intel- « ligitur, in quo ut solvitur se obligat* (L. 21 ff « de obligat. et action.), par conséquent, les obli- « gations s'en doivent régler suivant les lois et usa-

Elle ne peut présenter, comme preuve de sa propriété, la reconnaissance non causée que son ci-devant seigneur en a faite par un acte extrajudiciaire dans des temps qu'elle jouissait de ce bois comme propriétaire.

De ce qu'une commune était anciennement assujettie à la main morte, il ne s'ensuit pas que les bois dont elle n'a eu que l'usage depuis, doivent être réputés lui avoir appartenu antérieurement, et que la propriété en ait été cédée par elle à ses ci-devant seigneurs pour prix de son affranchissement.

(Commune de Jasseron — C. Groslier et le Domaine.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu, sur le premier moyen, que le tribunal d'appel de Lyon, en procédant, en sections réunies, au jugement dont il s'agit, et dans lequel la république était en qualité, se serait conformé au règlement par lui arrêté d'après l'art. 37, de la loi du 37 vent. an 8, et dont l'exécution provisoire avait été autorisée par le ministre de la justice; que l'art. 33, de la loi du 37 vent. an 8, en ordonnant aux juges d'appel dont les tribunaux sont composés de plus de vingt juges de se diviser en sections, ne leur a pas défendu de réunir leurs sections pour le jugement des affaires majeures;

Que, si lors du jugement attaqué, les deux sections réunies du tribunal d'appel de Lyon n'étaient composées que de treize juges, lorsqu'il en eût fallu quatorze pour qu'elles fussent légalement complètes, tout ce qu'on pourrait en induire, c'est que le jugement attaqué ne devrait pas être considéré comme véritablement rendu en sections réunies; mais qu'en le rendant ainsi, le tribunal d'appel de Lyon n'a violé aucune loi; qu'il a seulement manqué à sa discipline intérieure, ce qui ne peut opérer une nullité; qu'il suffit, d'ailleurs, qu'il ait manifesté l'intention de rendre cet arrêt en sections réunies, pour être préservé du reproche d'avoir été mn par des vues particulières à appeler un nombre de juges supérieur à celui nécessaire pour composer une section; qu'ainsi ne s'applique pas à l'espèce actuelle la jurisprudence du tribunal de cassation qui a annulé des jugements rendus par des sections séparées de tribunaux d'appel, lorsque, ayant dans leur sein un nombre suffisant de juges, ils en avaient appelé ou admis de suppléatoires pris dans d'autres sections;

Attendu, sur le second moyen, qu'aux termes de l'art. 9, de la loi des 19-27 sept. 1790, l'arrêt du ci-devant conseil du 11 mars 1769, qui avait jugé une question de propriété, en ordonnant le cantonnement dont est question, n'était pas pour cela nul de plein droit, mais seulement sujet à révision; que le tribunal d'appel de Lyon, en le révisant, pouvait le confirmer ou le réformer; qu'en le confirmant il n'a fait qu'user du pouvoir qu'il tenait de la loi, et que, conséquemment, il n'a pu violer la disposition de l'art. 10, tit. 1^{er} de l'ord. des eaux et forêts de 1669;

Sur le troisième moyen, attendu que la loi du 28 août 1793 n'a pas pour objet de rendre aux communes des propriétés qu'elles n'ont jamais eues, mais seulement celles dont elles ont été dépossédées par la puissance féodale; que le tribunal d'appel de Lyon n'a pu regarder comme dépossédée de sa propriété une commune qui n'a jamais été propriétaire, et qui, si elle a possédé *animo domini*, ne l'a fait que pendant un temps

insuffisant à la prescription; que telle était l'espèce dans laquelle se trouvait la commune de Jasseron, relativement à la forêt de Thaisongge; qu'ainsi, en refusant d'appliquer à cette commune la disposition de l'art. 8 de la loi du 28 août 1793, le tribunal d'appel de Lyon n'a pas violé cet article;

Attendu que la commune de Jasseron n'a produit devant le tribunal d'appel de Lyon aucun titre qui lui eût transféré la propriété de la forêt de Thaisongge; que seulement elle y a produit des actes de possession et une reconnaissance résultant de la sommation à elle faite par Groslier le 4 décembre 1752; mais que d'abord parmi ces actes de possession, il en est un, et c'est le plus ancien, qui est absolument insignifiant; qu'il est énoncé par le procès-verbal de mise en ban d'un canton de la forêt de Thaisongge, en date du 8 sept. 1681, que cette mise en ban, requise et délibérée par la commune, a été consentie par le sbâtelain du lieu, pour la conservation des intérêts des seigneurs, ce qui prouve que les seigneurs avaient un intérêt direct à ce que ce canton de bois fût remis en bon état; intérieurement qu'ils n'auraient pas eus, s'ils n'eussent pas été propriétaires; qu'à l'égard des autres actes de possession invoqués par la commune, ils embrassent au plus un espace de quinze années, à compter de l'année 1732, dates des premières opérations de l'aménagement consommé en 1763 jusqu'en 1767, époque de la requête des ci-devant seigneurs en nullité de cet aménagement; et que par une possession commencée sans titre et continuée durant ce seul espace de temps, la commune n'a pu prescrire la propriété de la forêt de Thaisongge; que cette reconnaissance erronée et dénuée de cause, n'a pu rien changer à l'état des choses, suivant la maxime de Domoulin: *simplex cognitio non disponit nec immutat statum rei*; que dès lors, elle ne peut pas plus que les actes de possession ci-dessus, constituer en faveur de la commune un titre attributif de propriété; qu'ainsi il ne se rencontre pas dans la cause en cause de plusieurs titres dont les uns fussent favorables et les autres contraires à la commune; qu'ainsi il n'y avait pas lieu à l'application de l'art. 12 de la loi du 28 août 1793, et conséquemment que le jugement attaqué n'a pas contrevenu à la disposition de cet article;

Sur le quatrième moyen, attendu que, par la charte même de 1283, portant affranchissement de main-morte en faveur des habitants de Jasseron, il est prouvé qu'à cette époque la forêt de Thaisongge appartenait aux coseigneurs de cette commune; qu'il est encore prouvé, par d'autres titres, qu'ils en étaient déjà propriétaires en 1281 et en 1265; qu'ainsi la commune de Jasseron n'est pas fondée à prétendre qu'elle ait, en 1283, cédé la propriété de cette forêt à ses ci-devant seigneurs, pour prix de son affranchissement; et que, par conséquent, c'est avec raison que le tribunal d'appel de Lyon ne lui a pas appliqué l'art. 3, de la loi du 28 août 1793; — Rejette, etc. »

Du 19 brum. an 11. — Sect. req. — Rapp., le cit. Vasse. — Concl., le cit. Merlin, commiss.

ENQUÊTE. — PUBLICITÉ.

Sous la loi du 7 fruct. an 3, et même après l'arrêt des consuls du 18 fruct. an 8, les enquêtes devaient, à peine de nullité, être faites publiquement et à l'audience; elles ne pouvaient l'être en l'hôtel d'un juge commis (1).

v^o Communaux, § 2, et Latruffe-Montmeyliu, *Droits des communes*, tom. 1^{er}, p. 281.

(1) P. décision conforme, Cass. 3 frim. an 11; —

décision contraire, Cass. 4 vent. an 11. — La question dépendait du point de savoir si les dispositions de l'ordonnance de 1667, concernant la forme des

(Blondet—C. Martin.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu la loi du 7 fruct. an 3, ainsi conçue : « Art. 4. Il est dérogé par le présent décret à toutes lois contraires ; » — Considérant que le tribunal de l'arrondissement de Barbezieux, au lieu d'ordonner, conformément à cette loi, par son jugement du 14 flor. an 9, que les témoins seraient entendus à l'audience publique, a ordonné au contraire de procéder à l'enquête par-devant le cit. Veillon, l'un des juges de ce tribunal ; — Qu'en exécution de ce jugement, le cit. Veillon a reçu l'enquête en son hôtel, conformément aux dispositions de l'ordonn. de 1667 ; — Que, lors du jugement définitif du 15 mess. an 9, le tribunal de Barbezieux a pris, pour base de sa décision, les preuves qui résultaient de cette enquête ; — Que ce tribunal a violé par là les dispositions de la loi du 7 fruct. an 3, auxquelles il n'a pas été dérogé par l'arrêté des consuls du 18 fruct. an 8 ; — Que les dispositions de la loi du 4 germ. an 2 sont ici sans application, puisque c'est uniquement par le fait du tribunal de Barbezieux que la loi du 7 fruct. an 3 a été violée ; — Considérant, d'ailleurs, que, bien loin d'avoir approuvé la forme de l'enquête à laquelle il a été procédé par défaut, le demandeur en cassation a déclaré, avant le jugement définitif, qu'il n'entendait rien approuver de tout ce qui avait été fait pendant la cours de la procédure ; — Casse, etc.

Du 19 brum. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Vergès.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., le cit. Jousset.

AUTORITÉ JUDIC. — AUTORITÉ ADM. — RESTITUTION D'EFFETS

Un ancien administrateur (un agent national) ne peut être traduit devant les tribunaux à fin de restitution d'objets dont il a, en sa qualité, ordonné le versement dans un magasin : la connaissance d'un tel fait, purement administratif, est de la compétence exclusive de l'administration (1).

(Dagomet—C. Ladam.)

Poursuivi par voie de saisie-exécution en vertu d'un jugement sous la date du 26 prair. an 3, qui le condamnait solidairement avec d'autres particuliers à remettre, sous la contrainte de 10,000 fr., à Ladam différents objets dont le versement dans un magasin avait été ordonné par eux, en leur qualité d'agents nationaux, Dagomet soutenait qu'ayant agi comme administrateur, il n'avait pu être traduit devant l'autorité judiciaire,

enquêtes, se trouvaient ou non abrogées ; question qui se reproduisait à propos de toutes autres formalités que celle de la publicité. *F. Cass.* 10^r fruct. an 9 et 7 flor. an 10 ; *F.* aussi Merlin, *Répert.*, 1^{re} Enquête, § 3. — Pour mettre un terme aux contestations qui s'élevaient à cet égard, fut rendu, le 4 pluv. an 11, un arrêté qui déclara que les enquêtes auxquelles il avait été procédé jusqu'alors, seraient valables, quelle que fût la forme suivie pour l'audition des témoins, soit que cette audition eût eu lieu à l'audience, conformément à la loi du 7 fruct. an 3, soit qu'elle eût eu lieu selon les formes prescrites par l'ordonnance de 1667 ; mais quant à l'avenir, le même arrêté ordonna que l'on suivrait les dispositions de cette ordonnance. — On sait, du reste, qu'aujourd'hui la publicité des enquêtes n'a plus lieu qu'en matière sommaire, et que dans toutes les autres matières, elle se fait devant un juge-commis. (*F.* art. 255 et 407, Code de procédure.)

(1) *F.* en ce sens, 23 vent. an 4 ; et 21 flor. an 7 ; — et alors même qu'il s'agit d'un fait qui n'est pas

et réclamait 1500 fr. de dommages-intérêts ; — Sans égard à cette défense, le tribunal de Louviers, par jugement du 1^{er} pluv. an 9, ordonna la continuation des poursuites.

Pourvoi en cassation de la part de Dagomet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu la loi du 16 fruct. an 3 ; — Vu pareillement l'art. 3, tit. 4 de la loi du 16 août 1790 ; — Considérant 1^o que c'est comme agent national que Dagomet a participé aux mesures relatives aux effets réclamés, et que Ladam l'avait reconnu lui-même, puisqu'il avait cru, devoir prendre, dans le principe, l'autorisation de l'administration supérieure, autorisation devenue sans objet par l'effet de la loi qui, en déclarant la matière administrative, a rendu les tribunaux incompétents à raison de la matière ; — Considérant, 2^o que Dagomet a été dispensé de donner suite à l'instance qu'il avait manifestée d'abord d'interjeter appel du jugement rendu sous la date des 8-24-25-26 prair. an 3, ce jugement ne trouvant anéanti par la mesure législative émanée de la convention nationale, ce qui a été décidé par le tribunal de Louviers lui-même par deux derniers jugements des 1^{er} et 21 vent. an 9, qui en ont arrêté l'exécution à l'égard de Hersseut, Gamet, Hachet et Fauxpoul, qui avaient été condamnés solidairement avec Dagomet ; — Considérant, en troisième lieu, que la demande de Dagomet, à fin de nullité de la saisie de ses meubles et de 1,500 fr. de dommages-intérêts formant l'objet principal de la contestation sur laquelle est intervenu le jugement attaqué, il y aurait eu lieu aux deux degrés de juridiction, dans le cas où le tribunal aurait été compétent, en sorte qu'il y a eu excès de pouvoir sous les deux rapports ; — Donne défaut contre Ladam, non comparant ; — Et, pour le profit, faisant droit sur la demande de Dagomet ; — Casse, etc.

Du 19 brum. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Lassudade.—Rapp., le cit. Coffinhal.—Concl. le cit. Jourde, subst.—Pl., le cit. Huart.

1^o MOTIFS. — TRIBUNAL CORRECTIONNEL.

2^o TRIBUNAL CORRECT. — JUGEM. — LOI PÉNALE.

1^o Le jugement d'un tribunal correctionnel est suffisamment motivé, lorsqu'il se fonde sur la non conviction du prévenu. (*C.* 3 brum. an 4, art. 195.)

2^o La transcription de la loi pénale dans le jugement n'est pas nécessaire, lorsqu'aucune peine n'est prononcée. (*C.* 3 brum. an 4, art. 188.) (2)

purement administratif, la fonctionnaire ou agent du gouvernement ne peut être poursuivi sans autorisation préalable du conseil d'Etat, des lors qu'il a agi en sa qualité : l'art. 75 de l'acte constitutionnel du 22 frim. an 7, toujours en vigueur, renferme à cet égard une disposition expresse. *F.* aussi en ce sens, *Cass.* 17 nivôse, 17 ventôse an 7 ; 4 germinal et 14 messidor an 9. — Mais quand le fonctionnaire doit-il être réputé avoir agi dans l'exercice de ses fonctions ? c'est là un point qu'il peut être quelquefois difficile de résoudre. *F.* vol. 1827, 2, 165 et 166, deux arrêts du 2 août 1836, qui jugent que le maire qui a saisi et enlevé des outils servant à des travaux exécutés par un particulier sur un terrain communal, ou qui s'est mis, par voie de fait, en possession d'un objet mobilier qui prétend appartenir à la commune, doit être réputé avoir agi hors du cercle de ses attributions, et, par suite, peut être poursuivi sans autorisation préalable.

(2) *F.* conf. *Cass.* 21 prair. an 7, et ses observations sur ce point.

(Dewiltieh.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Considérant, en fait, que le tribunal de police correctionnelle a motivé son jugement sur la non-conviction du prévenu; qu'ainsi il a rempli, à cet égard, le vœu de la loi;

Considérant, en droit, que l'art. 188 du Code des délits et des peines, n'est applicable qu'aux jugemens de condamnation, et que lorsqu'elle exige des juges une déclaration sur les faits, et la citation, ainsi que la transcription de la loi pénale qu'ils appliquent, ce ne peut être que dans le cas où il échoit de prononcer une peine en conséquence de faits constants; qu'ainsi, sous les deux rapports, le tribunal criminel du département de Rhin-et-Moselle a fait, dans l'espèce, une fautive application des six premiers articles de la loi sur l'ordre judiciaire, en matière civile, sur lesquels il s'est fondé;—Casse, etc.

Du 20 brum. an 11.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Schwendt.—*Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

FAUX TÉMOIGNAGE. — TRIBUNAUX SPÉCIAUX.

L'art. 2 de la loi du 23 flor. an 10, qui défère les crimes de faux à un tribunal spécial, n'a pas compris sous cette dénomination le crime de faux témoignage (1).

(Lacabanne et Vaissé.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu la 1^{re} disp., art. 456 du Code des délits et des peines;—Vu également l'art. 2 de la loi du 23 flor. dernier;—Et attendu qu'André Lacabanne et Jean Vaissé ne sont prévenus que d'un délit de faux témoignage dans un débat criminel et oral; qu'ainsi il ne peut pas être rangé dans la catégorie des délits de faux, attribués aux tribunaux spéciaux par l'art. 2 de la loi du 23 flor. dernier, déjà citée; que, dès lors, il y a eu de la part du tribunal spécial du département du Lot fautive application de la loi, et, conséquemment, contravention à la 1^{re} disp., art. 456 du Code des délits et des peines, aussi devant citée, et même excès de pouvoir, d'après la 6^e disp. du même article;—Casse, etc.

Du 21 brum. an 11.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Dutocq.—*Concl.*, le cit. Arnaud, subst.—*Pl.*, le cit. Ardouin.

JUGEMENT PAR DÉFAUT.—OPPOSITION.—USAGE.

L'usage introduit dans l'ancien ressort du parlement de Paris, d'admettre, après la huitaine, l'opposition aux jugemens rendus par défaut faute de comparoir, n'a pas opéré dérogation, même pour l'ancien ressort de ce parlement, à l'art. 3 du tit. 35 de l'ordonnance de 1667, qui, à cet égard, ne faisait aucune différence entre les jugemens rendus par défaut faute de comparoir, et ceux rendus par défaut faute de plaider (2).

(1) Cette question ne pouvait faire aucun doute. L'art. 2 de la loi du 23 flor. an 10 portait : « La connaissance de tout crime de faux en écritures publiques ou privées, ou de l'emploi fait d'une pièce qu'on savait être fautive, appartient à un tribunal spécial composé de six juges, qui devront nécessairement concourir au jugement. » Il était évident que le faux témoignage ne pouvait être compris dans ces termes restrictifs. De plus, au surplus, la question s'était présentée de savoir si le faux témoignage devait être déferé aux jurés spéciaux, qui, aux termes de l'art. 3 du tit. 12 de la 2^e part. de la loi des 16-29 sept. 1791, connaissaient des crimes de faux. La

(Intérêt de la loi.—*Aff. Madieu et Pecoulon.*) 22 niv. an 2, jugement du tribunal de Confolens par défaut, faute de comparoir, contre Madieu et Pecoulon, qui les condamnait au paiement d'une somme de 624 fr.;—17 flor. suivant, signification de ce jugement;—18 prair. opposition. — Fin de non-recevoir contre cette opposition, fondée sur la motif que toute opposition doit, aux termes de l'art. 3 du tit. 35 de l'ordonn. de 1667, être formée dans la huitaine du jour de la signification du jugement par défaut.

Madieu et Pecoulon répondent que, s'agissant d'un jugement rendu par défaut faute de comparoir, l'opposition est recevable pendant trente ans; qu'ainsi l'avait réglé un usage universellement établi, et qui avait abrogé, en cette partie, les dispositions de l'ordonn. de 1667; que cet usage était fondé sur la juste crainte qu'une partie ne devint la victime de la prévarication d'un huissier qui aurait certifié une signification sans qu'elle eût lieu.

7 mess. an 10, jugement qui reçoit l'opposition.—Le tribunal de Confolens a considéré qu'au 1^{er} devant parlement de Paris, l'opposition aux jugemens faute de comparoir était constamment reçue après la huitaine du jour de la signification; que cet exemple était suivi dans presque tous les tribunaux; que l'art. 3 du tit. 35 de l'ordonn. de 1667 était doux, à cet égard, tombé en désuétude; qu'en effet, Jousse, en sa septième note sur cet article, énonce une opinion conforme et atteste que c'est la jurisprudence des arrêts; que l'auteur des *Règles de la Procédure civile et criminelle des différens tribunaux*, et Pigeau en son *Traité de la procédure civile du Châtelet*, assument aussi que quoique l'ordonn. y fit contraire, on admettait l'opposition au palais pendant trente ans; que Denisart, verbo *Opposition*, et les auteurs du *Répertoire de jurisprudence* l'avaient également établi comme un point constant; et que le témoignage de ces interprètes sur l'état de la jurisprudence, et quelque attention sur les dangers qui pourraient naître de l'exécution rigoureuse de l'art. 3 du tit. 35 de l'ordonn. de 1667, ne permettaient pas de méconnaître un usage qui, sans compromettre les intérêts d'aucune des parties, les remet dans leur première situation et dans l'exercice de tous leurs moyens.

Le commissaire du gouvernement près le tribunal de cassation a été chargé par le grand-juge de requérir, en vertu des art. 80 et 88 de la loi du 27 vent. an 8, la cassation de ce jugement.

Le commissaire Merlin s'est attaché d'abord à démontrer, au moyen d'autorités nombreuses, que la prétendue jurisprudence invoquée par le tribunal de Confolens était loin d'être universelle. (V. son réquisitoire inséré à la note supra.) Mais en admettant même cet usage comme constant, a-t-il dit, il faudrait, pour qu'il pût faire ainsi cesser l'empire de la loi, qu'il ne fût pas concentré dans une seule partie du territoire dans

Convention nationale, consulté sur cette question, répondit, par un décret du 7 frim. an 2, que le faux qui s'exerce par des actes manuels était la seule dont la connaissance fût réservée à des jurés spéciaux.*

(2) La question n'en serait plus une aujourd'hui, sous l'empire des art. 157 et 158 du Code de proc. civ., qui ont pourvu aux inconvéniens que signalait alors la jurisprudence. Au surplus, décisions analogues, Cass. 12 vend. an 9 et 11 pluv. an 10, et le réquisitoire de Merlin, *Quest. de dr.*, * *Opposition aux jugemens par défaut*, § 7.

lequel la loi a été originellement publiée; il faudrait qu'il fût commun à tout le territoire.—Lorsque l'usage n'est pas commun à tout le pays pour lequel la loi a été faite, il n'a pas pour lui la volonté générale du peuple; il ne peut conséquemment pas faire loi, et par une conséquence ultérieure, il ne peut abroger une disposition législative.—La loi 32, § 1, ff. de *Legibus*, n'attribue pas à des usages locaux le pouvoir de faire tomber les lois générales en désuétude; il ne le donne qu'aux usages qui sont l'expression tacite du consentement unanime du peuple: *Tacito consensu omnium per desuetudinem obrogantur*.—Or, il est bien constant que l'usage introduit dans l'ancien ressort du parlement de Paris d'admettre, après la huitaine, l'opposition aux jugemens rendus par défaut, faute de comparoir, ne s'était pas, à beaucoup près, étendu à toute la France.—Cet usage n'a donc pas dérogé valablement, même pour l'ancien ressort du parlement de Paris, à l'art. 3 du tit. 35 de l'ordonn. de 1667.—C'est donc à cet article, et non à l'usage qui le contraire, que l'on doit s'attacher, même dans l'ancien ressort du parlement de Paris.—Le jugement du tribunal civil de Confolens, qui a fait céder la loi à un pareil usage, doit donc être annulé.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 3 du tit. 35 de l'ordonnance de 1667, et l'art. 34 de la loi du 27 mars 1791;—Considérant que le tribunal civil de l'arrondissement de Confolens, département de la Charente, a admis, par son jugement du 7 mess. an 10, l'opposition formée par Madieu et Pecoudon, quoiqu'il se fût écoulé trente et un jours depuis la signification du jugement qui avait été rendu contre eux faute de présentation;—Que ce tribunal s'est étayé d'un usage introduit au ci-devant parlement de Paris, d'après lequel les oppositions aux jugemens rendus faute de comparoir étaient permises pendant trente ans; qu'il a induit de cet usage que l'art. 3 du tit. 35 de l'ordonn. de 1667 était tombé, à cet égard, en désuétude;—Considérant que cet article n'admet la voie de l'opposition contre les jugemens rendus en dernier ressort, faute de se présenter, ou faute de plaider, qu'autant que cette loi est employée dans la huitaine du jour de la signification des jugemens à personne ou domicile; que le législateur a impérieusement ordonné, par l'art. 34 de la loi du 27 mars 1791, la stricte observation de l'ordonn. de 1667, et des réglemens postérieurs.—Que le tribunal civil de l'arrondissement de Confolens n'aurait pu invoquer un usage local ou particulier qu'autant que cet usage n'aurait pas été en opposition avec une loi précise et formelle faite pour la généralité de la France:—Que, pour qu'une loi générale puisse être envisagée comme étant tombée en désuétude par le non-usage, il est nécessaire d'établir le non-usage dans la généralité de l'Etat pour lequel la loi a été faite; qu'il s'en faut bien que ce principe trouve son application relativement à l'art. 3 du tit. 35 de l'ordonn. de 1667; qu'il est certain, au contraire, que cet article a été invariablement observé dans la plus grande partie de la France; qu'il l'a même été par le grand conseil;—Considérant enfin que l'art. 34 de la loi du 27 mars 1791 imposait une nouvelle obligation de suivre, à cet égard, strictement cette ordonnance, aucun règlement postérieur ne l'ayant modifiée;—Casse, etc.

(1) *V. conf.*, 23 brum. an 7, 11 et 21 mess. an 8; 14 flor. an 10, et les notes. *V. aussi notre Jurispr. du XIX^e siècle*, *vo Communaux*, § 5.

Du 25 brum. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Vergès.—Concl., le cit. Merlin, comm.

COMMUNAUX.—REINTÉGRATION.—FÉODALITÉ.

L'art. 8, tit 4 de la loi du 10 juin 1793, qui, rendant sans effet la possession quarantenaire des ci-devant seigneurs, ne les admet à réclamer aucun bien-ci-devant incultes et vacants, à moins qu'ils n'en rapportent un titre légitime, étranger à la puissance féodale, ne s'applique qu'aux terres vaines et vagues que cette loi réputa de plein droit biens communaux, et non aux biens quelconques réclamés par les communes, et par exemple aux forêts. (Rés. dans la 1^{re} espèce.)

Pour qu'une commune puisse se faire réintégrer dans la possession de biens dont elle prétend avoir été dépouillée par abus de la puissance féodale, il faut qu'elle prouve en avoir été propriétaire, et non pas seulement qu'elle y a exercé des actes de possession, même à titre de propriétaire, si cette possession a toujours été contestée et réprimée par la justice. (Rés. dans la 1^{re} espèce.) (1)

De ce que d'anciens titres désignent par les mots bois de telle commune, des bois dont cette commune avait l'usage, et dont il est prouvé par d'autres titres qu'elle n'a jamais été propriétaire, il ne résulte pas que ces bois doivent être rendus à la commune, en exécution de l'art. 8 de la loi du 28 août 1793. (Décidé dans la 2^e espèce.) (2)

1^{re} Espèce.—(Pouvoi de la comm. de Bourgne.)

La commune de Bourgne (Haut-Rhin) se prétendant propriétaire d'une forêt située dans son enclave, et voulant profiter de la loi du 24 août 1793 se pourvit devant des arbitres pour se faire réintégrer dans la possession de cette forêt, dont moitié était possédée par la nation, comme étant aux droits de Valentinois, ci-devant engagiste, et l'autre moitié par le cit. Barth.—La commune et Barth nommèrent leurs arbitres; le juge de paix en nomma un d'office pour la nation.

Sur la demande dirigée contre Barth, jugement du 16 flor. confirmé sur appel le 25 therm. suivant, qui déclare la commune non recevable.

Sur la demande dirigée contre l'Etat, sentence par défaut du 21 vent. an 2, confirmée sur appel, le 3 therm. an 7, par le tribunal civil du Haut-Rhin, qui sans avoir égard à différents arrêts du conseil, réintègre la commune dans la propriété de la partie de la forêt qui avait été possédée par Valentinois, en se fondant sur ce que d'anciens titres désignaient cette forêt sous les noms de bois de Bourgne, bois du village de Bourgne, bois de la communauté de Bourgne.

Pouvoi en cassation par la commune contre le jugement rendu au profit de Barth, et par le préfet du Haut-Rhin contre le jugement qui avait accueilli la demande de la commune.

Le pouvoi de la commune était fondé sur une prétendue violation des art. 8 de la loi du 28 août 1793.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu, sur les deux premiers moyens de cassation proposés par la commune, que les art. 1^{er}, et 8, sect. 4 de la loi du 10 juin 1793, n'ont pour objet que les terres vaines, vagues et en friches, et non les bois et forêts

(2) *V. le réquisitoire de Merlin dans cette affaire, Quest. de dr., vo Communaux (biens), § 4.*

en rapport; que l'art. 3, 1^{re} sect., excepté même du partage qu'elle permet à l'égard des communaux en général; que, dans aucun des actes produits au procès, la forêt de Bourgogne n'est appelée communale dans ce sens que la propriété en appartient en commun aux habitants; que seulement par la transaction du 30 fév. 1533, les bois sont dits communs comme appartenant par indivis aux ci-devant seigneurs de Deile et de Bourgogne; qu'enfin, il est prouvé par divers actes des années 1484, 1500, 1520, 1531 et 1574, que les prédécesseurs du cit. Barth avaient acquis à titre onéreux différentes parties des bois dont s'agit; qu'ainsi, sous aucun rapport, la loi du 10 juin 1793 n'est applicable à l'espèce;

Attendu, sur le troisième moyen, que l'art. 8 de la loi du 28 août 1792 exige, pour que les communes soient réintégrées dans leurs anciennes propriétés ou droits d'usage, qu'elles justifient les avoir anciennement possédés et en avoir été dépouillées par la puissance féodale; mais que la commune ne prouve nullement avoir anciennement possédé la forêt de Bourgogne comme propriétaire; qu'au contraire, la transaction du 8 août 1538 et le procès-verbal du 11 juil. 1631 démontrent qu'elle n'y prétendait qu'un droit d'usage en remplacement duquel il lui fut délaissé par arrêt du conseil d'Etat du 18 août 1792 cinq cent seize arpens sur huit cent quatre-vingts que la forêt se trouva contenir; que, si dans les temps postérieurs à 1631 et surtout pendant la minorité d'Othon Brinngoffen, l'un des prédécesseurs de Barth, la commune s'écarta de ce simple droit d'usage et prétendit anticiper sur la propriété, ces entreprises furent chaque fois réprimées par des jugemens en dernier ressort, et qu'il est impossible de soutenir que des entreprises ainsi prescrites et contraires aux titres communs des parties aient pu créer, au sens même de la loi du 28 août 1792, un droit de propriété en faveur de la commune;

Attendu, sur le quatrième moyen, que le jugement attaqué n'a réellement condamné la commune qu'au remboursement des frais déboursés par le cit. Barth; — Rejette, etc.

Du 25 brum. an 11. — Sect. civ. — Prés., le cit. Lassusde. — Rapp., le cit. Maleville. — Concl., le cit. Merlin, comm. — Pl., les cit. Tournay et Thacusias.

2^e espèce. — (Pourvoi du préfet du Haut-Rhin.)

Le pourvoi du préfet du Haut-Rhin, dans l'affaire qui précède, était fondé sur une fausse application de l'art. 8 de la loi du 28 août 1792, qui ne concerne que les terres vaines et vagues, et non les biens productifs, tels que les forêts.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que, loin que la commune justifiait avoir anciennement possédé, comme propriétaire, la forêt de Bourgogne, la transaction ou sentence arbitrale du 8 août 1538, et le procès-verbal du 11 juil. 1631, prouvent, au contraire, qu'elle n'y avait aucun droit de propriété, et n'y réclamait qu'un droit d'usage; — Considérant qu'en remplacement de ce droit d'usage, et par l'arrêt du conseil d'Etat du 18 août 1792, autorisant le cantonnement, il lui a été adjugé cinq cent seize arpens en toute propriété, sur huit cent quatre-vingts que la forêt se trouva contenir; et ce, indépendamment de soixante-neuf arpens qu'elle réclamait à part, et qui lui ont été également délaissés; — Considérant que si, depuis la réunion au domaine national par le traité de Westphalie, de la partie de la forêt de Bourgogne qui appartenait ci-devant à la maison d'Autriche, et pendant la jouissance que la fa-

mille Mazarin a eue de cette partie en vertu de la cession, depuis révoquée, que Louis XIV en avait faite au cardinal, la commune a fait quelques entreprises sur ce domaine, elles n'ont pu nuire à la propriété de la nation, quelle qu'eût été la connivence de l'engagiste; — Par ces motifs, — Casse. Du 26 brum. an 11. — Sect. civ. — Prés., le cit. Lassusde. — Rapp., le cit. Maleville. — Concl., le cit. Merlin, comm. — Pl., le cit. Gourmay.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — DÉSIGNATION DES PRÉVENUS. — SIGNIFICATION DU JUGEMENT.

Les tribunaux spéciaux ne pouvant se déclarer compétents pour la poursuite d'un délit, sans indiquer et nommer, dans le jugement de compétence, les individus présumés auteurs ou complices du délit. (LL. 18 pluv. an 9, art. 22 et 24; 23 flor. an 10.) (1)

La signification du jugement de compétence doit être faite, dans les vingt-quatre heures de la prononciation à l'accusé, s'il est détenu, ou à son dernier domicile. (L. 18 pluv. an 9, art. 25.)

(Min. pub. — C. Inconnus.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 22, 23 et 25 de la loi du 18 prair. an 9; — Attendu qu'il résulte de la combinaison des articles précités de la loi du 18 pluv. an 9, dont les dispositions sont déclarées communes par l'art. 5 de la loi du 23 flor. dernier, aux tribunaux spéciaux créés en conformité de cette loi, que le jugement par lequel un tribunal spécial se déclare compétent pour la poursuite d'un délit spécifié dans son attribution, doit indiquer et nommer les individus présumés auteurs ou complices du délit; — Que la signification du jugement de compétence doit être faite dans les vingt-quatre heures de la prononciation, soit à l'accusé, s'il est détenu, ou à son dernier domicile; que, dans l'espèce, le jugement rendu par le tribunal spécial du département de l'Aisne, le 11 de ce mois, par lequel il s'est déclaré compétent pour la poursuite du crime d'incendie, ne désigne, ne nomme aucun individu; que, par conséquent, il ne peut recevoir aucune application directe et personnelle; — Casse, etc.

Du 27 brum. an 11. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Liger — Verdigny. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

TRIBUNAUX SPÉCIAUX. — COMPÉTENCE. — INCENDIE.

Les tribunaux spéciaux auxquels la loi avait délégué les crimes d'incendie de granges, meules de blé et autres dépôts de grains, n'étaient pas par cela seul compétents pour connaître de l'incendie d'un bâtiment contenant plusieurs fais de lin avec leurs grains. (L. 23 flor. an 10, art. 4.) (2)

(Monier.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu qu'il résulte du jugement rendu le 11 brum. dernier, par le tribunal spécial du Nord, à l'égard d'André Monier, qu'il est prévenu d'incendie; que cet incendie a consisté dans la perte de bestiaux et de bâtiments dont une partie était destinée à renfermer le produit des récoltes, parmi lesquelles se trouvait du lin febré et une partie destinée à l'être; — Attendu que la prévention, ainsi caractérisée, ne constitue pas précisément le crime d'incendie de granges, meules de blé et autres

(1) P. conf., Cass. 27 et 29 brum. an 9.

(2) P. anal. en ce sens, Cass. 28 therm. an 9, et Merlin, *Repert.*, *1^{re} Incendie*, § 11.

dépôts de grains, qui est le seul dont la loi du 23 flor. an 10 attribue, en matière d'incendie, la connaissance aux tribunaux spéciaux par elle institués; que l'existence dans les batiments de plusieurs faix de lin avec leur graine, ne peut faire regarder lesdits batiments comme dépôts de grains destinés aux alimens, surtout lorsqu'il y avait, comme il appert par le jugement, une grange qui ne tenait pas à la maison et qui n'a pas été incendiée; qu'il y a eu, en conséquence, fautive application de l'art. 4 de la loi du 23 flor. an 10, dans le jugement susdité;—Vu l'art. 4 de la loi du 23 flor. an 10;—Casse, etc.

Du 27 brum. an 11.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Borel.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

GARDE CHAMPÊTRE.—GARDE PARTICULIER.—NOMINATION.—FERMIER.

Le fermier a, comme le propriétaire, le droit de nommer un garde particulier pour la surveillance de ses récoltes. (C. 3 brum. an 4, art. 40.) (1)

(Rage.)

Le tribunal criminel de la Haute-Marne avait déclaré nulle le rapport d'un garde champêtre nommé par un fermier, par le motif que l'art. 40 du Code du 3 brum. an 4, ne donne qu'aux propriétaires le droit de nommer des gardes particuliers.

Pourvoi du ministère public.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant qu'il est évident que l'art. 40 du Code des délits et des peines du 3 brum. an 4, s'applique aux fermiers comme aux propriétaires; que le tribunal de la Haute-Marne a donné à cet article un sens trop étroit, lorsqu'il a déclaré qu'il n'attribue qu'aux propriétaires et non aux fermiers le droit d'avoir et de nommer un garde particulier; que, par conséquent, il a fait une fautive application de cet article;—Casse, etc.

Du 27 brum. an 11.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Bauchan.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

JURY D'ACCUSATION.—REMISE DE PIÈCES.

La déclaration du jury d'accusation est nulle quand ni les dépositions des témoins, ni les interrogatoires des prévenus, ni les autres pièces de la procédure, n'ont été remis aux jurés et qu'il ne leur a été laissé, pour servir à leur délibération, que l'acte d'accusation. (L. 7 pluv. an 9, art. 21.) (2)

(Maur.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 21 de la loi du 7 pluv. an 9;—Attendu qu'il résulte du procès-verbal de la séance du jury d'accusation, que ni les dépositions des témoins, ni les interrogatoires du prévenu, ni les autres pièces de l'acte

d'accusation, n'ont été remis aux jurés, et qu'il ne leur a été laissé, pour servir à leur délibération, que l'acte d'accusation, ce qui est une contravention formelle à la disposition de l'art. 21 de la loi ci-dessus citée;—Casse, etc.

Du 27 brum. an 11.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Rataud.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

1° MAGISTRAT.—ASSESEUR DE JUGE DE PAIX.—MISE EN JUGEMENT.

2° COMPÉTENCE.—INDIVISIBILITÉ.—COMPLICES.

1° L'assesseur d'un juge de paix prévenu d'un délit dans l'exercice de ses fonctions, ne peut être mis en jugement qu'après une accusation admise par le tribunal de cassation. (L. 27 vent. an 8, art. 80.) (3)

2° Lorsque l'un des prévenus d'un même délit est soumis, à raison de sa qualité, à une procédure particulière, ses coprévenus participent aux mêmes formes.) (4)

(Bouin.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8;—Considérant que, d'après la disposition de cet article, qui n'est qu'un développement et le mode d'exécution de l'art. 74 de la constitution, les juges ne peuvent, pour les délits relatifs à leurs fonctions, être poursuivis et jugés que dans la forme qui est déterminée par ladite loi;—Que, dans l'espèce, c'est en sa qualité d'assesseur de juge de paix et remplaçant celui-ci dans ses fonctions, que le cit. Bouin est prévenu d'avoir participé au faux dont il s'agit;—Qu'ainsi il ne pouvait, à raison de ce délit, être mis en jugement qu'après une accusation admise par le tribunal de cassation, et que, par une autre conséquence, le tribunal spécial du département de Saône-et-Loire n'a pu se déclarer compétent pour instruire et juger, sans une contravention formelle à la loi ci-dessus citée et sans excéder ses pouvoirs;

Considérant aussi qu'en matière criminelle, il n'y a pas lieu de diviser entre les prévenus d'un même délit;—Casse et annule le jugement rendu par le tribunal spécial du département de Saône-et-Loire, le 14 fruct. dernier;—Ordonne qu'à la diligence du commissaire du gouvernement, le présent jugement sera imprimé et transcrit sur les registres dudit tribunal spécial;—Et faisant droit sur les conclusions du substitut du commissaire du gouvernement; lui donne acte de la réserve qu'il fait, de dénoncer à la section des requêtes le cit. Bouin et ses coprévenus, pour raison du faux dont il s'agit.

Du 28 brum. an 11.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Rataud.—*Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

PAPIER MONNAIE.—RÉDUCTION.—ARRÉRAGES.

Les arrérages de rentes et pensions, dus en

instruction orale : le jury d'accusation ne statue plus que sur l'instruction écrite; mais dès lors les règles doivent changer, et les dépositions écrites des témoins, dont la communication était une cause de nullité sous le Code du 3 brumaire an 4, durent, au contraire, à peine de nullité, être communiquées aux jurés, dont elles étaient devenues le seul moyen de conviction. Tel est aussi le principe que pose le jugement que nous rapportons, et auquel s'attache, par suite de cette succession des législations, un véritable intérêt scientifique.

(3) *V.* les art. 484 et suiv. du Code d'inst. crim.

(4) *V.* nos observations sur le jugement analogue du 3 pluv. an 8. *V.* aussi Cass. 8 prair. an 8.

(1) *F.* loi du 20 mess. an 3, art. 4, et ord. du 29 nov. 1820; *V.* aussi Merlin, *Repert.*, v° *Garde champêtre*, n° 6, et Favard, *cod. verbo*, n° 5.

(2) La loi du 7 pluv. an 9 avait entièrement modifié la procédure suivie devant le jury d'accusation. Sous le Code du 3 brum. an 4, les témoins étaient entendus oralement par le jury; cette audition était même l'une des règles fondamentales de l'instruction; de là les nombreux jugemens de cassation qui ont été précédemment rapportés, et qui se fondaient sur ce que les déclarations écrites des témoins avaient été laissées entre les mains des jurés d'accusation, qui avaient pu dès lors en faire la base de leur décision. La loi du 7 pluv. an 9 supprima cette

virtu d'actes antérieurs au 1^{er} janv. 1791, n'ont pu être exigés qu'avec réduction pour la partie échue depuis cette époque jusqu'à la publication de la loi du 29 mess. an 4 (cassation du cours forcé des assignats), alors même qu'ils avaient été stipulés payables en numéraire. (L. 15 pluv. an 5, art. 2; 15 fruct. an 5, art. 6; 26 brum. an 6, art. 3.)

(Broulet—C. Broulet.)

Du 29 brum. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Babbille.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., les cit. Camus et Leroy.

RÉSERVE.—INSTITUTION CONTRACTUELLE.

Sous l'empire de la loi du 18 pluv. an 5, les héritiers non compris dans une institution contractuelle pouvaient réclamer cumulativement la réserve faite par l'instituant et leur légitime; et dans ce cas, les héritiers n'étaient tenus d'imputer aucune partie de la réserve sur leur légitime. (L. 18 pluv. an 5, art. 2.) (1)

(Chassaing—C. Chassaing.)

Le citoyen Chassaing, héritier contractuel, soutenait que les héritiers non compris dans l'institution contractuelle ne pouvaient cumuler la réserve et la légitime.—Les frères légitimaires soutenaient le contraire.

7 prair. an 9, jugement du tribunal d'appel séant à Riom, qui prend un terme moyen, et accorde aux légitimaires la réserve, simultanément avec la légitime; mais déduit de la réserve la portion qui avait servi à la computation des légitimes.

Pourvoi en cassation par toutes les parties, qui invoquent également les dispositions de la loi du 18 pluv. an 5.

14 frim. an 10, jugement (2) de la section des requêtes qui rejette le pourvoi de Chassaing aîné. Il restait à prononcer sur la requête admise des légitimaires.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 2 de la loi du 18 pluv. an 5;—Considérant que la section des requêtes du tribunal de cassation, en rejetant, par son jugement du 14 frim. an 10, la demande en cassation d'Antoine-Bernard Chassaing, a irrévocablement décidé que les frères Chassaing, ses adversaires, étaient fondés à cumuler la réserve avec la légitime légale;

Que la seule question soumise aujourd'hui au tribunal sur le pourvoi des frères Chassaing, consiste à savoir si le tribunal dont ils attaquent la décision, a violé l'art. 2 de la loi du 18 pluv. an 5, en ordonnant de déduire de la réserve la portion qui avait servi à la computation des légitimes;—Considérant que le législateur a voulu, par l'art. 2 de la loi du 18 pluv. an 5, que la totalité des réserves fût partie des successions ab intestat; Que les donataires ont été formellement exclus par cet article, du droit de prendre aucune part sur ces réserves; Que le législateur a voulu en outre qu'il ne fût fait aux légitimaires aucune

imputation de la réserve sur les légitimes; Qu'il résulte de cette prohibition d'imputation que les légitimaires sont autorisés à prendre la totalité de la réserve, et à réclamer, conformément au droit commun, la légitime sur la totalité des biens; Que la différence entre l'ancienne et la nouvelle législation est infiniment sensible, et vient encore à l'appui; Qu'en effet, d'après les anciennes lois, la réserve faite par le donateur, appartenait de plein droit au donataire, lorsque le donateur était décédé sans avoir disposé; Qu'alors le légitimaire était réduit à la légitime sur la totalité des biens; Que, d'après la nouvelle législation, au contraire, la totalité de la réserve dont il n'a pas été disposé, appartient aux légitimaires; Que cette totalité de réserve leur appartient exclusivement, sans qu'ils puissent être tenus d'en imputer aucune partie sur les légitimes qui leur sont dues, conformément au droit commun, sur la totalité des biens; Que ne pouvant y avoir en effet, aucun doute sur les principes constants d'après lesquels la légitime est prise sur la totalité des biens, le législateur s'est référé à cet égard au droit commun et aux anciennes lois; Qu'en se bornant à statuer sur les réserves dont il n'aurait pas été disposé, il les a adjugées en totalité aux légitimaires, sans aucune espèce d'imputation sur leurs légitimes; Que, par conséquent, le tribunal dont le jugement est attaqué, en ordonnant de déduire de la réserve dont il s'agit, la portion qui avait servi à la computation des légitimes, a ouvertement violé l'art. 2 de la loi du 18 pluv. an 5, qui veut que la réserve soit adjugée en entier aux légitimaires, et qu'aucune espèce d'imputation ne puisse en atténuer l'utilité;—Casse, etc.

Du 1^{er} frim. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Vergès.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.—Pl., les cit. Thacussot et Dufresneau.

EMIGRÉ.—ADJUDICATION.—COPROPRIÉTAIRE.—PAIEMENT.

L'acquéreur d'un immeuble indivis entre un émigré et des tiers, et vendu comme tel par le gouvernement aux droits de l'émigré, n'a pu, même depuis la loi du 1^{er} flor. an 3, valablement verser dans la caisse nationale la portion du prix revenant aux tiers copropriétaires, lorsque d'ailleurs, sur la production de leurs titres la part de ceux-ci avait été déterminée. (L. 13 sept. 1793, art. 8; 1^{er} flor. an 3, art. 107 et 109.)

(Mazard—C. Cardinet.)

Le 24 vend. an 3, Mazard s'était rendu adjudicataire, devant l'administration du district de Bourges, d'un domaine possédé par Cardinet jeune, et indivis entre son frère, émigré.—L'adjudication assujettissait Mazard à en payer le prix dans la forme prescrite par la loi du 13 sept. 1793; or, l'art. 8 de cette loi voulait que, dans le cas de vente de biens indivis entre un émigré et des non émigrés, l'acquéreur payât aux copropriétaires le prix relatif à la quote pour laquelle ils avaient droit.—Cependant, les 21 vend. et 5

(1) P. conf., Cass. 14 frim. an 10; 12 germ. an 13; 2 sept. 1807; 1^{er} avril 1823.—Le raisonnement de douter était né de ce qu'on supposait que la loi du 18 pluv. an 5, en accordant aux légitimaires le cumul de la réserve et de leur légitime, n'avait entendu le décider ainsi qu'à l'égard de la légitime conventionnelle, c'est-à-dire de celle qui était fixée par le contrat; et cela, par la raison que cette fixation contractuelle était rarement juste et donnait fréquemment lieu à des procès en supplément de légitime. Mais ce doute

durait peu, et la jurisprudence ne tarde pas à se fixer dans le sens du jugement que nous recueillons.—Aujourd'hui, la réserve faite dans l'institution contractuelle appartient, en cas de non disposition, au donataire ou à ses héritiers: Le Code est ainsi revenu aux anciens principes. P. sur ce point Merlin, *Repert.*, v^o *Légitime*, sect. 8, § 3, art. 4, et l'art. 1086 du Code civ.

(2) P. ce jugement à sa date.

frim. an 4, Mazard versa dans la caisse nationale la totalité du prix de son acquisition.

Au mois de therm. an 6, demande par Cardinet jeune, contre Mazard, a fin de paiement de la portion du prix de l'adjudication du 25 vend. an 3, qui lui revenait. — Mazard soutient qu'il s'est valablement libéré de cette portion du prix de son acquisition, par les versements faits à la caisse nationale; — Il s'étale a cet égard de la disposition de l'art. 109 de la loi du 1^{er} flor. an 3.

2 mess. an 7, jugement du tribunal civil du Cher qui accueille ce système.

Sur l'appel, le tribunal civil de l'Allier a pensé que l'art. 8 de la loi du 13 sept. 1793, loin d'avoir été abrogé par la loi du 1^{er} flor. an 3, avait, au contraire, été maintenu par l'art. 107 de cette dernière loi. En conséquence, par jugement du 25 vend. an 8, il a condamné Mazard à payer à Cardinet jeune les sommes demandées.

POURVOI en cassation par Mazard, pour fausse application de l'art. 8 de la loi du 13 sept. 1793, et de l'art. 107 de celle du 1^{er} flor. an 3, et contravention à l'art. 109 de cette dernière loi. — Aux termes de cet art. 109, disait le demandeur, les copropriétaires de biens indivis, et déjà vendus à l'époque de la loi du 1^{er} flor. an 3, devaient être payés en assignats. Par quel? Par le receveur des revenus nationaux. A quelles époques? A celles où les acquéreurs faisaient leur versement. Entre les mains de qui devait avoir lieu ce versement? Ce ne pouvait être entre les mains des copropriétaires: autrement la nation, s'ils eussent dû recevoir directement des acquéreurs, ne se serait point ébargée de les payer aux époques des versements, on de leur donner option de faire effectuer de suite les paiements en reconnaissances admissibles en paiement de biens nationaux. — C'est donc entre les mains du receveur des revenus nationaux que les acquéreurs de biens indivis, dont les ventes étaient déjà effectuées à l'époque du 1^{er} flor. an 3, ont dû, depuis cette époque, payer le restant du prix des acquisitions. — L'art. 107 de la loi du 1^{er} flor. an 3, sur lequel le tribunal de l'Allier s'est fondé, n'était applicable qu'aux ventes qui devaient avoir lieu postérieurement à cette loi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'après avoir constaté, sur les vides titres produits, que la moitié de la métairie dont il s'agit, appartenait à Cardinet jeune, patrimoniallement et sans aucune impression de domanialité, les administrateurs du district de Bourges avaient, par une clause expresse de l'adjudication, chargé Mazard de verser dans les mains de Cardinet la moitié du prix de ladite métairie, obligation qui, d'ailleurs, lui était imposée par l'art. 8 de la loi du 13 sept. 1793; — Attendu que la disposition de cet article est d'une justice exacte, qu'elle est si conforme aux principes conservateurs des droits sacrés de la propriété, qu'aucun raisonnement n'en peut faire supposer l'abrogation, et qu'il faudrait qu'elle fût prononcée par une loi postérieure et dans les termes les plus explicites; — Attendu que, loin de trouver cette abrogation explicite et formelle dans la loi du 1^{er} flor. an 3, on y voit, au contraire, que le législateur toujours animé du même esprit de justice, veut que le prix des biens possédés par indivis avec les émigrés, soit versé par les acquéreurs, savoir, pour ce qui sera dû aux copropriétaires, entre leurs mains (art. 107); et que les ventes des biens indivis, déjà effectuées, soient maintenues, ainsi que les clauses de ces mêmes ventes (art. 109); — Qu'à la vérité, ce même art. 109 ajoute: « Néanmoins, les copropriétaires seront payés de leurs por-

« tions en assignats, par les receveurs des revenus nationaux, aux époques où les acquéreurs feront leurs versements sur les mandats des directeurs de district: » — Mais, 1^o le principe général est si formellement reconnu par l'art. 107, et l'exécution des clauses des adjudications qui obligent les acquéreurs à verser dans les mains des copropriétaires de la nation, est si impérieusement commandée par la 1^{re} part. de l'art. 109, que l'on ne peut, sans écuser la loi de l'inconséquence la plus étrange, supposer qu'elle ait voulu anéantir cette obligation et en décharger les acquéreurs, et cela, par une disposition ultérieure de ce même art. 109; — 2^o Cette seconde disposition s'explique naturellement et sans choquer ni la première ni le principe consigné dans l'art. 107; il existait une distinction entre les propriétaires par indivis avec la nation: les uns avaient produit leurs titres de propriété, et leurs portions dans l'indivis étaient déterminées; les autres avaient négligé de remplir cette formalité, et, en conséquence, les corps administratifs s'étaient trouvés, lors des adjudications, dans l'impossibilité de déterminer la quantité qui leur revenait dans le prix des objets vendus. Les contrats d'adjudication obligeaient les acquéreurs à verser dans les mains des premiers le prix de leur portion dans l'indivis. La loi ne pouvait pas rendre la même justice aux autres, puisque leurs droits n'étaient pas réglés. A leur égard, elle ne pouvait faire autre chose que ce qui est ordonné par la seconde disposition de l'art. 109, c'est-à-dire autoriser les acquéreurs à verser la totalité du prix dans les caisses nationales, et enjoindre aux receveurs de remettre aux copropriétaires par indivis leur portion dans le même prix, lorsque, sur le vu de leurs titres, elles seraient réglées par les corps administratifs; — Attendu que cette explication est la seule raisonnable, la seule qui se concilie avec la justice, avec les principes généraux et la législation particulière aux biens des émigrés, et qu'il en résulte que la seconde partie de l'art. 109, uniquement applicable au cas où le copropriétaire par indivis avec la république n'a pas produit ses titres de propriété, est étrangère à l'espèce; que c'est en l'écartant, pour se référer à la loi du 13 sept. 1793, à l'art. 107 de celle du 1^{er} flor. an 3, et à la première partie de l'art. 109 de cette même loi, que le tribunal d'appel a déclaré nuls, relativement à Cardinet jeune, les versements d'assignats faits par Mazard dans la caisse nationale, les 21 vend. et 5 frim. an 4; et qu'ainsi, il est impossible de trouver dans le jugement attaqué la contravention expresse que la loi exige pour motiver la cassation d'un jugement en dernier ressort: — Rejette, etc.

Du 1^{er} frim. an 11. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Henrion. — Concl., le cit. Lacoutour, subst. — Pl., les cit. Guichard et Raguideau.

1^o ENQUÊTE. — PUBLICITÉ.

2^o PAPIER-MONNAIE. — VENTE. — INDICATION DE PAIEMENT. — RÉMÉRIATION.

1^o Sous la loi du 7 fruct. an 3, et même après l'arrêté des consuls du 18 fruct. an 8, les enquêtes devaient, à peine de nullité, être faites publiquement et à l'audience; elles ne pouvaient l'être en l'hôtel d'un juge commis (1).

2^o La faculté de résilier une vente faite en assignats avec indication de paiement, accordée à l'acquéreur par l'art. 10 de la loi du 16 niv. an 6, ne peut lui être déniée sous le prétexte

(1) Sur cette question, qui a été jugée diversement, V. Cass. 19 brum. an 11, et la note.

qu'il aurait revendu l'immeuble, et qu'il aurait lui-même refusé la résiliation qui lui était offerte par son sous-acquéreur.

(Colas-Brouville—C. Corbie).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu 1^{er} que la loi du 7 fruct. an 3 ordonne que toutes les enquêtes soient faites à l'audience publique, et qu'elle n'a été abrogée par aucune loi postérieure;—Que, cependant, l'enquête dont il s'agit a été reçue par un membre du tribunal et non à l'audience;

Attendu 2^o que le jugement du 8 prair. an 9 a enlevé au demandeur le droit de résilier que lui accordait cet article, sans aucune espèce de restriction, et cela sous le vain prétexte d'une réserve faite aux frères Langlois, et sous le prétexte plus frivole encore que le demandeur n'aurait point accepté la résiliation faite par les frères Langlois, le 7 ventôse an 6, résiliation qui, certainement, ne devait pas être acceptée; résiliation qui, d'ailleurs, avait été formellement acceptée par le demandeur, lorsque, à son tour, il a résilié la vente qui lui avait été consentie en germinal an 3, ou par Olivier et Mineux, ou par Corbie et sa femme, par l'entremise d'Olivier et Mineux;—Attendu qu'il n'appartient pas aux tribunaux d'imaginer arbitrairement les fins de non recevoir, pour priver un citoyen des droits que la loi lui accorde;—Qu'ainsi, le jugement dénoncé a violé l'art. 10 de la loi du 16 niv. an 6;—Casse, etc.

Du 2 frim. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Doutrepoint.—Concl., le cit. Jourde, subst.

1^{er} PARCOURS.—POSSESSION IMMÉMORIALE.

La loi des 28 sept.-6 oct. 1791 n'a pas aboli le parcours fondé sur une possession immémoriale. (L. 28 sept.-6 oct. 1791, sect. 4, art. 2 et 3.) (1)

(Comm. de Cubry—C. comm. de Fredry.)

Les communes de Fredry et de Cubry (Haute-Saône), sont situées, la première sur la rive droite, la seconde sur la rive gauche de la Saône. Les confins des deux communes sont occupés par une prairie considérable traversée par la rivière.—De temps immémorial, la commune de Fredry était en possession exclusive du droit de parcours sur la portion de cette prairie située sur la rive droite; elle jouissait de ce droit concurremment avec celle de Cubry sur la portion de la rive gauche.

Postérieurement à la loi des 28 sept. 6 oct. 1790, et en s'étayant des dispositions de cette loi, la commune de Cubry, forma une demande tendant à faire déclarer celle de Fredry déchue du droit de parcours sur la rive gauche.

Jugement de première instance qui lui adjuge

ses conclusions. Mais sur l'appel, jugement du tribunal de Besançon, qui, réformant, maintient la commune de Fredry dans l'exercice exclusif du droit de parcours sur la rive droite, et dans la concurrence avec la commune de Cubry pour l'exercice de ce droit sur la rive gauche.

POURVOI en cassation par la commune de Cubry, pour violation notamment de la loi du 6 oct. 1791, qui déclare le territoire français libre de toute servitude de cette nature.

Le substitut du commissaire du gouvernement a dit, qu'avant la révolution, on connaissait dans la ci-devant Franche-Comté deux espèces de droits de parcours ou servitude de vaine pâture, sur l'héritage d'autrui : l'un s'exerçait à titre de simple faculté, l'autre constituait un véritable droit de copropriété. Or, la nature du droit de la commune de Fredry sur la portion de la prairie située sur la rive gauche était évidente; elle en jouissait depuis un temps immémorial, elle possédait un droit réel, elle était pleinement copropriétaire.—La loi du 6 oct. 1791, ne porte aucune atteinte à ce droit; elle permet, il est vrai, au propriétaire de se clore pour se soustraire à la servitude de parcours, mais l'art. 2, sect. 4, tit. 1^{er} de cette loi, maintient expressément l'exercice du parcours entre communes voisines, quand ce droit est fondé sur une possession immémoriale.—Cette loi, d'ailleurs, n'a pu anéantir le droit de copropriété de la commune de Fredry.—Conclusions au rejet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que les droits de la commune de Fredry ont leur fondement sur une possession immémoriale; que la loi du 6 oct. 1791 n'a point aboli des droits de cette nature; que l'arrêté du comité de salut public, du 25 therm. an 3, était subordonné aux circonstances qui existaient alors;—Rejette, etc.

Du 2 frim. an 11.—Sect. req.—Prés., le cit. Target.—Concl., le cit. Pons (de Verdun), subst.

DERNIER RESSORT.—DEMANDE INDÉTÉRMINÉE.

Un tribunal de commerce ne peut statuer qu'en premier ressort sur une demande en remise de traites acquittées, s'élevant ensemble à plus de 1000 fr., alors surtout que la défendeur oppose à cette action une prétention d'une valeur indéterminée, telle que la réclamation des frais de protêt et des intérêts échus dont il ne fixe pas le montant. (L. 16-24 août 1790, tit. 12, art. 4.)

(Genot et Dubois Sarran.—C. Breton.)

Genot et Dubois Sarran avaient formé contre Breton une demande en remise de trois traites qu'ils avaient acquittées après protêt.—Breton s'y

« trarieront point les réserves portées dans les articles suivans de la présente section. a—Ainsi, l'arpenteur et la vaine pâture sont formellement conservés par la loi, du moins provisoirement, lorsqu'ils sont fondés sur un usage immémorial, avec cette restriction posée dans l'art. 7 de la même loi, que, dans ce cas, les propriétaires peuvent toujours, en faisant clore leurs héritages, s'affranchir de cette servitude, tandis qu'ils ne la peuvent pas quand le droit de parcours et de vaine pâture résulte d'un titre positif. —Il ne paraît pas que le Code civil ait apporté aucun changement à ces dispositions, car si, par l'art. 617, il permet à tout propriétaire de se clore, il est certain que cet article ne peut s'appliquer au cas où il existe une servitude conventionnelle. F. sur cette matière, Cass. 13 fruct. an 9, et la note;

(1) Cette solution résulte évidemment du texte des art. 2 et 3 de la sect. 4 de la loi de 1791, ainsi conçus : Art. 2. « La servitude réciproque de paroisse à paroisse, connue sous le nom de parcours, et qui entraîne avec elle le droit de vaine pâture, continuera provisoirement d'avoir lieu avec les restrictions apportées à la présente section, lorsque que cette servitude sera fondée sur un titre ou sur une possession autorisée par les lois et les coutumes : a—à tous autres égards, elle est abolie. » —Art. 3. « Le droit de vaine pâture dans une paroisse, accompagné ou non de la servitude de parcours, ne pourra exister que dans les lieux où il est fondé sur un titre particulier, ou autorisé par la loi ou par un usage local immémorial, et à la charge que la vaine pâture n'y sera exercée que conformément aux règles et usages locaux qui ne con-

refuse, en se fondant sur ce qu'il n'était pas remboursé des frais de protêt, et des intérêts échus dont il ne fixait point le montant.

8 prair. an 9, Jugement du tribunal de commerce de Metz, qualifié en dernier ressort, qui rejette la demande de Genot et Dubois Sarron.

Pourvoi en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 4, tit. 12, de la loi du 24 août 1790;—Attendu que l'action des demandeurs avait pour objet la remise de trois traites, de la valeur de 1,500 fr., et que, d'ailleurs, quoique ces traites fussent acquittées, la contre-prétention de Breton était d'une valeur indéterminée;—Qu'ainsi le tribunal de commerce de Metz, en prononçant en dernier ressort sur ce différend, a commis un excès de pouvoir et violé la loi ci-dessus citée;—Donne défaut contre Breton, et, pour le profit;—Casse, etc.

Du 3 frim. an 11.—Sect. civ.—Créte, le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Dautrepoint.—Concl., le cit. Jourde, subst.

EXPLOIT. — IMMATRICULE.

Est nul tout exploit d'assignation postérieur à la loi du 7 niv. an 7, si l'huissier n'a point dénoncé le tribunal dans le ressort duquel il exerce ses fonctions, encore qu'il ait fait mention de l'ancienne juridiction où il avait été immatriculé (1).

(Boulique — C. Creneau.)

Du 3 frim. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Henrion.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., et cit. Guichard et Lavaux.

RENTE VIAGÈRE. — REMBOURSEMENT. — QUALITÉ.

Le mari n'a pas qualité pour recevoir le remboursement d'une rente viagère appartenant à sa femme, alors même qu'elle est reversible sur sa tête, s'il a été stipulé dans le titre constitutif que la rente ne pourrait être remboursée qu'à la femme elle-même, après averissement, et si en se mariant la femme s'est réservée la libre disposition de ses biens (2).

(Osbert et Frimont — C. veuve Poisson.)

Du 3 frim. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Audier-Massillon.—Concl., le cit. Jourde subst.—Pl., le cit. Chabroud.

TRIBUNAL DE POLICE. — COMPÉTENCE.

Le tribunal de police est incompétent pour connaître d'un délit qui peut entraîner une amende égale aux dommages et un emprisonnement de deux années. L'affaire est de la compétence exclusive du tribunal correctionnel.

(Lefebvre — C. Payant.)

Du 4 frim. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Schwendi.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

TRIBUNAL DE POLICE. — COMPÉTENCE. — INJURES VERBALES.

Le tribunal de police, régulièrement saisi d'une plainte en injures verbales, ne peut se dispenser de statuer, sous prétexte que le prévenu a allégué pour sa défense des faits particuliers qui peuvent donner lieu à une

autre action, lorsque ces faits ne changent rien à l'action en injures.

(Nicoud et Treyer. — Intérêt de la loi.)

Une plainte en injures verbales avait été portée devant le tribunal de police de Ferney-Voltaire. Le défendeur avait allégué devant le tribunal des faits particuliers pour sa défense. Ces faits pouvaient donner lieu à une action particulière; mais ils n'altéraient pas ceux qui formaient la base de la plainte.—Jugement du tribunal qui se déclare incompétent, en renvoyant les parties devant qui de droit. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les art. 600 et 605 du Code des délits et des peines;—Attendu qu'il s'agissait d'injures verbales, et que la connaissance de ce genre de délits est expressément attribuée aux tribunaux de police par les articles de la loi ci-dessus citée;—Que, dans l'espèce, le tribunal de police du canton de Ferney-Voltaire ayant été régulièrement saisi, il ne devait et ne pouvait se dispenser de statuer sur la plainte, soit par acquittement, soit par condamnation;—Que le motif sur lequel il paraît s'être appuyé pour renvoyer l'affaire devant les juges compétents, serait même fondé sur une erreur évidente en fait, puisque ce n'était pas sur le délit d'injures que le plaignant avait demandé le renvoi, mais sur des faits particuliers allégués en défense par le prévenu, lesquels pouvaient bien donner lieu à une autre action devant les tribunaux ordinaires, mais ne pouvaient rien changer à l'action formée devant le tribunal de police pour un délit de sa compétence; d'où il suit qu'en se déclarant incompétent pour connaître de l'affaire dont il était question, et en renvoyant le plaignant à se pourvoir par-devant d'autres juges, le tribunal de police du canton de Ferney-Voltaire a tout à la fois violé les règles de la compétence judiciaire et commis un déni de justice;—Casse, etc.

Du 4 frim. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

PROCÈS-VERBAUX.—OCTROI.

Les procès-verbaux constatant une contravention en matière d'octroi, font foi jusqu'à inscription de faux, et il ne peut être suppléé à cette inscription par la production d'une expédition délivrée postérieurement à la saisie (ne fut-ce qu'une demi-heure après).

(Le Gays.)

Les préposés de l'octroi de Lunéville avaient dressé procès-verbal de saisie le 13 therm. an 10, à une heure et demie du matin. Mais le propriétaire des vins saisis avait produit un passe-debout sous la date du 13 therm., deux heures du matin. Le tribunal criminel s'était fondé sur cette production pour annuler la saisie.—Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant que le procès-verbal de saisie, dressé le 13 therm. an 10, à une heure et demie du matin, par les surveillants de l'octroi, a dû faire foi et constater la contravention qui en est l'objet, jusqu'à inscription en faux; que, dans l'espèce, il n'y a pas eu d'inscription en faux; qu'il n'a pu y être suppléé par le passe-debout donné à deux heures de la même nuit, et dont le cit. Le Gays se prévalait;—Considérant, en conséquence, que le tribunal

(1) Même solution, Cass. 1^{re} et 23 flor. an 9. 22 therm. an 13; 29 avril 1806.—Merlin, *Quest.*, v^o Assignation, § 5.

(2) F. à la date du 12 fruct. an 11, le jugement contradictoire rendu dans cette affaire.

criminel du département de la Meurthe a violé l'art. 6 de l'arrêté du préfet du même département, contenant un règlement pour la perception des droits de l'octroi municipal et de bienfaisance, établi dans la ville de Lunéville, lequel article porte : « Leurs procès-verbaux (des employés à la perception) constatant la fraude... » feront foi en justice jusqu'à l'inscription de ce feut. — Faisent droit sur le pourvoi du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du département de la Meurthe ; — Cesse, etc.

Du 5 frim. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Bauchan. — *Concl.*, le cit. Armand, subst.

1° PARTAGE.—JUGEM.—EFFET RÉTROACTIF. 2° AINESSE (DROIT D')—REPRÉSENTATION.

1° *Lorsqu'un jugement ordonnant le partage d'une succession, n'est resté subsistant ou inattaqué, qu'à raison de la survenance de l'effet rétroactif de la loi du 5 brum an 2, il est annulé, ainsi que le partage qui l'a suivi, par la loi du 3 vend. an 4, qui a aboli l'effet rétroactif de la loi de brum an 2.*

2° *Sous l'empire des lois des 15 mars 1790 et 8 avril 1791, les enfans d'un aîné marié et existant encore lors de la publication de ces lois, ont pu représenter leur père décédé, et exercer le droit d'ainesse qui lui aurait eu à exercer lui-même dans la succession de leur aïeul (1).*

(Cotvet — C. Blondel.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que le jugement par défaut du 16 brum. an 2, n'ayant été signifié aux défendeurs que postérieurement à l'enregistrement de la loi du 5 du même mois de brum. l'opposition à ce jugement n'eût produit que des procédures sans objet et des frais inutiles ; qu'il n'a pu, comme le porte le jugement attaqué, ni être contredit lorsqu'il a été rendu, puisqu'il est par défaut, ni utilement attaqué après sa signification, puisque si ce jugement eût été rendu dans le sens inverse, c'est-à-dire, s'il eût ordonné le partage inégal, il aurait été anéanti par l'effet rétroactif de cette loi du 5 brum. ; qu'ainsi c'est par une suite nécessaire de cette rétroactivité que ce jugement a acquis l'autorité de la chose jugée ; qu'il est donc vrai de dire qu'il a son fondement dans les dispositions de la loi du 5 brum., et que consécutivement il est du nombre de ceux abolis et annulés par la loi du 3 vend. an 4 ;

Attendu qu'à l'époque de la publication de la loi du 8 av. 1791, Charles Blondel vivait encore ; qu'il avait des enfans, et que ces enfans ont survécu à Adrien Blondel, leur aïeul ;

Qu'aux termes de cette loi du 8 av. 1791 et de celle antérieure du 15 mars 1790, les mariés ou veufs avec enfans peuvent seuls réclamer le bénéfice des exceptions qu'elles établissent ; qu'en admettant ces exceptions, ces lois ont eu pour principal objet l'intérêt des enfans issus de mariages contractés sous le régime de l'inégalité des partages ; qu'ainsi le jugement attaqué, en admettant aux défenderesses la portion avantageuse que leur père aurait prise dans la succession de leur aïeul, s'il lui eût survécu, loin d'avoir violé ces lois, en a suivi l'esprit et rempli l'objet ;

Attendu enfin que, quand même la manière dont l'art. 6 de la loi du 8 av. est rédigé présenterait quelques doutes, ils seraient levés par cette

disposition de l'art. 11 de la loi du 18 pluvi. an 5 : ainsi que les enfans de ces mêmes personnes décidées depuis lesdites époques des 15 mars 1790 et 8 av. 1791 : disposition qui s'adapte si parfaitement à l'espèce, que le trib. d'appel ne pouvait se dispenser d'en appliquer, comme il l'a fait, le bénéfice aux enfans de Charles Blondel ; — Rejette, etc.

Du 6 frim. an 11. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Malleville. — *Rapp.* le cit. Henrion. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst. — *Pl.*, les cit. Pérignon et Saladin.

1° CASSATION (POURVOI EN). — DÉCHÉANCE. 2° TRIBUNAUX SUPPRIMÉS. — APPEL. — DEGRÉS DE JURIDICTION.

1° *Encore que le demandeur en cassation qui a obtenu un jugement d'admission et l'a signifié dans les délais à son adversaire, soit ultérieurement resté une année entière sans pourvoir, il n'est pas, par cela seul, déchu du bénéfice de son pourvoi. (Règl. 1738, lit. 2, art. 4 et 8.)*

2° *Les appels des jugemens rendus par les anciens tribunaux supprimés, devaient être portés aux tribunaux de district, pour être par eux statué définitivement, et sans qu'il fût permis d'appeler de ce dernier jugement à un troisième tribunal. (L. 9 oct. 1790, art. 5.) (2)*

(Fardel. — C. Grellib.)

Fardel et sa femme s'étaient pourvus en cassation contre un jugement du tribunal civil de la Charente, qui avait reçu l'appel d'un jugement du tribunal de district de Belles, statuant lui-même sur appel d'une sentence de l'ancien juge royal de Sainte-Foi de Louge, de 1787. — Ils avaient obtenu un jugement d'admission de leur mémoire en cassation, et avaient fait signifier à leur adversaire ce jugement dans le délai prescrit par la loi. Ce dernier ne s'était pas présenté, et depuis le jugement d'admission, les demandeurs avaient laissé écouler plus d'une année sans lever défaut contre lui, ni fait aucune poursuite. — Le ministère public voulut tirer de cette circonstance un moyen de déchéance contre le pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Sur la fin de non-recevoir : — Attendu que dans l'article 4 du titre 2 du règlement de 1738, qui porte que le demandeur ne pourra, à peine de nullité, lever défaut sur son assignation, lorsque depuis ladite assignation il aura laissé écouler une année sans poursuite, il n'est question que des instances qui s'introduisoient en ci-devant conseil par assignation, et sur lesquelles il était d'usage de lever des défauts au greffe, tels que les appels des ordonnances d'intendants, ou les demandes en rapport de provision d'offices, et que par conséquent cet article est étranger à l'espèce actuelle, puisqu'il s'agit d'une affaire introduite par jugement de soit communiqué ; — Attendu que les délais pour produire, et les procédures pour obtenir défaut dans les instances introduites par jugement de soit communiqué, sont réglés par un article formel (l'art. 8 de ce même titre 2), et que cet article, loin d'imposer au demandeur l'obligation de lever défaut au greffe dans l'année de l'assignation, le lui défend au contraire en lui prescrivant une voie toute différente ; — Attendu qu'il résulte du rapprochement de ces art. 4 et 8 du titre 2 du règle-

(1) *V. conf.*, Cass. 26 flor. an 11, et Merlin, *Quest.*, v° *Succession*, § 6.

(2) Mais quid à l'égard des contestations pen-

dantes en première instance devant les tribunaux supprimés ? *V.* à cet égard, Cass. 23 fruct. an 6, et nos observations.

ment de 1738, qu'ils diffèrent, et par les objets sur lesquels ils statuent, et par les formes qu'ils établissent; que les dispositions de l'art. 4, uniquement relatives aux instances introduites par assignations, sont inapplicables à celles où, comme dans l'espèce actuelle, le défendeur est appelé en vertu d'un jugement de soit communiqué; qu'à l'égard de ces dernières, c'est à l'art. 8 qu'il faut exclusivement se référer; et que cet article n'assujettit à aucun délai final la procédure pour obtenir défaut;—Rejeté la fin de non-recevoir;

Au fond :—Vu l'art. 5 de la loi du 9 octobre 1790, qui porte « les procès pendans aux parlemens et autres tribunaux d'appel de l'ancien régime, seront renvoyés aux tribunaux de district pour y être jugés en dernier ressort; »—Attendu qu'il résulte de cette disposition que les appels des jugemens rendus par les tribunaux de l'ancien régime, quelque part qu'ils fussent pendans, devaient être portés aux tribunaux de district, pour être par eux statué définitivement, et sans qu'il fût permis d'appeler de ce dernier jugement à un troisième tribunal;—Attendu que c'est sur l'appel d'un jugement d'un tribunal de district, confirmatif d'une sentence émanée d'un juge de l'ancien régime, qu'est intervenu le jugement attaqué;—Casse, etc.

Du 8 frim. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malville.—Rapp., le cit. Henrion.—Concl., le cit. Jourde, subst.

DERNIER RESSORT.—QUALITÉ.—HÉRITIÈRE

Un jugement qui, faute par un héritier bénéficiaire de présenter un compte régulier de sa gestion, le condamne comme héritier pur et simple, n'en est pas moins en dernier ressort, si l'objet du litige est inférieur à 1000 fr. (1)

(Mercier — C. Rigault.)

François Mercier avait été condamné comme héritier bénéficiaire de son frère Jean, à garantir et indemniser la dame Rigault d'une condamnation prononcée contre elle, au paiement d'une rente annuelle de 45 liv. au capital de 900 liv.—En vertu de ce jugement, la dame Rigault avait fait pratiquer une saisie sur les biens de Mercier. Celui-ci forma opposition, et soutint que n'étant point héritier pur et simple, il ne pouvait être personnellement passible de la dette, et que tout ce qu'on pouvait lui demander, c'était un compte de bénéfice d'inventaire.

24 therm. an 8, jugement qui le renvoie à compter par bref état.

Plus tard, et le 2 fruct. an 10, autre jugement qualifié en dernier ressort, qui rejette définitivement l'opposition de Mercier aux poursuites dirigées contre lui et ordonne la continuation de ces poursuites; « Considérant, porte le jugement,

(1) La décision rentre dans ce principe aujourd'hui consacré par la jurisprudence, que les questions de qualité, accessoirement soulevées dans un procès sur une valeur inférieure à 1,000 fr., n'empêchent pas que le jugement qui intervient ne soit en dernier ressort. *F. Cass.* 8 vent. an 8; 18 niv. an 12; 24 mars et 21 août 1812; *F. Cass.* 11 avril 1836 (Volume 1836); Limoges, 16 juin 1838 (Volume 1838). — Dans l'espèce qui va suivre, on peut même douter que le jugement attaqué eût réellement prononcé sur la qualité d'héritier pur et simple, puisqu'il suffisait, pour condamner au paiement intégral de la dette celui qui se disait héritier bénéficiaire, de constater qu'il était en de-

que le compte produit par Mercier ne contient ni recette ni reprise; qu'ainsi il n'est pas régulier; que Mercier s'étant porté héritier de son frère par bénéfice d'inventaire, cette qualité exigeait de lui qu'il fit procéder à l'inventaire et de suite à la vente des meubles inventoriés; que, depuis l'époque à laquelle il s'est porté héritier, il s'est écoulé 12 ans sans qu'il ait fait clore le compte de sa gestion, et que par là, il s'est fait une confusion des biens de la succession avec ceux qui lui sont personnels. »

Pourvoi en cassation par Mercier, pour violation de la règle des deux degrés de juridiction, en ce que le jugement qui le condamne, a été qualifié en dernier ressort, bien qu'il eût statué sur sa qualité d'héritier, et encore pour violation de la loi *Scimus*, au Code de Jur. délib., en ce qu'il a été condamné comme héritier pur et simple, bien qu'il n'eût accepté que sous bénéfice d'inventaire, qualité qui lui avait été reconnue par de précédens jugemens.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que la compétence du dernier ressort est subordonnée à la quotité de la somme qui fait l'objet de la demande originaire, quels que soient les moyens sur lesquels cette demande peut être fondée; et que, dans l'espèce, il ne s'agit pas d'une rente de 45 fr. au capital de 900 fr.;—Attendu que c'est uniquement parce que François Mercier n'a pas rendu le compte auquel tout héritier bénéficiaire est assujéti, que le jugement attaqué ordonne la continuation des poursuites commencées contre lui, et qu'ainsi ce jugement n'est en contradiction ni avec la loi *Scimus*, C. de Jur. délib., ni avec les jugemens qui ont pu donner à François Mercier la qualité d'héritier bénéficiaire;—Rejeté, etc.

Du 8 frim. an 11.—Sect. req.—Prés., le cit. Malville.—Rapp., le cit. Henrion.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., les cit. Chabroud et Méjan.

DOUANES.—PROCES-VERBAL.—NULLITÉ.—CONFISCATION.

En matière de douanes, la nullité du procès-verbal de saisie n'empêche pas de prononcer la confiscation des marchandises, si le délit est d'ailleurs suffisamment prouvé (2).—Dans ce cas, la régie des douanes peut poursuivre elle-même la confiscation et interjeter appel des jugemens qui refusent de la prononcer; cette faculté n'est pas exclusivement réservée au ministère public (3).

(Douanes—C. Dubois et Bernard.)

Il s'agissait d'une saisie de soixante mille livres pesant de chiffons, faite par les préposés des douanes à Dunkerque, pour contravention à la loi du 3 niv. 1793, qui défend la circulation des chiffons dans l'étendue des trois lieues frontières, soit de terre, soit de mer, sans acquit-à-cau-

seur ou refusait de présenter un compte régulier de sa gestion. Il est évident que l'héritier bénéficiaire qui se présente dans cette position, ne peut être considéré que comme un héritier pur et simple.

(2) *F.* dans le même sens, *Cass.* 22 vend., 10 mess., an 7; 6 vend., 15 et 19 prair. an 8; 1^{er} germ. et 11 flor. an 9; 3 vent. an 11. — Mais lorsque le procès-verbal de saisie est nul, il n'y a plus lieu à prononcer l'amende, à moins qu'il ne s'agisse de saisies à l'intérieur, autorisées par le titre 6 de la loi du 28 avril 1816. — *F.* les observations sur l'arrêt du 21 prair. an 7 (aff. Couderc); *F.* aussi Merlin, *Quest.*, v^o Douanes, § 8, et § 3 et 6.

(3) *F.* ident. *Cass.* 1^{er} germ. an 9, et la note.

tion.—Deux jugemens du tribunal de paix du canton nord de la ville de Dunkerque, des 8 brum. et 10 pluv. an 9, avaient prononcé la confiscation des objets saisis, avec amende de 500 fr. Mais, sur l'appel, le tribunal de Bergues avait, au contraire, déclaré nulle la saisie, et fait mainlevée des chiffons qui en étaient l'objet : il s'était fondé sur deux vices de forme, résultant, l'un de ce que le rapport de saisie, cios le 6, portait citation au 8, au lieu de contenir assignation à vingt-quatre heures, ce qui était une contravention à l'art. 6 du tit. 4 de la loi du 9 flor. an 7 ; et l'autre, de ce que, contre le vœu de l'art. 10 du même titre, l'acte d'affirmation ne constatait point qu'il eût été donné lecture du procès-verbal de saisie aux saisissans.

Pourvoi en cassation pour contravention à l'art. 4 de la loi du 15 août 1793, qui porte : « Lorsqu'il y aura lieu d'annuler un procès-verbal de saisie, pour quelque vice de forme, la confiscation des objets saisis sera prononcée de suite et à la même audience, mais sans amende, sur les réquisitions du commissaire du gouvernement. »

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu l'art. 23 du tit. 10 de la loi du 22 août 1791 :—Vu pareillement l'art. 4 de la loi du 15 août 1793 :—Considérant qu'en reconnaissant que Bernard était contrevenu à la loi, en voulant exporter du territoire français les chiffons saisis par les préposés des douanes, et en faisant néanmoins mainlevée de la saisie à raison d'un vice de forme, le jugement attaqué s'est évidemment écarté de la disposition qui, en ce cas, se fait remise que de l'amende, et non pas de la confiscation :—Considérant que la régie des douanes demandait la confiscation et l'amende, mais que l'une ne préjudiciait pas à l'autre, et que le commissaire du gouvernement ayant été entendu dans ses réquisitions, rien n'a pu dispenser de prononcer la confiscation :—Casse, etc. Du 8 frim. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Coffinhal.—Concl., le cit. Jourde, subst.

1^o DIVORCE. — AUTORISATION MARITALE. —

DOMICILE.—VACANCES DES TRIBUNAUX.

2^o ENREGISTREMENT.—ACTE SIGNIFIÉ.3^o EXPLOIT.—IMMATRICULE.

1^o La femme demanderesse en divorce n'a pas besoin d'autorisation pour ester en jugement dans les procédures relatives au divorce. (Cout. de Paris, art. 294 : L. 20 sept. 1792.) (1)

Dans les assignations qu'une femme fait donner à son mari pour le divorce, son domicile est suffisamment indiqué, si elle énonce sa résidence de fait. (Ord. 1867, tit. 2, art. 2.)

La section des vacations peut statuer sur le mérite d'une opposition formée au divorce, si les juges pensent que l'affaire requiert célérité. (L. 21 fruct. an 4.)

2^o La signification d'une ordonnance d'un officier public, n'est pas nulle pour avoir été faite avant l'enregistrement de l'ordonnance.

— Il y a seulement lieu à une amende contre l'huissier. (L. 22 frim. an 7, art. 23 et 34.)

3^o Avant la réorganisation des avoués, la qualification d'officier ministériel près un tribunal déterminé, prise par un huissier dans un exploit, indiquait suffisamment sa qualité.

(Danneville—C. sa femme.)

Nous avons rapporté les faits de cette cause en tête de deux jugemens du tribunal d'appel de Paris, des 6 germ. et 6 flor. an 10 (V. à ces dates,

2^o part.). — C'est sur le pourvoi dirigé contre ces jugemens que le tribunal de cassation était appelé à examiner les questions qu'ils avaient résolues.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu, sur le premier moyen, que les deux lois du 20 sept. 1792, en permettant le divorce et en prescrivant le mode de le constater, mettent le mari et la femme sur la même ligne, sous le titre d'époux, de conjoint demandeur, ou conjoint défendeur, sans assujettir l'un plus que l'autre à aucune formalité d'autorisation ; que ces deux lois, en autorisant la femme comme le mari à demander le divorce, soit pour incompatibilité d'humeur ou de caractère, soit pour cause déterminée, soit par suite de séparation de corps prononcée, les dispensent par la même de toute autre autorisation ; que la distinction proposée entre les poursuites indiquées ou prescrites par les lois, devant l'autorité administrative, et celles qui ont lieu devant les tribunaux, pour en induire que le silence de ces lois sur la nécessité de l'autorisation du mari pour la validité de l'action de la femme, lorsqu'elle est conduite à poursuivre son mari devant l'autorité judiciaire, ne peut être considérée comme une dispense de cette autorisation pour ester en jugement, est sans aucun fondement et contredit même le texte de plusieurs articles de ces lois ; qu'en effet, dès le premier paragraphe de la loi sur le divorce, on voit qu'il peut être demandé, et que chaque époux peut la faire prononcer, soit par consentement mutuel, soit pour cause déterminée, soit d'après séparation de corps ; et que, pour le second de ces motifs, l'art. 16, § 2, oblige l'officier public à renvoyer les parties devant le tribunal dans le cas de contestation ; que l'art. 18 du même paragraphe soumet à des arbitres la connaissance des autres cas déterminés, à la charge d'appel ; que pour le cas du divorce demandé pour incompatibilité d'humeur, l'art. 8, sect. 4, tit. 4 de la loi sur le mode de constater l'état civil, prévoit cas où les parties doivent être renvoyées devant les tribunaux ; que par là il est évident que ces lois ont prévu les deux genres de poursuites qu'elles ont autorisé à suivre comme les autres, sans autres formalités que celles prescrites : d'où il suit définitivement que le jugement dénoncé n'a pas violé un article de coutume qui n'est pas applicable à l'espèce ;

Attendu, sur le second moyen, que telle loi n'assujettit la femme qui poursuit son divorce de déclarer au mari un domicile de droit dans la maison de ce dernier ; que la dame Scott Dauneville a suffisamment indiqué sa vraie demeure en désignant son domicile de fait chez sa mère ; que l'esprit et la lettre des lois sur le divorce dérogent en ce point aux lois et ordonnances antérieures sur le domicile de droit de la femme, pour une poursuite qui tend à faire prononcer la dissolution du mariage ;

Attendu, sur le troisième moyen, que la loi du 21 fruct. an 4 autorise les juges à prononcer, en temps de vacations, sur les affaires qui requièrent célérité, que la demande en mainlevée d'opposition à la prononciation du divorce était de cette nature, puisqu'elle ne présentait à juger que la question de savoir si les formalités préliminaires avaient été observées, et non la question du fond ; que, d'ailleurs, c'est après la rentrée du tribunal qu'il a été prononcé sur les nullités qui motivaient l'opposition ;

(1) F. conf., Cass. 25 germ. an 13, aff. Defé-Lacoste ; Paris, 29 pluv. et 6 germ. an 10 ; Poitiers,

2 prair. an 12 ; Bruxelles, 20 pluv. an 12 ;—Merlin, Rép., v^o Divorce, sect. 4, § 7.

Attendu, sur le quatrième moyen, qu'il est constant que le droit dû pour l'enregistrement des ordonnances de l'officier public et l'amende imposée pour le retard de cette formalité ont été acquittés; que l'art. 23 de la loi du 22 frim. an 7 ne prononce aucune nullité; que la loi du 4 germ. an 2 n'était pas applicable au cas actuel, et que le jugement n'a point fausement appliqué l'art. 34 de la même loi;

Attendu, sur le cinquième moyen, que la qualité d'officier ministériel indiquait suffisamment celle d'huissier, surtout dans un exploit de signification, et à une époque antérieure à la réorganisation des avoués; que la désignation du tribunal près duquel cet huissier exerçait ses fonctions ne peut être jugée suffisante, sans violer les lois citées;

Attendu, enfin, qu'en prononçant comme il l'a fait le 7 fruct. an 9, le tribunal n'a voulu ni prononcer sur la validité ou nullité des poursuites préliminaires, pour faire prononcer le divorce; qu'il a simplement indiqué sur une demande, en règlement de juges le tribunal qui devait, depuis la déclaration de changement du domicile du mari, connaître du mérite de son opposition; que le tribunal indiqué ayant rejeté les moyens de nullité employés à cet effet par le demandeur, il s'ensuivait nécessairement que l'opposition ne subsistait plus, et qu'il fallait renvoyer devant le maire de Bouqueolon, qui n'avait rendu son ordonnance de suspension et de renvoi que pour laisser juger cette opposition; — Rejette, etc.

Du 9 frim. an 11. — Sect. civ. — Prés., le cit. Murair. — Rapp., le cit. Lacoste. — Concl., le cit. Giraud, subst. — Pl., le cit. Raguideau.

ACTION AD EXHIBENDUM. — PAYS DE LIÈGE.

L'action ad exhibendum était en usage et avait lieu pour les titres d'immeubles, comme pour les effets mobiliers, dans la ci-devant pays de Liège, et avant sa réunion à la France (1). (Le préfet de la Dyle — C. la veuve Gentil.)

Du 10. frim. an 11. — Sect. req. — Rapp. le cit. Coffinhal.

1^{re} ACTION CIVILE. — ACTION CRIMINELLE. — NON BIS IN IDEM.

2^o PLAINTÉ. — NULLITÉ. — ACTION PUBLIQUE.

1^o La partie qui a porté son action devant les tribunaux civils et qui a obtenu une condamnation, est non recevable à porter plainte, à raison des mêmes faits, devant le tribunal correctionnel (2).

2^o Le tribunal correctionnel, saisi par une plainte radicalement nulle, ne peut y statuer, lors même que le ministère public aurait pris des conclusions contre le prévenu (3).

(1) F. Merlio, *Quest.*, v^o *Action ad exhibendum*.

(2) F. conf., Cass. 3 flor. an 10 (aff. Bompert).

(3) Ce jugement n'est fondé que sur une irrégularité de forme. Le tribunal correctionnel n'avait été saisi que par une plainte radicalement nulle, puisque la partie plaignante avait épuisé son droit en portant d'abord son action devant le tribunal civil, et qu'à son égard il y avait chose jugée. Ce tribunal n'était donc pas valablement saisi. Or, le ministère public n'avait pu suppléer à cette insuffisance par ses conclusions; car de telles conclusions ne pouvaient avoir pour effet de couvrir le vice originel de la citation. La nullité de la plainte, et par conséquent de la citation, annulait nécessairement tout ce qui avait suivi. Le ministère public n'avait agi qu'accessoirement à la plainte; dès que cette

(Canard — C. Mollard.)

Une vente avait eu lieu entre les cit. Canard et Mollard; ce dernier, ayant manqué à ses engagements, fut cité devant le tribunal de commerce qui le condamna au paiement du prix avec contrainte par corps. L'exécution de ce jugement ayant éprouvé des difficultés, Canard porta plainte en escroquerie. Cette nouvelle action, rejetée en première instance, fut accueillie en appel, Mollard fut condamné au même paiement qu'en première instance, et de plus à 5000 fr. d'amende et à une année de détention. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que le cit. Canard avait obtenu tout ce qu'il pouvait exiger du cit. Mollard et de son épouse par le jugement rendu en sa faveur, le 22 prair. an 10, par le tribunal de commerce de Paris; que, conséquemment, la plainte qu'il a faite postérieurement, à leur charge, était, quant à son intérêt particulier, inutile et sans objet; qu'en effet, les conclusions qu'il a prises en cette action, et les adjudications qu'il a obtenues, n'ont d'autre objet que ce qui lui a été adjugé ledit jour 22 prair.; que toute action de cette espèce est nulle radicalement;

Que dans l'espèce, l'action du ministère public qui a suivi la même plainte, ne peut être considérée que comme une accessoire de l'action intentée par le cit. Canard, et commencée par ladite plainte; que celle-ci étant nulle par défaut d'objet, celle qui n'en était que l'accessoire ne peut pas l'être moins, suivant cette règle de droit, que l'accessoire ne peut exister sans le principal; — Casse, etc.

Du 11 frim. an 11. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Bauchon. — Concl., le cit. Arnaud, subst. — Pl., le cit. Thévenin.

1^o et 2^o TÉMOINS. — AUDITION. — DÉFENSE. — EXPERT. — RAPPORT.

3^o JURY. — RAPPORT. — OFFICIER DE SANTÉ.

1^o Le tribunal criminel ne peut, sans nuire à la libre défense de l'accusé, prescrire des bornes à la déposition d'un témoin à décharge et lui imposer silence, soit sur les faits de l'accusation, soit sur la moralité de l'accusé (1).

2^o Un tribunal criminel ne peut ordonner qu'un officier de santé, appelé comme témoin à décharge, ne sera pas entendu sur les faits consignés dans un rapport qu'il a dressé dans le cours de l'instruction.

3^o L'assistance prêtée par un officier de santé au juge de paix constatant le corps du délit, ne lui donnant pas le caractère de témoin, et ses déclarations ultérieures comme témoin à décharge, ne changeant pas le caractère du

plainte tombait, le tribunal cessait d'être saisi, l'action publique ne pouvait plus s'exercer, au moins quant à présent. Tel est l'unique point jugé par cette décision; et ce serait une grave erreur d'en tirer une autre conséquence, et, par exemple, que le jugement intervenu au civil sur la poursuite de la partie lésée, pût faire obstacle à l'action du ministère public devant le tribunal correctionnel. Le jugement n'avait point à statuer sur une telle fin de non-recevoir, et nous n'avons pas besoin de nous arrêter à démontrer qu'elle ne serait pas fondée.

(4) Le même principe devrait encore être admis aujourd'hui; mais il doit nécessairement trouver ses limitations dans le pouvoir discrétionnaire du président ou de la cour d'assises, quant à la détermination du rapport de la déposition des témoins avec les faits de l'accusation.

rapport qu'il a dressé, ce rapport peut être remis aux jurés.

(Gaillard et Nerville.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 456 du Code des délits et des peines dans son § 6; — Vu pareillement l'art. 358 du même Code; — Attendu qu'il résulte de la combinaison de ces articles, que lorsque des témoins désignés par l'accusé ont été produits par ledit accusé et cités, l'accusé les fait entendre, sans que la loi ait prescrit des bornes dans la latitude que chacun des témoins doit obtenir pour sa déposition; que le silence imposé à un témoin, à l'égard de faits repris en l'acte d'accusation, ou de la moralité de l'accusé, peut naître à sa légitime défense; que c'est l'objet des art. 356 et 357 du Code; et que cet acte d'autorité sortant des bornes du pouvoir discrétionnaire, est lui-même une usurpation de pouvoirs;

Attendu que, dans l'espèce, il est constaté que le tribunal criminel du département de la Creuse a ordonné, sur la réquisition du commissaire du gouvernement, que l'officier de santé Roussel, témoin appelé à décharge, ne pouvait être entendu sur aucun des faits consignés en son rapport du 13 niv. an 10, annexé à l'acte d'accusation, et que ledit témoin, respectant la décision du tribunal, n'a donné de déclaration que sur des faits absolument étrangers à ce qui avait fait l'objet de son rapport du 13 niv.; qu'ainsi il y a eu silence imposé à un des témoins légitimement appelés à la requête de l'accusé, sur des faits repris en l'acte d'accusation et, par conséquent, usurpation de pouvoirs;

Attendu que l'assistance prêtée par ledit officier de santé susnommé, au juge de paix constatant le corps du délit, conformément à l'art. 104 du Code, n'a pas donné audit officier de santé le caractère de témoin; qu'en conséquence, le procès-verbal dressé par ledit juge de paix n'a pas dû être voilé dans la partie contenant les opérations des assistants dudit juge de paix; que les déclarations intérieures dudit assistant n'ont pu changer le caractère du rapport consigné audit procès-verbal; qu'ainsi c'est par une fautive application de l'art. 356 du Code des délits et des peines, que le tribunal criminel a refusé d'entendre sans aucune restriction la déclaration d'un témoin à décharge; — Casse, etc.

Du 12 frim. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Morel. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

(1) Cette jurisprudence ne s'est point maintenue sous le Code pénal. La Cour de cassation a jugé qu'il ne devait point être posé de question spéciale; et ses motifs sont : « Que les faits d'excuse laissent subsister le délit et en modifiant seulement le caractère et la peine, tandis que le démenti, au contraire, ôte à la culpabilité et par conséquent tout délit; d'où il suit qu'en posant la question de savoir si l'accusé est coupable, on demande nécessairement au jury si cet accusé était sain d'esprit, et si sa volonté était libre et indépendante au moment de l'action. » (Arr. Cass. 11 mars 1813, 26 oct. 1815, 9 sept. 1825). Ce raisonnement est rigoureusement exact; mais cette décision implicite et par déduction, est-elle suffisante lorsqu'elle émane des jurés ? Ces jurés auraient-ils compris la valeur de l'excuse, auraient-ils attaché à la culpabilité le sens que la loi y attache ? Il ne suffit pas que la question d'excuse soit implicitement comprise dans la question principale; il faut l'en détacher pour la placer à part sous les yeux du jury. Telle est l'opinion exprimée par M. Legraverend (tom. 1^{er}, chap. 11, § 1^{er} *in fine*), et par les auteurs de la *Théorie du Code pén.* Ces derniers auteurs ajoutent : « Le texte de la loi

JURY (QUESTIONS AU) — DÉMENCE.

Sous la Code du 3 brum. an 4, lorsque la démen-
ce de l'accusé était articulée pour sa dé-
fense, une question relative à cette aliénation
d'esprit devait être proposée au jury; il ne
suffisait pas qu'elle fût implicitement résolue
par la déclaration que l'accusé avait commis
volontairement le délit. (C. 3 brum. an 4, art.
373.) (1)

(Widersbach.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 373 du Code des
délits et des peines, et l'art. 374 du même Code;
— Attendu qu'il résulte des pièces du procès que
le réclamant donna des preuves d'aliénation d'es-
prit avant de commettre le délit à raison duquel
a été poursuivi et jugé; que les preuves paraissent
avoir existé encore lors de la consommation du
crime; que cette aliénation d'esprit a été artien-
lée par le défenseur de l'accusé lors des débats;
que cependant aucune question relative à cette
aliénation d'esprit n'a été proposée au jury de ju-
gement, contrairement aux dispositions de l'art.
373 ci-dessus cité; — Qu'à la vérité le jury de ju-
gement a déclaré que le réclamant avait commis
volontairement le délit en question; mais que
l'art. 374 portant que « les questions seront po-
sées dans l'ordre dans lequel les jurés doivent
en délibérer, en commençant par les plus sa-
vorables à l'accusé; » et la question résultant
de la démen- ce articulée par le défenseur du récla-
mant, étant nécessairement la plus favorable, le
tribunal criminel du Haut-Rhin est contrevenu
audit art. 374 en ne posant pas de question rela-
tive à cette démen- ce; — Casse, etc.

Du 12 frim. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le
cit. Vallée. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst.

MISE EN JUGEMENT DES FONCTIONNAIRES PUBLICS. — PERCEPTEUR.

Un percepteur des contributions directes ne
peut être traduit devant les tribunaux et mis
en jugement, pour faits relatifs à ses fonc-
tions, sans autorisation du gouvernement.
(Const. 22 frim. an 8, art. 75.) (2)

(Joly.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 75 de la consti-
tution, et l'arrêt des consuls du 10 flor. an 10; — Con-
sidérant que Henri-Joseph-Claude Joly a été pour-
sui- vi, traduit devant les tribunaux et mis en ju-
gement pour faits relatifs à ses fonctions de per-

cepteur, ne s'oppose nullement à cette position (d'une ques-
tion spéciale), puisque, par excuse elle entend, en
général, toutes les circonstances qui peuvent modifier
la criminalité de l'agent, soit qu'elles ne tendent
qu'à l'atténuer, soit qu'elles l'effacent complé-
tement. Or, il importe que les jurés ne puissent
concevoir aucun doute sur la portée de leurs ré-
ponses; si l'on rejette une question sur la démen-
ce, ils peuvent penser qu'ils n'ont point à s'occuper de
cette question... » (Tom. 2, p. 248). Le jugement
que nous rapportons peut donc être invoqué à l'ap-
pui de ce système. *F.* dans le même sens, Cass. 5 vend.
an 7, et Merlin, *Répert.*, v^o *Démence*, § 2, n^o 2. »

(2) D'après l'arrêt du 10 flor. an 10, modifiant
à cet égard l'art. 75 de la loi du 22 frim. an 8, il
n'est pas besoin de recourir au conseil d'Etat pour
poursuivre les percepteurs. Cet arrêté porte en effet :
« Les préfets sont autorisés, après avoir pris l'avis
des sous-préfets, à traduire devant les tribunaux,
sans recourir à la décision du conseil d'Etat, les per-
cepteurs des contributions, pour faits relatifs à leurs
fonctions. » *F.* Cass. 14 niv. an 12 et 6 mars 1806,
deux jugements qui font application de cette dispo-
sition.

cepteur des contributions, sans autorisation du gouvernement, contre la disposition formelle de l'art. 75 de la constitution et de l'arrêté des conseils, ci-dessus cités; — Casse, etc.

Du 12 frim. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sieyes. — *Concl.*, le cit. Arnaud, subst. — *Pl.*, le cit. Pointel.

AINESSE (noyau d'). — RÉSERVE. — REPRÉSENTATION.

Du 16 frim. an 11 (a. *Blondel*). — *V.* ce jugement à la date du 6 du même mois.

DOMICILE. — DÉPORTÉ.

Les individus déportés par mesure politique, n'étant pas fixés pour leur vie dans le lieu de leur déportation, ne perdent pas leur ancien domicile, quelque temps qu'ils aient duré leur exil. (L. 22, § 3, et L. 27, ff. ad Municipalem; Ord. 1667, tit. 2, art. 8; L. 19 fruct. an 5; L. 19 brum. an 7; Arrêté 28 niv. an 7.) (1)

(Dommerey — C. Douauid.)

Le cit. Dommerey, de Montauban, membre du corps législatif, fut frappé de déportation par la loi du 19 fruct. an 5. Le séquestre fut apposé sur ses biens; il ne fut levé que le 24 germ. an 7. Pendant ce temps, son épouse était allée résider à Stains, département de la Seine, après en avoir fait sa déclaration à la municipalité de Montauban. — Le 14 flor. an 7, la veuve Douauid voulant rentrer, par rescision pour lésion, dans une maison vendue au cit. Dommerey, lui fit donner assignation. Cet assignation ne fut signifiée ni à Oteron, où était alors le cit. Dommerey, ni à Stains, où la dame Dommerey avait transporté sa demeure, mais à Montauban, dernier domicile connu du citoyen Dommerey. — Question de savoir si c'était là le domicile auquel le cit. Dommerey avait dû être assigné.

7 vent. an 9, jugement du tribunal d'arrondissement de Montauban, qui déclare l'assignation nulle. — Considérant, 1^o que le lieu de la relégation était le seul domicile du relégué; que le cit. Dommerey, d'après la loi du 19 fruct. an 5, n'avait point eu d'autre domicile que l'île d'Oleron; 2^o que le domicile de droit avait été légalement changé, tant pour le mari que pour la femme, par la notification juridique que celle-ci avait fait faire de ce changement à la commune de Montauban, le 22 mess. an 6. — Appel.

29 therm. an 9, jugement du tribunal d'appel séant à Agen, qui, réformant le jugement de première instance, déclare l'assignation régulièrement donnée à Montauban: — « Attendu que le déporté, même à perpétuité, conserve son domicile de droit et son domicile de fait dans le lieu où il demeure avant la déportation; que la notification faite par la dame Dommerey le 22 mess. an 6, n'a pu changer le domicile du mari, ni même le sien propre, parce qu'une femme en puissance de mari ne peut pas avoir d'autre domicile que celui de son mari. »

Pourvoi en cassation par Dommerey.

(1) *V.* dans ces sens, Domat, *Traité du dr. publ.*, liv. 1^{re}, tit. 16, sect. 3, n^o 14; Carré, *Lois de la Procéd.*, p. 184. — Rodier, *Comm. de l'ord. de 1667*, tit. 2, art. 3, 7^e quest., n^o 11, pense qu'on peut assigner indifféremment au lieu de la déportation ou à l'ancien domicile. — Merlin, *Répert.*, v^o Domicile, § 4, n^o 3 et 4, fait remarquer, en ce qui concerne les relégués et les déportés par mesure politique, qu'ils ne perdent point leur ancien domicile, quelque temps qu'ils aient duré leur détention ou leur exil.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la loi du 19 fruct. an 5, en frappant le cit. Dommerey de la peine de déportation, ne lui avait point fait encourir la mort civile, mais l'avait seulement privé de l'administration de ses biens jusqu'à ce que sa déportation eût été effectuée; — Que cela résulte plus évidemment encore de la disposition de la loi du 19 brum. an 7, qui n'assimile les déportés proscrits aux émigrés, que dans le cas où ils n'auraient pas fait la déclaration qu'elle leur prescrivait dans le délai de deux mois, à partir du jour de sa publication; — Que le demandeur ayant fait cette déclaration, et s'étant rendu à l'île d'Oleron, en exécution de l'arrêté du directeur exécutif du 28 niv. suivant, il avait, dès le 4 germ. de la même année, obtenu la main-levée du séquestre apposé sur ses biens; d'où il suit qu'à compter au moins de cette époque, il avait été réintégré dans l'exercice de tous ses droits civils, et que n'ayant point changé jusqu'alors le lieu de son domicile légal, qui était la commune de Montauban, il a pu, le 14 flor. suivant, être cité valablement en conciliation devant le juge de paix du canton de ce domicile, et par suite, devant le tribunal de première instance séant en cette commune; — Que si la dame Dommerey, son épouse, a, dès le 21 mess. précédent, signifié à l'administration municipale de Montauban qu'elle entendait aller résider à Stains, canton de Pierre-Fitte, département de la Seine, il est évident qu'étant toujours restée sous la puissance de son mari, malgré la déportation contre lui prononcée, elle n'a pu lui acquiescer un nouveau domicile, sans un pouvoir spécial de sa part, dont elle n'a jamais justifié, ni en première instance, ni en cause d'appel; — Rejette, etc.

Du 16 frim. an 11. — Sect. civ. — *Prés.*, le cit. Maleville. — *Rapp.*, le cit. Pajon. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst. — *Pl.*, les cit. Thacussios et Dupont.

ACQUIESCENCE. — JUGEMENT. — DIVISIBILITÉ. — CASSATION.

Celui qui, par un jugement en dernier ressort, a obtenu gain de cause sur un ou plusieurs chefs, et qui a succombé sur d'autres, peut, encore qu'il poursuive l'exécution du jugement dans les dispositions qui lui sont favorables, conserver, par des réserves et protestations, le droit d'attaquer ce jugement quant aux autres dispositions. (Ord. 1667, tit. 35, art. 18 et 19; Règl. 1738, tit. 4, art. 29; L. 27 nov. 1790, art. 96.) (2)

(Boyer — C. Champfleur.)

Boyer s'était pourvu en cassation contre un jugement du tribunal d'appel de Riom, qui avait statué sur plusieurs chefs de conclusions, qui lui en avait adjugé certains, et l'avait fait succomber sur d'autres. — En signifiant ce jugement à Champfleur, son adversaire, il avait protesté de se pourvoir, tant par la voie de la requête civile que par celle de la cassation, dans les dispositions qui lui faisaient griefs. — Ajoutant que comme ces vices n'empêchaient ni ne suspendaient l'exé-

Cependant, dit cet auteur, la loi 22, § 3, ff. ad Municip., dit que le relégué a nécessairement son domicile dans le lieu de son exil: *relegatus in eo loco in quem relegatus est, interim necessarium domicilium habet*; mais, ajoute-t-il, la loi 27, § 3, *cod. tit.*, dit aussi qu'il peut conserver son ancien domicile: *domicilium autem habere potest et relegatus eo loci unde arceatur, ut Marcellus scribit*.

(2) *V.* conf., Cass. 4 prair. an 10, et les nombreuses autorités qui y sont citées en note.

cution du jugement en dernier ressort, il sommait Champfour de satisfaire aux condamnations prononcées contre lui, à peine d'être contraint par les voies de droit. — Champfour avait fait faire à Boyer des offres réelles du montant de ces condamnations. Boyer les avait acceptées, sous les réserves portées dans la signification du jugement, c'est-à-dire d'attaquer le jugement, soit par la voie de la requête civile, soit par celle de cassation. Il avait ensuite présenté sa requête en cassation, qui avait été admise.

Champfour a soutenu que le pourvoi était non recevable, parce que Boyer aurait acquiescé au jugement en provoquant son exécution par les voies judiciaires, et en recevant le montant des condamnations prononcées à son profit. — Boyer, il est vrai, a-t-il dit, a fait des réserves et des protestations. Mais, dans ce cas, ces réserves et protestations sont sans effet; elles sont inconciliables avec la conduite de celui qui poursuivait l'exécution; on ne proteste pas contre son propre fait, contre sa volonté, contre un acte libre et spontané.

Boyer a répondu que l'exécution du jugement en dernier ressort était forcée; qu'en effet, aux termes des art. 18 et 19 du tit. 35 de l'ordonn. de 1667, elle ne pouvait être arrêtée par la requête civile; que suivant l'art. 29 du tit. 4 du règlement de 1738, observé au tribunal de cassation, et l'art. 36 de la loi du 27 nov. 1790, le pourvoi en cassation ne pouvait aussi la suspendre; et qu'ainsi, lors même qu'il aurait signifié purement et simplement et sans réserve, le jugement du tribunal d'appel de Riom, on ne pourrait lui opposer cette exécution, comme un acquiescement emportant fin de non-recevoir contre son pourvoi en cassation.

Ces réserves et protestations ne seraient inconciliables avec l'exécution provoquée, qu'autant qu'elles porteraient identiquement sur le même objet, mais elles ne frappent que sur les dispositions du jugement indépendantes de celles dont Boyer a poursuivi l'exécution. — Il adonc conservé le droit d'attaquer ce jugement dans la partie qui lui porte préjudice.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que le jugement attaqué statue sur des chefs de demande séparés, et forme autant de dispositions distinctes; que par conséquent la poursuite des condamnations particulières ne peut être considérée comme un acquiescement indivisible et inséparable du surplus des autres dispositions sur lesquelles les actes de signification et d'exécution contiennent les réserves et protestations les plus formelles; — Rejette la fin de non-recevoir, etc.

Du 17 frim. an 11. — Sect. civ. — Prés., le cit. Henrion. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., les cit. Mathus et Dufresneau.

VOL.—TERRAIN CLOS.—NUIT.

Le vol commis dans un terrain clos et fermé, tenant immédiatement à une maison habitée, n'est possible, lorsqu'il est commis le jour, que d'une peine correctionnelle. Le même vol, s'il est commis la nuit, n'est possible que de la

(1) Le jugement que nous recueillons ici porte la peine de six ans de fers, parce que, outre la circonstance de la nuit, le crime avait été commis par plusieurs personnes réunies. Le vol commis dans un terrain clos, attenant à une maison habitée, était puni, par le Code pénal de 1791, de quatre ans de fers, et s'il était commis la nuit, de six ans de la même peine. L'art. 9 de la loi du 25 frim. an 8 avait

peine de quatre ans de fers, sauf les autres circonstances aggravantes. (C. 25 sept.-8 oct. 1791, tit. 2, sect. 2, art. 25; L. 25 frim. an 8, art. 9.) (1)

(Garin, Borgnier.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 456 du Code des délits et des peines;—Considérant qu'aux termes de l'art. 9 de la loi du 25 frim. an 8, un vol commis dans un terrain clos et fermé, tenant immédiatement à une maison habitée, n'est susceptible que de peines correctionnelles s'il est commis de jour; que, lorsqu'il a été commis de nuit, cette circonstance en rend la connaissance aux tribunaux criminels; mais que cette circonstance ne peut plus être calculée comme aggravant une seconde fois la peine portée au § 1^{er}, art. 25, section 2^e, titre 2, 2^e partie du Cod. pén.; qu'en conséquence, il n'y avait lieu, dans l'espèce, qu'à appliquer contre les accusés six ans et non huit ans, soit de fers, soit de détention; — Casse, etc.

Du 18 frim. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Vieillard.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

TRIBUNAL CRIMINEL.—PRÉSIDENT.—POUVOIR DISCRÉTIONNAIRE.—TÉMOINS.

Le pouvoir discrétionnaire du président ne peut jamais s'étendre à faire et à ordonner ce que la loi défend expressément. En conséquence, il ne peut faire entendre, dans le cours du débat, des témoins à charge non mentionnés sur la liste notifiée à l'accusé. (C. 3 brum. an 4, art. 346.) (2)

(Dnbols.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu l'art. 346 du Code du 3 brum. an 4;—Considérant qu'il a été entendu dans le cours du débat, à la requête du commissaire, des témoins à charge contre l'accusé dont les nom, âge, etc., n'avaient pas été portés sur les listes à lui notifiées en exécution de l'article ci-dessus;—Considérant que le pouvoir discrétionnaire du président, intervenu pour autoriser cette audition soudaine et illégale, ne peut jamais s'étendre à faire et ordonner ce que la loi a expressément prohibé, sous la peine de nullité de la procédure;—Casse, etc.

Du 19 frim. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Sieyès.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

JURY (QUESTIONS AG.)—DÉMENCE.

Du 21 frim. an 11 (aff. *Widerbach*).—V. ce jugement à la date du 13 du même mois.

ACTION CIVILE.—ACTION CRIMINELLE.

Du 21 frim. an 11 (aff. *Canard*).—V. ce jugement à la date du 11.

ENREGISTREMENT.—DONATION.—RÉPUDIATION.

Une donation régulièrement acceptée, ne peut être répudiée sans qu'il y ait mutation nouvelle et perception d'un droit proportionnel.

(L'enregistrement—C. Despeyroux.)

Par acte notarié du mois d'août 1789, Pierre

abaissé, dans le premier cas, la peine à deux ans d'emprisonnement, et dans le deuxième, à quatre ans de fers, en renvoyant, du reste, au Code de 1791. Il suivait de là que l'aggravation de deux ans, prononcée par ce Code pour la circonstance de la nuit, n'était plus applicable, et c'est aussi ce que décide la jurisprudence que nous rapportons.

(2) P. conf., Cass. 17 pluv. an 10, et la note.

Lafargue avait fait à Dominique Cayret, son neveu, présent et acceptant, donation entre vifs pure et simple et irrévocable, de tous ses biens meubles et immeubles, à la charge par le donataire d'acquitter toutes les dettes du donateur. Cette donation avait été revêtue de toutes les formalités prescrites par les lois.—L'acte sous seing privé avait depuis été passé entre les mêmes parties. Dans cet acte, Cayret, donataire, jugeait la donation onéreuse, et voulait se soustraire aux charges qu'elle lui imposait, avait déclaré la répudier et se dessaisir (termes de l'acte) de la propriété des biens donnés, entre les mains de Lafargue, donateur. De son côté, Lafargue avait dit qu'il acceptait la répudiation, reprenait la propriété des biens donnés, et déchargeait Cayret de toutes les obligations exprimées dans ladite donation.—Après le décès de Lafargue, les citoyens Despeyroux, ses créanciers, en possession des biens de sa succession, ont présenté à l'enregistrement l'acte de renonciation de Cayret et la donation qui lui avait été faite par son oncle. Le receveur de la régie ayant demandé le droit proportionnel, et les Despeyroux prétendant ne devoir que le droit fixe d'un franc, la contestation a été portée au tribunal d'arrondissement de Mirande, qui, plaçant l'acte dont il s'agit dans la classe de ceux mentionnés à l'art. 68, titre 10, § 1^{er}, n° 1 de la loi du 22 frim. an 7, a prononcé la prévention de la régie.

Pourvoi en cassation pour fausse application de cet art. 68 de la loi du 22 frim., et violation de l'art. 4 de la même loi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que par la donation du 26 août 1799, dûment acceptée et revêtue des formalités voulues par la loi, la propriété des biens qui y étaient compris, avait passé des mains de Lafargue, donateur, dans celles de Cayret, donataire, et que, par l'effet de la répudiation de ladite donation, ces mêmes biens sont retournés de Cayret à Lafargue; qu'ainsi, il y a eu transmission réelle de propriété;—Considérant que la loi citée soumet au droit proportionnel toute transmission de propriété de biens immeubles; et que l'article de la même loi, qui place dans la classe des actes sujets au droit fixe de 1 franc, les abstentions, renonciations et répudiations de successions, legs ou communautés, ne parle pas des répudiations des donations acceptées; que de là il s'ensuit qu'en jugeant l'acte dont il s'agit au procès, sujet à un droit fixe, au lieu de le déclarer assujéti à un droit proportionnel, le jugement attaqué a violé l'art. 4, titre 1 de la loi du 22 frim. an 7, et fait une fausse appli-

cation de l'art. 68, tit. 10, § 1^{er}, n° 1 de ladite loi;—Donne défaut contre les Despeyroux, et pour le profit;—Casse, etc. (1)

Du 22 frim. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Aumont.—Concl., le cit. Jourde, subst.

1^o ARRÊTS DU CONSEIL.—CHOSE JUGÉE.2^o COMMUNAUX.—RÉINTÉGRATION.

1^a Les arrêts du ci-devant conseil des finances rendus sur des questions de propriété, entre parties entendues contradictoirement, ont l'autorité de la chose jugée. (LL. 20 oct. 1789; 27 avril 1791, art. 1^{er}.) (2)

2^a L'art. 8 de la loi du 28 août 1793, qui autorise les communes à se faire réintégrer, nonobstant tous arrêts du conseil ou jugemens, dans la propriété des biens dont elles ont été dépouillées par abus de la puissance féodale, n'a pas annulé les arrêts du ci-devant conseil des finances qui statuaient sur des questions de propriété entre le domaine et des communes dans lesquelles le domaine n'avait ni fini ni extension de fief (3).

(Intérêt de la loi.—Préfet du Calvados—C. commune de Ranville.)

Trois arrêts du conseil rendus contradictoirement entre la commune de Ranville et le domaine, les 29 nov. 1768, 8 sept. 1772, et 26 janv. 1779, avaient jugé que le marais de Ranville était une propriété domaniale.

Après la publication de la loi du 28 août 1793, la commune revendiqua ce marais, dont elle prétendit avoir été dépouillée par abus de la puissance féodale.

19 pluvi. an 8, jugement du tribunal civil de l'Orne, qui ordonne la réintégration de la commune dans la propriété de ce marais, sans avoir égard aux arrêts du conseil, attendu, 1^o que le conseil des finances n'était qu'un simple bureau d'administration, incompétent pour connaître du contentieux qui aurait été attribué exclusivement au conseil privé; 2^o que ces arrêts, en supposant même qu'ils eussent été complètement rendus, auraient été annulés par l'art. 8 de la loi du 28 août 1793.

Pourvoi en cassation par le commissaire du gouvernement, dans l'intérêt de la loi, 1^o pour violation des lois anciennes et de lois des 20 oct. 1789 et 27 avril 1791, sur les attributions du ci-devant conseil des finances, et par suite, pour violation des lois qui régissent l'autorité de la chose jugée; 2^o pour fausse application de l'art. 8 de la loi du 28 août 1793.

avis pour leurs plus importantes affaires. a.—Bailly, le règlement du 8 juill. 1661 ordonna à toutes les juridictions du royaume de déférer aux arrêts du conseil, leur faisant défense de prendre connaissance des affaires et procès dont S. M. aurait retenu et réservé le jugement à soi et à son conseil.—Ainsi la compétence du conseil n'avait jamais été mise en doute. F. le nouveau Denisart, v^o Conseil, § 2; Bosquet, Dict. raisonné des domaines et droits domaniaux, v^o Arrêts du conseil du roi; Merlin, Rép. et Quest. de dr., v^o Arrêt du conseil.—Ces attributions ont été maintenues par le décret du 20 oct. 1789, qui autorise le conseil du roi à continuer ses fonctions comme par le passé, jusqu'à l'établissement d'un nouvel ordre de choses; et c'est seulement la loi du 27 avril 1791 qui y renvoyé aux tribunaux toutes les affaires pendantes aux conseils des finances, des dépenses, etc.

(3) F. anal., Cass. 24 pluvi. an 5, 1^{er} frim. an 10, et la note; 26 vend. an 12.

(1) Le tribunal de renvoi ayant statué dans le même sens, la question a été portée de nouveau en cassation, et jugée sections réunies. Par son nouveau jugement, sous la date du 9 juin 1806 (F. à cette date), le tribunal de cassation a confirmé sa jurisprudence.

(2) Le conseil des finances était une section du conseil du roi. L'ordonnance de Blois de 1579 avait défendu d'y porter les contestations entre particuliers, qui seraient de la compétence des parlements. Mais l'art. 3 du règlement du 31 mai 1582, avait dérogé à cette ordonnance en décidant que les mercuries et vendredis « le conseil expédierait les matières contentieuses dont la connaissance serait retenue et réservée au conseil, et lesquelles n'auraient été renvoyées aux cours de parlement, grand conseil et autres juges ordinaires. » Cette disposition avait été confirmée par l'édit de sept. 1643, qui porte : « De tous les endroits de la France, les sujets du roi sont obligés de se pourvoir en ses con-

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu que par les arrêts du ci-devant conseil des 29 nov. 1768, 8 sept. 1773 et 26 janv. 1779, il a été contradictoirement et légalement jugé que le marais de Ranville était une propriété domaniale;—Qu'il est aussi contraire aux anciennes lois qu'aux nouvelles, de prétendre que le ci-devant conseil n'avait pas juridiction pour prononcer dans cette affaire;

Qu'il n'est pas moins absurde de soutenir, comme l'a fait le tribunal civil du département de l'Orne, que ces arrêts du conseil ont été annulés par l'art. 8 de la loi du 28 août 1793, tandis que cet article ne concerne que les jugemens rendus en faveur de la puissance féodale, et que le jugement du tribunal civil du département de l'Orne reconnaît en point de fait que le domaine n'a ni fief ni extension de fief dans la commune de Ranville.

D'où il résulte que le jugement dénoncé a violé de la manière la plus formelle, l'autorité de la chose jugée, et fait la plus fautive application de l'art. 8 de la loi du 28 août 1793;—Casse, etc.

Du 23 frim. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Doutrepoint.—Concl., le cit. Jourde, subst.

ABSTENTION DE JUGE.—APPEL.

Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le juge qui a connu d'une affaire en première instance, s'abstienne d'office sur l'appel.—Il peut rester juge, à défaut de récusation formelle (1).

(Gayling et le préfet du Bas-Rhin—C. la comm. de Nidernodern.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu que sie. cit. Boelli, qui a assisté au jugement préparatoire rendu en 1^{re} instance le 20 août 1793, a concouru au jugement du tribunal d'appel le 11 germ. an 5, il pouvait être récusé; mais que ce cas n'étant pas un de ceux dans lesquels l'ordonn. de 1667 dit, en termes exprès, que le juge récusable ne pourra demeurer juge, il fallait une récusation formelle

(1) *F. conf.*, Cass. 14 vent. an 10, et nos observations. — La jurisprudence paraît maintenant fixée sur ce point, qu'un juge n'est pas obligé de s'abstenir par cela seul qu'il est dans le cas d'être récusé. *F. Cass.* 21 avril 1812; 13 fév. 1828; 18 juin même année. *F. au reste*, Merlin, *Quest. de droit*, v^o Récusation, § 2; Carré, *Proc.*, n^o 1379; Berrin-Saint-Prix, p. 329, aux notes, dont les avis sont conformes à cette jurisprudence.

(2) On ne voit, en effet, aucune raison pour qu'il en fût autrement : la vente ou cession de la faculté de retrait ou rachat pouvant, d'après la coutume, être faite elle-même sous condition de retrait (art. 109 et 116 des Placités), il s'ensuivait naturellement que ce retrait devait être assujéti aux mêmes formes que le retrait de l'immeuble lui-même. Sur ce point, l'art. 503 de la coutume portait : « Au retrait conventionnel, le retrayant doit au jour de l'assignation (c'est-à-dire de la demande), offrir, consigner et déposer actuellement les deniers du contrat; autrement il n'est recevable. » — Or, selon tous les interprètes de l'ancien droit normand, les formalités du retrait devaient être exécutées à la rigueur, *verba ad opem* : « Il ne suffirait pas, disait Berrin, sur l'art 503, d'une simple offre : ubi enim facta opus est, verba non sufficiunt. Et fent que le élanant (la retrayant) mette actuellement la prix hors de ses mains, et le compis au dépositaire qui sera convenu... et que la nomenclature soit faite devant les tabellions du district... Il ne suffirait d'une simple attestation du dépositaire d'avoir les

pour ôter andit Boelli le pouvoir de juger, et que cette récusation n'a pas eu lieu;—Que la nécessité du consentement par écrit de toutes les parties, pour donner au juge récusable le pouvoir de juger de l'affaire, n'est établie que dans l'art. 1^{er}, lit. 34 de l'ordonn. citée, où il n'est question que du juge parent de l'une d'elles au degré prohibé. Que si cette ordonnance prescrit au juge, par l'art. 17, de déclarer les causes valables de récusation qu'il connaît en sa personne, l'omission de cette déclaration n'entraîne pas la nullité du jugement, lorsque les parties ont elles-mêmes, dès le principe, connaissance du moyen de récusation, parce qu'elles sont naturellement présumées avoir reconnu pour leur juge celui qu'elles n'ont pas récusé, ayant le pouvoir de le faire;—Rejette, etc.

Du 22 frim. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Aumont.—Pl., les cit. Badin et Jourde.

RETRAIT.—CONSIGNATION.

Sous l'empire de la Coutume de Normandie, dans le cas de retrait exercé sur une vente de la faculté de rachat d'un immeuble, le retrayant de cette faculté doit, en assignant son acheteur, offrir et déposer les deniers du contrat, comme s'il s'agissait du retrait de l'immeuble lui-même. (Coul. de Normandie, art. 593.) (2)

(Géricault—C. Lebigo.)

En 1790, Lebigo vendit au cit. Vézard la terre de la Hnberdière, avec faculté de réméré pendant six ans.—Peu après, il vendit au cit. Géricault cette faculté de réméré qu'il s'était réservée.—En l'an 3, Lebigo voulut rentrer dans son immeuble, il s'arrangea avec Vézard, et le 27 prair., il fit à Géricault des offres aux fins du retrait; mais il ne fit pas de consignation le même jour; il ne la fit que plus tard, et en vertu du jugement.

Avait-il dû consigner le jour même où il avait fait les offres?—Décidé pour la négative, par jugement du tribunal d'appel de Paris, du 1^{er} therm. an

deniers entre ses mains, s'il se trouvait qu'ils n'eussent été actuellement garnis. Et s'il y a en la somme garnie défaut d'une pièce ou deux de monnaie, le gageement n'est passivement fait, et débarras le élanant de sa élaner, comme dit Tiraqueau en titre de *Retrait conventionnel*, § 4, glose 6, n^o 23 et suiv.

C'était, du reste, une question fort controversée dans les pays où la coutume n'était pas aussi explicite, que celle de savoir si la consignation était de rigueur pour l'exercice des retraits lignagers et autres, et du retrait conventionnel en particulier. On peut voir à cet égard les solutions diverses et les nombreuses autorités citées par Rousseau de Lacombe dans sa *Jurisp. civile*, v^o *Retrait lignager*, *passim* et *Faculté de rachat*, n^o 17.

Sous notre droit actuel, la question est encore loin d'être résolue uniformément. M. Duvergier, de la *Fente*, t. 2, n^o 27 et suivans, pense que des offres réelles sont nécessaires, mais que la consignation ne l'est pas. M. Troplong, *op. cit.*, n^o 718 et suiv., et Dalloz, v^o *Fente*, p. 905, enseignent, au contraire, qu'il suffit au vendeur de manifester l'intention de rembourser, en exerçant le retrait.—Le professeur d'Heidelberg, Zachariæ, enseigne la même doctrine dans son *Cours de droit civil français*, t. 2, p. 541 (trad. de M. Aubry et Rau).—Quant à la jurisprudence, elle n'offre rien encore d'absolument décisif sur la question; mais elle penche évidemment pour la dispense de consignation. *F. Colmar*, 1^{er} mai 1811; *Cass.* 25 avril 1812; Douai, 17 déc. 1814; Besançon, 20 mars 1819.

9.—Le motif du jugement était que l'art. 503 de la coutume, applicable aux retraits d'immeubles, ne s'applique point aux retrais exercés sur une vente de la faculté de retrait.

POURVOI en cassation du cit. Géricault, pour contravention à l'art. 503, coutume de Normandie, expliqué par les art. 109 et 116 des Placités.

Art. 109.—« La vente de la condition de réméré ne peut être clamée après le temps de la condition, expiré, encore que l'an et jour de la vente d'icelle ne soit pas expiré. »

Art. 116.—« Les ranceurs conventionnelles et à droit de lettre-lée sont cessibles : mais la féodale ainsi que la lignagère est incessible, et néanmoins transmissible aux héritiers. »

De ces dispositions combinées, le demandeur concluait qu'à l'égard d'une vente de la faculté de retraire, comme à l'égard d'une vente d'immeubles, la consignation avait dû être faite le jour même que fut introduite l'action en retrait.

Le défendeur Lebigoit soutenait que la disposition de l'art. 503 établissait, en matière de consignation, un droit exorbitant. Il en concluait que la disposition devait être restreinte au cas prévu de vente d'immeubles réels; que le cas de l'espèce n'étant pas littéralement prévu, il fallait le soumettre au droit commun.

JUGEMENT

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 503 de la cout. de Normandie.—Et les art. 109 et 116 des placités de la même coutume : — De l'ensemble desquels il résulte que le droit de retrait conventionnel est cessible avec faculté d'en exercer le claimer dans le temps convenu, et que, par suite, le cédant qui l'exerce sur son cessionnaire doit remplir, à son égard, les mêmes formalités que celles exigées par la même coutume pour l'exercice ou elateur du droit de retrait conventionnel direct.—Et attendu que, dans l'espèce de la cause, Lebigoit, qui aurait dû faire sa consignation le jour même de ses offres, qui avaient eu lieu dès le 21 prair. an 3, ne l'a faite cependant que le 9 frim. suivant; — D'où il suit qu'elle était tardive, et que le jugement attaqué, en la déclarant valable, a violé directement la disposition dudit art. 503 de la coutume de Normandie.—Casse, etc.

Du 23 frim. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Pajon.

MUTATION PAR DÉCÈS.—DÉLAI.—RENUNCIATION.

De ce que les héritiers présomptifs n'ont que six mois, à partir de la mort de leur auteur, pour déclarer les biens dont sa succession se compose, il ne s'en suit pas nécessairement que ces héritiers doivent répudier l'hérédité dans les six mois, à peine d'être censés l'avoir acceptée pour le paiement du droit de mutation. (L. 22 frim. an 7, art. 24, 28 et 30.) (1)

(L'enregistrement.—C. Vanhollenbeke.)

En flor. an 8, plus de six mois après le décès de Jacques Vanhollenbeke, la régie décerna une contrainte contre Jean Vanhollenbeke, unique frère du défunt. — Il lui fut demandé un droit de mutation, et de plus, un demi droit en sus, à

défait de déclaration dans les six mois, conformément aux art. 24, 27 et 30 de la loi du 22 frim. an 7; — Opposition de la part de l'appelé à la succession, fondée sur ce qu'il n'avait pas fait acte d'héritier, et sur ce qu'il déclarait y renoncer.—25 germ. an 9, jugement du tribunal d'arrondissement de Bruges, qui, accueillant cette défense, décharge Vanhollenbeke de la contrainte contre lui décernée par la régie.

Pourvoi en cassation de la part de la régie, fondé sur la loi du 22 frim. an 7. De ce que la loi ne donne que six mois pour faire la déclaration, la régie infirmerait que l'appelé à la succession devait avoir répudié sa qualité dans les six mois, à peine d'être réputé l'avoir acceptée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que les art. 24, 27 et 30 de la loi du 22 frim. an 7, ne chargent que les héritiers de faire leur déclaration des biens à eux échus ou transmis par succession; — Attendu que l'héritier présomptif, soit en direct, soit en collatérale, qui renonce (*rebus integris*), est censé légalement n'avoir jamais été héritier, suivant cette règle, n'est héritier qui ne veut; — Rejette, etc.

Du 23 frim. an 11.—Sect. req.—Prés., le cit. Murair. — Rapp., le cit. Porquet. — Concl., le cit. Giraud, subst.—Pl., le cit. Huart-Duparc.

PROTÉT.—DÉLAI DE GRÂCE.

Sous l'ancienne législation, lorsqu'il y avait lieu aux dix jours de grâce pour le paiement d'un effet de commerce, le protêt ne devait être fait que le dernier des jours de grâce.—Tout protêt fait avant ce dernier jour était nul et de nul effet. (Ord. 1674, tit. 5, art. 4.) (2)

(Dandin—C. Guitre.)

Le cit. Dandin était porteur d'un billet à ordre payable le 15 niv. frse. — Ce billet ne fut pas acquitté le 15 niv.; en conséquence il fut protesté le 21.—Dandin dénonce son protêt à Guitre, dernier endosseur.—A son tour Guitre veut revenir sur l'endosseur qui le précédait; celui-ci prétendit que le protêt était nul.

Fait le 21 niv., à l'occasion d'un effet payable le 15 frse, ce protêt pouvait être querelle, ou comme tardif, en soutenant qu'il avait dû être fait le 15 même, ou comme précoce, en soutenant qu'il devait n'être fait que le 25.—Ce dernier système fut le seul proposé devant le tribunal d'arrondissement de Mamez, jugeant commercialement.—On supposa de toute part que le billet était de nature à recevoir dix jours de grâce, et que le paiement indiqué au 15 niv. n'avait été exigible que le 25 suivant.

26 germ. an 10, jugement qui déclare le protêt nul, en tant que précoce; qui, en conséquence, déboute Guitre de son action en garantie contre l'endosseur; et, attendu que la nullité du protêt résulte du fait de Dandin, le condamne à restituer à Guitre le montant du billet à ordre.

Dandin s'est pourvu en cassation, pour contravention à l'art. 4 du tit. 5 de l'ordonn. du comm. ainsi conçu : « Les porteurs de lettres qui auront été acceptées, ou dont le paiement échoué à jour certain, seront tenus de les faire payer

d'enregistrement de MM. Rigaud et Championnière, tom. 1^{er}, n^{os} 513 à 541, et tom. 2, n^{os} 2571 et suiv., où cette matière est amplement traitée.

(2) Le Code de commerce ne reconnaît plus ces délais de grâce. Tous effets sont exigibles le jour même de l'échéance, et à défaut de paiement, le protêt doit en être fait le lendemain. (Code comm., art. 161 et 162.)

(1) La régie suit cette jurisprudence dans la pratique, et en a fait l'application expresse dans une délibération du 20 fév. 1827, rapportée au Contrôleur de l'enregistrement, art. 1291. Sur les divers effets de la renonciation, relativement au droit de mutation par décès, et notamment sur celui des renonciations partielles, et des stipulations de ce genre qui se font au greffe, il faut voir le *Traité des droits*

« ou protester dans dix jours après celui de l'échéance. » — Quel est, disait-il, le jour de l'échéance d'un billet à ordre payable à jour fixe? A Paris, l'usage est constant et invariable; c'est le jour même indiqué pour le paiement. Donc, c'est dans les dix jours, du 15 niv. fixe, que l'effet dont s'agit avait dû être protesté. Donc, le protêt est régulier quel que soit le jour où il a été fait, pourvu que ce soit dans les dix jours après le 15 niv. (1).

Le commissaire a fait observer que l'état de la question n'était plus le même qu'en première instance. — Devant le tribunal de Mamers, disait-il, on n'a pas argumenté de l'usage de Paris sur l'échéance des billets à jour fixe. On a supposé que le billet dont s'agit était de nature à emporter des jours de grâce; qu'il était exigible seulement le 25 niv. — Ainsi le tribunal avait à juger si, dans cette hypothèse de l'exigibilité au 25 niv., le protêt fait le 21 était ou n'était pas précoce. — Evidemment il ne pouvait y avoir protêt le 21, d'un effet exigible seulement le 25. Donc le jugement est inattaquable sous ce rapport.

Que s'il était permis, devant le tribunal de cassation, de présenter l'affaire sous un nouveau point de vue, et d'argumenter de l'usage de Paris, qui ne laisse pas de jours de grâce aux effets indiqués payables à jour fixe, le demandeur ne serait encore point fondé. — Car ce même usage invoqué oblige les porteurs d'effets à les faire protester le jour même de l'échéance; en sorte que le billet payable le 15 niv. fixe, a dû être ou payé ou protesté ce même jour. Donc le protêt serait tardif s'il fallait se régler par l'usage invoqué.

Ainsi, ou le paiement de l'effet était exigible le 15, et en ce cas le protêt a été tardif; ou le paiement n'était exigible que le 25, et en ce cas le protêt a été fait trop tôt. Donc, sous tous les rapports, le jugement attaqué doit être maintenu, et le pourvoi rejeté.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les parties n'ont point argumenté au tribunal civil de l'arrondissement de Mamers, de l'usage de la place de Paris relativement aux protêts à faire des effets échéant à jour fixe; — Attendu que d'ailleurs le demandeur n'aurait pas eu d'intérêt à invoquer cet usage, puisqu'alors le protêt aurait été fait à tard; — Attendu, enfin, que le jugement dénoncé est conforme à la loi, dans la disposition par laquelle, en statuant sur la seule question qui eût été soumise à la décision du tribunal, les juges de Mamers ont décidé que, dans le cas où il y a lieu aux dix jours appelés jours de grâce, le protêt ne doit être fait que le dernier jour après l'échéance portée par la lettre de change ou effet de commerce dont il s'agit; — Rejette, etc.

Du 23 frim. an 11. — Sect. req. — Prés., le cit. Murinaire. — Rapp., le cit. Poriquet.

RETRAIT.—CONSIGNATION.

Du 23 frim. an 11 (aff. Géricault). — V. ce jugement à la date du 22.

HUISSIERS DE LA JUSTICE DE PAIX.

—SIGNIFICATION.—NULLITÉ.

Aux cas où les huissiers ordinaires ne peuvent signifier les actes de la justice de paix, la signification faite par un de ces huissiers ne laisse pas d'être valable; seulement l'huissier encourt une amende de 6 liv. (L.L. 18-26 oct. 1790, art. 5; 6-27 mars 1791, art. 6 et 13.) (2)

(Andrieu.—C. la comm. de Villiers-lez-Aprey.)

Un jugement rendu par le tribunal civil de l'arrondissement de Langres, le 3 niv. an 9, au profit des habitants de la commune de Villiers-lez-Aprey, déclarant nulle la notification d'une cédula de citation devant le juge de paix du canton d'Aprey, sur le fondement qu'elle avait été faite par un huissier du tribunal du district de Langres, qui n'avait pas caractère pour la faire, n'étant ni le greffier de la municipalité de Villiers-lez-Aprey, ni commis pour le remplacer.

Pourvoi pour fausse application de l'art. 5 de la loi du 26 oct. 1790, des art. 6 et 13 de celle du 27 mars 1791, et par suite, pour excès de pouvoir.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que si l'art. 5 de la loi du 26 octobre 1790 veut que la notification d'une cédula soit faite par le greffier de la municipalité, il résulte de sa combinaison avec les art. 6 et 13 de la loi du 27 mars 1791, qu'un huissier ordinaire a aussi caractère pour la faire en certains cas; et que si hors de ces cas il se permet de notifier une semblable cédula, alors le législateur, sans rien prononcer contre la validité de la notification, n'a entendu, pour toute peine, imposer qu'une amende de 6 liv. contre cet huissier; — D'où il suit que le jugement attaqué, qui a annulé la notification de la cédula dont il s'agit, a fausement appliqué les articles de lois précités, et par suite commis un excès de pouvoir, en ajoutant à la disposition pénale de la loi; — Casse, etc.

Du 24 frim. an 11. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Rupérou. — Concl., le cit. Jourde, subst.

ENFANT NATUREL.—DROITS SUCCESSIFS.

Du 24 frim. an 11 (aff. Hénon). — Même décision que par les jugemens des 24 prair. an 7 (aff. Banes), 4 pluv. an 8 (aff. Olivier), et 4 vent. an 11 (aff. Neuville).

1^o CASSATION (POURVOI EN). — MINISTRE PUBLIC. — ABSOLUTION.

2^o MINISTRE PUBLIC.—DÉPENS.

3^o POUVRES ET SALPÊTRES. — VENTE. — CONVENTION.

1^o Sous le Code du 3 brum. an 4, le pourvoi du ministère public contre un jugement d'absolu-

sion des jours de grâce, par addition à la date de l'échéance, du mot fixe, par exemple, ou de ceux-ci: sans délai de grâce. A l'égard de ces derniers effets, le protêt devait être fait le jour même de l'échéance; dans ce sens, Cass. 7 niv. an 7 et 6 oct. 1806.

(2) L'art. 13 de la loi des 6-27 mars 1791 ne rapponait point, en effet, la nullité de la citation assignée par un autre huissier que celui de la justice de paix; elle se bornait à la déclarer passible d'une amende de 6 livres, dont moitié était accordée en dédommagement à l'huissier de la justice de paix.

(1) Cette argumentation reposait sur une confusion évidente entre les effets à jour certain et les effets à jour fixe: on nommait effets à jour certain, ceux dont la date était déterminée ou pouvait l'être par les énonciations de l'effet, comme: payable à tel jour, ou au jour de Pâques de telle année, ou à tant de jours de vue (Savary, Parf. nég., liv. 3, ch. 5 et 6). C'est à ces effets qu'on appliquait les dix jours de grâce dont parle l'art. 4, tit. 5, de l'ordonnance de 1673. — Au contraire, et particulièrement dans les usages de Paris, on nommait effet à jour fixe, celui dont l'échéance était déterminée avec exclu-

lution rendu en matière correctionnelle, n'était pas recevable après le délai de vingt-quatre heures. (C. 3 brum. an 4, art. 442.) (1)

2° Le ministère public ne peut, dans aucun cas, être condamné aux dépens. (L. 18 germ. an 7, art. 1^{er}.) (2)

3° La vente des poudres est interdite à tous les citoyens autres que ceux qui sont commissionnés par l'administration — En conséquence, l'arrêt du 1^{er} complémentaire an 5, en autorisant les anciens agents commissionnés pour la vente, à continuer leurs fonctions jusqu'à leur remplacement, n'a point étendu cette faculté aux simples particuliers, dans les lieux où l'administration n'avait pas d'agents. (L. 13 fruct. an 5; Arr. 1^{er} compl. an 5.) (3)

(Ulmann. — Intérêt de la loi.)

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 442, du Code des délits et des peines; — Vu aussi l'art. 205 dudit Code; — Attendu que le commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du département du Mont-Tonnerre ne s'est pourvu contre le jugement du tribunal criminel de ce département, du 14 brum. dernier, que le 17 du même mois, c'est-à-dire après le délai de vingt-quatre heures, fixé par l'art. 442 ci-dessus cité; que ce jugement étant confirmé d'un jugement d'absolution, prononcé le 9 thermid. précédent par le tribunal de police correctionnelle de Mayence, il y avait lieu à l'application dudit art. 442. — Déclare le commissaire du gouvernement près ledit tribunal criminel du département du Mont-Tonnerre non recevable dans son pourvoi.

Et néanmoins faisant droit sur les conclusions du commissaire du gouvernement près le tribunal de cassation, et sans que les parties puissent se prévaloir de la cassation pour éluder les dispositions du jugement susdaté, statuant en exécution de l'art. 88, de la loi du 27 vent. an 8, sur l'organisation des tribunaux; — Vu l'art. 1^{er}, de la loi du 18 germ. an 7; — Vu aussi l'art. 24, de la loi du 13 fructid. an 5, sur la vente des poudres;

Attendu qu'il est de principe constant que le ministère public ne peut être en aucun cas, passible d'une condamnation de dépens; que ce principe est confirmé par l'art. 1^{er} de la loi du 18 germ. an 7, ci-dessus cité, qui n'autorise à prononcer la condamnation aux frais qu'au profit de la république, sauf les dommages et intérêts des parties privées, conformément à l'art. 154 du Code des délits et des peines; que le jugement du tribunal correctionnel de l'arrondissement de Mayence, du 9 fructid. an 10, a violé ce principe et les lois qui le consacrent, en prononçant une condamnation de dépens, qui ne peut s'appliquer qu'au ministère public, seule partie poursuivante; que cette violation de la loi a été confirmée par le jugement du tribunal criminel du département du Mont-Tonnerre, du 14 brum. dernier, qui a rejeté l'appel du jugement correctionnel susdaté;

Attendu que la loi du 13 fructid. an 5, renferme une prohibition absolue de la vente de la

poudre pour tous les citoyens non autorisés à cet effet; que l'arrêt du directoire exécutif du 1^{er} compl. an 5 n'étant applicable qu'au remplacement d'agents commissionnés, par d'autres agents également commissionnés, ne pouvait être étendu à de simples citoyens compris dans la prohibition de l'art. 24 ci-dessus cité, et que cette extension a donné lieu à une violation expresse dudit art. 24, tant de la part du tribunal jugeant correctionnellement en première instance, que de la part du tribunal criminel qui a confirmé le jugement rendu par le tribunal de Mayence, à l'égard d'Antoine Ulmann; — Casse, etc.

Du 25 frim. an 11. — Sect. crim. Rapp., le cit. Borel. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

ASSASSINAT. — PRÉMÉDITATION.

La préméditation est un élément nécessaire de l'assassinat, qu'il ait été ou non consommé. Ainsi, l'attaque à dessein de tuer ne peut être punie des peines de l'assassinat, lorsque les jurés n'ont pas déclaré que cette attaque a eu lieu avec préméditation. (C. 1791, 2^e part., tit. 1^{er}, sect. 1^{re}, art. 11 et 13.) (4)

(Fauqué. — JUGEMENT.)

LE TRIBUNAL. — Vu les art. 11 et 13, tit. 2, part. 2, liv. 2, du Code pén., et l'art. 373, de la loi du 3 brum. an 4; — Attendu, 1^{er} que la préméditation est un élément nécessaire de l'assassinat; — Qu'elle entre aussi essentiellement dans le caractère de l'assassinat non consommé; — Que l'attaque à dessein de tuer peut être faite sans préméditation; — Que la peine portée dans l'art. 13 ci-dessus cité ne peut donc être prononcée contre l'attaque effectuée à dessein de tuer, que lorsque les jurés ont déclaré que cette attaque a eu lieu avec préméditation; — Que le tribunal criminel du département de la Seine a donc fait une fautive application des art. 11 et 13 ci-dessus, en condamnant à la peine de mort un individu qui était convaincu d'une attaque à dessein de tuer, mais qui n'était pas de la circonstance de préméditation, intrinsèque à l'assassinat; — Attendu, 2^e que la prévention portée dans l'acte d'accusation contre cet individu était celle d'un assassinat non consommé, et, conséquemment, celle d'une attaque à dessein de tuer, faite avec préméditation; — Que le tribunal criminel du département de la Seine, en ne posant point de question sur la préméditation, a donc violé l'art. 373 ci-dessus cité, d'après lequel les jurés doivent être interrogés sur toutes les questions qui résultent de l'acte d'accusation; — Casse, etc.

Du 25 frim. an 11. — Sect. crim. Rapp., le cit. Barris. — Concl., le cit. Arnaud, subst.

VOL. — CIRCONSTANCES AGGRAVANTES. —

QUESTIONS AU JURY.

La loi du 26 flor. an 5, qui punissait de la peine de mort les vols accompagnés de violences et de brigandages, ne pouvait être appliquée lorsque le jury n'avait été interrogé que sur ces circonstances aggravantes, et nullement sur la fait principal du vol. (L. 26 flor. an 5.) (5)

« Les crimes mentionnés sus art. 2 et 3 de la 2^e sect. du tit. 2 du Code pénal de 1791, seront punis de mort s'ils sont accompagnés de l'une des circonstances suivantes : 1^o si les coupables se sont introduits dans la maison par la force des armes; 2^o s'ils ont fait usage de leurs armes, dans la maison, contre ceux qui s'y trouvaient; 3^o si les violences exercées sur ceux qui se trouvaient dans la maison ont laissé des traces, telles que blessures, brûlures, contu-

(1) F. conf., Cass. 13 brum. an 11, et la note.

(2) F. les jugements conformes, cités sous celui du 18 mess. an 9.

(3) F. ident., Cass. 10 niv. an 11.

(4) F. la note sur un jugement identique du 17 fruct. an 7 (aff. Rochard.)

(5) La loi du 26 flor. an 5, dans laquelle ont été posées plusieurs dispositions de notre Code pénal, et notamment les art. 303 et 305, était ainsi conçue :

(Baron.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 373, 374, et la 1^{re} disp., art. 456, du Code des délits et des peines;—Considérant que celui des délits énoncés en l'acte d'accusation, et qui a donné et pu seul donner lieu à l'application de la loi du 26 flor. an 5, est qualifié de vol considérable commis chez la veuve Nuguel par une bande de brigands qui exercèrent envers elle et ses gens les plus grandes cruautés, lui ayant entre autres fait brûler les pieds; qu'ainsi le fait principal était le vol, et que les violences en étaient les circonstances aggravantes; que, cependant, il n'a été posé de questions sur ces circonstances, et aucune sur le fait principal; qu'il résulte de là, 1^o une contravention positive aux articles 373 et 374 du Code; et 2^o, par suite, une fautive application de la loi du 26 flor. an 5, qui n'affecte la peine qu'elle prononce, dans le cas des circonstances qu'elle désigne, qu'aux délits énoncés aux art. 2 et 3 du Code pén.—Casse, etc.

Du 25 frim. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Schwendt.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^o DEFENSE.—INTERROGATOIRE.—LECTURE DES CHARGES.

2^o JURY D'ACCUSATION.—LECTURE DES CHARGES.

1^o Le défaut de lecture au prévenu, après son interrogatoire, des charges et dépositions existant contre lui, opère nullité de la procédure. (L. 7 pluv. an 9, art. 10.) (1)

2^o Il doit être donné, à peine de nullité, lecture et communication de toutes les pièces de la procédure aux jurés d'accusation. (L. 7 pluv. an 9, art. 20 et 21.) (2)

(Mathy.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 10 de la loi du 7 pluv. an 9;—Vu aussi les art. 20 et 21, même loi;—Attendu 1^o que rien ne constate, dans la procédure dirigée contre le demandeur, l'exécution de l'art. 10 ci-dessus cité de la loi du 7 pluv. an 9; qu'il résulte, au contraire, du dernier interrogatoire prêt par ledit demandeur devant le directeur du jury de l'arrondissement d'Anvers, qu'il ne lui a été donné lecture que dudit interrogatoire, ce qui exclut la lecture qui devait lui être faite des charges et dépositions; qu'il a été en outre entendu depuis le 9 vend., date dudit interrogatoire, sans que la formalité prescrite par ledit article, à l'égard de ces dépositions, ait été remplie;

Attendu 2^o que d'après les dispositions ci-dessus citées de la loi du 7 pluv. an 9, il devait être donné aux jurés d'accusation lecture et communication de toutes les pièces de la procédure, ce qui n'a pas été exécuté dans la procédure tenue à l'égard du demandeur, puisque, d'une part, l'acte d'accusation énonce le cartonnement des procès-verbaux annexés à l'acte d'accusation, sans indiquer si ce cartonnement, qui ne devait avoir lieu que pour les jurés de jugement, n'avait pas été

opéré avant la remise aux jurés d'accusation; puisque, d'autre part, d'après le procès-verbal de la séance du jury d'accusation, il est constaté qu'il n'a été fait lecture aux jurés que de l'acte d'accusation et des procès-verbaux annexés audit acte, et qu'il ne leur a été remis, en la personne de leur chef, que l'acte d'accusation dressé à l'égard dudit Mathy; d'où résulte la violation formelle desdits art. 20 et 21 ci-dessus cités;—Casse, etc.

Du 25 frim. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

1^o TRIBUNAL DE POLICE.—CHEMIN PUBLIC.—COMPÉTENCE.

2^o QUESTION PRÉJUDICIELLE.—CHEMIN PUBLIC.

1^o Le délit d'anticipation sur un chemin public, étant passible d'une amende de la valeur de plus de trois journées de travail, excède les limites de la compétence des tribunaux de police. (L. 28 sept.-6 oct. 1791, tit. 2, art. 40; C. pén. art. 471, n^o 11.) (3)

2^o Lorsque le prévenu d'anticipation sur un chemin public oppose l'exception de propriété, l'action en réparation du délit doit être suspendue jusqu'à ce que la question de propriété ait été décidée par les tribunaux compétents (4).

(Loché.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 456, du code des délits et des peines;—Considérant que le tribunal de police du canton d'Olivet, par son jugement du 19 messid. an 10, a cru devoir appliquer au prétendu délit, qu'il croyait devoir réprimer, l'art. 40 de la loi du 28 sept. 1791; que cet article de la loi punit le délit qu'il énonce d'une amende pouvant être portée jusqu'à 24 fr., taux excédant le pouvoir des tribunaux de simple police, dont la compétence est restreinte aux délits qui ne sont susceptibles que d'une amende ne pouvant excéder trois journées de travail;

Considérant, d'ailleurs, que l'exception de propriété du terrain sur lequel existe la venelle en question, ayant été dès le premier moment et sans cesse opposée par le cit. Loché, le tribunal de police du canton d'Olivet ne pouvait que suspendre l'action exercée en réparation du délit, jusqu'à ce que la question de propriété, dont il ne pouvait connaître, eût été décidée par qui de droit;—Casse, etc.

Du 26 frim. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Viellart.—Concl., le cit. Arnaud subst.—Pl., les cit. Geoffrenet et Duclausen.

ÉVOCACTION.—INCOMPÉTENCE.

Le tribunal qui annule un jugement de première instance pour cause d'incompétence, ne peut pas retenir le fond, et le juger comme tribunal d'appel, sans violer la loi sur les deux degrés de juridiction (5).

(3) Cette contravention se trouve maintenant dans les attributions du tribunal de police, aux termes de l'art. 479, n^o 11, du Code pén.—F. quant à la compétence de cette juridiction, nos observations sur le jugement de Cass. du 28 mess. an 8.*

(4) F. nos observations sur les jugements identiques des 1^{er} frim. an 8, 29 vendém., et 26 brum. an 9, etc.

(5) Sur cette question, encore controversée aujourd'hui, F. les observations qui accompagnent un jugement de cassation du 26 vend. an 8, et un arrêt du 29 août 1836 (Volume 1836).

(Grevin—C. Scyrat.)

Une haie plantée entre deux héritages voisins a donné lieu au procès.—Il y avait, à ce qu'il paraît, déjà trois ans que cette haie existait, quand Grevin a appelé, le 25 flor. an 9, Scyrat devant l'un des juges de paix de Marseille, pour voir dire que cette haie serait arrachée.

Un premier jugement, du 3 prair. an 9, a bien accueilli cette demande.

Mais un autre jugement rendu sur appel, le 2 frim. an 10, par le tribunal d'arrondissement de Marseille, qui a d'abord déclaré ce premier jugement nul et incompétent, parce que l'usurpation de terrain imputée à Scyrat, datant de plus d'un an, sortait de la compétence de la justice de paix; statuant de suite sur le fond, a renvoyé Scyrat de la demande de Grevin, avec dépens.

Pourvoi en cassation pour contravention, en ce dernier point, à la loi sur les deux degrés de juridiction;—l'enceinte qu'il y avait eu d'exception d'incompétence ayant été admise, et le tribunal de paix n'ayant jamais été saisi légitimement, le tribunal d'arrondissement de Marseille ne remplissait plus, sur le fond, que le premier degré de juridiction, et faisant, en le jugeant, ce que le juge de paix n'avait pas eu le droit de faire;—2° En ce que ce tribunal, voulant néanmoins prendre sur lui le jugement du fond, ne devait alors prononcer, quant à ce, qu'en première instance; ce qu'il n'avait certainement pas fait, puisqu'il avait statué sur le fond, au même titre que sur l'exception d'incompétence, et par conséquent comme tribunal d'appel.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu la loi du 1^{er} mai 1790;—Vu aussi l'art. 5 du tit. 4 de la loi du 24 août 1790;—Et attendu que de l'annulation d'un jugement de première instance, pour cause d'incompétence, il résulte que le juge qui l'a rendu n'a point été saisi légalement, et n'a pu remplir, un seul instant, le premier degré de juridiction;—Que le tribunal qui prononce une semblable annulation ne peut pas retenir le fond et le juger comme tribunal d'appel, sans violer la loi sur les deux degrés de juridiction, puisque réellement, et de fait, aucun degré ne se trouve encore rempli;—Qu'il en serait différemment, sans doute, si le tribunal d'appel statuant sur une toute autre exception, et, par exemple, sur des nullités ou fins de non-recevoir qu'il aurait écartées, parce qu'alors il ferait, en retenant le fond et le jugeant, ce que le tribunal saisi légalement du procès, et remplissant de fait le premier degré de juridiction, avait le droit de faire; mais qu'il ne le peut point dans le cas d'incompétence admise, parce que, déclarant alors le premier tribunal sans caractère légal pour rendre aucun jugement sur le fond, il fait en retenant le fond et le jugeant, précisément ce que le tribunal incompétent n'aurait pas eu le droit de faire; ce qui fait manquer la condition sous laquelle le tribunal d'appel peut et doit même juger le fond, quoique demeuré indéfini en première instance, celle de faire, en jugeant, ce que le premier juge aurait pu faire;—Attendu que, dans l'espèce, le tribunal dont le jugement est attaqué, a déclaré incompétent le jugement de l'un des juges de paix de Marseille, parce que celui-ci avait statué sur une réclamation contre une usur-

pation de terrain qui, datant de plus d'une année, ne faisait pas, d'après la loi d'août 1790, au titre de la Justice de paix, partie de ses attributions;—Que, d'après une semblable décision, le tribunal devait renvoyer de suite les parties devant qui de droit, sur le fond, pour y être statué en première instance, au lieu de le retenir et de le juger comme il l'a fait, puisqu'au moyen de cette décision, le fond n'avait encore parcouru aucun degré de juridiction;—Attendu que s'il voulait, en l'état, s'attribuer la connaissance et le jugement du fond, ce qu'il pouvait sans doute, comme tribunal d'arrondissement et juge naturel des parties, il ne devait alors prononcer qu'en première instance, puisque, par suite de l'annulation pour cause d'incompétence du jugement sur l'appel duquel il statuait, il ne remplissait, quant à ce, que le premier degré de juridiction;—Qu'au lieu de juger le fond en cette qualité et comme tribunal de première instance, il a prononcé comme sur l'exception d'incompétence, et par conséquent comme tribunal d'appel, d'après le fait certain qu'il n'a pas fait, en le jugeant, la distinction qu'il devait alors faire entre le premier et le dernier ressort; aussi n'a-t-il point, comme il le devait, s'il avait jugé en première instance, annulé la demande sur laquelle il prononçait à défaut d'aucune tentative de conciliation préalable;—D'où il suit que le tribunal a évidemment violé la loi sur les deux degrés de juridiction, soit en retenant et en jugeant, après l'incompétence admise, une contestation que, comme tribunal d'appel, il devait renvoyer devant un autre tribunal, soit en le jugeant pas, du moins en première instance, comme tribunal d'arrondissement, statuant sur l'appel d'un jugement rendu en justice de paix;—Casse, etc.

Du 27 frim. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Babilée.—Concl., le cit. Pons, substit.

ACTE ADMINISTRATIF. — COMPÉTENCE.

C'est à l'autorité administrative, et non aux tribunaux, qu'il appartient de connaître des actions qui tendent à faire mettre en question l'étendue et l'effet d'actes émanés de l'administration, alors surtout que la décision des tribunaux pourrait donner lieu à un recours contre l'Etat. (L. 16 fruct. an 3.) (1)

(Pieffer—C. Binger.)

Par acte du 21 déc. 1786, les héritiers de François Mathieu et Jacob ont fait cession à la dame Pieffer, du bail emphytéotique annuel et perpétuel consenti au profit de leurs auteurs en 1669, du moulin à blé de Frochviller et des héritages y annexés, formant une dépendance de la terre et seigneurie de Putteinge. Cette cession a été faite moyennant 8,250 liv., et en outre à la charge de certaines redevances stipulées par l'acte de 1669.

Le domaine de Putteinge étant devenu national, le directoire du district de Sarreguemines fit procéder à la vente de la redevance dont il s'agit, et Binger s'en rendit adjudicataire le 24 frim. an 3, moyennant 11,800 liv. Cette adjudication lui a été faite sans aucune charge. Le 14 niv. an 7, Pieffer a fait citer Binger devant le juge de paix du

tence des tribunaux sur ce point est tellement abusive, qu'elle peut être proposée même par la personne qui les a saisis de la contestation. V. notre *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o *Autorité administrative*, n^{os} 19 et suiv., et v^o *Domaines nationaux*, § 7; Cormenin, *Quest. de dr. adm.*, v^o *Domaines nationaux*, n^{os} 2 et 3.

(1) La jurisprudence sur ce point peut se résumer en deux règles générales et absolues : aux tribunaux ordinaires appartient tout ce qui est application d'un acte administratif dont le sens et l'effet ne sont pas contestés, et encore tout ce qui est litigieux en dehors du titre;—à l'administration, au contraire, appartient tout ce qui est interprétation du titre et des actes préparatoires, et l'incompé-

canton de Sarreguemines, à l'effet de se concilier sur la demande qu'il se proposait de former contre lui à fin de nomination d'experts, pour procéder à l'estimation par ventilation de l'indemnité résultant en sa faveur des profits et émolumens qu'il tirait et devait tirer des drolis, privilèges et exemptions supprimés par les lois portant abolition de la féodalité, pour en être fait diminution sur la redevance dont il était tenu par l'acte de 1669. — Binger a comparu, et a répondu que la rente perpétuelle sur les moulins et étangs de Froeschviller lui ayant été adjugée sans aucune charge, si Pieffer se croyait fondé à prétendre quelque indemnité, il devait se pourvoir, s'il y avait lieu, contradictoirement avec la commissaire du Directoire exécutif près l'administration centrale du département de la Moselle.

La conciliation n'ayant pu s'opérer, le tribunal civil du département de la Moselle, saisi de la contestation, a, par jugement du 26 germ. an 7, adjugé à Pieffer ses conclusions.

Sur l'appel, le tribunal civil du département de la Meurthe a, au contraire, par jugement du 5 mess. an 8, infirmé celui de première instance, et déclaré Pieffer non recevable et mal fondé dans sa demande.

Pourvoi en cassation pour contravention aux différentes lois qui ont établi une ligne de démarcation entre les pouvoirs administratif et judiciaire, et notamment à celle du 16 fruct. an 3, qui fait défenses itératives aux tribunaux de connaître des actes d'administration, de quelque espèce qu'ils soient.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la deuxième partie de l'art. unique de la loi du 16 fruct. an 3, portant ce qui suit : « Fait itératives défenses aux tribunaux de connaître des actes d'administration, de quelque espèce qu'ils soient, aux peines de droit ; » — Considérant que l'action intentée par Pieffer tend à faire mettre en question l'étendue et l'effet de l'adjudication faite à Bruger par le directoire du district de Sarreguemines, par procès-verbal du 24 frim. an 3 ; qu'elle peut en même temps servir de prétexte à une demande en indemnité contre le gouvernement, soit de la part de Pieffer, si, nonobstant les droits supprimés par les lois, portant abolition de la féodalité, il était privé de la réduction propor-

tionnelle des redevances assurées aux preneurs à rente, par l'art. 38, tit. 2 de la loi du 15 mars 1790, soit de la part de Bruger lui-même, si la réduction proportionnelle était prononcée, quoique les redevances portées en l'acte de 1669 lui aient été adjugées en totalité, et sans aucune charge, et que, sous l'un comme sous l'autre rapport, les tribunaux ne pouvaient connaître de la contestation qui s'est élevée entre les parties, à moins que l'autorité administrative ne leur en eût fait elle-même le renvoi ; — Casse, etc.

Du 29 frim. an 11. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Coffinhal. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst. — Pl., les cit. Gulchard et Berger.

ÉVOCACTION. — VICE DE FORME.

Avant le Code de procédure, les juges d'appel qui annulaient un jugement de première instance pour vice de forme, devaient retentir le fond et le juger. — Ils ne pouvaient renvoyer devant les premiers juges, même pour une mesure d'instruction que cause-ci aurait négligé d'ordonner. (LL. 1^{re} mai 1790; 16-24 août 1790, tit. 2, art. 17; 3 brum. an 2, art. 7; C. proc. 473, anal.) (1)

(Brault et Guérin — C. Lamé Fleury.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la loi du 1^{er} mai 1790, qui porte qu'il n'y aura que deux degrés de juridiction en matière civile; — Attendu qu'au lieu de statuer définitivement sur le fond de la contestation, sur lequel il avait été statué par le tribunal de commerce, le jugement du 19 vent. an 7, en renvoyant de nouveau devant ledit tribunal de commerce pour être statué sur le même sujet, a établi un troisième degré de juridiction, et même un quatrième en cas d'appel, en quoi il est contrevenu à ladite loi du 1^{er} mai 1790, et à la maxime *non bis in idem*; — Casse, etc.

Du 30 frim. an 11. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Lasaudade. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst.

PRESCRIPTION. — COMPENSATION. — INTERRUPTION. — BUREAU DE PAIX.

La demande en compensation formée au bureau de paix par la défendeur en conciliation, interrompt le cours de la prescription. (L. 21 août 1790, art. 6.) (2)

(1) *P.* dans le même sens, 24 prair. et 12 therm. an 8; 24 brum. an 9; 30 frim. an 11; 2 fruct. an 12, et les notes. — *M. Carré, Loi de la proc.*, n° 1702, explique la différence qui existe entre les principes du droit intermédiaire et ceux du même art. 473 : elle consiste principalement en ce que la loi actuelle convertit en simple faculté l'obligation que celle qui l'a précédée imposait rigoureusement au juge d'appel. — « Aujourd'hui, disait l'orateur du gouvernement, la loi s'en rapporte à la sagesse des juges pour décider si, dans le cas où ils infirment, il ne serait pas inutile, il ne serait même pas préjudiciable aux parties de leur faire parcourir deux degrés de juridiction. »

(2) *M. Troplong, des Prescriptions*, t. 2, n° 593, pense que la demande reconventionnelle formée en conciliation, interrompt la prescription. « La citation en conciliation, dit-il, est une provocation à s'expliquer sur tout ce qui est une cause de litige entre les parties, et trouble leurs relations. Il suit de là, que la demande reconventionnelle formée au bureau de paix interrompt la prescription ; d'ailleurs, le procès-verbal de non-conciliation appartient au défendeur comme au demandeur, et dès l'instant que par l'assignation dans le mois (Code procéd., art. 57), il reste pièce de l'instance, le défendeur

II. — 1^{re} PARTIE.

(Descamps.—C. Guislain.)

Descamps cite en conciliation Guislain, sur la demande qu'il se propose de former contre lui, en paiement d'une somme d'argent :—Guislain... se prétend créancier, oppose la compensation. — Cette non conciliation est suivie d'ajournement devant le tribunal de première instance de Saint-Pol. La, Descamps, après avoir établi sa créance, prétend que celle de Guislain ne peut plus être opposée en compensation, parce que, d'après le placard de Charles-Quint, du 4 oct. 1548, qui régit alors la prescription dans la ci-devant province d'Artois, cette créance s'était éteinte par la prescription échue entre la citation au bureau de paix et l'assignation devant le tribunal.

Guislain répond qu'elle avait été interrompue par la demande en compensation qu'il avait formée au bureau de paix; que cette demande était une véritable action en paiement, qui, quoique formée par voie reconventionnelle, avait l'effet, comme toute action principale, d'interrompre la prescription; que l'art. 6 de la loi du 25 août 1790, d'après lequel la prescription est interrompue par la citation au bureau de paix, suivie d'ajournement, s'applique non-seulement au demandeur, quant à l'objet de son action, mais encore au défendeur, en ce qui concerne l'objet de sa défense, que cette action reconventionnelle devait être tellement assimilée à une action principale, qu'en cas de négligence de la part du demandeur de donner suite à son action devant les tribunaux, le défendeur pouvait prendre l'initiative à cet égard, sans être obligée de nouveau à citer en conciliation; que s'il en était autrement, le défendeur n'aurait plus, en pareil cas, aucune voie pour interrompre la prescription, puisque la nouvelle action qu'il intenterait à cet effet, par demande séparée, serait irrégulière au moyen de l'instance qui existerait déjà entre les parties.

Jugement du tribunal de première instance de Saint-Pol, qui, d'après ces motifs, déclare la dette non prescrite, et admet la compensation.

Pourvoi en cassation de la part de Descamps, pour contravention au placard de 1548.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ;—Considérant que le tribunal d'arrondissement de Saint-Pol n'a point méconnu la prescription établie par le placard de 1548, mais a jugé que cette prescription n'avait pu s'accomplir pendant la durée d'une instance dans laquelle la créance en question avait été opposée en compensation; que si l'art. 6 de la loi du 25 août 1790 porte que la citation au bureau de paix aura l'effet d'interrompre la prescription, lorsqu'elle aura été suivie d'ajournement, on ne peut en conclure que le défendeur cité au bureau de paix et au tribunal, et qui a opposé une compensation, n'ait pu interrompre la prescription, parce qu'étant cité en justice, il n'a pas été dans le cas d'assigner lui-même; que le procès-verbal du bureau de paix devant acte de l'instance, appartient aux deux parties; qu'une compensation proposée dans ce procès-verbal laisse à juger dans l'instance si la partie qui l'a proposée ne s'en est point désistée, et que conséquemment la

suffit de reproduire par des conclusions devant le tribunal la demande reconventionnelle ou en compensation. — On comprend, du reste, que très souvent le demandeur, n'ayant aucune prescription à redouter, négligera de donner ajournement dans le mois, pour faire perdre à sa citation, ainsi qu'à la demande reconventionnelle, tout effet interruptif. En ce cas, ce sera au défendeur à aller en avant et à intenter lui-même l'action judiciaire par une assignation devant le tribunal, en signifiant le procès-ver-

bal de non-conciliation. — Remarquons au surplus ici, que sous la loi de 1790 on n'était fixé pour donner assignation après la non-conciliation (N. Cass. 6 vend. an 11.)

(1) Cette décision doit être restreinte en cas où il s'agit de terrains soumis au parcours ou à la vaine pâture : ce n'est qu'à l'égard de ces terrains, que l'autorité administrative est investie du droit de faire des règlements. (L. 28 sept.-6 oct. 1791, tit. 1^{er}, sect. 4, art. 13.)

RÈGLEMENT MUNICIPAL. — DÉPAISSANCE.

L'arrêté du préfet qui prescrit que toutes les permissions de dépaissance soient délivrées par la municipalité, sur l'avis des propriétaires, rentre dans le cercle des attributions municipales et est obligatoire pour les tribunaux (1).

(Estrade.)

Estrade avait fait poindre ses bœufs dans le pré d'un de ses voisins. Traduit devant le tribunal de police, il fut acquitté sur l'allégation d'une permission verbale du propriétaire du pré. Mais il existait un arrêté du préfet des Pyrénées-Orientales qui exigeait que toutes les permissions de dépaissance fussent délivrées par la municipalité sur l'avis des propriétaires. — Pourvoi fondé sur un excès de pouvoir du tribunal.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ;—Vu la 6^e disposition de l'art. 156 du Code du 3 brum. an 4 ; — Et attendu que l'arrêté du préfet du département des Pyrénées-Orientales, du 5 brum. an 10, avait prescrit des mesures d'après lesquelles devaient être constatées les permissions de dépaissance alléguées par les prévenus de contraventions aux lois de police rurale ; — Que les dispositions de cet arrêté étant purement réglementaires, ayant pour objet d'assurer l'exécution des lois, et rentrant dans les attributions de l'autorité administrative, elles devaient être respectées par le tribunal de police du canton de Perpignan, et servir de règle à ses jugements ; — Que, néanmoins, Marc Estrade a été déchargé des poursuites de la partie publique, quoiqu'il ne prouvât point, conformément aux dispositions de l'arrêté du préfet, l'autorisation de dépaissance qui lui servait d'exception ; — Que cet acquittement a été un excès de pouvoir, une violation de l'arrêté du préfet, et, par suite, une contravention à la loi du 28 sept. 1791 et à la loi du 23 therm. an 4 ; — Casse, etc.

Du 3 niv. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Barris. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, substit.

1^{er} et 2^e TRIBUNAL CORRECTIONNEL. — RESPONSABILITÉ CIVILE. — COMPÉTENCE.**3^e PRÊT SUR GAGES. — RÈGLEMENT DE POLICE. — CONTRAVENTION. — PEINES.**

1^{er} *Le tribunal correctionnel est incompétent pour connaître de l'action en responsabilité civile exercée à raison d'un délit sur lequel il a définitivement statué, contre un individu qui n'avait pas figuré dans l'instance.*

2^e *Un tribunal correctionnel ne peut connaître que des délits dont la peine excède la valeur de trois journées de travail et de trois jours d'emprisonnement ; il est par conséquent incompétent pour prononcer sur des contra-*

bal de non-conciliation. — Remarquons au surplus ici, que sous la loi de 1790 on n'était fixé pour donner assignation après la non-conciliation (N. Cass. 6 vend. an 11.)

(1) Cette décision doit être restreinte en cas où il s'agit de terrains soumis au parcours ou à la vaine pâture : ce n'est qu'à l'égard de ces terrains, que l'autorité administrative est investie du droit de faire des règlements. (L. 28 sept.-6 oct. 1791, tit. 1^{er}, sect. 4, art. 13.)

ventions contre lesquelles la loi n'a porté aucune peine (1).

3° L'observation, par les prêteurs sur gages, des formalités prescrites par le règlement de police du 21 niv. an 6, ne les rend passibles d'aucune peine (2).

(Bougon — C. Monciny.)

Monciny avait fait citer Gontalier devant le tribunal correctionnel pour escroquerie. Il fut condamné à l'emprisonnement et à la restitution des objets escroqués. Ces objets avaient été mis en gage chez Bougon, prêteur sur gages. Monciny le fit citer devant le même tribunal. 1° comme civilement responsable; 2° comme ne s'étant pas conformé au règlement du 21 niv. an 6, relatif aux prêteurs sur gages. — Jugement qui ordonne la restitution des objets, sans prononcer aucune peine. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 168 et la 6^e disposition de l'art. 456 du Code des délits et des peines; — Et attendu que l'action intentée par Monciny contre Gontalier pour escroquerie, action dans laquelle Bougon n'avait aucunement figuré, était irrévocablement jugée entre eux par le jugement du 6 germ. an 10; qu'alors si ledit Monciny prétendait que Bougon fût responsable civilement, il devait le traduire devant un tribunal compétent; qu'au lieu de cela, il l'a traduit devant le tribunal civil de l'arrondissement de Paris, jugeant correctionnellement; qu'il est résulté de là que le tribunal a connu d'une action qui n'était pas de sa compétence, a commis un excès de pouvoir et est intervenu à la 6^e disposition de l'art. 456 du Code des délits et des peines, ci-devant cité;

Attendu encore que le tribunal, d'après l'art. 168 dudit Code, ne peut connaître que des délits dont la peine excède la valeur de trois journées de travail ou trois jours d'emprisonnement;

Que, dans l'espèce, le règlement de police du 21 niv. an 6 ne prononce aucune peine contre les prêteurs sur gages qui n'auraient pas rempli les formalités y voulues; qu'ainsi, le tribunal, qui n'en a prononcé aucune, parce qu'il ne le pouvait pas, étant incompétent pour connaître de l'action, a commis un double abus de pouvoir et est intervenu audit art. 168, aussi ci-devant cité; — Attendu, enfin, que le tribunal de la Seine, en confirmant le jugement du tribunal civil de l'arrondissement de Paris, a participé au vice de ce der-

nier jugement qu'il aurait dû annuler; — Casse, etc.

Du 3 niv. an 11. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Dutocq. — Concl., le cit. Lecoutour, subst. — Pl., les cit. Champion et Archambault.

PRESCRIPTION.—ACTION PUBLIQUE.

La prescription de l'action publique est acquise lorsque le jugement qui prononçait une condamnation a été annulé par le tribunal de cassation, et que toutes poursuites ultérieures sont demeurées suspendues pendant plus de six ans. (C. 3 brum. an 4, art. 10.) (3)

(Barailié.)

Un jugement rendu contre Barailié par le tribunal criminel du Tarn, avait été cassé le 25 mess. an 3, mais antérieurement à ce jugement Barailié s'était évadé des prisons, et il n'avait été fait contre lui aucunes poursuites par contumace. Ce prévenu ne fut saisi que le 2^e compl. an 10: il invoqua la prescription. Le tribunal n'eut aucun égard à sa réclamation. — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 10 de la loi du 3 brum. an 4; — Attendu qu'aucune poursuite n'avait été faite contre Barailié depuis le 25 messid. an 3 jusqu'au 2^e complément, an 10, ni contradictoirement ni par contumace; que la prescription de six ans avait donc été acquise en sa faveur; que le jugement de condamnation du tribunal du Tarn, ayant été annulé par celui du tribunal de cassation, il était comme non avenu; que ce dernier jugement, loin d'opérer la fin des poursuites, en prescrivait, au contraire, la continuation; que son objet n'avait été que d'en régulariser la marche; que rien n'avait donc interrompu la prescription de six ans acquise à Barailié; — Casse, etc.

Du 3 niv. an 11. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Barris. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

MISE EN JUGEMENT DES FONCTIONNAIRES PUBLICS.—DIRECTEUR DE SCRUTIN.

Un directeur de scrutin est un fonctionnaire public, et dès lors ne peut, sans autorisation du gouvernement, être traduit en justice, à raison des injures qu'il aurait proférées contre des citoyens, dans l'exercice de ses fonctions administratives. (L. 16-24 août 1790, lit. 2, art. 13.) (4)

menee son cours. Il ne s'agit point alors d'appliquer les règles relatives à la prescription des peines, puisque le jugement qui les portait est considéré comme non avenu, et que le jugement de cassation n'en portait aucune. Il faut appliquer les dispositions relatives à la prescription de l'action, et dès lors cette prescription est acquise si, depuis le jugement de cassation, le temps nécessaire pour prescrire l'action s'est écoulé. F. dans ce sens, Lagraverend, tom. 2, p. 772; Mangin, n° 339. — Dans un sens contraire, Carnot, Comment. du Code d'inst. crim., tom. 3, p. 622.

(1) F. dans le même sens, Cass. 17 fruct. an 9; 11 niv. an 10 et 9 fév. 1809. Mais nous avons fait remarquer, sur le premier de ces jugements, que le tribunal de cassation avait fausement appliqué le principe que consacre celui que nous recueillons ici, aux membres des assemblées communales, qui ne sont pas et ne peuvent être considérés comme agents du gouvernement; que cette expression ne comprend que ceux qui, dépositaires d'une partie de son autorité, agissent directement en son nom, et font partie de la puissance publique. F. au reste, en ce sens, Merlin, Répert., v° Election, n° 3.

(1) La Cour de cassation a jugé, par plusieurs arrêts, que, lorsque la loi présente une disposition prohibitive, sans aucune sanction pénale, les tribunaux doivent prononcer des peines de police, si l'objet sur lequel elle statue rentre dans les attributions de l'autorité municipale. (Cass. 25 fév. 1826, 4 juillet 1828.) Mais dans ce cas, et si la juridiction correctionnelle n'a pas été formellement indiquée par la loi, les tribunaux de police sont seuls compétents.

(2) La loi du 16 pluv. an 12 prohibait les maisons de prêt sur gages, et portait contre les contrevenants une amende de 500 fr. à 3,000 fr. L'art. 411 du Code pénal réduit le maximum de l'amende à 2,000 fr., et prononce, en outre, un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

(3) Nous avons rapporté un jugement contraire du 27 frim. an 8, et nous avons fait remarquer que ce jugement était en contradiction avec les principes de la matière. Le jugement que nous rapportons maintenant consacre la règle qui doit encore être suivie. En effet, un jugement contre lequel on s'est pourvu, ou qui a été réformé, n'est qu'un acte d'instruction qui a bien interrompu la prescription, mais qui ne fait pas obstacle à ce qu'elle recom-

(Wery, Armet et autres— Intérêt de la loi.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 13 du tit. 2 du décret du 10 août 1790, sur l'organisation judiciaire;—Vu la 6^e disposition de l'art. 456 du Code des délits et des peines;—Attendu que les injures verbales dont se plaignaient les demandeurs dans l'instance portée devant le juge de paix du canton rural de Valenciennes, étaient imputées à un citoyen exerçant alors les fonctions de directeur de scrutin, et comme débitées à des citoyens qui allaient chez lui pour y voter; que ce caractère de la prévention, et le déclinatoire proposé in limine litis par ce fonctionnaire, imposaient audit juge, composant le tribunal de police, le devoir de prononcer son incompétence et de renvoyer les demandeurs à se pourvoir devant l'autorité administrative; qu'au contraire, en faisant abstraction des fonctions exercées par le prévenu, fonctions dont la citation démontre elle-même l'exercice, et en traduisant sans autorisation préalable du gouvernement, devant un tribunal de police, un fonctionnaire public, pour raison de délit dans ses fonctions administratives, il a commis une usurpation de pouvoirs;—Faisant droit, en vertu de l'art. 88 de la loi du 27 vent. an 8, sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement, sans que les parties puissent se prévaloir de la cassation ci-après:—Casse, etc.

Du 3 niv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit., Borel.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

EXPLOIT.—DATE.

Un exploit de signification n'est pas nul, par cela seul que l'huissier a omis la date de l'année, si d'ailleurs la date a pu connaître cette date au moyen des actes signifiés et des énonciations renfermées dans l'exploit (1).

(Dubois—C. Teysdred.)

Un jugement du 4 mess. an 10 avait admis une requête en cassation. La signification en fut faite par copie entière, contenant les dates du jour, mois et an du jugement. L'exploit était sous la date du 18 mess.; mais, l'huissier avait omis celle de l'année.

Demande en nullité de l'exploit de la part du défendeur. Il soutenait que cet exploit sans date ne prouvait pas que le jugement d'admission eût été signifié dans le délai légal, et que par suite le demandeur en cassation devait être déclaré déchu de son pourvoi.—Le demandeur répondait que pour bien juger de la validité d'un acte judiciaire, il fallait rapprocher et combiner les divers éléments dont il se composait;—Que le jugement d'admission dans l'espèce était transcrit en entier avec ses dates de jour, mois et an; que l'exploit de signification lui-même portait l'énonciation de ces dates; que la date du mois, 16 fructidor, suffisait pour faire entendre que la signification avait eu lieu dans l'année même où le jugement avait été rendu; que cette vérité était d'autant plus certaine, que l'époque du 16 fructidor an 10 était la

(1) La jurisprudence a constamment eu une tendance à déclarer valables les exploits sans date ou avec une date incertaine, lorsque les parties ont pu reconnaître la date véritable par des énonciations renfermées dans l'exploit même, ou au moyen des actes signifiés avec la copie. *F. Cass.* 8 nov. 1806; 7 mars 1833 (Volume 1833), Paris, 24 août 1810; Liège, 29 août 1810; Nîmes, 29 déc. 1810; Rennes, 29 janv. 1817 et 3 août 1819; Amiens, 2 juill. 1822; Bourges, 17 nov. 1830 (Volume 1831). — Il existe cependant un arrêt de la cour de Lyon qui a décidé que la date d'un exploit doit être claire et précise,

seule écoulée depuis le 4 mess. même année; que celle de l'an 11 ne l'était pas encore; d'où résultait évidemment la certitude de l'année de la signification.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;— Considérant qu'en tête de de l'exploit de signification dont il s'agit, est donnée une copie entière du jugement d'admission du 4 mess. an 10, et que ledit exploit de signification d'icelui, daté du 18, énonce ledit jugement du 4 mess. sous la date du 4 du présent, ce qui réfère nécessairement et évidemment la date de l'exploit du 18, au 18 mess. an 10;— Sans avoir égard à la demande en nullité dudit exploit et en débécance du pourvoi dont ledits Teysdreda sont déboutés;— Ordonne qu'ils défendent au fond.

Du 7 niv. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malleville.—Rapp., le cit. Lasaudade.—Concl., le cit. Jourde, subst.

REQUÊTE CIVILE. — Mineur. — Défense NON VALABLE.

Pour qu'un mineur soit réputé valablement défendu, il suffit qu'on propose dans son intérêt tous les moyens et exceptions que fournit sa cause, sans qu'il soit besoin que, sur chaque moyen, il y ait des conclusions expresses au nom du mineur. (Ord. 1667, tit. 3, art. 1; tit. 5, art. 5; tit. 14, art. 4, et tit. 35, art. 35; L. 3 brum. an 3, art. 1 et 9.) (2)

(Les héritiers Berulle — C. le mineur Berulle.)

Nous avons rapporté, à la date du 4 niv. an 8, un jugement du tribunal de cassation qui a rejeté le pourvoi formé au nom du mineur Berulle contre un jugement du tribunal d'appel de Seine-et-Oise. — Le mineur Berulle, après ce rejet, s'est repêché vers le tribunal d'appel de Paris, par voie de requête civile, se fondant sur ce qu'il n'avait pas été valablement défendu devant les juges de première instance et d'appel. Ce moyen de non valable défense était pris de ce qu'une fin de non recevoir, qu'on prétendait péremptoire, n'avait pas été opposée par conclusions formelles, quoiqu'elle eût été invoquée tant dans les plaidoiries que dans les mémoires écrits.

20 flor. an 10, jugement qui admet la requête civile.

Pourvoi en cassation par les héritiers Berulle.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;— Vu l'art. 35 du tit. 25 de l'ordonnance de 1667, ainsi conçu: « Les mineurs seront encore reçus à se pourvoir par requête civile, s'ils n'ont été défendus, ou s'ils ne l'ont été valablement; »

Considérant qu'il a été constaté par l'instruction et recouvu en fait par le jugement attaqué, que la prétendue fin de non-recevoir qui aurait pu résulter en faveur du mineur Berulle, des renonciations et consentements portés aux contrats de mariage de ses oncles et tantes, a été opposée pour le mineur Berulle, soit en première in-

tellement que pour la connaître, il ne soit pas nécessaire de recourir à des conjectures. Mais M. Carré, *Lois de la proc.*, n° 284, enseigne que l'on ne doit pas tenir à la décision de cet arrêt, parce que, dit-il, ce serait trop accorder à la rigueur des formes, et s'exposer à favoriser la chicane. *F.* aussi en ce sens, Thomine-Desmazures, *Comm. du Code de procéd.*, n° 87.

(2) *F.* décision conforme dans la même affaire, sur un second pourvoi, 2 et 3 pluv. an 12; *F.* aussi 11 vent. an 11;—Carré, *Lois de la proc.*, art. 481, et Merliu, *Repert.*, v° *Requête civile*, § 6, n° 1.

stance, soit en cause d'appel, tant verbalement que par écrit, et que l'admission de la requête civile n'a été fondée uniquement que sur le défaut de conclusions expresses relatives à ladite fin de non-recevoir, que le tribunal d'appel de Paris a jugé suffisant pour constituer la non valable défense;

Vu l'art. 1^{er} du tit. 3 de l'ordonnance de 1667, portant que « les ajournemens et citations, en « toutes matières et juridictions, seront libellés, « et contiendront les conclusions et moyens de la « demande, à peine de nullité; »

L'art. 5 du tit. 3, ainsi conçu : « Dans les dé- « fenses seront employées les fins de non-rece- « voir, nullités d'exploits et autres exceptions pé- « remptoires, si aucunes y a, pour y être préala- « blement fait droit; »

L'art. 4 du tit. 14, portant « qu'à défaut de « comparution à l'audience au jour indiqué, il « sera donné défaut ou congé au comparant, et, « pour le profit, le défendeur sera renvoyé ab- « sous; ou si c'est le demandeur, ses conclusions « lui seront adjugées si elles sont trouvées justes « et bien vérifiées; »

L'art. 1^{er} de la loi du 3 brum. an 2, qui porte : « Les citations, dans les tribunaux de district, « seront faites par un simple exploit qui énoncera « laconiquement l'objet, ainsi que les motifs de « la demande; »

L'art. 9, qui porte : « Il sera statué dans tous « les tribunaux et dans toutes les affaires, sans « aucuns frais, sur défenses verbales ou sur sim- « ple mémoire, qui sera lu à l'audience par un des « juges; »

L'art. 12, qui supprime les fonctions d'avoués dont le ministère consistait principalement à con- clure pour les parties;

Considérant qu'aucune loi n'exige des conclu- sions expresses de la part du défendeur pour la validité de sa défense; qu'il résulte au contraire de la disposition des articles ci-dessus cités, qu'il suffit au défendeur de proposer ses moyens de défenses dans lesquels peuvent être employés les fins de non-recevoir et autres moyens pé- remptoires, pour qu'il puisse être renvoyé ab- sous; — Considérant que, dans l'espèce, il avait été conclu surabondamment, pour le mineur Berulle, en première instance, au renvoi de la de- mande, et en cause d'appel, à la confirmation du jugement qui prononçait ce renvoi : ce qui était plus que suffisant pour autoriser le renvoi de la demande et la confirmation du jugement, tant par fin de non-recevoir qu'autrement; — D'où il suit que tout ce qui était nécessaire pour la va- lable défense du mineur Berulle a été employé; et qu'en décidant au contraire que des conclu- sions expresses à la fin de non-recevoir étaient nécessaires pour la valable défense de ce mineur, le tribunal d'appel du département de la Seine, en établissant un principe directement contraire aux dispositions de l'ord. de 1667 et de la loi du 3 brum. an 2, a fait à l'espèce une fautive appli-

cation de l'art. 35 du tit. 35 de l'ord. ci-dessus citée; — Casse, etc.

Du 8 niv. an 11. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Lassudade. — *Concl.*, le cit. Jourde, subit. — *Pl.*, les cit. Chauveau-Lagarde et Bonnet.

RENTE. — TITRE NOUVEAU. — USUFRUITIER. — PAPIER-MONNAIE. — RÉDUCTION.

Le nu-propriétaire d'une rente peut exiger du débiteur un titre nouvel de la rente, bien que celui-ci en ait fait le remboursement à l'usu- fruitier, et ce nonobstant la garantie que ce dernier a promise au débiteur. (Rés. par le tribunal d'appel seulement.) (1)

L'indemnité à payer au débiteur de la rente par l'usufruitier, lors de l'extinction de l'usu- fruit, à raison du remboursement opéré en assignats, est réductible à l'échelle de dépré- ciation.

(Monclus — C. Ménissier et Ramvoiset.)

Monclus était débiteur envers Ménissier d'une rente de 90 fr., au capital de 1,800 fr. Ce dernier fait cession de l'usufruit de cette rente à Ramvoiset, en se réservant la propriété du principal. — Le cessionnaire notifie sa cession à Monclus, qui lui offre le remboursement du capital. L'offre est acceptée, et une garantie est stipulée par Ramvoiset en faveur de Monclus, à raison des recher- ches dont il pourrait être l'objet de la part du nu-propriétaire. — En l'an 11, Ménissier assigne Monclus pour qu'il ait à lui passer titre nouvel. — Celui-ci soutient que, dans l'état des choses, Mé- nissier est sans intérêt et sans droit pour exiger titre nouvel de la rente, surtout en présence de la garantie promise par l'usufruitier lors du rem- boursement à lui fait du capital de cette rente. — Il appelle au surplus en cause Ramvoiset pour que celui-ci ait à le garantir entièrement de toutes les conséquences des poursuites exercées par Ménissier.

Jugement de première instance qui condamne Monclus à passer le titre nouvel demandé et lui accorde sa garantie contre Ramvoiset.

Appel. — Jugement par lequel : « Attendu que Ramvoiset, en sa qualité de propriétaire de l'usufruit, a pu valablement, quant à ce, libérer le débiteur; mais qu'il n'en est point ainsi de la propriété que s'était expressément réservée Mé- nissier, propriétaire de ladite rente; — Attendu que tant que subsistera l'usufruit, Monclus ne peut éprouver aucun préjudice, puisque, pen- dant tout ce temps il n'est point tenu du service de la rente; — Attendu que bien que Ménissier ne puisse rien exiger de Monclus pendant la du- rée de l'usufruit de Ramvoiset, son cessionnaire, il peut cependant exercer tous les droits que lui donne la propriété qu'il s'est réservée; le tribunal ordonne qu'il sera passé par Monclus titre nouvel au profit dudit Ménissier; — et à l'égard de Ram- voiset, attendu la garantie qu'il s'est imposée à l'égard de Monclus, ordonne que lorsque son usu-

(1) En faveur de cette décision, on peut dire que le remboursement du capital de la rente à l'usufruitier, est res inter alios acta pour le nu-propriétaire, lequel n'a pas à s'en inquiéter. Mais, d'un autre côté, le débiteur étant le maître de rembourser la rente quand cela lui convient, et d'éteindre par là sa dette, semble devoir être à l'abri de toutes recherches de la part du nu-propriétaire, dès qu'il s'est libéré entre les mains de l'usufruitier, qui, selon la remarque de Proudhon (*Traité de l'usufruit*, n° 1045), ayant seul le droit de jouir, doit avoir celui de toucher et de donner quittance. « Néanmoins, ajoute cet auteur (n° 1046 et 1049), si l'usufruitier n'avait pas fourni

de cautionnement, et qu'il n'en fût pas dispensé, l'héritier (nu-propriétaire) serait en droit de s'op- poser à ce qu'il reçût le remboursement, et de de- mander que les sommes qui en proviendraient fus- sent placées de manière à en assurer l'intérêt au pro- fit de l'un, et le capital au profit de l'autre. Lors même que l'usufruitier aurait été dispensé de four- nir caution, s'il était pauvre ou entièrement insol- vable, et qu'il fût question de remboursement de capitaux de rentes, l'héritier pourrait encore for- mer obstacle à ce qu'il fût, sans sa participa- tion, versés dans les mains de l'usufruitier. »

fruit viendra à s'éteindre, il rendra à Monelos les 1,800 fr. qu'il a touchés, et ce, d'après l'échelle de dépréciation. »

Pourvoi en cassation de la part de Monelos pour violation de la règle portant que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont consenties, en ce que le jugement dénoncé a refusé l'effet à la clause de la garantie stipulée dans l'espèce de la part de l'usufruitier de la rente, et dans tous les cas a modifié cette clause en décidant que Ramvoiset ne serait tenu de rembourser qu'une partie de la somme qu'il avait touchée, suivant l'échelle de dépréciation du papier-monnaie.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le jugement attaqué n'a nullement contrevenu à la loi sur les contrats, mais qu'il a seulement modifié la clause de garantie suivant qu'il a cru pouvoir le faire, d'après l'intention des parties, et que la clause de garantie ne portait que sur les arrérages qui écherraient pendant la durée de l'usufruit; — Attendu d'ailleurs que les juges se sont déterminés par des motifs d'équité qui justifiaient suffisamment leur jugement; — Rejeté, etc.

Du 8 niv. an 11. — Sect. req. — Prés., le cit. Vermeil. — Concl., le cit. Zangiacomi, subst.

BREVET D'INVENTION. — DÉCHÉANCE.

Du 8 niv. an 11 (aff. Lange). — V. ce jugement à la date du 28.

EXPLOIT. — DATE.

Du 8 niv. an 11 (aff. Dubois). — V. ce jugement à la date du 7 du même mois.

COMMISSAIRE DE POLICE. — COSTUME. —

PROCÈS-VERBAL.

Aucune loi n'impose aux commissaires de police l'obligation de faire mention dans leurs procès-verbaux qu'ils étaient revêtus de leur costume. En conséquence, un procès-verbal constatant une contravention ne peut être déclaré nul, à raison de cette seule omission (1).

(Belin). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'aucune loi n'impose aux commissaires de police l'obligation de faire mention, dans leurs procès-verbaux, qu'ils étaient revêtus de leur costume, et n'attache la peine de nullité à l'omission de cette énonciation; — Considérant, d'ailleurs, que Belin et sa femme ont tellement reconnu que le cit. Evrard étoit commissaire de police et dans l'exercice de ses fonctions, qu'ils ont soumis le registre qu'ils tenaient en leur qualité d'aubergistes à son examen et à sa censure; — Considé-

rant enfin que le tribunal criminel de la Somme, séant à Amiens, a fait fausse application des lois relatives aux costumes des commissaires de police, et qu'il est, par suite, contrevenu à la 6^e disp., art. 456 du Code des délits et des peines, qui porte que le tribunal de cassation peut annuler les jugemens des tribunaux criminels, toutes les fois qu'il y a eu, de quelque manière que ce soit, usurpation de pouvoirs; — Casse, etc.

Du 9 niv. an 11. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Minier. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

POUDRES ET SALPÊTRES. — VENTE. — CONTRAVENTION.

La vente des poudres est interdite à tous les citoyens autres que ceux qui sont commissionnés par l'administration. L'arrêt du 1^{er} complément an 5, en autorisant les anciens agens commissionnés à continuer le débit, n'a point autorisé les particuliers à vendre de la poudre dans les lieux où l'administration n'avait pas d'agens. (L. 13 fruct. an 5, art. 24 et 28.) (2)

(Bender. — Intérêt de la loi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que l'art. 10 de l'arrêté du directoire exécutif, du premier complément an 5, ne maintient évidemment en fonctions, jusqu'à la nouvelle organisation, que les débiteurs commissionnés ou autorisés, agens de l'administration; que la vente des poudres est interdite à tous autres, et qu'ainsi nul ne pouvait en débiter sans être muni d'une autorisation légale, depuis l'établissement de l'administration des poudres, dans les quatre nouveaux départemens; dans l'intérêt de la loi; — Casse, etc.

Du 10 niv. an 11. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Schwendt. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

JUGEMENT. — RÉVÈRE LE GÉNÉRAL. — DÉNI DE JUSTICE.

Le tribunal criminel commet un déni de justice et une usurpation de pouvoir, lorsqu'au lieu de statuer sur la demande de la partie, il ordonne qu'il en sera référé au ministre de la justice. (C. 3 brum. an 4, art. 456.) (3)

(Guérin. — Intérêt de la loi.)

Du 10 niv. an 11. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Minier. — Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DÉFENSE. — INTERROGATOIRE. — LECTURE DES CHARGES.

Sous l'empire de la loi du 7 pluv. an 9, le directeur du jury devoit, à peine de nullité, après avoir interrogé le prévenu, lui donner lecture de toutes les charges existant contre lui au procès. (L. 7 pluv. an 9, art. 10.) (4)

19 mess. an 6, 24 fruct. an 7, 21 vend. et 13 niv. an 8, et 9 mess. an 10.

(4) F. conf., Cass. 29 pluv., 26 et 28 vent., 3 flor. an 10; 25 frim., 8 et 23 flor., 14 prair., 26 mess., 2 et 3 therm., et 6 fruct. an 11; 14 vend. et 1^{er} germ. an 12.

Tous ces jugemens attestent que cette infraction à la loi de l'an 9 se reproduisait fréquemment, sans doute par suite des habitudes contractées dans la procédure du Code du 3 brum. an 4. C'était alors une innovation que de faire entendre les témoins dans l'instruction, en l'absence du prévenu. Sur ce point, l'art. 9 de la loi du 7 pluviose avait abrogé l'art. 115 du Code de l'an 4: il obligeait le prévenu à répondre avant de connaître les témoignages portés contre lui; mais, par contre, l'art. 10 de la même

(1) La Cour de cassation a décidé, par de nombreux arrêts rendus à l'égard des divers fonctionnaires qui ont le droit de dresser des procès-verbaux, que la validité de ces rapports n'est pas subordonnée à la précaution que le rédacteur a prise de se couvrir des insignes de ses fonctions. Ce n'est pas, en effet, de ces insignes qu'il reçoit le pouvoir d'instrumenter; ils indiquent son caractère, mais ils ne le lui confèrent pas. F. Cass. 6 juin 1807, 10 mars 1815, 11 oct. 1821. — F. aussi Théorie du Code pénal, tom. 4, p. 325, et Merlin, Répert., v^o Costume, n^o 3.

(2) Idem, Cass. 25 frim. an 11.

(3) F. les notes sur les jugemens identiques des 12 vend., 16 pluv. et 13 germ. an 7; F. aussi Cass.

(Laporte). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 10 de la loi du 7 pluv. an 9 ; — Attendu qu'il est constaté par les pièces du procès, qu'il n'a été donné lecture par le directeur du jury, en interrogeant Pierre Laporte, que des déclarations de témoins entendus

lui voulait qu'après que le prévenu avait été interrogé, il lui fût donné lecture des dépositions des témoins, et il pouvait alors demander à être interrogé de nouveau, afin que, dans ses réponses, il pût combattre les charges qui pesaient contre lui.

Tel était l'esprit de la loi de l'an 9. — Cet esprit a-t-il passé dans le Code d'instruction criminelle actuel, qui vent aussi (art. 73.) que l'audition des témoins ait lieu hors la présence du prévenu ? C'est une question qu'il serait utile aujourd'hui d'examiner. — Bourguignon, *Jurisprud. des Codes crim.*, tom. 1^{er}, p. 483, s'en explique dans les termes suivants : « La loi du 7 pluv. an 9, qui réglait les formes de l'instruction criminelle au moment de la mise en activité du Code d'inst. crim., imposait au directeur du jury l'obligation de faire donner au prévenu lecture des charges et des dépositions des témoins, avant de le traduire devant le jury d'accusation. Quoique cette disposition ne soit pas répétée dans le nouveau Code, jo prouve qu'elle ne doit pas être considérée comme abrogée. Cette lecture est commandée par la justice et l'humanité ; elle est même inhérente par l'art. 217, qui autorise le prévenu à fournir des mémoires à la chambre d'accusation. Une telle faculté serait à peu près illusoire, si on lui laissait ignorer les charges. — M. Legravand, *Législ. crim.*, chap. 3, sect. 6, exprime la même opinion sur la lecture des charges prescrites par la loi du 7 pluv. an 9 : « Quoique le défaut de cette lecture, dit-il, ne puisse pas, dans l'état actuel, être critiqué par le prévenu comme une violation de la loi, il paraît convenable et juste de suivre la même marche. »

Ces observations soulèvent deux questions fort distinctes : la première est relative à l'abrogation des dispositions de la loi du 7 pluv. an 9. A notre avis, il est impossible de douter que le Code d'inst. crim. n'ait abrogé la loi de l'an 9 : cette loi formait, avec le Code du 3 brum. an 4, dont elle avait modifié les dispositions, le droit commun en matière de procédure criminelle, au moment de la promulgation du Code d'instruction. Or, il est évident que ce Code, présentant sur cette procédure des dispositions complètes, n'a pu laisser subsister sur le même objet aucune disposition des lois générales antérieures. C'est donc dans ce Code seul qu'il faut puiser les règles qui doivent régir cette procédure, et à cet égard la jurisprudence et la pratique sont en parfaite harmonie. — Mais si la loi du 7 pluv. an 9 ne peut plus être invoquée comme loi, elle peut l'être comme un moyen de connaître l'esprit de la loi actuelle, car toute la difficulté, suivant nous, et c'est là la deuxième question que nous avons à examiner, est de savoir, non point si la loi du 7 pluv. an 9 est encore en vigueur, mais si ses principes et son esprit ont été recueillis par le Code d'inst. crim. Or, l'art. 217 de ce Code accorde au prévenu la faculté de fournir des mémoires devant la chambre d'accusation. Ne suit-il pas de cette disposition, non point qu'il doit lui être donné lecture des charges, comme l'exigeait l'art. 10 de la loi du 7 pluv. an 9, mais qu'il doit du moins lui en être donné communication ? En effet, ne serait-il pas étrange d'accuser au prévenu le droit de se défendre, et de lui refuser la connaissance des moyens d'attaque ? Cette conséquence, toutefois, n'a point été admise par la jurisprudence : deux arrêts, l'un de la cour de Poitiers, du 30 janv. 1832, l'autre de la cour d'Aix,

contre lui, et qu'il existait au procès des charges dont il ne lui a pas été donné lecture ; — Casse, etc.

Du 10 niv. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Lachèze. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst. — *Pl.*, le cit. Guichard.

du 21 juillet même année (Volume 1832), ont décidé que l'instruction criminelle se divise en deux grandes périodes, l'une qui précède et l'autre qui suit la mise en accusation ; que, dans la première, le secret des investigations est nécessaire pour conduire les magistrats à la découverte de la vérité, et que ce n'est qu'à partir de la mise en accusation que les droits de la défense, naissant avec le titre d'accusé, deviennent l'objet spécial de la protection de la loi, et que, par suite, le secret de l'information s'évanouit ; que, par conséquent, nullo communication de pièces ne peut être faite avant que la chambre d'accusation ait prononcé...

A cela on peut répondre que cette limite posée au droit de la défense, ne résulte d'aucune disposition du Code d'inst. crim. Or, il importe de remarquer que si le Code avait voulu circonscrire le droit de défense dans ces termes, il l'eût nécessairement exprimé, puisque le législateur de cette époque avait sous les yeux l'art. 10 de la loi du 7 pluv. an 9, qui posait une règle différente, à laquelle il fallait déroger. La pensée de cette dérogation ne se révèle nulle part. Les art. 302 et 305, qui prescrivent la communication des pièces après l'interrogatoire du président des assises, ont un autre but, celui d'assurer la défense devant la cour d'assises ; c'est une hypothèse distincte, et l'on ne peut en induire la prohibition de communiquer pour assurer la défense devant la chambre d'accusation. — La seule objection est le secret de la procédure jusqu'à la mise en accusation. Mais dans quelle disposition ce principe se trouve-t-il donc écrit ? Le Code, répond Carnot, n'a dit nulle part que l'instruction des procédures demeurerait secrète ; il établit, au contraire, la publicité comme une des bases fondamentales de la législation en matière criminelle... L'instruction doit bien rester secrète, en ce sens qu'elle se fait hors de la présence de l'accusé ; mais elle ne l'est certainement pas dans le sens qu'elle doit rester secrète pour le prévenu. L'instruction n'était pas même tenue secrète sous l'empire de l'ordonn. de 1670... Prétendre qu'il peut être prononcé sur la mise en accusation du prévenu, sans qu'il ait pu faire entendre sa justification, c'est vouloir que le prévenu soit jugé sans être entendu ; car la mise en accusation est un véritable jugement, et si ce jugement n'a pas l'effet d'une condamnation, il n'en est pas moins d'une importance majeure, puisqu'il place le prévenu sur le banc des accusés. (Comm. du Code d'inst. crim. sur l'art. 302, observ. add.). Nous ajouterons que l'on ne conserverait ni le but ni les motifs du refus opposé au prévenu. Quel peut être le danger de la communication qu'il demande ? Est-ce de connaître les témoins ? Mais ne les connaîtra-t-il pas après la mise en accusation prononcée ? La justice ne devrait-elle pas aller au devant de ses renseignements et de ses moyens de justification, puisqu'ils peuvent éclairer l'affaire et faire connaître à l'accusation le système qui lui est opposé ? Les acquittements sont une chose déplorable pour la justice, lorsqu'ils démontrent la légèreté de l'accusation ; or, n'est-il pas à présumer que bien des poursuites se seraient arrêtées à l'arrêt de non-lieu, que bien des accusés n'auraient pas été placés sur le banc des assises pour être renvoyés de l'accusation, s'ils avaient pu faire valoir devant la chambre d'accusation les moyens de défense qu'ils n'ont pu faire entendre que devant les jurés ?

FONDATION PIEUSE.—RENTE.—TITRE.

Du 11 niv. an 11 (aff. Tartenson).—V. ce jugement à la date du 4 niv. an 10.

RENTE VIAGÈRE.—PAPIER-MONNAIE.—RÉDUCTION.

Encore qu'une rente viagère soit due successivement à deux personnes différentes, si le second rentier ne peut réclamer, au décès du premier, qu'une partie de la rente, elle n'est pas censée constituée intégralement sur deux têtes dans le sens des art. 7 et 9 de la loi du 13 plu. an 6.—En conséquence, la débi-rentier ne peut réclamer sur toute la rente, la réduction autorisée par cette loi. (L. 13 plu. an 6, art. 7 et 9.) (1).

(De Herte—C. Leger et Biart.)

25 fruct. an 3, Lucie de Herte reçut une somme de 60,000 liv. valeur du jour; et pour ce, elle constitua une rente viagère de 4,000 liv. au profit et pendant la vie du cit. Leger, et aussi au profit et durant la vie de la demoiselle Biart.—Il fut convenu que ladite rente viagère de 4,000 liv. décroîtrait et serait réduite à 1,200 liv. au décès du cit. Leger.

Après le règne des assignats, le législateur crut devoir indiquer le mode de paiement des rentes viagères, créées sous le papier-monnaie. Et parce que les rentes viagères créées sur plusieurs têtes, sont d'autant plus onéreuses, il dut en ordonner la réduction plus encore que des autres.

De la pour la dame de Herte un intérêt puissant à soutenir que la rente viagère par elle due, était constituée sur deux têtes.

Le cit. Leger et la demoiselle Biart ont prétendu que cette rente de 4,000 liv. ne devant pas être continuée dans son intégrité à la demoiselle Biart après le décès du cit. Leger, n'était pas sur deux têtes; qu'il n'y avait sur deux têtes que la somme payable durant la vie de l'un et de l'autre: c'est-à-dire, 1,200 liv. sur 4,000 liv.; en conséquence, ils se sont refusés à l'exécution de l'art. 9 de la loi du 13 plu. an 6, pour la réduction de la rente en ce qui excède 1,200 liv.

2 therm. an 9, jugement du tribunal d'appel, siégeant à Amiens, qui (confirmant le jugement de 1^{re} instance) accueillit la défense des deux rentiers.

La dame de Herte s'est pourvue en cassation, pour contravention aux art. 7 et 9 de la loi du 13 plu. an 6.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu qu'aux termes du rétrait de constitution du 25 fruct. an 3, la cit. Biart ne peut espérer ni prétendre, dans aucun cas, une rente viagère au-dessus de la somme de 1,200 liv.; conséquemment, que la rente de 4,000 liv. n'est point constituée intégralement sur sa tête, mais seulement jusqu'à concurrence de 1,200 liv.;—D'où il doit résulter que le surplus de ladite rente a été constitué sur la tête seule du cit. Leger; qu'ainsi, en distinguant dans le contrat la portion de rente constituée sur deux têtes de celle constituée sur une seule tête, et en appliquant à chacune desdites portions la disposition des art. 7 et 9 de la loi du 13 plu. an 6 qui lui est applicable, le tribunal d'appel d'A-

(1) V. dans le même sens, Paris, 9 flor. an 11.

(2) L'art. 5 de la loi des 5-19 déc. 1790 donnait pour base à l'évaluation du droit de mutation par décès le montant de l'impôt foncier. Cette règle a été abandonnée par la loi du 22 frim. an 7, en sorte

miens n'a ni violé, ni faussement appliqué l'adit^o loi;—Rejette, etc.

Du 13 niv. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Lassusdade.—Concl., le cit. Arnaud, subst.

MUTATION PAR DÉCÈS.—RENTE FÉFIALE.—DÉDUCTION.

Sous l'empire de la loi de 1790, une rente féfiale ne devait pas être déduite de la valeur des biens, pour la liquidation des droits de succession. (L. 5-19 déc. 1790, art. 5.) (2)

(Enregistrement—C. Bacon.)

Joseph Bacon avait recueilli la succession de Joseph Bacon, son oncle, décédé le 10 nov. 1790.

—Le 1^{er} brum. an 3, le receveur du droit d'enregistrement déclara contre Bacon une contrainte en paiement d'une somme de 600 fr. pour droit simple, et demi-droit en sus.—Le 30 therm. an 3, Bacon fit signifier au receveur par le ministère d'un huissier, un exploit dans lequel il déclara que, depuis l'ouverture de la succession, il s'était présenté plusieurs fois au bureau pour faire sa déclaration des biens dépendant de la succession.—Il fut ajouté, dans cet exploit, que Bacon avait offert de payer les droits à raison d'un franc pour cent du produit, déduction faite du capital d'une rente féfiale à laquelle les biens dont s'agit étaient affectés.—Il fut observé que, d'après les rôles de la contribution foncière, le revenu desdits biens se portait à la somme de 143 liv. 3 s., et que ce revenu était réduit à la somme de 78 liv. 3 s., en déduisant le revenu de la rente féfiale.

En partant de ce calcul, Bacon fixait le capital de la propriété qui lui était due, à la somme de 1,550 liv.; il prétendait, en conséquence, que le droit qui était à sa charge ne se portait qu'à la somme de 31 liv. 4 s., qu'il offrait de payer.—Cette offre ne fut pas acceptée; le tribunal de l'arrondissement de Falaise a cependant validé cette offre par le jugement attaqué.—Ce tribunal s'est fondé sur l'art. 8 de la quatrième section de la première classe du tarif annexé à la loi du 19 déc. 1790.

Pourvoi pour fausse application de cet article, et violation de l'art. 5 de la même loi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Considérant qu'il résulte de cet article, que la contribution foncière sert de base à la perception du droit d'enregistrement des actes portant transmission de propriété à titre gratuit;—Qu'il est incontestable qu'un propriétaire imposé ne serait pas reçu à demander le dégrèvement de la contribution foncière, s'il se prévalait uniquement des charges qui pouvaient être inhérentes aux immeubles sur lesquels la contribution serait établie;—Qu'il doit en être, à bien plus forte raison, de même s'égard du droit d'enregistrement, qui, une fois établi d'après les bases créées par la loi, ne peut plus recevoir aucune altération ni aucune modification;—Que le tribunal dont le jugement est attaqué, a néanmoins décidé qu'il y avait lieu à déduire de la valeur des biens dont s'agit, le capital de la rente féfiale, à laquelle lesdits biens sont affectés;—Qu'en ordonnant de faire cette déduction, ce tribunal a méconnu les bases prescrites par la loi, et créé par conséquent un genre de déduction pu-

que le jugement ci-dessus ne peut plus recevoir d'application dans ses motifs. Quant à la question de déduction des rentes, elle a été résolue dans le même sens par des jugemens des 19 prair. an 11; 9 vend., 12 niv. et 19 fruct. an 12. P. An resté, Merlip, Quest., 1^o Enregistrement (droit d'), § 8.

rement arbitraire;—Que l'art. 8 de la quatrième section de la première classe du tarif est sans application à la cause;—Que cet article n'est, en effet, applicable qu'aux personnes qui ont acquis, sur des immeubles, un simple usufruit, tandis qu'il s'agit, dans la cause, d'une propriété acquise par voie de succession en ligne collatérale;—Qu'il résulte même d'ailleurs de cet article, que, dans le cas d'un simple usufruit échu par succession, les droits sont dus, d'après la déclaration, sur l'entière valeur des biens, sans qu'il y ait lieu à faire aucune déduction à raison des charges qui peuvent exister;—Que le tribunal dont le jugement est attaqué, a par conséquent fait une fautive application dudit art. 8, et violé l'art. 5 de ladite loi;—Casse, etc.

Du 13 niv. an II.—Sect. civ.

CASSATION.—DÉCIS.—JUGEMENT D'ADMISSION.—SIGNIFICATION.

La partie dont le pourvoi a été admis par jugement de la section des requêtes, ne peut signifier ce jugement au domicile du défendeur mort dans l'intervalle. — En ce cas, la signification doit être faite à la personne ou au domicile des héritiers, encore que ceux-ci n'aient point notifié le décès de leur auteur. (Ord. de 1667, tit. 2, art. 3; Régl. de 1738, tit. 4, art. 30.) (1)

(Thouvenin et cons.—C. Demange.)

Thouvenin et autres s'étaient pourvus en cassation contre un jugement du tribunal d'appel séant à Nancy, rendu le 22 flor. an 9, au profit d'Antoine Demange.—Ce pourvoi avait été formé le 2 fruct. suivant.—Antoine Demange était décédé le 16 messid. précédent.

Le 31 vent. an 10, jugement de la section des requêtes, conçu en ces termes : « Le tribunal admet la requête, permet en conséquence aux demandeurs de la faire signifier, avec le présent jugement, à Antoine Demange, et de le faire citer à comparaître dans le délai du règlement, à la section civile. »

Le 16 flor. de la même année, ce jugement est signifié au domicile d'Antoine Demange, comme s'il eût encore existé.—Les héritiers Demange ont demandé la nullité de cette signification.

Il est de principe, ont-ils dit, qu'on ne peut pas procéder contre un mort.—Tout est anéanti avec lui; et ce serait le faire revivre, lui donner une nouvelle existence, que d'agir pour ou contre lui.—Toutes les lois, tant anciennes que nouvelles, exigent, à peine de nullité, que l'action soit formée à personne ou au domicile de celui qu'on veut assigner.—C'est la disposition précise de l'art. 3 du tit. 2 de l'ordonn. de 1667, et de l'art. 1^{er} de la seconde partie du règlement de 1738.—L'art. 30 du tit. 4 de la première partie de ce règlement veut expressément que le jugement d'admission soit signifié à la personne ou au domicile de la partie.

Il n'est pas possible de faire cette signification à la personne de celui qui est décédé.—On ne peut pas non plus la faire à son domicile, qui a cessé à l'instant de sa mort.—Le jugement d'admission ne peut donc être signifié à la partie décédée.

Antoine Demange est décédé le 16 messid. an

9. Le jugement d'admission, obtenu par Thouvenin et consorts, lui a été signifié au domicile qu'il avait lors de son décès. Cette signification est donc nulle. Et quand on pourrait se prêter à l'idée que le pourvoi en cassation est une suite de la contestation jugée en dernier ressort, elle serait encore nulle. Cette nullité serait prononcée par l'art. 11 du tit. 26 de l'ordonn. de 1667. En effet, cet article déclare nulles les procédures faites après le décès de l'une des parties.

Mais le pourvoi en cassation est une instance nouvelle, indépendante de celle d'appel. Il doit donc être formé contre une partie capable de se défendre. Dirigée contre un mort, la procédure est absolument nulle, et ne peut avoir d'effet. La signification du jugement d'admission, faite à Antoine Demange, n'est donc pas valable. Les demandeurs en cassation sont, par conséquent, déboutés de leur pourvoi.

Une partie est présumée existante, ont répondu les demandeurs en cassation, jusqu'à ce que cette présomption cesse par une déclaration formelle de son décès; elle a le même domicile qu'avant; tout ce qui est signifié à son domicile est valable et régulier. C'est le vœu de l'ordonn. de 1667; et telle est la jurisprudence de tous les tribunaux.—Cette ordonnance, cette jurisprudence sont, en cela, fondées sur le principe, que la mort saisit le vif; et sur cet autre que nul n'est héritier qui ne veut.

La loi donnant un délai pour se porter héritier, il a bien fallu, pour l'intérêt de la justice, remplir le vide de cet intervalle, et c'est l'existence fictive du défunt qui le remplit. Le défunt existe moralement, tant que dure le silence de l'héritier.

Les héritiers Demange avaient-ils déclaré le décès d'Antoine Demange avant la signification du jugement d'admission faite au mois de flor. an 10?—Non. Mais, disent-ils, le pourvoi en cassation est une demande nouvelle, et ce n'est que dans le cas d'une contestation non encore jugée, qu'il est nécessaire de notifier le décès.

Cette objection n'est que spéieuse.—Une demande en cassation n'est que la suite et l'effet de la demande originaire; elle n'est qu'un incident dans la contestation jugée. En effet, si le jugement en dernier ressort est cassé, il faudra procéder de nouveau sur l'appel entre les mêmes parties, sur les mêmes errements, sur la même action. La demande en cassation doit être assimilée à l'appel; elle n'est, comme lui, que la suite de l'instance première, et jamais on n'a argué de nullité une déclaration d'appel faite à la partie décédée avant la dénonciation du décès. La signification faite à Antoine Demange le 16 flor. an 10, doit donc être considérée comme valable.

Est-ce nous, au surplus, qui serions coupables pour lui avoir fait cette signification?—Le jugement d'admission n'ordonnait-il pas qu'il lui serait notifié? et pourquoi l'ordonnait-il? Parce que Demange était partie au jugement attaqué, que son décès n'était point déclaré, et que l'art. 30 du tit. 4 de la première partie du règlement de 1738, veut que l'arrêt qui ordonne le communiqué de la requête en cassation à la partie qui a obtenu le jugement en dernier ressort, soit signifié à sa personne ou domicile; disposition qui ne permet d'ordonner le communiqué qu'à la partie qui a obtenu le jugement attaqué.

(1) F. au ce sens, Cass. 12 therm. an 12; 2 fév. 1829; 1^{er} décembre 1829; 5 et 27 mai 1834 (Volume 1834).— Cette décision, quelque conforme qu'elle soit aux principes, serait néanmoins, dans certains cas, d'une sévérité exorbitante. Aussi la

Cour de cassation a-t-elle décidé que la signification n'était pas nulle, si le décès du défendeur était ignoré dans le lieu de son domicile. F. Cass. 3 sept. 1811, ainsi que l'arrêt précité du 1^{er} déc. 1829.

Pouvions-nous faire autre chose que ce qu'ordonnait le jugement d'admission? Pouvions-nous le signifier aux héritiers? Cette signification n'aurait pas été nulle, aux termes de l'art. 7 du tit. 1^{er} de la seconde partie du règlement de 1738, qui défend de signifier le jugement d'admission à autres que ceux qui y sont désignés?

Tout ne veut-il pas que la signification faite, avant la dénomination du décès, au domicile de la partie décédée, soit valable? — Supposons, par exemple, qu'une partie ignore le décès de son adversaire, et qu'elle aille, sur son pourvoi en cassation, obtenir le jugement d'admission. On sait qu'elle n'a que trois mois pour le signifier. Les circonstances peuvent faire, ce qui arrive souvent, que cette signification ne soit faite que dans les derniers jours de ce délai. En effet, il faut d'abord instruire la partie de l'admission; la réponse, l'expédition du jugement, l'envoi, tout cela emporte du temps; enfin le jugement arrive deux ou trois jours avant l'expiration des trois mois. Le demandeur en cassation apprend alors le décès de sa partie. A qui signifiera-t-il? Au défunt? Mais, dit-on, il n'a plus action, ni domicile. A ses héritiers? Mais ils peuvent être un grand nombre, tous éloignés les uns des autres. D'ailleurs, des tiers, et surtout des tiers éloignés, peuvent-ils connaître les héritiers de leurs parties? Ce qui est pis encore, peut-il envoyer l'expédition du jugement en plusieurs endroits différents à la fois pour le faire signifier? Enfin, peut-il le signifier à des personnes qui n'y sont pas désignées?

Que doit-il donc faire pour conserver son droit compromis par un événement qu'il n'a pu prévoir ni empêcher? Viendra-t-il au tribunal de cassation demander un jugement supplétoire qui l'autorise à assigner les héritiers? Mais, encore une fois, il peut ne pas les connaître. D'ailleurs, sa demande n'arrivera pas à temps au tribunal; et quand elle y arriverait, il faudrait quelques jours pour obtenir le jugement supplétoire, quelques jours pour le faire expédier et parvenir. Le délai serait donc passé; la déchéance serait par suite acquise. Ainsi, le demandeur perdrait le fruit de son pourvoi, parce que sa partie serait décédée.

Il est encore des cas tout aussi possibles, où ce résultat serait souvent inévitable. Les héritiers de la partie décédée peuvent être mineurs, et ne pas avoir de tuteur. Il faudrait donc commencer par leur en faire nommer un pour leur signifier le jugement d'admission. Mais cette nomination étant soumise à des formalités, ne pourrait pas être faite de suite; elle exigerait du temps, et les trois mois expireraient. Et si la partie à qui le jugement d'admission doit être signifié, décède sans laisser ni héritiers, ni successeurs, ne faudra-t-il pas encore commencer par créer un curateur à sa succession vacante pour lui faire cette signification? Mais les trois mois seront encore expirés avant la nomination de ce curateur. — Il faut donc nécessairement, pour concilier la nécessité de signifier à la partie dénommée dans le jugement d'admission, avec l'impossibilité de lui signifier quand elle n'existe plus, ou d'appeler ses héritiers par un second jugement, quand on n'a plus le temps de l'obtenir, admettre que cette signification peut être faite au domicile du défunt.

Au conseil, le cas était prévu, et le remède indiqué. On pouvait s'y présenter pour obtenir un jugement supplétoire, et la permission d'assigner les héritiers. — Mais la existait la faculté du relief de laps de temps qui ne se refusait jamais pour des causes légitimes, telles que celles d'un décès survenu, et le demandeur avait un nou-

veau délai pour signifier son admission. — Mais au tribunal de cassation on n'a point la ressource de ce second délai; le premier est fatal, et il n'y a point de relief de laps de temps à espérer. — Il faut donc que la sagesse du tribunal y remédie; qu'il valide une signification qu'il a été impossible, d'après son jugement et d'après le temps, de faire aux héritiers; et qu'il dispense d'un jugement supplétoire que les parties ne sont jamais à même, et ne seraient pas à temps d'obtenir.

Le règlement de 1738, a dit le commissaire Giraud, veut que le jugement de soit communiqué, et tout acte introductif d'instance, soient signifiés à personne ou à domicile. Il est conforme en cela à l'ordonnance de 1667. — A-t-il admis quelque exception à cette règle dans le cas du décès de la partie à qui la signification devait être faite? — Non; il n'a déterminé que la forme de la reprise d'instance, sans modifier celle des actes qui l'introduisent. — Et que prescrit l'ordonnance de 1667 dans le cas où une partie est décédée? Elle veut (art. 1, 2, 3 et 4 du tit. 26) que le jugement du procès en état d'être jugé ne soit pas différé; et, dans une affaire qui n'est point en état, elle oblige le procureur de la partie décédée de faire signifier le décès à l'autre, valide les procédures faites avant cette signification, et déclare nulles celles qui y sont postérieures. — Tout cela ne peut avoir lieu que sur une instance non encore jugée. A l'égard des actes introductifs, il faut suivre la règle établie par l'art. 3 du titre de l'ordonnance.

C'est donc contre les héritiers du défunt, et non contre le défunt, qu'une action doit être dirigée, lors même que les délais pour délibérer ne seraient pas écoulés. Aussi l'ordonnance n-t-elle prévu (art. 3, 3 et 5 du titre 7) la cas où une action nouvelle serait formée contre un héritier avant l'expiration de ces délais. — Le pourvoi en cassation n'est pas, il est vrai, une action proprement dite. Mais il constitue une nouvelle instance soumise à des règles particulières; tout y est de rigueur; l'acte qui l'introduit ne peut être signifié qu'à personne ou à domicile. — Le pourvoi en cassation peut bien être assésimé, sous quelques rapports, à l'appel. Mais un appel peut-il être signifié à la partie décédée depuis le jugement de première instance? — L'ord. de 1667 ne valide les actes de procédure, antérieurs à la notification du décès, que lorsqu'ils ont eu lieu avant le jugement qui termine l'instance. — L'appel qui a pour objet l'infirmité du jugement, et qui est introductif d'une nouvelle instance, ne peut donc être notifié à un défunt. Si cette notification était valable, la partie décédée pourrait, contre le vœu de l'ordonnance, être assignée sur l'appel, et l'appelant obtenir contre elle un jugement.

Il est vrai que le règlement de 1738 déclare nulles les assignations données à autre qu'à ceux qui sont nommés ou désignés dans le jugement d'admission. Mais l'héritier représente le défunt; il en est l'image: il est donc désigné dans le jugement d'admission; le jugement peut par conséquent lui être signifié. — Il est vrai encore que la partie décédée peut avoir laissé plusieurs héritiers éloignés les uns des autres. Mais la signification faite à l'un d'eux, peut seule conserver le droit du demandeur, chaque héritier étant le représentant du défunt. Et si la présence des autres héritiers paraissait nécessaire dans la suite, il pourrait, aux termes de l'art. 7 du titre 1^{er} de la première partie du règlement de 1738, y être pourvu par un arrêt portant permission de les mettre en cause. — Il est sans doute des cas où

le décès de la partie à qui le jugement d'admission doit être signifié, ne permet pas de faire cette signification dans le délai fixé par la loi. — Mais cet inconvénient ne peut-il pas se rencontrer dans tous ceux où le législateur a circonscrit, dans un cercle de temps, l'exercice d'une action ou d'un droit? — Ce relief de laps de temps, s'il était rétabli, pourrait seul servir de remède. — Convienndrait-il donc de le rétablir? Mais dans l'état actuel de la législation, il faut s'en tenir à la règle établie par le règlement de 1738 et l'ord. de 1667.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu qu'aux termes de l'art. 3 du tit. 2 de l'ordonn. de 1667, tous exploits d'ajournement doivent être donnés à personne ou domicile; que le règlement de 1738, concernant la manière d'introduire les différentes espèces d'affaires qui étaient portées au conseil, loin d'avoir dérogé à cet article, veut également art. 30, que les arrêts de communiqué soient signifiés à personne ou domicile.—Attendu qu'Antoine Demange, au profit duquel avait été rendu le jugement attaqué, est décédé le 16 mess. an 9; que le pourvoi des demandeurs, dirigé contre ledit Demange, est du 2 fruct. suivant; que le jugement d'admission du 21 vent. an 10 a été signifié le 16 flor. même année, toujours à Antoine Demange, comme s'il eût existé.—Attendu que l'action intentée en conséquence du pourvoi en cassation contre un jugement, ne peut être considérée comme la suite et la continuation d'une instance d'appel; que celle-ci se termine par le jugement définitif; qu'il ne peut donc être question de déclaration de décès, dont l'ordonnance ne parle que lorsqu'il intervient dans le cours d'une instance non terminée;—Que la voie extraordinaire du pourvoi en cassation constitue une instance nouvelle, tout-à-fait indépendante de celles qui l'ont précédée, qui doit par conséquent, comme toutes les instances principales, commencer par un acte signifié à personne ou domicile; qu'ainsi la citation donnée à Antoine Demange, qui était décédé depuis longtemps, ne peut remplir le vœu des lois citées; que c'est à celui qui a l'intérêt de former une action à s'enquérir des personnes contre lesquelles il peut valablement diriger ses poursuites;—Déclare nulle la citation, et par suite les demandeurs déchu de leur pourvoi, etc.

Du 14 niv. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Rousseau.

1^o RÈGLEMENT DE JUGES. — CASSATION. — OPPOSITION.2^o ENREGISTREMENT. — COMPÉTENCE.

1^o On peut se pourvoir par opposition contre un jugement par défaut, rendu par le tribunal de cassation sur une demande en règlement de juges, formée par simple requête sans assignation préalable.

2^o L'opposition aux contraintes pour droit d'enregistrement doit être portée devant le tribunal du lieu où est situé le bureau poursuivant, et non devant le tribunal du lieu du domicile du défendeur. — L'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7 déroge, pour ce cas, à la règle actor sequitur forum rei (1).

(1) F. décision identique, Cass. 23 flor. an 13.—La règle s'applique même aux saisies-arrêts formées par la régie, et aux actions sur la validité des saisies-arrêts. F. Cass. 14 dec. 1819, et délibération du conseil d'administration du 28 avril 1814. — Toutefois, elle peut recevoir exception; ainsi, un jugement du 12 therm. an 13 a décidé que si le con-

(L'enregistrement.—C. Isnard.)

Le 26 therm. an 9, le receveur de l'enregistrement au bureau de Sisteron déclara contre Isnard une contrainte, pour paiement d'un supplément de droit à percevoir sur un acte présenté à ce bureau.—Opposition formée par Isnard, qui assigna la régie devant le tribunal de Digne, lieu de son domicile.—Déclinatoire proposé par la régie qui, de son côté, cita Isnard devant le tribunal de Sisteron.

25 pluv. an 10, jugement par lequel le tribunal de Digne rejeta la cause, et appliquant à l'espèce les principes du droit commun, déclara que la régie demanderesse doit poursuivre le défendeur devant le juge de son domicile.—D'un autre côté, jugement du tribunal de Sisteron du 17 ventôse an 10, qui renvoie les parties à se pourvoir en règlement de juges.

Pourvoi en règlement de juges de la part de la régie, sur simple requête et sans assignation préalable à Isnard.

30 mess. an 10, jugement par défaut qui renvoie la cause et les parties par devant les juges du tribunal de l'arrondissement de Sisteron.

Isnard forme opposition à ce jugement, par requête signifiée à la régie.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que lorsque le cit. Isnard s'est pourvu directement en règlement de juges, il avait lieu d'ignorer qu'il y eût été déjà fait droit par l'arrêt du 30 mess. an 10, sur la demande de l'administration de l'enregistrement et des domaines, puisque ce jugement avait été rendu sur simple requête, sans assignation préalable, et ne lui avait pas été signifié; que du moment que le cit. Isnard a eu connaissance de ce jugement, il y a formé opposition par requête signifiée à l'administration, qui y a défendu; qu'aucune loi ne s'oppose à cette forme de procéder; que, par cet ordre, les parties se trouvant, quant à la forme, au même état qu'elles étaient avant ledit jugement, il y a lieu de statuer au fond;—Vu l'art. 61 de la loi du 22 frim. an 7;

Considérant que les principes qui régissent les actions personnelles ne régissent point celles qu'a le trésor public pour le paiement des impositions; qu'en général, quiconque est imposé ne peut demander de décharge ou de modération que dans le lieu où il a été imposé; qu'en particulier, l'application de ce principe au recouvrement des droits d'enregistrement et au paiement des peines et amendes y relatives, résulte des lois concernant cette espèce d'impôt indirect, et notamment de l'art. 64 de la loi du 22 frim. an 7, ci-dessus cité;—Qu'en faisant enregistrer au bureau de Sisteron l'acte du 22 prair. an 5, Isnard s'est rendu contribuable en ce bureau, et, par suite, est devenu sujet à la juridiction du juge de paix, et successivement du tribunal supérieur dans l'arrondissement desquels ce bureau se trouve situé;—Reçoit Isnard, opposant, quant à la forme, envers le jugement du 30 messid. an 10; disant droit au fond;—Ordonne que ledit jugement sera exécuté suivant sa forme et teneur.

Du 11 niv. an 11.—Sect. req.—Prés., le cit. Varraill.—Rapp., le cit. Cassagne.—Concl., le cit. Pons, substit.—Pl., le cit. Chabroud.

tribunale a porté son opposition devant le tribunal de son domicile, et que la régie procède devant ce tribunal sans proposer l'exception d'incompétence, elle n'est pas recevable à l'opposer plus tard. F. aussi en ce sens, Teste-Lebeau, *Dict. d'enreg.*, v^o Compétence, n^o 25; et Rigaud et Championnière, *Traité des droits d'enregistrement*, tom. 4, n^o 4018.

MINES.—EXPLOITATION.—COMPÉTENCE.

C'est à l'autorité administrative, et non à l'autorité judiciaire, qu'il appartient de statuer sur les contestations relatives au droit d'exploiter telle ou telle mine, réclamé par plusieurs. (L.L. 12-28 juill. 1791, art. 8; 16-24 août 1790, tit. 2, art. 13.) (1)

(Lachaud—C. Treich-Laplène.)

Une contestation existait entre le dame Lachaud et la veuve Treich-Laplène, relativement à la propriété d'une mine de charbon dite de la Barouillière, située au territoire de la Plean.—Le 17 mai 1782, le juge de Saint-Angel rendit un jugement par lequel il déboutait la veuve Treich-Laplène de l'exception de prescription dont elle s'était étayée pour s'approprier la totalité des mines de la Barouillière.

La veuve Treich-Laplène appela de ce jugement. Cet appel était encore indéci, lorsque le cit. Fenis-Saint-Victour parvint à se faire adjuger, par l'intendant de Limoges, l'exploitation desdites mines. Il en jouit exclusivement jusqu'en 1791. A cette époque, intervint la loi du 28 juillet, qui rendit aux propriétaires de la surface le droit d'exploiter les mines, et ordonna de leur donner la préférence pour l'exploitation toutes les fois qu'ils la demandaient.—En vertu de cette loi, les anciens propriétaires firent des exploitations particulières.

Par arrêté du 25 vent. an 6, l'administration centrale du département de la Corrèze homologua un acte d'union passé, le 21 niv. précédent, entre les propriétaires des mines de la Plean et de Janoney, pour l'exploitation desdites mines en commun, sous la direction du cit. Masaux.—La concession desdites mines fut faite en conséquence au cit. Masaux, pour les exploiter, conformément à la loi, pendant l'espace de cinquante ans. L'art. 3 de cet arrêté disposait qu'il en serait donné connaissance à Treich-Laplène, aujourd'hui défendeur en cassation, et que, faite par lui de déclarer, dans le délai de quinzaine, s'il entendait se réunir aux individus dénommés dans le contrat d'union, il serait censé avoir renoncé à la faculté qui lui était accordée par la loi.—L'administration centrale visa, dans son arrêté, un arrêté du ministre de l'intérieur, du 8 flor. an 5, relatif auxdites mines, confirmé par le directoire exécutif, le 24 du même mois.

L'arrêté de l'administration centrale fut soumis à l'approbation du gouvernement. Le défendeur à la cassation y forma opposition; il n'a jamais été prononcé sur cette opposition.

Les choses en cet état, le défendeur en cassation reprit l'instance originairement introduite sur la propriété. Devant le tribunal d'appel de Limoges, il conclut à être maintenu dans son droit exclusif de propriété, et à ce qu'il fût fait défense aux exploitans, parties au procès, de le troubler dans l'exercice de son droit, chef de conclusion sur lequel l'administration seule devait être appelée à prononcer.

Le tribunal de Limoges, par un premier jugement du 22 vent. an 6, retient la cause.

Par un second jugement du 28 germ. an 9, il prononce sur le fond et maintient Treich-Laplène, défendeur en cassation, dans les droit et

possession qu'il avait, avant le trouble, de jouir de toutes les mines de la Barouillière. Par le même jugement, il a été fait défense de le troubler dans cette possession.

Pourvoi en cassation pour violation de l'art. 8 de la loi du 12 juillet 1791, et de l'art. 13 du titre 10 de la loi du 24 août 1790.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 8 de la loi du 12 juillet 1791, et 13, titre 2 de la loi des 16-24 août 1790, portant : « Art. 8. Toute concession ou permission d'exploiter une mine sera accordée par le département, sur l'avis du directoire du district, dans l'étendue duquel elle se trouvera située; et ladite permission ou concession ne sera exécutée qu'après avoir été approuvée par le roi, conformément à l'art. 5, 3^e section, décret du 23 déc. 1789, sur les assemblées administratives.—Art. 13. Les fonctions judiciaires sont séparées des fonctions administratives. Les juges ne pourront, à peine de forfaiture, troubler de quelque manière que ce soit les opérations des corps administratifs ni citer devant eux les administrateurs pour raison de leurs fonctions; »—Considérant que l'administration centrale du département de la Corrèze a homologué, par son arrêté du 23 ventose an 6, un acte d'union passé le 24 nivôse précédent, entre les propriétaires des mines de la Plean et de Janoney; que cet acte d'union avait pour but l'exploitation desdites mines, en commun, sous la direction du citoyen Masaux; qu'en conséquence de cette union, la concession desdites mines fut faite au cit. Masaux par ladite administration, pour les exploiter, conformément à la loi, pendant cinquante ans; que, lorsque cet arrêté fut soumis à la sanction du gouvernement, Treich-Laplène y forma opposition; que le gouvernement n'a pas fait droit sur cette opposition;—Considérant qu'il résulte de la requête d'appel de la veuve Treich-Laplène, du 27 sept. 1782, qu'elle concluait à ce qu'en réformant la sentence du premier juge, le tribunal d'appel la maintint dans le droit et possession où elle était avant le trouble, de jouir de toutes les mines à charbon de la Barouillière, avec défense de la troubler; que le tribunal d'appel, étant à Limoges, a néanmoins regardé, lors de son premier jugement du 22 vent. an 6, cette contestation comme étant du ressort de l'autorité judiciaire;—Considérant que cette contestation était essentiellement administrative, puisqu'elle avait pour but de reverser la possession et la jouissance qui dérivait de l'arrêté de l'administration centrale du 23 vent. an 6; que, lors du jugement sur le fond, Treich-Laplène a été réellement maintenu dans les droit et possession où il était avant le trouble; qu'il a été fait défense aux demandeurs en cassation de troubler Treich-Laplène dans cette possession; qu'il est évident, sous ces rapports, que le tribunal d'appel ne s'est pas borné à prononcer sur la propriété; qu'il a violé par la les lois ci-dessus énoncées, et s'est mis en opposition avec l'arrêté de l'administration centrale du 23 vent. an 6, tandis qu'il aurait dû se borner à se déclarer compétent sur le droit de propriété, sauf aux parties à se pourvoir après que le droit

(1) Le jugement que nous recueillons a posé clairement les véritables principes : si la contestation porte sur la propriété des mines acquises par concession ou autrement, c'est aux tribunaux ordinaires qu'il appartient de statuer. Mais si la contestation ne porte que sur le droit d'exploitation, les tribunaux administratifs sont seuls compétents pour

en connaître. Ces principes, qui d'ailleurs résultaient nécessairement de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire, ont du reste été consacrés, le premier, par un arrêté du conseil du 12 fév. 1814; le second, par la loi du 21 avril 1810, art. 56.

de propriété aurait été fixé pardevant l'administration supérieure, pour être statué ainsi qu'il appartiendrait;—Casse, etc.

Du 14 niv. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Pl., le cit. Sirey.

APPEL.—DÉSERTION.—DÉLAI.

Depuis la loi du 21 août 1790, les appels interjetés dans le délai qu'elle prescrit, ne peuvent être déclarés déserts pour n'avoir pas été relevés dans le délai fixé par les anciennes lois. (Ord. 1533, art. 15; Ord. 1493, art. 39; L. 24 août 1790, tit. 5, art. 14.) (1)

(Bourdon-Neuville—C. Hapcy.)

Du 15 niv. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Rousseau.—Concl., le cit. Giraud, subst.

ENREGISTREMENT.—VENTE.—PAIEMENT DU DROIT.

Le droit d'un acte emportant mutation immobilière ne peut être poursuivi contre l'acquéreur, lorsque l'acte a été soumis à l'enregistrement par le vendeur (2).

(L'Enregist.—C. Faure.)

29 vend. an 7, Marguerite Faure, femme Ducros, cède, conjointement avec son mari, par acte sous seing-privé, à Madeleine Burzet, veuve Faure, sa belle-sœur, sa portion afférente dans la succession de Dominique Faure, son père, moyennant 7264 liv. Dans cet acte, il est dit « 1° que les objets sur lesquels on a traité ne sont que mobiliers; 2° que « les parties s'obligent d'en passer acte public, à la première réquisition de l'une d'elles. »

Le 5 mess. an 9, Ducros, agissant en qualité de maître des droits de sa femme, assigne la veuve Faure pour voir ordonner la composition de la masse de la succession de Dominique Faure; et il dénonce au receveur de l'enregistrement l'acte du 29 vend. an 7, comme n'ayant point été enregistré dans les délais voulus par la loi; lui en remet un double.—Le receveur fait constater que la succession de Dominique Faure était composée en partie d'immeubles, quoique, dans l'acte de cession dont s'agit, il eût été déclaré que les parties ne traitaient que sur des objets mobiliers.—De là il résultait que cette cession, contenant transmission d'immeubles, devait être enregistrée dans les trois mois, suivant l'art. 22 de la loi du 22 frim. an 7.—En conséquence, contrainte décernée par le receveur contre la veuve Faure, pour une somme de 508 fr. 20 cent.

14 therm. an 10, jugement du tribunal d'arrondissement de Privas, qui déboute la régie de sa demande; sauf à se pourvoir, si bon lui semble, contre celui qui avait présenté l'acte.

La régie s'est pourvue contre ce jugement pour contravention aux art. 22, 31 et 38 de la loi du 22 frim. an 7.—Le rapporteur a fait observer que la véritable question à résoudre était celle de savoir contre laquelle des parties le receveur avait le droit de décerner la contrainte; or, la solution de cette question ne se trouve dans aucune des dispositions invoquées.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que le tribu-

(1) P. dans le même sens, Cass. 3 niv. an 10 et 4 fruct. an 11, et les notes. P. aussi Merlin, *Quest. de droit*, v° *Désertion d'appel*.—Cette question ne peut plus être soulevée sous l'empire du Code de proc., qui exige que l'acte d'appel contienne assignation (art. 458).

(2) Il résulte de ce jugement que les dispositions de l'article 31 de la loi du 22 frim. an 7, relatives à la partie qui doit supporter les droits, ne

nal de Privas, en accueillant, par son jugement du 14 therm. an 10, l'opposition formée par la veuve Faure à la contrainte décernée contre elle par le receveur de l'enregistrement, n'a point contrevenu à la loi, mais qu'il en a fait au contraire une juste application;

Considérant que, dans l'espèce, la veuve Faure avait fait avec les mariés Ducros un acte sous-seing-privé, dans lequel il était dit que les objets sur lesquels les parties venaient de traiter, n'étaient que mobiliers; que Ducros, l'une des parties, ayant présenté cet acte à l'enregistrement, le receveur prétendit qu'il contenait, malgré la clause contraire, une transmission d'immeubles en faveur de la veuve Faure; qu'en conséquence, il décerna une contrainte contre cette dernière, tant pour le droit principal que pour le double droit, attendu que l'acte n'avait pas été soumis à l'enregistrement dans le délai fixé par la loi; que la veuve Faure forma opposition à cette contrainte, fondée sur ce que l'obligation d'acquitter les droits regardait uniquement celui qui avait présenté l'acte à l'enregistrement; qu'ainsi le receveur avait dû et devait se faire payer par Ducros, qui, voulant faire usage de l'acte, l'avait fait enregistrer; et qu'il ne lui était pas permis de laisser de côté son vral débiteur, le débiteur indiqué par la loi, pour s'adresser à celle des parties qui n'avait fait aucun usage de l'acte sous seing-privé;

Considérant que dans cette position, la question à décider intéressait bien moins l'administration de l'enregistrement que les parties signataires de l'acte, puisqu'il s'agissait uniquement de savoir laquelle de ces parties devait acquitter les droits qui n'étaient pas contestés;

Considérant que sur ce point, la loi du 22 frim. an 7, avait tracé d'une manière bien précise, et l'obligation des parties contractantes, et le devoir du receveur;

Que cette loi établit sous le tit. 5 une distinction qu'il importe de bien saisir, entre ceux qui doivent acquitter les droits d'enregistrement et ceux qui doivent les supporter;

Que par les dispositions de l'art. 29, les droits des actes quelconques doivent être exigés par le receveur, de ceux qui présentent ces actes à l'enregistrement, sans considérer s'ils doivent les supporter;

Qu'ainsi, d'après cet art. 29, les notaires sont obligés d'acquitter les droits pour les actes passés devant eux, les huissiers pour leurs exploits ou procès-verbaux, les greffiers pour les jugements, actes de procédure, etc., quoi qu'il soit incontestable que ces droits ne sont à la charge ni des notaires, ni des huissiers, ni des greffiers, qui n'en supportent rien en définitive; mais ils doivent les acquitter par cela seul qu'ils présentent l'acte à l'enregistrement;

Que cette règle générale comprend les actes sous seing-privé, tout comme les actes publics; « Les droits seront acquittés, dispose encore le même art. 29, par les parties pour les actes « sous signature privée, qu'elles auront à faire « enregistrer; »

Que cette règle est ensuite confirmée par la

concernant que les contribuables dans leurs rapports entre eux, et sont étrangères à la perception. Ce système a été formellement abandonné dans un arrêt du 28 oct. 1813, sous lequel nous placerons les observations que comporte ce point de la législation fiscale. P. au reste, le *Traité des droits d'enregistrement* de Rigaud et Championnière, t. 4, n° 3831. P. aussi Merlin, *Rép.*, v° *Enregistrement (droit d')*, § 50.

disposition de l'art. 31, où le législateur n'ayant plus s'occuper de la perception des droits, mais seulement de l'intérêt privé des parties contractantes, décide « que les droits seront supportés par les débiteurs et nouveaux possesseurs. » Ici l'on voit en effet qu'il ne s'agit plus d'acquitter les droits, mais seulement de les supporter, c'est-à-dire que celui qui sera reconnu débiteur ou nouveau possesseur, sera obligé de rembourser les sommes payées par celui qui aura présenté l'acte à l'enregistrement. Tel est donc l'ordre clairement établi par la loi : « Les droits d'enregistrement des actes sous seing privé seront acquittés par ceux qui les feront enregistrer ; ils seront supportés par ceux qui seront reconnus débiteurs ou nouveaux possesseurs ; »

Considérant que cet ordre de choses ne pourrait être violé sans blesser en même temps les intérêts de la république et la justice qui est due aux parties contractantes ; on conçoit en effet que la perception des droits serait ralentie, entravée par des difficultés sans nombre, si le receveur, lorsqu'on lui présente un acte à enregistrer, était obligé, avant d'exiger les droits, de s'enquérir quelle est celle des parties qui est débiteur ou nouveau possesseur ; et que, d'un autre côté, il serait extrêmement dangereux de confier à un receveur le droit de régler arbitrairement les qualités et les obligations respectives des parties contractantes, lorsque la loi a prononcé entre elles d'une manière claire et positive ; — Rejette, etc.

Du 15 niv. an 11. — Sect. req. — Prés., le cit. Vermeil. — Rapp., le cit. Genevois. — Concl., le cit. Pons, subst. — Pl., le cit. Huart-Duparc.

ACTION DOMANIALE. — RÉGIE DE L'ENREGISTREMENT. — AVOUÉ.

La dispense accordée à la régie de l'enregistrement de constituer avoué, dans les affaires où il s'agit de droits d'enregistrement, s'étend aux affaires où il s'agit de la perception des revenus nationaux. (LL. 27 vent. an 8 et 27 vent. an 9, art. 94 ; Avis du conseil d'Etat, 13 mai 1807.) (1)

(Enregist. — C. Lefèvre et autres.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 94 de la loi du 27 vent. an 8, — Et l'art. 17 de celle du 27 vent. an 9 ; Attendu que l'art. 17 de cette dernière loi, postérieure à celle du 27 vent. an 8, en dispensant la régie de l'enregistrement de l'obligation d'employer le ministère des avoués dans les procès qu'elle aura à soutenir pour toutes les perceptions qui lui sont confiées, embrasse indistinctement dans sa disposition, et les affaires concernant la perception des revenus nationaux, et celles relatives aux droits d'enregistrement ; — Et qu'au reste, cet art. 17 formerait, au besoin, une exception, pour les affaires de la régie, à la disposition générale de l'art. 94 de la loi du 27 vent. an 8, qui a rendu aux avoués leur droit exclusif de postuler et prendre des conclusions. — D'où il suit que le jugement attaqué, en imposant d'après cet art. 94, à la régie l'obligation de constituer avoué dans l'espèce, parce qu'il s'agissait, non d'une affaire d'enregistrement, mais de perception de revenus nationaux, a fait une distinction

que ne comportait pas la généralité de la disposition de l'art. 17 de la loi du 27 vent. an 9 ; en quoi il a fait une fautive application de l'art. 94 de la loi du 27 vent. an 8, et violé l'art. 17 de celle du 27 vent. an 9 ; — Casse, etc.

Du 30 niv. an 11. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Babbille. — Concl., le cit. Jourde, subst.

LITISPENDANCE. — APPEL. — EVOCATION.

Du 30 niv. an 11 (aff. Moynat). — V. ce jugement à la date du 29 du même mois.

1^o JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — CHOSE JUGÉE.

2^o EXPLOIT. — PARLANT A. — COPIE.

1^o Les juges n'étant pas liés par les interlocutoires qu'ils rendent (2), il s'ensuit qu'un tribunal peut, après avoir ordonné la preuve des faits articulés sur le fond d'une contestation, accueillir une fin de non-recevoir proposée précédemment par l'une des parties, à l'insu de l'autre, qui n'aurait pas fait valoir l'admission de la preuve, emportant rejet implicite de la fin de non-recevoir.

2^o Dans le ressort du parlement de Douai, si n'était pas nécessaire d'énoncer dans les copies d'exploits le nom des personnes auxquelles elles étaient laissées : l'ordonnance de 1667 n'y était pas observée. Ainsi, était valable l'exploit dont la copie portait : Parlant comme à l'original.

(Fanyau — C. Bance.)

Le 18 niv. an 9, le tribunal de Douai, statuant sur l'appel d'un jugement du tribunal civil du département du Nord, rendu entre Fanyau et les époux Bance, avait ordonné que ces derniers feraient la preuve de certains faits par eux articulés dans leurs conclusions. — Le 6 vent. suivant, le même tribunal admettant une fin de non-recevoir opposée dès le principe par les époux Bance à Fanyau, déboute ce dernier de sa demande.

Pourvoi en cassation de la part de Fanyau. — Il soutint que l'admission de la preuve offerte contenait le rejet implicite de la fin de non-recevoir proposée par les époux Bance ; qu'il résultait de là une contrariété manifeste entre les deux jugements et une violation de la chose jugée qui devait amener l'annulation du second jugement. — En outre, Fanyau proposait comme second moyen de cassation, la nullité d'un exploit dont le copie portait : parlant comme à l'original.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que l'ord. de 1667 n'est pas observée dans la ci-devant Flandre française ; que le règlement du parlement de Douai, du 4 nov. 1792, dont les dispositions relatives à la forme des ajournements sont suivies encore aujourd'hui dans cette partie de la république, n'exige pas, à peine de nullité, comme l'ord. de 1667, que dans les copies des exploits de signification, le nom des personnes auxquelles elles sont laissées soit exprimé, ainsi qu'il doit l'être dans l'original ; que cette formule : « parlant

(1) F. conf., Cass. 13 pluv. an 11 et 27 nov. 1823 ; — Merlin, *Quest.*, v^o *Avoué*, § 6 ; Carré, *Lois de la proc.*, n^o 381, et Favard, *Repert.* v^o *Ajournement*, § 2, n^o 2. — V. gé de même à l'égard de l'Etat plaident par le n^o maître des préfets : F. Cass. 16 mess. an 10, et la 1^{re} etc.

(2) Sur l'application ou l'étendue de ce principe, admis par la nouvelle jurisprudence comme par l'ancienne, F. nos observations sur les jugements des 12 brum. et 11 niv. an 10, ainsi que les décisions ou autorités qui y sont rappelées. F. aussi Toullier, tom. 10, n^o 115 ; Carré, *Lois de la proc.*, n^o 1630, et Thomine Desmazures, n^o 504.

comme à l'original, a constamment été employée par les huisiers du ressort du ci-devant parlement de Douai, et qu'elle est même consacrée par la jurisprudence de cette cour, qui n'a jamais en égard aux critiques qui en ont été faites devant elle ; — Attendu qu'il est de principe que les juges ne sont pas liés par les interlocutoires qu'ils prononcent, et que la loi qui ne leur permet pas de se réformer eux-mêmes, ne s'applique qu'aux décisions définitives, qu'ils ne peuvent changer en totalité ni en partie par des décisions contraires ; — Rejeté, etc.

Du 21 niv. an 11. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Aumont. — Concl., le cit. Giraud, subst. — Pl., les cit. Lavaux et Leroy-Neuvillette.

1^o COMPROMIS. — MINEURS. — NULLITÉ.

2^o ARBITRAGE. — ACTION EN NULLITÉ. — RENONCIATION.

1^o La nullité d'un compromis ou d'un jugement arbitral résultant de l'état de minorité de l'une des parties, ne peut être proposée que par le mineur : la partie adverse est sans qualité pour s'en prévaloir (1).

Un jugement arbitral n'est pas nul pour avoir été rendu avec les héritiers mineurs d'un des compromettans, s'il n'y a eu aucune réclamation devant les arbitres (2).

2^o La voie de l'opposition à l'ordonnance d'exequatur d'un jugement arbitral n'est pas ouverte aux parties, lorsque ce jugement a été rendu par des arbitres amiables compositeurs,

(1) C'est le principe assez généralement admis aujourd'hui par les auteurs et par la jurisprudence, que la nullité d'un compromis fondée sur l'incapacité de l'une des parties, pour cause de minorité, est relative et non absolue ; de telle sorte qu'elle ne peut être invoquée que par la partie incapable. *F. Cass.* 1^{er} mai 1811 ; *Turin*, 19 vent. an 11 ; *Paris*, 6 juill. 1827 ; *Nîmes*, 17 nov. 1828 ; *Riom*, 26 nov. 1828. — Jugé de même, au cas de compromis sur des biens dotaux : *F. Toulouse*, 3 juin 1828 et 5 mars 1829 ; *Nîmes*, 17 nov. 1828 ; *Bordeaux*, 22 mai 1832 (Volume 1832). — *F.* cependant décisions contraires, *Grenoble*, 25 avril 1831 (Volume 1832). — *F.* aussi dans le sens de la doctrine que nous venons de rappeler, *Mongalvy*, *Traité de l'arbitrage*, t. 1^{er}, n^o 281 ; *Carré*, *Lois de la proc.*, n^o 3255 ; *Thomine Desmazures*, *Comm.*, n^o 1209, et *Vatimesnil*, *Encyclopédie du droit*, v^o *Arbitrage*, n^o 124. — Mais cette doctrine, qui est justifiée par la disposition de l'art. 1125 du Code civil, en ce qui touche les mineurs et les femmes mariées, cesse d'être applicable si l'incapacité de l'un des contractans provient de toute autre cause que de celles mentionnées dans cet article. C'est l'opinion de *Carré* et de *M. Vatimesnil*, loc. cit., et à l'appui de laquelle on peut citer deux arrêts de la Cour de cassation des 5 oct. 1808 et 18 août 1819. — *F.* sur surplus, sur ces diverses questions, notre *Dictionn. du conf. comm.*, v^o *Compromis*, § 1^{er}.

(2) D'après l'art. 1013 du Code de proc., le décès de l'un des compromettans met fin au compromis, si tous ses héritiers ne sont pas majeurs. Toutefois, cette règle, établie pour les arbitrages volontaires, n'est pas applicable en matière d'arbitrage forcé. *F.* sur l'application de ces principes, *Cass.* 6 mai 1837 (Volume 1837), et 28 janv. 1839 (Volume 1839).

(3) Cette solution, qui ne vient au surplus que subordonnement à l'appui du rejet prononcé par le tribunal de cassation dans le jugement ci-dessus, ne saurait être admise sous l'empire du Code de procédure ; nous doutons même qu'elle doive l'être sous la

autorités à juger en dernier ressort, et sans appel ni recours en cassation (3).

(Demet — C. Daywaille.)

Demet avait passé avec le cit. Daywaille un compromis par lequel des arbitres étaient nommés pour régler les comptes que les parties avaient à se rendre. Daywaille vint à mourir : ses enfans, les uns majeurs, les autres mineurs, poursuivirent la décision des arbitres ; ils produisirent, à cet effet, des mémoires auxquels Demet fit signifier des réponses.

La sentence arbitrale étant rendue, Demet y forma opposition. La mort de l'un des compromettans, dit-il, a fait cesser les pouvoirs des arbitres, puisque le contraire n'était pas exprimé dans le compromis (loi 27, § 1, ff. de *Receptis*, etc.). Ce défaut de pouvoirs n'a pu se cumuler par les poursuites que toutes parties ont faites sans réclamation ; d'abord parce qu'on ne peut pas dire que les héritiers de celui qui compromet soient parties au compromis, lorsqu'une clause expresse de cet acte ne l'a pas ainsi réglé ; en second lieu, parce que les héritiers mineurs qui représentaient le compromettant décédé, ne pouvaient, d'aucune manière, accéder au compromis et lui rendre une force que la mort de leur auteur lui avait fait perdre. Vainement objecterait-on que les mineurs peuvent seuls excepter de leur minorité, contre l'acte qui a été passé volontairement avec eux ; car le compromis est un acte essentiellement bilatéral, et si les mineurs n'étaient pas liés par acte, s'ils pouvaient en rejeter à tout moment l'obligation, il faut bien

législation existante à l'époque où elle est intervenue. — De ce que l'on a renoncé dans le compromis à l'appel et au pourvoi en cassation contre la sentence arbitrale, il ne résulte nullement que l'on ne puisse attaquer cette sentence en nullité par voie d'opposition à l'ordonnance d'exequatur. Les renonciations sont de droit étroit ; elles ne peuvent être étendues au delà de leurs termes ; or, l'action en nullité ouverte dans certains cas (art. 1028, Cod. proc.), est tout-à-fait distincte et indépendante de l'appel et du pourvoi en cassation ; son existence n'est nullement subordonnée à l'existence de l'une ou de l'autre des voies de ces recours. Renoncer à l'appel et au pourvoi en cassation, ce n'est donc pas renoncer à l'action en nullité. Bien loin de là : dans le cas où les parties ont fait une telle renonciation, il y a raison de plus, raison impérieuse, pour admettre l'action en nullité ; car sans cela les parties se trouveraient dans l'impossibilité de faire réformer les vices les plus graves dont serait entachée la sentence arbitrale, et qui n'ont pu entrer dans leurs prévisions ; tels, par exemple, que celui résultant de ce que les arbitres auraient excédé leurs pouvoirs et prononcé sur choses non demandées. Ainsi la jurisprudence, pénétrée de ces raisons, et allant plus loin, a-t-elle décidé que l'on ne peut même valablement renoncer d'avance, dans le compromis, à se pourvoir contre la sentence arbitrale par voie d'opposition à l'ordonnance d'exequatur. *F. Cass.* 21 juin 1831 (Volume 1831) ; *Toulouse*, 23 mai 1832 (Volume 1832) ; *Pau*, 3 juillet 1833 (Volume 1834) ; et 26 mars 1836 (Volume 1836) ; *Grenoble*, 14 août 1834 (Volume 1835). — *F.* cependant contr. *Cass.* 31 déc. 1816, et *Besançon*, 18 mars 1828. — A la vérité, dans l'espèce actuelle, les arbitres avaient été constitués amiables compositeurs ; mais cela, par les motifs qui viennent d'être rappelés, est indifférent quant au droit d'agir par voie d'action en nullité de leur sentence, dans les cas prévus par la loi. C'est ce qu'a décidé la Cour de cassation dans un arrêt du 23 juin 1819,

que les autres parties aient eu la même faculté.

Jugement qui repousse ce système, et déclare Demet non recevable dans son opposition. — Appel. — Jugement confirmatif. — Pourvol.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les mineurs sont capables d'agir et de faire des conventions; qu'eux seuls peuvent demander à être restitués en entier, s'ils se prétendent lésés, le majeur qui traite avec eux se trouve valablement obligé à leur égard, parce qu'il est de principe certain qu'ils peuvent faire leur condition meilleure; que le cit. Demet n'ayant pas proposé devant les arbitres que les mineurs Daywaille n'étaient point capables de leur continuer les pouvoirs qu'ils tenaient du compromis signé par son père, ayant au contraire produit et fait signifier des réponses aux mémoires des mineurs Daywaille devant les arbitres, n'est pas recevable à leur opposer qu'ils n'étaient pas capables d'autoriser des arbitres pour décider les contestations dont il s'agissait;

Qu'enfin, dans l'espèce, l'opposition de Demet envers l'ord. d'exequatur au bas de la décision des arbitres, n'est qu'une voie détournée pour exercer un recours judiciaire contre une décision donnée par des arbitres, amiables compositeurs, nommés volontairement, avec renonciation à tout recours d'appel et de demande en cassation; — Rejette, etc.

Du 21 niv. an 11. — Sect. req. — Prés., le cit. Muraire; — Rapp., le cit. Lemsord. — Concl., le cit. Delacoste.

DERNIER RESSORT. — DOMAINES NATIONAUX. — FERMAGES.

Les affaires relatives aux domaines nationaux et aux revenus qui en dépendent, et plus généralement toutes les actions du domaine, autres que celles qui ont pour objet la perception d'un impôt indirect, sont soumises aux règles ordinaires pour le dernier ressort. (LL. 16-24 août 1790, tit. 4, art. 5; 6-7 sept. 1790, art. 2; 11 sept. 1791; 9 oct. 1791, art. 17.) (1)

(Montcharmant Desygnés.—C. l'Enregistrement.)

Du 22 niv. an 11. — Sect. civ. — Cass. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl., le cit. Jourde, subst.

(1) F. dans le même sens, 12 mess. an 8 (aff. Blanchon), et 2 germ. an 9 (aff. Cluquel), et les notes. F. aussi la note sous le jugement du 14 mess. an 8 (aff. Comm. de Roussier).

(2) Cela est sans difficulté : on ne s'oblige pas valablement pour une chose qui nous a été donnée. Mais ce qui pouvait présenter du doute, c'était de savoir dans quels cas le tuteur peut ou doit être présumé avoir voulu donner à son pupille. Sans contredit la parenté est une des circonstances qui peut aider à l'établissement de cette présomption; mais, à elle seule, elle ne suffit pas. C'est donc dans les règles relatives à l'administration de la tutelle qu'il faut chercher des raisons de décider. — Dans l'ancien droit, on tenait pour règle générale que les sommes employées par le tuteur pour l'entretien, la nourriture et éducation du mineur, ne devaient jamais excéder les revenus de ce dernier; que s'il y avait nécessité ou convenance d'aller au-delà, le tuteur ne pouvait le faire qu'avec l'autorisation du conseil de famille (Bourjon, *Droit commun de la France*, tit. 6, § 2, no 101). — De là cette conséquence, que le tuteur qui avait excédé ces limites devait être facilement présumé avoir voulu gratifier son pupille. — Aujourd'hui, la présomption n'aurait peut-être pas la même force. L'art. 454 du Code

1° MINEUR. — ALIMENS. — TUTEUR. — OBLIGATION.

2° CASSATION. — MOTIF ERRONÉ.

3° TESTAMENT. — MILITAIRE.

1° L'obligation soucrite par un mineur devenu majeur, au profit de son tuteur, pour aliments à lui fournis pendant sa minorité, est nulle s'il est reconnu que ces aliments ont été fournis à titre de pure générosité : en ce cas, l'obligation n'a aucune cause (3).

2° L'erreur dans l'un des motifs d'un jugement, ne donne pas ouverture à cassation, si la disposition est d'ailleurs justifiée par les autres motifs (3).

3° Les testaments de militaires, antérieurs aux lois des 5 brum. et 17 niv. an 2, sont nuls s'ils n'ont pas été refaits ou renouvelés, conformément à l'art. 47 de cette dernière loi, bien que le testateur soit mort au service depuis la loi du 18 pluv. an 5, alors que dans l'intervalle il était revenu dans ses foyers. (LL. 17 niv. an 2, art. 47; 18 pluv. an 5, art. 4.)

(Gardon.—C. Gardon.)

En 1790, obligation d'Alexandre Gardon en faveur d'autre Gardon son oncle et tuteur, de la somme de 45,000 liv. pour aliments fournis pendant sa minorité. — En l'an 7, décès d'Alexandre Gardon, alors sous les drapeaux. — Gardon oncle produit alors un testament du 8 juillet 1793, fait par son neveu au moment de son départ pour l'armée, par lequel il l'instituait son héritier universel. En conséquence, il demande, à la fois, à Prosper Gardon frère du défunt, 1° le montant de l'obligation de 1790; 2° le 6^e de la succession d'Alexandre, en vertu du testament précité, dont l'effet suivant lui a été conservé, pour cette portion, par la loi du 18 pluv. an 5, portant, art. 4, que « les actes de dernière volonté faits antérieurement aux lois des 5 brum. et 17 niv. an 2, et qui n'ont pas été refaits ou renouvelés dans les cas mêmes où la loi en indiquait l'obligation, restent néanmoins valables, et sont seulement réduci- bles jusqu'à concurrence de la quotité disponible, lorsqu'ils sont l'ouvrage de militaires décédés au service de la patrie. »

Prosper Gardon conteste ces deux prétentions; il soutient d'abord que l'obligation de 1790 est nulle comme étant sans cause, les aliments ayant

civil dit bien que « lors de l'entrée en exercice de sa tutelle, autre que celle des père et mère, le conseil de famille réglera, par aperçu et selon l'importance des biens régis, la somme à laquelle pourra l'élever la dépense annuelle du mineur; » ce qui semble devoir faire rejeter du compte de tutelle toute dépense que le tuteur aurait faite au-delà de la somme fixée, et conduire à la présomption qu'il en a voulu gratifier son pupille; mais à l'art. 454, il faut joindre l'art. 471, qui dit « qu'on allouera au tuteur toutes dépenses suffisamment justifiées et dont l'objet sera utile. » Si donc le tuteur, et surtout le père ou la mère, démontrait l'utilité de dépenses qui auraient excédé les revenus du pupille ou la quotité fixée par le conseil de famille, nous pensons qu'on n'en pourrait induire, aussi facilement que dans l'ancien droit, une présomption de libéralité de la part du tuteur. — En dernière analyse, il faut donc dire que dans notre droit actuel, une latitude à peu près discrétionnaire est laissée au tuteur, sauf à lui, en définitive, à justifier de l'utilité de la dépense. F. dans ce sens, un arrêt de Paris, du 19 avril 1823. — F. aussi Magnin, *Traité des minorités*, t. 1^{er}, no 679 et suiv.

(3) Jurisprudence constante : F. Cass. 17 juillet 1837 et 26 juill. 1839 (Volume 1836).

été fournis par l'oncle à son neveu à titre de libéralité; en second lieu, qu'Alexandre était rentré dans ses foyers depuis la loi du 18 pluv. an 5 jusqu'à l'an 7, époque à laquelle il était reparti pour les armées; son testament se trouvait nul faute d'avoir été refait ou renouvelé conformément à cette loi.

Jugement du tribunal de Grenoble, qui rejette la demande en ce qui concerne les aliments et l'obligation de 45,000 liv., mais admet celle relative au 6^e de la succession.

Appel de la part de Prosper Gardon, et appel incident de la part de Gardon oncle. — 9 niv. an 10, jugement du tribunal d'appel qui confirme en ce qui concerne le chef de demande relatif à l'obligation pour aliments; et en ce qui touche le testament, admet Prosper à faire la preuve du fait qu'Alexandre était rentré en France depuis la publication de la loi du 18 pluv. an 5, et qu'il était resté dans ses foyers jusque en l'an 7.

3 germ. an 10, jugement qui, vidant l'interlocutoire, dit qu'il a été mal jugé par le tribunal de 1^{re} instance, déclare que le testament d'Alexandre est demeuré sans effet pour le tout, comme n'ayant pas été renouvelé en conformité de l'art. 47 de la loi du 22 vent. an 11.

Pourvoi en cassation de la part de Gardon oncle; 1^o pour violation de la loi du contrat, en ce que le tribunal a refusé l'exécution de l'obligation de 45,000 liv.; — 2^o pour contravention à l'art. 15, tit. 5 de la loi du 24 août 1790, en ce qu'il n'a point donné de motif sur certaines dispositions de son jugement; — 3^o pour fautive application de l'art. 4 de la loi du 18 pluv. an 5, en ce qu'il a prononcé la nullité du testament dont il s'agissait.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, sur le premier moyen, que les frais et avances faits par Gardon à son neveu l'ont été à titre de pure générosité et que l'obligation contractée par ce dernier est nulle comme n'ayant point de cause;

Sur le second, que les juges ont énoncé avec précision les motifs qui ont amené leur décision, et que lors même que l'un d'eux serait erroné, cette erreur prétendue ne saurait donner ouverture à cassation;

Sur le troisième, que l'art. 4, de la loi du 18 pluv., ne concerne que les défenseurs de la patrie en activité de service et n'est point applicable aux citoyens qui ne font point partie de l'armée active; qu'au surplus, le jugement attaqué a jugé en point de fait que Gardon était revenu dans ses foyers; — Rejette, etc.

Du 22 niv. an 11. — Sect. req. — *Concl.*, le cit. Pons, subst. — *Pl.*, le cit. Liborel.

ROUTES.—TAXE.—AMENDE.—RÉDUCTION.

Sous l'empire des lois des 3 niv. an 6 et 11 brum. an 7, un juge de paix ne pouvait, sans excès de pouvoir, réduire à une somme inférieure la taxe fixe de 50 francs, prononcée

(1) P. dans le même sens, 3 pluv. an 10, et la note; Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Taxe d'entretien des routes*, § 1^{er}.

1^{re} (2) Aux termes des art. 194 du Code du 3 brum. an 4, et 203 du Code d'inst. crim., il suffit, pour qu'il soit valable, que l'appel du ministère public près le tribunal correctionnel, soit déclaré au greffe dans le délai fixé par la loi. Si donc l'acte d'adhésion a été passé au greffe, la décision que nous rapportons peut être appliquée encore aujourd'hui, et l'adhésion doit être considérée comme un véritable appel. Et effet, la loi ne prescrit aucune forme par-

II. — 1^{re} PARTIE.

par ces lois contre tous ceux qui refusaient de payer le droit de passe et d'entretien des routes. (L. 3 niv. an 6, art. 10, et 14 brum. an 7, art. 18.)

(Intérêt de la loi. — Aff. Wallet.)

Du 22 niv. an 11. — Sect. req. — *Rapp.*, le cit. Delacoste. — *Concl.*, le cit. Merlin, comm.

ROUTES.—TAXE.—COMPÉTENCE.

Sous l'empire des lois des 3 niv. an 6 et 14 brum. an 7, les juges de paix n'étaient autorisés à statuer que sur les demandes en paiement de la taxe fixe pour l'entretien des routes; c'était à l'autorité administrative seule qu'il appartenait de prononcer sur l'application du tarif et sur la quotité de la taxe. (L. 3 niv. an 6, art. 45 et 46; 14 brum. an 7, art. 25 et 29. (1))

(Chevrémont — C. Cuvelier.)

Du 22 niv. an 11. — Sect. civ. — *Rapp.*, le cit. Aumont. — *Concl.*, le cit. Jourde, subst.

MUTATION PAR DÉCÈS.—DOUAIRE.—

FEMME NORMANDE.

Du 22 niv. an 11 (aff. Boulay-Bonneville). — V. ce jugement à la date du 27.

APPEL EN MAT. CORRECT.—MINISTÈRE

PUBLIC.—ADHÉSION.

L'adhésion du ministère public à l'appel de la partie civile doit être considérée comme un véritable appel qui subsiste lors même que l'appel de la partie est déclaré nul. (C. 3 brum. an 4, art. 194.) (2)

(Fermmann.)

Un tribunal correctionnel avait renvoyé des poursuites plusieurs prévenus d'un délit forestier.

— Appel d'un garde forestier, non autorisé par l'inspecteur. Le commissaire du gouvernement déclare adhérer à cet appel: l'acte d'adhésion contient les griefs d'appel. — Jugement du tribunal criminel de Rhin-et-Moselle, qui déclare nul l'appel du garde et par suite l'acte d'adhésion du ministère public. — L'administration des forêts acquiesce à ce jugement: mais le ministère public se pourvoit en cassation.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 193 et 194, du Code des délits et des peines; — Et attendu que ce fut le 8 brum., le dixième jour seulement après la prononciation du jugement du 28 vend., que le remplaçant du commissaire du gouvernement absent déclara adhérer à l'appellation interjetée dudit jugement par le garde-général forestier, et que cette adhésion de sa part ne peut être considérée que comme une véritable appellation, puisque, par le même acte, le commissaire du gouvernement donne ses griefs d'appel; — Casse, etc.

particulière pour l'appel du ministère public; peu importe, dès lors, que cet officier se déclare appelant par acte principal, ou qu'il déclare adhérer à un appel précédent: ces deux actes manifestent également sa volonté; ils doivent avoir la même valeur. Et comme l'appel du ministère public est indépendant de celui de la partie civile, l'acte d'adhésion, dès qu'il en ressort la volonté d'appeler, forme un acte distinct et indépendant de l'appel lui-même; il ne doit pas, par conséquent, suivre les chances de cet appel. Cette question n'a été, du reste, examinée par aucun auteur. V. cependant, Merlin, *Quest. de droit* (add.), v^o *Appel*, § 11, art. 4. *

Du 23 niv. an 11.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Carnot.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

APPEL EN MAT. CORRECT.—PEINE.

—PARTIE CIVILE.

Le prévenu, acquitté par le tribunal correctionnel, ne peut être condamné par le tribunal criminel à une peine d'emprisonnement, sur le seul appel de la partie plaignante. (C. 3 brum. an 4, art. 192 et 193.) (1)

(Lecoux.)

Du 23 niv. an 11.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Carnot.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

ANIMAUX MALFAISANS.—CHIEN.

Un chien qui se jette sans provocation sur les personnes pour les mordre, doit être considéré comme un animal malfaisant et féroce, et dès lors celui qui l'a laissé divaguer est passible de peines de police. (C. 3 brum. an 4, art. 605.) (2)

(Le Denis.)

Un chien appartenant à Le Denis, divaguait dans la ville de Luxembourg, s'était jeté sur un enfant et lui avait fait plusieurs morsures. Denis, ayant été poursuivi devant le tribunal de police, ce tribunal le renvoya de la poursuite : « Attendu que le chien, ami de l'homme, ne pouvait être rangé dans la classe des animaux malfaisants et féroces dont il était parlé dans l'art. 605 du Code du 3 brum. an 4. » — Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu l'art. 605 du Code des délits et des peines ;—Et attendu qu'un chien qui se jette, sans provocation, sur les personnes pour les déchirer ou les mordre, est nécessairement un animal féroce et malfaisant ;—Casse, etc.

Du 23 niv. an 11.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Carnot.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

OCTROI.—CONSIGNATION.—RESTITUTION.—COMPÉTENCE.

La demande formée contre le régisseur d'un octroi, à fin de restitution de sommes consignées pour des marchandises entreposées, constitue une contestation purement civile, dont le tribunal correctionnel ne peut connaître. (L. 2 vend. an 8, art. 1.) (3)

(Guy—C. Octroi de Lyon.)

Guy avait fait entrer à Lyon quelques pièces de vin en transit et avait consignés les droits. Le délai de l'entrepôt expiré, il les fit sortir, s'en procura décharge et reclama les droits qu'il avait consignés. Refus des régisseurs, fondé sur ce que, contrairement aux règlements, Guy avait changé ses vins de fûtilles, pendant la durée

du transit. Poursuite intentée en police correctionnelle contre les régisseurs de l'octroi, à fin de restitution de ces droits. Jugement du tribunal correctionnel, confirmé par le tribunal criminel sur appel, et qui ordonne cette restitution.—Pourvoi pour incompétence rationne materia.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu les art. 1^{er} et 2 de la loi du 2 vend. an 8 ;—Vu aussi l'art. 168 du Code des délits et des peines ;—Et attendu que, sous aucun rapport, il ne pouvait y avoir lieu d'appliquer aucune peine d'amende ni d'emprisonnement, dans l'espèce particulière de la cause, et qu'il s'agissait d'une contestation purement civile, qui était de la compétence de la justice de paix, d'après le vœu formellement exprimé en l'art. 1^{er} de la loi du 4 vend. an 8 ;—Que, néanmoins, en contrevenant aux dispositions d'une loi aussi précise, le tribunal civil de l'arrondissement de Lyon jugeait correctionnellement, et, par suite, le tribunal criminel du département du Rhône, se soustrayait à la connaissance de l'affaire, et l'ont jugée, en quoi ils ont violé les règles de compétence ;—Casse, etc.

Du 24 niv. an 11.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Carnot.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

DOUANES.—ENTREPÔT.—RESPONSABILITÉ.

La responsabilité d'un propriétaire de marchandises entreposées à charge de réexportation, n'autorise pas la régie des douanes à former un recours contre lui, au cas de soustraction de ces marchandises, lorsqu'il n'est pas prouvé que cette soustraction a eu lieu par son fait ou par sa négligence. (L. 10 br. an 5, art. 4, 7 et 15.) (4)

(Boucharde et Sauvage—C. douanes.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Faisant droit sur le pourvoi de Boucharde et Sauvage ;—Casse et annule le jugement rendu le 21 brum. dernier par le tribunal criminel du département du Puy-de-Dôme, en ce qu'il a ordonné auxdits Sauvage et Boucharde de représenter les marchandises dont il s'agit, sinon les a condamnés à en payer la valeur et aux dépens des causes principale et d'appel, etc.

Du 24 niv. an 11.—Sect. crim.—*Rapp.*, le cit. Liboret.—*Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

TRIBUNAL DE POLICE.—MINISTÈRE PUBLIC.—CONCLUSIONS.

Le tribunal de police qui déclare constante la contravention dont il est régulièrement saisi, ne peut se dispenser de prononcer les peines légales, par le seul motif que le ministère public n'a pas requis leur application. (5).

(1) L'action publique est éteinte par le silence du ministère public : il ne peut plus être statué que sur les intérêts civils. *V.* Cass. 29 niv. et 28 flor. an 10, 16 frim. an 12, 18 juill. 1806, 15 janv. 1814, 21 mars 1817, 1^{er} mai 1818, 7 mai et 29 juill. 1819, 3 janv. 1822, etc.

(2) *V.* l'art. 475, n° 7, du Code pénal, et dans le même sens, Cass. 29 fév. 1823, 2 sept. 1826, 28 avril 1827.

(3) L'art. 1^{er} de la loi du 2 vend. an 8 défère au juge de paix les contestations civiles qui peuvent s'élever sur l'application du tarif. L'art. 2 renvoie devant les tribunaux correctionnels ou de police, suivant la quotité de la somme, la condamnation aux amendes. L'ordonnance du 9 déc. 1814 n'a point innové sur cette règle de compétence. *V.* Rouen, 12 janv. 1813.

(4) *V.* conf., Cass. 5 ventôse an 11. — Cette décision est équitable : le propriétaire ne saurait être responsable d'un cas fortuit dont il est la première victime. Mais il n'en résulte pas que la régie doit être astreinte à prouver que la soustraction est le fait du propriétaire : le propriétaire est responsable des marchandises ; leur seule disparition donne ouverture à l'action de la régie, et c'est au défendeur à prouver, comme une exception, que cette disparition est un fait de force majeure qui ne peut peser sur sa tête. *V.* en ce sens, Cass. 14 pluv. an 11.

(5) Le jugement de police contenait une double contravention : il avait prononcé une condamnation à des dommages-intérêts, sans appliquer aucune peine ; cependant, la condamnation à la réparation civile du dommage n'étant que l'accessoire de la con-

(Egrigniat.—Intérêt de la loi.)

Un jugement du tribunal de police d'Argentan a condamné Jeanne Egrigniat à payer à Jeanne Moncel cinquante francs de dommages-intérêts pour l'avoir couverte d'immondices. L'adjoint du maire ayant refusé de prendre des conclusions sur le fond, le tribunal s'est fondé sur ce refus pour se dispenser de prononcer l'amende encourue.—Pourvoi du ministère public, mais formé après l'expiration du délai.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Déclare l'adjoint au maire non recevable dans sa demande en cassation, faite par lui de s'être pourvu dans les délais;—Et faisant droit sur la réquisition d'office du substitut dudit commissaire, vu l'art. 606 du Code des délits et des peines;—Attendu que le tribunal de police du canton d'Argentan a contrevenu à cet article en ne prononçant aucune condamnation à l'amende;—Casse, etc.

Du 24 niv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Liborel.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TÉMOINS.—EPOUX.—DECLARATIONS ECRITES.

La défense de recevoir le témoignage des parents et alliés de l'accusé, au degré fixé par la loi, ne s'applique qu'aux débats devant le jury de jugement, et ne fait aucun obstacle à leur audition dans la procédure écrite. (C. 3 brum. an 4, art. 358.) (1)

En conséquence, la déclaration écrite de la femme du prévenu peut être mise sous les yeux du jury d'accusation, sans qu'il en résulte la nullité de l'acte d'accusation.

Les déclarations faites spontanément par la femme de l'accusé, au moment de la constatation du délit, et insérées par l'officier de police judiciaire dans le procès-verbal qui le constate, ne constituent point une déposition de témoin, et dès lors la prohibition qui s'applique au témoignage de cette femme n'empêche pas que le procès-verbal ne puisse être mis sous les yeux du jury.

(Forel.—Intérêt de la loi.)

Louis Forel avait été arrêté en flagrant délit : l'adjoint du maire se transporte à son domicile pour faire des recherches. Le procès-verbal énonce que la femme du prévenu a conduit l'ad-

judication à une peine, les tribunaux de répression ne peuvent prononcer l'une sans l'autre. En second lieu, le tribunal de police a cru ne pouvoir appliquer de peine, parce que le ministère public n'en avait requis aucune. Mais il suffit qu'un tribunal répressif soit averti de la connaissance d'une infraction aux lois pénales, pour qu'il soit tenu d'y appliquer les peines portées par la loi; l'action publique est suffisamment exercée par la citation; les conclusions de l'officier qui remplit les fonctions du ministère public n'ont point pour effet d'en régler le cours et de restreindre la puissance du juge. Il est sans doute indispensable, pour la constitution du tribunal, que l'officier du ministère public soit présent à l'audience, et, pour la validité du jugement, qu'il prenne une part à l'affaire par ses conclusions, ou qu'il soit mis en demeure d'en donner. Mais la juridiction du tribunal est indépendante de ses réquisitions; elle se puise dans la loi. *V.* dans ce sens, Cass. 17 août 1809 et 29 fév. 1828.

(1) Cette décision forme encore aujourd'hui la règle de la matière. Carnot, en la citant, fait remarquer que l'art. 322 du Code d'inst. crim., comme l'art. 358 du Code du 3 brum. an 4, ne s'occupe des reproches des témoins que sous le rapport des dé-

joint dans une grange où elle lui a déclaré avoir trouvé six gerbes de blé. Ce procès-verbal fut mis sous les yeux du jury d'accusation. Le tribunal criminel, pensant que cette circonstance devait entraîner la nullité de l'acte d'accusation, l'avait annulé.—Pourvoi dans l'intérêt de la loi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu les art. 105, 358 et 456 du Code des délits et des peines, les art. 20 et 21 de la loi du 7 pluv. an 9; Considérant 1° que l'art. 358 précité, étant compris sous le titre de la procédure devant le tribunal criminel, il ne doit recevoir son application qu'au jury de jugement; que c'est seulement à cette époque de la procédure que le législateur a voulu écarter le témoignage des personnes dénommées et désignées en l'art. 358 du Code des délits et des peines;

Que le tribunal du département de l'Aisne, en annulant l'acte d'accusation dressé le 11 vend. dernier par le substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal criminel du département de l'Aisne, par le motif erroné que le procès-verbal, rédigé par l'adjoint du maire de la commune de Cheri-sur-Marne, contenant la déclaration de la femme du prévenu, avait été mis sous les yeux des jurés d'accusation, a fait, dans l'espèce, une fautive application de l'art. 358 du Code des délits et des peines, et qu'il a créé une nullité qui n'existe pas dans la loi;

2° Que, dans l'hypothèse même où l'art. 358 serait applicable à l'instruction faite devant le directeur du jury d'accusation, les dispositions prohibitives étaient étrangères à l'espèce, puisque la déclaration de la femme Forel, insérée au procès-verbal qui constatait le délit, ne devait point être assimilée à une déposition de témoin du genre de celles interdites par ledit art. 358;—Faisant droit sur le réquisitoire du commissaire du gouvernement;—Casse, etc.

Du 24 niv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Liger.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

MUTATION PAR DÉCES.—DOUAIRE.—FEMME NORMANDE.

L'ouverture du douaire, qui s'opère, selon l'art. 377 de la coutume de Normandie, lors de la séparation des époux, n'est pas une transmission passible d'un droit proportionnel(2).

bats, et que le juge d'instruction peut faire entendre dans l'information toutes les personnes qu'il présume pouvoir donner des renseignements utiles. Il ajoute : « La faculté qui est laissée au juge d'instruction de recueillir les déclarations de toutes les personnes qu'il croit utile d'appeler devant lui, et l'injonction faite à l'officier de police, dans le cas de flagrant délit, de recevoir la déclaration des parents, voisins et domestiques, ont en pour motif de mettre en état le juge d'instruction et l'officier de police judiciaire, d'acquiescer toutes les preuves qu'il est possible de se procurer sur l'existence et la moralité du délit. Mais lorsqu'ils ont usé de cette faculté, tout doit rentrer dans l'ordre légal : il n'y a pas d'ailleurs, dans ce premier instant, d'accusé proprement dit; jusqu'à la mise en accusation du prévenu, il peut bien y avoir un délit, mais c'est un délit purement matériel. Si le soupçon du crime plane sur un individu, ce soupçon ne constitue qu'une simple prévention : il n'existe encore, aux yeux de la loi, ni parents, ni alliés d'un accusé, puisqu'il n'existe pas même d'accusé dans le sens que la loi attache à cette qualification. » (Comm. du Code d'inst. crim., art. 322, n° 12.)

(2) Dans les art. 1, 2, 3 et 4 de la loi du 23 frim.

(L'enregistrement.—C. Boulay-Bonneville.) —

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 4 de la loi du 22 frim. an 7;—Le n° 3 du paragraphe 6 de l'art. 69 de la même loi qui soumet au droit de 3 fr. 50 cent. par cent francs les transmissions d'usufruit qui s'effectuent par décès entre époux, et le n° 1 du paragraphe 7, qui soumet au droit de 4 fr. par cent francs tous actes civils et judiciaires translatifs d'usufruit à titre onéreux;—Attendu que la disposition générale de l'art. 4 est subordonnée à celle de l'art. 69, auquel elle renvoie pour fixation du droit; attendu que le n° 3, paragraphe 6 de l'art. 69, ne peut, comme la régie en est convenue devant le tribunal de cassation, s'appliquer à une ouverture de douaire opérée du vivant des deux époux; attendu que le n° 1, paragraphe 7, ne s'y applique pas mieux, parce qu'il est impossible d'y voir un titre onéreux; attendu que, par actes translatifs d'usufruit à titre onéreux, on ne peut entendre que des actes portant cession ou adjudication d'usufruit, moyennant un prix, et que c'est en effet sur le prix exprimé dans ces actes que le n° 4 du titre 14 de la même loi veut que le droit soit perçu; attendu qu'aucun autre n° de l'art. 69, que les deux ci-dessus cités, ne parle de transmission d'usufruit; qu'ainsi l'art. 69, par lequel l'art. 4 a été dit que seraient fixés les quotités du droit à percevoir sur les transmissions d'usufruit, est évidemment inapplicable aux ouvertures de douaire qui s'opèrent dans les départements de la ci-devant Normandie par la séparation civile des époux; d'où il suit que le jugement attaqué n'a point

en 7, le législateur a posé les bases de l'impôt; le premier alinéa de l'art. 4 porte : « Le droit proportionnel est établi pour les obligations, libérations, condamnations, collaborations ou liquidations de sommes et valeurs, et pour toutes transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance. »

En ne considérant que les termes généraux de cette disposition, on est porté à penser que tout acte emportant obligation, libération ou transmission, doit subir un droit proportionnel, soit celui auquel il est expressément tarifé, lorsqu'il est nommé dans le tarif, soit celui du contrat nommé avec lequel il a le plus d'analogie, lorsque la dénomination précise qui lui convient ne s'y trouve pas. Dans ce système, l'omission d'un acte dans la nomenclature du tarif, n'équivaut pas à son affranchissement du droit proportionnel. C'est en même système que la régie n'a souvent soutenu devant la Cour de cassation, et qu'elle s'efforce constamment de faire prévaloir. Ce n'est pas celui de la loi. L'article 4, dont nous venons de rappeler les termes, ajoute immédiatement, que les quotités de droit proportionnel sont réglées par l'art. 69. De là il suit, que tout acte qui n'est pas expressément prévu ou dénommé par l'art. 69, n'a pas d'impôt qui lui soit propre, et ne doit subir, s'il est enregistré, que le droit fixe de 1 franc, saisi nécessaire de la formalité.

L'arrêt que nous rapportons ici est le premier où ce principe ait été formellement reconnu, et l'espèce sur laquelle la Cour s'est à statuer ne permettait pas une décision de fait. Dans cette espèce, il existait incontestablement une transmission d'usufruit; ainsi la circonstance prévue par l'art. 4, comme donnant ouverture à l'impôt, se rencontrait; mais cette sorte de transmission ne rentrait dans aucune de celles qu'a prévues l'art. 69, lequel n'a tarifé que les mutations par décès, les donations entre vifs, et les transmissions à titre onéreux. Dans le système de la régie, la mutation devait nécessairement subir un droit

contrevenu à la loi du 22 frim. an 7, en rejetant la demande dont s'agit;—Rejette, etc.

Du 27 niv. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Riolt.—Concl., le cit. Giraud, subst.—Pl., les cit. Huart-Duparc et Saladin.

ENREGISTREMENT.—RENTES SUR L'ÉTAT.—CESSION.

La cession d'une créance sur l'Etat payable en inscriptions sur le grand-livre, n'est pas une cession de créances mobilière, mais un transfert de rentes sur le grand-livre, affranchi de tout droit proportionnel (1).

(Enregistrement.—C. Hubert.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu, d'après la loi du 30 vent. an 9, que les créances des fournisseurs du gouvernement, dans les années 6, 7 et 8, doivent être acquittées en inscriptions sur le grand-livre de la dette publique; qu'en cette qualité, J. B. et Laurent Calza-Miglia, fils d'Antoine et d'Hyacinthe, ont déposé à la liquidation de la dette publique les titres et pièces constatant leurs créances résultant des fournitures et avances par eux faites aux armées françaises pendant leur séjour dans la Lagurie, dans l'an 8, ainsi qu'il résulte des bulletins de dépôt qui leur ont été délivrés à la liquidation, sous les nos 855 et 856;—Attendu que ledits Calza-Miglia ne pouvant, d'après la loi précitée, se considérer créanciers de l'Etat que d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique, puisque c'est la seule mode de leur paiement, n'ont réellement vendu et transféré, par les actes qui sont l'objet du procès,

proportionnel, sauf à percevoir celui des mutations par décès, ou celui des donations entre vifs, suivant que l'on aurait jugé l'analogie plus grande entre ces transmissions et celle dont il s'agit. Dans celui de la loi, tel que la Cour l'a proclamé, cette transmission se trouve affranchie de tout droit, par cela seul que la quotité du droit à son égard n'est pas expressément fixée; mais il était nécessaire de poser nettement, et en thèse générale, la base de l'application du droit.

Cette même interprétation a été consacrée depuis par de nombreux arrêts, notamment par ceux des 1^{er} mars 1825 et 17 mars 1830; dans ce dernier, la Cour s'exprime plus formellement encore, en disant que la régie de l'enregistrement ne peut exiger le paiement que des droits dont la quotité est expressément fixée par la loi. Dans une foule d'autres, le même principe se formule, on disant que l'impôt ne se perçoit pas par analogie, ou qu'un droit ne peut être établi par induction, ou enfin, qu'on ne peut, en matière d'impôt, conclure d'un cas à un autre.

Ce principe est l'une des bases fondamentales de la perception; on ne peut s'en écarter sans tomber dans l'arbitraire; en la suivant rigoureusement, l'impôt est toujours justement établi. M. M. Champagnière et Rigaud en ont fait la première règle générale d'exigibilité, qu'ils expriment ainsi : « Le droit n'est dû sur une disposition, qu'autant que la quotité en est expressément déterminée par la loi. » (F. Traité des droits d'enregistrement, t. 1^{er}, n° 31 à 109). C'est dans le développement et l'application de cette règle, que l'influence du droit civil sur l'exécution de la loi fiscale se fait le plus sentir.

(1) Il en serait autrement si le prix du transfert consistait en créances ordinaires, qui fussent elles-mêmes passibles du droit de mutation : F. Cass. 7 nov. 1826; 31 déc. 1834 et 29 juv. 1835 (Volume 1825); enfin un dernier arrêt du 20 fév. 1839 (Vo. June 1839).

que des rentes sur le grand-livre de la dette publique, pour, par l'acquéreur, entrer en jouissance du jour qu'elle sera accordée par le gouvernement :—Attendu que ces contrats ne peuvent point être considérés comme des cessions de créances mobilières, assujéties au droit proportionnel d'enregistrement, mais comme contenant des transports d'effets de la dette publique, qui sont exceptés de la perception du droit proportionnel par le § 3, art. 70, de la loi du 28 frim. an 8, dont le tribunal de la Seine a fait une juste application :—Rejette, etc.

Du 27 niv. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Rioul.—Pl., les cit. Huart-Duparc et Saladin.

JUGEMENT INTERLOCUTOIRE.—CHOSE JUGÉE.—EXPLOIT.

Du 27 niv. an 11. (aff. Fanyau).—V. ce jugement à la date du 31 du même mois.

LITISPENDANCE.—APPEL.—EVOCATION.

Du 28 niv. an 11 (aff. Moynat).—V. ce jugement à la date du 29.

BREVET D'INVENTION.—DÉCHÉANCE.

Encore que la porteur d'un brevet d'invention ait laissé pratiquer à d'autres, conjointement avec lui, pendant dix ans, le procédé décrit dans son brevet, il ne peut, par cela seul, être censé avoir encouru la déchéance de son droit exclusif. (L. 7 janv. 1791.) (1)

(Lange—C. Moynat et consorts.)

Lange et Argand, physiciens, avaient obtenu, en 1786, pour treize ans, un privilège concernant l'invention des lampes à double courant d'air, connues sous le nom de *quinqnets*.—Les lettres patentes furent enregistrées au parlement de Paris, le 6 mars 1787.—Des saisies furent faites en vertu de l'arrêt d'enregistrement chez des ferblantiers qui avaient contrefait des lampes. La communauté des ferblantiers forma tierce-opposition à cet arrêt. Mais elle en fut déboutée par un autre, contradictoire, du 7 avr. 1789, qui valida les saisies, ordonna l'exécution des lettres patentes et de l'arrêt d'enregistrement, et fit défense aux ferblantiers, et à tous autres, de vendre et débiter les lampes à double courant d'air.

Il y eut encore quelques saisies faites en 1791 et en 1792.—Mais depuis cette époque, le cit. Lange s'était borné à continuer la fabrique des lampes pour lesquelles il avait patente, sans inquiéter, par de nouvelles poursuites, les ferblantiers qui en fabriquaient de pareilles aux siennes.

Toutefois, le 22 therm. an 8, il fit assigner un cit. Noël, ferblantier, comme contrefacteur, et obtint contre lui, le 22 vend. suivant, un jugement qui déclara que le temps du privilège n'était pas encore expiré, et que le silence gardé par Lange pendant plusieurs années ne le rendait pas non recevable à se prévaloir de sa patente : un porteur de privilège étant maître d'user ou de ne pas user de la rigueur de son droit, et d'en user quand bon lui semblait. Ce jugement fut signifié à plusieurs ferblantiers, au nombre desquels se trouvent les défendeurs à la cassation.—Ceux-ci ont depuis assigné Lange devant le tribunal civil de Paris, en déchéance de son privilège.—La prin-

cipale question que cette demande en déchéance a présentée à décider, fut de savoir si la jouissance paisible pendant dix années de la part des ferblantiers, opérait une prescription contre les privilégiés.

Le 3 messid. an 9, le tribunal de première instance l'a décidée négativement.

Au contraire, le 25 frim. an 10, le tribunal d'appel de Paris a jugé que depuis la cessation du régime révolutionnaire, Lange ayant souffert pendant plusieurs années, sans réclamation, la fabrication de lampes pareilles aux siennes, il était censé avoir renoncé à l'exercice de son privilège exclusif.

Pourvoi en cassation, fondé sur ce que le tribunal d'appel de Paris avait excédé son pouvoir en prononçant une espèce de déchéance, ou renonciation présumée, pour une cause qui n'est pas comprise dans les cas de déchéance prévus par l'art. 16 de la loi du 7 janv. 1791.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ;—Vu l'art. 16 de la loi du 7 janv. 1791, portant : « Le propriétaire de la patente obtenue pour une découverte, n'en sera déchu que dans les cas déterminés par ledit article, et qui sont :—1° Le recel des moyens d'exécution ;—2° L'emploi de moyens non détaillés dans la description, ou dont l'inventeur n'aurait pas donné sa déclaration ;—3° L'obtention d'une patente pour des découvertes déjà consignées et décrites dans des ouvrages imprimés et publiés ;—4° Le défaut de mise en activité de la découverte pendant deux ans, à compter de la date de la patente, sans raison valable ;—5° L'obtention d'une patente en pays étranger à raison de la même découverte pour laquelle on a obtenu une patente en France ;—Enfin, la non exécution de la part de l'acquéreur des obligations auxquelles se sera soumis l'inventeur ; »—Attendu que la loi du 7 janv. 1791 énonce les cas dans lesquels celui qui a obtenu un privilège peut en être déclaré déchu ;—Que cette loi ne place point au nombre des cas de déchéance celui auquel l'inventeur privilégié aurait souffert pendant plusieurs années que d'autres personnes se servissent de son procédé ;—Que l'espèce dont cette loi parle, la plus rapprochée de l'hypothèse actuelle, est celle portée au n° 4 de l'article ci-dessus cité, qui oblige l'inventeur, à peine d'être déchu, de mettre sa découverte en activité dans les deux ans, à partir de la date de sa patente ; mais que dans la cause présente, il n'a pas été prétendu que Lange ait laissé passer deux ans sans user des procédés de son invention ; qu'il paraît, au contraire, qu'il n'a cessé de fabriquer des lampes, en exécution de sa patente ; d'où il suit que le tribunal d'appel de Paris a excédé ses pouvoirs, en créant un cas de déchéance qui n'est pas dans la loi, et fait une fautive application de l'un de ceux qu'elle autorisait ; que, par suite, il y a violation de la chose jugée par l'arrêt du 7 avr. 1789 ;—Casse, etc.

Du 28 niv. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malesville.—Rapp., le cit. Rousseau.—Pl., les cit. Camus et Berrier.

CASSATION.—LOI.—PUBLICATION.

Du 28 niv. an 11 (aff. Boeckmann).—V. ce jugement à la date du 2 therm. an 9.

à exécution dans les deux ans de l'obtention du brevet ; mais qu'elle ne résulte pas de sa tolérance plus ou moins longue à l'égard des contrefacteurs. P. Cass. 27 déc. 1837 (Volume 1838).

(1) V. dans le même sens, Renouard, *Traité des brevets d'invention*, p. 281, et Favard, *Repert.*, v° *Brevet d'invention*, n° 5.—C'est un point aujourd'hui constant, que la déchéance du brevet n'est encourue qu'à défaut par lui de mettre son procédé

LITISPENDANCE.—APPEL.—ÉVOCATION.

En tribunal saisi de l'appel d'un jugement portant renvoi pour cause de litispendance, ne peut lui-même prononcer sur le fond.

Ce serait là violer les règles des deux degrés de juridiction. (L. 1^{re} mai 1790; 16-21 août 1790, tit. 2, art. 17; 3 brum. an 2, art. 7.)

(Moynat—C. Lange.)

Moynat et autres forblantiers à Paris avaient assigné Lange à la troisième section du tribunal civil de l'arrondissement de Paris, en déchéance du privilège qu'il avait obtenu pour la fabrication des lampes à courant d'air, connues sous le nom de *quinquets*.—Moynat continua pendant cette instance de fabriquer et de vendre de pareilles lampes.

Lange réclama l'exécution de son privilège, auquel la prétention de Moynat et consorts ne pouvait porter atteinte.—Il traduisit Moynat devant le tribunal de paix de la division des Gardes-Françaises, pour le faire condamner en des dommages-intérêts, et pour obtenir permission de faire saisir et confisquer les lampes mises en vente.

Moynat comparut et prétendit qu'il y avait identité entre cette action et celle en déchéance du privilège, dirigée contre Lange, et portée au tribunal de l'arrondissement de Paris; il proposa le renvoi de l'affaire à ce tribunal, attendu la litispendance.

Le 12 niv. an 9, le tribunal ordonna le renvoi demandé, par le motif que la même contestation ne pouvait être portée en deux tribunaux différens.

Lange a appelé, tant pour déni de justice qu'autrement.

Le 5 messid. de la même année, le tribunal d'arrondissement de Paris a infirmé et décidé que la demande en déchéance du privilège ne pouvait empêcher le tribunal de paix de connaître d'une demande en maintenance de ce privilège; il s'est cru par suite autorisé à prononcer sur le fond de la contestation dont le tribunal de paix n'avait pu s'occuper, au moyen du déclinaire pour cause de litispendance qu'il avait admis.

Pourvoi en cassation, fondé sur un excès de pouvoir, et une contravention à la règle des deux degrés de juridiction.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu la loi du 1^{er} mai 1790, qui veut qu'il y ait deux degrés de juridiction;—L'art. 17 du tit. 2 de la loi du 21 août 1790, qui veut que les justiciables ne puissent être distraits de leurs juges naturels, par autres attributions ou évocations que celles déterminées par la loi;—Et l'art. 3 du tit. 6 de l'ordonn. de 1667, qui range sur la même ligne les renvois, incompétences et les déclinaires qui seraient requis et proposés sous prétexte de litispendance, connexité ou autrement, sur lesquels il veut qu'il soit statué, sans pouvoir les réserver ou joindre au principal;—Attendu que, dans la cause, il s'agissait d'un déclinaire, pour raison de litispendance; que la compétence du juge de paix était par conséquent contestée; que ce juge ne pouvait pas en même temps prononcer sur le fond, au lieu que dans le cas de nullité d'exploit et autres exceptions péremptoires, la compétence est reconnue, l'ordonnance oblige de les comprendre

dans les défenses, et le juge peut, par le même jugement, faire droit d'abord sur les exceptions, et ensuite sur le fond;—D'où il suit que le tribunal d'arrondissement de Paris, en retenant le fond et y prononçant, tandis que le juge de paix n'avait pu y statuer sous l'état de la cause, a privé ainsi les deux parties de deux degrés de juridiction, et violé les lois citées;—Casse, etc.

Du 29 niv. an 11.—Sect. civ.—Prés. le cit. Malleville.—Rapp. le cit. Rousseau.—Concl. le cit. Gérard, subst.—Pl., les cit. Saladin et Camus

OUTRAGE À LA PUDEUR.—INJURES VERB

Les simples injures verbales, quelque grossières qu'elles soient, ne sauraient constituer la délit d'outrage public à la pudeur; ce délit ne peut résulter que d'actions ou de gestes attentatoires à la pudeur. (L. 19-22 juill. 1791, tit. 2, art. 8.) (1)

(Lebas—C. Cloteau.)

Lebas avait été traduit en police correctionnelle, sur la plainte de la femme Cloteau qui l'accusait d'injures et de violences graves. Le tribunal criminel, saisi de l'appel, reconnut que les faits se réduisaient à des propos indécents et des injures verbales. Toutefois il appliqua l'art. 8 du tit. 2, de la loi du 19-22 juill. 1791, qui punit les outrages faits publiquement à la pudeur des femmes.—Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 8, tit. 2 de la loi du 19 juill. 1791, sur les délits qui sont de la compétence des tribunaux correctionnels;—Et attendu que cet article ne peut s'entendre de simples injures, quelque outrageantes, quelque grossières qu'elles soient, mais d'actions ou gestes attentatoires à la pudeur des femmes; que si la plainte de Cloteau et sa femme, pour les faits de violence qu'elle présentait, a pu saisir valablement le tribunal de police correctionnelle, et si l'appel émis par les parties, du jugement de ce tribunal, a de même légalement saisi le tribunal criminel, il demeure néanmoins certain que les faits qui sont sortis de l'instruction et qui ont été déclarés constants par les deux tribunaux ne donnaient point lieu à l'application de l'art. 8, tit. 2 de la loi de 1791, ni d'aucun autre article de cette loi; que, dès lors, le tribunal criminel devait se déclarer incompétent pour statuer sur les faits du procès, tels qu'il les avait reconnus; et que, dans cet état de choses, il devait, en annulant le jugement dont était appel, renvoyer les parties à se pourvoir conformément à la loi;—Casse, etc.

Du 30 niv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Lachèze.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.—Pl., les cit. Guichard et Pointel.

REQUÊTE CIVILE.—MISEUR.

Des 2 et 3 pluv. an 11 (aff. *Berulle*).—V. ce jugement à la date des 2 et 3 pluv. an 12.

JUGEMENT PRÉPARATOIRE.—EXPERTISE.**—APPEL.**

La jugement qui ordonne une seconde expertise, sans annuler la première, est un simple jugement préparatoire ou d'instruction, non sujet à l'appel (2).

(1) Cette décision a souvent été invoquée sous le Code pénal actuel, dont elle exprime fidèlement l'esprit: « C'est uniquement, dit Carnot, de l'outrage par action que parle l'art. 330. Si l'on ne pouvait la faire résulter que de discours, ce serait une offense à la morale publique, qui rentrerait dans les dispositions de l'art. 8 de la loi du 17 mai 1819. » (Comm. du Code pén. sur l'art. 330, n° 5.)

(2) La solution serait la même aujourd'hui. En effet, l'art. 452 du Code de proc. définit les jugements préparatoires: « ceux rendus pour l'instruction de la cause, et qui tendent à mettre le procès en état de recevoir jugement définitif; » et jugements interlocutoires: « ceux rendus lorsque le tribunal ordonne, avant dire droit, une preuve, une vérification, ou une instruction qui préjuge le fond. » — Or, il est

(Dubois.—C. Teyssède.)

Il s'agissait, au fond, d'une demande en rescision d'un contrat de vente d'immeubles pour lésion d'outre-moitié du juste prix. — Un premier jugement avait ordonné une estimation; elle avait été faite à l'avantage de Teyssède. — Dubois fit la critique du rapport des experts, et demanda une nouvelle estimation.

Un jugement du tribunal de l'arrondissement de Murat, du 21 therm. an 8, ordonna, avant faire droit au principal, tous moyens de fait et de droit réservés aux parties, une nouvelle estimation.

Teyssède appela de ce jugement. — Dubois lui opposa une fin de non-recevoir résultant de la disposition de l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2, qui défend d'appeler d'aucun jugement préparatoire pendant le cours de l'instruction. — Teyssède soutint que le jugement dont il avait appelé n'était point un simple jugement préparatoire, mais qu'il était définitif, en ce qu'il lui enlevait pour jamais le bénéfice qui lui était acquis de la faveur du premier rapport. — Le tribunal d'appel de Riom, par jugement du 1^{er} niv. an 10, sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée contre l'appel, infirma le jugement attaqué, et débouta Dubois de sa demande en amendement de rapport, avec dépens.

Pourvoi en cassation par Dubois, pour violation de l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2; — Considérant que le jugement du 21 therm. an 8 n'est qu'un jugement préparatoire et d'instruction, puisque c'est avant faire droit au principal, et tous moyens de fait et de droit réservés aux parties, qu'il ordonne une nouvelle estimation; qu'en ordonnant cette nouvelle estimation, le tribunal d'arrondissement de Murat n'a statué définitivement ni sur le fond de la contestation, ni même sur le sort du premier rapport auquel il s'est réservé d'avoir tel égard qu'il de raison; que la partie n'avait aucun bénéfice acquis définitivement de la faveur de ce rapport, puisque les juges ne sont point assujétis par la loi à s'y conformer absolument, et que la loi leur laisse la faculté d'y avoir tel égard qu'il de raison; qu'enfin l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2 n'avait point été abrogé par les lois postérieures, et que l'exécution en doit être rigoureusement maintenue dans les cas où il n'y a pas été expressément dérogé; — Casse, etc.

Du 4 pluv. an 11. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Lasaudade. — Conf., le cit. Jourde, subst. — Pl., le cit. Chabroud.

évident que le jugeur qui ordonne une expertise, une estimation, bien qu'il en existât déjà une précédente, ne préjuge en rien le fond, puisque les juges auront toujours à se décider sur l'ensemble de ces actes. Mais il en serait autrement si la première expertise avait été annulée pour en recommencer une autre: alors, nous pensons que le jugement serait interlocutoire, parce qu'il ferait définitivement disparaître un élément de décision qui était acquis à la cause.

(1) Les fermiers troublés dans leur jouissance ont, à raison de ce fait, non pas une action possessoire, qui n'appartient qu'à celui qui possède *animo domini*, mais une action en indemnité, qui est également de la compétence des juges de paix. Cependant, il faut observer que cette action ne rentre dans la compétence de ce magistrat, aux termes de l'art. 10, tit. 3 de la loi du 24 août 1790, de l'art. 3 du Code de proc. civ., et de l'art. 4, n° 1, de la loi nouvelle

ACTION POSSESSOIRE. — JUGE DE PAIX. — FERMIER. — COMPÉTENCE.

Lorsque le nouvel acquéreur conteste, en vertu de son titre, le droit de jouissance du fermier qu'il trouve en possession du bien vendu, le juge de paix ne peut maintenir ce fermier en possession, en donnant la préférence au bail sur l'acte de vente. (L. 24 août 1790, tit. 3, art. 10.) (1)

(Labastard.—C. Labastard Langlois.)

Par acte du 5 pluv. an 9, la veuve Labastard avait cédé à Marie une pièce de terre en paiement de ses droits légitimes. L'acte portait que la ressession était faite des maintenant.

Marie ayant changé la barrière d'entrée de cette pièce de terre, Langlois, qui la tenait de la veuve à titre de bail avec d'autres fonds, avait assigné celle-ci devant le juge de paix, pour se voir condamner à faire cesser le trouble et à lui payer une indemnité. La veuve ayant appelé Marie en garantie, celle-ci opposait la clause de son acte qui l'autorisait à jouir des maintenant.

— Sur quoi le juge de paix, vu que le Code rural, à défaut de clause sur le droit du nouvel acquéreur, n'autorise la résiliation du bail que de gré à gré, avait maintenu Langlois en jouissance.

Pourvoi en cassation pour excès de pouvoir et contravention à l'art. 10, tit. 3 de la loi du 24 août 1790, portant: « Le juge de paix connaîtra, sans appel, jusqu'à la valeur de 50 fr., et à la charge d'appel, à quelque valeur que la demande puisse monter, 1°..... 2°..... 3°..... 4°..... des indemnités prétendues par le fermier ou locataire pour non-jouissance, lorsque le droit d'indemnité ne sera pas contesté. »

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que dans l'espèce il y avait contestation non-seulement du droit d'indemnité, mais même du droit de jouissance du fermier, et que le jugement attaqué prononce sur le fond de ce droit et maintient le fermier en possession, en donnant la préférence à son bail sur l'acte du 5 pluv. an 9, ce qui présente un excès de pouvoir et une violation manifeste de l'article de la loi ci-dessus transcrit; — Casse, etc.

Du 5 pluv. an 11. — Sect. civ. — Rapp., le cit. Riols. — Conf., le cit. Jourde, subst.

ENREGISTREMENT. — BILLET A ORDRE. — ENDOSSEMENT.

La transmission, par voie d'endossement, d'une obligation notariée stipulée payable à ordre, est un transport de créance passible du droit d'un pour cent. (L. 22 frim. an 7, art. 69, § 3, n° 3.) (2)

du 25 mai 1838, qu'autant que le droit d'indemnité n'est pas contesté. Mais quand il y a contestation sur ce point, comme dans le cas où le trouble n'est autre chose que l'exercice d'un droit que le nouveau propriétaire prétend puiser dans son contrat d'acquisition (celui, par exemple, de jouir des biens vendus dès le moment de son contrat, au préjudice du fermier), cette prétention de l'acquéreur constitue une question préalable à juger, et celle-là est de la compétence du tribunal civil.

(2) La Cour de cassation a également jugé, par trois arrêts des 10 fr. 1831 (Volume 1831), 28 janvier et 15 juin 1835 (Volume 1835), que les obligations notariées, quoique stipulées à ordre, ne sont, relativement aux délais de l'enregistrement, ni des billets à ordre, ni des lettres de change, qui puissent n'être soumis à la formalité qu'avec le profit. *V. au surplus*, Merlin, *Quest. de droit*, v° *Enregistrement*, § 10.

(L'enregistrement.—C. Leroux-Guissière.)

Un jugement du tribunal civil d'Angers avait décidé que l'endossement d'une obligation pour créance à terme devant notaires, par laquelle il était convenu que le créancier pourrait en passer l'ordre, n'était point sujet au droit d'enregistrement d'un pour cent établi pour le transport de cette espèce de créance. — Le principal motif de cette décision était que cette obligation ayant été stipulée payable à ordre et entre négocians, on devait la ranger dans la classe des billets à ordre que l'art. 70, n° 15, § 3 de la loi du 22 frim. an 7 excepte nommément de la nécessité du droit d'enregistrement.

La régie soutenait, au contraire, à l'appui de sa demande en cassation, qu'un pareil endossement était un véritable transport de cette obligation, qui devait être assujéti au paiement du droit d'un pour cent établi par l'art. 69, § 3, n° 3 de la même loi, dont le jugement attaqué avait par conséquent violé la disposition.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu la disposition de l'art. 69, n° 3, § 3 de la loi du 22 frim. an 7, etc. ; — Attendu, 1° qu'une obligation passée devant notaires ne peut être assimilée, sous aucun rapport, à un billet à ordre, qui, par sa qualité d'écriture privée, ne peut produire en faveur du créancier, aucun droit d'hypothèque ni d'exécution ; — Attendu, 2° que la faculté stipulée au profit du créancier, de pouvoir transmettre l'effet d'une pareille obligation par le simple endossement, ne peut la dénaturer au point de la faire sortir de la classe des obligations civiles ordinaires, et n'a évidemment pour objet que d'en rendre le transport plus facile, sans qu'elle cesse de jouir des avantages accordés par la loi aux actes passés devant notaires ; — D'où il suit que l'endossement d'une pareille obligation est un véritable transport, cession et délégation de la créance pour laquelle elle a été contractée ; que, dans l'espèce de la cause, le jugement attaqué ayant décidé qu'il n'était point dû de droits d'enregistrement pour l'endossement souscrit au profit du défendeur, a évidemment fait une fautive application du n° 15, § 3 de l'art. 70 de la loi du 22 frim. an 7, et par suite, violé directement la disposition de l'art. 69 de la même loi, ci-dessus citée ; — Casse, etc.

Du 5 pluv. an 11. — Sect. civ. — *Rapp.* le cit. Pajon. — *Concl.* le cit. Jourde, subst.

ARBITRAGE.—ÉTAT-CIVIL.—MARIAGE.

Des arbitres ne peuvent connaître des questions d'état-civil, notamment de la validité d'un mariage (1).

(Intérêt de la loi. — Aff. Audibert.)

Le 30 vent. an 7, Barthélemy Audibert, mineur, et Marie Bonnemaison, majeure, se sont mariés devant l'administration municipale du canton de Saint-Gaudens. — Les publications prescrites avaient été faites, mais l'acte de mariage ne constatait pas que les parens du mineur eussent consenti à cette union.

(1) Aujourd'hui que l'art. 1004 du Code de proc. défend expressément de compromettre sur les questions d'état, cette question ne pourrait faire aucun doute. *V.* MM. Vatimesnil, *Encyclop. du droit*, v° Arbitrage, n° 133, et Mongalvy, *Traité de l'arbitrage*, t. 1^{er}, n° 297. — Carré, *Lois de la proc.*, n° 3907, émet l'opinion que des arbitres pourraient, accessoirement à une contestation principale et quant à l'objet de cette contestation, être investis du droit de jurer une question d'état, qui resterait entière pour toute autre contestation. Mais cette

Des contestations s'élevèrent entre les époux sur sa validité ; elles furent soumises à des arbitres qui en prononcèrent la nullité par sentence du 14 vend. an 11. — La sentence soumise à homologation fut revêtue de l'ordonnance d'exequatur du tribunal civil de cet arrondissement.

Cette décision, qui renfermait visiblement un excès de pouvoir, fut dénoncée à la cour suprême par le commissaire du gouvernement.

« Si l'on eût été question, disait-il, que de l'intérêt privé des parties, il leur était permis sans doute de compromettre sur leurs différends, et d'en déléguer la décision à des arbitres, l'art. 2 du tit. 1 de la loi du 24 août 1790 leur en donnait la faculté ; mais un mariage lotéressé non-seulement les parties elles-mêmes, mais encore l'ordre public ; la société doit veiller à son maintien, lorsqu'il a été contracté selon les lois, et il doit en provoquer l'annulation dans le cas contraire. — En un mot, l'intervention de l'autorité publique étant nécessaire lorsqu'il s'agit de former un mariage, elle doit l'être également lorsqu'il s'agit d'en prononcer la nullité : *Nihil tam naturale est quàm eo genere dissolvere quo colligatum est*, dit la loi 35, ff. de reg. jur. »

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8, et l'art. 2 du tit. 1^{er} de la loi du 24 août 1790 ; — Attendu que ce dernier article trace clairement le cercle hors duquel aucun pouvoir ne peut être conféré à des arbitres ; — Que les pouvoirs dont ils peuvent être investis, ne peuvent être exercés que sur les intérêts privés des parties qui se sont soumises à leur décision ; — Mais que les arbitres n'ont jamais pu et ne peuvent jamais connaître des matières qui tiennent à l'ordre public, et dans lesquelles l'intervention de la puissance publique est essentiellement requise ; — Attendu que la question de la validité ou de la nullité d'un mariage est toute du domaine et du ressort de cette puissance publique, que la société y est intéressée, qu'il ne s'y agit pas seulement des intérêts privés des époux, mais de l'intérêt des lois, de l'intérêt des mœurs, du plus grand intérêt public ; — Qu'ainsi, dans l'espèce, le prétendu jugement arbitral qui annule l'acte civil passé entre les parties y dénommées, est subversif de tout principe, de tout ordre, incompétent, attentatoire, et que, l'ordonnance d'exequatur, mise au bas, renferme l'excès de pouvoir le plus caractérisé ; faisant droit au réquisitoire du commissaire du gouvernement ; — Casse et annule, etc.

Du 6 pluv. an 11. — Sect. civ. — *Prés.* le cit. Vermeil. — *Rapp.* le cit. Muraire. — *Concl.* le cit. Merlin, comm.

FAUX INCIDENT.—ACTION CRIMINELLE.—

DÉPÔT.—DÉBAT.

En matière de faux incident, la voie criminelle ne peut être prise que lorsque le demandeur soutient que son adversaire est l'auteur du faux (2). — L'ordonnance de 1737 sur le faux, n'a point été abrogée par le Code des

doctrines est combattue par M. Vatimesnil, n° 135, et a été rejetée par un arrêt de Bastia du 22 mars 1831 (Volume 1832).

(2) On conçoit à peine qu'un doute ait pu être élevé sur ce point, en présence de l'art. 535 du Code des délits et des peines, qui porte que « si la partie déclare qu'elle entend se servir de la pièce, l'instruction sur le faux est suivie *uniquement* devant le tribunal saisi de l'affaire principale ; » et de l'art. 536, qui ne permet de prendre la voie criminelle que dans le cas où le demandeur soutient que celui qui

délits et des peines. (Ord. 1737; C. 3 brum. an 4, art. 535 et suiv.)

Lorsque le défendeur au faux incident a déclaré qu'il entendait se servir de la pièce arguée de faux, il doit, sous peine de voir rejeter cette pièce du procès, déposer au greffe, dans les vingt-quatre heures, l'expédition dont il est nanti, encore bien que ce soit contre la minute seulement que l'inscription de faux ait été dirigée. (Ord. 1737, tit. 2, art. 14 et suiv.) (1)

(Veuve Pila—C. Blanc.)

Il s'agissait, au fond, des biens provenant de la succession de Lemenne.—Blanc prétendait les avoir achetés de bonne foi, des héritiers naturels, avant la loi du 5 flor. an 3, et sous l'empire de la disposition rétroactive de la loi du 17 niv. an 2.—La dame veuve Pila les revendiquait, comme héritière testamentaire de feu Lemenne, et comme lésée par la prétendue vente frauduleusement consentie en faveur de Blanc.

En première instance, la dame veuve Pila était parvenue à faire déclarer la vente frauduleuse et nulle.—En cause d'appel, Blanc querrela, à son tour, le testament mystique et l'acte de suscription, sur quoi reposait la qualité de la dame Pila.—Dans cette procédure de faux incident, Blanc suivit les formes prescrites par l'ordonn. de 1737.

21 pluv. an 9, requête de Blanc, aus fins qu'il lui soit permis de s'inscrire en faux contre le testament du 6 mars 1789, et l'acte de suscription du 1^{er} avril suivant: en conséquence, qu'il soit ordonné à la veuve Pila de déclarer, dans le délai de la loi, si elle entend se servir du testament et de l'acte de suscription, sinon qu'il sera rejeté du procès.—25 pluv., ordonn. conforme, signifiée le même jour.—27 pluv., réponse de la dame Pila, qu'elle entend se servir de ces pièces.—Mais la dame Pila n'a pas soin de déposer au greffe, dans les vingt-quatre heures, ni la minute, ni l'expédition du testament et de l'acte de suscription.

Blanc arguments de cette omission, pour en inférer que le testament et l'acte de suscription devaient être rejetés du procès: il prétendit que la dame Pila était sans qualité pour lui contester la propriété des biens dont s'agit.—Son moyen était fondé sur le titre 2 de l'ordonnance de 1737, dont l'art. 14 porte que la pièce arguée de faux sera déposée dans vingt-quatre heures, à peine d'être rejetée; et dont l'article 15 porte que si la partie qui produit la pièce arguée de faux n'a qu'une expédition, elle produira d'abord l'expédition dont elle est nanti, etc.

La veuve Pila soutenait que l'obligation de produire d'abord l'expédition n'avait lieu que lorsque l'inscription de faux était dirigée contre l'expédition même: que dans l'espèce, elle avait été dirigée contre la minute, qu'en conséquence il était inutile de produire l'expédition; qu'il fallait faire apporter la minute; et que c'était au tribu-

nal à l'ordonner d'office, ou sur la requête du demandeur.

18 flor. an 10, jugement du tribunal d'appel séant à Lyon, qui, adoptant les moyens de Blanc, rejette du procès le testament, et par suite la dame Pila est déclarée sans qualité, etc.

Pourvoi en cassation contre ce jugement, par la veuve Pila; elle a présenté trois moyens.—Le premier moyen était puisé dans la maxime: *de falso non potest agitari criminaliter*, et encore dans l'ordonnance de 1737, et singulièrement dans les art. 535, 536, 537, 538 et 539 du Code des délits et des peines.—La veuve Pila soutenait qu'à l'égard de la minute d'un testament, il ne pouvait y avoir inscription de faux, sans que l'inscription fût dirigée contre le notaire, par voie criminelle.

Le moyen était pris d'une prétendue abrogation de l'ordonn. de 1737, à l'égard du faux incident, attendu que l'ordonn. de 1667 et le Code des délits et des peines étaient alors les seules règles en vigueur sur la procédure civile et criminelle.

Enfin le troisième moyen représentait le système prosaïque par le jugement d'appel, et qui semblait s'appuyer sur l'art. 16 du tit. 2 de l'ordonn. de 1737, dans lequel article la dame Pila trouvait que si l'inscription de faux était dirigée contre la minute d'un acte, la partie qui prétendait se servir de l'expédition pouvait se dispenser de déposer l'expédition et la minute.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que, si, d'après les lois de 1737 et de brum. an 4, la voie de l'inscription de faux incident peut être prise au cours d'une procédure civile, toutes les fois que, lorsqu'il aura été signifié, communiqué ou produit une pièce privée ou publique contre laquelle l'une des parties aura déclaré vouloir s'inscrire en faux, elle aura sommé son adversaire de déclarer s'il entend se servir de ladite pièce, et que celui-ci aura répondu affirmativement; dans ce cas, et d'après la loi de brumaire, la voie criminelle ne peut être prise que lorsque celle des parties qui argue l'acte de faux, soutient que l'adversaire est l'auteur du faux; or, dans l'espèce, le faux n'a point été articulé.—Qu'aucune loi n'a abrogé l'ordonn. de 1737 quant à la poursuite du faux incident; que cette loi est même la seule qui existe en ce moment sur le mode de procéder en cette matière;

Attendu que les juges du tribunal d'appel de Lyon se sont également conformés à cette ordonnance, en rejetant du procès le testament dont il était question, faute par la demanderesse d'avoir déposé dans le délai fixé, l'expédition de ce testament qui avait été signifié au cours de l'instance, et qu'il résulte évidemment des art. 11, 15 et 16, tit. 2 de ladite loi, que lorsqu'il s'agit d'un acte public, l'expédition doit d'abord être déposée dans le délai déterminé, sauf ensuite l'apport de la minute, s'il est néces-

s produit la pièce est l'auteur du faux. *P.* au surplus, décision conforme, Cass. 15 germ. an 8, et nos observations.—Sous le Code de proc. civ. (art. 214 et suiv.), celui contre lequel une pièce est produite dans une instance civile, peut prendre indifféremment la voie criminelle ou la voie civile, sans s'occuper de savoir qui est l'auteur du faux. *P.* Pigeu, *Proc. civ.*, liv. 2, part. 2, tit. 3, ch. 1^{re}, § 5, n^o 6, et Carré, *Lois de la proc.*, t. 1^{er}, p. 546.—Toutefois, M. Berriat-Saint-Prix, t. 1^{er}, p. 274, note 6, pense que lorsqu'on impute directement le faux à un particulier, on est obligé de prendre la voie criminelle.

(1) *P.* Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Inscription de faux*, § 2.—L'art. 219, C. proc. civ., accorde trois jours, au lieu de vingt-quatre heures, pour faire le dépôt au greffe, et l'art. 220 dispose que « faute par le défendeur d'avoir opéré le dépôt dans ce délai, le demandeur aura la faculté de se pourvoir à l'audience, pour faire statuer sur le rejet de la pièce, ou pour se faire autoriser à la faire remettre lui-même au greffe. » Mais s'il n'a pas encore formé sa demande en rejet, le défendeur pourra-t-il faire le dépôt même après l'expiration du délai? *P.* pour l'affirmative, Paris, 4 août 1809; Cass., 2 février 1826.—Jugé au contraire que le délai fixé par l'art. 219 est fatal; Besançon, 18 juill. 1811.

saire, conformément à l'article 16, etc.;—Rojette, etc.

Du 6 pluv. an 11.—Sect. req.—Prés., le cit. Murais.—Rapp., le cit. Chastes.—Concl., le cit. Pons, subst.—Pl., le cit. Dejoly.

DONATION DÉGUISÉE.—VENTE.—NULLITÉ. *Une donation déguisée sous la forme d'un con*

(1) Cette question, généralement résolue aujourd'hui en sens, a été l'objet d'une vive controverse. Elle s'était d'abord présentée devant la section civile du tribunal de cassation, le 22 vend. an 10, dans une affaire *Civadier*, et elle y avait été résolue implicitement comme ci-dessus, au rapport de M. d'Ontrepoint. Le tribunal cassa un jugement qui avait annulé un acte de vente, d'abord, sous prétexte que cette vente n'avait pas de prix déterminé, ensuite qu'elle contenait une donation déguisée.

La question se reproduisit encore le 13 vendém. an 11, devant la section des requêtes, dans une affaire *Ganillier*, mais elle n'y fut point directement résolue. (P. le jugement à sa date, et la note.)

Enfin, la question s'étant de nouveau présentée devant la section civile, dans l'affaire que nous recueillons ici, et bien qu'il n'y eût pas eu de défense contradictoire, un dissentiment profond se manifesta dans le délibéré: un jugement de partage fut rendu, et ce n'est qu'à la majorité d'une seule voix, que l'opinion favorable à la validité, l'emporta.

Plus tard, le dissentiment s'établit entre la section des requêtes et la section civile: tandis que celle-ci se prononçait pour la validité des donations déguisées sous forme de vente, l'autre les déclarait radicalement nulles, soit comme vente, en ce qu'elles étaient faites sans prix, soit comme donation, en ce qu'elles n'étaient point faites dans les formes voulues pour ces sortes de libéralités.—P. dans ce sens et à leur date, les jugemens de la section des requêtes, des 8 frim. an 13 et 24 nov. 1808.—Mais voyez en sens contraire, c'est-à-dire pour la validité des donations déguisées sous la forme de divers contrats à titre onéreux, les jugemens ou arrêts de la section civile, des 7 frim. an 13, 15 brum. an 13, 31 oct. 1809, 22 août 1810, 19 nov. 1810, 24 août 1811, 20 oct. 1812, 31 mai 1813; 5 janv., 6 juin et 26 juill. 1814, 31 juill. 1816, 4 nov. 1816, 13 août 1817, 6 mai 1818, 25 août 1823, 20 nov. 1826, 23 avril 1827, 2 juin 1835 (Volume 1835), 25 février 1836 (Volume 1836), etc.... *Adde*, nombre de jugemens ou arrêts d'appel dont l'indication se trouve rattachée à quelques-uns des jugemens ci-dessus.

Nous ne saurions dire précisément à quel moment a cessé le dissentiment qui s'était élevé dans le sein du tribunal de cassation, et qui se révélait surtout par les deux jugemens des 7 et 8 frim. an 13, rendus presque en même temps en sens contraire par les deux sections du tribunal. Toujours est-il que, depuis le jugement de la section des requêtes du 24 nov. 1808, qui se prononçait encore pour la nullité, nous ne voyons plus aucune décision de la Cour régulatrice qui ne soit dans le sens de la validité des donations déguisées, sous quelque forme qu'elles se présentent, pourvu toutefois qu'il n'apparaisse d'aucune fraude réelle, que la donation soit d'un objet disponible, et entre personnes capables de donner et de recevoir.

La plupart des auteurs se sont rangés à cette jurisprudence, notamment M. Chabot (de l'Allier), dans ses *Quest. transit.*, ainsi qu'on le verra dans la note jointe au jugement, un peu douteux, du 15 brum. an 14; M. Merlin, *Repert.*, v° *Donation*, sect. 2, § 6, et v° *Simulation*, § 3; *Quest. de dr.*, v° *Donation*, § 5; M. Grenier, *Traité des dona-*

trat onéreux, et notamment d'une vente, est valable.... si toutefois elle ne porte que sur un objet disponible, et que les parties soient respectivement capables de donner et de recevoir. (L. 36 et 38, ff. de contrah. empt.; 46, ff. locat. cond.; 3 et 9, Cod. de contrah. empt.; Ord. 1731, art. 1, 2, 4 et 39; L. 18 pluv. an 5, art. 7.) (1)

tions, t. 1^{er}, n° 180; M. Toullier, t. 5, n° 85, se sont également rangés à cette doctrine.

La survenance du Code civil semble avoir donné à cette jurisprudence un nouveau degré de fixité. On n'a pas manqué de faire remarquer que les auteurs de ce Code, bien en présence de la difficulté, ont paru admettre, en principe général, la validité des donations déguisées, puisque, dans l'art. 911 du Code, la nullité de ces donations n'est prononcée que dans le cas où elles couvriraient quelque disposition prohibée. Tel est le sentiment de M. Grenier, tom. 1^{er}, p. 392.

Néanmoins, d'autres auteurs, résistants à l'entraînement général, à l'autorité presque irréfutable d'une jurisprudence aussi imposante que celle que nous venons d'indiquer, n'en ont pas moins persisté à soutenir la nullité des contrats dont il s'agit.—De ce nombre est d'abord M. Delvincourt, dont l'opinion, appuyée sur des raisons du plus grand poids, se trouve rappelée ci-après, en note d'un arrêt du 31 mai 1813. M. Dalloz, dans sa *Collect. alphabétique*, v° *Dispositif, entre-vifs et testam.*, ch. 4, sect. 2, art. 3, semble aussi s'élever contre la jurisprudence de la Cour de cassation. Au dernier lieu, M. Duranton, dans son *Cours de droit français*, tom. 7, n° 325, et tom. 8, n. 400 et suiv., tout en reconnaissant l'autorité d'une jurisprudence si bien établie, ne laisse pas pourtant d'élever les doutes les plus graves contre le système qui a fini par prévaloir. A N'y a-t-il pas, dit-il en terminant (n° 401), quelque chose qui répugne à la raison, dans un système qui maintient comme valable un acte qui n'est au fond qu'une donation, quoique les formes des donations aient été toutes méconnées; tandis que si l'acte avait été qualifié donation, l'insubordination de l'une de ces formalités seulement en aurait entraîné la nullité?

Nous avouerons que nous conservons nous-mêmes des doutes en présence des incurvements qui peuvent résulter de la simulation, pour ne pas dire de l'espèce de fraude, employée dans de telles libéralités, simulation qui tend évidemment à masquer le véritable caractère des donations, dans tous les cas où, tel que celui de survenance d'enfants (P. Montpellier, 12 juin 1831, Volume 1835), la donation serait insusceptible de révocation ou frappée de nullité par quelque autre cause; simulation qui tend, enfin, à rendre illusaires toutes les précautions, toutes les sûretés qu'a prises le législateur en imposant, sous conditions essentielles des donations, d'être faites par acte authentique.

Quoi qu'il en soit, une fois admis en principe que les donations, déguisées sous la forme d'un contrat onéreux, sont tout aussi valables que si elles avaient été faites purement, et en forme authentique, plusieurs autres questions subsidiaires se sont élevées, et il a été décidé comme corollaire de ce principe, que ces donations sont valables, bien qu'au moment où elles ont été faites la donation en elle-même fut prohibée, si, depuis, et au moment du décès du donateur, elle a été permise (P. parmi les jugemens ou arrêts précités, ceux des 15 brum. an 14 et 22 août 1810); Que la validité de ces donations ne peut être attaquée à cause de leur simulation, même par le donateur (P. Cass. 4 nov. 1816).—Il a été décidé encore que de telles donations, si elles étaient excessives, si elles portaient sur des objets ou une quantité indisponibles, n'étaient pas nulles pour le tout; mais

(Henry—C. Géant et consorts).

Par acte public du 4 mars 1793, François Henry a vendu à deux de ses neveux et à une nièce plusieurs immeubles.—Cette vente a été faite sous la réserve de la jouissance d'une maison et d'un jardin qui y étaient compris, et à la charge, par les acquéreurs, 1° de payer au vendeur 600 fr. de rente annuelle et viagère; 2° de lui livrer chaque année, pendant sa vie, vingt livres de chanvre et quinze livres de beurre; 3° enfin de payer après son décès 800 fr. à différentes personnes.

Au mois de vend. an 3, François Henry forme une demande en nullité du contrat de vente, comme contenant une libéralité qu'il prétend lui avoir été surprise.—Le 2 messid. an 4, il débute sans avoir donné aucune suite à cette demande, que plusieurs de ses héritiers reproduisent en l'an 6, sur le fondement que ce contrat contenait une donation déguisée sous l'apparence d'une vente.—Les frères et sœur Henry, acquéreurs, soutiennent que la vente est sincère, et que lors même qu'elle pourrait être envisagée comme une donation, elle serait valable, François Henry étant libre de disposer de ses biens en leur faveur.

2 vent. an 8, jugement du tribunal civil de la Haute-Saône, qui déclare simulé l'acte dont il s'agit, et l'annule.

28 frim. an 9, jugement confirmatif du tribunal d'appel, séant à Besançon.

POURVOI en cassation par les frères et sœur Henry, fondé sur les lois relatives aux conventions, et sur l'art. 7 de la loi du 16 pluv. an 5, qui rétablit dans leur état primitif les ventes à fonds perdu qui avaient été annulées par l'art. 26 de la loi du 17 niv. an 2, lorsqu'elles ont été faites par acte ayant date certaine avant la publication de cette loi.

Dans l'espèce, on dit les demandeurs, la vente à fonds perdu remonte au 4 mars 1793; elle a été posée devant notaires et enregistrée: elle a donc une date certaine, antérieure à la publication de la loi du 17 nivôse.—Le tribunal d'appel de Besançon a, il est vrai, considéré cette vente comme une donation déguisée, et décidé que François Henry n'avait pu transmettre aux frères et sœur Henry, sous la dénomination empruntée d'un acte à titre onéreux, des biens qu'il entendait leur donner.—Mais ce tribunal a par là fait une étrange confusion des principes en matière de simulation de contrats.—La simulation d'un acte n'est frappée de l'anathème de la loi, que dans le cas où celui qui l'a employée, a eu principalement pour objet d'échapper, par cette voie indirecte, la prohibition qui tombait sur la chose ou sur la personne.—Par exemple, si la loi défend de disposer à titre gratuit de tels biens, ou d'en disposer à ce titre en faveur de telles personnes, il est évident, dans ces deux cas, qu'il ne sera pas per-

mis d'emprunter le nom simulé d'une vente ou de tel autre contrat à titre onéreux, pour légitimer, par une apparence spécieuse, une disposition gratuite que la loi réprime.—C'est dans ce sens unique que la simulation est considérée comme frauduleuse, parce qu'elle a pour objet de soustraire la personne ou la chose à la prohibition de la loi.—Mais il n'en est pas de même lorsque l'auteur de la libéralité déguisée, était libre de disposer de sa propriété comme bon lui semblait, en faveur de toutes sortes de personnes: l'acte qui constate cette libéralité, quelle qu'en soit la forme, doit être respecté.—C'est la doctrine du savant président Faber, qui, dans la définition troisième sur la rubrique du Code: *plus valet quod agitur, quam quod simulatur concipitur*; établit comme maxime certaine que, *contractus simulatus valet secundum id quod actum est, et eo modo valere possit*.—Il cite à l'appui de son opinion la loi 36, ff. de *contrahenda emptio*, et la loi 38, au même titre.

Cette dernière loi distingue d'une manière bien précise les deux espèces de simulation, dont l'une est prohibée et l'autre permise.—Si la vente est faite à vil prix, à une personne étrangère avec laquelle le disposant ait la liberté de contracter à son gré, bien qu'elle soit faite *donationis causa*, Ulpien décide qu'elle vaut néanmoins comme vente, *dubium non est venditionem valere*.—Mais si elle est faite à la femme par le mari, ou au mari par la femme, alors le jurisconsulte répond qu'elle n'est pas valable, *inter virum et uxorem, donationis causa, venditio facta pretio viliori, nullius momenti est*.—Et pourquoi rend-il cette décision? C'est que de son temps et par le droit du Digeste, les gens mariés étaient personnes prohibées, l'une à l'égard de l'autre.—Dans son commentaire de la loi 36, Godefroid se demande si une vente contenant une donation déguisée, peut valoir comme donation. *Quid? videtur ne donare, ut artus valeat, ut donatio?* Il répond: *sic sanè, et il en donne de suite la raison: valet ut donatio, quod non valet ut emptio, quia donandi animus fuit*.—Le même jurisconsulte, Ulpien, professa la même doctrine, lorsqu'il s'agit d'un bail simulé, et il le maintient encore sous le rapport d'une donation de l'usage de l'objet cédé à titre fictif de bail.—C'est ainsi qu'il s'en exprime dans la loi 46, ff. *locati conducti*, portant: *Si quis conduxerit unum uno, conductio nulla est: quia et hæc donationis instar inducit*.—Plusieurs lois du Code ne sont pas moins formelles:—*Si, donationis causa, venditionis simulatus contractus est, emptio in sui defectu substantia: sans si in possessionem rei, sub specie venditionis, causa donationis, ut te pletet, inducunt: sicut perfecta donatio facile rescindi non potest, si a legi quam tuus rebus donauisti dixisti puerum concevit* (L. 3,

1835); Montpellier, 21 nov. 1836 (Volume 1837); Limoges, 30 déc. 1837 (Volume 1838), etc.

Toutes ces questions montrent assez quelles difficultés sont résultées de l'adoption d'un système qui laisse la faculté de disposer de ses biens d'une manière détournée, par des actes dont le caractère indéterminé flotte entre des formes tout-à-fait incompatibles.

Une question qui se rattache encore à celle de la validité des donations déguisées, est la question de savoir si de telles donations ont pu être faites sous la forme de contrat de rente viagère ou de vente à fonds perdu, sous l'empire des lois (notamment celle du 17 niv. an 2) qui, dans la vue de maintenir l'égalité des partages, avaient prohibé ces sortes de contrats. *P.* sur ce point, Paris, 26 pluv. an 10; Cass. 21 vent. an 13, etc.

qu'elles devaient seulement être réduites (*P.* Cass. 22 août et 19 nov. 1810; 6 mai 1818);—Que dans ce cas, la réduction, ou, en d'autres termes, la quotité disponible, devait être déterminée, non d'après la loi de l'époque de la donation, mais d'après la loi de l'époque du décès du donateur (*P.* Cass. 21 vent. an 13, 26 juill. 1814, 31 juill. 1816, 2 juin 1835).—Enfin, on a demandé aussi, si de telles donations, faites à des successibles, devaient être considérées comme faites par préciput, avec ou sans dispense de rapport... et, sur ce point, la jurisprudence est encore restée incertaine. (*P.* pour la dispense du rapport, Cass. 13 août 1817 (arg.); Toulouse, 9 juin 1830 (Volume 1831); Cass., 23 mai 1836 (Volume 1837)... et en sens contraire, Paris, 19 juill. 1833 (Volume 1833); Nancy, 26 nov. 1831 (Volume

C. de *contrahend empt.*).—Godefroi se demande si un acte de cette espèce, déguisé sous le nom de vente, vaudra comme une donation, *valebit ut donatio*? Il répond, *valebit*; puis il ajoute: *et ita si non valet quod ago, ut ago, valet ut valere potest, non valet ut venditio, valet ut donatio: inspieitur voluntas contrahentium quibus animus fuit donare: ita ut verus contractus donationis praevaleret simulate venditioni.*—On retrouve encore la même décision dans la loi 9 *in fin.* du même titre.—Il est donc vrai de dire que l'on peut simuler une donation véritable sous le nom d'une vente.—Dira-t-on que l'article de l'ordonn. de 1731 a abrogé les donations tacites?—Cet article veut, il est vrai, que tous actes portant donation entre vifs soient passés par-devant notaires, et qu'il en reste minute.—Mais, comme l'atteste Furgole, il n'a point abrogé les donations tacites.—« Il me semble, dit cet auteur, que l'intention du législateur n'a pas été de supprimer ou d'abroger les donations tacites dans le cas où elles sont présumées, non plus que les quittances ou les renonciations qui sont d'écriture privée, lorsqu'elles renferment des traités réciproques, ou qu'on ne peut pas les considérer comme des donations proprement dites. Notre texte, par ces mots, *tous actes portant donation entre vifs*, fait comprendre qu'il n'entend parler que des donations expresses dont on avait accoutumé de dresser des actes pour la preuve de la donation. »—Et comment peut-on douter que les donations tacites n'aient encore lieu parmi nous, puisque le législateur moderne a placé les ventes à fonds perdu sur la même ligne que les donations à charge de rentes viagères, et les prohibe si elles sont faites à des successibles?—Il a donc pensé que la vente à fonds perdu était un moyen indirect de la part du vendeur de transmettre à titre lucratif ses biens en tout ou en partie à l'un de ses héritiers présomptifs.—Ainsi, ou François Henry, qui a consenti au profit des demandeurs en cassation l'acte de vente à fonds perdu du 4 mars 1793, a eu l'intention de souscrire une véritable vente, ou bien il a voulu les gratifier à titre de donation indirecte des biens qui

sont l'objet de cet acte.—Au premier cas, comme le contrat est revêtu de toutes les formes substantielles d'une vente à fonds perdu, il doit produire, sous ce rapport, tout l'effet d'une pareille vente.

Si au contraire on veut absolument que l'acte contienne une donation déguisée sous le nom d'une vente, alors il se soutiendra encore sous le rapport d'une donation, *quia animus donandi fuit*: aucune loi n'empêchait une personne de disposer de ses biens sous l'apparence d'un acte à titre onéreux.

Dira-t-on qu'envisagée comme donation, la vente ne se trouve pas faite dans la forme voulue pour ces sortes de contrats, et qu'elle est nulle pour n'avoir pas par exemple été insinuée? Mais lorsque la convention est déguisée, sans intention de frauder la loi, il suffit que les parties remplissent les formalités de la convention apparente; on ne peut les astreindre à suivre celles de la convention déguisée....—Sur ce point on invoquait un jugement de la section des requêtes, du 13 vendém. an 11, qui a décidé, conformément aux conclusions du commissaire Merlin, qu'une donation déguisée sous l'apparence d'un contrat onéreux n'est pas nulle à défaut d'insinuation.—On ajoutait que déjà le tribunal de cassation avait cassé, le 22 vend. an 10, un jugement qui, comme celui du tribunal d'appel de Besançon, avait annulé un acte de vente, sous prétexte que cet acte contenait une donation déguisée, quoique le prétendu vendeur fût libre de disposer de ses biens.

Personne ne s'est présenté, au nom des défendeurs, pour combattre ces moyens qui ont été adoptés complètement par le cit. Jourde, subst. du commissaire du gouvernement.

Cependant un jugement de partage ayant été le résultat d'une première délibération, le tribunal s'adjoignit cinq nouveaux juges.—Un nouveau rapport fut fait; l'affaire fut plaidée de nouveau au nom des demandeurs. Les défendeurs firent défaut une seconde fois (1).

JUGEMENT (après partage).

LE TRIBUNAL:—Vu la loi 36, *tit. contrah. empt.*—la loi 38, *tit. eod.*—la loi 46, *tit. loc. cond.*

verif.—En France, au contraire, une donation entre vifs doit être constatée par acte public; elle doit en outre être acceptée par le donataire, être suivie de la tradition des biens donnés, et être insinuée.—Il ne suffit donc pas qu'un acte à titre onéreux soit fait, *animo donandi*, pour valoir comme donation.

Depuis l'ordonnance de 1731, les lois romaines qui décidaient le contraire ont cessé d'avoir leur empire dans les parties de la France où elles avaient une autorité législative.—Cette ordonnance est commune à toute la France, pour ce qui regarde, dit d'Aguesseau, la nature, la forme, et les charges ou les conditions des donations.—Une donation entre vifs ne peut donc valoir si elle n'est pas faite dans cette forme.

Il est bien vrai que Furgole pense que l'ordonnance de 1731 n'a pas abrogé les donations tacites. Mais cet auteur n'entend pas parler des donations écrites, déguisées sous la forme d'actes à titre onéreux, mais seulement de celles que la loi présume, et qu'il n'était pas nécessaire de constater par actes exprés.—Aussi se fonde-t-il, pour le penser ainsi, sur les mots de l'art. 1^{er} de l'ordonnance: « Tous actes portant donation entre vifs, » et ne cite-t-il pour exemples que des cas où le don se consommait par la tradition réelle.—Et sur son opinion, ainsi entendue, a pour appui l'autorité de d'Aguesseau: « A l'égard d'un don, dit l'illustre chancelier, qui se consommait sans acte, par la tradition réelle

(1) Voici au surplus, d'après Chabot (*Quest. transit.*, *vo* Donation déguisée, § 1^{er}), les arguments qui furent employés dans le cours des débats auxquels donna lieu le délibéré ordonné par le tribunal; ils tiendront lieu ici de la réponse des défendeurs.

Il est vrai, a-t-on dit, que la donation faite sous l'apparence d'une vente, n'était pas prohibée? Mais pourquoi les parties ne l'ont-elles pas faite dans la forme prescrite par l'ordonnance de 1731? Ont-elles trouvé cette forme trop gênante, et voulu s'en affranchir? Ont-elles cherché à nuire à des tiers? Est-ce dans la pensée que le législateur restreindrait, comme il l'avait fait depuis, la faculté de disposer de ses biens, et en circonscrirait dans le cercle du nouveau droit les dispositions récemment faites?—Quel qu'en soit le motif, la simulation de l'acte est déclarée constante.—Or, les contrats simulés ne sont pas proprement des contrats: *Colorem habent*, dit d'Argentré sur l'art. 270 de la coutume de Bretagne, *substantiam verò nullam; nulla quippe conventio iñitur; nullus contractus agitur sed fingitur.*

Plusieurs lois du Code et du Digeste valident, à la vérité, les donations déguisées sous l'apparence d'actes à titre onéreux, lorsque d'ailleurs elles n'étaient pas prohibées. Mais pourquoi? C'est que, suivant le droit romain, les donations entre vifs étaient parfaites par le seul consentement des donateurs. *Perficiuntur autem, dit Justinien, cum donator suam voluntatem scriptis, aut sine scriptis, manifesta-*

— la loi dernière, *ff. pro donato*. — la loi 9, C. de *contrah. empt.* — la loi 9, C., *eod. tit. in fine*. — Vu aussi l'art. 7 de la loi du 18 pluv. an 5. — Considérant, 1^o que, selon la pureté des principes puisés dans la sagesse des dispositions des lois romaines, toutes les simulations en général ne sont pas indistinctement frappées de l'anathème de la loi, parce qu'elle permet tout ce

a d'un membre ou d'une modique somme, l'art. 1^{er}
a de l'ordonnance ne parlant que des actes portant
a donation, n'a pas d'application à ce cas. »

Boutaric, Salle et Damours, qui, comme Furgole, ont commenté l'ordonnance de 1731 sur les donations, déclarent qu'une donation entre vifs ne peut valoir, si elle n'est pas faite dans la forme prescrite par cette ordonnance. — « Supposons pour un moment, dit le dernier de ces commentateurs, que les donations tacites et conjecturales soient reçues, il n'est pas douteux qu'on ne pourra les tirer que des faits ou des conventions. D'un côté, la preuve par témoins est défendue, quand il s'agit d'un objet dont la valeur excède 100 francs, et il faut indispensablement qu'il y ait un acte par écrit; sans quoi les conventions, et par conséquent les donations, sont, en justice, regardées comme si elles n'avaient jamais existé. D'un autre côté, si l'en veut induire une donation d'un autre acte ou d'autres conventions que le donateur et le donataire aient pu passer ensemble, il faut faire attention que ces actes ne pourront prouver la donation, s'ils ne sont pas revêtus de toutes les formalités prescrites pour les donations entre vifs. — On pourrait cependant, ajoute Damours, citer pour exemple de donation tacite et conjecturale, des contrats qu'on appelle *pollicitations* : ce sont des engagements qui se contractent par acte public ou par toute sorte d'écrit, et qui résultent des faits de celui qui a eu le dessein de faire quelque chose d'utile au public, et qui a commencé d'exécuter son dessein ; on oblige, en conséquence, ses héritiers à l'achever. Ainsi le célèbre Amiot, évêque d'Auxerre, ayant voulu faire bâtir un collège, et s'étant trouvé, après sa mort, un marbre où il avait fait graver l'inscription qui devait être sur la porte du collège, ses héritiers furent condamnés à le bâtir. On pourrait prétendre que l'ordonnance n'a rien changé à cet égard, en regardant les pollicitations comme un genre particulier de contrat ; mais elles ne sont pas moins de vraies donations entre vifs sujettes aux mêmes formalités que les autres, depuis que, par l'ordonnance des donations et par celle des testaments, l'exception a été rejetée. »

Est-il permis de douter qu'une donation déguisée sous l'apparence d'une vente, ne soit en effet, comme toute autre donation, soumise à l'empire de l'ordonnance de 1731 ? — L'art. 1^{er} de cette ordonnance veut, à peine de nullité, que tous actes portant donations entre vifs, soient passés devant notaires, et qu'il en reste minute. — L'art. 2 porte que les donations entre vifs seront faites dans la forme ordinaire des contrats. — Tout acte à titre onéreux qui est déclaré n'être qu'une donation, est évidemment un acte portant donation entre vifs, une donation entre vifs. — Les art. 1^{er} et 2 de l'ordonnance de 1731 sont donc textuellement applicables à cet acte.

L'art. 4 déclare qu'une donation entre vifs qui n'est pas valable en cette qualité, ne peut valoir comme donation à cause de mort en testamentaire, de quelque formalité qu'elle soit revêtue. — Or, peut-on penser qu'un acte à titre onéreux, qui n'est qu'une donation entre vifs, doive en avoir tout l'effet, quoique cette donation déguisée ne soit pas

qu'elle ne défend pas, et qu'en matière de simulation de contrat, pour qu'elle soit jugée frauduleuse, il faut que celui qui en fait usage ait eu principalement pour objet d'échapper par cette voie indirecte la prohibition légale qui ne peut tomber que sur le chose ou sur la personne ; — Que si, par exemple, la loi défend de disposer à titre gratuit d'un immeuble de telle ou telle espèce ou

revêtue des formalités prescrites par l'ordonnance de 1731 ?

Les formalités de la donation entre vifs sont, entre l'authenticité de l'acte, l'acceptation, la tradition et l'insinuation. — S'il était permis de donner sous la forme d'un acte à titre onéreux, il serait facile d'affranchir les donations entre vifs de toutes ces formalités. — Une donation pourrait être faite sous l'apparence d'une vente par acte sous signature privée. Le donateur, au mépris de la règle *donner et retenir ne vaut*, pourrait rester propriétaire de l'acte contenant cette donation simulée ; l'acceptation du donataire et la tradition des biens donnés ne seraient pas essentiellement nécessaires pour faire produire à l'acte son véritable effet ; la donation serait surtout affranchie de l'insinuation, de cette formalité essentielle, dont l'objet est de rendre publiques tous les engagements d'un citoyen qui s'élève à titre gratuit, et dont le défaut peut, aux termes de l'art. 27 de l'ordonnance de 1731, être opposé par les créanciers, et même par les héritiers d'un donateur. — Une pareille donation est nécessairement frauduleuse, quoiqu'elle n'ait pas eu pour objet d'échapper à la prohibition légale. — Cette fraude consiste en ce que les parties ont, sous l'apparence d'un acte à titre onéreux, soustrait la donation à l'empire de la loi, qui, en prescrivant la forme des donations, ne permet pas aux parties de donner à leur gré dans une autre forme.

Pourquoi le législateur a-t-il assujéti les donations à plusieurs formalités ? — « À l'égard de l'art. 1^{er}, a dit d'Aguesseau, sa disposition a paru d'autant plus nécessaire, que la donation entre vifs étant irrévocable, il est plus important d'y prévenir les fraudes et les surprises par la solennité extérieure de l'acte, suivant l'esprit de la loi 25 au Code de *donationibus*, a — Tolérer les donations entre vifs faites sous l'apparence d'actes à titre onéreux, ne serait-ce pas ouvrir la porte à la fraude et à la mauvaise foi ? Un homme ne pourrait-il pas donner tout son bien sans qu'il parût aucun changement extérieur à l'état de sa fortune ? Trompés par de fausses apparences, des étrangers pourraient contracter avec lui, et ses héritiers acceptant, sans hésiter, sa succession, qui leur serait onéreuse. »

Enfin, contre le texte de l'art. 39 de l'ordonn. de 1731, et de la loi dernière au Code de *revocandis donationibus*, la donation simulée se trouverait, dans le cas de survivance de l'enfant ou de l'ingratitude du donataire, à l'abri de la révocation. — La loi du 17 niv. considère bien comme des donations déguisées, les ventes à fonds perdu faites à des successibles ; mais si elle ne prohibe ces ventes que dans ce cas, elle ne les valide pas lorsqu'elles sont faites à des étrangers, et qu'elles ne sont que des donations déguisées.

Et ce qui achève de démontrer que, dans l'esprit de la loi, les donations, déguisées dans la forme d'actes à titre onéreux, ne peuvent avoir leur effet, c'est que les droits de mutation opérée par actes de ventes, sont différents de ceux fixés pour les donations entre vifs en ligne collatérale, et qu'aujourd'hui les uns sont portés à 4 p. 100, et les autres à 5 p. 100. — Il serait donc facile, si de pareilles donations étaient admises, de frustrer une partie des droits d'enregistrement auxquels les donations entre vifs sont assujétiées.

qualité, si elle prohibe également de pareilles dispositions entre telles ou telles personnes, il est certain que l'on ne pourra dans ces deux cas éluder par une voie indirecte ce qu'elle prohibe directement de la manière la plus expresse; qu'il ne sera pas permis d'emprunter le nom simulé d'une vente, ou de tel autre contrat à titre onéreux, pour légitimer par cette apparence spéculative une disposition à titre gratuit qu'elle réprime;—Que c'est dans cet unique sens que la simulation est considérée comme frauduleuse, parce qu'elle tend à soustraire la chose ou la personne à la prohibition de la loi;—Considérant, 2^e que cette distinction est puisée dans le texte même de la loi 38, ff. de contrah. empt. qui distingue le cas de la simulation pervenue, de celui où elle est défendue;—Que telle est aussi la doctrine des auteurs les plus accrédités, et entre autres celle de Faber, qui, dans la troisième définition sur la rubrique du Code *plus valens quod agitur, quam quod simulat concepitur*, établit comme maxime certaine que *contractus simulatus valet secundum id quod actum est, si eo modo valens possit*;—Que Dumoulin, tom. 1, p. 443, nombre 29, professe également que *non præsuntur fraudes nec simulatio in eo quod alia via obtineri potest*.—Considérant, 3^e que les donations tacites, c'est-à-dire celles qui sont déguisées sous les apparences et les formes de contrats commutatifs à titre onéreux, sont permises et autorisées par les lois précitées qui forment le droit commun du pays ou les parties sont domiciliées, et où les biens sont situés; qu'en conséquence Jean-Baptiste-François Henry, leur oncle commun, a pu disposer dans la forme d'une vente à fonds perdu de la généralité de ses biens en faveur des demandeurs en cassation, quoiqu'ils ne fussent pas ses seuls successeurs, et que les défendeurs eussent un droit égal à son hérédité, parce qu'à l'époque de ladite vente qui remonte au 4 mars 1793, nulle loi prohibitive ne gênait ni n'entravait sa liberté à cet égard, et qu'il pouvait alors disposer au préjudice de certains de ses héritiers présomptifs, sans que sa disposition pût être imputée de fraude, suivant cette maxime si connue: *Multa dicuntur fieri in prejudicium, quæ non sunt in fraudem*.—D'où il suit, de deux choses l'une, ou que la disposition devait être soutenue comme vente, puisqu'elle en avait la forme: ou comme donation tacite, puisque toutes les présomptions et les conjectures tirées *ex persona, ex causâ et ex facto*, se réunissent pour lui en imprimer les caractères et lui en assurer les effets;—Considérant, 4^e que les donations tacites et conjecturales autorisées par les lois romaines n'ont point été supprimées ni abrogées par l'art. 1^{er} de l'ordonn. de 1734, qui exige, pour la validité des donations entre vifs, qu'elles soient reçues de notaire, parce que, suivant la judicieuse observation de Furgole, dans son Commentaire sur cet article, cette ordonnance n'a voulu seulement que régler la forme des donations expresses, et qui sont pratiquées le plus communément, parce que d'ailleurs ces donations sont moins l'effet de l'homme, que celui de la loi qui les induit dans certaines circonstances, et parce qu'enfin elles n'ont besoin d'aucune autre formalité que des circonstances que la loi exige;—Considérant, 5^e que les lois nouvelles

sont parfaitement d'accord sur ce point avec les lois anciennes, et qu'elles ont nécessairement supposé l'existence des donations tacites, et la possibilité de disposer de cette manière, puisque l'art. 26 de la loi du 17 niv. an 2 révoque expressément toutes les donations à charge de rentes viagères, et les ventes à fonds perdu faites, en ligne directe ou collatérale, depuis le 14 juillet 1789; prouve certaine que le législateur a rangé cette espèce de contrat dans le même ordre que la donation proprement dite;—Considérant, 6^e que l'art. 7 de celle du 18 pluv. an 5, en rapportant l'effet rétroactif de la précédente, et en comprenant dans sa disposition les ventes à fonds perdu comme les donations à charge de rentes viagères, a bien certainement entendu par là décider que ce contrat particulier était une espèce de donation tacite;—Considérant, 7^e que le tribunal d'appel de Besançon, en jugeant que la vente à fonds perdu, passée par Jean-Baptiste-François Henry, par acte authentique du 4 mars 1793, au profit des demandeurs, c'est-à-dire, à une époque où il jouissait de la faculté légale de disposer librement de ses biens, était une donation simulée, et en l'annulant sous ce prétexte comme frauduleuse, est formellement contrevenu aux dispositions des lois romaines ci-dessus citées, qui permettent les donations tacites déguisées sous les apparences et les formes de contrats commutatifs à titre onéreux, lorsque, comme dans l'hypothèse, elles ne prononcent pas de prohibition, ni relativement à la chose ainsi aliénée, ni en faveur des personnes au profit desquelles on dispose;—Considérant, 8^e qu'il est également contrevenu à l'art. 7 de la loi du 18 pluv. an 5, qui, en révoquant l'art. 26 de celle du 17 niv. an 2, qui annulait les ventes à fonds perdu passées depuis le 14 juill. 1789, a rétabli dans leur effet primitif toutes celles qui ont été faites par acte ayant date certaine avant la publication de celle du 17 niv.;—Par ces motifs, vidant le partage;—Casse, etc.

Du 6 pluv. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Malville.—Rapp., le cit. Cochard.—Concl., le cit. Jourde, subst.—Pl., le cit. Guichard.

JURY.—ADJOINT DE MAIRE.—INCOMPATIBILITÉ.

Sous le Code du 3 brum. an 4, les adjoints des maires dans les communes dont la population n'excède pas cinq mille habitants, étaient officiers de police judiciaire, et des lors ne pouvaient remplir les fonctions de jurés. (C. 3 brum. an 4, art. 484.) (1)

(Barbarin.)

Du 7 pluv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Liborel.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

SUBSTITUTION FIDÉICOMMISS. — EXHÉRÉDATION OFFICIEUSE.—ABOLITION.

L'espèce de substitution, connue dans le droit romain sous le nom de Substitutio ou Exhérédation officieuse (par laquelle un père pouvait réduire son fils à un usufruit, en instituant ou substituant les enfans de ce fils), n'est pas une substitution fideicommissaire, dans le sens de la loi abolitive des 25 oct.-14 nov. 1793 (2).

tiels. Dans celle sur laquelle est intervenu le jugement ci-dessus, l'usufruit seul avait été légué au père, et les enfans avaient été investis de la nue propriété, au moment même du décès du testateur; la père n'était donc pas chargé de conserver et de rendre ce qui faisait l'objet de son legs; et si, après

(1) F. conf., Cass. 15 pluv. et 12 vent. an 7.

(2) F. conf., Cass. 14 prair. an 8. — Au premier abord, ce jugement peut paraître contraire à un autre rendu par la même section, le 13 pluv. (F. plus bas), — Cependant cette contrariété n'est qu'apparente, car les deux espèces diffèrent sur des points essen-

(Barth—C. Hollenden.)

Les époux Krumholtz voulant mettre leur héritage à l'abri des dissipations d'Anne Krumholtz, leur fille, et du sieur Hollenden, son mari, firent un testament qui contenait la disposition suivante : « Veulent et ordonnent que la part et portion que les testateur et testatrice pourraient laisser à ladite Anne Krumholtz, femme Hollenden, sera et demeurera en tout droit de propriété à ses enfans, et que ledit Hollenden et sa femme ne puissent y prétendre que l'usufruit seulement, la vie durant de ladite femme, et puis retourner l'usufruit avec la propriété à ses enfans ; veulent en conséquence et ordonnent, les testateur et testatrice, que leurs petits-enfans, nés du mariage d'André Hollenden et Anne Krumholtz, sa femme, soient substitués, comme et en vertu du présent testament, à substituer dès à présent et pour toujours leurs dits petits-enfans pour hériter la succession que les testateur et testatrice laisseront après leur mort, au lieu et place dudit Hollenden et Anne Krumholtz, sa femme. »

Ces dispositions reçurent leur exécution après la mort des testateurs. Mais la dame Hollenden étant elle-même décédée, quelque temps après les héritiers Barth, ses créanciers, formèrent contre les demoiselles Hollenden, enfans de leur débiteur, comme *bien tenans*, une demande en paiement de leur créance. Ils soutinrent que le testament, dans ses effets comme dans ses expressions, contenait une substitution abolie par les lois des 25 oct. et 14 nov. 1792, que leur mère ayant survécu à ces lois abolitives de la substitution dont elle était grevée, était devenue propriétaire des objets substitués ; qu'ainsi les enfans ne pouvaient les tenir que d'elle, en qualité de ses héritiers ; conséquemment, que les immeubles ci-devant substitués n'avaient pu parvenir aux filles Hollenden que grevés des dettes de leur mère.

16 germ. an 10, jugement du tribunal d'appel séant à Metz : « Considérant que le testament dont s'agit ne contient point une substitution, mais bien une exherédation officieuse à laquelle ne sont point applicables les lois des 25 oct. et 14 nov. 1792, le tribunal renvoie les filles Hollenden des demandes formées contre elles par les héritiers Barth. »

POURVOI en cassation contre ce jugement pour contravention aux lois des 25 oct. et 14 nov. 1792, et 9 fruct. de l'an 2, rép. 20.

Il est impossible, a dit le cit. Gulchard, défenseur des demandeurs en cassation, de ne pas voir, et dans les expressions et dans les effets de

la clause testamentaire, une véritable substitution, simple, limitée à un seul degré :—Dans les expressions, il était impossible d'en employer de plus formelles : les testateurs y disent qu'ils veulent que leurs petits-enfans soient substitués, comme ils les substituent dans les effets ; car une substitution est une disposition qui réduit l'héritier immédiat au simple usufruit de sa portion, et en attribue le fonds, la propriété à ses enfans : ainsi l'a décidé la loi du 9 fruct. an 2, quest. et rép. 20^e ainsi conçues :

Question tendant « A ce que la loi détermine la date et les effets d'une institution directe faite au profit de l'ainé des enfans que laissera un citoyen désigné avec disposition d'usufruit au profit de celui-ci. »

Réponse. « Qu'au nom près, une telle disposition ne présente qu'une substitution dont l'usufruitier se trouvait grevé envers l'ainé de ses enfans, et doit suivre les mêmes règles. »

Dans l'espèce, il y avait disposition de la nue propriété en faveur des enfans, et de l'usufruit envers le père ; il y avait de plus le mot substitution. Le tribunal ne pouvait donc, sans violer la loi du 9 fruct. an 2, décider qu'il n'y avait pas substitution ;—et puisqu'il y avait substitution, il a violé les lois des 25 oct. et 14 nov. 1792, en n'en prononçant pas la nullité...

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant qu'en voyant dans le testament une disposition par laquelle les aînés disposent de partie de leurs immeubles en faveur de leurs petits-enfans, en la distinguant de celle par laquelle ils lèguent simplement l'usufruit à leur fille, femme Krumholtz, ils ont écarté toute qualification de substitution fidéicommissaire, sans contrevenir aux principes et aux lois des 25 oct. et 14 nov. 1792, qui n'ont en vue que les substitutions fidéicommissaires, proprement dites, et qui exceptent même de l'abolition qu'elles prononcent celles qui étaient ouvertes au temps de leur publication ; — Les réponses aux 20^e et 21^e questions de la loi du 9 fruct. an 2, n'étaient pas plus violées par cette interprétation du testament, puisque la première de ces réponses s'applique au cas d'une institution directe, faite au profit de l'ainé que laissera un citoyen désigné, avec disposition d'usufruit au profit de celui-ci ; et que si n'est pas indistinctement le même que celui sur lequel les juges avaient à prononcer, qui présente à la fois deux legs distincts, celui de la propriété et celui de l'usufruit : la 2^e réponse est évidemment étrangère à la question qu'il s'agissait de décider, puisqu'elle n'a trait qu'à l'intervention proposée de l'effet des

son décès, ses enfans devaient réunir la jouissance à la nue propriété, c'était en vertu de la loi seule, et non pas comme substitués à l'usufruit de leur père, qui se trouvait éteint par le décès de celui-ci. — Dans l'espèce jugée le 13 pluviose, c'était, au contraire, la propriété qui avait d'abord été léguée au père, et c'était après le décès de celui-ci seulement que les enfans devaient recueillir et la jouissance et la propriété. Le père et les enfans étaient donc appelés *ordine successivo* et non *conjunctivo* au même ; et c'est là, d'après les jurisconsultes romains, ce qui caractérise essentiellement le fidéicommiss. *V. Pergrinus, de fidei commissis*, art. 17, n° 1. — Il est vrai que le testateur, après avoir établi la substitution, avait ajouté qu'il réservait à l'institué l'usufruit des biens dont il s'agissait ; mais il résultait de l'ensemble du testament, que ce n'était là qu'une disposition accessoire faite non pas dans la vue de changer ou de déterminer la nature de la disposition principale, mais seulement en vue des

résultats qu'elle devait produire. — La question porte donc tout entière sur ce point : Le père n'est-il légitime que de l'usufruit, ou bien est-il aussi légitime de la propriété, à la charge de la conserver et de la transmettre à ses enfans ? — Cette distinction, qui ressort des deux jugemens dont nous venons de parler, a été établie avec beaucoup de netteté par Merlin, *Quest. de droit*, v° *Substit. fidéicommiss.*, § 6. — Cependant un jugement du tribunal d'appel de Paris de 26 brum. an 12, a décidé qu'il y avait substitution même dans le cas où l'usufruit seulement a été légué au père. — Aujourd'hui, l'art. 899 du Code civ. pose en principe, qu'il n'y a pas de substitution dans la disposition par laquelle l'usufruit est donné à l'un, et la nue propriété à l'autre. *V. au surplus* sur la question et ses analogues, Grenier, *des Donations*, observ. prélimin., n° 121 ; Toullier, t. 5, n° 16 et 43 ; Duranton, t. 8, n° 49, et Rolland de Villargues, *des Subst.*, n° 276 et suiv.

substitutions abolies.—En supposant l'existence d'une substitution, les juges ne se sont pas plus écartés des décisions de ces lois, en observant hypothétiquement qu'une pareille substitution ne serait pas fidéicommissaire, mais simplement officieuse, et considérée comme héréditation, justifiée par les faits et par les anciennes lois en vigueur lors du testament, et à l'époque du partage qui en est l'exécution.—Rejette, etc.

Du 11 pluv. an 11.—Sect. req.—Rapp., le cit. Delacoste.—Pl., le cit. Guichard.

CASSATION.—REQUÊTE.—MOYEN.

Dira seulement dans un pourvoi qu'il est fait pour contravention aux lois de la matière, ce n'est point satisfaire à la loi qui veut que les moyens à l'appui du pourvoi soient articulés. (Rég. 1738, part. 1^{re}, tit. 4, art. 10 et 30.) (1)

(Gauffereau—C. Gauffereau.)

Jean-Barthélemi Gauffereau, demandeur en cassation, avait dénoncé des jugemens rendus par le tribunal d'appel à Orléans, les 7 pluv., 27 germ. et 9 flor. an 10, au profit d'Emilie Roffay, sa femme, et pour tout moyen de cassation, il avait indiqué seulement la contravention aux lois de la matière, sans autre développement : il n'avait pas même indiqué les lois prétendues violées.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu que Barthélemi Gauffereau n'a articulé aucun moyen de cassation à l'appui de son pourvoi, ce qu'il devait faire pour se conformer au règlement de 1738 (tit. 4, art. 10 et 30), déclare Gauffereau non recevable dans sa demande.

Du 11 pluv. an 11.—Sect. req.—Prés., le cit. Vermeil.—Rapp., le cit. Minier.—Concl., le cit. Pons, subst.

RENTE FONCIÈRE.—PURGE.—LETTRES DE RATIFICATION.

Sous le régime hypothécaire de 1771, les lettres de ratification ne purgeaient pas les rentes foncières non seigneuriales, encore bien que, par son contrat d'acquisition, l'acquéreur n'eut pas été expressément chargé de la continuation de la rente, surtout si, dans le contrat, il y avait une clause qui exprimait que les vendeurs n'avaient eux-mêmes acquis l'immeuble que moyennant et à la décharge de la rente. (Édit de juin 1771, art. 7, 15, 17 et 34.) (2)

(Fortin—C. les héritiers Seron.)

Par contrat du 18 avril 1773, la veuve Boucher avait concédé, à titre de bail à rente, a Longuet et à sa femme, des terres labourables.—Le bail était fait pour 500 livres de rente foncière, annuelle, perpétuelle, et rachetable après le décès de la veuve Boucher, moyennant un capital de 10,000 liv.—Il fut convenu spécialement que les biens concédés demeureraient réservés, et par privilège affectés à cette rente.—Après le décès de la veuve Boucher, son héritier céda, par acte du 22 juin 1783, à Claude Seron et son épouse, la rente de 500 liv. créée par le contrat de 1773.—Par acte public du 19 brum. an 3, Longuet et

sa femme vendirent à Fortin quarante arpens de terre pour 50,000 fr.—Il est dit dans l'acte de vente que ces quarante arpens furent partie des biens que Longuet et sa femme avaient acquis par contrats des 3 août 1766, 18 avril 1775, et 22 mars 1785.—La seconde de ces acquisitions y est déclarée avoir été faite à la charge d'une rente foncière de 500 liv.—Fortin, ayant obtenu, le 4 vent. an 3, ses lettres de ratification sans opposition de la part des créanciers de la vente, paya les 50,000 fr., formant le prix de son acquisition.—En l'an 7, les héritiers Seron assignent Fortin devant le tribunal civil de la Seine, pour le faire condamner à leur payer les arrérages échus de la rente foncière de 500 liv., et à en continuer le service.

26 frim. an 8, jugement qui déclare les héritiers non recevables dans leur demande, sur le fondement, que pour conserver leur hypothèque et leur privilège, ils auraient dû former opposition au sceau des lettres de ratification.

9 therm. an 9, jugement du tribunal d'appel de Paris, qui infirme :—« Attendu qu'en droit le détenteur d'un héritage chargé d'une rente foncière, est obligé personnellement de payer les arrérages de la rente pendant le temps qu'il possède l'héritage, lorsqu'il a eu connaissance de la rente ;—Que, dans l'espèce, la rente dont il s'agit est foncière, quoique stipulée rachetable, ayant été créée *in traditione fundi* ;—Que par son contrat d'acquisition, du 19 brum. an 3, Fortin a eu connaissance que ses vendeurs avaient acquis les terres dont il s'agit, à la charge de 500 liv. de rente foncière, par contrat du 18 avril 1773, et que dès lors il a à s'imputer de leur avoir payé son prix. »

Fortin se pourvoit en cassation pour violation des art. 7, 15 et 17, et fausse application de l'art. 34 de l'édit de 1771.—L'art. 7 veut que le sceau des lettres de ratification sans opposition purge indéfiniment toute espèce d'hypothèque et de privilège.—L'art. 15 exige que tout créancier hypothécaire ou privilégié, à quelque titre que ce soit, forme son opposition, à peine de déchéance.—L'art. 17 étend cette disposition pénale aux mineurs, aux absents et aux femmes mariées.—Il est vrai que l'art. 34 exempte de la nécessité de former opposition les seigneurs féodaux ou censiers, pour raison des fonds, cens, rentes foncières et autres droits seigneuriaux. Mais il ne s'agit pas ici d'une rente foncière ; car une rente foncière proprement dite, est la condition d'une concession originnaire : elle n'est point rachetable ; elle n'a point de capital ; elle est représentative du fonds concédé : elle emporte lods et vente en cas de mutation.—Or, la rente dont il s'agit, est le prix d'une vente : elle est rachetable ; elle a été constituée pour un capital de 10,000 liv. ; elle n'emporte pas lods et ventes ; car les époux Seron n'en ont pas payé lorsqu'ils l'ont acquise.—C'est donc purement une rente constituée, et par conséquent elle rentre dans le cercle des créances pour lesquelles les art. 7, 15 et 17 de l'édit exigent, à peine de déchéance, que le créancier forme opposition.

Le contrat de 1773, répondant aux héritiers Seron, a été qualifié bail à rente par les parties, et il en réunit tous les caractères (3). La rede-

(1) P. décision analogue, 14 niv. an 10, et la note.

(2) P. conf., Cass. 12 juill. 1811, 19 avril 1820, 26 avril 1826.—Favard, *supra* Rente, sect. 1^{re}, n° 15 ; Félix et Henrion, *Rentes foncières*, p. 136.

(3) Quoique le bail à rente eût la plus grande analogie avec la vente et le louage, il existait entre eux

des différences réelles et non pas seulement nominales. « Les contrats de vente et de louage, dit Pothier, *Traité du contrat de bail à rente*, ch. 1^{re}, n° 5, sont des contrats consensuels parfaits, par le consentement des parties.... Au contraire, je pense que le contrat de bail à rente est un contrat réel qui ne reçoit sa perfection que lorsque le





vance qui y est stipulée, est le prix d'une concession, et la circonstance qu'elle est rachetable ne peut rien changer à sa nature. Cette rente est donc foncière, et dès lors elle rentre dans l'exception de l'art. 34 de l'édit de 1771.

Ce système a été adopté et développé avec beaucoup de force par M. Merlin, qui a conclu au rejet du pourvoi (1).

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu, 1° qu'en principe la rente foncière est une charge réelle, inhérente au fonds sur lequel elle a été retenue et constituée par le bailleur, *in traditione fundi*, et que l'acquéreur de l'immeuble qui en est grevé devient personnellement débiteur des arrérages échus depuis le moment de sa prise de possession, lorsque le charge de ladite rente lui a été dénoncée par son contrat d'acquisition, quand même il ne se serait point obligé à l'acquitter par une clause expresse du contrat, par la raison que *res transit cum onere*;

Attendu, 2° que, dans la vente du 19 brum. an 3, de quarante arpens de terre, consentie à Fortin, par Longuet et sa femme, il est fait mention que cette quantité se composait en partie des terres acquises par les vendeurs par acte notarié du 3 avril 1775, sur la veuve Boucher, lesquelles demeuraient chargées envers elle d'une rente annuelle et foncière de 500 fr.;

Que l'énonciation qu'elle était due, est un fait constant; que le bail à rente a même été remis à Fortin; qu'en conséquence, il a connu à l'instant même du contrat que les quarante arpens de terre avaient été concédés à ses vendeurs à la charge d'une rente annuelle et foncière de 500 fr.;

Attendu, 3° que, dans cette disposition, les veuve et héritiers Seron, propriétaires d'un droit réel affecté sur la chose, ne pouvaient être considérés comme de simples créanciers, hypothécaires, ou privilégiés, et qu'aux termes de l'art. 7 de l'édit de 1771, ils n'étaient pas tenus, pour conserver leurs droits, de remplir la formalité de l'opposition aux hypothèques, puisque le dit article, après avoir donné un effet très étendu aux lettres de ratification, ajoute: « Sans néanmoins que lesdites lettres puissent donner aux acquéreurs, relativement à la propriété, droits réels, fonciers, servitudes et autres, plus de droits que n'en avaient les vendeurs, l'effet desdites lettres étant restreint à purger les privilèges et hypothèques seulement; »

Attendu, 4° qu'en jugeant que Fortin devait continuer, sous sa qualité d'acquéreur, à servir ladite rente tant et si longtemps qu'il jouirait des fonds, qui y avaient été originellement affectés, le tribunal d'appel de Paris, loin d'avoir

contrevenu à aucune loi, n'a fait, au contraire, que se conformer rigoureusement à la disposition finale dudit art. 7, ci-dessus cité;—Rejette, etc.

Du 12 pluv. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville.—Rapp., le cit. Cochard.—Concl., le cit. Merlin, comm.—Pl., les cit. Thacussios et Leroy de Neuville.

ACTION DOMANIALE.—Avoué.

La dispense accordée à la régie de constituer un avoué dans les affaires où il s'agit de droits d'enregistrement, s'étend aux affaires où il s'agit de la perception des revenus nationaux (2).

(La régie des domaines—C. Caillex.)

Dans une affaire relative à des fermages nationaux, dont la perception était confiée à la régie de l'enregistrement, le tribunal d'appel d'Amiens lui avait enjoint, d'après l'art. 94 de la loi du 27 vent. an 8, de constituer un avoué, sous le prétexte qu'elle n'en était dispensée que dans les affaires concernant les impôts indirects.

Il y a eu pourvoi contre ce jugement pour violation de l'art. 94 de la loi du 27 vent. an 8, et de l'art. 17 de celle du 27 vent. an 9, qui dispense non seulement la régie, mais encore toutes parties, de constituer un avoué dans les instances qu'elle a à suivre pour toutes les perceptions qui lui sont confiées.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 94 de la loi du 27 vent. an 8;—Vu aussi l'art. 17 de la loi du 27 vent. an 9;—Et attendu que l'art. 19 de cette dernière loi, postérieure à celle du 27 vent. an 8, en dispensant la régie d'employer le ministère des avoués dans tous les procès qu'elle aura à soutenir pour toutes les perceptions qui lui sont confiées, embrasse indistinctement dans sa disposition et les affaires concernant la perception des revenus nationaux, et celles relatives au droit d'enregistrement; et qu'en outre, cet article 17 formerait un besoin une exception pour toutes les affaires de la régie à la disposition de l'art. 94 de la loi du 27 vent. an 8, qui a rendu aux avoués leur droit exclusif de postuler et de prendre des conclusions:—D'où il suit que le jugement attaqué, en imposant, d'après cet art. 94, à la régie l'obligation de constituer un avoué dans l'espèce, parce qu'il s'agissait, non d'une affaire d'enregistrement, mais de revenus nationaux, a fait une distinction que ne comportait pas la généralité de la disposition de l'art. 17 de la loi du 27 vent. an 9; en quoi il a fait une fautive application de l'art. 94 de la loi du 27 vent. an 8, et

» preneur est mis en possession. » On a vu, par les dispositions de l'édit de 1771, qu'il est extrêmement important de les distinguer, puisque le créancier d'un prix de vente doit, à peine de déchéance, former opposition au sein des lettres de ratification, tandis que le créancier d'une rente foncière en était dispensé. Aussi les auteurs ont-ils cherché avec soin à définir ces sortes de rentes. « Les rentes foncières, » dit Loyseau, *Traité du déguerpissement*, liv. 1^{re}, ch. 3, § 8, sont des redevances principales des héritages, imposées en aliénation d'iceux pour être payées et supportées par leur détenteur.... Quant aux rentes foncières, ajoute cet auteur, §§ 13 et 14, il n'y en a point d'autres que la simple bail d'héritage à rente, que Dumoulin appelle *Concessio ad redditum*, dont le bail d'héritage fait la rente foncière, soit qu'il soit pur et simple, soit qu'il soit mêlé de contrat de vente. » — Il importe fort peu, dit Grenier, sur l'art. 7 de l'1^{re} PARTIE.

« l'édit de 1771, que la rente soit rachetable ou non. La faculté de rachat est une qualité accessoire de la rente, qui n'en change pas la nature. Il est encore indifférent qu'elle soit due sur un héritage assujéti à un cens ou allodial; dans un cas comme dans l'autre, elle est un droit réel et foncier. » — F. dans le sens de ces auteurs, Dumoulin, *Cout. de Paris*, n° 63; René Chopin, *Cout. de Paris*, liv. 3, tit. 2, n° 12; de Laurière, sur l'art. 67, *Cout. de Paris*, Daparc-Poullain, *Cout. de Bretagne*, note C; Pilon, sur Troyes, n° 62; le Nouv. Denisart, v° Bail à rente; Renousson, *Traité des Propriétés*, ch. 1^{re}, sect. 10, n° 20; Pothier, *Bail à rente*, n° 78; Boucher d'Argis, p. 81.

(1) F. Répert., v° Lettres de ratification, § 3.
(2) F. dans le même sens, 20 niv. an 11; Merlin, *Quest. de droit*, v° Avoué, § 6; Carré, *Lois de la procéd.*, n. 361; Favard, v° Ajournement, § 2, n° 2.

violé l'art. 17 de celle du 27 ventôse an 9; — Casse, etc.

Du 13 pluv. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Babbille.—Concl., le cit. Merlin, comm.

LÉSION.—EXPERTISE.—PAPIER-MONNAIE.

Les experts nommés en vertu de l'art. 1^{er} de la loi du 19 flor. an 6, pour examiner s'il y avait lésion dans les ventes faites en papier-monnaie, n'étaient pas obligés de constater le produit net à l'époque de la vente de l'immeuble estimé, ni d'indiquer une valeur comparative (1).

(Cinget—C. Dubout.)

Le 26 flor. an 3, Cinget vend à Dubout une maison sise à Paris, pour 30,300 fr. assignats, payés comptant.—Le 17 brum. an 7, il se pourvoit en rescision contre cette vente pour lésion d'outre-mesure.

Le 26 du même mois, jugement qui ordonne que la maison sera estimée dans la forme déterminée par la loi du 19 flor. précédent.

Des experts sont nommés par les parties; mais ils ne peuvent s'accorder.

L'expert nommé par Cinget déclare qu'en se conformant au jugement du 26 brum. an 7, et à l'art. 1^{er} de la loi du 19 flor. précédent, il s'est rendu compte de la valeur des différentes surfaces, qu'il a pris en considération l'étendue du terrain et les diverses constructions qui sont dessus, pour arriver à la connaissance du véritable prix et obvier à tout reproche d'arbitraire; qu'il a porté son attention sur le quartier où cette maison est située, sur son état à l'époque de la vente, sur les réparations à faire, sur son produit à la même époque, et sur la valeur des immeubles de même nature dans le même arrondissement.

C'est d'après ces diverses opérations, et d'après le relevé du prix par lui mis sur chaque objet, qu'il a porté à 82,125 fr. la valeur de la maison en assignats, à l'époque de la vente.

L'expert nommé par Dubout déclare au contraire qu'à cette époque la maison ne valait en assignats que les 30,000 fr. pour lesquels elle a été vendue.—Un tiers est nommé d'office pour les départager.

Ce tiers examine l'état de la maison, et son produit à l'époque de la vente; il prend en considération sa position, l'état actuel de ses constructions, les réparations à faire; il recueille sur les lieux et les environs des renseignements positifs sur la valeur du terrain et des maisons vendues à l'époque de la vente dans le quartier, et cela conformément à la loi du 19 flor. an 6.—Et il estime, comme l'expert de Cinget, qu'à l'époque de la vente la maison valait en assignats 82,125 fr.

Cinget demande l'homologation des rapports de ces experts.—Dubout s'y oppose, et prétend qu'ils sont nuls, comme n'indiquant ni le produit de l'immeuble estimé, ni les objets de comparaison qui avaient servi de base à l'estimation.

Le 13 pluv. an 9, jugement du tribunal de première instance de Paris, qui, attendu que les experts se sont conformés, autant qu'il a été en eux, à toutes les bases prescrites par la loi, et que tous les développements dans lesquels ils sont entrés sur l'état, le produit, la valeur comparative et absolue de l'immeuble, sont suffisants pour éclairer la religion des juges, sans s'arrêter à la nullité proposée, confirme les rapports des

experts, et rescinde le contrat de vente.—Dubout appelle de ce jugement.

Le tribunal d'appel de Paris considère qu'un rapport d'experts n'est fait que pour éclairer les juges, et non pour commander leur décision: qu'il n'est qu'un simple avis dont ils peuvent s'écarter; que dans leurs opérations les experts doivent développer leur avis sur chaque partie de leur mandat, de manière à ne laisser aucun doute, et que le rapport doit porter avec lui-même la preuve qu'ils ont bien et fidèlement procédé, afin que le tribunal soit à portée d'en examiner le mérite.—Et attendu, dit le tribunal, que les experts n'ont pas, dans l'espèce, donné, conformément à l'art. 1^{er} de la loi du 19 flor. an 6, des renseignements sur le produit de la maison, ou sur la valeur des biens de même nature, dans la contrée et dans les lieux les plus voisins à l'époque de la vente, et aux époques les plus rapprochées; d'où il n'est pas possible de s'assurer de l'exactitude de leurs opérations, et de vérifier s'ils se sont réellement conformés à la loi;—Déclare qu'il a été mal jugé; émettant, annule les rapports des experts et tiers expert, ainsi que tout ce qui les a suivis, &c.

Pourvoi en cassation fondé sur un excès de pouvoir et sur une fausse application, et même sur une violation de l'art. 1^{er} de la loi du 19 flor. an 6.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 1^{er} de la loi du 19 flor. an 6;—Attendu que cet article ne prescrit aux experts autre chose que d'avoir égard à l'état et au produit de l'immeuble soumis à l'action en rescision au moment de la vente, et à la valeur (à la même époque ou aux époques les plus rapprochées) des immeubles de même nature, dans le quartier ou les environs, sans exiger d'eux aucun détail sur cet état et produit de ces immeubles, ni sur la valeur comparative;—Que, dans l'espèce, les experts ont déclaré, dans leur rapport, que, pour éviter tout reproche d'arbitraire, et pour se conformer à la loi, ils ont eu égard à l'état et au produit de la maison dont il s'agit, au moment de la vente, et à la valeur des immeubles de même nature, dans le même arrondissement, à la même époque;—Que repétant le jugement attaqué, s'appuyant sur l'art. 1^{er} de la loi, qu'il a même repris en entier dans ses motifs, a annulé leur rapport, faute par eux d'avoir indiqué le produit net de la maison à l'époque de la vente, d'avoir cité aucun des exemples qui avaient dû servir de base à leur avis, et d'avoir mentionné les objets de comparaison, leur situation et les époques des ventes: en sorte que, dit le jugement, leur opération était purement arbitraire, et ne remplissait point le vœu de la loi, puisque, par le défaut de détail, nulle preuve n'existant des faits énoncés au rapport;—Et qu'en le faisant, les juges qui ont rendu le jugement attaqué, ont ajouté à la loi, et commis par suite un excès de pouvoir, et ont même violé la disposition de l'art. 1^{er} ci-dessus cité;—Casse, etc.

Du 13 pluv. an 11.—Sect. civ.—Rapp., le cit. Babbille.

SUBSTITUTION FIDÉICOMMISSAIRE.—

EXHÉRÉDATION OFFICIEUSE.—L'ÉCRIVAIN.

Il y a substitution fidéicommissaire dans la disposition par laquelle un père, après avoir légué certains biens à son fils, déclare lui substituer ses enfants nés ou à naître, en lui

(1) V. conf. Cass. 21 therm. an 11.—Toutefois il y aurait eu nullité si les experts n'avaient indiqué ni implicitement ni explicitement qu'ils avaient eu

égard aux bases fixées par la loi pour asseoir leur évaluation: V. Cass. 11 flor. an 10.

réserve l'usufruit des biens légués. (L. 25 oct.-14 nov. 1792; 9 fruct. an 2, art. 20.) (1)

(Desjardins—C. Cramoisy.)

Par testament de 1765, Gabriel Cramoisy lègue à Dominique Cramoisy, son fils puîné, deux maisons. Le testateur témoigne des craintes que les dissipations de ce fils ne l'aient bientôt dépouillé de ces deux maisons, et il ajoute : « Mais ne voulant pas que cette portion soit dépensée, je lui substitue ses enfants nés ou à naître, réservant audit Dominique l'usufruit, qui, à sa mort, se consolidera à la propriété, en faveur de ses enfants. »—En 1768, décès du testateur.

En 1793, Dominique Cramoisy poursuit l'annulation du testament, comme renfermant une substitution. — Un tribunal de famille accueille sa prétention.

La femme Desjardins, fille de Dominique Cramoisy, qui n'avait pas été partie dans ce jugement, y a formé tierce-opposition, dont elle a été déboutée par un nouveau jugement. — Sur l'appel, elle a soutenu que la disposition du testament de 1765, par laquelle Gabriel Cramoisy légua à ses petits-enfants, fils de Dominique, la nue propriété de la portion héréditaire de celui-ci, et ne lui réservait que l'usufruit, était non une substitution annulée par les lois de 1793, mais une exherédation officieuse non comprise dans cette annulation.

9 pluv. an 10, jugement du tribunal de Nancy, qui, puisant ses motifs dans les lois sur les substitutions, et dans celle du 28 août 1793 sur la puissance paternelle, et encore dans celle du 17 niv. de l'an 2, et enfin dans l'art. 11 du titre 12 de la coutume de Lorraine, décide que, soit que la disposition soit une substitution ou une exherédation, elle doit être considérée comme nulle ou non avenue; en conséquence, il confirme le jugement dont est appel.

Pourvoi en cassation par la femme Desjardins. — S'attachant à l'idée que, dans l'espèce, il n'y avait pas substitution, la demanderesse a d'abord présenté un acte passé le 27 mai 1792, par lequel il est accordé une indemnité à Dominique Cramoisy pour raison de son usufruit, et une indemnité à ses enfants pour raison de leur propriété; elle en concluait que Dominique Cramoisy avait lui-même reconnu n'être pas propriétaire grevé de substitution. — Venant ensuite à l'examen de la clause testamentaire, la demanderesse faisait remarquer, 1° que le testateur disait conserver à son fils l'usufruit; 2° qu'il légua sa dissipation pour le priver de la propriété; 3° que cette propriété était conférée aux petits-fils. — Or, disait-elle, à ces signes on distingue l'exherédation officieuse, qui n'est point du tout une substitution. — Le fils exhérité n'a aucun droit de propriété; il ne peut donc pas se dire propriétaire grevé ou à charge de rendre, ce qui est l'essence de la substitution.

JUGEMENT (après délib.).

LE TRIBUNAL; — Vu les lois des 25 oct. et 14 nov. 1793, qui déclarent propriétaires libres les grevés de substitution; — Vu pareillement l'art. 20 de la loi du 9 fruct. an 2, qui décide qu'une institution directe, faite au profit de l'ainé des enfants à naître que laissera un eltoyen désigné, avec disposition d'usufruit au profit de celui-ci,

doit avoir l'effet d'une substitution fidéicommissaire; — Considérant, 1° que la disposition portée au testament de Gabriel Cramoisy et de son épouse, concernant Dominique Cramoisy, leur fils puîné, et les enfants de ce dernier, est qualifiée par lesdits testaments de substitution au profit des enfants nés et à naître dudit Dominique Cramoisy, en réservant l'usufruit à celui-ci, pour l'usufruit éteint, les enfants nés et à naître jouir en propriété des deux maisons composant le lot de leur père; — 2° que c'est une erreur assez commune dans certains pays de regarder le grevé de substitution comme simple usufruitier, parce qu'il ne peut aliéner au préjudice des appelés, et que sous ce rapport, l'acte notarié du 27 mai 1772, par lequel il est accordé une indemnité à Dominique Cramoisy pour l'usufruit, et à ses enfants pour la propriété, n'était point une reconnaissance de substitution; que le testament ne contient point de substitution, mais deux legs directs, l'un d'usufruit fait à Dominique, l'autre de la nue propriété fait à ses enfants; que d'ailleurs cette prétendue fin de non-recevoir ne paraît avoir été opposée par Desjardins et sa femme, ni en première instance, ni en cause d'appel; — 3° Qu'il importe peu que le jugement attaqué ait fait une fautive application à l'espèce de la loi du 28 août 1793, qui abolit la puissance paternelle; de celle du 17 niv. an 2, qui veut l'égalité entre les enfants, et de l'art. 11 du titre 12 de la coutume de Lorraine, relatif à l'exherédation proprement dite; dès que le jugement par lui confirmé, et qui a jugé Dominique Cramoisy propriétaire libre, était fondé sur les lois des 25 oct. et 14 nov. 1793; — Rejette, etc.

Du 13 pluv. an 11. — Sect. req. — Rapp., le cit. Vermell. — Concl., le cit. Pons, subst. — Pl., le cit. Thébaudius.

RECÉLÉ. — VOL. — COMPLICITÉ. — PEINE.

Sous le Code de 1791, le complice par recel d'effets volés, avec connaissance qu'ils provenaient d'un vol, était passible des mêmes peines que les auteurs du vol, lors même qu'il en aurait ignoré les circonstances aggravantes (2).

La loi du 18 pluv. an 9, qui punissait de mort les vols commis avec certaines circonstances aggravantes, n'étendait pas cette peine aux complices par recel. (L. 18 pluv. an 9, art. 9, et 29.)

(Reynero. — Intérêt de la loi.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Faisant droit sur les réquisitions du commissaire du gouvernement, en ce qui touche Jean Heynero, qui ne s'est pas pourvu et qui a été condamné à quatre années de détention pour recèlement des effets volés par Ferrero et Ballaric; — Vu l'art. 456, de la loi du 3 brum. an 4, portant qu'il y a lieu à cassation (1° disp.) lorsqu'il y a une fautive application des lois pénales; — Considérant que l'art. 3, tit. 3, rend les complices par recel passibles des peines prononcées contre les auteurs des vols;

Que, quoique cette disposition ne soit pas applicable aux délits et aux peines énoncés aux art. 9 et 29, de la loi du 18 pluv. an 9, comme ne faisant aucune mention des complices par recel, elle a une application positive aux délits et aux peines

ment, comme le considère ce jugement, dans le cas prévu par l'art. 20 de la loi du 9 fruct. an 2; tandis qu'ici, au contraire, la clause litigieuse était semblable à celles que la loi précitée avait en vue et qu'elle déclarait constituer de véritables substitutions.

(3) V. conf. Cass. 13 brumaire an 11, et la note.

(1) V. en ce sens, Paris, 26 brum. an 12, et 28 juin 1811. — En sens contraire, Cass. 11 pluv. an 11. — La différence de cette dernière décision avec la décision actuelle, n'est qu'elle est justifiée par l'existence des circonstances que nous avons rappelés en note de ce dernier jugement, se justifiant encore par ce motif que la clause dont il s'agissait lors du jugement du 11 pluv., ne rentrait pas identique-

mentionnés au tit. 2, 2^e sect., du Code pén. :— Qu'ainsi, dans l'espèce, Reynero, par le seul fait du recélé des effets volés et de la connaissance qu'ils provenaient d'un vol, était passible des peines portées contre les auteurs des vols commis par plusieurs personnes avec violence, port d'armes, et dans une maison habitée, circonstances qui forment le caractère du délit principal, la loi n'admettant de la part du recéleur aucune excuse sur l'ignorance des circonstances du vol : pour l'intérêt de la loi, et sans préjudice pour Reynero :—Casse, etc.

Du 14 pluv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Schwendt.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DOUANES.—EXPORTATION.—RIZ.

L'exportation du riz est comprise dans la disposition de la loi du 7 vend. an 4, qui prohibe l'exportation des grains et farines de toute espèce (1).

(Douanes—C. N....)

Du 14 pluv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Minier.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

DOUANES.—ENTREPOT.—RÉEXPORTATION.

CONTRAVENTION.

L'acquéreur, à charge de réexportation, de marchandises anglaises, est présumé les avoir introduites dans le commerce, et par conséquent est passible des peines portées par l'art. 15 de la loi du 10 brum. an 5, lorsqu'il ne peut les représenter, ni prouver qu'une cause indépendante de sa volonté l'a mis dans l'impossibilité de le faire. (L. 10 brum. an 5, art. 1 et 15.) (2).

(Douanes—C. Pagès.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu les art. 1^{er} et 15, de la loi du 10 brum. an 5 ;—Et attendu que Martin Pagès, chargé de représenter et d'exporter les marchandises anglaises entreposées, dont il était propriétaire, ne prouvant pas qu'aucune circonstance indépendante de sa volonté l'ait mis dans l'impossibilité de remplir ce devoir, est, de droit, présumé avoir disposé de ces marchandises, les avoir introduites dans le commerce, et par là, d'après l'art. 15 ci-dessus cité, compris parmi les contrevenants ; que le tribunal criminel du Pas-de-Calais, quels que soient les motifs énoncés dans son jugement, l'a ainsi implicitement jugé, en condamnant Pagès à payer la valeur de ces marchandises, à défaut de représentation, pour tenir lieu de confiscation ; qu'ainsi Pagès a été implicitement déclaré contrevenant à l'art. 1^{er}, de la loi du 10 brum. an 5 ;—Que, d'après l'art. 15 de la même loi, la condamnation d'amende ne pouvait être séparée de la confiscation ; qu'ainsi le tribunal criminel du Pas-de-Calais, en ne prononçant qu'une partie des peines portées en cet article, y est contrevenu ;—Casse, etc.

Du 14 pluv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Seignette.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

TRIB. DE POLICE.—BOUCHER.—MOUTONS.

Nulle peine de police ne peut être prononcée contre un boucher pour avoir remis des moutons dans l'intérieur de la ville, si ce fait n'est défendu par aucun règlement de police.

(1) La prohibition à la sortie, a été abolie par l'art. 7 de la loi du 15 avril 1834. Cette prohibition a été remplacée par des droits de sortie : les droits sur le riz, soit à l'entrée, soit à la sortie, sont fixés par l'art. 8 de la même loi.

(2) Cette décision ne résultait qu'implicitement des dispositions de la loi du 10 brum. an 5 : l'art. 1^{er} prohibait toute importation de marchandises an-

(Peyre.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu l'art. 456, du Code des délits et des peines ;—Et attendu, dans l'espèce, qu'aucun règlement de police rendu pour la ville de Castres, ne faisait défense aux citoyens, et en particulier aux bouchers, de remiser des troupeaux dans la ville, lorsqu'il a été verbalisé contre le demandeur, et qu'il a été traduit au tribunal de police siégeant à Castres ;—Attendu que le délit qui lui était imputé n'est prévu par aucune loi ; qu'il n'est point compris dans les dispositions de l'art. 15 de la loi du 23 juill. 1791, qui contient défenses de rien exposer sur les fenêtres ou au-devant des maisons, sur les voies publiques, et de rien jeter qui puisse nuire ou endommager par sa chute ou causer des exhalaisons nuisibles ;—Attendu qu'il ne pouvait pas davantage être placé sous l'empire des art. 600 et 603, du Code des délits et des peines, qui n'y étaient aucunement applicables ;—D'où il suit que le tribunal de police siégeant à Castres a commis un véritable excès de pouvoir en appliquant au demandeur des lois qui ne pouvaient être invoquées contre lui, et en le condamnant à trois jours d'emprisonnement pour avoir remis dans son écurie vingt-six moutons, lorsqu'aucune loi ne s'y opposait et qu'aucun arrêté de police préexistant ne portait défense de le faire ;—Casse, etc.

Du 14 pluv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Minier.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.—Pl., le cit. Mailhe.

OCTROI.—PASSE-DÉBOUT.—CONTRAVENTION.

En matière d'octroi, celui qui, après avoir pris un passe-debout pour faire traverser une villa par des marchandises, ne suit pas la route prescrite par ce passe-debout et les fait décharger avant d'arriver à la barrière indiquée, ne peut être excusé de cette contravention, sous la prétexte que le lieu de déchargement est celui où s'embarquent les marchandises pour la ville vers laquelle celles-ci étaient destinées (3).

(Velasquez — Intérêt de la loi.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu l'art. 456 du Code de brum., 4^e et 6^e disp. ;—Considérant que par le passe-debout accordé par la régie à Velasquez sur sa demande, celui-ci s'était expressément soumis à faire sortir, dans le délai y énoncé, de la commune de Lyon par la barrière de Serein, les marchandises qu'il lui avait été permis de faire entrer par celle de la Gare ; que par le règlement du 14 fruct. an 8, rapporté tout au long en marge de ce passe-debout, il est dit que le conducteur propriétaire ne peut arrêter si c'est par terre, ou aborder si c'est par eau, sous aucun prétexte, à peine de confiscation ;—Considérant que, malgré le texte précis de ce règlement, et l'obligation imposée par le passe-debout, la voiture chargée de ces marchandises n'était point parvenue à la barrière indiquée ; qu'elle avait arrêté au port Neuville, et y avait déchargé ses marchandises ; que cette contravention avait été dûment constatée par le procès-verbal des préposés ; que cependant le tribunal criminel a refusé d'appliquer la peine et de reconnaître la contra-

gaines, et l'art. 15 établissait des peines contre toute contravention aux dispositions de la loi. F. Cass. 5 vent. an 11.

(3) F. pour les dispositions réglementaires sur les passe-debout et la transit, les décrets de séjour et les formalités pour la sortie, en matière d'octroi, l'ord. du 9 déc. 1814, art. 37, et le tit. 8 de la loi du 8 déc. 1814.

vention, sous le prétexte que ces marchandises étant destinées pour Châlons, elles pouvaient être embarquées au port Neuville pour cette destination, ce port étant, y est-il dit, le seul où se font les chargements des voitures publiques, par eau, pour cette ville; — Considérant que la route prescrite par le passe-débout était la seule que pût prendre Velasques; que le règlement prédict réprouvait ces prétextes, et que s'ils étaient accueillis, la perception de ces droits deviendrait arbitraire et même illusoire; — Casse, etc. Du 15 pluv. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Sleyes. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, substit.

DOMAINES NATIONAUX. — COMPÉTENCE. — AUTORITÉ JUDICIAIRE. — AUTORITÉ ADMINISTRATIVE.

C'est à l'autorité administrative, et non au pouvoir judiciaire, qu'appartient la connaissance des contestations qui s'élèvent entre l'acquéreur d'un bien national, et un prétendant droit à la propriété d'une portion de ce bien, et qui présentent la question de savoir si la portion litigieuse a été comprise dans l'adjudication (1).

(Lebon — C. Monville.)

Le duc de Larochefoucauld, propriétaire, avant la révolution, de la halle de Surgères, avait concédé à divers particuliers et notamment au sieur Monville plusieurs portions de cette halle, à l'effet de s'en servir pour leur commerce. Le duc de Larochefoucauld étant émigré, la halle de Surgères fut confisquée, mise en vente par la république et adjugée au sieur Lebon. — De là, un procès entre le sieur Lebon, qui prétendait que la halle tout entière lui avait été adjugée, et le sieur Monville, qui revendiquait la portion à lui concédée, soutenant que la vente nationale n'avait pas pu comprendre les parties de cette halle dont l'ancien propriétaire avait déjà disposé.

18 frim. an 5, jugement du tribunal de la Charrente-Inférieure, et, sur l'appel, jugement du tribunal des Deux-Sèvres, qui maintiennent le sieur Monville dans la propriété de l'emplacement qui lui avait été concédé par le duc de la Rochefoucauld.

Pourvoi en cassation de la part de Lebon, pour incompétence et mal jugé au fond.

27 brum. an 7, jugement du tribunal de cassation qui casse et renvoie devant le tribunal d'appel de Poitiers. (V. ce jugement à sa date.)

23 vent. an 9, jugement qui maintient de nouveau le cit. Monville.

Nouveau pourvoi pour contravention à la loi du 16 fruct. an 3, qui fait défenses littérales aux tribunaux de connaître des actes d'administration, de quelque espèce qu'ils soient, et à l'article 4 de la loi du 28 pluv. an 8, qui attribue au conseil de préfecture la connaissance du contentieux des domaines nationaux.

(1) C'est un point constant en jurisprudence, que les tribunaux sont incompétents pour prononcer sur l'étendue des ventes nationales, et pour déterminer quels objets sont ou ne sont pas compris dans ces ventes. *V.* à cet égard les nombreuses décisions judiciaires et administratives recueillies dans notre *Jurisp. du XIX^e siècle*, v^o *Domaines nationaux*, n^o 71 et suiv. — *V.* encore Cass. 13 déc. 1830, et 26 janv. 1831 (Volume 1831). — Néanmoins, il faut remarquer qu'il n'y a lien à recourir à l'autorité administrative que lorsqu'il y a nécessité d'interpréter l'acte de vente administrative, c'est-à-dire lorsqu'il y a doute sur l'étendue de la vente ou les objets qu'elle comprend. Cette distinction est fort importante, et dont l'ap-

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu la loi du 16 fruct. an 3 et l'art. 4 de la loi du 28 pluv. an 8, ci-dessus cités; — Attendu que l'action exercée par Monville tend à mettre en question l'étendue et l'effet de l'adjudication faite à Lebon, de la halle de Surgères; qu'il n'appartient point aux tribunaux de décider les questions qui peuvent s'élever sur ce qui a été compris dans les ventes faites par l'autorité administrative; que, dans le système contraire, il dépendrait d'eux, par forme d'application ou d'interprétation, de modifier, de dénaturer et même d'annuler les actes d'administration, et d'autoriser par suite des demandes en indemnité contre le gouvernement; d'où il suit que les tribunaux ne pouvaient connaître de la contestation qui s'est élevée entre les parties, à moins que l'autorité administrative ne leur en eût fait elle-même le renvoi, et que leur incompétence étant prononcée à raison de la matière, et puisée dans l'ordre public, ne se trouve pas couverte par le silence des parties; — Casse, etc. Du 16 pluv. an 11. — Sect. réun. — *Rapp.*, le cit. Liborel. — *Concl.*, le cit. Merlin, comm.

DOUANES. — MARCHANDISES ANGLAISES.

Les marchandises de fabrique étrangère qui sont saisies dans les trois lieues frontalières, sans être accompagnées de certificat d'origine, sont réputées d'origine anglaise, et doivent être confisquées, bien qu'elles ne soient pas comprises dans la classe des marchandises que l'art. 5 de la loi du 10 brum. an 5 prohibe d'une manière absolue: cette présomption ne peut être détruite par des certificats ultérieurement produits (2).

(Morel — C. Douanes.)

Du 16 pluv. an 11. — Sect. réun. — *Cass.* — *Prés.*, le cit. Murair. — *Rapp.*, le cit. Rupérou. — *Concl.*, le cit. Merlin, comm.

DÉVOLUTION. — MUTATION PAR DÉCÈS.

Dans le ressort de la coutume de Liège qui attribue aux enfants les biens de la femme, avec réserve d'usufruit en faveur du mari, lequel en conservait la propriété si ses enfants ne précédaient, ces biens n'étaient définitivement fixés sur la tête des enfants que lorsque la mari lui-même était décédée; par suite, au décès de la femme, les enfants n'étaient assujettis à aucun droit de mutation (3). non plus que le mari lui-même.

(L'Enregistrement — C. Fossoul.)

Ainsi l'avait décidé un jugement du tribunal civil du 28 vent. an 9, qui rejette en ces termes les prétentions de la régie: « Attendu que Fossoul et son épouse s'étant mariés sans contrat, sont censés avoir adopté les dispositions de la coutume de Liège; que dès lors, par le mariage, la dame Fossoul est passée avec ses biens en la puissance et propriété du mari; que par la mort

pliation aux espèces qui peuvent se présenter n'est pas sans difficulté, a été consacré par plusieurs arrêts. *V.* notamment, Cass. 25 mars 1825; Montpellier, 30 avril 1830; Cass. 16 janv. 1832 (Volume 1832), et 21 mai 1834 (Volume 1834).

(2) Cette décision, rendue en sections réunies, après un premier jugement de cass. du 3 flor. an 10, a fixé la jurisprudence. — *V.* Cass. 9 vend. an 7, et 16 therm. an 9.

(3) En sens contraire, *V.* un jugement du 4 fruct. an 11, qui, dans ses motifs, cherche à se concilier avec le jugement que nous recueillons, mais que Merlin, *Quest. de droit*, v^o *Enregistrement*, § 5, soutient être inconciliable. *V.* nos observations sur ce jugement du 4 fructidor.

de celle-ci sans hoirs, il ne se fait aucune mutation à l'égard du mari qui reste seigneur et maître des biens comme précédemment; que cette même coutume, loin de donner à l'époux aucun avantage de viduité par la mort de sa femme en cas d'hoirs, ne fait que l'enlever dans la libre disposition des mêmes biens dont il avait auparavant la propriété absolue et sans réserve; qu'ainsi le cit. Fossoul ne peut être tenu dans aucun cas, à aucune déclaration pour une mutation qui ne se fait pas dans sa personne; — Attendu que quel que soit le droit de propriété affecté aux enfants Fossoul, par la mort de leur mère, par les art. 13 et 26, ch. 11 de la coutume; quelles que soient la force et la réalité du droit, ce ne sera qu'à la mort du père, si les enfants lui survivent, qu'il sera constant que la propriété a été fixée sur leurs personnes; car si les viciement a pré-mourir leur père, ils sont censés n'avoir jamais existé; ils seront donc censés n'avoir jamais rien acquis; il ne se sera donc opéré aucune transmission; on ne peut donc les soumettre à payer les droits d'une mutation qui n'aura jamais existé. — Pourvoi de la part de la régie.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que le jugement attaqué n'a fait qu'une juste application des divers articles de la coutume de Liège qu'il rapporte; — Rejette, etc.

Du 18 pluv. an 11. — Sect. req. — Prés., le cit. Vernicel. — Rapp., le cit. Zangiacomi. — Concl., le cit. Arnaud, subst. — Pl., le cit. Huet-Dupare.

CONFLIT D'ATTRIBUTION. — AUTORITÉ JUDICIAIRE. — CURÉS.

Lorsqu'il a été élevé un conflit d'attribution, entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire, les tribunaux doivent surseoir à toute décision jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le conflit (1).

(Philippart — C. Akerman.)

Il s'agissait d'une action possessoire dirigée par la femme Philippart contre le sieur Akerman, au sujet d'une pièce de terre labourable, enclavée dans les terres de la ci-devant abbaye de Bornefne, lesquelles avaient été vendues au défendeur par l'administration centrale du département de Sambre-et-Meuse, le 3 germ. an 3. Cette action avait été portée devant le tribunal de paix du canton d'Eghees; mais sur l'allégation du défendeur, que la terre contentieuse lui avait été vendue avec celle de Bornefne, le tribunal avait déclaré que l'affaire n'était pas de sa compétence, et avait renvoyé les parties devant qui de droit. — La femme Philippart avait appelé de ce jugement, et le commissaire du gouvernement près le tribunal civil d'arrondissement de Namur était intervenu à l'audience où la cause avait été portée, et, à la requête du préfet du département de Sambre-et-Meuse, il avait élevé le conflit sur l'attribution

entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire. — Malgré ce conflit, le tribunal, au lieu de surseoir, a prononcé la confirmation du jugement de la justice de paix, avec amende et dépens.

POURVOI en cassation de la part de la femme Philippart pour violation de la loi du 16 fruct. an 3, qui défend aux tribunaux de connaître des actes de l'administration, d'où elle concluait que le tribunal n'avait pu juger nonobstant le conflit par lequel l'administration revendiquait la connaissance de l'affaire.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu la loi du 16 fruct. an 3; — Attendu que le commissaire du gouvernement près le tribunal d'arrondissement de Namur, ayant déclaré à l'audience ensuite de la réquisition qui lui en avait été faite par le préfet du département de Sambre-et-Meuse, qu'il intervenait dans l'instance, tant au nom dudit préfet qu'en celui du gouvernement, à l'effet d'élever le conflit d'attribution entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire, il était du devoir du tribunal de surseoir à prononcer sur le mérite de l'appel porté devant lui; — Attendu encore qu'en confirmant par son jugement celui rendu à la justice de paix, il est vrai de dire qu'il a connu du mérite de l'affaire dont il s'agit, postérieurement à la notification officielle à lui faite du conflit élevé par ledit commissaire; en qui il est contenu une ladite loi du 16 fruct. an 3, ci-dessus citée; — Casse, etc.

Du 18 pluv. an 11. — Sect. civ. — Prés., le cit. Vasse. — Rapp., le cit. Cocharde. — Concl., le cit. Jourde, subst.

MUTATION PAR DÉCÈS. — INSTITUTION CONTRACTUELLE.

Le droit de mutation sa cas d'institution contractuelle (même en pays de droit écrit), est du non à l'instant même où elle est consentie, mais seulement au décès de l'instituant; la dessaisissement et la mutation ne s'opérant qu'à cette dernière époque (2).

(Enregistrement — C. Broca.)

22 déc. 1790, contrat de mariage de Joseph Broca par lequel Jean Broca et Marie Desentels, ses père et mère, l'instituent leur héritier en tous leurs biens présents et à venir, sous la réserve, 1° de l'usufruit desdits biens, réversible au survivant d'entre eux; 2° de la somme de 80,000 fr. pour la légitime de Jean Broca, leur autre fils; 3° de la somme de 30,000 fr. du chef du père, et de 15,000 fr. du chef de la mère, pour en disposer l'un et l'autre à leur gré. — *Et ibidem* an 8, décès de Marie Desentels. — Le 9 pluv. an 9, Joseph Broca se présente au bureau d'enregistrement de Mont-de-Marsan; il y déclare que la mort de sa mère ne lui a rien conféré de plus que ce que l'institution contractuelle lui avait déjà assuré, et il prétend qu'ayant acquitté, lors de son con-

(1) Il en serait de même aujourd'hui sous l'empire de l'ordonn. du 1^{er} juin 1828, dont l'art. 12 dispose formellement qu'en cas de conflit, le procureur du roi doit requérir qu'il soit sursis à toute procédure judiciaire. Mais lorsqu'il n'a pas été statué sur le conflit dans les délais fixés par cette ordonnance, arrêté qui l'a élevé est considéré comme non avenue, et l'instance peut être reprise devant les tribunaux. (*Ibid.*, art. 16). — Remarquons toutefois qu'il résulte d'une jurisprudence, contre laquelle nous nous sommes élevés, en ce qu'elle nous semble contraire à l'esprit et à la lettre même de l'ordonnance du 1^{er} juin 1828, que, lors même qu'il n'est statué sur le conflit qu'après l'expiration du délai fixé, l'ordonnance approuvée du conflit a pour effet de frapper d'interdit l'autorité judiciaire, à l'in-

stant où il lui en est donné connaissance, pourvu que cette autorité n'ait pas encore statué sur la contestation. *V.* les arrêts du 30 juin 1835 (Volume 1835), et 31 juill. 1837 (Volume 1837), et nos observations sur ce dernier arrêt.

(2) La rédaction du jugement qui va suivre, semble supposer que le droit de la mutation était seulement suspendu par l'éventualité des effets de la libéralité; mais il n'en est point ainsi: la transmission ne s'opère qu'au décès, sans effet rétroactif. Ce caractère particulier des institutions contractuelles a été nettement établi par un jugement du 24 niv. an 13, auquel il faut se reporter. *V.* en ce sens, Favard, *v.* Enregistrement, § 2, 10^e déc., et Duranton, t. 9, n° 672. *V.* aussi Cass. 24 déc. 1821 et 13 avr. 1825.

trat de mariage, tous les droits auxquels les conventions qu'il renferme pouvaient donner lieu, il ne doit rien autre ruser.

La receveur de l'enregistrement répond que l'institution contractuelle ne transmettant pas à Joseph Broca la propriété des biens de sa mère, et cette transmission n'étant opérée que par le décès de celle-ci, il doit les droits établis par la loi du 22 frim. an 7; et cela d'autant mieux que les mutations en ligne directe étant affranchies du droit proportionnel lors du contrat de mariage de Joseph Broca, celui-ci n'avait pu en payer aucun, à cette époque, pour cet objet. — Le receveur exige donc le droit de mutation. — Joseph Broca le paie, et se pourvoit ensuite en restitution devant le tribunal de l'arrondissement de Mont-de-Marsan.

Ce tribunal pose ainsi la question à juger : « Une institution contractuelle doit-elle être considérée comme une donation entre vifs ou comme une libéralité à cause de mort ? » — Et il considère : « que, suivant la réponse faite à la première question insérée dans le décret d'ordre du jour du 6 fruct. an 2, les contrats doivent s'apprécier d'après leur substance plutôt que d'après leur dénomination ; que l'institution contractuelle est une véritable donation entre vifs, puisque l'instituant ne pouvait plus aliéner l'objet de l'institution en tout ou en partie ; — Qu'aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 18 pluv. an 5, les institutions contractuelles, légitimement stipulées en ligne directe avant la publication de la loi du 7 mars 1793, doivent avoir leur plein et entier effet conformément aux anciennes lois, tant sur les successions ouvertes jusqu'au jour de la loi, que sur celles qui s'ouvriraient à l'avenir. — Que, suivant la jurisprudence du parlement de Bordeaux, dans l'ancien ressort duquel les parties étaient domiciliées, l'institution contractuelle avait l'effet d'une véritable donation ; l'instituant ne pouvait plus aliéner aucune partie de ce qui la faisait ; lorsqu'il s'était fait des réserves fixes, tout ce qui n'était pas compris dans ces réserves ne lui appartenait plus ; — Que, d'après cette jurisprudence, l'institution contractuelle dont s'agit, portait tous les caractères de l'irrévocabilité ; que ses père et mère, en se réservant, l'un la somme 30,000 fr., et l'autre celle de 15,000, s'étaient par cela même dépossédés de la propriété de toutes les autres biens, et n'étaient plus maîtres de les aliéner ; que cette institution devait donc être considérée comme une véritable donation entre vifs, et que, par conséquent Joseph Broca n'a pu être, au décès de sa mère, assujéti à aucun droit de succession. »

En conséquence, par jugement du 1^{er} therm. an 6, le tribunal de Mont-de-Marsan ordonne la restitution demandée.

Pourvoi en cassation, fondé sur les dispositions de la loi du 22 frim. an 7, qui assujétissent au droit proportionnel les mutations, même en ligne directe. — Le cit. Merlin a conclu à la cassation du jugement (1).

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu le n^o 5 du § 3 de l'art. 68 de la loi du 22 frim. an 7 ; — Attendu que ce n'est que par le décès de sa mère que Joseph Broca a été réellement et irrévocablement saisi des biens dans lesquels elle avait institué son héritier par le contrat de mariage de celui-ci ; que jusque-là la pro-

priété de ces biens ne lui était pas assurée, et pouvait même devenir caduque par le décès de Joseph Broca sans enfants ; que, lors de son contrat de mariage, il n'avait point payé ni pu payer les droits dus pour cette mutation éventuelle, et que la régie était par conséquent fondée à les exiger au décès, seule époque à laquelle elle était en usage et en droit de les demander ; — Casse, etc.

Du 19 pluv. an 11. — Sect. civ. — Prés., le cit. Vasse. — Rapp., le cit. Malleville. — Concl., le cit. Merlin. — Pl., le cit. Huart-Duparc.

ÉMIGRÉ.—REMBOURSEMENT.—COMPÉTENCE.

Les tribunaux sont incompétents pour connaître de la validité d'un remboursement de sommes dues à un émigré et fait par le débiteur entre les mains de l'Etat, d'après l'autorisation de l'administration. (L. 16-21 août 1790, tit. 2, art. 13; 16 fruct. an 3.) (2)

(Prat.—C. Poncein.)

Le cit. Prat, débiteur du cit. Poncein, émigré, avait été autorisé par l'administration départementale à se libérer de la somme due, en la versant dans la caisse du district. — Plus tard, le cit. Prat, poursuivi en paiement de la même somme par les héritiers Poncein, opposa le paiement par lui précédemment fait, et les actes de l'autorité administrative en vertu desquels il avait payé. — 18 pluv. an 9, jugement du tribunal de Neuchâteau qui rejette la demande des héritiers Poncein. — Appel. — 9 therm. et 2 fruct. an 9, jugemens du tribunal de Nancy qui l'admet en partie.

Pourvoi en cassation par Prat.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 7, sect. 3 de la loi du 22 déc. 1789 ; l'art. 13, tit. 2 de la loi du 24 août 1790 ; l'art. 3, chap. 5, acte const. de 1791, et les autres lois qui interdisent aux tribunaux la connaissance des matières administratives ;

Attendu que, dans la contestation sur laquelle il a été statué, en première instance, par le tribunal civil de l'arrondissement de Neuchâteau, département des Vosges, et, en cause d'appel, par le tribunal d'appel étant à Nancy, il s'agit de l'interprétation et de l'exécution d'un arrêté du ci-devant district de Neuchâteau, du 17 germ. an 2, et que ces tribunaux étaient incompétents pour en connaître ; — Procédant par voie de règlement de juges, sans s'arrêter ni avoir égard au jugement rendu par le tribunal civil de l'arrondissement de Neuchâteau, du 18 pluv. an 9, non plus qu'aux deux jugemens du tribunal d'appel de Nancy, des 9 therm. et 2 fruct. an 9, lesquels, ainsi que tout ce qui a précédé et suivi, sont déclarés nuls et comme non avenus, débaisse les parties à se pourvoir devant l'autorité administrative, ainsi qu'il leur appartient. — Dit qu'il n'y a lieu (3) à statuer sur la demande en cassation formée par Alexis Prat contre les jugemens des 9 therm. et 2 fruct. an 9.

Du 20 pluv. an 11. — Sect. req. — Prés., le cit. Vermeil. — Rapp., le cit. Poriquet. — Concl., le cit. Arnand, subst.

INJURES.—COMPÉTENCE.

Les injures verbales, quelle qu'ait été leur gravité, sont de la compétence exclusive du tri-

bunal. — La Section des requêtes s'est reconnue suffisamment autorisée à annuler le pourvoi en cassation étant converti en règlement de juges, la Section des requêtes ne fait ici que ce qu'elle doit faire et fait toujours ; elle annule les jugemens incompétemment rendus, et dit qu'il n'y a lieu, par suite, de statuer sur le pourvoi de la partie.

(1) V. son réquisitoire *Quest. de droit*, vo *Institution contractuelle*, § 2.

(2) V. dans le même sens, Cass. 16 flor. an 7, 25 mai 1807, 16 mai 1809, et décision du conseil d'Etat du 16 juin 1808.

(3) C'est évidemment à tort que le *Journal du Palais* dit, qu'il y a lieu à statuer sur la demande en cassation de Prat, pour en conclure, comme une

bunal de police, des qu'elles ne sont pas adressées à un fonctionnaire public, dans l'exercice de ses fonctions. (C. 3 brum. an 4, art. 605; L. 22 juill. 1791, tit. 2, art. 18.) (1)

(Jal.—C. Moine.)

Du 21 pluv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Carnot.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

APPEL CORRECT.—REQUÊTE.—MOTIFS.

La requête d'appel qui énonce que le jugement correctionnel a été mal rendu au fond, en ce que l'appelant a été condamné pour abus de confiance, quoiqu'il ne fait pas coupable de ce délit, ne peut être rejetée comme n'articulant pas suffisamment les moyens d'appel. (C. 3 brum. an 4, art. 195.) (2)

(Leprevost.—JUGEMENT.)

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 195 du Code du 3 brum. an 4;—Vu aussi la première disposition, art. 456, même Code;—Et attendu que la requête d'appel présentée dans le délai de la loi par Leprevost énonçait formellement qu'il attaquait le jugement correctionnel comme étant mal rendu au fond, en ce qu'il avait été condamné pour abus de confiance, quoiqu'il ne pût être considéré comme coupable de ce délit;—Que cette requête contenait donc des moyens d'appel;—Que c'est par fausse application de l'art. 195 ci-dessus cité, et conséquemment, par excès de pouvoir, que le tribunal criminel, par son jugement du 20 frim. dernier, a déclaré l'appel de Leprevost non recevable, faute d'avoir articulé des moyens d'appel dans sa requête;—Casse, etc.

Du 21 pluv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Barris.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.—Pl., le cit. Mailhe.

1^o JURY (QUESTIONS AU).—VIOL.—TENTATIVE.

2^o DÉFENSE.—INTERROGATOIRE.—LECTURE DES CHARGES.

1^o Sous la Code du 3 brum. an 4, lorsqu'un individu était accusé de viol ou de tentative de viol, les jurés devaient être interrogés d'abord sur la question de savoir s'il y avait eu viol consommé, et subsidiairement sur celle de savoir s'il y avait eu tentative de viol. (C. 3 brum. an 4, art. 373.) (3)

2^o Il y a nullité de la procédure, lorsque l'interrogatoire du prévenu n'a pas été suivi de la lecture à lui faite des procès-verbaux et déclarations faisant charge contre lui. (L. 7 pluv. an 9, art. 10.) (4)

(1) Cette question était née des termes de l'art. 18, tit. 2 de la loi des 19-22 juill. 1791, qui ne renvoyait aux tribunaux de police que les *simples injures verbales* : on avait conclu de ces mots que lorsque les injures ne sont pas *simples*, lorsqu'elles sont très graves, cette juridiction devait cesser d'être compétente. Le jugement décide que ces mots, *simples injures verbales* signifient les injures *simples* *verbales*, par opposition aux injures écrites. — Cette difficulté ne peut se représenter : la loi n'a pas conservé l'expression qui la fait naître. Les injures verbales entre particuliers, quelle qu'en soit la nature, sont attribuées à la juridiction de simple police, par l'art. 20 de la loi du 17 mai 1819, et par les art. 376 et 471, n° 11, du Code pén. *

(2) P. en ce sens, Cass. 29 prair. an 9, et la note. — Le dépôt d'une requête contenant les moyens d'appel, n'est plus exigé à peine de nullité. P. Bourguignon, *Manuel d'inst. crim.*, sur l'art. 204; Legraverend, t. 2, p. 352. A plus forte raison, le défaut d'énonciation des moyens d'appel dans cette requête, ne pourrait plus entraîner la déchéance de l'appel. *

(3) Ce mode devrait encore être suivi; car on doit,

(Leclerc.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 456 du Code des délits et des peines;—Vu aussi l'art. 373 du Code;—Et attendu que, dans l'espèce, il résultait de l'acte d'accusation dressé contre René Leclerc, qu'il s'était livré à des excès et violences sur la personne de Rose Rapin, fille âgée de moins de 14 ans, par suite desquelles il y avait eu viol ou tentative de viol sur ladite Rapin, ce qui imposait au président du tribunal criminel l'obligation d'interroger les jurés, d'abord sur la question de savoir s'il y avait eu viol consommé, et subsidiairement sur la question de savoir s'il y avait eu tentative de viol, suspendue par des circonstances fortuites, indépendantes de la volonté dudit Leclerc;—Attendu que, par ce défaut de position des questions résultant de l'acte d'accusation, il n'est point demeuré constant au procès s'il y avait eu viol ou tentative de viol, et que, dès lors, il n'y avait pas lieu à l'application des art. 29 et 30, sect. 1^{re}, titre 2, 3^e partie du Code pénal;

Attendu, enfin, qu'il n'a point été satisfait à l'art. 10 de la loi du 7 pluv. an 9, ainsi conçu : « Le prévenu sera également amené par ordre du directeur du jury, et interrogé par lui avant d'avoir eu communication des charges et dépositions; lecture lui en sera donnée après son interrogatoire; et, si elle le demande, il sera de suite interrogé de nouveau; » puisqu'il n'a été donné lecture à René Leclerc ni des déclarations, ni des procès-verbaux qui faisaient charge contre lui;—Et considérant que, d'après les articles précités, il y a tout à la fois omission des formes prescrites par la loi et fausse application de la loi pénale;—Casse, etc.

Du 21 pluv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Minier.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

FAUX TÉMOIGNAGE.—DÉFENSE.

La loi qui punit le faux témoignage ne peut s'appliquer à celui qui altère la vérité dans sa propre cause : la délit suppose que la déposition a été faite dans la cause d'autrui. (C. 1791, 2^e part., tit. 3, sect. 2, art. 47.) (5)

(Frings et Gener.)

Du 22 pluv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Borel.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

COMPLICITÉ.—RÉCLÉ.—CIRCONSTANCES

AGGRAVANTES.

Celui qui a sciemment coopéré à l'enlèvement

autant que possible, éviter les questions alternatives qui, n'offrant rien de précis, peuvent induire les jurés en erreur. *

(4) P. conf., Cass. 26 et 28 vent. an 10, 10 oiv. an 11, et les observations qui accompagnent ce dernier jugement.

(5) La Cour de cassation a jugé, par arrêt du 27 août 1824, qu'un témoin interrogé sur un fait essentiel à la cause, ne peut se dispenser de dire la vérité, encore bien que cette vérité doive tourner contre lui et l'incriminer, et qu'une fausse déposition, en ce cas, constitue le crime de faux témoignage. Cette décision est motivée sur ce que « la loi ne fait aucune exception; que la sainteté du serment n'en comporte aucune, etc. » Bourguignon conteste cette solution : « La raison de douter, dit-il, est que, dès qu'il s'agit de s'expliquer sur un fait qui l'incrimine, celui qui dépose doit cesser d'être considéré comme témoin, suivant la maxime *nullus in re sua testis intelligitur*. Le serment qu'il a prêté ne peut se rapporter qu'aux faits sur lesquels il peut véritablement témoigner, et non sur ceux qui sont à sa charge. » (*Jurisp. des Codes crim.*, tom. 3, p. 339). *

des objets volés, doit être puni des mêmes peines que l'auteur principal, encore bien qu'il ne connût pas la circonstance aggravante de domesticité personnelle à celui-ci. (C. 1791, 2^e part., tit. 3, art. 3.) (1)

Celui qui a recélé les effets volés, sachant qu'ils provenaient d'un vol, doit être puni des mêmes peines que l'auteur principal, encore bien qu'il ne connût pas la circonstance aggravante de la domesticité personnelle à celui-ci (2).

(Intérêt de la loi—aff. Berthe.)

Il s'agissait d'un vol domestique. — Louis Leboullet était accusé d'en être l'auteur; Mathurin Béhonne, d'avoir coopéré à l'enlèvement des effets volés; Louis Berthe et Julienne Leroux, d'avoir reçu gratuitement lesdits effets, sachant qu'ils provenaient d'un vol.

Par le jugement attaqué, tous les accusés étaient déclarés convaincus des imputations qui leur étaient respectivement faites. Cependant le tribunal, après avoir prononcé huit années de fers contre Leboullet et Béhonne, n'avait prononcé qu'une peine correctionnelle contre Berthe et Leroux. Cette distinction était motivée sur ce que Berthe et Leroux n'avaient pas connaissance que les effets volés provinssent d'un vol domestique.

Le commissaire du gouvernement près le tribunal de cassation a requis d'office, et seulement pour l'intérêt de la loi, la cassation du jugement, en ce qui concernait Berthe et Leroux, qui ne s'étaient pas pourvus. Ses conclusions ont été adoptées par le tribunal de cassation, qui a rendu, relativement à la partie du jugement qui concerne Berthe et Leroux, le jugement qui suit :

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 3 du tit. 3 de la 2^e partie du Code pén. ; — Attendu que le jugement attaqué a contrevenu à la disposition de cet article, en ce qu'il n'a prononcé qu'une peine correctionnelle contre Berthe et Leroux, déclarés complices d'un vol commis avec la circonstance de domesticité, crime contre lequel l'art. 13 de la 2^e sect. du tit. 2 de la 2^e partie du Code pén., prononce la peine de huit années de fers; — Casse.

Du 23 pluv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Basire.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

RÉCIDIVE.—FLÉTRISSURE.—DÉPORTATION.

Sous l'empire de la loi du 23 flor. an 10, la peine de la flétrissure n'ayant été établie, en cas de récidive, que par substitution à la peine de la déportation, et jusqu'à ce que celle-ci pût être pratiquée, ces deux peines ne pouvaient être prononcées cumulativement. (L. 23 flor. an 7, art. 1 et 7.) (3)

(Charavel.)

Charavel, déclaré coupable de vol, avait été condamné aux peines portées par la loi contre ce crime. — Mais il avait été reconnu en récidive, et le tribunal criminel, après avoir prononcé contre lui la peine de la flétrissure, conformément aux dispositions de la loi du 23 flor. dernier, l'avait en outre condamné à la peine de la déportation, conformément aux anciennes dispositions du Code pén. — Ce jugement a fait naître la question de savoir si la peine de flétrissure et celle de dé-

portation pouvaient être cumulées dans le cas de récidive.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 7 de la loi du 23 flor. an 10 ; Et attendu qu'il résulte clairement de la disposition de cet article, que la peine de la flétrissure, en cas de récidive, n'est établie que par substitution à celle de la déportation, ordonnée en pareil cas par le Code pén. ; — Que la première devant cesser lorsque la seconde pourra avoir lieu, l'intention du législateur, pour que ces deux peines ne puissent être cumulées, est par cela même bien formellement manifestée ; — Que cependant, le tribunal criminel du département du Rhône a, par son jugement du 18 brum. dernier, condamné Antoine Charavel aux peines portées par la loi contre le crime de vol, dont il a été déclaré convaincu, et pour la récidive à la flétrissure, et en outre à la déportation pour le reste de sa vie, conformément aux dispositions du Code pén., et de la loi du 23 flor. ci-dessus rappelées ; — D'où il suit une fautive application desdites lois, quant à la peine de la déportation ; — Casse, etc.

Du 23 pluv. an 11.—Sect. crim.—Rapp., le cit. Rataud.—Concl., le cit. Lecoutour, subst.

APPEL.—DÉLAI.—JUGEMENT PAR DÉFAUT.

Dans le ressort du parlement de Béarn, le délai d'appel était de dix jours, à compter de la publication de la sentence, sans distinction entre les jugemens contradictoires et les jugemens par défaut.

.... Et cette règle a dû être appliquée dans le ressort de ce parlement, à l'égard des jugemens par défaut, même depuis la loi du 24 août 1790 : cette loi n'ayant changé les délais d'appel fixés par les lois ou coutumes antérieures, que pour les jugemens contradictoires (4).

(Narchoury—C. Bertoutachar.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu le style de Navarre, portant que tout appelant est tenu d'interjeter appel dans dix jours, à compter de la publication de la sentence; le style du ci-devant sénéchal de Béarn, contenant la même disposition ; — La loi du 8 mai 1791 qui dispose que, dans les tribunaux établis dans les villes ou l'ord. de 1667 n'a été ni publiée ni exécutée, les juges et les avoués se conformeront, pour la procédure, aux réglemens qui y seront usités, en ce qui n'est pas contraire aux modifications faites à cette ordonnance par l'art. 34 du décret du 6 mars précédent ; — Vu aussi l'arrêté du directoire exécutif, du 9 messid. an 4, qui prononce que les nouvelles lois n'ayant pas fixé le délai des appels des jugemens par défaut, il résulte de leur silence qu'on doit recourir aux anciennes ;

Attendu qu'il est constant et reconnu qu'il s'agit énoncé plus de trois mois depuis la signification du jugement du 2 germ. an 8 ; — Attendu que le statut local fixe indistinctement le délai d'appel d'un jugement, soit qu'il soit rendu par défaut, soit qu'il soit contradictoire ; — Que la loi du 24 août 1790 n'a déterminé le délai d'appel que pour les jugemens, de cette dernière espèce ; que l'ordonn. de 1667 qui avait étendu le délai d'appel des jugemens tant contradictoires que par dé-

condamné à la peine de ce second crime, et de plus, à être flétri publiquement sur l'épaule gauche de la lettre R.—l'art. 7 ajoutait : « la présente loi n'aura d'effet à l'égard de la flétrissure, en cas de récidive, que jusqu'à l'époque où la déportation pourra y être substituée. »

(4) P. conf., Cass. 26 germ. an 12, 17 nov. 1813. — P. aussi Merlin, *Quest. de droit*, v^o Appel, § 6, n^o 5.

(1 et 2) P. nos observations sur cette double application de la même règle, sous les jugemens des 25 niv. an 7 et 13 brum. an 11.—P. aussi Cass. 14 pluv. an 11.

(3) L'art. 1^{er} de la loi du 23 flor. an 10 portait que tout repris de justice pour un fait quelconque crime, et qui serait convaincu d'avoir, postérieurement à sa première condamnation, commis un second crime, serait

fait, à dix ans, n'a pas été enregistrée ni exécutée dans le ressort du ci-devant parlement de Pau;—Que, par conséquent, d'après les dispositions de la loi du 8 mai 1791, les réglemens usités dans le pays doivent être exécutés pour ce qui concerne la procédure;—Qu'ainsi, dans le système des juges qui ont rendu le jugement du 2 germ., comme étant rendu par défaut, le règlement local qui fixe sans distinction à dix jours le délai d'appel, devait être appliqué; qu'il y a conséquemment violation du statut municipal;—Que dans la supposition même où l'on n'aurait pu considérer que, depuis la loi d'août 1790, le délai devait continuer d'être uniforme dans le ressort du ci-devant parlement de Pau, et être porté à trois mois pour toute espèce de jugemens, il se trouvait encore écoulé, et les juges, en déclarant qu'il faudrait joindre à ce délai celui de huitaine pour former opposition au jugement, ont ajouté à la loi, ce qui forme un excès de pouvoir;—Casse, etc.

Du 25 pluv. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Rousseau. — Concl. conf., le cit. Merlin, comm.—Pl., les cit. Mailhe et Gulchard.

FRAUDE.—SIMULATION.—CASSATION.

Il appartient aux juges du fait de décider si un acte est frauduleux et simulé; par suite, le jugement qui annule un acte, après avoir déclaré en fait qu'il est entaché de fraude et de simulation, échappe à la censure du tribunal de cassation (1).

(Choisel—C. Oudet.)

La citoyenne Oudet, femme divorcée du cit. Laroque, et qui avait à exercer un recours sur ses biens de ce dernier pour le montant de ses reprises, a demandé la nullité de plusieurs actes par lesquels le cit. Laroque avait rendu au cit. Choiseul, son gendre, divers objets mobiliers et diminué ainsi le gage de sa créance: elle a prétendu que ces actes étaient frauduleux et simulés.

1^{er} prair. an 8, jugement qui rejette cette demande; mais sur l'appel, 14 frim. an 9, jugement infirmatif du tribunal d'appel d'Amiens, qui annule les actes dont il s'agit, comme frauduleux et simulés.

Pourvoi en cassation de la part du cit. Choiseul, pour violation de la loi 10, § 1^{er}, et de la loi 15 au II *Quæ in fraudem creditorum*.—Le demandeur soutenait que, dans l'espèce, il n'y avait ni fraude, ni simulation de nature à faire prononcer la nullité des actes attaqués, parce que les biens immobiliers du sieur Laroque suffisaient, indépendamment des meubles vendus à son gendre pour garantir les droits de la citoyenne Oudet.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu que les reproches faits au jugement du tribunal d'appel ne sont que des griefs d'appel, qui ne doivent pas se porter devant le tribunal de cassation;—Que celui-ci n'a pas à s'occuper si le tribunal a bien ou mal jugé en décidant en fait qu'il y avait simulation;—Que, d'ailleurs, le tribunal qui a décidé que la dame Oudet, en sa qualité de créancière, pouvait attaquer les actes passés entre Laroque et son gendre, comme simulés, a implicitement décidé en fait qu'il y avait insuffisance de la part du débiteur;—Rejette, etc.

Du 26 pluv. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Vergès.—Pl., les cit. Raoul et Becquoy.

(1) *V.* dans le même sens, Cass. 2 fruct. an 13, et 28 brum. an 14.

(2) *V.* conf., 1^{er} germ. an 8, 29 mars 1806, 2 et

DERNIER RESSORT.—DEMANDES RÉUNIES.—COMPENSATION.

Lorsque la demande principale est reconnue fondée, et que le défendeur n'y résiste que parce qu'il veut opérer la compensation avec une somme qu'il demande reconventionnellement, il ne faut pas avoir égard aux deux demandes pour déterminer la valeur du litige et la compétence du juge. (L. 21 août 1790, art. 4.) (2)

(Chabot—C. Cardin.)

Le 9 fruct. an 3, le sieur Chabot obtient du tribunal de district de Fontenay, un jugement par défaut qui condamne le sieur Cardin à lui payer la somme de 1,000 francs. Ce dernier se prétend, de son côté, créancier du sieur Chabot, et oppose la compensation jusqu'à due concurrence. Les sommes par lui réclamées étaient au dessous de 1,000 francs, mais il offrait de payer le surplus.—Le sieur Chabot conteste cette réclamation.

L'affaire reste indécise jusqu'en l'an 9, époque à laquelle elle a été portée devant le tribunal de première instance de Fontenay, qui, par jugement du 13 fructidor, rendu au dernier ressort, déclare la compensation d'une partie des sommes réclamées par Cardin, avec frais du jugement par défaut du 9 fruct. an 3, et le condamne à payer au sieur Chabot la somme de 1,000 fr., faisant l'objet de sa demande.

POURVOI en cassation de la part du sieur Cardin, pour contravention à l'art. 5 du tit. 4 de la loi du 24 août 1790, qui donne aux tribunaux de première instance le pouvoir de statuer en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1,000 fr. seulement. Dans l'espèce, a-t-il observé, la demande principale devait être réunie à la demande reconventionnelle pour fixer la compétence du premier ou dernier ressort; et comme par leur réunion elles excédaient 1,000 francs, il s'ensuit que les premiers juges ont commis un excès de pouvoir en prononçant en dernier ressort.

Le sieur Chabot a répondu que l'objet du procès n'était pas la demande originaire par lui formée en paiement de 1,000 fr., puisque le sieur Cardin s'en était reconnu débiteur, mais bien la demande reconventionnelle formée par celui-ci; que cette dernière demande étant au-dessous de 1,000 francs, les premiers juges avaient dû statuer en dernier ressort; qu'il ne s'agissait dans l'espèce que d'une demande en compensation, qui n'était autre chose qu'une prétention de paiement; qu'il en était de ce cas comme de celui où un débiteur, assigné en paiement d'une somme quelconque, avouerait sa dette, mais prétendrait s'être libéré; qu'il est évident, dans une semblable hypothèse, que si le débiteur contestait la libération, les tribunaux ne devaient point, pour fixer leur compétence, prendre en considération la somme demandée pour la réunir à celle prétendue payée, mais devraient considérer cette dernière somme, parce que cette somme seule fait la matière du litige.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Attendu qu'il résulte du jugement attaqué, que la demande en réconvention formée contre le défendeur par Cardin, n'avait pour objet que de compenser la valeur de la demande originaire de Chabot, qui n'excédait pas la somme de 1,000 fr., valeur déterminée; d'où il suit que le jugement attaqué, en statuant comme il l'a fait, par voie de dernier ressort sur

5 fév. 1818, 17 juin 1823, et surtout la note sur le jugement du 1^{er} germ. an 8. *V.* aussi la loi du 11 avril 1838, art. 2.

l'objet de ces deux demandes, n'a point commis d'exercice de pouvoir :—Rejette, etc.

Du 26 pluv. an 11.—Sect. civ.—*Rapp.*, le cit. Pajou.—Concl., le cit. Lasaudade, f. f. comm. gouv.—Pl., les cit. Grivard et Mathias.

1^o OFFICES.—SUPPRES-SION.—CONDICTION.

2^o ASENT MILITAIRE.—PRESCRIPTION.

1- L'obligation contractée par un individu de payer une somme annuelle tant qu'il conservera la charge dont il est revêtu, cesse à la suppression de cette charge, encore que le titulaire obtienne une pension de retraite (L. 7, § 7, ff de pactis.) (1)

Dans tous les cas, l'obligation devrait être réduite proportionnellement à la différence existant entre la pension et le traitement qui était attaché à la charge supprimée.

2^o Le militaire en activité de service qui a fait son service dans son propre domicile, et a réellement pu veiller à ses propres affaires, n'en a pas moins toute faculté de repousser l'exception de prescription ou de déchéance, en réclamant le bénéfice de la loi du 6 brum. an 5 (2).

(Lacaze—C. Chenevières.)

Le 16 janv. 1798, Lacaze, major de la citadelle de Strasbourg, échangea sa place, avec l'agrément du gouvernement, contre celle de major de la place de Lichtenberg, occupée par Chenevières, son gendre.—En considération des avantages que lui procurait cet échange, Chenevières s'engagea à payer, pendant tout le temps qu'il jouirait de la place de major de la citadelle, une rente annuelle et viagère de 1,000 liv. à la dame Lacaze, sa belle-mère, dans le cas où elle surviendrait à son mari.—Peu de temps après, la place de major de la citadelle de Strasbourg fut supprimée, mais Chenevières obtint une pension de retraite de 3,000 livres.

La veuve Lacaze prétendit alors que sa rente viagère devait lui être continuée, la pension de retraite de Chenevières représentant le traitement de 3,600 livres qui était attaché à la place supprimée.

5 frim. an 3, jugement arbitral qui rejette la prétention de la veuve Lacaze.

5 pluv. suivant, jugement infirmatif du tribunal civil du district de Strasbourg, qui ordonne la continuation du service de la rente, attendu que Chenevières avait obtenu une pension de retraite à peu près équivalente au traitement attaché à la place qu'il avait perdue; que cette pension lui avait été accordée autant comme indemnité de sa perte, que comme récompense de ses services; qu'enfin, elle aurait été de moitié moindre, si, lors de la suppression, Chenevières eût encore été major de Lichtenberg, etc., etc.

Ce jugement fut signifié à Chenevières le 22 du même mois, en son domicile à Strasbourg, en parlant à sa personne.

Il faut remarquer que, depuis 1792, Chene-

vières avait repris un service actif dans l'armée, et qu'il était alors employé, comme chef de brigade, dans l'état-major de la place de Strasbourg.

Ce fut en l'an 9 seulement, six ans après la signification du jugement, que Chenevières se pourvut en cassation.

Un jugement par défaut, du 2 germ. an 10, cassa celui du tribunal de Strasbourg, par les motifs suivants: « Attendu que la rente annuelle et viagère de 1,000 fr. ne devait être payée, aux termes du contrat ci-dessus daté, qu'autant que le demandeur jouirait de la place de major de la citadelle de Strasbourg; que cette place a été supprimée, et qu'il n'a rien été réglé par le contrat pour le cas où le titulaire obtiendrait une pension de retraite; que, par conséquent, les juges ont transporté une obligation d'un cas à un autre, et transformé une dette conditionnelle en une dette pure et simple, ce qui est une violation des conditions et des lois sur les contrats, et de la loi 7, § 7, ff de pactis. »

La veuve Lacaze se pourvut par opposition contre ce jugement et oppose au pourvoi de Chenevières une fin de non-recevoir tirée de ce que son pourvoi n'aurait été formé que longtemps après l'expiration du délai de trois mois, accordé par l'art. 14 de la loi du 1^{er} déc. 1790.—A la vérité, la loi du 6 brum. an 5 dispose bien qu'aucune prescription, expiration de délai ou péremption d'instance, n'a pu courir contre les militaires en activité de service, jusqu'à la paix générale et un mois au-delà, mais cette loi n'était applicable qu'aux militaires qui, éloignés de leur domicile, étaient employés dans l'armée active et n'avaient pu personnellement exercer leurs droits, et non à ceux qui, comme Chenevières, étaient employés dans l'intérieur, et dans les lieux mêmes de leur domicile, et qui avaient pu se défendre et s'étaient défendus eux-mêmes.

Chenevières répondait sur ce point, que, dans le sens de la loi du 6 brum. an 5, de même que sous l'empire des lois romaines, le militaire en activité de service est réputé absent, et comme tel, relevé de toute prescription ou déchéance, quel que soit le lieu où il exerce son service, à l'extérieur ou à l'intérieur du royaume, qu'il soit éloigné de son domicile ou qu'il se trouve dans ses foyers, puisqu'il ne peut y être que momentanément ou accidentellement: *Reipublica causâ absens censetur miles, dum in expeditione, in proximo, in acie, in hybernis et castris suis sunt.* (Perezius, ad Cod. lib. 2, tit. 51, u^o 3.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vu l'art. 2 de la loi du 6 brum. an 5, etc.; Attendu que le cit. Chenevières justifie, par pièces authentiques, qu'il était déjà au service lors de la déclaration de guerre; qu'au moment de la signification du jugement attaqué, et plusieurs mois après, il était encore employé à l'armée active; que, dans ce cas d'activité, la loi ne fait aucune distinction entre celui qui serait momentanément dans ses foyers, et celui qui se trouverait éloigné;—Sans s'arrêter

et que l'intention du législateur a été de n'accorder le bénéfice de la disposition qu'à ceux qui seraient véritablement absents...— Ces motifs nous semblent, dans leur généralité, poser une doctrine contraire à celle admise par le jugement que nous rapportons ici. Mais il faut remarquer que lors de l'arrêt de 1827, la suspension de prescription était invoquée, non par un militaire proprement dit, mais par un gendarme. Or, le gendarmisme ne faisait point réellement partie de l'armée. On conçoit donc que ses membres ne puissent se prévaloir de la loi du 6 brumaire, à moins que, de fait, comme le dit la Cour de cassation, ils aient été employés à l'armée.

(1) Mais l'acquéreur d'un office n'est pas dispensé d'en payer le prix, par cela seul que l'office a été ultérieurement supprimé. *F. Tarin*, 11 fév. 1811.—Telle était aussi l'opinion de *Loyseau, Traité des offices*, liv. 3, ch. 2, n^{os} 39 et 58, opinion que reproduit *M. Dard, Code des officiers minist.*, p. 235.

(2) *Merlin, Répert.*, v^o Cassation, § 5, n^o 10, et *Troplong, Prescription*, n^o 705, adoptent cette décision.—Cependant, on lit dans les motifs d'un arrêt de la Cour de cassation, du 14 nov. 1827, que le privilège de la loi du 6 brum. an 5 ne peut être invoqué que par les militaires qui ont servi à l'extérieur, ou ont été transportés d'un lieu sur un autre,

à la fin de non-recevoir opposée par la veuve Lacaze, femme d'Anvern, passe au jugement du fond;

Et procédant au fond;—Vu le contrat du 16 janv. 1788, par lequel le cit. Chenevières s'était obligé, tant qu'il vivrait et jouirait de la place de major de la citadelle de Strasbourg, de payer 1000 fr. de pension viagère à la veuve Lacaze, réductible à 600 fr. sur la tête de Thérèse Lacaze, après le décès de sa mère.—La loi 7, § 7, ff. de pactis; la loi 23, ff. de reg. juris, conçue en ces termes: *hoc servabitur quod initio convenit, legem enim contractus dedit*;—Attendu que le cit. Chenevières ne s'était obligé, par l'acte du 16 janv. 1788, au paiement de la pension dont il s'agit envers la dame Lacaze qu'autant qu'il jouirait de la place de major de la citadelle de Strasbourg; que cependant le jugement l'a condamné à continuer le paiement de cette pension, quoiqu'il ne fût pas pourvu de la place, ni même d'une pension de retraite équivalente au traitement dont il jouissait;—Qu'il résulte de cette disposition du jugement une violation formelle de la convention des parties, en condamnant précisément le cit. Chenevières à payer la pension dans le cas même où la condition portée au contrat ne subsistait plus, savoir: la jouissance de la place, et sans aucun décroissement proportionnel de l'ancien traitement de 3,600 fr. à la pension réduite alors, de l'avis des juges, à 3,000 fr.; qu'ainsi le contrat et les lois ci-dessus citées qui en maintiennent l'exécution, sont violés;—Casse, etc.

Du 26 pluv. an 11.—Sect. civ.—Prés., le cit. Murair.—Rapp., le cit. Rousseau;—Concl., le cit. Lassudre, f. f. de comm. gouv.—Pl., les cit. Chabroud et Guichard.

BAIL A RENTE.—USUFRUIT.—RÉDUCTION.

L'usufruit étant un droit réel peut faire l'objet d'un bail à rente (1).

Le contrat par lequel un usufruit est cédé moyennant une somme une fois payée et une rente ou redevance annuelle dont le capital n'a pas été déterminé, est une vente mélangée du bail à rente. — En conséquence, la rente stipulée s'est trouvée réductible, aux termes de l'art. 38 de la loi du 15 mars 1790, par suite de la suppression d'un droit féodal compris dans l'usufruit (3).

(Goultard—C. Leriche.)

Le 23 déc. 1788, le cit. Goultard avait vendu au cit. Leriche, moyennant 10,000 liv. payées comptant, et 2,000 liv. de redevance annuelle, un droit d'usufruit, qu'il avait, sa vie durant, sur le château de Breuilpont et ses dépendances, usufruit qui comprenait le droit de chasse sur les terres de la seigneurie dépendant de ce château.

La loi du 4 août 1789, ayant supprimé les droits de chasse, le cit. Leriche se prévalut de l'art. 38 de la loi du 15 mars 1790, aux termes duquel les preneurs à rente de droits abolis étaient autorisés à demander une réduction proportionnelle de la rente, pour prétendre que la redevance ou rente annuelle de 2,000 liv. par lui due au cit. Goultard, devait être réduite dans la proportion de la valeur du droit de chasse supprimé, à quoi

le cit. Goultard opposa que le contrat par lequel il avait cédé son usufruit au cit. Leriche, était, non pas un bail à rente, mais une vente, et que par suite, aux termes de l'art. 36 de la même loi du 15 mars 1790, le prix de cette vente ne devait souffrir aucune réduction.

9 prair. an 9, jugement du tribunal de Mantres, qui, accueillant ce système, déclare le cit. Leriche mal fondé dans sa demande.

Appel; et le 29 pluv. an 10, jugement du tribunal de Paris, qui, considérant le contrat de cession d'usufruit comme un bail à rente, ordonne une réduction proportionnelle.

Pourvoi en cassation par le cit. Goultard pour fausse application de l'art. 38 de la loi du 15 mars 1790.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que le droit exclusif de chasse sur tous les domaines relevant d'une ci-devant seigneurie, tel qu'il avait été aliéné par le contrat du 23 déc. 1788, a été aboli par le décret du 4 août 1789, et que les dispositions de la loi du 15 mars 1790 sont applicables à tous les droits féodaux supprimés sans indemnité; que la question se réduit au point de savoir si le contrat du 23 déc. 1788 est un pur contrat de vente, ou un contrat de bail à rente, ou un contrat mixte, qui soit partie vente ou partie bail à rente; que, parmi plusieurs dispositions particulières de ce contrat, on remarque que le prix de l'usufruit aliéné pour le vie de l'acquéreur est de deux espèces: une partie de ce prix consiste dans une somme d'argent une fois payée, et l'autre partie consiste dans une rente annuelle à payer par l'acquéreur, autent que son existence prolongera la durée de l'usufruit acquis; que l'usufruit par lui acquis est un droit réel; qu'on des caractères distinctifs du bail à rente est l'aliénation d'un droit réel pour le prix d'une rente, avec obligation de la chose aliénée, par privilège, au paiement de la rente; que cela se rencontre dans le contrat du 23 déc. 1788, et qu'ainsi le jugement entrepris n'a contrevu à aucune loi en jugeant le contrat comme étant en partie un bail à rente, et que, par suite, il n'a pas fait une fausse application de l'art. 38 de la loi du 15 mars 1790;—Rejette, etc.

Du 26 pluv. an 11.—Sect. req.—Prés., le cit. Mursire.—Rapp., le cit. Gandon.—Concl. conf., le cit. Merlin, comm.—Pl., le cit. Lavaux.

1^{re} CONCILIATION.—RENVOI APRÈS CASSATION.

2^o RENTE FÉODALE.—RENTE COLONGÈRE.

1^o Lorsqu'après un jugement de cassation, les parties ont été renvoyées devant un autre tribunal, la nouvelle instance n'est pas soumise au préliminaire de conciliation. (L. 1^{re} déc. 1790, art. 21.) (3)

2^o Les rentes colongères ne portant en elles-mêmes aucun caractère de féodalité, n'ont pas été atteintes par les lois abolitives des rentes féodales (4).

(Marqués et consorts—C. Schwemburg.)

La maison de Schwemburg a joui dès longtemps de quelques rentes colongères, acquittées

(1 et 2) F. dans Merlin, *Quest. de droit*, v^o Bail à rente, les conclusions fort développées que ce savant magistrat a données dans cette affaire.—La première décision ci-dessus est d'ailleurs conforme à l'opinion de Pothier (*du Contrat de bail à rente*, n^{os} 6 et 7), qui considère comme pouvant faire l'objet d'un usufruit, tous héritages ou droits incorporels.—Loyseau (*Traité du déguerpissement*, liv. 4, ch. 8) range dans la classe des rentes foncières, les pensions retenues sur les bénéfices ecclésiastiques, lesquels constituent un véritable usufruit. Le même

auteur (*ibid.*, n^{os} 14 et 17) reconnaît qu'un contrat de vente peut être mélangé de bail à rente.—F. sur le bail à rente, Toulhier, t. 3, n^o 21.

(3) F. Merlin dans cette affaire, *Quest. de droit*, v^o Bureau de paix et Rente foncière, § 10;—Carré, *Lois de la proc.*, t. 1^{er}, p. 93;—Berriat-Saint-Prix, *Cours de proc. civ.*, p. 188, note 16.

(4) F. Merlin, *Quest. de dr.*, v^o Rente foncière, Rente seigneuriale, §§ 10 et 11.—Bard, *Législ. sur les rentes foncières et seigneuriales*, p. 86.

par les habitants de la commune de Dammerschelm, en Alsace.—Elles consistaient en une certaine quantité de pots-de-vin de vignes du territoire.—Ces rentes furent demandées pendant la révolution, et refusées par les Intérêtés.—En l'an 5 et l'an 6, elles furent accordées par jugemens cassés pour défaut de formes, le 8 vent. de l'an 8.—Sur une instance nouvelle, devant le tribunal d'arrondissement de Colmar, les parties représentèrent leurs défenses respectives.

Les débiteurs de la rente n'en contestaient ni l'existence ni la quotité. Seulement ils accusaient sa nature.—Ils disaient que le cit. Schawemburg n'en était propriétaire qu'en vertu de l'investiture qui lui en avait été donnée par le prince de Deux-Ponts; qu'il rendait foi et hommage, aveu et dénombrement, pour raison de cette même rente;—Que le titre en vertu duquel il exigeait le paiement de la rente, était une reconnaissance passée à son papier-terrier, le titre le plus féodal qui existât;—Qu'elle avait été toujours partagée dans la famille comme un fief masculin, au partage duquel les filles n'étaient point admises;—Qu'elle emportait même justice moyenne et basse.—Au surplus, ils réclamaient l'exhibition du titre originaire, pour constater si elle était ou foncière ou féodale.

Le cit. Schawemburg répondait que les redevances réclamées étaient situées dans la banlieue de Dammerschelm, où il n'était pas seigneur; que les rentes colongères sont essentiellement foncières, puisqu'elles proviennent d'une concession de fonds faite par le propriétaire de la colonge;—Que si, dans la famille, elles se partageaient, c'était par suite d'un ancien acte de famille, qui avait confondu les biens d'atoc avec les fiefs, pour être dévolus aux mâles de la famille.

18 pluv. an 9, jugement rendu par le tribunal d'arrondissement de Colmar qui, ne voyant rien de féodal dans les faits constatés, ordonne le service des rentes colongères.

Appel.—21 pluv. an 10, jugement confirmatif par le tribunal de Colmar.

POURVOI fondé: 1° sur ce que les demandeurs en cassation n'avaient pas été cités en conciliation, avant d'être assignés devant le tribunal auquel l'affaire avait été renvoyée après le premier jugement de cassation;—2° sur une prétendue contravention aux lois abolitives de la féodalité.

Les demandeurs en cassation représentaient les circonstances déjà indiquées comme signes de féodalité.—Ils ajoutaient que, dans un inventaire de la maison de Schawemburg, les pièces relatives aux rentes colongères étaient classées parmi les titres féodaux; que, dans un dénombrement de 1710, on voit que la maison de Schawemburg avait un prévôt et un argent, c'est-à-dire une justice; que l'acte de 1710 est un terrier, titre féodal; que les redevables sont qualifiés censitaires; qu'ils sont reconnus, par le jugement,

(1) C'est un point constant en doctrine, que le fait du prince n'est qu'un cas de force majeure qui ne doit tomber que sur l'acheteur. *P. Domat (Lois civiles, liv. 1, tit. 2, sect. 10)*, qui s'appuie sur la loi 11, ff. de Evictionibus; Favard, *Repert.*, v° *Fait du souverain*; Duvergier, *de la Vente*, t. 1, n° 315; Traploug, *ibid.*, n° 465 et 466. — Mais, ajoute ce dernier auteur, s'il est stipulé que le vendeur sera garant de la force majeure ou du fait du prince, cette charge est efficace. Elle est cependant si exorbitante, qu'elle doit être expresse et spéciale... — *P. dans ce sens, Merlin, Repert.*, v° *Fait du souverain*, et *Quest. de droit, cod. verb.*, § 1; Domat, *ubi supra*, n° 7; Bordeaux, 23 janv. 1826. — *P. cependant Cass.* 14 avril 1830, un arrêt qui semble admettre la possibilité d'une garantie du fait du prince,

avoir été obligés de tenir des assises pour veiller à la conservation des droits du propriétaire de la directe.—De tous ces faits, les demandeurs tiraient la conséquence que les rentes colongères dont il s'agit étaient féodales ou mêlées de féodalité.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que, par le jugement du tribunal de cassation du 8 vent. an 8, qui a cassé les jugemens du tribunal civil du Haut-Rhin, du 11 fruct. an 5, et des 5 et 21 flor. an 6, les parties ont été remises au même état qu'elles étaient avant ces jugemens, et renvoyées devant les juges qui doivent en connaître; que le cit. Schawemburg a pu et dû, sans tenter la voie de conciliation, citer les cit. Marqués et autres au tribunal d'arrondissement de Colmar, pour voir, sur les derniers errements qui avaient précédé les jugemens du 11 fruct. an 5, et des 5 et 21 flor. an 6, être statué au fond de la contestation;

Attendu que les rentes colongères, ne portant par elles-mêmes aucun caractère de féodalité, et les demandeurs en cassation n'ayant pas justifié que la reute colongère dont ils sont redevables ait un caractère certain et véritable de féodalité, il suit de la que, par son jugement du 21 pluv. an 10, le tribunal d'appel séant à Colmar n'a pas contrevenu à la loi du 25 août 1793, ni fait une fautive application de la loi du 17 juill. 1793;—Rejette, etc.

Du 26 pluv. an 11.—Sect. req.—Prés., le cit. Murair.—Rapp., le cit. Lombard.—Concl., le cit. Merlin, comm.—Pl., le cit. Thacussios.

1° VENTE.—ÉVICTION.—GARANTIE.—FAIT DU SOUVERAIN.

2° CONCILIATION.—GARANTIE.

3° CASSATION (POURVOI EN).—MOYENS.—PRODUCTION.

1° L'acquéreur évincé par une commune, exerçant les droits que lui confère la loi du 28 août 1793, des biens qu'il avait acquis d'un ci-devant seigneur, n'a contre ce dernier aucun recours au garant à raison de l'éviction qu'il a soufferte: c'est là un fait du souverain ou de force majeure qui ne peut donner lieu à aucune action contre le vendeur (1).

2° Lorsqu'une demande principale n'est pas assujétie au préliminaire de la conciliation, la demande en garantie accessoirement formée en est pareillement dispensée (2).

3° La nullité d'un pourvoi en cassation résultant du défaut d'énonciation des moyens, est réparée par la production, dans le délai du pourvoi, d'une requête ampliative contenant l'énonciation de ces moyens (3).

Est régulier le pourvoi formé par une requête qui n'énonce ni la production de la quittance de consignation d'amende, ni celle de la dé-

indépendamment de toute stipulation à cet égard.

(2) Le Code de procédure (art. 48) dispense toutes les demandes en garantie, sans exception, du préliminaire de conciliation. *P. au surplus, Cass.* 24 fev. an 11.

(3) On sait qu'il est d'usage constant, devant la Cour de cassation, de présenter après le dépôt de la requête en pourvoi, un mémoire ou une requête ampliative qui développe les moyens proposés, ou qui en propose de nouveaux; et il a été jugé, le 4 août 1818, que de nouveaux moyens pourraient être proposés dans la requête ampliative, même après l'échéance du délai du pourvoi.—Aujourd'hui cela ne fait aucun doute. *P. au surplus les conclusions de Merlin dans l'affaire actuelle, Questions, v° Cassation, § 10.*

cision attaquée, si d'ailleurs il est constant que ces pièces ont été produites dans le délai du pourvoi (1).

(Guyenot—C. Larue.)

Le 28 sept. 1791, le cit. Larue, ancien seigneur de Mareilles, vendit au cit. Guyenot la terre de Mareilles et six cents arpens de bois en dépendant.

Depuis est intervenue la loi du 28 août 1792, dont l'art. 8 autorise les communes à se faire réintégrer dans les biens dont elles auraient été dépossédées par les ci-devant seigneurs, par abus de la puissance féodale, et ce nonobstant tous jugemens, transactions et possessions contraires.

Dans cet état de choses, les habitants de Mareilles ont formé contre le cit. Guyenot une demande à fin de se faire réintégrer dans la possession de cent arpens de bois compris dans les six cents arpens qui lui avaient été vendus par le cit. Larue, se fondant, sur ce que leur ci-devant seigneur, les avait dépossédés de la propriété de ces bois au moyen d'un acte qualifié transaction, en date du 12 mai 1765.

L'affaire fut portée devant un tribunal arbitral, et la il intervint une sentence qui, par application de l'art. 8 de la loi du 28 août 1792 annula la transaction du 12 mai 1765, et ordonna la réintégration de la commune de Mareilles: «Attendu, porte cette sentence, que la transaction du 12 mai 1765 fournit en même temps la preuve que, quand la commune a été amenée à la souscrire, elle était en possession des cent arpens de bois, et qu'elle ne peut en avoir été dépossédée que par l'effet de la puissance féodale;—Attendu que cet abandon de la part de la commune a été fait sans cause légitime, et sans en avoir reçu aucun prix;—Attendu que la demande de la commune a pour objet la nullité de la transaction, en ce qui est relatif à cet abandon, et à la réintégration dans sa possession et sa propriété;...»

Le cit. Guyenot ainsi évincé a formé une demande en garantie contre les héritiers Larue.

Mais ceux-ci ont objecté qu'il n'y avait lieu à aucune garantie pour une éviction qui prenait sa source dans le fait du souverain, assimilable à un fait de force majeure; et suivant eux tel était le caractère de la loi du 28 août 1792.

16 flor. an 3, jugement du tribunal de Chaumont qui accueille la défense des héritiers Larue, et rejette la demande du cit. Guyenot.

Appel de la part de ce dernier, mais le 28 germinal an 4, jugement confirmatif du tribunal de la Côte-d'Or.—Ce jugement considère, en substance, qu'il est certain en principe, qu'un vendeur ne doit de garantie à son acquéreur que des évictions dont la cause, ou au moins le germe était existant avant la vente, ou de celles dont la cause, quoique postérieure, procède du fait des vendeurs;—Que celui qui a garanti la propriété qu'il possédait légitimement, n'est pas garant de l'éviction qui résulte des nouvelles lois, qui ont changé ou modifié les principes de la législation sur les moyens d'acquiescer ou de conserver le droit de propriété;—Que dans l'espèce, Guyenot ayant été évincé par un jugement en dernier ressort, c'est dans les motifs de ce jugement que l'on doit chercher les causes de l'éviction pour voir si elles sont postérieures ou antérieures à la vente;—Que les motifs que les arbitres ont donnés pour évincer Guyenot, sont puisés dans les dispositions de l'art. 8 de la loi du 28 août 1792;—Que cette loi ayant été rendue près d'un an après la vente faite à Guyenot,

et étant le seul motif sur lequel les arbitres ont prononcé l'éviction, cette éviction procède tout à la fois d'une cause postérieure à la vente, et d'une force majeure dont le vendeur ne peut être tenu de lui garantir l'effet.

POURVOI en cassation de la part du citoyen Guyenot.—Le vendeur, a-t-on dit dans son intérêt, est tenu indéfiniment de garantir l'acquéreur évincé toutes les fois que l'éviction a une cause ou un germe existant à l'époque de la vente.—Or, dans l'espèce, l'éviction provient du fait de Larue, puisqu'il a vendu ce qui ne lui appartenait point. La cause de l'éviction existait déjà à l'époque du contrat de vente, et remontait même à celle de la transaction de 1765. Le germe de l'éviction a pris sa source dans la nullité de cette transaction;—Le cit. Guyenot avait donc droit à une garantie.—Vainement le jugement attaqué, s'est-il fondé sur ce que les arbitres ne s'étaient déterminés à réintégrer la commune de Mareilles dans les cent arpens de bois contentieux, que d'après l'article 8 de la loi du 28 août 1792, et qu'ainsi l'éviction est provenue d'une cause postérieure à la vente; d'un événement imprévu, d'une force majeure, du fait du souverain, dont un vendeur n'est jamais tenu de garantir son acheteur.—Le système des juges de première instance et d'appel, relativement aux effets qu'ils ont entendu faire produire à cette loi, est évidemment erroné. Sans doute, après la vente, la chose vendue demeure, aux risques et périls de l'acheteur; de telle sorte que, si elle vient à périr, ou si elle est détériorée par l'effet d'un cas fortuit, la perte tombe sur lui.—Sans doute, il en est de même s'il est évincé par le fait du souverain; mais pourvu que ce fait n'ait rien de personnel au vendeur, et qu'il soit postérieur à la vente dans sa cause et ses effets.—C'est en ce sens, et considérés comme cas imprévus, survenus depuis l'expropriation du vendeur, que les faits du souverain sont exclusifs de la garantie, d'après les dispositions de la loi *Lucius Titius*, au *Dig. de Evict.*—Mais il ne faut pas confondre le fait du souverain, qui est rangé dans la classe des cas fortuits, qui est assimilé à une force majeure, avec de simples dispositions législatives et réglementaires, qui, sans prescrire des mesures extraordinaires, pour des causes nouvelles et imprévues, sans ordonner aucune expropriation, se bornent à fixer sur des questions de propriété, des règles et des principes dont l'application dépend de certains faits, de certaines circonstances, et peut donner lieu à l'action en garantie, si la cause de l'éviction est antérieure à la vente, ou l'exclusion, si elle est postérieure.—Or, telle est la nature, et tel est le caractère de la loi du 28 août 1792, et notamment de l'art. 8, dont les dispositions autorisent simplement les communes à revendiquer les biens ou droits dont elles ont été dépossédées; qui maintiennent les actes translatifs de propriété, passés au profit des ci-devant seigneurs, lorsque ces actes sont reconnus légitimes; qui ne prescrivont point d'expropriation, qui ne tendent enfin qu'à déterminer le mode et le genre de preuves et de titres, à l'aide desquels les communes pourront se faire réintégrer dans les biens qui leur ont été usurpés, et les ci-devant seigneurs conserver la possession des biens communaux dont ils jouissent.—On ne trouve, dans les évictions qui peuvent avoir lieu par l'effet de ces dispositions, aucune trace de ce cas imprévu, de ce fait du souverain, de cette volonté impé-

(1) Mais il a été jugé que le demandeur en cassation qui a été jugé non recevable faute de production de la quittance de consignation, ne peut se faire restituer contre l'arrêt en rapportant plus tard

cette quittance, et en produisant par sa date que la consignation avait eu lieu en temps utile. *P.* 29 messid., an 8, 11 frim., an 9, et 10 prair., an 10;—*P.* aussi Merlin, *Repert.* 1^{re} Cassation, § 5, n° 12,

rière, de cette force majeure destructive de toute action de garantie. — On n'y voit qu'une simple application des lois civiles, qui, dans tous les temps, chez tous les peuples, ont autorisé les propriétaires de biens usurpés à les revendiquer....

Les défendeurs ont répondu que, l'éviction fondée sur les dispositions de l'art. 8 de la loi du 28 août 1792, était incontestablement, soit l'effet d'une force majeure, soit le résultat du fait du souverain. — En effet, cet article autorise les communes à se faire réintégrer dans les biens dont elles auraient été dépossédées par des ci-devant seigneurs, et ce, nonobstant tous jugemens, transactions et possessions contraires. — Il détruit donc la chose jugée et transgée, et la possession inimmémoriale, qui étaient les titres de propriété les plus légitimes. — Il introduit par conséquent un droit nouveau; et, sous ce rapport, les évictions qui en sont la suite, sont nécessairement le fait du souverain. — Si donc les arbitres qui ont réintégré la commune de Marceilles dans les cent arpens de bois dont il s'agit, ont pris pour base de leur décision les dispositions de l'art. 8 de la loi d'août 1792, cette circonstance repousse la garantie et encore plus la cassation.

Les défendeurs proposaient en outre contre l'action ou la poursuite plusieurs fins de non-recevoir tirées, 1^o de ce que le sieur Guyenot n'aurait pas employé le préliminaire de la conciliation; — 2^o de ce que la requête en pourvoi ne contenait pas l'indication des moyens du demandeur; — 3^o de ce que cette requête ne mentionnait ni la quittance de consignation d'amende, ni la production du jugement attaqué.

JUGEMENT (après partage).

LE TRIBUNAL; — Considérant que la demande principale n'étant pas sujette à la citation préalable au bureau de conciliation, la demande en garantie n'était pas soumise à cette formalité; que, d'ailleurs, Guyenot aurait à s'imputer à lui-même d'avoir négligé ce préalable; — Attendu que le jugement attaqué n'a jamais été signifié à Guyenot; que, d'ailleurs, la requête d'amplication, donnée, en temps utile, par ledit Guyenot, contient ses moyens de cassation; qu'il est constaté que la quittance d'amende et l'expédition du jugement attaqué ont aussi été joints, en temps utile, à la demande en cassation; — Considérant qu'il a été décidé en fait, par les tribunaux de première instance et d'appel que l'éviction prononcée par le jugement arbitral n'a été fondée que sur la disposition de la loi du 28 août 1792; conséquemment, qu'elle procède d'une cause postérieure au contrat de vente et indépendante du fait du vendeur; et qu'en rejetant, dans l'espèce, la demande en garantie, le jugement attaqué est conforme aux principes de la matière et n'a violé aucune loi; — Rejette, etc.

Du 27 pluv. an 11. — Sect. civ. — Prés., le cit. Maleville. — Rapp., le cit. Lasarville. — Concl.

(1) Il faut supposer que ce commissaire des guerres était attaché à un corps d'armée. *V. Cass.* 5 mars 1818, et *Théorie du Code pénal*, tom. 1, p. 75.

(2) Ce jugement signale une lacune dans la loi du 22 juill. 1791, car si le délit de violation du domicile est le plus souvent le résultat d'un abus d'autorité, il peut également être commis par des individus qui ne sont revêtus d'aucune fonction. Le Code pénal présentait la même omission. La loi du 28 avril 1832 l'a réparée, en ajoutant à l'art. 184 une 2^e disposition qui punit tout individu qui, à l'aide de menaces ou de violences, s'est introduit dans le domicile d'un citoyen: « Le délit prévu par les deux paragraphes de l'article 184, disent

conf., le cit. Merlin, comm. — Pl., les cit. Moreau et Badin.

1^o CONSEILS DE GUERRE. — COMPÉTENCE.

2^o COMPÉTENCE. — CASSATION.

1^o C'est aux conseils de guerre, et non aux tribunaux ordinaires, qu'il appartient de connaître du délit commis par le domestique d'un commissaire des guerres. (L. 13 brum. an 5, art. 10.) (1)

2^o Le tribunal de cassation peut suppléer le moyen d'incompétence résultant de ce qu'un délit a été jugé par un tribunal ordinaire et non par le conseil de guerre compétent, lors même que le prévenu n'a pas fait valoir.

(Hypolite — C. Min. pub.)

Hypolite, domestique au service d'un commissaire des guerres, est accusé de vol avec circonstances aggravantes. Le tribunal criminel de la Gironde le condamne à huit ans de fers. — Pourvoi fondé sur un moyen autre que l'incompétence. Mais le capitaine rapporteur du premier conseil de guerre de la 11^e division militaire adresse au tribunal de cassation des observations tendant à ce que le prévenu soit renvoyé devant le conseil de guerre. Le tribunal de cassation, accueillant cette réclamation, statue en ces termes:

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 456 du Code des délits et des peines et l'article 10 de la loi du 13 brum. an 5; Considérant qu'il est constant que le nommé Hypolite, demandeur en cassation, était domestique à gages chez le cit. Gaillardon, commissaire des guerres, à l'époque du délit dont il a été accusé; d'où il résulte qu'il n'était pas justiciable des tribunaux civils, et qu'il y a eu, à son égard, contravention aux règles de la compétence; — Casse, etc.

Du 28 pluv. an 11. — Sect. crim. — Rapp., le cit. Bauchau. — Concl., le cit. Lecoutour, substit.

1^o LOCATAIRE. — JOUISSANCE. — COMPÉTENCE. — ACTION CIVILE.

2^o VIOLATION DE DOMICILE. — PARTICULIERS.

1^o Le tribunal de police est incompétent pour connaître du trouble apporté par le propriétaire à la jouissance d'une maison occupée comme locataire par le plaignant; cette plainte ne peut donner lieu qu'à une action civile.

2^o L'art. 11 de la loi des 19-22 juill. 1791, qui punit les officiers de police qui font des visites illégales dans les maisons des citoyens, n'est pas applicable aux simples particuliers qui se rendent coupables du même fait. (L. 19-22 juill. 1791, art. 11.) (2)

(Marchand.) — JUGEMENT:

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 456 du Code des délits et des peines, et 11, tit. 1^{er} de la loi du 22 juill. 1791; — Vu aussi l'art. 162 du Code des délits et des peines; — Et attendu, 1^o que, dans l'espèce, le fait de la plainte, d'après ce qui résulte

MM. Chauveau et Faustin Hélie, est la même; cependant les deux dispositions diffèrent, d'abord par les conditions auxquelles est soumise l'incrimination, ensuite par la durée de la peine. Il suffit, pour qu'il y ait délit de la part du fonctionnaire, qu'il ait pénétré en sa qualité, dans le domicile d'un citoyen, contre le gré de celui-ci, et hors les cas prévus par la loi. Il faut de plus, pour former le délit d'un simple particulier, qu'il y ait eu emploi de menaces ou violences. Toutefois, la peine est moins grave dans ce dernier cas: c'est que le fonctionnaire commet dans un seul fait un double délit; non-seulement il viole le domicile, mais il abuse de sa fonction et de son autorité pour commettre cet acte arbitraire. *A Théorie du Code pénal*, t. 4, p. 223.

du jugement même du tribunal de police du canton de Blaise, ne portait que sur le trouble apporté par le propriétaire à la jouissance d'une maison occupée par le plaignant, et dans laquelle on était entré pour y faire des changements ou réparations; que c'est à raison des prétendues dégradations commises que ces dommages et intérêts étaient demandés; — Qu'un fait de cette nature n'est pas lui-même classé au nombre des délits par aucune loi; qu'il ne pouvait, en conséquence, donner lieu qu'à une simple action civile; et qu'ainsi le tribunal de police n'a pu se permettre d'en connaître sans violer les règles de la compétence et sans excéder ses pouvoirs;

Attendu, 2^o que l'art. 11 de la loi du 22 juillet 1791, sur lequel le tribunal de police s'est fondé pour prononcer les condamnations portées au jugement attaqué, ne concerne que les officiers de police qui se permettraient de faire des visites ou recherches dans les maisons des citoyens, hors les cas déterminés par les articles précédents; et qu'ainsi il en a été fait la fautive application la plus évidente dans l'espèce, où c'était un simple particulier qui avait agi; que l'oubli des devoirs imposés aux juges pour l'exacte application des lois a même été poussé par ledit tribunal de police du canton de Blaise au point d'altérer, dans la citation qu'il en a faite, les termes de celle sur laquelle il prétendait appuyer son jugement; — Attendu 3^o que, même dans le cas où l'affaire dont il s'agit aurait été de la compétence du tribunal de police, il y aurait encore lieu de casser le jugement dont il s'agit, pour contravention à l'art. 162 du Code ci-dessus cité, puisque les témoins n'ont point été entendus à l'audience; et que l'affaire n'y a pas été résumée par le commissaire du gouvernement; — *Casse*, etc.

Du 29 pluv. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Rastaud. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst. — *Pl.*, le cit. Gaschon.

1^o ACCUSATION. — DÉLIT NOUVEAU.

2^o ATTENTAT AUX MŒURS. — DÉBAUCHE. — COMPÉTENCE.

1^o Lorsque l'acte d'accusation ne mentionne d'autre délit que la participation à un vol, l'accusé ne peut être condamné pour excitation à la débauche, délit distinct et indépendant du premier (1).

2^o Le fait d'avoir favorisé la débauche est un simple délit correctionnel, qui ne peut être poursuivi par voie d'accusation (2).

(Terroriste.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 456 du Code des délits et des peines, portant : « Il y a lieu à cassation lorsqu'il y a eu contravention aux règles de compétence, etc. » — Considérant que le délit à raison duquel la réclamante a été condamnée n'était susceptible que d'une peine correctionnelle, aux termes même de la loi appliquée; qu'il était distinct et indépendant de la participation au vol dont elle était prévenue et qui faisait seul l'objet de l'acte d'accusation;

Qu'il n'a pas été et n'a pu être poursuivi par voie d'accusation; qu'il n'a pas dû, par conséquent, être soumis à l'examen d'un jury; qu'ainsi,

(1) *P.* en ce sens, Cass. 22 vend. an 5, et 6 brum. an 7.

(2) Il en est de même aujourd'hui : *P.* les art. 334 et 335, Cod. pén.

l'art. 434 ne pouvait, dans l'espèce, recevoir d'application; qu'enfin, il ne pouvait être légalement réprimé que par le tribunal de police correctionnelle, seul compétent, aux termes de l'art. 601 du Code; — *Casse*, etc.

Du 29 pluv. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Schwendt. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

1^o MISE EN JUGEMENT DES FONCTIONNAIRES PUBLICS. — MAIRE. — OUVRIERS.

2^o AUTORITÉ JUDICIAIRE. — AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — COMPÉTENCE. — OUVRIERS.

3^o TRIBUNAL DE POLICE. — JUGEMENT. — LOI PÉNALE.

1^o Le tribunal de police ne peut, sans une autorisation du gouvernement, ordonner la citation d'un maire à ses audiences, à raison d'une contravention imputée à des ouvriers dont ce maire a pris le fait et cause. (Cass. 22 frim. an 8, art. 75.)

2^o Le tribunal de police ne peut, sans usurpation de pouvoir, condamner des ouvriers pour destruction d'une digue, lorsqu'ils n'ont agi que par les ordres du maire. (LL. 16-24 août 1790, tit. 3, art. 9; 16 fruct. an 3.) (3)

3^o Est nul le jugement de police qui ne contient pas les termes de la loi pénale appliquée. (C. 3 brum. an 1, art. 162.) (4)

(Toussaint—C. Saizard.)

Deux ouvriers furent traduits au tribunal de police pour avoir détruit une digue construite par plusieurs individus. Ils déclarèrent n'avoir agi que par les ordres du maire qui intervint, prit leur fait et cause, et demanda le renvoi devant l'autorité administrative. — Le tribunal de police se fondant sur l'art. 9, tit. 3 de la loi des 16-24 août 1790, s'est déclaré de son exception déclaratoire et a cité toutes les parties à la première audience, et par un jugement ultérieur, il a déclaré le maire non recevable et condamné les deux ouvriers à l'amende.

Pourvoi.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu le réquisitoire du commissaire du gouvernement, agissant en exécution de l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8; — Vu aussi l'art. 75 de la constitution; — Vu enfin la loi du 16 fruct. an 3, l'art. 162 du Code des délits et des peines, et la 6^e disposition de l'art. 456 du même Code; — Considérant 1^o que le jugement du 13 prair. an 10 viole l'art. 75 de la constitution et la loi du 16 fruct. an 3, par le rejet, avant toute autorisation préalable, de l'intervention et de l'exception déclaratoire du maire de Goussaincourt, agissant comme agent du gouvernement, chef de la police et en matière d'administration.

2^o Que le jugement du 4 messid. suivant viole les mêmes dispositions en condamnant les ouvriers à l'amende et aux dépens, avec défense de récidiver, tandis qu'ils n'ont agi qu'en vertu des ordres du maire;

3^o Que ce même jugement, ne contenant pas les termes de la loi appliquée, présente une contravention non moins positive à l'art. 162 du Code de brum. an 1; — *Casse*, etc.

Du 29 pluv. an 11. — Sect. crim. — *Rapp.*, le cit. Schwendt. — *Concl.*, le cit. Lecoutour, subst.

(3) *P.* Cass. 1^{er} brum. an 8, et la note.

(4) *P.* Cass. 11 frim. an 11, et les jugemens identiques cités en note.

NOUVELLES PUBLICATIONS

DE LA SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE.

THÉORIE DE LA PROCÉDURE CIVILE,

PAR M. BONCENNE,

AVOCAT A LA COUR ROYALE ET DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT DE POITIERS.

Tome premier. — Prix 3 fr. 50.

CE VOLUME CONTIENT LES 5 PREMIERS VOLUMES DE L'ÉDITION DE PARIS QUI SE VENENT 24 FRANCS.
L'ouvrage annoncé à Paris en 6 volumes, sera contenu en 2 vol. de l'édition belge.

COMMENTAIRE

SUR LA

CODE DE PROCÉDURE CIVILE,

PAR THOMINE-DESMAZURES,

Ancien Professeur de Procédure civile et Doyen
de la Faculté de Droit de Caen,
ancien Président du Tribunal civil, etc., etc.

ÉDITION AUGMENTÉE EN BELGIQUE,

D'une introduction historique sur la Procédure
Civile, par M. Boncenne; de la conférence de
l'ouvrage avec la Doctrine de MM. Boncenne,
Carré, Pigeau, Berriat-Saint-Prix, Roger,
Rauter, etc.

Cet ouvrage formera 4 vol. gr. in-8o.

DICTIONNAIRE

DE

DROIT COMMERCIAL

OU RÉSUMÉ

DE LÉGISLATION, DE DOCTRINE ET DE JURISPRUDENCE
EN MATIÈRE DE COMMERCE,

PAR L. M. DEVILLENEUVE,

Avocat à la Cour Royale de Paris, membre de la
Légion d'honneur, continuateur
du Recueil général des Lois et Arrêts, etc.

ÉDITION AUGMENTÉE EN BELGIQUE,

Des modifications introduites dans cette partie
de la Législation.

1 gros vol. in-8o, de 800 pages, imprimé sur
2 colonnes, papier vélin.

TRAITÉ

DE

L'ACTION PUBLIQUE

ET DE

L'ACTION CIVILE

EN MATIÈRE CRIMINELLE.

PAR M. MANGIN,

Ancien Conseiller à la Cour de Cassation ;

ÉDITION MISE EN RAPPORT AVEC LA LÉGISLATION ET LA
JURISPRUDENCE BELGES.

1 vol. grand in-8o, papier vélin.

CODE

DE

L'ORGANISATION JUDICIAIRE EN BELGIQUE,

OU

RECUEIL CHRONOLOGIQUE

DE TOUTES LES LOIS, ARRÊTÉS ET ORDONNANCES

QUI, DEPUIS 1789 JUSQU'À 1838,

ONT ÉTÉ RENDUS SUR CETTE MATIÈRE, ETC. ;

PAR CH. L. LEFÈVRE,

AVOCAT, AUTEUR DES TABLES CHRONOL. DES LOIS ET DÉCRETS.

Cet ouvrage est accompagné de notes qui, ren-
voyant d'une loi à l'autre, facilitent leur rapproche-
ment, indiquent leur combinaison, et concilient leurs
dispositions; et suivi d'une table alphabétique par
ordre des matières, présentant tout à la fois l'histo-
rique général de la législation, et l'histoire parti-
culière de toutes ses branches.

1 volume grand in-8o, papier vélin.

